



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

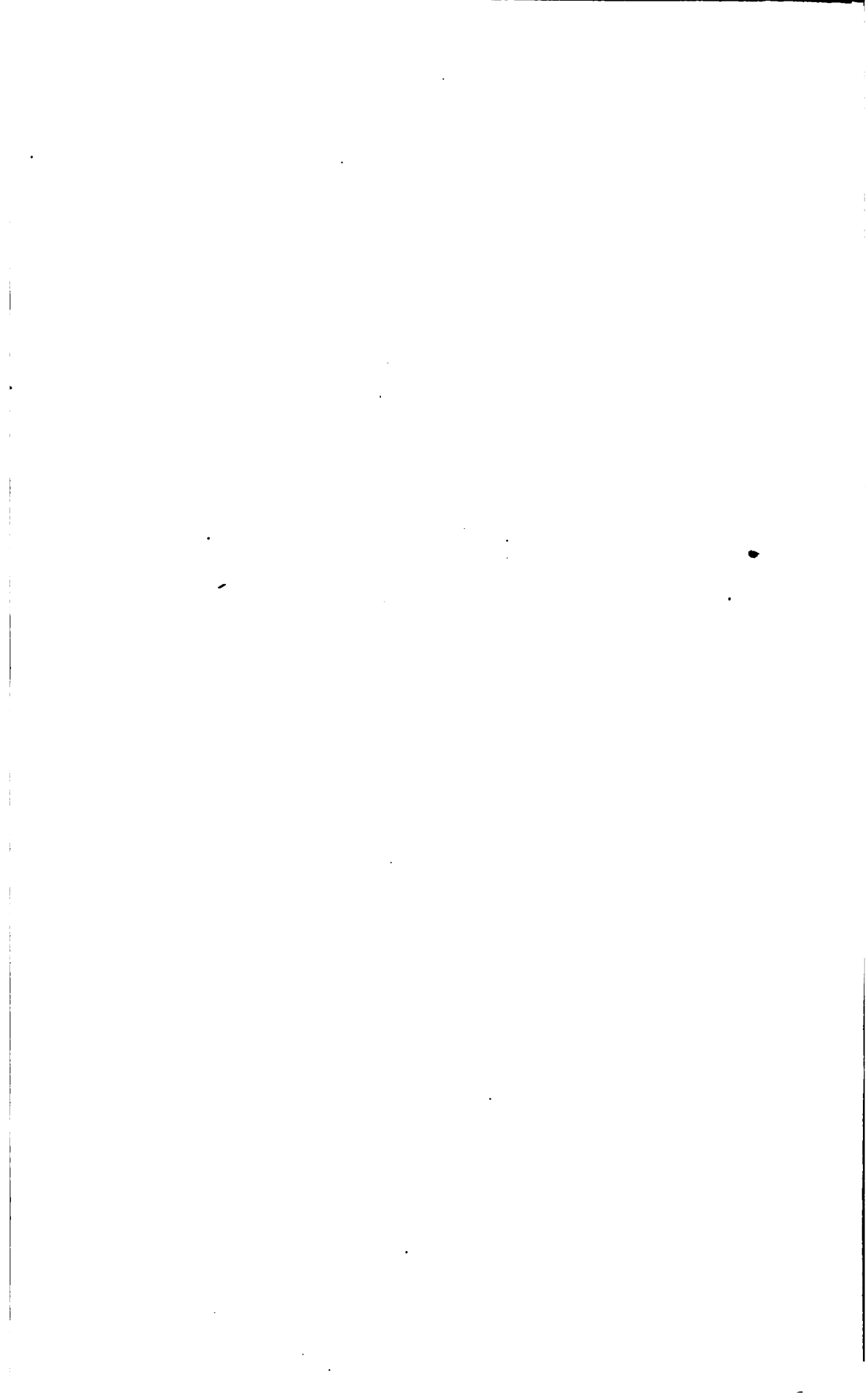
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

DC
37
AC



HISTOIRE DE FRANCE.

4.

HISTOIRE DE FRANCE

187765

D'ANQUETIL,

CONTINUÉE, DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1789 JUSQU'À CELLE DE 1830,

PAR LÉONARD GALLOIS.

ÉDITION PERMANENTE,

AUGMENTÉE D'UNE TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

ET ORNÉE DE QUARANTE GRAVURES EN TAILLE-DOUCE.

Il faut surtout s'attacher à l'histoire de sa patrie,
l'étudier, la posséder, et réserver pour elle les détails.

(ENCYCLOPÉDIE, article Histoire.)

4.

PARIS, .
AU BUREAU CENTRAL DE L'HISTOIRE DE FRANCE,
RUE DES ENFANTS-ROUGES, 2.

1845.



CONTINUATION

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

D'ANQUETIL,

Par M. Léonard Gallois.

CONSULAT.

CHAPITRE PREMIER.

Création d'une commission consulaire. — Lois portées contre les hommes et les choses. — Lois organiques. — Constitution de l'an VIII. — Nouvelle organisation de la France. — Ouverture faite à Bonaparte par les Bourbons. — Guerre civile de l'ouest étouffée. — Propositions de paix faites aux puissances. — Campagne de l'an VIII. — Les ennemis sont contenus sur le Var. — Siège et capitulation de Gènes. — Passage de l'armée de réserve au Grand-Saint-Bernard. — Bataille de Moutebello. — Rétablissement de la république cisalpine. — Bataille de Marengo. — Mort de Desaix. — Armistice qui en est la suite. — Ses autres résultats.

Il était consommé ce coup d'état du 18 brumaire, si violent dans ses moyens, si vaste dans ses résultats, anéantissant un gouvernement populaire, détruisant une représentation nationale, et, comme tout bouleversement de la même

espèce, offrant trois chances probables : la couronne civique, le trône ou la mort. La première de ces chances échappa à Bonaparte, meurtrier de la liberté; la seconde, il la trouva à Paris au faite de sa puissance; la troisième l'attendait sur le rocher de Sainte-Hélène.

La constitution de l'an III a cessé d'exister. Une commission consulaire, composée de Bonaparte, Sièyes et Roger-Ducos, remplace le directoire aboli. Les conseils des anciens et des cinquante sont représentés par deux commissions législatives de vingt-cinq membres chacune. Le décret du 19 brumaire (10 novembre) charge ces commissions de préparer des changements à apporter aux dispositions organiques de la con-

stitution, dont l'expérience, disait-on, a fait sentir les vices et les inconvénients. La commission exécutive pourra leur présenter ses vues à cet égard. » En d'autres termes, l'action principale réside dans cette commission, et la volonté de celle-ci dans la volonté de Bonaparte.

Cette crainte ne tarda pas à se réaliser. Le 20 brumaire, dans la matinée, les consuls se réunissent pour la première fois. Il s'agit de nommer à la présidence. Le suffrage de Roger-Ducos doit décider, et, dans le directoire, il a été toujours subordonné à Sièyes. Aussi celui-ci se croit-il déjà le maître de la France. Mais Bonaparte est salué comme président par Roger-Ducos¹. Cette séance dura plusieurs heures, durant lesquelles Bonaparte s'exprima avec non moins de justesse sur les affaires civiles que sur celles de l'armée. Sièyes, rentrant chez lui, dit avec humeur à Talleyrand, Roderer et Cabanis : « Messieurs, vous avez un maître : il veut tout faire, sait tout faire, et peut tout faire. »

Le premier acte du gouvernement fut l'organisation d'un nouveau ministère. Dubois-Crancé, ministre de la guerre, était un homme de parti, peu estimé, n'ayant aucune habitude de travail ni d'ordre : Berthier le remplaça. Le ministre des finances, Robert-Lindet, jouissait d'une réputation de talent et de probité; mais ses idées républicaines effrayaient Bonaparte, qui se hâta de lui substituer Gaudin. Talleyrand, Forfait et Laplace remplacèrent Reinhard, Bourdon et Quinette aux affaires étrangères, à la marine et à l'intérieur². Cambacérès et Fouché conservèrent la justice et la police. Le secrétaire du directoire, Lagarde, n'avait pas une réputation à l'abri du reproche. On lui substitua Maret, depuis duc de Bassano, qui, après le 9 thermidor, avait été échangé contre la fille de Louis XVI.

Ces mesures prises, la commission exécutive, en vertu de la prétendue loi du 19 brumaire, qui la chargeait de veiller à la sûreté publique, débata par un arrêt de proscription contre les membres les plus libéraux des conseils, à la tête desquels on remarquait le général Jourdan, et contre les individus signalés comme républicains par l'ex-jacobin Fouché³. Tous ces patriotes

énergiques devaient être déportés sur les plages brûlantes de la Guyane française; on appelait cette cruelle mesure *mise en surveillance hors du territoire continental de la république*. L'opinion publique frémit, le tribunal de cassation réclama un de ses membres; l'armée s'indigna en lisant le nom du vainqueur de Fleurus sur la liste fatale. L'arrêté ne fut pas mis à exécution; mais il servit à détruire les illusions que quelques patriotes confiants avaient encore sur la nature de ce bouleversement. Les jacobins, le peuple avaient laissé faire Bonaparte avec une secrète joie : ils se rappelaient le républicanisme ardent que ce jeune capitaine avait toujours professé; le peuple n'avait pas oublié qu'il avait été un des plus fermes soutiens du directoire, quand celui-ci voulut frapper les royalistes des conseils et les journalistes vendus à la contre-révolution. Le peuple avait donc la plus grande confiance dans le vainqueur des rois et dans les soldats de 1793 : il ne lui vint pas même dans la pensée que cette armée si enthousiaste de la liberté se prêterait à des projets liberticides. Les jacobins avaient donc vu avec satisfaction le renversement d'un gouvernement qui ne marchait pas selon leurs vues et qui, par sa faiblesse, encourageait le royalisme, ils ne doutaient pas que Bonaparte n'eût agi dans leur sens. Mais en même temps, les royalistes se li-

la loi du 19 du présent mois, qui les charge spécialement de rétablir la tranquillité intérieure, ont arrêté le 25 brumaire :

« ARTICLE PREMIER. Les individus ci-après nommés : Des-tren, ex-député; Aréna, ex-député; Marquet, ex-député; Truc, ex-député; Félix Lepelletier, Charles Hesse, scipion du Roure, Gagny, Massard, Fournier, Giraud, Fiquet, Basch, Marchand, Gabriel, Mamin, J. Sabathier, Clémence, Marné, Jourdeuil, Mège, Bourgoing, Corchaud, Maignaut (de Marseille), Henriot, Lebols, Soulayre, Dubruell, Didier, Lambert, d'Aubigny, Xavier Audouin, sortiront du territoire continental de la république. Ils seront à cet effet tenus de se rendre à Rochefort, pour être ensuite conduits et retenus dans le département de la Guyane française.

« ART. II. Les individus ci-après nommés : Erlot, Antonello, Lachevardière, Poulau-Grandpré, Grandmaison, Talot, Quirot, Daubermessin, Frison, Declercq, Jourdan (de la Haute-Vienne), Lesage-Sénault, Prudhon, Groscaudet-Dorimond, Guesdon, Julien (de Toulouse), Santhonax, Tilly, ex-chargé des affaires de Gènes; Stèveuotte, Castaing, Bouvier et Delbret seront tenus de se rendre dans la commune de la Rochelle, département de la Charente-Inférieure, pour être ensuite conduits et retenus dans tel lieu de ce département qui sera indiqué par le ministre de la police générale.

« ART. III. Immédiatement après la publication du présent arrêté, les individus compris dans les deux articles précédents seront dessaisis de l'exercice de tout droit de propriété, et la remise en leur ou sera faite que sur la preuve authentique de leur arrivée au lieu fixé par le présent arrêté.

« ART. IV. Seront pareillement dessaisis de ce droit ceux qui quitteront le lieu où ils se seront rendus, ou celui où ils seront été conduits en vertu des dispositions précédentes.

« ART. V. Le présent arrêté sera inséré au Bulletin des lois; les ministres de la police générale, de la marine et des finances seront chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en surveiller et d'en assurer l'exécution.

¹ Son trop redoutable collègue, pour le consoler de cet échec, lui abandonna une somme de huit cent mille francs trouvée dans la caisse secrète du directoire, et le chargea de rédiger une constitution nouvelle, dont il se promit bien de retrancher tout ce qui ne conviendrait pas à ses desseins.

² Les deux derniers répondirent peu aux idées qu'on s'était faites de leur habileté; le troisième en montra toujours trop, si toutefois c'est avoir de l'habileté que de se jouer de tout le monde, de soi-même et de tous ses serments.

³ Décret de déportation du 29 brumaire an VIII.

Les consuls de la république, en exécution de l'art. 5 de la

vraient eux-mêmes aux espérances que le renversement du directoire leur donnait. Bonaparte, disaient-ils, n'avait renversé le gouvernement populaire que pour relever le trône et l'autel : ils le saluaient déjà comme un nouveau Monck. Les patriotes et les royalistes ne tardèrent pas à s'apercevoir que Bonaparte s'était fort peu inquiété des partis, et qu'il n'avait travaillé que pour lui-même.

Cependant il fallait donner quelques aliments à la flatterie et feindre d'accomplir les promesses du 19 brumaire. On retira l'emprunt forcé qui était remboursable ; mais on le remplaça par un accroissement d'impôt de vingt-cinq centimes par franc, lequel ne l'était pas. On rapporta la loi rigoureuse des otages, loi sévère, mais tempérée dans son exécution, et dont le but était d'intimider les brigands, et on y substitua un arrêté portant que les communes rebelles seraient mises hors la loi et traitées en ennemies du peuple français. La loi des otages était-elle plus sévère ?

Les commissions législatives s'occupèrent ensuite des lois organiques promises par l'acte du 19 brumaire. Sièyes reproduisit à peu près le plan qu'il avait proposé à la convention lors de la discussion de la constitution de l'an III ; mais alors il aimait la liberté, malgré les excès récents de la terreur, et il eût peut-être défendu de bonne foi une république qui l'aurait mis à sa tête : maintenant il abhorre des institutions populaires qui ne sont pas son ouvrage, regarde la république comme impossible, et déclare *une sottise*, un *danger* toute part donnée au peuple dans le gouvernement d'un état. L'admirateur des Gracques est devenu un Machiavel ; il enseignait à la nation ses droits, aujourd'hui il ne songe qu'à les violer en les préconisant toujours.

D'après le plan de constitution de Sièyes, le pouvoir exécutif devait être confié à un seul magistrat suprême, avec autorité absolue, ayant l'initiative des lois, le droit de faire des ordonnances, de traiter avec les puissances étrangères, de commander les troupes, de nommer à tous les emplois ; tous ses agents devaient être inviolables. En dehors de cette magistrature, Sièyes créait, pour lui, une charge inamovible de grand électeur, représentant de la nation française, dépensant une liste civile de six millions, et n'ayant d'autres fonctions que de nommer le premier consul et ses suppléants. Les sénateurs inamovibles étaient les principales colonnes de son édifice ; il se réservait le droit de faire entrer dans les rangs de ce corps les premiers magistrats, à commencer par les consuls. Il appelait cela *absorber le pouvoir dans le sénat*. Bonaparte y vit un synonyme de destitution : *Je ne veux*, disait-il, *sous*

aucun prétexte être absorbé par M. l'abbé. Cette volonté hautement manifestée fit perdre à Sièyes toutes ses créatures : elles se rangèrent du côté de Bonaparte, et le grand électorat ne fut point établi. Aucune place ne restait, dès-lors, à Sièyes dans l'ordre social qu'il avait imaginé. Il se résigna, et fit, ainsi que Ducos, de son admission dans le sénat un des articles de la constitution.

Les ayant ainsi *absorbés*, Bonaparte, sans être élu, monta au souverain pouvoir. Il s'adjoignit ou se fit adjoindre Cambacères et Lebrun. C'étaient deux hommes de mérite, tous deux capables. Cambacères jouissait à juste titre de la réputation d'un des premiers jurisconsultes de la république ; Lebrun s'était fait remarquer comme homme de lettres, par la pureté et l'élégance de son style. Malgré son républicanisme, Cambacères était l'avocat des abus, des préjugés, des distinctions, des honneurs. Lebrun, froid et sévère, était insensible aux honneurs, dont il combattait le retour ; il y cédait sans illusions. Ces trois consuls furent nommés pour dix ans. Le droit d'élection fut aboli, on le remplaça par la faculté laissée au peuple de présenter des listes de candidats. On sembla lui permettre d'adopter et de rejeter librement la constitution ; mais, au lieu de convoquer tous les Français en assemblées primaires, ou ouvrit dans les administrations et chez les notaires des registres sans contrôle où les fonctionnaires et employés coururent s'inscrire. Les gouvernants provisoires n'attendirent pas même les résultats des votes et s'emparèrent du pouvoir avant d'y être appelés.

La constitution de l'an VIII accordait au premier consul des prérogatives bien supérieures à celles des autres ; elle lui donnait des fonctions et des attributions particulières : il promulguait les lois, nommait seul et révoquait à volonté les membres du conseil d'état, les ministres, les ambassadeurs et autres principaux agents extérieurs ; les officiers de l'armée de terre et de mer, les membres des administrations locales et les commissaires du gouvernement près les tribunaux ; il nommait aussi tous les juges criminels et civils, autres que les juges de paix et les juges de cassation, sans pouvoir les révoquer. Le second et le troisième consul, pour les autres actes de pouvoir, n'avaient que voix consultative et droit de consigner leurs opinions sur le registre, après quoi, porte l'article 42, la décision du premier consul suffit.

Il était accordé au premier consul, pour l'an VIII, un traitement de cinq cent mille francs, tandis que les deux autres consuls n'avaient chacun que cent cinquante mille francs. Le tribunat et le corps

législatif, créés par le sénat, renfermèrent, le premier, quelques républicains entraînés au 48 brumaire ; le second, presque tous les membres gagnés des deux anciens conseils. Dans le conseil d'état, Bonaparte fit siéger de sages légistes, mais pas un républicain qui n'eût apostasié. Les faiseurs de cet acte constitutionnel, sans mission aucune, sans la moindre délégation de pouvoirs nationaux, étaient inhabiles à la revêtir d'un caractère légal ; ils n'avaient ni le droit d'anéantir la précédente constitution, sans doute à quelques égards défectueuse, mais très-légitime et bien plus libérale, ni le droit de lui en substituer une nouvelle, que le mépris des formes frappait de nullité ; la nation française n'avait délégué ce pouvoir constitutionnel ni à Bonaparte, ni à ses adhérents. Cela ne l'empêcha point de faire table rase. Le gouvernement d'un seul fut rétabli de fait, et avec une apparence de légalité. Il était déjà facile de s'apercevoir que l'immovibilité et la non-hérédité n'étaient que de faibles entraves que briserait bientôt le guerrier qui venait de porter le dernier coup à la république. Il n'a plus qu'un degré à monter pour arriver au trône ; il le montera.

Tel était le gouvernement qui résulta des journées des 48 et 49 brumaire, véritable monarchie tempérée et par quelques institutions aristocratiques comme le sénat, et par quelques institutions démocratiques comme le tribunal. Toute la force du pouvoir du premier consul était moins dans l'acte constitutionnel que dans le caractère de Bonaparte et la popularité de ses victoires. Il pouvait sans résistance franchir les faibles limites d'un cercle déjà si étendu ¹.

Il le fit en effet avec un grand mépris pour les institutions cimentées de tant de sang généreux. Bonaparte s'était toujours posé comme un général passionné pour la liberté ; mais il ne fut pas plutôt arrivé au pouvoir qu'il laissa tomber le masque ; et cette liberté pour laquelle il avait fait de si grandes choses, il ne la voulut plus qu'à la manière de tous les despotes, c'est-à-dire pour lui seul. Il poursuivit donc avec acharnement ce qui pouvait le contrarier dans cette puissance exclusive : tous les cercles constitutionnels de France furent fermés, parce qu'il ne voulut plus souffrir aucune censure de ses actes. Les journaux ne

l'inquiétaient pas moins ; il en réduisit le nombre à treize, avec défense d'en imprimer d'autres.

Ainsi se trouvèrent détruites tout à coup les deux plus précieuses conquêtes du peuple français pendant la révolution.

Cependant le trésor était vide ; il ne s'y trouvait pas de quoi expédier un courrier. Toutes les rentes se faisaient en bons de réquisitions, cédulas, papiers de toute espèce, avec lesquels on avait dévoré d'avance les recettes de l'année. La rente était à six francs. Toutes les sources étaient tarries, le crédit anéanti. Quelques partisans du nouveau gouvernement lui offrirent des sommes insuffisantes. Le commerce de Paris consentit à un emprunt de douze millions. La vente des domaines de la maison d'Orange, que la France s'était réservée par le traité de La Haye, fut effectuée et produisit vingt-quatre millions. On créa pour cent cinquante millions de bons de prescription de rachat de vente. Les impositions directes ne rentraient pas à cause du retard qu'éprouvait la confection des rôles. Le nouveau ministre forma une commission des contributions publiques, et nomma cent directeurs généraux, ayant sous eux cent inspecteurs et cent quarante contrôleurs qui coûtaient trois millions. Il établit la caisse d'amortissement ; soumit les receveurs des finances à un cautionnement du vingtième de leurs recettes, et organisa, pour les receveurs généraux, des obligations payables par douzième. Une dernière mesure mit aux mains du premier consul la plénitude de la puissance. On établit les préfetures ; chaque département eut ainsi son chef suprême, véritable dictateur vis-à-vis le peuple, agent servile envers le gouvernement. Cette institution anéantit le régime municipal. « C'était, disait Napoléon, à Sainte-Hélène, autant d'empereurs au petit pied que j'avais placés dans les départements pour y exercer, d'après ma délégation, tous les droits de la souveraineté. »

L'assemblée législative et la convention avaient fermé les églises, supprimé les dimanches, enveloppé dans la même disgrâce les prêtres assermentés et les réfractaires ; Bonaparte décréta que tout prêtre déporté ou emprisonné, qui ferait serment d'être fidèle au gouvernement, serait mis sur-le-champ en liberté. Plus de vingt mille rentrèrent en France. D'autres persistèrent dans leur obstination, et restèrent en exil. Les églises se rouvrirent et les cérémonies intérieures furent autorisées. Les membres de l'assemblée constituante qui avaient reconnu la souveraineté du peuple furent rayés de la liste des émigrés. Lafayette, Latour-Maubourg, Bureau-de-Puzy, revirent leurs foyers et reprirent leurs biens invendus. Les individus que le 48 fructidor avait déportés à la

¹ A son retour en France, le général Lafayette, dans une conversation avec le premier consul relativement à la constitution de l'an VIII, lui reprochait d'avoir fait un peu forte la part du pouvoir exécutif. « Que voulez-vous ? répondit le premier consul, Sièyes avait mis des ombres partout : ombre du pouvoir législatif, ombre du pouvoir judiciaire, ombre du gouvernement. Il fallait bleu de la substance quelque part. Ma foi, je l'ai mise là. »

Guyane, à Sinnamary, à l'île d'Oléron, furent considérés comme émigrés et mis à la disposition du gouvernement, qui ouvrit les portes de la France à ceux qui n'avaient pas eu d'intelligences avec l'étranger. Plusieurs, tels que Portalis, Carnot, Barbé-Marbois, etc., furent même, plus tard, appelés à des fonctions publiques. D'autres malheureux languissaient depuis cinq ans dans les cachots de la république. Un bâtiment parti d'Angleterre les portait dans la Vendée quand il fit naufrage sur la côte de Calais. Neuf personnes étaient à bord appartenant à d'anciennes familles de France. C'étaient des Talmont, des Choiseul, des Montmorency : traînés de tribunaux en tribunaux, de prisons en prisons, ces émigrés alléguaient en vain qu'ils n'avaient pas touché le sol de la France par leur volonté, qu'ils y avaient été jetés par la tempête. La position de ces hommes était sacrée ; ils se trouvaient sous les lois de l'hospitalité : le gouvernement consulaire les renvoya hors du territoire de la république.

Le serment de haine à la royauté fut aboli. On décida qu'on ne célébrerait plus le 24 janvier. Le consul Bonaparte, qui avait sans doute de bonnes raisons pour penser ainsi, trouvait alors tout serment de haine contraire au bon sens, et appelait hautement l'anniversaire de la chute de la royauté, *un jour de calamité nationale, une fête sacrilège, un usage immoral et injurieux à la cendre des morts*. Les consuls s'occupèrent ensuite de la distribution des commandements militaires. Moreau alla commander sur le Rhin, Masséna en Italie, Augereau en Hollande. St-Cyr fut nommé premier lieutenant de l'armée d'Italie et décoré d'un sabre d'honneur. L'hôtel des Invalides se peupla de statues de guerriers. Mais ici perce encore l'esprit monarchique du nouveau gouvernement. On veut renouer la chaîne du présent à celle du passé. A côté de Hoche, de Joubert, de Marceau, de Dugommier, de Dampierre, on plaça Turenne et Condé.

Les émigrés furent pris à ces démonstrations ; ils crurent leur cause gagnée. Un des principaux agents du corps diplomatique avoua même à Napoléon qu'il connaissait leur comité à Paris, et il s'engagea à le lui désigner, à condition que son honneur ne serait pas compromis et que les individus qui faisaient partie de ce comité seraient libres de s'éloigner sans danger. Il lui présenta alors deux de ces agents, Hyde-de-Neuville et d'Andigné. Napoléon les reçut à dix heures du soir dans un des petits appartements du Luxembourg. Hyde-de-Neuville lui parut un jeune homme spirituel, ardent, sans passion. D'Andigné s'offrit à ses yeux en furibond. Le premier consul répondit à leurs propositions « qu'il ne

fallait pas songer à rétablir le trône des Bourbons en France ; qu'ils n'y pourraient arriver qu'en marchant sur cinq cent mille cadavres ; que son intention était d'oublier le passé, et de recevoir les soumissions de tous ceux qui voudraient marcher dans le sens de la nation ; qu'il traiterait volontiers avec Châtillon, Bernier, Bourmont, Suzannet, d'Autichamp, etc., mais à condition que ces chefs seraient désormais fidèles au gouvernement national, et cesseraient toute intelligence avec les Bourbons et l'étranger. » Cette conférence dura une demi-heure, et l'on se convainquit de part et d'autre qu'il n'y avait pas moyen de s'entendre¹. Malgré le peu de succès des agents des Bourbons, ceux-ci crurent qu'il serait encore possible d'engager Bonaparte à relever le trône et à leur rendre la couronne. Le comte de Lille, depuis Louis XVIII, se décida à écrire au premier consul une lettre qui lui fut remise par le second consul Lebrun, lequel la tenait de l'abbé de Montesquieu, agent secret du prince à Paris. Elle était conçue en ces termes :

« Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, monsieur, n'inspirent jamais d'inquiétude. Vous avez accepté une place éminente, et je vous en sais gré. Mieux que personne vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, vous aurez rempli le premier vœu de mon cœur. Rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous serez toujours trop nécessaire à l'état pour que je puisse acquitter par des places importantes la dette de mon aïeul et la mienne. Signé
LOUIS. »

Cette lettre, tout en flattant l'orgueil du premier consul, éveillait en lui certaines inquiétudes. La réponse était difficile : Napoléon n'en fit

¹ « L'ouverture de M. le comte d'Artois, » dit depuis Napoléon, eut plus d'élégance et de recherche. Il dépêcha la duchesse de Guiche, femme charmante, très-propre par les grâces de sa figure à mêler beaucoup d'attraits à l'importance de sa négociation. Elle pénétra facilement auprès de madame Bonaparte, avec laquelle toutes les personnes de l'ancienne cour avaient des contacts naturels. Elle la reçut à déjeuner à la Malmaison, et durant le repas, discourant de Londres, de l'émigration et des princes, madame de Guiche raconta qu'il y avait peu de jours, étant chez M. le comte d'Artois, quelqu'un parlant des affaires avait demandé au prince ce qu'on ferait pour le premier consul, s'il rétablissait les Bourbons : ce prince avait répondu : « D'abord couronner et tout ce qui s'ensuit, » et cela lui plaisait. Mais nous ne croyons pas que cela fût assez ; nous élèverions sur le Carrousel une haute et magnifique colonne sur laquelle serait la statue de Bonaparte couronnant les Bourbons. » Madame Bonaparte rapporta à son époux les propos de la duchesse de Guiche. « As-tu répondu, » lui dit Bonaparte, que cette colonne aurait pour piédestal le cadavre du premier consul ? La nuit suivante la belle duchesse de Guiche recut l'ordre de quitter Paris. »

point. Peu de mois après, le monarque exilé renouvela ses instances.

« Depuis longtemps, général, écrivait-il, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français, clément par caractère, je le serai encore par raison.

« Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione, d'Arcole, le conquérant de l'Italie et de l'Égypte ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France. Je dis *nous*, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple.

Signé Louis. »

Napoléon répondit à Louis XVIII :

« J'ai reçu, monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites.

« Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France; il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres.

« Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France : l'histoire vous en tiendra compte.

« Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille, et j'apprendrai avec plaisir que vous êtes environné de tout ce qui peut contribuer à la tranquillité de votre retraite. »

En effet, et c'est Bonaparte lui-même qui l'a raconté, la Prusse ayant fait des tentatives auprès de lui pour savoir s'il verrait avec peine la résidence des princes français sur le territoire prussien, il lui fut répondu que non. La cour de Berlin, enhardie par cette réponse, proposa de leur accorder des secours annuels; on y consentit également, à condition qu'ils renonceraient à toute intrigue. Là s'arrêtaient le pouvoir et la volonté du premier consul; le rôle de Monck ne lui convenait nullement. Pour un homme de son caractère il n'y avait point de place possible à côté d'un roi qui lui aurait dû son royaume.

Cependant, malgré ces concessions, la Vendée et la chouannerie troublaient dix-huit départements de la France. Châtillon avait pris Nantes et s'y était maintenu vingt-quatre heures, les chouans exerçaient leurs ravages jusqu'aux portes de la capitale, et pour comble de malheur un grand nombre de généraux et d'officiers, trahissant la cause libérale, s'entendaient ostensiblement avec eux. Le gouvernement crut en conséquence devoir ouvrir des négociations avec les chefs vendéens, tandis qu'il les menaçait de forces

considérables. La renommée de Bonaparte les effraya, un traité fut signé le 17 mai à Montluçon, par l'entremise du général Hédouville. Il portait soumission de Châtillon, de d'Antichamp, et de l'abbé Bernier, chef de l'insurrection de la rive gauche de la Loire¹.

Sur la rive droite de la Loire, Bourmont, Frotté, George et la Prévelaye étaient à la tête des bandes du Maine, de la Normandie et de la Bretagne. Bourmont et la Prévelaye se soumirent et vinrent à Paris. George et Frotté continuèrent leurs déprédations. Les communications entre Brest et Paris étaient interceptées. Ils rançonnaient les riches, sous prétexte qu'ils étaient acquéreurs de biens nationaux; les diligences, parce qu'elles portaient, disaient-ils, les deniers de l'état; et les banquiers, parce qu'ils étaient en relation avec les caisses publiques. Tout ce qui vit à Paris du jeu et de la débauche leur fournissait des hommes et des renseignements.

Les généraux Gardanne et Chambarlhac pénétrèrent dans le département de l'Orne, et surprirent dans la maison du général Guidal, à Alençon, le jeune Frotté, un des chefs les plus adroits et les plus influents dans le pays. Il fut livré par son hôte, et passé par les armes. Brulard et quelques chefs de peu de valeur continuèrent seuls, au moyen de la croisière anglaise, à répandre des libelles et à espionner pour l'émigration. Dans le Morbihan, George, battu et cerné par le général Brune, rendit ses armes, ses canons, et vint à Paris présenter ses hommages au premier consul : il avait sollicité spontanément cette faveur, et pourtant il rêvait encore aux moyens de déchirer le sein de sa patrie.

La guerre civile de l'Ouest étouffée permit au gouvernement de disposer de plusieurs régiments aguerris, qui furent aussitôt dirigés vers l'Italie. L'intérieur était pacifié. Pour faire cesser la guerre extérieure, Bonaparte, qui voulait faire oublier l'usurpation de la souveraineté de la nation en se parant d'un caractère de loyauté et de modération propre à lui concilier l'opinion publique, fit auprès du plus acharné de ses ennemis une démarche louable et hardie. Pouvoir d'un jour, il traite d'égal à égal avec le souverain héréditaire d'une grande monarchie. Les

¹ Le premier était un vieux gentilhomme, bon, loyal, sans esprit, mais plein de vigueur. Il habita alternativement Paris, Nantes et ses terres, et obtint quelques grâces du premier consul. Le second avait de l'éducation et l'usage du monde, mais son esprit était des plus bornés; pendant la terreur il avait servi comme simple hussard dans les troupes de la république. Le troisième enfin, homme de peu d'apparence, mais bon prédicateur, rusé, était curé de Saint-Lô, au commencement de l'insurrection. Napoléon le chargea de négocier le concordat, et le fit évêque d'Orléans.

vieilles habitudes sont violées ; les courtisans indignés osent à peine en manifester leur surprise. Talleyrand sait fort bien que la responsabilité ministérielle interdit au roi d'Angleterre toute correspondance avec les gouvernements étrangers. Mais Bonaparte veut obtenir la paix en frappant un grand coup, ou, s'il ne l'obtient pas, prouver du moins à l'Europe que ce n'est pas lui qui la refuse. Le 5 nivôse an VIII (26 décembre 1799), il adresse au roi d'Angleterre la lettre suivante :

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la république, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté. La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle ? N'est-il aucun moyen de s'entendre ?

« Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que l'existence leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles ? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires ?

« Ces sentiments ne peuvent être étrangers au cœur de Votre Majesté qui gouverne une nation libre et dans le seul but de la rendre heureuse.

« Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement pour la seconde fois à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des états faibles, ne déclenchent dans les états forts que le désir mutuel de se tromper.

« La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement ; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier.

« Signé BONAPARTE. »

Comme on s'y attendait, le roi d'Angleterre ne répondit pas. Son ministre se chargea de ce soin. Par une lettre du 4 janvier, adressée à Talleyrand, lord Grenville, reprochant à la république l'initiative des hostilités, peignait la lutte comme si elle était toute de brigandage et de rapine de la part de la France, toute de modération et de désintéressement du côté de l'Angleterre. Il cherchait en vain dans le nouveau gouvernement un changement de maximes et d'actes, dont la conviction « ne pouvait résulter

« que de l'expérience et de l'évidence des faits, » et indiquait « comme le gage le plus assuré et le plus naturel de la durée de ce changement la restauration de l'ancienne dynastie, événement, ajoutait-il, qui assurerait à la France la possession incontestée de son ancien territoire. »

Ainsi, quand la France victorieuse est en possession de la rive gauche du Rhin, lorsqu'elle occupe la Suisse et la Hollande, l'Angleterre ne rougit pas de lui proposer la possession incontestée de son ancien territoire. Quand les chouans et les Vendéens ont déposé les armes et se sont ralliés au gouvernement consulaire, elle ose lui proposer la restauration de l'ancienne dynastie ? Lord Grenville avoue toutefois qu'il n'entend pas faire du rétablissement des Bourbons une condition absolue. « Sa Majesté britannique, ajoute-t-il, ne prétend pas prescrire à la France quelle sera la forme de son gouvernement. »

Ces propositions étaient inadmissibles. Talleyrand le sentit bien, et, le 4 janvier, il répondit :

« Vos insinuations, Excellence, ne sont pas moins injurieuses pour la nation française et son gouvernement, que ne le serait pour l'Angleterre et pour Sa Majesté britannique une sorte de provocation vers le régime républicain, dont l'Angleterre avait adopté les formes au milieu du siècle dernier, ou une exhortation à rappeler au trône cette famille que sa naissance y avait placée, et qu'une révolution en a fait descendre. » Le négociateur finissait, au reste, par proposer l'envoi de plénipotentiaires, soit à Dunkerque, soit dans toute autre ville favorablement située pour la promptitude des communications.

Le 20, réplique du lord Grenville dans les mêmes termes et avec les mêmes prétentions ; puis un message du roi soumet la négociation aux deux chambres. L'opposition fut vive, quoique peu nombreuse. M. Tierney sommant Pitt de s'expliquer sans tant de circonlocutions : « Jene sais, » répondit le ministre, si je pourrai le faire en une seule phrase, mais je le ferai en un seul mot : *sécurité*... Notre garantie en négociation ne peut être avec ce Bonaparte, seul organe maintenant de tout ce qu'il y a de pernicieux dans la révolution française !... Supposons, au contraire, que l'héritier de la maison de Bourbon soit réinstallé sur le trône, il aura assez d'occupation s'il travaille à guérir les plaies et à réparer les pertes en tout genre, produites par une convulsion révolutionnaire de dix années... Dans cette supposition il se passera un temps considérable avant qu'un tel monarque

» puisse devenir dangereux à l'Europe... Suppo-
 » sons, d'un autre côté, la paix faite, la coali-
 » tion de l'Europe dissoute, et nos armées licen-
 » ciées, pouvons-nous penser que les moyens
 » extraordinaires que le système de la révolution
 » laisse à la France ne seront pas toujours au pou-
 » voir du despotisme militaire? Que ce pouvoir
 » ne peut pas de nouveau faire trembler l'Eu-
 » rope? Pouvons-nous oublier qu'en dix années
 » ce pouvoir nous a fait plus de mal que toutes
 » les guerres que nous présente notre histoire
 » depuis l'établissement de la monarchie en
 » France?... Et, avec des considérations aussi
 » graves, nous pourrions hésiter encore à déci-
 » der si la restauration de l'ancienne monarchie
 » ne nous offre pas plus d'espérance de paix et de
 » stabilité que la continuation de ce pouvoir ré-
 » volutionnaire sous Bonaparte? »

Quel langage ! Ainsi, si le ministère anglais re-
 pousse Bonaparte et son pouvoir révolutionnaire,
 c'est à cause des moyens extraordinaires que ce
 système met à la disposition du gouvernement
 français ; et, s'il cherche à nous imposer les Bour-
 bons, c'est parce qu'il se passera un temps con-
 sidérable avant qu'ils puissent devenir dangereux
 à l'Europe. Il est impossible de pousser plus loin
 ce cynisme des aveux, et les Bourbons durent
 être peu flattés d'un espoir outrageant, qui ne
 s'est que trop réalisé plus tard. Les voix, au
 reste, étaient comptées d'avance, et, malgré
 une énergique opposition, l'adresse proposée en
 réponse au message du roi fut accueillie par cette
 immense majorité dont Pitt disposait par les
 moyens que lui avait légués un de ses prédéces-
 seurs, Walpole.

La même démarche avait été tentée auprès de
 l'empereur d'Allemagne. Mais ici, bien qu'on ne
 parût pas disposé à une négociation immédiate,
 la proposition du premier consul ne fut pas for-
 mellement déclinée, et la modération du langage
 autrichien permit de continuer la correspondance.
 Moreau proposa au général Kray un armistice
 tant pour l'Italie que pour l'Allemagne ; mais ce
 chef refusa de se mêler de l'Italie ; l'Autriche, de
 son côté, ne voulait pas traiter sans le concours
 de ses alliés. Bonaparte donc, forcé de reprendre
 les armes, laissa la voie toujours ouverte à la
 négociation, et le cabinet de Vienne fut averti
 que, si plus tard il avait des propositions à faire,
 il pouvait les transmettre par M. de la Valette,
 chargé d'affaires de France à Dresde.

Tout en essayant de traiter avec les ennemis,
 Bonaparte ne négligeait pas de resserrer les rela-
 tions d'amitié qui le liaient aux puissances neutres.
 Le 5 janvier, tout embargo mis sur leurs bâti-
 ments fut levé sans restriction. Cette mesure fa-

cilita la solution des démêlés de la république
 avec les États-Unis, et fut un premier pas vers
 l'établissement d'un accord parfait entre les deux
 gouvernements. Un conseil spécial fut destiné à
 prononcer exclusivement sur les neutres et les
 armateurs français. Dès le 18 brumaire le colonel
 Duroc, un des aides-de-camp du premier consul,
 avait été envoyé à Berlin pour s'assurer des dispo-
 sitions de la Prusse, seule grande puissance con-
 tinentale qui depuis 1793 fût restée en paix avec
 la république française, malgré les instances des
 cabinets de Pétersbourg et de Londres. Duroc,
 après avoir assuré Frédéric-Guillaume II des dis-
 positions sincères de la France pour la paix, lui
 témoigna que Bonaparte serait heureux de lui en
 devoir la conclusion. La réponse fut, suivant l'u-
 sage des cours, conçue en termes généraux ; et la
 proposition, éludée sous prétexte que les princes
 en guerre avec la France n'ayant donné à la
 Prusse aucun sujet de plainte, l'équité ne per-
 mettait pas de prendre parti contre eux.

Un nouvel allié se présente pour la France,
 c'est Paul, l'empereur de Russie : il congédie de
 son service le corps d'émigrés français sous les
 ordres du prince de Condé ; mais l'Angleterre se
 hâte de le prendre à sa solde : aucun sacrifice ne
 lui coûte quand il s'agit de manifester sa haine
 contre la France. Deux autres grands actes signa-
 lent le mois de mars : l'un est la formation des
 îles ioniennes en *république des Sept-Îles*, sous la
 protection de la Russie et de la Porte, les deux
 cabinets les plus absolus et les plus hostiles contre
 tout gouvernement démocratique ; l'autre est l'élec-
 tion d'un pape à Venise, sur le territoire autrichien,
 au milieu des armes de l'empereur, et c'est l'ascen-
 dant de l'ennemi le plus redoutable de l'empereur,
 qui l'emporte. Dès 1797, Napoléon, dans ses
 rapports avec le cardinal Mattei, avait laissé per-
 cer une disposition hypothétique de concourir à
 restaurer l'église de France par sa réconciliation
 avec le saint-siège. Ces considérations furent d'un
 certain poids dans l'élection du cardinal Chiara-
 monti, évêque d'Imola, connu par ses vertus et
 par la plus célèbre homélie des temps modernes.

Les négociations avec les puissances ennemies
 ayant complètement échoué, Bonaparte comprit
 qu'il fallait se préparer à la guerre, et se pourvoir
 d'argent et de soldats : plusieurs lois, plusieurs ar-
 rêtés furent rendus à cette occasion. Ce fut alors
 qu'on établit la banque de France, les octrois muni-
 cipaux, l'impôt du timbre, celui des patentes, les
 cautionnements de tous les fonctionnaires comp-
 tables. On ordonna une levée extraordinaire de
 conscrits et de quarante mille chevaux ; on créa
 le corps des inspecteurs et sous-inspecteurs aux
 revues ; on chargea Marescot et Aboville de réor-

ganiser le génie et l'artillerie. Un parc immense fut formé à Paris : les approvisionnements, les munitions, tout marchait d'un pas rapide.

Pendant les campagnes de 1795, 1796 et 1797, la république française avait entretenu sur le Rhin trois armées : l'armée du Nord, ayant son quartier-général à Amsterdam et composée de vingt mille Bataves environ, et d'autant de Français; celle de Sambre-et-Meuse, ayant son quartier-général à Dusseldorf et commandée par Jourdan; enfin celle du Rhin, ayant son quartier-général à Strasbourg et commandée par Moreau. En 1799, la France étant maîtresse de la Suisse, on forma deux armées : l'une appelée armée du Rhin, l'autre armée d'Helvétie. La première prit plus tard le nom d'armée du Danube. Au mois de janvier 1800, la seconde était cantonnée en Suisse, et celle du Bas-Rhin, sous Lecourbe, sur la rive gauche du Rhin; celle de Hollande, sous Brune, voyait s'embarquer la dernière division du duc d'York. Celle d'Italie, battue à Genola, se ralliait en désordre aux Apennins; Coni ouvrait ses portes. On prit enfin les quartiers d'hiver : les Autrichiens dans les belles plaines du Piémont; les Français, de Gènes au Var, dans un pays épuisé. La cavalerie, les charrois y périrent de misère; les maladies, la désertion dépeuplèrent les rangs; des corps entiers repassèrent le Var. Le désordre était à son comble. Bonaparte se décide à adresser aux troupes la proclamation suivante :

« Soldats, les circonstances qui me retiennent
 » à la tête du gouvernement m'empêchent de me
 » trouver au milieu de vous : vos besoins sont
 » grands; toutes les mesures sont prises pour y
 » pourvoir. La première qualité du soldat est la
 » constance à supporter la fatigue et la privation;
 » la valeur n'est que la seconde. Plusieurs corps
 » ont quitté leurs positions; ils ont été sourds à
 » la voix de leurs officiers : la 47^e légère est de
 » ce nombre. Sont-ils donc morts les braves de
 » Castiglione, de Rivoli, de Newmark? Ils eus-
 » sent péri plutôt que de quitter leurs drapeaux,
 » et ils enissent ramené leurs jeunes camarades à
 » l'honneur et au devoir.

« Soldats, vos distributions ne vous sont pas
 » régulièrement faites? dites-vous. Qu'eussiez-
 » vous fait, si, comme les 4^e et 22^e légères, les
 » 48^e et 52^e de ligne, vous vous fussiez trouvés
 » au milieu du désert, sans pain ni eau, man-
 » geant du cheval et du chameau? La victoire
 » nous donnera du pain, disaient-elles; et vous,
 » vous désertez vos drapeaux!

« Soldats d'Italie, un nouveau général vous
 » commande; il fut toujours à l'avant-garde dans
 » les plus beaux moments de votre gloire; en-

» tourez-le de votre confiance; il ramènera la
 » victoire dans vos rangs. Je me ferai rendre un
 » compte journalier de la conduite de tous les
 » corps et spécialement de la 47^e légère et de la
 » 63^e de ligne : elles se ressouviendront de la
 » confiance que j'avais en elles. »

Le général dont parlait Bonaparte était Masséna, qu'il rappela de la Suisse pour lui confier l'armée d'Italie. Tout y changea bientôt de face : les corps se réorganisèrent, les subsistances furent assurées, et la désertion cessa. En même temps Brune allait sur la Loire commander l'armée de l'Ouest; Augereau le remplaçait dans le commandement de la Hollande, et les armées du Rhin et d'Helvétie, réunies en une seule sous le nom d'armée du Rhin, étaient confiées à Moreau. Ce dernier corps, composé de cent cinquante mille vieux soldats, était un des plus beaux qu'ait jamais eus la république. Ce fut alors que la proclamation suivante fut mise à l'ordre du jour des armées :

« Soldats! en promettant la paix au peuple
 » français, j'ai été votre organe; je connais votre
 » valeur, vous êtes les mêmes hommes qui con-
 » quirent la Hollande, le Rhin, l'Italie, et don-
 » nèrent la paix sous les murs de Vienne. Sol-
 » dats! ce ne sont plus vos frontières qu'il faut
 » défendre, ce sont les états ennemis qu'il faut
 » envahir. Il n'est aucun de vous qui n'ait fait
 » campagne, qui ne sache que la qualité la plus
 » essentielle d'un soldat c'est de savoir supporter
 » les privations avec constance; plusieurs années
 » d'une mauvaise administration ne peuvent être
 » réparées dans un jour. Premier magistrat de
 » la république, il me sera doux de faire con-
 » naître à la nation entière les corps qui méri-
 » teront par leur discipline et leur valeur d'être
 » les soutiens de la patrie.

« Soldats! lorsqu'il en sera temps, je serai au
 » milieu de vous, et l'Europe se souviendra que
 » vous êtes de la race des braves. »

Cependant Paul I^{er}, voyant que l'élite de ses armées avait péri en Italie, en Suisse, en Hollande; mécontent de la politique de l'Autriche et de l'Angleterre, et trouvant dans le consulat des gages de stabilité qu'il cherchait en vain dans le directoire, changeait subitement de conduite, et, sans abandonner positivement la coalition, ordonnait à ses troupes de repasser la Vistule. Cette défection ne découragea pas l'Autriche. Cent quarante mille hommes jetés en Italie sous les ordres du feld-maréchal Mélas, menaçaient Gènes, Nice, Toulon, attendant dix-huit mille Anglais, vingt mille Napolitains, et se flattant d'insurger le midi de la France où les Bourbons croyaient avoir de nombreux partisans. Une au-

tre armée autrichienne, forte de cent vingt mille hommes, et commandée par le feld-maréchal Kray, était destinée à rester sur la défensive pour couvrir l'Allemagne. Ainsi les forces de l'armée française du Rhin étaient presque doubles de celles de l'ennemi, tandis que l'armée autrichienne d'Italie était plus que double de l'armée française qui gardait l'Apennin et les hauteurs de Gênes. Une armée de réserve de trente-cinq mille hommes fut réunie sur la Saône.

Moreau, dont le quartier-général était à Bâle, reçut, le 5 floréal an VIII (25 avril 1800), l'ordre de passer le Rhin. Le 7 cet ordre fut exécuté. Les jours suivants, le général Sainte-Suzanne qui commandait l'aile gauche, le franchit à Strasbourg; Saint-Cyr, avec le centre, à Brissack, et le corps de Lecourbe, près de Stein. La bataille de Mœskirch, donnée le 14 floréal; celle de Biberach, livrée quelques jours après; plusieurs combats, mêlés de succès et de revers, furent les premiers exploits qui signalèrent cette incursion au-delà du Rhin: la victoire d'Hoschedt, sur la rive gauche du Danube, où nos troupes s'emparèrent d'Ulm, et forcèrent les Autrichiens à évacuer la Souabe, la Franconie, la Bavière, mit surtout le comble à la valeur française, malgré les fautes répétées du général en chef, qui, par son indécision, sa lenteur et ses fausses manœuvres, compromit plus d'une fois son armée. On se battit enfin jusqu'au 26 messidor, époque où un armistice fut conclu.

Le 16 germinal les hostilités commençaient aussi du côté de l'Italie; le 17 l'armée française obtint un succès décidé; mais elle fut coupée. Suchet, avec la gauche, se vit séparé du reste des troupes: il conserva toutefois ses communications avec la France. Des marches, des contre-marches, des escarmouches, des affaires d'avant-postes furent la conséquence de ce mouvement: Gênes était bloquée par les Autrichiens et elle manquait de vivres. L'ennemi s'avancait jusqu'au Var et menaçait la Provence, où les traîtres Willot et Pichegru avaient des intelligences. Suchet défendit bravement le pont, et força les Autrichiens à remonter la rivière pour chercher quelque autre lieu où il serait plus facile de la franchir. Sur ces entrefaites, Masséna, qui commandait dans Gênes, voyant cette ville momentanément débloquée, en sortait avec quinze mille hommes et repoussait tous les avant-postes ennemis, auxquels il enlevait douze cents soldats, des drapeaux et les échelles préparées pour l'escalade. Le général Soult, à la tête de six mille hommes, combattit avec une valeur héroïque; grièvement blessé, il tomba au pouvoir des Autrichiens.

Masséna était rentré dans Gênes, ayant perdu l'espoir de faire lever le blocus; les vivres devenaient rares et fort chers. La population souffrait; la ration du soldat était diminuée. On parlait même de capituler, lorsque le 6 prairial (26 mai) arrive le chef d'escadron Franceschi, annonçant la prochaine apparition de Bonaparte sous les murs de Gênes, à la tête de l'armée de réserve. Cet intrépide officier s'était embarqué à Antibes sur un bâtiment léger. Au moment d'entrer dans le port, sa felouque étant sur le point d'être prise, il n'avait eu d'autre ressource pour sauver ses dépêches que de se jeter à la nage.

Les nouvelles qu'il apportait remplirent d'allégresse l'armée et les Génois. La joie succéda aux inquiétudes, et l'espoir d'une prompte délivrance fit supporter avec patience les maux présents. Cependant dix jours s'étaient bientôt écoulés, et Bonaparte n'arrivait pas. Le découragement augmentait; la distribution du pain avait cessé; on ne recevait que du cacao; la livre de viande valait six francs, une poule trente-deux francs. Dans la nuit du premier au 2 juin on crut entendre le canon, on se porte en foule sur les remparts; vaine illusion! tout était morne, silencieux, et la désertion devenait considérable. Le 2 juin la patience du peuple fut à son comble; les femmes en masse demandèrent du pain ou la mort: « Depuis qu'on nous annonce l'armée de réserve, disaient-elles, elle serait arrivée si elle avait dû venir. Ce n'est pas ainsi qu'on marche Bonaparte. Il a eu quatre fois le temps de faire le chemin. Il aura rencontré des obstacles; l'armée autrichienne est trop forte pour la sienne, capitulons! capitulons! » et Masséna cédait à la nécessité, et il promettait au peuple que, si dans vingt-quatre heures il n'était pas secouru, il négocierait. Il tint parole, et le 3 juin il envoya l'adjudant-général Andrieux au général autrichien Ott. Mais, ô surprise! dans l'antichambre de ce dernier, le parlementaire se rencontre avec un officier autrichien, arrivant en poste et portant au général Ott, de la part du général en chef Mélas, l'ordre de lever le blocus et de se rendre en toute hâte sur le Pô. Il annonçait que depuis le 26 Bonaparte était à Chivasso, et qu'il marchait sur Milan.

Ott profite de l'ignorance où les assiégés étaient de ce qui se passait en Piémont, et on s'empresse d'accorder à Masséna que la garnison sortirait de Gênes sans être prisonnière de guerre. En conséquence, huit mille cinq cents Français avec armes et bagages, mais sans canons, évacuèrent la place et se rendirent à Voltri; le général Masséna s'embarqua à bord de cinq corsaires fran-

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

gais avec quinze cents hommes et vingt pièces de campagne, et fit voile vers Antibes. Les malades, les blessés restèrent dans les hôpitaux aux soins des officiers de santé français.

Parti de Paris le 6 mai 1800, le premier consul s'était en effet rendu à Dijon : toutes les mesures avaient été prises pour tromper les espions de l'étranger ; et, tandis que le premier consul semblait ne passer en revue que quelques bataillons de conscrits et de militaires isolés, de beaux régiments étaient arrivés au pied des Alpes, ayant avec eux un matériel convenable à l'opération militaire que Bonaparte méditait.

Le 15 mai, le premier consul passa à Lausanne la revue de l'avant-garde commandée par le général Lannes, et composée de six vieux régiments d'élite, parfaitement équipés. De Lausanne à Saint-Pierre, village au pied du Mont Saint-Bernard, le chemin est praticable ; l'avant-garde se dirigea sur ce point ; les divisions suivaient en échelon : tout cela formait une armée de trente-six mille hommes, ayant un parc de quarante canons, et commandée par les généraux Victor, Loison, Vautrin, Boudet, Murat, Monnier, etc. Bonaparte avait préféré le passage du grand Saint-Bernard à celui du Mont-Cenis, non que l'un fût plus facile que l'autre, mais parce qu'en passant par le Saint-Bernard on avait l'avantage d'éviter Turin et d'agir plus secrètement.

Le passage prompt de l'artillerie paraissait impossible. La prévoyance des généraux Gassendi et Marmont pourvut à tout. On s'était muni de nombreux mulets qui devaient porter non-seulement des forges de montagnes, mais des milliers de petites caisses pour contenir les cartouches d'infanterie et les munitions des pièces. Les affûts, les caissons, les voitures démontées furent chargés, partie sur des mulets, partie sur des traîneaux. Des troncs d'arbre creusés recevaient les bouches à feu détachées de leur attirail et fixées par des tourillons. Cent soldats s'y attachaient gaiement et les portaient même, à force de bras, quand le terrain devenait raboteux. On eût dit une fête militaire ; la musique des régiments animait la marche, les tambours battaient la charge, *c'était l'escalade du temple de la gloire*¹. Arrivées au sommet, les troupes reçurent des moines d'abondantes rations. Elles étaient au plus haut de ces Alpes, franchies successivement par Annibal, César, Pompée, Charlemagne et François I^{er}. Après avoir heureusement évité de grands dangers elles entrèrent dans Aoste ayant à leur tête le général Lannes ; puis elles s'emparèrent de Châtillon, défendu par un corps de quatre à cinq mille Autrichiens.

L'armée poursuivait sa marche avec confiance, quand elle fut arrêtée par le fort de Bard, situé entre deux montagnes sur la rive gauche du torrent de la Dora, dont il ferme la vallée. Au pied se trouve la petite ville de Bard, par où passe la seule route praticable. La suivre eût été s'exposer à se faire écraser par le fort. On fut réduit à tailler le roc comme Annibal, et à pratiquer une espèce d'escalier par lequel on fit filer les hommes et les chevaux. On n'y pouvait songer pour l'artillerie ; il fallait forcément lui faire traverser la ville. Afin de cacher cette marche au commandant du fort, on couvrit le chemin de fumier, de matelas, et l'on environna les roues de paille. La garnison faisait bien de temps en temps, dans les ténèbres, quelques décharges qui tuaient et blessaient bon nombre de braves ; mais le courage des Français n'en était point abattu. Le commandant du fort ne cessait d'expédier lettre sur lettre à Mélas pour l'instruire qu'il voyait passer plus de trente mille hommes avec trois à quatre mille chevaux, mais qu'il promettait bien que ni un caisson ni une bouche à feu ne les suivraient. Lors de la reddition du fort, dans les premiers jours de juin, les officiers de la garnison furent étrangement surpris d'apprendre que toute l'artillerie française avait passé de nuit à trente ou quarante toises de leurs remparts.

Le 24, le général Lannes, avec l'avant-garde, arriva devant Ivry, qui, bien que défendue par cinq à six mille hommes, fut enlevée en un jour ainsi que la citadelle. Le 26 il culbuta l'ennemi et le rejeta en désordre sur Turin. L'avant-garde française établie à Chivasso fut passée en revue par le premier consul. De là elle intercepta le cours du Pô et prit un grand nombre de barques qui venaient de Turin avec des blessés et des vivres. Sur ces entrefaites le général Thurreau s'empara du Mont-Cenis et prenait position entre Suse et Turin ; tandis que Moncey s'avancait par le Saint-Gothard avec quinze à dix-huit mille hommes détachés de l'armée d'Allemagne.

Vainement les Autrichiens voulurent empêcher nos troupes de passer le Tésin. Le passage fut forcé. Le premier juin Lannes s'empara de Pavie, où il trouva deux cents bouches à feu. Le lendemain Bonaparte entra dans Milan. La république cisalpine fut une seconde fois proclamée. Les patriotes étaient dans la joie. Le 4, la division Duchesne occupa Lodi ; le 15, elle cerna Pizzighitone, prit Crémone et jeta l'alarme jusque dans Mantoue. Murat surprit Plaisance, et Moncey arriva à Bolinzona. L'armée de réserve rendue toute entière à sa destination ne s'élevait qu'à soixante mille hommes, qui avaient à lutter contre des

¹ M. Bignon, *Histoire de France*.

forces doubles. Bonaparte lui adressa la proclamation suivante :

« Soldats ! un de nos départements était au pouvoir de l'ennemi, la consternation était dans tout le midi de la France.

« La plus grande partie du territoire du peuple ligurien, le plus fidèle ami de la république, était envahie.

« La république cisalpine, anéantie dès la campagne passée, était devenue le jouet du grotesque régime féodal.

« Soldats ! vous marchez... et déjà le territoire français est délivré. La joie et l'espérance succèdent dans notre patrie à la consternation et à la crainte.

« Vous rendrez la liberté et l'indépendance au peuple de Gènes, il sera pour toujours délivré de ses éternels ennemis.

« Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine !

« L'ennemi épouvanté n'aspire plus qu'à regagner les frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve.

« Le premier acte de la campagne est terminé.

« Des millions d'hommes, vous l'entendez tous les jours, vous adressent des actes de reconnaissance.

« Mais aura-t-on donc impunément violé le sol français ? laisserons-nous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles ? Vous courez aux armes !... Eh bien ! marchez à sa rencontre, opposez-vous à sa retraite, arrachez-lui les lauriers dont elle s'est parée, et par là apprenez au monde que la malédiction est sur les insensés qui osent insulter le territoire d'un grand peuple.

« Le résultat de tous nos efforts sera gloire sans nuage et paix solide. »

Cependant, au milieu de ces brillants succès, on reçut la nouvelle de la capitulation de Masséna, renfermé dans Gènes. Sans doute ce brave général avait cédé à une nécessité irrésistible ; mais cet incident inattendu n'en changeait pas moins singulièrement la situation de l'armée française. Un puissant renfort lui était enlevé, et en revanche un corps considérable était rendu à la disposition de l'ennemi. C'était celui du général Ott, le même avec lequel Masséna avait traité. Il avait pris une bonne position à Corteggio et Montébello. Le général Lannes, qui lui était opposé, n'avait que huit mille hommes contre dix-huit à vingt mille ; mais il attendait Victor qui, ayant passé le fleuve, n'était plus qu'à trois lieues : il n'avait donc pas intérêt à commencer l'affaire. Ott le prévint ; la bataille fut sanglante : Lannes et ses troupes firent des prodiges, jusqu'à ce que, vers midi, l'arrivée de Victor décida complètement

la victoire. L'ennemi avait perdu trois mille hommes, et il regrettait en outre six mille prisonniers. Le premier consul arriva au moment du triomphe. Lannes était couvert de sang ; les troupes exténuées de fatigue, mais ivres de joie. Cette bataille fut un des plus beaux exploits militaires de cet intrépide général, que tant d'autres beaux faits d'armes illustrèrent encore depuis lors.

Deux jours après la bataille de Montébello, arriva au quartier-général Desaix, qui, de retour d'Égypte, se rendait auprès du premier consul, avec les aides-de-camp Rapp et Savari : il apportait de ce pays de récentes nouvelles, que nous ferons connaître dans le chapitre suivant.

Les talents et l'ardeur de Desaix ne pouvaient pas rester oisifs. Napoléon mit sous ses ordres les divisions Boudet, Monnier et Lapoype. L'armée autrichienne, coupée de sa ligne d'opérations et placée entre l'armée de Suchet qui manœuvrait sur ses derrières, et celle du premier consul qui se fortifiait à Stradella, prit le parti de passer au milieu de cette dernière et de sortir ainsi d'une situation désavantageuse. Cette résolution amena la bataille de Marengo.

Le village de ce nom, situé à l'extrémité d'une plaine immense et sur la rive de la Bormida, était, le 42 juin, occupé par un corps ennemi, qui paraissait être de quatre à cinq mille hommes. Victor enleva le village, repoussa le corps autrichien ; mais il fut obligé de s'arrêter devant l'artillerie des têtes de pont établies sur la rivière. La solitude de la plaine fit croire au premier consul que Mélas, au lieu de livrer bataille, se dirigeait sur Gènes ou contre Suchet. Desaix avait été détaché vers Rivalta. Bonaparte lui-même gagnait Voghera, quand, le 43, divers avis lui font connaître le péril de sa trompeuse sécurité. Il se ravise et fait rappeler Desaix ; mais celui-ci ne peut être de retour que le lendemain dans l'après-midi. Il ne reste que la nuit pour se préparer à un combat, où l'on n'aura que dix-huit mille fantassins et deux mille cavaliers à opposer à toutes les forces ennemies. Tout ce que peut faire Bonaparte, le 44, en attendant Desaix, c'est de ne pas être vaincu, et le choc ne doit être supporté que par les généraux Victor et Lannes.

Le premier de ces généraux, après avoir résisté quatre heures aux Autrichiens, s'était mis dans une déroute complète. La plaine était couverte de nos fuyards criant : *Tout est perdu*. Lannes, qui s'était porté à sa droite pour le soutenir, repoussa d'abord l'ennemi ; mais il fut obligé bientôt de perdre du terrain. Sa contenance était magnifique. Le premier consul se hâta d'envoyer à son secours les neuf cents grenadiers de sa garde ; ils formèrent une redoute vivante que les Autri-

chiens ne purent entamer. En même temps, Carra-Saint-Cyr, avec le reste de la réserve, disputait à l'ennemi le village important de Castel-Cerolo. Cependant, au milieu de cette immense plaine, l'armée reconnaît le premier consul, entouré de son état-major et de deux cents grenadiers à cheval, avec leurs bonnets à poil. Cet aspect rend aux troupes l'espoir de la victoire; la confiance renaît. Déjà Mélas, croyant la bataille gagnée, était rentré dans Alexandrie, laissant à son chef d'état-major, le général Zach, le soin de poursuivre les Français.

Tout à coup, vers trois heures de l'après-midi, on voit arriver les premiers régiments de Desaix. La bataille perdue par les Français n'est qu'une bataille d'attente. La véritable bataille va commencer. Bonaparte a pris de nouvelles dispositions; il a changé sa ligne de retraite. « Soldats, » crie-t-il aux troupes de Victor, c'est assez reculer, marchons en avant; vous savez que je couche toujours sur le champ de bataille. » Les fuyards se rallient, toute la cavalerie est massée en avant de San-Giuliano. Une colonne de six mille grenadiers hongrois s'avance sous le commandement de Zach comme pour consommer la défaite. Le premier consul envoie l'ordre à Desaix de se précipiter sur elle avec sa division toute fraîche. Desaix marche à la tête de deux cents éclaireurs; mais une balle le frappe à la poitrine, et il tombe raide mort entre les bras du colonel Lebrun, aide-de-camp du premier consul.

Cette mort double l'ardeur des troupes. A leur courage se joint la soif de la vengeance. Le général Kellermann, à la tête de huit cents hommes de grosse cavalerie, charge les six mille grenadiers hongrois, les rompt, les disperse, les enveloppe et les fait prisonniers avec le général qui les commande. Lannes s'avance au pas de charge; plusieurs généraux l'imitent; le village de Marengo est repris; Carra-Saint-Cyr est aussi près que l'ennemi lui-même des ponts de la Bormida, l'infanterie et la cavalerie autrichiennes, pressées d'assurer leur retraite, encombrent ces ponts. Le désordre est parmi les Autrichiens; tout ce qui ne peut franchir la Bormida tombe au pouvoir des Français. L'action dura jusqu'à dix heures du soir. Il resta entre les mains des vainqueurs six mille prisonniers, huit drapeaux, vingt bouches à feu et une grande quantité de munitions. Bonaparte a dit de cette journée, et ce jugement le plus simple en est peut-être le meilleur : « Il y a eu deux batailles; j'ai perdu la première et gagné la seconde. »

Le désespoir était dans l'armée autrichienne. Les Français rangés en bataille sur la rive de la Bormida n'attendaient que le jour pour la fran-

chir. Suchet manœuvrait sur les derrières des Autrichiens, la fusillade allait commencer du côté de nos troupes, quand un parlementaire vint proposer une suspension d'armes qui fut acceptée. Le même jour, 15 juin, une convention fut signée : Mélas remet aux Français les douze places fortes de Tortone, Alexandrie, Milan, Turin, Pizzighitone, Arona, Plaisance, Coni, Ceva, Savone, Gênes et Urbin; les Autrichiens sont chassés du Piémont, de Gênes et de la république cisalpine, et rejetés derrière Mantoue.

Tandis que la victoire couronnait ainsi nos soldats, des courriers de commerce apportaient à Paris la nouvelle de leur échec de la matinée. On croyait tout perdu, et déjà les partisans du 18 brumaire étaient dans la consternation. Les républicains, au contraire, crurent que le moment était favorable à la cause de la liberté : déjà ils se réunissaient chez Chénier, chez Sièyes, pour aviser aux moyens de sauver la patrie : ils avaient jeté les yeux sur Moreau, sur Lafayette, sur Carnot, pour réorganiser un gouvernement provisoire. Cependant, les plus timides furent d'avis de ne rien précipiter, et d'attendre les résultats de ce qu'on croyait une déroute. Le lendemain, de nouveaux courriers apportèrent la convention d'Alexandrie. « J'espère, écrivait le premier consul à ses collègues, Cambacérès et Lebrun, que le peuple français sera content de son armée. » Et, en effet, l'ivresse fut universelle à Paris; et les ennemis les plus acharnés du premier consul applaudirent aux succès du général vainqueur.

La joie ne fut pas moins grande en Italie. Tous les patriotes de cette contrée sortirent des cachots de l'Autriche et entrèrent dans leur capitale aux cris de *viva il liberatore dell' Italia!* Le premier consul rouvrit l'université de Pavie et la dota convenablement. Les républiques cisalpine et ligurienne furent réorganisées. L'ordonnateur Petiet, qui avait été ministre de la guerre en France, remplit les fonctions de ministre de cette puissance près la première de ces républiques. Le même pouvoir fut délégué au général Jourdan près de la seconde; Masséna fut nommé général en chef de l'armée d'Italie. Partout l'oubli du passé fut recommandé. Les amis de la liberté se rallièrent autour du vainqueur. Ce furent, à Milan, les Aldini, Paradisi, Visconti, Sommariva, Birago, l'évêque de Pavie, Scarpa, Grégoire Fontana, Marescalchi et Mascheroni; en Piémont, les Bossi, Botta, Giuglio; à Gênes, enfin, les Rossi, Serra, Carbonara, Corvetto, Durazzo et Solari. Leurs démonstrations, du reste, n'étaient pas toujours franches; et, si en public Bonaparte était un dieu pour eux, en secret ils ne lui mé-

nageaient pas les épithètes d'aristocrate et même de tyran.

Les affaires de la république française réclamaient sa présence. Il part de Milan le 24 juin, passe à Turin, ne s'y arrête que deux heures pour visiter la citadelle, traverse le Mont-Cenis, arrive à Lyon, pose la première pierre de la place Bellecour, et, sans y être attendu, arrive à Paris le 2 juillet au milieu de la nuit. Le lendemain, la ville et les faubourgs encombraient les cours et les jardins des Tuileries; les ouvriers avaient quitté leurs ateliers; les acclamations de joie retentissaient de toutes parts. Le soir l'illumination était générale. « Ce fut, a dit Napoléon à Sainte-Hélène, un bien beau jour. »

CHAPITRE II.

Assassinat de Kléber en Égypte. — Événements qui ont eu lieu dans cette contrée depuis le départ de Bonaparte. — Capitulation d'El-Arisch. — Elle est violée par les Anglais. — Bataille d'Héliopolis. — Révolte du Caire. — Reddition de Malte. — Opérations de l'armée du Rhin. — Mort de Latour-d'Auvergne. — Paix avec la Russie. — Reprises des hostilités contre l'Autriche. — Campagne de Moreau sur le Danube. — Bataille d'Hohenlinden. — Trêve signée à Trévise. — Traité de paix avec Naples.

Une vive douleur se mêla pourtant à la joie publique : la perte de Desaix fut profondément sentie. Desaix, estimé des citoyens et chéri des soldats, avait mérité en Égypte le beau nom de *sultan juste*. Par une bizarrerie de la destinée, le même jour où il périt à la bataille de Marengo, Kléber, en Égypte, tombait sous le poignard d'un Ravailiac musulman.

Kléber, après le départ du général en chef, avait adressé au directoire une dépêche dans laquelle il faisait le tableau le plus déplorable de la situation de l'armée. Cette dépêche fut interceptée par les Anglais, qui prirent à la lettre les plaintes exagérées de Kléber, et expédièrent au commandant de leur croisière l'ordre de ne consentir à aucune capitulation avec l'armée française, excepté dans le cas où elle mettrait bas les armes et se rendrait prisonnière de guerre. Dans la Haute Égypte, de nouveaux efforts de Mourad-Bey, à Sejour et à Sedyman, avaient, pour Desaix, amené de nouveaux succès. Une tentative de deux frégates anglaises pour s'emparer de Cosseir avait été également infructueuse. Dans la basse Égypte, un débarquement de huit mille Turcs, à Damiette, n'avait pas eu plus de succès que le débarquement opéré à Aboukir. L'honneur d'avoir fait échouer cette entreprise appartient au général Verdier. Bonaparte, et ensuite Kléber, avaient écrit au grand visir pour lui proposer d'entamer des négociations qui

pusseut mettre fin à la guerre entre la république et la Porte. Ces avances inspirèrent aux Turcs et aux Anglais une confiance présomptueuse. Cependant on traita. Kléber, au lieu de se borner d'abord à un armistice, entama la question de l'évacuation de l'Égypte, et nomma pour plénipotentiaires Desaix et l'administrateur général Poussielgue. Le négociateur anglais, le commodore Sydney-Smith, persuadé, d'après les lettres de Kléber, que les alliés étaient autorisés à tout prétendre, proposa des conditions tout au plus acceptables après une défaite. Les plénipotentiaires refusèrent d'y accéder.

Kléber, sur ces entrefaites, ouvrait une négociation directe avec le grand visir, et se désistait d'une partie de ses premières prétentions; tandis que le colonel anglais Douglas et le même grand visir, mettant en œuvre la bassesse d'un émigré français et l'égarément d'un caporal prisonnier, excitaient une insubordination dans le fort d'El-Arisch, et s'en reudaient maîtres à la faveur du désordre.

Les négociations avaient commencé; les formes des Turcs étaient hautes, impérieuses; Desaix en fut indigné, et il en attribua la cause aux conseils de Sidney-Smith. Celui-ci s'en disculpa, et les conventions furent observées. Mais le grand visir se plaignit à Kléber de ce que ses délégués rendaient seuls l'affaire difficile. Kléber s'était rendu à Salahieh pour être plus près des conférences. Son parti était pris; mais, pour mettre jusqu'à un certain point sa responsabilité à couvert, il assembla un conseil de guerre. L'adhésion n'y fut pas unanime. Le général Davoust se signala par une courageuse opposition. Kléber donna ordre aux plénipotentiaires, si la Porte refusait la neutralité proposée, de passer outre, et de traiter de l'évacuation pure et simple de la manière la plus favorable pour l'armée française. La convention d'El-Arisch fut signée sur ces bases le 24 janvier; l'armée devait rentrer en France, avec armes et bagages. Un armistice de trois mois était accordé pour l'embarquement, et il pouvait être prolongé au besoin. Dans cet acte, à côté de la signature des plénipotentiaires français et ottomans, ne figure pas celle de sir Sidney-Smith, le médiateur de la convention. Quelle en peut être la cause? Nous le verrons bientôt.

Le lendemain de la signature, Kléber en éprouvait déjà de l'embarras, peut-être du repentir. Cependant il exécuta les dispositions du traité, quitta des positions importantes, évacua Lesbach, Damiette, Mansourah, remit les forts de Katich, Salahieh et Belbeis. En ce moment arrivait de France le colonel Latour-Maubourg, apportant la nouvelle du 48 brumaire. L'armée rougit de

la convention honteuse qu'on venait de conclure en son nom ; mais elle continua à opérer sa retraite , et déjà son artillerie , ses munitions , ses vivres étaient en grande partie entassés à Alexandrie , quand on apprit que la flotte anglaise bloquait tous les ports de l'Égypte. Sir Sidney-Smith annonçait que des décisions supérieures annulaient la convention conclue. Bientôt le lieutenant du vaisseau le *Tigre* remit à Kléber une lettre que lui écrivait l'amiral anglais Keith , en date de Minorque , le 8 janvier ; elle était ainsi conçue :

« Monsieur , ayant reçu des ordres positifs de sa majesté de ne consentir à aucune capitulation avec l'armée française en Égypte et en Syrie , excepté le cas où elle mettrait bas les armes , se rendrait prisonnière de guerre , et abandonnerait tous ses vaisseaux et toutes les munitions des ports et villes d'Alexandrie aux puissances alliées ; et , dans le cas où une capitulation aurait lieu , de ne permettre à aucune troupe de retourner en France , qu'elle ne soit échangée ; je pense nécessaire de vous informer que tous les vaisseaux ayant des troupes françaises à bord en faisant voile de ce pays , d'après les passeports signés par d'autres que ceux qui ont le droit d'en accorder , seront forcés par les officiers des vaisseaux que je commande de rentrer à Alexandrie , et que ceux qui seront rencontrés retournant en Europe d'après les passeports accordés en conséquence de la capitulation particulière convenue des puissances alliées , seront retenus comme bonne prise , et tous les individus à bord considérés comme prisonniers. »

A cette lecture , Kléber s'indigne ; sa jalousie s'éteint , le grand capitaine se réveille. L'injurieuse lettre de l'amiral anglais est mise à l'ordre du jour , et Kléber n'y ajoute que ces mots :

« Soldats ! on ne répond à de telles insolences que par des victoires. Préparez-vous à combattre ! »

Cet appel est entendu , dix mille hommes ne s'effraient pas d'attaquer une armée de quatre-vingt mille. Kléber , Régnier , Friant , Leclerc , Belliard , Donzelot et la Grange les conduisent à la gloire. Les soldats combattent vingt-quatre heures sans prendre ni repos ni nourriture. Ils défont l'ennemi à Matarich , s'emparent du camp retranché d'El-Hancka , le poursuivent jusqu'à Belbeis , forcent les forts à capituler , attaquent de nouveau le grand visir à Koraim , l'obligent à la retraite , et croient livrer une nouvelle bataille à Salabieh , dernier point de la terre cultivée , quand les habitants du village accourent leur annoncer la disparition du visir et la dissolution de son armée. Fuyant à travers le désert , il ne se croit en sûreté que dans les murs de Gaza. Ses

troupes furent en grande partie exterminées par les Français ou par les Arabes. Telle fut la bataille d'Héliopolis remportée le 20 mars 1800.

Dix à douze mille hommes échappés à cette destruction s'étaient réunis près de Damiette. Douze cents hommes , commandés par Belliard , les battirent , les dispersèrent et prirent possession de la ville , déjà remise aux Turcs , en vertu de la convention. Durant la bataille d'Héliopolis , dix mille Ottomans , commandés par Ibrahim-Bey et par Nessif-Pacha , s'étaient emparés du Caire. Le peuple , fanatisé , et croyant l'armée française anéantie , se déclarait pour eux. L'adjudant général Durateau , laissé dans cette ville avec deux cents hommes , n'a pas le temps de se retirer dans la citadelle , et se défend deux jours contre les troupes musulmanes et la populace plus terrible encore. L'arrivée d'un renfort et la nouvelle de la victoire d'Héliopolis raniment son intrépidité. La reprise du Caire était difficile pour les assaillants , qui craignaient de détruire une ville qu'ils tenaient à conserver. Vingt jours furent consacrés à ce siège. Une première capitulation désirée par les chefs fut rompue par la populace. Pour sauver le Caire on résolut alors de sacrifier un grand faubourg , celui de Boulac , qui forme une ville à part. L'attaque vigoureuse du 48 , l'explosion d'une mine , un incendie , un horrible massacre jettent la terreur parmi les assiégés. L'intervention de Mourad-Bey , l'ami des Français , fait le reste. Une nouvelle capitulation est conclue le 24 avril , et elle est mieux observée que la première. Ibrahim-Bey et Nessif-Pacha sont reconduits avec leurs troupes jusqu'à l'entrée du désert. Le Caire s'attend à des vengeance. Une contribution extraordinaire est son seul châtiment. Douze millions en espèces et en approvisionnements remettent l'armée sur un pied respectable : elle est maîtresse du pays , et Kléber confie à Mourad-Bey la Haute-Égypte pour la gouverner comme tributaire et au nom de la république.

A l'exemple de son prédécesseur , il se crée dans le pays des ressources et des forces nouvelles. Bonaparte avait formé un régiment de dromadaires qui avait rendu d'immenses services , et une légion d'étrangers qui , commandée par le grec Nicolo Papas Oglou et portée à quinze cents hommes , s'était signalée à côté de nos troupes. Kléber leva une légion de Coptes , à qui leur qualité de chrétiens faisait désirer l'affermissement de la puissance française en Égypte , et quelques demi-brigades d'esclaves noirs achetés aux caravanes d'Éthiopie ; ceux-ci , fiers d'être traités en hommes libres , payèrent par leur fidélité le prix de leur affranchissement. Un nouveau parc de

cinq cents chameaux fut établi pour la promptitude des transports.

Tel était l'état de l'Égypte lorsque Desaix l'avait quittée¹. Mais peu de temps après, un événement de la plus grande importance, l'assassinat de Kléber, frappa l'armée d'occupation et tous les amis des Français de la plus vive consternation, et amena le plus grand découragement.

Toutefois, la douleur du soldat était menaçante : la population, affligée de la perte d'un bienfaiteur, tremblait de voir tomber sur elle le châtiment d'un crime qu'elle n'avait pas commis. Enfin, au bout de quelques heures le coupable fut saisi ; Il se nommait Souleyman El-Alépy, et avait été envoyé de Gaza au Caire. C'était un fanatique subalterne, enivré de promesses temporelles et célestes, qui frappait en Kléber l'ennemi du prophète et le vainqueur du visir.

En perdant Kléber, la France perdit un général du premier mérite. Si le vainqueur d'Héliopolis ne fût pas tombé sous le poignard d'un aveugle assassin, l'Égypte n'eût jamais été évacuée par les troupes françaises. Les habitants commençaient à ne plus s'effrayer de la domination des hommes de l'Occident ; et, pour peu qu'une paix eût permis à la France de communiquer avec ce pays, il nous serait resté, parce que le moment était favorable pour l'arracher au despotisme des Turcs. C'eût été un moyen d'amener l'Angleterre à traiter de bonne foi avec la république française, qui voulait sincèrement la paix, mais une paix qui ne fût point onéreuse à ses alliées, les républiques nouvelles.

Du champ de bataille de Marengo, Bonaparte avait renouvelé à l'Autriche ses propositions de paix, lui offrant d'étendre aux armées d'Allemagne la suspension d'armes signée pour l'Italie ;

mais il était trop tard : le ministère anglais venait d'accorder à l'Autriche un subside de soixante millions de francs pour continuer la guerre. Ce versement eut lieu le 20 juin ; la bataille de Marengo avait été livrée le 14. Le versement fut-il dû à l'ignorance des événements d'Italie, ou fut-il amené par ces événements ? Chacune de ces hypothèses a ses vraisemblances. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre et l'Autriche s'engageaient à ne point traiter séparément avec la France avant le 20 juin. L'Autriche, employant les soixante millions de l'Angleterre aux besoins de ses armées, désirait gagner du temps jusqu'à ce qu'elle redevint maîtresse d'elle-même. De là l'envoi à Paris d'un négociateur, le comte de Saint-Julien, chargé de la ratification de la convention d'Alexandrie et de l'acceptation de l'armistice proposé pour l'Allemagne ; enfin des lettres de confiance du baron de Thugut et de l'empereur lui-même. Il entra en pourparlers avec Talleyrand ; et des préliminaires, ayant pour base le traité de Campo-Formio, furent signés le 29 juillet. Le premier consul les ayant ratifiés, expédia à Vienne Duroc, Saint-Julien et le prisonnier Zach, qu'il relâchait sur parole. Le premier fut obligé de retourner à Paris sans avoir pu obtenir de dépasser le quartier-général autrichien. Le second fut désavoué et relégué dans la forteresse de Clausembourg en Transylvanie. De nouvelles propositions du gouvernement français ne furent pas mieux accueillies. Ces refus coïncidaient avec l'arrivée à Vienne de la reine des Deux-Siciles, de l'amiral Nelson et de cette Emma-Lionna qui avilit le nom déjà tant avili de l'ambassadeur anglais Hamilton.

Tout en rejetant les offres de la France, l'Autriche lui avait communiqué une note de l'ambassadeur britannique à Vienne, portant que la cour était prête à envoyer un plénipotentiaire prendre part à la négociation. Le premier consul demanda qu'il y eût un armistice sur mer comme il y en avait un par terre. L'Angleterre cria à l'innovation, mais ne se prononça point. La France, dans cette clause, avait pour but Belle-Ile, Malte et Alexandrie. Aucune des deux parties n'ayant voulu céder, les conférences furent rompues. Sur ces entrefaites le sort de la seconde de ces places se décidait en faveur de l'Angleterre. Trois ans avaient suffi pour sa prise, sa possession et sa perte. Le général Vaubois et ses dignes compagnons supportèrent admirablement les souffrances d'une horrible famine ; ils cherchèrent d'utiles distractions en cultivant des végétaux dans les fossés de la place, et fécondèrent des rocs stériles, sur lesquels ils transportaient de la terre, qu'ils arrosaient à l'aide de machines hydrauliques inventées par eux. Prêts à être renforcés et approvisionnés

¹ La nuit entière de l'arrivée de Desaix au quartier général se consuma en longues conférences entre Bonaparte et Desaix, sur tout ce qui s'était passé en Égypte depuis que le premier consul en était parti ; sur la campagne de la Haute-Égypte ; sur les négociations d'El-Arisch ; sur l'armée turque du grand-visir, enfin sur la bataille d'Héliopolis, et sur la situation actuelle de l'armée française. Les deux interlocuteurs se trouvaient sur un terrain nouveau et dans une position nouvelle. « Comment, dit Bonaparte, avez-vous pu, vous Desaix, attacher votre nom à la capitulation d'El-Arisch ? — Je l'ai fait, » répondit Desaix ; je le ferai encore, parce que le général en chef ne voulait plus rester en Égypte, et que, dans une armée éloignée, et hors de l'influence du gouvernement, les dispositions du général en chef équivalent à celles des cinq sixièmes de l'armée. J'ai toujours eu le plus grand mépris pour l'armée du grand visir, que j'ai observée de près. J'ai écrit à Kléber que je me faisais fort de la repousser avec ma seule division. Si vous m'aviez laissé le commandement de l'armée d'Égypte, et que vous eussiez emmené Kléber, je vous aurais conservé cette belle province, et vous n'eussiez jamais entendu parler de capitulation ; mais enfin les choses ont bien tourné ; et Kléber, à Héliopolis, a réparé les fautes qu'il avait faites depuis six mois. » (*Mémoires de Napoléon*, tom. I, du général Gourgaud.)

par un convoi parti de Toulon, ils eurent la douleur de voir les bâtiments du contre-amiral Porée pris ou dispersés, après un combat opiniâtre, par la croisière de Nelson. Déjà la nécessité avait forcé Vanbois à faire sortir de la place deux mille sept cents habitants. Graham tira sur eux, et le Français, plus humain dans la détresse que l'Anglais dans l'abondance, rouvrit les portes à ces infortunés, et partagea avec eux jusqu'à son dernier morceau de pain. Enfin la garnison, réduite de quatre mille hommes à huit cents, ne consentit à capituler qu'après huit sommations inutiles, et à condition qu'elle serait transportée en France.

La négociation tentée pour amener un armistice naval avait échoué; car, pour la Grande-Bretagne, la guerre n'était pas stérile. Bonaparte resta convaincu que tout arrangement avec cette puissance serait impossible tant qu'elle conserverait un allié sur le continent. Il tourna donc de nouveau ses efforts du côté de l'Autriche, et mit tout en œuvre pour l'amener à une paix séparée. Moreau dénonça à ce gouvernement la reprise des hostilités pour le 10 septembre, et François 4^{er} se hâta de rappeler les généraux Kray, Mélas, Ott, tous les vainqueurs enfin de 1799 qui avaient eu en 1800 le tort de se laisser battre. L'empereur annonça l'intention de se mettre lui-même à la tête de ses armées. Cependant le comte de Lehrbach demanda la prolongation de l'armistice; Moreau accorda sept jours: la France exigeait, avant tout, la remise des places d'Ulm, de Philisbourg et d'Ingolstadt; l'Autriche y consentit, et l'armistice fut prolongé de quarante-cinq jours, à partir du 50 septembre. On étendit cette mesure à l'armée d'Italie. La convention fut signée à Hohenlinden.

Le premier consul s'empessa de raser les fortifications des trois places cédées. Mais le sang coulait encore en Italie. Par le traité d'Alexandrie la Toscane était restée en dehors de la ligne de démarcation. Le marquis de Sommariva, à la tête d'un corps autrichien peu considérable, gouvernait cet état pour le grand duc. Il avait fanatisé vingt mille paysans et leur avait livré des armes. Ces paysans tombaient sur nos avant-postes et sur nos détachements isolés; Brune sollicita vainement la dissolution de ces bandes. Il fallut faire marcher contre elles trois colonnes qui, après une vive résistance et un affreux carnage, prirent Arezzo et démolirent ses fortifications; elles s'emparèrent aussi de Livourne, où elles trouvèrent d'immenses magasins de vivres et quarante-cinq bâtiments anglais qui n'eurent pas le temps de mettre à la voile. Au même instant le général Roger de Damas envahissait les

états romains à la tête d'une armée napolitaine; mais le Piémont, qui avait essayé de se soulever malgré la présence des Français, rentrait dans l'ordre à la voix des vainqueurs.

Tandis que les fonctionnaires de Paris et des départements versaient à pleine coupe à Bonaparte le poison de la flatterie et de la bassesse, lui, récompensant ceux qui avaient combattu sous ses ordres, nommait Kellermann général de division, et distribuait des sabres d'honneur à Victor, Watrin, Murat et Gardanne. Une médaille fut frappée en l'honneur de l'armée du Rhin et de son entrée dans Munich. Un arrêté ordonna que le corps de Desaix serait transporté au couvent du Mont-Saint-Bernard, où il devait lui être élevé un monument. Un quai en construction à Paris prit son nom.

Un autre guerrier s'était distingué dans des grades inférieurs; c'était le grenadier Latour-d'Auvergne, d'une branche de la maison de Bouillon, et l'héritier des vertus de Turenne. Parvenu au grade de capitaine, il servit longtemps à l'armée d'Espagne, et commanda avec la plus grande intrépidité une réunion de compagnies de grenadiers connue sous le nom de *colonne infernale*. Après la paix conclue entre le cabinet de Madrid et la république, il se rendait par mer de Bayonne en Bretagne quand il fut pris par les Anglais, auxquels il refusa obstinément de rendre sa cocarde tricolore. Rentré en France il vivait dans la retraite, s'occupant d'origines gauloises. Tout à coup le fils unique d'un de ses amis est appelé sous les drapeaux. Latour-d'Auvergne prend sa place et le renvoie à son père. Instruit de ce beau trait, le premier consul lui envoie un sabre d'honneur et le nomme premier grenadier de l'armée. Il fut tué le 9 messidor à Oberhausen. Un ordre du jour de Moreau porte qu'il lui sera élevé sur le lieu même où il avait été tué un tombeau confié à la garde des braves de tous les pays. A l'appel de sa compagnie, le plus ancien grenadier répondait à son nom: *mort au champ d'honneur*. Le même militaire portait sur sa poitrine le cœur du héros dans une boîte de vermeil. Le sabre de Latour-d'Auvergne fut considéré comme propriété nationale, et le premier consul ordonna qu'il serait suspendu au temple de la Gloire.

Dès le commencement de 1800 le premier consul, occupé de l'idée de reconquérir Saint-Domingue, et voulant donner un point d'appui à cette île, méditait le recouvrement de la Louisiane, cédée, en 1768, à l'Espagne. Après bien des négociations une convention éventuelle fut signée, le premier octobre, à Sainte-Hélène. En échange de cette contrée, Bonaparte s'engage

à procurer, en Italie, à l'infant de Parme, un agrandissement de territoire qui élevât la population de ses états à douze cent mille hommes, avec le titre de roi. C'était à l'époque où les troupes françaises venaient d'occuper le grand duché de Toscane. L'Espagne, de son côté, promettait de tenir dans ses ports de Londres et de Vienne, à la disposition de la France, six vaisseaux de guerre de soixante-quatorze canons.

Napoléon cherchait ainsi à s'assurer contre l'Angleterre l'appui des nations commerçantes et des gouvernements neutres. Dans ce système entraînait naturellement la Prusse. La Russie, se détachant des cabinets de Londres et de Vienne, se rapprochait aussi de la politique de Berlin, et rappelait les troupes qu'elle avait envoyées à Jersey et Guernesey tenter une descente sur les côtes de France.

L'occasion était favorable pour consommer la paix entre la Russie et la république : il se trouvait alors en France huit à neuf mille prisonniers russes de l'expédition de Hollande. La proposition de les échanger contre un égal nombre de prisonniers français avait été repoussée par l'Angleterre et l'Autriche. Le premier consul eut l'heureuse idée de les rendre sans échange. Il les assemble, les réorganise, leur donne des armes. Ils reçoivent, en draps français de première qualité, les uniformes des corps auxquels ils ont appartenu, leurs drapeaux leur sont restitués, et Talleyrand écrit au vice-chancelier comte de Panin que ces neuf mille hommes sont à sa disposition. La dépêche est envoyée au ministre de France à Stockholm, avec ordre de la remettre à l'envoyé russe Moravief.

Cet acte de générosité parle à l'âme de Paul, et une note diplomatique arrive en France, signée du comte de Rostopchine, célèbre depuis par l'incendie de Moscou, qui avait remplacé M. de Panin aux affaires étrangères. L'empereur consent au rétablissement de la bonne harmonie moyennant la cession de l'île de Malte, la restauration du trône de Sardaigne, l'intégrité des états du roi des deux Siciles, de l'électeur de Bavière et du duc de Wurtemberg, etc. Il était trop tard pour rendre Malte, qui était tombée au pouvoir des Anglais. Paul la leur demande en sa qualité de grand maître de l'ordre. Ils éludent la réclamation. Alors la célèbre convention de neutralité armée de 1800 est conclue par des actes séparés entre la Russie et la Suède, comme entre la Russie et le Danemarck et entre la Russie et la Prusse. Quelle étonnante mutation a produit la première année du consulat de Bonaparte ! quelle différence pour l'Angleterre entre 1799 et 1800 !

La brusque irruption de l'armée française de

réserve en Italie avait fait échouer les projets des Anglais sur Toulon et sur nos provinces méridionales. La retraite des dix mille Russes débarqués à Jersey et Guernesey avait également anéanti les desseins de la Grande-Bretagne contre Brest. Partout Pitt avait mal réussi, et dans l'attaque de Belle-Ile, par lord Saint-Vincent et le général Maitland, et dans celle plus honteuse encore de Quiberon, et dans les débarquements de Hollande, et dans l'expédition malencontreuse de l'amiral Warren et de sir James Sultenay, sur le Ferrol, pour incendier la flotte espagnole, et enfin dans l'apparition devant Cadix, de l'amiral Keith, son long blocus de Gènes et son arrivée tardive sur les côtes de Toscane. Une agression déloyale contre le Danemarck obtint seule une espèce de succès, si l'on peut donner ce nom au stérile avantage de détruire une flotte dans le port et de bombarder une ville ouverte sans déclaration de guerre préalable. Quant aux conquêtes de l'île française de Gorée et de l'île Hollandaise de Curaçao, elles furent de trop peu d'importance dans la balance des avantages que la France avait trouvés sur le continent.

Cependant la reprise des hostilités avec l'Autriche était annoncée à l'armée du Mein pour le 24, et à l'armée du Rhin pour le 28 novembre; elles recommenceront plus tard en Italie. De part et d'autre on avait créé des armées nouvelles. C'étaient à peu près deux cent mille hommes de chaque côté : là des Mayençais soldés par l'Angleterre et commandés par le baron d'Albini, outre les Autrichiens de Simbschen; ici, des Français et des Bataves sous les ordres du général Augereau. L'armée de réserve, annoncée comme étant de trente mille hommes, en avait à peine quinze mille. Cependant elle commença à triompher de la nature en franchissant, sous le commandement de Macdonald, les cimes escarpées du Splügen. La terreur qu'elle inspira fut telle, qu'inquiétant à la fois l'aile gauche de l'armée d'Allemagne et l'aile droite de l'armée d'Italie, elle tint en échec quarante mille hommes. Le 24 novembre, Augereau attaqua le baron Albini, et entra le lendemain dans Mayence. De là il marcha sur Schweinfurt, tandis que la division hollandaise de Dumonceau et Wurtzbourg bloquait la forteresse de Marienberg. La mission d'Augereau était remplie : en s'approchant du Danube et de la frontière de Bohême il couvrait le flanc gauche de Moreau.

Le 28 novembre ce dernier général fit replier tous les postes autrichiens qui se trouvaient sur la rive gauche de l'Inn. L'archiduc Ferdinand se flatta de relever l'honneur des armes autrichiennes en battant Moreau, et coupant en même

temps la retraite de l'armée française. Ce coup à la Bonaparte était au-dessus des facultés du jeune prince : aussi, fut-il complètement battu à la mémorable journée de Hohenlinden. Le général en chef Moreau, les généraux Richepanse, Dessoles, Ney, Grenier, Grouchy, Decaen, d'Hautpoul, Grandjean, Drouet et le brave Polonais Kniasiewicz, malgré un temps affreux, soutinrent, pendant dix heures consécutives, un combat acharné sur toute la ligne. Richepanse, à la tête d'un petit nombre de braves, se jeta dans les routes dangereuses de la forêt, attaqua les Autrichiens en flanc, les prit à revers et décida la victoire. Le gain de la bataille fut dû à cette heureuse témérité. L'ennemi perdit cent pièces de canon et onze mille prisonniers, dont deux généraux. Il laissa six mille hommes sur le champ de bataille. La perte des Français ne fut que de trois mille.

Après quelques faux mouvements pour tromper les vaincus, l'armée française passa l'Inn, à Neupernern. Wasserburg et Mühldorf, et entra le 15 décembre à Salzbourg, après divers combats. Le cabinet autrichien, instruit de ses défaites, se hâta de rendre le commandement à l'archiduc Charles.

Ce chef ne négligea rien pour essayer de rallier ses troupes derrière l'Enns, et de livrer une bataille sous les murs de Vienne. Mais les Français redoublèrent de vitesse, et Lecourbe battit, à Kremsmünster, l'arrière-garde autrichienne commandée par le prince Schwartzemberg.

Le danger était imminent. Le comte de Meerfeld, parlementaire autrichien, se présente ; mais ses pouvoirs sont insuffisants : Moreau ne lui accorde que quarante-huit heures de trêve de combats et non de mouvements. Il en résulta la prise de plusieurs corps, de vingt-deux pièces de canon, de cent caissons, de cinq cents voitures, de magasins d'approvisionnement considérables, et le passage de l'Enns et des petites rivières d'Ips et d'Eslaph.

On n'était qu'à vingt lieues de Vienne. L'archiduc Charles renoua les négociations, et un armistice fut conclu à Stéyer le 15 décembre 1800, armistice glorieux, qui livra aux Français, jusqu'à la paix, les forteresses de Kufstein, Scharnitz et autres, dans le Tyrol, celles de Wurtzbourg, en Franconie, et de Braunau, en Bavière, et éloigna de l'armée d'Italie toutes les troupes autrichiennes qui se trouvaient dans le Grison, le Tyrol et la Carinthie. Et c'était là le fruit d'une campagne de vingt-cinq jours ! Pourquoi Moreau a-t-il reparu sur un autre champ de bataille ?

L'armistice conclu à Stéyer s'étendit à l'armée gallo-batave. Augereau, opposé aux forces supé-

rieures de Klénau et de Simbschen, s'était immortalisé dans cette série de combats qu'on a désignés sous le nom collectif de bataille de Nuremberg. Ce fut dans cette ville qu'il reçut, le 22 décembre, la nouvelle de l'armistice. Le général Sainte-Suzanne l'apprit à Ratisbonne, dont il s'était emparé.

En Italie, Brune engageait, le 21 décembre, une action générale en attaquant Guito, Monzambano et la Volta, qu'emportaient les généraux Dupont, Moncey et Suchet. Son projet était de passer le fleuve Mincio sur le second point, en feignant une attaque sur le troisième. La fausse attaque devint une véritable bataille, le Mincio fut franchi : en vain Brune envoya-t-il à Dupont l'ordre de reprendre sa première position ; il était trop tard, le comte de Bellegarde, chef de l'armée ennemie, concentrait tous ses efforts sur le village de Pozzolo, qui fut pris et repris plusieurs fois, et resta aux Français. Dans cette journée, vingt mille hommes luttèrent contre quarante-cinq mille. Six jours après, l'armée française passa l'Adige, occupa Vérone et puis Vicence.

Le comte de Bellegarde était en pleine retraite, lorsque le colonel de dragons Sébastiani apprend qu'un parlementaire arrive chargé de pouvoirs pour conclure un armistice. Il paraît en effet, et, le 16 janvier, une trêve de trente-trois jours est signée à Trévise.

Elle stipulait en faveur de la France la remise des places de Peschiera et Sermione, des châteaux de Vérone et de Legnago, de la ville et du fort d'Ancône. La plupart de ces places ne pouvaient tarder de tomber au pouvoir des Français, et cependant Mantoue n'était point comprise dans le traité, bien que les instructions données à Brune portassent d'exiger cette remise comme condition absolue. Aussi l'armistice déplut-il à Bonaparte, qui ordonna la reprise des hostilités si la place n'était pas livrée. Cette faute fut réparée le 25 janvier ; et les Français restèrent maîtres du Tyrol, des trois quarts de la terre-ferme, du territoire de Venise et de toutes les places fortes de l'Italie. Déjà on négociait à Lunéville un armistice général dont les bases devaient être celles d'un traité définitif.

Pendant ces négociations, Murat, qui était opposé à l'armée napolitaine, était entré dans les états de l'église, qu'il avait immédiatement replacés sous la domination du pape ; ce qui excita la reconnaissance de Pie VII. Enfin, par considération pour l'empereur de Russie, les Napolitains obtinrent aussi une suspension d'armes, et signèrent à Florence, le 28 mars 1801, un traité de paix avec la république française.

CHAPITRE III.

Conspiration de Céracchi. — Machine infernale. — Proscriptions dont cet attentat devient le prétexte. — Arrestation et condamnation de Saint-Réjant et Carbon. — Atteintes portées au jury. — Audace des chouans. — Mesures prises contre eux. — Traité de paix de Lunéville avec l'Autriche. — Paix avec la confédération germanique et avec Naples. — Méintelligence entre l'Angleterre et la Russie. — Portrait de Pitt. — Attaque de Copenhague. — Assassinat de Paul 1^{er}; la Russie se rallie à l'Angleterre. — Évacuation de l'Égypte. — Paix avec le Portugal et la Bavière.

Tandis que la puissance de la république s'affermissait au-dehors, celle du premier consul, Bonaparte, prenait un caractère propre à effrayer tous les amis de la liberté, en même temps qu'il ôtait tout espoir aux royalistes. Deux partis s'agitaient autour de lui ; les républicains, et les chouans : les premiers ne lui pardonnaient pas d'avoir détruit la liberté ; les seconds, malgré les bienfaits du consul, conspiraient sans cesse contre lui. Deux complots de couleur différente furent tramés à peu d'intervalle : l'un par les républicains énergiques, désolés de voir que Bonaparte faisait tourner ses talents et ses succès au seul profit de son insatiable ambition ; ces républicains étaient le sculpteur Romain Ceracchi, Diana, Demerville, Aréna, la fille Fumey, Daiteg, Lavigne et le peintre Topino-Lebrun. Ceracchi, enthousiaste de la liberté comme de son art, avait été l'un des admirateurs de Bonaparte, capitaine républicain ; mais il jura sa perte dès qu'il ne vit plus en lui qu'un despote. Il avait exécuté le buste de Bonaparte, et sollicitait alors seulement une séance pour quelques corrections selon lui indispensables. Le consul ne put disposer d'un moment ; et, pensant que le besoin était la véritable cause de ces sollicitations, il fit donner six mille francs à Ceracchi. C'est du moins ce que Napoléon a dit à Sainte-Hélène.

Mais déjà la mort du premier consul était résolue ; le plan arrêté, le jour pris, le lieu déterminé. L'attentat devait se consommer, le 40 octobre, au sortir de l'Opéra. Un des conjurés, l'officier Harel, dénonça ses complices. Ceracchi et Diana furent arrêtés dans les corridors du théâtre ; ils étaient armés de pistolets et de poignards. On s'empara de leurs personnes : ils furent traduits au tribunal criminel de la Seine, et la magistrature en corps fut témoigner au premier consul l'indignation que ce complot faisait éprouver à chacun de ses membres.

Les conspirateurs républicains n'avaient obéi qu'à des inspirations dont la source était respectable ; ils s'appartenaient à eux-mêmes : ils se dévouaient pour la liberté. Mais les chouans

étaient les sbires de l'étranger ; ils recevaient son or, et se montraient, ce qu'il y a de plus vil et de plus exécrable au monde, des assassins à gage. Ayant perdu l'espoir de voir Bonaparte imiter l'exemple de Monck, ils résolurent d'attenter à sa vie : ils voyaient la monarchie toute réorganisée, ils pensaient donc qu'il n'y avait plus qu'à changer le monarque.

Le 24 décembre, à huit heures et quelques minutes du soir, le premier consul, entouré de sa garde, sortait des Tuileries pour aller à l'Opéra assister à un oratorio d'Hayden. Les grenadiers à cheval, qui précédaient sa voiture, trouvèrent l'entrée de la rue Saint-Nicaise presque entièrement obstruée, d'un côté, par une charrette qui, placée en travers, occupait la moitié de la voie publique, et, de l'autre, par une voiture de place qu'un des grenadiers fit avancer. La voiture du premier consul franchit cet étroit espace et continua sa route. Arrivée dans la rue de la Loi, aujourd'hui rue de Richelieu, on entendit une détonation horrible. C'était l'explosion d'un tonneau de poudre, de mitraille et d'artifices, posé sur la fatale charrette, moyen de destruction effroyable, et d'autant plus atroce qu'outre la vie de Bonaparte il mettait en danger celle des habitants d'un des quartiers les plus populeux de Paris. En effet des fragments de cheminées, de fenêtres, des pans de murs, des vitres, des tuiles tombèrent aux alentours ; quarante-six maisons ébranlées furent rendues inhabitables ; huit personnes furent tuées et vingt-huit blessées. La voiture du consul pencha sur ses roues, ses glaces se brisèrent : il se réveilla en sursaut, en s'écriant : « Nous sommes minés. » On s'arrêta en face du théâtre de la République. « Quelqu'un de mes gardes est-il blessé ? » demande Napoléon. On lui répond qu'un seul a été légèrement atteint à la main par une tuile ; et il ordonne au cocher de continuer sa route vers l'Opéra, alors appelé *Théâtre des Arts*.

Le zèle des agents consulaires éclata dans cette circonstance. Le préfet de police, Dubois, accusa, à tout hasard, les républicains. Fouché, mieux instruit, soupçonna les chouans ; mais, craignant d'être taxé d'indulgence pour les autres, il dressa une liste de proscription contre cent trente républicains. « Oui, s'écria Bonaparte en la parcourant, c'est l'ouvrage d'une bande de scélérats, de septembriseurs, que l'on retrouve dans tous les crimes de la révolution... On ne me fera pas prendre le change en me parlant de prêtres et de nobles. Veut-on que je proscrive pour une qualité ? veut-on que je persécute les ministres d'une religion professée par la plus grande partie des Français et par les deux tiers de l'Europe ? »

De tous temps, les gouvernants qui ont voulu arriver au despotisme ont saisi avec empressement toutes les occasions de se débarrasser des hommes généreux qui leur portaient ombrage, et qui se posaient comme des surveillants incommodes d'un pouvoir qui ne voulait plus être contrôlé. Bonaparte fut bien aise d'un attentat qui, par l'horreur qu'il excita, lui permettait d'éloigner de France ceux des patriotes restés fidèles à la cause de la liberté et du peuple. La liste de proscription fut apportée au conseil d'état, qui, malgré sa dépendance, recula devant la déportation. Le sénat, plus servile, sanctionna la détention hors du territoire continental de la république prononcée contre les citoyens qu'on ne convainquit, qu'on n'accusa même d'aucun crime. Alors se révéla dans le sénat une opposition impuissante, mais généreuse : elle se composait de Grégoire, Garat, Volney, Lanjuinais, Lambrechts et Cabanis. Parmi les proscrits figuraient Félix Lepelletier, frère du conventionnel assassiné, et plusieurs anciens membres de la convention et des conseils : Talot et Destrem faisaient partie de ces déportés.

Dans l'intervalle le tribunal criminel de la Seine, appelé à juger Ceracchi et ses complices, acquitta Biana, la fille Fumey, Daiteg et Lavigne, et condamna à la peine de mort Demerville, Ceracchi, Arena et Topino-Lebrun. Ces derniers, s'étant en vain pourvus au tribunal de cassation, subirent leur jugement. L'attentat de la machine infernale avait fait hâter la procédure.

Cependant les véritables auteurs de ce dernier complot restaient inconnus : un hasard en favorisa la découverte. Les cochers de flacres donnaient un dîner au cocher du premier consul, qui, par la rapidité de sa course, avait sauvé le chef de l'état. Dans la chaleur du repas, un des convives dit qu'il savait bien d'où partait le coup, et que sa voiture s'était arrêtée devant une porte cochère pour laisser passer la petite charrette qui avait fait tout le mal. Une découverte en amena une autre. On envoya des espions chez les chouans de l'ouest : ils ne cachaient pas leur crime, et se plaignaient seulement de n'avoir pas réussi.

Vers la même époque Fouché fit aux consuls un rapport dont voici les principaux passages :

« Deux auteurs de l'attentat sont entre les mains de la police : leurs aveux ont nommé les autres.... Depuis longtemps je savais que Georges, de retour d'Angleterre, en avait apporté de nouveaux projets d'assassinat, et des guinées pour payer les assassins.... Joyau, dit d'Assas, Lahaie Hilaire, dit Raoul, et Limoelan, dit Beaumont, arrivent successivement. Le caractère de ce dernier, parvenu à mériter le titre de *brigand parmi*

les brigands, explique bien le choix qu'on a fait de sa personne pour le mettre à la tête de tous les complots. Pour mieux se dérober à la police il prend plusieurs logements. D'abord il n'est question que de vol de fonds publics, de projets vagues contre le gouvernement, de moyens de rallumer la guerre civile. Plus tard on décide le pillage de la diligence de Troyes au-dessus de Charenton. François Carbon, dit le Petit François, ex-chef de chouans, est chargé de faire passer les armes dans un rouleau de toile ; l'arrestation d'un complice fait avorter le projet.

« Limoelan reçoit par Boulogne des nouvelles de Londres annonçant l'arrivée d'un commissaire nommé Rivière. Bientôt ce sont des dépêches de Georges qui parlent du prochain voyage de Mercier de la Vendée, qui descendra à l'hôtel de Vauban... Au lieu de Mercier, c'est Saint-Rejant qui arrive, Saint-Rejant, connu sous le nom de Pierrot, chef des chouans d'Isle-et-Vilaïne, monstre dont les crimes font frémir l'humanité. Limoelan et Saint-Rejant achètent chacun un nécessaire d'armes de cinquante louis, ils les essaient au bois de Boulogne. Quelques jours après ils achètent des carabines à vent pour s'en servir aux théâtres.

« L'agent de l'Angleterre arrive, mais au lieu de Rivière c'est Hyde ; il rassemble les agents de Georges à l'hôtel des Deux-Ponts. Là il est décidé qu'on assassinera le premier consul. Saint-Rejant reçoit une lettre de Georges dans laquelle il l'informe du meurtre, par les chouans, de l'évêque de Quimper, ex-député à diverses assemblées, homme chéri et respecté pour sa modération et ses vertus. Il loue le sang-froid, l'audace des assassins, les présente pour modèles, et exhorte ses amis à presser la grande affaire. »

Ici la police perdit la trace du complot. Un des espions se compromit en se rendant de jour à la préfecture, l'autre fut éliminé pour graves soupçons. Une arrestation faite à côté des conjurés leur donna l'alarme, et ils redoublèrent de précautions. Mais bientôt des renseignements pris dans les alentours de Georges conduisent à la découverte de la demeure de François Carbon ; déjà il l'avait abandonnée, y laissant un baril de poudre. On apprend qu'il a une sœur, deux nièces, et celles-ci avouent que leur oncle est caché chez mesdames de Gouyon et Champion de Cicé, ex-religieuses, rue Notre-Dame-des-Champs. Il est arrêté. Saint-Rejant effrayé court d'asile en asile ; il est arrêté aussi rue du Four, au moment où il quittait l'hôtel du Nord. On saisit madame de Cicé et d'autres personnes qui avaient logé les conspirateurs ; mais on ne put s'emparer ni de Joyau, ni de Lahaie, ni de Limoelan, ni de Bourgeois, ni de Coster, ni

de Songé. La procédure, les dépositions, les interrogatoires produisirent des lumières surabondantes. Les débris de la charrette, du baril, du cheval, la poudre reconnue de fabrique anglaise, tout devient des indices qui se changent en preuves. Des paroles, des lettres, un baril de poudre, des armes, des expériences faites, des préparatifs consommés ne laissent aucun doute sur les coupables.

Saint-Rejant et Carbon sont traduits en justice. Le premier, ancien officier de marine, chef de chouans, a mis le feu au baril de poudre. Il avait donné douze sous à une petite fille de quatorze ans, nommée Pensol, pour garder la charrette, et il savait que cette malheureuse allait être mise en pièces ! Le second a arrêté et pillé des diligences avec son complice ; il a, de plus, commis un vol dans une église. Tous deux reçoivent des ordres et de l'argent de Georges Cadoudal, qui est subordonné au ministère anglais. Ces gens, tout en affectant des pratiques religieuses et parlant sans cesse d'honneur, professaient la religion, la morale et l'honneur des bagnes.

Après une longue procédure et des débats qui durèrent six jours, le tribunal acquitta les accusés de Cicé, les filles Gouyon-Beaufort, Vallon, Baudet, Lavieuville et sa femme qui avaient donné asile aux auteurs de l'explosion ou eu des rapports avec eux ; condamna à trois cents francs d'amende et à trois mois d'emprisonnement le sieur Collin, officier de santé, qui, après l'événement, avait donné à Saint-Rejant les secours de son art, sans en instruire le commissaire de police ; et à la peine de mort Saint-Rejant et Carbon, qui furent conduits au lieu de l'exécution revêtus d'une chemise rouge. Dès lors les cent trente républicains proscrits étaient évidemment purs de tout crime : ils n'en furent pas moins frappés de l'inique sentence arbitraire portée contre eux. Le premier consul s'obstinait à les craindre plus que les chouans. « La chouannerie et l'émigration, disait-il, sont des maladies de peau ; le terrorisme est une maladie de l'intérieur. » Bonaparte oubliait qu'il avait été lui-même un des plus fougueux *terroristes*, c'est-à-dire un de ces républicains enthousiastes, ardents, inflexibles, qui auraient donné leur vie pour le triomphe de la liberté, qui livrèrent même leur réputation à la calomnie, et qui, par ces sacrifices mêmes, se croyaient en droit de ménager pen les ennemis de la révolution.

Malheureusement, ces conspirations eurent de graves conséquences. Bonaparte qui, en faisant peser sur la patrie la main de fer qu'il étendait sur l'Europe, n'osait pas avouer le dessein de détruire les dernières institutions républicaines, et

qui pourtant, sans changer les noms, enlevait aux prévenus la garantie du jury d'accusation, et chargeait les seuls préfets de la formation des listes de jurés (ce qui était changer le jugement par jury en renvoi à des commissions spéciales) ; Bonaparte se défilait encore du zèle des *citoyens* délégués par les préfets, ôta à ces prétendus jurés la connaissance des crimes de haute trahison, et ne trouva que les tribunaux militaires capables de prononcer dans ces questions. Le tribunal adopta ces dispositions liberticides, mais ce ne fut qu'après une longue discussion. Déjà une opposition courageuse s'était formée dans ce corps. Benjamin Constant en avait donné le signal. Andrieu, Daunou, Chénier, Ginguené y répondirent. Le complot s'écroula et les élections nouvelles, et la France perdit ainsi la dernière garantie de ses libertés.

Des mesures tardives, mais sévères, furent prises contre les chouans qui infestaient les environs de Paris, se répandaient sur les grandes routes, attaquaient et dépouillaient les voyageurs. Une diligence fut pillée entre Charenton et Créteil, une troisième près de Bondy, un roulier vers la commune de Saint-Ouen. Les maires exigèrent impérieusement l'exhibition des passeports. Chaque diligence fut tenue d'avoir un sous-officier et quatre soldats sur l'impériale, armés de fusils et munis de vingt cartouches. La nuit, elles étaient en outre escortées de deux gendarmes à cheval armés de mousquetons. Ces mesures n'éteignaient pas l'incendie ; les brigands, malgré leurs soumissions ou leurs jugements, sortaient toujours de leurs repaires : l'or anglais augmentait leur audace. Les journaux étaient remplis du récit de leurs honteux exploits. Ces feuilles ne cessant d'exprimer des craintes pour l'idole qu'elles encensaient, la garde du consul fut augmentée ; on alla jusqu'à proposer de faire reculer la civilisation en inventant des supplices spéciaux pour tous ceux qui attenteraient à la vie du *sauveur de la république*. Fouché était infatigable.

L'explosion de la machine infernale servit à rehausser l'humanité des Parisiens. Des dons réitérés, considérables, vinrent au secours des victimes. Les maisons ébranlées et rendues inhabitables furent démolies, la rue Saint-Nicaise disparut presque en entier, et la place du Carrousel y gagna en régularité et en étendue.

Cependant, la paix se négociait entre la république française d'une part, l'empereur d'Autriche et le corps germanique de l'autre. Elle fut signée le 9 février 1804, à cinq heures du soir. Outre la ratification du gouvernement français et de l'empereur, il fallait celle de l'empire germanique. On décida que la ville de Ratisbonne serait

mise en état de neutralité pour que la diète pût y délibérer avec indépendance. Ce corps s'y réunit en effet, et, malgré quelque velléité d'opposition de la part des princes ecclésiastiques, il donna, le 7 mars, son suffrage pour l'approbation pure et simple. Ce suffrage reçut, le 5, la sanction de S. M. I. Les princes qui n'avaient pas été appelés à la négociation et dont les états étaient sans cesse dévastés par la guerre, se félicitèrent d'avoir été compris dans le traité. Les cessions faites en leur nom avaient d'ailleurs été déjà consenties par eux deux ans auparavant au congrès de Rastadt, qui n'était que l'introduction du traité de Lunéville. Celui-ci, dont les bases avaient été posées à Paris par le ministre des relations extérieures de France et par le général Saint-Julien, fut signé par Joseph Bonaparte, conseiller d'état, et le comte de Cobenzel.

Les stipulations de Campo-Formio y furent confirmées. L'empereur céda en outre à la république le comté de Falkenstein, le Fricktal, l'Istrie, la Dalmatie, les îles vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, Venise, etc. Le prince de Modène, dont les pays furent cédés à la France, reçut le Brisgaw en échange. Le grand duc de Toscane renonça à son duché en faveur de son fils Louis de Bourbon, infant duc de Parme, qui prit le titre de roi d'Etrurie. Ce fut le premier monarque de création napoléonienne. La république eut en toute souveraineté les pays et domaines situés sur la rive gauche du Rhin, qui séparèrent son territoire de celui de l'empire germanique. Elle renonça à toutes ses possessions de la rive droite.

Dans ce traité, la cour de Vienne s'était peu occupée de ses alliés d'Italie. On n'y voit figurer ni le pape, ni le roi de Naples, ni le roi de Sardaigne. Le général Miollis, à la tête d'une poignée de Français et de Cisalpins, tenait toujours tête aux troupes napolitaines commandées par le comte Roger de Damas, et au corps autrichien de Sommariva, renforcé par les insurgés toscans. Il les repoussa, prit Sienna et força l'ennemi à se retirer sur le territoire romain. Une troisième armée française avait sur ces entrefaites passé les Alpes par le petit Saint-Bernard, le Mont-Cenis et le Mont-Genèvre. Elle était peu nombreuse, mais Murat la commandait. Sa mission était plus diplomatique que guerrière. Il lui était enjoint de rétablir l'indépendance des états de l'église, en les affranchissant de l'occupation des troupes napolitaines qui, du château de Saint-Ange, dévastaient le territoire de Rome; de respecter ce territoire et de n'y mettre le pied qu'à la réquisition du pape. Son premier devoir, à Florence, avait été de faire connaître aux ministres romains

cette résolution du premier consul. Le cardinal Gonzalvi lui en témoigna de vifs remerciements. Pour l'église romaine, ce rapprochement était des plus heureux.

La cour de Rome invita en conséquence le comte Roger de Damas et ses Napolitains à se retirer au plus tôt. Mais ce chef objecta qu'ayant été toujours subordonné aux Autrichiens, il devait être compris comme eux dans la convention de Trévise, et autorisé à garder ses positions. Cette prétention n'était pas fondée, les troupes napolitaines n'avaient point été nommées dans l'armistice.

Sur ces entrefaites arrivait en Italie M. de Levaschef, ministre extraordinaire de Russie. Murat fit illuminer Florence pour le recevoir; ils parurent au spectacle dans la même loge et unirent les drapeaux russes et ceux de la république. Levaschef entra à Naples où il fut reçu en libérateur. Déjà Damas avait signé avec Murat de véritables préliminaires de paix. Le traité fut conclu le 28 mars moyennant la clôture des ports des deux Siciles aux Anglais et aux Turcs; la renonciation du roi de Naples à l'île d'Elbe, aux présides de Toscane et à la principauté de Piombino; le rappel enfin et la mise en liberté des Napolitains bannis ou détenus pour causes politiques.

Dans ce même mois de mars 1801 l'exécution du traité de Lunéville avait amené entre l'Espagne et la France la signature d'une convention pour l'établissement en Toscane de l'infant de Parme, en échange de son duché cédé à la république française. Mais le duc régnant ayant refusé les offres qui lui étaient faites, la France n'insista pas, et le duc resta paisible possesseur de ses états jusqu'à sa mort, arrivée en 1804. Il ne restait plus en Italie que le Piémont dont le sort ne fût pas fixé. La France en fit détruire les fortresses. L'Angleterre n'avait plus au midi d'autre allié que la cour de Lisbonne. Un corps de trente mille hommes se mit en marche d'Italie vers les Pyrénées.

La déclaration des puissances du nord d'un retour aux principes de neutralité, avait été regardée à Londres comme une déclaration de guerre. Paul I avait mis embargo sur les bâtiments anglais. L'Angleterre mit embargo sur les bâtiments russes, danois et suédois; les Prussiens ne furent pas compris dans cette mesure. Il s'en suivit un échange de notes qui n'eut aucun résultat. Cependant des escadres s'armaient dans les ports britanniques. Elles allaient mettre à la voile pour la Baltique: le sort des armes était indécis. Pitt, qui a inondé l'Europe de sang humain, se retira avec quelques autres ministres. Voici le portrait qu'a tracé un écrivain de cet homme

d'état, dont la mémoire doit être, par tous les gens de bien, vouée à une exécution éternelle, et le nom cloué au pilori de l'histoire.

« Williams Pitt, fils du célèbre Chatam, eut une jeunesse si emportée que ses ennemis l'avaient nommé l'*Enfant-Colère*. Il tint les rênes du gouvernement anglais sous un roi imbécile et entêté, et les tint, quoique fort jeune encore, d'une main de fer. Il n'eut qu'un seul but dans tout le cours de sa vie, l'avilissement de la nation française. Il chercha à l'atteindre par tous les moyens, et employa tous les ressorts de ce qu'on est convenu d'appeler la haute politique. Sa funeste influence se fit sentir principalement sur la révolution française : l'élan d'un grand peuple vers la liberté et l'égalité fit son tourment ; aussi ne négligea-t-il rien pour déshonorer cette révolution. Il se fit tour à tour constitutionnel, fédéraliste, terroriste, accapareur, agioteur, faussaire, incendiaire, brigand et bourreau : rien ne l'arrêta, ni l'humanité, ni la morale publique, ni la liberté du pays anglais dont il se joua ; il sacrifia toujours au besoin d'écraser son ennemi les principes d'honneur et de probité qui s'étendent aux intérêts des peuples et des empires comme à ceux des individus ; ce qui imprima aux opérations du cabinet de Saint-James ce caractère d'égoïsme barbare que l'histoire ne lui pardonnera jamais.

« Ses amis lui ont fait une réputation d'habileté, de fermeté, de persévérance et de force d'esprit ; ils lui ont même prêté des combinaisons profondes qui ne lui appartinrent jamais, ou qu'il ne dut qu'aux circonstances et qu'au besoin dont il était sans cesse tourmenté de soumettre l'Europe au machiavélisme anglais. Toutes ses affections étaient dominées par un désir insatiable de gouverner : son ambition fut poussée jusqu'au délire.

« On ne peut cependant pas nier qu'il n'ait été homme d'état, dans l'acception que les courtisans donnent à ce mot ; mais il eut en partage plus de finesse que de véritable pénétration, plus d'entêtement que de force de caractère, plus de machiavélisme que d'habileté. Comme orateur, il se fit remarquer par la netteté de ses paroles, par la précision de l'analyse et par une diction brève et imposante plutôt que majestueuse et séduisante : il posséda au suprême degré le calme et le sang-froid dans la discussion ; ce qui lui donna souvent une sorte de supériorité sur ses adversaires, des moindres fautes desquels il profita toujours. Rarement il cherchait à émouvoir et à entraîner ses auditeurs par des mouvements de cette éloquence brûlante que son rival, Fox, possédait au plus haut point ; il s'adressait plutôt à leur esprit, à leur tête, qu'à leur cœur. « Chez Fox, a dit plus tard Napoléon, le cœur

échauffait le génie, et chez Pitt, le génie desséchait le cœur. Ce que la postérité reprochera à Pitt, ce sera la hideuse école qu'il a laissée après lui, son immoralité profonde, son froid égoïsme, son mépris pour le sort des humains ou la justice des choses. » Pitt, en un mot, a montré à l'univers ce que peut le génie du mal, secondé par celui de la richesse : il a été l'Attila moderne, et semble avoir pris à tâche de justifier le décret de la convention nationale qui le déclara l'*ennemi du genre humain*.

« Par cela même, Pitt fut l'homme de l'aristocratie européenne, de cette caste qui, suivant l'expression d'un grand homme, n'a point d'entrailles. Son système, continué, en Angleterre, par les Castlereagh, les Wellington, les Peel, et en France, par les Villèle, les Polignac, les Guizot, a ménagé l'asservissement des peuples et le triomphe des patriciens. Mais, pour obtenir ce triomphe éphémère, Pitt a légué la banqueroute à la Grande-Bretagne, comme les Villèle et ses successeurs la légèreront à la France, dont ils ont dévoré par avance les ressources et qu'ils ont laissée sous le poids d'une dette énorme. »

Un des actes de Pitt qui doivent perpétuer l'exécution attachée à son règne fut le bombardement de Copenhague en pleine paix.

Le 12 mars la flotte anglaise, forte de dix-huit vaisseaux de ligne, quatre frégates et trente chaloupes canonnières ou bombardes, en tout cinquante-deux voiles, sort d'Yarmouth cinglant vers le nord. Le 20 elle entre à Catégat et mouille près de l'île d'Anholt. Un plénipotentiaire est envoyé au prince royal de Danemarck, avec des sommations qui ne peuvent être admises. Le 25 la flotte fait voile vers le nord de la Zélande, et l'amiral Parker fait demander au gouverneur du château de Cronborg s'il fera feu sur les vaisseaux anglais lorsqu'ils franchiront le Sund. Le gouverneur ayant répondu qu'il ne pouvait permettre à une flotte dont les intentions ne lui étaient pas connues de s'approcher du fort, l'amiral trouva dans cette réponse une déclaration de guerre, et annonça qu'il ne pouvait différer les hostilités. Les boulets du fort se perdirent dans le canal sans causer aucun dommage à la flotte. La côte suédoise n'avait qu'une misérable batterie de huit pièces de canon qui semblèrent plutôt saluer le passage de l'ennemi que vouloir y mettre obstacle. Le 30 mars, sur le tard, la flotte était devant Copenhague. Le 2 avril, douze vaisseaux de ligne, quatre frégates et trente bombardes ayant été confiés par Parker à Nelson, celui-ci osa encore une fois, comme devant Aboukir, s'abandonner à la fortune. Il le pouvait, car la flotte danoise et les forts qui défendent la rade étaient en état de désarmement.

Cependant le début de Nelson ne fut pas heureux. Trois de ses vaisseaux furent maltraités par le feu des Danois. Ceux-ci combattirent avec une ardeur incroyable et une rare opiniâtreté. Mais le sort trahit leur courage. La journée fut pour les vainqueurs, qui avaient pour auxiliaires de leur triomphe la puissance d'une artillerie considérable. Mais la palme de la gloire comme de la justice appartint aux vaincus, si l'on peut appeler vaincus des hommes qui, bien qu'aux trois quarts désarmés, foudroyaient du haut de leurs pontons les vaisseaux anglais. Parker envoya à Nelson l'ordre de finir le combat. Celui-ci tenta une négociation, portant que, si l'on ne cessait pas le feu, il brûlerait cinq pontons dont il ne pourrait pas sauver les équipages. On lisait en tête de cette proposition : *les Anglais à leurs frères, les braves Danois*. Le feu cessa, et bientôt on vit échouer trois vaisseaux anglais, du nombre desquels était celui même de Nelson. Ce chef débarqua au port et traversa la ville à pied pour se rendre auprès du prince. L'attitude des habitants était formidable. Vieillards, hommes, enfants, femmes, tout avait pris les armes. On ne put s'entendre que sur un armistice provisoire.

Au milieu de la discussion on apprend la mort de l'empereur de Russie. Dans la nuit du 24 au 25 mars, il avait cessé de vivre. Le *Moniteur* annonça ainsi cet événement : « Paul 1^{er} est mort » dans la nuit du 24 au 25 mars !!! L'escadre » anglaise a passé le Sund !!! L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre » ces deux événements. »

Paul s'était rapproché de la France : pour plaire au gouvernement français, il avait obligé Louis XVIII à quitter Mittau et le territoire russe. Il correspondait en outre avec le premier consul. En fallait-il plus à l'Angleterre pour machiner sa perte ? Les rassemblements des conjurés eurent lieu dans l'hôtel de madame de Gérobsow, qu'avait habituellement fréquenté l'ambassadeur anglais Withworth. Elle était sœur des Subof, tour à tour exilés et rappelés par Paul. A la tête de la conspiration était le ministre en crédit, le successeur de Rostopchine, le général Pahlen. Son premier soin fut de jeter des soupçons entre l'empereur et son fils Alexandre, qui consentit à l'abdication de son père, sous la condition seulement qu'il ne serait pas attenté à ses jours. Paul s'était retiré au palais Michel, moins vaste et mieux fortifié. Subof se présenta à la porte de l'appartement de l'empereur que gardaient deux hussards, l'un est frappé d'un coup de sabre : on entre dans la chambre. « Sire, s'écrit Subof, je vous arrête au nom de l'empereur. » Et il lui présente un acte d'abdication. Paul refuse. se

débat, et, dans ce choc inégal, une écharpe passée autour de son cou finit la lutte en terminant ses jours. A neuf heures il avait soupé avec sa famille, à onze heures il n'existait plus ; deux heures après on proclamait Alexandre !... (1)

Cependant on traitait à Copenhague, en présence de la flotte anglaise. Au lieu d'une renonciation formelle au traité de neutralité maritime, la seule concession à laquelle se prêta le prince royal fut que ce traité serait, relativement à la coopération du Danemarck, suspendu aussi longtemps que la trêve resterait en vigueur : et, par une convention signée le 9 avril, la durée de cette trêve fut fixée à quatorze semaines. Les vaisseaux du Danemarck demeuraient dans le même état. Copenhague et les environs devaient être respectés ; mais les Anglais pouvaient s'y pourvoir de tout ce qui était nécessaire à leur flotte. Cet avantage était immense.

En Russie, la dépouille de Paul était la proie de ses assassins. Les uns voulaient une réconciliation avec l'Angleterre, les autres soutenaient les principes de la neutralité. Enfin le parti anglais devint le plus fort, l'embargo fut levé le 48 mai, et un mois après, le 47 juin, une convention fut conclue, par laquelle la Russie sacrifia non seulement ses propres droits, mais encore ceux de toutes les nations neutres dont elle avait le dépôt. Alexandre offrit à Louis XVIII de continuer sa pension de deux cent mille roubles, qu'il rejeta en quittant la Russie. Le Danemarck et la Suède furent forcés de fléchir. L'embargo levé en Russie ayant été aussi levé le 49 mai en Suède, l'Angleterre en revanche révoqua celui qu'elle avait mis sur les bâtiments danois, suédois et russes. Deux terribles accusations pèseront à jamais sur la mémoire d'Alexandre : il détruisit la sainte-alliance maritime en 1800, et, en 1815, il fonda l'alliance impie des rois contre les peuples.

Si cette alliance formée pour délivrer les mers du despotisme que l'Angleterre y exerçait n'eût pas été brisée aussitôt, la république n'eût jamais perdu l'Égypte. Kléber s'y serait maintenu. mais après sa mort, l'armée d'occupation se trouva malheureusement partagée entre ses deux chefs Menou et Regnier ; ce ne fut plus qu'un champ d'intrigues, dont les Anglais profitèrent. Le combat d'Alexandrie, celui de Canope, et de

¹ Une de ces femmes que la police compte parmi ses agents écrivait à Fouché, à l'occasion de l'avènement d'Alexandre : « Le jeune empereur marche précédé des assassins de son grand-père, suivi des assassins de son père et entouré des » siens. » Voilà, dit Fouché, une femme qui fait du Tacite. Et en effet, Alexandre montait au trône sur le corps de son père, et il était contraint de s'appuyer sur les hommes qui lui avaient fait cet horrible marche-pied. Le choix même de ses premiers envoyés atteste cet asservissement.

Ramanieh, ne servirent qu'à épuiser les vieilles bandes républicaines : la reddition d'Aboukir acheva de décourager ces vaillants soldats. Belliard évacua le Caire, après une capitulation honorable, et Menou rendit Alexandrie. Il fallut alors renoncer à l'occupation de cette belle colonie, et l'ennemi s'y prêta volontiers, tant était grande l'admiration qu'il était forcé de professer pour nos braves. Il fut convenu que l'armée française quitterait le sol africain, et serait transportée en France, avec tous ceux des naturels qui voudraient la suivre, par les soins même de l'amiral anglais. Une vingtaine de mille hommes, dont près de dix mille étaient malades ou blessés, furent embarqués sur des bâtiments anglais, qui les transportèrent à Toulon et à Marseille.

Ainsi se termina cette étonnante expédition d'Égypte, qui, en peu de mois, avait fait la conquête de ce pays, et qui en aurait fait une des plus intéressantes colonies de la France, sans la jalousie et les intrigues de l'Angleterre. En définitive, elle n'eut d'autre résultat utile que les conquêtes des sciences et des arts, et la popularisation en Afrique du nom français. Il fallut songer à ouvrir au commerce d'autres voies.

Cependant, le premier consul, dont l'ambition devenait tous les jours plus grande, sentit le besoin d'augmenter le nombre de ses partisans, avant d'avouer ses prétentions à un pouvoir moins déguisé. Il chercha donc à s'environner de tous les citoyens qui avaient marqué dans la révolution, et porta sa sollicitude sur des institutions propres à lui attacher tous les hommes instruits. Il donna une nouvelle vie à l'école polytechnique, en plaçant Monge à sa tête. En même temps il fondait l'école militaire de Saint-Cyr, il réorganisait les écoles commerciales et spéciales proposées par Chaptal, ainsi que les lycées et les prytanées, où la pensée dominante du grand capitaine substitua l'uniforme à l'habit d'écolier, et le tambour aux cloches. Il fit en outre achever plusieurs travaux importants, entre autres le *Code civil*, dont la discussion, au conseil d'état, fut aussi longue que lumineuse, et presque toujours dirigée par lui-même.

D'un autre côté il chercha à se donner d'utiles alliés à l'extérieur ; et ce fut dans ce but que fut conclu avec le pape Pie VII le concordat de 1804 : il porte que le culte catholique sera rétabli en France ; qu'on fera une nouvelle circonscription des évêchés ; que le premier consul nommera aux sièges vacants ; que le pape donnera l'institution canonique ; que les évêques prêteront entre les mains du premier consul serment de fidélité, et qu'on récitera la prière : *Domine, salvum fac rempublicam ; Domine, salvos*

fac consules. « Comment n'avez-vous pas obtenu le mariage des prêtres ? demandait Fox à Napoléon, après le traité d'Amiens. — J'avais, répondit le consul, et j'ai besoin de pacifier ; c'est avec de l'eau et non avec de l'huile qu'on calme les volcans théologiques ; j'aurais eu moins de peine à établir la confession d'Ausbourg. » Dès lors Bonaparte entendit la messe avec ses courtisans et ses fonctionnaires. On détruisit les coutumes républicaines, on fit reparaitre le jour de l'an, les promenades de Long-Champs, les mascarades et le bœuf gras, tombés en désuétude même avant la révolution. On y ajouta les fausses idées de chevalerie et de troubadours, les poésies d'Ossian, la loterie, tout ce qui peut, en un mot, égarer et asservir l'imagination.

Il fallait flatter les militaires. On ordonna dans chaque chef-lieu de département l'érection d'une colonne nationale avec les noms des braves du pays. Ces colonnes n'existèrent jamais que sur le papier. La première pierre de celle de Paris fut seulement posée sur la place de la concorde. L'honneur militaire remplaça le patriotisme, et les soldats reçurent des fusils, des mousquetons, des carabines, des sabres et des baguettes d'honneur ; les costumes des fonctionnaires civils et militaires furent très-recherchés et aussi éloignés que possible des formes adoptées par les gouvernements populaires. Quant aux libertés publiques, le soleil levant les avait absorbées l'une après l'autre : il ne restait presque plus rien de ces grandes institutions civiles que la république française devait à l'assemblée constituante, et surtout à la convention : tout avait été sacrifié à la gloire militaire, qui fut toujours un sûr moyen de faire oublier aux peuples qu'avant d'être soldats ils sont citoyens.

La république était parvenue à un si haut degré de gloire et de prospérité qu'il était facile de prévoir qu'aucune des puissances secondaires ne lui résisterait, et que le moment, tant désiré par les nations, d'une paix générale n'était pas bien éloigné. En attendant, une armée française sous les ordres du général Leclerc, beau-frère du premier consul, fut réunie à Bayonne pour aller forcer le Portugal à renoncer à son alliance avec l'Angleterre.

Le cabinet de Lisbonne, tout-à-fait sous l'influence anglaise, refusa d'abord d'accéder aux propositions qui lui furent faites par la république ; mais, dès qu'il se vit menacé, il changea de politique et entra en négociations. Quelque temps après fut signé le traité du 29 octobre 1804, entre la république et le Portugal. Il eut pour résultat d'enlever cette puissance secondaire à la domination exclusive de l'Angleterre, et d'é-

tendre les limites de la Guyane française jusqu'au fleuve de l'Amazone.

Au même instant, le traité de paix entre la France et la Bavière fut ratifié; et peu après furent également publiés ceux que la république française venait de conclure avec la Russie et la Turquie. Ainsi, vers la fin de 1801, la France se trouvait en paix avec toutes les puissances continentales, et n'avait plus qu'un seul ennemi, l'Angleterre, qui, privée de ses alliés, ne pouvait plus soutenir la lutte avec avantage.

CHAPITRE IV.

Formation du camp de Boulogne. — Négociations avec l'Angleterre. — Traité de paix d'Amiens. — Départ de l'expédition de Saint-Domingue. — Résultats désastreux de cette expédition. — Prospérité de la France. — Bonaparte est nommé consul à vie. — Institution de la Légion d'Honneur. — Modifications dans la constitution. — La France s'incorpore le Piémont et l'île d'Elbe. — Rupture avec l'Angleterre. — La guerre recommence entre cette puissance et la France. — Conspiration de Georges Cadoudal, Pichegru, etc. — Arrestation et condamnation de Georges, Pichegru, Moreau et des autres conspirateurs : huit d'entre eux sont exécutés.

La paix continentale laissait espérer que l'Angleterre ferait enfin la sienne avec la république. Le premier consul pensa que le meilleur moyen de l'y forcer était de la lui imposer par la crainte d'être attaquée au cœur. On ne parla plus que d'un débarquement en Angleterre : une armée de deux cent mille hommes fut réunie au camp de Boulogne et dans les environs, et une immense quantité de bateaux plats, destinés à transporter cette armée sur les bords de la Tamise, furent rassemblés dans tous les ports du nord de la France.

Nelson reçut l'ordre d'aller détruire la flottille de Boulogne. Il se présenta avec trente vaisseaux de ligne, un grand nombre de brûlots, de canonnières et de bombards; il trouva l'amiral Latouche en position devant la rade, et la flottille et les batteries le forcèrent à la retraite. Il revint douze jours après avec soixante-dix voiles. Mais, malgré l'obscurité de la nuit, il ne put surprendre encore les Français, et au point du jour il se retira, après avoir perdu deux cents hommes.

Il était difficile de temporiser davantage. Le 20 mars 1804, lord Hawkesbury remit au citoyen Otto, chargé d'affaires de France, la note suivante : « Le soussigné a reçu l'ordre du roi de » communiquer au gouvernement français les » dispositions de S. M. d'entamer immédiatement » des négociations pour le rétablissement de la » paix, et de déclarer que S. M. est prête à en- » voyer à Paris, ou dans tout autre lieu, qui » pourra être convenu entre les deux gouverne- » ments, un ministre pleinement autorisé à don-

ner toutes les explications nécessaires, et à » négocier et conclure au nom de S. M. un » traité entre ce pays et la France. » Le 4^{er} octobre suivant, les articles préliminaires furent signés à Londres, et la ville d'Amiens fut désignée pour les négociations d'un traité définitif. Joseph Bonaparte, conseiller d'état, représentait la France; lord Cornwallis, l'Angleterre.

Les diplomates anglais ne semblaient se douter ni des hommes ni des choses. La manière de Napoléon les déconcerta. On n'avait prétendu qu'amuser la France à Amiens; on y traita sérieusement. L'affaire convenue, Cornwallis promit de signer le lendemain : quelque empêchement le retint; le soir même, un courrier arrivé de Londres lui interdit certains articles. Mais il avait envoyé sa parole, et répondit qu'il avait signé : le soir il apposa sa signature. Ce traité fut conclu le 25 mars 1802. Il restitue à la république française et à ses alliés toutes leurs possessions, excepté la Trinité, Ceylan et quelques démarcations de la Guyane. La république des Sept-Iles fut reconnue, et les îles de Malte, Gozo et Cormino devaient être rendues à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem.

La paix avec l'Angleterre, après une lutte si longue et si acharnée, fut un grand et heureux événement pour la république française, privée depuis tant d'années de tout commerce maritime; aussi toutes les idées se portèrent-elles aussitôt sur cette grande source de la richesse des nations. Malheureusement la France avait perdu la plus belle de ses colonies par la longue et terrible révolution de Saint-Domingue : il ne restait plus aucun Européen dans cette île; les hommes de couleur et les noirs s'étaient emparés de toutes les propriétés et du gouvernement. A la tête des chefs que ces noirs et ces hommes de couleur s'étaient donnés, paraissait alors Toussaint-Louverture : il avait déployé dans les guerres intestines de Saint-Domingue de grands talents militaires, et se montrait bon administrateur. Ennemi des Anglais, auxquels il avait disputé son pays, Toussaint penchait toujours vers la France; mais il voulait l'indépendance de l'île, qui avait repris son nom primitif d'Haïti, et le premier consul trouvait que Toussaint avait de trop grandes prétentions.

De leur côté les colons insistèrent tant auprès de Bonaparte, qu'ils lui firent prendre la détermination d'envoyer une flotte et une armée pour remettre l'île de Saint-Domingue sous la domination de la France. Ce fut une grande faute, que les résultats aggravèrent encore, et dont Bonaparte s'est bien repenti depuis. Dans la situation où étaient les choses à Saint-Domingue, ce

n'était plus la force qu'il fallait employer contre des hommes nouveaux, qu'une longue guerre intestine avait rendus braves et soumis à la discipline militaire : il fallait traiter avec les chefs, leur promettre la liberté, leur donner des grades, des emplois, et les attacher à la France par le lien puissant de l'intérêt et par celui de la reconnaissance.

Quoi qu'il en soit, la faute fut commise. Des armements considérables furent faits dans les ports de Brest, de Lorient, de Toulon, etc.; trente-quatre vaisseaux de ligne et vingt frégates, commandés par le vice-amiral Villaret-Joyeuse, allèrent jeter sur les côtes d'Haïti seize mille braves, sous les ordres du général Leclerc, qui fut nommé capitaine-général.

Les proclamations dont ce capitaine-général se fit précéder n'ayant pas produit l'effet que les Français en attendaient, et Toussaint ayant porté le patriotisme jusqu'à ne pas vouloir écouter ses deux fils que Bonaparte lui renvoyait, avec leur précepteur, afin d'attacher le général noir à la cause de la France, les troupes françaises ne purent reprendre possession du pays que par la force des armes, et après avoir livré un grand nombre de combats. Mais bientôt le climat de Saint-Domingue, si meurtrier pour les Européens, décima nos braves. Les noirs et les mulâtres profitèrent de cette occasion pour se réorganiser et pour faire une guerre terrible à nos soldats.

Dans ces circonstances, le capitaine-général Leclerc crut devoir faire arrêter Toussaint-Louverture, qui vivait en ce moment dans la retraite : on lui supposa l'intention de se placer de nouveau à la tête de l'insurrection; le malheureux Toussaint fut envoyé en France et enfermé dans le fort de Joux, près de Besançon, où il mourut de chagrin. Ainsi périt celui que ses compatriotes regardaient comme le nouveau *Spartacus* de leurs contrées, prédit par Raynal.

Mais son éloignement d'Haïti n'en rendit pas la conquête plus facile. Au contraire, tous les autres chefs noirs et mulâtres se réunirent contre les Français, et accablèrent le petit nombre de ceux que le climat avait épargnés jusque-là. En peu de temps cette brillante expédition fut presque anéantie. Les agresseurs furent obligés de se placer sur la défensive : Leclerc, atteint lui aussi d'une maladie mortelle, mourut le 5 novembre 1802, à l'île de la Tortue, où il avait été obligé de se faire transporter. Enfin, après quelques mois encore d'une lutte inégale, les chefs des noirs et des mulâtres virent leur territoire délivré d'un ennemi qui pouvait être leur plus cher allié, et les malheureux débris de cette

armée française aller expier dans les pontons anglais la faute grave du premier consul.

Cependant tout prospérait en France au milieu de la paix : les arts, les sciences, l'industrie, le commerce, le crédit public. Les chefs-d'œuvre des arts, fruits de nos conquêtes, enrichissaient nos musées : on creusait des ports, des canaux ; on ouvrait des routes, on embellissait des villes. Autour du char de triomphe de Bonaparte se pressaient à l'envi de vieux républicains et de vieux émigrés. Lui-même, dans ses conversations particulières, laissait percer de plus hauts desseins. Quelques personnes le comprenaient déjà ; d'autres s'efforçaient de ne le point comprendre. Le conseil général de la Seine, sur le rapport de Bellard et de Quatremère-de-Quincy, proposa de lui élever un monument. Napoléon ne refusa pas, mais il ajourna l'exécution. « Que la place reste désignée, dit-il, mais laissons aux siècles à venir le soin de construire, s'ils ratifient la bonne opinion que vous avez de moi. » Bonaparte donnait une leçon ; mais ce fut avec regret qu'il la vit suivre un moment.

Cet enthousiasme était favorable, il le sentit ; et le sénat, *conservateur de la constitution*, fut chargé par lui de la violer. Elle portait la durée des fonctions du premier consul à dix ans, un sénatus-consulte le réélut pour dix autres années. En acceptant il eut l'air de se faire violence. « Pendant trois années, dit-il, la fortune a souri à la république ; mais la fortune est inconstante ; et combien d'hommes qu'elle avait comblés de ses faveurs ont vécu trop de quelques années ! L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué le terme de ma vie publique au moment où la paix du monde est proclamée. Mais vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice ; je le ferai si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. »

Bonaparte, au fond, acceptait cette prolongation de pouvoir avec un dépit qu'il ne pouvait cacher : il s'attendait à quelque chose de plus. Les deux consuls subalternes Cambacérès et Lebrun se chargèrent de le satisfaire. Le 2 août 1802 parut un arrêté des trois consuls, y compris Bonaparte, lequel arrêté « considérant que la résolution du premier consul est un hommage éclatant rendu à la souveraineté du peuple, et que le peuple, consulté sur ses plus chers intérêts, ne doit connaître d'autres limites que ses intérêts mêmes, porte :

» ARTICLE PREMIER. Le peuple français sera consulté sur cette question : Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ?

» ART. II. Il sera ouvert dans chaque commune

- des registres où les citoyens seront invités à consigner leurs vœux sur cette question.

• ART. III. Ces registres seront ouverts au secrétariat de toutes les administrations, aux greffes de tous les tribunaux, chez tous les maires et les notaires.

• ART. IV. Le délai pour voter dans chaque département sera de trois semaines, à compter du jour où cet arrêté sera parvenu à la préfecture, et de sept jours, à compter de celui où l'expédition sera parvenue à chaque commune.

Le mode prescrit pour recueillir les réponses, sans organisation de collèges électoraux, était une sûre garantie du succès de cette impudente escroquerie politique. Le tribunal adressa un message au gouvernement pour le remercier d'avoir pris *la mesure la plus convenable et la plus constitutionnelle*. Tous les fonctionnaires, tous ceux qui aspiraient à le devenir, signèrent et firent signer leurs créatures ou leurs subordonnés. Les autres s'abstinrent. Le sénat, à l'exception de cinq à six membres, n'eut garde de manquer cette occasion de prouver son dévouement. Trois millions cinq cent soixante-dix-sept mille huit cent quatre-vingt-cinq citoyens votèrent en France aussi librement qu'on l'a vu, et, sur ce nombre, trois millions trois cent soixante-huit mille deux cent cinquante-neuf votèrent pour l'affirmative.

Aussitôt le sénat conservateur décréta ce qui suit : « Le peuple français nomme et le sénat proclame Napoléon Bonaparte premier consul à vie ; une statue de la Paix, tenant d'une main le laurier de la victoire et de l'autre le décret, attestera à la postérité la reconnaissance de la nation. » Lorsque le sénat présenta ce décret à Bonaparte, il répondit : « La vie d'un citoyen est à sa patrie. Le peuple français veut que la mienne tout entière lui soit dévouée ; j'obéis à sa volonté. Par mes efforts, par votre concours, la liberté, l'égalité, la prospérité de la France seront à l'abri des caprices du sort et de l'incertitude de l'avenir. »

Les journaux, qui tous étaient soumis, vendus, ouvrirent leurs colonnes aux adresses, aux discours de députations, aux éloges exagérés, aux protestations de toute espèce. On rougit en les relisant aujourd'hui. La France entraînée céda à l'impulsion, et, tout en déplorant les usurpations du premier consul, elle admirait ses actes marqués du coin du génie et de la nationalité. Les armes d'honneur étaient déjà une récompense insuffisante pour enchaîner l'esprit militaire. Napoléon résolut d'étendre le réseau en créant la *Légion-d'Honneur*. Ce fut Lucien, son frère, qui, le 48 mai 1802, fit au tribunal un rapport

sur ce projet applicable aux services civils et militaires, et qui, suivant lui, n'avait rien d'attentatoire à l'égalité. Reussir des ordres de chevalerie, des croix, des rubans, était chose difficile au sortir de la république. Aussi, le projet fut-il combattu par plusieurs membres ; mais la majorité, timide, obséquieuse, l'emporta. Au corps législatif, les débats furent plus longs encore. Sur deux cent soixante-seize membres, cent soixante-dix votèrent pour, et cent six contre. L'institution de la Légion-d'Honneur souriait à Bonaparte : « Elle doit être, disait-il, la propriété de tout ce qui honore, illustre son pays, est à la tête de l'état, et contribue à sa prospérité et à sa gloire. Si la Légion-d'Honneur n'est plus la récompense des services civils comme des services militaires, elle aura cessé d'être conforme à son institution ; car ce serait une étrange prévention de la part des militaires que celle d'avancer qu'eux seuls ont de l'honneur. Ce qui a mécontenté quelques officiers, c'est que la décoration de la Légion-d'Honneur était la même pour l'officier et pour le soldat. Mais si jamais elle cesse d'être la récompense de la dernière classe de la milice, et que, par un esprit d'aristocratie, on institue une médaille pour récompenser le soldat, comme si jamais on en prive l'ordre civil, ce ne sera plus la Légion-d'Honneur ». Les craintes de Napoléon ne se confirmèrent point. Mais déjà il était facile de s'apercevoir qu'il ne tarderait pas à être moins significatif et moins recherché ; aujourd'hui on a prodigué le ruban rouge à tous les courtisans, à tous les hommes corrompus ; on l'attache à la poitrine de l'ignoble agent de police, du sbire. C'est la dernière période de la décadence de cet ordre.

Bonaparte était sur la route des empiétements ; il ne voyait plus d'obstacles. De notables changements furent résolus à la constitution de l'an VIII, qui n'était plus en proportion avec son pouvoir colossal. Le 4 août 1802, il présenta un projet organique de cette constitution, ou plutôt une constitution nouvelle. L'autorité fut concentrée ; les justices de paix, les assemblées de can-

« Si les principes démocratiques permettaient de discuter cette opinion, on pourrait répondre à Napoléon que lui aussi avait fait pénétrer dans son institution de la Légion-d'Honneur, cet esprit aristocratique qu'il blâmait ; n'était-ce pas ce même principe qui fit créer les simples légionnaires, les officiers, les commandants, les grands-officiers, etc. ? N'était-ce pas mesurer l'honneur suivant les grades, que d'en accorder une part plus grande au général qu'au simple soldat ? Quel est celui qui contestera que le dévouement du simple soldat, du soldat sans ambition, qui défend son pays par devoir, par patriotisme, qui se place toujours aux premiers rangs pour recevoir les premiers coups et pour mourir obscurément, ne soit bien autrement honorable que les services de l'officier ambitieux qui se bat pour atteindre à des grades, pour arriver à la fortune ou pour succomber à la face du monde dont il fixe les regards ? »

ten, les collèges électoraux se virent privés de nombreux membres : les consuls nommés à vie, et déclarés présidents du sénat ; le successeur enfin du pouvoir, installé moyennant un serment vague, insignifiant, embrassant la constitution, mais sans dire laquelle, et la liberté, mais seulement celle des consciences. Le sénat put changer la constitution, y ajouter tout ce qui était nécessaire à sa marche, suspendre les jurés, annuler les jugements des tribunaux, dissoudre le corps législatif et le tribunal. Bonaparte rejetait ainsi sur ce corps l'odieux de la tyrannie et s'en réservait l'exercice lui seul ; il nommait les sénateurs et les membres du tribunal de cassation ; il se réservait le droit de faire grâce. C'était le despotisme moins un roi. Le projet fut présenté et accepté le même jour.

Par leur inéligibilité à d'autres fonctions, les sénateurs auraient pu jouir encore d'une certaine indépendance ; mais ils se rendirent eux-mêmes aptes à toute place qu'on daignerait leur accorder. Ils s'attribuèrent l'étrange faculté de fixer le terme dans lequel les individus arrêtés seraient mis en jugement. C'était ressusciter les lettres de cachet. Ils se réservèrent aussi de mettre des départements hors la loi : « Il faut fermer sans retour la place publique aux Gracques ! » s'écriait Cornudet ; et les ci-devant émules des Gracques applaudissaient à ce but liberticide ; et Napoléon, appuyé sur des prêtres, des soldats, des émigrés et une armée de sophistes, n'avait qu'un pas à franchir pour être roi.

Tant de condescendance méritait bien quelques faveurs. Des sénatoreries, espèces d'apanages richement dotés, furent fondées dans toutes les provinces de France. Une pluie d'or tombait sur les complaisants. Les récalcitrants, écartés de tous les emplois, furent en butte à la cruelle surveillance de Fouché.

Bonaparte pourtant voulait étonner, éblouir. L'instruction, les arts, les sciences, l'industrie fleurirent tant que leur soumission fut complète. On commença la magnifique route de Genève à Milan par le Simplon. Les jésuites furent repoussés : le consul craignait pour lui le sort de tant de rois.

Pendant que le premier consul métamorphosait ainsi la république en véritable monarchie, et qu'il se faisait pardonner ses empiétements par de grands et utiles travaux à l'intérieur, la France prenait possession de l'île d'Elbe et du Piémont, qu'elle s'incorporait : de nouveaux départements français étaient organisés au-delà des Alpes, et les Piémontais, étonnés de se trouver Français, se soumettaient assez aisément au gouvernement préfectoral.

Un peu plus loin, nous envahissions les états de Parme, et une armée de trente mille Français soutenait, en Suisse, le pacte fédéral.

L'Angleterre crût voir dans ces actes une infraction au traité d'Amiens, ou plutôt elle y trouva les prétextes qu'elle cherchait pour rompre une paix qui la ruinait. Il s'éleva, au sein du parlement anglais, une faction belliqueuse contre la France.

De son côté, la France avait aussi le droit de se plaindre de ce que les stipulations du traité d'Amiens n'étaient point exécutées par la Grande-Bretagne. Son gouvernement maintenait des troupes à Malte et en Égypte. Des journaux français, imprimés à Londres, poursuivaient de leurs sarcasmes le consul, jusque-là enivré d'éloges. L'envoyé français Otto demanda en vain des moyens efficaces pour arrêter le cours de ces publications. Il existait à Londres et à Jersey des chefs de chouans, des assassins, des complices de la machine infernale, vivant aux frais du gouvernement anglais, qui semblait les réserver pour des crimes nouveaux ; des évêques, rebelles à la voix du saint-père, y tenaient des conciliabules, et lançaient leurs mandements comme autant de brandons de discorde au sein de la France pacifiée. M. Otto sollicita leur éloignement. Il demanda que Georges Cadoudal et ses adhérents fussent déportés au Canada, et les princes de la maison de Bourbon contraints de se rendre à Varsovie auprès du chef de leur famille. Ces réclamations furent étudiées.

Le 8 mars 1805, le roi d'Angleterre adresse au parlement un message pour se plaindre de ce que, sous le prétexte d'expédition coloniale, la France et la Hollande font des préparatifs militaires considérables. M. Otto objecte que, malgré la lettre du traité, les troupes anglaises n'ont pas évacué Malte ; tandis que les Français n'ont pas attendu le terme fixé pour s'éloigner de Naples et de Rome. Bonaparte fait adresser au cabinet britannique une réponse par l'ambassadeur Andréossi. Il proteste qu'on a trompé S. M., qu'il n'y a dans les rades de Hollande que deux frégates, et trois corvettes dans celle de Dunkerque. Il se plaint de l'insolence des écrivains anglais et de la tolérance du cabinet de Saint-James envers « des brigands couverts de crimes et méditant sans cesse des assassinats, tels que Georges, qui continue à demeurer à Londres, protégé et jouissant d'un état considérable. Le premier consul, ajoute-t-il, ne veut point relever le défi de guerre que l'Angleterre jette à la France. »

Les plaintes de la république ne se bornèrent pas là. Des croisières anglaises inquiétèrent la côte de Hollande. Les ordres de l'Angleterre, pour évacuer le cap de Bonne-Espérance, furent

révoqués. Des pourparlers s'ensuivirent. La cour d'Angleterre envoya à son ambassadeur à Paris une note portant que S. M. britannique conserverait ses troupes à Malte pendant dix ans, que l'île de Lampedouse lui serait cédée en toute propriété, et que l'armée française évacuerait la Hollande. L'ambassadeur sollicitait une décision dans sept jours, faute de quoi il demanderait ses passe-ports. Ces propositions étaient contraires au traité. Plusieurs notes furent échangées sans fruit, et l'ambassadeur quitta subitement Paris un soir, à neuf heures. Au moment de son départ, Bonaparte lui fit encore remettre une dépêche dans laquelle il témoignait son désir de maintenir la paix, et transmit au tribunal un message où étaient exposés tous ces débats. La discussion du tribunal fut interrompue par la nouvelle de l'embargo mis par le roi d'Angleterre sur tous les bâtiments français et bataves, et de la prise de deux navires du commerce français dans la baie d'Audiarne, sans déclaration préalable de guerre. On savait que des lettres de marque avaient été délivrées pour la course contre le pavillon français.

Ordre fut aussitôt donné à tous les commandants d'escadres et divisions navales de la république, capitaines de vaisseaux et autres bâtiments de guerre de courir sus à ceux du roi d'Angleterre. Des courriers furent expédiés, dans la nuit même, à tous les chefs de la force armée pour arrêter par toute la France et sur les territoires occupés par nos armes, tous les Anglais quelconques, et de les retenir prisonniers en représailles des vaisseaux français si injustement saisis : c'était une triste ressource que celle qui tombait ainsi sur des innocents ; mais il n'y avait pas de choix. La plupart de ces Anglais étaient des hommes riches, titrés, venus pour leurs plaisirs. Ils s'adressèrent à Bonaparte qui les renvoya à leur gouvernement. Un grand nombre se cotisèrent pour acquitter la valeur des vaisseaux pris, et obtenir ainsi la liberté. Mais il y avait là plus qu'une question d'argent ; et le cabinet de Saint-James a mieux aimé laisser ses compatriotes gémir dix ans dans les fers, que de renoncer pour l'avenir à son brigandage maritime.

Aussitôt après cette explosion subite de guerre, Bonaparte fit reprendre avec une incroyable activité les travaux des côtes du Nord pour la flottille destinée à l'invasion. « Boulogne fut de nouveau choisie pour le centre des opérations, et Vimereux, Ambletouse, Étapes, pour ses ailes ou succursales. Boulogne fut mis à même de recevoir à lui seul plus de deux mille bâtiments de diverses espèces. Outre son port naturel, on y obtint, à force d'art, un bassin qui reçut huit à neuf cents

bâtiments toujours à flot et prêts à appareiller. D'autres travaux non moins importants furent faits à Vimereux, Étapes, Ambletouse, Saint-Valery, Dieppe, le Havre, Calais, Gravelines et Dunkerque. Ostende fut destinée à recevoir une seconde flottille ; Flessingue allait devenir inattaquable, et Anvers un grand arsenal maritime de première importance. Toute la côte devenait formidable. De grandes escadres se réunissaient à Brest, Rochefort, Toulon ; les chantiers de la France se couvraient de prâmes, de chaloupes canonnières, de grandes et petites péniches. L'Angleterre, de son côté, courut aux armes. Pitt abandonna le paisible travail de l'échiquier, endossa l'uniforme, et ne rêva plus que machines de guerre, bataillons, forts et batteries. Le vieux Georges III quitta ses maisons royales et passa journellement des revues : des camps s'élevèrent sur les dunes de Douvres, et dans les comtés de Kent et de Sussex : les deux armées se voyaient ; elles n'étaient plus séparées que par le détroit.

Pendant l'Angleterre n'oublia rien de ce qui était propre à réveiller les puissances du continent ; mais l'Autriche, la Russie, la Prusse, l'Espagne étaient alliées ou amies de la France à qui tout obéissait. Les tentatives pour rallumer la guerre de la Vendée n'étaient pas plus heureuses. Le concordat avait rallié le clergé à Napoléon, et l'esprit des habitants de cette province était bien changé. »

Alors le gouvernement anglais lâcha la bride aux chouans qu'il tenait en réserve ; et les inventeurs de la machine infernale, associés avec de nouveaux mécontents, se mirent à chercher les moyens d'assassiner le premier consul, croyant qu'il était le seul obstacle à la restauration de la monarchie.

Depuis les premières années de la révolution, il existait à Paris un gouvernement occulte. Il était encore en activité en l'an XII, et se composait de trois membres, « l'un, qui portait le nom de Paul » Berry, est Hyde l'aîné, qui se faisait quelquefois appeler Neuville ; les deux autres étaient » Ferrand et Dubois. Paul Berry tenait la plume, » Ferrand voyageait de Paris à Londres et de » Londres à Paris : Dubois était un personnage » mystérieux, plus important, qui avait des pou- » voirs, au nom de qui Paul Berry écrivait, et » dont il semblait exécuter les ordres ; mais qui, » dans aucune occasion, ne paraissait agir per- » sonnellement... Paul Berry avait établi une » contre-police à Paris, plusieurs journaux étaient » à sa disposition. Après avoir inutilement sondé » le premier consul, ils eurent recours à Piche- » gru. Leur but était de le faire venir à Paris, » pour de là l'envoyer dans les départements » insurgés ; quinze ou seize mille Russes devaient

» être mis à sa disposition, afin de recevoir, à
 » Brest, dont on comptait se rendre maître par
 » surprise, les princes français. Son nom suffi-
 » sait, disaient-ils, pour entraîner des généraux
 » et des militaires secrètement dévoués au parti
 » royaliste. Mais, ajoutaient les conspirateurs,
 » ce plan ne peut s'exécuter si le gouvernement
 » anglais ne fournit pas ce qu'on appelle *l'argu-
 » ment irrésistible*.

» Ce succès ne peut être amené que par la cor-
 » ruption. On voudrait séduire jusqu'aux ambas-
 » sadeurs de la république; mais on est tellement
 » honteux de la petitesse de ces moyens, qu'on
 » se propose bien d'en faire un mystère au gou-
 » vernement anglais, pour ne pas lui découvrir
 » cette extrême pénurie de ressources, lorsqu'on
 » ne voudrait paraître à ses yeux qu'embarrassé
 » sur le choix des moyens.

» Un projet plus grand, auquel le comte d'.....
 » attache beaucoup d'importance, est la surprise
 » de la ville de Brest, au moyen des intelligences
 » qu'on s'y est ménagées. On cherche à organiser
 » d'une manière plus régulière la correspondance
 » de Paris à Londres par Amiens et Boulogne. La
 » contre-police établie à Paris obtient l'entière
 » approbation du comte d'Artois.

» A Paris, le comité royaliste poursuit sa mar-
 » che. Ferrand est arrivé, mais il n'a point porté
 » de fonds. Il écrit à Pichegru de venir se mettre
 » à la tête des royalistes de l'ouest. » (*Procès de
 Georges et Pichegru.*)

Plus loin, les conjurés se vantent d'avoir, le
 24 janvier, planté un drapeau noir sur l'église de
 la Madeleine, et affiché une proclamation dans
 Paris et les communes environnantes. Une sur-
 veillance est établie par eux auprès de la personne
 de Bonaparte, et l'on se tient prêt à le frapper au
 moment de l'arrivée d'un grand personnage. Un
 mouvement se fait dans le Midi, où l'on attend
 Willot; un autre éclatera à Orléans si l'on a de
 l'argent. Dans le département de l'Eure, on a
 enlevé douze mille francs aux républicains. « On
 » surveille un nouvel envoi dont on attend un
 » plus grand bénéfice. Cette surveillance s'exerce
 » par la contre-police. »

Cependant, les conspirateurs enrégimentèrent
 à Londres plusieurs anciens chefs de chouans,
 leur donnèrent des instructions, des armes, de
 l'argent, et les vomirent de nuit sur les points les
 plus déserts des côtes de Bretagne et de Norman-
 die. Le premier débarquement s'effectua le 24 août
 1803, à la falaise de Bévillie. Les débarqués furent
 obligés de se faire hisser avec une corde à la hau-
 teur de la berge. Ils étaient au nombre de huit,
 parmi lesquels Georges Cadoudal, dit *le grand
 chouan*, Joyant, dit Villeneuve, et Picot. Le se-

cond débarquement, qui eut lieu le 22 décembre
 1803 sur une côte déserte de Bretagne, consistait
 en dix chefs chouans, parmi lesquels Rochelle et
 Coster Victor. Le troisième, effectué le 16 janvier
 1804, introduisit en France l'ex-général Piche-
 gru, le marquis de Rivière, les deux frères Jules
 et Armand de Polignac, Russillon, Armand Gail-
 lard, etc. Ils descendirent, comme les premiers,
 à la falaise de Bévillie. Un quatrième débarque-
 ment devait s'opérer, mais il fut aperçu; et, con-
 trarié par les vents, il s'éloigna.

Le ministère anglais avait muni ces hommes
 d'argent, de poudre, de cartouches, de pistolets,
 de poignards cachés dans de gros bâtons; ils ne
 marchaient que de nuit par des chemins de tra-
 verse, guidés par des hommes de leur parti, ne
 couchant de jour que dans des hameaux, des
 fermes, des cabanes isolées. Quelques-uns pou-
 saient à la découverte jusque dans Paris ou les
 environs. L'un d'eux, le nommé Picot, domes-
 tique de Georges, fut surpris chez un marchand
 de vin du coin de la rue de Varennes. C'était le
 rendez-vous ordinaire des conjurés. Picot, quoi-
 que domestique, était élevé en grade et décoré
 d'une croix. On l'accusait de l'assassinat de douze
 officiers municipaux et de plusieurs autres cri-
 mes. Les siens ne l'appelaient que *le boucher des
 bleus*. Lorsqu'on voulut l'arrêter, il tira un coup
 de pistolet à l'inspecteur de police, mais il le
 manqua. Saisi, fouillé, on trouva sur lui deux
 pistolets, un poignard à lame carrée.

Le lendemain on saisit, dans une maison de la
 rue Saint-Sauveur, les papiers d'un nommé Hy-
 acinthe Bouvet de Lozier, une lettre à son adresse
 qui venait d'être remise au portier, et enfin le
 sieur Bouvet lui-même, qui entraînait inconsidé-
 rément. Il offrit vingt-cinq louis à l'inspecteur de
 police qui gardait la porte, mais ce fut en vain.
 Conduit à la préfecture, il se tait, ou répond
 d'une manière évasive. Dans sa prison, il essaie
 de se stranguler. Rappelé à la vie, il écrit: « C'est
 » un homme qui sort des portes du tombeau,
 » encore couvert des ombres de la mort, qui de-
 » mande vengeance de ceux qui par leur perfi-
 » die l'ont jeté lui et son parti dans l'abîme où il
 » se trouve. » Il déroule ensuite tout le plan de
 la conspiration. Moreau avait promis de se rallier
 aux Bourbons: les royalistes venus en France,
 Moreau se rétracte; il ne veut travailler que pour
 lui et se faire nommer dictateur... « Il n'est pas
 » possible, dit-il, de rétablir le roi; » et il pro-
 pose d'être mis à la tête du gouvernement, ne
 laissant aux royalistes que la chance d'être ses
 collaborateurs et ses soldats.

« Je ne sais, dit Bouvet en terminant sa décl-
 » ration écrite, quel poids aura près de vous

• l'assertion d'un homme arraché depuis une heure à la mort qu'il s'était donnée lui-même, et qui voit devant lui celle qu'un gouvernement offensé lui réserve; mais je ne puis retenir le cri du désespoir, et ne pas attaquer un homme qui m'y réduit. »

Les interrogatoires de ce conjuré contribuèrent à l'arrestation de plusieurs de ses complices. La police fit fermer les barrières de Paris; on n'entra et ne sortait qu'après avoir subi la plus sévère visite. Une loi fut rendue contre ceux qui recélaient Georges et les soixante brigands cachés dans Paris ou dans ses environs. Les recéleurs devaient être jugés et punis comme auteurs du crime, si dans vingt-quatre heures ils ne faisaient leur déclaration à la police. Cette loi eut son effet, les déclarations affluèrent, les conjurés errèrent d'asile en asile; la police en arrêta plusieurs; mais Georges Cadoudal échappait toujours. On avait cependant la certitude qu'il était dans Paris, errant de gîte en gîte : la police avait mis tous les limiers sur ses traces.

Il sort un soir, à sept heures, avec des pistolets et un poignard, monte dans un cabriolet que lui mène Lérissant un de ses complices, et espère échapper aux agents qui l'observent.

Arrivé dans la rue des Fossés-Monsieur-le-Prince, deux inspecteurs de police, qui avaient suivi la voiture depuis son départ, s'élancent à la tête du cheval. Georges décharge un pistolet sur l'un et l'étend raide mort. Lérissant, effrayé, s'enfuit, mais il est arrêté. Georges saute à terre, tire un second coup sur l'autre agent et l'atteint au côté. Mais celui-ci saisit sa proie et ne la lâche pas. On crie à l'assassin! au meurtre! les voisins, les passants, la police, tout accourt. Georges est entouré, on lui enlève un poignard caché entre son gilet et sa chemise, on l'attache et le conduit à la préfecture, au milieu des cris de joie du peuple qui a contribué à son arrestation. Quelques jours auparavant, une femme lui avait dit : « Si je savais où se cache ce misérable Georges, j'irais moi-même le dénoncer. » A la préfecture on le fouille, et l'on trouve sur lui en billets de caisse soixante-sept mille trois cents francs, cinq pièces d'or de quarante-huit francs et plusieurs bijoux précieux; il avait déposé une somme en or bien plus considérable chez un de ses complices. « Que venez-vous faire à Paris? lui demanda-t-on. — Je venais pour attaquer le premier consul. — Quels étaient vos moyens pour cela? — J'en avais encore bien peu; je comptais en réunir. — Vous avez demeuré à Chaillot? — Je ne vous dirai pas où j'ai demeuré. — Connaissez-vous Pichegru? — Je l'ai connu à Londres. — Vous l'avez vu à Paris; vous avez été ensem-

ble. — Je ne vous répondrai pas là-dessus, je n'étais logé nulle part. — De quelle nature étaient vos moyens d'attaque contre le premier consul? — Des moyens de vive force. — Aviez-vous beaucoup de monde avec vous? — Non, parce que je ne devais attaquer le premier consul que lorsqu'il y aurait un prince français à Paris, et qu'il n'y est point encore. » Il avoue avoir dit dans le temps à Saint-Réjant de réunir des moyens à Paris, mais ne lui avoir pas conseillé la machine infernale.

Sur ces entrefaites le conseiller-d'état Réal vient proposer à Bonaparte l'arrestation de Moreau. « Il conspire avec Pichegru, dit-il. — Prouvez-moi que Pichegru est à Paris, et je signe l'arrestation, » répond Bonaparte. On alla à un quatrième étage trouver un ancien religieux, frère de ce général. Dès qu'il se vit saisi par la police : « Me ferait-on un crime, demanda-t-il, d'avoir reçu la visite de mon frère? J'ai été le premier à lui peindre son péril et à lui conseiller de s'en retourner. » Cette découverte décida l'arrestation de Moreau. On le saisit à Gros-Bois, d'où il fut conduit au Temple. Il déclara ne pas connaître Georges et ses associés, ne pas savoir que Pichegru fût à Paris, ne l'avoir point vu, n'avoir en absolument aucun renseignement sur son arrivée et sa demeure. Ce système de dénégation n'était pas heureux. Moreau, dans son quatrième interrogatoire, fut forcé d'y renoncer. Il avoua qu'il avait été instruit de la présence de Pichegru à Paris, que cet ex-général était même venu le voir. « Je n'ai point dit, ajouta-t-il, que je le logerais volontiers si je n'avais à craindre que mes domestiques le reconnussent, mais bien que j'aurais du plaisir à lui rendre service, mais que je ne le logerais pas... Il demeurait chez Roland, où il fit demander à me voir; je lui envoyai Fresnières, mon secrétaire... Le soir, en sortant de table, on me dit que quelqu'un veut me parler; je passe dans ma chambre, c'était Pichegru. Il m'entretint des ci-devant princes français, et des formes monarchiques rétablies qui leur donnaient des espérances. Je lui répondis qu'ils n'avaient de partisans ni dans les armées, ni dans les autorités constituées, ni parmi les citoyens, presque tous acquéreurs de biens nationaux, et moi le premier, puisque j'étais propriétaire d'une terre qui avait appartenu au prétendant. J'ajoutai que vouloir attaquer le gouvernement serait la plus haute des folies. »

Tel était le langage de Moreau; celui des conjurés n'était pas le même. Moreau, suivant eux, était disposé à favoriser le renversement de Bonaparte si on lui donnait, à lui, la dictature. Il avait eu plusieurs entrevues avec Pichegru cher

Georges et sur le boulevard de la Madeleine. « Moreau, a dit Bonaparte, était le point d'attraction et de ralliement qui avait attiré la nuée de conspirateurs qui vint de Londres fondre sur Paris... Homme faible, mené par ses alentours et servilement soumis à sa femme, c'était un général de la vieille monarchie... Grand et courageux dans les camps, il était pusillanime et sans jugement dans les affaires civiles. On pouvait aussi facilement le défendre que l'accuser, le condamner que l'absoudre. — On arrêta Pichegru, a ajouté Napoléon ; il fut victime de la plus infâme trahison. C'est vraiment la dégradation de l'humanité ; il fut vendu par son ami intime : cet homme que je ne veux pas nommer tant son acte est hideux et dégoûtant (ici on fait observer à Bonaparte que le nom de cet homme, est dans le *Moniteur*), cet homme, continue-t-il, ancien militaire, qui depuis a fait le négoce à Lyon, vint offrir de le livrer pour cent mille écus. Il raconta qu'ils avaient soupé la veille ensemble... La nuit venue, l'infidèle ami conduisit les agents de police à la porte de Pichegru, leur détailla les formes de la chambre, ses moyens de défense. Pichegru avait des pistolets sur sa table de nuit, la lumière était allumée, il dormait : on ouvrit doucement la porte avec de fausses clefs que l'ami avait fait faire exprès ; on renversa la table de nuit, la lumière s'éteignit, et l'on se colléta avec Pichegru éveillé en sursaut : il était très-fort, il fallut le lier et le transporter nu ; il rugissait comme un taureau. »

Pichegru, se voyant dans une situation désespérée, ne put envisager l'infamie du supplice ; il s'étrangla dans sa prison. On a voulu accréditer le bruit qu'il avait été mis à mort par les ordres du premier consul. Mais que pouvait gagner Bonaparte en ordonnant ce crime ? Pichegru était convaincu de sept années de félonie et de conspiration : aucun tribunal au monde n'eût osé l'absoudre.

L'acte d'accusation de ce fameux procès, les procès-verbaux d'arrestation, les interrogations, les dépositions des témoins, les débats, etc., remplissent douze volumes in-8°. Parmi les principaux accusés on fait figurer les noms de Pichegru, Moreau, Georges et le suisse Russillion, qui déclara tout ce qu'il savait de la conjuration. L'un des accusés, Rochelle, déclara qu'il était venu à Paris avec le général Lajollais, aide-de-camp de Moreau, pour y voir proclamer les Bourbons. On l'avait assuré que les armées étaient prêtes à les replacer sur le trône, et que Bonaparte lui-même se prêtait à cette restauration. Les frères Jules et Armand de Polignac furent

également arrêtés, ainsi que le marquis de Rivière. Armand déclara qu'il avait eu une entrevue avec Georges, Moreau et Pichegru, dans laquelle il avait déclaré que, si les moyens mis en usage ne portaient pas le caractère de la loyauté, il se retirerait en Russie. Jules soutint qu'il n'y avait pas eu de conspiration, et fit tout son possible pour sauver son frère.

Les accusés subalternes étaient au nombre de quarante-sept, parmi lesquels se trouvaient le prêtre David, porteur des correspondances. Entre eux se trouvaient d'anciens chouans, voleurs de diligences, et assassins de patriotes.

Tous se disaient innocents. S'ils se cachaient, s'ils erraient de nuit, s'ils changeaient de noms et de demeures, c'est qu'ils n'étaient pas en règle. Suivant eux leur voyage avait pour but leur radiation de la liste des émigrés ; leurs armes n'étaient que pour se défendre.

Ces excuses ne faisant pas fortune, les uns avouèrent tout, d'autres, partie de la conspiration. La dénégation absolue recommandée à Moreau, par son avocat, sauva ce général, dont ses amis voulurent faire alors un héros républicain. Interpellé si les conférences, les entrevues qu'on lui reprochait étaient vraies, il répondit *non*. Mais le vainqueur d'Hohenlinden n'était pas habitué au mensonge ; une rougeur soudaine parcourut tous les traits de sa figure : aucun spectateur n'en fut dupe.

Enfin, le tribunal condamna à la peine de mort : Georges Cadoudal, Bouvet de Lozier, Russillion, Rochelle, Armand Polignac, Charles d'Hozier, Charles de Rivière, Louis Ducorps, Louis Picot, Frédéric Lajollais, Michel Roger, Jean-Baptiste Coster dit Saint-Victor, Victor Derville, Armand Gaillard, Alexis Joyaut, Marie Burban, Guillaume Lemercier, Pierre-Jean Cadoudal, frère de Georges, Jean Lélau et Jean Mérille ; à deux ans d'emprisonnement, Jules Polignac, Louis Lérissant, Jean-Victor Moreau, Jean Roland et la fille Hizay. Les autres accusés furent absous. Ainsi sur quarante-sept accusés, vingt étaient condamnés à mort, et cinq à deux ans de prison.

Cependant Joséphine intercédait pour les Polignac, et Murat pour Rivière. Quelques autres condamnés trouvèrent aussi de puissants protecteurs ; on assure même que Bonaparte, voulant s'attacher Georges, envoya près de lui pour l'engager à demander sa grâce, et que Georges répondit : « Je ne veux pas demander grâce à ce b.... là. »

Des vingt condamnés à mort, huit, savoir : Bouvet de Lozier, Russillion, Rochelle, Armand de Polignac, d'Hozier, Rivière, Lajollais et Ar-

mand Gaillard obtinrent des lettres de grâce. Les douze autres furent exécutés en place de Grève, le 6 messidor an XII, à onze heures du matin.

CHAPITRE V.

La France s'habitue à la tyrannie de Bonaparte. — Arrestation et condamnation du duc d'Enghien. — Proposition de convertir la république en empire et le premier consul en empereur. — Opposition de Carnot. — Bonaparte est proclamé empereur des Français.

Depuis que les citoyens ne prenaient plus aucune part au gouvernement de la république, par le soin qu'avait eu le premier consul de réunir tout le pouvoir et toutes les affaires en ses mains, il régnait en général dans la population un certain laisser-aller propre à satisfaire l'ambition de celui qui tenait les rênes de l'état : les Français étaient redevenus de grands enfants ; ils se laissaient volontiers conduire par la lisière, et paraissaient même en sentir le besoin. Aussi Bonaparte leur devenait-il nécessaire, indispensable, et les dangers que sa vie courait tous les jours alarmaient la majeure partie de la nation, parce qu'on sentait que la nation partageait ces dangers. C'est la destinée de tous les états gouvernés par une seule tête d'être obligés de faire des vœux pour la conservation de cette tête, lors même qu'elle aurait dépouillé le pays de ses droits les plus chers : quand un peuple est usé par les passions politiques, il se laisse aisément opprimer ; on le voit aller au-devant du joug, et s'y habituer. Alors le tyran devient la nation, et peut dire avec raison ce que Bonaparte disait au commencement de 1814, *l'empire a plus besoin de moi que je n'ai besoin de l'empire*.

Vers la fin du consulat, la France s'était tellement habituée à la tyrannie gazée de son premier consul, qu'elle ne pouvait guère se passer de sa main, habile, il est vrai, mais déjà bien pesante. Il était devenu l'idole de l'armée et du peuple. C'était un enfant de la révolution que l'on avait gâté sans doute, mais à qui l'on pardonnait ses volontés, et même ses caprices, en faveur de ses services et de sa grande capacité. Déjà beaucoup de républicains s'étaient ralliés au gouvernement consulaire, et ceux des jacobins qui auraient pu concevoir l'intention d'écraser Bonaparte à l'époque où il renversa le directoire, pensaient alors qu'une pareille action serait imprudente, parce que les circonstances étaient changées.

Mais l'Angleterre ne jugeait pas ainsi ; plus elle voyait le gouvernement français s'asseoir sur des bases solides, plus ses ministres pensaient qu'il était urgent de se défaire de Bonaparte. Elle prodiguait l'argent aux assassins, et en infestait les côtes et les frontières. Un complot n'avait pas plus tôt échoué qu'un autre complot était organisé : il paraissait impossible que le premier consul fût toujours aussi heureux qu'il l'avait été depuis un an ; il devait périr, tôt ou tard, sous le fer des stipendiés de l'Angleterre ou des chouans.

Cette idée affectait tous ceux qui croyaient ne pouvoir se passer de Bonaparte, et le tourmentait lui-même. On désirait vivement le terme de ces machinations ; mais tout le monde était d'accord qu'on ne verrait rétablir la tranquillité et la confiance au sein de la république que lorsque tous les moteurs de ces conjurations auraient disparu des frontières. On attendait pour cela une occasion favorable de les attirer en France ; mais on renonça bientôt à la légalité et au droit des gens, pour employer la force. La grande victime fut marquée.

Laissons maintenant Bonaparte raconter lui-même les motifs qu'on fit valoir pour le décider à commettre un crime que beaucoup de personnes regardaient alors comme nécessaire, et que des hommes d'état qualifièrent ensuite de *faute*.

« J'étais seul un jour, a dit Napoléon à Sainte-Hélène ; je me vois encore à demi assis devant la table où j'avais dîné, achevant de prendre mon café : on accourt m'apprendre une trame nouvelle ; on me démontre avec chaleur qu'il est temps de mettre un terme à de si horribles attentats ; qu'il est temps enfin de donner une leçon à ceux qui se font une habitude journalière de conspirer contre ma vie ; qu'on n'en finira qu'en se lavant dans le sang de l'un d'eux ; que le duc d'Enghien devait être cette victime, puisqu'il pouvait être pris sur le fait, faisant partie de la conspiration actuelle ; qu'il avait paru à Strasbourg ; qu'on croyait même qu'il était venu jusqu'à Paris, qu'il devait pénétrer par l'est au moment de l'explosion ; tandis que le duc de Berri débarquerait par l'ouest.... Je ne savais même pas précisément qui était le duc d'Enghien.... On me satisfit sur tous ces points. Mais, s'il en est ainsi, ajoutai-je, il faut s'en saisir et donner des ordres en conséquence. *Tout avait été prévu d'avance, les pièces se trouvèrent toutes prêtes*, il n'y eut qu'à signer, et le sort du prince se trouva décidé. »

On croyait à Paris que Dumouriez se trouvait avec le duc d'Enghien à Ettenheim, à quatre lieues des frontières de France. Le premier consul donna

ordre au ministre de la guerre Berthier de diriger sur Strasbourg le général Ordener, pour se porter ensuite sur Ettenheim, avec trois cents hommes de cavalerie et un détachement de gendarmerie, de cerner la ville et enlever le duc d'Enghien, Dumouriez et tout autre individu qui serait à leur suite. D'un autre côté le général Caulaincourt devait se rendre le même jour à Offenbourg avec deux cents cavaliers pour y arrêter la baronne de Reich et autres agents du gouvernement anglais. Pour exécuter ces ordres, il fallait franchir le Rhin, s'avancer à quatre lieues au-delà de ce fleuve et violer le territoire de l'état de Bade. Cette atteinte au droit des gens, cette violation de territoire, n'arrêtèrent point Bonaparte.

Le 15 mars 1804, environ deux cents hommes, conduits par le chef d'escadron de gendarmerie Charlot, envahissent, à Ettenheim, la demeure du prince, brisent ses portes, le saisissent ainsi que le général marquis de Thumery, qu'on croyait être Dumouriez, le colonel de Grustein, un lieutenant, deux abbés et quelques autres personnes attachées à sa suite. Le prince est conduit à Strasbourg, et de là au château de Vincennes.

Le 20 mars, Bonaparte prend l'arrêté suivant : « Le ci-devant duc d'Enghien, prévenu d'avoir » porté les armes contre la république, d'avoir » été et d'être encore à la solde de l'Angleterre, » de faire partie des complots tramés par cette » dernière puissance contre la sûreté intérieure » et extérieure de la république, sera traduit à » une commission militaire, composée de sept » membres nommés par le général gouverneur de » Paris et qui se réunira à Vincennes. » Le même jour, Murat nomma les sept membres : c'était le général Hullin, les colonels Guitton, Bazancourt, Ravier, Barrois, Rabbe et le commandant de gendarmerie d'élite Dautancourt, remplissant les fonctions de capitaine rapporteur.

Le duc d'Enghien fut traduit à ce tribunal. On ne lui accorda pas de défenseur. Il dit se nommer Louis-Henri de Bourbon, duc d'Enghien, être né à Chantilly le 2 août 1772, petit-fils du grand Condé. Il avait fait la guerre contre la France et désirait la faire encore ; il recevait par mois de l'Angleterre cent cinquante guinées, ses seuls moyens d'existence. Il avait demandé au cardinal de Rohan la permission d'habiter Ettenheim en Brisgaw, ancien évêché de Strasbourg. Depuis deux ans il vivait dans ce pays, et à la mort du cardinal, l'électeur de Bade lui avait accordé la permission d'y continuer son séjour. Il fut condamné à mort à l'unanimité, comme coupable 4° d'avoir porté les armes contre la république française, 2° d'avoir offert ses services au gouver-

nement anglais, ennemi du peuple français ; 5° d'avoir reçu et accrédité près de lui les agents dudit gouvernement anglais, de leur avoir procuré les moyens de pratiquer des intelligences en France, et d'avoir conspiré avec eux contre la sûreté intérieure et extérieure de l'état ; 4° de s'être mis à la tête d'un rassemblement d'émigrés français et autres soldés par l'Angleterre, formé sur les frontières de la France dans le pays de Fribourg et de Bade ; 5° d'avoir pratiqué des intelligences dans la place de Strasbourg, tendantes à faire soulever les départements circonvoisins pour y opérer une diversion favorable à l'Angleterre ; 6° aussi d'être l'un des auteurs et des complices de la conspiration tramée par les Anglais contre les jours du premier consul, et devant, en cas de succès de cette conspiration, entrer en France.

« Les preuves de ces crimes, dit Napoléon dans » ses Mémoires, résultent des papiers saisis dans » le caisson de Klinglin et des lettres de Moreau » au directoire du 19 fructidor 1797. Le prince » se conduisit avec beaucoup d'intrépidité et la » plus mâle dignité devant le conseil de guerre ; » il ne nia rien. Il fut fusillé le lendemain au » matin, et non à la lueur des flambeaux. » Ce malheureux prince fut interrogé, jugé, condamné et exécuté en très-peu d'heures : il reçut le coup mortel dans l'angle est de la partie méridionale du fossé de Vincennes. Son cadavre fut déposé dans une fosse creusée d'avance.

Voici comment Bonaparte cherche à se disculper de cette exécution : « On pourra peut-être » reprocher au premier consul d'avoir été sévère ; » on ne saurait l'accuser d'aucune violation de » justice : toutes les formes avaient été régulières » rement et strictement observées. — On aurait » eu mauvaise grâce à se rejeter sur le droit des » gens, quand on le violait si ouvertement soi-même..... Les véritables auteurs, les seuls » vrais et grands responsables de cette sanglante » catastrophe étaient au dehors précisément les » auteurs, les fauteurs, les excitateurs des assassinats tramés contre le premier consul. Ils y » ont fait tremper le malheureux prince, et l'ont » laissé dormir imprudemment sur le bord du » précipice, à deux pas de la frontière, quand on » allait frapper un si grand coup au nom et dans » les intérêts de sa famille. — Toutefois, cette » catastrophe pouvait être attribuée au dedans » à un excès de zèle autour du premier consul, » ou à des vues privées, ou à des intrigues mystérieuses. Napoléon avait été poussé inopinément ; on avait, pour ainsi dire, surpris ses idées ; on avait précipité ses mesures, enchaîné ses résultats. Assurément si le premier consul

« eût été instruit à temps de certaines particularités concernant les opinions et le naturel du duc d'Enghien, si surtout il avait vu la lettre que ce prince lui écrivit de Strasbourg et que le ministre des affaires étrangères T... ne lui remit, Dieu sait par quels motifs, que lorsque le duc n'était plus, bien certainement le premier consul eût pardonné.... Du reste il a fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsqu'on entretenait soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, ajoute Bonaparte, je ferais encore de même. »

L'impression de cette mort s'effaça rapidement, et de nouveaux événements firent bientôt oublier celui-là.

Le titre de premier consul commençait à ne plus satisfaire l'orgueil de Bonaparte. Il lui en fallait un plus éminent. Il voulait que sa famille fût héréditaire comme celle des rois; il voulait que sa qualification fût plus haute encore. Le tribunal devint le théâtre du premier acte d'une nouvelle comédie législative. Le 40 floréal an XII, un membre, l'helléniste Curée, compatriote et ami de Cambacérès, demande à faire une motion d'ordre par laquelle il propose de convertir la république en empire, et le premier consul en empereur, et de rendre héréditaire, dans la famille de Napoléon Bonaparte, cette dignité et ses prérogatives.

Le tribunal était alors privé de la courageuse éloquence des Ginguéné, des Daunou, des Chénier et des Benjamin Constant. La proposition, accueillie par de vifs applaudissements, fut adoptée. Aussitôt, et contre l'usage, elle fut signée de tous les membres, à l'exception de Carnot, qui seul avait osé la combattre. Déjà il avait refusé son suffrage au projet du consulat à vie et à celui de la Légion-d'Honneur; il justifia son refus à l'empire par un écrit dans lequel on remarque les passages suivants :

« Quelques services qu'un citoyen ait pu rendre à sa patrie, il est des bornes que l'honneur autant que la raison imposent à la reconnaissance nationale. Si ce citoyen a restauré la liberté publique, s'il a opéré le salut de son pays, sera-ce une récompense à lui offrir que le sacrifice de cette même liberté? et ne serait-ce pas anéantir son propre ouvrage que de faire de son pays un patrimoine particulier? »

« Tous les arguments faits jusqu'à ce jour sur le rétablissement de la monarchie en France se réduisirent à dire que, sans elle, il ne peut exister aucun moyen d'échapper aux discordes intestines, etc. Le gouvernement d'un seul

n'est rien moins qu'un gage assuré de stabilité et de tranquillité. La durée de l'empire romain ne fut pas plus longue que ne l'avait été cette république. Les troubles intérieurs y furent encore plus grands, plus multipliés; la fierté républicaine, l'héroïsme, les vertus mâles y furent remplacés par l'orgueil le plus ridicule, la plus vile adulation, la cupidité la plus effrénée, l'insouciance la plus absolue sur la prospérité nationale. A quoi eût remédié l'hérédité du trône? Ne fut-il pas regardé par le fait comme l'héritage légitime de la maison d'Auguste? Un Domitien ne fut-il pas le fils de Vespasien; un Caligula, le fils de Germanicus; un Commodus, le fils de Marc-Aurèle? »

« Le dépôt de la liberté avait été confié à Bonaparte, il avait juré de le défendre; en tenant sa promesse il eût rempli l'espoir de la nation... Que fait-on aujourd'hui? On propose de lui faire une propriété absolue et héréditaire d'un pouvoir dont il n'avait reçu que l'administration... Une dictature momentanée est quelquefois nécessaire pour sauver la liberté. Les Romains, qui en étaient si jaloux, avaient pourtant reconnu la nécessité de ce pouvoir supermé par intervalles. Mais parce qu'un remède violent a sauvé un malade, doit-on chaque jour lui administrer un remède violent? Les Fabius, les Cincinnatus, les Camille sauvèrent la liberté romaine par le pouvoir absolu; mais ils se desaisirent de ce pouvoir aussitôt qu'ils le purent: ils l'auraient tué par le fait même s'ils l'eussent gardé. César fut le premier qui voulut le conserver, il en fut la victime.... »

« Ce n'est point par la nature de leur gouvernement que les grandes républiques manquent de stabilité; c'est parce qu'étant improvisées au sein des tempêtes, c'est toujours l'exaltation qui préside à leur établissement. Une seule fut l'ouvrage de la philosophie, organisée dans le calme, et cette république subsiste pleine de sagesse et de vigueur; ce sont les États-Unis de l'Amérique septentrionale. Il était réservé au nouveau monde d'apprendre à l'ancien qu'on peut subsister paisiblement sous le régime de la liberté et de l'égalité. Il est moins difficile de former une république sans monarchie qu'une monarchie sans despotisme. Mon cœur me dit que la liberté est possible; que le régime en est facile et plus stable qu'aucun gouvernement arbitraire, qu'aucune oligarchie, etc. »

Cette voix éloquente se perdit dans le désert. Du tribunal la proposition passa au sénat. Bonaparte y craignait un refus; c'était trop d'honneur qu'il faisait à ce corps. Des lettres closes furent

adressées à chaque membre pour le sonder. La majorité, dans son dévouement, était prête à sacrifier sa conscience et les intérêts de la nation. Elle représenta vivement au consul, trop converti sur ce point, la nécessité d'une magistrature héréditaire *pour assurer la liberté et l'égalité*; et Bonaparte, cédant à de si vives instances, laissa échapper de ses mains le décret qui organisait l'hérédité impériale dans sa famille. Quelques sénateurs n'avaient point répondu aux lettres closes, et dans la foule obséquieuse c'était un acte de courage. Grégoire et Lambrechts firent mieux encore, ils répondirent *non*. Le premier joignit à son refus des articles réglementaires propres à opposer une digue à toute usurpation du pouvoir.

La séance solennelle eut lieu le 4 mai 1804. Un grand nombre de sénateurs se dégradèrent par leurs flatteries, leur servitude et leur bassesse. Portalis ne rougit pas de dire qu'un empereur était nécessaire pour qu'il n'y eût ni maître ni sujets. Grégoire parla seul contre la proposition; il persista dans son vote négatif, et demanda, au moins, que sa lettre et ses articles réglementaires fussent consignés dans le procès-verbal: cette demande fut rejetée. Le dépouillement du scrutin montra jusqu'où allait l'abjection du sénat. Tous les votes furent pour l'usurpateur, à l'exception de cinq, deux billets blancs et trois négatifs qu'avouèrent hautement Grégoire, Lambrechts et Garat: on ne devait pas s'attendre à moins de servilité des hommes qui avaient fait la révolution du 18 brumaire.

Cependant lorsqu'on vint dans le sénat proclamer l'élévation de Bonaparte à l'empire, cette annonce fut écoutée dans un morne silence. Leur propre bassesse écrasait les coupables. Le lendemain les journaux parlèrent de l'enthousiasme et des applaudissements qui avaient éclaté dans le sénat.

Le décret qui conférait la dignité impériale héréditaire à Napoléon Bonaparte n'était pas encore soumis à la sanction du peuple, et déjà Cambacérès, ne pouvant imposer silence à son émotion, court, le 28 floréal, au château de Saint-Cloud, à la tête des sénateurs, se prosterne avec eux aux pieds de l'idole, et fait retentir dans cette enceinte les mots de *sire* et de *majesté*, qu'elle avait bien eu le temps d'oublier depuis douze ans. Le premier consul fut supplié par cette courbe de courtisans d'accepter le pouvoir suprême que lui décernait la nation, au nom de la gloire et du bonheur de la république. « J'accepte, répondit-il, le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation. Je sou mets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille. »

La barrière était franchie. Aucun serment, aucun devoir ne devaient plus contenir l'ambitieux, c'était un torrent qui devait s'écouler. « Dès que j'ai eu le commandement, a-t-il dit à Sainte-Hélène, je n'ai plus reconnu *ni maîtres, ni lois*. »

EMPIRE FRANÇAIS.

CHAPITRE PREMIER.

Organisation impériale. — Création d'une nouvelle noblesse. — Sacre de Napoléon. — Ses démarches auprès du roi d'Angleterre, pour amener une paix. — La république cisalpine est érigée en royaume d'Italie. — Incorporation de Gènes à la France. — Préparatifs de la descente en Angleterre. — Désastre naval de Trafalgar et de Santo-Domingo. — Résultats de ces combats. — Nouvelle coalition contre la France. — Campagne d'Ulm et d'Austerlitz. — Paix de Presbourg. — Confédération du Rhin.

« Pour régner, a dit Napoléon dans son exil à Sainte-Hélène, en cherchant à justifier son élévation au trône impérial; pour régner, David fit périr la maison de Saül, son bienfaiteur; César alluma la guerre civile et détruisit le gouvernement de sa patrie; Hugues Capet combattit son souverain et le fit mourir dans une tour; Cromwell fit périr son maître sur l'échafaud, et les princes de la maison régnante d'Angleterre ont deux fois couvert les échafauds de victimes. Pour moi, je n'ai point usurpé de couronne, je l'ai relevée dans le ruisseau, le peuple l'a placée sur ma tête, je me suis assis sur un trône vide. »

Ce trône, Napoléon ne tarda pas à l'environner de ce faux éclat qu'on nomme *splendeur*, de ces misérables hochets de vanité qui charment les petits esprits, de ces qualifications, de ces titres, de ces dignités enfin qui ne sont que de la féodalité au dix-neuvième siècle. Les généraux Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Angereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Serrurier, devinrent *maréchaux* du nouvel empire, et échangèrent ainsi un grade honorablement conquis sur vingt champs de bataille contre un titre ridicule par lui-même, tiré d'une profession mécanique, et légué aux temps modernes par les siècles de barbarie. Les

deux collègues du premier consul furent métamorphosés en princes. Cambacérès devint *archichancelier*, Lebrun, *architrésorier*. On improvisa nombre de princes, ducs, comtes, barons et chevaliers; enfin, comme pour ne rien laisser à désirer à l'ancien état monarchique, on rétablit les qualifications de *grandeurs*, d'*excellences*, d'*altesses*, et même d'*altesses sérénissimes*, nouvel outrage bien gratuit fait à cette égalité républicaine à laquelle Bonaparte était redevable de sa fortune.

Les arbres de la liberté tombèrent partout sous la hache impériale; l'inscription des Tuileries, qui proscrivait le pouvoir royal, fut effacée; on ne fut plus *citoyen*, on redevint *monsieur* comme dans l'ancien régime. L'émigration inonda les antichambres et consentit à servir l'usurpation, en se réservant le droit de la trahir plus tard. On rétablit les levers et les couchers, mais ils ne furent que nominaux. Les présentations spéciales, les admissions à la cour, toute l'étiquette, tout le cérémonial des souverains furent exhumés des souvenirs des vieilles cours. Des guerriers qui s'étaient illustrés par leur épée la quittèrent pour la remplacer par un trousseau de clefs, et devinrent *chambellans*, c'est-à-dire valets de chambre du maître. Un ancien ministre se trouva très-honoré de devenir grand-maitre de la *garde-robe*; il y eut des *grands veneurs*, des *grands écuyers*. Ce fut à qui serait assez heureux pour faire partie de ce que Lafayette appelait, en 1789, la *haute domesticité*.

Toutefois, Napoléon tenait à ce qu'on ne crût pas que sa vanité personnelle en avait fait les frais. « La noblesse de l'empire, disait-il à Sainte-Hélène, était celle du peuple; j'avais pris indifféremment le fils d'un fermier ou d'un artisan pour en faire un duc. En créant ma noblesse, j'avais pour but trois objets de la

• première importance : réconcilier la France
 • avec l'Europe en semblant adopter ses mœurs ;
 • amalgamer la France nouvelle avec la France
 • ancienne ; faire disparaître enfin tout-à-fait la
 • noblesse féodale ¹, la seule offensante, la seule
 • contre nature. Je substituais des choses posi-
 • tives et méritoires à des préjugés antiques et
 • détestés. Mes titres nationaux rétablissaient
 • précisément l'égalité. Tous les genres de mé-
 • rite y parvenaient. Aux parchemins je substi-
 • tuais les belles actions, aux intérêts privés les
 • intérêts de la patrie. Enfin, je faisais dispa-
 • raître la prétention choquante du sang, idée
 • absurde en ce qu'il n'existe qu'une seule espèce
 • d'hommes. » Cependant, dans ses épanche-
 • ments, il avouait aussi que *c'était un hochet*
innocent créé pour bien des vanités du dedans ;
 • car, ajoutait-il, combien d'hommes supérieurs
 • sont enfants plus d'une fois dans la journée ! »
 Napoléon aimait à voir ces hommes-enfants tout
 chargés de broderies, de titres, de cordons, de
 rubans et de croix, s'abaisser devant son modeste
 habit vert et son petit chapeau à trois cornes.

Bientôt arrivèrent à la file des volumes de féli-
 citations, les unes plus serviles que les autres,
 quêtes indirectes pour obtenir de l'argent et des
 honneurs. Le clergé fit merveille en ce genre ;
 tout l'Ancien et le Nouveau Testament furent
 feuilletés pour montrer *le doigt de Dieu* poussant
 Napoléon au trône. Son gouvernement était alors
le seul légitime aux yeux des prêtres, parce qu'il
 était le seul puissant.

Pour consolider cette puissance, le nouvel em-
 pereur s'environna de tous les hommes distingués
 dans les arts et les sciences, et les occupa sans
 relâche d'entreprises et de travaux immenses. En
 même temps, les députations de l'armée et des
 départements affluaient à Paris, et un sénatus-
 consulte annonçait que « le peuple français vou-
 • lait l'hérédité de la dignité impériale dans la
 • descendance directe, naturelle, légitime et
 • adoptive de Napoléon Bonaparte, et dans la
 • descendance directe, naturelle et légitime de
 • Joseph et de Louis Bonaparte, conformément
 • aux constitutions de l'empire. » Les votes des
 départements et des armées furent recueillis : ils
 s'élevaient à trois millions cinq cent soixante-
 quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit.

¹ Napoléon oubliait que la noblesse féodale n'existait plus ;
 qu'elle avait été brisée à jamais par la constitution, et que les
 débris en avaient été foulés aux pieds par la convention. Ce
 qu'il disait, pour justifier la création de sa noblesse, res-
 semble beaucoup à ces sophismes au moyen desquels on cher-
 che à faire oublier le fond. Créer des castes, au moins titrées,
 afin qu'il n'existât qu'une seule espèce d'hommes, était un sin-
 gulier moyen de rétablir l'égalité.

On a déjà vu combien la manière de les détermi-
 ner était illusoire et inconstitutionnelle.

Bonaparte était passionné pour les cérémonies.
 Il décida que celle de son sacre serait époque dans
 les fastes français. Le pape Pie VII, cet ancien
 évêque d'Imola, célèbre par des homélies répu-
 blicaines, consentit à venir orner le triomphe du
 héros. La basilique de Notre-Dame fut choisie
 pour le théâtre principal de cette solennité. On
 fit aussi des préparatifs à la place de Grève, au
 Champ-de-Mars et aux Champs-Élysées. Le chef
 du catholicisme partit de Rome le 2 novembre
 1804, escorté de cinq cardinaux et d'une nom-
 breuse suite. L'empereur alla à sa rencontre jus-
 qu'à Fontainebleau. Tous deux mirent pied à
 terre et s'embrassèrent. De ce moment recom-
 mença l'antique alliance de l'autel et du trône :
 l'histoire nous apprend tout le mal qu'elle a fait
 aux peuples.

Napoléon et Pie VII firent le trajet de Fontaine-
 bleau à Paris dans la même voiture. Trois jours
 après, le 4^{er} décembre 1804, eut lieu la cérémo-
 nie, malgré un froid rigoureux. C'était une scène
 théâtrale magnifique : les personnages avaient
 pourtant l'air un peu gênés dans leurs nouveaux
 costumes : les uns portaient gravement l'anneau,
 le manteau, le sceptre, la main de justice ;
 d'autres, la couronne impériale, celle de Char-
 lemagne, son épée, le globe impérial, le collier
 impérial, le diadème de l'impératrice, et des
 corbeilles pleines de manteaux de princes et de
 princesses. Tous les magasins de l'Opéra sem-
 blaient avoir été mis à contribution. Le pontife
 avait fait dans cette circonstance de grandes con-
 cessions à l'empereur, entre autres celle de s'ab-
 tenir de lui poser la couronne. Après avoir reçu,
 ainsi que Joséphine, l'onction sacrée, Napoléon
 prit lui-même sur l'autel cette couronne, la posa
 sur sa tête, afin d'indiquer qu'il ne la tenait que
 de lui-même, et l'impératrice, à genoux, en re-
 çut une pareille de ses mains. Ensuite vinrent les
 marches et les contre-marches : on se levait, on
 s'asseyait, on se levait encore ; puis on chanta
 un *Te Deum*, et le chef des hérauts prononça à
 haute voix cette formule : « Le très-glorieux et
 • très-auguste Napoléon, empereur des Fran-
 • çais, est couronné et intronisé ; vive l'empereur
 • et vive l'impératrice ! »

Arrivèrent ensuite les illuminations, les di-
 vertissements, les fêtes, les discours et les vers,
 les louanges, les bénédictions et les chapelets
 du pape... « Comment as-tu trouvé mon sacre ?
 demanda Napoléon à Lannes. — Ma foi, répondit
 le guerrier, je n'ai jamais vu de plus belle capu-
 cinade ! »

De Paris l'élan gagna les provinces, c'est-à-dire

que les municipaux donnèrent, aux frais des citoyens, des fêtes éblouissantes. Tous les fonctionnaires, tous les hommes rétribués furent obligés de prêter serment au nouvel empereur. Quelques-uns préférèrent leur propre estime à leurs fonctions. De ce nombre furent Riols, de la cour de cassation, l'orientaliste Anquetil-Duperron et l'ex-directeur Réveillère-Lepaux. D'autres voix énergiques et indépendantes s'élevèrent contre l'usurpation du consul. « Laissons, disait Napoléon, le champ libre à cette minorité parleuse et clabaudière : son caquet se perd dans les acclamations. » Et, en effet, tandis que le pape visitait les hôpitaux et les églises, le corps législatif, à peine convoqué, décrétait l'érection d'une statue au nouvel empereur. Il eut ensuite à adopter un décret réglant d'une manière plus rigoureuse le mode de la conscription, une loi ordonnant le versement de diverses consignations dans la caisse de l'enregistrement, une autre loi sur les douanes imposant plusieurs marchandises antérieurement non passibles d'imposition. Les droits réunis, pour la perception desquels l'ancienne noblesse s'offrit en masse, inondèrent les campagnes d'une armée d'employés tracassiers, dont l'inquisition ne tarda pas à révolter une partie de la population. Ces mesures prises, l'empereur se présente au sénat et lui communique la lettre qu'il vient d'écrire au roi d'Angleterre.

« Monsieur mon frère, dit-il à son nouveau collègue, appelé au trône de France par la Providence et par les suffrages du sénat, du peuple et de l'armée, mon premier sentiment est un vœu de paix. La France et l'Angleterre usent leur prospérité ; elles peuvent lutter des siècles. Mais leurs gouvernements remplissent-ils bien le plus sacré de leurs devoirs ? et tant de sang versé inutilement, et sans la perspective d'aucun but, ne les accuse-t-il pas dans leur propre conscience ? Je n'attache point de déshonneur à faire le premier pas : j'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne redoute aucune des chances de la guerre ; elle ne m'offre d'ailleurs rien que je doive redouter. La paix est le vœu de mon cœur ; mais la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire : je conjure V. M. de ne pas se refuser au bonheur de donner elle-même la paix au monde. »

Ce bonheur, le roi d'Angleterre le refusa, et le lord Mulgrave écrivit au ministère français : « Le roi n'a rien tant à cœur que de saisir la première occasion de procurer de nouveau à ses sujets les avantages d'une paix fondée sur des bases qui ne soient pas incompatibles avec la sûreté permanente et les intérêts essentiels de ses états. » S. M. sent qu'il lui est impossible de répondre

plus particulièrement à l'ouverture qui lui a été faite, jusqu'à ce qu'elle ait eu le temps de communiquer avec les puissances du continent avec lesquelles elle se trouve engagée par des liaisons et des rapports confidentiels, particulièrement avec l'empereur de Russie. »

Cette réponse ayant été communiquée au sénat, au corps législatif, au tribunal, et l'Angleterre ayant déclaré la guerre à l'Espagne, Bonaparte proposa au corps législatif une levée de soixante mille conscrits, qui fut adoptée sans opposition. La guerre devait ainsi fournir un nouvel aliment à l'ambition de celui auquel le titre d'empereur et le pouvoir le plus absolu sur la plus grande nation de la terre ne suffisait plus.

Il se trouva au-delà des Alpes d'anciens patriotes italiens qui s'empressèrent d'imiter la servilité du sénat français. La consulte d'état de la république cisalpine, devenue royaume d'Italie, vint à Paris lui offrir la couronne de fer. Le décret qui lui défère cette nouvelle dignité porte que le trône d'Italie sera héréditaire de mâle en mâle dans sa descendance, à l'exclusion perpétuelle des femmes, et que la couronne d'Italie ne pourra s'unir à celle de France que sur sa tête. Cet acte, rédigé à Paris même, sous l'influence de M. Melzi, vice-président de la république italienne, fut proclamé aux Tuileries en présence de Napoléon assis sur son trône. « Vous voulez, répondit-il à la députation, que nous soyons le premier des rois. Eh bien ! je la garderai cette couronne, mais seulement tout le temps que vos intérêts l'exigeront. »

Après cette comédie, Napoléon se rendit au sénat, escorté de tous les grands dignitaires de l'empire. Là il déclara que la principauté de Piombino, située au milieu du duché de Toscane, était mal administrée. En conséquence il la donna à sa sœur Élisa, et proclama son mari prince de l'empire, et souverain de Piombino et Lucques, avec le titre d'atlesse sérénissime. L'empereur des Français et roi d'Italie ne tarda pas à se rendre à Milan, accompagné de l'impératrice et d'un nombreux cortège, et là, comme à Paris, il posa lui-même la couronne sur sa tête. « Dieu me la donne, dit-il, gare à qui la touche ! » Divers décrets réglèrent le costume des membres de la consulte d'état, du conseil d'état, du corps législatif italien, les statuts nouveaux de ce peuple, les palais et immeubles qui devaient appartenir au souverain. L'ordre de la Couronne-de-Fer fut institué, et l'empereur s'en créa grand-maître. A la même époque, la république de Gènes fut livrée à la France, qui se l'incorpora : le doge de Gènes fut converti en un préfet de l'empire, et la république ligurienne divisée en trois départe-

tements. L'administration des états de Parme, Plaisance et Guastalla fut organisée : un canal fut ordonné qui devait faire arriver l'Oglio à Brescia ; un autre canal devait conduire les eaux de la mer Adriatique jusqu'aux marais de Mantoue, et le Mincio allait devenir navigable dans tout son cours.

Trois jours après son retour d'Italie, Napoléon était à son quartier-général de Boulogne. L'idée d'une descente en Angleterre avait d'abord excité les railleries des Anglais : rien n'était cependant plus réel alors que ce projet d'expédition, dont Napoléon lui-même avait tracé le plan. Cent soixante mille hommes de bonnes troupes étaient destinés à s'emparer de Londres. On les exerçait journellement à s'embarquer sur une innombrable flotille qui devait les débarquer en se rendant maîtresse des bas-fonds. Mais pour que ces bâtiments légers pussent aborder l'Angleterre, il fallait que les forces navales de France dominassent la Manche durant quelques jours. La flotille, en se réunissant, avait éprouvé quelques attaques de la part des stations anglaises. Durant une nuit obscure elles avaient lancé contre elle des brûlots qui ne lui firent presque aucun mal. La flotille batave, commandée par le brave vice-amiral Werhuell, résista à des forces supérieures, et entra, couverte de gloire, à Ambleteuse, trois lieues au nord de Boulogne.

Vers le même temps Napoléon avait prescrit à l'amiral Villeneuve, commandant l'escadre de Toulon, forte de quatorze vaisseaux de ligne, d'aller rallier, au Ferrol, cinq autres vaisseaux français et neuf vaisseaux espagnols, puis cinq vaisseaux et trois frégates dans l'île d'Aix, et enfin un vaisseau dans la rade de Lorient. Brest contenait, sous les ordres de Gantheaume, vingt et un bons vaisseaux qui attendaient aussi le retour de Villeneuve. Pour réunir ces soixante à soixante-dix vaisseaux, avec lesquels on serait entré dans la Manche, il fallait donner le change aux Anglais et les obliger, par de faux mouvements, à se porter aux Antilles et même aux Grandes-Indes. Villeneuve, sorti de Toulon avec onze vaisseaux, ne put rallier des escadres de Carthagène et de Cadix que six vaisseaux espagnols et un français. Nelson erra longtemps à sa poursuite dans la Méditerranée, et alla ensuite essayer de le trouver à la Barbade, Cochrane, de son côté, trompé par le mouvement des Français, quitta les côtes de l'ouest, et arriva aux Antilles, après avoir longé le Portugal. Il s'y réunit à Nelson. Le Ferrol et Rochefort furent débloqués. Il n'en fut pas de même de Brest, qui vit s'accroître la station qui fermait son port. Gantheaume ne put plus sortir pour aller joindre Villeneuve.

Celui-ci, sur ces entrefaites, soutenait, à cinquante lieues du cap Finistère, contre l'amiral Calder, une action navale qu'il aurait pu éviter et dont il ne sut pas tirer parti. Villeneuve entra ensuite à la Corogne, puis au Ferrol, avec trente-quatre vaisseaux, ne donna point d'ordre à l'escadre du Vigo, et, au lieu de se rendre à Brest, alla se faire bloquer à Cadix. L'empereur ordonna au ministre de la marine de le faire passer à un conseil d'enquête. L'amiral Rosily fut nommé pour lui succéder. Se voyant menacé d'une disgrâce, Villeneuve crut qu'il lui fallait une victoire pour réparer ses négligences, et fut livrer bataille à Nelson.

Les deux flottes se rencontrèrent, le 24 octobre 1805, à la hauteur du cap Trafalgar, sur les côtes occidentales de l'Afrique : le combat s'engagea aussitôt. Comme à son ordinaire, l'amiral Villeneuve y commit des fautes graves dont Nelson profita : la ligne française fut rompue dès le commencement de l'action, et malgré la supériorité numérique, malgré le courage que déployèrent dans cette malheureuse journée la plupart des capitaines et des équipages français, la victoire resta aux Anglais : ils la payèrent de la perte de seize de leurs vaisseaux et de leur amiral, le célèbre Nelson, qui fut tué sur son banc de commandement. De notre côté nous perdîmes le contre-amiral Magon ; l'amiral espagnol Gravina fut grièvement blessé ; Villeneuve fut fait prisonnier. Pour comble de malheur, l'escadre française, dont les pertes avaient été immenses le jour du combat, fut assaillie, le lendemain, par une tempête effroyable, qui jeta sur les côtes d'Espagne ceux de nos vaisseaux que l'Anglais n'avait pas pris ou coulés. Le combat à jamais déplorable du 24 octobre 1805 coûta à la France vingt vaisseaux de ligne et un grand nombre de ses meilleurs marins.

Quelque temps après une autre escadre française fut battue, dans la baie de Santo-Domingo, par une escadre anglaise beaucoup plus forte. Le contre-amiral français Lessègues perdit, dans cette circonstance, cinq vaisseaux de ligne, dont trois furent pris, et deux s'échouèrent pour ne pas éprouver le même sort.

Le désastreux combat naval de Trafalgar rompit le plan de la descente en Angleterre, plan qui embrassait le concours des escadres françaises de haut bord. Si Villeneuve, au lieu d'entrer dans les ports de l'Espagne, se fût borné à rallier l'escadre espagnole et qu'il se fût ensuite présenté devant Brest, nul doute que Gantheaume eût pu se joindre à lui avec la flotte sous ses ordres ; et alors cette masse formidable de près de soixante vaisseaux de ligne aurait pu aisément déblayer la

Manche, du moins pour quelque temps, et eût protégé le débarquement de l'armée française sur les côtes d'Angleterre. Les Anglais avaient été longtemps dupes de la construction des prames et bateaux plats, avec lesquels ils pensaient que Napoléon voulait forcer le passage : l'idée de son véritable projet ne leur vint qu'après le combat de Trafalgar, et lorsque le mouvement des escadres françaises fut manqué : ils connurent alors seulement toute l'étendue du danger qu'ils avaient couru. « C'en était fait, a dit Napoléon, de l'oligarchie qui pèse sur le peuple anglais, si l'armée française eût mis le pied dans son île, et le terme de l'usurpation des mers fût arrivé. Les droits imprescriptibles et sacrés de toutes les puissances maritimes, l'honneur des pavillons, la liberté des mers eussent été revendiqués par la France ; elle aurait parlé au nom de tous et pour tous, et elle avait pour elle le bon droit, le vœu des nations et sa puissance. »

Mais Pitt travailla à détourner l'orage ; il réveilla le démon des coalitions. Le traité dit de *concert* fut signé entre l'Angleterre et la Russie, et cette dernière puissance s'engagea à fournir à la nouvelle coalition contre la France une armée de cent quatre-vingt mille hommes. En même temps, le prince Charles quittait la direction des affaires de l'Autriche, laquelle entraînait de nouveau dans la ligue contre l'empire français. Le ministère anglais sacrifiait ainsi la monarchie autrichienne uniquement pour échapper à l'invasion dont il était menacé. Les conventions et plans de coopération, ainsi que les mouvements militaires de la coalition étaient arrêtés, que l'armée française campait encore sur les côtes de la Manche. Il fallut ajourner le projet d'une descente en Angleterre, et se préparer à aller combattre cette puissance en Allemagne.

Dès l'instant où il s'était vu menacé d'une guerre continentale, Napoléon avait pris les mesures nécessaires pour repousser les attaques de la coalition, et avait trouvé la plus grande docilité dans le sénat pour l'approbation de celles que ce corps devait sanctionner pour la forme.

Un décret mit en activité soixante mille conscrits, dont la levée était prescrite depuis quelque temps. Les réserves des années IX, X, XI, XII et XIII furent aussi appelées sous les armes, et le sénat alloua en outre à son maître une levée de quatre-vingt mille conscrits sur la future classe de 1806. Enfin, on lui accorda la faculté de faire marcher les gardes nationales sur tous les points où leur présence serait nécessaire.

Toutes ces dispositions étaient nécessitées par les grands préparatifs que faisaient les puissances coalisées. Leurs forces étaient formidables,

et leur plan d'opération très-bien combiné. L'Angleterre s'était chargée de l'attaque de nos côtes et de nos établissements maritimes. La Suède devait débarquer des troupes pour affranchir la Hollande et reprendre le Hanovre. D'un autre côté, l'Autriche s'était engagée à porter quatre-vingt mille hommes sur l'Inn et cent mille sur l'Adige. Enfin la Russie devait appuyer les armées autrichiennes par un contingent de cent quatre-vingt mille Russes.

La Prusse ne faisait pas encore partie de la coalition, quoiqu'elle y eût adhéré par le fameux traité de Potsdam : elle se bornait à garder une neutralité armée ; position très-dangereuse pour l'empire français, puisqu'au premier moment favorable cette puissance pouvait jeter dans la balance les cent cinquante mille hommes qu'elle entretenait sous les armes, lesquels devaient nécessairement résoudre les chances en faveur de la coalition.

Napoléon confia le commandement de l'armée d'Italie, composée de quatre-vingt mille hommes, à celui de ses anciens compagnons d'armes que ses talents et ses succès constants avaient fait surnommer *l'enfant chéri de la victoire*, surnom qui valait bien le titre de *duc* qui lui fut donné sur parchemin quand le créateur de la noblesse impériale remit les parchemins en valeur. Augereau, devenu maréchal de l'empire et noble de première classe, fut chargé d'envahir le Vorarlberg.

L'empereur Napoléon, entouré de ses autres maréchaux, se plaça à la tête de l'armée tirée du camp de Boulogne, laquelle prit le nom de *grande armée*. Les aigles françaises quittèrent avec rapidité les côtes de l'Océan, et se montrèrent, pour la première fois, sur les bords du Rhin.

Le général Mack, commandant l'armée autrichienne d'Allemagne, croyait encore l'armée française dans les Dunes, lorsqu'il apprit qu'elle était sur le Rhin. Napoléon arriva le 28 septembre à Strasbourg. Quatre jours après, cent quatre-vingt mille Français avaient passé le Rhin, et le quartier-général impérial était à Stuttgart.

Avant de partir de Paris, l'empereur Napoléon avait eu la satisfaction de voir sa future campagne recommandée au Tout-Puissant dans les mandements de tous les évêques de l'empire : aucun d'eux n'oublia d'inviter les *fidèles* à prier le Dieu des armées pour le succès des armes impériales. *Sa Majesté* ne pouvait se dispenser de faire quelque chose pour un clergé si bienveillant ; elle décréta qu'à dater du premier janvier 1806, le calendrier républicain, dont chaque jour était marqué par une victoire, serait réformé et rem-

placé par le vieux calendrier grégorien, ce qui fit beaucoup de plaisir au pape.

Croyant qu'ils allaient porter la guerre sur le Rhin, les Autrichiens n'avaient pas attendu qu'elle fût déclarée pour envahir les états de l'électeur de Bavière, allié de la France. Mais les troupes françaises ne tardèrent pas à les en chasser et à ramener cet électeur dans sa capitale.

Les hostilités commencèrent le 8 octobre 1805, par le combat de Wertingen, où les deux corps d'armée, sous les ordres du maréchal Lannes et du général Oudinot, mirent en déroute une division autrichienne, que la cavalerie du maréchal Murat acheva de détruire.

Le lendemain, le maréchal Ney engagea le combat contre les troupes de l'archiduc Ferdinand, qu'il repoussa loin de Guntzbourg. En même temps le maréchal Soult entra à Augsbourg, et le maréchal Bernadotte délivrait Munich. Il n'avait fallu à la grande armée que quatre jours pour reconquérir la Bavière et rejeter les Autrichiens au-delà du Danube. Les brillants débuts des aigles françaises attachèrent les soldats à ces nouveaux guides; c'était d'ailleurs toujours sous le drapeau tricolore qu'ils combattaient, et ils se croyaient invincibles.

Le 20 octobre, le maréchal Ney, celui des lieutenants de l'empereur qu'on appela *le brave des braves*, força le pont d'Elchingen, défendu par quinze mille Autrichiens. Le combat fut opiniâtre de part et d'autre; mais l'intrépide Ney et ses troupes finirent par mettre les ennemis en déroute, et passèrent le Danube.

Pendant que Ney s'illustrait par ce brillant fait d'armes, les corps d'armée commandés par Napoléon avaient forcé le général Mack à se jeter dans la place d'Ulm avec trente mille hommes : les Français ne tardèrent pas de les y cerner, et l'on avait commencé à donner l'assaut à la place lorsque Mack demanda à capituler. Ce vieux général et ses trente mille soldats furent faits prisonniers. Déjà les divers corps de la grande armée avaient pris plus de vingt mille hommes de l'armée de Mack, de sorte qu'en douze jours de campagne ouverte la moitié de l'armée autrichienne était prisonnière.

Ces résultats inouïs causèrent la plus grande joie dans toute la France : l'Autriche en était étourdie; mais elle espérait encore rétablir le combat au moyen de l'armée russe qui arrivait à marches forcées au secours des Autrichiens.

Après le désastre d'Ulm, l'archiduc Ferdinand avait réuni les débris de l'armée autrichienne, et opérait la plus prompte retraite, non sans être inquiété dans sa marche par la cavalerie française, qui atteignit et cerna l'arrière-garde de ce prince

à Nuremberg, et lui fit encore douze mille prisonniers : cinquante canons et un nombre considérable de caissons furent pris à Nuremberg.

En ce moment un corps de vingt-cinq mille Russes arrivait pour soutenir la retraite des Autrichiens : ce corps forma l'arrière-garde, et eut, avec une division française commandée par le général Mortier, un combat qui dura plusieurs heures, dans lequel la division française, quoique très-inférieure en nombre aux Russes, soutint l'action avantageusement.

Le surlendemain, 13 novembre 1805, la grande armée se trouva sous les murs de la capitale de l'Autriche, que l'empereur François avait abandonnée : les habitants en ouvrirent les portes, et Napoléon y fit son entrée, à la tête des vingt mille grenadiers d'Oudinot.

Pendant cette rapide invasion de l'Autriche, l'archiduc Charles, qui commandait l'armée autrichienne d'Italie, avait été réduit à la défensive, parce qu'on lui avait retiré une grande partie de ses troupes, pour réparer les malheurs de l'armée du Danube. Masséna saisit cette occasion pour se porter en avant. Il passa successivement l'Adige, la Piave et le Tagliamento, menant toujours battant les troupes autrichiennes qui lui étaient opposées. Il acheva de les mettre en déroute à Castelfranco, et, par la plus glorieuse et la plus savante combinaison, les deux armées françaises d'Allemagne et d'Italie firent leur jonction, à Clagenfurt, le 29 novembre. En même temps Augereau obtenait des succès dans la Forêt-Noire, et restait maître de tout le Voralberg.

Les succès extraordinaires que l'armée française avait obtenus dans un mois de campagne avaient porté un grand coup à la coalition; mais le conseil aulique ne désespérait pas de prendre une revanche avec l'aide de l'armée russe. En conséquence, il porta ailleurs son champ de bataille. Les forces dispersées de la monarchie autrichienne reçurent l'ordre de se rassembler dans la Bohême, dont la population se levait et allait menacer nos communications par la gauche, tandis que le prince Charles, accouru dans la Hongrie, y donnait la main à Kutusow, qu'une seconde armée russe venait de joindre.

Entraîné par l'ardeur que donnent les succès, Napoléon s'était témérairement engagé au centre de la Moravie, à près de deux cents lieues des frontières de la France, n'ayant sur ses derrières ni places fortes, ni réserves, ni magasins. Mais ce qui rendait difficile la position de l'armée française, c'était l'attitude de la Prusse. Le cabinet de Berlin était au moment de lever le masque : déjà le premier ministre, le comte d'Haugwitz, était arrivé à Brün pour porter à Napoléon l'al-

ultimatum, dont le rejet, calculé d'avance, devait amener une rupture éclatante. Napoléon ne pouvait se tirer du mauvais pas où il s'était engagé que par une victoire prompte et complète. Les avant-postes français et russes étaient aux mains; Napoléon ne voulut pas recevoir les communications du comte d'Haugwitz : « Ne me dites rien, dit-il à ce ministre; je ne veux rien savoir aujourd'hui : c'est une bataille qui s'avance; je les battrai : allez attendre à Vienne l'issue de l'affaire. » Haugwitz ne se le fit pas dire deux fois; il remit son *ultimatum* dans sa poche et attendit l'événement.

Le lendemain 2 décembre 1805, les trois empereurs d'Autriche, de Russie et de France se trouvaient avec leurs armées autour du village d'Austerlitz, à deux lieues de Brün. L'armée russe comptait plus de soixante-dix mille combattants; les Autrichiens n'étaient guère qu'un nombre de vingt-cinq mille; mais les Français réunissaient à peine soixante-quinze mille hommes sur le champ de bataille : les alliés avaient en outre l'avantage d'une cavalerie plus nombreuse. Toutefois, les alliés désiraient gagner du temps, afin de recevoir dans leurs rangs une troisième armée russe, qui n'était plus qu'à huit journées de marche; les manœuvres habiles de Napoléon les mirent dans la nécessité d'accepter une bataille générale.

Les alliés présentaient une ligne de cent mille hommes; ils avaient commis la faute de concentrer leurs forces sur le village d'Austerlitz, pour tourner la droite des Français.

Cette droite était commandée par le brave Lannes, devenu maréchal de l'empire : la gauche était sous les ordres de Soult, et le centre sous ceux de Bernadotte. Le corps d'armée du maréchal Davoust était en observation sur la gauche des alliés. Murat, avec sa cavalerie et vingt-quatre pièces d'artillerie légère, appuyait la droite. Oudinot formait la réserve avec dix bataillons de grenadiers, appuyés par dix bataillons de la garde impériale.

Au lever d'un beau soleil, qui depuis ce jour-là prit le nom de *soleil d'Austerlitz*, les alliés attaquèrent. Kutusow, voulant isoler les deux ailes de l'armée française de son centre, dirigea une forte colonne sur les corps de Lannes et de Murat; elle est anéantie. A la droite, Soult soutient courageusement les attaques des ennemis, et finit par renverser tout ce qui lui est opposé. Les villages de Pratzen, Telnitz et Sokolnitz sont enlevés par les Français, qui culbutent six mille hommes dans l'étang de Sokolnitz. Les troupes du centre font aussi des prodiges de valeur. Le général Rapp, à la tête des grenadiers à cheval de la garde

impériale française, enfonce et détruit un régiment d'élite de la garde impériale russe. Le régiment du grand duc Constantin est écrasé, et lui-même ne doit son salut qu'à la vitesse de son cheval. Avant la nuit, l'armée des alliés était en pleine déroute. Les deux empereurs, Alexandre et François, assistaient, des hauteurs d'Austerlitz, à la défaite de toute la garde russe.

Dans l'affreuse extrémité où les Russes se trouvent réduits, ils veulent effectuer leur retraite sur les lacs glacés de Monitz et d'Augezd : deux fortes colonnes précipitent leurs pas sur ces lacs; la glace se brise, et vingt mille hommes, cinquante pièces de canon et un matériel immense sont engloutis. De ce moment, la retraite des débris russes et autrichiens ne fut plus qu'un épouvantable désordre : ils ne purent se rallier qu'à Hadiegitz, et à la faveur de la nuit.

La bataille d'*Austerlitz*, qu'on appela aussi la *bataille des trois empereurs*, coûta aux alliés plus de soixante mille hommes, dont trente-cinq mille noyés ou tués, et vingt-cinq mille prisonniers; cent cinquante pièces de canon, quarante-cinq drapeaux, les étendards de la garde impériale russe et une grande quantité de caissons et de bagages restèrent au pouvoir des Français. Quinze officiers généraux russes ou autrichiens furent pris ou tués. Les Français eurent neuf à dix mille hommes tués ou blessés : un seul général français et deux colonels périrent dans cette journée. L'humanité frémit en pensant qu'une journée qu'on appelle glorieuse vit tomber sous le plomb et le fer plus de quarante mille hommes !..

Aussitôt après la bataille, les divers corps de l'armée française manœuvrèrent de manière à cerner les débris des Austro-Russes, et y parvinrent complètement. Les deux empereurs auraient pu être faits prisonniers. Mais Napoléon se montra généreux et plein d'égards pour ces deux majestés impériales. Déjà il avait donné l'ordre de ne pas tirer sur l'autocrate russe : il fit plus, il écrivit de sa main, au crayon, le sauf-conduit qu'il remit à son aide-de-camp, Savary, pour assurer la fuite d'Alexandre. Tant de générosité fut considérée comme une grande faute politique : Napoléon a peut-être regretté cette magnanimité sur le rocher de Sainte-Hélène : la capture du puissant empereur des Russies ne pouvait qu'être favorable aux intérêts français : elle eût assuré une longue paix, et non une trêve fallacieuse de quelques mois.

Quoi qu'il en soit, l'orgueil de Napoléon dut être bien flatté, lorsque l'empereur d'Autriche vint lui-même, à son bivouac, lui demander la paix. De ce moment, le jugement de Napoléon fut faussé : il changea, pour ainsi dire, de na-

ture : le parvenu de la révolution ne voulait plus être qu'un monarque de vieille dynastie. Le général, le consul Bonaparte n'aspira plus qu'à être le chef d'une dynastie, c'est-à-dire le frère des autres souverains de l'Europe.

Pendant que l'empereur d'Autriche se rendait en suppliant à la tente de Napoléon, l'empereur de Russie lui faisait demander une trêve : il s'engageait à évacuer la Hongrie par la route d'étape indiquée. La trêve lui fut accordée avec la même générosité, et Alexandre sauva ainsi les débris de son armée et sa propre personne d'une perte inévitable.

Deux jours après la grande victoire d'Austerlitz, le ministre de Prusse, Haugwitz, courut féliciter l'empereur des Français sur le gain de la bataille, et protester de l'amitié de la Prusse. « Voilà, lui dit Napoléon en riant, un compliment dont la fortune a changé l'adresse. » Quoi qu'il ne pût pas douter de la duplicité de la Prusse, un nouveau traité entre ce cabinet et l'empire français fut signé à Vienne le 5 décembre. Par ce traité, la Prusse cédait le pays d'Anspach, Bareuth, Clèves et le duché de Berg, en échange desquels elle recevait l'électorat du Hanovre. Murat reçut en apanage le grand-duché de Berg. Ainsi Napoléon commençait à doter les membres de sa famille.

A Austerlitz se termina cette merveilleuse campagne de deux mois, qu'un décret impérial compta à tous les militaires qui l'avaient faite pour une campagne ordinaire, c'est-à-dire pour deux années de service. Quels temps que ceux où les mois comptaient pour des années !...

Une vingtaine de jours suffirent aux plénipotentiaires français et autrichiens, réunis à Presbourg, pour y régler le traité de paix entre ces deux empires : il y fut signé le 26 décembre 1805. Par ce traité, l'empereur d'Autriche reconnaissait Napoléon pour roi d'Italie, et cédait à ce royaume les états de Venise, la Dalmatie et l'Albanie : la principauté d'Augsbourg, le Tyrol, la Souabe autrichienne, furent partagés entre l'électeur de Bavière, les ducs de Wurtemberg et de Bade. Pour récompenser la fidélité de ces princes, Napoléon créa rois les deux premiers.

Un autre décret impérial apprit au monde que le royaume de Naples avait cessé d'être gouverné par des Bourbons. Napoléon le donna à son frère Joseph.

Enfin, le prince Eugène, fils de l'impératrice Joséphine, obtint la main de la fille du nouveau roi de Bavière, et fut déclaré vice-roi du royaume d'Italie et successeur de ce trône, si Napoléon mourait sans postérité.

Les résultats de la campagne d'Austerlitz furent

immenses : elle détruisit l'empire germanique pour y substituer la *confédération du Rhin*, qui, sous la protection de l'empereur des Français, était destinée à étendre la frontière armée de la France jusqu'aux bords de l'Elbe.

C'est une singulière destinée que celle de la révolution française, dont Napoléon était en quel que sorte l'héritier et le continuateur pour son propre compte. Forcée de sortir des limites qu'elle s'était données, dans son cours impétueux elle ébranle tous les trônes, crée des républiques sur les décombres des états qu'elle envahit, démocratise celles gouvernées par l'aristocratie, et semble menacer l'Europe entière du système républicain. Tout à coup elle se laisse imposer un de ses généraux pour maître, et dès-lors les mêmes balonnets qui avaient républicanisé une partie de l'Europe brisent ces républiques et les transforment en royaumes, placent des couronnes royales sur des têtes électORALES, et créent des principautés et des grands-duchés pour apanager les membres de la nouvelle famille impériale. Comme république ou comme empire, la France ne cessait point de se montrer révolutionnaire ; mais quelle différence dans la mission de la première et la mission que Napoléon donne à l'empire ! La république portait partout la liberté aux peuples ; elle faisait des hommes libres de tous les sujets des petits tyrans qu'elle renversait ; l'empire, au contraire, faisait disparaître ces hommes libres pour en faire les sujets de ces nouveaux souverains. Combien la révolution et les hommes de la révolution avaient dégénéré depuis l'attentat du 18 brumaire !

Pour mieux apprécier cette dégénération des Français, qu'on jette un coup d'œil sur les propositions faites au tribunal par les membres de ce corps, et sur les mandements des prélats impériaux à l'occasion des triomphes de Napoléon. Non-seulement les républicains du tribunal sont devenus les serviles adorateurs du héros d'Austerlitz, mais ils veulent le diviniser. L'un lui donne le nom de *grand* ; l'autre veut qu'on lui érige une statue ; un troisième ne se contente pas de la statue, il demande qu'on élève un édifice, chef-d'œuvre des arts, destiné à perpétuer le souvenir de Napoléon : un autre tribun voudrait sanctifier l'épée que Napoléon portait à Austerlitz. Enfin, on y propose de célébrer annuellement l'anniversaire de la naissance de l'empereur des Français.

Le sénat n'avait plus assez d'encens pour Napoléon, et déclarait que ses prodiges étaient au-dessus de tout éloge.

Mais ce furent les évêques qui l'emportèrent dans ce concours d'adulation : leurs mandements

surpassent en flatteries tout ce que le sénat et le tribunal réunis avaient pu imaginer : selon les évêques, le Dieu des armées avait livré les foudres de la guerre aux mains du géant dont le bras a pulvérisé les cohortes ennemies et fait crouler les empires. Jamais le *grand roi* Louis XIV ne fut enivré d'autant d'encens brûlé à ses pieds. Qu'on ne s'étonne donc plus si Bonaparte se crut le plus grand des mortels et le prédestiné de Dieu.

CHAPITRE II.

Mort de Pitt. — Négociations entamées avec Fox. — Mort de ce ministre. — Retour de l'Italie. — Création de principautés et de duchés en faveur des grands dignitaires de l'empire. — Grands travaux entrepris par Napoléon. — Nouvelle guerre suscitée à la France par l'Angleterre. — Les armées prussiennes envahissent la Saxe. — Manœuvres de Napoléon. — Batailles d'Iéna et d'Austerlitz. — Déroute de l'armée prussienne. — Envahissement de toute la monarchie prussienne. — Système continental. — Campagne contre les Russes. — Combats de Pultusk et de Golymin. — Bataille d'Eylau. — Capitulation de Dantzick. — Bataille de Friedland.

Napoléon venait de punir l'Autriche, d'humilier les Russes et de désappointer l'Angleterre; il retournait à Paris avec une auréole de gloire éblouissante. Il fut reçu avec enthousiasme dans cette grande cité, qu'il appelait sa *bonne ville*, et toute la France fêta la glorieuse campagne d'Austerlitz : le héros en fut porté aux nues.

Un grand événement marqua cette époque. Le célèbre Pitt, dont j'ai eu déjà l'occasion d'esquisser le portrait, ce grand, cet implacable ennemi de la France, cessa de peser sur les destinées de l'Europe le 23 janvier 1806 ; il mourut à l'âge de quarante-sept ans, après avoir dirigé, pendant près d'un quart de siècle, les conseils de la Grande-Bretagne. Il la laissait dans les angoisses. Pitt avait été le maître de toute la politique européenne; il avait tenu dans ses mains le sort moral des peuples; il usa mal de cette puissance, car il s'en servit pour incendier le monde entier. Cette conflagration universelle de vingt-cinq ans, ces nombreuses coalitions qui l'ont entretenue, le bouleversement, la dévastation de toute l'Europe, les flots de sang des peuples, la dette effroyable de l'Angleterre qui a payé toutes ces choses, le système pestilentiel des emprunts sous lesquels les peuples demeurent courbés, le malaise universel, tout cela fut son ouvrage. Pitt fut l'homme de l'aristocratie européenne. Son système a ménagé l'asservissement de la cause populaire; le machiavélisme de son école la rend hideuse.

Toutefois l'Angleterre pouvait réparer bien des maux avec l'homme qui remplaçait Pitt : le nou-

veau ministre, Fox, était plein de droiture et voyait juste.

Napoléon, qui estimait beaucoup le caractère de Fox, crut pouvoir entamer des négociations avec ce ministre franc et sincère. La paix aurait été faite si Fox eût vécu; mais il mourut au bout de quelques mois, et cette mort fut une calamité pour l'Europe. L'Angleterre ne tarda pas à recommencer le système de Pitt, et les guerres devinrent interminables.

Le 2 mars s'ouvrirent, à Paris, les séances du corps législatif. Napoléon s'y rendit en pompe et annonça à l'Europe que la maison de Naples avait perdu sa couronne sans retour, et que la presqu'île de l'Italie tout entière faisait partie du grand empire. Quoiqu'il eût pris lui-même la couronne de fer et qu'il destinât celle de Naples à son frère Joseph, qui, en ce moment, marchait sur ce royaume à la tête d'une armée française, Napoléon regardait toutes les organisations de l'Italie comme provisoires. Il voulait faire de cette grande péninsule une seule puissance, et comptait réaliser plus tard ce beau projet. En attendant il cherchait à faire oublier aux Italiens des divers petits états leur mutuelle antipathie, en les fondant successivement dans l'empire français. Le 30, Napoléon décréta la réunion des états vénitiens au royaume d'Italie, et érigea la Dalmatie, le Frioul, l'Istrie, Cadore, Bellune, Conégliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue et Rovigo, en duchés grands fiefs de l'empire. Il se réservait de donner l'investiture de ces fiefs à ceux de ses maréchaux ou ministres qu'il voulait plus particulièrement attacher à sa dynastie. Plus tard le maréchal Soult fut créé duc de Dalmatie; Bessières, duc d'Istrie, etc. Le Mont-Napoléon de Milan fut doté de douze cent mille francs de rentes annuelles en faveur des généraux, officiers et soldats de l'armée impériale. Jamais on ne vit une si grande prodigalité chez un souverain d'ailleurs économe; mais Napoléon voulait récompenser grandement. Il donna la principauté de Neuchâtel, en Suisse, à son ancien chef d'état-major Berthier; il fit des duchés du pays de Massa-Carrara et des états de Parme et de Plaisance. Enfin il créa une principauté de Guastalla, et la donna à celle de ses sœurs qui avait épousé le prince romain Borghèse¹. Ainsi Napoléon Bonaparte, dès le commencement de son règne, distribuait des cou-

¹ Pauline Bonaparte, alors princesse Borghèse, était une des plus jolies femmes de l'époque : le ciseau du célèbre statuaire Canova en a fait une divinité. Sous les apparences les plus frivoles, Pauline cachait un grand caractère et un courage au-dessus de son sexe. Son dévouement à Napoléon quand le sort se déclara contre lui a honoré la fin de ses jours.

ronnes et de brillants apanages, tandis que Louis XIV n'avait à donner que des duchés-pairies, le cordon de ses ordres, et des entrées de faveur dans son palais.

L'activité prodigieuse de l'empereur des Français ne se bornait pas aux seuls champs de bataille, elle s'étendait aussi à tout ce qui était du ressort de la diplomatie, et se faisait sentir à la fois dans toutes les branches de l'administration de l'empire. Pendant que d'un côté il créait ou refondait des royaumes, des principautés, des duchés, de l'autre il élevait, à l'intérieur, des monuments, ou fondait des institutions, des établissements qui devaient immortaliser son règne. Le peu de mois qu'il resta en France, après la campagne d'Austerlitz, il les employa à ordonner de grands travaux, et à présider le conseil d'état.

Dans ce conseil, généralement composé d'hommes instruits et grands travailleurs, s'élaborent les lois que l'empereur devait présenter au corps législatif; là se rédigeaient la plupart des décrets impériaux, les règlements d'administration publique; là s'examinaient, se discutaient, se corrigeaient les projets des ministres: ce qui faisait de ce corps un des éléments de la puissance législative. Étant consul, Napoléon avait présidé toutes les séances de la confection du *Code civil*. Devenu empereur, il s'occupa beaucoup d'objets purement administratifs. Le 9 mai 1806, il fit publier le *Code de procédure civile*. A la même époque, il fonda l'université, dite impériale; mais cette grande institution fut dénaturée par ceux même que Napoléon avait placés à la tête de l'instruction. L'obséquieux Fontanes se vanta, plus tard, d'avoir gêné l'impulsion que le fondateur de cette université voulait imprimer aux générations qui s'élevaient alors.

L'empire d'Allemagne avait été détruit par le traité de Presbourg: par un autre traité en date du 12 juillet, un grand nombre de princes allemands se séparèrent à perpétuité de l'empire germanique, et s'unissent entre eux pour former la confédération du Rhin, dont l'empereur des Français est déclaré le protecteur. Napoléon veut faire de la confédération du Rhin un rempart formidable, derrière lequel les frontières de la France n'auraient plus rien à redouter; il la regarde aussi comme le centre de sa puissance du côté du nord. La diète de cette confédération siégera à Francfort-sur-le-Mein; elle sera divisée en deux collèges: celui des rois, où figureront les représentants des nouveaux rois de Bavière et de Wurtemberg; ceux des grands-ducs de Bade, de Berg, de Darmstadt et du prince primat: le collège des princes, où seront les représentants des huit petits princes portant des titres inférieurs.

Les contingents sont fixés, savoir: pour la France, deux cent mille hommes; la Bavière, trente mille hommes; le Wurtemberg, douze mille; Bade, huit mille, etc.; en tout, deux cent soixante-trois mille hommes. Dans les années suivantes, la confédération du Rhin s'augmenta de tous les autres souverains d'Allemagne, anciens ou nouveaux, excepté de l'empereur d'Autriche, du roi de Prusse, des ducs de Brunswick, d'Oldenbourg, du roi de Suède, en sa qualité de duc de Poméranie, et du roi de Danemarck, comme duc de Holstein.

Pendant que Napoléon organisait cette confédération rhénane, la Prusse annonçait, par une proclamation, que le royaume de Hanovre lui appartenait par l'effet de la cession que la France lui en avait faite. Mais le cabinet de Londres, à qui de pareils arrangements ne convenaient nullement, employa toutes les ressources de sa politique pour empêcher cette prise de possession, et pour susciter une nouvelle coalition contre la France. Toutefois, la Prusse occupa enfin le Hanovre, et on avait lieu de croire que les difficultés élevées à ce sujet ne compromettraient pas la tranquillité du continent. On était d'autant plus fondé à regarder la paix continentale comme assurée, qu'au même instant des préliminaires de paix entre la France et la Russie étaient signés à Paris. Mais l'ambassadeur prussien, le comte de Luchessini, ayant mandé à sa cour que ces préliminaires contenaient des engagements contraires aux intérêts de la Prusse, le cabinet de Berlin, entraîné par l'effervescence des jeunes gens de cette capitale, courut aux armes et se prépara à lutter contre la France et la Russie.

La Prusse ne tarda pas à être rassurée du côté de Saint-Petersbourg, car, à l'instigation des Anglais, Alexandre désavoua son plénipotentiaire à Paris, et refusa de ratifier le traité. La Prusse, n'ayant plus à combattre que la France, et étant au contraire assurée du secours de la Russie, ne douta plus de la victoire. De son côté, l'empereur de Russie crut que le moment favorable se présentait pour se relever de l'humiliation d'Austerlitz, et il voulut le saisir. Ainsi se forma la quatrième coalition continentale.

Les regards de Napoléon étaient de nouveau fixés sur le nord, lorsqu'il dut les porter en même temps sur le midi. Le prince de la Paix, ce ministre tout-puissant du roi d'Espagne, crut, lui aussi, que la conjoncture l'invitait à échapper à l'ascendant de la France: aussitôt ce politique inepte lance une proclamation, dans laquelle, parlant de dangers et de gloire, d'ennemis qu'il ne nomme pas, il appelle les Espagnols aux armes. Napoléon ne put pas douter que cette provocation

se fût dirigée contre la France. Sans doute qu'il est charmé qu'on lui fournisse le prétexte d'attaquer les Bourbons d'Espagne ; mais il est obligé de dissimuler le moment d'inquiétude que vient de lui donner un allié si timide, et jusqu'alors si soumis : il se berno à le faire rentrer dans sa soumission habituelle par la seule puissance de quelques notes diplomatiques : de cet instant il jure la perte de cette monarchie, et se flatte de ravir aux Bourbons de Madrid la couronne d'Espagne, comme il vient d'enlever celle des deux Siciles aux Bourbons de Naples.

Il était dans la destinée des puissances qui se liguèrent contre l'empire français d'agir avec une précipitation si mal combinée quelle devait les perdre successivement. En 1805, l'Autriche, croyant devancer, sur le Rhin, les troupes de camp de Boulogne, s'exposa à voir son armée détruite avant l'arrivée des Russes. En 1806, les Prussiens, impatients d'envahir les états d'un allié de la France, le vénérable électeur de Saxe, commirent la même faute, et eurent le même résultat. Il est difficile de concevoir comment, après les désastres d'Ulm et d'Austerlitz, la nouvelle coalition n'avait pas pris des mesures pour que les Russes entrassent en ligne en même temps que les Prussiens. Vainement objectera-t-on qu'il était impossible de supposer qu'en moins d'un mois l'armée prussienne éprouverait le même sort que l'armée autrichienne dans l'année précédente : n'avait-on pas affaire aux soldats d'Austerlitz et au capitaine qui déjoua constamment toutes les combinaisons des généraux Beaulieu, Alvinzi, Wurmser, Mack, et de tous les plus habiles militaires de l'Europe ? et ne devait-on pas user de toute la prudence possible pour ne pas s'exposer à ces coups vigoureux et imprévus qu'on appelait des *coups à la Bonaparte* ? Mais les Prussiens, dont les têtes avaient été exaltées par l'ardeur belliqueuse de leur belle reine, se crurent assurés de la victoire, car leur armée était belle, nombreuse et brave : « La mémoire du grand Frédéric nous a perdus, a dit cette reine elle-même ; nous nous sommes crus pareils à lui, et nous ne l'étions pas ! »

Napoléon était encore à Paris, occupé à plâtrer son ressentiment contre les provocations du prince de la Paix, et déjà les armées prussiennes s'étaient ébranlées de toutes parts : elles avaient envahi la Saxe, et forcé le prince qui la gouvernait l'agir contre sa volonté et contre les intérêts de ses peuples. Déjà les Prussiens étaient arrivés dans les cantonnements des troupes françaises, « pour venger l'Europe, disaient-ils dans leurs proclamations, et délivrer l'Allemagne. » Des provocations de toute espèce et même des voies de fait

avaient signalé l'esprit de haine qui animait le cabinet de Berlin. Napoléon crut devoir s'en venger en faisant prodiguer, par les journaux français, des outrages à la reine de Prusse, qu'il regardait comme le moteur de cette guerre.

La Prusse avait mis sous les armes deux cent trente mille hommes : ses troupes étaient belles et très-bien disciplinées ; sa cavalerie passait pour la meilleure de l'Europe ; son artillerie était nombreuse et bien servie. Le quartier-général des Prussiens était à Erfurt.

L'armée française se composait de sept corps aux ordres des maréchaux Bernadotte, devenu prince de Pontecorvo ; Lannes, créé duc de Montebello ; Davoust ; Ney, duc d'Ecklingen ; Soult, duc de Dalmatie ; Augereau, duc de Castiglione. Leferrière commandait les troupes alliées à la France, cantonnées en Bavière : la grande réserve de cavalerie était sous les ordres du maréchal Murat, grand-duc de Berg. Le huitième corps se formait sur la lisière de la Westphalie. La grande armée était dans le cœur de l'Allemagne : au moyen de marches rapides et combinées, les divers corps de cet armée se trouvèrent aux lieux qui leur avaient été indiqués. En un clin d'œil les avant-postes furent en vue, séparés seulement par le Mein et la Rœdnitz.

La présence de Napoléon étant devenue nécessaire à la grande armée, il partit de Paris et se rendit à Bamberg, où il établit son quartier-général.

Le combat de Schleits, livré le 2 octobre, ouvrit la campagne. Bernadotte et le général Maison s'y distinguent. Le lendemain, à Saalfeld, le général Suchet attaque avec sa division l'avant-garde prussienne, commandée par le prince royal de Prusse. L'infanterie ennemie est calbutée, et laisse aux Français trente canons et mille prisonniers. Le prince royal est tué dans le combat. Les Prussiens sont battus partout où nos troupes les joignent. En moins de quatre jours l'armée prussienne est tournée ; ses magasins sont enlevés. C'est en vain qu'elle veut se diriger sur Magdebourg, les Français ont gagné trois marches sur elle : ils bordent la Saale, ayant le dos à l'Elbe, et marchent sur l'armée prussienne qui, de son côté, a le dos tourné au Rhin ; position bizarre d'où vont naître des événements d'une grande importance.

L'armée prussienne, prise en flagrant délit, employa plusieurs jours à rappeler tous ses détachements, et le 13 octobre, elle se présenta en bataille entre Capeldorf et Aurstaedt : elle était de près de cent cinquante mille hommes.

Napoléon arrive le même jour sur le plateau d'Iéna, occupé par l'avant-garde française, il

examine les dispositions de l'ennemi. Le maréchal Davoust reçoit aussitôt l'ordre de déboucher par Naumbourg pour défendre les défilés de Koësen. Le corps du maréchal Bernadotte est destiné à déboucher de Dornebourg pour tomber sur les derrières de l'ennemi. Le corps du maréchal Lannes et la garde impériale sont rangés sur le plateau d'Iéna. Les corps de Ney et de Soult passent la nuit en marche. La grosse cavalerie n'avait pas encore rejoint la grande armée ; elle ne pouvait arriver que le lendemain à midi. La cavalerie de la garde était encore à trois marches de distance ; mais Napoléon jugea qu'il fallait ne pas attendre plus longtemps, et que l'avantage d'attaquer compensait l'absence de ces corps.

Le 14 octobre, à la pointe du jour, l'armée française prit les armes : un brouillard épais empêchait de voir les Prussiens ; mais il fut bientôt dissipé par un beau soleil d'automne. Les deux armées s'aperçurent à petite portée de canon. Les ennemis présentaient, en avant du plateau d'Iéna, une force de soixante-dix mille hommes. Leur armée était partagée ; ils avaient dirigé l'autre moitié pour couvrir les débouchés de Naumbourg et s'emparer des défilés de Koësen ; mais ils avaient été prévenus par le maréchal Davoust.

Le combat s'engagea : Lannes marcha en échelons pour soutenir le village de Holtstedt, où plusieurs bataillons français se trouvaient engagés. Soult attaqua un bois sur la droite. L'ennemi ayant fait un mouvement de sa droite sur la gauche des Français, Augereau fut chargé de le repousser. En moins d'une heure l'action devint générale : des masses énormes, appuyées de six ou sept cents pièces de canon, semaient partout la mort. Soult ayant enlevé le bois, fit un mouvement en avant. En ce moment la division de cavalerie française de réserve arrivait sur le champ de bataille, ainsi que deux nouvelles divisions du corps de Ney. Napoléon fit aussitôt avancer toutes les troupes qui étaient en réserve sur la première ligne ; et qui, se trouvant ainsi appuyées, culbutèrent l'ennemi et le mirent en pleine retraite. Il la fit avec assez d'ordre pendant la première heure ; mais elle devint un affreux désordre du moment où les divisions de dragons et de cuirassiers, ayant Murat en tête, purent prendre part à l'affaire. En vain l'infanterie prussienne se forma-t-elle en bataillons carrés ; cinq de ces bataillons furent enfoncés ; rien ne put soutenir le choc des Français : artillerie, cavalerie, infanterie, tout fut culbuté et pris. La cavalerie française arriva à Weymar en même temps que les Prussiens, qui furent ainsi poursuivis l'espace de six lieues.

Pendant que cette partie de l'armée française,

commandée par Napoléon, s'immortalisait à Iéna, l'autre partie, sous les ordres du maréchal Davoust, faisait des prodiges de valeur à Auerstaedt. Il y eut ce jour-là deux batailles bien distinctes à six lieues de distance l'une de l'autre. Napoléon avait eu affaire aux corps réunis du prince de Hohenlohe et des généraux Tauenzien et Ruschel ; Davoust se trouvait en présence des corps commandés par les maréchaux Moellendorff et Kalkreuth ; le roi de Prusse se trouvait de ce côté. Les forces des ennemis sur ce point étaient de beaucoup plus fortes que celles dont Davoust put disposer. La bataille d'Auerstaedt fut disputée plus longtemps que celle de Iéna. Le vieux maréchal Kalkreuth, le général Blücher combattirent avec vigueur sous les yeux de leur souverain ; mais Davoust déploya une bravoure et une fermeté devant lesquelles les Prussiens furent forcés de céder : les troupes commandées par les généraux Gudin, Friant, Morant, etc., triomphèrent du nombre, et cette partie de l'armée prussienne lâcha enfin le pied, et fut menée battant pendant trois lieues.

La journée de Iéna et d'Auerstaedt, qui fut le premier anneau d'une longue suite de triomphes pour l'armée française, coûta à la Prusse vingt mille hommes tués ou blessés, trente mille prisonniers, quarante-cinq drapeaux, deux cent cent soixante pièces de canon, et des magasins immenses. Vingt-six généraux prussiens furent faits prisonniers ; le duc de Brunswick, généralissime, le même qui acquit quelque gloire dans la guerre de Sept Ans, et qui, en 1792, ne se distingua que par son fameux manifeste, fut dangereusement blessé, ainsi que le maréchal Moellendorff, le général Schmettau, le prince Henri de Prusse et le général Ruschel. L'armée française n'eut que huit mille hommes hors de combat, soit à Iéna, soit à Auerstaedt, et ne perdit qu'un général et neuf colonels. Le nombre des officiers supérieurs blessés ne s'éleva qu'à environ cinquante.

Par cette double bataille l'armée prussienne perdit toute retraite et toute sa ligne d'opération. Sa gauche, poursuivie par Davoust, se jeta sur Weymar, tandis que sa droite et son centre se retiraient de Weymar sur Naumbourg : la confusion y fut extrême. Le roi fuyait à travers les champs avec son régiment de cavalerie ; les autres corps prussiens, poursuivis l'épée dans les reins, cherchaient leur salut dans la fuite, errant sans direction, ou se jetant dans les places fortes, qui ne tardèrent pas à capituler.

Dans cette position désespérée le roi de Prusse fit demander un armistice ; mais Napoléon, qui savait que les Russes marchaient au secours des Prussiens, ne voulait pas commettre la faute d'in

trahir ses succès : il refusa l'armistice et donna des ordres pour que toute l'armée prussienne fût faite prisonnière avant d'arriver sur l'Oder.

En conséquence tous les corps français se mirent en marche dès le lendemain de la bataille, et ne laissèrent pas un instant de repos aux divers corps prussiens. Soult écrasa, à Groussen, les troupes de Kalkrenth, et les poursuivit jusqu'à Magdebourg. Deux jours après la bataille, Erfurt se rendit au grand-duc de Berg : quatorze mille hommes, enfermés dans cette place, furent faits prisonniers : les Français y trouvèrent aussi un parc de cent vingt pièces approvisionnées.

Le 17 octobre, le maréchal Bernadotte répara, à Halle, la faute qu'il avait commise dans la journée d'Iéna, en manœuvrant loin des deux champs de bataille, sans que son corps d'armée pût être utile sur aucun des deux points du combat. A Halle il obtint, avec quinze mille hommes, de grands avantages sur l'armée de réserve prussienne, composée de plus de cinquante mille hommes.

Le lendemain le maréchal Davoust s'empara de Leipzig. Le général Blücher, avec quelques mille Prussiens, était coupé par la division de dragons du général Klin; mais il trompa ce général en lui donnant sa parole d'honneur qu'un armistice venait d'être signé, et s'échappa au moyen de ce subterfuge déloyal.

Brandebourg, Halberot, Postdam, furent occupés par les Français. Le 25 octobre, Spandau capitula et se rendit au maréchal Lannes : on y trouva un grand nombre de bouches à feu et des approvisionnements considérables. Napoléon fit son entrée à Berlin le 27 octobre, quinze jours après l'ouverture de cette campagne. Les Prussiens étaient dans le plus grand abattement, et les débris de leurs troupes ne tenaient nulle part.

Le lendemain de l'entrée des Français dans la capitale de la Prusse, le maréchal Murat et le général Belliard firent mettre bas les armes à seize mille hommes, l'élite de la garde royale de Prusse, commandée par le prince de Hohenlohe, qu'ils avaient cernés à Preutzen. Le 29, cinq mille Prussiens se rendirent au général Milhaud, qui n'avait que seize cents dragons. Le même jour, le général Lasalle, à la tête de douze cents hussards, fit capituler Stettin, place très-forte sur l'Oder, dans laquelle, outre un matériel et des provisions immenses, se trouvaient cinq mille hommes. Le général Becker prit quatre mille hommes à Andlaw. Kustrin se rendit, le premier novembre, au maréchal Davoust, qui fit défilé quatre mille prisonniers, et s'empara de quatre-vingt-dix pièces d'artillerie. L'histoire moderne n'offre pas d'exemples de pareilles capitulations : les places

réputées les plus fortes se rendaient à la vue des troupes françaises. On peut dire que la monarchie prussienne fut prise en courant. On faisait la chasse aux bataillons prussiens, et il suffisait de les atteindre pour qu'ils missent bas les armes.

Pendant que les troupes françaises, composant la grande armée, envahissaient toute la Prusse, le maréchal Mortier, ayant sous ses ordres le général Joseph Lagrange, s'emparait de l'électorat de Hesse-Cassel. La Hesse était la terre classique du pouvoir absolu, et le possesseur de cette petite contrée se montra le plus opiniâtre champion du régime féodal. Il refusa constamment de donner asile aux émigrés, tant il craignait qu'ils ne répandissent dans ses états les *maximes françaises*. Ce petit tyran, dur, ombrageux, inhospitalier, n'ayant d'autre gouvernement qu'une police active et rigide, fut dépossédé en un clin d'œil par le corps d'armée du maréchal Mortier, et sa chute n'obtint pas même les regrets de ceux-là qui tenaient, comme lui, aux vieilles idées.

Le 6 novembre, le fuyard d'Aurestaedt, Blücher, fut atteint, à Lubeck, avec tout ce qu'il avait ramassé de troupes dans sa retraite. Murat, Soult et Bernadotte tombèrent sur les restes de l'armée prussienne. Le combat dura deux jours, au bout desquels tout ce qui s'était échappé d'Aurestaedt fut fait prisonnier. Blücher, le duc de Brunswick-Oëls, dix généraux, cinq cents officiers, quinze mille hommes d'infanterie, cinq mille de cavalerie et soixante drapeaux restèrent au pouvoir des Français.

Enfin, le maréchal Ney fit capituler Magdebourg, où se trouvaient dix-huit mille hommes, vingt généraux, six à sept cents pièces de canon et d'immenses magasins.

Le combat de Lubeck et la reddition de Magdebourg finirent, pour ainsi dire, la campagne de Prusse, ouverte depuis un mois : du Rhin à l'Oder il ne restait d'autres détachements prussiens que les garnisons de quelques places. Dans ce court espace de temps, la monarchie prussienne avait perdu cent quarante-cinq mille hommes; tous les drapeaux et étendards, tous les canons, tous les bagages, tous les généraux avaient été pris. Il ne restait au roi de Prusse que douze à quinze mille hommes d'infanterie enfermés dans quelques places. Le roi et la reine s'étaient sauvés à Königsberg avec quelques officiers et deux à trois mille hommes.

Ces nouvelles si extraordinaires produisirent, en France, une grande joie. Quoique accoutumés aux succès de leurs armes, les Français sentirent augmenter leur orgueil militaire, ainsi que leur admiration pour la grande armée et pour le génie de son invincible chef. Le 18 brumaire, l'organi-

sation impériale, tout parut légitimé par les campagnes d'Austerlitz et d'Iéna.

Napoléon envoya à l'hôtel des Invalides de Paris l'épée du grand Frédéric, son cordon de l'aigle noire, sa ceinture de général et les drapeaux que portait sa garde dans la fameuse guerre de sept ans.

De l'époque de l'occupation de Berlin date ce fameux *système continental*, contre lequel on s'est beaucoup récrié dans le temps, et que bien d'autres personnes regardaient comme impossible à exécuter. Le *système continental* fut cependant une grande conception ; à lui seul il eût opéré la ruine de l'Angleterre et détruit la tyrannie que cette puissance exerçait sur mer. Naguère encore le cabinet de Londres venait de déclarer en état de blocus tous les ports du continent depuis Brest jusqu'à l'Elbe, avec exclusion des bâtiments neutres. Le droit que l'Angleterre s'était arrogé de réputer bloqués tous les ports commerçants de la France et de ses alliés, nuisait autant au commerce des nations européennes qu'au commerce de l'empire français et à la dignité de sa puissance. La France n'avait pas assez de marine, elle ne pouvait lutter avec l'Angleterre pour l'obliger à faire la paix ; le système continental seul pouvait l'y contraindre : Napoléon le proclama par un décret rendu à Berlin le 21 novembre 1806, portant en substance :

« Les Iles-Britanniques sont déclarées en état de blocus. — Tout commerce et correspondance avec ces Iles sont interdits. — Tout sujet de l'Angleterre, de quelque état ou condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par les Français ou par leurs alliés, sera fait prisonnier de guerre.

« Le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise, quelle que soit son espèce, provenant de l'Angleterre, est déclarée de bonne prise. — Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port de l'empire français ou de ses alliés. »

Tel fut le fameux décret qui servit de base au système conçu par l'empereur des Français pour arriver au grand but de l'humiliation de l'Angleterre et d'une paix maritime solide. Les considérants de ce décret établissent avec fondement que le cabinet de Londres avait cessé d'observer la loi commune des nations, la loi reconnue par tous les états civilisés ; qu'il traitait en ennemis actifs tous les individus non armés d'un état en hostilité avec lui ; qu'il étendait son droit de conquête sur la propriété d'individus non commerçants, son droit de blocus à des places non fortifiées et

à des côtes d'une étendue si considérable que toutes ses forces ne suffiraient pas à les bloquer effectivement ; que cette conduite, digne en tout des premiers âges de la barbarie, profitable à l'Angleterre en nuisant à toutes les autres puissances, autorisait à rentrer dans l'exercice du droit naturel de combattre son ennemi avec les mêmes armes dont il fait usage.

Le principe sur lequel se fondait le système continental était juste et incontestable en droit politique comme en droit naturel. Sans doute cette mesure rigoureuse devait froisser bien des intérêts particuliers ; mais le maintien du système était dans l'intérêt de toutes les nations de l'Europe autant que dans l'intérêt de la France. Au reste, le décret du 21 novembre ne prescrivait point des lois aux cabinets ; il traçait seulement la marche à suivre pour arriver au même but. En rendant ce décret, Napoléon savait qu'il frappait juste, et que l'Angleterre devait succomber si le système continental était bien observé. En effet, les nombreuses prises faites dans la Baltique par les corsaires français portèrent d'abord un coup fatal à la navigation marchande de l'Angleterre ; tandis que d'un autre côté, et par les mêmes effets, les manufactures de ce pays si manufacturier se trouvaient sans débouchés. La dépréciation du papier-monnaie, le renchérissement des objets de première nécessité, et par conséquent la misère du peuple, eussent été les résultats produits par le décret de Berlin. Si Napoléon, en maintenant la rigoureuse exécution du système continental, eût mis une certaine modération dans ses vues de domination, et s'il ne l'eût pas violé lui-même, en organisant, pour le compte de son trésor, la contrebande avec l'Angleterre, par le moyen des *licences*, c'en était fait, dans un temps donné, de l'existence politique et commerciale de l'Angleterre. Mais le ministère anglais sentit le coup qu'on portait au commerce et à l'industrie de la Grande-Bretagne, et il n'épargna ni les démarches ni l'or pour paralyser les effets du système continental.

C'est encore de Berlin que Napoléon décréta une nouvelle organisation de la garde nationale française. Tous les Français de vingt-quatre à soixante ans pouvaient être requis pour ce service. Les gardes nationales devaient être organisées en légions, formées de plusieurs bataillons appelés cohortes. Ces légions pouvaient être requises, soit pour le service sédentaire, soit pour un service militaire actif. Le service actif pouvait avoir lieu lorsque le général commandant en chef les gardes nationales le jugerait nécessaire.

Ces dispositions annonçaient que Napoléon voulait créer une force régulière, composée de

tous les Français en état d'entrer en campagne, et de s'en servir au besoin pour repousser toute invasion sur la frontière ou tout débarquement sur les côtes de l'empire; ce qui eut lieu en effet un peu plus tard, lorsque les Anglais s'emparèrent de l'île de Walcheren.

Mais, pendant que Napoléon organisait ainsi des forces considérables pour l'intérieur, il ne perdait pas de vue l'approche de l'armée russe et se disposait à une nouvelle campagne contre les bataillons qu'il avait laissé sauver d'Austerlitz.

En moins de vingt jours, la grande armée avait traversé les forêts et les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe : la fin de novembre la trouvait au-delà de la Vistule. La Russie venait de déclarer la guerre à la France, et annonçait qu'elle allait venger les désastres éprouvés par la Prusse, son allié. Napoléon suscitait des entraves à l'empereur Alexandre, et déjà l'influence française avait décidé la Porte Ottomane à déclarer la guerre à la Russie. La Perse en avait fait autant. D'un autre côté, la France s'attachait, par un traité signé à Posen, l'électeur de Saxe, à qui Napoléon donnait le titre de roi. Un neuvième corps, composé des contingents de la confédération du Rhin, allait faire partie de la grande armée, et quatre-vingt mille conscrits français étaient mis par le sénat à la disposition du ministre de la guerre; enfin, le général Mortier prenait possession de Hambourg, au nom du gouvernement français.

Les Russes, de leur côté, envahirent la Pologne prussienne, et leur général en chef, Benigsen, établit son quartier-général à Varsovie.

Napoléon quitta Berlin le 25 novembre 1806, et porta le quartier-général de la grande armée à Posen, où les divers corps se réunissaient. Les maréchaux Murat, Davoust, Lannes et Augereau ne tardèrent pas à s'approcher de Varsovie, dont ils s'emparèrent après un léger engagement : le général Benigsen s'était empressé d'évacuer la ville, en apprenant que l'armée française venait à lui et voulait tenter une affaire sérieuse.

L'entrée des Français dans cette capitale de la Pologne fut un jour de bonheur pour ses habitants. L'amour de la patrie, l'esprit d'indépendance s'étaient non seulement conservés dans le cœur des braves Polonais, mais ils semblaient s'être retrempés dans le malheur. Leur premier, leur plus grand désir était de redevenir nation. Les nobles sortaient de leurs châteaux pour aller au quartier-général de Napoléon demander à grands cris le rétablissement de la nation polonaise : ils offraient leur influence, leur fortune, leurs enfants ; déjà ils avaient repris leur ancien costume, leurs anciens usages. Mais l'heure de la délivrance de la Pologne n'était pas encore arri-

vée : les habitants d'une partie de ce vaste pays devaient seuls jouir d'une ombre d'indépendance. Plus tard, au commencement de la désolante campagne de Russie, Napoléon pouvait rétablir ce royaume; mais il avait alors garanti à son beau-père la part qu'il s'était adjudgée lors du partage, et il n'osa lui manquer de parole : ayant à choisir entre les cajoleries d'un souverain qui a trompé tous ses calculs, et la reconnaissance d'un peuple qui lui fût resté fidèle, il sacrifia ce peuple à une vaine alliance avec un monarque sans entrailles, qui fut la principale cause de sa perte.

Après l'occupation de Varsovie, les divers corps de la grande armée passèrent successivement la Vistule : divers combats, où les Français eurent constamment l'avantage, furent livrés sur le Bug. Bientôt l'armée passa l'Urna et la Sonna, en repoussant toujours les Russes. Dès le 25 décembre toutes les colonnes Russes étaient coupées et erraient sans direction. Le général russe avait fait la faute de cantonner son armée, ayant sur ses flancs toutes les forces françaises. Napoléon voulut profiter des fausses dispositions de l'ennemi pour l'envelopper : si la saison eût été belle, l'armée russo était perdue sans batailles; mais au mois de décembre, dans un pays où il fait nuit à quatre heures, l'ennemi qu'on poursuit a des chances pour se sauver, surtout dans des contrées boisées.

L'année 1806 se termina par les combats de Pultusk et de Golymin. A Pultusk, au confluent de la Narew et de l'Orzyes, les Russes avaient formé un camp où se trouvaient toutes les troupes sous les ordres du général Benigsen : ce camp fut attaqué, le 26 décembre, par le corps d'armée de l'intrépide maréchal Lannes, renforcé d'une division du corps de Davoust. Le combat fut vif; les divisions Suchet, Gazan, Gudin et Vodel se trouvèrent engagées contre des forces supérieures : la résistance fut opiniâtre et longue; mais les Russes furent obligés de se retirer pendant la nuit, et se hâtèrent de gagner Ostrolenka. Dans ce combat meurtrier, les pertes furent grandes des deux côtés; les généraux Vodel, Claparède, Treillard et Broussier furent blessés; le maréchal Lannes fut touché d'une balle. A Pultusk, l'infanterie française montra toute sa supériorité sur celle des autres nations.

Tandis que le maréchal Lannes attaquait Benigsen à Pultusk, le maréchal Augereau, avec une partie du corps de Davoust et la cavalerie de Murat, attaquait, le même jour, les corps russes commandés par le général Buxhowden, dans son camp de Golymin. Ce second combat fut encore une bataille : si l'attaque fut impétueuse, la résistance fut très-vive. On se battit toute la

Jour, et le feu ne cessa qu'à onze heures du soir. Alors seulement les Russes se mirent en retraite aussi sur Ostrolenka; mais ils ne purent emmener qu'une partie de leur artillerie; l'autre partie, ainsi que les bagages et les sacs des soldats russes, qu'on trouva rangés sur le champ de bataille, restèrent au pouvoir des Français. Le général Rapp fut grièvement blessé à Golymin.

Ces deux combats, ou plutôt ces deux batailles meurtrières, furent presque sans aucun avantage pour le vainqueur, si ce n'est que nous gagnâmes du terrain. Toute l'armée russe, réunie à Ostrolenka, se retira quelques jours après, et évacua le territoire de la Pologne prussienne. L'armée française fut mise en quartiers d'hiver.

L'extrême rigueur de la saison força les deux armées belligérantes à prendre quelque repos. Chacun de son côté en profita pour se réorganiser et se fortifier. L'armée russe reçut plusieurs régiments qui étaient en marche de l'intérieur de ce vaste empire : elle se renforça encore du corps du général Essen, accouru du fond de la Moldavie, où il était d'abord destiné à servir contre les Turcs.

Du côté des Français, l'armée reçut aussi des contingents des confédérés du Rhin et des troupes hollandaises. En ce moment tous les princes de Saxe, y compris celui de Saxe-Weimar, venaient d'accéder à la confédération rhénane, et avaient signé, à Posen, des traités avec l'empire français. Les troupes saxonnes étaient bonnes : elles furent placées sous le commandement de Jérôme Bonaparte, ayant sous ses ordres les généraux Vandamme et Hédouville.

Outre la grande armée en Pologne, l'empire avait alors une armée en Italie, une autre dans le royaume de Naples, qui avait été conquis, mais qui n'était pas soumis; une quatrième en Dalmatie; une cinquième dans les camps de Boulogne, outre trois autres camps qui s'établissaient à Saint-Lô et dans la Vendée.

Déjà Glogau, place très-forte sur l'Oder, s'était rendue au général Vandamme. Breslau venait d'en faire autant, après vingt-cinq jours de siège : sept mille hommes et une artillerie immense étaient tombés au pouvoir du neuvième corps.

Nous occupions Hambourg, Brême, et presque toutes les villes anséatiques; ce qui nous mettait à même de fermer au commerce anglais ses grands entrepôts dans la mer du Nord. Aussi, dans sa colère, l'amirauté de Londres avait-elle déclaré, le 5 janvier, qu'aucun navire sortant des ports au pouvoir des Français ou de leurs alliés, et desquels les navires anglais seraient exclus, ne pourrait être reçu dans aucun autre port. Cette

mesure avait été adoptée en représailles du décret de Berlin, dont les effets se faisaient déjà sentir sur le commerce de la Grande-Bretagne.

Après avoir été rejointe par les renforts de l'intérieur et de la Moldavie, l'armée russe se mit en marche pour porter le théâtre de la guerre sur le bas de la Vistule. Le général Benigsen paraissait vouloir prendre l'offensive. Napoléon donna ordre à ses maréchaux et à tous les généraux de battre en retraite, et de favoriser les opérations offensives des Russes, en les attirant dans le bas de la Vistule. Les quartiers d'hiver furent levés, et le quartier-général français quitta Varsovie.

Le premier février, l'armée française se mit en marche, et rencontra, à Passenheim, l'avant-garde russe qui se dirigeait déjà sur Willenberg. La cavalerie de Murat fit plusieurs charges sur cette avant-garde et la repoussa.

Deux jours après, l'armée russe, qui avait rétrogradé en toute hâte, parce qu'elle se voyait tournée par son flanc gauche et jetée sur cette Vistule qu'elle s'était tant vantée de vouloir passer, parut, rangée en bataille, près de Bergfried. Le combat s'engagea; mais les Russes ne tinrent pas, et se mirent en retraite jusqu'à Preussich-Eylau, toujours poursuivis par les divers corps français, qui s'emparèrent de vive force de Preussich-Eylau, dans la soirée du 7 février.

Le lendemain eut lieu la sanglante bataille dite d'Eylau. A la pointe du jour les Russes commencèrent l'attaque par une vive canonnade sur la ville d'Eylau. Napoléon se porta à la position de l'église, que les Russes avaient tant défendue la veille : il fit avancer le corps du maréchal Augereau, et canonner le monticule que les ennemis avaient garni d'artillerie; quarante pièces de canon de la garde française répondirent au feu des Russes. Les ennemis, au nombre de quatre-vingt mille, étaient rangés en colonnes, à demi-portée de canon; impatientés de tant souffrir, ils voulurent déborder la gauche des Français. Au même moment les tirailleurs de Davoust se firent entendre sur les derrières des Russes; Augereau déboucha sur le centre, et le général Saint-Hilaire sur la droite : ils devaient l'un et l'autre manœuvrer pour se réunir à Davoust; mais à peine eurent-ils commencé leur mouvement, qu'une neige épaisse couvrit les deux armées. Dans cette obscurité, on continua à se canonner et à manœuvrer au hasard. Les troupes françaises perdirent le point de direction, et les colonnes, s'appuyant trop à gauche, flottèrent incertaines.

Le temps s'étant éclairci au bout d'une heure, Murat, à la tête de la cavalerie de réserve, et Bessières, avec celle de la garde, tournent eux-

mêmes la division Saint-Hilaire et tombent sur l'armée ennemie. La cavalerie russe accourt pour s'opposer à cette manœuvre audacieuse; mais elle est repoussée, et la charge des Français culbute en outre plus de vingt mille hommes d'infanterie. Cette charge inouïe aurait décidé le sort de la journée, sans les bois et les difficultés du terrain qui donnaient de grands avantages aux ennemis. Leurs masses d'infanterie se reforment à la faveur de ces accidents, et reprennent les pièces de canon qu'elles avaient été forcées d'abandonner. Le combat devint alors terrible, et la victoire, longtemps incertaine, ne fut décidée que lorsque le maréchal Davoust déboucha sur le plateau et déborda les Russes, qui, après avoir fait de vains efforts pour le reprendre, se mirent en retraite.

Pendant douze heures, trois cents pièces de canon avaient vomi la mort de part et d'autre; le champ de bataille était jonché de cadavres. Le brave général d'Hautpoul tomba mortellement frappé d'un biscaien, en exécutant une charge brillante. Plusieurs généraux français périrent aussi dans cette sanglante mêlée. La bataille d'Eylau fut des plus meurtrières : les Français y eurent quinze mille hommes hors de combat. Les Russes en laissèrent vingt mille sur le champ de bataille, et perdirent en outre quinze cents prisonniers, dix-huit drapeaux et seize pièces de canon.

On a contesté à Napoléon la victoire à Eylau, et l'on a été jusqu'à dire qu'il fut forcé d'abandonner le champ de bataille à Benigsen, lequel avait daté son rapport d'Eylau. S'il est de la vérité d'avouer que les pertes immenses faites dans cette journée n'eurent aucuns de ces grands résultats auxquels Napoléon nous avait habitués, s'il ne resta au pouvoir des Français qu'une poignée de prisonniers et quelques pièces de canon, il n'en est pas moins vrai que les Russes furent vaincus à Eylau, et que le champ de bataille, si longtemps contesté, resta aux Français. Ce qui prouve encore plus évidemment que le général Benigsen se considéra comme dûment battu, c'est que, dès le lendemain, son armée se mit en pleine retraite, poursuivie par les Français, et ne s'arrêta, dans sa marche rétrograde, que lorsqu'elle eut atteint la rivière de Frischling.

Il est hors de doute aujourd'hui que l'expédition offensive des Russes, laquelle avait pour but de se porter sur Thorn, en débordant la grande armée, leur a été funeste; qu'ils perdirent dans ces divers combats plus de trente mille hommes, dont douze mille prisonniers; qu'ils laissèrent dans les mains des Français dix-huit drapeaux et quarante-cinq pièces de canon, et qu'en défini-

tive ils furent rejetés à cent lieues de la Vistule, ce qui permit aux Français d'investir la place de Dantzick, et de prendre des quartiers d'hiver. Ces résultats, trop chèrement payés sans doute, sont incontestables.

On a écrit aussi au sujet de la bataille d'Eylau, qu'elle donna naissance à une grande mésintelligence parmi les maréchaux; que Lannes et Augereau quittèrent la grande armée, parce que Napoléon avait, dans ses bulletins, attribué l'honneur de cette terrible journée à son beau-frère Murat, au détriment des autres chefs, qui s'étaient rendus beaucoup plus utiles que le grand-duc de Berg. Toutes ces assertions sont controuvées : deux des maréchaux quittèrent, il est vrai, leur commandement; mais l'un y fut contraint à cause des blessures qu'il reçut dans cette journée; et l'autre, parce qu'il alla prendre un commandement plus brillant et qui fut regardé comme une récompense. La seule chose qui me paraisse vraie dans cette foule d'allégations dictées par la malveillance, c'est la réponse que Lannes aurait faite à l'empereur, lequel, après la bataille, lui aurait demandé s'il doutait encore que l'on pût faire la conquête de la Pologne avec de pareils soldats. Ce brave et franc militaire aurait, dit-on, répondu à Napoléon : « Tout ce pays ne vaut pas la perte du dernier caporal de l'armée. » Cette réponse peut être vraie; mais elle ne prouverait autre chose sinon que l'humanité du vainqueur de Montebello souffrait de voir un si grand carnage pour un si misérable résultat. Lannes ne quitta pas la grande armée : il combattit glorieusement à Friedland.

Avant de reprendre leurs quartiers d'hiver, les Français livrèrent encore deux combats : l'un à Ostrolenka, où les généraux Suchet et Oudinot battirent complètement le général russe Essen, et lui firent éprouver de grandes pertes; l'autre à Brausberg, sur la Passarge, où le maréchal Bernadotte, ayant sous ses ordres le général Dupont, attaqua et culbuta l'ennemi.

Depuis ce jour, 26 février, jusqu'au commencement de juin, époque où recommença la campagne de Pologne, il ne se passa rien d'important entre les Russes et les Français. La grande armée, qui avait besoin de repos, se mit à l'abri de la rigueur du froid dans ses cantonnements; et n'eut à soutenir que quelques petits combats d'avant-poste. Mais Napoléon profita de ce moment pour presser le siège de Dantzick. Le maréchal Lefebvre, à qui fut confiée cette importante opération, la conduisit avec vigueur. Il livra un combat très-vif aux alliés, qui voulaient ravitailler cette place par mer, et ayant rendu infructueuses toutes leurs tentatives, il força le vieux marécha Kalkreuth,

renfermé dans ces remparts formidables, à capituler. Dantzick était attaquée depuis plus de deux mois, et la tranchée, ouverte depuis cinquante et un jours, lorsque Kalkreuth se rendit avec neuf mille hommes, restes d'une garnison de dix-huit mille : ces neuf mille soldats s'engagèrent à ne pas servir d'une année contre les Français. Le siège et la prise de ce grand boulevard valurent au maréchal Lefebvre le titre de duc de Dantzick. Cette place contenait huit cents pièces de canon. Les Français l'occupèrent le 28 mai 1807.

Tout annonçait une nouvelle campagne sanglante. L'empereur Alexandre était arrivé à son armée avec sa garde et d'autres renforts. Il tenait souvent des conseils de guerre avec le roi de Prusse, le grand-duc Constantin son frère, et les principaux généraux. Alexandre avait décidé que ses troupes reprendraient l'offensive dans les premiers jours de juin.

De son côté l'empereur des Français avait fait venir de l'intérieur une partie des quatre-vingt mille hommes levés depuis quelques mois. Une nouvelle conscription d'un pareil nombre avait été mise à la disposition du ministre de la guerre; mais cette fois on commença à dire, en France, que Napoléon allait bien vite en conscriptions, et que ses lauriers coûtaient trop cher. Toutefois les quatre-vingt mille conscrits furent appelés sous les drapeaux.

Outre les bataillons français sortis des dépôts, l'armée française d'Allemagne fut renforcée de vingt-deux mille soldats espagnols, que le faible Charles IV avait fait sortir de son royaume, ainsi que de la Toscane, pour les mettre à la disposition de l'empereur Napoléon. Ces vingt-deux mille hommes furent répandus dans le Hanovre et le Mecklembourg.

Dès le 5 juin, l'armée russe se mit en mouvement : ses divisions de droite attaquèrent le pont de Spandau, sur la Passarge : elles firent les plus grands efforts pour s'en emparer et passer la rivière ; mais elles furent repoussées sept fois, et se désistèrent, après avoir laissé douze cents hommes sur le champ de bataille. Le maréchal Bernadotte se conduisit avec beaucoup de valeur dans la défense de ce pont ; il y fut assez grièvement blessé.

Au moment où les Russes attaquaient ce point, deux autres divisions voulaient enlever la tête du pont de Lomitten : elles furent également repoussées durant toute la journée, et perdirent onze cents hommes.

Enfin le général en chef russe, avec la garde impériale et trois divisions, se présenta le même jour pour attaquer les positions du maréchal Ney, qui, suivant les ordres de Napoléon, dut se retirer sur Ackendorf.

Le lendemain les Russes attaquèrent encore le sixième corps ; mais les manœuvres habiles de Ney et son intrépidité déjouèrent les projets des Russes : ils furent repoussés avec de grandes pertes.

Napoléon arriva, le 8, au camp de Ney. Le 9, il se porta sur Guttstadt, avec les corps de Ney, Davoust et Lannes, avec sa garde et la cavalerie de réserve. Le 10, la grande armée se dirigea sur Heilsberg : elle atteignit l'arrière-garde russe en avant de cette ville, et la culbuta. Toute l'armée russe se trouvait alors à Heilsberg : elle fit des efforts pour se maintenir dans ses positions ; mais à la nuit une division française l'ayant débordée, elle fut obligée de se retirer. Le combat d'Heilsberg coûta aux Russes plusieurs généraux et officiers supérieurs tués ou blessés.

La grande armée s'avança jusqu'à Friedland. Le 14, à trois heures du matin, les Russes débouchèrent du pont de Friedland, et les premiers coups de canon se font entendre. « C'est un jour de bonheur, s'écrie Napoléon, c'est l'anniversaire de Marengo ! »

Croyant qu'ils n'avaient devant eux qu'un seul des corps de l'armée française, les Russes continuent leur mouvement pour s'élancer sur Königsberg ; toute la journée se passa en escarmouches ; mais, vers les cinq heures du soir, les différents corps français étant arrivés à leurs postes, la bataille commence. Les Russes déploient alors toutes leurs forces, la gauche appuyée à la ville de Friedland, et leur droite se prolongeant à une lieue et demie. Napoléon fait commencer l'attaque par l'extrémité de sa droite : il voulait enlever Friedland par un brusque changement de front. Le maréchal Ney commença le mouvement. Aussitôt que le général russe s'aperçoit que Ney a quitté les bois, il le fait déborder par des régiments de cavalerie et une nuée de Cosaques ; mais les dragons de Latour-Maubourg partent au galop et repoussent cette charge. En même temps une batterie de trente pièces est placée au centre, et fait éprouver une perte horrible à l'armée russe. Tout ce que le général Benigsen essaie pour opérer une diversion devient inutile. Plusieurs colonnes russes qui attaquent le corps de Ney sont repoussées à la baïonnette et précipitées dans l'Alle, où plusieurs milliers de soldats trouvent la mort.

La garde impériale russe, embusquée au coin d'un ravin, déboucha avec intrépidité et fit une charge sur la gauche de Ney, qui fut un moment ébranlée ; mais la division Dupont marcha sur la garde impériale et la repoussa, en lui faisant éprouver de grandes pertes. Les Russes, ayant échoué sur la droite, veulent essayer d'enfoncer

le contre. Leurs colonnes s'avancent : Lannes les reçoit comme on devait l'attendre des soldats qu'il commande. Tous les efforts, toute la bravoure des Russes ne purent rien contre l'impétuosité des Français. Les charges de leur infanterie et de leur artillerie ne retardèrent pas d'un instant la marche des colonnes françaises.

Le maréchal Mortier qui, pendant toute la journée, avait maintenu la gauche avec le plus grand sang-froid, marche alors en avant, et culbute tout ce qui lui est opposé. La victoire n'est pas un moment incertaine ; elle n'est ni moins complète ni moins décisive que celle d'Iéna. Les Russes sont obligés de fuir et d'aller se mettre à couvert derrière la Prégel, en détruisant tous les ponts. Ils laissent sur le champ de bataille dix-sept mille morts ou blessés, et perdent dans leurs déroutes près de vingt mille hommes que les Français font prisonniers. Cent vingt pièces de canon et un grand nombre de drapeaux restent au pouvoir de la grande armée, qui, dans cette bataille, ne perd pas la moitié de ce qu'elle a perdu à Eylau.

Tous les maréchaux, généraux, officiers et soldats de la grande armée excitent, dans cette journée, l'admiration des Russes. Le général Victor reçoit le bâton de maréchal, qu'il a mérité par sa bravoure.

Sans perdre un instant, Murat et sa cavalerie se portent sur le flanc de l'armée prussienne commandée par le général Lestocq, et Soult entre, le 16 juin, à Königsberg, que les Prussiens ont abandonnée. Cette seconde capitale de la Prusse servant d'entrepôt général aux armées ennemies, les Français y trouvent d'immenses approvisionnements, et prennent dans le port un grand nombre de bâtiments anglais et russes, chargés de munitions, d'armes, de subsistances et de denrées coloniales.

À Königsberg se termine une suite d'opérations commencées le 5 juin, et que l'on peut appeler la campagne de dix jours. Dans ce court espace de temps, l'armée russe éprouva des pertes énormes, qui ne lui permirent plus de tenir en ligne.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse apprirent ces désastres à Tilsitt, où ils étaient depuis quelques jours. Les généraux russes Bagration et Benigsen furent forcés de demander un armistice, et Napoléon, ne doutant pas que le moment d'obtenir une paix glorieuse ne fût arrivé, accorda l'armistice improvisé.

La grande armée venait d'arriver aux frontières du successeur de Pierre-le-Grand ; elle était campée sur la rive gauche du Niémen, et les débris des corps russes occupaient la rive droite. Alexandre devait donc désirer la paix ; car si les

Français eussent franchi le seul obstacle qui les séparait de la Pologne russe, ils n'en auraient plus trouvé que de bien faibles, du côté des troupes, pour s'emparer de tout le pays jusqu'à Wilna.

Il fut donc convenu qu'on traiterait de la paix immédiatement, et que les deux empereurs de France et de Russie auraient, à cet effet, des conférences dans un lieu neutralisé. Un large radeau, sur lequel s'élevait un pavillon, fut construit en un clin d'œil, et placé au milieu du Niémen, pour servir à ces entrevues célèbres.

La première eut lieu le 25 juin 1807 : Napoléon, Murat, Berthier, Duroc, Caulincourt, partirent de la rive gauche en même temps qu'Alexandre, le grand-duc Constantin, Benigsen, Ourvaroff, Labanoff et le comte de Liéven quittèrent la rive droite : les bateaux arrivèrent au même instant : les deux empereurs s'embrassèrent comme s'ils eussent été les meilleurs amis du monde, et entrèrent seuls dans le pavillon, où ils eurent une conférence de deux heures.

Le roi de Prusse n'avait pas été admis dans cette première conférence ; il s'en plaignit beaucoup à l'empereur Alexandre : la reine sentit de quelle importance il était que Frédéric-Guillaume fût présent aux négociations ; elle aurait voulu y assister, elle aussi : mais tout ce que put faire Alexandre fut de demander que le roi de Prusse fût admis aux conférences. Napoléon y consentit. Toutefois, on ne traita que de la paix entre la France et la Russie dans ces entrevues sur le radeau, et cette paix, conclue le 7 juillet, fut ratifiée le lendemain.

De ce moment, on s'occupa de celle avec la Prusse. Le traité était bien plus difficile à faire ; mais comme Frédéric-Guillaume se trouvait totalement dépossédé, il fut forcé d'accepter les conditions offertes par le vainqueur, conditions humiliantes pour la Prusse et qui devaient laisser les germes de tant de haines. Le traité fut rédigé deux jours après celui avec la Russie : la Prusse renonçait à toutes ses possessions entre le Rhin et l'Elbe, et abandonnait à la Saxe la presque totalité de la Pologne prussienne, ainsi que le cercle de Coblenz, en Lusace. Dantzick, avec un rayon de deux lieues, était rétabli dans son ancienne indépendance. Tous les pays restant à la Prusse devaient être fermés au commerce anglais : des routes militaires devaient être tracées, à travers les états prussiens, pour faire communiquer la Saxe avec le duché de Varsovie. Le roi de Prusse et l'empereur Alexandre reconnaissaient la confédération du Rhin, et les trois frères de Napoléon pour rois : Joseph allait régner sur Naples,

Louis sur la Hollande, et Jérôme sur la Westphalie : ces deux derniers états venaient d'être érigés en royaumes.

Les troupes russes devaient évacuer la Moldavie et la Valachie, et les troupes françaises étaient tenues de quitter les états qui restaient au roi de Prusse, dès que les contributions de guerre auraient été acquittées : Napoléon avait frappé sur la Prusse, dès son entrée à Berlin, une subvention de cent cinquante millions.

Par le traité de Tilsitt, la Prusse perdit près d'un tiers de son territoire : il ne lui restait pas six millions d'habitants, de dix millions qu'elle comptait avant la journée de Iéna. Jamais puissance n'était descendue tout-à-coup à un pareil degré d'abaissement ; jamais un peuple fier et belliqueux n'avait été si mal traité ; mais peut-être les Prussiens, conduits par des conseillers et des généraux inconsiderés, avaient-ils mérité leur malheur.

Quoi qu'il en soit, la paix de Tilsitt fut ce qu'on est convenu d'appeler très-glorieuse pour la France ; car cette puissance imposait sa volonté à un cabinet qui s'était toujours montré l'ennemi de sa prospérité : on devait croire que le blocus continental ne serait pas un vain mot.

Cette paix conclue, on ne s'occupait plus à Tilsitt que de fêtes et de grandes manœuvres militaires : aucun de ces souverains ne sembla plus déplorer les maux que la guerre avait causés, les crimes qui s'étaient commis en leur nom, les flots de sang qu'ils avaient fait verser : ils ne songèrent qu'aux intérêts de leur puissance et de leur orgueil. La belle reine de Prusse, qui était restée jusqu'alors au-delà du Niémen, se rendit sur la rive gauche, et sollicita de Napoléon la remise de Magdebourg : elle oublia que le *Moniteur* l'avait outragée, et employa auprès de l'empereur des Français les manières les plus séduisantes pour obtenir cette place. Mais Napoléon n'était pas homme à se relâcher de ses prétentions ; et quoiqu'il aimât beaucoup le beau sexe, la galanterie n'avait plus de prise sur lui, lorsqu'il s'agissait des intérêts de sa politique.

A Tilsitt, les deux empereurs Napoléon et Alexandre se donnèrent des marques d'estime et d'affection, qui devaient être de bon augure pour la durée de la paix continentale.

Il est difficile d'exprimer avec quel enthousiasme Napoléon fut reçu en France, et surtout à Paris, après la paix de Tilsitt : il y fut l'objet de l'adulation de tout le monde. Les orateurs des grands corps de l'état ne trouvaient plus de phrases assez laudatives pour exalter sa gloire ; les poètes n'avaient plus d'expressions ni de rimes assez flatteuses pour chanter ses exploits, et le

clergé, voulant renchérir sur la tourbe obséquieuse, le sanctifia.

Il est juste de dire que la nation entière partageait la joie des courtisans : elle voyait la France portée au plus haut point de grandeur. La prospérité et la tranquillité intérieure lui faisaient oublier qu'elle avait perdu sa liberté : elle se livrait facilement à l'enthousiasme qu'excitaient les triomphes de nos armées, sans réfléchir que ces mêmes triomphes lui coûtaient le plus pur de son sang, et avaient pour premier résultat de décimer sa population. Napoléon, tout despote qu'il était, devenait l'idole d'un peuple trop épris de la gloire des armes, et l'on aimait encore à considérer l'empereur comme l'enfant chéri de la révolution. Ajoutons que la victoire prenait soin de légitimer et d'affermir le nouvel ordre de choses fondé par Napoléon. Il avait eu pour principe de s'entourer de tous les partis, et croyait les avoir tous réunis. D'un côté, il s'était environné de votants, d'anciens jacobins ; c'était la clientèle de son généralat ; tandis que d'un autre côté la circonstance de son mariage avec madame de Beauharnais l'avait mis en contact avec l'ancienne noblesse, à laquelle il avait ouvert les portes de ses antichambres. Il appelait cette amalgame de parties hétérogènes son grand système de fusion ; il crut même longtemps avoir réussi à faire des hommes de l'empire un seul parti ; mais, quand le jour de l'adversité advint, il s'aperçut que ceux qui étaient précédemment *blancs* ou *bleus* étaient restés ce qu'il les avait trouvés.

Une seule chose était vraie au retour de Tilsitt ; c'est que bien d'anciens républicains et presque tous les nobles de l'ancien régime s'étaient jetés à corps perdu dans ses salons et ses antichambres, et se montraient charmés de lui composer une cour plus fastueuse que ne l'avait jamais été celle de Louis XIV : c'était à qui se courberait plus bas. Une foule de princes allemands envahirent le palais des Tuileries, et se confondirent modestement avec les généraux et les préfets de l'empire. Quelques-uns de ces princes briguaient la faveur de devenir aides-de-camp de Napoléon ; d'autres, plus serviles encore, le conjuraient de renouveler dans sa personne l'étiquette et les formes du saint-empire romain, et demandaient à être, l'un le grand-échanson, l'autre, le grand-pannetier, etc.

Cette nouvelle cour d'un parvenu fut sans contredit la plus brillante qui eut jamais existé : on y étalait un luxe et une magnificence extraordinaires. Toutefois, au milieu de tous ces habits chargés d'or et de broderies, Napoléon eut le bon sens de conserver personnellement une extrême simplicité : on le voyait toujours avec l'habit de

colonel des chasseurs de la garde, qu'il couvrait souvent d'une redingotte grise, devenue presque aussi célèbre que son modeste petit chapeau.

Mais autant sa mise était simple, autant son langage officiel était hautain. « Si la maison de Brandebourg règne encore, dit-il dans le discours qu'il prononça à l'ouverture du corps législatif qui suivit la paix de Tilsitt, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant empereur du nord.

• Un prince français règnera sur l'Elbe; il saura concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses premiers et ses plus sacrés devoirs.

• Quelle que soit l'issue que les décrets de la Providence aient assignée à la guerre maritime, mes peuples me trouveront toujours le même, et je trouverai toujours mes peuples dignes de moi... »

Ébloui de sa propre gloire, fier de voir son trône placé au-dessus de tous les trônes de l'Europe, d'avoir des rois pour sujets, et d'être parvenu au faite de la puissance et des grandeurs humaines, Napoléon parlait non-seulement en maître de la France, mais en maître du monde. Déjà on lui avait entendu porter une audacieuse sentence contre les Bourbons de Naples : ici, il déclarait que si la maison de Brandebourg régnait encore, elle ne le devait qu'à sa commisération : plus tard, il déclarera que les Bourbons d'Espagne, la maison de Bragance et même celle de Lorraine ont cessé de régner.

Napoléon se regardait comme ayant la mission de tout réformer; de là ce besoin insatiable de fondre et de réorganiser des provinces et des royaumes, d'ôter et de donner des couronnes. Il pensait que son gouvernement et les anciennes monarchies ne pouvaient co-exister. Parvenu à l'apogée de sa puissance, au lieu de chercher à la consolider, il la livre sans cesse aux chances les plus hasardeuses : à peine a-t-il terminé la guerre du Nord, que déjà ce qu'on appelait sa politique lui fait porter ses armes et son système au-delà des Pyrénées. Il menace d'envahir le Portugal, si le prince régent ne ferme pas ses ports à l'Angleterre, et s'il ne renvoie pas de ses états tous les sujets de la Grande-Bretagne. En attendant que ce prince se soumette à ces conditions, Napoléon ordonne la formation d'une armée d'observation entre Bordeaux et Bayonne, destinée à agir contre le Portugal.

Pendant que Napoléon se disposait à donner un nouvel essor à ses aigles victorieuses, ses armées obtenaient des succès dans le Nord. Le roi de Suède, comptant sur la coopération des Anglais, avait rompu subitement l'armistice conclu avec le maréchal Brune, et était devenu aggres-

seur après que la Russie avait posé les armes, et lorsque l'Allemagne entière obéissait au vainqueur de Friedland. L'obstination de Gustave IV à continuer une guerre aussi contraire aux intérêts de la Suède qu'elle était au-dessus de ses forces indisposa cette nation éclairée et généreuse, et devint une des causes des malheurs personnels de ce prince. Le maréchal Brune profita de la faute commise par Gustave pour investir la place de Stralsund, qui se rendit par capitulation le 20 août. Les Français y trouvèrent quatre cents bouches à feu et des magasins considérables. Quinze jours après, l'île de Rugen se rendit aussi à ce maréchal. L'armée suédoise dut se retirer en Suède, et la marine de cette nation s'engagea à quitter les parages de cette île et de la Poméranie suédoise. L'occupation de l'île de Rugen et de Stralsund compléta les conquêtes des Français pendant cette mémorable campagne.

Cependant les Anglais, dont la politique, exclusivement bornée à leurs intérêts particuliers, n'avait fait aucun effort pour secourir leur plus fidèle allié, avaient attaqué le Danemarck, qu'ils n'avaient pu entraîner dans la guerre contre la France. Le cabinet de Londres prévoyait que cette puissance serait bientôt obligée de fermer ses ports au commerce britannique; il crut empêcher cette mesure par une agression contre Copenhague : l'escadre anglaise bombarda cette capitale pendant trois jours; six cents maisons furent incendiées; les Danois, réduits à la dernière extrémité, furent obligés de céder leur flotte et leurs munitions navales à ceux qui menaçaient Copenhague d'une entière destruction. Toutefois, le roi de Danemarck, irrité de l'attaque inattendue des Anglais, défendit, quelques jours après, toute espèce de commerce ou d'échange avec eux, ordonna l'arrestation de tous ceux d'entre eux qui se trouvaient dans ses états, et la saisie de toutes les propriétés britanniques. Un traité d'alliance ne tarda pas d'être conclu entre la France et le Danemarck.

D'un autre côté, l'empereur de Russie, indigné de la conduite de la Grande-Bretagne envers le Danemarck, rompit toute communication avec elle, annula tout acte précédemment signé avec le cabinet anglais, et déclara qu'aucune communication n'aurait lieu entre la Russie et l'Angleterre que le Danemarck n'eût été satisfait, et que la paix n'eût été conclue entre la France et l'Angleterre. Le système continental, proclamé par Napoléon, recevait donc une exécution complète dans le Nord. Il ne restait plus qu'à obliger le Portugal de fermer ses ports à l'Angleterre, pour ôter au commerce anglais toute espèce de débouché.

Par un de ces actes de rapine maritime si familiers au cabinet britannique, un bâtiment anglais de cinquante canons venait d'envoyer la frégate des États-Unis, la *Chesapeake*, qui retournait tranquillement d'un voyage de long cours. Cette circonstance provoqua aussitôt une proclamation du président des États-Unis, par laquelle il était enjoint aux vaisseaux anglais de quitter immédiatement les ports de la confédération américaine. Ainsi, pendant que les ports du continent se fermaient aux tyrans des mers, leurs vaisseaux étaient également chassés des parages de l'Amérique du Nord.

L'Angleterre se vengea de tout le mal qu'on lui faisait en déclarant que tous les ports de la France et de ses alliés, tous les pays dont le pavillon anglais était exclus, seraient soumis aux mêmes interdictions maritimes et commerciales que s'ils étaient rigoureusement bloqués par les forces navales britanniques; que tout commerce d'objets provenant des ports ou pays sus-mentionnés était considéré comme illégal; que tout navire sortant de ces pays, ou tentant de s'y rendre, serait légitimement capturé; que les bâtiments des puissances neutres et même alliées de l'Angleterre seraient assujettis, non-seulement à la visite des croiseurs anglais, mais encore à une station obligée dans un des ports de l'Angleterre, et à une imposition sur leur chargement, qui serait réglée par la législation anglaise.

Napoléon ne tarda pas à répondre à cette mesure tyrannique de l'Angleterre, par un décret dont les dispositions, non moins arbitraires, prouvent que, dans cette guerre d'un genre nouveau, les deux partis ne répugnaient pas d'employer des armes désavouées par la justice et le droit des gens.

Napoléon déclarait que, « tout bâtiment, de quelque nation qu'il fût, qui aurait souffert la visite d'un vaisseau anglais, ou qui se serait soumis à un voyage en Angleterre, ou aurait payé une imposition au gouvernement anglais, serait, par cela seul, déclaré *dénationalisé*, perdrait ainsi la garantie de son pavillon et deviendrait propriété anglaise;

• Que lesdits bâtiments seraient de bonne et valable prise;

• Que les Îles-Britanniques étaient déclarées en état de blocus par mer et par terre; que tout bâtiment, de quelque nation qu'il fût, expédié des ports anglais ou s'y rendant, serait légitimement capturé. »

Telles sont en substance les dispositions du décret de Milan, du 17 décembre 1806, dispositions tyranniques, mais devenues nécessaires, dans l'état des choses, pour compléter le système

continental. Napoléon, qui sentait tout ce que de pareilles mesures avaient d'injuste et de ruineux pour les nations maritimes, et surtout pour les neutres, déclarait, dans ce dernier décret, que ces dispositions deviendraient nulles aussitôt que l'Angleterre prendrait pour règles de conduite les principes de la loi des nations, qui sont aussi les principes de la justice et de l'humanité.

Mais au lieu d'en revenir à ces principes, le cabinet de Londres répondait, le 18 décembre, aux griefs exprimés dans la déclaration de l'empereur de Russie du 16 octobre, en proclamant de nouveau les principes de la loi maritime contre lesquels fut dirigée, en 1790, la neutralité armée sous les auspices de l'impératrice Cathérine.

Conformément à sa déclaration du 11 octobre, l'Angleterre maintenait, par celle du 18 décembre, les blocus des pays sujets ou alliés de la France, renouvelait toutes les mesures prohibitives, et les étendait jusqu'à interdire l'introduction en France du quinquina et des drogues médicinales! Cette dernière disposition offre un raffinement de barbarie dont le cabinet de Londres était seul capable. Il n'y a point ici intérêt commercial, intérêt de la sûreté nationale: c'est une scélératesse politique et un attentat contre l'humanité que rien ne saurait excuser.

Que pouvait attendre l'Europe d'une lutte aussi acharnée, entre deux grandes puissances, qui, à chaque coup qu'elles se portaient, ébranlaient tous les états du continent? Il ne pouvait en résulter qu'une conflagration générale, plus désastreuse pour les peuples que toutes les guerres qui avaient eu lieu depuis 1792. Vainement le continent paraissait-il pacifié: il ne fallait qu'une étincelle pour l'embraser de nouveau, et cette étincelle Napoléon la jeta au-delà des Pyrénées, en faisant marcher des troupes pour s'emparer du Portugal, seul allié qui restât aux Anglais sur toute l'étendue des côtes européennes.

CHAPITRE III.

Coup d'œil sur l'administration intérieure de l'empire français.

— Attachement des Français à Napoléon. — Prospérité intérieure. — Richesse du gouvernement et de la nation. — Grands travaux entrepris après la paix de Tilsitt. — Système financier de Napoléon. — Budget de l'Empire. — Plus Napoléon est favorisé par la fortune, plus il se montre ingrat envers la liberté et la révolution. — Suppression du tribunal. — Etablissement de la censure pour les ouvrages. — Attaque contre l'indépendance des juges.

Avant de reprendre la narration des combats et des batailles, des marches et des sièges, jetons

un coup d'œil sur l'intérieur de l'empire français, tel qu'il se présentait après la paix de Tilsitt, époque célèbre dans l'histoire de l'empire; examinons un moment l'administration de Napoléon; parcourons les travaux utiles, les monuments glorieux qu'il fait exécuter, et nous verrons comment ce maître absolu de tant millions d'hommes qui avaient goûté de la liberté la plus étendue se fait pardonner son despotisme; comment cette population, qu'il décime tous les jours par l'abus de la conscription, est entraînée à faire des vœux sincères pour la conservation des jours de son empereur; comment, enfin, ces pères de famille à qui le sénat enlève, par coupes réglées, jusqu'au dernier de leurs enfants, et ces jeunes conscrits qu'on arrache à leurs études, à leurs plus douces affections, crient *vive Napoléon! vive l'empereur!*

Disons d'abord qu'à cette époque personne n'était inoccupé dans le vaste empire français. Tout ce qui ne faisait pas partie de l'armée ou des administrations militaires trouvait aisément des emplois dans les administrations civiles; les ouvriers ne restaient jamais sur le pavé, car l'industrie française prit un nouvel essor pendant la guerre; l'agriculture florissait, grâce au morcellement des grandes propriétés, et le cultivateur, le propriétaire des terres vendaient bien leurs denrées, malgré le blocus continental. Les conquêtes de nos armées étaient une source de grandes et de petites fortunes qui ne tardaient pas à se répandre dans la masse de la population. Ceux de nos ports mêmes qui avaient tout perdu par la cessation du commerce avec les Indes et les Antilles s'étaient créés une compensation dans un cabotage actif, que nos croiseurs protégeaient; d'autres trouvaient d'immenses bénéfices en armant des corsaires, qui ramenaient souvent des prises anglaises richement chargées.

Enfin la conscription elle-même était devenue, en quelque sorte, un moyen de donner de l'aisance à des familles pauvres, à cause du prix excessif que coûtait un remplaçant: on voyait souvent de ces familles se trouver tout à coup dans l'aisance, par le dévouement filial d'un conscrit échappé lui-même à la conscription, lequel, déterminé à servir sous les aigles françaises, remplaçait un riche, et laissait ainsi à ses parents des sommes considérables; car un remplaçant coûtait jusqu'à dix mille francs.

Ainsi, si le gouvernement était riche, si les coffres du trésor étaient toujours remplis, l'on peut affirmer aussi que la France entière était dans un état d'aisance et de prospérité dont nos neveux se feront difficilement une juste idée, s'ils considèrent qu'à cette époque, unique dans l'his-

toire, nous étions engagés, depuis plus de douze ans, dans des guerres terribles; que nos ports, nos côtes, tout notre territoire, ainsi que les ports et les côtes de nos alliés, étaient en état de blocus; que nous n'avions plus ni produits de l'Inde, ni denrées coloniales, ni matières premières pour la plupart de nos fabriques, et qu'obligés de nous suffire à nous-mêmes, nous faisions du sucre avec des betteraves, et de l'indigo avec du pastel.

Il est cependant incontestable que la France n'avait jamais été si riche qu'à cette époque; et on le concevra aisément en réfléchissant que les contributions de guerre imposées aux peuples conquis avaient fait entrer chez nous, depuis 1795, des sommes énormes, et que ces sommes se trouvaient, en résultat, réparties dans toutes les classes de la population de l'empire français, par les traitements des fonctionnaires et employés du gouvernement, et par les grands travaux que Napoléon faisait exécuter.

Peu de jours après son retour de Tilsitt, il avait ordonné la reprise des travaux du canal de Bourgogne, la construction et la réparation d'un grand nombre de routes, la construction du pont de Sèvres, celle des groniers d'abondance dans le jardin de l'Arsenal, une nouvelle extension à la distribution des eaux du canal de l'Oureq, la construction d'un pont sur la Gironde, devant Bordeaux, etc., etc.

Ajoutons que Napoléon, aussi bon administrateur que grand capitaine, était venu à bout d'arrêter les dilapidations qui avaient tant obéré le trésor sous le directoire; qu'il avait créé une administration pure et énergique, dont il possédait lui-même les détails, et sur laquelle il portait toute son attention. La *spécialité* était un point important, un des ressorts les plus heureux de l'administration impériale. Napoléon ne faisait pas d'emprunts, parce qu'il n'eut jamais besoin de recourir à ce moyen, et parce qu'il regardait d'ailleurs le système des emprunts, dont on a tant abusé depuis sa chute, comme très-dangereux et ruineux pour les états. Il avait même cherché à consacrer ses principes à cet égard, en fixant, par une loi spéciale, le montant de la dette publique à ce que l'on avait généralement pensé devoir être utile à la prospérité générale, c'est-à-dire à *quatre-vingts millions* de rente pour la France, dans sa plus grande étendue, et après la réunion de la Hollande, qui, à elle seule, l'avait accrue de vingt millions.

Napoléon était si loin de vouloir dévorer l'avenir, qu'il avait résolu de laisser un trésor, et il était parvenu à en amasser un considérable, qui s'élevait à plus de trois cents millions, avant

la désastreuse campagne de Russie : il puisait souvent dans ce trésor pour prêter à des maisons de banque, à des manufacturiers embarrassés, à des familles gênées.

Non-seulement il avait maintenu la caisse d'amortissement, mais il projetait de créer des caisses d'activité, dont les sommes croissantes eussent été consacrées aux travaux et améliorations à faire.

« Le cadastre, tel que je l'avais arrêté, à dit Napoléon, pouvait être considéré à lui seul comme la véritable constitution de l'empire, c'est-à-dire, la véritable garantie des propriétés et la sûre indépendance de chacun, car une fois le cadastre établi et la législature ayant fixé l'impôt, personne n'avait plus rien à craindre de l'arbitraire ou des répartiteurs. »

Si l'on considère encore que tous ces grands travaux, toutes ces créations, ce grand état militaire, cette nuée de fonctionnaires et d'employés largement rétribués, toutes ces épargnes, se faisaient avec un budget qui n'excédait pas sept cent vingt-cinq millions, dans un temps où l'empire français comptait cent quatorze départements, on se convaincra que l'administration de Napoléon n'était pas sans mérite.

Malheureusement, plus il montrait de talents, plus il obtenait de faveurs de la fortune, plus la liberté avait à se plaindre de lui. Oubliant que c'est à la liberté qu'il doit le phénomène de son immense carrière; que c'est elle qui a organisé ses invincibles phalanges et formé ses braves généraux, il rapporte tout à son génie, à son étoile; il croit, parce que ses flatteurs ne cessent de le répéter, qu'il est tout, et que la patrie n'est plus rien; il s'abuse jusqu'à penser que ces mêmes Français, qui viennent de faire tant et de si grands sacrifices pour être libres, se passeront de la liberté, pourvu qu'il leur conserve un simulacre d'égalité, en décorant et élevant le mérite dans quelque rang qu'il se trouve. Bien convaincu que les Français tiennent plus à l'égalité qu'à la liberté, il sape tous les jours les restes de nos institutions libérales, et, pour comble de malheur, il trouve dans ses fonctionnaires des gens qui admirent toujours davantage le triomphateur soigneux de river les chaînes des Français.

De toutes les institutions de la république, il restait, au retour de Tilsitt, le tribunal et la liberté de la presse. Napoléon se décida à supprimer le tribunal et à modifier le corps législatif. Il sait bien qu'il va violer les constitutions de l'empire; mais il est sûr de l'obéissance passive des tribuns et de la servilité des sénateurs : aussi, sans alléguer d'autres motifs de la suppression du tribunal que son inutilité, il se considère comme

réformateur, et détruit lui-même son propre ouvrage.

Le tribunal, tel qu'il existait alors, était, sans contredit, inutile sous le règne d'un maître absolu; mais il pouvait retrouver en d'autres temps sa virilité, et la France devait tenir à la conservation d'une institution démocratique garantie par l'acte constitutionnel. Cependant cette suppression fit peu d'effet sur les Français, parce que le tribunal n'était plus qu'un corps avili : jamais les tribuns n'avaient élevé leur voix contre les usurpations du pouvoir, depuis qu'ils ne comptaient plus dans leurs rangs le petit nombre de citoyens courageux qui avaient essayé de former un noyau d'opposition; jamais ils n'avaient manqué de brûler l'encens aux pieds de l'empereur; et au jour de leur renvoi, on les vit baisser la main qui les frappait, et féliciter Napoléon de la mesure inconstitutionnelle qu'il prenait. On ne trouve nulle part une pareille dégradation, si ce n'est celle du sénat-conservateur, plus servile, plus lâche, plus cupide que le sénat de Tibère ou de Caligula.

Par la suppression du tribunal, la discussion préalable des lois, qui devait se faire dans ce corps, dûnt avoir lieu au sein de trois commissions de législation, d'administration et de finances, prises dans le corps législatif; et pour compléter le système, un sénatus-consulte déclara qu'à l'avenir nul ne pourrait être nommé membre de la législature s'il n'avait quarante ans accomplis. Ainsi, ce même général Bonaparte, qui naguère disait que c'était absurde de déterminer l'âge auquel un citoyen était propre à telles ou telles fonctions; qui se révoltait à l'idée que le conquérant de l'Italie et de l'Égypte, le négociateur de Campo-Formio, le législateur et l'organisateur de plusieurs états, ne pouvait entrer au directoire parce qu'il n'avait pas l'âge requis par la constitution, revenait alors à des opinions tout opposées, et faisait gratuitement un affront à tous les citoyens qui n'avaient pas quarante ans, en leur fermant l'entrée du corps législatif : il préparait ainsi le règne de la gerontocratie, qui s'est perpétué jusqu'à nos jours.

On s'arrête difficilement quand on est entré dans la voie des empiétements, et surtout quand, au lieu de rencontrer des obstacles, on trouve des esclaves empressés de les aplanir. C'est ce qui arriva à Napoléon : il n'eut pas plus tôt aboli le tribunal, qu'il porta la main sur la liberté de la presse; non qu'elle se montrât très-hostile contre lui, mais parce qu'il savait qu'il ne pourrait jamais fonder ni despotisme durable, ni ramener l'ancien régime de Versailles, tant qu'il resterait exposé à la vigilance de la presse. Il résolut donc

d'enchaîner la pensée et la parole; et, sous le prétexte dérisoire d'assurer cette liberté, un décret impérial du 27 septembre 1807 exigea qu'aucun libraire ne pût vendre un ouvrage avant de l'avoir soumis à la censure d'une commission. Par cette disposition, la liberté des opinions, que Napoléon s'est vanté d'avoir protégée, se trouvait en effet étouffée sous des réglemens iniques, dont ceux-là mêmes qui approuvaient alors ces mesures liberticides lui firent un crime au jour de ses revers, et s'en servirent pour motiver sa déchéance.

Enfin Napoléon, qui ne voulait rien d'indépendant, attaqua l'indépendance des juges, dernière sauvegarde de la justice et de la liberté individuelle. Un sénatus-consulte du 12 octobre, relatif à l'ordre judiciaire, porte que les provisions instituant les juges à vie ne leur seront délivrées qu'après cinq ans d'exercice de leurs fonctions, si, à l'expiration de ce délai, l'empereur reconnaît qu'ils méritent d'être maintenus. On sent dans quelle position cette mesure plaçait la magistrature judiciaire. Et qu'on ne pense pas que Napoléon eût l'intention de peupler les tribunaux de juges prêts à prévariquer : l'administration de Napoléon, il faut le dire, avait de la moralité; il voulait que ses fonctionnaires fussent des hommes honnêtes, probes; mais il les voulait soumis à ses volontés, sans réfléchir peut-être que le magistrat, l'administrateur qui se soumet à une autre puissance qu'à celle de la loi, se dépouille de sa dignité d'homme, et devient insensiblement l'instrument docile des volontés du maître qui exige cette soumission.

CHAPITRE IV.

Suites de la mésintelligence avec le Portugal. — Départ de la cour de Lisbonne pour le Brésil. — Traité conclu entre la France et l'Espagne relativement au Portugal. — Guerre entre le ministre Godoi et le prince des Asturies. — Son arrivée au Portugal par l'armée de réserve commandée par Junot. — Envahissement de l'Espagne. — Émeute d'Aranjuez. — Murat occupe Madrid. — Enlèvement du pape. — Incorporation de États romains à l'Empire français. — Embarras que Napoléon se crée en Espagne et en Italie.

Cependant, les difficultés qui s'étaient élevées entre l'empire français et le Portugal n'avaient point été aplanies, quoique le prince régent de ce royaume eût fait quelques actes propres à satisfaire les exigences de Napoléon. Ce prince avait promis de tirer le Portugal de la dépendance de l'Angleterre, où il était à bien des égards, il avait même annoncé qu'il renverrait

l'ambassadeur anglais, lord Strangford, et qu'il rappellerait celui qu'il avait à Londres : mais en même temps le cabinet de Lisbonne avait déclaré que, si des troupes étrangères entraient en Portugal, le prince régent et la cour se retireraient au Brésil.

Cette menace déplut beaucoup à Napoléon : il y reconnut les conseils de l'Angleterre, qui, par cette retraite au Brésil, se serait trouvée maîtresse du Portugal. Il donna ordre au général Junot de se mettre à la tête du corps d'armée d'observation de la Gironde et de marcher sur Lisbonne. Un embargo fut mis sur tous les vaisseaux portugais qui se trouvaient dans les ports de France, et la guerre fut déclarée au Portugal. Napoléon annonça que *la maison de Bragance avait cessé de régner*. Junot arriva à Bayonne le 5 septembre, et franchit les Pyrénées quelques jours après.

A cette époque, un traité secret fut conclu à Fontainebleau entre le général Duroc, pour la France, et le conseiller Izquierdo pour l'Espagne. Il fut convenu de part et d'autre que la conquête du Portugal serait faite par l'armée de Junot, à laquelle se joindraient huit mille Espagnols; que le roi d'Étrurie céderait son royaume à Napoléon, et qu'il recevrait en échange la ville de Porto et la province portugaise d'entre Douro et Minho, laquelle prendrait le nom de royaume de la *Lusitanie septentrionale*; que les Algarves et l'Alentejo seraient données en souveraineté au ministre favori du roi d'Espagne, le prince de la Paix; que la Lusitanie septentrionale et la principauté des Algarves reconnaîtraient la haute suzeraineté du roi d'Espagne, lequel devait être reconnu par l'empereur des Français comme empereur des deux Amériques; et enfin, que les autres provinces du Portugal seraient tenues en réserve. Ainsi Napoléon et son allié le roi d'Espagne donnaient au monde l'inique spectacle de céder et d'échanger les peuples comme un vil troupeau, et sans consulter leur volonté. Il était évident que Napoléon voulait se débarrasser du Bourbon qu'il avait placé lui-même dans la plus belle partie de l'Italie : la reconstruction de la *patrie italienne* était une de ses plus chères pensées. Mais il était dans sa destinée de détruire tout ce qu'il voulait reconstruire, et de rétablir tout ce qu'il devait détruire.

Le traité de Fontainebleau n'était pas encore connu à Madrid, que la mésintelligence qui régnait depuis longtemps entre Charles IV et le prince des Asturies, son fils aîné, éclata, et vint fournir à Napoléon l'occasion de former d'autres projets sur la Péninsule ibérique.

Deux partis divisaient la famille régnante et

la cour d'Espagne : l'un était celui du roi, aveuglément gouverné par son favori, Emmanuel Godol, qui, de simple garde-du-corps, avait été élevé par la faveur de la reine aux fonctions de premier ministre, et s'était fait véritablement roi. L'autre parti était celui de l'héritier présomptif du trône, prince sans aucune grande qualité, mais conduit par le chanoine Escoiquiz, qui aspirait à gouverner à la place de Godol. Ces deux partis recherchaient également l'appui de Napoléon, et lui faisaient beau jeu ; car il était décidé de tirer tout le parti possible de la situation des choses en Espagne.

Le favori, pour se maintenir à son poste, aussi bien que pour se mettre à l'abri de la vengeance du fils, après la mort du père, poussait Napoléon à la conquête du Portugal, afin d'avoir un asile dans la principauté des Algarves, qui lui était promise. D'un autre côté, le prince des Asturies, alors veuf de sa première femme, écrivait à Napoléon, à l'insu de son père, pour lui demander une épouse de sa main et solliciter sa protection.

Sur ces entrefaites, le prince Ferdinand fut arrêté avec plusieurs seigneurs. Ils étaient accusés d'avoir projeté de détrôner Charles IV. On publia, à Madrid, une lettre de Ferdinand à son père dans laquelle il se reconnaissait coupable de s'être laissé entraîner, et promettait désormais l'obéissance la plus soumise, si le roi daignait lui pardonner. Dans une autre lettre, qui fut aussi publiée, ce prince demandait pardon à sa mère. Il est difficile d'apprécier ce que ces lettres avaient de vrai et de spontané, étant mises au jour sous l'influence et par les ordres des ennemis de Ferdinand ; mais ce qui prouve que le complot n'était pas tel qu'on l'avait annoncé, ou qu'on n'eût pas de preuves contre les accusés, c'est qu'ils furent tous acquittés par le conseil de Castille, devant lequel le roi avait renvoyé son fils et ses complices pour y être jugés.

Les choses en restèrent au même point ; seulement il y eut un accroissement de haine chez les deux partis, qui restèrent prêts à saisir la première occasion pour arriver à leurs fins. Jusqu'alors la nation espagnole, tranquille spectatrice de toutes les intrigues d'une cour corrompue, ne s'était nullement mêlée de ces différends ; mais elle professait le plus profond mépris pour la reine et pour son favori Godol : on donnait même au roi des épithètes peu flatteuses ; on pouvait dire que c'était un peuple tout-à-fait désaffectionné pour ses maîtres ; néanmoins, comme il faut toujours prendre parti pour quelqu'un, ce peuple parut disposé à soutenir le prince des Asturies contre l'orgueilleux ministre.

En ce moment, Junot s'était avancé vers le Portugal. Le faible gouvernement de Lisbonne, ce gouvernement dégénéré par une superstition de plusieurs siècles et par l'habitude de la dépendance étrangère, crut conjurer l'orage en faisant à Napoléon des sacrifices tardifs. Mais les conquérants s'arrêtent difficilement : Napoléon savait que le royaume dont il voulait s'emparer était plongé dans le plus profond engourdissement, qu'on n'y faisait aucun préparatif de défense, et qu'il le prendrait au dépourvu si les Anglais ne s'en mêlaient pas : aussi, pour ne pas leur donner le temps d'envoyer les troupes à Lisbonne, ordonne-t-il à Junot de marcher sans relâche. Les régiments français, composés de très-jeunes conscrits, franchissent, en courant, un espace de près de deux cents lieues, et arrivent sur le territoire portugais avant que la cour de Lisbonne ait connu la sentence lancée par Napoléon contre la maison de Bragance.

Junot étant à Abrantès, le prince régent s'aperçut qu'il était temps de penser à sa retraite au Brésil. Il fait armer à la hâte une partie de sa flotte, sur laquelle on transporte le trésor de la couronne et les objets les plus précieux, et il s'embarque avec une partie de la cour le 27 novembre, après avoir nommé une régence pour gouverner le Portugal. Trois jours après, l'avant-garde française entra dans Lisbonne sans coup férir et sans avoir rencontré une seule moustache portugaise. La régence avait envoyé une députation au-devant de Junot pour le complimenter, et faire acte de soumission.

Ainsi fut opérée la première invasion du Portugal par les troupes françaises : elles étaient déjà à Lisbonne, que l'Espagne n'avait pu encore réunir les huit mille hommes qui devaient coopérer à la conquête de ce royaume. Junot s'empara des principaux postes, de quatre vaisseaux de cinq frégates, de douze bricks, et d'un arsenal bien approvisionné ; il mit le séquestre sur les propriétés anglaises, et frappa le pays conquis d'une contribution de cent millions de francs.

Pendant que le corps d'armée du général Junot s'installait dans les provinces centrales du Portugal, une nouvelle armée française se formait du côté de Bayonne, et une autre se rassemblait dans le Roussillon. Le cabinet de Madrid parut alarmé de cette réunion de forces ; mais Napoléon calma les craintes des Espagnols, en déclarant que ces troupes étaient destinées à former la réserve de l'armée de Portugal, et que cette mesure était nécessitée par les armements que les Anglais faisaient et que l'on savait être destinés à opérer une descente dans le royaume envahi.

L'Espagne ne fit plus de difficultés pour accorder

le passage à ces troupes, et en peu de jours des corps français envahirent la Catalogne et la Navarre, en même temps que les troupes disponibles de l'Espagne se portaient à l'extrémité de la péninsule pour occuper le futur royaume de Lusitanie et la principauté des Algarves.

Cependant il existait en Espagne un grand malaise; on y était dans l'attente d'un événement. Comme la mésintelligence régnait toujours entre Godol et le prince des Asturies, beaucoup d'Espagnols pensaient que les troupes françaises, destinées en apparence pour le Portugal, entraient en Espagne pour appuyer les projets de Ferdinand. Ce qui fit qu'on ne conçut aucun soupçon de la perfidie de Napoléon : ainsi les troupes françaises purent occuper, sous divers prétextes, les places fortes espagnoles. Le maréchal Moncey entra dans Burgos et y établit son quartier-général. Le général Darmagnac se rendit maître de Pampelune; Dubesme, de Barcelone et de Figuières; Thouvenot, de Saint-Sébastien, et le corps du général Dupont s'avança jusqu'à Valladolid.

Rien n'annonçait encore quels étaient les projets de Napoléon, jusqu'au moment où l'ambassadeur d'Espagne, Izquierdo, étant retourné à Madrid, avertit lui-même sa cour du danger qu'elle courait. La Péninsule était alors envahie par des forces imposantes; les places fortes étaient occupées, et des corps français, sous prétexte d'aller former un camp près des remparts de Gibraltar, avaient pénétré jusque dans l'Andalousie. Avant la fin de février 1808, cent mille Français, y compris les trente mille sous les ordres de Junot, occupaient les meilleures positions de la péninsule. Dans cette fâcheuse situation, la cour d'Espagne crut devoir imiter celle de Lisbonne : elle se prépara à émigrer dans ses vastes possessions d'Amérique, sur lesquelles elle régnait encore : on assure que cette détermination fut suggérée au roi et au prince de la Paix par des émissaires de Napoléon. C'était en effet un moyen fort simple de se débarrasser de la famille royale; ce départ consommé, les Espagnols livrés à eux-mêmes, sans point de réunion, se fussent probablement soumis au conquérant.

Mais il arriva alors ce que Napoléon n'avait pu prévoir. Au premier bruit du départ de la famille royale, il se manifesta une grande agitation dans Madrid, et lorsque le roi allait monter en voiture pour quitter l'Espagne, la population de la capitale, jointe aux paysans d'Aranjuez, s'opposa à son départ : en vain le roi annonça-t-il qu'il allait seulement faire un voyage à Séville; le peuple s'obstina à ne pas laisser partir cette famille pour laquelle il n'avait cependant ni amour ni respect.

et qui était aussi privée de considération au dehors qu'au dedans.

La haine que le peuple portait à Godol acquit dans cette circonstance un nouveau degré d'intensité : le soulèvement se dirigea contre lui; son hôtel fut attaqué et pillé; le peuple jeta les meubles par les fenêtres, et Godol courut les plus grands dangers. Le roi essaya de calmer l'insurrection en faisant publier que cet ex-ministre dirigeant avait abandonné toutes ses charges et remis tous ses titres. « Mes aimés sujets, disait le roi dans sa proclamation, tranquillisez vos esprits. Sachez que l'armée de mon cher allié, l'empereur des Français, traverse mes états avec des sentiments de paix et d'amitié : elle a pour but de se porter sur les points menacés d'un débarquement de l'ennemi. La réunion de ma garde n'a pour but ni de défendre ma personne, ni de m'accompagner dans un voyage que la malignité vous a fait supposer... »

Malgré toutes ces protestations, le peuple ne cessait de se montrer hostile. Les chefs du parti de Ferdinand s'étaient emparés de l'élite d'Aranjuez pour forcer le roi non-seulement à renvoyer le favori, mais encore à abdiquer la couronne en faveur du prince des Asturies. Ce n'était donc pas assez pour eux que le trop fameux prince de la Paix fût privé de toutes ses charges et qu'on eût promis de le faire juger et punir; on voulait encore l'abdication; et l'on alimentait toujours l'effervescence du peuple dans le but d'effrayer le roi et la reine.

Voyant que l'insurrection devenait toujours plus dangereuse, Charles IV, qui craignait peut-être moins pour lui que pour la vie de son favori, alors au pouvoir de Ferdinand, se décida à renoncer à la couronne, et abdiqua solennellement, le 19 mars, à condition que les jours de Godol seraient sauvés.

À la nouvelle de l'emprisonnement de Godol et de l'élévation au trône de Ferdinand, le peuple soulevé se livra à une joie qui contrastait avec la morne apathie qu'il avait montrée pendant longtemps pour tout ce qui concernait le gouvernement : il avait tout laissé faire jusqu'alors à l'inepte favori; mais le moment de protester contre son règne honteux était arrivé, et les Espagnols avaient montré dans cette occasion une énergie qui n'était pas de bon augure pour ceux qui comptaient les soumettre à un joug étranger.

Cependant, le général en chef des armées françaises dans la Péninsule, Murat, qui venait d'entrer en Espagne, et qui avait ordre d'user des plus grands ménagements pour ne pas indisposer les habitants contre les soldats français, et de n'entrer dans Madrid que dans le seul cas de cir-

constances graves, crut que ce cas était arrivé, et s'avança sur cette capitale avec des forces imposantes : Murat fit son entrée à Madrid le 25 mars, et y fut assez bien accueilli. Le lendemain, le nouveau roi, Ferdinand VII, entra aussi dans sa capitale aux acclamations des habitants ivres de joie.

Tel fut le premier acte de ce grand drame qui devait fournir au peuple espagnol l'occasion de sortir de la molle oisiveté dans laquelle il était plongé, et de se montrer à la fois héroïque et cruel dans la longue et sanglante guerre qu'il soutint pour défendre son indépendance; guerre désastreuse pour la France, à qui elle coûta ses plus braves soldats.

« On m'a imputé bêtement, a dit Napoléon au sujet de ces premiers événements dont l'Espagne fut le théâtre; on m'a imputé d'avoir pris part à toutes ces intrigues; mais j'y étais d'autant plus étranger, que la dernière circonstance surtout (celle de l'abdication en faveur de Ferdinand) dérangeait tous mes projets arrêtés avec le père, et par suite desquels mes troupes se trouvaient déjà au sein de l'Espagne. Les deux partis sentirent dès-lors que je pouvais et devais être leur arbitre. »

Nous verrons bientôt comment l'affaire d'Espagne et celle de Portugal se compliquèrent : en attendant reportons-nous un instant en Italie, où se préparent aussi des événements du plus haut intérêt.

Le royaume de Naples était à peu près conquis par la prise du fort de Scylla, dernier refuge des insurgés calabrais, dont l'active férocité, se déployant dans ces contrées, les plus âpres et les plus sauvages de l'Italie, avait nécessité des efforts soutenus, et causé de grandes pertes aux troupes françaises. Les débarquements des nombreux corps anglais sur les côtes de ce royaume avaient aussi été repoussés, et le nouveau roi, Joseph-Napoléon, commençait à régner paisiblement sur ce beau pays, lorsque des troupes françaises entrèrent à Rome.

Le but apparent de cette mesure était la dispersion des émissaires des puissances ennemies de la France réunis à Rome, et dont le pape favorisait secrètement les intrigues; mais à peine ces troupes furent-elles dans Rome, qu'elles s'emparèrent du château Saint-Ange, et prirent position, avec de l'artillerie, devant la résidence papale.

Par cet appareil militaire, Napoléon croyait obliger le pape d'accéder aux demandes qu'il avait faites, et qui étaient devenues l'objet des plus vives contestations entre le gouvernement français et la cour de Rome. Napoléon demandait

l'établissement en France d'un patriarche indélé pendant du saint-siège; l'adoption du Code civil dans les états romains; le libre exercice de tous les cultes; la réforme des évêchés et l'indépendance des évêchés de celui de Rome; l'abolition générale des ordres ecclésiastiques de l'un et de l'autre sexe; l'abolition du célibat ecclésiastique à l'avenir, et l'autorisation de se marier à ceux engagés par des vœux; enfin, Napoléon demandait que Pie VII sacrât le roi de Naples, Joseph Bonaparte.

Il y avait dans les prétentions de Napoléon un mélange d'idées révolutionnaires accolées à des idées d'un autre siècle, qu'il avait la prétention de faire marcher de front, sans s'apercevoir que les principes philosophiques du XVIII^e siècle s'accordaient mal avec les pratiques du moyen-âge.

Le pape rejeta ces demandes, se fondant sur les saints canons, les saints conciles, sur la sainteté et la pureté de la religion, etc. Des notes pleines d'aigreur furent échangées de part et d'autre. « L'empereur, était-il dit dans une de ces notes, entend que l'Italie, Rome, Naples et Milan forment une ligue offensive et défensive, afin d'éloigner de la presque-île les désordres de la guerre. Si le saint-père adhère à cette proposition, tout est terminé; s'il s'y refuse, il annonce, par cette détermination, qu'il ne veut aucun arrangement, aucune paix avec l'empereur, et qu'il lui déclare la guerre. Le premier résultat de la guerre est la conquête, et le premier résultat de la conquête est le changement de gouvernement; car si l'empereur est forcé d'entrer en guerre avec Rome, ne l'est-il pas encore d'en faire la conquête, d'en changer le gouvernement, d'en établir un autre qui fasse cause commune avec les royaumes d'Italie et de Naples, contre les ennemis communs? Quelle autre garantie aurait-il de la tranquillité et de la sûreté de l'Italie, si les deux royaumes étaient séparés par un état où leurs ennemis continueraient d'avoir une retraite assurée? Ces changements devenus nécessaires, si le saint-père persiste dans son refus, ne lui feront pas pour cela perdre aucun de ses droits spirituels, car il continuera d'être évêque de Rome, comme l'ont été ses prédécesseurs dans les huit premiers siècles et sous Charlemagne. »

Cette note, dans laquelle sont énoncées très-clairement les intentions de Napoléon, n'était pas encore arrivée à Rome, que déjà le saint-père avait retiré ses pouvoirs à son légat à Paris, et celui-ci avait pris ses passe-ports. « Rome est donc en guerre avec la France, dit à ce sujet le ministre Champagny, dans une nouvelle note

CHAPITRE V.

« adressée à la cour de Rome; dans cet état de
« choses, S. M. a dû donner les ordres que la
« tranquillité de l'Italie rendait nécessaires. Le
« parti qu'a pris la cour de Rome, de choisir
« pour cette rupture un temps où elle pouvait
« croire ses armes plus puissantes (la semaine
« sainte), peut faire prévoir de sa part d'autres
« extrémités; mais les lumières du siècle en ar-
« rêtent l'effet : le temporel et le spirituel ne
« sont plus confondus, et la dignité royale, con-
« sacrée par Dieu même, est au-dessus de toute
« atteinte. »

Aux menaces succédèrent les voies de fait : le
doux, le paisible Chiaramonti n'est plus le même;
il se montre dans cette lutte le successeur des
Alexandre VI, des Jules II, des Léon X; il lance
un bref comminatoire d'excommunication contre
Napoléon; et aussitôt les provinces d'Ancone,
d'Urbino, de Macerata, de Camerino, sont dé-
membrées de l'état ecclésiastique, et annexées
au royaume d'Italie par un décret impérial du
2 avril. Les considérants de ce décret portent :
« Le souverain actuel de Rome a constamment
« refusé de faire la guerre aux Anglais, et de se
« coaliser avec les rois d'Italie et de Naples pour
« la défense de la presqu'île d'Italie; l'intérêt des
« deux royaumes, ainsi que celui des armées
« d'Italie et de Naples, exige que leur communi-
« cation ne soit pas interrompue par une puis-
« sance ennemie. La donation de Charlemagne,
« notre illustre prédécesseur, des pays compo-
« sant l'état du pape, fut faite au profit de la
« chrétienté, et non à l'avantage des ennemis de
« notre sainte religion, etc. » Par ces motifs,
Napoléon forme de ces pays trois départements,
qu'il donne au royaume d'Italie.

Ainsi Napoléon s'était créé des embarras et des
difficultés graves dans les deux péninsules; déjà
on pouvait prévoir qu'il y aurait du sang répandu
en Espagne, et que les affaires de Rome ne se
termineraient que par un coup que les ministres
de Napoléon appelleraient politique, et que le
monde chrétien qualifierait d'impie.

Institution des titres honorifiques. — Affaires d'Espagne. — Ar-
rivée de la famille royale d'Espagne à Bayonne. — Insurrec-
tion de Madrid. — Insurrection de Cadix. — Arrivée du nou-
veau roi d'Espagne, Joseph-Napoléon, à Madrid. — Révolte
des portugais. — Débarquement des Anglais en Portugal. —
Evacuation du Portugal par les Français. — Désastre de
Baylen. — Entrevue d'Erfurt. — Napoléon entre en Espa-
gne. — Ses succès. — Son entrée à Madrid. — Défaite de la
division anglaise du général Moore. — L'Espagne est presque
entièrement occupée.

Vers la fin de 1807, Napoléon s'était rendu à
Milan pour assister à la prise de possession du
royaume d'Étrurie, dont il fit plusieurs départe-
ments de l'empire français. Depuis lors il était
retourné à Paris, et avait fait publier le sénatus-
consulte portant institution de titres honorifiques
héréditaires, sous les dénominations de prince,
duc, comte, baron et chevalier; les titulaires
pouvaient former des majorats ou substitutions
en faveur de leurs descendants directs.

Par ces statuts un grand nombre de plébiens
devinrent des hommes titrés, et l'ancien régime
tout entier ressuscita dans les enfants de la révo-
lution, qui de simples citoyens furent métamor-
phosés en ducs et barons; toutefois Napoléon
n'osa pas rétablir les titres de marquis et de vi-
comtes, si ridiculisés par tous nos auteurs comi-
ques, et contre lesquels les soldats conservaient
une sorte de haine, que l'organisation impériale
n'avait pu étouffer. « Le nouvel ordre de choses,
« disait Cambacérès au sénat, n'élève point de
« barrière entre les citoyens... La carrière reste
« toujours ouverte aux vertus, aux talents utiles;
« les avantages qu'on accorde au mérite éprouvé
« ne nuiront pas au mérite inconnu... » C'est ainsi
que Napoléon entendait l'égalité. Il ne voulait
plus que de grands seigneurs. Tous les usages,
tous les abus de l'ancien régime, il les faisait re-
vivre pour détruire les libertés nationales, pour
consolider le despotisme impérial : les despotes
et les aristocrates de tous les pays ont de grandes
obligations à Napoléon; il leur a rendu l'exis-
tence, il les a remis sur pied. Malheureusement,
il trouva dans les avocats, les procureurs, les
juges de paix, qui formaient le sénat impérial,
tous sortis de la classe du peuple, et qui avaient
tous professé les maximes républicaines, des gens
fort empressés à se revêtir avec orgueil des titres
et des livrées de l'ancien régime. Peu de per-
sonnes osèrent désapprouver la mesure que le
sénat appelait *la plus noble des institutions* : mais
à la tête de ces opposants on vit des hommes du
plus grand mérite; on y trouva même l'archi-
trésorier de l'empire Lebrun, qui pensait « qu'on

ne fait pas des nobles comme on sème des champignons. »

Après avoir créé plus de nobles en un jour que Louis XIV n'en créa durant tout son règne, l'empereur Napoléon, satisfait d'apprendre, par la bouche du sénat, que sa dynastie, dès-lors appuyée sur la nouvelle noblesse de l'empire, n'avait plus rien à redouter des vicissitudes humaines, porta toutes ses pensées sur les affaires d'Espagne : il voyait ces affaires *fort mal embarquées*, et la révolution d'Aranjuez lui faisait craindre que les Espagnols ne sortissent de leur léthargie et ne s'opposassent à ses projets. Il ne se dissimulait pas tous les obstacles et toutes les difficultés qu'il éprouverait : la lettre qu'il écrivit au grand-duc de Berg, le 29 mars, est une preuve de la rapidité avec laquelle Napoléon jugeait immédiatement les hommes et les choses ; elle prouve aussi combien l'exécution des subalternes détruisait ou gâtait, la plupart du temps, ses combinaisons : cette lettre fut une véritable prophétie ¹.

D'après ce qui se passait à Madrid, Napoléon jugea que sa présence allait devenir nécessaire sur les lieux, et se décida à se transporter à Bayonne, où il fut s'installer le 15 avril. En même temps il fit partir son aide-de-camp, le général Savary, pour la capitale de l'Espagne, afin de lui rendre compte de ce qui s'y passerait.

Soit de son propre mouvement, soit qu'il y eût été engagé par le grand-duc de Berg, Charles IV n'avait pas tardé à protester contre son abdication, et l'Espagne se trouvait avoir deux rois. Tous les deux recherchaient la protection de Napoléon et l'appui des armes françaises ; et pour s'assurer cette protection, le prince des Asturies, que Murat s'était abstenu de reconnaître pour roi, crut devoir se rendre à Bayonne auprès de l'empereur.

On a dit que Napoléon avait employé de petits moyens, d'ignobles détours pour attirer la famille royale d'Espagne à Bayonne, et on a imputé une partie de ces intrigues au général Savary ; mais il est évident aujourd'hui que le père et le fils prirent d'eux-mêmes la résolution de faire ce voyage, et qu'ils furent encouragés dans cette détermination par leurs favoris respectifs.

Le précepteur Escolquiz, alarmé de voir Charles IV protester contre son abdication, et ne voyant que l'échafaud si son pupille ne triomphait pas, usa de tout son ascendant sur l'esprit

de Ferdinand pour lui faire faire ce voyage. Il ne doutait pas que Napoléon ne se prononçât pour ce prince, et qu'il ne lui donnât en mariage une des filles de son frère Joseph. Telles étaient les idées dont se berçaient le précepteur et l'élève ; et ce fut dans ces vues qu'ils se mirent en route le plus promptement possible, afin de devancer le vieux roi.

De son côté le favori Godol, qui ne voyait de salut que dans la protection de Napoléon, et qui croyait, de même que le roi et la reine, que leur *cher allié* l'empereur des Français leur ferait rendre justice de l'attentat d'Aranjuez, se décidèrent aisément à faire aussi le voyage de Bayonne, et se hâtèrent de partir dès qu'ils apprirent que leur fils était en route.

Jusqu'à Napoléon n'avait rien conseillé, rien tenté ; et c'est bien gratuitement que l'on fait honneur à ses combinaisons de la réunion à Bayonne de toute la famille royale d'Espagne : la vérité est que l'empereur ne savait pas encore ce qu'il ferait, et qu'il ne voulait agir que conformément aux événements que les circonstances devaient nécessairement amener. « Irai-je à Madrid, disait-il dans sa lettre confidentielle à son beau-frère Murat ; exercerai-je l'acte d'un grand protectorat en prononçant entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner Charles IV : son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

» Ferdinand est l'ennemi de la France ; c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône, sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien ¹. La reine, Elisabeth, et d'autres princesses françaises ont péri misérablement lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter ; qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre..... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre... » Et ailleurs : « Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai : cela ne sera pas difficile : je n'en sais rien moi-même. »

Il est donc évidemment établi que jusqu'à l'arrivée de la famille royale à Bayonne, il ne savait pas encore quel parti il prendrait. « Mais lorsque je vis tous ces personnages, a-t-il dit lui-même,

¹ Voyez cette lettre dans l'*Histoire de Napoléon* d'après lui-même, que l'auteur de cette suite à l'*Histoire de France* a publiée en 1824. Cet ouvrage, que les journaux de l'époque ont appelé l'*Histoire Classique* de Napoléon, a servi de canevas à toutes les autres histoires publiées depuis ; il a eu six éditions en France, et a été traduit dans toutes les langues européennes.

² Napoléon a eu à regretter plus d'une fois de ne pas avoir toujours pensé que les alliances de famille sont de bien faibles liens en politique. S'il eût suivi lui-même cette maxime, il est probable qu'il n'eût pas été mourir sur le rocher de Sainte-Hélène.

• lorsque j'ai pu juger de toute leur incapacité, j'eus pitié du sort d'un grand peuple, mûr pour de grands changements, et qui les sollicitait avec force; je saisis l'occasion unique que me présentait la fortune pour régénérer l'Espagne, l'enlever à l'Angleterre, en continuant, dans ma propre dynastie, le système de famille de Louis XIV, et enchaînant l'Espagne aux destinées de la France. Toutefois, ajoute Napoléon, j'embarquai fort mal cette affaire; l'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et le tout demeure fort vilain, puisque j'ai succombé; car l'attentat ne se présente plus aujourd'hui que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits qui remplissaient mon intention : la postérité l'eût pourtant préconisé, si j'eusse réussi, à cause de ses grands et heureux résultats. »

J'aurai peu de chose à ajouter aux confessions de Napoléon lui-même sur les événements de Bayonne, que beaucoup de gens ont considérés comme un guet-apens, et que Napoléon regardait comme un immense coup d'état. Il prétend avoir péché par trop de franchise, et par un excès d'énergie...

Quelque chose que Napoléon ait pu dire pour rendre l'envahissement de l'Espagne et l'usurpation de la couronne de Castille moins odieux, il n'en est pas moins vrai qu'il a abusé audacieusement de la confiance du vieux roi Charles IV, et de celle de son fils.

A peine le père fut-il arrivé à Bayonne, qu'il exigea de son fils la couronne qu'il avait abdiquée, pour en faire la cession à Napoléon, avec le droit de la transmettre à qui il jugerait à propos; et Ferdinand ratifia ce traité! Il y eut dans cette cession autant de lâcheté de la part de Charles IV et du prince des Asturies, que de duplicité de celle de Napoléon. Et qu'on n'imagine pas qu'il ait été nécessaire d'employer, comme on l'a dit, les menaces et la violence pour obtenir la cession de la couronne des Espagnes! Le roi, la reine étaient si courroucés contre leur fils, qu'ils le deshéritèrent avec une sorte de satisfaction : tout ce qu'ils désiraient en dédommagement de leur trône, c'était qu'on sauvât la vie à leur favori Godof. Eux et ce favori ne cherchaient que la sûreté et le repos. Napoléon les envoya à Compiègne : leur fils Ferdinand, les infants don Antonio, son oncle, et don Carlos, son frère, quittèrent Bayonne pour se rendre au château de Valençay, où ils séjournèrent jusqu'au commencement de 1814. Avant de partir, ils envoyèrent au gouvernement provisoire de Madrid leur adhésion au traité qui cédait l'Espagne à l'empereur des Français, avec exhortation à tous les Espagnols de s'y

conformer de cœur et d'âme, les relevant du serment de fidélité.

Cependant les habitants de Madrid, ainsi que tous ceux de la Péninsule, ne se montraient guère disposés à se voir céder avec tant de lâcheté à un souverain étranger : depuis le départ de Ferdinand, il régnait dans la capitale une grande agitation, que la présence des troupes françaises contenait à peine. Toutefois, tant que l'on put croire que Napoléon reconnaîtrait Ferdinand pour roi, aucune voie de fait n'eut lieu. Mais lorsqu'on apprit que Godof avait été délivré par les ordres de Murat, et que Ferdinand avait rendu la couronne à son père, l'indignation des Espagnols éclata par une insurrection, célèbre dans les fastes de l'Espagne.

Le 2 mai 1808, tous les habitants de Madrid, soutenus des paysans des environs, se révoltèrent et tombèrent sur les Français qui se trouvaient dans la capitale : ils en firent un grand carnage, et l'on porte à près de huit cents hommes de toutes armes le nombre de ceux qui furent immolés à la vengeance des Castillans; mais, quelques heures après le commencement de l'insurrection, plusieurs régiments français cantonnés dans les environs entrèrent dans la ville, et firent à leur tour une boucherie des insurgés : ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que les autorités parvinrent à arrêter ce massacre. Dans cette déplorable journée, les Espagnols furent les agresseurs, et les Français ne commencèrent à repousser la force par la force qu'après avoir vu égorger un grand nombre de leurs camarades : aussi furent-ils furieux contre les Espagnols, et Murat dut employer la plus grande sévérité contre les habitants pris les armes à la main : plus de cent furent fusillés le lendemain matin.

La victoire resta aux troupes françaises; mais, de ce jour, elles durent se regarder comme en hostilités déclarées avec tous les Espagnols. Cependant, le calme fut rétabli pour quelques jours; mais ce calme était le précurseur de l'orage qui allait fondre sur les Français.

Pendant que ces funestes événements avaient lieu à Madrid, la junte suprême d'Espagne, que Napoléon avait convoquée à Bayonne, lui présentait une adresse par laquelle cette junte, au nom des Espagnols, demandait pour roi, Joseph Napoléon, alors roi de Naples : le conseil de Castille et la municipalité de Madrid exprimèrent le même vœu, et Napoléon adressa aux Espagnols une proclamation, où on lisait les phrases suivantes :

« Après une longue agonie, votre patrie périsait. J'ai vu vos maux, je vais y porter remède..... Votre grandeur, votre puissance,

• fait partie de la mienne. Vos princes m'ont
 • cédé leurs droits à la couronne des Espagnes.
 • Je ne veux pas régner sur vos provinces,
 • mais je veux acquérir des titres éternels à l'a-
 • mour et à la reconnaissance de votre postérité.
 • Votre monarchie est vieille; ma mission est de
 • la rajeunir... Soyez pleins d'espérance et de
 • confiance dans les circonstances actuelles; car
 • je veux que vos derniers neveux conservent
 • mon souvenir, et disent : Il fut le régénérateur
 • de notre patrie. »

Depuis le 4 mai, c'est-à-dire, depuis la veille de l'abdication de Charles IV, Murat avait été nommé par ce roi, son lieutenant-général, et se trouvait légalement investi du pouvoir le plus absolu; d'un autre côté, le gouvernement provisoire l'avait nommé son président : ainsi Murat dirigeait les affaires de toute l'Espagne. Il se flattait de travailler pour lui, et pensait qu'étant le seul membre guerrier de la famille de Napoléon, il devait être placé à la tête d'un peuple brave, lequel se serait plutôt soumis à un général intrépide, qu'à un prince paisible. Mais il ne tarda pas à être déçu : le royaume d'Espagne fut cédé à Joseph-Napoléon. Murat se sentit piqué, et demanda à quitter l'Espagne, où, d'ailleurs, il n'avait pas fait preuve de beaucoup de prévoyance. L'ordre qu'il avait donné au général Dupont de s'avancer seul jusqu'à Séville, ordre que Napoléon avait blâmé, prouve assez qu'il jugeait mal les circonstances dans lesquelles l'Espagne se trouvait ; et pourtant il avait été témoin de la journée du 2 mai, qui en promettait tant d'autres de la même nature.

En effet, le 27 du même mois, jour de la fête de saint Ferdinand, il éclata à Cadix, ainsi que sur plusieurs autres points de la Péninsule, une insurrection générale contre les Français : soldats, paysans, bourgeois, marins, prêtres, moines, hommes de loi, vieillards, femmes, enfants, tout s'insurgea, tout prit les armes. L'insurrection se communiqua avec la rapidité de l'éclair du sud au nord, de l'est à l'ouest de l'Espagne; partout où les Français n'étaient pas en force, il se forma des rassemblements d'où sortirent de nombreux bataillons et de dangereuses guérillas : en peu de jours toute la nation fut debout.

Jamais peuple ne se souleva contre l'oppression dans des circonstances plus défavorables. L'élite de ses troupes avait été transportée au nord de l'Europe; la frontière d'airain que forment les Pyrénées avait été passée; les places fortes et les grandes positions militaires étaient au pouvoir des troupes françaises; la capitale, la moitié du royaume, le Portugal, étaient occupés par cent mille soldats, braves, et constamment

favorisés par la victoire. Les Espagnols étaient sans armes, sans munitions, sans trésor public; ils se trouvaient délaissés, trahis par leur gouvernement : les grands et les nobles, dont la nation devait attendre un concours actif, trompaient l'espoir de la patrie par intérêt ou par lâcheté; la plupart faisaient la cour à Napoléon et au nouveau roi. Mais un peuple qui se lève pour défendre son indépendance, ses droits, sa liberté, ne connaît point d'obstacles, et déjoue tous les calculs : il supplée à tout ce qui lui manque par son courage et son dévouement; et ce peuple, qu'on a cru conquérir et soumettre facilement, devient un lion furieux devant lequel tout tremble et fuit.

Les soldats français ne tremblèrent pas, ne fuirent point devant les soldats-citoyens qui surgirent sur toute la surface de l'Espagne; mais ils eurent à soutenir contre ce peuple la guerre la plus terrible, la plus cruelle, la plus désastreuse et la plus longue qui eût éclaté depuis la révolution.

Pendant que les Espagnols se soulevaient partout où les Français n'étaient pas en force pour leur imposer, une junte du gouvernement s'organisait à Séville : elle annonçait que son pouvoir n'émanait que de Ferdinand VII, légitime souverain de l'Espagne, et déclarait la guerre aux Français. A l'exemple de l'Andalousie, toutes les autres provinces eurent bientôt des juntes qui se réunirent et agirent aussi au nom de Ferdinand, et qui donnèrent à l'insurrection plus d'un point d'appui.

Toutefois, le nouveau roi, Joseph-Napoléon, accompagné de beaucoup de nobles Espagnols et du noyau d'une cour, était parti de Bayonne, et était même parvenu sans obstacles dans Madrid. Mais à peine y est-il, que les insurgés s'avancent de tous côtés sur cette capitale, et menacent d'y cerner le nouveau roi et sa cour.

Tous les corps français se mirent en mouvement pour s'opposer aux progrès des Espagnols. Alors commença l'injuste et funeste guerre d'Espagne, dont le début fut une catastrophe honteuse pour les armes françaises, catastrophe à laquelle il est permis d'attribuer tous les fâcheux résultats de l'occupation de l'Espagne et du Portugal.

Au moment où éclata l'insurrection générale des Espagnols, Napoléon avait en Espagne environ quatre-vingt mille hommes, dont vingt mille sous les ordres du général Dupont; vingt-six mille sous ceux du maréchal Moncey; vingt mille commandés par le maréchal Bessières, et quinze mille aux ordres du général Duhamme. Ce dernier corps ayant pénétré en Espagne par les Pyrénées orientales, occupait Figuières, Barcelone et une partie

de la Catalogne ; les deux corps de Bessières et de Moncey étaient disséminés dans la Biscaye, la Navarre, le royaume de Léon, les deux Castilles et dans une partie de l'Aragon. Les vingt mille hommes du général Dupont étaient fort en avant dans l'Andalousie. La plupart de ses soldats étaient des conscrits encore adolescents, destinés à faire un dur apprentissage de la guerre. Que pouvaient ces corps de jeunes soldats répandus sur la surface de la moitié de l'Espagne, et entourés de toutes parts par d'innombrables rassemblements d'insurgés ? On les regardait comme devant périr successivement sous les coups des guérillas.

Le sénat venait de décréter une nouvelle levée de quatre-vingt mille jeunes gens. Il fallait se préparer à la guerre contre les Espagnols. Napoléon partit de Bayonne et retourna à Paris, d'où il se proposait de sonder les dispositions de l'Autriche et de la Russie, avant de dégarnir le nord pour envoyer des renforts en Espagne.

Mais à peine était-il dans sa capitale que les affaires de la Péninsule Ibérique vinrent se compliquer de la révolte des Portugais, qui fut suivie du débarquement d'une armée anglaise près de Lisbonne, et de la déplorable capitulation du général Dupont à Baylen.

La première insurrection portugaise éclata le 16 juin, à Porto, et s'étendit si rapidement dans les provinces du nord, que les Français furent contraints de les évacuer immédiatement. La situation du corps d'armée de Junot devint fort embarrassante ; cependant il se maintint encore jusqu'à la fin de juillet, sans éprouver de grandes pertes. A cette époque eut lieu le débarquement, à Leiria, de quatorze mille Anglais, sous les ordres de sir Arthur Wellesley (le fameux Wellington), et de cinq mille autres, commandés par le général Spencer. A ces dix-neuf mille Anglais se joignirent bientôt six à sept mille soldats portugais. Ainsi, le général Wellesley se trouva avoir des forces très-supérieures à celles des Français ; car Junot, obligé de disséminer les siennes, n'avait pas douze mille hommes à opposer aux Anglais. Cependant le général Delaborde, qui fut le premier attaqué, fit, avec six mille hommes seulement, une si belle résistance, durant le combat de Rolica, que, si la division Loison eût fait ce jour-là sa jonction avec Delaborde, ainsi que cela lui était prescrit, les Français eussent obtenu de grands avantages sur les Anglais. Mais l'inexécution des ordres de Junot préserva sir Arthur des désastres que devait entraîner, pour son armée, les mauvaises dispositions qu'il avait prises.

Quatre jours après, c'est-à-dire le 24 août, eut lieu la bataille de Vimeiro, à quinze lieues au nord de Lisbonne. Dix mille Français, conduits

par Junot, soutinrent, pendant cinq heures, tous les efforts de vingt-six mille Anglais, Manovriens ou Portugais, et firent éprouver à l'ennemi des pertes plus considérables que les nôtres : Junot fit sa retraite en bon ordre. Effrayé de la résistance qu'il éprouvait, et voulant préserver Lisbonne des désastres auxquels l'eût exposée une suite d'opérations offensives pour amener la reddition d'un chef aussi résolu que Junot, le général anglais se hâta de conclure, le soir même du combat de Vimeiro, une suspension d'armes qui fut suivie de la convention de Cintra, signée le 30 août.

Par cette convention, les troupes françaises devaient évacuer le Portugal avec armes et bagages : elles n'étaient point considérées comme prisonnières, et pouvaient servir dès leur arrivée en France. Le gouvernement anglais s'engageait à fournir des moyens de transport à l'armée française, qui emportait toute son artillerie, ses caissons, ses bagages, chevaux et propriétés particulières. Les avantages de cette convention furent dus à la terreur qu'inspiraient les troupes françaises, à la bravoure et à la fermeté du commandant en chef Junot, ainsi qu'à l'habileté du général Kellermann, chargé des premières négociations.

En Angleterre, le parlement se récria contre la convention de Cintra, qui fut fortement improuvée : on ne pouvait concevoir que sir Arthur Wellesley, dont l'armée, renforcée tous les jours par l'arrivée de nouvelles troupes, et appuyée sur l'insurrection générale des Portugais, eût accordé, à vingt mille Français des conditions aussi avantageuses. Cette convention donna lieu à des enquêtes spéciales et à d'orageuses discussions parlementaires. Wellesley (Wellington) fut l'objet d'une censure motivée.

Cependant le Portugal se trouvait délivré de l'invasion française, et les Espagnols ne doutaient pas de chasser eux aussi les troupes de Napoléon. Déjà le maréchal Moncey, battu devant Valence, avait été obligé de se retirer avec perte. Ce succès encouragea les insurgés espagnols. Mais le maréchal Bessières prit sur eux une revanche éclatante, à Medina-del-Rio-Seco, dans le royaume de Léon. Quarante mille Espagnols s'étaient avancés de la Galice pour couper, au roi Joseph Bonaparte, le chemin de Madrid. Le maréchal Bessières les attaqua le 14 juillet ; et quoiqu'il n'eût qu'une vingtaine de mille hommes, il mit pour longtemps hors de combat cette armée espagnole, double de la sienne. L'action fut très-meurtrière pour les Espagnols surtout, qui perdirent dans cette journée plus de vingt mille hommes, dont huit mille restèrent sur le champ de bataille.

Malheureusement les trophées de Medina-del-

Rio-Seco ne tardèrent pas d'être perdus pour les Français, par suite de la déplorable affaire de Baylen, que Napoléon appela les *Fourches caudines* de la France.

Ainsi que je l'ai déjà dit, le généralissime des troupes françaises en Espagne, Murat, avait enjoint au général Dupont de s'avancer dans le cœur de l'Andalousie, pour y étouffer promptement l'insurrection des habitants. Dupont s'y porta dès le mois de juin, et arriva jusqu'à Cordoue, qu'il livra au pillage et à la dévastation. Après cette expédition, ce corps de troupes fut prendre position sur les bords du Guadalquivir, occupant Andujar, Baylen et le pays qui se présente aux débouchés des montagnes de Despegna-Perros : il s'y trouvait le 15 juillet, et venait d'y être joint par le général Védel, ayant sous ses ordres deux divisions formant ensemble huit mille hommes de bonnes troupes. Dupont en avait près de dix mille, parmi lesquels se trouvaient les marins de la garde, corps d'élite dont la bravoure était reconnue : mais toutes les troupes de ce général ne pouvaient pas combattre ; les meilleures, dit-on, servaient d'escorte à une immense quantité de fourgons que Dupont ramenait de Cordoue, et qui embarrassaient la marche de cette colonne. Telle était la situation du corps français dans l'Andalousie le 15 juillet : Murat avait promis des renforts qui ne furent pas envoyés.

En ce moment les Espagnols, au nombre de plus de trente-cinq mille, tant de troupes de ligne que de bataillons d'insurgés, s'étaient approchés des Français, auxquels ils voulaient couper la route de Madrid ; déjà un de leurs corps s'étaient porté sur la rive gauche du fleuve, vis-à-vis les positions que Dupont occupait à Andujar. En ce moment le général Védel était au nord de Baylen, à la recherche de l'ennemi, et avait poussé jusqu'au-delà de la Caroline sans apercevoir des troupes espagnoles. Malgré l'éloignement de la division de Védel, Dupont pouvait et devait attaquer, le 16, le corps espagnol qu'il avait devant lui ; il hésita, et resta deux jours immobile.

Le 18 au soir seulement, Dupont décampa d'Andujar pour donner la main à Védel ; mais sa retraite fut lente et pénible à cause des nombreux fourgons qui encombraient la marche des troupes, et qui auraient dû être sacrifiés.

Le 19, Dupont se trouve en présence de l'armée espagnole postée à Baylen. Il se décide à attaquer, dans la persuasion que Védel ne peut manquer de venir le soutenir ; mais il n'utilise pas les bataillons qui gardent ses fourgons, lesquels recèlent, dit-on, les riches dépouilles des églises de Cordoue. Aussi Dupont attaque-t-il faiblement, et ne fait exécuter que des charges in-

fructueuses. Cependant le brave Védel⁴ accourait là où il entendait la canonnade ; mais ses soldats étant épuisés par la fatigue et la chaleur, il dut faire des haltes pour leur donner le temps de réparer leurs forces, et ne put arriver près de Baylen que le soir. Védel attaque aussitôt les avant-postes qui lui font face, place les Espagnols entre deux feux, et fait mettre bas les armes à deux de leurs bataillons. En ce moment il apprend par un officier de Dupont que ce général parlemente et qu'il y a suspension d'armes. Védel est donc forcé de cesser de combattre, et reçoit même l'ordre de s'éloigner du champ de bataille, malgré l'ardeur de ses troupes, déterminées à se frayer un passage jusqu'à Dupont.

Le 20, Védel fit proposer à Dupont de reprendre le combat ; mais Dupont n'accepta pas cette proposition, et continua de traiter avec l'ennemi, donnant successivement au général Védel l'ordre de se retirer sur la Sierra-Moréna, puis de rester. Ce même jour Dupont tint un conseil de guerre, dans lequel le général Privé proposa de sacrifier les bagages, de prendre les troupes qui les gardaient, et de faire une attaque contre le général espagnol Redding, en même temps que le général Védel l'attaquerait de son côté. Au lieu de suivre cet avis, qui eût sauvé le corps d'armée, ce conseil de guerre prit la résolution de capituler : les conditions les plus honteuses pour la France et pour ses soldats furent définitivement signées le 22 juillet. Le général Dupont comprit dans sa capitulation les troupes de Védel et de Dufour : treize mille Français se trouvèrent ainsi forcés de mettre bas les armes. Ils devaient être transportés en France. Mais les Espagnols violèrent la convention, et au lieu d'embarquer ces troupes pour le port de Rochefort, elles furent envoyées à Cadix, où les malheureuses victimes de cette fatale capitulation périrent de faim et de misère, entassées dans des pontons.

Le désastre de Baylen est le seul revers qui ait flétri les armes françaises dans cette longue suite de campagnes de 1792 à 1808. Des batailles avaient été perdues, des places rendues ou enlevées, des régiments entiers pris, mais toujours sans déshonneur : jamais un corps de troupes aussi nombreux n'avait capitulé en rase campagne. A Baylen, la capitulation fut déshonorante : aussi, lorsque Napoléon en eut connaissance, en-

⁴ A son arrivée à Madrid, Napoléon s'entretint beaucoup de la malheureuse affaire de Baylen ; il voulut interroger lui-même ceux des officiers-généraux et supérieurs qui s'y étaient trouvés. De ce nombre était le général Polinsot, qui se permit de dire à l'empereur, en parlant de Védel, que depuis qu'il était riche il ne se battait plus aussi bien : « Taisez-vous », lui dit Napoléon indigné qu'on se permit de pareilles insinuations contre ses anciens compagnons d'armes ; taisez-vous. Védel est brave comme un canon. »

tra-t-il dans une grande fureur contre le général Dupont. « Le malheureux ! s'écria-t-il en plein conseil d'état ; le malheureux ! il a souillé l'habit militaire, en permettant de fouiller dans les sacs des soldats pour y chercher les vases sacrés qui étaient dans ses fourgons ! Il a taché cet habit, mon habit, car je suis soldat, moi !... Que les lois s'exécutent !... »

Le général Dupont devait d'abord être jugé par un tribunal d'exception ; mais il fut ensuite renvoyé devant la haute cour impériale. La procédure fut instruite : il résulta des interrogatoires que subirent les généraux Dupont et Védel, ainsi que des dépositions des témoins, un acte d'accusation dressé, le 17 février 1812, dans lequel il est dit :

« Que le général Dupont a laissé le pillage de Cordoue se prolonger au-delà des premiers moments donnés à la fureur du soldat ; qu'il n'a donné des ordres pour la sûreté des caisses publiques que trois jours après son entrée à Cordoue ; qu'il n'a pas fait faire le versement de tous les fonds à la caisse du payeur-général ; qu'il a évacué Cordoue sans emmener tous ses malades, quoiqu'il eût huit cents voitures d'équipages ; qu'il a donné, le 18, à la levée du camp d'Andujar, trop de soin à la conservation de ces équipages, ce qui l'a empêché de déployer toutes ses forces contre l'ennemi, à son arrivée à Baylen le 19 au matin ; qu'il a, en demandant une trêve le 19, négligé de stipuler par écrit aucunes conditions ; qu'il a compris dans cette trêve, ensuite, les divisions Védel et Dufour, pour qui elle n'avait pas été et ne pouvait pas être stipulée ; qu'il a rejeté, le 20, les propositions du général Védel de s'entendre avec lui et de reprendre le combat, et celles du général Privé, de sacrifier les bagages, de prendre les troupes qui les gardaient, et de faire une attaque contre Redding en même temps que le général Védel l'attaquerait aussi ; qu'il a donné successivement au général Védel, le 20, des ordres contradictoires, tantôt de se retirer sur la Sierra-Moréna, tantôt de rester, tantôt de se regarder comme libre, tantôt de se regarder comme compris dans la trêve ; qu'il a tenu, le 20, un prétendu conseil de guerre, et y a laissé délibérer de capituler sans appeler le général Védel ni aucun officier de sa division : qu'il a ensuite autorisé, la nuit du 21 au 22, son pléipotentiaire à signer des conditions honteuses et déshonorantes pour le soldat français ; qu'il y a stipulé la conservation des bagages et effets avec un soin qui semble annoncer que c'était un des motifs déterminants de la capitulation ; qu'il a compris dans

cette capitulation, sans en avoir le droit, deux divisions entières, libres, non engagées, ayant les moyens de se retirer sur Madrid ; qu'il a trompé le général Védel en lui écrivant et lui faisant écrire, le 21 au matin, qu'il était compris dans une capitulation qui n'existait pas alors, qui ne lui a été communiquée que la nuit du 21 au 22, et n'a été signée que le 22 à midi (qui n'a même été communiquée que dans la nuit du 23 au 24), qu'il a ainsi non seulement sacrifié la division Barbou et la division Védel, mais encore les troupes, etc., etc. »

Telles sont les charges contenues dans l'acte dressé par le grand procureur impérial Regnault de Saint-Jean-d'Angely, ministre d'état, assisté de trois magistrats, officiers du parquet de la haute-cour et du greffier en chef. Le général Dupont ne fut pas jugé, et on ne saurait alors le considérer comme coupable de tous ces griefs ; mais, à tort ou à raison, on ne cessera de lui reprocher la capitulation de Baylen, comme une tache propre à ternir ses beaux faits d'armes antérieurs.

Que si l'on considère ensuite l'énormité des résultats de cette malheureuse affaire, on devra lui attribuer tous les revers que les armes françaises ont éprouvés dans la Péninsule. La capitulation de Baylen détermina l'insurrection du Portugal, fortifia celle de l'Espagne, et retentit dans tous les cabinets : elle détruisit le prestige attaché à la gloire militaire des Français, et porta la plus grave atteinte à la force morale de Napoléon. Jusqu'à ce jour-là, un assez grand nombre d'Espagnols éclairés avaient manifesté leur adhésion à un changement de gouvernement, qui ne pouvait qu'être avantageux aux peuples de l'Espagne, ne fût-ce que parce qu'il les aurait délivrés de l'inquisition, des moines, de la camarilla, de la vénalité de la justice et des préjugés qui encourageaient la paresse et l'oisiveté ; mais le triomphe inespéré de Baylen enflamma toutes les têtes d'un enthousiasme patriotique, et fit déclarer comme ennemis des hommes disposés à devenir nos amis.

Sept jours après la reddition du général Dupont, les progrès de l'insurrection espagnole furent tels, que le nouveau roi d'Espagne, Joseph-Napoléon, se vit dans la nécessité de quitter Madrid, où il n'était que depuis huit à dix jours, et de fuir à Vittoria. L'armée française, qui occupait la capitale et les Castilles, fut également obligée de battre en retraite, et de se tenir sur la défensive, jusqu'à l'arrivée des renforts envoyés d'Allemagne.

L'invasion de l'Espagne et du Portugal avait commencé dans le mois de février ; au mois d'août suivant, les Français, après avoir atteint les li-

mites de la Péninsule vers l'Océan, n'occupaient plus que trois ou quatre places fortes et une partie de la Navarre et de la Biscaye. Tel avait été le résultat de cette première invasion, ou plutôt des fausses combinaisons politiques de Napoléon.

Ajoutons encore qu'à cette même époque, le général La Romana, qui commandait les troupes espagnoles envoyées en Danemarck, instruit des malheurs de sa patrie, trompa la surveillance du maréchal Bernadotte, sous les ordres duquel il se trouvait, et parvint à s'échapper des Iles de Fionie avec la majeure partie de ses soldats. La Romana et ses Espagnols s'embarquèrent sur des bâtiments anglais, et arrivèrent en Espagne, où leur présence enflamma encore davantage les citoyens qui prenaient les armes.

Pendant que ces événements si défavorables aux projets de Napoléon semblaient le punir d'avoir entrepris une invasion injuste, que tous les Français désapprouvaient, d'autres événements non moins graves se préparaient dans le Nord.

L'Autriche, excitée par l'Angleterre, ordonnait des levées extraordinaires, et semblait se disposer en secret à soutenir une nouvelle guerre. Napoléon se mit à surveiller le cabinet de Vienne; et, afin de ne pas être pris au dépourvu, il fit décréter par le sénat une levée de cent soixante mille conscrits, dont quatre-vingt mille devaient être fournis par la classe de 1810, et les autres quatre-vingt mille sur les classes antérieures, depuis 1806. Ces classes étaient déjà presque épuisées, et celle de 1810 ne pouvait donner que des jeunes gens de dix-huit ans; mais le sénat n'y regardait pas de si près quand il s'agissait de satisfaire les desirs de son maître: les cent soixante mille conscrits furent envoyés dans les dépôts des régiments.

Comme Napoléon ne se flait guère au cabinet de Berlin, malgré l'état d'abaissement dans lequel il avait laissé la monarchie prussienne, il conclut, le 8 septembre, un nouveau traité avec ce cabinet, qui assujettissait la Prusse à n'avoir, pendant dix ans, que quarante mille hommes sous les armes; les places de Glogau, Stettin et Custrin, devaient être occupées par des garnisons françaises, jusqu'au parfait paiement des contributions qui lui avaient été imposées, et dont les arrérages s'élevaient encore à cent quarante millions de francs.

Napoléon voulut aussi s'assurer des dispositions de la Russie, et offrit à l'empereur Alexandre un rendez-vous dans la ville d'Erfurt. L'entrevue eut lieu le 27 septembre. Elle est devenue célèbre. Tous les souverains de l'Allemagne, excepté l'empereur d'Autriche qui ne fut pas invité, accoururent à Erfurt, et formèrent, aux deux

puissants arbitres de l'Europe, une cour des plus brillantes. Là, tout ce qui tenait à Napoléon était flatté, courtoisé par des têtes couronnées royales ou duciales, lesquelles s'inclinaient devant les moindres officiers de son palais. Il faut avoir assisté à l'entrevue d'Erfurt pour se faire une idée de la puissance morale que Napoléon exerçait sur tous ces souverains, et même sur l'empereur Alexandre. En ordonnant au célèbre tragédien Talma de se rendre à Erfurt, Napoléon lui avait dit: « Je vous ferai jouer devant un parterre de rois. » En effet, la petite salle de spectacle d'Erfurt contenait un si grand nombre de souverains, que le parterre en était rempli. C'est dans cette salle qu'on vit Alexandre saisir la main de Napoléon et la serrer avec émotion, au moment où le Roscius français venait de réciter ce vers:

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

A cette mémorable entrevue, les deux empereurs passèrent dix-huit jours dans la plus grande intimité, et se donnèrent les marques les plus sincères d'estime et d'attachement.

Au milieu de leurs embrassements, Napoléon et Alexandre s'entretenirent avec une sorte d'abandon de l'organisation et de l'administration de leurs états, et convinrent, dit-on, de ne point se troubler mutuellement dans leurs extensions respectives. L'objet de l'entrevue aurait donc été une paix générale, mais imposée, par les deux puissances du jour, à la manière des Romains.

Avant de se séparer, l'empereur des Français et celui de toutes les Russies adressèrent collectivement une lettre au roi d'Angleterre, par laquelle les deux maîtres du continent engageaient le maître des mers à coopérer au repos du monde. Mais cette démarche éclatante n'obtint qu'une réponse évasive: le cabinet de Londres déclara qu'ayant pris des engagements avec les rois de Portugal, de Sicile et de Suède, ainsi qu'avec le gouvernement actuel de l'Espagne, qui était celui de la junte suprême, il ne pouvait s'engager à traiter de la paix générale qu'autant que ces puissances pourraient prendre part aux négociations auxquelles S. M. Britannique était invitée. Un pareil langage n'annonçait guère l'intention de reconnaître les nouveaux rois de Naples et d'Espagne; aussi la négociation fut-elle rompue, après l'échange de quelques notes diplomatiques.

Avant de partir pour l'Espagne, Napoléon fit l'ouverture du corps législatif, et y annonça ses résolutions à peu près en ces termes:

« J'ai senti que, pour être heureux, il me fallait d'abord l'assurance que la France fût heureuse..... La vue de cette grande famille

française, aujourd'hui prospère, tranquille, unie, a sensiblement ému mon âme !..... Une partie de mon armée marche contre celles que l'Angleterre a formées ou débarquées dans les Espagnes. C'est un bienfait particulier de cette providence qui a constamment protégé nos armes, que les passions aient assez aveuglé les conseils anglais, pour qu'ils renoncèrent à la protection des mers, et présentent enfin leur armée sur le continent..... L'empereur de Russie et moi, nous nous sommes vus à Erfurt. Notre première pensée a été une pensée de paix. Nous avons même résolu de faire quelques sacrifices pour faire jouir plus tôt, s'il se peut, les cent millions d'hommes que nous représentons, de tous les bienfaits du commerce maritime. Nous sommes d'accord et invariablement unis, pour la paix comme pour la guerre.... Bientôt mes aigles planeront sur les tours de Lisbonne..... »

Au moment où Napoléon tenait ce discours, quatre-vingt mille hommes de vieilles troupes, parmi lesquelles se trouvait la belle et redoutable garde impériale, entraient en Espagne, et allaient rappeler la victoire sous les drapeaux français. Ces aigles, toujours triomphantes, devaient prendre leur essor et ne s'arrêter qu'aux Colonnes d'Hercule ; le vainqueur d'Austerlitz et d'Iéna allait les conduire lui-même. Mais on doutait en France de l'heureuse issue de cette guerre : et, quoique ceux des Français qui s'occupaient encore d'affaires politiques, la jugeassent impie, sacrilège et injuste, la chaire n'en retentit pas moins des vœux et des prières que le clergé faisait pour la gloire des armes de l'homme du destin.

Napoléon franchit la frontière des Pyrénées avec ses braves : visant au centre de l'état, il marcha sur Madrid, afin de frapper l'Espagne au cœur. Il ne calcula peut-être pas que la guerre étant l'affaire de tous les Espagnols, la capitale n'offrait plus qu'une importance secondaire, puisque chaque ville devenait capitale de fait, dès que les autorités reconnues par les insurgés s'y installaient. Le royaume avait autant de centres de résistance qu'il comptait d'arrondissements politiques : Saragosse, Gironne, Valence, Murcie, Séville, Cadix, devinrent autant de foyers qui s'alimentaient d'eux-mêmes, et qui s'inquiétaient peu de l'occupation d'une capitale qui cessait de l'être dès qu'elle était au pouvoir de l'ennemi.

Napoléon ne voyait qu'une chose, replacer son frère sur le trône : il se mit donc à la tête de ses troupes, et débuta par la bataille de Burgos, livrée aux Espagnols, par les maréchaux Soult et Bessières, le 40 novembre 1808 : les insurgés y

perdirent six mille hommes, dont trois mille furent faits prisonniers avec une vingtaine de canons. La ville de Burgos resta aussi au pouvoir des Français. Napoléon y fit confisquer des laines appartenant aux moines, et qu'on évaluait à plusieurs millions de francs.

Le lendemain de son entrée à Burgos, Napoléon passa en revue les corps d'armée arrivant de la Prusse, et leur adressa une harangue dans laquelle il leur disait : « J'ai besoin de vous, soldats ; la présence hideuse du léopard souille les continents d'Espagne et de Portugal : qu'à votre aspect il suie épouvanté ! Portons nos aigles triomphantes jusqu'aux Colonnes d'Hercule ; là aussi vous avez des outrages à venger... Une longue paix, une prospérité durable seront le prix de vos travaux. »

Cette paix que Napoléon leur promettait, les soldats français envoyés en Espagne ne devaient pas la voir s'accomplir : ils devaient y périr presque tous, quoiqu'ils dussent être presque toujours vainqueurs.

Deux jours après la bataille de Burgos eut lieu celle d'Espinosa, dans la Vieille-Castille. L'armée espagnole commandée par le général La Romana, le même qui avait ramené en Espagne une des divisions envoyées en Danemarck, fut défaite à Espinosa. Le maréchal Victor mit les Espagnols en pleine déroute : ils perdirent près de vingt mille hommes, cinquante pièces de canon et un matériel immense. Le maréchal Victor, les généraux Maison et Pachod eurent la gloire de cette journée.

Il restait une troisième armée espagnole sous les ordres de Castanos et Palafox ; elle se composait des contingents andalous et aragonais. Cette armée fut battue à Tudéla, sur l'Èbre, le 25 novembre : trois mille prisonniers et trente canons furent les trophées restés au pouvoir du maréchal Lannes, commandant le corps d'armée français qui livra cette bataille : les Espagnols perdirent en outre quatre mille hommes restés sur le champ de bataille. Ces trois victoires remportées au début de la campagne jetèrent, pour quelque temps, le découragement dans les rangs espagnols : le passage de Sommo-Sierra fut forcé par les lanciers de la garde impériale, et, le 4 décembre, Madrid se rendit, au moment d'un assaut décisif.

Avant de faire son entrée dans la capitale des Espagnes, Napoléon s'arrêta dans le village de San-Martin, d'où il décréta la suppression du conseil de Castille, l'abolition de l'inquisition, la réduction des couvents à un tiers, l'abolition des droits féodaux, des barrières de l'intérieur, etc., etc. Certes, tous ces décrets étaient autant de bienfaits pour la nation espagnole ; mais elle ne

voulut pas les recevoir d'un vainqueur étranger, contre lequel elle était fortement irritée.

Pendant que Napoléon remplaçait sur le trône d'Espagne l'ex-roi de Naples, Joseph, une armée anglaise entra sur le territoire espagnol et s'avancait sur Valladolid : elle était commandée par le général Moore, et se composait de plus de trente mille hommes, dont la moitié étaient Espagnols.

Dans sa proclamation publiée à Madrid le 7 décembre, Napoléon annonça aux Castillans qu'il allait chasser cette armée, « qui, disait-il, arrive » pour leur inspirer une fausse confiance et les « égarer. » Puis menaçant ce peuple s'il ne reconnaissait pas pour roi son frère Joseph : « Je » mettrai alors, portait cette proclamation, la « couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la » faire respecter des méchants ; car Dieu m'a » donné la force et la volonté nécessaires pour » surmonter tous les obstacles. » Dans sa réponse à la députation de la ville de Madrid, Napoléon répéta à peu près les mêmes menaces, et y ajouta que « les Bourbons ne pouvaient plus » régner en Europe, et qu'aucune puissance ne » pouvait exister sur le continent, influencée par » l'Angleterre. » Ces menaces trouvèrent les insurgés espagnols inébranlables ; et si un grand nombre d'habitants parurent soumis, ils n'en conservèrent pas moins le dessein de reprendre les armes à la première occasion. Toutefois Joseph fut réinstallé, et sa cour se forma, car les hommes de cour se ressemblent partout. De même qu'on avait vu les émigrés de France s'empres- ser de peupler les salons et les antichambres de l'empereur, on vit alors les nobles espagnols accourir pour former la cour du roi Joseph, qu'ils n'aimaient guère.

Tout annonçait, au commencement de janvier 1809, que les armées françaises resteraient maîtresses de la péninsule espagnole : le corps qui se trouvait en Catalogne, sous les ordres du général Gouvion-Saint-Cyr, avait remporté de grands avantages à Cardedeu, à Llinas, à San-Feliu et à Molins-del-Rey ; partout il avait défait de nombreuses divisions d'insurgés : la place de Roses était tombée en son pouvoir, et, à l'exception de Gironne, toute la Catalogne était occupée et paraissait soumise.

D'un autre côté, l'armée anglaise, qui s'était avancée dans le cœur de l'Espagne, se trouva compromise par les résultats de la bataille de Tudéla. Napoléon avait donné des ordres pour séparer les Anglais de la mer : Moore, effrayé de voir qu'il allait se trouver sans points de retraite, se hâta de se diriger, à marches forcées, vers les

côtes de la Galice ; mais ses colonnes furent vivement poursuivies par les troupes françaises. Ce fut cependant dans cette retraite désastreuse pour les Anglais qu'ils surprirent le régiment des chasseurs de la garde impériale, auquel ils firent quelques centaines de prisonniers : les Anglais prirent aussi l'aigle d'un régiment français ¹.

Ce petit avantage n'empêcha pas que l'armée anglaise ne fût presque totalement détruite devant la Corogne par le maréchal Soult. Moore et deux autres généraux anglais périrent dans cette affaire ; le commandant en second Baird fut grièvement blessé. Les Anglais avaient perdu dans cette retraite plus de dix mille hommes et plusieurs milliers de chevaux : les débris de leur armée se rembarquèrent à la hâte à la Corogne et à Vigo ; ces deux villes ne tardèrent pas de tomber au pouvoir des Français, qui prirent aussi la place maritime du Ferrol, où ils trouvèrent seize cents pièces de canon, d'immenses magasins, huit vaisseaux de ligne, trois frégates et plusieurs autres bâtiments de guerre.

En ce moment Saint-Cyr s'était établi en Catalogne : le maréchal Lannes occupait l'Aragon et travaillait à réduire Saragosse : le maréchal Bessières occupait la Vieille-Castille, assurant les communications avec la France : le maréchal Lefebvre était dans la Manche : le maréchal Victor marchait sur l'Andalousie, et devait appuyer le maréchal Soult, chargé de soumettre le Portugal ; enfin le maréchal Ney, restant en communication avec Soult, achevait la conquête de la Galice.

En quittant l'Èbre pour se porter sur le Danube, Napoléon prescrivit à ses lieutenants de jeter les Anglais vers la mer ; il voyait très-bien que de leur exclusion de la terre ferme dépendait l'établissement et la consolidation de son grand empire. Soult exécuta glorieusement ces ordres, et Lisbonne tomba au pouvoir des Français. Mais les Anglais, repoussés de l'Espagne et du Portugal, ne s'en montrèrent que plus empressés d'organiser une cinquième coalition contre la France.

Ainsi, presque toute l'Espagne obéissait au roi Joseph-Napoléon, et le maréchal Soult occupait le Portugal ; mais ce ne fut que momentanément. Napoléon, obligé de retourner à Paris pour surveiller l'Autriche mécontente, laissa l'Espagne dans les mains de son frère : bientôt ses lieutenants firent des fautes par jalousie ou par la

¹ Cet enlèvement de l'aigle, si rare dans les premières guerres de Napoléon, fut regardé à Londres comme un grand triomphe, et on montrait ce drapeau français comme on montre un objet curieux : les Anglais se portaient en foule dans le lieu où il était exposé.

mauvaise combinaison de leurs opérations ; il y eut défaut d'ensemble. Les Espagnols reprirent courage, et chaque province devint de nouveau le théâtre d'une guerre sanglante, où luttèrent en vain, pendant quatre ans, la bravoure des Français.

« Cette malheureuse guerre d'Espagne, a-t-il dit à Sainte-Hélène, a perdu Napoléon (il parlait comme César et Frédéric écrivirent, tous deux en employant la troisième personne) ; elle a divisé ses forces, multiplié ses efforts, attaqué sa moralité : elle fut une véritable plaie, la cause première des malheurs de la France. Après les conférences d'Erfurt entre Napoléon et Alexandre, l'Angleterre devait être contrainte à faire la paix, par la force des armes ou par celle de la raison ; elle se trouvait perdue, déconsidérée sur le continent ; son affaire de Copenhague avait révolté tous les esprits, et la France brillait alors de tous les avantages contraires, quand cette désastreuse affaire d'Espagne est venue subitement tourner l'opinion contre Napoléon et réhabiliter l'Angleterre. Cette puissance a pu dès-lors continuer la guerre : les débouchés de l'Amérique méridionale lui ont été ouverts ; elle s'est fait une armée dans la péninsule, et de là elle est devenue l'agent victorieux, le nœud redoutable de toutes les intrigues qui ont pu se former sur le continent : *c'est ce qui a perdu Napoléon.* »

C'est dans ces termes que Napoléon s'est exprimé sur la guerre d'Espagne. Mais lorsqu'il avait ces grandes vérités, et qu'il témoignait les regrets qu'a dû lui causer cette malheureuse invasion, il était sur le rocher de Sainte-Hélène ; le jour des illusions était passé, il jugeait froidement les choses : tandis qu'à son retour d'Erfurt, enivré de sa puissance, il croyait n'avoir qu'à entrer à Madrid pour conquérir l'Espagne ; il se croyait assez fort pour dompter et soumettre un peuple que les passions politiques n'avaient point usé, et qui avait commencé son insurrection avec une énergie, un enthousiasme propres à tromper tous les calculs de l'invincible conquérant de l'Europe.

CHAPITRE VI.

Napoléon se porte sur le Rhin. — Nouvelle coalition contre la France. — Les Autrichiens envahissent la Bavière. — Bataille d'Eckmühl. — Succès de l'armée d'Italie. — Bataille d'Essling. — Ses résultats. — Incendie de l'escadre française à l'île d'Aix. — Enlèvement du pape de Rome. — Incorporation des états romains à l'empire français. — Bataille de Wagram. — Tentative d'assassinat sur Napoléon. — Paix signée à Vienne en 1809.

Depuis le jour où Napoléon s'est emparé des rênes de la France, depuis que la nation n'a plus aucune part dans le gouvernement par suite de l'anéantissement des libertés publiques, et que le mot si puissant de *patrie* a été remplacé par celui de *dynastie*, l'historien, quels que soient d'ailleurs les devoirs qu'il s'est imposés, n'a plus à s'occuper de la nation française. Plus la domination de la France s'étend, plus cette France s'efface devant un seul homme. Cet homme gigantesque anime tout, ordonne tout, et paraît exécuter tout ce qu'il ordonne : tous les événements se rapportent à lui seul, tout l'intérêt est sur lui seul : là où il n'est pas l'historien ne fait que glaner. C'est ainsi que pour écrire l'histoire de l'empire français on est obligé de suivre constamment l'empereur Napoléon, et de se transporter, avec son étonnante rapidité, tantôt en Italie, tantôt en Autriche, puis à Iéna, à Tilsitt, à Bayonne, à Erfurt, à Madrid.

Nous allons donc quitter l'Espagne, où il s'est peut-être engagé à regret, pour le suivre de nouveau en Allemagne : il était hier sur l'Èbre, aujourd'hui il franchit le Rhin, et demain il sera sur le Danube, où une nouvelle campagne contre l'Autriche est devenue imminente. En voyant les embarras que Napoléon s'était créés par la guerre d'Espagne, le cabinet de Vienne, déjà ulcéré par l'établissement de la confédération du Rhin, sous la haute suzeraineté de l'empire français, et piqué de ce que l'empereur d'Autriche n'avait pas été appelé aux conférences d'Erfurt, s'était silencieusement préparé à une rupture avec la France. Ce cabinet épiait, dans une humble attitude, l'occasion de reprendre son rang et de replacer l'Allemagne sous sa domination. Persévérant et immuable dans sa politique et dans ses plans d'agrandissement, le cabinet de Vienne, quoique accablé des plus terribles coups de la fortune, voulut essayer encore d'entrer dans la lice : il trouva des subsides à Londres, et crut pouvoir trouver un appui à Pétersbourg. Sous prétexte d'une guerre contre les Turcs, l'Autriche mit sous les armes des troupes nombreuses, et lorsque Napoléon voulut faire expliquer cette

pris la landwehr, sorte de garde nationale active, étaient prêts à combattre.

Le 9 avril 1809, l'empereur d'Autriche adressa une proclamation à ses sujets, dans laquelle il exposait les motifs qui lui faisaient prendre les armes : ces motifs étaient l'insatiable avidité de Napoléon et l'humiliation à laquelle il voulait réduire l'Autriche. L'archiduc Charles, chargé du commandement de la principale armée, fit aussi une proclamation à ses troupes, dans laquelle il s'exprimait en ces termes : « L'empereur d'Autriche se voit forcé de prendre les armes, parce que l'empereur des Français veut qu'il ne subsiste pas un seul état qui ne reconnaisse sa suprématie et qui ne serve d'instrument à ses projets d'agrandissement ; parce qu'il exige que l'Autriche, renonçant à son indépendance, désarme et se livre à sa volonté ; parce que les armées de l'empereur des Français, et de ses alliés, qui ne sont que ses vassaux, se mettent en mouvement contre l'Autriche.... »

Les allégations de l'archiduc Charles n'étaient pas toutes vraies : sans doute l'Autriche avait à se plaindre des exigences de Napoléon ; mais ce n'était pas lui qui était l'agresseur ; depuis longtemps l'Autriche méditait cette guerre avec le cabinet de Saint-James, et jusqu'au dernier moment elle n'avait cessé de protester de ses intentions pacifiques envers Napoléon. C'est donc à l'Autriche et à l'Angleterre que l'humanité doit imputer cette nouvelle guerre, dans laquelle périrent en peu de mois plus de cent cinquante mille hommes.

Le même jour où furent lues les proclamations de l'empereur d'Autriche et de l'archiduc Charles, l'armée autrichienne passa l'Inn et envahit la Bavière, comme elle l'avait fait en 1805. L'Autriche se trouvait prête avant la France, et l'était sur tous les points. Napoléon avait besoin de toute son activité dans une circonstance aussi grande : l'armée française arriva à marches forcées sur la rive droite du Rhin ; elle était beaucoup moins nombreuse que celle de l'archiduc Charles, car Napoléon ne comptait en ligne que cent quarante mille hommes ; mais c'étaient les soldats d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland.

Napoléon avait aussi une armée en Italie sous les ordres du vice-roi : elle avait à combattre non-seulement les troupes autrichiennes commandées par l'archiduc Jean, mais encore l'insurrection que l'Autriche avait provoquée chez les Tyroliens et les autres peuples qui confluent avec l'Italie. Cette puissance avait aussi essayé de faire éclater des insurrections en Italie même ; mais son or y fut impuissant.

Napoléon était encore, le 12 avril, au château

des Tuileries, lorsqu'une dépêche télégraphique lui apprit le mouvement offensif des Autrichiens : il quitta Paris ce jour même, arriva à Stuttgart le 16, et se rendit le lendemain à Donawert, où il établit son quartier-général, et combina les mouvements de l'armée française.

Le 19 avril, la campagne s'ouvrit par des engagements qui eurent lieu à Pfaffenhofen et à Thann, où le maréchal Davoust et les généraux Gudin et Morand enlevèrent toutes les positions d'un ennemi beaucoup plus fort en nombre, et lui firent beaucoup de prisonniers.

Le lendemain, Napoléon résolut de battre et de détruire le corps de l'archiduc Louis et du général Hiller, forts ensemble de plus de cinquante mille hommes. En conséquence, il donna ordre au maréchal Davoust de tenir en respect trois corps autrichiens, tandis qu'avec les divisions Morand et Gudin, les Bavares et les Wurtembergeois, il attaquerait de front l'armée de l'archiduc Louis, et qu'il ferait couper les communications de l'ennemi par le maréchal Masséna, en le faisant passer sur les derrières des Autrichiens. Au moyen de ces combinaisons, l'ennemi déconcerté ne tint qu'une heure à Abensberg, et se retira en toute hâte, laissant huit drapeaux, douze canons et dix-huit cents prisonniers au pouvoir des Français.

Le lendemain, le flanc de l'armée autrichienne se trouva découvert : les troupes françaises profitèrent de cette circonstance pour marcher sur Landshut, où les Autrichiens furent d'abord défaits dans la plaine, puis sur le pont. Leur situation devint très-critique ; ils ne s'en tirèrent qu'en abandonnant dans la ville huit à neuf mille hommes, trente pièces de canon et une immense quantité de caissons attelés, de voitures et de bagages ; ils y laissèrent aussi trois équipages de pont.

Le lendemain eut lieu la bataille d'Eckmühl. Cent vingt mille Autrichiens, commandés par le prince Charles, avaient pris position devant Eckmühl, et se montraient disposés à recevoir la bataille. Napoléon, parti de Landshut le matin du 22, arriva devant Eckmühl à une heure après midi ; il avait avec lui le corps de Masséna, les deux divisions du maréchal Lannes, la cavalerie de Nansouty et Saint-Sulpice, et la division de Wurtembergeois. Les maréchaux Davoust et Lefebvre, la division du général Montbrun, qui jusqu'alors avaient tenu en échec les corps de Rosenberg, de Hohenzollern et de Lichtenstein, débouchaient sur le champ de bataille au moment où Lannes débordait l'ennemi par la gauche. Le prince Charles et ses troupes se défendirent d'abord très-bien mais se voyant attaqué vivement sur tous le

points, tourné par sa gauche, et successivement déposé de toutes ses positions, ce prince dut penser à faire sa retraite, protégé par sa nombreuse cavalerie : cette cavalerie ayant été culbutée par celle des généraux Saint-Sulpice et Saint-Hilaire, la retraite des Autrichiens ne fut bientôt qu'une horrible déroute. La nuit commençait, et la cavalerie française continuait à marcher sur Ratisbonne, lorsque l'obscurité l'obligea enfin de s'arrêter. L'armée autrichienne, forcée de défilier toute la nuit, laissa sur le champ de bataille tous ses blessés et la plus grande partie de son artillerie ; les Français lui prirent aussi quinze drapeaux et firent quinze mille prisonniers.

La bataille d'Eckmühl décida de toute cette guerre. Toutefois, il fallut enlever de vive force la ville de Ratisbonne, que les Autrichiens voulaient défendre. Ratisbonne, à moitié incendiée par les obus, fut prise d'assaut, et tout ce qui fit résistance fut passé au fil de l'épée. Les Autrichiens perdirent encore dix mille prisonniers ; ils n'eurent pas le temps de couper le pont, et les Français passèrent sur la rive gauche du Danube pêle-mêle avec les Autrichiens. Napoléon reçut au combat de Ratisbonne une légère blessure au pied droit.

Après la bataille d'Eckmühl et la prise de Ratisbonne, l'armée française marcha sur Vienne, et arriva devant cette ville le 4th du mois de mai. L'archiduc Maximilien, chargé du commandement de cette capitale, voulut la défendre : c'était la sacrifier. En effet, le feu des obus que le général Lariboissière plaça derrière une maison du faubourg ne tarda pas à incendier plusieurs quartiers, Vienne ouvrit ses portes, après un bombardement de trente-six heures. Les Français y trouvèrent d'immenses ressources en munitions.

Pendant que la grande armée s'avancait avec tant de rapidité dans le cœur de l'Autriche, l'armée française d'Italie obtenait aussi des succès décisifs. Après quelques combats d'avant-garde, dont les Autrichiens se glorifièrent, ils furent complètement battus sur la Piave ; et cette affaire obligea l'archiduc Jean à quitter l'Italie, comme la bataille d'Eckmühl avait contraint le prince Charles d'évacuer la Bavière.

La Russie venait de déclarer la guerre à l'Autriche, et faisait entrer des troupes russes dans la Gallicie ; ce qui compliquait la situation pénible de l'Autriche, obligée d'envoyer un corps autrichien dans cette province. Toutefois, les généraux autrichiens redoublèrent d'efforts pour présenter devant Napoléon une nouvelle armée : ils profitèrent du repos que les Français prirent à Vienne, pour se réorganiser sur la rive gauche du Danube.

Bientôt Napoléon apprit que le prince Charles s'approchait de Vienne par cette rive gauche : il résolut de le prévenir et de passer ce grand fleuve. La position de l'armée française sur la rive droite n'était bonne qu'autant qu'elle aurait une tête de pont sur la rive gauche ; sans cela l'ennemi restait maître de l'initiative. Passer un fleuve comme le Danube en présence d'une armée était une opération bien difficile et qui exigeait beaucoup d'art, d'autant plus que les Français ne pouvaient pas s'éloigner beaucoup de Vienne, de peur que l'ennemi, qui avait deux équipages de pont, ne passât lui-même le Danube et ne se portât sur cette capitale.

Napoléon résolut d'effectuer le passage à deux lieues au-dessous de Vienne, vis-à-vis l'île de Lobau, qui a dix-huit cents toises d'étendue : elle est séparée de la rive droite par le grand bras du fleuve, qui a cinq cents toises, et n'est éloignée de la rive gauche que par le petit bras, large seulement de soixante toises. Une fois dans l'île de Lobau, la grande armée se trouvait dans un camp retranché, et avait de grands avantages sur l'armée autrichienne.

Le 4th mai, le général Bertrand fit jeter un pont de bateaux et de pontons sur le grand bras du Danube : l'avant-garde y passa et s'empara de l'île. Le pont étant terminé le 20 au matin, l'armée française commença à passer ; mais dans l'après-midi le Danube grossit de trois pieds ; le pont fut rompu. On le rétablit avec beaucoup d'activité, et l'armée continua à passer dans l'île. Vers les six heures un pont fut aussi jeté sur le petit bras, et le général Lasalle passa sur la rive gauche, battit la plaine d'Essling dans tous les sens, et s'établit, la nuit, entre Essling et Gros-Arpen. Il avait eu connaissance, dans la soirée, d'une division autrichienne.

Le 24 à la pointe du jour, Napoléon se porta sur Essling. Une partie des cuirassiers des généraux d'Espagne et Nansouty passèrent avec quelques bataillons. A midi le grand pont fut encore rompu par une nouvelle crue du Danube. Deux fois on le rétablit dans la journée et deux fois il se rompit : le reste de la cavalerie et les réserves du parc ne purent passer. La situation des Français devenait très-critique.

A quatre heures le général Lasalle fit prévenir que l'armée de l'archiduc était en marche ; mais le général Bertrand ayant fait dire que le Danube baissait et que les parcs passaient, Napoléon, qui avait déjà donné l'ordre de repasser dans l'île, résolut de rester en position, afin de ne pas laisser occuper le village d'Essling. Dans la soirée les tirailleurs s'engagèrent : bientôt le combat devint très-vif ; mais des charges de ca-

valerie, exécutées avec intrépidité, repoussèrent toutes les attaques de l'ennemi. Ainsi, vingt-cinq mille hommes, attaqués par cent mille, conservèrent pendant trois heures leur champ de bataille. Tout annonçait une journée décisive pour le lendemain.

A minuit le Danube grossit encore; le passage fut de nouveau interrompu : le reste de l'armée française ne put arriver, et l'avantage du nombre restait aux Autrichiens.

Toutefois, à la pointe du jour, la garde impériale et le corps du maréchal Oudinot passèrent sur la rive gauche, et arrivèrent à Essling, où Napoléon se trouvait. Il ordonna au maréchal Lannes de percer le centre de l'armée autrichienne, et à la jeune garde de se jeter sur le flanc gauche de l'ennemi. Les Autrichiens sentirent l'importance de ne pas laisser percer leur centre; mais ils avaient fait la faute de trop s'étendre, et tous leurs efforts furent vains. Déjà la jeune garde marchait sur le flanc de la gauche des ennemis, lorsqu'il fallut arrêter les troupes victorieuses : les ponts étaient de nouveau rompus, tous les bateaux étaient emportés; il n'était plus possible de passer avant plusieurs jours. Le corps du maréchal Davoust, la moitié des cuirassiers, toutes les réserves d'artillerie se trouvaient encore sur la rive droite. Ce contre-temps était affreux. Quand cette fâcheuse nouvelle arriva à Napoléon à sept heures du matin, il se vit contraint d'envoyer l'ordre aux maréchaux Masséna et Lannes de s'arrêter, et de reprendre insensiblement leurs positions aux villages de Gros-Arpen et d'Essling; l'ennemi qui était déjà en retraite reprit l'offensive. Il était alors dix heures du matin. Depuis cette heure jusqu'à quatre heures de l'après-midi, cent mille Autrichiens et cinq cents pièces de canon attaquèrent vainement et sans succès cinquante mille Français n'ayant que cent pièces de canon et obligés de ménager le feu parce qu'ils manquaient de munitions.

Le succès de la bataille était dans la possession du village d'Essling : l'archiduc l'attaqua cinq fois avec des troupes fraîches, le prit deux fois, mais en fut toujours chassé : enfin, à trois heures de l'après-midi les généraux Rapp et Mouton, aides-de-camp de l'empereur, se mirent à la tête de la jeune garde et tombèrent au pas de charge sur les réserves de l'ennemi, qui se préparait à faire une sixième attaque : elles furent mises en déroute, et le champ de bataille resta aux Français. L'archiduc n'ayant plus de troupes fraîches prit position. Le feu cessa à quatre heures.

Le soir l'empereur rentra dans l'île de Lobau : tous les ponts du grand bras avaient disparu. Il ordonna alors à l'armée de repasser le petit pont

et de camper dans l'île; le mouvement commença à minuit; mais le corps de Masséna coucha sur le champ de bataille et ne passa que le lendemain matin.

Telle fut la sanglante bataille d'Essling, qui faillit de devenir funeste à la France, et qui rendit le courage à ses ennemis : non qu'elle eût été perdue, mais parce qu'elle devait l'être dans les circonstances où se trouvait cette partie de l'armée française qui était sur la rive gauche du Danube.

Cette bataille coûta la vie à deux des plus braves généraux de l'armée française, Lannes et Saint-Hilaire. Treize autres généraux y furent blessés : les Français eurent cinq mille hommes tués et dix-sept mille blessés. Les pertes furent à peu près égales de part et d'autre. Les deux partis s'attribuèrent également la victoire, sans qu'aucun fût resté réellement vainqueur. Sous ce rapport, cette terrible affaire fut sans résultat; mais elle attaqua la réputation militaire de Napoléon, parce qu'on croyait qu'il devait toujours mettre ses ennemis en fuite.

Ainsi qu'on devait s'y attendre, les événements qui venaient d'avoir lieu sur le Danube produisirent une sorte de crise pour toute l'Europe : l'empire français fut le seul point où cette crise ne se fit pas sentir, et cela parce que, la presse étant enchaînée, les journaux ne rendirent compte des dangers que l'armée française avait courus à Essling que dans les mêmes termes employés par le bulletin officiel. D'ailleurs les Français avaient le sentiment de leur force; ils comptaient trop sur la bravoure des soldats et sur le génie de leur chef pour craindre des revers. Mais les ennemis, déclarés ou cachés, que la France et Napoléon avaient sur le continent, s'agitèrent et firent courir les bruits les plus sinistres sur la situation de l'armée française.

Sans doute que cette armée avait couru de grands dangers à Essling; mais elle s'en était tirée avec une bravoure admirable : l'intrépidité de Masséna avait facilité la retraite dans l'île de Lobau, retraite qui n'avait nullement été inquiétée, et qui mettait l'armée de Napoléon dans une position inexpugnable, en attendant que le moment fût arrivé d'effectuer de nouveau le passage.

Heureusement, les succès obtenus en Italie par les troupes françaises avaient au même instant offert quelque compensation au massacre d'Essling. Le général Macdonald, commandant la droite de l'armée du vice-roi, avait fait capituler, dans Laybach, le comte de Meerweldt, avec quatre mille Autrichiens. Le prince Eugène était entré en Léoben, à la suite d'un brillant engagement, et y avait pris la plus grande partie des soldats de Jellachich; Gorice, Trieste et Klagen-

fort allaient ouvrir leurs portes aux Français, qui occupaient le pays de Salzbourg, le Vorarlberg, le Tyrol, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Frioul, l'Istrie. Le maréchal Marmont, en marche de la Dalmatie, avait pénétré à travers la Croatie autrichienne jusqu'à Fiume.

Enfin, l'armée d'Italie avait fait sa jonction à Bruck, sur la Muher, avec la grande armée. L'archiduc Jean, qui faisait face au vice-roi, s'était retiré dans la Hongrie, où il s'occupait à réorganiser les débris de son armée.

D'un autre côté, l'archiduc Ferdinand avait dû évacuer Varsovie, et commencer sa retraite du grand-duché.

Mais les armes françaises avaient éprouvé des vicissitudes sur d'autres points. Le maréchal Soult s'était vu forcé d'évacuer le Portugal, et, dans cette retraite, ses troupes avaient beaucoup souffert : l'artillerie était restée dans les mauvaises routes que Soult dut prendre pour rentrer dans la Galice.

L'insurrection espagnole avait de nouveau éclaté sur plusieurs points, et les soldats français restés dans ce pays n'avaient plus devant eux que la perspective d'une longue guerre, presque sans gloire, et mille fois plus pénible et plus dangereuse que les guerres en Allemagne ou en Italie.

La marine française avait aussi éprouvé un nouveau désastre : les Anglais avaient lancé des brûlots dans la rade de l'île d'Aix, où se trouvaient douze vaisseaux et quatre frégates, et avaient réduit six de nos vaisseaux, dont un de cent vingt canons, à s'échouer, ainsi que deux frégates. Trois autres vaisseaux français et deux frégates furent brûlés par leurs propres équipages ou par l'ennemi, qui ne perdit aucun bâtiment dans cette terrible affaire.

Pour compliquer encore les embarras dans lesquels les ennemis de la France voyaient Napoléon plongé, le major prussien Schill était sorti de Berlin, à la tête d'un corps de partisans qui, grossissant sur la route, porta l'effroi dans la Westphalie. Quoique le roi de Prusse eût formellement désavoué la démarche hostile de Schill, on croyait partout que ce cabinet allait prendre les armes contre la France, et on parlait déjà d'un mouvement national, qui ne fut qu'un rêve.

Dans ces circonstances, le pape Pie VII, déjà très-aigri contre Napoléon, fut exaspéré en apprenant qu'après lui avoir pris plusieurs de ses provinces, cet empereur avait décrété la réunion des états romains à l'empire français, et qu'une consulte extraordinaire était chargée de prendre possession de ces états au nom de Napoléon. Pie VII, se voyant dépossédé, en appela aux armes spirituelles pour défendre ses intérêts tem-

porels; il lança contre Napoléon une bulle d'excommunication, qui fut reçue avec indifférence : nous n'étions plus au moyen âge, et une excommunication portée contre un souverain puissant paraissait une chose ridicule : aussi ne produisit-elle aucun effet. On craignit seulement qu'elle n'excitât les fanatiques de Rome à assassiner les Français ; et ce fut simplement dans cette crainte que Napoléon fit peser la responsabilité de cette excommunication sur le cardinal Pacca, qui l'avait signée.

« A cette époque, les troupes françaises, dans les états romains, étaient peu nombreuses, et la population de Rome était très-agitée. Le saint-père, renfermé au fond de son palais, avait fait élever des barricades autour ; elles étaient gardées par quelques centaines d'hommes armés, exerçant la plus grande surveillance. Les troupes françaises qui occupaient les postes extérieurs se prirent de querelle avec celles du pape ; elles se crurent bravées. Le général (Miollis) qui commandait à Rome fit les plus vives remontrances ; il ne put faire comprendre que le pape serait beaucoup plus en sûreté gardé par la sainteté de son caractère, et qu'opposer la force à la force pouvait avoir les effets les plus funestes. N'étant pas écouté, ce général prit alors le parti de faire transférer le pape à Florence, afin de le mettre à l'abri des dangers que sa vie pouvait courir à Rome. »

Telle est la version que l'on trouve dans les mémoires dictés par Napoléon sur l'enlèvement du pape. Il a déclaré que cet enlèvement avait eu lieu sans qu'il en eût donné l'ordre ; que lorsqu'il apprit cet événement, à Schönbrunn, il en fut très-fâché ; mais qu'il ne voulut pas désavouer son général à Rome, dont la conduite avait été obligée. A l'appui de ce récit, Napoléon rappelle la conduite qu'il a tenue envers le pape. « Il était impossible, a dit Napoléon, de renvoyer Pie VII à Rome sans s'exposer à des événements dont les résultats pouvaient être encore plus fâcheux. On était à la veille de la bataille de Wagram, qui devait décider de la paix ; il fallait attendre le résultat pour négocier après avec le saint-siège, et mettre un terme à ces fâcheuses affaires. »

Ainsi, Napoléon prétend que ce fut pour mettre le pape à l'abri de tout danger qu'on l'enleva de son palais. Mais beaucoup d'historiens assurent que Pie VII fut contraint de quitter Rome parce qu'il ne voulut pas consentir à la proposition que lui fit faire Napoléon d'abdiquer de sa souveraineté temporelle ; qu'à cette condition il pouvait rester tranquille à Rome ; mais qu'il déclara qu'on le mettrait plutôt en pièces que de se rétracter de

ce qu'il avait fait, et de signer sa renonciation.

Quoi qu'il en soit des motifs qui ont provoqué cet enlèvement, toujours est-il certain qu'on employa la violence pour faire sortir le saint-père de Rome; mais une fois éloigné, on eut pour lui tous les égards que Napoléon avait prescrits. Pie VII fut d'abord conduit à Florence : cette ville étant trop près de Rome, on le fit partir pour Turin, d'où il fut à Grenoble : les ordres de Napoléon le firent ramener à Nice, puis à Savone, où ce vénérable pontife séjourna longtemps. Une intrigue anglaise dont le but était de s'emparer de sa personne détermina Napoléon à faire transférer Pie VII à Fontainebleau : il y resta jusqu'aux événements de 1814 qui amenèrent la chute de cet empereur.

En détrônant le pontife de Rome, Napoléon arrivait ainsi à l'accomplissement du plan qu'il avait fait de recréer la *patrie italienne*, en réunissant les Vénitiens, les Milanais, les Piémontais, les Génois, les Toscans, les Parmesans, les Modénois, les Romains, les Napolitains en une seule nation indépendante, bornée par les Alpes et la mer. « C'était, disait-il, le trophée qu'il voulait élever à sa gloire. » Mais, toujours occupé à des guerres lointaines, il n'eut pas le temps de faire cette grande fusion de tous ces peuples.

La bataille de Wagram, qui eut lieu à l'époque de l'enlèvement du pape, fit bientôt oublier les événements de Rome.

Quelque temps avant cette affaire décisive, le prince Eugène, qui n'avait pas abandonné les traces de l'archiduc Jean, l'atteignit de nouveau sur le Danube, au moment où il venait d'opérer sa jonction avec l'archiduc palatin, commandant les nouvelles levées faites dans la Hongrie. Le vice-roi, bien secondé par le général Grenier, et le général Maedonald conduisant l'aile droite, attaqua cet archiduc près de Raab, et défit complètement son armée. La ville de Raab capitula à la suite de cette journée fertile en résultats avantageux pour les Français.

Enfin, après quarante jours de repos et de nouveaux préparatifs pendant lesquels les deux armées se renforcèrent considérablement, Napoléon résolut de réunir toutes ses forces dans l'île de Lobau, d'où il voulait déboucher sur l'armée autrichienne et lui livrer une bataille décisive. Le général Bertrand avait fait construire trois ponts sur pilotis : ce travail, beaucoup plus difficile à exécuter et plus coûteux que celui que César fit faire sur le Rhin, fut terminé en vingt jours.

Les généraux autrichiens avaient établi des ouvrages de campagne dont la droite était appuyée à Gros-Arpen et la gauche à Enzerdorf : les vil-

lages d'Arpen, d'Essling, d'Enzerdorf, et les intervalles qui les séparaient, étaient couverts de redoutes palissadées, fraisées et armées de cent cinquante canons de position. On ne concevait pas comment il était possible qu'avec son expérience de la guerre l'empereur voulût attaquer des ouvrages si puissamment défendus, soutenus par une armée qu'on évaluait à deux cent mille hommes, appuyée par huit à neuf cents pièces de canon. Mais Napoléon avait fait armer plusieurs petites îles qui battaient Enzerdorf, et dans lesquelles on avait mis des obus, des mortiers et des pièces de position qui devaient, en deux heures de temps, raser la petite ville d'Enzerdorf, détruire les ouvrages et en chasser l'ennemi.

Le 4^{er} juillet, l'armée française commença à passer dans l'île de Lobau : le 4, à onze heures du soir, les batteries dirigées contre Enzerdorf commencèrent leur feu ; les obus brûlèrent cette malheureuse petite ville, et en moins d'une demi-heure le feu des batteries ennemies fut éteint. A deux heures après minuit, l'armée française avait quatre ponts : elle déboucha dans l'obscurité, et par un violent orage qui lui fut propice.

Le 5, l'armée française se trouva rangée en bataille sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, ayant tourné tous ses camps retranchés et rendu ses ouvrages inutiles : elle obligeait ainsi les Autrichiens à sortir de leurs positions, et à aller livrer bataille à Napoléon sur le terrain qui lui convenait.

A huit heures, Masséna, qui commandait la gauche des Français, fit marcher une division sur Enzerdorf ; cette division n'éprouva pas une grande résistance, et fit prisonniers quatre bataillons autrichiens qui s'y trouvaient. Le général Oudinot enleva un château où s'étaient enfermés neuf cents hommes.

Napoléon fit alors déployer toute l'armée dans l'immense plaine d'Enzerdorf. Depuis midi jusqu'à dix heures du soir, les Français manœuvraient dans cette plaine, en occupant tous les villages, et à mesure qu'ils arrivaient à la hauteur des camps retranchés des Autrichiens, ils s'en emparaient sans résistance : ainsi un travail de quarante jours ne fut d'aucune utilité au prince Charles. Les Autrichiens furent partout menés battant par la supériorité du feu des Français : cet immense champ de bataille resta couvert des débris de l'ennemi, qui cessa le feu et prit position. On devait s'attendre à une grande bataille pour le lendemain.

L'empereur Napoléon passa toute la nuit à rassembler ses forces sur son centre, où il était de sa personne.

Le 6 juillet, à la pointe du jour, le maréchal

Bernadotte occupa la gauche, ayant en seconde ligne Masséna; le vice-roi le liait au centre, formé de sept à huit lignes. Le maréchal Davoust marcha de la droite pour arriver au centre. Son corps d'armée et celui du général autrichien Rosenberg se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil, et donnèrent le signal de la bataille. En moins de trois quarts d'heure, le corps d'armée du général Davoust avait culbuté et rejeté celui de Rosenberg au-delà de Neusiedel, après lui avoir fait beaucoup de mal.

Pendant ce temps, la canonnade s'engagea sur toute la ligne; les Autrichiens se développèrent : toute leur gauche se garnissait d'artillerie. Napoléon ordonna à Masséna de faire une attaque sur le village qu'occupaient les Autrichiens. Il prescrivit en même temps au maréchal Davoust de tourner la position de Neusiedel, et de pousser de là sur Wagram; il fit aussi former en colonnes le général Marmont et le général Macdonald pour enlever Wagram, au moment où Davoust débouchait sur ce village.

Sur ces entrefaites, l'ennemi attaqua avec fureur le village qu'avait enlevé Masséna, et déborda la droite des Français : ce fut une grande faute dont Napoléon s'empessa de profiter. Il fit marcher aussitôt le général Macdonald avec plusieurs divisions en colonnes, soutenues par la garde à cheval et par une batterie de cent bouches à feu, presque toutes de la garde. Cette batterie arriva à demi-portée, et fit un feu si vif qu'il éteignit bientôt celui des Autrichiens, après avoir porté la mort dans leurs rangs. Le général Macdonald marcha alors au pas de charge : en un clin d'œil le centre des Autrichiens perdit beaucoup de terrain : sa droite épouvantée sentit le danger de la position où elle se trouvait, et rétrograda en grande hâte. Masséna l'attaqua alors en tête : en même temps, la gauche du prince Charles était attaquée et débordée par le maréchal Davoust, qui marchait sur Wagram. Le général Oudinot se dirigea aussi sur Wagram pour aider l'attaque de Davoust : cette position importante fut enlevée.

Dès dix heures, les Autrichiens ne se battirent plus que pour leur retraite : à midi elle était prononcée; bientôt elle se fit en désordre, et avant la nuit cette armée était en pleine déroute, bien loin du champ de bataille.

Les Autrichiens, poursuivis l'épée dans les reins, et coupés de la Hongrie, d'où ils avaient inutilement attendu le corps de l'archiduc Jean, laissèrent le champ de bataille jonché de morts et de blessés. La journée de Wagram, à jamais célèbre, fut décisive : elle coûta aux Autrichiens vingt mille prisonniers, dix drapeaux, quarante

pièces de canon, et treize mille blessés que les Français trouvèrent dans les villages. Les Français eurent dix mille hommes hors de combat.

Les jours suivants, les Autrichiens perdirent encore beaucoup de monde. Enfin, le 14 juillet, l'empereur François envoya le prince de Lichtenstein au quartier-général de Napoléon pour demander un armistice, qui fut conclu dans la nuit, et signé le lendemain, à Znaim. Napoléon retourna au palais de Schœnbrunn⁴.

Quelques jours après la victoire de Wagram, un décret impérial frappa, sur les provinces conquises de la monarchie autrichienne, des contributions de guerre, dont le total s'éleva à deux cent trente-sept millions.

Le 14 juillet, Napoléon récompensa les généraux Oudinot, Marmont et Macdonald des services qu'ils avaient rendus dans cette grande journée : ils furent tous les trois élevés à la dignité de maréchaux de l'empire. Le premier de ces nouveaux maréchaux était né dans la classe qu'on appelait plébéienne, avant que cette classe eût montré sa noblesse sur les champs de bataille et dans toutes les circonstances où il fallut exécuter quelque chose de grand, de national. Le second..... mais alors il était vertueux. Le troisième, originaire d'Écosse, ne cessa de montrer un beau caractère. Ces trois généraux de la révolution furent métamorphosés en ducs : Oudinot fut créé duc de Reggio; Marmont, duc de Raguse; Macdonald, duc de Tarente. Le prince de Neufchâtel, Berthier, fut décoré du titre de prince de Wagram, comme Masséna l'avait été de celui de prince d'Essling. Le premier de ces deux princes tenait beaucoup à ces distinctions; le second attachait plus d'importance aux dotations qui en faisaient le complément, et signalait toujours son nom tant illustré de *Masséna*.

Pendant que les plénipotentiaires de Napoléon et de l'empereur François s'occupaient de régler les bases de la paix, les Anglais, qui depuis longtemps préparaient une grande expédition, se présentèrent en forces à l'embouchure de l'Escaut. Leur plan consistait à s'emparer de la ville d'Anvers et de la flotte française mouillée dans l'Escaut. L'avant-garde de cette formidable expédition

⁴ La bataille de Wagram occasionna une grande méintelligence entre Napoléon et le maréchal Bernadotte, dont le corps, composé en partie de Saxons, souffrit beaucoup. Bernadotte, irrité de ne pas avoir reçu les secours qu'il demandait pour reprendre l'offensive, s'emporta jusqu'à dire, après les mémorables batailles d'Essling et de Wagram, où les troupes françaises avaient montré tant de bravoure, que l'armée de Napoléon n'était plus, en 1809, ce qu'elle était en 1795, lorsqu'elle avait conquis l'Italie. Vivement piqué de cette sortie, Napoléon répondit avec hauteur au maréchal Bernadotte : « Mon armée est toujours la même; il n'y a de changé que quelques hommes que je ne reconnais plus. »

entra dans ce fleuve le 29 juillet, et parvint à s'emparer d'abord de la place de Middelbourg, de Terver, et du fort de Batz : elle se porta ensuite sur Flessingue, qui se rendit après un bombardement de trente-six heures. Le général Monnet livra lâchement aux Anglais une place défendue par quatre mille hommes, et approvisionnée pour plus de six mois : il fut, plus tard, condamné à mort par contumace.

A la nouvelle de ce débarquement et des progrès que les Anglais faisaient vers la place d'Anvers, on réunit le peu de troupes de ligne qui restaient dans le nord de la France, et on fit un appel aux gardes nationales, qui y répondirent avec le plus grand empressement. Les Anglais, maîtres de l'île de Walcheren, menaçaient à la fois la Belgique et la Hollande ; l'escadre d'Anvers courait les plus grands dangers. Cette diversion causa quelques inquiétudes à Napoléon ; mais il fut bientôt rassuré quand il apprit l'élan généreux et patriotique des gardes nationaux. Le maréchal Bernadotte, alors dans une sorte de disgrâce, oublia ses ressentiments pour se placer à la tête des gardes nationales du Nord ; il partit de suite pour Anvers, et ne tarda pas à réunir plus de douze mille hommes de troupes provenant des dépôts et des garnisons, ainsi qu'une quantité de gardes nationaux. La défense d'Anvers fut dès lors assurée. On fit remonter l'escadre jusque sous les murs de la ville où elle s'embossa. Le maréchal Bernadotte déploya la plus grande activité, et fut très-bien secondé par les préfets et par toutes les autres autorités.

Au moyen de ces dispositions, les Français prirent l'offensive. Dès le mois de septembre l'ennemi avait évacué l'île de Sud Beveland, contiguë à celle de Walcheren qu'il occupait encore. Le 50 du même mois, l'invincible escadre de lord Chatam avait successivement abandonné ses stations pour revenir en Angleterre. Enfin, le 24 décembre, les Anglais, dont plusieurs milliers avaient péri par les maladies pestilentielles des marais où ils étaient resserrés, démolirent les arsenaux et les chantiers de Flessingue, et se rembarquèrent.

Ainsi s'évanouit honteusement une expédition tardive, composée de sept cents voiles, dont cent vaisseaux de guerre, et de plus de quatre-vingt mille hommes en état de combattre sur terre ou sur mer : cet armement, fait avec des frais immenses, n'eut que le misérable résultat d'avoir détruit quelques établissements secondaires.

Pendant la fameuse expédition de l'île de Walcheren, l'armée française s'était concentrée à Brunn en Moravie, et avait été placée sous les ordres du maréchal Davoust. On continuait à ré-

gler les articles de la paix ; mais les négociations ne marchaient pas aussi vite que Napoléon l'aurait désiré : il s'impatientait de ce retard.

Le 15 octobre l'empereur des Français était encore à Schœnbrunn : au moment de passer une revue, un jeune homme parvint à percer les rangs. Les généraux de l'état-major, croyant qu'il avait quelque pétition à remettre à l'empereur, lui dirent de s'adresser à l'aide-de-camp de service : il répondit à plusieurs reprises qu'il voulait parler à Napoléon. Mais comme son obstination avait quelque chose d'étrange, le général Rapp le fit arrêter : on trouva sur lui un énorme couteau de cuisine, avec lequel il se proposait d'assassiner Napoléon. Voulant savoir si ce projet d'assassinat se liait à quelque conspiration, les généraux Rapp et Duroc se transportèrent dans sa prison : ils le trouvèrent assis sur son lit, où il avait étalé le portrait d'une jeune femme. Interrogé sur l'usage qu'il voulait faire du couteau trouvé sur lui, il répondit qu'il ne pouvait le dire qu'à Napoléon. On le conduisit alors devant l'empereur, et il y subit l'interrogatoire suivant :

« D'où êtes-vous ? — De Naumbourg. — Qu'est votre père ? — Ministre protestant. — Quel âge avez-vous ? — Dix-huit ans. — Que vouliez-vous faire de votre couteau ? — Vous tuer. — Vous êtes fou, jeune homme ; vous êtes illuminé ! — Je ne suis pas fou ; je ne sais ce que c'est qu'illuminé. — Vous êtes donc malade ? — Je me porte bien. — Pourquoi vouliez-vous me tuer ? — Parce que vous faites le malheur de mon pays. — Vous ai-je fait quelque mal ? — Comme à tous les Allemands. — Par qui êtes-vous envoyé, et qui vous a poussé à ce crime ? — Personne ; c'est l'intime conviction qu'en vous tuant j'aurais rendu le plus grand service à mon pays et à l'Europe, qui m'a mis les armes à la main.... Je suis venu à Schœnbrunn il y a huit jours, dans l'intention de vous tuer. » Napoléon lui promit la vie s'il consentait à se repentir. « Je ne veux pas de pardon, répondait le jeune homme. — Si je vous faisais grâce, m'en sauriez-vous gré ? — Je ne vous en tuerais pas moins. »

Ce courage froid et féroce fit une pénible impression sur l'esprit de Napoléon, qui dit au général Rapp : « On ne m'aime ni à Berlin ni à Weymar. » Le jeune Allemand fut condamné à mort, et mourut avec le plus grand courage.

De ce moment Napoléon se montra impatient de conclure la paix avec un peuple aussi déterminé : Il avait hâte de rentrer en France.

Les succès d'Anvers, la dispersion du partisan Schill, et par-dessus tout la tentative de Schœnbrunn, amenèrent enfin la conclusion de la paix, qui fut signée à Vienne le 14 octobre 1809.

Par cette paix, l'Autriche céda, en faveur des souverains de la confédération du Rhin, Salzbourg, Bergtolsgrad, et une partie de la Haute-Autriche : elle céda aussi à Napoléon Gorice, Montefalcone, Trieste, le cercle de Willach en Carinthie, et tout le pays situé à la droite de la Save, jusqu'à la frontière de la Croatie turque; elle céda encore toute la Gallicie occidentale avec Cracovie et le cercle de Zamosc au grand duché de Varsovie. Enfin, l'empereur d'Autriche reconnaissait tous les changements politiques opérés par Napoléon, et adhéra au système continental.

A peine ce traité fut-il conclu, que Napoléon partit pour Munich, où il le ratifia : il fit aussitôt filer une partie de son armée pour la France, et arriva lui-même à Paris où l'attendait une réception triomphale.

.....

CHAPITRE VII.

Divorce de Napoléon et de Joséphine. — Continuation de la guerre d'Espagne. — Napoléon jette les yeux sur l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche. — Son second mariage. — Lutte que soutiennent les Espagnols. — Campagne de Masséna en Portugal. — Disgrace de Fouché. — Incorporation de la Hollande à l'Empire français. — Bernadotte est appelé à régner sur la Suède. — Résultats de la campagne de Masséna en Portugal.

Après avoir été fêté, complimenté par tous les rois, reines, princes et princesses de la confédération du Rhin, Napoléon le fut, à Paris, par tous les dignitaires et fonctionnaires de l'empire. Sa fortune semblait consolidée à jamais, et le clergé ne manqua pas de se prosterner aux pieds de celui qui venait de renverser le pouvoir temporel du pape. Le concert d'adulation était unanime; et je n'en ferais pas un reproche à ces hommes empressés de célébrer Napoléon, si, à l'époque de sa chute, ils ne se fussent montrés ses ennemis les plus acharnés.

Toutefois Napoléon eut à se plaindre, à son retour de Wagram, de la conduite que les nobles du faubourg Saint-Germain avaient tenue après la bataille d'Essling et lors de la descente des Anglais dans l'île de Walcheren. Les rapports de son ministre de la police, Fouché, le convinquirent que ces nobles, dont, par vanité, il s'était entouré, qu'il avait retirés de l'émigration, capotés et comblés de bienfaits, et que ses préfets avaient placés à la tête de toutes les communes, de toutes les administrations, ne cessaient de conspirer contre sa personne, en même temps

qu'ils s'inclinaient devant celui qui distribuait les emplois et les pensions. « Ce contraste de sou-
p plesse et d'audace, disent les Mémoires du gé-
néral Rapp, déconcertait l'empereur; il ne
concevait pas qu'on fût si bas, si perfide; qu'on
déchirât d'une main tandis qu'on sollicitait de
l'autre. Il paraissait disposé à sévir, mais Fou-
ché l'en dissuada. » Les nobles, les émigrés
rentrés restèrent donc en possession de toutes les
places, de toutes les charges; et, quoiqu'il n'y
eût plus de seigneurs en France, ils en conti-
nuèrent le rôle sous le nom de maires, d'admi-
nistrateurs, etc. (1).

Au comble de la puissance humaine, au milieu des fêtes que la France s'empressait de lui donner, entouré d'une cour de rois et de princes, l'ambition de Napoléon aurait dû être satisfaite. Mais une idée pénible l'occupait depuis quelque temps : il avait résolu son divorce avec l'impératrice Joséphine. Ce divorce n'était pas, comme on l'a dit, une clause secrète du traité de Vienne, mais un grand acte de politique. Voici comment Napoléon s'est exprimé sur son divorce :

« Déjà longtemps avant la campagne qu'il ve-
nait de terminer, la corde fatale du divorce
avait été touchée par Fouché, qui, sans mis-
sion, avait osé proposer à Joséphine de dissou-
dre son mariage, en lui faisant envisager ce
sacrifice comme nécessaire au bien de la France.
Cette démarche causa beaucoup de chagrin à
l'impératrice; elle irrita l'empereur, et s'il ne
renvoya pas Fouché, ainsi que l'exigeait José-
phine, c'est qu'il avait secrètement arrêté ce
divorce en lui-même, et qu'il ne voulut pas,
par ce châtement, donner un contre-coup à
l'opinion.

« Joséphine avait donné le bonheur à son mari,
et s'était constamment montrée son amie la
plus tendre : professant à tout moment et en
toute occasion la soumission, le dévouement,
la complaisance la plus absolue. Aussi avaient-
ils fait ensemble un ménage fort tendre et fort
uni, n'ayant eu longtemps qu'une même cham-
brée et qu'un même lit, circonstance très-mo-
rale, qui influe singulièrement sur un ménage,
assure le crédit de la femme, la dépendance du
mari, maintient l'intimité et les bonnes mœurs.

« Toutefois un fils de Joséphine eût été néces-
saire à Napoléon et l'eût rendu heureux, non-
seulement comme résultat politique, mais en-

¹ Plus tard, lorsque Napoléon dicta ses confessions sur le rocher de Sainte-Hélène, il se reprocha tout ce qu'il avait fait pour les émigrés du faubourg Saint-Germain, qu'il appelait *le boulevard de la vieille aristocratie*; le refuge éternel des vieux préjugés; la lique germanique. Si Napoléon revenait après la glorieuse révolution de 1830, il verrait que rien n'est changé.

• core comme douceur domestique. Comme ré-
 • sultat politique, Napoléon serait encore sur le
 • trône; car les Français se seraient attachés au
 • fils, et le père n'aurait pas mis le pied sur l'a-
 • blême qui l'a perdu. Comme douceur domesti-
 • que, ce gage eût mis fin à la jalousie de José-
 • phine, qui ne laissait plus de repos à l'empe-
 • reur, et cette jalousie se rattachait bien plus à
 • la politique qu'au sentiment. Joséphine pré-
 • voyait l'avenir, elle s'effrayait de sa stérilité :
 • elle sentait bien qu'un mariage n'est complet et
 • réel qu'avec des enfants; or elle s'était mariée
 • ne pouvant plus en donner. A mesure que sa
 • fortune s'élevait, ses inquiétudes s'accrurent;
 • elle employa tous les secours de la médecine,
 • et feignit souvent d'en avoir obtenu du succès.
 • Lorsqu'elle dut enfin renoncer à tout espoir,
 • elle mit son mari sur la voie d'une grande su-
 • percherie politique; elle finit même par oser la
 • lui proposer ouvertement¹.

• Mais lorsque Napoléon voulut le divorce,
 • Joséphine obéit. Ce fut pour elle une peine mor-
 • telle; et pourtant elle se soumit, et de bonne
 • foi, sans vouloir mettre à profit des tracasso-
 • ries inutiles qu'elle eût pu essayer de faire va-
 • loir. Elle se conduisit avec beaucoup de grâce
 • et d'adresse; elle désira que son fils, le prince
 • Eugène, fût mis à la tête de cette affaire.

• Le divorce de Napoléon et de Joséphine est
 • unique en son genre; il n'altéra en rien l'uni-
 • on des deux familles: ce fut un sacrifice pé-
 • nible, également partagé par les époux, mais
 • fait aux intérêts de la politique. Les deux époux
 • déclarèrent, dans une assemblée de famille,
 • leur assentiment au divorce. Cette cérémonie
 • se fit dans les grands appartements des Tuile-
 • ries: tous les spectateurs versaient des larmes.
 • Le consentement constaté par l'archichancelier,
 • la dissolution du mariage fut prononcée par le
 • sénat. L'impératrice quitta les Tuileries, et se
 • rendit à la Malmaison, où elle demeura con-
 • stamment pendant l'espace de cinq ans.

• Le mariage civil de Napoléon annulé par la
 • décision du sénat, l'officialité de Paris fit les
 • informations d'usage dans la religion catholi-
 • que: elle reconnut que le mariage religieux
 • avait été célébré sans témoins, et en prononça
 • la dissolution. La cour de Rome éleva alors la
 • prétention d'en connaître; mais le clergé de
 • France déclara que cela était contraire aux pri-
 • vilèges de l'église gallicane; qu'un souverain,
 • aux yeux de Dieu, n'était qu'un homme, et

• devait être soumis à la juridiction de sa pa-
 • roisse et de son évêque. Cette dissolution fut
 • prononcée le 12 janvier 1810. »

Entretiens la guerre n'avait cessé d'agiter ses
 torches en Espagne depuis le départ de Napoléon.
 Les places fortes, les provinces occupées par les
 Français avaient été successivement reprises, et
 évacuées de nouveau par les insurgés, secourus
 des troupes anglaises que commandait lord Wel-
 lington. Les Français se trouvaient dans une po-
 sition très-pénible, à la suite de plusieurs ba-
 tailles qui avaient offert un mélange de succès et
 de revers, mais dans lesquelles les troupes fran-
 çaises n'avaient cessé de signaler leur bravoure.

L'arrivée de quelques corps détachés de la
 grande armée changea l'état des choses. La bataille
 d'Ocana, qui eut lieu le 19 novembre, près d'Aran-
 juez, fut fatale aux Espagnols. Vingt-cinq mille
 Français, commandés par le général Mortier, y
 mirent en déroute cinquante mille insurgés, sous
 les ordres d'Arrizaga, et leur prirent vingt mille
 prisonniers, cinquante pièces de canon, des cais-
 sons et des bagages.

Quatre jours après, une autre armée d'insur-
 gés fut battue à Alba de Tormès, par le général
 Kellermann, qui leur prit encore trois mille hom-
 mes et treize pièces de canon.

D'un autre côté, le maréchal Augereau fit
 rendre la place de Gironne, dont le siège avait
 été aussi long que meurtrier. La garnison, forte
 de cinq mille hommes, fut faite prisonnière.
 Gironne renfermait aussi deux cents pièces de
 canon qui restèrent au pouvoir des Français.

Mais tous ces avantages remportés dans les
 batailles rangées ou dans les sièges réguliers,
 nous les perdions successivement par la guerre de
 détail qu'il fallait soutenir sur tous les points à
 la fois, et qui épuisait et décourageait les soldats
 français.

Si Napoléon n'eût pas été occupé de son divorce
 et de son second mariage, il eût peut-être mis
 fin à la désastreuse guerre d'Espagne; mais, li-
 vré tout entier aux soins d'un changement qui,
 suivant ses calculs, devait fixer sa fortune, af-
 fermir, légitimer sa puissance et flatter son or-
 gueil, il abandonna à ses généraux la direction
 de cette guerre interminable.

Le divorce de Napoléon fit grand bruit: placé
 sur le trône le plus élevé de l'Europe, toutes les
 maisons régnantes qui avaient des filles nubiles
 ambitionnaient de les voir régner sur la France.
 Napoléon a prétendu que la politique voulait
 qu'il épousât une des trois princesses de Russie,
 d'Autriche ou de Saxe; mais sa véritable politi-
 que à lui, élu du peuple, aurait dû être de pla-
 cer sur le trône impérial une Française: son am-

¹ La supercherie politique dont parle Napoléon, ne pou-
 vait être que celle appelée par les juriconsultes *supposition*
de part, c'est-à-dire supposition d'enfant; il existe beaucoup
 d'exemples de cette supercherie.

bition lui fit préférer une étrangère. Empereur parvenu, il voulut s'allier avec les vieilles dynasties, et se perdit par ce faux calcul.

Le divorce était à peine prononcé que des négociations furent entamées pour le mariage de Napoléon. Des ouvertures avaient déjà été faites à l'empereur Alexandre pendant l'entrevue d'Erfurth; mais il s'éleva des difficultés : la famille impériale n'était pas d'accord pour donner une princesse russe à Napoléon; Alexandre n'aurait pas hésité, mais sa mère était retenue par des motifs de religion qu'il eût été d'ailleurs très-facile de faire disparaître, si sur ces entrefaites on n'eût appris qu'une alliance avec une archiduchesse pourrait entrer dans les vues de l'Autriche.

Un conseil privé fut convoqué pour déterminer le choix que Napoléon devait faire. Les opinions furent divisées; la majorité fut d'avis qu'il fallait donner la préférence à une princesse autrichienne : on crut par-là avoir des gages d'une longue paix. Le prince Eugène fit aussitôt la demande formelle au prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, et le ministre des affaires étrangères reçut les pouvoirs de signer, avec cet ambassadeur, le contrat de mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise, en prenant pour base celui de Louis XVI avec Marie-Antoinette¹. Le prince Berthier partit aussitôt pour Vienne, afin de faire la demande dans les formes solennelles, et l'archiduc Charles épousa Marie-Louise, comme représentant de l'empereur des Français.

Je passerai sous silence la réception pompeuse qui fut faite à cette jeune princesse à son arrivée sur le territoire de l'empire, ainsi que les cérémonies de sa remise aux dignitaires envoyés à sa rencontre par Napoléon : les courtisans, toujours ingrats, avaient, en peu de mois, oublié la bonne, la bienfaisante Joséphine, pour se prosterner devant la nouvelle impératrice. Toutefois, la nation ne montra pas le même empressement que la cour : elle avait conservé de grandes préventions contre les archiduchesses autrichiennes; et les Français étaient généralement fâchés que Napoléon n'eût pas épousé la fille de quelqu'un de ses braves et irréprochables généraux, plutôt que celle de l'empereur d'Autriche : ils semblaient

prévoir que ce mariage causerait la perte de l'empereur.

Le premier avril 1810, Napoléon fut recevoir Marie-Louise à Compiègne. Le mariage civil fut célébré à Saint-Cloud, le mariage religieux dans le grand salon du Musée de Paris. Des fêtes splendides furent données à cette occasion. Le prince Schwartzemberg en donna une au nom de son maître, durant laquelle le feu prit à la salle de bal construite dans le jardin. Rien ne put arrêter les progrès de l'incendie. Plusieurs personnes périrent dans les flammes ou sous les décombres. L'issue malheureuse de cette fête parut un sinistre présage : Napoléon, qui n'était pourtant pas superstitieux, en eut un pénible pressentiment.

C'est ici le lieu de placer les portraits que Napoléon a tracés lui-même des deux impératrices : « Joséphine, a-t-il dit, était l'art et les grâces; Marie-Louise, l'innocence et la simple nature, et chacune d'elle avait bien son prix. Dans aucun moment de la vie, la première n'avait de position ou d'attitude qui ne fût agréable, séduisante; il eût été impossible de lui surprendre ou d'en éprouver jamais aucun inconvénient : tout ce que l'on peut imaginer en faveur des attraites était employé par elle avec un tel mystère qu'on n'en apercevait jamais rien. L'autre, au contraire, ne soupçonnait pas même qu'il pût y avoir rien à gagner dans d'innocents artifices. L'une était toujours à côté de la vérité, son premier mouvement était la négative; la seconde ignorait le mensonge, tout détérioré lui était étranger. La première ne demandait jamais à son mari, mais elle devait partout; la seconde n'hésitait pas à demander quand elle n'avait plus, ce qui était fort rare, elle n'aurait pas cru devoir rien prendre sans payer aussitôt. Du reste, toutes les deux étaient bonnes, douces, fort attachées à leur mari¹. »

Aussitôt après son mariage, Napoléon fit, avec sa nouvelle compagne, un voyage dans la Belgique et sur les côtes septentrionales de l'empire : ils furent reçus partout comme on reçoit des souverains; de grandes fêtes leur furent données par tous les préfets et les maires, mais elles étaient toutes aux frais de cette partie de la population qui n'y est jamais invitée.

Pendant que l'on se réjouissait en France, les troupes françaises continuaient à se battre en Espagne; la guerre s'y faisait avec plus d'acharnement et de cruauté que jamais. Les Français, irrités de la résistance qu'ils éprouvaient, atta-

¹ L'historien de l'empire ne pourra s'empêcher de faire remarquer que Napoléon, dont la mission semblait être celle de tout reconstituer sur de nouvelles bases, s'y prit si mal qu'il détruisait tout ce qu'il voulait reconstruire, et rétablissait tout ce qu'il voulait détruire. Cela se conçoit facilement quand on réfléchit que l'enfant de la révolution oublia son origine pour s'enfermer sur les vieilles dynasties qu'il avait si longtemps fait trembler.

¹ Quand Napoléon délivrait ce certificat à Marie-Louise, il était à deux mille lieues de l'Europe et ignorait ou feignait d'ignorer les motifs que lui demandait sa dernière femme de se plaindre de sa conduite.

quaient avec l'ardeur de gens qui veulent en finir : les Espagnols, secourus par l'Angleterre, se défendaient avec opiniâtreté, et trouvaient tous les moyens légitimes pour délivrer leurs foyers et repousser une agression dont l'iniquité les avait exaspérés. Toujours battus, toujours dispersés dans les combats rangés, les insurgés ne tardaient pas à se rallier et à tomber sur les corps isolés : ainsi les succès des Français étaient sans résultat et ne leur offraient qu'une gloire obscurcie par les ravages qu'ils étaient forcés de faire.

Au commencement de 1810, les débris des armées espagnoles, battues dans le cours de l'automne, s'étaient réfugiés et fortifiés dans les montagnes de la Sierra-Morena, d'où les Français ne les débusquèrent qu'après plusieurs combats. Il fallut alors se mettre à leur poursuite jour et nuit, et cette guerre fatiguait beaucoup les Français, moins habitués aux privations que les habitants du pays. Il fallait se battre sur plusieurs points à la fois ; et après avoir battu les Espagnols dans le nord, il fallait aller les attaquer dans le midi.

Le 7 février un combat sérieux eut lieu à Vich, dans la Haute-Catalogne ; les Français y furent vainqueurs, et les insurgés se dispersèrent dans les montagnes. Ce combat fit honneur au général Souham, qui y fut blessé.

Quelque temps après, le maréchal Suchet fit capituler la ville de Lérída ; Mequinenza tomba aussi en son pouvoir. La guerre se ralentit alors dans le nord de l'Espagne : les Français en occupaient toutes les places fortes, et les insurgés n'avaient plus de refuge que dans les montagnes.

Mais au midi elle continua avec beaucoup d'acharnement. L'armée du roi Joseph, commandée par le maréchal Soult, occupa rapidement toute l'Andalousie. Jaën, Cordoue, Carmona ; le furent dans le mois de janvier. L'armée espagnole, attaquée sous les murs de Grenade par le général Sébastiani, fut battue et dispersée. Grenade et Malaga reçurent les Français. En même temps la junte suprême se vit dans la nécessité de quitter Séville, où elle avait établi sa résidence, et d'aller s'enfermer dans les remparts de Cadix, qui fut bientôt bloquée par le maréchal Victor. Le siège de cette grande place commença le 4 février, et les travaux en furent continués pendant plusieurs mois ; mais les marées, les ouragans, le feu de la place et les fréquentes sorties de la garnison les contrarièrent beaucoup.

Ce fut dans cette ville, à jamais célèbre, que les représentants de la nation espagnole se réunirent en septembre 1810 ; c'est de là, qu'entourés de la guerre et réduits à quelques lieues de terrain, ils travaillèrent à cette grande constitution

qui devait assurer la liberté du peuple espagnol, malgré l'abrutissement où un gouvernement despotique, joint à l'ignorance monacale, l'avait plongé pendant des siècles.

Mais tandis que le continent espagnol de l'Europe se débat sous l'invasion française, le continent espagnol de l'Amérique, inspiré par l'exemple et la prospérité des États-Unis, se détache de la métropole, jette les bases de son indépendance, et forme un gouvernement fédératif à Venezuela. Bientôt toutes les provinces de la Nouvelle-Grenade imitent Venezuela, et des bords de l'Orénoque jusqu'à l'isthme de Panama, les peuples placés sous l'équateur se lèvent et proclament leur liberté et leur indépendance. Là commence pour le Nouveau-Monde une ère nouvelle, marquée par une grande révolution : les anciens colons de l'Espagne auront toute l'énergie que possèdent les hommes dont les passions politiques n'ont pas encore usé le tempérament ; ils éprouveront toutes les vicissitudes et tous les périls qu'offrent les luttes engagées entre la liberté et la tyrannie ; mais nous les verrons sortir victorieux d'une guerre longue et sanglante, qui enfantera un héros aussi grand que Washington.

L'Espagne se trouvait donc abandonnée par ses colonies d'outre-mer, au moment où les quatre cinquièmes de son territoire européen étaient occupés par l'invasion de Napoléon.

Dans ce même printemps de 1810, une nouvelle campagne contre le Portugal avait été confiée par Napoléon à l'illustre Masséna : il avait sous ses ordres environ cinquante mille hommes commandés par le maréchal Ney, le maréchal Junot et le général Reynier. La cavalerie avait pour chef le général Montbrun.

Masséna débuta par trois sièges importants : celui d'Astorga, qui se rendit le 6 mai ; celui de Ciudad-Rodrigo, que Ney fit capituler au commencement de juillet, et enfin celui d'Alméida, qui se soumit vers la fin du mois d'août. Ainsi les deux clefs du Portugal sur la frontière de la province de Salamanque se trouvaient au pouvoir des Français, qui s'avancèrent alors sur Lisbonne.

Quittons maintenant le midi de l'Europe pour suivre les événements dont la France et le Nord furent les témoins pendant le cours de cette année 1810, dans laquelle, malgré la guerre d'Espagne, Napoléon ne cessa d'être le régulateur du continent européen.

Après avoir marqué son passage dans toutes les villes de la Belgique, jusqu'à l'embouchure de la Seine, par de hautes dispositions administratives, par la création de grands ouvrages maritimes et de nobles récompenses à tous ceux qui

avaient bien mérité de l'état dans toutes les carrières, Napoléon comprima beaucoup d'intrigues qui avaient été nouées dans l'intérieur de l'empire depuis la bataille d'Essling. Ces intrigues paraissaient avoir pour chef le fameux Fouché, devenu duc d'Otrante, qui avait réuni pendant quelques mois deux des ministères les plus importants. Fouché fut envoyé au gouvernement de Rome, et remplacé au ministère de la police par le général Savary, duc de Rovigo. Sous tout autre souverain, le renvoi d'un homme comme Fouché eût été une véritable révolution; sous Napoléon, qui composait à lui seul le gouvernement, les ministres, quelle que fût leur importance, ne jouissaient d'aucune influence politique, et l'éloignement de Fouché ne fit aucune sensation : elle ôta un point d'appui aux mécontents.

Cette disgrâce apprit que nul de ceux que Napoléon élevait n'était inamovible. Bientôt un exemple plus grand encore vint confirmer ce principe.

Le roi de Hollande, Louis Napoléon, plus attaché à ce qui pouvait faire le bonheur de ses peuples qu'à ses devoirs de prince français, n'avait pas balancé à préférer le bien-être des Hollandais à la politique de son frère. Il avait donc, aux yeux de Napoléon, le tort de ne pas faire exécuter le blocus continental dans toute sa rigueur, et ce tort portait le plus grand préjudice à ce système; car, dès l'instant qu'il se présentait une seule brèche à la digue que Napoléon opposait par-là à l'introduction des marchandises anglaises sur le continent, cette brèche suffisait pour inonder l'Europe de ces mêmes marchandises. Uniquement frappé des besoins du commerce hollandais, le roi Louis avait fermé les yeux sur les infractions au système qui devait ruiner l'Angleterre. Mais Napoléon l'avait fait prévenir de son mécontentement; et pour qu'il ne doutât pas de ses intentions, il avait démembré du royaume de Hollande les deux départements des Bouches-du-Rhin et des Bouches-de-l'Escaut, pour les incorporer à l'empire français.

Dans la position difficile où l'avaient placé ses principes et sa manière de voir, Louis n'avait plus pour lui d'autre moyen de conservation que de tenter auprès de l'Angleterre le grand œuvre de la paix générale. Napoléon l'y autorisa; mais le ministère anglais refusa d'entrer en négociation. Alors une armée de vingt mille hommes, sous les ordres du maréchal Oudinot, entra en Hollande pour y faire observer le blocus continental. Louis sentit qu'il était réduit au rôle d'administrateur responsable d'un département de l'empire, et il abdiqua la couronne de Hollande.

Cette détermination à laquelle Napoléon ne s'attendait pas, le contraria beaucoup; mais il n'en profita pas moins de la circonstance pour réunir la Hollande à l'empire français. L'empereur jugea qu'il était plus avantageux pour la Hollande d'être réunie à un pays de quarante millions d'habitants, que de garder une apparence d'indépendance sous le joug inévitable de système continental.

« La réunion de la Hollande, a dit un historien, bien qu'elle présentât la forme d'une violence faite au souverain et au pays, n'était, ainsi que l'occupation du Portugal, et les autres aggregations, qui eurent lieu à la fin de l'année, des provinces littorales de la mer du Nord et de la Baltique, qu'une compensation en réserve pour la paix générale. Napoléon venait de délimiter les frontières légitimes de la France par l'incorporation des Bouches-de-l'Escaut et des Bouches-du-Rhin. Cette précieuse conquête complétait dans le nord son système maritime et son système défensif. Jamais on ne vit des temps plus difficiles. On faisait la guerre à outrance : l'envahissement d'une partie du continent, l'usurpation d'un royaume de famille, étaient devenus les seuls instruments de la paix. »

Pendant que Napoléon ajoutait, par un simple décret, un royaume à son trop vaste empire, un autre événement, qui eut par la suite la plus grande influence sur les destinées de Napoléon et de l'empire français, eut lieu en Suède. Le vieux roi Charles XIII, qu'une révolution nationale avait placé sur le trône, s'était donné pour successeur le jeune prince Charles-Auguste de Holstein-Augustembourg, d'une branche cadette de sa maison et de celle de Danemarck. Mais peu de mois après, le nouveau prince royal tomba de cheval à une manœuvre de cavalerie, et mourut presque subitement. Cette mort, qu'on attribua au poison, et que le peuple vengea cruellement sur le vieux comte de Fersen, grand maréchal du royaume, laissait la couronne de Suède sur la tête d'un vieillard sans héritiers. L'intérêt des courtisans exigeait impérieusement le choix d'un prince royal; la reconnaissance de trois officiers suédois envers un général français pourvu à cette nécessité : ils formèrent ensemble le projet de témoigner leur gratitude à Bernadotte d'une manière éclatante, en le faisant appeler au trône de Suède. Ces militaires tirèrent habilement parti de leur position sociale auprès des membres des états dont l'influence pouvait entraîner la majorité : ils n'eurent pas beaucoup de peine à démontrer que les libertés suédoises trouveraient plus de garantie dans le choix spontané d'un

homme sans droit qu'on appellerait à régner aux conditions déterminées par les états.

Ces considérations l'emportèrent : le général français Bernadotte, devenu prince de Ponte-Corvo, et maréchal de l'empire, obtint la préférence sur les trois prétendants, qui étaient : le fils de Gustave IV, un frère du prince d'Augustembourg, et le roi de Danemarck.

Napoléon destinait, dans sa pensée, la couronne de Suède au prince Eugène, à qui il aurait voulu la réserver en dédommagement de celle d'Italie; mais ce loyal fils de Joséphine montra de la répugnance pour changer de religion, et Napoléon ne jugea pas alors le résultat politique assez grand pour excuser un acte si contraire aux mœurs. Après le prince Eugène, le véritable roi de la politique de Napoléon était celui de Danemarck : les vrais intérêts de la France demandaient qu'elle appuyât la nomination de ce roi; mais Napoléon négligea les affaires de la Suède. Le prince de Ponte-Corvo fut élu.

« Voulant afficher une grande dépendance, a dit Napoléon, Bernadotte alla lui demander son agrément, protestant, avec une inquiétude visible, qu'il n'accepterait qu'autant que cela lui serait agréable. Napoléon, monarque élu du peuple, avait à répondre qu'il ne savait pas s'opposer aux élections des autres peuples. C'est ce qu'il dit à Bernadotte, dont toute l'attitude trahissait l'anxiété, ajoutant qu'il n'avait qu'à profiter de la bienveillance dont il était l'objet; que lui, Napoléon, ne voulait avoir été pour rien dans son élection, mais qu'elle avait son assentiment et ses vœux.

« Néanmoins Napoléon éprouva alors un arrière-instinct qui lui rendait la chose désagréable et pénible. En effet, Bernadotte a été le serpent nourri dans le sein de la France : à peine l'eut-il quittée, qu'il était déjà dans le système de ses ennemis, et qu'il fallut le surveiller et le craindre. Plus tard, il a été une des grandes causes actives des malheurs de la France : c'est lui qui a donné aux ennemis de Napoléon la clef de sa politique, la tactique de ses armes : c'est lui qui leur a montré les chemins du sol sacré. Vainement dira-t-il, pour excuse, qu'en acceptant le trône de Suède il n'a dû être que Suédois : excuse banale, bonne tout au plus pour la multitude et le vulgaire des ambitieux. Pour prendre une femme on ne renonce point à sa mère, encore moins est-on tenu de lui percer le sein. »

C'est ainsi que Napoléon s'est exprimé sur l'élection du prince de Ponte-Corvo, dont il eut sans doute beaucoup à se plaindre dans la suite. Cependant, le nouveau prince royal de Suède,

proclamé le 21 août 1810, et adopté pour fils de Charles XIII, après avoir embrassé la religion réformée, débuta par faire déclarer le gouvernement suédois en faveur du système continental; mais il changea bientôt de politique, et ne tarda pas à se liguer avec les ennemis de la France.

La fin de l'année 1810 fut marquée par deux grandes tentatives faites par les troupes françaises, tentatives qui échouèrent toutes les deux : la première fut celle d'une descente en Sicile, qui n'eut d'autre résultat, pour le roi de Naples, qu'une dépense de huit millions et la perte de douze cents hommes, abandonnés sur les côtes de cette île.

La seconde fut la marche de l'armée française, sous les ordres de Masséna, pour s'emparer de Lisbonne. Masséna ne comptait pas quarante-cinq mille hommes, tandis que les forces anglo-portugaises, commandées par Wellington, étaient immenses : les débats du parlement d'Angleterre les portaient à cent quatre-vingt mille hommes. Ajoutons que les troupes françaises opéraient dans un pays ennemi, entièrement insurgé et dévasté par les habitants eux-mêmes. Néanmoins le prince d'Essling se laissa entraîner par son courage et par la confiance que venait de lui donner la reddition d'Alméida et de Ciudad-Rodrigo, que les Anglais n'avaient ni défendues ni secourues. Masséna se précipita sur la position inexpugnable de Busaco, et l'attaqua de front, au lieu de la tourner. Il fut battu, et perdit six mille hommes, dont trois mille blessés, qui furent abandonnés à Coimbre.

Toutefois Wellington fut obligé de se retirer pour couvrir Lisbonne : il se retrancha dans les lignes de Torrès-Vedras, qui formaient une triple enceinte autour de cette grande ville. Ces lignes, hérissées d'artillerie et défendues par une armée innombrable, ne purent être forcées par le faible corps français. Dès-lors le but de la troisième campagne de Portugal fut manqué, et Masséna dut songer à la retraite : elle fut protégée par l'intrépide maréchal Ney, qui exécuta, à Mirande, d'admirables manœuvres.

L'histoire recueille à regret les preuves et les résultats de la mésintelligence qui régna dans cette campagne entre les maréchaux Ney et Masséna, et divisa même les autres généraux. Ce furent ces funestes différends qui compromirent le sort de cette guerre. Napoléon avait donc raison de dire que, partout où il n'était pas, ses lieutenants ne s'entendaient jamais et faisaient les plus grandes fautes.

CHAPITRE VIII.

Complément du système continental. — Mesures prises par Napoléon pour recréer une marine. — Situation de l'Empire français en 1811. — Naissance du roi de Rome. — Occupation du duché d'Oldenbourg. — Méintelligence qui en résulte entre Napoléon et Alexandre. — Préparatifs de guerre. — Opérations de Marmont, de Soult et de Suchet en Espagne. — Querelles religieuses. — Rupture entre la France et la Russie. — La Suède se ligue contre la France. — Entrevue de Dresde. — Napoléon tente inutilement un rapprochement avec la Russie. — L'armée française entre en campagne et passe le Rhin. — Confédération polonaise. — Napoléon ne consent pas au rétablissement du royaume de Pologne.

Le système du blocus continental qui avait déjà provoqué tant de mesures barbares, soit de la part de la France, soit de celle de l'Angleterre, faisait cependant éprouver des pertes immenses au commerce et à l'industrie de la grande-Bretagne : on évaluait ces pertes, vers la fin de 1810, à plus d'un milliard cent millions. Aussi Napoléon travaillait-il sans cesse à renforcer ce système. Nous venons de le voir incorporer à l'empire français tout le royaume de Hollande, afin d'empêcher que les décrets prohibitifs des marchandises et bâtimens anglais ne fussent éludés sur les côtes et dans les ports de ce pays essentiellement trafiquant. Nous le verrons, quelques mois après, adopter un moyen aussi extraordinaire que destructif, pour frapper ceux des produits de l'Angleterre qui avaient pu être introduits sur le continent. Un décret impérial ordonna que toutes les marchandises anglaises existant en France, en Hollande, dans les villes anseatiques, et généralement depuis le Mein jusqu'à la mer, seraient brûlées. Quelque violent que fût ce décret, il reçut néanmoins son exécution : les petits souverains vassaux de Napoléon s'empressèrent de faire jeter dans les flammes toutes les marchandises d'origine anglaise, et pendant longtemps le *Moniteur* ne parla que des nombreux *auto-da-fé* des produits de l'industrie de nos ennemis. Ce décret rigoureux n'est cependant pas sans exemple, car l'Angleterre elle-même, dans la législation de ses douanes, offre plusieurs cas où de pareilles destructions furent ordonnées. Il ne s'agit donc que des représailles violentes exercées par Napoléon contre le système prohibitif des Anglais, et ces représailles deviennent avantageuses aux manufactures françaises, qui s'ouvrent aussitôt de grands débouchés.

Cependant les tribunaux ordinaires répugnaient à prononcer l'application des lois sévères rendues pour empêcher la contrebande : Napoléon, que rien n'arrête quand il s'agit d'assurer l'exécution de son système, institua des cours prévôtales et des tribunaux des douanes, avec le droit de prononcer, même sans recours en cassation, des pei-

nes afflictives et infamantes, non seulement envers les contrebandiers, mais aussi envers leurs complices. La contrebande offrait alors tant d'attraits, que le tout monde s'en mêlait.

Quelques personnes qui approchaient Napoléon assurent que, dès son second mariage, il avait cessé d'être le même; qu'il devint inquiet et sombre, quoique encore prospère; qu'il se montra soupçonneux sans objet, et accessible à la crainte; que ses actes et ses démarches politiques n'eurent plus ce caractère si fortement imprimé de pénétration, de justesse, de grandeur, qui avaient signalé les premières périodes de sa glorieuse vie.

Quoi qu'il en soit de ces assertions, toujours est-il vrai que ce fut à cette époque que Napoléon asservit complètement la presse, déjà fort entravée; qu'il promulgua les dernières dispositions du Code pénal, dans lequel près de la moitié des articles ont pour objet spécial d'atteindre la chose publique, sous le titre d'*contre la sûreté de l'état*; qu'il institua des lois d'état permanentes, au nom desquelles qu'il autorisa le ministre de la Justice à surveiller les personnes traitées suspectes. Les Français perdirent plus aucune garantie, ni pour leurs opinions, ni pour celle de leurs personnes. Toutefois est-il juste de dire que ces mesures liberticides et tyranniques servirent plutôt à prévenir qu'à réprimer les tentatives de quelques mécontents, et qu'il ne fut fait presque aucun usage, même au jour des revers de Napoléon, de ces huit bastilles élevées par lui.

Entretiens, le ministère anglais ne laissait échapper aucune occasion, ne négligeait aucun moyen de nuire à la France, d'humilier et contrarier son empereur. L'Angleterre avait eu le bonheur de ruiner sa marine et celle de plusieurs souverains; elle cherchait à lui enlever ses alliés soumis, mais mécontents; elle s'efforçait d'anéantir le peu de commerce extérieur que les Français faisaient encore; elle fournissait des armes et des munitions aux insurgés de l'Espagne et du Portugal; elle tentait d'enlever Ferdinand de Valencay, et le pape de Savone; elle privait les Français des denrées coloniales, et même des médicaments, dont le besoin se faisait de plus en plus sentir; enfin, elle venait de nous enlever nos colonies, et s'était même emparée de l'île de France, de sorte qu'à la fin de 1810, il ne nous restait plus un seul vaisseau dans l'océan Indien, ni un établissement quelconque dans les deux Indes.

De son côté, le gouvernement français mettait tout en œuvre pour parer ces coups : il usait de représailles relativement au système prohibitif,

combattait les Anglais en Espagne et en Portugal, fermait à leurs vaisseaux tous les ports de la Baltique, de l'Océan, de la Méditerranée, et privait leur commerce de toute espèce de débouché sur le continent. Au milieu de tous ces efforts, la France était cependant riche et florissante; l'industrie avait, en quelque sorte, remplacé le commerce extérieur : on s'habitua à se passer de colonies.

Dans l'espoir de se recréer une marine, Napoléon fit alors plusieurs dispositions qui auraient eu sans doute de grands résultats au bout de quelques années. Il arrêta d'abord que les cantons littoraux des trente départements maritimes de l'empire français cesseraient de concourir à la conscription pour l'armée de terre, et seraient réservés pour le service de mer : les conscrits marins devaient être pris dans l'âge de treize à seize ans. Quarante mille des classes de 1815, 1814, 1815 et 1816 étaient dès ce moment-là mis à la disposition du gouvernement. Cette mesure, qui laissait dans son élément la jeunesse née sur les bords de la mer, pouvait produire beaucoup de bons marins; quelques autres dispositions relatives à l'organisation des équipages dits de haut-bord complétaient ce système maritime. Au bout de quelques années, la marine française s'était relevée des désastres d'Aboukir, de Trafalgar, de l'île d'Aix, ainsi que des pertes faites aux Antilles et aux Indes. A l'époque de la restauration, nous avons de nouveau, dans les trois ports principaux de Toulon, Brest et Anvers, trois belles escadres, composées de bons vaisseaux neufs, la plupart à trois ponts, et d'un grand nombre de frégates; les équipages de tous ces bâtiments de guerre étaient au grand complet, et promettaient de pouvoir un jour très-prochain lutter avec la vieille marine anglaise. Indépendamment de ces trois principales flottes, dont l'ensemble formait près de cinquante vaisseaux de ligne, la France comptait encore d'autres divisions navales à Rochefort, Lorient, Cherbourg, etc.¹.

Tout en s'occupant de sa marine, Napoléon ne négligeait pas ses armées de terre, et comme il trouvait le sénat toujours empressé de lui voter des conscrits, il en demanda cent vingt mille sur la classe de 1814. Ces cent vingt mille soldats étaient destinés à réparer les pertes que nos régiments éprouvaient journellement en Espagne. Au lieu de représenter à l'empereur qu'il était temps que cette guerre finît, ce sénat, si prodigue du sang français, osait s'exprimer en ces ter-

mes : « Poursuivex, sire, cette guerre sacrée, » entreprise pour l'honneur du nom français et » pour l'indépendance des nations. Le terme de » cette guerre sera l'époque de la paix du monde. » Les mesures proposées par votre majesté hâ- » ront ce terme si désirable..... Le cœur pater- » nel de votre majesté laisse voir qu'il ne de- » mande ce tribut (cent soixante mille conscrits) » qu'avec regret. » Ainsi le sénat encourageait l'empereur à faire la guerre, lorsqu'il savait que déjà toute la jeune population de la France avait été appelée avant l'âge voulu, et qu'il ne restait d'intactes que les classes de dix-sept et dix-huit ans. La France s'agrandissait si démesurément, qu'indépendamment des armées actives il fallait d'autres armées non moins nombreuses pour garder les places et les pays nouvellement incorporés.

A cette époque un sénatus-consulte avait réuni le Valais au grand empire, sans autre motif que cette réunion était une conséquence prévue des travaux que Napoléon faisait faire depuis dix ans dans cette partie des Alpes.

Au moyen de toutes ces réunions, et de celle des départements de Romé, décrétée après l'enlèvement du pape, l'empire français s'étendait, au commencement de 1814, de la Baltique au Garigliano, de l'Adriatique à l'Océan : il embrassait du cinquante-quatrième au quarante-unième degré de latitude, et vingt-quatre degrés de longitude. Sa surface, d'environ trente-six mille lieues carrées, était divisée en cent trente départements, et sa population excédait quarante-deux millions d'habitants, sans compter les royaumes placés sous la domination de la France, et les états alliés et soumis.

Les finances de cet empire immense étaient dans le meilleur état : les caves des Tuileries se trouvaient remplies des millions que Napoléon amassait sans toucher au trésor public : un budget de sept cent trente millions suffisait à toutes les dépenses de guerre et autres de ces cent trente départements; la dette publique ne se montait pas à quatre-vingts millions de rentes, et ces rentes se vendaient à la Bourse quatre-vingts francs : c'était le taux le plus élevé que les effets publics eussent encore atteint.

Tel était l'état de l'empire français lorsque, le 20 mars 1814, l'impératrice Marie-Louise donna un fils à Napoléon. Ce fut un bien grand événement, qui combla de joie l'empereur, le sénat et même la population. Dans cette circonstance, où les jours de l'impératrice coururent les plus grands dangers, Napoléon oublia qu'il était empereur, et ne laissa voir que le meilleur, le plus tendre des époux. La vie de la mère et celle de

¹ Lors de la paix de 1814, beaucoup de ces vaisseaux furent cédés à l'Angleterre, et presque tous les autres se sont pourris dans les bassins.

l'enfant dépendaient d'une opération terrible : le chirurgien, le célèbre Dubois, n'osait rien entreprendre sans avoir consulté l'empereur. « Ne pensez qu'à la mère, lui dit Napoléon, et traitez l'impératrice comme une bourgeoise de la rue Saint-Denis. » Il accourut lui-même près du lit de Marie-Louise, la soutint, l'encouragea pendant la crise. Ce ne fut qu'au bout d'une demi-heure de travail que l'enfant vint au monde par le secours des fers ; mais on le crut mort. Il ne donna pas le moindre signe de vie pendant sept minutes ; Napoléon était dans la plus grande anxiété. Enfin, l'enfant respira : l'empereur se précipita aussitôt à la porte du salon, où tous les dignitaires se trouvaient réunis, et s'écria en l'ouvrant : *C'est un roi de Rome !*

Je passe sous silence les fêtes brillantes qui eurent lieu à l'occasion de cette naissance, ainsi que les félicitations que Napoléon reçut de toutes les cours du continent. Les neuf Muses furent mises à contribution pour célébrer la naissance du roi de Rome, et le bonheur que le ciel promettait au père.

« Le projet de Napoléon, a-t-il dit lui-même à Sainte-Hélène, était, dès que la paix eût été gagnée en Europe, de faire voyager son fils dans toute la France pour lui faire faire son apprentissage royal, et l'associer ensuite à l'empire. Alors la dictature de l'empereur eût fini, et le règne constitutionnel de son fils eût commencé. Paris fût devenu la capitale du monde, et les Français l'envie des nations. »

Mais ces beaux plans ne furent qu'un rêve : la naissance du roi de Rome fut la dernière époque heureuse de Napoléon.

Quelques jours avant le 20 mars, les troupes françaises avaient pris possession du duché d'Oldenbourg, et Napoléon n'avait donné, pour justifier cette occupation, que des raisons tirées de sa politique. Ce duché lui avait paru nécessaire pour compléter le blocus continental le long de la mer du Nord ; et ce motif avait suffi pour consommer la spoliation du prince qui le possédait. Ce prince était attaché par les liens du sang et de l'affection à l'empereur Alexandre, qui parut fort mécontent de la conduite de Napoléon, et se montra disposé à changer de politique et à se rapprocher de l'Angleterre, si l'empereur des Français ne donnait une indemnité au duc d'Oldenbourg.

De ce moment il régna entre la France et la Russie une mésintelligence qui ne put être aplaniée dans tout le courant de 1811. La France ne tarda pas à s'apercevoir que la Russie violait le système continental, et Alexandre éleva des prétentions autres que celles de l'indemnité demandée. Ces

prétentions, il les fit appuyer par les troupes qui quittèrent la Moldavie et la Valachie pour se porter en Pologne. De son côté, Napoléon envoya des corps d'armée au nord de l'Allemagne.

Cependant on était encore loin d'être décidé à la guerre, et l'échange des notes continuait en même temps que les préparatifs, qui n'étaient encore considérés que comme des mesures de précaution. Il ne se passa donc rien d'important dans le nord ni en Allemagne jusqu'au commencement de l'année suivante. Mais au midi, la guerre d'Espagne fut continuée avec autant de fureur qu'aux premiers jours de l'insurrection.

Après avoir ramené son armée en Espagne, Masséna, qui, malgré l'issue de son expédition, avait acquis quelque gloire dans cette campagne ingrate, venait de remettre le commandement au maréchal Marmont, au moment où le maréchal Soult s'avancait pour s'opposer à la marche des Anglo-Portugais sur Badajoz. Le 16 mai, Soult avait attaqué l'armée de Beresford à Albuhera : l'affaire, quoique sanglante, n'avait eu d'autre résultat que celui de permettre à Wellington d'investir Badajoz, vaillamment et habilement défendue par le général Philippon. Mais bientôt Wellington, apprenant que les maréchaux Soult et Marmont avaient réuni leurs forces et marchaient à lui, leva précipitamment le siège, et se retira de nouveau en Portugal.

De ce moment Wellington, retranché auprès de Campo-Major, ne fait aucun mouvement sans consulter le traître Dumouriez, qui, de Londres, lui envoie des plans de campagne, et lui fait connaître que des secours considérables partent de France pour aller renforcer l'armée de Marmont, ou pour en former une seconde qui pourrait bien se porter derrière le flanc gauche de l'armée anglaise.

Toutefois Wellington, qui craint de se compromettre, n'ose pas reprendre l'offensive, malgré la supériorité numérique des troupes qu'il commande, et se borne à faire faire quelques démonstrations dans les provinces méridionales du Portugal, afin d'inquiéter le siège de Cadix, que les Français continuent avec autant de constance que les assiégés en mettent à se défendre. Mais il était difficile de réduire une place comme Cadix, ayant la liberté des mers, et recevant sans cesse des secours de l'Angleterre.

L'est de l'Espagne était en feu : des troupes de guérillas attaquaient, désolaient les corps français. Toujours battues et mises en fuite, ces guérillas reparaissaient de nouveau sur d'autres points.

Le général Suchet, qui depuis deux mois assiégeait Tarragone, défendue par une garnison de

dix-huit mille hommes, eut, le 28 juin, le triste honneur de prendre cette place d'assaut ; les assiégeants, irrités de la longue résistance des assiégés, usèrent, ou plutôt abusèrent des droits de la guerre, et passèrent au fil de l'épée les restes de cette nombreuse garnison.

Suchet, devenu maréchal après la prise de Tarragoné, obtint d'autres succès : pendant qu'il assiégeait Sagonte (que l'on croit être la continuation de l'antique Sagonte), rasée par Annibal, le général Black s'avança avec vingt-quatre mille hommes pour faire lever le siège. Le maréchal français lui livra bataille, et le mit en déroute après une vive résistance. La garnison de Sagonte, qui vit par-là s'évanouir l'espoir d'être délivrée, consentit à capituler. L'occupation de ce poste formidable par sa position, dominant les routes principales de Valence, de Sarragosse et de Barcelone, était très-importante pour les opérations des armées françaises. Ces opérations, dans cette partie de l'Espagne, se terminèrent, à la fin de 1811, par la prise du camp retranché que les Espagnols avaient formé à Quarte, près de Valence, et par l'investissement de cette grande place, qui renfermait le dépôt des approvisionnements des Espagnols, ainsi qu'une population immense et toutes les forces réunies au camp de Quarte, bien décidées à imiter la résistance de Sarragosse. Mais le maréchal Suchet eut encore le bonheur de faire capituler Valence, où furent faits prisonniers vingt généraux, neuf cents officiers et dix-huit mille soldats. Les Français s'emparèrent aussi de quatre cents bouches à feu et d'une grande quantité de munitions et de vivres. Napoléon récompensa l'armée d'Aragon en la dotant des biens situés dans la province de Valence, pour une somme de deux cents millions de francs. Le maréchal Suchet fut créé duc d'Albuléra, et eut pour sa part dans ces dotations le lac d'Albuléra, dont le produit était très-considérable.

Ce fut dans cette même année 1811 que Napoléon, fatigué du refus de l'institution canonique que le pape faisait aux évêques récemment élus, convoqua un grand concile à Paris, où se rendirent plus de cent évêques d'Italie, d'Allemagne et de France. Ce concile décréta, le 5 août, qu'il se reconnaissait compétent pour statuer sur l'institution des évêques dont les sièges étaient vacants depuis plus d'un an. Six mois après la notification de la nomination, le pape était tenu de donner l'institution d'après la forme du concordat : les six mois écoulés sans que le pape eût accordé cette institution, le métropolitain, ou bien le plus ancien évêque de la province, pouvait y procéder.

Ce décret fut apporté au pape, alors résidant à Savone, par une députation d'évêques. Avant le départ de ces évêques, rapporte le Mémorial de M. de Las Cases, l'empereur, apercevant l'archevêque de Tours, M. de Barral, lui dit d'une voix très-élevée, et au milieu d'une grande audience : « Eh bien, monsieur l'archevêque, comment vont nos affaires avec le pape ? — Sire, la députation de vos évêques va se mettre en route pour Savone. — Tâchez de faire entendre raison au pape, rendez-le sage ; autrement il n'a qu'à perdre avec nous : dites-lui bien qu'il n'est plus au temps des Grégoire, et que je ne suis pas un *Débonnaire*. Il a l'exemple de Henri VIII (ce roi affranchit l'Angleterre de la juridiction spirituelle du pape, en embrassant la religion protestante) : sans avoir sa méchanceté, j'ai plus de force et de puissance que lui. Qu'il sache bien que, quelque parti que je prenne, j'ai six cent mille Français en armes, même un million qui, dans tous les cas, marcheront avec moi, pour moi et comme moi : ils me portent une confiance aveugle. La partie sage, éclairée, de la classe intermédiaire, ceux qui soignent leurs intérêts et recherchent la tranquillité me suivront. Il ne restera donc plus pour lui que la classe bourdonnante, qui, au bout de huit jours, l'aura oublié pour com-
mérer sur de nouveaux sujets. »

Pénétrée de ces instructions, la députation arriva à Savone, et obtint du pape, le 20 septembre, un bref par lequel le saint-père confirmait le décret du concile. Mais ce bref ne reçut pas son exécution, c'est-à-dire que le pape n'envoya pas l'institution canonique aux évêques nouvellement pourvus de sièges vacants. C'est ce que voulaient ceux qui cherchaient des embarras à Napoléon, car il en résulta parmi le haut clergé des incertitudes, des discussions et même des troubles. Napoléon apprit à connaître les prêtres, qu'il avait cru pouvoir soumettre à ses volontés aussi facilement qu'il avait soumis ses sénateurs. Il sentit trop tard qu'il s'était trompé, et qu'il n'était pas sans quelque danger de toucher aux intérêts de la cour de Rome. Dans son éloignement pour tous les principes de la révolution, il eût rétabli avec plaisir les abus qu'elle avait réformés, sans en excepter les monastères, parce qu'il ne connaissait les moines et les prêtres en général que par sa seule expérience : il les avait toujours trouvés prêts à faire son panégyrique et à chanter ses louanges *in quinto tono*.

« Ce qu'il y avait de singulier, a-t-il dit en parlant du clergé de France, c'est que les évêques dont j'ai eu le plus à me plaindre sont précisément ceux que j'avais faits moi-même,

• tant il n'est que trop vrai que l'onction sainte ,
• en nous attachant au domaine du ciel , ne nous
• délivre pas des infirmités de la terre , de ses
• travers , de ses vilenies , de ses turpitudes .

Napoléon avait conservé ou rétabli quelques convents , tels que celui du Mont-Cenis : il s'en justifiait pleinement en alléguant la grande utilité de ces religieux . Sa justification pour le rétablissement des trappistes était plus spécieuse : il fallait , disait-il , qu'il y eût en France un *hôpital des fous* . Sa pensée était que les moines , s'il était possible de les maîtriser et de les soustraire à un chef étranger , seraient le meilleur corps enseignant . Toutefois , malgré son penchant pour les moines , Napoléon eut le bon esprit de repousser les jésuites , lorsque , déguisés sous les noms de *cordicoles* , de *pères de la croix* , de *pères de la foi* , ils sollicitèrent , à diverses reprises , la permission de former quelques établissements dans l'empire français . Il les jugea d'après leur réputation , et ne voulut pas se donner de rivaux dans l'état . Il se rappelait ce qu'il avait répété si souvent : « Je n'ai jamais rien fait pour le clergé qu'il ne m'ait donné aussitôt lieu de m'en repentir . »

Au commencement de l'année de 1812 les événements marchaient avec rapidité : une conflagration générale de toute l'Europe paraissait imminente , parce que Napoléon et Alexandre avaient cessé d'être unis . La mésintelligence qui régnait entre ces deux empereurs , à cause de l'occupation du duché d'Oldenbourg par la France , et de la violation du système continental par la Russie , prenait tous les jours un caractère plus alarmant pour la tranquillité de l'Europe . De chaque côté il se faisait d'immenses préparatifs pour la lutte qui se préparait entre les deux grands athlètes du continent . Une note hautaine présentée comme *ultimatum* par l'ambassadeur de Russie , lequel menaçait de quitter Paris si cet *ultimatum* n'était pas accepté dans huit jours , décida la rupture . « Depuis longtemps Napoléon n'était plus accoutumé à un pareil ton , a-t-il dit lui-même au sujet de la guerre de Russie ; il n'était pas dans l'habitude de se laisser prévenir : il pouvait marcher contre la Russie à la tête du reste de l'Europe : l'entreprise était po- pulaire , la cause européenne : c'était celle du bon sens et des vrais intérêts , celle du repos et de la sécurité de tous : c'était le dernier effort qui restait à faire à la France ; ses destinées , celles du nouveau système européen , étaient au bout de la lutte . La guerre de Russie était la dernière ressource de l'Angleterre ; la paix du globe était en Russie , et le succès ne devait point être douteux . Ce succès aurait consacré

• une balance , des combinaisons nouvelles qui
• eussent fait disparaître les périls des temps et
• les remplacer par un avenir tranquille . L'am-
• bition n'entraîna pour rien dans les vues de
• Napoléon : en relevant la Pologne , cette vé-
• ritable clef de toute la voûte , il ne prétendait
• rien acquérir ; il ne se réservait que la gloire
• du bien , les bénédictions de l'avenir . »

C'était ainsi que Napoléon parlait de la guerre de Russie à ses compagnons de captivité à Sainte-Hélène ; mais la manière dont il s'est conduit au commencement de cette guerre fatale démontre assez qu'il perdit de vue le grand but qu'il se proposait , celui de relever la Pologne , et qu'il sacrifia les intérêts de toute l'Europe au désir de guerroyer , et de livrer quelque grande bataille à un ennemi qu'il ne pouvait atteindre .

Sans anticiper sur les événements , racontons d'abord tout ce qu'il fit pour se préparer à aller attaquer les Russes au-delà du Niémen , et pour s'assurer des ressources dans l'intérieur de la France ainsi que dans les pays conquis ou alliés .

Sa première disposition fut de faire envahir la Poméranie suédoise par une division sous les ordres du prince d'Eckmühl , et d'en faire prendre possession au nom de la France . Cet événement , peu remarquable en lui-même , est devenu , par ses résultats , d'une telle importance , qu'on doit le placer au nombre des plus grandes fautes que Napoléon ait commises .

Ainsi que je l'ai déjà fait connaître , Napoléon était dominé par un arrière-instinct qui lui rendait désagréable et pénible l'élévation du maréchal Bernadotte au trône de Suède . Il lui avait demandé , avant son départ , de signer l'engagement de ne jamais prendre les armes contre lui : forcé de céder aux raisons sur lesquelles le prince motiva son refus , il ne lui avait remis les lettres d'émancipation qui le relevaient de ses serments comme Français qu'avec une certaine crainte . « Nous ne nous sommes pas entendus , disait Napoléon ; maintenant il est trop tard : Bernadotte a ses intérêts ; ma politique et la sienne ne pourront jamais s'accorder . »

En effet , quoique la Suède eût déclaré la guerre à l'Angleterre , la France eut bientôt à se plaindre de ce que cette guerre n'était point active ; et , malgré le langage soumis que le prince royal tint pendant quelque temps encore , Napoléon crut avoir acquis la certitude que la Suède trahissait les intérêts de l'empire . Alors sa mauvaise humeur devint de la colère : il fit occuper la Poméranie .

Dès que la nouvelle de cette occupation fut connue à Stockholm , le prince royal s'écria , dit-on : « Puisqu'il le veut , il faut le satisfaire . . . »

il lui en coûtera cher ! » Paroles menaçantes qui indiquaient assez que celui qui les prononçait embrassait avec joie l'occasion de se déclarer ouvertement contre Napoléon et contre son propre pays.

Le même soir, le prince royal fit avertir le cabinet de Londres et celui de Saint-Petersbourg que la Suède était en guerre contre Napoléon. En même temps il envoya des agents chargés d'établir une parfaite harmonie entre la Suède, la Russie et l'Angleterre. Bientôt il résulta des démarches du prince royal de Suède un traité d'alliance avec l'empereur de Russie, d'après lequel Bernadotte s'engageait à entrer en campagne avec un corps de troupes suédoises, et de réunir ses efforts à ceux de l'Angleterre et de la Russie pour combattre la France. Quelques jours après l'Angleterre accéda au traité conclu entre la Russie et la Suède. Ces deux puissances promettaient à la Suède de lui donner la Norvège, en compensation des frais que la guerre allait lui occasionner.

Celui qui, en se plaignant à Napoléon de l'occupation de la Poméranie, lui écrivait : « Je ne suis pas un Coriolan, et je ne commande point » à des Volsques, » devint le ressort le plus actif de la triple ligue contre son pays. « C'est au prince royal, » a écrit son panégyriste Montgailard, que fut due principalement la paix entre la Russie et la Porte ottomane signée à Bucharest. Dans cette circonstance décisive, le prince royal fit preuve d'une activité et d'une habileté diplomatiques également remarquables. »

— « Si Bernadotte avait eu le jugement et l'âme à la hauteur de sa mission, » a dit Napoléon, « s'il eût été bon Suédois, ainsi qu'il l'a prétendu, il pouvait rétablir le lustre de sa nouvelle patrie, reprendre la Finlande, être sur Péttersbourg avant que Napoléon eût atteint Moscou ; mais il a cédé à des ressentiments personnels, à de toutes petites passions. La tête lui a tourné de se voir recherché, encensé par des légitimes : dans son enivrement il sacrifia sa nouvelle patrie et l'ancienne, sa propre gloire, sa véritable puissance, la cause des peuples, le sort du monde ; c'est une faute qu'il paiera cher. »

Tandis que la Suède se ligait ainsi avec les ennemis de Napoléon parce qu'ils lui promettaient les dépouilles du roi de Danemarck, toujours fidèle à la France, l'empereur, de son côté, organisait aussi une ligue contre la Russie et l'Angleterre ; il avait conclu, dans les mois de février et de mars, de nouveaux traités avec la Prusse et l'Autriche. Avec la Prusse, il avait renouvelé les mesures prohibitives contre le commerce anglais, et l'avait fait entrer dans la ligue française

pour un corps d'armée de vingt mille hommes, avec soixante bouches à feu, lesquels devaient marcher sous les ordres d'un maréchal de l'empire français. Avec l'Autriche, Napoléon avait stipulé un secours réciproque de trente mille hommes et de soixante pièces de canon ; de plus, il avait garanti secrètement à l'empereur François, son beau-père, la possession de la Gallicie, dont l'Autriche s'était emparée lors de l'odieux partage de la Pologne ; enfin, l'Autriche devait recevoir des indemnités et des extensions de territoire.

C'est ainsi que Napoléon comptait s'assurer de la fidélité des deux cabinets de Berlin et de Vienne ; mais il avait si humilié la Prusse qu'il ne devait guère compter sur les protestations de son roi. Quant à l'Autriche, quoiqu'on eût prévenu Napoléon de ne pas se fier à la politique du cabinet de Vienne, il se refusa constamment à croire que ce cabinet le trahirait dès qu'il en trouverait l'occasion. Napoléon se flattait d'avoir attaché l'Autriche à sa cause par son mariage avec la fille de l'empereur François. Nous verrons plus tard comment l'Autriche paralysa, par ses instructions, celles que Napoléon avait données au corps de troupes autrichiennes, et comment ce cabinet trahit secrètement celui dont il se déclarait publiquement l'allié.

Indépendamment des traités qu'il venait de conclure avec ces deux puissances, Napoléon prit aussi des mesures pour s'assurer des ressources dans l'intérieur. Le 15 mars, un sénatus-consulte divisa la garde nationale de l'empire, c'est-à-dire tous les hommes en état de porter les armes, en trois bans. Le premier, formé des jeunes gens non mariés, de vingt à vingt-six ans, était destiné à la garde des frontières, à la police intérieure, à la conservation des places fortes et des arsenaux maritimes : cent cohortes de ce premier ban, chacune de mille hommes environ, étaient mises à la disposition du ministre de la guerre, qui ne pouvait pas les faire sortir du territoire. Ces cohortes du premier ban devaient se renouveler par sixième chaque année : c'était le moyen de faire des soldats de tous les Français. Dans la suite, après les revers de Russie, les cohortes du premier ban furent appelées sur les champs de bataille de la Saxe ; elles formèrent d'excellents régiments. Les autres deux bans de la garde nationale avaient une destination sédentaire, et ne furent jamais complètement organisés.

Ayant ainsi mis sous les armes cent mille hommes, en outre des levées faites au moyen de la conscription ordinaire, Napoléon laissa le soin de la désastreuse guerre d'Espagne à quelques-uns de ses maréchaux, et partit pour Dresde, où il devait avoir une entrevue avec tous les souve-

rains, grands et petits, qui allaient prendre part à la guerre contre la Russie. Il venait de décréter la réunion de la Catalogne à la France. Dans tout autre temps cette réunion eût été un grand événement : en 1812, au moment de l'ouverture d'une campagne de géans, on ne parla presque pas de l'incorporation de ce pays, qui agrandissait l'empire français de trois nouveaux départements.

A cette époque, il arriva un événement qui eut de fâcheux résultats sur le plan de campagne contre la Russie arrêté par Napoléon. L'aide-de-camp de l'empereur Alexandre, Czernicheff, que l'on croyait ne s'occuper, à Paris, que de plaisirs et de galanterie, était parvenu à gagner un employé du ministère de la guerre, qui trouva le moyen de lui livrer tous les tableaux des forces et de la situation de l'armée française, ainsi que les ordres qui leur avaient été donnés. Lorsqu'on découvrit cette trahison, Czernicheff était parti en toute hâte, et avait franchi la frontière plus vite que le télégraphe portant l'ordre de l'y arrêter. L'employé du ministère de la guerre fut condamné à mort et exécuté; mais cela n'empêcha pas que l'empereur de Russie ne connût le plan de Napoléon; ce qui obligea ce dernier à le changer, et ce ne fut pas sans de graves inconvénients.

On avait appris à Paris que l'empereur Alexandre était parti de Saint-Petersbourg vers la fin d'avril, pour se rendre à son armée; Napoléon, qui ne voulait pas être prévenu, quitta sa capitale le 4 mai suivant, et prit la route de Dresde, où il arriva le 26, avec la jeune impératrice.

L'empereur et l'impératrice d'Autriche, le roi de Prusse et tous les autres souverains de la confédération du Rhin, s'étaient réunis à Dresde pour se concerter avec Napoléon. Ce rassemblement de fêtes couronnées autour de l'empereur des Français et marchant toutes sous la même bannière, semblait annoncer que la guerre était européenne, et que Napoléon allait jouer le rôle d'Agamemnon. En effet, l'époque de l'entrevue de Dresde fut celle de la plus haute puissance de cet homme extraordinaire : il y parut le *roi des rois*; il semblait régner dans la capitale de la Saxe, dont il faisait lui-même les honneurs, invitant tour à tour les souverains à sa table, tandis que le roi de Saxe avait l'air de n'être que son majordome. Goûtant avec délices les hommages d'une cour de rois, et s'étant entouré d'un luxe asiatique, l'empereur des Français se montra magnifique et généreux; il gorgea de diamants et de présents précieux tous ceux qui l'approchèrent.

Au milieu de toutes les fêtes dont il était l'objet, Napoléon avait organisé la coalition de ces divers souverains contre la Russie. Les conférences d'Er-

furt, dans lesquelles Napoléon et Alexandre s'étaient juré amitié et accord invariable, furent abjurées à Dresde. Toutefois, dans l'espoir de conserver la paix du monde, le comte Louis de Narbonne fut envoyé près de l'empereur Alexandre pour l'engager à rentrer dans le système continental, et à faire quelques légers sacrifices afin d'éviter une guerre sanglante, qui allait être portée sur son propre territoire. Mais ce négociateur trouva Alexandre résolu à courir les chances d'une lutte définitive.

A cette nouvelle, Napoléon quitte Dresde, et s'élance sur l'Oder et la Vistule pour aller se mettre à la tête de la grande armée. Arrivé à la frontière, l'empereur des Français, à qui la Russie avait déclaré la guerre en retirant son ambassadeur, crut devoir faire encore une nouvelle tentative en faveur de la paix : il envoya son aide-de-camp, le général Lauriston, à l'empereur Alexandre, alors à Wilna : cette seconde ambassade fut refusée.

« Cependant Alexandre et Napoléon étaient dans l'attitude de deux bravaches, qui, sans avoir envie de se battre, cherchaient à s'effrayer mutuellement. Napoléon se serait volontiers passé de faire cette guerre; il était entouré de circonstances inopportunes, et tout ce qu'il apprit depuis lui donna l'assurance qu'Alexandre en avait encore bien moins envie. M. de Romannoff, qui avait conservé des relations à Paris, et qui, plus tard, au moment des échecs éprouvés par les Russes, fut fort maltraité pour la résolution qu'il avait fait prendre à Alexandre, avait assuré cet empereur que le moment était venu où Napoléon, embarrassé, ferait des sacrifices pour éviter la guerre; que l'occasion était favorable, qu'il fallait la saisir; qu'il ne s'agissait que de se montrer et de parler ferme : qu'on aurait des indemnités pour le duc d'Oldenbourg; qu'on acquerrait Dantzick, et que la Russie se créerait une immense considération en Europe.

« Telle était la chef du mouvement des troupes russes et de la note insolente du prince Kourakin, qui, sans doute, n'était pas dans le secret et qui avait eu le tort, par son peu d'esprit, d'exécuter ses instructions trop à la lettre. La même presumption, le même système amenèrent encore le refus de recevoir M. de Lauriston à Wilna »

La guerre étant inévitable, la grande armée s'avança sur la rive gauche du Niémen, et se disposa à franchir ce fleuve, frontière de la Russie. Elle était composée, suivant l'historien de

• Histoire de Napoléon d'après lui-même.

Napoléon et de la grande armée, M. de Ségur :

« 1^o De l'extrême droite, sortant de la Gallicie sur Drogiczin, forte de trente-quatre mille Autrichiens, sous les ordres du prince de Schwarzenberg ;

« 2^o Du corps de Westphaliens, Saxons et Polonais, commandé par le roi de Westphalie, et fort de soixante-dix-neuf mille deux cents hommes. Ce corps marchait sur Bialystock et Grodno ;

« 3^o Du corps commandé par le vice-roi d'Italie, fort de soixante-dix-neuf mille cinq cents Bavarois, Italiens et Français ;

« 4^o De deux cent vingt mille hommes commandés par l'empereur Napoléon, ayant sous ses ordres le roi de Naples, le prince d'Eckmühl, les ducs de Dantzick, d'Istrie, de Reggio et d'Elchingen. Ces deux cent vingt mille soldats venaient de Thorn, de Marienwerder et d'Elbing, et se trouvaient en une seule masse au-dessous de Kowno ;

« 5^o Enfin, de trente-deux mille cinq cents Prussiens, Bavarois et Polonais, formant l'extrême gauche de la grande armée, sous les ordres du maréchal Macdonald.

« Ainsi, ajoute M. de Ségur, des bords du Gualquivir et de la mer des Calabres jusqu'à ceux de la Vistule, six cent dix-sept mille hommes, dont quatre cent quatre-vingt mille déjà présents, six équipages de ponts, un de siège, plusieurs milliers de voitures, d'innombrables troupeaux de bœufs, treize cent soixante-douze pièces de canon et des milliers de caissons d'artillerie et d'ambulance, avaient été appelés, réunis et placés à quelques pas du fleuve des Russes. La plus grande partie des voitures de vivres était encore en retard. »

L'empereur de Russie avait une armée de trois cent mille esclaves, à demi barbares, mais habitués au sol et au climat, habitués surtout aux privations et à une obéissance aveugle à leurs chefs : chez les Russes la superstition tenait lieu de patriotisme.

Le 25 juin 1812, à deux heures du matin, Napoléon reconnut le Niémen : il marqua la place où devaient être jetés trois ponts sur ce fleuve : ces ponts furent construits comme par enchantement. On a observé comme un signe de mauvais augure pour la campagne de Russie, que, dans cette première reconnaissance, le cheval de l'empereur des Français s'abattit et le renversa sur le sable.

Avant de franchir le Niémen, Napoléon adressa à son armée une proclamation dans laquelle se trouvaient les passages suivants : « A Tilsitt, la Russie a juré une éternelle alliance à la France

et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses serments... La Russie est entraînée par sa fatalité ; ses destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégénérés ? ne serions-nous plus les soldats d'Austerlitz?.... La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armes françaises, comme la première ; mais la paix que nous concluerons portera avec elle sa garantie ; elle mettra un terme à la funeste influence que la Russie exerce depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

L'armée française mit trois jours à passer le Niémen : elle n'éprouva aucun obstacle de la part des Russes ; mais le sol, le climat, les hommes semblaient d'accord pour repousser l'agression des Français. Un orage affreux qui dura plusieurs heures, et qui s'étendit sur un espace de cinquante lieues, accueillit l'entrée de l'armée française en Russie. Cet orage changea en un froid très-vif une température brûlante ; il inonda les chemins et les champs : un grand nombre de chevaux périt aussitôt dans les bivouacs, et beaucoup d'équipages restèrent dans les sables.

A la vue des Français, le général russe Bagration, qui commandait du côté de Kowno, dé campa. Les corps de l'armée française se dirigèrent vers l'est. A leur approche de Wilna, les troupes russes se retirèrent, ainsi que l'empereur Alexandre qui s'y trouvait, après avoir mis le feu aux ponts et aux magasins. Les Français entrèrent dans la ville, y éteignirent le feu, et la plus grande partie des subsistances fut sauvée.

A peine Napoléon avait-il ouvert la campagne, que l'empereur de Russie, frappé des premiers succès de l'armée française, envoya dire à Napoléon que, s'il voulait évacuer le territoire envahi et retourner au Niémen, il allait traiter. Mais Napoléon, à son tour, prit cette démarche pour une ruse. Il venait de surprendre l'armée russe en flagrant délit, tout était cubulté et en désordre ; il avait coupé Bagration et pouvait espérer de le détruire : il crut donc qu'on ne voulait que gagner du temps et se sauver. Nul doute que, s'il eût été convaincu de la bonne foi d'Alexandre, Napoléon n'eût accédé à sa demande. Mais le destin régla autrement les choses.

L'impulsion ayant été donnée pour préparer les grands changements que Napoléon se proposait d'opérer en faveur de la nation polonaise, une députation de la diète du grand-duché de Varsovie se rendit près de Napoléon, à Wilna, pour lui annoncer que la diète générale s'était constituée en confédération de la Pologne, et quelle avait déclaré le royaume de Pologne rétabli dans ses droits. Le sénateur Wibicki déclara que les Polonais n'avaient pas été soumis par la guerre,

mais par la trahison ; qu'ils étaient donc libres de droit devant Dieu et devant les hommes ; qu'aujourd'hui, pouvant l'être de fait, ce droit devenait un devoir ; qu'ils réclamaient l'indépendance de leurs frères lithuaniens encore esclaves....

« Dites, sire, que le royaume de Pologne existe, s'écria le président Wibicki, et ce décret sera pour le monde l'équivalent de la réalité. »

Les Polonais étaient persuadés que Napoléon arrivait dans leur pays comme un libérateur généreux, comme le restaurateur de leur antique patrie ; mais ils furent fort désappointés par la réponse qu'il leur fit, laquelle décelait l'embarras de la position où il se trouvait placé à cause de la promesse qu'il avait faite à son beau-père de ne pas toucher à la Gallicie ni aux autres dépouilles de la Pologne dont l'Autriche s'était emparée. « Dans ma situation, répondit Napoléon aux députés polonais, j'ai beaucoup d'intérêts à concilier, beaucoup de devoirs à remplir. Si j'avais régné pendant le premier, le second, le troisième partage de la Pologne, j'eusse armé mes peuples pour la défendre... J'aime votre nation... J'autorise les efforts que vous voulez faire. C'est entièrement dans l'unanimité de la population que vous pouvez trouver du succès... Je dois ajouter que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses Domaines. »

Déconcertés, refroidis par cette déclaration, les députés polonais se plaignirent, le soir, chez les ministres et les généraux de Napoléon. On s'y expliqua avec une franchise étrangère à la diplomatie. Les ministres et les généraux reprochaient aux Polonais leur immobilité et leur indifférence ; ils disaient que les hommes considérables de leur nation étaient attachés à la politique des Russes, qui leur assuraient l'exercice d'une coutume odieuse, celle de réduire leurs paysans à l'état des animaux domestiques. Les Polonais se plaignaient à leur tour des *auditeurs* que Napoléon leur avait envoyés pour gouverner leurs provinces ; de ce qu'on leur avait donné des chefs qu'ils n'aimaient pas ; de ce que les Français refusaient de l'argent, des armes, des habits à trente mille hommes de leur nation prêts à les suivre. Ainsi de toute part on entendait des plaintes qui n'auraient pas éclaté si Napoléon eût agi franchement avec ces malheureux Polonais.

Qu'avait-il de mieux à faire que de s'arrêter à Wilna et de réorganiser la *patrie polonaise* ? Ce seul résultat n'eût-il pas été beaucoup plus funeste à la Russie que la perte de dix batailles, dont Napoléon allait courir les chances en pénétrant plus avant ? N'était-ce pas en réorganisant la Pologne que la France mettait des bornes à l'ambition des souverains moscovites ? Et la po-

litique de l'empire français n'exigeait-elle pas le rétablissement de la monarchie des Sigismund et des Sobieski ? Mais le gendre de l'empereur d'Autriche s'est lié les mains dans l'entrevue de Dresde ; il a promis à son beau-père de ne pas lui reprendre la Gallicie... que dis-je ? il pouvait le faire en donnant à l'Autriche l'Illyrie pour indemnité. Napoléon ne sait pas faire ce généreux sacrifice : il refuse le plus beau fleuron qui ait jamais tenu à une couronne, plutôt que de céder quelques parcelles de terrain placées à quatre cents lieues de la France, comme s'il était essentiel au bonheur de ceux qui l'ont élu empereur que la France possédât cette Illyrie, dont on ignore presque l'existence !.... Quoique tardifs, les regrets manifestés à Sainte-Hélène par Napoléon m'empêchent d'adresser à sa mémoire tous les reproches qu'il mérita dans cette circonstance importante, qui a décidé du sort de l'empire français.

« Napoléon, a-t-il dit lui-même en cherchant d'abord à excuser sa conduite, ainsi qu'il le fait toujours ; Napoléon sentait que le rétablissement de la Pologne, par les armes de l'empereur, était une entreprise hasardeuse, périlleuse même, dans laquelle la France devait lutter contre ses amis et contre ses ennemis. Il ne se dissimulait pas les difficultés qu'il aurait à éprouver en rétablissant ce royaume, puisque ce grand œuvre politique devait contrarier les intérêts apparents de ses alliés. »

Ainsi, ce même Napoléon qui n'a jamais connu de difficultés, qui n'a jamais pesé si sa politique contrariait les intérêts de ses amis, s'arrête tout à coup devant les mêmes considérations sur lesquelles il a sauté à pieds joints après la campagne d'Iéna, lorsqu'il détacha de la Prusse le grand-duché de Varsovie. En arrachant de la monarchie prussienne sa part des dépouilles de la Pologne, Napoléon avait fait le premier pas, qui est toujours le plus difficile. Le reste n'était que le complément, et les puissances spoliatrices devaient s'y attendre : peut-être même se fussent-elles montrées prêtes à s'exécuter de bonne grâce si l'empereur des Français eût dit que le *royaume de Pologne existait* : la Russie ne pouvait que céder, dans la situation des choses. Napoléon pouvait d'ailleurs lui permettre de s'indemniser du côté des principautés moldave et valaque. Il ne restait que l'Autriche : si ses scrupules empêchaient Napoléon de contrarier les intérêts de celui qui, aux jours du malheur, ne balançait pas un seul instant à se ranger parmi ses ennemis, il devait le renvoyer en Illyrie, d'où il eût moins pesé sur le centre de l'Europe.

« Ainsi, a-t-il ajouté lui-même, le mariage

« de Napoléon avec la fille de l'empereur François fut encore la cause indirecte de l'indécision qu'il mit à réorganiser la nation polonaise. *En agissant autrement, Napoléon n'aurait probablement pas eu à gémir si amèrement sur les suites de la campagne qu'il venait d'entreprendre.* »

Napoléon s'arrêta une vingtaine de jours à Wilna, durant lesquels il établit un gouvernement provisoire pour la Lithuanie, et fit organiser les gardes nationales ainsi que la gendarmerie du pays.

Pendant ce temps, les divers corps de la grande armée continuaient à poursuivre les Russes dans leur retraite, et entraient successivement, après quelques légers combats, dans les villes de Grodno, Minsk, Bialystock, Novogrodeck, Slonim, Willeika. Dix jours après l'ouverture de la campagne, la grande armée française était sur la Dwina : Smolensk fut en alarmes. Cette marche rapide avait cependant été faite dans une saison où la chaleur est étouffante dans ce pays; mais l'atmosphère était souvent rafraîchie, refroidie même, par des pluies qui rendaient les chemins de la Lithuanie impraticables, et qui n'étaient pas sans dangers pour les bivouacs de l'armée. Cette alternative de froid et de chaud, que nos soldats et nos chevaux éprouvaient souvent dans la même journée, occasionnait des maladies et faisait périr beaucoup de chevaux : ajoutons que les Russes, en se retirant, ravageaient tout le pays, et incendiaient les villes et les villages, de manière que les soldats français, habitués en Allemagne à se bien nourrir chez les habitants, ne trouvaient rien partout où les Russes avaient passé, et étaient obligés de vivre des distributions qu'on ne leur faisait que très-irrégulièrement à cause de la marche lente des voitures.

CHAPITRE IX.

Marche de l'armée française en retraite des Russes. — Combat d'Ostrowno. — Entrée à Witepsk. — Intrigues des Anglais et de Bernadotte contre Napoléon. — Il se décide à s'arrêter à Witepsk. — Motif qui lui font abandonner cette prudente résolution. — Bataille et prise de Smolensk. — Entrevue d'Alexandre et de Bernadotte. — Les Français marchent sur Moscou. — Bataille de la Moskowa. — Entrée à Moscou.

Cependant on se portait toujours en avant, dans l'espoir d'atteindre l'armée russe, ou d'entrer dans quelque ville qui offrît des ressources. Ce n'était pas une guerre, c'était une lutte à la course. A force de vitesse, l'armée ennemie par-

vint à se rallier : elle se réfugia dans les ouvrages qu'elle avait élevés à Driassa.

Le 15 juillet, le général russe Wittgenstein fit passer la Dwina à un de ses corps, surprit les avant-postes français, et força le général Sébastiani de reculer, après lui avoir fait des prisonniers. Ce fut là le premier exploit militaire de l'armée russe : après ce coup de main, Wittgenstein se retira. Napoléon se flattait qu'il amènerait les Russes à une bataille; mais il ne tarda pas d'apprendre que le général Barclay avait abandonné le camp retranché de Driassa, et qu'il marchait vers Witepsk. Des ordres furent donnés pour faire avancer des troupes sur cette place. Barclay avait prévenu les Français; il était entré dans Witepsk, l'avait traversée, et se présentait au-devant de nos troupes pour défendre les nombreux défilés qui couvrent les approches de cette place. Le 25 juillet, le général Nansouty, avec les divisions Bruyères et Saint-Germain, rencontra l'ennemi en avant d'Ostrowno. Le combat s'engagea; diverses charges de cavalerie eurent lieu, et les Russes furent culbutés. Les batteries qu'ils avaient dressées contre la cavalerie française furent enlevées; l'infanterie, qui s'avance pour soutenir son artillerie, fut rompue et sabrée par la cavalerie légère française.

Le lendemain, un combat opiniâtre d'avant-garde s'engagea à une lieue au-delà d'Ostrowno. Les Russes furent chassés de position en position pendant toute la journée, et les bois qu'ils occupaient furent enlevés à la baïonnette.

Le 27, à la pointe du jour, le vice-roi fit déboucher ses colonnes. Au soleil levant, on aperçut l'arrière-garde russe, qui présentait une force de dix mille hommes de cavalerie, échelonnée dans la plaine. La division Delzons fila sur la droite; le roi de Naples dirigea l'attaque du bois et des batteries russes. En moins d'une heure, toutes les positions des Russes leur avaient été enlevées; cette arrière-garde repoussée prit position au-delà d'une petite rivière qui se jette dans la Dwina, à une lieue de Witepsk. Les Russes montraient alors quinze mille hommes de cavalerie, et soixante mille hommes d'infanterie. Napoléon comptait enfin sur une bataille pour le lendemain : il passa le reste du jour à reconnaître le terrain et à faire ses dispositions. Elles devinrent encore inutiles, car, avant le jour, les Russes se mirent en retraite dans la direction de Smolensk. La grande armée française entra à Witepsk, le 28 juillet. Le camp russe de Witepsk, abandonné, resta au pouvoir des Français; mais ils n'y trouvèrent aucune ressource : la ville ne contenait plus que quelques juifs et des jésuites. Ainsi les Russes ne laissaient après

eux que des pays dévastés, des villes en cendres. C'était le seul moyen qu'ils eussent adopté pour la défense de leur territoire.

Le gouvernement et les généraux se laissaient également surprendre. Ne soupçonnant pas que Napoléon les attaquerait par son centre d'opération, les Russes, forcés sur le Niémen par la plus savante et la plus audacieuse des manœuvres, s'étaient retirés sur la Dwina et dans le camp retranché de Drissa, qu'ils avaient fortifié pendant un an, et qu'ils furent obligés d'évacuer en toute hâte. Ces préparatifs, ainsi que ceux faits sur le Niémen, décelaient la crainte que l'invasion ne fût dirigée sur Pétersbourg. Quinze jours après les deux armées luttèrent à la course dans la direction de l'est, qui était celle de Smolensk et de Moscou.

Effrayé des résultats du commencement de la campagne et des progrès rapides des Français, l'empereur Alexandre avait quitté son armée pour courir à Moscou, y exciter le zèle des habitants : il va armer ce troupeau d'esclaves, dociles par crainte et par superstition, et dont toutes les facultés sont aux ordres de leur maître. Le métropolitain de Moscou, le centenaire Platow, sort du sanctuaire l'image de saint Serge, « dont la protection doit préserver les armées russes de toute défaite, et abattre soudain la tête de l'effronté, de l'arrogant Goliath, qui, des limites de la France, porte l'effroi aux confins de la Russie. » Telles sont les ressources que ce puissant empire va opposer aux foudres des Français.

Après s'être entendu avec le gouverneur de Moscou, Rostophchine, et le métropolitain Platow, qui lui promirent d'armer la population de cette grande ville et de la fanatiser, l'empereur Alexandre proposa une entrevue, en Finlande, au prince royal de Suède, Bernadotte, afin de s'y concerter pour arrêter la marche des Français. Bernadotte accepte avec joie le rendez-vous que lui donne le puissant czar de Moscovie, et se dispose à se rendre à Abo. Mais comme il est pressé de faire du mal à Napoléon et de susciter des embarras aux soldats français, des rangs desquels il est sorti lui-même, Bernadotte se hâte de donner des conseils à Alexandre. « Que les troupes de V. M., écrit-il à l'empereur de Russie, occupent Smolensk et y attendent l'ennemi, avec l'intention de se bien battre : quels que puissent en être les résultats, V. M. n'en doit pas être alarmée. Ses corps de réserve réparent leurs pertes ; tandis que l'empereur Napoléon, s'affaiblissant tous les jours par les maladies et les combats, doit, avant longtemps, se trouver réduit à un nombre bien inférieur à celui de V. M. Il est possible qu'il ait gagné la première, la seconde, même la troisième bataille ; la qua-

trième sera indécise comme celle d'Eylau, et si votre majesté persévère, il est indubitable qu'elle gagnera la cinquième.

« A toutes les levées que V. M. vient d'obtenir, je pense qu'elle aura ajouté cette armée vaillante et aguerrie qui a fait trembler le croissant. Je crois que V. M. doit la faire venir en poste, et la diriger sur la capitale de la Lithuanie. Cette marche me paraît devoir intimider d'autant plus l'empereur Napoléon, que, quand même il serait vainqueur à Smolensk, aucun de ses renforts ne pourrait plus lui parvenir : et si, au contraire, la bataille a été indécise, ce mouvement audacieux le forcera ou à repasser le Niémen, ou à détacher un grand corps pour aller à la rencontre de ces braves, et dès lors V. M. peut reprendre l'offensive... »

Tels sont les conseils qu'un Français donne à l'ennemi de la France, en attendant qu'il puisse entrer lui-même dans la lice pour coopérer de tous ses moyens à la destruction de l'armée française !

Cependant, toute la Lithuanie était conquise par l'occupation de Witepsk. L'armée russe avait été surprise et fuyait dans toutes les directions.

Mais Napoléon prend soudain une résolution qui, si elle eût été suivie, eût prévenu de grands malheurs, de grandes catastrophes pour l'armée française. Après avoir examiné le terrain et donné des ordres pour ses divers corps d'armée, il pose son épée sur des cartes géographiques dont les tables étaient couvertes, et s'écrie : « Je m'arrête ici ; je vais m'y reconnaître, et y rallier et faire reposer mon armée ; et organiser la Pologne : la campagne de 1812 est finie ; celle de 1815 fera le reste... Songez à nous faire vivre ici, dit-il à un administrateur, *car nous ne ferons pas la folie de Charles XII.* »

Dans ce dessein, Napoléon ordonne de fortifier et d'embellir la ville de Witepsk ; il parlait même d'y faire venir des acteurs de Paris pour y établir un spectacle. Mais cette sage résolution ne fut pas durable. Les chefs de l'armée française n'étaient pas tous d'avis qu'on dût s'arrêter au milieu de l'été, avant d'avoir obtenu un grand résultat : quelques-uns ne voyaient, jusqu'à Witepsk, qu'une campagne commencée seulement ; ils pensaient qu'il fallait pousser l'armée russe l'épée dans les reins, jusqu'à ce qu'on l'eût forcée à une bataille. Le roi de Naples, ce bouillant général d'avant-garde, que le repos fatiguait, et qui sentait l'ennemi près de lui, quitta un instant ses cavaliers pour retourner à Witepsk y combattre la résolution de Napoléon. Il n'eut pas beaucoup de peine à jeter l'indécision dans l'âme de l'empereur. Alors Napoléon assemble ses lieu-

tenants et eut annoncé qu'il va se porter sur Smolensk, et de là, sur Moscou. Quelques-uns de ces généraux osent manifester une opinion contraire : Berthier, Caulaincourt, Lobau, Duroc, Daru, démontrent la nécessité de s'arrêter ; mais la plupart approuvent, soit par habitude, soit par un désir insatiable de gloire. Napoléon apprend seulement à Witepsk que les Russes et les Turcs ont fait la paix à Bukarest. Cet événement l'affermir dans sa résolution de marcher en avant, car une prompte victoire est plus nécessaire que jamais. Enfin, il se trouve excité par les injures grossières qu'il vient de trouver dans les proclamations russes. Son parti est pris, ses ordres sont donnés ; il part de Witepsk, après s'y être arrêté seize jours, et s'élance à la poursuite de l'armée russe, dont il n'a pu atteindre jusqu'alors que l'arrière-garde.

Les seize jours passés à Witepsk n'avaient pas été exempts de quelques combats partiels. Le 4^{er} août, le maréchal Oudinot avait eu un engagement avec les troupes russes du général Wittgenstein : le combat dura deux jours et fut tout à l'avantage des Français, qui rejetèrent Wittgenstein au-delà de la Drissa, et lui firent éprouver une perte de sept mille hommes, dont trois mille prisonniers : Oudinot s'empara aussi de quatorze canons.

Dans le même temps, le maréchal Davoust avait été attaqué à Mohilow, par Bagration, qui voulait forcer un pont : les cosaques commencèrent par assaillir un régiment de chassours ; mais la générale ayant battu, les deux corps d'armée en vinrent aux mains. On se battit depuis huit heures du matin jusqu'à la nuit. A cinq heures, le maréchal Davoust se mit à la tête de trois bataillons d'élite, culbuta les Russes, leur enleva leurs positions, et les poursuivit pendant une lieue. Bagration passa le Borystène pour se retirer sur Smolensk, laissant trois mille hommes tués ou blessés sur le champ de bataille, et onze cents prisonniers.

Enfin, un autre corps français entra à Duna-bourg, que les Russes avaient évacuée, après avoir travaillé cinq mois à fortifier la ville et les environs.

D'après les ordres de Napoléon, les divers corps de l'armée française devaient être réunis, le 44 août, sur la rive gauche du Borystène, ou du Niéper, vers Léady. Les Français arrivèrent au rendez-vous, après quelques légères affaires d'avant-garde.

Le 46 août, l'empereur des Français fit couronner les hauteurs de Smolensk, seul boulevard de l'empire russe sur la frontière de Pologne : cette place, enceinte de constructions très-an-

ciennes, auxquelles on venait d'ajouter des ouvrages fortifiés avec beaucoup de soin, était défendue par la grande armée russe sous les ordres de Barclay-de-Tolly. Dès le 42, cette armée était partie de Smolensk, marchant lentement dans différentes directions ; mais le roi de Naples et le maréchal Ney ayant passé le Borystène vis-à-vis Komino, les corps russes s'étaient trouvés tournés. Dans cette situation, Barclay était revenu sur ses pas pour défendre Smolensk-la-Sainte. La ville fut occupée par trente mille hommes ; le reste de l'armée russe prit de belles positions sur la rive gauche du Borystène.

Le 47 août, Napoléon fit attaquer les faubourgs de Smolensk, en même temps qu'une batterie de soixante pièces de canon tirait à mitraille sur la partie de l'armée russe placée au-delà de la rivière. Ces masses furent bientôt obligées de quitter leurs positions. Deux heures après, le faubourg de gauche et celui de droite furent enlevés par les divisions Morand et Gudin. Des batteries furent aussitôt placées pour battre en brèche. Les Russes renforcèrent les corps qui étaient dans la ville, et le combat dura presque toute la nuit. Smolensk fut tout en feu. A deux heures du matin, les grenadiers montèrent à l'assaut ; mais ils ne rencontrèrent plus de résistance. La place venait d'être évacuée. Les Français y trouvèrent deux cents pièces de canon et mortiers de gros calibre. La bataille de Smolensk, qui fut glorieuse pour les maréchaux Davoust et Ney, ainsi que pour le prince Poniatowski, coûta aux Russes treize à quatorze mille hommes, dont deux mille prisonniers. La grande armée y perdit cinq mille hommes tués ou blessés.

La prudence conseillait de s'arrêter à Smolensk, puisqu'on ne s'était pas fixé à Witepsk. Mais Napoléon veut en finir par un grand coup d'éclat qui, selon ses calculs, amènera Alexandre à proposer la paix. Il s'avance donc sur Moscou, avec une assurance qui provient du sentiment de son infaillibilité. Il s'enfonce dans les profondeurs de cet empire, sans avoir calculé ni le caractère de ses ennemis, ni les dispositions de l'Europe impatiente du joug, ni le temps, ni les distances, ni la précoce apreté du climat. Les généraux et les soldats français, dont aucune réflexion ne vient tempérer l'ardeur dans une marche agressive, cèdent aveuglément à l'impulsion de leur chef. A peine le pont sur le Borystène est-il rétabli, que le maréchal Ney débouche sur la rive droite et suit l'ennemi.

A une lieue de la ville, il rencontra le dernier échelon de l'arrière-garde, fort de cinq à six mille hommes ; il les attaqua à la baïonnette et les fit presque tous prisonniers. Le second éche-

lon était placé sur les hauteurs de Valontina, et présentait une masse de quinze mille hommes. La fusillade s'engagea : en même temps le général Junot, qui avait passé le Borystène à deux lieues sur la droite de Smolensk, déboucha sur les derrières des Russes, de manière à couper la route de Moscou à toute cette arrière-garde. Aussitôt les autres échelons qui étaient près de là revinrent sur leurs pas pour soutenir l'arrière-garde. Alors s'engagea le combat de Valontina, l'un des plus beaux faits d'armes de toute la campagne. La position, longtemps disputée par les Russes, fut enlevée par la division Gudin, et l'ennemi fit sa retraite précipitamment, laissant huit mille hommes sur le champ de bataille et mille prisonniers. L'armée française eut trois mille deux cents hommes hors de combat : l'intrepide général Gudin mourut sur le champ de bataille. Napoléon continua sa route sur Moscou.

Entretiens, le général Gouvion-Saint-Cyr avait joint l'armée russe de Wittgenstein, à Polotsk, sur la Dwina, et lui avait livré combat pendant deux jours consécutifs. Les Russes, bien plus nombreux que les Français, furent néanmoins mis dans une déroute complète : ils perdirent beaucoup de monde et vingt canons. Les journées de Polotsk, dans lesquelles le maréchal Oudinot fut grièvement blessé, seront regardées comme une des plus belles batailles que les Français aient gagnées sur les Russes. Quelques jours après le général Gouvion-Saint-Cyr reçut le bâton de maréchal : jamais il ne fut mieux mérité.

Le jour de l'entrevue d'Abo, entre l'empereur Alexandre et le prince royal de Suède, avait été fixé pour le 28 août : ils s'y rendirent tous les deux, et Bernadotte, oubliant tout-à-fait qu'il était Français, se lia étroitement avec le plus grand ennemi de la France, et convint avec lui d'un plan de campagne qui devait amener la destruction de plusieurs des corps de l'armée Française. L'empereur Alexandre destinait au prince royal de Suède trente-cinq mille hommes de bonnes troupes, pour marcher avec les Suédois contre le Danemarck, et opérer un débarquement en Zélande ; mais Bernadotte déclara que le moment n'était pas opportun pour mettre ces troupes sous ses ordres : « Vous en avez vous-même un besoin plus urgent, lui dit-il ; Wittgenstein se défend comme un lion sur la Dwina, mais il s'affaiblit : il ne lui reste guère que quatorze mille hommes, je le sais. Il est impossible que Macdonald et Victor ne puissent par lui passer sur le corps et aller à Pétersbourg : envoyez-lui de suite ces trente-cinq mille hommes. » Les trente-cinq mille hommes furent aussitôt dirigés vers le corps de Wittgenstein, qui, sans ce puissant ren-

fort, ne pouvait empêcher les Français d'aller à Pétersbourg : Pétersbourg n'eût pas été livré aux flammes comme Moscou, et l'empereur de Russie eût été contraint de signer la paix.

Mais ce n'est pas là toute la part que Bernadotte prit à la campagne de Russie ; il mit encore l'empereur Alexandre à même de dégarnir totalement la Finlande de ses troupes, et d'envoyer celles qu'il tira de cette province au secours de Riga, vivement menacée par les Français.

Enfin, après l'occupation de Moscou, Bernadotte écrivit à Alexandre une lettre qui fut probablement une des causes qui empêchèrent l'ouverture des négociations. « Que la grande âme » de V. M. soit au-dessus de cet événement, » portait cette lettre ; je la conjure d'organiser de » suite de nouvelles masses pour les jeter succe- » sivement dans l'armée régulière. Sans doute » que le général Kutusoff aura donné l'ordre à » l'armée de Moldavie de se porter sur Minsk ou » Smolensk, et que le prince Wittgenstein, » après avoir battu le corps qui lui était opposé, » se sera porté sur Witepsk, et aura opéré sa » jonction, au moins par des détachements, » avec l'armée de Moldavie. Ces deux corps réu- » nis peuvent organiser des levées dans les pays » qu'ils occupent, et les armer des fusils qu'on » trouvera dans les dépôts français. Au reste, si » l'on ne peut donner des fusils à toutes les mas- » ses, on peut du moins leur donner des lances » et des piques. »

Ces conseils, s'ils décèlent chez le prince royal de Suède un coup d'œil militaire vaste et rapide, sont cependant loin de faire honneur à son cœur ; car il n'est pas une des moindres mesures qu'il indique qui ne doive concourir à la ruine de ces deux cent mille Français, ses compatriotes, ses parents, ses amis, qui se trouvaient alors dans le cœur de la Moscovie.

Suivons-les maintenant, ces braves Français, contre lesquels un autre Français conspire. Ils sont sur la route de Moscou : le 30 août, le quartier-général arrive à Viazma ; le 2 septembre, à Ghjat, et le 5, il se trouve en présence des Russes, qui ont pris position, la droite du côté de la Moscowa, et la gauche sur les hauteurs de la rive gauche de la Kologa.

En avant de leur gauche, les Russes avaient commencé à fortifier un beau mamelon, où ils avaient placé neuf à dix mille hommes. Napoléon résolut de ne pas différer d'enlever cette position : il donna ses ordres au roi de Naples et au prince Poniatowsky. A quatre heures l'attaque commença ; en une heure de temps la redoute fut prise avec ses canons, et le corps russe chassé de ses positions, où il laissa trois mille tués ou blessés.

La journée du lendemain se passa à se reconstruire. La gauche de l'armée russe était fort affaiblie par la perte de la position de la veille ; néanmoins elle était appuyée à un grand bois, et soutenue par une redoute de vingt-cinq pièces de canon. Deux autres mamelons couronnés de redoutes, à cent pas l'un de l'autre, protégeaient sa ligne jusqu'à un grand village, démoli pour couvrir le plateau d'artillerie et d'infanterie. Sa droite passait derrière la Kologa, en arrière du village de Borodino, et était appuyée à deux beaux mamelons couronnés de redoutes et de batteries. Il était facile d'obliger les Russes à évacuer leurs belles positions ; mais Napoléon ne les jugea pas tellement fortes, qu'il fallût éluder et renvoyer le combat.

Kutusoff, vieux guerrier, vainqueur de Turcs, ayant paru, après la désastreuse retraite ordonnée par Barclay-de-Tolly, plus digne du commandement, venait d'être placé à la tête des armées russes : il avait promis de sauver Moscou, la cité sainte, et d'anéantir l'armée française. Couvertes par des retranchements que Kutusoff annonçait dans ses rapports officiels comme inexpugnables, les troupes russes étaient encore animées, fanatisées par les prédications de leurs prêtres, et par la vue de l'image miraculeuse de la Vierge, qu'on promenait dans leurs rangs. Kutusoff prophétisa la victoire : « ... Dieu va combattre son ennemi avec l'épée de Michel, dit-il à ses esclaves ; et avant que le soleil de demain ait disparu, vous aurez écrit votre foi et votre fidélité dans les champs de votre patrie, avec le sang de l'agresseur et de ses légions. »

Napoléon tient à ses soldats un langage plus simple et qu'ils comprennent mieux : « Soldats, leur dit-il dans son ordre du jour, voilà la bataille que vous avez tant désirée : désormais la victoire dépend de vous... Elle vous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Smolensk. »

Les corps présents sont, outre l'ancienne et la nouvelle garde, ceux des maréchaux Davoust et Ney, des princes Eugène et Poniatowsky, les quatre grands corps de cavalerie sous les généraux Montbrun, Nansouty, Grouchy, Latour-Maubourg, lesquels obéissent au roi de Naples. A l'armée russe, le général Barclay-de-Tolly, dépossédé du commandement en chef, dirige la droite ; le général Benigsen le centre, le prince Bagration la gauche : les forces de cette armée sont évaluées à cent vingt ou cent trente mille hommes : celles des Français sont égales en nombre, mais elles n'ont pas, comme les Russes, l'avantage d'une position fortifiée.

Le 7 septembre, le soleil se leva sans nuages : « C'est le soleil d'Austerlitz, » dit Napoléon ; et aussitôt il donne ses ordres de combat.

Le prince Poniatowski, qui formait la droite, se mit en mouvement pour tourner la forêt à laquelle les Russes appuyaient leur gauche : le maréchal Davoust marcha le long de la forêt. Deux batteries de soixante pièces de canon chacune, battant la position des Russes, avaient été construites pendant la nuit. A six heures la batterie de droite, armée avec l'artillerie de réserve de la garde, commença le feu. Bientôt la mousqueterie s'engagea. Le vice-roi, formant la gauche, prit le village de Borodino. A sept heures, le maréchal Ney se mit en mouvement sous la protection de soixante pièces de canon, et se porta contre le centre.

En ce moment mille pièces de canon vomirent la mort de part et d'autre. A huit heures les positions des Russes furent enlevées, leurs redoutes prises, et l'artillerie française couronna les mamelons. Tout alors devint à l'avantage des Français : les Russes virent la bataille perdue, qu'ils ne la croyaient pas encore commencée. Partie de leur artillerie était prise, et le reste évacué sur les lignes de derrière. Dans cette extrémité l'armée russe prit le parti de rétablir le combat et d'attaquer, avec toutes ses masses, ces mêmes positions qu'elle n'avait pu garder. Trois cents pièces de canon françaises, placées sur ces hauteurs, fondroyèrent ces masses, et les soldats russes allaient mourir au pied de ces parapets, qu'ils avaient élevés les jours précédents avec tant de soin. Napoléon ordonna alors une charge de front, la droite en avant, et ce mouvement le rendit maître des trois quarts du champ de bataille. Il restait aux Russes leurs redoutes de droite : le général Morand les enleva ; mais il ne put s'y maintenir. Les Russes, encouragés par ce succès, firent avancer leurs dernières réserves, dont la garde impériale faisait partie : ils attaquèrent le centre des Français, sur lequel avait pivoté la droite ; on craignit un moment qu'ils n'enlevassent le village brûlé. La division Friand s'y porta aussitôt avec quatre-vingts pièces de canon, qui arrêterent d'abord les colonnes russes, lesquelles se tinrent, pendant deux heures, sous le feu de la mitraille, n'osant pas avancer, ne voulant pas reculer. Le roi de Naples décida leur incertitude par une charge de cavalerie qui pénétra par les brèches faites dans les masses. Le général Montbrun chargea avec sa division de cuirassiers ; mais il tomba mort au pied de la redoute de gauche : le général Caulaincourt entra dans cette redoute par les gorges, et tourna les canons contre les Russes : il fut lui aussi frappé

d'un boulet. De ce moment la bataille fut gagnée : la canonnade continua encore ; mais les Russes ne se battaient plus que pour leur salut. La garde impériale française n'eut pas même besoin de donner : on fit ensuite un reproche à Napoléon de ce qu'il avait tenu ce corps d'élite dans l'inaction.

Les résultats de cette journée furent tels qu'on devait l'attendre d'une semblable armée française. Les Russes perdirent quarante-cinq mille tués, blessés ou prisonniers : cinquante de leurs officiers-généraux furent mis hors de combat. Le prince Bagration fut au nombre des tués. De leur côté, les Français eurent à regretter douze mille braves restés sur le champ de bataille : deux généraux de division, six généraux de brigade périrent dans cette journée ; huit autres officiers-généraux furent plus ou moins grièvement blessés.

Si les Russes, forcés dans leurs positions, n'eussent pas voulu les reprendre, leurs pertes auraient été alors moindres que celles de l'armée française ; mais ils firent détruire leur armée en la tenant plusieurs heures en masses sous les batteries qu'ils voulaient reprendre : leurs rangs furent ainsi beaucoup plus éclaircis que ceux des Français. Mais le bivouac des vainqueurs fut pénible et douloureux. Les subsistances manquèrent totalement, et des hommes qui s'étaient battus toute la journée n'eurent rien le soir pour se reconforter. Aux horreurs de la faim se joignirent les rigueurs d'une nuit froide et pluvieuse, rendue plus fâcheuse par le manque de bois. Mais tel est le caractère du Français que, le lendemain, il avait déjà oublié ses souffrances, et recommençait à poursuivre les restes de l'armée russe.

Le vieux général Kutusoff, battu complètement à la bataille de la Moscowa, que les Russes appellent bataille de Borodino, donne au monde un exemple inouï de forfanterie, en se proclamant vainqueur : ses mensonges abusent l'empereur Alexandre, qui était alors sur les bords de la Néva : le peuple est aussi trompé par les *Te Deum* qu'il entend chanter partout. Mais son erreur ne fut pas de longue durée.

Depuis la bataille du 7, l'armée française ne cessa de poursuivre celle des Russes sur les trois routes de Mojaisk, Kalouga et Swenigorod. Le 14, Napoléon avait son quartier-général à Mojaisk, et le 14, l'armée couronna les hauteurs de Moscou.

Napoléon s'attendait à voir arriver une députation de la ville ; mais personne ne se montra. La plupart des habitants de Moscou avaient quitté leurs habitations et s'étaient réfugiés dans les campagnes des environs : il ne restait, dans cette ville immense, ni autorités, ni notables. Au dé-

clin du jour, l'empereur des Français se décida enfin à entrer : la cavalerie de Murat le précéda ; elle sabra quelques cosaques qui paraissaient être restés à Moscou pour piller. La solitude et le silence qui régnaient dans les rues de cette vaste capitale frappèrent Napoléon d'étonnement, cependant il pensa que les habitants avaient fui dans la seule crainte d'être maltraités par les Français, et qu'ils ne tarderaient pas à revenir dans leurs hôtels.

« La marche de Smolensk sur Moscou, a dit Napoléon, était fondée sur la pensée que les Russes, pour sauver cette capitale, livreraient une bataille ; qu'ils seraient battus ; que Moscou serait pris ; qu'Alexandre, pour sauver cette ville ou pour la délivrer, ferait la paix, et que, s'il ne la faisait pas, on trouverait dans le matériel immense de Moscou, dans les quarante mille bourgeois affranchis, fils d'affranchis, ou négociants fort riches qui l'habitaient, de quoi former un noyau national pour soulever tous les esclaves de la Russie, et porter un coup funeste à cet empire. L'idée d'incendier une ville de trois cent mille âmes, presque aussi étendue que Paris, n'était pas considérée comme une chose possible. En effet, il était plus raisonnable de faire la paix que de se porter à une telle barbarie. L'armée française entra dans la ville : pendant quarante-huit heures elle fut maîtresse de toutes ses richesses : les ressources qu'elle y trouva étaient immenses ; les habitants étaient restés ; les cinq cents palais de la noblesse étaient meublés, les domestiques des maisons se montraient à la porte ; les diamants, les toilettes des dames, rien n'avait été évacué : la plus grande partie des riches propriétaires, en quittant la ville, avaient laissé des billets de recommandation pour le général qui occuperait leur maison et la déclaration qu'aussitôt que le premier moment de troubles serait passé, ils rentreraient chez eux. »

CHAPITRE X.

Considérations sur l'incendie de Moscou. — Ses résultats. — Fautes que commet Napoléon. — Il se décide enfin à la retraite. — L'armée russe prend l'offensive. — Evacuation de Moscou. — Combat que l'armée française a à soutenir. — Son arrivée à Smolensk. — Rigueur du froid. — Pertes immenses que l'armée éprouve. — Belle conduite de Ney. — Passage de la Bérésina. — Désastres. — Napoléon quitte l'armée et se rend à Paris. — Conspiration de Mallet.

En voyant avec quelle promptitude et quelles précautions les Russes avaient incendié toutes les

villes et villages qui se trouvaient sur la ligne de leur retraite depuis Smolensk, Napoléon aurait dû soupçonner qu'on réservait le même sort à Moscou. La dévastation du territoire, opérée systématiquement par les soldats d'Alexandre, sous les yeux de leurs chefs, devait servir d'avertissement. Mais il est vrai que, lors même qu'on aurait prévu cet incendie, il n'était au pouvoir de personne d'empêcher que cet acte d'un vandalisme inouï ne se consommât.

Indépendamment des grands dépôts d'eau-de-vie, d'huiles et de suifs qui se trouvaient dans les nombreux magasins du commerce de Moscou, il paraît certain qu'on avait amassé, dans divers quartiers de la ville, beaucoup d'autres matières inflammables, tels que du goudron, de la braie, du soufre, des chanvres, etc., et que la destruction de Moscou, par le feu, avait été résolue dès l'instant que l'occupation de cette capitale par les troupes françaises avait été mise au nombre des chances possibles d'une guerre que les Russes croyaient faire en Pologne. Ce qui prouve encore que toutes les mesures avaient été prises pour laisser un champ libre à l'incendie, c'est l'enlèvement des pompes et des autres instruments propres à arrêter les progrès des flammes. Enfin, il est impossible de nier la distribution faite, à quelques centaines d'agents subalternes de la police, et de malfaiteurs mis en liberté, des fusées, des mèches et des torches incendiaires, dont ces malheureux se servirent malgré tous les efforts des troupes françaises. Ces gens-là avaient l'ordre de profiter du premier instant où le vent soufflerait avec force pour mettre le feu aux quartiers construits en bois : ils l'exécutèrent avec cette impassible barbarie dont la populace moscovite était seule capable.

Reste maintenant à savoir quel est l'homme qui prit sur lui d'ordonner la destruction d'une ville toute pacifique et commerçante, peuplée de près de trois cent mille âmes.

On a généralement accusé le gouverneur de Moscou, Rostopchine, d'être l'ordonnateur de l'incendie, on assurait que, dans son sauvage patriotisme, il s'était fait le destructeur de la seconde capitale de l'empire russe, dans l'espoir d'en faire tomber l'odieux sur les Français, et attirer ainsi la rage des Moscovites contre les vainqueurs de Borodino (la Moscowa). On a vu depuis ce gouverneur de Moscou répudier l'honneur d'avoir commis cette barbarie, et cela, lorsque le résultat de cette catastrophe en avait fait un titre de gloire. Rostopchine, malgré les preuves qui semblaient l'accabler, a protesté qu'il n'était pas l'auteur de ce projet dévastateur. Mais si ce n'est pas lui qui a donné l'ordre de brûler la con-

quête des Français, il a du moins été l'exécuteur de la haute politique qui dirigeait la Russie pendant cette mémorable guerre. Cette politique fut-elle inspirée par les Anglais, qui venaient de la mettre en pratique dans le Portugal, ou fut-elle l'effet d'un grand désespoir ? Alexandre n'était pas à l'armée lorsque Napoléon entra dans Moscou, et l'on assure que son absence était calculée, afin de pouvoir approuver ou désapprouver ostensiblement une détermination qu'il avait probablement provoquée en secret. Depuis lors le silence de cet empereur a constamment laissé douter s'il avait approuvé ou blâmé cette épouvantable ressource. « La part qu'il eut à cette catastrophe, dit M. de Ségur dans son *Histoire de Napoléon et de la grande armée*, est encore un mystère pour les Russes ; ils l'ignorent ou la taisent : effet du despotisme qui commande l'ignorance ou le silence ! Quelques-uns pensent qu'aucun homme dans tout l'empire, hors l'empereur, n'eût osé se charger d'une si terrible résolution. »

Ajoutons que depuis longtemps les courtisans de Saint-Petersbourg nourrissaient une haine violente contre les boyards de Moscou, lesquels défendaient pied à pied leurs antiques privilèges moscovites, et que ces courtisans voyaient avec la plus grande jalousie l'existence et la prospérité de cette antique capitale de Russie, placée au centre de l'empire, tandis que Pétersbourg est situé à l'une des extrémités. Aurait-on voulu profiter des circonstances produites par la guerre pour réduire Moscou à l'état d'un simple chef-lieu de province ?...

Quoi qu'il en soit des causes qui ont amené l'incendie de la ville où l'armée française croyait trouver l'abondance et le repos, les effets en furent déplorables, non-seulement pour les Français, mais encore pour ces innombrables habitants qui furent obligés d'aller vivre dans les bois, où beaucoup périrent de misère.

Les soldats français luttèrent quelques jours contre le feu, mais ce fut inutilement : le défaut absolu de pompes, l'alimentation du vent et la rage des incendiaires firent de la grande ville de Moscou un océan de flammes qui engloutit et dévora toutes les habitations, excepté le Kremlin, antique château des souverains, et quelques-uns des palais bâtis en pierre. Les blessés russes qui étaient dans les hôpitaux et tous les malades et infirmes périrent dans les flammes. Tous les habitants restant encore se retirèrent dans les villages des environs ou dans les forêts. Cette grande et superbe cité devint un cloaque, un séjour de désolation et de crime, dans lequel il ne resta que la dernière canaille pour se livrer au pillage. Les

troupes françaises et Napoléon lui-même furent obligés d'aller bivouaquer, pendant plusieurs jours, hors de l'enceinte de Moscou; ce ne fut que le 20 que l'incendie s'éteignit et que Napoléon retourna au Kremlin.

Ici commence une nouvelle série de fautes faites par Napoléon. Toujours persuadé que l'empereur Alexandre lui fera demander la paix, il s'installe sur les ruines fumantes de Moscou, divise ses corps d'armée dans les environs, fait même retrancher plusieurs camps, et se met à rendre des décrets datés de la capitale de la Moscovie, en attendant de voir arriver les ambassadeurs du czar. Mais des officiers-généraux anglais, qui redoutent la faiblesse du caractère d'Alexandre, tiennent cet empereur dans une sorte de surveillance, et l'empêchent non-seulement d'envoyer des plénipotentiaires au vainqueur, mais encore de recevoir ceux que Napoléon se décide enfin à envoyer lui-même. Les alliés de la Russie, qui prévoient avec joie la position où l'armée française va se trouver par suite de l'incendie de Moscou, s'opposent à toute paix. Les généraux russes ont seulement l'ordre d'accorder de courts armistices aux avant-postes, afin d'amuser les généraux français et de leur laisser l'espoir d'un arrangement qui ne se fera pas.

Pendant que Napoléon attend au Kremlin les démonstrations suppliantes d'Alexandre, l'armée russe du Danube, qui avait quitté la Moldavie aussitôt après la paix de Bukarest, était arrivée en Volhynie, et y avait fait sa jonction, à Lutsk, avec le corps russe de Tormasow, au moment où celui-ci venait d'être battu et très-endommagé par le corps autrichien du prince de Schwarzenberg. De ce moment le corps russe de Volhynie se trouvait plus fort que celui de Schwarzenberg, et pouvait menacer les communications de l'armée française avec la Prusse et la France.

D'un autre côté, un autre corps de troupes russes qu'on avait pu tirer de la Finlande, avait été débarqué à Riga, vivement pressée par la gauche de la grande armée. Cette place, ainsi secourue et approvisionnée par les vaisseaux anglais, ne courait plus de dangers.

Ainsi, sur tous les points, les Russes allaient être en mesure de prendre l'offensive, tandis que l'armée française voyait tous les jours diminuer ses forces par les suites des fatigues et par les maladies qui se déclaraient à Moscou. La cavalerie surtout perdait tous ses chevaux, sans qu'on eût les moyens de les remplacer. Les environs de Moscou étant, dans un rayon de plusieurs lieues, désolés par des partis de cavalerie irrégulière, les subsistances cessaient d'arriver à Moscou, et

celles qu'on avait pu découvrir dans les caves commençaient à s'épuiser.

La situation des corps français qui manœvraient autour de Moscou, assez avantageuse d'abord, avait cessé de l'être dès que Kutusoff, sorti de la stupeur produite par sa grande défaite du 7 septembre, eut réorganisé son armée et soulevé les populations.

Napoléon, qui ignore les dangers dont il est environné, espère toujours qu'il pourra signer la paix à Moscou : à cet effet il envoie à Alexandre le général Lauriston. Mais Kutusoff le retient dans son camp, d'où les dépêches de Napoléon sont envoyées à Alexandre. On perd encore un temps précieux à attendre une réponse favorable qui n'arriva point. Le maréchal russe voit l'automne sur son déclin : il espère des frimas ce secours qu'il n'a point trouvé dans ses talents.

On était ainsi arrivé au milieu du mois d'octobre. Le général russe Wittgenstein, renforcé par les troupes que la Russie devait envoyer contre le Danemarck, avait attaqué le corps d'armée du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, auquel il comptait fermer la retraite sur la Dwina; mais le général français avait repoussé toutes les attaques des Russes, non sans éprouver des pertes sensibles : Saint-Cyr lui-même avait été grièvement blessé.

Au même moment, mais sur un autre point, Kutusoff, voulant empêcher la jonction du maréchal Victor parti de Smolensk, avait attaqué le roi de Naples à Winkowno : cette attaque avait été faite avant l'expiration de l'armistice et quand Murat ne se gardait pas; aussi fut-il surpris et battu. La cavalerie française éprouva ce jour-là des pertes irréparables.

A la nouvelle de l'attaque de Winkowno, Napoléon se détermina enfin à faire sa retraite. Plusieurs directions s'offraient encore à l'armée française; mais la retraite naturelle était sur la Pologne : des troupes nombreuses étaient encore échelonnées sur cette route, et elle allait aboutir à tous les grands dépôts d'armes, de munitions et de vivres. Ce fut donc sur Smolensk que Napoléon donna l'ordre de diriger les blessés et les malades.

Dès le 15 octobre, tous les hôpitaux de Moscou furent évacués; les caissons d'artillerie, les munitions prises et une grande quantité de curiosités et de trophées furent mis en route. L'armée reçut ordre de faire du biscuit pour vingt jours, et de se tenir prête à marcher. Le temps était encore très-beau; mais la troupe, et principalement la cavalerie, avaient besoin d'entrer en quartiers d'hiver au moment même où on allait entreprendre une route longue et pénible.

Les corps d'armée quittèrent successivement Moscou; Napoléon en sortit le 19, et, le 25, le maréchal Mortier, formant l'arrière-garde, fit sauter le Kremlin, et se mit en marche sur Véréja. Le même jour on apprit que l'armée russe avait quitté son camp retranché, et qu'elle se portait sur la petite ville de Malo-Jaroslavetz: Napoléon jugea nécessaire d'envoyer des troupes sur ce point, pour en chasser les Russes. Le vice-roi d'Italie reçut ordre de s'y porter.

Le 24 octobre, à la pointe du jour, le combat s'engagea. L'armée russe parut tout entière, et prit position sur les derrières de la ville. Les divisions Delzons, Broussier et Pino, et la garde italienne, furent successivement engagées. Les Russes, de leur côté, employèrent vainement les deux tiers de leur armée, pour soutenir la position: la ville fut enlevée, et dix-sept mille hommes repoussèrent plus de soixante mille Russes. Le succès du vice-roi, déjà décidé, s'affermir à l'arrivée des généraux Gérard et Compans. La retraite de l'armée russe fut si précipitée qu'elle se trouva obligée de jeter vingt pièces de canon dans la rivière. Le combat de Malo-Jaroslavetz fit le plus grand honneur au prince Eugène, au quatrième corps, et surtout aux troupes italiennes.

Vers le soir, le corps du maréchal Davoust déboucha, et, le 25, toute l'armée française se trouva en bataille, sur la position que les Russes occupaient la veille. Napoléon se porta à la ville, reconnut la position de l'armée russe et ordonna l'attaque pour le lendemain. Mais dans la nuit Kutusoff battit en retraite. Le maréchal Ney le poursuivit pendant six lieues. Alors on laissa les Russes se retirer, et l'armée française se dirigea sur Véréja. Le 27, le maréchal Davoust entra à Barowsk, et le maréchal Ney à Mojaïsk. Le temps était encore très-beau.

L'armée française continuait son mouvement de retraite, non sans être inquiétée sur ses flancs par des partis de Cosaques, auxquels on ne pouvait guère disputer le terrain, vu le mauvais état dans lequel se trouvaient la plupart de nos chevaux. Arrivée à Viazma, le 3 novembre, il fallut encore soutenir un combat d'arrière-garde, qui fut tout à l'avantage des troupes françaises.

Mais ce n'était pas le vieux Kutusoff que la grande armée avait le plus à redouter, le général *Morosoff* (c'est ainsi que les Russes appelèrent les frimats vainqueurs des Français), le froid était aux trousses de ceux qui ne craignaient que le froid. Il les atteignit avant d'arriver à Smolensk. Jusqu'au 6 novembre le temps avait été assez beau. Napoléon, qui avait compulsé toutes les observations météorologiques faites dans ce climat, en avait tiré l'espoir que l'hiver, c'est-à-

dire les grands froids, ne commenceraient guère que vers le 20 ou le 25 novembre. A cette époque l'armée ne serait pas éloignée de la Lithuanie; elle aurait reçu des renforts et des provisions, et il comptait s'arrêter dans ce pays pour y passer le reste de l'hiver à réorganiser ses régiments et sa cavalerie. Malheureusement il n'en fut pas ainsi.

Dès le 7, l'hiver commença; la terre se couvrit de neige; le froid devint si vif, et les chemins si glissants, si difficiles que les chevaux ne purent plus se tenir. De ce moment, le thermomètre baissa toujours, et chaque nuit l'armée française perdit des centaines, puis des milliers de chevaux.

Le 9 novembre, le quartier-général entra à Smolensk. Cette ville devait offrir des ressources à l'armée; mais déjà le désordre régnait dans toutes les parties du service. Les vivres amassés à Smolensk furent gaspillés et dévorés en peu de jours: il devint impossible d'en traîner à la suite des corps d'armée par le manque de chevaux de trait. L'armée s'était arrêtée cinq jours à Smolensk, sans s'y être réorganisée. Pour comble de malheur, cette halte avait permis aux Russes de s'approcher: le moindre retard eût conduit à une bataille générale qu'il fallait éviter. D'un autre côté l'armée russe de Volhynie se trouvait opposée à la droite des Français: il fallut quitter la ligne d'opération de Minsk et prendre pour pivot les lignes de Varsovie. Napoléon présuma alors ce que feraient les Russes, et malgré l'extrême rigueur de la saison, il sentit que l'état des choses exigeait que l'on se mit en route, afin d'arriver à Minsk, ou du moins sur la Bérésina, avant les Russes. Le quartier-général partit donc de Smolensk le 15 novembre. Le froid s'accrut subitement; le thermomètre marqua seize et dix-huit degrés au-dessous de glace. Les chemins furent couverts de verglas. Plus de trente mille chevaux périrent en peu de jours. La cavalerie se trouva toute à pied, l'artillerie et les transports se trouvèrent sans attelages. Il fallut abandonner et détruire une grande partie de l'artillerie et des munitions de guerre et de bouche. La vieille et la jeune garde avaient cependant encore près de trois mille hommes montés, et cette différence dans les pertes des chevaux provenait de ce que ceux de la garde n'avaient pas tant souffert que les autres pendant le séjour à Moscou.

Ces premiers jours de la sortie de Smolensk furent funestes à l'armée française. Outre la rigueur du froid, qui faisait tomber les fusils des mains des soldats et qui démoralisait tous les hommes que la nature n'avait pas fortement treu-

pés, il fallut encore soutenir l'attaque que Kutusoff fit à Krasnoï, dans l'intention de couper les colonnes françaises. Davoust et le prince Eugène résistèrent admirablement. Les Français se jetèrent sur les Russes à coup de balonnets et les repoussèrent dans leur camp, où ils entrèrent pêle-mêle avec eux, leur laissant à peine le temps de mettre le feu à leurs abris et d'engloutir leurs canons dans le lac voisin. « Les Français, dit le rapport de Kutusoff, loin de se laisser abattre par la cruelle extrémité où ils se voyaient réduits, n'en étaient que plus enragés à courir sur les pièces qui les écrasaient. » Le général anglais Wilson nomme ce combat la *bataille des héros*. Ce choc suspendit pendant vingt-quatre heures la marche de l'armée russe.

Mais le maréchal Ney, laissé en extrême arrière-garde avec six mille combattants, se voit attaqué par des masses énormes qui lui ferment sa marche. Ne pouvant les renverser, il se retire devant elles, surprend le passage du Dniéper, se fait jour à travers des essaims de Cosaques, et rejoint le gros de l'armée après en avoir été coupé pendant trois jours. Ney montre, dans cette cruelle circonstance, tout ce que peut l'intrépidité jointe à la science militaire; tandis que Kutusoff donne un éclatant exemple de l'insuffisance de la supériorité en forces numériques et matérielles, remise à des mains inhabiles. Pendant les trois jours que Ney est resté coupé de l'armée, Napoléon n'a cessé de témoigner tout le prix qu'il attachait à la conservation de son compagnon; il a fait tout ce qui dépendait de lui pour lui donner la main; et on lui entendait dire à chaque instant qu'il aurait donné trois cents millions pour sauver le *brave des braves*: la joie de l'empereur et de l'armée fut grande quand on apprit par quelle audacieuse manœuvre Ney était parvenu à déjouer tous les calculs des Russes.

Le 19, l'armée française passa le Borystène à Orza, et l'armée russe fatiguée, ayant perdu beaucoup de monde, se désista de ses poursuites.

La position de l'armée française n'en était pas moins des plus critiques. La ligne de la Dwina était forcée. Le prince de Schwartzenberg et ses Autrichiens trahissaient presque ouvertement; car, au lieu de se porter en avant pour faciliter la retraite de Napoléon, ils s'étaient retirés derrière le Bug. Tout le pays restait donc à l'ennemi. Les Français avaient sur leur flanc gauche le corps de Tschitchagoff; sur la droite, celui de Wittgenstein, et sur leurs derrières Kutusoff. Devant eux se trouvait la Bérésina et ses marais qu'il fallait franchir. Mais déjà les divisions russes, commandées par les généraux Lambert et Langeon, Français de naissance, s'étaient emparées

du pont de Borisow, dont l'occupation aurait entraîné la perte totale de l'armée française. Heureusement, le maréchal Oudinot, qui, depuis l'abandon des positions de la Dwina, précédait immédiatement l'armée en retraite, reprit le poste de Borisow et rejeta les Russes sur la rive droite de la Bérésina, après leur avoir fait éprouver de grandes pertes: cette armée de Volhynie ne trouve son salut qu'en brûlant le pont de Borisow. Oudinot déploie dans cette conjoncture si critique des talents et une bravoure qui rendent aux soldats l'espoir de passer la ligne redoutée, et d'atteindre Wilna, objet de tous leurs vœux.

Du 25 au 26 novembre, tous les corps de la grande armée, à l'exception de quelques divisions, se trouvent enfin rassemblés autour de Borisow. Ils ne sont plus qu'à trente-huit lieues de Wilna. Cette masse offre encore quatre-vingt mille hommes engourdis par le froid. La désorganisation n'est pas encore complète: des corps avaient même conservé la discipline au milieu de tant de calamités; et le soldat français, que quarante jours de fatigues et de privations inouïes n'ont point totalement abattu, retrouve son courage à la vue de l'ennemi avantageusement posté au débouché de Borisow. Les corps venant de Moscou se voient soutenus par les troupes victorieuses d'Oudinot, et par la division polonaise, qui a peu souffert encore. Ils ne doutent plus d'atteindre Wilna, quoiqu'ils soient menacés de l'arrivée de Wittgenstein et de Kutusoff.

Le 26, à la pointe du jour, Napoléon, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvements, se porta sur le village de Studzianca, et fit aussitôt jeter deux ponts sur la rivière, qui malheureusement chariait des glaçons sans être prise. Le maréchal Oudinot passa le premier, attaqua la division russe qui s'était portée de l'autre côté, et la mena battant pendant deux heures: elle se porta sur la tête du pont de Borisow.

Pendant les journées des 26 et 27, l'armée française continua à passer la Bérésina. Le maréchal Victor formait l'arrière-garde pour contenir l'armée russe de la Dwina qui le suivait. Il arriva le 27 à midi, au pont de Studzianca; mais une brigade de la division Partouneaux, qui formait l'arrière-garde de ce corps et qui était chargée de brûler les ponts, s'égarait pendant la nuit, tomba au milieu des feux des Russes, et fut prise en entier. L'armée française perdit ainsi près de trois mille hommes, ayant trois cents chevaux et trois pièces de canon, qui lui eussent été de la plus grande utilité le lendemain.

Borisow ayant été évacuée, les armées russes de la Dwina et de Volhynie communiquèrent et

concertèrent un mouvement. En effet, le maréchal Oudinot fut attaqué, le 28, sur la rive droite, tandis que le maréchal Victor l'était sur la rive gauche. L'armée française prit les armes. Le maréchal Ney se porta à la suite du duc de Reggio, et le maréchal Mortier le suivit. Le combat devint très-vif : les Russes voulurent déborder la droite des Français ; mais ils furent contenus par la division de cuirassiers du général Doumerc, qui était restée sur la Dwina : en même temps la légion de la Vistule s'engagea dans les bois pour percer le centre des Russes, qui furent culbutés et mis en déroute. L'armée russe de Volhynie souffrit beaucoup ce jour-là : les Français lui prirent six à sept mille hommes, six pièces de canon et deux drapeaux.

Mais ce même jour 28, le corps du maréchal Victor, laissé sur la rive gauche, eut à soutenir l'attaque de l'armée de Wittgenstein. Ce maréchal, n'ayant que douze mille hommes, opposa une résistance prolongée à des forces très-supérieures : il fut enfin obligé de repasser les ponts. « Aussitôt, dit le général Vaudoncourt, on fit sauter ces ponts, abandonnant sur la rive gauche l'artillerie, les bagages, et un grand nombre de malheureux, presque tous non combattants, qui n'ont pu passer encore. La plaine, assez grande, qui se trouve devant Weselowo, offrait le soir un spectacle dont l'horreur est difficile à peindre. Elle était couverte de voitures et de fourgons, la plupart renversés ou brisés, et de morts et de mourants, parmi lesquels il y avait beaucoup de femmes et d'enfants, traînés à la suite de l'armée de Moscou... Le sort de ces malheureux, au milieu de la mêlée des deux armées, avait été d'être écrasés sous les roues des voitures, sous les pieds des chevaux, frappés par les boulets ou les balles des deux partis, noyés en voulant passer les ponts avec les troupes, dépouillés par les soldats ennemis et jetés nus sur la neige, où le froid termina bientôt leurs longues souffrances. » Ainsi presque toute l'artillerie, les fourgons, les caissons de l'armée, les trophées enlevés de Moscou tombèrent au pouvoir des Russes.

Tel fut ce trop fameux passage de la Bérésina où l'armée française échappa à son entière destruction par les fausses manœuvres des généraux russes, autant que par l'intrépidité des maréchaux français. Ce fut cependant encore un grand désastre !

Le 29, l'armée française resta sur le champ de bataille : elle avait à choisir les deux routes de Minsk et de Wilna. Napoléon se décida pour cette dernière. Le quartier-général arriva le 3 à

Malodetchno, où l'armée reçut ses premiers convois de Wilna.

La cavalerie était tellement démontée que l'on dut réunir les officiers auxquels il restait un cheval, pour en former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y faisaient les fonctions de capitaine et les colonels celles de sous-officiers. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy, sous les ordres du roi de Naples, ne perdait pas de vue l'empereur dans tous ses mouvements.

Dans cette déplorable marche de Moscou à la Bérésina, tous les attelages des convois, et presque tous les chevaux de l'artillerie et de la cavalerie périrent : tous les services furent complètement désorganisés, ce ne fut plus une armée...

Le 5 décembre, Napoléon arriva à Smorgoni : le froid avait redoublé d'intensité, et quoiqu'on ne fût plus qu'à quelques marches de Wilna, un grand nombre de soldats succombèrent. Napoléon venait de recevoir des nouvelles de France ; il jugea que les circonstances exigeaient sa présence à Paris ; là seulement il pouvait en imposer à la Prusse et à l'Autriche : s'il tardait à s'y rendre, le passage pouvait lui être fermé. Il laissa le commandement au roi de Naples et au prince de Neufchatel, et partit dans la nuit. « La garde, » dit Napoléon, était alors presque intacte, et l'armée comptait plus de quatre-vingt mille combattants, non compris le corps du maréchal Macdonald qui était sur la Dwina. L'armée russe était réduite à cinquante mille hommes en tout. Les farines, les biscuits, les vins, les viandes, les légumes secs, les fourrages étaient en abondance à Wilna : des magasins considérables en effets d'habillement et en munitions y avaient été formés. Si Napoléon eût resté à l'armée ou s'il en eût laissé le commandement au prince Eugène, elle n'aurait jamais dépassé Wilna... Mais on s'en laissa imposer par quelques cosaques ; on évacua cette ville en désordre pendant la nuit : c'est de cette époque que datent les plus grandes pertes de cette campagne. »

Quand Napoléon quitta ces scènes de désastres, l'armée française n'était plus qu'à quelques marches de Wilna, qu'on lui avait toujours montrée comme le terme de ses souffrances. En partant, l'empereur ne doute pas que celui à qui il confia le commandement de ces nobles débris ne trouve dans son courage et dans les approvisionnements de toute espèce que Wilna renferme les moyens de réorganiser ces soixante à soixante-dix mille soldats qui marchent encore avec leurs drapeaux. Mais il a oublié qu'il faut plus que de la bravoure et de l'intrépidité dans des circonstances aussi

terribles, et que son beau-frère Murat n'est qu'un guerrier. Napoléon part pour la France, espérant que ses troupes pourront passer l'hiver à Wilna ou sur les bords du Niémen. Il sait qu'un corps de réserve est à Varsovie, un autre à Königsberg; il peut en tirer un troisième des garnisons : les pertes de la grande armée peuvent, selon lui, être réparées; il va lui-même accélérer les levées dont il aura besoin : sa présence à Paris est d'ailleurs nécessaire pour contenir la Prusse et l'Autriche dont il se méfie.

Mais un autre motif non moins puissant le rappelle dans sa capitale. Le jour même où il avait quitté Moscou pour revenir en Pologne, une conspiration, extravagante sans doute, mais qui apprit à Napoléon qu'on pouvait conspirer contre lui, avait éclaté à Paris. Trois généraux obscurs, tous les trois détenus eux-mêmes, avaient essayé de renverser l'immense puissance de Napoléon, et leur projet, conduit avec autant de secret que de résolution, avait en quelque sorte réussi, du moins pendant quelques heures.

L'un de ces généraux, Claude-François Mallet, avait déjà conspiré en Espagne contre l'empereur, et se trouvait en état d'arrestation dans une maison de santé, lorsqu'il crut pouvoir essayer de changer le gouvernement. Au moyen de fausses signatures et de faux écrits qu'il avait fabriqués lui-même, il s'échappa dans la nuit du 22 octobre, et se présenta aussitôt à la Force, où, sur de prétendus ordres du sénat, il fit mettre en liberté deux autres généraux, Laborie et Guidal, qui y étaient détenus. Ainsi accompagné, il se présente au premier corps-de-garde, annonce que l'empereur est mort devant Moscou, et ordonne aux soldats de se lever et de le suivre. Mallet dirige un détachement sur l'hôtel du ministre de la police, et Laborie, qui commande ce détachement, enlève ce ministre et l'envoie à la Force. Un autre détachement est en même temps dirigé contre le préfet de police, Pasquier, qui est aussi arrêté et envoyé dans la même prison.

Après ces exploits, Mallet va s'installer à l'état-major de la place Vendôme. Le général Hullin, chef de la force armée de Paris, veut s'opposer à son entreprise; Mallet lui tire un coup de pistolet qui lui brise la mâchoire, et l'enferme dans un cabinet. Maître du quartier-général, il donne des ordres à la force armée de Paris, et principalement au colonel Soulier, commandant la dixième cohorte, qu'il élève au grade de général de brigade.

Mallet, en vertu de son prétendu sénatus-consulte qui déclarait Napoléon mort, et ordonnait l'établissement d'un gouvernement provisoire, avait déjà composé ce gouvernement et

nommé des ministres, qui s'occupaient de bonne foi à faire faire leurs costumes. Déjà les salles de l'hôtel-de-ville avaient été préparées par les soins du préfet de la Seine, Frochot, pour recevoir le conseil et l'état-major. Mais bientôt un secrétaire du ministre de la police vint annoncer que Napoléon vivait et que le mouvement dirigé par l'ex-général Mallet était une œuvre des *jacobins*. On somma le colonel Soulier de faire rentrer sa cohorte à la caserne.

D'un autre côté l'adjudant de la place de Paris, Laborde, s'était rendu chez le général Hullin, où il avait arrêté Mallet, qui fut aussitôt reconduit en prison, ainsi que Guidal et Laborie. Des détachements de la garde se montrèrent et allèrent rendre la liberté au ministre ainsi qu'au préfet de police. Des ordres furent aussitôt donnés de la part de l'archi-chancelier, Cambacérès, pour étouffer ce mouvement, et, à huit heures du matin, tout était déjà rentré dans l'ordre. Les généraux Mallet, Guidal et Laborie furent traduits devant un conseil de guerre et fusillés le 29 octobre.

Cette échauffourée ne fut dans le fond qu'une débauche politique qui ne pouvait avoir aucun résultat; car la chose eût-elle réussi en tout, elle serait tombée d'elle-même quelques heures après, et les conspirateurs victorieux eussent été forcés de se cacher, embarrassés qu'ils auraient été de leur succès.

Toutefois la nouvelle de cette conspiration, parvenue à Napoléon au milieu de la fatale retraite de Smolensk, contribua à la détermination qu'il prit de retourner le plus promptement possible à Paris.

Parti de Smorgoni le 5 décembre, Napoléon, voyageant incognito dans un seul traîneau, avec et sous le nom du duc de Vicence, passa par Varsovie, où il s'arrêta quelques heures, arriva le 14 à Dresde, y vit le roi de Saxe, quitta son traîneau à Erfurt, et entra aux Tuileries le 19 à minuit. C'était le lendemain de la publication de l'effrayant vingt-neuvième bulletin, daté de Malodetchno. Napoléon n'avait point caché dans ce bulletin l'énormité des pertes de son armée : tous les malheurs qui l'avaient assaillie depuis son départ de Moscou y étaient peints sous les plus sombres couleurs; il les avait même exagérées : aussi la franchise de cette relation fit-elle le désespoir de ceux qui, n'aimant pas l'empereur, se plaisaient à découvrir toujours quelque chose de sinistre, même dans les bulletins les plus favorables aux armées françaises : cette fois ils ne trouvèrent rien à ajouter à cet affreux récit.

Mais les calamités de la grande armée n'avaient pas trouvé leur terme à Wilna. Nous verrons

bientôt jusqu'à quel point les éléments se déchaînaient contre cette armée naguère si belle.

CHAPITRE XI.

Suite des opérations des Français en Espagne. — Bataille des Arapiles. — Intrigues de Wellington et du duc d'Orléans. — Suchet se maintient dans la Catalogne. — Arrivée de Napoléon à Paris. — Activité qu'il y déploie. — Evacuation de Wilna par le roi de Naples. — Nouveaux désastres qui accablent l'armée française en Russie. — Défection du corps prussien d'York. — Les débris de l'armée française évacuent Königsberg. — Le prince Eugène prend le commandement de ces débris. — Proclamation de Louis XVIII. — Traités faits avec le pape et avec Ferdinand VII. — Aveu de Napoléon sur la crise dans laquelle il se trouve. — Nouvelles levées opérées en France.

Reportons-nous un instant en Espagne, où une autre armée de Français lutte si péniblement contre les forces réunies de l'Espagne insurgée et de l'Angleterre, et où les soldats sont aussi en proie aux plus grandes privations.

Déjà, dès l'ouverture de la campagne de Russie, l'empereur Alexandre avait signé, avec la régence de Cadix, un traité d'alliance par lequel les deux parties s'engageaient à suivre avec vigueur la guerre contre l'empereur des Français, leur commun ennemi, et à se soutenir de tous leurs moyens respectifs. La Russie reconnaissait pour légitimes les cortès générales et extraordinaires assemblées à Madrid, comme aussi la constitution qu'elles avaient donnée à l'Espagne.

Ce traité était à peine signé, qu'eut lieu la bataille des Arapiles, près Alba de Tormès, dans la province de Léon : elle fut désastreuse pour les Français. Le maréchal Marmont est d'autant plus blâmable de l'avoir livrée, que depuis longtemps il évitait prudemment un engagement avec Wellington, dont les forces deux fois plus nombreuses eussent été balancées, quelques jours après, par la jonction du corps d'armée du maréchal Soult, qui arrivait pour se réunir à Marmont. Ce maréchal ajouta à cette malheureuse détermination l'inconvénient de prendre un mauvais ordre de bataille. Grièvement blessé dès le commencement de l'affaire, Marmont fut obligé de remettre le commandement : il en résulta de l'incertitude, des hésitations qui rendirent l'issue de la bataille entièrement favorable à Wellington. Sept à huit mille Français furent mis hors de combat ; nous perdîmes aussi des prisonniers, et les débris des divisions se retirèrent précipitamment derrière le Duero. Indépendamment des pertes matérielles, cette journée fut d'une importance décisive dans la cause du roi Joseph, en ce que les cortès pa-

raissaient disposées à lui faire leur soumission, si la fortune l'avait secondé.

De ce moment tout change de face ; les Français se trouvent forcés de retirer leurs troupes de la province des Asturies, de dégarnir celle de Léon, et d'évacuer l'Andalousie et la nouvelle Castille, ce qui ouvre à Wellington la route de Madrid.

Toutefois ce général, satisfait du succès obtenu aux Arapiles, n'essaya pas de profiter de sa victoire, et sa circonspection sauva d'une destruction entière l'armée française, dont presque tous les généraux avaient été tués ou blessés. Le général anglais met presque un mois pour se rendre à Madrid ; les routes lui en avaient été ouvertes, le 22 juillet, par la bataille des Arapiles ; il l'occupe cependant le 14 août, et le roi Joseph se trouve détrôné pour la seconde et dernière fois. Le blocus de Cadix ne tarda pas à être levé ; les cortès générales, qui y étaient renfermées, publièrent et firent accepter leur constitution, que toutes les puissances ennemies de la France reconnurent.

Quelque temps après, le château de Burgos, si vaillamment défendu par le général Dubreton, se rendit après trente-cinq jours de siège, qui coûtèrent à l'armée anglaise plus de deux mille hommes.

En ce moment-là il existait en Espagne un parti qui voulait proclamer Wellington roi de ce pays, avec la condition d'accepter et de jurer l'exécution de la constitution libérale de Cadix ; mais ce parti échoua.

A cette même époque, le duc d'Orléans débarqua en Catalogne, pour s'unir aux ennemis de la France : il avait été appelé au commandement de cette province, par un autre parti dont les intrigues secrètes n'attendaient qu'une occasion favorable pour se montrer au grand jour.

Wellington se montra fort contrarié de l'arrivée en Espagne d'un autre Bourbon : il fit sentir aux cortès le danger de fournir à ce prince les moyens de se rendre utile en Espagne. Wellington menaça de se retirer si on n'enjoignait pas au duc d'Orléans de retourner en Sicile ; et les cortès, qui avaient plus besoin d'un général placé à la tête d'une armée victorieuse, que d'un ambitieux qui n'apportait que des prétentions, ordonnèrent au duc d'Orléans de sortir de la Catalogne. Plus tard, le traité de Valençay entre Napoléon et Ferdinand VII mit fin à toutes les intrigues dont l'Espagne était le théâtre, pendant que les Espagnols se sacrifiaient pour leur indépendance.

Vers la fin de 1812, la Catalogne était la seule province fortement occupée par les Français, ils avaient en leur pouvoir toutes ses nombreuses

places fortes : le maréchal Suchet s'y comportait fort bien ; mais on avait de graves reproches à faire aux intendants des provinces et aux auditeurs envoyés de Paris. On remarquait entre autres le fameux Dudon, qui déploya en Espagne, sans la perception des impôts, ainsi que dans toutes les parties de son administration, le zèle le plus mal entendu. Il s'éleva tant de réclamations, tant de plaintes contre lui, que l'empereur ordonna sa destitution et son arrestation. Un des auditeurs-sous-intendants, placés sous les ordres immédiats du baron Dudon, osa faire afficher, à Palencia, une proclamation dans laquelle il promettait de faire donner, d'heure en heure et en sa présence, cinquante coups de bâton à ceux des habitants qui ne paieraient pas sur-le-champ l'arriéré de leurs contributions : cet auditeur signait *Mahé de Villeneuve*. C'est ainsi que les propres employés de l'empereur faisaient haïr et détester son gouvernement, et il devait se trouver bien malheureux de voir qu'on dénaturait ses intentions : il n'était entouré que de flatteurs, sorte de gens destinés à perdre les souverains qui les écoutent.

Le sénat, toujours prêt à donner l'exemple de cette dégoûtante flatterie dont on entoure Napoléon, est le premier à lui adresser des félicitations sur son heureux retour, sans les tempérer par aucune observation sur le désastre de Russie, sur les maux de la patrie, et moins encore sur les souffrances de l'humanité. Il ne parle que de son dévouement à la quatrième dynastie, et des mesures à prendre pour assurer l'hérédité du trône impérial. C'est là le point qui tourmente le plus Napoléon depuis la tentative de Mallet. Il voit que cette tentative, tout insensée qu'elle fût, a mis au jour un secret fatal, celui de la faible confiance que l'on a dans la durée de sa dynastie ; il s'effraie de ce que le seul bruit de sa mort ait réveillé les idées de 1792, qui devaient amener la régénération de la France et la liberté des peuples. C'est dans ces idées que l'empereur aperçoit le plus grand danger dont il doive se garantir, et cherche à les flétrir en s'écriant : « C'est à l'idéologie qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprouvés la France. »

L'Europe croyait Napoléon perdu dans les frimas de Russie, lorsqu'elle apprit qu'il était déjà à Paris, travaillant avec son activité ordinaire à réparer les désastres de la campagne, et à amortir le contre-coup que les malheurs de la grande armée devaient faire retentir dans toutes les cours alliées avec l'empire. Cette activité de l'empereur sembla s'être ralliée dans la circonstance : en peu de jours il fit de la France une place d'armes. Les malheurs de Moscou avaient éveillé la nation

sur les dangers qu'elle courait ; les Français se montrèrent prêts à seconder les efforts de leur souverain, malgré les sujets de mécontentement qu'ils avaient contre son despotisme et son insatiable ambition : l'élan fut général ; chacun sentit que ce n'était pas le moment de se plaindre, mais bien celui de seconder les vues de Napoléon : il eut lieu d'être content de ce peuple dont il n'était plus l'idole, mais qui lui conservait encore sa confiance.

Les bulletins de l'armée ayant cessé de paraître, et les journaux ne publiant alors que ce qu'il plaisait au gouvernement d'apprendre à la France, le public resta longtemps sans connaître les désastres éprouvés par l'armée française dès l'instant où elle fut placée sous les ordres du roi de Naples, désastres qui furent bien plus grands encore que ceux annoncés dans le célèbre *vingt-neuvième* bulletin. Certes, on ne pouvait pas imputer à Murat l'augmentation du froid qui se fit sentir aux approches de Wilna, et dont l'intensité fut cause de la perte de plusieurs milliers de braves, qui jusqu'alors avaient tout supporté : ce ne fut pas Murat qui mit tant de malheureux hors d'état de se traîner jusqu'à Wilna, ou jusqu'au Niémen ; mais l'histoire lui reprochera de ne pas avoir fait tout ce qu'il était possible de faire pour tenir quelques jours dans cette capitale de la Lithuanie, et pour y réorganiser quelques corps. Les magasins de Wilna contenaient en vivres de toute espèce de quoi nourrir cent mille hommes pendant un mois : l'armée y aurait aussi trouvé des effets d'habillement, d'équipement et d'armement en quantité : il fallait donc à tout prix s'y arrêter, et en imposer aux Russes, lesquels étaient eux aussi dans un état pitoyable, et réduits à un nombre bien inférieur à celui des Français que l'on pouvait encore réunir dans les murs de cette ville. Murat devait savoir ou supposer que les soldats russes étaient eux aussi accablés par le froid, la fatigue et la faim ; ils avaient autant besoin que les Français d'entrer à Wilna, dont ils convoitaient les magasins salutaires. Si les Français eussent tenu quelques jours, les grands débris de l'armée auraient été sauvés, et ceux de l'armée russe se seraient trouvés dans la plus affreuse position.

Mais un mauvais génie présida aux déterminations que prit le roi de Naples. On commit d'abord la faute de faire sortir de Wilna, pour aller à la rencontre des débris de la grande armée, deux divisions de troupes fraîches, dont une composée d'hommes nés sous le soleil de Naples. Ces malheureux ne purent résister une seule nuit à vingt-sept degrés de froid ; les armes leur

tombèrent des mains ; et la plupart retournèrent avec les extrémités gelées.

A peine entrés dans Wilna, les cinquante ou soixante mille soldats qui avaient passé la Bérésina y portèrent un tel désordre que toute distribution devint impossible : les magasins furent saccagés par ceux que le froid ou la faim n'avait pas étendus sur le pavé. Au lieu de secourir ces malheureux, les juifs de Wilna les dépouillèrent pendant la nuit et les laissèrent périr sur le verglas : beaucoup d'autres restèrent estropiés pour s'être trop approchés du feu. La confusion était telle qu'on s'en ferait difficilement une juste idée. Les régiments, les corps n'avaient aucun point de réunion ; chacun agissait pour soi, ne connaissant d'autres ordres, d'autres lois que celles de pourvoir à sa sûreté ; et tandis que les uns se gorgeaient de viandes et d'eau-de-vie, le plus grand nombre achevait une douloureuse existence en proie aux horreurs du froid et de la faim.

La confusion, le désordre augmentèrent encore quand on entendit le canon des Russes. Murat, dont le courage moral n'était pas à la hauteur des graves circonstances où le commandement lui avait été remis, s'en laissa imposer par quelques Cosaques, et au lieu de préparer une attaque qui était possible dans l'état où les Russes se trouvaient, il déclara que la position n'était pas tenable, et ordonna la retraite pour la nuit, par la porte occidentale de Wilna. Les immenses magasins rassemblés dans la ville furent abandonnés faute de moyens de transport et de temps pour les évacuer, et l'armée de Kutusoff les trouva presque intacts. Trente mille paires de souliers, des habits, des capotes, du biscuit, tout ce qui était de première nécessité pour les Français devint la proie des Russes, qui purent enfin assouvir leur faim et se reposer dans une ville qui n'a offert que des déceptions aux soldats français.

Comme si la mesure de leurs maux n'eût pas été au comble, en sortant de Wilna la montagne de Ponary se présente aux yeux de ces malheureux, couverte de verglas : elle offre une résistance que les voitures ne peuvent vaincre, et bientôt la route, la seule route ouverte aux Français, est obstruée : il devient impossible de passer outre. Là, les restes précieux qui avaient échappé à la longue retraite de Moscou, sont abandonnés ; l'or même du trésor de la garde impériale est arrêté au milieu de la colline de Ponary, et on n'a pas le temps de le distribuer aux soldats, qui préfèrent échapper à ce dernier désastre. Là, les Cosaques remportent les seuls exploits qu'ils ambitionnent, d'abondantes dépouilles, un riche butin. Là les Russes ramassent d'innombrables

cadavres dont ils forment un trophée, qui n'est dû ni à leur bravoure, ni au talent de leurs généraux. Les éléments ont tout fait, et l'on peut encore répéter ici ce qu'on disait vulgairement en Russie : « Ce n'est point le général Kutusoff qui a détruit l'armée française, mais bien le général Morosoff (la gelée). »

C'est encore ici qu'on retrouve le maréchal Ney, toujours le dernier à se retirer, protégeant toujours au mépris de sa vie la vie et la retraite du dernier soldat ; ranimant l'espérance éteinte, et valant à lui seul d'épais bataillons. On lui avait donné par acclamation le surnom de *brave des braves* ; mais après le combat de Krasnoë, on le reconnut aussi pour le capitaine le plus habile et le plus fort dans les revers. C'est à Ney que doivent leur salut les illustres débris de la plus belle armée que l'Europe eût encore vue.

A Kowno, dernière ville de l'empire russe, s'embrassent, le 15 décembre, quelques-uns de ces guerriers que le commencement de l'été avait vus dans les mêmes lieux, conduisant de nombreux bataillons. Cette armée, composée alors de plus de quatre cent mille combattants, est réduite à trente mille hommes épuisés et éparpillés sur toutes les routes. Du Niémen, Murat ordonne la retraite sur la Vistule, où il espère rétablir quelque ordre parmi les soldats encore présents sous les armes.

Mais un nouvel incident rend aussitôt cette position dangereuse. On se rappelle que le maréchal Macdonald, formant l'extrême gauche de la grande armée, composé du corps auxiliaire fourni par la Prusse, de quelques Bavares et Polonais, et de deux mille Français, avait été chargé de pénétrer dans la Courlande et la Livonie ; ce qu'il avait exécuté victorieusement jusque sous les murs de Riga, dont il entreprit le siège. Déjà Macdonald s'était emparé des faubourgs de cette ville si importante à cause de son commerce, lorsque les Anglais la secoururent avec leurs vaisseaux : bientôt un corps de troupes russes, qui occupait la Finlande, se trouva disponible par l'alliance de la Suède avec la Russie, et fut transporté dans la place. Dès-lors il devint beaucoup plus difficile de s'en emparer. Toutefois Macdonald en continuait le siège avec succès, quand la retraite de Moscou l'obligea à lever ce siège et à se replier. Dans sa marche, la fidélité du général Yorck, commandant les vingt mille Prussiens, fut ébranlée, et Macdonald dut s'en méfier. Soit qu'il eût agi sur des ordres secrets de Berlin, soit qu'il eût cédé aux inspirations patriotiques que soufflait dans l'ombre l'association de la *Tugendbund* (les amis de la vertu), le général Yorck leva le masque et signa, avec les

Russes, une convention de neutralité. Ainsi le maréchal Macdonald se vit abandonné, au milieu de sa pénible retraite, par le corps auxiliaire qui faisait sa principale force.

Les suites de cet événement furent très-graves pour les débris de l'armée française : ils ne purent plus conserver ni la ligne du Niémen ni celle de la Vistule ; ils furent obligés de reculer derrière la Warta et l'Oder.

La défection du général Yorck, que le roi de Prusse eut la pudeur de désavouer, ne fut pas la seule dont les Français aient eu à se plaindre dans leur déplorable situation. La conduite si perfidement équivoque du prince de Schwartzenberg, ayant sous ses ordres le contingent de l'Autriche, dut aussi exciter leur méfiance. Ce prince, qui pouvait rendre la retraite de Moscou moins désastreuse, s'il se fût avancé dans la Lithuanie lors du passage de la Bérésina, se mit en pleine retraite, et rentra en Gallicie, sous l'abri d'une neutralité tacite avec les Russes. Napoléon commençait donc à être payé par la plus noire ingratitude des égards qu'il avait eus pour son beau-père l'empereur d'Autriche. Combien dans ce moment-là ne dut-il pas éprouver de regrets de n'avoir point rétabli le royaume de Pologne !

Le 8 janvier, le roi de Naples ayant encouru les plus vifs reproches de Napoléon sur la précipitation qu'il avait mise à quitter Kœnisberg, Elbin, Marienbourg, etc., qui leur offraient des points de ralliement, remit le commandement en chef des Français éparpillés dans la Prusse au prince Eugène, vice-roi d'Italie, qui avait partagé avec Ney tous les dangers de la malheureuse retraite de Moscou, et qui avait donné des preuves du plus grand sang-froid ainsi que d'un dévouement héroïque. Eugène, aussi habile administrateur que guerrier intrépide, commença l'œuvre de la réorganisation des débris français, et parvint à présenter un effectif de vingt à vingt-cinq mille hommes, les seules troupes qu'eût la France du Rhin à l'Oder, excepté les nombreuses garnisons des places occupées par eux, lesquelles avaient reçu, pendant la retraite, quelques débris de régiments. Macdonald avait laissé les siens à Dantzick, dont le général Rapp fut nommé gouverneur. Cette grande place avait aussi reçu les restes du neuvième corps d'armée, que le maréchal Victor y conduisit. Toutes les places de la Prusse recélaient ainsi un assez grand nombre de bons soldats échappés aux désastres de la Bérésina et de Wilna ; mais on ne pouvait plus les utiliser, ces places se trouvant toutes dans le pays que les Russes occupaient. Ce fut un grand malheur ; car au bout de quelque temps, lorsque ces soldats furent remis de leurs souffrances,

on pouvait encore en réunir de quoi former un corps d'armée considérable, qui eût servi de noyau et d'appui aux jeunes soldats que Napoléon envoya en Saxe dans le printemps de 1815.

Ce même printemps fut fertile en événements, et vit se former comme par enchantement une nouvelle armée française, dont les exploits étonnèrent les Russes et leurs nouveaux alliés.

La Prusse n'avait pas tardé à s'unir avec les ennemis de la France. Elle avait même conclu un traité avec la régence d'Espagne, par lequel elle reconnaissait Ferdinand VII seul roi légitime, et approuvait la constitution des cortès générales et extraordinaires. L'empereur Alexandre avait déjà reconnu cette constitution, et l'on vit alors ce despote tenir le langage le plus libéral et le plus constitutionnel aux peuples d'Allemagne qu'il excitait à se lever en masse contre Napoléon. « Le sort de la Guadiana et du Vésuve, disait Alexandre dans sa proclamation aux peuples du Nord, a été fixé sur les bords du Borysthène ; c'est de là que l'Espagne recouvrera sa liberté qu'elle défend avec héroïsme dans un siècle de faiblesse et de lâcheté. » Déjà, dans une autre proclamation, datée de Varsovie, Alexandre avait dit en parlant des membres de la confédération du Rhin : « Princes esclaves qui livrent leur malheureux pays à l'insatiable ambition d'un homme. » L'autocrate de toutes les Russies ne cessait, dans ce moment-là, de se montrer le plus modéré des hommes, le plus libéral des souverains.

A cette époque, un prince complètement inconnu des Français, qui ignoraient qu'il existât au monde un Louis XVIII, reparut sur l'horizon politique, et fit aussi sa proclamation, datée d'Hartwell, près de Londres, dans laquelle le représentant de l'ancien régime détruit par la révolution de 1789 professait aussi les principes les plus libéraux. Les désastres des armées françaises comblaient de joie tous ces émigrés qui avaient mendié vingt ans les secours des ennemis du peuple français, et ce prétendant reprit l'espoir de remonter sur le trône relevé par Napoléon.

Mais celui-ci se prépare de son côté à la nouvelle lutte qui doit peut-être décider de son existence comme souverain, lui qui naguère distribuait tant de couronnes !

Sentant le besoin de regagner la confiance des catholiques zélés, contre lesquels il avait longtemps lutté, Napoléon signa avec le pape, qui était toujours à Fontainebleau, un concordat par lequel il lui restituait l'exercice du pontificat, tant en France que dans le royaume d'Italie, de la même manière que ses prédécesseurs. Ses agents diplo-

matiques devaient être traités comme ceux des autres puissances; les domaines que le saint-père possédait et qui n'étaient pas vendus devaient être administrés par ses agents. Ceux aliénés allaient être remplacés jusqu'à la concurrence de deux millions de francs. En récompense de ces avantages temporels, Pie VII promettait de donner l'institution canonique au grand nombre d'évêques nommés depuis la rupture entre le cabinet des Tuileries et le saint-siège. En signant ce concordat, Napoléon diminuait la masse des embarras qui l'assiégeaient, et dont les affaires du culte catholique n'étaient pas le moindre.

Il s'occupa en même temps de déterminer la forme de la régence pendant la minorité de son fils, à qui il voulait assurer, dans tous les cas, la reversion de son pouvoir. Le sénat prouva à la France que l'impératrice avait un droit incontestable à la régence, et que le roi de Rome devait être sacré et couronné le plus tôt possible.

Après avoir réglé tout ce qui concerne la régence, l'empereur fit l'ouverture du corps législatif, dans le sein duquel il résuma franchement la dernière campagne : « J'ai fait de grandes pertes, » dit-il; elles auraient brisé mon âme si, » dans ces grandes circonstances, j'avais dû être » accessible à d'autres sentiments qu'à l'intérêt, » la gloire et l'avenir de mes peuples... Les agents » de l'Angleterre propagent chez tous nos voisins » l'esprit de révolte contre les souverains; l'An- » gleterre voudrait voir le continent entier en » proie à la guerre civile et à toutes les fureurs » de l'anarchie; mais la Providence l'a elle-même » désignée pour être la première victime de l'a- » narchie et de la guerre civile... Je désire la » paix; elle est nécessaire au monde; mais je ne » ferai jamais qu'une paix honorable et conforme » à la grandeur de mon empire.. »

Quelques jours après, Napoléon fit mettre sous les yeux du corps législatif l'exposé de la situation de l'empire. Il résultait de ce rapport que, depuis 1804, il avait été fait, dans les seuls départements de l'ancien territoire français, des travaux immenses, qui avaient coûté *six cent quatre-vingt-trois millions de francs*, dont vingt-sept avaient été employés en ponts; cinquante-cinq en canaux; trente-sept en dessèchements et travaux de navigation intérieure; cent quatre-vingts en routes, y compris celles du mont Cénis, du mont Genève, etc.; soixante-treize en ports maritimes; cent deux millions en travaux dans Paris, et cent quarante-sept en travaux divers et utiles, tels que dépôts de mendicité, reconstructions d'habitations et d'églises dans l'ouest, etc.

On remarquait encore dans ce rapport que la population de l'ancienne France s'était accrue,

depuis 1789, d'un dixième, c'est-à-dire de près de quatre millions d'individus, et que les produits en céréales avaient suivi la même progression; que l'industrie avait fait les plus grands progrès depuis le système continental; que la balance du commerce, à l'avantage des exportations, avait presque doublé depuis 1788: enfin, on y voyait que la marine militaire comptait, au 4^{er} janvier 1815, cent deux vaisseaux de haut bord et cinquante frégates. La France était donc bien prospère malgré les désastres de 1812, et il fallait bien qu'elle offrit encore de grandes ressources puisqu'en deux ou trois mois Napoléon eut, en Saxe, une nouvelle armée, avec laquelle nous allons le voir battre les Russes.

« Napoléon était loin de s'abuser sur la crise » qui menaçait la France; il voyait fort bien toute » l'immensité du péril dont il se trouvait entouré. » Dès son retour de Moscou, il avait reconnu le » danger et s'était appliqué à le conjurer. Il fut » dès-lors décidé aux plus grands sacrifices; mais » le moment de les proclamer lui semblait déi- » cat, et c'est surtout ce dernier point qui l'oc- » pait. Si sa puissance matérielle était grande, » sa puissance d'opinion l'était bien davantage » encore; elle allait jusqu'à la magie. Il s'agissait » ne ne pas la perdre: une parole prononcée mal » à propos pouvait détruire à jamais tout le pres- » tige. Une grande circonspection, une extrême » confiance dans ses forces lui étaient donc com- » mandées. Il fallait qu'il vît venir.

« Sa grande faute, son erreur fondamentale, a » été de croire toujours à ses adversaires autant » de jugement et de connaissance de leurs vrais » intérêts qu'à lui-même. Il soupçonnait bien » l'Autriche, dès le principe, de chercher à pro- » fiter du mauvais pas où il se trouvait pour lui » arracher de grands avantages, et il y était au » fond tout-à-fait décidé; mais il ne pouvait se » persuader qu'il y eût assez d'aveuglement dans » le monarque, assez de stupidité dans ses me- » neurs, pour vouloir abattre tout-à-fait l'empe- » reur des Français, et livrer par-là leur propre » pays à la merci de la toute-puissance, non con- » trôlée désormais, de la Russie. Napoléon faisait » le même raisonnement à l'égard de la confédé- » ration du Rhin, qui pouvait bien avoir à se » plaindre de lui peut-être, mais qui devait ce- » pendant redouter bien davantage encore de re- » tomber sous la sujétion de l'Autriche et de la » Prusse. La Prusse elle-même, dans la pensée » de Napoléon, ne se trouvait pas en dehors de » ces raisonnements; elle ne pouvait, selon lui, » vouloir détruire tout-à-fait un contre-poids né- » cessaire à son indépendance, à son existence » même. Ainsi Napoléon admettait bien de la

• haine dans ses ennemis, de l'humeur, de la
• malveillance peut-être chez ses alliés; mais il
• ne pouvait supposer ni aux uns ni aux autres
• le désir de le détruire tout-à-fait, tant il se sen-
• tait nécessaire à tous.

• Telle fut l'idée dominante de Napoléon dans
• cette grande circonstance : elle est la clef con-
• stante de sa conduite jusqu'au dernier moment,
• à celui même de sa chute. Il ne faut pas perdre
• de vue cette idée; elle explique bien des choses,
• peut-être tout : son attitude hostile, ses paroles
• fières, ses refus de conclure, sa détermination
• de combattre, etc. S'il avait des succès, il au-
• rait fait alors des sacrifices avec honneur, la
• paix avec gloire, et les prestiges de sa supé-
• riorité demeuraient intacts. S'il éprouvait, au
• contraire, de trop grands revers, il était tou-
• jours temps d'effectuer des sacrifices; et l'inté-
• rêt vital de l'Autriche, celui des vrais Alle-
• mands, étaient là pour le soutenir de leurs
• armes ou de leur diplomatie, tant il les suppo-
• sait imbus, ainsi qu'il l'était lui-même, de la
• nécessité de son existence politique pour la
• structure, le repos, la sûreté de l'Europe¹.

Les précieux aveux que renferment ces pages, recueillies dans les conversations de Sainte-Hélène, n'ont pas besoin de commentaires; ainsi que le dit Napoléon, on y trouve la solution de toute sa conduite, tant militaire que diplomatique. L'empereur connaît sa position; il sent qu'il a besoin de succès même pour faire des sacrifices : ces succès, il va les tenter à la tête de deux cent cinquante mille hommes, qu'en moins de trois mois il est parvenu à réunir en Saxe. Sur ces deux cent cinquante mille hommes, cinquante mille étaient des Saxons, des Westphaliens, des Bavares, des Wurtembergeois, Badois, Hessois et troupes du grand-duché de Berg, toutes fort mal disposées et qui firent plus de mal que de bien. Les autres deux cent mille hommes étaient de jeunes soldats, surtout les cavaliers, hormis la garde, les Polonais, deux ou trois régiments de cavalerie légère et quatre ou cinq de grosse cavalerie. Les Français avaient un pont sur l'Elbe à Dresde, un à Meissein, un à Torgau, un à Wittenberg, un à Magdebourg, un à Hambourg.

La sixième coalition contre la France s'était formée dès le 4^{er} mars, par un traité d'alliance entre la Russie et la Prusse, signé à Kalisch. La politique de la Prusse, toujours semblable à ce qu'elle fut dans toutes les circonstances, versatile comme l'occasion, dissimulée comme la faiblesse, se montre ici dans toute sa duplicité. Depuis la défection du général Yorck, que le roi de Prusse fit mettre en jugement, le cabinet de

Berlin n'a cessé d'adresser à Napoléon les protestations d'un sincère dévouement à sa cause; tandis qu'il a déjà secrètement renoué avec Alexandre, et qu'il met sur pied quatre-vingt-dix mille fantassins et quinze mille chevaux tout prêts à la guerre active. C'est ainsi que la Prusse accède à la sixième coalition, dont la Suède fait aussi partie.

Par un traité conclu le 5 mars, entre cette puissance et l'Angleterre, Charles XIII s'engageait à entrer en campagne contre les Français avec un corps de troupes suédoises d'au moins trente mille hommes. De son côté, l'Angleterre promettait ses bons offices pour arracher la Norvège au Danemarck et l'annexer à perpétuité à la Suède : elle devait en outre fournir un subsidie de vingt-cinq millions de francs. La Suède reconnut aussi les cortès et la constitution d'Espagne.

Jusqu'à ce moment, l'Autriche ne s'était pas encore engagée d'une manière patente dans la coalition contre la France; mais elle faisait de grands préparatifs, afin d'être prête à se joindre au vainqueur.

Dans les premiers jours de mars, le prince Eugène, dont les efforts pour réorganiser les débris de Russie avaient été couronnés de quelque succès, porta son quartier-général à Leipzig, où il recevait les nombreux renforts que Napoléon lui envoyait. Parmi ces troupes, on distinguait les cohortes du premier ban de la garde nationale, organisées pour la défense de l'intérieur de l'empire : ces cohortes se composaient d'hommes formés, qu'on aurait pris pour de vieux soldats; quoiqu'ils n'eussent jamais été au feu, ils se battirent avec la plus grande bravoure.

Avant de partir pour aller rejoindre sa nouvelle armée, Napoléon fit mettre à la disposition de son ministre de la guerre, par un sénatus-consulte, cent quatre-vingt mille combattants, dont dix mille gardes d'honneur, formant quatre régiments de jeunes gens des meilleures familles de la France, s'équipant et se montant à leurs frais; quatre-vingt mille hommes du premier ban de la garde nationale, destinés à renforcer les cents cohortes levées en 1812, et quatre-vingt-dix mille conscrits de la classe de 1814, outre les cent cinquante mille déjà accordés par le sénatus-consulte du 11 janvier.

Toutes ces levées, faites dans un moment où la France était épuisée de jeunes gens, indisposèrent beaucoup contre l'empereur. On avait bien voulu réparer les désastres de Moscou; mais on pensait que c'était assez des cent premières cohortes et de cent cinquante mille conscrits. Napoléon ne pouvait se dissimuler qu'il mécontentait les Français; et ce fut dans l'idée de s'assurer de

¹ Histoire de Napoléon d'après lui-même.

la fidélité des principales familles qu'il créa les quatre régiments des gardes d'honneur, d'où l'on sortait avec le grade de sous-lieutenant de cavalerie. La carrière militaire étant alors presque la seule qui se présentât aux jeunes gens, ces quatre beaux régiments furent bientôt au complet.

L'empereur créa encore trente-sept cohortes urbaines pour la défense des places maritimes. Pendant un séjour de quatre mois dans la capitale, il s'est occupé de tout ; ses travaux ont été prodigieux, soit dans le gouvernement intérieur, soit pour les événements du dehors : il semble avoir prévu et assuré tout ce qui peut ramener la victoire sous ses drapeaux. « Il faut, dit-il avant de partir, que la guerre d'Espagne et la guerre du Nord soient menées de front ; que dans peu une réserve de trois cent mille hommes, formée sur l'Oder, sur l'Elbe, sur le Rhin et sur le Mein, vienne se réunir à la grande armée, et que la campagne s'ouvre avec des forces doubles de celles qui ont combattu l'année dernière. En même temps l'armée d'Espagne, maintenue à trois cent mille hommes, sera complétée par trente mille conscrits en marche. Le maréchal Soult retournera en Andalousie, et si l'armée anglaise s'affaiblit, le Portugal sera occupé. »

CHAPITRE XII.

Commencement de la campagne de Saxe. — Batailles de Lutzen et de Bautzen. — Mort des maréchaux Dessières et Duroc. — Congrès de Prague. — Suite des opérations en Espagne. — Situation de l'Europe au moment du congrès de Prague. — Rupture de l'armistice. — L'Autriche entre dans la coalition. — Bataille de Dresde. — Désastres qu'éprouvent les corps de Macdonald et de Vandamme. — Défection de la Bavière et du Wurtemberg. — Défection du roi de Naples. — Wellington entre en France. — Bataille de Leipzig. — Déroute de l'armée française. — Bataille de Hanau. — Déplorables résultats de la campagne de Saxe. — Congrès de Francfort. — Retour de Napoléon à Paris. — Efforts qu'il y fait pour réparer ses pertes. — Ses démêlés avec le corps législatif. — Il le dissout. — Les alliés passent le Rhin.

Le 15 avril, Napoléon partit de Paris, et se rendit à Erfurt. Le 29, les deux armées françaises firent leur jonction entre Naumbourg et Mersebourg : c'est sur les bords de la Saale que les vétérans de Moscou tendent la main aux jeunes vétérans que la France leur envoie.

De ce même jour nos troupes reprennent l'offensive. Le maréchal Ney, ayant sous ses ordres les divisions Souham, Gérard et Marchand, attaque, à Weissenfels, des corps prussiens qui ne résistent pas longtemps au feu de l'artillerie de la garde, dirigée par le général Drouot. Les Prussiens se retirent à la hâte, laissant beaucoup de morts et de blessés sur le champ de bataille.

Le combat de Weissenfels fut le prélude de la

bataille de Lutzen, qui rendit aux soldats français le sentiment de leur supériorité, obligea l'Autriche à dissimuler ses desseins perfides, et donna à la France l'espoir d'une nouvelle campagne glorieuse, propre à amener une paix honorable et solide. Cette bataille eut lieu le 2 mai.

Napoléon ne s'attendait pas à être attaqué ce jour-là ; aussi les premiers efforts des Prussiens et des Russes furent-ils à leur avantage. Mais dès l'instant où l'empereur parut au milieu de ses jeunes soldats, il excita le même enthousiasme qu'avant les revers de Russie : l'étincelle électrique se communiqua dans tous les rangs, et l'on vit alors une armée toute nouvelle et sans cavalerie marcher aux vieilles bandes russes et prussiennes. Le chef et la valeureuse jeunesse qu'il commande suppléent à tout. « Nous n'avons pas de cavalerie, dit Napoléon ; n'importe : ce sera une bataille d'Égypte ; partout l'infanterie française doit savoir se suffire, et je ne crains pas de m'abandonner à la valeur innée de nos jeunes conscrits. » Aussitôt les masses d'infanterie s'avancent en carrés flanqués d'une immense artillerie ; ces forteresses mouvantes portent la mort et le désordre dans les nombreux bataillons ennemis, et rompent leurs escadrons. Quatre-vingt-un mille fantassins français, et seulement quatre mille cavaliers battent cent sept mille Russes ou Prussiens, dont plus de vingt mille de cavalerie. Alexandre et le roi de Prusse assistent à cette bataille, où leurs gardes célèbres n'ont pu tenir contre les jeunes conscrits français. La victoire de Lutzen (appelée en Allemagne Gross-Görschen) couvrit les armes françaises d'un honneur immortel : elle coûta aux alliés dix-huit à vingt mille hommes. Malheureusement le manque de cavalerie priva Napoléon des fruits habituels de ses batailles. Il fut impossible de poursuivre un ennemi dont la retraite était protégée par une nombreuse cavalerie : il fallut se borner à coucher en avant du champ de bataille ; les alliés se retirèrent sans oser risquer une nouvelle affaire.

Toutefois le résultat moral fut immense : la puissance d'opinion revint toute à Napoléon. Le prince Eugène, les maréchaux Ney, Mortier, Macdonald, Marmont, les généraux Compans, Ricard, Souham, Drouot, Latour-Maubourg, etc., réparèrent, par leur intrépidité, les effets du premier choc de l'ennemi. L'armée française fit, elle aussi, de grandes pertes à Lutzen ; neuf à dix mille hommes furent mis hors de combat. Le brave et loyal maréchal Bessières, duc d'Istrie, y perdit la vie, et fut vivement regretté par Napoléon. Le vieux roi de Saxe lui fit élever un monument au lieu même où il fut tué, non loin du tombeau de Gustave-Adolphe.

Dix jours après la bataille de Lutzen, Napoléon ramena en triomphe dans sa capitale ce même roi de Saxe que le sentiment de ses vrais intérêts et sa fidélité en avaient fait sortir à l'approche des alliés : il s'était constamment refusé à toutes leurs propositions.

Ce fut à Dresde que le prince Eugène, dont la conduite et la bravoure avaient toujours été dignes des plus grands éloges, quitta Napoléon pour se rendre à Milan, où sa présence était nécessaire. Cet illustre et digne fils de Joséphine reçut les adieux de son père adoptif qu'il ne devait plus revoir. Le dévouement, la fidélité du prince Eugène ne se démentirent point lorsque le malheur vint accabler Napoléon. Retenu à Vienne et en Bavière à l'époque du retour de l'île d'Elbe dont je parlerai plus tard, le prince Eugène ne put revoir Napoléon. Quoique fort jeune encore, ce loyal chevalier français ne survécut que peu d'années à sa mère et à son père adoptif.

Après la bataille de Lutzen, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse résolurent de faire prendre à leur armée la position de Bautzen et de Hochkirchen, déjà célèbre dans l'histoire de la guerre de sept-ans, et d'y réunir les renforts qu'ils attendaient de la Vistule et d'autres points en arrière ; d'ajouter à cette position tout ce que l'art pourrait fournir de moyens, et là, courir les chances d'une nouvelle bataille, dont toutes les probabilités leur paraissaient être en leur faveur. De ce moment les corps de Ney, Soult, Mortier, Marmont, Oudinot, Macdonald, des généraux Lauriston, Regnier, Compans, Latour-Maubourg, furent dirigés sur Bautzen. Napoléon partit de Dresde le 18 mai, et arriva le lendemain devant les alliés.

Les belles campagnes de Frédéric rendaient classique le terrain que les alliés avaient choisi, et où ils s'étaient retranchés : ils s'y croyaient inexpugnables ; mais tout céda, le 20, aux dispositions de Napoléon.

Bautzen, retranchée et crénelée, formait le centre des ennemis ; leur ligne était protégée par le cours de la Sprée. On s'attaque dès le matin : on se canonne ; plusieurs divisions passent la Sprée : à midi l'armée française tout entière est au-delà de cette rivière : à deux heures la division Compans enlève, par escalade, la ville de Bautzen. Le général Bonnet chasse le corps prussien de Kleist des hauteurs et des monticules qu'il occupait ; le maréchal Macdonald en chasse les Russes de Miloradowitch : on se bat pendant cinq heures dans les environs de Bautzen : les ennemis sont repoussés et perdent tous leurs postes. La nuit met fin au combat. « Donnons quelques moments de repos aux troupes, dit alors

l'empereur aux principaux officiers, et nous recommencerons demain. »

En effet, dès cinq heures du matin la bataille recommence. Napoléon, qui avait passé la nuit à donner des ordres, venait de céder au sommeil sur la pente d'un ravin, au milieu des batteries du duc de Raguse : ce dernier le réveille, il tire sa montre, et, à la direction des feux, il se déclare sûr de la victoire.

On se battait alors sur toute la ligne, mais beaucoup plus vivement aux deux ailes. Le général Lauriston était aux prises avec le corps prussien de Yorck, et avec l'armée russe de Barclay-de-Tolly : ce dernier général venait d'enfoncer la division italienne du général Pery. Aveuglés par ce succès, les Russes s'avancent ; mais ils s'aperçoivent bientôt qu'ils n'ont battu que la première ligne d'un corps d'armée de cinquante mille hommes commandé par Ney, qui s'avancait aussi sur le flanc droit et sur les derrières des alliés. Cette attaque imprévue met le désordre parmi eux. Napoléon, qui attendait le résultat de la manœuvre de Ney, en profite, et fait avancer le centre qui charge à la baïonnette. Tous les nouveaux postes ennemis sont encore envahis par les Français. Les alliés se retirent précipitamment dans la direction de Weissembourg. A six heures du soir, la garde impériale française occupe le camp retranché où, quelques heures avant, se tenaient l'empereur de Russie et le roi de Prusse. Les champs de bataille de Bautzen et de Wurtchen étaient jonchés de morts et de blessés : on évalua à vingt mille, amis ou ennemis, ceux qu'on fit transférer à Dresde, parmi lesquels on comptait deux Russes ou Prussiens pour un Français. Mais le lendemain l'armée fit une perte qui fut vivement regrettée par Napoléon. Un boulet frappa mortellement le général Duroc, duc de Frioul, grand maréchal du palais, et le confident de l'empereur. Ce soir-là Napoléon ne voulut donner aucun ordre ; il disait à ceux qui allaient lui en demander : « A demain tout. » Dans ces deux journées les alliés perdirent encore dix-huit à vingt mille hommes ; ils ne tinrent plus : l'armée française les poursuivit à travers la Lusace et la Silésie. Déjà l'un des corps français était aux portes de Berlin, et le quartier-général de Napoléon à Breslaw. Hambourg avait été repris. Les armées russes et prussiennes découragées n'avaient plus d'autre parti que de repasser la Vistule, quand l'Autriche, impliquée dans les affaires, conseilla à la France de signer une suspension d'armes. Ce fut une grande faute que Napoléon commit par condescendance pour ce cabinet. Il n'y a point de doute que, si Napoléon eût poussé plus loin le cours de

ses victoires, et surtout s'il eût battu encore une fois les alliés, il aurait détourné les funestes événements qui se préparaient. Mais il voulut prouver qu'il voulait bien sincèrement la paix.

Napoléon retourna à Dresde : l'empereur d'Autriche quitta Vienne et se rendit en Bohême; celui de Russie et le roi de Prusse s'établirent à Schweidnitz. Les pourparlers commencèrent : le ministre d'Autriche, Metternich, proposa le congrès de Prague; il fut accepté. Ce n'était, de la part des alliés, qu'un simulacre : la cour de Vienne avait déjà pris des engagements avec la Russie et la Prusse; elle allait se déclarer au mois de mai, quand les succès inattendus de l'armée française l'obligèrent à marcher avec plus de prudence. Quelques efforts qu'elle eût faits, son armée était encore peu nombreuse et peu en état d'entrer en campagne. Le cabinet de Vienne fut donc enchanté que Napoléon eût accepté le congrès proposé : la coalition allait avoir ainsi quelques mois pour réparer ses pertes et porter les forces combinées bien au-dessus de ce que la France pouvait faire après les désastres qu'elle avait éprouvés : les alliés se proposaient aussi d'employer ce temps à attirer à eux les souverains de la confédération du Rhin, dont les peuples commençaient à éprouver l'influence de la société de la *Tugendbund*.

Ce fut au commencement de l'armistice que Napoléon détacha de son armée le maréchal Soult pour l'envoyer en Espagne, où les affaires des Français avaient besoin d'un chef habile et expérimenté qui pût réparer les fautes commises depuis quelques mois.

J'ai déjà dit qu'à la suite de la bataille des Arapiles les troupes françaises avaient été obligées d'abandonner le siège de Cadix, ainsi que la plupart des provinces méridionales, pour se concentrer. L'armée battue aux Arapiles s'était retirée sur l'Èbre, où le maréchal Jourdan avait pris le commandement supérieur. Deux autres corps, chacun d'une vingtaine de mille hommes, l'un sous les ordres du général Clauzel, l'autre sous ceux du général Foy, s'approchaient pour renforcer le maréchal Jourdan, lorsque Wellington l'attaqua, à Vittoria, avec des forces supérieures, et le défit complètement, après une action sanglante : l'armée française traîna à sa suite de nombreuses voitures et d'immenses bagages étrangers à son service, qui entravèrent les mouvements des troupes et principalement de l'artillerie : beaucoup de pièces ne tirèrent pas un seul coup; une grande partie de la cavalerie ne put donner, et quand il fallut se mettre en retraite, ce fut une confusion et une déroute épouvantables : les voitures du roi Joseph, dont les impé-

riales étaient chargées des plus beaux tableaux de l'Espagne, furent prises, ainsi que celles d'une partie de la cour du roi détrôné. L'artillerie tomba presque toute au pouvoir des Anglo-Espagnols, et les caisses du trésor de l'armée furent pillées tant par les soldats français que par les ennemis. Pour comble de désastre, il se trouva dans l'armée française des traîtres, dont les avis furent utiles à Wellington; aussi la retraite vers la France ne put-elle s'exécuter que par la route indirecte de Pampelune. Heureusement pour les vaincus, Wellington ne sut pas profiter de sa victoire, et les Français purent se retirer vers les Basses-Pyrénées, sans être inquiétés autrement que par les *guerillas*.

Ajoutons que, quatre jours après, le général Foy, à la tête de près de vingt mille hommes, arrêta, à Tolosa (Biscaye), l'aile droite de l'armée de Wellington, et que cette heureuse diversion contribua beaucoup au salut des débris de Vittoria.

Quelques jours après, le maréchal Soult arriva pour prendre le commandement des troupes françaises dans le nord et l'ouest de l'Espagne : il avait ordre de détacher quarante mille hommes d'anciennes troupes et douze mille de la garde, pour les diriger sur la Saxe. Soult, ainsi affaibli, devait rester sur la défensive jusqu'au moment où Napoléon, ayant battu les Russes et signé la paix, pourrait lui envoyer à son tour des renforts pour reprendre l'offensive.

Cependant Soult attaqua l'armée combinée, le 31 juillet, dans le but de ravitailler Pampelune. Après plusieurs combats très-meurtriers, il était parvenu jusqu'à Roncevaux; mais ayant voulu chasser l'ennemi des positions qu'il occupait sur la montagne de Cubiry, il fut repoussé et obligé de presser sa retraite en France, après avoir perdu beaucoup de monde. Ce fut là la dernière tentative faite sur l'Espagne de ce côté. Soult se tint alors strictement sur la défensive, jusqu'au moment où les Anglo-Espagnols et les Portugais cherchèrent à passer, et passèrent effectivement la Bidassoa.

De l'autre côté de l'Espagne, sur le littoral de la Méditerranée, le maréchal Suchet s'était maintenu longtemps dans ses conquêtes : il avait même réussi à faire lever le siège de Tarragone, entrepris par le général anglais Murray, que Suchet força à se rembarquer avec précipitation. Mais ce maréchal ne tarda pas d'être obligé, par suite des opérations générales, d'évacuer le royaume de Valence pour aller s'établir dans l'Aragon et la Catalogne, où il se maintint jusque dans les premiers mois de l'année suivante.

Tel était l'état de la guerre d'Espagne au milieu

de l'été de 1815. On pouvait regarder ce pays comme entièrement perdu pour les armées françaises et pour la cause du roi Joseph, laquelle avait coûté à la France deux ou trois cent mille de ses plus braves soldats. Ces funestes résultats, dus à l'insatiable ambition d'un homme qui ne sut pas se contenter de régner sur la grande nation, et qui voulut encore donner un royaume à chacun des membres de sa nombreuse famille, aigriront les Français contre Napoléon, et dès lors l'opinion publique commença à l'abandonner. Ses ennemis et le petit nombre de partisans que les Bourbons avaient encore en France se levèrent, s'agitèrent, et commencèrent à causer à la police impériale des inquiétudes qui devinrent tous les jours plus fondées. Il fallait que Napoléon fît la paix, et une paix honorable, pour bien rétablir ses affaires tant à l'extérieur qu'à l'intérieur; tout le monde lui fût revenu alors, parce qu'il avait toutes les grandes qualités que les peuples exigent chez ceux qui les gouvernent : s'il eût fait la paix à Dresde, toutes les intrigues des royalistes n'eussent abouti qu'à dévoiler les partisans secrets des Bourbons, et à prémunir le gouvernement contre leurs menées, et tout fût bientôt rentré dans l'ordre. Mais les alliés n'étaient nullement de bonne foi; ils n'avaient eu d'autre but, en signant une suspension d'armes, que de donner le temps à la force nationale de l'Allemagne de se développer entièrement, et de travailler à la défection de la confédération du Rhin. Ils ne réussirent que trop dans leurs projets.

L'ouverture du congrès de Prague, si impatiemment attendue par toute l'Europe, fut cependant différée de plusieurs jours dans l'attente du duc de Vicence, premier ministre de Napoléon, qui n'arriva que le 28 juillet. En son absence, les ministres de Prusse, d'Autriche et de Russie s'étaient entendus sur les sacrifices qu'ils voulaient exiger de Napoléon, dans l'intime persuasion qu'il ne les ferait pas et qu'on irait lui dicter la paix sur le Rhin ou même dans Paris. Les alliés demandaient les provinces illyriennes, une frontière sur le royaume d'Italie, le grand duché de Varsovie, la renonciation de la part de Napoléon au protectorat de la confédération du Rhin, à la médiation de la confédération helvétique et à la possession de la trente-deuxième division militaire et des départements de la Hollande. Tous les moyens employés pour engager les puissances coalisées à se désister de quelque partie de leurs prétentions n'amènèrent que des modifications insignifiantes. Napoléon était décidé à des concessions importantes; il fit porter ses offres à l'empereur d'Autriche par le comte de

Bubna, qui résidait à Dresde; mais, lorsque M. de Bubna arriva à Prague, le terme fixé par l'armistice était expiré depuis quelques heures. L'Autriche déclara aussitôt son adhésion à la coalition, et la guerre dut recommencer. En peu de temps cette puissance avait parcouru tout le cercle qui sépare l'alliance intime de la guerre ouverte. D'allié de la France, le cabinet de Vienne s'était fait conciliateur; de conciliateur, médiateur armé; puis il se déclara arbitre; et, enfin, d'ennemi caché, il devint ennemi patent.

La situation de l'Europe à l'époque de la signature de l'armistice, lorsque l'Autriche s'annonça comme médiatrice, était telle, que si cette puissance venait à s'unir à la France, les armées de la coalition auraient été obligées à une promptre retraite. En supposant que l'Autriche observât loyalement la neutralité, les aigles françaises s'élevaient encore triomphantes : on ne saurait guère en douter quand on voit Napoléon l'emporter à Dresde, malgré les cent mille Autrichiens qui prirent part à cette formidable bataille.

Du moment que le cabinet de Vienne s'unit à la coalition, les résultats de la campagne devinrent douteux; mais on pouvait croire que le génie et l'activité de Napoléon l'eussent encore emporté, si les dispositions morales des peuples de l'Allemagne ne fussent venues aider efficacement les armes de la coalition. Le plus grand danger que Napoléon courait était dans l'opinion des Allemands, dans la force qu'acquerrait tous les jours l'association patriotique de la *Tugendbund*. Et pourtant cet enfant de la révolution, qui rendit un peuple vainqueur de tant de rois, n'apprécie pas l'importance de l'élan patriotique qui se fait remarquer des bords du Rhin aux rives de la Vistule : il ne compte que le nombre de ses ennemis enrégimentés.

Ce nombre est effrayant : les alliés ont cinq cent mille hommes, dont cent mille de cavalerie : les Français et les confédérés du Rhin ne forment ensemble que trois cent mille combattants, dont quarante mille au plus de jeune cavalerie. Les alliés menaçaient Napoléon par les trois directions de la Bohême, de Berlin et de la Silésie, sur Dresde. Mais le grand capitaine, sans s'effrayer de la prodigieuse différence numérique, prend hardiment l'offensive. Il dirige une de ses colonnes sur Berlin contre Bernadotte, qui commande une armée de Prussiens et de Suédois : il lance une autre masse vers la Silésie, où Blücher avait réuni sous ses ordres de grandes forces composées de Prussiens et de Russes; et laisse une troisième armée française dans Dresde, qui est la clef de sa position, pour observer la grande armée autrichienne et russe de la Bohême. Enfin

Napoléon place une quatrième masse en réserve à Zittaw.

Au moment de l'ouverture de la campagne, Napoléon vit une partie de ses plans dévoilée par la trahison du général Jomini, chef d'état-major du maréchal Ney, qui passa à l'ennemi. Néanmoins il calcula qu'avant que la grande armée de la Bohême pût aller attaquer Dresde, il aurait le temps de rejeter le général Blücher au-delà de la Bober : il part comme un trait, jette les corps d'armée de Ney, de Marmont, de Macdonald et de Lauriston, contre l'armée de Blücher, et la bat pendant trois jours, qui lui suffisent pour replanter ses aigles en avant dans la Silésie. Il laisse alors soixante-dix mille hommes au maréchal Macdonald, et le charge de la mission difficile de contenir Blücher. Il était temps que Napoléon retournât à Dresde, où soixante-cinq mille Français se trouvaient aux prises avec cent vingt mille alliés. Il marche avec la rapidité de l'éclair conduisant trente-cinq mille hommes de renforts, la plupart de la garde. Les troupes qu'il amène font quarante lieues en trois jours.

Le 29 août, les alliés avaient attaqué Dresde et avaient même enlevé plusieurs ouvrages des faubourgs, lorsque Napoléon arriva fort à propos. Si Dresde eût été prise, tous les corps français stationnés dans la Saxe se fussent trouvés enveloppés par des ennemis trois fois plus nombreux, et auraient eu beaucoup de peine à se faire jour; mais l'arrivée de Napoléon changea l'état des choses. Les Français rentrèrent dans les positions des faubourgs.

Le lendemain matin, au point du jour, Napoléon prend l'offensive : plusieurs colonnes sortent de la ville et attaquent avec vigueur les ennemis qui couronnent les hauteurs. Les Français, dont l'artillerie est aussi nombreuse que bien servie, foudroient les masses russes et autrichiennes, leur font éprouver des pertes considérables et les forcent à aller chercher un refuge derrière les hautes montagnes de la Bohême. Les alliés laissent au pouvoir des Français vingt mille prisonniers, soixante canons, et un grand nombre de voitures. Ils avaient eu plus de vingt mille hommes tués ou blessés.

Ce fut à la bataille de Dresde qu'un des premiers boulets tirés par la garde impériale française emporta les deux jambes du célèbre général Moreau, que les souverains alliés avaient fait revenir des États-Unis d'Amérique pour l'opposer à son ancien rival. Moreau fut aussitôt transporté en Bohême, où il mourut le 2 septembre, après avoir horriblement souffert pendant plusieurs jours. La mort de ce général français, sous les drapeaux russes, fut et demeure la

« désolation, le supplice de ses plus vrais amis, de ses plus zélés partisans. »

La chance heureuse tant attendue par Napoléon pour rétablir ses affaires, procurer une paix honorable et sauver la France, était donc arrivée. Napoléon pouvait faire des sacrifices sans y paraître forcé, et conserver ainsi sa puissance morale. L'Autriche, alarmée par la défaite de Dresde, lui expédiait déjà un agent porteur de paroles amicales. Mais des événements funestes vinrent subitement changer la position du vainqueur. Un enchaînement de fatalités sans exemple succéda à la grande victoire de Dresde. Une indisposition subite de Napoléon, au moment où il partait de Dresde pour aller opérer dans la Bohême, l'obligea à se faire ramener dans la ville : on le crut un instant empoisonné. Dans ce moment les armées françaises furent écrasées partout où il ne se trouvait pas. L'armée de Silésie éprouva une perte de vingt-cinq mille hommes dans une bataille qu'elle livra à Blücher ; celle qui marchait sur Berlin fut battue par le prince royal de Suède, et enfin presque tout le corps de Vandamme, qui avait été envoyé en Bohême sur les derrières des Autrichiens et des Russes, pour achever leur destruction, succomba sous le refoulement de l'armée alliée pendant qu'elle précipitait sa fuite.

De tels échecs, répétés coup sur coup, détruisirent le prestige. Le moral des Français en souffrit, celui des alliés rehaussa ; la valeur numérique reprit ses droits, et tout marcha vers une catastrophe. Napoléon, au désespoir, fit de vains efforts. Il courait vers chaque point menacé, et se trouvait aussitôt rappelé ailleurs. Partout où il se montrait les alliés reculaient devant lui ; mais ils avançaient avec succès dès qu'ils ne l'avaient plus en face.

Ce qu'il y avait de pire dans la position de Napoléon c'étaient les dispositions de ses alliés, qui lui donnaient les plus vives inquiétudes. A l'exception du Danemarck, qui venait tout récemment de signer un traité avec la France, et de joindre son contingent à l'armée du maréchal Davoust, tous les autres souverains laissaient soupçonner leur fidélité.

Toutefois Napoléon conçut un plan qui devait encore lui donner des succès. Il quitta Dresde pour se porter sur Magdebourg, par la rive gauche de l'Elbe, afin de tromper l'ennemi. Son projet était de repasser l'Elbe à Wittemberg, et de marcher sur Berlin, qui serait nécessairement tombé en son pouvoir. Déjà plusieurs corps étaient arrivés à Wittemberg, et les ponts des alliés à Dessau avaient été détruits, lorsqu'une lettre du roi de Wurtemberg vint annoncer à Napoléon que le roi de Bavière avait subitement changé de

parti, et que, sans déclaration de guerre préalable, et en conséquence du traité de Reid, les deux armées bavarroise et autrichienne, cantonnées sur les bords de l'Inn, s'étaient réunies en un seul camp, et que ces quatre-vingt mille hommes marchaient sur le Rhin. Enfin Napoléon apprenait en même temps que le Wurtemberg, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt cent mille hommes cerneraient Mayence.

A cette nouvelle accablante, Napoléon fut obligé d'abandonner le plan de campagne qu'il avait médité pendant deux mois, et pour lequel on avait disposé les places et les magasins. Ce plan était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, en manœuvrant sous la protection des places et des magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg; d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder (les Français possédant sur l'Oder, Glogau, Custrin, Stettin), et, selon les circonstances, de débloquer les places de la Vistule, Dantzick, Thorn et Modlin. Il y avait à espérer un tel succès de ce vaste plan, que la coalition en eût été désorganisée et tous les princes d'Allemagne raffermissés dans leur alliance avec la France. Il eût fallu, pour arriver à ce but, que la Bavière eût tardé quinze jours à changer de parti, et alors elle n'en eût plus changé.

Les événements se compliquent partout. En Italie, le prince Eugène se voit vivement menacé et s'aperçoit que les cinquante mille hommes dont se compose son armée n'ont plus l'ardeur qu'ils montraient autrefois lorsqu'on les conduisait à l'ennemi. Des bruits circulent sur un arrangement que le roi de Naples, Murat, aurait fait avec l'Autriche. Quelques cantons de la Haute-Italie semblent préparés à revoir les Autrichiens, et toutes les circonstances influent sur le moral des autres Italiens.

En Espagne, Wellington, après s'être emparé de Saint-Sébastien, passe la Bidassoa et s'établit avec des forces considérables sur le territoire français : il a devant lui le maréchal Soult, dont l'armée ne compte pas le tiers des combattants que présente celle des Anglo-Espagnols, augmentée d'un corps de vingt mille Portugais; mais Soult est décidé à défendre le sol sacré pied à pied, et Wellington ne marche qu'en tâtonnant.

Dans l'intérieur de la France, les ennemis de Napoléon travaillent à le dépopulariser : des bruits sinistres, semés avec adresse, commencent par attrister la population. Dans les salons du faubourg Saint-Germain on dit sans mystère que le règne de Napoléon touche à sa fin, et tous les

émigrés qu'il a comblés de bienfaits s'en réjouissent.

A l'ouest, au nord de l'Allemagne, des bandes de partisans excitent partout à l'insurrection. Les troupes de la confédération rhénane sont travaillées de l'esprit de désertion. Des Westphaliens et des Saxons ont déjà passé dans les rangs des ennemis. Il ne reste plus à Napoléon d'autre ressource que de se retirer promptement sur le Rhin. Déjà la plupart des corps français se trouvent réunis dans les plaines de Leipzick; mais la grande armée s'est encore affaiblie, en outre de ses pertes, de plus de trente mille hommes laissés à Dresde sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Ainsi Napoléon n'a plus avec lui que cent soixante mille combattants et six cents pièces d'artillerie, tandis que les alliés ont trois cent trente mille baïonnettes et mille bouches à feu.

Les deux armées furent en présence dès le 15 octobre, et la bataille de Leipzick, véritable bataille de géants, commença le 16. Ce jour-là on se battit avec fureur de part et d'autre : les alliés, quoique plus nombreux, n'avaient pas encore été rejoints par l'armée du prince royal de Suède; ils furent battus, et l'affaire eût été décisive si le corps français laissé à Dresde fût arrivé pour prendre part au combat, ainsi que Napoléon l'espérait.

L'armée française était restée maîtresse du champ de bataille; mais les alliés, ayant reçu un immense renfort, l'attaquèrent de nouveau le 18. Les Français, quoique accablés par le nombre toujours renouvelé de leurs ennemis, et malgré l'échec éprouvé par le maréchal Marmont, auraient encore été vainqueurs dans cette sanglante journée, sans la défection de l'armée saxonne, qui, occupant une des positions les plus importantes de la ligne, passa à l'ennemi avec une batterie de soixante bouches à feu, qu'elle tourna contre l'armée française. Une trahison aussi inouïe devait entraîner la ruine des Français, et donner aux alliés les honneurs de la journée. Mais Napoléon accourut à la hâte avec la moitié de sa garde, repoussa, chassa de leurs positions les Saxons et les Suédois. Les alliés firent alors un mouvement rétrograde sur toute la ligne, et prirent leurs bivouacs en arrière du champ de bataille, qui resta encore aux Français.

Ces deux terribles journées, pendant lesquelles les Français tirèrent deux cent vingt mille coups de canon, avaient coûté aux alliés près de cent cinquante mille hommes, dont cinquante mille tués sur le champ de bataille. Il n'y avait nulle parité avec les pertes des Français qui ne s'élevaient qu'au tiers de ce nombre. L'immense différence des forces avait donc déchu, et une troi-

sième bataille se présentait avec des chances beaucoup plus favorables. Mais l'armée française se trouva au bout de ses munitions, ses parcs n'offraient plus que seize mille coups à tirer. Il fallut donc ordonner la retraite pour se rapprocher des grands dépôts. Elle commença, à la nuit, sur Leipzig. L'armée devait aller se placer derrière l'Elster, afin de se trouver en communication avec Erfurth, d'où elle attendait les convois de munitions dont elle avait besoin. Au jour, les alliés s'apercevant que les Français étaient en pleine retraite se précipitèrent sur la ville, où ils pénétrèrent en même temps que l'arrière-garde. On se battait dans les rues, et cette arrière-garde se défendait vaillamment, quand, par une fatalité désespérante, un sergent préposé à la garde du pont de l'Elster, sur lequel s'effectuait la retraite, s'effraya de l'approche de quelques cosaques, et fit sauter le pont avant d'en avoir reçu l'ordre de son chef.

Ce funeste événement ferme toute issue aux Français qui contiennent encore l'ennemi dans la ville et sur les boulevards de Leipzig. Les plus braves ne cherchent qu'à vendre chèrement leur vie; ils périssent sous les décombres des maisons, tandis qu'un plus grand nombre, croyant la résistance désormais impossible, courent vers la Pleiss et l'Elster. La première de ces rivières ne leur présente que peu d'obstacles; mais l'autre, dont le lit est encaissé et bourbeux, engloutit tous ceux qui ne peuvent pas nager. De ce nombre est le prince Poniatowsky, qui venait d'être créé maréchal de l'empire. Blessé et entouré par les Russes, il se précipite dans les eaux de l'Elster, où il perd une vie si glorieuse. Le maréchal Macdonald, plus heureux, a le bonheur de les franchir.

Le carnage cesse enfin vers les deux heures de l'après-midi; les alliés restent maîtres de deux cents canons et d'une quantité considérable de caissons et de chariots. Vingt mille prisonniers tombent aussi en leur pouvoir. Au milieu de ces pertes immenses la France a encore à regretter les braves généraux de division Vial, Rochambeau, Delmas. Parmi les chefs blessés on compte les maréchaux Ney et Marmont, les généraux Souham, Compans, Latour-Maubourg, Maison, etc. Parmi les prisonniers, sont les généraux Lauriston, Régnier, Charpentier, Rotnietzki, Krasinski.

Le soir, Napoléon atteignit Marc-Resnæd, où il réunit les débris de son armée. Depuis le 16, elle avait perdu soixante mille braves, non compris la défection des Saxons, des Bavares et des Wurtembergeois. Les alliés avaient fait des pertes beaucoup plus grandes encore le 16 et le 18;

mais ils pouvaient les réparer, et la France était épuisée d'hommes.

Napoléon espérait réorganiser son armée derrière la Saale, à Weissenfeld, où elle était à portée de recevoir des approvisionnements de toute espèce rassemblés à Erfurth; mais on ne tarda pas d'apprendre que l'armée austro-bavaroise était arrivée sur le Mein. Il fallut donc aller à elle afin de ne pas perdre les communications avec la France.

Le 30 octobre, soixante mille Autrichiens et Bavares se trouvaient postés à Hanau. Cette armée se flattait d'arrêter les débris de Leipzig, et de leur offrir une autre Bérésina. Mais les Français fondent sur ces soixante mille hommes et se font jour en les écrasant. L'ennemi perd à Hanau plus de douze mille hommes.

Le 2 novembre, l'armée française, réduite à soixante-dix mille hommes, avait passé le Rhin. Là finit cette sanglante campagne dite de Saxe, dans laquelle Napoléon, luttant contre des forces doubles des siennes, fut deux fois au moment de dicter la loi aux alliés. Aujourd'hui, réduit à une poignée de braves, et abandonné par toute cette confédération du Rhin, qui venait de se conduire avec tant de perfidie, il doit se trouver heureux d'avoir mis entre les coalisés et lui cette grande barrière du Rhin, derrière laquelle il va tenter de se créer de nouvelles forces, afin de défendre, non plus des conquêtes lointaines et onéreuses, mais le sol sacré, ce sol de la France que tant d'efforts réunis n'avaient pu entamer encore.

« La campagne de Saxe, a dit Napoléon, sera le triomphe du courage inné de la jeunesse française; celui de l'intrigue et l'astuce dans la diplomatie anglaise; celui de l'esprit chez les Russes; celui de l'imprudence dans le cabinet autrichien. Elle marquera l'époque de la désorganisation des sociétés politiques; celle de la grande séparation des peuples avec leurs souverains; enfin, la flétrissure des premières vertus militaires, la fidélité, la loyauté, l'honneur. On aura beau écrire, commenter, mentir, supposer, il faudra toujours en arriver à ce triste et hideux résultat; et le temps en déroulera la vérité et les conséquences.

• Toutefois, au milieu de tant d'infamies, jamais ne se trouvèrent plus de vertus. Napoléon n'eut pas un instant à se plaindre de la personne individuelle des princes ses alliés. Le bon roi de Saxe lui demeura fidèle jusqu'à extinction; le roi de Bavière le fit loyalement prévenir qu'il n'était plus le maître; la générosité du roi de Wurtemberg se fit particulièrement remarquer; le prince de Bade ne céda qu'à la

• force, et au dernier instant. Tous, on doit leur
 • rendre cette justice, avertirent Napoléon, afin
 • qu'il pût se garantir de l'orage. Au fond, les
 • infamies demeurèrent étrangères aux rois, aux
 • soldats et aux peuples; elles furent l'ouvrage
 • de quelques *intrigants à épée*, de quelques cas-
 • se-cou politiques, qui, sous le spécieux pré-
 • texte de secouer le joug de l'étranger, et de re-
 • prendre l'indépendance nationale, n'ont, au
 • fait, que vendu et livré sciemment leurs maîtres
 • particuliers à des cabinets rivaux et convoiteurs.
 • Les vrais résultats ne se sont pas fait attendre
 • longtemps : le roi de Saxe, le plus honnête
 • homme qui ait jamais tenu un sceptre, a été
 • dépouillé de la moitié de ses provinces; le roi
 • de Danemark, si fidèle à tous ses engagements,
 • a été privé d'une de ses couronnes, et le roi de
 • Bavière s'est vu forcé à des restitutions bien
 • précieuses. Qu'importait aux traîtres? ils ten-
 • naient leurs récompenses. Les cœurs les plus
 • droits, les âmes les plus innocentes reçurent
 • les châtimens. Pour comble de douleur, c'est
 • un Français, un homme à qui le sang français a
 • procuré une couronne, un nourrisson de la
 • France, qui a porté le coup de grâce à sa pa-
 • trie..... »

Napoléon venait de recevoir une grande et ter-
 rible leçon; mais elle ne le ramena pas à des
 sentimens plus conformes à sa position, à l'état
 des choses et à la situation des esprits. Il n'en
 parla pas moins en maître, et ses illusions n'en
 furent pas détruites. Quel qu'eût été le résultat de
 la campagne, il y avait déployé de grands talens
 militaires, qui n'avaient cédé qu'à la grande su-
 périorité du nombre et aux perfidies politiques.
 Il ne lui restait plus qu'à essayer de traiter avec
 les alliés ou à combattre jusqu'au dernier soupir.
 Les propositions de paix furent renouvelées :
 M. de Saint-Aignan fut appelé à Francfort par M. de
 Metternich, et le 9 novembre, en présence des
 ministres de Russie et d'Angleterre, on posa les
 bases d'une pacification générale.

Les puissances demandaient que Napoléon
 abandonnât l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la
 Hollande, et que l'empereur de France ne possé-
 dât que ce qui est contenu dans les limites natu-
 relles des Alpes, des Pyrénées, du Rhin et de la
 mer. M. de Saint-Aignan fut chargé de porter ces
 bases à Napoléon : les puissances déclaraient que,
 si elles étaient admises, on ouvrirait la négocia-
 tion dans une ville des bords du Rhin; mais en
 même temps elles annonçaient que cette négocia-
 tion ne suspendrait pas les opérations militaires.

Toutefois, Napoléon envoya le duc de Vicence
 au congrès de Francfort; il l'avait chargé d'adhé-
 rer à ces bases : mais les intentions des alliés

n'étant pas de traiter sérieusement, le congrès
 ne pouvait être qu'une ruse mise en avant afin
 d'avoir un nouveau texte de manifeste pour tra-
 vailler l'esprit public; car, au moment même où
 ces propositions conciliatrices étaient faites, les
 alliés violaient la neutralité des cantons suisses,
 refusaient de recevoir le plénipotentiaire de la
 France, et publiaient leur insidieuse proclama-
 tion, dans laquelle ils indiquaient Châtillon-sur-
 Seine pour le lieu de la réunion d'un nouveau
 congrès.

Il fallut se préparer à combattre.

Après avoir inspecté les fortifications de
 Mayence, Napoléon arriva à Paris le 9 novembre.
 Il ne mit que deux jours de Mayence à la capitale
 de l'empire, tant il était pressé d'organiser les
 grands moyens que l'extrême danger nécessitait.
 Comme après la campagne de Moscou, il déploya
 toute son activité à tirer parti des ressources qui
 lui restent pour soutenir la guerre; mais il pré-
 voit que le temps va lui manquer. « Toute l'Europe
 marchait avec nous, il y a un an, dit-il au sénat;
 toute l'Europe marche aujourd'hui contre nous. La
 postérité dira que, si de grandes et critiques cir-
 constances se sont présentées, elles n'étaient pas
 au-dessus de la France et de moi. » Et le sénat
 lui répond : « Les Français montrent, par leur
 dévouement et leurs sacrifices, qu'aucune nation
 n'a jamais mieux connu ses devoirs envers la
 patrie, l'honneur et le souverain. » Ces mots de
 patrie et d'honneur, qui n'avaient pas été mis en
 avant dans les autres temps, prouvent que le
 sénat juge l'empereur désormais impuissant à
 commander des sacrifices tout seul, et que, si la
 France fait encore un effort, il est pour la patrie,
 et non pour l'ambitieux qu'elle a élevé au trône.
 Un sénatus-consulte met à la disposition du mi-
 nistre de la guerre trois cent mille conscrits pris
 sur les classes de 1813 à 1814 : ces conscrits
 seront des hommes formés, et non des enfans;
 ils promettent de faire des soldats aussi bons que
 ceux des cohortes; mais encore faut-il le temps
 de les réunir, de les habiller et de les incorporer
 dans les vieux régimens, dont les cadres seuls
 restent. L'argent manque; les fonds ordinaires
 et extraordinaires affectés aux ministres de la
 guerre et de l'administration de la guerre sont
 épuisés : mais Napoléon a amassé un trésor qu'il
 comptait laisser à son fils; il fait ouvrir les
 caves des Tuileries, et les ministres puisent dans
 cette précieuse réserve. Rien n'est entravé, rien
 n'est paralysé par le défaut d'argent : cent cin-
 quante mille hommes pourront arriver bientôt
 sur les champs de bataille; les autres cent cin-
 quante mille hommes formeront des armées de
 réserve à Bordeaux, Metz, Turin, Utrecht et sur

les autres points du midi, afin de garantir le territoire français.

Au milieu de ces préparatifs, Napoléon apprend que les trente mille hommes qu'il a laissés à Dresde, sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, sont perdus pour la France, par la perfidie ordinaire du cabinet autrichien. Saint-Cyr, après avoir vainement essayé un mouvement pour se rapprocher des garnisons avec lesquelles il se flattait d'effectuer sa retraite sur la France, ou du moins d'opérer une forte diversion sur les derrières des armées alliées, avait été obligé de se rejeter dans Dresde, où sa position s'aggrava tous les jours. Ayant toutes ses communications coupées, voyant les vivres et les munitions s'épuiser, et ne pouvant contenir qu'avec beaucoup de peine le désespoir des habitants, il conclut, avec le général autrichien Klénau, une convention d'après laquelle la garnison devait être conduite en France, et ne pouvait servir qu'après échange. Déjà vingt-quatre mille Français, dont treize généraux de division et vingt généraux de brigade, s'étaient mis en route pour la France, laissant six mille malades ou blessés dans les hôpitaux de Dresde, quand le prince de Schwartzberg refusa de ratifier la convention : les Français, arrêtés dans leur marche, furent dirigés dans l'intérieur de l'Autriche.

Une violation aussi manifeste des lois de la guerre, puisque le général autrichien Klénau et le général russe Tolstoï, signataires de la convention, avaient l'un et l'autre des pouvoirs suffisants, irrita Napoléon contre ces Autrichiens auxquels il avait sacrifié le sort de la Pologne. Quant au maréchal Macdonald et à ses généraux, ce fut en vain que les alliés leur accordèrent la faculté de rentrer en France ; ils préférèrent subir le sort de leurs soldats, plutôt que de paraître colorer une infraction dont l'infamie devait tomber sur les chefs de la coalition qui l'avaient consacrée.

Le système de Napoléon de ne vouloir rien céder qu'à la force, et de ne pas savoir faire le sacrifice de quelques places, de quelques provinces, le prive d'un grand nombre de vieux soldats qui se trouvent dans toutes les places de la Prusse : il a laissé trente mille hommes à Dresde, qui sont déjà perdus pour lui ; il en a plus de quatre-vingt mille autres dans les places, et il les perdra successivement, sans qu'ils aient été de la moindre utilité. Dans ce moment de crise, Napoléon aurait dû tout abandonner, Hambourg, la Hollande et même l'Italie, et concentrer toutes ses forces disséminées ; mais il ne put se résoudre à faire ces sacrifices salutaires : le général qui, dans les premières campagnes

d'Italie, sut lever à propos le siège de Mantoue pour sauver son armée réduite, ne veut rien abandonner ; il attend d'y être forcé, et perd ainsi en détail des soldats qui eussent sauvé la France. Qu'importait dans ce moment-là la possession de Hambourg, de la Hollande, et même de l'Italie ? Pourquoi ne pas faire revenir en hâte l'armée du prince Eugène, celle du maréchal Davoust, et les vingt mille hommes qui occupent la Hollande, sous les ordres du général Molitor, sans pouvoir la défendre ? Ces cent mille hommes de vieilles troupes eussent contribué à sauver la France, et, l'empire sauvé, tout le reste l'eût été par les traités.

Que résulte-t-il de ces fautes ? D'abord la prise d'Amsterdam et d'Utrecht, que le général Molitor ne peut que faiblement disputer aux forces du prussien Bulow, et peu de jours après, la perte de toute la Hollande, qui proclame son indépendance et rappelle le prince d'Orange.

A Hambourg, Davoust lutta vaillamment contre toutes les attaques des alliés ; il conservera même Hambourg, mais sans aucune utilité pour l'empire français.

En Italie, le prince Eugène défend successivement les lignes de l'Isouzo et de l'Adige ; mais ce pays devient bientôt le théâtre d'une défection inouïe, qui met l'armée d'Eugène hors d'état de rien entreprendre d'avantageux. Murat, ce roi de Naples par la grâce de Napoléon, ne craint pas d'imiter les princes de la confédération du Rhin ; il abandonne, lui aussi, la cause de la France, de Napoléon, de son frère : un traité le lie à l'Autriche ; et ses troupes, qu'il avait promis de joindre à celles du vice-roi d'Italie, occupent Ancône et font cause commune avec celles de l'Autriche, laquelle garantit à Murat son trône éphémère.

Au milieu de toutes ces pertes, de toutes ces trahisons au dehors, Napoléon éprouve aussi des désagréments à l'intérieur. Il a convoqué le corps législatif, et s'empresse de lui mettre sous les yeux les pièces relatives aux négociations, déclarant qu'il ferait sans regrets les sacrifices que comportaient les bases préliminaires posées par les alliés. Le corps législatif nomme une commission de cinq membres pour examiner ces pièces et faire un rapport. Ce rapport, présenté le 50 décembre par les députés Lainé, Gallois, Flaugergues, Renouard et Maine-Biran, admet la nécessité de préparer la guerre pour obtenir la paix. Mais cette fois, le corps législatif émettra quelques observations : il engage l'empereur à opposer à la déclaration des puissances étrangères une autre déclaration pour rassurer l'Europe sur les idées de domination ; il ose plus

encore, il parle des libertés publiques des Français. « Les mots consolateurs de paix et de patrie, dit la commission, retentiraient en vain, si l'on ne garantit les institutions qui promettent les bienfaits de l'une et de l'autre. Il paraît donc indispensable à votre commission qu'en même temps que le gouvernement proposera les mesures les plus promptes pour la sûreté de l'état, S. M. soit suppliée de maintenir l'entière et constante exécution des lois qui garantissent aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques. Cette garantie a paru à votre commission le plus efficace moyen de rendre aux Français l'énergie nécessaire à leur propre défense. »

Ce langage, auquel Napoléon n'était plus habitué, l'irrita beaucoup; il supprima l'impression du rapport, qui avait été votée à une majorité de deux cent vingt-cinq voix contre trente-deux, et ajourna le corps législatif. « L'adresse était indigne de moi et du corps législatif, dit-il à la députation, un jour je la ferai imprimer, mais ce sera pour faire honte au corps législatif et à la nation. En supposant même que j'eusse des torts, vous ne deviez pas me faire des reproches en public; c'est en famille qu'il faut laver son linge sale. Au reste, la France a plus besoin de moi que je n'ai besoin de la France... »

Après avoir témoigné son mécontentement au corps législatif, Napoléon se rendit au conseil d'état pour lui exprimer la douloureuse impression qu'il avait ressentie à la lecture du rapport de la commission. « Vous connaissez, lui dit-il, la situation des choses et les dangers de la patrie. J'ai cru, sans y être obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du corps législatif : j'ai voulu les associer à leurs intérêts les plus chers; mais ils ont fait de cet acte de ma confiance une arme contre moi, c'est-à-dire contre la patrie. Au lieu de me secourir de leurs efforts, ils gênent les miens. Notre attitude seule pouvait arrêter l'ennemi; leur conduite l'appelle : au lieu de lui montrer un front d'airain, ils lui découvrent nos blessures. Ils me demandent la paix à grands cris, lorsque le seul moyen de l'obtenir était de me recommander la guerre : ils se plaignent de moi, ils parlent de griefs; mais quels lieux prennent-ils? N'était-ce pas en famille, et non en présence de l'ennemi, qu'ils devaient traiter de pareils objets? Étais-je donc inabordable pour eux? Me suis-je jamais montré incapable de discuter la raison? Toutefois, il faut prendre un parti : le corps législatif, au lieu de m'aider à sauver la France, concourt à préci-

« piter sa ruine, il trahit ses devoirs; je remplis les miens : je le dissous !... »

Ce langage, cette détermination, décelaient le despote blessé au vif; mais peut-être Napoléon avait-il raison de signaler comme un brandon de discorde une adresse remplie de récriminations faites au moment où il fallait montrer le plus grand accord. La scission entre l'empereur et le corps législatif ne pouvait manquer de servir utilement les vues de la coalition, qui voulait isoler Napoléon de la nation française, sachant bien que c'était le seul moyen à employer pour le succès de ses armes : aussi toutes les proclamations de ses généraux étaient-elles rédigées dans ce sens.

Cependant Napoléon déployait, pour se créer de nouvelles forces, la plus extraordinaire activité qu'on vit jamais et toutes les ressources que lui fournissent sa longue expérience et son génie si fertile en expédients. Les sénatus-consultes des 9 octobre et 15 novembre avaient mis à sa disposition cinq cent quatre-vingt mille conscrits, qui sont aussitôt dirigés dans les cadres et dans les dépôts : la garde impériale doit être portée à quatre-vingt mille hommes; les gardes nationales urbaines sont appelées à remplacer les garnisons de l'intérieur; elles forment une force de cent soixante mille hommes : tous les moyens d'armements et d'approvisionnements sont mis en œuvre; malheureusement le temps manque pour former des armées sur le Rhin; les conscrits ont à peine le temps d'arriver.

De leur côté, les alliés ont encore une telle idée des ressources de la France, qu'ils pensent ne pouvoir en essayer l'invasion qu'à l'aide d'un développement de forces immense. La seule opération de passer le Rhin les intimide au point qu'ils ne voient d'autre moyen que d'éluder la difficulté en violant la neutralité des Suisses; mais ils en sont dispensés par le succès de leurs intrigues et l'impatience des anciennes familles oligarchiques de rentrer dans la possession exclusive du pouvoir. Pour de l'or, les hauts seigneurs de Berne vendent l'indépendance de leur territoire, comme ils vendent aux puissances qui veulent acheter le sang de leurs enfants.

Le 24 décembre, six divisions ennemies, fortes de plus de cent mille hommes, aux ordres du généralissime Schwartzemberg, passent le Rhin depuis Bâle jusqu'à Schaffouse. Cette violation du territoire suisse, que Moreau respecta en 1796, est provoquée par l'aristocratie du canton de Berne; l'ex-général français Jominy contribue aussi beaucoup à livrer ce passage aux troupes coalisées.

Dix jours après, des troupes autrichiennes sont introduites dans Genève par les bourgeois,

que les autorités françaises et le préfet Capelle ont abandonnés à eux-mêmes. La France éprouve l'inconvénient de laisser la frontière du Jura sans fortifications, et de se confier aux traités conclus avec des gouvernements et des hommes mercenaires.

D'un autre côté, l'armée de Silésie, aux ordres de Blücher, et forte de cent soixante mille hommes, passe aussi le Rhin depuis Manheim jusqu'à Coblenz, sans éprouver aucune opposition. Soit que Napoléon s'abuse de l'idée que les alliés n'oseraient pas franchir la ligne du Rhin, soit que le temps lui ait manqué pour l'exécution des mesures de défense, il n'a dirigé, jusqu'à ce moment, que de faibles corps sur le Rhin, lesquels se mettent aussitôt en retraite; de manière qu'en moins de quinze jours plusieurs des départements de l'empire se trouvent envahis presque sans coup férir.

Les préparatifs de la coalition sont immenses : ce ne sont plus des armées qui s'avancent sur le territoire de l'empire français, ce sont des nations en masse, alimentées par l'or de l'Angleterre. Un million d'hommes vont attaquer, depuis les Pyrénées jusqu'à l'Escaut, l'empire épuisé. Napoléon ne peut leur opposer que trois cent cinquante mille hommes, dont cent mille sont renfermés dans les places hors de France, cinquante mille sont en Italie, et quatre-vingt-dix mille en Catalogne ou sur la frontière des Pyrénées. Il n'a donc sur le Rhin et sur la frontière du nord qu'environ cent mille combattants, et c'est avec ces cent mille braves qu'il va lutter contre les masses russes, prussiennes, autrichiennes, bavaïroises, wurtembergoises, saxonnes, contre l'Europe entière. Les corps français n'ont encore reçu qu'une organisation très-incomplète, et la moitié se compose de conscrits : la nation est immobile à la vue des ennemis qui s'avancent de tous les côtés ; elle semble rester spectatrice de ce qui va se passer sous ses yeux : on dirait qu'il n'y a plus de patrie. Napoléon a trop longtemps comprimé tous les sentiments généreux qui font les bons citoyens ; il ne lui est plus donné d'obtenir cet élan national qui pourrait sauver la France. Mais ce que Napoléon ne peut faire, la conduite des troupes alliées envers les paysans français le provoquera ; elle soulèvera les habitants, qui prendront les armes pour leur propre défense.

Avant de quitter Paris, Napoléon conclut avec Ferdinand VII un traité d'après lequel ce nouveau roi d'Espagne pouvait retourner dans ses états, à condition qu'il resterait l'allié de la France : la politique conseillait cet arrangement *in extremis* ; mais l'empereur n'en tira aucun avantage.

CHAPITRE XIII.

Départ de Napoléon pour la campagne de France. — Premiers combats de Bar et de Brienne. — Nouveau congrès de Chaillon. — Prétentions des alliés. — Napoléon surprend le flanc de leur armée. — Combats de Moutmirail ; de Château-Thierry, de Champ-Aubert, de Montereau. — Ces combats changent la position des affaires de Napoléon. — Intrigues des royalistes. — Napoléon est décidé à accepter les conditions exigées par les alliés. — Bataille de Craonne. — Marche des alliés sur Paris. — Résistances qu'ils éprouvent. — Fuite de l'impératrice et du gouvernement. — Capitulation de Paris. — Proclamation des alliés. — Leur entrée à Paris. — Conduite des royalistes. — Gouvernement provisoire. — Ses premiers actes. — Le sénat déclare Napoléon déchu du trône impérial.

Dans les premiers jours de janvier, Napoléon fit partir des commissaires extraordinaires pour toutes les divisions militaires, et leur donna de grands pouvoirs, tant pour activer et organiser les levées de conscrits, que pour donner une bonne direction à l'esprit public. En même temps il nomma le célèbre Carnot gouverneur d'Anvers, place des plus importantes, que les Anglais convoitaient et qu'ils se proposaient de faire attaquer vigoureusement.

Enfin, Napoléon conféra, pour la seconde fois, la régence à l'impératrice Marie-Louise, et lui adjoignit son frère Joseph, sous le titre de lieutenant-général de l'empire. Il réunit alors les officiers de la garde nationale parisienne, et leur dit en leur présentant l'impératrice et le roi de Rome : « Je pars ; je vais combattre nos ennemis ; je laisse à votre garde ce que j'ai de plus cher..... Vous m'avez élu, je suis votre ouvrage, c'est à vous à me défendre. »

Mais Napoléon était loin d'avoir, en cette circonstance, autant de confiance intérieure qu'en annonçant ses actes et ses paroles : il portait l'âme contristée et accablé par les plus sinistres pressentiments. Au moment de quitter les Tuileries, et prévoyant déjà des perfidies, des trahisons funestes, il fut au moment de s'assurer de la personne du prince de Talleyrand. Il en fut empêché par les représentations de quelques-uns des ministres, qui lui démontrèrent que ce personnage était précisément celui qui devait le plus redouter les Bourbons. Napoléon céda ; mais il n'en conserva pas moins des craintes, qui ne se réalisèrent que trop promptement.

Le 25 janvier, à trois heures du matin, l'empereur, après avoir brûlé ses papiers les plus secrets, partit de Paris. Le soir il était à Châlons-sur-Marne, et le 26 son quartier-général se trouvait établi à Vitry.

Les alliés occupaient Saint-Dizier depuis deux jours. Les Français les y attaquent le 27, et les en chassent, ainsi que de la ville de Bar, où l'empereur entra aux acclamations de toute la population, qui prit les armes.

Voulant empêcher la jonction des Prussiens avec l'armée autrichienne, Napoléon prit la détermination de marcher sur Troyes. Le 29, l'armée de Blucher, forte de quarante mille hommes, fut rencontrée entre Mézières et Brienne, par le cinquième corps de cavalerie, commandé par le général Milhaud. La ville de Brienne fut attaquée par cette cavalerie : en même temps, le maréchal Ney l'attaqua à la tête de six bataillons ; Napoléon dirigea aussi une colonne sur la route de Bar-sur-Aube, qui paraissait être la retraite des ennemis. L'attaque fut vive, et la résistance opiniâtre. La nuit ne mit pas fin au combat. Vers les huit heures, les alliés, voyant qu'ils ne pouvaient plus se maintenir dans la ville, y mirent le feu, et, après une tentative infructueuse contre le château, dont les Français s'étaient emparés, ils se retirèrent à la faveur de la nuit.

A la nouvelle de ce combat, Schwartzberg accourut avec toutes ses forces vers Bar-sur-Aube : les armées prussienne et autrichienne opèrent leur jonction. Le 1^{er} février, elles présentent la bataille dans la plaine entre Bar et Brienne. A cent mille confédérés les Français ne peuvent opposer que cinquante mille hommes. Toutefois, on se bat avec acharnement, sans que la victoire se décide. Mais dans la nuit une batterie de la garde tomba dans une embuscade, et fut prise par les alliés. Napoléon dut alors ordonner la retraite sur Troyes, où il entra le 5. Le 6, il évacua cette capitale de la Champagne pour se rapprocher de Paris.

A cette époque, le comte de Stadion, le comte Razumowski, lord Castlereagh et le baron de Humboldt arrivèrent à Châtillon-sur-Seine, où se trouvait déjà le duc de Vicence. Le congrès s'ouvrit. Napoléon voulait la paix ; il avait donné *carte blanche* à son ministre, afin d'arrêter les progrès des alliés, si funestes aux provinces envahies, de sauver la capitale et d'éviter une grande bataille qui aurait ruiné toutes les espérances de la nation. Si les alliés l'eussent voulu, la paix eût été conclue et signée à Châtillon, car l'empereur ne retira ses pleins pouvoirs qu'après ses victoires. Mais le but de la coalition n'était pas la paix : chacun des souverains qui en faisaient partie voulait se venger des triomphes de la France. Les propositions de Châtillon, comme celles de Francfort, comme celles de Dresde, n'étaient qu'un simulacre décevant qu'ils offraient aux yeux des peuples et dont on se servait pour masquer la division en France.

Napoléon se trouvait alors sur la Seine, où il avait été forcé de se replier : un conseil fut tenu à Nogent pour y déterminer quels étaient les sacrifices qu'on devait faire pour acheter la paix :

il fut décidé qu'on ne devait pas hésiter à abandonner la Belgique et même la rive gauche du Rhin, si l'on ne pouvait l'avoir qu'à ce prix. Les instructions pour le plénipotentiaire furent rédigées dans ce sens. Napoléon devait signer cette dépêche à sept heures du matin. Deux heures avant, il reçut un rapport sur les mouvements de l'armée russe et prussienne qui lui fit juger que des événements glorieux allaient changer la face des choses. Il ajourna sa dépêche, et partit pour Champ-Aubert. La marche de flanc de l'armée de Blucher, que Napoléon épiait, avait enfin lieu ; le moment était devenu favorable pour l'attaquer.

Le 10 février, à la pointe du jour, l'empereur se porta sur les hauteurs de Saint-Prix, afin de couper en deux l'armée ennemie qui traversait la Champagne pour se rendre à Paris. Le maréchal Oudinot passa les étangs de Saint-Gond et attaqua le village de Baye, tandis que deux autres divisions françaises tournaient les positions des alliés, qui furent chassés de Baye. Dans l'après-midi, la garde impériale et le corps du général Marmont se déployèrent dans les plaines de Champ-Aubert et attaquèrent vivement la ligne ennemie : elle fut coupée en deux parties, dont l'une, fuyant du côté de Montmirail, fut poursuivie du général Nansouty ; et l'autre, cherchant à gagner Étoges et Châlons, fut poussée l'épée dans les reins par les troupes de Marmont. Dans cette retraite précipitée, les masses des alliés se mêlèrent ; artillerie, infanterie, cavalerie, tout fut jeté pêle-mêle dans le bois. Deux mille hommes se noyèrent dans le lac. Trente pièces de canon, deux cents voitures, des généraux, des colonels et beaucoup de prisonniers restèrent au pouvoir des Français.

Napoléon laisse au maréchal Marmont le soin de contenir cette fraction de l'armée ennemie qui se retirait sur Étoges, laquelle était sous les ordres de Blucher, et marche dans la nuit sur les généraux Yorck et Sacken, qu'il rencontra, le lendemain, près de Montmirail. Le combat recommença ; Montmirail, Marchais, la ferme des Grénaux en furent ensanglantés. Les ennemis, ayant perdu l'espoir de forcer le passage de Montmirail, se retirèrent à travers les champs, où ils furent chargés par les lanciers, les vieux dragons et les vieux grenadiers de la garde : leur retraite fut une véritable déroute. Cette journée coûta encore aux Prussiens et aux Russes huit mille hommes tués ou prisonniers, tandis que les Français n'éprouvèrent qu'une perte comparativement bien légère.

Le 12, les alliés furent encore attaqués sur la route de Château-Thierry : leur retraite était sou-

tenue par huit bataillons qui n'avaient pas donné la veille, étant arrivés trop tard. Ces bataillons étaient flanqués par quelques escadrons et par trois pièces de canon. Toute cette arrière-garde fut, par une manœuvre combinée, entièrement enveloppée par la cavalerie de Nansouty et les dragons de la garde, qui en firent un horrible carnage. Deux mille hommes mirent bas les armes. En ce moment, le prince Guillaume de Prusse, qui était resté à Château-Thierry avec deux mille fantassins, s'avança à la tête des faubourgs pour protéger les fuyards. Deux bataillons de la garde arrivèrent au pas de course et nettoquèrent les faubourgs. Alors la réserve des alliés brûla les ponts, et s'établit sur la rive droite de la Marne, où elle démasqua une batterie. Les alliés, ne pouvant se retirer ni sur la route d'Épernay, ni sur celle de Soissons, qui leur étaient coupées, furent obligés de prendre la traverse du côté de Reims.

Pendant ces trois jours, le général Blücher était resté aux Vertus, sans pouvoir secourir son armée. Le 12 février, il fut rejoint par le corps du général prussien Kleist : il réunit alors les débris des autres corps, et marcha avec vingt mille hommes contre le maréchal Marmont, qui occupait Étoles. Marmont, n'étant pas en forces suffisantes, se retira sur Montmirail. Mais Napoléon était derrière lui, et arriva à Montmirail à huit heures du matin. Il fit sur-le-champ attaquer les troupes de Blücher, qui venaient de prendre position à Vauchamp. Le maréchal Marmont se porta sur ce village; la cavalerie du général Grouchy tourna la droite des alliés, et se porta à une lieue au-delà de cette position. Pendant que Vauchamp était attaqué vigoureusement et défendu de même, Grouchy arriva sur les derrières de Blücher : toute la cavalerie de la garde accourut aussi; plusieurs carrés de Prussiens furent enfoncés, sabrés ou pris. A deux heures, les Français étaient au village de Fromentières, et avaient fait six mille prisonniers. Blücher, en déroute, arriva à la nuit à Champ-Aubert; mais le général Grouchy y était avant lui. Toute l'armée de Blücher eût été prise, si le mauvais état des routes n'eût pas retardé la marche de l'artillerie. Toutefois, malgré l'obscurité de la nuit, la cavalerie française enfonça et sabra trois carrés de troupes russes, et poursuivit les autres jusqu'à Étoles. La journée de Vauchamp coûta encore aux alliés dix mille prisonniers, sans compter les morts et les blessés; dix drapeaux et dix pièces de canon restèrent aussi au pouvoir des vainqueurs. Ainsi, en quatre jours, l'armée de Silésie, forte de quatre vingt mille hommes, fut battue, dispersée, anéantie. Ces grands résultats, qui furent bientôt connus à

Paris et dans toute la France, relevèrent le courage des troupes et des citoyens, et la coalition en fut atterrée.

Pendant que Napoléon faisait éprouver ces grandes pertes aux Russes et aux Prussiens, le prince de Schwartzenberg avait passé la Seine sur les ponts de Nogent, de Bray et de Montereau, et repoussait devant lui les maréchaux Victor et Oudinot, qui défendaient le terrain pied à pied contre des forces très-supérieures. Mais l'empereur accourut à leur secours; et se dirigeant, à travers la Brie, sur le bruit du canon, il arriva dans la plaine de Guignes le 16 février. Les dragons du général Treillard, venant de l'Espagne, arrivaient en même temps.

Le lendemain, à la pointe du jour, les alliés furent attaqués à leur tour. Le général Gérard déboucha sur le village de Mormant : les dragons du général Treillard le tournèrent par sa gauche; le général Milhaud le tourna par sa droite : le comte Drouot s'avança avec de nombreuses batteries. Dans un instant tout fut décidé : les carrés formés par les divisions russes furent enfoncés; tout fut pris : généraux, officiers, six mille hommes, dix mille fusils, seize pièces de canon et quarante caissons restèrent au pouvoir des Français.

Dans la soirée, un officier autrichien se présenta de la part du prince de Schwartzenberg pour proposer une suspension d'hostilités : Napoléon profita de cet officier pour écrire directement à son beau-père, l'empereur François, et pour lui faire passer une lettre de l'impératrice Marie-Louise. Encouragé par les avantages militaires qu'il venait d'obtenir, et par la proposition que le généralissime des armées alliées lui faisait faire, l'empereur des Français fit écrire à M. de Caulaincourt, qui était encore au congrès de Châtillon, qu'il retirait les pleins pouvoirs donnés précédemment pour sauver Paris, cette capitale étant désormais hors de danger, et la paix pouvant être obtenue à des conditions moins dures.

Quant à la suspension d'hostilités, Napoléon ne pouvait la signer dans un moment où il poursuivait une armée battue, et dès le lendemain matin il se rendit à Montereau, occupé par les Autrichiens et les Wurtembergeois. Il trouva le général Bianchi établi sur les hauteurs de la ville, avec deux divisions autrichiennes et deux autres composées de Wurtembergeois. Ces troupes couvraient les ponts. Le général Château attaqua l'ennemi; mais il dut se retirer. Les troupes du général Gérard soutinrent le combat toute la matinée. A midi, Napoléon arriva sur le champ de bataille, et fit aussitôt attaquer le plateau. Le général Pajol chargea les alliés et les jeta dans la

Seine et dans l'Yonne. Les ponts furent passés au pas de charge. Le général Bianchi fut poussé dans toutes les directions, et perdit neuf mille hommes, dont quatre mille restèrent au pouvoir des Français, ainsi que quatre drapeaux et six canons.

Après avoir détruit l'armée de Blücher, Napoléon venait d'entamer celle du prince de Schwarzenberg, par la défaite du corps du général Kleist, et par celle des généraux Wittgenstein et Bianchi qui en faisaient partie.

Cette série de triomphes inattendus releva les espérances de Napoléon; au lieu de la grande bataille qu'il avait voulu éviter, il venait de remporter cinq victoires mémorables. L'armée des alliés avait perdu plus de quatre-vingt-dix mille hommes en dix jours. Au lieu d'avoir à sauver la capitale par la paix, il croyait l'avoir sauvée par les armes. L'état des affaires était changé : il ne s'agissait plus d'aller au-devant des concessions qu'on pouvait exiger de lui, mais de savoir, au moyen des négociations qui se suivaient à Châtillon, quelles étaient les véritables intentions des alliés, et les sacrifices que, à la faveur des événements qui venaient de se passer, on pouvait éviter.

Ici Napoléon se montre tout entier tel qu'il fut toujours, tel qu'il est encore : ses succès lui font oublier qu'il est entouré de masses formidables d'ennemis; qu'il n'a avec lui qu'une poignée de braves dont les rangs s'éclaircissent tous les jours; que les alliés ont des réserves immenses pour réparer leurs pertes, et qu'il n'a derrière lui qu'une population épuisée par tant de levées successives : il oublie que ses lieutenants désirent la paix, et que déjà plusieurs d'entre eux agissent mollement; enfin il perd de vue ce grand principe, proclamé par lui-même, qu'il faut savoir faire des sacrifices dans la prospérité. Il ne veut plus paraître en suppliant au congrès de Châtillon, et se flatte d'avoir assez intimidé les puissances pour les avoir amenées à des prétentions moins dures. Ce qui le fortifie dans ses nouvelles idées, c'est l'assurance que lui donne le prince Wenzel de Lichtenstein, que les bruits qui courent sur les bonnes dispositions des alliés pour les Bourbons sont dénués de fondement, et qu'on ne s'occupe nullement de cette famille. Interrogé de ce côté, Napoléon répond, le 22 mars, à M. de Saint-Aignan, chargé de lui apporter le vœu d'une classe de Parisiens qui pense que la paix sera toujours bonne si elle est prompte : *qu'elle arrivera toujours assez tôt si elle est honnête.*

En ce moment Napoléon recueillait les fruits bien amers de la prédilection qu'il avait montrée pour les nobles et les émigrés : la peur qu'il eut

toujours des républicains, lui avait fait donner la plupart des préfectures aux émigrés ou parents d'émigrés, et ces hauts fonctionnaires avaient distribué toutes les places salariées et gratuites à l'aristocratie : ces gens-là avaient prêté serment de fidélité à l'empereur; ils l'avaient même servi avec un zèle outré, propre à faire détester son gouvernement; mais, dès qu'ils avaient vu son étoile pâlir, presque tous s'étaient mis à conspirer contre lui; tandis que les républicains, comme Carnot, par exemple, oublièrent leurs griefs pour se dévouer au salut de la patrie.

Depuis la retraite de Moscou, et principalement depuis le désastre de Leipzig, les royalistes longtemps oubliés, et ayant eux-mêmes oublié leurs anciens maîtres, avaient noué entre eux des intrigues secrètes : une confédération royaliste s'était formée au centre de la France. Les ducs de Duras, de La Trémouille, de Fitz-James, MM. de Polignac, Ferrand, Adrien de Montmorency, Sosthène de La Rochefoucauld, de Sesmaisons, La Rochejaquelein en étaient l'âme : ils se réunissaient au château d'Ussé en Touraine, chez M. de Duras : on assure même que le préfet de Nantes était de ces conciliabules. Au commencement de la campagne de France, la conjuration contre Napoléon prit un nouvel essor; les chefs, toujours bien secrètement, car le lion n'était pas encore mort, se partagèrent entre eux le commandement; ce qui était plus aisé que de le prendre de vive force : le comte Suzannet s'adjugea le Bas-Poitou; Charles d'Autichamp, Angers; le duc de Duras, Orléans et Tours; le marquis de Rivière, le Berry; d'autres agissaient à Bordeaux, où ils avaient pour auxiliaires le maire de la ville, Lynck, et le député Lainé. Lynck avait tout récemment fait un voyage à Paris pendant lequel on l'avait vu adresser à Napoléon les plus grandes protestations de dévouement et de fidélité. La ville de Bordeaux était celle que travaillaient le plus les associations politiques et religieuses. Sur ces entrefaites, le duc d'Angoulême débarqua à Saint-Jean-de-Luz, première ville française sur la frontière, où se trouvait le quartier-général de Wellington, et le duc de Berry se présenta dans l'île de Jersey. Toute la confédération royaliste de l'Ouest devait se déclarer au premier signal du duc de Berry, et il était à craindre, pour le gouvernement impérial, qu'une nouvelle Vendée ne s'organisât dans les premiers mois de 1814. Les choses avaient été poussées jusqu'au point que quelques nobles osèrent prendre la cocarde blanche et se montrèrent décorés de la croix de Saint-Louis dans les rues de Troyes, pendant que les alliés occupaient cette ville. Enfin l'empereur apprit qu'il circulait en France et même dans les

armées une proclamation signée *Louis XVIII*, dans laquelle ce prétendant engageait les Français à secouer le joug de Napoléon, et à se jeter dans les bras de leurs anciens rois, qui seuls pouvaient, selon lui, faire cesser les maux dont la France était affligée, et conclure une paix stable.

On sent combien toutes ces trahisons, toutes ces insinuations devaient attrister l'âme de Napoléon : il ne pouvait plus se dissimuler qu'il n'y eût dans cette nation qui l'avait porté sur le pavois, une grande lassitude. L'armée était sans doute toujours dévouée à son empereur ; le peuple le préférerait bien encore à tout autre chef ; mais ce peuple voulait la paix ; il voulait aussi que Napoléon abdiquât sa dictature pour régner par les lois. Le corps législatif s'était expliqué : la paix, la liberté étaient devenues nécessaires à la France ; la gloire militaire ne pouvait plus compenser les bienfaits de la tranquillité à l'ombre de bonnes institutions. Mais un homme comme Napoléon, habitué à régner despotiquement, ne pouvait guère se résigner à ce qu'on exigeait de lui.

Toutefois, il était bien décidé à signer la paix, même au prix des plus grands sacrifices. A la fin de février, il reçut le projet du traité préliminaire remis par les alliés à Châtillon. « On ne pouvait, a-t-il dit, reconnaître un ultimatum dans un assemblage de propositions révoltantes. Abandonner tout ce qu'il avait conquis, il avait le droit de faire ce sacrifice ; abandonner ce que la France républicaine avait conquis, il ne se croyait pas le droit de le faire. Il l'aurait fait cependant, car le salut de la patrie impose des devoirs qui passent avant tout, si un traité définitif eût été le résultat immédiat de tant et de si douloureux sacrifices. Mais ce n'était pas un traité définitif qu'on lui proposait, c'étaient des préliminaires de paix, un armistice les armes à la main ; ou plutôt, c'était un armistice par lequel la France aurait mis bas les armes, tandis que ses ennemis eussent occupé les parties de son territoire qu'ils avaient envahies, et les forteresses d'Huningue, Belfort et Besançon, dont ils exigeaient la remise, quoiqu'elles fussent situées dans les pays qu'ils n'occupaient pas. Un tel traité n'était aux yeux de Napoléon qu'une capitulation déshonorante.

Des instructions furent expédiées au duc de Vicence pour la rédaction d'un contre-projet. Celui des alliés fut envoyé à l'impératrice, avec ordre de le soumettre à un conseil extraordinaire convoqué à cet effet et composé principalement des hommes qui avaient exercé de l'influence aux différentes époques de la révo-

lution, ou qui avaient été élevés aux grandes fonctions de l'empire : un seul repoussa le projet avec indignation comme la proposition la plus déshonorante dont l'histoire de France eût jamais fait mention, et comme une loi honteuse à laquelle l'honneur même ne permettait pas aux Français de rester soumis ; les autres furent d'avis d'obéir à la nécessité. »

Ainsi, on allait accepter les conditions proposées par les alliés : on tâchait toutefois d'obtenir quelques adoucissements ; mais les événements marchaient avec tant de rapidité que ce qui était résolu la veille, on le remettait en question le lendemain. Les hostilités continuaient toujours : ce fut vainement que les commissaires nommés par toutes les parties belligérantes se réunirent à Lusigny pour traiter des conditions d'une suspension d'armes : ils ne purent s'accorder sur la ligne de démarcation. Il fallut se battre tous les jours. Tous les jours Napoléon, au moyen de marches et de contre-marches rapides, trouvait encore les moyens d'imposer à ses nombreux ennemis et de leur tenir tête partout où ils se présentaient pour percer. Jamais la grande supériorité des talents militaires de Napoléon ne s'était montrée dans tout son éclat comme pendant cette immortelle campagne de France : il était partout, suppléait à tout, même à la mollesse de quelques-uns de ses maréchaux, dont il eut souvent à se plaindre.

J'ai déjà dit que Napoléon s'était trouvé impuissant pour rendre la guerre nationale, parce que son despotisme et l'abus des levées de conscrits avaient indisposé la nation contre lui. Mais ce que ne purent faire ses décrets, la conduite des Prussiens et des Autrichiens sur le territoire français l'avait opéré. Les dévastations, les vols, les meurtres ; commis par les alliés, avaient exaspéré les populations de plusieurs départements occupés ; les paysans, les hommes du peuple, ces classes toujours si généreuses, si dévouées à la patrie, avaient pris les armes et s'étaient soulevés. Effrayé des suites que pouvaient avoir ces soulèvements, le généralissime Schwartzberg menacé de la potence tout paysan français qui sera pris les armes à la main, et de l'incendie tout village qui opposera de la résistance. De son côté, Napoléon profite de la disposition des esprits pour décréter la levée en masse des départements de l'est, et l'organisation de corps de partisans : en même temps, il applique le supplice des traîtres aux maires et autres fonctionnaires publics qui arrêteraient l'élan de leurs administrés au lieu de l'exciter. On pouvait espérer de voir la guerre devenir nationale alors ; malheureusement il était bien tard.

Les débris de l'armée de Blücher s'étaient réunis à Châlons-sur-Marne, où les cadres avaient été renforcés par les réserves arrivées de Mayence : ces nouvelles troupes avaient passé l'Aube à Arcis, et l'armée alliée, dite du Nord, composée de quatre divisions russes et d'une division prussienne, était venue remplacer à Reims et à Châlons l'armée de Silésie. Napoléon était rentré à Troyes ; mais il dut bientôt se porter d'un autre côté, où l'armée des alliés faisait des progrès. Ceux-ci s'étaient divisés en deux corps d'armée : les huit divisions russes de Sacken et de Wittgenrode avaient pris position sur les hauteurs de Craonne, et le corps prussien sur les hauteurs de Laon. Napoléon arriva, le 6 mars, devant les Russes : les hauteurs de Craonne furent attaquées et enlevées ; les Russes se retirèrent et prirent position sur une autre hauteur, ayant leur droite et leur gauche appuyées à des ravins, et un troisième ravin devant eux. Un seul passage d'une centaine de toises joignait cette position au plateau de Craonne ; mais il était défendu par soixante pièces de canon.

Le 7 mars, au matin, le maréchal Victor, avec deux divisions de la jeune garde, chassa les Russes de l'abbaye de Vaucier, à laquelle ils avaient mis le feu, et passa le défilé. Le général Drouot le franchit aussitôt avec plusieurs batteries. Au même instant le maréchal Ney passa le ravin de gauche et déboucha sur la droite des alliés. La canonnade fut très-vive pendant une heure. Alors le général Grouchy déboucha aussi avec sa cavalerie légère, et le général Nansouty passa le ravin de droite. Une fois le défilé franchi et les alliés forcés dans leurs positions, ils furent poursuivis pendant quatre lieues et canonnés par quatre-vingts pièces de canon à mitraille ; ce qui leur fit éprouver de très-grandes pertes. Mais les accidents du terrain furent cause que, pendant leur retraite, la cavalerie française ne put ni les déborder, ni les entamer : sans ces difficultés la bataille de Craonne eût eu les plus grands résultats.

Le lendemain, les troupes de Ney poursuivirent les alliés jusqu'au village d'Étournelle. Le 9, les Russes, s'étant réunis aux Prussiens, prirent position sur les hauteurs de Laon. Napoléon jugea qu'ils y étaient inexpugnables et ne crut pas devoir les attaquer.

Dans la nuit du 9 au 10, les Prussiens, renforcés par l'armée du prince royal de Suède, prirent l'offensive ; ils attaquèrent et repoussèrent le corps du général Marmont, auquel ils enlevèrent des canons. L'empereur jugea la retraite nécessaire et ordonna qu'on mit en route les équipages, son intention était de manœuvrer sur

l'Aisne, jusqu'à ce qu'il se présentât une occasion favorable d'attaquer l'ennemi. Il se dirigea d'abord sur Soissons ; là il reçut un renfort de six mille hommes tirés des garnisons des Ardennes. C'était sans doute bien peu que six mille hommes, tandis que les alliés voyaient arriver dans leurs rangs éclaircis des secours de quarante et cinquante mille baïonnettes ; mais la présence de Napoléon, ses savantes manœuvres, ses marches et contre-marches rapides, doubtaient, triplaient la force numérique de ses soldats.

Le 15, il arriva sur les hauteurs du Moulin-à-Vent, à une lieue de Reims, que le corps du général russe Saint-Priest, venait d'occuper. Ce corps couronnait les hauteurs en avant de Reims. Napoléon résolut de chasser les Russes de leurs positions et de la ville. Aussitôt le maréchal Marmont, commandant l'avant-garde de l'armée française, attaqua les hauteurs ; et la division Merlin cerna et prit plusieurs bataillons de la landwehr prussienne. Le général Sébastiani attaqua la ville : les gardes-d'honneur, qui s'étaient déjà distinguées à la bataille d'Hanau, chargèrent entre les Russes et la ville, et rejetèrent l'ennemi dans le faubourg. Le général Krasinski, ayant coupé la route de Reims à Berry-au-Bac, les alliés abandonnèrent la ville et se retirèrent en désordre, partie sur Châlons, partie sur Rethel et sur Laon. Les Français firent à cette bataille six mille prisonniers ; ils prirent en outre vingt-deux pièces de canons et cent voitures.

L'armée impériale séjourna jusqu'au 16 mars dans les environs de Reims. Pendant ce séjour, Napoléon reçut les rapports sur la situation générale de l'empire.

Au nord, le général Maison contenait l'ennemi entre Lille et Courtray : Carnot repoussait avec succès les attaques des Anglais contre la place d'Anvers. A Berg-op-Zoom, le général Bizanet venait d'exterminer ou de faire prisonniers quatre mille Anglais qui s'étaient introduits dans la place par surprise.

A l'est et au midi les affaires se trouvaient dans une situation fâcheuse. A l'est surtout, le maréchal Augereau venait, par de fausses manœuvres, de perdre l'occasion de sauver la France. En cherchant à couvrir Lyon, il avait laissé les départements voisins ouverts aux ennemis, qui purent envahir le pays jusqu'à Dijon. Ce fut une grande faute qui devait être suivie de plus grandes encore.

Aux Pyrénées, le maréchal Soult, après avoir contenu, pendant près de deux mois, l'armée de Wellington, avait été obligé d'abandonner Bayonne à ses propres forces, et de laisser ouvert le chemin de Bordeaux, pour faire sa re-

traite dans la direction de Toulouse. Le 27 février, Soult avait livré la bataille d'Orthez, dans laquelle les pertes avaient été balancées. Mais, épuisée par les renforts qu'elle avait envoyés à Paris, contrariée par les trahisons de beaucoup de fonctionnaires, et par les manœuvres des agents de l'émigration, l'armée française, beaucoup trop inférieure en nombre à celle des Anglo-Espagnols, avait pris le seul parti qui lui restât, celui de se retirer derrière la Garonne. Dans cette retraite, que Soult dirigeait avec beaucoup de talent, cette armée avait encore mis en déroute, près de Tarbes, l'armée portugaise du général d'Acosta.

Cependant les Anglais avaient, à l'instigation des royalistes de Bordeaux, détaché la division du général Hill, pour aller prendre possession de cette ville, restée sans défense : le général Hill emmenait avec lui le duc d'Angoulême, que les royalistes bordelais avaient appelé dans leurs murs. Telle était la situation de l'empire au milieu de mars 1814.

Cependant rien n'était encore désespéré : le congrès de Châtillon était toujours assemblé. Napoléon, qui n'avait pu encore parvenir à connaître le véritable ultimatum des alliés, envoya, de Reims, de nouveaux pouvoirs à son plénipotentiaire pour terminer avec cette seule restriction qu'il ne signerait aucun traité dont l'évacuation du territoire et le renvoi des prisonniers faits de part et d'autre ne seraient pas le résultat immédiat.

Le 18 mars, l'armée française se dirigea vers l'Aube, et arriva à La Fère Champenoise. Averti que l'armée de Schwartzberg marchait sur Paris, et poussait devant elle les corps de Macdonald et d'Oudinot, Napoléon se porta sur l'Aube, afin de tomber sur l'arrière-garde ennemie. Mais il était mal instruit : au lieu de marcher sur Paris, les ennemis, effrayés de l'approche de Napoléon, avaient précipitamment rétrogradé sur Troyes, qu'ils évacuèrent encore pour se retirer à Bar. Eu ce moment l'empereur Alexandre éprouvait une si grande anxiété qu'il avouait lui-même que *la moitié de sa tête en grissonnerait* : il fit dire au prince de Schwartzberg qu'il fallait envoyer un courrier à Châtillon pour qu'on signât le traité présenté par M. de Caulaincourt. Mais une partie des alliés, dirigée par les meneurs de Paris et les émissaires de l'émigration, avait d'autres vues : les diplomates de Châtillon firent comme à Prague ; ils déclarèrent que le terme de la durée des négociations était arrivé, et que le congrès était dissous.

Le duc de Vicence écrivit aussitôt au prince de Metternich pour lui annoncer que Napoléon ve-

nait de le mettre à même de renouer les négociations de la manière la plus franche et la plus positive, et réclama les facilités nécessaires pour arriver jusqu'àuprès de ce ministre. M. de Caulaincourt se flattait que la paix pourrait être conclue en moins de quatre jours. Il se rendit aux avant-postes ; mais ce fut inutilement qu'il y attendit le laissez-passer nécessaire. Les alliés étaient revenus de leur première frayeur : ayant appris que la ville de Bordeaux avait reçu dans ses murs le duc d'Angoulême et avait proclamé la restauration des Bourbons, ils se disposaient à porter des coups décisifs. Il ne restait donc plus qu'à combattre.

Du 20 au 25 mars, Napoléon exécuta plusieurs mouvements, pendant lesquels l'armée française reconnut que le talent et le courage finiraient par succomber sous le nombre.

Le 26, Napoléon attaqua, à Saint-Dizier, le corps de cavalerie du général russe Witzingerode, qui y avait été laissé afin de maintenir la ligne d'opération des alliés et faciliter l'arrivée des munitions et de l'artillerie. Les dragons du général Milhaud et la cavalerie de la garde, commandée par le général Sébastiani, attaquèrent le corps russe ; après plusieurs belles charges, l'ennemi fut mis en déroute ; on lui prit dix-huit pièces de canon et quinze cents chevaux.

Napoléon se trouvait ainsi sur les derrières des alliés ; le 29 mars il arriva à Troyes. Là, il apprit que les Russes et les Prussiens accouraient à marches forcées sur Paris. M. de La Valette, directeur-général des postes, lui fit parvenir la note suivante : « Les partisans de l'étranger, encouragés par ce qui se passe à Bordeaux, lèvent la tête ; des menées secrètes les secondent. La présence de Napoléon est nécessaire, s'il veut empêcher que la capitale ne soit prise. Il n'y a pas un moment à perdre. » Napoléon quitta Troyes à l'instant même, et se dirige, avec toute la rapidité possible, au secours de Paris.

Pendant que l'empereur accourait vers la capitale, les armées ennemies s'avançaient aussi sur cette ville, en acculant les corps des maréchaux Mortier et Marmont, qui se trouvaient trop faibles pour les contenir.

Le 50 mars, les troupes composant ces deux corps, quelques milliers de soldats des dépôts réunis par le général Belliard, huit à dix mille hommes de la garde nationale, sous les ordres du maréchal Moncey, et quelques compagnies d'artillerie formées spontanément par les élèves de l'École Polytechnique, prirent position sur les hauteurs de Montmartre et de Belleville pour défendre l'entrée de Paris. Cette poignée de Français, attaquée par les masses alliées, fit une ré-

sistance glorieuse pendant toute la journée. Mais le soir les alliés, dont les pertes avaient été aussitôt remplacées, s'emparèrent des hauteurs qui dominent Paris.

Dans cette journée, marquée par le dévouement des troupes, d'une partie de la garde nationale et de la jeunesse des écoles, les royalistes s'agitèrent; il se forma des conciliabules, où ces hommes habitués à détruire d'un trait de plume ce qui fut cimenté par le sang le plus pur, travaillaient, dans leur cabinet, à neutraliser les efforts des hommes mus par le patriotisme et par l'espoir de sauver Paris et la France du joug de l'étranger. Tous ces intrigants furent merveilleusement secondés par la résolution, adoptée au conseil des ministres, de faire partir l'impératrice et son fils; ce qui acheva de décourager tout le monde. Le frère de l'empereur, Joseph, à qui Napoléon avait confié les plus hautes fonctions, quitta aussi Paris; et pourtant il avait promis aux habitants qu'il ne les abandonnerait pas.

Ainsi, le 30 au soir, il n'y avait plus de gouvernement, et les défenseurs de Paris n'avaient plus d'autre parti à prendre que de demander un armistice pour traiter de l'évacuation de la capitale. Il fut convenu que les troupes alliées y entreraient le lendemain matin.

Disons-le ici, pour que les ennemis de la France le sachent bien; malgré la lassitude que les Français éprouvaient, malgré les divisions que l'on était parvenu à semer parmi eux, malgré les intrigues des diplomates et les menées des traîtres, malgré enfin la grande infériorité des troupes employées à la défense de Paris, jamais les alliés ne seraient entrés dans cette ville immense, si Napoléon, prévenu vingt-quatre heures plus tôt de la marche de l'ennemi, fût arrivé, même seul, avant la capitulation; ou s'il se fût trouvé parmi ses généraux ou ses ministres un seul homme capable d'utiliser le patriotisme de cette partie de la population toujours prête à se dévouer quand on lui fait entendre les mots sacrés d'honneur national, de patrie ou de liberté. Il fallait qu'un homme connu du peuple montât à cheval, qu'il parcourût les rues de Paris en faisant retentir, par la musique de la garde nationale, le chant des Marseillais, trop longtemps proscrit; il fallait donner des armes à ces cent mille ouvriers qui en demandaient, et qui tous étaient attachés à l'empereur; il fallait utiliser ce parc d'artillerie qu'on laissa sans attelages au Champ-de-Mars, tandis que toutes les voitures de la cour et des dignitaires fuyaient attelées de six et huit chevaux. Mais on ne fit rien de ce qu'il fallait faire pour sauver Paris: les princes, les ducs, les comtes de l'empire n'étaient plus les citoyens de 1792

et 1794; il n'y avait plus chez eux ni courage, ni vertu; le feu sacré s'était éteint; l'égoïsme s'était emparé de tous ces grands seigneurs: ils ne pensèrent qu'à sauver leurs richesses, leurs titres, leurs emplois, et abandonnèrent l'ancien maître pour se faire un mérite de leur trahison auprès du maître nouveau. L'histoire des derniers jours de mars et de la première quinzaine d'avril 1814 fera à jamais la honte de ces hommes qui se qualifient de haute classe de la société, et qui, dans toutes les grandes occasions, se montrent toujours ce qu'ils sont, la partie la plus gangrenée, la plus lâche, la plus éhontée de la nation.

Pendant que l'impératrice, le roi de Rome, le lieutenant-général de l'empire, les ministres, une partie des grands dignitaires quittent la capitale, Napoléon s'en approche: il est déjà de sa personne à quelques lieues de Paris. Mais au moment où sa voiture s'arrête, pour relayer, à la fontaine de Juvisy, il apprend qu'il arrive quelques heures trop tard. Le général Belliard lui apporte la nouvelle de la capitulation de Paris, signée dans la nuit, d'après laquelle les troupes ennemies doivent occuper la capitale dans la matinée du 31 mars. Napoléon veut marcher en avant; mais il en est empêché par Berthier, Caulaincourt et Belliard. Il se décide enfin à rebrousser chemin, et rentre, à six heures du matin, à Fontainebleau, où sa garde et le reste de son armée le rejoignent dans la soirée et le lendemain.

Ici commencèrent les intrigues de salon qui ont amené la restauration des Bourbons. Quelques diplomates, une poignée de royalistes et d'émigrés, dont la plupart ont été rebutés par Napoléon, s'agitent dans tous les sens, se multiplient et se proclament les représentants de la France: leurs femmes, leurs parentes se chargent d'agiter des mouchoirs blancs, de distribuer des rubans et des cocardes blanches à quelques jeunes gens qui se sont soustraits à la conscription et aux gardes-d'honneur: ou les voit se montrer le lendemain de la bataille; on dirait que ce sont eux qui ont vaincu Napoléon et conquis Paris. Il faudrait plusieurs volumes pour raconter toutes les honteuses menées dont Paris fut le théâtre pendant quelques jours. Je ne m'attacherai pas à reproduire tout ce qui a été écrit sur les causes de la restauration de 1814, je me bornerai à raconter les faits et leurs résultats¹.

A peine la capitulation de Paris fut-elle signée,

¹ Pour se faire une idée de ces intrigues, il faut lire l'ouvrage publié par M. Alphonse de Beauchamp dans le but de faire l'apologie des royalistes: là tous les traîtres sont nommés, tous les masques sont ôtés. Ces royalistes se vantent eux-mêmes d'avoir fait pour seconder les ennemis de la France, comme ce baron d'Imbert se vanta, dans un autre écrit, d'avoir, en 1793, livré Toulon et la flotte aux Anglais.

que MM. Delaborde et Tourton, officiers supérieurs de la garde nationale, obtinrent que cette garde continuerait à conserver, tant à l'intérieur qu'aux barrières, tous les postes utiles à la tranquillité publique; ce qui fut un grand bienfait.

Le 54 au matin, les alliés firent répandre dans Paris une proclamation de leur généralissime, le prince de Schwartzemberg, dans laquelle les puissances déclarent qu'elles cherchent de bonne foi une autorité salutaire qui puisse cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernements.

« C'est à la ville de Paris, porte cette proclamation, qu'il appartient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer la paix du monde. Son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si immense résultat. Qu'elle se prononce, et, dès ce moment, l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions! »

On sent quelle vaste carrière cette proclamation ouvrait aux agents des Bourbons; tous les hommes disposés à trahir les intérêts du maître qu'ils ont tant encensé et qui les a gorgés d'or et d'honneurs s'émurent. Un petit nombre de bons Français, de patriotes sincères, se rangèrent aussi de bonne foi parmi ceux qui voulaient renverser Napoléon; mais avec des intentions bien différentes des intrigants: ceux-ci cherchaient à rappeler les Bourbons, dans l'espoir que la France serait livrée à leur avidité, et qu'ils verraient rétablir les anciens privilèges dont ils jouissaient avant la révolution: les autres voulaient renverser le despotisme de Napoléon, dans le but de le remplacer par des institutions libérales: ils pensaient que le moment était arrivé de rendre au peuple français la liberté que Napoléon lui avait ravie. Mais les bons citoyens se trouvèrent en petit nombre; l'égoïsme l'emporta sur le patriotisme: on ne s'occupa que des intérêts particuliers; ceux de la nation furent totalement oubliés: on perdit ainsi une occasion unique pour la cause des libertés publiques.

A midi, l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le généralissime des armées alliées firent leur entrée à Paris, à la tête d'une grande partie de leurs troupes. Le peuple assiste en foule à ce spectacle nouveau pour lui; mais il reste dans un morne silence; tandis que les royalistes et leurs dames fêtent, embrassent les Prussiens, les Russes, les Cosaques: des rubans, des guirlandes, des couronnes sont jetés aux soldats, aux généraux étrangers; tous les soins leur sont prodigués, tandis qu'ils sont refusés aux héros citoyens blessés la veille pour la défense de la capitale. Jamais on ne vit une si honteuse abnégation patriotique, un tel avilissement du caractère national: l'émigration, les hommes chassés des

emplois publics, les intrigants et les intrigantes de toutes les couleurs, les courtisanes de la capitale saluent de leurs acclamations les ennemis de la France, et décèlent ainsi la bassesse de leur âme, tandis que les classes moyennes de la société et celle qu'on appelle *le peuple* leur donnent l'exemple d'une dignité que les nobles n'ont pas. Sans doute que la nation est fatiguée du despotisme de Napoléon; sans doute qu'elle voudrait en être délivrée; mais elle sent qu'il ne faut pas avilir celui qu'elle a porté au trône, et qui montra si longtemps les qualités réunies du grand capitaine et du grand administrateur. Les noms que les émigrés pronoucent sont devenus étrangers aux Français: ils se rappellent seulement le despotisme et les abus de l'ancien régime, et ce n'est pas sans quelque répugnance qu'ils entendent rappeler cet ancien régime. Au reste, les Français sont tombés dans la plus profonde apathie: quelques centaines de royalistes sont la partie de la nation agissante, la seule qui soit consultée dans ces graves circonstances, la seule qui crie et qui se fait écouter.

Il faut avoir été témoin de cette entrée des alliés à Paris pour se faire une idée de toutes les atteintes portées en ce jour au caractère national. Ici ce sont des hommes, ayant longtemps sollicité la décoration de la Légion-d'Honneur, qui l'attachent à la queue des chevaux; là c'est un émigré, dont la famille a été comblée de bienfaits par Bonaparte, qui passe la corde au cou de la statue pédestre élevée sur la colonne de la place Vendôme, et qui paie quelques misérables pour renverser cette statue et la traîner dans la boue. C'est en vain que l'empereur Alexandre témoigne combien les basses adulations dont il est l'objet lui font de la peine; il est condamné à entendre chanter ses *bienfaits* par des bouches françaises, habituées à chanter ceux de Napoléon. On dirait que Paris ne renferme plus des Français. Mais ce sont surtout les femmes titrées qui se font remarquer par l'oubli de toutes les convenances nationales et sociales, ce sont elles qui fêtent plus particulièrement les Russes et jusqu'aux Cosaques; ce sont elles qui font le plus de bruit dans les théâtres: ce qui fait dire que cette révolution est l'œuvre des femmes.

Rendons justice aux Prussiens, aux Autrichiens, à tous les peuples qui ont vu entrer les armées françaises dans leurs capitales; jamais il n'y eut chez eux une si honteuse abnégation du caractère national; jamais, lorsque Napoléon se montrait triomphant chez eux, ils ne chantèrent les bienfaits de son invasion; jamais ils ne traînèrent dans la boue les couleurs nationales, ni les décorations qu'ils avaient reçues de leurs

souverains. A Paris, cet oubli des convenances est porté au point que les hommes placés au gouvernement provisoire sont obligés de défendre, par un arrêté, toute expression outrageante contre le gouvernement renversé, comme aussi toutes dévastations des monuments sur lesquels les royalistes effrénés prétendent venger l'avilissement ou la nullité dans laquelle ils sont restés pendant si longtemps.

Aux paroles, aux voies de fait, succèdent les brochures; mille écrits, les plus véhéments, viennent insulter à Napoléon vaincu.

Tous ces coups portés à la fois font croire aux alliés que la France entière est contre Napoléon; et le soir même du 54 mars, une proclamation de l'empereur de Russie, au nom des alliés, annonce qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun de sa famille.

Le lendemain matin le conseil général du département de la Seine s'assemble, sous la présidence de l'avocat Bellard, et publie une proclamation virulente contre Bonaparte, que ce conseil déclare être l'unique auteur des maux de la France. Ces magistrats naguère si dociles, si empressés d'exécuter les ordres de l'empereur, se déchainent, avec une fureur inouïe, contre celui qu'ils encensaient peu de jours avant.

Cependant tout était dans la confusion où le départ de l'impératrice et des ministres avait laissé la capitale; aucune autorité n'avait encore remplacé le gouvernement impérial. Le sénat s'assemble enfin, et sous l'influence de Talleyrand, exerçant les fonctions de président, il charge un gouvernement provisoire de pourvoir aux besoins de l'administration, et de rédiger un projet de constitution. Les membres du gouvernement provisoire, désignés par avance par les grands meneurs de la restauration, sont : ce même prince de Bénévent, le général Beurnonville, le sénateur de Jaucourt, le duc d'Alberg, l'abbé de Montesquiou : Dupont de Nemours est nommé secrétaire-général.

Les premiers actes de ce gouvernement provisoire sont destinés à nommer des commissaires pour chaque département ministériel, et à donner le commandement de la garde nationale de Paris et du département au général Dessoles. Tous ces choix indiquent assez qu'il n'y a plus d'espoir pour la cause de Napoléon.

Enfin le 2 avril, les sénateurs de l'empire, ceux-là même qui, à très-peu d'exceptions près, s'étaient tant avilis aux yeux de la France par leur basse complaisance pour les volontés de leur maître, décident des destinées de l'empire. Soixante-quatre sénateurs, sur cent quarante membres dont le sénat se compose, rendent un

décret qui déclare Napoléon déchu du trône, le droit héréditaire aboli dans sa famille, et le peuple français ainsi que l'armée déliés envers lui du serment de fidélité.

Cette déclaration est fondée sur les considérants suivants :

« Le sénat conservateur, considérant que, dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution ou du pacte social;

« Que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la nation des sujets de compter, pour l'avenir, sur des actes de sagesse et de justice; mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français; notamment en levant des impôts, en établissant des taxes autrement qu'en vertu de la loi, contre la teneur expresse du serment qu'il avait prêté à son avènement au trône, conformément à l'art. 55 des constitutions du 28 floréal an XII (48 mai 1804);

« Qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple, lors même qu'il venait d'ajourner sans nécessité le corps-législatif, et de faire supprimer, comme criminel, un rapport de ce corps, auquel il contestait son titre à la représentation nationale;

« Qu'il a entrepris une suite de guerres, en violation de l'art. 50 de l'acte des constitutions de l'an VIII, qui veulent que la déclaration de guerre soit proposée, discutée, décrétée et promulguée comme les lois;

« Qu'il a inconstitutionnellement rendu plusieurs décrets portant peine de mort; nommé les deux décrets du 5 mars dernier, tendant à faire considérer comme nationale une guerre qui n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition démesurée;

« Qu'il a violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'état;

« Qu'il a anéanti la responsabilité des ministres, confondu tous les pouvoirs et détruit l'indépendance des corps judiciaires;

« Considérant que la liberté de la presse, établie et consacrée comme l'un des droits de la nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de sa police, et qu'en même temps il s'est toujours servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de fautes, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme, et d'outrages contre les gouvernements étrangers;

« Que des actes et rapports entendus par le sénat ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite;

« Considérant que, au lieu de régner dans la

» seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français, aux termes de son serment, Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national obligeait d'accepter, et qui ne compromettaient pas l'honneur français; par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en argent; par l'abandon des blessés sans secours, sans pansement, sans subsistances; par différentes mesures dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses;

» Considérant que, par toutes ces causes, le gouvernement impérial, établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII, ou 18 mai 1804, a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les états de la grande famille européenne; le sénat décrète, etc. »

Aussitôt ceux qui avaient pris l'initiative pour proclamer la restauration des Bourbons redoublent d'efforts; beaucoup d'autres personnes, qui jusqu'alors s'étaient montrées réservées, se joignent aux royalistes; presque tous les fonctionnaires applaudissent à l'acte du sénat, et le nom de Louis XVIII retentit partout. Mais le peuple, qui n'a jamais entendu prononcer ce nom, hésite à mêler ses acclamations à celles des partisans des Bourbons; son instinct lui laisse entrevoir déjà que la restauration d'une famille chassée de France et ramenée par l'étranger ne peut être qu'une calamité pour la nation: il s'effraie de l'ascendant que viennent de prendre tout à coup ceux qu'il a regardés, pendant 20 ans, comme les ennemis de la révolution, de la liberté, comme ses propres ennemis: le peuple ne prend aucune part à la joie des royalistes; il garde un silence significatif; et cette attitude de la nation sert du moins à imposer aux vainqueurs, qui sont forcés d'afficher la plus grande modération et un désintéressement dont ils se parent aux yeux du monde.

CHAPITRE XIV.

Adresse du gouvernement provisoire au peuple français. — Moyens qui restent encore à Napoléon. — Il abdique en faveur de son fils. — Efforts des maréchaux Ney, Macdonald et du duc de Vicence pour faire accepter cet arrangement. — Défection de Marmont. — Elle ôte tout espoir aux négociateurs pour la régence. — Les alliés déclarent qu'ils n'accepteront qu'une abdication pure et simple. — Proclamation de Napoléon à son armée. — Son abdication généreuse. — Elle comble de joie les royalistes. — Révolution qui s'opère à Paris. — Attitude du peuple. — Traité de Fontainebleau. — Adieux de Napoléon à sa garde. — Son départ pour l'île d'Elbe. — Réflexions sur cet homme extraordinaire.

La déclaration du sénat contre Napoléon et sa dynastie avait complété une révolution faite par une poignée de royalistes, et sans que la nation s'en fût mêlée; car on ne pouvait pas regarder cette portion d'un sénat si avili, ou ce fragment du corps-législatif, comme les représentants de la France. Toutefois, il ne s'éleva aucune réclamation, parce que tout le monde espérait, d'après le langage des alliés et celui du sénat, que les libertés publiques gagneraient à ce changement.

Cette idée prit une nouvelle consistance à la lecture de l'adresse au peuple français, publiée par le gouvernement provisoire. Cette proclamation était ainsi conçue :

« Français, au sortir des discordes civiles, vous avez choisi pour chef un homme qui paraissait sur la scène du monde avec les caractères de la grandeur; vous avez mis en lui toutes vos espérances. Ces espérances ont été trompées. Sur les ruines de l'anarchie, il n'a fondé que le despotisme. Il devait, au moins par reconnaissance, devenir Français avec vous; il ne l'a jamais été: il n'a cessé d'entreprendre sans but et sans motifs des guerres injustes, en aventurier qui veut être fameux. Il a, dans peu d'années, dévoré vos richesses et votre population. Chaque famille est en deuil; toute la France gémit: il est sourd à vos maux. Peut-être rêve-t-il encore à ses desseins gigantesques, même quand des revers inouïs punissent avec tant d'éclat l'orgueil et l'abus de la victoire. Il n'a su régner ni dans l'intérêt national, ni dans l'intérêt même de son despotisme. Il a détruit tout ce qu'il voulait créer, et recréé tout ce qu'il voulait détruire. Il ne croyait qu'à la force; la force l'accable aujourd'hui: juste retour d'une ambition insensée! Enfin, cette tyrannie sans exemple a cessé. Les puissances alliées viennent d'entrer dans la capitale de la France. Napoléon nous gouvernait comme un roi de Babel: Alexandre et ses magnanimes alliés ne parlent que le langage de l'honneur, de la justice et de l'humanité. Ils viennent réconcilier avec l'Europe un peuple brave et malheureux.

« Français, le sénat a déclaré Napoléon Bonaparte déchu du trône, la patrie n'est plus avec lui; un autre ordre de choses peut seul la sauver. Nous avons connu les excès de la licence populaire et ceux du pouvoir absolu; rétablissons la véritable monarchie, en limitant, par de sages lois, les pouvoirs divers qui la composent. Qu'à l'abri du trône paternel l'agriculture épuisée reflleurisse; que le commerce, chargé d'entraves, reprenne sa liberté; que la jeunesse ne soit plus moissonnée par les armes avant d'avoir la force de les porter; que l'ordre de la nature ne soit pas interrompu, et que le vieillard puisse espérer de mourir avant ses enfants! Français, rallions-nous, les calamités passées vont finir, et la paix va mettre un terme aux bouleversements de l'Europe. Les augustes alliés en ont donné leur parole. La France se reposera de ses longues agitations; et, mieux éclairée par la double épreuve de l'anarchie et du despotisme, elle trouvera le bonheur dans le retour d'un gouvernement tutélaire. »

Cette proclamation annonçait qu'une grande révolution s'opérait, et que les libertés publiques y gagneraient: elle rassura donc tous les Français chez lesquels le feu sacré de la liberté n'avait pas été totalement éteint par le despotisme qui avait succédé à ce que le sénat appelait l'anarchie. Les royalistes seuls n'en furent pas satisfaits, parce que le gouvernement provisoire n'y parlait pas des Bourbons, dont le rappel était l'objet de toutes leurs démarches: ils redoublèrent d'activité, et firent circuler un grand nombre d'écrits en faveur de cette dynastie, parmi lesquels on remarqua celui de M. de Châteaubriand, intitulé: *De Buonaparte et des Bourbons*. Cet écrivain, justement célèbre, s'y livra aux plus grandes exagérations contre Bonaparte, afin de servir la cause des Bourbons: cette brochure fut en effet un puissant auxiliaire pour cette famille; elle déda bien des choses indécises jusqu'alors.

Cependant Napoléon avait rassemblé son armée le long de l'Essonne, appuyant sa droite à Melun, et sa gauche à la Ferté-Alepis: il était couvert, du côté de Paris, par les débris des corps des maréchaux Mortier et Marmont, et les hommes tirés des dépôts au sud de la capitale. Il lui restait de quarante-cinq à cinquante mille soldats, les meilleurs, les plus dévoués de l'univers. Il médita longtemps sur ce qu'il devait faire. Trois partis se présentaient à son esprit: le premier était de rentrer à Paris, car il ne pensait pas qu'il existât sur la terre un général assez hardi pour oser le combattre avec cette immense capitale sur ses derrières. Il ne doutait pas que toute la population ne s'insurgeât à sa

voix: il espérait se recruter ainsi de cent mille hommes. Mais les alliés, en se retirant, eussent pu brûler Paris, et ce désastre eût été considéré comme son ouvrage. Ce n'est pas que l'incendie de Paris n'eût pu devenir au fond le salut de la France, comme l'incendie de Moscou avait été le salut de la Russie; mais Napoléon pensait qu'il est de tels sacrifices qu'il n'appartient qu'aux intéressés seuls de les exécuter.

Le second parti était de gagner l'Italie, en ralliant les vingt-cinq mille hommes de l'armée de Lyon, les dix-huit mille que le général Grenier ramenait de ce royaume, les quinze mille du maréchal Suchet, et les quarante mille du maréchal Soult; mais ce parti était celui du désespoir, et ne pouvait avoir aucun résultat. Ce théâtre était si éloigné que les esprits eussent eu le temps de se refroidir: et puis ce n'était plus la France; or, ce sol sacré pouvait seul porter les Français aux prodiges devenus indispensables.

Aucun de ces deux partis ne parut praticable. Restait le troisième, qui consistait à disputer le terrain pied à pied. Napoléon était maître de toutes les places fortes de la France et de l'Italie: il aurait longtemps encore entretenu la guerre, et bien des chances de succès s'offraient aux calculs. Mais ses ennemis déclaraient à l'Europe qu'il était le seul obstacle à la paix; il n'hésita pas sur le sacrifice qui semblait lui être demandé dans l'intérêt de la France..... Il se décida à remettre à la nation la couronne qu'il avait reçue d'elle.

Toutefois, Napoléon crut devoir, dès le premier avril, envoyer le duc de Vicence auprès de l'empereur Alexandre, pour porter des propositions propres à assurer le repos du monde, sans changer le gouvernement de la France. Mais Alexandre et ses alliés se refusèrent à toute négociation, attendu que les propositions faites par Napoléon n'étaient pas celles que les puissances croyaient avoir le droit d'attendre, surtout après la manifestation des sentiments de Paris.

Le message de M. de Caulaincourt ayant échoué, les maréchaux Lefebvre, Ney, Macdonald, Oudinot, qui sont près de Napoléon, lui proposent, le 5, de renoncer au trône de France en faveur de son fils, sous la régence de l'impératrice. Le maréchal Ney se prononce très-énergiquement à ce sujet, et c'est principalement à Ney et à Lefebvre qu'est due la détermination que Napoléon prend enfin d'abdiquer conditionnellement. Il croyait avoir des ressources dans cette armée dont le dévouement est sans bornes; mais le ton de ses

* Histoire de Napoléon d'après lui-même.

maréchaux, qui manifestent sans ménagement le désir d'un arrangement dont il supportera seul tout le poids, lui fait craindre de ne pas être secondé par eux, et il signe son acte d'abdication.

Aussitôt ces maréchaux, auxquels Napoléon adjoint le duc de Vicence, se rendent à Paris pour aller faire accepter la régence de Marie-Louise aux puissances alliées : ils ne sont pas sans espoir de réussir, malgré toutes les démonstrations des royalistes et la déclaration du sénat, parce que ces puissances n'étaient pas sans quelques craintes sur les dispositions de l'armée française, et même sur celles de la population.

Les maréchaux avaient ordre de s'entendre avec le maréchal Marmont, et de l'emmener avec eux à Paris, s'ils croyaient sa présence utile aux affaires de l'empereur. Mais déjà, dès le 2, des négociations avaient été entamées entre le gouvernement provisoire, le prince généralissime et le maréchal Marmont. Le gouvernement provisoire, auquel un noyau d'armée nationale était nécessaire pour l'accomplissement de ses desseins, et qui sentait de quelle importance pouvait être pour la décision des alliés de rompre l'accord qui existait encore dans l'armée de Napoléon, n'avait point cessé de faire auprès du maréchal Marmont toutes les démarches propres à le détacher de Napoléon. Marmont avait résisté pendant deux jours ; mais sa fidélité, ébranlée par la crainte de la guerre civile, succomba sous les pressantes sollicitations dont il fut accablé. Il devait à Napoléon ses grades militaires, sa fortune privée, ses titres, tout enfin ; Marmont étouffa le sentiment de la reconnaissance personnelle envers son bienfaiteur, et le trahit. Au moment où la députation des maréchaux plaidait la cause de la régence de Marie-Louise et du fils de Napoléon, au moment où l'empereur Alexandre, fortement ébranlé par les raisons que font valoir Ney, Macdonald et Caulaincourt, en faveur de la régence, paraissait prêt à revenir sur sa déclaration du 31 mars, un des aides-de-camp de l'empereur de Russie lui apprend la défection de Marmont. Ce maréchal venait de signer avec le prince de Schwartzemberg la convention de Chevilly, par laquelle le corps d'armée placé sous ses ordres devait quitter les drapeaux de Napoléon et se retirer dans la Normandie.

Cette nouvelle changea les dispositions d'Alexandre : il crut y trouver la preuve que la volonté de l'armée n'était pas unanime, et dès-lors, écartant tout ménagement, il se rallia dans sa détermination antérieure, rejeta de nouveau les propositions qui lui étaient apportées par les maréchaux, et déclara que les alliés n'accepteraient de Napoléon que son abdication pure et simple.

Le retour des Bourbons, pour lequel les alliés ne s'étaient pas encore prononcés, se trouva ainsi assuré.

Aussitôt le gouvernement provisoire, qui avait éprouvé les plus vives craintes de voir renouer les négociations avec Napoléon, et qui sentait d'ailleurs la nécessité de raffermir dans leur adhésion ceux d'entre les partisans des Bourbons qui exigeaient des garanties positives, se dépêcha de présenter au sénat le projet de constitution qu'il était chargé de rédiger. Ce projet, adopté par soixante-cinq membres, fut aussitôt décrété et proclamé. On procéda ainsi avec une inconcevable rapidité, et sans même que le projet de constitution eût été distribué : en peu d'heures, ce sénat qui n'est plus rien, qui n'a plus aucun mandat, s'est cru capable d'improviser une constitution, dans laquelle il a bien soin de stipuler le maintien des sénateurs dans la haute chambre, de rendre leur dignité inamovible et héréditaire, et d'attacher aux titres des sénateurs des majorats formés de la dotation du sénat et des sénatoreries. Les sénateurs se montrent, dans cette circonstance, ce qu'ils furent toujours, des accapareurs de titres, d'emplois, de dotations ; aussi leur constitution excite-t-elle l'indignation de tous les Français. Toutefois, il est juste de dire que quoique les libertés publiques n'eussent été, pour ces sénateurs, que des objets secondaires, ils en stipulèrent assez pour indisposer tous ceux qui révalaient le retour du règne du *bon plaisir*.

Cependant Napoléon était toujours à Fontainebleau, entouré de sa garde et du reste de son armée : il attendait le retour de ses députés auprès d'Alexandre pour prendre un parti décisif. Mais tous les jours ses chances diminuaient : le 3 au soir, il apprit la défection de Marmont. Aussitôt, pour contre-balancer dans l'esprit de ses troupes l'adresse du gouvernement provisoire aux armées, et le mauvais effet que doit produire la nouvelle de la trahison du duc de Raguse, il publie l'ordre du jour suivant :

« L'empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui témoigne, et principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non dans le peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général ; son honneur est sa religion. Le duc de Raguse n'a pas inspiré ces sentiments à ses compagnons d'armes : il est passé aux alliés. L'empereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche ; il ne peut accepter la vie ni la liberté de la merci d'un sujet. Le sénat s'est permis de disposer du gouvernement français : il a oublié qu'il doit à l'empereur le pouvoir dont il abuse maintenant ; que

• c'est lui qui a sauvé une partie de ses membres
 • de l'orage de la révolution, tiré de l'obscurité
 • et protégé l'autre contre la haine de la nation.
 • Le sénat se fonde sur les articles de la constitu-
 • tion pour la renverser; il ne rougit pas de faire
 • des reproches à l'empereur, sans remarquer
 • que, comme premier corps de l'état, il a pris
 • part à tous les événements : il est allé si loin,
 • qu'il a accusé l'empereur d'avoir changé des
 • actes dans la publication. Le monde entier sait
 • qu'il n'avait pas besoin de tels artifices : un
 • signe de sa part était un ordre pour le sénat,
 • qui toujours faisait plus qu'on ne lui deman-
 • dait... Si l'enthousiasme s'est glissé dans les
 • adresses et les discours publics, alors l'empe-
 • reur s'est trompé; mais ceux qui ont tenu ce
 • langage doivent s'attribuer à eux-mêmes les
 • funestes suites de leurs flatteries... Si l'empe-
 • reur avait méprisé les hommes, comme on le
 • lui a reproché, le monde reconnaîtrait aujourd'hui
 • qu'il avait raison. Il tenait sa dignité de
 • Dieu et de la nation; eux seuls pouvaient l'en
 • priver : il l'a toujours considérée comme un
 • fardeau, et, lorsqu'il l'accepta, ce fut dans la
 • conviction que lui seul était en état de la porter
 • dignement. S'il est un obstacle à la paix, il en
 • fera volontiers le sacrifice; et il a en consé-
 • quence envoyé le prince de la Moscowa, et les
 • ducs de Tarente et de Vicence, pour entamer
 • des négociations. L'armée peut être certaine
 • que son honneur ne sera jamais en contradic-
 • tion avec le bonheur de la France. »

C'est ainsi que Napoléon parlait à son armée au moment où il espérait encore que ses plénipotentiaires obtiendraient la reconnaissance de la régence de l'impératrice pendant la minorité du roi de Rome. L'Autriche avait, sans contredit, le plus grand intérêt à soutenir cette régence dans une de ses archiduchesses; mais l'empereur François se trouvait alors loin du lieu où se débattaient ces grands intérêts, et l'impératrice elle-même était en fuite. Sans ces deux circonstances, il est probable que les plénipotentiaires eussent encore obtenu la conservation de la dynastie de Napoléon. J'ai déjà dit comment la nouvelle de la défection du maréchal Marmont raffermît l'empereur Alexandre dans sa première déclaration.

La convention de Chevilly, si funeste à la cause de Napoléon et de son fils, avait reçu son exécution. Le général Souham, commandant le corps de Marmont en l'absence de ce maréchal, avait assemblé, dans la nuit du 3, ceux des officiers-généraux de ce corps auxquels la transaction pou-
 vait être communiquée, et ces généraux avaient décidé sur-le-champ que les soldats quitteraient leurs positions. Au jour, environ neuf à dix mille

hommes de bonnes troupes furent mis en marche sur Versailles, et traversèrent la ligne ennemie, en recevant les honneurs militaires. Étonnée d'un mouvement qu'elle ne comprenait pas d'abord, cette troupe, dont le dévouement à son empereur était toujours aussi vif, malgré ses revers, éclata en murmures et en plaintes quand elle sut ce que son chef lui faisait faire; mais la trahison était alors consommée, les soldats ne pouvaient plus revenir sur leurs pas, et Napoléon se trouvait ainsi à découvert.

Les plénipotentiaires envoyés près de l'empereur Alexandre retournèrent à Fontainebleau dans ces circonstances. « On l'entoura, on le pressa, on le harassa pour son abdication pure et simple : il céda de guerre lasse, a-t-il dit lui-même, non sans de grands combats intérieurs; et la dicta en ces termes :

« Les puissances alliées ayant proclamé que
 » l'empereur Napoléon était le seul obstacle au
 » rétablissement de la paix en Europe, l'empe-
 » reur Napoléon, fidèle à son serment, déclare
 » qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, au
 » trône de France et d'Italie, parce qu'il n'est
 » aucun sacrifice personnel, même celui de la
 » vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la
 » France.

» NAPOLÉON ¹.

Aussitôt que cette abdication fut connue à Paris, les royalistes, soulagés d'un grand poids, s'empressèrent de sauter à pieds joints sur la constitution émise par le sénat, laquelle portait que Louis-Stanislas-Xavier ne serait proclamé roi de France qu'après avoir juré d'accepter cet acte, de l'observer et de le faire observer. La légitimité de la maison des Bourbons n'était point alléguée ni dans les actes du sénat, ni dans ceux du gouvernement provisoire, ni dans la déclaration des puissances alliées : il était dit, dans l'art. 2 de l'acte constitutionnel, que le peuple français appelait librement au trône de France Louis-Stanislas-Xavier, et après lui les autres membres de la famille des Bourbons; mais les royalistes proclamèrent cette légitimité, source de tant de malheurs.

Le 9 avril, un arrêté du gouvernement provisoire ordonna à la garde nationale de prendre la cocarde blanche, laquelle devenait, de ce moment, la cocarde nationale et le signe de ralliement des Français. Cette disposition fut décisive aux yeux de la multitude; elle vit dans ce chan-

¹ Il y avait de la noblesse, du patriotisme dans cette généreuse abdication, et Napoléon devait s'en tenir là; il ne devait point ternir un acte qui honorait son cœur et son caractère par ce misérable traité de Fontainebleau qu'il eût la faiblesse de signer quelques jours après.

gement de couleurs le complément de la grande révolution qui venait de s'opérer, laquelle semblait encore un songe pour beaucoup de personnes.

Il est à remarquer que, jusqu'à ce jour, la cocarde blanche n'avait été portée que par quelques royalistes bruyants, d'autant plus empressés à faire arborer la couleur des lis, que leurs cris dans les carrefours, leurs promenades tumultueuses dans les rues et sur les boulevards sont tout ce qu'ils possèdent de moyens pour accélérer la consommation du grand changement qui s'opère.

« Au 30 mars, dit l'abbé Montgaillard, pas une compagnie de la garde nationale n'aurait émis le vœu de rappeler les descendants de Henri IV : le lendemain, pendant l'entrée à Paris des troupes alliées, lorsque des femmes agitaient des mouchoirs blancs aux fenêtres, et que de petits groupes de jeunes gens, parés de cocardes blanches, parcouraient les rues, la masse de la population, surprise de ces mouvements auxquels elle n'était pas préparée, semblait animée de sentiments opposés. Lorsque, le 2 avril, les chefs des douze légions parisiennes furent consultés sur l'opportunité de leur faire prendre la cocarde blanche, il fut bien avéré qu'elles n'y étaient pas disposées : au jour d'hui toutes les cocardes tricolores disparaissent sans contrainte au premier avis.

« La promptitude de tous les citoyens à se décorer de la cocarde blanche excite l'étonnement des étrangers dont Paris est rempli : ils ne conçoivent pas cette transmutation subite de signes extérieurs..... Il est pénible de le dire, c'est à cette tradition d'obéissance passive aux hommes qui se sont rendus maîtres du siège du gouvernement, qui se sont faits puissance législative, bien plus qu'à la considération des dangers ou des besoins de la France, bien plus qu'au désir de la délivrer du double joug de Napoléon et de l'étranger, bien plus encore qu'à des principes de croyance politique, que le très-grand nombre défère en arborant les signes de la royauté. »

Mais toute cette population entraînée, qui se pare sans réflexion d'un signe qu'elle a pros crit depuis vingt-cinq ans, pour proscrire à leur tour les couleurs adoptées comme nationales et portées glorieusement sur tant de champs de bataille, n'en est pas moins inquiète sur le sort que lui prépare l'émigration ; car elle commence à s'apercevoir que c'est l'émigration qui va gouverner la France, l'émigration avec toutes ses haines et tous ses préjugés. Les dispositions de l'acte constitutionnel qui déclarent que le peuple français

appelle librement au trône de France Louis-Stanislas-Xavier, et qui exigent que ce prince accepte et jure, avant d'être proclamé roi, d'observer le pacte que la France lui présente ; ces dispositions, dis-je, sont déjà éludées, et on ne parle que de légitimité, de droit divin, prétentions que la révolution avait déclarées absurdes. Les Français, chez qui le despotisme de Napoléon n'a pas éteint tout sentiment patriotique, craignent qu'une aussi belle occasion pour revendiquer les libertés publiques ne soit perdue, et éprouvent de la répugnance à confier les destins de la France à une famille qu'ils supposent ulcérée contre la nation, rentrant escortée de tant de gens qui n'ont rien appris dans leur long bannissement, et qui ont sans doute conservé tous les préjugés pour le soutien desquels ils sont sortis de France. Plusieurs jours se passent ainsi dans l'attente de la conduite que vont tenir les princes rappelés.

Napoléon était toujours à Fontainebleau, entouré de sa garde fidèle ; mais se voyant abandonné à chaque instant par les hommes qu'il avait comblés de richesses et d'honneurs. « L'époque de Fontainebleau, a-t-il dit lui-même, accumula sur sa tête, et presque en un instant, toutes les peines morales dont il est possible d'être affligé. Vaincu par la défection, non par les armes, il eut à éprouver tout ce qui peut indigner une grande âme, ou briser son cœur. Ses compagnons l'abandonnèrent, ses serviteurs le trahirent : l'un livra son armée, l'autre son trésor ; ceux qu'il avait élevés, comblés, furent ceux qu'il l'abattirent.

« Ce sénat qui l'avait tant loué, ce sénat qui, la veille encore, lui fournissait à profusion des hommes pour combattre les ennemis, n'hésita pas le lendemain à se faire le vil instrument de ces mêmes ennemis ; et, sous l'imputation de leurs balonnettes, il reprocha, il imputa à crime ce qui fut son propre ouvrage : il brisa lâchement l'idole que lui-même il avait créée, et qu'il avait si vilement et si basement encensée. Enfin, et ce dernier coup fut le plus sensible pour Napoléon, sa femme, son fils lui furent enlevés, en dépit des traités et des lois, en opposition à la morale ; on s'en empara, et il ne doit plus les revoir !

« C'est au milieu de tant de maux qu'on présenta à Napoléon le traité de Fontainebleau du 44 avril, qui venait d'être rédigé à Paris par les ministres des puissances alliées. Ce traité avait été discuté sans lui et contre son gré. Il lui paraissait humiliant et inutile ; survivant à tant de grandeurs, il suffisait à Napoléon de vivre désormais en simple particulier : il avait honte qu'un si grand sacrifice offert à la paix de

« monde se trouvât mêlé à des arrangements pé-
« cuniaires ¹. A quoi bon un traité, puisqu'on ne
« voulait pas régler avec lui ce qui concernait les
« intérêts de la France? Du moment qu'il ne s'a-
« gissait plus que de sa personne, il n'y avait
« plus de traité à faire. Napoléon était vaincu, il
« cédaît au sort des armes : seulement il deman-
« dait à n'être pas prisonnier de guerre, et pour
« cela un simple cartel suffisait.

« Vainement chercha-t-on à le ramener sur sa
« situation personnelle, son existence, ses be-
« soins à venir. « Eh! que m'importe? répondit-
« il toujours; un petit écu par jour et un cheval,
« voilà tout ce qui m'est nécessaire. » On eut
« toutes les peines du monde à lui faire ratifier
« ce traité : on ne l'eût obtenu qu'en alléguant de gran-
« des vues politiques.

« En effet, si Napoléon avait voulu traiter sen-
« sément, il eût obtenu le royaume d'Italie, la
« Toscane ou la Corse, tout ce qu'il aurait voulu :
« sa décision fut une faute de son caractère, une
« boutade de sa part, un véritable excès de tem-
« pérément. Il avait pris du dégoût et du mépris
« pour tout ce qui l'entourait; il en prit pour la
« fortune, il se plut à la braver. Il jeta les yeux
« sur un petit coin de terre où il pût être mal, et
« profiter des fautes que l'on ferait : il se décida
« pour l'île d'Elbe.

« Toutefois, dans l'excès de son mépris des
« hommes et des choses, Napoléon écrivit à l'im-
« pératrice, que l'on devait s'attendre à tout, que
« tout était possible, même sa mort. »

Ces derniers mots sont l'explication de ce qui
se passa à Fontainebleau pendant la mystérieuse
nuit du 12 au 13 avril, dans laquelle il paraît
avéré que Napoléon s'empoisonna. Mais le poison

qu'il prit ne put lui donner la mort : la force de
son tempérament résista à l'action de l'agent mor-
tifère que Napoléon portait sur lui depuis la re-
traite de Moscou, et son estomac de fer s'en dé-
barrassa au moyen d'une crise salutaire. Dès-lors
il chercha de cacher aux yeux du petit nombre
d'amis qui lui étaient restés fidèles et de ses sol-
dats cet acte d'un grand désespoir. Mais les per-
sonnes qui le virent le lendemain purent aper-
cevoir sur sa figure les marques des souffrances
qu'il avait éprouvées.

Le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe fut
retardé par le parti qui craignait de le voir aussi
près de la France, et qui projetait déjà de l'en-
voyer bien loin de l'Europe. Il dut donc rester
encore plusieurs jours à Fontainebleau, pendant
lesquels il se tint dans son appartement avec les
ducs de Bassano et de Vicence, les maréchaux
qu'il avait envoyés à Paris, et un très-petit nom-
bre de personnes.

Le duc de Vicence, dont le zèle et la fidélité ne
se démentirent jamais, ayant enfin levé les dif-
ficultés qu'on opposait au départ du souverain
de l'île d'Elbe, Napoléon se montra à sa garde
dans la matinée du 20 avril, et lui fit ses adieux,
adieux nobles et touchants qui seront immortels
comme la renommée de celui qui les prononça
et celle de cette troupe de braves.

« Généraux, officiers, sous-officiers et soldats
« de ma vieille garde, leur dit Napoléon d'une
« voix attendrie, je vous fais mes adieux. Depuis
« vingt ans je suis content de vous; je vous ai
« toujours trouvés sur le chemin de la gloire.

« Les puissances alliées ont armé toute l'Europe
« contre moi; une partie de l'armée a trahi ses
« devoirs, et la France elle-même a voulu d'au-
« tres destinées.

« Avec vous et les braves qui me sont restés
« fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile
« pendant trois ans. Mais la France eût été mal-
« heureuse; ce qui était contraire au but que je
« m'étais proposé.

« Soyez fidèles au nouveau roi que la France
« s'est choisi; n'abandonnez pas notre chère pa-
« trie, trop longtemps malheureuse : aimez-la
« toujours, aimez-la bien cette chère patrie.

« Ne plaignez pas mon sort; je serai toujours
« heureux lorsque je saurai que vous l'êtes.

« J'aurais pu mourir, rien ne m'eût été plus
« facile; mais je suivrai sans cesse le chemin de
« l'honneur. J'ai encore à écrire ce que nous
« avons fait : vos exploits, braves guerriers, ne
« doivent pas rester dans l'oubli.

« Je ne puis vous embrasser tous; mais j'em-
« brasserai votre général..... Venez, général.
« (Le général Petit s'étant approché, Napoléon

¹ Le traité de Fontainebleau, dont il est ici question, stipu-
lait : 1° la renonciation de Napoléon à toute souveraineté sur
la France et l'Italie; 2° la conservation du titre et rang de Na-
poléon, de Marie-Louise et de la famille Bonaparte; 3° la ces-
sion de l'île d'Elbe à Napoléon pour en faire sa résidence; 4° un
revenu annuel de deux millions de francs; 5° la cession des
duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla à l'impératrice
Marie-Louise, pour en jouir en toute souveraineté, et trans-
missible à son fils et à ses descendants; 6° la réserve d'un re-
venu de deux millions cinq cent mille francs pour les princes
et princesses de la famille de Napoléon; 7° la promesse d'un
établissement convenable pour le prince Eugène, vicaire-roi d'Ita-
lie; 8° un capital de deux millions, réservé sur les propriétés
de Napoléon, ainsi que sur les fonds placés par lui, pour être
employés en gratifications aux personnes dont les noms so-
ciaient portés sur une liste signée par Napoléon; 9° la faculté de
pouvoir examiner avec lui, comme sa garde, quatre cents
hommes volontaires, lesquels ne perdraient par leurs droits de
Français.

Ce traité, garanti par les puissances alliées, et auquel l'An-
leterre et la France accédèrent, ne fut cependant pas exécuté :
les legs de Napoléon ne furent point acquittés; les deux mil-
lions cinq cent mille francs que la France devait lui donner
annuellement ne lui furent pas payés; on ne créa aucun éta-
blissement pour le prince Eugène; en un mot le gouverne-
ment français ne remplit envers le souverain de l'île d'Elbe
aucun des engagements qu'il avait acceptés.

« le serra dans ses bras.) Qu'on m'apporte l'aigle. (Un officier porte-drapeau sortit alors des rangs et présenta à l'empereur le drapeau surmonté de l'aigle.) Chère aigle, dit Napoléon en la baisant, que ces baisers retentissent dans le cœur de tous les braves!... Adieu, mes enfants... mes vœux vous accompagneront tous les jours..... conservez mon souvenir. »

Cette touchante allocution fit répandre des larmes non-seulement à tous les vieux soldats, mais encore aux commissaires anglais et prussiens qui étaient présents à ce spectacle sublime et déchirant : elle causa sur tous une impression ineffaçable.

Quelques instants après Napoléon monta en voiture, accompagné de ces commissaires, qui lui donnèrent toutes les marques du plus grand respect, et se mit en route pour le midi de la France. Il reçut des preuves du plus vif intérêt sur toute sa route jusqu'aux confins de la Provence. Là, les machinations de ceux qui voulaient le faire assassiner avaient eu le temps de le devancer. Il avait échappé au guet-apens qu'on lui avait fait préparer par le royaliste Maubreuil ; mais il faillit à succomber sous celui des royalistes d'Orgon. Dans leur rage, que les commissaires des puissances rendirent impuissante, les habitants de cette petite ville, si tristement célèbre par les excès qui s'y sont commis, lancèrent des pierres contre la voiture de Napoléon, et l'accablèrent de lâches injures.

Arrivé à Fréjus, le 27 avril, Napoléon y trouva en rade deux bâtiments pour le transporter, l'un français, l'autre anglais ; il préféra la frégate anglaise, ne voulant pas qu'il fût dit qu'il avait été déporté sous le pavillon français. Le lendemain il quitta en banni cette même rade de Fréjus, qui, quatorze années plus tôt, l'avait reçu en libérateur à son retour d'Égypte. Le grand-maréchal du palais, comte Bertrand, le lieutenant-général d'artillerie, comte Drouot, le général Cambrone, et quelques autres officiers supérieurs formèrent son modeste cortège. Le bataillon de sa garde, qui devait le suivre à l'île d'Elbe, ne tarda pas d'arriver au lieu de son embarquement : au lieu de quatre cents hommes, il s'en était présenté dix mille, qui tous briguaient l'honneur d'aller partager le sort de leur ancien général ; on fut obligé de retenir tous ces braves soldats, dont l'affection suivit Napoléon sur le rocher de Porto-Ferrajo.

Ainsi, peu de jours avaient suffi pour faire tomber l'homme extraordinaire parmi les hommes extraordinaires qui vivront dans l'histoire du monde, et pour détruire l'empire français, le plus grand, le plus fort que l'Orient ait vu se former.

Napoléon était encore à Fontainebleau, et déjà toute la grande machine impériale, dont les ressorts avaient été trop tendus, était anéantie ; déjà tous les fonctionnaires, chargés de faire mouvoir ces ressorts, avaient abandonné leurs postes, et accouraient par pelotons porter leur adhésion aux actes qui venaient de prononcer la déchéance de l'empereur. La chute de Napoléon sera la grande leçon des rois.

Il lui avait été donné d'effacer tout ce qui parut de grand, d'héroïque, de merveilleux sur le globe ; son ambition lui a fait répudier sa noble destinée. S'il eût été, ainsi qu'il se plaisait à le dire, un *Washington couronné*, s'il eût laissé aux Français les libertés qu'ils avaient conquises par tant de généreux efforts, son trône fût resté inébranlable. Mais, en dénaturant lui-même le mandat qu'il tenait de la révolution, il cessa d'être le mortel par excellence, et ne fut plus que le plus célèbre des despotes, des conquérants et des soldats montés sur le trône.

Tout avait concouru à favoriser son essor vers la plus haute région : la nature, en le douant des plus étonnantes facultés intellectuelles ; le destin, en combinant pour lui toutes les chances de succès. Ces succès, la fortune les prépara par cette grande révolution qui ouvrit au jeune Bonaparte sa belle carrière de général, et en mettant plus tard à sa disposition cette foule d'hommes éminents que la révolution avait fait surgir, et qui semblaient avoir été placés par elle pour assurer à un autre homme plus éminent encore un triomphe impérissable. Jamais on ne vit une rencontre aussi bien concertée, un rapport aussi intime des hommes et des choses pour concourir à l'élevation d'une grande capacité.

Et quels moyens Napoléon Bonaparte n'eût pas trouvés en lui-même et dans les hommes qui l'entouraient s'il eût consacré les belles, les sublimes qualités qu'il tenait de la nature à développer les bienfaits de cette révolution par une administration douce et libérale ? Qu'on juge de ce qu'il aurait pu faire par ce qu'il a fait, malgré des guerres presque continuelles et au milieu de ses gigantesques projets de conquête. Rien ne semblait au-dessous de son étude, rien au-dessus de sa capacité. Sa facilité s'appliquait à tout ; les affaires les plus diverses, les plus compliquées, il les traitait en même temps et avec la même aptitude. Son attention se portait à la fois sur tous les objets utiles ; elle ne laissait rien échapper : son application ne se fatiguait jamais, et défait le commis de bureau le plus opiniâtre ou le mieux exercé. Pour lui, se délasser n'est que changer de travaux : les rares dissipations qu'il se permet ou qu'exige sa position lui

sont à charge ; il travaille pendant une partie de ses nuits, dans ses voyages, dans tous les instants où une idée forte et utile vient s'offrir à son esprit : il s'entoure d'hommes capables et laborieux ; il les prend dans tous les rangs, dans toutes les opinions de l'ancienne ou de la nouvelle France ; il les moule avec exactitude et précision ; il en compose un tout homogène, et les lance sur une scène d'activité. Il met un soin, une ardeur, un tact infini à distinguer le mérite dans toutes les classes, et crée ainsi une administration pure et un gouvernement bien ordonné, qui font l'admiration du monde.

Les guerres qu'il dirige, les grandes affaires politiques qu'il traite, ne l'empêchent pas de porter un regard scrutateur sur la gestion de ses ministres : il les veut probes, honnêtes, laborieux ; il veut que leurs comptes, surtout ceux des ministres qui disposent des deniers de l'état, ne soient pas mensongers. Il leur défend d'élever leur fortune privée aux dépens du trésor public ou par des spéculations scandaleuses ; mais il les comble lui-même de dons et d'honneurs. Aucun gouvernement n'eut jamais des finances mieux régies, une comptabilité plus exacte et mieux ordonnée. Dès son apparition sur la scène du monde, il se montre inflexible pour les administrateurs concussionnaires : il veut que ses ministres, ses préfets, ses moindres agents rendent justice au plus obscur des citoyens, et lui-même tient la main à ce que l'égalité devant la loi ne soit pas une chimère. On le voit à la fois encourager les sciences, les arts, primer les découvertes utiles, et faire exécuter des travaux immenses sur tous les points de l'empire. Ces travaux, que Napoléon appelait avec raison ses trésors, furent tous accomplis au milieu de guerres continuelles, sans aucun emprunt, et même lorsque la dette publique et les taxes étaient diminuées.

Les grands et admirables travaux exécutés ou entrepris pendant le règne de Napoléon, sont : le bassin d'Anvers et celui de Flessingue capable de contenir les plus nombreuses escadres et de les préserver des glaces de la mer ; les ouvrages hydrauliques de Dunkerque, du Havre, de Nîmes ; ceux de Bouches-de-Rhône ; le gigantesque bassin de Cherbourg ; les ouvrages maritimes de Venise ; les belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Bayonne à Metz, de Bordeaux à Bayonne ; les passages des Pyrénées aux Alpes, de Parme à la Spezia, de Savonne au Piémont ; les ponts d'Isère, d'Austerlitz, des Arts, de Sévres, de Tours, de Rouanne, de Lyon, de Turin, de l'Isère, de la Durance, de Bordeaux, de Rouen, etc., etc. ; le canal qui joint le Rhin au Rhodan, par le Doubs ; celui qui unit l'Escaut à la Somme, joignant Amsterdam à Paris ; celui qui joint la Rance à la Vilaine ; le canal d'Aries au port de Bouc, celui de Saint-Quentin, celui de Paris, celui du Rhin ; le dessèchement des marais de Bourbourg, du Cotentin, de Rochefort ; le rétablissement de pres-

Ajoutons, à la gloire de Napoléon, que, s'il déploya d'une manière funeste à la France et à l'Europe les passions des grands ambitieux, il ne montra jamais les vices des petites âmes : la superstition, la haine, la vengeance furent étrangères à son caractère. Il se montrait d'une douceur, d'une indulgence, d'une bonté admirables dans son intérieur domestique ; tous les gens attachés à son service personnel le chérissaient comme le meilleur des maîtres : sa générosité et sa bienfaisance n'avaient point de bornes ; il récompensait tous les services.

Son respect pour les bienséances sociales est encore un heureux exemple auquel on doit le rétablissement des mœurs. Rarement un prince mit-il plus de soin à prévenir les scandales de sa cour. Il fut excellent époux, il se montra père tendre. Il tint constamment les femmes, les courtisanes, les prêtres à la distance où, dans tout gouvernement bien ordonné, ils doivent être tenus des affaires publiques. Enfin, il fut d'une sobriété digne des Spartiates.

Par quel prodige, par quel concours de circonstances a pu s'abîmer, s'anéantir lui-même celui que la nature et le destin favorisèrent si puissamment, et pour qui la victoire et la fortune se montrèrent si longtemps favorables ?

C'est qu'il débuta par le langage des Brutus, agit d'abord comme César, puis comme Titus et Trajan, et finit comme Tarquin.

C'est qu'il usurpa tous les droits d'une nation qui ne les lui avait confiés que temporairement,

que toutes les églises démolies pendant la révolution ; l'élévation de nouvelles ; la construction d'un grand nombre d'établissements d'industrie pour l'extirpation de la mendicité ; l'achèvement du Louvre, la construction des greniers d'Abondance, de la Banque, de la Bourse, des Abattoirs, du canal de l'Ourcq ; la distribution de ses eaux dans Paris ; les nombreux égouts, les quais, les embellissements et les monuments de cette grande capitale ; les travaux pour l'embellissement de Rome ; le rétablissement des manufactures de Lyon ; la création de plusieurs centaines de manufactures de coton, de filature et de tissage qui emploient plusieurs centaines de mille ouvriers ; la fondation de quatre cents manufactures de sucre de betterave, pour la consommation d'une partie de la France ; la substitution du pastel à l'indigo ; cinquante millions employés à réparer et à embellir les palais de la couronne ; soixante millions d'ameublements placés dans ces mêmes palais en France, en Hollande, à Turin, à Rome, etc. ; soixante millions de diamants de la couronne, tous achetés avec l'argent du trésor particulier de Napoléon ; le *régent* retiré des mains des juifs de Berlin, auxquels il avait été engagé pour un somme de trois millions ; le musée Napoléon estimé à plus de quatre cents millions, et ne contenant que des objets légitimement acquis, ou à prix d'argent ou par des conditions de traités de paix connus de tout le monde ; plusieurs millions amassés pour l'encouragement de l'agriculture qui est l'intérêt premier de la France ; l'institution des courses de chevaux ; l'introduction des mérinos, etc., etc., etc.

Tels sont les travaux de Napoléon ; ils forment un trésor que ne pourront dissiper les gouvernements qui succéderont au sien, et rappelleront à tous les âges ce qu'il a fait dans moins d'un quart de siècle.

Voyez les Mémoires de M. de Bausset, préfet du palais impérial, sur l'intérieur de ce palais.

violant ainsi les plus saints des engagements, et se mettant lui seul à la place de cette nation généreuse qui le porta sur le pavois.

C'est qu'il faussa la mission qu'il avait reçue de la révolution, et qu'au lieu de faire asseoir la liberté à côté du trône impérial, il y plaça le despotisme le plus formidable.

C'est, ainsi que le sénat le lui reprocha, qu'ayant à achever cette révolution à laquelle il devait le développement de ses hautes facultés, et devant régénérer la France et son gouvernement, il ne sut que reconstruire ce qu'il devait détruire à jamais, et qu'anéantir ce qu'il était appelé à consolider.

C'est qu'il se laissa dominer par une ambition effrénée, et qu'il déploya une tyrannie d'autant plus détestable qu'il savait la faire légitimer par la gloire dont il l'enveloppait.

En vain proclama-t-il que cette ambition était des plus nobles, et qu'elle tournait toute au profit de la France; en vain cacha-t-il son despotisme sous des lauriers et des trophées glorieux; en vain chercha-t-il à persuader que sa dictature était nécessaire: les Français s'en lassèrent; et dès l'instant où l'opinion publique cessa d'appuyer le colosse qui lui devait sa force et ses prodiges, le colosse tomba.

« Le crime d'opprimer est si noir, a dit un des hommes les plus marquants que la révolution ait produits, qu'il n'y a ni qualités, ni vertus, ni triomphes, ni services rendus à son pays qui puissent le laver ou l'affaiblir; car l'oppression n'est assurée qu'alors qu'on parvient à dégrader les âmes, à corrompre les mœurs, avilir les caractères, éblouir ou dénaturer l'intelligence de l'homme. »

Nulle vie ne prouve mieux que celle de Napoléon comment les grands talents deviennent de grands fléaux, quand ceux qui les possèdent ne les emploient que pour eux-mêmes; ce qui est le propre de tous les ambitieux¹.

Depuis la paix d'Amiens, Napoléon Bonaparte n'a plus travaillé que pour lui et pour sa dynastie. Consul, il s'occupe déjà d'élever l'édifice de son despotisme sur les ruines de la tribune nationale, qu'il rend muette. Quelques hommes courageux ayant fait entendre les mots de liberté et d'égalité dans l'enceinte du tribunat, il supprime ce corps d'un trait de plume, et commet impunément la plus grande infraction à la loi fondamentale de l'an VIII, qui est son propre ouvrage.

¹ « César avait de grands talents, disait Saint-Just; il savait vaincre, il savait administrer, il savait parler, il savait écrire; mais au lieu de faire servir les dons qu'il avait reçus de la nature et de l'expérience à l'affermissement des libertés de Rome déjà chancelantes, il ne travailla qu'à asservir le peuple romain, dont il fut le plus dangereux fléau. »

Sûr désormais de la servilité de ce sénat qu'il a créé pour conserver la constitution, il enchaîne la liberté de la presse, la plus grande, la plus précieuse garantie que les nations aient contre le despotisme. Enfin, faussant l'opinion par des sophismes, il présente au peuple français, comme but de ses efforts, la guerre et les conquêtes, au lieu de la paix et de la liberté.

Malheureusement il trouve les Français prêts à obéir au chef militaire qui leur parle sans cesse d'honneur. Dès-lors la plus grande sympathie s'établit entre Napoléon et ce peuple trop avide de victoires et de vaine gloire, trop épris du tumulte des armes. L'élévation de Napoléon Bonaparte présage à la France les plus brillantes destinées: dès le premier instant il se montre sous des proportions colossales; il réunit en lui-même tous les talents; seul il est l'âme, la tête et le bras de son gouvernement.

Il a déjà exécuté des prodiges; il en promet de plus grands encore. Habile à fasciner les yeux des Français, auxquels il présente en masse toutes les idées de fausse grandeur et de domination, il excite l'enthousiasme au plus haut degré, et, par là, il arrive à obtenir la plus volontaire et la plus déplorable soumission d'un peuple qui, naguère encore, frémissait de rage à la seule idée d'un maître. C'est ainsi que Napoléon obtint de la France les plus grands sacrifices et le plus absolu dévouement.

Ce sentiment exalté d'admiration, Napoléon le rajeunit chaque jour par des prodiges qu'il fait jaillir les uns des autres, et auxquels il a soin de faire participer toute la France, parce qu'il sait qu'il faut mettre les hommes dans les intérêts de sa gloire, afin de la rendre immortelle. Il entretient ainsi cette ardeur martiale, si nuisible à la liberté lorsqu'elle gagne toute une nation: il fonde, sur la subordination et la discipline, le despotisme militaire, sous lequel il place la France. Conduisant cette grande nation à la conquête du monde, il reçoit, en échange des lauriers qu'il lui fait moissonner sur les champs de bataille, le sacrifice de toutes ses libertés, de tous ses droits, la disposition de toute sa population militaire.

Maître absolu des hommes et des choses, comme l'avait été le comité de salut public, mais, plus habile à cacher la violence qu'il exerce, l'ambition de Napoléon ne connaît plus de bornes, et sa puissance n'a point de rivaux. Au seul geste de sa main, au froncement de son sourcil, les trônes tombent, et se relèvent pour d'obscurs plébéiens: il dispose, en se jouant, des provinces, des états, des couronnes; il voit à ses pieds un peuple de rois; et la France, fière de commander au continent, et de donner des maîtres à vingt peuples,

oublié qu'elle avait promis à ces mêmes peuples la liberté et la paix.

Après les plus étonnants exploits, Napoléon, dans sa tente, dicte des lois à l'empereur d'Autriche; il en dicte aussi, sur un radeau, au czar de Russie et au roi de Prusse. Là, il est à l'apogée de la gloire et de la puissance : il se montre à son peuple ivre de joie, entouré d'une auréole radiante, couronné de lauriers auxquels il a mêlé des branches d'olivier. Jamais mortel ne parut plus grand, jamais peuple ne se crut plus heureux.

Mais, à dater de ce moment, l'ambition de Napoléon paraît sous un jour moins favorable. La pleine coupe du pouvoir ne peut étancher sa soif de domination : à des guerres qui lui ont été suscitées par l'Angleterre, à des conquêtes légitimes, il fait succéder une guerre injuste, une usurpation criante, une conduite déloyale envers la famille royale d'Espagne.

Lui commence la série des fautes de cet homme extraordinaire : de cette époque date, pour les Français, un règne plus tyrannique, qui voit s'altérer leur dévouement pour l'empereur.

La guerre d'Espagne apprend aux ennemis de la France qu'on peut résister à Napoléon, et offre à l'Angleterre le seul moyen d'attaquer, avec avantage, son formidable adversaire. Les pertes que les Français y font aigrissent les esprits, excitent les murmures d'une population généreuse, qui ne comprend pas la nécessité de se faire décimer pour aller placer sur le trône d'Espagne, et malgré les Espagnols, un des frères de Napoléon.

A cette première faute, dans laquelle l'orgueil de Napoléon le fait persévérer, il en ajoute bientôt une autre que ce même orgueil lui fait concevoir. Sous le vain prétexte d'assurer le bonheur de la France, il répudie l'impératrice Joséphine, que ses bonnes qualités et sa bienfaisance avaient rendue chère aux Français, pour placer sur le trône impérial une Autrichienne, qui sera la cause innocente de la perte de Napoléon.

Cette nouvelle alliance l'empêche de réorganiser l'intéressante patrie des Polonais. la meilleure barrière qu'on pût opposer aux irruptions des Russes dans le midi de l'Europe : Napoléon a promis à son beau-père qu'il ne sera pas touché à la portion de la Pologne usurpée par l'Autriche, et cette promesse lui fait commettre une faute immense, dont la campagne de Russie et la déplorable retraite de Moscou sont les tristes conséquences.

Les fautes de Napoléon amènent ses revers, et chacun de ces revers rend son despotisme plus pesant. A la confiance la plus absolue entre l'empereur et la nation succèdent la désaffection, la

méfiance, la crainte. La police de l'empire, cette police que Fouché a rendue si formidable, acquiert une nouvelle direction : c'est à elle qu'est confié le soin de diriger l'esprit public, les idées, les affections de la France; c'est la police qui dicte à tout un peuple, déjà bâillonné par l'esclavage de la presse, ses opinions sur la politique, sur la religion; et cette police odieuse, tracassière, veut courber toutes les têtes sous le sceptre de fer de Napoléon.

Mais après l'avoir soutenu par tous les sacrifices possibles, les Français retirent leur affection à l'ambitieux qui a tant abusé de son ascendant sur eux; l'opinion publique l'abandonne, et il tombe aussitôt, malgré les grands talents qu'il continue à déployer.

Ses prodigieux succès avaient presque achevé la soumission de l'Europe à la France : sa chute ramène la France dans ses anciennes limites, et l'Europe à son ancien système politique.

Ainsi, quatorze années de la plus brillante domination, quatorze années de victoires et de conquêtes dans lesquelles ont péri plus de deux millions de jeunes Français, n'auront abouti qu'à livrer la France à ses ennemis les plus acharnés, qui s'enorgueillissent de son humiliation.

Tel sera le résultat des événements d'avril 1814; événements déplorables, parce qu'ils vont placer le gouvernement de la France entre les mains inhabiles des émigrés, qui, rentrant sous la protection des haïssables étrangers, croiront pouvoir traiter en pays conquis cette patrie contre laquelle ils n'ont cessé d'ameuter toutes les puissances de l'Europe. Tels seront les effets du despotisme et de l'ambition d'un homme, à qui une grande nation a eu la faiblesse de confier le pouvoir souverain, et de permettre qu'il l'exercât sans contrôle.

Cet homme, cet ex-empereur, banni plus tard sur l'homicide rocher de Sainte-Hélène, cherche à se justifier des graves reproches qu'on lui adresse. « J'ai refermé, s'écrie-t-il, le gouffre anarchique, et débrouillé le chaos; j'ai dessouillé la révolution, ennoblé les peuples et raffermi les rois. J'ai excité toutes les émulations, récompensé tous les mérites, et reculé les limites de la gloire; tout cela est bien quelque chose. Et puis, sur quoi pourrait-on m'attaquer qu'un historien ne puisse me défendre? Serait-ce pour mes intentions? il est en fonds pour m'absoudre. Mon despotisme? mais il démontrera que la dictature était de toute nécessité. Dira-t-on que j'ai gêné la liberté? mais il prouvera que la licence, l'anarchie, les grands désordres étaient encore au seuil de la porte. M'accusera-t-on d'avoir trop aimé la guerre? mais il montrera que j'ai tou-

» jours été attaqué ; d'avoir voulu la monarchie
 » universelle ? il fera voir qu'elle ne fut que l'œu-
 » vre fortuite des circonstances, que ce furent
 » nos ennemis eux-mêmes qui m'y conduisirent
 » pas à pas. Enfin, sera-ce mon ambition ? ah !
 » sans doute, il m'en trouvera beaucoup ; mais de
 » la plus grande et de la plus haute qui fût ja-
 » mais, celle d'établir, de consacrer l'empire de
 » la raison, et le plein exercice, l'entière joni-
 » sance de toutes les facultés humaines ; et ici
 » l'historien peut-être se trouvera-t-il réduit à
 » regretter qu'une telle ambition n'ait pas été sa-
 » tisfaite ! »

C'est ainsi que Napoléon, à Sainte-Hélène, se justifiait devant la postérité. Selon lui, la dictature était de toute nécessité, et s'il gêna la liberté, ce fut pour arrêter les débordements de la licence. Ses intentions, nous dit-il, étaient bonnes, et son ambition ne devait avoir pour résultat que la consécration de l'empire de la raison, le plein exercice, l'entière jouissance de toutes les facultés humaines. Dans tout ce qu'il a écrit ou dit durant son exil, Napoléon a constamment cherché à se montrer sous le point de vue le plus avantageux ; mais il n'a pas toujours réussi à expliquer favorablement ses actes. Quand il assure qu'il n'a restreint la jouissance de la liberté que pour étouffer la licence et l'anarchie, on ne peut voir dans ces assertions qu'un de ces lieux communs sur lesquels se rabattent sans cesse les usurpateurs des droits des peuples. Mais il est encore plus étonnant d'entendre dire à celui qui enchaîna la presse, qui bâillonna toutes les bouches et comprima jusqu'à la pensée, que son unique but était d'établir, de consacrer le plein

exercice, l'entière jouissance de toutes les facultés humaines ; comme s'il était possible de développer ces facultés sans l'entière liberté de la presse !

Disons-le franchement, Napoléon fut un grand ambitieux, un conquérant insatiable, pour qui un premier triomphe n'était qu'un appât pour cent autres. Se faisant un jeu d'une bataille sanglante, il semblait ne considérer les peuples en masse que comme les éléments des calculs de son ambition, et les hommes individuellement que comme des chiffres : malheureusement pour les nations comme pour les individus, son œil était sec et son cœur insensible toutes les fois qu'il s'agissait de l'intérêt de sa domination. De là toutes les calamités qu'il fit peser sur tant de nations étrangères, et même sur la nation française qu'il aimait. Napoléon fut un grand despote ; il conçut fortement et perfectionna habilement le despotisme ; il savait l'exercer et le faire respecter : il y façonna les Français au point que, pendant douze années, ils secondèrent de tous leurs moyens le destructeur de leurs libertés. Mais pendant que la France était à ses genoux, l'Europe était à ses pieds. C'est ainsi que les Français se consolaient de leur servile obéissance aux moindres volontés du chef dont ils suivaient les traces, atteints qu'ils étaient du même vertige.

Quand le prestige se dissipa, l'enthousiasme s'éteignit ; cette homogénéité que Napoléon croyait avoir moulée se fondit ; la France impérialiste se fractionna en patriotes et en royalistes ; l'opinion publique cessa de soutenir le colosse, et le colosse tomba, laissant de nouveau la révolution et l'ancien régime aux prises.

RESTAURATION DES BOURBONS.

CHAPITRE PREMIER.

Arrivée en France du duc d'Angoulême et du comte d'Artois. — Démarches du gouvernement provisoire pour avoir l'adhésion de l'armée. — Bataille de Toulouse. — Désastreuse convention signée par le comte d'Artois. — Louis XVIII reconnaît devoir sa couronne à l'Angleterre. — Il arrive à Compiègne. — Il rejette la constitution du sénat et veut recommencer l'ancien régime. — Alexandre s'y oppose. — Déclaration de Saint-Ouen. — Entrée de Louis XVIII à Paris. — Son premier ministère. — Déplorable traité du 30 mai 1814. — Ouverture du corps-législatif. — Octroiement de la charte. — Les émigrés reparaissent et gouvernent. — Fautes qu'ils commettent. — Etablissement de la censure des journaux. — Opposition redoutable qui se forme. — Les actes du gouvernement aliènent tous les Français. — Napoléon se réjouit de ces fautes. — Actes de l'unique congrès de Vienne. — Le roi de Naples marche contre la France. — Napoléon se décide à reparaître en France. — Il débarque au golfe Juan.

Le 50 mars 1814, Napoléon Bonaparte régnait encore sur un vaste empire, sur un grand peuple; il avait sous ses ordres plus de cent cinquante mille soldats; toutes les places fortes de l'Allemagne, de l'Italie, de la France, étaient encore en son pouvoir : dix jours après, son règne brillant et immortel n'était plus que dans l'histoire, et lui-même, exilé sur un rocher de la Méditerranée, semblait avoir fini sa vie politique. Tous ceux qui l'avaient suivi sur les champs de bataille, dans les conseils de l'état, n'avaient plus pour lui qu'une pensée vague comme un songe; tous leurs regards se portaient sur les nouveaux maîtres que quelques-uns avaient rappelés, et qui arrivaient sous la protection des baïonnettes étrangères.

Déjà le duc d'Angoulême, fils aîné du comte d'Artois, si célèbre par la haine que le peuple français lui avait vouée dès avant la révolution, le duc d'Angoulême, dont la France nouvelle ignorait jusqu'au nom, était entré à Bordeaux, avec la division du général anglais Hill. Un mois après, le 12 avril, ce même comte d'Artois, frère de Louis XVI, et du nouveau roi, Louis XVIII, fit son entrée à Paris, en qualité de lieutenant-général du royaume. Deux jours après, un décret

du sénat, conféra à ce prince le gouvernement provisoire de la France, en attendant que Louis-Stanislas-Xavier eût accepté la constitution préparée par le sénat.

Ainsi, le retour des Bourbons n'éprouve aucun obstacle; l'étonnement, l'indifférence leur aplanissent les obstacles qu'ils croyaient rencontrer. Mais ils n'arrivent pas seuls : une foule d'émigrés, de nobles courtisans, tous les hommes de l'ancien régime, sortent de leurs obscures retraites pour entourer le prince lieutenant-général du royaume; ils s'annoncent par la dilapidation d'une partie des millions en or que le trésorier-général de la couronne impériale, le baron de la Bonillière, a cru devoir rapporter de Blois à Paris. Ces fonds étaient bien la propriété particulière de Napoléon; mais on les déclara propriété de l'état, afin de les soustraire à la rapacité des hommes qui trouvaient commode de se les partager entre eux à titre d'indemnité des pertes que la révolution leur avait causées. D'autres royalistes ne rougirent pas de se partager l'argent et les pierreries que, quelques jours après, celui d'entre eux qui s'était chargé d'aller assassiner Napoléon, le marquis de Maubreuil, avait enlevés à la princesse de Wirtemberg, reine de Westphalie. Ce début commence à indisposer bien de bons Français contre les anciens aristocrates : à l'étonnement de la nation succède la répugnance; mais on se flatte que bientôt tout rentrera dans l'ordre.

Pendant que le gouvernement provisoire ne négligeait rien pour obtenir l'adhésion des généraux et des troupes, le maréchal Soult recevait, sous les murs de Toulouse, la bataille que Wellington méditait depuis vingt jours : bataille glorieuse pour l'armée française et pour son chef, et qui n'eut d'autre avantage pour le général anglais que de lui ouvrir les portes de cette ville, alors un des foyers actifs du royalisme. Ce fut le 40 avril que Wellington attaqua, avec toutes ses forces,

les positions fortifiées que Soult avait fait prendre à ses troupes. Les Français ne comptaient pas plus de trente mille hommes, dont six mille de très-jeunes conscrits qui restèrent spectateurs de la bataille sur les remparts de la ville, tandis que les autres vingt-quatre mille défendirent toute la journée les redoutes construites sur les hauteurs. Tous les efforts de quatre-vingt-dix mille Anglais, Portugais et Espagnols, échouèrent longtemps contre la bravoure de cette poignée de Français. Wellington vit périr ses meilleurs soldats, les Écossais, sous la mitraille des Français. Ce ne fut que dans la nuit que Soult quitta le champ de bataille, sans y laisser ni un canon, ni un prisonnier. Les ennemis avaient eu, dans cette sanglante journée, près de vingt mille hommes hors de combat, et les Français n'en avaient pas perdu le quart.

On a dit, avec quelque apparence de raison, que si le maréchal Suchet eût évacué la Catalogne et le Roussillon plus promptement qu'il ne l'a fait, et qu'il se fût porté au secours de Soult, avec les treize à quinze mille hommes dont il pouvait disposer, l'armée anglo-portugaise eût éprouvé un grand désastre sous les murs de Toulouse. Mais cette malheureuse rivalité qui existait entre tous les lieutenants de Napoléon, ainsi que d'autres motifs qu'il serait difficile d'expliquer, empêchèrent Suchet de marcher sur Toulouse et de contribuer au gain d'une bataille qui, malheureusement, ne pouvait plus avoir aucune influence sur des événements déjà consommés.

Huit jours après l'affaire de Toulouse, Soult, qui avait pris une nouvelle position très-forte aux environs de Castelnaudary, conclut, avec Wellington, un armistice, après lequel le général français quitta sa brave armée. Suchet en prit alors le commandement : les troupes des deux armées des Pyrénées reçurent la cocarde blanche, et les chefs envoyèrent leur adhésion aux grands changements qui venaient d'avoir lieu à Paris.

Tout s'étant soumis volontairement au nouvel ordre de choses, et Napoléon ayant quitté Fontainebleau, des conventions, qu'on peut appeler désastreuses pour la France, furent signées à Paris, le 23 avril, entre le comte d'Artois d'une part, et les puissances alliées d'autre part.

Ces conventions portaient ce qui suit :

« Art. 4. Toutes les hostilités sur terre et sur mer sont suspendues entre la France et les puissances alliées.

« 2. Elles feront évacuer, par leurs armées, le territoire français, tel qu'il se trouvait le 1^{er} janvier 1792, à mesure que les places occupées encore, hors de ces limites, par les trou-

pes françaises, seront évacuées et remises aux alliés.

« 5. Les places ci-dessus désignées seront évacuées dans des délais qui seront déterminés de manière à ce que la remise totale puisse être effectuée au 4^{er} juin prochain. Les garnisons sortiront avec armes et bagages, et pourront amener l'artillerie de campagne, dans la proportion de trois pièces par chaque millier d'hommes, les malades et les blessés y compris. La dotation des forteresses, et tout ce qui n'est pas propriété particulière sera remis en entier aux alliés. (Dans la dotation sont compris les dépôts d'artillerie et de munitions.) Les garnisons rentreront en France. Le blocus des places fortes en France sera levé sur-le-champ par les armées alliées. Les flottes et les bâtiments de la France demeureront dans leur situation respective.

« 4. Le sort des arsenaux et des vaisseaux de guerre, armés et non armés, qui se trouvent dans les places maritimes remises par la France sera réglé par le traité de paix définitif.

Les autres articles de convention sont relatifs à la remise des prisonniers et des départements ou villes occupés par les alliés aux magistrats nommés par le gouvernement provisoire. Toute réquisition devait cesser aussitôt. Enfin, par un article secret, il fut stipulé que les propriétés publiques et particulières des places évacuées par les Français seraient respectées, et restituées si elles avaient été distraites.

Telle fut la déplorable convention du 23 avril, par laquelle débuta le lieutenant-général de Louis XVIII ; convention que la France ne cessa de lui reprocher. On était affligé de voir faire tant de sacrifices, et de voir le pays privé de ses limites naturelles par les mêmes puissances qui, peu de jours avant, proclamaient que la France devait être grande et forte pour assurer l'équilibre européen. On blâmait beaucoup le comte d'Artois d'avoir souscrit à la réduction du royaume à son ancien territoire ; on le blâmait aussi de la cession qu'il faisait, d'un trait de plume, des cinquante et une places fortes ou forteresses que les troupes françaises occupaient au-delà des limites de l'ancienne France, de l'abandon d'un matériel immense, de grands dépôts de toutes sortes d'objets d'armement et d'équipement, dans lesquels se trouvaient douze mille bouches à feu, dont onze mille en bronze. Ces pertes immenses furent encore augmentées par la cession de trente et un vaisseaux de ligne et de douze frégates construits par Napoléon et avec l'argent de la France.

La convention du 23 avril fit évanouir, en un

seul jour, les fruits de tant de combats, de tant de hauts faits d'armes, de tant de sacrifices : on se demandait si c'était là les avantages que les alliés avaient promis de stipuler en faveur de la dynastie des Bourbons. De ce jour on put s'apercevoir que les puissances étrangères voulaient affaiblir la France et la réduire au rang d'un état secondaire. En cédant, sans la moindre compensation, Alexandrie, Mayence, Anvers, qui nous avaient coûté des sommes incalculables, le comte d'Artois annonçait clairement que sa famille tenait peu à la gloire de la France et aux conquêtes de la révolution, et que, pourvu que les alliés laissassent aux Bourbons le palais des Tuileries pour régner sur leurs anciens courtisans, ces princes seraient toujours satisfaits.

Quelques personnes se flattaient encore que le nouveau roi, Louis XVIII, dont on vantait la raison et les lumières, agirait avec moins de légèreté que son frère le comte d'Artois; et que la France obtiendrait, par le traité de paix, des conditions moins désastreuses que celles exprimées dans la convention. On attendait donc impatientement le roi.

Ce prince avait fait son entrée solennelle à Londres, le 20 avril : il avait reçu de grands honneurs en qualité de roi de France. Complémenté par le prince régent d'Angleterre, Louis XVIII lui avait répondu ces paroles qui firent, en France, une pénible sensation : « Je prie votre Altesse royale d'agréer les plus vives et les plus sincères actions de grâces pour les félicitations qu'elle vient de m'adresser. Je lui en rends de particulières pour les attentions soutenues dont j'ai été l'objet, tant de la part de V. A. que de celle de chacun des membres de votre illustre maison. C'est aux conseils de V. A., à ce glorieux pays et à la constance de ses habitants que j'attribuerai toujours, après la divine Providence, le rétablissement de notre maison sur le trône de ses ancêtres; et cet heureux état de choses, qui promet de fermer les plaies, de calmer les passions, et de rendre la paix, le repos et le bonheur à tous les peuples. »

Ainsi le nouveau roi qui venait s'asseoir sur le trône de France commençait par déclarer que c'était au prince régent d'Angleterre, après la divine Providence, à qui il devait sa couronne. Il y avait dans ces paroles une insulte à la nation française, et une atteinte aux principes d'après lesquels le sénat avait rappelé la dynastie des Bourbons; mais elles ne furent guère aperçues dans ce moment; on se flattait toujours que Louis XVIII établirait un gouvernement modéré, basé sur des institutions propres à assurer les libertés publiques.

Le nouveau roi débarqua à Calais, le 24 avril, et arriva à Compiègne le 28. Là il reçut des députations de tous les corps constitués de la capitale, et se vit entouré de cinq à six des maréchaux de Napoléon, qui faisaient retentir l'air des cris de *vive le roi*, et ne cessaient d'exciter le peuple à saluer de ses acclamations l'arrivée du *roi légitime, revenant parmi nous pour nous rendre la paix et le bonheur*.

A peine le nouveau roi fut-il à Compiègne que tous les anciens courtisans et les incorrigibles aristocrates de 1789 accoururent saluer le monarque et le supplier de rejeter la constitution du sénat : ils auraient voulu que Louis XVIII rentrât dans sa capitale en souverain absolu : il paraît que ce prince avait écouté les prétentions des anciens ordres de la monarchie, et que leurs intrigues l'avaient déterminé à continuer le régime d'avant la révolution. Mais l'empereur Alexandre, qui avait eu le temps de juger l'esprit de la nation française, et qui sentait l'indispensable nécessité de satisfaire à l'opinion publique, insista fortement auprès de Louis XVIII pour que son entrée dans la capitale fût précédée, si non par l'acceptation de la constitution, du moins par une déclaration qui promit aux Français une constitution libérale. On assure même qu'Alexandre annonça que, si cette promesse solennelle n'était pas faite, on n'entrerait pas à Paris.

Trois jours furent employés à cette singulière négociation; dans laquelle on vit l'autocrate de toutes les Russies, le souverain dont le gouvernement ne connaît d'autre base que le despotisme le plus absolu, insister vivement pour que le roi remplacé sur le trône de France par les puissances alliées consacraît, avant d'y monter, les libertés publiques des Français.

Il fut enfin convenu que Louis XVIII n'accepterait pas la constitution du sénat, laquelle serait remplacée par une ordonnance de réformation ou Charte royale, qui serait *octroyée* à la nation française. En attendant, Louis XVIII publia la déclaration suivante, datée de Saint-Ouen, le 2 mai 1814, déclaration sage, dans laquelle se trouvent exprimés des principes que les royalistes n'approuvèrent pas. « Rappelé par l'amour de notre peuple au trône de France, disait Louis XVIII; éclairé par les malheurs de la nation que nous sommes destiné à gouverner, notre première pensée est d'invoquer cette confiance mutuelle, si nécessaire à notre repos, à son bonheur.

« Après avoir lu attentivement le plan de constitution proposé par le sénat, dans la séance du 6 avril dernier, nous avons reconnu que les bases en étaient bonnes; mais qu'un grand

• nombre d'articles, portant l'empreinte de la
 • précipitation avec laquelle ils ont été rédigés,
 • ne peuvent, dans leur forme actuelle, devenir
 • lois fondamentales de l'état; résolu d'adopter
 • une constitution libérale, voulant qu'elle soit
 • sagement combinée, et ne pouvant en accepter
 • une qu'il est indispensable de rectifier, nous
 • convoquerons le sénat et le corps législatif,
 • nous engageant à mettre sous leurs yeux le tra-
 • vail que nous aurons fait avec une commission
 • choisie dans le sein de ces deux corps, et don-
 • ner pour base à cette constitution les garanties
 • suivantes : Le gouvernement représentatif di-
 • visé en deux corps, l'impôt librement consenti,
 • la liberté publique et individuelle, la liberté de
 • la presse, la liberté des cultes, les propriétés
 • inviolables et sacrées, la vente des biens natio-
 • naux irrévocable, les ministres responsables,
 • les juges inamovibles, et le pouvoir judiciaire
 • indépendant; la dette publique garantie, la
 • Légion-d'Honneur maintenue, tout Français
 • admissible à tous emplois; enfin nul individu
 • ne pourra être inquiété pour ses opinions et ses
 • votes. »

Cependant les sénateurs persévéraient à dé-
 fendre leur travail du 6 avril; mais le gouverne-
 ment provisoire, qui n'avait plus besoin du sénat,
 rejetait, lui aussi, une constitution dont les bases
 libérales avaient été peu appréciées par la nation.
 D'un autre côté, le clergé intervint pour défendre
 le principe du droit divin des rois : l'ancienne
 noblesse ne tarda pas non plus à afficher ses go-
 thiques et malfaisantes prétentions : elle convoita
 tous les premiers emplois qu'elle occupait jadis à
 la cour et à l'armée. Il n'y eut jusqu'aux membres
 des anciens parlements qui ne cherchassent à faire
 reconstituer leurs compagnies, admettant la plé-
 nitude du pouvoir royal, mais avec la libre sanc-
 tion de l'enregistrement et la restriction des re-
 montrances. Ainsi tout le monde s'agitait en
 même temps, et chacun voulait faire prévaloir
 ses opinions contre-révolutionnaires.

La déclaration de Saint-Ouen, en calmant les
 inquiétudes de ceux des Français qui s'étaient
 effrayés à l'idée du retour de l'ancien régime et
 de ses abus, rallia autour du nouveau roi bien
 des citoyens; et quand, le lendemain, il fit son
 entrée à Paris, il trouva les habitants assez favo-
 rablement disposés. Louis XVIII fit cette en-
 trée solennelle dans une calèche découverte : il
 garda constamment son chapeau sur la tête. Le
 peuple, curieux de voir un prince dont il ne se
 rappelait plus les traits, remarqua avec peine
 que les trois personnes placées dans la calèche,
 le roi, la duchesse d'Angoulême et le prince de
 Condé, avaient le regard froid et aussi sévère que

celui d'un juge assis au tribunal : on aurait mieux
 aimé y lire l'expression du bonheur dont un père
 jouit en se retrouvant au milieu de ses enfants :
 toutefois la famille royale fut reçue, en quelque
 sorte, avec enthousiasme. L'esprit révolution-
 naire, longtemps comprimé, sommeillait alors,
 et Napoléon paraissait totalement oublié : certes
 il l'eût été à jamais si les Bourbons, gouvernant
 de bonne foi et éloignant d'eux les hommes qui
 avaient déjà fait repousser leur dynastie, n'eus-
 sent pas commis toutes les imprudences et toutes
 les fautes que leurs plus grands ennemis auraient
 pu leur conseiller.

Louis XVIII débuta par la nomination de ses
 ministres, et ses choix ne furent pas heureux : il
 donna les sceaux et la justice à M. Dambray; les
 affaires étrangères à M. de Talleyrand; l'intérieur
 à l'abbé Montesquiou; la guerre au général Du-
 pont; la marine au baron Malouet; les finances à
 l'ex-abbé Louis, et la police à M. Beugnot. Le
 comte Blacas d'Aulps eut le département de la
 maison du roi et devint le ministre favori. Il y
 avait dans ce ministère des royalistes peu propres
 à rassurer la nation, des hommes à qui l'on re-
 prochait d'avoir trahi la cause de Napoléon, et
 d'autres qu'on vit toujours agir et parler selon la
 volonté du pouvoir qui les employait.

En rentrant en France, les Bourbons avaient
 déclaré qu'il n'y aurait plus ni conscription ni
 droits-réunis; mais ni ces droits odieux, ni la
 conscription ne furent abolis : on se contenta
 d'autoriser les conscrits de la classe de 1815 à
 rentrer dans leurs foyers, et à changer le nom de
 droits-réunis en celui de contributions indirectes.
 Ainsi, les deux premières promesses faites aux
 Français par les Bourbons furent éludées. Un
 système de déception fut créé par les conseillers
 de Louis XVIII, et chaque jour l'on se plut à re-
 mettre en question les principes contenus dans la
 déclaration de Saint-Ouen.

A peine Louis XVIII fut-il dans sa capitale que
 l'on s'y occupa du traité de paix définitif entre
 toutes les puissances européennes. Ce traité, que
 la convention du 25 avril avait préparé, et auquel
 elle servit de base, fut signé le 30 mai. Jamais la
 France n'en avait conclu de plus désastreux et de
 plus humiliant; jamais on n'eut moins de respect
 pour la justice, moins de ménagements pour les
 peuples, que n'en montrèrent, dans cette circon-
 stance, les potentats qui stipulèrent ce traité. La
 parut au grand jour toute la vieille inimitié du
 cabinet anglais contre la France, la cupidité de
 la Prusse, la soif de domination de l'Autriche, la
 mauvaise foi de tous les signataires de la falla-
 cieuse proclamation de Francfort. Ce déplorable
 traité ne prouvait que trop quelles avaient été les

véritables intentions des puissances coalisées en renversant Napoléon : on voyait clairement, par le résultat, que, en prolongeant une guerre qui aurait pu se terminer au congrès de Prague, à celui de Francfort, ou même à Châtillon, les alliés n'avaient d'autre but que celui d'affaiblir la France pour rester les maîtres de l'Europe, dont ils voulaient se partager les peuples comme on se partage un vil bétail : ils ne voulaient détruire l'empire français que pour s'emparer de ses dépouilles. Le traité du 30 mai et ses articles secrets resteront comme un monument destiné à constater l'abus de la force. En voici les principales dispositions :

La France, réduite à ses anciennes limites de 1789, avec la seule addition de quelques châtiments cantons dans quatre ou cinq départements de la frontière. Les hautes parties contractantes daignaient pourtant confirmer la possession de la principauté d'Avignon, du comtat Venaissin et quelques autres enclaves ayant appartenu autrefois à des princes d'Allemagne. C'était là tout ce qu'on laissait aux Bourbons des débris de la république française et de l'empire.

La Hollande et la Belgique devaient être placées sous la souveraineté de la maison d'Orange.

Les états de l'Allemagne, formant jadis la confédération du Rhin, devaient rester indépendants et unis par un lien fédératif.

La Suisse, indépendante, continuerait de se gouverner par elle-même.

La malheureuse Italie, morcelée de nouveau, devait être partagée entre l'Autriche et plusieurs états souverains à reconstruire, tels que le grand-duché de Toscane; celui de Parme, Plaisance et Guastalla, promis à l'impératrice Marie-Louise, celui de Modène, etc.¹ La Lombardie et le pays Vénitien restaient à l'Autriche.

L'île de Malte et ses dépendances étaient laissées en toute souveraineté à l'Angleterre.

Par les articles 8, 9 et 40, les puissances alliées endaient à la France quelques colonies, à l'exception de Tabago, Sainte-Lucie et l'île-de-France avec ses dépendances, nommément Rodrigue et les Séchelles, qui étaient cédées à l'Angleterre.

La France restituait de son côté la partie espagnole de Saint-Domingue, qui lui avait été cédée par la paix de Bâle (1795).

On nous rendait aussi la Guadeloupe, et la Guyane française telle qu'elle était en 1792. Mais

ces faibles concessions étaient accompagnées de la clause humiliante par laquelle la France s'engageait « à ne faire aucun ouvrage de fortification » dans les établissements qui lui doivent être restitués, et qui sont situés dans les limites de la souveraineté britannique sur le continent des Indes, et à ne mettre dans ces établissements que le nombre des troupes nécessaires pour le maintien de la police. »

Quant aux arsenaux et vaisseaux de guerre armés et non armés qui se trouvaient dans les places maritimes remises par la France, il était convenu que ces vaisseaux, comme aussi l'artillerie et les munitions navales, et tous les matériaux de construction et d'armement, seraient partagés entre la France et les pays dans lesquels ces ports et arsenaux étaient situés, et ce dans la proportion de deux tiers pour la France, et un tiers pour ces pays. Mais l'Angleterre eut soin de faire excepter de ce partage les vaisseaux et arsenaux existants dans les places tombées au pouvoir des alliés antérieurement au 25 avril, ainsi que les vaisseaux et arsenaux de la Hollande, nommément la flotte du Texel, toute construite sous le règne de Napoléon. L'Angleterre fit stipuler aussi que le port d'Anvers serait dorénavant réduit à la seule condition de port commerçant.

Tel était à peu près le traité patent du 30 mai 1814, d'après lequel toutes les puissances qui avaient été engagées dans les guerres de la révolution étaient invitées à envoyer des plénipotentiaires à Vienne, pour y régler, dans un congrès général, les arrangements qui devaient compléter les dispositions de ce traité.

Mais si les stipulations publiques montraient jusqu'où pouvait aller l'abus de la force, les articles secrets avaient un caractère bien plus révoltant encore. La France s'y engageait par avance à reconnaître le partage que les alliés se feraient des contrées conquises ou cédées; elle renonçait en même temps à toutes les réclamations qu'elle avait le droit de faire pour dotations, donations, revenus de la Légion-d'Honneur, sénatoreries et autres capitaux de cette nature; ce qui consommait la spoliation d'un grand nombre d'établissements et de plusieurs milliers de Français.

J'aurai bientôt l'occasion de parler de ce partage inique par lequel les peuples qui avaient montré de la sympathie et de l'attachement pour la France en furent punis par leur incorporation à des états pour lesquels ils avaient la plus vive aversion : les Belges furent placés sous la domination hollandaise; les Génois sous celle du roi de Sardaigne; les Lombards, sous le joug tudesque, etc., etc.

La seule disposition philanthropique que l'on

¹ Le traité de Paris rétablit jusqu'à la principauté de Monaco. Ainsi cette belle Italie se trouva de nouveau couverte de petits souverains, princes ou ducs qui tombaient sur elle affamés et qui avaient besoin d'être restaurés. Cette vermine, comme l'appelait Boursault, se mit à ronger les peuples, et en peu d'années les contrées les plus florissantes furent frappées d'une désolante stérilité.

trouve dans le traité du 30 mai, est celle par laquelle la France et l'Angleterre promettaient d'unir leurs efforts, pour faire prononcer au futur congrès de Vienne, par toutes les puissances de la chrétienté, l'abolition de la traite des noirs¹.

Une chose digne de remarque, c'est le soin jaloux de l'Angleterre pour se réserver, dans toutes les parties du globe, des points offensifs contre le commerce des autres peuples. Non contente de posséder Gibraltar, cette clef de toute la Méditerranée, la Grande-Bretagne se fait céder Malte, d'où elle pourra maîtriser l'Égypte et l'Italie, et Corfou, dont elle fera la sentinelle des Dardanelles et des mers du Levant.

Quelques jours après la signature de ce fameux traité, le gouvernement de Louis XVIII réunit un certain nombre de sénateurs, et convoqua ces mêmes députés au corps législatif que Napoléon avait renvoyés le 31 décembre précédent. Ces deux simulacres de la législature furent assemblés au palais Bourbon, où eut lieu la séance royale dans laquelle Louis XVIII donna communication du traité, et présenta la charte qu'il octroyait.

«..... Je me félicite, dit le roi en parlant aux pairs et aux députés du royaume, je me félicite d'être devenu le dispensateur des bienfaits que la divine Providence daigne accorder à mon peuple. J'ai fait avec l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la Prusse, une paix dans laquelle sont compris leurs alliés, c'est-à-dire tous les princes de la chrétienté. La guerre étant universelle, la réconciliation l'est également. Le rang que la France a toujours occupé parmi les nations n'a été transféré à aucune autre et lui demeure sans partage. Tout ce que les autres états acquièrent de sécurité accroît également la sienne, et par conséquent ajoute à sa puissance véritable. Ce qu'elle ne conserve pas de ses conquêtes ne doit donc pas être regardé comme retranché de sa force réelle. La gloire des armées françaises n'a reçu aucune atteinte; les monuments de leur valeur subsistent, et les chefs-d'œuvre des arts nous appartiennent désormais par des droits plus stables et plus assurés que ceux de la victoire. Les routes du commerce, si longtemps fermées, vont être libres. Le marché de la France ne sera plus seul ouvert aux productions de son sol et de son industrie. Celles dont l'habitude lui a fait un besoin, ou qui sont nécessaires aux arts qu'elle exerce, lui seront fournies par les possessions qu'elle re-

couvre. Elle ne sera plus réduite à s'en priver, ou à ne les obtenir qu'à des conditions ruineuses. Nos manufactures vont reflourir; nos villes maritimes vont renaître, et tout nous promet qu'un long calme au-dehors et une félicité durable au-dedans seront les heureux fruits de la paix.....»

Passant ensuite à la concession de la charte, Louis XVIII dit aux députés : « C'est guidé par l'expérience, et secondé par plusieurs d'entre vous, que j'ai rédigé la charte constitutionnelle dont vous allez entendre la lecture, et qui assure sur des bases solides la prospérité de l'État. »

Je crois pouvoir me dispenser de donner ici le texte ou même l'analyse de cette charte : si elle n'était pas la plus libérale des constitutions données à la nation française depuis celle de 1791; elle est du moins la seule que les Bourbons restaurés pussent octroyer, eux à qui le seul mot de constitution avait toujours fait l'effet de l'eau sur un hydrophobe.

Après une révolution qui avait fait connaître aux peuples leurs droits imprescriptibles, et qui avait détruit à jamais le pouvoir absolu des rois de France, Louis XVIII donnait la charte constitutionnelle comme une transaction entre le présent et le passé, comme une garantie pour l'avenir. Toutefois, en sa qualité de roi, Louis XVIII crut devoir se considérer comme le représentant général, et se borna à s'entourer de quelques hommes choisis par lui pour rédiger cette charte, qui fut presque improvisée. Si la part du pouvoir y est large, et si quelques articles pouvaient être sujets à une interprétation qui lui serait avantageuse, on trouve néanmoins dans ce pacte fondamental des principes qui, au sortir du long despotisme de Bonaparte, pouvaient réunir autour de la charte la majorité des Français. Mais on se plaignit, avec raison, de ce que le roi n'accordait aux Français qu'une charte royale, uniquement concédée par son autorité, au lieu d'une véritable constitution libérale offerte à l'examen des députés de la nation. Quelques-uns de ces députés, parmi lesquels on distingua Durbach, de la Moselle, protestèrent contre cette manière d'octroyer la charte, et déclarèrent même que les députés qui avaient coopéré à la rédaction de cette loi fondamentale de l'état n'avaient pas reçu de mission à cet effet. Ils rappelèrent les promesses contenues dans la déclaration de Saint-Ouen, et firent ressortir tout ce que le préambule de la charte contenait de contraire aux lumières du siècle; enfin ils firent remarquer tout ce que la seule date de cette ordonnance de réformation renfermait de germes de méfiance et d'alarmes.

¹ Nos lecteurs savent déjà que cette abolition avait été décrétée par les assemblées nationales de la révolution, et que la convention avait été plus loin encore en rendant la liberté à tous les esclaves noirs ou de couleur et en prononçant qu'il n'y avait plus que des hommes libres soit en France, soit dans ses colonies.

Malheureusement les ministres et les prétendus hommes d'état qui entouraient le roi pensèrent qu'il devait rendre la charte royale obligatoire à l'instant même et sans la soumettre à l'acceptation des députés, ce qui n'eût offert aucune difficulté, et eût donné à ce grand acte toute la force d'un contrat consenti par ceux qui devaient en supporter les principales charges. Louis XVIII crut aussi que sa charte contenait assez de bienfaits pour qu'elle fût reçue avec empressement et reconnaissance; deux cents députés, presque inconnus à la nation française, et dont tous les devoirs s'étaient bornés jusqu'alors à jeter une boule dans l'urne du scrutin toutes les fois que les commissaires du gouvernement impérial allaient leur faire une lecture rapide des articles d'une loi à la confection de laquelle ils n'avaient pris aucune part; deux cents députés, dis-je, habitués à ne rien discuter, à ne rien contredire, et évidemment sans mission pour rédiger ou accepter une constitution, s'empressèrent de déclacer que la charte octroyée par Louis XVIII avait l'assentiment de tous les Français.

Toutefois une ère nouvelle commença pour la France; et, pour marquer cette ère, pour séparer le passé de l'avenir, l'abbé Montesquiou, ministre de l'intérieur, fit, le 12 juillet 1814, un long rapport sur la situation du royaume. Cet exposé, qu'on aurait pu comparer au *bilan d'entrée* d'une maison de commerce, s'il n'eût pas été fait avec une mauvaise foi évidente, semblait établir qu'aucun bien n'avait pu s'opérer en France depuis la convocation des états-généraux. Mais le ministre y développait avec prédilection les erreurs, les abus qui avaient pu se glisser dans les diverses parties de l'administration impériale; il en exagéra les conséquences pour le royaume, et entreprit la plus amère censure du passé. Ce ministre abordait à peine les merveilleux progrès que la France avait faits depuis vingt ans, comme s'il n'était pas avéré que, malgré nos guerres continuelles, la population s'est considérablement accrue; que le sort des classes inférieures est devenu beaucoup plus supportable; que l'agriculture et l'industrie ont fait de grands et profitables progrès. M. de Montesquiou semble oublier que jamais aucun état n'a été administré avec plus d'intelligence et d'activité; qu'il a été fait plus de grands et utiles travaux dans les quatorze années composant le consulat et l'empire, que durant tout les règnes des anciens rois de France; que tout a été perfectionné depuis la révolution; en un mot, il se montra disposé à nier l'évidence, comme s'il avait pu dérober à la connaissance du monde les faits les plus palpables. M. de Montesquiou aurait pu dire que la condition de l'individu, placé hors du cer-

cle politique et des mesures rigoureuses que le chef de l'état prenait trop souvent, s'était améliorée au point d'étonner ceux qui n'avaient pas vu la France depuis 1789; que les classes laborieuses, les cultivateurs, les ouvriers des deux sexes connaissaient des jouissances qui leur étaient interdites avant la révolution, et que tous ces hommes, naguère si à plaindre, étaient en 1814 mieux logés, mieux habillés, mieux nourris, mieux éduqués. Tous ces bons, tous ces grands résultats, le ministre de Louis XVIII les passe sous silence, et les efforts de sa dialectique tendent à prouver, au contraire, que tous les éléments de prospérité ont quitté la France avec les émigrés.

Le but de cet exposé, évidemment faux, était de prouver que le gouvernement républicain et celui de Napoléon avaient tenu la France dans la plus déplorable situation, et qu'il ne fallait rien moins que le retour de la domination *légitime* et paternelle des Bourbons pour arrêter le mal, et rendre l'état florissant. Ce fut dans ce même système qu'on exagéra beaucoup les sommes dues par l'*arriéré*, dont la liquidation devait se faire en reconnaissances payables à divers termes.

Quelque soin que l'on mit à faire détester le gouvernement déchu, les Français ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils n'avaient rien gagné à la restauration des Bourbons, pas même sous le rapport des libertés publiques consacrées par la charte, puisque cette charte était toujours interprétée au gré des partisans du pouvoir absolu. D'un autre côté, on vit les ministres conserver, malgré les dispositions textuelles de l'esprit de la charte royale, toutes les lois, tous les décrets, tous les arrêtés de l'empire propres à assurer le despotisme du nouveau gouvernement.

C'est ainsi qu'on trouve conservée, dans l'ordonnance du roi concernant la garde nationale, toutes les précautions prises dans l'intérêt du pouvoir par le sénatus-consulte de 1803, et le décret de 1806; précautions contraires à la nature des institutions primitives des gardes nationales constitutionnelles. Cette ordonnance, dans laquelle on trouve l'étrange amalgame du régime militaire avec le régime administratif, établit une distinction entre la garde urbaine et la garde rurale, et attribue au roi la nomination de tous les officiers. La prédilection que les ministres de Louis XVIII montrent pour les lois établies au profit du despotisme de Napoléon, fait dire à tous les Français : *que le roi règne, que Napoléon gouverne, et que les émigrés administrent.*

Avec une pareille tendance au despotisme, il fallait s'attendre à voir entraver la liberté de la

presse, quoiqu'elle fût garantie par la charte : en effet, une loi, dont les dispositions étaient évidemment en opposition avec la déclaration de Saint-Ouen et le pacte fondamental, ne tarda pas d'être présentée aux chambres par ce même ministre de l'intérieur auquel on devait le fameux rapport sur la situation de la France. L'abbé Montesquieu déclara sans détour qu'il ne fallait pas laisser à la presse une trop grande latitude, et qu'il était indispensable d'en prévenir les abus par l'établissement de la censure pour tous les écrits ayant moins de vingt feuilles d'impression.

Cette première et grave atteinte portée à la charte éprouva une vigoureuse opposition de la part de quelques députés, qui démontrèrent combien les doctrines émises par le gouvernement étaient fausses. Toutefois, la majorité d'une chambre trop habituée à la servilité adopta la loi, et, de ce jour, les journaux et les brochures, seuls écrits à la portée de tout le monde, furent soumis à une censure arbitraire. C'est ainsi que le gouvernement légitime des Bourbons entendait faire jouir les Français de la plus précieuse des libertés conquises en 1789. En établissant la censure pour tous les écrits périodiques et ouvrages éphémères, les ministres faisaient implicitement l'aveu qu'ils n'avaient ni la force, ni le courage de soumettre leurs actes à une discussion publique : la liberté de la presse les effarouchait, comme elle a toujours effarouché l'orgueil et la domination, l'audace et la tyrannie, parce qu'elle les menace et les démasque sans cesse; mais les craintes qu'elle inspire deviennent encore un nouvel éloge pour elle, une nouvelle preuve de son incontestable utilité; car le premier des dangers publics est toujours la tyrannie.

Si l'on fait attention que l'époque à laquelle fut établie la censure sur les journaux français, si répandus dans tout le continent européen, est celle où s'ouvrit le fameux congrès de Vienne, on pourra en induire que la France, déjà soumise aux exigences des puissances alliées, avait reçu d'elles l'injonction de réduire au silence les journaux, qui n'auraient pas manqué de s'élever contre les iniquités qu'on se proposait de faire consacrer dans ce congrès, lequel ne fut qu'un révoltant marché d'hommes. De grandes plaintes retentirent dans toute la France contre les restrictions apportées à la liberté de la presse; les hommes jaloux des libertés publiques (et il s'en trouvait beaucoup qui avaient traversé le brillant despotisme de Bonaparte sans que leur chaleureux patriotisme se fût refroidi), ces hommes vigilants, que la tyrannie, de quelque couleur qu'on la pare, effraie, se souvinrent que, lorsque Bonaparte voulut opprimer la France, il commença par

bâillonner les journaux. Il en résulta une inquiétude qui, au lieu de se calmer au sein de la paix, se répandit dans toutes les classes de la population.

Bientôt l'imprudent langage tenu officiellement par les dépositaires du pouvoir rendit les Français encore plus ombrageux. On s'était soumis au gouvernement des Bourbons; une série de désappointements ébranla cette soumission. Le remède que les ministres avaient cru trouver dans la censure des journaux, se trouva impuissant à imposer silence aux mécontents : la satire des actes du gouvernement se réfugia dans les volumes au-dessus de vingt feuilles; on lut avec avidité le *Censeur européen*, ouvrage périodique rédigé par deux jeunes avocats, Comte et Dunoyer, dont il fit la haute réputation. De ce moment, les gens éclairés formèrent une opposition, qui fut bientôt assez forte pour donner des inquiétudes au gouvernement.

D'un autre côté, l'armée, tous ceux qui avaient servi sous Napoléon, ainsi qu'une grande partie de la population des campagnes commençaient à regretter leur empereur, et son nom était dans toutes les bouches.

Une marche franche et libérale pouvait seule rallier au gouvernement royal ceux qui s'en détachaient tous les jours; mais au lieu de la suivre, les ministres du roi ne commettent que des actes propres à aliéner tous les cœurs, et ces actes sont appuyés par un langage qui indispose la partie éclairée de la nation. Ici, c'est le chancelier Dambray qui se montre le plus irréconciliable ennemi de tous les principes qui ont fait la révolution; là, c'est l'abbé Montesquieu, l'un des rédacteurs de la charte, qui se fait l'apologiste de la censure. A leurs côtés apparaît le ministre d'état Ferrand qui, en présentant le projet de loi relatif aux biens non vendus des émigrés, ne craint pas de traiter de rebelles les vingt-cinq millions de Français restés sur le sol de la patrie, et ose ensuite dire à ses amis que les imprudentes expressions dont il s'est servi ont reçu l'approbation du roi, dont l'intention est de rendre à la noblesse et au clergé les biens qui leur ont été enlevés par la révolution. Au département de la guerre, le ministre Dupont semble avoir pris à tâche de mécontenter tous les militaires, et y réussit complètement. Il en est de même à la marine. Partout on excite le mécontentement des généraux, des officiers, des soldats. Il n'est pas jusqu'au ministre de la police, Beugnot, qui n'irrite les esprits par l'indiscrète publication d'une ordonnance, aussi sévère que ridicule, sur l'observation du dimanche. Ajoutons à cette esquisse des imprudences et des fautes du gouver-

nement des Bourbons le mépris que les royalistes montraient ouvertement pour la charte, qu'ils considéraient comme un hochet dont on amusait le peuple; disons comment on blessait, à la cour de Louis XVIII, l'amour-propre des nobles de l'empire, en traitant avec hauteur et dédain les femmes des plus illustres de nos maréchaux, et terminons cette esquisse par l'espèce de ridicule que tous les vieux hobereaux, tous les gentillâtres que la restauration avait fait sortir de leurs manoirs, imprimaient à cette même restauration, des ridicules dont la caricature s'empara avec esprit. Il y avait sans doute dans cette marche du ministère, dans ses paroles, dans ses actes, de quoi alarmer un peuple qui était loin de vouloir le retour de l'ancien régime, qu'on lui offrait cependant en perspective.

Toutes ces fautes n'étaient pas perdues pour l'homme exilé sur le rocher de l'île d'Elbe : il sentait les blessures que des ministres inhabiles faisaient à la nation, et se promettait déjà de profiter de l'irritation qu'elles causaient. Sa pénétration lui fit prévoir, en lisant le discours de M. de Ferrand, qu'il pourrait bientôt retourner en France; et chaque jour il jouissait de voir avec quelle imprudence on lui en ouvrait les issues et aplanissait la route. Maître de sa pensée, il interrogeait avidement les nombreux voyageurs de toutes les nations, pour lesquels il était devenu l'objet d'une admiration profonde, et bâtissait, sur leurs rapports, des espérances que tous les actes des Bourbons fortifiaient journellement. Il jugeait combien le peuple devait être alarmé par les mots de *dîmes*, *corvées*, *droits féodaux*, et par les menaces que les émigrés faisaient aux nouveaux et innombrables propriétaires de biens nationaux : Napoléon voyait aussi avec plaisir les anathèmes lancés de la chaire évangélique sur les acquéreurs de ces biens. De ce moment, il épia l'occasion prochaine de renverser le trône des Bourbons.

Le danger était déjà grand dès la fin de l'année 1814; mais, au lieu de le conjurer, les ministres et la cour de Louis XVIII le rendaient tous les jours plus imminent. On aurait dit que tous les hommes de la restauration, ainsi que tous les princes restaurés, étaient atteints de vertiges : c'était à qui offenserait le plus les peuples dans ce qu'ils avaient de plus cher. Les uns ouvraient pompeusement une souscription pour élever un monument expiatoire aux victimes de Quiberon¹, et insultaient ainsi aux mânes de l'illustre Hoche

et de ses braves compagnons d'armes; les autres allaient exhumer les cendres de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Le clergé parlait du retour des jésuites en France, et se réjouissait de les voir rétablis dans les états du pape. Les royalistes se mêlaient aux prélats pour appeler de tous leurs vœux ces dangereux auxiliaires, ces turbulents protecteurs de l'église; et ces royalistes imprudents les réclamaient comme un ordre politique nécessaire au maintien de l'autorité royale.

Tous ces actes, tous ces vœux, propres à alarmer les amis de la liberté, ne tardèrent pas à porter leurs fruits : les départements de l'est se montrèrent hostiles au gouvernement; ceux du midi virent éclater les haines les plus déplorable, présages de scènes cruelles. Les habitants de Lyon, du Dauphiné, de la Bourgogne, les protestants du midi commencèrent à regretter hautement le règne de Bonaparte. L'armée se plaignait de plusieurs nouveaux chefs, de réglemens minutieux et sévères sans motifs; elle déplorait les prérogatives enlevées à l'ordre de la Légion-d'Honneur et l'avilissement de cette étoile des braves prodiguée à tant d'hommes qui l'obtenaient par intrigues ou à prix d'argent. Généraux, officiers et soldats, tous regrettaient leurs cocardes tricolores, leurs aigles, leurs drapeaux, leur chef enfin. A l'exception de quelques vieux nobles et des hommes qui dévoraient les vingt-huit millions votés pour la liste civile, on peut affirmer que la France entière était, après huit à neuf mois d'essais, fort mécontente de la restauration, et se montrait prête à opérer une nouvelle révolution en faveur de la liberté des peuples, dont on se jouait à la cour de Louis XVIII, et plus encore au congrès de Vienne.

Les premiers actes de ce congrès fameux avaient fait disparaître comme un rêve les dispositions philanthropiques que les souverains alliés montrèrent tant qu'ils craignirent d'irriter un peuple de braves : les maximes équitables, qu'ils semblaient avoir adoptées au milieu des événements tumultueux de l'invasion, disparurent dans les conférences de Vienne, pour faire place à la politique la plus injuste et la plus immorale que les cabinets les plus éhontés eussent encore osé professer. On y vit les peuples de l'Allemagne et de l'Italie mis à l'encau, et adjugés au plus fort ou au plus astucieux. Les rois y apparaissaient comme les successeurs d'Alexandre, ardents à se partager les dépouilles d'un vaste empire, et bientôt peut-être acharnés à se les disputer. Tous les cœurs généreux s'indignaient de ces marchés et

¹ Tout le monde sait que cette idée si anti-nationale, si contre-révolutionnaire sortit du ministère de la guerre, à la tête duquel se trouvait alors le maréchal Soult. Plus tard l'émigration poussa l'audace encore plus loin : elle fit ériger une statue à l'illustre convaincu de dix années de félonie et de trahison. Et coupable du crime le plus odieux qu'un général puisse com-

mettre, celui d'avoir fait battre ses propres troupes par l'ennemi afin d'arriver à son exécrable but.

ces ventes de millions d'âmes. Les hommes éclairés, les militaires, les jeunes gens espéraient que ces partages iniques amèneraient quelque nouvelle guerre, qui permettrait à la France de venger ses défaites et de reprendre son rang.

Telle était la situation de l'Europe, et particulièrement celle de la France au commencement de 1815. Mais, soit que les rois réunis au congrès se crussent en état de maîtriser les peuples, soit que l'opinion qui se formait en France ne leur fût pas bien connue, ces rois, leurs ministres et leurs cours ne pensaient qu'à se donner des fêtes splendides, dans lesquelles étaient dissipés une partie des millions imposés à la France. Quant à la nouvelle cour des Tuileries, elle vivait dans la plus grande sécurité, et semblait ne pas se douter qu'elle était sur un volcan. Les chambres avaient été ajournées, et, la presse étant enchaînée, les ministres de Louis XVIII ne trouvaient pas la moindre opposition à leur système, car ils comptaient pour rien celle qui se manifestait dans toutes les classes de la population, ainsi que dans l'armée.

Les résultats probables des arrangements de Vienne ne se firent pas attendre longtemps. Le roi de Naples, Joachim Murat, informé que la France insistait pour que la couronne des Deux-Siciles, qui lui avait été garantie par l'Autriche et l'Angleterre lors de sa défection, fût rendue au roi *légitime* de ce pays, fit marcher son armée vers les états du pape, et annonça le projet de traverser l'Italie pour attaquer la France. Mais il reçut du cabinet de Vienne le refus formel pour le passage des troupes napolitaines sur le territoire de la partie de l'Italie placée sous la domination de l'Autriche, et fut obligé de s'arrêter sur les frontières des états de l'église. Quelque ridicule que pût paraître l'idée d'aller attaquer la France avec trente mille Napolitains, elle n'en était pas moins alarmante pour le gouvernement des Bourbons. Dans l'état où se trouvait l'opinion des peuples de l'Italie et des départements de l'est de la France, Murat, malgré ses torts, pouvait espérer de rallier à lui tous les carbonari et les patriotes de ce pays; son armée pouvait se grossir et tomber des Alpes comme une avalanche qui eût tout entraîné, et qui eût aplani la route de l'île d'Elbe à Lyon. C'était là le plan combiné par Murat, et qu'il essaya de faire goûter à son beau-frère; mais Napoléon, qui voulait paraître résigné à son sort, et ne laisser apercevoir le moindre indice du projet qu'il nourrissait, fit dire à Murat de se tenir tranquille et d'attendre un moment plus favorable.

Cependant la France, qui voulait faire appliquer au royaume de Naples le principe de légitimité

par lequel les Bourbons déclaraient régner, principe que Talleyrand avait créé et qu'il soutenait de tous ses moyens au congrès de Vienne; la France, dis-je, prit, elle aussi, une attitude hostile contre le roi Murat, et réunit trois corps d'armée en Provence, entre Chambéry et Lyon, et à Dôle, afin de se porter sur Naples. Mais elle éprouva de l'Autriche le même refus qui avait été fait à Murat; refus très-politique dans l'état des choses, car l'Autriche ne pouvait permettre le passage des troupes françaises ou napolitaines dans ses états italiens, sans exposer ce pays à une conflagration dont les résultats pouvaient provoquer le retour de Napoléon dans la péninsule italienne. On savait que son nom seul pourrait y produire une révolution, et on n'était pas sans crainte que quelque jour il ne se montrât sur cette partie du continent. Aussi s'occupait-on secrètement au congrès de Vienne de trouver les moyens de rompre le traité de Fontainebleau, et de se débarrasser de celui qui, de son rocher, faisait encore trembler les rois. L'idée qu'il osât jamais se jeter en France ne se présentait à aucun des diplomates et ministres qui trafiquaient de l'Europe; et cependant son retour était désiré, prédit et presque annoncé par ses nombreux partisans.

Napoléon jugeait mieux la situation des esprits que ne le faisaient les ministres de Louis XVIII. Visité sans obstacles par des militaires français qui voulaient revoir leur ancienne idole, et par de nombreux Anglais pour lesquels il était un sujet d'étude et de vénération, Napoléon connaissait, sans paraître y attacher la moindre importance, le sourd mécontentement qui régnait en France, les regrets de tous les militaires en activité, et le vieux dépit de ce grand nombre d'anciens frères d'armes qui revenaient des forteresses lointaines, des funestes champs de la Russie, et de ces horribles pontons de l'Angleterre. Ces braves gens, dont le malheur n'avait pu diminuer l'attachement qu'ils portaient au drapeau de Marengo et d'Austerlitz, ni le dévouement dont Napoléon avait reçu de si nobles preuves, ne pouvaient s'habituer à l'idée de voir leur patrie subir le joug de l'étranger, et eux-mêmes se trouver sous celui de chefs qu'ils ne connaissaient pas, ou qu'ils accusaient d'avoir trahi l'empereur. Napoléon compta sur ses anciens soldats, sur la force irrésistible de l'opinion; et, sans s'amuser à ourdir un complot, dont le premier indice l'eût inévitablement fait surveiller de la manière la plus gênante; sans confier son secret à personne, il se prépara à exécuter le projet le plus hardi, le plus gigantesque, le plus merveilleux qui ait jamais été enfanté par l'imagination humaine.

Entouré de huit à neuf cents soldats de sa vieille garde, et de quelques amis parmi lesquels sont les généraux Bertrand, Drouot, Cambrone, Napoléon prévoit la possibilité de rompre son exil, de traverser une partie de la Méditerranée, et d'aller se présenter à ses vieux compagnons de gloire, avec lesquels il espère pouvoir renverser la dynastie des Bourbons, et remonter sur le trône qu'il a relevé lui-même. Il compte aussi sur les populations de l'est, de Grenoble, de Lyon, de la Bourgogne et de Paris, foyer du mécontentement provoqué par les fautes multipliées du gouvernement royal. Enfin il compte sur la diversion que Murat fera en Italie, diversion qui peut favoriser son entreprise.

Toutefois, il n'a pas encore fixé le moment de se présenter sur les côtes de France. Mais bientôt trois motifs le déterminent à profiter des premiers jours du printemps : l'un, c'est l'impatience de Murat, qui, ne doutant pas qu'on cherche à le détrôner, croit pouvoir soulever toute l'Italie en faveur de la liberté et de l'indépendance des Italiens, dont il veut se faire le champion ; le second motif est fondé sur l'avis qu'il reçoit de Vienne, que la France cherche à le faire éloigner de l'Europe ; le troisième, le plus déterminant peut-être, c'est la certitude qu'on lui donne qu'il se prépare en France un mouvement insurrectionnel dans le sens républicain.

A cette nouvelle, Napoléon, qui ne se distrait pas les grands progrès que les idées républicaines ont faits depuis un an, et qui craint d'être devancé, se décide à précipiter l'exécution de son projet. Il ne calcule ni la résistance qu'il peut trouver de la part des royalistes tant qu'ils tiendront les rênes du gouvernement, ni celle que peuvent lui opposer ses anciens lieutenants, lesquels se trouvent presque tous engagés envers le roi, ni les embarras qui lui seront suscités par le congrès de Vienne, dont il va se jouer, ni enfin la guerre que les puissances alliées vont lui faire, si elles le voient de nouveau régner sur la France : il ne considère que le mécontentement des peuples et de son ancienne armée, aux yeux desquels il va déployer le drapeau de la victoire et de la liberté : il ne doute pas de réunir à lui les patriotes, auxquels il promettra de rendre les libertés conquises par la révolution, et compte enfin que sa fortune triomphera de tous les obstacles qu'une entreprise aussi hasardeuse doit nécessairement rencontrer.

Déjà cette fortune lui sourit : la frégate anglaise, chargée de croiser dans les parages de l'île d'Elbe, s'en est éloignée, et le colonel Campbell, à qui le cabinet de Londres a confié la mission de surveiller l'entrepreneur souverain de ce rocher, s'est tellement laissé prendre aux appa-

rences de sa résignation, qu'il ne craint pas d'aller s'amuser à Livourne et à Gênes pendant que son prisonnier médite de rompre son ban. Le soir même où le bataillon de l'île d'Elbe doit s'embarquer, une fête est donnée à Porto-Ferrajo, et les habitants, ainsi que les étrangers, s'y livrent au plaisir, sans soupçonner que cette fête sert à couvrir le départ de l'hôte illustre qui les a conviés.

Toute la marine militaire de celui qui avait fait construire les bassins de Cherbourg, d'Anvers, les grands travaux de Flessingue et cent vaisseaux de ligne, consistait, à l'île d'Elbe, en un seul brick armé de vingt canons : ce brick reçut Napoléon, ses officiers-généraux et une compagnie d'élite : les autres huit cents fantassins furent embarqués sur deux bombardes et quatre felouques marchandes, qui avaient été frêtées pour une fausse destination.

Le 26 février, à minuit, un coup de canon annonça le départ de la flotte qui portait César et sa fortune. Cinq jours après, Napoléon et ses neuf cents braves bivouaquaient sous les oliviers qui entourent le golfe Juan, entre Cannes et Antibes, et le drapeau tricolore flottait de nouveau sur le territoire français.

CHAPITRE II.

Marche rapide de Napoléon. — Son arrivée à Gap et ses proclamations. — Effet que son débarquement produit en France et à la cour. — Mesures de salut public prises par le gouvernement contre Napoléon. — Première rencontre de Napoléon avec les troupes envoyées contre lui. — Les soldats se rangent aux ses drapeaux. — Son entrée à Grenoble. — Ses nouvelles proclamations. — Effroi du gouvernement. — Envoi à Lyon du comte d'Artois et du duc d'Orléans. — Leur fuite précipitée. — Napoléon entre à Lyon. — Ses décrets de cette ville. — Il se porte sur Paris. — Sa marche triomphale. — Il rallie Ney et tous ses régiments. — Mouvement du général Lefebvre. — Des nouvelles. — Séance royale. — Volontaires royaux. — Fuite de la famille royale. — Entrée de Napoléon à Paris.

La première tentative que fit Napoléon en remettant le pied sur le sol français ne fut pas heureuse : les vingt-cinq grenadiers qu'il envoya dans la place d'Antibes pour en débaucher la garnison, y furent arrêtés par les ordres du général Corsin. Napoléon jugea qu'il ne pouvait remédier à cet échec qu'en marchant plus vite. Le bivouac fut levé dès que l'aube permit au bataillon de mousquetaires d'élite d'être en marche. Les mousquetaires étaient si précieux que le d'Elbe ne s'arrêtèrent ni à Cannes ni à Antibes, elles firent leur première halte un peu au-delà de cette dernière ville. Une grande partie de la population accourut et entoura Napoléon : elle ne fut pas hostile, mais elle n'osa

se prononcer. L'empereur se montra comme s'il n'eût jamais quitté la France : on l'aurait cru dans toute sa puissance, faisant une tournée départementale : il questionnait les uns, recevait des pétitions que d'autres venaient d'écrire à la hâte, et promettait d'y faire droit. Telle fut l'attitude que tint celui qui venait de rompre son ban et qui marchait à la tête de huit cents hommes pour aller détrôner un roi entouré de deux cent mille baïonnettes et soutenu par toutes les puissances de l'Europe.

Napoléon croyait que la route qui longe le pied des Alpes était praticable pour les voitures ; mais il se convainquit, après Grasse, qu'il ne pourrait pas y faire passer les quatre pièces d'artillerie débarquées : il fut donc forcé de les laisser, ainsi que sa voiture. Il n'en marcha que plus vite. Le soir du 2 mars il coucha au village de Cérénon, après avoir fait vingt lieues. Le 3, il arriva à Barême ; le 4, à Digne ; et le 5, à Gap. Là il fit imprimer, pour la première fois, ses deux proclamations à l'armée et au peuple français. Napoléon disait aux soldats : « Venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Son existence ne se compose que de la vôtre, ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres ; son intérêt, son honneur et sa gloire ne sont que votre intérêt, votre honneur et votre gloire. La victoire marchera au pas de charge ; l'aigle avec les couleurs nationales volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame : alors vous pourrez montrer avec honneur vos cicatrices ; alors vous pourrez vous vanter de ce que vous aurez fait ; vous serez les libérateurs de la patrie. »

Au peuple français, il disait : « Élevé au trône par votre choix, tout ce qui a été fait sans vous est illégitime. Depuis 25 ans la France a de nouveaux intérêts, de nouvelles institutions, une nouvelle gloire, qui ne peuvent être garantis que par un gouvernement national. »

Ces proclamations furent distribuées avec profusion et se répandirent dans toute la France. Mais déjà les populations étaient accourues sur sa route : la plupart se prononçaient avec ardeur. Toutefois, Napoléon n'était pas sans de vives inquiétudes : il n'avait encore vu arriver aucun soldat, et sa troupe ne s'était grossie que de quelques jeunes gens. Telle était la situation de Napoléon le 6 mars, lorsqu'il quitta Gap pour marcher sur Grenoble, ville populeuse et fortifiée, dans laquelle se trouvaient quatre régiments de toutes armes formant un total de plus de six mille hommes et ayant une artillerie formidable.

Laissons Napoléon se diriger vers Grenoble, non sans éprouver la plus grande anxiété, et reportons-nous à Paris, au milieu de la cour de

Louis XVIII, ainsi que dans les départements les plus rapprochés du lieu où Napoléon venait de débarquer.

La nouvelle s'en était répandue dans toute la Provence et le Languedoc avec la rapidité de l'éclair. L'illustre général Masséna commandait à Marseille : il avait peu de troupes dans la huitième division militaire ; un grand nombre de volontaires s'offrirent pour marcher contre Napoléon : ces volontaires se flattaient de pouvoir l'atteindre à Digne ; mais ils n'avaient pas calculé la rapidité de sa marche : le bataillon de l'île d'Elbe était à Grenoble avant que les volontaires de Marseille fussent en route. Ceux d'Avignon, de Nîmes, de Montpellier n'eurent seulement pas le temps de s'organiser.

À Paris, la première nouvelle du débarquement de Napoléon fut reçue avec plus d'étonnement que de terreur, par une cour imprudente qui avait tant et de si graves reproches à se faire. On entendit beaucoup de royalistes s'écrier que cet événement aurait les plus heureux résultats, puisqu'il ferait cesser le règne d'une funeste indulgence envers les auteurs de la révolution et les partisans de Bonaparte. Cette cour aveuglée considérait l'attentat de l'ex-empereur comme une entreprise dictée par le désespoir, et qui devait le conduire à une mort certaine. Mais les habitants de Paris ne voyaient pas ce débarquement comme la cour : ils pensèrent d'abord qu'il était le résultat de quelque grande conspiration tramée à l'intérieur, ou d'une révolution combinée avec Murat et les Italiens. On se communiquait cette nouvelle avec un empressement qui indiquait l'impression qu'elle produisait. Les militaires tressaillirent de joie, et prédirent le succès de la tentative de leur ancien général.

Bientôt les mesures de salut public adoptées par le gouvernement indiquèrent qu'il se voyait menacé : quoique les journaux salariés par les ministres ou dévoués aux Bourbons affichassent la plus grande sécurité, et qu'ils peignissent l'entreprise de Napoléon comme une démarche insensée dont les seuls gardes-champêtres devaient faire justice, on n'en resta pas moins convaincu que l'homme de l'île d'Elbe allait susciter de grands embarras aux Bourbons.

Le premier moyen que les ministres crurent devoir prendre pour repousser l'agression de Napoléon fut la convocation immédiate des chambres législatives, sur lesquelles on comptait pour imprimer à la nation un élan royaliste. En même temps, une ordonnance du roi déclara Napoléon Bonaparte traître et rebelle, et enjoignit à tous les Français de lui courir sus. Les militaires et autres qui auraient accompagné ou suivi Bonaparte

parte dans son invasion du territoire français, les fauteurs et complices de rébellion et d'attentats tendant à changer la forme du gouvernement et provoquer la guerre civile, étaient aussi déclarés traîtres et rebelles.

A cette mesure sévère, à ce cri d'alarme jeté par le ministère, succédèrent deux jours de calme, pendant lesquels les journaux du gouvernement ne cessèrent de répéter que Bonaparte était cerné, qu'il ne pouvait pas s'échapper; d'autres annonçaient qu'il avait été blessé et qu'il errait dans les montagnes; enfin, on alla même jusqu'à annoncer qu'il avait été tué.

Pendant qu'on abusait ainsi les habitants de Paris et des départements du nord, Napoléon faisait les progrès les plus rapides et les plus étonnants. Parti de Gap le 6 mars, il vit les habitants du Dauphiné accourir en foule sur sa route : toute cette contrée si patriote se montrait ivre de joie en saluant l'enfant de la révolution qui avait si long-temps commandé l'admiration du peuple français. Les routes, bordées d'une immense population, offraient le spectacle le plus touchant; les vallées retentissaient des cris *vive l'empereur ! vive Napoléon !*

Prévenu de la direction que Napoléon avait prise, le général Marchand, commandant à Grenoble, essaya d'envoyer contre lui un régiment d'infanterie : c'était le septième, sous les ordres de l'infortuné Labédoyère. Le premier bataillon s'étant avancé jusque entre la Mure et Vizile, il ne tarda pas de se trouver en présence de l'avant-garde de l'île d'Elbe. Le général Cambrone, qui commandait cette avant-garde, voulut parlementer avec le chef de ce bataillon; celui-ci s'y refusa. Le moment était critique, décisif peut-être : Napoléon n'hésita pas. Il s'avança seul devant le front du bataillon de Grenoble : cent de ses grenadiers le suivaient à quelque distance, les armes renversées. La vue de l'empereur, son petit chapeau et sa redingote grise produisirent un effet magique sur les soldats, qui demeurèrent immobiles. Arrivé à quelques pas d'eux, Napoléon s'arrêta, effaça sa poitrine, et cria aux troupes : « S'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son général, il le peut : me voilà. » Ces braves, qui jusqu'alors n'avaient opposé que la force d'inertie, ne purent plus contenir leurs sentiments, et les laissèrent éclater, en criant tous *vive l'empereur !* Napoléon ému alla droit à un vétéran dont le bras était chargé de chevrons, et, le prenant rudement par les moustaches, il lui demanda s'il aurait eu le cœur de tuer son empereur. « Tiens, regarde si j'aurais pu te faire beaucoup de mal, lui répondit le soldat en enfouant la baguette dans son fusil pour montrer qu'il

n'était pas chargé; regarde, tous les autres sont de même. » Napoléon commanda au bataillon un demi-tour à droite, et tout marcha sur Grenoble, aux applaudissements de plusieurs mille Dauphinois, qui n'avaient pas cessé d'exciter la troupe à crier *vive l'empereur !*

Plus l'on s'approchait de Grenoble, plus la foule des habitants qui arrivaient sur la route allait en grossissant : on voyait accourir les communes entières, ayant leurs maires et leurs curés avec elles. Napoléon retrouvait ses jours heureux. Tout fut décidé lorsque le septième de ligne, sorti le matin de Grenoble, rompit ses rangs pour embrasser les soldats de l'île d'Elbe. Cette touchante fraternisation, que des hommes étrangers à tout sentiment généreux ont qualifiée de trahison, se fit aux cris de *vive Napoléon ! vive la garde ! vive le septième !* Les soldats étaient irrésistiblement entraînés vers le grand capitaine qui les avait si souvent conduits à la victoire, et vers ce glorieux drapeau tricolore qu'ils avaient arrosé de leur sang; les chefs oubliaient un serment qu'on leur avait imposé et qui n'était point dans leur cœur : on les avait tant humiliés depuis un an !

Ce jour-là, la troupe de Napoléon s'était grossie de trois bataillons et de plusieurs milliers de citoyens; c'était déjà une armée qui s'approchait de Grenoble; et, comme les habitants de la ville étaient tous pour Napoléon, on ne doutait plus qu'ils n'ouvrissent leurs portes.

Cependant le général Marchand et le préfet s'étaient déclarés contre Napoléon : ils avaient fait placer sur les remparts un régiment du génie, un autre d'artillerie, deux bataillons d'infanterie et de nombreux canons : les portes de la ville étaient fermées. Napoléon arriva sous les remparts à huit heures du soir. Toute la garnison se mit à crier *vive l'empereur !* Les portes furent enfoncées sous la bouche de dix pièces d'artillerie chargées à mitraille; les soldats, les habitants se jetèrent sur l'empereur, l'enlevèrent et le portèrent dans une auberge, où, à défaut des cloches de la ville, que les habitants ne purent lui présenter, ils lui en offrirent les portes elles-mêmes : c'était le délire de la joie.

Un fois dans Grenoble, Napoléon était une puissance : il pouvait faire la guerre, si elle fut devenue nécessaire; mais il se crut assuré d'aller à Paris sans brûler une amorce. Dans aucune histoire on ne trouve d'exemple d'un prince détrôné, réduit, pour ainsi dire, à la seule puissance de son nom, et qui, sans livrer le plus petit combat, se soit emparé d'un royaume de trente millions d'habitants, ayant un gouvernement organisé et appuyé sur de nombreuses troupes sol-

dées. Quelto était donc la magie de ce nom? Quel était le génie de l'homme extraordinaire qui conquist et exécuta un tel envahissement, une telle conquête?

« Napoléon ne réparait pas aujourd'hui, disait-on au commencement de mars 1814, il ne réparait pas si des journaux soumis à la censure et dont les aveux indiscrets ou les insinuations malfaisantes, révélant les secrètes intentions des Bourbons et de leurs ministres, n'eussent outragé, diffamé tous les citoyens morts et vivants qui, les premiers, ont proclamé les grands principes pour lesquels a été faite la révolution; si des pamphlétaires stipendiés ne s'étaient attachés à noircir cet immense tableau des victoires nationales, si chères à tous les Français; si on n'eût pas cherché à ravalier ces mêmes exploits qui ont commandé l'admiration de l'Europe, et à flétrir les lauriers qui ceignirent les fronts des Masséna, des Lannes, des Ney, des Gouvion, etc., etc., etc. Il ne réparait pas, si on n'eût point prodigué l'insulte aux plus vaillants guerriers de l'Europe moderne, à cette ancienne garde, modèle de toutes les vertus guerrières et civiques; si les victoires de Jemmapes, de Rivoli, de Zurich, d'Héliopolis, de Marengo, d'Hohenlinden, d'Austerlitz, de Jena, de Friedland, de Wagram, n'eussent pas été regardées comme de méprisables exploits de brigands, par cette foule d'inutiles et cupides défenseurs de l'autel et du trône; si ces hommes, qui ont vécu pendant vingt-cinq ans des produits de leurs intrigues en pays ennemi ou des aumônes de l'étranger, ces officiers de terre et de mer de l'ancienne monarchie, et ces nobles imberbes n'avaient pas été mis à la place des fonctionnaires les plus recommandables, des guerriers qui avaient versé leur sang sur vingt champs de bataille. Il ne réparait pas, sans cette accumulation de fautes commises par les ministres dans le but d'humilier les hommes de la révolution et les soldats de la patrie.

» A l'apparition de l'ex-empereur, l'immense majorité des Français se serait levée contre lui, s'il n'avait été question que de prendre la défense du roi constitutionnel, et si les ministres eussent loyalement mis en œuvre le régime de la charte suivant son esprit. Mais ils se sont joués de la nation; ils ont, en quelque sorte, pros crit cette charte octroyée par Louis XVIII, et oublié les garanties qui avaient été promises. Napoléon n'aurait pas hasardé la plus audacieuse des entreprises, si les acquéreurs des biens nationaux n'eussent été inquiétés, menacés par les émigrés, les prêtres fanatiques, et même par les ministres u roi, presque tous ineptes ou médiocres; si les finances de l'état n'avaient pas été dilapidées et

dévorées par les hommes de l'ancien régime; si les titres d'honneur, les faveurs du gouvernement n'eussent pas été prodigués aux chouans; enfin, si la cupidité, la fraude, la mauvaise foi n'eussent déplorablement triomphé chez une nation désintéressée et loyale. »

Quand Napoléon sortit de l'île d'Elbe, la défection était partout; cinq ministres, Dambray, Blacas, Montesquiou, Dupont et Beugnot avaient rendu la défiance générale. Tout se trouvait donc disposé pour son retour. Il vit que d'imprudentes mains avaient couvert la France de matières inflammables; il courut les embraser. Lors même que Bonaparte n'aurait pas débarqué en Provence, le système adopté par le ministère avait déjà trop fortement compromis la royauté pour qu'une catastrophe politique n'éclatât pas bientôt.

Pendant que le gouvernement cherchait à Paris les fils d'un complot qui n'existait pas, Napoléon, à Grenoble, recevait les félicitations de toutes les autorités civiles et militaires, rendait des décrets qui signalaient le rétablissement du pouvoir impérial, et passait des revues comme s'il eût été dans la cour des Tuileries. Il faisait partir pour Lyon les cinq mille hommes de la garnison de Grenoble, et marchait lui-même sur cette grande ville.

Ces progrès alarmants, que le télégraphe de Lyon annonçait à chaque heure, provoquaient dans le conseil des ministres un grand nombre de mesures, dont la plupart étaient encore des fautes. Déjà le roi avait cru devoir envoyer son frère, le comte d'Artois, accompagné des ducs d'Orléans et du maréchal Maedonald, contre Napoléon; et ce prince, ainsi que son conseil, étaient arrivés dans cette ville. Le 9 mars, la garde nationale de France avait été mise en activité. Le surlendemain, on avait convoqué les conseils généraux, lesquels devaient rester en permanence pour l'exécution des mesures de salut public. Le même jour, on avait retiré le portefeuille de la guerre au maréchal Soult, pour le donner à l'ancien ministre de Napoléon, Clarke. Les royalistes exagérés reprochaient à Soult, qui n'était d'ailleurs au ministère que depuis peu de temps, d'avoir envoyé du côté par où l'ex-empereur pénétrait, les troupes les moins affectionnées au roi. Ce reproche était injuste; les soldats qui se trouvaient dans les environs de Grenoble et de Lyon y avaient été dirigés, ainsi que je l'ai déjà dit, pour surveiller les mouvements du roi de Naples. Clarke protesta de sa fidélité au roi, envoya des maréchaux sur tous les points où ils pouvaient réunir un noyau de corps d'armée, créa des corps de volontaires royaux, dont tous les services consistèrent à se montrer dans les rues de Paris,

affublés d'un chapeau à la Henri IV, et prépara quelques moyens de résistance, qui devinrent inutiles dès l'instant qu'on ne pouvait compter sur aucun peloton de soldats.

Les dispositions faites à Lyon par le comte d'Artois eurent le même sort. Il voulait faire couper le pont Morand et celui de la Guillotière; mais il n'en eût pas moins été impossible de défendre la ville, dès l'instant qu'on ne pouvait compter ni sur les habitants, ni sur les troupes.

Cependant, Napoléon s'avavançait, et l'enthousiasme qu'il faisait naître allait toujours en augmentant. Déjà son avant-garde était arrivée au faubourg de la Guillotière, si populeux et si patriote; elle y avait été accueillie aux cris de *Vive l'Empereur!* Auquel on mêlait celui de *Vive la liberté!* Le maréchal Macdonald était parvenu à faire barricaader le pont, et y conduisait en personne deux bataillons, lorsque l'avant-garde de Napoléon, précédée, entourée et suivie de toute la jeunesse du faubourg, déboucha. Macdonald tint les soldats pendant quelques moments; mais ils ne tardèrent pas à être séduits et entraînés par l'exemple des habitants. Ils se jetèrent sur les barricades, les brisèrent, et furent bientôt sur les bras et dans les rangs des soldats de Napoléon. Le comte d'Artois, le duc d'Orléans, le maréchal Macdonald et le préfet de Lyon n'eurent que le temps de se jeter dans des caisses de poste préparées, et de retourner en toute hâte à Paris.

A cinq heures du soir, la garnison tout entière accourut au-devant de son empereur, qui fit bientôt son entrée dans la ville, seul, en avant de ses troupes, mais précédé et suivi d'une foule immense faisant retentir l'air de ses joyeuses acclamations.

Napoléon, parvenu jusqu'à Lyon sans le moindre obstacle, sans rencontrer un soldat ennemi, ni un citoyen désaffectionné, se regarda comme le maître de la France, ou plutôt il se considéra comme n'ayant jamais quitté les Français. Il administrait par des actes publics, avec cette fermeté et cette confiance qui sont les compagnes d'une stabilité non interrompue. Il recevait les administrations, toutes les classes des citoyens, passait des revues, expédiait des ordres, et rendait des décrets. La population ne cessait d'accourir sous ses fenêtres et de lui donner les preuves du plus grand dévouement.

Toutefois, cet homme, dont le nom seul opérerait une si étonnante révolution, sentait qu'il devait ses succès aux idées libérales qui avaient germé en France depuis un an; aussi, tint-il au peuple un langage propre à faire croire que désormais il régnerait par les lois, et que ces lois

ne seraient plus empreintes de despotisme. C'est ainsi qu'on le vit décréter à Lyon :

Que la chambre des Pairs et celle des Communes étaient dissoutes;

Que les collèges électoraux des départements se réuniraient à Paris dans le courant du mois de mai, en assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai, afin de prendre les mesures convenables pour corriger, modifier les constitutions de l'empire, selon l'intérêt et la volonté de la nation;

Que tous les émigrés non rayés, amnistiés ou éliminés, qui étaient rentrés en France depuis le premier janvier 1814, devaient sortir sur-le-champ du territoire de l'empire, sous peine d'être arrêtés et jugés conformément aux lois décrétées par les assemblées nationales;

Que la noblesse était abolie, et les lois de l'assemblée constituante seraient mises en vigueur;

Que les titres féodaux étaient supprimés.

Cependant, Napoléon conservait, à ceux qui les avaient reçus en récompense de leurs services, les titres nationaux, et se réservait aussi de donner des titres aux descendants des hommes qui avaient illustré le nom français dans les différents siècles.

Une autre disposition, plus vivement réclamée, fut celle par laquelle il renvoyait des armées de terre et de mer tous les généraux et officiers qui y avaient été introduits depuis le premier avril 1814; elle qui annulait en même temps tous les changements arbitraires opérés dans les cours et tribunaux.

Napoléon décréta encore à Lyon, que le séquestre serait apposé sur les biens de la famille des Bourbons; que tous les biens des émigrés, qui appartenaient à la Légion-d'Honneur, aux hospices, aux communes, à la caisse d'amortissement et aux domaines seraient rendus à ces divers établissements. Il abolit tous les ordres et décorations autres que la Légion-d'Honneur; licencia la maison du roi et les Suisses, et finit par décréter une amnistie en faveur des fonctionnaires qui avaient, en 1814, trahi le renversement du trône impérial et secondé l'ennemi : seulement, treize individus furent exceptés de cette amnistie et renvoyés devant les tribunaux pour y être jugés; c'étaient : MM. de Talleyrand, le maréchal Marmont, le duc d'Alberg, l'abbé Montesquiou, le comte Jaucourt, le général Beurnonville, Lynch, maire de Bordeaux, Vitrolles, Alexis de Noailles, de Bourrienne, Bellart, Larochejaquelein, Sosthène de la Rochefoucault. Le séquestre devait être mis sur les biens de ces treize personnes.

En examinant ces décrets, on ne peut s'empêcher de remarquer qu'il existe, parmi les dispo-

sions qu'ils contiennent, des contradictions qu'on ne peut pas expliquer à l'avantage de Napoléon. Ici, on le voit déclarer que la noblesse sera abolie, et que les lois de l'assemblée constituante seront remises en vigueur; un peu plus loin, on le trouve consacrant et la noblesse et les titres qu'il a créés. Il promet la liberté constitutionnelle, et il exile, il confisque comme le ferait un monarque absolu. On aperçoit en lui deux hommes différents : le général populaire et le despote impérial. Ces contradictions font craindre que les leçons du malheur n'aient pas corrigé Napoléon, et, qu'après avoir reconquis son sceptre en déclarant que les trônes sont faits pour les peuples, il ne profite de sa fortune pour régner par les principes contraires.

Tel se montrait Napoléon à Lyon : il n'était déjà plus le général populaire de Grenoble; quelques jours de bonheur lui avaient fait reprendre ses habitudes. Toutefois, les républicains, les patriotes, les constitutionnels espéraient beaucoup de la réunion du *Champ-de-Mai* : ils ne doutaient pas que les élections faites après un an d'une bonne éducation constitutionnelle, ne dotassent la France d'une assemblée vraiment nationale, qui se montrerait jalouse de rendre au pays les libertés qu'il avait si chèrement conquises dans les premières années de la révolution. Toutes les nuances d'opinions libérales se réunirent donc autour de Napoléon, en qui l'on aimait encore à voir le représentant de cette révolution si chère aux cœurs généreux et patriotes.

Les progrès de Napoléon, l'enthousiasme que sa présence excitait, le retour précipité à Paris du comte d'Artois, remplirent la cour de terreur : Louis XVIII sentit qu'il ne pouvait sauver sa couronne qu'en tenant le même langage que Bonaparte, c'est-à-dire, qu'en annonçant le règne des lois et de cette charte si indignement déchirée par ceux qui se disaient bons royalistes. C'est dans ce sens que s'expriment, au moment du danger, les ministres et les fonctionnaires de Louis XVIII; et, afin que toute la France soit bien convaincue de la sincérité des sentiments du roi et des membres de sa famille, on prépare, pour l'ouverture de la session extraordinaire des chambres, une séance royale, sur l'effet de laquelle les ministres et les royalistes fondent les plus grandes espérances. Enfin, les Bourbons comptent beaucoup sur la bravoure, les talents militaires et le dévouement du maréchal Ney, qui s'est chargé du commandement des troupes réunies dans la Franche-Comté. Ce maréchal, entraîné par l'impétuosité de son caractère et par le souvenir des scènes de Fontainebleau, est parti, après avoir assuré Louis XVIII qu'il

lui ferait bonne justice de l'attentat du prisonnier de l'île d'Elbe.

En ce moment, Napoléon, précédé de dix à douze mille hommes de bonnes troupes, quittait Lyon, aux acclamations de toute la population du département accourue sur son passage. Fidèle à son système de commander aux autres par le ton d'assurance qu'il sait si bien prendre, il ordonna aussitôt au maréchal Ney, qui se trouvait alors à Lons-le-Saulnier, avec son corps d'armée, de mettre des troupes en marche, et de venir le rejoindre.

« Le maréchal Ney, a dit Napoléon, dans ses notes, était parti de Paris, tout au roi; mais, au milieu de l'entraînement général, abandonné par ses soldats, frappé des proclamations de l'empereur, des adresses du Dauphiné, de la défection des troupes de Lyon, de l'élan des provinces voisines et des populations dont il était environné, Ney, l'enfant de la révolution, se livra au torrent, et publia son fameux ordre du jour ¹. Il est de fait que Ney, au lieu de commander à ses troupes, fut commandé par elles, et qu'il ne se décida à abandonner le parti du roi, pour se tourner du côté de Napoléon, que parce que déjà la plus grande partie de ses régiments l'avait abandonné, et que le reste allait se déclarer. De ce moment, Ney répondit avec le général Bertrand, faisant les fonctions de major-général. On savait où étaient ses troupes, et quel jour elles arriveraient à Auxerre. Toutefois, Ney, se rappelant sa conduite à Fontainebleau, écrivit à Napoléon que tout ce qu'il venait de faire était principalement en faveur de la patrie, et que, tant qu'il avait dû perdre sa confiance, il allait se retirer chez lui. Mais Napoléon lui fit répondre d'aller le rejoindre, qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moscowa. »

Le 45 mars, Napoléon coucha à Mâcon, et le lendemain, à Châlons. Il n'avait plus besoin d'attendre aux portes des villes; les magistrats et les habitants accouraient à sa rencontre, et se disputaient l'honneur d'être les premiers à le saluer. Il trouva à Châlons de l'artillerie et des caissons qui étaient d'abord destinés contre lui; mais les Châlonnais avaient arrêté cette artillerie à son passage, afin de la lui offrir.

L'armée impériale marchait presque en poste, et se grossissait chaque jour. Nulle part il n'y avait ni difficultés, ni oppositions : les soldats ne trouvaient point d'ennemis; et, suivant l'expression de Napoléon, ils faisaient la conquête de la

¹ Ce fut cet ordre du jour qui le fit condamner à mort par la chambre des Pairs.

France, l'arme au bras. A l'aspect de l'empereur, ce n'était partout qu'un changement de décorations théâtrales. Il entra, le 17, à Auxerre, où, pour la première fois, il fut reçu par un préfet. Le maréchal Ney arriva dans la soirée. Il se montra embarrassé, et ne demanda à Napoléon qu'une place parmi ses grenadiers. Il s'était assez mal conduit envers l'empereur; mais le moyen d'oublier un si beau courage et tant de belles actions! Napoléon lui sauta au cou en l'appelant le *brave des braves*, et dès-lors ce fut, de la part de Ney, à la vie, à la mort.

Cependant, les conseillers des Bourbons, qui ne connaissaient pas encore toute l'énormité du danger qui menaçait cette famille, se trouvaient heureux de pouvoir apprendre au public que le mouvement militaire et libéral commencé dans le département de l'Aisne par les généraux Lefebvre-Desnouettes, et les frères Lallemant, avait échoué devant la fermeté du général Lyons. Ils espéraient que la fidélité dont la garnison de La Fère avait fait preuve dans cette circonstance servirait à comprimer d'autres mouvements, et qu'ils auraient le temps de faire porter des fruits salutaires à la séance royale préparée depuis plusieurs jours pour ranimer l'esprit public.

Elle eut lieu le 16 mars. Louis XVIII y fit un discours qui fut souvent applaudi par les députés, et qui finissait par ces paroles :

« Celui qui vient allumer parmi nous les torches de la guerre civile y apporte aussi le fléau de la guerre étrangère : il vient remettre notre patrie sous son joug de fer ; il vient enfin détruire cette charte constitutionnelle que je vous ai donnée ; cette charte, mon plus beau titre aux yeux de la postérité ; cette charte que tous les Français chérissent, et que je jure ici de maintenir. Ballions-nous donc autour d'elle, qu'elle soit notre étendard sacré. »

Le comte d'Artois, celui de tous les membres de la famille qui s'était toujours montré l'ennemi des principes et des hommes constitutionnels, prit alors la parole pour jurer fidélité au roi et à la Charte constitutionnelle. Le duc de Berri, le duc d'Orléans, le prince de Condé, le jurèrent aussi. Mais cette cérémonie ne produisit pas l'effet qu'on en attendait. Quelques cris de *vive le roi*, qu'on entendit sur le passage du cortège, ne suffirent pas pour donner à la population de Paris l'élan royaliste qu'on voulait lui imprimer, et qui seul pouvait sauver Paris. Le peuple se repaissait avec avidité des nouvelles favorables à Napoléon, et n'ajoutait aucune foi à celles que la cour faisait distribuer. Quant aux troupes nombreuses qu'on appelait dans la capitale, le morne silence avec lequel elles accueillaient les princes lorsqu'ils les

passaient en revue était désespérant pour eux. Déjà quelques cris de *vive l'empereur* se faisaient entendre au sein de la capitale, et le gouvernement se sentait impuissant pour les punir.

Napoléon s'approchait ; il n'y avait pas un moment à perdre. Le duc de Berri prit le commandement de tous les corps rassemblés dans Paris, et sortit de la capitale pour aller s'opposer à la marche rapide des troupes impériales. Mais les corps qu'il dirige contre Napoléon vont grossir son escorte. Aussitôt que les soldats l'aperçoivent, ils le saluent de leurs acclamations, et arborent la cocarde tricolore, qu'ils avaient tous soigneusement conservée. Les royalistes, altérés de cette défection générale, sont obligés de fuir en toute hâte et de se disperser.

Jusqu'à ce moment, le ministre n'avait cessé d'annoncer l'immédiate destruction de Napoléon et de sa bande. Ces stratagèmes de basse police devinrent inutiles le 19 mars : on ne pouvait plus se dissimuler que Napoléon était aux portes de Paris. A minuit et un quart, Louis XVIII, dont le départ avait été tenu secret, monta en voiture, au milieu de quelques serviteurs et de quelques gardes nationaux, et partit aussitôt pour Lille, où il comptait pouvoir s'arrêter. Les princes, la maison du roi, partirent aussi. Les ministres les suivirent ou allèrent se cacher, et Paris resta, pendant toute la journée du 20 mars, sans gouvernement, sans autorités.

Quoique Napoléon eût appris que l'on avait fait de grands préparatifs pour lui disputer l'approche de la capitale, il n'en continua pas moins sa marche triomphale : à chaque instant il était arrêté par l'arrivée de quelques corps qui venaient se joindre à lui : bientôt il rencontra une foule de généraux, et un bataillon formé des officiers à la demi-solde. On entourait, on pressait l'empereur, on l'empêchait de marcher ; ce qui fut cause qu'il ne put entrer dans Paris qu'à neuf heures du soir, après une longue journée de marche : il arriva à la tête des mêmes troupes qu'on avait réunies pour le combattre. Les habitants de Paris, qui l'avaient attendu pendant toute la journée, ne comptaient plus sur son arrivée si tard : la plupart étaient déjà rentrés dans leurs demeures. Mais quand Napoléon fut sur la place du Carrousel, on se précipita sur lui, mille bras l'enlevèrent et le portèrent en triomphe dans le palais des Tuileries.

Les appartements de ce palais offraient en ce moment la réunion confuse d'une foule de généraux, d'officiers, de fonctionnaires, s'embrassant et épanchant sans contrainte leur joie de se voir délivrés d'une famille, qui, disait-on, n'avait rien appris ni rien oublié dans ses longs mal-

heurs. Les salles des Tuileries ressemblaient à un champ de bataille, où des frères, des amis, échappés à la mort, se retrouvent après la victoire. Napoléon s'entretint longtemps avec ses généraux et ses anciens ministres ; tous montraient un merveilleux étonnement de son arrivée à Paris. L'empereur leur répétait sans cesse : Ce sont les gens désintéressés qui m'ont ramené dans la capitale ; ce sont les sous-lieutenants et les soldats

qui ont tout fait : c'est au peuple, c'est à l'armée que je dois tout ¹. »

¹ Ce même homme qui proclamait ces grandes vérités, et qui disait toujours qu'il ne voulait s'appuyer que sur les masses, se montrait cependant contristé de ne rencontrer sur sa route que des hommes du peuple. *Toujours des sabots !* disait-il avec dépit en voyant les paysans du Dauphiné accourir à sa rencontre. Napoléon aurait voulu voir arriver au-devant de lui, les préfets, les généraux, les dignitaires ; c'est-à-dire, ceux qui l'avaient déjà trahi et qui le trahirent encore. Il n'était donc pas corrigé, et sa conduite pendant les cent jours ne le prouva que trop.

FIN DE LA PREMIÈRE RESTAURATION DES BOURBONS.

LES CENT JOURS.

CHAPITRE PREMIER.

Reorganisation du gouvernement impérial. — Déclaration du congrès de Vienne contre Napoléon. — Position des royalistes après le 20 mars. — Nouvelle ligue contre la France. — Projets des alliés sur cette nation. — Activité de Napoléon; il se prépare à soutenir énergiquement la guerre contre les puissances. — Grands préparatifs militaires. — Plans de campagne conçus par Napoléon. — Soumission de la Vendée. — Murat perd le trône de Naples. — Acte additionnel. — Refroidissement dans les esprits qui en est la suite. — Assemblée du Champ-de-Mai. — Ouverture de la session de la chambre des représentants. — Entrée en campagne de l'armée française. — Force des armées en présence. — Bataille de Fleurus. — Bataille de Waterloo. — Résultat du désastre de Waterloo.

La nuit même de son arrivée à Paris, Napoléon délibéra si, avec trente-cinq ou trente-six mille hommes, les seules troupes qu'il put réunir dans le Nord, il commencerait les hostilités le premier avril, en marchant sur Bruxelles, et ralliant l'armée belge sous ses drapeaux. Les armées anglaise et prussienne, cantonnées sur les bords du Rhin, étaient faibles et disséminées, sans chefs et sans places. Le duc de Wellington était à Vienne, Blücher était à Berlin. On pouvait espérer que l'armée française serait à Bruxelles dans les premiers jours d'avril; mais on nourrissait des espérances de paix, la France la voulait : elle aurait blâmé hautement un mouvement offensif prématuré. D'ailleurs, pour réunir ces trente mille hommes, il eût fallu livrer à elles-mêmes les vingt-trois places fortes depuis Calais jusqu'à Philippeville, formant la triple ligne du Nord. Si l'esprit public de cette frontière eût été aussi bon que celui de l'Alsace, des Vosges, des Ardennes, des Alpes, cela eût été sans inconvénient; mais les esprits étaient divisés en Flandre; il était impossible d'abandonner les places fortes aux gardes nationales locales. Il fallait au moins un mois

pour y lever ou bien pour enlever des bataillons de garde nationale, de propres à remplacer les troupes de ligne. Enfin, le duc d'Angoulême marchait sur Lyon, les Marseillais sur Grenoble : la première nouvelle du commencement des hostilités leur eût donné des chances de succès; il était essentiel avant tout que le pavillon tricolore flottât sur tous les points de la France. Ainsi, cette première idée offrait de grands inconvénients; elle fut abandonnée.

Dès le lendemain matin, Napoléon s'occupait de reorganiser le gouvernement impérial. Il choisit d'abord ses ministres; Cambacérès, après quelques difficultés, accepta le ministère de la justice; le duc de Vicence aurait voulu servir activement dans l'armée, mais Napoléon le remplaça aux affaires étrangères; le maréchal Davoust fut nommé ministre de la guerre; le duc de Gaëte et le comte Mollien reprirent les portefeuilles des finances et du trésor; Maret, duc de Bassano, fut placé au ministère de la secrétairerie d'état; Décrès fut rappelé à la marine; Fouché fut chargé de la police parce que Cambacérès, Maret, Lavalette, Savary même, Réal, toutes les personnes en qui Napoléon pouvait avoir le plus de confiance, se réunirent pour témoigner de sa conduite en 1814; ce qui fit surmonter à l'empereur sa répugnance pour mettre en place un homme qu'il connaissait d'une immoralité profonde : ce choix déplut aux Français; mais il fut compensé par le bon effet que produisit la nomination de Carnot au ministère de l'intérieur. Le duc de Rovigo fut nommé commandant général de la gendarmerie; M. de Montalivet, ancien ministre de l'intérieur, devint intendant de la liste civile. Le conseil d'état fut réorganisé sur l'ancien pied, et composé à peu près des mêmes membres. Napoléon rappela

• auprès de lui tous ses anciens aides-de-camp, à
• l'exception du général Lauriston, et leur nom-
• bre fut augmenté des généraux Letort et Labé-
• doyère. Les généraux Bertrand et Drouot furent
• maintenus dans leurs places de grand-maréchal
• du palais et de major-général de la garde. Napo-
• léon remplaça auprès de sa personne la plupart des
• chambellans, des écuyers, des maîtres de céré-
• monies qui l'entouraient en 1814; enfin, il réor-
• ganisa la maison de l'impératrice¹.

On voit ici, par ce qu'il a raconté lui-même, qu'au milieu des grandes affaires dont il avait à s'occuper dès son arrivée à Paris, il n'oublia pas la reconstitution de la cour impériale, et cela fit un assez mauvais effet, car on avait cru Napoléon revenu à d'autres idées de grandeur : ce fut avec peine qu'on le vit s'entourer de nouveau de tous ces courtisans dorés qui s'étaient montrés si serviles et si rampants. Quant à la réorganisation de la maison de l'impératrice, on ne peut s'empêcher de la regarder comme un leurre que Napoléon offrait aux Français dans le but de leur faire croire que l'Autriche était en quelque sorte de connivence avec lui. Déjà il avait annoncé de Lyon que Marie-Louise serait sacrée à l'époque du *Champ-de-Mai* : cette nouvelle donnait des espérances, qui furent loin de se réaliser. Il est possible que Napoléon s'abusât lui-même sur les intentions de son beau-père et de sa femme; mais dans l'incertitude, il valait mieux ne pas parler de l'impératrice, que de faire croire qu'elle allait arriver².

Après les épreuves par lesquelles les Français venaient de passer, il n'était plus possible d'employer avec eux un système de déception et de mensonges, et encore moins le despotisme. Napoléon se vit donc obligé de faire de grandes concessions à l'opinion publique. Après avoir renversé la chambre des pairs et celle des députés, dont la composition n'offrait aucune garantie à la nation; après avoir appelé les électeurs au *Champ-de-Mai*, chassé les émigrés non rayés, expulsé de l'armée les étrangers, les émigrés et les traîtres, rendu à la Légion-d'Honneur ses dotations et ses prérogatives, et rétabli sur leurs sièges les magistrats qui en avaient été éloignés, l'empereur décréta la liberté de la presse. Cette concession lui coûta sans doute beaucoup, car sa nouvelle fortune l'avait

déjà fait changer de principes depuis Grenoble et Lyon; mais il ne balança pas à la sanctionner, parce que la liberté de faire imprimer ses idées et ses opinions était réclamée par tous les citoyens comme un droit dont ils avaient été dépouillés tyranniquement.

Pendant que Napoléon reconstituait ainsi l'empire français, réduit aux limites que les rois coalisés avaient imposées aux Bourbons, une déclaration foudroyante, lancée par les puissances qui avaient signé le traité de Paris, était publiée à Vienne et répandue dans toute l'Europe : elle jeta des semences d'alarmes au milieu d'une population si facile à recevoir toutes les impressions. Cette déclaration, véritable acte de proscription contre le chef que les Français venaient d'accueillir une seconde fois avec enthousiasme, était ainsi conçue :

« En rompant ainsi la convention qui l'avait éta-
• bli à l'île d'Elbe, Bonaparte détruit le seul titre
• légal auquel son existence se trouvait attachée.
• En reparaissant en France avec des projets de
• troubles et de bouleversement, il s'est privé lui-
• même de la protection des lois, et a manifesté, à
• la face de l'univers, qu'il ne saurait y avoir ni
• paix ni trêve avec lui. Les puissances déclarent,
• en conséquence, que Napoléon Bonaparte s'est
• placé hors des relations sociales; et que, comme
• ennemi et perturbateur du repos du monde, il
• s'est livré à la vindicte publique. Elles déclarent
• en même temps que, fermement résolues de
• maintenir intact le traité de paix du 30 mai 1814,
• et les dispositions sanctionnées par ce traité, et
• celles qu'elles ont arrêtées ou qu'elles arrête-
• ront encore pour le compléter et le consolider,
• elles emploieront tous les moyens et réuniront
• tous leurs efforts pour que la paix générale, ob-
• jet de tous les vœux de l'Europe et but con-
• stant de leurs travaux, ne soit pas troublée de
• nouveau. »

La publication de cette pièce remplit de joie l'âme des royalistes. Beaucoup, parmi les patriotes et les bonapartistes, la crurent l'œuvre de ce parti, et s'obstinèrent à la regarder comme apocryphe. Ceux qui la savaient authentique, et Napoléon était de ce nombre, considérèrent cette déclaration comme la première explosion de la colère et du dépit du congrès de Vienne, et aimèrent à se persuader que les puissances alliées, ou au moins l'Autriche et l'Allemagne, tiendraient un autre langage dès qu'elles auraient appris les progrès miraculeux de la marche de Napoléon à travers toute la France, et son entrée à Paris, sans avoir brûlé une amorce. On se flattait que l'accueil fait par la nation française à son ancien empereur forcerait les signataires de la déclaration du 13 mars

¹ Histoire de Napoléon, d'après lui-même.

² Des personnes bien informées m'ont assuré que la nouvelle du retour de Napoléon à Paris fut reçue à Vienne, par Marie-Louise, avec une sorte de terreur, résultat de la position délicate où elle se trouvait déjà envers son époux. Tout le monde sait aujourd'hui quels étaient les motifs que Marie-Louise avait déjà de redouter le retour de Napoléon; sa conduite avait été plus que légère, plus qu'imprudente pendant son séjour aux eaux d'Aix; Marie-Louise ne pouvait plus soutenir le regard scrutateur de Napoléon.

à considérer l'entreprise sous un autre point de vue. Quant à Napoléon, il nourrit la même opinion; mais, afin de calmer ceux qui viennent de le mettre hors de la loi des nations, et de conserver la paix, il déclare et fait déclarer que la France renonce à tout esprit de guerre et de conquête, et qu'elle ne demande autre chose que de vivre en paix dans les limites du traité de Paris.

Dans cette circonstance, la liberté de la presse fut favorable à Napoléon, en ce que, après avoir combattu avantageusement les principes de la déclaration de Vienne, et après avoir prouvé que Napoléon n'avait manqué aux stipulations du traité de Fontainebleau que parce que Louis XVIII avait lui-même refusé de remplir les conditions relatives à l'empereur et à sa famille, elle rallia à ce même empereur la presque totalité de ceux qui avaient supporté le plus impatiemment son despotisme.

Quant aux royalistes, ils paraissaient peu à craindre, malgré tout le bruit qu'ils avaient fait pendant la marche de Napoléon.

Dans le nord, le roi, le comte d'Artois et le duc d'Orléans, après avoir conçu l'espoir de rester maîtres de cette partie de la France et des places fortes, s'étaient trouvés forcés d'abandonner Lille, par suite de la défection de tous les corps de troupes qui se trouvaient sur ce point, et d'aller chercher un refuge chez l'étranger, où quelques-uns des ministres les suivirent.

Vers l'ouest, le duc de Bourbon, envoyé dans la Vendée pour y ranimer l'esprit des habitants de cette contrée, autrefois redoutable par son fanatisme religieux et royaliste, avait trouvé les habitudes de la guerre civile bien refroidies, et toutes les ames contristées à la seule idée de rentrer dans une carrière de désastres. Ce prince avait été obligé de s'embarquer pour l'Angleterre.

Dans le midi, où se trouvaient le duc et la duchesse d'Angoulême lors du débarquement au golfe Juan, le gouvernement royal était encore reconnu par quelques départements, et les royalistes avaient conservé l'espoir de faire de la ville de Toulouse le centre de leurs opérations. Un des frères Damas et le baron de Vitrolles, y établirent une sorte de gouvernement, pendant que le duc d'Angoulême, profitant des premières dispositions d'une partie des habitants du Languedoc, se formait une petite armée, dont un seul régiment de ligne faisait le noyau : ce fut avec ces royalistes que le duc marcha sur le Dauphiné avec une imprudence qu'on ne saurait excuser qu'en supposant que ce prince comptait sur le secours des troupes piémontaises.

A Bordeaux, la duchesse d'Angoulême, aidée du président Lafné, de MM. Ravez, Martignac,

Peyronnet, et de tous les hommes qui avaient fait le 12 mars, un an auparavant, se conduisait avec un mâle courage, pour ranimer chez les Bordelais, des sentiments qui s'étaient bien affaiblis. Mais, après des efforts qu'on n'attendait pas de son sexe, la fille de Louis XVI fut encore une fois obligée de quitter la France : elle s'embarqua pour l'Angleterre.

Le duc, son mari, persistant à lutter contre sa mauvaise fortune, s'était alors avancé vers Lyon, à la tête des volontaires du Languedoc et de ceux de la Provence. Il était même arrivé jusqu'à Valence, lorsque la défection d'une partie des troupes de ligne le mit tout-à-coup dans la nécessité de faire sa retraite. Pressé bientôt par la colonne du général Grouchy arrivant de Lyon et de Grenoble, et par celle du général Gilly venant de Nîmes, le duc d'Angoulême, n'ayant plus l'espoir d'être secouru par les troupes du roi de Sardaigne, fut obligé de se rendre prisonnier. Il fut convenu entre le général Gilly et le baron Damas, que l'armée royale serait licenciée, et que le prince s'embarquerait à Cette. Mais le général Grouchy ne crut pas devoir autoriser l'exécution de la convention sans avoir pris les ordres de l'empereur : Napoléon décida sur-le-champ que la capitulation serait exécutée.

S'il l'eût voulu, l'empereur pouvait se rendre maître de toute la famille royale; mais, soit générosité de sa part, soit qu'il crût que ces grands prisonniers l'embarrasseraient, il donna des ordres pour faciliter leur sortie de France.

La capitulation du duc d'Angoulême mit fin à ce commencement de guerre civile, et le drapeau tricolore flotta aussitôt dans tout l'empire.

Napoléon porta alors toute son activité vers le recrutement de l'armée, l'approvisionnement et l'armement des places fortes, la fabrication des armes, les levées de chevaux, et vers tout ce qui pouvait assurer la défense du territoire; car la déclaration du congrès de Vienne ne laissait plus aucun espoir de conserver la paix.

Outre cette déclaration, dont l'authenticité avait été contestée pendant quelques jours, les puissances alliées avaient signé, à Vienne, le 25 mars, un traité confirmatif de celui de Chaumont du premier mars 1814, tendant à préserver de toute atteinte l'ordre de choses établi en Europe par ces mêmes puissances, et à le garantir particulièrement contre les desseins de Napoléon Bonaparte. A cet effet, les parties contractantes s'engageaient à réunir tous leurs efforts contre lui et les siens, afin de le forcer à se désister de ses projets, et de le mettre hors d'état de troubler à l'avenir les rois. Pour arriver à ce but, les puissances s'engageaient à mettre cha-

cune sur pied un contingent de troupes formidable, et à ne poser les armes que de concert et après avoir rempli l'objet de cet armement. On calculait qu'un million d'hommes serait réuni, à la fin de juillet, sur les frontières françaises. Louis XVIII adhéra à ce traité. La Suède et le Portugal seuls refusèrent de fournir leur contingent.

Quoique le but patent de cette ligue nouvelle fût de renverser Napoléon, cette fois les grands meneurs du congrès de Vienne ne cachaient plus leur haine contre le peuple français, et leur projet d'abaisser la France à la condition d'une puissance secondaire n'était plus dissimulé. Depuis l'évacuation de notre beau pays, plus d'un des souverains alliés avait manifesté son regret de ne pas avoir réduit davantage le royaume laissé aux Bourbons, et surtout de ne pas en avoir retiré de plus fortes contributions. Bien des fois les généraux de ces princes avaient manifesté le désir de trouver un prétexte pour retourner sur un sol qu'ils avaient quitté avec tant de regrets. Ce prétexte, Napoléon le leur fournissait un an après; et déjà, Russes et Prussiens, Autrichiens et Anglais se félicitaient de voir leur secrète pensée, leur plus vif désir au moment d'être accomplis. Qu'on lise les proclamations, les ordres du jour que ces généraux publièrent alors; qu'on lise surtout celle du Prussien Justus Grüdner et l'on se convaincra de toute la haine que les alliés portaient à cette France qui s'était montrée si généreuse envers eux quand elle avait envahi leurs royaumes, sans le secours de la trahison. « Ce n'est plus pour lui rendre des princes dont elle ne veut pas, ce n'est plus dans l'intention de chasser ce guerrier dange-reux qui s'est mis à leur place, que nous nous ar-mons aujourd'hui, disait-on aux Allemands; *c'est pour diviser cette terre impie*, que la poli-tique des princes ne peut plus laisser subsister un instant sans danger pour les trônes; *c'est pour vous indemniser, par un juste partage de ses provin-ces*, de tous les sacrifices que nous avons faits de-puis vingt-cinq ans pour résister à ses désordres. »

Les menaces contenues dans ces proclamations remplissent l'armée française d'une sainte indi-gnation; généraux, officiers, soldats, tous fré-missent d'horreur en voyant au grand jour les es-pérances et les projets affreux de ceux qu'ils ont vaincus sur tant de champs de bataille.

En contemplant le courroux de l'Europe, ou plutôt des rois et des diplomates que le débarque-ment de Napoléon avait trouvés assemblés à Vienne, et dont il avait interrompu les fêtes et les bals dis-pendieux; en contemplant, dis-je, ce courroux qui venait de faire explosion après quelques mois de contrainte, le gouvernement français crut que son premier devoir était de répondre au manifeste

des puissances par une déclaration des principes et des opinions qu'il prenait pour base de sa con-duite. Cette réponse, rédigée et signée par le con-seil-d'état, justifiait complètement le retour de Napoléon, en déclarant qu'il n'avait pu abdiquer sans l'assentiment de la nation, et que le vœu et l'intérêt général du peuple français lui faisaient un devoir de reprendre le pouvoir qui lui avait été délégué par les constitutions et les lois existantes. En même temps le conseil-d'état frappait d'illéga-lité tous les actes faits en présence des armées en-nemies, et sous la domination étrangère, comme étant l'ouvrage de la violence et essentiellement nuls et attentatoires à l'honneur, à la liberté et aux droits du peuple français.

Mais, pendant que la France s'appuyait sur la raison, les puissances alliées recouraient à la force; dès-lors tout moyen de s'entendre devint impos-sible. Il fallut se préparer à la guerre. Napoléon réorganisa en silence, et avec toute l'activité de son génie, ses moyens militaires. Il est impossible de trouver dans l'histoire ancienne et moderne, une époque où le temps ait été mieux employé, et où il ait été fait tant de grandes choses avec plus d'ordre et d'économie. Ni Carthage, indignée d'a-voir été trompée par Scipion; ni Rome, voulant conjurer le danger de Cannes; ni la législature, soulevée par le manifeste du duc de Brunswick; ni la *Montagne* en 1793, n'ont montré plus d'é-nergie et d'activité que Napoléon dans ce court es-pace de temps.

Il trouva l'armée désorganisée et à peine suffi-sante pour garder les places fortes; les flottes dés-armées et les équipages congédiés; les places fortes désarmées et dépourvues de toute espèce d'appro-visionnements. Le matériel de l'artillerie pouvait fournir aux plus grands besoins et réparer bien des pertes; mais les arsenaux ne contenaient que cent mille fusils neufs et trois cent mille à réparer, ce qui était insuffisant, car Napoléon jugea qu'il fallait mettre huit cent mille hommes sous les armes pour pouvoir combattre l'Europe.

Pour avoir ces huit cent mille hommes, il créa les cadres des troisième, quatrième et cinquième bataillons des régiments d'infanterie; des qua-trième et cinquième escadrons de cavalerie; ceux de trente bataillons d'artillerie, de vingt régiments de jeune-garde, de dix bataillons d'équipages mi-litaires, et de vingt régiments de marine. Pour remplir ces cadres, il rappela sous les drapeaux les anciens militaires: tous quittèrent leurs occupa-tions, pour endosser leur vieil uniforme. Cet appel devait produire deux cent mille hommes. La con-scription de 1815 fut rappelée; elle devait donner cent quarante mille hommes. Il ordonna aux an-ciens militaires réformés ou retraités de se former

en corps pour la garde des places ; et on vit les manchots, les jambes de bois se présenter au nombre de trente mille ; enfin il requit deux cents bataillons de garde nationale d'élite ; et ces bataillons, forts chacun de cinq cent soixante hommes, furent bientôt formés.

Mais un objet non moins important, était les armes à feu. Napoléon prit les mesures nécessaires pour que l'artillerie parvint à fabriquer en un mois ce qu'en un temps ordinaire elle n'eût pu faire confectionner en six mois. Il y eut dans la capitale presque autant d'activité qu'en 1795 ; et tout fut conduit avec la plus grande économie, par les principes d'une bonne administration.

Les nombreuses manufactures de draps créées sous l'empire n'existaient plus qu'en très-petit nombre. Dès le mois d'avril le trésor avança plusieurs millions aux fabricants pour les mettre en état de travailler. Des marchés furent passés pour un grand nombre de chevaux de cavalerie et d'artillerie, et l'on démonta dix mille gendarmes, ce qui donna huit à neuf mille chevaux dressés, qui furent payés comptant, et remplacés peu de jours après par les gendarmes eux-mêmes.

Tous les services ne pouvaient se faire qu'au comptant, la plupart des fournisseurs et des entrepreneurs voulaient même des avances. Le trésor négocia, à cinquante pour cent, quatre millions de rentes de la caisse d'amortissement ; cela produisit net quarante millions argent comptant, qui rentrèrent avec une incroyable célérité. La dette publique et les pensions furent exactement servies ; toutes les dépenses de l'intérieur furent augmentées, et le grand système des travaux publics, qui faisait vivre un si grand nombre d'ouvriers, fut repris dans tout l'empire. A la fin de septembre, la France, au moyen de cette activité prodigieuse, aurait eu un état militaire de huit à neuf cent mille hommes, complètement armés, habillés et organisés ; ses frontières eussent été alors des frontières d'airain qu'aucune puissance n'eût pu franchir impunément.

Dans le courant du mois de mai, Napoléon, disent ses historiens, médita sur le plan de campagne qu'il avait à suivre. Il s'en présentait plusieurs : le premier, de rester sur la défensive, laissant les alliés prendre sur eux tout l'odieux de l'agression, s'engager dans les places fortes et pénétrer sous Paris et Lyon. Là aurait commencé sur ces deux points une guerre décisive. Les alliés ne pouvant être prêts que le 15 juillet, ils n'auraient pu arriver sous Paris et Lyon que vers le 15 août, époque à laquelle l'armée française, sous Paris, aurait eu deux cent mille combattants, et celle sous Lyon soixante mille ; et les fortifications de ces deux villes auraient été

terminées. Au 15 août, le camp retranché sous Paris aurait compté encore cent mille défenseurs, indépendamment de l'armée. Le camp retranché sous Lyon eût encore offert vingt-cinq mille combattants.... Deux cent quarante mille hommes entre les mains de Napoléon, manœuvrant sur les deux rives de la Seine et de la Marne, sous la protection du vaste camp sous Paris, seraient sortis vainqueurs de quatre cent mille ennemis.... Il en eût été de même des soixante mille hommes manœuvrant entre les deux rives du Rhône et de la Saône : Suchet serait venu à bout de l'armée ennemie. La cause sainte de la patrie aurait triomphé.

Le second plan était de prévenir les alliés et de commencer les hostilités avant qu'ils pussent être prêts. Il fallait donc entrer en campagne le 15 juin, battre l'armée anglo-hollandaise et l'armée prusso-saxonne, qui étaient en Belgique, avant que les autres contingents fussent sur le Rhin ; puis courir rallier le corps resté en Alsace et se porter sur les Vosges contre les Russes et les Autrichiens. Les avantages de ce projet étaient nombreux ; car on n'abandonnait pas ainsi à l'ennemi les provinces les plus patriotes de la France, sans tirer un coup de fusil. L'armée française se composait de bonnes troupes ; les armées alliées étaient mélangées, placées sous le commandement de deux chefs d'un caractère différent. Mais pouvait-on, avec cent quarante mille hommes en battre deux cent vingt mille ?

Le mois de mai se passa dans de grands préparatifs. Louis XVIII s'était établi à Gand, où sa cour se grossissait sans grossir ses forces ; ses ministres et ses partisans, parmi lesquels se trouvaient M. de Châteaubriand et M. Guizot, faisaient des rapports et des projets, que les journaux français publiaient sans le moindre inconvénient ; car le danger n'était pas à Gand.

Au Midi, le duc d'Angoulême, après avoir été débarqué en Espagne, s'était porté sur les frontières du département de l'Ariège : il restait à Puycerda, en attendant que les circonstances lui permissent d'agir ; mais il n'avait avec lui d'autres troupes que quelques compagnies de contrebandiers, commandées par quelques transfuges. Il était peu à craindre ; les vallées de l'Ariège qui conduisent à Foix, par la route de Toulouse, étant défendues par plusieurs bataillons d'anciens militaires et de gardes nationales, auxquels le brave général Lafitte communiquait son patriotisme.

Le seul point qui donnait des inquiétudes, c'était la Vendée. D'abord immobiles à la voix du duc de Bourbon, les Vendéens se laissèrent ensuite entraîner par quelques-uns de leurs anciens

chefs; et quoique leur énergie ne fût plus celle de 1795, Napoléon, qui ne voulait pas que cette insurrection prit des racines et s'étendît, envoya sur les lieux vingt mille hommes de bonnes troupes avec lesquelles les généraux Lamarque et Travot ne tardèrent pas à réprimer l'insurrection. Mais ce détachement réduisit l'armée de Flandre à cent vingt mille combattants; ce qui diminua les faibles chances de succès.

Un autre événement vint compliquer la situation de Napoléon. Ce même roi de Naples, Murat, qui, l'année précédente, avait porté un coup si funeste à la cause de l'empereur en se détachant de ses intérêts, venait, cette année, de lui faire beaucoup de mal encore, pour avoir voulu envahir l'Italie et attaquer inopportunément les Autrichiens, avec l'intention cependant de réparer ses torts envers Napoléon : il croyait faire pour lui une utile diversion.

Dès le 28 mars, Murat était entré dans les états du pape et avait attaqué les Autrichiens à Césène. Il s'était persuadé qu'il lui serait facile de soulever la péninsule italienne. Mais sa conduite en 1814 avait dégradé son caractère aux yeux des Italiens. Néanmoins, en faisant retentir ces noms sacrés de *liberté* et d'*indépendance*, Murat s'était avancé jusqu'à Florence, Boulogne, et jusqu'aux portes de Plaisance. Il se disposait à marcher sur Milan, sans avoir les moyens d'armer les indépendants qui se soulevaient. Mais bientôt la crainte de voir tomber sa capitale au pouvoir des Anglais le fait hésiter et reculer. Il donne ainsi aux Autrichiens le temps d'accourir et de préserver Milan. En même temps, un corps de Napolitains, qu'il avait laissé dans la Toscane, est surpris par des troupes autrichiennes, et forcé de se replier. Ce revers, et les renforts reçus par les Autrichiens, obligent Murat à rétrograder sur Ancone. Là, il apprend que les Anglais se sont alliés aux Autrichiens et aux Siciliens. Menacé, pressé de toutes parts, il concentre ses forces et livre une action générale, à Tolentino, qui se continue le lendemain. Le combat se termine par une déroute complète des Napolitains. Le royaume de Naples restait livré aux Autrichiens. Murat perd ainsi le trône, et ne trouve de salut pour sa personne qu'en se jetant sur un bâtiment marchand qui le conduisit à Toulon.

Ce dénouement si prompt, si peu prévu, permet à l'Autriche de diriger sur le midi de la France soixante mille hommes, que Murat aurait pu retenir en Italie par sa seule attitude hostile : cette armée autrichienne dérange les calculs de Napoléon, et rend sa position beaucoup plus embarrassante.

Cependant, il continue ses préparatifs avec la plus étonnante activité; mais il voit tout à coup

se refroidir l'enthousiasme d'une partie des Français, et ce refroidissement, il le doit à sa conduite envers ce peuple qui a cru saluer le restaurateur de la liberté. En débarquant, l'ex-empereur avait déclaré tenir tout du peuple, et par ses proclamations il s'était engagé à laisser à la nation la disposition de ses destinées. On s'attendait donc à ce que l'assemblée du *Champ-de-Mai* serait véritablement constituante, et l'on pensait que les électeurs, représentants immédiats du peuple, seraient appelés à rédiger les nouvelles constitutions de l'empire, et à prendre toutes les grandes mesures commandées par l'intérêt du pays. Mais l'illusion des patriotes, de tous les amis des libertés publiques s'évanouirent lorsqu'ils virent Napoléon s'établir le seul mandataire du peuple et se créer lui-même dictateur : Les électeurs se regardèrent comme joués, quand, au lieu de cette constitution libérale et populaire qu'il avait si pompeusement annoncée, Napoléon leur présenta, non à un examen réfléchi, mais à la simple et soudaine acceptation des Français, une suite d'articles supplémentaires à ce qu'il nommait les constitutions de l'empire, constitutions tant de fois déchirées et généralement méprisées.

Ce n'est pas que l'*acte additionnel* (c'est ainsi qu'on appela ces articles supplémentaires) ne fût empreint de bons principes, et qu'il ne s'y trouvât bien des concessions désirables pour la garantie des libertés publiques; c'était, au contraire, l'acte le plus libéral qui eût été promulgué depuis longtemps; mais Napoléon l'offrait comme un don, tandis qu'on voulait ces libertés de droit : on regardait d'ailleurs ces articles additionnels comme un replâtrage, que le caractère bien connu de l'homme qui le présentait laissait craindre de voir détacher des constitutions lorsque l'occasion lui paraîtrait favorable de le faire. On éprouva de la répugnance pour un travail qui n'avait pas été l'ouvrage des représentants de la nation; et malgré tout ce qu'il contenait de bon, il ne fut agréé sans restriction que par un très-faible nombre de personnes. Le restant demeura indifférent et attendit que la nouvelle législation, poussée par l'impulsion du moment, présentât elle-même à la nation une constitution telle qu'on avait le droit de l'attendre des progrès de notre éducation politique.

En voulant inspirer ces formes de gouvernement et ces conditions de liberté, l'incorrigible Napoléon altéra lui-même toute sa popularité; et ce fut là un grand malheur; car de la division des opinions résulta la division des forces de la France, dans un moment où elles devaient rester le plus étroitement unies.

Jusqu'à ce moment, Napoléon s'était toujours

batté qu'il pourrât détacher l'Autriche de la coalition : toutes ses démarches avaient eu ce but ; et, s'il faut en croire ce qu'il a dit plus tard, l'empereur François serait revenu à des sentiments pacifiques envers son gendre, si, par la plus inopportune et la plus maladroite des combinaisons, Murat n'eût attaqué les Autrichiens en Italie. Depuis lors, l'Autriche ne voulut plus recevoir aucune proposition de Napoléon : vers la fin de mai, l'empereur François, celui de Russie, le roi de Prusse, ainsi que les généraux destinés au commandement des armées alliées, quittèrent Vienne pour se rendre à leurs quartiers-généraux. Les Pays-Bas et la Suisse adhèrent à l'alliance contre la France.

Ce fut au milieu de ces circonstances que se réunit, le 4^{er} juin, l'assemblée dite du *Champ-de-Mai*, et annoncée comme le réveil des délibérations de la nation. Mais il n'y avait plus rien à délibérer, puisque l'acte additionnel avait été donné et accepté sans débats. Le *Champ-de-Mai* n'offrit donc qu'une pompeuse cérémonie, à laquelle assistèrent les grands corps de l'état, les électeurs, un grand nombre de députations des départements et de tous les corps de troupes. « Il n'y manqua, dit un historien, ni cardinaux, ni prélats pour dire la messe au Champ-de-Mars, et pour bénir la cérémonie et les drapeaux. » Cambacérès y proclama que l'acte additionnel aux constitutions de l'empire était accepté par un million trois cent mille votants, et rejeté seulement par quatre mille deux cents. Mais il se garda de dire que les trois ou quatre millions de Français qui s'étaient abstenus de voter avaient prouvé par là qu'ils repoussaient cette constitution imposée. Toutefois, l'assemblée prêta serment d'obéissance aux constitutions de l'empire, et de fidélité au chef de la dynastie napoléonienne. Il fut facile de s'apercevoir que l'enthousiasme de cette immense population accourue au Champ-de-Mars n'était plus celui de la grande Fédération de 1790 ; les esprits étaient trop préoccupés d'une invasion prochaine. Les militaires seuls montraient de la confiance ; on venait de rendre à chaque régiment ces drapeaux tricolores et ces aigles qui avaient si longtemps enchaîné la victoire. Tout l'intérêt de la cérémonie se porta sur cette distribution solennelle et héroïque. La vieille garde excita des transports de joie ; elle allait partir... Ce fut pour les Thermopyles !

Le jour suivant, Napoléon nomma cent dix-huit pairs : les choix qu'il fit étaient assez favorables au système de liberté qu'il ne pouvait plus refuser à la France : on y vit même figurer quelques hommes qui avaient acquis de la célébrité dans le cours de la révolution : tels étaient, mais

non sur la même ligne, les Quinette, Siéyès, Berger-Ducos, Boissy-d'Anglas, etc. A leurs côtés figuraient des guerriers, enfants de la révolution, et qui lui devaient leurs grades et l'illustration attachée à leurs noms. Des administrateurs, d'anciens magistrats et quelques courtisans complétaient cette chambre, animée d'un louable patriotisme.

Mais c'est surtout dans la chambre des représentants qu'apparaissent des hommes que le danger de la patrie et le désir de sauver la France, avec ou sans Napoléon, venaient de replacer sur la scène politique. Les élections avaient mis à découvert les opinions de la France : par les choix qu'ils firent, les électeurs montrèrent qu'ils étaient inquiets sur les promesses de Bonaparte ; leurs votes s'étaient réunis sur des hommes populaires, et sur ceux dont les principes éprouvés n'avaient rien à redouter de l'influence de l'empereur.

A leur tête apparaît ce grand citoyen qui s'est dérobé aux séductions de l'empire pour rester fidèle à la liberté : il revient sur la scène politique aviver le feu sacré du patriotisme, qui couve encore dans le cœur des Français : son nom est Lafayette. Lambrechts, Voyer-d'Argenson, Dupont (de l'Eure), Flaugergues, Girod (de l'Ain), Bédoch, et cent autres soutiens des libertés publiques, se groupent autour de Lafayette. La banque, le commerce sont représentés, dans cette chambre, par Lafitte, Benjamin-Delessert, Hottinguer ; l'armée y trouve les généraux Grénier, Becker, Sébastiani, Sorbier ; le barreau y envoie Béranger, Dupin, Roy, Manuel ; Manuel, dont la tribune nationale va révéler les talents, le patriotisme et le courage. Enfin, on retrouve dans la chambre des représentants des noms qui rappellent l'opinion républicaine.

L'ouverture de cette assemblée, si riche en patriotisme, en talents, en hommes consciencieux, en bons Français, eut lieu le 7 juin. L'empereur y prononça un discours, dans lequel il déclara qu'en commençant la liberté constitutionnelle il accomplissait le vœu le plus puissant de son cœur ; qu'il ambitionnait de voir la France jouir de toute la liberté possible, et que la sainte cause de la patrie triompherait.

Mais déjà il a pu remarquer que les représentants ne sont pas tous disposés à faire cause commune avec lui, et leur réponse indique qu'ils ne regardent pas les constitutions de l'empire et l'acte additionnel donnés par lui comme offrant assez de garanties à la liberté et à l'égalité du peuple français. Ces dispositions alarment l'empereur, qui croit voir des intentions hostiles dans le choix du président et des vice-présidents de la chambre : ces choix avaient appelé Lanjuinais à

la présidence; Lafayette, Dupont (de l'Eure), Flaugergues et le général Grénier, à la vice-présidence. Napoléon craint que les idées démocratiques, dont il a une si grande peur, ne dominent dans cette assemblée, et qu'elle n'élève des difficultés à la dictature qu'il croit avoir besoin d'exercer dans ce moment de crise.

« La constitution est notre point de ralliement, » dit-il, en réponse à l'adresse des députés; elle « doit être notre étoile polaire dans les moments « d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à diminuer directement ou indirectement « la confiance que l'on doit avoir dans ses dispositions serait un malheur pour l'état : nous « nous trouverions au milieu des écueils sans « boussolo. La crise dans laquelle nous sommes « engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du « Bas-Empire, qui, pressé de tous côtés par les « Barbares, se rendit la risée de la postérité, en « s'occupant de discussions abstraites au moment « où le bélier brisait les portes de la ville. »

On s'aperçoit ici combien l'opposition qu'il voit éclater pour la première fois est de nature à l'inquiéter vivement dans son camp même. Sans doute Napoléon avait raison en disant que la première chose dont les représentants devaient s'occuper était le salut de la patrie, c'est-à-dire le refoulement des soldats étrangers hors de nos frontières. Mais la chambre ne devait-elle pas aussi se mêler d'un chef militaire, d'un despote dont la conversion paraissait si suspecte? Et n'avait-elle pas à craindre que, s'il était victorieux, il ne cherchât à conserver cette dictature à laquelle il s'était habitué, et qu'on ne pouvait lui accorder que sur le champ de bataille. Triste position que celle d'un état où les deux pouvoirs sont dans une méfiance réciproque, et se désunissent au moment où l'union la plus intime peut seule sauver la patrie et la liberté !

Le 42 juin, Napoléon partit de Paris : le bon esprit de l'armée, l'ardeur que les soldats montraient à venger les malheurs des précédentes campagnes, rendirent à l'empereur l'espoir de la victoire, malgré la grande infériorité numérique des troupes qu'il avait avec lui.

Voici quelle était, au 44 juin, la position et la force des armées respectives :

Les troupes de ligne françaises se composaient d'un effectif de trois cent soixante-trois mille hommes, dont deux cent dix-sept mille sous les armes, et prêts à entrer en campagne. Ils étaient divisés en sept corps d'armée, quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation, et l'armée de la Vendée.

Les alliés devaient lancer contre la France près d'un million d'hommes.

Cinq corps de troupes françaises, formant ensemble environ cent mille hommes, dont seize mille de cavalerie, composaient l'armée de Flandre, commandée par Napoléon, qui avait en outre avec lui la garde impériale, au nombre de quatorze mille fantassins et de quatre mille cinq cents cavaliers; en tout, environ cent vingt mille combattants.

Cette armée avait devant elle :

1° L'armée anglo-hollandaise, forte de plus de cent mille hommes, ayant deux cent cinquante-huit bouches à feu; Wellington, qui la commandait, avait son quartier-général à Bruxelles;

2° L'armée prussienne, composée de plus de cent vingt mille hommes, ayant trois cents bouches à feu : elle était sous les ordres de Blücher, dont le quartier-général était à Namur.

L'armée du Rhin, formée du cinquième corps, et commandée par le général Rapp, était chargée de protéger les frontières de l'Alsace.

Celle des Alpes, composée du septième corps, sous les ordres de Suchet, devait défendre les débouchés des Alpes et la lisière du pays de Gex.

Ces deux armées ne comptaient guère que trente-six mille combattants; mais elles allaient se renforcer d'un grand nombre de soldats sortis des dépôts, et de plusieurs bataillons de garde nationale.

L'armée dite de la Vendée, qui avait été confiée au général Lamarque, était forte de dix-huit à vingt mille hommes; elle devait aller rejoindre la grande armée après la pacification du pays, laquelle paraissait très-prochaine.

Quatre corps d'observation étaient placés sur les autres frontières. Le général Lecourbe commandait le premier à Belfort. Le maréchal Brune avait sous ses ordres le deuxième, réuni près du Var. Le général Clausel réunissait le troisième à Bordeaux; et le général Decaen, le quatrième dans les Pyrénées orientales; enfin, le général Lafitte, sous les ordres de Decaen, gardait les vallées de l'Ariège, et était opposé au duc d'Angoulême, qu'on savait être à Puyccerda.

Ces trois armées et ces quatre corps d'observation devaient être renforcés par les troupes de ligne sortant des dépôts, et par les bataillons d'élite de la garde nationale.

Les armées alliées de Wellington et Blücher restaient dans une sécurité parfaite. Dans la nuit du 44 au 45 juin, les espions de Napoléon lui rapportèrent que tout était tranquille à Namur, à Bruxelles, et même à Charleroi; ce qui lui fit concevoir l'espoir de séparer les deux armées ennemies et de les battre l'une après l'autre. C'était déjà un succès obtenu que les mouvements de l'armée française eussent été, pendant deux jours, dérobés à l'ennemi. Cependant, dans la journée du 44, le général Bourmont, le colonel Clouet et

un autre officier d'état-major étaient passés à l'ennemi; mais, comme ils venaient de Metz, ces traitres ignoraient les mouvements des Français.

Se fondant sur le caractère différent des deux généraux ennemis, Napoléon calcula que l'armée prussienne serait la première réunie. Il conservait même l'espoir de l'attaquer avant que tous ses corps fussent réunis.

Le 15, au point du jour, les trois colonnes françaises se mirent en marche. Jamais on n'avait vu un pareil enthousiasme dans une armée. Les avant-gardes prussiennes furent culbutées. Les Français passèrent la Sambre, et entrèrent à Charleroi à onze heures : cette ville venait d'être évacuée à la hâte par le corps prussien de Ziethen, qui fut également chassé de Gilly.

Les Prussiens s'étant retirés sur Fleurus, Napoléon ordonna au maréchal Ney de prendre le commandement de toute la gauche de l'armée, de donner, tête baissée, sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Bruxelles, et de prendre position, avec les quarante mille hommes sous ses ordres, au-delà des Quatre-Bras. Le lendemain matin, le général Kollerman reçut l'ordre de se porter aussi aux Quatre-Bras, avec son corps de cuirassiers. Il devait aller renforcer la gauche. Les instructions envoyées au maréchal lui enjoignaient de marcher en avant, avec ses troupes, de s'établir aux Quatre-Bras, puisqu'il ne l'avait pas fait la veille, et, dans le cas où l'armée prussienne recevrait la bataille près de Fleurus ou de Gembloux, de faire un détachement sur le flanc droit des Prussiens.

Ce même jour, 16 juin, Napoléon marcha sur Fleurus avec tout le centre. La droite, sous les ordres du général Gérard, le rejoignit à une heure. Bientôt on aperçut les Prussiens en bataille, la gauche appuyée à Sombres, le centre à Ligny, la droite à Saint-Amand. Cette position était forte; mais elle avait les Quatre-Bras sur ses derrières. Napoléon résolut d'attaquer sur-le-champ, et envoya de nouveaux ordres au maréchal Ney, pour qu'il tombât sur les derrières des Prussiens, dès qu'il aurait assuré sa position aux Quatre-Bras.

A trois heures, tous les préparatifs étant terminés, Vandamme attaqua la droite de l'ennemi à Saint-Amand. Quelques instants après, Gérard attaqua le centre à Ligny; et Grouchy, après avoir repoussé toute la cavalerie ennemie au-delà du ruisseau de Ligny, força la gauche des Prussiens à rentrer dans la position de Sombres. Le feu devint très-vif. Le village de Ligny fut pris et repris plusieurs fois. Napoléon allait faire une attaque décisive sur ce point, lorsqu'il fut prévenu qu'une colonne de vingt mille hommes

débouchait des bois et tournait les Français, en ayant l'air de se porter sur Fleurus. On crut que c'était le corps prussien de Bulow qui avait pénétré entre le corps du maréchal Ney et la gauche de l'armée. L'attaque que Napoléon allait faire fut suspendue, et il fit ses dispositions pour recevoir cette colonne. Un heure après, on lui annonça que c'était le premier corps d'armée commandé par le comte d'Erlon; mais Napoléon ne put marcher sur Ligny qu'à sept heures; Ligny fut emporté. Les Prussiens battus partout, abandonnèrent précipitamment le champ de bataille, et se mirent en retraite dans plusieurs directions. L'obscurité de la nuit ne permit pas d'obtenir tous les résultats qu'on devait espérer de cette victoire. Cependant, les Prussiens perdirent vingt mille hommes, pris, tués ou blessés; on leur prit aussi quarante canons et six drapeaux. Le maréchal Blücher, renversé de cheval, fut quelques instants au pouvoir des cuirassiers français; mais il profita de la nuit pour se tirer d'embarras.

Pendant que Napoléon traitait ainsi les Prussiens, Wellington, tiré de sa sécurité, quittait Bruxelles dans la nuit du 15, et dirigeait son avant-garde sur les Quatre-Bras. Ney, qui pouvait occuper cette position dans la matinée du 16, n'avait pas attaqué les Anglais et les Belges avec sa vigueur ordinaire; il leur avait donné le temps de se renforcer, et ce ne fut que le soir qu'il repoussa les Anglo-Hollandais, après un combat très-meurtrier. Dans cette journée, une autre grande faute fut encore commise : le corps de d'Erlon, après avoir été détaché sur les derrières des Prussiens, fut rappelé aux Quatre-Bras au moment où il allait tomber sur Blücher et rendre la bataille de Ligny tout-à-fait décisive. Ce corps n'arriva aux Quatre-Bras qu'après que Ney en eut chassé les Anglais; ainsi les vingt mille hommes de d'Erlon se promènèrent toute la journée, sans pouvoir être utiles nulle part; partout ils eussent rendu les plus grands services. Une partie de l'armée anglaise eût été détruite aux Quatre-Bras, et ce résultat eût été de la plus haute importance pour les jours suivants.

Le 17 au matin, Napoléon voulait marcher sur Bruxelles et attaquer l'armée anglo-hollandaise; mais le mauvais temps et la lassitude des troupes l'arrêtèrent. Il confia la droite de l'armée, forte de trente-six mille hommes, au maréchal Grouchy, lequel avait ordre de suivre les mouvements de l'armée prussienne; il marcha ensuite sur les Quatre-Bras avec les autres corps.

Ainsi les Français se dirigeaient sur Bruxelles en deux colonnes : l'une, forte de soixante-dix mille hommes, sous les ordres de Napoléon, ayant

devant elle toute l'armée anglo-hollandaise ; l'autre, de trente-six mille, poursuivant l'armée prussienne.

Arrivée à Planchenoit, la grande colonne fut arrêtée par toute l'armée anglaise. Les bivouacs furent établis, et des officiers furent expédiés au maréchal Grouchy pour lui annoncer que le lendemain il y aurait une grande bataille, et qu'il eût en conséquence à déborder la gauche de l'armée anglaise, et à venir se joindre avec la droite des Français. Malheureusement Grouchy ne reçut pas ces ordres, et il continua à suivre les traces de l'armée prussienne, qui s'était dérobée à sa surveillance.

Le 18 au matin, après une nuit pluvieuse et froide, le temps s'éclaircit sur les huit heures : la terre était si pénétrée de la pluie qu'on s'enfonçait jusqu'à mi-jambe. Toutefois, Napoléon reconnut toute la ligne anglaise, et expédia ses ordres aux divers commandants pour la bataille. Tout se mit en mouvement. Le projet de Napoléon était de percer le centre de l'armée anglaise, de le pousser sur la chaussée, et, arrivant sur le débouché de la forêt, de couper la retraite à la gauche et à la droite. Le succès complet de cette attaque devait entraîner la destruction de l'armée anglaise, et, dans tous les cas, la séparer complètement de l'armée prussienne.

Vers les onze heures, le général Reille commença la canonnade pour chasser les Anglais du bois d'Hougoumont ; l'engagement devint bientôt très-vif sur ce point. La division du prince Jérôme s'empara du bois, puis elle en fut chassée : il fallut une nouvelle et vigoureuse attaque pour s'en rendre maîtres de nouveau ; mais les Anglais se maintinrent dans le château qui est au milieu. Napoléon fit marcher une batterie d'obusiers, qui mit le feu au château.

Dans ce moment, on aperçut fort loin, sur la droite, une division de cinq à six mille hommes, et l'on apprit que c'était l'avant-garde du corps prussien de Bulow. Un officier fut de nouveau expédié au maréchal Grouchy, pour l'instruire de cet événement, et lui faire hâter sa marche sur la gauche de l'ennemi. Mais comme Grouchy pouvait tarder à arriver, trois mille chevaux, sous les ordres du général Dumont, furent envoyés à la rencontre de l'avant-garde prussienne.

Ces précautions prises, l'empereur ordonna au maréchal Ney de commencer l'attaque projetée contre la Haie-Sainte, appui du centre des Anglais. Les troupes françaises étaient remplies d'enthousiasme, et les acclamations de joie étaient telles, qu'elles empêchaient les commandements d'être entendus : on pouvait tout espérer de ces soixante-dix mille braves, dont le dévouement

au chef qui les conduisait n'avait point de bornes. Après avoir parcouru toute la ligne, Napoléon fut se placer sur une éminence, près de la ferme de Belle-Alliance, d'où il avait toutes les réserves sous sa main.

A midi, quatre-vingt pièces de canon commencent le feu. Au bout d'une demi-heure, les batteries opposées s'éloignèrent ; les tirailleurs anglais évacuèrent le bas du rideau. Leurs masses furent placées en arrière des crêtes pour s'abriter. L'infanterie française se porta en avant. On remarqua alors beaucoup de mouvement sur la route de Bruxelles, toutes les voitures et les bagages de la droite et de la gauche, éloignés de cette route, s'y précipitaient en voyant le feu s'en approcher.

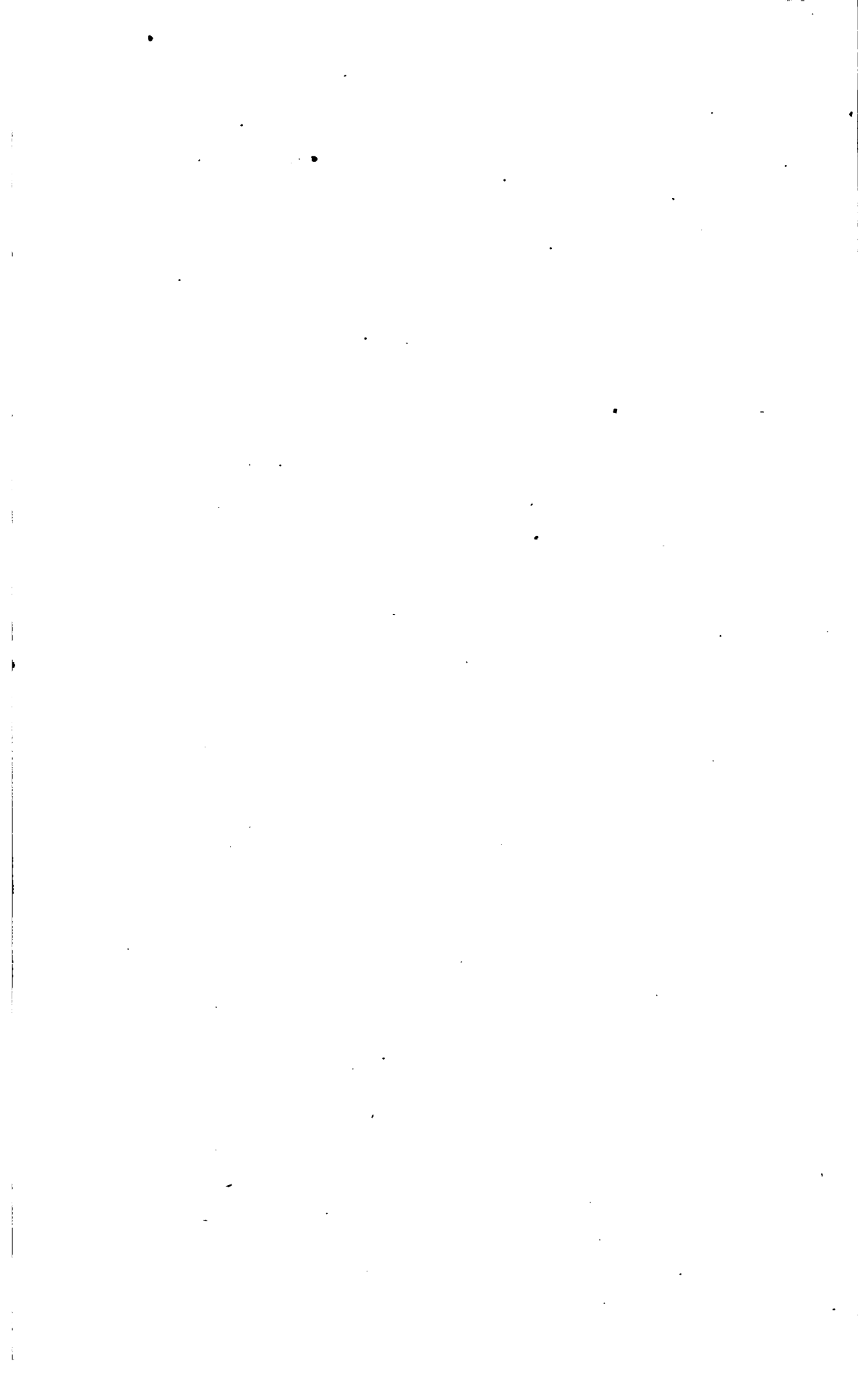
Cependant la ligne ennemie resta dans son immobilité, et plusieurs charges de sa cavalerie furent faites avec succès sur le flanc gauche du premier corps français : une quinzaine de pièces de canon, qui se portaient en avant, furent culbutées dans un chemin creux ; mais les cuirassiers du général Milhaud s'étant alors avancés contre la cavalerie anglaise, la sabrèrent.

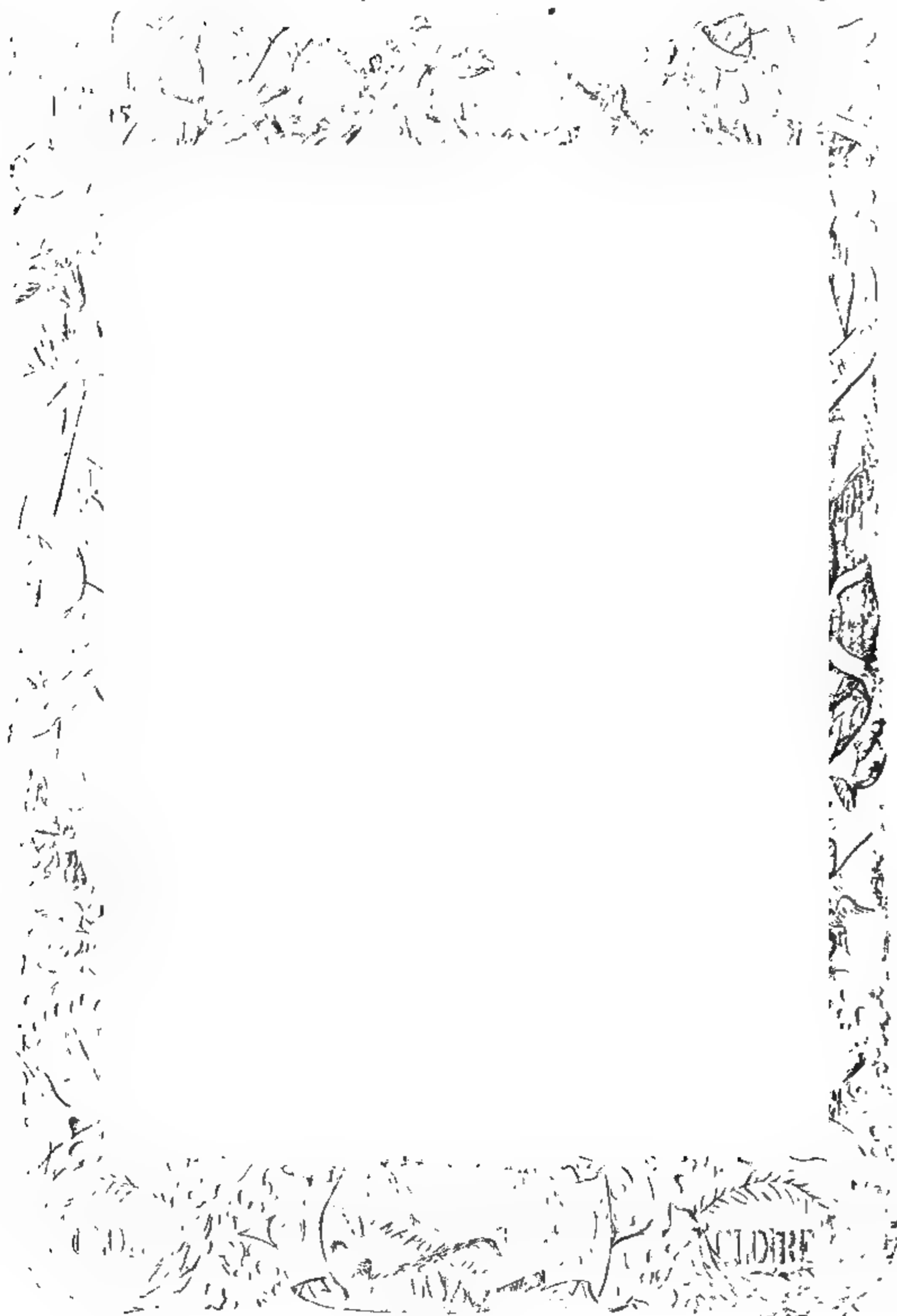
Quelque désordre s'étant manifesté à la droite des Français, Napoléon s'y porta au galop avec la cavalerie de la garde, qui rétablit bientôt les affaires sur ce point. La canonnade continua avec fureur, et une nouvelle attaque sur la Haie-Sainte rendit les Français maîtres de ce point important. Le feu le plus vif régnait aussi du côté d'Hougoumont. Les trois quarts des bois étaient au pouvoir des Français, dont les obusiers avaient mis le feu au château. C'était là que se trouvaient les meilleures troupes de Wellington ; ce champ de bataille était couvert de gardes anglaises.

A quatre heures, le général Dumont fit prévenir l'empereur que le corps de Bulow se mettait en mouvement ; que huit à dix mille Prussiens débouchaient du bois de Frischenois, et qu'on n'avait aucune nouvelle de Grouchy. Le corps du comte de Lobau et la division de jeune garde du général Duhesme furent envoyés pour contenir les Prussiens et les aborder franchement. En même temps, une division du premier corps se porta vivement sur l'extrême gauche de la ligne anglo-hollandaise, s'empara du village de la Haie, et coupa ainsi toute communication entre les deux armées ennemies.

Toutes ces dispositions eurent le plus heureux succès. A six heures, le mouvement de Bulow cessa d'être offensif, et n'eut plus rien d'inquietant. Mais Grouchy, dont l'arrivée aurait pu couper toute retraite aux Prussiens, ne paraissait pas : on n'en avait aucune nouvelle.

Le maréchal Ney, qui s'était établi dans la Haie-Sainte, et qui avait ordre de ne faire aucun





APRÈS WATERLOO.

mouvement jusqu'à l'issue de la manœuvre des Prussiens, fut vivement attaqué par les Anglais; mais il les repoussa vigoureusement. Emporté par trop d'ardeur, ce maréchal déboucha sur le plateau, qui fut immédiatement couronné par les cuirassiers de Milhaud, et par la cavalerie légère de la garde. Le succès des charges, la retraite de plusieurs carrés anglais et la cessation du feu de plusieurs de leurs batteries, donnèrent aux Français l'espoir de la victoire. Mais Napoléon, qui jugeait le mouvement de Ney prématuré, craignit qu'il n'eût des résultats fâcheux, et ordonna aux cuirassiers de Kellermann de soutenir la cavalerie qui était sur le plateau. Le mouvement de toute cette cavalerie, qui se portait en avant au galop et aux cris de *rive l'empereur*, en imposa à l'ennemi, et rassura la contenance des troupes françaises.

À six heures et demie, l'extrême gauche des Prussiens recula devant les troupes du comte de Lobau. La cavalerie française se soutenait sur le plateau, malgré le feu très-vif auquel elle était exposée. Elle avait enfoncé plusieurs carrés, désorganisé des batteries, enlevé trois drapeaux. L'épouvante et la stupeur régnaient sur toute la ligne ennemie : les fuyards gagnaient déjà Bruxelles : toute retraite en ordre devenait impossible, et l'armée entière allait être perdue. Ainsi, soixante-dix mille Français avaient battu cent quinze mille Anglais, Hollandais, Prussiens, etc.

À sept heures on entendit enfin la canonnade du maréchal Grouchy; on la jugea à deux lieues sur la droite. Napoléon pensa que le moment était venu de faire une attaque décisive, et de terminer la journée. Il rappela pour cet objet tout ce qui avait été détaché vers Planchenoit. Mais au même moment, l'armée ennemie fut prévenue de l'arrivée du maréchal Blücher, et du premier corps prussien. Ce n'était pas là le seul renfort; deux brigades anglaises venaient aussi de rentrer en ligne. Ces nouvelles remontèrent le moral de l'armée anglo-hollandaise; elle reprit courage et réassit sa position.

Dans ces circonstances, devenues tout à coup critiques pour les Français, trois bataillons de la droite se mirent en retraite. La cavalerie du plateau, apercevant le corps de Blücher qui arrivait à la hauteur du village de La Haie, et les deux brigades anglaises fraîches, craignit d'être coupée, et fit un mouvement rétrograde. Napoléon accourut avec quatre bataillons, sur la gauche de la Haie-Sainte; il rencontra une partie des troupes de Ney, et lui fit dire, pour relever le moral des soldats, que Grouchy arrivait. Ney se porta sur le plateau avec les quatre bataillons de la garde; cela produisit un si bon effet, que tout s'arrêta et retourna à la position du plateau. Le général

Reille, de son côté, réunit tout son corps vers Hougoumont, traversa le ravin et aborda la position ennemie. Tout allait bien sur le plateau; on espérait qu'à l'arrivée de la vieille garde, les Français auraient tout le champ de bataille.

Il était près de huit heures, lorsqu'un cri d'alarme se fit entendre à la droite. Blücher avait abordé en force le village de La Haie, et l'avait enlevé aussitôt. On se trouvait ainsi séparé du corps de Lobau; et quoique rien ne fût désespéré, et que l'extrémité de la droite pût encore se rallier derrière la garde, le désordre se mit sur toute la ligne française, dès que l'on vit les deux brigades anglaises pénétrer entre la Haie-Sainte et le corps de Reille. Ces trois mille cavaliers frais empêchèrent tout ralliement. Ce fut vainement que les quatre escadrons de service auprès de Napoléon chargèrent les deux brigades anglaises; ils étaient trop peu nombreux; la division de cavalerie de réserve de la garde se trouvant engagée sur le plateau, ne put soutenir les escadrons de service. Il n'y eut plus alors aucun moyen de rallier les troupes, et la confusion ne fit qu'augmenter à la vue des escadrons culbutés. Tout ce qui était sur le plateau se mit précipitamment en retraite. La victoire s'échappa des mains des Français!

Les huit bataillons de la garde, qui étaient au centre, après avoir lutté longtemps contre toutes les attaques de l'ennemi et n'avoir cédé le terrain que pied à pied, furent entièrement désorganisés par la masse des fuyards, et écrasés par le nombre des ennemis qui les entouraient. Sommé de se rendre, Cambronne fit cette réponse héroïque : *La garde meurt et ne se rend pas*. Napoléon aussi aurait voulu ne pas survivre à cette défaite; il s'était enfermé dans les carrés de sa garde, où il espérait trouver une fin digne de lui; mais il en fut arraché par ses soldats et ses officiers : « Retirez-vous, lui dirent ses vieux braves, retirez-vous; vous ne voyez pas que la mort ne veut pas de vous! » Il se porta alors vers Planchenoit, sur une deuxième position, et fit de nouveaux efforts pour arrêter quelques corps; mais tout ralliement devint impossible dans la nuit, et toute cette belle armée ne fut plus qu'une masse confuse, au milieu de laquelle on entendait crier : *Sauve qui peut!*

Lorsqu'il ne resta plus aucun espoir, Napoléon céda à son sort, et prit la route de Charleroi, après avoir expédié plusieurs officiers au maréchal Grouchy pour lui annoncer ce funeste événement.

Telle fut la bataille de Waterloo, que les Anglais appellent bataille de Mont-Saint-Jean. Les pertes que les Français y firent furent très-grandes

Dix-neuf mille hommes restèrent sur le champ de bataille, et sept à huit mille furent pris, ainsi que la majeure partie du matériel. Les alliés y perdirent encore plus de monde, car leurs propres rapports font monter à trente-trois mille le nombre des hommes mis hors de combat. Mais leur victoire n'en fut pas moins des plus complètes. Elle leur ouvrait les frontières de la France, assurait la fidélité des Belges, qu'on regardait comme très-douteuse, donnait de l'audace et des forces au parti royaliste de l'intérieur de l'empire, et décidait du sort de toute la campagne. Les alliés, conservant leur ensemble et pouvant réparer les pertes qu'ils avaient faites sur le champ de bataille, allaient se présenter, après le combat, avec des masses six fois plus fortes que celles que la France pouvait leur opposer dans sa défaite. Les Russes et les Autrichiens, qu'une victoire remportée par Napoléon eût pu contenir, allaient déborder sans obstacle dans les départements de l'est, envahir une partie de la France et mettre la capitale entre deux feux, n'ayant pour toute défense que les débris découragés d'une armée qui se croyait trahie par ses chefs, quand elle ne l'avait été réellement que par la fortune.

La journée de Waterloo ne fut pas simplement une grande bataille, un fait d'armes extraordinaire; elle ne fut pas seulement une de ces affaires qu'on nomme décisives, parce qu'elles ont déterminé le résultat d'une campagne, ou d'une contestation politique; elle fut une de ces révolutions de royaume, dont les effets traverseront les siècles.

Nous allons voir combien ses résultats devinrent funestes pour la France et pour la cause des peuples.

CHAPITRE II.

Efforts faits pour rallier l'armée. — Manœuvres de Grouchy. — Arrivée de Napoléon à Paris. — Mesures délibérées en son conseil. — Motion de Lafayette. — Attitude des chambres. — Seconde abdication de Napoléon. — Proclamation de Napoléon II. — Marche des alliés. — Les royalistes s'agitent. — Pacification de la Vendée. — Proclamation de Louis XVIII. — Inaction du maréchal Davoust. — Napoléon quitte Paris. — Les ennemis entourent Paris. — Convention militaire qui ouvre les portes de cette capitale.

On a adressé à Napoléon de graves reproches de ce qu'il n'avait fait que peu d'efforts pour rallier ses troupes et pour essayer de changer cette déroute en une retraite moins désastreuse : on a dit qu'il n'avait laissé à ses lieutenants que des

ordres vagues, qui ne leur permirent pas d'agir avec cet ensemble si nécessaire dans la circonstance : on lui a même reproché d'avoir quitté les débris de son armée et son poste de général pour courir sauver son autorité, ou plutôt sa dictature.

Napoléon s'est justifié de la première de ces imputations, et il est malheureusement trop prouvé que tous les efforts humains n'auraient rien pu rallier dans la funeste nuit qui suivit la bataille. On ne se voyait plus, et les soldats n'entendaient plus, n'écoutaient plus la voix de leurs chefs. Au milieu de l'extrême confusion dans laquelle se trouva tout à coup l'armée, tous les corps, toutes les armes se mêlèrent; soldats d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie se pressaient s'écartaient mutuellement, tant sur le pont que dans les rues du village de Genappe, seul point sur lequel toutes ces masses s'étaient retirées, quoi qu'il y eût plusieurs autres ponts sur la Dyle, dans les villages voisins. Des chariots, des caissons abandonnés semblaient avoir été renversés par des malveillants pour augmenter le désordre. C'eût donc été en vain que Napoléon et ses généraux auraient voulu arrêter ce torrent, auquel rien ne pouvait résister; il fallait au contraire lui laisser un cours libre, jusqu'à ce qu'il fût loin des ennemis. Là seulement on pouvait espérer de mettre quelque ordre dans cet épouvantable chaos. Napoléon continua sa route jusqu'à Charleroi, où il arriva avec le jour. Il donna ordre aux équipages des ponts et à ceux des vivres, qui étaient restés en arrière de la ville, de partir sur-le-champ pour Philippeville et Avesne, et de là se rendre à Laon, rendez-vous général des débris de l'armée.

Ces grands débris repassèrent la Sambre sur les ponts de Marchiennes, de Charleroi et du Châtelet. Napoléon accourut lui-même à Philippeville, d'où il expédia de nouveaux ordres au maréchal Grouchy, pour faire sa retraite sur Laon, en passant par Rhétel.

Après avoir expédié toutes les instructions que les circonstances rendaient nécessaires, l'empereur laissa au maréchal Soult, chef de l'état-major, ainsi que les corps qui se porteraient sur cette place. Il partit ensuite pour Laon, y fit toutes les dispositions propres à arrêter et rallier l'armée, et se rendit en toute hâte à Paris. Son intention, a-t-il dit lui-même, était de n'y rester que le temps nécessaire pour prévenir la commotion politique que la nouvelle du désastre pouvait y occasionner, prendre les mesures les plus promptes pour hâter et terminer tous les préparatifs de défense de la capitale, familiariser les esprits avec la grande crise dans laquelle la France allait se trouver, faire diriger sur Laon toutes les troupes,

tous les renforts que l'on pourrait tirer des places et des dépôts, et retourner aussitôt à Laon pour exécuter le second plan d'opérations, auquel il se trouvait réduit, qui était celui d'attendre l'ennemi sous les murs de Paris. Mais les événements marchèrent trop vite.

Pendant quelques jours on était resté sans aucune nouvelle du corps du maréchal Grouchy, et on le croyait cerné et pris. Napoléon avait imputé la perte de la bataille de Waterloo à l'infraction des instructions qu'il avait laissées à ce maréchal, et à l'inexécution des ordres réitérés qu'il lui avait envoyés le 17 et le 18. Grouchy a cherché à se justifier en disant qu'il n'avait reçu l'ordre de faire un fort détachement sur la gauche des Anglo-Hollandais que le 18, à sept heures du soir; qu'en ce moment il était fortement engagé à Wavres; que néanmoins il fit partir sur Limale le corps de cavalerie du général Pajol et trois divisions, qui devaient passer la Dyle et marcher contre Bulow; que ce mouvement avait réussi et que les hauteurs opposées avaient été enlevées; mais qu'alors il était nuit, et la grande bataille terminée. Cependant, dans la journée du 18, les généraux Gérard et Pajol avaient fait des tentatives auprès du maréchal Grouchy pour l'engager à marcher en masse vers la canonnade, où, lui disaient-ils, ils trouvaient à qui parler, puis-que les Prussiens s'étaient dérobés à ses poursuites; mais ce maréchal manqua de résolution et n'osa prendre sur lui de faire un mouvement qu'il crut de nature à compromettre les derrières de l'armée de Napoléon. On a vu, dans le récit de la bataille, de quelle importance eût été l'arrivée de la moitié ou de la totalité des forces de Grouchy sur la gauche de l'armée anglaise. Si ce maréchal s'y fût porté de bonne heure, cette armée ennemie éprouvait un grand désastre, et les Français entraient à Bruxelles le même soir. Ce résultat eût rendu l'empire formidable sur tous les points, et eût probablement empêché une seconde occupation de Paris, ainsi que les malheurs qui fondirent sur la France.

Que si l'on admet, comme l'ont fait quelques militaires, les raisons que le maréchal Grouchy a données pour repousser le reproche qui lui a été adressé de n'être pas tombé sur l'aile gauche des Anglo-Hollandais, toujours restera-t-il prouvé qu'il a commis une grande faute en permettant à Blücher de se porter en force au secours de son allié; ce que le maréchal Grouchy eût pu empêcher, s'il eût attaqué vivement l'armée prussienne, tandis qu'elle était loin du champ de bataille de Waterloo.

Grouchy fut attaqué à son tour par les Prussiens, dans la matinée du 19 juin; mais il les re-

poussa partout : les hauteurs de Wavres furent emportées par les Français; et ils se disposaient à marcher sur Bruxelles lorsque la fatale nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo vint glacer tous les courages. Grouchy exécuta aussitôt l'ordre qu'il venait de recevoir d'opérer promptement sa retraite en deux colonnes, l'une se dirigeant directement de Temploux à Namur, et l'autre par la grande route de Charleroi à Namur. Son corps d'armée arriva ainsi à Namur, après avoir repoussé les attaques des Prussiens sur son arrière-garde : de là, il prit la route de Dinant, laissant le corps de Vandamme pour contenir l'ennemi. Les Prussiens essayèrent de forcer le passage du pont de Namur; mais ils y renoncèrent après avoir perdu beaucoup de monde. Le soir, Vandamme continua son mouvement de retraite : le 24, tout le corps de Grouchy arriva à Rhétel, et le 26 il se réunit aux débris l'armée sous les murs de Laon.

Entretiens des événements politiques de la plus haute importance s'étaient passés à Paris. Napoléon y était arrivé le 24 juin, et avait aussitôt convoqué un conseil des ministres au palais de l'Élysée. On y discuta les mesures à prendre dans la situation où la France allait se trouver. Napoléon passa en revue les ressources militaires qui lui restaient, avec lesquelles il se flattait de sauver Paris. Mais, selon lui, il lui fallait la dictature la plus forte pour n'éprouver point d'entraves, et il ne pensait pas que les chambres, d'après l'esprit qui les animait, voudraient l'investir de cette puissance illimitée dont il avait tant abusé. Il fut donc arrêté par le conseil de l'Élysée que Paris serait mis en état de siège; que les chambres et le centre du gouvernement seraient transférés à Tours; que le maréchal Davoust aurait le commandement de Paris, et serait remplacé au ministère de la guerre par le général Clausel. Tous ces différents actes se rédigeaient, et l'on discutait si Napoléon les porterait lui-même à la sanction des chambres, lorsqu'on fut instruit que la plus grande fermentation s'était manifestée dans celle des représentants.

La délibération du palais de l'Élysée était, dit-on, venue à la connaissance de quelques représentants, qui avaient trop d'expérience des révolutions et du caractère de Napoléon pour ne pas sentir l'importance d'agir sans délai. Lafayette, toujours digne de l'affection des Français par sa constante opposition à toute espèce de despotisme; Lafayette, qui entrevoyait les malheurs dans lesquels un homme irrité par les revers et les résistances allait plonger la patrie, arrive à la chambre, fait ouvrir la séance, et, tout ému des dangers que la liberté court, il monte à la tribune : il parle - on l'écoute :

« Représentants, lorsque, pour la première fois depuis tant d'années, j'élève une voix que les anciens amis de la liberté reconnaîtront encore, je me sens pressé de vous parler des dangers de la patrie, que vous seuls, dans cette conjoncture, avez les moyens de sauver. Des bruits sinistres circulent au dehors; malheureusement ils sont fondés. Il est temps de se rallier autour de l'ancien étendard tricolore, de l'étendard de 89; l'étendard que seul nous devons défendre contre les prétentions étrangères et la trahison intérieure. Permettez à un vétéran de cette cause sacrée, qui a toujours été étranger à l'esprit de faction, de vous soumettre quelques résolutions préliminaires, dont j'espère que vous apprécierez la nécessité.

ARTICLE PREMIER. La chambre des représentants déclare que l'indépendance de la nation est menacée.

ART. 2. La chambre se déclare en permanence : toute tentative faite pour la dissoudre est un crime de haute trahison; quiconque se montrera coupable d'une pareille tentative sera regardé comme traître à la patrie, et jugé comme tel.

ART. 5. L'armée de ligne et la garde nationale, qui se sont battues et qui se battent encore pour défendre la liberté, l'indépendance et le territoire de la France, ont bien mérité de la patrie.

ART. 4. Le ministre de l'intérieur est invité à réunir l'état-major-général, les commandants et les majors légionnaires de la garde nationale de Paris, pour aviser aux moyens d'armer et compléter cette garde urbaine, dont le patriotisme et le zèle, éprouvés pendant dix-huit ans, offrent une garantie sûre à la liberté, à la prospérité, à la tranquillité de la capitale, et à l'inviolabilité des représentants de la nation.

ART. 5. Les ministres de la guerre, des affaires étrangères, de la police et de l'intérieur sont invités à se rendre sans délai à l'assemblée.

A peine le vétéran de la cause sacrée a-t-il achevé sa proposition, que la chambre se lève spontanément en signe d'adhésion, et prend aussitôt une attitude qui en impose aux partisans des mesures concertées à l'Élysée. Elle fait plus, elle envoie un message à l'empereur pour lui faire connaître les résolutions qu'elle vient d'adopter. Napoléon juge toute la profondeur du coup qu'on lui porte; il en est accablé. Il n'est plus question de se rendre au sein de cette chambre, qu'il considère comme en état d'insurrection contre lui; il faut adopter d'autres moyens. Son frère Lucien, que les circonstances avaient rappelés d'un

long exil, réchauffe l'ancienne audace de Bonaparte; il veut qu'il se rende aux Tuileries, qu'il y convoque toutes les troupes de ligne qui sont dans la capitale, les six mille hommes de la garde impériale, les fédérés, la garde nationale, les ministres, et qu'il opère un nouveau 18 brumaire, en ajournant les chambres. Ce plan réunit l'assentiment de quelques hommes dévoués à Napoléon, et lui-même paraît l'adopter. Mais il ne tarde pas d'apprendre que la chambre des pairs s'est aussi déclarée en permanence, ce qui complique les embarras du moment. Il peut encore s'entourer d'une force nombreuse; mais s'il n'est pas secondé par celle de l'opinion publique, il ne fera que donner le signal d'une guerre civile, ou du moins d'un choc qui rappellera les journées les plus sanglantes de la révolution. Il craint de s'engager dans les voies d'une tyrannie atroce, et recule contre l'idée de compromettre la dignité impériale en se montrant à la tête des fédérés et du peuple; car cet empereur, sorti du peuple, professe le plus grand respect pour tout ce qui porte une couronne, et sacrifierait tout à cette puérile dignité.

Indécis sur ce qu'il doit faire, Napoléon cherche à gagner du temps. Il envoie son frère Lucien et ses ministres porter un message à la chambre des représentants. Le ministre des affaires étrangères et celui de la guerre, après avoir exposé, dans toute son étendue, le désastre de Waterloo, affirment qu'il reste à la France de grandes ressources; que l'union des Français et l'énergie des chambres peuvent rendre salutaires. Lucien cherche à démontrer la nécessité d'investir d'une dictature provisoire son frère, seul en état de conduire la guerre. « Si la France, dit Lucien, abandonnait son empereur, elle s'exposerait, devant le tribunal des peuples, au jugement le plus sévère sur son inconstance et sa légèreté. Jamais elle ne voudra manquer à ce que l'honneur exige d'elle. » « Quelles assertions vient-on nous faire entendre? s'écrie Lafayette; comment ose-t-on accuser la nation de légèreté et de peu de persévérance à l'égard de Napoléon? ne l'a-t-elle pas suivi dans les sables de l'Égypte, dans les déserts de la Russie, sur cinquante champs de bataille, après ses désastres aussi bien qu'au milieu de ses victoires? C'est pour l'avoir suivi, que nous avons à regretter le sang de trois millions de Français. »

Ces paroles agitent l'assemblée; la discussion devient des plus vives entre la majorité qui repousse Napoléon et ses adhérents qui demandent pour lui une nouvelle dictature. Elle se termine par la résolution de former aussitôt un conseil spécial composé des ministres et de cinq commissaires de chaque chambre, pour discuter et arrê-

ter les mesures d'urgence. Ce conseil se trouvait ainsi investi du pouvoir qu'on ne voulait pas accorder à l'empereur, et par cela même Napoléon avait cessé de régner¹.

Le conseil s'assemble la nuit, et, le lendemain matin, tout ce que les ministres demandent pour la défense du territoire est accordé. Mais le parti patriote sent qu'il est une mesure sans laquelle tout resterait dans la confusion : cette mesure c'est l'abdication de Napoléon. Lafayette insiste pour qu'elle ait lieu sans retard. « Cette abdication, dit-il, procurera immédiatement la paix ; et si les ministres ne la lui proposaient pas, son âme la lui révélerait sans doute. »

Dans cette crise, il fallait, ou que la chambre des représentants fût dissoute violemment, ou que Napoléon fût détrôné. N'ayant pas osé employer la force, qui pouvait d'ailleurs rester à cette assemblée populaire, Napoléon se décide à abdiquer en faveur de son fils : il voit qu'il ne peut plus rester en présence de l'Europe conjurée contre lui, il voit qu'il ne peut plus être qu'un obstacle à un arrangement que les chambres peuvent négocier avec les puissances étrangères, et dicte à son frère Lucien la déclaration suivante, adressée au peuple français :

« Français ! En commençant la guerre pour
• maintenir l'indépendance nationale, je comp-
• tais sur tous les efforts, sur toutes les inclina-
• tions et sur le concours de toutes les autorités
• nationales ; j'avais des raisons suffisantes pour
• espérer de réussir, et je bravai toutes les décla-
• rations des potentats contre moi. Il me paraît
• que les circonstances sont changées : je m'offre en
• sacrifice à la haine des ennemis de la France. Je
• souhaite que leurs déclarations soient sincères,
• et que le seul but de leur attaque n'ait que moi
• seul. Ma carrière est finie, et je proclame mon
• fils, sous le nom de Napoléon II, *empereur des*
• *Français*. Les ministres actuels formeront pro-
• visoirement un conseil de gouvernement. L'in-
• térêt que je porte à mon fils m'engage à inviter
• les chambres à organiser une régence par une
• loi, et sans délai. Unissez-vous tous, si vous
• voulez conserver la sûreté publique, et si vous
• voulez rester nation indépendante. »

Cette nouvelle abdication est aussitôt portée aux chambres. Celle des représentants, peu avant si hostile contre l'empereur, se montre touchée de la résignation du héros vaincu, et lui vote des remerciements pour ce sacrifice volontaire.

¹ Il n'y avait qu'un comité de salut public qui pût imposer aux rois ; cette seule organisation les eût effrayés ; on n'osa pas la décréter. L'expérience n'apprend donc rien aux prétendus hommes d'état ; ils ne sauront donc jamais que les grands maux exigent les grands remèdes.

En conséquence de l'abdication de Napoléon, les chambres législatives nomment sur-le-champ une commission exécutive provisoire. Les membres qui la composent sont : les ministres Carnot, Fouché et Caulaincourt ; le général Grenier et l'ancien ministre Quinette. Fouché, qui avait eu la plus grande part au mouvement législatif provoqué contre Napoléon ; Fouché, qu'on accusait d'intelligence avec les Bourbons, et qui, en effet, trahissait Napoléon comme il avait trahi les montagnards et ensuite le directoire, trouve ce pendant le moyen de se faire nommer président de ce gouvernement provisoire. Ce choix auquel la France eût préféré Carnot, ou tout autre patriote, contriste les amis de la liberté, et sème la défiance dans l'âme des meilleurs citoyens. Ce fut une faute qui rendit le patriotisme et la bonne foi dupes de l'égoïsme et de la trahison.

Cependant les chambres avaient paru accepter l'abdication de Napoléon, purement et simplement, et n'avaient pas encore fait la moindre mention de Napoléon II. Plusieurs généraux élevèrent la voix pour le maintien de la dynastie impériale : des affiches en faveur de Napoléon II furent placardées dans la nuit du 22 ; on y déclarait que, si la condition de l'abdication n'était pas immédiatement remplie, cette abdication serait considérée comme nulle. Les militaires, les fédérés, le peuple et une partie des pairs et des représentants prirent parti pour Napoléon II : des rassemblements tumultueux se formèrent près du lieu des séances de l'assemblée, et de vifs débats éclatèrent dans son sein. Le 23, Lucien se rendit à celle des pairs : il y professa le principe que le chef d'une dynastie ne meurt jamais : « *L'empereur est mort*, s'écria Lucien ; *vive l'empereur ! L'empereur a abdiqué, vive l'empereur !* et il prêta serment de fidélité à Napoléon II. Mais ce mouvement n'entraîna qu'une partie de l'assemblée. Les membres les plus patriotes considéraient la France comme étant dans une situation extraordinaire ; aussi voulaient-ils renvoyer à un autre moment la question de l'hérédité, et conserver les droits de la nation avant ceux de la dynastie de Napoléon. D'autres pairs, préparant déjà leur réconciliation avec les Bourbons, n'osaient ou ne voulaient pas se prononcer dans la question. Le général Labédoyère, celui qui avait amené le premier régiment au-devant du guerrier de l'île d'Elbe, s'emporta contre les traîtres qui, disait-il, après avoir juré de défendre Napoléon, l'abandonnaient si lâchement. Il déclara « que puisque Napoléon II n'était point encore proclamé, l'abdication de l'empereur était nulle et serait prouvée telle par cette épée que son père, entouré de ses fidèles soldats, se résoudrait encore à tirer. »

L'illustre et malheureux Ney, atterré par les événements, et privé par eux de son énergie, ne voyait d'autre parti à prendre que celui de tenter la voie des négociations; lui qui, abandonné sur les rives désertes du Borysthène, enseveli sous les neiges et cerné par des nuées d'ennemis, avait trouvé dans son courage et son audace les moyens de se faire jour avec trois mille braves; Ney désespérait du salut de la France, quand on pouvait encore rassembler deux cent mille hommes; quand il ne fallait que l'union des Français pour la sauver! Ney annonça qu'on ne devait plus se faire illusion sur le sort de l'armée, et qu'il allait se retirer aux États-Unis d'Amérique. Dans cette fluctuation d'opinions, la chambre des pairs continua de différer la proclamation de Napoléon II.

Quant à celle des représentants, la majorité, soutenue par le talent de l'avocat Dupin, voulait bien réserver les droits de la nation; mais elle craignait d'irriter l'armée, dont les débris inondaient déjà Paris : on redoutait aussi le soulèvement des fédérés et du peuple, soulèvement qui eût compromis la popularité de l'assemblée, sur laquelle reposait désormais l'espoir de la France : or, malgré le désir de ne pas prendre un engagement sérieux envers la dynastie de Napoléon, les représentants, entraînés par l'éloquence et la dialectique de Manuel, passèrent à l'ordre du jour sur les diverses propositions faites en faveur du fils de Napoléon Bonaparte, attendu que Napoléon II était devenu empereur des Français par le fait de l'abdication de Napoléon I^{er}.

C'est ainsi que fut proclamé un empereur des Français. Rien de plus froid, rien de plus contraint que cette proclamation : les représentants firent, en cela, un grand sacrifice à l'opinion que l'armée conservait encore; mais ils semblaient se promettre de revenir sur l'ordre du jour, lorsque cette même armée se montrerait plus dévouée à la patrie qu'à son général. Ce fut dans cet esprit que le gouvernement provisoire ne craignit pas, quelques jours après la proclamation de Napoléon II, de rendre ses actes *au nom du peuple français*.

La nouvelle de l'abdication de Napoléon produisit d'abord un fâcheux effet dans toute l'ar-

mée, et donna la plus grande audace aux ennemis. Blücher et Wellington n'auraient peut-être pas passé les frontières de la France avant l'arrivée des armées russe et autrichienne; ils se seraient bornés à envoyer des troupes légères jusqu'à la Somme, afin de faire insurger le pays, pendant qu'ils auraient cherché à s'emparer d'Amiens, de Maubeuge et des autres places fortes du Nord. Ce plan était beaucoup plus prudent que de marcher sur Paris avec une armée considérablement réduite par les pertes de Ligny et de Waterloo, et plus encore par les corps que les ennemis auraient été obligés de laisser en arrière, afin de masquer et contenir les garnisons. Mais dès que leurs généraux apprirent que Napoléon n'était plus à la tête des troupes françaises et qu'il avait abdiqué, ils ne tinrent aucun compte des soixante-dix mille hommes réunis entre Laon et Soissons; ils pénétrèrent par La Fère et Compiègne, et marchèrent en toute hâte sur Paris. L'armée française, consternée, ne pensa plus qu'à se reposer sous les murs de la capitale.

Il est probable que si, dans le moment où les alliés marchaient si imprudemment sur Paris, il se fût trouvé un autre Napoléon à la tête des troupes françaises réunies près de Laon, Wellington et Blücher auraient pu être pris en flanc, et battus comme ils l'avaient été à Montmirail, Champaubert, etc. Mais personne ne songea à leur disputer le terrain, et l'on regarda même comme un succès d'avoir pu arriver à Saint-Denis avant l'ennemi.

Dès l'instant où l'abdication de Napoléon avait été obtenue, le gouvernement provisoire avait essayé de retarder la marche des alliés. Se fondant sur la proclamation de Wellington, dans laquelle il annonçait aux Français qu'il ne passait les frontières « que pour soustraire la nation au joug de fer qui l'opprimait, et qu'il n'avait d'autre ennemi que Napoléon; » se fondant, dis-je, sur cette récente proclamation, les Français, toujours si confiants dans les fallacieuses promesses de ceux qui méditent de les subjuguier, crurent que, puisqu'ils avaient obtenu l'abdication de Napoléon, la guerre allait être finie, et que les huit puissances signataires du traité du 15 mars, ayant atteint le but de leur coalition, feraient cesser toute hostilité. Mais toutes les démarches pacifiques du gouvernement provisoire restèrent sans succès : les passions des chefs militaires, l'injuste convoitise des puissances, rendirent vaines toutes les promesses solennelles des cabinets étrangers, et les alliés ne montrèrent plus d'autre désir que de profiter des faveurs de la fortune, afin de faire retomber sur la France seule tout le poids d'une invasion dont le retour

* Ney, ainsi que plusieurs autres braves militaires, ont prouvé qu'il y a une grande différence entre le courage des champs de batailles et le courage civil; le premier de ces sortes de courages a besoin, pour se montrer, de l'éclat du grand jour, du tumulte des armes; il ne se développe que lorsque le sang est en ébullition. Le second est le fruit de la réflexion sur un caractère fortement trempé; il se développe dans le silence du cabinet et grandit avec les circonstances. C'est ce courage civil qui inspire les grands hommes du comité de salut public dans les moments où les généraux les plus intrépidés de la république se sentaient démoralisés.

de Napoléon leur avait fourni l'heureux prétexte : nouveaux Brennus, ils veulent charger la balance du poids de leur épée.

En ce moment, les alliés, pénétrant par toutes les frontières de la France, trouvaient de nombreux auxiliaires dans ces royalistes aveuglés qui hâtaient de leurs vœux et de leurs menées turbulentes les progrès des ennemis de la France. Du moment où le désastre de Waterloo fut connu dans le midi, tous ces hommes qui sont dans l'habitude de se réjouir des calamités nationales et de les aggraver, s'étaient mis en mouvement. Marseille, dont la populace était encore en fermentation depuis le débarquement de Napoléon, se fit distinguer par des excès d'une barbarie qui révolta une partie de ses habitants : une troupe de malheureux Orientaux, formant un escadron de la garde impériale, y fut impitoyablement massacré, ainsi que les citoyens accusés de bonapartisme ; les Corses n'étaient plus en sûreté dans le port.

A Nîmes, Montpellier, Toulouse, des troubles précurseurs d'assassinats, éclatèrent spontanément : les royalistes célèbrent, à leur manière, les funérailles de Waterloo. Le règne des Trestailons, des Truphomy, des Verdets commence par de sanglantes fureurs.

Mais, par une compensation que la Providence réserve à la France, au même instant où une partie des habitants du midi agite les torches de la guerre civile, il s'opère dans la Vendée une pacification qui fera le plus grand honneur à la loyauté, aux talents et au patriotisme des généraux Lamarque et Travot. Bien différents de ces cruels et ineptes généraux qui ne savent employer que la force brutale, le général Lamarque écrivait à un gouvernement digne de l'entendre : « C'est avec des pompes qu'on éteint les incendies. » Aux chefs vendéens, il leur disait : « Je ne rougis point de vous demander la paix ; car dans les guerres civiles la seule gloire est de les terminer. » Lamarque s'est ainsi placé à côté de l'illustre Hoche, en obtenant comme lui la pacification de ce pays, dans lequel la guerre civile ne peut plus jeter que de faibles étincelles. Durant cette dernière insurrection, les royalistes avaient obtenu peu de fruits de leur levée de boucliers. Des deux frères Larochejaquelin, qui l'avaient provoquée l'un avait été tué et l'autre grièvement blessé. Tous les engagements avaient été défavorables aux insurgés, et leur dispersion allait s'opérer, lorsque le chef vendéen Sapinaud mit fin à cette guerre déplorable par la convention de Chonnet, dans laquelle furent stipulées des conditions honorables pour tout le monde.

Cependant Louis XVIII et ses ministres, après

avoir transporté la France et le gouvernement royal à Gand, s'empressèrent de profiter de la route que les Anglo-Prussiens venaient de leur aplanir, pour se rapprocher de Paris. Le 22 juin, Louis XVIII adressait, de Cateau-Cambrésis, une proclamation aux Français, dans laquelle il annonçait qu'il allait se hâter de rentrer dans ses états pour y rétablir la constitution donnée par lui à ses sujets et réparer par tous les moyens possibles les maux de la révolte et de la guerre, récompenser les bons et mettre à exécution les lois existantes contre les coupables.

Six jours après, il fit, de Cambrai, une nouvelle proclamation à la nation française. « J'ap-
prends, disait-il, qu'une porte de mon royaume
est ouverte, et j'accours..... pour adoucir les
maux que j'aurais dû prévenir ; pour me placer
une seconde fois, entre les armées alliées et les
Français, dans l'espoir que les égards dont je
puis être l'objet tourneront à leur salut ; c'est
la seule manière dont j'ai voulu prendre part à
la guerre ; je n'ai pas permis qu'aucun prince
de ma famille parût dans les rangs étrangers.....
Mon gouvernement devait faire des fautes ;
peut-être en a-t-il fait. Il est des temps où les
intentions les plus pures ne suffisent pas pour
diriger, où quelquefois même elles égarent
L'expérience seule pouvait avertir ; elle ne sera
pas perdue ; je veux tout ce qui sauvera la
France..... »

Ces proclamations, que les royalistes faisaient circuler, ramenaient les hommes timides vers ces Bourbons deux fois expulsés de la France, et causaient des insurrections partielles, qui eussent été peu à craindre sans l'arrivée des Anglo-Prussiens sous les murs de Paris. Les alliés s'étaient enhardis au point de marcher par la vallée de Montmorency et d'arriver à Saint-Germain et à Versailles, laissant, pendant tout ce mouvement, leur flanc gauche entièrement à découvert et exposé à l'armée française.

Cette armée, rassemblée autour de Paris, et forte de près de quatre-vingt mille hommes, avait été placée sous les ordres du maréchal Davoust, soldat intrépide, général habile et tenace, mais peu entreprenant : sa sévérité, sa rudesse l'empêchaient d'avoir l'affection des soldats et des officiers : toutefois, il était parvenu à réorganiser complètement cette armée, qui brûlait de venger la défaite de Waterloo. A ces braves, se joignirent dix à douze mille fédérés patriotes, dont l'exaltation ranima le courage des plus timides.

Cependant Davoust ne profita pas de ces bonnes dispositions, et permit aux alliés de faire des mouvements qui auraient pu leur être funestes. Napoléon, retiré depuis trois jours à

la Malmaison, ne put voir les imprudentes manœuvres des ennemis sans éprouver le besoin d'aller mettre à la tête des Français pour tomber à l'improviste sur le flanc des alliés. A cet effet, il écrivit, le 23 juin, à la commission du gouvernement, pour lui offrir ses services : « En abdiquant le pouvoir, dit-il au gouvernement provisoire, je n'ai pas renoncé au plus noble droit du citoyen, le droit de défendre mon pays. L'approche des ennemis de la capitale ne laisse plus de doute sur leurs intentions, sur leur mauvaise foi. Dans ces graves circonstances, j'offre mes services comme général, me regardant encore comme le premier soldat de la patrie; j'offre de me remettre à la tête de l'armée, non plus comme le souverain de la France, c'est à mon fils qu'appartient aujourd'hui ce titre et l'autorité qui y est attachée; mais comme un soldat qui peut encore conduire les Français à la victoire.... » Napoléon chargea le général Becker de porter cette lettre à la commission du gouvernement, et insista pour qu'on le nommât généralissime, donnant sa parole d'honneur d'empereur et de soldat qu'après le succès il déposerait le commandement et rentrerait dans la vie privée. Son plan était de tomber avec toutes ses forces sur le flanc et les derrières de l'ennemi, d'en causer la ruine, et, sauvant pour le moment la capitale, d'obtenir le temps et les moyens de négocier avec plus d'avantage. Cet objet rempli, Napoléon aurait résigné son commandement.

Il est très-probable qu'en replaçant Napoléon à la tête de quatre-vingt mille braves, qui ne demandaient qu'à se battre, on eût pu écraser l'ennemi, dont l'imprudente manœuvre venait de diviser les forces : Carnot opinait pour que les offres de l'empereur fussent acceptées, et pour qu'on lui laissât livrer la bataille : il comptait sur son habileté non moins que sur l'ardeur des troupes françaises, dont l'enthousiasme avait éclaté en voyant dans leurs rangs les représentants décorés de leur écharpe tricolore. L'opinion de Carnot aurait dû entraîner celle de la majorité de la commission; mais le traître Fouché, qui conspire la ruine de l'armée française et non celle des alliés, fait rejeter l'offre de Napoléon, se fondant sur ce que les négociations entamées peuvent avoir encore une issue favorable, et exagérant les craintes que l'ex-empereur lui inspire par son caractère. Les membres de la commission répondent à Napoléon : « Que leur devoir envers la patrie, et les engagements pris par les plénipotentiaires avec les puissances étrangères ne permettent point d'accepter son offre : » comme si le premier devoir envers la patrie n'était pas de saisir toutes les occasions de la délivrer de l'étranger ! et certes le moment

était des plus favorables. Une victoire obtenue sous les murs de Paris eût pu changer entièrement la face des choses. On ne voulut pas en tenter les chances, quelques favorables qu'elles se montrassent. Au lieu d'attaquer l'ennemi, le maréchal Davoust fit repasser la Seine à une partie de ses troupes, et les divisa ainsi entre Saint-Denis et Montrouge.

Cependant, Napoléon, qui avait différé son départ de jour en jour, d'heure en heure, gênait par sa présence le duc d'Otrante : celui-ci lui fit dire que les coureurs de l'ennemi étaient en vue, et qu'il fallait partir.

Deux frégates ayant été mises, dans le port de Rochefort, à la disposition de Napoléon et de sa suite, et le ministre de la marine ayant ordonné qu'on eût les plus grands égards pour l'ex-empereur, le départ eut enfin lieu le 29 juin.

Au moment où Napoléon se décida à quitter pour toujours Paris et la France, il lui restait encore de très-grandes ressources : les moyens extraordinaires qu'il avait préparés depuis son retour à Paris étaient presque intacts : l'impulsion qu'il avait donnée allait produire de nombreux défenseurs de la patrie. Les vétérans retraités ou réformés étaient accourus dans les places fortes, où ils donnaient l'exemple aux bataillons de gardes nationaux : les conscrits étaient arrivés à leurs dépôts respectifs : les anciens militaires remplissaient tous les jours les cadres des nouveaux bataillons de la ligne, et des nouveaux escadrons de cavalerie. Toutes ces ressources, créées comme par enchantement, allaient être disponibles lors de la funeste bataille de Waterloo; elles l'étaient encore après, malgré quelque découragement partiel : Napoléon eût donc pu disputer le terrain aux alliés, en se plaçant à la tête de tous ces soldats, de toutes ces gardes nationales, de toutes ces populations des départements de l'est et du centre, et même du midi, qui s'étaient fédérés pour la défense du pays et de la liberté. Mais il fallait pour cela qu'il eût renoncé franchement au titre d'empereur pour reprendre celui de soldat, de simple citoyen français, et sans imposer son fils comme successeur de ce titre et de son autorité. Une nouvelle direction, plus analogue à l'opinion publique, eût alors été imprimée à la France, qui, stimulée par les chambres, et principalement par celle des représentants, eût probablement renouvelé les prodiges de 1792, lorsque les Prussiens et les Autrichiens étaient en Champagne, et que l'assemblée nationale ne pouvait à leur opposer que des troupes découragées et des citoyens qui n'avaient jamais touché un fusil.

Cette grande inspiration ne vint à Napoléon ni au moment de son débarquement en France, ni

l'époque du *Champ-de-Mai*, ni lors de sa seconde abdication. Quand il demanda à se mettre la tête de l'armée comme simple général, c'était trop tard pour qu'on ne regardât pas cette offre comme suggérée par quelque arrière-pensée; et, quoique Carnot, ainsi que beaucoup de représentants, fussent bien persuadés que Napoléon était le seul général qui pût sauver la France, la situation des choses et des esprits annonçait assez qu'il ne pouvait le faire qu'avec le concours et l'appui des chambres, sur lesquelles se reportait tous les jours davantage la confiance de la nation. Malheureusement, l'union, si nécessaire pour opérer ce grand œuvre, n'existait pas, et dès-lors il fut facile de prévoir que la cause de la liberté était perdue, malgré le patriotisme des représentants et des généraux, et le dévouement du peuple.

Si ces représentants ont bien mérité de la patrie pour avoir défendu cette cause avec toute la sagesse et l'énergie que les circonstances comportaient, la France doit aussi tenir compte à Napoléon des sacrifices qu'il lui a faits; sacrifices tardifs, il est vrai, mais consommés à l'instant où un homme de son caractère avait encore le pouvoir d'allumer un grand incendie, et d'entretenir longtemps la guerre. Et quelle guerre! la guerre civile, et une lutte à mort, provoquée par des ennemis disposés à ne nous épargner aucun des malheurs qui accompagnent les invasions entreprises par la cupidité et la vengeance!

Les généraux de troupes alliées, jugeant avec raison qu'il fallait profiter des premiers moments de stupeur et de crainte que devait nécessairement produire le désastre de Waterloo tant dans les départements du nord de la France qu'au milieu de la population de Paris, avaient pris le parti de se porter rapidement sur cette redoutable capitale: toutes les démarches pacifiques faites auprès d'eux par les commissaires de la chambre des représentants et ceux du gouvernement provisoire aussitôt après l'abdication de Napoléon, n'avaient pu reténir l'élan des orgueilleux vainqueurs du Mont-Saint-Jean; ou plutôt ils s'en étaient servis pour leurrer les hommes peu habitués aux ruses de la diplomatie des rois.

Dès le 29 juin, Blücher était arrivé devant les lignes construites entre Saint-Denis et Vincennes. Elles présentaient un front couvert de parapets et de batteries garnies de plus de deux cents pièces de canon de gros calibre. Au moyen des petites rivières de Rouillon et de la Vieille-Mer, les abords septentrionaux de Paris avaient été inondés, et le canal de l'Ourcq rempli. Il eût été difficile de forcer ces lignes, défendues par quatre-vingt mille hommes de bonnes troupes, et douze mille fédérés, impatients de recevoir le signal du combat.

Mais si l'enceinte du nord est forte, celle du midi, dont les travaux n'ont pu être achevés, n'offre que peu d'obstacles aux alliés, dont les masses ont traversé la Seine: des traitres leur ont facilité ce passage, en leur livrant le pont du Pecq, et dès-lors Paris se trouve menacé par son côté faible, que ne peuvent défendre les troupes françaises qui occupent Montrouge sous les ordres de l'intrepide Vandamme, lequel remplace le maréchal Grouchy.

Toutefois, l'entrée de Paris pouvait encore être vivement et longtemps disputée aux alliés; les soldats français brûlaient d'en venir aux mains, et ils eussent fait sans doute des prodiges sous les yeux des représentants et de leurs concitoyens: Davoust leur promet tous les jours le combat, et tous les jours il difère d'attaquer. Les troupes s'indignent de ces retards; elles crient à la trahison. Davoust ne trahissait pas; mais il négociait un armistice, que Wellington et Blücher refusent le 30 juin.

Impatienté de ces délais, et sachant que les Prussiens ne se gardent pas à Versailles, le général Excelmans entreprend une attaque très-audacieuse: à la tête de son corps de cavalerie, il fonde à l'improviste sur Versailles, met en déroute dix à douze mille Prussiens, et revient triomphant à Paris avec quinze cents prisonniers et mille chevaux. La vue de ces prisonniers produit le meilleur effet sur les bons citoyens: les troupes demandent instamment le combat. Mais le succès d'Excelmans a réveillé Blücher, qui s'est établi sur les hauteurs de Meudon, et au village d'Issy: sa position se trouve ainsi affermie: elle est soutenue par les Anglais. Wellington est à l'issue de la forêt de Bondy, occupant Gonesse.

De nouvelles propositions pour un armistice furent faites alors aux alliés: Wellington, qui n'était pas très-rassuré sur sa position, les accueillait avec plaisir; mais Blücher ne voulait pas y consentir. On ignore comment les obstacles opposés par ce général furent levés; tout ce que l'on sait, c'est que deux millions furent prêtés ce jour-là au gouvernement par M. Lafitte. Le général prussien, dissipateur et vicieux, signa, le 5 juillet, la convention militaire conclue à Saint-Cloud entre le baron Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, le général Guilleminot, chef de l'état-major général, et le comte de Bondy, préfet du département de la Seine, d'une part; le général-major baron Muffling, Prussien, et le colonel anglais Hervey, de l'autre.

En voici les principaux articles:

« ARTICLE PREMIER. Il y aura suspension d'armes entre les armées alliées et l'armée française sous les murs de Paris.

• Art. 2. Demain, l'armée française commencera à se mettre en marche pour se porter derrière la Loire. L'évacuation totale de Paris sera effectuée en trois jours; son mouvement, pour se porter derrière la Loire, sera terminé en huit jours.

• Art. 3. L'armée française emmènera avec elle tout son matériel, etc., sans aucune exception.

• Art. 8. Le 6, toutes les barrières de Paris seront remises.

• Art. 9. Le service intérieur de Paris continuera à être fait par la garde nationale, et par le corps de la gendarmerie municipale.

• Art. 11. Les propriétés publiques, à l'exception de celles qui appartiennent à la guerre, soit qu'elles appartiennent au gouvernement, soit qu'elles dépendent de l'autorité municipale, seront respectées, et les puissances alliées n'interviendront en aucune manière dans leur administration ou dans leur gestion.

• Art. 12. Seront pareillement respectées les personnes et les propriétés particulières; les habitants, et en général tous les individus qui se trouvent dans la capitale continueront à jouir de leurs droits et de leurs libertés, sans pouvoir être inquiétés ni recherchés en rien, relativement aux fonctions qu'ils occupent ou auraient occupées, à leur conduite et à leurs opinions politiques..... »

Cette convention, ou plutôt cette capitulation, consentie par les souverains alliés, qui arrivaient dans la Champagne, préserva sans doute Paris des horreurs d'un siège; mais elle prépara l'humiliation de la France.

.....

CHAPITRE III

Effet que cette convention produit dans l'armée française. — Elle se regarde comme trahie. — Contenance de la chambre des représentants. — Sa déclaration solennelle. — Proclamations fallacieuses des alliés. — Leur entrée à Paris. — Trahison du président de la commission de gouvernement. — Les chambres sont fermées violemment. — Elles protestent. — Entrée de Louis XVIII à Paris. — Embarquement de Napoléon. — Son hésitation. — Il se confie à la loyauté de l'Angleterre. — Son arrivée à Plymouth. — Intérêt qu'il inspire au peuple anglais. — La sainte alliance décide qu'il ira mourir à Sainte-Hélène. — Sa protestation. — Il est arraché à l'Europe. — Actes du congrès de Vienne.

A peine cette capitulation fut-elle connue, que les soldats français se montrèrent indignés; ils crièrent de nouveau à la trahison, et demandèrent à se battre et non à fuir : beaucoup de généraux partageaient cette indignation. Malheureusement les intentions droites et franchement belliqueuses de cette armée, si redoutable encore par le

nombre et la bravoure des soldats qui la composaient, furent paralysées : les militaires subalternes ne trouvèrent pas les mêmes dispositions dans leurs chefs. Parmi ces chefs, les uns craignent d'allumer la guerre civile; d'autres, désespèrent de la cause que les représentants veulent sauver; quelques-uns enfin pensent à se rapprocher des Bourbons, dont ils prévoient le retour. Dans ce moment décisif, la France, jadis si riche en habiles capitaines, en hommes de résolution, n'a personne qui se présente pour jouer le rôle que les circonstances offrent à une grande capacité. Ney a, le premier, désespéré du salut de la patrie; Soult a déposé ses fonctions; Suchet se montre mollement; Davoust vient de perdre la confiance des soldats; Bruno est sur le Var; Gouvion-Saint-Cyr s'est effacé depuis le débarquement de Napoléon; Macdonald a tenu son épée dans le fourreau; enfin, Masséna est affaibli sous le poids de ses lauriers, et sa santé est dans le plus grand délabrement. Sans doute qu'il aurait pu sortir d'un autre rang quelques hommes supérieurs, quelque bras assez vigoureux pour soutenir l'étendard de la liberté en face des puissances coalisées; mais il fallait qu'il se montrât tout de suite, et le temps manqua. Ajoutons que Fouché travaillait à corrompre à la fois tous les partis; qu'il paralysait et désorganisait, autant qu'il était en son pouvoir, tous les moyens de résistance. En vain les chambres se montrent-elles animées du meilleur esprit; en vain donnent-elles des preuves d'un énergique patriotisme; en vain proclament-elles courageusement les droits qu'a la nation de se donner un gouvernement de son choix; Fouché veut livrer Paris, l'armée et les chambres à la légitimité; et la convention du 5 juillet lui en donne les moyens.

La commission du gouvernement, persuadée qu'après la retraite de l'armée française les alliés enfreindraient les autres articles de la convention, eut un instant la pensée de se retirer, avec les chambres et l'armée, derrière la Loire. Là, elle eût sans doute rallié de nombreux défenseurs de l'honneur national; car, après quelques jours de découragement, occasionnés par la nouvelle de Waterloo, les patriotes avaient repris toute leur énergie : dans cette position, le gouvernement provisoire, ou tout autre, eût pu contraindre les alliés à se conduire conformément aux principes contenus dans leurs déclarations, et à respecter l'indépendance de la nation. Mais les choses lui parurent trop avancées pour prendre une mesure extrême, qui n'était pas sans inconvénients : le plus grand, aux yeux du gouvernement provisoire, fut la crainte d'allumer la guerre civile, et de fournir à la guerre étrangère

le prétexte de tout ravager. Ces considérations l'emportèrent, et le gouvernement se décida à rester à Paris avec les chambres.

Ce fut une grande erreur de croire que les baïonnettes prussiennes allaient entrer pour faire exécuter les décrets des chambres : on devait s'attendre qu'à l'instant où les alliés seraient maîtres de la capitale, les royalistes reparaitraient pour renverser l'échafaudage, dès-lors sans appui, élevé par les représentants. On ne conçoit pas non plus l'aveuglement de la garde nationale, qui jurait de ne pas quitter la cocarde tricolore, quand le drapeau blanc était déjà aux portes de Paris. Pour soutenir une pareille résolution, il ne fallait pas commencer par se soumettre; il fallait combattre.

Quant à la chambre des représentants, elle se montra digne de la France; ses dernières séances, tenues sous le canon de l'ennemi, firent regretter qu'une réunion si riche en talents et en patriotisme n'ait pas eu devant elle une longue session. Celle des *cent-jours* ne dura qu'un mois.

Mais ce fut surtout pendant les quinze derniers jours de son existence, c'est-à-dire, depuis que l'abdication de Napoléon mit la représentation nationale dans une position plus élevée et plus difficile, qu'elle donna la mesure de tout ce que la France pouvait attendre d'une assemblée si dévouée à la conservation des libertés publiques. Sous le canon de l'ennemi, les représentants du peuple français ne craignirent pas de consacrer, en présence de dix despotes couronnés, non-seulement le principe de la souveraineté du peuple, mais encore son application. On y fit la proposition de proclamer la constitution de 1794; et si cette proposition, qui fut prise en considération, ne fut pas adoptée, c'est parce que les représentants crurent avoir le temps de donner eux-mêmes une nouvelle constitution plus en harmonie avec les progrès de l'esprit public. Ce grand travail, que l'expérience de vingt-cinq années rendait cependant plus facile qu'on ne le supposait, fut entrepris : un grand nombre d'articles furent discutés et adoptés; mais le temps manqua pour achever le monument.

Prévoyant qu'ils pourraient être séparés par la force, les représentants, affligés de laisser leur ouvrage incomplet, se hâtèrent de consacrer les droits des Français et les principes fondamentaux de leur constitution dans une déclaration proposée par Garat, ancien ministre de la justice sous la république.

Cet acte, qui est une suite de principes reconnus par toutes nos assemblées nationales, fut suivi d'une autre déclaration au peuple français, dans laquelle fut exprimé le vœu des représentants, au

moment où ils craignaient de voir leurs travaux suspendus par la violence : elle était conçue en ces termes :

DÉCLARATION DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

« Les troupes des puissances alliées vont occuper la capitale. La chambre des représentants n'en continuera pas moins de siéger au milieu des habitants de Paris, où la volonté expresse du peuple a appelé ses mandataires.

« Mais, dans ces graves circonstances, la chambre des représentants se doit à elle-même, elle se doit à la France, à l'Europe, une déclaration de ses sentiments et de ses principes.

« Elle déclare donc qu'elle fait un appel solennel à la fidélité et au patriotisme de la garde nationale parisienne, chargée du dépôt de la représentation nationale.

« Elle déclare qu'elle se repose avec la plus haute confiance sur les principes de morale, d'honneur, sur la magnanimité des puissances alliées, et sur leur respect pour l'indépendance de la nation, si positivement exprimé dans leurs manifestes.

« Elle déclare que le gouvernement de la France, quel qu'en puisse être le chef, doit réunir le vœu de la nation, légalement émis, et se coordonner avec les autres gouvernements pour devenir un lien commun et la garantie de la paix entre la France et l'Europe.

« Elle déclare qu'un monarque ne peut offrir des garanties réelles s'il ne jure d'observer une constitution délibérée par la représentation nationale, et acceptée par le peuple. Ainsi, tout gouvernement qui n'aurait d'autre titre que des acclamations et la volonté d'un parti, ou qui serait imposé par la force; tout gouvernement qui n'adopterait pas les couleurs nationales, et qui ne garantirait point :

- La liberté des citoyens,
- L'égalité des droits civils et politiques,
- La liberté de la presse,
- La liberté des cultes,
- Le système représentatif,
- Le libre consentement des levées d'hommes et d'impôts,
- La responsabilité des ministres.
- L'irrévocabilité des ventes des biens nationaux de toute origine,
- L'inviolabilité des propriétés,
- L'abolition de la dîme, de la noblesse ancienne et nouvelle héréditaire, et de la féodalité,
- L'abolition de toute confiscation des biens,

- L'entier oubli des opinions et des votes politiques émis jusqu'à ce jour,
- L'institution de la Légion-d'Honneur,
- Les récompenses dues aux officiers et aux soldats,
- Les secours dus à leurs veuves et à leurs enfants,
- L'institution du jury,
- L'immovibilité des juges,
- Le paiement de la dette publique,
- n'aurait qu'une existence éphémère, et n'assurait point la tranquillité de la France et de l'Europe. Que si les bases énoncées dans cette déclaration pouvaient être méconnues ou violées, les représentants du peuple français, s'acquittant aujourd'hui d'un devoir sacré, protestent d'avance, à la face du monde entier, contre la violence et l'usurpation. Ils confient le maintien des dispositions qu'ils proclament à tous les bons Français, à tous les cœurs généreux, à tous les esprits éclairés, à tous les hommes jaloux de leurs libertés, et enfin aux générations futures. »

Cette déclaration fut accueillie avec enthousiasme, et au milieu des cris de *Vive la Nation!* que firent retentir et les représentants et les personnes qui remplissaient les tribunes.

Toutefois, ces propositions généreuses, ces déclarations dictées par le patriotisme, semblaient devoir être considérées plutôt comme des protestations dont l'avenir pourrait tirer quelque parti que comme des actes profitables au moment présent; car les armées alliées allaient entrer dans Paris, et Louis XVIII était près d'y arriver.

J'ai déjà dit que, dans sa proclamation de Malplaquet, Wellington annonçait qu'il entraît en France « non en ennemi des Français, mais seulement en ennemi de l'usurpateur, avec lequel on ne pouvait avoir ni paix, ni trêve. » De son côté, le prince de Schwartzemberg déclarait aussi, par sa proclamation de Heidelberg, qu'il ne ferait la guerre qu'à Napoléon Bonaparte; il répétait que « l'Europe ne voulait point empiéter sur les droits d'une grande nation. » Dans aucune de ces proclamations il n'était question du rétablissement de Louis XVIII. Ce n'était pas pour stipuler les conditions de son rétablissement sur le trône qu'on avait envoyé des commissaires auprès des souverains alliés, car on se flattait que ces souverains laisseraient à la France le droit d'appeler un prince de son choix; mais toutes ces illusions devaient s'évanouir au moment où les troupes étrangères entraient dans Paris. Fouché avait tout préparé. Les chambres et tous ses collègues au gouvernement provisoire furent les dupes de cet homme perfide: il se joua de toute la France.

Le 6 juillet, les troupes des rois alliés firent leur entrée à Paris. Elle fut bien différente de celle qu'ils avaient faite en mars 1814. Alors on espérait beaucoup; aujourd'hui on avait beaucoup à craindre. Ils allaient enfin être les maîtres d'humilier la grande nation française; car la retraite de l'armée derrière la Loire les laissait dans la plus parfaite sécurité. Les habitants de Paris étaient atterrés. Au milieu de la consternation générale, quelques royalistes et quelques femmes accouraient saluer les troupes alliées; mais les Prussiens, à qui cet hommage paraissait importun, écartaient, à coups de crosse, ceux qui s'approchaient de leurs rangs. Le regard de ces soldats était sombre et farouche; celui des Anglais hautain et dédaigneux: on eût dit qu'ils prenaient possession d'une ville condamnée. La convention du 5 juillet ne paraissait pas devoir être pour eux un frein à leur projet d'abaissement et de spoliation de la France. A la manière dont ils contemplaient ceux de nos monuments qui leur rappelaient la gloire de l'empire français, on eût dit qu'ils avaient à revendiquer toute la splendeur, toutes les richesses de Paris. Ils roulaient avec fracas leurs canons dans les rues de cette nouvelle Athènes, et prenaient plaisir à les braquer autour du château des Tuileries, du Louvre et du Luxembourg. Les mèches fumantes qu'ils tenaient dans leurs mains semblaient tout menacer d'une explosion prochaine.

Bientôt, à la suite des Anglo-Prussiens, entrèrent les hommes qui avaient fait la campagne à Gand, ou qui s'étaient cachés tant qu'il y avait eu un soldat français dans les environs de Paris; et, tandis que les alliés menaçaient nos ponts, nos colonnes, nos monuments, les royalistes menaçaient les fédérés et même les gardes nationaux qui avaient encore la cocarde tricolore.

Cette cocarde glorieuse la garde nationale avait juré de la conserver: on se flattait même que les Bourbons, éclairés sur la faute politique qu'ils avaient faite l'année précédente, en n'adoptant point les couleurs nationales, ne voudraient pas laisser de nouveau aux patriotes de 1815 un signe de ralliement, qui pourrait un jour causer de nouveaux embarras au trône des lis. Fouché, le traître Fouché avait lui-même prié le roi, auquel il venait de rendre de si grands services, de rentrer à Paris avec la cocarde tricolore, l'assurant que cette seule condescendance ramènerait l'armée, ainsi qu'une partie de la population, au roi qu'elle verraient paré de ces couleurs si chères à la France nouvelle, et que ce signe suffirait pour rallier autour de sa dynastie des forces propres à opposer une barrière aux prétentions des étrangers.

Ce conseil était sage; s'il eût été suivi, les Bour-

bons se fussent appuyés sur un plus grand nombre de partisans; il eût épargné à la France de grandes humiliations. Mais l'orgueil des successeurs de Louis XIV répugna à cette prudente concession. La prétendue dignité royale se révolta à l'idée d'adopter les couleurs de ceux qu'on appelait les rebelles. Quo pouvait-on attendre d'une famille qui avait déjà stipulé avec l'étranger le licenciement de l'armée nationale?

Le lendemain de l'entrée des alliés, les chambres purent encore s'assembler. Les représentants s'occupèrent avec courage des articles de la constitution; mais ils furent interrompus dans leurs travaux par un message du gouvernement provisoire conçu en ces termes :

« Monsieur le Président,

« Jusqu'ici nous avons dû croire que les souverains alliés n'étaient point unanimes sur le choix du prince qui doit régner en France. Nos plénipotentiaires nous ont donné les mêmes assurances à leur retour.

« Cependant les ministres et les généraux des puissances alliées ont déclaré hier, dans les conférences qu'ils ont eues avec le président de la commission, que tous les souverains s'offraient d'engager à replacer Louis XVIII sur le trône, et qu'il doit faire ce soir ou demain son entrée dans la capitale.

« Les troupes étrangères viennent d'occuper les Tuileries où siège le gouvernement.

« Dans cet état de choses, nous ne pouvons plus que faire des vœux pour la patrie, et nos déclarations n'étant plus libres, nous croyons devoir nous séparer.

« Le maréchal prince d'Essling, et le préfet de la Seine, ont été chargés de veiller au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publiques.

« J'ai l'honneur de vous offrir, Monsieur le Président, les nouvelles assurances de ma haute considération.

« Le président de la commission du gouvernement.

« Signé LE DUC D'OTRANTE. »

Les signatures de Carnot, de Caulaincourt, de Quinette et de Grenier se trouvaient aussi au bas de cette communication, dont la lecture prouva aux représentants que tout était consommé.

Le général Sébastiani, l'un des commissaires envoyés près des souverains alliés, déclara que le message du gouvernement n'était pas d'accord avec les instructions que lui et ses collègues avaient reçues lorsqu'ils avaient été envoyés comme négociateurs auprès des puissances.

On se récria beaucoup contre le président Fouché; mais on vit bien qu'il fallait se préparer à céder. Manuel fit une protestation énergique, et rappela ces mots de Mirabeau : « Nous sommes ici par la volonté du peuple, nous n'en sortons que par la puissance des baïonnettes. »

La séance fut donc continuée, et l'on s'y occupa de l'acte constitutionnel.

Bientôt les représentants Bory Saint-Vincent et Dumolard dénoncèrent à la chambre un complot tramé par quelques royalistes, tendant à enlever le poste qui gardait la représentation nationale et fermer les portes de la salle. Ce complot fut dénoncé au maréchal Masséna.

Mais, dans la nuit, on profita, pour fermer les portes des salles d'assemblée des deux corps législatifs, du moment où les représentants étaient rentrés chez eux. Cette mesure fut exécutée par une troupe armée de gardes nationaux royalistes et de quelques hommes de ce parti.

Le 8 juillet, au matin, quand les pairs et les représentants se présentèrent aux lieux de leurs séances, ils en trouvèrent les portes closes et gardées. Dans l'impossibilité où ils furent de continuer à siéger, ils crurent devoir se réunir chez leur président, Lanjuinais, où ils rédigèrent une protestation énergique contre la violence qui leur était faite.

Dans cette chambre résidait la force du parti franchement constitutionnel et animé d'un véritable patriotisme : elle avait révélé à la France de grandes ressources en esprits d'une trempe supérieure : elle devait donc être un objet de haine pour tous les amis du pouvoir absolu. Aussi, leur premier acte, dès qu'ils se sentirent appuyés par les baïonnettes étrangères, fut-il de dissoudre de fait cette assemblée vraiment nationale, dont l'existence était incompatible avec un gouvernement basé sur les prétendus droits de la légitimité.

Quelques heures après la fermeture des chambres, Louis XVIII, qui était depuis deux jours à Saint-Denis, fit son entrée dans Paris.

Là finit cette période de l'histoire de France appelée les Cent jours; période à jamais mémorable, et par le prodige du retour de Napoléon à Paris, et par la grande activité qui fut imprimée à la France, et par les funestes résultats d'une guerre qui s'annonçait comme nationale. L'époque des Cent jours attira sur la France les plus grandes calamités. Mais elle fut un de ces malheurs dont la providence se sert quelquefois pour donner de grandes leçons aux peuples; car les principes proclamés par la chambre des représentants ont, depuis lors, germé dans tous les esprits; ils devaient préparer et opérer, quinze

ensuite après, la grande et admirable révolution qui a expulsé à jamais cette dynastie des Bourbons qui se montra constamment l'ennemie de la gloire et des libertés de la nation.

Avant de continuer l'histoire de la restauration de cette famille, je dois toutefois achever le récit du départ de l'homme extraordinaire à qui nous devons les *Cent jours*, et faire connaître les opérations du fameux congrès de Vienne qui se rattachent encore à cette grande époque.

Pendant que Louis XVIII s'approchait de Paris, l'ex-empereur des Français, celui qui fut le maître du monde et qu'on avait salué du titre de *grand*, avait dirigé sa route vers le port d'où il devait faire voile pour son second exil. Le 5 juillet, il était arrivé à Rochefort, escorté d'un petit nombre d'amis fidèles.

Tant en route que pendant son séjour à Rochefort, beaucoup de propositions lui furent faites par des généraux : elles avaient pour but de retourner sur la Loire, et de s'y mettre à la tête de cette armée, dont les généreuses dispositions avaient été si lâchement comprimées ; de cette brave armée qu'on venait d'humilier, en agissant et traitant comme si elle eût été vaincue une seconde fois sans combattre. Cette armée, si promptement et si fortement réorganisée, partageant alors les sentiments patriotiques de la chambre des représentants, pouvait encore faire de grandes choses pour la France, si Napoléon eût voulu en prendre le commandement comme simple général. Il résista à toutes les démarches qu'on fit près de lui dans ce but patriotique. Son parti était pris ; il voulait fuir la France.

Deux frégates avaient été mises à sa disposition par le gouvernement provisoire : elles étaient prêtes à mettre à la voile, et l'eussent pu faire aisément avant que les croiseurs anglais fussent apparus ; mais on perdit un temps précieux pour l'embarquement des effets qu'on pouvait charger sur d'autres bâtiments. Entretemps, le vaisseau anglais, le *Belléophon*, capitaine Maitland, vint reconnaître la rade : une frégate de la même nation accourut aussi pour surveiller les mouvements de nos frégates, et dès-lors leur sortie offrit quelques difficultés. Néanmoins, si Napoléon eût trouvé, dans les deux capitaines mis à ses ordres, des marins décidés, ils eussent pu le soustraire aux croiseurs ; mais ils montrèrent peu de résolution et même peu de dévouement pour l'illustre fugitif. Toutefois, les deux frégates levèrent l'ancre le 8 juillet, et gagnèrent Fourras : le lendemain, Napoléon débarqua à l'île d'Aix.

Les croisières anglaises étaient en vue ; on pouvait leur échapper, parce que deux seuls bâtiments ne suffisent pas pour bloquer un port ou une rade

pendant la nuit : on manqua de résolution, et au lieu de profiter habilement de la première occasion favorable pour sortir et tromper les Anglais par une fausse route de nuit, on leur fit demander s'ils avaient reçu le sauf-conduit pour laisser passer l'ex-empereur. Le capitaine Maitland répondit qu'il n'avait aucun ordre à ce sujet, et resserra le blocus afin de ne pas laisser échapper une si grande proie. Quand les passes se trouvèrent bloquées de fait, plusieurs offres furent faites à Napoléon pour le tirer de cette situation. Un capitaine danois lui fit proposer de le prendre à son bord et de le conduire aux États-Unis. La proposition fut agréée, et l'on commença même à envoyer à bord du brick danois une partie des caisses appartenant à Napoléon. Mais il ne tarda pas à changer d'avis : il se montra irrésolu, lui dont les déterminations étaient toujours si promptes : il s'obstina à croire que le cabinet de Londres enverrait des ordres pour que la mer fût libre devant lui. Plusieurs jours furent encore perdus à attendre l'arrivée du sauf-conduit qu'on demandait : de nouveaux croiseurs anglais arrivèrent, et il ne fut plus possible aux frégates de sortir sans s'exposer à être prises ou coulées bas.

Il était cependant encore possible de sauver Napoléon : de jeunes aspirants de la marine française s'offrirent pour le conduire aux États-Unis sur des chasse-marées ; ils répondaient du succès ; et pourtant Napoléon n'osa se confier à ces généreux jeunes gens, parce qu'il craignait d'être forcé de relâcher sur les côtes d'Espagne et de Portugal pour prendre des vivres. Il aimait mieux se livrer aux Anglais.

Le 14, le capitaine Maitland lui fit offrir de l'embarquer pour l'Angleterre, et Napoléon, trop confiant, accepta, ne pouvant soupçonner l'indigne traitement qu'on lui ménageait. Avant de s'embarquer sur le *Belléophon*, il écrivit au prince régent d'Angleterre une lettre devenue historique ; elle était conçue en ces termes :

« Altesse royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'empire, j'ai consommé ma carrière politique. Je viens, nouveau Thémistocle, m'asseoir sur le foyer du peuple britannique ; je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de V. A. R., comme celle du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis. »

NAPOLÉON.

Le général Gourgaud, l'un des Français qui se dévouèrent entièrement à Napoléon, partit aussitôt sur la corvette anglaise le *Slany*, pour aller porter cette lettre au prince régent.

Le 15 juillet, l'ex-empereur se rendit avec

toute sa suite à bord du *Bellérophon*. En montant sur ce vaisseau, il dit au capitaine Maitland : « Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. » Le lendemain, on fit voile pour l'Angleterre, et, le 24 juillet, le *Bellérophon* mouilla à Torbay. Napoléon y apprit que le général Gourgaud n'avait pu communiquer avec la terre, et qu'il avait été obligé de se dessaisir de la lettre. Bientôt la rade de Torbay se couvrit de bateaux remplis de curieux arrivés de toutes parts.

Le *Bellérophon* ne resta que deux jours à Torbay; il appareilla de nouveau le 26, et mouilla le soir à Plymouth. Des bruits commençaient à circuler sur la déportation de Napoléon à Sainte-Hélène; mais la confiance qu'il avait dans la loyauté du prince régent lui faisait repousser ces craintes. Il persistait à croire qu'il s'était confié à la nation anglaise, tandis qu'il s'était mis imprudemment entre les mains des Castlereagh et des Bathurst, lesquels l'avaient livré aux puissances alliées. Les journaux du ministère anglais se déchaînaient contre lui, afin de préparer les esprits au coup d'état que ces ministres préparaient.

Cependant toute l'Angleterre se portait à Plymouth: les Anglais, passant subitement de la haine à l'admiration pour leur plus grand ennemi, accouraient dans l'espoir de le voir débarquer. Des milliers de bateaux entouraient le *Bellérophon*; la rade ressemblait à une vaste place publique; une population immense attendait l'instant où Napoléon se montrerait sur le pont pour le saluer de ses acclamations: les dames, les jeunes gens se paraient d'œillets rouges. Toutes ces circonstances, toutes ces démonstrations bienveillantes, qui offraient au grand capitaine un touchant dédommagement des rigueurs du sort, tournaient pourtant à son détriment aux yeux des ministres de l'Angleterre, et leur fournirent le prétexte qu'ils cherchaient pour ne pas permettre le débarquement de Napoléon sur le sol anglais, où il se fût trouvé sous la protection des lois; protection que le pavillon anglais n'avait pu lui accorder.

Napoléon se berçait encore de l'espoir de ne pas être livré aux puissances alliées, puisqu'il s'était lui-même livré à la seule Angleterre; mais déjà ces puissances avaient décidé sa déportation sur l'aride rocher de Sainte-Hélène. Le 30 juillet, un commissaire ministériel lui notifia la résolution relative à cette déportation, de laquelle on excluait personnellement les généraux Savary (duc de Rovigo), et Lallemand. Indigné d'un tel traitement, Napoléon protesta dans ces termes contre cette décision :

« Je proteste solennellement ici, à la face du

ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits sacrés, en disposant, par la force, de ma liberté! Je suis resté à bord du *Bellérophon*; prisonnier, je suis l'hôte de l'ennemi; j'ai été amené à l'instigation même de l'ennemi, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi pour me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. Aussitôt assis sur le *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant ordre au capitaine du *Bellérophon*, de me recevoir, ainsi que ma suite, n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

« Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient désormais parler de leur loyauté, de leurs lois; la foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.

« J'en appelle à l'histoire. Elle dira qu'un ennemi qui fit long-temps la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pourrait-il lui donner de son estime et de sa confiance? Mais comment répondit-on, en Angleterre, à une pareille magnanimité? On seignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola.

NAPOLÉON.

« À bord du *Bellérophon*, à la mer. »

Le mouvement que l'arrivée de Napoléon avait produit en Angleterre ayant fait craindre aux ministres qu'on ne tentât de le soustraire à l'odieux traitement qu'on lui réservait, ils provoquèrent le départ de Plymouth du *Bellérophon*: il mit à la voile spontanément, et se rendit dans la baie de Start. Là, un autre vaisseau de ligne, le *Northumberland*, commandé par l'amiral Cockburn, reçut le grand prisonnier et ceux de ses généreux compagnons; à qui les ministres anglais voulurent bien accorder la faveur de s'exiler avec lui. Ces compagnons étaient: le général Bertrand, sa femme et ses trois enfants, le général Gourgaud; le général Montholon, sa femme et un enfant; le comte de Las Cases et son fils. Le général Savary, duc de Rovigo; le général Lallemand, trois officiers d'ordonnance, un chef d'escadron, deux capitaines, dont un Polonais, un chirurgien et quelques autres personnes qui avaient voulu suivre Napoléon, et qui se trouvaient à bord du *Bellérophon*, y furent impé-

loyalement retenus; on ne voulut pas leur permettre d'aller à Sainte-Hélène. Ils durent rester en Europe, où les généraux Savary et Lallemand furent longtemps en butte aux plus grandes persécutions.

La manière dont les ministres voulaient que Napoléon fût traité était bien peu généreuse : ils avaient même donné des ordres pour qu'on lui ôtât son épée; mais l'amiral Keith, chargé de cette mission, ne voulut pas la faire exécuter à l'égard de Napoléon : elle le fut vis-à-vis des autres généraux. On ne laissa à l'ex-empereur que ses livres, quelques meubles, et l'argenterie strictement nécessaire : tout le reste lui fut enlevé. C'est ainsi que les Anglais s'emparèrent de son argent, des diamants et de toutes les valeurs négociables qu'il avait avec lui, estimées à une valeur de plus de dix millions; ils le dépouillèrent de tout ce qu'il possédait, et ne lui laissèrent que trois ou quatre mille napoléons, afin, disaient-ils, qu'il n'eût aucun moyen de tenter la fidélité et l'humanité de ses geôliers. Enfin, ajoutant l'ironie la plus insultante à la violence la plus éhontée, le ministère anglais fit signifier à Napoléon que, si une fois arrivé à Sainte-Hélène, il cherchait à s'évader, il serait mis en prison : comme si le rocher de Sainte-Hélène n'était pas lui-même une affreuse prison!

Après cette expédition de sorbans, le *Northumberland* appareilla de la baie de Start pour Sainte-Hélène, où il arriva après soixante-dix jours de navigation.

Je crois devoir terminer ici la série des événements qui se rattachent à l'ex-empereur Napoléon, événements dont il fut longtemps le mobile, et souvent le maître. Sa vie politique est finie. Il a quitté l'Europe; les Anglais l'entraînent à deux mille lieues du continent qui le vit si puissant. Je n'aurai plus à en parler que pour enregistrer les mauvais traitements que ses geôliers lui firent subir, et qui hâtèrent sa mort. La Grande-Bretagne aura à se reprocher la politique barbare de ses ministres, si zélés dans l'exécution des mesures iniques adoptées par les meneurs de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre contre un grand capitaine qui s'était confié à la générosité de ses ennemis en se plaçant sous la protection des lois anglaises, et à qui on feignit de tendre une main hospitalière pour exercer envers lui la plus indigne violence et pour l'immoler à la haine des rois.

Et que pouvait-on attendre d'humain et de juste des puissances qui avaient dirigé le système du congrès de Vienne et ses opérations arbitraires? n'avaient-elles pas assez démontré, dans le congrès où furent sanctionnées tant d'iniquités,

que ce qui leur était avantageux paraissait juste à leurs yeux, et qu'elles n'avaient pas d'autres lois que celles du plus fort?

J'aurais bien désiré ne pas interrompre le récit des grandes catastrophes de 1815, pour parler des opérations diplomatiques du congrès de Vienne; mais les résultats en ont été si désastreux pour tous les peuples du continent, qu'il faut bien que j'aborde les questions qui y furent résolues, les spoliations qu'on y consacra, les marchés d'âmes qu'on y conclut; il faut bien dire à nos enfants comment les princes qui avaient renversé l'ambitieux Napoléon se montrèrent, après sa chute, plus ambitieux que lui d'agrandir leur propre domination : il faut bien répéter aux peuples que pendant les fêtes, les bals, les repas et les tournois splendides que les souverains réunis à Vienne s'offraient réciproquement, leurs plénipotentiaires cédaient, donnaient, échangeaient, vendaient les provinces et leurs habitants, comme on vend un vil bétail, et semaient les germes d'une conflagration générale en Europe, lorsqu'ils croyaient en rétablir l'équilibre.

Le congrès de Vienne avait d'abord adopté le principe du *statu quo ante bellum*; mais au milieu de toutes les prétentions qui s'y élevaient chaque jour, ce principe ne fut plus appliqué qu'aux états qu'on voulait dépouiller de tout ce qu'ils avaient acquis depuis 1792. Dès lors la plume des diplomates opéra autant de bouleversements qu'en avait pu faire l'épée de Napoléon. Ce fut à qui déploierait le plus d'adresse et de dextérité. On ne se gêna point pour donner aux peuples de nouveaux maîtres, sans s'inquiéter des protestations de ceux qu'on dépouillait, ni des plaintes de ceux qu'on échangeait ou livrait. Mœurs, coutumes, lois, habitudes, tout fut bouleversé. Le républicain s'éveilla sujet d'un roi absolu; le catholique se trouva sous les lois d'un prince luthérien. On n'eut aucun égard aux vieilles haines : on confondit, on amalgama les peuples les plus antipathiques, on les plaça sous des dominations détestées; et, oubliant les promesses sacrées faites aux nations par les souverains dont Napoléon avait ébranlé les trônes, on n'accorda à ces peuples, qui avaient si généreusement versé leur sang pour consolider les trônes, aucune de ces améliorations de condition auxquelles ils avaient droit de s'attendre. Chaque souverain ne pensa qu'à s'adjuger des lieues carrées et des têtes, au détriment de ses voisins, lesquels se rejetaient alors sur d'autres voisins plus petits, qu'ils absorbaient.

A la tête des puissances qui se partageaient ainsi l'Europe entière, étaient la Russie et l'Angleterre, dont les vastes accroissements successifs auraient

dà satisfaire l'ambition . mais il n'en fut pas ainsi.

L'empereur Alexandre, qui jusqu'alors s'était montré si désintéressé, se ressentit de la contagion dont l'atmosphère du congrès de Vienne était imprégnée. Non seulement il trouva bon de garder la Finlande, mais encore il se fit adjuger le duché de Varsovie : ce qui lui permit de rétablir en grande partie le royaume des Jagellons, et d'ajouter au titre d'empereur de toutes les Russies celui de roi de Pologne; imitant en cela Napoléon Bonaparte, qui avait cru devoir joindre à la couronne impériale de France la couronne de fer des Lombards.

L'Angleterre, enrichie des nombreuses colonies qu'elle avait enlevées à des neutres ou à des alliés, se sentait une insurmontable antipathie pour le mot de restitution : aussi ses nouvelles conquêtes furent-elles docilement regardées comme un point hors de litige. On fit plus encore, on lui adjugea Malte et Corfou, comme elle s'était elle-même adjugé le cap de Bonne-Espérance et l'île de Franco. Par ces cessions, sa domination dans la Méditerranée fut aussi assurée que sa domination dans l'Inde. Enfin, on rétablit le royaume de Hanovre, pour que les Anglais eussent un pied sur le continent.

L'exemple donné par les deux premières puissances leva tous les scrupules des autres : ce fut à qui se montrerait plus avide.

La Prusse, réduite par Napoléon à cinq ou six millions de têtes, déclara qu'il lui en fallait onze millions, avec une domination plus compacte, et propre à faire disparaître l'irrégularité topographique de ses états. Il était difficile de savoir sur quel point on prendrait les cinq millions de têtes que la Prusse exigeait; mais les difficultés furent aplanies par le génie du prince de Metternich, le plus grand des prétendus diplomates du congrès. Il trouva sur ses cartes géographiques qu'il y avait près des états du roi de Prusse un pays élevé par Napoléon au rang de royaume : ce pays, c'était la Saxe, dont le souverain était, par ses vertus, la sagesse de son administration et son grand âge, l'objet de la vénération des rois et des peuples. Mais on eut un prétexte pour le dépouiller d'une partie de la Saxe, comme on l'avait déjà dépouillé du duché de Varsovie; on lui fit un crime d'être resté fidèle à son alliance avec Napoléon, et d'avoir montré de la loyauté. Toutefois, la France et l'Autriche s'étant opposées au démembrement total de la Saxe, on se contenta de confisquer seulement la moitié de ce royaume au profit de la Prusse. Mais comme il fallait à cette dernière puissance onze millions de têtes bien comptées, on dut lui compléter ce nombre sur divers autres points : on lui donna la

Poméranie suédoise, la Franconie, une partie des dépouilles du royaume de Westphalie, et enfin une grande partie du pays enlevé à la France entre le Rhin et la Meuse. Dans ces cessions, l'Autriche se fit, dit-on, un malin plaisir d'éparpiller, pour ainsi dire, la monarchie prussienne, de manière qu'elle s'étendit depuis le Niémen et la Vistule jusqu'à la Meuse, la Moselle et la Sarre, sans qu'elle eût nulle part une force centrale.

L'empereur d'Autriche n'osa point réclamer le titre d'empereur d'Allemagne; mais il n'en devint que plus puissant sur les délibérations du nouveau corps germanique. Les cessions de territoire et de têtes que l'Autriche se fit faire par le congrès furent immenses. Le Tyrol Bavaïrois et la Valteline lui furent donnés pour appuyer sa domination sur l'Italie. On n'hésita point à lui céder les dépouilles de son ancienne alliée, la république de Venise, qui s'était perdue pour l'avoir servie clandestinement. Ainsi l'Autriche acquit tous les états vénitiens des deux rives de l'Adriatique et sur la terre-ferme. Enfin, elle recouvra sa domination sur la Lombardie, augmentée par les états du saint-père situés sur la rive gauche du Pô.

Le reste de cette belle et malheureuse Italie fut partagé entre divers princes de la maison d'Autriche. La Toscane, Piombino et les fiefs impériaux furent placés sous les lois de l'archiduc Ferdinand : le duché de Modène, donné à une autre branche de la maison d'Autriche : les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla formèrent l'apanage de l'archiduchesse Marie-Louise, ex-impératrice des Français. L'Autriche ambitionnait encore les provinces belgiques; mais l'Angleterre les fit donner au prince Guillaume de Nassau, nouveau roi du nouveau royaume des Pays-Bas.

Ce singulier royaume, formé de l'ancienne république batave, du Brabant, du duché de Luxembourg, etc., etc., se trouva composé d'éléments les plus opposés, et des peuples les plus antipathiques les uns aux autres : leurs intérêts ne pouvaient être confondus ni régis par les mêmes lois, par le même souverain. Mais le congrès ne s'arrêta pas devant ces considérations: il décréta que les Belges et les Hollandais seraient désormais des concitoyens, et qu'ils s'aimeraient comme des frères. Les Belges furent forcés de se soumettre : cependant ce ne fut pas sans conserver l'espoir d'être un jour ou indépendants, ou Français.

Il en fut de même des Norwégiens, que l'on adjugea au roi de Suède, pour prix des services rendus à la coalition contre la France.

Une autre iniquité non moins criante, sanctionnée par le congrès de Vienne, fut l'annexa-

tion des états de Gênes au Piémont. Il n'existait pas en Europe, même après la comparaison des Belges et des Hollandais, deux peuples qui se détestassent plus cordialement que les Piémontais et les Génois : les premiers, nés sous un gouvernement absolu; les autres, passionnés pour la liberté, dont ils croyaient jouir sous leur république. La domination française avait affaibli cette haine; mais elle se réveilla chez les Génois, indignés d'avoir été trompés par les Anglais, et de se trouver sujets du roi de Sardaigne. Leurs protestations, leurs plaintes ne furent pas plus écoutées que celles des Belges, et les Génois furent forcés de se soumettre à un roi, sans cesser d'être républicains.

Nous n'en finirions pas si nous voulions enregistrer ici toutes les spoliations, toutes les injustices consacrées par le fameux congrès de Vienne. De cinquante villes libres que comptait l'Allemagne, on n'en conserva que quatre : Francfort, Lubbeck, Brême, Hambourg. Plusieurs petits états d'Allemagne disparurent sans retour; mais ce fut sans profit pour les peuples de ces pays, lesquels n'en passèrent pas moins sous la domination d'autres petits princes, qu'il leur fallut engraisser.

Les distributions de *têtes* qui se firent par millions pour les *hautes puissances* eurent encore lieu par milliers pour les puissances d'un ordre inférieur, et par centaines pour les petites principautés. Cet ignoble jargon diplomatique, sanctionné par le congrès, fut poussé jusqu'au cynisme; et ne contribua pas peu à indigner tous les peuples qui sentent ce qu'a de respectable la dignité de l'homme.

Telles furent, en abrégé, les fameuses stipulations diplomatiques du congrès de Vienne, arrêtées et signées pendant les *cent jours*; c'est-à-dire dans un moment où tous les regards étaient fixés sur la France, sur cette France que les peuples opprimés considéraient comme leur future libératrice, et pour laquelle ils faisaient des vœux, même lorsque leur position les forçait à combattre contre elle. Les Belges, les nouveaux Prussiens de la rive gauche du Rhin, les Lombards, les Vénitiens, les Génois, et jusqu'aux Norvégiens, tous ces peuples que la politique du congrès de Vienne venait de mécontenter et d'irriter espéraient que la France sortirait victorieuse de la lutte où elle se trouvait engagée, et n'attendaient, pour se détacher de leurs oppresseurs, que la commotion qui devait résulter d'une première victoire remportée par les Français; car ils ne doutaient pas que la cause de la France ne fût celle de la liberté et de l'indépendance des nations.

Le déplorable succès des puissances alliées, le ton de leurs proclamations, la conduite de leurs ministres et de leurs généraux, vinrent détruire toutes les espérances des peuples qui soupiraient après la liberté : ils durent se soumettre aux décisions, à la volonté des puissances alliées, mais non sans maudire le désastre des champs de Waterloo : ils pressentaient que leurs chaînes allaient devenir plus pesantes.

Hâtons-nous de faire ici une remarque honorable pour la France et pour le caractère français : disons, sans crainte d'être démentis, que tous les peuples naguère réunis à la France n'avaient pas tardé à regretter d'en avoir été séparés en 1814. Je ne comprendrai pas dans cette classe les Hollandais, qu'on fit Français malgré eux, et qui, ne vivant que de la liberté du commerce, ne pouvaient pas être contents de se voir incorporés à un empire dont tous les efforts tendaient à resserrer le blocus continental. Mais, à cette exception près, on peut affirmer que tous les peuples qui avaient vécu sous les lois de la république française, et sous la domination de Napoléon, quelque despotique qu'elle fût; que ceux-là mêmes à qui nous avions fait la guerre, avaient conservé pour la France des sentiments bienveillants, dont leurs nouveaux souverains leur faisaient alors un crime.

Ces sentiments devinrent plus vifs au fur et à mesure que ces peuples se virent frustrés des espérances qui leur avaient été données. Le résultat de ces dispositions fut une guerre sourde que se firent bientôt les peuples et les gouvernements. Plus ceux-ci prenaient des mesures sévères pour étouffer les opinions qu'ils appelaient révolutionnaires, plus ces opinions faisaient des progrès parmi leurs sujets. Les *idées françaises*, c'est-à-dire les idées constitutionnelles, libérales, semées dans toute l'Europe par les journaux, les livres, et même par les militaires français, s'y répandaient d'une manière alarmante pour tous les souverains absolus : elles germaient même en Espagne et en Portugal. C'était du triomphe de ces idées que tous les hommes instruits attendaient la régénération de la vieille Europe.

Nous verrons plus tard comment ces espérances commencèrent à se réaliser en Espagne, en Portugal et en Italie; nous verrons aussi comment furent renversées les constitutions sanctionnées et jurées par les rois, et quelles nouvelles calamités fondirent alors sur les peuples trop confiants dans les serments de souverains parjures.

SECONDE

RESTAURATION DES BOURBONS.

CHAPITRE PREMIER.

Entrée de Louis XVIII à Paris. — Conduite des royalistes et des patriotes. — Formation du ministère. — Licenciement de l'armée française. — Résignation des vieux militaires. — Listes de proscription. — Spoliation des musées et dévastations des monuments. — Formation des chambres. — Election. — Actes du duc d'Angoulême dans le midi. — Atrocités commises par les royalistes de ces contrées. — Entrée des Espagnols dans le Roussillon. — Influence rétrograde des chambres. — Ministère Richelieu. — Mesures liberticides. — Terreur qu'inspirent les ultra-royalistes. — Déplorables traités du 20 novembre 1815.

La seconde restauration des Bourbons venait de s'accomplir sous les plus déplorables auspices. Une bataille funeste à la France, à la liberté des peuples, leur avait ouvert l'entrée du royaume : une convention humiliante pour l'armée nationale venait de leur ouvrir les portes de la capitale. Les Bourbons, pour franchir les frontières, avaient dû passer sur les cadavres de vingt mille Français ; pour entrer dans Paris, ils durent attendre qu'un traître leur en apportât les clefs, et que la représentation nationale eût été violemment dissoute. Que pouvait-on espérer d'une famille que la nation avait expulsée deux fois dans moins d'un quart de siècle, et qui lui était toujours imposée par les balonnets étrangères ? Ne se présentait-elle pas comme le gage de l'abaissement dans lesquelles puissances alliées voulaient tenir la France ? Et, dès lors, les Bourbons devaient-ils se flatter de trouver un appui dans cette nation si jalouse de sa gloire et de son indépendance ? Ils ne pouvaient régner que par ceux intéressés à opprimer tout ce que la France renfermait de citoyens professant des principes généreux. Aussi leur gouvernement ne pouvait-il avoir pour agents que des courtisans, des émigrés, qui n'avaient de français que le nom, et cette tourbe avide de places,

vraies sangsues de l'état, qui s'attachent au budget de tous les gouvernements constitutionnels ou absolus, à la liste civile de tous les souverains, usurpateurs ou légitimes. Heureusement pour la France, ces gens-là ne constituaient pas la nation, et il restait encore assez de bons citoyens pour tempérer la fougue et l'esprit réactionnaire de ces ineptes agents des Bourbons.

Louis XVIII attendit, pour faire son entrée à Paris, que les troupes des souverains coalisés contre la France eussent occupé les principaux points et y fussent installées. Ces points étaient les Champs-Élysées, le jardin et la cour des Tuileries, la cour du Louvre et la place du Musée, le jardin du Luxembourg, la place Royale, celle de la Bastille, l'esplanade des Invalides, etc., etc. Ce fut là que les Prussiens, les Anglais, les Hollandais et les autres troupes diverses placées sous les ordres de Blücher et de Wellington s'installèrent. Paris eut pour gouverneur un Prussien, le baron Muffling. Pendant deux jours la capitale n'eut d'autre autorité française que celle de Fouché, ex-président de la commission du gouvernement, et confirmé par le roi dans ses fonctions de ministre de la police du royaume. Fouché savait que le faubourg Saint-Denis avait fourni un grand nombre de fédérés ; il y envoya les familiers de la police, afin que l'entrée du roi ne fût pas troublée par quelque explosion de mécontentement. Les alliés s'étaient offerts pour escorter Louis XVIII ; mais Fouché lui conseilla de refuser leurs services dans cette circonstance, et de montrer qu'il avait toute confiance en ses sujets.

Quand tout fut préparé pour cette entrée, Louis XVIII arriva par le faubourg et la porte St-Denis. Quelques faibles compagnies des gardes nationaux, les mêmes qui avaient opéré la fermeture de la chambre des représentants ; quel-

ques centaines de gardes du corps et de volontaires royaux. tous ces royalistes qui s'étaient cachés pendant les cent jours, l'aristocratie du faubourg Saint-Germain et des femmes, formèrent le cortège du roi de France rentrant dans sa capitale. Le soir, il y eut des danses dans le jardin des Tuileries, au son des musiques anglaises et au milieu des canons et des bagages des armées alliées ! Déplorable époque, où un parti anti-national donnait aux étrangers une idée si propre à leur inspirer du mépris pour cette nation qu'ils avaient été forcés d'admirer.

Cependant une pensée consolante nous restait : les ennemis ne tardèrent pas à s'apercevoir que ceux qui accouraient au-devant de leurs troupes, qui dansaient au milieu de leurs bivouacs, n'étaient pas la nation française et ne représentaient pas l'opinion publique de la France. Ils ne virent point aller à leur rencontre un seul soldat de cette armée si dévouée à l'indépendance nationale, ni aucun de ces anciens militaires qui avaient si promptement endossé leur vieil uniforme, ni le moindre peloton de ces nombreux gardes nationaux si patriotes, dont les bataillons avaient couvert la France en moins de trois mois ; ni ces industriels, ces producteurs, ces cultivateurs qui penplent le sol français et en font la force et l'honneur. Toutes ces masses nationales, auxquelles il n'avait manqué que le temps et un début de campagne moins désastreux pour renouveler, avec ou sans Napoléon, les prodiges des premières années de la révolution, déploraient les événements qui avaient ramené les étrangers et les Bourbons dans la capitale. L'âme de tous les bons Français était contristée ; ils prévoyaient avec douleur toutes les calamités qui allaient être la suite de cette seconde restauration, et, dans leur désespoir, ils osaient menacer des vainqueurs irrités.

Ces vainqueurs se montraient si alarmés des dispositions du peuple, que le gouverneur de Paris, Muffling, se crut dans la nécessité de publier un ordre du jour dans lequel il ordonnait aux sentinelles de faire feu sur quiconque les braverait de la parole, du geste ou du regard. Cet ordre barbare, qui conférait aux soldats étrangers le droit de vie ou de mort sur tous les Parisiens, faillit à causer un embrasement général. Les alliés craignirent d'avoir à recommencer la guerre contre toute la France ; l'armée de la Loire était prête à soutenir les populations : les généraux ennemis ajournèrent leurs projets de vengeance ; ils jugèrent que les vrais et bons Français n'étaient pas à mépriser, et préférèrent obtenir de la faiblesse des Bourbons ce qu'ils n'auraient peut-être pas obtenu par la force de leurs LaJonnettes. Nous verrons bientôt tout ce qu'ils

osèrent après le licenciement de l'armée française.

Le premier acte de Louis XVIII, dès sa rentrée à Paris, fut la formation du ministère. Le roi récompensa les services que Talleyrand venait de lui rendre à Vienne, en le nommant son ministre des affaires étrangères et président du conseil. L'auteur de la dernière capitulation de Paris, Fouché, fut aussi payé de ses trahisons. Le frère de Louis XVI dut sans doute éprouver une grande répugnance à voir siéger dans son conseil un homme que son vote devait lui rendre odieux ; mais le moyen de ne pas reconnaître tout ce qu'il venait de faire pour réprimer l'élan patriotique que la chambre des représentants avait déjà imprimé à la nation, et pour paralyser les dispositions belliqueuses de l'armée française ? Fouché eut le portefeuille de la police. Le baron Louis, à qui ses amis avaient fait une réputation d'habileté en matière de finances, sans doute parce qu'il avait eu le talent de savoir conduire ses propres affaires, eut le département des finances, le plus important dans un moment où les alliés allaient exiger, les armes à la main, le paiement des services qu'ils venaient de rendre aux Bourbons. M. Pasquier, ancien préfet de police de l'empire, eut le département de la justice : il passait alors pour un de ces hommes *modérés* dont les royalistes ne voulaient pas. M. de Jaucourt, l'un des membres du gouvernement provisoire de 1814, fut appelé à la marine ; enfin, M. Decazes, jeune magistrat, qui venait lui aussi de donner des preuves de dévouement à Louis XVIII, fut nommé préfet de police. Ce n'était pas là un ministère agréable au parti royaliste exagéré, lequel aurait voulu des hommes plus ardents ; mais Louis XVIII sentait tout ce qu'il fallait de modération à son gouvernement pour lui rallier plus de soutiens qu'il n'en avait trouvé dans la première année de son règne, et il avait cru dans ses intérêts de choisir ses ministres parmi les hommes qui n'effrayaient pas tant la nation : il y eut même de l'habileté à donner le ministère de la guerre au maréchal Gouvion-Saint-Cyr, que l'armée et la France n'avaient pas cessé d'estimer, quoiqu'elles ne l'eussent pas vu, durant les cent jours, dans les rangs de nos braves.

Ce nouveau ministère, débarrassé de l'influence du favori Blacas, semblait être destiné à suivre la marche indiquée par la déclaration du roi datée de Cambrai. Mais il ne tarda pas à être maîtrisé par les circonstances et par les exigences du parti *ultra-royaliste*.

Ce parti, aussi avide qu'il s'était montré lâche, poussa le ministère à entrer dans le grand système des épurations, au moyen duquel les parti-

sans des Bourbons et de la légitimité avaient déjà voulu se rendre maîtres de la France, en occupant exclusivement toutes les places, tous les emplois publics. En 1814, ce système n'avait pu recevoir son entière application, et c'est à cela que les royalistes attribuaient le retour de Napoléon; aussi se proposaient-ils fermement de traiter la France en pays conquis, et les bonapartistes et libéraux en ennemis qu'ils voulaient réduire à la condition d'ilotes. Pour atteindre ce but, il était nécessaire de licencier l'armée nationale, de renvoyer tous les officiers, et de prendre leurs places dans une armée nouvelle, recrutée au moyen des Vendéens, des volontaires royaux du Midi, et des levées de jeunes gens étrangers à la gloire de nos anciens régiments. Ce licenciement des nobles débris d'Austerlitz, d'Iéna, de Leipzig et de Waterloo, avait été imposé aux Bourbons par les alliés; et, quelque humiliant qu'il fût pour la France, il avait reçu l'assentiment du roi et de son conseil, convaincus qu'ils étaient que le trône légitime ne pourrait jamais s'appuyer sur cette armée, naguère bonapartiste, maintenant toute patriote.

La difficulté consistait à opérer le licenciement des cent mille braves réunis sur les bords de la Loire, tous si fortement attachés à leurs drapeaux par les liens de l'honneur. On craignait qu'ils ne se révoltassent à la seule idée de se séparer, et qu'il n'éclatât quelque guerre civile des plus terribles. Le conseil du roi usa donc de toutes les précautions que cette grande opération exigeait : de nombreuses troupes alliées se portèrent sur divers points, d'où elles pouvaient au besoin cerner l'armée française et empêcher qu'elle n'occupât tout le pays, ce qui l'aurait mise à même de donner la main aux divers corps qui étaient vers les Alpes et les Pyrénées. Mais le meilleur parti était de chercher à rompre l'unité de sentiments et de but qui régnait parmi ces cent mille hommes : on l'essaya. Quelques généraux se montrèrent disposés à se rapprocher des Bourbons; mais l'armée entière, cette armée qu'on trompait en lui parlant toujours de l'honneur national et en étalant à ses yeux tous les dehors du patriotisme, ne se montrait dévouée qu'à la patrie : elle ne cessait de se regarder comme le point de ralliement de tous les Français qui voulaient s'opposer aux sinistres projets des puissances alliées. Toutefois, le désir d'éviter à la France le plus grand des malheurs, celui d'allumer la guerre civile, avait déterminé les chefs et les soldats à jurer fidélité au roi et à la Charte; mais ils y mettaient les conditions que l'honneur prescrivait. Ces conditions étaient que nul Français ne serait proscrit ni privé de son rang, de ses

emplois civils ou militaires, et que l'armée française serait conservée dans l'état où elle se trouvait, tant que les étrangers resteraient en France.

Ces vœux furent érudés d'abord, et rejetés quelques jours après. Les puissances étrangères, redoutant encore l'esprit martial, les talents, la bravoure, l'expérience de ces vieux bataillons qui les battirent tant de fois, pressèrent leur décomposition, et trouvèrent dans le gouvernement, et dans tous ces émigrés que la gloire de nos armes offusquait, de grandes dispositions à seconder leurs vues humiliantes pour la France. Une ordonnance du roi prescrivit la formation d'une nouvelle armée, composée d'autant de légions d'infanterie que la France comptait encore de départements, de quarante-sept régiments de cavalerie, huit régiments d'artillerie à pied, quatre régiments d'artillerie à cheval, etc. Dès lors le sort de l'armée de la Loire ne fut plus un mystère.

Après l'avoir humiliée, cette armée toute française, on chercha à la décourager, et enfin on l'outragea. Quand ces cent mille hommes faisaient à la patrie le sacrifice de leur gloire, de leurs opinions; quand ils complétaient leur soumission en quittant les couleurs qui leur étaient si chères, pour arborer celle que les royalistes imposaient à la France, on osait donner le nom de *brigands* à ces hommes si résignés. Les soldats de la patrie, ceux-là même qui avaient versé leur sang pour la rendre puissante et glorieuse, furent appelés les *brigands de la Loire* par ces lâches partisans de l'absolutisme, qui secondaient de tous leurs moyens la dispersion de cette armée dont l'existence était un obstacle à leurs projets de domination. D'un autre côté, les alliés, à qui la France aurait semblé encore trop redoutable si les troupes de ligne se fussent rangées sous le drapeau blanc, demandaient aussi leur prompt licenciement. Les hommes de l'ancien régime et les ennemis de notre gloire s'unirent pour amener cette décomposition. La discipline, qui se maintenait dans l'armée de la Loire, était considérée comme un sujet de crainte : ne pouvant lui faire oublier ses devoirs militaires, on chercha à rendre cette armée odieuse en lui prêtant des projets sinistres.

Enfin, on tenta la dispersion et le licenciement des nobles débris de tous nos anciens corps; et cette tâche, que l'on regardait comme très-difficile à remplir, fut confiée à celui des maréchaux dont les grands services et le caractère loyal pouvaient seuls commander une obéissance pénible à des hommes aigris par les revers, et indignés de se voir signalés comme des bandits. Le maréchal Macdonald fut envoyé à Bourges pour opérer

cette décomposition. On regardait ce moment comme une crise. L'histoire nous apprendait que les plus grandes calamités avaient toujours désolé les villes et les campagnes toutes les fois qu'après de longues guerres les rois avaient licencié leurs armées : on s'attendait à une sanglante révolte ; car jamais on n'avait tenté le licenciement d'une armée aussi brave, aussi nombreuse, aussi pénétrée de l'affront qu'on lui faisait. Mais on ne connut dans ce moment suprême toute la différence qui existe entre des soldats pris dans le corps de la nation, et les anciennes bandes mercenaires composées de la lie de tous les peuples. L'armée de la Loire, toute civique, souscrivit à sa dispersion : ce fut sans doute avec douleur ; mais elle sut faire ce grand sacrifice à la patrie. Chaque soldat se sépara, en pleurant, de son drapeau, de ses frères d'armes, et se dévoua à la proscription plutôt que d'agiter les torches de la guerre civile. En un instant ces cent mille braves, qui avaient couvert l'Europe de leurs trophées, déposèrent le titre de héros pour reprendre celui de citoyen.

Des chefs, qui ne doutaient pas d'être voués à la proscription, et dont la tête allait peut-être répondre de l'enthousiasme du mois de mars, enthousiasme que tous les cœurs généreux avaient partagé, ne voulurent pas se soustraire au sort qui leur était réservé, dans la crainte de prolonger des déchirements que l'on aurait attribués à leur résistance.

« Laissez-nous, avaient-ils dit à leurs soldats, nous ne pouvons plus rien pour vous, ni pour notre patrie. Si le roi avait voulu nous opposer à ces cruels étrangers qui dévastent le royaume, lorsqu'on ne leur présente plus le combat, nous aurions volé, malgré notre petit nombre, au secours de nos places fortes, de Paris et du roi lui-même. Le roi juge sans doute aujourd'hui qu'à lui seul il peut plus pour le contemner et les renvoyer, qu'une armée dont il se défie. Il veut notre licenciement ; obéissons, puisqu'il s'agit d'ôter un prétexte au séjour, aux fureurs, au pillage d'un million d'ennemis. S'il y a pour plusieurs de vos chefs des dangers personnels à courir, il serait lâche à nous de nous aider de votre courage pour nous y soustraire. Réservez-vous pour la patrie et pour répondre à l'appel du roi, si notre dévouement, si notre soumission peuvent être utiles au salut du pays. »

Pénétrés d'admiration pour une abnégation si héroïque, nos ennemis mêmes vantèrent les vertus de ces soldats qu'ils n'auraient plus à combattre. Mais les hommes qui se disaient royalistes poursuivirent de leurs outrages ces guerriers patrio-

tes, auxquels il ne restait plus qu'un obscur refuge pour aller cacher leur gloire. Les journaux, soumis à la censure du gouvernement, annoncèrent le licenciement de l'armée française comme ils auraient annoncé une victoire remportée sur l'ennemi : il ne fut pas permis de donner un regret à cette armée ; mais on encourageait, on récompensait ceux qui la calomniaient !

Afin d'amener sans retard et sans troubles le licenciement de nos vieux régiments et de leurs chefs, les fonctionnaires qui agissaient au nom de Louis XVIII avaient solennellement promis que, conformément à la convention de Paris, aucune poursuite n'aurait lieu pour cause des entraînements du mois de mars. Mais à peine le gouvernement fut-il assuré de la soumission de l'armée de la Loire que les proscriptions commencèrent. Dix-neuf généraux ou officiers, accusés d'avoir abandonné le roi, avant le 25 mars, et de s'être emparés du pouvoir, furent aussitôt portés sur une liste dressée par la vengeance, pour être arrêtés et traduits devant des conseils de guerre, dont la France se couvrit en peu de temps. Parmi ces généraux, on remarquait : le maréchal Ney, Mouton-Duvernét, Bertrand, Drouot, Cambonne, Lavallette, Labédoyère, Lefèvre-Desnouettes, Grouchy, Clausel, Savary, les frères Lallemant, Drouet-d'Erlon, etc., etc.

Trente-huit autres généraux ou fonctionnaires de l'empire furent en même temps éloignés de leur domicile, et mis en surveillance dans des résidences déterminées par la police, en attendant que les chambres statuassent sur ceux qui devaient sortir du royaume ou être livrés à la poursuite des tribunaux. On trouve sur cette liste, dite des *trente-huit*, les noms du maréchal Soult ; des généraux Allix, Excelmans, Carnot, Lamarque, Vendamme, Dejean fils, de Regnault de Saint-Jean-d'Angely, d'Arnault, de Bory-Saint-Vincent, écrivains de mérite et anciens fonctionnaires. On y voit figurer jusqu'au secrétaire de Napoléon, Lelorgne-Dideville.

Enfin, par une autre ordonnance du même jour, 24 juillet, vingt-neuf membres de la chambre des pairs en furent exclus : les noms les plus glorieux figurent encore sur cette troisième liste ; on y compte cinq maréchaux : Ney, prince de la Moscowa ; Suchet, duc d'Albuféra ; Moncey, duc de Conégliano ; Mortier, duc de Trévise ; Lefebvre, duc de Dantzick ; les comtes Boissy-d'Anglas, de Ségur, etc., etc.

Ces trois listes fatales, sur lesquelles figurent tant de noms illustrés par de grands services et chers à la France, sont dressées par un ministère faible, qui viole la Charte, les conventions et les promesses pour complaire aux ennemis de la

France, il croit par là satisfaire aux exigences du parti ultra-royaliste, sans réfléchir qu'une fois la voie de l'arbitraire ouverte, chacun s'y précipitera pour assouvir les vengeances qu'il veut exercer contre les hommes d'une autre opinion. Et que pouvait-on opposer aux actes arbitraires des grands comme des petits fonctionnaires, qui arrivaient au pouvoir animés par les plus violents ressentiments ? La liberté de la presse, proclamée par une ordonnance du 20 juillet, était devenue dérisoire, puisque les feuilles périodiques restaient soumises à la censure d'une commission nommée par le gouvernement : cette commission, à Paris, et les préfets, dans les départements, restaient seuls les maîtres de la presse. Tous ces censeurs étaient sous l'influence des ministres, lesquels se trouvaient eux-mêmes sous celle de la cour et des princes, qui tous recevaient, dans cette déplorable circonstance, l'impulsion des puissances alliées. Qu'on ne s'étonne donc pas si aucune voix généreuse ne s'éleva dans ce moment pour déplorer l'humiliation de la France, les exigences de l'étranger, le délire furieux de ceux qui se disaient royalistes¹. Tous les bons Français étaient contristés; la plupart fuyaient dans les campagnes; quelques-uns même quittaient la France. L'opinion publique ne pouvait plus avoir d'organes : il fallut se taire. Mais ce silence n'était pas celui de l'approbation.

Et quel est le Français qui pouvait approuver la conduite des alliés, depuis qu'une convention, qu'ils ne prenaient pas la peine d'exécuter, leur avait ouvert les portes de Paris?

L'empereur de Russie, celui d'Autriche et le roi de Prusse, étaient accourus dans cette capitale, dès qu'ils avaient appris l'éloignement de l'armée française : ils y avaient fait leur entrée; mais ce n'était plus avec ce front ouvert qu'ils avaient en 1814. Ils se montraient très-réservés, et leurs égards pour Louis XVIII tenaient de la froideur de l'étiquette. Alexandre, qui croyait avoir de nouveaux griefs contre la France, à cause du traité préventif signé à Vienne pour s'opposer à un futur agrandissement de la Russie; Alexandre, dis-je, relevait avec aigreur les fautes du gouvernement, de la cour et du clergé : Wellington montrait tout l'orgueil qu'il avait puisé dans le succès de Waterloo, et s'étudiait à éluder la convention de Saint-Cloud : Blücher et ses Prussiens déploraient tout haut cette même convention, parce qu'elle arrêtait leur vengeance : leur colère s'exhalait partout où se présentait à leurs yeux

un des glorieux monuments de l'empire. Déjà ils avaient dégradé, sous les yeux du roi, l'arc de triomphe de la place du Carrousel : quelques jours après, ils voulurent faire sauter le pont de Jéna. Tout avait été disposé pour cet exploit de Vandale; trois fois ils mirent le feu à la poudre qui devait anéantir ce beau monument, et trois fois il avait résisté. On reprenait les travaux destructeurs lorsque l'indignation des Parisiens et un acte de condescendance du roi les firent cesser. Le nom du pont de Jéna lui fut ôté par une ordonnance royale, qui ordonnait qu'on l'appellerait désormais *pont des Invalides* : le nom glorieux d'*Austerlitz* fut aussi enlevé au pont du Jardin des Plantes et on lui substitua celui de *pont du Jardin du Roi*. Les Prussiens ne s'attaquèrent plus alors au pont des Invalides, ni les Autrichiens à celui du jardin des plantes; mais ils se concertèrent avec les Anglais, et les Hollandais pour faire le siège de nos musées.

Quelques villes de la Belgique ayant réclamé des tableaux dont leurs églises étaient ornées, leur demande fut accueillie par Wellington : des lors tous les souverains alliés, au mépris d'une convention positive, signée en leur nom par leurs généraux, firent entendre les mêmes réclamations, non-seulement pour ce qui leur avait appartenu, mais encore pour tout ce qui nous avait été cédé par les petits souverains de l'Italie, en compensation de territoires ou de contributions qui leur furent remis. La grande et sacrilège spoliation des musées fut décidée par Wellington, qui semblait avoir pris à tâche de détruire tout ce qui rappelait les exploits des armées de la république et de celles de Napoléon.

Vainement le savant Denon, directeur du musée de peinture et de sculpture, fit-il la plus noble résistance; vainement les Parisiens indignés voulurent-ils s'opposer à cette dévastation; le siège et le pillage de tous les précieux objets d'arts et de sciences réunis dans nos musées ou dans nos bibliothèques publiques fut consommé par les parjures signataires de la capitulation de Paris, sans que le faible roi de France ni ses ministres aient osé s'y opposer.

Avec quelle joie barbare les soldats des souverains alliés contre la France opérèrent cette spoliation! quelle ardeur ils mirent à dévaster nos monuments! quels cris de Vandales ils firent entendre en traînant le quadrigue des chevaux de Corinthe qui décorait l'arc de triomphe du Carrousel, et le lion de Saint-Marc, placé sur la fontaine des Invalides! « A la morne indignation des Parisiens, dit un historien témoin de ces scènes révoltantes, on eût cru que cette ville n'était peuplée que d'artistes. C'était surtout l'en-

¹ Ce fut un peu plus tard que parurent les premières *Mes-
sentances* de M. Casimir Delavigne, empreintes des scul-
ptures les plus généreuses et les plus patriotiques.

• lèvement des statues antiques, que nous avions
 • conquises à Rome et en Italie, qui excitait les
 • regrets les plus amers. L'Apollon de Belvédère
 • était pour nous comme un Capitole tout entier :
 • c'était un signe de la manière dont nous ve-
 • nions tout-à-l'heure de succéder aux vieux Ro-
 • mains. Les Français tiennent moins au plaisir
 • de vaincre qu'à l'orgueil de dominer. Ils sont
 • des conquêtes avec furie, et les cèdent avec une
 • sorte d'indifférence. Ce qui leur est le plus cher,
 • c'est d'en garder les trophées. Il fallait voir
 • partir le Laocoon, la Vénus de Médicis, tant
 • d'autres ouvrages antiques qui semblaient nous
 • donner les Grecs pour aïeux; puis les chefs-
 • d'œuvre de Raphaël, de Titien, de Paul Véro-
 • nèse, de Rubens, et tant de tableaux pré-
 • cieux. Les étrangers n'exemptèrent pas même
 du pillage le palais de leur propre allié Louis XVIII.
 C'est ainsi qu'ils rendirent la seconde restauration
 des Bourbons agréable aux Français !

Non contents de nous ravir les inimitables tré-
 sors renfermés dans le musée Napoléon, dans ce-
 lui d'histoire naturelle et dans nos bibliothèques,
 les soldats alliés dévastaient en même temps nos
 plus belles promenades : le bois de Boulogne, où
 campaient des Anglais, les Champs-Élysées, où
 étaient des Cosaques, ne présentaient plus que
 l'aspect désolant d'un désert, à la place de ces
 riants et majestueux ombrages où la population
 parisienne allait se délasser de ses travaux. Dans
 toute la circonférence de la capitale s'étendaient
 d'autres camps, dont l'aspect était loin de réjouir
 la vue des Français. Partout l'image de la guerre
 et de la conquête lorsque la guerre devait être fi-
 nie et la conquête impossible. Louis XVIII voyait,
 des fenêtres de son palais, les camps des Anglais
 et des Cosaques; mais comment oser témoigner de
 la peine en présence d'alliés qui lui avaient rendu
 l'éminent service de le replacer deux fois sur le
 trône de France? Les soldats étrangers lui étaient
 si nécessaires ! Les Bourbons savaient bien que,
 sans l'étranger, ils ne fussent jamais rentrés en
 France; que la France les repoussait eux et tous
 les hommes de Coblenz; qu'elle n'avait vu qu'avec
 répugnance le retour des émigrés, des Ven-
 déciens, des chouans, cortège obligé de leur dynas-
 tie : ils savaient, enfin, que la nation serait
 toujours prête à les rejeter de son sein, s'ils n'é-
 taient pas appuyés par les baïonnettes étrangères.
 Ainsi, pour régner sur les Français, les Bourbons
 étaient dans la nécessité de laisser dévaster et dé-
 vorer leur royaume par un million d'ennemis
 acharnés que Louis XVIII appelait ses *augustes*
alliés.

Pendant que ces alliés dévastaient ainsi la capi-
 tale de la France, et que de nouveaux flots de

Russes, d'Autrichiens, d'Allemands de tous les cer-
 cles débordaient tous les jours notre territoire
 par tous les points, bloquaient nos forteresses et
 ravageaient nos campagnes, non plus comme des
 armées disciplinées, mais comme des hordes de
 pillards, le faible gouvernement de Louis XVIII,
 dont l'action ne pouvait guère se faire sentir au
 milieu de tant de baïonnettes étrangères, appe-
 lait à son secours une nouvelle chambre des dé-
 putés, et reconstituait celle des pairs.

Pour former cette chambre des députés, on
 improvisa un système électoral qui eût pu passer
 pour libéral, si l'arbitraire laissé aux préfets dans
 la formation des listes ne l'eût rendu extrême-
 ment vicieux. Au lieu des quarante ans exigés
 par la Charte, on n'en demandait plus que vingt-
 cinq aux éligibles, pour pouvoir être élus, et on
 pouvait être électeur à vingt-un ans : c'était sans
 doute un pas fait dans la route des améliorations;
 mais, en même temps, le cens électoral et celui
 de l'éligibilité étaient conservés au taux fixé par
 la Charte : c'était toujours l'argent, et non le mé-
 rite ou les droits, qui faisait la base de ce sys-
 tème, au moyen duquel il n'y avait de représenté
 à la chambre que ceux qui payaient 500 fr. d'im-
 pôts directs, c'est-à-dire soixante mille individus
 sur 7 millions de citoyens. Le nombre des dé-
 putés était porté à trois cent quatre-vingt-dix-
 neuf, au lieu de deux cent cinquante-neuf. Le
 gouvernement espérait trouver dans la composi-
 tion de cette nouvelle chambre un renfort pour
 soutenir l'opinion royaliste : elle était destinée à
 remplir presque le rôle d'une assemblée consti-
 tuante, puisque l'ordonnance de convocation
 l'appelait à réviser un grand nombre d'articles
 de la Charte. Ainsi l'acte constitutionnel était me-
 nacé dans ses dispositions fondamentales.

Quant à la chambre des pairs, elle fut recon-
 stituée sur une nouvelle base, celle de l'hérédité
 dans la même famille, par ordre de primogéni-
 ture : le nombre des membres en fut aussi aug-
 menté de cinquante-huit. Vingt-neuf ayant été
 éliminés par l'ordonnance du 24 juillet, et six
 étant décédés depuis le 4 juin 1814, le roi en
 nomma quatre-vingt-treize nouveaux, tous pris
 dans les familles de cette noblesse fondée en par-
 tie sur des *illustrations* de cour. Ainsi, la cham-
 bre des pairs fut composée de deux cent dix mem-
 bres héréditaires. Les lettres-patentes devaient
 toutes porter collation d'un titre affecté à chaque
 pairie. C'étaient autant de concessions faites à
 cette aristocratie, que l'assemblée constituante, en
 1789, et la chambre des représentants, en 1815,
 avaient voulu détruire : tout annonçait que les
 libertés publiques consacrées par la Charte al-
 laient courir de grands dangers, et que le despo-

tisme ministériel remplacerait celui des rois.

Déjà, par une fausse interprétation de l'art. 44 de la Charte (article qui devait, plus tard, encourager les partisans du pouvoir absolu jusqu'au point de leur faire commettre les fautes les plus graves), le roi venait de prescrire la perception, à titre de réquisition de guerre, d'une contribution extraordinaire de cent millions, dont la répartition devait être définitivement arrêtée à la prochaine session des chambres.

Les élections se firent dans les circonstances les plus déplorables; non-seulement la France était en proie aux vexations des étrangers, mais elle l'était encore aux fureurs des royalistes du Midi, fanatisés par la présence du duc d'Angoulême et d'une foule d'agents royaux, tous animés d'un esprit de réaction propre à allumer le plus terrible incendie dans un pays où les esprits sont si inflammables.

Ce prince, après être resté long-temps à Puycerda, d'où il entretenait des relations avec les royalistes de Toulouse, de Montpellier, de Nîmes et de quelques autres villes, avait pu enfin rentrer en France par le département de l'Arriège, pays généralement patriote, et dans lequel le général Lafitte avait mis sur pied, pendant les cent jours, de nombreux bataillons composés de d'anciens soldats ou de jeunes gardes nationaux. La vallée de l'Arriège, défendue par ces bataillons et quelques troupes de ligne, ne s'était ouverte devant le duc d'Angoulême que lorsqu'on eut désespéré de la cause nationale sur tous les autres points. Cette longue résistance avait empêché ce prince de se rendre plus tôt à Toulouse, où les royalistes l'attendaient pour commencer la réaction contre tous ceux qui s'étaient montrés bonapartistes ou patriotes. Le duc d'Angoulême, entouré de quelques royalistes du pays de Foix, et escorté par un ignoble bataillon composé de contrebandiers et de miquelets de la frontière, traversa le département de l'Arriège, et se rendit à Toulouse pour y concerter les mesures à prendre contre les fonctionnaires et les fédérés du Midi. Sa présence déclama toutes les passions des royalistes et mit au jour leurs projets sanguinaires; elle fut un grand malheur pour les départements méridionaux: partout où ce prince et ses adhérents parurent, les fureurs de ce parti éclatèrent. Sûrs de l'impunité, ceux qu'on appela depuis les *jacobins blancs* se montrèrent les dignes successeurs des égorgeurs qui déshonorèrent notre grande révolution.

J'ai déjà parlé des massacres dont la ville de Marseille avait été le théâtre à la nouvelle de la déroute de Waterloo. Des mouvements royalistes avaient eu lieu, en même temps, dans quelques-

unes des principales villes du Midi; mais ils avaient été réprimés et contenus. Toutefois, les bourbonnistes, qui ne doutaient plus du succès de leur cause, s'étaient partout organisés et recrutés: le duc d'Angoulême les trouva prêts à agir. Mais au lieu d'imiter un parti qui n'avait pas voulu verser une seule goutte de sang durant le cours des cent jours, et qui venait de faire les plus grands sacrifices à la tranquillité intérieure de la France, les royalistes et le clergé du Midi se montrèrent implacables.

Et comme Louis XVIII et ses nouveaux ministres leur paraissaient trop modérés, ils se détachèrent ouvertement du roi et de son gouvernement, pour se dévouer à ce gouvernement occulte qui pesa si long-temps sur la France, et dont le chef était le propre frère du roi, le comte d'Artois, représenté, dans le Midi, par le duc et la duchesse d'Angoulême. La scission fut portée jusqu'au point de substituer les couleurs du comte d'Artois et de la duchesse sa belle-fille, c'est-à-dire la cocarde verte et amarante, à la cocarde blanche. Des corps de sicaires, qu'on habilla de vert (de là le nom de *verdets* sous lequel ils acquirent leur triste célébrité), furent levés pour seconder les vengeances de parti. Bientôt tout le Midi devint une terre de proscription pour les patriotes et les anciens militaires: les prisons se remplirent.¹

Ces royalistes, qui font consister leur fidélité au souverain légitime dans des persécutions illégales et des voies de fait contre quiconques'indigne de leurs excès; ces royalistes, dis-je, ont armé des satellites auxquels ils signalent les victimes. Le maréchal Brune, illustre par tant de beaux faits d'armes, respectable par ses mœurs douces et la loyauté de son caractère; Brune, qui venait de préserver Toulon des malheurs qu'aurait entraînés l'opposition d'une troupe irritée, tomba sous les coups des égorgeurs d'Avignon. Un maréchal de France y est assassiné en plein jour, aux yeux d'une population qui permet et encourage ce crime, et qui, même après la mort du vainqueur des Anglais, laisse son corps exposé aux plus grands outrages: on le mutilé, on le traîne dans la boue, on le jette dans le Rhône, on veut que les corbeaux se repaissent de ce cadavre: les Anglais l'eussent porté à Westminster.

¹ L'auteur de cet ouvrage, dont les principes et le patriotisme étaient trop connus pour ne pas lui attirer des persécutions, fut arrêté de nuit, dans son lit, et conduit à la prison de Toulouse, au milieu de quatre sous-officiers de gendarmerie et d'un détachement de verdets. Sa vie eût couru les plus grands dangers sans la protection que lui accordèrent les quatre sous-officiers. Il fut rendu à la liberté sur les instances du général Partoureaux et du préfet de l'Arriège, M. Chassepot de Chaplaine: il se fait un devoir de leur exprimer ici toute sa reconnaissance.

Ce grand coup des royalistes d'Avignon sert d'exemple aux royalistes des autres villes. Nîmes se signale par l'assassinat d'un grand nombre de militaires et de protestants. Là, les bandes d'égorgeurs sont organisées : elles ont des chefs éprouvés par d'horribles exploits. Ce ne sont plus des Français qui dominent dans ce pays, ce sont des cannibales; ils mutilent leurs victimes, ils promènent leurs têtes sanglantes, ils dansent autour des cadavres; et leurs femmes se mêlent à ces danses, elles confondent leur voix dans les cris d'une joie farouche qui font trembler tous ceux qui ne sont pas royalistes à la manière de ces monstres.

De Nîmes, les fureurs des royalistes se communiquent à Montpellier, à Toulouse; les habitants de ces belles contrées se laissent déshonorer par les excès d'un parti qui se montre à la fois féroce et cupide. Les royalistes ne font pas la guerre seulement aux hommes, ils la font aussi aux places; et pour avoir ces places, ils dénoncent, persécutent, emprisonnent les titulaires.

Toulouse avait pour commandant le général Ramel, investi de la confiance du roi, et ayant donné des gages de dévouement à la royauté : ce commandant paraissait trop modéré à ceux qui venaient d'organiser les verdets, non pour défendre l'indépendance nationale, mais pour exécuter les projets de la faction : aussi ce corps ne faisait-il que le service des sbires. Le général Ramel montra de la répugnance à commander à des gens que la garde nationale de Toulouse repoussait de ses rangs, il ne pouvait donc pas convenir aux chefs royalistes, qui le désignèrent à leurs satellites, et Ramel tomba sous leurs coups, en plein jour, comme devait tomber quelques jours après un autre commandant envoyé à Nîmes au nom du roi.

Par tous ces actes effroyables, les royalistes du midi prouvaient assez qu'ils obéissaient à d'autres ordres qu'à ceux de leur roi légitime, à une autre impulsion qu'à celle que ses ministres s'efforçaient de donner à son gouvernement. Il y avait donc scission complète entre ceux qui se disaient royalistes et leur roi, Louis XVIII; on parlait même de mettre à sa place le comte d'Artois.

Au milieu de cette sanglante anarchie, apparurent les Espagnols. Ferdinand VII qui, pendant et même après les cent-jours, n'avait osé faire paraître aucun de ses soldats sur la frontière française; qui avait laissé le duc d'Angoulême sans un seul bataillon espagnol pour le garantir d'une tentative d'enlèvement de la part de la garnison de Mont-Louis; Ferdinand VII crut devoir faire son invasion sur le territoire français, lorsque le drapeau des Bourbons flottait partout.

Un corps d'armée, sous les ordres du général Castanos, pénétra dans le département des Pyrénées-Orientales, non pas dans le but de se mesurer avec les soldats de Napoléon, qui n'existaient plus, mais bien dans celui d'occuper le Roussillon sans coup férir. On parlait alors du démembrement de la France : le parent et l'allié de Louis XVIII pensa que le Roussillon pourrait lui être laissé, s'il l'occupait : il y fit entrer ses troupes. Que s'il arrivait que la France ne fût pas démembrée, et qu'on se contentât de lui imposer de fortes contributions, Ferdinand se serait alors trouvé en mesure d'en réclamer sa part : il n'avait donc qu'à gagner en entrant en France.

Mais le duc d'Angoulême, qui s'était fait proclamer le *héros du Midi*, et qui en était, de fait, le roi absolu, trouva fort mauvais que son cousin envoyât ses soldats sur le territoire de sa domination : il courut à leur rencontre, non pour les combattre, mais pour entrer en arrangement. C'est une chose fort remarquable qu'aucun de ces bataillons de royalistes, aucune des bandes dont le Midi était infesté dans ce moment ne s'offrit pour aller repousser les Espagnols. Le duc d'Angoulême y fut donc seul. On ignore quelle convention fut signée entre lui et le général espagnol; mais, s'il faut en croire les bruits qui circulèrent alors, le duc d'Angoulême n'aurait obtenu l'évacuation du territoire français que moyennant une somme considérable, qu'il se serait engagé à payer au roi d'Espagne, et dont une partie fut comptée lors même de la signature de la convention. Ainsi, d'un côté, l'invasion de l'armée espagnole se serait terminée comme une expédition de flibustier, et de l'autre, par une grande facilité à donner l'argent de la France à celui qui venait lui donner le coup de pied de l'âne.

En m'exprimant ainsi je suis loin de vouloir mépriser la nation espagnole, qui a toute mon estime, et que je crois digne d'un meilleur sort que celui que Ferdinand lui réservait : je ne suis indigné que contre la conduite des alliés en général, et en particulier contre celle de Ferdinand VII, parce qu'il fit, ainsi que cela arrive souvent aux souverains absolus, le plus lâche emploi d'une armée de braves soldats.

Cependant le Midi continuait d'être en proie à tous les fléaux que les royalistes versaient sur ces malheureuses contrées : les bandes de Beaucaire et de Nîmes poursuivaient le cours de leurs sanglants exploits, sûres qu'elles étaient de l'impunité et même de la protection de ceux qui se disaient les commissaires du roi. Des militaires désarmés, des protestants inoffensifs, des femmes, des vieillards, des enfants étaient tombés par

centaines sous les coups de l'affreux *Trestaillons*, de *Truphemy*, de *Pointu* et de cent autres assassins qui ne laissaient passer aucun jour sans se signaler par des meurtres atroces, par l'incendie et le pillage de quelque maison. La plume se refuse à retracer les sanglantes orgies auxquelles ces misérables se livraient sous les yeux des magistrats et des autorités. Tout ce dont les hommes qui déshonorèrent les grandes journées de la révolution s'étaient rendus coupables, les royalistes de 1815 le renouvelèrent : rien ne manqua à cette horrible imitation, pas même le massacre des prisons. Le féroce Graffan, dit *Quatre-taillons*, égorga de sa main les prisonniers d'Uzès. Tous ces crimes se commettaient en plein jour, et c'était aux cris de *Vive le roi!* que s'exécutait cette Saint-Barthélemi en détail contre les protestants et les bonapartistes, contre les meilleurs citoyens du Gard.

Les chefs qui faisaient agir Trestaillons et ses nombreux complices avaient aussi médité l'assassinat d'un autre maréchal de France : mais l'illustre Masséna eut le bonheur d'échapper à leurs poignards, et en fut quitte pour une dénonciation furibonde portée contre lui devant la chambre de députés; dénonciation qu'il lui fut facile de combattre avantageusement.

Cette chambre, dont la composition causait au ministère, ainsi qu'à tous les bons Français, les plus vives alarmes, comptait un grand nombre d'hommes éclairés, ennemis éternels du régime constitutionnel, et partisans déclarés du pouvoir absolu. Quelques-uns de ces députés pensaient même que, pour soumettre et punir les Français, il fallait établir, en France, l'horrible inquisition, telle qu'elle existait en Espagne du temps des Torquemada et des Valdès; et si, arrivés à la chambre, ils n'osèrent pas faire une proposition que les despotes alliés eussent fortement désapprouvée, ils se dédommagèrent par l'établissement d'une *inquisition politique*.

Telles étaient les dispositions de la majorité des députés de 1815. Dès avant leur réunion, ces hommes qu'on aurait dit appartenir au treizième siècle se mirent en état d'hostilité contre les ministres, et principalement contre le président du conseil, Talleyrand, et le ministre de la police, Fouché, qui avaient fait de louables efforts pour contenir les fureurs des royalistes. Des pamphlets, dans lesquels on attaquait ces deux personnages de la manière la plus violente, étaient lancés journellement par le parti plus royaliste que le roi. Fouché, dont la position au conseil de Louis XVIII était des plus équivoques, ne pouvait plus s'y soutenir en présence d'une chambre ardente : il reçut sa démission vers la fin de sep-

tembre, et partit presque aussitôt pour aller remplir les fonctions d'ambassadeur du roi de France à la cour de Dresde, fonctions qu'il ne garda pas long-temps, ayant été frappé par la loi dite d'*amnistie*, promulguée dans le mois de janvier suivant. Ce grand coupable, dont tous les talents administratifs consistaient en un esprit d'intrigue qui l'avait mis à même de connaître tous les partis et leurs principaux chefs, qui fut, par sa perversité et la fausseté de son âme, en conspiration permanente contre tous les gouvernements qui l'employèrent, mourut quatre ans après, à Trieste, asile que lui avait accordé le cabinet autrichien. Vain, ambitieux et cupide, ce révolutionnaire, qui fut successivement jacobin, montagnard et thermidorien, et qui était devenu duc sous l'empire, a laissé une immense fortune et un nom détesté.

La disgrâce de Fouché fut le signal de la dissolution du ministère dont il faisait partie. M. de Talleyrand, chef de ce ministère, éprouvait, assure-t-on, des dégoûts de plus d'une espèce. En butte à la haine des royalistes, malgré les grands services qu'il avait rendus aux Bourbons, soit lors de leur première restauration, soit au congrès de Vienne, et prévoyant, d'après les exigences des souverains alliés, qu'il aurait à signer une paix déplorable qui le perdrait à jamais; M. de Talleyrand, dis-je, crut devoir donner sa démission, laissant à d'autres diplomates l'embarras de satisfaire les iniques prétentions de tous ces étrangers dont il avait lui-même provoqué la coalition contre la France. Les autres ministres se retirèrent en même temps devant une chambre de députés dont ils désespéraient de réfréner la violence.

Un nouveau ministère fut créé sous les auspices du duc de Richelieu. L'empereur de Russie devait à cet émigré français la prospérité de la ville naissante d'Odessa. M. de Richelieu était un homme loyal, ayant des vues bienfaisantes; on se flattait qu'il ferait protéger la France par le plus puissant des souverains alliés : ce fut dans cet espoir que le roi lui confia la place qu'occupait M. de Talleyrand dans le précédent conseil, c'est-à-dire le ministère des affaires étrangères et la présidence des ministres. On lui adjoignit le comte Barbé-Marbois, comme garde-des-sceaux, le comte Viennot-Vaublanc, comme ministre de l'intérieur : on rendit le ministère de la guerre au duc de Feltre; la marine fut confiée au vicomte Dubouchage; les finances, au Gênois Corvetto, et enfin la police à M. Decazes, qui en était préfet, et qui devait bientôt jouer un grand rôle. Tous ces ministres avaient donné, pendant les cent-jours, des gages de leur dévouement aux Bour-

bons ; mais tous n'étaient pas aussi royalistes que l'auraient voulu les nouveaux députés.

On avait jusqu'alors différé l'ouverture de la session de 1815 : quand le ministère fut assis, Louis XVIII ouvrit cette fameuse session, on recommandant aux nouveaux députés de ne jamais perdre de vue les bases fondamentales de la félicité de l'état, c'est-à-dire l'union franche et loyale des chambres avec le roi, et le respect pour la Charte constitutionnelle. « Cette Charte, » disait-il, que j'ai méditée avec soin avant de la » donner, à laquelle la réflexion m'attache tous » les jours davantage, que j'ai juré de maintenir, et à laquelle vous tous, à commencer par » ma famille, allez jurer d'obéir, est sans doute, » comme toutes les institutions humaines, susceptible de perfectionnement ; mais aucun de » nous ne doit oublier qu'auprès de l'avantage » d'améliorer est le danger d'innover... »

M. le comte d'Artois et les autres princes présents prononcèrent aussitôt un serment qu'ils n'avaient nullement l'intention de tenir. Les pairs, les députés jurèrent aussi ; mais la plupart d'entre eux n'engageaient leur foi que comme une formalité nécessaire avant d'être autorisés à développer les sentiments de haine et de vengeance qu'ils avaient voués à la partie éclairée de la nation. Personne ne fut la dupe de l'enthousiasme de circonstance avec lequel certains hommes, dont le nom était un objet d'effroi pour les amis des libertés publiques, prêtèrent serment d'obéir à la Charte constitutionnelle ; on savait ce que la France pouvait attendre d'eux.

On ne fut donc pas étonné de les voir débiter par la suspension de la liberté individuelle. Déjà la presse avait été enchaînée, et ce fut un grand malheur, car aucune voix généreuse ne put s'élever contre les massacres et le pillage organisés dans le département du Gard. La suspension de la liberté individuelle allait autoriser l'arrestation d'un grand nombre de citoyens, qu'il devenait facile d'accuser de crimes et de délits contre la personne et l'autorité du roi, contre les membres de la famille royale, et contre la sûreté de l'état ; car ces crimes ou délits sont si vagues, qu'on pouvait classer dans ces catégories jusqu'à la moindre expression de mécontentement. Aussi les prisons de toutes les villes se remplirent-elles bientôt de tout ce que la France possédait de bons citoyens. Ceux qu'on n'osait pas emprisonner, on pouvait, conformément à la même loi, les placer sous la surveillance de la haute police, et les envoyer, à cet effet, de l'une à l'autre extrémité de la France.

Cette loi, qui rappelait, en quelque sorte, celle des suspects, en eut, sous quelques rapports, les

mêmes résultats. Une sourde terreur régna aussitôt sur toute la France ; les délations se multiplièrent ; beaucoup de fonctionnaires royalistes, animés de haines politiques ou excités par des ressentiments personnels, s'érigèrent en inquisiteurs, et trouvèrent les moyens de découvrir beaucoup de petites conspirations, qui furent pour eux une source de récompenses. Ces conspirations, la plupart conçues ou provoquées par d'infâmes affidés de police, se multiplièrent à l'infini, et fournirent aux agents du pouvoir le prétexte qu'ils cherchaient pour justifier l'oppression des citoyens : elles donnèrent lieu à d'innombrables persécutions, qui furent long-temps, sur des motifs spécieux, exercées par la foule d'agents intermédiaires ou subalternes qui s'étaient emparés de tous les degrés des diverses juridictions.

Pour comble de malheur, plusieurs polices rivales étendirent à la fois leurs réseaux sur la France. L'une était celle du ministre à qui le roi avait confié la surveillance du royaume ; l'autre, celle du gouvernement occulte, dont le siège était dans cette aile du château des Tuileries appelée le *pavillon de Marsan* ; une troisième, plus perfide, plus générale encore, était celle que chaque royaliste croyait devoir exercer dans l'intérêt de son parti, et qui transformait en espions officieux une foule de gens qui eussent rougi d'être à la solde de la police, mais qui n'en étaient que plus dangereux par leur fanatisme.

Aux persécutions exercées sur les citoyens, sous l'égide de la loi suspensive de la liberté individuelle, le ministre de la guerre Clarke joignit les persécutions les plus révoltantes contre les militaires : ils furent rangés en catégories, en vertu d'un règlement émané de ce ministre, règlement qui établissait une commission d'enquête pour juger l'opinion de chaque officier. On les rangea en quatorze classes. Presque tous les généraux et officiers, qui tous avaient servi la patrie avec bravoure et distinction, et qu'on venait de renvoyer outrageusement, se trouvèrent soumis à d'humiliantes mesures de surveillance par ce même gouvernement qui venait de leur ôter leurs moyens d'existence. Cependant ils sacrifièrent leurs justes ressentiments à la tranquillité publique, et se contentèrent de gémir en silence ; car la moindre plainte exhalée, même dans le sein de l'amitié, pouvait être dénoncée comme séditieuse.

Les chambres venaient d'adopter une loi sur les cris séditieux, d'après laquelle toute personne coupable de cris, de discours, d'écrits, de provocations où se trouverait exprimée la menace d'un attentat contre le roi ou les personnes de sa famille, l'excitation à s'armer contre l'autorité royale, ou simplement la menace directe

ou indirecte de renverser le gouvernement, ou de changer l'ordre desuccessibilité au trône, alors même que ces tentatives n'auraient été liées à aucun complot, devait être punie de la déportation.

Ce fut en vain quo quelques députés sages s'élèverent avec force contre toutes ces dispositions arbitraires, contre toutes ces catégories, et cette longue et confuse nomenclature de délits politiques; leurs voix généreuses furent couvertes par les clameurs de leurs nombreux adversaires, et toutes ces terribles lois de circonstance furent votées à une forte majorité; majorité avide de vengeance et de proscriptions, qui accordait aux ministres toujours plus qu'ils ne demandaient, quand ils se présentaient avec des projets de loi contraires aux dispositions de la Charte et destructifs des libertés publiques.

La chambre des députés était ainsi parvenue à semer la terreur dans toute la France. Partout les bons citoyens, les anciens militaires se trouvaient en butte aux persécutions de la police et des autorités; partout les royalistes exerçaient les plus atroces vengeance. Un député courageux, M. Voyer-d'Argenson, osa demander une enquête sur l'état de la nation et sur les scènes sanglantes dont le midi de la France était le théâtre. Mais une majorité considérable se montra irritée d'une proposition qui eût mis au grand jour tant de crimes qu'elle voulait couvrir d'un voile impénétrable, et demanda même le rappel à l'ordre de celui qui avait fait entendre le cri de l'humanité. Ce rappel à l'ordre fut prononcé par une assemblée furibonde, dont plus d'un de ses membres était fortement intéressé à s'opposer à toute enquête sur les excès des royalistes.

Les effets de cette déplorable séance ne tardèrent pas à se faire sentir à Nîmes, où le duc d'Angoulême et le général Lagarde étaient parvenus à suspendre le cours des barbares persécutions exercées contre les protestants, en faisant arrêter Trestaillons et quelques-uns de ses complices. Une horrible fermentation se manifesta parmi les volontaires royaux le jour où le temple des protestants devait se rouvrir : en vain le général Lagarde voulut-il faire protéger la liberté des cultes et exécuter les lois; les assassins se portent en foule vers le temple, y pénétrèrent en armes, et tombent sur les protestants, dont ils firent une nouvelle boucherie. Le général accourt pour rétablir l'ordre; mais il fut lui-même entouré par les brigands, dont l'un, nommé Boissin, sergent dans la garde nationale, l'ajusta de son pistolet et le blessa dangereusement. La foule applaudit à ce crime, et ouvrit un libre passage au meurtrier, qui n'éprouva d'autre regret que

celui de ne pas avoir tué le généreux protecteur des protestants.

Plus tard, pendant que les conseils de guerre et les tribunaux du département du Gard continuaient à sévir contre des citoyens accusés de bonapartisme, la cour d'assises acquitta l'horrible Trestaillons : il rentra en triomphe dans une ville qu'il avait livrée aux furies. Boissin, l'assassin du général Lagarde, fut aussi acquitté par des juges qui osèrent prononcer que cet attentat avait été commis *dans un cas de légitime défense*. Par l'effet de ces monstrueuses impunités, Trestaillons, Truphemy, Boissin, Quatretraiillons et leurs semblables continuèrent de témoigner en justice quand il s'agissait d'appliquer toute la sévérité des lois de circonstance à des hommes échappés à leurs poignards.

Les assassinats de Nîmes ne cessèrent totalement, et le département du Gard ne respira que lorsque M. Lainé, arrivé au ministère de l'intérieur, prit le parti, après avoir fait de louables mais vains efforts pour dompter l'esprit forcené qui s'était emparé de tant de royalistes ardents, de licencier la garde nationale de cette ville, et d'y envoyer un préfet dont la modération ramena le calme dans ce malheureux pays.

Tout cela se passait dans les départements du midi pendant qu'à Paris se négociait le traité de paix que les despotes alliés allaient imposer au gouvernement des Bourbons, après avoir exigé le licenciement de notre vieille armée.

Ce que les alliés avaient exécuté ou tenté d'exécuter au mépris de la convention de Saint-Cloud n'annonçait que trop quelles seraient leurs exigences. Violant sans pudeur des promesses faites solennellement, oubliant, après l'occupation de nos places et de nos départements, les proclamations dans lesquelles ils s'annonçaient comme des libérateurs désintéressés, comme des auxiliaires dont les forces ne devaient agir que contre l'homme qu'ils avaient si imprudemment placé aux portes de la France; les souverains alliés trompant le peuple français, comme ils avaient trompé les espérances de tous les autres peuples, se présentaient avec un nouveau traité par lequel la France se voyait condamnée aux plus humiliants sacrifices et à d'énormes contributions.

Avant de se retirer, M. de Talleyrand avait admis la base d'un dédommagement à payer aux alliés, pour les indemniser de l'armement dispendieux qu'ils avaient fait contre Napoléon; mais on n'avait pu s'accorder sur la somme, et c'était là ce qu'il fallait débattre. Afin d'obtenir beaucoup, l'Autriche et la Prusse, gonflées des dépouilles que le congrès de Vienne leur avait données, élevaient des prétentions, la première

sur l'Alsace et la Lorraine; la seconde sur une nouvelle frontière depuis les places de Condé et de Philippoville, jusqu'aux forts de Joux et de l'Écluse. Toutefois, ces prétentions ne furent pas annoncées officiellement, parce qu'on était sûr que la Russie et l'Angleterre s'y opposeraient; mais on en parla et on les mit en avant comme un épouvantail propre à faire souscrire à toutes les autres conditions qu'on osait nous imposer.

L'Autriche s'adressa alors aux puissances secondaires. Il fut tracé une carte qui rognait la France sur presque tous les points de sa frontière du nord et de l'est. Il s'agissait en outre de raser les fortifications d'Huningue et même de Strasbourg. Ces conditions si dures, si cruelles, excitèrent de vives réclamations; peu s'en fallut que l'on ne donnât des ordres pour réunir ce qui restait encore sous les drapeaux de vieux soldats de l'armée de la Loire, qu'on ne fit un appel aux Vendéens, et qu'une nouvelle guerre n'éclatât entre la France indignée et les puissances parjures. Mais les Bourbons ne se sentirent pas le courage de courir cette chance honorable : Louis XVIII préféra solliciter l'intervention d'Alexandre, et l'Autriche fut obligée de se modérer.

Les demandes furent réduites à cinq points : 1° une cession de territoire, comprenant les places de Condé, Philippeville, Marienbourg, Givet et Charlemont; Sarre-Louis, Landau et les forts de Joux et de l'Écluse; la cession d'une partie du pays de Gex à la Suisse; 2° la démolition des fortifications d'Huningue; 3° le paiement d'une indemnité de 800 millions; 4° le département du Mont-Blanc, restitué au roi de Sardaigne; 5° l'occupation, pendant sept ans, d'une ligne le long des frontières par une armée de cent cinquante mille hommes aux frais de la France. Telles étaient les conditions adoucies que les propres alliés de Louis XVIII, ceux qui venaient de le replacer sur le trône, lui imposaient pour l'y soutenir. Qu'on ajoute à ces demandes la spoliation de nos musées, dont la valeur en objets d'art était au-dessus de toute estimation possible, puis le licenciement de notre brave armée, et l'on aura une juste idée des sacrifices exigés de la France pour lui rendre une dynastie qu'elle avait expulsée deux fois et un gouvernement qui ne pouvait convenir à un peuple dont les idées avaient fait tant de progrès depuis le renversement de l'ancien régime.

Tout autre souverain que Louis XVIII eût formellement refusé de souscrire à ces honteuses conditions; mais ni lui, ni aucun des princes de sa famille n'eurent l'idée de faire un appel à la nation. Leurs ministres pensèrent qu'une guerre nationale serait funeste à la dynastie dite légitime, et

préférèrent signer l'humiliation de la France plutôt que d'imiter l'exemple récent que les Espagnols venaient de donner au monde. Tout ce qu'ils obtinrent de la *magnanimité* des alliés de Louis XVIII fut une réduction de cent millions de contributions, la conservation des fortifications de Strasbourg, celle des places de Condé, Givet et Charlemont, et la réduction de la durée de l'occupation à cinq années au lieu de sept exigées par les alliés.

Le sacrifice fut consommé le 20 novembre, jour où les ministres de Louis XVIII signèrent le traité le plus désastreux de tous les traités désastreux dont les annales de la monarchie française offrent la nomenclature, depuis celui de Brétigny, en 1762. Les conditions acceptées par Louis XV, lorsque, avili par ses vices, et ayant avili la nation sur laquelle il laissait régner des courtisanes, il se soumit, après Rosbach, à tout ce qu'on exigea, furent moins ignominieuses. Quelle différence entre les traités de Campo-Formio et de Tilsitt, et les traités de Paris!

Celui du 50 mai 1814 avait déjà ôté à la France ses limites naturelles, si chèrement achetées, pour la réduire aux seules provinces qu'elle possédait avant la révolution. Par celui du 20 novembre 1815, nous venions de perdre plusieurs cantons importants, dans lesquels se trouvaient tout le duché de Bouillon, les places fortes de Philippeville, Marienbourg, Sarre-Louis, Landau. Une partie du pays de Gex était cédée à la Suisse. La partie du département du Mont-Blanc restée à la France en vertu du traité de 1814 était remise au roi de Sardaigne, à qui la France transférait aussi sa haute suzeraineté sur la principauté de Monaco. Les pertes qui dérivent de ces démembrements s'élevaient à vingt lieues carrées, peuplées de cinq cent trente-quatre mille âmes, dont vingt-sept mille sont distraites du département du Nord; soixante-dix-huit mille des Ardennes; deux cent vingt-deux mille de la Moselle; vingt-sept mille du Bas-Rhin, et cent quatre-vingt mille du Mont-Blanc.

Les fortifications d'Huningue, que le général Barbanègre et une poignée de braves venaient de défendre si honorablement, devaient être démolies, et le gouvernement français ne pouvait les rétablir dans aucun temps, ni les remplacer par d'autres fortifications, à une distance moindre qu'à trois lieues de Bâle. La neutralité de la Suisse devait s'étendre sur une partie de la Savoie. De cette manière l'Alsace restait ouverte, et on quelque sorte démantelée.

La France devait payer aux alliés la somme énorme de sept cent millions, laquelle serait acquittée, par jour et par portions égales, pendant cinq années. On permettait cependant au gouver-

nement français de se libérer plus tôt, si cela pouvait lui convenir.

Un corps de troupes alliées, fixé à cent cinquante mille hommes, devait occuper des positions militaires le long des frontières de la France, depuis le Pas-de-Calais jusqu'à la Suisse. Nonobstant cette occupation, la France ne pouvait entretenir, dans les vingt-six places enclavées dans le territoire occupé, que de très-faibles garnisons, dont le total ne pouvait dépasser vingt-deux mille sept cents hommes.

Les cent cinquante mille hommes de l'armée d'occupation devaient être entretenus aux frais du gouvernement français. Les puissances alliées portèrent leur sollicitude pour ces cent cinquante mille soldats jusqu'à exiger que les rations fussent plus fortes que celles délivrées aux soldats français, et que tout leur fût fourni en nature.

Quant à la solde, l'équipement, l'habillement et autres accessoires, le gouvernement français était obligé de les acquitter en argent, moyennant un abonnement de cinquante millions par an, payables de mois en mois. Les draps pour l'habillement des troupes alliées devaient être fournis par l'Angleterre, et l'habillement ne pouvait pas même être confectionné par des ouvriers français.

Il fallut reconnaître et payer les dettes contractées par le gouvernement français envers des particuliers, communes ou établissements compris dans les vastes contrées qui nous avaient été ravies, et s'en remettre, à cet égard, à une liquidation confiée aux étrangers.

Enfin, il fallut s'engager à indemniser les sujets porteurs de vieilles créances frappées plusieurs fois de déchéance par de justes motifs.

Jamais on ne vit de si criantes extorsions, un si grand abus de la force. Et ce sont ceux qui se disent les alliés du roi Louis XVIII, les restaurateurs de la dynastie bourbonnienne, les signataires des proclamations de Malplaquet et d'Heidelberg, qui imposent à la France désarmée ces humiliantes conditions!

Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'en agissant ainsi les puissances alliées cherchaient à assurer la tranquillité de l'Europe. Celui qui seul pouvait troubler cette tranquillité était alors confiné à deux mille lieues de l'Europe, sur l'humide rocher de Sainte-Hélène, où sa tombe était marquée par avance. En abaissant la France, en la ruinant, en la dévastant, les souverains coalisés cédaient trop visiblement à leur vieille jalousie, à des sentiments de haine, à de vils motifs de cupidité. Que ces souverains n'oublient pas qu'en consacrant toutes les iniquités du congrès de Vienne et des deux traités de Paris, ils ont semé

des germes de discorde sur toute la surface de l'Europe, et que, tôt ou tard, les Français tireront une éclatante vengeance des outrages qui leur ont été prodigués dans ces deux invasions.

CHAPITRE II.

Traité dit de la Sainte-Alliance. — Actes de la chambre des députés. — Etablissement des cours prévôtales. — Mise en jugement du maréchal Ney. — Sa condamnation et sa mort. — Mort de Joachim Murat. — La chambre des députés est qualifiée de CHAMBRE ARDENTE. — Division dans la ministère. — Loi dite d'amnistie. — Les anciens militaires sont placés dans d'humiliantes catégories. — Assassins du maréchal Brune, des généraux Lagarde et Ramel. — Lois contre les régicides. — Fureurs de la faction ultra-royaliste. — Désorganisations de l'Institut, de l'Ecole Polytechnique. Budgets et arriéré. — Réflexions sur la chambre de 1815. — Conspiration de Grenoble.

Les cabinets de Vienne, de Londres, de Prusse et de Russie, étaient tellement convaincus qu'ils préparaient de nouvelles révolutions et de nouvelles guerres, qu'aussitôt après avoir signé le traité avec la France, ils en signèrent un entre eux, confirmatif de celui de Chaumont du 4^r mars 1814 et de celui de Vienne du 25 mars 1815, dont ils renouvelèrent toutes les stipulations offensives et défensives, à l'effet d'assurer, par la force, l'ordre de choses qu'ils venaient de rétablir en France. Ainsi les Metternich, les Castlereagh, les Capod'Istria, les Hardenberg, s'établissaient les dictateurs des nations.

Le traité entre les quatre grandes puissances coalisées contre la France avait été précédé par un autre acte qui semblait donner à la diplomatie une direction toute nouvelle. Cet acte extraordinaire fut le fameux traité, dit la *sainte alliance*, signé le 26 septembre 1815, par l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, et tenu secret pendant près de trois mois. En voici le contenu :

« Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité,
 » LL.MM. l'empereur d'Autriche, le roi de
 » Prusse et l'empereur de Russie, par suite des
 » grands événements qui ont signalé en Europe le
 » cours des trois dernières années, et principale-
 » ment des bienfaits qu'il a plu à la divine Provi-
 » dence de répandre sur les états dont les gouver-
 » nements ont placé leur confiance et leur espoir
 » en elle seule; ayant acquis la conviction in-
 » time qu'il est nécessaire d'asseoir la marche à
 » adopter par les puissances dans leurs rapports
 » mutuels sur les vérités sublimes que nous en-
 » seigne l'éternelle religion du Dieu sauveur;
 » Déclarons solennellement que le présent acte
 » n'a pour objet que de manifester à la face de

• l'univers leur détermination inébranlable, de
 • ne prendre pour règle de leur conduite, soit
 • dans l'administration de leurs états respectifs,
 • soit dans leurs relations politiques avec tout
 • autre gouvernement, que les préceptes de
 • cette religion sainte, préceptes de justice, de
 • charité et de paix, qui, loin d'être unique-
 • ment applicables à la vie privée, doivent au-
 • contraire influencer directement sur les réso-
 • lutions des princes, et guider toutes leurs dé-
 • marches, comme étant le seul moyen de con-
 • solider les institutions humaines et de remédier
 • à leurs imperfections.

• En conséquence LL. MM. sont convenues des
 • articles suivants :

• **ARTICLE PREMIER.** Conformément aux pa-
 • roles des saintes Écritures, qui ordonnent à tous
 • les hommes de se regarder comme frères, les
 • trois monarques contractants demeureront unis
 • par les liens d'une fraternité véritable et indis-
 • soluble; et, se considérant comme compatriotes,
 • ils se prêteront, en toute occasion et en tout
 • lieu, assistance, aide et secours; se considérant
 • envers leurs sujets et leurs armées, comme pères
 • de famille, ils les dirigeront dans le même es-
 • prit de fraternité dont ils sont animés, pour
 • protéger la religion, la paix et la justice.

• **ART. 2.** En conséquence, le seul principe
 • en vigueur, soit entre lesdits gouvernements,
 • soit entre leurs sujets, sera celui de se rendre
 • réciproquement service; de se témoigner, par
 • une bienveillance inaltérable, l'affection mu-
 • tuelle dont ils doivent être animés, de ne se
 • considérer tous que comme membres d'une
 • même nation chrétienne, les trois princes alliés
 • ne s'envisageant eux-mêmes que comme délé-
 • gués par la Providence pour gouverner trois
 • branches d'une même famille, savoir : l'Au-
 • triche, la Prusse et la Russie; confessant ainsi
 • que la nation chrétienne, dont eux et leurs peu-
 • ples font partie, n'a réellement d'autre souve-
 • rain que celui à qui seul appartient en propriété
 • la puissance, parce qu'en lui seul se trouvent
 • tous les trésors de l'amour, de la science et de
 • la sagesse influie, c'est-à-dire Dieu, notre divin
 • Sauveur Jésus-Christ, le Verbe du Très-Haut,
 • la parole de vie. LL. MM. recommandent en
 • conséquence, avec la plus tendre sollicitude, à
 • leurs peuples, comme unique moyen de jouir
 • de cette paix qui naît de la bonne conscience,
 • et qui seule est durable, de se fortifier chaque
 • jour davantage dans les principes et l'exercice
 • des devoirs que le divin Sauveur a enseignés aux
 • hommes.

• **ART. 3.** Toutes les puissances qui voudront
 • solennellement avouer les principes sacrés qui

• ont dicté le présent acte, et reconnaîtront com-
 • bien il est important au bonheur des nations
 • trop long-temps agitées, que ces vérités exercent
 • désormais sur les destinées humaines toute l'in-
 • fluence qui leur appartient, seront reçues avec
 • autant d'empressement que d'affection dans
 • cette sainte alliance.

• Fait triple, et signé à Paris, l'an de grâce 1815
 • (26 septembre).

• Signé : FRANÇOIS, FRÉDÉRIC-GUILLAUME,
 • ALEXANDRE. »

Ce traité, dont l'empereur Alexandre conçut
 le projet en voyant se réveiller les idées de li-
 berté comprimées pendant quinze ans, fut d'a-
 bord une énigme pour le vulgaire. En lisant ces
 phrases si religieusement sentimentales, les uns
 crurent y voir une alliance secrète contre la Tur-
 quie; d'autres eurent la bonhomie de croire que
 les monarques chrétiens se réunissaient, par un
 lien sacré, pour le bien des peuples et le triom-
 pli de l'humanité. Mais on ne tarda pas à se con-
 vaincre que la déclaration de la sainte alliance
 menaçait les droits et les libertés de tous les peu-
 ples : l'on fût même jusqu'à prévoir que cette
 sainte alliance ne serait ni moins pernicieuse, ni
 moins fatale que ne le fut, surtout à la France, la
 sainte ligue, excitée et fomentée par le pape et le
 roi catholique.

Dès leurs premiers succès dans la Saxe, les ca-
 binets de Londres, de Vienne, de Saint-Péters-
 bourg, s'étaient arrogés une haute juridiction sur
 tous les états : afin de voiler leurs desseins insi-
 dieux, ils ne cessaient de dire aux peuples :
 « L'Europe demande, l'état social réclame, la
 • sécurité des gouvernements exige de vous les
 • plus nobles efforts; il faut rétablir l'ordre sur
 • les bases antiques; dès que nous serons remou-
 • tés à ce degré de puissance d'où nous fit descen-
 • dre l'ennemi du repos public, nous nous occu-
 • perons de votre félicité : nous vous rendrons
 • libres; nous assurerons vos droits naturels,
 • droits légitimes comme les nôtres; oui, nous
 • avons entendu les vœux universels, et nous con-
 • naissons les besoins du siècle. »

Mais après le triomphe acheté par le sang des
 peuples qui se sacrifièrent pour l'affermissement
 des trônes, ces peuples ne tardèrent pas à s'aper-
 cevoir que les intérêts de l'humanité n'étaient en-
 trés pour rien dans les motifs de la confédération
 contre Napoléon, et que le seul avantage qu'ils
 eussent recueilli de leurs efforts se bornait à se re-
 trouver opprimés par leurs anciens maîtres.

De leur côté, les souverains ne pouvaient pas
 se dissimuler que les actes du congrès de Vienne
 n'eussent blessé la fierté des peuples, en brisant
 leur indépendance nationale; or, ils devaient

craindre que ces masses qui avaient pris si généreusement les armes, parce qu'on leur promettait de leur donner des constitutions libérales, ne vinssent à réclamer tumultueusement et les armes à la main, l'exécution de ces promesses fallacieuses. Ce fut donc pour se donner une garantie mutuelle contre les peuples, que les trois monarques du nord signèrent ce fameux contrat d'assurance.

La plupart des autres souverains de l'Europe ne tardèrent pas d'accéder à cette sainte alliance : Louis XVIII y donna aussi son adhésion ; mais l'Angleterre, à qui toute cette mysticité de rédaction donna de l'ombrage, refusa d'y prendre part.

Pendant que les souverains étrangers se liguèrent ainsi contre les peuples et contre les idées généreuses, la chambre des députés des départements, instituée pour défendre les libertés publiques contre les empiétements du pouvoir, offrait le spectacle déplorable d'une aristocratie prête à détruire la charte entière, et à rétablir le pouvoir absolu avec tout son cortège d'abus. Chose étrange et que la postérité aura peine à croire, les ministres du roi, le roi lui-même, les despotes alliés étaient forcés de prendre sous leur protection cette charte déjà mutilée, et de la défendre contre une assemblée qui se disait envoyée par le peuple. La majorité de cette assemblée déplorait de se voir condamnée à prononcer ce mot de charte qui lui inspirait tant d'horreur ; mais elle ne désespérait pas de pouvoir disposer de ce cadre pour y faire entrer, de gré ou de force, un gouvernement enté sur les vieux préjugés.

Cette majorité, composée d'hommes aussi fiers et vindicatifs qu'ils étaient absurdes, affectait de dédaigner tout ce qu'elle ignorait, et ne trouvait d'autre moyen de masquer sa faiblesse à la tribune qu'en y faisant retentir les cris de la persécution. La partie la plus impétueuse de cette majorité se rangeait sous le drapeau de M. de Labourdonnaye, orateur emporté qui employait trop souvent les mots d'honneur et de loyauté dans des discours véhéments et des propositions effroyables : elle recevait l'impulsion du pavillon de Marsan. L'autre partie, moins violente dans ses discours et plus familiarisée avec les formes parlementaires, se ralliait autour de M. de Villèle : aussi ennemie des principes libéraux que l'était la troupe indisciplinée de M. de Labourdonnaye, elle feignait parfois de défendre la charte : le but de ces deux sections de la chambre était néanmoins le même, la destruction de ce pacte fondamental ; mais les uns voulaient le faire brusquement et tout à la fois, tandis que les

autres se flattaient de l'opérer sans violence et par fractions.

Au milieu de tous ces députés si impopulaires se montrait une courageuse mais faible minorité constitutionnelle, dont tous les efforts et tout le talent échouaient presque toujours contre la volonté de ceux qu'elle essayait de modérer. Cette minorité comptait dans ses rangs des orateurs tels que de Serre et Royer-Collard ; elle soutenait parfois le ministère, et se consolait de ses défaites par des succès de tribune, qui leur valaient quelque popularité.

Cependant cette majorité si royaliste ne tarda pas à se mettre en opposition directe avec la volonté présumée du roi ; et, après avoir obtenu d'un ministère pusillanime la loi sur la suspension de la liberté individuelle, celle sur les cris séditieux, et toutes leurs conséquences, elle attaqua ce même ministère, qui semblait reculer devant tant d'exigences : changeant aussitôt de rôle, elle demanda la liberté de la presse périodique, afin de pouvoir s'en servir contre les ministres dont la censure arrêta quelquefois sa marche hostile envers la nation.

N'ayant pu obtenir cette liberté de la presse, dont elle se proposait de faire un si mauvais usage, la chambre s'en vengea sur la France en votant l'établissement des cours prévôtales, sinistre complément des lois rigoureuses qu'elle venait de sanctionner, débris honteux et décriés de l'ancien régime. La majorité des députés ne craignit pas de donner à cinq juges civils, présidés par un militaire, l'odieux pouvoir de juger sur l'heure et sans appel les séditions flagrantes. C'était mettre à la merci de ces cours la tranquillité, l'honneur, la vie des citoyens. En vain de Serre et Royer-Collard s'élevèrent-ils contre ces terribles moyens ; en vain Camille Jordan signala-t-il les cours prévôtales comme des tribunaux de sang : la voix de l'humanité fut étouffée sous les clameurs des royalistes, et les juridictions du moyen-âge furent adoptées avec enthousiasme par une majorité en délire.

Pendant que la chambre des députés dotait la France contristée du fléau des cours prévôtales qui allaient bientôt surpasser, en rigueurs tout ce qu'une juste défiance en faisait craindre, la chambre des pairs, transformée en cour criminelle, procédait au jugement du *brave des braves*. L'illustre Noy, le héros de la Moscowa, lâchement livré aux satellites des royalistes, avait été traduit, par une ordonnance royale, devant un conseil de guerre, pour y être jugé sur le crime de trahison envers le gouvernement légitime. Mais ce conseil de guerre, qu'on voulait faire présider par le loyal maréchal Moncey, se dé-

clara incompetent, et le malheureux Ney fut renvoyé devant la chambre des pairs, c'est-à-dire devant ses plus implacables ennemis.

L'histoire doit conserver comme un monument précieux la lettre que le maréchal Moncey écrivit, dans cette circonstance délicate, au roi Louis XVIII : trop de Français se sont montrés à cette triste époque, avides de vengeance et de punitions, pour qu'on ne se sente pas le besoin d'opposer à cette conduite déplorable celle que tint l'illustre capitaine qui refusa si noblement les terribles fonctions qui lui étaient imposées.

« Placé dans la cruelle alternative de désobéir à votre majesté, ou de manquer à ma conscience, disait le maréchal Moncey, j'ai dû m'en expliquer à Votre Majesté; je n'entre point dans la question de savoir si le maréchal Ney est innocent ou coupable. Ah! sire, si ceux qui dirigent vos conseils ne voulaient que le bien de Votre Majesté, ils lui diraient que jamais l'échafaud ne lit d'amis; croient-ils donc que la mort soit si redoutable pour ceux qui la bravèrent si souvent? Ce fut au passage de la Bérésina, sire, c'est dans cette malheureuse catastrophe que Ney sauva les débris de l'armée. J'y avais des parents, des amis, des soldats, enfin, qui sont les amis de leurs chefs, et j'enverrais à la mort celui à qui tant de Français doivent la vie, tant de familles leurs fils, leurs époux et leurs parents! Non, sire, s'il ne m'est pas permis de sauver mon pays ni ma propre existence, je sauverai du moins l'honneur; et s'il me reste un regret, c'est d'avoir trop vécu, puisque je survais à la gloire de ma patrie. Quel est, je ne dis pas le maréchal, mais l'homme d'honneur qui ne sera pas forcé de regretter de n'avoir pas trouvé la mort aux champs de Waterloo? Ah! peut-être, si le malheureux Ney avait fait là ce qu'il a fait tant de fois ailleurs, peut-être ne serait-il pas traîné devant une commission militaire; peut-être que ceux qui demandent aujourd'hui sa mort imploreraient sa protection. Excusez, sire, la franchise d'un vieux soldat qui, toujours éloigné des intrigues, n'a connu que son métier et la patrie. Il a cru que la même voix qui avait blâmé les guerres d'Espagne et de Russie, pouvait aussi parler le langage de la vérité au meilleur des rois, au père de ses sujets. Je ne dissimule pas qu'auprès de tout autre monarque ma démarche aurait été dangereuse; je ne dissimule pas non plus qu'elle peut m'attirer la haine des courtisans; mais si, en descendant dans la tombe, je puis avec un de vos aïeux m'écrier : *tout est perdu hormis l'honneur*, alors je mourrai content. »

Quelque touchante que fût cette lettre, elle ne put détourner le coup qui devait frapper le plus intrépide des généraux enfantés par la révolution. La cour des pairs ne recula point devant l'idée d'envoyer à l'échafaud le héros que le plomb de l'ennemi avait respecté sur tant de champs de bataille. Ses juges, se flattant de venger le passé, de rassurer le présent, et d'influer par la mort du plus vaillant des guerriers sur les destinées de l'état, ne craignirent pas d'assumer sur leur tête toute la responsabilité d'une pareille condamnation.

Ney fut donc traduit devant cette chambre, réunie en haute cour. Là, le héros français est accusé par le procureur-général Bellard, avec une véhémence digne de l'époque. On lui fait un crime de s'être laissé entraîné par ses soldats vers le chef qui les avait si souvent conduits à la victoire; et des officiers qui ont partagé sa défection déposent contre lui. Parmi ces témoins paraît le général Bourmont, le transfuge de Waterloo; Ney s'était déclaré la caution de la conduite de ce Vendéen; Bourmont déserte les rangs où Ney l'avait fait placer, et rentre en France pour aller accabler, par sa déposition, l'illustre victime désignée dans l'ordonnance du 24 juillet. Ce grand procès, où l'on vit un militaire obligé de s'engager dans les plus obscurs détours judiciaires et forcé de se défendre comme le vulgaire des criminels, offrit le spectacle d'un acharnement sans exemple contre un guerrier dont le nom et les actions glorieuses devaient imposer silence à ses accusateurs. Mais les puissances étrangères voulaient la mort de celui qui les vainquit si souvent, et Louis XVIII se laissa persuader par son ministre, le duc de Richelieu, que cette mort était nécessaire afin de donner un grand et terrible exemple contre les défections militaires.

Le malheureux Ney devait nécessairement périr puisque le roi et la majorité des chambres voulaient sa mort. L'empereur Alexandre ternit sa gloire en ne pas intervenant auprès de Louis XVIII pour sauver les jours du prince de la Moscowa, et Wellington manqua de loyauté en ne réclamant pas l'exécution de la convention militaire du 5 juillet; son honneur s'y trouvait intéressé. Mais le destin avait prononcé à Waterloo, et tout le monde se déclara contre l'illustre vaincu. Sa condamnation fut prononcée par une majorité de cent trente-six pairs sur cent soixante-un votants.

Tel était l'acharnement des royalistes contre le maréchal Ney que plusieurs ex-émigrés sollicitèrent la faveur de coucher, pendant les heures de la nuit qui s'écoulèrent entre le jugement et l'exécution, en travers la porte de l'appartement qui lui servait de prison, afin de prévenir toute tentative d'évasion ou d'enlèvement. Ney fut fusillé,

le 7 décembre, à neuf heures vingt minutes du matin, dans l'avenue de l'Observatoire, en sortant de la grille du Luxembourg. Le peloton qui fit feu sur lui était composé de royalistes déguisés sous l'habit des vétérans. On rapporte qu'un grand seigneur de l'ancien régime, présent à l'exécution, s'avilit au point d'insulter lâchement au cadavre de cet immortel capitaine et de le tourner sous ses pieds pour s'assurer qu'il était bien mort ! Les restes de Ney furent recueillis par les sœurs de la Maternité.

Cette même année 1815 devait être fatale à tous les guerriers illustres dont la France s'enorgueillissait peu de temps avant. Frappés par les ordonnances de proscription, la plupart étaient alors en fuite et allaient demander à des terres hospitalières un asile pour y mettre leur gloire à l'abri des persécutions et des atroces vengeances du parti royaliste. Quelques-uns attendaient dans les prisons le sort qu'on avait réservé au héros de la Moscova. Masséna et Davoust se voyaient attaqués violemment par des misérables qui n'eussent jamais osé les regarder en face.

Par une déplorable fatalité, au moment où le maréchal Ney tombait, à Paris, sous le plomb assassin, l'ex-roi de Naples, Murat, le plus brave général de cavalerie qui ait existé, périssait de la même mort, au village du Pizzo, dans la Calabre. Il s'était témérairement jeté sur cette côte, avec une poignée de partisans, dans l'espoir d'opérer un soulèvement en sa faveur : trahi par la fortune, celui qui naguère traitait en souverain avec les puissances étrangères et que les rois appelaient leur frère, fut saisi, condamné et fusillé avec moins de formalités qu'on n'en met à condamner un voleur de grands chemins.

Partout des héros que la foudre avait respectés sur mille champs de bataille tombaient ainsi sous les coups et aux applaudissements des royalistes de tous les pays.

[1816] Les premiers jours de l'an 1816 virent redoubler le délire de la chambre des députés, de cette chambre aux yeux de laquelle Louis XVIII passait pour un *jacobin*, et ses ministres pour des *bonapartistes*, parce que le monarque et son conseil commençaient à désapprouver la violence de cette majorité qui venait de porter la consternation dans toute la France. Dès lors il y eut scission ouverte entre la majorité de la chambre et le ministère, qui, lui-même, s'était aussi divisé.

Le duc de Richelieu, le garde-des-sceaux, Barbé-Marbois et le ministre de la police, Decazes, formaient, avec le ministre des finances, Corvetto, la majorité modérée de conseil, et cette majorité sentait tous les jours plus vivement le

besoin de poser une digne puissance aux débordements d'une chambre à laquelle il avait déjà fallu sacrifier les plus précieuses des libertés publiques garanties par la Charte. Le roi qui ne voulait pas voir lacérer totalement son ouvrage, et qui avait d'ailleurs beaucoup d'affection pour le duc de Richelieu et pour le jeune ministre Decazes, se rangeait du côté de cette majorité ministérielle, bien décidée à soutenir les attaques de la chambre.

Le ministre de l'intérieur, Vaublanc; celui de la guerre, Clarke, et le vicomte Dubouchage, ministre de la marine, formaient cette minorité du conseil qui convenait à la majorité de la chambre, en ce qu'ils appuyaient ses projets violents. Cette fraction du ministère recevait l'impulsion du pavillon de Marsan, c'est-à-dire du gouvernement occulte, dont le chef était le comte d'Artois; gouvernement à qui les mesures exceptionnelles et rigoureuses plaisaient, parce qu'il voulait arriver à l'absolutisme. C'était sous l'influence de ces trois ministres que venait d'être rendue l'ordonnance sur la garde nationale, qui, donnant une exécution démesurée à la prérogative royale en lui attribuant la nomination de tous les officiers, était par cela même contraire à la nature de l'institution primitive des gardes nationales constitutionnelles. Ces trois ministres montraient, ainsi que la chambre des députés, la plus grande haine pour toutes les institutions libérales du commencement de la révolution, et semblaient n'avoir d'autre pensée que de les détruire les unes après les autres, comme ils détruisaient successivement tous les articles de la charte relatifs aux libertés publiques.

Bientôt s'engagea, dans la chambre des députés, la discussion sur la loi dite d'*amnistie*, et les débats mirent au grand jour les sentiments qui animaient la majorité des députés. Cette loi, disaient-ils, que le roi et ses ministres proposaient afin de mettre un terme aux vengeances exercées par les royalistes, devint, au moyen des amendements qui y furent ajoutés, une loi de proscription : elle aurait atteint les trois quarts de la France, si les efforts de la majorité des ministres et de la minorité de la chambre n'eussent fait repousser la plupart des amendements proposés par la commission.

La loi d'amnistie, telle qu'elle avait été présentée à la chambre, n'admettait d'exceptions que les suivantes : 1° les individus compris dans l'art. 4^{er} de l'ordonnance du 24 juillet, laquelle ordonnance devait continuer à recevoir son exécution;

2° Les ascendants et descendants de Napoléon Bonaparte, ses oncles et tantes, ses neveux et ses

nièces, ses frères, leurs femmes et leurs descendants; ses sœurs et leurs maris, lesquels étaient exclus du royaume à perpétuité;

5° Les personnes contre lesquelles avaient été dirigées des poursuites ou des condamnations avant la promulgation de l'amnistie;

4° Les crimes ou délits contre des particuliers, à quelque époque qu'ils eussent été commis.

Le roi se réservait, dans l'espace de deux mois, d'éloigner de la France ceux des individus compris dans l'art. 2 de l'ordonnance du 24 juillet 1815 qui y seraient maintenus, et qui n'auraient pas été traduits devant les tribunaux.

Mais les royalistes de la chambre des députés, auxquels il fallait des proscriptions et des condamnations, firent de cette loi d'amnistie un large système de vengeance, qui, s'il eût été adopté en entier, aurait couvert de deuil cette France déjà si malheureuse et si opprimée.

On ne concevrait pas aisément comment des députés appelés par le roi à confirmer une amnistie prirent à charge d'en atténuer les bienfaits, si on ne se rendait pas compte de l'esprit de vertige qui régnait dans cette chambre.

A peine la loi fut-elle envoyée à l'examen des bureaux, que chacun s'empressa d'y faire de nombreuses exceptions. Les députés Labourdonnaye, Duplessis-Grénédan et d'autres orateurs de la majorité, demandèrent qu'il fût formé, sous le nom à jamais fameux de *catégories*, des classes de coupables, non pas pour les crimes et délits politiques à commettre, mais pour ceux commis. Or, ces délits étaient de telle nature qu'on pouvait en accuser presque toute la France, car les neuf dixièmes de la population avaient pris une part plus ou moins active au retour de Napoléon et aux événements des cent-jours. La proposition des redoutables catégories fut examinée par une commission dont M. de Corbière fut nommé rapporteur. Ainsi on appelait un jurisconsulte pour colorer d'un vernis de législation un attentat formel contre la charte et contre la prérogative royale.

Mais cette commission n'eut pas à s'occuper seulement des catégories; cent autres propositions, toutes plus injustes, plus inhumaines, furent présentées au sujet de l'amnistie, et accueillies malgré tout ce qu'elles contenaient d'absurde et d'inconstitutionnel.

« Pourquoi, disait un des députés, en parlant des contributions imposées à la France pour le *délit* des cent-jours; pourquoi faut-il que la nation porte tout entière la peine d'un délit qui ne fut plus le sien? Une forte partie de ces contributions pourrait être acquittée par de fortunés coupables..... Ne convient-il pas d'ajouter des peines pécuniaires à celles dont ils seront frappés

par la loi? Ces amendes seront insuffisantes pour le soulagement des Français; mais du moins elles satisferont aux besoins de la justice publique, et porteront l'épouvante chez ceux qui nourrissent les sentiments invétérés de la rébellion. »

Ainsi, on voulait ajouter la confiscation, si formellement abolie par la charte et repoussée par nos mœurs; la confiscation, fondement de toute tyrannie, à des proscriptions en masse. Avec quelle joie cette chambre, composée en partie de gentilshommes pauvres, aurait dépouillé de leurs biens, après les avoir dépouillés de leurs grades, tous ceux qui, au lieu d'aller mendier dans toute l'Europe, ainsi que l'avaient fait les émigrés, y avaient porté et fait admirer la gloire de nos armes! Une autre proposition tendait à exclure de l'amnistie tous ceux des conventionnels qui avaient voté la mort de Louis XVI, et qui avaient accepté des emplois pendant les cent-jours.

Un dernier trait suffira pour achever de peindre ces députés qui proposaient d'ensanglanter et de déshonorer la France. Ceux-là même qui voulaient donner tant d'extension aux exceptions de l'amnistie et qui applaudissaient à l'esprit de l'article 4, osèrent proposer de mettre à l'abri de toute recherche judiciaire les assassins des protestants de Nîmes, les assassins du maréchal Brune, ceux des généraux Ramel et Lagarde, et de couvrir ainsi de l'égide royale des meurtriers, des voleurs, des incendiaires....!

Toutes ces propositions furent accueillies par la commission : elle rejeta seulement celle en faveur des assassins du midi; mais on la fit revivre au jour de la discussion.

A peine ces additions projetées furent-elles connues, que l'effroi de Paris se répandit dans toute la France. Chacun se croyait atteint directement ou indirectement. Deux ou trois mille personnes, puissantes sous le dernier gouvernement, se virent menacées dans leur fortune et dans leur vie. Tout ce que la France avait de plus distingué trembla devant ces rigueurs progressives, qui rappelaient l'époque la plus déplorable de notre révolution. On vit le gouffre des catégories s'ouvrir pour les noms les plus illustres de la France nouvelle.

Le ministère trembla, lui aussi; il sentit que les amendements proposés par la Chambre étaient de nature, s'ils obtenaient la sanction de la majorité, à imprimer à la restauration une tache sanglante, et peut-être même à la perdre tout-à-fait. Il se prépara à la sauver.

M. Decazes s'appuya sur cette courageuse et honorable minorité, qui lui prêta l'appui de son talent, pour combattre avec force les amendements proposés par la commission. Ce ne fut pas

sans peine qu'ils firent rejeter la confiscation et l'extension de l'amnistie aux Trestaillous, aux Grafan, aux Truphemy, aux Pointu, aux Boivin : ces deux amendements ne furent repoussés que par une faible majorité.

Quand on en vint aux fatales catégories, un long frémissement régna dans l'assemblée et les tribunes. On allait délibérer sur le sort de plusieurs millions de bons citoyens. Les royalistes serrent leurs rangs, se comptent et paraissent sûrs de forcer la main au roi. Mais le résultat de l'épreuve est déclaré douteux. Cette fois le scrutin se prononce en faveur de l'humanité : les catégories sont rejetées à une simple majorité de *neuf voix*. Cent quatre-vingt-quatre députés, justement alarmés du système de vengeance et de terreur que les catégories allaient établir, les repoussent ; mais cent soixante-quinze ont voté pour cet inique amendement.

On aborde enfin celui qui devait frapper les régicides. Ici les dispositions de la chambre changent, et le bannissement proposé par la commission est adopté, quoiqu'il soit formellement opposé à l'art. 44 de la Charte. Cet amendement, qui dès lors, forma l'art. 7 de la loi dite d'amnistie, était ainsi conçu :

- Art 7. Ceux des régicides qui, au mépris
- d'une clémence sans bornes, ont voté pour
- l'acte additionnel, ont accepté des fonctions ou
- emplois de l'usurpateur, et qui, par là, se sont
- déclarés ennemis irréconciliables de la France et
- du gouvernement légitime, sont exclus à perpé-
- tuité du royaume, et sont tenus d'en sortir dans
- le délai d'un mois, sous la peine portée par
- l'art. 35 du Code pénal (la déportation). Ils ne
- pourront y jouir d'aucuns droits civils, y pos-
- séder aucuns biens, titres ni pensions à eux con-
- cédés à titre gratuit. »

Le ministère avait fait de grands efforts pour faire rejeter cet article ; mais il se montra converti aux rigueurs, et appuya, à la chambre des pairs, celles adoptées par la chambre des députés. Le roi approuva tout. La clémence et la plus grande modération pouvaient seules cicatriser les plaies de la France ; une assemblée délirante voulut employer les remèdes violents, et adopta, avec une espèce de fureur, une mesure qui allait soulever tous les partisans des proscrits, dont on affectait de mépriser l'importance ou de diminuer le nombre. L'expérience de tous les siècles démontrait que les persécutions contre un parti vaincu ne servent qu'à donner des forces à ce parti ; mais l'expérience fut perdue pour les députés de 1815, et l'exemple de Henri IV, de ce roi dont Louis XVIII se glorifiait d'être le descendant, ne trouva point d'imitateurs.

La France, miraculeusement échappée aux ca-

tégories, n'en resta pas moins livrée à la faction royalistes, qui organisa partout des compagnies secrètes, de prétendus comités royaux et des affiliations mystiques, lesquelles, jointes à la police du gouvernement occulte, placèrent sous une surveillance révoltante, tous ceux qui auraient été atteints par les catégories.

A cette époque les troupes étrangères avaient évacué Paris et les environs ; il ne restait plus en France que les cent cinquante mille hommes d'occupation qui venaient d'être répartis dans les places des frontières. Le gouvernement des Bourbons, ne se sentant aucun appui dans la masse nationale, et connaissant sa faiblesse, malgré l'organisation de tous les royalistes, signa avec les cantons suisses des capitulations militaires d'après lesquelles douze mille soldats helvétiques devaient être admis dans l'armée française, et principalement dans la garde du roi. Cette sorte de faveur, accordée à des étrangers, était à la fois une insulte faite au courage et à la fidélité des troupes nationales, et un surcroît de dépense dans un moment où la France avait besoin de faire des économies sur toutes les branches de l'administration. Mais il fallait des baïonnettes étrangères pour rassurer les Bourbons, et les royalistes s'empressèrent de voter les fonds pour les Suisses.

Il était dans la pensée de quelques-uns des ministres de ne laisser à la France aucune des institutions glorieuses ou utiles qu'elle tenait de la révolution. Le ministre Vaublanc se chargea, le premier, de mettre ce système vendésque en vigueur. L'influence de l'institut réuni, de ce corps illustre qui renfermait les hommes les plus distingués dans les sciences, les lettres et les arts, parut redoutable à des hommes qui voyaient partout des conspirateurs : Vaublanc ne craignit pas de porter la main sur cette grande et belle institution. Il la fondit pour en faire sortir les quatre académies de l'ancien régime. Cette refonte lui fournit le prétexte d'éliminer tous les membres qui lui parurent opposés au retour de l'ancien régime. En conséquence, il dépouilla de leurs places académiques des hommes de lettres, des savants, dont les glorieux travaux avaient été payés de l'estime nationale, et les remplaça par des courtisans ou des intrigants, les seuls hommes que le gouvernement eût à sa dévotion. L'Académie se peupla de grands seigneurs ou de littérateurs inconnus : pour arriver au fauteuil des *immortels* il ne fallut plus d'autre titre que celui de bon royaliste, d'autres ouvrages que ceux où l'on insultait à la gloire nationale, où l'on maltraitait Napoléon.

Une autre institution non moins révérée, non moins chère à la France et qui faisait l'envie de toute l'Europe, l'École Polytechnique, cette pé-

pinrière de grands talents et de bons citoyens, fut encore plus maltraitée que l'Institut. Les élèves en furent désignés au roi comme de jeunes factieux prêts à attaquer son gouvernement, et le roi les licencia! Dans les derniers temps du régime impérial, cette grande école donnait tous les ans aux écoles spéciales du génie, de l'artillerie, des ponts-et-chaussées et des mines, cent cinquante sujets recommandables par leurs connaissances, mais tous ces jeunes gens nourrissaient des sentiments patriotiques, et M. de Vaublanc crut devoir les licencier comme on avait licencié l'armée. Quelque temps après, M. Lainé, qui succéda à M. de Vaublanc au ministère de l'intérieur, s'empessa de rétablir l'École Polytechnique; mais ce fut en changeant son organisation. Toutefois, cette institution continua d'être la première école scientifique de l'Europe, et les élèves n'en furent pas moins des citoyens dévoués à la patrie et à la cause de la liberté. Tout le monde sait la part glorieuse qu'ils ont prise aux immortelles journées de juillet 1830.

Pendant que le parti royaliste poursuivait ainsi le but de ses épurations, et que les cours prévotales décimaient les plus braves généraux de nos immortelles phalanges, les ministres occupaient la chambre par la discussion du budget, discussion qui fut longue et orageuse, et dans laquelle les rôles des deux pouvoirs continuèrent à être intervertis. La prérogative royale y fut sacrifiée par ceux qui se proclamaient royalistes exclusifs, et les intérêts du peuple, abandonnés par ses mandataires, durent y être soutenus par les agents du pouvoir. Toutes les nouvelles impositions directes proposées par les ministres furent rejetées; mais les députés, tous aristocrates, et par conséquent défenseurs nés de la propriété territoriale, ne craignirent pas de doubler le droit des patentes, dans un moment où le commerce éprouvait les plus grands embarras.

En définitive, le budget de 1814 fut réglé de manière à laisser un excédant de dépense d'environ 104 millions, qui furent mis à l'arriéré.

Le budget de 1815 fut également arrêté avec un excédant de dépense de plus de 150 millions, qui furent aussi rangés dans l'arriéré.

Sous ce nom d'*arriéré* se confondaient toutes les créances sur l'état antérieures au 1^{er} janvier 1816. Elles devaient être acquittées en reconnaissances de liquidation. La partie de cet arriéré, comprenant toutes les créances depuis le 1^{er} janvier 1810 jusqu'au 1^{er} mars 1814, avait été hypothéquée, par la loi du 25 septembre, sur les trois cent mille hectares de bois de l'état; mais la *chambre des catégories* ôta aux créanciers cette hypothèque, sous prétexte que l'état n'était point

propriétaire de ces bois, attendu qu'ils n'avaient pas cessé d'appartenir au clergé. C'était fouler aux pieds à la fois les deux articles de la Charte qui garantissaient la dette publique et les propriétés nationales. Il y avait de plus banqueroute envers les individus reconnus pour légitimes créanciers de l'état; et cette banqueroute, on voulait la faire tourner au profit de ce clergé dont la conduite durant vingt-cinq années fut constamment un objet de blâme. Mais que pouvait-on attendre d'une chambre de députés qui semblait répudier le mandat qui lui avait été donné par le peuple de défendre ses intérêts contre les empiétements du trône et de l'autel?

Le budget de 1816, dont la chambre des catégories eut aussi à s'occuper, fut divisé en deux parties : l'ordinaire et l'extraordinaire. Le budget extraordinaire comprenait toutes les charges résultant des traités et conventions du 20 novembre 1815, et les recettes extraordinaires destinées à les acquitter. Mais ces charges s'élevaient au-delà des recettes présumées, et, pour les couvrir, il fallut sacrifier l'excédant des recettes que présentait le budget ordinaire. La France devait acquitter, pour ce seul exercice de 1816, un extraordinaire de près de 500 millions.

Plusieurs dispositions de cette loi des finances étaient évidemment moins avantageuses à l'état et moins favorables aux créanciers et aux contribuables que celles qu'offrait le projet des ministres : mais le gouvernement se trouva dans la nécessité d'accepter la loi amendée, dans la crainte de prolonger la crise financière où la France se trouvait.

Ce fut par le budget que se termina la session à jamais déplorable de 1815. Les circonstances dans lesquelles cette chambre s'assembla lui laissaient un grand rôle à jouer; elle avait à raffermir la charte, à mettre les libertés publiques à l'abri des atteintes qui avaient préparé le retour de Napoléon, rassurer les propriétaires de biens nationaux, cicatriser les plaies de la France en calmant les haines. La chambre de 1815 fit tout le contraire : elle prit à tâche de s'opposer aux vœux comme aux besoins de la nation; elle se montra avide de proscriptions et de vengeance, et lors qu'une voix généreuse s'éleva contre les meurtres et le pillage, la chambre des catégories prononça le rappel à l'ordre du député courageux dont l'indignation n'était partagée que par une trop faible minorité.

Par ses actes et par les discours de ses membres, la chambre de 1815 encouragea toutes les prétentions exagérées des royalistes : on les vit envahir, au moyen des ruses les plus basses et d'ignobles délations, tous les emplois administratifs et mili-

taires; on les entendit proclamer tous les abus de l'ancien régime : ils ne rêvaient que le règne des courtisans et des courtisanes, le règne du bon plaisir, si doux et si commode. Cette chambre, dont la grande majorité se composait d'hommes de l'ancien régime, sans talents, sans aucune habitude des affaires, voulut subordonner l'intérêt général à ses opinions, à ses passions, à ses intérêts. La France lui demandait de bonnes lois, elle lui en vota d'affreuses; et peu s'en fallut qu'elle ne fît revivre le Code de Dracon. En un mot, les députés de 1815 firent tout ce qu'il fallait pour être hais du peuple, et se faire craindre des ministres et même du roi.

A peine cette fameuse session fut-elle close que ceux des ministres qui s'étaient montrés moins complaisants pour les exigences de la chambre travaillèrent à sa dissolution. Mais il fallait préalablement rétablir l'union dans le ministère, afin de lui donner des forces dont il avait besoin pour opérer un grand coup d'état. Des changements partiels eurent donc lieu dans le conseil. Le plus remarquable fut le remplacement du ministre de l'intérieur Vaublanc, par le président de la chambre, Lainé.

Ainsi reconstitué, le nouveau ministère, dans lequel M. Decazes prit un grand ascendant par la faveur particulière dont il jouissait auprès du roi, prépara en secret l'ordonnance du 5 septembre, qui devait faire rentrer la France dans le régime constitutionnel, dont la chambre et le ministère de 1815 étaient si imprudemment sortis. Il était temps de prendre ce parti, car la vieille et dévorante aristocratie s'était infiltrée partout : depuis les plus hautes jusqu'aux plus basses fonctions administratives, depuis les premiers jusqu'aux derniers grades de l'armée, elle s'était emparée de tout en moins d'un an. Elle annonçait tout haut le dessein de ressaisir ses privilèges.

La chambre aux catégories avait semé la terreur et le désespoir : le désespoir ne tarda pas à enfanter des révoltes. Une insurrection éclata près de Grenoble : quelques centaines de paysans, ayant à leur tête un homme énergique qui ne put maîtriser son indignation, tentèrent de s'emparer de Grenoble, où ils avaient des intelligences; mais ils échouèrent dans leur hasardeuse entreprise. Le général Donnadieu, ainsi que les chefs des nouvelles légions qui se trouvaient à Grenoble et dans les environs, mirent à réprimer cette sédition et à en faire punir les auteurs une sévérité qu'on pouvait appeler de la barbarie. Le ministre de la police Decazes, en expliquant cet événement à la tribune des députés, s'était exprimé en ces termes : « Trois cents paysans égarés, dont un tiers ignorait le motif pour lequel on lui avait fait pren-

dre les armes, et croyait venir à des fêtes et des réjouissances, ont été les auteurs de ce mouvement séditieux. » Il est difficile de faire croire que des hommes qui prennent les armes et tentent un coup de main pour s'emparer d'une place considérable ignorent pour quel motif ils s'insurgent : les paysans du Dauphiné, de ce pays si patriote, s'étaient insurgés contre les violences autorisées par la chambre et exercées par cette foule de tyrans secondaires dont toutes les administrations étaient inondées; s'ils ne savaient peut-être ce qu'ils voulaient, ils savaient du moins ce qu'ils ne voulaient plus : ils étaient las de tous les excès des royalistes. Les paysans de l'Isère furent cruellement punis d'avoir cédé à l'indignation : vingt-un d'entre eux furent envoyés à l'échafaud; leur chef, Didier, homme de résolution, était parvenu à se sauver sur le territoire du roi de Sardaigne, ce roi le fit livrer; Didier paya de sa tête une entreprise de désespéré.

Toutefois, ce ne fut pas dans ces condamnations que furent exercées les plus grandes rigueurs. Les troupes eurent ordre de poursuivre et de s'emparer de tous ceux qui avaient pris les armes : elles se portèrent dans tous les villages, dans toutes les campagnes pour faire la chasse à ces malheureux, dont un grand nombre fut tué ou blessé à coups de fusil; on tirait sur eux partout où on les apercevait et jusque sur les toits. Cette chasse homicide, dans laquelle se distinguèrent deux officiers supérieurs, ne cessa que lorsque plus de cent paysans eurent été passés par les armes.

L'insurrection de Didier ne fut malheureusement pas la seule qui vint fournir à la police et aux royalistes des motifs d'exercer leurs vengeances. Nous verrons bientôt comment ils surent en provoquer d'autres, afin d'avoir un prétexte pour mettre la terreur à l'ordre du jour dans les villes et les départements dont l'opinion donnait des inquiétudes au gouvernement.

CHAPITRE III.

Situation de la France vers la fin de 1816. — Ordonnance du 5 septembre. — Nouvelles élections. — Ouverture de la session de 1816. — Les nobles et les prêtres travaillent à ressaisir leur ancienne influence. — Loi sur les élections. — Elle est reçue comme un bienfait. — Les royalistes l'accueillent avec fureur. — La situation s'améliore. — Nouvelles lois sur la liberté individuelle et sur celle de la presse. — Opérations financières. — Disette et émeutes. — Troubles de Lyon. — Rigueurs que les autorités y déploient. — Mission réparatrice du maréchal Marmont. — Changement dans le ministère. — Session de 1817. — Nouveau concordat. — Indignation qu'il excite. — Continuation du système de bascule. — Prolongation de la censure. — Lois du recrutement. — Arriérés et dettes liquidées. — Congrès d'Aix-La-Chapelle; évacuation de la France. — Elections libérales.

Le triste état dans lequel la France se trouvait un an après la seconde restauration des Bourbons,

était désolant pour tous les bons Français. Réduite dans son territoire, accablée de contributions et de dettes injustes, obligée de payer, nourrir, habiller et équiper les cent cinquante mille étrangers qui occupaient ses frontières et ses places fortes, spoliée de ses trophées et des richesses de ses musées, privée de ses vieux soldats, dévastée enfin par la récente invasion de ses meilleurs départements, la France devait tous ces maux, et beaucoup d'autres encore, aux alliés de son roi. Mais ce n'était là que la moindre partie de ses sujets d'affliction. Elle avait à déplorer la perte de ses libertés les plus chéries et les plus formellement garanties par la charte : elle devait à une chambre anti-française et ennemie irréconciliable de la révolution des principes que les *cent-jours* avaient fait revivre, des lois atroces, d'où était résulté un système de délations et de persécutions propre à répandre la terreur dans les âmes les plus fortement trempées. Beaucoup de nos guerriers venaient de partager le sort de l'illustre Ney ; d'autres en plus grand nombre avaient fui et fuyaient journellement cette patrie pour laquelle ils avaient versé leur sang. La loi dite d'*amnistie* avait jeté sur la terre d'exil une foule d'hommes éminents par leur savoir et leurs grands talents : chacun craignait pour soi ou pour ses amis.

Cette situation de choses, réprouvée de tous les esprits généreux, n'était plus supportable. Elle devait enfanter la guerre civile ; les événements de Grenoble l'annonçaient clairement. On ne pouvait plus se flatter que les députés reviendraient à des idées de modération ; eux qui, loin de se montrer plus circonspects, donnaient, en ce moment, une impulsion plus fougueuse à leurs dessein, en se proclamant plus royalistes que le gouvernement royal, et en élevant l'étendard de la révolte. Une nouvelle session de cette chambre ne pouvait qu'irriter encore davantage les esprits. Les ministres la redoutaient, parce qu'ils prévoyaient qu'ils seraient emportés eux aussi par le torrent. Les calculs de l'ambition de ces ministres s'unirent aux motifs d'intérêt général pour leur inspirer une résolution salutaire à la France, en même temps qu'elle l'était pour eux, comme premiers fonctionnaires.

La fameuse ordonnance du 5 septembre fut rendue et reçue aux acclamations de la France entière, qu'elle rassura, parce qu'on y vit la volonté de rentrer dans les voies du régime constitutionnel, dont le ministère et les chambres étaient si imprudemment sortis.

Cette ordonnance impérative était conçue en ces termes :

« Louis, etc

» Depuis notre retour dans nos états, chaque

jour nous a démontré cette vérité, proclamée par nous dans une occasion solennelle, qu'à côté de l'avantage d'améliorer est le danger d'innover : nous nous sommes convaincus que les besoins et les vœux de nos sujets se réunissent pour conserver intacte cette charte constitutionnelle, base du droit public en France, et garantie du repos général ; nous avons en conséquence jugé nécessaire de réduire la chambre des députés au nombre déterminé par la charte, et de n'y appeler que des hommes de quarante ans. Mais, pour opérer légalement cette réduction, il est devenu indispensable de convoquer de nouveau les collèges électoraux, afin de procéder à l'élection d'une nouvelle chambre des députés.

» A ces causes, nos ministres entendus, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

» ARTICLE PREMIER. Aucun des articles de la charte constitutionnelle ne sera révisé.

» ART. 2. La chambre des députés est dissoute.

» ART. 3. Le nombre des députés des départements est fixé conformément à l'art. 55 de la charte, suivant le tableau ci-annexé. »

Les membres de la chambre aux catégories et tous les royalistes jetèrent les hauts cris à l'apparition d'un acte qui allait les faire disparaître de la scène politique, sur laquelle ils avaient eu l'espoir de se perpétuer : ils exhalèrent leur colère contre le ministère, et particulièrement contre M. Decazes, qu'ils savaient être le principal promoteur de ce coup d'état.

Cependant ils ne se regardèrent pas comme battus, et redoublèrent d'efforts et d'intrigues pour se faire réélire. Mais beaucoup d'électeurs avaient regretté d'avoir donné leurs suffrages à ces hommes dont la violence et l'ineptie étaient alors bien connues ; ils ne voulurent plus commettre la même faute. Quelques départements persistèrent néanmoins à envoyer à la chambre les mêmes députés : il en résulta deux opinions bien distinctes, et dont chacune siégea séparément. Le côté gauche fut celui des libéraux ou constitutionnels ; le côté droit reçut les ultra-royalistes ou partisans de l'ancien régime. Les premiers devaient nécessairement soutenir un ministère qui venait de se prononcer si solennellement contre le système de réaction sous lequel la France avait gémi pendant quatorze mois ; ils étaient animés de la volonté de coopérer à la libération de la patrie. Les ultra-royalistes revenaient à la charge pour renverser le ministère et violer la charte ; ils ne cachaient pas leurs desirs de voir se prolonger l'occupation de la France, l'étranger étant toujours leur seul appui.

L'ouverture de la session eut lieu le 4 novem-

bre. Le discours du roi fut le commentaire de l'ordonnance du 5 septembre. « Soyons attachés à la charte, y était-il dit; je ne souffrirai pas qu'il soit porté atteinte à cette loi fondamentale. Mon ordonnance du 5 septembre vous le dit assez... Enfin, messieurs, que les haines cessent; que les enfants d'une même patrie, j'ose ajouter d'un même père, soient vraiment un peuple de frères, et que, de nos maux passés, il ne nous reste plus qu'un souvenir douloureux mais utile. Tel est mon but; et pour y parvenir je compte sur votre coopération; mais surtout sur cette franche et cordiale confiance, seule base solide de l'union, si nécessaire entre les trois branches de la législation. Comptez aussi, de ma part, sur les mêmes dispositions, et que mon peuple soit bien assuré de mon inébranlable fermeté pour réprimer les attentats de la malveillance et pour contenir les écarts d'un zèle trop ardent. »

Ces derniers mots, qui étaient la réprobation de la conduite violente tenue par la majorité des députés pendant la précédente session, firent croire que le ministère allait travailler activement à étouffer les passions contre-révolutionnaires, et l'on se livra à l'espoir d'être débarrassé de cette ténace et dévorante aristocratie qui venait d'exercer une si fatale influence sur le gouvernement. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que le ministère reculait devant son propre ouvrage, et qu'il ménageait les partisans de l'étranger en même temps qu'il voulait protéger les intérêts nationaux. Cette faiblesse fit renaître le système de bascule qui avait autrefois déconsidéré le directoire, et qui déconsidéra à son tour le ministère sous lequel avait paru l'ordonnance du 5 septembre. après s'être placé, par ce grand coup d'état, dans la plus belle situation que les circonstances pussent offrir à ceux qui gouvernaient la France, ces ministres trouvèrent, bientôt après, le moyen de mécontenter toutes les opinions et de déplaire à tous les partis.

La même main qui venait de dissoudre la chambre aux catégories signa, peu de jours après, l'ordonnance qui autorisait la société des prêtres des missions de France, et approuvait leurs statuts. Ainsi, pendant qu'on voulait restreindre l'influence de l'aristocratie ultra-royaliste, on donnait à des prêtres fanatiques les moyens d'exercer sur le peuple une influence encore plus redoutable; on les mettait à même de rallumer les passions, de réveiller les ressentiments politiques par des prédications incendiaires. Au lieu de vivre pieusement dans le sanctuaire, ces prêtres firent alors irruption dans la société et s'immiscèrent dans tous les intérêts civils. Ils re-

mirent en usage les superstitions ultramontaines que la révolution avait rejetées de la France, et évoquèrent le fanatisme du moyen âge. Bientôt il fallut faire protéger leurs processions, leurs plantations de croix par la force armée : les imprudents ministres qui avaient autorisé ces cérémonies s'aperçurent, mais trop tard, qu'ils s'étaient étrangement abusés lorsqu'ils avaient cru consolider l'autorité royale avec de tels auxiliaires.

[1817] Un des principaux traits qui caractérisent les nobles et les prêtres c'est leur infatigable persévérance à tenter de ressaisir leurs anciens privilèges et leur influence. Depuis la restauration des Bourbons, les prêtres n'avaient travaillé qu'à fortifier leurs prétentions, et ils étaient déjà arrivés à reconquérir de l'importance par leurs écrits, leurs missions et leurs nouvelles richesses : ils avaient été fortement secondés par la chambre dissoute. Là M. de Castelbajac avait demandé, pour le clergé, la faculté de recevoir toutes donations, et l'autorisation d'administrer les biens qui lui adviendraient. Un autre député, M. Piet, fit la proposition de restituer au clergé les biens ecclésiastiques non vendus. Un troisième député voulait que la tenue des registres de l'état civil fût rendue aux curés et aux desservants; une commission de cette chambre, ayant pour organe le député Laborie, demanda une augmentation de vingt millions pour la dotation annuelle du clergé. Outre ces propositions formelles, qui toutes furent prises en considération, il en fut fait beaucoup d'autres dont le but était de rendre au clergé ses biens, ses honneurs et sa prépondérance. Encore une session de cette chambre et le clergé redevenait le premier ordre de l'état.

Les nobles, après s'être fait eux-mêmes leur part dans les dilapidations de 1814 et de 1815, s'agitaient vivement pour réclamer le retour des anciennes prodigalités. Déjà, dans la précédente session, ils avaient obtenu du ministre des finances Corvetto de proposer la révocation du décret de l'assemblée constituante annulant l'acte d'engagement de la baronnie de Fenestranes au profit de la famille Polignac, de cette famille qui avait eu une part si ample et si scandaleuse aux profusions de la cour de Marie-Antoinette, et qui, l'une des premières, sut se soustraire par l'émigration, dont elle donna l'exemple, aux effets de l'animadversion de tous les Français; de cette famille enfin qui n'était rentrée en France que dans le dessein de travailler au rétablissement du pouvoir absolu et de tous les abus qui en découlaient sous l'ancien régime. Heureusement pour les intérêts de la nation, le décret d'annulation de 1791 était motivé sur des faits et des pièces incontestables qui prouvaient que le duc de Polignac, engagiste, avait

reçu du trésor même la somme de douze cent mille francs qu'il devait payer à l'état pour prix du domaine à lui concédé par la couronne. L'évidence de cette collusion ne put que frapper l'esprit des membres de la commission nommée par la chambre des députés pour l'examen de ce projet de loi ; et, par la crainte qu'eurent les protecteurs des abus de la cour de voir déchirer le voile jeté par eux sur les dilapidations, ils furent honteusement contraints de retirer, pour la seconde fois, une loi préparée au profit d'une famille détestée.

Au milieu de ces fautes journalières que le ministère ne cessa de commettre après le 5 septembre, on le vit présenter la loi sur les élections ; loi salubre, impatiemment attendue par le parti national, à qui elle devait garantir les dispositions de la Charte.

La postérité aura sans doute de la peine à croire qu'une nation qui, vingt-cinq ans auparavant, avait trouvé absurde qu'on exigeât le paiement du *marc d'argent* pour être éligible, put s'estimer heureuse, en 1817, de voir présenter une loi sur les élections conservant les deux grands principes aristocratiques du cens de trois cents francs de contributions directes pour être électeur, et de celui de mille francs pour être porté comme éligible. Mais ces deux dispositions, si favorables à l'aristocratie, étaient dans la charte, et il suffisait alors aux libéraux que l'on consacrait l'égalité des droits entre les électeurs à trois cents francs et l'élection directe, pour leur donner l'espoir de posséder une chambre libérale, après quelques renouvellements partiels. La loi des élections du 5 février 1817 fut donc reçue comme un bienfait par ceux-là mêmes qu'elle excluait des fonctions d'électeur et de député. Mais elle éprouva la plus forte opposition de la part des grands propriétaires ; à qui elle garantissait non seulement le droit d'élire, mais encore celui d'être élus : ces grands propriétaires montraient la plus vive répugnance à sanctionner la moindre concession faite à la nation ; et, sous le spécieux prétexte de garantir les prérogatives et la dignité de la couronne, on les voyait s'opposer de toutes leurs forces au développement des institutions constitutionnelles.

Les débats de cette loi mirent au grand jour les opinions des deux partis qui divisaient les chambres : tout ce qu'elles renfermaient d'hommes généreux, de véritables amis de la monarchie constitutionnelle, appuya vivement la loi ; de ce nombre furent les pairs Laroche-foucauld, Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, de Choiseul, de Broglie, Barbé Marbois, et les députés Royer-Collard, de Serre, Camille Jordan, Lainé, Si-

méon et beaucoup d'autres. Du côté opposé combattirent, avec moins de talent mais plus de violence ou d'astuce, les pairs Fitz-James, La Ferronaye, Montmorency, de Brissac, de Polignac, et les députés Labourdonnaye, Clausel de Coussergue, Castelbajac, de Bonald, Cotton, Doria, Cardonnel, auxquels se joignirent Villèle et Corbière, les deux plus grands antagonistes d'un ministère qu'ils voulaient renverser. Grâce à l'esprit qui animait la majorité des électeurs, le côté gauche de la chambre des députés se trouva assez fort pour l'emporter sur le côté droit, c'est-à-dire sur les restes de la chambre dissoute. La loi des élections fut votée, après une discussion de deux mois, par cent trente-deux députés libéraux ou ministériels, sur deux cent trente-deux voix. La chambre des pairs l'adopta aussi à une majorité de quatre-vingt-quinze contre soixante-dix-sept opposants.

La charte tout entière était dans cette loi ; aussi fut-elle saluée avec des transports de joie qui décelaient les espérances des libéraux : ils y virent le complément de l'ordonnance du 5 septembre. La bienfaisante influence de cette loi et des discours des orateurs du côté gauche se fit sentir à l'instant même dans toute la France : on vit aussitôt renaitre la sécurité et le crédit, sans lesquels il eût été impossible au gouvernement de trouver les moyens d'acquitter les contributions de guerre.

Mais, pendant que la masse de la nation se réjouissait d'avoir obtenu une loi d'élections qui l'eût révoltée en 1788, les partisans du pouvoir absolu et les vieux champions de l'ancien régime criaient et écrivaient que tout était perdu, et prophétisaient le naufrage de la monarchie. Ces hommes incorrigibles ne voulaient pas se persuader que la royauté ne pouvait se sauver qu'en se liant étroitement à la charte, et qu'elle ne se perdrait réellement que le jour où cette charte serait engloutie. Ne connaissant ni la France nouvelle ni ses opinions, qu'ils avaient cru étouffer avec des lois liberticides, les hommes de l'émigration étaient persuadés que Louis XVIII n'avait qu'à le vouloir pour régner comme les rois de France régnaient avant la révolution. Mais ce prince sentait lui-même combien quelques faibles concessions, faites à un peuple qui avait joui de la liberté la plus absolue, étaient nécessaires pour calmer son irritation et lui faire supporter avec moins de mécontentement des charges énormes. C'était pour arriver à ce but que Louis XVIII avait sanctionné cette loi électorale que les royalistes lui reprochaient amèrement.

Parmi ceux qui combattirent avec plus de vivacité l'ordonnance du 5 septembre et la loi

du 5 février, on distingua M. de Châteaubriand, qui, dans un ouvrage intitulé *la Monarchie selon la Charte*, déchaîna son éloquente colère contre les ministres, qu'il accusait d'avoir violenté la volonté du roi. M. de Châteaubriand était lui aussi ministre d'état, ce qui donnait à son assertion une grande apparence de vérité, puisqu'on devait supposer qu'il était bien instruit de ce qui s'était passé dans le conseil. Le gouvernement fit démentir officiellement l'assertion de M. de Châteaubriand, et une ordonnance royale le raya de la liste des ministres d'état. Cette grande rigueur, exercée avec éclat contre un des hommes qui avaient le plus coopéré à la restauration de la famille des Bourbons, fit croire un instant que le ministre avait l'intention et le pouvoir de marcher hardiment dans les voies constitutionnelles. Le roi lui-même annonçait qu'il voulait être le roi de la nation et non pas le roi ou plutôt l'instrument d'une seule classe.

Mais pouvait-on espérer que les ministres de 1817 auraient le courage de se dégager complètement de l'atmosphère funeste de la cour et du pavillon de Marsan dont ils étaient entourés, puisque tous les emplois étaient occupés par les hommes de ce parti? Ces ministres pouvaient-ils inspirer à la nation cette grande confiance qui seule pouvait leur donner la force de lutter avantageusement contre les ultra-royalistes? Avaient-ils individuellement cette énergie qui leur était nécessaire pour braver les attaques dont ils étaient l'objet?

Le président des ministres, le duc de Richelieu, avait, sans doute, les droites intentions qu'ont tous les hommes honnêtes; mais il était dépourvu du génie et même des talents politiques qu'exigeaient les circonstances dans lesquelles il était arrivé au pouvoir: on le croyait, d'ailleurs, imbu des maximes du despotisme russe et de l'ancienne cour de France.

M. Lainé, ministre de l'intérieur, doué d'un beau talent de tribune, et ayant une réputation de probité dans les relations privées, n'avait point reçu de la nature les facultés qui constituent l'homme d'état: on venait de le voir renoncer à la présidence de la chambre des députés, à cause d'une insulte qu'un homme de caractère eût méprisée.

Le ministre de la guerre, maréchal sans gloire, à qui on refusait toute espèce de talent, s'était attiré la haine de tous les anciens militaires et celle de tous les libéraux par la rigueur inouïe avec laquelle il avait traité les officiers de l'armée, autant que par sa conduite politique: il ne pouvait plus faire le bien.

Le vicomte Dubouchage, homme de l'ancien

régime, ne comprenait pas la charte; qu'il n'aimait pas: c'était d'ailleurs une des plus grandes médiocrités à qui l'on eût jamais confié un portefeuille. La France l'avait jugé par la protection dont il avait couvert l'inepte commandant qui jeta la frégate *la Méduse* sur le banc d'Arguin, en plein jour et par un beau temps.

Le garde-des-sceaux, baron Pasquier, possédait une grande façon de tribune et l'habitude des affaires administratives; mais il n'avait point cette allure franche qui inspire la confiance.

On reprochait au ministre des finances Corvetto d'avoir laissé dilapider la fortune publique par les hommes de la bourse et de l'émigration: le système des emprunts qu'il voulait établir était vivement combattu. On lui refusait les moyens intellectuels nécessaires pour rétablir les finances.

Le plus jeune de tous les ministres, M. Decazes, était alors le seul en qui la France eût placé des espérances: on savait qu'il avait beaucoup contribué à faire rendre l'ordonnance du 5 septembre; on n'ignorait pas non plus qu'il n'avait pas cessé de faire avorter les machinations de tous ces hommes qui, tout en se disant plus royalistes que le roi, dirigeaient leurs complots contre l'autorité et même contre la personne de ce roi. Enfin, on ne pouvait pas douter qu'il ne possédât l'entière confiance et l'attachement de Louis XVIII: on aimait à se flatter qu'il ambitionnait aussi la popularité et qu'il ferait beaucoup pour l'obtenir.

Mais M. Decazes n'eut pas le courage d'abattre tout-à-fait le parti qu'il venait d'irriter; il crut, au contraire, lui devoir des ménagements, et continua à suivre le système de bascule qui devait laisser la France dans une longue et accablante incertitude, jusqu'au moment où une occasion favorable s'offrirait aux royalistes exclusifs pour renverser un ministre trop prompt à s'alarmer des progrès du libéralisme.

Dès l'instant où le ministère eut obtenu de la majorité des chambres la loi sur les élections, il put compter sur cette majorité, laquelle ne pouvait que devenir plus forte et plus compacte par les effets de cette loi. Il pouvait donc marcher avec la nation, et achever le bien qui était dans la pensée de l'ordonnance du 5 septembre. La majorité nationale ne se fût point détachée du gouvernement, et l'eût constamment appuyé de ses forces, s'il eût toujours suivi la ligne qu'il semblait s'être tracée lui-même. Mais l'expérience de M. Decazes le fit faillir; il ne tarda pas à se jeter dans des routes tortueuses où cette majorité ne voulut pas le suivre.

Toutefois, la France changea de face dès le mois de février 1817; elle trouva dans son cou-

rage et sa bonne foi des moyens qu'on n'osait plus espérer : le crédit reparut là où les ressources semblaient épuisées, et les souverains alliés, ne doutant plus que la nation française ne continuât à remplir ses engagements avec la même exactitude, accédèrent aux désirs du roi, et retirèrent, dès le 4^{er} avril, un cinquième des troupes formant l'armée d'occupation.

Malgré cette amélioration à l'état des choses, le ministère crut que, dans la situation des esprits, en France et en Allemagne, où les sociétés patriotiques commençaient à alarmer les souverains, le moment n'était pas encore arrivé de donner aux Français, et surtout à la presse périodique, toute la liberté qu'ils pouvaient réclamer : en conséquence, il présenta aux chambres deux projets de loi : l'un sur la liberté individuelle ; l'autre contre les journaux.

Le premier de ces projets abrogeait la loi du 29 octobre 1816 sur la liberté individuelle ; il la remplaçait par un autre article beaucoup moins sévère, mais qui n'était pas moins attentatoire à la liberté des citoyens. La nouvelle loi portait, « que tout individu prévenu de complots ou de machinations contre la personne du roi, la sûreté de l'état, et les personnes de la famille royale, pouvait, sans qu'il y eût nécessité de le traduire devant les tribunaux, être arrêté et détenu, en vertu d'un ordre signé du président du conseil des ministres et du ministre de la police, et ce, jusqu'au 4^{er} janvier 1818. »

Le second de ces projets de loi suspendait aussi, jusqu'au 4^{er} janvier 1818, la liberté de la presse périodique.

Les débats que cette dernière loi occasionna dans les chambres offrirent une particularité remarquable : les rôles des deux côtés de ces assemblées y furent changés : le côté droit, ennemi né de toute liberté, défendit avec opiniâtreté celle des journaux : il sentait combien il avait besoin de cette précieuse liberté pour continuer ses attaques contre les ministres. MM. Villèle et Corbière prononcèrent des panégyriques de la liberté de la presse, qu'on aurait pu croire sincères si l'on n'eût pas pénétré les vues de ces orateurs. Ni les circonstances extérieures, ni l'occupation étrangère, ni aucune des autres considérations sur lesquelles le ministère s'appuyait, ne leur paraissaient de nature à restreindre une liberté dans laquelle ils voyaient alors la garantie de la restauration.

De leur côté les ministres demandaient de confiance, ces deux lois en promettant qu'ils n'abuseraient pas de celle qui les autorisait à priver momentanément les citoyens de leur liberté. Quant à la censure, ils la demandaient dans le seul but,

disaient-ils, d'inspirer plus de confiance aux puissances étrangères, et comme un moyen de pouvoir travailler avec plus de tranquillité à la délivrance du territoire ; délivrance à laquelle était attaché le salut de l'état, qui doit voir fléchir toute autre considération. Le gouvernement promettait encore de présenter, avant la fin de l'année, des lois qui dégageraient la presse et la liberté individuelle de toute entrave inconstitutionnelle. La majorité des chambres accepta la parole des ministres et vota les deux lois, malgré l'opposition des deux extrémités de la droite et de la gauche.

Ainsi le ministère restait maître de la France et des opinions jusqu'au 4^{er} janvier 1818. C'était se débarrasser, du moins pendant quelques mois, des violentes attaques auxquelles il était en butte de la part des royalistes.

La session se termina par des débats du plus haut intérêt sur des questions financières qui devaient résoudre le problème de la libération de la France.

La marche de la chambre de 1815 avait porté le coup le plus funeste au crédit de l'état, en retirant aux créanciers un gage qui leur avait été donné par une loi. Il fallait cependant trouver les moyens de faire face aux dépenses ordinaires et extraordinaires : ce ne pouvait être ni par des suppléments d'impôts, ni par le moyen de quelques faibles économies. Les dépenses étaient évaluées à près de onze cents millions, tandis que les recettes présumées ne pouvaient s'élever qu'à sept cent soixante-quatorze. Pour combler cette énorme différence, le ministère demandait d'être autorisé à négocier trente millions de rentes, et à aliéner cent cinquante mille hectares de bois : les rentes ne se négociaient alors qu'au taux de cinquante-quatre francs. Il était à craindre que l'émission des trente millions n'en fit encore tomber le cours ; mais les étrangers, qui calculaient avec exactitude notre position financière, se présentèrent pour acheter ces trente millions de rente. Durant la discussion qui eut lieu dans les chambres, tant sur cet emprunt que sur l'aliénation des bois, discussion dans laquelle M. de Villèle se montra l'adversaire le plus formidable d'un système dont il s'empara plus tard, le cours de la rente monta jusqu'à soixante francs. Toutefois les trente millions n'en furent pas moins cédés à la maison Hoppe et Baring au prix de cinquante-cinq francs, ce qui donna à ces étrangers un bénéfice immense, qui fut calculé à près de vingt pour cent. Le trésor éprouva, dans cette opération, des pertes énormes ; et tous ces sacrifices n'eurent d'autre résultat que de payer, avec assez d'exactitude, les dépenses de l'année 1817.

Il fallait penser à négocier de nouveaux emprunts pour les dépenses de l'année suivante.

La France se montrait résignée : elle paraissait même tranquille, lorsque la disette se fit sentir deux mois avant l'époque de la moisson. Les pluies continuelles qui, dans l'année précédente, avaient causé de grandes inondations, ne laissèrent aucun espoir d'une récolte réparatrice. Le peuple, qui avait souffert tout l'hiver, manifesta de l'irritation. Les marchés furent troublés sur plusieurs points du royaume : la force armée fut envoyée pour réprimer des émeutes qui n'avaient pour motif que la crainte de manquer de pain : elles furent punies avec les rigueurs aussi promptes qu'inexorables des cours prévotales.

Ces troubles furent suivis d'un mouvement insurrectionnel qui se manifesta, le 8 juin, dans quelques communes des environs de Lyon. Le préfet Chabrol, le maire Fargues, et le général divisionnaire Canuel, firent éclater un zèle qui porta la terreur dans ces contrées. Ils présentèrent ce mouvement, dont les auteurs restèrent couverts d'un voile mystérieux, comme une vaste conspiration contre le gouvernement. On sait aujourd'hui que cette insurrection, provoquée par quelques autorités et par des agents subalternes, fut le résultat du plus lâche complot que puisse concevoir l'âme perverse d'ambitieux qui voulurent se créer des titres aux faveurs du gouvernement. Dans la situation des choses et des esprits, il fut facile d'entraîner quelques malheureux paysans qui s'insurgèrent presque sans chefs, et sans avoir d'autre projet que celui de manifester leur mécontentement. Aussitôt des colonnes de troupes furent lancées sur tous les villages, sur toute la campagne où le mouvement avait eu lieu ; les arrestations commencèrent, les prisons se remplirent, et la cour prévotale déploya une célérité et une rigueur atroces. « Sur deux cent cinquante individus, formant les rassemblements séditieux, a dit M. Camille Jordan, en déplorant la terreur qu'on avait fait planer sur Lyon, plus de cent cinquante, parmi lesquels ne se trouvaient pas même les véritables directeurs du mouvement, furent traduits en jugement : près de cent dix condamnés à des peines afflictives infamantes, et la plupart supposés chefs par le titre de leur condamnation elle-même pour un complot évidemment unique, ou au moins étroitement lié dans toutes ses parties ! Onze procédures diverses établies multiplièrent sans motifs les rigueurs par leur division, et en prolongèrent la durée par leurs délais. Au nombre des malheureux exécutés à mort, les âmes sensibles apercevaient un enfant de seize ans, condamné pour une simple menace d'as-

» sassinat, que sa libre volonté ne réalisa point ;
 » un ouvrier de la classe la plus ignorante, pour
 » avoir porté, en plein jour, dans une direction
 » étrangère au lieu de la révolte, un paquet ren-
 » fermant des cartouches, mais dont il pouvait
 » ignorer, comme portefaix salarié, et dont il
 » a déclaré, jusqu'au dernier soupir, ignorer et
 » le contenu et la destination !

Les ministres, et principalement celui de la police, alarmés par les rapports qu'ils recevaient, donnèrent d'abord des ordres dont l'histoire leur reprochera la cruauté ; mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir, par l'incohérence de ces mêmes rapports et par l'obscurité qui régnait sur une sédition si faiblement caractérisée, qu'ils étaient trompés : ils prirent alors le parti d'envoyer sur les lieux le maréchal Marmont avec des pouvoirs extraordinaires : c'était fournir à ce maréchal les moyens de se réhabiliter dans l'opinion des Français. Marmont sentit tout ce que sa mission avait de généreux ; il s'en pénétra, et se conduisit de manière à faire bénir sa présence par cette population au milieu de laquelle on avait porté la terreur. Marmont fit aussitôt rentrer les troupes qui maltraiétaient et rançonnaient ceux des paysans qu'elles n'arrêtaient pas : il défendit de promener dans les campagnes le fatal tombeau : il suspendit les enquêtes prévotales, et fit cesser les arrestations. En peu de jours on n'entendit plus ni rumeurs alarmantes, ni dénominations ; toute agitation disparut de la ville et des campagnes, et tout rentra dans l'ordre. Les condamnations qui n'avaient pas encore été exécutées furent annulées ; enfin, Marmont répara tout le mal qui pouvait se réparer. Mais il était dans sa destinée d'effacer, dans toutes les circonstances importantes, les services qu'il avait pu rendre !...

Les événements de Lyon furent suivis de quelques changements dans le ministère. Le duc de Feltre, à qui Louis XVIII avait donné le bâton de maréchal, quitta le ministère de la guerre, où il s'était fait hair, et fut remplacé par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, qui avait déjà remplacé M. Dubouché à la marine. Ce dernier département fut alors donné au comte Molé, homme d'esprit, mais ayant un penchant vers le despotisme, dont il avait fait l'apprentissage sous Napoléon. Le maréchal Gouvion semblait destiné à réparer toutes les fautes réparables de ses prédécesseurs Dupont et Clarke.

Vers cette époque, la France et l'Europe eurent à déplorer la perte de deux guerriers illustres, de deux grands hommes ; Masséna et Kosciuszko. Le héros de Rivoli, de Zurich, de Gênes, d'Essling, celui à qui tous les guerriers avaient décerné le titre d'*enfant chéri de la victoire* avant

qu'il fût duc et prince, s'était vu dépouiller du bâton de maréchal de France, de ces insignes que Louis XVIII venait d'accorder à de vieux courtisans et à des généraux sans gloire, tels que le duc de Coigny, le comte de Viomenil, Clarke et Beurnonville : on avait porté l'insulte jusqu'à lui envoyer des lettres de naturalisation ; comme si vingt années de victoires et d'exploits immortels n'eussent pas donné la qualité et les droits des Français à Masséna ! Mais la haine de l'émigration poursuivait les géants de la révolution jusque dans la tombe.

Kosciusko, cet illustre et malheureux défenseur de l'indépendance polonaise, ce guerrier citoyen qui aimait la France et compta trop sur son appui, finit ses jours, quelques mois après la mort de Masséna, sur la terre de l'Helvétie, où il s'exila volontairement. Puissent la France et la Pologne voir naître de nouveaux Masséna, de nouveaux Kosciusko !

Pendant les remaniements du ministère, le premier essai de la loi des élections du 5 février s'était fait avec un calme dont les royalistes furent peinés, car ils avaient prophétisé du tumulte et même une crise pour l'état. L'ordre le plus parfait régna pendant le cours de ces élections, et les choix furent généralement assez bons, puisqu'il n'y eut de ballottage qu'entre les ministériels et les libéraux. Ce premier cinquième ayant renforcé le côté gauche et le centre aux dépens de la droite, les royalistes éprouvèrent les plus grandes alarmes : ils voyaient avec effroi qu'ils allaient être successivement évincés de la chambre par le renouvellement quinquennal. De ce moment ils se ligurèrent contre la loi du 5 février, et se promirent de saisir toute occasion qui se présenterait pour la faire rapporter ou modifier.

De leur côté, les libéraux regardaient cette loi comme le complément de la Charte, et comme le seul moyen de faire arriver à la chambre des députés représentant l'opinion nationale : ils se flattaient qu'on n'oserait jamais l'attaquer, et, dans ce cas, ils espéraient d'être en nombre pour la défendre.

La session ordinaire de 1817 fut ouverte, par le roi, le 5 novembre. A l'impatience avec laquelle on attendait cette session, on eût dit que la France faisait du gouvernement représentatif et de l'équilibre des pouvoirs un essai nouveau. Des députés, sortis pour la première fois d'une masse indépendante, avaient à délibérer sur des questions qui intéressaient, non-seulement la France, mais toute l'Europe attentive.

Le discours du roi annonçait de grandes améliorations à l'état des choses. La France était encore sous la surveillance et la tutelle des étran-

gers ; on apprit avec joie que des négociations étaient entamées pour l'évacuation complète du territoire français. Mais cette bonne nouvelle ne put empêcher la fâcheuse impression produite par l'annonce d'un nouveau concordat avec le pape. Les députés libéraux pensaient avec raison que la France devait s'occuper de choses plus imminentes. Toutefois, la plus grande satisfaction se manifesta dans l'assemblée lorsque le roi fit connaître qu'il ne jugeait pas nécessaire de conserver les cours prévotaux au-delà du terme fixé pour leur existence : on sut un gré infini au gouvernement du mal qu'il ne voulait pas continuer ; tant est débonnaire cette nation française. Enfin, la majorité de la chambre accueillit avec reconnaissance les paroles du roi relatives à une nouvelle loi de recrutement : on savait que cette loi serait l'ouvrage du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et on ne doutait pas qu'elle ne fût totalement dans l'esprit et les dispositions de la Charte, qui abolissait les privilèges et appelait indistinctement tous les Français aux grades et aux emplois, sans autres limites que les talents et les services. Depuis le licenciement de ses vieux soldats, la France n'avait plus d'armée ; car on ne pouvait guère donner ce nom à ces faibles légions départementales, surchargées d'officiers favorisés, mais dont les cadres ne s'étaient jamais remplis. Le moment était donc venu de recréer une armée, en faisant revivre les grands moyens nationaux à qui nous avions dû tant de victoires : ces moyens ne pouvaient être autre chose que la conscription, épurée des abus et modifiée dans son exécution.

La bonne opinion que le discours d'ouverture des chambres venait de donner de la majorité du ministère ne tarda pas à recevoir une grave atteinte par la présentation que fit le ministre de l'intérieur, Lainé, du nouveau concordat conclu entre la cour de Rome et l'ambassadeur de Louis XVIII, Blacas-d'Aulps.

A peine le public eut-il connaissance de ce concordat, qu'un cri d'indignation éclata de toutes parts contre les prétentions de la cour de Rome et du clergé : il parut une foule d'écrits tendants à démontrer tout ce que cet acte, d'ailleurs inutile, avait d'anti-national, de destructif des libertés de l'église gallicane, d'attentatoire à la Charte, d'injurieux à l'honneur comme à la raison des Français, et de désastreux pour les finances. En vain le ministre Lainé chercha-t-il, par des phrases doucereuses, de donner le change aux esprits ; il ne put parvenir à persuader que l'intérêt de la religion exigeait l'érection de quarante-deux nouveaux sièges épiscopaux, ni que la création d'un grand nombre de séminaires et de chapitres fût de peu d'importance dans un moment où les finances

étaient si obérées. La nation française voyait clairement, dans ces transactions, l'influence d'un clergé qui s'irritait d'être resserré dans ses attributions spirituelles ; et elle ne voulait pas plus de l'ascendant de ce clergé que de l'autorité de la noblesse émigrée : elle se prononça avec une telle unanimité contre le concordat de 1817, que, n'osant le retirer, les ministres n'en parlèrent plus. La fin de la session arriva sans que la discussion eût été ouverte sur cet acte, auquel les royalistes et les prêtres attachaient le salut du trône.

Ce qui, dans cette affaire, avait indisposé le plus fortement tous les Français qui ne voulaient absolument plus de l'ancien régime, ce fut la bulle du pape relative à la circonscription des diocèses de France, établie par ce malheureux concordat : le saint-père y renouvelait ses protestations contre l'incorporation du duché d'Avignon et du comtat Venaissin ; il se promettait de l'équité du roi très-chrétien, que ces pays seraient restitués au patrimoine du prince des apôtres, ou que, du moins, il lui serait donné une juste compensation. De pareilles prétentions, élevées dans un moment où les plaies faites à la France par les nombreuses coupures à ses limites naturelles étaient encore saignantes, ne pouvaient être reçues qu'avec l'indignation qu'elles excitèrent en effet : cet accueil imposa silence à l'obscur ambition de quelques prêtres qui attendaient la mitre épiscopale, et de quelques familles qui rêvaient encore la feuille des bénéfices.

L'année 1817 se termina par une loi portant que tous les journaux et autres ouvrages périodiques qui traitaient de matières et de nouvelles politiques ne pourraient paraître, jusqu'à la fin de la prochaine session de 1818, qu'avec l'autorisation du roi. Cette disposition improvisée formait primitivement le dernier article d'un grand projet de loi sur la presse, projet qui avait été si fortement combattu que les ministres doutèrent qu'il fût admis à l'épreuve du scrutin. Dans cette crainte, et se voyant arrivé à l'époque où la loi du 28 février rendait la liberté aux journaux, le ministère changea son plan, et fit tout à coup adopter ce dernier article séparément.

De ce moment le despotisme ministériel put s'exercer impunément ; aussi vit-on ceux des ministres sur lesquels la nation avait fondé ses espérances adopter un système de déceptions constitutionnelles qui fortifia contre eux l'opposition libérale. Quant à l'opposition royaliste, elle reprit courage ; et, tout en continuant à harceler le ministère qu'elle voulait renverser et remplacer, elle l'appuyait toutes les fois qu'elle le voyait pencher vers l'arbitraire et les abus de l'ancien régime.

[1818] L'année 1818, qui devait être si fertile en événements heureux pour la France, puisqu'il s'agissait de la délivrance de son territoire, et de la libération des contributions et dettes résultant du déplorable traité du 20 novembre 1815 ; cette année 1818, qui devait mettre un terme à de grandes calamités de toute espèce, trouva le gouvernement dans une position embarrassante tant envers les chambres qu'envers la nation. Il s'était attiré la haine d'un parti par l'ordonnance du 5 septembre et la loi des élections ; mais, comme il avait manqué de courage pour établir la théorie du système que ces deux actes indiquaient, il avait excité la méfiance du parti libéral, et il se trouvait ainsi entre deux opinions qu'il était obligé de caresser alternativement. Après s'être montré hardi pour proclamer des principes, il avait reculé devant les personnes, et laissait l'exécution de la Charte et des lois à ceux qui voulaient les abolir. Les royalistes exclusifs conservaient encore toutes les places dans l'administration et dans l'armée : l'opinion publique les en chassait ; mais le ministère n'osait se décider à marcher avec elle : fatiguée de l'attente, l'opinion l'abandonna, et confia ses intérêts aux nouveaux députés et aux écrivains courageux qui s'en constituèrent les organes. Ces députés, à la tribune, et ces écrivains, dans les éphémères productions de la presse qui échappaient à la censure, formèrent l'esprit public. En même temps qu'elle versait des torrents de lumière jusqu'au fond des ateliers et des hameaux, l'éloquence populaire caressait toutes les passions généreuses, toutes les espérances, tous les intérêts créés par la révolution et alimentés par les idées du moment : tandis que les écrits des royalistes ne s'adressaient et n'étaient lus que par les hommes de l'émigration, les courtisans anciens et nouveaux, et les élèves des séminaires. Le ministère pouvait encore choisir entre la masse nationale, à la tête de laquelle il lui était facile de marcher, et les hommes de 1815 dont il avait fait un si triste essai. Il aimait mieux persister dans son système de bascule, et chercher un appui dans les centres des chambres, qu'il prévoyait déjà de pouvoir convaincre ou corrompre.

Après avoir aigri le parti libéral par la continuation de la censure, les ministres agrirent les royalistes par la loi sur le recrutement de l'armée. Cette loi fut reçue avec transport par la nation, c'est-à-dire par cette immense majorité qui s'irritait des obstacles que l'on mettait à l'établissement des institutions dont la France éprouvait le besoin.

Les dispositions de cette loi que les royalistes combattirent avec le plus d'acharnement furent :

4° Celle qui assujettissait, en cas de guerre, à un service territorial tous les anciens officiers et soldats licenciés : dans sa belle conception, le maréchal Saint-Cyr en créait un corps de *vétérans* propre à fournir une réserve formidable. Les royalistes repoussaient ces vétérans, qui, disaient-ils, seraient toujours les soldats de Bonaparte et non ceux de Louis XVIII. Les libéraux soutenaient que ces vétérans seraient les soldats de la patrie et du roi constitutionnel.

2° Celle qui exigeait deux ans de grade comme sous-officier pour être nommé officier. Il n'y avait d'autre exception que pour les jeunes gens qui sortaient des écoles militaires ;

5° Celle qui accordait aux sous-officiers les deux tiers des sous-lieutenances de la ligne ;

4° Celle qui disposait des deux tiers des grades et emplois d'officiers inférieurs en faveur de l'ancienneté ;

5° Enfin, l'article impératif qui n'accordait un grade ou un emploi supérieur qu'à l'officier qui avait servi quatre ans dans le grade ou emploi immédiatement inférieur, excepté à la guerre, pour des besoins extraordinaires, ou pour des actions d'éclat mises à l'ordre du jour de l'armée.

Tous ces articles fermaient la porte aux abus et aux faveurs ; aussi furent-ils combattus par les royalistes comme attentatoires à la prérogative royale. « La prérogative de nommer à tous les emplois civils et militaires, disaient-ils, est inhérente à la couronne, inaliénable de sa nature : on ôte au roi ce qui lui attire le respect, le dévouement et la reconnaissance de l'armée.... Avec cette loi, les militaires se constituent juges de leur mérite, l'armée devient déliérante, et l'ordre social est en péril avec une armée qui délibère. — Le plus grand tort, le tort irrémissible du projet de loi, répondait M. Bignon, c'est d'être trop tardif, c'est d'arriver après la consommation d'un mal énorme, qu'il eût pu prévenir.... Si la loi qu'on propose eût existé plus tôt, les grades n'eussent point été prodigués à une jeunesse, assurément très-brave, mais qui n'a vu que sur les bords de la Seine la fumée d'un camp ennemi : tandis qu'on laisse dans une inaction qui leur pèse tant de vieux guerriers, longtemps vainqueurs dans toutes les contrées de l'Europe, dont la présence sous le drapeau a compensé la faiblesse numérique de nos bataillons.

Par une contradiction étrange, tandis que dans cette chambre on met en doute que l'avancement par ancienneté dans les grades inférieurs doit être consacré par une loi, nous voyons tous les jours, depuis quatre ans, ce principe d'ancienneté recevoir l'application la plus étan-

due, même dans les grades supérieurs. Je ne blâme pas, je raconte.... Combien d'hommes n'avons-nous pas vus, qui, après vingt-cinq ans et plus de repos, sont venus redemander au principe d'ancienneté ses faveurs et ses bénéfices ; qui, grâce à la magie de l'ancienneté, après s'être couchés capitaines ou lieutenants, se sont réveillés officiers-généraux?.... »

Les arguments des opposants ayant tous été combattus avantageusement, la loi fut enfin adoptée le 40 mars : elle obtint, dans la chambre des députés, cent quarante-sept voix sur deux cent trente-neuf. Dans celle des pairs il y eut quatre-vingt-seize boules blanches sur cent soixante-dix votants. Cette majorité se composait du côté gauche ou des libéraux, et d'une partie des deux centres de la chambre des députés ; ces centres votaient toujours avec les ministres.

Les chambres s'occupèrent ensuite de la loi des finances, une des plus compliquées et des plus accablantes pour les contribuables qui eût été présentée depuis la restauration des Bourbons. On y fixait d'abord le montant des créances à la charge de l'état : celles imputables aux exercices depuis 1804 jusqu'à 1810 étaient évaluées à environ soixante-deux millions, et le montant de ce qui restait à acquitter des créances de 1810 à 1816 s'élevait encore à près de trois cents millions. Les dépenses présumées de 1818 étaient portées au budget pour la somme énorme d'un milliard quatre-vingt-dix-huit millions, non compris l'arriéré. A cette époque on évaluait à deux cent trente-trois millions cinq cent mille francs les sommes mises à la disposition de la couronne, depuis le 1^{er} avril 1814 jusqu'au 1^{er} avril 1818, et ce, tant pour la liste civile que pour les dettes du roi à l'étranger, les dépenses du mariage du duc de Berry, etc.

Ajoutons qu'on venait de liquider les prétendues dettes contractées par la France hors de son territoire, et dont le paiement était réclamé en vertu des traités de 1814 et 1815. Ces dettes venaient d'être fixées à deux cent quarante-huit millions, que le gouvernement français était tenu de payer en inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, et sur lesquelles il perdit encore près de quarante pour cent. Ces deux cent quarante-huit millions furent partagés entre toutes les puissances de l'Europe, grandes ou petites ; chacune d'elles prit sa part.

Enfin, on avait aussi fixé les prétendues créances des sujets de S. M. britannique, créances aussi peu légitimes et aussi arbitrairement liquidées que les précédentes : en mettant l'épée dans un des bassins de la balance, la Grande-Bretagne trouva le moyen de nous soutirer encore un ca-

pital de soixante millions, qui furent payés au moyen de trois millions de rentes inscrites au grand-livre. Ainsi se trouva réalisée cette prédiction d'un général anglais annonçant que notre malheureuse France serait une *nababie européenne*!

Cependant tous ces immenses sacrifices furent consommés avec une loyauté et une exactitude que les alliés prirent en considération.

L'article 5 de la convention de Paris, du 20 novembre 1815, portait « que l'occupation militaire, fixée à cinq ans, *pouvait finir avant ce terme*, si, au bout de trois ans, les souverains alliés, après avoir, de concert et mûrement examiné la situation et les intérêts réciproques, et les progrès que le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité aura faits en France, s'accordent à reconnaître que les motifs qui les portaient à cette mesure ont cessé d'exister. »

Se fondant sur la clause facultative de cet article, et sur son exactitude à remplir tous les engagements contractés par ce même traité, le gouvernement français avait demandé la libération du territoire : l'idée de cette libération était si généralement répandue et accréditée dans toute l'Europe, que le moindre retard, au bout de trois ans, eût paru comme un manque de foi des alliés envers la France.

Les signataires du traité se décidèrent alors à se réunir en congrès à Aix-la-Chapelle, pour s'y occuper de la grande question de l'évacuation de la France par leurs troupes. Mais leurs bonnes dispositions furent au moment d'être ébranlées par les efforts d'une ligue épouvantable formée entre les royalistes français et une partie de l'aristocratie anglaise et allemande. Cette ligue honteuse, ne pouvant se flatter de voir le ministère revenir dans la route de 1815, agissait secrètement pour empêcher l'évacuation de la France, qu'elle peignait, aux yeux de l'étranger, comme étant agitée de toutes les passions révolutionnaires. Quand ce parti vit que les souverains alliés allaient s'occuper sérieusement de la libération du territoire français, il laissa éclater toute sa colère dans un mémoire connu sous le nom de *Note secrète*, qu'il fit parvenir aux ministres des puissances étrangères. Le but de cette note était d'effrayer les rois sur la situation politique de la France, et de leur faire rejeter la demande de délivrer le territoire d'un pays qui venait de se libérer de toutes les contributions qui lui avaient été imposées. Les royalistes, auteurs de cette note, s'y traînaient à genoux pour retenir par l'habit les cent vingt mille soldats que la France payait et nourrissait depuis trois ans. L'histoire n'offre rien d'aussi anti-national, d'aussi coupable que cette

démarche faite auprès des souverains étrangers : elle avait été combinée avec les organes de l'aristocratie anglaise. Ce qui le prouve, c'est le discours barbare, inique et révoltant que prononça à la même époque, dans le parlement anglais, un pair héritier d'un beau nom qu'il voua à l'indignation de tous les hommes honnêtes. Ce pair, lord Stanhope, après s'être déchainé contre les idées dont la France était, suivant lui, le foyer ardent, osa s'écrier : « Profitons du moment où le lion est encore muselé pour briser ses dents, rogner ses ongles, et le forcer à nous suivre comme un paisible animal. Il faut démembrer la France en trois parts, et qu'elle redeviennne ce qu'étaient les Gaules après la conquête de Jules-César. Ce démembrement est l'esprit du traité de 1815, comme la conservation de Malte était l'esprit du traité d'Amiens. Peut-être la politique entrevoit-elle encore des embarras dans les conditions du partage; eh bien! ou peut le différer aujourd'hui; mais il faut maintenir l'occupation étrangère, et pendant les cinq ans stipulés et au-delà, tant que le partage définitif n'aura point été réglé. »

Les auteurs de la *Note secrète* n'allaient pas aussi loin que lord Stanhope, ils ne demandaient point le démembrement de leur pays, parce que leur intérêt ne s'y trouvait pas; mais ils semblaient dire aux souverains alliés : « La France est un pays abominable, habité par des impies et des scélérats qui viennent de rejeter le concordat et de recevoir avec joie la loi des élections et celle du recrutement. Nous seuls sommes des honnêtes gens; mais les méchants, les pervers sont plus forts que nous; daignez nous prêter, pour quelques années, cette précieuse armée d'occupation. D'ici à un prochain congrès nous espérons parvenir à ressaisir de nouveau ce pouvoir salutaire que nous avions avant l'ordonnance du 5 septembre, et alors nous pourrions vous remercier sans danger pour le monde. »

Heureusement cet ignoble langage ne produisit pas, sur les cabinets, tout l'effet que les royalistes s'en promettaient. La Prusse, qui ne regardait pas l'organisation militaire de la confédération germanique comme un boulevard suffisant contre les entreprises de la France, eut bien quelque velléité de demander la conservation d'une garantie tout établie : l'empereur Alexandre s'y opposa. Le cabinet de Vienne paraissait aussi disposé à recueillir les plaintes des royalistes et à servir leurs projets liberticides; mais l'opinion bien connue de deux autres puissances forcèrent M. de Metternich à faire un acte de condescendance pour le gouvernement français. La délivrance du territoire français fut si-

guée à Aix-la-Chapelle, le 13 novembre : le généralissime Wellington prononça la dissolution de l'armée d'occupation, et le départ des troupes étrangères s'opéra sans confusion et sans retard. La France sortit de tutelle et put enfin respirer librement.

Pendant qu'on agitait, au dehors, la question de la libération et de l'indépendance de la France, le caractère national s'y déployait, au dedans, avec une activité non moins étonnante que les progrès des opinions constitutionnelles. Le premier renouvellement de la chambre des députés y avait amené un cinquième, composé en majeure partie de libéraux, qui augmentèrent le nombre des amis de l'ordre constitutionnel. Cette chambre offrait déjà de beaux talents, des hommes propres aux discussions parlementaires : aussi les débats sur les lois de recrutement, des finances, de la traite des noirs, etc., avaient-ils offert à la France, avide de liberté, un intérêt plus puissant encore que celui qu'on trouvait dans la lecture de la *Minerve*, ouvrage périodique que la censure ne pouvait atteindre. La franchise, l'indépendance des opinions du côté gauche, prouvaient au monde que le gouvernement représentatif était compris en France, et qu'il s'y naturaliserait avant la fin du renouvellement total de la chambre.

Le second essai de ce renouvellement était attendu avec impatience, malgré les entraves opposées aux électeurs, et le petit nombre d'éligibles suivant la loi. A nulle autre époque, depuis l'assemblée des bailliages pour les états-généraux, on n'avait vu autant de zèle de la part des électeurs. Néanmoins, tout se passa avec le plus grand calme dans des réunions si propres à soulever les passions politiques. Les choix furent encore meilleurs que ceux résultés des premières élections. Pour la première fois depuis les cent jours, on vit sortir de l'urne électorale des noms chers aux amis de la liberté. L'illustre La Fayette, que l'influence ministérielle était parvenue à écarter dans le département de Seine-et-Marne, fut nommé, à une grande majorité, dans le département de la Sarthe; un autre grand citoyen, Manuel, à qui les bâtonniers venaient de refuser l'inscription sur le tableau des avocats près la cour royale de Paris, fut élu, à la fois, par les départements de la Vendée et du Finistère. Les électeurs du Rhône jetèrent les yeux sur Camille-Jordan, dont la voix généreuse s'était élevée contre les mesures acerbes adoptées par les autorités de Lyon. Le département de la Seine n'avait qu'un député à remplacer; les voix s'y partagèrent d'abord entre MM. Gilbert-des-Voisins, Manuel et Benjamin Constant; mais le ministère appuya de toute son

influence M. Ternaux, riche fabricant, homme sans talents politiques, mais d'autant plus redoutable pour ses concurrents qu'il était appuyé par une partie des électeurs commerçants, et que d'ailleurs il était regardé comme libéral. M. Ternaux l'emporta sur Benjamin Constant : ce fut là une faible compensation aux défaites que le ministère éprouva dans presque tous les autres départements qui avaient à nommer.

Quant au côté droit de la chambre, c'est-à-dire aux hommes de 1815, ils ne comptèrent que des pertes. Aussi les écrivains de ce parti se plainquirent-ils beaucoup de l'influence que les libéraux avaient exercée sur les élections par leurs journaux, leurs écrits, et surtout par l'organisation d'un comité central qui indiquait d'avance les candidats de son parti. Les libéraux n'avaient fait en cela qu'user d'un droit que les royalistes ne pouvaient leur contester, et dont ils s'étaient servis eux-mêmes, mais sans succès.

Dans leur désappointement, les journaux et les brochures royalistes renouvelèrent leurs plaintes et leurs attaques contre la loi des élections; et, cette fois, on vit le ministère reculer devant son propre ouvrage : il laissa attaquer cette loi, et permit même qu'on crût qu'elle pouvait être modifiée.

Il paraîtra sans doute fort étrange que des ministres qui venaient d'obtenir la délivrance du territoire, et auxquels on devait la loi sur le recrutement, ainsi que d'autres bienfaits reçus avec joie, ne recueillissent pas tous les témoignages de gratitude qui semblaient leur être dus, et n'eussent point l'entière confiance de la nation et du parti libéral. Cette apparence d'ingratitude s'explique aisément par la conduite flottante du ministère, au moment même où il consommait son grand œuvre de la libération de la France. On l'avait vu d'abord blâmer amèrement les auteurs de la *Note secrète*; mais les affronts marqués que ses candidats avaient reçus dans les collèges électoraux l'alarmèrent. Il ne se dissimula point qu'il était menacé de perdre toute influence sur les collèges, et, dès lors, il craignit pour son existence même. Le parti royaliste sut tirer avantage des craintes du ministère; il exagéra les dangers de la loi des élections; il aigrit les vanités blessées, et parvint à convaincre quelques membres du conseil qu'il était urgent que le gouvernement changeât de route, s'il voulait arrêter ce que les royalistes appelaient le torrent révolutionnaire.

Avant les élections, il existait déjà une divergence dans les opinions des ministres; depuis lors cette division fut plus marquée : MM. de Richelieu, Lainé et Corvetto, les trois membres du conseil les plus effrayés de la marche des opi-

nions, se montraient décidés à faire ce que les royalistes désiraient. MM. Decazes, Pasquier et Gouvion-Saint-Cyr, auraient désiré la conservation intégrale de la loi des élections; mais comme M. Molé paraissait disposé à se joindre à ceux qui voulaient la modifier, la majorité ministérielle se trouva entraînée vers un changement de système, auquel la minorité se rangea.

Dans cet état des choses, le ministère était encore assuré de la majorité par la réunion de ses amis aux députés du côté droit. Mais cette majorité pouvait être perdue à jamais par le prochain renouvellement : et puisque les ministres ne pouvaient se résoudre à marcher avec le parti libéral, il n'y avait pas de temps à perdre pour opérer un rapprochement avec le côté droit. Les chefs de ce côté ne s'y prêtèrent qu'avec réserve, et ne voulurent promettre leur appui qu'à condition que le ministère proposerait des modifications à la loi des élections, ainsi que des restrictions à la liberté de la presse. On ne doutait pas de l'assentiment de la chambre des pairs à ces mesures.

Ces desseins liberticides ne restèrent pas tellement secrets, que les bruits ne s'en répandissent bientôt dans le public : ils y produisirent l'inquiétude et la fermentation : tout faisait prévoir que la session des chambres serait des plus orageuses. On ne se trompa pas.

CHAPITRE IV.

Crise financière. — Ouverture de la session. — Divisions dans le ministère. — M. de Richelieu appelé à le réorganiser. — Il échoue dans cette mission. — Ministère Decazes. — Proposition d'un majorat pour le duc de Richelieu. — Révolutions en Amérique. — Cession des Florides. — Le Champ d'Asile, au Texas. — But que se proposaient ceux qui l'ont fermé. — Avènement de Bernadotte au trône de Suède.

J'ai déjà parlé des plaintes qui s'élevèrent parmi les capitalistes français, lorsque le ministre Corvetto céda le premier emprunt à la maison Hope et Baring. Depuis lors le cours des rentes françaises s'était élevé de plus de douze pour cent; aussi, lorsqu'il fut question d'une nouvelle émission de quatorze millions six cent mille francs de rente, les capitalistes français réclamèrent-ils la concurrence, car il était à présumer que le prix de la rente monterait encore après la libération définitive de la France. Cet espoir sédui-

sant amena une grande concurrence de souscripteurs : tous les Français, même les plus obérés, voulurent acheter des rentes, qu'ils espéraient vendre immédiatement avec de gros bénéfices. Il n'y avait pas quinze millions de rentes à placer, il se trouva des souscriptions pour plus de cent soixante millions. Mais le ministre des finances se méfia des moyens de tous ces nouveaux capitalistes, et crut trouver plus de sûreté avec la maison Hope et Baring : il traita avec elle pour une grande portion de cet emprunt, qui lui fut cédée au prix de soixante-sept francs. Cette nouvelle préférence donnée aux étrangers par un ministre étranger lui-même à la France, excita de vifs murmures dans le public, les banquiers nationaux déclarèrent qu'ils auraient pris l'emprunt à un taux beaucoup plus avantageux pour le gouvernement. Bientôt le prix de la rente s'éleva jusqu'à quatre-vingts francs.

Les étrangers, porteurs de ces inscriptions, profitèrent d'une hausse aussi extraordinaire pour s'en défaire, et jetèrent ainsi sur la place une masse flottante d'inscriptions, qui ne fut plus en rapport avec l'ardeur des spéculateurs. Il fut facile de prévoir dès-lors une grande catastrophe financière.

En effet, la baisse ne tarda pas à se manifester. Les banquiers étrangers firent de grands efforts pour soutenir une hausse qu'ils avaient provoquée eux-mêmes afin de réaliser de grands bénéfices; mais, comme tout le monde voulait vendre, il n'y eut plus moyen d'empêcher le désastre. Sur ces entrefaites, une maison étrangère, intéressée dans l'emprunt pour quatre à cinq millions de rentes, faillit. La rente française tomba alors à soixante-cinq francs, taux inférieur à celui auquel l'emprunt avait été adjugé. La maison Hope se trouva menacée d'une ruine complète; et, comme il lui fut impossible de continuer les paiements qu'elle s'était engagée de faire aux alliés, il fallut recourir à une nouvelle négociation avec les puissances. Il fut convenu que les inscriptions délivrées aux alliés ne seraient point négociées avant le premier janvier 1820, et que, jusqu'à cette époque, ces rentes resteraient en dépôt entre les mains des commissaires de ces puissances. Ce nouvel arrangement mit un terme à la baisse des fonds français.

Peu de temps après, les efforts du nouveau ministre des finances, M. Roy, et ceux des agents de change, banquiers et capitalistes français, réparèrent une partie de ce désastre, et la tempête financière s'apaisa. Mais alors bien des ruines étaient consommées tant en France que dans toute l'Europe; car la crise avait été générale.

Dans l'intervalle s'ouvrit la session des cham-

lres, session des plus remarquables par les combats que s'y livrèrent les libéraux et les royalistes. Elle avait été différée de dix jours pour attendre, disaient les organes officiels, le retour du président du conseil, retenu à Aix-la-Chapelle; mais, plus vraisemblablement, pour donner aux agitations qui s'étaient manifestées depuis les élections le temps de se calmer. Le discours du trône fut loin de rendre la tranquillité aux esprits. Le roi annonçait bien le dessein d'affermir les institutions qui découlent de la charte, et de consulter son esprit dans toutes les lois qui seraient présentées aux deux chambres, afin d'assurer les droits publics des Français; mais il y avait dans son discours une phrase qui produisit une fâcheuse impression.

« En secondant mes vœux et mes efforts, disait le roi, vous n'oublierez pas, messieurs, que cette chambre, en délivrant la France du despotisme, a mis un terme aux révolutions. Je compte sur votre concours pour repousser les principes pernicieux qui, sous le masque de la liberté, attaquent l'ordre social, conduisent par l'anarchie au pouvoir absolu, et dont le funeste succès a coûté au monde tant de sang et de larmes. »

On ne pouvait pas se méprendre sur le sens de ces paroles; il était facile de deviner quels étaient les principes que le roi appelait pernicieux: c'étaient ceux que quelques députés avaient courageusement défendus à la tribune; ceux dont les collèges électoraux se montraient pénétrés; ceux enfin qui venaient d'introduire à la chambre des hommes, tels que Lafayette, Manuel, Dupont (de l'Eure) et autres amis des libertés publiques. Les royalistes se félicitèrent d'un changement de système qu'ils désiraient si vivement, et dont ils avaient cru apercevoir les symptômes dans l'arrivée de M. Roy aux finances.

Cependant le ministère était plus divisé que jamais. M. de Richelieu, de retour d'Aix-la-Chapelle, avait déclaré qu'il se retirerait, si ceux de ses collègues qui soutenaient la loi des élections n'étaient pas remplacés. De ce moment il y eut incompatibilité complète entre ce président du conseil et M. Decazes. L'un et l'autre étaient amis du roi, qui pencha quelques jours du côté de M. de Richelieu. Celui-ci croyait inhérent à son nom et à ses sentiments monarchiques de rallier les royalistes autour du trône, de vaincre leurs ressentiments, et de les forcer à la modération: ce langage, il l'avait entendu tenir à Aix-la-Chapelle, où l'on n'avait cessé de dire qu'il fallait que les royalistes revinssent au roi *sans conditions*; c'était bien mal connaître ce parti, plus oligarchique que royaliste, et qui voulait régner sur le roi et la

charte. Loin de se soumettre sans conditions, les royalistes, s'ils avaient ressaisi le pouvoir, en auraient sans cesse imposé de nouvelles au roi et aux chambres, jusqu'à ce qu'ils eussent anéanti le système représentatif et la charte, dont ils ne voulaient à aucun prix.

M. Decazes, qui connaissait très-bien les hommes de 1815 et leurs projets, représentait au roi tous les dangers qu'il y aurait à désavouer l'ordonnance du 5 septembre, et à attaquer des lois que la France avait reçues avec joie et reconnaissance, et auxquelles on devait ce commencement de prospérité dont le royaume paraissait jouir. Toutefois, M. Decazes offrait au roi sa démission, afin de ne pas être un obstacle à la marche du gouvernement.

D'un autre côté, MM. de Richelieu, Lainé, Molé et Pasquier envoyaient aussi leur démission, et M. de Richelieu l'accompagnait d'une lettre pleine de franchise, dans laquelle il commençait par dire au roi qu'en le retenant au ministère, il faisait le plus grand tort à ses affaires (les affaires du roi) et à celles du pays; mais après cette profession de foi, le duc de Richelieu ajoutait que si le roi persistait encore à vouloir qu'il restât, il fallait non-seulement que M. Decazes fût remplacé, mais encore qu'il lui fût donné une ambassade lointaine. M. de Richelieu désirait, dans la même hypothèse, que M. Lainé et M. Roy restassent avec lui.

Les conditions imposées par le duc de Richelieu blessaient le roi dans sa fierté comme dans ses affections; cependant il y souscrivit, et laissa au président du conseil le soin de former un nouveau ministère. Mais comme M. Lainé et M. Roy ne voulurent point concourir à la réforme d'une loi que le premier avait présentée et défendue, et dont M. Roy s'était déclaré le partisan, M. de Richelieu fut obligé de recomposer en entier son ministère. Il donnait la justice à M. Siméon, la guerre au général Lauriston, la marine à M. de Villèle, les finances à M. Mollien, et l'intérieur à M. Cuvier: le ministère de la police était supprimé.

Ces ministres désignés ne se furent pas plus tôt rencontrés ensemble, qu'ils se convinquirent de l'impossibilité de s'entendre sur la direction à suivre. M. de Richelieu voulait un système qui ne s'éloignât pas trop de celui qu'on suivait depuis deux ans; M. de Villèle exigeait, avant tout, que la loi des élections fût changée; MM. Siméon et Mollien, craignaient de s'engager dans une route fautive et impopulaire. M. Cuvier montrait de la répugnance à ancêtre une loi qu'il avait contribué à faire rendre. Le lendemain, chacun de ces futurs ministres s'empessa d'écrire qu'il ne pouvait accepter la faveur que M. de Richelieu voulait lui faire.

Ce refus piqua vivement le président du conseil, et, dans l'impossibilité où il se vit de recomposer un autre ministère plus compacte, il envoya de nouveau sa démission au roi, qui, cette fois, l'accepta avec la satisfaction de n'être plus contrarié ni dans ses affections, ni dans l'exécution d'un plan de conduite qu'il ne croyait point encore devoir abandonner. M. Decazes, condamné la veille à s'expatrier, se trouva le lendemain au faite de la faveur : il fut chargé de recomposer le ministère, et le fit de manière à laisser croire qu'il allait suivre une marche plus libérale. Il désigna lui-même le général Dessoles pour président du conseil, ayant les affaires étrangères; appela M. de Serre au ministère de la justice; laissa la guerre au maréchal Gouvion-Saint-Cyr; rendit les finances au baron Louis; donna le département de la marine au député Portal, et l'administration de la maison du roi au général Lauriston. Le ministère de la police, odieux à la France, fut supprimé; M. Decazes se réserva celui de l'intérieur.

Ainsi se termina, avec l'année 1818, cette lutte qui tenait la France dans l'anxiété depuis près de deux mois. Les royalistes avaient été au moment de l'emporter; mais, malgré l'échec qu'ils venaient d'éprouver, ils n'en restaient pas moins toujours pleins de confiance, et ne doutaient pas que la marche des élections ne forçât bientôt le roi d'appeler à lui les soutiens de la légitimité. Les libéraux ne voyaient, dans la recomposition du ministère, ni un système bien établi, ni une marche bien assurée; mais ils se flattaient qu'on n'oserait plus parler de modifications à la loi des élections, et que cette loi leur donnerait bientôt, dans la chambre des députés, une majorité propre à stimuler les bonnes intentions que les nouveaux ministres pouvaient avoir.

Le ministère sortant avait rendu d'utiles services à la France; mais il en avait perdu tout le fruit en s'arrêtant tout à coup dans la route constitutionnelle, qu'ils'était ouverte le 5 septembre, pour se jeter dans des voies tortueuses qui semblaient le mener à l'arbitraire. Le nouveau ministère, dans lequel se trouvaient les auteurs de l'ordonnance de septembre et de la loi sur le recrutement, paraissait décidé à embrasser les intérêts nationaux : M. Dessoles arrivait précédé d'une belle réputation comme militaire et comme citoyen. M. de Serre s'était signalé, durant trois sessions, par une énergique opposition aux tentatives des royalistes pour appeler le jour des vengeances : c'était assez pour composer une bonne majorité dans le conseil, et tout fût devenu facile à cette majorité, si elle eût voulu s'appuyer fortement sur la charte et la nation.

Malheureusement pour la France, il n'en fut pas ainsi. Au lieu de s'allier franchement au parti national, qui lui eût donné des forces dans la chambre des députés contre la majorité royaliste de la chambre des pairs, le nouveau ministère s'effraya de trouver des censeurs sévères de son premier acte, et resta ainsi dans une indécision qui devait finir par être fatale aux libertés publiques.

[1819] Ce premier acte du nouveau ministère fut la proposition faite aux chambres d'accorder au duc de Richelieu, à titre de récompense nationale, un majorat de cinquante mille francs de revenu, composé de biens immeubles choisis par le roi parmi les domaines assignés à la liste civile. Cette proposition, présentée par le nouveau président du conseil, le général Dessoles, fut vivement combattue par les libéraux de la chambre des députés : MM. d'Argenson, Manuel, Chauvelin, soutinrent que les majorats étaient une institution contraire à l'esprit de la charte, au vœu national, à la liberté, à la prospérité publique. Ce dernier orateur ajouta que, si les majorats n'étaient pas explicitement abolis par la charte, il faudrait solliciter une loi qui les fit abolir. M. d'Argenson attaqua tout le système administratif, conçu, disait-il, dans un esprit d'asservissement qui avait résisté aux vœux faits de toutes parts pour l'administration économique et libérale des élus du peuple. Manuel prouva que l'on ne pouvait toucher aux biens de la couronne, inaliénables de leur nature, ni au domaine de l'état pour accorder des récompenses. On voyait clairement dans cette opposition que les libéraux ne croyaient pas qu'on dût attacher de récompense, flatteuse pour celui qui en serait l'objet, à des temps que les anciens eussent bien parmi les époques les plus malheureuses de leurs fastes. La récompense fut cependant votée par une majorité de cent vingt-quatre votants contre quatre-vingt-quinze. Mais M. de Richelieu, qui avait déjà écrit aux chambres une lettre dans laquelle il déclarait que trop de calamités avaient frappé sa patrie, trop de citoyens étaient tombés dans le malheur et qu'il y avait trop de pertes à réparer pour qu'il pût voir s'élever sa fortune en de telles conjonctures, persista dans son noble refus; et quand la récompense fut votée, il n'accepta que l'honneur de cette intention, et disposa des cinquante mille francs de rente en faveur de l'hôpital de Bordeaux. M. de Richelieu était pourtant sorti très-pauvre du ministère et des grandes négociations dont il avait été chargé. Mais si son désintéressement est digne des plus grands éloges, on ne peut s'empêcher de blâmer M. de Richelieu d'avoir renvoyé à un hospice une récompense qu'

lui était décernée par les trois pouvoirs constitutionnels ; ce qui était une insulte que cet ex-ministre n'aperçut probablement pas.

C'est peut-être ici le cas de rappeler que partout où le gouvernement représentatif est en vigueur, les sessions législatives offrent, hors le cas d'une guerre étrangère, la partie la plus intéressante de l'histoire d'un pays. C'est à ces sessions que tout se rattache, que tout aboutit ; c'est là que tout se révèle. L'attention de la France, surtout depuis la délivrance de son territoire, était fixée tout entière sur les chambres, et principalement sur celle des députés, dont on lisait les séances avec une avidité qu'on avait cessé d'apporter à la lecture des journaux depuis qu'ils étaient soumis au joug ignominieux de la censure.

C'est donc ce qui va se passer dans les chambres que je dois plus particulièrement recueillir et mettre sous les yeux des lecteurs de mon livre, et c'est ce que je vais faire avec toute l'étendue qu'il comporte. Mais avant d'aborder ces grands débats où la raison et les droits luttèrent vainement contre les projets liberticides d'une faction malfaisante, je dois résumer quelques-uns des événements historiques qui ont eu lieu dans le courant de l'année 1818 et les premiers mois de 1819, événements qui s'étaient effacés devant la grande affaire de la libération de la France, et celle des révolutions du ministère.

Au nombre de ces événements, je dois parler d'une nouvelle révolution opérée à l'une des extrémités du Nouveau-Monde. A l'imitation de la Colombie, le Chili avait déclaré son indépendance. « Depuis plus de trois cents ans, disaient les habitants de ces heureux climats, la force obligeait le Nouveau-Monde à respecter, comme un dogme de foi, l'usurpation de ses propres droits par l'Espagne, et d'y chercher l'origine de ses devoirs envers elle.... Cette prétention a naturellement inspiré aux habitants du Chili la résolution de se séparer à jamais de la monarchie espagnole, et de proclamer leur indépendance à la face de l'univers.... Le territoire continental du Chili et les îles adjacentes forment dès à présent de droit et de fait, un état souverain, libre et indépendant. »

Cette déclaration, datée de Santiago, prouvait que le moment était venu où tous les peuples devaient jouir des bienfaits de la liberté et de l'indépendance : le mouvement généreux de l'émancipation des Chiliens dut rencontrer moins d'obstacles que celui des Colombiens ; aussi leur république fut-elle bientôt constituée.

Peu de temps après, une autre jeune république du Nouveau-Monde perdit son président : Alexandre Péthion, homme de couleur, mourut

dans le printemps de 1818, après avoir sagement administré la partie de Saint-Domingue érigée en république. La modération du caractère de ce président, l'équité dont tous ses actes furent empreints, forment, avec le despotisme et la cruauté de son voisin, le roi Christophe, un grand contraste qui est tout à l'avantage des républicains d'Haïti. Péthion n'avait pas essayé sans fruit de consolider les institutions très-libérales qui régissent la république, et de rendre le peuple apte à la liberté, tandis que Christophe renforçait tous les jours sa tyrannie : aussi Péthion laissait-il dans cette contrée une émulation vers tous les objets qui peuvent amener sa prospérité. Jean-Pierre Boyer, qui succédait à Péthion dans les hautes fonctions de président, promettait de soutenir l'indépendance d'Haïti et les droits du peuple.

La partie érigée en république prospérait sous l'égide de la liberté, tandis que la monarchie de Christophe dépérissait sous la verge de fer de son tyran. La plus grande tranquillité régnait parmi les trois cent mille citoyens libres, quand les symptômes les plus alarmants pour le despote noir se manifestaient parmi ses cent cinquante mille sujets opprimés. Toutefois Christophe crut devoir profiter de la circonstance pour tenter de soumettre la partie républicaine de l'île à sa domination ; mais il échoua complètement.

Ce fut à peu près à l'époque de la mort de Péthion que la France prohiba légalement la traite des noirs ; mais les philanthropes de tous les pays eurent encore à se plaindre de l'inefficacité des mesures répressives de ce honteux trafic, qui continua à se faire clandestinement de manière à laisser croire que le gouvernement français le tolérait après l'avoir formellement défendu.

En 1819, la France possédait encore dans le Nouveau-Monde une grande contrée que la république française avait obtenue de l'Espagne : les Florides, dont le sol fertile était encore perdu pour la culture et la civilisation parce que la France n'avait pu s'en occuper durant les guerres de la révolution et de l'empire, étaient depuis longtemps un objet de convoitise pour les États-Unis, qui regardaient leur possession comme indispensable depuis l'agréation de la Louisiane. Déjà le général Jackson y était entré à main armée sous prétexte de punir quelques peuplades sauvages ; mais cette agression avait été blâmée par le congrès des États-Unis : cependant il s'établit dès-lors des négociations, à la suite desquelles le cabinet des Tuileries céda à la république fédérative tous ses droits sur les Florides moyennant une somme d'argent. Par cette importante acquisition, les plus riches provinces de ces vastes états

ne furent plus séparées, et les États-Unis acquirent quatre nouvelles places maritimes à l'entrée du golfe du Mexique.

L'affaire de la cession des Florides m'amène naturellement à parler du fameux *champ d'asile* qui excita en France tant d'intérêt. Voici ce que je trouve à ce sujet de plus raisonnable parmi les récits fabuleux, ou seulement exagérés, qui furent faits dans le temps sur cette colonie éphémère :

« Il a toujours été dans la politique du gouvernement des États-Unis, dit M. Lesur dans son *Annuaire universel*, d'encourager les immigrations, et les troubles de l'Europe n'ont que trop favorisé ses vues. Un grand nombre de Français étaient allés, dans le cours de la révolution, chercher une autre patrie sur les bords de l'Ohio et du Mississipi. Les événements de 1814, et surtout la catastrophe de 1815, ont fait d'autres exilés. Un bill du 3 mars 1817 leur avait accordé quatre-vingt-douze mille acres de terre dans le territoire de l'Alabama, sur la Mobile et le Tombeck-Bee, à raison de deux francs l'acre, payables en quatorze ans sans intérêts, pour y former une colonie où l'on devait cultiver la vigne et l'olivier..... Mais, soit qu'ils n'eussent pas pu s'entendre sur la distribution des terres, soit que les premiers défrichements à entreprendre excédassent leurs moyens, soit dégoût de leur situation ou espérance d'en trouver une meilleure, la plupart abandonnèrent l'idée de leur établissement, et cédèrent à vil prix la concession qui leur avait été faite, à une compagnie de spéculateurs, qui y fit, dit-on, des bénéfices considérables.

« Cette rétrocession faite, quelques-uns de ces malheureux fugitifs se rendirent à Galvestown, sur le golfe du Mexique, où le général Humbert s'établit ; d'autres, au nombre de deux cent cinquante à trois cents, allèrent, au commencement d'avril, sous la direction des généraux Lallemand, fonder une colonie purement française, à dix ou douze lieues à l'ouest de Galvestown, entre les rivières de Note et de la Trinité, dans un terrain abandonné de la province de Texas, dont la possession était incertaine entre les Espagnols, les Indiens et les Américains. Le produit de la vente des terres d'Alabama et quelques avances faites par les chefs de l'entreprise firent les frais de l'expédition et de l'établissement.

« Arrivés sur ce territoire, qu'ils appelèrent du nom de *Champ-d'Asile*, les réfugiés se donnèrent un gouvernement militaire, se distribuèrent en cohortes, dont chacune avait son chef, et dans lesquelles on ne pouvait admettre

que des Français ou des individus qui eussent servi dans l'armée française. Ils firent entre eux le partage des terres, où chaque officier eut vingt arpents avec tout ce qui était nécessaire pour commencer le défrichement. Peu de jours après leur établissement, ils publièrent un manifeste, où, se déclarant état indépendant, ils annonçaient qu'ils respecteraient les nations voisines ; mais qu'ils étaient disposés à se défendre au péril de leur vie contre toute injustice ou agression. Ce manifeste leur attira encore quelques compagnons d'infortune.

« La fertilité du sol, la douceur du climat, et le voisinage d'une rivière étaient favorables à la durée de leur établissement ; mais ils n'avaient point de femmes ; ils étaient peu habitués aux rudes travaux du défrichement. Une centaine d'esclaves qu'ils avaient achetés déserterent chez les sauvages. Le découragement prit les nouveaux colons. D'ailleurs, leur arrivée avait excité, surtout chez les Espagnols du voisinage, des inquiétudes que leur manifeste n'était pas propre à dissiper. Le bruit se répandit que les réfugiés du Texas entretenaient des correspondances avec les mécontents du Mexique, dans le dessein d'y pénétrer quelque jour pour y établir un souverain dont la nouvelle colonie n'était que la garde avancée. Le vice-roi du Mexique, Apodaca, résolut de détruire cet établissement comme celui de Galvestown, qui servait d'asile à des pirates venus en grande partie de Saint-Domingue. Six à sept cents Espagnols, conduits par le général Castenada, se présentèrent devant Galvestown, qui fut évacué.

« Les colons du Texas, encore mal établis, divisés, déjà découragés, et d'ailleurs inquiétés par les Indiens, abandonnèrent le *Champ-d'Asile*, qui n'eut ainsi qu'une existence d'environ huit mois. Plusieurs des Français qui s'y trouvaient retournèrent dans l'Alabama, où ils se sont établis, avec l'agrément des États-Unis, dans la fertile contrée de Tombeck-Bee.

« Il est à remarquer que le général espagnol, chargé de cette expédition, avait déclaré qu'il n'entendait point commettre d'hostilités envers les États-Unis ; procéda bien étrange en le rapprochant de celui du général Jackson, et que de son côté le gouvernement des États-Unis ne manifesta point quels étaient ses sentiments ni ses desseins ultérieurs sur l'existence de cet établissement, fondé sur un territoire qu'il réclamait comme faisant partie de la Louisiane. »

Voilà l'histoire du fameux *Champ-d'Asile*, telle qu'on la trouve dans un ouvrage digne de foi à tous égards. Le sort des proscrits réunis au *Champ-d'Asile* avait si fortement excité l'intérêt de la

France, et principalement celui des militaires et des libéraux, qu'on en fit une affaire de parti : des poètes chantèrent le *Champ-d'Asile* ; des gravures reproduisirent la ville naissante ; enfin, quand on connut les persécutions auxquelles ces exilés avaient été en butte, même au Texas, on ouvrit, en leur faveur, une souscription nationale, dont le produit, assez considérable, leur fut envoyé.

Je dois ajouter qu'ayant moi-même questionné un des officiers qui avait fait partie du *Champ-d'Asile*, sur le but qu'ils se proposaient, il m'a été assuré que leur intention n'était pas de se fixer définitivement dans le Texas ; qu'ils se proposaient seulement d'y attirer beaucoup de Français, et principalement d'anciens militaires, pour tenter ensuite d'enlever Napoléon de Sainte-Hélène. Leur dispersion fit évanouir ce projet, qui paraîtra sans doute un rêve.

Avant de reprendre le récit des événements de l'intérieur de la France, je dois mentionner encore l'élévation de l'ex-maréchal français Bernadotte, prince de Pontecorvo, sur le trône de Suède, par suite de la mort de son père adoptif, Charles XIII. Le nouveau roi, qui prit le nom de Charles XIV, était alors dans sa cinquante-unième année. Son autorité n'éprouva aucune opposition ni dans l'intérieur, ni à l'extérieur. Déjà il avait fait connaître son intention de gouverner l'un et l'autre royaume suivant leurs nouvelles lois fondamentales. Avant de monter sur le trône, il signa l'acte de garantie, et renouvela, le 7 février, au sein de la diète générale, le serment exigé par la loi. Ce nouveau roi de Suède avait fait, quand il n'était encore que prince royal, le plus grand mal à Napoléon et à l'empire français : c'est un reproche que la postérité ne manquera pas de lui adresser. Mais ses ennemis mêmes ne pourront s'empêcher de rendre justice à ses talents militaires et administratifs, ainsi qu'à son respect pour les lois, les mœurs et même les usages de la nation qui l'avait si généreusement appelé à régner sur elle.

CHAPITRE V.

Loi sur la responsabilité ministérielle ; elle est ajournée. — Projet de changement dans l'année financière. — Attaques à la chambre des pairs contre la loi d'élections. — Proposition Barthélemy. — Agitation qu'elle cause dans toute la France. — Discussion à ce sujet. — La chambre des pairs adopte cette proposition. — Création de soixante pairs. — Rejet de la proposition Barthélemy par les députés. — Jolie des royalistes dans le midi, au sujet de cette proposition. — Nouvelle loi sur la presse et sur les journaux. — Poursuites contre la société des Amis de la presse. — Nouvelles élections. — Nomination de l'abbé Grégoire. — Dissentiments parmi les ministres. — Nouveau cabinet Decazes ; il se rapproche des royalistes. — Concessions qu'il fait aux libéraux. — Situation de la chambre, à l'ouverture de la session.

L'espoir que la refonte du ministère venait de donner au parti national parut se réaliser d'abord par l'empressement que les nouveaux ministres mirent à présenter la loi, si longtemps et si vainement réclamée, sur la responsabilité ministérielle, l'une des principales garanties proclamées par la charte. Tous les ministres qui s'étaient succédé avaient fait espérer cette loi ; mais aucun n'avait sérieusement pensé à tirer du vague de l'article fondamental cette responsabilité toujours invoquée et jamais définie. Le nouveau ministère crut devoir faire cet acte de déférence à l'opinion publique. Mais à peine son projet de loi fut-il connu, qu'une foule d'écrits l'attaquèrent comme incomplet. On lui reprochait de ne pas spécialiser assez les actes de trahison ni ceux de concussion, et de ne pas atteindre les agents subalternes de l'autorité, ni les fonctionnaires publics, dont la tyrannie est souvent plus dangereuse aux libertés publiques que celle du ministère lui-même. Les formes de la procédure y étaient bien réglées en détail, et les peines que les ministres pouvaient encourir s'y trouvaient déterminées ; mais l'instruction de la procédure y était calculée de manière à durer plusieurs mois.

M. Courvoisier, rapporteur de la commission, essaya de remplir les lacunes que cette loi présentait : elle n'en resta pas moins défectueuse ; le ministère, effrayé des nombreux amendements proposés, laissa tomber le projet et le rapport, ajournant ainsi à une autre époque une loi si vivement demandée.

Quelques jours après, le ministère proposa une autre loi, dont l'effet eût été de transporter l'année financière du 4^{er} janvier au 4^{er} juillet, afin, disaient les ministres, de ne plus mettre les chambres dans la nécessité de voter des *douzièmes provisoires*, ainsi que cela avait eu lieu depuis 1814. Les adversaires des ministres se récrièrent vivement contre cette disposition, qui était effectivement opposée à l'article de la charte, qui veut que l'impôt ne soit que pour un an. Ils essayèrent de substituer au projet du gouvernement un autre projet plus compliqué ; mais après de longs débats,

dans lesquels le côté droit de la chambre des députés montra une grande tendresse pour la charte, le projet ministériel fut adopté à cette chambre, et porté à celle des pairs, où l'on discutait alors une proposition dont l'importance fit oublier les dispositions réglementaires pour la nouvelle année financière.

La retraite de M. de Richelieu n'avait arrêté que momentanément le projet formé par les royalistes de détruire ou de modifier la loi des élections, dont ils calculaient les effets avec effroi. Ils ne pouvaient pas se dissimuler qu'un troisième renouvellement aurait donné aux libéraux une majorité sous laquelle il n'eût plus été possible d'attaquer cette loi avec le moindre succès : il ne fallait donc pas attendre l'épreuve de ce troisième renouvellement, et il y allait de l'existence politique de ce parti, de porter sans retard le coup mortel. Les royalistes combinèrent donc leurs moyens d'attaque ; mais, jugeant qu'elle ne serait pas assez soutenue dans la chambre des députés, ils préférèrent la faire partir de la chambre des pairs, où ils avaient encore la majorité. Il fut décidé qu'une proposition, ayant pour but de provoquer des modifications à l'organisation des collèges électoraux, serait faite dans cette chambre par un pair jusqu'alors étranger à l'esprit de parti.

Il y a toujours eu dans toutes les assemblées des hommes qui passent pour de bons citoyens, mais que leur caractère pusillanime dispose à s'effrayer du moindre progrès des idées libérales, dans lesquelles il leur semble voir l'anarchie ; l'ex-membre du directoire Barthélemy, que du temps de la république on avait regardé comme un traître, et que Louis XVIII avait placé à la chambre des pairs, était de ce nombre. Les royalistes s'adressèrent à son imagination déjà alarmée des effets de la loi des élections, et lui proposèrent le dangereux honneur de faire la proposition qu'ils n'osaient articuler eux-mêmes. Le neveu de l'auteur du *Voyage d'Anacharsis* se chargea d'une démarche dont les résultats politiques ne pouvaient guère se calculer ; car il est probable que, quelques années plus tard, elle eût produit une révolution.

Sûr de trouver des appuis dans les vieux aristocrates que la chambre des pairs renfermait, et ne calculant pas tout ce qu'il allait assumer d'impopularité et de haine, par une attaque aussi imprudente contre un système d'élections dans lequel la nation avait placé ses espérances, il eut le courage de prendre la parole, le 20 février, et de s'exprimer en ces termes :

« Il y a environ deux ans qu'un changement important fut introduit dans nos institutions naissantes, par l'établissement d'un nouveau sys-

tème d'élection. Les avantages annoncés furent soutenus avec tant de chaleur, les inconvénients prévus furent appuyés par des raisonnements si plausibles, qu'il fut permis d'être incertain dans une matière aussi grave. La marche de nos discussions rendit même cette incertitude si naturelle, qu'elle fut peu à peu partagée par les orateurs du gouvernement même, et qu'en dernière analyse ils déclaraient que ce système nouveau était un essai que l'on voulait faire, et que la loi d'élection étant une loi d'organisation, si l'essai ne répondait pas à l'espoir que donnait le nouveau système, le pouvoir qui faisait la loi pouvait aussi la modifier.

« Cette déclaration, messieurs, fixa beaucoup d'incertitudes, et, je l'avoue à cette tribune, je fus du nombre de ceux qu'elle détermina à voter en faveur du projet de loi. Deux ans sont écoulés, deux épreuves ont été faites, deux fois le gouvernement a témoigné des alarmes. C'est par conséquent pour moi un devoir de conscience que de solliciter aujourd'hui l'effet d'une promesse qui a déterminé mon vote.

« Je demande donc que la chambre des pairs prenne une résolution, en vertu de laquelle le roi serait humblement supplié de présenter un projet de loi tendant à faire éprouver à l'organisation des collèges électoraux les modifications dont la nécessité peut paraître indispensable. »

M. Barthélemy avait à peine cessé de parler, que la plus grande agitation se manifesta dans la salle. Sa proposition fit tressaillir de joie tous les royalistes ; mais en même temps elle causa la plus pénible sensation dans tous les cœurs où commençait à se réveiller l'amour du pays et de la liberté. MM. Garnier, Boissy-d'Anglas, Barbé-Marbois, de Broglie, de Larochehoucauld et Decazes, s'élevèrent contre la prise en considération d'un projet qui pouvait occasionner des troubles. « Du Rhin aux Pyrénées tout est tranquille aujourd'hui, s'écria M. Barbé-Marbois ; mais demain tout peut cesser de l'être, si la chambre paraît accueillir les vœux qu'on lui propose : il faut qu'elle les repousse d'une manière éclatante, si elle ne veut pas jeter partout de l'inquiétude. »

La discussion prit bientôt un degré d'exaspération auquel on n'était guère habitué dans cette chambre ; et, suivant les expressions d'un pair, on ne pouvait s'empêcher de voir dans l'émotion qui se manifestait au sein de cette assemblée le signal et le présage de celle que la proposition exciterait dans toute la France.

Tous les efforts du ministre Decazes et des pairs libéraux ne purent prévaloir contre une résolution fermement arrêtée dans de longues confé-

rences, où les pairs qui voulaient l'anéantissement de la loi du 5 février s'étaient comptés : quatre-vingt-neuf d'entre eux, sur cent quarante-deux, votèrent pour la proposition, qui fut prise en considération, en attendant le développement que son auteur devait en faire six jours après.

Dans l'intervalle, ce que M. Marbois avait prédit se réalisa. Paris et les départements se prononcèrent contre cette attaque avec une unanimité qui aurait dû suggérer de graves réflexions au pair qui s'était chargé d'attacher le grelot. Dans tous les lieux publics, dans tous les ateliers on ne parlait que de la proposition de M. Barthélemy. On la considérait comme un événement désastreux, et avant même qu'elle fût développée, des milliers de pétitions contre cet attentat à la loi des élections furent chargées de signatures et envoyées à la chambre des députés. Bientôt le nombre de ces pétitions fut tel, qu'on évalua à plus de quatre-vingt mille celui des signataires qui protestaient.

La proposition n'en fut pas moins développée le 26 février. M. Barthélemy prit à charge de démontrer ce qu'il appelait les inconvénients de la loi du 5 septembre, inconvénients qu'il considérait comme très-graves. M. Barthélemy se plaignait de ce qu'environ un tiers des électeurs n'avait point pris part aux dernières élections; de ce que la loi qu'il combattait assimilait les patentes à la contribution foncière, ce qui introduisait dans le corps électoral des hommes sans fortune; et enfin de ce qu'il existait dans la loi une lacune bien importante, celle de la nomination de suppléants, adoptée par la plupart de nos assemblées législatives, et d'autant plus nécessaire en ce moment que, le nombre des députés étant infiniment restreint, il importait davantage qu'il fût toujours complet.

« Je pourrais ajouter sans doute beaucoup d'autres observations, disait M. Barthélemy, en terminant le développement de sa motion; mais il me suffit d'avoir prouvé qu'il existe dans la loi sur les élections des dispositions qui trompent le vœu de la charte, pour établir la nécessité de provoquer un examen de la loi dans l'intérêt de la loi même... »

Les griefs que M. Barthélemy articula contre la loi des élections ne parurent nullement concluants.

M. Dessoles se présenta aussitôt pour combattre une proposition dont le premier effet, disait-il, avait été de soulever les partis, d'ébranler la confiance, et de répandre une agitation violente dans la capitale et dans les départements. Sans vouloir prétendre que la loi fût parfaite, M. Dessoles déclarait qu'il était pleinement rassuré par

l'expérience du double essai qu'on venait d'en faire. Admettant toutefois que quelques améliorations pussent être introduites dans cette loi, pour corriger quelques abus que l'on prétendait signaler, il se demandait si le moment était convenable pour s'occuper de cette question; et il montrait les inquiétudes causées par les seuls bruits d'un changement dans les principales dispositions de cette loi. « Lorsque le roi fait tout pour que l'oubli de toutes les erreurs ne laisse que le souvenir de tous les services, ajoutait le président des ministres; quand sa royale sagesse s'efforce de réunir tous les intérêts, quand elle offre à chacun le moyen de prendre son rang dans l'échelle de la société; quand elle n'écarte des fonctions que des hommes qui résistent à son gouvernement, et ne les écarte que jusqu'au moment où ils voudront marcher avec le reste du corps social; quand enfin nul n'est exclus s'il n'est exclusif, est-ce à la chambre des pairs à lutter contre la sagesse du roi? Est-ce en luttant contre le monarque qu'on affermira la monarchie?

» Je crois devoir déclarer comme l'opinion unanime du gouvernement, qu'il repousse tout changement à la loi des élections; que la seule proposition a suffi pour en manifester les dangers; que sa prise en considération ne peut que les aggraver, et qu'il est de son devoir de vous en avertir et de s'y opposer. »

MM. de Laroche-foucauld, Boissy-d'Anglas, Decazes, de Choiseul, Barbé-Marbois, Lanjuinais, combattirent avec autant de force que de talent la motion de M. Barthélemy; mais ils ne purent empêcher qu'elle ne fût prise en considération par la même majorité. Il y eut quatre-vingt-quatorze voix pour la proposition, et soixante contre.

Il s'agissait alors d'adopter une résolution en conséquence de la proposition : ce fut l'objet d'une nouvelle discussion, qui eut lieu dans la séance du 2 mars.

Là plusieurs nouveaux orateurs se demandèrent pourquoi on exigeait la destruction d'une loi que la France considérait comme une des plus sûres garanties qui lui fussent données, et à laquelle elle s'était attachée comme à la sauvegarde d'une partie des droits reconnus par la charte : ils déclarèrent de nouveau qu'en touchant à cette loi, c'était semer partout la méfiance et les alarmes, c'était attaquer la majorité des citoyens dans ce qu'ils avaient de plus cher; c'était heurter de front les opinions et les sentiments de la majorité de la nation; c'était enfin jeter au milieu de la France un brandon de discorde, qui allait l'exposer à des troubles et à des malheurs inévitables. « Ou n'ose pas convenir des motifs

qui ont dicté la proposition, disait le comte de Richebourg, et malheureusement ils n'ont pas été aperçus par le patriotisme de son auteur.

» Le premier sans doute des motifs secrets, mais trop réels, qui ont engagé cette lutte, est l'inflexibilité avec laquelle ces colléges, fidèles au roi, fidèles au peuple, se sont refusés à introduire dans l'assemblée de la nation des hommes qui professent hautement, par leurs discours ainsi que par leurs écrits, qu'ils n'aspirent au pouvoir que pour rétablir les privilèges et détruire tous les intérêts créés par la révolution. Sous de pareils auspices il fallait désespérer de trouver une chambre des députés semblable à celle de 1815, qu'on fut obligé de dissoudre, et à nous saturer encore une fois de ce prétendu bonheur, dont le souvenir douloureux affecte encore vivement la presque totalité de la nation. »

Le comte de Richebourg avait touché la corde sensible; M. Larjuinais la fit vibrer encore plus fortement.

« J'ai promis des faits, s'écria ce courageux citoyen : je vais les présenter. C'est avec des faits, et non plus avec l'arme seule du raisonnement, que je viens combattre l'attaque, trop véritablement perturbatrice, faite à la loi d'élections, qui est notre seconde charte, comme l'a dit un noble pair...

» Après quatre ans de notes secrètes, et toujours criminelles et impunies, après l'intrigue d'Aix-la-Chapelle contre notre loi tutélaire, éprouvée deux ans par le plus grand calme et par d'honorables choix, après cette autre intrigue de la fin de décembre dernier, qui avait le même but, et devait ramener les malheurs dont le roi arrêta le cours par son ordonnance du 5 septembre 1846, il s'est formé un nouveau point nébuleux, présage d'une affreuse tempête; et le nuage part de la chambre des pairs. Cette chambre est instituée pour calmer les orages politiques, pour conserver, pour ramener l'harmonie entre les pouvoirs, et c'est en son nom qu'on propose vaguement les innovations, les excitations les plus alarmantes, par cela même qu'elles sont plus incertaines.

» N'en doutons pas, c'est une grande faction, très-visible hors de cette chambre, la faction des privilèges, des abus, des *sinécures*, des prodigalités, de l'oligarchie; c'est elle qui nous agite et nous arrête, pour tâcher d'abattre enfin la charte, si longtemps minée, et pour la rendre tout-à-fait illusoire, et en réduire les effets à d'hypocrites cérémonies.....

» Le but prochain de la ligue est de renverser le ministère actuel, qui a le choix du roi et l'opinion publique, et qui, par un avantage nouveau,

se distingue à la fois par le patriotisme et l'esprit d'union, par des sentiments homogènes

» On veut le remplacer par les hommes les plus exaltés de la faction, pour ensuite anéantir la loi des élections, qui a coûté deux années de travail, et qui est si chère à l'immense majorité des Français. On veut rétablir les deux degrés d'élections si favorables à l'aristocratie; et ramener les élections partielles dans les petits chefs-lieux, abus si sévèrement prévu par la loi actuelle.

» En deux mots, c'est le premier acte de la révolution contre la charte.

» Quant aux faits qui ont préparé l'attaque, s'il est vrai que tout soit en paix du côté des constitutionnels, tout est en guerre dans l'Ouest, de la part des ennemis déclarés ou secrets de la charte. Ils ont, dans les départements de cette région, assemblées secrètes, armée secrète, avec cocarde particulière.

» Cette armée, qui existe par échelons, qui se montre dans les bois et sur les chemins, est soldée, inspectée, va à l'ordre chaque jour en certains quartiers. Son matériel est de plus de dix mille fusils anglais; des assemblées secrètes, dans cette partie du royaume, ont précédé de plusieurs jours la proposition qui nous occupe.

» Les faits qui ont accompagné et suivi cette proposition ne sont pas moins remarquables. En deux départements de l'Ouest les plus peuplés, il se poursuit deux procédures criminelles, relatives aux armements illicites. A l'heure même que je parle, se continue une information qui doit être de plus de cinquante témoins.

» Vous connaissez la baisse des fonds qui a suivi la stagnation dans les affaires de commerce et d'industrie, le sentiment de l'indignation publique, les pétitions qui se succèdent déjà dans vos archives; il en est une revêtue de plus de trois mille signatures.

» Si la proposition n'est pas retirée, les résultats probables sont le rétablissement des pairs suspendus sans jugement en 1815; ce sera un retour à l'ordre constitutionnel : mais ce retour, trop insuffisant, appelle des nominations de nouveaux pairs, en tel nombre que la chambre perdra les caractères particuliers qui doivent la distinguer. Elle est déjà trop nombreuse, respectivement au petit nombre de la chambre des députés. Cette dernière chambre, peut-être il faudra la dissoudre, et la convoquer plus nombreuse.

» Si on néglige ces moyens, il faut changer le ministère, et chercher de nouveaux fonctionnaires qui veuillent consentir à l'accepter.

» Alors nouvelles élections dans le système oligarchique; rétablissement de la chambre aux catégories, ou d'une chambre semblable; décadence

entière du gouvernement représentatif; mesures d'exception qui paraîtront excusables; bientôt mécontentement universel; réveil national, peut-être guerre civile, guerre étrangère; de toutes parts dangers incalculables pour la liberté, le trône et l'autel, la dynastie et particulièrement pour la pairie actuelle, peut-être pour toute la pairie; en un mot despotisme absolu ou liberté, une troisième fois chèrement achetés. En définitive, si l'on veut nous compter, ce n'est pas dans cette enceinte, c'est au milieu de trente millions de Français qu'il faut établir les calculs; il n'y a qu'un remède désirable, c'est le retrait ou le rejet de la proposition. »

M. Lanjuinais avançait des faits graves, le ministre de l'intérieur répondit que le gouvernement avait les yeux ouverts sur les intrigues de ceux qui cherchaient à troubler l'ordre, et qu'il saurait les déjouer. Puis repoussant avec force les allégations et les faits avancés contre la loi des élections, il conclut au rejet de la proposition.

Mais il était inutile de combattre une majorité formée d'avance, et sur laquelle toutes les raisons présentées par les libéraux et les ministres ne pouvaient produire aucun effet. Ainsi la proposition de M. Barthélemy, mise aux voix et adoptée par quatre-vingt-dix-huit pairs sur cent cinquante-trois, fut aussitôt convertie en une résolution rédigée en ces termes :

« Le roi sera humblement supplié de proposer » aux chambres une loi qui fasse éprouver à l'organisation des collèges électoraux les modifications dont la nécessité peut paraître indispensable. »

Cette résolution fut considérée par toute la France comme un acte hostile envers le nouveau ministère autant qu'envers la nation; mais comme ce n'était encore qu'une prière faite au roi, on devait croire, d'après les sentiments exprimés par ses ministres, que cette proposition n'aurait pas de suite, tant que ces ministres resteraient au conseil : les libéraux étaient donc disposés à les soutenir de toutes leurs forces contre les attaques auxquelles ils allaient être en butte, après ce premier triomphe obtenu contre eux.

En effet les royalistes, fiers d'avoir conquis l'une des deux chambres, et croyant n'avoir plus qu'un effort à faire pour s'emparer du gouvernement, ne tardèrent pas à faire un nouvel éclat contre le ministère, en rejetant, sans même vouloir entendre les ministres, la loi déjà adoptée par la chambre des députés sur le changement de l'année financière. Dans leur impatience d'envoyer aux ministres leur manifeste de guerre, les amis de M. de Richelieu et les ennemis de l'ordonnance du 5 septembre, violèrent, sans

aucune pudeur, tous les usages que la chambre des pairs avait toujours respectés, en fermant, aussitôt après le rapport, une discussion à laquelle les députés avaient consacré plusieurs jours.

Mais les ministres tenaient une réponse toute prête à l'acte de colère de la majorité de pairs : dans un conseil tenu le lendemain du rejet de la loi sur l'année financière, ils s'étaient promis de ne point abandonner un système conçu par le roi et suivi jusque-là avec un succès qui en prouvait l'efficacité pour guérir les maux de la patrie. Quitter la route tenue depuis trois ans, c'eût été renier l'ordonnance du 5 septembre, la loi des élections et celle du recrutement, reçues avec tant de joie et de reconnaissance par la grande majorité des Français; c'eût été remettre le sort de la France aux hommes de 1815, dont elle avait fait une si cruelle expérience. Ces ministres jugèrent que ni négociations, ni promesses, ni menaces ne parviendraient à rompre une coalition dont le but était fixe, invariable, et que le seul moyen à employer pour la vaincre c'était de détruire cette majorité hostile par la nomination d'un nombre de nouveaux pairs constitutionnels dont les voix, jointes à celles qui s'étaient prononcées contre la proposition Barthélemy, pourraient balancer la coalition formée dans cette chambre contre le ministère.

Le 5 mars parut une ordonnance portant création de soixante nouveaux pairs de France, quelques-uns d'un ancien nom ou d'une grande fortune, la plupart connus par des services militaires ou civils, tous d'une opinion politique assez modérée.

Cette grande mesure fit beaucoup de sensation : les écrivains ministériels annoncèrent qu'elle reconstituait, sur les notabilités de la France ancienne et nouvelle, la pairie, composée en 1814 dans les seuls intérêts de la vieille aristocratie et de l'émigration. Les libéraux ne se montrèrent pas contraires à ce coup d'état; mais ils auraient voulu que les choix des ministres fussent tombés sur des hommes d'une opinion plus franchement dessinée, et sur des noms plus connus et plus aimés de la France; ils pensaient que les ministres devaient rappeler d'abord dans la chambre des pairs ceux qui en avaient été exclus en 1815. Quant au parti contre lequel cette mesure était si évidemment dirigée, il en fut atterré : les journaux, les brochures, organes de cette opinion, signalèrent cette grande promotion de pairs comme l'abus le plus dangereux de la prérogative royale; ils y virent l'avilissement de la pairie et l'établissement du despotisme ministériel. Quelques anciens pairs se ligèrent pour protester contre l'ordonnance, et l'un d'eux commença

même un discours que le président crut de son devoir d'interrompre pour éviter le scandale que les royalistes se proposaient de faire. L'admission des nouveaux élus eut lieu quelques jours après, sans opposition, mais non sans quelque répugnance de la part des opposants à ce qu'ils appelaient une *grande journée de pairs*.

Pendant que les ministres se défendaient eux-mêmes en défendant la loi attaquée, l'agitation causée à Paris par la funeste proposition du marquis Barthélemy s'était étendue dans tous les départements, et les pétitions contre cette proposition arrivaient en foule à la chambre des députés, en laquelle les libéraux plaçaient leurs espérances.

Cette chambre était aussi agitée que la nation. On y avait déjà entendu une proposition de M. Laffitte ayant pour but de faire connaître au roi, par une adresse solennelle, que les députés regardaient le maintien de la loi des élections telle qu'elle était et son exécution ponctuelle comme les premières garanties de la paix publique et la base la plus solide de la monarchie constitutionnelle, et qu'en conséquence la chambre suppliait Sa Majesté de préserver cette loi de toute atteinte. Le ministère témoigna qu'il partageait les sentiments qui avaient dicté la proposition de M. Laffitte; mais elle ne fut pas prise en considération par le motif que les députés allaient s'occuper très-incessamment de la résolution adoptée par la chambre des pairs.

Le 18 mars, M. Beugnot fit le rapport, si vivement attendu, sur cette fameuse résolution : la commission déclarait qu'elle n'y voyait rien que de vague, d'incertain et des généralités insignifiantes; elle la trouvait peu respectueuse envers le roi. « Nous demanderons, disait M. Beugnot, que l'on cite les personnes, les lieux, les faits, afin qu'on puisse les vérifier avant tout et s'assurer que l'auteur de la proposition ne se trompe pas ou n'a pas été trompé; car si rien de tout ce qu'il dit n'est exact, sur quoi raisonnerions-nous? On ne sait pas même si c'est l'abus commis que l'on prétend réprimer, ou si c'est seulement l'abus possible que l'on veut prévenir..... Il est donc démontré à votre commission que la proposition adoptée par la chambre des pairs recèle tout autre chose que ce qu'elle exprime naturellement; et que, considérée comme une attaque à la loi des élections, elle est dénuée de motif et de prétexte. Il ne lui est pas moins démontré que cette proposition, considérée sous ce rapport, est une source de dangers, et votre commission croit que la loi des élections ne peut pas sortir trop tôt du combat où on l'a engagée. Les moments ont ici tout leur prix. Que la chambre écoute l'opi-

niou publique qui s'est si hautement manifestée, et qu'elle se prononce avec fermeté; alors on aura beau s'agiter, les institutions nationales triompheront. Celles-là seules sont aujourd'hui monarchiques, parce qu'elles seules peuvent garantir la stabilité du trône et le repos des peuples. »

L'intérêt qu'excitait cette discussion fut si grand qu'il y eut plus de soixante-dix orateurs inscrits pour y prendre part. Sur ce nombre, dix-sept seulement osèrent se présenter pour soutenir la résolution, et cinquante-trois étaient prêts à la combattre; mais tous ne purent pas parler.

Les partis étaient aigris, aussi la discussion générale se changea-t-elle en disputes particulières très-animées. Les libéraux accusaient leurs adversaires de mauvaise foi; ils leur reprochaient de n'avoir d'autre but que de faire prédominer dans les élections l'influence aristocratique des grands propriétaires déjà si privilégiés. « Chacun de nous, dit M. La Fayette, sait si bien pourquoi il attaque la loi des élections et pourquoi il la défend, qu'il n'y a pas matière à beaucoup d'éclaircissements mutuels. » Et M. La Fayette avait raison de s'exprimer ainsi, car il s'agissait ou de remettre les élections et le pouvoir entre les mains des députés de 1815, ou de le maintenir et l'affermir dans celles de ceux qu'on regardait comme les élus de la nation, quoiqu'ils ne représentassent réellement que 80,000 électeurs privilégiés. Quoiqu'on n'eût en effet rien à s'apprendre, les débats n'en furent pas moins très-étendus : MM. Martin de Gray, Royer-Collard, Lainé, de Serre, se distinguèrent parmi les défenseurs de la loi des élections, qui fut violemment combattue par MM. La Bourdonnaye, Villèle et quelques autres orateurs du côté droit. Cette grande discussion fut un véritable tableau de la situation des partis qui divisaient la France. Le résultat du scrutin donna aux libéraux une majorité de cent cinquante voix, contre quatre-vingt-quatorze.

Le rejet, par la chambre des députés, de l'imprudente résolution des pairs, fut célébré comme une grande victoire remportée par le parti national sur celui de l'ancien régime. La France se sentit soulagée et respira librement, du moins pendant quelques mois.

Mais les royalistes n'en furent que plus raffermis dans leur projet de détruire la loi des élections : de ce moment ils s'organisèrent plus fortement, et toujours en dehors du gouvernement de Louis XVIII. Ne pouvant plus rien espérer de la chambre des députés, tant que les ministres auraient pour appui le côté gauche de cette chambre, ils travaillèrent sourdement à rompre cette union, et y parvinrent bientôt en alarmant les ministres et le roi sur les vues du parti libéral.

L'histoire doit faire mention de la manière dont la proposition de M. Barthélemy fut accueillie dans les départements du midi, où les royalistes n'avaient point cessé d'exercer leur désastreuse influence. Les hommes de 1815 laissèrent éclater la joie que leur occasionnait une nouvelle dans laquelle ils entrevoyaient la possibilité de ressaisir le pouvoir qui leur échappait. Cette joie se manifesta, depuis Bordeaux jusqu'à Marseille, par une agitation et des chants semblables à ceux que l'ordonnance du 5 septembre avait fait cesser. A Nîmes, on vit se renouveler ces rassemblements de factieux et d'assassins armés, dont les injures et les menaces contre les libéraux et les protestants faisaient craindre de nouvelles scènes atroces. Déjà la force armée avait été obligée de relâcher quelques chefs des perturbateurs; il fallut faire avancer sur cette ville volcanisée sept à huit cents hommes de troupes, qui, jointes à celles de la garnison, parvinrent enfin à rétablir le calme.

Mais, pendant que le midi semblait se préparer à une nouvelle lutte, d'autres départements protestaient contre les intentions qui avaient provoqué la résolution des pairs, par l'envoi à la chambre de députés très-libéraux. Les départements du Rhône, du Finistère, de la Sarthe et de la Loire-Inférieure, dont les députations étaient incomplètes, se firent un devoir d'élire, même hors de leur sein, des hommes dont le talent et le caractère devaient puissamment servir la cause nationale. Ces nouveaux députés furent MM. Benjamin Constant, Picot Désormeaux, Dannou et de Corcelles; ils n'étaient point les candidats appuyés par les ministres, mais ils étaient ceux que l'opinion publique désignait. Le ministère reçut, dans ces quatre départements, un échec qui devait lui donner la mesure de cette opinion publique, si longtemps méconnue ou comprimée.

Pourquoi un ministère, qui voyait se manifester aussi franchement la marche des idées libérales et la réprobation de tout ce qui ressemblait à celles de l'ancien régime; pourquoi, dis-je, des ministres, qui venaient de faire de si grands efforts pour garantir la loi des élections, ne comprirant-ils pas qu'ils devaient se mettre à la tête du parti national, et réduire à l'impuissance les hommes qui, pour me servir d'une expression usitée alors, voulaient marcher à reculons?

C'est que la plupart de ces ministres se flattaient de former un troisième parti, composé d'hommes qu'on appelait modérés, parce que la plupart n'avaient pas de principes politiques ni d'opinions fixes; mais dont la France ne voulait pas, persuadée qu'elle était que ces hommes seraient toujours les séides du pouvoir, et non les défenseurs des libertés publiques.

La marche que suivit le gouvernement, après avoir fait rejeter la résolution des pairs, fut assez conforme à ce plan. Il changea quelques préfets, mais seulement de préfectures: ainsi, les mêmes hommes restèrent dans l'administration, et y créèrent le parti des *ministériels*, lequel parti s'appuyait sur les deux centres de la droite et de la gauche de la chambre des députés. On vit alors se former une espèce d'assurance mutuelle pour les emplois publics: les titulaires se les garantissaient non-seulement pour eux, mais encore pour leurs enfants et leurs parents. Aussi les ministres n'osaient-ils et ne voulaient-ils déplacer personne, ne doutant pas que tous ces fonctionnaires, tous ces employés, depuis les préfets jusqu'aux gardes champêtres, depuis les présidents et les procureurs-généraux jusqu'aux huissiers, ne formassent bientôt cette armée ministérielle au milieu de laquelle ils voulaient marcher, à côté du parti libéral, mais sans se montrer aucunement hostiles au parti ultra-royaliste.

Le gouvernement s'était engagé, dans la précédente session, à proposer une loi définitive sur la presse en général, et sur les journaux en particulier. Cette nouvelle législation sur la presse fut en effet présentée par le garde des sceaux de Serre, en trois projets de loi distincts. Le premier projet intitulé: *Des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou tout autre moyen de publication*, ne fut converti en loi qu'après de très-longues débats. Les libéraux trouvaient cette loi trop sévère; les royalistes la considéraient comme trop indulgente. Ces derniers auraient voulu opérer comme lors de la discussion de la fameuse loi d'amnistie, c'est-à-dire, dénaturer le projet ministériel pour y faire entrer, par forme d'amendements, une foule de dispositions pénales, que les libéraux, joints aux ministériels, rejetèrent. Mais ils ne purent empêcher qu'il ne fût fait une addition à l'art. 8, portant la peine d'un mois à un an d'emprisonnement contre quiconque se rendrait coupable d'*outrage à la morale publique*: les royalistes insistèrent beaucoup pour qu'on ajoutât *la morale religieuse*. L'article ainsi amendé fut adopté, malgré l'opposition du garde des sceaux, qui démontra que le projet ministériel contenait toutes les précautions nécessaires. En effet, les ministres avaient porté leur prévoyance jusqu'à punir les écrivains qui se seraient permis des offenses envers les souverains ou princes étrangers. C'était ôter à la presse le droit de contrôler et de critiquer les actes de ces souverains: M. Bignon combattit le vague de cet article, et la chambre crut que c'était assez de punir les offenses personnelles envers ces souverains.

Le second projet de loi relatif à la poursuite et ju-

gement des crimes et délits de la presse, n'offrit pas des débats aussi vifs que le précédent. La commission de la chambre des députés en adopta les principes fondamentaux, mais elle aurait désiré que les chambres eussent le droit de poursuivre les offenses dirigées contre elles, sans s'adresser au roi, et hors même du temps de leur session. Cet amendement, soutenu par M. de La Bourdonnaye, ne fut pas admis. Le reste du projet de loi ne fut attaqué que sur la distinction qui y était établie entre les crimes et les délits de la presse. Les libéraux auraient voulu que cette distinction, qui attribuait la connaissance des crimes aux cours d'assises et au jury, et celle des délits aux tribunaux correctionnels, n'existât pas dans la loi : ils insistèrent pour que tous les crimes ou délits de la presse fussent soumis au jury ; mais leurs efforts échouèrent, et la distinction resta dans la loi.

Enfin, le troisième projet de loi sur la *publication des journaux et écrits périodiques* consacrait la liberté de la presse périodique dont la France était privée depuis trois ans ; mais c'était sous la condition d'un gros cautionnement imposé à tous les journaux : ce cautionnement semblait exigé pour répondre des dépens, dommages-intérêts et amendes auxquels les propriétaires ou éditeurs pouvaient être condamnés ; néanmoins il était facile de s'apercevoir que le gouvernement n'exigeait le dépôt de cinq mille francs de rente que pour mettre des entraves à la publication des journaux. Malgré l'opinion de quelques députés du côté gauche, qui auraient voulu que la liberté des journaux fût entière et complète, et qui voyaient dans l'obligation d'un cautionnement une mesure préventive, ce troisième projet de loi fut adopté, et la censure fut abolie, du moins pour quelque temps.

Je passerai sous silence la discussion de la loi des finances et du budget de 1819, dans laquelle tous les plus beaux discours ne purent amener aucune des économies que les libéraux demandaient. Le budget fut défendu dans cette session par les députés ministériels, qui commençaient à le regarder comme un gâteau dont ils devaient avoir annuellement leur part.

Le rejet de la proposition Barthélemy, quelques actes ministériels dans l'intérêt des personnes arrêtées pour délits politiques et même pour leurs seules opinions, des améliorations introduites dans les prisons, des efforts bienfaisants pour ranimer l'agriculture, des encouragements accordés à l'industrie française, à laquelle M. Decazes rendit ses brillantes expositions, l'établissement d'une école gratuite pour l'application des sciences aux arts industriels, des ordonnances favorables aux anciens militaires, une meilleure organisation de la garde

nationale, quelques mesures pour étendre les bienfaits de l'instruction, l'abolition du droit d'aubaine, celle de la censure des journaux, et enfin deux récoltes successives abondantes et propres à faire oublier la disettes des années précédentes, changèrent l'aspect de la France pendant l'été et l'automne de l'année 1819.

Mais cet aspect eût été bien plus beau si le ministère eût adopté la marche franche que le parti national lui indiquait. Malheureusement il n'en fut pas ainsi. Ce ministère, à qui une longue session avait fait pressentir les forces que le parti libéral posséderait à la session prochaine, s'en effraya au lieu de les faire servir à la consolidation du système représentatif, et crut se tirer d'embarras en travaillant à se créer une majorité composée des deux centres. Les libéraux ne tardèrent pas à s'apercevoir que M. Decazes leur préparait des déceptions. Les gazettes étrangères, qu'on savait être à la solde des ministres français, annonçaient vaguement ce projet, ainsi que celui de doubler le nombre des députés, et de changer les bases du système électoral. On concluait de ces bruits que M. Decazes méditait la création d'un parlement quinquennal ou septennal, et ces soupçons achevaient de détacher les libéraux du ministère.

Bientôt les vues de ce ministère furent dévoilées par les poursuites qu'il fit diriger contre la société des *Amis de la presse*. Cette société, formée depuis quelques années, se composait de l'élite du parti libéral en députés, magistrats, hommes de lettres, banquiers, militaires, avocats, etc. ; elle avait eu d'abord pour objet de conférer sur les projets de loi soumis à la chambre ou sur d'autres travaux utiles : le ministère avait même eu des communications directes avec elle. Mais voyant l'influence des amis de la presse s'accroître dans un moment où ses rapports devaient être rompus, le gouvernement s'en alarma, et se décida à dissoudre ces réunions, qui échappaient aux dispositions de l'article 194 du Code pénal, en ce qu'elles se tenaient tantôt chez un membre, tantôt chez un autre.

Cette mesure aigrit les libéraux qui récriminèrent contre le ministère public de ce qu'il ne poursuivait pas aussi plusieurs autres sociétés secrètes d'un autre parti dont l'existence lui avait été signalée plusieurs fois de la tribune législative.

Ils demandaient pourquoi le gouvernement sévissait contre une société utile et tout-à-fait dans les mœurs constitutionnelles, lorsqu'il continuait à accorder sa protection à des apôtres de discordes, à ces fanatiques instruments des ultra-royalistes, dont les prédications imprudentes avaient compromis la tranquillité publique dans plusieurs villes, et notamment dans celle de Brest.

d'où les missionnaires venaient d'être honteusement chassés.

Les libéraux avaient sans doute raison ; mais le ministère n'en persista pas moins dans ses poursuites contre les amis de la presse, sans leur donner aucune sorte de satisfaction. Alors les libéraux n'eurent plus aucun ménagement pour les ministres.

L'époque des élections arriva dans ce moment. Les libéraux formèrent des comités particuliers qui reçurent l'impulsion d'un comité central, signalé par les royalistes sous le nom de *comité directeur*, et se servirent puissamment de ce moyen ainsi que des journaux pour désigner aux électeurs les candidats qu'ils devaient choisir. Plutôt des *ultra*, plutôt des *jacobins*, disaient les libéraux, que des *ministériels* ; et cette recommandation faite aux électeurs fut entendue de tous ceux qu'on avait si imprudemment alarmés depuis la restauration par des atteintes portées aux droits consacrés dans la charte. Les libéraux voulaient des députés indépendants. De son côté, le ministère en appela à tous les fonctionnaires publics et à tous ces hommes qui se proclament les amis de l'ordre, quand ils ne sont en effet que les amis de ceux qui dispensent les places, l'argent et les honneurs. Ces fonctionnaires, ces hommes avides ne voyaient de salut pour la France que dans l'élection de candidats ministériels. Enfin, les royalistes criaient que l'autel, le trône et l'ordre social allaient périr si on ne nommait pas des *hommes monarchiques*.

La lutte s'établit donc entre les ministériels, les indépendants et les hommes monarchiques : elle se termina tout à l'avantage des libéraux. Les royalistes y éprouvèrent une défaite générale, et le ministère y reçut des affronts humiliants. Il avait redoublé de vigilance pour empêcher l'élection de l'abbé Grégoire que ses amis présentaient au collège électoral de Grenoble. Les vertus privées, les connaissances étendues, les principes solides de cet ex-évêque de Blois, semblaient être aux yeux des libéraux des motifs pour le nommer ; mais le ministère et les ultra-royalistes ne voulaient voir dans ce constant défenseur de la liberté et de l'humanité que l'ardent conventionnel, auquel ils reprochaient un vote qu'il n'avait point émis. Le premier tour de scrutin paraissait devoir assurer l'élection du candidat ministériel ; mais les royalistes pensèrent qu'ils pouvaient tirer un excellent parti de la nomination d'un homme que les rois n'aimaient guère, et lui donnèrent leurs voix au scrutin de ballottage. C'est ainsi que M. Grégoire fut nommé.

Aussitôt tous les organes du parti qui venait de donner cette majorité à l'ex-conventionnel s'écrièrent que la monarchie était perdue, et par-

vinrent à faire partager non-seulement à tous les hommes faibles qui appuyaient le ministère, mais encore aux ministres des puissances alliées, une terreur qui entraînait parfaitement dans les vues de tous ceux qui n'avaient pas perdu l'espoir de faire changer la loi des élections. Quel argument ils avaient maintenant contre cette loi ! La nomination de l'abbé Grégoire ne prouvait-elle pas, suivant les ennemis des libertés publiques, que la révolution, que la république même seraient de nouveau enfantées par cette loi ? Quel beau texte pour toutes ces réclamations, et pour une *seconde note secrète* !

Les notes et les cris ne furent pas épargnés ; les royalistes en assourdirent et les ministres de France et ceux des souverains étrangers qui s'étaient réunis à Carlsbad pour s'y occuper des moyens d'arrêter les progrès de l'esprit public des Allemands. Ils se flattaient d'avoir enfin ouvert les yeux de alliés sur la France, et ne doutaient pas de leur intervention pour étouffer les doctrines révolutionnaires qui faisaient, selon eux, tant de progrès dans ce pays.

Ce concert de lamentations et de prédictions sinistres acheva d'ébranler le ministère, qui arriva à l'ouverture de la session plus divisé que jamais sur le système qu'il devait suivre. MM. Dessoles, Gouvion et Louis espéraient encore rallier les libéraux, et marcher sur le terrain de la charte et de la loi des élections : ils craignaient plus les complots ténébreux des royalistes contre les libertés publiques, que la prétendue conspiration des libéraux contre la royauté. MM. Decazes, de Serre et Portal croyant voir la monarchie sérieusement compromise se tournèrent vers le parti qui venait d'être vaincu avec eux aux élections. Sûr de la chambre des pairs, en contractant cette alliance, M. Decazes, le plus influent des ministres, se flatta qu'en rapprochant le centre de la chambre des députés du côté droit, il y trouverait une majorité avec laquelle il pourrait marcher longtemps. Les chefs astucieux de ce parti se prêtèrent au rapprochement dans la certitude d'amener le ministère à présenter une loi d'élections plus favorable à leurs prétentions.

Jamais on n'avait vu tant de misérables intrigues pour ruiner les intérêts créés par la révolution : le gouvernement fut transformé en une coterie où chacun voulait faire dominer ses prétentions au détriment de la chose publique. Les ministres ne pensaient et ne travaillaient qu'à se maintenir au pouvoir ; et sans égard à l'opinion de la France, ils s'éloignaient des libéraux, parce que ceux-ci voulaient l'exécution de cette charte que les hommes du pouvoir voulaient avoir la faculté de violer.

L'union de la majorité ministérielle avec les royalistes ne fut pas plus tôt convenue, qu'on soumit au conseil la question du renouvellement intégral de la chambre des députés et le changement de la loi des élections. Cette proposition amena une rupture. Les trois ministres qui s'opposaient à tout changement inconstitutionnel, qu'ils regardaient comme dangereux, ne purent plus s'entendre avec M. Decazes et ses autres collègues, et dès lors le ministre qui avait la faveur du roi travailla à la composition d'un nouveau conseil.

Une ordonnance royale parut le 20 novembre pour révéler cette nouvelle combinaison du personnel du ministère. M. Decazes était nommé président du conseil des ministres avec le département de l'intérieur; on donnait les affaires étrangères à M. Pasquier, celles de la guerre au général Latour-Maubourg, et les finances à M. Roy. M. de Serre conservait le département de la justice, et M. Portal celui de la marine.

Cette révolution de cabinet parut de mauvais augure aux libéraux, qui s'empressèrent de féliciter les trois ministres sortant. Quant aux royalistes, si cette nouvelle combinaison ne leur donnait pas encore le pouvoir, ils pouvaient au moins se réjouir de voir remettre en question ce qui venait d'être résolu dans la précédente session, et, pour le moment, cela suffisait à M. de Villèle, dont le système était de ne rien brusquer, mais de ne jamais abandonner son plan. Il ne doutait pas d'arracher le pouvoir à M. Decazes et à ses collègues, dès qu'ils auraient commis l'imprudence de toucher à la loi des élections.

Cependant le nouveau ministère ne voulait pas être dominé par le parti royaliste exclusif : il ne tarda pas à en donner la preuve par la création de huit nouveaux pairs choisis parmi ceux qui avaient été exclus en 1815, et par le rappel de tous les exilés compris dans l'ordonnance du 24 juillet 1815. Ces deux mesures, que les libéraux réclamaient depuis longtemps, attirèrent aux hommes du pouvoir de vifs reproches de la part de leurs auxiliaires : le gouvernement les calma en leur faisant sentir combien quelques légères concessions devenaient nécessaires dans un moment où l'on voulait toucher à l'arche sainte des libéraux.

Mais ceux-ci se montrèrent peu touchés de ces concessions, et ne se relâchèrent point des autres prétentions qu'ils avaient élevées vers la fin de la précédente session. Ils voulaient une loi sur la responsabilité des ministres qui ne fût pas illusoire; ils exigeaient qu'on mit le système administratif en harmonie avec le régime constitutionnel; ils regardaient le conseil-d'état comme inutile; ils voulaient des conseils généraux de départements et de communes librement élus; ils atta-

quaient la dictature préfectoriale; ils condamnaient l'abus des sinécures et des gros traitements; ils blâmaient les missions : les libéraux avaient aussi attaqué la fâcheuse intervention des gendarmes dans les fêtes et dans les spectacles, l'existence des corps privilégiés dans l'armée et principalement des régiments suisses; ils appelaient de tous leurs vœux l'organisation de la garde nationale, telle qu'elle avait été formée sous l'assemblée constituante; enfin, ils voulaient qu'il fût fait de grandes économies sur toutes les parties de l'administration.

La perspective de ces grandes réformes, basées cependant sur les saines théories de la science administrative, troubla tous ceux qui participaient aux abus et aux profusions que les libéraux voulaient détruire; ils se mirent à crier, avec les royalistes, qu'une nouvelle révolution, qui aurait déplacé toutes les existences, serait le résultat des vœux des libéraux. Ce fut ainsi qu'on parvint à faire rétrograder le ministère dans la voie des améliorations.

Malgré la retraite de MM. Dessolles, Gouvion-Saint-Cyr et Louis, les libéraux se présentaient à la nouvelle session avec les mêmes vœux. Mais si ce parti avait acquis de nouveaux défenseurs par les dernières élections, il s'était aussi attiré de nouveaux adversaires : plusieurs des modérés qui, six mois auparavant, votaient avec eux, s'en étaient détachés et s'étaient presque confondus avec les royalistes. Les forces des partis qui divisaient la chambre étaient donc, à l'ouverture de la nouvelle session, à peu près les mêmes qu'à la fin de la précédente, quoique le côté gauche eût gagné près de quarante voix par les élections. Mais le moral du centre gauche avait été ébranlé, et plusieurs des députés qui y siégeaient s'étaient rapprochés des ministres. Le succès de la lutte restait donc toujours douteux, et l'on entra dans la session sans que personne pût en prévoir l'issue.

CHAPITRE VI.

Systeme de corruption employé envers les députés. — Ouverture de la session de 1819. — Expulsion du député Grégoire. — Agitation qui se manifeste dans le public. — Rejet des pétitions en faveur de la loi des élections. — Assassinat du duc de Berry. — Adresse à ce sujet. — Lois de libéralités proposées à la suite de cet assassinat. — Dissolution du ministère Decazes. — Nouveau ministère Richelieu. — Triomphe des royalistes. — Débats au sujet des lois de circonstances. — Lois sur les journaux. — Révolution d'Espagne. — Dénonciation du gouvernement occulte. — Grands débats relatifs à la loi des élections. — Soulèvement que cette loi occasionne. — Procès de Louvel. — Vote de la loi des élections. — Protestation des députés libéraux.

La position dans laquelle le ministère s'était placé était entourée de difficultés et même dedan-

gers ; mais il n'en devait accuser que ses propres fluctuations. L'ordonnance du 5 septembre avait ouvert à M. Decazes une belle carrière de popularité ; on était fort disposé à l'aider : il fut même un moment où le parti libéral, c'est-à-dire l'immense majorité des Français, le regarda comme l'homme qui pouvait servir à la fois et le roi qui lui accordait sa confiance, et les intérêts créés par la révolution. Mais, soit que M. Decazes n'eût pas le caractère que sa haute position exigeait, soit qu'il fût maîtrisé par des influences de cour, soit encore qu'il crût la monarchie compromise par les grands progrès des idées libérales, il s'arrêta en si beau chemin, montra une incertitude dont ses ennemis les royalistes exclusifs surent profiter, et finit par reculer devant son propre ouvrage.

De ce moment, M. Decazes perdit la confiance des Français et des députés du côté gauche : il n'avait jamais eu celle des membres du côté droit, et devait trop bien les connaître pour ne pas douter qu'ils le briseraient comme un instrument usé dès qu'ils en auraient obtenu les concessions qu'on se flattait de lui arracher en lui faisant peur des idées libérales et de ceux qui les professaient.

Dès l'ouverture de la session de 1819 à 1820, M. Decazes ne pouvait plus compter sur la franche coopération d'aucun des deux côtés de la chambre des députés : il se vit donc forcé de s'appuyer sur les centres de cette chambre, composés en grande partie de fonctionnaires publics ou d'hommes avides de places.

Ce fut alors que ce jeune ministre, sans être un de ces hommes corrompus que l'ancien régime voyait souvent arriver au pouvoir, se jeta dans le système corrompeur qui a rendu si fameux le ministre anglais Walpole, et qui devint, sous MM. Villèle et Corbière, un des plus honteux fléaux de la France. M. Decazes commença par corrompre les députés avec des dîners et des caresses, et finit par acheter leurs consciences et leurs votes par des places, des honneurs et de l'or.

Il se montra prodigue de promesses dès l'ouverture de la session ; aussi ses salons furent-ils encombrés : les bancs des centres de la chambre des députés présentèrent des masses compactes qui lui eussent assuré la majorité, tant qu'il aurait eu des places et de l'argent à donner, sans la funeste catastrophe qui servit si puissamment à le précipiter du faite du pouvoir.

Louis XVIII ouvrit la session le 29 novembre. Son discours était attendu avec impatience par tous ceux qui comptaient d'y voir la révélation du nouveau système ministériel.

« ... De justes motifs de crainte, disait le roi, se mêlent à nos espérances, et réclament, dès aujourd'hui, notre plus sérieuse attention...

» Le moment est venu de fortifier la chambre des députés, et de la soustraire à l'action actuelle des partis, en lui assurant une durée plus conforme aux intérêts de l'ordre public, et à la considération extérieure de l'état ; ce sera le complément de mon ouvrage...

» C'est au dévouement, c'est à l'énergie des deux chambres, c'est à leur union intime avec mon gouvernement, que je veux demander les moyens de sauver de la licence les libertés publiques, d'affermir la monarchie, et de donner à tous les intérêts garantis par la charte cette profonde sécurité que nous lui devons... »

Le silence avec lequel ce discours fut accueilli par les libéraux des deux chambres, et l'impression qu'il produisit dans le public, apprirent aux ministres qu'ils s'étaient engagés dans une fausse route ; mais ils persistèrent à la suivre, malgré la désapprobation publique et les nombreuses pétitions qui arrivèrent aux chambres pour demander le maintien de la loi des élections et de la charte. Quant aux royalistes, les changements annoncés par le roi entraient bien dans leurs vues ; mais ils se méfiaient des desseins du nouveau président du conseil, M. Decazes : ils lui supposaient, avec raison, l'intention d'obtenir la septennalité, ou du moins la quinquennalité de la chambre élective, afin de se perpétuer au pouvoir ; ce qui n'entraînait pas dans les projets des chefs de ce parti. Ainsi M. Decazes n'avait contenté personne ; car on ne doit pas compter pour quelque chose les hommes dont l'opinion flexible se plie toujours aux volontés du pouvoir, et qui sont constamment prêts à approuver toutes les conceptions ministérielles.

Les premières séances de la chambre des députés donnèrent la mesure des dispositions des partis : on vit se mêler de l'aigreur dans des discussions relatives à l'admission de quelques membres. Quand on en vint à l'élection de l'abbé Grégoire, à qui l'on avait déjà fait l'affront de ne pas le convoquer pour la séance royale, il éclata une violente tempête. Les royalistes avaient résolu de l'exclure de la chambre. Son élection fut d'abord attaquée comme ayant été faite en violation de l'art. 42 de la Charte, qui n'autorise les électeurs à élire que deux seuls députés étrangers à leur département ; et comme MM. Français et Sapoy n'étaient point de l'Isère, le rapporteur déclara que l'abbé Grégoire, domicilié à Paris, ne pouvait être élu à Grenoble. Le côté gauche demanda qu'on allât aux voix ; mais les royalistes, qui se proposaient de faire du scandale, insistèrent pour parler sur cette élection. M. Lainé prit le premier la parole, et l'attaqua sous le rapport de l'indignité de l'élu : c'était ce motif que les royalistes

voulaient faire admettre et consacrer. Il fut vivement combattu par Benjamin Constant et Manuel.

Ce dernier, examinant la question dans son principe, s'écria qu'en proposant d'exclure le député de l'Isère, sous prétexte d'*indignité*, on voulait faire consacrer par la chambre un monstrueux abus de pouvoir, créer un instrument de tyrannie, porter une atteinte mortelle à la charte et à la liberté publique, faire enfin un signal de contre-révolution.

S'appuyant ensuite des exemples pris dans l'histoire, Manuel rappela que les épurateurs du 31 mai furent épurés à leur tour, et payèrent de leur tête cette première atteinte à l'inviolabilité de la représentation nationale¹.

Mais les leçons de l'histoire ne purent rien sur les hommes haineux qui avaient dénaturé la loi d'amnistie. MM. Corbière, La Bourdonnaye, Salaberry, Marcellus, de Villèle, s'acharnèrent contre l'abbé Grégoire et firent de violents efforts pour faire annuler son élection pour cause d'*indignité*. M. Ravez eut le bon sens de poser la question de manière à ce que chacun pût donner son avis d'après sa conscience : « Que ceux qui sont d'avis de ne pas admettre M. Grégoire se lèvent, » dit ce président; aussitôt tout le côté droit et les deux centres se levèrent précipitamment, et la *non-admission* du quatrième député de l'Isère fut prononcée au milieu des cris de *vive le roi!* Une grande agitation se manifesta après la séance : les libéraux se plaignaient de l'atteinte dangereuse qui venait d'être portée à la liberté de la représentation nationale : les royalistes, que l'exclusion de M. Grégoire aurait dû satisfaire, étaient furieux contre le ministère qui les avait empêchés, en arrachant une décision équivoque, de remporter une victoire complète sur la révolution, dont ils regardaient l'élus de Grenoble comme le représentant.

Les adresses en réponse au discours de la couronne se ressentirent de l'esprit qui animait les deux chambres.

Bientôt l'agitation passa dans le public et jusque dans le conseil des ministres : M. Decazes parut un moment décidé à dissoudre la chambre des députés, afin de chercher dans de nouvelles élections générales la véritable expression des vœux publics ; mais on n'osa tenter cette grande épreuve avec la loi du 5 février en vigueur. Il est probable que les royalistes exclusifs eussent disparu de la chambre et que les ministériels n'eussent pas

conservé la majorité ; aussi le ministère s'attachait-il à d'autres combinaisons.

On ne tarda pas à deviner les projets des ministres. Beaucoup de pétitions avaient été nouvellement adressées aux chambres pour demander le maintien de la loi des élections. L'année précédente M. Decazes avait accueilli avec plaisir de pareilles demandes, qui furent renvoyées aux ministres ; mais alors ces pétitions fatiguaient le ministère : il les fit écarter par l'ordre du jour, et peu s'en fallut que ces quatorze mille pétitionnaires ne fussent traités de factieux.

Toutefois, la majorité qui l'avait emporté dans cette discussion ne se composait que de cinq voix : ce n'était pas assez pour rassurer le ministère sur le sort du projet de loi relatif aux élections, auquel il travaillait depuis l'ouverture de la session, sans pouvoir aplanir les difficultés qui se présentaient à chaque instant. Ce que M. Decazes voulait par-dessus tout, c'était le renouvellement intégral de la chambre, soit septennal, soit quinquennal : il le regardait comme le seul moyen d'obtenir une majorité fixe, et de travailler sans contradictions à un système conciliatoire. Mais les libéraux n'y voyaient que l'affermissement du despotisme ministériel ; et les royalistes, qui détestaient tous les jours davantage le président des ministres, repoussaient ce système parce qu'il aurait perpétué M. Decazes au pouvoir.

Les choses en étaient à ce point où l'on s'occupait beaucoup plus des ministres que de la France, lorsqu'un événement sinistre vint compliquer la situation embarrassante de M. Decazes, et faire perdre aux libéraux le fruit de plusieurs années de lutte pour la liberté.

Le 13 février 1820, vers les onze heures du soir, le duc de Berry fut assassiné au moment où il sortait de l'Opéra, par un ouvrier sellier nommé Louis-Pierre Louvel, qui, se frayant brusquement un passage entre le grenadier de faction et l'un des gentilshommes de ce prince, lui enfonça dans le sein droit un poignard qu'il laissa dans la plaie. Le malheureux prince fut porté dans la salle d'administration du théâtre, où il expira à six heures et demie du matin, au milieu de tous ses serviteurs, et dans les bras de sa jeune femme : son oncle, Louis XVIII, lui ferma la paupière.

Pendant cette longue scène de désolation, l'assassin avait été arrêté et interrogé en présence du procureur du roi, du préfet de police, de M. Decazes et de quelques autres personnes : aux questions qu'on lui fit sur les motifs qui l'avaient porté à ce crime et sur les complices qu'il pouvait avoir, il avait répondu : « Qu'il le méditait seul depuis six ans ; qu'il avait voulu délivrer son pays des Bourbons, qui en étaient, dans son opi-

¹ Manuel connaissait trop bien les événements de la révolution pour ignorer que les girondins furent les premiers à porter cette atteinte aux principes : c'est le renvoi de Marat, député, devant le tribunal révolutionnaire, qui fut le précurseur du 31 mai.

mon, les plus cruels ennemis, en commençant par le plus jeune, par celui qui semblait devoir perpétuer leur race, et que son dessein avait été, s'il eût pu s'échapper, d'assassiner successivement les autres princes, et le roi lui-même, sur lequel il avait déjà fait une tentative en 1814. »

Ce fut un grand bonheur pour la France, et notamment pour les principaux d'entre les libéraux, que l'arrestation de Louvel eût eu lieu; car, s'il fût parvenu à s'évader, les royalistes n'eussent point manqué de présenter tous les libéraux comme complices d'un crime qui n'appartenait qu'à un seul homme, et ils auraient profité de cette déplorable circonstance pour noircir, aux yeux de la France et de toute l'Europe, les intentions de ceux qui n'en avaient point d'autres alors que de maintenir fermement la charte.

L'événement, connu dès le matin, avait attiré une foule immense dans les salles d'attente et autour du palais législatif, où l'on s'attendait à la communication du gouvernement sur l'attentat de la nuit. L'ordre du jour annonçait la présentation d'un nouveau projet de loi sur les élections; mais personne ne pensa à cette affaire, qui n'était plus d'un intérêt aussi palpitant.

A peine la séance fut-elle ouverte, que M. Clausel de Coussergues, l'un des députés du côté droit, courut à la tribune, et s'y exprima en ces termes.

« Messieurs, il n'y a point de loi qui fixe le mode d'accusation des ministres; mais il est de la nature d'une telle délibération, qu'elle ait lieu en séance publique et à la face de la France. Je propose à la chambre de porter un acte d'accusation contre M. Decazes, ministre de l'intérieur, comme complice de l'assassinat de monseigneur le duc de Berry, et je demande à développer ma proposition. »

Un mouvement d'indignation éclata aussitôt dans la salle et dans les tribunes contre une accusation aussi calomnieuse. Les députés du centre, auxquels se joignirent ceux de la gauche, demandèrent que l'auteur de la proposition fût rappelé à l'ordre, et le tumulte ne cessa que lorsque le président lut la communication du gouvernement sur l'assassinat du duc de Berry.

La lettre du président du conseil des ministres produisit une impression douloureuse. Plusieurs orateurs déplorèrent l'attentat qui privait la France d'un prince sur lequel se fondait l'espoir de la dynastie des Bourbons. Mais bientôt, à l'expression de la douleur succéda celle de la haine des royalistes contre les principes professés par les libéraux. « A la vue d'un attentat si déplorable, s'écria le fougueux La Bourdonnaye, la première pensée d'un corps politique doit être de détruire

dans son germe un fanatisme qui conduit à des résultats aussi funestes, parce que ce n'est qu'en enchaînant de nouveau l'esprit révolutionnaire, qu'un bras de fer avait si longtemps comprimé, ce n'est qu'en sévissant contre des écrivains téméraires, enhardis par l'impunité, que vous arrêterez les manœuvres scandaleuses et coupables qui commencent les révolutions, et excitent aux crimes les plus odieux. C'est par des mesures fortes et énergiques qui en préviennent le retour, que les pouvoirs de la société doivent répondre à la communication du gouvernement; c'est la seule manière utile de délibérer. » M. de La Bourdonnaye demandait, en conséquence, que la chambre exprimât fortement au roi sa volonté prononcée de coopérer à toutes les mesures nécessaires pour comprimer les doctrines pernicieuses qui, disait-il, sapant à la fois tous les trônes et toutes les autorités, attaquaient la civilisation entière et menaçaient le monde de bouleversements nouveaux.

Mais le général Foy s'empessa de combattre ces vœux liberticides, et demanda que l'adresse fût tout entière consacrée à l'expression de la douleur publique. « Sans doute le prince est regretté de tous les Français, s'écria l'illustre orateur: il l'est surtout par les amis de la liberté, parce qu'ils savent que les ennemis de tout ce qui est se prévaudront d'un attentat affreux pour chercher à détruire les libertés qui nous ont été données, et les droits que la sagesse du monarque a reconnus et consacrés. »

L'adresse, rédigée sous l'influence du côté gauche, offrit au roi l'expression de la douleur de la chambre et l'assurance que les députés étaient prêts à concourir avec autant d'énergie que de dévouement, dans l'ordre de leurs devoirs constitutionnels, aux mesures que la sagesse de Sa Majesté jugerait nécessaires en de si graves circonstances.

Au même instant où M. Clausel de Coussergues accusait M. Decazes d'être complice de l'attentat de Louvel, ce ministre présentait à la chambre des paires une ordonnance royale qui la constituait en cour de justice pour connaître de ce crime. Le procès de Louvel s'instruisit aussitôt.

La proposition de M. Clausel de Coussergues avait trop vivement excité les passions pour qu'elle n'eût pas des suites. Le lendemain, les amis de M. Decazes demandèrent qu'il fût fait mention au procès-verbal de l'improbation donnée par la chambre aux paroles de M. de Coussergues. M. de Saint-Aulaire, beau-père de M. Decazes, traita son accusateur de *calomniateur*. Mais celui-ci n'en persista pas moins dans sa proposition, seulement il en retrancha ce qu'elle avait de trop absurde,

et la réduisit aux termes vagues de trahison. Dans cette circonstance, M. Decazes put se convaincre de la générosité des libéraux : ils avaient beaucoup à se plaindre de lui, ils savaient tout ce qu'il médisait, mais ils n'en prirent pas moins sa défense : ils voulaient même que son calomniateur fût poursuivi.

Cependant M. Decazes venait de céder aux craintes qu'on lui avait inspirées contre les vues des libéraux, et au même instant où ceux-ci embrassaient sa cause personnelle, il entra dans la chambre pour y apporter les projets de lois les plus désastreux pour la France. Le premier de ces projets de loi contenait un nouveau système électoral ; le second portait suspension de la liberté individuelle, et le troisième rétablissait la censure des journaux et ouvrages périodiques.

Ainsi, ce que le général Foy avait prévu se réalisait : on se prévalait d'un attentat individuel pour détruire les libertés publiques et les droits consacrés par la charte ; et c'était M. Decazes, l'homme en qui la France avait naguère placé son espoir, qui se présentait pour exécuter ce complot contre les Français. Si, le lendemain de l'assassinat du duc de Berri, quand il se vit si violemment attaqué par les royalistes, M. Decazes eût jugé sainement sa position, s'il se fût retiré avant de s'associer aux projets liberticides des hommes de 1815, il eût pu encore jouer un beau rôle ; mais il s'ôta à jamais tout espoir de popularité par le coup funeste qu'il porta aux droits des Français en présentant ces trois projets de loi.

De ce moment, la foudre gronda sur sa tête. Les royalistes n'eurent pas plus tôt obtenu ce qu'ils demandaient depuis si longtemps, qu'ils repoussèrent celui qui venait de leur faire tant de sacrifices, et se mirent à crier qu'il n'y avait plus de majorité possible avec lui. Il ne pouvait plus espérer d'être soutenu au pouvoir par les libéraux, avec lesquels il venait de se mettre en guerre ouverte : il ne lui restait donc d'autre parti à prendre que de se retirer ou de dissoudre la chambre, ce qui pouvait avoir de graves résultats dans la circonstance. Il remit son portefeuille au roi le lendemain de la présentation des lois d'exception, et se retira du ministère, sans emporter d'autres regrets que ceux du roi et de ses amis personnels.

Ce fut un grand triomphe pour les royalistes, qui crurent le moment favorable pour faire arriver au conseil du roi les principaux de leurs chefs ; tels que MM. de Villèle, Corbière, Benoist, Bonald. Mais, ni le roi, ni l'ancien président du ministère, M. de Richelieu, ne voulurent les y admettre, dans un moment où l'on avait besoin d'user encore de quelques ménagements envers la chambre des députés, dans laquelle les libéraux

étaient en force. On craignait qu'en voyant arriver au ministère M. de Villèle et ses amis, plusieurs des partisans de M. Decazes se rapprochassent du centre gauche de la chambre, donnant ainsi une majorité assurée aux libéraux. Pour ne pas effrayer ces députés du centre, sur lesquels on comptait pour faire passer les lois d'exception et celle sur les élections, on composa ce nouveau ministère d'hommes modérés. M. de Richelieu eut de nouveau la présidence du conseil ; le portefeuille de l'intérieur fut donné à M. Siméon, ancien membre de nos assemblées législatives. On détacha de ce ministère l'administration des communes et la police, et on les réunit sous la direction générale de M. Mounier fils, homme d'esprit, qui eut bientôt une grande influence sur le conseil. Le comte Portalis fut chargé du portefeuille de la justice, durant l'absence de M. de Serre, qu'une maladie grave retenait à Nice. Les autres ministres, Pasquier, Roy et Portal, restèrent à leur place. Ce nouveau conseil semblait n'être, et n'était en effet que provisoire, car on ne doutait pas que M. de Villèle et ses collègues n'y arrivassent dès que la censure serait rétablie, et que la loi qui changeait le mode d'élections aurait été adoptée. Ce fut à quoi les royalistes s'appliquèrent, persuadés qu'ils étaient qu'on travaillait pour établir leur domination : ils furent secondés par les aveugles députés du centre, dont plusieurs professaient néanmoins des opinions beaucoup plus raisonnables que le côté droit.

Quant à M. Decazes, il quitta presque aussitôt Paris, et se rendit à Libourne, son pays natal, où les faveurs du roi allèrent le trouver. Il fut presque à la fois créé duc, ministre d'état et membre du conseil privé. Quelques jours après, le roi le nomma son ambassadeur en Angleterre. C'était reconnaître grandement ses services. Toutefois, M. Decazes semblait attendre l'occasion de rentrer au ministère ; mais les royalistes, qui craignaient son retour, trompèrent ses espérances et demandèrent si instamment son départ, qu'il fut forcé de passer la Manche.

M. Decazes était entré au ministère dans des circonstances où il pouvait faire le bien ; il avait même commencé sa carrière politique par un acte qui lui avait donné de la popularité : on devait donc espérer qu'il ferait jouir la France des institutions réclamées depuis longtemps, et qu'il saurait maintenir celles auxquelles les Français étaient attachés. Mais ses continuelles aberrations l'avaient jeté dans une politique fautive, et, au lieu de tenir parole à la nation, il venait de lui léguer, en quittant le pouvoir, des lois qui enchaînaient à la fois la liberté individuelle, la liberté de la presse et la liberté des élections.

Ce ministre, succombant sous les coups de ceux-là même dont il avait cru acheter l'appui par des déférences et des prodigalités, laissait à ses successeurs, encore mal affermis, un héritage d'arbitraire qu'ils avaient accepté, non pour en jouir longtemps, mais pour le transmettre à un troisième ministère qui s'appropriait à se l'approprier pour organiser la contre-révolution.

En attendant, MM. Siméon et Pasquier, auxquels s'adjoignit un peu plus tard le garde-des-sceaux de Serre, se trouvèrent chargés du triste rôle de faire adopter les lois proposées par M. Decazes, et ils le firent de manière à bien mériter du parti qui voulait détruire le système constitutionnel.

Pour arriver plus tôt à la législation des lois liberticides, le ministère avait eu le soin de présenter un projet à chaque chambre, de manière que la discussion de la loi contre la liberté individuelle, portée devant les députés, marchât de front avec la discussion sur la loi rétablissant la censure. Elles y furent discutées simultanément et presque en même temps, mais non sans avoir excité les débats les plus violents. En demandant ces mesures d'exception, les ministres avouaient que la suspension de la liberté individuelle et de la liberté de la presse était contraire aux droits publics des Français; mais ils se fondaient sur les circonstances, et promettaient, d'ailleurs, d'user, avec toute la circonspection possible, du pouvoir temporaire qu'ils demandaient.

Les libéraux de la chambre des députés déclaraient qu'ils ne voyaient rien dans la situation de la France qui motivât la suspension des droits les plus respectables des citoyens. Le général Foy, MM. Legraverend, Martin de Gray, Benjamin Constant, Dupont de l'Eure, Daunou, Méchin, Manuel, Deveaux, de Corcelles, Lafayette, Lainé de Villéveque, attaquèrent avec force non-seulement la loi contre la liberté individuelle, mais encore le système tout entier que les ministres avaient embrassé. « Cette mesure, comme les deux autres qu'on nous présente simultanément, disait Benjamin Constant, fait partie d'un système médité, rédigé, annoncé d'avance; d'un système qui ne tend à rien moins qu'à renverser tout le gouvernement actuel, à déchirer la charte, à substituer à nos institutions la monarchie absolue.... Le sang à jamais regrettable qui a été versé ne saurait servir de prétexte à donner des fers à une nation innocente, irréprochable, qui a reculé d'horreur devant ce forfait.... »

Le côté droit, qui en 1817 avait combattu les mesures d'exception, les appuyait alors parce qu'il ne doutait pas qu'elles ne tournassent à son avantage. MM. La Bourdonnaye, Bonald, Villèle, sou-

tenaient MM. Siméon et Pasquier; ils se déclaraient les partisans d'une législation sévère, et signalaient les dangers des doctrines révolutionnaires et de la licence des journaux comme exigeant de grands remèdes. Les généreux efforts des libéraux échouèrent contre la ligue du côté droit et du centre. La loi suspensive de la liberté individuelle fut votée à la majorité de cent trente-quatre voix contre cent quinze, sans que cette majorité voulût admettre aucun des nombreux amendements proposés par le côté gauche, soit pour adoucir la rigueur de la loi, soit comme précautions contre le pouvoir arbitraire. Le même résultat eut lieu quelques jours après, à la chambre des pairs, où, malgré la vive opposition du maréchal Jourdan, de MM. Ségur, Cornudet, Becker, Daru, Boissy d'Anglas, Lanjuinais, Belliard, etc., la suspension de la liberté individuelle fut votée par cent vingt et un pairs contre quatre-vingt-six.

La question de la liberté des journaux avait été traitée, l'année dernière, d'après les principes généraux. Le ministère voulait soumettre ces principes aux circonstances, et demandait le rétablissement de la censure comme une mesure de *confiance* que la nécessité commandait. C'est à la chambre des pairs qu'il s'adressa d'abord. On vint de voir, par le nombre des voix données à la première loi d'exception, le sort qui attendait la liberté de la presse dans cette chambre. Ce fut en vain que la commission proposa le rejet de la censure. La majorité l'adopta, mais avec quelques amendements, dont l'un bornait à la fin de 1820 la durée de la loi. Le rapport de la commission nommée dans la chambre des députés se trouva conçu dans un autre esprit que celui de la chambre des pairs, et offrait aussi la conclusion contraire. Le projet fut vivement combattu par un grand nombre d'orateurs, qui, allant chercher des exemples dans le passé et dans le présent, au-dehors et au-dedans, prouvèrent au ministère qu'il courait à sa ruine, et qu'il provoquerait une révolution prochaine en cherchant dans le côté droit un appui qu'il ne pouvait trouver que dans la nation.

Tous les articles de la loi ayant définitivement passé tels qu'ils étaient sortis de la discussion de la chambre des pairs, sans qu'il eût été possible d'y introduire aucun amendement, on vota sur l'ensemble de la loi, qui fut adoptée à une majorité de vingt-neuf voix.

Dès le lendemain, une ordonnance royale créa, tant pour Paris que pour les départements, des commissions chargées de l'examen préalable de tous les journaux ou écrits périodiques, lesquelles entrèrent aussitôt en fonctions. Dès le premier

d'avril tous les journaux furent soumis à cette inique censure, et on ne leur permit plus de dire que ce que le gouvernement voulait bien qu'on sût. Plusieurs écrits périodiques, qui jusqu'alors s'étaient soustraits à la censure établie plusieurs fois sur les journaux, cessèrent de paraître plutôt que de perdre leur indépendance : de ce nombre furent *la Minerve* et *le Conservateur*. Le premier de ces écrits avait rendu de grands services à la cause libérale; l'autre, consacré à la défense de la légitimité, de la religion et de l'émigration, ne voulut pas se soumettre à la réserve que les ministres allaient lui imposer. Les écrivains libéraux firent de louables efforts pour suppléer à la liberté des journaux par la publication de brochures; mais la plupart ne tardèrent pas à être poursuivis et condamnés. Ce que le ministère et les royalistes désiraient si ardemment, ils l'obtinrent par la loi de censure; l'influence des journaux libéraux en fut fort diminuée, surtout relativement aux élections, car il ne leur fut plus permis de recommander, ni même de désigner leurs candidats.

Il est à remarquer que ces mesures rigoureuses contre la presse périodique furent proposées au moment où le despotisme de Ferdinand VII, dont les royalistes ne cessaient de vanter le gouvernement, venait de provoquer en Espagne une grande et mémorable révolution. Cette révolution, prévue depuis plusieurs années, et déjà tentée par Porlier, Lascy, Mina et le colonel Vidal, qui essayèrent successivement de soustraire leur patrie au joug dégradant des moines et de la *camarilla*, venait enfin d'être complètement opérée par le courage et la résolution de quelques officiers de l'armée expéditionnaire d'Amérique rassemblée à Cadix. Quiroga, Riégo, Lopez, Banos, Évariste San Miguel, et quelques autres lieutenants-colonels, chefs de bataillon et capitaines de cette armée, avaient proclamé la constitution des cortès dès le 1^{er} janvier; mais malgré les bonnes dispositions de la partie éclairée de la nation, ainsi que celles de la majeure partie des troupes, il avait fallu plus de deux mois avant que les provinces et les corps pussent se déclarer ouvertement en faveur du mouvement de l'île de Léon. La petite armée nationale, dont le courage et la constance préparèrent l'affranchissement de l'Espagne, se grossit enfin par les défections des troupes qu'on avait envoyées contre elle, et put étendre l'insurrection dans les montagnes de l'Andalousie. Bientôt la Galice proclama aussi la constitution des cortès, et le fameux général Mina entra dans la Navarre. Alors la Catalogne et l'Aragon s'agitèrent. A chaque heure la cour de Ferdinand apprenait quelque nouvelle défection de troupes. Celle de la province de la Manche jeta

la consternation dans le conseil du roi, qui jusqu'alors avait conservé l'espoir de maîtriser le mouvement.

La révolution était aux portes de Madrid et même dans cette capitale, que les conseillers de la *camarilla* s'obstinaient à vouloir traiter comme des rebelles ceux que toute l'Espagne saluait comme des libérateurs. Ils ne se décidèrent à faire quelques concessions à la volonté nationale, que lorsque ces concessions devinrent insuffisantes. Déjà la pierre de la constitution avait été relevée sur la place de Madrid; le peuple, réuni-sous les fenêtres du palais, demandait à grands cris la constitution de 1812, lorsque le général Balboas décida le roi à accepter cette constitution s'il ne voulait s'exposer à perdre son trône et peut-être la vie. Ferdinand céda enfin aux vœux du peuple : il accepta et fit proclamer solennellement, le 7 mars 1820, la constitution des cortès. De ce moment tout avait pris une face nouvelle en Espagne; plusieurs journaux s'étaient établis à Madrid et y professaient le dogme de la souveraineté du peuple.

Mais la sainte-alliance veillait sur le mouvement des esprits qui se manifestait si énergiquement en Europe : elle s'émeut en voyant les principes libéraux pénétrer jusque dans le pays que les moines avaient dégradé aussi longtemps, et une nouvelle ligue contre la liberté et contre les peuples fut aussitôt organisée. En attendant que les rois absolus eussent arrêté les mesures astucieuses qui devaient réprimer les révolutions des peuples, ils avaient exigé du gouvernement français que la censure fût rétablie sur les journaux libéraux, afin de pouvoir agir plus efficacement pour étouffer toute manifestation de ces principes.

Les vues des souverains alliés trouvaient en France de nombreux partisans : toute la cour, toute l'émigration, une partie de l'ancienne noblesse, les nouveaux royalistes de 1815, et les auteurs de la fameuse *note secrète*, étaient tous unis d'intention avec les membres de la sainte-alliance; et leur prêtaient leur appui, soit pour combattre, dans leurs feuilles, les principes libéraux, soit pour forcer la main au ministère, dont les intentions, de même que celles de Louis XVIII, n'étaient pas de marcher aussi vite que le voulaient les royalistes dans la route de la contre-révolution.

Mais depuis longtemps il existait en France deux pouvoirs : l'un patent, c'était celui du roi et de ses ministres; l'autre, désigné sous le nom de gouvernement occulte, avait pour chef le comte d'Artois, et pour agents tous les hommes de 1815. Ce double gouvernement était un scandale qu'un magistrat, Madier de Montjau, conseiller à la cour

royale de Nîmes, osa dénoncer aux chambres, dans une pétition relative aux sanglantes calamités qui avaient affligé le département du Gard. Cette pétition, célèbre dans les annales de nos assemblées législatives, dévoilait toute la politique du gouvernement occulte : *Organisez-vous*, disaient les chefs, en déplorant que l'attentat du 13 février n'eût pas encore amené la chute de M. Decazes ; *organisez-vous* : les avis, les ordres et *l'argent* ne vous manqueront pas. » Quelques jours après, une nouvelle circulaire de ce mystérieux gouvernement tenait un autre langage : « Nous demandons, il y a peu de jours, une attitude imposante ; nous vous recommandons aujourd'hui le calme et la réserve les plus soutenus. Nous venons de remporter un avantage décisif en faisant chasser Decazes. De grands services peuvent nous être rendus par le nouveau ministère : il faudra bien se garder de lui montrer des sentiments hostiles. Nous vous le répétons, du calme, le plus grand calme. Il faut diriger tous vos soins sur les adresses... Il faut qu'elles soient nombreuses, et qu'à côté du sentiment de douleur se trouve énergiquement exprimé la nécessité de venger un attentat et d'anéantir les doctrines libérales. »

Tel était le plan bien démontré des hommes qui dirigeaient le gouvernement occulte. Cette faction, dont l'audace était tous les jours plus grande, tenait, par ses ramifications, aux classes les plus élevées de la société, obéissait à une autre impulsion qu'à celle du gouvernement du roi, à un autre roi que Louis XVIII lui-même. Elle avait organisé une garde secrète ; elle aspirait, en un mot, à s'isoler du trône pour le dominer, et déjà ce pouvoir invisible entraînait le ministère.

Les faits cor tenus dans la pétition de M. Madier de Montjau étaient des plus graves ; aussi la chambre ne put-elle s'empêcher de renvoyer cette pétition au président du conseil des ministres, qui se borna à demander au pétitionnaire les preuves et les documents annoncés dans sa dénonciation ; mais celui-ci déclara qu'il ne pouvait parler que quand le ministère aurait fait commencer des poursuites contre les auteurs de la *note secrète*, auxquels il attribuait les circulaires qu'il avait dénoncées.

Cet publicité, principal but de M. Madier de Montjau, n'empêcha nullement les manœuvres de ce gouvernement invisible ; elles ne s'étendirent pas moins à l'extérieur qu'à l'intérieur de la France. À l'extérieur, c'était toujours en représentant la France comme prête à ébranler tous les trônes, qu'on implorait l'appui des alliés contre les idées libérales. À l'intérieur, toutes ces manœuvres se réunirent sur un seul objet, le nouveau projet de loi sur les élections, qu'il fallait à tout prix faire

substituer à la loi qui avait causé de si cruelles angoisses aux royalistes.

Le rapport sur ce nouveau projet fut enfin fait dans les premiers jours de mai, par M. Lainé, qui conclut à l'adoption. Il est impossible de se faire une juste idée de l'empressement que le public manifesta de voir commencer ce qu'on appelait par pressentiment *la bataille des élections*. La discussion devait être longue, car on savait qu'il y avait quatre-vingt-neuf orateurs inscrits contre le projet de loi, et trente-neuf qui devaient l'appuyer. Dès les premières séances consacrées à ces mémorables débats, les avenues furent assiégées par une foule de jeunes gens de la classe éclairée, et cet empressement fut toujours en augmentant comme la chaleur des débats.

Je ne m'arrêterai pas à retracer ces débats, dont l'historique serait trop long ; je me hâterai d'arriver aux résultats, qui furent peut-être les préludes de la révolution de 1830 : car c'est des troubles du mois de juin 1820 que date l'époque des premiers attroupements populaires pour le maintien de la charte ; c'est aux cris de *vive la charte !* que commencèrent les résistances populaires contre les atteintes portées par le gouvernement des Bourbons et par les royalistes aux droits des Français ; non pas à ces droits si étendus que nous avions conquis par la révolution de 89, mais seulement à ceux si bornés qui nous avaient été octroyés par la charte royale. Certes, on ne pouvait pas accuser les libéraux d'exigences déraisonnables, quand ils ne demandaient que les institutions qui découlaient de cette charte, et lorsqu'ils se contentaient, en 1820, d'une loi d'élection aussi absurde que celle du 5 février ; mais les partisans de l'ancien régime et du pouvoir absolu, au nombre desquels on plaçait au premier rang le comte d'Artois, ne rêvaient que privilèges et distinctions en faveur de l'aristocratie ; et c'était dans cet esprit qu'avait été rédigé le nouveau projet de loi d'élections, dont la discussion agitait si vivement Paris et toute la France.

« Il faut à la France, disait le député royaliste Castelbajac, des actes monarchiques, une censure monarchique et des administrateurs monarchiques. » Ce peu de mots renfermait toute la pensée des royalistes : tout devait être pour eux et par eux ; le reste de la nation, c'est-à-dire les quarante-neuf cinquantièmes de la population, n'étaient plus, à leurs yeux, que des ilotes, auxquels on voulait ôter toute sorte de droits et de participation aux affaires publiques.

Il n'était pas difficile, au milieu de toutes les déclamations débitées contre l'esprit révolutionnaire, de voir clairement où les royalistes et leur gouvernement occulte voulaient conduire la ma-

tion française : aussi la résistance fut-elle des plus vives tant au dedans qu'au dehors de la chambre. Les Français étaient las d'une restauration qui leur coûtait si cher, et qui ne leur avait offert, en échange de tous leurs sacrifices pour satisfaire les Bourbons, leurs alliés et leur suite, que les plus révoltantes déceptions. Les députés libéraux au dedans combattaient le nouveau projet de loi avec une chaleur qui se communiquait dans les nombreux rassemblements de jeunes gens qui se formaient au dehors. Ces rassemblements n'avaient qu'un cri légal dont ils pussent se servir, ce cri était celui de *vive la charte!* mais ceux qui le prononçaient y attachaient un autre sens. *Vive la charte*, dans la bouche des libéraux, signifiait, en 1820 comme en 1830, *vive la liberté*; de même que le cri de *vive le roi*, dans la bouche des royalistes, signifiait, alors comme dans tous les temps, *vive le pouvoir absolu*; mais on n'osait pas avouer sa pensée, car il eût été fort singulier de s'expliquer à cet égard. Les royalistes eussent été forcés d'avouer qu'ils criaient *vive le roi*, mais qu'ils ne voulaient pas du roi, parce qu'ils ne le trouvaient pas assez royaliste; et les libéraux eussent dû déclarer consciencieusement qu'ils ne voulaient guère d'une charte toute en faveur du pouvoir et de l'aristocratie. Chaque parti comprenait très-bien la véritable signification des mots qui lui servaient de ralliement, et on n'avait rien à s'apprendre de nouveau depuis 1789 : c'était toujours la lutte de la tyrannie contre la liberté, de l'égalité contre les privilèges; la lutte enfin des peuples contre leur oppression.

Cette lutte prit un caractère grave dès le 30 du mois de mai. On devait ce jour-là décider la question de priorité entre deux amendements, dont l'un, proposé par M. Camille Jordan, renversait tout le système de la loi nouvelle. La priorité fut décidée en faveur de cet amendement à une majorité de cent vingt-huit contre cent vingt-sept. Ce n'était qu'un très-léger avantage; mais, dans la circonstance, on le regarda comme un triomphe, et on en fit honneur à M. Chauvelin qui, accablé de douleurs, s'était fait porter à la chambre pour y déposer le vote décisif. Au sortir de la séance, la chaise à porteurs dans laquelle on remportait ce député fut entourée par des jeunes gens qui l'escortèrent jusque chez lui en criant : *Vive la charte! vivent les députés fidèles! Vive la liberté!*

Comme les avenues de la chambre étaient de plus en plus remplies de jeunes gens et d'anciens officiers, le lendemain les mêmes témoignages de satisfaction accueillirent encore le député malade. Mais déjà la police avait envoyé tous ses agents

au milieu de ces citoyens; et tandis que les jeunes gens criaient : *Vive la charte!* les agents criaient : *Vive le roi!* Des rixes particulières commencèrent ce soir-là. La nuit mit fin aux rassemblements.

La faible majorité que les libéraux avaient eue l'avant-veille, ils la perdirent le 4^{er} juin. On a dit, avec quelque apparence de raison, que, pendant ces deux jours, les ministres étaient parvenus à acheter le vote de cinq à six des députés du centre gauche. Ce qui est positif, c'est qu'au moment décisif, lorsqu'on vota au scrutin sur l'amendement qui avait eu cent vingt-huit voix pour la priorité, cinq de ces voix se réunirent à celles qui avaient voté contre, et l'amendement fut rejeté. La foule qui encombra les salles, la place et les avenues de la chambre des députés parut très irritée de ce qui venait d'avoir lieu, et comme tout faisait croire que les cent trente-trois voix du ministère voteraient l'ensemble du nouveau projet de loi, les cris de *vive la charte!* retentirent toute la soirée dans les rues et sur les boulevards, et firent craindre aux ministres qu'il n'y eût quelque émeute sérieuse le jour où la loi serait votée. En conséquence ils firent arriver autour de Paris tous les régiments de la garde royale qui étaient dans les départements voisins. Ces dispositions hostiles excitèrent de vives réclamations dans le sein de la chambre et achevèrent d'aigrir les esprits.

Le 5 juin, les rassemblements près de la chambre furent tellement considérables, que les quais et la vaste place de la Concorde ne pouvaient contenir la foule. Ce jour-là beaucoup de gardes-du-corps en habits bourgeois et armés de grosses cannes se mêlèrent dans les groupes. L'article premier du projet ministériel, portant création de deux collèges et du double vote, fut adopté dans cette séance par une majorité de cent trente voix contre cent vingt-cinq. La nouvelle de ce vote, qui décidait l'adoption du principe de la loi, produisit dans ces masses de jeunes gens une agitation qui devint encore plus vive au moment où les députés sortirent de la chambre. Plusieurs des orateurs du côté gauche furent insultés par des spectateurs qu'on disait être des gardes-du-corps. Les étudiants les défendirent : il s'ensuivit des rixes dans lesquelles plusieurs jeunes gens furent blessés de coups de cannes au milieu des gendarmes envoyés pour maintenir l'ordre. L'autorité avait déployé un grand appareil militaire pour ce moment critique, et les citoyens, auxquels il avait été défendu de porter des cannes, furent repoussés de la place de la Concorde dans la rue de Rivoli, et de cette rue sur la place du Carrousel, que des patrouilles de la garde royale

parcouraient dans tous les sens. Là un étudiant en droit, le jeune Lallemand, fut tué au milieu du tumulte par un coup de fusil que lui tira un soldat de la garde au moment où cet étudiant criait : *Vive la charte!* cri que le gouvernement regardait comme séditieux.

Cet événement déplorable, arrivé dans un moment où l'exaspération était si grande, parut dans toute sa gravité. Le gouvernement, craignant des scènes violentes pour le lendemain, fit défendre toute espèce de rassemblement; mais il fut mieux servi par une pluie abondante qui tomba durant toute cette journée.

Toutefois, des placards furent affichés dans le quartier des étudiants; on les invitait à se réunir pour tirer vengeance de la mort de leur condisciple Lallemand. De son côté, le gouvernement prit toutes les précautions possibles pour éviter le mouvement des jeunes gens. Il fit consigner les gardes-du corps, qu'on accusait d'être les auteurs des scènes de l'avant-veille, et déploya en même temps le plus imposant appareil. Le maréchal Macdonald, commandant de la force armée de Paris, établit son quartier-général aux Tuileries, et disposa les régiments de la garde de manière à pouvoir arriver sur les lieux au premier ordre.

Ce jour-là, le procès de Louvel commençait à la chambre des pairs. On espérait qu'il ferait une utile diversion; mais la foule continua de se porter aux environs de la chambre des députés, où l'on s'attendait à des délibérations très-animées. Tous les ministres se rendirent à la séance, qui en rappelait quelques-unes des plus vives de la révolution.

Cette séance fut ouverte par Camille Jordan, qui interpella les ministres de dire s'ils avaient pris des mesures, non-seulement pour prévenir les outrages faits l'avant-veille à la représentation nationale, mais encore pour faire punir les auteurs de ces désordres.

Aussitôt plusieurs députés s'élancèrent vers la tribune. M. Laffitte y lut une lettre du père du malheureux Lallemand. MM. Casimir Perrier et Benjamin Constant se plaignirent des menaces et des insultes grossières dont ils avaient été l'objet, et déclarèrent que la vie du général Lafayette et celle de M. Chauvelin avaient été menacées par de jeunes militaires en habits bourgeois. Le garde-des-sceaux répondit à ces déclarations qu'il fallait s'en prendre, de ce qui arrivait, aux efforts tentés par une faction, qu'il qualifia d'anarchique, pour semer au dehors la méfiance, allumer les passions et influer sur les discussions de la chambre. Manuel et Benjamin Constant réclamèrent vivement une enquête, soutenant que les excès ne venaient que du parti royaliste. Ils déplochèrent l'existence

de la censure dans un moment où tout le monde avait un si grand intérêt à savoir ce qui se passait à Paris.

Cette séance fut longue et orageuse: après une résistance opiniâtre, le côté gauche déclara qu'il ne délibérerait point, et l'on se sépara dans la plus grande confusion.

Pendant qu'on achevait ainsi de s'aigrir dans la chambre, toute la jeunesse de Paris, marchant deux à deux, pour éluder l'ordonnance de police, arrivait sur la place de la Concorde: la plupart de ces jeunes gens étaient armés de grosses cannes et semblaient chercher les gardes-du-corps et les agents de police par qui ils avaient été maltraités l'avant-veille. Une foule de curieux, parmi lesquels on remarquait des ouvriers, se trouvait réunie sur toutes les avenues de la chambre. On essaya vainement de la dissiper; les jeunes gens se ralliaient toujours aux cris de *vive la charte!* On les fit charger par la gendarmerie à cheval et par les dragons de la garde. Repoussés dans la rue Royale, les citoyens se portèrent par les boulevards jusqu'à la place de la Bastille. Là, quelques centaines d'ouvriers se joignirent à eux, et tout annonçait qu'il allait se passer des événements graves; mais les charges répétées de la cavalerie, une pluie battante et l'approche de la nuit, arrêtaient un mouvement qui pouvait prendre le caractère d'une révolte et peut-être même se terminer par une révolution: il n'eût fallu, pour porter les choses à ce point, que quelques chefs populaires, et l'apparition d'un drapeau tricolore.

Le lendemain, on se plaignit vivement à la chambre des charges de cavalerie faites sur des citoyens inoffensifs, auxquels on ne pouvait reprocher autre chose que le cri légal et constitutionnel de *vive la charte!* Le gouvernement répondit qu'il avait dû employer la garde royale parce que la tranquillité publique était sérieusement menacée, et qu'il fallait des troupes réglées pour sauver Paris d'un 20 juin et d'un 10 août.

Les événements se compliquèrent ce jour-là par l'exécution de Louvel. Ce grand procès qui, dans toute autre circonstance, eût absorbé l'attention publique, s'était effacé devant les vives discussions de la chambre des députés et les troubles de ces journées. Après plus de trois mois employés en recherches et en interrogatoires, et malgré tout le zèle du ministère public et de quelques royalistes pour parvenir à découvrir, dans le crime de Louvel, des traces de complicité, M. Bellart, procureur-général, avait été forcé de déclarer, dans son acte d'accusation, qu'il ne s'était point trouvé de complices. Les royalistes furent désolés de ce résultat, car ils voulaient à tout prix compromettre le parti libéral; mais il était trop évident

que Louvel avait agi seul et sans autre instigateur que sa haine profonde pour les Bourbons. Conduit à la barre de la chambre des pairs, Louvel y écouta avec calme la lecture de son acte d'accusation. Il avoua les faits, reconnut le poignard dont il s'était servi, et répondit de nouveau aux questions qui lui furent adressées : qu'il méditait son attentat depuis six ans ; que le prince ne lui avait fait aucun mal, mais que tous les Bourbons en avaient fait beaucoup à la France ; qu'il en voulait à la famille royale et à tous ceux qui avaient porté les armes contre leur patrie ; que son dessein était de tuer le roi lui-même ; et qu'il avait commencé par frapper le prince parce qu'il était l'espoir des Bourbons. Il avoua en outre qu'affligé de la présence des étrangers en France, il avait fait le voyage de l'île d'Elbe en 1814 ; mais qu'il en était revenu sans avoir parlé à Napoléon, et sans avoir conféré avec personne sur ses projets.

Interrogé sur ses sentiments religieux et sur ses lectures habituelles, il répondit qu'il était de la religion de tous les hommes, et qu'il ne lisait que les *Droits de l'homme* et la *Constitution*. Il rejeta constamment toute supposition qu'il eût des complices, et finit par reconnaître qu'il avait commis un crime affreux ; mais que ce crime était tout dans l'intérêt de la France, pour laquelle il s'était sacrifié.

La cour des pairs avait nommé d'office, pour défendre le prévenu, un avocat célèbre du barreau de Paris, M. Bonnet. Celui-ci ne put que représenter Louvel comme atteint de *monomanie*, et fit valoir le pardon que le prince mourant avait demandé pour son assassin. Louvel lut ensuite un discours dont on a interdit la publication, et que le procureur-général considéra, dans sa réplique, comme un crime de plus. Non-seulement Louvel y avouait son acte ; mais il justifiait même la mort de Louis XVI. Il se comparait à Brutus, et regardait comme dignes de mort tous ceux qui avaient combattu et conspiré contre leur patrie. Il fut condamné, et conduit le lendemain sur la place de Grève, au milieu d'une multitude silencieuse. Il mourut avec la conviction d'avoir rendu un grand service à son pays¹.

Ce jour-là, les rassemblements ne se formèrent qu'après l'exécution ; mais ils n'en furent que plus nombreux encore, parce qu'il s'y mêla beau-

coup d'ouvriers. La force armée fut déployée dans la soirée, et les attroupements furent chassés, non sans qu'il y eût quelques personnes blessées.

Le 8 juin, la chambre des députés eut à s'occuper d'un amendement à la loi des élections proposé par M. Boin, amendement qui semblait concilier les opinions, mais qui n'en consacrait pas moins le principe des privilèges, en accordant le double vote aux électeurs des collèges de départements. Le ministère consentit à appuyer cet amendement ; quant aux libéraux, ils continuèrent leur opposition et ne voulurent point sanctionner l'immense privilège qu'il donnait à l'aristocratie et à la grande propriété. Toutefois, les ministres virent se grossir la majorité disposée à voter l'amendement, et, lorsqu'on en vint au scrutin, il offrit cent trente-cinq voix pour la proposition de M. Boin, et cent seize seulement contre.

Ce déplorable amendement fut voté le 9 juin au soir : il y eut aussitôt dans Paris des scènes sanglantes, que M. Laffitte dénonça le lendemain à la tribune. « Depuis huit jours, dit ce loyal député, le sang n'a point cessé de couler dans la capitale, et hier au soir il a coulé d'une manière plus effrayante encore que les jours précédents ; il est plus que temps de mettre un terme à de pareils excès... » M. Laffitte lut alors une lettre des habitants du quartier de la Porte-Saint-Denis, dans laquelle ils faisaient le tableau des événements dont ils avaient été les témoins et les victimes.

« A huit heures du soir, disaient ces habitants, les boulevards de Bonne-Nouvelle à la Porte-Saint-Martin étaient couverts par plus de cent milliers d'habitants, hommes, femmes et enfants. Aucun cri, aucune action, n'avaient troublé l'ordre public, lorsque tout à coup arrivèrent plusieurs détachements de troupes à cheval brandissant leurs sabres. A leur présence, des cris de *vive la charte !* se firent entendre. Leurs chefs leur donnent l'ordre de charger, et ils s'élancent sur cette immense population, qu'ils font refluer sur toutes les rues adjacentes, et notamment sur la rue Saint-Denis, sabrant tout ce qui se trouve devant eux... »

« Le mal est plus grand que vous ne le croyez, ajouta M. Laffitte après la lecture de cette lettre ; l'indignation de la capitale est à son comble ; ce ne sont plus seulement ces jeunes gens que vous dites égarés qui la laissent éclater : l'agitation gagne dans les classes populaires. »

M. Casimir Perrier démontra aux ministres les dangers qu'il pouvait y avoir à développer tous les jours l'appareil militaire au milieu d'une population immense où chacun pouvait se rappeler qu'il avait été soldat. Les royalistes répondaient avec aigreur et dédain, et encourageaient les mi-

¹ Louvel fut une sorte de phénomène pour l'époque de la restauration ; alors que les libéraux ne trouvaient rien de mieux que la charte octroyée de 1814 ; alors que les orateurs du côté gauche disaient qu'ils voulaient la charte, toute la charte, rien que la charte ; Louvel méditait les droits de l'homme et la constitution démocratique de 1793, et parlait des rois comme on aurait parlé St-Just : son discours fut des plus remarquables pour la limpidité des idées.

nistres à réprimer des mouvements qui menaçaient le trône et l'ordre public.

Au milieu de ces violentes récriminations, la chambre consumma son ouvrage : la nouvelle loi des élections, telle que l'avait faite le fameux amendement de M. Boin, y fut votée à une majorité de cinquante-neuf voix. En déposant sa boule contre le dernier article, M. Dupont de l'Eure déclara qu'il entendait voter contre toute la loi « parce qu'elle avait été présentée sous l'influence d'une catastrophe affreuse et délibérée sans une discussion approfondie ; parce qu'elle renversait le système électoral ; parce qu'elle favorisait l'établissement du despotisme ministériel ; parce qu'elle violait l'égalité des droits des citoyens et la charte, à qui elle préparait encore des atteintes funestes ; parce qu'enfin elle accélérerait le triomphe d'un parti dont la violence avait déjà fait sentir les maux attachés à sa domination. »

Ce fut par cette protestation contre la loi que se terminèrent ces séances si violentes, qui, depuis douze jours, tenaient Paris et la France dans un état d'insurrection d'où aurait pu résulter une grande révolution, si, ainsi que je l'ai déjà dit, il se fut présenté un chef pour diriger toutes ces masses de citoyens soulevées pour défendre leurs droits et la charte. Le sacrifice en ayant été consommé dans la séance du 12 juin, on se résigna, et les rassemblements cessèrent. Les royalistes et les ministériels se réjouirent d'une victoire qui préparait aux uns la route du pouvoir, et assurait aux autres une part scandaleuse dans les prodigalités ministérielles.

CHAPITRE VII.

Agitation en Angleterre, en Irlande et en Écosse. — Mort de Georges III. — Procès de la reine d'Angleterre. — Troubles qui en sont la suite. — Révolutions de Naples et de Sicile. — Révolution de Portugal. — Alarmes des souverains. — Congrès de Troppau. — Conspiration militaire, à Paris. — Naissance du duc de Bordeaux. — Élections des grands collèges. — MM. de Villèle, Corbière et Lainé sont nommés ministres d'état.

Pendant que la France était ainsi agitée pour le maintien de ses droits, l'Angleterre ne l'était pas moins par des causes diverses, parmi lesquelles le procès de la reine occupe la première place.

Au commencement de l'année, la famille royale avait fait des pertes sensibles. Le duc de Kent, quatrième fils du roi, était mort d'un rhume négligé, et son malheureux père l'avait suivi au

tombeau peu de jours après. Le long règne de Georges III, si plein de grands événements, laissait l'Angleterre avec un commerce et une influence politique immenses, et maîtresse des mers ; mais aussi avec une dette qui doit tôt ou tard entraîner une effroyable banqueroute.

L'Irlande et l'Angleterre étaient remplies de mécontents. Les paysans catholiques de l'Irlande, voyant que le parlement n'apportait aucune amélioration à leur sort, s'étaient révoltés dans plusieurs comtés, et menaçaient toutes les autorités, lorsque le gouvernement se vit obligé d'envoyer contre ces paysans plusieurs régiments. Il fallut à ces troupes bien des courses fatigantes avant de pouvoir atteindre les révoltés, dont les prisons de Twam et de Ruscommon furent bientôt remplies. Plusieurs des chefs, ou supposés tels, furent condamnés à mort ou à la déportation, sans pour cela que l'association des mécontents fût dissoute.

De l'Irlande, la sédition passa en Écosse, où il se forma un comité, qui s'annonça comme étant chargé de préparer un gouvernement provisoire. Les ressentiments de l'Écosse inquiétèrent les ministres, plus qu'en l'avaient fait ceux de l'Irlande, auxquels ils étaient, pour ainsi dire, habitués : on supposait aux mécontents de l'Écosse des liaisons avec les radicaux d'Angleterre, qui avaient alors un grand parti dans le peuple et même dans le parlement.

A cette même époque, on découvrit à Londres une conspiration tramée par quelques hommes obscurs, mais des plus déterminés, dont le but était de faire une grande révolution, en commençant par l'assassinat de tous les ministres. Un ancien officier, nommé Arthur Thistlewood, se trouvait à la tête de ce complot ; il avait pour principaux complices Thomas Brunt, cordonnier, et James Ings, boucher. Ces hommes, d'une audace désespérée et qu'animait le fanatisme de la liberté, se regardaient comme de nouveaux Brutus, destinés à délivrer leur patrie du joug de l'aristocratie. Ils avaient tout préparé pour l'exécution de leurs desseins ; cette exécution devait avoir lieu le jour où le président du conseil donnait un dîner de cabinet à tous les ministres ; mais l'un des conjurés, Thomas Hiden, révéla tous les détails de la conspiration à lord Harrowby. De ce moment, la police fut sur les traces des conspirateurs. Ceux-ci étaient occupés à faire des copies d'une proclamation, quand douze agents de police entrèrent dans le grenier où étaient rassemblés le personnel et le matériel de la conspiration, Thistlewood et ses amis éteignirent les lumières et engagèrent, dans les ténèbres, un combat qui fut funeste à plusieurs agents ; les autres furent obligés de descendre pour appeler du secours, et les chefs de la conjuration

profitèrent de ce moment pour s'évader ; mais ils ne tardèrent pas à être arrêtés. On avait trouvé dans leur grenier des pistolets, des espingoles, des sabres, des stylets et des piques pour armer une centaine de personnes ; les conjurés avaient aussi préparé des grenades incendiaires dont ils devaient se servir pour jeter le désordre et la confusion dans l'hôtel du président du conseil ; ce qui pouvait faciliter leur dessein de ne pas laisser échapper un seul des ministres. Traduits devant la cour d'Old-Bailey, Thistlewood et ses complices ne désavouèrent point l'intention d'avoir voulu renverser le gouvernement, ni d'avoir conspiré contre la vie des ministres ; mais ils nièrent qu'ils eussent voulu satisfaire des vengeances personnelles : ils voulaient venger les massacres de Manchester, où beaucoup d'ouvriers avaient été tués par les troupes, et rendre leur patrie libre et heureuse. Condamnés à mort, ils conservèrent jusqu'à l'échafaud la même audace, le même mépris de la vie, de la religion et du gouvernement. Leur supplice excita sur la population de Londres plus d'intérêt en faveur des conjurés que d'indignation de leur crime : le gouvernement fut même obligé de déployer un grand appareil militaire pour que cette exécution eût lieu sans désordres.

Ces troubles, ces conspirations dont l'Angleterre était le théâtre, prouvaient qu'il existait dans la masse de la population un mécontentement contre le gouvernement, dont le fameux procès, fait quelque temps après à la reine, épouse du nouveau roi Georges IV, développa toute l'étendue.

Depuis longtemps Caroline de Brunswick, alors princesse de Galles, vivait séparée de son mari. En 1806, le bruit ayant été répandu que cette princesse avait eu des liaisons criminelles avec le capitaine Mamby et l'amiral Sidney Smith, le roi ordonna qu'il fût fait une enquête dont le résultat fut que la princesse de Galles était absoute de l'accusation de *grossesse* et d'*accouchement* portée contre elle. Cependant le prince et la princesse continuèrent de vivre séparés.

A la suite de nouveaux désagréments que la princesse eut en 1814, lors de l'arrivée à Londres des souverains alliés, elle demanda et obtint de quitter l'Angleterre pour voyager. Elle visita successivement l'Allemagne, la Grèce, la Turquie, la Palestine et les côtes de Barbarie, et fixa ensuite sa résidence sur les bords du lac de Côme et à Pesaro. Ce fut pendant ses voyages et son séjour en Italie, que le gouvernement anglais reçut des rapports peu favorables sur les liaisons de la princesse avec un Italien nommé Barthélemy Bergami, entré à son service en qualité de courrier, mais qu'elle avait élevé peu après au rang de chambellan, de baron et de grand-maître d'un or-

dre de *Sainte-Caroline*, institué par la princesse dans son voyage à Jérusalem.

A la mort du roi Georges III, la princesse de Galles, devenue reine d'Angleterre, résolut de retourner à Londres. Le gouvernement anglais sentit le danger de sa présence dans un moment où les radicaux et les mécontents ne cherchaient qu'un point de ralliement : il résolut de traiter avec elle ; mais la reine, n'ayant pas accepté les propositions qui lui furent faites, débarqua à Douvres. De cette ville à Londres, la population entière se porta sur son passage, les cloches sonnèrent dans tous les villages et tous les travaux furent suspendus. Elle reçut des adresses de félicitation, et des offres de service de la plupart des membres de l'opposition.

Mais une heure avant qu'elle entrât dans Londres, lord Liverpool et lord Castlereagh portèrent un message aux deux chambres, par lequel le roi mettait sous les yeux du parlement des documents relatifs à la conduite de la reine, et les recommandait à la sérieuse et immédiate attention des lords et de la chambre des communes. Cette proposition produisit une vive fermentation, ce fut la pomme de discorde jetée dans le parlement et dans le public.

Le public se déclara en faveur de la reine ; et à l'instant même où les ministres portaient au parlement l'accusation contre cette princesse, toute la population de Londres accourait à sa rencontre en criant : *Vive la reine !* et lui préparait une entrée triomphale.

Tous ceux qui criaient *vive la reine !* n'étaient cependant pas convaincus de la régularité de sa conduite ni de son innocence ; mais on savait qu'elle avait subi des persécutions de la part des ministres, on n'aimait pas ces ministres, et dès lors on prenait le parti de la reine contre ses accusateurs.

Je n'entrerai point ici dans les détails de ce long et scandaleux procès, qui fut également malheureux pour la reine, pour le parlement, pour le pays, pour le gouvernement et pour le roi : il compromit non seulement les personnages qui en étaient l'objet, mais encore la morale publique et la tranquillité de l'Angleterre. Il eût sans doute mieux valu, suivant une expression de Napoléon, *laver son linge sale en famille* ; mais d'un côté le roi et les ministres voulaient faire déclarer la reine déchue de son rang, et prononcer le divorce ; et de l'autre, les amis de la reine, et ses défenseurs, MM. Brougham et Denman, voulaient l'innocenter et faire succomber les ministres sous le poids de leur propre faute.

L'acte d'accusation et la déclaration des témoins ne laissèrent point de doute sur l'intimité qui

avait existé entre la reine et son favori Bergami ; mais cette longue série de faits infamants était atténuée par l'énumération des insultes et des outrages auxquels la reine avait été en butte, et la bassesse des moyens employés pour épier sa conduite et pour corrompre tout ce qui l'entourait. Il est vrai aussi de dire que l'intérêt moral avait disparu dans cette affaire devant l'intérêt politique, et qu'elle n'était plus que la querelle de deux partis, que ce procès aigrit encore plus l'un contre l'autre. Le parti de l'opposition regardait la reine comme une femme injustement persécutée, qui avait le malheur d'avoir pour ennemi son époux, qui devait être son appui : on allait jusqu'à la montrer au peuple comme la victime d'un infâme complot. Le parti ministériel la considérait comme une femme avec qui un honnête homme ne voudrait ni voir son épouse ou sa fille, ni entretenir aucun rapport social : il s'élevait contre l'enthousiasme mal fondé dont elle était l'objet, et voulait enfin obtenir sa punition par le divorce et la perte de tous les droits et privilèges attachés à sa qualité de reine d'Angleterre.

Cependant le ministère n'ayant pas obtenu, à la troisième lecture du bill, la même majorité que lors de la première et de la seconde, il se vit dans la nécessité de le retirer. Ce fut un grand sujet de joie pour le peuple et pour les membres de l'opposition, qui, à leur tour, attaquèrent les ministres « pour avoir tenu la nation dans la plus grande agitation et paralysé les affaires publiques » et privées par l'aveugle créance qu'ils avaient donnée aux calomnies les plus exagérées et les moins fondées. Le peuple se porta aux hôtels des ministres et s'y livra à toutes sortes de désordres : les témoins qui avaient déposé contre la reine furent grièvement insultés, et eussent couru les plus grands dangers sans la protection de la force armée ; plusieurs d'entre eux furent pendus et brûlés en effigie. Enfin, les fonds publics montèrent comme s'il se fût agi d'une mesure de salut public.

Ce malheureux procès absorba tellement l'attention de toute l'Angleterre, qu'à peine s'y occupa-t-on des révolutions de Naples et de Portugal qui venaient d'avoir lieu, et qui étaient bien autrement importantes que les galanteries d'une vieille femme.

Ces deux révolutions, opérées sans obstacles dans les deux pays de l'Europe où le despotisme semblait avoir les plus profondes racines, furent l'un des plus grands phénomènes produits par les progrès des idées libérales. L'exemple des Espagnols avait réveillé deux peuples qu'on regardait comme peu sensibles aux bienfaits de la liberté,

et les avait placés tout à coup à la hauteur des nations les plus avancées dans l'ordre social.

La patrie de Filangieri avait été la première à imiter l'Espagne ; et comme toute l'Italie portait en elle-même le germe d'une révolution, par l'esprit d'innovation que les Français y avaient répandu et que les *carbonari* y entrenaient, il n'est pas douteux que tout le reste de la péninsule italique aurait suivi le mouvement de Naples, sans la présence des troupes autrichiennes.

À Naples, il avait suffi d'un simple lieutenant de cavalerie, Michel Morelli, et du prêtre Minichini, pour allumer l'incendie qui devait dévorer le gouvernement absolu. Le 2 juillet, Morelli rassemble quelques soldats du régiment de Bourbon cavalerie, en garnison à Nola ; il les harangue, enflamme leur imagination par la peinture des abus d'un gouvernement arbitraire et par les avantages d'une révolution qui rendrait aux Napolitains les libertés publiques : il leur montre toute l'armée prête à suivre leur mouvement ; et aussitôt l'escadron marche sur Avellino, capitale de la province, aux cris de *vive la constitution* ! Là se trouvait le lieutenant-colonel de Concilii, chef de l'état-major, qui s'empressa de se réunir, avec les miliciens et le régiment des Samnites, à la troupe constitutionnelle de Morelli ; et de Concilii devint le *Quiroga* napolitain.

Cependant la cour et les ministres, qui avaient d'abord regardé l'insurrection de Morelli comme une émeute facile à réprimer, commencèrent à concevoir des alarmes en apprenant la défection de la garnison d'Avellino. Le gouvernement fit aussitôt partir toutes les troupes de Naples pour aller cerner les constitutionnels ; mais ces troupes se montrèrent disposées à suivre leur exemple, et les chefs n'osèrent engager une action dans laquelle ils craignaient une défection. Dès le 3 juillet le parti constitutionnel commença à se montrer même dans la capitale ; et, dans la soirée, le général Guillaume Pépé sortit de la ville pour aller joindre les constitutionnels, entraînant avec lui le régiment de dragons qui était resté à Naples.

Cette défection, opérée sous les yeux du gouvernement, fit perdre à la cour tout espoir de mettre une digue au torrent. Les royalistes ne pouvaient plus compter sur aucun moyen de résistance, puisqu'aucun corps, aucune province, aucune ville ne s'était prononcée contre les constitutionnels. Dans cette situation, les ministres donnèrent leur démission, et le roi annonça, le 6 juillet au matin, qu'il cédait au vœu général pour un gouvernement constitutionnel, dont il promettait de publier les bases dans huit jours ; en attendant, il ordonnait aux troupes de reprendre leurs quartiers.

Mais ces concessions ne suffirent pas aux insurgés, qui envoyèrent au roi une députation pour lui demander d'adopter, dans les vingt-quatre heures, la constitution des cortès d'Espagne de 1812, comme le seul moyen de prévenir de grands malheurs. Le roi remit alors le gouvernement du royaume à son fils, le duc de Calabre, lequel, après quelques négociations infructueuses avec les chefs de l'insurrection, et voyant qu'elle avait gagné la ville et même l'intérieur du palais, proclama la constitution des cortès, sauf les modifications qui y seraient faites par une junta constitutionnelle. En même temps le général Pépé remplaça, dans le commandement de l'armée napolitaine, le général autrichien Nugent, qui fut obligé de fuir. Le 9 juillet, les troupes constitutionnelles firent leur entrée solennelle à Naples, au milieu des acclamations de toute la population.

De ce moment, cette étonnante révolution se trouva opérée; le gouvernement promit la réforme des abus, la diminution des impôts, et convoqua, pour le 1^{er} octobre, un parlement national, auquel était réservé l'honneur de régénérer la nation napolitaine.

Quelques jours après, la même révolution s'opéra à Palerme ainsi que dans les autres villes de la Sicile. Mais les Siciliens ne se contentèrent pas de la promulgation de la constitution; ils firent entendre des vœux d'indépendance qui ne furent pas accueillis par les autorités. Il en résulta une guerre civile, qui fut suivie de toutes sortes de désordres. Le gouvernement de Naples fut obligé d'envoyer des troupes contre Palerme, qui ne se soumit qu'après avoir obtenu quelques conditions avantageuses pour la Sicile.

Tel fut le premier résultat de la révolution de Naples; elle offrit bientôt, par la réunion du parlement, ainsi que par les grandes démonstrations de patriotisme que firent l'armée et les citoyens, une apparence de stabilité pour les changements opérés. Mais déjà les souverains qui, depuis la chute de Napoléon, s'étaient arrogé le droit de s'immiscer dans les affaires de tous les peuples accouraient à un nouveau congrès, où ils devaient concerter les mesures pour faire avorter la révolution de Naples et même celle de l'Espagne. Nous verrons plus tard comment les puissances alliées renversèrent le régime constitutionnel partout où il avait été établi par des révolutions populaires, et la part déplorable que la France prit à ces mesures liberticides.

En attendant, il me reste encore à parler d'une troisième révolution, celle de Portugal, qui eut lieu dans le mois d'août de cette même année 1820, si fertile en tentatives faites par les peuples contre le pouvoir absolu.

Malgré l'empire que les moines exerçaient dans ce royaume, réduit au rôle d'une colonie des Anglais et du Brésil, les idées libérales y avaient fait quelques progrès, et la classe instruite voyait avec un profond dépit l'administration remise entre les mains d'un étranger, le maréchal Beresford, l'annéantissement de la navigation et l'état languissant de l'agriculture et du commerce. Déjà quelques efforts avaient été tentés, en 1817, pour régénérer la nation portugaise; mais ils avaient échoué. La révolution d'Espagne était venue achever l'exaltation des patriotes. La régence, apercevant le danger, voulut le conjurer par quelques concessions faites à l'esprit qui se manifestait; elles parurent tardives et incomplètes aux Portugais généreux qui voulaient rendre au peuple ses libertés, à l'armée son ancienne gloire, au commerce sa splendeur. Plusieurs officiers supérieurs de l'armée et quelques citoyens résolurent d'accomplir cette révolution: ils arrêtèrent que le mouvement commencerait la nuit du 23 au 24 août dans la ville de Porto, dont les habitants étaient connus pour leur patriotisme. Là, le colonel du 48^e, Correa de Castro e Sepulvéda, jeune homme plein d'ardeur et de talents, se mit à la tête des troupes et proclama le régime constitutionnel. Les soldats, les citoyens, toute la population de la ville de Porto et des rives du Douro, se montrèrent très-bien disposés pour une révolution qui seule pouvait tirer le Portugal de l'état d'abjection dans lequel il était tombé. Une junta provisoire fut aussitôt installée à Porto, sous la présidence d'Antoine Silveira da Fonseca; et cette junta se hâta d'expliquer le but de la révolution. Deux jours après, les corps militaires en garnison dans les provinces du Minho et de Tras-os-Montes se déclarèrent pour le régime constitutionnel; les chefs de la révolution purent ainsi disposer d'une vingtaine de mille hommes.

Entretiens, la régence de Lisbonne prenait les mesures qu'elle croyait propres à comprimer le mouvement de Porto: elle envoya deux corps d'armée contre les constitutionnels, qui, de leur côté, se recrutaient des soldats et des populations placés sur leur route. Au moment où les deux armées allaient se trouver en présence, la plupart des corps royalistes, que commandaient le comte d'Amarante et le général Vittoria, coururent se réunir aux constitutionnels. Cette défection mit la régence dans un grand embarras; en vain fit-elle annoncer une convocation des cortès et promit-elle beaucoup d'autres satisfactions: elles parurent tardives et incomplètes. L'agitation gagna la ville populeuse de Lisbonne, qui se prononça le 15 septembre. On forma sur-le-champ un gouvernement provisoire, qui se réunit à la junta de Porto. Les

troupes de Porto entrèrent à Lisbonne, au milieu des acclamations de toute la population.

De ce moment, la révolution de Portugal suivit la marche de celles d'Espagne et de Naples, et les cortès de ce pays travaillèrent avec ardeur aux améliorations réclamées par les hommes éclairés. Nous verrons après comment une nation, qui se montrait si avide d'institutions libérales, se laissa replacer sous le joug de la sainte alliance, sans tirer un seul coup de fusil pour défendre sa liberté.

Il était dans la politique des souverains alliés de chercher à réprimer les mouvements populaires qu'ils n'avaient pu prévenir. C'est ce qu'ils combinèrent dans l'automne de 1820, au congrès de Troppau. Ils s'y occupèrent d'abord de la révolution de Naples, comme offrant plus de dangers pour les états de l'Italie soumis au joug de l'Autriche. Les souverains alliés auraient bien consenti à ce que ce royaume jouît d'un gouvernement constitutionnel; mais ils exigeaient que le parlement fit à la constitution des cortès des changements qui l'assimilassent à la charte française. Le parlement ne voulut pas se laisser imposer ces conditions, et on prévint dès lors que la question se déciderait par les armes.

Tandis que le midi de l'Europe cherchait à s'emanciper de la tutelle des rois alliés, le gouvernement français, que nous avons laissé sortant d'une grande crise, se servait despotiquement de la censure pour tâcher de comprimer l'opinion publique, aigrie par les événements de juin et exaltée par les révolutions des deux péninsules.

Il se préparait à faire l'essai de la nouvelle loi sur les élections, lorsqu'une conspiration militaire, qu'il découvrit vers le milieu du mois d'août, vint lui fournir la preuve que le mécontentement se propageait aussi dans les troupes. Un certain nombre d'officiers et de sous-officiers des corps en garnison à Paris, et même de la garde royale, avaient été séduits par quelques officiers supérieurs de l'ancienne armée, dont le but était de se servir des légions de cette garnison pour renverser le gouvernement du roi, et proclamer Napoléon II empereur des Français. L'exécution de cette tentative était fixée à la nuit du 19 au 20 août. Le gouvernement, ayant eu connaissance du complot, le fit avorter. La légion de la Meurthe, dans laquelle était le foyer de la conspiration, fut subitement envoyée à Avesne; beaucoup d'officiers et sous-officiers furent arrêtés : le procès de cet attentat contre le gouvernement des Bourbons eut lieu, plus tard, devant la chambre des pairs, qui condamna à plusieurs années d'emprisonnement ceux des officiers et sous-officiers arrêtés. De ce nombre fut le colonel Maziau, ancien chef d'escadron dans les chasseurs de la garde impériale;

mais le capitaine Nantil, qu'on regardait comme le chef de la conspiration, avait pris la fuite.

Cette conspiration aurait dû prouver au gouvernement qu'il était dangereux de persévérer dans le système qu'il avait ouvertement adopté depuis le commencement de cette année si fertile en révolutions; mais les espérances de la dynastie des Bourbons s'étant réalisées par la naissance du duc de Bordeaux, dont la princesse, veuve du duc de Berry, accoucha le 20 septembre; les royalistes en acquirent une audace nouvelle, et, sans tenir aucun compte des dispositions des peuples, ils suivirent leur plan de contre-révolution avec toute la persévérance qu'on leur connaissait.

Jene crois pas devoir rapporter ici tous les bruits qui circulèrent lors de la grossesse et de l'accouchement de la duchesse de Berry, sur la réalité de cet enfantement : ces bruits, que les circonstances de l'accouchement furent loin de détruire, malgré tous les procès-verbaux dressés pour constater la naissance de ce dernier rejeton de la branche aînée des Bourbons, étaient de nature à faire croire qu'il y aurait eu ce que les jurisconsultes appellent *supposition de part* : il parut même, à cet égard, dans les journaux anglais une protestation qu'on attribuait au duc d'Orléans, devenu depuis Louis-Philippe 1^{er}; mais quoique cette protestation, insérée plus tard dans quelques feuilles françaises, n'ait point été désavouée, la tâche de l'historien doit se borner à mentionner ces faits, sans se permettre de se prononcer sur une affaire aussi délicate.

On était arrivé, au milieu des fêtes qui avaient eu lieu à l'occasion de la naissance du duc de Bordeaux, à l'époque ordinaire pour la convocation des collèges électoraux. Le gouvernement fixa les élections d'arrondissement de la quatrième série au 4 novembre, et celles des collèges de départements au 15 du même mois. D'après la nouvelle loi sur les élections, ces grands collèges étaient composés des électeurs les plus imposés en nombre égal au quart de la totalité des électeurs de département, et devaient nommer cent soixante-douze nouveaux députés. C'était par ces combinaisons que les royalistes étaient parvenus à faire donner le droit du double vote à tous les électeurs plus imposés, dont les choix ne pouvaient tomber que sur l'aristocratie territoriale.

Ces combinaisons eurent tout le succès que le ministre et les royalistes en attendaient. Les collèges d'arrondissement continuaient d'envoyer à la chambre des députés libéraux, lesquels auraient eu, par ce nouveau renouvellement, une majorité bien décidée; mais presque tous les collèges de département nommèrent des royalistes qui allèrent renforcer le côté droit ou le centre : Il y

ent à peine quinze ou vingt députés, sur cent soixante-douze nommés par les grands collèges, qui appartenaient à l'opinion libérale. De ce moment la majorité parut acquise au ministère; elle le seconda de toutes ses forces dans les concessions que sa faiblesse lui fit faire aux contre-révolutionnaires.

Mais comme le ministère n'était plus assez royaliste pour cette nouvelle chambre, on ne douta pas que ceux des députés qu'on regardait comme les chefs du côté droit n'arrivassent au pouvoir. Cette crainte commença à se réaliser quand on vit nommer MM. Villèle, Corbière et Lainé ministres d'état et membres du conseil privé. Ces nouveaux ministres n'avaient point encore de portefeuille, parce qu'on voulait user de quelques ménagements envers ceux à qui les royalistes avaient tant d'obligations; mais on regardait leur entrée au conseil, au moment de l'ouverture des chambres, comme la manifestation de la pensée du roi et de la cour, pensée que l'on trouva tout entière dans une phrase du discours prononcé par le roi, à cette occasion, dans laquelle il exprimait « l'espérance que cette session achèverait l'ouvrage si heureusement commencé par la session dernière. »

.....

CHAPITRE VIII.

Attaques des royalistes contre le ministère. — Nobles efforts de l'opposition libérale. — Lois favorables aux privilèges. — Le gouvernement favorise l'aristocratie et le clergé. — Prolongation de la censure. — La sainte-alliance étouffe la révolution à Naples et en Piémont. — Mort de Napoléon. — Effet que cette nouvelle produit. — La contre-révolution se fortifie. — Embarras que les ultra-royalistes causent au ministère. — Révolution ministérielle. — Ministère Villèle.

L'alliance qui venait d'être contractée entre les ministres et quelques chefs du côté droit de la chambre des députés ne pouvait convenir ni aux libéraux ni aux ultra-royalistes de cette chambre. Les premiers y voyaient une ligue nouvelle contre les libertés publiques; les autres se fâchaient de ce que MM. Villèle et Corbière semblaient s'unir à un ministère qu'il était dans leur plan de renverser. Les plus fougueux de ce parti voulaient qu'on n'eût aucun ménagement pour ces ministres modérés, auxquels ils devaient cependant de la reconnaissance; tandis que les deux nouveaux ministres d'état pensaient qu'il fallait avoir quelques égards pour ceux qui leur avaient livré la France, et quela

force des choses, au point où elles étaient, ne tarderait pas à leur livrer les portefeuilles qu'ils convoitaient depuis si longtemps. Cette réserve astucieuse de MM. Villèle et Corbière faisait ombrage à leurs anciens amis, qui les attaquaient vivement dans une philippique prononcée à la tribune par le général Donnadieu, nouveau député de l'extrême droite. Non-seulement ce général se plaignait de l'alliance de MM. Villèle et Corbière avec les ministres, mais il attaquait violemment le système suivi par ces mêmes ministres, qu'il regardait comme indignes et incapables. Passant ensuite au vote des six douzièmes provisoires, qui lui avait servi de texte, il s'écria : « Vous pouvez sans danger modérer ce vif empressement à prodiguer l'argent aux ministres; ils n'en ont pas besoin, puisqu'ils sont à même d'offrir cent mille francs à celui de vous qui serait disposé à trafiquer de son honneur, de son indépendance..... »

Des réclamations s'élevèrent contre cette assertion; mais elle n'en était pas moins vraie pour le cas particulier auquel le général Donnadieu faisait allusion, et en général pour le système que les ministres avaient embrassé depuis quelque temps, système immoral qui tendait à corrompre les députés, soit au moyen de promesses, dont on suspendait adroitement l'exécution, soit par des places et des sinécures lucratives, soit enfin avec de l'argent que l'on prodiguait à ceux qui n'éprouvaient point de honte à en recevoir. C'est ainsi que la plupart des ministres de la restauration parvinrent, comme le fameux Walpole, à avoir le tarif de la conscience d'un grand nombre de députés, et c'est ainsi qu'ils gouvernèrent.

Il résulta de ce scandaleux trafic que les députés du centre de la chambre perdirent toute considération; le public méprisa tous ceux qu'on regardait comme vendus aux ministres, et que l'on désignait sous le nom peu flatteur de *ventrus*. Ajoutons que cette déconsidération n'était que trop méritée, car c'est à l'union de ces ministériels aux royalistes que la France dut toutes les mauvaises lois qui faillirent à la démoraliser.

Mais, si, d'un côté, les députés produits par le double vote ou qui arrivaient à la chambre par l'influence ministérielle si honteusement exercée dans les collèges électoraux, jouaient un rôle si bas, de l'autre, l'opposition libérale, quoique en minorité, remplissait sa noble mission avec un courage et un talent dignes de la cause qu'elle défendait; et comme la censure n'étendait pas son ignoble prérogative sur les discours prononcés à la tribune, l'opposition libérale profitait avec beaucoup d'art de tous les débats quelconques, pour apprendre à la France les vérités que les journaux ne pouvaient plus dire, et pour lui faire entendre

un langage propre à entretenir le feu sacré de la liberté. C'est de la tribune des députés que les libéraux défendaient de toutes leurs forces la révolution de l'Espagne, que Girardin eut le courage de qualifier d'*héroïque*; c'est de cette tribune qu'on tonnait contre les délibérations des congrès de Troppau et de Laybac, et contre les mesures astucieuses employées par les souverains alliés pour attirer hors de ses états le vieux roi de Naples, afin de le séparer totalement de son parlement, de l'armée constitutionnelle et de son peuple; c'est encore de cette tribune que l'illustre général Foy appelait *glorieuse* la cocarde tricolore; c'est enfin dans les discours des députés fidèles à leur pays et à la cause de la liberté que la France trouvait consignés les justes reproches que l'on adressait au ministère, à côté des éloges qu'il se faisait donner journellement par les fouls vendus. Là, M. Étienne, nouvellement élu par le département de la Meuse, mettait en évidence l'instabilité et la mauvaise foi du gouvernement. « Que voyons-nous, s'écriait-il en refusant de voter les six douzièmes provisoires, que voyons-nous qui puisse nous inspirer la confiance que les ministres demandent? Des systèmes contraires qui se succèdent et se heurtent sans cesse; des lois qu'on détruit lorsqu'à peine elles sont portées; des ministres qui changent de principes pour ne pas changer de place; des doctrines aujourd'hui constitutionnelles, demain séditionnelles; des régiments convertis en légions, et des légions converties en régiments; des officiers renvoyés des cadres dans leurs domiciles, et puis rappelés de leurs domiciles dans les cadres, et congédiés de nouveau lorsqu'à peine ils y sont de retour; des organisations dont la plus récente est toujours définitive et n'est jamais la dernière; des administrations mobiles qui se renouvellent tellement qu'on ne fait, pour ainsi dire, que les traverser; des fonctionnaires toujours en route, dont les citoyens ont à peine le temps d'apprendre les noms, et qui ne sont pour la plupart que des voyageurs du fisc et que des commissaires aux élections; des intérêts toujours menacés, des espérances toujours déçues, des promesses toujours trahies! N'est-ce pas mille fois trop pour faire tomber tout crédit, pour ébranler toute confiance?... » Tel était le tableau éloquent et vrai que ce député faisait de l'administration, et certes, il était peu propre à inspirer cette confiance que les ministres demandaient aux mandataires de la France.

« On osera vous dire, ajoutait Camille Jordan, que le gouvernement n'est pas suffisamment armé contre les factieux, quand à ses pouvoirs ordinaires, déjà si étendus, il joint tant de pouvoirs extraordinaires et inconstitutionnels; quand nous

avons laissé déposer en ses mains la liberté individuelle, la liberté de la presse, presque tous nos droits électoraux; quand il se voit entouré et secondé par une garde si nombreuse, une police si active, des fonctionnaires si dévoués, ou plutôt si dépendants! On osera ajouter que, si une grande autorité lui fut confiée, au moins il ne s'en est pas servi assez largement, assez énergiquement!... lorsqu'il a fait de la censure l'usage que vous savez; lorsqu'il a employé la force militaire comme vous l'avez vu dans les troubles de juin; lorsque les inquisitions de la police s'étendent sur nos relations les plus intimes et les plus sacrées; lorsqu'il s'est assuré, par ses menaces corruptrices de destitution, la dépendance servile de tant de fonctionnaires publics, soit dans leurs votes électoraux, soit dans leurs votes législatifs; lorsque surtout il nous inonde depuis un an de procès politiques, toujours dirigés dans le même sens, et néglige les poursuites les plus indispensables dans un sens opposé; lorsque, dans la plupart de ces causes, et les réquisitoires des avocats-généraux, et les résumés de ses présidents d'assises, et le choix arbitraire des jurés par ses préfets, et l'admission inouïe d'agents provocateurs au nombre des témoins, ont semblé se réunir pour former contre de malheureux accusés la conspiration la plus redoutable... Tout cela n'est pas encore assez. Que veulent-ils donc ceux qu'un tel système de répression n'a pas encore satisfaits?... Ils désirent sans doute qu'on sacrifie les dernières formes de la justice, les derniers restes de nos libertés; qu'on érige des tribunaux extraordinaires, ou plutôt que, cessant même de juger, on recommence à proscrire... »

Voilà ce que disait Camille Jordan, à l'occasion d'une explosion qui avait eu lieu dans le palais même du roi, et dont les royalistes voulaient s'emparer, comme ils s'étaient emparés de l'assassinat du duc de Berri, pour demander de nouvelles rigueurs. Mais ces complots machiavéliques ne produisirent pas les effets que les auteurs s'en étaient promis; ils tournèrent même à leur honte; car la police n'ayant pu parvenir à découvrir ceux qui avaient voulu jeter la frayeur dans le palais des Tuileries, on ne douta pas que les coupables ne fussent dans le parti qui voulait s'emparer du pouvoir par tous les moyens, et même par tous les attentats possibles.

L'arrivée à la chambre des cent soixante-deux élus des grands collèges avait tellement renforcé le parti ministériel, qu'il ne restait plus aux libéraux d'autre rôle que celui de défendre vainement les restes des libertés publiques et des intérêts créés par la révolution, contre les attaques journalières des royalistes. C'est ainsi que, durant

la session de 1820, ils eurent à combattre la loi sur la nouvelle circonscription électorale; le projet de loi sur l'administration communale et départementale; la loi sur les grains, et enfin celle sur les pensions ecclésiastiques, qui tendaient toutes à favoriser l'aristocratie et le clergé.

La loi sur la nouvelle circonscription électorale réduisait à deux cent quarante-sept le nombre des collèges électoraux, et faisait ainsi disparaître un grand nombre d'arrondissements; elle avait en outre l'inconvénient de renvoyer une foule d'électeurs des cantons limitrophes voter à des points opposés et à des distances inégales, ce qui rompait beaucoup d'habitudes et de relations établies. Les ministres avaient adopté toutes ces misérables combinaisons afin de détruire quelques influences locales, et d'enlever aux libéraux les majorités qu'ils conservaient encore. Un pareil projet de loi ne pouvait manquer d'exciter les plus vives réclamations; mais il n'en fut pas moins voté à une grande majorité.

Quant à celui sur l'administration communale et départementale, les dispositions qu'il contenait parurent si peu en rapport avec les besoins qui se manifestaient partout, qu'à peine connu du public, il fut l'objet des critiques les plus vives. On lui reprochait de mettre les communes rurales sous le despotisme de l'aristocratie, les communes urbaines, les arrondissements et les départements sous la domination du ministère, et de tendre à rétablir les corporations, les jurandes et les maîtrises. C'était aller bien vite en contre-révolution: toutefois les royalistes osèrent ajouter au projet ministériel quelques modifications encore plus favorables à la grande propriété. Mais soit que le ministère s'effrayât de l'opposition qui s'annonçait, soit qu'il prévît que le temps lui manquerait, cette loi si longtemps attendue fut de nouveau ajournée.

S'il eût été encore permis de douter que le ministère et les royalistes ne travaillaient qu'à forger des privilèges pour la grande propriété, on en trouverait une nouvelle preuve dans le projet de loi sur les grains qui fut présenté à la chambre des députés au commencement du mois d'avril. On avait déjà beaucoup fait pour les grands propriétaires lorsqu'on avait déterminé que les blés indigènes ne pourraient plus être exportés quand le prix moyen excéderait vingt-un francs l'hectolitre. Cependant l'aristocratie territoriale trouva ce moyen insuffisant: elle osa se plaindre de ce que les arrivages de la Crimée avaient fait tomber les prix des blés indigènes à un taux décourageant pour l'agriculture. Il y avait bien quelque chose de vrai dans ces plaintes; mais le mal, si c'en était un d'avoir le pain à très-bon marché, ne

pouvait, malheureusement pour les classes ouvrières, qu'être passager, et il eût suffi de laisser pleine et entière liberté au commerce pour voir se rétablir bientôt la balance entre les prix et les frais d'exploitation des terres. Les économistes du ministère et du côté droit de la chambre pensèrent qu'il fallait que les lois favorisassent l'agriculture aux dépens des autres branches de l'industrie française. Ce fut dans cet esprit que le ministre de l'intérieur présenta le projet auquel la commission nommée par la chambre des députés fit subir des modifications encore plus avantageuses aux propriétaires territoriaux. En résultat, cette loi, longtemps débattue, prohibait l'exportation des blés lorsque leur prix moyen se serait élevé au-dessus de vingt-quatre francs, et ne permettait l'entrée des blés étrangers que lorsque le prix des indigènes serait au-dessous de vingt-deux francs l'hectolitre. Évidemment conçue dans l'intérêt des députés qui formaient la majorité de la chambre, elle fut votée par eux avec une grande satisfaction.

Mais ce n'était pas seulement l'aristocratie que le gouvernement voulait favoriser: dans sa marche contre-révolutionnaire, il ne pouvait oublier le clergé, qui, depuis la restauration, se montrait avide des biens de ce monde, et prenait une attitude alarmante. Le clergé n'était point encore arrivé au degré de puissance où il était avant la révolution; il n'était pas encore un *ordre* dans l'état; mais c'était déjà le *parti prêtre*, avec toutes les exigences des partis qui veulent arriver à la domination. Pour satisfaire à ces exigences, le ministère proposa, dans un projet de loi sur les *pensions ecclésiastiques*, d'affecter celles de ces pensions annuellement éteintes à la dotation de douze nouveaux sièges épiscopaux, à l'amélioration du sort des vicaires, des curés, à la réparation des églises, etc., etc. « Le roi, disait le ministre de l'intérieur, a eu sans cesse présente à l'esprit, et met au rang des plus vifs désirs de son cœur, l'entière restauration de la religion de l'état. Il s'en est occupé depuis plusieurs années; des embarras d'argent, des difficultés de plus d'un genre, l'ont retardée. Aujourd'hui l'état plus prospère des finances lui permet de l'accomplir; Sa Majesté peut, sans qu'on se jette dans les questions difficiles, et non moins superflues, donner à l'église, sans profusion ni parcimonie, tous les sièges nouveaux dont elle a besoin, dont la nécessité est dès longtemps reconnue, et pour lesquels il existe avec le chef de l'église des engagements anciens et nouveaux. C'est pour les remplir, pour satisfaire au désir qui les dicta, pour répondre à des vœux nombreux et répétés, que le roi nous a ordonné de vous présenter ce projet de loi, »

Cet exposé du ministre laissait entrevoir toute la pensée du gouvernement; aussi le projet de loi fut-il vivement combattu par les députés libéraux. M. Kératry l'attaqua comme tendant à couvrir la France d'évêchés et de couvents dont les dotations absorberaient les revenus publics, et comme inconstitutionnel et contraire aux lois de l'état. M. de Corcelles vit dans les concessions que réclamait le ministre le désir de ramener les couvents et les jésuites. D'autres orateurs demandèrent aux ministres ce qu'ils entendaient par les *engagements anciens et nouveaux* pris avec le saint-siège. En général, on désirait que le sort des pasteurs fût amélioré, mais on ne voulait pas que le gouvernement fit de la religion un instrument de pouvoir. Après une longue discussion, dans laquelle furent entendus plus de quatre-vingts orateurs, le projet de loi, avec quelques amendements, dont un réduisait à dix-huit le nombre des sièges épiscopaux que le roi pouvait établir, fut adopté à une majorité de deux cent dix-neuf voix contre cent cinq.

Telles furent les institutions que le ministère donna à la France dans la session de 1820 à 1821. On voit qu'il préparait aveuglément les voies à la domination des royalistes, car toutes ces lois étaient évidemment contre-révolutionnaires. Mais quoique le parti dominant eût déjà beaucoup obtenu de MM. Siméon et Pasquier, il avait encore besoin d'eux avant de les remplacer par le ministère que les royalistes rêvaient depuis plusieurs années. Le terme fixé pour la durée de la censure des journaux allait arriver, et ce parti tremblait à l'idée que les journaux allaient démasquer ses projets : il exigea des ministres la prorogation de la censure. M. Siméon se chargea encore de présenter un nouveau projet de loi, qui avait tout simplement pour but de laisser les journaux politiques sous la tutelle des censeurs royaux jusqu'à la fin du troisième mois qui suivrait l'ouverture de la session de 1821. Mais les ennemis de la liberté de la presse accordèrent aux ministres plus qu'ils ne demandaient : ils ajoutèrent au projet de loi un amendement qui soumettait à la censure tous les journaux littéraires, jusqu'alors exempts de ces honteuses entraves.

Pendant cette session, dans laquelle la France vit sacrifier légalement le reste de ses libertés, il s'était passé de grands événements en Italie. Les souverains alliés, après avoir attiré au congrès de Laybach le vieux roi de Naples, avaient décidé que leurs soldats iraient renverser le gouvernement constitutionnel et le parlement, et rétabliraient le roi dans la plénitude de ce qu'ils appelaient ses droits. Ce faible monarque adressa une proclamation à ses sujets, dans laquelle il les

engageait à recevoir l'armée autrichienne, qui allait les remettre sous le joug, « non comme ennemie, mais seulement comme destinée à protéger et à consolider l'ordre nécessaire pour le maintien de la paix intérieure et extérieure du royaume. » Le parlement de Naples ne voulut tenir aucun compte de cet acte d'un roi qu'il considérait comme prisonnier des puissances alliées, et répondit aux menaces du congrès de Laybach en se préparant à repousser l'injuste agression des Autrichiens.

Malheureusement pour la cause de la liberté, ni l'armée napolitaine, ni la population ne réalisèrent les espérances que l'on avait cru pouvoir fonder sur une nation qui semblait vouloir se régénérer. Les proclamations du vieux roi de Naples et du général autrichien baron de Frimont avaient ébranlé le moral des troupes napolitaines avant le combat : aussi les Autrichiens n'eurent-ils pas beaucoup de peine à les mettre en déroute, et au bout d'une quinzaine de jours de campagne, l'armée autrichienne entra à Naples. Un gouvernement provisoire y fut établi; et son premier soin fut d'annuler tous les décrets rendus depuis la proclamation de la constitution. Là se termina la révolution de Naples, et là commencèrent les persécutions contre tous ceux qui y avaient pris part; persécutions qui conduisirent à l'échafaud ceux des chefs constitutionnels qui se laissèrent prendre : heureusement pour l'humanité, la plupart des grands patriotes de ce pays et de la Sicile purent se sauver en Espagne, où les Cortès purent juger du sort qui les attendait, si les baionnettes étrangères parvenaient à rétablir le pouvoir absolu de Ferdinand VII. Jusqu'alors l'énergie des Espagnols et des Portugais ne s'était point refroidie; mais les premiers ne pouvaient plus douter de la mauvaise foi de leur roi.

La sainte alliance contre les peuples achevait à peine d'étouffer la révolution de Naples, qu'il en éclata une autre dans le Piémont. Depuis longtemps les classes instruites de ce petit royaume déploraient la tyrannie qui pesait sur ce pays, et elles trouvaient de la sympathie dans les officiers et les soldats qui avaient servi sous Napoléon. Les idées libérales ayant pris un nouveau développement depuis les événements d'Espagne, de Naples et de Portugal, les Piémontais voulurent, eux aussi, un gouvernement constitutionnel. Ils firent leur révolution, à laquelle prirent part plusieurs régiments, mais principalement tous les étudiants de Turin : leur cri était *vive la constitution! guerre aux Autrichiens!* En Piémont, comme à Naples, les chefs patriotes firent la faute de croire que leur révolution prendrait plus de consistance s'ils plaçaient à leur tête un des mem-

bres de la famille royale ; ils y laissèrent mettre le jeune prince de Savoie-Carignan, qui jouissait alors d'une grande popularité.

Quand le roi vit qu'il ne pouvait plus comprimer l'insurrection, il prit la résolution d'abdiquer en faveur de son frère, le duc de Gênois, héritier de la couronne, lequel se trouvait alors à Modène ; en même temps, il nomma régent du royaume le prince de Carignan. La constitution des cortès d'Espagne fut proclamée à Turin, comme elle l'avait été dans les trois autres royaumes absolus où s'était opérée une semblable révolution.

On se flattait que le nouveau roi adhérerait aux actes du gouvernement provisoire ; mais il était trop imbu des principes de l'absolutisme pour ne pas considérer le mouvement constitutionnel des Piémontais comme une révolte coupable : il était d'ailleurs sous l'influence de l'Autriche, à laquelle il demanda aussitôt des secours. En même temps il nomma un général pour soumettre les rebelles, c'est-à-dire presque toute la population, et une grande partie de l'armée. Les constitutionnels firent quelques efforts pour réorganiser l'administration et l'armée ; mais ayant été abandonnés par le prince qu'ils avaient mis à leur tête, lequel leur enleva plusieurs corps de troupes, il ne leur resta plus que la faible ressource d'aller attaquer les troupes royales, que des forces autrichiennes soutenaient. Cette résolution fut funeste aux patriotes du Piémont ; leurs bataillons furent maltraités et mis en déroute. De ce moment, la révolution piémontaise fut étouffée : elle se termina, comme celle de Naples, par des supplices et des proscriptions innombrables.

Le mouvement italique comprimé, l'empereur Alexandre arrêta la marche des troupes qu'il faisait avancer. Il semblait ainsi que le congrès de Laybach devait avoir atteint son but. Mais il resta assemblé, afin de prendre les mesures propres à opérer la contre-révolution tant en Espagne qu'en Portugal, et de s'occuper de l'insurrection des Grecs, laquelle, après s'être manifestée dans les deux principautés moldave et valaque, venait de s'étendre dans toute la Grèce méridionale.

Les bornes de cet ouvrage ne me permettant pas de parler plus longtemps des révolutions de Naples et du Piémont, je passerai sous silence les suites funestes à l'humanité qu'elles eurent dans ces deux royaumes, ainsi que dans le reste de l'Italie, où les carbonari furent l'objet d'une rigueur sans exemple. Après avoir replacé ces peuples sous la verge de fer des gouvernements absolus, les souverains alliés les laissèrent exposés aux vengeances des rois et des courtisans,

vengeances qui furent atroces. Mais qu'importait le supplice de tant d'hommes généreux à ces souverains qui croyaient avoir reçu du ciel la mission de réprimer tout élan vers la liberté ? Ne s'étaient-ils pas ligués contre les peuples, après s'être ligués contre Napoléon ? N'avaient-ils pas vaincu et dompté le grand capitaine, et ne recueillaient-ils pas les fruits de leur politique déloyale ?

Au moment où la sainte-alliance étouffait les révolutions d'Italie, Napoléon expirait sur le rocher de Sainte-Hélène. Après une longue agonie, produite par des traitements barbares, l'illustre captif de la sainte-alliance avait rendu le dernier soupir le 5 mai, à six heures du soir, à l'âge de cinquante-un ans huit mois et vingt jours.

Quoique, depuis six ans, Napoléon parût presque oublié de l'Europe, la nouvelle de sa mort y produisit des sensations difficiles à décrire. Les ennemis de Napoléon, tous ceux qui se voyaient délivrés de toute crainte pour l'avenir, furent dans la joie ; le gouvernement, dans le but sans doute de pressentir l'opinion publique, laissa vendre dans les rues quelques écrits contre Napoléon ; mais le public s'en indigna. Aussitôt des centaines de brochures en faveur de l'illustre proscrit, du grand capitaine, couvrirent toutes les boutiques de libraires, et furent lues avec avidité ; on brava la police et la censure pour jeter quelques fleurs sur la tombe du vainqueur des rois. Le gouvernement et les ennemis de Napoléon furent réduits au silence, et, pendant plus de deux mois, la France et l'Europe entière ne retentirent que d'éloges du grand capitaine, et de regrets excités par sa mort, qu'on regardait comme un assassinat politique.

La reine Caroline d'Angleterre étant morte peu de temps après Napoléon, on fut jusqu'à accuser les ministres anglais Castlereagh et Bathurst d'avoir fait périr par le poison ces deux grands personnages, également incommodes pour leur système. Cette accusation, dénuée sans doute de fondement, n'en fut pas moins accueillie avec empressement par une partie des deux populations. En France, les vieux soldats, les ouvriers et les habitants des campagnes se montrèrent longtemps incrédules sur la mort d'un homme si extraordinaire, et qu'on s'était habitué à regarder comme immortel.

Tout allait cependant au gré des hommes monarchiques, des ennemis des peuples : les libertés publiques de la France leur avaient été immolées successivement ; l'aristocratie et le clergé s'é-

* Telle était l'opinion du peuple et des vieux soldats sur cet homme extraordinaire, que plusieurs années après sa mort on trouvait encore dans les campagnes des gens qui étaient persuadés que Napoléon existait encore et qu'il reparaitrait un jour.

taient fortifiés; les révolutions de Naples et du Piémont venaient d'être étouffées; enfin, Napoléon Bonaparte, ce *tyran populaire* qui, de son lointain exil, protégeait encore les restes des intérêts créés par la révolution, et qui faisait trembler les ennemis des peuples par le seul souffle de sa respiration, venait de terminer sa glorieuse et immortelle carrière.

La sainte-alliance pouvait donc se reposer jusqu'au moment fixé pour aller replacer les Espagnols sous le pouvoir absolu de leur roi. Mais en attendant cette excursion liberticide dans la péninsule ibérique, il fallait préparer la France à l'idée d'être l'instrument dont les rois ligués contre les peuples émancipés devaient se servir pour étouffer la révolution d'Espagne. Pour y parvenir, il fallait d'abord que le gouvernement de la France fût remis entre les mains des royalistes exclusifs, seuls appuis sur lesquels on pût compter pour seconder les projets de la sainte-alliance. L'histoire des derniers mois de 1821 n'est donc plus autre chose que le récit des intrigues et des ruses employées pour faire tomber le faible ministère de MM. Siméon et Pasquier.

Afin d'augmenter l'embarras de ce ministère, MM. Villèle et Corbière donnèrent d'abord leur démission de ministres d'état, cessèrent de se rendre au conseil, et partirent bientôt pour aller préparer les élections dans leurs contrées. Cette détermination rendit à ces deux chefs des royalistes la confiance de l'extrême droite de la chambre, qu'ils avaient perdue en paraissant s'associer aux ministres : on leur sut gré d'avoir refusé les portefeuilles de la marine et des cultes, qui leur avaient été offerts; ils déclarèrent eux-mêmes qu'il ne s'agissait pas de satisfaire leur ambition personnelle, mais de changer le système politique du gouvernement, et d'assurer, pour la prochaine session, une majorité imposante au côté droit, et un accord parfait dans le ministère. C'était annoncer clairement qu'ils voulaient s'emparer de tout.

Néanmoins le ministère montrait beaucoup de confiance dans sa durée; cette confiance il la fondait sur la prospérité de la France, qu'il attribuait à son administration : il en déroulait le tableau, comme s'il était donné au gouvernement de faire fleurir nos vignes et nos oliviers, de faire mûrir nos blés! Les ministres supposaient que c'était à leur système de bascule et de corruption que la France devait l'activité d'une population laborieuse, le perfectionnement de plusieurs genres d'industrie, la circulation rapide des grands capitaux qu'elle possédait; ils vantaient beaucoup l'amélioration graduelle du crédit public et la facile perception de l'impôt, tandis qu'il

était évident que tous ces symptômes de prospérité se développaient naturellement, et peut-être même malgré toutes les fausses mesures du gouvernement.

Dans leur aveuglement sur les causes de cette prospérité renaissante, les ministres crurent que la France leur en tiendrait compte personnellement, et ne craignirent pas de devancer l'époque ordinaire de la session des chambres. En conséquence, les collèges électoraux furent convoqués pour les premiers jours d'octobre. Tous les moyens furent pris par les ministres pour obtenir des nominations qui pussent renforcer le centre de la chambre. Mais déjà on s'apercevait que leur astre pâlissait devant celui de M. de Villèle et de ses amis, et les employés du gouvernement se tournèrent du côté du soleil levant. Les ministres se virent abandonnés par leurs propres créatures : sur quatre-vingt-sept députés qui arrivèrent à la chambre, plus de cinquante allèrent se placer sur les bancs de l'opposition royaliste, et le reste se partagea entre le centre et le côté gauche. C'était une grande victoire remportée par le côté droit, et qui devait nécessairement déterminer la retraite des ministres; mais ils n'en affrontèrent pas moins l'ouverture de la session dans l'espoir de se former une majorité. Cette majorité, ils ne pouvaient plus l'avoir qu'en se jetant vers le côté gauche, et en y entraînant le centre. Il fut fait aux libéraux quelques ouvertures à ce sujet; on leur promit des concessions. Mais ce parti marchait trop franchement pour se prêter à ces misérables arrangements. Il était las d'un ministère auquel il avait tant de reproches à adresser, et, dans la conviction qu'il n'en éprouverait jamais que des déceptions, il préféra le voir tomber et se trouver en présence d'ennemis déclarés. Le côté gauche fit plus encore, il s'unit aux royalistes pour faire passer une phrase de la réponse au discours du roi qui devait déterminer la chute de ce ministère.

Dans cette circonstance, les ministres essayèrent un coup de vigueur; ils conseillèrent au roi de ne point recevoir l'adresse de la chambre des députés et de l'improver fortement. Louis XVIII maltraita ceux qui l'avaient votée, et les ministres se crurent sauvés. Mais quand ils se présentèrent devant la chambre pour y demander la prorogation de la censure des journaux jusqu'en 1826, ainsi que des dispositions additionnelles aux lois existantes sur la répression des délits de la presse, une explosion de mécontentement se fit entendre simultanément tant au côté droit qu'au côté gauche de la chambre, et l'attaque qui devait renverser le ministère commença à l'instant même : elle fut si violente, surtout de

la part des royalistes, qu'elle ôta aux ministres tout espoir de rester au timon des affaires : ils ne se sentirent pas assez forts pour faire un coup d'état, et durent céder.

Dans la situation des choses, cette révolution ministérielle ne pouvait plus s'opérer qu'à l'avantage des royalistes : ce furent, en effet, leurs principaux chefs qui héritèrent des portefeuilles. Une ordonnance royale du 13 décembre 1821 apprit à la France qu'elle avait pour ministres : MM. de Peyronnet (à la justice), de Montmorency (aux affaires étrangères), le duc de Bellune (à la guerre), de Corbière (à l'intérieur), de Clermont-Tonnerre (à la marine), de Villèle (aux finances), Lauriston (à la maison du roi).

Ainsi la révolution ministérielle fut complète.

CHAPITRE IX.

Progrès de la contre-révolution. — Nouvelles épurations monarchiques. — Lois contre les journaux et les écrivains. — Alarmes de la France. — Conspirations contre le gouvernement. — Immoralité du gouvernement et de la police. — Fraudes électorales. — Le corton sanitaire. — Suicide de lord Castlereagh. — M. de Villèle président du ministère. — Congrès de Vérone. — M. de Chateaubriand ministre des affaires étrangères. — Exclusion de Manuel de la chambre des députés. — Ses dernières paroles à la tribune. — Protestation des députés libéraux. — Campagne du duc d'Angoulême contre les Espagnols constitutionnels. — Résultats de cette guerre. — Système de M. de Villèle. — Nouvelle promotion de pairs. — Dissolution de la chambre des députés. — Nouvelles élections et fraudes ministérielles. — Établissement de la septennalité. — Renvoi de M. de Chateaubriand. — Changements dans le ministère. — Rétablissement de la censure. — Mort de Louis XVIII.

L'avènement au ministère de M. de Villèle et de ses amis fut une époque déplorable pour la France ; car, de ce jour, le pouvoir se trouva, sans partage, entre les mains des fauteurs de la *note secrète*, des partisans du gouvernement occulte, de l'émigration enfin ; dès-lors, ce reste de respect que les précédents ministres avaient affecté pour la charte se changea en haine, et l'on put travailler à opérer la contre-révolution plus ouvertement qu'on n'avait osé le faire jusqu'alors. Il n'y eut plus d'opposition dans le ministère ; celle du côté gauche de la chambre s'affaiblit tous les jours par les effets du double vote et par les manœuvres éhontées que le ministère pratiqua dans les collèges électoraux. Louis XVIII, qui jusqu'alors avait paru défendre sa charte, en céda tous les jours quelques lambeaux aux nouveaux ministres et aux courtisans : le mal dont il était atteint empirant beaucoup, on profitait de sa situation physique et morale pour saper son ouvrage.

Et comment n'en aurait-il pas été ainsi avec les hommes qui venaient d'arriver au pouvoir, et desquels surgit bientôt ce fameux triumvirat dont la longue et funeste association faillit à placer la France dans le dernier degré d'avilissement ? Le chef de ce triumvirat, M. de Villèle, qui devint ensuite le chef du ministère par la mort de M. de Richelieu, s'était, dès 1814, prononcé contre les institutions constitutionnelles énoncées dans la proclamation royale de Saint-Ouen, contre la charte elle-même et contre les acquéreurs des biens nationaux. Il avait manifesté le plus vif désir de voir rétablir l'ordre de choses existant avant la révolution : c'était là son opinion personnelle. Lorsque la manifestation de cette opinion le porta à la chambre, on le vit quelquefois défendre les libertés émanées de la charte, mais seulement quand ces libertés pouvaient être utiles à son parti. Quoiqu'il n'eût que des talents oratoires très-médiocres, M. de Villèle, auquel ses amis accordaient beaucoup de finesse et de tenacité, à défaut de génie, devint un des chefs du côté droit, toujours si faible en talents et en capacités. Il fut porté au ministère par les fautes des précédents ministres, autant que par les vues de la cour et de l'émigration entière, qui fondaient sur lui leurs espérances de contre-révolution.

Le second de ces nouveaux ministres, M. de Corbière, d'abord avocat à Rennes, était un homme de talents fort ordinaires ; mais il s'était toujours fait distinguer par ses opinions anti-libérales, et on le regardait à la chambre des députés comme le premier lieutenant de M. de Villèle, dont il était loin de posséder l'activité : toutefois sa place était marquée au ministère à côté de ce chef.

Le troisième membre de ce triumvirat, M. de Peyronnet, très-médiocre avocat à Bordeaux, homme présomptueux, orateur boursoufflé, n'était connu que par la violente accusation qu'il soutint devant la chambre des pairs dans l'affaire de la conspiration du mois d'août 1820. Comme il avait sa fortune à faire, les royalistes le portèrent au ministère, parce qu'ils attendaient beaucoup de sa vanité : il surpassa leurs espérances.

Tels furent les trois hommes qui se ligèrent avec la cour et l'émigration pour détruire la charte, et pour rétablir les privilèges ancients par la révolution. Je ne parlerai pas des autres ministres, parce qu'ils ne jouèrent qu'un rôle très-secondaire. Je ferai seulement remarquer que, pour renforcer leur système, les nouveaux chefs du ministère confièrent d'abord les plus hautes fonctions à des hommes qu'ils regardaient comme éminemment monarchiques. Ils appelèrent au conseil des ministres MM. Bonald, Narbonne-Pellet, Doudeauville, Laval-Montmorency, tous roya-

listes imbus des doctrines de l'ancien régime; ils donnèrent la direction de la police à M. Franchet, et la préfecture à M. Delavan, qui répondirent parfaitement à l'attente de leurs patrons. Ils changèrent beaucoup d'ambassadeurs : M. de Châteaubriand fut envoyé à Londres, où il remplaça M. Decazes; M. de Serre partit pour Naples; enfin, ils s'occupèrent d'une nouvelle épuration de toutes les administrations, où ils ne laissèrent que des hommes dévoués à leur parti ou prêts à faire le sacrifice de leur conscience politique. C'est ainsi qu'au mépris des droits acquis, le ministère de la contre-révolution renvoya sans pitié ce qui restait encore d'employés patriotes dans les administrations déjà tant épurées, et s'assura une immense influence sur les élections.

Cela établi, le ministère Villèle débuta par une série de mesures qui se rattachaient toutes à son plan : frappant tantôt les hommes, tantôt les choses, on le vit oser changer la destination du Panthéon Français, dont il fit de nouveau une église, après avoir jeté au vent les cendres de Voltaire et de J.-J. Rousseau. Il attaqua ensuite le système d'éducation publique, qu'il voulut faire tomber entre les mains des prêtres, et autorisa, à cet effet, l'établissement de la société dite *Congrégation de l'instruction chrétienne*. Bientôt après, il nomma l'abbé Frayssinous grand-maître de l'université royale, et encouragea les établissements que les jésuites avaient déjà formés en France, au mépris des lois existantes.

En même temps, ces nouveaux ministres qui, lorsqu'ils n'étaient encore que députés, s'étaient opposés aux mesures présentées par le gouvernement pour restreindre la liberté de la presse, s'en déclarèrent les plus grands ennemis : ils firent adopter, principalement contre les journaux, deux lois évidemment conçues dans le but de détruire la presse périodique. L'une de ces lois contenait une pénalité rigoureuse, non-seulement contre les écrits des journalistes, mais encore contre l'esprit des journaux et leur *tendance*; l'autre loi enlevait aux écrivains le droit que leur donnait la charte d'être jugés par le jury. Ces lois ne tardèrent pas à porter leurs fruits, et ce fut alors que l'on vit les écrivains les plus recommandables et les plus courageux jetés en foule dans les prisons destinées aux malfaiteurs.

Mais, si ce ministère anti-national se courrouçait si aisément contre l'esprit des journaux et leur tendance, la France s'alarmait des intentions que le gouvernement laissait apercevoir, et l'on vit éclater de nouveau une foule de conspirations sur tous les points du royaume. Il y eut un complot tramé à Belfort, dans lequel se trouvèrent impliqués quarante-cinq individus, presque tous

anciens militaires. On en découvrit un autre à Saumur, dont les complices étaient en grande partie des élèves de l'école de cavalerie établie dans cette ville. La place de Toulon vit aussi avorter dans ses murs une autre conspiration contre le gouvernement. La police en découvrit une quatrième à Nantes, formée par d'anciens militaires et plusieurs officiers et sous-officiers du 15^e régiment de ligne : une cinquième fut découverte à La Rochelle. Enfin, il y eut un commencement de révolution opéré par le général Berton dans un des départements de l'Ouest, où il avait pratiqué des intelligences : à la tête de deux à trois cents mécontents, ce général, secondé par quelques officiers, s'était emparé de la ville de Thouars, et était arrivé aux portes de Saumur, dont il se serait également rendu maître, s'il n'eût pas donné le temps aux autorités de prendre des mesures qui le forcèrent à rétrograder. Le mouvement du général Berton se fit sentir jusqu'à Paris, où l'on paraissait disposé à secouer le joug des Bourbons, si Berton n'eût pas échoué.

A la suite de toutes ces conspirations contre le gouvernement, les conseils de guerre et les cours d'assises condamnèrent beaucoup de personnes : la tête du général Berton tomba, ainsi que celles de plusieurs autres braves militaires. Le fameux procureur-général Bellart évoqua et se réserva l'affaire de La Rochelle, dans l'espoir d'y envelopper nos plus illustres défenseurs de la liberté, La Fayette, Benjamin-Constant, Kératry, Voyer-d'Argenson, Laffitte, etc., qui avaient été désignés par quelques témoins comme ayant entretenu des relations avec plusieurs des individus accusés. Mais tous les efforts de ce fougueux royaliste n'aboutirent qu'à faire tomber la tête de quatre jeunes sous-officiers, Bories, Pommier, Goubin et Raoul, dont la mort excita les plus vifs regrets.

Au milieu de tous ces procès, la France s'indignait de voir figurer comme témoins à charge de vils espions de la police, dont la plupart s'étaient voués au rôle de provocateurs. De ce moment, chacun se tint en garde contre ces infâmes agents, et la terreur qu'ils inspirèrent fut si grande, qu'on croyait voir partout des espions ou des excitateurs soldés. Le gouvernement se servit machiavéliquement de la peur que faisaient ces hommes de la police, pour rompre l'union qui régnait parmi les libéraux; et il y réussit au point que le chef se méfia de son subalterne, et celui-ci de son supérieur; que les vieux amis, les anciens camarades, les membres d'une même famille n'osaient plus se communiquer entre eux leurs sentiments politiques. Un libéral laissait-il éclater sans contrainte ses ressentiments contre le gouvernement ou les ministres? on le prenait pour un agent provoca-

teur ; un écrivain publiait-il un ouvrage où les vérités étaient dites un peu durement ? c'était encore un agent provocateur. Enfin, pour achever de mettre la désunion et de semer la défiance entre les hommes qu'on redoutait, on fit circuler de prétendues listes des personnes attachées à la police, où l'on eut soin de placer des noms honorables à côté de quelques hommes connus pour être réellement vendus au préfet. Pour comble d'immoralité, il se trouva des hommes assez méchants pour ajouter à ces listes terribles leurs ennemis personnels, ou ceux des libéraux qu'ils voulaient perdre dans l'esprit public. Qu'on juge de l'effet que produisirent ces infernales combinaisons ! Il fallut plusieurs années pour que la confiance se rétablît parmi les hommes qui professaient les mêmes opinions.

En attendant, le ministère se fortifiait de ces infâmes divisions, et achevait de se rendre maître des élections, tant par le despotisme qu'il exerçait sur tous les fonctionnaires et employés publics, que par les nombreuses fraudes qu'il autorisait dans la confection des listes électorales et dans les collèges mêmes. Cette conduite excita partout de vives réclamations lors des élections qui eurent lieu dans le mois de mai : à Lyon, il y eut des troubles, qui ne furent apaisés que par les mesures les plus sévères.

Telle était la situation des choses et des esprits avant l'ouverture de la session de 1822. A peine les députés furent-ils assemblés que le ministère s'occupa secrètement de la guerre dans laquelle la sainte-alliance avait engagé le gouvernement français contre le gouvernement constitutionnel d'Espagne. Déjà, sous prétexte de former un cordon sanitaire sur la frontière des Pyrénées, on y avait réuni un nombreux corps de troupes, qui étaient destinées à entrer en Espagne dès l'instant où la sainte-alliance perdrait l'espoir d'imposer aux cortès une autre constitution que celle de Cadix.

On crut un moment que cette guerre liberticide, et d'ailleurs très-impopulaire en France, n'aurait pas lieu ; l'on pensa même que la politique des puissances alliées prendrait une autre direction par la mort tragique du ministre anglais Castlereagh, et par celle de M. le duc de Richelieu, qui eurent lieu presque en même temps. Mais l'espoir des amis de la liberté et de l'humanité fut déçu par la nomination de M. de Villèle à la présidence du ministère français, et par le nouveau congrès de Vérone, où se rendirent tous les représentants du pouvoir absolu, tous les ennemis les plus acharnés des révolutions populaires. Là, il fut décidément arrêté que le gouvernement français enverrait cent mille hommes en

Espagne pour y agir de concert avec les bandes de la foi et les absolutistes, à l'effet d'étouffer la révolution espagnole, comme les troupes autrichiennes avaient étouffé les révolutions de Naples et du Piémont. Dans ce congrès, la sainte-alliance s'arrogea le droit d'intervenir à main armée dans les affaires intérieures des nations ; principes que l'on regardait déjà comme devant entraîner tôt ou tard de grandes révolutions.

[1823] A peine le congrès de Vérone eut-il prononcé, que tous les partisans du pouvoir absolu accoururent en France pour hâter les préparatifs de l'invasion de la Péninsule. M. de Châteaubriand, qui s'était montré un des plus violents adversaires du gouvernement constitutionnel d'Espagne, fut nommé ministre des affaires étrangères. Le département de la guerre déploya la plus grande activité : on appela sous les drapeaux plusieurs catégories de conscrits ; on fit de grands approvisionnements, pour lesquels on employa bien des millions avant de les avoir obtenus des chambres. Mais le ministère pouvait se permettre toute espèce de violation des formes, sûr qu'il était de l'approbation de la majorité : cette majorité royaliste, ou plutôt anti-constitutionnelle, il venait de la renforcer par l'admission dans la chambre des pairs de sept archevêques ou évêques ; ce qui augmentait encore l'influence déjà redoutable du clergé sur les affaires temporelles.

En ouvrant la session le roi avait annoncé que : « L'aveuglement avec lequel les représentations faites à Madrid avaient été repoussées laissait peu d'espoir de conserver la paix ; qu'il avait ordonné le rappel de son ministre, et que cent mille Français, commandés par un prince de sa famille, étaient prêts à marcher, en invoquant le Dieu de saint Louis, pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de Henri IV, préserver ce beau royaume de sa ruine, et le réconcilier avec l'Europe. »

Ce discours ne laissa plus de doute sur la guerre impopulaire, injuste et ruineuse dans laquelle le gouvernement français allait s'engager : les fonds publics éprouvèrent une forte baisse. Les libéraux éclatèrent contre les ministres qui allaient prodiguer le sang et l'or de la France pour asservir l'Espagne et complaire aux ennemis des peuples ; il y eut de violents débats dans les chambres, et principalement dans celle des députés, où tous les orateurs du côté gauche prononcèrent des discours qui durent prouver aux Espagnols que ce n'était pas la nation française qui allait renverser leurs nouvelles institutions, mais seulement le parti de l'émigration, poussé par la sainte-alliance.

Dans une de ces discussions, Manuel, cet ora-

teur tant redouté des royalistes, ce grand citoyen que la France perdit si vite, traça le tableau des promesses que les souverains avaient faites aux peuples, et des déceptions dont ces derniers avaient été abreuvés. Il parla du gouvernement de Ferdinand avec indignation. Dans la chaleur de l'improvisation, une phrase qu'on ne lui permit pas d'achever et de développer servit de prétexte aux royalistes pour demander, non seulement son rappel à l'ordre, mais encore son exclusion de la chambre : elle fut prononcée, après les plus violents débats, par le côté droit et le centre de la chambre des députés. Alors Manuel fit la déclaration suivante; ce furent ses dernières paroles à la tribune : « Arrivé dans cette chambre par la » volonté de ceux qui avaient le droit de m'y en- » voyer, je ne dois en sortir que par la violence » de ceux qui n'ont pas le droit de m'en exclure ; » et si cette résolution de ma part doit attirer sur » ma tête de plus graves dangers, je me dis que » le champ de la liberté a été quelquefois fécondé » par un sang généreux. » Tout le côté gauche adhéra à cette déclaration, et Manuel ne sortit en effet de la salle que lorsqu'il fut entraîné par les gendarmes.

Cette exclusion, quoiqu'elle ne fût que momentanée, faillit à compromettre la tranquillité de Paris : de nombreux rassemblements se formèrent autour de la chambre des députés, et saluèrent de leurs acclamations celui que les royalistes venaient de ravir à la tribune française. On fut obligé de fermer les grilles du jardin des Tuileries. Le lendemain, les députés du côté gauche, qui étaient presque tous sortis de la salle des séances avec Manuel, déposèrent sur le bureau une protestation dans laquelle se trouvait exprimée toute l'indignation qu'ils ressentaient de cette mesure inique, « le premier pas disaient-ils, d'une faction pour se mettre violemment » au-dessus de toutes les formes, et pour briser » tous les freins que notre pacte fondamental lui » avait imposés. Convaincus que ce premier » pas n'est que le prélude du système qui conduit la France à entreprendre une guerre injuste au dehors, pour consommer au dedans la » contre-révolution, et pour ouvrir notre territoire à l'occupation étrangère; ne voulant pas » nous rendre complices des malheurs que cette » faction peut attirer sur notre patrie, nous protestons contre toutes les mesures illégales et inconstitutionnelles prises pour l'exclusion de » M. Manuel, député de la Vendée, et contre la » violence avec laquelle il a été arraché du sein » de la chambre des députés. »

De ce jour, les signataires de cette protestation s'abstinrent de paraître dans la salle des séances,

ou ne prirent plus aucune part aux délibérations. Quelques-uns seulement se présentèrent à la tribune pour refuser l'allocation du crédit extraordinaire de 400 millions que le ministère demandait pour la guerre d'Espagne. Ainsi, les royalistes se chargèrent seuls de la responsabilité de cette guerre impopulaire.

Elle n'en eut pas moins lieu, aux acclamations de tous les ennemis de la liberté. Je n'entrerai point ici dans les détails de cette campagne, qui n'ajouta que bien peu de gloire aux armes françaises, car les intrigues diplomatiques et les défections y jouèrent un rôle plus actif que les balonnets; et l'on peut affirmer que c'est à ces intrigues, non moins qu'aux moyens employés pour séduire ou corrompre les chefs des troupes espagnoles, que furent dus les succès faciles obtenus par le duc d'Angoulême.

Parti de Bayonne le 6 avril, ce prince, à la tête d'une belle armée de plus de cent mille jeunes soldats, pleins d'ardeur, conduits par les généraux et les officiers les plus dévoués au gouvernement et au roi, pénétra en Espagne, et arriva à Madrid sans rencontrer de grands obstacles. Le plan des généraux français était de se porter rapidement sur cette capitale par le centre de l'Espagne, tandis que les deux ailes de l'armée balaieraient les côtes de la Méditerranée et de l'Océan. Celui des Espagnols paraissait être de laisser engager les troupes françaises jusqu'au cœur de l'Espagne, et de chercher à les combattre alors avec avantage. Les cortès quittèrent Madrid pour aller établir le gouvernement à Séville, et de là à Cadix, où le roi fut entraîné malgré lui. Les constitutionnels d'Espagne et ceux de Portugal contractèrent d'abord une alliance qui annonçait le dessein de résister vigoureusement. Mais au moment où l'on croyait que les corps portugais allaient marcher au secours des Espagnols, la contre-révolution eut lieu à Lisbonne par la trahison de l'infant don Miguel et de quelques chefs de l'armée.

Privés de l'appui du Portugal et déjà démoralisés, les généraux espagnols O'Donnell, Morillo et quelques autres, si imprudemment employés par les constitutionnels, se montrèrent disposés à traiter avec le duc d'Angoulême, et firent en effet leur soumission. Ce ne fut pas précisément une trahison, mais une défection qui ruina les affaires des constitutionnels. Bientôt Ballesteros, en qui les patriotes avaient mis toute leur confiance, traita aussi avec l'armée française, et reconnut la régence royaliste établie à Madrid. Renfermées dans Cadix, avec le roi et la famille royale, les cortès n'eurent bientôt plus d'espoir qu'en Mina, Riego et Quiroga. Mina se défendait comme un lion; mais il fut enfin forcé de capituler. Quiroga, dont

la présence ranimait les Galiciens, dut aussi abandonner cette province et ses places fortes, après les avoir vaillamment défendues. Enfin, Riégo, le héros de la révolution d'Espagne, l'idole des patriotes, et en même temps l'objet de la haine des absolutistes, Riégo, dont le courage et le noble civisme ne se démentirent jamais, fut pris par les Français et livré aux Espagnols, qui le firent périr misérablement. La défection de Ballesteros, le triste sort de l'expédition de Riégo, la prise du Trocadéro et du fort Santi-Petri, près de Cadix, décidèrent les cortès à rendre à Ferdinand VII sa liberté : il en profita aussitôt pour se réunir au duc d'Angoulême, à Puerto-Sainte-Marie.

Là, le premier acte du roi d'Espagne fut de déclarer nul tout ce qui avait été fait depuis le jour où il avait accepté la constitution, et de rentrer dans toute la plénitude du pouvoir absolu. Tel fut le résultat de la guerre liberticide que les hommes monarchiques de la France et la sainte-alliance portèrent dans la péninsule espagnole, guerre déplorable dans laquelle la France répandit le sang de ses soldats et l'or de ses peuples, pour rétablir sur son trône un roi qui se montra ingrat et déloyal.

On n'eut pas plutôt vaincu les cortès d'Espagne, qu'il fallut, pour l'honneur de la France, empêcher les vengeances atroces que les royalistes de ce pays se mirent à exercer sur ceux qu'ils appelaient les *negros* (les constitutionnels). A cet effet, le duc d'Angoulême rendit la fameuse ordonnance d'Andujar, qui avait pour but de faire cesser les nombreuses et illégales arrestations que la régence de Madrid et ses agents ne cessaient d'ordonner, et de mettre un terme au désaccord qui régnait entre le pouvoir civil de Madrid et le pouvoir militaire français. Mais ce fut bien vainement que le duc d'Angoulême et ses conseillers s'étaient flattés d'arrêter les fureurs du parti royaliste de ce pays; les sages dispositions de l'ordonnance d'Andujar furent éludées d'abord, puis écartées tout-à-fait par les absolutistes; et le duc d'Angoulême dut rentrer en France, laissant ce malheureux royaume en proie à tous les désordres.

La conduite du parti victorieux par les armes françaises fit une profonde impression sur les troupes qui durent occuper l'Espagne; les soldats ne furent pas insensibles aux reproches que les constitutionnels leur adressaient; et, tandis que le ministère français était au comble de ses vœux, parce qu'il croyait avoir donné à la monarchie une armée dévouée, les troupes revenaient de leur expédition d'Espagne fort peu disposées à en entreprendre une seconde qui aurait eu le même but liberticide. Toutefois, le retour du duc d'Angoulême et des troupes françaises fut, à Paris, l'objet de grandes fêtes, dans lesquelles les royalistes

firent éclater la joie la plus vive, et montrèrent toute l'étendue de leurs projets contre-révolutionnaires.

La destruction de la charte et le rétablissement de l'ordre de choses existant avant la révolution étaient le but, dès-lors avéré, de tous les royalistes : ils ne différaient entre eux que sur les moyens à employer pour arriver à une contre-révolution complète. Les plus fougueux exigeaient que cela se fit promptement et violemment, ainsi qu'on le tenta plus tard, par les mémorables ordonnances du 25 juillet 1830. M. de Villèle et ses amis voulaient, au contraire, opérer lentement, et sans violences apparentes : ils se flattaient qu'au moyen d'interprétations forcées de l'article 14 de la charte, ils parviendraient au point de la rendre absolument illusoire. Les premiers se prononçaient pour la force, dont ils croyaient pouvoir se servir utilement depuis la guerre d'Espagne; les autres, pour la ruse et les escobarderies politiques. Ce dernier système prévalut; mais ce ne fut pas sans avoir été vivement attaqué par ceux qui voulaient écarter tout ménagement, et qui trouvaient que MM. Villèle, Corbière et Peyronnet n'étaient pas assez royalistes.

Malgré ces attaques, le triumvirat ministériel marcha à son but avec toute l'astuce et la persévérance dont il était capable. Un des ministres, le maréchal Victor, duc de Bellune, enfant de la révolution, dont il avait longtemps professé les principes, paraissait devoir, par sa présence au conseil, gêner sa marche contre-révolutionnaire; le triumvirat le fit remplacer au département de la guerre par un des trois frères Damas, émigré, qui n'avait jamais servi qu'en Russie.

Afin de faire légaliser les infractions à la charte qui étaient dans la pensée de M. de Villèle et de ses amis, ceux-ci jugèrent qu'ils devaient se débarrasser, autant que possible, de l'opposition qui existait encore dans les deux chambres, ou de l'étouffer sous le poids d'une majorité royaliste. A cet effet, ils s'autorisèrent de l'exemple que M. De-cazes leur avait laissé, et firent une grande promotion de pairs : il en fut créé vingt-sept dans le mois de novembre. Parmi ces nouveaux pairs, douze furent choisis dans les rangs des députés les plus royalistes, six parmi les généraux qui venaient de renverser la constitution d'Espagne, et le reste dans l'émigration. M. de Villèle crut s'être ainsi assuré une grande majorité dans cette chambre.

Quant à celle des députés, où le parti libéral comptait encore près d'un tiers des voix, toutes généreuses, toutes éloquentes, le ministère prit la résolution de la dissoudre : une ordonnance du 24 décembre annonça cette dissolution sans aucun préambule, et convoqua les collèges électo-

raux de toute la France pour la fin de février et le commencement de mars.

Les deux premiers mois de 1824 furent employés par les ministres à préparer le succès des élections générales : chacun rivalisa de zèle ; celui de l'intérieur, M. de Corbière, s'y fit une réputation qui ne céda point à l'astuce de M. de Villèle. Toutes les fraudes imaginables furent employées à grossir le nombre des électeurs royalistes ou ministériels ; toutes les promesses et les menaces furent prodiguées pour obtenir les voix des électeurs fonctionnaires ; toutes les manœuvres propres à dégoûter les libéraux furent mises en jeu pour les éloigner ou les intimider. Ceux-ci ne se rebutèrent pas et luttèrent franchement ; mais il leur fut impossible de résister à l'influence du gouvernement, et de ne pas succomber sous toutes les fraudes employées par ses agents. Les élections répondirent aux espérances des royalistes. La nouvelle chambre se composa de plus de la moitié d'émigrés ou d'hommes de 1815, d'un bon nombre de ces députés appelés *ventrus*, toujours aux ordres des ministres, et seulement d'un quart de libéraux. Il ne dépendait donc plus des cinquante ou soixante vrais mandataires de la France de s'opposer à l'adoption des lois que les ministres allaient présenter : tout ce qu'ils pouvaient faire c'était de défendre pied à pied celles des institutions consacrées par la charte que les précédents ministres n'avaient pas osé attaquer jusqu'alors, et de faire entendre de la tribune quelques vérités utiles.

En ouvrant la session de 1824, que les ministres regardaient comme la dernière où ils auraient à lutter avec les défenseurs des libertés publiques, Louis XVIII, après s'être félicité de l'issue de la guerre contre l'Espagne, annonça que les dispositions *réglementaires* de la charte seraient modifiées, parce que le repos et la fixité étaient le premier besoin de la France. C'était là le grand but des ministres, qui voulaient substituer le renouvellement septennal des députés au mode prescrit par la charte, afin de pouvoir ensuite gouverner despotiquement et en repos, délivrés qu'ils auraient été des *criailleries* du parti libéral.

Le roi parla aussi de l'Espagne, de la Grèce, de l'Amérique ; mais les espérances dont il entretint les chambres furent loin de se réaliser : l'Espagne continua de demeurer en proie aux plus sanglantes agitations ; le sang coula à grands flots dans l'Orient ; le commerce français vit se fermer ses riches débouchés d'Amérique, et enfin l'établissement annoncé de la septennalité répandit les plus vives alarmes dans la masse de la nation, parce qu'on y vit la base d'un système qui devait conduire à l'ancantissement du pacte fondamental.

Toutefois le ministère ne se laissa pas intimider par cette réprobation générale. Sur qu'il était de la majorité des députés, il osa présenter son projet de loi relatif à la conversion des rentes sur l'état. Ce projet, regardé comme désastreux pour tous les possesseurs des rentes cinq pour cent, et comme devant avoir des résultats déplorables pour le crédit public, fut vivement combattu par les députés libéraux ; mais la majorité de cette chambre l'adopta.

Il en fut de même de la loi qui établissait la septennalité des élections : la chambre ne craignit pas de violer formellement l'art. 57 de la charte pour mettre les élections à la disposition du gouvernement, comme elle y avait déjà mis la plus précieuse des libertés nationales, celle de la presse : ces députés sans pudeur osèrent suspendre les élections pendant sept ans, et se donner ainsi eux-mêmes un mandat septennal qu'ils n'avaient pas eu de leurs mandataires.

Cette nouvelle infraction à la charte fut aussi votée par la chambre des pairs ; mais M. de Villèle reçut dans cette chambre un affront auquel il ne s'attendait pas : son projet de loi pour la conversion des rentes y fut repoussé. On attribua à M. de Châteaubriand le rejet de ces dispositions financières : le président du conseil se courrouça contre son collègue, et M. de Châteaubriand, à qui l'on devait de grands efforts pour l'établissement de la septennalité, fut destitué comme un commis. Cette disgrâce lui valut de la popularité, qu'il entretenait alors en faisant de l'opposition dans un journal ainsi qu'à la tribune des pairs. M. de Villèle, déjà chargé du portefeuille des finances et de la présidence du conseil, s'adjudgea encore le portefeuille des affaires étrangères, et réunit ainsi un pouvoir immense, jusqu'au moment où il remit ce dernier ministère à M. de Damas, dont il avait fait précédemment un ministre de la guerre.

La contre-révolution marchait à pleines voiles : elle s'était emparée du pouvoir, des élections, de tous les emplois ; elle puisait à pleines mains dans le trésor public, en attendant qu'elle s'adjudgeât le milliard de l'indemnité, et pourtant elle n'était pas encore satisfaite. L'émigration exigeait que le ministère lui immolât les restes des institutions créées par la révolution. On vit alors ce ministère présenter plusieurs lois qui rappelaient l'ancien régime. Il proposa des peines nouvelles et de la dernière sévérité, pour les crimes et délits commis dans les églises ; mais ce projet excita de si vives alarmes, que le roi se vit dans la nécessité de le retirer momentanément. Il en fut de même d'un projet de loi relatif aux droits de navigation, projet d'une fiscalité révoltante, dont les dispositions étaient des plus nuisibles au commerce et à

l'industrie, que les royalistes semblaient vouloir anéantir.

Mais s'ils ne purent frapper le commerce, objet constant de leur haine, ils eurent au moins la satisfaction de détruire la loi populaire sur le recrutement que la France devait au maréchal Gouvion-Saint-Cyr : toutes les principales dispositions de cette excellente loi furent rapportées. Les royalistes renoncèrent à l'utile et honorable service des vétérans, et cette noble réserve nationale fut mise de côté.

Il y avait à peine un an que la guerre contre l'Espagne avait été entreprise, et déjà la France en éprouvait les tristes conséquences : l'état d'agitation ou plutôt de désorganisation dans lequel se trouvait ce malheureux pays exigea une prolongation de l'occupation des troupes françaises, qui fut fixée à quarante-cinq mille hommes jusqu'en janvier 1825 ; mais comme le roi absolu, Ferdinand, n'avait point d'argent, les frais de cette occupation furent encore aux dépens de la France, comme l'avaient été ceux de la guerre. De là ces demandes journalières de suppléments de crédit dont chaque ministère eut besoin ; de là cette gêne du trésor malgré le milliard du budget : il fallut recourir à des moyens extraordinaires pour faire face à ces prodigalités révoltantes : le ministre des finances fut autorisé à créer et à négocier pour cent quarante millions de bons royaux, payables à échéances fixes et portant intérêt. C'était une mesure qui pouvait entraîner les plus graves abus, puisqu'elle facilitait au gouvernement toute espèce de dépense clandestine : elle n'en fut pas moins adoptée par la majorité des chambres.

Le jour même de la clôture de la session, il y eut des changements dans le ministère ; mais ils ne firent aucune sensation, parce qu'ils furent faits dans le même esprit qui dirigeait le conseil du roi. M. de Clermont-Tonnerre passa de la marine à la guerre ; M. de Damas quitta la guerre pour prendre la direction des affaires étrangères ; le duo de Doudeauville fut nommé ministre de la maison du roi, en remplacement du maréchal Lauriston ; et le comte Chabrol de Crousol fut appelé à la marine : c'étaient des hommes nuls, que le grand triumvirat était bien aise d'avoir à sa dévotion. Quelques jours après, il fut créé un ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, qui fut donné à l'abbé Frayssinous, évêque d'Hermopolis ; le cardinal de La Fare fut en même temps créé ministre d'état.

Les affaires publiques de la France étaient ainsi entièrement livrées entre les mains des royalistes et du clergé, lorsque la maladie dont Louis XVIII était atteint empira au point de faire regarder sa

mort comme imminente. Depuis plusieurs années l'auteur et en même temps le violateur de la charte était privé de l'usage de ses jambes ; ce n'était plus qu'à l'aide d'un fauteuil mécanique qu'on le transportait d'un lieu à un autre, et qu'on le descendait de ses appartements dans sa voiture, afin qu'il pût prendre l'exercice de la promenade, nécessaire à la conservation de ses jours. Dans le courant du mois d'août les médecins déclarèrent que sa fin approchait. Les circonstances étaient graves pour la France : le ministère sut les aggraver encore, en faisant signer au roi mourant une ordonnance qui rétablissait la censure sur les feuilles périodiques. L'opinion publique repoussa avec indignation une mesure dont rien ne paraissait motiver le besoin. Le ministère, qui ne se faisait aucun scrupule d'attenter aux libertés publiques, crut qu'en adoptant ce moyen odieux il réserverait au successeur de Louis XVIII la facilité d'acquiescer la popularité dont il avait besoin. Ce fut donc dans l'intérêt personnel du comte d'Artois qu'on laissa descendre au tombeau Louis XVIII après avoir signé l'acte qui privait les Français de la plus précieuse des libertés, de celle qu'ils chérissent le plus.

Louis XVIII, connu, avant et pendant la révolution, sous le nom de comte de Provence, était né le 46 novembre 1755. Il se montra d'abord partisan des réformes, puis il émigra le même jour où Louis XVI entreprit de se rendre à la frontière. Il ne reentra en France qu'avec les puissances alliées, et data son règne du jour de la mort du jeune dauphin. Ce fut la première faute que l'orgueil des Bourbons leur fit commettre. Louis XVIII n'était cependant pas un homme sans moyens : il avait de l'esprit et de l'instruction ; mais son esprit était plus brillant que solide, plus fin que pénétrant. Il était jaloux de montrer son érudition, et ne pardonnait jamais la plus légère atteinte portée à son amour-propre de littérateur. Son jugement était droit lorsque sa vanité ne l'offusquait pas. Sa mémoire était heureuse ; mais il possédait peu de connaissances en matière d'économie politique, et le droit public ne lui était point familier. Toutefois, il croyait gouverner les hommes et les choses, quoiqu'il ait été toute sa vie gouverné lui-même par son entourage et par les circonstances. Dépouillé de courage et de caractère, il se montrait souvent opiniâtre, et n'aimait pas la contradiction. Quoique naturellement avare, il prodiguait souvent les faveurs et l'or sans mesure, et surtout aux hommes qui lui avaient rendu des services durant l'émigration. Plus d'une dame éprouva aussi les effets de ses libéralités capricieuses. Il aimait passionnément la représentation. Sans tenir beau-

Joué à l'amour des Français, il était néanmoins jaloux de montrer à l'Europe qu'il le possédait, et sollicita un titre qui prouvât à la postérité que son peuple le chérissait. Les courtisans et les royalistes lui décernèrent le nom de *Louis-le-Désiré*, que la nation lui contesta vivement; et l'un de ses plus courageux organes ne craignit pas de dire que la France n'avait vu rentrer les Bourbons qu'avec *répugnance*.

Louis XVIII était poli dans ses manières, recherché dans sa conversation. Son style était

celui de Dorat. Perclus et souffrant depuis plusieurs années, il eût néanmoins pu vivre plus longtemps s'il eût été doué de la sobriété de Napoléon. Il mourut le 16 septembre 1824. Les classes aristocratiques prirent le deuil; mais elles fondaient trop d'espérances sur le règne de son successeur pour éprouver du chagrin de cette mort. Quant au peuple, il se montra très-indifférent à un événement qui, dans l'état des choses, était sans aucune portée politique.

SECONDE

RESTAURATION DES BOURBONS.

RÈGNE DE CHARLES X.

CHAPITRE PREMIER.

Obsèques de Louis XVIII. — Entrée de Charles X à Paris. — Premiers actes de son règne. — Abolition de la censure. — Oraison funèbre de Louis XVIII. — Traité de Madrid contre les Américains du sud. — Ouverture de la session législative. — Système du ministère Villèle. — Empiétements du clergé. — Loi sur la liste civile. — Apanage de la branche d'Orléans. — Loi sur les communautés religieuses. — Loi dite du sacrilège et débats à ce sujet.

Louis XVIII avait à peine fermé les yeux, que son frère, devenu son successeur, quitta Paris pour se rendre, avec toute sa famille, au château de Saint-Cloud. C'était encore un des usages de cette vieille monarchie qu'on voulait rétablir ; il fallait que le nouveau roi fit une entrée solennelle à Paris, une sorte de prise de possession par droit divin.

En attendant, on prépara les obsèques de Louis XVIII, dont la dépouille mortelle fut transférée à l'église de Saint-Denis, avec une pompe et une magnificence propres à éblouir les yeux du peuple¹. « La population de Paris presque entière, a dit un historien monarchiste, assistait à cette auguste cérémonie, et de la même manière qu'elle se montre dans tous les grands spectacles publics. Le peuple ne laissa apercevoir ni chagrin, ni regrets. »

¹ On dépensa pour l'enterrement de Louis XVIII près de deux millions cinq cent mille francs, qui furent votés avec les frais du sacre de Charles X. Ces deux cérémonies coûtèrent ensemble à la nation la somme ronde de six millions.

Quatre jours après, le nouveau roi, qui avait pris le nom de Charles X, fit son entrée solennelle à Paris : ce fut l'ancienne royauté entourée d'un grand cortège, précédée de ses hérauts d'armes, et suivie de tous les valets dorés. Charles X se rendit d'abord à l'église métropolitaine de Notre-Dame pour remercier Dieu de son intronisation : il entra ensuite aux Tuileries, où il reçut les hommages de tous les corps de l'état. Le temps était pluvieux et froid ; la population se montra très-réservée : elle redoutait le jour où le chef de l'émigration prendrait les rênes du gouvernement ; la vie du comte d'Artois faisait assez pressentir ce que serait Charles X : les amis des libertés acquises par la révolution ne doutaient pas que la contre-révolution n'achevât de s'opérer, dès que les hommes de Coblenz et de 1815 auraient pour eux le pouvoir, et la volonté du roi.

Mais ces craintes se dissipèrent pour quelque temps, car les premiers jours du règne de Charles X étonnèrent ceux qui avaient vu arriver avec peine l'instant où il allait régner. Le ministère, qui sentait le besoin d'entourer Charles X d'un vernis de popularité, afin de le mettre en état de réaliser ses projets de restauration complète, trompa d'abord tous les pénibles pressentiments des libéraux : il marqua le commencement du nouveau règne par une ordonnance qui supprimait la censure. Cet acte important, basé sur ce qu'une pareille mesure contre les abus de la liberté des journaux ne paraissait plus nécessaire, fut reçu comme un grand bienfait ; il rallia au gouvernement tous ces hommes sans principes politiques qui sont toujours prêts à se trouver heureux de la moindre

restitution de leurs droits, ou du mal qu'on ne leur fait pas.

L'abolition de la censure, quoique appréciée à sa juste valeur par ceux qui observaient la marche tortueuse du ministère, n'en fit pas moins l'effet qu'en attendaient ceux qui avaient ménagé ce moyen de réhabilitation au chef du gouvernement occulte, au protecteur avoué des hommes plus royalistes que le roi défunt lui-même. L'opinion, d'abord si défavorable au comte d'Artois, se modifia aussitôt; tant il faut peu de chose pour contenter une nation! Quelques paroles que Charles X fit entendre au milieu des gardes nationales; quelques-uns de ces mots que les rois ont toujours sur les lèvres, ou que les courtisans leur prêtent, achevèrent de rendre Charles X aussi populaire que pouvait l'être celui qui, de tous temps, s'était déclaré le plus opiniâtre ennemi de la révolution, et même du régime monarchique représentatif tel que l'avait fait la charte.

Mais ces actes et ces promesses de régner constitutionnellement ne furent qu'un leurre dont le ministère se servit pour couvrir ses projets liberticides. La comédie ne fut pas plus tôt jouée, que les acteurs cessèrent de se déguiser, et l'on ne tarda pas à voir percer les intentions du gouvernement

Elles se dévoilèrent en premier lieu dans l'oraison funèbre de Louis XVIII, prononcée par l'évêque d'Hermopolis, M. Frayssinous, ministre des affaires étrangères et premier aumônier de Charles X; oraison qui ne fut qu'une violente attaque contre la révolution française, contre cette même liberté de la presse que l'on venait de rendre aux journaux, et même contre « tous ces enseignements qu'on a tant de soin, disait le ministre des affaires étrangères, de faire descendre jusqu'aux dernières classes du peuple. » Ainsi se dévoilait la pensée des hommes arrivés au ministère : ils en voulaient à la révolution, à ses œuvres, à ses principes; ils s'élevaient contre l'émancipation des peuples, contre l'instruction qui, selon eux, descendait trop bas, et ils se regardaient comme ayant la mission d'étouffer ce qui restait encore de germes révolutionnaires, après avoir sacrifié les principes.

Rien ne prouve mieux l'aveuglement de tous ces représentants de la vieille Europe ligués contre les peuples, que le traité qui fut signé à Madrid, le 5 décembre, entre la France, la Russie et l'Espagne, à l'effet de remettre l'Amérique du Sud sous le joug de son ancien oppresseur¹. Les

habitants de ces vastes contrées avaient reconquis leur indépendance et leurs droits; ils avaient brisé leurs fers sur la tête de leurs tyrans : ils s'étaient constitués en république, et c'était assez pour avoir assumé la haine de la *sainte-alliance*. Le traité qui fut signé à Madrid, sous ses auspices, témoigna assez de sa colère : elle croyait qu'en manifestant sa volonté, les peuples de l'Amérique allaient tomber à genoux et s'humilier devant ces prétendues puissances de la terre. Mais cette volonté liberticide resta impuissante; et le traité conclu à Madrid ne fut que ridicule, en ce qu'il eut pour effet d'affermir l'indépendance des ci-devant colonies de l'Espagne.

Quoique la sainte-alliance, ou plutôt l'alliance impie des rois contre les peuples crût avoir étouffé toutes les opinions généreuses qui venaient de faire explosion en Europe, elle n'était pas sans inquiétude en voyant les progrès que les idées républicaines faisaient dans le Nouveau-Monde. En ce moment-là ces belles contrées offraient le spectacle sublime de toute une population, heureuse sous le sceptre de la liberté et de l'égalité, payant un immense tribut de bénédictions publiques et d'hommages nationaux au citoyen français qui s'était placé à côté de Washington.

La Fayette, avant de mourir, avait voulu revoir les champs qu'il avait arrosés de son sang, le peuple qu'il avait contribué à rendre libre, et il reçut de ces républicains, que les rois ont tant d'intérêt à montrer ingrats, un accueil qu'aucun souverain n'avait jamais obtenu : toutes les pompes théâtrales dont les courtisans environnent les potentats s'étaient effacées devant la réception triomphale faite par les citoyens des États-Unis à l'hôte de leur noble nation; toutes les solennités royales avaient été éclipsées par la fête que le peuple américain avait improvisée à l'arrivée du général La Fayette. Il y avait dans cet enthousiasme républicain un grand sujet d'effroi pour les oppresseurs de la vieille Europe; aussi laissèrent-ils éclater leur haine pour les gouvernements libres du Nouveau-Monde.

Quand Charles X ouvrit la session législative de 1825, le discours qu'il y prononça parut, aux

dance des républiques de la Plata, du Mexique et de Colombie. L'Angleterre faisait plus encore, elle concluait de fructueux traités de commerce avec ces nouveaux états, et se moquait des protestations du cabinet de Madrid. La France était alors entrée dans le système rétrograde de la sainte-alliance; elle avait pour principal ministre l'homme de la vieille monarchie et de l'émigration; tandis que l'Angleterre, qui avait le bonheur d'avoir un administrateur à la hauteur du siècle, secourait de toutes ses forces les liens dans lesquels l'avaient garrottée les Castlereagh, les Bathurst, et trouvait d'immenses avantages à professer les principes de l'illustre Canning, qui se résolaient à cette maxime : *Liberté civile, politique et religieuse pour tous les peuples*.

¹ Pendant que la France aveuglée se ligait avec l'Espagne et la Russie pour remettre l'Amérique du Sud sous le joug de Ferdinand, l'Angleterre, qui ne perd jamais de vue les intérêts de son commerce, reconnaissait solennellement l'indépen-

hommes qui méditent, de la plus haute importance. Après y avoir exprimé sa douleur de la mort de son frère, qui, disait-il, *avait relevé le trône de ses ancêtres*, le nouveau roi donnait l'assurance que les dispositions des gouvernements étrangers n'avaient pas éprouvé de changement, et ne laissaient aucun doute sur le maintien des relations amicales qui existaient entre le cabinet des Tuileries et ceux de Vienne, de Saint-Petersbourg et de Berlin. En effet, ces relations devenaient tous les jours plus intimes entre des hommes qui avaient les mêmes vues, les mêmes sentiments, les mêmes haines : le ministère Villèle était trop en harmonie avec les Metternich et les Nesselrode, pour qu'il n'y eût pas cet accord que Charles X vantait comme un bonheur, et que le peuple français devait redouter comme un fléau.

C'était en exécution de ces mêmes vues que l'Autriche était intervenue dans les révolutions de Naples et du Piémont, et qu'elle les avait étouffées par ses envahissements ; c'était ce même système qui avait fait entreprendre la guerre d'Espagne, et qui, après le rétablissement de Ferdinand VII, avait arrêté l'occupation de la Péninsule par les soldats aux ordres de la sainte alliance ; c'était enfin les combinaisons des rois absolus du nord qui dictaient toutes ces mesures arbitraires que l'on prenait au-delà du Rhin, et contre lesquelles la presse censurée ne pouvait plus élever sa puissante voix.

La sainte alliance n'avait plus besoin de stimuler le zèle contre-révolutionnaire du nouveau roi de France ; elle était assurée de ses sentiments, et n'avait plus qu'à laisser faire le ministère Villèle pour *réconcilier la France avec l'Europe*. Les ministres de Charles X promettaient que, dans quelques années, la nation française aurait rétrogradé de plusieurs siècles.

« Le moment est venu, disait le nouveau roi, d'exécuter les sages desseins conçus par le roi mon frère, et de préparer les moyens de fermer les dernières plaies de la révolution par un grand acte de justice et de politique. » Et ce grand acte c'était le *milliard* d'indemnité à donner aux hommes qui, durant vingt ans, n'avaient cessé de combattre dans les rangs des ennemis du peuple français, ou d'intriguer à l'étranger contre les hommes et les principes de la révolution. « Je veux que la cérémonie de mon sacre, ajoutait Charles X, termine la première session de mon règne : là, prosterné au pied du même autel où Clovis reçut l'onction sainte, et en présence de celui qui juge les peuples et les rois, je renouvellerai le serment de maintenir et de faire observer les lois de l'état et les institutions octroyées par le roi mon frère.... »

LÉONARD GAILLOIS.

Mais, tandis que le roi promettait de maintenir les institutions constitutionnelles, le ministère préparait plusieurs projets de loi dont chacun devait leur porter une dangereuse atteinte. Déjà la charte avait été violée, dans son esprit comme dans ses termes, par le double vote donné aux électeurs des grands collèges, par le renouvellement intégral de la chambre des députés et par l'établissement de la septennalité. Déjà la liberté de la presse était devenue illusoire par les lois fiscales sur les journaux ; déjà on était entré dans les voies inconstitutionnelles en instituant un conseil-d'état par une simple ordonnance royale. Mille autres violations manifestes avaient en outre attesté que l'on ne craignait plus de fouler aux pieds cette même charte que l'on jurait publiquement de maintenir et de faire observer. Le ministère Villèle, fort de l'assentiment d'un roi dépourvu de toute espèce de talents politiques, et encouragé par les despotes du Nord, pouvait donc entrer sans détour dans les voies contre-révolutionnaires, et s'exercer plus ou moins ouvertement à détruire pièce à pièce ce qui restait encore aux Français des libertés publiques revendiquées par les hommes de la révolution. Ce ministère croyait qu'après avoir osé faire la guerre aux constitutionnels de l'Espagne, et après les avoir vaincus, il pouvait traiter les Français comme l'avaient été les patriotes de la péninsule : cette campagne contre les Espagnols lui avait donné tant de présomption et d'orgueil qu'il ne crut plus nécessaire de voiler ses projets, qui étaient de rétablir ce qui existait sous l'ancien régime ; le trône appuyé sur l'autel et sur l'aristocratie : le ministère Villèle comptait pour rien le reste de la nation.

Les circonstances parurent favorables au développement de son système : toute l'Europe, à l'exception de l'Angleterre, se trouvait sous le joug de la sainte alliance, dont les baïonnettes portaient partout l'effroi. Comme il arrive toujours après des révolutions avortées, les peuples qui avaient montré quelques velléités d'émancipation, avaient vu river leurs fers : les maximes et les actes arbitraires les plus intolérables avaient été substitués subitement à quelques parcelles de liberté, qu'après le renversement de Napoléon on avait jetées aux peuples, pour prix de leurs sacrifices : partout le pouvoir absolu s'était fortifié au moyen de ces polices inquisitoriales renouvelées des despotes du moyen-âge ; partout les ministres et leurs dignes agents faisaient consister l'art de gouverner à étouffer toutes les facultés morales, tous les sentiments généreux, toute sorte de patriotisme. Après avoir ôté aux peuples la liberté d'émettre ses idées, ces ministres étaient arrivés jusqu'à leur interdire la faculté de penser librement ; et

en cela, les agents des royaumes avaient été parfaitement secondés par les nouveaux jésuites, qui, chassés tant de fois, réapparaissaient avec leurs doctrines pernicieuses.

Le ministère Villèle pouvait donc se livrer en toute sécurité à l'exécution de ses plans contre-révolutionnaires. On avait préparé le terrain par l'introduction au ministère d'un prêtre dont la haine pour tout ce qui appartenait à la révolution s'était manifestée hautement; l'évêque d'Hermopolis avait été placé à la tête de l'instruction publique, afin que l'éducation de la jeunesse fût remise, de droit et de fait, entre les mains du clergé, et tombât enfin dans celles de la congrégation, qui tendait déjà ses réseaux sur toute la France.

Dans la précédente session, le ministère avait élaboré le fameux projet de loi concernant les crimes et délits commis dans les églises, et ce projet avait paru tellement barbare, que la chambre des députés, ne voulant pas faire reculer la législation jusqu'au moyen-âge, avait, par une vive opposition, forcé le ministère à le retirer. Mais la loi du sacrilège, entrant dans le système de ceux qui voulaient remettre la religion dans l'état; et s'ils l'avaient retirée comme intempestive, ils se proposaient bien de l'exhumer dans une occasion plus favorable. Ces mêmes hommes songeaient également à rétablir les communautés religieuses, et tout était préparé pour vaincre la répugnance des députés qui pouvaient donner la majorité au ministère.

A peine la chambre des députés fut-elle constituée sous la présidence de M. Ravet, que M. de Villèle, en sa qualité de ministre des finances, se hâta de présenter plusieurs projets de loi ayant tous une haute portée suivant les vues de ce ministre.

Le premier de ces projets de loi était relatif à la liste civile du nouveau roi, à l'apanage des princes et princesses de la famille royale, à celui de la branche d'Orléans, et enfin aux frais de funérailles de Louis XVIII et du sacre de Charles X.

D'après ce projet, la liste civile était fixée pour toute la durée du règne qui venait de commencer, à la somme de *vingt-cinq millions* de francs, comme sous les deux règnes précédents : le ministre faisait remarquer combien la liste civile était désintéressée, puisque malgré la grande augmentation du prix des denrées et de la main-d'œuvre, elle ne demandait que la même somme accordée, en 1790, à Louis XVI¹. La majorité royale

liste applaudit à ce désintéressement et vota, aux cris de *vive le roi*, la modique somme de *vingt-cinq millions* par an, dont Charles X voulait bien se contenter. Elle vota de même une somme annuelle de sept millions pour tenir lieu d'apanage aux princes et princesses de la famille royale. Ainsi les députés chargés de défendre les intérêts des contribuables, donnaient à une seule famille la somme énorme de *trente-trois millions* par an. Que si l'on considère que cette famille était en outre dotée de seize à dix-sept autres millions annuels provenant du produit du domaine de la couronne, sans compter le domaine privé, on arrivera à reconnaître que la nation française payait annuellement, pour être gouvernée par les descendants de ses anciens rois absolus, la somme de *cinquante millions*; c'est-à-dire, beaucoup plus que la contribution foncière de toute la France ne produisait brut du temps de Colbert; beaucoup plus que les royaumes de Sardaigne, de Naples, de Portugal, de Bavière, de Danemark ne retiraient encore annuellement de tous les impôts qui figurent à leur budget.

A ces cinquante millions annuels, ceux qui se disaient les mandataires du peuple français ajoutèrent *six millions* destinés à acquitter les frais des obsèques du feu roi et ceux du sacre de Charles X. C'était donc cinquante-six millions que l'on jetait dans le gouffre de la liste civile pour l'année 1825; cinquante-six millions qui échappaient à tout contrôle et dont la liste civile pouvait faire tel usage qu'elle jugerait convenable dans ses intérêts. Quel appât pour l'avidité des courtisans! quelle sentine de corruption! Et aucune voix n'osa s'élever pour combattre ces scandaleuses prodigalités; aucune voix ne protesta contre ces dilapidations de la fortune publique; car la plupart de ceux qui votaient le budget vivaient à la charge du budget, et beaucoup d'entre eux avaient part aux faveurs de la *cassette du roi* : les royalistes de la chambre étaient si pénétrés de respect et d'admiration pour ce qu'ils appelaient la splendeur du trône, la magnificence royale; toutes ces profusions leur paraissaient si naturelles et si justes

avait exigé l'établissement du *maximum*, la France, obligée de faire les plus grands efforts pour conserver son indépendance, son unité et sa liberté, était vigoureusement gouvernée, par douze hommes des plus capables, auxquels la nation ne donnait que *18 francs en assignats* par jour. M. de Villèle ne dit pas non plus que du temps du directoire, époque à laquelle la France révolutionnaire était à l'apogée de sa gloire, les cinq directeurs de la république ne recevaient chacun que vingt mille francs en mandats; et enfin, que le premier consul ne demandait que *cinq cent mille francs* pour gouverner, et pour représenter dignement la majesté du peuple français. Ces rapprochements, s'ils eussent été faits au moment où l'on votait cinquante millions annuels pour le roi et sa famille, eussent peut-être éteint l'enthousiasme avec lequel ces prodigalités furent allouées.

¹ M. de Villèle se garda bien de dire que, depuis Louis XVI, la France avait été gouvernée à bien meilleur marché; il se garda bien de rappeler que, dans les circonstances les plus difficiles et lorsque l'extrême cherté de tous les objets de consommation

qu'ils avaient rappelé à l'ordre, et peut-être chassé de la chambre comme indigne, le député courageux qui se serait permis quelques observations seulement sur le *quantum* de ces libéralités.

Tout le projet de loi aurait été voté sans la moindre discussion, si le ministre n'y eût pas intercalé un article relatif à l'apanage de la maison d'Orléans, que plusieurs députés trouvèrent déplacé, et qui fit naître des débats assez vifs. Le député Bazire dit que la chambre avait le droit d'attendre qu'on lui apprît les véritables motifs qui avaient fait introduire cet article dans une loi qui ne devait concerner que la liste civile : il en demandait l'ajournement, comme méritant une discussion particulière. Le ministre entra alors dans quelques détails sur l'institution de l'apanage de la branche cadette, et rappela les lois relatives à cette question.

Il résulta de ces explications que l'on s'était aperçu que le duc d'Orléans ne possédait, depuis la restauration, les biens constituant l'apanage dont son père jouissait antérieurement à la révolution, qu'à titre de restitution ; ce qui confondait ces biens avec les autres domaines qui lui appartenaient en propre. Il fallait donc, disait le ministre des finances, distinguer entre les propriétés qui avaient été restituées au duc d'Orléans, ce qui devait appartenir à ses héritiers dans le cas de l'extinction de sa branche, de ce qui devait faire retour à la couronne ; et comme il s'agissait d'environ 57 mille hectares de domaines, payant près de 500 mille francs de contributions, le ministre pensait qu'il fallait consacrer par une nouvelle loi que les 57 mille hectares n'appartenaient à la maison d'Orléans qu'à titre d'apanage : c'était le moyen d'en assurer la réversibilité au domaine de l'état, dans le cas prévu par les ordonnances de Louis XIV qui avait institué cet apanage.

La loi proposée était évidemment contre la maison d'Orléans, qui n'était pas très-bien avec les chefs de sa famille, mais qui était alors soutenue par l'opposition : aussi vit-on cette opposition combattre le projet de loi du ministre par divers moyens. Ce qu'il y eut de particulier dans cette discussion fut l'interversion des rôles qu'on y remarqua : ce fut au point que les ultra-royalistes opinèrent pour que l'apanage ne fût donné qu'en rentes, tandis que les amis du duc d'Orléans voulaient qu'il restât constitué en domaines. Les premiers, au nombre desquels figurèrent MM. de la Bourdonnaye et de Berthier, tout en approuvant que les princes eussent des apanages, s'élevaient contre la coutume funeste de les donner en terres ; coutume, disaient-ils, qui avait entraîné les anciens rois de France à partager non-

seulement les biens de la couronne, mais la couronne elle-même à leurs descendants : ils rappelaient les troubles excités par les factions d'Orléans et de Bourgogne, qui avaient divisé la monarchie et combattu le monarque même avec leurs immenses apanages. Ils concluaient à ce que l'apanage de la branche cadette ne fût reconstitué qu'en rentes, afin de tenir ces princes dans la dépendance.

MM. Foy et Méchin soutenaient, au contraire, que l'apanage devait être en terres, parce qu'il associait mieux les princes aux charges de la propriété, et les mettait dans des rapports plus intimes avec la cité. M. Bourdeau fut encore plus loin que les royalistes : il prétendit avec raison qu'on était encore sous l'empire de la loi de 1791, qui ne permettait plus de faire des constitutions apanagères sur l'état. M. Dudon traita habilement ce sujet, et établit la nécessité de l'examiner plus mûrement. La question des apanages ainsi soulevée allait prendre une gravité qui n'était pas dans l'esprit du projet de loi : aussi le garde-des-sceaux s'empressa-t-il de trancher les difficultés élevées par les partis, dont l'un, celui des ultra-royalistes, laissait percer l'intention de séparer la branche d'Orléans de celle des Bourbons ; et l'autre parti opposé voulait maintenir cette branche cadette dans ses droits. Le ministère obtint que l'article fût mis aux voix ; et la chambre l'adopta à une forte majorité. Il fut dès lors consacré que la branche cadette ne posséderait les 57 mille hectares de domaines qu'à titre d'apanage réversible au domaine de l'état, et qu'elle ne pouvait nullement les aliéner ; ainsi qu'elle en avait le droit pour ses autres domaines.

Dès que toutes ces dispositions de famille furent votées, on vit arriver à la chambre des pairs le ministre des affaires ecclésiastiques avec un de ces projets de loi qui tendaient à introduire la religion dans le gouvernement. En 1823, sur la proposition de M. de Ferrand, il avait été soumis à la chambre des pairs des combinaisons tendant à donner au roi le pouvoir d'autoriser l'établissement des congrégations de femmes. Ce projet avait été rejeté alors comme n'étant pas en harmonie avec les besoins et les vœux du moment.

Mais l'arrivée au ministère de l'évêque d'Hermopolis et la marche rétrograde du gouvernement fit juger aux hommes monarchiques que le moment était venu de faire passer ces combinaisons contre-révolutionnaires. La loi sur les communautés religieuses fut donc présentée de nouveau avec quelques légères modifications, et M. d'Hermopolis se chargea de la soutenir devant les chambres. Cette loi, que les ultra-royalistes regardaient comme conforme aux principes monar-

chiques, tels qu'ils les entendaient, avait pour but de faire consacrer que le roi pouvait, par de simples ordonnances, autoriser tous les établissements de communautés religieuses de femmes qu'il aurait jugé convenable. Ils prétendaient qu'il était du principe vital du gouvernement établi de donner à la couronne toutes les attributions que la charte n'avait pas expressément mises hors de son pouvoir, et de laisser dans le domaine des ordonnances ce qui n'était pas évidemment du ressort des lois.

Des conditions essentielles de l'autorisation, le projet arrivait à traiter de la capacité des établissements autorisés relativement à la jouissance des droits civils. En un mot, on voulait pouvoir rétablir par simples ordonnances les congrégations de femmes, et laisser à ces congrégations la liberté d'acquiescer. Le ministre des affaires ecclésiastiques prétendait qu'on devait laisser à la couronne le droit de donner ces autorisations auxquelles il ne voyait aucun danger. « L'expérience, disait M. Frayssinous, a bien hautement démenti les clameurs du dernier siècle contre les vœux de religion; vœux qu'il présentait comme un joug de fer appesanti sur des milliers de victimes. » Et il ajoutait plus bas : « Je ne suis pas du nombre de ceux qui se plaisent à se précipiter dans le bien, au risque de ne pas le faire ou de le faire mal; sans être timide, il est permis de prendre conseil des circonstances, de laisser quelque chose à faire au temps, d'éprouver pour mieux connaître, d'observer l'esprit de son siècle, et sans en être l'esclave, de ne pas s'exposer à se briser contre ses résistances. »

Ces aveux démontraient clairement que la loi sur les communautés de femmes était un ballon d'essai qui était lancé pour pressentir l'opinion et pour savoir jusqu'où on pourrait essayer de la faire rétrograder. Après les congrégations de femmes, on aurait autorisé celles de religieux, puis les jésuites, et enfin on serait arrivé à recréer l'ordre du clergé et à lui rendre les biens, les droits et les prérogatives dont il jouissait avant la révolution. Le but de ceux qui voulaient reconstituer la monarchie sur ses anciennes bases était de revenir sur les mesures les plus sages de l'assemblée constituante, et de couvrir de nouveau la France de ces prétendues associations pieuses, auxquelles on voulait que l'éducation de l'enfance et de la jeunesse fût désormais confiée.

La loi sur les communautés religieuses apparut avec toute sa gravité aux yeux de plusieurs pairs : MM. de Catelet, Siméon, Lanjuinais et Lamé en combattirent les diverses dispositions : les uns s'opposaient à ce qu'on laissât faire au

roi ce qui était évidemment du ressort de tous les pouvoirs de l'état, c'est-à-dire de la législation; les autres se déclarèrent contre la faculté d'acquiescer. « Le pouvoir législatif, disait Lanjuinais, peut seul établir des communautés. Si elles consentaient à déléguer ce droit, qui est celui de concourir à la confection des lois, les chambres prépareraient, pour un avenir très-prochain, leur ruine et celle de la monarchie. »

— « C'est une sorte d'abdication que l'on demande à la chambre, s'écriait M. Lainé; en y cédant elle autoriserait à demander une semblable abdication pour des objets généraux, et de sujet en sujet, de restitution en restitution, la chambre arriverait à une extrémité qu'il n'est pas permis d'enoncer. »

Malgré cette vive opposition, la loi relative aux communautés religieuses de femmes passa dans la chambre des pairs, et n'y subit que quelques légers amendements.

Dans celle des députés, Méchin seul parla contre les actes et les intentions des ministres, et le fit de manière à épuiser la question. « La loi que l'on propose à votre adoption, dit-il, me paraît devoir être le type de celles qu'on vous apportera prochainement... Ces institutions, vers lesquelles un zèle religieux entraîne, entrent aussi dans la série d'idées que, par abus de mots, ce me semble, et dans l'oubli ou le mépris de nos principes constitutionnels, on appelle exclusivement les idées monarchiques.

« La monarchie veut une noblesse; une noblesse ne se soutient que par les majorats et les substitutions : point de substitutions ni de majorats possibles sans le droit d'aînesse; point de droit d'aînesse si les cadets et les filles ne trouvent dans la possession exclusive d'une catégorie d'emplois publics ou de situations préparées à l'avance, des ressources que les combinaisons aristocratiques leur enlèvent au bénéfice de leurs aînés.

« C'est ainsi, Messieurs, qu'en ne voulant rien céder de l'ancien terrain, on est ramené dans la route qui, à travers bien des vicissitudes, nous a conduits à une grande et terrible révolution.

« Pourrait-on traiter mes alarmes d'exagération? Depuis l'époque où, à l'occasion de la loi du recrutement, on n'hésita point à regarder l'avancement par ancienneté comme une sorte d'usurpation des droits des cadets de familles, nous avons fait bien du chemin, et j'ose prédire que nous n'achèverons pas notre carrière septennale sans qu'on propose les fidejucos, les fiefs et les substitutions; c'est là le système monarchique tant vanté, en opposition au système constitutionnel et à ce dogme de l'égalité devant la loi, condamné hautement, en dépit de la charte,

comme révolutionnaire au premier chef. Pour les cadets, de minces légitimes et des emplois exclusifs; pour les filles, le célibat et les couvents : voilà ce que l'on préconise systématiquement.

« Un jour vous vous réveillerez surpris de voir surgir de toutes parts telle congrégation que votre dévotement à l'état et au prince vous aurait portés à repousser avec énergie. Une ordonnance non publiée aura, dans un instant, renversé l'ouvrage des plus illustres magistrats, des treize parlements du royaume, de tous les rois de la chrétienté, et de la sagesse infailible du pontife suprême. »

M. Méchin avait dit tout ce qu'il était possible de faire entendre à une chambre telle que la *septennale*; il avait prédit ce qui arriverait de ces envahissements du pouvoir et de cette introduction de la religion dans l'état : l'opposition ne pouvait plus faire que de vaines protestations : elle se borna à rejeter la loi quand on en vint au scrutin, et à déplorer l'aveuglement de cette majorité ultra-royaliste, qui, ne cessant de mépriser l'opinion publique, alimentait ainsi l'élément révolutionnaire qu'elle croyait étouffer.

La loi sur les communautés religieuses était à peine votée, que le nouveau garde-des-sceaux, M. Peyronnet, se sentit assez fort pour oser représenter aux chambres le projet sur le sacrilège, projet que le ministère avait été contraint de retirer dans la précédente session, effrayé qu'il fut de l'opposition qu'il rencontra. Depuis lors, la loi du sacrilège avait été refondue; ce qui, l'année précédente, était le principal, devenait en dernier lieu l'accessoire. Mais telle qu'elle était encore, cette terrible loi ne rappelait que trop les siècles de barbarie et d'intolérance qui étaient déjà bien loin de nous.

D'après le nouveau projet, le sacrilège simple ou la profanation des vases sacrés était puni de mort; celle des hosties sacrées, de la peine du parricide, si les voies de fait avaient été commises volontairement, ou par haine ou mépris contre la religion. Le vol sacrilège était aussi puni de mort, lorsqu'il avait été commis dans une église consacrée à la religion de l'état, avec les circonstances déterminées par l'art. 584 du Code pénal, ou de travaux forcés à perpétuité sans les circonstances. Une autre partie de ce projet déterminait l'emprisonnement ou les amendes plus ou moins considérables qui devaient être appliquées, suivant leur gravité, aux délits commis dans les églises ou sur les objets consacrés à la religion. Enfin, il y était dit que les dispositions relatives aux crimes et délits commis dans les églises étaient applicables aux crimes qui pourraient l'être également dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis en France.

Tel était l'épouvantable projet de loi dit du sacrilège, dont M. de Peyronnet chercha à justifier les dispositions et la nécessité. Cependant, de l'aveu même du garde-des-sceaux, les exemples du sacrilège simple, c'est-à-dire, de la profanation des vases sacrés et des hosties, publiquement et avec intention, étaient très-rares, et il déclarait lui-même que les dispositions de la loi proposée ne recevraient peut-être jamais d'application. « Quand nous portons nos regards sur la société, avouait-il, nous y remarquons plus d'indifférence que de haine pour la religion; plus de négligence et d'oubli que d'ardeur à la combattre et à l'outrager; plus d'impiétés commises par des malheureux dépourvus de foi, que de sacrilèges commis par de fanatiques adversaires de nos croyances. » Toutefois, M. Peyronnet pensait qu'il existait dans le Code une lacune qu'il fallait combler, et que lors même que la loi ne devrait recevoir aucune application sous le rapport du sacrilège simple, il était de l'honneur de la législation française d'avoir tout prévu. Le garde-des-sceaux ne disait pas tout, il ne convenait pas que cette loi atroce était imposée par ce qu'on appelait alors le *parti prêtre*, parti qui travaillait sans relâche à ressaisir son ancienne influence.

Ce parti avait alors un fort appui dans les hommes de l'émigration et de 1815, dans les organisateurs des cours prévôtales; et il se trouvait encore beaucoup de ces hommes dans les deux chambres.

Le rapporteur de celle des pairs, M. de Breteuil, fut encore plus loin que le garde-des-sceaux : il qualifia le sacrilège d'attentat *décide*. « Pourquoi ne pas payer à la religion de l'état, disait ce pair, le tribut d'hommages qui lui est dû? Pourquoi ne pas rendre notre législation plus morale, plus complète, plus religieuse? Quel inconvénient à prévoir un crime, si cette prévoyance est, comme nous le pensons, un moyen de l'empêcher? Pour parvenir à faire respecter nos lois, commençons par faire respecter la religion; accordons-lui toute la protection qu'elle réclame : donnons aux tribunaux les moyens de venger la société, lorsqu'elle est attaquée dans l'objet de sa vénération, et ne craignons pas d'avouer que le plus grand des crimes est celui défini par l'art. 1^{er} du projet de loi (le sacrilège simple.) »

Ainsi, c'était pour payer à la religion chrétienne un tribut d'hommages, que les législateurs de 1825 proposaient la loi anti-chrétienne contre le sacrilège; c'était pour rendre la législation plus morale, qu'on y introduisait des dispositions atroces et impies.

M. Molé s'étonna de voir la chambre appelée à délibérer sur un projet dont le ministre avait lui-

même confessé l'inutilité, il ne concevait pas quelle contrainte l'obligeait à présenter une loi si peu appropriée aux besoins de l'époque, si peu d'accord avec les doctrines de Jésus-Christ.

« Selon la belle définition de Montesquieu, disait M. Molé, les lois ne sont que l'expression du rapport des hommes entre eux. Les rapports de l'homme avec son créateur forment la loi religieuse. Toute infraction à la loi religieuse s'appelle *péché*, comme toute infraction à la loi civile s'appelle *crime* ou *délit*. » A la vérité, les lois civiles punissent les crimes ou délits qui intéressent la religion; mais ce n'est pas pour venger la divinité, qu'elles saisissent le glaive; c'est pour la défense de la société elle-même, de la société outragée dans les objets de sa vénération et de son culte, de la société mise en péril par les efforts tentés pour avilir et détruire ce qui fait sa force et sa sûreté. Ainsi, dans ce cas-là, ce sont encore les rapports des hommes entre eux qui font l'objet de la loi; c'est l'outrage à la croyance d'un grand nombre, c'est le trouble et le désordre portés dans la société, qu'elle punit. Mais en traitant du sacrilège simple, c'est-à-dire, de l'offense de l'homme envers Dieu, votre loi fait tout autre chose; elle fait entrer le péché dans le domaine des lois. »

« Le dogme, ajoutait encore M. Molé, le dogme vient d'abord implorer humblement la protection de la loi, et bientôt il l'inspire, il s'en empare et commande ou proscriit en son nom. Après le sacrilège viendra le blasphème; tout péché serait assimilé au délit ou au crime, et la force se chargerait de redresser l'erreur.

« Pour éviter une discussion si périlleuse, on a donné à entendre que la loi ne s'exécuterait pas : on la représente seulement comme un hommage à notre religion et à notre foi. Mais y pense-t-on bien? un tel hommage, une telle loi ne seraient-ils pas eux-mêmes autant de sacrilèges? le Dieu qui a versé son sang pour les hommes, ne demande pas qu'on répande le leur; il ne vous a point délégué le soin de ses vengeances : le jour où elles éclateraient, ce monde, ouvrage de ses mains, aurait cessé d'exister. « La vengeance appartient à moi seul, » a dit le Seigneur; répétons en toute humilité ces mots terribles. »

La discussion prenait un caractère solennel : plusieurs pairs, même parmi les ultra-royalistes, repoussaient la loi du sacrilège dans ce qu'elle avait d'atroce. M. Lally-Tollendal y reconnut cette influence anti-gallicane que, disait-il, personne ne saisit, que tout le monde sent, qui cherche à s'infiltrer partout, et dont les prétentions compromettent les autels eux-mêmes, s'ils pouvaient être compromis. Plutôt que d'admettre la peine de mort, et de la mort précédée de la mutilation,

peine barbare qui répugnait à son cœur, M. Lally voulait rejeter toute la loi. « Voilà donc où l'on est conduit par la progression des mots, s'écriait-il; on a parlé de profanation, puis de sacrilège, et on est enfin arrivé à articuler le mot *décide*. »

— « On vous demande aujourd'hui de trancher la main qui s'est levée contre les choses saintes, ajoutait M. de Broglie, on vous demandera demain de percer d'un fer rouge la langue qui les a blasphémées, et vous arriverez ainsi à toutes les atrocités du moyen-âge. La charte a voulu que la loi civile demeurât neutre entre les diverses croyances : un seul acte en faveur de l'une d'elles vous conduit nécessairement au dernier terme de l'intolérance, et à l'invasion de l'autorité civile par l'autorité religieuse. »

Telle était en effet la pensée des auteurs du projet de loi, et tel était le terrain sur lequel l'opposition devait le combattre. C'est ce que firent encore MM. de Bastard, Lanjuinais, Lemerrier, Pasquier, Pontécoulant et Châteaubriand; tous soutenaient que ce qui pouvait être un péché n'était pas de la compétence des lois humaines.

Mais le ministre trouva des auxiliaires dans la plupart des pairs qui professaient les maximes de l'ancienne monarchie. MM. de La Bourdonnaye, de Chastellux, de Breteuil et de Bonald parlèrent en faveur de la loi, et approuvèrent les peines qu'elle infligeait aux attentats sacrilèges; ils soutinrent que ces attentats étaient de la nature de ceux dont il fallait punir le scandale. « Il y a nécessité, disait M. de Bonald, de s'opposer aux efforts de l'impiété pour se fortifier et se maintenir dans les conquêtes qu'elle a faites pendant le dix-huitième siècle. Si les bons doivent leur vie à la société comme service, les méchants la lui doivent comme exemple. »

— « La corruption a quitté les salons, ajoutait M. de Fitz-James; mais elle est descendue dans les boutiques; elle se maintient dans les rues, et menace d'inonder la campagne. A quelle autre fin seraient destinées ces éditions complètes de Voltaire et de tous les auteurs impies du dernier siècle? Voltaire, pendant quarante ans, commanda le sacrilège. La révolution, après lui avoir fidèlement obéi, a laissé des adeptes. »

L'un des soutiens de la loi, le marquis de Villefranche, après avoir déclaré que le sacrilège lui paraissait mériter un châtiment plus rigoureux que le régicide, aurait même voulu que l'application de la loi sur ces sortes de crimes fût confiée aux cours royales, au lieu de l'être aux cours d'assises, « parce que, disait-il, la question intentionnelle, soumise aux jurés, pourrait laisser au coupable trop de chances d'impunité. »

C'était ainsi que pensaient tous ces émigrés

rentés, tous ces champions de la vieille monarchie; et, s'ils n'avaient pas en leur faveur la raison, l'équité, l'esprit même de la charte, ils avaient au moins pour eux le nombre des voix, tant dans la chambre des pairs que dans celle des députés.

Aussi, quand on en vint au vote des articles, tous les amendements proposés dans le but de rendre la loi moins atroce furent rejetés par la majorité: un seul fut admis par la commission, ce fut celui de M. Bonald, consistant à substituer l'amende honorable à la mutilation. Le moyen-âge et l'époque où florissait l'inquisition réapparaissaient dans toute leur barbare intelérence, au milieu d'un siècle dont les idées philosophiques tendaient à faire déclarer l'entière inviolabilité de l'homme, et à abolir la peine de mort, ainsi que les autres supplices qui faisaient encore gémir l'humanité.

Lorsque le garde-des-sceaux, fier du succès qu'il avait obtenu à la chambre des pairs, présenta son abominable loi aux méditations des députés, il n'était plus inquiet sur le sort qu'elle éprouverait dans la seconde chambre: les royalistes avaient serré leurs rangs; ils s'étaient comptés, et le ministère était sûr par avance que la loi passerait, en dépit de tout ce que l'opposition pourrait dire contre cette législation draconienne. Il eut l'audace d'affirmer que les dispositions contenues dans le projet sanctionné par les pairs étaient impatiemment attendues, comme une expiation nécessaire après tant d'années d'indifférence et d'impiété.

La commission chargée de l'examen de ce projet n'hésita point, par l'organe du vendéen Chifflet, à proposer son adoption; elle le justifia même, et le considéra comme un besoin du temps. « La révolution, dans son délire, disait ce rapporteur, a enlevé à la religion toutes les lois qui la protégeaient: le législateur doit lui rendre successivement toutes celles que n'exclut pas la forme actuelle de notre gouvernement. » M. Chifflet trouvait même que la loi était incomplète. « Le gouvernement, ajoutait-il, a dû et voulu frapper le principe d'irréligion qui menace la société, et qui paraît envahir toutes les communions chrétiennes. »

Mais, si la commission, composée de royalistes, trouvait la loi nécessaire, il n'en fut pas de même de l'opposition libérale: MM. Bourdeau, Devaux (du Cher), Royer-Collard, Chabaud-Latour, Benjamin-Constant la combattirent avec les armes de la raison et de la philosophie; et, quoique la matière parût avoir été épuisée à la chambre des pairs, ils trouvèrent, dans leur talent comme dans leur indignation, les moyens de la traiter d'une manière aussi neuve qu'éloquente.

Les défenseurs du projet de loi s'étaient appuyés des exemples de l'antiquité et des derniers siècles, « où, disaient-ils, la peine de mort était appliquée aux crimes sacrilèges. »

— « Toute l'habileté qui a été déployée dans la défense du projet de loi, leur répondit M. Royer-Collard, a consisté à confondre, avec un art qui n'a jamais été en défaut, l'outrage à Dieu avec l'outrage à la société; celui-ci punissable, celui-là inaccessible à la justice humaine, et à se servir de l'un pour fonder la pénalité, et de l'autre pour la justifier. La religion, vaguement invoquée, a merveilleusement prêté à cette confusion.... Voilà le principe que la loi évoque des ténèbres du moyen-âge et des monuments barbares de la persécution religieuse; principe absurde et impie, qui fait descendre la religion au rang des institutions humaines; principe sanguinaire, qui arme l'ignorance et les passions du glaive terrible de l'autorité divine. »

« La théocratie de notre temps, ajoutait l'orateur, est moins religieuse que politique; elle fait partie de ce système de réaction universelle qui nous emporte; ce qui la recommande, c'est qu'elle a un aspect contre-révolutionnaire. »

M. Royer-Collard n'apprenait rien de nouveau: toute la France savait la haine que les prêtres et les émigrés portaient à la révolution. Heureusement, les principes de cette révolution étaient encore chers à la nation, et plus on s'efforçait de les étouffer, plus la nation se montrait disposée à les défendre.

Mais, comme la chambre des députés de 1825 n'était nullement en harmonie avec la France, qui se montrait alors toute philosophique, la majorité de cette chambre adopta la loi dite du sacrilège, loi que les libéraux avaient si bien qualifiée, et dont le souvenir restera comme une tache sanglante dans cette législation du moyen-âge, dont les royalistes voulaient doter la France libérale du dix-neuvième siècle.

CHAPITRE II.

Loi sur le milliard d'indemnité alloué aux émigrés. — Débat à ce sujet. — Projet de loi sur la conversion des rentes. — Motifs qui forçaient le ministère à le présenter. — Position du ministère envers les chambres et envers la nation. — Ordonnance qui reconnaît l'indépendance de Saint-Domingue. — Indemnité stipulée en faveur des colons. — Arrivée à Paris de M. de Metternich. — L'opposition dévoile ses projets. — Dilapidations commises pendant la campagne d'Espagne. — Mesure contre les généraux. — Dernières paroles du général Foy à la tribune. — Prorogation de la session.

La loi sur la liste civile, celle sur les corporations religieuses et celle dite du sacrilège avaient

caractérisé le commencement de la session de 1825; mais ce n'était qu'une faible partie des mesures rétrogrades que le ministère Villèle préparait depuis longtemps, et que le discours du roi avait fait pressentir. Un projet de la plus haute importance, celui qui a le plus occupé l'attention publique, et qui fut le point culminant de cette session fameuse par sa marche contre-révolutionnaire s'élaborait. J'ai désigné la loi qui avait pour objet d'accorder aux anciens émigrés, propriétaires de biens fonds confisqués au profit de l'état en vertu des lois révolutionnaires, une indemnité d'un *million*.

Déjà par des lois ou même par des ordonnances rendues depuis la restauration, les émigrés étaient rentrés en possession de celles de leurs propriétés non vendues; la plupart des anciens grands seigneurs avaient recouvré leurs hôtels et leurs immenses forêts; et comme cette classe avait été traitée avec la plus imprudente prédilection par Napoléon devenu empereur, elle était dès l'époque de la restauration, aussi riche qu'avant la révolution: presque tous les hommes de Coblenz étaient déjà électeurs des grands collèges et éligibles. Ainsi, l'aristocratie se trouvait reconstituée avec ses terres et ses hôtels; elle n'avait de moins que les dettes qui l'obéraient sous l'ancien régime.

Cette statistique financière de l'aristocratie ne pouvait être mise en doute; elle était écrite dans le cadastre. Mais il ne suffisait pas à cette aristocratie dévorante d'être dans une position si prospère; il fallait encore qu'elle eût les moyens de déployer le luxe de la cour de Marie-Antoinette, et, à cet effet, le ministère Villèle avait pris l'engagement de la combler de richesses, sans s'inquiéter des charges qu'il imposerait aux contribuables, dont la plupart manquaient du nécessaire.

Il avait donc été arrêté par les courtisans qu'aussitôt que les circonstances se montreraient favorables, le ministère proposerait aux chambres d'accorder aux émigrés une indemnité d'un *million*. C'était pour arriver à ce but qu'avait été établi de longue main le double vote, qui devait peupler la chambre des députés de ces mêmes émigrés par lesquels on voulait faire appuyer le projet d'indemnité; et c'était encore pour préparer les voies que, dans la précédente session, on avait essayé de proposer la conversion des rentes. Tout cela faisait partie d'un plan longtemps médité, et dont tous les moyens d'exécution avaient été préparés d'avance.

Quand le ministère crut avoir assez peuplé la chambre des députés de parties prenantes, il leur présenta l'appât; et comme suivant l'expression

de M. Méchin, chaque boule en faveur du projet pour l'indemnité devait se changer en coupon de rentes¹, le ministère ne doutait pas que le moment ne fût arrivé de fermer ce que Charles X appelait *les dernières plaies de la révolution*.

[1825] Le 5 janvier, M. Martignac, orateur du gouvernement pour soutenir le projet de l'indemnité, monta à la tribune et fit un long exposé dans lequel il rappela les motifs de l'émigration, les malheurs des émigrés et la nécessité de les réparer. Les violences de la révolution lui servirent de thème, et il se délecta à prouver que les assemblées nationales avaient été injustes envers ces pauvres émigrés, et qu'eux seuls méritaient la sollicitude d'un gouvernement réparateur. « La confiscation lancée contre les émigrés, disait l'orateur du gouvernement, ne fut pas une peine établie, mais une vengeance exercée; ce fut la confiscation en masse, cette confiscation qui marche à la suite de proscriptions... Il importe qu'un exemple mémorable et utile soit donné pour que tous apprennent que les grandes injustices doivent, avec le temps, obtenir de grandes réparations. »

La nécessité de cette réparation lui paraissant établie, le gouvernement avait pensé que l'indemnité devait être complète et représenter une valeur à peu près égale à celle qu'elle était destinée à remplacer au capital perdu, sans quoi, disait-il, l'empreinte de la confiscation resterait toujours sur les biens vendus.

Il prit donc pour base les évaluations suivantes :

Biens dont le revenu avait été évalué et dont la valeur se trouve formée par la multiplication du revenu. 692,407,615 fr.

Biens dont la valeur fut déterminée par le prix d'adjudication réduit sur l'échelle des départements, représentant une somme de. 605,552,992 fr.

Valeur totale des biens vendus. 1,297,760,607 fr.

Sommes payées par l'état à la décharge des émigrés. 509,940,645 fr.

Le capital pour lequel l'indemnité devait être accordée, était donc fixé à. 987,819,962 fr.

Mais comme il était impossible de payer aux fa-

¹ M. Méchin, après avoir reproché aux députés du double vote de se constituer juges dans leur propre cause, leur faisait craindre qu'on ne dit d'eux ce que Pascal mettait dans la bouche d'un proviseur de Sorbonne : « Nous avons fait entrer tant de cordeliers, tant de cordeliers, qu'enfin nous l'emporterons; car il est plus aisé de trouver des cordeliers que de bonnes raisons. »

milles des émigrés un capital aussi considérable, le ministre des finances proposait aux chambres de l'autoriser à émettre trente millions de rente à trois pour cent, et par cinquième d'année en année.

Tandis que la commission spéciale s'occupait de l'examen de ce projet; il se manifesta dans la nation une opposition des plus vives à ce projet ruineux pour l'état. En même temps des réclamations s'élevèrent de toutes parts contre le privilège que l'on accordait aux pertes des émigrés. Une foule de pétitions demandaient que l'indemnité fût étendue à tous ceux qui avaient souffert soit par l'établissement du *maximum*, soit par la réduction des rentes en tiers pour cent consolidés, soit par les dévastations de l'invasion, soit enfin par la suppression de la dotation de la légion d'honneur. Toutes ces pétitions étaient vivement soutenues par l'opposition, qui demandait qu'au milieu du splendide festin qu'on allait servir aux émigrés, on laissât du moins tomber de la table quelques miettes pour ceux qui avaient porté jusqu'au bout du monde la gloire du nom français.

La commission, composée de députés qui devaient prendre part au festin, admit le principe de l'indemnité, et ne fit subir que peu de modifications au projet du ministre. C'était les parties intéressées qui allaient ainsi s'adjuger le milliard et se partager les dépouilles de la nation. Ce fut en vain que M. de Girardin proposa aux députés qui allaient être compris dans la mesure de se récuser, aucun n'eut la pudeur de le faire, et le projet fut mis en discussion pour la forme¹.

Le rôle de l'opposition, au point où les manœuvres des ministres l'avaient réduite, ne pouvait plus consister qu'à marquer les pas que le gouvernement faisait dans la carrière de la contre-révolution : mais le parti libéral de la chambre des députés se dédommagea de son impuissance à arrêter le débordement, en déchirant le voile avec lequel le ministère masquait ses vues.

Le premier membre qui parla contre le projet de loi fut le vénérable Labbey de Pompierrès, dont la voix courageuse bravait toujours toutes les tempêtes que sa franchise et ses principes excitaient dans la chambre du double vote.

« Si après le manifeste de Brunswick, l'émigration eût triomphé, dit ce député patriote, la révolution eût subi la loi du vainqueur, comme

elle vient de la subir à Naples et à Madrid; les précautions oratoires auraient été inutiles. La subira-t-elle après avoir vaincu pendant trente ans, lorsque tous ses principes, toutes ses conquêtes sont dans nos lois, dans nos mœurs? Telle est la question. » Faisant aussitôt l'historique de l'émigration, il arrivait aisément à prouver que les émigrés n'avaient fait que recueillir les fruits de leur infame conduite, et qu'au lieu de dédommagements, la nation ne leur devait que de la haine.

Personne n'ignore, ajoutait M. Labbey de Pompierrès, que l'émigration la plus fatale à la France, celle qui s'arma contre elle, celle qui alla soulever l'étranger contre la patrie, commença en 1789 : alors la France était en paix avec l'univers, la plus grande tranquillité régnait dans l'intérieur : un décret rappela les émigrés : toutes les barrières leur furent ouvertes : mais une fatale obstination ne fit suivre que la route de Coblenz. N'écoutant que leurs préjugés, et sans égards aux proscriptions qui menaçaient leurs pères, leurs femmes, leurs enfants, aux dangers qu'ils accumulaient sur des têtes si chères; ils appelèrent l'Europe à la dépouille, au partage du pays qui les vit naître, de la terre qui les avait nourris, qui fournissait encore à leur existence par l'entremise de leur famille.

« Les manifestes de Berlin, ceux du duc de Brunswick avaient paru : la guerre était commencée lorsque la confiscation fut prononcée. Cette mesure était la loi du temps; elle était, depuis trois mille ans, celle de toutes les nations connues. Qui en usa plus souvent et plus largement que le gouvernement français, depuis la conquête qui fut la confiscation du sabre, jusqu'à la dernière, qui fut celle de la loi?... La confiscation eut deux motifs : l'un, de fournir aux frais d'une guerre suscitée par ceux dont la nation prenait les biens; l'autre, de priver d'une partie de leurs revenus ceux qui déchiraient le sein de la patrie. Et quelle est la puissance qui se refuse à enlever à son ennemi ses moyens d'attaque? ce fut donc un acte de conservation, et non un acte de vengeance....

» On a prétendu que les émigrés seuls avaient perdu; que les créanciers de l'état, les négociants, les capitalistes n'ont éprouvé qu'une perte partielle. Ah! dites plutôt, dites avec sincérité : ils perdirent beaucoup; leurs sacrifices furent immenses et de toute espèce; mais ils restèrent fidèles à la patrie : *Inde mali labes*.

» Les émigrés ont tout perdu! fiction mensongère, que les listes d'électeurs ont dissipée depuis longtemps. A l'exception de quelques émigrés de province, qui n'auront qu'une faible part à l'indemnité; à l'exception de ceux dont toute la fortune était mobilière, et que la loi invoquée au

¹ D'après un relevé statistique de la chambre des députés, dont il n'est pas permis de contester l'exactitude, il fut établi que sur les trois cent quatre-vingt-trois membres qui votèrent sur la loi de l'indemnité, trois cent vingt étaient d'anciens privilégiés, parmi lesquels cent quatre-vingt-quatre étaient titrés, et au moins deux cent soixante fonctionnaires. Il y eut pour la loi deux cent cinquante-neuf boules blanches et cent vingt-quatre noires. Il est donc évident que l'indemnité fut votée par ceux qui devaient se partager le milliard.

nom de la justice repousse ; à l'exception des cadets de famille, qui n'avaient que la cape et l'épée, tous, ou leurs héritiers, sont électeurs ; tous, ou presque tous, sont des grands colléges ; tous, ou presque tous, sont éligibles.

» Si la possession d'un bien confisqué est illégitime, poursuivait l'orateur, quel est le champ exempt de cette tache ? quelle est la terre qui n'en fut pas atteinte ? qu'aurait-on à répondre à un nouveau possesseur qui, se présentant dans la chambre des pairs ou dans celle-ci, avec une liste complète de confiscations anciennes ou modernes, et s'adressant aux chefs des familles les plus riches, et les plus hautes en dignité, demanderait aux uns : Que fit-on des terres des Coligny, des Téliigny et des milliers de Français qui périrent dans ce jour d'exécration mémoire ? aux autres : quels sont les possesseurs des dépouilles des Concini, des Cinq-Mars, des de Thou, des Marillac ? En quelles mains sont les biens des religionnaires fugitifs, presque tous donnés à l'obsession, à la faveur ! Voilà donc toute la propriété mise en question ; voilà où nous conduit un ministre inconsidéré : il réveille un procès assoupi depuis les Gracques, un procès qui fit naître les fureurs des Marius, des Sylla.... et vous êtes appelés à le juger.

« Messieurs, concluait Labbey de Pompierrès, la première règle de l'équité, un principe de tous les lieux, de tous les siècles, est que nul ne peut décider dans sa propre cause. Le devoir du juge est de s'abstenir dans toute discussion où son intérêt est engagé ; or, de quelque côté que se porte ma vue dans cette chambre, je n'y vois que des parties intéressées ; je n'y trouve point de juges. En vain donneriez-vous le nom de loi à votre décision, elle n'en aurait point le caractère. »

Tels étaient les moindres motifs sur lesquels les libéraux de la chambre des députés s'appuyaient pour repousser l'ensemble de la loi dite d'indemnité. Que si l'on venait ensuite à examiner si la situation financière de la France lui permettait de faire de pareilles prodigalités, on arrivait à reconnaître que depuis la restauration, le budget annuel avait doublé en peu d'années, et que, de la somme de 40 millions de rentes à laquelle s'élevait, en 1815, toute la dette publique, cette dette était portée, dix ans après, à plus de quatre milliards de capital.

« L'émigration, que l'on nous présente comme ayant tout perdu, ajoutait-on, n'a jamais été si opulente qu'elle l'est aujourd'hui. Il y a vingt-trois ans que les restitutions ont commencé pour elle, et déjà, à cette époque, sur vingt mille propriétaires dont se composaient les colléges électoraux de département, quatorze mille appartenaient aux

anciens ordres privilégiés ; ce qui fit couler au sénat le choix définitif des députés. L'émigration ne tarda pas à entrer en participation très-ample des faveurs du gouvernement d'alors. En 1814, 9,550,000 fr. de revenus ont été ajoutés à ces motifs de consolation ; toutes les dignités, tous les emplois se sont accumulés sur elle ; elle a chassé des bureaux le plus obscur plébéen dont la place lui a convenu. Dans le budget annuel du personnel, elle compte pour 68 millions de traitement ; la liste civile s'est épuisée pour elle : elle figure au moins pour un quart au livre des pensions ; et je me demande, concluait M. Méchin, si c'est enfin pour l'émigration telle qu'elle est aujourd'hui que je dois imposer un milliard aux autres infortunes.....

« Un milliard aussi, continuait-il, avait été promis à cette vieille armée nationale qui a élevé si haut la gloire du nom français : cette lettre de change tirée sur l'ennemi, fut acquittée par cent victoires. Ce n'est point sur la patrie épuisée qu'elle avait fondé sa fortune nouvelle, mais sur la conquête. Des traités solennels et consommés la lui garantissaient : elle a tout perdu, sans fatiguer l'Europe et la France de ses plaintes. »

A ces raisons, les intéressés répondaient : « Il est à la fois juste et politique de rendre leurs propriétés aux émigrés. Rappelons-nous pourquoi et comment elle leur fut ravie ; rappelons leur titre au respect de la génération présente et des générations futures ; parlons aujourd'hui, comme parlait l'histoire, du dévouement le plus héroïque, des plus nobles malheurs dont les annales des nations nous aient transmis la mémoire. Attaquons de front la principale objection par laquelle on a voulu ternir la gloire des émigrés, incriminer leur conduite : ce sera défendre le principe du projet de loi.

» On a dit et on a répété qu'en aucun cas il n'est permis de s'unir à l'étranger, d'appeler dans son pays ses phalanges. On ne peut appuyer ces déclamations usées que sur le dogme de la souveraineté du peuple, dogme usé, si je peux m'exprimer ainsi, et que du moins il n'est plus besoin de combattre en cette enceinte.

« Non, s'écriait M. de Lezardièrre, non il ne fut pas plus coupable à Monsieur et à M. le comte d'Artois, d'espérer, en 1792, finir la captivité de leur auguste frère à l'aide des armées d'Autriche et de Prusse, qu'il n'a été condamnable au baron d'Eroles et à ses nobles compagnons de s'être unis à l'armée de Louis XVIII pour rendre au roi d'Espagne son sceptre et sa liberté.

» Tous les rois durent croire leurs trônes menacés le jour où le trône de Louis XVI fut ébranlé. Il fut donc permis à nos princes de croire que

Louis XVI serait secouru comme l'a été Ferdinand VII. Loin de leur faire un crime d'avoir sollicité le secours de l'étranger, nous leur devons une reconnaissance éternelle. »

C'était sur ces principes infâmes que s'apuyaient les émigrés pour faire voter l'indemnité. Mais si tous reconnaissaient que cette indemnité était due, si tous la regardaient comme juste, comme politique même, plusieurs différaient d'opinion sur la forme de cette restitution. M. de La Bourdonnaie, aux yeux duquel les actes des assemblées nationales se montraient frappés de nullité, prétendait que les émigrés dépouillés étaient encore propriétaires de droit des biens que la nation leur avait pris; et à ce titre, il contestait au gouvernement *légitime* le droit de consacrer ces spoliations sans le concours des propriétaires. Il insistait pour que l'on déclarât nuls les actes de spoliation; car, disait-il, si les décrets des assemblées dites nationales sont légaux, il n'est dû aucune indemnité; et la loi proposée, parlant de ce principe que les émigrés ont perdu la propriété et la possession de leurs biens, la mesure réparatrice qui nous occupe ne serait plus qu'une grâce et une pure libéralité. »

Ainsi, les ultra-royalistes non-seulement contestaient la validité des actes des assemblées nationales, mais encore ils foulaient aux pieds la charte qui avait prononcé l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux. M. de Beaumont déclarait que le roi n'avait pas le pouvoir de consacrer la spoliation illégale, non-seulement d'une classe entière, mais d'un seul de ses sujets. Il déclarait qu'il n'y avait d'autre moyen d'établir la légalité de possession des acquéreurs de biens d'émigrés, que par l'*indemnité intégrale* préalable aux légitimes propriétaires. Seulement il consentait à ne pas réclamer les revenus pendant tout le temps de la dépossession, et il en faisait don à l'état.

« L'état, ajoutait M. de Beaumont, ne peut restituer que ce qui a échappé à la destruction; en un mot, que ce qui subsiste, comme après un naufrage ou un incendie, chacun recueille ce qui s'est conservé des débris de sa propriété, dans quelques mains qu'ils se trouvent. »

« Qu'aurait-il fallu pour satisfaire à tous les vœux, concluait l'orateur? Et il répondait lui-même. « Rendre à chacun ce qui lui appartient : les biens aux émigrés, les indemnités aux acquéreurs. »

Les ventes des biens nationaux étaient donc attaquées au mépris de toutes les lois qui les avaient ordonnées, au mépris de la charte qui les avait validées; aussi l'opposition libérale demanda-t-elle l'impression des discours que la chambre ve-

nait d'entendre contre l'inviolabilité des propriétés nationales. « Il faut, disaient les libéraux, que la France sache quels sont les vœux de l'émigration. C'est la force qui veut se substituer au droit. »

Mais il était impossible de résister au torrent contre-révolutionnaire qui débordait même le ministère Villèle. Le marquis Duplessis de Grenédan renchérit encore sur la violence de ses amis : il rejetait l'indemnité comme consacrant l'illégitimité des ventes des biens d'émigrés; il disait que ces biens leur avaient été *volés par des scélérats*; ce qui amena, de la part du général Foy, une protestation des plus énergiques contre ceux qui avaient déchiré le voile qui cachait le vrai but de la loi d'indemnité.

« Cette loi, dit-il, qui, d'après la volonté du roi, et discutée d'une autre manière, aurait pu être une loi d'union et de paix, est devenue une déclaration de guerre, un instrument de haine, un instrument de vengeance. Ce n'est plus l'indemnité seulement que veut l'émigration; elle veut ravoir ses biens; elle veut les ravoir par l'influence ou par la force. Et ne voit-on pas que partout le pouvoir est entre ses mains; et si les moyens clandestins ne lui suffisent pas, qui peut douter qu'elle n'ait recours à des moyens plus énergiques? »

« Dans cette circonstance, il nous reste un devoir à remplir; le but de l'émigration est clairement indiqué; personne ne peut en douter après cette discussion. »

« Messieurs, les propriétaires actuels des domaines nationaux sont presque tous les fils de ceux qui les ont achetés : qu'ils se souviennent que dans cette discussion leurs pères ont été appelés *voleurs et scélérats*; et qu'ils sachent que transiger avec les anciens propriétaires, ce serait outrager la mémoire de leurs pères et commettre une lâcheté.... Ce serait, reprit le général Foy, d'une voix propre à dominer les murmures des émigrés; ce serait, je le déclare, de la part des fils des nouveaux propriétaires, une véritable lâcheté; ce serait convenir eux-mêmes que leurs pères furent des *voleurs et des scélérats*. »

« Quo si on essayait de leur arracher par la force les biens qu'ils possèdent légalement, qu'ils se souviennent qu'ils ont pour eux le roi et la charte¹, qu'ils sont vingt contre un. »

Cette énergique protestation, que les émigrés regardèrent comme un appel à la révolte, fut le signal d'un épouvantable tumulte par lequel se

¹ Il était alors évident qu'on ne devait pas douter que le roi était pour les formes constitutionnelles, et qu'il voulait cette charte que ses amis les ultra-royalistes s'efforçaient tous les jours de déchirer parce qu'elle les gênait dans leurs plans contre-révolutionnaires. Ainsi tout était fiction dans ce système monarchique représentatif.

termina, après deux mois et demi de rapports et de débats, la discussion relative à la loi dite d'indemnité. Les ministres furent obligés de s'interposer entre les deux partis, qui semblaient prêts à en venir aux mains : ils profitèrent d'un moment de calme pour soumettre l'ensemble de la loi au scrutin secret, lequel donna pour résultat 259 boules en faveur du projet, et 124 contre.

Ainsi fut consommé ce grand acte de prodigalité envers les hommes, qui pendant vingt ans n'avaient cessé d'amener tous les gouvernements despotiques contre le peuple français, les hommes qui avaient porté eux-mêmes les armes contre leur patrie, et qui, étant enfin rentrés dans son sein, à la suite d'un million d'étrangers armés contre elle, voulaient la traiter en pays conquis.

Maitres du pouvoir, pourvus de tous les emplois, ces hommes, longtemps maudits par tout ce qui portait un cœur français, allaient se trouver plus riches que jamais ; et ceux même qui avaient fui la France chargés de dettes et de honte y rentraient comblés de biens et d'honneurs.

Tout cela était conforme à la pensée politique qui avait dicté la mesure de l'indemnité et toutes les autres tendant au même but, la reconstitution de la vieille monarchie, appuyée sur une aristocratie riche et puissante, et sur un clergé dévoué, auquel on remettrait la direction de la jeunesse. C'était la contre-révolution réagissant sur les principes, sur les choses et sur les hommes qui avaient fait la révolution. Il était dès-lors évident qu'on voulait effacer toutes les traces de cette révolution généreuse qui avait détruit tant d'abus ; et il ne restait plus d'autre alternative au peuple français que celle de passer sous les fourches caudines que lui préparaient ses ennemis, ou bien de briser de nouveau cette monarchie qui lui rapportait les vieilles chaînes avec lesquelles il avait été garrotté pendant tant de siècles.

Cependant la grande mesure de l'indemnité ne pouvait recevoir son exécution qu'au moyen de quelque nouvelle combinaison financière qui pût la faciliter. Le ministre des finances avait tout prévu de longue main ; et, quoique son projet de la conversion des rentes à trois pour cent eût été rejeté dans la précédente session, il le représenta aussitôt après le vote de l'indemnité, et ne craignit pas d'avouer la connexité qu'il y avait entre ces deux mesures : il regardait, dans ce moment-là, l'introduction des trois pour cent dans la dette publique, comme une conception qui devait réunir l'avantage de soulager les contribuables à celui de mettre le gouvernement en état d'indemniser les émigrés.

Déjà le principe de cette introduction des trois pour cent, si vivement combattu l'année dernière, quand on ne connaissait pas encore le but du ministre, venait d'être admis, puisque l'article premier de la loi d'indemnité affectait trente millions de rente, au capital d'un milliard, à cette indemnité ; et, qu'en exécution de cette disposition, un crédit de ces trente millions de rente trois pour cent, devait être inscrit et livré à raison de six millions de rente par an, à partir de 1825 jusqu'en 1829 inclusivement.

Il ne restait donc plus qu'à faire appliquer ce principe aux inscriptions de rentes cinq pour cent qui étaient en circulation. Le ministre présenta cette conversion comme le seul moyen de pourvoir au milliard de l'indemnité au meilleur marché et aux meilleures conditions possibles pour le trésor.

« Trouver le moyen de supporter cet accroissement de la dette sans affecter le crédit, et de pourvoir au paiement de ses intérêts sans accroître les impôts existants et sans affaiblir la dotation nécessaire aux divers services publics, disait M. de Villèle, telle est la tâche qui nous était imposée par la nature de la dépense à laquelle il faut pourvoir... »

Le plan financier de ce ministre, plan qui n'avait pas été bien compris dans la précédente session, consistait à faire supporter aux fonds généraux de l'état une partie des intérêts à servir par l'émission de nouvelles rentes, en laissant à la caisse d'amortissement la charge de pourvoir au service de l'autre partie des intérêts, ainsi que le moyen de racheter chaque année la moitié des rentes affectées à l'indemnité.

A cet effet, le ministre proposait les dispositions suivantes :

1° Les rentes acquises par la caisse d'amortissement, depuis son établissement jusqu'au 22 juin 1825, ne pouvaient être annulées ni distraites de leur affectation au rachat de la dette publique, avant le 22 juin 1850 ;

2° Les rentes qui seraient acquises par la caisse d'amortissement, à dater du 22 juin 1825 jusqu'au 22 juin 1850, devaient être rayées du grand-livre de la dette publique au fur et à mesure de leur rachat, et annulées au profit de l'état, ainsi que les coupons d'intérêts qui y seraient attachés au moment où elles seraient acquises ;

3° Les sommes affectées à l'amortissement ne pouvaient plus être employées au rachat des fonds publics dont le cours serait supérieur au pair.

Les rachats qui devaient faire la caisse d'amortissement ne pouvaient plus avoir lieu qu'avec concurrence et publicité.

4° Les propriétaires d'inscriptions de rentes

cinq pour cent sur l'état auraient, durant trois mois, à dater de la publication de la loi, la faculté de requérir du ministre des finances la conversion en inscriptions de rentes trois pour cent, au taux de 75 fr. ; et, à dater du même jour de la publication de la loi jusqu'au 22 septembre 1825, ils avaient en outre la faculté de requérir cette conversion en quatre et demi pour cent, au pair, avec garantie contre les remboursements jusqu'au 22 septembre 1835. Les rentes ainsi converties devaient continuer à jouir des intérêts à cinq pour cent jusqu'au 22 septembre 1835.

Comme on le voit, toute la loi sur la conversion des rentes se trouvait dans ce dernier article, dont les précédents n'étaient que des précautions pour en rendre l'exécution plus facile. « Tel est le plan financier, disait M. de Villèle, au moyen duquel nous avons pensé que vous pourriez accomplir la grande mesure politique qui doit honorer à jamais cette session, en consolidant simultanément, au lieu de l'atténuer, ce puissant levier de force et de crédit que vous offre, dans son état actuel, la caisse d'amortissement. »

La commission, tout en reconnaissant la justesse des objections que l'on avait déjà faites à la loi sur la conversion, s'accorda à penser que les inconvénients résultant de la position qui dominait les finances, allaient être plus que compensés par les effets salutaires que la mesure en elle-même devait produire. Elle conclut donc à l'adoption, sans y proposer aucun amendement.

Mais au même instant, la commission de surveillance de la caisse d'amortissement se présenta pour faire un rapport à la chambre des députés sur la situation de cet établissement. L'opinion de cette commission était loin d'être favorable au nouveau projet de loi, qu'elle déplorait parce qu'il tendait à compromettre le sort de la rente cinq pour cent, et à détruire en partie l'amortissement lui-même.

Quand on en vint à la discussion de la loi de conversion, ceux des députés qui étaient opposés au projet ministériel se prononcèrent très-vivement contre un système qui tendait à favoriser l'agiotage : on l'attaqua aussi comme devant produire des effets désastreux. « L'amortissement, disait M. Boucher, est désormais refusé à ces malheureux cinq pour cent tombés dans la disgrâce et pour ainsi dire proscrits; les rentiers sont à la discrétion de ces banquiers cosmopolites qui se promènent sur toutes les places de l'Europe, et qui, semblables à ces banquiers des maisons de jeu, s'enrichissent en fournissant les cartes, et soufflent une partie de cette fureur qui a gagné toutes les classes de la société, et détourné les capitaux de leur véritable destination. »

M. Bourdeau répéta que le projet était aussi attentatoire aux droits acquis que ruineux pour le trésor; et il démontra, par une suite de calculs, que la réduction d'un cinquième d'intérêt, par le mode de conversion, grevait le trésor d'un capital accru d'un milliard, ou au moins de 8 à 900 millions, par l'effet du rachat.

Venant ensuite au système de l'amortissement, dans l'intérêt des propriétaires de rentes qui voudraient profiter du bénéfice promis à la conversion aussitôt la promulgation de la loi, et dans celui des indemnisés, qui étaient nécessairement reculés jusqu'au 22 juin, M. Bourdeau traçait un tableau effrayant des effets du jeu qui devait s'ouvrir à la Bourse.

« Tout étant préparé pour la conversion, disait-il, son début sera attrayant, et une hausse assurée devra y engager les plus timides; mais le moment viendra où les forts opérateurs auront vidé leurs portefeuilles, et où beaucoup de rentiers, qu'il ne faut pas confondre avec eux, couverts de leur intérêt réduit par un excédant de capital, se dirigeront vers d'autres emplois, ou bien, prévoyant une baisse, voudront se mettre à l'écart pour revenir en temps opportun; et ce moment sera celui d'une secousse qui accablera de tout son poids les indemnisés... Vous creusez un gouffre dont vous ne pourrez sonder la profondeur, ajoutait-il. Si quelques hommes aventureux allaient seuls s'y engouffrer, on pourrait se résigner; mais vous y verrez courir de paisibles rentiers, de modestes propriétaires, de capitalistes jusqu'alors prudents, fascinés par de ruineuses illusions, les indemnisés eux-mêmes, déjà mutilés dans la bataille des confiscations, et se jetant vers une confiscation nouvelle; tandis que quelques spéculateurs plus heureux, ou mieux servis, arriveront à des époques calculées de hausse et de baisse, pour prélever un tribut infernal sur la simplicité malavisée et l'imprudence de bonne foi.

« Nous voulons des mœurs, continuait M. Bourdeau, et nous les perdons; nous voulons de l'honneur, et nous attirons la cupidité; nous voulons de la religion, et nous consacrons l'agiotage. Mes-sieurs, tout se confond, tout s'abîme quand l'esprit national fait place à l'égoïsme et à la soif de l'or. La corruption filtre par tous les pores; tout est sacrifié, la morale comme le repos des familles. Jetez les yeux sur ce palais fatal où elles iraient toutes se précipiter : que sortira-t-il de tant de désordres et de désastres? la ruine, la rapine, le brigandage, la flétrissure et le suicide. »

A ces puissantes raisons contre le projet de loi, M. Bertin de Vaux ajoutait des révélations propres à dévoiler les motifs secrets qui avaient rendu nécessaire la loi de la réduction.

« Vous n'avez pas oublié, disait-il, les étonnantes révélations faites il y a peu de jours, à cette tribune, par nos honorables collègues, MM. Casimir Perier et Dudon ¹ : la lumière vous est venue des deux bouts de l'horizon. Les faits n'ont point été contredits, ni par M. Leroy, au nom de la caisse des consignations, ni par M. Baron, au nom du Mont-de-Piété : M. le ministre des finances les a expliqués, mais ne les a pas niés. Il en résulte, ce qui est de notoriété sur la place de Paris, au parquet de la Bourse, dans les comptoirs des banquiers, dans les études des notaires, et malheureusement aussi dans nos diverses caisses publiques, savoir : qu'il existe une compagnie de spéculateurs, qui, par suite du rejet de la loi sur la réduction de la rente, est gorgée de cinq pour cent pour une somme énorme : on dit qu'elle supporte l'accablant fardeau de 20 millions de rentes, qui, au cours actuel, représentent un capital de 400 millions. Comment en sortir ? Voilà le problème ; et certes, il n'était pas facile à résoudre. Il est résolu par le projet de loi : voilà tout le mystère. Si la loi passe, on en sortira non-seulement sans perte, mais avec grand bénéfice ; si la loi succombe, que voulez-vous que je vous dise ? le deuil sera dans Jérusalem. »

Malgré tous leurs efforts, les adversaires du projet de loi succombèrent sous le nombre des intéressés, comme ils avaient succombé lors du vote de l'indemnité ; ils ne purent pas même y faire introduire des amendements raisonnables, tant la majorité reconnaissante s'était inféodée au ministère. M. Humann aurait voulu qu'au lieu de rendre la loi moins désastreuse, les sommes affectées à l'amortissement fussent employées à racheter de préférence ceux des effets publics au-dessous du pair qui seraient constitués à l'intérêt le plus élevé ; et M. Benjamin Constant demandait qu'on laissât à la caisse d'amortissement la faculté d'affecter à chaque nature d'effets publics une partie du fonds d'amortissement proportionnée à la quotité de chacun d'eux.

Cela était de la plus stricte équité ; mais le ministre fit rejeter ces amendements, parce qu'ils auraient détruit l'effet que sa loi devait produire, effet que M. Bertin avait dévoilé d'une manière si piquante.

L'ensemble de la loi fut donc voté par 257 ministériels, contre une opposition de 119. Mais elle éprouva une résistance des plus vives dans la

chambre des pairs, où tout ce qu'il y avait d'hommes compétents sur cette matière se déclara contre ; il y eut dans cette chambre 92 bulletins pour rejeter la loi : toutefois elle fut adoptée par 154 parties intéressées.

Tout souriait donc au ministère Villèle : il avait pour lui les grands collèges, le clergé, l'aristocratie des parchemins, celle de la propriété et de la banque ; il se les attachait toujours plus fortement par ses combinaisons en leur faveur ; il avait le double vote, la chambre septennale, et, dans cette chambre, il disposait d'une majorité invariable qui lui permettait de se moquer des *criaileries* de l'opposition ¹. Il pouvait donc développer son système contre-révolutionnaire, et, en ne brusquant pas trop les choses, il était assuré d'arriver à son but, qui était le rétablissement de la vieille monarchie, avec son aristocratie et ses privilèges. M. de Villèle était l'homme le plus propre à tenter ce renversement d'idées et de choses : il avait de la prudence, de la finesse, et savait en faire un usage opportun.

Une seule chose l'inquiétait : il n'ignorait pas que la nation était toute contre son système, et que les principes révolutionnaires faisaient tous les jours des progrès. Mais M. de Villèle espérait étouffer ces principes dans ce fleuve de corruption qu'il faisait déborder sur la France entière : il ne doutait pas de démoraliser le peuple comme il avait corrompu les classes élevées. Sa police s'occupait à le diviser ; elle travaillait sans relâche à faire triompher l'égoïsme, base du système monarchique qu'on voulait relever. Heureusement ces infâmes moyens restèrent impuissants sur les masses, et le peuple continua d'être ce qu'il est toujours dans son ensemble, intègre, généreux, dévoué et grand partisan de la liberté et de l'égalité. Le peuple laissait faire le ministère ; mais il épiait l'occasion de le trouver en défaut, pour renverser l'échafaudage qu'il élevait avec tant de peine : en se plaçant sur le terrain de la charte, que le ministère violait tous les jours, l'opposition, soutenue par la masse nationale, disputant encore pied à pied le terrain que la contre-révolution envahissait, et ne désespérait pas de faire un jour reculer le gouvernement jusqu'aux limites de la constitution ², en opposant aux grands

¹ D'après ces révélations, les embarras de la maison Rothschild étaient tels qu'elle avait dû recourir à emprunter, sur dépôts de rentes cinq pour cent, des sommes considérables. On assurait que le mont-de-piété avait prêté à cette maison neuf millions, et qu'ils avaient en outre obtenu une autre somme encore plus considérable de la caisse des consignations et de la banque.

² C'était un spectacle bien décourageant et bien immoral que celui qu'offrait longtemps la chambre septennale : quand on assistait à un de ces grands débats agités par les questions vitales qu'y faisaient naître les combinaisons contre-révolutionnaires du ministère, on en sortait tout affligé ; car toutes les raisons, toute l'éloquence, tout le patriotisme de l'opposition s'y brisaient toujours contre les boules de ceux qu'on appelait par dérision les *trois cents spartiates* de M. de Villèle.

³ L'opposition dite libérale était alors si dépourvue de principes politiques, qu'elle ne concevait pas de système meilleur que celui établi par la charte, c'est-à-dire, que les factions men-

moyens corrupteurs dont il disposait, la force de cette opinion libérale qui se manifestait partout hors du cercle de la cour.

Il y avait cependant à craindre que le ministère, trouvant tant de facilité à avancer dans la voie rétrograde qu'il voulait faire parcourir à la nation, n'arrivât à courber tellement le peuple sous le joug de l'aristocratie et des chambres, qu'il ne fallût bien des efforts pour le relever. En effet, M. de Villèle, en homme qui avait calculé toute la portée de ses combinaisons, persévérait dans son système avec un art machiavélique. Dans peu de mois, il avait fait des pas de géant. La loi sur les communautés religieuses et sur le sacrilège lui avait attaché le clergé : celles sur l'indemnité et sur la conversion des rentes venaient de lui assurer la reconnaissance et l'appui de l'aristocratie tant territoriale que financière : son crédit parmi ces classes était devenu immense : il l'augmenta encore en faisant rendre l'ordonnance sur l'émancipation et l'indépendance de l'île de Saint-Domingue.

Depuis vingt-cinq ans, les habitants de cette île s'étaient déclarés libres et indépendants : ils l'étaient de fait autant que de droit ; mais, peu habitués à la possession de ces deux biens, ces hommes de couleur, sortant d'un long et dur esclavage, avaient eu la faiblesse de penser qu'il leur manquait l'exécutif de la France pour être à même d'exercer leurs droits dans toute sa plénitude. Des négociations avaient donc été entamées entre l'ancienne métropole et la colonie émancipée ; la France les avait appuyées d'un développement de forces navales dont les habitants d'Haïti pouvaient se moquer. Cependant ils se prêtèrent avec une extrême facilité à l'arrangement qui leur fut imposé par le gouvernement français, et une ordonnance royale vint enfin annoncer au monde que les rois légitimes de France oufrait les ports de l'île de Saint-Domingue au commerce de toutes les nations, à condition que les droits à percevoir sur les navires et les marchandises seraient égaux pour tous les pavillons, excepté le pavillon français, en faveur duquel ces droits seraient réduits de moitié.

Indépendamment de cette clause, l'ordonnance royale imposait aux habitants de la partie française de Saint-Domingue, l'obligation de verser à la caisse générale des dépôts et consignations, et en cinq termes égaux, d'année en année, la somme énorme de cent cinquante millions de Francs,

destinée à dédommager les anciens colons qui réclameraient des indemnités.

Tel fut l'acte posthume par lequel le gouvernement français reconnut l'indépendance d'Haïti. Les hommes d'état de cette île se laissèrent aller trop facilement à l'illusion d'une reconnaissance formelle, qu'ils achetaient évidemment trop cher, et ne s'aperçurent qu'après la consommation, qu'ils avaient fait une grande faute. Il y eut alors de vives réclamations, et les paiements de l'indemnité furent en partie ajournés.

Mais M. de Villèle n'en avait pas moins eu la gloire de rançonner les nouveaux républicains d'Haïti au profit de l'aristocratie coloniale, de cette aristocratie la plus orgueilleuse, la plus dure et la plus opposée au système d'égalité établi par la révolution. C'étaient de nouveaux et chaleureux auxiliaires qu'il ralliait autour du trône de Charles X.

Quoique tout devint facile au ministère Villèle, au moyen du dévouement de ses *trois cents*, et que les essais qu'il venait de faire lui eussent donné la certitude qu'il pouvait tout oser, il n'était pas si aveuglé sur la position factice qu'il s'était faite, pour ne pas s'apercevoir que les journaux et les discours de l'opposition remuaient vivement les masses. Il aurait donc bien voulu pouvoir mettre quelques nouvelles entraves à la liberté de la presse ; mais il craignait de soulever l'opinion déjà bien émue par les lois votées récemment, et qui se prononçait tous les jours davantage contre un pouvoir aussi impopulaire non moins que contre les prétentions et les actes d'intolérance du *parti prêtre*.

Cette liberté de la presse, tout entravée qu'elle fût par les lois fiscales du cautionnement et par l'impossibilité de faire paraître le moindre journal sans l'autorisation du roi, était un tourment de tous les jours pour un ministère qui ne rêvait que le rétablissement de la vieille monarchie avec son despotisme sans contrôle. La presse et la tribune françaises n'étaient pas moins antipathiques aux gouvernements absolus, ennemis nés de toute publicité : la sainte-alliance des rois voyait avec peine qu'il existât encore dans son voisinage un gouvernement discordant avec les principes qu'elle avait adoptés ; et, tout en reconnaissant les bonnes intentions du ministère Villèle et son adresse contre-révolutionnaire, la sainte-alliance aurait désiré qu'il se débarrassât hardiment de celles des formes dites constitutionnelles qui le gênaient encore.

On dit que ce fut dans le but de mieux harmoniser le gouvernement de Charles X avec celui des despotes du Nord qu'eut lieu, vers cette époque, le voyage à Paris du directeur suprême

songères du gouvernement monarchique représentatif : aussi toutes ses bravades n'allaient-elles jamais au-delà du ministère. Le peuple s'est chargé plus tard de lui apprendre qu'on pouvait aller beaucoup plus loin.

du cabinet antrichien, le prince de Metternich; voyage qui excita toutes les défiances de la France libérale au point que le général Foy crut devoir demander aux ministres l'explication de ses entrevues avec le dictateur autrichien.

« Ce fut d'abord l'opinion générale, dit à ce sujet le général Foy, que le voyage du ministre principal d'une puissance étrangère avait eu pour but non pas de demander, mais de commander notre neutralité lors de l'exécution des projets hostiles de sa cour contre la Grèce; et la France a frémi, parce que les victoires des Grecs sont nos victoires, parce que leurs désastres seraient nos désastres, parce que tous les cœurs français palpitent pour la cause sacrée de la religion, de la liberté et des beaux souvenirs.

» On a dit ensuite que ce voyage avait un objet moins spécial, moins diplomatique, et qui attaquait d'une manière plus directe nos droits et nos libertés. Suivant cette version, les rois de la sainte-alliance ne pourraient supporter plus longtemps chez un de leurs confédérés l'existence d'un gouvernement discordant avec les principes qui les unissent. Ardents comme ils le sont à étouffer dans leurs états tout ce qui ressemble à la publicité, se résigneraient-ils à endurer l'éclat de ces tribunes législatives qui retentissent jusqu'aux extrémités du monde? C'était donc contre notre tribune que le ministre serait venu protester! et comme un pareil bouleversement n'est pas de nature à être opéré en un jour, il se serait contenté, en attendant mieux, d'emporter la promesse que la liberté de la presse serait bientôt suspendue, et plus tard anéantie.

» Les bruits que je rapporte, ajoutait le général Foy, ont circulé dans Paris; ils ont gagné les provinces; ils sont écrits dans les gazettes étrangères; ils reçoivent même une certaine consistance des opinions émises par les organes du gouvernement, et hier encore par M. le garde-des-sceaux sur la prétendue insuffisance de notre législation dans la matière: je ne doute donc pas que M. le président du conseil ne juge convenable de les démentir d'une manière favorable, en déclarant que la liberté de la presse sera conservée à la France, à la France qui la chérit comme une des plus précieuses institutions. »

Le général Foy venait de dévoiler les projets liberticides que méditaient les ministres sous l'impulsion de la sainte-alliance; il avait mis le doigt sur la plaie; aussi fit-il jeter les hauts cris par les amis du gouvernement. Quant à M. de Villèle, si chaleureusement interpellé, il se borna à déclarer que le gouvernement ne connaissait ni n'obéirait dans aucun cas à ces prétentions étrangères dont on venait de parler, et que non-seule-

ment il ne redoutait pas la liberté de la presse, mais qu'il n'avait jamais fait entendre une seule parole qui pût l'indiquer. Il assura que le voyage du ministre dirigeant d'Autriche n'était nullement de nature à inspirer des inquiétudes du genre de celles dont avait parlé l'orateur de l'opposition auquel il répondait.

Malgré toutes ces dénégations, personne ne doutait en Europe qu'il n'y eût un accord parfait entre les rois du Nord et Charles X pour faire rétrograder la révolution française jusqu'à son point de départ, afin, disaient-ils, de la *réconcilier avec l'Europe*, comme ils avaient réconcilié Naples, le Piémont, l'Espagne et le Portugal. Cependant comme l'entreprise leur paraissait moins facile, ils permettaient au ministre Villèle d'user de quelques ménagements, jusqu'au moment où il aurait jugé pouvoir agir sans détours. C'était là le but que les rois alliés voulaient atteindre, et auquel M. de Villèle travaillait déjà si efficacement.

Heureusement pour la France, son esprit public se développait tous les jours davantage; de sorte qu'à mesure que le ministère croyait avoir fait quelques pas dans la carrière contre-révolutionnaire qu'il avait pris l'engagement de fournir, la force de l'opinion renversait tout son échafaudage de mesures aristocratiques et liberticides, et il ne restait plus de tant de moyens machiavéliques employés, de tant de sophismes soutenus pour démoraliser les masses, de tant d'efforts faits et d'or semé pour corrompre la nation, que des lois votées, exécutées même momentanément, mais qui n'avaient aucune racine dans le pays, et qui par conséquent devaient être renversées du moindre souffle populaire.

Tout le monde était pénétré de cette vérité, et cette conviction de l'impuissance des pygmées qui s'efforçaient de faire rétrograder le cours des temps faisait que les masses s'inquiétaient peu des succès que semblaient obtenir les contre-révolutionnaires: on était persuadé qu'ils périraient à peine, et que, plus leur marche devenait audacieuse, plus ils approchaient du précipice qu'ils creusaient eux-mêmes sous leurs pas.

« Cessez, disait M. de Girardin aux tyrans du ministère; cessez, Messieurs, de miner, d'ébranler toutes nos institutions, d'inquiéter toutes les existences, de menacer l'industrie du retour des corporations; le commerce du monopole; Fégalité, du rétablissement des ordres privilégiés et monastiques; la liberté des cultes, de l'intolérance; la liberté civile, des détentions arbitraires; la propriété, de la résurrection de la féodalité et de la dime; les biens nationaux, de la proscription; les familles du droit d'aînesse; cessez, messieurs, de tourmenter la France de vos efforts impuis-

sants, et croyez que vous ne parviendrez jamais à la priver de la totalité des bienfaits dont elle est redevable à la révolution. »

Ce qui contribuait encore puissamment à faire détester les royalistes contre-révolutionnaires, c'étaient le mauvais emploi de l'argent des contribuables, l'iniquité des mesures que le ministère prenait contre les anciens militaires dont la France s'honorait, et l'acharnement avec lequel il poursuivait tous les écrivains généreux dont il n'avait pu acheter la plume.

La guerre contre les patriotes espagnols avait coûté à la France des sommes énormes que l'on devait regarder comme perdues, puisque le roi absolu de l'Espagne n'avait ni les moyens, ni même la volonté de les rembourser. Ces centaines de millions enlevés à l'état, déjà obéré, pour satisfaire aux exigences liberticides de la sainte-alliance, étaient un grand sujet de mécontentement, qui grandit encore quand l'enquête faite sur les marchés passés avec le munitionnaire général, Ouvrard, vint apprendre au public tout ce qu'il y avait eu d'onéreux pour le trésor dans ces scandaleux traités, où avaient trempé la plupart des chefs royalistes de l'expédition contre le peuple espagnol.

« La raison se soulève et s'indigne à la lecture d'un tel acte, disait M. Fadat de Saint-Georges rapporteur de la commission chargée de l'examen des comptes de 1823; on se demande comment on a osé rédiger un pareil traité (celui passé avec l'entrepreneur pour la fourniture des vivres à l'armée française en Espagne); comment on a eu l'audace de le présenter à l'auguste signature du prince généralissime. Oh! ils connaissaient bien le cœur des princes français ceux qui ont pensé que l'amour de la gloire, la crainte de compromettre l'honneur national, ne lui permettraient pas d'hésiter quand on lui présenterait l'alternative de reculer devant l'ennemi ou d'acheter chèrement la possibilité de marcher en avant. Mais le crime appartient tout entier à ceux qui ont enfanté cette funeste proposition: le souvenir en poursuivra leur mémoire quand ils n'existeront plus pour en porter la honte.

« Il y a eu dissipation extraordinaire de deniers publics; cela est établi par la commission d'enquête, et personne ne peut le nier, conclut le rapporteur; mais cette disposition peut avoir pour cause ou l'incapacité des agents employés, ou des combinaisons et des manœuvres que la chambre n'a pas le droit de qualifier; ce droit appartient aux tribunaux.... Mais il peut exister une autre classe de coupables qui, par d'adroites précautions, auraient su rompre les fils qui devaient guider la justice dans ce labyrinthe ténébreux, et qui, riant des

vains efforts que l'on ferait pour les atteindre, croiraient jouir en paix du fruit de leurs rapines. S'il ne manque contre eux que la preuve matérielle de leurs crimes, qu'ils soient repoussés de la société des hommes de bien.... que l'opulence soit pour eux le cachet de la réprobation, et que chacun, en les voyant passer, puisse dire: ils ont forfait à l'honneur. »

Toutefois, malgré ce blâme sévère, malgré l'anathème lancé contre les dilapidateurs des deniers publics, le rapporteur concluait qu'il n'appartenait pas à la chambre de poursuivre les coupables, et qu'il fallait laisser faire les tribunaux. C'était ce que voulaient les co-associés d'Ouvrard, parmi lesquels se trouvaient la plupart des chefs et des administrateurs de l'expédition: aussi ces conclusions excitèrent-elles de vives réclamations.

M. de Labouddonnaye se plaignit amèrement de ce que tout examen de la partie matérielle des comptes de l'administration fût interdit aux chambres, et que la responsabilité des matières fût encore éludée; il fit sentir combien il était nécessaire que le pouvoir qui votait les fonds pût vérifier la légitimité des paiements effectués, leur quotité, et l'emploi légal de la totalité des crédits ouverts par le budget. « Il faut, disait-il, que la chambre puisse voir clair dans ces budgets de la guerre, dans lesquels on demande des fonds immenses pour l'entretien d'une armée formidable sur le papier, et dont l'effectif misérable ne présente que des bataillons incomplets, une cavalerie mal montée et hors de service, des arsenaux vides et des fortifications délabrées. »

Le public savait tout cela; il connaissait le scandaleux emploi que le ministère faisait des fonds de l'état, prélevés avec tant de peine sur le produit de la sueur du pauvre pour passer entre les mains des amis des ministres; il n'ignorait pas que des sommes considérables avaient été employées à acheter le vote d'un grand nombre d'indignes députés: il savait que dans ce même moment le ministre des finances travaillait avec ardeur à ce qu'on appelait *l'amortissement des journaux*; opération ténébreuse qui consistait à faire acheter par des courtiers adroits toutes les autorisations qui avaient été accordées pour la publication des feuilles périodiques existantes, afin d'arriver à étouffer toute espèce de publicité. Ces honteux tripotages étaient à la connaissance de tout le monde, et ne contribuaient pas peu à faire haïr le gouvernement.

D'un autre côté, les mesures tracassières et injustes qu'il ne cessait de prendre contre les glorieux débris de nos armées nationales, indisposaient tous ceux pour lesquels ces vieux débris étaient un objet de vénération. Parmi ces mesu-

res iniques, une surtout avait soulevé d'indignation tous les cœurs français : c'était celle qui rayait du cadre de l'armée française cent cinquante officiers-généraux chargés de lauriers, et auxquels la restauration n'avait laissé qu'une honorable pauvreté. L'opposition attaqua vivement cette disposition si contraire aux droits acquis; et, à l'occasion du budget de la guerre, le général Foy fit entendre des paroles éloquentes en faveur de ses anciens compagnons d'armes.

« Une mesure acerbe, injuste, impolitique, je dirai même subversive de l'honneur des armes, dit-il, a été prise dernièrement dans le département de la guerre : on a annoncé à cent cinquante officiers-généraux de notre vieille armée, le 2 décembre, jour anniversaire de la bataille d'Austerlitz, qu'ils avaient cessé de faire partie de l'armée française....

« Quoi de plus déchirant pour des hommes honorables que d'être frappés du même coup dans leur considération sociale et dans leurs moyens d'existence ! J'ai été témoin de leur douleur et de leur désespoir ; je les ai vus, je les vois tous les jours retirant leurs enfants des maisons d'éducation où ils ne peuvent plus les entretenir, cherchant pour eux-mêmes des lieux écartés où ils cachent leur changement de fortune et la misère de leurs familles, rompant leurs anciennes liaisons, défaisant leur vie, forcés de descendre brusquement dans les habitudes d'une position inférieure.... Et cette détresse n'est pas venue les assaillir le jour ou le lendemain du désastre de nos armées ; elle ne leur a pas été immédiatement apportée par la vengeance d'un vainqueur impitoyable ; c'est un coup de canon échappé de Waterloo ; mais un coup de canon qui arrive au but dix ans après la bataille, dix ans après la proclamation auguste de l'union et de l'oubli.

« La mesure est injuste, ajoutait le général Foy ; et qu'on ne dise pas que les officiers-généraux frappés l'ont été par la loi. La loi des retraites a été faite en faveur des militaires fatigués, auxquels elle accorde le prix de leurs services, et non pas au détriment des militaires valides, qu'elle condamnerait à un repos prématuré. La loi n'a pu vouloir, la loi n'a pas voulu qu'on renversât un homme de guerre du plus haut échelon de la hiérarchie militaire lorsqu'à peine il a eu le temps d'y monter, en passant dans chaque grade le temps fixé par cette même loi. La loi française n'a pas dit à l'Europe qu'un lieutenant-général des armées du roi de France serait inhabile au commandement, parce qu'il a trente ans de service.... et cette limite de trente ans de service, les officiers-généraux qu'on renvoie et ceux qu'on conserve l'ont presque tous également dépassée. Est-ce les

moins capables que l'on a voulu exclure ? Eh ! messieurs, cinq cents champs de bataille, dans les quatre parties du monde, diraient ce qu'ils ont fait, s'il était un Français qui pût l'ignorer. Est-ce les plus vieux ?... J'ouvre la liste, et j'y vois inscrit, le premier, dans l'ordre alphabétique, un lieutenant-général qui n'a pas quarante-sept ans, et qui est dans la vigueur de la jeunesse, et d'autres après lui qui ont cinquante, cinquante-deux ; cinquante-quatre ans ; et, parmi les conservés, je vois des infirmes, des hommes peu accoutumés à la vie des camps, et beaucoup de sexagénaires. »

Le général Foy concluait que la mesure contre laquelle il s'élevait si chaleureusement était impolitique, injuste, subversive de la carrière militaire, et même attentatoire à l'honneur des guerriers : il regardait leurs grades et leurs droits comme une propriété consacrée par les lois, et qu'on devait respecter à l'égal des autres propriétés. En conséquence, il protestait de toutes ses forces contre cet acte éclatant de l'iniquité du gouvernement.

Dans son discours sur ce budget, le général Foy avait parcouru tous les divers services du ministère de la guerre, et en avait révélé les innombrables abus et les prodigalités déplacées.

« Vous êtes pressés de terminer votre session, dit en descendant de la tribune l'illustre orateur ; je n'entreprendrai donc pas de relever tous les calculs inexacts et les faits hasardés sur lesquels repose l'édifice ministériel. Mon objet principal, en ce moment, est d'appeler l'attention des futures commissions du budget sur les projets ruineux dont on vous a présenté le programme. S'il arrivait qu'on fût tenté de les reproduire dans les sessions prochaines, je regarderais comme un devoir de combattre pied à pied, article par article, cette administration qui fait verser aux guerriers des larmes si amères, et qui a pris à la France 348,874,000 fr. pour faire, dans un pays presque ami, une campagne de huit mois. »

Ce furent les dernières paroles que l'illustre guerrier citoyen prononça à la tribune nationale, à cette tribune qui avait si longtemps retenti de ses nobles et mâles accents, à cette tribune d'où il commandait l'attention respectueuse de ses adversaires même, et d'où il faisait journellement vibrer les fibres des masses nationales. La mort l'enleva à la France dans toute la vigueur de son talent, et débarrassa ainsi le ministère de la contre-révolution du plus redoutable de ses adversaires.

Le général Foy avait raison de dire que la chambre était pressée de terminer sa session, car le budget de 1826 fut voté à la course. Les fonctionnaires qui faisaient partie de cette chambre,

les courtisans qui s'y trouvaient, les émigrés qui la dominaient avaient hâte d'aller assister à la grande cérémonie toute monarchique qui se préparait à Reims, et qui devait être pour la plupart d'entre eux, une source de nouvelles faveurs.

Toutefois, la session ne fut pas précisément close après ce vote; elle fut seulement prorogée jusqu'au 7 juin, c'est-à-dire jusqu'au retour de Reims. Les chambres se séparèrent aussitôt après la communication de l'ordonnance qui les prorogait, et chacun des *trois cents* législateurs de M. de Villèle s'occupa dès lors du nouveau rôle qu'il allait jouer à la grande parade du sacre de Charles X.

CHAPITRE III.

Grande préparation pour le sacre de Charles X. — Mandement de l'archevêque de Reims. — Principes de l'église. — Cérémonies du sacre. — Fêtes, largesses, promotion qui le suivent. — Exhumation du moyen âge. — Résultat de la conversion des rentes. — Grande catastrophe financière. — Querelles excitées par les prétentions du clergé. — Publication des lettres de M. de Montlosier. — Proche fait aux journaux libéraux. — Ils sont acquittés. — Réjouissances à ce sujet. — Mort du général Foy. — Souscription nationale en faveur de sa famille. — Affaires de la Grèce. — Retour d'Ibrahim en Morée. — Mort de l'empereur Alexandre. — Insurrection qui éclate en Russie. — Elle est étouffée dans le sang. — Nicolas monte sur le trône des czars.

Dans une monarchie, la cérémonie du sacre d'un roi est une affaire tellement importante qu'il ne faut pas s'étonner si les historiens royalistes de tous les temps ont écrit des volumes pour rappeler les pompes royales qui ont lieu à cette occasion¹.

Aujourd'hui que la philosophie a remplacé la superstition; aujourd'hui que les peuples ne croient plus au dogme du droit divin, et qu'un roi n'est plus à leurs yeux qu'un homme placé à la tête d'autres hommes par le vœu national et en vertu de la constitution, le sacre de Charles X nous paraît un anachronisme.

Mais cette cérémonie, que l'on regardait comme réunissant le caractère politique au caractère religieux, entraînait dans le plan de ceux qui voulaient rétablir en France la vieille royauté avec tous ses oripeaux, et qui voulaient lui donner l'autel pour appui : le sacre du successeur de Louis XVIII fut donc une conséquence de leur système.

Les ordonnateurs de cette solennité monarchique n'épargnèrent rien pour la rendre propre à

¹ De nos jours, M. Darmaing, un des rédacteurs du journal le *Constitutionnel*, envoyé sur les lieux pour informer son journal de ce qui allait se passer à Reims, a trouvé le moyen d'écrire un gros volume sur le sacre de Charles X; et cette cérémonie remplit de longs chapitres dans tous les Mémoires de 1823.

éblouir le peuple. « Une commission composée de grands fonctionnaires et présidée par le ministre des finances, porte une relation du temps, fut chargée de rédiger les détails de la cérémonie : des architectes habiles avaient été envoyés à Reims pour restaurer et préparer la superbe basilique où la prérrogative du sacre des rois de France s'était conservée : échappée comme par miracle aux fureurs de la révolution, elle menaçait ruine; elle reparut bientôt dans toutes ses vieilles beautés, avec ses magnifiques vitraux, avec les statues de nos rois tombées ou renversées de ses arceaux, et des décorations nouvelles assorties au double caractère religieux et politique de l'inauguration royale qui allait s'y renouveler.....

» Tous les arts, ajoute cette même relation, avaient été convoqués pour payer leur tribut à cette solennité..... Des présents magnifiques destinés à l'église métropolitaine de Reims, des reliquaires, des croix, des chandeliers d'autel, des croix pectorales et des bagues précieuses destinées aux prélats officiants; des ornements sacerdotaux brillants d'or et de pierreries, des tentures ornées des plus riches broderies, étaient sortis des ateliers de Paris et de Lyon et des fabriques les plus renommées. La magnificence royale se montra dans tout son éclat, et les grands personnages appelés à cette cérémonie y parurent avec une splendeur digne de leur rang. Le luxe des équipages, des costumes, des tentures s'y déploya à côté de l'appareil militaire le plus imposant. »

Tout étant prêt pour la solennité, l'archevêque de Reims, M. de Latil, l'annonça dans un mandement où se trouvaient exposées les théories suivantes :

« N'allez pas supposer, dit cet archevêque aux fidèles de son diocèse, n'allez pas supposer que nos rois viennent recevoir l'onction sainte pour acquiescer ou assurer leurs droits à la couronne : non, leurs droits sont plus anciens; ils les tiennent de l'ordre de leur naissance, et de cette loi immuable qui a fixé la succession au trône de France, et à laquelle la religion attache un devoir de conscience.

» C'est en vertu de cette loi que les rois nous demandent obéissance et fidélité, et c'est afin d'obtenir du ciel les grâces nécessaires pour remplir les devoirs que ces droits leur imposent, faire régner la justice et défendre la vérité, qu'ils viennent rendre par leur consécration un hommage solennel au roi des rois, et pour placer sous sa protection toute puissante leur royaume ainsi que leur couronne.

» Tels sont sur l'autorité et la majesté des rois les principes de l'église catholique, et dans cette grande circonstance, il nous a paru convenable,

nécessaire de les publier, afin de fixer sur une question aussi intéressante vos idées et vos principes. »

Ainsi on proclamait de nouveau que les rois de France ne tenaient leur couronne que de Dieu et du droit de leur naissance, et le sacre de Charles X allait être la consécration des principes professés par l'église. Tous les souverains de la chrétienté avaient envoyé des ambassadeurs extraordinaires pour se faire représenter à la solennité, et ils y assistèrent au milieu de nombreuses députations de tous les corps d'état.

Nous ne répéterons ici ni les cérémonies qui eurent lieu le jour du sacre, ni les prières qui y furent récitées, ni les serments que Charles X y prêta sur la *vraie croix*, tant en qualité de roi de France par la grâce de Dieu, qu'en celles de chef et souverain grand-maître de l'ordre du Saint-Esprit, de grand-maître de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur; nous renvoyons pour ces détails aux diverses relations qui existent : on y verra comment les courtisans avaient habilement exhumé tout le moyen âge pour le faire revivre en entier au dix-neuvième siècle : il n'y eut de changé que quelques phrases du rituel, qui furent supprimées plutôt pour satisfaire l'amour-propre royal, que pour mettre ces vieilles oraisons en harmonie avec le gouvernement représentatif¹.

Quand on en vint au sacre, « l'archevêque, dit toujours la relation officielle, fit ouvrir le reliquaire renfermant la sainte-ampoule², qui fut tirée d'un petit coffre d'or; il en retira, avec la pointe d'une aiguille d'or, une parcelle qu'il mêla avec du saint-chrême sur la patène. Le roi fut conduit à l'autel où il s'agenouilla, et reçut, de la main de l'archevêque, les saintes onctions : la première eut lieu sur la tête, la deuxième sur la poitrine, la troisième entre les épaules, la qua-

trième sur l'épaule droite, la cinquième sur l'épaule gauche, la sixième au pli du bras droit et la septième au pli du bras gauche. L'archevêque faisait à chaque onction le signe de la croix, en disant : *Ango te in regem de oleo sanctificato, in nomine Patris*, etc.

Pendant la cérémonie, le vieux Charles X fut habillé trois fois, toujours d'une manière différente. Il s'était d'abord présenté à l'autel revêtu d'une robe de satin blanc et d'une toque de même étoffe enrichie de diamants et surmontée de plumes blanches. Le grand chambellan lui ôta ensuite sa robe blanche, et le roi resta en camisole de satin rouge : il chaussa les bottines de velours violet, semées de fleurs de lis d'or, et le dauphin lui mit les éperons. Enfin, après le sacre le roi fut encore revêtu par le grand chambellan de la tunique et de la dalmatique de satin violet cramoisi, semée de fleurs de lis d'or, et du manteau royal de velours violet semé de fleurs de lis d'or, doublé et bordé d'hermine, que le grand-maître des cérémonies avait été prendre sur l'autel.

Quand l'archevêque eut placé sur la tête du roi la couronne de Charlemagne, et qu'il lui eut remis le sceptre et la main de justice, Charles X s'approcha du trône : « Demeurez ferme, lui dit encore l'archevêque, et maintenez-vous dans la place que vous avez occupée jusqu'ici comme ayant succédé à vos pères, qui vous a été transmise par droit d'héritage, par l'autorité du Tout-Puissant. » Et aussitôt Charles X s'assit sur un trône d'où le souffle populaire devait le renverser si vite.

Si le sacre de ce vieux roi coûta à la France des sommes énormes³, il fut une heureuse solennité pour les courtisans : ils reçurent avec profusion des largesses royales, disent les journaux du temps, et il plut pour eux des honneurs, des décorations, des promotions, des faveurs, des grâces de toute espèce. Il est juste de dire aussi qu'au milieu de ces largesses, Charles X signa quelques amnisties pour les déserteurs et pour quelques condamnés politiques, et que ces derniers actes furent sanctionnés par l'opinion, qui en tint compte à celui auquel on en attribuait le mérite.

La cérémonie du sacre fut suivie de repas et de fêtes splendides qui durèrent plusieurs jours.

Il y eut de grandes réceptions de commandeurs et de chevaliers des anciens ordres du Saint-Esprit et de Saint-Michel, qui furent suivies de brillantes promenades à l'hôpital de Saint-Marcoul, où le roi toucha les malades scrofuleux, auxquels il fit une croix sur le front en leur di-

¹ Dans l'oraison récitée au sacre de Louis XVI, il y avait, avant la consécration, quelques mots qui choquèrent Napoléon et que l'on supprima aussi pour Charles X : ces mots, que devait prononcer l'archevêque et qui ne le furent point, étaient ceux-ci : « Votre serviteur Louis, que nous disons pour le roi de ce royaume, au milieu des prières que nous vous adressons. »

² Tout le monde sait que la fiole appelée la *sainte-ampoule*, fut brisée par un commissaire de la convention dans ces jours où l'on avait déclaré la guerre à tous les objets consacrés par la superstition. Cependant, s'il faut en croire le *Moniteur* de 1825, « des mains fidèles étaient parvenues à recueillir les fragments de la fiole et une partie du baume qu'elle contenait, parcelles précieuses dont M. l'archevêque de Reims opéra la transfusion dans le saint chrême, qui fut renfermé dans une nouvelle fiole.... » Ainsi, ajoutait le *Moniteur*, il ne reste plus aucun doute que l'huile sainte qui coulera sur le front de Charles X dans la solennité de son sacre, est la même que celle qui, depuis Clovis, a consacré les monarques français; le même qui fut apportée à saint Rémi par une colombe. Voilà ce que le *Moniteur* du 14 mai 1825 dit officiellement et sérieusement aux Français.

³ On n'avait osé demander aux chambres que six millions; mais les dépenses de cette cérémonie s'élevèrent à des sommes incalculables.

sant : « Le roi te touche, Dieu te guérisse. » « Scène touchante, disent les relations officielles, qui a excité vivement la reconnaissance de ces malheureux. »

De là le cortège fut visiter l'antique abbaye de Saint-Remi, et le roi fit ses dévotions sur le tombeau de l'*apôtre des Français* dont la châsse avait été découverte. Rien ne fut oublié de tous les anciens usages de la vieille monarchie, et l'on put se croire un instant ramené au règne de Charles VII. Après quatre jours passés dans les solennités et signalés par de grandes largesses, Charles X retourna à Paris, par Compiègne : son entrée dans la capitale effaça, dit toujours la révélation officielle, tout ce qu'on avait vu et tout ce qu'on a lu dans nos anciennes chroniques, du luxe, de l'apparat de ces solennités : le roi y parut dans la riche voiture du sacre. Deux jours après, la ville de Paris offrit au roi, suivant son antique prérogative, une fête des plus somptueuses, où furent encore dépensées des sommes qui nécessiterent un nouvel emprunt et de nouvelles taxes. Le duc de Northumberland, ambassadeur extraordinaire du roi d'Angleterre, donna aussi une fête où la magnificence du service surpassa tout ce qu'on avait vu dans ce genre. Enfin, pour que rien ne manquât à cette image des anciens temps, l'Académie royale de Musique donna à cette occasion un opéra intitulé *Pharamond*, où furent rappelées les pompes théâtrales de Versailles dans ce que l'on est convenu d'appeler le grand siècle.

Hâtons-nous maintenant de sortir du moyen âge, pour rentrer dans la vérité de l'histoire contemporaine : laissons la cour de Charles X à Saint-Cloud, vivant dans les fêtes, traitant tour à tour le prince de Salerne, le duc de Cumberland, frère du roi d'Angleterre, et même le roi de Prusse, qui passa trois semaines dans la capitale de la France, et qui y fut l'objet des soins les plus délicats de la part de la famille royale reconnaissante. D'autres intérêts plus grands, plus nationaux, doivent nous occuper en présence de la crise financière qui désola la France et l'Europe, et il nous reste à constater les progrès du *parti prêtre*.

Les fêtes du sacre avaient pour ainsi dire imposé une trêve aux partis qui luttaient, soit à la tribune des chambres françaises, soit dans les journaux. La session ayant été close immédiatement après la cérémonie, la tribune nationale devint muette; mais les journaux, c'est-à-dire, l'opinion publique resta plus agitée que jamais : elle avait tant d'aliments pour se tourmenter !

À l'intérieur, le système rétrograde du ministère, que cette opinion combattait de toutes ses forces ;

la crise financière qui semblait menacer l'équilibre européen d'une perturbation générale, et les querelles religieuses, qui s'envenimaient tous les jours davantage. À l'extérieur, la cause des Grecs, qui excitait tant de sympathie dans tous les cœurs généreux ; celle des républiques américaines du Sud, dont l'opinion libérale réclamait la reconnaissance dans l'intérêt du commerce français ; et enfin la secousse que donna au système de la sainte-alliance la mort de son fondateur, l'empereur Alexandre, et les insurrections dont la Russie fut le théâtre. Il y avait là bien des sujets d'occupation pour la presse et pour les partis.

Le plan du ministère se dévoilait tous les jours par une foule d'actes qui indiquaient la haine la plus profonde pour tout ce qui rappelait encore les principes et les conquêtes de la révolution : il n'avait qu'un but unique, celui d'effacer ce qui restait encore de libertés publiques et de traces d'égalité parmi les citoyens. Le ministère voulait en quelque sorte recréer les trois ordres du royaume ; aussi travaillait-il de tous ses moyens à reconstituer l'aristocratie et à favoriser le clergé. L'indemnité des émigrés, celle des colons, la conversion des rentes, étaient autant de combinaisons pour arriver à ce résultat.

M. de Villèle n'avait pas été heureux dans cette dernière opération financière, et il n'avait pas tardé d'être puni d'avoir spolié le cinq pour cent en faveur des indemnisés. Tout ce que l'opposition lui avait prédit lors de la discussion de ce projet de loi s'était promptement réalisé. À peine le trois pour cent fut-il émis sur la place que l'avidité des joueurs de bourse s'en empara ; mais comme les journaux libéraux ne cessaient d'attaquer la conversion des rentes et d'en détourner les rentiers comme d'un appât trompeur offert à la crédulité, il fut impossible aux spéculateurs d'obtenir sur le trois pour cent la hausse qu'ils attendaient. Tout ce qu'ils purent faire fut de maintenir cette valeur aux environs du pair pendant les trois premiers mois ; tandis que les cinq pour cent, soutenus seulement par l'opinion publique, se maintinrent au-dessus, quoiqu'ils eussent été privés de l'appui de l'amortissement.

Arriva enfin le jour fixé comme terme à la faculté de la conversion ; et comme les rentiers n'avaient montré aucune confiance dans cette opération, il s'ensuivit une baisse considérable sur le trois pour cent, baisse qui eut pour cause l'impopularité du ministère, et qui fut en outre précipitée par la crise financière dont l'Angleterre était alors le théâtre : les banquiers anglais, intéressés dans l'émission du milliard trois pour cent, se virent dans la nécessité de retirer leurs fonds ; et cette valeur, ainsi livrée à elle-même,

tomba, malgré les efforts de la caisse d'amortissement pour la soutenir, de 76 francs à 60. Les cinq pour cent tombèrent aussi, mais moins lourdement. Ce fut un désastre général parmi tous les spéculateurs.

Désolé de ce résultat, qu'on lui avait néanmoins prêté d'avance, M. de Villèle se jeta dans les mesures les plus iniques pour secourir la valeur qui avait sa prédilection : il détourna l'amortissement de sa destination, qui était de racheter du cinq pour cent lorsque cette valeur serait au-dessous du pair, et cela dans les mêmes proportions de fonds employés à la valeur en concurrence ; il créa le syndicat des receveurs généraux, sorte d'association propre à favoriser l'agiotage ; il fit autoriser, sous le nom de dette flottante, l'émission de cent cinquante millions de bons royaux ; émission qui était une sorte d'emprunt remboursable à court terme, et qui pouvait donner lieu à d'immenses dilapidations ; enfin M. de Villèle n'eut aucun scrupule de puiser dans toutes les caisses publiques.

Il y avait là de graves motifs de reproches à faire au ministre, et les journaux de l'opposition ne les lui épargnèrent pas : beaucoup d'intérêts avaient été compromis par l'opération financière de l'émission du trois pour cent et de la conversion, et les spéculateurs qui avaient perdu s'en prenaient au ministre : aussi l'opinion publique se déchaînait-elle contre son système.

Aux questions politiques et financières, se mêlaient alors, avec non moins d'aigreur, les querelles excitées par les prétentions du clergé. Depuis longtemps on l'accusait de professer des maximes d'intolérance contraires à la liberté des cultes proclamée par la charte et sanctionnée par l'opinion publique : le clergé, se sentant appuyé, entraînait tous les jours davantage dans la voie des empiétements sur le temporel, et il s'était fait détester par les prédications furibondes des missionnaires dont la France s'était couverte. L'année dernière, le roi avait été obligé de supprimer une lettre pastorale de l'archevêque de Toulouse, dont les maximes avaient paru en opposition avec celles de l'église gallicane. Cette année encore, un mandement publié dans le diocèse de Rouen, au nom de l'archevêque grand-aumônier de France, avait alarmé les citoyens, qu'il semblait menacer des rigueurs de la discipline ecclésiastique quand ils négligeraient leurs devoirs religieux.

Dans tout autre moment, ces menaces auraient pu n'être que ridicules ; mais alors les imprudentes prétentions du clergé avaient frappé vivement l'opinion publique, et les journaux s'en étaient emparés pour diriger de nouvelles accusations contre ce qu'on appelait le *parti prêtre*, et

contre un gouvernement qui le soutenait aussi ouvertement.

Le ministère se plaisait en effet à braver l'opinion nationale : il autorisait et protégeait les missions, encourageait les efforts du *parti prêtre* pour ressaisir son ancienne influence, et s'étudiait à lui en faciliter les moyens. Déjà une ordonnance du roi en date du 20 juillet avait établi, à Paris, une maison centrale destinée aux hautes études ecclésiastiques, et dont les chefs, nommés par le ministre des cultes, devaient diriger ces études d'après les doctrines de l'ancienne Sorbonne : c'était rétablir cette fameuse faculté sous un autre nom ; et comme on n'avait pas encore assez oublié les interminables querelles qui y avaient pris naissance, les amis de la tolérance s'émurent et leur indignation s'exhala dans une foule d'ouvrages que le public lisait avec avidité, et qui contribuèrent beaucoup à faire détester le clergé.

Au milieu de tous les écrits ou articles de journaux qui ne cessaient de signaler à l'opinion publique l'établissement clandestin des jésuites et l'esprit d'envahissement du clergé, nul ne fit plus d'impression que les lettres publiées dans le journal le *Drapeau blanc* par l'un des champions les plus zélés des doctrines monarchiques, féodales même, et en opposition si constante avec les principes et les hommes de la révolution : le comte de Montlosier dénonça explicitement l'existence d'une société mystérieuse désignée sous le nom de congrégation, le rétablissement des jésuites, et la non-exécution des anciennes lois du royaume relatives à la déclaration de l'église de France. Les journaux libéraux tirèrent un grand parti de cette dénonciation de la part d'un écrivain si exclusivement royaliste, et ils redoublèrent leurs attaques contre le clergé.

Irrité de ces attaques, le gouvernement crut y mettre un terme en faisant poursuivre le *Constitutionnel* et le *Courrier Français*, qui étaient alors les organes de l'opinion libérale la plus avancée. le 50 août parut dans le *Moniteur* un réquisitoire du procureur-général, Bellart, dans lequel il dénonçait à la cour royale de Paris ces deux journaux comme ayant, dans leur coupable *tendance*, porté atteinte au respect dû à la religion de l'état, par le mépris qu'ils cherchaient à verser sur les choses et les personnes de l'église, par des provocations à la haine contre les prêtres, et en général par leur acharnement à propager contre eux des milliers d'accusations fausses, au milieu desquelles, disait M. Bellart, s'en produisent quelques-unes de vraies, qu'on avait grand soin de ressasser et d'empoisonner.

« Tels sont, ajoutait-il, les moyens perfides employés jusqu'à présent par les deux journaux

inculpés pour arriver à leur but, qui est de détruire la religion catholique, pour y substituer le protestantisme, ou plutôt le néant de la religion. »

M. Bellart, après avoir cité et longuement commenté un grand nombre d'articles inculpés, terminait son réquisitoire par demander qu'attendu que l'esprit desdits journaux, résultant de l'ensemble de leurs feuilles, était de nature à porter atteinte au respect dû à la religion de l'état, les dits journaux fussent suspendus, savoir : le *Constitutionnel* pendant un mois, et le *Courrier Français*, attendu la récidive, pendant trois mois.

Ce réquisitoire produisit une grande irritation dans les partis : celui du ministère n'y vit qu'un acte de justice répressive contre les écarts de la presse ; tandis que le parti libéral y reconnut le désir de détruire toute publicité, toute discussion, en tuant du même coup les deux organes les plus répandus de l'opposition constitutionnelle. L'affaire parut si grave à la cour royale, qu'elle crut devoir la renvoyer jusqu'après les vacances, tant dans le but de laisser calmer l'irritation, que dans celui de pouvoir examiner et méditer la cause avec toute la maturité qu'elle exigeait.

Ce ne fut que vers les derniers jours de novembre que ces deux célèbres procès furent plaidés. Ils occupèrent chacun trois audiences solennelles, présidées par M. Séguier, et tenues avec le plus grand appareil. Alors une affaire qui intéressait si vivement la liberté de la presse était prise à cœur par la nation ; aussi vit-on accourir au palais une grande affluence de personnes de tous les rangs, au milieu de laquelle se faisaient remarquer les hommes les plus distingués de la capitale, et tout ce qu'elle renfermait d'étrangers de distinction.

L'avocat-général de Broé, déjà célèbre par son acharnement contre la presse libérale, fut chargé de soutenir l'accusation, et s'attacha à démontrer que les diffamations sans cesse répétées par les deux journaux incriminés contre les ministres de la religion de l'état, portaient atteinte au respect dû à cette même religion : il employa toute son éloquence à prouver que le but de la presse libérale était de semer la division entre les protestants et les catholiques, et toujours en haine du catholicisme.

De leur côté, les défenseurs des deux journaux (M^e Dupin aîné pour le *Constitutionnel*, et M^e Mérilhon pour le *Courrier Français*) se récriaient contre le vague de l'accusation, et contre ce système extra-judiciaire qui, ne pouvant incriminer un seul article séparément, les attaquait dans leur ensemble, dans leur esprit, dans leur tendance : les articles incriminés leur paraissaient

avoir été tronqués, mutilés, séparés de ce qui pouvait les expliquer ou les justifier. Ils soutenaient que ce n'était pas attaquer la religion que dénoncer les abus qui la déshonorent, et ils s'élevaient surtout contre l'introduction évidente d'ordres religieux dans l'état sans loi qui les autorisât ; ce qu'ils trouvaient dangereux pour l'indépendance du trône et pour les libertés publiques.

La cour royale prononça enfin, le 5 décembre, son arrêt dans les deux causes. Elle admettait que plusieurs des articles incriminés contenaient en effet des expressions et même des phrases inconvenantes et répréhensibles ; mais considérant que l'esprit résultant de l'ensemble de ces articles n'était pas de nature à porter atteinte à la religion de l'état, et que ce n'était ni manquer à ce respect, ni abuser de la liberté de la presse que de discuter et combattre l'introduction et l'établissement, dans le royaume, de toute association non autorisée par les lois ; introduction que la cour tenait pour vraie, ainsi que la propagation des doctrines ultramontaines professées par une partie du clergé de France en opposition à la déclaration de l'église gallicane, toujours reconnue comme loi de l'état ; que ce ne pouvait être un délit de signaler soit des actes notoirement constants qui offensent la religion et même les mœurs, soit les dangers et les excès non moins certains d'une doctrine qui menaçait à la fois l'indépendance de la monarchie, la souveraineté du roi et les libertés publiques ;

Par ces motifs, la cour royale déclarait qu'il n'y avait lieu de prononcer la suspension requise, et néanmoins enjoignait aux éditeurs et rédacteurs du *Constitutionnel* et du *Courrier Français* d'être plus circonspects.

Cet arrêt produisit une sensation dont on ne peut guère se faire une idée juste qu'en se reportant aux circonstances : le parti libéral, c'est-à-dire les masses nationales, le reçurent avec des transports de joie ; car aux yeux des patriotes, la magistrature venait de sauver la liberté des cultes, celle de la presse, et la France elle-même de la domination théocratique. Mais la cour, le ministère, le parti-prêtre et tous les membres de la congrégation qui couvraient déjà la France, en furent atterrés : ceux-ci disaient que la cour royale avait outre-passé ses droits et ses pouvoirs en affectant les prétentions des anciens parlements, qu'elle avait rendu son arrêt en haine de cet ordre religieux dont l'expulsion avait été le prélude et peut-être la cause la plus réelle de la révolution ; que par son arrêt, la magistrature avait rallumé des querelles assoupies, outragé le clergé français, encouragé la licence, l'esprit de

révolte et d'impiété. Quelques prélats adressèrent même au roi une sorte de protestation dans laquelle ils se plaignaient des attaques dont ils étaient impunément l'objet, et qu'ils regardaient comme les avant-coureurs d'une persécution nouvelle. Il fallut cependant se résoudre à subir les conséquences de cette décision, qui fut regardée comme un grand triomphe remporté par le parti libéral.

Mais au moment où ce parti se livrait à la joie, un événement des plus déplorables couvrit de deuil tous les amis des libertés publiques : le général Foy fut tout à coup enlevé à la vieille armée, dont il avait été une des gloires les plus pures, et à la tribune nationale, où il avait révélé un des plus beaux talents oratoires qui l'eussent encore illustrée. Atteint d'un anévrisme au cœur, occasionné et sans doute aggravé par les travaux, les fatigues et les irritations de la tribune, l'illustre guerrier-orateur revenait des eaux thermales des Pyrénées, quand on apprit à la fois et le danger de sa situation et sa mort. Cette perte inattendue fut vivement sentie dans tous les rangs de la société et par toutes les opinions : la France ne pouvait oublier cette éloquence impétueuse, brûlante, passionnée, qui entraînait parce qu'elle parlait du cœur et parce qu'elle était toujours appuyée sur la raison et sur le patriotisme le plus chaleureux ; la France se rappelait avec orgueil que l'homme qu'elle venait de perdre avait versé son sang pour elle pendant vingt-cinq ans et sur mille champs de bataille ; elle se rappelait que celui qui venait de descendre au tombeau dans toute la force de l'âge mûr, avait reçu sa première blessure à Jemmappes et sa dernière à Waterloo. La France lui devait une couronne tressée de laurier et de chêne : elle la posa sur son cercueil. Toute la population de Paris assista, dans le plus religieux recueillement, à ses obsèques, où se donnèrent rendez-vous plus de deux cent mille citoyens de tous rangs : le cercueil fut porté à bras jusqu'au cimetière de l'Est, où, après plusieurs discours funèbres, entre lesquels on distinguait celui de son ami, Casimir Périer, la dépouille mortelle de cet homme célèbre fut déposée non loin de celle de Masséna.

Le général Foy avait beaucoup perdu à l'époque de la restauration ; on savait qu'il ne laissait pas une grande fortune à sa veuve et à ses enfants : le parti libéral eut aussitôt l'idée d'ouvrir une souscription nationale pour ériger un monument et pour doter convenablement la famille de l'illustre défenseur des libertés publiques. A l'instant même toutes les notabilités de ce parti, qui était riche alors, puisqu'il comptait dans ses rangs la banque et le commerce, s'inscrivirent pour des

sommes considérables : les journaux firent un appel à toutes les classes : tout le monde s'empressa d'y répondre, en moins de six mois la souscription avait produit près d'un million.

C'était en déployant ainsi sa munificence que la nation française manifestait sa sympathie pour les défenseurs de ses libertés.

A cette époque, tous les sentiments généreux, que le gouvernement travaillait à étouffer, éclataient en faveur d'un peuple longtemps courbé sous le sabre musulman, et qui s'efforçait alors de reconquérir son antique liberté, sa civilisation et son indépendance. Dans la précédente campagne, les malheureux Hellènes avaient cru un instant que le ciel était pour eux : ils avaient chassé les Égyptiens de la Morée, et les Turcs s'épuisaient en vains efforts pour se maintenir dans la Grèce occidentale : les Grecs étaient maîtres de Missolonghi d'un côté, et de Navarin à l'autre extrémité : leurs flottes ne cessaient de faire du mal à leurs ennemis ; et, ce qu'il y avait de plus heureux pour la cause de ce peuple héroïque, c'est que les chefs des divers partis qui jusqu'alors avaient déchiré le sein de la mère patrie, s'étaient enfin réconciliés entre eux et s'étaient soumis au gouvernement.

« Nous jurons, devant Dieu et les hommes, avaient dit ces chefs réunis à Naupli, nous jurons de contribuer par tous les moyens qui sont en notre pouvoir à l'indépendance de la nation grecque, ou de mourir libres les armes à la main, en nous soumettant fidèlement aux lois de la patrie, établies par les deux assemblées législatives de 1822 et 1825.

» Nous jurons non seulement de ne pas lever nos armes rebelles contre le gouvernement, de ne pas conspirer par des voies sourdes et des machinations secrètes, mais d'être soumis aux ordres de notre gouvernement et de les exécuter fidèlement. Que nous soyons privés de la brillante lumière du ciel, que la malédiction des pères de l'église pèse sur nos têtes, et que toutes les nations que nous prenons à témoin nous écrasent de leur mépris présent et futur, si nous nous montrons parjures à ces promesses solennelles. »

Ainsi, en 1825, la Grèce avait vu finir cette anarchie qui jusqu'alors avait disséminé ses forces : elle avait un gouvernement ; les malheureux Hellènes pouvaient donc espérer d'obtenir l'appui de quelque puissance chrétienne et de résister à leur plus cruel ennemi, Ibrahim-Pacha, fils du vice-roi d'Égypte, dont les préparatifs annonçaient l'intention d'aller prendre une éclatante revanche de sa défaite précédente.

Malheureusement, ces hommes qui voulaient être libres ne pouvaient inspirer d'autre sympathie

que celle des peuples : les gouvernements chrétiens, qui auraient dû les secourir, étaient ou contre leur insurrection, ou tout à fait impassibles : celui de la Russie se montrait peu disposé à protéger des révolutionnaires ; le cabinet d'Autriche leur était hostile ; le ministère français se contentait de recueillir quelques-unes des victimes échappées à l'yatagan des Turcs, et l'Angleterre restait spectatrice de la dévastation de l'antique berceau des arts.

Mais si les gouvernements chrétiens laissaient cesser les Grecs, les peuples, et principalement le peuple français, regardaient avec le plus vif intérêt les efforts d'une nation brisant ses fers : des comités philhelléniques s'étaient organisés partout, et ces comités, suppléant à l'indifférence des gouvernements, envoyaient aux Grecs des secours en hommes, en argent et en munitions. Le général Roche, chargé de représenter le comité de Paris, s'était rendu sur les lieux pour la répartition de ces secours ; et le colonel Fabvier avait été prendre le commandement de la légion régulière, qu'il devait organiser à l'europeenne.

Malheureusement, au moment où les Grecs voyaient leurs efforts et leur constance couronnés de quelques succès, Ibrahim revint en Morée avec une armée formidable, et s'empara de Navarin. Dès lors tout prit une face nouvelle : il était à craindre que, dans la campagne suivante, les Grecs ne fussent exterminés ; car ils étaient décidés à périr tous plutôt que de subir de nouveau le joug des Turcs. Et pourtant les ministres de Charles X ne songeaient point encore à intervenir dans cette guerre d'extermination. On avait bien dit à la tribune, en parlant de la cause des Grecs : « Leurs victoires sont les nôtres et leurs désastres nous frappent au cœur. » Mais ces paroles générales étaient sans effet : tous les gouvernements soumis à l'influence libéricide de la sainte-alliance étaient convenus entre eux de ne jamais favoriser aucune révolte des sujets contre ce qu'ils appelaient l'autorité légitime ; et, pour ces gouvernements, le sabre turc était l'autorité légitime des malheureux Grecs.

Cependant, un grand événement arrivé vers la fin de cette même année 1825, donna aux Grecs quelques lueurs d'espoir. L'empereur Alexandre, ce chef de l'alliance des rois contre les peuples, venait de mourir à Tanganrog, au milieu d'un voyage qu'il faisait dans la Crimée et la Tauride. Les Grecs pouvaient donc croire que la politique de la Russie à leur égard changerait, et ils ne pouvaient qu'y gagner ; car le cabinet de Pétersbourg s'était toujours montré contraire à l'insurrection. Les Grecs se trompèrent encore : le successeur d'Alexandre ne fut que le continuateur de son

système, qui était de punir tout peuple qui se souleverait contre ses oppresseurs.

Toutefois, l'équilibre européen, tel que l'avait établi le congrès de Vienne, n'en fut pas moins menacé d'une perturbation générale à cause de cette mort ; et tandis que le cabinet de Pétersbourg se déclarait l'antagoniste le plus violent de tout ce qui tiendrait à changer l'ordre des choses établi par la sainte-alliance, la Russie elle-même venait de voir éclater dans son sein, et au milieu de la garde impériale, une insurrection qui, si elle n'eût pas été comprimée immédiatement, aurait pu avoir les plus graves conséquences tant pour cet empire que pour le reste de l'Europe.

Déjà, dès 1817, le gouvernement russe s'était aperçu qu'il existait, soit dans le nord, soit dans le sud des états de l'autocrate, des associations secrètes, modelées sur celles d'Allemagne. Un grand nombre d'officiers, dont quelques-uns tenaient aux premières familles, avaient rapporté des dernières campagnes en Allemagne et en France des idées fort peu analogues à l'état moral et politique de leur pays : il auraient voulu y introduire des réformes, des institutions représentatives, et même républicaines. Ce projet, plusieurs fois ajourné et abandonné, avait enfin été remis au mois de mai 1826.

Mais la mort d'Alexandre et la disposition qu'il fit de la couronne en faveur de son frère Nicolas, au détriment de Constantin, engagèrent les conspirateurs contre le despotisme de son gouvernement à profiter des chances favorables que semblaient leur offrir les différends que devait faire naître la succession. Ces officiers, ainsi que tous ceux qui participaient à ce généreux complot, s'accordèrent pour faire comprendre aux soldats de leurs régiments que le refus du grand-duc Constantin n'était point vrai, et que le serment qu'on leur demandait alors pour Nicolas était une infraction solennelle à celui qu'ils avaient prêté peu de jours auparavant au successeur naturel d'Alexandre. Ils résolurent en outre de réunir devant le palais du sénat toutes les troupes qu'ils avaient gagnées, et dans cette position ils auraient manifesté le vœu : 1° que les députés fussent convoqués de tous les gouvernements ; 2° qu'il fût publié à ce sujet un manifeste du sénat, dans lequel il serait dit que les députés auraient la mission de faire de nouvelles lois constitutives du gouvernement représentatif ; 3° qu'en attendant il fût établi un gouvernement provisoire, et que les députés du royaume de Pologne fussent appelés afin d'adopter des mesures pour l'unité de l'état.

Le 26 décembre, jour de la prestation du serment à Nicolas, la conjuration éclata : plusieurs

régiments de la garnison de Pétersbourg y prirent part, entre autres ceux de Moscou, de la marine et des grenadiers du corps : la place du sénat et celle du palais furent occupées par les insurgés, auxquels se réunit une foule de peuple. Le gouverneur militaire de Pétersbourg, comte Miloradowitch, ayant voulu se jeter dans les rangs des révolutionnaires, y fut tué.

L'insurrection prenait donc le caractère le plus sérieux, quand le grand duc Michel arriva à Pétersbourg, se déclara pour son frère Nicolas, réunissant les troupes qui n'avaient point encore pris part au mouvement, et, en vertu de cette déplorable obéissance passive et aveugle à laquelle les despotes ont façonné leurs soldats, le grand duc Michel fit mitrailler les insurgés, lesquels avaient eu l'imprudence de se tenir l'arme au bras en attendant les actes du sénat : la plupart furent tués ; le reste chercha à se sauver ; mais presque tous furent ensuite arrêtés et décimés. Une enquête générale fut ordonnée à l'effet de rechercher non-seulement ce qui avait eu rapport au mouvement du 26 décembre, mais aussi de recueillir tous les renseignements que la commission pourrait se procurer sur les sociétés secrètes en Russie, sur leur origine et leurs progrès, et sur leur but. Il résulta de cette enquête qu'il existait en Russie une vaste association de laquelle faisaient partie des personnages éminents et toute la jeunesse généreuse de ce pays ; que cette association avait pour objet de faire une révolution en faveur des idées philosophiques et libérales, et qu'il fallait prendre des mesures sévères pour empêcher une nouvelle explosion. Il fut donc fait de nombreuses arrestations dans toute l'étendue de la Russie ; beaucoup de membres de ces sociétés, et principalement de celle des *Slaves-réunis*, se sauvèrent, et Nicolas resta maître absolu de la fortune et de la vie de ses peuples, comme l'avaient été ses prédécesseurs.

« La loi suprême de cet empire, écrivait le grand duc Constantin à celui qui venait d'usurper sa place ; la loi sacrée, que la stabilité de l'ordre des choses existant y rend un bienfait du ciel, c'est la volonté du souverain que nous accorda la Providence. En exécutant cette volonté, votre majesté impériale a exécuté celle du roi des rois qui inspire si évidemment dans les affaires d'une aussi haute importance les monarques de la terre. Les décrets de Dieu sont consommés ! »

Ainsi furent étouffés les germes révolutionnaires que des hommes généreux propageaient inten-

pestivement dans un pays qui doit longtemps encore gémir sous le joug du plus affreux despotisme. Un seul mouvement éclata encore du côté de Kieff, où les frères Mouraviell, arrêtés par suite des révélations faites à Pétersbourg, furent délivrés par une troupe d'officiers appartenant à la société des *Slaves-réunis*. Ces nouveaux insurgés restèrent quelque temps maîtres du pays, qu'ils parcoururent pour y propager leurs principes ; mais ils succombèrent enfin sous les forces envoyées contre eux, et un millier de braves périrent encore pour la cause de l'affranchissement des Russes.

Alors un *Te deum* solennel fut chanté à Pétersbourg pour célébrer l'avènement au trône de celui qui y montait en passant sur tant de cadavres, et qui devait plus tard acquérir l'horrible surnom de *bourreau de la Pologne* ; les journaux russes se réjouirent de ce que l'ordre régnait de nouveau dans leur pays. Cependant, cette vaste conjuration, ces troubles, ces boucheries d'hommes, ces nombreuses arrestations dans un empire où le despotisme se croyait si bien établi, jetèrent, sur les premiers jours du règne de Nicolas, une sombre couleur, qui semblait faire présager que la Russie et l'Europe allaient célébrer les funérailles d'Alexandre par des guerres et des massacres sans fin.

Il n'en fut rien : la sainte alliance tenait plus aux principes qu'elle avait posés qu'aux hommes qui devaient en faire l'application : Nicolas, s'annonçant comme le continuateur du système d'oppression qui faisait la base de l'association des rois, fut reconnu sans difficulté pour empereur de toutes les Russies, malgré son usurpation sur les droits *légitimes* de son frère Constantin ; et il n'y eut en Europe qu'un despote de moins remplacé par un despote beaucoup plus barbare.

Le ministère Villèle put donc continuer hardiment sa marche contre-révolutionnaire. La tranquillité qui semblait régner en France, la prospérité de l'industrie, malgré les entraves dont le gouvernement la surchargeait, tout faisait croire à ces ministres de Charles X que la Providence était pour eux : ils n'avaient plus rien à craindre de l'opposition qu'ils trouvaient dans la minorité de la chambre dite des députés, et ils méprisaient trop le peuple pour le compter pour quelque chose. Aussi, dès que les hésitations causées par l'incertitude de la succession à la couronne impériale de Russie furent calmées, les ministres de Charles X convoquèrent pour le 54 janvier 1825 leur chambre dite des députés, et se préparèrent à lui intimer leurs ordres.

* Robespierre, répondant au *manifeste des rois*, leur reprochait éloquentement leur hypocrisie : « Quand ils invoquent le ciel, disait-il, c'est toujours pour l'outrager. » Et Robespierre avait bien raison.

CHAPITRE IV.

Résumé du système adopté par le ministère Villèle. — Discours du roi. — L'opposition attaque le ministère. — Formation de l'opposition de l'extrême droite. — Procès intenté au *Journal du Commerce*. — Prévisions nouvelles du clergé. — Opposition qu'elles rencontrent. — Discussions relatives à l'émancipation de Saint-Domingue et à l'indemnité. — Présentation du projet de la loi sur le droit d'aînesse et les substitutions. — Grands débats que ce projet fait naître. — Il est rejeté par la chambre des pairs. — Réjouissances à ce sujet. — Affaire des marchés Ouvrard. — Supplément d'instruction. — Arrêt de la Cour des Pairs qui aboutit tout le monde.

Si la tâche de l'historien lui permettait de passer sous silence les combinaisons machiavéliques qui sortirent de la tête de M. de Villèle dès qu'il fut arrivé au pouvoir, et s'il pouvait ne s'arrêter qu'aux résultats, il lui serait facile de résumer en une seule ligne le règne de ce ministère : il fut aussi adroitement qu'audacieusement contre-révolutionnaire. Mais il faut pénétrer dans ces combinaisons, il faut mettre à nu tous les ressorts qu'il fit jouer pour asseoir son système ; et alors, au risque de se répéter cent fois, l'historien ne peut faire à moins que de suivre pas à pas, dans ses marches et contre-marches habilement calculées, ce Fabius de la contre-révolution : il doit le montrer tel qu'il fut ; se jouant de la nation française, méprisant l'opinion publique, ne voyant que son but, y allant droit, mais par étapes réglées, contenant toujours l'impatience de la troupe indisciplinée qui voulait y arriver au pas de course, l'obligeant à s'arrêter à temps devant l'abîme qu'il voulait lui faire franchir, la faisant même battre en retraite quelquefois afin de la faire avancer avec plus d'ordre et d'ensemble, et pourtant ne perdant jamais le lendemain le terrain qu'il lui avait fait gagner la veille ; enfin, démolissant pièce à pièce l'édifice constitutionnel, derrière lequel il semblait vouloir se retrancher jusqu'au moment où il l'aurait cru assez miné pour le renverser de fond en comble.

Tel est en effet l'historique du ministère Villèle, ou plutôt du triumvirat qui dirigeait les affaires publiques et qui s'était promis de convertir, sans secousses, la monarchie dite constitutionnelle en une monarchie absolue, telle qu'elle existait avant la révolution, avec la seule différence que la tyrannie y serait consacrée par les lois¹.

Il y avait à peine deux ans que ce ministère était arrivé au pouvoir, et déjà il avait fait des pas immenses dans la carrière qu'il était appelé à

parcourir ; et comme il trouvait dans les chambres une majorité dévouée ou gagnée toujours prête à lui prêter le secours de son vote, chaque succès que les hommes de la contre-révolution obtenaient les rendaient plus hardis et leur faisait incessamment oser davantage, mais jamais beaucoup à la fois.

Chaque session, le ministère lançait son programme au moyen de ce que l'on appelle le discours de la couronne : dans celle de 1825, le roi avait annoncé qu'il travaillerait à cicatriser les dernières plaies de la révolution ; et aussitôt on avait présenté la loi du sacrilège, celle relative aux communautés religieuses, et celle de l'indemnité.

Dans la session qui s'ouvrit le 54 janvier 1826, Charles X annonça que le produit des contributions augmentant, il serait permis d'améliorer le sort des ministres du culte catholique ; il ajouta que le morcellement progressif de la propriété foncière étant essentiellement contraire au principe du gouvernement monarchique, lequel exigeait la conservation des familles comme garantie de la stabilité politique, « des moyens seraient proposés pour rétablir l'accord qui doit exister entre la loi politique et la loi civile, et pour conserver le patrimoine des familles sans restreindre cependant la liberté de disposer de son bien. »

« Vous me seconderez, disait Charles X en s'adressant aux *trois cents* ; vous me seconderez pour accomplir les desseins que j'ai médités, et pour assurer de plus en plus le bonheur des peuples que la divine providence a confiés à mes soins. Vous ne serez pas plus émus que moi de ces inquiétudes irréfléchies qui agitent encore quelques esprits, malgré la sécurité dont nous jouissons. »

Ainsi l'opposition devait se tenir pour bien avertie qu'on allait mettre en œuvre toutes les traditions de la vieille monarchie, et qu'elle aurait à lutter à la fois et contre l'aristocratie et contre la théocratie. Mais quelque convaincue qu'elle fût de son impuissance à arrêter le torrent contre-révolutionnaire, elle ne se disposa pas moins à disputer, pied à pied, au ministère et à sa majorité, le terrain qu'ils auraient voulu franchir d'un seul élan. L'opposition se plaça donc dans le cercle de la charte constitutionnelle, et commença par attaquer l'ordonnance d'affranchissement de Saint-Domingue ; non qu'elle ne donnât son adhésion entière à un acte que les libéraux auraient désiré voir étendre à toutes les anciennes colonies espagnoles du Nouveau-Monde, mais parce qu'elle contestait au roi le droit de céder, sans le concours des autres pouvoirs de l'état, une portion quelconque du territoire français.

¹ Montesquieu a dit, avec cette haute raison qui caractérise son beau livre de la Grandeur et la Décadence des Romains, qu'il n'est point de pire tyrannie que celle que les despotes font sanctionner par les lois.

« Que nos ministres jettent les yeux autour d'eux, disait le général Sébastiani, ils ne verront que les malheureux qu'ils ont faits ou qu'ils se proposent de faire. Les reptiers? ils les ont sacrifiés dans cette fatale réduction de la rente; les agriculteurs, les industriels, les commerçants? en leur fermant les débouchés de l'Amérique du Sud; les femmes, les cadets? par leurs projets de masculinité et de primogéniture. Et les projets accomplis, et les projets qu'ils nous annoncent menacent tellement le pays et ses plus chers intérêts comme ses plus précieuses institutions, qu'une chambre libre, une chambre attachée aux véritables intérêts du trône, voterait aujourd'hui même, au lieu d'une simple adresse, leur acte d'accusation. »

Ces menaces firent sourire de dédain les membres du cabinet et les députés qui leur étaient dévoués, ou plutôt que M. de Villèle avait inféodés à sa personne, à son système. Toutefois, si l'opposition libérale l'inquiétait peu, il commençait à redouter une autre opposition qui se formait contre lui à l'extrême droite des chambres. Déjà, dans celle des députés, MM. Agier, Chifflet, Hyde, Kergariou, Labourdonnaye, Bertin de Vaux, Dudon, Donnadiou, de Berthier et plusieurs autres ultra-royalistes s'étaient déclarés contre le système ministériel, et, dans toute occasion, ils lui portaient des coups plus violents que ceux de l'opposition de gauche. Il fallait donc que le ministère se défendît à la fois en face, où il était attaqué par les libéraux, et sur ses derrières, où se plaçaient les ultra-royalistes.

La session de 1826 commença par le procès intenté par la chambre des députés au *Journal du Commerce*, sur la dénonciation de M. Sallaberry. On accusait ce journal d'avoir outragé un des trois pouvoirs de l'état. Il fut défendu d'abord par l'opposition, qui prétendait que la chambre ne pouvait être juge et partie.

« Le secret de cette affaire nous est révélé, disait M. Méchin; c'est un épisode d'un grand système et d'un plan combiné, d'un plan qui se manifeste et qui se prouve par ce qui se passe au dehors du royaume, dans le royaume et même par ce qui s'est déjà passé dans cette chambre..... On n'en veut peut-être pas plus au *Journal du Commerce* qu'à la *Quotidienne* et au *Drapeau blanc*; c'est à tous les journaux que ne solde pas le ministère qu'on en veut, et cette inimitié s'accroît de tout le chagrin qu'inspire et de tout le désappointement que donne la solitude des journaux de la trésorerie. La chose devient très-grave, car c'est contre la liberté de la presse, et surtout de la presse périodique, que se dirigent ces premières attaques. On procède avec méthode et circonspec-

tion, parce que retentissent encore autour de nous ces unanimes et impétrantes acclamations qui ont accueilli la restitution de la plus précieuse de nos garanties, de la seule qui nous reste après tant de naufrages. »

Mais les défenseurs de la proposition se montraient disposés à en finir avec la presse : ils soutenaient que les articles déferés à la chambre constituaient l'attaque la plus manifeste à la loyauté de l'un des trois pouvoirs; que leur but était évident; qu'ils voulaient déconsidérer cette chambre si éminemment royaliste, en disant que ses membres ne s'étaient servis de leur influence qu'au profit d'intérêts personnels.

Ce qu'il y eut de remarquable dans cette affaire ce fut de voir M. Labourdonnaye et ses amis prendre la défense la liberté de la presse contre les atteintes que le ministère voulait lui faire porter par sa majorité.

« On commence par un journal, s'écria ce fougueux orateur royaliste, pour arriver bientôt à tous les autres. Une époque viendra où les journaux contraires à la majorité seront écrasés tour à tour.... Les conséquences de cette décision sont immenses : tout se réduit à ceci : plus d'opposition. Ici les considérations les plus grandes se présentent : en voulant détruire toute opposition, c'est le gouvernement représentatif lui-même que vous attaquez dans sa base; car, sans l'opposition, le gouvernement représentatif ne serait plus qu'une tyrannie organisée; ce serait de tous les gouvernements le plus épouvantable; ce serait la convention avec une seule tête. »

Il importait peu à M. de Villèle et à ses trois cents qu'on dévoilât leur projet; ils étaient bien décidés à arriver à leur but par tous les moyens : ainsi, malgré la plaidoirie de Bartho l'avocat, en faveur du journal accusé, cette feuille libérale fut-elle condamnée, dans la personne de son gérant, à un mois de prison et 400 fr. d'amende¹.

La session s'était donc commencée sous les auspices d'un procès fait à la presse libérale : c'était le programme du ministère et de sa majorité. Ce programme se manifesta encore à l'occasion de la pétition d'un curé de village, lequel demandait une loi qui pût concilier, au sujet du mariage, les lois ecclésiastiques avec la loi civile. La commission chargée d'examiner cette demande décida que la pétition serait renvoyée aux ministres. Aussitôt il s'éleva une foule de réclamations, qui prouvèrent au moins que l'opposition sentait toute

¹ C'était alors le *minimum* de la peine qu'encontraient les journaux qui portaient atteinte à la considération de l'un des trois pouvoirs. Depuis lors le système contre-révolutionnaire a fait des progrès; plusieurs années d'emprisonnement et d'énormes amendes seraient infligées aujourd'hui pour le même délit.

l'importance de la question soulevée par le pétitionnaire.

« En me présentant pour m'opposer à la conclusion qui vous est proposée, dit M. Breton, j'éprouve un véritable regret de voir le pétitionnaire, comme ceux qui l'ont précédé dans l'expression du même vœu, ne pas manifester sa pensée tout entière : il eût été, selon moi, plus digne de la religion et de la morale qu'il invoque, de ne pas prendre un moyen détourné pour arriver indirectement à un but que l'on n'ose pas encore avouer, mais qui n'est que trop évident. Ce but, il ne faut pas se le dissimuler, est d'opérer dans les formes actuelles de notre état civil un renversement complet, et de transporter au pouvoir ecclésiastique une attribution que nos lois mettent avec raison dans le domaine de l'administration.

» Il est douloureux de le dire, ajoutait ce député, mais nous devons au roi toute la vérité. Une inquiétude que je crois trop fondée circule dans toutes les classes de la société. Déjà frappé dans ses intérêts matériels par les mesures financières, chacun est blessé bien plus encore par des prétentions qui attaquent ses plus intimes affections.... C'est au gouvernement du roi à porter le remède que toute la société réclame. Qu'il s'explique enfin et franchement sur les prétentions cause de nos alarmes : qu'il repousse des exigences sous lesquelles il ne tardera pas lui-même à succomber.... Commençons par la mesure qui fait l'objet de la pétition : elle serait selon moi, un grand pas vers l'accomplissement du système que j'ai signalé comme funeste à mon pays, funeste à la royauté, funeste à la religion elle-même ; repoussons-la donc de toutes nos forces ; et loin d'adopter le renvoi qui vous est proposé, adoptons l'ordre du jour pur et simple. »

M. Bourdeau fut plus loin : il dit, sans détours, que ces pétitions avaient pour but de remettre au clergé les registres de l'état civil ; et, développant les conséquences de ce projet, les perturbations qu'il porterait dans l'état civil des citoyens, il conjura le ministère de se joindre à la partie éclairée de la nation pour repousser de semblables prétentions. Le garde-des-sceaux répondit alors que ni les plans qu'on indiquait, ni les projets qu'on supposait n'étaient et ne seraient jamais ceux des ministres. Mais, à la contrainte qu'il s'imposa, à l'obscurité des phrases dans lesquelles il enveloppa sa pensée, l'opposition s'aperçut aisément qu'elle avait fait vibrer une corde qui devait retentir en France. Et quoique cette discussion portât sur un objet en apparence extrêmement secondaire, sur une question qui n'était point mise en délibération, elle n'en était pas moins un

objet d'espérance ou d'inquiétude pour les partis : il suffit donc de rappeler les discussions chaleureuses élevées au sujet des prétentions du clergé, pour peindre la situation des choses.

A cette même époque, le ministère soumit à la sanction des chambres l'ordonnance portant concession d'indépendance de l'ancienne colonie de Saint-Domingue. Ce fut une affaire beaucoup plus grave qu'on ne l'avait cru, et qui souleva de grandes questions de droit public et politique. Les deux oppositions de gauche et de l'extrême droite continuèrent de contester au roi le droit d'aliéner ou céder une portion quelconque du territoire de la France, attendu que cette aliénation ne pouvait se faire qu'avec le consentement des chambres.

Cela était évident, et le ministère le savait fort bien ; mais, comme il avait fait faire au roi un acte de souveraineté absolue, et que cet acte pouvait un jour être entaché de nullité, il cherchait alors à faire intervenir les pouvoirs de l'état en leur soumettant un projet pour régler la distribution de l'indemnité stipulée par l'ordonnance. Les deux oppositions ne blâmaient pas l'acte de reconnaissance de Saint-Domingue, mais elles désapprouvaient les formes ; elles attaquaient les ministres pour être sortis de la ligne constitutionnelle, et invoquaient contre eux la mise en accusation.

De leur côté, les ministres, pour lesquels la responsabilité n'était qu'un vain mot, soutinrent qu'au roi seul appartenait le droit de faire des traités ; et, confondant habilement la cession de Saint-Domingue avec les conditions de cette cession, ils parvinrent à faire approuver par les chambres le projet de répartition de l'indemnité. Cette affaire, qui n'a plus aucun intérêt aujourd'hui, n'en fut pas moins une des plus importantes qui eussent été traitées pendant la session de 1826 : elle occupa les chambres durant un mois.

Mais le point culminant de cette même session fut le projet de loi relatif aux successions et substitutions. Il était tout naturel que les hommes qui se croyaient la mission de reconstituer la vieille monarchie de France songeassent sérieusement à fonder l'aristocratie territoriale, déjà tant avantagée par les lois. Ce projet avait été annoncé dans le discours du roi ; et, quoique cette seule annonce eût soulevé la nation, le ministère, qui se faisait un jeu de braver l'opinion publique, ne tarda pas à mettre au jour les combinaisons qui entraient si bien dans son système.

M. de Peyronnet, garde-des-sceaux, parut, le 10 février, à la tribune de la chambre des pairs, et y lut l'exposé des motifs par lesquels il cherchait à justifier le projet de loi qu'il présentait.

Après avoir dit qu'il fallait revenir aux an-

ciennes traditions de la monarchie, le garde-des-sceaux exposa les considérations qui l'obligeaient à fouler aux pieds les lois portées par les assemblées nationales, et que, jusqu'alors, on avait regardées comme de grands bienfaits.

« La division indéfinie de la propriété foncière, dit le garde-des-sceaux, est essentiellement contraire au principe du gouvernement monarchique.

« La continuité est à la fois le principe et le but du gouvernement monarchique; il est évident qu'on ne peut rien fonder dans ce gouvernement sur un homme isolé, dont l'existence physique est trop courte et dont l'existence morale l'est encore plus. Pour que les choses qu'on y introduit soient stables et conformes à sa nature, il faut qu'elles soient fondées sur une succession d'hommes toujours animés du même sentiment, et dirigés par des intérêts d'une même sorte.

« L'individu, dans les monarchies, c'est la famille, l'homme collectif, l'homme qui se succède et se perpétue, l'homme qui ne change point et qui ne veut aussi rien changer..... C'est donc un devoir, dans la monarchie, de travailler à constituer la famille... Or, comment fonder la famille? Par quels moyens atteindre le but vers lequel la nécessité même nous entraîne? Par les mœurs, dira-t-on? Non, messieurs; car c'est au contraire de la famille que viennent les mœurs. Vous fondez la famille en prévenant le morcellement de la propriété, en favorisant la conservation des patrimoines, en prolongeant la possession de la terre, la seule chose qui puisse avoir parmi nous de la durée et de la fixité.....

« La conservation des terres maintient la famille dans le rang où elle est parvenue, et fournit sans cesse à l'état des gardiens et des protecteurs, que leurs intérêts personnels excitent sans cesse à la défense de ses intérêts..... »

Comme on le voit, le ministère marchait à grands pas vers les fiefs; il n'y avait guère qu'un mot à ajouter pour diviser la France, comme elle l'était anciennement, en deux castes distinctes, les seigneurs et les serfs : aux uns tous les droits; aux autres toutes les charges. Et, pour que l'on ne pût pas se méprendre sur le but qu'il voulait atteindre en reconstituant l'aristocratie territoriale, le garde-des-sceaux s'exprimait ainsi au sujet de la participation du peuple aux affaires publiques.

« Ce droit de participation, disait-il, s'établit et se règle en grande partie par la possession des terres. Si l'on en possède une certaine étendue, on peut être élu; si l'on en possède un peu moins, on n'a plus que le droit d'élire; si la propriété se réduit encore de quelques arpents, on perd les deux facultés : on n'est plus ni électeur, ni éli-

gible; on assiste aux affaires de son pays, on cesse d'y participer... »

« Que la règle des successions soit donc l'égalité dans les républiques, concluait le garde-des-sceaux, cela se conçoit : dans les monarchies, rien n'est plus certain, ce doit être l'inégalité. »

Conséquemment à ces principes, le garde-des-sceaux proposait la loi suivante :

« Art 1^{er}. Dans toute succession dévolue à la ligne droite descendante, et payant trois cents francs d'impôt foncier, si le défunt n'a pas disposé de la quotité disponible, cette quotité sera attribuée, à titre de préciput légal, au premier né des enfants mâles du propriétaire décédé.

« Art. 2. Si le défunt a disposé d'une partie de la quotité disponible, le préciput légal se composera de la partie de cette quotité dont il n'aura pas disposé.

« Art. 3. Le préciput légal sera prélevé sur les immeubles de la succession, et, en cas d'insuffisance, sur les biens-meubles. »

Telles étaient les principales dispositions du projet de la loi qui rétablissait en quelque sorte l'odieux droit d'aînesse. Il devait exciter, et il souleva en effet l'indignation publique. Une foule de pétitions arrivèrent aussitôt aux deux chambres, pour protester contre des dispositions si immorales et si contraires à la plus précieuse conquête de la révolution, l'égalité des droits.

Dependant la commission chargée d'examiner le projet en proposa l'adoption, quoiqu'elle eût reconnu que le morcellement et la mobilité de la propriété foncière eussent produit des résultats avantageux, tant pour l'agriculture et l'industrie, que pour l'augmentation de la masse des richesses. Mais la commission se composait de ces hommes qui voulaient rétablir la monarchie avec toutes ses conséquences, et elle croyait ne pouvoir assez faire pour les principes monarchiques. Au reste, ceux qui appuyaient le projet faisaient semblant de le considérer comme insignifiant.

« On a dit que le projet de loi que vous discutez est insignifiant, inutile, s'écria M. Molé; mais le public, juge infaillible en pareille matière, les masses toujours si attentives à leurs intérêts, en ont pensé autrement. L'unanimité avec laquelle ces masses le repoussent est un gage certain de ce qu'il renferme. L'instinct de la conservation a découvert, sous la forme modeste du projet, l'importance du principe qu'il introduit. Un cri d'alarme a signalé l'atteinte la plus grave que l'on ait voulu porter à la charte, le pas rétrograde le plus fort qu'on ait voulu nous imposer. »

Ici M. Molé rappelait que la révolution avait été faite pour abolir tous les privilèges et pour conquérir l'égalité des droits, et il assurait que

quelques efforts que l'on fit pour faire disparaître cette égalité, elle surmagerait, parce qu'elle avait pénétré dans les mœurs.

« Lorsqu'une aristocratie existe, continuait ce pair, il faut la conserver même avec ses abus; car on ne pourrait souvent extirper ses abus sans violence et sans injustice. Mais créer l'aristocratie, ou la rétablir là où elle a cessé d'exister, c'est une entreprise si délicate, si difficile que je ne sache qu'un législateur qui en ait eu jusqu'ici le secret; et ce législateur, c'est le temps. Le temps, messieurs, a fait tout ce qui existe : toutes les aristocraties passées ou présentes ont procédé de lui. Mais le temps ne fait pas la lumière; il la reçoit, et il ne ramène ni l'erreur, ni l'injustice, là où la justice et la vérité ont brillé de tout leur éclat... Au degré de civilisation où nous sommes parvenus, il ne peut y avoir d'aristocratie sans richesses, et il n'y a d'autre moyen de conserver la richesse que l'économie, d'autre moyen de la produire que l'industrie.... »

Examinant ensuite les effets que la loi devait produire, M. Molé les trouvait détestables, immoraux, destructifs de toute émulation. « Dans cet aîné des temps passés, poursuivait-il, la qualité d'héritier, le titre de successeur tenait lieu de tout, il l'emportait même sur le doux nom de fils, et la position sociale remplaçait la plus tendre de toutes les relations naturelles : sans droit d'aînesse, au contraire, un père choisit en quelque sorte son premier né; il désigne son successeur, et le trouve dans l'enfant dont il attend le plus l'honneur de sa race et la consolation de sa vieillesse. Je vous le demande, messieurs, laquelle de ces deux familles est la plus morale? Et dira-t-on que la plus morale n'est pas la plus monarchique? Je crois, au contraire, apercevoir une véritable analogie entre ces deux états de la famille et les deux monarchies, absolue ou constitutionnelle. Dans la famille du droit d'aînesse, le hasard règle tout, comme la volonté du despote; dans la famille du Code civil, le mérite seul fait des aînés, comme il doit seul ouvrir la route des emplois et de la fortune sous une monarchie constitutionnelle. Loin donc que la nature de nos institutions réclame le droit d'aînesse, n'est-il pas démontré qu'elle le repousse, non moins que l'état de nos mœurs?... »

« Résumons les conséquences actuelles, incontestables de l'adoption ou du rejet de la loi : les parties intéressées sont les pères, les aînés, les cadets de France. Qu'ont-elles à en attendre ou à en redouter? les pères? Ils n'en reçoivent pas plus d'autorité, et par la plus immorale des combinaisons, ils sont inévitablement condamnés à deshorer en partie un ou plusieurs de leurs enfants ;

car en ne testant pas, ils ôtent évidemment aux cadets ce qu'ils pouvaient leur rendre, et en rétablissant l'égalité, ils ôtent à l'aîné ce que la loi lui donnait. Ainsi, quoi qu'il fasse ou qu'il ne fasse pas, le père le plus tendre se trouve frapper l'un de ses enfants.

« Les aînés? Ils tiennent de la loi un droit qui blesse la nature, les rend odieux à leurs frères et sœurs sans profit pour cet individu social que l'on appelle la famille...

« Les cadets et les filles? Tout le système du projet est dirigé contre eux. En voulant faire de l'aristocratie avec des aînés si mesquins, le projet fait bien plus sûrement de tous les autres enfants une démocratie redoutable, c'est-à-dire une classe nombreuse, intéressée de nouveau à un changement.

« Enfin, la France? En faisant sortir de la circulation le quart ou le tiers des propriétés, la loi tarirait la source principale de sa richesse, diminuerait son revenu territorial, et la menacerait d'une augmentation d'impôts.

« Telles seraient, messieurs, les conséquences de votre adoption, tandis que celles de votre rejet peuvent se dire en un seul mot : elles seraient d'apaiser toutes les inquiétudes que le projet a excitées. »

A ces raisons par lesquelles la partie libérale de la chambre des pairs combattit le projet de loi, MM. Roy, Pasquier, Lainé, de Barante, Siméon, Cornudet, de Choiseul, Decazes, de Broglie et Daru en ajoutèrent de nouvelles propres à ébranler complètement le système qu'on voulait établir.

« En résumé, disait M. Pasquier, la proposition blesse inutilement le principe de l'égalité des citoyens devant la loi : on peut même dire qu'elle n'est qu'une impuissante et malhabile attaque dirigée contre ce principe; car ses résultats doivent être sans efficacité, et l'égalité, dans le plus grand nombre des partages, doit échapper presque nécessairement aux efforts d'un remède si mal approprié à la situation des choses et des esprits. Le projet de loi ne saurait donc atteindre le but qu'on se propose, et il est, de plus, souverainement impolitique. Il l'est au dernier degré, car il ne sert pas l'intérêt monarchique, et il blesse essentiellement les mœurs : je ne dis pas seulement les mœurs publiques, je dis les mœurs privées, les mœurs les plus intimes, puisqu'il met le père de famille dans la plus fautive et la plus déplorable position. Or, toute loi qui a ces inconvénients est le plus funeste présent qu'on puisse faire à un pays. »

Le projet de loi aussi vigoureusement combattu paraissait devoir être abandonné. Mais il y avait

dans la chambre des pairs un parti nombreux encore qui se prononçait toujours pour ce qui tendait à reconstituer la vieille monarchie. La loi fut donc soutenue avec toute l'obstination qui était la principale qualité de ce parti ; MM. de Saint-Romans, de Montalembert, de Tascher, de Rougé, eurent le courage de soutenir le ministère, et le furent eux-mêmes par les deux ministres de la justice et de l'intérieur. M. Peyronnet entassa sophismes sur sophismes pour démontrer que l'homme en état de société devait avoir d'autres sentiments, d'autres intérêts que l'homme en état de nature. Il répéta jusqu'à satiété que l'intérêt d'un état monarchique consistait principalement, et avant tout, à répandre et à généraliser dans la nation l'esprit de famille ; à fixer le plus grand nombre possible de propriétaires dans leur fortune et dans leur condition ; à mettre un frein à l'esprit d'inquiétude, de turbulence et d'individualité qui dominait encore en France, et enfin à donner à la nation des sentiments et des intérêts conformes au principe du gouvernement monarchique.

« La stabilité, disait de nouveau ce garde-des-sceaux, est certainement le type du gouvernement monarchique proprement dit, et la mobilité, le type du gouvernement démocratique. La monarchie constitutionnelle doit participer à ces deux principes, parce que les éléments démocratiques y ont place ; mais elle doit y participer selon des proportions différentes, parce que la monarchie constitutionnelle n'est bonne qu'autant qu'elle fait le bonheur des peuples, et qu'elle ne peut atteindre ce but qu'autant qu'elle réunit assez de mobilité pour favoriser le développement des talents et de l'industrie, et assez de stabilité pour qu'on y jouisse avec sécurité de ces avantages. »

C'était avec ce galimatias, débité du ton emphatique qui lui était propre, que M. de Peyronnet soutenait son projet de loi, et qu'il voulait prouver que l'on pouvait obtenir le double résultat de l'inertie et du mouvement, du stationnement et du progrès.

M. Villèle et son collègue à l'intérieur, Corbière, ne furent pas plus heureux dans leurs efforts pour convaincre la majorité de la chambre des pairs de la nécessité de rétablir le droit d'aînesse : ils firent même quelques concessions à l'opposition, mais ce fut en vain ; l'opinion de la majorité était bien établie.

Aussi quand on en vint au scrutin secret, 420 boules rejetèrent les articles relatifs au préciput, lesquels ne furent appuyés que par 94 voix. Le projet était donc repoussé, puisqu'il se trouvait réduit aux substitutions, qui furent même combattues par M. Lanjuinais, comme une institu-

tion malfaisante et contraire à nos mœurs. Toutefois cet article, le seul qui restait du fameux projet de loi, fut adopté par cent soixante voix contre cent cinquante-trois boules noires.

Ce n'en fut pas moins une défaite pour le ministère et pour le parti rétrograde qui le soutenait : les libéraux célébrèrent ce résultat comme une victoire remportée sur l'aristocratie : des groupes nombreux, composés en partie de jeunes gens, parcoururent les rues en faisant retentir l'air de cris de *Vive la charte!* Les pairs qui avaient voté contre le projet ministériel furent salués comme ayant sauvé la constitution et l'état social des Français des imprudentes atteintes que voulait lui porter un ministère anti-national. Le soir il y eut des illuminations générales et spontanées : on tira des pétards : la police et la force armée intervinrent ; il en résulta des rixes, au milieu desquelles des jeunes gens furent arrêtés, traduits en police correctionnelle et condamnés à quelques jours de prison.

La session législative dura encore deux mois, qui furent consacrés à la discussion d'une loi sur les douanes, au règlement définitif des comptes des exercices 1824 et 1825, à l'allocation des suppléments de crédit pour 1825, à l'examen des opérations de la caisse d'amortissement, et enfin au vote du budget de 1827.

Il résulta du règlement définitif de 1824, que la guerre faite à l'Espagne constitutionnelle avait coûté à la France, outre le sang de ses enfants, plus de *trois cents millions* de francs, et que cette somme énorme ne serait probablement jamais remboursée au trésor qui en avait fait l'avance. C'était payer un peu cher ce qu'on appelait alors la gloire des armées françaises et de son généralissime. Mais les royalistes croyaient que les trésors de la France, le produit de la sueur des peuples seraient toujours bien employés toutes les fois qu'on les ferait servir à consolider le système de la sainte-alliance, c'est-à-dire à river les fers de ces mêmes peuples qui seuls faisaient réellement les frais de ces guerres liberticides.

Le parti libéral aurait voulu que les comptes de 1824 n'eussent été apurés qu'après le jugement qui devait intervenir dans la cause des marchés Ouvrard, marchés qui entraînaient pour cinquante-cinq millions dans les dépenses faites en Espagne ; mais il y avait tant de personnages intéressés à étouffer cette scandaleuse affaire ; le ministère était si pressé de jeter un voile sur les dilapidations de la campagne, qu'il ne voulut pas souffrir le moindre retard, et les comptes de 1824 et 1825 furent définitivement réglés.

Quant aux marchés de Bayonne, le ministère ne cessait de dire que si la fraude était reconnue,

les coupables seraient punis. Mais la commission d'enquête mit beaucoup de lenteur à procéder, et l'indignation que ces marchés avaient causée eut alors le temps de se calmer.

Le 22 mai suivant M. Portalis fit le rapport que le public attendait depuis si longtemps ; et, comme la cour des pairs n'avait été saisie que d'une partie des faits reprochés à ceux qui avaient participé à ces marchés, la question politique dans laquelle la double opposition voulait envelopper le ministère, celle de dilapidation, et même celle de savoir si les marchés généralement jugés si onéreux à l'état avaient été nécessaires, furent écartées. L'instruction se trouva bornée à une question de personnes, à deux membres de la pairie, les lieutenants-généraux Guilleminot et Bordesoulle ; et cependant elle embrassait une telle multitude de circonstances que la lecture du rapport occupa deux séances.

Ces deux généraux inculpés étaient des puissants du jour ; aussi, quand le procureur-général Bellart fit son réquisitoire, il déclara qu'il n'y avait dans toutes les pièces de l'enquête aucune preuve pour justifier l'inculpation dont les lieutenants-généraux Guilleminot et Bordesoulle avaient été l'objet, et il conclut à ce que la cour se déclarât incompétente, attendu qu'il n'y avait prévention fondée contre aucun de ces membres de la chambre.

Le public ne fut pas surpris de ces conclusions ; il savait par avance que M. Bellart ne se montrait inflexible que pour les patriotes, et MM. Guilleminot et Bordesoulle étaient regardés comme deux parfaits royalistes.

Cependant la cour des pairs elle-même sentit qu'elle ne pouvait sabrer ainsi une cause de cette importance, et dont l'opinion publique s'était si fortement emparée. Il paraissait à plusieurs membres que ce procès était tout politique ; que l'instruction ne pouvait être bornée à quelques personnes et à quelques faits ; qu'il s'agissait d'examiner s'il y avait eu dilapidation des deniers publics, périls pour la monarchie, et qui les avait amenés. Ce fut en vain que les royalistes de cette chambre persistèrent à faire jeter un voile sur cette affaire, en prétendant que les actes du prince généralissime étaient irresponsables ; MM. Decaze et de Broglie soutinrent que l'irresponsabilité royale ne pouvait se communiquer à qui que ce fut pas même aux dépositaires des droits du trône. Une nouvelle délibération eut lieu : de nouveaux documents furent produits, de nouveaux faits révélés, et la cour des pairs finit, après de longs débats, par décider qu'il y aurait un supplément d'instruction.

La nouvelle enquête se prolongea jusqu'à la fin

LÉONARD GALLOIS.

de juillet : alors seulement M. Portalis fit son second rapport, dans lequel il n'osa donner aucune conclusion. Le procureur-général Jacquinet de Pampelune, qui venait de remplacer M. Bellart, décédé, ne craignit pas de conclure à ce qu'il fut procédé à de plus amples poursuites, à raison des marchés de Bayonne, de Vittoria et de Madrid, soit contre les lieutenants-généraux Bordesoulle et Guilleminot, soit contre les inculpés Ouvrard, Tourton, Sicard, Rollac, Deshaquets et Filleul-Baugé.

Alors s'élevèrent de nouveaux débats dans des séances secrètes : la seconde enquête avait eu lieu sur le fond et l'universalité de l'affaire ; mais cette universalité ne comprenait pourtant que le fait de corruption : les graves questions soulevées à ce sujet y restaient accessoires, bien qu'elles eussent en elles-mêmes plus d'intérêt que le délit poursuivi. Sur ce point, le sentiment général de la cour était qu'il n'y avait lieu à poursuivre les généraux Bordesoulle et Guilleminot ; mais plusieurs pairs voulaient ramener la question sur le terrain politique et comme matière à responsabilité ministérielle : ils prétendaient examiner s'il y avait eu dilapidation des deniers publics, et mauvaise direction des affaires ; ils demandaient surtout la publicité des débats et la publication des documents principaux de la procédure, ajoutant qu'une justification appuyée sur un simple arrêt ne suffirait à personne, ni aux généraux inculpés, qui devaient souhaiter non-seulement qu'on reconnût qu'aucune corruption ne les avait atteints, mais encore qu'ils avaient donné de bons et sincères conseils au prince généralissime ; ni au duc de Bellune, qui se trouvait implicitement argué de négligence ou d'incapacité, ni enfin au public, qui avait pris cette affaire tant à cœur.

Mais les royalistes purs de la chambre s'opposaient de toutes leurs forces à cette publicité, et, malgré l'insistance de M. de Broglie, l'avis d'imprimer les documents, les rapports et les réquisitoires fut rejeté par la grande majorité, laquelle, après plusieurs séances, rendit, le 5 août, son arrêt définitif, conforme au réquisitoire du procureur général. Cet arrêt portait qu'il ne résultait point de l'instruction que les marchés conclus en Espagne pour la subsistance de l'armée eussent été obtenus à l'aide de corruption envers des fonctionnaires publics : en conséquence la cour déclarait qu'il n'y avait lieu à suivre contre les accusés Sicard, Rollac, Deshaquets, Filleul-Baugé, Julien Ouvrard, Victor Ouvrard et Tourton. Toutefois, elle renvoyait devant les tribunaux compétants quelques-uns des employés de ces mêmes fournisseurs, pour y être jugés sur les

tentatives de corruption, restés sans effet, qu'on leur reprochait.

Ainsi, cette affaire, qui avait eu tant de retentissement, qui touchait à de si hautes questions et à de grands personnages, qui avait tant occupé la tribune législative et les journaux, la France et l'étranger, se trouva réduite aux ridicules proportions d'une cause de police correctionnelle : on l'étouffa dans le secret de l'enceinte des pairs ; on renvoya absous les grands coupables qui avaient dilapidé la fortune publique, et on ne punit que deux employés subalternes du munitionnaire général, lesquels, renvoyés en police correctionnelle pour tentative de corruption *restée sans effet*, y furent condamnés à quelques mois de prison. Ce dénouement, après tant de lenteurs, calculées pour donner à l'opinion publique le temps de se calmer, ne fut aux yeux de l'opposition que l'enfantement de la montagne, ou plutôt un grand jubilé judiciaire. Mais la nation n'en resta pas moins convaincue que la guerre d'Espagne, outre son motif politique et tout monarchiste, avait été combinée de manière à ce que les fonds de l'état y fussent habilement dilapidés, et que de grosses et scandaleuses fortunes, élevées au détriment du trésor public, y devinssent la récompense des chefs qui s'étaient dévoués à cette œuvre liborticide. C'est ainsi qu'en agissent les royautés : elles ne peuvent exister que dans une atmosphère de corruption, et même lorsqu'elles récompensent, ou qu'elles permettent à ceux qui les servent à leur gré de se payer de leurs propres mains, elles les avilissent.

CHAPITRE V.

Suite des querelles religieuses. — Jubilé et mandement à ce sujet. — Protestations du peuple contre les prédicateurs des missionnaires. — Nouvelle dénonciation de M. de Montlosier contre les jésuites. — La cour royale en est saisie. — Armes employées par les partis. — Ouverture de la session de 1827. — Affaires du Portugal — Projet de loi vandale sur la police de la presse. — Indignation qu'il excite. — Débats auxquels il donne lieu. — La chambre des députés l'adopte après de nombreux amendements. — Attitude de la chambre des pairs. — Obsèques de M. Larocheboncault-Liancourt. — Retrait du projet de loi sur la presse. — Grandes réjouissances populaires. — Propositions de M. de La Boissière. — Résultat de la session.

Quelque intérêt que le public eût pris à la discussion du projet de loi relatif aux droits d'ainesse et à l'affaire des marchés d'Espagne, cet intérêt n'avait point fait oublier la querelle religieuse, qui n'avait cessé de servir d'aliment aux journaux, à la chaire, à la tribune et jusqu'aux débats du barreau. Tous les jours, les accusations que les

partis se lançaient retentissaient dans toute la France et entretenaient l'irritation : d'un côté, on se récriait sur l'influence exercée dans la direction des affaires politiques par les jésuites ou par leurs affiliés ; de l'autre, on tonnait sur la propagation des doctrines irrégieuses, et l'on ne cessait de dire qu'il fallait arrêter le torrent de l'impiété qui débordait. Ces querelles remuaient toute la nation, et chacun y prenait part, suivant qu'il croyait nécessaire de faire intervenir le clergé dans les affaires publiques, ou qu'il voulait qu'on refrénât son ardeur à empiéter sur le domaine du temporel : on voyait même des ultra-royalistes se déchaîner contre les congrégations ; et se placer dans les rangs des libéraux toutes les fois qu'il s'agissait de faire rentrer le *parti-prêtre* dans le cercle de ses attributions spirituelles.

Ce fut dans ces circonstances que le pape proclama le jubilé de l'année sainte : le clergé se promit aussitôt de redoubler d'efforts pour réunir tous les partis dans ces grandes cérémonies religieuses, auxquelles le gouvernement devait prêter son appui et les moyens de les entourer de tout le faste propre à séduire un peuple si peu dévot. Chaque évêque fit son mandement, et ce furent autant d'attaques violentes contre ce qu'ils appelaient les doctrines pestilentielles, contre le poison qui, disaient-ils, circulait dans toutes les veines de la société, de manière à infecter plusieurs générations, et contre les déplorables effets d'une licence qui alarmait tout le monde.

Ces mandements excitèrent une nouvelle crudescence de haine entre les partis, et la guerre qu'ils se faisaient en devint plus vive encore. M. de Montlosier, un des plus rudes adversaires des congréganistes, fit paraître son *Mémoire à consulter sur un système religieux tendant à renverser la religion et le trône*, dans lequel il dénonçait à l'opinion publique, puis aux cours royales du royaume, l'existence clandestine des jésuites et d'une congrégation religieuse, étendue par ses ramifications dans toutes les classes, et devenue une secte politique dirigée par le parti jésuite. Le *Mémoire à consulter* fit une sensation prodigieuse, et eut six à sept éditions en peu de temps.

Ceux des royalistes qui soutenaient la congrégation répondirent par d'autres écrits, dans lesquels ils défendaient les intentions de cette société. M. de Bonald attaqua M. de Montlosier.

Le journal royaliste *l'Étoile* s'en prit jusqu'au célèbre *La Chalotais*, auteur du compte rendu qui avait eu tant d'influence sur la suppression des jésuites. La famille de ce courageux magistrat attaqua le journal en diffamation, et les tribunaux retentirent, par contre-coup, des querelles

qui divisaient les écrivains et le public : on se souvenait cru au XVI^e siècle.

Ce fut en vain que quelques cardinaux et évêques cherchèrent à calmer l'effervescence, en publiant une déclaration des principes qui les animaient, dans laquelle ils s'exprimèrent convenablement sur la division du temporel et du spirituel ; on ne crut pas à la sincérité des sentiments qu'ils affichaient, et cette déclaration laissa les choses au même point.

Le jubilé s'ouvrit partout avec une grande solennité ; partout se firent des processions générales dans lesquelles les missionnaires occupèrent le premier rang. A Paris, le roi et toute sa famille, les grands officiers de la couronne et des députations des premières autorités de l'état assistèrent à ces processions, qui présentèrent toutes les pompes de la religion et de la monarchie. Le roi profita de cette cérémonie pour poser la première pierre du monument expiatoire qui devait être élevé à la mémoire de Louis XVI sur la place où il avait péri. Rien ne manqua à cette manifestation des sentiments royalistes pour prouver toujours davantage au peuple français que c'était la contre-révolution qui s'opérait en tout et sur tout.

Le peuple protesta à sa manière contre un ordre de choses qui choquait ses habitudes, ses opinions et sa raison : partout où les missionnaires firent entendre leurs prédications fanatiques, ils furent hués, sifflés, et partout on chercha à troubler leurs exercices. A Lyon, à Rouen, à Brest et dans plusieurs autres grandes villes il y eut même des désordres graves : les cérémonies du jubilé furent troublées par des clameurs, des détonnations et des cris : *Abas les jésuites !* qui, en plusieurs lieux, mirent le clergé dans l'impossibilité d'achever sa tâche : la force armée fut obligée d'intervenir pour protéger les missionnaires ; mais aussitôt que les soldats avaient chassé le peuple d'un endroit, les rassemblements se formaient autre part, et de tous côtés les prêtres étaient accueillis par des sifflets, des éclats de rire ou des injures qui les empêchaient d'achever les exercices de la mission ; il y eut même des rixes dans lesquelles plusieurs citoyens furent blessés. Les proclamations, les mesures sévères prises par l'autorité ne purent rien contre la haine du peuple pour les jésuites ; car toutes les classes se prononcèrent énergiquement, quoique de diverses manières, contre les missions. Dans tous les théâtres, on demandait et on applaudissait avec transport le *Tartufe* de Molière ; et quand l'autorité se vit obligée d'en faire défendre la représentation, des milliers d'exemplaires de ce chef-d'œuvre furent imprimés et

vendus : chacun avait son *Tartufe* dans la poche, et on en faisait l'application aux nouveaux jésuites.

L'exaspération du peuple était à peine calmée quand parut un second mémoire de M. Montlosier, par lequel il dénonçait formellement aux cours royales :

1^o L'existence de plusieurs affiliations ou réunions illicites de diverses espèces, connues sous le nom générique de congrégation ;

2^o Les établissements que les jésuites formaient en France, et particulièrement celui de Mont-Rouge, dans la banlieue de Paris, qui paraissait être le quartier-général de cet ordre d'intrus, préconisés dans plusieurs mandements de prélats français ;

3^o Les doctrines ultramontaines avouées, favorisées et prêchées ouvertement, et même l'adresse remise au roi par les évêques, dans laquelle la déclaration du clergé de 1662 semblait être négligée et délaissée à dessein ;

4^o L'esprit d'envahissement des prêtres, sur lequel M. de Montlosier disait avoir en mains une liasse de plus de cinq cents faits plus singuliers, plus ridicules ou plus scandaleux les uns que les autres, mais tous également de nature à troubler la tranquillité des familles et des citoyens.

Pour donner plus de poids à cette dénonciation, M. de Montlosier l'avait soumise à l'examen du barreau de Paris, et il en avait obtenu une consultation signée d'un grand nombre d'avocats distingués, qui estimèrent que si les deux derniers chefs ne pouvaient être l'objet de poursuites judiciaires, il n'en était pas moins du devoir des tribunaux de faire exécuter les lois du royaume contre l'institut des jésuites et les congrégations. Le barreau déclarait que M. de Montlosier, en dénonçant formellement l'existence de ces établissements, avait rendu un immense service au prince et à la patrie.

Légalement déferée à la cour royale, cette dénonciation fut l'objet d'une longue délibération, à huis-clos, de toutes les chambres assemblées. La majorité se réunit pour rendre une déclaration d'incompétence, quoique plusieurs membres eussent opiné pour la formation d'une commission d'examen. Toutefois, cette déclaration fut motivée de manière à indiquer qu'il pouvait y avoir lieu à poursuivre les sociétés dénoncées. Elle portait que, d'après la charte constitutionnelle, qui faisait le droit public des Français, il n'appartenait qu'à la haute police du royaume de supprimer et de défendre les congrégations, associations et autres établissements de ce genre qui se seraient formés au mépris des lois. Mais, comme cette haute police se trouvait entre les

moins d'hommes presque tous affiliés à la congrégation, ou disposés à soutenir les jésuites, le mémoire de M. de Montlosier resta sans effet.

Il n'en fut pas de même d'une autre dénonciation dont la même cour fut saisie contre l'évêque de Nancy, M. Forbin-Janson, un des plus fanatiques ultramontains : cet évêque avait, dans un mandement, signalé les deux arrêts prononcés lors de l'affaire du *Courrier français* et du *Constitutionnel*, comme ayant été le triomphe honteux de l'impie. La cour se déclara compétente, et elle reconnut que les passages du mandement de l'évêque de Nancy qui lui avaient été déferés constituaient les crimes et délits prévus par les articles 201 et 204 du Code pénal. Cependant la cour n'osa pas condamner un homme revêtu de fonctions si importantes alors, et qui avait des protecteurs si puissants : elle s'arrêta devant l'application de la peine encourue, et jugea qu'il n'y avait lieu à poursuivre dans l'état des choses.

Toutes ces déplorables affaires, qui mettaient aux prises l'autorité ecclésiastique avec l'autorité civile et le pouvoir judiciaire d'une manière si fâcheuse, étaient en outre un sujet de scandale pour le public : de toutes parts on s'écriait qu'il fallait en finir avec les prétentions du *parti-prêtre*; la nation tout entière se soulevait d'indignation contre les empiétements et les actes d'intolérance de ces prédicateurs, qui semblaient avoir pris à tâche de semer la désunion dans toutes les familles, et qui en effet avaient réussi, par leurs prédications fanatiques, à brouiller le père avec le fils; le frère avec sa sœur, l'époux avec l'épouse, et à diviser ainsi les familles.

Tel avait été le résultat de ce jubilé, dont on attendait la réunion de tous les partis dans l'esprit de la fraternité évangélique et de la charité chrétienne; et il ne pouvait pas en être autrement dans les circonstances où l'on était et avec les instruments dont on se servait. Le *parti-prêtre* et le parti philosophique se détestaient trop fortement pour qu'une réconciliation fût possible; l'intolérance des uns contrastait trop avec les principes de liberté de conscience que professaient les autres, pour que l'on pût jamais s'entendre : plus le clergé affichait de prétentions, plus les libéraux voulaient le réduire à ses fonctions spirituelles. Aux mandements, aux brochures, aux écrits que la congrégation faisait répandre, les libéraux répondaient par de nombreuses éditions des œuvres de Voltaire, de J.-J. Rousseau, de Diderot; les *Ruines*, de Volney, l'*Origine des cultes*, de Dupuis, l'*Histoire de l'inquisition* de Lorente, dont un abrégé fut répandu dans toute l'Europe; le *Tartuffe* de Molière, étaient les armes avec lesquelles on combattait l'esprit jésuitique et les

jésuites au petit pied dont la France se couvrait. On fut jusqu'à publier une édition de l'*Évangile* réduit à la partie morale et historique, c'est-à-dire, dégagé des miracles et de tout ce que l'on regardait comme apocryphe; mutilation qui fut condamnée comme un outrage à la religion de l'état et à la divinité de Jésus-Christ. Jamais la France n'avait été plus agitée, plus mécontente, plus malheureuse que dans ce moment où les bienfaits de la paix lui permettaient de développer toute son activité, et où elle commençait à jouir de quelque prospérité matérielle due à l'industrie de ses habitants.

Ces résultats, que le ministère ne pouvait se dissimuler, il les attribuait à la liberté de la presse, à cette liberté qu'il se repentait tant d'avoir rendue aux journaux surtout, et qu'il méditait déjà d'enlever de nouveau à cette nation pour laquelle les journaux et les éditions populaires étaient devenus le premier de tous les besoins.

Tout ayant été combiné dans le conseil des ministres pour porter le grand coup à la plus précieuse des libertés publiques, le roi fit, le 12 décembre, l'ouverture de la session de 1827, et annonça que des travaux importants étaient préparés pour cette session : au nombre des travaux énoncés étaient le projet de loi élaboré par le ministère contre la liberté de la presse, dont il était nécessaire, disait le roi, d'arrêter les abus, et contre l'institution du jury, que le ministère sentait le besoin de dénaturer. Le discours du roi parlait aussi des troubles qui avaient éclaté en Portugal; ils paraissaient de nature à compromettre la bonne harmonie qui avait régné jusqu'alors entre la France et l'Angleterre⁴.

C'en fut assez pour faire pousser un cri d'alarme au parti libéral, qui se prépara à défendre les institutions menacées. La discussion de l'adresse au roi fut des plus vives : d'un côté l'opposition libérale, quoique numériquement très-réduite dans

⁴ La mort du vieux roi, Jean VI, venait de changer tout-à-fait la situation des choses en Portugal. Il avait laissé la régence à sa troisième fille, Isabelle; ce qui avait beaucoup fâché sa veuve, attachée au parti espagnol de Ferdinand VII. Don Pedro, empereur du Brésil, avait ensuite proclamé reine sa jeune fille, dona Maria, et en même temps concédé une charte constitutionnelle aux Portugais. Mais quoique le frère de cet empereur, don Miguel, eût prêté serment à cette jeune reine, ses partisans, qui représentaient le parti absolutiste du Portugal, après avoir entraîné une sorte d'émigration en Espagne, s'y étaient organisés, équipés, armés, et venaient de rentrer en Portugal dans le but de renverser la constitution et de proclamer don Miguel roi absolu. Ces intrigues avaient eu lieu sur les frontières d'Espagne, et on reprochait à l'ambassadeur de France, le marquis de Montier, d'y avoir pris le plus vif intérêt. L'Angleterre exigea le rappel de cet ambassadeur, et annonça que, le cas prévu par ses traités avec le Portugal étant arrivé, elle allait intervenir pour se courir son allié contre les entreprises des rebelles. C'était un soufflet donné au gouvernement français.

la chambre de double vote, reprocha aux ministres sa conduite anti-nationale et ses projets contre-révolutionnaires; de l'autre côté, l'opposition de l'extrême droite, journellement renforcée parce qu'on entrevoyait déjà la possibilité de faire arriver ses chefs au pouvoir, attaqua non moins vivement ces ministres au sujet de leur politique timorée, tant à l'égard de l'Espagne et du Portugal que relativement à l'Angleterre, où ils s'étaient laissés avilir dans un discours très-remarquable du ministre Canning. Les débats furent tels qu'il fallut un comité secret et plusieurs séances pour voter cette adresse. Toutefois, la majorité ministérielle fit écarter les amendements que les deux oppositions avaient voulu y introduire dans des sens différents; et le ministère, que l'on croyait ébranlé, se raffermir et put poursuivre sa carrière contre-révolutionnaire.

La session législative était ouverte depuis le 2 décembre 1826, et déjà les vifs débats qui avaient eu lieu sur l'adresse au roi avaient démontré que les dissensions politiques et religieuses qui tourmentaient tant la société allaient prendre un caractère alarmant pour le ministère, et dangereux pour ce que dans les monarchies on appelle la tranquillité publique.

Le ministère Villèle voyait avec la plus grande peine que la chambre des députés, son principal, son unique appui, était frappée d'un grand discrédit moral, et qu'elle perdait journellement en considération ce que celle des pairs et la magistrature gagnaient en popularité: il n'était pas sans s'apercevoir que l'opposition se fortifiait de l'appui qu'elle avait trouvé dans la chambre héréditaire et dans les tribunaux; mais comme il ne pouvait croire qu'il dût ces changements aux inquiétudes graves, aux inimitiés puissantes que ses actes avaient fait naître, ils s'en prenaient à la presse seule, qui, chaque jour, harcelait et poursuivait à outrance le système et le personnel du ministère. La presse, qui tue tous les gouvernements impopulaires et anti-nationaux, devait nécessairement tuer le ministère Villèle, si ce ministère ne l'étouffait promptement.

Les ministres s'arrêtèrent donc à ce dangereux moyen; et comme ils avaient besoin de toute leur habileté, ils avaient fait préluder à cette mesure liberticide d'abord par des mandements dirigés contre les abus de la presse, ensuite par le vœu de réprimer la licence des journaux, déjà émis dans l'adresse de 1826, et enfin par le discours du roi lors de l'ouverture de la nouvelle session, discours dans lequel le ministère avait fait présenter ses intentions.

Quand le gouvernement crut avoir familiarisé le public avec l'idée qu'une nouvelle loi contre ce

qu'il appelait les abus de la presse était nécessaire, le triumvirat Villèle, Corbière et Peyronnet se mit à l'œuvre et élaborait le projet le plus vaudalesque qu'il fût possible d'imaginer.

Mais avant que de le présenter aux chambres, le ministère leur soumit une mesure relative au service des postes, qui, tout en présentant l'idée d'une amélioration utile, renfermait une disposition dont la connexité avec la loi de police de la presse inspira une grande défiance, en ce qu'elle parut calculée pour seconder l'effet de cette loi dans les entraves qu'elle menaçait d'apporter à l'essor de l'imprimerie et à la propagation des écrits. Il s'agissait d'une augmentation dans le prix de transport des journaux et des imprimés envoyés par la poste, augmentation qui avait pour but évident de diminuer la circulation des feuilles périodiques, objet de la haine du ministère. Cette mesure fiscale devait atteindre non-seulement les journaux, les brochures, les livres, mais jusqu'aux prospectus quelconques. La commission chargée par la chambre des députés de l'examen du projet ministériel proposa un amendement qui en bornait les effets aux journaux et feuilles périodiques.

C'était encore beaucoup: aussi l'article du projet de loi qui établissait ce surcroît de taxe fut-il vivement combattu par les deux oppositions.

« Le projet qu'on vous propose, dit Benjamin Constant, est la préface, l'avant-coureur, l'auxiliaire d'une autre loi dont nous aurons à nous occuper... L'art. 8, tel que les ministres l'avaient présenté, devait atteindre non-seulement la pensée développée dans les journaux, les brochures, les livres, mais l'indication même la plus sommaire des écrits où cette pensée serait déposée. Il frappait d'un triple ou quadruple droit ces catalogues apparemment séditieux par le nom seul des ouvrages qu'ils indiquent; ces prospectus véhémentement suspects de crimes à venir; cette musique qui s'était crue jadis innocente, et dont l'ancien régime lui-même tolérait les excursions dans le domaine de la critique, mais que trouvent aujourd'hui coupable des ministres que tous les sons épouvantent parce que tous les sons leur semblent accusateurs; enfin les avis de toute nature, les moyens de communication indispensables dans un pays laborieux, industriel, et qui a besoin de l'être, puisque chaque année son gouvernement lui demande un milliard; tout cela, messieurs, devait être sacrifié à l'idée dominante. »

— « Tout le secret, ajoutait M. Dupont (de l'Eure), tout le venin du projet de loi consiste à trouver les moyens de diminuer le nombre des lecteurs des journaux.... Le ministère, par un calcul digne de la plus sérieuse attention, veut en ce moment s'assurer de vos sentiments sur la

presse périodique : si vous lui accordez la loi qu'il vous demande aujourd'hui contre les journaux, il se croira sûr de vous arracher celle qui doit anéantir la liberté de la presse tout entière, et de rejeter sur vous la terrible responsabilité qui chaque jour s'amoncelle sur sa tête.... »

Mais si la liberté de la presse trouvait d'éloquents et nobles défenseurs, elle avait aussi des détracteurs, des ennemis acharnés qui auraient voulu l'enchaîner, la détruire tout à fait : cette haine fit explosion par un discours de M. Castel-Bajac, alors directeur des douanes, qui fut la plus violente philippique contre les journaux que l'on eût jamais entendue.

« Une foule de petits journaux, dit cet ultraroyaliste, inondent les lieux publics : enfants éphémères de la plus dégoûtante licence, ils ne vivent pas longtemps, il est vrai, mais en expirant sur le scandale qu'ils ont produit, ils appellent un autre scandale qui, comme eux, ne vivra qu'un jour, mais qui laisse aussi son successeur. Je ne vois dans les uns que des instruments de petites coteries, de petites ambitions ; les autres sapent à plaisir tout ce qui est pouvoir, et détruisent dans les esprits des hommes les doctrines qui seules peuvent assurer le repos des nations.... Mensonges, faits controvés, rien n'est épargné dans aucune question ; pas un article n'est signé, pas une doctrine ne s'avoue ; et si les lois, fatiguées de ce débordement, cherchent parfois à y mettre un terme, à l'aide d'une fraude qu'on ne dissimule pas, au lieu du véritable auteur, paraît au besoin un éditeur, homme postiche qui se réjouit d'avance d'une condamnation qui doublera ses honoraires : le journal du lendemain n'en marchera qu'avec plus d'assurance, n'en fera sa révolution qu'avec plus d'audace, n'injuriera les pouvoirs et les personnes qu'avec plus d'indépendance et de témérité. Cela peut bien gagner quelques abonnés de plus, cela peut amuser ; mais, à la vérité, je ne pense pas que cela soit bien utile au pays, et qu'on puisse trouver dans un tel état de choses une nécessité pour faire une exemption et pour affranchir les journaux d'une mesure utile. »

Ces paroles amères, dans la bouche d'un des organes du gouvernement, ne justifiaient que trop ce que l'opposition avait dit du véritable objet de cette surtaxe. Il était évident que, sous le prétexte d'améliorations à introduire dans l'administration des postes, on voulait préluder à la loi dirigée contre la presse entière : les *trois cents* de M. de Villèle le savaient très-bien ; aussi votèrent-ils cette surtaxe avec cette sorte d'enthousiasme qui signalait toujours leurs succès liberticides. Tout ce que put faire l'opposition ce fut d'obtenir l'exemption de la mesure fiscale pour les recueils,

mémoires et bulletins uniquement consacrés aux arts, à l'industrie et aux sciences.

Dans la chambre des pairs, la loi relative à la taxe des journaux éprouva encore une vive opposition de la part de MM. Boissy-d'Anglas, Châteaubriand et de Barante. M. de Châteaubriand prit éloquentement le parti des lettres, que l'on excluait de l'avantage accordé aux arts et aux sciences. « Il y a là-dedans, dit-il, quelque chose de puéril et de sauvage qui fait véritablement rougir. La France est-elle donc redevenue barbare ? Quoi ! c'est sous la restauration qu'une pareille haine des lettres devait éclater ! les poursuivre partout où elles se rencontrent, les aller chercher jusque dans les paquets de la poste, c'est joindre l'ingratitude à la déraison.... Pourquoi proscrire les lettres ? si elles se rendent coupables, manquons-nous de lois à présent pour les punir ? N'a-t-on pas vu déjà un écrivain¹ accouplé à des galériens, et renfermé dans les cachots de la plus basse espèce des scélérats ? »

Malgré les efforts de l'opposition, et quoiqu'elle eût déjà fait justice de tant de moyens machiavéliques que le ministère n'avait pas craint de présenter à la sanction des pairs, la loi passa, dans cette chambre, telle qu'elle venait de sortir de celle des députés. Ce fut une de ces victoires dont ce ministère anti-national se félicitait avec ses amis et avec l'étranger, dont il subissait la funeste influence.

Pendant que la chambre des pairs s'occupait de la loi sur les postes, le garde-des-sceaux, Peyronnet, avait achevé son travail. Le 29 décembre il se présenta à la chambre élective et y lut un projet de loi sur la police de la presse : il le fit précéder d'un long exposé des motifs qui, selon lui, nécessitaient cette nouvelle législation. Cet exposé fut, contre la presse, une nouvelle et sanglante philippique débitée avec emphase, et dans laquelle M. Peyronnet se livra aux emportements de toute sa haine vandalesque contre le droit déjà si restreint d'émettre ses pensées.

« La presse, disait-il, est parvenue depuis quelque temps au dernier terme de la licence la plus effrénée : il n'y a rien de si sacré, de si élevé, de si honorable, qu'elle n'ait entrepris de l'abaisser ou de le flétrir, et l'insuffisance des lois a été si grande, que la justice, souvent réduite à rester muette, a été forcée, quand elle a pu rompre le silence, de prononcer des châtimens illusoires, qui semblaient démentir ses condamnations. C'est

¹ M. de Châteaubriand faisait ici allusion aux traitements que la police avait fait subir à M. Magallon, jeune écrivain condamné pour délit de la presse, et que le ministère fit conduire à Poissy, attaché avec un galérien galeux : traitement inique qui avait excité l'indignation publique.

un grand mal lorsque les lois sont impuissantes et qu'elles ne protègent plus avec efficacité l'ordre public ni les citoyens. On ne saurait trop se hâter de faire cesser une situation si fâcheuse : et c'est pour y parvenir, messieurs, que le roi nous a chargé de vous apporter le projet de loi dont je vais analyser les dispositions. »

Alors le garde-des-sceaux se mit à énumérer les griefs reprochés à la presse. Il se plaignait de ce que, la publication des écrits étant faite au moment même du dépôt, le gouvernement n'avait jamais les moyens d'empêcher la propagation d'un ouvrage nuisible à la société; il se plaignait de l'excessive indulgence des lois pénales, des bornes étroites et peu régulières dans laquelle était circonscrite la responsabilité des imprimeurs, du nombre toujours croissant des publications par petits volumes, véritables auxiliaires des feuilles périodiques, dont, selon lui, elles avaient tous les inconvénients sans en offrir les avantages et les garanties; il se plaignait de ce que la vie privée des citoyens était livrée à la merci des fabricateurs de pamphlets; de l'impunité des diffamateurs, et enfin de la fiction des éditeurs responsables, qui ne livrait que de faux coupables à des jugements nécessairement injustes, en ce que les condamnations n'atteignaient jamais que des innocents.

Tels étaient les motifs sur lesquels M. Peyronnet basait les mesures préventives et répressives qui faisaient l'objet de son projet de loi, où tout avait été combiné pour ruiner les hommes de lettres, les journalistes, les imprimeurs, les libraires et les gérants. Ce n'était pas la censure pure et simple que M. Peyronnet proposait, mais c'était cent fois pire que la censure telle qu'elle avait existé sous Louis XVIII.

D'abord, on exigeait que nul auteur, libraire ou éditeur, ne pût enlever de l'imprimerie et mettre en vente ou distribuer un imprimé quelconque au-dessous de vingt feuilles, ou trois cent vingt pages in-octavo ordinaire, que cinq jours après le dépôt, et cela sous peine de 5,000 fr. d'amende. Tout imprimeur qui aurait fait tirer un nombre d'exemplaires au-dessus de celui déclaré devait être condamné à la même amende.

Le projet de loi renouvelait en outre les anciennes ordonnances relatives à la librairie, et défendait tout commerce de ce genre fait sans autorisation, sous peine d'amende accompagnée d'emprisonnement : on ruinait ainsi et tout à coup cette foule de commissionnaires en librairie, de colporteurs, de marchands forains ou ambulants qui vivaient de ce commerce.

Tout écrit de cinq feuilles et au-dessous était assujéti au timbre de 4 fr. pour la première feuille et de 40 c. pour les autres. Tout journal périodi-

que devait au fisc 40 c. par feuilles de trente décimètres carrés et au-dessous.

Le projet de loi maintenait le cautionnement et exigeait en outre une déclaration indiquant le nom de tous les propriétaires, la part que chacun d'eux avait dans l'entreprise, et l'obligation de choisir un, deux ou trois d'entre eux pour gérants responsables. Toute déclaration reconnue fausse devait entraîner la suppression du journal. Toute société formée pour la publication d'un journal ou écrit périodique devait être contractée en nom collectif, et suivant les formes établies par le Code de commerce, afin que les peines en condamnations pécuniaires pussent être supportées solidairement.

Ces amendes y étaient portées de 2,000 à 20,000 fr. pour le cas de provocation à un crime, toutes les fois que cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet;

De 500 fr. à 40,000 fr. pour le cas de provocation à un délit, quand il n'y aurait pas eu d'effet;

De 5,000 fr. à 50,000 fr. dans le cas d'outrage contre la religion de l'état, ou contre toute religion légalement reconnue;

De 5,000 fr. à 50,000 fr. dans le cas d'offense envers la personne du roi;

De 5,000 fr. à 50,000 fr. dans le cas d'attaque contre la dignité royale, l'ordre de successibilité au trône, les droits que le roi tenait de sa naissance, ceux en vertu desquels il avait donné la charte, son autorité constitutionnelle, l'inviolabilité de sa personne, le droit ou l'autorité des chambres;

De 5,000 fr. à 20,000 fr. dans le cas d'offense envers les membres de la famille royale, envers les chambres ou l'une d'elles;

De 5,000 fr. à 20,000 fr. dans le cas d'offense envers la personne des souverains étrangers;

De 4,000 fr. à 20,000 fr. dans le cas de diffamation envers les tribunaux, corps constitués ou administrations publiques, envers les ambassadeurs ou autres agents diplomatiques accrédités auprès du roi;

Enfin, de 4,000 fr. à 40,000 fr. dans le cas d'outrages ou de diffamation envers les individus quels qu'ils fussent.

Tout cela était indépendant de la prison encourue pour ces crimes ou délits d'après les précédentes lois; et il était en outre bien expliqué que les peines correctionnelles et les amendes ne pourraient être moindres du double du *minimum* si l'écrit était dans un format au-dessous de l'in-douze et s'il ne contenait pas plus de cinq feuilles d'impression de quelque format que ce fût.

Le projet établissait une amende de 500 fr. contre tout publieur d'actes de la vie privée

de Français vivant ou de tout étranger résidant en France. Il y était dit encore que les journaux ne pourraient publier aucuns faits diffamatoires dans toutes les causes où il s'agirait de procès en diffamation.

Et pour achever d'interdire toute publication regardée dans le projet de loi comme un crime ou un délit, on rendait l'imprimeur responsable des amendes, des dommages et intérêts et des frais résultant des condamnations.

En aucune époque on n'avait eu l'idée d'une législation aussi vandalesque. Et pourtant M. Peyronnet sut encore lui donner un nouveau degré de brutalité par la manière dont il l'appuya, et par une foule de dispositions toutes plus vexatoires, plus iniques les unes que les autres.

Les murmures qui avaient accueilli l'exposé des motifs, et qui, à chaque paragraphe, avaient interrompu la lecture de cet inqualifiable projet, éclatèrent quand M. Peyronnet descendit de la tribune. M. Casimir Périer s'écria en quittant son banc : « Autant vaudrait proposer la suppression de l'imprimerie et du commerce de la librairie au profit de la Belgique. » A la surprise, à l'indignation que l'opposition éprouva, succéda une agitation difficile à décrire, et la chambre se sépara dans un désordre épouvantable.

Mais ce fut bien pis encore au dehors : jamais mesure proposée par le gouvernement, même dans les circonstances les plus critiques de la révolution, n'avait causé de telles agitations dans toutes les classes de la société ; tant étaient devenues puissantes et générales l'action et l'influence de la presse ; tant étaient vivement sentis les bienfaits dont la nation était redevable à l'imprimerie et aux écrivains de toutes les classes qui s'occupaient de l'instruction et du bonheur de la population ! De toute part, il s'éleva un cri de réprobation : le projet de loi fut flétri des noms les plus odieux et les mieux mérités, et de nombreuses pétitions arrivèrent aussitôt aux deux chambres pour les supplier de rejeter ce projet comme destructif de la liberté de la presse, de toutes les libertés publiques, désastreux pour le commerce, et attentatoire au droit sacré de propriété : la librairie et l'imprimerie en masse firent aussi leur pétition, dans laquelle elles maudissaient le projet de loi. L'académie française, d'ordinaire si peu impressionnable pour tout ce qui touche à la politique, s'émut : M. Lacretelle y lut un discours plein d'énergie sur les inconvénients dont les lettres auraient à souffrir par suite de ce projet de loi, qui, disait-il, avait pour but de soumettre les écrivains à la censure timorée des imprimeurs menacés dans leur fortune, censure avilissante pour les lettres. Il fut décidé, à la

presque unanimité des voix, et après une discussion chaleureuse à laquelle prirent part MM. Le mercier, Tracy, Raynouard, Villemain, Châteaubriand, Michaud, Andrieux et Ségur, qu'une supplique serait adressée au roi pour le prier de retirer un projet de loi aussi contraire à l'opinion publique et à la dignité des lettres.

Les ministres, irrités de cette démarche, frappèrent aussitôt ceux des académiciens qu'ils purent atteindre. M. Villemain fut rayé de la liste des maîtres des requêtes ; M. Michaud perdit sa place de lecteur du roi, et M. Lacretelle fut révoqué de ses fonctions de censeur dramatique ; et quand le directeur de l'académie écrivit au premier gentilhomme de la chambre pour obtenir une audience du roi, il lui fut répondu insolemment que le roi ne voulait pas le recevoir.

Au milieu de l'agitation causée par ce funeste projet, le ministère s'efforça de répondre, dans ses journaux, aux censures amères et aux reproches qui lui étaient adressés. Le *Moniteur* publia une série d'articles apologétiques des mesures proposées contre les excès de la presse ; il eut même la maladresse de qualifier le projet de *loi d'amour et de justice*, nom qui fut dès lors consacré par la plus mordante ironie, et qui est resté à l'œuvre de M. Peyronnet.

Toutes les réclamations qu'avaient fait naître les vandalesques combinaisons de la loi *Peyronnet* n'empêchèrent pas le ministère de marcher vers le but qu'il voulait atteindre ; et il le put d'autant plus aisément qu'il était sûr d'une forte majorité dans la chambre des députés, majorité composée de fonctionnaires ou d'anciens émigrés également disposés à immoler les libertés publiques ; les uns pour plaire au gouvernement dans la dépendance duquel ils étaient, les autres en haine de la presse qui les avait blessés plus d'une fois.

Cette majorité nomma les membres de la commission, qui se trouva ainsi composée selon le désir des ministres. Toutefois, l'opinion s'était si fortement prononcée contre la loi, que cette même commission si dévouée au gouvernement ne put se dispenser de faire subir au projet une foule d'amendements qui en changèrent les principales dispositions.

Les débats s'ouvrirent enfin, d'abord sur l'ensemble du projet, et successivement sur chaque article isolément ; plus de cinquante orateurs y prirent une part très-active, les uns pour combattre le projet de loi ou pour le rendre moins liberticide, les autres pour l'appuyer, et même pour proposer des amendements encore plus vandalesques.

Au nombre des premiers, on vit les membres les plus influents de l'opposition de droite à côté

des orateurs de l'opposition libérale : MM. Agier, Bacot de Romans, Labourdonnaye, Lézardière, de Berthier, Hyde de Neuville, maltraitèrent les ministres autant que la loi, parce que leur opposition s'adressait beaucoup plus aux personnes qu'aux principes. MM. Benjamin Constant, Royer-Collard, Gauthier, Labbey de Pompières, Sébastiani, Casimir Périer, Méchin, Humann, Devaux et plusieurs autres députés chers à la nation, se déchainèrent contre la législation présentée par le garde-des-sceaux, à laquelle ils donnèrent les épithètes les plus flétrissantes.

D'un autre côté, le projet de loi fut appuyé par tout ce qu'il y avait de royalistes fanatiques, d'anciens émigrés, d'ennemis des libertés publiques, toujours prêts à donner leur appui au despotisme, sous quelques formes qu'il se montrât et quelques moyens qu'il prit pour arriver à ses fins : parmi ces hommes rétrogrades, se distinguèrent MM. Sallaberry, Frénilly, Humbert de Sesmaisons, Pardessus, Saint-Chamans, de Bouville, Vaublanc, Dudon, La Boissière, Clausel de Coussergue et de Blangy.

Pendant plusieurs jours la tribune fut assaillie tour à tour par les membres de l'opposition et par ceux qui soutenaient le ministère. Les premiers ne trouvaient pas d'expressions assez dures pour qualifier le projet de loi : l'un disait qu'il retenait avec effort le nom qui convenait à une pareille loi anti-française, anti-humaine¹. L'autre la regardait comme un tissu informe de dispositions contraires à la loi politique et à la loi civile, antipathiques aux habitudes des Français et à leurs mœurs nouvelles, hostile envers la civilisation, mortel pour la littérature et les libertés, stérile aussi bien pour la religion que pour la royauté, et uniquement inspiré par les susceptibilités ministérielles². — « L'impudence et la lâcheté, ajoutait M. Bourdeau, ont été poussées à ce point de présenter comme gage de *justice* et d'*amour* un projet dans lequel l'arbitraire, la rétroactivité, la mise hors la loi, la fiscalité, se disputent le pillage du plus précieux de nos droits publics. Quelle *justice* et quel *amour* ! quelle police que celle qui tue pour apprendre à vivre ! »

— « Nous sommes les organes de la réprobation unanime qui s'est élevée contre ce projet d'une extrémité de l'Europe à l'autre, s'écriait Benjamin Constant ; nous sommes certains que tous les esprits, je ne dis pas les plus éclairés, mais doués des lumières les plus simples, tous les cœurs généreux, toutes les âmes, non pas élevées, mais susceptibles de quelque pitié pour les classes qu'on dépouille de leur subsistance et que l'on condamne à mourir

de faim, applaudissent à nos paroles. Peut-être seulement les trouveront-elles peu sévères, et surtout dans cette Angleterre, qu'on nous cite pour en extraire quelques abus, pour colorer quelques sophismes, il n'y aura pas un homme qui ne s'étonne que, hors l'Asie esclavé et l'Afrique sauvage, il y ait un pays où de pareils projets soient conçus..... »

L'organe de l'opposition de droite, M. de Labourdonnaye, disait que les mesures proposées lui paraissaient devoir alarmer tous les intérêts et produire une agitation qu'il serait imprudent de prolonger en présence d'une opinion publique formidable, émue par le sentiment instinctif de sa propre conservation ; en présence de journaux devenus si puissants par les fautes innombrables qu'ils signalaient chaque jour ; en présence du commerce atteint dans ses moyens de correspondance, et paralysé dans ses plus importantes spéculations ; en présence des corps littéraires et savants arrêtés dans leur essor par une loi qui glaçait le génie... »

— « Dans la pensée intime d'une loi dirigée contre toute liberté naturelle, disait à son tour et avec la plus mordante ironie M. Royer-Collard, il y a eu de l'imprévoyance, au grand jour de la création, à laisser l'homme s'échapper libre et intelligent au milieu de l'univers : de là sont sortis le mal et l'erreur. Une plus haute sagesse vient réparer la faute de la providence, restreindre sa libéralité imprudente, et rendre à l'humanité sagement mutilée le service de l'élever enfin à l'heureuse innocence des brutes.... »

« Ce ne sont pas là des conséquences qu'il faille comme arracher au projet de loi ; elles se produisent d'elles-mêmes, et elles sont proclamées comme une découverte honorable dans les apologies officielles, non par une jactance étourdie, mais par la nécessité. Juste punition d'une grande violation des droits publics et privés, qu'on ne puisse la défendre qu'en accusant la loi divine ! »

M. Royer-Collard avait raison de dire que les apologistes du projet de loi semblaient être fâchés de ce que l'homme eût été créé libre et intelligent ; il n'y avait qu'à écouter leurs diatribes contre la liberté et contre la propagation des lumières pour rester convaincu qu'ils voulaient réduire les Français à l'heureuse condition des brutes.

L'un d'eux, le comte de Rougé, n'hésitait pas à attribuer la révolution tout entière à la liberté de la presse ; et la révolution n'était à ses yeux que le renversement de tout ce qu'il y avait de plus parfait au monde. Il observait avec effroi, disait-il, qu'il n'y avait pas un village qui ne reçût un journal, et où n'eussent pas pénétré les livres infâmes enfantés dans le 18^e siècle, et ceux non moins impies, non moins séditeux, qui sortaient

¹ M. Agier. — ² M. Bacot de Romans.

tous les jours des imprimeries françaises. Dans son opinion, la liberté de la presse était de sa nature une puissance désastreuse, destructive, aussi impropre à conserver qu'à réédifier. Il pensait donc que dans un gouvernement régulier elle ne saurait être circonscrite dans des bornes trop resserrées.

Vingt autres royalistes ministériels tinrent le même langage, en appuyant le projet de loi d'*amour et de justice*. M. Nicod de Ronchaud se montrait plus effrayé de la licence que touché des avantages de la presse, et s'attachait à combattre les scrupules de ceux qui craindraient de nuire à la liberté en réprimant la licence.

Mais rien ne fut comparable en ce genre d'argumentation aux paroles que firent entendre le comte de Sallaberry et M. de Frénilly. Tous les deux exclusifs dans leurs opinions politiques et religieuses, tous deux absolus dans leurs doctrines monarchiques, ils parlèrent avec une franchise que les ministres eux-mêmes n'avaient pas eue en présentant leur projet si peu voilé.

« La presse, disait le comte de Sallaberry, est la baliste perfectionnée qui lance des torches et des flèches empoisonnées; c'est l'arme aux coups mortels, l'arme chérie des ennemis de la religion et de la dynastie régnante, l'arme chérie des amis du protestantisme et de l'illégitimité ou de la souveraineté du peuple. J'en atteste leur joie lors de l'affranchissement illimité de la pensée écrite... Le devoir de tous les hommes sages, de tous les serviteurs dévoués, n'est-il pas de répéter à la monarchie trop confiante ces paroles qui lui furent adressées dans le temps : « La plupart des écrivains seront pour vous des ennemis plus redoutables que tous les autres : ils veulent détruire les aristocraties politiques, persuadés qu'il leur en reste toujours une indestructible, celle de l'esprit. Ils vous feront une guerre de sophismes, et multiplieront autour de vous les fléaux de l'imprimerie, seule plaie dont Moïse oublia de frapper l'Égypte. »

Quant à la loi proposée, M. de Sallaberry disait qu'elle n'était pas assez coercitive, et qu'il fallait la fortifier au lieu de l'affaiblir. « C'est contre les écrivains, ennemis publics, concluait ce véhément et emphatique orateur, que la loi vous est demandée; c'est contre les ennemis de Dieu et de notre roi, c'est contre la révolution et les révolutionnaires, que la licence de la presse et l'impuissance de la législation ont reveillée tout entière, ont reveillée tout armée. »

M. de Frénilly déclarait, avec une sorte d'orgueil, qu'il n'avait point marché avec le siècle; qu'il n'avait rien vu, rien écouté, et qu'il ne se sauvait du danger de répéter ce qu'avaient dit les

autres que par le malheur d'être resté de son avis. « L'avoue avec douleur, ajoutait cet homme de l'ancien régime, que la loi n'atteint pas mes vœux, et qu'elle ne remplit, hélas! que faiblement mon attente. Faible dans le principe, elle est obligée d'être pointilleuse dans l'application, timide dans la prévention, ce qui en émoussera l'effet; elle est contrainte d'être acariâtre dans la répression, ce qui en entravera l'exécution; elle exige trop d'exceptions dont elle ne présente qu'une faible partie; enfin elle n'a pas pris la mesure du mal : elle transige pour la douzième fois; et, il faut bien que je le dise à l'honneur d'hommes dont j'honore les intentions, elle atteste moins leur conviction que leurs défiances. »

En résumé, l'orateur monarchique par excellence déclarait que s'il eût été appelé à donner ses idées sur le projet de loi, il n'en eût offert qu'une seule, celle d'une haute magistrature, digne gardienne des mœurs et de la religion, c'est-à-dire, la censure¹.

Telles étaient les opinions politiques des hommes à la sanction desquels le ministère présentait sa loi d'amour et de justice : aussi, MM. de Villèle, Peyronnet, Jacquinet de Pampelonne, commissaire du roi, et Bonnet, rapporteur de la commission, n'eurent-ils point de grands efforts à tenter pour faire admettre leurs combinaisons vaudalesques par une chambre dont la majorité les excitait à oser davantage.

Ce fut en vain que l'opposition défendit encore les principes et la presse quand on vota les articles séparément; la loi fut adoptée, avec les seuls amendements proposés par la commission; amendements qui adoucirent un peu cette législation sauvage, mais qui furent blâmés par les membres de l'opposition, dont la plupart, mettant leur espoir dans la chambre des pairs, pensaient qu'on aurait dû lui envoyer la loi telle qu'elle était sortie des mains des ministres.

Quoique l'adoption de la loi sur la police de la presse dût être regardée comme un nouveau triomphe par le ministère, elle n'en fut pas moins le thermomètre de la décadence de son règne. Il n'avait cessé de se vanter qu'il avait dans la chambre des députés 500 membres à sa dévotion, et pourtant le scrutin secret avait révélé 434 opposants sur 576. Le ministère n'avait donc en que 235 boules blanches; et, quelque considérable que fût encore la majorité dont il disposait, le décroissement progressif qui le menaçait lui fit

¹ Quand, à la fin de la session et en désespoir de cause, le ministère se décida à rétablir la censure, M. de Frénilly fut nommé membre de la commission de surveillance, et ensuite pair de France. Il avait bien mérité ces deux faveurs du gouvernement de Charles X.

faire des réflexions qui le conduisirent insensiblement aux coups d'état dont nous aurons à nous occuper bientôt, et qui avaient été prédits par M. Hyde de Neuville durant la discussion de la loi d'amour et de justice dont M. Peyronnet voulait doter la France.

« Dans la situation où l'on nous a mis, avait dit M. Hyde, faut-il ou que le ministère change de système, ou qu'il se retire, ou qu'un coup d'état donne à la chambre des pairs une majorité factice, ou que la chambre des députés soit dissoute.

« Si le coup d'état a lieu, il compromettra essentiellement nos plus chers intérêts ; si la chambre des députés est dissoute, de nouveaux choix feront au moins connaître qui a tort ou raison parmi nous : tout député de bonne foi doit peu redouter la mesure. Si le ministère se retire, on le bénira ; s'il change hautement, ouvertement de système, s'il rentre enfin dans les voies nationales, tous les bons Français reviendront à lui : ce n'est point aux hommes qu'ils font la guerre ; ils n'en veulent qu'au délire qui les pousse vers l'abîme et les met sous l'influence de quelques pygmées.

« Que le ministère choisisse, concluait M. Hyde. Mais une fatalité le poursuit ; il choisira mal... Que Dieu et le roi sauvent la France ! »

Telle avait été la prédiction de M. Hyde de Neuville, et telle était en effet la position dans laquelle le ministère se trouvait à cette époque. Il avait bien fait voter par la majorité de la chambre des députés sa loi amendée, mais il lui restait de grandes inquiétudes sur le sort que cette loi éprouverait dans l'autre chambre : l'opposition que plusieurs de ses précédents projets y avaient déjà rencontrée n'était pas de bon augure pour une loi de l'adoption de laquelle dépendait désormais la consolidation de son système ou sa chute.

Le garde-des-sceaux crut donc user de précaution devant les pairs ; et au lieu du langage impudent qu'il s'était permis en se présentant devant les députés, il adopta un système de modération propre à trahir ses craintes.

Elles étaient fondées, car l'opposition s'y montra dès l'abord plus redoutable que jamais : le choix de la commission tomba, en majorité, sur des pairs amis de la liberté de la presse. Le ministère trembla pour la première fois devant l'opinion publique, qu'il avait tant aigri ; il sentit, comme la nation, que du sort de son projet dépendait son existence politique. L'attention de tous les partis se fixa donc sur cette commission, et tous les regards étaient tournés vers elle et semblaient épier le secret de ses délibérations, lorsqu'un événement déplorable, mais étranger à

ces débats, ouvrit les yeux des ministres sur les dispositions de la chambre héréditaire.

L'un des pairs les plus marquants de l'opposition, M. le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, citoyen vénérable, dont toute la longue vie avait été employée philanthropiquement, et que l'on avait vu longtemps à la tête de plusieurs établissements de charité, de bienfaisance ou d'instruction populaire, venait de mourir, après avoir été éliminé brutalement de toutes les fonctions gratuites dont la nomination dépendait du ministère.

Cette mort fut l'occasion d'une démonstration toute honorable et pieuse de la part du parti patriote : une foule immense de citoyens de tous les rangs se réunit à ses obsèques pour rendre un dernier hommage à la mémoire du bienfaiteur de l'humanité. Des jeunes gens sortis de l'école des arts et métiers de Châlons se présentèrent pour porter à bras le cercueil du vertueux citoyen que la France entière regrettait, et le portèrent en effet de son hôtel à l'église de l'Assomption. Ils se préparaient à porter ce cercueil jusqu'à la barrière, d'où il devait être conduit à Liancourt, lorsque la police intervint pour s'opposer à cette marque de respect : elle donna l'ordre de le placer sur le char funèbre ; mais les jeunes gens s'obstinèrent à remplir le devoir pieux qu'ils s'étaient imposé ; l'ignoble police fit intervenir la force armée, la force brutale ; on voulut arracher le cercueil des mains de ceux qui le portaient, et il en résulta une rixe scandaleuse, au milieu de laquelle le cercueil, arraché des mains des jeunes gens, tomba violemment et à demi brisé dans la boue.

Cet indigne spectacle, auquel assistaient une députation de la chambre des pairs, un grand nombre de personnages distingués et une foule de citoyens, remplit les spectateurs d'une indignation que les journaux firent partager à toute la France : de toutes parts on se souleva contre une administration dont les ordres avaient produit une profanation aussi scandaleuse, et on lui demanda compte de l'insulte faite aux cendres encore chaudes d'un des plus vertueux citoyens que la France eût produits.

La chambre des pairs s'émut de cette offense faite à un de ses membres ; elle chargea son grand référendaire, M. Sénonville, de recueillir les renseignements sur le fait : ce pair fit un rapport, duquel il résulta que le commissaire de police n'avait agi qu'en vertu des ordres du préfet. La discussion s'étant ouverte pour savoir quelle résolution on prendrait, plusieurs pairs n'hésiterent pas à blâmer l'autorité, dont le zèle leur semblait avoir été fort inconsidéré. Ces pairs conclurent en réclamant l'intervention de la cham-

bre, non-seulement dans l'intérêt de la pairie outragée, mais encore dans celui du respect dû aux cendres des morts.

C'était faire la censure de l'autorité : le ministre de l'intérieur le sentit, et essaya de répondre afin d'effacer les impressions que ce déplorable événement avait produites ; il s'efforça vainement de démontrer que la conduite de l'administration avait été conforme aux réglemens : ces impressions restèrent, et contribuèrent beaucoup à rendre la majorité de la chambre des pairs hostile au ministère, et contraire à ses projets liberticides.

Déjà l'on répétait partout que la commission chargée de l'examen du projet de loi qui captivait si fortement l'opinion publique, après avoir écouté avec intérêt les renseignements qu'elle avait demandés aux principaux imprimeurs et libraires de la capitale, s'était décidée à proposer le rejet du projet de loi, ou du moins à le modifier tellement, que le système sur lequel il était basé en serait complètement changé.

Les ministres, qui savaient que ces bruits n'étaient point dénués de fondement, et qui avaient dès lors tout lieu de redouter le dénouement d'une affaire dans laquelle il y allait de leurs portefeuilles, tinrent conseil et délibérèrent longtemps sur les moyens à prendre dans les circonstances où ils se trouvaient. Une grande promotion de pairs, pris parmi les députés et les fonctionnaires qu'ils regardaient comme inféodés à leurs personnes et à leur système, leur parut un moyen légal de s'assurer la majorité dans la chambre héréditaire ; mais le temps leur manquait pour que ces nouveaux pairs pussent prendre part aux débats très-prochains et au vote de la loi, et ils n'osèrent jeter du jour au lendemain cette fourmille d'intrus au milieu d'une chambre jalouse de ses prérogatives.

Il fut donc décidé dans le conseil des ministres que le projet de loi serait retiré ; qu'on laisserait s'écouler la session sans rien changer à l'état de choses relativement à la presse, et qu'aussitôt que les chambres seraient ajournées, on rétablirait la censure, et enfin que l'on risquerait de nouvelles élections. En conséquence, le 17 avril, le gardes-sceaux apporta à la chambre des pairs une ordonnance royale portant le retrait du projet de loi sur la police de la presse.

Une victoire remportée pour le salut de la nation, dit un ouvrage contemporain destiné à enregistrer tous les événements dignes de l'histoire, n'aurait pas produit plus d'effet que cette nouvelle inattendue : les masses populaires en furent émuës ; c'était pour une classe d'artisans nombreux dans la capitale la délivrance d'une grande inquiétude, et pour les autres un triomphe

éclatant sur des influences et des idées ennemies des libertés constitutionnelles. Des illuminations spontanées, générales, des feux d'artifices témoignèrent de la joie que des masses éprouvaient : on aurait dit des jours de fêtes ; on se pressait dans les rues, on se félicitait mutuellement : quelques désordres inséparables de ces joies tumultueuses durent être réprimés, mais aucun accident grave ne troubla ces réjouissances populaires, qui eurent de l'écho dans toutes les grandes villes. »

C'était en effet une grande victoire remportée par la force de l'opinion sur un ministère qui jusqu'alors l'avait méprisée : la France était délivrée d'une loi vandale dont on la menaçait ; et, ce qui était beaucoup plus important, ce fut l'idée que l'on eut dès-lors que, malgré le double vote, la septennalité et la majorité dont s'était emparé le ministère Villèle, ce ministère n'arriverait pas jusqu'au renouvellement des députés.

De leur côté, MM. Villèle, Peyronnet et Corbière ne pouvaient plus se dissimuler que leur étoile pâlisait même dans la chambre où siégeaient les *trois cents* qui leur avaient été si dévoués : ils sentaient qu'ils ne pourraient que très-difficilement résister à la presse, qui leur était généralement hostile, s'ils ne parvenaient pas à lui imposer silence ; enfin ils ne s'abusaient point sur la haine qu'ils assumaient, ni sur l'impopularité attachée à leurs noms comme à leurs actes. Ils avaient voulu étouffer les principes libéraux, refouler la révolution, rétablir l'ancienne royauté, et ces principes se répandaient tous les jours davantage, et la révolution se jouait de leurs efforts, et au lieu de poser la monarchie sur des bases durables, ils l'avaient placée sur un volcan. Ces résultats ne se manifestaient que trop aux yeux de tout le monde : le ministère, malgré sa présomption, les apercevait, quoiqu'il voulût détourner les yeux, et il ne savait plus quels moyens employer pour soutenir son système, et pour ne pas perdre le repos qu'il s'était promis de la septennalité.

Il ne faudrait pourtant pas croire que le ministère n'eût pas encore de chaleureux amis dans les chambres et surtout dans celle des députés ; il lui en restait beaucoup et de très-zélés, qui se faisaient une loi d'aller au-devant de ce qui pouvait lui faire plaisir.

La proposition que fit le marquis de La Boissière au moment où la chambre des pairs était saisie de la loi sur la police de la presse prouve qu'il existait encore un accord parfait entre les ministres et la plupart des élus des grands collèges. Ce député, après avoir fait retentir la tribune des griefs qu'il reprochait aux journaux, les accusa formellement d'une révoltante partialité dans les comptes qu'ils rendaient des séances de la cham-

bre, et demanda qu'il fût nommé une commission de cinq membres chargée de veiller aux prérogatives des députés, et spécialement au compte que les journaux rendaient de ces séances : il voulait, en cas d'infidélités dans ce compte rendu, que la commission fit aussitôt un rapport à l'assemblée, et que celle-ci statuât sur le champ conformément aux lois, et par simple mesure de police correctionnelle.

Cette proposition, que Benjamin Constant regardait comme un appendice à la loi sur la presse, fut vivement soutenue par les plus ardents amis du ministère et par le ministre des finances lui-même. MM. Sallaberry, Vaublanc, Humbert de Sesmaisons et plusieurs autres royalistes insistèrent pour qu'elle fût prise en considération ; et elle le fut en effet, malgré les efforts de l'opposition libérale, à laquelle se joignirent quelques membres de l'extrême droite.

Il s'ensuivit une discussion des plus animées, dans laquelle les uns soutinrent que la proposition était une mesure inconstitutionnelle, attentatoire à la liberté des discussions, à la dignité de la chambre, et dangereuse dans ses conséquences. Les autres la défendirent comme intéressant l'honneur de la chambre, incessamment en butte aux outrages du *journalisme*.

Le parti ministériel était bien décidé à adopter cette mesure, et tous les efforts de l'opposition n'aboutirent qu'à obtenir une augmentation dans le nombre des membres du comité permanent, que la commission avait déjà porté à sept. Après trois jours de débats vifs, pleins de saillies et de sarcasmes, qui rendirent ses séances extrêmement piquantes, ce nombre fut enfin fixé à neuf. Quand on en vint au vote, le ministère, qui avait pris la part la plus active à cette discussion, put se convaincre que sa majorité diminuait tous les jours : la proposition ne fut adoptée que par 164 membres ; et il y en eut 144 qui déposèrent leur boule noire. Le gouvernement n'eut donc que 20 voix de plus pour lui ; mais elles lui suffirent pour faire nommer membres du comité ses partisans les plus exaltés : ce furent MM. Vaublanc, Cursay, Clausel de Coussergue, d'Erceville, de La Boissière, Ollivier, de Moustier, du Pille et de Saint-Chamans. Ainsi le droit d'exercer sur les journaux la plus insupportable des inquisitions se trouva placé entre les mains des plus implacables ennemis de la liberté de la presse.

Heureusement, ce comité permanent, décrédité par avance jusque dans l'opinion de ceux qui avaient contribué à l'instituer, ne porta aucuns fruits, et tout se borna à une nouvelle manifestation des sentiments qui animaient les amis de

MM. de Villèle, Peyronnet et Caschère, relativement aux journaux.

Là se termina, pour ainsi dire, la session politique des chambres : elles n'eurent plus à s'occuper de questions aussi irritantes, et terminèrent leurs travaux par une loi sur l'organisation du jury, qui eût pu être regardée comme une amélioration dans nos institutions, si on n'eût pas continué de laisser aux préfets la faculté de faire, pour chaque session, un choix sur les listes des jurés ; faculté qui rendait illusoire le tirage au sort, et qui tendait à annihiler le jugement du pays.

Un Code militaire et un Code forestier furent également présentés et votés dans cette même session, qui finit, comme à l'ordinaire, par le vote du budget de l'année suivante ; budget où se retrouvèrent les mêmes abus, les mêmes prodigalités, et qui servit, comme toujours, de texte à une foule de discours sur la nécessité d'opérer des économies constamment promises et toujours renvoyées à d'autres temps.

Toutefois, il est nécessaire de remarquer que la chambre des députés, dont la grande majorité avait jusqu'alors donné au ministère, et en toute occasion, des preuves d'un dévouement aveugle, avait fini par se montrer moins empressée à le soutenir, et même elle ne lui avait pas épargné les remontrances sur les questions d'argent.

Le ministère emportait donc de cette fameuse session un sentiment de malaise et d'inquiétude ; il se retirait très-mécontent de la chambre des pairs, devant la fermeté de laquelle avaient échoué ses infernales combinaisons pour ruiner l'imprimerie, la librairie, et surtout les journaux ; il s'apercevait qu'il perdait de son influence dans l'autre chambre ; et enfin, il ne lui restait, de tous les rudes combats qu'il avait dû livrer contre les deux oppositions, que des meurtrissures et une lassitude propre à lui faire désirer la fin de la lutte. Il devait donc être désireux d'avoir quelques instants de répit, afin de pouvoir méditer, dans le silence du cabinet, sur les moyens de sortir de la position critique où il se trouvait, et de hasarder les coups d'état qu'il avait fait pressentir.

CHAPITRE VI.

Grands coups d'état médités par les ministres. — Revue de la garde nationale. — Menaces proférées contre les ministres — Licenciement de cette garde civique — Le ministère se jette dans les voies violentes. — Il rétablit la censure. — Effets que cette mesure produit. — Coup-d'œil sur la Grèce. — Traité d'alliance du 6 juillet pour obtenir l'indépendance des Grecs. — La Porte ottomane refuse toute intervention. — Combat de Navarin. — Mort du ministre dirigeant Canning. — Mort et obsèques de Manuel. — Camp de Saint-Omer. — Motifs qui y amènent Charles X. — Dissolution de la chambre des députés. — Convocation des collèges. — Nouvelles élections. — Triomphe du parti libéral. — Réjouissances publiques. — Graves événements arrivés dans les rues de Paris.

Les progrès que les idées libérales faisaient dans toutes les classes n'étaient point un secret pour un ministère qui avait à ses gages toutes sortes de police, et dont les agents revêtaient toutes les couleurs, prenaient toutes les formes et pénétraient ainsi jusque dans l'intérieur des ateliers et des familles : les ministres savaient très-bien que l'opinion du peuple qui travaille de ses mains, des commerçants de tous les étages, des industriels, des hommes de science et de lettres, du barreau, et enfin de tous ceux qui pensaient, était très-prononcée contre leur système et leurs projets; ils savaient que plus ils travaillaient à étouffer les principes révolutionnaires, plus ces principes se propageaient, et cela en raison inverse des efforts tentés pour les comprimer. Les ministres savaient tout cela, car il aurait fallu être complètement aveugle pour ne pas le voir.

Mais, soit qu'ils fussent trompés par les rapports de leurs préfets, soit que leur amour-propre les portât à s'abuser sur la marche des esprits, ils croyaient fermement de pouvoir toujours disposer de ce qu'on appelait alors la *matière électorale*. Convaincus que la grande majorité des électeurs à 500 fr. serait toujours prête à leur prêter appui, ils méprisaient le reste de la population, c'est-à-dire les neuf dixièmes de la nation active. Dans l'opinion du ministère, les électeurs seraient toujours là pour le soutenir toutes les fois qu'il croirait avoir besoin de retremper la chambre des députés.

Quant à celle des pairs, le gouvernement avait entre ses mains les moyens de changer cette majorité, dont la sagesse avait frappé d'impuissance les lois par lesquelles il voulait faire sanctionner le despotisme et les privilèges; et ces moyens il allait les mettre en œuvre.

Le ministère se disposait donc à profiter de la prerogative des chambres pour frapper ces grands coups, c'est-à-dire pour rétablir la censure, faire une grande promotion de pairs, renouveler la chambre des députés, et rétablir l'ancien régime.

C'était une entreprise audacieuse, surtout au

sortir d'une session dont les résultats avaient été loin d'être satisfaisants pour les hommes de la contre-révolution. Les ministres allaient jouer gros jeu; mais, habitués à ne point reculer devant ce qu'ils considéraient comme les nécessités de leur position, ils ne balancèrent pas à se servir de ce qu'on appelle les coups d'état.

Toutefois, avant de s'engager dans cette voie, le ministère Villèle, ou plutôt le *triumvirat* qui dirigeait les affaires de la monarchie, crut devoir demander à la garde nationale de Paris une manifestation publique de ses sentiments à l'égard du roi; manifestation que les ministres étaient loin de redouter, et dont ils se seraient ensuite servis pour pouvoir dire que les *honnêtes gens* de la capitale étaient pour eux.

Ce fut dans ces vues qu'ils conseillèrent à Charles X d'annoncer à cette garde nationale qu'il la passerait en revue le dimanche 9 avril, jour anniversaire de son entrée à Paris, pour lui témoigner sa satisfaction du zèle qu'elle avait toujours mis à faire le service d'honneur auquel elle était appelée ce jour-là.

Mais à peine cette convocation fut-elle faite, qu'il s'éleva des doutes sur les opinions politiques de cette bourgeoisie armée. En effet, le parti libéral, qui se trouvait en grande majorité dans la garde citoyenne, crut qu'il devait profiter de cette occasion solennelle pour manifester son improbation du système rétrograde que le ministère suivait, et dont les fictions de la monarchie constitutionnelle rendaient les ministres seuls coupables aux yeux de la nation. Le parti national se proposait de demander le renvoi de ces ministres impopulaires, et il se flattait de l'obtenir du roi, sans réfléchir que Charles X était lui-même l'homme le plus anti-libéral de tout le royaume.

Aussitôt les journaux, même les plus patriotes de l'époque, s'effrayèrent du résultat que pouvait avoir une pareille manifestation; car toute leur opposition de douze ans ne consistait guère qu'en une question de personnes, et tous leurs efforts ne tendaient qu'à rendre le despotisme supportable : les grands principes de la souveraineté du peuple, des droits de l'homme et de l'égalité des citoyens dormaient alors, mais pour se réveiller bientôt. Les journaux, dis-je, craignirent, non seulement que la garde nationale eût quelque velléité de se montrer séditieuse, mais même qu'elle fit entendre des vœux qui pourraient contrarier les penchants ou les affections du roi : ils prirent prudemment le parti de recommander aux gardes nationaux de ne faire entendre aucun cri séditieux, et s'efforcèrent de reténir l'explosion du mécontentement général.

Mais la garde nationale, comme la France

entière, était fatiguée des attaques dirigées contre les libertés publiques, des prétentions du clergé et des tentatives des jésuites; elle était arrivée au dernier degré d'irritation et de haine contre les ministres et leurs auxiliaires, et elle ne voulait pas laisser passer cette occasion sans faire une démonstration de ses sentiments.

Ce fut dans ces intentions que, dès le matin du 29 avril, les légions de la grande cité se rassemblèrent, dans la plus belle tenue et plus nombreuses qu'on ne les avait jamais vues : elles se dirigèrent, dans le meilleur ordre, vers le Champ-de-Mars, où se trouvait déjà une foule immense qui semblait attendre l'événement. Le roi, accompagné de sa famille, et suivi d'un brillant état-major, parut enfin au milieu des légions. Il fut d'abord accueilli par les cris de *Vive le roi!* auquel on ajouta celui de *vive la charte!*

Mais quand les légions défilèrent devant Charles X, des rangs de la plupart des compagnies partirent des cris violents de : *A bas les ministres! à bas les jésuites!* Ce fut en vain que quelques officiers et quelques fonctionnaires voulurent imposer silence à ceux qu'ils appelaient les *factieux*, et qu'ils menacèrent même de faire arrêter tout garde national qui se permettrait la moindre manifestation hostile aux ministres; le signal donné par les premières légions qui avaient défilé devint contagieux, et le Champ-de-Mars reuint des mêmes cris, et de celui de *vive la charte*, non moins malsonnant aux oreilles de la famille royale qu'à celles des ministres.

Étourdi d'une pareille démonstration et furieux de ce qu'on eût exposé sa dignité royale à entendre ces vœux révolutionnaires, Charles X prit ce ton insolent qui était dans les habitudes de Louis XIV, et dit à ceux qui criaient : *A bas les ministres! à bas les jésuites!* « Je suis venu ici pour recevoir des hommages, et non des leçons. » Paroles que les royalistes regardèrent comme l'expression de la plus noble fermeté, mais qui ne purent imposer silence aux légions devant lesquelles le roi continua de passer.

Les choses en seraient probablement restées à ce point, et déjà les journaux du ministère se préparaient à annoncer que la garde nationale s'était montrée toute dévouée au gouvernement, lorsqu'une nouvelle marque de sédition jeta la terreur dans l'âme des ministres : des légions qui retournaient dans leurs arrondissements en passant par la rue de Rivoli et la place Vendôme firent entendre, sous les fenêtres du ministre des finances et du garde-des-sceaux, les mêmes cris de : *A bas les ministres!* qui avaient déjà été proférés à la revue. Ces nouveaux cris furent poussés avec tant de violence et d'obstination, que le parti

offensé les regarda comme des menaces ou des symptômes d'insurrection. Le conseil des ministres fut convoqué aussitôt, et se prolongea fort avant dans la soirée. Il y fut décidé que la garde nationale serait licenciée immédiatement pour la punir de s'être permis de demander le renvoi des hommes de la contre-révolution¹. L'ordonnance du licenciement, rédigée à l'instant même et sans préambule, fut signée par le roi et contre-signée par le ministre de l'intérieur, chargé de son exécution. Le commandant en chef en reçut communication dans la nuit, et il donna des ordres en conséquence : de six à sept heures du matin, tous les postes qu'occupait cette garde citoyenne furent relevés par la troupe de ligne, en même temps que l'ordonnance paraissait dans le *Moniteur*.

Comme on devait s'y attendre, cette grande mesure politique fut envisagée diversement par les partis et devint l'objet de la polémique la plus vive. Les amis du gouvernement la proclamaient légale autant que nécessaire; il était temps, disaient-ils, que la majesté royale, outragée par des cris qu'on pouvait regarder comme des pétitions séditieuses présentées à la pointe des baïonnettes, imposât silence à ces insolentes clameurs, qui rappelaient les scènes les plus déplorables de la révolution.

Le parti libéral, au contraire, y vit un coup d'état sans exemple comme sans raison, frappé au profit d'un ministère anti-national, couvert de la haine publique, et dont l'ambition déçue, la vanité blessée, obligeaient le roi à embrasser des vengeances odieuses contre une institution qui avait rendu de si grands services à la monarchie, et qui offrait la plus sûre garantie de l'ordre et de la tranquillité publique². Ce qu'il y a de certain, c'est que ce coup d'état augmenta le nombre des ennemis du ministère et les irrita davantage, et que le gouvernement y perdit en considération,

¹ L'ordonnance pour la dissolution de la garde nationale, l'un des événements les plus importants du règne de Charles X, ne fut pas approuvée par tous les membres du ministère : elle ne fut même rendue qu'à la majorité de deux voix, composée de MM. de Villèle, Peyronnet, Corbière, Damas et Clermont-Tonnerre. MM. de Doudeauville, Frayssinous et Chabrol se montrèrent, dit-on, opposants à cette mesure; M. de Doudeauville envoya même sa démission dès le lendemain.

² Il est très-probable que si la garde nationale, telle qu'elle se composait alors, c'est-à-dire la bourgeoisie armée, n'eût point été si brutalement licenciée en 1827, les événements de juillet 1830 n'auraient jamais pris le caractère d'une grande révolution. Les petits rentiers, les propriétaires, les boutiquiers, qui formaient les quatre cinquièmes de la garde nationale de 1827, sont généralement des hommes trop timides, trop égoïstes, trop ennemis des révolutions, même de celles qui seraient faites à leur profit, pour se dévouer comme le fait ce qu'on appelle le peuple. Si la garde nationale eût été réorganisée, nul doute qu'elle ne se fût opposée au mouvement populaire qui détruisit Charles X, parce qu'aux moindres troubles cette classe pense plutôt à ses intérêts privés qu'à ceux de la patrie.

puisqu'il laisse voir lui-même combien était grand le nombre des mécontents.

De ce moment, le ministère, qui jusqu'alors avait procédé méthodiquement pour arriver à ses fins, oublia les préceptes que Machiavel indique aux princes et à leurs ministres pour établir le despotisme, et se lança dans les moyens violents : le prudent, l'astucieux Villèle sortit de son état flegmatique habituel, perdit son imperturbable sang-froid, et abonda complètement dans les moyens de son fougueux collègue Peyronnet. Ces hommes qui, pendant plusieurs années, s'étaient efforcés de contenir l'ardeur contre-révolutionnaire des ultra-royalistes ; qui ne cessaient de leur crier que pour arriver plus sûrement au but auquel ils visaient tous il fallait marcher avec une sage lenteur ; ces hommes, dis-je, employèrent tous leurs efforts pour précipiter le char de la contre-révolution, et ne rêvèrent plus que mesures extra-légales, que moyens énergiques, que coups d'état. Ils s'étaient placés dans une position telle que, s'ils n'étouffaient pas toutes les libertés constitutionnelles, et s'ils ne déchiraient pas complètement la charte, ils ne pouvaient plus se soutenir au pouvoir. Ambitieux et vaniteux comme ils l'étaient tous, leur choix fut bientôt fait.

Deux jours après la clôture de la session législative, parut une ordonnance sans préambule, mais contresignée par les trois ministres (Villèle, Peyronnet et Corbière) qui déclarait la censure rétablie dans toute sa sévérité. Ce nouveau coup d'état ne surprit personne ; il ne fit qu'accroître encore la haine que les masses portaient déjà aux destructeurs de toutes les libertés. On se résigna, dans la conviction que le règne d'un ministère devenu aussi violent dans tous ses moyens de gouvernement ne pourrait plus durer longtemps. Le public se contenta de professer le plus profond mépris pour tous les hommes qui, tant à Paris que dans les départements, entrèrent dans le personnel des bureaux de la censure, quel que fût le titre dont le ministère chercha à couvrir leur ignoble métier.

Pendant le peu de mois que dura cette suspension de la liberté de la presse, la censure fit beaucoup de mal, sans produire aucun avantage pour ceux qui l'avaient imposée à la France : la pensée des écrivains indépendants fut constamment mutilée, sabrée, étouffée ; plusieurs journaux périrent sous ses aveugles coups ; d'autres se réunirent pour former un faisceau qui pût lui résister. Le journal *la France chrétienne*, ayant refusé d'insérer un article que les ciseaux des censeurs avaient rendu méconnaissable, fut impitoyablement suspendu, sans autre jugement que celui du bureau de censure que présidait M. Lourdoueix.

Mais, à la longue, il en fut de cette mesure comme de toutes celles qui froissent vivement les intérêts de classes nombreuses et industrielles : on trouva les moyens de rendre illusoire la peine que se donnaient les censeurs ; une sorte d'association politique, de compagnie d'assurance, se forma entre les hommes de lettres indépendants, dans le but de rendre à la publicité les faits que la censure s'efforçait de dérober à la connaissance du public : chacun de ces associés devait reproduire les articles qui avaient été marqués à l'encre rouge ; on les réunissait alors en volumes, et on les publiait dans des ouvrages qui, par le nombre de leurs feuilles, étaient au-dessus des atteintes de la censure : par ce moyen le public était mis à même de juger les actes des censeurs, et cette publicité prouva qu'ils étaient aussi susceptibles que maladroits.

Au milieu de tous ces coups d'état, le ministère, accablé sous le poids de la haine publique, cherchait de donner quelque satisfaction à l'opinion, quand une occasion favorable se présenta pour faire un acte agréable à la nation. L'Angleterre avait déclaré reconnaître l'indépendance de la Grèce, et des démarches avaient été faites à Constantinople pour amener le sultan à accepter la médiation du cabinet de Londres et même de celui de Pétersbourg pour traiter d'un armistice. Ces démarches étant restées sans succès, la Porte n'ayant voulu consentir ni à reconnaître l'indépendance de la Grèce, ni à admettre l'intervention proposée, l'Angleterre pensa qu'il n'y avait d'autre moyen de forcer le sultan de mettre un terme à la guerre d'extermination qu'il faisait aux Grecs, qu'en formant une alliance européenne, qui s'occuperait d'abord de vaincre l'obstination du sultan, et, dans le cas où la Porte n'accepterait pas, dans le délai d'un mois, la médiation proposée, les cabinets contractants devaient prendre tous les moyens que les circonstances pourraient suggérer à leur prudence pour obtenir l'effet immédiat de l'armistice, en empêchant, autant qu'il serait en leur pouvoir, tout froissement entre les parties contendantes.

Telles furent les bases du fameux traité du 6 juillet 1827, traité qui faillit d'amener une rupture ouverte entre les puissances contractantes et la Porte Ottomane, mais qui servit utilement la cause des Grecs, autant par l'espoir que cet acte leur rendit d'abord que par le combat de Navarin qu'il amena, et duquel résulta la destruction de la flotte ottomane et de celle du pacha d'Égypte.

L'opinion publique vit avec plaisir le gouvernement français s'occuper enfin de la guerre du Péloponèse et de la Morée, dont l'humanité ne cessait de gémir. Malheureusement le traité du

6 juillet ne changea en rien les opinions de la Porte-Ottomane; elle continua à refuser toute intervention, et répondit aux menaces des puissances alliées par de nouveaux armements maritimes, et par d'ultérieurs débarquements de troupes égyptiennes en Morée.

Cette attitude mit les amiraux anglais, français et russe dans la nécessité de s'emparer du port de Navarin, afin d'empêcher les Égyptiens de poursuivre le cours de la guerre d'extermination qu'ils faisaient aux malheureux Grecs. Ibrahim était alors dans l'intérieur, et Navarin était occupé par les flottes turque et égyptienne, composées de trois vaisseaux de ligne, un vaisseau rasé, dix-neuf frégates et une quarantaine de corvettes, bricks ou brûlots, embossés en fer à cheval dans ce port, objet de convoitise de toutes les parties.

Les forces des puissances alliées beaucoup moins considérables sous le rapport numérique, l'étaient infiniment plus par la force de leurs bâtiments, dont dix étaient des vaisseaux de ligne et dix de grosses frégates, auxquels ne pouvait nullement résister la faible artillerie des bâtiments turco-égyptiens. Le signal ayant été donné pour forcer l'entrée du port, l'amiral anglais, Codrington, prit la tête de la ligne, et toutes les escadres combinées défilèrent à portée de pistolet des batteries de Navarin sans en être molestées. Ces escadres avaient déjà pris leur poste au travers de celle turco-égyptienne, et tout semblait annoncer qu'il ne serait pas brûlé une amorce dans cette occupation, quand un coup de fusil parti, disent les relations officielles, d'un des brûlots turcs, devint le signal du plus terrible combat et du plus affreux carnage dont ces mers eussent été témoins. Après s'être défendus avec le plus grand acharnement, les Turcs, voyant qu'ils ne pouvaient résister aux forces européennes, firent sauter tous ceux de leurs bâtiments qui étaient hors de combat : plus de cinquante furent brûlés ou coulés bas par leurs propres équipages, sans que pas un eût amené ses pavillons; aucun navire turc ne tomba au pouvoir des alliés; mais, à sept heures du soir la flotte turco-égyptienne avait cessé d'exister.

Quant aux escadres anglaise, française et russe, elles furent assez maltraitées dans leur mâture; elles perdirent en outre environ deux cents hommes tués, et en eurent trois à quatre cents de blessés; pertes peu considérables en comparaison de celles des Turcs qui furent de six à sept mille hommes.

Le combat de Navarin, proclamé comme une grande victoire par les gouvernements français, anglais et russe, devint, entre les trois cours,

le motif d'un échange de compliments et de faveurs honorifiques accordées aux commandants et aux officiers respectifs de leurs escadres.

Le premier sentiment des populations fut une grande joie qui se manifesta en apprenant que la cause des Grecs, chère à tous les cœurs généreux, allait triompher. Mais quand on connut les circonstances qui avaient amené cet horrible carnage des Turcs, l'opinion publique demanda compte aux gouvernements du massacre de sept à huit mille hommes par ceux qui s'étaient proclamés les pacificateurs de la Grèce, les apôtres de l'humanité, et qui venaient d'exposer l'Europe à une conflagration générale.

En effet, l'histoire doit flétrir une agression faite en pleine paix et sans autre provocation de la part des Turcs qu'un malheureux coup de fusil tiré peut-être contrairement aux ordres de leur amiral; agression préparée par une sorte de guet-apens formé contre les escadres turco-égyptiennes, et qui, en résultat, ne pouvait pas même être glorieuse pour les flottes des alliés, dont les forces réelles étaient trois fois plus considérables que celle des Turcs. Cependant la victoire de Navarin donna au ministère français le courage de tenter les grands coups qu'il méditait.

La mort du célèbre Canning, de ce ministre dirigeant qui avait pris pour devise *liberté civile et religieuse pour tous les peuples*, mort déplorable, arrivée au moment où l'Angleterre venait d'entrer dans le système politique le plus large, le plus libéral, fut encore un motif pour pousser le ministère français dans les voies de la contre-révolution. Jusqu'alors le ministère anglais avait servi comme d'un contre-poids à la tendance du cabinet de Charles X; mais cette mort, qui plongea le parti libéral dans la douleur, fut un événement heureux pour ces ministres impopulaires, en ce qu'ils purent espérer un grand changement de système dans le gouvernement qui avait adopté la devise de l'illustre ami des peuples.

Ajoutons encore qu'à cette époque la France perdit un de ses plus éloquents orateurs et de ses meilleurs citoyens. Manuel, ce courageux député que la violence avait arraché de la tribune française où sa puissante voix ne cessait de défendre les libertés publiques et d'accuser les ministres qui travaillaient à les détruire; Manuel, l'homme sur la tête duquel reposaient tant d'espérances d'avenir, venait de descendre dans la tombe quand il était encore dans toute la force de l'âge mûr. Le ministère se trouvait ainsi débarrassé d'un ennemi dont la logique serrée l'avait souvent réduit au silence : il crut que la Providence travaillait elle-même à aplanir les difficultés qu'il avait rencontrées jusqu'alors : la tête lui en tourna;

et, dans l'aveuglement où il était sur la véritable situation des esprits, il osa concevoir la pensée de déclarer la charte abolie et la monarchie rétablie sur ses anciennes bases ¹.

Ce fut dans ce but qu'eut lieu la réunion de troupes à Saint-Omer, où fut formé, vers le commencement de septembre, un camp de vingt mille hommes que Charles X alla visiter, accompagné ou suivi des ministres de l'intérieur et de la guerre, et d'un nombreux état-major. Le dauphin y joignit son père, et le prince héréditaire des Pays-Bas s'y rendit aussi pour assister aux grandes manœuvres qui eurent lieu du 10 au 15 septembre. Tout avait été préparé pour exciter l'enthousiasme de l'armée, et les courtisans croyaient que le moment était propice pour faire faire à Charles X ce qu'ils n'avaient cessé de conseiller à Louis XVI, tant après la déclaration du 25 juin 1789, qu'après la promulgation de la constitution de 1791 : on ne doutait pas que Charles X, appuyé par tant de balonnettes, ne pût se mettre au-dessus de cette constitution qui se présentait encore comme un obstacle aux projets liberticides et contre-révolutionnaires que n'avait jamais abandonnés le chef de l'émigration : le ministre de l'intérieur et celui de la guerre qui étaient tous les deux près du roi, celui des affaires étrangères et principalement le garde-des-sceaux, tous hommes de l'émigration ou de 1815, opinèrent fortement pour que le roi annulât la charte, et déclarant que la royauté constitutionnelle était un mensonge, une déception pour tout le monde, il proclamât qu'il allait régner comme avaient régné ses ancêtres ; et ramener ce que les vieux ultras appelaient les beaux jours de la monarchie. Le ministre de l'intérieur était prêt à contre-signer la déclaration royale, et celui de la guerre devait la faire appuyer au besoin.

Les autres ministres, plus prudents, craignirent qu'une pareille résolution ne soulevât la France entière, et M. de Villèle lui-même ne pensait pas que le terrain fût encore assez bien préparé. Il ne voyait point d'ailleurs la nécessité de rompre en visière avec les hommes qui tenaient encore au gouvernement dit constitutionnel ; il objectait que ce gouvernement était la plus approprié aux idées de l'époque ; qu'il avait, pour la royauté et pour les dépositaires du pouvoir, tous les avantages des gouvernements absolus sans en avoir les dangers : il en citait pour preuve la ma-

jorité dont il disposait dans la chambre des députés depuis les élections générales, majorité qui avait toujours été au-devant des désirs du gouvernement, sans être arrêtée ni par la charte ni par l'opinion publique. M. de Villèle opinait donc pour qu'on laissât les choses au point où elles étaient : il représentait qu'en attirant à lui par quelques concessions tous les royalistes qui formaient la contre-opposition, lesquels ne pouvaient vouloir autre chose que ce que le roi voulait, il rendrait formidable la majorité ministérielle, et qu'alors les criaileries de l'opposition libérale n'empêcheraient rien de ce qu'il plairait au gouvernement de proposer. Que si la fusion des deux partis royalistes ne pouvait s'opérer, alors on en appellerait aux collèges électoraux ; et qu'en alarmant les électeurs sur les progrès des principes révolutionnaires, le gouvernement arriverait à faire écarter et les libéraux et les royalistes qu'il voudrait éliminer de la chambre élective.

Quant à celle des pairs, M. de Villèle ne s'inquiétait pas sérieusement de l'opposition que le ministère y avait rencontrée : à ses yeux cette chambre se réduisait à une question de chiffres. « Si nous y sommes en minorité, disait-il, nous userons du droit qu'a la couronne de faire de nouvelles promotions des pairs, et nous en ferons entrer tant de nouveaux et de sûrs, que nous réduirons la majorité à n'être plus qu'une faible minorité ¹. »

M. de Villèle avait raison : dès que le gouvernement possédait les moyens de corrompre, d'acheter ou de séduire la plupart des députés, et ceux d'altérer la majorité de la chambre héréditaire ; dès qu'il pouvait s'assurer de l'appui invariable de la majorité des deux chambres, le gouvernement représentatif n'était plus qu'un leurre, qu'un mensonge, et le roi régnait aussi despotiquement que pouvaient le désirer les courtisans et les ministres, car on était sûr de faire sanctionner par le corps législatif tout ce qu'il convenait au gouvernement de proposer dans ses intérêts.

Les conseillers de la couronne se rendirent aux objections de M. de Villèle, et le grand coup d'état fut ajourné jusqu'à ce que les circonstances le rendissent nécessaire ².

On s'arrêta alors à la dissolution de la chambre des députés et à la convocation immédiate des collèges électoraux pour qu'ils eussent à s'occuper

¹ On a cru longtemps que les bruits répandus à cette époque sur le complot d'état que méditait le roi et son ministère étaient dénués de fondement ; mais il est avéré aujourd'hui que ce plan contre-révolutionnaire a existé, et que s'il n'a pas été mis à exécution en 1827, cela n'a tenu qu'à quelques circonstances indépendantes de la volonté de la cour.

² Ces moyens rappellent ceux que Pascal reprochait à ses adversaires : « Nous ferons entrer tant de cordeliers, tant de cordeliers qu'à la fin nous l'emporterons ; car il est plus facile de trouver des cordeliers que de bonnes raisons.

³ Chacun sait comment il fut tenté en juillet 1830, et quel fut le résultat de cette audacieuse résolution.

des nouvelles élections devenues nécessaires : et quant à la chambre des pairs, on prépara de nombreuses promotions. Le ministère tint ce grand travail secret ; il voulait surprendre le parti libéral et enlever les élections avant que les électeurs patriotes se fussent mis en état d'exercer leurs droits. Quand il crut être en mesure de s'emparer de la *matière électorale*, il promulgua tout à coup la fameuse ordonnance du 5 novembre qui dissolvait la chambre des députés, convoquait les collèges électoraux d'arrondissements pour le 17 du même mois, ceux des départements pour le 24, et fixait l'ouverture de la prochaine session au 5 février 1828. Le même jour parut la liste des présidents de collèges, c'est-à-dire, des hommes sur lesquels le ministère appelait hautement la faveur des électeurs : on n'y voyait figurer que les députés sortants les plus dévoués, les plus incarnés au ministère. Une autre ordonnance du même jour élevait à la dignité monarchique de pair de France soixante-seize députés sortants ou militaires ou membres de conseils généraux, appartenant tous à la nuance royaliste ministérielle la plus prononcée, et parmi lesquels se trouvaient cinq archevêques.

Après avoir ainsi signifié ses volontés, le ministère qui, suivant l'expression de M. de Villèle, voulait jouer *cartes sur table*, supprima la censure.

Il faut se reporter à cette époque, où les partis étaient si fortement prononcés, pour se faire une idée de l'impression que produisaient ces mesures, qui sont toujours des plus extrêmes dans le système monarchique constitutionnel ; la France entière s'émut : et comme les dix-neuf vingtièmes de la nation professaient des opinions libérales, on chercha à deviner quels motifs avaient poussé le ministère vers de nouvelles élections qu'il devait redouter. Il était facile de pénétrer ces motifs : le ministère, craignant d'éprouver de nouvelles défections de la part des députés de l'extrême droite, avait senti le besoin de se refaire une majorité sur laquelle il pût compter pendant les sept années qui lui étaient nécessaires pour consolider son système et arriver à ses fins : et comme malgré les rapports des préfets, le gouvernement apercevait les progrès toujours croissants des idées libérales, il s'était décidé à courir immédiatement les chances de nouvelles élections générales, qu'il prévoyait lui être moins favorables deux ans plus tard.

Cela fut même avoué par les organes des ministres. « En parlant de l'appel fait aux élections générales, disait le *Moniteur*, nous éviterons d'employer le mot de *dissolution*, parce que dans la langue des journaux on attache à ce mot un sens plus expressif que dans le langage constitu-

tionnel de l'ordonnance. En effet, la liste des présidents de collèges prouve que la couronne, en présentant les anciens députés par la candidature royale à la réélection populaire, demande au pays des garanties de durée pour un système conservateur bien plus que des changements aventureux. »

L'aveu était naïf ; le ministère n'exigeait autre chose des électeurs que de renvoyer à la nouvelle chambre les trois cent trente-deux présidents de collèges qu'il leur présentait sous le patronage de la candidature royale : quant au reste des députés, c'est-à-dire à cette centaine qu'il n'avait point désignés, il s'en rapportait au zèle de ses préfets et de ses agents qui, aux moyens de corruption que possédait le gouvernement, devaient ajouter les séductions ou les menaces suivant les cas. Et pour ôter aux libéraux tout moyen de s'entendre et de se préparer à la bataille des élections, il n'avait laissé qu'un intervalle de douze jours pour les élections d'arrondissement, qu'il redoutait le plus, et de dix-neuf jours pour celles des grands collèges.

Cette tactique déloyale fit jeter les hauts cris aux journaux : à peine rendus à la liberté, ils se déchaînèrent avec plus de violence que jamais contre le système d'oppression sous lequel ils avaient gémi durant plusieurs mois : ils attaquèrent le ministère dans ses actes comme dans ses intentions : le licenciement de la garde nationale parisienne ; le rétablissement de la censure ; les difficultés survenues avec le dey d'Alger ; celles plus graves encore qui étaient résultées du combat de Navarin, lui furent amèrement reprochées.

Les mesures récentes devinrent encore l'objet des discussions les plus animées : on disait que le ministère avait voulu avilir la chambre des pairs en y jetant, à côté de quelques noms illustres, une foule d'hommes obscurs qui ne s'étaient fait connaître que par l'appui qu'ils avaient prêté à tous les projets de loi liberticides et anti-nationaux que le ministère avait enfantés ; on contestait au roi le droit de créer des pairs en nombre illimité, et surtout de déroger à l'ordonnance de 1827 relative aux majorats. Enfin on menaçait les ministres de les mettre en accusation pour infraction à la charte et aux lois constitutives.

Quant à la dissolution de la chambre des députés, les libéraux étaient bien loin de s'en plaindre, car ils la regardaient comme une preuve d'aveuglement de la part du ministère et comme l'heureux présage de sa chute prochaine ; mais ils lui reprochaient de ne l'avoir annoncée qu'au moment même où l'on devait procéder aux élections ; et cela dans le but de surprendre les libéraux et d'empêcher tous ceux à qui l'autorité

voudrait contester leurs droits, puisqu'ils n'auraient pas le temps de se pourvoir contre ce déni de justice.

Ce reproche de déloyauté le ministère l'avait bien encouru ; il avait tout combiné pour repousser la plupart des nouveaux électeurs libéraux des collèges. Mais ces ténébreuses machinations échouèrent devant le patriotisme que les jeunes électeurs montrèrent dans cette grande circonstance. Quelques jours suffirent aux chefs du parti libéral pour se former en comité, stimuler le zèle des électeurs, dresser les listes de leurs candidats : chacun prit à tâche de remplir ses devoirs civiques ; et comme le parti libéral s'était beaucoup étendu dans les classes moyennes, toutes les intrigues pratiquées par les agents du gouvernement échouèrent contre le bon sens national. Les électeurs libéraux arrivèrent aux collèges comme à une bataille décisive.

De son côté le ministère, qui croyait renouveler l'épreuve des élections générales de 1824, dont la liste de ses présidents reproduisait la candidature, avait mis tous ses agents en campagne : les préfets, les sous-préfets, les maires, les procureurs du roi, les percepteurs, les gendarmes, les gardes-champêtres avaient été chargés de ne s'occuper que des élections : ils devaient séduire les uns, menacer les autres et faire en sorte que le ministère l'emportât, s'ils voulaient conserver leurs places. Jamais on n'avait vu tant de servilité, tant d'avilissement chez les fonctionnaires ; ils allaient chercher au fond de son village jusqu'au plus obscur des électeurs, et ils ne le quittaient pas qu'ils ne se fussent assurés de son vote.

Les collèges s'assemblèrent enfin, et le nombre des votants s'y montra beaucoup plus considérable qu'à aucune autre époque. Le ministère commença à être inquiet sur le résultat des élections. Mais il n'y avait plus à reculer ; il lui fallut attendre avec anxiété les suites d'une mesure au succès de laquelle était désormais attachée son existence politique. Ce résultat ne fut pas longtemps douteux à Paris.

Dans cette grande capitale, où les passions politiques plus concentrées se mettent en ébullition au moindre contact entre elles, tout fut en mouvement le jour de la formation des bureaux. Le dépouillement du premier scrutin assura le renversement de tous les bureaux provisoires ; aucun des scrutateurs ministériels ne fut maintenu dans les fonctions que les présidents leur avaient confiées : ce fut le signal d'une défaite pour le gouvernement.

En effet, le lendemain, les noms sortis de l'urne électorale, au premier tour de scrutin.

furent ceux de MM. Dupont de l'Éure, Jacques Laffitte, Casimir Périer, Benjamin-Constant, de Schonen, tous connus comme chefs du parti libéral ; et Royer-Collard, Ternaux, Louis, qui s'étaient vivement prononcés contre les infracteurs de la charte. Le parti national obtint un triomphe complet ; car sur sept mille huit cents votants, il eut pour lui six mille six cent quatre-vingt-dix bulletins, c'est-à-dire les cinq sixièmes : le ministère n'avait pu réunir qu'un millier de voix.

Grande fut la consternation du parti ministériel, car il y avait pour ses patrons un précipice au bout des élections. Cependant il espérait encore que les électeurs de la province se montreraient moins hostiles. En effet, les élections y furent plus disputées qu'à Paris ; mais le résultat n'en fut pas moins tout en faveur du parti national. Là reparurent, avec les députés qui venaient de soutenir la lutte dans les dernières sessions, le plus grand nombre des patriotes que les élections de 1824 avaient éloignés : les La Fayette, les Chauvelin, les Étienne, les Bignon et plusieurs autres noms recommandés aux suffrages des électeurs par le parti libéral furent rendus à la représentation nationale, où arrivaient aussi les de Pradt, les Dupin, les Mauguin et une foule de nouveaux candidats patriotes. Le ministère eut encore le chagrin de n'avoir pu faire écarter les chefs de l'opposition de droite, qui étaient pour lui des ennemis aussi détestés que les libéraux : à peine s'il put obtenir, dans les arrondissements, le tiers des candidats qu'il avait présentés : plusieurs des orateurs ministériels qu'il avait particulièrement recommandés ne purent être élus : MM. Vaublanc, Dudon, Cornet-d'Incourt, de Saint-Chamans, etc., etc., furent écartés par la majorité des électeurs, et, chose plus étonnante encore, le garde-des-sceaux, Peyronnet lui-même, échoua également à Bordeaux et à Bourges.

Aujourd'hui que tous ces triomphes sont appréciés à leur juste valeur, on aura de la peine à comprendre la joie que laissa éclater le parti libéral quand, à chaque courrier qui arrivait, à chaque divulgation du télégraphe, il apprenait un succès pour la cause qu'il défendait : alors toute la population se mit sur pied ; les cloches sonnaient, les acclamations populaires frappaient les airs ; on entendait partout les cris de *Vive la charte ! vivent nos députés !* on était dans l'ivresse. Le soir toutes les fenêtres furent illuminées spontanément, surtout dans les quartiers commerçants et populeux.

Jusque là tout s'était passé dans le plus grand ordre. Mais, dans la même soirée, le peuple, qui ne sait pas régler ses démonstrations sur le commandement de la police, se réunit en troupes nombreuses et

parcourut la ville en criant d'illuminer à ceux qui n'avaient pas mis de lampions; il jeta même des pierres contre les fenêtres de quelques maisons habitées par des ministériels connus, et voulut les forcer à prendre part à la joie générale. Il s'ensuivit quelques désordres, que la police eût pu facilement réprimer, mais qu'elle laissa se renouveler dans d'autres quartiers.

Le ministère était trop heureux, dans sa défaite, que le peuple de Paris n'eût pas su mettre un frein à sa joie; il était trop heureux de pouvoir dire aux électeurs des grands collèges que les excès révolutionnaires allaient se renouveler, si le parti libéral triomphait : aussi travailla-t-il à tirer tout le parti possible de ces manifestations bruyantes, qui auraient passé inaperçues en Angleterre. Au lieu de chercher à calmer les esprits, il envoya sur les lieux des soldats, et principalement cette gendarmerie que la peuple haïssait mortellement. Les patrouilles furent accueillies par des huées et des cris *A bas les gendarmes!* et pour se mettre à l'abri des balonnettes, le peuple éleva deux ou trois barricades au moyen d'échafaudages de maisons qui étaient en construction dans la rue Saint-Denis. « Tout cela eut lieu, porte la déposition d'un témoin, sans aucune opposition de la part de la police; tout cela eut lieu au milieu d'un public nombreux, et avec une si grande sécurité qu'on aurait dit que cela se faisait comme à l'entreprise ¹. »

Quand l'autorité sut que le peuple s'était ainsi compromis, elle dirigea de forts détachements de gendarmerie à pied et à cheval sur les rues où se trouvaient les plus grandes réunions : on distribua des cartouches, on fit marcher les troupes en colonnes; et quand les détachements furent arrivés devant les barricades, les chefs qui les commandaient firent faire feu sur le peuple, qui se voyant traité en ennemi, se défendit un instant à coups de pierres et finit par chercher à se soustraire aux balles par la fuite. Alors les pelotons de gendarmerie se répandirent dans les rues voisines, chargeant les groupes qui ne pouvaient fuir, et frappant à coups de sabre et de balonnette les citoyens que la curiosité avait attirés sur les lieux. Ce ne fut qu'un cri d'indignation contre cette force brutale et aveugle qui agissait ainsi. Beaucoup de plaintes furent portées le lendemain devant les tribunaux. Les députés qui venaient d'être élus dans la capitale crurent de leur devoir, à défaut des magistrats qui n'agissaient pas, de se rendre auprès du président du conseil des ministres pour le prier de prendre les mesures néces-

saires pour garantir les citoyens de pareils excès, ce qui leur fut promis.

Mais au lieu d'employer des moyens propres à contenir dans de justes bornes la joie populaire, l'autorité fit des dispositions qui devaient amener une collision. Dès la fin du jour, le commandant de la place réunit de grandes masses de troupes et les tint prêtes à marcher : les instructions du ministre de la guerre portaient : « qu'il fallait que force restât à la justice, que l'autorité du roi triomphât et que les soldats eussent raison de ses ennemis. » Les illuminations ayant reparu, de nouveaux groupes se formèrent dans les rues, et les barricades de la veille furent relevées sans aucun obstacle de la part de la police. Les troupes marchèrent alors en colonnes et ayant en tête des commissaires de police. L'un de ces commissaires voulut faire tirer sur le peuple; mais le chef de bataillon Deshorties s'y refusa en lui disant qu'il n'avait point d'ordre à recevoir des agents de la police. Le capitaine Dabbadie répondit à une pareille invitation, *qu'il ne voulait pas changer des balles contre des pierres* ¹. Les barricades furent enlevées et détruites sans effusion de sang, car ceux qui les avaient élevées n'étaient point les ennemis du gouvernement; on les appelait alors *agents provocateurs*.

Mais il n'en fut pas de même d'une autre barricade établie à l'entrée de la rue Grénétat, sur laquelle avait été dirigé le colonel du 48^e de ligne avec un des plus forts détachements de troupes. A peine arrivé, ce colonel, qui entendit les pétards que le peuple tirait en signe de réjouissance, fit faire un feu de peloton qui mit le désordre parmi les promeneurs et les curieux. Marchant ensuite sur la barricade du Grand-Cerf, ce même colonel continua à commander le feu, et répandit ainsi la consternation dans toute la ville ².

« On ne saurait peindre avec trop d'énergie l'impression que ces événements produisirent dans la capitale, dit un historien contemporain; des plaintes, des cris unanimes s'élevèrent de toutes parts, et surtout dans les journaux, contre la police, qu'on accusait hautement d'avoir excité et soudoyé cette insurrection, pour faire croire au retour d'une révolution prochaine, jeter sur les

¹ Cette réponse mérite d'être conservée comme un exemple de modération fort rare chez les chefs militaires toujours portés à employer les moyens extrêmes contre leurs concitoyens.

² Le nom de ce colonel Fitz-James doit être flétri par l'histoire. Déserteur de l'armée nationale en 1815, il ne dut ses grades qu'à son extrême exaltation contre-révolutionnaire : on se rappelle encore dans le département de l'Ariège ses ordres du jour. Depuis lors il avait fait tirer sur les habitants du Mans dans une émeute excitée par la disette. A Paris, il fit faire feu sur le peuple, sur des citoyens inoffensifs qui tiraient des pétards pour célébrer le résultat des élections. C'était l'homme aux coups de collier, qu'il exécutait toujours à coups de fusil.

¹ Instruction judiciaire.

élections de la capitale et sur les habitants un vernis défavorable, épouvanter les électeurs des provinces, et détourner les choix hostiles au ministère. »

Cette accusation parut d'autant plus fondée que l'on n'avait pu arrêter aucun citoyen les armes à la main, et que, quelque soin que mit la cour royale à approfondir cette affaire, il ne résulta autre chose de l'instruction qui eut lieu sinon que des décharges de mousqueterie et des charges de cavalerie avaient été faites dans les rues sur des passants inoffensifs, sur des curieux, ou sur des jeunes gens qui s'amusaient à tirer des pétards; et enfin que des coups de fusil avaient été tirés aux fenêtres mêmes sur des femmes. Pour se défendre, l'autorité prétendit qu'il avait été tiré des coups de feu sur la troupe, et que des pierres avaient été lancées des fenêtres : le premier fait fut complètement démenti, et les perquisitions de la police elle-même ne purent établir le second.

En conséquence, toutes les personnes arrêtées, au nombre de plus de quatre-vingts, furent, au grand désappointement de la police, rendues à la liberté, « attendu, dit le dispositif de la cour royale, qu'il n'existait contre aucun d'eux des charges suffisantes. » Les plaintes portées contre des militaires, pour avoir donné ou autorisé les coups de feu, de sabre ou de baïonnettes, furent aussi écartées, soit parce que les coupables n'avaient pu être connus, soit parce qu'ils pouvaient être dans le cas de légitime défense.

Il en fut de même des poursuites dirigées contre le directeur de la police, Franchet, et contre le préfet, Delaveau, attendu, était-il dit, qu'il n'existait au procès aucun indice d'une participation quelconque aux faits qui avaient donné lieu à la poursuite, et parce que la cour ne pouvait examiner ou apprécier les mesures administratives qu'ils avaient ordonnées qu'autant qu'elles auraient été prescrites dans une intention criminelle; ce que rien n'indiquait.

La cause et l'objet de ces mouvements, comme de l'emploi de la force, restèrent donc couverts d'un voile impénétrable; ce qui fournit à chaque parti les moyens de s'accuser réciproquement. Les journaux du ministère ne cessaient de les attribuer aux doctrines révolutionnaires répandues par l'opposition libérale; ce dont cette opposition se défendait, en répétant sans cesse que la sédition avait été provoquée par les manœuvres du parti qui, se voyant vaincu dans les collèges d'arrondissement, avait intérêt à faire croire que la révolution allait renaitre avec ses fureurs, et ce, dans le but d'effrayer les électeurs des grands collèges afin de détourner les nominations que le ministère redoutait.

On ne peut mettre en doute que les ministres ne se soient servi puissamment du fantôme de la révolution pour porter la terreur dans les départements, et ce moyen leur réussit parfaitement : les électeurs éloignés de Paris concurent les plus vives alarmes sur la foi des relations ministérielles qui envenimaient tout; leurs dispositions se trouvèrent paralysées : ce fut ainsi que le ministère obtint le plupart des nominations des grands collèges, et que reparurent des noms fameux, repoussés dans les arrondissements, le ministère ayant mieux aimé favoriser la nomination des membres de l'opposition de droite, qu'il avait combattue dans les arrondissements, que de s'exposer à voir arriver d'autres libéraux.

En résultat, les élections des grands collèges donnèrent aux royalistes les trois quarts de leurs candidats¹; mais tous ne furent pas ministériels. Néanmoins les journaux du gouvernement se réjouirent à leur tour, et les ministres reprirent cette confiance en eux-mêmes qu'ils avaient perdue quelques jours auparavant.

La victoire paraissait donc encore incertaine : les libéraux ne doutaient pas que le ministère ne dût se retirer devant la nouvelle chambre; mais les ministres faisaient proclamer que la couronne aurait une grande majorité dans les deux chambres : il fallut attendre leur réunion pour savoir qui de l'opposition ou des ministres l'emporterait : ceux-ci, malgré l'assurance qu'ils affectaient, songèrent sérieusement à ramener à eux les membres de l'opposition de droite; mais leurs avances restèrent sans succès.

Tous le mois de décembre se passa en querelles, en injures, en menées ouvertes ou secrètes : la guerre continua avec plus d'acharnement que jamais entre les journaux de l'opposition, dont le résultat des élections avait considérablement accru l'influence, et les feuilles ministérielles, qui signalaient avec aigreur la puissance du *journalisme*, et qui faisaient des vœux pour qu'on le mit hors d'état de troubler le repos de leurs patrons. On a assuré qu'il avait été plusieurs fois question dans les conseils que les ministres tenaient du rétablissement de la censure; mais M. de Villèle s'opposa à cette mesure extrême, qui aurait pu avoir des dangers dans la situation; et celui qui voulait jouer *cartes sur table*, employa l'immense intervalle laissé entre les élections et l'ouverture de la session, à attirer à lui le plus grand nombre possible des membres regardés comme douteux

¹ La capitale, moins effrayée que les départements éloignés, continua à nommer des libéraux; pas un seul ministériel ou royaliste ne put s'y faire élire, et la majorité, dans les grands collèges, fut aussi forte que dans ceux d'arrondissement. Les départements, si patriotes, de l'est de la France, en firent autant.

et que l'on savait pouvoir gagner avec des places, des rubans ou de l'argent.

Mais le tocsin des élections avait sonné la dernière heure de ce ministère si adroitement et si audacieusement contre-révolutionnaire : la nation s'était réveillée ; elle avait ouvert les yeux sur les projets des hommes de Coblenz ou de 1815, et le ministère qui avait si longtemps pesé sur la France, qui avait voulu la démoraliser, devait tomber devant la manifestation de la puissance nationale.

CHAPITRE VII.

Premières réunions des députés. — Situation des partis. — Démarches du ministère pour réunir son ancienne majorité. — Il échoue auprès du côté droit. — Chute du fameux ministère Villèle. — Grande joie du peuple français. — Composition du ministère Martignac. — Il est regardé comme le triomphe du tiers-parti. — Ouverture de la session de 1828. — Adresse au roi. — Fraction des impatients. — Les nouvelles élections renforcent encore le parti libéral. — Son attitude. — Loi sur les listes électorales. — Suppression de la surveillance des journaux. — Projet de loi relatif à la réélection des députés fonctionnaires. — Il est rejeté par la chambre des pairs. — Loi sur la presse.

Quelque confiance que le ministère affectât d'avoir dans le résultat des élections, il était évident pour tout le monde qu'elles devaient amener à la chambre des députés une majorité qui lui serait hostile : en vain se débattait-il encore par des distinctions subtiles contre l'évidence de sa défaite ; les premières réunions de députés qui se formèrent à Paris ne laissèrent plus aucun doute sur la situation dans laquelle le ministère allait se trouver vis-à-vis des nouveaux élus. Il put se convaincre dès-lors qu'il avait contre lui non-seulement la société de la rue Grange-Batelière, composée de 150 à 160 membres du côté gauche ou du centre gauche, mais encore la fraction de M. Agier, que les écrivains du gouvernement nommaient la *défection royaliste*, fraction qui s'était détachée du ministère à l'époque du renvoi de M. de Châteaubriand, et qui depuis lors n'avait cessé de demander la charte avec toutes ses conséquences et la liberté de la presse comme une nécessité politique.

De ces deux réunions également hostiles au système, la première, celle des libéraux proprement dits, était devenue une puissance tant par le nombre de ses membres que par la grande popularité des journaux qui étaient l'organe de ses principes et des garanties exigées par ce parti : la seconde, quoique infiniment moins nombreuse, puisqu'elle ne comptait qu'une trentaine de députés, n'en était pas moins redoutable pour le mi-

nistère, parce qu'elle se composait d'hommes de talent, qui avaient rendu de grands services à la monarchie, et parce qu'elle disposait du *Journal des Débats*, plus redouté par les ministres que les journaux franchement libéraux.

Ainsi ce ministère avait déjà contre lui près de cent quatre-vingt-dix voix, qui toutes ne voulaient plus ni de lui, ni de son système, et dont la plupart parlaient de le mettre en accusation.

A cette opposition coalisée, il fallait ajouter en outre celle de l'extrême droite, qui voulait la chute du ministère à tout prix, mais par des causes fort différentes. Ici ce n'était point précisément la question des principes qui l'avait aigrie contre M. de Villèle : M. de Labourdonnaye et ses amis reprochaient bien au ministère le mauvais usage qu'il avait fait de la censure ; ils voulaient même la liberté de la presse, quoiqu'avec des lois fortement répressives ; mais ils lui en voulaient de ce qu'il avait fait des concessions à l'esprit révolutionnaire ; de ce qu'il avait hésité à faire la guerre d'Espagne, et surtout d'avoir reconnu l'indépendance d'Haiti et celle des Grecs, qui à leurs yeux n'étaient tous que des esclaves revoltés contre leurs maîtres légitimes. Toutefois, cette opposition royaliste brouillée avec le ministère parce qu'il ne s'était pas tenu dans la ligne contre-révolutionnaire qui lui avait été tracée en arrivant au pouvoir, revenait à la chambre, après les nouvelles élections, très-alarmée du succès des libéraux, et bien décidée à s'opposer à leur triomphe complet, pourvu que le ministère lui sacrifiât le président du conseil. Ce n'était donc guère qu'une opposition de personnes, qu'une affaire de portefeuilles.

Pendant que chaque réunion s'occupait à formuler son programme, le ministère ne restait pas inactif : ses amis recrutaient tout ce qu'ils apercevaient de députés douteux, d'ambitieux, de quêteurs de places ; et, à force d'offres, de promesses et même d'argent, ils étaient parvenus à reconstituer, du moins en grande partie, l'ancienne majorité : le ministère possédait encore cent vingt ou cent trente députés dévoués, qui formaient la société *Piet*, et sur lesquels il pouvait compter en toute circonstance. Il ne lui était donc pas impossible de ressaisir une majorité quelconque en transigeant avec les membres de la défection royaliste et ceux de l'opposition de droite qui tous se montraient alarmés des progrès du libéralisme. Il fut donc fait des offres aux chefs de ces partis : on proposa aux uns de les admettre dans les hauts emplois, en éloignant les titulaires le plus en butte aux attaques de ces partis ; aux autres, on leur promit de marcher d'une manière plus conforme à leurs vœux : en un mot, le mi-

ministère se montra disposé à faire bien des concessions, pourvu qu'on lui promît une majorité assez forte pour pouvoir lutter contre le parti libéral.

Mais, soit que ces concessions parussent trop tardives, ou qu'elles inspirassent peu de confiance, ou enfin qu'elles trahissent trop de faiblesse, elles ne furent agréées par aucune fraction de la future chambre; et chacune d'elles, bien convaincue que le ministère allait succomber, s'appêta à recueillir ses dépoüilles.

Le fougueux Labourdonnaye et ses amis de l'extrême droite se mirent à crier qu'on avait fait trop de concessions à l'esprit révolutionnaire et que la monarchie était perdue si elle ne se jetait dans les bras d'hommes assez fermes pour ne pas se laisser intimider par les menaces des libéraux. De son côté, le tiers-parti, celui désigné sous la dénomination de royalistes de la défection, ne cessait de faire répéter par ses organes qu'il était temps de s'arrêter sur la pente contre-révolutionnaire où les ministres se trouvaient lancés; il disait qu'il fallait fermer le gouffre sur les bords duquel M. de Villèle avait placé la monarchie, et qu'on ne pouvait le combler qu'en faisant quelques concessions à l'opinion publique. Quant aux libéraux, comme le terrain ne leur paraissait pas encore assez préparé pour leur faciliter l'arrivée au pouvoir, ils n'eurent aucune prétention aux portefeuilles que les autres partis se disputaient: tout ce qu'ils désiraient c'était le renversement des hommes qui avaient doté la France de tant de mauvaises lois, et qui avaient voulu lui en léguer de plus mauvaises encore. Sans appuyer aucune des fractions qui se croyaient appelées à la direction des affaires publiques, ils penchaient pour le tiers-parti comme devant amener quelque amélioration à l'état de choses.

Un mois se passa encore dans l'incertitude: il fut employé en intrigues qu'il répugne à l'historien de développer, et dont il ne fait mention que parce qu'elles sont le miroir fidèle d'une époque où chaque parti s'efforçait de masquer le but vers lequel il marchait, où aucun homme se mêlant d'affaires politiques ne laissait voir toute sa pensée; de cette époque, où tout le monde se retranchait derrière cette charte dont personne ne voulait; de cette époque enfin que l'on a depuis si justement appelée la *comédie de quinze ans*. Tous les yeux étaient alors fixés sur ce qui se passait dans l'intérieur des Tuileries: on s'occupait avec anxiété des visites que le roi recevait, des conseils que les ministres tenaient, du plus ou moins d'assurance ou de satisfaction que chacun d'eux laissait apercevoir en sortant du cabinet de Charles X: on calculait la durée de l'audience que

tel personnage avait eue du roi, et on en tirait des indices sur les résolutions du château: la bourse, la banque, le public étaient dans l'anxiété.

Tout à coup le bruit se répand que le conseil des ministres, tenu au lever du roi, n'avait pas duré autant qu'à l'ordinaire; que les ministres n'en étaient pas sortis ensemble; que celui de la marine (M. de Chabrol) était resté le dernier, et qu'il était même retourné plusieurs fois dans la journée chez le roi. On en tira la conséquence que le ministère Villèle n'existait plus, et que M. de Chabrol était chargé d'en composer un autre.

C'était le 5 janvier que l'on avait eu connaissance de ce que l'on appelait alors un grand événement, et le surlendemain parut en effet l'ordonnance, si impatientement attendue, portant organisation d'un nouveau ministère un peu moins contre-révolutionnaire. Le roi appelait à la justice M. Portalis, pair de France, qui s'était rendu agréable aux libéraux par son rapport sur la pétition de M. Montlosier; M. de Laferronnays, ambassadeur en Russie, était porté aux affaires étrangères; on le regardait comme un homme capable et loyal; M. Decaux, membre de la chambre des députés, entraît au ministère de la guerre; mais il n'en avait que l'administration, le dauphin s'étant réservé le personnel et la présentation aux emplois vacants dans l'armée; M. de Martignac, directeur-général de l'enregistrement, homme d'esprit et de mœurs douces, était nommé ministre de l'intérieur; mais on détachait de ce ministère le commerce et les manufactures, dont on en faisait un spécial que le roi donnait à M. de Saint-Cricq. Le portefeuille des finances passait entre les mains de M. Roy, jouissant alors d'une belle réputation financière, et qui avait fait de l'opposition contre le ministère Villèle.

Il ne restait de l'ancien ministère que M. de Chabrol, ministre de la marine, dont la modération avait plus d'une fois contrasté avec l'exagération de ses collègues; il passait pour avoir désapprouvé certaines mesures, et principalement celle du licenciement de la garde nationale.

Quant à M. Frayssinous, on le conservait aussi; mais son administration était réduite aux seules affaires ecclésiastiques. On s'occupait de créer un ministère de l'instruction publique.

Tel fut d'abord le conseil qui succéda à celui dont M. de Villèle avait été le chef. Le tiers-parti y vit le triomphe de ses opinions; les libéraux le regardèrent comme une amélioration; les anciens ministériels ne voulurent le considérer que comme une administration provisoire; et enfin l'opposition de l'extrême droite, si désappointée dans ses prétentions, s'écria qu'un pareil ministère n'était

qu'une transition pour préparer les voies aux libéraux.

Quant au public, il montra de la joie du renversement des hommes de la contre-révolution, et considéra leur renvoi comme une concession faite à l'opinion. Il fut encore plus satisfait quand il sut que M. Franchet, directeur-général, et M. Delaveau, préfet de police, venaient d'être destitués, et que la direction générale de la police restait supprimée. MM. Franchet et Delaveau n'étaient pas seulement les hommes du ministère Villèle, ils étaient aussi ceux de la congrégation, des jésuites, et, à ce double titre, ils étaient devenus l'objet d'une haine qui s'était manifestée en toute occasion. Le nouveau ministère sentait qu'il avait besoin de réhabiliter la police, qui s'était rendue odieuse à la nation entière; aussi confia-t-il la préfecture à M. Debelleyne, procureur du roi près le tribunal de première instance, magistrat qui avait mérité l'estime générale par son équité autant que par son mérite, et qui, même en cette nouvelle qualité de chef de la police de Paris, sut conserver sa belle réputation.

Cependant, au premier moment de satisfaction causée par la chute du ministère Villèle, succédèrent bientôt les réflexions que firent les partis sur la composition du nouveau conseil. Les libéraux crurent s'apercevoir qu'il ne présentait aucun nom indiquant des doctrines propres à offrir des garanties aux amis des libertés publiques; ils se montrèrent fâchés d'y voir encore des hommes qui avaient fait partie de l'ancienne administration, ou qui avaient avoué son système. Ils regardèrent donc le nouveau ministère comme l'ombre de l'ancien, et ne virent dans sa composition hétérogène qu'une nouvelle combinaison de M. de Villèle, qui, forcé de céder à l'opinion publique, se serait placé derrière le rideau pour reparaitre sur la scène le jour où l'impuissance de ses successeurs se manifesterait.

« Nous avons beau prendre les nouveaux ministres un à un, les examiner successivement et peser leurs capacités, disait à ce sujet le journal le *Constitutionnel*, nous n'en trouvons aucun, quelque mérite qu'il ait d'ailleurs, qui soit de taille à se mettre à la tête des affaires, à servir de guide dans un système constitutionnel, à dominer par le caractère ou le talent. »

Le *Journal des Débats*, organe de la faction Agier, tenait à peu près le même langage : « Tant que nous ne verrons pas le nouveau conseil marcher droit et ferme à un but net et grand, disait-il, nous craindrons qu'il ne lui soit pas donné de rendre à la couronne cette force féconde et active qu'elle avait déplorablement perdue; nous craindrons qu'il n'ait d'autre puissance que de présen-

ver l'ordre public du péril des feux de joie, et d'empêcher la capitale d'illuminer¹. »

Quant aux journaux qui représentaient l'opinion de l'extrême droite, ils n'exprimaient que des regrets de ce qu'aucun des membres qui avaient combattu pour la royauté n'avait été appelé au conseil. « Cette force si nécessaire au nouveau ministère, disait à ce sujet la *Quotidienne*, quelques hommes auraient pu la lui donner, non pas seulement par le secours de leurs lumières, mais par le crédit que trouveraient leurs noms dans l'opinion royaliste, par la sécurité qu'ils auraient fait naître dans les esprits inquiets et alarmés. Le ministère, tel qu'il est, s'il ne repousse pas les consciences, n'a pas de quoi les attirer, les engager à lui par la seule autorité de ceux qui le composent. »

Se voyant jugé d'avance par tous les partis, le ministère Martignac crut devoir prendre position nettement. Il commença par se compléter : M. de Vatismesnil eut l'instruction publique ; on rendit au ministre de la guerre le personnel de son administration, sur les observations qui avaient été faites par les journaux libéraux que le dauphin, n'étant point responsable, ne pouvait faire des actes soumis à la responsabilité ministérielle : quelques préfets furent changés ; quelques injustices réparées. Mais ce qui fit plus de sensation que toutes ces mesures administratives, ce fut la nomination d'une commission chargée d'examiner les moyens que pouvait nécessiter l'exécution des lois du royaume dans l'enseignement des écoles ecclésiastiques secondaires, c'est-à-dire, des petits séminaires, passés pour la plupart sous la direction des membres d'une société fameuse, non autorisée par les lois, des jésuites, qui s'étaient glissés partout. Ce fut là une satisfaction donnée à l'opinion publique sur un des points où elle se montrait le plus exigeante. Les journaux de l'extrême droite la regardèrent comme une concession scandaleuse faite à l'esprit révolutionnaire.

La session de 1828 s'ouvrit enfin le 5 février. Le discours du roi, que l'on attendait comme le programme du ministère, ranima les espérances des amis de l'ordre constitutionnel. « Voulant affermir de plus en plus dans mes États la chartre qui fut octroyée par mon frère, et que j'ai juré de maintenir, disait Charles X, je veillerai à ce qu'on travaille avec sagesse et maturité à mettre notre législation en harmonie avec elle. Quelques hautes questions d'administration publique ont été signalées à ma sollicitude. Convaincu que la véritable

¹ Allusion aux efforts que le nouveau ministère avait faits pour empêcher les illuminations et les feux de joie que la population de Paris se disposait à faire au moment de la chute du ministère Villèle.

force des trônes est, après la divine Providence, dans l'observation des lois, j'ai ordonné que ces questions fussent approfondies, et que leur discussion fût briller la vérité, premier besoin des princes et des peuples. »

On crut que de ce jour allait commencer une ère nouvelle de justice et de réparation, et la vérification des pouvoirs des nouveaux députés se fit dans ces dispositions. Elle fut longue et orageuse, à cause du grand nombre de fraudes qui furent signalées par le parti libéral; toutes les manœuvres employées par l'ancien ministère y furent mises au jour, et cette divulgation ne contribua pas peu à faire adopter le paragraphe de l'adresse par laquelle la nouvelle chambre des députés jeta sur la précédente administration un blâme sévère qui fut l'objet d'une discussion des plus vives, à la suite de laquelle 187 voix contre 175 qualifièrent officiellement l'administration du ministère Villèle de *déplorable*, épithète qui lui est restée, et que l'histoire doit lui conserver.

Aussitôt MM. de Chabrol et Frayssinous donnèrent leur démission, et furent remplacés, le premier, par M. Hyde de Neuville, royaliste bien connu, mais qui s'était détaché de l'ancienne majorité dès qu'il avait vu le ministère décidé à déchirer la charte; le second, par l'abbé Feutrier, évêque de Beauvais, dont on vantait l'esprit de tolérance et de modération.

Le ministère Villèle se trouva donc entièrement renouvelé : on devait croire que le nouveau conseil allait se dessiner franchement. Il n'en fut rien; les ministres n'eurent ni le courage de répudier les actes de leurs prédécesseurs, ni celui de les défendre : ils ne surent prendre que des demi-moyens, tant envers les préfets et les fonctionnaires, sur les opérations desquels il s'était élevé une foule de réclamations, qu'à l'égard des mesures qui devaient faire oublier l'administration qualifiée de *déplorable*. Rien ne marchait au gré du parti national, et la chambre des députés elle-même avait mis près de deux mois seulement pour se constituer.

Alors se forma cette fraction que l'on appela les *impatients*, parcequ'ils voulaient des résultats et des promesses. L'un de ces impatients, le célèbre abbé de Pradt, dont l'élection dans le Puy-de-Dôme avait été regardée comme un des plus beaux succès du parti libéral¹, dégoûté de la tournure que prenaient les affaires, publiques et désespérant

de servir utilement la cause de la liberté dans une chambre où il prévoyait que son opinion ne pourrait jamais prevaloir, donna sa démission, et la motiva sur le désappointement qu'il éprouvait.

« Il me semblait, disait M. de Pradt, que le moment était arrivé de terminer une lutte de quarante années; de décider enfin au profit de la France la question de la réformation sociale dont elle a donné le modèle au monde.... Le mouvement d'un grand peuple ne me paraissait pas devoir aboutir seulement à l'effacement de quelques difformités dans son code ni dans sa police; à mes yeux, la session de 1828 devait être au régime importé depuis 1814 ce que l'assemblée constituante avait été pour l'ancien régime.... Il faut que j'aie eu tort puisque je suis resté seul; je dois me retirer. »

Le perte que le côté gauche de la chambre fit de M. de Pradt, se trouva amplement compensée lors des élections qui restaient à faire par suite des doubles nominations. Sur une cinquantaine de membres qu'il fallut élire pour remplacer les députés qui avaient dû opter entre deux ou plusieurs départements, le parti national se trouva encore renforcé d'une quarantaine de libéraux, parmi lesquels on remarquait MM. Boissy d'Anglas, Jobez, Daunou, Lobau, Alexandre de la Rochefoucault, Couderc, Hermann, Cormenin, le général Simmier, Jacqueminot et Maximilien Lamarque : ce fut un renfort considérable qui permit à ce parti de prendre l'attitude qui lui convenait.

Plusieurs propositions furent faites alors pour l'annulation de quelques-unes des mesures qui avaient été à l'usage du précédent ministère : M. Bacot de Romans demanda la suppression de la commission instituée pour surveiller la rédaction des journaux. M. Benjamin-Constant sollicita l'abolition de la censure facultative des feuilles publiques, faculté que le ministère Villèle s'était réservée par la loi qu'il avait fait adopter dans la précédente session.

Le même orateur souleva la question des brevets d'imprimeurs et de libraires, sur lesquels le précédent ministère s'était arrogé le droit de retrait. M. de Conny présenta, dans un comité secret, un projet de loi tendant à la réélection tout député auquel il serait conféré une place retribué. Enfin, on dénonça les abus commis par la direction des postes, et on demanda la cessation du scandale occasionné par les opérations ténébreuses de ce qu'on appelait le *Cabinet noir*; organisation infâme, sur laquelle il fut donné des détails propres à soulever l'indignation du public.

Le ministère, ainsi pressé, se décida à *clabousser*

¹ M. de Pradt qui avait toujours montré une grande mobilité dans ses opinions, s'était posé depuis quelques années comme le plus ferme champion de l'affranchissement des peuples : il s'était fait une grande réputation de libéralisme et de philanthropie par son infatigable ardeur à réclamer les libertés publiques. Malheureusement pour lui, il n'en était pas à la dernière phase de ses opinions.

quelques projets de lois urgents. Il en présenta successivement plusieurs qui furent annoncés comme autant d'améliorations apportées à la législation existante. Le premier, relatif à la publication et à la révision des listes électorales, venait d'être jugé nécessaire à la suite des faits révélés par les débats auxquels avaient donné lieu les dernières élections. De toutes les garanties que réclamait l'exercice des droits politiques des citoyens aucune ne s'était fait plus vivement sentir que celle qui avait pour objet de prévenir le retour des abus, des fraudes de toute espèce reprochés à l'ancienne administration. Le nouveau ministère l'avait senti, et le projet de loi qu'il présentait était rédigé dans ce but.

« De graves inconvénients sur les dernières élections, disait le ministère, ont été signalés à l'opinion publique et révélés à la sollicitude du gouvernement. Les débats qui ont marqué l'ouverture de cette session ont achevé de l'éclairer sur le besoin pressant d'en prévenir le retour; en donnant à cette partie de notre législation plus de force et plus de clarté, nous avons cherché à remplir ce devoir, et nous venons vous faire connaître le résultat de nos travaux. Une pensée dominante a présidé à la rédaction de la nouvelle loi que nous avons à vous présenter. Il faut non-seulement que tous les droits soient garantis, que toutes les voies régulières soient ouvertes à la vérité, et que les fraudes soient rendues impossibles; il faut encore que ces précautions et leur efficacité soient comprises et reconnues; il faut que l'administration soit placée au-dessus du soupçon, et que la malignité soit contrainte de s'arrêter devant l'évidence de la bonne foi et l'ascendant de la vérité. »

Le caractère de la loi proposée par M. Martignac était sans contredit la bonne foi : on y reconnaissait, dans les travaux préparatoires pour la révision des listes, dans la publication des listes revisées, dans les recours ouverts à tous les citoyens, et enfin dans la faculté accordée à tout électeur inscrit d'agir contre la personne qu'il saurait n'avoir point la capacité électorale; on y reconnaissait, dis-je, autant de garanties contre les abus et les fraudes signalés. Le parti libéral accepta donc le projet, comme l'augure de tant d'autres améliorations devenues nécessaires, parmi lesquelles quelques membres firent entendre des vœux pour l'abolition de la septennalité et pour une plus grande participation de la nation aux droits d'élire ses députés.

Mais il n'en fut pas de même des anciens ministériels, et surtout des pairs nommés par le dernier ministère, parmi lesquels figuraient les hommes les plus contraires à toute innovation qui

aurait un caractère libéral. Dans cette chambre, le projet de loi trouva des adversaires violents : MM. Forbin des Issarts, Rougé, Castelbajac, Frénilly, Villefranche, Marcellus, Kergorlay, Peyronnet, Corbière et Villèle, le signalèrent comme une concession arrachée à la faiblesse, comme une mesure funeste, dangereuse, impolitique, et qui mettait l'administration en état de prévention. Mais, malgré la violence des attaques dont le projet fut l'objet de la part des amis de l'ancienne administration, il fut converti en loi par une assez forte majorité; et cette loi nous régit encore aujourd'hui, parce qu'elle garantit la plénitude des droits des électeurs selon la charte, en même temps qu'elle prescrit le bon ordre et les précautions légales.

Les principales dispositions de cette loi étaient : 1^o la permanence des listes, sauf les radiations et inscriptions qui pourraient avoir lieu lors de la révision; 2^o la révision annuelle; 3^o la publication après cette révision; 4^o l'admission de toute réclamation, sur laquelle il devait être statué en conseil de préfecture; et 5^o l'action réservée devant les cours royales à toute partie qui se croirait lésée par les décisions de la préfecture.

Par ces moyens, les fraudes, les abus, les dénis de justice devenaient impossibles, ou du moins très-difficiles : c'était donc entrer dans une meilleure voie que celle où avait pénétré si avant le ministère Villèle.

La proposition de M. Bacot de Romans, relative à la suppression de la commission chargée de surveiller la rédaction des journaux, avait trouvé la nouvelle chambre disposée à frapper de réprobation cette mesure, qui d'ailleurs n'avait pas même reçu un commencement d'exécution, les bureaux s'étant refusés à nommer les membres qui devaient composer la commission : cette espèce de censure, exercée en haine de la publicité, fut donc abolie à l'unanimité.

Quant à la motion de M. de Conny, sur la nécessité de soumettre à la réélection tout député auquel il serait conféré une place rétribuée par le gouvernement, motion qui n'était que la reproduction d'idées déjà émises à cet égard par plusieurs membres de l'opposition libérale¹, elle fut accueillie avec faveur par tous les membres qui sentaient combien le caractère du député devait être indépendant. Le rapporteur, M. de Chantelauze, conclut à l'adoption de la proposition, qui, disait-il, aurait pour résultat de mettre les lois en harmonie avec les mœurs. En effet, l'opinion publique s'était prononcée contre tout député qui

¹ MM. Jankowitz et Boucher dans les précédentes sessions, avaient demandé itérativement ce que M. de Conny propose en 1828.

spéculait sur son mandat ; et, dès qu'un membre de la chambre était appelé à quelques fonctions qui le rendaient dépendant du ministère, il perdait aussitôt son crédit et sa considération.

La proposition de M. de Conny était de celles que le bon sens et la pudeur indiquent toujours ; mais par cela même, elle déplut beaucoup aux membres qui siégeaient à côté de M. de Conny : MM. de Labourdonnaye, Sirieys de Marinbac, Laboëssière la repoussèrent au moyen de ces sophismes et de ces maximes à l'usage des royautes : ils la trouvaient injurieuse pour le caractère français, et surtout attentatoire au pouvoir royal. M. Duplessis de Grénédan attaqua même le principe de la proposition comme entaché de républicanisme, et tendant à accroître la force morale de la chambre aux dépens de celle de la royauté, dont, selon lui, la charte avait fait la part trop petite.

Malgré toutes ces déclamations, la proposition soutenue par MM. Méchin, Pelet, Benjamin Constant et Dupin aîné, fut adoptée, et renvoyée aussitôt à la chambre des pairs.

Mais là le projet de loi fut considéré par le rapporteur, M. Pasquier, comme contraire à la charte, qui, disaient les adversaires de la proposition, voulait que tous les Français fussent également aptes aux emplois publics. Ceux-ci, au nombre desquels se fit remarquer M. d'Argout, prétendaient que la proposition établissait des incompatibilités repoussées par la loi fondamentale : ils disaient que la résolution avait pour résultat de faire fuir des emplois ceux qui en seraient le plus dignes, et que la prérogative royale en serait gênée. M. d'Argout demanda l'ajournement du projet, et il fut vivement appuyé par l'ancienne minorité ministérielle, renforcée des pairs nommés par M. de Villèle.

Ce fut vainement que M. de Broglie et M. de Barante combattirent les scrupules intéressés de cette nouvelle majorité ; ce fut en vain que le premier de ces pairs, examinant ce qui s'était passé depuis quatorze ans, prouva que sur quatorze cents citoyens parvenus à la députation, douze cents avaient été promus à des emplois divers pendant leur députation ; ce fut inutilement encore qu'il fit remarquer que la proposition dont on s'occupait avait été successivement reproduite par les opinions les plus opposées, qui toutes avaient réclamé contre ce scandale ; M. Pasquier insista dans ses conclusions ; et, quand on en vint au vote, il ne se trouva dans la chambre des pairs remaniée par M. de Villèle que quarante-six voix pour l'adoption d'une mesure si vivement réclamée par la raison et par l'opinion publique : cent soixante-quatorze pairs repoussèrent le projet de

loi qui avait reçu la sanction des trois quarts des membres de l'autre chambre.

Restait encore à prendre une détermination relativement à la censure facultative contre laquelle M. Benjamin-Constant s'était élevé avec autant d'éloquence que de vigueur, et qui avait été l'objet d'une proposition formelle prise en considération par la chambre des députés. Cette proposition n'avait point eu de suite, le ministère ayant annoncé qu'il préparait un projet de loi sur la presse périodique.

On avait donc laissé aux ministres l'honneur d'affranchir la presse des entraves de la censure et du monopole. Mais à peine avaient-ils commencé à s'occuper des améliorations si vivement réclamées, qu'ils furent arrêtés par les scrupules et par les menaces du parti encore tout-puissant qui avait donné si longtemps la majorité à l'ancien ministère. Le projet de loi qui sortit des bureaux se ressentit des craintes que ce parti avait su inspirer aux ministres ; et quoique la presse périodique y fût affranchie de la censure facultative et du monopole institué par les autorisations, le projet se trouva tellement surchargé de dispositions répressives qu'il parut à l'opposition libérale plus onéreux et plus sévère que la fameuse loi *d'amour et de justice* présentée par M. Peyronnet.

La commission ne put faire moins que de mitiger, par des amendements, les exigences de ce projet, qui resta encore tellement sévère, tellement éloigné des espérances des amis de la liberté de la presse, qu'on s'attendit à une lutte des plus vives.

Ce fut M. Kératry qui l'ouvrit. Il commença par reconnaître que le projet apportait d'importantes améliorations à la législation existante par l'abolition du privilège, de la censure et des procès de tendance. Mais il se plaignit de ce qu'après avoir posé ces principes on eût cherché à annuler ces bienfaits par les dispositions les plus contraires aux intérêts de la publicité. M. Kératry reprochait aux ministres de continuer à laisser la presse en dehors de la législation commune, à la charger de mesures préventives, à lui imposer des conditions non-seulement dures mais souvent inexécutables.

« Est-ce là, s'écriait l'orateur, ce que nous prometait le préambule du projet de loi ? serions-nous réduits à le considérer comme le magnifique péristyle de Sainte-Geneviève (le Panthéon) transporté devant la Force ou Sainte-Pélagie pour en masquer le dégoûtant intérieur ? Rapportons à chacun ce qui lui revient : laissons le préambule à M. le garde-des-sceaux, et rendons à l'ancien

ministère ou à ses agents un projet de loi qui est évidemment leur ouvrage. »

Une foule d'autres orateurs du côté gauche entrèrent alors dans l'arène pour combattre ce déplorable projet, regardé par les libéraux comme plus dur, plus oppressif que celui de M. Peyronnet, qui du moins disait-on, ne devait être que transitoire : tous le repoussèrent comme un legs funeste fait par le ministère Villèle à ses successeurs.

« Je rejette le projet de loi, dit Benjamin-Constant; je le rejette avec d'autant moins d'hésitation que je suis disposé à soupçonner que le projet ne nous vient pas des ministres. Conçu par eux dans le dessein de vous donner satisfaction relativement à la censure, contre laquelle vous aviez manifesté votre réprobation, il a été dénaturé par une faction que le ministère a le tort de craindre et la faiblesse de ménager. Oui, messieurs, la main qui a tracé l'exposé des motifs n'est pas la même qui a rédigé les articles de la loi. On reconnaît dans l'un cet esprit de sagesse et cet amour des lumières héritage d'un père illustre, et qu'il serait douloureux de voir répudier : les autres sont empreintes des subtilités et de l'astuce d'une société fameuse dont la France sollicite vainement le ministère de la délivrer et de s'affranchir lui-même. Ce n'est point à proprement parler le ministère qu'on attaque en rejetant le projet de loi; on le défend au contraire contre l'ennemi qui le subjugue et le décrédite pour mieux le dominer. »

L'opinion était alors que le nouveau ministère se trouvait sous l'influence de l'ancien, qu'il n'osait pas rompre avec des hommes qui avaient encore tant de puissance, et qu'il les ménageait eux et leurs nombreux agents, dans la crainte de les irriter : on lui reprochait de suivre les errements de M. de Villèle, de marcher dans la même voie, de persister dans le même système; et le ministère gardait le silence ou ne se défendait que faiblement. Bientôt les libéraux se virent dans la nécessité de continuer la même guerre qu'ils avaient faite à l'administration de M. de Villèle; et les amis, les appuis de l'ancien ministère devinrent aussi les amis, les soutiens du nouveau. Une majorité de cent cinquante voix, contre une minorité de cent seize, vota pour le projet de loi sur la presse, qui passa ainsi avec quelques amendements impuissants.

Ce fut encore une mauvaise loi ajoutée à toutes les lois plus ou moins mauvaises déjà rendues sur la presse, et qui toutes témoignaient la crainte qu'inspiraient les journaux à un gouvernement anti-national, et la haine la plus aveugle contre les lumières et la publicité.

CHAPITRE VIII

Les querelles religieuses survivent au ministère Villèle. — Rapport sur les petits séminaires. — Célèbres ordonnances du 16 juin sur les écoles secondaires ecclésiastiques. — Sensations diverses qu'elles produisent. — Elles sont attaquées par le côté droit. — Résistance des évêques. — Mémoire qu'ils publient. — Envoi d'un agent auprès du pape. — Décision du Vatican sur ces ordonnances. — Les querelles religieuses se calment. — Guerre entre la Russie et la Porte-Ottomane. — Attitude des autres puissances. — La France prépare l'expédition de Morée. — Emprunt fait pour les armements nécessaires. — Départ de l'expédition. — Événements survenus en Grèce. — Ibrahim consent à évacuer la Morée. — Les Français prennent possession des places fortes et les rendent aux Grecs. — Fin de l'expédition.

Quelque importants qu'eussent été les débats législatifs sur les questions qui venaient d'être agitées, questions toujours si palpitantes d'intérêt puisqu'il s'agissait de la plus précieuse des libertés publiques, ces débats politiques n'avaient pas captivé l'opinion publique jusqu'au point de lui faire perdre de vue les querelles religieuses qui avaient survécu au ministère Villèle, et auxquelles le nouveau conseil du roi aurait voulu mettre un terme.

Par un de ses premiers actes le nouveau ministère avait établi une commission chargée de faire constater l'état des écoles ecclésiastiques secondaires du royaume, écoles devenues très-nombreuses, et dont les chefs, placés sous l'influence de la congrégation ou des jésuites, s'efforçaient d'attirer à eux une grande partie de la jeunesse de France, à laquelle les congréganistes faisaient donner cette éducation religieuse qui tendait à faire de ces jeunes gens autant de jésuites. Cette commission devait chercher les moyens de faire rentrer ces écoles dans le régime universitaire, afin de les mettre en harmonie avec la législation existante.

Plusieurs mois avaient été consacrés aux investigations nécessaires pour préparer le rapport tant désiré, et dans cet intervalle une foule de pétitions étaient arrivées aux chambres pour leur dénoncer l'existence des jésuites en France, les établissements qu'ils y avaient formés, et les mesures à prendre contre eux; pétitions qui furent renvoyées à la commission à titre de renseignements.

Le rapport fut fait enfin le 28 mai : après avoir donné tous les détails qui étaient parvenus à sa connaissance sur l'établissement des écoles secondaires ecclésiastiques, sur les développements qu'elles avaient pris, les privilèges qui leur avaient été accordés par l'ancien ministère, les moyens employés pour attirer les élèves, et les règles qu'elles suivaient, la commission avait été d'un avis unanime sur la nécessité d'arrêter ces développements, en astreignant ces écoles ou petits séminaires à n'admettre que les études compati-

bles avec l'état ecclésiastique. Elle proposait donc de limiter le nombre des élèves aux besoins reconnus de l'église¹; de faire prendre l'habit ecclésiastique à ces élèves après deux ans d'études, et de défendre l'admission des externes.

Jusqu'à là la commission avait répondu à l'attente de l'opinion effrayée des progrès du jésuitisme. Mais sur la question de la légalité des établissements autorisés par les évêques et de savoir si ces établissements de prêtres, vivant dans leur intérieur suivant la règle de saint Ignace, étaient ou non en contravention aux lois, cette même commission s'était trouvée divisée d'opinion. La minorité, composée des membres regardés comme libéraux, pensait que de pareilles associations, formées sans autorisation, étaient une infraction aux lois, et que l'autorisation accordée par les évêques ne suffisait pas pour les relever de cette irrégularité. Mais la majorité, se fondant sur ce que la direction des écoles ecclésiastiques et la nomination des directeurs appartenait aux évêques en vertu de l'ordonnance du 5 octobre 1814, prétendait qu'on ne pouvait reconnaître légalement le caractère d'une corporation religieuse chez des prêtres soumis à la juridiction et à l'administration temporelles des évêques dans le diocèse desquels ils exerçaient; et cette majorité estima que la direction des écoles secondaires ecclésiastiques donnée à des prêtres, révocables à la volonté des évêques, soumis en tout lieu à leur autorité, n'était pas contraire aux lois, bien que ces prêtres suivissent pour leur régime intérieur la règle de saint Ignace.

Ces subtilités, auxquelles le bon sens de la nation ne pouvait se soumettre, furent regardées par l'opposition libérale comme un moyen que le ministère s'était réservé pour ne pas sévir contre ces associations illicites : on en tira la conséquence que les nouveaux ministres n'osaient pas sortir de la voie où étaient entrés leurs prédécesseurs, et que, comme eux, ils voulaient livrer le monopole de l'enseignement à ces jésuites contre lesquels la nation se prononçait si fortement. Il y eut, dans la chambre des députés, de vifs débats à ce sujet, et les argumentations contre les prétentions des sociétés religieuses y furent empreintes de tant de raison et appuyées sur de si puissants motifs, que le ministère ne put plus se dispenser de se prononcer.

Le 16 juin parurent deux ordonnances qui, à cette époque, furent regardées comme de la plus

haute importance. L'une, rendue sur le rapport du garde-des-sceaux, en contradiction formelle avec les conclusions de la commission, soumettait, à dater du 4^{er} octobre, les établissements dirigés par des personnes appartenant à une congrégation religieuse non autorisée, au régime de l'université : elle portait en outre, qu'à dater de la même époque, nul ne pourrait être ou demeurer chargé soit de la direction, soit de l'enseignement dans une des maisons dépendantes de l'université ou dans une des écoles secondaires ecclésiastiques, s'il n'avait affirmé par écrit qu'il n'appartenait à aucune congrégation religieuse non légalement établie en France.

L'autre ordonnance, élaborée par l'évêque de Beauvais ministre des cultes, fut conforme à la partie du rapport de la commission sur laquelle ses membres s'étaient montrés d'accord. Elle attribuait au roi la faculté de déterminer l'établissement des écoles secondaires ecclésiastiques; limitait à vingt mille le nombre des élèves qui pouvaient y être instruits, leur imposait l'obligation de prendre l'habit ecclésiastique au bout de deux ans, et défendait aux directeurs d'y recevoir des externes. A ces conditions, les écoles secondaires pouvaient compter sur la munificence royale, qui créait huit mille demi-bourses, et sur l'appui du gouvernement, disposé à les soutenir par une allocation de 1,200,000 francs qui serait portée en dépense additionnelle au budget.

Ces deux ordonnances, qui n'étaient qu'une faible concession à cette opinion publique si énergiquement exprimée par les collèges électoraux, excitèrent le plus vif mécontentement parmi ces nombreux membres de la congrégation qui travaillaient à l'introduction des jésuites d'accord avec l'ancien ministère; une partie du haut clergé se disposa à protester contre des mesures qui, disait-il, avaient été arrachées aux ministres par les exigences du parti révolutionnaire et anti-religieux. Les écrivains de la congrégation et ceux qui étaient restés dévoués à l'ancien ministère, les regardèrent comme *des actes de persécution*, auxquels il fallait opposer des *résistances légitimes*.

Il y eut, à ce sujet, des débats très-orageux dans la chambre au moment où elles eurent à s'occuper de l'instruction publique : les ordonnances, soutenues par les ministres et par quelques libéraux, y furent attaquées avec aigreur comme une violation manifeste de la charte, et comme introduisant l'inquisition dans l'enseignement public.

« Quand une fois le régime exceptionnel s'établit par des ordonnances, s'écria M. de la Bourdonnaye, on ne peut prévoir où l'on s'arrêtera.

¹ Il avait été reconnu que les petits séminaires renfermaient déjà plus du double d'élèves nécessaires aux besoins de l'église, et qu'ils instruisaient en outre un nombre encore plus grand d'externes; il y avait là un achèvement à assurer aux jésuites le monopole de l'éducation; et quelle éducation!

M. le garde-des-sceaux ne prononce aujourd'hui d'incapacités que pour l'instruction et contre les congrégations. Demain il en viendra un autre qui proscrira les jansenistes ou les protestants; après demain on créera des incapacités politiques pour renouveler la magistrature, et personne ne sera assuré de son existence ou de son emploi. »

M. Leclerc de Beaulieu se déclara le champion de la liberté légale, et demanda la suppression du monopole universitaire. Selon lui tel père de famille pourrait dire avec raison au gouvernement : « Si vous avez pris vos précautions pour que mon fils ne soit pas élevé par un jésuite, quelle garantie me donnerez-vous pour qu'il ne soit pas élevé par un maçon et un illuminé? » Il voyait dans l'existence de l'université, comme dans les ordonnances du 16 juin, une violation manifeste de la charte et de la liberté de conscience.

Il fut facile au ministre de l'instruction publique de démontrer qu'il ne s'agissait point de violenter les consciences, mais d'examiner si les ecclésiastiques qui voulaient entrer dans le domaine de l'instruction remplissaient les conditions exigées par les lois, et si les principes qu'ils professaient n'avaient rien de contraire aux lois de l'état. En dehors de la charte qui établissait une liberté de conscience que personne ne voulait troubler, le ministre disait qu'il y avait des lois particulières déterminant les conditions d'aptitude pour être admis à exercer tel emploi. « Si l'on appartient à des supérieurs inconnus qui peuvent exister hors du royaume, continuait le ministre; si l'on est soumis à une règle, à des statuts qui n'auraient pas été vérifiés par l'autorité compétente, qui peuvent contenir des principes contraires à la loi fondamentale de l'état, comment voulez-vous qu'on admette dans l'instruction publique des hommes placés dans une telle situation? Comme instituteurs publics ils ont des devoirs à remplir; ces devoirs sont compris par tous les pères de famille, par tous les citoyens fidèles au roi, attachés à nos institutions. Il faut que l'autorité soit sûre que ces instituteurs n'ont contracté aucun lien qui puisse être en opposition avec ces devoirs. »

Malgré la franchise du ministre, les ordonnances continuèrent à être l'objet des attaques et des doléances du côté droit de la chambre; il en critiqua amèrement les dispositions, et principalement celle qui limitait à vingt mille le nombre des élèves des petits séminaires. Les chefs de ce côté reprochaient ces actes aux ministres comme de dangereuses concessions faites à l'esprit révolutionnaire; reproche qu'il fut facile au gouvernement de repousser.

Les ordonnances fournirent longtemps encore au parti qui travaillait à l'introduction en France des jésuites, des sujets de crier à la persécution religieuse; comme si la révolution eut de nouveau fermé les églises et déporté les prêtres. Ce parti ne cessa de dénoncer au monde catholique les ministres signataires de ces actes célèbres, comme ayant voué à la proscription les plus dignes serviteurs de la religion et de l'ordre social. Plusieurs prélats annoncèrent hautement l'intention de faire des remontrances, et même de s'opposer à l'exécution de ces mesures. Il parut en effet un *Mémoire* publié au nom des évêques et que l'on eut soin de répandre sur toute la France : les ordonnances y étaient représentées comme l'œuvre et le triomphe d'une conspiration révolutionnaire pour la ruine de la religion. Et quand le ministre demanda aux évêques les renseignements dont il avait besoin pour autoriser les écoles secondaires ecclésiastiques, plusieurs de ces évêques éludèrent ou différèrent longtemps de répondre : l'un d'eux, ce même archevêque de Toulouse qui avait déjà publié une lettre pastorale supprimée comme contraire aux libertés de l'église gallicane, ne répondit aux ministres que pour leur annoncer qu'il s'opposerait à l'exécution des ordonnances, et il le fit avec une hauteur et un insolent laconisme dont le roi fit semblant de témoigner du mécontentement.

Cependant, le ministère avait cru devoir envoyer à Rome un magistrat, M. Lasagny, autrefois auditeur de Rote, afin de détruire dans l'esprit du chef de l'église les préventions qu'auraient pu lui suggérer les adversaires des ordonnances. Cette mission confidentielle eut tout le succès que les ministres pouvaient en espérer. Le pape déclara qu'il ne voyait point qu'il y eût dans ces ordonnances violation des droits épiscopaux; que, bien décidé à maintenir ses droits quant à l'enseignement des séminaires, il ne prétendait point imposer au gouvernement français les congrégations repoussées par sa législation. M. de Latil archevêque de Reims, fut aussitôt chargé d'informer ses collègues « que sa sainteté persuadée du dévouement sans réserve des évêques de France envers sa majesté très-catholique, ainsi que de l'amour pour la paix et tous les autres véritables intérêts de la religion, avait fait répondre que les évêques devaient se confier en la haute piété et la sagesse du roi pour l'exécution des ordonnances, et marcher d'accord avec le trône.

Cette lettre fut comme le bulletin de clôture des querelles religieuses qui avaient tant agité la France : les évêques firent semblant de se soumettre et cessèrent de lutter contre le ministère, lequel, de son côté ne procéda à l'exécution de

ces mesures qu'avec les plus grands ménagements. Quelques établissements, dont les directeurs ne firent point la déclaration exigée, furent fermés; quelques professeurs ecclésiastiques qu'on supposait appartenir aux congrégations signalées quittèrent la France et furent s'établir en Suisse, en Piémont ou en Espagne, où un petit nombre d'élèves les suivirent. Et quoique dans le fond les choses restassent au même point, puisque le parti jésuitique gardait ses raucunes et son obstination, le ministère parut être venu à bout de sauver les apparences.

Il était temps que l'on calmât l'ardeur des congrégations, et que l'on mit un terme à ces querelles religieuses qu'on aurait dit renouvelées du XVI^e siècle : l'historien obligé de les rappeler se sent honteux de rétrograder ainsi après avoir décrit cette grande révolution philosophique qui avait fait disparaître de la France ces prêtres intolérants dont la turbulence et les fureurs avaient si souvent ensanglanté le sol de leur patrie. Il fallait, pour le malheur de cette grande nation, qu'elle tombât de nouveau entre les mains des hommes de l'ancien régime; qu'elle eût pour roi un bigot tel que Charles X, et pour ministres de petits machiavels, tels que Villèle, Peyronnet et Corbière pour que la contre-révolution pût faire autant de progrès.

Mais déjà l'opinion publique s'indignait de tant d'audace, et le châtement de ceux qui avaient voulu faire rétrograder le cours des siècles s'appropriait : le ministère Martignac, en donnant quelques légères satisfactions à l'esprit national, ne fit que tenir en suspens le bras prêt à frapper tous ces petits conspirateurs contre les lumières, et arrêta, pour quelque temps encore, l'effet de la justice populaire.

Au nombre de ces concessions arrachées à Charles X, il faut placer l'expédition française envoyée en Morée pour délivrer les Grecs du sabre musulman.

Le gouvernement français, en signant le traité de Londres relatif à l'indépendance de la Grèce; et en se plaçant ensuite comme médiateur entre le sultan et les malheureux Hellènes, s'était placé dans la nécessité d'intervenir dans le cas où ses conseils n'auraient pu engager la Porte-Ottomane à mettre un terme à la guerre d'extermination qu'elle faisait à ses anciens sujets. Le combat de Navarin avait fait rompre des négociations infructueuses jusqu'alors, et la situation des affaires d'Orient était plus embarrassée que jamais par la guerre survenue entre la Porte et la Russie.

Cette dernière puissance, à laquelle la Turquie reprochait ses ténébreuses manœuvres pour arriver à exercer sur la Grèce ce que dans le langage

diplomatique l'on appelle un protectorat, c'est-à-dire le droit d'opprimer indirectement; la Russie, dis-je, avait donné de l'ombrage à l'Angleterre, qui s'était empressée d'offrir sa médiation en même temps qu'elle avait reconnu l'indépendance des Grecs. Mais les débats de la chambre des communes sur les résultats des combats de Navarin, la mort du ministre dirigeant Canning et surtout l'arrivée au ministère de Wellington paraissaient avoir amené le cabinet de Londres à un changement de politique envers les Grecs. Ce cabinet revenait évidemment à ses affections, ou plutôt à ses intérêts, qui l'attachaient à la Porte. On assure même qu'il manifesta quelque regret des traités et des actes de l'année précédente. Le ministère anglais pouvait se permettre ces variations parce que la cause des Grecs n'était pas aussi populaire en Angleterre qu'en France, et d'ailleurs Wellington et ses amis politiques étaient habitués à ne faire aucun cas de cette opinion.

Heureusement pour les Hellènes, il n'en était pas de même en France : on s'y était si vivement prononcé que le nouveau ministère ne pouvait plus se dispenser de donner aux amis des Grecs quelques satisfactions sur une question aussi palpitante d'intérêt que l'était celle de l'affranchissement de ce peuple célèbre. Le conseil resta donc sous l'impulsion du traité du 6 juillet, qui ne lui permettait d'abandonner ni le principe, ni l'objet de l'intervention.

Cependant, tout se serait peut-être borné à quelques stériles protocoles, si, dans l'intervalle, la guerre n'eût éclaté entre la Russie et la Turquie. La France s'émut des grands préparatifs de l'empereur Nicolas; elle crut apercevoir l'intention de réaliser les projets de Catherine sur Constantinople, et pensa qu'elle devait se mettre en état de contenir l'ambition de la Russie.

Dès l'ouverture de la session, le ministre des affaires étrangères avait même laissé entrevoir la nécessité où la France pourrait se trouver de prendre l'attitude qui convenait à son honneur et à sa dignité dans les grands démêlés de l'Orient auxquels elle ne pouvait rester étrangère. Il était évident pour tout le monde que lorsque plusieurs puissances européennes se trouvaient en armes, que d'autres étaient en mesure de s'y mettre promptement, la France ne pouvait se reposer sur les événements avec une tranquillité qui aurait été plus qu'imprudente. Le gouvernement proposait donc aux chambres de voter les fonds nécessaires pour mettre sur un pied convenable les forces de terre et de mer de la nation.

Quand le ministre des affaires étrangères parlait ainsi, l'Europe semblait menacée d'une conflagration générale : il n'était bruit que de guerres ou

d'alliance entre les grandes puissances : la France pouvait se trouver entraînée par quelques événements imprévus à se présenter sur le champ de bataille ; l'honneur national se serait trouvé trop compromis si on n'eût pas mis les armées en état d'y paraître comme devaient le faire les vainqueurs de toute l'Europe : aussi n'y eut-il qu'une voix pour accorder au ministère les moyens qu'il demandait, lesquels consistaient en une émission de quatre millions de rentes, dont le capital négocié devait servir à activer les armements que les circonstances nécessitaient.

L'emprunt fut donc accordé ; mais ce ne fut pas sans blâme pour l'ancien ministère qui, ayant toujours eu à sa disposition les sommes énormes allouées au budget tant pour le service de la guerre que pour celui de la marine, avait fait dilapider ces allocations sans aucun profit pour ces deux services, et les laissait dans une situation déplorable. L'opposition mit aussi quelques conditions à son vote en faveur de l'emprunt : elle exigea du ministère l'assurance que la France n'irait pas donner le sang et l'or de ses enfants pour des causes impopulaires, ainsi que l'ancien ministère l'avait fait lors de la guerre d'Espagne.

Le ministère avait à peine obtenu l'autorisation de l'emprunt des quatre millions de rentes, que l'armée de terre fut renforcée d'un appel de soixante mille conscrits ; les travaux des arsenaux furent aussi poussés avec une activité dont les annales de la restauration n'offraient point d'exemple. Toulon devint le rendez-vous des troupes qui évacuaient l'Espagne.

Toutefois le gouvernement couvrit longtemps d'un voile mystérieux le but de ces armements : il chercha même à donner le change à l'opinion et aux ambassadeurs étrangers, en faisant répandre le bruit qu'il allait établir un cordon sur la ligne du Var, où le roi du Piémont avait de son côté réuni quelques forces. On disait qu'il se formait une confédération entre les diverses états de l'Italie, à la tête de laquelle devait se placer l'Autriche, et l'on assurait que cette confédération était en opposition aux vues et aux intérêts de la France. Ces bruits ne tardèrent pas à se dissiper, comme celui que l'on avait fait courir sur l'opposition de l'Angleterre à ces armements.

Le ministère sentait combien une expédition faite en faveur des Grecs était populaire en France ; avait aussi besoin d'occuper l'armée, et d'obliger l'opinion à se fixer sur autre chose que sur la politique de l'intérieur : il profita des nécessités que lui imposaient les affaires d'Orient pour montrer honorablement le drapeau français du côté de la Turquie.

L'expédition fut prête dans le mois de juillet :

elle se composait de quatorze mille hommes de toutes armes, ayant de l'artillerie de campagne, de montagne et de siège. Cette armée, divisée en trois brigades, fut mise sous les ordres du lieutenant-général Maison, qui avait montré du dévouement aux Bourbons, dont ceux-ci voulaient le récompenser en lui fournissant l'occasion de mériter le bâton de maréchal.

Tout étant disposé pour le départ, le général en chef annonça aux troupes l'objet de leur mission. « Votre roi, de concert avec ses alliés, dit-il aux soldats, vous charge d'une noble et grande mission : vous êtes appelés à mettre un terme à l'oppression d'un peuple célèbre... » Les troupes, pleines d'ardeur, attendaient avec impatience le signal du départ ; mais ce ne fut que le 17 août que la première division, ayant le vaisseau la *ville de Marseille* en tête, pût mettre à la voile : elle fut suivie de la seconde et de la troisième à peu de jours de distance, et, après une traversée de onze à douze jours, l'expédition salua les rivages de l'antique berceau de la civilisation.

Mais pendant que cette expédition se préparait, il s'était passé en Grèce de graves événements. Les puissances alliées avaient envoyés au milieu des chefs hellènes un président, Capod'Istria, qui était parvenu à mettre de l'union parmi ces chefs. La cause nationale s'était relevée malgré la présence d'Ibrahim en Morée et celle des Turcs dans la Grèce septentrionale. La marine des Hellènes surtout avait, depuis la destruction des flottes ennemies, repris le cours de ses hardis exploits : les ports de la Morée avaient été déclarés en état de blocus, et les croisières grecques arrêtaient tous les bâtiments destinés à apporter des provisions à l'armée turco-égyptienne, qui, se trouvant dans un pays ruiné, éprouvait la plus grande disette. On se flattait d'amener ainsi Ibrahim à composition.

Ce chef égyptien, luttant avec courage contre les difficultés de sa position, se refusait à toute sorte d'arrangements ; et les conférences qu'il avait eues jusqu'alors avec les amiraux alliés, avec les plénipotentiaires qui se tenaient à Corfou et même avec le président Capod'Istria, n'avaient, pendant longtemps, amené aucun résultat. Ce ne fut que le 6 juillet, anniversaire de la signature du traité d'intervention, qu'Ibrahim, ayant reçu de son père l'autorisation de conclure une capitulation honorable pour lui, pour son armée et pour ses intérêts de la Porte, déclara qu'il était prêt à évacuer la Morée sur des bâtiments turcs.

Il ne restait plus qu'à applanir quelques difficultés relatives à la remise des forteresses et des prisonniers grecs envoyés précédemment en

Égypte, sur lesquelles difficultés Ibrahim manquait d'autorisations nécessaires. L'amiral Anglais, Codrington, s'offrit aussitôt pour aller en Égypte traiter directement avec Méhémet-Ali-Pacha de tous les points en litige. Il se présenta avec des forces respectables devant Alexandrie, et déclara au vice-roi que si son fils refusait d'évacuer la Morée et de rendre les places et les prisonniers, il mettrait le port d'Alexandrie et les côtes de l'Égypte en état de blocus.

Ces menaces, auxquelles se joignit la position critique d'Ibrahim, amenèrent le vice-roi à conclure un traité pour l'évacuation de la Morée et celle des places fortes, ainsi que pour la restitution des prisonniers grecs dont il pouvait encore disposer. Et quand l'expédition française arriva devant Navarin, elle n'avait plus d'autre tâche à remplir que celle d'assister à cette évacuation et de remettre les places fortes aux Grecs,

L'expédition ne fut donc plus qu'une grande démonstration devenue inutile, une belle parade des forces de la France étalées aux yeux des Turcs. Toutefois, les soldats français n'en furent pas moins reçus comme des libérateurs. L'armée bivouaqua sur la plage de Coron. Ce fut là qu'eurent lieu les entrevues entre le général en chef français et Ibrahim; et l'on fut étonné de la modération et de la connaissance des affaires générales de l'Europe qu'y montra celui que l'on s'était habitué à regarder comme un barbare¹.

L'évacuation de la première division Égyptienne eut lieu le 16 septembre, au moment de l'arrivée de la troisième brigade française : les autres divisions furent embarquées successivement sous les yeux d'Ibrahim, qui n'avait voulu partir qu'avec le dernier convoi. Quelques jours après toute l'armée égyptienne, forte encore de quinze mille hommes, dont six mille malades, arriva dans le port d'Alexandrie.

Le général Maison, qui avait porté son quartier-général à Navarin, fit aussitôt ses dispositions pour prendre possession des places réservées et occupées encore par les Turcs. L'armée française commençait à souffrir des inconvénients du bivouac, que les pluies et les inondations avaient rendus beaucoup plus fâcheux qu'on ne s'y attendait dans ces climats : les vivres devenaient fort chers, et les fièvres de l'automne faisaient

déjà de grands ravages. Les soldats, fatigués de l'oisiveté à laquelle ils étaient condamnés, demandaient à chasser les restes des Égyptiens des places qu'ils occupaient encore. On les conduisit successivement devant la citadelle de Navarin, à Modon, à Coron, à Patras et devant le château de Morée, qu'ils firent capituler sans effusion de sang.

Le but de l'expédition, c'est-à-dire l'expulsion des Turcs du Péloponèse se trouvant ainsi accompli, les français s'occupèrent de rétablir les fortifications des places de guerre, et les remirent aux Grecs à mesure qu'il se formait assez de troupes capables de les garder. Des considérations graves, présentées au général français par les ambassadeurs des puissances, le décidèrent à ne plus rien entreprendre contre les Turcs dans la crainte d'amener une rupture ouverte entre la France et la Porte; le gouvernement français se vit même dans la nécessité de donner des instructions pour faire rentrer le tiers de l'expédition : la première brigade, sous les ordres du général Higonet, revint en France vers la fin de décembre¹. Les autres troupes y restèrent jusqu'à ce que les délimitations de la Grèce eussent été fixées, ainsi que le genre d'autorité, le tribut et les indemnités qu'il faudrait réserver à la Porte, et aux Turcs propriétaires en Grèce. Des conférences furent ouvertes à Poros, entre les ambassadeurs; mais la Porte s'étant refusée d'y envoyer un agent, la guerre continua entre les Grecs et les Turcs.

Ces derniers, ayant appris l'occupation de la Morée par l'armée française, et n'espérant plus de renforts du côté de la Porte uniquement occupée de sa guerre avec la Russie, et craignant de voir arriver les Français à la suite des Grecs, éprouvèrent une terreur qui servit puissamment la cause des Hellènes. Vers la fin de 1828, ceux-ci étaient au moment de porter leurs armes jusqu'aux limites qu'ils prétendaient nécessaires à leur sécurité.

¹ Le roi envoya le bâton de maréchal au lieutenant-général Maison, commandant en chef l'expédition de Morée : il récompensa ses bonnes intentions bien plus que ses exploits de guerrier dans ce pays.

¹ En toute occasion Ibrahim fit preuve de sagacité et de finesse. Dans un déjeuner que lui donna le général Maison, le chef égyptien but à la santé de tous les Français; mais il se refusa constamment à répondre aux toasts portés à l'union de toutes les puissances, union qui lui paraissait suspecte. Il plaisantait souvent les militaires français sur la mobilité de leurs opinions, et un jour il leur demanda pourquoi, ayant été, cinq ans auparavant, en Espagne pour y faire des esclaves, ils venaient en Grèce pour y faire des hommes libres.

CHAPITRE IX.

Situation du ministère Martignac. — Retraite de M. de la Ferronnays. — Remaniement ministériel. — Arrivée de M. de Polignac à Paris. — Alarmes causées par sa présence. — Sa profession de foi. — Son retour en Angleterre. — Candidatures à la présidence de la chambre. — Impuissance du côté droit. — Sort éprouvé par l'accusation portée contre l'ancien ministère. — Présentation de divers projets de loi. — Loi sur le duel. — Loi sur l'administration départementale et communale. — Débats auxquels elles donnent lieu. — Adoption des amendements de la commission. — Retrait de ces lois. — Conduite adroite du côté droit. — L'existence du ministère devient un problème. — Nouveaux embarras qu'il éprouve. — Tentative pour combiner un ministère viable. — Nouveau voyage de M. de Polignac à Paris. — Changement de ministère. — MM. de Polignac, de Bourmont et de la Bourdonnaye. — Effet que produit leur arrivée au pouvoir.

Malgré la pacification de la Grèce, le ministère Martignac éprouvait toujours les mêmes difficultés pour s'affermir. Il y avait dans ce cabinet des talents de tribune incontestables; il voulait le bien; mais il manquait de cette volonté ferme qui fait qu'on ne dévie jamais de la route qu'on s'est tracée. Le nouveau cabinet était encore à se fixer sur celle qu'il prendrait.

Produit du triomphe de l'opinion libérale, il s'était posé comme professant les principes constitutionnels, et le plus profond respect pour cette charte si menacée au moment où il arriva au pouvoir. Mais ses ménagements pour les hommes de l'ancienne administration, son hésitation à répudier le déplorable héritage et le système de M. de Villèle, lui avaient bientôt fait perdre la confiance du côté gauche, qui, l'ayant accepté comme une amélioration, se plaignit de ce qu'aucune garantie sérieuse n'avait encore été donnée aux libertés publiques. Quant au côté droit, dont tous les efforts tendaient à démontrer au roi que le ministère Martignac perdrait la monarchie par ce que les royalistes appelaient les concessions faites à l'esprit révolutionnaire; quant à ce parti implacable, dis-je, devant lequel les successeurs du ministère Villèle ne pouvaient trouver ni grâce ni merci, il était loin d'avoir abandonné ses prétentions. Fort de l'appui du ministre dirigeant d'Angleterre, Wellington, et de la faveur manifeste du roi Charles X pour ses doctrines et pour ses notabilités, le côté droit, encore nombreux, n'attendait qu'une occasion pour s'emparer des portefeuilles qu'il convoitait depuis si longtemps.

Toutes ces intrigues, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, étaient connues de tout le monde : elles forçaient les libéraux à désirer la conservation du ministère Martignac, duquel ils se flattaient encore d'obtenir quelques lois propres à mettre obstacle à ce que le gouvernement pas-

sât entre les mains de la faction ennemie du progrès.

Ainsi, ce pauvre ministère, sans faveur à la cour, sans parti assuré dans les chambres, n'y trouvant, d'un côté que des ennemis acharnés à sa perte, de l'autre, que des amis exigeant plus que sa position ne lui permettait de faire, arrivait à la veille de la nouvelle session sans système arrêté, sans volonté, et flottant toujours au milieu de cette politique timide et douteuse qui l'obligeait à s'appuyer tantôt sur le côté gauche, tantôt sur le côté droit, qui tour à tour lui donnaient une majorité dont il ne disposait jamais en propre.

Un accident imprévu vint encore augmenter l'embarras de sa situation. M. de la Ferronnays, le seul des ministres qui imposât aux hommes de 1815, fut obligé de quitter définitivement le portefeuille des affaires étrangères à cause de l'état déplorable de sa santé. Cette retraite ouvrit le champ à l'ambition des ultra, qui, voyant le ministère disloqué, s'apprêtèrent à se disputer sa succession. Pendant quelques jours les rusés de la cour firent courir le bruit que le portefeuille des affaires étrangères allait être donné ou à M. de Châteaubriand, ou à M. Pasquier, ou à M. de Mortemart, ami du ministre sortant. Mais en même temps qu'on leurrait ainsi le parti qui avait renversé l'administration Villèle, des intrigues de la plus haute importance étaient liées entre le château des Tuileries et le cabinet de Londres. Wellington, ce grand champion de l'absolutisme et de la vieille aristocratie, avait médité, depuis son retour aux affaires publiques, d'imposer à la France un ministère aussi contre-révolutionnaire qu'il l'était lui-même, et, à cet effet, il avait jeté les yeux sur M. de Polignac, alors ambassadeur de France auprès de la cour de Londres. De longue-main Wellington avait recommandé M. de Polignac à ses amis de la France, et les journaux dont il disposait ne cessaient de prodiguer à l'ambassadeur de Charles X des éloges propres à avoir du retentissement de l'autre côté de La Manche.

Le moment de l'intérim du ministère des affaires étrangères parut, aux yeux de la faction libérale dont Wellington était le chef, très-favorable pour arriver à son but. M. de Polignac fut lancé sur le continent et arriva tout à coup à Paris. Le bruit se répandit aussitôt que le roi, auprès duquel ce personnage jouissait de la plus intime faveur, l'avait fait demander pour réaliser enfin une idée qu'il avait toujours chérie, et qui consistait à faire de ce favori une sorte de premier ministre, afin de changer l'esprit du conseil, trop libéral au gré de Charles X.

Tout cela était vrai : le public ne pouvait en douter ; aussi l'opinion s'alarmait-elle de voir arriver au timon de l'état un homme dont les antécédants étaient un épouvantail pour tous ceux qui n'avaient pas encore entièrement renié la révolution, ses principes et ses bienfaits : M. de Polignac apparaissait aux yeux de la nation comme le chef de l'émigration, comme l'ennemi le plus acharné des libertés dont la France jouissait encore, comme l'instrument de Wellington. On se rappelait toute sa vie à l'étranger, son refus de prêter serment à la charte lors de son entrée à la chambre des pairs, sa haine contre tout ce qui rappelait la révolution française : on savait que l'ancien régime, l'aristocratie, le clergé, la congrégation, n'avaient point de champion plus dévoué.

C'était bien plus de réprobation qu'il n'en fallait dans ce moment-là pour soulever l'opinion publique contre un homme si impopulaire : il n'y eut qu'un cri pour qu'on renvoyât en Angleterre le futur ministre intime de Charles X ; et le ministère lui-même menaça de donner sa démission si le roi persistait à vouloir faire entrer son favori dans le conseil. Une opposition si unanime força le roi d'ajourner sa résolution : les journaux officiels publièrent que le voyage de M. de Polignac n'avait d'autre motif que de conférer avec M. de Mortemart sur de graves questions qui devaient être traitées à Londres et à Pétersbourg.

M. de Polignac, plus irrité que peiné des inquiétudes excitées par sa candidature au ministère, se disposa à retourner en Angleterre ; mais avant de partir, il voulut faire une éclatante profession de foi de ses sentiments politiques, et il profita de l'occasion que lui offrit la discussion dans la chambre des pairs de l'adresse au roi.

« Quelques feuilles publiques, dit ce pair, ont osé me montrer à la France comme nourrissant dans mon cœur un secret éloignement contre nos institutions représentatives, qui semblent déjà avoir acquis la sanction du temps et une sorte d'autorité imprescriptible, depuis que la main royale qui nous les a données repose glacée dans la tombe.

« Si les rédacteurs, quels qu'ils soient, de ces inculpations calomnieuses pouvaient pénétrer dans l'intérieur de mon domicile, ils y trouveraient la meilleure de toutes les réfutations et de toutes les réponses : ils m'y verraient entouré des fruits de mes continuelles et, j'espère, inutiles études, ayant toutes pour objet et pour but la défense, si elle devenait nécessaire, la consolidation de nos institutions actuelles, le désir et le dessein d'en faire hériter nos enfants et d'imposer à leur bonheur la douce obligation de bénir la mémoire de leurs pères.....

« Je ne me contenterai pas d'énoncer ici la moitié seulement de mon symbole politique : oui, je m'honore d'être du grand nombre, du nombre immense des Français qui pensent, qui espèrent que les institutions représentatives jetteront de profondes racines dans notre patrie ; mais je suis loin de partager l'opinion de ceux qui verraient sans effroi l'excès d'un zèle coupable dénaturer, travestir ces institutions, si sages en elles-mêmes, et puiser dans l'abus qu'on en ferait un code de doctrines propres à exciter les passions et à lancer au loin dans la société des brandons de discorde.

« Pour moi, messieurs, le pacte solennel sur lequel nos libertés monarchiques reposent m'apparaît comme un signe céleste, précurseur du calme et de la sérénité ; j'y vois un port assuré contre de nouvelles tempêtes, une terre neutre, également inaccessible à des souvenirs qui ne seraient pas sans danger, comme à d'inutiles regrets ; j'y vois le trône entouré de puissantes garanties pour l'exercice de ses prérogatives, puisqu'au sentiment du bien public qui commande ses droits sacrés se joint le sentiment de la reconnaissance excitée par les nouveaux bienfaits répandus sur un peuple accoutumé à lui devoir tant de bonheur et de gloire.

« Oui, messieurs, concluait M. de Polignac, nos institutions me paraissent concilier tout ce que peuvent réclamer, d'un côté, la force et la dignité du trône, de l'autre, une juste indépendance nationale : c'est donc d'accord avec ma conscience et ma conviction que j'ai pris l'engagement solennel de concourir à leur maintien. »

Voilà ce que répondait M. de Polignac aux journalistes qui avaient, disait-il, calomnié ses intentions : il n'avancait rien que M. de Villèle et M. Peyronnet n'eussent proclamé cent fois : tous ces gens-là avaient, à les en croire sur parole, le plus profond respect pour les libertés publiques, tous voulaient l'exécution de la charte. C'était ainsi qu'ils trompaient les hommes assez peu clairvoyants pour ne pas apercevoir que la charte n'était pour tous ces contre-révolutionnaires que l'arsenal dans lequel ils puisaient des armes pour assassiner la liberté.

Le discours de M. Polignac ne fut donc qu'une scène de plus ajoutée à cette longue *comédie de quinze ans* qui se jouait alors, et dont le terrible dénouement était déjà si près ; aussi ne changea-t-il rien aux impressions que son voyage avait produites, ni aux préventions attachées à ses antécédants. Les choses en restèrent au même point sous tous les rapports ; et, quoique le ministère eût obtenu une sorte de satisfaction par l'éloignement de l'homme qui l'offusquait, il n'en fut ni plus populaire, ni plus aimé des royalistes.

Cependant, le scrutin ouvert pour les candidats à la présidence de la chambre des députés vint le rassurer contre la haine du côté droit : ce côté de la chambre s'y montra impuissant ; il ne put donner que 90 voix à ses chefs, MM. de Labourdennaye et Ravez, tandis que les députés du côté libéral, réunis à ceux de la section du côté gauche, purent enfin désigner quelques-uns de leurs chefs. M. Royer-Collard, porté à la fois par le côté gauche et par les centres, eut pour lui 175 voix sur 267 votants ; M. Casimir Périer et M. Sébastiani en obtinrent environ 150. Ce résultat, célébré comme un triomphe par l'opposition, tira le ministère de la dépendance du côté droit, dont le rôle fut dès lors marqué : il se déclara contre les nouveaux ministres, et continua à effrayer le roi sur les progrès de l'esprit révolutionnaire ; thème que chacun de ses orateurs ne cessa de développer dans toutes les occasions.

Mais ce qui effrayait les royalistes devait nécessairement rassurer les diverses nuances du côté gauche : ce côté de la chambre, devenu puissant, par sa force numérique, et plus encore par le talent des nouveaux orateurs que les élections avaient produits¹, semblait être au moment d'entraîner le ministère dans la voie des améliorations réclamées par les libéraux.

Bientôt les partis se dessinèrent à la tribune. Le côté gauche ne cessait de dire aux ministres qu'ils devaient suivre la route qui leur était tracée par les électeurs : il voulait qu'ils prissent une attitude plus convenable à la position de la France, plus digne de ses intérêts et de son honneur : il les engageait à quitter cette indécision et cette timidité qui les empêchaient de faire le bien et d'assurer les libertés publiques étouffées par la précédente administration.

Le côté droit ne faisait entendre que des regrets : il ne voyait, dans les ordonnances relatives aux petits séminaires et même dans l'expédition de Morée, que des concessions faites à l'esprit de parti : il conjurait le gouvernement de ne pas préparer, par d'imprudentes mesures, une révolution pareille à celle qui précipita les Stuarts du trône d'Angleterre.

A peine la session fut-elle ouverte, que M. Salverte renouvela la proposition faite par M. Labbey de Pompières relativement à la mise en accusation des anciens ministres. Il fit ressortir la gravité des actes sur lesquels cette accusation reposait, et sou-

tint qu'ils portaient le caractère de criminalité et le degré de certitude nécessaires pour appeler sur leurs auteurs l'action vengeresse de la loi.

En France, on est facilement oublieux du mal qui s'est éloigné : aussi la nouvelle proposition de M. Salverte fut-elle écoutée avec une sorte d'indifférence. Le ministre de l'intérieur lui opposa une fin de non-recevoir, basée sur ce que la clôture de la session dans laquelle avait été faite la motion de Labbey de Pompières avait entraîné la péremption de l'action intentée. Il disait que lorsqu'une session était close, il ne restait de ses actes que ceux qui avaient été consommés. Le ministre demanda la question préalable, qui fut adoptée à une grande majorité.

Étonné de ce résultat, qu'il regardait comme un grand scandale, M. Labbey de Pompières ne voulut pas renouveler l'affligeant spectacle que la chambre venait de présenter : il déclara qu'il ajournait sa proposition jusqu'à ce que ses collègues fussent disposés à l'entendre. Les centres, appuyés par le président, lui contestèrent encore le droit de l'ajournement ; ils soutinrent que l'auteur d'une proposition ne pouvait qu'y persister ou la retirer. Ce fut en vain que MM. Benjamin Constant et Dupin aîné citèrent des précédents en faveur de l'ajournement ; ce moyen fut encore ôté à ceux qui voulaient que la proposition fut vidée solennellement ; et M. Labbey dut retirer sa proposition, tout en déclarant qu'il la reproduirait en temps utile. La session s'écoula sans qu'il fût donné suite à une accusation sollicitée par la chambre elle-même, et l'ancien ministère se trouva absous de fait.

Nous ne nous arrêterons pas sur quelques projets de loi présentés par les ministres dans la première partie de la session de 1829 ; nous indiquons seulement celui relatif à la répression du duel : le Code de la pénalité et celui de la juridiction militaire ; l'organisation municipale et départementale ; la dotation de la chambre des pairs ; le Code sur la pêche fluviale, et un projet relatif au monopole des tabacs furent de ce nombre. De tous ces projets, les seuls qui aient eu de l'intérêt dans les circonstances, la loi sur le duel et celle sur l'organisation municipale, avortèrent.

La première de ces lois, répondant au vœu manifesté tant de fois, vœu que le dissentiment des cours de justice sur la qualification du duel comme délit rendaient encore plus urgent, intéressait également les mœurs publiques, le repos des familles et la jurisprudence des tribunaux, que le ministère se proposait de fixer. Ne voulant pas donner à la nouvelle loi ce caractère de rigueur excessive dont l'ancienne législation sur le duel était empreinte, la ministère ne l'avait envisagé que par

¹ Ce fut dans cette session que débutèrent à la tribune Lamarque, Mangin et plusieurs autres nouveaux députés du côté gauche. Lamarque surtout, aussi chaleureux, aussi éloquent, aussi pur que le général Foy, auquel il succéda, avait sur ce grand orateur l'avantage d'une plus grande fixité de principes ; Lamarque voulait plus que la charte.

rapport à ses suites. Sa pensée avait été de punir l'homicide ou les blessures qui pouvaient résulter du combat, en laissant au jury la faculté de connaître des circonstances qui pouvaient rendre excusable l'acte en lui-même.

Ce projet parut incomplet à la commission nommée par la chambre des pairs pour l'examiner; il subit d'importantes modifications pendant la discussion qui s'ensuivit; et il ne fut adopté qu'avec de notables changements. Dès lors le ministère, voyant que son projet se trouvait altéré dans son esprit, différa de le présenter à la chambre des députés; et la solution de la grave question qu'avait soulevée le dissentiment des cours royales sur la nature du duel resta indécise.

Il en fut de même des lois sur l'administration départementale et communale, que le ministère avait divisées en deux projets séparés. Mais ici, les conséquences du retrait de ces lois furent bien autrement graves. Le ministère, ayant reconnu que, dans l'état où se trouvait l'organisation municipale et départementale, il y avait quelque chose d'incomplet, d'irrégulier, d'incohérent, qui expliquait les inquiétudes et signalait l'espoir d'une grande amélioration, avait fait élaborer avec soin les deux lois qui devaient remédier à cet ordre de choses, et les avaient présentées avec confiance.

Mais, dans la situation des esprits, il était impossible que des projets de loi si importants n'éveillent pas les susceptibilités des partis qui divisaient la chambre élective.

Le côté gauche accueillit avec plus de faveur le discours du ministre, où il avait reconnu des principes populaires, que les projets dont M. de Martignac avait fait suivre son exposé. Les libéraux trouvaient que la part de la royauté était trop grande dans les affaires de la famille communale, et que le nombre des éligibles y'était trop restreint. Le côté droit, c'est-à-dire les ultra-royalistes, se déchainèrent sans aucun ménagement contre les idées émises dans le discours du ministre de l'intérieur, et repoussèrent tout d'abord les bases des projets comme admettant le principe de l'élection populaire dans l'administration; principe qui, à leurs yeux, se présentait comme une grave atteinte à l'autorité royale, et comme érigeant trente mille petites républiques au sein d'un royaume.

Ainsi, ces lois organiques réclamées par l'opinion publique et présentées enfin par le ministère comme un complément nécessaire de la législation et comme devant réunir une grande majorité dans la chambre, y furent, dès leur apparition, le signal d'une scission plus grave que jamais.

Les libéraux voulaient bien voter pour le projet ministériel; mais ils comptaient préalablement y introduire de nombreux amendements. Quant

aux royalistes, ils se proposaient de combattre la loi de toutes leurs forces, et de s'abstenir ensuite dans le vote.

Le premier rapport, fait par M. Dupin, porta sur l'organisation communale: la commission proposa d'élargir le cercle électoral pour les conseillers municipaux, et de réduire à vingt-et-un ans l'âge requis pour figurer sur les listes des électeurs municipaux. Ces modifications devenaient très-importantes; mais elles ne furent seulement pas discutées; car la priorité ayant été donnée au projet sur l'organisation départementale, le rapport fait par le général Sébastiani sur cette organisation absorba toute l'attention de la chambre, et fit naître des incidents qui devinrent les préludes de la dissolution du ministère Martignac. La commission chargée de l'examen de ce second projet proposa d'y introduire plusieurs amendements, dont les plus importants consistaient: 1° à étendre à un plus grand nombre de citoyens le droit d'élire et d'être élu conseiller municipal; 2° à confier l'élection aux assemblées cantonales; 3° à supprimer les conseils d'arrondissement.

Les libéraux regardaient donc le projet ministériel comme trop étroit, et ils proposaient d'en étendre les dispositions, tant sur le principe de l'élection populaire que sous celui de l'agglomération des électeurs; tandis que les royalistes persistaient à soutenir que le principe de l'élection dans la nomination des conseils communaux était la plus grave atteinte que l'on pût porter à la prérogative royale.

Le signal de la lutte fut donné, à la tribune, par M. de Formont, qui ouvrit la discussion par un discours regardé comme le manifeste de son parti: il déclarait, au nom du côté droit, que les royalistes s'opposeraient de toutes leurs forces à l'introduction du principe de l'élection dans la loi sur les communes. « On ne saurait, dit-il, introduire dans notre droit public le principe de l'élection appliqué à l'administration sans entrer dans les voies de la souveraineté du peuple. Justement effrayés des conséquences de l'adoption de ce principe dans les deux projets de loi proposés, mes honorables amis et moi nous le repoussons de toutes nos forces, parce que leur effet immédiat serait de dénaturer ces institutions que nous avons juré de maintenir, en donnant au pouvoir populaire un droit immense qu'elles avaient sagement réservé au pouvoir royal. »

Les royalistes se posèrent donc comme les défenseurs des prérogatives de la royauté: ils combattirent les projets de loi, dans la persuasion que chaque coup qu'ils leur porteraient devait affaiblir un ministère si peu solide, et dont la chute inévitable leur ouvrirait l'entrée au pouvoir.

D'un autre côté, les libéraux critiquaient les bases du projet ministériel : ils y voyaient une tendance à favoriser la grande propriété, sous les apparences de délivrer la société du despotisme de la multitude. « On nous annonce la liberté, disait le colonel Jaqueminot, et la loi n'organise que le privilège ; il n'est question d'écarter des assemblées électorales et des conseils que les éléments de trouble et d'anarchie ; et, chose bizarre ! telle est la combinaison malheureuse des auteurs du projet, que dans tels départements toutes les garanties suffisantes pour concourir à la nomination des députés de leur département sont réputées n'en plus offrir assez pour coopérer au choix d'un conseil général, d'un conseil de famille, qui n'est appelé à statuer que sur les intérêts les plus intimes et les plus matériels des plus minces localités. »

— « A l'exemple de votre commission, ajoutait M. Étienne, je ne puis admettre dans ce projet de loi que le principe qui y a présidé, celui de l'élection directe ; mais les conséquences en sont tellement faussées qu'il semble n'avoir été reconnu que pour être plus solennellement violé. On n'a, en effet, renoncé à un mode de candidature que pour lui en substituer un autre. On a tellement restreint les bases de l'élection, on a tellement rétréci le cadre de l'éligibilité, que si ce n'est pas la majorité du pays qui présente ses candidats au gouvernement, dans le fait, c'est le gouvernement qui présente un très-petit nombre de candidats à une fraction imperceptible de la société. Ainsi, l'élection indirecte qui, de l'aveu des ministres, fut d'abord le principe du projet natif, y est demeurée à peu près tout entière ; seulement elle s'exerce en sens inverse. Dans la première édition, elle remontait des citoyens au pouvoir ; dans la seconde, elle descend du pouvoir aux citoyens : l'élection directe y est le nom, l'élection indirecte y reste en réalité, et ce défaut de franchise dans la loi, cette générosité apparente qui conserve ce qu'elle semble céder, qui retire en même temps qu'elle accorde ; cette défiance qui, sous le faux air de l'abandon, paralyse le mouvement au moment où elle feint de l'imprimer, resserre les droits alors qu'elle déclare vouloir les étendre ; ce désaccord choquant entre les motifs et les articles de la loi, cette politesse des mots et cette injure des choses rangent parmi les plus malheureuses conceptions qu'aient enfantées la prévention ou l'aveuglement, le projet de loi tel qu'il est sorti des mains du ministère ; projet qu'on dirait né avant cette chambre, et qui n'est aujourd'hui que le plus triste et le plus incroyable anachronisme. »

Les libéraux repoussaient donc aussi le projet de loi présenté par le ministère ; mais ils ap-

puyaient fortement celui dû aux méditations de la commission, qu'ils regardaient comme un gage de sécurité et de paix.

Cependant les ministres, étonnés de l'accueil fait à leurs combinaisons par les deux côtés de la chambre, demandaient au côté droit comment il se faisait que ce que réclamaient avec tant d'ardeur depuis la restauration ceux qui s'étaient constitués les défenseurs des doctrines royalistes, se fût tout à coup transformé en une atteinte à la prérogative royale, en une concession révolutionnaire qui présentait la souveraineté du peuple en action. Ils cherchaient aussi à apprendre du côté gauche par quelle fatalité, au moment où la couronne, en possession depuis quinze ans du droit de nommer des conseils généraux, proposait d'en confier l'élection aux citoyens les plus intéressés à la bonne administration du département, on repoussait cette proposition comme une ruse du pouvoir, comme une feinte libéralité qui dépouillait en effet les citoyens de leurs droits pour les transporter à un petit nombre de privilégiés. « Par une contradiction singulière, observait M. Portalis, tandis que d'un côté on nous accuse de nous laisser aller à une tendance démocratique, on nous accuse, de l'autre, d'introduire dans notre loi un principe aristocratique désavoué par les mœurs générales de la nation. »

Ces contradictions s'expliquaient par la distance immense qui séparait les libéraux des royalistes, les hommes qui tenaient encore aux principes de la révolution, des hommes de l'émigration, et auxquels le ministère paraissait vouloir résister simultanément.

« Cette proposition, disait M. de Martignac, c'est nous qui l'avons proposée, méditée : c'est nous qui avons proposé au roi de la présenter à la chambre. Vous jugez bien qu'en nous déterminant à donner un pareil conseil au roi, nous avons senti tout ce qu'il y avait de grave envers la responsabilité que nous appelions sur nous. Nous sommes responsables envers le roi et envers le pays de l'avenir que peut avoir pour la monarchie l'innovation que nous proposons. Nous avons dû nous assurer par nous-mêmes que toutes les précautions que la prudence a fait juger nécessaires n'abandonneraient pas un instant le système proposé. Mais si l'on change de système, si l'on dénature les précautions, nous ne pouvons plus répondre de rien, nous ne pouvons plus engager notre conscience et notre responsabilité : ainsi donc nous ne pourrions jamais conseiller au roi d'adopter un projet qui serait autre que celui que nous avons proposé. »

Cette péroraison, qui annonçait la résolution de résister aux vœux exprimés par la commis-

sion, n'empêcha pas le rapporteur de persister dans les changements faits au projet, changements dont les deux principaux, celui du système cantonal et celui qui avait pour but d'admettre aux élections départementales tous les électeurs politiques désignés dans la charte, auraient donné à la loi un caractère qui n'était nullement dans les vues du ministère qui l'avait proposée.

Tout le sort du projet de loi dépendait donc de l'adoption ou du rejet des deux dispositions principales que les libéraux voulaient y introduire : le premier amendement de la commission, celui relatif à la suppression des conseils d'arrondissement, se présentait comme de la plus haute importance, car on ne pouvait plus douter, d'après la déclaration des ministres, que le projet en entier ne tint à ce vote. Mis aux voix le premier, il fut adopté par une majorité composée du côté droit et du centre gauche, contre une minorité composée d'une partie de ce centre de gauche et du centre droit. Le surplus du côté droit ne prit aucune part à la délibération, et assista, dans l'immobilité, à la défaite d'un ministère dont il était sûr de recueillir les portefeuilles.

Ce vote, regardé comme un triomphe par les libéraux parce qu'il allait dénaturer le projet ministériel, excita une vive agitation, pendant laquelle on vit les ministres de l'intérieur et de la justice sortir précipitamment de la salle. Et quand la chambre put enfin se mettre à voter les autres paragraphes et les articles suivants, les deux ministres étaient de retour du château, où ils avaient été faire rendre une ordonnance en vertu de laquelle les deux projets de loi sur l'organisation des départements et des communes furent retirés. Le côté droit laissa percer toute la joie qu'il éprouvait de ce dénouement ; mais le côté gauche en éprouva un dépit marqué. Les centres en furent stupéfaits, parce qu'ils prévoyaient toute l'influence que ce retrait devait avoir sur le sort du ministère.

En effet, de ce moment son existence devint toujours plus problématique : il venait de rompre tout à fait avec les libéraux, qui lui reprochaient d'avoir fait à des influences de cour le sacrifice des améliorations législatives que le pays réclamait. Il ne pouvait se flatter de trouver des alliés moins exigeants et plus fidèles dans les membres du côté droit, et enfin, il lui était impossible de se former une majorité sans l'appui décidé de l'un de ces deux côtés. Le ministère, qui devait être convaincu du peu de sympathie de la cour pour lui, aurait dû se retirer : il aimait mieux rester, et imprimer à toutes les affaires qu'il eut encore à traiter avec les chambres pendant le reste de la session, ce malaise et cette in-

décision qui résultaient de la position où il s'était placé.

Quelques jours après eut lieu dans le conseil une modification insignifiante. M. Portalis passa au ministère des affaires étrangères, et le portefeuille de la justice fut confié à M. Bourdeau, qui était déjà sous-secrétaire d'état au même département. Ce déplacement ne changea rien ni au système du ministère, ni à la marche des affaires, ni à la physionomie de la chambre élective, où les partis luttèrent entre eux sans direction, comme au hasard, et avec des succès divers ; ce qui amena souvent des décisions et des votes inattendus, tant durant la discussion du Code militaire, que lors des débats auxquels donnèrent lieu les crédits supplémentaires pour 1828, le règlement définitif du budget de 1827, et la fixation du budget de 1830 ; ces matières offraient toujours un texte inépuisable aux observations, aux critiques et aux propositions que les partis ne manquaient jamais de faire inutilement tant sur l'énormité des dépenses et sur la nécessité de faire des économies, que sur la politique à l'égard de l'étranger. L'irritation qui s'était emparée de la chambre des députés pendant la discussion des lois départementale et communale se fit remarquer dans toutes les autres qui la suivirent, et surtout dans la vaste arène du budget. Les partis restèrent dans une défiance réciproque, d'où naquit cette irrascibilité dans les débats, cette incertitude et cette variabilité dans les votes. Les ministres, réduits à faire des protestations de libéralisme à la tribune, n'en cédaient pas moins aux influences de la cour ; ce qui les mettait sans cesse dans une position où il leur était impossible de réaliser le bien qui était dans leurs intentions. La session se termina sans avoir amené aucun résultat : le ministère en sortait fatigué, harassé, très-péniblement satisfait de l'état présent et fort inquiet de l'avenir. Toutes les fractions de la chambre étaient mal à leur aise, hormi le côté droit qui n'avait qu'à se féliciter d'avoir rendu impossible un ministère juste-milieu entre les libéraux et les ultra-royalistes.

Ajoutons que les embarras du ministère se compliquaient de l'augmentation du prix des grains, des difficultés qu'éprouvait la perception de l'impôt sur les boissons dans plusieurs localités, où des mouvements séditieux avaient exigé l'emploi de la force armée ; qu'il se compliquait de la détresse qui s'annonçait dans plusieurs branches de l'industrie nationale, et enfin de la fréquence des délits de la presse, pour la répression desquels les circulaires ministérielles et même les tribunaux étaient devenus impuissants. Sans crédit à la cour, sans appui dans l'opinion publique, les

successeurs du ministère Villèle, dont la plupart étaient cependant des hommes de talent et des hommes honnêtes, pour n'avoir voulu prendre aucune couleur prononcée, ne trouvaient plus d'appui nulle part, et leur autorité s'était affaiblie au point que les préfets et les agents de l'ancienne administration, pour lesquels ils avaient eu tant de ménagements, n'exécutaient plus que très-mollement les ordres qui leur étaient transmis, persuadés qu'ils étaient que le ministère touchait à son déclin.

L'époque de la clôture des chambres fut regardée comme celle d'un changement inévitable dans le personnel et dans la marche du gouvernement. Les royalistes se flattaient enfin de faire entrer leurs chefs au conseil du roi : ils avaient pour eux le ministre dirigeant de l'Angleterre, la cour, la vieille aristocratie, l'émigration, Charles X lui-même et plusieurs journaux. Les libéraux, convaincus que le moment n'était pas encore venu d'avoir un ministère conforme à leurs vœux, s'inquiétaient peu des embarras dans lesquels ils avaient jeté le gouvernement, car toute leur force était ailleurs que dans les conseillers de la couronne. Restait les centres, hommes du milieu, dont les efforts tendaient à empêcher l'arrivée au pouvoir des ultra-royalistes. Ils essayèrent donc plusieurs combinaisons qui ne leur réussirent pas.

Pendant que les centres cherchaient les moyens de composer une administration mixte, l'homme dont la candidature au ministère avait naguère soulevé l'opinion publique, M. de Polignac venait de nouveau de passer la Manche, et était arrivé à Paris, où sa présence fit naître de nouvelles craintes, qui ne furent que trop justifiées.

Le *moniteur* du 9 août 1820 vint apprendre à la France indignée qu'elle avait pour ministres, savoir : aux affaires étrangères, ce même prince de Polignac dont le nom était déjà si impopulaire ; à la guerre, le général Bourmont, l'homme de la Vendée, l'homme de la trahison ; à l'intérieur, M. de La Bourdonnaye, l'homme de 1815 et des catégories ; à la justice, M. Courvoisier ; à la marine, le contre-amiral de Rigny ; aux affaires ecclésiastiques et à l'instruction, M. de Montbel, et M. de Chabrol aux finances.

Une autre ordonnance apprit également que M. de Belleyrne, ce magistrat honorable que tout le monde estimait, n'était plus préfet de police¹, et que sa place était donnée à M. Mangin, procureur-général, qui s'était acquis une malheureuse célébrité lors du procès du général Berton.

« Jamais, depuis l'établissement du gouverne-

ment représentatif en France, et dans aucun pays peut-être, dit un ouvrage écrit sous l'impression de l'avènement du ministère Polignac, aucun changement de ministres n'excita plus d'indignation et ne souleva plus de haines et d'alarmes. Ce fut tout d'abord contre les trois ministres regardés comme les chefs de ce conseil (de Polignac, de Bourmont et de La Bourdonnaye) un cri général de réprobation, une explosion de reproches, d'invectives et d'accusations motivées sur leurs antécédents, qui partit de tous les journaux d'une nuance plus ou moins libérale, et qui trouva des échos d'un bout de la France à l'autre dans les feuilles des départements. On reprochait à M. de Polignac son nom déjà odieux au peuple au commencement de la révolution, la part qu'il avait prise à la conspiration de George, et son refus prolongé de prêter serment à la charte lors de son élévation à la pairie ; à M. de Bourmont, ses services dans la Vendée, sa désertion à l'ennemi la veille de la bataille de Waterloo, et sa participation à la mort de l'illustre Ney ; à M. de La Bourdonnaye, sa violence contre-révolutionnaire, ses discours et ses catégories de 1815. »

— « Coblenz, Waterloo, 1815, disait l'un de ces écrivains, voilà les trois principes, voilà les trois personnages du ministère.... Pressez, tordez ce ministère, il ne dégoûte qu'humiliation, malheurs et dangers¹. »

— « Voilà encore une fois la cour avec ses vieilles rancunes, disait encore le même journaliste ; voilà de nouveau l'émigration avec ses préjugés, le sacerdoce avec sa haine de la liberté, qui viennent se jeter entre la France et son roi ! Ce qu'elle a conquis par quarante ans de travaux et de malheurs, on le lui ôte ; ce qu'elle repousse de toute la puissance de sa volonté, de toute l'énergie de ses vœux, on le lui impose violemment. »

Et après avoir prouvé que les nouveaux ministres ne pourraient gouverner avec modération quand même ils le voudraient, le même écrivain ajoutait :

« Que feront-ils cependant ? Iront-ils chercher un appui dans la force des baïonnettes ? les baïonnettes aujourd'hui sont intelligentes : elles connaissent et respectent la loi. Incapables de régner trois semaines avec la liberté de la presse, vont-ils nous la retirer ? ils ne le pourraient qu'en violant la loi consentie par les trois pouvoirs, c'est-à-dire qu'en se mettant hors de la loi du pays. Vont-ils déchirer cette charte qui fait l'immortalité de Louis XVIII et la puissance de son

¹ Il fut nommé président du tribunal civil du département de la Seine.

¹ On sera bien étonné d'apprendre que c'était le *Journal des Débats* qui s'exprimait ainsi. Mais alors ses rédacteurs faisaient du libéralisme.

successeur ? Qu'ils y pensent bien ! La charte a maintenant une autorité contre laquelle viendraient se briser tous les efforts du despotisme. Le peuple paie un milliard à la loi, il ne paierait pas deux millions aux ordonnances d'un ministre. Avec les taxes illégales naîtrait un Hampden pour les briser. Hampden ! faut-il encore que nous rappelions ce nom de trouble et de guerre ! Malheureuse France ! malheureux roi ! »

Telles étaient les réflexions pénibles qu'arrachait à un journal légitimiste les premières impressions produites par l'avènement du ministère Polignac. Le *Journal des Débats*, dévoué à la cause de la restauration, quoiqu'il fût alors du libéralisme, n'apercevait que danger pour le roi et pour la France dans cette révolution ministérielle, et il déplorait sincèrement cette fatalité qui avait poussé la cour sur le bord du précipice ouvert sous les pas de la royauté par un ministère anti-national.

Quant aux journaux plus franchement libéraux, à ceux qui pouvaient désirer secrètement la chute des Bourbons, ils se félicitaient en quelque sorte de ce que la restauration se décidait à jouer si gros jeu avec l'opinion publique.

« Puisque nous étions destinés à subir le ministère de l'extrême droite, disait le *Constitutionnel*, il vaut mieux que ce soit plus tôt que plus tard. »

Le *Courrier français* pensait aussi que les libéraux avaient à se féliciter de cette résolution : « Il était déplorable, disait ce journal, qu'un pays comme la France fût sans cesse ballotté par des ministres faibles, au gré des intrigues de cour. L'opinion publique et la chambre élective elle-même s'étaient amollies par ce régime d'espérances et de ménagements méticuleux. Elles allaient s'armer de toute leur indignation pour foudroyer un ministère dont la composition était un sujet d'alarmes pour le pays. »

Les craintes des royalistes constitutionnels, comme les espérances des libéraux, ne tardèrent pas à se réaliser.

* Cet article, un des moins violents quant aux personnes, mais beaucoup plus hostile quant aux principes, puisqu'il soulevait de nouveau la question du refus de l'impôt dans le cas où le ministère entrerait dans les voies illégales, fut déféré au tribunal correctionnel pour offense envers la personne du roi. Le rédacteur, M. Bertin aîné, y fut condamné à six mois de prison ; mais la cour royale le renvoya de la plainte. Il n'en fut pas de même de l'éditeur du *Figaro*, condamné à la même peine pour avoir supposé que le roi était attaqué d'une caracole politique quand il avait changé son ministère.

CHAPITRE X.

Satisfaction de la cour. — Programme du ministère Polignac. — Prudence dont il est obligé d'user. — Démissions qui lui arrivent. — Voyages du duc et de la duchesse d'Angoulême. — Tournée populaire du général La Fayette — Associations pour le refus de l'impôt. — Défense du ministère. — Jugements rendus contre les associations. — Affaires d'Alger. — Préparatifs de l'expédition. — Espoir que le ministère fonde sur cette conquête. — M. de Polignac est nommé président du conseil. — Retraite de M. de la Bourdonnaye. — Entrée de M. Guernon-Ranville au ministère. — Situation de la France à la fin de 1829. — Combats entre les journaux libéraux et ceux du ministère. — Motifs de l'expédition d'Alger.

Voilà donc la famille royale et la cour arrivées à avoir un ministère tel qu'elles le voulaient, le seul après lequel elles soupirassent depuis longtemps, le seul qui pût remplir leurs vœux et satisfaire à leurs exigences contre-révolutionnaires : Charles X a enfin donné le portefeuille le plus important à son favori, à l'homme que l'opinion publique repoussait de toutes ses forces ; le dauphin est parvenu à mettre à la tête de l'administration de la guerre le général vendéen qu'il affectionne autant que la nation le déteste, et la duchesse d'Angoulême est au comble de ses vœux en voyant le ministère de l'intérieur entre les mains du plus fougueux des royalistes de 1815. La France ne peut plus se tromper sur les intentions liberticides de la famille que lui a ramené l'étranger : c'est le dernier combat que vont se livrer la liberté et le despotisme, l'égalité et les privilèges.

Écoutez les organes du nouveau ministère ; ils nous initieront bientôt aux projets que le roi méditait depuis longtemps, et dont il venait de confier l'exécution aux hommes de l'émigration, de la Vendée et de 1815.

« La monarchie, disait la *Quotidienne*, en réponse aux attaques des feuilles libérales contre le nouveau ministère ; la monarchie ne peut revivre et subsister que par l'union des hommes et des doctrines. Que peuvent d'ailleurs les diffamations injurieuses qui s'appliquent à des circonstances qui devraient être mises en oubli, ou même honorables pour les ministres ? Le roi ne peut-il récompenser que les services de la révolution et de l'empire ? ces injures ne sont-elles pas de véritables atteintes à la liberté, à l'exercice de la prérogative royale, à l'esprit de la charte, aux bien-séances de l'état social ? Le ministère actuel peut seul rallier ou refaire une majorité royaliste : et s'il était admis d'ailleurs que le roi dût, dans toutes les circonstances, céder au vœu d'une majorité dans la chambre élective pour le renvoi de ses ministres, cette majorité régnerait ; la couronne serait dépouillée de l'initiative, de la sanction et de l'administration ; le roi ne serait plus qu'une

klote impuissante, sans liberté, sans opinion, sans action. »

— « Voilà des choix tels que les royalistes n'auraient pu en signaler d'autres dans les circonstances où nous nous trouvons, s'écriait le rédacteur de la *Gazette de France*, devenue le journal semi-officiel du ministère; tous répondent au vœu de la monarchie: si les principes que professent les hommes sont un symbole pour l'opinion publique, elle ne peut se tromper sur le système dans lequel le gouvernement est entré: *Plus de concessions, plus de réaction!* »

Il n'y eut jusqu'à la partie du clergé la plus ennemie de la charte qui n'entonnât un *Te Deum* pour célébrer l'arrivée au pouvoir des hommes de la contre-révolution: plusieurs prélats poussèrent l'oubli des convenances jusqu'à publier des lettres pastorales dans lesquelles ils félicitaient la monarchie et la religion de cette victoire politique. Le fameux archevêque de Toulouse ne pouvait manquer de laisser éclater sa joie de voir enfin à la tête de l'administration du royaume des hommes si dignes de la confiance du monarque et des espérances des chrétiens. « Nous n'en doutons point, N. T. C. F., s'écriait-il, ces nouveaux dépositaires du pouvoir auront la gloire de replacer la patrie sur ses véritables bases; nous en prenons à témoin les sinistres présages des esclaves de l'incrédulité, qui déjà s'annoncent comme ne pouvant supporter une patrie où le trône et l'autel se prêtent un appui mutuel. »

Cependant le ministère, quoique fortement appuyé par les royalistes, le clergé et même l'étranger, n'était pas si aveuglé sur sa position pour qu'il ne sentît le besoin d'user d'abord d'une grande prudence, et de protester de son respect pour la charte: tous ses premiers actes officiels furent donc rédigés en ce sens: « L'intention du gouvernement, disait le ministre de l'intérieur aux préfets, n'est point de troubler les situations établies ni de faire une réaction. Tout ce qui voudra se rattacher fortement à lui, en le secondant dans la stricte observation de la charte constitutionnelle, doit compter sur son appui. »

C'étaient ainsi que les nouveaux ministres cherchaient à faire oublier que leur mission était d'annihiler cette charte, de faire rapporter les dernières lois sur la liberté de la presse et sur celle des élections; mais déjà ils comptaient, quand il en serait temps, interpréter l'art. 44 de cette même charte de manière à mettre l'autorité royale en état de se passer du concours des chambres, si elles lui refusaient leur appui.

Les chefs du nouveau ministère purent juger de la répugnance que manifestaient une foule de personnages regardés comme royalistes à s'asso-

cier à leurs actes, par les déceptions qu'ils éprouvèrent à peine arrivés au pouvoir. M. de Rigby, désigné dans l'ordonnance portant nomination du conseil comme devant y entrer en qualité de ministre de la marine, ne crut pas devoir compromettre la popularité qu'il s'était acquise à Navarin, et donna sa démission malgré les instances de M. Polignac. Le portefeuille de la marine fut remis alors à M. d'Haussez, préfet de la Gironde, regardé comme un bon administrateur, mais dont le caractère parut trop faible pour sa nouvelle situation. On sut en même temps que M. de Courvoisier n'acceptait qu'avec certaines réserves la faveur que le roi venait de lui faire en le comprenant dans le cabinet du huit août.

Ajoutons encore qu'une foule de démissions vinrent augmenter les contrariétés que le ministère éprouvait déjà: plusieurs des membres du conseil d'état formé sous la précédente administration donnèrent le premier exemple en France de l'usage qui existe en Angleterre de quitter les affaires publiques avec les ministres dont on partage les principes politiques: M. Bertin de Vaux, Villemain, Alex. de Laborde, Hély d'Oysel, Froidefond de Belille, Agier, Salvandy, renoncèrent à leurs fonctions à la première nouvelle de l'arrivée au pouvoir de MM. Polignac, Bourmont et Labourdonnaye. M. de Chateaubriand se démit aussi de son ambassade de Rome (1); plusieurs préfets se retirèrent sur-le-champ; d'autres lo firent ensuite: tous ces personnages se rangèrent aussitôt du côté de l'opposition la plus hostile au ministère, et lui firent une guerre de principes et de personnes qui contribua beaucoup à le jeter dans le gouffre où il se précipita.

Cependant, le cabinet de Charles X essaya de se créer quelques partisans dans les départements, en y envoyant les membres de la famille royale. Le duc d'Angoulême alla jusqu'à Cherbourg sous prétexte d'y inspecter les travaux du port, mais en réalité pour sonder l'opinion publique dans l'ancienne-Bretagne, comme l'avait fait l'année précédente la duchesse de Berri en se montrant dans la Vendée. D'un autre côté, la duchesse d'Angoulême fut visiter le département de la Seine-Inférieure, ainsi que les fabriques de Rouen et de ses environs. Le roi lui-même devait aller, vers la fin de l'été, dans les départements de l'ancienne Normandie, où le ministère espérait que sa présence exciterait l'enthousiasme qu'elle avait fait naître naguère dans l'Alsace. Mais le mécontentement qu'avait causé la nomination du ministère Poli-

¹ La retraite de M. de Chateaubriand et celle de M. Bertin furent d'une grande importance, en ce qu'elles firent du *Journal des Débats* un des plus puissants ennemis du ministère Polignac.

gnac se manifesta d'une manière si peu équivoque du côté de Cherbourg comme parmi les populations industrielles des rives de la Seine, qu'on ne jugea pas prudent d'exposer le roi à entendre l'expression de l'opinion publique.

Jamais cette opinion, qui fait la force des gouvernements ou des partis qui l'ont pour eux, ne s'était prononcée d'une manière aussi éclatante qu'elle le faisait sur la route parcourue par le général Lafayette, au même instant que le Dauphin et la Dauphine ne rencontraient que des visages courroucés. Ce patriarche de la révolution se trouvait dans l'ancienne Auvergne, son pays natal, qu'il avait voulu revoir après la clôture de la session, quand la nouvelle de la nomination de MM. de Polignac, Bourmont et Labourdonnaye au ministère y arriva. Dès lors le voyage de l'auteur de la déclaration des droits de l'homme prit un caractère politique et devint un événement de la plus haute importance. Partout les populations firent entendre sur son passage les plus vives protestations contre le ministère du 8 août; partout retentirent ces cris de haine, précurseurs des révolutions.

De Clermont, de Brioude et du Puy, le général Lafayette se rendit à Vizille, par Grenoble, et son passage dans toutes les villes du Dauphiné, de cette province d'où partit le signal de la révolution française, fut l'objet d'un enthousiasme patriotique dont les journaux du ministère s'efforcèrent vainement de faire honneur aux combinaisons du comité-directeur du parti libéral.

Quand, de Vizille, le député populaire s'achemina vers Lyon, toute la population accourut au-devant de lui. Son entrée dans la seconde ville de France fut un véritable triomphe; il y pénétra au milieu des flots que formaient plus de soixante mille spectateurs, qui tous saluaient le défenseur de la liberté; il y eut des sérénades, des promenades sur l'eau, des banquets, des toasts, des discours qui se ressentirent des circonstances. Enfin, le grand citoyen reçut une couronne de chêne à feuilles d'argent, produit d'une souscription à cinquante centimes.

Ainsi, pendant que les membres de la famille royale traversaient presque inaperçus les départements où ils étaient allés réchauffer le royalisme, un simple député parcourait d'immenses contrées dont les populations s'empressaient sur son passage, le saluaient avec amour, en même temps qu'elles laissaient éclater leurs sentiments hostiles contre le gouvernement.

A ces démonstrations peu rassurantes pour le ministère, se joignirent bientôt des menaces plus sérieuses. Les départements de l'ancienne Bretagne, prévoyant le cas où les institutions

constitutionnelles qui découlaient de la charte viendraient à être foulées aux pieds par le ministère, donnèrent l'exemple d'une association pour refuser le paiement de tout impôt qui ne serait pas levé constitutionnellement. « Considérant que la résistance par la force serait une affreuse calamité, portait l'acte de cette association; qu'elle serait sans motif, lorsque les voies restent ouvertes à la résistance légale; que le moyen le plus certain de faire préférer le recours à l'autorité judiciaire est d'assurer aux opprimés une solidarité fraternelle; déclarons sous les liens de l'honneur et du droit :

« 1° Souscrire individuellement pour la somme de dix francs, et subsidiairement en outre les sous-signés inscrits sur les listes électorales de 1830, pour le dixième du montant des contributions qui leur sont attribuées par lesdites listes, que nous nous obligeons à payer sur les mandats des procureurs-généraux, dans le cas où il y aurait lieu d'en nommer.

« 2° Cette souscription formera un fonds commun à la Bretagne, destiné à indemniser les souscripteurs des frais qui pourraient rester à leur charge par suite du refus d'acquitter les contributions publiques illégalement imposées, soit sans le concours libre, régulier et constitutionnel du roi et des deux chambres constituées en conformité de la charte et des lois actuelles, soit avec le concours des chambres formées par un système électoral qui n'aurait pas été voté dans les mêmes formes constitutionnelles ».

Le reste de cet acte était relatif au mode d'exécution de cette résolution : il fut reproduit à l'instant même par les journaux de toutes les nuances libérales, et provoqua partout des associations pareilles à celle de la Bretagne. Il s'en forma aussi une à Paris, à laquelle prirent part tous les députés nommés par cette capitale, ainsi que la plupart des grands propriétaires et des riches banquiers. Le ministère, effrayé de ces manifestations, fit saisir les journaux qui avaient publié le prospectus de l'association bretonne, et envoya les éditeurs devant les tribunaux correctionnels, pour attaque contre l'autorité du roi, provocation à la désobéissance aux lois, et excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi.

En même temps, il fit publier dans le *Moniteur*, et insérer forcément dans les autres journaux, un article qui peint parfaitement la situation des choses.

« Il n'est sorte de calomnies, y était-il dit, dont les journaux n'entourent le ministère. Selon les uns, c'est sur la corruption qu'il fonde son espoir; il a vingt-quatre, trente millions à dépenser; il fait le tarif des consciences; il fait procéder à des enquêtes sur chaque député. Selon

d'autres, il appelle l'étranger; il menace de l'intervention; il va créer 200 députés par ordonnance, et en attribuer la nomination aux conseils généraux des départements: à les en croire, le ministère ne rêve que coup d'état, et il ne prémodite que le renversement de la charte¹; il exigera violemment l'impôt, si la chambre, usant de son droit, refuse le budget: de là l'urgence de se concerter, de se lier, de se fédérer pour opposer une résistance légale à ce complot.

» Le but est évident; la raison publique ne saurait s'y méprendre. Ce n'est pas la conviction qui pousse un cri d'alarme: ces terreurs sont feintes. Ils savent bien, ceux qui les propagent, qu'à moins d'avoir perdu le sens commun, des ministres ne sauraient même concevoir l'idée de briser la charte et de substituer le régime des ordonnances à celui des lois. Ils savent que des ministres le voudraient en vain, et que s'ils osaient en manifester le plan, le roi les réduirait d'un seul mot à l'impuissance, en leur retirant l'exercice du pouvoir qu'il ne leur a commis que pour administrer, en son nom et sous leur responsabilité, selon les lois.... »

Toutes ces protestations de respect pour la charte, toutes ces colères à froid contre ceux qui supposaient au ministère l'intention de la violer, ne trompèrent personne; chacun resta avec ses convictions, et les associations pour le refus de l'impôt s'étendirent partout, malgré les ordres donnés pour saisir les journaux qui provoqueraient à ces actes. Les tribunaux devant lesquels furent portés ces sortes de délits hésitèrent à punir les éditeurs de journaux qu'on accusait 1^o d'attaque formelle à l'autorité du roi; 2^o de provocation à la désobéissance aux lois; 3^o d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Les juges furent d'accord pour écarter les deux premiers chefs de la prévention. Il fut reconnu qu'il n'y avait dans le fait de l'association, comme dans la publication, ni attaque formelle à l'autorité du roi, ni provocation à la désobéissance aux lois, puisque le cas de la résistance ou du refus de paiement de l'impôt était subordonné à des circonstances qui n'existaient pas, et dont l'existence eût légitimé le refus. Il ne restait donc plus que le délit banal qu'on appelle d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement, délit que l'on faisait ressortir de la supposition faite par les journalistes que les ministres avaient l'intention de violer la charte: quelques journaux furent condamnés à un mois de prison et 500 francs d'amende; d'autres furent acquittés; car, ni les tribunaux correctionnels,

ni les cours royales ne furent d'accord sur ce point.

Ces jugements devinrent une sorte de triomphe pour les libéraux, en ce que les cours royales avaient sanctionné la doctrine émise autrefois par M. de Labourdonnaye, qu'on pouvait refuser l'impôt dans le cas de la violation des lois constitutionnelles: aussi les associations se formèrent-elles librement, et même sans opposition de la part du gouvernement.

Vers la fin de septembre eurent lieu six élections de députés, et le ministère parvint à faire nommer trois de ses candidats; mais il eut le chagrin d'échouer, au grand collège de Bordeaux, où M. Ravez, appelé à la pairie, fut remplacé par M. Bosc, l'un des plus riches et des plus estimés négociants de cette ville. M. Bosc était le candidat de l'opposition libérale; M. Peyronnet, son compétiteur, fut accueilli par des huées.

Désolés de ce résultat dans la ville du *doux mars*, qu'ils regardaient comme essentiellement royaliste, les ministres commencèrent à s'apercevoir que l'opinion publique les débordait et qu'ils ne pourraient lui résister qu'en faisant une diversion qui détournât les esprits de la politique intérieure. Ils mirent à profit la querelle qui existait depuis longtemps entre la France et le dey d'Alger, au sujet des injures que le consul français, M. Deval, en avait reçues¹.

Depuis plus de deux ans une petite escadre française avait été envoyée sur les côtes d'Algérie pour en bloquer les ports et empêcher la sortie des corsaires, tâche difficile et coûteuse: les frais de ce blocus impuissant s'élevaient déjà à la somme énorme de sept millions, quand le gouvernement français, lassé de poursuivre et d'attendre des satisfactions toujours promises et toujours éludées, s'était décidé à faire une dernière démarche d'ac-

¹ A la suite d'interminables réclamations contre le gouvernement français, la maison de commerce Bacri, que l'on regardait comme le prête-nom du dey d'Alger, avait enfin obtenu la liquidation d'une ancienne créance sur la France, dont l'origine remontait au temps de la république, époque où la régence d'Alger avait envoyé dans nos ports d'assez fortes quantités de blés. Mais la créance n'eût pas plutôt été liquidée que les fonds en furent dilapidés par les mandataires du dey; ce qui donna lieu à des réclamations de sa part. Il s'en suivit plusieurs conférences entre le consul de France à Alger, M. Duval, et le dey, dans l'une desquelles celui-ci s'emporta jusqu'à donner un coup d'éventail au représentant de la France. Ce fut ce coup d'éventail qui brouilla le gouvernement français avec la régence. Le consul quitta aussitôt sa résidence, et le ministre des affaires étrangères demanda une réparation éclatante de l'insulte faite au gouvernement, dans la personne de son agent.

Toutefois, on ne songeait guère à aller faire la guerre au dey d'Alger, et encore moins à s'emparer de ses états: aussi se borna-t-on pendant longtemps à un semblant de blocus, au moyen duquel on espérait amener le bacha à faire les escadres que la France exigeait. Ce ne fut que lorsque M. de Polignac fut arrivé aux affaires, que l'on eut l'idée de l'expédition d'Alger.

¹ La suite des événements a prouvé que les journalistes étaient parfaitement dans le secret des coups d'état médités par le ministère Polignac.

commodement. Le contre-amiral Labrettonnière, qui commandait le blocus, eût ordre d'entrer en pourparler avec le dey, et de lui porter en personne les réclamations de la France. Le vaisseau la *Provence* entra donc en parlementaire dans la baie d'Alger; le contre-amiral, admis à l'audience du dey, lui fit connaître l'objet de sa mission et les satisfactions que la France exigeait. Le dey parut disposé à les accorder; mais il finit par un refus positif; et comme le vaisseau la *Provence* sortait de la baie, à un signal parti de la *casaba*, château qu'occupait le dey lui-même, l'artillerie d'une batterie voisine tira sur le vaisseau parlementaire; ce qui fut imité par toutes les batteries voisines, lesquelles ne cessèrent le feu que lorsque le bâtiment français, criblé de boulets et ayant souffert dans sa mâture sans avoir riposté par un seul coup, fut hors de portée.

Cette coupable violation du droit des gens souleva l'orgueil national et provoqua de nouvelles déclamations contre le gouvernement, qui, disaient les journaux libéraux, souffrait les injures d'un barbare. Ce fut une bonne fortune pour les ministres : ils en profitèrent avec empressement dans le double but de satisfaire l'opinion publique, et de se créer des moyens d'appui. Et quoi que le dey pût faire ensuite pour s'excuser de l'insulte faite au pavillon français, qu'il affirma avoir été l'effet d'une méprise, en punition de laquelle il avait fait décapiter les officiers commandant les batteries, le ministère se montra inexorable. Toutes communications furent rompues avec la régence, et l'on s'occupa des préparatifs d'une expédition qui, disaient les royalistes, devait effacer les souvenirs de celle d'Égypte.

A milieu de ces dispositions belliqueuses, des dissentiments sérieux et dont il est difficile de caractériser la nature, se manifestèrent dans un ministère qui avait besoin du concours de tous ses moyens d'action pour faire face aux démonstrations hostiles de la France. MM. de Polignac et de Labourdonnaye se brouillèrent soit à cause du système politique que chacun de ces deux chefs du conseil voulait faire prévaloir, soit par l'effet de susceptibilités personnelles. Des bruits coururent alors que ces deux ministres ne différaient entre eux que sur les voies à prendre pour arriver au but commun. M. de Labourdonnaye, plus tranchant que son collègue, voulait, disait-on, faire tourner la contre-révolution au profit de l'ancienne noblesse plus qu'à celui du clergé; il comptait l'opérer par la force plutôt que par l'intrigue, par les gendarmes et non par les missionnaires et la congrégation. Sa rudesse déplut au parti-prêtre, tout-puissant à la cour, et on chercha le moyen de choquer son orgueil.

Lors de la formation du ministère auquel M. de Polignac a attaché sa déplorable célébrité, il avait été arrêté qu'il n'y aurait point de chef du conseil. En effet, le roi ou le dauphin l'avaient présidé jusqu'alors. Mais comme ni l'un ni l'autre n'avaient ni la fermeté ni les lumières qu'exigeaient ces hautes fonctions, ils se lassèrent de ce qui ne fut plus pour eux qu'un assujettissement rendu désagréable par les querelles intérieures. On fut donc obligé d'examiner de nouveau si la position du gouvernement ne nécessitait pas qu'il y eût à la tête du cabinet un chef qui lui donnât une couleur, un nom propre à représenter le système qu'on voulait suivre. Le roi se décida, dit-on, pour l'affirmative; et il le fit avec d'autant plus de plaisir qu'il destinait la présidence à son favori, en qui il avait mis toute sa confiance.

Le 17 novembre parut une ordonnance d'après laquelle le prince de Polignac était nommé président du conseil des ministres. L'amour-propre de M. de Labourdonnaye en fut blessé, et aussitôt il donna sa démission. Ce double événement fit naître bien des conjectures : on se demandait comment ce ministère, déjà si faible en talents, avait pu se séparer de l'homme qui avait été si longtemps le chef et l'orateur de l'opposition royaliste, et qui avait eu l'art de se créer un parti redoutable dans la chambre des députés. Les amis du ministère craignaient de voir se renouveler le scandale donné sous l'administration Villèle d'une double opposition à laquelle aucun ministère ne pourrait résister.

Suivant quelques autres partisans du gouvernement, on devait voir dans l'éloignement de l'homme aux catégories une sorte de satisfaction donnée par M. de Polignac à l'opinion publique, un retour à des idées de modération et à un système plus en harmonie avec les institutions. On assurait même qu'il était aussi question de l'éloignement du général Bourmont.

Les libéraux seuls jugeaient bien les choses, car ils réduisaient l'événement à sa juste valeur, c'est-à-dire à une question d'amour-propre personnel : leur opinion était que le ministère Polignac ne pouvait reculer dans la voie où il s'était engagé; et qu'il fallait que la contre-révolution s'opérât tout à fait, ou que la révolution fit une nouvelle explosion.

Les libéraux ne se trompaient pas : il y avait entre ce ministère, le roi, la cour, l'aristocratie et le clergé une sorte de compromis pour rétablir l'ancien régime à la première occasion favorable; et cette occasion, le roi et son favori se la promettaient au retour de l'expédition d'Alger, dont on faisait alors les immenses préparatifs; persuadés qu'ils étaient qu'il faut disposer d'une ar-

mée victorieuse quand on veut frapper de grands coups d'état.

Rien n'indiqua mieux les intentions du gouvernement que les changements qui eurent lieu à cette même époque dans la haute administration. M. de Montbel fut appelé au ministère de l'intérieur, que venait d'abandonner le fougueux Labourdonnaye; et le conseil se recruta de M. Guernon-Ranville, fils d'émigré et ayant émigré lui-même en 1815, auquel on donna le département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. Déjà l'administration des forêts avait été donnée à M. Ferdinand de Berthier; ce qui démontrait l'intention où était le roi de ne plus confier les hauts emplois publics qu'à des hommes de la contre-révolution.

Ces nominations produisirent l'effet qu'on devait en attendre; l'opinion publique exhalait son mécontentement en récriminations contre le cabinet et contre les hommes qu'il s'associait. Tout ayant été dit sur M. de Montbel et sur M. de Berthier, dont les noms avaient une signification si expressive, on s'attaqua à M. Guernon; on rappela à cet ancien avocat ses opinions de 1815; son commandement de la garde urbaine de Caen, où il s'était fait distinguer entre les plus fougueux royalistes; on lui reprocha d'avoir falsifié un scrutin pendant qu'il présidait le collège électoral: enfin on trouva un nouveau motif de scandale dans sa nomination au ministère, lui dont tous les titres se bornaient à son exaltation contre révolutionnaire soutenue d'une faconde de barreau. On concluait de ces choix que le président du conseil cherchait à ne s'entourer que d'hommes avec lesquels il pût marcher d'accord à la destruction de ce qui restait encore de principes constitutionnels.

Le ministère s'indignait à son tour ou faisait semblant d'être indigné de ce qu'on lui prêtait les intentions coupables, les projets insensés qui, disait-il, n'existaient que dans la plume des journalistes. Il signalait les attaques de la presse libérale comme une guerre insolente dont les coups portaient jusque sur les marches du trône; qui mettait en question l'exercice libre et spontané de la prérogative royale et compromettait la prospérité du pays et la tranquillité publique¹. Ils demandaient à être jugés sur leurs actes.

A ces protestations, qui déguisaient si mal la contrainte que le cabinet s'imposait encore, les libéraux répondaient que, s'ils accusaient les intentions du ministère, c'était parce qu'elles se manifestaient tous les jours par des choix que la nation réprouvait; ils disaient que ces intentions étaient journellement trahies par ses affidés, qu'il souffrait que des journalistes qui paraissaient avoir sa confiance, osassent lui conseiller le renversement des lois fondamentales: on lui reprochait d'avoir annoncé ouvertement que l'objet de sa mission était de faire rapporter les dernières lois qui avaient assuré la liberté de la presse et celle des élections, comme le moyen préalable pour arriver à son but.

Ce fut au milieu de ces récriminations renouvelées tous les jours que le ministère arriva à la veille d'une session législative qui devait être un combat à mort entre l'ancienne royauté à jamais impossible, et les libertés publiques acquises par la révolution française. On se demandait si le ministère, employant tous les moyens de corruption dont il disposait, réunirait dans la chambre cette majorité dont il avait besoin; ou si, la chambre des députés, résistant à ses volontés, il aurait le courage désespéré d'en appeler à de nouvelles élections, lorsque les progrès de l'opinion libérale étaient si évidents; ou enfin, s'il oserait annuler les lois et créer un système électoral par ordonnances.

Les hommes d'expérience regardaient le ministère Polignac comme devant arriver aux coups d'état les plus décisifs: ils se fondaient sur la faveur dont jouissait le ministre favori tant à la cour que parmi l'ancienne noblesse et le clergé; ils se fondaient encore sur l'opiniâtreté de son caractère, sur ses croyances politiques et religieuses, autant que sur les exigences des courtisans et des prêtres. Ces hommes d'expériences avaient pour garant de leur opinion l'aveuglement dans lequel ce favori était sur la situation des choses: en effet, M. de Polignac, se faisant illusion sur la résistance de l'opinion publique, s'obstinait à ne voir d'opposition que dans le *journalisme*: il ne comprenait ni la difficulté de sa position, ni l'état moral de la France, ni la haine de la nation contre tout ce qui lui rappelait l'émigration ou 1815. Il lui fallait une leçon bien dure pour dé-

¹ Quoiqu'on se soit efforcé depuis d'établir que la France avait joui, sous la restauration, d'une prospérité inouïe, prospérité qui, si elle eût été réelle, ne devait d'ailleurs être attribuée qu'aux bienfaits de la paix et à l'active industrie des habitants de ce pays déjà riche par lui-même, il n'en est pas moins vrai que, de 1824 à 1830, la France passa par plusieurs crises propres à mettre en doute la réalité de cette prospérité. A la fin de 1829 la France éprouvait de graves sujets d'inquiétude et d'alarme: après un automne pluvieux qui avait nui à

toutes les récoltes, l'hiver s'annonçait avec une rigueur dont on avait peu d'exemples: le prix des grains et des fourrages augmentait; les ouvriers étaient sans travail, sans habits, sans feu. La plupart des fabriques de l'est et du nord, surchargées de leurs produits, étaient à la veille de suspendre leurs travaux; les faillites devinrent plus nombreuses qu jamais, et tous les jours la place du Châtelet était encombrée de meubles provenant des expropriations forcées. Tels furent les résultats de cette prospérité si vantée.

truire les illusions qu'il se faisait sur la possibilité d'exécuter tout d'un coup ce que M. de Villèle avait à peine commencé en six ans de persévérance. Cette leçon, le peuple se chargea de la donner à ceux qui s'étaient habitués à le mépriser.

En attendant, le gouvernement redoubla d'efforts pour rendre formidable l'expédition destinée à aller punir les pirates d'Alger, des insultes que leur chef avait faites à la France, et dont on n'avait pu obtenir encore aucune réparation. Toulon devint le rendez-vous d'une armée de trente-cinq mille hommes de toutes armes, que l'on munit de tout ce qui pouvait leur être utile dans la campagne qu'ils allaient faire sur le sol africain. Une flotte nombreuse fut aussi réunie dans ce vaste port, et chaque département maritime y envoya son contingent en vaisseaux et en marins. De nombreux bâtiments de transport furent aussi frétés pour recevoir ceux des soldats qui ne pourraient pas être transportés dans les bâtiments de guerre : on tira des arsenaux plusieurs batteries de campagne et de siège ; on fit faire des fusils d'une plus grande longueur que ceux de notre infanterie ; on essaya pendant longtemps les *mortiers monstres*, qui furent placés sur des bombardes construites de manière à résister aux violentes secousses produites par les détonnations de ces nouvelles bouches à feu, destinées à lancer d'énormes projectiles. Enfin, les magasins de Toulon et des environs se remplirent de toutes sortes de munitions de guerre et de bouche, qui furent ensuite embarquées. On ne négligea rien pour le succès d'une expédition dont le ministère comptait tirer le plus grand parti en faveur de sa politique.

L'expédition d'Alger, offerte à l'armée comme un moyen d'aller acquérir de la gloire, était d'une bien plus haute importance aux yeux du ministère. L'éclat qu'on cherchait à lui donner devait d'abord fixer l'opinion publique ailleurs que sur les affaires de la politique intérieure ; on espérait par là distraire le public des idées qui le préoccupaient tant et si vivement depuis l'arrivée au pouvoir du ministre favori. Tout étant combiné pour que l'expédition eût le succès que le gouvernement s'en promettait, les ministres devaient espérer que le châtement qu'ils allaient infliger à celui qui avait osé provoquer la France, lui donnerait la force nécessaire pour exécuter les projets de contre-révolution qui étaient depuis longtemps dans les vus de Charles X et de son favori. Le gouvernement pensait que, dès qu'il aurait l'appui d'une armée victorieuse, tout lui deviendrait facile.

Ce fut dans ce but qu'il donna à cette guerre contre un repaire de pirates beaucoup plus d'importance que n'en méritait d'ailleurs la punition

du fameux coup d'éventail : il voulut faire oublier la frivolité, le ridicule même attaché à une guerre faite pour un motif si léger : aussi ne cessa-t-il d'exagérer l'importance de l'insulte que le dey était accusé d'avoir faite à un agent de la France, insulte que l'on avait presque oubliée pendant près de trois ans, et que le ministère ne ressentait aussi vivement que parce qu'elle allait lui servir de prétexte pour réunir, éprouver et exalter une armée qu'il comptait ensuite trouver toute prête à secourir le gouvernement dans ses desseins contre les libertés publiques. Le ministère était alors bien loin de croire qu'il allait faire une conquête : l'expédition devait se borner à une occupation momentanée ; on avait même pris l'engagement envers le cabinet de Londres d'évacuer Alger aussitôt que la France y aurait fait acte de puissance contre ces pirates. Ce fut à cette condition que le gouvernement anglais, toujours si jaloux de sa domination sur la Méditerranée, ferma les yeux sur cette excursion en Afrique des forces françaises. Le complice des projets contre-révolutionnaires du cabinet de Charles X, Wellington, voulait bien faciliter à ses amis de Paris les moyens d'acquiescer de la force et même de la popularité ; mais il exigeait la promesse qu'aussitôt que le but apparent de l'expédition aurait été atteint, la France ferait rentrer ses troupes.

Cela aurait été exécuté si la révolution de 1830 n'eût rompu ces lâches stipulations, et n'eût proclamé de sa puissante voix que les conquêtes tachetées avec le sang et l'or de la France, sur une peuplade barbare, resteraient à la nation française et à la civilisation.

Quant au ministère Polignac, promoteur de cette excursion belliqueuse, comme il était loin de penser que la prise d'Alger serait une des principales causes de sa perte, il se livra aux préparatifs de cette expédition avec la certitude que le succès serait pour lui un moyen d'arriver plus tôt à ses fins.

CHAPITRE XI.

Séjour de l'hiver de 1830. — misère du peuple. — Sa haine contre le gouvernement. — Réponse de Charles X aux félicitations du jour de l'an. — Convocation des chambres. — But du cabinet. — Épurations. — Nouveaux pairs. — Attitude du parti libéral à l'ouverture de la session. — La cour persévère dans son système. — Discours d'ouverture du roi. — Impression qu'il produit. — Réponse des pairs. — Adresse des députés. — Débats à ce sujet. — L'adresse est votée par une majorité de deux cent vingt-un députés. — Réponse du roi. — Prorogation des chambres.

Nous arrivons au dénouement de ce qu'on a appelé avec tant de vérité la *Comédie de quinze ans*; dénouement bien imprévu, que l'aveuglement de Charles X et de sa cour amena seul; dénouement terrible pour ceux qui le provoquèrent si audacieusement, mais heureux pour la France qui se trouva débarrassée à la fois et des langes dits constitutionnels dans lesquels elle se débattait depuis longtemps, et du gouvernement qui lui avait été imposé par ses ennemis, et de tous ces hommes incorrigibles qui osaient encore rêver le despotisme de l'ancien régime au milieu des progrès de l'éducation politique du peuple français.

Le ministère Polignac existait depuis cinq mois sans avoir osé entrer pleinement dans la voie contre-révolutionnaire qu'il était appelé à parcourir; et, quoique poussé par les courtisans, l'émigration et le clergé, il s'était tenu jusqu'alors dans une réserve qui ne laissait deviner ses projets ultérieurs que par les noms des hommes dont il s'entourait.

Un hiver prématuré et sans fin, dont la rigueur excessive ne rappelait que trop celui de l'année 1789, était venu ajouter encore aux misères des classes que le manque de travail avait jetées sur le pavé de Paris : la moitié des ateliers étaient déserts, les capitaux se resserraient, le commerce souffrait, et ces souffrances étaient un nouvel aliment aux passions politiques qui se déchaînaient contre le gouvernement. Jamais les feuilles libérales n'avaient attaqué avec tant de violence les dépositaires du pouvoir, auxquels les écrivains de ce parti ne cessaient de prêter les intentions les plus coupables : ils disaient que le ministère n'attendait qu'une occasion favorable pour changer le système électoral, suspendre la liberté de la presse périodique et saisir une espèce de dictature au moyen d'une fausse interprétation de l'article 44 de la charte. En conséquence, les associations pour refuser l'impôt à la première violation du pacte fondamental continuaient à se former dans tous les départements, et l'opinion publique s'y prononçait d'une manière effrayante pour le gouvernement. L'horizon se rembrunissait.

LÉONARD GALLOIS.

sait, et tout annonçait une grande commotion politique pour le jour où les ministres porteraient la main sur ce qui restait à la France des libertés achetées par tant de sang.

Le roi, ses ministres, ses courtisans en uniforme et en soutane s'irritaient toujours davantage de ce qu'ils appelaient l'insolence du journalisme; et cette aigreur se fit remarquer dans toutes les réponses de Charles X aux félicitations du jour de l'an. La cour royale de Paris, qui venait de montrer une si noble indépendance, y fut semoncée vertement : au milieu d'une réponse pleine de dureté que le roi fit au président Séguier, Charles X s'oublia jusqu'à dire aux magistrats qu'ils devaient se rendre dignes des marques de confiance qu'ils avaient reçues de leur roi. La duchesse d'Angoulême poussa l'oubli des convenances et l'outrage jusqu'à chasser de sa présence toute la cour royale, qui ne trouva au château que des visages composés sur celui du maître. C'est que la cour royale, comme la plupart des corps de l'état et des autorités, avaient protesté de leur respect pour les libertés publiques; paroles mal sonnantes aux oreilles d'un prince et d'une cour qui avaient résolu d'anéantir ces libertés.

Cependant le ministère n'osait en venir aux moyens extrêmes qu'après avoir essayé encore une fois s'il ne pourrait pas arriver à ses fins en maniant avec adresse les autres pouvoirs de l'état dont il redoutait la puissante opposition. Ce fut à cet effet qu'il convoqua les chambres pour le 2 du mois de mars. Par cet acte de déférence, il crut fermer la bouche à ceux qui l'accusaient de méditer des coups d'état despotiques. Son plan, habilement conçu, était de ne présenter d'abord que des lois utiles, que des économies nécessaires sur toutes les branches du budget : par ces moyens, il espérait pouvoir faire passer quelques modifications à la dernière loi sur la presse périodique, ou sur la formation des listes électorales; et, cela obtenu sans violence, il devait clore la session, et risquer de nouvelles élections, que les changements apportés aux lois sur la presse ou sur les élections, la gloire militaire qui devait résulter de l'expédition d'Algérie, et les moyens d'influence que pouvait exercer une administration dévouée devaient nécessairement lui rendre favorables.

Il commença donc par épurer la haute administration, et par créer sept nouveaux pairs de France, pris parmi les anciens députés les plus exaltés par leurs opinions contre-révolutionnaires¹. Au moyen de ce renfort envoyé dans une

¹ Ces sept nouveaux pairs étaient : M. le duc de Cérèse

chambre ou se trouvait déjà la *fournée* de M. de Villèle, le ministère se crut assuré de l'appui de la pairie. Mais les ministres n'avaient point fait entrer dans leurs calculs la méfiance dont ils étaient l'objet tant du côté de la nation en masse, que de la part de la grande majorité des députés. Cette méfiance n'ayant fait que s'accroître journellement, la plupart des élections faites depuis le ministère du 8 août, avaient encore renforcé le parti libéral de la chambre : tandis que la minorité ministérielle ne comptait que des pertes nombreuses, pour la compensation desquelles elle n'avait fait d'autres acquisitions que celle de M. Berryer fils, nommé dans la Haute-Loire, et celle de M. Dudon, élu avec beaucoup de peine dans la Loire-Inférieure.

Le parti libéral se présentait donc à la nouvelle session avec des avantages que le ministère ne pouvait plus se dissimuler ; aussi, dès l'approche de la réunion des députés, ses embarras augmentèrent-ils : on assure même que la division se mit dans le conseil, et que, quelques jours avant l'ouverture des chambres, il avait été question d'un changement total de ministère dans le sens du centre gauche.

La cours s'émut de ce qu'elle aurait regardé comme une faiblesse et un malheur ; elle représenta au roi le danger de changer, à l'approche d'une session des plus importantes, un cabinet d'un royalisme éprouvé, pour en revenir aux hommes des concessions : on sollicita, on supplia les ministres dissidents de sacrifier leurs répugnances, et le changement que les royalistes redoutaient n'eut pas lieu : les ministres finirent même par s'entendre sur la rédaction du discours d'ouverture que le roi devait prononcer. Les chambres furent enfin ouvertes par Charles X le jour indiqué¹, et dans un moment où la polémique chaleureuse des journaux de tous les partis avait produit une surexcitation, un redoublement de la fièvre politique qui s'était emparée des masses. Ce fut en vain que le gouvernement chercha à occuper le public des préparatifs de l'expédition d'Alger, présentée par les journaux à ses gages comme devant éclipser celle d'Égypte ; le public fixa ses regards inquiets vers la chambre des députés, car c'était sur les mandataires de la nation que se concentraient toutes les espérances des amis de la liberté².

Francas, le marquis de Tourzel, le comte de Labourolle, ex-ministre de l'intérieur, le marquis de Puységur, le baron de Vitrolles, le comte Beugnot et le général Vallée.

¹ L'ouverture de la session n'eut pas lieu au palais Bourbon, mais bien dans la grande salle du Louvre : toute la pompe royale y fut déployée.

² Malgré la haine que la nation portait à la famille des Bourbons, toutes les idées politiques étaient alors tellement faus-

Le ministère avait pensé qu'il devait payer d'audace, en présence d'une majorité qu'il redoutait ; aussi le discours qu'il fit prononcer par le roi fut-il rempli de bravades. Après y avoir parlé de l'Orient, du Portugal, de l'expédition d'Alger et des projets de loi qui devaient être présentés dans la session, Charles X finissait par quelques phrases sur l'effet desquelles le ministère comptait beaucoup.

« La charte, disait-il, a placé les libertés publiques sous la sauve-garde des droits de ma couronne. Ces droits sont sacrés ; mon devoir envers mon peuple est de les transmettre intacts à mes successeurs.

» Pairs de France, députés des départements, je ne doute point de votre concours pour opérer le bien que je veux faire. Vous repousserez avec mépris les perfides insinuations que la malveillance cherche à propager. Si de coupables manœuvres suscitaient à mon gouvernement des obstacles que je ne peux pas... que je ne veux pas prévoir, je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Français et dans l'amour qu'ils ont toujours montré pour leur roi. »

Ainsi, Charles X ne reconnaissait d'autres droits que ceux de la couronne ; et ces droits, il voulait les transmettre intacts à ses successeurs. Les Français étaient donc bien coupables quand ils supposaient que le roi et le ministère étaient d'accord pour séquestrer les droits de la nation au profit de la couronne ; il n'y avait que des malveillants, que des hommes pervers qui pussent avoir de pareilles idées d'un gouvernement aussi libéral que celui de Charles X, et ces hommes pervers, le roi et son conseil annonçaient qu'ils sauraient les mettre dans l'impossibilité de susciter des obstacles aux bienfaits que le gouvernement voulait verser sur le peuple.

Heureusement, ces menaces n'effrayèrent personne ; et dès le lendemain les journaux témoignèrent toute leur indignation du langage insolent qu'osait tenir un ministère aussi anti-national aussi détesté que l'était celui honoré de la protection spéciale de Wellington : il n'y eut qu'une voix pour engager les pairs de France et les députés à répondre au défi ministériel en disant au roi la vérité tout entière, et en l'appuyant au besoin du refus de l'impôt.

Les chambres ne se bornèrent pas à renvoyer

sées, qu'il ne venait à l'esprit d'aucun des chefs libéraux d'exiger autre chose que le renvoi du ministère Polignac : la souveraineté du peuple dormait pour ne se réveiller que le 28 juillet ; on regardait comme des fous ceux qui croyaient à la possibilité d'une grande révolution ; et cependant les éléments s'apercevaient en tout et partout.

au ministère les menaces qu'il avait mises dans la bouche du roi, elles allèrent beaucoup plus loin.

Dans celle des pairs même, dont les ministres se croyaient si sûrs, une opposition menaçante se manifesta, dès les premières séances, par la nomination du bureau, dont tous les membres furent choisis dans le parti libéral. Il en fut de même de la commission qui devait rédiger l'adresse en réponse au discours du roi ; tâche très-difficile, car il fallait que cette réponse fût remarquable par ce qu'elle ne disait pas. Ce fut à ce moyen que s'arrêtèrent les courtisans de la chambre des pairs : ils n'osèrent censurer directement les paroles de la couronne. Mais si l'adresse des pairs fut presque aussi insignifiante qu'à l'ordinaire, les débats auxquels elle donna lieu ne furent pas sans intérêt.

« Toute révolution venant d'en bas est aujourd'hui impossible ¹, disait M. de Châteaubriand en parlant sur cette adresse ; mais cette révolution peut venir d'en haut ; elle peut sortir d'une administration égarée dans ses systèmes, ignorante de son pays et de son siècle..... Les dernières lignes du discours de la couronne ne justifient que trop la triste prévoyance qui m'a obligé d'interrompre une carrière aussi conforme à mes goûts qu'à mes études. » Et M. de Châteaubriand terminait en disant qu'il jugeait le projet insuffisant dans les circonstances graves où l'on se trouvait.

Cependant cette adresse était un acte de courage inattendu pour une chambre qui, dans ses communications avec le trône, ne s'était jamais écartée du langage réservé de l'étiquette la plus servile : elle contenait une protestation de respect pour une charte que le roi n'avait seulement pas mentionnée. Aussi Charles X se montra-t-il très-mécontent de la leçon indirecte que les pairs lui donnaient. C'était déjà un échec pour le ministère Polignac ; mais il lui était réservé d'en subir un bien autrement décisif dans la chambre des députés.

Là, dans cette même salle provisoire que le ministère venait de faire élever en attendant la reconstruction de l'ancienne, on remarquait la plus grande agitation dès le jour même où les partis essayèrent leurs forces dans l'organisation des bureaux : les libéraux se trouvèrent en majorité partout ; et quand il fallut nommer les candidats à la présidence, le côté droit ne put donner à ses chefs que cent seize voix, tandis que MM. Royer-Collard, Casimir Périer et Sébastiani

en eurent chacun plus de deux cents ¹. Ce résultat servit à constater que la fraction Agier, composée des trente voix du centre droit que le gouvernement s'était flatté d'attirer à lui, persistait dans ce que le ministère appelait sa défection.

L'intérêt qui se fixait sur cette chambre fut bien plus grand encore quand elle eut à s'occuper de l'adresse en réponse au discours du roi. La composition de la commission faisait pressentir que cette réponse serait hostile au cabinet, et jamais on n'avait attendu avec plus d'anxiété le résultat des délibérations qui avaient lieu en comité secret sur la rédaction de cette célèbre adresse.

Elle fut enfin lue à la chambre dans la séance du 15 mars : les députés écoutèrent avec calme tous les paragraphes insignifiants ; mais les partis s'agitèrent quand M. Étienne, qu'on savait être le principal rédacteur de ce manifeste contre le ministère, arriva aux paragraphes répondant aux plaintes du roi sur les *coupables manœuvres de la malveillance*. Cette partie de l'adresse était ainsi conçue :

« Cependant, sire, au milieu des sentiments
 » unanimes de respect et d'affection dont votre
 » peuple vous entoure, il se manifeste dans les
 » esprits une vive inquiétude qui trouble la sô-
 » rité dont la France avait commencé à jouir,
 » altère les sources de sa prospérité, et pourrait,
 » si elle se prolongeait, devenir funeste à son
 » repos. Notre conscience, notre honneur, la fî-
 » dité que nous vous avons jurée, et que nous
 » vous garderons toujours, nous imposent le de-
 » voir de vous en dévoiler la cause.

« Sire, la charte que nous devons à la sagesse
 » de votre auguste prédécesseur, et dont votre
 » majesté a la ferme volonté de consolider le
 » bienfait, consacre comme un droit, l'interven-
 » tion du pays dans la délibération des intérêts
 » publics. Cette intervention devait être, elle est
 » en effet, indirecte, sagement mesurée, circon-
 » scrrite dans des limites exactement tracées, et
 » que nous ne souffrirons jamais que l'on ose
 » franchir ; mais elle est positive dans son résul-
 » tat ; car elle fait du concours permanent des
 » vues politiques de votre gouvernement avec les
 » vœux de votre peuple, la condition indispen-

¹ Le peuple s'est chargé de prouver à M. de Châteaubriand, qu'il est encore en état de faire des révolutions de bas en haut, les seules qui soient rationnelles ; car les révolutions de haut en bas sont toujours au détriment des peuples.

¹ M. Royer-Collard fut nommé président ; mais il eut un moment d'humeur, quand le président d'âge, le vénérable Labbey de Pompières, dit en quittant ses fonctions, que la chambre des députés aurait transmis ses droits intacts à ses successeurs. C'était une mordante parodie du discours du roi, et qui embarrassa beaucoup M. Royer-Collard, dont l'opposition n'allait pas au-delà d'un changement des ministres. M. Labbey de Pompières fut plus loin encore ; il voulait que la chambre renouvelât le *Serment du Jeu de Paume*. Les amis de ce vieux patriote eurent bien de la peine à lui faire retrancher ce passage de son discours.

• sable de la marche régulière des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas.

• Une défiance injuste des sentiments et de la raison de la France est aujourd'hui la pensée fondamentale de l'administration : votre peuple s'en afflige parce qu'elle est injurieuse pour lui, il s'en inquiète parce qu'elle est menaçante pour ses libertés.....

• Entre ceux qui méconnaissent une nation si calme, si fidèle, et nous qui, avec une conviction profonde, venons déposer dans votre sein les douleurs de tout un peuple jaloux de l'es-time et de la confiance de son roi, que la haute sagesse de votre majesté prononce ! Ses royales prérogatives ont placé dans ses mains les moyens d'assurer entre les pouvoirs de l'état cette harmonie constitutionnelle, première et nécessaire condition de la force du trône et de la grandeur de la France. »

Il était difficile de mettre plus de ménagements que le faisaient les auteurs de l'adresse pour dire quelques faibles vérités au roi de France ; mais c'en fut assez pour faire bondir sur leurs sièges les amis du ministère. Une longue explosion succéda à la lecture de ces paragraphes, et la discussion de cette œuvre ne dura pas moins de deux jours. La furent entendus tour-à-tour les défenseurs de ce qu'on appelle les prérogatives de la couronne, et les défenseurs des libertés publiques, les amis des ministres et ceux qui voulaient les renverser. Les uns criaient que l'adresse était attentatoire aux droits du trône, et que la chambre dépassait ses attributions en voulant obliger le roi à renvoyer des ministres dévoués à la monarchie ; les autres ne voyaient dans l'adresse que l'accomplissement d'un devoir impérieux, qui devait avoir pour résultat de dissiper les craintes dont on obsédait le trône, et celles non moins dignes d'égards qui agitaient la France. Les royalistes, parmi lesquels se firent remarquer MM. de Lépine, de Conny, de Laboulaye, de Berbis, Pas de Beaulieu, Sosthènes de la Rochefoucauld et Pardessus, profitèrent de cette occasion pour déclamer de nouveau contre la révolution et les révolutionnaires. Ils voyaient dans l'adresse une offense faite au roi, auquel, disaient-ils, on voulait ôter son épée pour le livrer sans défense à la faction avide de renverser les trônes. Ils conseillaient au roi ne pas rendre cette épée, et aux ministres de tenir le gouvernail d'une main ferme. Tous se réunissaient pour regarder la liberté de la presse comme la seule cause du malaise qui travaillait la société.

Les défenseurs de l'adresse justifiaient, au con-

traire, la nécessité de dire au roi ce que la France pensait des dépositaires du pouvoir. « Nous n'attaquons pas la prérogative royale, s'écriait Benjamin Constant ; nous demandons qu'elle rétablisse l'harmonie entre les pouvoirs, ou en renvoyant les ministres, ou en en appelant à cette nation à laquelle M. le ministre de l'intérieur lui-même vient de rendre un éclatant témoignage, en disant que partout les lois et l'autorité royale sont respectées et obéies. »

Passant ensuite aux causes qui rendaient le ministère suspect aux amis des libertés publiques, cet orateur convenait que le cabinet du 8 août avait fait très-peu d'actes ; « mais, dans le petit nombre de ceux qui lui appartiennent, ajoutait-il, j'aperçois une tendance dont nous nous sommes alarmés à bon droit. Vous rappellerai-je, messieurs, les encouragements, les faveurs prodigués à tous ceux qui parlent de bouleverser nos institutions ; à ces journaux semi-officiels qui ont insulté aux majorités, qui n'ont cessé de dire qu'il fallait sauver la monarchie sans elle et malgré elle ; et cela tandis que de rigoureuses poursuites étaient chaque jour dirigées contre les organes de l'opposition, parce qu'ils déclaraient qu'ils n'obéiraient qu'à la charte !... De là, messieurs, la défiance qui environne le ministère, non pour ce qu'il a fait depuis qu'il est au pouvoir, mais à cause de ses antécédents, à cause de ses penchants, à cause de la haine qu'il porte aux institutions que nous défendons. »

Plusieurs des ministres prirent part à la discussion pour combattre les derniers paragraphes de l'adresse. MM. de Montbel, Guernon-Ranville, Chantelauze parlèrent longtemps pour démontrer que les prétentions de la chambre des députés étaient attentatoires aux prérogatives de la couronne : ils s'élevèrent surtout contre cette tendance du troisième pouvoir de l'état à absorber les droits réservés au roi sur l'administration : ils déclarèrent que la prérogative royale serait compromise si l'on admettait l'espèce de *sommation* faite au roi de choisir entre ses ministres et la chambre. Parodiant les belles paroles de Mirabeau dans la séance du 23 juin 1789, M. Guernon-Ranville déclara que : appelés au timon des

* Benjamin Constant faisait allusion aux nombreux procès intentés depuis peu aux journalistes et aux hommes de lettres de l'opposition, qui tous avaient été jugés avec une extrême rigueur ; tandis que les écrivains royalistes, qui ne cessaient d'insulter la magistrature et la chambre des députés, et qui poussaient le ministère aux coups d'état inconstitutionnels, étaient loués et récompensés de leur zèle. On se rappelle le fameux *Mémoire adressé au conseil du roi* par M. Modrolle, dans lequel cet écrivain ministériel proposait tout simplement d'abolir la charte, de changer la forme du gouvernement et de rétablir l'ancien régime. M. Modrolle ne fut pas même dé-
avoué.

affaires par la volonté du roi, lui et ses collègues ne l'abandonneraient que par les ordres du roi. « Nous nous présentons au milieu de vous, la charte à la main, ajouta ce ministre; fidèles aux loyales inspirations du père de la patrie, nous marcherons invariablement dans les voies constitutionnelles : ni les outrages, ni les menaces ne nous feront dévier de la ligne que nous tracent l'honneur et le devoir... Si, par faiblesse ou par erreur, nous étions assez malheureux pour conseiller au roi des mesures de nature à compromettre l'indépendance de sa couronne ou les franchises nationales, la réprobation de nos concitoyens, la sévérité des chambres feraient promptement justice de ces coupables écarts; nous acceptons sans réserve toute cette responsabilité. »

Ce discours, auquel les événements du mois de juillet de la même année donnèrent une grande importance, fut accueilli par les applaudissements du côté droit; les centres l'avaient même écouté avec une faveur marquée; mais M. Dupin aîné ne les laissa pas longtemps sous l'impression de ce manifeste : il répondit éloquentement aux reproches que le ministre avait adressés à la chambre. « Nous n'hésitons pas à le déclarer, dit-il en terminant sa brillante improvisation; non, il n'existe aucune sympathie entre l'administration et le pays; nulle sympathie entre elle et nous. »

Dans les débats, le parti libéral avait cité l'exemple du *cinq septembre* 1816. M. de Chateaulauze répondit que, s'il fallait une épreuve de ce genre, c'était un *cinq septembre monarchique* que le ministère conseillerait au roi, comme étant le seul moyen constitutionnel de mettre un terme à la licence de la presse, au débordement des passions politiques et aux inquiétudes du pays.

Malgré leurs arguments monarchiques, les ministres et leurs amis eurent la douleur de voir adopter les paragraphes tels qu'ils avaient été présentés par la commission; ils ne purent pas même faire passer un amendement proposé par M. de Lorgèril, qui tendait à rendre l'attaque contre le cabinet moins directe. « La vérité a déjà assez de peine à pénétrer jusqu'au cabinet des rois, disait M. Guizot à l'occasion de cet amendement; ne l'y envoyons point faible et pâle; qu'il ne soit pas plus possible de la méconnaître que de se méprendre sur la loyauté de nos sentiments. »

— « Si la vérité est un devoir, ajoutait le général Sébastiani, pourquoi l'é luder par un amendement qui ne la présenterait que sous un demi-jour? Il faut exposer toute l'étendue du mal, afin que la sagesse royale aise aux remèdes qu'il convient d'y apporter. »

Ce fut vainement que le nouveau député de la Haute-Loire, M. Berryer fils, révéla à la France;

dans cette mémorable discussion, le talent de tribune qui l'a ensuite placé au premier rang de nos orateurs; M. Berryer, défendant une cause impopulaire, échoua devant la volonté inébranlable de la majorité de la chambre; et l'adresse proposée par la commission fut votée par deux cent vingt et une boules blanches contre cent quatre-vingt-une boules noires.

A ce nombre de deux cent vingt et un, devenu si célèbre dans nos fastes parlementaires, il fallait encore ajouter une trentaine de voix qui s'étaient prononcées pour l'amendement de M. de Lorgèril. mais qui n'en étaient pas moins contre le ministère. Ainsi, sa défaite fut entière : il se trouva même abandonné par beaucoup de magistrats et de fonctionnaires publics amovibles, dont le suffrage n'avait jamais manqué au gouvernement. Le vote si important d'une adresse aussi hostile démontra que le ministère n'avait plus pour lui qu'environ cent cinquante voix sur quatre cent cinquante membres dont la chambre se composait : en peu d'années, cette majorité de trois cents voix, que M. de Villèle se vantait d'avoir inféodées au ministère, se trouvait revenue à l'opposition libérale.

Ce résultat aurait dû être le signal de la retraite du ministère anti-national que le parti de l'étranger et de l'émigration avait imposé à la France; mais les hommes de la contre-révolution étaient trop bien appuyés à la cour pour céder devant de pareilles manifestations de l'opinion publique : ils se raidirent contre cette opinion, et laissèrent engager le trône dans une lutte qui ne leur était d'abord que personnelle. Le lendemain du vote de l'adresse, une feuille royaliste que la colère enflammait, s'écriait : « Le grand événement du jour a mis la pensée et l'insolence du parti libéral à découvert... Nous allons voir si le trône s'abaissera devant lui. » Ce peu de mots dévoilait la pensée du ministère : il ne voulait pas se retirer; et dès-lors il fallait s'attendre aux coups d'état.

On agita d'abord dans le conseil la question de savoir si le roi ne devait pas refuser de recevoir l'adresse; mais, réfléchissant que cet acte négatif n'était propre qu'à étudier les difficultés de la position, tandis qu'il fallait les vaincre en inspirant à la volonté royale toute l'énergie qui entraînait dans les moyens du parti de la cour, on décida que la grande députation de la chambre serait reçue comme à l'ordinaire.

Elle fut donc introduite le 18 mai, avec le cérémonial d'usage. Elle se trouvait plus nombreuse que de coutume; car si quelques membres désignés par le sort pour faire partie de cette grande députation ne crurent pas devoir accepter une

mission qui leur répugnait, plusieurs autres députés sollicitèrent la faveur d'accompagner leur président. La salle du trône offrait en ce moment le spectacle le plus curieux : on lisait sur toutes les figures l'embarras de la situation où se trouvait également et les députés et les courtisans; ce qui n'empêcha pas le président de la chambre de remplir son devoir : l'adresse fut lue par lui d'une voix grave, et le roi, qui avait écouté cette lecture avec un calme apparent, fit la députation cette réponse sèche et dure, que le conseil avait délibérée par avance.

« Messieurs, dit-il, j'ai entendu l'adresse que vous me présentez au nom de la chambre des députés.

« J'avais droit de compter sur le concours des deux chambres pour accomplir tout le bien que je méditais; mon cœur s'afflige de voir les députés des départements déclarer que, de leur part, ce concours n'existe pas.

« Messieurs, j'ai annoncé mes résolutions dans mon discours d'ouverture de la session; ces résolutions sont immuables; l'intérêt de mon peuple me défend de m'en écarter.

« Mes ministres vous feront connaître mes intentions ¹. »

Personne ne se méprit aux intentions de Charles X; et quand, le lendemain, le ministre de l'Intérieur remit au président de la chambre des députés une proclamation du roi portant prorogation de la session au 1^{er} septembre suivant, tous les partis comprirent qu'il s'agissait d'une dissolution et non d'une prorogation ². C'était

¹ Si l'on est frappé de l'analogie qui existe entre la situation où se trouvait Louis XVI à l'égard de l'assemblée constituante, le 23 juin 1789, et celle où était Charles X, le 19 mars 1830, envers la chambre des députés, on doit être bien d'avantage de la similitude que l'on aperçoit entre les paroles prononcées par le premier de ces deux rois à la fameuse séance royale, et la réponse de Charles X à l'adresse de la chambre des députés; il n'a manqué, en 1830, que la nouvelle séance du *Jeu de Paume*, invoquée par Labbey de Pompières, pour que ces deux époques se ressemblassent parfaitement. Voici l'extrait du discours de Louis XVI : « Vous venez, Messieurs, d'entendre mes résolutions; elles sont immuables parce qu'elles sont conformes au vif désir que j'ai d'opérer le bien public; et si vous m'abandonnez dans une si belle entreprise, je ferai le bien de mes peuples seul... Je marcherai vers le but que je veux atteindre avec tout le courage et la fermeté qu'il doit m'inspirer. Mes ministres vous feront connaître mes intentions. »

² On a su depuis que, dès l'instant où M. de Polignac avait reconnu l'impossibilité d'avoir la majorité dans la chambre des députés, il avait écrit au duc de Wellington, alors ministre dirigeant du cabinet de Londres, pour le consulter sur la conduite que le gouvernement français devait tenir. Wellington aurait, dit-on, concilié la prorogation comme un moyen de donner au ministère de Charles X le temps de se préparer aux coups d'état dont on prévoyait la nécessité. Il paraît même qu'il avait engagé M. de Polignac à provoquer un congrès de rois où serait exposé l'état alarmant de la France, et dans lequel on demanderait l'appui de baïonnettes étrangères pour soutenir les coups d'état. Ces coupables intrigues ont eu lieu en effet, et l'on peut affirmer que Wellington a pris la part la plus active aux événements qui ont précipité du trône Charles X.

une rupture sans retour entre la chambre des députés et le ministère, et cette rupture, devant avoir pour résultat immédiat la suspension du vote du budget, était un fait des plus graves.

Cependant les partis qui divisaient les chambres et la nation trouvèrent tous des motifs de jubilation dans ce coup d'état : les royalistes le célébrèrent comme un acte d'énergie par lequel la royauté se plaçait au dessus de ce qu'ils appelaient les insolentes prétentions des libéraux; tandis que ceux-ci se félicitaient de ce qu'ils regardaient comme un triomphe qui, pour être ajourné, n'en serait quo plus éclatant.

CHAPITRE XII.

Le ministère se lance dans les coups d'état. — Protection accordée aux écrivains qui prêchent la contre-révolution. — Le général Bourmont est nommé commandant en chef de l'expédition on d'Alger. — Éclat donné à cette expédition. — Démission de MM. de Courvoisier et Chabrol. — Arrivée au ministère de MM. Peyronnet, Capelle et Chantelaine. — Système de corruption adopté à l'égard des élections. — Proclamation du roi. — Le parti libéral se met en mesure de combattre l'influence ministérielle. — Premières élections et premier succès des libéraux. — Départ de l'expédition d'Alger. — Vicissitudes qui l'attendent. — Succès qu'elle obtient dans cette courte campagne. — Prise d'Alger. — Grande joie des royalistes. — Méfiances du peuple. — Succès définitifs des libéraux dans les élections. — Situation du ministère en présence de cette manifestation. — Ordonnances du 25 juillet. — Leur résultat.

Voilà donc le ministère Polignac lancé dans les coups d'état. La chambre des députés lui a déplu, et aussitôt il a trouvé dans l'élasticité du système dit représentatif un moyen légal de s'en débarrasser; il l'a prorogée, en attendant qu'il soit en mesure de prononcer sa dissolution. Maintenant toutes ses batteries vont se diriger contre la presse et le parti libéral qu'il veut dépopulariser; il va développer tous ses moyens pour exercer sur les élections l'influence que lui donne sa position. Les deux mois qui lui sont nécessaires pour se remettre de l'échec qu'il vient d'éprouver, il va les employer à consolider son pouvoir ébranlé.

En ce moment le ministère obtint quelques fiches de consolation : M. Guernon-Ranville fut élu député dans le département de Maine-et-Loire, et M. Dudon l'avait emporté à Nantes, sur M. de Vatismesnil, son compéiteur. Les tribunaux lui donnèrent aussi quelques satisfactions des journaux libéraux : le *National*, le *Globe*, le *nouveau Journal de Paris* et celui du *Commerce* furent condamnés à des peines plus ou moins sévères, tandis que les feuilles et les écrivains du parti royaliste, qui avaient prôné ouvertement l'absolutisme et poussé le ministère au renversement

C'est Wellington qui a enfanté le ministère Polignac; c'est lui qui l'a poussé et encouragé; la France lui doit une couronne civique.

de la charte, insulté la chambre et la magistrature, furent scandaleusement acquittés; ce qui leur donna une audace nouvelle pour prêcher les coups d'état.

Le ministère faisait semblant de les désavouer; mais il agissait de manière à ne laisser aucun doute sur ses intentions. Jusque-là, il avait eu quelques ménagements pour les fonctionnaires consciencieux qu'il supposait hostiles à ses doctrines : dès que la chambre fut prorogée, il changea de système, et destitua impitoyablement tous les agents amovibles de l'administration soupçonnés de désapprouver ses desseins. M. de Calmon, directeur des domaines, qui avait voté pour l'adresse, fut remplacé, ainsi que plusieurs préfets; leurs fonctions furent confiées à des hommes connus par leurs opinions royalistes exagérées; et tandis que les rigueurs du ministère frappaient les fonctionnaires qui avaient laissé apercevoir quelques velléités d'indépendance, les faveurs du pouvoir récompensaient ceux qui avaient montré le plus de servilité.

Tout en prenant ces précautions pour l'avenir, le ministère ne perdait pas de vue l'expédition contre Alger, objet de toute sa sollicitude. L'opposition s'était élevée, soit dans les journaux, soit à la tribune, contre cet armement, qu'elle regardait comme devoir être ruineux pour le trésor et désastreux pour les libertés publiques. Elle voyait très-bien que le désir de venger l'injure faite au pavillon du roi n'était que le prétexte dont le gouvernement couvrait ses vues : elle ne pouvait douter que l'objet réel de cette entreprise colossale ne fût de recueillir l'esprit militaire au profit de la restauration, d'éblouir un peuple si éminemment sensible à la gloire des armes, d'opposer les soldats aux citoyens, et de donner au ministère la force d'opérer le coup d'état qu'il méditait depuis longtemps.

Il fallait que le gouvernement attachât en effet à cette expédition une autre importance que celle d'aller détruire un repaire de pirates, pour ne tenir aucun compte ni de l'opinion qui blâmait cet armement, ni des difficultés de l'entreprise, sur lesquelles les militaires et les marins, consultés par le ministère, s'étaient montrés d'accord; ni enfin de la résistance qu'il pouvait trouver dans les chambres. Le gouvernement y mit une opiniâtreté qui n'indiquait que trop clairement ses vues. Les trésors de l'état furent prodigués illégalement et sans l'intervention des chambres, pour réunir à Toulon trente-cinq à quarante mille hommes des meilleures troupes, une artillerie formidable et un matériel immense. Des ordres furent donnés pour armer dans les divers ports militaires de la France une forte escadre, et enfin, on s'occupa de noli-

ser trois à quatre cents bâtiments de transport. Les trompettes du parti royaliste sonnèrent si haut les faufarcs de gloire qu'elles imposèrent silence à l'opposition.

Les troupes et les bâtiments de l'expédition étaient déjà en route pour Toulon qu'on ignorait encore le nom du général à qui devait être dévolu le commandement de cette armée : plusieurs maréchaux s'étaient offerts; mais le succès que le ministère se promettait eût été incomplet s'il l'eût obtenu par l'un de ces guerriers, orgueil de la France, qui avaient si souvent conduit nos soldats à la victoire : il fallait au ministère Polignac un homme à qui il pût confier ses desseins : cet homme fut le ministre de la guerre qu'il s'était associé, ce même Bourmont, dont le nom seul était un manifeste éclatant contre l'opinion publique. Sous prétexte que le service du roi n'aurait qu'à gagner à ce que le général chargé de ce commandement eût en même temps la direction de la guerre et celle des préparatifs de l'expédition, l'important commandement de la plus formidable expédition qui eût été faite depuis longtemps fut confié à un simple lieutenant-général, qui ne se recommandait que par les atteintes qu'il avait portées à l'honneur des armées françaises.

Ce choix, auquel concoururent de toute leur influence le duc d'Angoulême et l'émigration, acheva de révolter la France contre le gouvernement. Le sentiment national fut blessé de ce que le roi n'avait pas trouvé de général plus digne de commander une armée de Français que le chef des derniers Vendéens, que le transfuge de Waterloo. La nation ne se méprit pas sur la signification de ce fait grave; et, si elle accompagna de ses vœux ses soldats et ses marins, il fut facile d'apercevoir combien l'expédition en elle-même était peu populaire.

Cependant le général en chef, ministre de la guerre, en poussa les immenses préparatifs avec une prodigalité qui eut suffi pour le faire mettre en accusation. Il désigna lui-même les régiments de choix qui devaient y être employés, et les officiers-généraux qui devaient les commander; composa le matériel de tout ce que les arsenaux contenaient de mieux confectionné; passa les marchés pour les munitions, les subsistances, les affrètements, et influença même le choix de l'amiral qui devait concourir avec lui à la conquête d'Alger. Ce choix tomba sur le vice-amiral Duperré, auquel on devait des renseignements précieux sur les chances de l'expédition. M. de Bourmont mit ainsi son nom sous le manteau de la popularité de ce brave marin.

Le 19 avril, le général désigné par le roi et son conseil pour commander l'expédition au succès

de laquelle les royalistes attachaient le salut de la monarchie, partit pour Toulon, où il fut suivi par le ministre de la marine, qui voulut inspecter lui-même les préparatifs de son département. Le portefeuille de la guerre fut laissé entre les mains du président du conseil, afin d'assurer l'intimité des rapports entre ce département ministériel et le chef de l'expédition. Quelques jours après, le duc d'Angoulême fit lui-même le voyage de Toulon pour aller encourager les soldats et les marins. On lui offrit le magnifique spectacle d'une rade sur laquelle on comptait près de cent bâtiments de guerre et environ quatre cents transports. L'héritier du trône assista ensuite à une fête militaire où fut simulé le débarquement en Afrique; et le grand-amiral de France retourna à Paris, convaincu, par l'expérience qu'il avait vu faire dans la rade de Toulon, qu'il ne faudrait pas plus de quelques minutes pour débarquer les troupes avec leurs chevaux et leurs bagages, et pour mettre l'armée et son artillerie en bataille sur le rivage d'Alger. Telle était l'opinion de ce grand amiral.

Sûr du succès d'une entreprise qui devait lui donner de la popularité, le ministère, poussé, dit-on, par un parti tout-puissant auprès du roi, ne rêva plus que coups d'état, et se précipita en aveugle dans cette nouvelle série de fautes au bout desquelles il y avait, pour lui et pour la royauté, un abîme insondable. La dissolution de la chambre des députés fut aussitôt demandée par le parti de l'absolutisme; mais elle ne fut pas résolue sans quelques dissentiments dans le conseil. MM. de Courvoisier et de Chabrol, les deux membres du ministère qui représentaient l'opinion modérée, s'y montrèrent opposés. « Il est rare, porte le rapport fait à la chambre des pairs par M. Bérauger sur la mise en accusation des ministres de Charles X; il est rare de trouver sept hommes également disposés à braver l'opinion publique pour renverser les lois et les institutions. Deux ministres reculaient devant les projets de leurs collègues, et paraissaient en redouter la terrible responsabilité. Il fallut songer à les remplacer; et comme on avait besoin d'hommes d'action, on chercha parmi nos célébrités politiques celles qui avaient donné le plus de gages à la contre-révolution, et dont, par conséquent, le caractère devait être le plus antipathique au pays.

« M. le comte de Peyronnet, dont le nom rappelait si tristement le souvenir de l'administration flétrie par la dernière chambre; M. de Peyronnet, sur lequel, outre une accusation générale non encore purgée, pesait de tout son poids celle relative aux cruautés et au déni de justice envers les hommes de couleur de la Martinique, reçut le portefeuille de l'intérieur. Son caractère entre-

preuant le fit juger propre à diriger l'accélération du mouvement qu'allait recevoir cette branche de l'administration publique.

« Un démembrement du même ministère fut donné à M. le baron Capelle: il s'était montré habile dans l'art de conduire les élections: ce fut son titre à la faveur.

« Enfin, M. de Chantelaube avait fixé sur lui l'attention de la couronne par le vœu exprimé dans la précédente session de voir s'opérer un *cinq septembre* monarchique; les sceaux lui furent confiés¹.

Le même rapporteur, après avoir démontré que les nouveaux choix étaient dus à l'influence de M. de Polignac sur la volonté de Charles X, avec lequel il était d'ailleurs parfaitement d'accord, ajoute: « Ainsi, c'était une pensée en dehors du cabinet, une influence étrangère qui dictait les nouveaux choix; les ministres maintenus ne les connurent que par le *Moniteur*. Cette pensée, cette influence étrangère, M. de Polignac en avait seul le secret: il réunissait autour de Charles X les ministres qu'il jugeait les plus ardents à seconder ses vues. »

Avant la modification du cabinet, le ministère s'occupait d'obtenir des élections favorables; le mouvement ministériel accompli, il se livra tout entier à ce soin.

Chaque ministre fit sa circulaire; chaque directeur-général la répéta à ses subordonnés; chaque agent secondaire la transmit aux employés inférieurs. Cette succession de menaces, de promesses, d'injonctions, pénétrant dans tous les rangs de l'administration, y portait avec la corruption l'effroi, et ne laissait d'autre alternative aux fonctionnaires que de perdre leurs emplois, les moyens d'existence de leurs familles, ou de manquer à leurs devoirs envers le pays en secondant un ministère qui le trahissait. M. de Montbel, dans ses circulaires adressées aux agents des finances, disait: « Si en retour de la confiance que le gouvernement du roi lui témoigne, un fonctionnaire public refusait d'unir ses efforts aux siens et se mettait en opposition avec lui, il briserait lui-même les liens qui l'attachent à l'administration, et n'en devrait plus attendre qu'une sévère justice. »

M. Peyronnet ajoutait à ces paroles menaçantes un système organisé de délation: « A l'égard des fonctionnaires, vous me donnerez sur leur conduite, disait-il aux préfets, des rensei-

¹ Ce même rapport contient des fragments de lettres intimes de M. de Chantelaube qui expriment combien il avait de la répugnance à entrer dans un pareil ministère; il y fut en quelque sorte contraint par la volonté personnelle de Charles X et de son fils.

gnements confidentiels ; je ne les ferai connaître qu'à leurs ministres respectifs, qui prendront à leur égard les mesures que leur dicta leur prudence. »

En effet, M. Peyronnet s'empare de la direction des élections ; sa correspondance devient d'une effrayante activité : il excite, il aiguillonne les autres ministres, ses collègues. Il leur dénonce les fonctionnaires timides, afin qu'ils soient encouragés, les tièdes, afin qu'ils soient admonestés et changés de résidence ; et enfin ceux qui paraissent peu disposés à voter pour le ministère, *pour que justice en soit promptement faite.*

« La commission, a dit le rapporteur, M. Béranger, a parcouru cette correspondance de la haute administration avec ses agents et des agents avec l'administration : le sentiment qu'elle a éprouvé est celui d'un dégoût profond, lorsqu'elle a vu le degré de perversité du ministère et le degré d'avilissement dans lequel un grand nombre de fonctionnaires de tous les ordres sont tombés : elle n'hésite pas à le reconnaître ; c'en était fait de la morale publique parmi nous, si cet odieux système se fût prolongé : qu'il en reste au moins cette grande leçon ; que tôt ou tard tous les faits sont connus, tous les actes jugés, et que celui qui a manqué à sa conscience ou à ses devoirs finit toujours par recevoir la punition de sa faiblesse. »

Il ne faut pas oublier d'ajouter aux faits dévoilés par le rapport de M. Béranger que le clergé ne se mêla que trop des affaires temporelles du royaume : il employa partout les moyens d'influence que lui donnaient les congrégations pour intervenir dans les élections et pour appuyer les projets contre-révolutionnaires du gouvernement : un grand nombre d'évêques firent des mandements à ce sujet ; mais le ministère avait bien moins sollicité les prières des prélats que leur appui politique. Néanmoins, ce fut à peu près à cette époque, qu'eut lieu à Paris, la fameuse procession pour la translation des reliques de Saint-Vincent-de-Paul ; procession où figurèrent trois à quatre mille prêtres, lévites ou pères des écoles chrétiennes, auxquels s'étaient joints une foule de personnages couverts de broderies et de décorations. La population de Paris se montra plus étonnée qu'édifiée par le spectacle qu'on offrait à ses yeux, et l'Archevêque ordonnateur en fut pour un procès scandaleux que lui attira, plus tard, le non paiement de la châsse qu'il avait fait faire pour éblouir le peuple.

A tous ces moyens d'influence et de corruption, les ministres ne craignirent point d'ajouter un acte de la plus haute importance : ils firent descendre le roi lui-même dans l'arène des élections, et engagèrent la couronne dans un combat per-

sonné avec chaque électeur. Quelques jours avant celui fixé pour la réunion des collèges, Charles X adressa aux Français la proclamation suivante, qui fut l'objet des critiques les plus vives de la part des journaux libéraux.

« Français, disait le roi ; la chambre des députés a méconnu mes intentions. J'avais droit de compter sur son concours pour faire le bien que je méditais : elle me l'a refusé ! comme père de mon peuple, mon cœur s'en est affligé ; comme roi, j'en ai été offensé. J'ai prononcé la dissolution de cette chambre.

« Français, votre prospérité fait ma gloire ; votre bonheur est le mien. Au moment où les collèges électoraux vont s'ouvrir sur tous les points du royaume, vous écouterez la voix de votre roi.

« Maintenir la charte constitutionnelle et les institutions qu'elle a fondées, a été et sera toujours le but de mes efforts.

« Mais pour atteindre ce but, je dois exercer librement et faire respecter les droits sacrés qui sont l'apanage de ma couronne.

« C'est en eux qu'est la garantie du repos public et de vos libertés. La nature du gouvernement serait altérée, si de coupables atteintes affaiblissaient mes prérogatives ; je trahirais mes serments si je les souffrais.....

« Rassurez-vous donc sur vos droits ; je les confonds avec les miens, et les protégerai avec une égale sollicitude.

« Ne vous laissez pas égarer par le langage insidieux des ennemis de votre repos. Repoussez d'indignes soupçons et de fausses craintes, qui ébranleraient la confiance publique et pourraient exciter de graves désordres. Les desseins de ceux qui propagent ces craintes échoueront, quels qu'ils soient, devant mon immuable résolution. Votre sécurité, vos intérêts ne seront pas plus compromis que vos libertés ; je veille sur les uns comme sur les autres.

« Électeurs, hâtez-vous de vous rendre dans vos collèges. Qu'une négligence répréhensible ne les prive pas de votre présence ! Qu'un même sentiment vous anime, qu'un même drapeau vous rallie ! C'est votre roi qui vous le demande ; c'est un père qui vous appelle.

« Remplissez vos devoirs, je saurai remplir les miens. »

Jamais on n'avait vu un plus grand oubli des formes constitutionnelles ; jamais on n'avait mis dans la bouche du roi un langage plus propre à lui aliéner l'opinion. Aussi les citoyens de toutes les classes, menacés dans leurs plus chers intérêts, se disposèrent-ils à défendre avec les armes de la loi les agressions d'un pouvoir qui semblait redouter tout ce qu'il y avait d'indépendant, de

noble, de généreux dans la nation. L'influence de la presse libérale et des associations était trop puissante pour ne pas faire tourner toutes les combinaisons ministérielles au profit de la cause populaire¹. Déjà les électeurs des départements avaient été invités à célébrer par des banquets et des ovations le retour des députés qui avaient voté la fameuse adresse. Des cavalcades, des festins, des sérénades eurent lieu partout où arriva quelqu'un des *deux cent vingt-un*; et ces démonstrations, que l'autorité essaya vainement de réprimer dans quelques villes, servirent à tenir les électeurs et les populations on haleine, en attendant les élections générales.

Quand l'ordonnance de convocation des collèges parut, les libéraux se trouvaient en mesure d'entrer en lutte. Les électeurs du parti national avaient montré beaucoup de zèle à assurer leurs droits et à écarter les intrus que les préfets avaient voulu faire entrer dans les collèges. La société de Paris *Aide-toi le ciel t'aidera* n'avait négligé aucune des instructions nécessaires pour assurer le triomphe du parti qu'elle représentait : la liste des candidats avait été envoyée dans chaque arrondissement, et l'on y recommandait surtout la réélection des *deux cent vingt-un* qui avaient eu le courage de voter la dernière adresse.

De son côté, le ministère venait aussi d'indiquer ses sympathies par la nomination des présidents des collèges électoraux, et ces choix portaient sur quatre-vingt-onze des anciens députés qui avaient voté contre cette adresse, et sur beaucoup de royalistes qui, dans les précédentes assemblées, avaient fait partie des *trois cents* députés dévoués au ministère Villèle.

Les deux partis, celui de la cause nationale et celui du ministère Polignac, allaient se rendre sur le champ de bataille électoral, quand parut une ordonnance qui ajournait d'une vingtaine de jours les élections dans vingt départements. Le ministère, affectant la plus grande impartialité relativement aux difficultés en matière d'élections dont les cours royales étaient saisies, arrêta que les collèges de ces départements ne nommeraient leurs députés que lorsque ces difficultés seraient vidées, prétextant qu'il voulait ainsi donner aux électeurs les moyens de faire valoir leurs droits. Mais on ne se méprit pas aux véritables motifs qui avaient dicté cette mesure inouïe et propre à surprendre la France au moment où les citoyens quittaient leurs foyers pour se rendre à leurs col-

lèges respectifs : les vingt départements dont on ajournait les élections étaient précisément ceux qui s'étaient le plus signalés par l'indépendance de leurs choix, et le ministère, dans ses calculs machiavéliques, n'avait eu pour but réel que de les empêcher de prendre l'initiative des élections, et d'exercer une sorte d'entraînement sur les autres départements qu'on regardait comme moins hostiles au cabinet.

Malgré toutes ces honteuses manœuvres, le ministère eut la douleur d'apprendre que les premières élections, celles du 22 et du 24 juin, lui avaient été beaucoup plus défavorables qu'à aucune autre époque : sur cent quatre-vingt-dix-huit députés élus par les collèges d'arrondissement non ajournés, l'opposition avait obtenu cent dix réélections des *deux cent vingt-un* et trente-un libéraux plus ou moins prononcés. C'était plus des deux tiers de ses candidats; tandis que le gouvernement n'avait pu en obtenir que cinquante-sept, parmi lesquels quarante seulement de ceux qui avaient voté contre l'adresse.

C'était une grande défaite; mais le ministère se flattait encore de pouvoir la réparer dans les cinquante-neuf collèges du double vote. Il n'y obtint qu'une majorité inférieure à celle qu'il y avait toujours eue.

Restaient les élections des vingt départements ajournés. Le cabinet regardait comme un grand bonheur de pouvoir annoncer, dans l'intervalle, la nouvelle de la prise d'Alger. Ses espérances se réalisèrent, et il se crut en droit de braver l'opinion publique.

L'expédition avait mis à la voile du 25 au 27 du mois de mai : elle était formidable et propre à faire non seulement la conquête de l'Algérie, mais encore celle de toute l'Afrique¹. Dès le 29, l'expédition était en vue d'Alger; mais le mauvais temps la força de reprendre le large et d'aller chercher un abri sous le vent des îles Baléares ou dans la baie de Palma. Ce ne fut que le 40 juin que l'amiral Duperré put se remettre en route. Le 25 juin, il était à deux lieues d'Alger : la flotte défila devant la ville et se dirigea vers la baie de Sidi-Ferruch, lieu choisi pour le débarquement de l'armée. Une partie des troupes y fut mise à terre dans la journée du 44, sans éprouver d'an-

¹ L'opinion était tellement hostile au ministère, qu'elle fit peser sur lui l'accusation la plus grave, celle d'être le promoteur des incendies qui désolaient dans ce moment plusieurs contrées, et notamment la Normandie, où ce crime effrayant semait partout l'épouvante et l'irritation.

¹ Elle se composait de onze vaisseaux de ligne, vingt-trois frégates, sept corvettes de guerre, vingt-six bricks, vingt-six corvettes de charge ou bombardes, sept bateaux à vapeur, en tout environ cent trois bâtiments de guerre; trois cent soixante-dix-sept navires de transport, cent quarante bateaux catalans, cinquante-cinq chalans et trente bateaux plats ou radeaux; la marine militaire seulement y comptait vingt-sept mille marins. L'armée de terre se composait de trente-sept mille cinq cent sept hommes de toutes armes; elle avait cent quatre-vingt bouches à feu de siège ou de campagne, et un immense matériel.

tres difficultés que quelques coups de canon tirés des batteries élevées par les Algériens sur les hauteurs qui couronnent la baie. Dans la journée, le feu des Arabes étant devenu inquiétant, ordre fut donné à la première division de tourner les batteries et d'en expulser les Algériens : ce qui fut exécuté avec résolution.

Le général du génie Valazé traça alors une ligne de retranchements propre à fermer, du côté de la terre, la presque-île de Sidi-Ferruch, et on fit de ce camp retranché le dépôt général de l'armée pendant les opérations de la campagne. Le 15, toute la ligne d'avant-postes se trouva engagée : des masses d'Arabes, embusqués hors de la portée des fusils européens, ou portés par des chevaux infatigables, firent beaucoup de mal aux Français. Il fallut recommencer le lendemain cette guerre meurtrière et ingrate, et pousser en même temps les travaux de retranchement. La situation de l'armée française était déjà inquiétante, lorsqu'un ouragan mit en danger la flotte. Pendant vingt-quatre heures, la plupart des gros vaisseaux se trouvèrent en état de perdition, tandis que plusieurs transports furent jetés à la côte par la violence du vent de nord-ouest. La pluie, qui tomba par torrents, inonda les tentes, les baraques et le camp tout entier : le moral du soldat en souffrit.

Il fallut sortir de cette situation par une bataille devenue d'autant plus nécessaire que les Arabes recevaient journellement des renforts de Constantine et d'Oran. Cependant, le général en chef restait indécis : il aurait voulu ne livrer cette bataille que lorsque le matériel, qui était resté en arrière, serait arrivé et débarqué. Les Arabes le prévirent. Le 19 juin, à la pointe du jour, la première colonne des Algériens descendit du plateau où le gendre du dey, Ibrahim, général en chef, avait donné rendez-vous aux Arabes et aux contingents des beys. Leur attaque fut si impétueuse, que rien ne put arrêter leur élan : les janissaires arrivèrent jusqu'à planter leur drapeau au milieu des bivouacs français : pendant longtemps on ne se battit qu'à l'arme blanche. La victoire restait indécise, lorsque la division d'Escars, accourue du camp de Sidi-Ferruch pour soutenir les autres troupes, tourna les Arabes. Ce mouvement décida du succès de la journée de Staoueli. Les janissaires et les milices durent se retirer devant la mitraille que vomissait l'artillerie de nouveau modèle, et bientôt les redoutes et le camp d'Ibrahim furent au pouvoir des Français.

Suivant leur habitude, les Arabes se dispersèrent ; mais lorsqu'on croyait qu'il n'y avait qu'à marcher sur Alger, on les vit attaquer le nouveau camp des Français. Ils furent encore repoussés,

sans que leurs défaites les empêchassent de revenir le lendemain harceler l'avant-garde. Du 24 au 28 juin, ils firent éprouver de grandes pertes aux divisions Berthezène et d'Escars, qui avaient successivement occupé le poste d'honneur.

Cependant, le dernier convoi était enfin arrivé ; il portait la grosse artillerie, les chevaux du train, les munitions et le matériel dont on avait besoin pour entreprendre le siège d'Alger. Ce matériel fut débarqué par les marins avec une extrême promptitude. L'armée française se mit en marche sur cette ville ; et arriva, toujours en combattant, sur le point culminant au-dessous duquel se trouvaient le fort de l'Empereur, la Casaba, la ville d'Alger et les batteries de la côte. Là, il fallut encore soutenir un combat des plus meurtriers, où le salut de l'armée se trouva un instant compromis.

Les Turcs, ayant été obligés de rentrer dans Alger, et les Arabes se trouvant refoulés sur la côte à l'est de la ville, rien ne s'opposa plus à l'investissement du château de l'Empereur, qu'il fallait réduire avant de pouvoir attaquer la ville par terre. La tranchée fut ouverte et les travaux poussés avec une activité d'autant plus nécessaire que le feu du château faisait journellement éprouver de grandes pertes aux assiégeants.

Pendant qu'on établissait les batteries contre le fort de l'Empereur, l'amiral Duperré faisait une brillante et utile diversion du côté de la mer. Tous les forts maritimes furent attaqués par la flotte entière, qui défila à demi-portée de canon, en tirant des bordées qui jetèrent l'épouvante dans la ville basse. Cette attaque avait principalement pour but d'attirer sur la côte les canonnières algériens, afin de faciliter les travaux du siège.

Enfin, le 4 juillet, à la pointe du jour, toutes les batteries françaises démasquées commencèrent un feu des plus terribles. Les Turcs y répondirent longtemps avec un courage et une constance dont on ne les croyait pas capables. Pendant cinq heures les boulets, les bombes, les obus des Français portèrent la destruction et la mort dans cette redoutable forteresse : on ne voyait plus que décombres et monceaux de cadavres, quand les faibles restes de la garnison se réfugièrent dans la tour, avec la résolution d'y mourir. Mais le dey, apprenant ces tristes détails, ordonna d'évacuer le fort et de le faire sauter, dans l'espoir d'écraser les Français sous ses débris. Les assaillants se préparaient à l'assaut quand une épouvantable détonation se fit entendre. Le château et ses tours n'existaient plus.

Le dey, aveuglé par son opiniâtreté, s'était, dit-on, flatté de l'espoir que le fort de l'Empereur arrêterait les Français jusqu'à la saison des pluies, et qu'alors leur destruction serait facile. Il passa

tout à coup de la plus folle confiance au plus grand abaissement : il voyait, en une seule journée, sa puissance renversée; il se trouvait exposé à tomber lui-même entre les mains de ces chrétiens, auxquels, la veille encore, il prodiguait ses injures et son mépris. Tout était dans une confusion épouvantable; l'esprit de révolte se manifestait déjà dans la ville. L'orgueil de ce petit tyran dut s'humilier : il envoya des parlementaires au général en chef; et, après bien des pourparlers, il fut convenu que la ville d'Alger, tous ses forts et batteries seraient remises aux Français, qui, de leur côté, promirent de laisser au dey la vie, sa liberté et ses propriétés personnelles, pour en jouir dans le lieu qu'il choisirait. La même assurance fut donnée à la milice turque : enfin, le général en chef garantit aux habitants de toutes les classes que le libre exercice de leur religion, leurs propriétés, leur commerce, leur industrie seraient inviolablement respectés.

Telles furent les conditions de la capitulation d'Alger; on eut bien de la peine à les faire ratifier par le divan, et on n'y réussit qu'après plusieurs délibérations des plus orageuses. Les Algériens, encore sous l'impression de la canonnade du matin, se résignèrent. Les hostilités cessèrent sur terre comme sur mer, et le 5 juillet au matin, l'armée française entra dans la ville et prit possession des forts.

La nouvelle de la prise d'Alger arriva à Paris au moment où les collèges des vingt départements ajournés allaient s'assembler. Elle fut célébrée par le parti royaliste de manière à laisser croire qu'il s'agissait de tout autre chose que d'un triomphe remporté sur quelques peuplades barbares : le clergé s'empressa de chanter un *Te Deum* solennel, auquel le roi et sa famille assistèrent. Et, pour que les libéraux ne se méprisent pas sur les intentions de leurs ennemis, l'archevêque s'exprima d'une manière peu équivoque sur la nécessité où se trouvait le roi de persister dans le système adopté depuis quelque temps.

Cependant, on remarqua que la joie officielle ne fut pas partagée par le peuple, et ne s'étendit guère au-delà du cercle de la cour. C'est que chaque citoyen prévoyait que les succès du général Bourmont ne pourraient qu'être funestes aux libertés publiques de la France; c'est que les lauriers conquis au profit de la restauration ne pouvaient être qu'un sujet d'inquiétudes pour le parti national : et, au milieu de la jubilation du ministère, on ne parlait pas moins ouvertement de faire rendre au cabinet un compte sévère des dépenses que, sans y être autorisé par les chambres, il avait faites pour cette expédition.

Au reste, l'enthousiasme de la cour ne dura pas

longtemps. Le lendemain même de la cérémonie du *Te Deum*, et au milieu des fêtes que l'on célébrait à Saint-Cloud en réjouissance de la prise d'Alger, le roi, le ministère et la cour eurent le chagrin d'apprendre que les choix des électeurs de Paris s'étaient portés, à une majorité des sept huitièmes des voix, sur les candidats regardés comme les plus hostiles au système. Et comme le résultat des élections des dix-neuf autres départements fut à peu près le même, le gouvernement fut stupéfait.

En résumé, les nouvelles élections venaient de donner deux cent soixante-dix députés libéraux, tandis que le ministère n'avait pu réunir que cent quarante-cinq voix dévouées; et, ce qu'il y avait de plus mortifiant pour lui, c'est que deux cent deux votants de l'adresse avaient été réclus, pendant qu'il n'avait pu obtenir que quatre-vingt-neuf des cent quatre-vingt-un opposants recommandés par le gouvernement aux collèges du double vote.

Devant un vœu public si généralement, si manifestement exprimé, un autre ministère n'eût pas balancé sur le parti qu'il avait à prendre; sa retraite eût été l'accomplissement de l'une des conditions les plus nécessaires au gouvernement représentatif : il s'y fut soumis; mais cette retraite eût, comme en 1827, fait ajourner encore des projets qu'on était impatient de réaliser; et on ne voulait pas laisser échapper une occasion si favorable. Il fut donc arrêté qu'on ferait tête à l'orage, qu'on braverait la nation, qu'on violerait la charte, les lois, et qu'on jetterait le pays dans les perturbations plutôt que de céder. Ce pouvoir occulte, mystérieux, qui dirigeait les plans de la contre-révolution, et dont les combinaisons avaient toujours précédé les délibérations du conseil, se mit à l'œuvre, et arrêta invariablement ses moyens d'exécution¹.

¹ Ni le rapport de M. Béranger ni celui de M. Bastard, ni même le procès des ministres de Charles X, n'ont pu établir qu'il y eût eu un complot organisé de longue main contre le gouvernement constitutionnel de la France. Mais ce complot n'en a pas moins existé, et on ne peut mettre en doute qu'il n'ait été tramé à Londres entre Wellington, les ministres des cours du nord et M. de Polignac. Le ministère du 8 août a été le premier chaînon dont les conspirateurs contre les restes des libertés dont les Français jouissaient encore se sont servis. Depuis lors, ils ont toujours marché droit à leur but; et dès qu'ils ont rencontré un obstacle, ils l'ont franchi aussitôt. Ainsi, la résistance de la chambre des députés a été brisée par la prorogation. Quand le duc d'Angoulême se crut assuré du succès de l'expédition d'Alger, sur laquelle le ministère Polignac fondait tant d'espérances, il courut à Paris assurer qu'on pouvait tout tenter; et la dissolution de la chambre fut prononcée dès le lendemain. Deux ministres n'ayant pas voulu s'associer aux actes que le gouvernement méditait, ils furent éliminés du conseil et remplacés par les hommes les plus propres à secondar les vues des conspirateurs. Dès lors tout fut mis en œuvre pour obtenir des élections favorables. Mais le ministère ayant été désappointé de ce côté, il se crut assez fort pour

Dès-lors, on ne s'occupa plus dans le conseil que des dispositions à prendre pour réaliser le développement de ce qu'un des affidés de M. Polignac appelait la *pensée du huit août*. L'idée des ordonnances, au moyen desquelles on voulait casser les élections, enchaîner la presse et établir un nouveau système électoral, y fut débattue; et, si elle rencontra quelques répugnances, la *volonté immuable* qui présidait le conseil les surmonta facilement. Personne, dans le ministère, n'élevait des doutes sur l'étendue des droits que l'art. 44 de la charte donnait à la couronne, personne ne doutait que le roi ne pût modifier, par ordonnances, les lois du pays, lorsque leur conservation compromettait la royauté.

La mesure étant reconnue légitime, chacun prépara son contingent : l'un rédigea l'ordonnance de dissolution¹; l'autre se chargea du rapport contre la liberté de la presse²; celui-ci s'occupa du nouveau système d'élection³ : un quatrième, ombrassant le coup d'état dans tous ses rapports, se chargea des précautions militaires, et se mit en relation avec le général auquel fut confié le commandement de Paris⁴.

Après plusieurs séances, sur lesquelles il fut gardé le plus grand secret, toutes les dispositions propres à compléter le système du 8 août furent enfin arrêtées. Ces mesures consistaient :

En une ordonnance prononçant la dissolution de la chambre avant qu'elle eut été réunie; genre d'attentat qui, dirigé contre la représentation nationale, tendait à la détruire, puisque la couronne s'attribuait un droit que la charte ne lui donnait pas, celui de casser les opérations des collèges.

En une autre ordonnance qui annulait nos lois électORALES, et leur substituait un autre système, monument de déception, et on pourrait dire de folie, car il y avait folie à espérer qu'une nation intelligente et éclairée consentirait à s'y soumettre. Par ce système, le nombre des députés était réduit de 450 à 258. Les collèges d'arrondissement se bornaient à présenter des candidats; les collèges des départements n'étaient tenus de choisir que la moitié des députés parmi ces candidats. La violation du secret des votes était consacrée; enfin la formation des listes, privée de l'intervention salutaire des cours royales, était entièrement

confiée à l'arbitraire de l'administration. Tel était le système électoral que le ministère Polignac avait la prétention d'imposer à la France¹.

Une troisième ordonnance convoquait les nouveaux collèges électoraux pour les 16 et 18 septembre, et les chambres pour le 28 du même mois. Mais comme toutes ces mesures auraient été sans effet si la presse périodique avait pu les discuter, une quatrième ordonnance révoquait les lois qui consacraient la liberté de la presse. On imposait à tout journal l'obligation de ne paraître qu'avec autorisation; et on ajoutait à cette rigueur le principe de la plus odieuse des spoliations; on déclarait que les presses et les caractères des journaux surpris en contravention seraient saisis ou *mis hors de service*.

Enfin, l'établissement des cours prévôtales devait compléter ce système de contre-révolution : des ordres avaient déjà été donnés dans divers départements pour les organiser².

Après avoir combattu d'état, le cabinet juger ces mesures et d'exposé des motifs, roi. Ce document, violent manifeste et tendait à démontrer jamais exercé que la toutes les époques, de presse périodique n'a été et il était dans sa nature de n'être qu'un instrument de discorde et de sédition³ et il ajoutait plus loin : « contre tant de maux enfantés par la presse périodique, les lois et la justice sont réduites à confesser leur impuissance..... D'impérieuses nécessités ne permettent plus de différer l'exercice de ce pouvoir suprême (celui que les royalistes attribuaient au roi en vertu de l'art 44) : le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la charte, mais qui sont en dehors de l'ordre légal, dont toutes les ressources ont été inutilement épuisées⁴. »

¹ « On va jusqu'à nommer les hommes qui devaient en faire partie, dit M. Béranger dans son rapport à la chambre des députés. Votre commission, à cet égard, n'a recueilli que des indices : à la chancellerie tout a été détruit. Dans les départements, divers procureurs-généraux ont déclaré que leurs prédécesseurs, en quittant leurs parquets, avaient anéanti tout ce qui pouvait compromettre, soit eux-mêmes, soit la précédente administration. »

² Voyez, aux pièces justificatives qui se trouvent à la fin de ce volume, le texte de ces ordonnances et du rapport qui les précède. Ces pièces appartiennent à l'histoire du gouvernement dit représentatif en France.

³ A la suite de ces ordonnances, contre-signées par les ministres présents à la délibération, il en existait une quatrième qui appelait aux délibérations du conseil d'état plusieurs royalistes éloignés sous le ministère Martignac, à cause de l'exagération de leurs opinions : c'étaient MM. Delaveau, ancien préfet de police; de Vaubian, Dudon, Forbin des la-

casser les élections, et procéder à son grand coup d'état. Il comptait sur l'appui de l'armée qui venait de conquérir Alger; il comptait sur les camps de Saint-Omer et de Lunéville; il comptait sur la force brutale des baïonnettes; heureusement pour la liberté, il oublia de calculer les effets de la résistance de tout une nation qui supportait si impatiemment la domination de la famille qu'elle avait déjà chassée deux fois.

⁴ M. Peyronnet. — ² M. de Chantelaine. — ³ M. Peyronnet. — ⁴ M. de Polignac.

Tout ce code contre-révolutionnaire avait été médité, délibéré, rédigé dans le plus grand secret; mais rien n'avait été négligé pour en assurer le succès. Toutes les précautions militaires que les circonstances pouvaient exiger avaient été prises même par avance¹ : On avait préparé les mesures les plus énergiques pour assurer, par la force des baïonnettes, l'exécution des ordonnances, et il paraît même que, pour prendre ces mesures, le président du conseil s'était passé de la participation de ses collègues : ce fut M. de Polignac seul qui confia au duc de Raguse le commandement supérieur des troupes de la 1^{re} division.

Le 25 juillet 1830, jour à jamais mémorable dans nos fastes, furent signées par les six ministres présents au conseil et datées les célèbres ordonnances, œuvre des conspirateurs contre les peuples. A onze heures du soir de ce même jour, M. Sauvo, rédacteur en chef du *Moniteur*, reçut l'invitation de se rendre chez le garde-des-sceaux, où se trouvait aussi le ministre des finances, M. de Montbel. Le garde-des-sceaux remit les ordonnances à M. Sauvo, lui dit de les reconnaître et d'en donner reçu. En les feuilletant et en parcourant rapidement ce qu'elles renfermaient, il fut difficile à M. Sauvo de cacher son émotion. *Eh bien!* lui dit M. de Montbel qui avait remarqué

son trouble, *Eh bien!... — Monseigneur*, lui répondit le digne rédacteur du *Moniteur*, *que Dieu sauve le roi, que Dieu sauve la France!* Un long silence succéda à ce court et expressif dialogue. Mais lorsque M. Sauvo se leva pour se retirer, M. de Montbel le retint et voulut savoir son opinion. « *Parlez*, lui dit-il, *parlez!* » — « J'ai 57 ans, dit M. Sauvo en se retournant; j'ai vu toutes les journées de la Révolution; et je me retire avec une profonde terreur des nouvelles commotions. »

Quatre jours après, les coupables ministres de Charles X se cachaient dans les entrailles de la terre pour dérober leur tête à la vindicte publique, leurs complices s'étaient dispersés comme une vile poussière devant le souffle du peuple; leurs satellites, honteux et découragés, jetaient leurs armes fratricides. Le trône des rois de France s'était écroulé avec fracas : Charles X et sa famille, errants et poursuivis, entendaient partout la voix tonnante de la révolution leur reprocher le sang précieux qu'ils avaient fait couler; la légitimité était foulée aux pieds, et la souveraineté du peuple proclamée comme le seul pouvoir légitime. Le peuple français avait reconquis ses droits, sa dignité, sa puissance, ses glorieuses couleurs : il était de nouveau l'arbitre des rois; qui tremblaient en sa présence : il se crut délivré de tous ses ennemis; il se crut libre, et se livra sans méfiance aux caresses des traîtres; il s'endormit au milieu d'eux : quand il voulut se réveiller, ceux qui le flattaient tant la veille avaient muselé, garrotté, enchaîné l'indomptable, mais trop confiant, trop généreux lion de juillet.

sarts, de Frémilly; Franchet, ex-directeur-général de la police, de Castel-Bajac, Sirieys-Mayrinbac, Cornet d'Incourt, de Villebois, de Formon, de Comny, etc.

¹ Voyez l'ordre du jour du 20 juillet, transmis confidentiellement aux chefs de corps par le major-général de service, qui était alors le maréchal Marmont.

FIN.

Je termine ici l'HISTOIRE DE FRANCE DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1789 JUSQU'À CELLE DE 1830. La tâche que je me suis imposée est remplie; la pousser plus loin ce serait entreprendre une œuvre bien difficile à exécuter aujourd'hui. Si j'eusse abordé la grande révolution des trois immortelles journées qui suivirent les ordonnances du 25 juillet, je me serais trouvé dans la nécessité d'en dire les déplorables résultats, et c'eût été trop peu de ces trois jours de dévouement, d'abnégation, d'enthousiasme, de courage, de gloire, de désintéressement, de grandeur du peuple, à opposer aux sept années d'égoïsme, de défections, de cupidité, de trahisons, de servilité, de bassesses, de lâchetés qui les ont suivies : il faut attendre que le souffle salutaire de la liberté ait purifié la sentine de corruption dans laquelle les doctrinaires et leurs amis nous ont plongés.

Paris, août 1857.

LÉONARD GALLOIS.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Voici les articles patents du célèbre traité de Campo-Formio, conclu entre le général Bonaparte, pour la République Française, et MM. Cobenzel, Meerveldt, Degelmann, pour l'Autriche; et Gallo.

ARTICLE PREMIER.

Il y aura à l'avenir et pour toujours une paix solide et inviolable entre S. M. l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs états une parfaite intelligence; sans permettre dorénavant que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilité ou par terre ou par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être; et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours et protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

ART. II.

Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissements publics qui y sont situés : elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissements publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

ART. III.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces belgiques, connus sous le nom de

LÉONARD GALLOIS.

Pays-Bas autrichiens. La république française possèdera ce pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ART. IV.

Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédents, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française. Les plénipotentiaires de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état, le plus tôt possible, au plénipotentiaire de la république française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

ART. V.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitienues du Levant; savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, et autres îles en dépendant, ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza, et en général tous les établissements ci-devant vénitiens en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrindo.

ART. VI.

La république française consent à ce que S. M. l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés; savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitienues de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les

pays compris entre les états héréditaires de S. M. l'empereur et roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de la Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise; de là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrira un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers de génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite entre l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Blanc, y compris la partie de Porto-Legnano qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

ART. VII.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayant-cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sadite majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui sont maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ART. VIII.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante.

Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Crémasco, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens, à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article VI. pour la frontière des états de sa majesté l'empereur en Italie; le Modénois, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

ART. IX.

Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitants et propriétaires quelconques main-lévés du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre sa majesté impériale et royale et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens et personnes. Ceux qui à l'avenir voudraient cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité définitif; ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

ART. X.

Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent

traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront, les dettes hypothéquées sur leur sol.

ART. XI.

La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de S. M. l'empereur roi de Bohême et de Hongrie, et celles de la république cisalpine, sera libre, sans que ni l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre, ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnano.

ART. XII.

Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagements contractés, soit par les villes, soit par le gouvernement ou les autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

ART. XIII.

Les titres domaniaux et archives des différents pays cédés ou échangés par le présent traité, seront remis, dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris dans la guerre actuelle aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

ART. XIV.

Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

ART. XV.

Il sera conclu incessamment un traité de commerce établissant des bases équitables, et telles, qu'elles assurent à sa majesté l'empereur, roi de Bohême et de Hongrie, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans les états respectifs, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

ART. XVI.

Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni

recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

ART. XVII.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six des bâtiments armés en guerre appartenant à chacune des puissances belligérantes.

ART. XVIII.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

ART. XIX.

Les biens onciers et personnels non aliénés de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois mois.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc Ferdinand, dans le territoire de la république cisalpine.

ART. XX.

Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de ceux de la république française, pour la pacification entre ces puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plus tôt, s'il est possible.

ART. XXI.

Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de la signature du présent traité.

ART. XXII.

Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

ART. XXIII.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, conserveront entre elles le même

cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que celui qui a été constamment observé avant la guerre.

Sadite majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était en usage entre sadite majesté et la république de Venise.

ART. XXIV.

Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

ART. XXV.

Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt, si faire se peut; et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an VI de la république, une et indivisible.)

Signé: BONAPARTE; le marquis DE GALLO; LOUIS, comte de COBENZEL; le comte de MEERVELDT général-major, le baron DE DEGELMANN.

PIÈCE C. (Voir pag. 556).

ARTICLES SECRETS,

ou

CONVENTION ADDITIONNELLE DU TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO,

Du 26 Vendémiaire an VI.

ARTICLE PREMIER.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent que les limites de la république française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée, et s'engage à employer ses bons offices, lors de la paix avec l'empire germanique, pour que la république française obtienne cette même ligne; savoir :

La rive gauche du Rhin, depuis la frontière de la Suisse, au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Nette au-dessus d'Andernach, y compris la tête du pont de Mannheim sur la rive gauche du Rhin, et la ville et forteresse de Mayence, l'une et l'autre rive de la Nette, depuis son embouchure jusqu'à sa source, près de Bruch; de là une ligne passant par Senscherode et Borley jusqu'à Kerpen, et de cette ville à Udelhofen, Blandenheim, Marmagen, Jactenigt, Cale, Gemund, et compris les arrondissements et banlieues de ces communes; puis les deux rives de l'Olf jusqu'à son embouchure dans la Roër; les deux rives de la Roër, en y comprenant Heimbach, Nideggen, Durn et Juliers, avec leurs arrondis-

soments et banlieues, ainsi que les villages riverains et leur arrondissement, jusqu'à Limmich; de là une ligne passant Roffens et Thalens, Dalen, Hilas, Padermod, Laterforst, Radenberg, Haversloo, s'il se trouve dans la direction de la ligne, Auderheide, Alderkirchen, Wambach, Herrigen et Gobray, avec la ville de Vanloo et son arrondissement; et si, malgré les bons offices de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, l'empire germanique ne consentait pas à l'acquisition par la république française de la ligne de limite ci-dessus désignée, S. M. l'empereur et roi s'engage formellement à ne fournir à l'armée d'empire que son contingent, qui ne pourra être employé dans les forteresses, sans que par-là il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être établies entre sadite majesté et la république française.

ART. II.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, emploiera également ses bons offices lors de la pacification avec l'empire germanique,

1^o Pour que la navigation du Rhin soit libre pour la république française et les sujets de l'empire situés sur la rive droite de ce fleuve, depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire de la république batave;

2^o Pour que le possesseur de la partie allemande opposée à l'embouchure de la Moselle ne puisse jamais, ni sous aucun prétexte que ce soit, s'opposer à la libre navigation des barques, bateaux et autres bâtiments hors de l'embouchure de cette rivière;

3^o Pour que la république française ait la libre navigation de la Meuse, et que les péages et autres droits qui pourraient se trouver établis depuis Vanloo jusqu'à son entrée dans la république batave soient supprimés.

ART. III.

S. M. I. et R. renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à la souveraineté et propriété du comté de Falkenstein et ses dépendances.

ART. IV.

Les pays que S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit posséder en vertu de l'article VI du traité définitif signé aujourd'hui, serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les articles III et VII patents du traité, et par l'article précédent.

Cette renonciation n'a de valeur qu'autant que les troupes de S. M. I. et R. occuperont les pays qu'elle acquiert par l'article susdit.

ART. V.

La république française emploiera ses bons offices pour que S. M. l'empereur acquière en Allemagne l'archiduché de Salzbourg, et la partie du cercle de Bavière située entre

l'archevêché de Salzbourg, la rivière de l'Inn et de Salz, et le Tyrol, y compris la ville de Vasserbourg, sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises.

ART. VI.

S. M. I. et R. cédera, à la paix de l'empire, à la république française, la souveraineté et propriété du Frickthal, et de tout ce qui appartient à la maison d'Autriche à la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle, moyennant qu'à la paix susdite S. M. obtienne une compensation en Allemagne, à sa convenance.

La république française réunira lesdits pays à la république helvétique, moyennant les arrangements qu'elles pourraient prendre entre elles, sans porter préjudice à S. M. l'empereur et roi, ni à l'empire.

ART. VII.

Il est convenu entre les deux puissances contractantes que si, lors de la pacification prochaine de l'empire germanique, la république française fait une acquisition en Allemagne, S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit également y obtenir un équivalent; et réciproquement, si S. M. I. et R. fait une acquisition de cette espèce, la république française obtiendra un équivalent.

ART. VIII.

Il sera donné une indemnité territoriale au prince de Nassau-Dietz, ci-devant stathouder de Hollande; cette indemnité territoriale ne pourra pas être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la république batave.

ART. IX.

La république française n'a point de difficulté à restituer au roi de Prusse ses possessions sur la rive gauche du Rhin; en conséquence, il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse, ce que les deux puissances se garantissent mutuellement.

ART. X.

Si le roi de Prusse consent à céder à la république française et à la république batave de petites portions de son territoire qui se trouvent sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave du Sevenser et autres possessions vers l'Yssel, S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, emploiera ses bons offices pour rendre praticables lesdites cessions, et les faire adopter par l'empire germanique.

ART. XI.

S. M. l'empereur ne s'oppose pas à l'usage que la république française a fait des fiefs impériaux en faveur de la république ligurienne.

S. M. l'empereur réunira ses bons offices à ceux de la république française, pour que l'empire germanique renonce aux droits de suzeraineté qu'il pourrait avoir en Italie, et spécialement sur les pays qui font partie des républiques cisalpine et ligurienne, ainsi que sur les fiefs impériaux tels que la Lusignans et tous ceux situés entre la Toscane et les états de Parme, les républiques ligurienne et lucquoise, et le ci-devant Modénois, lesquels fiefs seront partie de la république cisalpine.

ART. XII.

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la république française, réuniront leurs bons offices, lors de la pacification de l'empire germanique, pour que les différents princes et états de l'empire qui se trouvent éprouver quelques pertes de territoire et des droits en conséquence des stipulations du présent traité de paix, ou enfin par suite du traité à conclure avec l'empire germanique, et particulièrement les électeurs de Mayence, Trèves et de Cologne, l'électeur palatin de Bavière, le duc de Wurtemberg et Teck, le margrave de Bade, le duc de Deux-Ponts, les landgraves de Hesse-Cassel et de Darmstadt, les princes de Nassau-Sarbruck, de Salm-Kyrbourg, Lowenstein-Wertheim et de Viedrunkel, et le comte de la Leyen, obtiennent en Allemagne des indemnités convenables, qui seront réglées d'un commun accord avec la république française.

ART. XIII.

Les troupes de S. M. l'empereur évacueront, vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité, la ville et forteresse de Mayence, Ehrenbreistein, Philipsbourg, Manheim, Koenigstein, Ulm et Ingolstadt, ainsi que tout le territoire appartenant à l'empire germanique, jusqu'à ses états héréditaires.

ART. XIV

Les présents articles secrets auront la même force qu'ils étaient insérés mot pour mot dans le traité de paix patent signé aujourd'hui.

Ils seront ratifiés à la même époque par les deux parties contractantes, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, le 17 octobre 1797. 27 vendémiaire an VI de la république française, une et indivisible.

BONAPARTE; le marquis DE GALLO; LOUIS, comte DE COBENZEL; le comte DE MEYERFELD, général-major; le baron DE DEGELMANN.

ORDONNANCES

Du 23 Juillet.

RAPPORT AU ROI.

« Sire,

« Vos ministres seraient peu dignes de la confiance dont Votre Majesté les honore, s'ils tardaient plus longtemps à placer sous vos yeux un aperçu de notre situation intérieure, et à signaler à votre haute sagesse les dangers de la presse périodique.

« A aucune époque, depuis quinze années, cette situation ne s'était présentée sous un aspect plus grave et plus affligeant. Malgré une prospérité matérielle, dont nos annales n'avaient jamais offert d'exemple, des signes de désorganisation et des symptômes d'anarchie se manifestent sur presque tous les points du royaume.

« Les causes successives qui ont concouru à affaiblir les ressorts du gouvernement monarchique tendent aujourd'hui à en altérer et à en changer la nature : déchu de sa force morale, l'autorité, soit dans la capitale, soit dans les provinces, ne lutte plus qu'avec désavantage contre les factions ; des doctrines pernicieuses et subversives, hautement professées, se répandent et se propagent dans toutes les classes de la population ; des inquiétudes trop généralement acérées agitent les esprits et tourmentent la société. De toutes parts on demande au présent des gages de sécurité pour l'avenir.

« Une malveillance active, ardente, infatigable, travaille à ruiner tous les fondements de l'ordre et à ravir à la France le bonheur dont elle jouit sous le sceptre de ses rois. Habile à exploiter tous les mécontentements et à soulever toutes les haines, elle fomente, parmi les peuples, un esprit de défiance et d'hostilité envers le pouvoir, et cherche à semer partout des germes de troubles et de guerre civile.

« Et déjà, Sire, des événements récents ont prouvé que les passions politiques, contenues jusqu'ici dans les sommités de la société, commencent à en pénétrer les profondeurs et à ébranler les masses populaires. Ils ont prouvé aussi que ces masses ne s'ébranleraient pas toujours sans danger pour ceux-là même qui s'efforcent de les arracher au repos.

« Une multitude de faits, recueillis dans le cours des opérations électorales, confirment ces données, et nous offriraient le présage trop certain de nouvelles commotions, s'il n'était au pouvoir de Votre Majesté d'en détourner le malheur.

« Partout aussi, si l'on observe avec attention, existe un besoin d'ordre, de force et de permanence, et les agitations qui y semblent le plus contraires n'en sont en réalité que l'expression et le témoignage.

« Il faut bien le reconnaître : ces agitations, qui ne peuvent s'accroître sans de grands périls, sont presque

exclusivement produites et excitées par la liberté de la presse. Une loi sur les élections, non moins féconde en désordres, a sans doute concouru à les entretenir; mais ce serait nier l'évidence que de ne pas voir dans les journaux le principal foyer d'une corruption dont les progrès sont chaque jour plus sensibles, et la première source des calamités qui menacent le royaume.

• L'expérience, Sire, parle plus hautement que les théories. Des hommes éclairés, sans doute, et dont la bonne foi d'ailleurs n'est pas suspecte, entraînés par l'exemple mal compris d'un peuple voisin, ont pu croire que les avantages de la presse périodique en balanceraient les inconvénients, et que ses excès se neutraliseraient par des excès contraires. Il n'en a pas été ainsi, l'épreuve est décisive, et la question est maintenant jugée dans la conscience publique.

• A toutes les époques, en effet, la presse périodique n'a été, et il est dans sa nature de n'être qu'un instrument de désordre et de sédition.

• Que de preuves nombreuses et irrécusables à apporter à l'appui de cette vérité! C'est par l'action violente et non interrompue de la presse, que s'expliquent les variations trop subites, trop fréquentes de notre politique intérieure. Elle n'a pas permis qu'il s'établît en France un système régulier et stable de gouvernement, ni qu'on s'occupât avec quelque suite d'introduire dans toutes les branches de l'administration publique les améliorations dont elles sont susceptibles. Tous les ministères depuis 1814, quoique formés sous des influences diverses et soumis à des directions opposées, ont été en butte aux mêmes traits, aux mêmes attaques et au même déchaînement de passions. Les sacrifices de tout genre, les concessions de pouvoir, les alliances de parti, rien n'a pu les soustraire à cette commune destinée.

• Ce rapprochement seul, si fertile en réflexions, suffirait pour assigner à la presse son véritable, son invariable caractère. Elle s'applique, par des efforts soutenus, persévérants, répétés chaque jour, à relâcher tous les liens d'obéissance et de subordination, à user les ressorts de l'autorité publique, à la rabaisser; à l'avilir dans l'opinion des peuples, et à lui créer partout des embarras et des résistances.

• Son art consiste, non pas à substituer à une trop facile soumission d'esprit une sage liberté d'examen, mais à réduire en problèmes les vérités les plus positives; non pas à provoquer sur les questions politiques une controverse franche et utile, mais à les présenter sous un faux jour et à les résoudre par des sophismes.

• La presse a jeté ainsi le désordre dans les intelligences les plus droites, ébranlé les convictions les plus fermes, et produit, au milieu de la société, une confusion de principes qui se prête aux tentatives les plus funestes. C'est par l'anarchie dans les doctrines qu'elle prélude à l'anarchie dans l'état.

• Il est digne de remarque, Sire, que la presse périodique n'a pas même rempli sa plus essentielle condition, celle de la publicité. Ce qui est étrange, mais ce qui est vrai à dire, c'est qu'il n'y a pas de publicité en

France, en prenant ce mot dans sa juste et rigoureuse acception. Dans l'état des choses, les faits, quand ils ne sont pas entièrement supposés, ne parviennent à la connaissance de plusieurs millions de lecteurs, que tronqués, défigurés, mutilés de la manière la plus odieuse. Un épais nuage, élevé par les journaux, dérobe la vérité et intercepte en quelque sorte la lumière entre le gouvernement et les peuples. Les rois vos prédécesseurs, Sire, ont toujours aimé à se communiquer à leurs sujets: c'est une satisfaction dont la presse n'a pas voulu que Votre Majesté pût jouir.

• Une licence qui a franchi toutes les bornes n'a respecté, en effet, même dans les occasions les plus solennelles, ni les volontés expresses du roi, ni les paroles descendues du haut du trône. Les unes ont été méconnues et dénaturées; les autres ont été l'objet de perfides commentaires ou d'amères dérisions. C'est ainsi que le dernier acte de la puissance royale, la proclamation, a été discrédité dans le public, avant même d'être connu des électeurs.

• Ce n'est pas tout: la presse ne tend pas moins qu'à subjuguier la souveraineté et à envahir les pouvoirs de l'état. Organe prétendu de l'opinion publique, elle aspire à diriger les débats des deux chambres, et il est incontestable qu'elle y apporte le poids d'une influence non moins fâcheuse que décisive. Cette domination a pris, surtout depuis deux ou trois ans, dans la chambre des députés un caractère manifeste d'oppression et de tyrannie. On a vu, dans cet intervalle de temps, les journaux poursuivre de leurs insultes et de leurs outrages les membres dont le vote leur paraissait incertain ou suspect. Trop souvent, Sire, la liberté des délibérations dans cette chambre a succombé sous les coups redoublés de la presse.

• On ne peut qualifier en termes moins sévères la conduite des journaux de l'opposition dans des circonstances plus récentes. Après avoir eux-mêmes provoqué une adresse attentatoire aux prérogatives du trône, ils n'ont pas craint d'ériger en principe la réélection des 221 députés dont elle est l'ouvrage. Et cependant Votre Majesté avait repoussé cette adresse comme offensante; elle avait porté un blâme public sur le refus de concours qui y était exprimé; elle avait annoncé sa résolution immuable de défendre les droits de sa couronne si ouvertement compromis. Les feuilles périodiques n'en ont tenu compte; elles ont pris, au contraire, à tâche de renouveler, de perpétuer et d'aggraver l'offense. Votre Majesté décidera si cette attaque téméraire doit rester plus longtemps impunie.

• Mais de tous les excès de la presse, le plus grave peut-être nous reste à signaler. Dès les premiers temps de cette expédition dont la gloire jette un éclat si pur et si durable sur la noble couronne de France, la presse en a critiqué avec une violence inouïe les causes, les moyens, les préparatifs, les chances de succès. Insensible à l'honneur national, il n'a pas dépendu d'elle que notre pavillon ne restât flétri des insultes d'un barbare. Indifférente aux grands intérêts de l'humanité, il n'a pas dépendu

d'elle que l'Europe ne restât asservie à un esclavage cruel et à des tributs honteux.

» Ce n'était point assez : par une trahison que nos lois auraient pu atteindre, la presse s'est attachée à publier tous les secrets de l'armement, à porter à la connaissance de l'étranger l'état de nos forces, le dénombrement de nos troupes, celui de nos vaisseaux, l'indication des points de station, les moyens à employer pour dompter l'inconstance des vents et pour aborder la côte. Tout, jusqu'au lieu du débarquement, a été divulgué, comme pour ménager à l'ennemi une défense plus assurée ; et, chose sans exemple chez un peuple civilisé, la presse, par de fausses alarmes sur les périls à courir, n'a pas craint de jeter le découragement dans l'armée, et signalant à sa haine le chef même de l'entreprise, elle a pour ainsi dire excité les soldats à lever contre lui l'étendard de la révolte, ou à ~~lever~~ ^{lever} ~~drap~~ ^{drap} ! Voilà ce qu'ont osé faire les organes d'un pays qui se prétend national !

» Ce qu'il ose faire chaque jour, dans l'intérieur du royaume, ne va pas moins qu'à disperser les liens de la paix publique, à dissoudre les liens de la société de qu'on ne s'y méprenne point, à faire trembler le sol de nos pas. Ne craignons pas de révéler ici toute l'étendue de nos maux pour pouvoir mieux apprécier toute l'étendue de nos ressources. Une diffamation systématique, organisée en grand, et dirigée avec une persévérance sans égale, va atteindre, ou de près ou de loin, jusqu'au plus humble des agents du pouvoir. Nul de vos sujets, Sire, n'est à l'abri d'un outrage, s'il reçoit de son souverain la moindre marque de confiance ou de satisfaction. Un vaste réseau, étendu sur la France, enveloppe tous les fonctionnaires publics ; constitués en état permanent de prévention, ils semblent en quelque sorte retranchés de la société civile ; on n'épargne que ceux dont la fidélité chancelle ; on ne loue que ceux dont la fidélité succombe ; les autres sont notés par la faction pour être plus tard, sans doute, immolés aux vengeances populaires.

» La presse périodique n'a pas mis moins d'ardeur à poursuivre de ses traits envenimés la religion et le prêtre. Elle veut, elle voudra toujours déraciner, dans le cœur des peuples, jusqu'au dernier germe des sentiments religieux. Sire, ne doutez pas qu'elle n'y parvienne en attaquant les fondements de la foi, en altérant les sources de la morale publique, et en prodiguant à pleines mains la dérision et le mépris aux ministres des autels.

Nulle force, il faut l'avouer, n'est capable de résister à un dissolvant aussi énergique que la presse. A toutes les époques où elle s'est dégarée de ses entraves, elle a fait irruption, invasion dans l'état. On ne peut qu'être singulièrement frappé de la similitude de ses effets depuis quinze ans, malgré la diversité des circonstances, et malgré le changement des hommes qui ont occupé la scène politique. Sa destinée est, en un mot, de recommencer la révolution, dont elle proclame hautement les principes. Placée et replacée à plusieurs intervalles sous le joug de la censure, elle n'a autant de fois ressaisi la liberté que pour reprendre son ouvrage inter-

rompu. Afin de le continuer avec plus de succès, elle a trouvé un actif auxiliaire dans la presse départementale, qui, mettant aux prises les jalousies et les haines locales, semant l'effroi dans l'âme des hommes timides, harcelant l'autorité par d'interminables tracasseries, a exercé une influence presque décisive sur les élections.

» Ces derniers effets, sire, sont passagers ; mais des effets plus durables se font remarquer dans les mœurs et dans le caractère de la nation. Une polémique ardente, mensongère et passionnée, école de scandale et de licence, y produit des changements graves et des altérations profondes ; elle donne une fausse direction aux esprits, les remplit de préventions et de préjugés, les détourne des études sérieuses, nuit ainsi au progrès des arts et des sciences, excite parmi nous une fermentation toujours croissante, entretient, jusque dans le sein des familles, de funestes dissensions, et pourrait par degrés nous ramener à la barbarie.

» Contre tant de maux enfantés par la presse périodique, la loi et la justice sont également réduites à confesser leur impuissance.

» Il serait superflu de rechercher les causes qui ont atténué la répression, et on ont fait insensiblement une chose inutile dans la main du pouvoir. Il nous suffit d'écarter l'expérience et de constater l'état présent des

» Les »

répression et judiciaire se prêtent difficilement à une puis longtemps cette vérité d'observation avait de nouveau un carreau, bons esprits ; elle a acquis satisfaisant aux besoins qui marqué d'évidence. Pour sion aurait dû être prompte et instituer, la représentation faible et à peu près nulle. Loi, le est restée lente, dommage est commis ; loin de le réparer, intervient, le ajoute le scandale du débat.

» La poursuite juridique se lasse, la presse ne se lasse jamais. L'une s'arrête parce qu'il y a sévir, l'autre multiplie ses forces en multipliant délits.

» Dans des circonstances diverses, la poursuite a eu ses périodes d'activité ou de relâchement. Mais, zèle ou tiédeur de la part du ministère public, qu'importe à la presse ? Elle cherche dans le redoublement de ses excès la garantie de leur impunité.

» L'insuffisance, ou plutôt l'inutilité des précautions établies dans les lois en vigueur, est démontrée par les faits. Ce qui est également démontré par les faits, c'est que la sûreté publique est compromise par la licence de la presse. Il est temps, il est plus que temps d'en arrêter les ravages.

» Entendez, Sire, ce cri prolongé d'indignation et d'effroi qui part de tous les points de votre royaume. Les hommes paisibles, les gens de bien, les amis de l'ordre élèvent vers Votre Majesté des mains suppliantes. Tous lui demandent de les préserver du retour des calamités dont leurs pères ou eux-mêmes eurent tant à gémir. Ces alarmes sont trop réelles pour n'être pas écoutées, ces vœux sont trop légitimes pour n'être pas accueillis.

• Il n'est qu'un seul moyen d'y satisfaire, c'est de rentrer dans la Charte. Si les termes de l'article 8 sont ambigus, son esprit est manifeste. Il est certain que la Charte n'a pas concédé la liberté des journaux et des écrits périodiques. Le droit de publier ses opinions personnelles n'implique sûrement pas le droit de publier, par voie d'entreprise, les opinions d'autrui. L'un est l'usage d'une faculté que la loi a pu laisser libre ou soumettre à des restrictions; l'autre est une spéculation d'industrie qui, comme les autres et plus que les autres, suppose la surveillance de l'autorité publique.

• Les intentions de la Charte, à ce sujet, sont exactement expliquées dans la loi du 24 octobre 1814, qui en est en quelque sorte l'appendice; on peut d'autant moins en douter, que cette loi fut présentée aux Chambres le 5 juillet, c'est-à-dire un mois après la promulgation de la Charte. En 1819, à l'époque même où un système contraire prévalut dans les Chambres, il y fut hautement proclamé que la presse périodique n'était point régie par la disposition de l'article 8. Cette vérité est d'ailleurs attestée par les lois même qui ont imposé aux journaux la condition d'un cautionnement.

• Maintenant, Sire, il ne reste plus qu'à se demander comment doit s'opérer ce retour à la Charte et à lentes 21 octobre 1814. La gravité des conjonctures plus dans a résolu cette question.

• Il ne faut pas s'abuser. Nous ne sommes pas un représentant. Nous ne pouvons pas modifier les conditions ordinaires du pouvoir établi n'ont pu demeurer intacts au milieu de ces vicissitudes politiques. Une démocratie turbulente a pénétré jusque dans nos lois, et elle dispose de ce pouvoir légitime. Elle dispose de ce pouvoir par le moyen de ses journaux tend à se substituer à l'autorité royale. Elle a paralysé la majesté dépendant d'elle, l'exercice régulier de la souveraineté, la plus essentielle prérogative de la couronne, celle de dissoudre la chambre élective. Par cela même, la constitution de l'État est ébranlée : Votre Majesté seule conserve la force de la rasseoir et de la raffermir sur ses bases.

• Le droit, comme le devoir, d'en assurer le maintien, est l'attribut inséparable de la souveraineté. Nul gouvernement sur la terre ne resterait debout, s'il n'avait le droit de pouvoir à sa sûreté. Ce pouvoir est pré-existant aux lois, parce qu'il est dans la nature des choses. Ce sont là, Sire, des maximes qui ont pour elles, et la sanction du temps, et l'aveu de tous les publicistes de l'Europe.

• Mais ces maximes ont une autre sanction plus positive encore, celle de la Charte elle-même. L'article 14 a investi Votre Majesté d'un pouvoir suffisant, non sans doute pour changer nos institutions, mais pour les consolider et les rendre plus immuables.

• D'impérieuses nécessités ne permettent plus de différer l'exercice de ce pouvoir suprême. Le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la Charte, mais qui sont en dehors de l'ordre légal, dont toutes les ressources ont été inutilement épuisées.

• Ces mesures, Sire, vos ministres, qui doivent en assurer le succès, n'hésitent pas à vous les proposer, convaincus qu'ils sont que force restera à justice.

• Nous sommes avec le plus profond respect,

• SIRE,

• De Votre Majesté,

Les très-humbles et très-fidèles sujets

Le président du conseil des ministres,
PRINCE DE POLIGNAC.

Le garde-des-sceaux de France, ministre de la justice,
CHANTELAUZE.

Le ministre secrétaire-d'état de la marine et des colonies,
BARON D'HAUSSEZ.

Le ministre secrétaire-d'état de l'intérieur,
COMTE DE PETRONNET.

Le ministre secrétaire-d'état des finances,
MONTBEL.

Le ministre secrétaire-d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,
COMTE DE GUERNEUR-RANVILLE.

Le ministre secrétaire-d'état des travaux publics,
BARON CAPELLI.

ORDONNANCE DU ROI.

CHARLES, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre,

A tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Sur le rapport de notre conseil des ministres,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La liberté de la presse périodique est suspendue

2. Les dispositions des art. 1^{er}, 2 et 9 du titre 1^{er} de la loi du 21 octobre 1814 sont remises en vigueur.

En conséquence, nul journal et écrit périodique ou semi-périodique, établi ou à établir, sans distinction des matières qui y seront traitées, ne pourra paraître, soit à Paris, soit dans les départements, qu'en vertu de l'autorisation qu'en auront obtenue de nous séparément les auteurs et l'imprimeur.

Cette autorisation devra être renouvelée tous les trois mois.

Elle pourra être révoquée.

5. L'autorisation pourra être provisoirement accordée et provisoirement retirée par les préfets aux journaux et ouvrages périodiques ou semi-périodiques publiés ou à publier dans les départements.

4. Les journaux et écrits publiés en contravention à l'art. 2 seront immédiatement saisis.

Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés, ou mis hors de service.

5. Nul écrit au-dessous de vingt feuilles d'impression ne pourra paraître qu'avec l'autorisation de notre ministre secrétaire-d'état de l'intérieur, à Paris, et des préfets dans les départements.

Tout écrit de plus de vingt feuilles d'impression, qui ne constituera pas un même corps d'ouvrage, sera également soumis à la nécessité de l'autorisation.

Les écrits publiés sans autorisation seront immédiatement saisis.

Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés, ou mis hors de service.

6. Les mémoires sur procès et les mémoires des sociétés savantes ou littéraires sont soumis à l'autorisation préalable, s'ils traitent en tout ou en partie de matières politiques, cas auquel les mesures prescrites par l'art. 5 leur seront applicables.

7. Toute disposition contraire aux présentes restera sans effet.

8. L'exécution de la présente ordonnance aura lieu en conformité de l'article 4 de l'ordonnance du 27 novembre 1816 et de ce qui est prescrit par celle du 18 janvier 1817.

9. Nos ministres secrétaires-d'état sont chargés de l'exécution des présentes.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le vingt-cinq de juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

CHARLES.

Par le Roi :

Le président du conseil des ministres,
Prince DE POIGNAC.

*Le garde-des-sceaux, ministre secrétaire-d'état
de la justice,*
CHATELAIN.

*Le ministre secrétaire-d'état de la marine
et des colonies,*
Baron D'HAUSSE.

Le ministre secrétaire-d'état de l'intérieur,
Comte DE PETRONNET.

Le ministre secrétaire-d'état des finances,
MONTBEL.

*Le ministre secrétaire-d'état des affaires ecclésiastiques
et de l'instruction publique,*
Comte DE GUERBON-RAUVILLE.

Le ministre secrétaire-d'état des travaux publics.
Baron CAPELLE.

ORDONNANCE DU ROI.

CHARLES, etc

Vu l'art. 50 de la Charte constitutionnelle,

Étant informé des manœuvres qui ont été pratiquées sur plusieurs points de notre royaume, pour tromper et égarer les électeurs pendant les dernières opérations des collèges électoraux,

Notre conseil entendu,

Nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. La Chambre des députés des départements est dissoute.

2. Notre ministre secrétaire-d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Saint-Cloud, le vingt-cinquième jour du mois de juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

CHARLES.

Par le Roi :

Le ministre secrétaire-d'état de l'intérieur,
Comte DE PETRONNET.

ORDONNANCE DU ROI.

CHARLES, etc.

Ayant résolu de prévenir le retour des manœuvres qui ont exercé une influence pernicieuse sur les dernières opérations des collèges électoraux ;

Voulant en conséquence réformer, selon les principes de la Charte constitutionnelle, les règles d'élection dont l'expérience a fait sentir les inconvénients ;

Nous avons reconnu la nécessité d'user du droit qui nous appartient, de pourvoir, par des actes émanés de nous, à la sûreté de l'État et à la répression de toute entreprise attentative à la dignité de notre couronne.

A ces causes,

Notre conseil entendu,

Nous avons ordonné et ordonnons,

Art. 1^{er}. Conformément aux articles 45, 36 et 50 de la Charte constitutionnelle, la Chambre des députés ne se composera que de députés de département.

2. Le cens électoral et le cens d'éligibilité se composeront exclusivement des sommes pour lesquelles l'électeur et l'éligible seront inscrits personnellement, en qualité de propriétaire ou d'usufruitier, au rôle de l'imposition foncière et de l'imposition personnelle et mobilière.

3. Chaque département aura le nombre de députés qui lui est attribué par l'art. 36 de la Charte constitutionnelle.

4. Les députés seront élus et la chambre sera renouvelée dans la forme et pour le temps fixé par l'art. 37 de la Charte constitutionnelle.

5. Les Collèges électoraux se diviseront en collèges d'arrondissement et en collèges de département.

Sont toutefois exceptés les collèges électoraux des départements auxquels il n'est attribué qu'un seul député.

6. Les collèges électoraux d'arrondissement se composeront de tous les électeurs dont le domicile politique sera établi dans l'arrondissement.

Les collèges électoraux de département se composeront du quart le plus imposé des électeurs du département.

7. La circonscription actuelle des collèges électoraux d'arrondissement est maintenue.

8. Chaque collège électoral d'arrondissement élira un nombre de candidats égal au nombre des députés de département.

9. Le collège d'arrondissement se divisera en autant de sections qu'il devra nommer de candidats.

Cette division s'opérera proportionnellement au nombre des sections et au nombre total des électeurs du collège, en ayant égard, autant qu'il sera possible, aux convenances des localités et du voisinage.

10. Les sections du collège électoral d'arrondissement pourront être assemblées dans des lieux différents.

11. Chaque section du collège électoral d'arrondissement élira un candidat et procédera séparément.

12. Les présidents des sections du collège électoral d'arrondissement seront nommés par les préfets, parmi les électeurs de l'arrondissement.

13. Le collège de département élira les députés.

La moitié des députés du département devra être choisie dans la liste générale des candidats proposés par les collèges d'arrondissement.

Néanmoins, si le nombre des députés du département est impair, le partage se fera sans réduction du droit réservé au collège du département.

14. Dans le cas où par l'effet d'omissions, de nominations nulles ou de doubles nominations, la liste de candidats proposés par les collèges d'arrondissement serait incomplète; si cette liste est réduite au-dessous de la moitié du nombre exigé, le collège de département pourra élire un député de plus hors de la liste; si la liste est réduite au-dessous du quart, le collège de département pourra élire, hors de la liste, la totalité des députés du département.

15. Les préfets, les sous-préfets et les officiers-généraux commandant les divisions militaires et les départements ne pourront être élus dans les départements où ils exercent leurs fonctions.

16. La liste des électeurs sera arrêtée par le préfet en conseil de préfecture. Elle sera affichée cinq jours avant la réunion des collèges.

17. Les réclamations sur la faculté de voter, auxquelles il n'aura pas été fait droit par les préfets, seront jugées par la Chambre des députés, en même temps qu'elle statuera sur la validité des opérations des collèges.

18. Dans les collèges électoraux de département, les

deux électeurs les plus âgés et les deux électeurs les plus imposés rempliront les fonctions de scrutateurs.

La même disposition sera observée dans les sections de collège d'arrondissement, composées de plus de cinquante électeurs.

Dans les autres sections de collège, les fonctions de scrutateur seront remplies par le plus âgé et par le plus imposé des électeurs.

Le secrétaire sera nommé dans le collège des sections de collège par le président et les scrutateurs.

19. Nul ne sera admis dans le collège ou section de collège, s'il n'est inscrit sur la liste des électeurs qui en doivent faire partie. Cette liste sera remise au président, et restera affichée dans le lieu des séances du collège pendant la durée de ses opérations.

20. Toute discussion et toute délibération quelconque seront interdites dans le sein des collèges électoraux.

21. La police du collège appartient au président. Aucune force armée ne pourra, sans sa demande, être placée auprès du lieu des séances. Les commandants militaires seront tenus d'obtempérer à ses réquisitions.

22. Les nominations seront faites dans les collèges et sections de collèges, à la majorité absolue des votes exprimés.

Néanmoins, si les nominations ne sont pas terminées après deux tours de scrutin, le bureau arrêtera la liste des personnes qui auront obtenu le plus de suffrages au deuxième tour. Elle contiendra un nombre de noms double de celui des nominations qui resteront à faire. Au troisième tour, les suffrages ne pourront être donnés qu'aux personnes inscrites sur cette liste, et la nomination sera faite à la majorité relative.

23. Les électeurs voteront par bulletins de liste. Chaque bulletin contiendra autant de noms qu'il y aura de nominations à faire.

24. Les électeurs écriront leur vote sur le bureau, ou l'y feront inscrire par l'un des scrutateurs.

25. Le nom, la qualification et le domicile de chaque électeur qui déposera son bulletin, seront inscrits par le secrétaire sur une liste destinée à constater le nombre des votants.

26. Chaque scrutin restera ouvert pendant six heures et sera dépouillé séance tenante.

27. Il sera dressé un procès-verbal pour chaque séance. Ce procès-verbal sera signé par tous les membres du bureau.

28. Conformément à l'art. 46 de la Charte constitutionnelle, aucun amendement ne pourra être fait à une loi, dans la Chambre, s'il n'a été proposé ou consenti par nous, et s'il n'a été renvoyé et discuté dans les bureaux.

29. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance resteront sans effet.

50. Nos ministres secrétaires-d'état sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Saint Cloud, le 25^e jour du mois de juillet
de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

CHARLES

Par le Roi :

Le président du conseil des ministres,

Prince DE POLIGNAC.

Le garde-des-sceaux, ministre de la justice,

CHANTELAUX

Le ministre de la marine et des colonies,

Baron D'HAUSSEZ.

Le ministre de l'intérieur

Comte DE PETRONNET.

Le ministre des finances

MONTHEL.

Le ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Comte DE GUERMON-RANVILLE.

Le ministre des travaux publics

CAPELLA.

ORDONNANCE DU ROI

CHARLES, etc.

Vu l'ordonnance royale en date de ce jour, relative à l'organisation des collèges électoraux ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire-d'état au département de l'intérieur,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 4^{er}. Les collèges électoraux se réuniront, savoir : les collèges électoraux d'arrondissement, le 6 septembre prochain, et les collèges électoraux de département, le 13 du même mois.

2. La Chambre des pairs et la Chambre des députés des départements sont convoquées pour le 28 du mois de septembre prochain.

5. Notre ministre secrétaire-d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 25^e jour du mois de juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

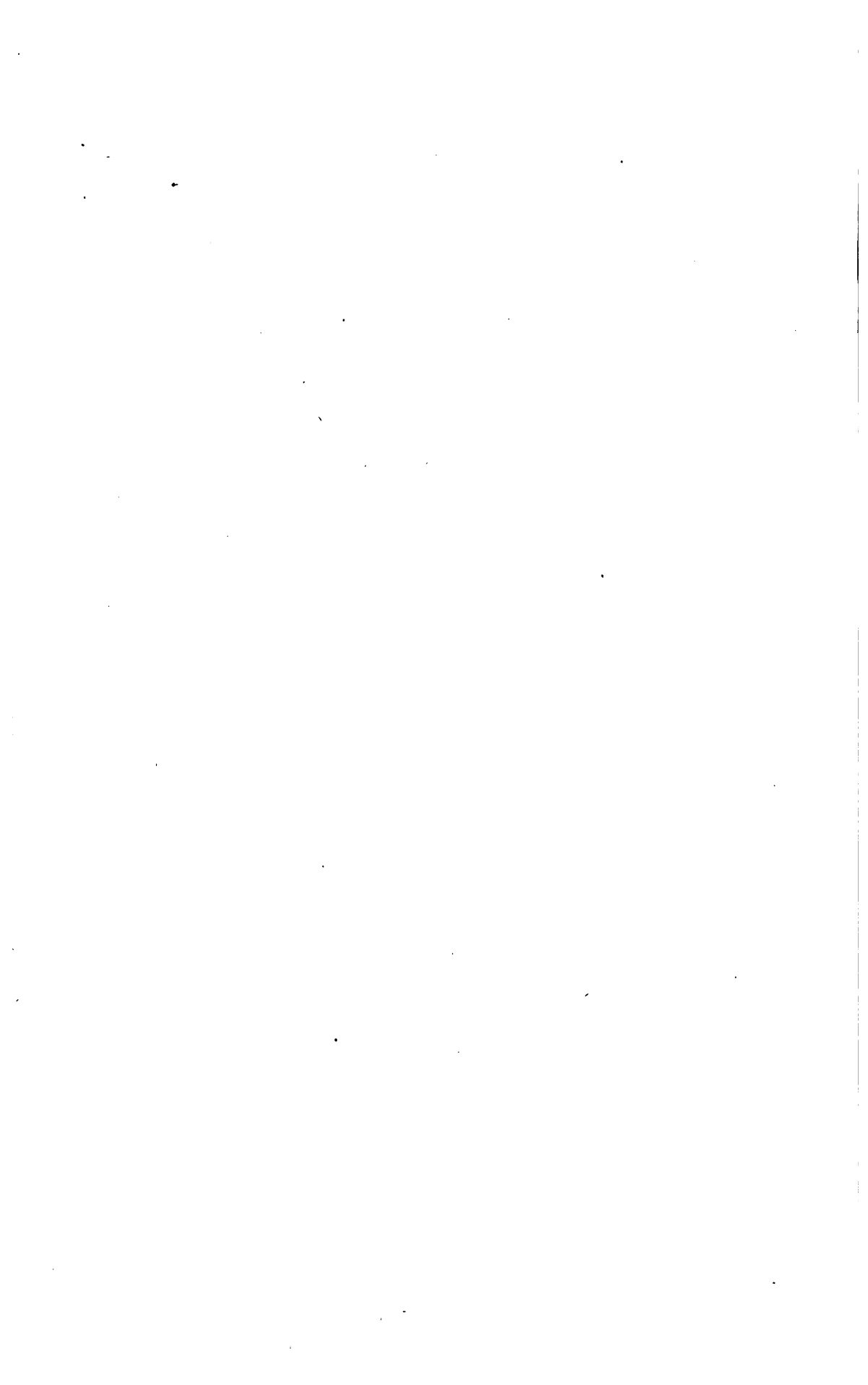
CHARLES.

Par le Roi :

Le ministre secrétaire-d'état de l'intérieur,

Comte DE PETRONNET.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.



TABLE

ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

PAR ANQUETIL,

CONTINUÉE, DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1789 JUSQU'À CELLE DE 1830,

Par M. Léonard Gallois.

A

ABAILARD ou **ABRILARD**; son influence; ses amours avec Héloïse. 178 (1131).
ABASSIDES (dynastie des). 119 (661).
ABREVILLE (Conférences d'). La trêve y est prolongée d'un an. 530 (1393).
ABDÉRAME, général des Sarrasins. 108. — Défait par Charles Martel. 109 (732).
ABDÉRAME, premier roi maure de Cordoue; se réfugie dans cette ville; son élection au trône rencontre des contradicteurs. 119 (775).
ACTIUM (bataille d'). 45 (A. J. 31).
ACIER (d') défend Cognac avec vigueur. 679 (1369).
ACALBERON, archevêque de Reims; sa réponse à Charles, frère de Louis V. 157 (987).
ADALOISE, fils de Didier, assiégé dans Vérone, se sauve à Constantinople. 118 (773). — Ses tentatives contre Charlemagne. 120 (781). — Les généraux de Charlemagne le font mourir. 121 (788).
ADRIEN (l'empereur). 54 (150).
ADRIEN I^{er} (le pape); ses démêlés avec le roi lombard Didier. 118 (772).
AFFRANCHISSEMENT des serfs des domaines royaux. (Louis X rend l'édit d'). 241 (1331).
AGLIÉ (comte d') arrêté à Turin; est emprisonné dans la Bastille. 968 (1640).
AGNADREL (bataille d') gagnée par Louis XII sur les Vénitiens. 515 (1509).

AGNES. Voy. **SORREL**.

AGRIPPA reçoit le gouvernement des Gaules. 44 (A. J. 18).
AGRIPPINE, femme de Claude, met Néron sur le trône. 47 (41).

AIGUES-MORTES; port d'où Louis IX partit pour l'Égypte. 203 (1248). — Entrevues et conférences entre François I^{er} et Charles-Quint. 569 (1558).

AIGUILLON (duc d'). Affaire de Bretagne; union du parlement; résultat fâcheux. 1264 et 1265 (1765). — Est rappelé de la Bretagne. 1266 (1765). — Retourne dans la Bretagne; exil de quelques membres du parlement. 1265 et 1266 (1766). — Son procès criminel par le parlement, 1266 et 1267 (1770).

AIX. Est fondée par Sextius Calvinus. 12 (A. J. 123).

AIX-LA-CHAPELLE. Charlemagne bâtit le palais autour duquel s'éleva cette ville. 124 (793).

ALAINS. 7 (A. J. 590). — Réduits par VVallia. 80 (414).

ALARIC. 75 (394). — Dévaste la Grèce. 76 (395). — Assiège Rome et la met à contribution; nomme Attale empereur; se réconcilie avec Honorius. 78 (408). — Irrité par la mauvaise foi de Sarus, prend Rome, et la livre aux flammes et au pillage; sa mort. 79 (414).

ALARIE II, battu à Vouillé par Clovis, y perd la vie. 87 (508).

ALBE (duc d') défend vigoureusement Perpignan assiégée. 572 (1542). — Commande l'armée de Charles-Quint en Italie. 600 (1555). — Propose des assassinats à la cour de France. 657 (1565).

ALBERONI, ministre dirigeant d'Espagne; ses plans contre l'Italie. 1182 (1718). — Il suscite des embarras au duc

¹ Les premiers chiffres marquent la page; ceux enfermés entre deux () indiquent l'année. L'ère avant Jésus-Christ est précédée des deux lettres A. J.

- d'Orléans; leur résultat. 4186 (1718); 4187, (1718); et 4188 (1719). — Découverte de la conspiration de Cellamare dont il est le promoteur. 4188 (1719). — Ses nouveaux projets contre le duc d'Orléans; leurs suites. 4190 (1719), et 4191 (1720). — Sa disgrâce; il quitte l'Espagne. 4192 (1720).
- ALBERT (l'empereur); sa cupidité donne naissance à la confédération helvétique. 238 (1314).
- ALBERT (l'archiduc); il vient au secours d'Amiens avec une forte armée. 825 (1598). — Son mérite, sa bonne intelligence avec son épouse Isabelle. 864 (1609).
- ALBIGEOIS. 491 (1208), et 492 (1209). — Croisade contre ces sectaires. 492 (1211). — Barbarie avec laquelle on leur fait la guerre. 492 (1211), et 493 (1212). — Relâchement de cette guerre. 493 (1212). — Nouvelle croisade contre eux. 499 (1223).
- ALBERT (sire d'), confédéré contre Louis XI. 407 (1465). — Montre des dispositions à se soulever contre Charles VIII. 462 (1487). — Se rend avec des troupes en Bretagne, dans l'intention d'épouser l'héritière de ce duché. 464 (1487). — Demande une dispense au pape pour son mariage avec l'héritière de Bretagne; ses menaces au chancelier Philippe de Montauban chargé d'y mettre obstacle. 467 (1490). — S'oppose à l'entrée, dans Nantes, d'Anne de Bretagne. 468 (1494). — Commande l'armée qui doit entrer en Espagne par Kantarabie; ses intérêts s'y opposent; son armée se fond. 499, (1505). — Est appelé en témoignage dans le procès du maréchal de Rohan-Gié. 504 (1504).
- ALBERT (don Juan), roi de Navarre. Livre passage aux troupes de Ferdinand V. Ce dernier s'empare des places fortes et de Pampelune. 519 (1507).
- ALBERT (Jeanne d') Son mariage avec Antoine de Bourbon, duc de Vendôme. 588 (1550). — Élève son fils dans le calvinisme, à Pau. 646 (1562). — Rejoint les chefs confédérés à Cognac avec son fils et l'ainé des Condé; les ranime par une vigoureuse allocution. 674, (1569). — Se défie des propositions et des prévenances de la cour de France. 681 (1572). — Meurt à Paris; ses qualités; ses défauts; soupçon d'empoisonnement. 682 et 685 (1572).
- ALBINUS (l'empereur); sa défaite près de Lyon. 56 (195).
- ALBY (l'archevêque d') commande une partie de l'armée qui s'empare du Roussillon; instructions et prières; pouvoirs que lui donne Louis XI. 450 (1475).
- ALCUIX, savant sous Charlemagne; son caractère. 422 (789).
- ALÈGRE (Ives d'), général refusé par les Florentins, contre Pise. 489 (1500). — Appuie le désir des Suisses, d'attaquer les Espagnols à la journée de Cérignolles. 499 (1505).
- ALENÇON (comté d'); est donné avec le Perche à Pierre, par Louis IX, son père. 216 (1270).
- ALENÇON (comte d'), commande le centre à la bataille de Créci, dont il cause la perte. 263 (1346). — Est tué à la bataille de Créci. 264 (1346).
- ALENÇON (le duc d'); sa rançon est comprise dans le prix de Fougères; il est rendu à la liberté. 373 (1427). — Veillait sur la Pucelle d'Orléans dans les combats. 377 (1429). — Chef d'une conjuration contre Charles VII; son procès, sa défense, sa condamnation à mort, sa grâce, confiscation de ses biens. 597 (1458). — Sa réhabilitation par Louis XI. 404 (1464). — Entre dans la confédération contre Louis XI. 407 (1463). — Est condamné à mort; Louis XI commue sa peine et le retient prisonnier; sa mort; partage de ses domaines 428 (1474).
- ALENÇON (le duc d') se ligue avec d'autres seigneurs pour faire tomber la tutelle de Charles VIII entre les mains du duc d'Orléans. 455 (1483).
- ALENÇON (duchesse d'), sœur de François I^{er}, accourt à Madrid pour soigner son frère; belle conduite qu'elle y tient. 549 (1525) et 550 (1526).
- ALENÇON (duc d'), forme le projet puéril de soulever la France en se jetant à la tête des calvinistes dans quelque place fortifiée. 695 (1575). — Son portrait; les Montmorency; les calvinistes forment avec lui une cabale. 697, (1574). — Son incertitude, son irrésolution concernant l'entreprise dite des *jours gras*; conditions qu'il impose à ses affidés. 698 (1574). — Dit à sa mère tous les détails de la cabale des politiques. 699 (1574). — Est toujours dans les complots; son aversion pour son frère; caractère du duc. 712 (1575). — Lui et les Montmorency unissent leurs ressentiments et se joignent aux mécontents. 713 (1575). — Se sauve à Dreux; il se retire en Poitou accompagné d'un gros corps de noblesse. 713 (1575). — Fuit de la cour; effets que son évasion cause dans le royaume. 713 (1575). — Lui et le prince de Condé, font connaître au roi leurs prétentions. 716 (1576). — Prend le titre de duc d'Anjou, à la mort de Charles IX. 716 (1576). Voy. d'Anjou.
- ALEXANDRE, empereur romain. 56 (217).
- ALEXANDRE VI, pape, tente vainement de s'opposer à l'entrée de Charles VIII dans Rome; hommage que lui fait ce roi; on le soupçonne d'avoir empoisonné le prince Zizim; sa mauvaise foi dans l'exécution des traités. 476 (1494). — Nomme trois juges chargés de connaître du divorce de Louis XII avec Jeanne de France. 484 (1498). — Attire le cardinal des Ursins à Rome, et l'y fait empoisonner. 495 (1502). — Publie une croisade contre le roi de Naples; distribution qu'il fait des fonds en provenant. 494 (1504). — Ses trahisons envers les Français vaincus à Naples; il est empoisonné dans un repas, par une erreur de son domestique. 500 (1505).
- ALEXANDRE VII confirme la condamnation de l'ouvrage de Jansenius par Innocent X, son prédécesseur; conséquences. 4095 (1669).
- ALEXANDRE VIII; son avènement au trône pontifical; résultats de cette élection. 4127 (1688).
- ALEXANDRIN (cardinal), envoyé du pape Grégoire XIII auprès de Charles IX. 684 (1572).
- ALEXIS, empereur de Constantinople, invoque le secours des croisés. 490 (1204). — Ses démêlés avec eux; il est tué. 494 (1204).
- ALISE, la plus forte ville de la Gaule; Vercingétorix s'y retire et y est assiégé, 54 (A. J. 52). Suites de ce siège. 5 et 56 (A. J. 54).
- ALIX, fille de Louis VII, et fiancée à Richard, est remise entre les mains de Henri II. 480 (1173). — Vues qu'on soupçonne à Henri-le-Vieux sur cette princesse. 485 (1191). — Richard la refuse pour épouse. 486 (1192).
- ALEX DE CHAMPAGNE, obtient la tutelle de son fils Philippe-Auguste. 482 (1180).
- ALIX, reine de Chypre; le comté de Champagne est réclamé en son nom. 264 (1345).
- ALLEMANDS (peuples d'Allemagne); ils sont contraints à demander la paix à Maximien. 6 (A. J. 599). — Leur nom se trouve cité pour la première fois sous Caracalla. 56 (A. J. 214). — Leur apparition et leurs incursions. 57 (A. J. 260). — Défaits par Constance à Vindonissa et au confluent de l'Aar et de la Ruse. 62 (306). — Attaquent Langres. 62 (306). — Auxiliaires de l'empereur Eugène.

- 75 (594). — Expédition de Chilpéric contre eux. 95 (476). — Leur puissance sous la maison de Saxe. 149 (929). — Leur invasion en France. 749 (1587). — Ils traitent avec d'Epéron, et s'en retournent chez eux par bandes. 750 (1588). — Triste fin de leur invasion. 750 (1588).
- ALLEMAGNE**, sa faiblesse sous la maison de Souabe. 149 (929). — Guerres civiles qui la désolent. 149 (929).
- ALLIÉS** (les) contre Louis XIV; leurs projets d'invasion. 1454 et 1452 (1705) et 1453 (1706).
- ALLOBROGES**, sont attaqués par les Romains. 12 (A. J. 125).
- ALMOADIN**, sultan d'Égypte. 206 (1250). — Son traité avec Louis IX; sa mort. 208 (1251).
- ALPES**. Passage de ces montagnes par Annibal. 11 (A. J. 200). — Première colonie de Romains envoyés au-delà. — Les Romains veulent s'assurer un passage au travers de ces montagnes. 12 (A. J. 118). — Elles sont passées par Charlemagne et son armée. 118 (773). — François I^{er}, à la tête de sa belle armée, les franchit. 351 (1513).
- ALPHONSE** (fils de Louis VIII) reçoit de son père, le Poitou et l'Auvergne. 200 (1226). — Épouse Jeanne de Toulouse 202 (1235). — Il prend la croix. 205 (1248). Son frère, Louis IX, le laisse en otage aux Sarrasins 208 (1250). — Sa mort. 218 (1270).
- ALPHONSE X**, roi de Castille, provoque à la guerre Philippe III. 219 (1278). — Est dépossédé par son fils Sanche, et meurt. 220 (1278).
- ALPHONSE**, roi de Naples. Complice de nombreux assassinats, il abdique en faveur de son fils. 477 (1493).
- ALSACE**, donnée à Carloman par Pépin. 116 (764). Cédée à la France au congrès de Munster. 1011 (1648).
- ALTAMIRAN** (Français), général des Gantois, prend Dam. 349 (1584).
- ALVIANNE** (Barthélemy), général des troupes de Venise, perd la bataille d'Aguades; sa présence d'esprit. 513 (1509).
- AMALES** (famille des). 75 (594).
- AMBAUX**, chef des Eburons, marche contre César. 25 (A. J. 54). — Sa perfidie envers les Romains; il défait les légions de Cotta et de Sabinus. 26 (A. J. 54). — Enveloppe Cicéron et sa légion. 27 (A. J. 54). — Se met à la tête d'une nouvelle ligue contre les Romains. 28 (A. J. 54).
- AMBOISE** (Charles d'), est l'un des commandants de l'armée de Louis XI sur les frontières de la Bourgogne. 459 (1477).
- AMBOISE** (Louis d'), évêque d'Alby; il fait partie du tribunal qui doit juger du divorce de Louis XII avec Jeanne de France. 484 (1498).
- AMBOISE** (George, cardinal d'), est nommé membre du conseil par Louis XII; confiance que le roi lui accorde; son attachement au roi; il est élevé au cardinalat. 484 (1498). — Il est envoyé dans le Milanais; contributions qu'il lève; assure la solde des troupes. 489 (1500). — Est envoyé ambassadeur à Rome; il est nommé cardinal *à latere*; droits attachés à cette dignité; réforme qu'il opère dans les ordres religieux. 490 (1500 et 1501). — Ambassadeur de Louis XII au concile de Trente. 493 (1504). — Sert les Borgia dans l'esprit de Louis XII flatté de l'espoir d'obtenir la tiare; il est prorogé légat *à latere*. 494 (1502). — Se laisse tromper par le cardinal la Rovère, et fait retirer les troupes françaises de Rome; il est confirmé légat *à latere*. 500 (1503). —
- Sa mort; traités qui l'honorent; jugements portés sur lui; regrets du roi. 515 (1510).
- AMBOISE** (conjuraison d'), ses causes et son but. 620 (1559). — Massacre des conjurés d'Amboise. 623 (1560). — (Édit d') amnistiant les conjurés, révoqués immédiatement. 623 (1560). — (Édit d') en faveur des calvinistes; ses dispositions. 630 (1563). — Manière dont cet édit est exécuté et interprété. 632 (1563).
- AMBOISE** (Saint). Voy. SAINT.
- AMBROS** (les) sont défaits par Marius; dévouement de leurs femmes. 15 (A. J. 102).
- AMIENS**, devient la capitale des états de Clodion-le-Chevelu. 81 (528). — Est prise par les Espagnols, et reprise par Henri IV. 825 (1598).
- AMPOULE** (Miracle de la Sainte). 86 (1496).
- ANASTASE**, envoie la pourpre à Clovis. 87 (508).
- ANCRIS** (Traité d'), entre Louis XI et le duc de Bretagne. 116 (1468).
- ANDERAT** (d'), son zèle inconsidéré pour le calvinisme lui attire une sévère punition. 610 (1558).
- ANDRAGATHIUS**, général romain. 72 (581).
- ANDRINOPLE** (défaite des Romains à). 72 (581).
- ANJOU** (province d'), réunie aux états de Clovis. 87 (508). — Donnée à Thierry par son frère. 90 (535). — Est donnée par Charles Martel au maire du palais Rainfroy. 108 (724). — Donnée en apanage par Pépin à son frère Grifon. 110 (750). — Est conquise par Philippe II. 197 (1217). — Est donnée par Louis VIII à son fils Charles. 200 (1226).
- ANJOU** (Charles d'), frère de Louis IX, est fait comte d'Anjou et du Maine par Louis VIII. 200 (1226). — Épouse Béatrix de Provence. 204 (1245). — Il prend la croix. 205 (1248). — Ses désastres en Palestine, et son retour en France. 208 (1251). — Fait la conquête de Naples et de Sicile; le pape Urbain lui offre la couronne de ces royaumes; il est couronné à Rome. 214 (1266). Il bat Mainfroi. 214 (1266). — Il défait Conradin. 214 (1267). — Il le fait mourir par la main du bourreau. 214 (1268). — Son caractère sombre et dur mécontente les Siciliens et amène le massacre des Français connu sous le nom des *Vêpres siciliennes*. 221 (1282). — Il veut venger les Français; sa mort. 222 (1284).
- ANJOU** (duc d'), resté en otage pour son père, Jean II, s'échappe de Calais. 289 (1362). — Charles V, son frère, l'oppose au prince de Galles. 296 (1369). — Il témoigne son mécontentement au sujet de la procédure contre Jean de Montfort. 506 (1379). — L'affaire de Bretagne est soumise à son arbitrage. 507 (1380). — Charles V mourant lui confie la régence. 508 (1380). — Concussions dont l'opinion le déclare coupable. 510 (1380). — S'empare du trésor de Charles V; fin de sa régence. 510 (1380). — Est adopté par Jeanne de Flandre. 512 (1384). — Sa cupidité. 514 (1382). — Préparatifs de son expédition en Italie. 518 (1383). — Son expédition contre Naples. 518 (1383), et 519, (1384). — Sa mort. 519 (1384).
- ANJOU** (Louis II, duc d'), roi de Naples et de Sicile. 524 (1389). Ses partisans l'engagent à reprendre les projets de conquête de son père sur le royaume de Naples et de Sicile; il échoue comme son père. 526 (1391).
- ANJOU** (Charles d'), remplace la Trémouille à la surintendance des finances. 583 (1434). — Obtient le Mans, et le comté du Maine au mariage de sa sœur avec Henri II. 589 (1444).
- ANJOU** (Marguerite d'); son mariage avec le roi d'Angle-

- terre, avantages faits à son frère par le contrat. 589 (1444).
- ANJOU** (Marie d'). Sa conduite à l'égard de Louis XI son fils. 401 (1464).
- ANJOU** (Marguerite d'), cède ses droits à l'héritage de son père René au roi Louis XI. 447 (1480).
- ANJOU** (Jean d') confédéré contre Louis XI. 407 (1365).
- ANJOU** (duc d'), frère de Charles IX, préside le conseil en l'absence du roi. 639 (1367). — Lieutenant-général, marche contre les calvinistes dans la Lorraine; ses conseillers; différence des deux armées. 664 (1569). — Ses exploits; sa bravoure devant Jarnac. 672 (1569). — Délivre Poitiers. 674 (1569). — Était du conseil secret qui désigna le jour de la Saint-Barthélemy. 686 (1572). — Sa négligence pour tout ce qui lui déplaisait; son espoir de devenir roi de Pologne; épidémie dans son armée devant La Rochelle. 693 (1573). — Élu roi de Pologne. 696 (1573). — Succède à Charles IX, sous le nom de Henri III. Voy. **HENRI III**.
- ANJOU** (duc d'), second frère de Charles IX, précédemment duc d'Alençon. (Voy. **ALENÇON**.) Prend le titre de duc d'Anjou; son apanage. 717 (1576). — Obtient des succès avec le duc de Mayenne. 721 (1577). — S'éloigne du roi. 724 (1578). — Mis aux arrêts par Henri III. 725 (1578). — Fait des préparatifs à Alençon pour son entreprise de Flandre. 725 (1578). — Rentre en grâce avec le roi. 725 (1578). — Traite à Mons avec les confédérés, et repasse en France. 725 (1578). — Est secondé par le roi dans ses projets sur la Flandre. 727 (1580). — Presse le roi de l'aider à se rendre maître de la Flandre. 728 (1580). — Presse le roi de Navarre de commencer la guerre. 728 (1580). — Propose la paix à Henri, qui l'accepte; il part pour Fleix, où se réunissent les parties intéressées. 729 (1581). — Se prépare à une nouvelle expédition en Flandre. 729 (1581). — A la tête de dix mille calvinistes, délivre Cambray, prend l'Écluse et Cateau-Cambrésis. 729 (1581). — Couronné duc de Brabant et comte de Flandre. 750 (1582). — Son caractère. 754 (1583). — Battu, se retire à Anvers; perd la confiance des Flamands, et meurt à Château-Thierry, âgé de 30 ans. 754 (1583).
- ANGELUS** (l'), prière à la Vierge instituée par Louis XI, à l'occasion de la maladie de son frère le duc de Guienne. 424 (1472).
- ANGÈNES** (d'), évêque du Mans, tracasseries qu'il éprouve à Rome dans son ambassade. 815 (1594).
- ANGLETERRE**. Formation du royaume de ce nom. 454 (840). — Commencement de sa lutte contre la France. 479 (1460). — Descente de Philippe II dans cette île. 484 (1489). — Charles VI fait une nouvelle expédition contre ce royaume. 320 (1386). — Issue de cette expédition. 321 (1387). — Prétentions des rois d'Angleterre sur la couronne de France. 355 (1415). — Ses embarras sous le jeune Édouard VI; ses vues d'agrandissement sur l'Écosse. 588 (1530). — Tentatives de descente et de bombardement sur plusieurs villes de France; résultats. 4137 (1695). — Alliance et traité avec l'Espagne. 1448 (1704). — Guerre contre les Bostoniens; ses motifs et ses suites. 4274 à 4280 (1777 à 1779). — Traité de paix avec la France, la Hollande, l'Espagne et les États-Unis. 4294 (1783).
- ANGLOIS**; font une descente en France et sont repoussés. 518 (1383). — Leur lutte contre les Américains. 4275 (1777).
- ANGERS** (ville d'), le massacre des calvinistes y est horrible. 690 (1572).
- ANGLAIS** (les). 64 (287). — Envahissent les deux Germanies et la Belgique. 77 (406).
- ANCOULÈME**, est prise et assiégée par Jean II. 262 (1345).
- ANCOULÈME** (Charles, duc d'), se ligue avec d'autres seigneurs pour faire donner la tutelle de Charles VIII au duc d'Orléans. 455 (1485). — Demande grâce et l'obtient. Il épouse Louise de Savoie, et devient le père de François I. 463 (1487).
- ANCOULÈME** (la comtesse d'), est appelée en témoignage dans le procès fait au maréchal de Rohan-Gié. Causes de son animosité contre ce maréchal. 504 (1504).
- ANCOULÈME** (Charles de Valois, comte d'Auvergne, duc d') est d'une cabale contre Henri IV. 838 (1601).
- ANCOULÈME** (Henri, grand prieur de France, duc d'), était du conseil secret qui désigna le jour de la Saint-Barthélemy. 686 (1572). — Ses atrocités sur le cadavre de Coligni. 687 (1572).
- ANNE**, femme de Henri I^{er}, épouse Raoul, comte de Crépy et de Valois. 465 (1060).
- ANNE DE FRANCE**, nommée par Louis XI tutrice de Charles VIII, son frère, se met en possession de l'autorité; son portrait. 454 (1485). — Tutrice de Charles VIII, gagne l'estime des grands, diminue les impôts, renvoie les régiments suisses, rend la liberté aux détenus politiques, punit les malversateurs sous le règne précédent, enrichit le trésor, confirme les magistrats dans leurs charges, et reçoit leur serment. 455 (1485). — Renouvelle les alliances de la France, gagne les seigneurs, réprime les désordres désignés par les états-généraux; le conseil lui est dévoué. 458 (1484). — Ses rivalités avec le duc d'Orléans. Opinion de Brantôme. 458 (1484). — Événement un complot qui tendait à s'emparer du roi; sa colère contre le duc d'Orléans; elle emmène le roi à Montargis. 459 (1485). — Mesures qu'elle prend contre le duc d'Orléans et le comte Dunois; elle conduit le roi à Évreux; force le duc d'Orléans à se réconcilier avec la cour. 459 (1485). — Déjoue une nouvelle ligue formée contre son autorité; elle amène le duc d'Orléans à traiter. Exil de Dunois. 460 (1485). — Événement une conspiration ourdie par Dunois contre son autorité, et la déjoue; par quels moyens. 462 (1487). — Traite avec les seigneurs bretons; stipulation de ce traité; siège de Nantes; levée de ce siège; rupture du traité fait avec les Bretons. 465 (1487). — Fait tenir un lit de justice. Les ducs d'Orléans et de Bretagne, et le comte de Flandre sont *criés* à la table de marbre, et ajournés à deux mois. 465 (1488). — Perd son autorité sur le roi. Lettre qu'elle lui écrit. Le roi a toujours recours à ses conseils. 469 (1491). — Est nommée gouvernante de France, au départ de Charles VIII pour Naples. 475 (1494).
- ANNE DE BRETAGNE**, héritière de ce duché: le sire d'Albret prétend à sa main. 464 (1487). — Périls que court cette jeune princesse. 467 (1490). — Elle épouse, par procuration, Maximilien; cérémonie bizarre de ce mariage. 468 (1491). — Elle refuse d'épouser le roi Charles VIII; tentatives auprès d'elle pour arriver à ce but; elle l'épouse; clauses du contrat de mariage. 470 (1491). — Égards que lui témoigne Louis XII; promesse qu'elle lui fait en partant pour la Bretagne. 484 (1498). — Veuve de Charles VII; épouse Louis XII; stipulation de son contrat concernant la Bretagne; fêtes à Paris. 486 (1499). — Soins qu'elle donne à Louis XII pendant sa maladie; ses dispositions dans le cas de la

mort du roi ; sa colère contre le maréchal de Rohan-Glié ; procès de ce dernier. 503 (1504). — Sa mort ; son caractère ; institution de l'ordre de la Cordelière. 525 (1514).

ANNE D'AUTRICHE est persécutée par Richelieu. 960 et 961 (1657). — Déclarée régente et tutrice de ses enfants, sans restriction. 984 (1643). — Beaux jours de la régence. 990 (1644). — Soupçons injurieux à son honneur. 994 (1648). — Irrite la fureur du peuple, au lieu de la calmer. 1003 (1648). — Consent à rendre la liberté aux conseillers Broussel et Blancmesnil. 1005, (1648). — Quitte Paris et emmène le roi à Ruel. 1007 (1648). — Sa rentrée à Paris avec la cour ; acclamations du peuple. 1012 (1648). — Fait investir Paris par des troupes, dans le but de l'affamer. 1014 (1648). — Quitte de nouveau Paris, et enlève le roi et son frère, qu'elle transporte à Saint-Germain. 1014 (1648). — Part pour Bordeaux avec le roi, afin d'apaiser la révolte de la Guyenne. 1034 (1650). — Sa querelle avec le duc d'Orléans, à l'occasion de Gondî. 1039 (1651). — Veut quitter Paris avec le roi ; Gondî l'en empêche. 1041 (1651). — Se laisse arracher l'ordre de ne jamais rappeler Mazarin. 1041 (1651). — Se décide à tout risquer ; se dispose à appeler des troupes et à se cantonner dans le Palais-Royal. 1041 (1651). — Sa réponse fière au duc d'Orléans, qui se plaignait de quelques actes faits sans sa participation. 1044 (1651). — Sa conduite très-adroite à l'égard des princes et du coadjuteur. 1044 (1651). — Son entrevue avec le coadjuteur de Paris, et leurs conventions. 1046 (1651). — Ne se laisse pas prendre aux ruses du coadjuteur. 1051 (1651). — Annonce le projet de rappeler Mazarin. 1052 (1651). — Fait enregistrer l'arrêt qui déclare le prince de Condé coupable de lèse-majesté. 1052 (1651). — Mécontente du coadjuteur, écrit à Rome, pour qu'on dispose en faveur d'un autre prélat du chapeau de cardinal. 1056 (1652). — Sa mort ; notes sur sa vie. 1092 (1667).

ANONCIADÉS (religieuses des), ordre monastique de femmes créé par Jeanne de France, à Bourges, après son divorce. 485 (1499).

ARQUETIL (Laurent) commande, pour Henri IV, au siège de Rouen, les barques pour la sûreté de la rivière. 795, (1592).

AROUSSEMENT (l'), commence sous Philippe-le-Hardi. 222 (1285).

ARTÉMIUS élu empereur. 84 (467).

ASTIOCHE tombe au pouvoir des croisés. 167 (1099).

ASTOINE (Marc) s'oppose au décret de désarmement porté contre César. 40 (A. J. 44). — Battu par les troupes des consuls et d'Octave, se réfugie dans les Gaules, auprès de Lépide. 42 (A. J. 44).

ASTONIS-LE-PIEUX. Sa sollicitude pour les Gaules. 54, (79).

ASTONIS ; fondation de cet ordre. 168 (1099).

ASTOINE (le prince), dit le Grand-Bâiard-de-Bourgogne, est fait prisonnier à Nancy ; Louis XI le rachète douze mille écus. 439 (1477).

ATANAGES. Loi de Philippe IV sur ces donations. 237 (1344).

ATTEL comme d'abus (l') devient une partie essentielle de notre jurisprudence. 254 (1315).

ATRE (l'empereur). 60 (202).

AQUITAINE. 4 (A. J. 600).

AQUITAINE. Sa composition sous Clovis, qui la réunit à ces états. 87 (507). — Est en partie sous le joug des Visi-

gots. 89 (512). — Les Visigoths en sont chassés. 90. (533). — Érigée en duché héréditaire par Dagobert I^{er}, 102 (634). — Ravagée par Pépin. 115 (761). — Tombe au pouvoir de Pépin, par la mort de Gaifre. 116 (765). — Louis-le-Débonnaire la donne à son fils Pépin 128 (818). — Louis-le-Débonnaire la donne à Charles-le-Chauve, au détriment de Pépin, fils aîné de Pépin, 135 (841). — Se soulève presque entièrement en faveur du jeune Pépin. 135 (841). — Son mécontentement est apaisé par Charles-le-Chauve, qui lui donne un de ses fils pour roi. 138 (853). — Échoit en partage au roi Carloman. 144 (880). — Apportée en dot à Louis VII. 174 (1137). — Éléonore la cède à son fils Richard. 179 (1169).

AQUITAINE (seconde), concédée à Vallia, roi des Goths. 50 (69). — Cédée aux Barbares par Constantin. 79 (111).

AQUITAINE (ducs d'), leur domination. 136 (987).

ARAGON. Le pape l'offre à Charles de Valois, fils de Philippe III. 222 (1285).

ARBOGAST, aide Théodore à repousser les Barbares, 72 (581). — Sa puissance. 74 (587). — Bat Théodose ; il est battu par lui le lendemain ; il se tue. 75 (594).

ARBOUVILLE (Jeannot), est envoyé à Pise pour sommer cette ville de se rendre. 489 (1500).

ARC (d'). Voy. JEANNE.

ARCADE, empereur d'Orient. 76 (593).

ARCHIDUC (l') d'Autriche prend Ypres et Saint-Venant, et fait lever le siège de Cambrai. 1024 (1649).

ARDENTS (mal des). 162 (1039).

ARIANISME favorisé par Constance. 69 (361). — Ses progrès. 69 (361).

ARIOVISTE, roi des Suèves, appelé dans la Gaule par les Arvernes, ruine la puissance des Éduens. 20 (A. J. 58). — Sa réponse aux sommations de César. 20 (A. J. 58). — Il est défait par lui. *ib.* (A. J. 58).

ARIUS et sa doctrine condamnés par le concile général de Nicée. 66 (325).

ARLES (concile d'). 70 (361). — Constantin transporte le siège impérial en cette ville. 78 (407). — Réunie à la domination des Francs. 91 (548).

ARMOUCUES (d') avertit François I^{er} du complot de Bourbon et de Charles-Quint. 544 (1524).

ARMAGNACS. Le parti des Armagnacs ou Orléanais ; leurs excès. 545 et 546 (1410).

ARMAGNACS (les) rentrent à la cour, après la fuite de Jean-Sans-Peur. 352 (1412). — Ils lèvent des hommes dans Paris. 353 (1413). — Leur tyrannie dans la capitale. 353 (1413). — Ils font la guerre aux Bourguignons. 358 (1416).

ARMAGNAC (le comte Jean III), commande les Français dans le Milanais. 326 (1391). — Il est battu et fait prisonnier par Galéas, duc de Milan ; il meurt des suites de sa blessure ; ses troupes se dispersent. 326 (1391).

ARMAGNAC (le comte d') est chargé dans l'esprit des Parisiens de tout l'odieux des actes de son parti. 333 (1413). — Il devient connétable, ses rigueurs, sa sévérité. 337, (1416). — Ses cruautés, son arrestation, son supplice. 361 et 362 (1418).

ARMAGNAC (le comte d'), fils du connétable, amène des secours à Charles VII. 369 (1424). — Son procès pour inceste et bigamie ; il s'enfuit hors du royaume ; ses biens sont confisqués. 396 (1456). — Sa réhabilitation. 401, (1461). — Fait partie de la confédération contre Louis XI. 407 (1465). — Menacé par Louis XI ; se sauve en Espagne ; il est mis en jugement, et condamné

- comme coupable de lèse-majesté ; ses biens sont confisqués. 420 (1469). — Assiégé dans Lectoure ; son assassinat, celui de sa femme ; captivité horrible de son frère. 426 (1473). — Est jugé par le parlement et condamné à mort ; ses biens sont confisqués ; son exécution ; cruauté du roi envers ses enfants et ses parents. 443 (1477).
- ARMINIUS** (Hermann), conduit les Germains contre Varus. 45 (8).
- ARMOIRIES**. Deviennent communes lors de la première croisade. 167 (1099).
- ARMORIQUE**. Se soulève contre les Romains et retombe sous le joug. 22 (A. J. 37). — Soumise par le jeune Crassus. 22 (A. J. 37). — Occupée par des Bretons et des Saxons, prend le nom de Bretagne. 84 (467).
- ARMORIQUES** (les deux) se déclarent indépendantes. 79 (411). — Battaient les Vandales. 79 (413).
- ARNOULD** est mis en possession des états de Charles-le-Gros en Germanie. 146 (888). — Donne à Charles VII des troupes pour rentrer dans son royaume, 446 (895).
- ARRAS** (Paix d'), entre le duc de Bourgogne et les Armagnacs. 554 (1444). — Traité désastreux qui y est conclu. 554 (1444). — Préliminaires ; conventions qui y sont arrêtées entre le roi de France et le duc de Bretagne. 584 (1455).
- ARRAS** (ville d'), veut résister à Louis XI ; cruautés de ce roi envers ses habitants ; fidélité qu'ils déploient pour leur souverain ; Louis XI ne peut réussir à changer le nom de cette ville. 444 (1477). — Prise glorieuse de cette ville par les Français. 967 (1640).
- ARQUES** (combat d'). Victoire de Henri IV. 774 (1589).
- ARS** (le chevalier d). Sa défense dans Venouse ; sa belle retraite d'Italie ; réception que lui fait le roi ; il obtient de lui la rentrée en France des capitulants de Gaète. 505 (1504).
- ARTÉSIEUS**. Leur condescendance pour Philippe V. 244 (1519).
- ARTEVELLE** (Jacques d'). Les Flamands chassent leur duc à son instigation ; sa puissance. 256 (1554). — Il s'engage à ouvrir la Flandre à Édouard III. 257 (1540). — Ses efforts pour secourir Édouard III. 261 (1545). — Est mis à mort par le peuple. 262 (1545).
- ARTEVELLE** (Philippe d'). Pierre Dubois le met à la tête de l'insurrection des Flamands. 515 (1582). — Son allocation aux Gantois ; il prend Bruges et chasse le comte de Flandre. 515 (1582). — Sa mort. 516 (1582).
- ARTOIS**. Est réuni à la couronne par Philippe II. 197 (1217). — Est donné par Louis VIII à son fils Robert. 200 (1224). — Discussion au sujet de ce comté, entre Robert III et Mahaud. 242 (1516).
- ARTOIS** (le comte d'). Son mariage avec la princesse de Savoie. 1270 (1772).
- ARTUR** ou **ARTUS** (le prince de), fils de Geoffroy, duc de Bretagne. 187 (1493). — Combat contre Jean-sans-Terre pour la couronne d'Angleterre, que celui-ci lui a enlevée ; Jean-sans-Terre l'assassine. 189 (1205).
- AUVERNES** (Auvergnats). Les Romains suscitent contre eux les Eduens. 12 (A. J. 425). — Sont battus par les Romains. (A. J. 425). — Appellent Arioviste, roi des Suèves, à leur secours contre les Eduens. 26 (A. J. 54).
- ASCARIC**, roi franc, livré aux bêtes. 65 (1306).
- ASILE** (droit d') dans les églises, conservé ou accordé par Clovis. 88 (508).
- ASSASSINS** (tribu de ce nom). 209 (1254).
- ASSEMBLÉE** (à Paris) pour terminer le schisme papal ; ses décisions. 554 (1598).
- ASTOLPHE**, roi des Lombards ; ses prétentions sur Rome. 415 (752). — Sa guerre contre Pépin ; sa mort. 114 (752).
- ASTRONOMIE**. Système sur cette science, du temps de Charlemagne. 125 (789).
- ATAULPHE**, élu roi par les soldats d'Alaric. 79 (409). — Son amour pour Placidie ; il fait prisonnier Jovin. 79 (411). — Echoue devant Marseille, s'empare de Narbonne, fonde un établissement en Espagne, et meurt assassiné. 80 (415).
- ATHANASE**. Voy. SAINT.
- ATTALE**, martyr, est victime de la fureur du peuple de Lyon. 55 (177).
- ATTALE**, est imposé pour empereur aux Romains. 78 (489). Dépouillé de la pourpre par Alaric. 78 (410).
- ATTILA**, empereur qu'Alaric impose à Rome. Il est dépouillé de la pourpre par Honorius. 78 (409).
- ATTILA**. Ses ravages, et sa défaite dans les plaines Catalaniques. 82 (451). — Sa marche contre Rome et sa mort. 82 (451).
- ATUATIQUES** (V. Namur), sont forcés de se rendre à César. 22 (A. J. 57).
- AUBIGNY** (Robert Stuart d') bat Gonzalve et Ferdinand, roi de Naples. 481 (1497). — Commande en chef, la noblesse française, à la conquête du royaume de Naples ; il traite avec le roi de Naples. 491 (1501). — Passe en Calabre ; intérêts personnels qui l'engagent à y rester avec ses troupes ; il est battu par les Espagnols à Seminara ; il s'enferme dans Angirola et se rend. 498 (1503).
- AUBIGNY** (d'), conseille à Henri IV de ne pas se retirer de la Loire. 772 (1539).
- AUBRI** (curé de Saint-André-des-Arts), prêche contre le pape. 786 (1594).
- AUBRIOT** (Hugues), prévôt de Paris ; ses travaux pour la capitale ; l'université le fait condamner. 543 (1581).
- AUDOVERRE**, épouse de Chilpéric, étranglée par l'ordre de Frédégonde. 95 (580).
- AUDELAT** (d') se jette dans Orléans après l'affaire de Dreux. 648 (1565). — Meurt au moment où Coligni avait le plus besoin de ce frère chéri ; mérite d'Audelat. 672 (1469).
- AUDIBERT**, vicomte de Périgord, assiège Tours ; sa réponse à Hugues Capet. 457 (988).
- AUGUSTE** ; son séjour dans la Gaule y apaise le mécontentement ; il donne son nom à diverses villes de ces contrées. 44 (A. J. 18).
- AUGUSTE** I^{er}, roi de Pologne ; sa mort. 1207 (1735).
- AUMALE** (Claude, duc d'), est fait prisonnier par Brandebourg. 596 (1552). — Devait s'opposer à l'entrée, en France, du duc des Deux-Points. 674 (1569). — Tué au siège de La Rochelle. 695 (1573).
- AUMALE** (le duc d'), est battu par les ligueurs au siège de Senlis. 769 (1589). — Livre la Picardie aux Espagnols ; son procès par le parlement. 821 (1595).
- AUMALE** (le chevalier d'), échoue dans une surprise sur Saint-Denis ; il y est tué. 787 (1591).
- AUMALE** (combat d'), ses détails ; Henri IV y est blessé. 796 (1592).
- AUMONT** (le duc d'), est nommé, par Henri IV, au commandement d'un corps de troupes, pour défendre la Champagne. 775 (1589). — Soutient avec succès la guerre en Bretagne, contre les Espagnols. 817 (1594). — Sa mort ; son éloge. 821 (1595).
- AUMONT** (d') est fait maréchal de France. 1058 (1650).--

S'approche imprudemment d'Ostende; foudroyé par l'artillerie, il est obligé de se rendre. 1078 (1658).
AUSÉLIEN (l'empereur). 57 (251) et 58 (267).
AUSONE (le poète), nommé consul par Gratien. 72 (381).
AUSTRASIE, est donnée à Thierry par Clovis. 89 (512). — Troubles qui l'agitent sous Brunehaut. 94 (575). — Refuse de reconnaître Thierry III, et prend Pépin de Héristal pour duc. 106 (684). — Donnée en partage à Charlemagne par Pépin. 116 (768).
AUSTRAISIENS, placés sous le sceptre de Clotaire, continuent à être gouvernés par leurs lois. 100 (614).
AUSTREMOINE, vient prêcher la foi à Clermont, sous le règne de Déce, 57 (236).
AUTRICHE (Marguerite d'); traité de Cambrai; ses stipulations. 512 (1509).
AUTRICHE; guerre contre la Turquie. 1211 et 1212 (1740).
AUVERGNE; tombe au pouvoir des Goths. 84 (467). — Est conquise par Philippe II. 197 (1217). — Est donnée par Louis VIII à son fils Alphonse. 200 (1226).
AUTUN, embelli par Constantin. 65 (311).
AUVERGNE (comte d') est arrêté; son impassibilité. 842, (1602). — Surprend la bonne foi de Henri, pendant une maladie aiguë que le roi essuie. 855 (1604). — N'ose pas se rendre auprès de Henri IV; sa vie errante; son chagrin; ruse par laquelle on le prend. 857 (1604). — Son interrogatoire à la Bastille; sa condamnation. 857 et 858 (1605). — Est tiré de la Bastille et opposé aux rebelles, après l'arrestation de Condé. 890 (1616).
AUVERGNE (les grands jours d'), tribunal devant lequel devaient comparaître les vassaux de l'enclave de la province. 447 (1480).
AUXERRE (Assemblée d'). 250 (1328).
AVENELLES (avocat). ami de la Renaudie; le trahit et fait connaître la conjuration aux Guise. 621 (1560).
AVIGNON (la ville d') fait une réception magnifique à Charles VI. 525 (1389). — Louis XIV s'en empare. 1039 (1664).
AVITUS, proclamé empereur. 85 (455). — Battu par Ricimer; résigne la pourpre. 85 (455).
AZINCOURT (bataille d'). 556 et 557 (1415).
ÆGA, maire du palais de Clovis II. 104 (641).
ÆGIDIUS, élu roi des Francs. 83 (457). — Défaite que lui fait essuyer Childéric; sa mort. 84 (465).
ÆLIANUS, officier romain. 60 (286).
ÆTIUS. Son caractère. 81 (425). — Bat à plusieurs reprises les Francs et Clodion-le-Chevelu. 81 (428). — Marche avec les alliés contre Attila et le défait. 82 (431).

B

BACAUDS (paysans), leur insurrection générale dans les Gaules sous Dioclétien. 60 (286). — Sont dissipés et massacrés. 60 (286).
BAJAZET, empereur de Constantinople, envahit la Hongrie. 533 (1386).
BAJAZET II, fait offrir à Louis XI toutes les reliques de son royaume, s'il veut retenir en France son frère Zizim. 432 (1483).

BALBINUS, élu empereur d'Afrique. 56 (236).
BALBINS, commandant pour le roi de Navarre au château de Lectoure, poignarde l'amant de sa sœur. 722 (1577).
BALTHES (famille des). 75 (592).
BALUX (la). Notice sur lui; origine de sa fortune; sa nomination à l'évêché d'Evreux; son portrait par le continuateur de Villaret. 413 (1466). — Obtient du pape le chapeau de cardinal. 413 (1466). — Sa duplicité à l'égard de Louis XI; sa correspondance surprise; sa condamnation; il est enfermé dans une cage de fer. 418 (1469). — Est remis au pape, sur la demande du légat. 448 (1480).
BAR (Jean de), nécromancien, est brûlé vivant par les ordres du duc d'Orléans. 335 (1598).
BAR (le marquis de Pont, duc de), épouse Marguerite, sœur de Henri IV. 828 (1599).
BARAULT (sieur de), ministre de France en Espagne. 853 (1604).
BARBATION, défait par les Germains. 63 (365).
BARBASAN, bat les Anglais à la Croisette. 580 (1451).
BARBEROUSSE (Hariaidan), ravage les côtes d'Espagne après le siège de Nice. 575 (1544).
BARCELONNE, capitale de l'établissement d'Aitalphe, en Espagne. 80 (420). — Origine des comtes de cette ville. 119 (804). — Son insurrection; la Catalogne veut se donner à Louis XIII. 968 (1644). — Est reprise par les Espagnols. 1071 (1655).
BARJOLS. Exces des calvinistes de cette ville. 636 (1562).
BARONS, troupe de braves qui entouraient les rois en temps de guerre. 105 (638).
BARTHE (Paul de la). Voy. **THERMES**.
BARRI (Du), la plus dissolue des maîtresses de Louis XV. M. de Choiseul la fait connaître à ce roi; sa haute faveur; intelligences du ministre avec elle; le roi veut qu'elle ait à la cour une place distinguée auprès des princesses. 1259 (1764 à 1770).
BARRICADES élevées par le peuple dans Paris. 756 (1575).
BARRIERE (Pierre) tente d'assassiner Henri IV; son exécution. 811 (1595).
BASINE épouse Childéric, 85 (476) — Ses vertus, 80, (482).
BASSOMPIERRE, rival d'amour d'Henri IV, auprès de mademoiselle de Montmorency. 865 (1689). — Il excite la jalousie de Luynes, qui l'éloigne de Louis XIII en l'envoyant en ambassade en Espagne. 910 (1621). Services qu'il y rend à la France. 911 (1621).
BASTILLE. Elie Marcel, prévôt des marchands, la commence. 280 (1538). — Elle est agrandie par Charles V. 302 (1575). — Elle est prise par les Frondeurs. 1016 (1649). — Lalouvière, fils de Broussel, conseiller au parlement, en est nommé gouverneur par la Fronde. 1017 (1649).
BATAVES. Civilis les soulève contre les Romains. 49 (69).
BATHILDE, épouse de Clovis II. 104 (655). — Embarras que lui suscite Ébroin; elle se retire à l'abbaye de Chelles. 105 (668).
BATTORI (Étienne), prince de Transylvanie, obtient la couronne de Pologne. 744 (1555).
BAUDOIN, l'un des chefs de la première croisade. 166 (1095). — Est élu empereur de Constantinople par les Croisés. 191 (1204). — Perd cette ville. 191 (1204). — Sa mort. 191 (1206).
BAUDOIN V, comte de Flandre, est appelé à la régence par Henri I^{er}. 165 (1060). — Opposition qu'il rencontre dans la régence; son adresse. 165 (1060). — Secours

- qu'il donne à Guillaume-le-Conquérant lors de son expédition sur l'Angleterre, 464 (1067).
- BAUDON**, il aide Théodose à repousser les Barbares. 72 (379).
- BAUDRICOURT** (seigneur de). A force d'instances, envoie la Pucelle d'Orléans à Charles VII. 576 (1429).
- BAULNES** (Jacques de), seigneur de Semblançay, surintendant des finances, sous François I^{er}; son procès, son exécution. 558 et 559 (1522).
- BAVALAN**. Sa générosité, son courage en faveur du comte Clisson. 512 (1581).
- BAVIÈRE**, divisée en plusieurs comtés non héréditaires par Charlemagne. 424 (788). — Louis-le-Débonnaire la donne à son fils Louis-le-Germanique. 428 (847).
- BAYARD** (chevalier de); ses combats singuliers en Italie. 497 (1502). — Arrête seul une colonne espagnole, sur un pont fort étroit. 502 (1505). — Se dévoue pour prendre le commandement des milices. 515 (1509). — Manque de prendre le pape dans une embuscade. 517 (1511). — Protège la retraite d'Italie. 519. (1515). — Sauve l'armée à la journée des Éperons; il est fait prisonnier. 522 (1515). — Se distingue au passage des Alpes. 531 (1515). — Arme François I^{er} chevalier, après la bataille de Marignan. 555 (1517). — Blessé au port de la Siens; son allocution à Bourbon; sa mort; son éloge; est appelé chevalier sans peur et sans reproche. 545 et 546 (1524).
- BÉARN** (le comte de) montre des dispositions à se soulever contre le roi. 462 (1487).
- BEAUFORT** (duc de), confident d'Anne d'Autriche; elle lui confie ses fils. 985 (1645) et 984 (1645). — Est arrêté et conduit à Vincennes. 990 (1645). — Appelé par le peuple le roi des halles. 1016 (1649). — Accusé d'avoir tenté de faire assassiner le prince de Condé. 1028 (1649). — Est toujours l'idole du peuple; un de ses gentilhommes est tué dans son carrosse. 1039 (1651). — Est nommé gouverneur de Paris par les princes. 1066 (1652).
- BEAUFORT** (le duc de), obtient la survivance de l'amiralat; se distingue dans diverses expéditions maritimes. 1175 (1655). — Est chargé de purger la Méditerranée des corsaires d'Alger; les bat; s'empare de Gigéri. 1091 (1659). — Conduit des secours aux Vénitiens; est tué sur la brèche de la Canée. 1091 (1666).
- BEAUGÉ** (bataille de). 567 (1421).
- BEAUGENCY** (la ville de) se rend aux Français. 577 (1429). — Horreurs qu'y commettent les calvinistes sous la conduite de Condé. 642 (1562).
- BEAUJEU** (le sire de) donne un démenti à Maximilien et à tous ceux qui l'ont imité. 461 (1486). — Est nommé gouverneur de la Guienne. 465 (1487).
- BEAULIEU**, chef des armateurs de Saint-Malo; courage avec lequel il détruit les vaisseaux turcs, sous les murs de Tunis. 863 (1609).
- BIAUMONT** (les comtes de) amènent des secours à Charles VII. 569 (1425).
- BEAUMONT** (Hugues de) commande les Français au service de Florence; siège de Pise; désertion de ses troupes; levée du siège. 489 (1500).
- BEAUMONT** (baron des Adrets), capitaine calviniste; sa férocité. 650 (1565).
- BEAUMONT**, archevêque de Paris, ressuscite les discordes religieuses; abus d'autorité; conséquences fâcheuses. 1252 et 1255 (1755). — Son exil. 1254 (1755).
- BEAUVAIS** (ville de), relevée à Ægidius par Childéric. 84 (465). — Ses habitants résistent à l'armée du duc de Bourgogne; renom acquis à cette occasion par les femmes et filles de la ville; procession instituée par le roi en leur honneur. 425 (1472).
- BEAUVILLIERS** (Marie de), maîtresse de Henri IV. 783 (1590).
- BECKET** (Thomas, archevêque de Cantorbéry), encourt la disgrâce d'Henri, et se retire en France; le légat du pape les réconcilie; il exaspère de nouveau Henri; il est assassiné dans l'Église. 480 (1174).
- BECKFORT** (le duc de) fait reconnaître Henri VI dans les villes en son pouvoir; sa politique pour s'attacher le duc de Bretagne; victoire de Cravant; ses succès. 569 (1422). — Gagne la bataille de Verneuil; détails. 569 (1424). — Ses inquiétudes au sujet des secours fournis au duc de Brabant; il ne peut profiter de la bataille de Verneuil; il part pour l'Angleterre, 370 (1425). — Son séjour en Angleterre; ses efforts pour amener une réconciliation entre son frère et le duc de Bourgogne; son retour en France. 372 (1426). — Force le duc de Bretagne à signer le traité de Troyes; il rend la liberté au duc d'Alençon. 575 (1427). — Se décide à passer la Loire. Siège d'Orléans. Journée des harengs. 375 (1429). — Refuse de livrer Orléans au duc de Bourgogne. Mot de lui devenu proverbe. 575 (1429). — Envoie des secours à Talbot. 377 (1429). — Ses attentions pour ramener le duc de Bourgogne; il le nomme lieutenant-général du royaume. 379 (1430). — Fait chanter un *Te Deum* pour la prise de la Pucelle; ses affaires prospèrent. Conspiration dans Paris; ses rigueurs; haine qu'il inspire par ses cruautés. 380 (1431). — Fait faire le procès à la Pucelle d'Orléans. 580 (1431). — Lettre de lui sur la Pucelle d'Orléans. 582 (1431). — Couronnement de Henri VI à Paris. Pâtre inspiré. 382 (1431). — Rejette dédaigneusement les propositions de Charles VII. 585 (1432). — Motifs de la froideur qui s'établit entre le duc de Bretagne et lui. 585 (1434). — Sa mort. 585 (1435).
- BELGES**. 4 (A. J. 600). — Marchent contre César. 20 (A. J. 57). — Leur armée est forte de deux cent soixante mille hommes; ils sont taillés en pièces par César. 24 (A. J. 57).
- BELGIQUE**. Est envahie par les Barbares. 77 (406). — Cédée aux Barbares par Constantin. 79 (415).
- BELGIQUE** (seconde). Appartenait à Mérovée à sa mort. 83 (457).
- BELIN** (gouverneur de Paris), tente d'enlever Henri IV à Mantes. 787 (1591). — Est forcé de se démettre du commandement de Paris. 814 (1595).
- BELLEGARDE** (le maréchal de) se conduit en souverain dans le marquisat de Saluces. 727 (1580).
- BELLE-ISLE**, employé dans la guerre contre l'Autriche. 1216 (1742) et 1217 (1742). — Il chasse les Autrichiens de la Provence. 1226, et 1227 (1746). — Son intervention en faveur de Gènes contre les Autrichiens et les Piémontais. 1228 (1747).
- BELLE-ISLE** (les frères); notes sur leur valeur. 1209 (1754).
- BELLOVAQUES**. Leur lutte contre les Romains, et leur ruine. 56 et 57 (A. J. 51). — César les repoit à composition. 57 (A. J. 51).
- BELLOVÈSE** (expédition de). 6 (A. J. 600).
- BÈME**, meurtrier de Coligni. Allocution que lui fait l'amiral. 687 (1572).
- BENOTT XI**, pape, réconcilie Philippe-le-Bel avec le saint-siège. 251 (1505).
- BENOIT XIII** ne veut point dépouiller la papauté. 554 (1598).

- BERTVOGLIO** (les) traitent par crainte de leur principauté de Bologne avec César Borgia. 490 (1500).
- BERNARD**, fils de Pépin, reçoit de Charlemagne la couronne d'Italie. 426 (843).
- BERNARD**, comte de Barcelone, sert de prétexte à la révolte des fils de Louis-le-Débonnaire. 429 (830). — Revient à la cour. 430 (832). — Est au nombre des ennemis de l'empereur; il est dégradé de ses honneurs. 434 (835).
- BERRY** (Brulart de Puisieux, comte de). Sa femme s'emploie odieusement à gagner à Henri IV la princesse de Condé. 865 (1709).
- BERRI** (le) tombe au pouvoir des Goths. 84 (467).
- BERRI** (duc de), prend place au conseil pendant la minorité de Charles VI. 309 (1580). — Ses retards font manquer l'expédition projetée contre l'Angleterre. 324 (1587). — Sa vie efféminée en Languedoc; ses exactions; sa tyrannie. 325 (1589). — Il s'empare du gouvernement avec le duc de Bourgogne, après la folie de Charles VI. 329 (1592).
- BERRI** (le duc de), se fait enlever par les confédérés, contre Louis XI, et se met à leur tête; écrit qui paraît sous son nom. 407 (1465). — Il est salué roi par les Bourguignons, après la bataille de Montlhéry; mot de lui à la vue des blessés. 409 (1465). — Il est dépoillé du gouvernement de la Normandie, moyennant une pension de 60,000 livres. 445 (1468). — Il accepte le duché de Guienne; son entrevue avec le roi; précautions prises à ce sujet; serment qu'il lui prête; il renonce à la main de Marie de Bourgogne. 449 (1469).
- BERRI** (le duc de) (depuis Louis XVI), sa naissance. 4233 (1753).
- BERRUTES** (Bituriges), attaqués et accablés par César. 56 (A. J. 54).
- BERTHE** (au grand pied), femme de Pépin-le-Bref, sacrée avec lui. 445 (752). — Son caractère. 446 (768). — Fait divorcer Charlemagne avec Himiltrude, et lui fait épouser Hermengarde. 447 (774).
- BERTHE**, fille de Conrad de Bourgogne, épouse le roi Robert; elle est excommuniée. 458 (996).
- BERTHE**, fille de Robert, épouse Philippe I^{er}. 464 (1067). — Ce prince la répudie. 465 (1087).
- BERTHOUD**, duc des Sayons, se révolte contre Clotaire. 404 (623). — Est défait et tué. 404 (623).
- BERTRADE**, épouse de Fouques-le-Réchin, est enlevée par Philippe I^{er}, qui l'épouse. 465 (1089). — Est excommuniée, ainsi que lui. 466 (1095). — Sa haine contre Louis VI. 469 (1104). — Elle se raccommode avec lui; son excommunication est levée. *Ibid.* (1104). — Sa mort. 470 (1109).
- BERTRAND**, nommé duc d'Aquitaine par son oncle Dagobert I^{er}. 402 (657).
- BERWICK** passe le fleuve du Rhin et s'empare de plusieurs villes; sa mort. 4209 (1734).
- BESANÇON**. Exil de divers membres du parlement de Besançon; leur rappel. 4265 (1763) et 4264 (1774).
- BÉTHUNE** (la ville de) reste à la France. 234 (1505).
- BÉTHUNE**. Son habile négociation auprès du duc d'Épernon. Seul d'abord, puis de concert avec Richelieu, Béthune obtient une conciliation. 904 (1649).
- BÉTISAC**, ministre du duc d'Anjou en Languedoc, est puni de mort, malgré son maître. Ruse infâme qu'on emploie dans son procès. 525 (1589).
- BEVL** (Jacqueline de) remplace Henriette d'Entragues dans les bonnes grâces de Henri IV, et le rend plus heureux. 859 (1605).
- BÈZE**, ministre de Genève, parcourt l'Allemagne, harangue les peuples; à sa voix, il se forme une espèce de croisade, on prend les armes de tous côtés. 742 (1586).
- BÉZIERS** (concile de) 70 (367).
- BIBLIOTHÈQUE ROYALE**; son origine. 309 (1580).
- BICÈTRE** (traité de); clauses de ce traité, entre les Armagnacs et les Bourguignons. 346 (1441).
- BIEN PUBLIC** (guerre du); motif qui la fit appeler ainsi. 407 (1463). — Négociations devant Paris; causes qui les font traîner en longueur. 409 (1465).
- BIÈS** (maréchal de), bloque Boulogne, construit un port au sujet duquel il fut condamné à mort sous le règne suivant. 580 (1546).
- BIGORRE** (le comte de) montre des dispositions à se soulever contre Charles VIII. 462 (1487).
- BIRAGUE** (Réné de), garde-des-sceaux, était du conseil secret qui désigna le jour de la Saint-Barthélemy. 686 (1572).
- BIRON** est envoyé contre La Rochelle. 693 (1572). — Est nommé gouverneur de La Rochelle. 696 (1575). — Chargé d'une négociation qui annule l'édit de pacification donné à Poitiers. 722 (1577). — Accompagne Henri IV en Normandie. 773 (1589). — Son discours au roi, pour l'engager à rester à la tête de l'armée. 774 (1589). — Commande la réserve à la bataille d'Ivry; services qu'il y rend. 779 (1590). — Le légat du pape lui demande une entrevue. 780 (1590). — Est soupçonné de connivence avec le duc de Parme; raisons qui le font penser; il est tué à Épernay; ce qu'en dit Brantôme; quelques traits de sa vie. 798 (1592).
- BIRON** (Charles de Gontaut, duc de); Cède sa charge d'amiral, contre le bâton de maréchal. 848 (1594). — Son mérite, sa fortune et son avancement rapide; conseil que lui donne son père tué au siège d'Épernay; son orgueil, ses imprudences, ses passions. 851 et 852 (1599). — Se laisse gagner par des promesses aussi insidieuses que brillantes de la cour d'Espagne. 855 (1599). — Ses conférences avec l'astucieux duc de Savoie et ses intelligences avec le comte de Fuentes. 855 (1600). — Reçoit le commandement d'une armée contre le duc de Savoie, son complice; il se rend maître de toutes les places du duc. 856 (1600). — Ses intelligences avec un chef assiégé pour faire périr Henri IV. 856 (1600). — Éprouve un premier pardon de la part de Henri IV. 857 (1600). — Envoyé en Angleterre pour informer la reine Élisabeth du mariage de Henri; Élisabeth lui fait connaître sa politique. 858 (1601). — Entre dans une cabale de cour formée contre Henri IV. 858 (1601). — Est appelé à la cour; sa réception, sa contenance. 844 (1602). — Est arrêté; son désespoir, sa rage. 842 (1602). — Son procès. 845 (1602). — Sa harangue de justification. 844 et 845 (1602). — Il est exécuté; impression produite parmi les grands par cet exemple. 846 (1602).
- BITUITUS**, roi des Arvernes. 42 (A. J. 425).
- BLANCHE** d'Aquitaine, épouse du roi Louis V; accusation contre cette princesse. 453 (986).
- BLANCHE** de Castille, épouse de Louis VIII, fait présager ce qu'elle doit être. 496 (1246). — La régence lui est disputée; elle bat Raymond VII, comte de Toulouse. 200 (1226). — Ses attentions pour les soldats. 202 (1230). — Son autorité sur ses fils et sur leurs épouses. 203 (1245). — Louis IX, partant pour la croisade, la nomme régente. 205 (1248). — Elle meurt. 209 (1254). — Ayait mis un frein aux désordres des pasteurs. 240, (1234).

- BLANCHIE**, épouse de Charles, fils de Philippe de Bourgo-
gne, est renfermée dans Château-Gaillard, pour infi-
délités. 234 (1415). — Se retire dans un couvent, après
le prononcé de son divorce. 247 (1322).
- BLOIS** (Charles de), duc de Bretagne, dispute son duché à
Jean, comte de Montfort. 259 (1342). — Est fait pri-
sonnier. 265 (1547).
- BLOIS** (traité de), passé entre l'archiduc d'Autriche, Maxi-
milien et Louis XII; stipulation de ce traité. 506
(1504).
- BLOIS** (mademoiselle de); son mariage avec le duc d'Or-
léans. 1432 (1692).
- BOÉMOND**, prince de Tarente, l'un des chefs de la pre-
mière croisade. 167 (1095).
- BOGGIS**, nommé duc d'Aquitaine par son oncle Dagobert I^{er}.
102 (634).
- BOIS-BOURDON**, soupçonné d'être l'amant d'Isabelle, est
soumis à la question et noyé dans un sac. 359 (1417)
- BOIENS**. Peuples de l'Italie. 10 et 11 (A. J. 218).
- BONDOCHAR**, rend par ses succès le courage aux Musul-
mans. 207 (1249). — Est sultan d'Égypte; sa politique.
245 (1269).
- BONIFACE**, marquis de Montferrat, est fait roi de Thessalie,
par les croisés. 191 (1204).
- BONIFACE VIII**, ses démêlés avec Philippe IV; pris pour
médiateur entre lui et Édouard, il prononce un jugement
absolu. 225 (1298). — Sa haine contre la famille des
Colonne. 225 (1298) et 226 (1298). — Ses démêlés
avec Philippe-le-Bel prennent une nouvelle consistance.
228 (1302). — Embarras que lui suscite Philippe IV.
229 (1303). — Est arrêté par l'ordre de Philippe IV;
ses compatriotes le délivrent; son changement de con-
duite; sa mort. 250 (1303). — Jugement du concile de
Vienne sur ce pontife. 253 (1314)
- BONNEVAL**, capitaine dur et impitoyable, préside à la dé-
vastation de la Provence. 565 (1536).
- BORDEAUX** (ville de) est brûlé par les Sarrasins. 408
(727). — Pris et pillé par les Normands. 457 (844).
— Constructions du fort du Hâ et du château Trom-
pette; Charles VII lui rend ses privilèges. 394 (1453).
— S'insurge au sujet de l'impôt sur le sel. 375
(1455). — Excès qui y sont commis par les révoltés.
387 (1548). — Maltraité par le connétable de Montmo-
morency. 387 (1548). — Associations dites de l'armée
et du *chapeau rouge*; rixes sanglantes entre elles; fin
de la guerre civile; exécution de *Dure-Tête*. 1072
(1655.)
- BORGIA** (César) est porteur de la dispense de parenté, entre
Louis XII et Anne de Bretagne; délai qu'il met à la remet-
tre pour se la faire acheter plus cher; empoisonnement
de l'évêque de Ceuta; il prend le nom de duc de Valen-
tinois. 485 (1499). — Se sert des troupes françaises, s'em-
pare de Pésaro, de Rimini; résistance de Faenza, sa
reddition; il s'empare de Bologne, et menace Florence.
490 (1500). — Se distingue par ses cruautés à la prise
de Capoue. 492 (1504). — Soulève par ses cruautés et
ses trahisons, toute l'Italie; Louis XII passe en Italie
pour en connaître; il se justifie; le pape le nomme gon-
falonier de l'Église. 494 (1502). — Ligue qui se forme
contre lui; trahison et cruautés qui l'en délivrent. 495
(1502). — Est empoisonné par l'erreur d'un domestique
dans un repas; il résiste à l'aide d'un contre-poison;
duplicité du nouveau pape envers lui; sa captivité en
Espagne, son évasion, sa mort en Navarre. 500
(1503).
- BORSELEN** (François de), stathouder de Hollande, épouse
en secret Jacqueline de Hainaut. 372 (1425).
- BOSSUT** (Nicolas de), son stratagème contre un général de
l'empereur. 540 (1525).
- BOTTA** (le marquis de), général des Autrichiens, est chassé
du territoire de Gènes. 1226 (1746).
- BOUCHER** (Jean), cure de Saint-Benoît; ses serments à
l'occasion de l'abjuration de Henri IV. 841 (1593).
- BOUCAUT** se rend maître d'Avignon. 354 (1398).
- BOUFFLERS** (le maréchal de); il fait le siège de Lille. 1157
et 1158 (1708).
- BOUFFLERS** (le duc de). Intervention en faveur de Gènes;
sa mort. 1228 (1727).
- BOUFFLE**, général de l'armée envoyée par Louis X en
Roussillon; lettre que lui écrit le roi; il intercède pour
les habitants de ce pays. 430 (1475).
- BOUILLON** (Godefroy de) est élu chef par les croisés 167
(1099).
- BOUILLON** (Henri de la Tour-d'Auvergne, duc de), entre
dans une cabale contre Henri IV. 838 (1604). — Ses
propos légers et irritants; il est mandé par Henri IV, pour
se justifier, il refuse et se défend dans Sedan. 864 (1608).
— Ses représentations au prince de Condé pour l'exciter
à la rébellion. 878 (1614). — Se met à la tête des mé-
contents de la cour et dirige leurs manœuvres. 877
(1613). — Dessert la reine auprès du parlement. 881
(1615). — Fait, par ses émissaires, d'habiles insinuations
auprès du parlement. 882 (1615). — Foment la guerre
civile en Guienne, et appelle à lui la princesse de Condé
1052 (1630).
- BOULAYE** (marquis de la) cherche à faire prendre les armes
au peuple; il tire sur le carrosse du prince de Condé.
1028 (1649).
- BOULEN** (Anne de) est épousée par Henri VIII. 369
(1559).
- BOULOGNE**, conquise par Constance Chlore. 61 (293). —
Port principal de la marine de Charlemagne. 126 (804).
— Elle est assiégée par les Anglais; prise de cette
ville. 579 (1545). — Elle rentre sous le pouvoir des
rois de France. 588 (1549).
- BOURBONS** (branche des); coup d'œil sur ce rameau de la
dynastie capétienne. 155 (937).
- BOURBON** (baronie de), est élevée en duché-pairie, pour
Louis I^{er}, fils de Robert, comte de Clermont. 249
(1527).
- BOURBON** (le connétable Jacques de), est défait; il est tué
par les grandes compagnies. 288 (1561).
- BOURBON** (duc de), accepte le commandement des Génois
qui arment contre les corsaires d'Alger et de Tunis;
résultat de cette campagne. 326 (1590).
- BOURBON** (le bâtard de), est condamné à mort, cousu dans
un sac, et jeté à la rivière. 596 (1456).
- BOURBON** (Jean de), refuse de livrer passage aux troupes du
duc de Bretagne. 408 (1465).
- BOURBON** (Pierre de), investit Carlat, où se trouvait Jac-
ques d'Armagnac; il lui promet la vie sauve; Louis XI
le désavoue; les biens de d'Armagnac lui sont donnés en
partie. 445 (1477).
- BOURBON** (Suzanne de); Louis XII prend soin de son éta-
blissement. 484 (1498).
- BOURBON-MONTPEISIER** (Charles de), commande les Fran-
çais envoyés au secours de la Navarre. 519 (1515).
- BOURBON** (le duc et connétable de), est le principal agent
de la cabale contre Louis XI. 407 (1465). — Se plaint
au roi des inquiétudes qu'il occasionne à sa nièce Marie
de Bourgogne; le roi se venge de sa hardiesse. 447

(1480). — Est fait connétable et lieutenant-général du royaume. 455 (1483). — Dirige la terrible bataille contre les Suisses à Marignan. 532 (1515). — Ses qualités; est laissé gouverneur du duc de Milan. 533 (1517). — Sa haine contre François I^{er}; son procès ruineux avec la mère de François I^{er}. 544 (1525). — Au lieu de suivre François I^{er} à Lyon, se retire dans sa forteresse de Chantelle, d'où il s'enfuit en Italie. 544 (1525). — Son désappointement auprès de Charles Quint; il assiège Marseille, il est battu, il s'enfuit. 546 (1524). — Remplace Pescaire à Milan; avantages qu'il y obtient contre les alliés de la France. 555 (1527). — A quelques inclinations de rentrer en France; il va attaquer Rome, y meurt d'un coup d'arquebuse; ses soldats ravagent, pillent Rome pendant deux mois. 555 et 554 (1527).

BOURBON (François de), comte d'Enghien, gagne la bataille de Cérisoles. 577 (1544).

BOURBON (Condé, prince de), arrêté à Orléans sous les yeux du roi, jugé arbitrairement et condamné; la mort de François II le sauve. 628 (1560).

BOURBON; ils protestent aux portes du Vatican contre la sentence de Sixte V. 744 (1586).

BOURBON (Antoine de), roi de Navarre; son caractère; comment il est traité par les Guise. 647 (1559). — Accompagne Elisabeth à la cour d'Espagne, d'où il se retire découragé en Béarn. 648 (1559). — Danger qu'il court d'être assassiné en présence du roi à Orléans. 628 (1560). — Est déclaré lieutenant-général du royaume de France. 629 (1560). — Meurt des suites d'une blessure reçue au siège de Rouen. 645 (1562).

BOURBON (le cardinal de), promet, à la mort de Henri III, de faire la guerre aux hérétiques. 735 (1585). — Est proclamé roi, sous le nom de Charles X, par Mayenne. 773 (1589). — Sa mort; embarras des ligueurs. 780 (1590).

BOURBON (le neveu, cardinal de); ses prétentions à la couronne donnent naissance au *tiers-parti*. 787 (1591). — Est engagé par ses conseillers à un éclat contre Henri IV; honte qu'il en retire. 798 (1591). — Se laisse prendre au piège dressé par les ministres espagnols, pour amener l'élection de l'infante. 807 (1593).

BOURBON (duc de); ses dilapidations. 4200 (1725). — Est jaloux du cardinal de Fleury; trames contre ce dernier. 4204 (1725). — Sa disgrâce. 4204 (1725-1726).

BOURBON (Louise-Bénédict de), son mariage avec le duc 560 (1447).

BOURC (Du), calviniste, est condamné et meurt avec fermeté. 649 (1539).

BOURCES (Avaricum), assiégée par César. 51 (A. J. 52). — Prise par lui. (A. J. 52). — Tombe au pouvoir de Pépin. 446 (763). — (Siège de). 549 (1442). — (Conférences de) et négociation des Armagnacs avec le roi d'Angleterre. 565 (1449). — (Paix de), entre les Bourguignons et les Armagnacs. 549 (1442). — (Horrible massacre des calvinistes à). 690 (1572).

BOURGOGNE, réunie sous le sceptre de Gondebaud. 86 (482). — Les fils de Clovis la réunissent à leurs états. 89 (512) et 90 (512). — Forme un royaume à part sous le sceptre de Clovis II. 404 (650). — Des mouvements s'y manifestent sous Charles Martel. 409 (734). — Donnée à Carloman par Pépin. 446 (768). — Charlemagne en est couronné roi. 447, (769). — Donnée par l'empereur Lothaire à son fils Charles. 459 (855). — Échoit en partage au roi Carloman. 444 (880). — (Royaume de), sous Conrade. 458 (996). —

(Duché de), est l'objet d'une guerre entre le roi Robert et Guillaume Ott. 459 (1004). — Est donnée par Henri I^{er} à son frère Robert. 464 (1035). — Donnée par Robert à son second fils Henri. 459 (1001). — (Comté de), est donné en dot à Jeanne, fille de Philippe V, qui épouse Eudes IV, duc de Bourgogne. 244 (1318). — (Duché de), retourne à sa couronne par la mort de Philippe de Rouvres; Jean II le donne à Philippe-le-Hardi. 288 (1361).

BOURGOGNE (ducs de). 456 (987).

BOURGOGNE (Jean-sans-Peur, duc de); s'empare du gouvernement avec le duc de Berri, après la folie de Charles VI au Mans. 529 (1392). — Hérite de la Bourgogne à la mort de son père. 538 (1405). — S'empare du dauphin, fils de Charles VI, et le ramène à Paris. 539 (1406). — Son hardi coup de main contre la cour de France lui vaut les remerciements de l'université, de la ville et des autres corps. 539 (1406). — Se réconcilie avec le duc d'Orléans. 559 (1405). — Assiège Calais. 540 (1406). — Fait assassiner le duc d'Orléans; consternation de Paris; fuite du coupable après l'aveu de son crime. 540 (1407). — Se venge de Tignouville. 542 (1408). — Va soumettre Liège révoltée contre son frère. 545 (1408). — Prend Liège et mérite le surnom de Jean-sans-Peur. 545 (1408). — Est bien reçu à Paris et obtient son pardon et des lettres d'abolition. 544 (1409). — Fait mourir ignominieusement le surintendant Montaigu. 544 (1409). — Son portrait. 545 (1410). — Appelle les Anglais contre les Armagnacs. 547 (1411). — Ses excuses pour avoir appelé les Anglais. 549 (1412). — Ses violences contre des Essars et le Dauphiné. 551 (1412). — Sa fuite en Flandre. 552 (1412). — Sa tentative inutile contre Paris. 555 (1413). — Conclut un traité honteux avec le roi d'Angleterre. 559 (1417). — Est assassiné par les gens du dauphin à Montreuil. 564 (1418) et 565 (1417).

BOURGOGNE (Philippe-le-Bon, duc de) fournit des troupes à Jean IV, duc de Brabant, contre les Anglais. 370 (1424). — Fait annuler par le pape le mariage de Jacqueline de Hainaut; il force celle-ci à le déclarer son héritier; Jacqueline lui abandonne le Hainaut et la Hollande; sa puissance. 572 (1426). — Est piqué du refus que lui fait le duc de Bedford au sujet de la ville d'Orléans. — Il retire ses troupes, 575 (1429). — Prévenances du duc de Bedford. — Trêve avec Charles VII pour trois provinces. — Il est nommé par Bedford lieutenant-général du royaume. — Il institue l'ordre de la Toison-d'Or. 379 (1450). — Trêve de six ans avec Charles VII. 585 (1452). — Froideur entre le duc de Bedford et lui; qu'elle en est la cause. 585 (1454). Il convoque un congrès à Arras. — Conditions qu'il impose à Charles VII. 584 (1455). — Echec qu'il éprouve à Calais et au Crotoy contre les Anglais. 585 (1457). — Son opinion sur les femmes savantes. 590 (1446). — Réception faite au Dauphin de France qui se réfugie dans ses états. 597 (1456). — Motifs de son refroidissement avec Charles VII. — Chagrins que lui occasionnent le Dauphin et le comte Charollais, son fils. 598 (1459). — Ses différends avec le roi de France; affront qu'il lui fait 599 (1459). — Fait hommage à Louis XI de son duché, et de ses autres possessions; sa conduite à l'entrée du roi dans Paris. 404 (1461). — Offre à Louis XI d'aller le mettre en possession du trône. 400 (1461). — Manque au rendez-vous que Louis XI lui avait donné à Hesdin; cause de son

- départ. 405 (1465). — Sa mort; son portrait. 444 (1467).
- BOURGOGNE** (Marie, duchesse de), est dépouillée, par Louis XI, des deux Bourgognes; elle envoie au roi quatre ambassadeurs. 439 (1477), tient les états de Flandres à Gand; Louis XI confie aux ambassadeurs gantois la lettre qu'il avait reçu d'elle; fureur des Gantois; les ambassadeurs et Imbercourt sont mis à mort; inutilité des tentatives qu'elle fait pour les sauver. 440 (1477). — Conférences qui ont lieu pour une paix définitive, entre elle et Louis XI. 443 (1478). — Sa mort; les Gantois livrent sa fille à Louis XI, qui se charge de la faire élever. 451 (1482).
- BOURGOGNE** (duc de); campagne de Flandres, suites fâcheuses. 4457 (1708). — Sa mort. 4465 (1712), 4466 (1712) et 4467 (1712).
- BOURGUIGNONS** (apparition et incursion des). 57 (260). — Chassés des Gaules par Probus. 59 (276). — Demandent la paix à Maximien. 60 (286). — Envahissent les deux Germaniques et la Belgique. 77 (406). — Soutiennent l'usurpateur Jovin. 79 (411). — S'établissent dans la Séquanaise et la Viennoise. 81 (428). — Conduits par Gondicaire, contribuent à la défaite d'Attila. 82 (451). — Écrasés par les Huns. 82 (451). — Placés sous le sceptre de Clotaire, continuent à être gouvernés par leurs lois. 400 (614).
- BOURGUIGNONS** (le parti des), leurs excès. 345 (1440), et 346 (1440). — Leurs crimes à Paris. 347 (1441). — Leur horrible conspiration, prévenue un instant avant son exécution. 358 (1446).
- BOURBONVILLE** (duc de). Campagne d'Alsace et de Lorraine, passage du Rhin; conséquences. 4106 (1674). — Perd la bataille d'Enshein; suites. 4107 (1674), et 4108 (1674).
- BOUSSOLE**, son application à la marine. 238 (1544).
- BOUVINES** (bataille de). 194 (1214), et 195 (1214). — Cette ville est prise par les Français, et ses habitants passés au fil de l'épée. 598 (1554).
- BOVIVET** (l'ainé), défend le Milanais contre Bourbon; il est blessé et battu. 545 (1524).
- BRANDEBOURG** (Albert de). Sous les dehors de l'amitié pour la France, conspire avec Charles-Quint. 594 (1552).
- BRANDEBOURG** (marquis de), abjure ses croyances religieuses. 872 (1590).
- BRANTÔME**. Ce qu'il dit du maréchal de Biron. 799 (1592).
- BRENNUS**. Son expédition contre Rome. 7 (A. J. 590). — Assiège Rome. *Ibid.* (A. J. 590).
- BREST**, est livré aux Anglais par le duc de Bretagne. 504 (1378).
- BRET** (Le). Campagne d'Espagne; ses conséquences. 4108 (1675), et 4109 (1675).
- BRETAGNE**. César y fait une descente sans résultats. 24 (A. J. 54). — Seconde expédition de César. 25 (A. J. 55).
- BRETAGNE** (province), réunie aux états de Clovis. 87 (496). — Confisquée par Charles V; rappelle le duc Jean de Montfort. 306 (1579), et 307 (1579). — La guerre entre Jean, comte de Montfort et Charles de Blois. 259 (1544), 260 (1542), et 265 (1547). — Continuation de la guerre. 268 (1549). — Continuation de la guerre. 294 (1564). — Sa pacification par le traité de Guérande; elle demeure à Jean V de Montfort. 292 (1565). — Prétentions des rois de France, sur ce pays. 404 (1465). — Création du parlement. 598 (1554).
- BRETAGNE** (ducs de) 456 (987).
- BRETAGNE** (Jean VI, le Sage, duc de). Bedford le rend favorable aux Anglais par le mariage du comte de Richmond avec Marguerite de Bourgogne. 369 (1423). — Ses préventions contre Charles VII. Négociations entamées avec lui par ce dernier. 370 (1425). — Traité à Saumur avec Charles VII. Conditions qu'il impose. 374 (1425). — Son adhésion au traité de Troyes. Alliance avec les Anglais. Il rachète Fougères et le duc d'Alençon aux Anglais. 373 (1427).
- BRETAGNE** (François II, duc de), rend hommage à Louis XI; refuse la lieutenante-générale de la Normandie, se ligue avec le duc de Bourgogne. 404 (1465). — Cherche à se lier avec les princes du sang, et les principaux seigneurs de Louis XI. 405 (1464). — Répand des manifestes contre Louis XI. Confédération qui se forme à cette occasion. 406 (1465). — Envoie des ambassadeurs à Louis XI pour terminer leurs différends. 407 (1465). — Envoie des secours au roi, qui a déclaré la guerre au duc de Bourgogne. Le motif qui l'y porte. 425 (1471). — S'engage avec Louis XI à renoncer à toute alliance contraire à la tranquillité du royaume. Traité avec le duc de Bourgogne. 421 (1470). — Traité avec le duc de Bourgogne et le roi d'Angleterre contre Louis XI. Conditions de ce traité. 429 (1474). — Excite le roi d'Angleterre à déclarer la guerre à Louis XI. La correspondance tombe entre les mains du roi; il la remet aux ambassadeurs du duc. 441 (1477). — Lève des troupes; mais effrayé des suites de cette démarche, demande à traiter avec Louis XI; conditions qui lui sont imposées. 442 (1477). — Envoie des ambassadeurs au roi Louis XI pour régler une fois pour toutes leurs différends. 450 (1482). — Appuie la prétention du duc d'Orléans à la tutelle de Charles VIII. 455 (1483). — Troubles dans ses états. Traité qu'il signe à Bourges avec Anne de France. Conditions. 460 (1485). — Conclut un traité avec Maximilien contre la France. 464 (1486). — Révolte de ses barons ligés avec la France; il est assiégé dans Nantes; levée du siège. 463 (1487). — Est crié à la table de marbre, et ajourné à deux mois. 465 (1488). — Traité avec Anne de France; stipulations de ce traité. Mort du duc; ses dispositions à l'égard de ses filles. 467 (1490).
- BRETAGNE** (la duchesse de) est enlevée par l'archiduc d'Autriche, qui l'épouse. 443 (1477).
- BRETAGNE** (duc de). Sa mort; suites. 4465 (1712), 4466 (1712), et 4467 (1712).
- BRÉTAILLES** (gentilhomme gascon au service d'Angleterre), pénètre la politique de Louis XI. Gratification que lui fait ce roi. Conversation qu'il a avec Commines. 432 (1475).
- BRÉTIGNY** (traité de) entre l'Angleterre et la France. 286 (1360).
- BRETONS**. Se reconnaissent vassaux de la couronne. 421 (786). — Se révoltent contre Louis I^{er}, et sont soumis. 428 (822). — Leurs exigences; Charles-le-Chauve se contente de leur hommage. 438 (850). — Se révoltent contre Jean-sans-Terre, meurtrier d'Artur, 189 et 490 (1203).
- BRÉZÉ** (sire de). Sa descente en Angleterre; succès qu'il obtient. 397 (1475). — Mot de lui au sujet du cheval de Louis XI. 402 (1461).
- BRÉZÉ** (Pierre de) occasionne la bataille de Montléri. 408 (1465).

Bataï (duc de), tué dans un combat naval, devant Orbite. 992 (1646).

BALBET (Guillaume), vendu au pape Alexandre, met des obstacles à la levée des deniers, en Italie, par Charles VIII. 476 (1494).

BARONNET (Guillaume) est fait cardinal. 477 (1493).

BARCOT (Thomas) est l'orateur des états-généraux, à Tours. Son discours. 508 (1506).

BARCARD (procureur de Paris) est absous par le parlement; les *Seize* réclament contre son absolution. 793 (1594).

BARMEUX (Guy de), seigneur d'Imbercourt, fait partie de l'ambassade envoyée à Louis XI par la duchesse de Bourgogne. 459 (1477).

BARVILLIERS (la marquise de). Ses crimes et sa punition. 1116 (1682).

BARON, vieillard octogénaire, est tué malgré les efforts du jeune prince de Conti, son élève, qui parc les coups de ses petites mains. 689 (1572).

BARQUEMAUT, est condamné deux mois après la Saint-Barthélemy; sa faiblesse, sa lâcheté, à lui, qui avait été si brave les armes à la main. 694 (1572).

BARSSAC (maréchal de). Ses opérations militaires en Italie. 594 (1552). — Ses vertus et sa louable conduite dans la guerre d'Italie. 597 (1553). — Sa sévérité pour la discipline militaire. 601 (1555). — Contribue le plus à la prise du Havre, et meurt peu de temps après. 654 (1563).

BARSSAC (Timoléon de), fils aîné du maréchal, est tué; sa cruauté. 672 (1569).

BARSSAC (Charles de Cossé, comte de), est nommé gouverneur de Paris. Il y fait entrer Henri IV; détails. 814, (1593).

BARSSON, président du parlement de Paris. Cause de la haine que lui portent les *Seize*. Complot contre lui; son assassinat. 783 (1590).

BARCLIE (le maréchal) remplace Villars. 1209 (1734). — Campagne du Rhin; ses suites. 1218 (1743).

BARUSSEL, conseiller au parlement, appelé le père du Peuple. 998 (1648). — Arrêté et conduit au château de Madrid. 1004 (1648). — Le peuple célèbre sa mise en liberté par des réjouissances. 1005 (1648). — Accusé d'avoir voulu faire assassiner le prince de Condé. 1028 (1648). — Est nommé par les princes prévôt des marchands. 1066 (1652).

BAUBERHAUT. Sa haine contre Frédégonde. 92 (562). — Envoyée à Rome par Chilpéric; épouse Mérovée; revient en Austrasie. 94 (575). — Ses embarras, son caractère. 94 (580). — Ses crimes. 95 (580). — Les Austrasiens lui enlèvent la tutelle de son fils; son attachement pour Loup, duc de Champagne. 95 (583). — Soupçonnée d'avoir empoisonné Chilbert, son fils. 98 (595). Accusations portées contre elle par les Austrasiens, qui la chassent. 98 (603). — Son séjour en Bourgogne. 98 (606). — La mort de ses petits-fils, Théodebert et Thierry, est son ouvrage. 99 (614). — Mécontentements qu'elle excite. Elle est livrée à Clotaire. 99 (615). — Sa condamnation et son supplice; comparaison entre elle et Frédégonde. 100 (615).

BAUTUS (Décimus), défait la flotte gauloise dans l'Armorique. 23 (A. J. 56).

BRUXELLES fut le lieu de ralliement de la reine-mère, de Gaston et de tous leurs amis disgraciés. 940 (1632).

BUCAN (Jean Stuart, comte de) commandait avec le maréchal du Severac l'armée française, à la bataille de Cravant 569 (1423).

BUCKINGHAM (le duc de). Son expédition en France. 508 (1530).

BUCKINGHAM (le duc de), procureur du duc d'York manifeste un fol amour pour la jeune reine de France. 949 (1627). — S'efforce de revenir à la cour de France; Louis XIII et Richelieu s'y opposent constamment. 926 (1627).

BUISSON (Du) sauve d'Épernon et Rucclai en s'emparant à Paris des papiers de de Lorme, le commissionnaire infidèle. 902 (1619).

BULLE D'OR, sur les électeurs de l'empire. 149 (936).

BUREAU (Jean) est fait par Louis XI chevalier de haute noblesse. 414 (1467).

BUSSI-LE-CLERC, arrêté le parlement et le conduit à la Bastille. 766 (1589). — Il est nommé gouverneur de la Bastille. 766 (1589). — Jure la mort de Brisson; manœuvres des conjurés. 793 (1591). — Il rend la Bastille à Mayenne. 795 (1592).

BUSSI D'AMBOISE échappe aux favoris du roi, ses assassins. 745 (1575). — Il est enfermé à la Bastille. 725 (1578).

— Il est assassiné par les ordres du roi. 726 (1579).

BYNG (amiral anglais), détruit vingt-trois vaisseaux espagnols. 1487 (1718). — Sa condamnation à la peine capitale. 1237 (1756).

C

CABOCHE. Violences, excès de cette faction à Paris. 547 (1414).

CACCICHENS (les); leurs nouvelles atrocités; leur destruction. 562 (1418).

CABRIÈRES (destruction de); horrible massacre de ses habitants par les catholiques. 580 (1546).

CAEN (ville de), est prise par Édouard III. 262 (1545). — Est reprise aux Anglais par Charles VII. 592 (1450).

CAJETAN (famille des), faveurs dont Boniface VII la comble. 226 (1299). — Ils luttent contre la famille des Urbins. 234 (1303).

CALABRE (le duc de), dispute à Ferdinand le trône de Naples, débute par des victoires, et est ruiné par la trahison. 302 (1500).

CALAIS. Siège et blocus de cette ville par les Anglais. 264 (1547). — Sa défense. 265 (1547). — Sa capitulation. 16. (1547). — Les habitants en sont chassés et remplacés par des Anglais. 266 (1547). — Défendue par les Anglais, résiste au duc de Bourgogne. 585 (1457). — Elle est reprise sur les Anglais, après cent dix ans de possession. 609 (1558). — Elle tombe accidentellement au pouvoir des Espagnols. 822 (1596).

CALONNE. Dépérissement des finances; ses prodigalités. 1298 (1787). — Sa retraite du ministère. 1298 (1787).

CALIGNON, l'un des auteurs de l'édit de Nantes. 826 (1598).

CALIGULA. Son règne. 46 (37).

CALPURNIUS BIBULUS, collègue de César, est éclipsé par lui. 18 (A. J. 59).

CALVIN, réformateur. 528 (1543). — Ses doctrines se répandent en France. 560 (1553).

CALVINISME. Ses progrès dans toutes les classes de la société. 611 (1559).

CALVINISTES. Leurs réunions, leurs chants publics. 614 (1559). — Calomnies dont ils sont l'objet; leurs réponses sous François II. 619 (1559). — Villes, provinces, dont ils s'emparent à main armée. 640 (1562). —

- Consternation de leur armée après la conférence de Talsy. 642 (1562). — Excès qu'ils commettent dans les églises et les couvents; leurs profanations; représailles sanglantes des catholiques. 643 (1562). — Ils inondent le royaume d'apologies et de plaintes adressées à la cour. 653 (1563). — Avertis secrètement, se préparent à un coup de main; leur soulèvement dans toute la France. 661 (1567). — Leur nouveau plan mal exécuté; seconde apparition de leur armée devant Paris. 662 (1567). — Ils assiègent Chartres; leurs revers. 666 (1568). — Maux et persécutions dont les accablent leurs adversaires. 667 (1568). — Leur empressément à se mettre sur la défensive; excès qu'on leur reproche. 669 (1568). — Victoire qu'ils remportent à la Roche-l'Abeille. 673 (1568). — Leur caractère remuant, d'après Coligni lui-même. 680 (1571). — Remplis d'épouvante par les massacres, se réfugient les uns chez des amis dévoués, les autres dans les pays étrangers ou dans des villes fortifiées; leur abatement. 693 (1572). — Ils se liguent avec les politiques du tiers-parti, qui forme une république dans l'état. 711 (1575). — Ils s'agitent en Guyenne, Languedoc et Dauphiné. 727 (1580). — Ils prennent parti pour le duc d'Anjou, pour voir humilier les Espagnols en Flandre. 731 (1584). — Ils s'unissent aux royalistes, par suite de l'entrevue au château de Plessis-les-Tours. 768 (1589). — S'assemblent à Grenoble avec l'autorisation du roi (Louis XIII). 884 (1615). — Réunis à Loudun, résistent au roi (Louis XIII). 912 (1619). — Se soulèvent à La Rochelle et dans le Languedoc; la paix est conclue entre eux et les catholiques. 918 (1625).
- CAMARGUE**, camp de Marius. 15 (A. J. 102).
- CAMBRAY** est assiégé par Édouard III. 257 (1539). — (Traité de) sous François I^{er}; conditions onéreuses pour la France. 357 (1529).
- CAMPO-BASSO**, aventurier italien, obtient la confiance du duc de Bourgogne; sa trahison à Nancy. 438 (1477).
- CANADA**. Les Français y reviennent sous Henri IV, cent ans après l'avoir découvert. 848 (1603).
- CANDIDE**. Voy. SAINT.
- CANDIE**. Les Vénitiens s'emparent de cette île, après le succès des croisés. 491 (1204).
- CANOLLES** (le baron de) est pendu à Bordeaux, en représailles de la mort d'un officier Bordelais. 1035 (1650).
- CANONS**. Première mention qui en est faite en France. 268 (1549).
- CAPET**. Origine de ce nom. 152 (936).
- CAPÉTIENS**. Coup d'œil sur cette famille. 154 (987), et 155 (987). — Cette race n'a pas eu de germes de destruction comme les deux premières. 156 (987).
- CAPÉVAL** (Henri), prévôt de Paris; son crime et sa condamnation. 246 (1319).
- CAPITULAIRES** de Charlemagne. 152 (955).
- CAPOUE** (ville de), est prise par les Français, et livrée au pillage. 492 (1504).
- CARACALLA** bat les Allemands. 55 (177). — Est assassiné. (177).
- CARAUSIUS** trahit la confiance de Maximien. 61 (287).
- CARARIC**, roi de Belgique, détrôné et mis à mort par Clovis. 87 (500).
- CARIBERT**, roi de Paris, fils de Clotaire; ses dérèglements. 92 (562). — Dagobert lui donne quelques provinces du midi et Toulouse. 402 (628).
- CARIGNAN** (siège de). 377 (1541).
- CARIN**, empereur. 60 (282).
- CARLOMAN**. Son abdication; il se confie volontairement dans un cloître. 440 (746). — Traverse les projets de son frère Pépin contre Astolphe; meurt en Allemagne. 444 (752).
- CARLOMAN** (fils de Pépin), reçoit de son père la Neustrie, la Bourgogne et l'Alsace. 416 (768). — Est couronné roi d'Austrasie. 447 (768). — Se brouille avec son frère Charlemagne; sa mort. 447 (770).
- CARLOMAN**, fils de Charles Martel, reçoit l'Austrasie de celui-ci. 440 (744).
- CARLOMAN**, fils de Charles-le-Chauve. 440 (870), et 441 (876).
- CARLOMAN**, fils de Louis-le-Germanique, en reçoit la Bavière. 441 (876). — Marche contre Charles-le-Chauve pour lui enlever l'Italie. 441 (876).
- CARLOMAN**, roi de France; son avènement; doutes sur sa légitimité. 444 (879). — Reçoit la Bourgogne et l'Aquitaine pour sa part. 444 (880). — Il est attaqué par Louis II de Guise et par les Normands. 444 (881). — Sa mort. 445 (884).
- CARLOS** (don) est empoisonné par son père. Il institue son héritière Blanche sa sœur, femme d'Henri IV, roi de Castille. 405 (1462).
- CARLOVINGIENS**, division de la période de cette race de rois. 141 (752). — Germes de destruction dans cette branche royale. 456 (987).
- CARNES**, leur apparition. 498 (1225).
- CARNATES**. Leur révolte contre la dépendance romaine. 50 (A. J. 55).
- CAROLINS** (livres). 422 (789).
- CARUS**, l'empereur. 60 (282).
- CARAL**, défense de cette ville par les Français. 968 (1644). — Est restituée au duc de Mantoue, pour prix de sa neutralité. 4074 (1655).
- CASIMIR** (de Pologne) entre en Champagne et se joint au duc d'Alençon, qui est déclaré généralissime. 715 (1575).
- CASSEL** est pris et rasé par Philippe VI. 252 (1528).
- CASTELNAU**, emprisonné, jugé, condamné et exécuté à Amboise. 623 et 624 (1560).
- CASTELNAU** donne à la cour de Charles IX des avis, auxquels malheureusement elle n'a jointe pas foi. 661 (1567).
- Court des dangers pour sa vie, en conduisant les reîtres aux frontières. 666 (1568).
- CASTILLON** (combat de) gagné par les Français sur les Anglais. Il décide la reddition de toute la Guienne. 595 (1453).
- CATALOGNE** (province) est enlevée aux Sarrasins par Louis, fils de Charlemagne. 449 (778).
- CATEAU-CAMBRÉSIS** (traité de). Solennité de ce traité, clauses principales. 615 (1559).
- CATHERINE DE MEDICIS**, parente de Clément VII, est épousée par le duc d'Orléans. 559 (1533). — Ses qualités, ses défauts. 625 et 626 (1560). — Tout-à-fait maîtresse du pouvoir. 650 (1564). — Embarras, vicissitudes et système de la régence. 654 (1564). — Partis qui se forment, 652 et 653 (1564). — Elle écrit une lettre triéhardie au pape, concernant les réformés. 654 (1564). — Son embarras entre les mains des *triumvirs*, mauvaise foi, fourberies des deux partis. 658 et 659 (1562). — Donne d'excellents conseils au roi son fils; mais elle le livre à des gens capables de tout faire. 652 (1563). — Augmente la garde du roi. 655 (1563). — Fait faire *maigre* les jours d'abstinence, et renvoie celles de ses femmes qui ne communient pas à Pâques. 658 (1567). — Ruse qu'elle emploie pour lever des troupes, et éveiller les soupçons des calvinistes. 660 (1567). —

Elle est menacée par des lettres anonymes d'être assassinée, si elle ne satisfait pas les calvinistes. 660 (1567). — Elle est avertie que la confiance de son fils va lui échapper; son discours, ses plaintes au roi 684 (1572). — Elle était du conseil qui désigna le jour de la Saint-Barthélemy. 686 (1572). — Ses nouvelles ruses pour perdre les calvinistes et Coligni. 686 (1572). — Raisons insidieuses par lesquelles elle engage le roi son fils à prendre tout l'odieux de la Saint-Barthélemy. 690 (1572). — Motifs pour lesquels elle travaille à faire élire le duc d'Anjou roi de Pologne. 696 (1573). — Elle cherche à empêcher l'effet des conférences. 708 (1574). — Vigueur de sa régence; elle mortifie les réformés et les grands du royaume. 708 (1574). — Elle fait conduire les prisonniers en Touraine. 744 (1578). — Elle délivre les maréchaux de Montmorency et de Cossé, et négocie avec le duc d'Alençon. 744 (1578). — Obtient une trêve de sept mois, tout à l'avantage des confédérés. 744 (1578). — Elle retire le duc d'Alençon des mains des mécontents. 746 (1578). — Elle travaille à rétablir la paix dans le royaume; elle marche vers la Guienne, le Languedoc et le Dauphiné. 727 (1580). — Elle soutient Antoine, prieur de Crato de Portugal. 752 (1585). — Elle entame des négociations avec les principaux ligueurs. 757 (1585). — Elle se sent de l'éloignement pour Bourbon. 745 (1586). — Elle propose à Bourbon de faire casser son mariage. 744 (1586). — Sa mort, son caractère; clôture des états de Blois à sa mort. 764 (1589).

CATHERINE-MARIE DE LORRAINE, sœur du duc de Guise, jure à Henri III une haine éternelle. 745 (1587).

CATHERINE DE CLÈVES, duchesse de Guise, avait la direction des divertissements de la régente. 876 (1648).

CATHERINE DE BRAGANCE. Son mariage avec Charles II; Résultat de cette alliance. 1095 (1662).

*CATHERINE DE RUSSIE, succède à Pierre III. 1254 (1762).

CATHERINE II. Sa transaction avec la Turquie. 1295 (1795).

CATILINA (conjurateur de). 47 (A. J. 63).

CATINAT, lieutenant-général, entre en Allemagne. 1127 (1688). — Il est battu près de Turin; suites de cette défaite. 1150 et 1151 (1694). — Il se maintient en Piémont, 1153 (1692). — Il gagne la bataille de Marsailles. 1155 (1695). — Il négocie avec le duc de Savoie, et va ensuite commander en Flandres. 1158 (1696). — Il prend Ath. *id.* (1697). — Il entre dans le Milanais. — Il est rappelé et remplacé par Villeroi. — Il est blessé à Chiari. 1142. (1704) — Il dirige la retraite *Id.* (1704). — Il est un des hommes célèbres du règne de Louis XIV. 1176 (1715).

CAUCHON (Jean), évêque de Beauvais; préside le tribunal qui condamne la Pucelle. 580 (1431).

CAUDREBEC (ville de) est assiégée et prise par le duc de Parme. 797 (1592).

CAVAJONE, est condamné deux mois après la Saint-Barthélemy; il relève le courage de son compagnon d'infortune Briquemaut. 691 (1572).

CAYLUS, favori de Henri III; sa querelle avec Balzac d'Entragues; duel déplorable qui en fut la suite; sa mort. 725 (1578).

CELLAMARE, ambassadeur d'Espagne, près le régent; ses intrigues. 1187 (1718). — Sa conspiration. 1189 (1719).

CÉLTIQUE (Gaule) menacée par les Helvétiens. 18 (A. J. 59). — Ses peuples divisés en deux factions. 20 (A. J. 59). — Prend le nom de Lyonnaise. 45 (A. J. 27).

CÉNOKOMANS. 40 et 41. (A. J. 280).

CÉPHALONIE (île de), tombée au pouvoir des Turcs, est reprise par Ferdinand-le-Catholique et rendue aux Vénitiens. 493 (1504).

CERCAMP (Trêve de); prétentions de l'Espagne. 610 (1539).

CERDA (Ferdinand de la) épouse Blanche, fille de Louis IX. 216 (1270).

CÉRÉALIS, général romain, prend Trèves. 52 (69). — Soumet par sa clémence les Trévirs et les Lingons. 55 (69). — Il défait Civilis et Classius à Trèves. 55 (69).

CÉRIGNOLLES (bataille de) entre le duc de Nemours et Gonzalve de Cordoue; gagnée par ce dernier; ses suites. 499 (1505).

CÉRISOLES (bataille de). Elle est longtemps indécise; elle est enfin gagnée par les Français. 577 (1544).

CÉSAR (Jules) est envoyé en Espagne. 17 (A. J. 65). — Sa politique lors de son consulat. 48 (A. J. 69). — Nommé au gouvernement de l'Illyrie, de la Gaule cisalpine et de la Gaule transalpine. 48 (A. J. 59). — Son ambition est entretenue par la confiance des chefs de la Gaule. 49 (A. J. 58). — Marche contre les Helvétiens, les défait et termine la guerre contre l'Helvétie. 49 (A. J. 58). — Il marche contre Arioviste et le défait. 20 (A. J. 58). — Il marche contre les Belges et les troupes de leur confédération. 21 (A. J. 57). — Bat les Belges, les Bellovaques et les Nerviens. 21 (A. J. 57). — Sa campagne contre les Armoricaains, les Vénètes, les Morins et les Ménassiens. 25 (A. J. 56) et 24 (A. J. 56). — Il emploie les Gaulois contre les Uisaisiens, les Teuchters, les Sicambres, les Suèves; fait en Bretagne une descente inutile. 24 (A. J. 56). — Sa seconde expédition en Bretagne. 25 (A. J. 54). — Marche au secours de Cicéron et de sa légion. 27 (A. J. 54). — Défait les Gaulois. 28 (A. J. 54). — Sa campagne contre Ambiorix et les Thurons. 29 (A. J. 54). — Fin de sa campagne contre Vercingétorix. 56 (A. J. 52). — Il marche contre les Bituriges, les Carnites et les Bellovaques. 56 (A. J. 52) et 57 (A. J. 52). — Bat Vercingétorix à Alise. 56 (A. J. 52). — Il recourt aux voies de rigueur pour soumettre les Gaules. 37 (A. J. 52). — Il prend Uxellodunum; sa conduite barbare envers les Gaulois. 58 (A. J. 54). — Il achève la soumission de la Gaule après huit campagnes consécutives. 38 (A. J. 50). — Il est révoqué de son gouvernement des Gaules. 40 (A. J. 50). — Il passe le Rubicon et entre en Italie. 40 (A. J. 49). — Le sénat décrète qu'il désarmera. 40 (A. J. 49). — Il se dirige vers l'Espagne pour soumettre Afranius et Pétreius, lieutenants de Pompée. 41 (A. J. 49). — Arrêté par les Marseillais, il marche en Espagne. 41 (A. J. 49). — S'assure de la fidélité des Gaulois par les faveurs qu'il leur accorde. 42 (A. J. 48). — Il se fait revêtir de l'autorité consulaire. 42 (A. J. 48).

CHARANNE (de la Palice), un des commandants de l'avant-garde à Gènes. 510 (1380).

CHARANNES, comte de Dammartin, est envoyé par Charles VII au secours d'Orléans. 574 (1428). — Accusation qu'il dirige contre le Dauphin; sa confrontation avec lui; défi qu'il porte aux gens du Dauphin. 591 (1446). — Commande les Français à Castillon. 593 (1453). — Demande à être jugé; sa condamnation, commutation de peine, son exil, sa détention, confiscation de ses biens. 404 (1461). — Sa demande étrange à Louis XI, à l'occasion de Labaloue. 413 (1466). — Commandant de l'armée de Louis XI, désobéit à un ordre extorqué au

- roi pour la licencier; reconnaissance du roi à ce sujet. 418 (469). — Commande avec Saint-Paul l'armée de Louis XI dans la guerre contre le duc de Bourgogne. 423 (474). — Est nommé commandant de Paris. 459, (4485).
- CHABOT**, amiral, connu aussi sous le nom de Brion, est dégradé et meurt de chagrin. 373 (427).
- CHABOT-CHAMI**, refuse d'exécuter les ordres de Charles IX, au sujet de la Saint-Barthélemi. 690 (4372).
- CHALAIS**, maître de la garde-robe de Louis XIII, expie sur l'échafaud ses entreprises contre Richelieu. 922 (4626).
- CHALON** (l'historien); son opinion sur Louis XI. 410 (4465).
- CHALONS** (ville de) ouvre ses portes à Charles VII. 578 (4429).
- CHALONS** (Jean de), prince d'Orange, est attaché à Louis XI par la promesse de la restitution des domaines enlevés à son père, et de la lieutenance-générale des deux Bourgognes. 439 (4477). — Il change de parti; bat les Français à Dôle, et s'empare de Beaune et de Verdun. 459 (4477).
- CHAMP DE MAI** (assemblées du). 87 (496).
- CHAMP DE MARS** (assemblées du). 87 (496), et 402 (658). — Transportées en mai sous Pépin. 445 (754).
- CHAMBRE DES COMPTES**: est rendue sédentaire. 235 (4545).
- CHAMBRE ARDENTE**. Tribunal institué sous Charles VII pour juger les sorciers. 396 (4436).
- CHAMPAGNE** (comté de) est réuni à la couronne par Philippe VI. 254 (4528). — Sa réunion définitive à la France. 288 (4561).
- CHANDOS** (Jean). Part qu'il prend à la bataille de Poitiers. 274 (4556).
- CHANLEU** (le marquis de), est tué à la prise de Charenton pendant la guerre de la Fronde. 4048 (4649).
- CHANT D'ÉGLISE ET CHANT GRÉGORIEN**. attention que lui donne Charlemagne; il est l'origine de la musique des églises. 423 (789).
- CHANTILLI** (château de). Montmorency s'y retire. 647 (4559).
- CHANVERON** (AUDOUIN de), prévôt de Paris, condamné injustement et grâcié. 323 (4388).
- CHAPERON-BLANC** Signe de parti introduit à Paris. 354 (4412).
- CHARENTON** (prise de) par les troupes royales du temps de la fronde. 4048 (4649).
- CHARLEMAGNE** fait roi d'Austrasie par Pépin. 446 (768). — Sa réputation glorieuse. 446 (768). — Il est couronné roi de Bourgogne et de Neustrie. 447 (768). — Il divorce avec Himiltrude, avec Hermengarde, et épouse Hildegarde. 447 (774). — Il devient seul roi de France par la mort de Carloman. 447 (772). — Il attaque Didier en Italie et s'empare de ses états; pouvoir qu'il laisse au pape. Il reçoit la couronne de fer comme roi d'Italie, et marche de nouveau contre les Saxons. 448, (773). — Il passe en Espagne, et y joue le rôle de conciliateur. 449 (778). — Il passe en Italie, et fait couronner ses fils Pépin et Louis. 420 (680). — Moyens qu'il emploie pour gagner les Saxons; il en fait massacrer quatre mille. 420 (782). — Son inflexible sévérité. 424 (787). — Son goût pour les lettres et pour l'étude. 424 (788). — Sa prédilection pour les savants. 422 (788). — Épouse Fastrade et ensuite Luitgarde. 424 (789). — Fonde Aix-la-Chapelle, 424 (794). — Il est rappelé en Italie par le pape Léon. 424 (799). — Il est couronné empereur d'Occident par le pape Léon. 425 (800). — Fin de sa vie militaire, ses lois. 425 (804). — Sa sollicitude pour la marine. 426 (804). — Sa mort et son testament. 426 (814). — Parallèle entre ce prince et le roi Robert. 460 (1030).
- CHARLES-MARTEL**, enfermé dans un château fort; du duc et prince en Austrasie. 407 (744). — Bat Rainfroy et Chilpéric; traite avec ce dernier; mesures qu'il prend pour assurer sa puissance. 408 (746). — Série d'exploits qui lui fait donner le surnom de Martel. 408 (724). — Il défait Abdérame et les Sarrasins à Poitiers. 409 (754). — Sa conduite à l'égard du clergé; sa mort. 409 (740), et 440 (744).
- CHARLES**, fils de Pépin, sacré par le pape en même temps que son père. 445 (752).
- CHARLES** (fils aîné de Charles-Martel); sa mort. 426 (807).
- CHARLES-LE-CHAUVE** devient roi de Neustrie. 453 (836).
- CHARLES**, fils de Lothaire, en reçoit la Provence et la Bourgogne. 439 (835). — Sa mort. 440 (862).
- CHARLES** (duc de Lorraine), frère de Lothaire. 452 (954). — Reçoit d'Othon le duché de Lorraine. 453 (978). — Mépris qu'il s'attire par sa conduite et par ses luttes contre son frère. 453 (980). Veut disputer à Hugues-Capet la couronne de Louis V, son frère. 457 (988). — Marche contre Hugues-Capet; prend Laon, Reims et bat ce monarque; il est attaqué et fait prisonnier. 458, (994).
- CHARLES-LE-CHAUVE**, fils de Louis-le-Débonnaire. 428 (849). — Est fait roi de Rhétie. 429 (850). — Son père lui donne l'Aquitaine qu'il enlève à Pépin. 434 (852). — Il est séparé de son père par Lothaire. 434 (834). — Reçoit l'Aquitaine au détriment de son neveu Pépin. 453 (839). — Son avènement. 434 (840). — Extrémité à laquelle le réduit son frère Lothaire. 435 (844). — S'unit à Louis-le-Gros et marchent ensemble contre Lothaire, qu'ils battent à Fontenay. 456 (842). — Défend son royaume contre les Normands; les y fixe. 447 (942). — Roi de France, d'après le partage de Thionville. 437 (843). — Embarras que lui donnent les factions. 438 (845). — Tentative de Louis-le-Germanique pour le dépouiller. 439 (856). — Attaque Louis II de Germanie. 441 (873). — Il est couronné empereur et roi d'Italie. 441 (875). — Carloman essaie de lui enlever l'Italie. 441 (876). — Sa mort; coup d'œil sur son caractère et sur son règne. 442 (877). — Son serment lors du traité contre Lothaire. 454 (842).
- CHARLES-LE-GROS**, roi de Lorraine. 444 (876). — Réunit sous son sceptre tous les états de Charlemagne; son caractère. 445 (884). — Il marche à Paris contre les Normands; sa lâcheté. 445 (886). — Sa mort. 446, (888).
- CHARLES III**, dit le Simple; sa naissance; doutes sur sa légitimité. 444 (879). — Son avènement. 446 (895). — Repoussé par Eudes, se réfugie chez Arnould; partage la France avec Eudes. 446 (895). — Donne à Rollon une de ses filles et le duché de Normandie. 447 (912). — Abandonné et repoussé par tous ses seigneurs. 447 (922). — Marche contre Robert, qui est tué dans la bataille. 447 (923), et 448 (923). — Sa postérité reprend la couronne à la mort de Raoul. 448 (936). — Il est de nouveau frustré de la succession des états de Louis IV. 449 (936). — Son incapacité fait que les Allemands ne tirent plus leurs chefs que du corps de la nation. 449 (936).
- CHARLES-LE-BON**, comte de Flandre meurt assassiné 472 (4425), et 475 (4429).

CHARLES DE VALOIS, bat Guy de Dampierre. 226 (1299). — Le pape le fait son vicaire en Italie. 226 (1299).
CHARLES, fils de Philippe IV, épouse Blanche de Bourgogne. 234 (1315).
CHARLES IV, dit le Bel; son avènement; son règne; il divorce avec Blanche et épouse Marie de Luxembourg. 247 (1322-25). — Sa sévérité. 248 (1324). — Son caractère, sa mort. 248 et 249 (1328).
CHARLES D'ESPAGNE reçoit la charge de Connétable. 269 (1330). — Sa rivalité avec Charles-le-Mauvais; celui-ci le fait assassiner. 269 et 270 (1332-34).
CHARLES-LE-MAUVAIS, roi de Navarre; son portrait; il épouse Jeanne, fille du roi Jean II. 269 (1332). — Sa rivalité avec Charles d'Espagne. 269 et 270 (1334). — Impunité qu'il obtient pour l'assassinat de Charles d'Espagne. 270 et 271 (1334). — Excite le dauphin Charles contre son père Jean II. 271 (1335). — Ses intrigues; Jean II l'arrête lui-même. 273 (1336). — Est mis en liberté par ses amis; son discours aux Parisiens lors de l'assemblée du Pré-aux-Clercs. 278 et 279 (1337). — Obtient la restitution de ses biens et fiefs en Normandie, et la délivrance de tous les prisonniers de Paris. 279 (1337). — Ses bravades au Dauphin. 280 (1338). — Fait un traité avec Édouard V, qui lui fournit des troupes. 280 (1338). — Se retire à Saint-Denis et négocie avec Charles V. 281 (1338). — Se rapproche de Paris sur les avis de Marcel, contribue à détruire les paysans lors de la Jacquerie. 281 et 282 (1338). — Continue à susciter des embarras au régent, et fait un traité avec les Anglais. Conclut sa paix avec le régent. 283 et 284 (1338). — Son intimité avec Charles V; il est accusé de l'avoir empoisonné et d'avoir essayé de le faire assassiner. 284 (1339). — Recommence la guerre en Normandie. 285 (1360). — Est reçu en grâce par Jean II. 287 (1364). — Continue ses hostilités contre la France, et appelle les Anglais à son secours. 290 (1364). — Ses prétentions sur le duché de Bourgogne. 290 (1364). — Sa réconciliation avec Charles V. 292 (1365). — Sa conduite turbulente. 297 (1370). — Il se réconcilie encore une fois avec Charles V et en obtient son pardon; il brouille Clisson et le duc de Bretagne. 298 (1374). — Sa négociation auprès de Transtamare. 300 (1375). — Crimes dont on l'accuse; ses intrigues contre Charles V. 303 (1378). — Complotte l'empoisonnement de Charles V. 304 (1378). — Il est dépourillé par Charles V. 304 (1378). — Mesures pour empoisonner le roi son père, les ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon. 321 (1387). — Sa triste fin; procédure singulière qui suit sa mort. 322 (1387).
CHARLES DE BLOIS, signe le traité des Landes avec Jean V de Montfort. 291 (1364). — Rompt le traité des Landes; il est tué en combattant. 291 (1364).
CHARLES V; se laisse aigrir par Charles-le-Mauvais contre Jean II, son père; celui-ci lui donne le duché de Normandie. 271 (1335). — Se trouve, par la captivité de son père, à la tête du gouvernement; il convoque les états-généraux. 275 (1356). — Renvoie les états. 276, (1357). — Ordonne une refonte des monnaies; Marcel la fait avorter. 276 (1357). — Abandonne Paris, et y revient sur les instances des Parisiens. 277 (1357). — Hésite à donner un sauf-conduit au roi Charles-le-Mauvais. 278 (1357). — Revient à Paris, et en revient une autre fois. 280 (1358). — Massacre que Marcel ordonne en sa présence; il se réfugie à Compiègne. 280 (1358). — Promet à Charles-le-Mauvais de lever

le siège de Paris, et à quelles conditions. 281 (1358). Rentre dans Paris avec la cour, après la mort de Marcel. 282 (1358). — Embarras que Charles-le-Mauvais continue à lui susciter. 283 (1359). — Tentative d'empoisonnement sur sa personne de la part de Charles-le-Mauvais. 284 (1359). — Système de guerre défensive qu'il adopte contre Édouard III. 284 (1359). Peine qu'il a pour maintenir la tranquillité pendant le siège de Paris par Édouard III. 285 (1360). — Signe le traité de Breigny. 286 (1360). — Son avènement et son sacre. 290 (1364). — Essaie vainement de mettre d'accord Charles de Blois et Jean de Monfort. 291 (1364). — Sa réconciliation avec Monfort et avec Charles-le-Mauvais; il s'attache les seigneurs. 292 (1365). — Sagesse de son administration. 293 (1366). — Convoque les états. 296 (1369). — Somme le prince de Galles de comparaître au parlement. 296 (1369). — Déclare la guerre à l'Angleterre. 296 (1369). — Est disculpé d'avoir fait naître la guerre entre l'Angleterre. 297 (1370). — Revendique et envahit la Guyenne; sa tactique dans cette guerre. 297 (1370). — Parallèle entre ce monarque et Édouard III. 298 (1371). — Conclut avec l'Angleterre une trêve de deux ans; ses réglemens; son administration. 302 (1375). — Fait faire une descente en Angleterre, et attaque partout les Anglais. 303 (1376). — Prononce la confiscation de la personne et des biens de Jean de Montfort, duc de Bretagne. 306 (1379). — Sa maladie, son éloge, sa mort. 306 et 309 (1380).

CHARLES IV (l'empereur). Son séjour en France. 303 (1378).

CHARLES VI, roi de France; son avènement. 309 (1380). — Son couronnement; mesures prises par ses oncles. 310 (1380). — Troubles du commencement de son règne. 310 (1380). — Rentre à Paris, après la révolte des Maillotins. 314 (1382). — Commande l'armée contre les Flamands. 316 (1382). — Amnistie qu'il donne. 317 (1383). — Sa rentrée à Paris, après la bataille de Roabec. 317 (1383). — Oppose une armée aux Anglais entrés en France. 318 (1383). — Épouse Isabelle de Bavière. 319 (1384). — Ses immenses préparatifs pour une nouvelle expédition en Angleterre. 320 (1385). — Son chagrin de ne pouvoir humilier l'Angleterre; son activité dans ses préparatifs de guerre. 322 (1387). — Parvenu à l'âge de vingt et un an, assemble un conseil de princes à Reims, le consulte par forme et se charge des affaires, après avoir remercié ses oncles. 323 (1388). — Il allait priver de son duché le duc de Gueldres, audacieux provocateur, sans la médiation du père du duc. 323 (1388). — Ses ministres nouveaux; disgrâce de Chanveron, prévôt de Paris. 325 (1388). — Divers réglemens sur l'organisation du parlement, sur la police de Paris, sur l'usure des juifs, sur les abus des mendians. 324 (1388). — Couronnement de la reine, son épouse; fêtes et munificence de la ville de Paris. 324 (1389). — Amusements, tournois au commencement de son règne; exercices violents du roi. 324, col. (1389). — Fait rendre un service solennel à la mémoire de du Guesclin; murmures, plaintes du peuple sur ses grandes dépenses. 325 (1389). — Il est bien accueilli lors de son voyage dans le Midi; son pari avec le duc d'Orléans sur le plus prompt retour. 325 (1389). — Ses projets de guerre; plan de la guerre contre les Romains et le pape Boniface. 326 (1391). — Tombe en démeance, son émotion, son emportement lors de l'assassinat de Clisson. 328 (1392). — Part

du Mans pour envahir la Bretagne. Dans la forêt du Mans, un homme en chemise apparaît subitement au roi, lui dit qu'on le trahit. Accès de folie du roi. 528 et 529 (1592). — Après son accès de folie au-delà du Mans, est arrêté et rapporté dans cette ville, sans connaissance. On rappelle les troupes. 529 (1592). — Ne guérit qu'après six mois. Sa surprise des changements qu'il voit; ses réglemens de prévoyance en cas de rechute; rétablissement de sa santé. 530 (1593). — Accident qui lui arrive avec cinq masques, dont quatre furent brûlés dans leur habillement. 530 (1593). — Retombe en démente pendant la conférence d'Abbeville avec les plénipotentiaires anglais. 530 (1594). — Une trêve de quatre ans est conclue avec l'Angleterre. 531 (1594). — Éprouve une aliénation mentale par sept fois dans la même année. 532 (1594). — Trêve de vingt-huit ans avec l'Angleterre. *Ibid.* (1595). — Recouvre son bon sens; il empêche un conflit armé entre le régent et le duc de Bourgogne. 536 (1600). — Devient plus malade; son aliénation se change en fureur. Manière barbare dont on le traite. 537 (1602). — Dans un moment lucide, il règle définitivement le pouvoir. *Ibid.* (1602). — Il accorde des lettres de justification et d'abolition à Jean-sans-Peur, pour le meurtre du duc d'Orléans. 542 (1608). — Il déclare les Armagnacs criminels. 548 (1611). — Sa mort. 568 (1622).

CHARLES VII, (dernier fils de Charles VI), prend le titre de dauphin. 559 (1606). — Son arrivée à Bourges. 563 1619. — Il perd deux hommes importants. 567 (1621). — Monte sur le trône à l'âge de vingt ans. Son inauguration en Auvergne. 568 (1622). — Dénombrement des provinces qui restent à la France. Le roi de Bourges est couronné à Poitiers. 569. (1622). — Le duc de Bedford détache de lui le duc de Bretagne et son frère. Perte de la bataille de Cravant par ses généraux. Secours qui lui sont amenés. Perte de la bataille de Verneuil. Ses détails. 569 (1623). — Soulèvement des comtes de Clermont et de La Marche avec le connétable de Richemond. Le roi va les attaquer. Danger que court la France alors. Accommodement. Situation des partis à cette époque. 574 (1627). — Secours miraculeux. La Pucelle d'Orléans. Levée du siège d'Orléans. 576 (1629). — Son inertie. Mot de La Hire. Il se rend à l'armée. La Pucelle le conduit à Reims, où il est sacré. Il attaque Paris sans succès. 578 (1629). — Trêve pour trois provinces avec le duc de Bourgogne. 579 (1650). — Succès à Montargis. Sa reconnaissance envers les habitants de cette ville. Traité du duc de Bretagne avec Bedford. Intrigue contre Richemond. 575 (1627). — Réjouissances du peuple sur son passage. Ennoblement de la Pucelle d'Orléans et de sa famille. Son indifférence envers elle quand elle est prisonnière. 579 (1650). — Intrigues et propos à sa cour contre le connétable de Richemond. Enlèvement et exécution de son ministre Giac. Assassinat d'un autre ministre, de Camus de Beaulieu. Il prend La Trémouille. 572 (1625). — Diversion en sa faveur par le mariage du duc de Gloucester avec Jacqueline, comtesse du Hainaut. Sa négociation avec les ducs de Bretagne, de Bourgogne et de Savoie. 570 (1625). — Conditions que lui impose le duc de Bretagne pour son alliance. Son attachement à ses ministres. Générosité de Tannequi du Châtel. Ses ministres se retirent. Alliance avec la Bretagne. A quelles conditions. 574 (1625). — Siège d'Orléans. Journée des Harangs. 574 (1628). — Causes de son indifférence sur le sort de la

Pucelle. — Révision de son procès. 582 (1631). — Activité de ses généraux, leur patriotisme. Négociations entamées. Trêve de six ans avec Philippe-le-Bon. 585 (1632). — Congrès d'Arras. Conditions qu'il est forcé d'accepter. Conclusion de la paix avec la Bourgogne. 584 (1634). — S'empare de Montereau-Faut-Yonne. Son courage à l'assaut. Son entrée solennelle à Paris. Ivresse du peuple. Fêtes. Mystères représentés. Serment qu'il prête entre les mains de l'évêque. 585 (1637). — Réglemens pour l'administration de la justice et des finances. Ordonnances sur les costumes et la vente des étoffes. 586 (1637). — Décret de la *Pragmaticque sanction*. Articles principaux de ce décret. 586. (1638). — Ses réglemens pour les troupes. Abus auxquels on remédie. 586 (1638). — Pourparlers pour la paix avec l'Angleterre. Conditions proposées par les Anglais. Rupture des conférences. 586 (1639). — Mésintelligences à sa cour. Complot dit de la Praguerie. Soumission des révoltés. Son entrevue avec le dauphin. 587 (1640). — Négociations pour la paix entamées avec l'Angleterre; elles sont rompues. Prise de Pontoise. 588 (1640). — La mollesse de son caractère est la cause des intrigues qui agitent son règne. Ligue de Nevers. Réclamations des mécontents. Il satisfait les principaux. Conseils de Richemond. 588 (1642). — Ses succès en Guienne. Il confie au dauphin la suite de l'expédition. Création d'un parlement à Toulouse. 589 (1644). — Trêve de deux ans avec l'Angleterre. Mariage de Henri VI avec Marguerite d'Anjou. Singulière clause du contrat. Guerre avec la Suisse. *Journée de Saint-Jacques*; la paix se rétablit. 589 (1644). — Il établit la solde des troupes; réforme de l'armée; sa composition; sa paie. 589 (1644). — Efforts inutiles qu'il fait pour avoir la paix avec l'Angleterre; il fait grâce à Jacques Cœur de la vie. Prise de Rouen; son entrée en cette ville; son intrepidité à Harfleur. 591 (1648). — Conserve la paix dans l'église de France; convocation d'un concile à Lyon; décisions qui y sont prises; il préserve l'Europe du schisme. 591 (1647). — Complot du dauphin contre lui; terreurs et chagrins qu'il en ressent. 591 (1646). — Soins qu'il apporte à l'impôt de guerre, dans l'intérêt du peuple; pourquoi l'histoire lui a conservé le surnom de Victorieux. 590 (1647). — Prise de Caen et de Cherbourg. Victoire de Formigny sur les Anglais. 592 (1650). — Mariage du dauphin avec Charlotte de Savoie; l'opposition qu'il y met arrive trop tard. 592 (1649). — Porte la guerre en Guienne; prise de cette province; assentiment du peuple. Charte jurée par Dunois, et confirmée par le roi. Siège et prise de Bayonne. 595 (1651). — Bataille de Castillon; il rentre en possession de la Guiane, que Talbot venait d'enlever; il fait construire les forts du Hâ et du château Trompette; il rend à la province les franchises qu'il lui avait enlevées. 595 (1654). — Il accorde Yolande, sa fille, au fils du duc de Savoie. Il fait intervenir l'autorité séculière dans les réglemens de l'université. Projet d'établissement d'un parlement à Poitiers. 594 (1655). — Soins qu'il se donne pour l'ordre et la police du royaume; il commence la rédaction des *Coutumes*; ses efforts pour extirper les abus et la chicane des gens de justice; bornes qu'il pose à sa propre autorité. 596 (1653). — Divers actes de justice sévère contre les grands seigneurs. Établissement de la Chambre ardente. Procès fait aux sorciers. 596 (1656). — Chagrins que lui donne le dauphin. Conjuraton du duc d'Alençon. Bonne intelli-

gence entre le comte de Richemond, devenu duc de Bretagne, et lui. 397 (1456). — Expédition contre l'Angleterre. Procès du duc d'Alençon; il réunit ce duché à la couronne. *Ibid.* (1458). — Froideur avec le duc de Bourgogne. Projet de dés hériter le dauphin. 398 (1459). — Est invoqué pour arbitre par le roi de Danemarck; Gènes se donne à lui. — Différends avec la Bourgogne; affront qu'il reçoit du duc. Négociation inutile pour le retour du dauphin. 399 (1460). — Sa maladie, sa mort, sa postérité, ses obsèques faites aux frais de Tanneguy du Châtel; paroles de Dunois; jugement de son règne. 399 (1461).

CHARLES-LE-TÉMÉRAIRE (d'abord connu sous le nom de comte de CHAROLAIS, et ensuite sous celui de CHARLES-LE-TÉMÉRAIRE, duc de Bourgogne;) De quelle manière il est traité par Louis XI à son avènement au trône. 401 (1464). — Ses mésintelligences avec ce roi. 403 (1463). — Accuse Louis XI d'avoir voulu le faire enlever par Rubempré. 403 (1464). — Sa réponse aux députés de Louis XI, à la cour de son père; menace qu'il fait au roi. 406 (1463). — Son arrivée avec son armée sous les murs de Paris; sa marche à travers le royaume. 408 (1463). — Manque à être fait prisonnier à Montlhéry. 408 (1463). — Son entrevue, à Bercy, avec Louis XI; son imprudence en accompagnant le roi jusqu'aux barrières; remontrances des seigneurs de son armée. 410 (1463). — Saccage Dinan, en égorge tous les habitants, sauf les vieillards, les femmes et les enfants; prend le surnom de *Charles-le-Téméraire*. 414 (1467). — Tient Louis XI enfermé dans le château de Péronne; ses irrésolutions sur le parti qu'il doit lui faire. 416 (1468). — Saccage et ruine de fond en comble la ville de Liège. 417 (1468). — Inquiétudes qu'il conçoit sur les empiétements de Louis XI, sur les droits de ses grands vassaux; ambassade qu'il lui envoie; pour parler; il rappelle une belle maxime d'un roi de France. 424 (1470). — Prend un parti opposé à celui qu'a pris Louis XI dans la querelle des maisons d'York et de Lancastre; punit de mort des vassaux qui se sont soumis à un arrêt du roi; il est atteint et convaincu du crime de lèse-majesté; le roi lui déclare la guerre. 422 (1470). — Passe la Somme avec son armée, et vient camper entre l'armée du roi et les villes au pouvoir de celui-ci; risques qu'il court; sa position critique amenée parla famine; trêve qu'il obtient. 425 (1474). — Traité avec le roi Louis XI pour la reddition des villes sur la Somme qu'il lui avait enlevées par surprise; mauvaise foi des deux princes. 425 (1472). — Manifeste qu'il lance contre Louis XI; accusations qu'il porte; il lui déclare la guerre; sa férocité lui fait donner le nom de *Terrible*. 425 (1472). — Porte la guerre en Normandie, et signe un traité avec Louis XI. 426 (1473). — Acquiert, moyennant un prêt d'argent à Sigismond, duc d'Autriche, le comté de Ferret et le landgraviat d'Alsace. 427 (1473). — Acquiert le duché de Gueldres, et le comté de Zutphen; conduite infâme d'Adolphe d'Egmont à l'égard de son propre père. 427, (1473). — Enlève l'héritier de la Lorraine, l'échange contre un seigneur allemand; il veut se faire couronner roi de la Gaule-Belgique, par l'empereur Frédéric; intrigues de Louis XI qui font avorter ce projet. 428 (1473). — Mésintelligences entre Louis XI et lui; il force le roi d'Angleterre à déclarer la guerre à la France; traité qu'il fait avec ce roi. 429 (1474). — Tourne ses forces contre l'Allemagne, dans l'intention de se faire reconnaître roi de Belgique; Louis XI suscite

les Suisses contre lui. 429 (1474). — Perd une partie de son armée au siège de Nuits; il va rejoindre les Anglais débarqués à Calais, les engage à se présenter devant Saint-Quentin, dont les portes leur sont fermées; il quitte les Anglais. 434 (1475). — Reproche au roi d'Angleterre sa trêve avec Louis XI; ils se séparent brouillés; il traite lui-même avec le roi, et conclut une trêve de neuf ans. 434 (1476). — Est le véritable héritier des biens du comte de Saint-Paul, et fait son entrée triomphante dans Nancy; son parallèle avec Pyrrhus; ses projets. 435 (1476). — Le hasard l'engage à faire la guerre aux Suisses; il ne veut pas écouter leurs envoyés; sa défaite; il perd ses bagages et les joyaux de sa couronne à la bataille de Grandson. 435 (1476). — Continue la guerre avec les Suisses; il est défait à Morat; son caractère après ses défaites; son isolement. 437 (1476). — Son désespoir après la prise de Nancy par le duc de Lorraine; il assemble une armée au cœur de l'hiver, et s'y transporte; trahison de Campo-Basso; bataille de Nancy, sa mort. 438 (1477).

CHARLES VIII, âgé de treize ans, succède à Louis XI; concurrents à sa tutelle. 434 (1483). — Écrit au duc de Bretagne de venir le délivrer de la tutelle d'Anne de France. 439 (1483). — Son sacre; son entrée à Paris; réjouissances. 438 (1484). — Fait ouvrir la prison du duc d'Orléans; leur réconciliation; les factions sont comprimées. 469 (1491). — Négociations pour son mariage avec Anne de Bretagne; conclusion de ce mariage; clauses du contrat. 470 (1491). — Conclut un traité à Étampes avec le roi d'Angleterre; stipulation de ce traité; accueil qu'il fait à Perkin, qui se dit fils d'Édouard IV. 474 (1492). — Couronne Anne de Bretagne à Saint-Denis; brillante entrée dans Paris, fêtes à cette occasion. 474 (1492). — Rend le Roussillon au roi d'Aragon; causes présumées de cette restitution. 472 (1493). — Achète la paix de la maison d'Autriche; conditions avantageuses qu'il lui fait. 472 (1495). — Ses projets sur l'Italie; situation de ce royaume; ses projets sur la Turquie d'Europe. 473 (1495). — Discute au conseil le projet de conquérir le royaume de Naples oppositions de l'amiral Gravelle, ses raisons. 474 (1493). — Tous les princes Italiens recherchent son alliance; le pape s'oppose à son projet de conquête, Charles le menace d'assembler un concile. 474 (1493). — Signe un traité d'alliance avec Ludovic Sforce et plusieurs seigneurs napolitains. 474 (1493). — Annonce son expédition pour Naples; empressement des seigneurs à le suivre; Anne de Beaujeu est nommée gouvernante; le roi est atteint de la petite vérole, sa guérison. 475 (1494). — Fêtes que lui donne Ludovic Sforce; sa visite au château de Milan. 475 (1494). — Entre sur les terres de Florence; prédiction de Jérôme Savonarole; son imprévoyance en s'avancant en Italie; il tire quelques sommes d'argent des villes par où il passe. 476 (1494). — Entre à Rome malgré le pape, met garnison dans quatre places des états romains; rend hommage au pape; traité qu'il fait avec lui; causes qui l'empêchent de le déposer. 476 (1494). — Entre triomphant dans Naples; reddition des forts de Lœuf et du château Neuf; son couronnement à Naples; fêtes à cette occasion; complots contre les Français; il quitte Naples à la tête de neuf mille cinq cents hommes. 478 (1495). — Son retour en France; les alliés tentent de l'arrêter aux Apennins; bataille de Fornoue perdue, traits de courage du roi. 478 (1495). — Entame des négociations après la bataille de Fornoue; trêve d'un

jour; il s'échappe avec son armée, il arrive à Asti. 480 (1495). — Vient au secours du duc d'Orléans, assiégé dans Navarre; conclut une trêve et le délivre avec la garnison. 480 (1495). — Traite à Verceil avec Ludovic Sforce; les Suisses se mutinent, il leur donne des otages en garantie de leur solde; avantages pour Ludovic du traité de Verceil. 480 (1495). — A son arrivée en France, il a la guerre avec Ferdinand-le-Catholique, le traité passé entre eux est déchiré en sa présence par l'ambassadeur espagnol; le Languedoc est ravagé; secours qu'il envoie en Italie. 484 (1496). — Son espoir de reconquérir le royaume de Naples; intelligences qu'il entretient en Italie, traversées par le duc d'Orléans; sa demande au parlement de contribuer aux charges de l'état; réponse du président; il menace d'en établir un à Poitiers. 482 (1497). — Porte son attention sur la justice; il fixe le grand conseil à Paris et règle les attributions; il établit un parlement en Bretagne; son amour pour la justice; sa lettre à la chambre des comptes. 482 (1498). — Sa mort occasionnée par un accident; son portrait; sa continence au sac de Toscanelle comparée à celle de Scipion; éducation négligée qu'il avait reçue. 483 (1498).

CHARLES II, d'Alençon, hérite du comté d'Armagnac après l'assassinat du comte par les ordres de Louis XI. 427 (1473).

CHARLES-QUINT, se rendant d'Espagne en Allemagne par mer, descend en Angleterre, voit Henri sans cérémonie ni suite; sa politique avec le roi et Wolsey. 535 (1520). — Économe, appliqué à ses affaires; son adresse auprès de Henri VIII et de Wolsey; traité de ligue offensive et défensive contre la France. 539 (1522). — Profitant de la désunion de François I^{er} et du connétable de Bourbon, engage celui-ci dans un complot qui devait perdre la France. 545 (1525). — Par sa fierté indispose tous les princes d'Italie, le pape, Henri d'Angleterre, et Wolsey, cardinal d'York. 550 (1526). — Il fait des démonstrations hypocrites en faveur du pape dont la ville est livrée au pillage. 554 (1527). — Des députés des puissances italiennes, les héritiers des rois de France et d'Angleterre lui dénoncent la guerre. 555 (1528). — Sa politique avec le pape et dans le royaume de Naples. 557 (1529). — Prend des arrangements avec tous les princes d'Italie. 557 (1529). — Services qu'il rend au pape; ses conférences avec lui. 557 (1529). — Il porte la maison d'Autriche à son plus haut degré de puissance. 557 (1530). — Fait semblant de rentrer dans les bonnes grâces de François I^{er}. 558 (1534). — Il est attaqué par Soliman II. 558 (1532). — Porte la guerre à Tunis, dans quel but. 564 (1535). — Ses ruses au sujet du Milanais; sa jactance devant le consistoire à Rome; son défi à François I^{er}. 562 (1536). — Interpellé en présence du pape par un ambassadeur français; sa réponse évasive. 563 (1536). — Ses projets sur la France, ses prétentions, et sa confiance sur la Provence. 563 (1536). — S'enfuit misérablement de la Provence, faisant des pertes considérables. 566 (1536). — Difficultés qu'il rencontre auprès de Gênes; il se retire en Espagne. 567 (1537). — Tâche de persuader à Henri VIII et aux princes confédérés que sa retraite de Provence n'était qu'un stratagème. 567 (1537). — Marche contre la Picardie, s'empare de plusieurs places et en est successivement repoussé. 568 (1538). — Nécessité de sa présence en Flandre; difficultés de s'y rendre promptement. 569, (1539). — Moyens par lesquels il apaise les Pays-Bas; refuse de tenir sa promesse à

François; propose d'autres arrangements insidieux. 570 (1539). — Ses fourberies auprès du comte de France; réception sur le territoire français; sa défiance à Paris; ses craintes. 570 (1539). — Répond par des équivoques, quand la cour de Francoc lui rappelle indirectement ses promesses. 570 (1540). — Sa perfidie, ses calomnies, auprès du pape et de tous les amis du roi de France. 574 (1540). — Rêve opiniâtrément à la conquête de la Provence; ses intrigues sont découvertes; il embarque alors ses troupes pour Alger. 572 (1542). — Ses désastres en Afrique, près d'Alger. 572 (1542). — Sa circulaire au pape et aux puissances chrétiennes contre François I^{er}. 574 (1543). — Traverse la Lorraine et une partie de la Champagne. 577 (1544). — Borne Henri VIII du projet chimérique de se partager la France. 575 (1544). — Détache de François I^{er} Henri VIII et les princes allemands. 575 (1544). — Assiège Landrecie, abandonne cette ville et s'empare de Crai jusqu'alors indépendante. 575 (1544). — Porte son édit appelé *interim*. 586 (1548). — Son manifeste contre Henri II. 599 (1555). — Il assiège Metz. 595 (1552). — Il est obligé d'abandonner le siège de Metz honteusement; détresse de son armée. 596 (1552). — Sa puissante armée en Italie. 600 (1555). — Cède l'empire à son frère Ferdinand moyennant une pension alimentaire de 500,000 fr. 604 (1555). — Il cède à Philippe, son fils, tous ses gouvernements excepté l'empire. 604 (1555). — Il meurt dans un couvent des Hiéronymites-de-Saint-Just. 614 (1559).

CHARLES IX devient roi sous la régence de sa mère. 629 (1560). — Sa déclaration contre les soldats d'Orléans. 645 (1562). — Dans sa quatorzième année est déclaré majeur à Rouen par le parlement de Normandie. 652 (1565). — Ses dispositions et inclinations, conseils que lui donne sa mère. 652 (1565). — Son voyage avec toute sa cour; provinces qu'il visite; son entrevue avec sa sœur, reine d'Espagne, à Bayonne, avec Jeanne d'Albret à Nérac. 655 (1564). — Sa réponse aux ambassadeurs des princes allemands. 660 (1566). — Part de Meaux avec toute sa cour pour Paris, défendu par les Suisses et cerné par l'armée de Condé, prête à attaquer. 662 (1567). — Porte plusieurs édits très-sévères contre les calvinistes. 662 (1567). — Jaloux de la gloire du duc d'Anjou. 675 (1569). — Se met à la tête de l'armée; ses succès; siège de Saint-Jean-d'Angély. 676 (1569). — Le pape et ses autres alliés lui retirent leurs soldats après la bataille de Montcontour. 677 (1570). — Conclut une nouvelle paix avec les calvinistes à Saint-Germain-en-Laye. 678 (1570). — Épouse par procureur Élisabeth d'Autriche, seconde fille de l'empereur Maximilien; paix, tranquillité de la France. 679 (1571). — Il va à Blois pour conférer avec la reine de Navarre sur le mariage d'Henri avec sa sœur. 684 (1572). — Favorise la révolte des Pays-Bas pour se venger du roi d'Espagne qui entretenait les troubles de France. 680 (1570). — Propos qu'on lui prête, auprès du cardinal Alexandrin, envoyé du pape. 684 (1572). — Sa position critique auprès des deux partis; son désir de marier Marguerite, sa sœur, avec Henri de Béarn. 684 (1572). — A force de parler de la guerre de Flandre, la prend à cœur. 685 (1572). — Est prévenu de nouveau contre les calvinistes. 684 (1572). — Il se rend auprès de Coligni; promesses du roi. 685 (1572). — Obsédé, effrayé, courroucé, donne l'ordre fatal des assassinats contre les calvinistes. 686 (1572). — Aurait voulu sauver La Rochefoucauld qu'il aimait, il l'invite

à passer dans le Louvre, la nuit qui précéda la Saint-Barthélemy. 687 (1572). — Troublé à un coup de pistolet qui fait explosion au moment du signal de la Saint-Barthélemy, il envoie un gentilhomme prier Guise de ne rien faire à Coligni : c'était trop tard. 687 (1572). — Ses paroles sévères à Henri et à Condé ; conditions qu'il leur impose. 688 (1572). — Il parcourt Paris avec toute sa cour pendant les massacres de la Saint-Barthélemy, il va à Montfaucon. 689 (1572). — On dit qu'il tira lui-même sur les calvinistes qui se sauvaient à la nage vers le faubourg Saint-Germain. 689 (1572). — Gagné par sa mère, se charge de tout l'odieux de la Saint-Barthélemy, et prend sur lui le massacre qui fut horrible dans plusieurs villes de province. 690 (1572). — Lit de justice après la Saint-Barthélemy ; ses accusations calomnieuses contre Coligni. 690 (1572). — Il envoie aux gouverneurs des provinces une protestation hypocrite sur les horreurs de la Saint-Barthélemy ; le lendemain, des catholiques affidés sont envoyés dans les principales villes chargés d'ordres verbaux. 690 (1572). — Efforts qu'il fait pour convertir Henri de Navarre et Condé ; ses menaces : *mort, messe ou Bastille*. 694 (1572). — Il porte un édit qui calme la frayeur des calvinistes. 695 (1572). — Il conçoit le projet de s'emparer de toutes les places fortes occupées par les calvinistes. 695 (1572). — Signe un traité d'alliance avec Élisabeth, reine d'Angleterre ; il se plaint des secours qu'elle a envoyés à La Rochelle. 695 (1572). — Il traite splendidement les ambassadeurs polonais ; il hâte le départ de son frère, et l'accompagne jusqu'à Vitry. 697 (1574). — Il tombe malade ; son caractère doux et bénin devient sombre ; déchirements et peines sous son règne. 697 (1574). — S'efforce de corriger les mœurs de ses courtisans et de sa sœur, Marguerite de Valois, reine de Navarre. 698 (1574). — Sa mort, ses dispositions avant de mourir, son portrait. 700 (1574). — Paroles qu'il prononce au roi de Navarre, son beau-frère, à son lit de mort. 745 (1574).

CHARLES (duc d'Anjou), cousin du duc de Guise, est nommé gouverneur de Paris. 764 (1589).

CHARLES II (prétendant d'Angleterre), sollicite l'appui de la France et de l'Espagne ; bruit de son mariage avec une nièce de Mazarin ; opinion de ce dernier sur ce prince. 4084 (1659). — Il remonte sur le trône d'Angleterre. 4084 (1659). — Son mariage avec Catherine de Bragança. 4095 (1662). — Il se détache de la ligue contre la Hollande. 4097 (1670). — Motifs de la guerre contre les Provinces-Unies ; conséquences de la guerre. 4099 (1672) et 4100 (1672). — Accepte de l'argent pour rester neutre dans la guerre entre les Français et les Hollandais. 4097 (1670). — Rupture d'alliance avec la France ; 4145 (1677), et 4144 (1677). — Sa mort. 4125 (1685).

CHARLES, duc de Lorraine, est réintégré dans ses états, et institue Louis XIV son héritier. 4090 (1666) et 4091 (1666).

CHARLES XI, roi de Suède, se sépare de la triple alliance. 4099 (1674).

CHARLES II, roi d'Espagne ; son avènement au trône d'Espagne. 4093 (1667). — Négociation avec Louis XIV. 4099 (1671). — Son testament, ses dispositions et ses motifs. 4140 (1698). — Sa mort ; confirmation de testament. 4140 (1700), et 4144 (1700).

CHARLES VI (l'empereur). Projets de quadruple alliance ; il n'est pas d'accord avec les contractants et ses sujets.

1202 et 1205 (1727). — Traité d'alliance avec le roi d'Espagne. 1205 et 1204 (1727).

CHARLES VII est couronné empereur de Francfort ; fin de ses succès. 4214 (1744). — Il est obligé de quitter la capitale ; traité provisoire avec Marie-Thérèse. 4218 (1745). — Sa mort. Notes sur son règne. 4222 (1745).

CHARLES (le prince de Lorraine), est battu par Frédéric, à Prague ; détails de la bataille. 4240 (1757).

CHARLES III (roi d'Espagne). Traité d'alliance avec la France, dit le Pacte de famille. 4252 (1764).

CHARNI (Geoffroi de), tente de reprendre Calais, et est défait par Édouard III. 266 et 267 (1349).

CHAROLAIS (comte de). Voy. CHARLES-LE-TÉMÉRAIRE.

CHARRON (Jean), prévôt des marchands ; ordre qu'il reçoit de la part du roi ; son opposition ; sa résistance ; son aveugle obéissance. 687 (1572).

CHARRY (Jacques-Prévôt sieur de), est mis à la tête des gardes du roi Charles IX, et est assassiné ; ses assassins. 653 (1565).

CHARTRES (ville de), est prise par Dunois. 585 (1452). Réside à Henri IV, et est emportée. 787 (1591).

CHARTREUX. Fondation de cet ordre par saint Bruno. 468 (1099).

CHASTAN (de la), reprend Juliers, avec le prince Maurice de Nassau. 872 (1590).

CHATEAUNEUF (Pierre de), légat du pape, est assassiné. 492 (1209).

CHATEAUNEUF (marquis de). Son rappel à la cour ; son exil à Montrouge près Paris. 985 (1645). — Est exilé en Berri. 995 (1648). — Est nommé garde-des-sceaux. 1054 (1650). — La régente lui retire les sceaux. 1044 (1651).

CHATEAUBRIANT (fameux édit de) contre les calvinistes. 589 (1551). — Il n'est pas jugé assez sévère. 604 (1555).

CHATEAU-ROUX (duchesse de). Sa mort. 4222 (1745).

CHATEL (du), ou Pierre Castellan, évêque de Mâcon, fait l'oraison funèbre de François I^{er}. — Incident au sujet d'une proposition. 582 (1547).

CHATEL (Jean) tente d'assassiner Henri IV ; sa fermeté dans les supplices ; son exécution. 818 (1594).

CHATELLERAULT est conquis par Philippe II. 497 (1247).

CHATILLON (Jacques de) est nommé gouverneur-général de la Flandre. 226 (1500). — Réside aux Flamands révoltés. 227 (1502). — Est tué à la bataille de Courtray. 228 (1502).

CHATILLON (Louise de), fille de Coligny, est mariée à Téligny. 680 (1574).

CHATILLONS (les). Leur caractère. 620 (1559).

CHATILLON (cardinal Odet de), empoisonné au moment de rentrer en France. 682 (1572).

CHATILLON, fils de Coligny, dégage le roi, qui courtait de grands risques. 774 (1589). — Meurt des fatigues du siège de Chartres. 787 (1591).

CHATILLON (comte de), livre à Louis XIII Aiguës-Mortes, au prix du bâton de maréchal de France. 943 (1624).

CHATILLON (la duchesse de) est envoyée à Saint-Germain, avec les pleins pouvoirs du prince de Condé, pour traiter avec la cour. 4063 (1652).

CHAUVELIN (le marquis de) chasse Paoli du poste qu'il occupait en Corse. 4264 (1768).

CHAUVIN, (chancelier de Bretagne), est chef de l'ambassade que le duc envoie à Louis XI ; son arrestation ; sa conversation avec le roi ; sa mise en liberté. 442 (1477).

CHAUMONT D'AMBOISE, sur l'ordre de Louis XI, surprend le château de Rouvres, près de Dijon et délivre Yo-

- lande, sœur de Louis XI. 437 (1476). — Veut partager avec Louis XI les dépouilles de la Bourgogne. 439 (1477).
- CHAVIGNI se fait un parti dans le parlement. 994 (1648). — Il est constitué prisonnier dans Vincennes. 1007 (1648). — Est rappelé par la régente, sur la demande du prince de Condé. 1044 (1654).
- CHÉRÉDIN, dit Barberousse, est battu à Tunis par Charles-Quint. 564 (1535).
- CHERBOURG; est livré aux Anglais par Charles-le-Mauvais. 303 (1378). — Est repris aux Anglais par Charles VII. 592 (1450).
- CHEVALERIE. Son âge d'or, sous Louis VIII. 498 et 499 (1223).
- CHEVALIERS; faisaient la principale force des armées. 495 (1215). — Leur ordination, leurs devoirs, leur dégradation. 499 (1223).
- CHEVERT. Honorable capitulation de Praguc. 1217 (1743).
- CHEVREUSE (duchesse de); son rappel à la cour, et froidure de la reine à son égard. 985 (1643). — Organe de la cabale des importants; ses demandes à Mazarin. 986 (1643). — Propose au duc d'Orléans d'arrêter le prince de Condé et de Conti. 1044 (1654).
- CHILDEBERT. (roi de Paris). 89 (542). — Sa cruauté envers ses neveux. 90 (553). — Sa mort; laisse la France à Clotaire. 91 (555). — A fondé de nombreux monastères. 92 (562).
- CHILDEBERT (roi d'Austrasie). 94 (575). — Ses guerres contre Gontran et Chilpéric. *Ibid*, 95 (575). Meurt empoisonné, ainsi que la reine, sa femme. 98 (595).
- CHILDEBERT, (fils de Grimoald) maire du palais d'Austrasie, mis à la place de Dagobert II par celui-ci; les seigneurs l'arrêtent. 404 (560).
- CHILDEBERT III, (roi de Neustrie); son règne. 406 et 407 (695).
- CHILDEBRAND (frère de Charles-Martel). 407 (714). — Le seconde dans ses opérations militaires. *Ibid*, 409 (734). — Sa postérité. 444 (880).
- CHILDÉRIC; son avènement; il est chassé du trône. 83 (457). — Rappelé au trône. 84 (463). — Sa mort; découverte de son tombeau; ses fautes. 85 (476 et 1654).
- CHILDÉRIC II, roi d'Austrasie. 404 (635). — Élu roi de Neustrie. 405 (668). — Ses démêlés avec Léger; il est assassiné. 405 (668).
- CHILDÉRIC III, nommé roi par les fils de Charles Martel. 410 (742). — Est déposé. 444 (754).
- CHILPÉRIC (roi de Bourgogne). 86 (482).
- CHILPÉRIC, fils de Clotaire, est roi de Soissons. 92 (562). — Attaque Sigebert, qui le repousse et s'empare de Soissons. 92 et 93 (566). — Allié à Gontran contre Sigebert, est battu. 93 (570). — Soutient la guerre contre Childebart et Gontran. 95 (580). — Assassiné par l'ordre de Frédégonde. 96 (584).
- CHILPÉRIC II, proclamé roi par Raimfroy. 107 (716). — Battu par Charles Martel; traite avec lui; son règne insignifiant. 408 (720).
- CHIMAI (sire de), fait une réponse fière à Louis XI, concernant le duc de Bourgogne. 404 (1465).
- CHIVERNI, ministre affidé de Henri III. son opinion sur le roi; celle du duc de Nevers et de l'historien Mathieu. 709 (1574).
- CHIVRAI (bataille de), gagnée sur les Anglais par du Guesclin. 309 (1373).
- CHINODOMARE, chef des Germains ligués contre Julius.
- CHOISEUL (de); son gouvernement, de concert avec madame de Pompadour. 1259 (1764). — Sa disgrâce; son exil. 1267 et 1268 (1774).
- CHRAMPE, fils de Clotaire; ses révoltes et sa fin tragique. 94 (588).
- CHRISTIANISME; ses progrès. 45 (54). — Il se répand dans la Gaule au deuxième siècle. 55 (177). — Pratiques superstitieuses qu'y mêlaient les Français sous Clovis. 89 (512).
- CHRISTIEEN 1^{er}, roi de Danemark; prend Charles VII pour arbitre. 599 (1460).
- CHYPRE (royaume de), enlevé par Richard à Isaac Comnène, et donné à Guy de Lusignan. 486 (1192).
- CICÉRON (le frère), est enveloppé avec sa légion par Ambiorix. 27 (A. J. 54). — Il est attaqué par les Germains. 50 (A. J. 52).
- CIMBRES. Leurs expéditions contre les Romains, les Gaulois. 15 (A. J. 115). — Ils battent les Romains et Scipion. 14 (A. J. 105). — Ruinent la Celtibérie. *Ibid* (A. J. 104). — Leur marche en Italie. 16 (A. J. 101). — Leur défaite par Marius à la bataille de Verceil. *Ibid* (A. J. 101).
- CINQ-MARS, protégé de Richelieu, cherche bientôt à supplanter celui-ci, et gagne toute l'amitié du roi. 974 (1642). — Conspire contre Richelieu; ses complices; il fut sur le point de réussir. 975 et 976 (1642). — Son indiscretion; ses imprudences. *Ibid* et 977 (1642). — Est jugé et condamné; exécuté à Lyon. 979 et 980 (1642).
- CITRAUX. Fondation de l'ordre de ce nom par Robert, abbé de Molesme. 168 (1099). — Puissance de ces moines. 197 (1217).
- CIVIL (François), enterré deux fois comme mort, vécut pourtant jusqu'à une extrême vieillesse. 645 (1562).
- CIVILIS, soulève les Bataves contre les Romains. 49 (69). — Bat les Romains et fait reconnaître Vespasien par ses troupes. 50 (69). — Battu par les Romains, qui ne profitent point de leur victoire. 51 (69). — Accroissement de ses forces. *Ibid* (69). — Est déclaré général. 25 (69). — Est défait à Trêves. 53 (69). — Il conclut la paix avec les Romains. 54 (69).
- CLAUDE; son règne; il est favorable aux Gaulois. 57 (257).
- CLAUDE le Gothique, empereur, bat les Barbares. 53 (268).
- CLÉMENT V; son élection. 234 (1305).
- CLÉMENTIS (Nicolas), célèbre docteur en théologie de l'université de Paris. 334 (1594).
- CLÉMENT VII (pape d'Avignon); son élection au siège pontifical. 505 (1578). — La France le reconnaît seul pape. 506 (1579). — Appui qu'il donne à Louis d'Anjou, pour la conquête de Naples. 513 (1581). — Sa cupidité. 520 (1586). — Sa mort. 534 (1594).
- CLÉMENT VII, (élu pape à Rome). — Succède à Adrien. 546 (1524). — Se retire de la ligue contre la France et entraîne les Vénitiens. 546 (1524). — Se rapproche de Charles-Quint; découragement des autres membres de la ligue sainte. 559 (1533).
- CLÉMENT (Jacques). Son caractère; ses liaisons; il est encouragé dans le projet de tuer le roi; quels sont ceux qui l'y engagent; il assassine Henri III. 770 et suiv. (1589). — Est canonisé par les ligueurs. Comparaison de son crime à l'incarnation et à la résurrection du Sauveur, faite par le pape. 772 (1589).
- CLÉMENT VIII (pape). reçoit en audience l'évêque de l'a-

- ris, malgré son attachement pour Henri IV; une ambassade lui est envoyée par celui-ci. 800 (1589). — Son obstination à refuser l'absolution à Henri IV. 812 (1593). — Consent à donner l'absolution à Henri IV; cérémonie de l'abjuration et de l'absolution à Rome. 821 (1595). — Sa prudence à l'égard des Vénitiens. 864 (1608).
- CLÉMENT IX** met fin pour trente ans aux discordes religieuses. 1094 (1669). — Conciliation entre toutes les oppositions à l'ouvrage de Jansénius. Suites des moyens employés. 1096 (1669). — Mande au roi qu'il est satisfait de l'obéissance des prélats à propos de l'ouvrage de Jansénius. 1097 (1670).
- CLÉMENT XI**. Sa mort, notes sur sa vie. 1195 (1721).
- CLÉMENT XIII**; son mécontentement contre les souverains à propos de l'expulsion des jésuites. 1262 et 2263 (1708).
- CLÉAGÉ**; se rend favorable à Pépin, fils de Charles-Martel. 110 (746). — Ses désordres sous Louis-le-Débonnaire; réformes qu'y introduit le concile d'Aix-la-Chapelle. 127 (816). — Ce qu'il était à l'avènement de la troisième race. 157 (987). — Son libertinage au commencement du onzième siècle. 164 (1037). — Son amour pour les privilèges; ses excès. 238 (1514). — Ses contestations avec Philippe VI. 253 (1329). — Sa détresse sous Jean II. 283 (1359).
- CLERMONT** (Gergouin), assiégé par les Romains. 52 (A. J. 52). — (Concile de). 162 (1039). — (Concile de). La première croisade y est décidée. 166 (1095).
- CLERMONT** (le comte de) se soulève contre Charles VII; réconciliation à Bourges. 374 (1428). — Commande avec Dunois les Français à la journée des harengs. 375 (1429). — Commande les Français à la bataille de Formigny. 392 (1450).
- CLÉRY** (église de Notre-Dame de). Louis XI y est inhumé. 453 (1485).
- CLÈVES** (Philippe de), successeur de Ravenstein, commande les troupes envoyées à la conquête de Naples par Louis XII; conseil qu'il donne à Frédéric. 491, (1504). — Veut faire la conquête des îles de l'Archipel; une tempête engloutit ses vaisseaux; il se sauve sur un roc; un capitaine vénitien le délivre. 493 (1504).
- CLÈVES** (Guillaume duc de et de Juliers), est attaqué par Charles-Quint, et soutenu par les princes ses voisins; enfin il demande grâce à l'empereur. 574 (1543).
- CLÈVES** (Marie de) épouse le prince de Condé. 685 (1572).
- CLODION-LE-CHEVELU**; son règne. 84 (428).
- CLODOALD** son de Saint-Cloud. 90 (553).
- CLODOMIR**, fils de Clovis, roi de Neustrie. 89 (512).
- CLUELLE** (la), envoyé d'Henri IV à Rome; son entrevue avec le pape. 812 (1593).
- CLUSON** (Olivier de) perd un œil au service de Jean V de Montfort. 294 (1564). — Charles-le-Mauvais le brouille avec le duc de Bretagne. 298 (1572). — Acquiert à Bezon le surnom de *Boucher*. 299 (1574). — Sa conduite à Derval. 300 et 301 (1575). — Assiégé par Montfort, est sauvé par la trêve de Bruges. 304 (1574). — Est placé à la tête de l'expédition projetée contre l'Angleterre. 320 (1586). — Il succède à Duguesclin dans la charge de connétable; lâchement arrêté, il ne doit son salut qu'à l'humanité de Bavalan. 322 (1587). — Revient à la cour, avide de vengeance; les ducs de Berri et de Bourgogne veulent que cette affaire soit oubliée; discussions dans le conseil à ce sujet; le duc de Bretagne est mandé à la cour. 323 (1587). — Pousse Charles VI à se venger du duc de Bretagne; obstacles qu'il rencontre dans le conseil. 323 (1587). — Ses discussions avec les oncles du roi Charles VI; ses menées contre le duc de Bretagne. 526 et 527 (1594). — Blessé par Craon et ses gens; punitions de la peine de mort infligées à tort et à travers. 528 (1592). — Il fait rétablir le duc d'Anjou dans le gouvernement du Languedoc. 528 (1592). — Congédié et molesté par le duc de Bourgogne, se retire en Bretagne. 329 (1592). — Est poursuivi; sa condamnation solennelle. 350 (1592). — Se réconcilie avec Montfort, duc de Bourgogne; leur entrevue à Vannes. 351 (1594).
- CLOTAIRE**, roi de Soissons. 89 (512). — Sa cruauté envers ses neveux. 90 (553). — Il envahit l'Austrasie. 91 (555). — Devient le seul monarque de l'empire français, sous le nom de Clotaire I^{er}; ses cruautés; ses remords. 91 (558 à 562).
- CLOTAIRE II**, proclamé roi de Neustrie par Gontran. 96 (585). — Bruits qui courent sur sa naissance. 97 (591). — Il est attaqué par Thierry et Théodebert. 98 (603). — Fait tuer ses neveux et se fait livrer Brunchaut. 99 (615). — Devient roi unique de toute la France. 100 (614). — Marche contre les Saxons révoltés. 104 (625). — Sa mort; son caractère. 104 (625).
- CLOTAIRE III**, roi de Neustrie. 104 (655). — Sa mort. 105 (668).
- CLOTAIRE** proclamé roi d'Austrasie par Charles-Martel. 107 (716). — Il meurt. 108 (720).
- CLOTILDE**, (épouse de Clovis); son ressentiment contre Gondebaud; son caractère et son influence sur Clovis. 86 (482). — Sa résignation. 90 (543).
- CLOVIS**, sa naissance. 85 (476). — Son caractère; sa première action. 86 (482). — Sa conversion au christianisme. 86 (496). — Repoit la pourpre; assassinats par lesquels il déshonore ses victoires. 87 (500). — Ses triomphes guerriers. 87 (507). — Il massacre deux de ses parents. 88 (508). — Son gouvernement. 88 (508).
- CLOVIS**, fils de Chilpéric, est assassiné par Frédégonde. 95 (580).
- CLOVIS II**, fils de Dagobert I^{er}. 102 (658). — Roi de Neustrie et de Bourgogne. 104 (658). — Ses désordres le font soupçonner d'aliénation; épouse Bathilde; sa mort. 104 (655).
- CLOVIS III**, son règne. 106 (691).
- CLUNY** (puissance des moines de). 197 (1217).
- COORNAS** est arrêté par ordre de Charles IX, et mis à la torture; son exécution. 699 (1574).
- COGNAC** (siège de) par l'armée royale. 672 (1569).
- COIGNY** (le marquis de) remplace Villars. 1209 (1754).
- COLBERT** favorise les entreprises et les manufactures, et commence le canal du Languedoc. 1089 (1662). — Fait distribuer des blés aux malheureux dans un temps de disette. 1090 (1666). — Institue la chambre de justice et bannit les transactions. 1090 (1666).
- COLIGNY** (amiral de) établit une colonie qui ne prospère pas, près de Rio-Janeiro. 604 (1555). — Fait irruption dans l'Artois, s'empare de Pens. 606 (1557). — Devenu calviniste il se déclare adversaire des Guises. 620 (1559). — Porte la parole pour les calvinistes dans la conférence de Talsy. 641 (1562). — Conduit en Normandie les restes de l'armée défaite à Dreux. 648 (1563). — Est indigné en apprenant la conclusion de la paix entre les catholiques et les dissidents. 650 (1565). — Récuse le parlement qui allait poursuivre l'assassinat du duc de Guise; son arrivée à Paris avec une escorte armée.

- 653 (1565). — Ses nouveaux plans après la mort de Condé. 674 (1569). — Il a la mâchoire inférieure fracturée à Montcontour; il relève l'espérance de ses partisans abattus. 675 (1569). — Conduit et réorganise à Montauban les débris de Montcontour; renforts qu'il reçoit. 676 (1569). Dangereusement malade; désespoir des siens; sa guérison. 677 (1570). — Il est condamné et exécuté en effigie par le parlement de Paris. 674 (1569). — Épouse Jacqueline de Montheil, dame d'Entremont. 680 (1574). — Est bien accueilli par tous les membres de la famille royale à Blois. 681 (1572). — Son aveugle confiance, malgré les avis réitérés sur les projets sinistres de la cour. 683 (1572). — Il est blessé en sortant du Louvre; par quelles machinations. 684 (1572). — Son entretien avec le roi. 685 (1572). — Il fournit lui-même l'occasion de réunir les calvinistes dans un même quartier, ce qui facilite leur massacre. 686 (1572). — Il repousse de nouveaux conseils de fuite et de défiance pendant la maladie occasionnée par sa blessure du Louvre. 686 (1572). — Est tué par Bême; allocution du vieillard à son assassin insensible. 687 (1572). — Horreurs exercées sur son cadavre par la populace. 689 (1572). — Efforts de la cour pour ternir éternellement sa mémoire et ses descendants; ses qualités, ses vertus. 692 (1572).
- COLIGNY** (le comte de) se signale dans l'expédition des Français contre les Turcs. 4094 (1666).
- COLOGNE** (*Colonia Agrippina*), ville des Ubiens. 44 (A. J. 48). — Prise par les barbares. 67 (A. J. 554). — Enlevée à Ægidius par Childéric. 84 (465). — Paix qui s'y négocie. 1103 (1675).
- COLOMBE** (Christophe) découvre l'Amérique. 472 (1495).
- COLONNE** (famille des). Haine du pape Boniface VIII contre elle. 225 (1500).
- COLONNE** (Sciaria) est chargé d'arrêter le pape Boniface VIII. 229 (1503). — Arrête et maltraite le pape Boniface VIII. 230 (1503).
- COLONNE** (le connétable) épouse Marie Mancini, nièce de Mazarin. 1085 (1664).
- COMMERCE**. Les juifs le font presque seuls. 483 (1484). — Son état sous Charles V. 502 (1575).
- COMMENS** (Philippe), l'historien et le confident de Louis XI; son récit de la bataille de Montlhéry. 408 (1465). — Est exilé pour avoir blâmé le dessein du roi de marier le Dauphin avec Marie de Bourgogne. 440 (1477). — Uni à Louis XI dans l'esprit de la postérité. 455 (1455). — Trame avec Dunois une conspiration pour enlever la régence à Anne de France. 464 (1386). — Est arrêté par ordre d'Anne de France. 462 (1487). — Envoyé à Venise, découvre à Charles VIII la conspiration tramée pour le chasser de l'Italie. 478 (1495).
- COMUS**, d'Arras, se met à la tête des Bellovaques contre les Romains. 36 (A. J. 51). — Se dérobe aux poursuites des Romains après la ruine des Bellovaques. 57 (A. J. 51). — Sa soumission achève celle des Gaules. 38 (A. J. 51).
- COMMODOUS**. Son règne. 56 (254).
- COMMUNES**. Leur origine sous Louis VI. 472 et 475 (254). — Leur force dans les armées. 495 (1215).
- CONMÈNE** (Manuel). Inquiétude que lui donne la présence des croisés à Constantinople. 467 (1095). — Sa conduite à l'égard des croisés. 476 (1147).
- COMPAGNIES** (grandes) passent au service de Henri de Transtamare. 289 (1362).
- COMPIÈGNE**, résidence de Penin. 115 (761). — Défendue par la pucelle d'Orléans; elle y est faite prisonnière. 379 (1450).
- COMTES**. Leurs fonctions sous Chilpéric I^{er}. 94 (574).
- COMTAT VENAISSIN**. Louis XIV s'en empare. 1089 (1664).
- CONCILE GÉNÉRAL** (premier) de Nicée. 66 (325).
- CONCILE D'ARLES** 70 (353).
- CONCILE DE RIMINI**. Son but. 70 (558).
- CONCILE DE SOISSONS** (Assemblée des grands comtes sous le nom de). 478 (1155).
- CONCILE NATIONAL** à Paris, au sujet du schisme papal; sa décision. 332 (1594).
- CONCILE DE PISE**. Il dépose les deux papes et en élit un troisième. 345 (1408).
- CONCILE DE TOURS** convoqué par Louis XII. — Décisions des prélats appelées les libertés de l'église gallicane. 516 (1516).
- CONCILE DE TRENT**. Le pape Paul III, craignant l'influence de Charles-Quint, le transporte à Bologne. 583 (1548). — Il est continué et clôturé sous Pie IV. 654 (1563).
- CONCILE DE VERMOREL**. Loi sur les excommuniés. — Peines portées contre eux. 458 (755).
- CONCILE DE VERNON**. Statuts qui y sont arrêtés. 414 et 415 (757).
- CONCILE DE VIENNE**. Il est convoqué par le pape Clément. — But de cette assemblée. 255 (1547).
- CONCILE DE CONSTANCE**. 554 (1414).
- CONCINI** ou **CONCINO**, de Florence, obtient des succès à la cour de Henri IV; son mariage; faveurs dont il est comblé. 855 (1604). — Il trouve tous les ministres complaisants, excepté Sully; achète le marquisat d'Ancre; devient maréchal de France sous le nom de maréchal d'Ancre. 875 (1410). — Il cherche à étouffer les murmures à force de faveurs. 873 (1610). — Il s'empare par surprise de la citadelle d'Amiens voisine d'Ancre. 875 (1612). — Il éprouve des revers et se voit forcé de se retirer en Normandie. 888 (1616). — Il rentre à Paris comme un despote dans ses états. 890 (1616). — Ses confidences à Bassompierre. 890 (1616). — Fortifie Quillebeuf, le Pont-de-l'Arche et autres places; autres précautions qu'il prend. 892 (1616). — Il est tué dans le Louvre par trois coups de pistolet; actes de férocité de la populace sur son cadavre. 893 (1617). — Résultats de sa mort dans les deux armées ennemies en présence à Soissons, et dans la cour. 895 (1617). — Son portrait; témoignages en sa faveur de Bassompierre et du Maréchal d'Estrées. 894 (1617).
- CONCORDAT** entre Léon X et François I^{er}. 553 (1517).
- CONDÉ** (Louis, prince de), frère du roi de Navarre, devenu calviniste, préside une réunion de religionnaires et de mécontents. 620 (1539). — Se justifie en présence de la cour d'avoir participé à la conjuration d'Amboise. 624 (1560). — Est vu froidement par les Parisiens fêtant Guise. 638 (1562). — S'établit à Orléans, où il appelle les seigneurs ses partisans. 659 (1562). — Son entrevue avec Catherine de Médicis et son père, près d'Orléans; il se laisse gagner. 640 et 641 (1562). — Enlevé par les siens, après la conférence de Calvy. 641 (1562). — Assiège et prend Beaugency. 642 (1563). — Après avoir reçu des renforts, va prendre position devant Mont-Rouge, menaçant Paris; des négociations l'arrêtent; il s'éloigne. 646 (1562). — Il est atteint par l'armée royaliste, à Dreux. 647 (1562). — Est fait prisonnier, à Dreux, par Guise, qui a pour lui toute sorte d'égards. 647 (1562). — Ses occupations, sa vie dans la cour de Charles IX. 653 (1563). — Son arri-

vés à Rosay, près de Meaux, à la tête d'une puissante armée. 664 (1567). — Son caractère enjoué. 665 (1568). — Il part du château de Nogent, et se rend à La Rochelle avec un attirail très-embarrassant. 668 (1564). — Ses succès, sa brillante position; sa défaite à Jarnac; il est assassiné par Montesquieu. 674 (1569).

Condé (Henri I^{er} de), fils du précédent, commande dans l'armée des calvinistes avec le prince de Béarn. 674 (1569). — Il est bien accueilli par la cour de Charles IX à Blois. 684 (1572). — Il épouse Marie de Clèves. 685 (1572). — Présente à Charles IX la requête des calvinistes, qui demandent justice de l'assassinat de Coligny. 684 (1572). — Il appuie les calvinistes de France, qui sont soutenus par la faction appelée tiers-parti. 708 (1574). — Il négocie avec le duc Jean-Casimir, fils de l'électeur Palatin. 715 (1575). — Il ne prend que la qualité de lieutenant-général du duc d'Alençon. 715 (1575). — Sa cantonne dans les environs de La Rochelle. 717 (1576). — Sa réponse aux états. 721 (1577). — Après des aventures périlleuses, se met à la tête des calvinistes du Languedoc. 728 (1580). — Se sauve en Angleterre; aidé d'Élisabeth, il obtient des succès à La Rochelle. 740 (1585). — Meurt empoisonné dans le sein de sa famille. 752 (1588).

Condé (le prince de), fils posthume du prince Henri, est appelé par Henri IV auprès de lui, et élevé dans la foi catholique. 818 (1594). — Il épouse Henriotto-Charlotte de Montmorency, à l'instigation de Henri IV; magnificence des fêtes données par la cour. 864 (1609). — S'enfuit de la cour avec son épouse, pour déjouer l'amour du roi pour celle-ci. 864 (1609). — Ses prétentions à la régence. 870 (1610). — Quitte Milan, à la mort du roi; paraît inopinément à Bruxelles; a peu d'égards pour sa jeune épouse, avec laquelle il finit par se réconcilier. 872 (1610). — S'élève fortement contre le mariage avec l'infante. 875 (1612). — Se montre publiquement protecteur des calvinistes dans son gouvernement de Guienne. 875 (1612). — Il part avec plusieurs grands pour leurs provinces; pamphlets qu'ils publient. 878 (1614). — Son entrée à Paris fut comme une espèce de triomphe; sa puissance. 888 (1616). — Est fait prisonnier dans le Louvre; fuite de Paris de ses principaux complices; suites de cette arrestation. 889 (1616). — Est enfin rendu à la liberté; reçoit beaucoup d'égards de Luynes, qui le retire lui-même de Vincennes; une déclaration du roi le déclare innocent et victime du soldat Concini. 905 (1619). — Attaque et met en déroute l'armée de la reine devant Angers. 908 (1620).

Condé (la princesse de), accusée d'avoir contribué à la mort de son mari, est déclarée innocente après huit ans de captivité. 752 (1588).

Condé (Charlotte de la Trémouille, princesse de). Son abjuration. 825 (1596).

Condé (Louis de) duc d'Enghien, dit Grand-Condé, fait ses premières armes au siège d'Arras. 967 (1640). — Il épouse la nièce de Richelieu. 986 (1645). — Il est obligé de lever le siège de Lérida. 995 (1647). — S'unit au coadjuteur pour perdre Mazarin. 1008 (1648). — Il bat les Espagnols auprès de Lens. 1009 (1648). — Est nommé général des troupes contre la fronde. 1016 (1649). — Il abandonne le parti du parlement. 1015 (1649). — Demande plusieurs grâces à Mazarin, lesquelles sont refusées. 1025 (1649). — S'aliène la cour, la ville et la noblesse. 1026 (1649). — Refuse de négocier avec les frondeurs contre Mazarin. 1027 (1649).

— Fautes qu'il commet à l'occasion du procès fait aux frondeurs, pour une tentative d'assassinat sur sa personne. 1030 (1650). — Sa femme s'échappe de Chantilly et se retire en Bourgogne; son portrait. 1032 (1650). — Est arrêté et conduit au château de Vincennes. 1034 (1650). — Est transféré de Vincennes à Marcoussé, avec le prince de Conti et le duc de Longueville. 1035 (1650). — Mis en liberté, se rend à Paris; réjouissances du peuple à ce sujet. 1042 (1654). — Sa position en sortant de la prison du Havre. 1045 (1654). — Est regardé comme le plus ferme appui des arrêts du parlement. 1045 (1654). — Il demande à la régente, pour prix de son appui, le gouvernement de la Guienne. 1045 (1654). — Ses harangues au parlement contre Mazarin; il craint d'être arrêté, et s'enfuit à Saint-Maur. 1047 (1654). — Haine d'Anne d'Autriche contre lui; causes de cette haine; sa vie est en péril. 1048 (1654). — Il est accusé par la régente du crime de lèse-majesté. 1048 (1654). — Satisfactions qui lui sont accordées par la cour et par le coadjuteur. 1049 (1654). — Il prend les armes, et se met en révolte ouverte. 1050 (1654). — Son parti se présente d'abord avec des apparences formidables. 1051 (1654). — Il éprouve beaucoup de déceptions; alternatives de succès et de revers dans sa révolte. 1052 (1654). — Il offre au duc d'Orléans et au parlement de se joindre à eux, pour expulser Mazarin; il éprouve des refus. 1053 (1652). — Singulier traité qu'il fait avec le duc d'Orléans. 1050 (1652). — Charignai lui forme un parti puissant à Paris. 1056 (1652). — Il s'échappe de Bordeaux, où il était bloqué, et vient prendre le commandement de l'armée réunie à Orléans; il bat le vicomte d'Hocquincourt. 1058 (1652). — Prend le parti de rentrer à Paris; craintes et jalousies du duc d'Orléans. 1059 (1652). — Cherche à dominer le parlement; variation dans ses opinions. Il s'lie avec le duc d'Orléans. 1060 (1652). — Attaqué par Turenne, est forcé d'accepter le combat dans le faubourg Saint-Antoine; prête à être détruite, son armée obtient d'entrer dans Paris. 1065 (1652). — Ameute le peuple contre l'assemblée de l'Hôtel-de-Ville. 1065 (1652). — Il veut se faire nommer par le parlement généralissime des armées du roi. 1066 (1652). — S'abandonne entre les mains des Espagnols, et se retire en Flandre. 1069 (1652). — Il combat dans les rangs des Espagnols; places qu'il prend. 1074 (1653). — Il occupe l'armée française en Alsace. 1072 (1653). — Il est déclaré criminel de lèse-majesté. 1075 (1653). — Il combat contre Turenne; il prend Rocroi. 1074 (1653). — Sa nouvelle campagne contre Turenne. 1077 (1653). — Il est battu sous Dunkerque. 1079 (1658). — Difficultés pour le faire réhabiliter après la paix. 1085 (1659). — Il est remis en activité, et combat sous Louis XIV avec Turenne. 1094 et 1100 (1672). — Il est blessé au passage du Rhin; il remet le commandement à Turenne. 1104 (1672). — Il abandonne Grave, et couvre Charleroi. 1104 (1674). — Il livre bataille au prince d'Orange; suites de ce combat. 1104 et 1105 (1674). — Il succède à Turenne; sa campagne d'Alsace; notes sur sa vie; ses dernières années. 1110 et 1114 (1676).

Condé (duc de Bourbon), premier ministre; son gouvernement. 1199 et 1200 (1723). — État des finances; expédient pour y mettre de l'ordre. 1200 et 1201 (1726).

Conposier (Jean), maire de La Rochelle; sa ruse pour rendre cette ville à la France. 299 (1572).

CONDOLMIER, ambassadeur de Venise auprès de Louis XII; sa position à la cour; conversation avec Louis XII. 542, (1509).

CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE. Son origine. 338 (1514).

CONFÉDÉRÉS (les), déjà établis parmi les catholiques dans leurs réunions; leurs fêtes, leurs exercices, ils font des serments de dévouement à la foi. 659 (1567).

CONFÉDÉRÉS DE NANCI. Ils demandent à Henri de se déclarer en faveur de la Sainte-Union. 750 (1588).

CONFLANS (le traité de). Ses conditions. 440 (1463).

CONFRÉRIE DE LA PAIX PERMANENTE. Sa fondation; ses décrets 483 et 484 (1485).

CONFRÉRIE DE DIEU, 462 (1059).

CONRÉTABLE; ses fonctions sous Chilpéric I^{er}. 94 (575).

CONRAD III; son expédition contre les infidèles; ses résultats. 476 (1147).

CONRAD IV (l'empereur). 244 (1255).

CONRADIN (le jeune); résultats funestes de sa mort pour l'Allemagne. 449 (1157).

CONRADIN, fils de Conrad IV; essai de reprendre la couronne de son père; sa mort. 244 (1255).

CONSTANCE-CHLORE, élu César 64 (293). — Il chasse les Francs des îles du Rhin. 64 (297). — Défait les Allemands. 62 (297). — Il protège les chrétiens. *Id.* (305). — Sa mort 62 (306).

CONSTANCE (fils de Constantin); il succède à son père dans le royaume de l'Asie. 66 (337). — Il bat Maxence; ses pertes; il se procure l'appui des Francs. 67 (354). — Sa défense de Julien. 68 (357). — Il le fait assiéger. *Id.* (357). — Il estime la bravoure des Francs. 69 (360). — Les troupes de Julien se révoltent contre Constance. *Id.* (360). — Il quitte son expédition de Perse pour aller combattre Julien. *Id.* (360). — Sa mort. *Id.* (360).

CONSTANCE (de Naïsse), envoyé par Honorius contre Constantin. 79 (414). — Il bat Gèrece et l'armée de Constantin. 79 (414). — Son amour pour Placidie. 79 (415). — Consolide le pouvoir d'Honorius dans les Gaules; reçoit la main de Placidie, et est associé à l'empire. 80 (414). — Sa mort. 81 (420).

CONSTANCE, fille de Guillaume Taillefer, comte de Toulouse, épouse le roi de France Robert. 459 (1000). — Son caractère intrigant et impérieux. 459 (1003). — Embarras qu'elle suscite à son fils, Henri I^{er}; sa mort. 461 (1032).

CONSTANCE, fille d'Alphonse, roi de Castille, épouse Louis VII. 478 (1154). — Elle ne lui donne qu'une fille; elle meurt. 479 (1160).

CONSTANT, fils de Constantin. 66 (337). — Il défait son frère Constantin; il achète l'alliance des Francs. 66 (359). — Sa mort. 66, 67 (353).

CONSTANTIN, rejoint son père Constance-Chlore. 62 (306). — Il est élu empereur. 63 (306). — Il explore les camps des Germains. *Id.* (306). — Répudie Minervine et épouse Fausta. 64 (307). — Il fait mettre à mort son beau-père, Maximien. 64 (308). — S'allie à Licinius. Le *labarum* lui apparaît 65 (314). — Défait Maxence. 65 (312). — Demeure seul maître de l'empire. 66 (325). — Fait mettre à mort son fils Crispus et sa femme Fausta. *Id.* (314). — Partage l'empire entre ses trois fils. *Id.* (337).

CONSTANTIN (le jeune); il obtient les Gaules. *Id.* (337).

CONSTANTIN (simple soldat), élu empereur, bat les Barbares près de Cambrai. 77 (407). — Pays qu'il est obligé d'abandonner aux Barbares. 79 (414). —

Ses troupes sont battues par Constance. Sa mort. 79 (414).

CONSTANTIN COPRONYME, envoie des ambassadeurs à Pépin. 445 (756).

CONSTANTINOPLE. Sa fondation. 66 (325). — Est prise deux fois par les Croisés. 490 et 491 (1204). — Passe sous la domination des Français et sous celle des Paléologues. 491 (1206). — Histoire de sa chute dans les mains des Turcs. 394 (1455).

CONTAI (le seigneur de), témoin des railleries de l'envoyé du comte de Saint-Paul sur le compte du duc de Bourgogne, exaspère ce dernier. 435 (1475).

CONTI (le prince de). Ses succès contre l'armée allemande. 750 (1588).

CONTI (princesse de), dirigeait avec sa mère, la duchesse de Guise, les amusements de la régente. 376 (1615).

CONTI (le prince de), est arrêté et conduit au château de Vincennes. 4031 (1650). — Engagé dans le parti de la Fronde par le coadjuteur de Paris; son portrait. 4045 (1648). — Est nommé généralissime des troupes de la Fronde. 4046 (1649). — Mis en liberté; rentre à Paris. 4042 (1651). — Amoureux de mademoiselle de Chevreuse, rompt avec elle, sur les instances de son frère, le prince de Condé. 4044 (1651). — Fait insulter madame et mademoiselle de Chevreuse par des criailleurs gagés. 4047 (1651). — Épouse Anne-Marie Martinozzi, nièce du cardinal Mazarin. 4075 (1655). S'empare de Villefranche, en Roussillon, et de Puycerda, dans la Cerdagne. 4077 (1655). — Retourne à Paris pour cause de mauvaise santé. 4078 (1656). Sa campagne de Flandre; ses nombreuses victoires; dénouement. 4227 et 4228 (1688).

CONVICTOLITAN, roi des Éduens; sa lutte contre les Romains. 50 (A. J. 52).

CRAON (le baron de); cause de son exil; il suppose que c'est Clisson qui a causé sa disgrâce; il jure de se venger. 527 (1592). — Blesse Clisson avec une escorte nombreuse, et se sauve en Bretagne; jugement prononcé contre lui. 528 (1592).

CRASSUS. Influence que lui donnent ses richesses. 48 (A. J. 60).

CRASSUS (le jeune), soumet une première fois l'Arménie. 22 (A. J. 57). — Marche en Aquitaine. 25 (A. J. 60). — Sa campagne en Aquitaine. 25 et 24 (A. J. 60). — Reçoit le gouvernement de l'Orient. 24 (A. J. 55). — Sa mort, 25 (A. J. 54).

CRAVANT (victoire de), est gagnée par le duc de Bedford, sur les troupes de Charles VII. 569 (1425).

CRÉCI (bataille de). 265 et 264 (1546).

CRÉMONE; est prise par Scipion. 40 (A. J. 225). — Menacée par les Gaulois. 44 (A. J. 200).

CRÉPY en Valois (traité de); articles principaux. 579 (1545).

CRÉQUI (duc de). Rixe entre ses gens et les soldats du pape; conséquences de cette rixe. 4088 et 4089 (1662). — Il assiège de Trèves; sa défaite; il est fait prisonnier. 4444 (1676). — Continuation de la campagne d'Alsace; ses suites. 4442 et 4443 (1677). — Fin de la campagne d'Alsace; traité avec la France. 4445 (1680).

CRESPIN, martyr, à Soissons. 61 (286).

CRESPINIEN, martyr, à Soissons. 61 (286).

CRÉVECOEUR (Philippe de), maréchal des Querdes; sa défaite à Guinegates. 446 (1479). — Suggère au roi l'idée d'établir des camps de paix; sa réponse au roi qui apurait ses comptes. 446 et 446 (1479).

- CARVILLE**, envoyé à Louis XI par le comte de Saint-Paul; contrefait les emportements du duc de Bourgogne, en présence du seigneur de Courtrai, caché par Louis XI, 435 (1475).
- CARLON**. Lettres que lui écrit Henri IV après le combat d'Arques. 774 (1589).
- CAOI** (comte de), appliqué à la question. 546 (1411).
- CAOI** (de), agent de Louis XI à la cour de Bourgogne. 405 (1465).
- CROCUS** (le vandale); ses persécutions contre les chrétiens. 59 (276).
- CROISADE**. Origine du mot. 466 (1095).
- CROISADES**; leur commencement sous Philippe I^{er}. 465 (1094). — Leur avantage pour la monarchie. 467 (1095). — Motifs qui justifient la seconde croisade. 475 (1144). — Départ de la seconde croisade. 476 (1157). — Sa marche. *Ib.* (1147). — Richard Cœur-de-Lion et Philippe-Auguste, conviennent d'une nouvelle croisade. 484, et 485 (1187). — Foulques de Neuilli forme la quatrième. 490 (1204). Résultats de celle de Thibault IV, comte de Champagne. 205 (1248). — Départ de celle formée par Louis IX. 205 (1249). — Elle se dirige sur l'Égypte. 206 (1249). — Saint Louis projette la huitième et dernière. 215 (1269). — Départ de la huitième. 216 (1270). — Ses suites. 217 et 218 (1270). — Elles cessent sous Philippe-le-Bel. 258 (1544). — La manie en dure encore sous Philippe V. 244 (1519).
- CROISADE** contre les Albigeois. 492 (1208). — Nouvelle contre les Albigeois. 499 (1208).
- CROISÉS**. Nomment Godefroy de Bouillon leur chef; battent les Turcs et prennent Nicée, Antioche et Jérusalem. 467 (1095). — Leur nombre, lors de la première croisade. 467 (1095). — Fautes qu'ils commettent après la prise de Jérusalem. 467 (1099). — Ils battent les Sarrasins au passage du Méandre. 477 (1148). — Dissolution de leurs mœurs. 477 (1149). — Ils prennent Zara pour les Vénitiens, et Constantinople, où ils rétablissent Isaac l'Ange. 490 (1204). — Ils battent les Sarrasins et prennent Damiette. 206 (1249). — Commencement de leurs désastres. 206 (1251). — Ils sont assiégés dans leur camp par les Sarrasins; leur misère et leurs maux. 207 (1250). — Traité qu'ils font avec Omar, après avoir battu ses troupes. 218 (1270).
- CROWWELL**, fait un traité d'alliance avec la France. 4078 (1656).
- CAUCÉ**, orfèvre; son horrible jactance pendant les horreurs de la Saint-Barthélemy. 689 (1575).
- CORBEIL** (ville de), prise par les Espagnols, reprise par Henri IV. 785 (1636).
- CORRIE** (prise de) par les Espagnols. 956 (1656). — Est reprise par les Français sous les ordres du comte de Soissons. 975 (1642).
- CORDELIERS**. Création de l'ordre de ce nom. 497 (1217). — Leur propagation. 498 (1218).
- CORDELIERS** (l'ordre de la), est institué par Anne de Bretagne, femme de Louis XII. 524 (1515).
- CORNOYE** (ville de). Siège des rois maures, successeurs d'Abderramo. 449 (775).
- CORADOX** (Gonzalvo de), abuse Frédéric de Naples sur les projets de Ferdinand; s'empare de la moitié du royaume, à l'aide des Français; il prend Tarente; trahit un serment prononcé sur l'hostie. 494 (1501). — Il soulève des difficultés à l'occasion du traité de partage du royaume de Naples; il engage la guerre avec les Français; est réduit à s'enfermer dans Barletta; sa mauvaise foi. 496 (1502). Il attaque divers postes français en Italie; il prend Rouva, défendue par Chabannes de la Palice. 498 (1504). — Reprend l'offensive, et gagne sur le duc de Nemours la bataille de Cérignolles; détails de cette bataille, et suites. 499 (1505). Trahit la foi promise à Borgia; le fait arrêter et l'envoie en Espagne. 504 (1505). — Ses dispositions pour fermer Naples aux Français; l'armée française se retire devant lui; il la harcèle jusqu'à Gaëte. 502 (1505). — Facilite le départ des Français d'Italie; ne tient pas les conditions du traité qu'il fait avec eux à Gaëte. 505 (1504). — Ferdinand V l'emmène en Espagne, sous de spécieux prétextes; il est relégué dans ses terres; il y meurt de chagrin. 511 (1508).
- CORNÉ** (Asagne de la), neveu de Jules III, envoyé auprès de Henri II. 590 (1552).
- CORNÉUS**, chef des Bellovaques. 56 (A. J. 54). — Sa mort. 57 (A. J. 51).
- COARSE** (île de), disputée par les armes de Henri II et de Charles-Quint. 597 (1555). — Sa réunion à la France. 1260 et 1261 (1758).
- COSSERINS**, l'un des bourreaux de Coligni, est tué au siège de La Rochelle. 695 (1573).
- COSSEY**; est enfermé dans la Bastille pour avoir fait partie des politiques. 699 (1574).
- COSTUME** national des Français sous Philippe IV. 256 et 257 (1514).
- COTEREAUX**. Bandes aux ordres de Henri II, roi d'Angleterre. 480 (1475).
- COTTIER** (Jean), médecin de Louis XI, est condamné à une amende de 450,000 livres; il se retire dans une maison modeste. 455 (1485).
- COUCI** (Enguerrand de); commande les mécontents contre la régente Blanche de Castille. 204 (1227). — Meurtre dont il se rend coupable; sa punition. 212 (1255).
- COUCI** (Raoul de). Événement romanesque dont il est le héros. 212 (1255).
- COURS PLÉNIÈRES** des Carlovingiens. 415 (756).
- COUR DES PAIRS**; condamne à mort Robert d'Artois, comte de Beaumont. 255 (1532).
- COUR DES MIRACLES**; est fermée aux mendiants. 324, (1589).
- COUR D'AMOUR**, formée sous Charles VI; membres qui en faisaient partie; jeux de cette cour. 527 (1592).
- COUROMME** de fer; est donnée à Charlemagne. 418 (774).
- COUROMMENT** (cérémonie du). 457 (988).
- COURTRAY** (bataille de), gagnée par les Flamands sur les Français. 228 (1502).
- COUTANCES** (Geoffroi, évêque de), est rendu à la liberté, sur la demande du légat du pape. 448 (1480).
- COUTRAS** (bataille de), entre Bourbon et Joyeuse. 748 (1587).
- COUVENTS**. Leur fondation. 468 (1094).
- CULDOË** (Jean), prévôt des marchands. 510 (1580). — Harangue le duc d'Anjou. 511 (1580).
- CURION**, d'abord opposé à César, se rend à lui. 59 (A. J. 50).
- COEUR** (Jacques), argentier de Charles VII, sa fortune, ses qualités, son procès, sa condamnation; le roi lui fait grâce de la vie; il se sauve à Rome; rétablissement de sa fortune. 594 (1447).

D

- DAGOBERT I^{er}**, roi de France; son caractère. 402 (628). — Sa politique, sa mort. 402 (638).
- DAGOBERT**, fils de Clotaire II, est nommé roi d'Austrasie. 404 (623).
- DAGOBERT III**, son règne. 407 (741).
- DAILLON** (Jean de), seigneur du Lude, confident de Louis XI, qui l'appelle *maître Jean des habiletés*. 440 (1477).
- DAMASE** (le pape). 75 (584).
- DAMIENS** (Robert-François), tente d'assassiner Louis XV; sa condamnation; fin des querelles religieuses, rétablissement du parlement. 4234 (1757).
- DAMIETTE**; les Français s'en emparent. 206 (1230).
- DAMOISEAU**. Qualité, chevalerie. 199 (1223).
- DAMMARTIN** (le comte de), commande les troupes de Louis XI en Guienne; instructions que lui fait passer le roi. 424 (1472).
- DAMPIERRE** (Guy de), comte de Flandre. 225 (1290). — Attiré à la cour de France, y est emprisonné; déclare la guerre à Philippe IV. 224 (1290). — Obtient une trêve de Philippe IV. 225 (1290). — Recourt inutilement à la médiation du pape. *ib.* (1303). — Est dépouillé de ses états par Philippe IV. 226 (1299). — Prisonnier du roi, il reçoit de lui une mission auprès du pape. 230 (1304). — Il échoue, et meurt à Compiègne. 230 (1304).
- DANIEL** (l'historien), son opinion sur la mission de la pucelle d'Orléans. 382 (1431).
- DARNOIS**; leurs excursions en France. 426 (804).
- DANVILLE**, second fils de Montmorency, mécontent de la cour, a des intelligences avec les calvinistes. 675 (1569). — Gouverneur du Languedoc, protège les calvinistes. 699 (1574). — Son caractère; chef d'un parti dans l'état. 702 (1577). — Se rend aux offres de la cour et abandonne ses alliés. 721 (1577). — Prend le titre de duc de Montmorency. 735 (1584).
- DAUPHINÉ**, sa réunion à la France. 260 (1343).
- DAUPHIN**, date à laquelle le fils aîné du roi prit ce titre. 260 (1343).
- DAUPHIN** (Louis, fils de Charles VI, régent), sa mésintelligence avec le duc de Bourgogne, son beau-père. 350 (1412). — Complote contre les Armagnacs, et les joue. 355 (1415). — Meurt après avoir été nommé lieutenant-général du royaume. 357 (1416).
- DAUPHIN** (Jean, fils de Charles VI), meurt à Compiègne; on le croit empoisonné. 359 (1417).
- DÈCE** (l'empereur). 56 et 57 (236).
- DÉRESE**, martyr à Arles. 61 (286).
- DERBY** (comte de), fils du duc de Lancastre, va joindre le duc de Bourbon dans son expédition contre les corsaires africains. 326 (1390).
- DESMARETS** (Jean), ramène la paix entre les oncles de Charles V. 309 (1580). — Rétablit l'harmonie entre le peuple et le régent. 314 (1582). — Est condamné à mort, son exécution. 317 (1583).
- DEUTERIE**, dame de Cabrières, épouse Théodébert. 90 (534).
- DIANE DE POITIERS** ou de Saint-Vallier; son ascendant sur Henri II. 685 (1582).
- DIANE**, duchesse d'Angoulême, est dévouée à Bourbon. 768 (1589). — S'oppose à l'édit qui décharge Mayenne du soupçon d'avoir trempé dans l'assassinat d'Henri III. 823 (1596).
- DIDIER**, élu roi des Lombards. 414 (752). — Lève le siège qu'il avait mis devant Rome, et s'engage à un tribut envers la France. 414 (760). — Attaqué par Charlemagne, assiégé dans Pavie, se rend sans condition; il meurt dans un cloître. 418 (773).
- DIEPPE** (ville de) assiégée par les Anglais; le dauphin la délivre. 389 (1444).
- DIJON** (traité de) passé entre les Suisses et La Trémouille. 523 (1514).
- DIME SALADINE**, établie par Philippe-Auguste. 181 (1187).
- DIMANT**, ses habitants sont passés au fil de l'épée. 398 (1334).
- DIODÉTÉRIUS**, empereur, s'associe Maximien. 60 (284). — Son abdication. 62 (306).
- DIVION** (Jeanne de); fable et faux qu'elle commet pour rendre la possession de l'Artois à Robert. 254 et 255 (1551). — Son procès et son exécution. 255 (1551).
- DOMINICAINS**, création de leur ordre. 197 (1217).
- DOMRÉMY** (ville de), lieu où naquit la pucelle d'Orléans. 376 (1429).
- DONATHEN**, martyr à Nantes. 64 (286).
- DORIA** (André) défend Marseille assiégée par les impériaux sous les ordres de Bourbon. 516 (1510). — A lieu de bloquer Naples par mer, passe à Charles-Quint. 536 (1529). — Après avoir dégagé Naples, entre de nuit à Gênes, et appelle ses concitoyens à la liberté. 556 (1529). — Avec ses galères, va menacer Constantinople, et force Soliman à abandonner ses projets contre Charles-Quint. 559 (1552). — Apporte quelques secours, en Provence, à l'armée espagnole manquant de tout. 566 (1556). — Il délivre Nice. 575 (1544). — Il est battu devant Naples par Dragut et la flotte de San-Severino. 595 (1552).
- DOUAL**, reste à la France. 231 (1304).
- DOUGLAS** (Archambaud de) amène des Écossais au secours de Charles VII. 569 (1424).
- DOVAC**, médecin de Louis XI, préside le tribunal appelé *les grands jours d'Auvergne*. 447 (1480). — Est condamné à être fouetté dans les rues de Paris; sa langue est percée; on lui coupe une oreille; il est banni. 455 (1483).
- DUBOIS** (l'abbé), entreprend de terminer les discords des membres de l'église; il est nommé cardinal. 4196 et 4197 (1721). — Abus d'autorité contre le conseil d'état. 4198 (1721). — Premier ministre; louables mesures de gouvernement; sa mort. 4198 et 1199 (1725).
- DUBOIS** (de la Mothe) est forcé, par suite d'une tempête, d'abandonner Louisbourg, et les Anglais s'en emparent. 4242 (1757).
- DUCS**, leurs fonctions sous Chilpéric. 94 (575).
- DUKES JUNCIARIES**, lois rigoureuses de ces combats. 214 (1255).
- DURNESSE** (Cenaye), ambassadeur infatigable à Venise, mène à Henri IV qu'on voit souvent des Français à Milan, à Turin, qui confèrent mystérieusement, qu'on le décrie parmi ses alliés. 839 (1602).
- DUGUAST** délivre Nice. 575 (1544).
- DURKREQUE** (ville de); le duc d'Enghien s'en empare. 922 (1646). — Est prise habilement par Turenne, et remise aux Anglais. 4079 (1658).
- DUNOIS** (Bâtard, comte de); secours qu'il apporte à Montargis; beau fait d'armes contre les Anglais devant cette ville; levée du siège. 373 (1427). — Il commandait, avec le comte de Clermont, les Français à la journée des Harengs. 575 (1429). — Veillait sur Jeanne d'Arc dans les combats. 577 (1429). — Engage Jeanne

d'Arc à rester à l'armée après le sacre. 379 (1430). — Son opinion sur Jeanne d'Arc. 582 (1431). — Il ouvre le chemin de Paris à Charles VII par la prise de Chartres. 585 (1432). — Commande l'armée qui soumet la Guienne; conditions qu'il jure, au nom du roi, d'observer. 593 (1434). — Ses paroles à la mort de Charles VII. 400 (1460). — Confédéré contre Louis XI. 407 (1465).

DUBOIS (François, comte de) est l'âme de la ligue formée pour faire obtenir au duc d'Orléans la tutelle de Charles VIII; il est nommé gouverneur du Dauphiné. 485 (1484). — Perd le gouvernement de la Franche-Comté; licenciement de ses compagnies d'ordonnance. 459 (1485). — Forme une nouvelle ligue en faveur du duc d'Orléans; son exil à Ast. 460 (1485). — Conspire contre Anne de France en faveur du duc d'Orléans; ses projets, ses moyens de succès; il vient à Parthenay et se sauve de là en Bretagne. 464 (1486). — Favorise les prétentions du sire d'Albret; ses intrigues pour rentrer en grâces à la cour de France et la délivrance du duc d'Orléans. 467 (1489). — Sa mort d'une attaque de goutte. 470 (1494).

DUPLEX (Scipion), son opinion sur Louis XI. 455 (1485).

DUPLESSIS-MORNAI, chargé par Henri IV de la négociation avec Mayenne, publie les propositions de ce dernier. 799 (1592).

DUPLESSIS-PRASLIN (maréchal de), prend Rose, en Catalogne. 992 (1645).

DUPËY RAYMOND, fondateur des Hospitaliers. 468 (1099).

DUQUESNE (marquis); combat naval contre Ruyter. 1444 (1676). — Bombarde Alger. 1448 (1682).

DRAGUT, amiral ottoman, défait le vieux Doria sous Naples. 595 (1552).

DRAPIÈS est forcé par les Romains de se confiner dans Uxellodunum. 57 (A. J. 54). — Battu et contraint de se rendre, se laisse mourir de faim. 38 (A. J. 54).

DREUX (bataille de), où Condé est défait après avoir fait prisonnier le maréchal de Saint-André et le connétable de Montmorency. 647 (1562).

DROIT DE CITE; son abolition. 272 (1335).

DAVIDES (les). 2 (A. J. 600). — (Sacrifices des). 3 (A. J. 600). — Leur cruauté. 3 (A. J. 600). — Leur domination. 3 (A. J. 600). — Destruction de leur puissance. 3 (A. J. 600). — Claude poursuit leur extinction. 47 (44).

DREUSUS marche sur la Germanie et y meurt. 44 (A. J. 600).

DURAND, fondateur des confréries. 485 (1485).

DURAS (Charles de); Jeanne de Flandre l'appelle à lui succéder; son ingratitude. 512 (1584).

DURKLEY (Jean Stuart), cause la perte de la journée des Barons. 375 (1429).

E

EAU FROIDE (épreuve de l'). 441 (875).

EAU CHAUDE (épreuve de l'). 441 (875).

EMON, archevêque de Reims, ennemi de Louis-le-Débonnaire. 451 (854). — Est privé de l'archevêché de Reims pour ses menées contre Louis-le-Débonnaire. 452 (855).

ENNOIN, maire du palais de Neustrie; troubles qu'il cause. 404 et 405 (664). — Met Thierry III sur le trône; est obligé de prendre le froc. 405 (668). — Proclame un prétendu fils de Clothaire III. 405 (674).

ÉCHARPE rouge semée de croix de Saint-André, adoptée par les Bourguignons à Paris. 548 (1411).

ÉCLUSE (port de l'). Combat naval de ce nom. 258 (1340). — Est le point de départ de l'expédition projetée par Charles VI contre l'Angleterre. 320 (1386). — Immenses préparatifs qu'y fait Charles VI pour une descente en Angleterre. 320 et 321 (1486).

ÉCOLE DE SALERNE, fondée par Charlemagne. 423 (789).

ÉCUYER en chevalerie. 199 (1223).

ÉDOUARD I^{er}, sa bonne intelligence avec Philippe IV. 223 (1290). — Motifs et cause de sa guerre contre Philippe IV; il est cité au parlement par celui-ci, comme son vassal. 224 (1290). — Conclut la paix avec Philippe IV. 225 (1298).

ÉDOUARD II fait hommage de la Guienne et du Ponthieu à Charles-le-Bel. 248 (1325).

ÉDOUARD III; ses prétentions à la couronne de France. 250 (1328). — Fait hommage à Philippe VI pour la Guienne; rage que lui cause cette cérémonie. 252 et 253 (1329). — Accueil qu'il fait à Robert d'Artois. 256 (1334). — Réclame la couronne de France, et met le siège devant Cambrai. 257 (1339). — Offre à Philippe VI une bataille qu'il ne livre pas, et se retire en Brabant. 257 (1340). — Est blessé au combat naval de l'Écluse. 258 (1340). — Secourt en Bretagne le comte Montfort. 259 (1342). — Marche lui-même au secours de Jeanne de Flandre, comtesse de Montfort. 260 (1343). — Sa colère en apprenant la mort de douze chevaliers bretons, ordonnée par Philippe VI. 261 (1345). — Descend en France à la tête d'une armée. 262 (1346). — Passe la Seine et la Somme. 263 (1346). — Livre à Philippe la bataille de Créci. 263 et 264 (1346). — Rentre en Angleterre après la bataille de Créci; il fait assiéger Calais. 264 (1347). — Irritation que lui cause la résistance de Calais. 265 (1347). — Son combat avec Eustache de Ribamont; sa conduite généreuse. 266 et 267 (1348). — Sa nouvelle descente en France; sa marche. 284 (1359). — Se retire de devant Paris; ses espérances; fait vœu d'accorder la paix après un orage où 4,000 de ses soldats périrent. 285 (1360). — Difficultés que font les populations comprises dans le traité de Brétigny de se soumettre à lui. 287 (1364). — Sa mauvaise foi envers la France. 289 (1365). — Somme Charles V de remplir les obligations du traité de Brétigny. 296 (1369). — Fait marcher deux armées contre la France. 296 (1369). — Est le provocateur de la guerre. 297 (1369). — Envoie des troupes au secours du prince de Galles. 297 (1370). — Parallèle entre ce monarque et Charles V. 298 (1374). — Perd son énergie avec l'âge; sa conduite lui aliène ses sujets. 302 et 303 (1376). — Sa mort. 305 (1376).

ÉDOUARD IV, duc d'York, s'empare de la couronne d'Angleterre. 399 (1460). — Enlève la couronne d'Angleterre aux Lancastre. 403 (1460). — Se ligue contre Louis XI avec les ducs de Bourgogne et de Bretagne; conditions déliantes du traité qu'ils font entre eux. 429 (1474). — Débarqué en France avec une armée, traite avec Louis XI; stipulation de ce traité; son entrevue avec le roi. 454 (1475). — Traite avec Louis XI; à quelles conditions. 445 (1478). — Meurt au moment où il allait déclarer la guerre à la France; ses héritiers. 451 (1482).

ÉDOUARD VI succède à Henri VIII. 384 (1547). — Il meurt sans être marié ; réaction catholique de la part de sa sœur. 398 (1553).

ÉDOUARD (le prince), fils du prétendant, débarque en Écosse. 1224 (1746). — Il est battu à Culloden. 1225 (1746). — Ses infortunes. 1226 (1746). — Il est enfin recueilli par un corsaire de Saint-Malo. 1225 (1746).

ÉDURNS sont suscités par les Romains contre les Arvernes. 42 (A. J. 125). — Arioviste, roi des Suèves, ruine leur puissance. 20 (A. J. 58). — Le secours qu'ils envoient à César se déclare contre les Romains. 52 (A. J. 52). — Se lèvent contre César. 54 (A. J. 52).

EGBERT, roi d'Angleterre. 454 (800).

EGLISE GALLICANE, sa discipline. 244 (1254). — Origine de ses libertés. 258 (1544).

EGMONT (Adolphe d'), sa conduite infâme à l'égard de son père ; son arrestation ; sa disparition. 427 (1473).

EGMONT (Arnaud d') donne ses états au duc de Bourgogne ; conduite abominable de son fils Adolphe. 427 (1473).

EGMONT (le comte d') ; sa présomption ; sa mort à la bataille d'Ivry. 779 (1590).

ELBEUF (le duc d') arrive à Paris et est nommé général des troupes de la fronde. 4015 (1649).

ÉLECTION des empereurs (droit d') ; troubles que cause sa suspension. 149 (929).

ÉLECTEURS de l'empire, leur nombre, et limitation de ce nombre par la *Bulle d'or*. 149 (929).

ÉLÉONORE, duchesse d'Aquitaine, épouse Louis VII. 174 (1130). — Ses galanteries avec Saladin durant son séjour à Antioche. 177 (1148). — Louis VII divorce avec elle ; elle épouse Henri Plantagenet. 178 (1152). — Devenue reine d'Angleterre par l'avènement de Henri II, met la discorde dans ses états. 178 (1154). — Excite ses fils contre leur père Henri II. 180 (1172). — Excite Richard son fils contre sa fiancée Alix. 186 (1191). — Fait mettre son fils Richard en liberté. 187 (1193).

ÉLÉONORE, douairière de Portugal, ramène les deux fils du roi et épouse François I^{er} à deux lieues de Mont-de-Marsan. 357 (1550).

ÉLISABETH d'Autriche devient reine de France en épousant Charles IX. 679 (1570).

ÉLISABETH succède à sa sœur Marie, reine d'Angleterre. 612 (1559). — Signe un traité avec Charles IX ; sa réponse aux plaintes de ce roi. 695 (1573). — Pormet qu'on traite de son mariage avec le duc d'Anjou. 750 (1582). — Meurt ; jugement qu'on porte sur son compte. 852 (1603).

ÉLISABETH-CHARLOTTE, son mariage avec le duc d'Orléans, frère du roi. 4099 (1670).

ÉLISABETH PÉTROVNA, sa mort. 1253 (1762).

EMERUN (Notre-Dame d'), dévotion que lui portait Louis XI. 453 (1483).

ÉMERV (sieur d'), surintendant des finances, se rend odieux par ses exactions. 994 et 995 (1648). — Il reprend la surintendance des finances. 1027 (1649).

EMILIN, général de Gallus, bat les Goths ; se fait élire empereur. 57 (251).

EMME, femme de Lothaire, est accusée d'avoir empoisonné le roi de France. 155 (979).

EMPIRE ROMAIN (divisions diverses de l'). 45 (A. J. 27). — Est divisé en empire d'Orient et empire d'Occident. 70 (364). — Réuni par Théodose, et divisé de nouveau entre ses deux fils. 76 (395). — Anéantissement de sa puissance. 83 (476).

EMPIRE D'OCCIDENT, ses limites sous Charlemagne. 425 (800).

EMPIRE GREC, son démembrement. 194 (1206).

EMPEREUR (le capitaine Jacob Jacques d'), prévient Guesse de Foix de l'ordre qu'il a reçu de le quitter avec ses lansquenets, et demande la bataille. 518 (1512).

ENTRAGUES (Henriette d'), sa parenté ; elle devient maîtresse de Henri IV sous promesse de mariage. 851 (1599). — Fait le tourment continu de Henri IV. 854 (1599). — A eu deux fils de Henri IV ; elle veut mettre opposition au mariage du roi avec Marie de Médicis. 858 (1604). — Son caractère bizarre envers Henri IV. 854 (1604). — Reçoit chez elle les mécontents, des Anglais, des Espagnols ; elle y reçoit le roi en cette compagnie. 855 (1604).

ENTRAGUES (comte d') ; son interrogatoire, sa condamnation. 857 et 858 (1604).

ÉPERNON (duc d'), un des favoris d'Henri III ; il quitte la cour. 760 (1588). — Le roi ordonne aux habitants d'Angoulême de le chasser de leur ville. 760 (1588). — Sa belle défense. 760 (1588). — Il est vengé de Villeroi. 760 (1588). — Il amène du secours à Henri III, et se réconcilie avec le maréchal d'Aumont. 769 (1589). — Il quitte le camp d'Henri IV. 775 (1589). — Se soumet à Henri IV. 818 (1594). — Sa sortie dans le conseil contre Rosny. 850 (1603). — Il se montre mécontent du roi, au sujet de son affaire avec les Soboles. 854 (1603). — Sa réponse à Biron. 857 (1604). — Fait proclamer en lit de justice Marie de Médicis régente. 870 (1610). — Sa grande puissance. 900 (1619). — Faillit à être perdu par la trahison d'un affidé de Rucellai. 904 (1619). — Emploie habilement des mesures préliminaires pour quitter Metz. 904 (1619). — Craint d'être trahi et ne peut reculer ; comment il délivre la reine. 902 (1619). — Raison qu'il apporte de son assistance à la reine. 905 (1619). — Ne peut obtenir que des lettres d'abolition. 905 (1619). — Son affaire avec l'archevêque de Bordeaux ; suites de cette affaire. 954 (1635).

ÉPERONS (journée des), déroute de l'armée française. 522 (1515).

ERMENGARDE, épouse de Louis-le-Débonnaire. 427 (816).

ESPAGNE, est soumise par César. 17 (A. J. 60). — Les Vandales viennent la conquérir. 79 (A. J. 444). — Rentre sous le joug des Romains. 80 (A. J. 448). — Traité de paix avec l'Angleterre. 4294 (1760).

ESPAË, (le sieur d') a la tête tranchée sous Charles VII. 396 (1456).

ESPINAC (Pierre d'), archevêque de Lyon, l'un des députés envoyés à Henri IV par les ligueurs. 783 (1590). — Orateur des ligueurs aux conférences de Surèze ; ses discours. 804 (1595).

ESPINEVILLE (capitaine d') soutient avec bravoure un combat naval près de Douvres ; il y périt. 604 (1535).

ESSARTS (des), prévôt de Paris, est destitué. 346 (1414). — S'enfuit à Cherbourg, et devient plus tard gouverneur de la Bastille. 550 (1412). Ses humiliations ; son supplice. 551 (1412).

ESTOUVILLE (le cardinal d'). Sa tolérance ; examen et révision des privilèges de l'université de Paris. 394 (1433).

EST (Anne d'), épouse du duc de Guise. 649 (1565).

EST (Hippolyte d'), légat du pape en France ; ses efforts auprès du colloque de Poissy et du roi de Navarre. 654 et 655 (1561).

ESTRAËS (Gabrielle d'), une des maîtresses de Henri IV, favorise Mayenne. 822 (1598). — L'amour qu'elle inspire au roi nuit aux affaires. 823 (1598). — Projets du roi sur elle. 829 (1599). — Ses différends incessants avec Sully, que Henri accordait souvent. 829 (1599).

- Henri IV fait annuler son mariage avec le seigneur de Liancourt. 829 (1599). — Tentative qu'elle fait pour faire renvoyer Sully; scène à ce sujet; caractère de Gabrielle. 829 (1597). — Ses pressentiments; sa mort; circonstances qui l'accompagneront. 850 (1599).
- ESTRAZES** (Annibal d'), frère de la belle Gabrielle; ses menées odieuses pour enlever la princesse de Condé à son mari, pour le compte du roi. 865 et 866 (1609).
- ETAMPES** (la duchesse d') est exilée; ses partisans disgraciés. 585 et 584 (1547). — Dénonce le chancelier Poyet. 773 (1589).
- ÉTAPLES**, lieu où se fit un traité entre Charles VIII et le roi d'Angleterre. 474 (1492).
- ÉTATS DE LA GAULE** (les), se tiennent sous la protection de César. 49 (A. J. 58).
- ÉTATS-GÉNÉRAUX**. Leur institution. 235 (1313). — Les premiers sont convoqués par Philippe V. 243 (1317). — Ils nomment Philippe de Valois, roi de France. 250 (1328). — Sont convoqués par Jean II; leurs décisions. 274 et 272 (1355). — Ils sont convoqués par le dauphin Charles, en Langue d'oc et en Langue d'oïl. 275 (1356). — Leur renvoi et leur rappel. 276 (1356). — Ils mettent une force militaire à la disposition de Marcel. 276 et 277 (1357). — Le tiers y est dévoué à Marcel; le clergé et la noblesse y restent neutres. 277 (1357). — Se séparent d'eux-mêmes. 277 (1357). — Convoqués par Charles V, rejettent le traité conclu entre Jean II et Édouard III. 283 (1359). — Sont convoqués par Charles V. 296 (1369). — Convoqués par les oncles de Charles VI; leurs décisions. 314 (1381). — Sont convoqués à Tours, sous Charles VIII. 455 (1483). — Ils s'assemblent à Tours; motifs de leur convocation; mode de délibération; mesures qui y sont adoptées; cahiers rédigés par les divers ordres; demandes du tiers-état. Fixation de l'impôt 456 et suiv. (1484). — Ils arrêtent le budget; les trois ordres contribuent aux frais occasionnés par l'assemblée; le roi les remercie et les congédie; durée de leur session. 458 (1484). — Sont convoqués par Louis XII, à Tours; objet de leur réunion; délibération. 508 (1506). — Convoqués à Paris par Henri II. 609 (1558). — Sont témoins de la mort de François II; divers discours; clémence. 630 (1561). — Tenus sous Charles IX; leurs délibérations. 633 (1564). — Sont convoqués à Paris par Mayenne; but que se proposaient les partis en les convoquant. 804 (1695). — Ils envoient des députés au roi de Navarre, au prince de Condé et au maréchal de Damville. 720 (1577). — Sont convoqués à Tours par Henri IV. 773 (1589).
- ÉTATS DE BLOIS** (les) statuent par l'édit de l'union, qui est déclaré la loi fondamentale du royaume. 764 (1588).
- ÉTATS-UNIS**. Leur indépendance. 4294 (1785).
- ÉTHIENNE III** (le pape) invoque le secours de Pépin contre Astolphe. 413 (752).
- ÉTHIENNE**, comte de Blois, l'un des chefs de la première croisade. 466 (1095).
- ÉTOILE** (ordre de l') institué par Jean II. 269 (1354). — Il est avili par le mauvais choix et le grand nombre des chevaliers. 424 (1469).
- EU** (comté d'). Est enlevé par Jean II à Raoul de Neale, et donné à Jean-Sans-Terre d'Artois. 269 (1350).
- EU** (Philippe d'Artois, comte d'). Est nommé connétable, à la place de Clisson privé de cet office. 350 (1393). — Membre de la députation envoyée par Louis XI en Bourgogne. 405 (1464).
- EUCHER**, fils de Stilicon. 77 (403). — Sa fin tragique. 78 (408).
- EUDÈS**, duc d'Aquitaine, provoque Charles-Martel, et est défait par lui. 409 (734). — S'unit à Charles-Martel contre les Sarrasins. 408 (727).
- EUDÈS**, fils de Robert-le-Fort, défend Paris contre les Normands. 445 (883). — Son avènement au trône; son caractère; échecs qu'il fait essuyer aux Normands. 446 (888). — Repousse Charles-le-Simple; partage la France avec lui; sa mort. 446 (893).
- EUDÈS**, fils du roi Robert, se révolte contre son frère Henri Ier. 464 (1032). — Est fait prisonnier; ses brigandages et sa mort. 464 (1057).
- EUDÈS IV**, duc de Bourgogne, réclame la Navarre à Philippe V; traité qu'il fait avec lui. 243 et 244 (1348).
- EUDOXIE**, épouse Arcade, et persécute Saint Jean Chrysostome. 76 (395). — Épouse Maxime; excite Genséric contre lui; prisonnière de Genséric, est amenée en Afrique. 83 (455).
- EUGÈNE**, élevé à la pourpre par Arbogast. 75 (387). — Il marche contre Théodose. 75 (394). — Défait par Théodose, il est décapité. 75 (394).
- EUGÈNE** (le prince). Campagne de Piémont; ses résultats fâcheux. 4154 (1706). — Sa campagne de Flandre; Suites. 4457 (1708). — Sa campagne d'Alsace; sièges de plusieurs villes. 4470 et 4474 (1713). — Fin de la campagne d'Alsace; traité de Paris. 4474 (1714). — Sa mort. 4209 et 4210 (1744).
- EUSTACHE DE SAINT-PIERRE**. Son dévouement et celui de cinq de ses concitoyens pendant le siège de Calais. 265 et 266 (1547).
- EUTHYMÈRE** reconnaît l'embouchure du Sénégal. 41 (A. J. 454).
- EUTROPE** (l'eunuque) fait épouser Eudoxie à Arcade. 76 (395). — Il succède à Rufin; sa mort. 76 (395).
- ÉVARIUS** ou **EUVIC**, succède à Théodoric. 84 (467).
- ÉVÊQUES DES GAULES**, leur considération. 70 (177). — Leurs occupations et leurs fonctions sous Dagobert Ier. 403 (658).
- ÉVÊQUES DE FRANCE**. Ils s'opposent à l'établissement de l'inquisition. 602 (1555).
- ÈVREUX**, est brûlé par Philippe-Auguste. 488 (1193).
- EXARQUES**. Leur autorité en Italie. 443 (752).
- EXCOMMUNICATIONS**. Formes et pouvoir de cette arme ecclésiastique, d'après les statuts de Vernon. 445 (764). — Fulminées pour rétablir l'ordre en France, par Agapet II. 454 (947).
- EXCOMMUNIÉ** (position de l'). 458 (753).

F

- FACTION CAROLINE**, c'est-à-dire les cadets de la maison de Charles III, duc de Lorraine, suscitent des embarras au roi. 754 (1588).
- FAENZA** (la ville de) se défend contre les troupes de César Borgia, et se rend à lui à condition. 490 (1500).
- FAISANS** (traité de l'île des). Ruses des deux plénipotentiaires; stipulations de ce traité; conclusion du mariage de Louis XIV; clauses du contrat. 4084 et suiv. (1659).
- FARINES** (journée des). Tentative de Henri IV pour s'emparer de Paris. Pourquoi ce nom. 787 (1591).

FARRÈS (Pierre-Louis), est investi des duchés de Parme et de Plaisance, par Paul III, son père; il est assassiné par ses courtisans. 585 (1548).

FARRÈS (Alexandre, duc de Parme), se concerta avec Mayenne, contre Henri IV. 775 (1589). — Force Henri IV à lever le blocus de Paris; il s'empare de Lagny; son entrée à Paris; il y devine la politique des ligueurs; son retour en Flandre. 784 (1590). — Rentre en France avec son armée; motifs qui l'y déterminent; il met garnison à La Fère. 792 (1591). — Sa dissimulation avec Mayenne; il se décide à aller au secours de Milen. 795 (1592). — Sa prudence à l'armée; fautes qu'on peut lui reprocher; combat d'Amale; ses détails; Henri IV y est blessé. 796 et suiv. (1592). — Méintelligence entre Mayenne et lui; jalousie des Français et des Espagnols; il vient au secours de Rouen; prend Caudebec; il y est blessé; Henri IV le cerne entre la mer et la Seine. 797 (1592). — Échappe à Henri IV, et ne s'arrête qu'à Château-Thierry. 798 (1592). — Meurt des suites de la blessure reçue à Caudebec, et des fatigues de la campagne. 802 (1593).

FAUSTA, épouse Constantin. 64 (307).

FAYETTE (mademoiselle de La) réconcilie Louis XIII avec la reine Anne. 962 (1638).

FÉLIX, ordonné évêque de Trèves. 73 (585).

FÉLIX V, élu pape par le concile de Bâle, est déposé par celui de Lyon. 591 (1447).

FEMMES; leur incapacité à porter la couronne est prononcée par le parlement et par les états-généraux. 242 et 243 (1516).

FERDINAND (épreuve du). 141 (876).

FERDINAND, prince d'Espagne; il lève une armée et l'amène au secours de son père, assiégé dans Perpignan. 426 (1475). — Devenu roi d'Aragon, sous le nom de Ferdinand V, il obtient de Charles VIII la restitution du Roussillon; surnom de *Catholique* que lui donne l'histoire. 472 (1495). — Fait déchirer par son ambassadeur son traité précédent avec Charles VIII; lui déclare la guerre et ravage le Languedoc. 481 (1499). — Sa duplicité envers le roi de Naples; conquête de ce royaume, qu'il se partage avec Louis XII. 494 et suiv. (1501). — Diffame le roi de Naples; ses troupes s'emparent de l'île de Céphalonie. 495 (1504). — Amène un traité entre le roi de France, l'empereur Maximilien et lui; conditions de ce traité. 495 et suiv. (1504). — Trompe Louis XII par des propositions de paix; sa mauvaise foi; ses préparatifs pour l'Italie. 497 et suiv. (1505). — Ruse qu'il emploie pour s'emparer de la personne de Frédéric de Naples; avoué qu'il fait de sa duplicité envers Louis XII. 505 et suiv. (1504). — Mort de sa femme Isabelle; ses embarras; il épouse Germaine de Foix; dot qu'elle lui apporte. 507 (1505). — Son entrevue dans le Milanais avec Louis XII; il jette les fondements d'une ligue qui met l'Italie en feu. 514 (1508). — Menace les provinces du Dauphiné et de la Provence; il s'empare des places de la Navarre. 519 (1515). — Se retire de la ligue formée contre Louis XII; à quelles conditions. 524 (1515).

FERDINAND, roi de Naples, meurt de chagrin; se voyant attaqué par Charles VIII. 475 (1495).

FERDINAND, fils d'Alphonse, roi de Naples; essaie de tous les moyens pour défendre ses états; son abdication; ses conseils aux Napolitains; il s'empare du fort d'Ischia. 477 et suiv. (1495). — Rentre dans le royaume de Naples; il est battu à Seminara; Naples et les autres villes se déclarent pour lui; son entrée dans la capitale; il fait

grâce aux Français abandonnés par le comte de Montpensier dans les forts. 484 (1497). — Enferme les Français dans Atella; capitulation non exécutée; sa mort, sans postérité. 484 et suiv. (1496).

FERDINAND, duc de Parme, expulse les jésuites; discussions avec le pape. 1262 et 1265 (1768).

FÈRE (ville de La), reçoit garnison espagnole. 792 (1591).

FERRA, ministre espagnol, avec lequel Mayenne a une entrevue à Salaisons; scène très-vive entre lui et Mayenne. 805 (1593). — Harangue les états; son discours ranime le patriotisme dans le cœur des ligueurs. 804 (1593). — Propose, dans un conseil tenu chez le légat, l'élection au trône de France de l'infante Isabelle. Réponse de l'évêque de Senlis. 806 (1593).

FERRAUD, comte de Flandre. Expédition de Philippe-Auguste contre lui. 495 et 494 (1213). — S'unit à Othon IV. 494 (1215). — Est fait prisonnier à la bataille de Bouvines. 495 (1214). — Blanche de Castille le met à la tête de ses armées. 204 (1227).

FERRÉOL, martyr à Vienne. 61 (286).

FERRIÈRES (Jean de), condamné par le parlement de Paris et exécuté en effigie. 674 (1569).

FERTÉ SENEZARRE (La), est fait maréchal de France. 1036 (1650).

FÊTE des Fous. 497 (1217).

FÊTE de l'Âne. 497 (1217).

FÊTES publiques, sous Philippe IV. 256 (1313).

FEUDATAIRES de la couronne; sont l'origine de la noblesse. 157 (988).

FIEFS en France; leur origine. 442 (752). — Leur multiplication. 439 (859). — Tous sont rendus héréditaires par Charles-le-Chauve. 442 (876).

FIRMIN, martyr à Vienne. 61 (286).

FITZ-JAMES (le duc de), est décrété de prise de corps par le parlement de Toulouse; suites. 1264 (1771).

FLACCUS (Hordonijs), général romain dans les Gaules. 50 (69). Massacré par ses soldats, 51 (69).

FLAGELLANTS (secte des). 266 (1548).

FLAMANDS. Accueil qu'ils font à Philippe le-Bel et à Jeanne. 226 (1309). — Leur révolte contre Philippe-le-Bel. 227 (1304). — Ils battent les Français commandés par Robert, comte d'Artois. 228 (1302). — Sont défaits à la journée de Mons en Puelle. 250 (1504). — Leur mécontentement. 255 (1515). — Inutile expédition de Louis X contre eux. 242 (1516). — Leur condescendance pour Philippe V; ils forcent leur duc à signer la paix. 244 (1519). — Se révoltent contre leur duc; Philippe VI marche à son secours, et les bat. 254 et 252 (1328). — Chassent leur duc, à l'instigation de Jacques d'Artevelle. 256 (1555). — Prêtent serment à Edouard III, comme roi des Français. 258 (1540). — Sont battus par les Français à la bataille de Rosbec. 246 (1585). — Sont attaqués par une armée française; font un accommodement avec le duc de Bourgogne. 320 (1586). — Ils forment le projet de secourir le jeûge de Philippe, roi d'Espagne. 725 (1578). — Projets de campagne contre l'Espagne; ils veulent se donner le duc d'Anjou pour souverain. 724 (1578).

FLAMAND (Nicolas), organise la révolte contre Charles VI. 516 et 517 (1383).

FLANDRE (comtes ou ducs de); étendue de leurs états. 456 (987).

FLANDRE (duc de); est chassé par les Flamands. à l'instigation d'Artevelle. 256 (1555). — Est tué à la bataille de Créci. 264 (1546).

- FLANDRE.** Est réunie à la couronne par Philippe IV. 226 (1299). — Est rendue par Philippe IV à Robert, fils aîné du comte de Guy. 254 (1304).
- FLANDRE (le comte de),** est *crié* à la Table de Marbre, et ajourné à deux mois. 465 (1488).
- FLAURY (le cardinal de),** premier ministre; son gouvernement; changements qu'il introduit dans l'état. 4204 et 4202 (1726). — Intervient pour le traité de la quadruple alliance; suites. 4205 et 4204 (1727). — Sa vie, ses occupations, et ses notes sur celles du roi. 4206 et 4207. (1732). — Sa mort; détails sur sa vie. 4218 et 4219 (1745).
- FLORENT (Adrien),** évêque de Tortose; est élu pape sous le nom d'Adrien VI. 538 (1521). — Il meurt; comment il est jugé. 540 (1525).
- FLORENTINS (les);** Louis XI les protège contre le courroux du pape; belle conduite de Laurent de Médicis. 445 (1478). — Louent des troupes à Louis XII; nomment général Hugues de Beaumont; siège de Pise; défense des Pisans; désertion dans l'armée; levée du siège. 489 et suiv. (1500).
- FLORENT, soulevé les Gaulois contre les Romains, sous Tibère.** 45 (8). Il est défait. 46 (37).
- FLORENT (Pierre),** administrateur des finances de Philippe IV. 226 (1500).
- Foi (ordre de la);** son institution. 497 (1217).
- Fois (guerre de).** 219 (1272).
- Fois (le comte de),** amène des secours à Charles VII. 369 (1423).
- Fois (le comte de),** gendre du roi d'Aragon; médiateur entre le roi de Castille et d'Aragon; il fait empoisonner la princesse Blanche au château d'Orthez. 240 (1462).
- Fois (André de),** sieur de Lescarre; commande l'armée anglaise contre la Navarre. 356 (1521).
- Fois (Thomas de),** sieur de Lescun, maréchal de Foix. 556 et 557 (1521).
- Fois (Françoise de),** comtesse de Châteaubriant; maîtresse de François I^{er}. 537 (1521).
- Fois (Odet de),** sieur de Lantrec, gouverneur du duché de Milan; sa capacité; ses embarras. 556 et 557 (1521). — Il perd plusieurs villes dans le Milanais. 557 (1521). — Son second désastre dans le Milanais; cause de ce désastre. 558. (1522). — Marche sur Naples. 554 (1527).
- Fois (Germaine de),** épouse Ferdinand V, le Catholique; sa dot. 507 (1505).
- FONTAINEBLEAU (édit de),** par le cardinal de Lorraine. 619 (1559). — Assemblée convoquée par les Guise; discours et avis divers. 626 (1560).
- FONTAINE-FRANÇAISE (le combat de),** ses détails. 820 (1595).
- FONTAINE (mademoiselle de);** ses liaisons avec Louis XIV; notes sur sa vie; sa mort. 4122 (1685).
- FONTENAY (bataille de).** 436 (841).
- FONTENEAULT.** Fondation de l'abbaye de ce nom. 468 (1099).
- FORBES (comte de).** Sa tentative sur l'Écosse. 4456 (1708).
- FORCÉ (le duc de La).** Conseil de Henri IV. 772 (1589). — Porte la parole en faveur de Biron; il n'obtient rien. 843 (1602).
- FORCÉ (marquis de La).** Défait l'armée des catholiques devant Montauban. 913 (1622). — Livre Montauban au roi, moyennant le bâton de maréchal de France. 914. (1623).
- FORMIGNY (bataille de),** gagnée par les Français sur les Anglais, sous Charles VII; ses détails. 592 (1430).
- FORMULAIRE de Rimini.** 70 (580).
- FORNOUX (village de),** près Parme, lieu où se livra la bataille de ce nom, gagnée par Charles VIII. 479 (1495).
- FOURCHES (ville de);** est rendue à la Bretagne par les Anglais, moyennant rançon. 575 (1427). — Est prise par Louis de la Trémoille. 466 (1488).
- FOULON (Joseph),** abbé de Sainte-Geneviève; est arrêté par ordre du légat, comme attaché à Henri IV; il est mis en liberté sous caution, et se sauve dans le camp du roi. 810 (1595).
- FOULQUES (le Réchin),** demeure seul comte d'Anjou. 463 (1062). — Épouse Bertrade, que lui enlève Philippe I^{er}. 465 (1089).
- FOULQUES, curé de Neuilli;** joue le rôle de Pierre l'Ermite dans la croisade sous Philippe-Auguste. 485 (1187). — Exhortation à Richard Cœur-de-Lion. 489. (1199). — Forme la quatrième croisade. 490 (1204).
- FOUQUET, surintendant des finances;** causes de sa disgrâce; il trompe le roi, éclairé par Colbert; son arrestation; son procès. 1086 et suiv. (1664). — Son jugement; commutation de la peine du bannissement en une détention perpétuelle; sa fin est encore un problème; assertion à ce sujet. (1088 1664).
- FRANCS (premières incursions des).** 57 (260). — Chassés des Gaules par Probus. 59 (276). — Leur origine, leur ligue. 58 (264). — (Expédition d'une poignée de) relégués sur les bords du Pont-Euxin. 59 (276). — Chassés des îles de l'Écant et du Rhin et établis chez les Nerviens et les Trévirs. 61 (295). — Se rapprochent des frontières de la Gaule. 66 (314). — Constant achète leur retraite et leur alliance. 66 (337). — Appelés par Constance, s'allient aux Romains. 67 (355). — Julien attaque les peuples de leur confédération. 69 (358). — Battus par les Barbares. 77 (406). — Battus par le comte Théodose. 70 (366). — En guerre avec Valentinien; s'allient à lui. 74 (367). — Prédilection de Gratien pour eux. 72 (379). — S'allient à l'empereur Constantin, et battent les Barbares près de Cambrai. 77 (408). — Soutiennent l'usurpateur Jovin. 79 (411). — Battent les Vandales. 79 (411). — Limites de leurs établissements sous Honorius. 80 (416). — Chassés au-delà du Rhin par Ætius, s'étendent jusqu'à la Somme après plusieurs tentatives stériles. 81 (428). — Conduits par Mérovée, contribuent à la défaite d'Attila. 82 (448). — Leurs attaques contre Ægidius, sous la conduite de Chilpéric. 84 (465).
- FRANÇAIS. Leurs mœurs sous Clovis.** 88 (508). — Excitent les Siciliens contre eux, et sont victimes des Vêpres siciliennes. 221 (1282).
- FRANCE, partagée entre les quatre fils de Clovis.** 89 (512). — (Duché de) est donné à Robert-le-Fort. 459 (862). — Sa division sous Hugues-Capet. 456 (987).
- FRANCAISINS. Voy. CORDELIERS.**
- FRANCONIE (maison de);** état de l'Allemagne sous son règne. 449 (929).
- FRANÇOIS I^{er}** monte sur le trône; sa généalogie, son éducation, son sacre à Reims. 530 (1515). — Alliances et traités divers. 530 (1515). — Ses bienfaits à l'égard du pape Léon X. 554 (1516). — Son entrevue avec Henri VIII, entre Guines et Ardres; magnificence et prodigalités des deux cours. 535 (1520). — Motifs de sa première guerre avec Charles-Quint. 556 (1524). — Il ne songe qu'aux plaisirs. 559 (1522). — Ne se déconcerte

- pas d'une puissante Ligue formée contre lui. 540 (1525). — Va trouver le connétable de Bourbon à Moulins, cherche à le ramener par la douceur, la confiance, et par de magnifiques promesses. 544 (1523). — Mesures qu'il prend pour retenir ou paralyser les amis de Bourbon, après l'évasion de celui-ci. 544 (1524). — A à se défendre en même temps contre les Espagnols à Bayonne, contre les Allemands en Champagne, et contre les Anglais qui dévastaient la Picardie. 545 (1525). — A la tête d'une armée formidable et brillante, entre en Italie; assiège Pavie, est fait prisonnier; écrit à sa mère, régente; désolation de la France. 547 et 548 (1525). — Conditions qu'il repousse; il est transféré en Espagne. 549 (1525). — Il tombe malade à Madrid. 549 (1525). — Il convoque au palais les notables des trois ordres et leur communique son projet de revenir à Madrid pour dégager sa foi; opposition et dévouement des trois ordres. 555 (1527). — Répond à Lannoi en lui montrant les notables, assemblés à Cognac, refusant au roi le droit de démembrer son royaume. 552 (1526). — Forme, après sa délivrance, ce qu'on appelle la *Ligue sainte*. 552 (1526). — Envoie son fameux cartel à Charles Quint. 555 (1528). — Profite de ses premiers loisirs pour parcourir le royaume, surveiller la justice, réformer les abus; il réunit la Bretagne à son royaume. 558 (1532). — Sa réponse aux confédérés de Smalkalde; sa conduite à l'égard des religionnaires français. 558 (1532). — Sous prétexte de simonie, se plaint à son clergé et en obtient un tribut. 559 (1532). — Favorise et aide de ses deniers les confédérés de Smalkalde. 559 (1532). — Use de la rigueur des lois contre les hérétiques; procession expiatoire. 564 (1535). — Sa réponse publique au défi de l'empereur. 565 (1536). — Son plan de résistance à l'invasion de Charles-Quint; dévastation de la Provence. 564 et 565. (1536). — Quitte le camp de Valence pour se rendre à celui d'Avignon sur un faux bruit. 566 (1536). — Il parcourt la Provence pour réparer les maux de la guerre; son affabilité, sa bonté. 567 (1537). — Fait un traité d'alliance offensive et défensive avec Soliman II, empereur des Turcs. 568 (1538). — Dans un lit solennel de justice, fait déclarer nuls les traités de Madrid et de Cambrai, et Charles-Quint coupable de félonie. 568 (1538). — Sa bonne foi, sa bonhomie dans son entrevue avec l'empereur à Aigues-Mortes et postérieurement. 569 (1539). — Dissimule sa rancune contre Charles-Quint, et indispose de plus en plus Henri VIII, les princes confédérés et Soliman; il devient mélancolique. 574 (1540). — Il conclut des traités avec le roi de Suède et de Danemark, les premiers que la France aient conclus avec les souverains du Nord. 574 (1540). — Demande à Charles-Quint qui était à Lucques avec le pape, une réparation pour l'assassinat de deux ambassadeurs. 574 (1544). — Attaque Charles-Quint après son retour d'Alger; ses corps d'armées, ses généraux. 572 (1542). — Ses guerres de vingt-huit ans fatiguent les peuples; il établit un impôt sur le sel; prodigalités de sa cour, de ses maîtresses. 575 et 574 (1545). — Sa réponse et ses récriminations contre Charles-Quint. 574 (1545). — S'empare du Luxembourg, y donne des fêtes; ravaille Landrecies attaqué par l'empereur. 575 (1545). — Envoie une flotte puissante contre l'Angleterre; la rappelle dans la Méditerranée. 579 (1545). — Sa mort; jugement qu'on porte sur ce roi. 584 (1547).
- FRANÇOIS (le dauphin), fils de François I^{er}, meurt en se** rendant auprès de son père; bruit public d'empoisonnement. 565 (1556).
- FRANÇOIS**, dauphin de France, épouse Marie Stuart. 610 (1558).
- FRANÇOIS II** succède à son père Henri II. 616 (1559). — Il meurt tout jeune. 629 (1560).
- FRANÇOIS DE ROSIÈRES**, archevêque de Toul, répand des libelles contre le roi. 732 (1585).
- FRÉDÉGORDE** (la reine), sa haine contre Bruneau. 92 (562). — Fait assassiner Sigebert. 95 (575). — Son empire sur Chilpéric. 95 (580). — Fait assassiner Clovis, fils de Chilpéric. 95 (580). — Fait assassiner Andovère et violer sa fille Basine. 95 (580). — Fait assassiner Chilpéric. 96 (584). — Nouveaux crimes qu'elle commet; son ingratitude envers Gontran. 97 (590). — Soupçonnée d'avoir empoisonné Childébert; sa mort. 98 (597). — comparée à Bruneau. 100 (645).
- FRÉDÉRIC**, comte de Bar, reçoit d'Othon I^{er} la Haute-Lorraine. 432 (957).
- FRÉDÉRIC II** (l'empereur). 214 (1235).
- FRÉDÉRIC** (l'empereur) n'ose se déclarer contre Louis XI en faveur de son fils Maximilien. 454 (1482).
- FRÉDÉRIC III** (roi de Naples), est joué par Ferdinand-le-Catholique, auquel il demande des secours contre les Français; il est forcé d'avoir recours à la générosité de Louis XII; il est fait comte du Maine. 494 et suivantes (1504).
- FRÉDÉRIC GUILLAUME** électeur de Brandebourg, se porte protecteur de la Hollande. 1402 (1673). — Demande à recouvrer sa neutralité. 1402 et 1403 (1673).
- FRÉDÉRIC CHARLES**, campagne du Rhin. 1455 (1692).
- FRÉDÉRIC GUILLAUME II**, roi de Prusse, ses prétentions au trône d'Autriche; combats qu'il livre. 1212 et 1215 (1744). — Alliance avec l'Angleterre; ses conséquences. 1257 et 1258 (1756). — S'empare de Leipsick; sa conduite vis-à-vis du roi de Pologne. 1258 (1755). — Ouverture de la guerre dite de sept ans. 1258 et suivantes (1757). — Est battu par Charles; détails de la guerre de sept ans. 1240 (1757). — Il est forcé d'évacuer la Bohême par suite d'une défaite. 1240 (1757). — Il continue de guerroyer; ses pertes et ses succès. 1240 et 1241 (1757). — Fin de la guerre de sept ans; traité de paix. 1243 à 1255 (1758). — Son intervention entre la Russie et l'Autriche. 1296 (1785).
- FRÉDÉRIC AUGUSTE II**, son avènement au trône de Pologne. 1207 (1735).
- FRIBOURG** (traité de), dit paix perpétuelle. 534 (1516). — (Journées de). 990 (1644).
- FRISONS**, attaqués et soumis par Charles-Martel. 409 (754).
- FRONDE** (guerre de la); sa cause et son origine. 995 (1648). — Soulèvement du peuple, provoqué par l'arrestation du conseiller Broussel. 1004 (1648). — Le peuple élève des barricades. 1004 (1648). — Les bourgeois de Paris armés s'emparent des portes et ne laissent sortir personne sans passeport. 1014 (1648). — La guerre de la Fronde s'étend aux provinces. 1019 (1649). — Le ministère fait les premières démarches pour amener à la paix. 1020 (1649). — Les présidents du parlement mettent tout en œuvre pour obtenir la paix. 1021 et suiv. (1649). — Le coadjuteur et les principaux frondeurs réunissent une armée de dix mille hommes hors de Paris. 1022 (1649). — Fin de cette guerre, et paix signée à Ruel. 1025 (1649). — Retour du roi dans Paris; Mazarin rentre avec lui. 1025 (1649). — La fronde finit par la dispersion de ses chefs. 1074 (1653).

FRANÇOIS (le dauphin), fils de François I^{er}, meurt en se

FRONDEURS, origine de ce nom. 997 (1648).

FUENTES (Don Pedro Henriquez de Azevedo, comte de), le plus grand ennemi qu'ait eu Henri IV. 835 (1600).

— Sa rage quand il apprend l'arrestation de Biron; ses propos, ses calomnies. 845 (1662).

FURST (Gauthier), l'un des libérateurs de la Suisse. 258 (1514).

G

GABELLE (droit de). Son établissement. 260 (1344). — Aboli et remplacé par l'impôt sur le sel. 573 (1543).

GASTAN (Henri le cardinal) est nommé Légat en France par le pape; ses prétentions; ses désappointements; difficultés qu'il éprouve dans sa mission; sa prévention en faveur de la ligue. 776 et suiv. (1590). — Son entrevue, à Noisy, avec Biron et les seigneurs catholiques de l'armée de Henri IV; résultats négatifs de cette entrevue; plaisanterie de Givry; il autorise une procession militaire des ligueurs. 780 (1590). — Revient en Italie; légat qu'il laisse en France dévoué à la ligue. 786 (1591).

GAIFRE ou **VAIFRE**, duc d'Aquitaine, son opposition contre Pepin. 112 (752). — Plaintes, manifestes et guerres de Pepin contre lui. 115 (760). — Ses efforts désespérés pour défendre son duché; il est tué. 116 (761).

GAIBAS, officier goth d'un grand mérite. 75 (594). — Ses soldats massacrent Rufin. 76 (595). — Il permet aux barbares de ravager les provinces confiées à ses soins; il veut dépouiller Arcade et incendier Constantinople; sa mort. 77 (400).

GALLATIE (les Gaulois en). 9 (A. J. 280).

GALBA, se met à la tête de l'armée formée par Vindex, et marche sur Rome. 47 (41). — Son règne. 48 (68).

GALIAS-VISCOUTI (Jean) I^{er}, duc de Milan, épouse Isabelle, fille du roi de France Jean II. 287 (1560). — Est retenu prisonnier dans le château de Milan, par Ludovic Sforce; il y meurt empoisonné. 475 et suiv. (1494).

GALLIEN, élu César. 61 (292). — Élu empereur. 62 (306). — Sa conduite à l'égard de Constantin. 65 (306). — Passe en Italie pour combattre contre Maxime. 64 (307). — Sa mort. 65 (311).

GALIGAYE (Léono-ra). Sa fortune, son mariage avec Concini. 835 (1604). — Misérable procès dans lequel elle succombe; sa condamnation; son abatement, et bientôt après sa noble résignation. 894 et suiv. (1617). — Opinion publique sur sa condamnation; sort de son frère et de son fils. 895 (1617).

GALIGAYE (Étienne), beau-père de Concini, est nommé archevêque de Tours et abbé de Marmoutiers, malgré son indignité. 875 (1610).

GALLA, sœur de Valentinien, épouse Théodose. 74 (587).

GALLIEN (Édouard, prince de), appelé le *prince noir*. L'honneur de la journée de Crécy lui appartient. 264 (1346). — Ses succès en France; Jean II marche contre lui. 275 (1556). — Réception qu'il fait au roi Jean II, son prisonnier. 274 (1356). — Conduit Jean II à Londres. 278 (1557). — Signe le traité de Brétigny. 286 (1560). — Établit un impôt qui lui aliène la noblesse. 294 (1568). — Charles V le somme de comparaître devant le parlement. 296 (1568). — Prend Li-

moges; cruautés qu'il y commet. 297 (1569). — Sa mort. 302 (1575).

GALLICANE (libertés de l'Eglise). Décisions adoptées par le concile de Tours, convoqué par Louis XII. 516 (1541).

GALLIEN, fils de Valérien. Il obtient l'empire d'Occident 57 (251). — Il s'adonne à la volupté; est accusé d'avoir vu d'un oeil sec les malheurs de son père. 57 (251). — Il inspire du mépris. 58 (261). — Il est chassé de la Gaule par Posthume. 58 (266). Sa mort. 58 (267).

GALLUS (l'empereur). Il trahit Déce pour arriver au trône. 57 (254). — Il éloigne les Goths de la Gaule; il est tué par Émilien. 57 (260).

GALLUS (fils de Jules Constance) est sauvé par des prêtres; il périt par les ordres de l'empereur. 67 (356).

GALOIS et des **GALOISES** (société amoureuse des). 245 (1528).

GALSUINDE, sœur de Brunehaut, est victime de Frédégonde. 92 (562).

GAMA (Vasco de) aborde aux Indes; cette découverte change les rapports politiques des puissances. 473 (1493).

GAMACHE (le maréchal de) est nommé gouverneur de Paris par Louis XI. 408 (1465).

GAND. Siège de cette ville par Louis de Male, comte de Flandre. 515 (1582).

GANTOIS (les) congédient les troupes françaises, en massacrant le chef, rappellent Maximilien, l'insultent; perdent leurs privilèges. 461 (1486).

GARD (le pont du). 54 (79).

GARLANDES (les quatre frères), ministres de Louis VI. 473 (1129).

GARNIER (historien). Tableau touchant qu'il a écrit sur la position de Jeanne de France, pendant son procès en divorce. 485 (1499).

GASCONS, attaquent l'arrière-garde de Charlemagne. 119 (778).

GASCOGNE (ducs de). Leur domination. 156 (987).

GASSION (maréchal de France) sert sous le duc d'Orléans Gaston, en Flandre. 991 (1644). — Est tué à la prise de Lens. 995 (1647).

GASTON (duc d'Orléans). V. Orléans.

GASTON, gentilhomme dauphinois, fondateur de l'ordre des Antonins. 168 (1099).

GATIER, vient prêcher la foi à Tours, sous le règne de Déce. 57 (256).

GAUCOURT, commandant d'Orléans pendant le siège fait par les Anglais; sa belle défense. 574 (1428).

GAULES dans les temps primitifs (description et historique). 4 (A. J. 600). — Leurs grandes divisions. 4 (A. J. 600). — Sont presque tout entières sous la domination romaine. 22 (A. J. 56). — Leur soumission complète après huit campagnes consécutives. 58 (A. J. 51). — Elles échoient en gouvernement à Antoine; Octave s'en empare. 45 (A. J. 42). — Leur population est divisée en trois ordres par Auguste. 43 (A. J. 27). — Leurs diverses divisions sous les empereurs romains. 43 et 44 (A. J. 27). — Le nom d'Auguste est donné à diverses villes. 44 (A. J. 48). — Leur oppression sous Tibère; soulèvement de Florus et de Sacrovir. 45 et 46 (A. J. 21). — Caligula y fait un séjour. 46 (57). — Les nobles sont admis par Claude aux places vacantes dans le sénat. 47 (44). — Ravagées par Vitellius. 48 (69). — Mouvements de révolte dans les Gaules, sous Probus. 59 (276). — Obligations qu'elles ont à Probus. 50 (276). — Tourmentées par les excursions des Germains et une insurrection des paysans. 60 (286). — Leur tranquillité sous Constance Chlore. 62

- (504). — **Données à gouverner à Constantin le Jeune.** 66 (537). — **Données à gouverner à Julien.** 67 (556). — — **Calme que leur procure Stilicon.** 76 (595). — **Obéissent à Constantin.** 77 (407). — **Affaiblissement de la domination romaine dans les Gaules.** 81 (448). — **Retombent au pouvoir d'Honorius.** 80 (416).
- GAULE CISALPINE.** Son expédition contre Rome, et sa défaite. 40 (A. J. 225). — Elle est réduite en province romaine par A. Régulus 40 (A. J. 226).
- GAULOIS.** Leur origine. 2 (A. J. 600). — Leur culte. 2 (A. J. 600). — Leur caractère, leurs usages, leur gouvernement. 4 (A. J. 600). Leurs expéditions militaires. 4. — Organisation de leur armée; leurs armes. 5 et 6 (A. J. 600). — Ils assiègent Clusium et Rome. 7 (A. J. 590). — Dispersion de ceux qui accompagnèrent Brennus. 7 (A. J. 590). — Leurs luttes contre les Romains après l'expédition de Brennus. 8 (A. J. 590). — Expédition de Belgus et du second Brennus en Macédoine et en Grèce. 9 (A. J. 280). — Leur établissement en Asie-Mineure et dans la Galatie. 9 (A. J. 280). — César leur emploie contre les Usipiens, les Tenctères, les Sicambres et les Suèves. 24 (A. J. 55). — Longue et sanglante guerre qu'ils soutiennent pour leur indépendance contre les Romains. 25. (A. J. 54). — César s'assure de leur fidélité par les faveurs qu'il leur accorde. 42 (A. J. 48). — Soulèvements contre Néron par Julius Vindex. 47 (44). — Probus leur permet de replanter leurs vignes, arrachées sous Domitien. 59 (276). — Les Francs leur prennent la quatrième partie de leurs terres. 88 (508).
- GAUTHIER (le harpeur ménestrel),** dans la cour de Navarre. 52 (1560).
- GENEVIÈVE (sainte).** Ses prophéties rassurent les habitants de Paris alarmés de l'approche d'Attila. 82 (450).
- GÈNES (la ville de)** se donne à Charles VII. 599 (1459). — Se révolte contre les Français; Louis XII la prend en personne; terreur des habitants; il leur fait grâce. 509 et suiv. (1507). — S'affranchit de l'autorité de la France, et se donne un Doge, 524 (1515). — Se soulève contre les Autrichiens, les massacre en partie et les chasse. 4226 (1746).
- GÉNOIS (les)** obtiennent de continuel secours contre Galéas. 553 (1596). — Offrent à Louis XI leur souveraineté; sa réponse. 454 (1482).
- GENGRISKAN et GENGRISKANIDES.** 200 (1228).
- GENSÉRIC, roi des Vandales,** s'empare de l'Afrique. 84 (448). — Appelé en Italie par Eudoxie, pille Rome. 85 (455).
- GESTIN (Benoît)** refuse la défense du duc de Bourgogne par Jean Petit. 555 (1445).
- GÉPIDES (apparition et incursions des).** 57 (260). — Envahissent les deux Germaniques et la Belgique. 77 (406).
- GÉRAUD, évêque de Cambrai.** Son opposition à la trêve des seigneurs. 462 (1039).
- GÉRAUD (comte d'Armagnac)** s'unit à Bernard Rogu, comte de Foix, pour dépouiller le seigneur de Sompuy. 249 (1273).
- GERBERG, veuve de Carloman,** se retire à la cour de Tassillon, et puis à celle de Didier. 447 (774).
- GERBERG, épouse de Louis.** 450, 454 et 452 (936 à 934).
- GERGEAU (ville de).** La pucelle d'Orléans y court un grand danger. 377 (1429).
- GERMANICUS, placé avec Tibère à la tête des levées contre les Germains** 45 (8).
- GERMANIQUES (les deux)** sont envahies par les barbares. 77 (406). — cédées aux barbares par Constantin. 79 (444).
- GERMANIQUE (première)** appartenait à Mérovée à sa mort. 83 (457).
- GERMAINS, sous la conduite d'Arminius, défont les légions de Varus.** 45 (8). — Leurs excursions tourmentent les Gaules. 60 (282). — Leur ligue contre Constantin. 65 (506). — Attaquent Julien et sont battus. 68 (557).
- GÉRONCE, force Varus à repasser les Alpes.** 78 (407). — Ses succès en Espagne; la jalousie le conduit à l'infidélité, et il fait proclamer Maxime empereur. 79 (444).
- GERSON (Jean), docteur de l'université de Paris,** son influence dans le concile de Constance. 554 (1414).
- GÉSATES (les)** s'allient aux Gaulois cisalpins, dans leur expédition contre Rome. 40 (A. J. 225).
- GIAC** est nommé président en remplacement de Leuvec; causes de ce choix. 574 (1425). — Intrigues contre lui; son arrestation et sa mort. 572 et suiv. (1426).
- GIAPPERRI.** Insurrection en Corse contre les Génois, et son résultat. 1211 (1756).
- GRI (le maréchal de)** est dépêché pour sommer le duc d'Orléans de venir à Paris, ou l'arrêter. 463 (1487). — Commande l'avant-garde française à la bataille de Verneuil. 479 (1495).
- GRIEN (conférence de),** où plusieurs seigneurs complotent la perte de Jean-sans-Peur. 545 (1410).
- GIGERET** est pris par Beaufort, qui est forcé de l'abandonner faute de vivres et de munitions. 1094 (1668).
- GIVAY (Anne d'Angleterre),** sa plaisanterie dans une entrevue avec le légat du pape. 780 (1590).
- GIVAY (gouverneur de Brie),** sa mort au siège de Laon; lettre que lui écrit Henri IV. 817 (1594).
- GLOCESTER (le duc de),** régent, épouse Jacqueline, comtesse de Hainaut et de Hollande; il prend au duc de Bedford les troupes anglaises. 570 (1425). — Annulation de son mariage avec Jacqueline de Hainaut. 572 (1426).
- GLOCESTER (duc de),** frère d'Édouard IV, assassine ses neveux et prend la couronne d'Angleterre, sous le nom de Richard III; sa mort. 465 (1488).
- GLYCÉRIUS, élu empereur,** se fait sacrer évêque de Salinique. 85 (475).
- GONDEBAUD, réunit la Bourgogne sous son sceptre.** 86 (482). — S'allie à Clovis. 87 (496).
- GONDEBAUD, se disant fils de Clotaire,** attaque l'Austrasie et la Bourgogne; il meurt. 97 (594).
- GONDEBAUT (le moine),** est le littérateur de Louis-le-Débonnaire. 480 (834). — Son crédit à sa cour. 451 (852).
- GONDEMAR, roi de Bourgogne,** défait par le fils de Clovis. 89 (512).
- GONDESILE, compétiteur de Gondebaud.** 87 (496).
- GONDI. Voy. RETZ.**
- GONDICAIRE, roi des Bourguignons,** marche avec des alliés contre Attila, et le défait. 82 (451).
- GONDOLON, maire du palais en Neustrie.** 406 (614).
- GONTRAN, fils de Clotaire et roi de Bourgogne;** ses démembrements. 92 (562). — Allié à Chilpéric contre Sigebert, est battu. 95 (570). — Variations dans sa conduite; ses guerres contre Chilpéric et Chilpéric. 95 (569). — Prend Clotaire II sous sa protection, et éloigne Frédégonde. 96 (584). — Déclare Chilpéric son héritier. 97 (594). — Sa mort. Son caractère le fait appeler le bon roi. 98 (593).
- GONZAGUES (Jean-François de), marquis de Mantoue,** prend le commandement de l'armée française en Italie; ses fautes; il se retire à Mantoue. 504 et suivantes (1505).

- GOMMAGUS DE NEVERS**, redouté des Calvinistes. 721 (1577). — Il offre de réduire les hérétiques. 724 (1577).
- GOMMAGUS** (Anne de) appelée *la Palatine*, s'emploie pour la délivrance des princes. 1036 et suiv. (1650).
- GOMMERS** (les), empereurs. 56 (236).
- GOMME**, en Dauphiné, se refuse à exécuter les ordres sanguinaires de Charles IX. 690 (1572).
- GOMIN** (l'évêque), défend Paris contre les Normands. 145 (885).
- GOMES**, leur apparition et leurs incursions. 57 et 58 (260). — Ils sont battus par Émilien, général de l'empereur Gallus. 57 (260). — Battus par Aurélien. 59 (270). — Chassés par les Huns, inondent la Thrace. 71 (379). — Auxiliaires de Théodose contre Eugène. 75 (594). — Battus par Arbogast. 75 (592). — Dévastent la Grèce. 76 (595). — Passent le Rhin et envahissent les deux Germaniques et la Belgique. 77 (595). — Nomment Vallialeur roi. 80 (415). — Leur importance sous les successeurs de Vallia. 80 (418). — Leur puissance est fondée en Espagne par Théodoric. 83 (456).
- GOULETTE** (château-fort de la). Malgré le feu de ce château sous les murs de Tunis. Beaulieu brûle la plupart des vaisseaux turcs. 865 (1609).
- GOURMEL** (Maurice), porteur des lettres du duc de Bretagne au roi d'Angleterre, se laisse séduire par un envoyé de Louis XI; il avoue son crime; est coué dans un sac, et jeté à la mer. 442 (1477).
- GRACES** expectatives, monopole établi par Clément VII, pape d'Avignon. 345 (1584).
- GRANCY** (maréchal de), remporte une victoire douteuse à la Roquette en Italie. 1075 (1564).
- GRANDES COMPAGNIES**, leur formation. 287 (1564). — Leurs ravages. 288 (1564). — La France s'en débarrasse. 295 (1566).
- GRANDE** (Jean de), capitaine de Buch, est battu par du Guesclin. 290 (1564). — S'attache au roi de France. 292 (1565). — Retourne dans les rangs des Anglais; sa captivité, sa mort. 299 (1572).
- GRANMONT** (le maréchal de) demande la main de l'infante d'Espagne pour Louis XIV; son entrée à Madrid; repas qui lui est offert. 1084 (1569).
- GRAMONTIUS**, fondation de cet ordre. 468 (1099).
- GRANSON** (ville de), près de laquelle se donna la bataille où le duc de Bourgogne fut défait par les Suisses. 456 (1476).
- GRATIN**, élevé à la pourpre. 74 (379). — S'associe Théodose. 72 (379). — Sa prédilection pour les Barbares. 72 (379). — Battu par Maxime; sa mort. 72 (380).
- GRAVENNES**; est prise par le duc d'Orléans. 994 (1464).
- GRAVILLE**, se jette dans Orléans lors du siège par les Anglais. 574 (1428).
- GRAVILLE** (Louis de Mallet), amiral; mot de lui touchant le manifeste de Maximilien. 464 (1486). — Est nommé membre du conseil par Louis XII. 484 (1498).
- GRAVERIA** (le duc de) est fait prisonnier par César Borgia, et mis à mort. 495 et suiv. (1502).
- GRÉGOIRE XIII** fait faire des remontrances à Charles IX. 684 (1572). — Célèbre avec pompe la nouvelle de la mort de Coligny et de la Saint-Barthélemy. 692 (1572).
- GRÉGOIRE XIV** est élu pape; ses mauvaises dispositions pour Henri IV; bulle contre les royalistes; il envoie le nonce Marile Landriano en France. 788 et suiv. (1594). — Sa mort consterne les ligueurs. 792 (1604).
- GRÉGOIRE**, fondée par Gratien. 72 (380).
- GRIFTON**, fils de Charles-Martel, n'a eue part de ses états. 410 (741). — Un parti se forme en sa faveur; Pépin lui donne le Maine et l'Anjou. 410 (750). — Son ambition et sa mort. 415 (752).
- GRIMOALD**, fils de Pépin, lui succède dans la charge de maire du palais. 404 (658). — Met son fils sur le trône d'Austrasie; est arrêté, envoyé à Clovis II, et mis à mort. 104 (649).
- GRORIUS**. Députation à Louis XIV; son refus et ses conséquences. 4104 (1672).
- GUA** (du), favori de Henri III, est assassiné sous ses yeux à l'instigation de Marguerite de Navarre. 745 (1576).
- GUAST** (marquis de), succède à Antoine de Lève, dont il a toutes les qualités. 567 (1557). — Fait arrêter sur le Pô et assassiner deux négociateurs français. 574 (1544).
- GUÉBRIANT** (maréchal de), blessé à mort à la prise de Rothweil. 988 (1645).
- GUELDAIS** (duc de), défie le roi de France. 322 (1557).
- GUÉRAIN** (le templier): le principal succès de la bataille de Bouvines lui est dû. (1214).
- GUENNE** (la folle), première ligue du duc d'Orléans et des principaux seigneurs, à l'avènement de Charles VIII. 460 (1485).
- GUERRAS**, leur caractère de férocité sous Philippe VI. 268 (1549).
- GUERRE**, dite des Trois-Henris: Henri III à la tête des royalistes, Henri de Guise, chef des ligueurs, et Henri de Navarre, chef des calvinistes. 740 (1585).
- GUESCHI** se défend contre les exécuteurs de la Saint-Barthélemy. 694 (1572).
- GUESCLIN** (Bertrand du), doit son élévation à lui-même. 288 (1564). — Il défait les Anglais commandés par le capitaine de Buch: il reçoit du roi le comté de Longueville. 290 (1564). — Est fait prisonnier par les Anglais. 294 (1564). — Est mis en liberté par l'Angleterre. 295 (1566). — Sa harangue aux grandes compagnies. 294 (1566). — Prisonnier du prince de Galles, fixe lui-même sa rançon. 295 (1568). — Est fait connétable de Castille. 295 (1568). — Nommé connétable de France, bat les Anglais commandés par Knolles. 298 (1570). — Continue le cours de ses succès. 299 (1572). — Sa tactique; il assiège Thouars. 299 (1572). — Ses succès en Bretagne; il prend Hennebont. 500 (1575). — Se brouille et se raccommode avec Charles V; celui-ci l'envoie dans le midi. 507 (1580). — Ses derniers moments, sa mort et ses funérailles. 508 (1580). — Service solennel que Charles VI lui fait rendre; première oraison funèbre dans une église. 524 (1589).
- GUESCLIN** (Julienne du), sa bravoure; elle repousse les Anglais de Pontorson. 288 (1564).
- GUI**, vénération des Gaulois et les druides pour cette plante. 5 (A. J. 600).
- GUICHÉ** (de la), à Mâcon, refuse d'exécuter les ordres de Charles IX. 690 (1572).
- GUICHÉ** (la comtesse Corisandre d'Andouin de), occasionne un chagrin domestique au roi; détails de cette intrigue. 788 (1594).
- GUYON**: aplanissement des contestations avec l'Angleterre au sujet de cette province. 225 (1298). — Est une pomme de discorde entre la France et l'Angleterre. 248 (1525). — Se donne à Charles VII; conditions du traité. 595 et suiv. (1451). — Rentre de nouveau sous l'autorité de Charles VII après le combat de Châtillon, ses franchises lui sont enlevées; le roi rend à Bordeaux ses privilèges. 594 (1455). — Se révolte de nouveau ainsi que d'autres provinces, au sujet des gabeliers. 597 (1548).

- GUINÉE** (le duc de), auparavant duc de Berri, sollicite la main de la fille du duc de Bourgogne; il amène des secours au roi dans la guerre que celui-ci a déclarée au duc. 425 (1471). — Meurt à l'âge de vingt ans. 425 (1472).
- GUIGNARD** (Jean), jésuite, est condamné à être pendu, lors du crime de Jean Châtel. 819 (1595).
- GUILLAUME** *Tête-d'Étoupes*, comte de Poitiers, est dépouillé de son comté par le roi Lothaire et Hugues-le-Grand. 152 (954).
- GUILLAUME**, dit Cliton, fils de Robert, revendique la Normandie. 170 (1109).
- GUILLAUME DE LORRÈS**, écrivain contemporain de Louis IX. 215 (1269).
- GUILLAUME-LE-CONQUÉRANT**, duc de Normandie, arme deux fois en faveur d'Henri I^{er}. 161 (1033). — Inquiétudes qu'il cause à Henri I^{er}. 162 (1047). — Il fait la conquête de l'Angleterre. 163 et 164 (1066). — Vient ravager la France à la suite d'un propos de Philippe I^{er}, et y meurt. 165 (1087).
- GUILLAUME III**, prince d'Orange, commande les troupes hollandaises à l'âge de vingt-deux ans; il ne peut empêcher le passage du Rhin par Condé. 1100 (1672). — Son ambition inquiète les républicains. 1001 (1672). — Il investit Charleroi; il est contraint de lever le siège. 1103 (1672). — Est attaqué par Condé; il se fortifie à Fai. 1105 (1674). — Dangers qu'il fait courir à Condé; il montre les talents d'un général consommé. 1105 (1674). — Il est battu par Monsieur; il cerne Maëstricht; pertes qu'il y fait. 1111 (1676). — Il perd Valenciennes. 1112 (1677). — La guerre affermit sa puissance; il refuse mademoiselle de Blois. 1113 (1678). — Il épouse Marie d'York, héritière du trône d'Angleterre. 1113 (1677). — Il détache Charles II des intérêts de la France. 1115 (1678). — Il est mécontent de la paix; il perd la bataille de Saint-Denis. 1115 (1679). — Il conspire contre son beau-père. 1125 (1687). — Il envahit l'Angleterre et chasse Jacques II. 1128 (1688). — Monte sur le trône d'Angleterre. 1128 (1689). — Descend en Irlande; il gagne la bataille de Boyne contre Jacques II. 1129 (1690). — Retourne en Angleterre après la campagne d'Irlande. 1129 et 1130 (1690). — Sa campagne contre les Français. 1135 (1691). — Il est battu à Namur; suites de cette bataille. 1135 (1692). — Refuse la paix proposée par la France; suites de ce refus. 1136 (1694). — Il invoque le traité du partage des états d'Espagne. 1139 et 1140 (1698). — Sa nouvelle guerre contre la France; son dénouement. 1141 et 1142 (1701).
- GUINÈS**, les cours de France et d'Angleterre s'y réunissent et y font assaut de magnificence; les deux rois s'occupent des moyens de terminer le schisme papal. 333 (1396). — (Traité de) entre les rois de France et d'Angleterre. 381 (1547).
- GUINOMAND** fait élire Ægidius roi des Francs. 83 (457).
- GUISCARD** (Robert), conquiert la Pouille et la Sicile. 463 (1094).
- GUISE** (Claude de Lorraine, comte de), commande les lansquenets à Milan; reçoit vingt blessures à Marignan. 332 (1515).
- GUISE** (les), François, Henri, Mayenne et le cardinal, connus sous le nom de LORRAINS, les plus grands ennemis des protestants. 610 (1558). — Rivaux jaloux des Montmorency. 610 (1558). — Ils les calomnient. 612 (1559). — Captivent le jeune roi et la reine et s'emparent du pouvoir. 616 (1559). — Ava divers des deux frères au sujet des conjurés. 622 (1560). — Humiliés et persécutés à la cour de Charles IX dont ils font partie. 630 et 631 (1561). — Gagnent Antoine de Navarre après bien des refus. 635 (1564). — Congédiés de la cour peu de jours avant la Saint-Barthélemy. 687 (1572). — Ils sont assassinés par ordre de Henri III. 765 (1588).
- GUISE** (François, duc de) défend Metz; son plan, ses mesures. 595 (1552). — Il force Charles-Quint à lever le siège de Metz; sa conduite généreuse à l'égard des soldats ennemis. 596 (1552). — S'avance jusqu'au Milanais, et puis marche sur Naples. 606 (1557). — Excite la jalousie des Caraffa à Rome par sa magnificence. 607 (1557). — Se rend maître de Calais et de tout le comté d'Oie. 609 (1558). — Gloire qu'il en acquiert; ses qualités; les catholiques marchent sous son étendard. 610 (1558). — Fêtes qu'on lui donne à Paris. 610 (1558). — Prend Thionville et s'avance jusqu'à Amiens. 611 (1558). — Il s'oppose à la ratification du traité avec Philippe II. 615 (1559). — Sa politique. 618 (1559). — Son entrée triomphante dans Paris. 638 (1562). — Prend Rouen; sa magnanimité à l'égard d'un jeune homme venu pour l'assassiner. 645 (1562). — Sur le point de prendre Orléans est blessé d'un coup de platet; sa grandeur d'âme, sa mort. 649 (1563).
- GUISE** (Henri, duc de), fils aîné du précédent, fait ses premières armes avec le duc d'Anjou. 672 (1569). — Court à la défense de Poitiers. 674 (1569). — A la prétention d'épouser la sœur de Charles IX; courroux du roi. 681 (1572). — Rappelé à la cour avec sa nombreuse famille. 684 (1572). — Accusé de l'attentat contre Coligny. 685 (1572). — Venge la mort de son père en présidant à l'assassinat de Coligny, tué par Bâme. 687 (1572). — Gouverneur de Champagne, attaque Thoré, près de Langres, et le défait. 714 (1575). — Est surnommé le Balafre par suite d'une blessure à la joue, en battant Thoré. 714 (1575). — Se rend à Blois pour presser la guerre contre les hérétiques. 720 (1577). — Sauve Saint-Luc. 750 (1582). — Reste auprès du roi et lui enlève l'estime de ses peuples. 750 (1582). — Devenir le centre des projets de la cour de Rome et de celle d'Espagne. 750 (1582). — Persuadé à la reine-mère de placer sur le trône son petit-fils, enfant du duc de Lorraine et de Claude de France sa fille. 755 (1583). — De concert avec ses frères, ils soulèvent l'intérieur du royaume; formation de la ligue. 756 (1583). — Repousse les Allemands de la frontière. 740 (1585). — Il envahit les états du duc de Bouillon. 745 (1586). — Refuse à Henri III de renoncer à la ligue. 744 (1587). — Refuse la proposition de Lanoue et s'unit aux calvinistes. 744 (1587). — Revient de Soissons; ivresse du peuple. 754 (1588). — Il propose de faire une guerre à outrance aux huguenots; le roi y consent. 755 (1588). — Il se brouille avec le roi. 755 (1588). — Vainqueur dans Paris, ordonne la destruction des barricades. 756 (1588). — Sa conférence avec la reine-mère, pendant laquelle le roi se sauve à Chartres. 756 (1588). — Rétablit l'ordre dans Paris. 757 (1588). — Est déclaré généralissime de toutes les armées. 760 (1588). — S'occupe à faire nommer députés, aux états de Blois, des gens qui lui sont dévoués. 760 (1588). — Veut se poignarder devant le duc d'Aumont qui refuse de l'aider dans ses projets. 762 (1588). — Il cherche à se faire des créatures; il menace le roi; il demande des gardes; il porte des ciseaux pour faire la tonsure à Henri III. 762 (1588). — Sa mort est résolue par Henri III. 762 (1588). — Il est assassiné ainsi que son frère le cardinal. 763

(1388). — Désolation des Parisiens en apprenant sa mort. 765 (1388). — Honneurs funèbres qu'on leur rend. 765 (1389).

GUISE (le cardinal de), il dénonce les prétentions des protestants; sa rivalité avec les Montmorency. 640 (1558). — Est assassiné par ordre de Henri III. 767 (1589).

GUISE-MAYENNE. Voy. **MAYENNE**.

GUISE (Charles, duc de), fils du Balafre, s'échappe du château de Tours; réception que lui font les ligueurs. 791 (1594). — Se laisse prendre au piège tendu par les Espagnols pour amener l'élection de l'infante. 807 (1593). — S'entoure d'une cour royale; Mayenne lui reproche son ambition; il y est encouragé par ses autres parents. 808 et suiv. (1593). — Fait la paix avec Henri IV et rend les places fortes qu'il tient. 848 (1594). — A la tête d'un détachement de la grande armée, conduit la princesse Élisabeth, destinée à l'infant d'Espagne, et en ramène l'infante à Bordeaux. 886 (1646). — Fait prisonnier par don Juan d'Autriche, à Naples. 993 (1647).

GUISE (les ducs de) briguent l'entrée au conseil de la régente Anne d'Autriche. 874 (1640). — Ils dilapident les trésors amassés par Sully. 875 (1642).

GUISE (le chevalier de) reçoit des marques d'attention de la part de la régente. 876 (1645). — Assassine le baron de Luz, et, quelque temps après, tue en duel le fils de celui-ci, encore adolescent. 876 (1645).

GUY, grand prieur de Normandie dans l'ordre des Templiers, est brûlé avec Jacques Molay. 253 et 254 (1545).

H

HA (fort du), construit par Charles VII pour contenir Bordeaux. 594 (1453).

HABSBOURG (maison de). Son règne sur l'Allemagne. 449 (1278).

HACHETTE (Jeanne) enlève un drapeau aux Bourguignons, déjà planté sur les murailles de Beauvais; procession instituée en son honneur. 426 (1472).

HAGANON, mis à la tête des affaires par Charles III. 447 (912). — Son retour sert de prétexte à Robert pour se faire déclarer roi. 447 (922).

HARCOURT (Geoffroi d'), ami de Charles-le-Mauvais, associe ses ressentiments à ceux d'Édouard III. 279 (1358).

HARCOURT (comte de), battu par le marquis de Léganée, lève le siège de Lérda. 992 (1646). — Bat le duc de Lorraine, et prend Mauberge. 1024 (1649). — Se révolte et s'empare de Brisach et Philisbourg. 1072 (1653).

HARENGS (journée des). Combat entre les Français et les Anglais, près d'Orléans; pourquoi ce nom. 375 (1429).

HARFLEUR (siège de). Cette ville est prise par les Anglais. 556 (1445). — Est reprise par Charles VII aux Anglais. 592 (1454).

HARLAY (Achille de) préside le parlement réuni par Henri IV à Tours. 776. (1590). — Est nommé rapporteur dans l'affaire du comte d'Auvergne, avec deux de ses confrères, les vont l'interroger à la Bastille. 857 (1601).

HARO (clameur de). Son origine. 147 (912).

HAROLD, concurrent de Guillaume-le-Conquérant au sceptre de l'Angleterre. 465 (1066). — S'oppose à Guillaume-le-Conquérant, et est tué dans un combat. 464 (1066).

HAUTEMER, seigneur de Fervaques, signale une conspiration qui avait pour objet de tuer Henri III, et de mettre le duc d'Alençon, son frère, à sa place. 742 (1575).

HATRE (siège de). Prise prompte de cette ville par les Anglais. 654 (1565).

HÉBERT, fait les voyages de Milan et de Turin pour les conspirateurs. 840 (1602).

HÉLOUVILLE (Louis, d') justifie l'armée de Naples aux yeux de Louis XII, et accuse de ses revers les commissaires des vivres et les trésoriers. 505 (1504).

HÉGIRE (ère de l'). 404 (625).

HÉLIOGABALE (l'empereur). 56 (217).

HÉLOÏSE. Ses amours avec Abailard. 478 (1131).

HELVÉTIENS, marchent à la conquête de la Gaule celtique. 48 (A. J. 59). — César va à leur rencontre, et termine cette guerre. 49 (A. J. 59).

HENNEBOND, se rend à du Guesclin. 500 (1375).

HENRI VI, empereur d'Allemagne. 449 (929).

HENRI II (l'empereur), fait la guerre à Robert. 459 (1005).

HENRI, second fils du roi Robert, en reçoit le duché de Bourgogne. 459 (1022).

HENRI I^{er}, roi de France. Son père Robert le fait sacrer, malgré Constance, sa mère. 459 (1022). — Sa mère suscite Robert contre lui, et l'oblige à se réfugier en Normandie. 464 (1032). — Ses démêlés et ses guerres avec Guillaume-le-Conquérant; épouse Anne, fille de Jaroslave. 462 (1047). — Sa mort; son caractère. 463 (1060).

HENRI, duc de Bourgogne, fait la conquête du Portugal. 463 (1094).

HENRI I^{er}, roi d'Angleterre, accueille Louis VI à sa cour. 469 (1104). Sa guerre contre Louis VI; malheur qui l'accable en partant pour l'Angleterre. 474 (1149).

HENRI V, empereur d'Allemagne, marche contre Louis VI, et se retire sans combattre. 474 (1120).

HENRI II, roi d'Angleterre; sa soumission à Louis VII, tant qu'il n'est que duc de Normandie; discorde que son épouse Héloïse cause dans ses états. 478 (1154). — En guerre contre Louis VII. 479 (1161). — Combat sa fille et Louis VII. 480 (1175). — Sa puissance et ses ressources en cas d'agression de la France. 481 (1177). — Est attaqué en Angleterre par Philippe-Auguste. 484 (1186).

HENRI-LE-JEUNE (d'Angleterre), dit *Court-Mantel*. Son mariage avec Marguerite, fille de Louis VII. 479 (1161). — Fait hommage à Louis VII, pour l'Anjou, le Maine et la Bretagne. 479 (1169). — Henri II, son père, l'associe au trône d'Angleterre; son couronnement; Louis VII le pousse à demander la Normandie. 480 (1171). Se révolte de nouveau contre son père; il meurt. 485 (1185).

HENRI, comte de Champagne, reçoit le trône de Jérusalem. 487 (1192).

HENRI VI (l'empereur) met Richard en liberté. 487 (1193).

HENRI III, roi d'Angleterre, y est proclamé. 496 (1216). — Descend en Bretagne, appelé par le duc Pierre Mauclerc; son inaction. 202 (1242). — Marche au secours d'Isabeau, sa mère, contre Louis XI. 203 (1242). — Est battu à Taillebourg. 204 (1242). — Fait

- hommage à Louis IX, services que lui rend celui-ci. 212 (1235).
- HENRI**, comte de Bar, épouse une fille d'Édouard Ier, et s'unit à lui contre Philippe IV; il est fait prisonnier par Jeanne, reine de France. 224 (1297).
- HENRI V**, roi d'Angleterre, envoie des ambassadeurs pour conclure avec la France une *grande paix*. 354 (1414). — Reçoit des fêtes des Parisiens, et convoque des états prétendus généraux. 366 (1420). — Il va se parer de la couronne de France en Angleterre; il revient en France; ses succès militaires. 367 (1424). — Il lui naît un fils de Catherine. 367 (1422). — Il meurt; ses dernières dispositions. 368 (1422).
- HENRI VI**, roi d'Angleterre. Son couronnement à Paris; spectacles à Paris; père inspiré; son aïeul. 382 et suiv. (1431). — Son retour en Angleterre. 385 (1432). — Son mariage avec Marguerite d'Anjou; singulière clause du contrat; trêve et bonne intelligence avec la France. 389 (1444). — Perd la Guienne, qui se donne à Charles VII. 395 (1451). — Perd la couronne. 399 (1460).
- HENRI VII**, roi d'Angleterre. Sa colère à l'occasion du mariage du roi de France; discours qu'il adresse au parlement; traité d'Étaples, ses stipulations. 471 et suiv. (1492).
- HENRI VIII**, roi d'Angleterre, entre dans la ligue contre la France; fait irruption dans ce pays. 521 (1515). — Traite avec Louis XII, et lui donne sa sœur Marie en mariage. — Il ne peut obtenir que le roi lui remette le duc de Suffolk, réfugié en France. 524 (1515). — Son entrevue avec François Ier; il confère avec Charles-Quint. 535 (1520). — Il fait partie de la ligue contre la France. 559 (1522). — Il attaque Théroutenne; *journée dite des Éperons*; ruine de Théroutenne; prise de Tournay; son retour en Angleterre. 544 (1525). — Il se joint à la ligue sainte; progrès rapides de cette ligue. 554 (1527). — Il s'obstine à regarder comme suffisante la sentence de divorce prononcée dans son royaume; son mariage avec Anne de Boulcn. 559 (1533). — Excommunié trop précipitamment. 560 (1534). — Assiège Boulogne et s'en rend maître; se retire à Calais et puis en Angleterre. 579 (1544). — Ses cruautés contre les catholiques. 584 (1547). — Sa mort. 584 (1547).
- HENRI**, second fils de François Ier, devient dauphin; allocation que lui adresse son père en présence de la cour. 566 (1536). — Il monte sur le trône sous le nom de Henri II; embarras que lui suscitent quatre factions dans sa cour; son sacre; son règlement de vie. 582 et 585 (1547). — Porte un édit sévère contre les blasphémateurs et les hérétiques; institue un tribunal contre les assassins et autres; il est témoin du duel de Jarnac. 584 (1547). — Passe en Italie; obtient quelques avantages; est forcé de rentrer en France par le soulèvement de la Guienne. 586 (1548). — Porte des édits barbares contre les calvinistes. 586 (1548). — Bloque Boulogne et obtient cette ville par négociation. 588 (1550). — Ses différentes brouilleries avec Jules III; son édit de Châteaubriant. 589 (1551). — Son manifeste contre Charles-Quint. 590 (1552). — Moyens par lesquels il se procure de l'argent. 594 (1552). — Lit solennel de justice. 594 et 592 (1552). — S'empare de la Lorraine et de l'Alsace. 595 (1552). — Bâtit Rocroy. 598 (1554). — Par quel motif il crée le parlement de Bretagne. (598 (1554). — Ses nouvelles entreprises militaires; sa cruauté impitoyable dans plusieurs villes. 598 (1554). — Ne se fâchait pas des remontrances du parlement; il les écoutait et n'y avait aucun égard. 605 (1555). — Prodigalités et licence de sa cour dévoilées dans un procès devant ce parlement. 605 (1555). — Augmente les impôts et crée de nouveaux offices pour augmenter les finances. 607 (1557). — Convoque les états-généraux à Paris, auxquels il joint l'*état de la justice*; générosité des corps de l'état. 609 (1558). — Correspondance confidentielle et secrète avec Montmorency. 614 (1559). — Il meurt blessé dans un tournoi; jugement qu'on porte de ce roi. 615 (1559).
- HENRI III**, roi de France. Coup d'œil général sur les agitations de son règne. 606 (1574). — Ecrit de Pologne, de son sang, à Réné de Châteaufort; effets du fanatisme des seigneurs pour leurs maîtresses. 706 (1574). — Ses mœurs, débauches, superstition; statues de cire de Le Mole. 706 (1574). — Va en Pologne et laisse la France pleine de factions; les catholiques regardent son départ comme un avantage. 707 (1574). — En Allemagne, il rencontre des Français échappés à la Saint-Barthélemi. 707 (1574). — Après la mort de son frère, part en fugitif pour la France. 707 (1574). — S'arrête à Vienne, à Venise, à Turin, où il trouve une réception brillante. 707 (1574). — A son retour en France, il est fêté par ses sujets; il s'enferme dans son palais avec ses favoris. 707 (1574). — Son mépris pour ceux qui l'approchent, et surtout la reine Marguerite sa sœur. 714 (1575). — Son mariage avec Louise de Vaudespont, cousine germaine du duc de Lorraine, Charles III. 714 (1575). A l'occasion d'un mal d'oreille, se croit empoisonné par le duc d'Alençon, son frère. 712 (1575). — Sur le bruit de la mort de Damville en Languedoc, ordonne de faire étrangler à la Bastille les maréchaux de Montmorency et de Cossé. 713 (1575). — Fait des concessions aux confédérés. 715 (1575). — Agitation que lui cause la fuite du duc d'Alençon. 714 (1575). — Réduit à une trêve honteuse, perd la couronne de Pologne. 714 (1575). — Bizarries de ses occupations à Paris pendant la trêve. 715 (1575). — Envoie des députés à Moulins. 716 (1576). — Veut fouiller aux bourses des Bourgeois de Paris. 717 (1576). — Il arrive aux états de Blois; premières séances. 719 (1576). — Est embarrassé devant les prétentions élevées par les états de Blois. 720 (1577). — Se déclare lui-même chef de la ligue. 720 (1577). — Sépare les états; son conseil est partagé entre la paix et la guerre. 724 (1577). — Envoie au roi de Navarre Biron et Villeroy, chargés de promesses. 724 (1577). — Met en campagne deux armées. 724 (1577). — Cherche à séparer Damville des réformés. 724 (1577). — Se livre au désordre et à la licence après l'édit de Poitiers. 725 (1578). — Entretient la division dans sa cour et dans sa famille. 725 (1578). — Est alarmé de l'absence du duc d'Anjou; il communique ses soupçons à sa mère. 724 (1578). — Sa jalousie contre le duc d'Anjou. 724 (1578). — Il fait des perquisitions chez le duc d'Anjou, pour éclaircir ses soupçons. 725 (1578). — Regarde comme suspecte l'intimité de Marguerite de Navarre avec le duc d'Anjou. 728 (1580). — Il écrit au roi de Navarre que sa femme entretient un commerce scandaleux avec le jeune vicomte de Turenne. 728 (1580). — Engage Marguerite à la paix. 728 (1580). — Trompé par Marguerite, lève trois armées qui sont victorieuses. 729 (1581). — Se fait de nouveaux favoris et les marie. 729 (1581). — Donne au duc de Mayenne le commandement de son armée, pour faire exécuter les différents édits. 730 (1582).

— Détesté par les femmes, à cause de ses édits contre le luxe. 753 (1582). — Introduit un nouveau faste à sa cour. 755 (1583). — Est taxé d'impuissance. 755 (1584). Il défend inutilement les levées d'hommes par un édit. 756 (1585). — Se forme une garde de quarante-cinq gentilshommes, pour sa sûreté contre les assemblées clandestines. 756 (1585). — Fait au profit du parlement une harangue, qui le rend plus odieux aux catholiques zélés. 759 (1585). — Il envoie une députation de théologiens au roi de Navarre. 740 (1585). — Il met sur pied deux armées pour gagner la confiance des catholiques. 741 (1586). — Soupçonné de connivence avec Henri de Navarre, il rend un édit sévère contre les calvinistes. 741 (1586). — Il prodigue l'argent de la France à ses favoris Joyeuse et d'Épernon. 742 (1586). — Part pour le Bourbonnais. 742 (1586). — Son séjour à Lyon ; sa passion pour les petits chiens, les singes et les perroquets. 742 (1586). — Il se montre choqué de la harangue des ambassadeurs allemands. 743 (1586). — Il retourne à Paris, et donne audience aux Allemands. 745 (1586). — Il propose au duc de Guise de renoncer à la ligue. 744 (1587). — Forme le plan de détruire ses ennemis par ses ennemis. 748 (1587). — Marie d'Épernon avec Marguerite de Foix Condé, il assiste aux noces avec son grand chapelot à tête de mort. 747 (1587). — Regrette dans la mort du prince de Condé son bras droit. 752 (1588). — Echappe au duc de Guise en se réfugiant à Chartres. 757 (1588). — Burlesque procession des pénitents ; il se retire à Vernon et à Rouen. 759 (1588). — Rend l'édit de l'union, qui enjoint à tous ses sujets de détruire l'hérésie. 759 (1588). — Change son conseil de ministres. 760 (1588). — Il fuit à Tours avec les cours souveraines. 767 (1589). — Est réduit à une trêve avec les hérétiques. 767 (1589). — Il laisse le duc de Mayenne maître des conditions de la trêve. 767 (1589). — Il signe la trêve avec Bourbon. 768 (1589). — Défait Mayenne à Tours. 769 (1589). — Son séjour à Saint-Cloud, ses transports devant Paris. 770 (1589). — Il est assassiné par Jacques Clément, le 4^{er} août 1589. 774 (1589).

HENRI DE BOURBON, roi de Navarre et ensuite roi de France, sous le nom de Henri IV ; particularités de sa naissance ; son éducation, son amabilité et ses gentillesses ; on l'admet dans le voyage à la cour de Charles IX. 655 (1564). — Présente au roi la requête des calvinistes pour obtenir justice de l'assassinat de Coligny. 684 (1573). — Épouse la sœur de Charles IX, huit jours avant la Saint-Barthélemy. 688 (1572). — Intimidé par Charles IX, ordonne le rétablissement de la religion catholique dans ses états et en bannit la réformation. 694 (1572). — Lui et Condé se déclarent les chefs des Calvinistes. 720 (1577). — Donne le signal de la rupture du traité de Nérac. 728 (1580). — Il s'empare de Cahors. 728 (1580). — Il est victorieux à Contras. 749 (1587). — Il subjugué des provinces et rend inutile l'armée du duc de Mayenne. 744 (1585). — Il se présente aux états de Blois ; ses prétentions. 761 (1589). — Son avènement au trône de France. Branche des Bourbons. 774 (1589). — Ses démarches à la mort de Henri III ; il jure et fait jurer à l'armée de le venger. 774 (1589). — Sa situation difficile ; tableau de son camp ; prétentions des grands ; conseils qu'on lui donne ; conditions qu'on lui impose ; il est reconnu roi par son armée. 772 et suiv. (1589). — Il prend l'engagement de maintenir la religion catho-

lique et de s'y faire initier. 772 (1589). — Une partie des seigneurs l'abandonne ; il met ordre aux affaires du royaume ; convocation des états-généraux à Tours ; dispositions pour faire tête à la ligue ; ce qui se passe à Paris. 775 (1589). — Est cerné par Mayenne à Dieppe ; Discours du maréchal de Biron ; escarmouches ; combat d'Arques ; dangers que court le roi ; sa lettre à Crillon. 774 et suiv. (1589). — Nouvelles répandues à Paris sur son sort ; prise des faubourgs ; remise de la convocation des états-généraux ; il est reconnu par Venise ; il s'empare de la Basse-Normandie ; ses propositions à Mayenne. 775 (1589). — Les seigneurs catholiques de son parti envoient un ambassadeur au pape ; résultats de cette ambassade ; dispositions des étrangers à l'égard de la France ; démembrement projeté. 776 et suiv. (1589). — Décret de la Sorbonne ; le cardinal de Bourbon lui rend hommage ; le serment de l'union est renouvelé ; bataille d'Ivry ; ses détails, ses résultats. 778 et suiv. (1590). — Le duc de Parme lui échappe ; il renvoie une partie de son armée ; mort du maréchal de Biron ; projet de traité entre Mayenne et lui. 779 et suiv. (1590). — Pourparlers avec les ligueurs ; négociations avec Villeroy ; mort du cardinal de Bourbon ; investissement de Paris ; famine ; procession militaire dans Paris pour réchauffer le peuple. 780 et suiv. (1590). — Conférence dans l'abbaye Saint-Antoine-des-Champs ; bonté de son cœur. 782 et suiv. (1590). — Il est forcé de lever le blocus de Paris ; prise de Lagny ; approvisionnement de Paris ; assauts repoussés ; dissémine son armée ; la rappelle au départ du duc de Parme, et le harcèle tout le long de la route. 784 et suiv. (1590). — Échoue dans une surprise contre Paris ; prend Chartres ; inquiétudes que lui occasionne le cardinal de Bourbon, prétendant au trône ; formation du tiers-parti ; complot pour l'enlever à Mantes. 787 (1594). — Confond le cardinal de Bourbon ; chagrin domestique que lui suscite la comtesse de Guiche ; élection du pape Grégoire XIV ; mauvaises dispositions de celui-ci à son égard ; assemblée de Reims ; ses décisions ; édit du roi contre le pape et son légat. 788 et suiv. (1594). — Arrêt des parlements de Tours et de Châlons contre les bulles du pape ; mandement des évêques royalistes ; il renouvelle un édit d'Henri III en faveur des calvinistes ; secours que lui amène Henri de la Tour d'Auvergne. 790 (1594). — Il presse vigoureusement le siège de Rouen ; défense héroïque de ses habitants ; la disette s'y fait sentir. 795 (1580). — Sa ténacité ; combat d'Aumale ; ses détails ; il y est blessé. 796 et suiv. (1592). — Est sauvé de sa perte par la méintelligence de Mayenne et du comte de Parme ; il revient au siège de Rouen, et réduit cette ville à la dernière extrémité. 797 (1592). — Rejette les propositions de Mayenne, qui lui étaient désavantageuses. 799 (1592). — Le pape Clément VIII l'exclut implicitement du trône ; il se rapproche de Paris ; conseils que lui donne Sully. 800 et suiv. (1592). — Il rend un édit qui condamne la convocation des états-généraux ; il autorise des négociations. 802 (1593). — Dispositions favorables en sa faveur, provoquées par la morgue des Espagnols ; conférences de Surène ; on lui conseille d'abjurer le calvinisme. 804 et suiv. (1593). — Il déclare qu'il est disposé à se convertir. 805 (1593). Troubles excités par sa promesse de conversion ; le peuple de Paris demande la paix. 806 et suiv. (1593). — Arrêt du parlement de Paris, qui lui est favorable ; les Espagnols proposent pour roi le duc de

Guise. 808 (1595). — Sa conversion; détails; colère du légat; trêve; assassinat tenté par Pierre Barrère; division parmi les ligueurs; ambassade à Rome. 810 et suiv. (1593). — Il accorde une prolongation de trêve; obstination du pape à lui refuser l'absolution; il découvre les plans du roi d'Espagne. 812 et suiv. (1593). — Proclame une amnistie; son sacre à Chartres; conventions avec le comte de Briassac; son entrée dans Paris. 814 et suiv. (1593). — Sa conduite à l'égard des Parisiens; sa clémence; sa bienfaisance attribuée à la politique; on lui donne le surnom de Grand; intelligences qu'il avait dans Paris; sa lettre à Givri. 816 et suiv. (1594). — Villes et provinces qui se soumettent à lui après son entrée dans Paris. 817 (1594). — Mariage de sa sœur avec le duc de Bar; projet de divorce. — Ses bienfaits aux ligueurs, qui se soumettent; assassinat tenté par Jean Châtel; expulsion des jésuites; guerre déclarée à l'Espagne. 818 et suiv. (1595). — Combat de Fontenoy-Française; ses détails; retraite des Espagnols; édits bursaux; son absolution par le pape. 820 et suiv. (1595). — Avantages qu'il fait à Mayenne; fruits de sa clémence; plaintes des calvinistes; le légat du pape amène la paix avec l'Espagne. 822 et suiv. (1596). — Sa harangue aux notables assemblées à Rouen; il reprend Amiens aux Espagnols. 824 et suiv. (1597). — Son amour pour Gabrielle excite des murmures; paix générale; édit de Nantes; discours qu'il prononce; dispositions de l'édit de Nantes. 826 et suiv. (1598). — Conversation avec Sully sur Gabrielle d'Estrées; il est détourné du projet de l'épouser. 828 (1598). — Il s'attache à Henriette d'Entragues, après la mort de Gabrielle. 830 (1599). — Qualités d'une bonne femme d'après ce roi. 830 (1599). — Ses scrupules concernant ses amours. 834 (1599). — Envoie Biron à Bruxelles pour faire jurer à l'archiduc la paix de Vervins. 835 (1599). — Traité conclu avec le duc de Savoie. 836 (1600). — Nouvelle conspiration contre ce roi; les mécontents n'attendaient que son assassinat pour se soulever en faveur de Henriette et de son fils. 836 (1600). — Accorde un premier pardon au maréchal de Biron. 837 (1600). — Fait dissoudre son mariage avec Marguerite de Valois et épouse Marie de Médicis, fille de François II, duc de Florence. 837 (1600). — Envoie Biron en Angleterre pour informer Elisabeth de son nouveau mariage. 838 (1601). — Une cabale se forme contre lui dans sa cour. 838. (1601). — Ses intrigues amoureuses rendues publiques; il riai des différends de la reine avec sa maîtresse. 838 (1601). — Calme quelques soulèvements dans le Poitou. 839 (1602). — Il promet à Biron une grâce générale, s'il lui fait des aveux. 842 (1602). — Il favorisait le commerce, aimait les arts, l'agriculture surtout. 848 (1603). — Améliore les finances, qui étaient sous la surintendance de François d'O. 848 (1603). — Juge le différend du duc d'Épernon et des frères Saboles. 854 (1603). — Rappelle les jésuites; leur donne La Flèche et leurs anciens biens. 854 (1603). — Fait rendre un édit impuissant, quoique sévère, contre les duels. 852 (1603). — Nouvelles menées contre le roi. 852 et 853 (1604). — Son agitation, ses inquiétudes. 854 (1604). — Essuie une maladie aiguë, pendant laquelle il prend des dispositions en faveur d'Henriette et de ses enfants. 855 (1604). Danger qu'il court de la part du comte d'Entragues. 855 et 856. (1604). — Découvre une partie de la conspiration en faveur d'Henriette. 857 (1604). — Il fait arrêter le comte d'Entragues et donne des gardes à Hen-

riette. 857 (1604). — Après avoir mandé en vain le duc de Bouillon, il va l'attaquer dans Sedan. 864 (1606). — Prospérité de la France; il se rend arbitre entre le pape et les Vénitiens, et en Hollande. 864 et 863 (1607). — Peint par lui-même. 865 (1609). — Son dépit au départ de la princesse de Condé; manœuvres et intrigues blâmables qu'il emploie dans cette affaire. 865 (1609). — Se dispose à faire la guerre aux Espagnols; murmures excités parmi les peuples; agitation, trouble du roi. 867 et suiv. (1610). — Il est assassiné dans la rue de la Ferronnerie; désolation de toute la France. 869 et 870 (1610).

HENRIETTE D'ORLÉANS, sœur de Louis XIV; elle est employée à une négociation secrète en Angleterre. 1097 (1670). — Son voyage à Saint-Cloud; sa maladie et sa mort. 1098 (1670).

HEPTARCHIE anglaise; sa fin. 454 (840).

HERBERT, comte de Vermandois; sa mort. 454 (947).

HERBERT, est battu au combat naval de Bantry; suites de ce combat. 4128 et 4129 (1689).

HERBOUVILLE (Janot d'); sa constance dans le château de Crémone; valeur inouïe de toute la garnison. 545 (1523.)

HÉARSPORD (duc de), prend le nom de duc de Lancastre, et est nommé roi à la place de Richard II. 555 (1399).

HERMENGARDE, sœur de Didier, épouse Charlemagne; il divorce avec elle. 447 (774).

HÉRODÈS ANTIPAS, exilé à Lyon. 46 (53).

HÉRULES, envahissent les deux Germaniques et la Belgique. 77 (406).

HESDIN (siège de) par les Anglo-Impériaux, qui sont repoussés; leurs dévastations en se retirant. 538. (1522).

HILAIRES (de Poitiers), son exil en Phrygie. 70 (360).

HILDEGARDE, épouse Charlemagne. 447 (774). — Elle meurt regrettée. 420 (780).

HOCQUINCOURT (maréchal d'); bat les Espagnols devant Roses, et est battu devant Gironne; il se replie sur le Roussillon. 4075 (1634).

HOHENSTAUFFEN. (Extinction de la maison de) 214 (1253).

HOLLANDE; traité de paix avec l'Angleterre. 4294 (1783). **HOLLANDAIS**; leur fierté; guerre que leur fait Louis XIV. 1097 (1669).

HOMMAGE; obligation qu'il entraînait. 439 (1003).

HONGRIE (reine de), gouvernante des Pays-Bas; horreurs que commettent ses troupes en Picardie. 596 (1559).

HONORIUS, empereur d'Occident. 76 (395). — Épouse les deux filles de Stilicon. 77 (406). — Fait mettre à mort Stilicon. 78 (408). — Envoie Constance contre Constantin. 79 (411). — Fait assassiner Constantin et décapiter l'usurpateur Jovin. 79 (411). — Accorde la main de Placidie à Constance, et associe celui-ci à l'empire. 80 (414).

HÔPITAL (Louis l'), baron de Vitry; se soumet à Henri IV. 814 (1594).

HÔPITAL (Michel de l'), devient chancelier; son mérite. 625 (1560). — Son discours aux États-généraux. 630 (1560). — Propose des mesures très-sages, auxquelles les notables, assemblés à Moulins, n'ont point égard. 657 (1565). — Son avis à l'approche de l'armée calviniste. 664 (1567).

HOSTE (Nicolas l'), filleul de Villeroy; vend le secret des dépêches à Zuniga, ministre espagnol. 835 (1604).

- HOSPITALIERS DE SAINT-JEAN.** Fondation de leur ordre. 168 (1099). — Leurs dissensions avec les Templiers. 208 (1254).
- HOSTILIANUS**, fils de Dèce, est élevé à la pourpre par Galus. 57 (254).
- HOUSAYE** Lepelletier de La), inspecteur des finances; liquide la dette de l'état; abus d'autorité qu'il commet. 1197 et 1198 (1721).
- HUGONET**, chancelier de Bourgogne; fait partie de l'ambassade envoyée à Louis XI par la duchesse. 439 (1477). — Ambassadeur de Marie de Bourgogne auprès de Louis XI; est mis à mort par les Gantois. 441 (1477).
- HUGUES X**, de Lusignan, comte de la Marche; se révolte contre Louis IX. 203 (1244). — Perd par la confiscation une partie de ses états. 204 (1244).
- HUGUES**, abbé de Saint-Denis, est tuteur de Louis III et de Carloman. 144 (879). — Est remplacé par son frère Eudes. 146 (887).
- HUGUES-LE-GRAND**, donne la couronne à Raoul. 148 (925). — Refuse de monter sur le trône, à la mort de Raoul. 150 (936). — Louis IV lui donne la charge de premier ministre. 150 (938). — Ses différends et sa réconciliation avec Louis IV; celui-ci le fait duc de Bourgogne. 151 (947). — Mène sacrer Lothaire à Reims. 152 (954). — Sa mort. 152 (956).
- HUGUES CAPET**, fils de Hugues-le-Grand; protège Richard, duc de Normandie, contre le roi Lothaire. 152 (957). — Se fait proclamer roi. 156 (987). — Faiblesse de la puissance royale à son avènement. 156 (987). — Son gouvernement; sa mort. 158 (996).
- HUGUES**, fils du roi Robert; ce monarque le fait sacrer; sa mort. 159 (1014).
- HUGUES-LE-GRAND**, comte de Vermandois, l'un des chefs de la première croisade. 166 (1095).
- HUMIÈRES** (d'), commande pour François I^{er} en Italie; se laisse battre, surprendre; se retire en Dauphiné. 567 (1537).
- HUMIÈRES** (maréchal d'); est battu en Flandre. 1128 (1689).
- HUMBERT II**, vend le Dauphiné à Philippe VI. 260 (1343).
- HUNAUDE**, duc d'Aquitaine; prête serment de fidélité à Charles-Martel. 109 (754). — Se soulève contre Pépin. 110 (750). — Son opposition au maire du palais. 112 (750). — Sort de son monastère et combat vainement pour reconquérir l'Aquitaine. 117 (769). — Tué à Pavis dans une émeute de femmes. 118 (773).
- HUNS** (les); leur apparition et leurs incursions. 57 (260). — Ils passent le Danube. 71 (579). — Alliés à Arcade; sont attaqués par Gainas. 77 (400). — Leurs ravages sous Attila, et leur défaite dans les plaines Cataluniques. 82 (451). — Inquiétudes que leur fait concevoir la réunion de la Bavière à la France; Charlemagne marche contre eux. 124 (792).
- sauver à Trèves. 75 (584). — Se porte l'accusateur de Prescilien. 73 (584).
- IMBERCOURT**, ambassadeur de Marie de Bourgogne, est mis à mort par les Gantois soulevés. 441 (1477).
- IMPÔT INDIRECT**, son origine. 277 (1535).
- INDUCIONARE** excite Ambiorix contre les Romains. 25 (A. J. 54). — Marche contre Labiénus et est tué. 58 (A. J. 54).
- INGELBURGE**, sœur de Canut, roi de Danemark, épouse Philippe-Auguste; il la répudie le lendemain des noces. 188 (1193). — Mauvais traitements qu'elle subit à Étampes; Philippe la reprend. 188 (1193).
- INNOCENT III** met l'interdit sur le royaume de France. 188 (1193).
- INNOCENT IX** (pape), successeur de Grégoire XIV, est moins bien disposé que Grégoire en faveur des ligueurs; il se refuse à solder les troupes papales envoyées en France. 792 (1594).
- INNOCENT X.** Réparation qu'il est obligé de faire à la France. 1088 et 1089 (1661). — Condamne l'ouvrage de Jansénius, intitulé *Augustinus*; ce qui s'ensuit. 1094 et 1095 (1669). — Case le traité ayant rapport au droit de régale. 1117 et 1118 (1682).
- INNOCENT XI**, sa mort. 1127 (1687).
- INNOCENT XIII**, nouveaux discords entre les membres de l'Église. 1195 et suiv. (1720). — Il nomme Dubois cardinal. 1197 (1720).
- INQUISITION**, son établissement contre les ecclésiastiques seulement. 611 (1539).
- INTERDIT**, ce que c'était. 158 (996). — Mis par Innocent III sur la France; ses suites. 188 (1193).
- INTERÈGNE** de Thierry IV à Childéric III. 109 et 110 (737 à 742). — De Louis X à Jean I^{er}. 242 et 243 (1316).
- INSUBRIENS** (les) accourent au-devant d'Annibal. 11 (A. J. 200).
- IOULANDE**, douairière de Savoie, est enlevée par un officier de Charles-le-Téméraire; sa détention; sa délivrance; elle traite avec Louis XI. 137 (1476).
- IRÈNE**, offre son alliance à Charlemagne. 125 (800).
- IRÉNE**, évêque de Lyon, victime de la persécution, sous Septime Sévère. 56 (235).
- ISAAC L'AVEUGLE**, ou l'Aveugle, est replacé sur le trône de Constantinople, par les croisés de la quatrième croisade. 110 (1204). — Sa mort. 111 (1204).
- ISABEAU** (d'Angoulême, comtesse de la Marche), excite son mari contre Louis IX; elle appelle à son aide le roi d'Angleterre. 205 (1242). — Est forcée de rendre au comte de Toulouse l'hommage qu'elle lui refusait. 204 (1241).
- ISABEAU D'ARAGON**, épouse Philippe-le-Hardi. 215 (1268). Sa mort. 218 (1270).
- ISABELLE**, fille de Baudouin, comte de Flandre, épouse Philippe-Auguste. 181 (1179). — Sa mort. 185 (1190).
- ISABELLE DE BAVIÈRE**, épouse Charles VI. 319 (1384). — Est exilée à Tours, et voue une haine mortelle au dauphin Charles, son fils. 360 (1417). — Son contentement en voyant le roi d'Angleterre, Henri VI, venu à Paris pour se faire sacrer roi de France. 385 (1433). — Sa mort à Paris; son enterrement sans pompe à Saint-Denis. 385 (1433).
- ISABELLE DE CASTILLE**, sa mort; embarras de Ferdinand V, son mari. 507 (1505).
- ISABELLE**, sœur de Charles IV, et épouse du roi d'Angleterre Édouard II; sa conduite envers son mari. 248

(1525). — Ses prétentions à la régence de France. 250 (1528).
ISABELLE DE FRANCE, est mariée à Richard II, roi d'Angleterre. 353 (1596).
ISCHIA (île d'). Isabelle, veuve de Galéas Sforce, Frédéric et Ferdinand, roi de Naples, et sa famille, s'y trouvent réunis. 492 (1504).
ISSOUDUN est remis à Philippe-Auguste par Richard-Cœur-de-Lion. 186 (1191).
IVRY (bataille d'), gagnée par Henri IV sur l'armée de la ligue; détails de cette affaire. 778 (1590).

J

JACOB, surnommé le *Matre de Hongrie*, prêche la croisade aux Pastoureaux. 240 (1254).
JACQUELINE, comtesse de Hainaut et de Hollande, divorce avec Jean IV, duc de Brabant, et épouse le duc de Gloucester, régent d'Angleterre. 370 (1424). — Persécute le duc de Bourgogne; son mariage avec le duc de Gloucester est annulé; elle cède au duc de Bourgogne tous ses biens. 572 (1424).
JACQUERIE (la), ses excès, sa fin. 282 et 283 (1559).
JACQUES I^{er}, roi d'Écosse, prisonnier en Angleterre. 567 (1421).
JACQUES IV, roi d'Écosse, est tué à la bataille de Flodden contre les Anglais. 523 (1513).
JACQUES V, roi d'Écosse, accourt de son propre mouvement au secours de la France; il épouse la fille de François I^{er}. 567 (1557).
JACQUES II, son avènement au trône d'Angleterre. 1125 (1686). — Il est chassé du trône d'Angleterre par une révolution. 1128 (1688). — Il est battu en Irlande par les généraux de Guillaume. 1129 (1690).
JACQUES III, dit chevalier de Saint-Georges, sa tentative de descente en Écosse. 1156 (1708).
JAIME II, roi de Majorque, vend Montpellier à la France. 260 (1345).
JANSÉNIUS, évêque d'Ypres; jugement et condamnation de son ouvrage intitulé *Augustinus*. 1094 et 1095 (1669).
JANVIER (édit de) modifiant celui de juillet; troubles, intrigues qu'il occasionne dans tout le royaume. 656 (1562).
JARNAC (Gui de Chabert, seigneur de), son duel avec la Châtaigneraie sous les yeux de Henri II. 584 (1547).
JARNAC (bataille de), où les calvinistes sont défaits et Condé tué. 671 (1569).
JARS (commandeur de) est soumis à la question; condamné à mort, est gracié au moment où il attendait le coup mortel. 947 (1633).
JARSAY (le marquis de), veut faire la conquête de la reine. 1050 (1650).
JAY (le), président; énergiques remontrances qu'il adresse au roi. 882 (1645). — Est enlevé et emprisonné à Amboise par les ordres du roi. 885 (1645).
JEAN (secrétaire d'état), essaie d'arriver à l'empire; sa mort. 81 (1425).
JEAN, dit Tristan, deuxième fils de Louis IX, sa naissance. 260 (1254). — Il reçoit de son père le comté de Crépy et de Valois. 216 (1269). — Meurt pendant la dernière croisade. 217 (1270).
JEAN I^{er}, fils posthume de Louis X; — sa mort. 243 (1316).
JEAN XXII (pape), son caractère; érige Toulouse en archevêché. 245 (1317). — Est nommé par Philippe V son exécuteur testamentaire. 247 (1322).
JEAN DE VIENNE, défend Calais contre les Anglais. 264 (1547).
JEAN DE LUXEMBOURG, roi de Bohême, est tué à la bataille de Créci. 264 (1346).
JEAN II (duc de Normandie, puis roi de France), désole le Hainaut. 250 (1540). — Attaque et prend Angoulême. 262 (1545). — Vient de Guienne au secours de Philippe, son père, après la bataille de Créci. 264 (1547). — Épouse Jeanne de Boulogne. 267 (1549). — Espérances que promettait son règne. 268 (1549). — Fait exécuter le connétable de Neale. 268 (1549). — Son sacre; il institue l'ordre de l'Étoile. 269 (1551). — Pardonne à Charles-le-Mauvais le meurtre de Charles d'Espagne. 270 (1554). — Donne au dauphin Charles le duché de Normandie. 271 (1555). — Convoque les états-généraux. 271 (1555). — Arrête Charles-le-Mauvais, et fait trancher la tête à ses confidents. 273 (1556). — Marche contre le prince de Galles. 273 (1556). — Refuse les conditions auxquelles le prince de Galles offre de capituler, et livre la bataille de Poitiers. 274 (1556). — Sa valeur à la bataille de Poitiers; il est fait prisonnier. 274 (1556). — Est amené en Angleterre à Édouard III. 278 (1557). — Manière dont il est reçu et traité à Londres. 283 (1559). — Traité qu'il conclut avec Édouard III pour sa liberté; les états rejettent ce traité. 283 (1559). — Édouard III le fait renfermer dans la tour de Londres. 284 (1559). — Fin de sa captivité; il jure la paix à Édouard III. 287 (1560). — Reçoit Charles-le-Mauvais en grâce; réception que les Parisiens font à leur roi. 287 (1560). — Son indolence après sa captivité. 288 (1564). — Donne le duché de Bourgogne à son fils Philippe-le-Hardi. 288 (1562). — Son entrevue avec le pape à Avignon; il prend la croix et la fait prendre à ses seigneurs. 289 (1562). — Retourne en Angleterre et y meurt; motifs de ce retour. 290 (1565).
JEAN-SANS-TERRE (comte de Mortain), ses entreprises en l'absence de son frère Richard. 187 (1195). — Massacre qu'il ordonne à Évreux, pour se réconcilier avec son frère Richard. 187 et 188 (1195). — S'empare de la couronne d'Angleterre, au préjudice de son neveu Arthur; il assassine celui-ci. 189 (1200). — Est condamné à mort, par contumace, par la cour des pairs de France. 190 (1205). — Ses crimes; le pape l'excommunie et prononce sa déchéance; il se réconcilie avec le souverain pontife. 193 (1212-15). — Fait une descente en Poitou et est battu à Chinon par Louis, fils de Philippe II. 195 (1214). — Mécontente de nouveau ses peuples; ils offrent sa couronne à Louis VIII, encore prince. 196 (1215). — Sa mort change la face des choses en Angleterre. 196 (1216).
JEAN-SANS-TERRE (fils de Robert d'Artois), reçoit de Jean II le comté d'Eu. 269 (1350).
JEAN IV (duc de Brabant), diversion favorable pour Charles VII, qu'il opère. 370 (1424).
JEAN PETIT, cordelier, justifie Jean-sans-Peur du meurtre du duc d'Orléans. 541 et 542 (1407).
JEAN DE VIENNE (l'amiral), résultats de son expédition en Écosse. 520 (1586).
JEANNE DE BOURGOGNE, reine, meurt de la peste. 567 (1549).

- JEANNE D'ÉVREUX**, épouse Charles IV. 247 (1522). — Donne le jour à une fille. 250 (1528).
- JEANNE DE FLANDRE**, supporte tout le poids de la guerre de Bretagne. 265 (1547). — Continue courageusement la guerre. 260 (1545). — Épouse Jean de Montfort, duc de Bretagne; sa défense d'Hennebon; son héroïsme. 259 (1542).
- JEANNE LA BOITEUSE**, héritière de la Bretagne, épouse Charles de Blois; son caractère. 259 (1542). — Supporte tout le poids de la guerre de Bretagne. 265 (1547). — Refuse de ratifier le *traité des Landes*. 291 (1564). — Renonce au duché de Bretagne pour le comté de Limoges et le duché de Penthièvre. 292 (1565).
- JEANNE DE FRANCE**; son portrait; opposition qu'elle met à son divorce avec Louis XII; procédure à ce sujet. 484 (1498). — Son mariage est annulé; le roi lui cède la jouissance du Berri; sa retraite à Bourges; elle crée l'ordre religieux des *Annonciades*. 485 (1498).
- JEANNE DE NAPLES**; son règne. 512 (1584). — Change plusieurs fois de dispositions au sujet du trône de Naples, et amène une collision entre les deux compétiteurs. 403 (1464).
- JEANNE** (de Toulouse), sa mort en Italie. 248 (1270).
- JEANNE**, reine de Navarre, épouse Philippe IV. 222 (1285).
- JEANNIN** (président au parlement de Bourgogne), conseil qu'il donne à Mayenne. 775 (1589). — Il est d'avis que Mayenne traite avec Henri IV. 775 (1589). — Il est membre du nouveau conseil de l'union. 777 (1590). — Est chargé, par les ligueurs, d'une mission auprès du roi d'Espagne. 789 (1594). — Dévoile à Mayenne la politique du roi d'Espagne. 794 (1594). — Sert Mayenne auprès du roi Henri IV. 822 (1596). — Est l'un des auteurs de l'édit de Nantes. 826 (1598).
- JEANNIN** (Pierre), sans ascendants ni descendants, nommé *Enfant de ses vertus*, ministre de Henri IV. 852 (1604).
- JÉRUSALEM** est prise par Titus, qui la ruine de fond en comble. 49 (69). — Prise par les califes fatimites d'Égypte; puis par les croisés. 467 (1095). — Est prise sur Guy de Lusignan par les Sarrasins. 484 (1187).
- JÉRUSALEM** (trône de) donné à Henri, comte de Champagne. 487 (1192).
- JÉSUITES** (les) demandent à Henri IV leur rappel. 854 (1605). — Leur différent avec l'Université de Paris. 898 (1618). — Leur expulsion de France; procès qu'on leur fait. 4256 (1764).
- JÉSUS-CHRIST**; sa mort. 46 (53).
- JEUX FLORAUX**; leur création à Toulouse. 240 (1524).
- JOINVILLE** (le sire de), sa familiarité avec Louis XI. 240 (1254). — Ne part pas pour la dernière croisade. 246 (1270).
- JOINVILLE** (Claude de), duc de Chevreuse, est aimé de Henriette d'Entragues; sa puérile conspiration découverte par le roi. 847 (1602).
- JOLY**, conseiller au Châtelet, est élu syndic des rentiers; son assassinat simulé. 4027 (1649).
- JONGLERS**, étaient peu considérés autrefois. 468 (1099).
- JOSEPH** (empereur), sa mort; effets de cette mort pour la France. 4464 et 4465 (1711).
- JOURDAIN** (de l'Isle), ses brigandages; Charles IV le fait condamner à mort et exécuter. 248 (1524).
- JOURS-GRAS** (entreprise des) par les *Mal-Contents*, mal exécutée. 698 (1574).
- JOVIN**, élu empereur. 70 (561).
- JOVIN** (l'usurpateur), se fait proclamer empereur dans les provinces du Nord. 79 (441).
- JOTKUS** (le duc de) veut se faire agréer par le pape pour chef des catholiques, au préjudice du duc de Gales; il est mal accueilli. 785 (1584). — Cherche à supplanter le maréchal de Montmorency, gouverneur du Languedoc; projette d'essayer ses forces contre le roi de Navarre. 748 (1587). — Périt sur le champ de bataille à Coutras. 749 (1587).
- JOTKUS** (le duc de) se soumet à Henri IV; il est fait maréchal, et meurt sous le froc. 825 (1596).
- JUAN** (don), roi d'Aragon, est soupçonné d'avoir fait empoisonner don Carlos, son fils, qui réclamait l'héritage de sa mère; il déshérite sa fille Blanche. 405 (1462). — S'empare de plusieurs villes du Roussillon, et de Perpignan la capitale; Louis XI l'y assiège; traité qui intervient; ses conditions. 426 (1475).
- JUAN** (don) d'Autriche défend Lépante avec les puissances chrétiennes. 679 (1574).
- JUAN** (don) d'Autriche passe en Flandre; son engagement avec Turenne. 4078 (1656).
- JUDITH**, épouse Louis-le-Débonnaire. 428 (821). — Concession qu'elle obtient de Lothaire. 429 (830). — Pepin et Lothaire la relèguent dans un monastère. 429 (834). — Louis, délivré, la rappelle à la cour. 450 (851). — Son influence sur Louis-le-Débonnaire. 454 (855). — Est renfermée dans un monastère de Lombardie. 454 (855). — Met Lothaire dans ses intérêts. 452 et 453 (857).
- JUIFS**, gain qu'ils font lors de la première croisade. 466 (1095). — Leur expulsion de France sous Philippe-Auguste. 485 (1182). — Sont bannis de France par Louis IX. 205 (1244). — Sont bannis par Philippe-le-Bel. 252 (1305). — Sont rappelés par Louis X. 244 (1345). — Le gouvernement est obligé de les prendre sous sa protection, contre les Pasteurs. 245 (1320). — Sont massacrés, comme accusés d'avoir empoisonné les eaux. 245 (1320). — Sont massacrés lors de la peste du quatorzième siècle. 266 (1548). — Leur retour en France. 287 (1560). — Excès contre eux dans Paris. 544 (1580). — Leur dernier bannissement sous Charles VI. 552 (1594).
- JULIET** (édit de) en faveur des calvinistes; clauses de cet édit. 652 et 653 (1564).
- JULES II**, pape, intrigues qu'il fait jouer pour être élu; sa nomination; son traité avec César Borgia; sa duplicité envers lui. 500 (1503). — Craint de tomber entre les mains de Louis XII; il s'éloigne de Bologne à son approche. 544 (1508). — Entame la guerre contre les Vénitiens. 542 (1508). — Fait lui-même la guerre à l'âge de quatre-vingts ans; mal qu'il fait à la France. 545 (1510). — Est enfermé par les Français dans Bologne, et sauvé par l'arrivée des Vénitiens. 546 (1510). — Fait des propositions à Maximilien et à Louis XII, qui sont rejetées. 547 (1514). — Convoque un concile général dans le palais de Latran; il forme la *ligue dite de l'union*; déclare schismatiques les membres du concile de Pise. 547 (1514). — Ses soldats révoltés l'obligent à s'enfermer dans le château Saint-Ange. 548 (1512). — S'accorde avec les Vénitiens et se tourne contre les Français; manifestation de sa haine contre la France. 544 (1510). — Ranime la ligue de la Sainte-Union contre Louis XII; il excommunique le concile de Pise, et décide le roi d'Angleterre à déclarer la guerre à la France. 549 (1512). — Sa mort; ses projets sur l'Italie et sur la France. 520 (1515).

JULIEN III, avant de mourir, entame des négociations de pacification entre la France et Charles-Quint. 600 (1553).
JULIEN, créé César et gouverneur des Gaules. 67 (356). — Reprend Cologne; est assiégé dans Sens. 68 (357). — Sa campagne contre les Francs. 69 (357). — Est proclamé empereur par ses légions. 69 (360). — Son administration, et sa mort. 70 (363).
JUMONVILLE est envoyé en députation par la France à l'Angleterre; son assassinat. 4253 (1754).
JUSTICE, sous Dagobert. 403 (638). — Ordonnances de Philippe V sur son administration. 246 (1320).
JUSTICE (création de la chambre de) par Colbert. 4090 (1668).
JUSTICES ROYALES, leur origine. 472 (1426).
JUTHIS (les) infestent les côtes de la Belgique. 64 (286). — Envahissent les deux Germaniques et la Belgique. 77 (406).
JUTHONGES, battus par Aurélien. 59 (260).

K

KARO MUSTAPHA; assiège Vienne; il est mis en déroute. 4449 et 4420 (1684).
KNOLLES (Robert), général d'Édouard III. 297 (1370). — Représailles qu'il exerce sur des chevaliers prisonniers. 500 (1373).

L

LABARUM; son apparition. 65 (344).
LABIÉBUS; est inquiété par les troupes d'Induciomare; il bat les Trévirs. 28 et 29. (Av. J. 54).
LABROSSE, grand-chambellan de Philippe III; son crédit sous ce roi. 220 (1272). — Son accusation calomnieuse contre la reine Marie de Brabant; il est condamné à mort. 220 et 221 (1278).
LA CERDA (les), leurs droits sur la Castille. 249 (1272). — Convention qu'il leur donne le duché de Médina Cœli. 223 (1286).
LACHAISE (Père); sa mort occasionne une révolution dans les affaires ecclésiastiques 4464 (1709).
LA CHATRE; est conservé maréchal de France par Henri IV. 848 (1594).
LA FAYETTE (maréchal de); ses exploits à Baugé contre les Anglais. 367 (1424). — Il se jette dans Orléans lors du siège par les Anglais. 374 (1428).
LAFIN (Beauvais la Nocle, sieur de); esprit inquiet, entreprenant; il gagne le maréchal de Biron pour les Espagnols. 852 (1599). — Ses stratagèmes avec Biron. 837 (1600). — Trahit Biron en montrant ses papiers à Henri IV. 840 (1602).
LA GARDE (baron de); par quelle ruse il s'empare de quinze vaisseaux d'une riche cargaison. 590 (1554). — Ses exploits sur la Méditerranée. 604 (1555).
LACNY (prise de) par l'armée espagnole, sous les ordres du duc de Parme 784 (1590).
LAGUETTE (Gérard), receveur-général des revenus de la couronne; est condamné à mort. 248 (1524).
LA HIAZ; est envoyé par Charles VII au secours d'Orléans. 574 (1428). — Envoyé au secours de Montargis

avec Danois, bat les Anglais devant cette place. 575 (1429). — Il interpose sa médiation pour réconcilier le connétable de Richemond avec le roi. 575 (1429). — Il veillait sur la Pucelle d'Orléans dans les combats. 577 (1429).
LALLY; son jugement, sa condamnation, sa mort et sa réhabilitation. 4554 et 4252 (1766).
LA MOLE; est arrêté par ordre de Charles IX; mis à la torture et exécuté. 699 (1574).
LA MOTHE (maréchal de), traduit devant un conseil de guerre pour la perte de la place de Lérida. 994 (1644).
LANCASTRE (le duc de), entre en France avec une armée anglaise. 296 (1569). — Remplace son frère, le prince de Galle, en Aquitaine. 298 (1570). — Négociations qu'il veut lier avec Transamare. 500 (1572). — Descend en France à la tête d'une armée; ses revers. 501 (1574). — Son expédition en Castille. 506 (1578). — Ses conférences avec le duc de Berri. 521 (1586).
LANDAIS, fils d'un tailleur de Bretagne; est le favori du duc, et l'âme de la négociation de ce dernier avec le roi d'Angleterre; il se justifie d'avoir livré la correspondance à Louis XI. 442 (1477). — Il se vend à Anne de France. 459 (1485). — Il occasionne des troubles en Bretagne; son jugement; sa condamnation; son exécution. 460 et suiv. (1485).
LANDRECIERS (siège de) par Charles-Quint; abandonné quelque temps après. 573 (1545).
LANDRIANO (Marsile), est nommé nonce du pape en France; sa haine contre Henri IV; ses dispositions pour l'Espagne et la ligue; ses démarches et son arrivée en France. 789 (1591).
LANGÈI (Guillaume du Bellai de), retient prudemment les papiers des deux négociateurs assassinés. 574 (1544).
LANGÉAIS (le château de), lieu où se célébra le mariage de Charles VIII avec Anne de Bretagne. 470 (1491).
LANGLOIS (échevin), favorise l'entrée de Henri IV à Paris. 814 (1595).
LANDRY, favori de Frédégonde; participe à la mort de Childéric. 96 (584). — Fait maire du palais par Frédégonde. 97 (591).
LANGOIRAN; son avis énergique à Coligni. 685 (1572).
LANGRES, attaquée par les Allemands. 62 (297).
LANGUE D'OC; origine de ce nom. 275 (1556).
LANGUEDOC (la province de), est ravagée par les troupes de Ferdinand-le-Catholique. 481 (1495). — Massacres et férociétés qui y sont exercés contre les calvinistes. 580. (1546).
LANGUE D'OIL. Origine de ce nom. 275 (1556).
LANNOT, vice-roi de Naples; défend Pavie contre les Français. 547 (1525). — Il vient en France réclamer l'exécution du traité de Madrid. 552 (1526).
LANOUË; sépare Damville et Châtillon, à Montpellier, en déployant le traité de Poitiers. 723 (1578).
LAON. Cette ville est donnée à Hugues-le-Grand par Louis IV. 431 (147). — Elle est prise par Charles duc de Lorraine. 458 (991).
LAON (l'évêque de); son discours dans le conseil, qui adjuge à Charles VI les rênes du gouvernement; sa mort, soupçonnée d'empoisonnement. 323 (1588).
LA PALICE; commande les Français au siège de Padoue. 514 (1509).
LARCHER (Claude); est exécuté par les Seize, en même temps que Brisson. 794 (1591).
LAUTREC (Odet de Foix, seigneur d'), fut percé de vingt-deux coups de lance à la bataille de Ravenna. 548 (1512). — Il fait une grande levée d'argent avant d'as-

aléger Naples. 536 (1528). — Il meurt, avec beaucoup d'autres grands seigneurs, devant Naples, d'une contagion qui décima toute l'armée. 536 (1528).

LAUSUN; commande l'infanterie envoyée par Louis XIV au secours du roi Jacques. 1128 (1689). — Il prend part à la bataille de la Boyne, où Jacques perd la couronne d'Irlande. 1129 (1690).

LAVAL (Gui de); son opinion sur la Pucelle d'Orléans. 382 (1431).

LAVAL (madame de); donne les mains au mariage du sire d'Albret avec la duchesse de Bretagne, dont elle est gouvernante. 463 (1488).

LA VALIÈRE (duchesse de); notes sur sa vie. 1092 (1665). — Sa retraite dans un couvent; son retour à la cour; son départ nouveau. 1095 (1666).

LAVARDIN; commande une embuscade au combat d'Aumale; il met Henri IV dans un très-grand danger. 796 et suiv. (1592).

LAW (Jean), écossais; propose au régent la création d'une banque pour libérer la France de sa dette; ses plans sont agréés; grand succès de cette opération. 1185 (1746). — Il crée la compagnie d'Occident ou du Mississippi. 1185 (1747). — Prospérité inouïe de cette compagnie. 1185 (1749). — Coup mortel porté au système de Law; agiotage; immoralité du gouvernement à ce sujet. 1185 et 1186 (1749). — Il est nommé contrôleur-général des finances. 1186 (1720). — Résultat désastreux de son système. 1186 (1720).

LE COQ (Robert), évêque de Laon, s'attache à Étienne Marcel. 275 (1356). — Est le rapporteur de la commission aux états-généraux. 276 (1356). — Est disgracié. 283 (1359).

LÉCAN, évêque d'Autun, ennemi d'Ébroin. 103 (668). — Ses démêlés avec Childéric; il se retire dans un monastère, et rentre en faveur. 103 (669). — Il proclame Thierry III à la mort de Childéric II; sa mort. 103 et 106 (674).

LEICESTER (Simon de Montfort, comte de); sa haine contre Henri III d'Angleterre. 212 (1235). — Il s'empare de ce monarque et de son fils. 215 (1235).

LE MAÎTRE, président du parlement; répand la déclaration de conversion de Henri IV. 806 (1593). — Signifie à Mayenne l'arrêt du 28 juin. 808 (1593). — Seconde entrée de Henri IV dans Paris. 814 (1593).

LEAS, pris par l'armée française. 606 (1557).

LÉON DE THRACE, empereur de Constantinople. 84 (467). — Proclame empereur Julius Népos. 85 (474).

LÉON, pape, appelle Charlemagne en Italie, et se justifie par serment devant les évêques assemblés en concile. 125 (799). — Il proclame Charlemagne empereur d'Occident. 125 (800).

LÉON X, pape; son accommodement avec Louis XII; conditions qu'il y met. 524 (1515). — Est contraire à François I^{er}; quels en sont les motifs. 534 (1515). — Il meurt; cause présumée de sa mort. 537 (1521).

LIPOLO, marquis d'Autriche; insulte qu'il reçoit du roi Richard Cœur-de-Lion. 186 (1194). — Il abandonne Richard en Palestine; captivité qu'il fait subir à ce monarque. 187 (1192).

LIPOLOD (l'empereur) sollicite l'expédition contre les Turcs. 1091 (1666). — Sa mort; révolte des Bava-rois. 1153 (1705).

LÉPANTE (siège de), par Sélim II. 679 (1571).

LÉPIDÉ, ANTOINE et OCTAVE (triumvirat de). 42 (Av. J. 44).

LÉPROSÉRIE; leur établissement. 182 (1182).

LÉODIGUÈRES (François de Bonne) embarrasse le duc de

Savoie, et traverse toutes ses entreprises. 354 (1600). — Sa conversion est récompensée par le bâton de maréchal. 915 (1622).

LESCUN (Odet d'Aydie, comte de Comminges) engage le duc de Guienne à demander la main de la fille du duc de Bourgogne; il commande les troupes envoyées au secours du roi par le duc de Bretagne. 425 (1474). — Il devient le favori du duc de Bretagne à la mort de Landais. 464 (1485). — Espère se former un petit état indépendant en Guienne, dont il est gouverneur. 462 (1487). — Intrigues qu'il fait jouer pour marier l'héritière du duché de Bretagne avec Alain, sire d'Albret. 464 (1487).

LETTERES DE GRÂCE; leur invention est due à l'exil des juifs, sous Louis IX. 203 (1212).

LÈVE (Antoine de) défend Pavie contre les Français. 547 (1525). — Général habile, il est le confident et le conseil de Charles-Quint. 563 (1536). — Accusé avec fondement de complicité dans l'empoisonnement du dauphin. 566 (1536). — Meurt dans l'expédition de Provence. 567 (1537).

LEYDE (Jean de), sectateur de Muncer, se fait nommer roi de Westphalie; son règne; sa mort. 528 (1545).

L'HÔTEZ prend la fuite de Paris; il est poursuivi de près et se noie en passant la Marne en bateau. 853 (1604).

LIQUILLIER, prévôt des marchands, contribue à l'entrée de Henri IV à Paris. 814 (1593).

LICINIUS, élevé à la pourpre par Galère. 64 (307). — Il s'allie à Constantin et épouse Constantia, sa sœur. 65 (314). — Son abdication et sa mort. 66 (314).

LIÈGE, prise par le duc de Bourgogne. 543 (1408). — Est saccagée et ruinée de fond en comble par le duc de Bourgogne; ses habitants, sans asile, errent dans les bois. 447 et suiv. (1468).

LIGNEROLLES, tué à la chasse par ordre de Charles IX. 682 (1572).

LIGNÈRES défend Chartres. 666 (1568).

LIGNY (le comte de) s'avance au devant de Sforce; inférieur à lui, il se retire à Montaro. 488 (1500).

LIGNY-LUXEMBOURG (le comte de) commande les Bourguignons à la bataille de Cravant. 369 (1423). — Achète la Pucelle d'Orléans, prisonnière, d'un capitaine bourguignon, et la revend au duc de Bedford; prix. 379 (1430).

LIGUZ (la) est accréditée par le mépris qu'inspirent les Mignons. 717 (1576). — But qu'elle se propose développé par un avocat nommé David; le duc de Guise maître des armées. 718 (1576). — Elle se fortifie par les intrigues du duc de Guise pour éloigner du trône de France le chef des Bourbons, Henri de Navarre. 753 (1553). — S'accroît sous le nom de Sainte-Union. 735 (1563). — Composition de son conseil. 745 (1587).

LIGUEURS (les), indignés du luxe des favoris, fortifient la haine des peuples contre le roi. 742 (1586). — Se décident à Orcamp, abbaye du cardinal de Guise, de prendre les armes et d'exterminer jusqu'au dernier hérétique. 745 (1586). — Leurs sentiments opposés à ceux des calvinistes. 745 (1587). — Prêtent la main à Philippe d'Espagne pour s'emparer de Boulogne; Henri prévient leurs projets. 746 (1587). — Proposent d'arrêter Henri III, revenant de Vincennes. 746 (1587). — Forment le dessein de s'emparer de la personne du roi. 753 (1588). — Leur joie à la nouvelle de l'assassinat de Henri III; fêtes à Paris à cette occasion; canonisation de Jacques Clément. 772 (1589). — Convoquent les états-généraux à Melun. 775 (1589). — Envioient des

- ambassadeurs au pape; résultat de cette ambassade. 776 et suiv. (1590). — Moyens qu'ils emploient pour réchauffer le zèle du peuple lors du blocus de Paris; procession militaire. 784 (1590). — Renouellent le serment de l'Union; cérémonie. 778 (1590).
- LIGURIENS**; leur soumission aux Romains. 11 (A. J. 482). — Ils prennent Nice et Antibes. 42 (A. J. 154).
- LILLE** reste à la France. 251 (1504).
- LIMOGES** est pris, saccagé et brûlé par le prince de Galles. 297 (1569).
- LINCESTR**, curé de Saint-Barthélemi, fait jurer aux catholiques de venger la mort du cardinal et du duc de Guise. 765 (1589).
- LINGONS**, révoltés contre les Romains, sont soumis par la clémence de Cerialis. 52 (69).
- LINTARS**, conjuré de l'armée, est gagné par les Guise et fait connaître tous les plans. 622 (1500).
- LIORRE**, nommé ministre des affaires étrangères par Louis XIV. 1086 (1661).
- LITCHTENSTEIN** (le prince) bat Maillebois et entre dans Gènes. 4226 (1746).
- LIVRON** (ville de); les habitants assaillés repoussent les attaques du roi. 740 (1574).
- LOCIONS**, chassés des Gaules par Probus. 59 (276).
- LOI COMBETTE** relative au duel. 87 (496).
- LOI SALIQUE** (application de la). 94 (557), et 95 (566). — Charlemagne la fait revivre. 425 (804). — Son application. 245 (1546).
- LOIS SOMPTUAIRES** de Philippe IV. 256 (1513).
- LOMBARDS**; leur établissement en Italie. 95 (566). — Leur accroissement. 445 (752). — Ils nomment Didier leur roi. 414 (756).
- LONGCHAMPS**. Fondation du monastère de ce nom. 200 (1225).
- LONGJumeau** (conférence de); on y conclut la paix boiteuse et mal assise. 666 (1568).
- LONGUEVILLE** (le duc de) commande les Français envoyés au secours de la Navarre. 519 (1512). — Est nommé par Henri IV commandant des troupes qui doivent s'opposer aux Espagnols. 773 (1589). — Ils s'empare de Péronne, dont Concini était gouverneur. 889 (1616). — Il est arrêté et conduit au château de Vincennes. 4051 (1650). — Il est mis en liberté, et revient à Paris. 4042 (1651). — Sa mort au passage du Rhin. 4100 (1672).
- LONGUEVILLE** (duchesse de); lettres galantes qui lui sont attribuées; combat imminent à leur sujet. 989 (1643). — Elle gagne le prince de Conti, son frère, au parti des frondeurs; son portrait. 4013 (1648). — Elle se sauve en Normandie, et de là en Flandre. 4034 (1650).
- LONGES**. Campagne du Rhin. 1435 (1692).
- LORRAINE**, donnée à l'empereur Lothaire dans le partage de Thionville. 457 (843). — Donnée par l'empereur Lothaire à son fils Lothaire. 459 (855). — Louis-le-Germain et Charles-le-Chauve se la partagent. 440 (870). — Est constamment disputée entre les rois de France et d'Allemagne. 452 (978). — Sa division en haute et basse Lorraine. 452 (978). — Othon II et Lothaire en sont suzerains. 455 (979). — Est abandonnée par Othon I^{er} à Charles, frère du roi de France Lothaire. 455 (979).
- LORRAINE** (ducs de). 456 (987).
- LORRAINE** (duc de), est tué à la bataille de Créci. 264 (1346).
- LORRAINE** (le duc de) amène des secours au roi, qui a déclaré la guerre au duc de Bourgogne. 423 (1474). — Il est envoyé par Louis XI pour se mettre à la tête des Suisses. 457 (1478). — Il prend Nancy, et défait le duc de Bourgogne dans une bataille, où ce dernier perd la vie; il repart de magnifiques honneurs à son corps. 458 (1477). — Est le compétiteur de Louis XI à l'héritage du roi René. 447 (1480). — Causes de son mécontentement contre Anne de France; il réclame la Provence, héritage de ses pères. 462 (1487).
- LORRAINE** (cardinal de), ses qualités et ses défauts. 648 et 649 (1559). — Il est toujours l'objet des manifestes, des plaintes des calvinistes. 669 (1568). — Moyens par lesquels il s'insinue dans l'esprit de Charles IX. 675 (1569). — Il récompense magnifiquement le courrier qui lui apporte, à Rome, la nouvelle de la Saint-Barthélemi 692 (1572). — Sortant de la procession des pénitents, il est attaqué d'une maladie qui l'enlève. 710 (1574). — Caractère. 744 (1574).
- LORRAINE** (le duc de); ses prétentions à la couronne de France pour son fils; il demande la cession de Metz, Toul, Verdun et Sedan. 777 (1590).
- LORRAINE** (Charles, duc de), est trompé par Richelieu; il abdique. 948 et 949 (1655). — Conditions auxquelles il rentre en possession de ses états. 969 (1644). — Refuse de reprendre ses états aux conditions stipulées par le congrès de Munster. 4012 (1648). — Il entre en France; ravage et pille la Champagne; il se joint à l'armée des princes. 4064 (1652). — Ses menées dans le camp des princes; il traite avec la cour; perfidie qu'il méditait déjouée par M. de Turenne; il revient dans ses états, moyennant une somme d'argent. 4064 (1652). — Reçoit en France, il joint son armée à celle du prince de Condé. 4068 (1652). — Campagne de Lorraine et d'Alsace; détails de cette campagne. 4112 et 4115 (1677). — Siège de Trèves; sa retraite; sa mort. 4144 (1675).
- LORRAINE** (Louise de), s'oppose à l'édit qui absout des personnes soupçonnées de complicité dans l'assassinat de Henri III, son mari. 823 (1596).
- LORRAINS**. Voy. les GUISE.
- LOTHAIRE**; son père, Louis-le-Débonnaire, l'associe à l'empire. 428 (848). — Nommé roi d'Italie par son père. 428 (847). — Se fait couronner par le pape; concessions qu'il fait à son frère Charles. 429 (849). — S'allie à Pépin contre son père, et enferme celui-ci dans un cloître. 429 (851). — Son entrevue avec son père; il obtient son pardon. 450 (851). — Il envoie le pape Grégoire à son père pour lui porter des propositions de paix. 454 (855). — Est proclamé possesseur de la couronne de France, lors de la déchéance de Louis-le-Débonnaire. 454 (855). — Sa conduite envers son père, qu'il fait condamner à une pénitence publique, équivalant à une abdication; il l'enferme à Aix-la-Chapelle. 454 et 452 (854-55). — Attaqué par ses deux frères, rend son père à la liberté, et lui demande publiquement pardon. 452 (855). — Accord qui existe entre lui et Judith dans un nouveau partage, il garde le royaume de Rhétie et l'Italie. 453 (857). — Ses entreprises contre ses frères, Charles-le-Chauve et Louis-le-Germanique. 455 (844). — Ses deux frères marchent contre lui, et le battent à Fontenay. 456 (844). — Ils se partagent ses états en France; concile qui consacre cette spoliation; un nouveau partage est fait à Thionville; on lui laisse l'Italie, la Provence et la Lorraine. 457 (849). — Son abdication volontaire au profit de ses enfants; sa mort. 458 et 459 (855).
- LOTHAIRE**, roi de Lorraine; à la mort de son père reçoit

- la Lorraine; médiateur entre Louis-le-Germanique et Charles-le-Chauve. 439 (855). — Son inclination pour Valdrade; il épouse Tietberge, et la répudie pour Valdrade. 440 (862). — Il essaie vainement de faire lever l'excommunication de Valdrade; il meurt. 440 (862).
- LOTHAIRE**, roi de France; Hugues-le-Grand le fait sacrer. 452 (954). — Essai vainement de dépouiller Richard de la Normandie. 452 (957). — Marche contre Othon; défend Paris contre lui. 453 (979). — Meurt empoisonné; son caractère. 453 (986).
- LOUVIN** (traité de), humiliant pour Marie de Médicis. 887 (1646).
- LOUIS**, fils de Lothaire, reçoit de son père l'empire et l'Italie. 459 (855).
- LOUIS I^{er} LE DÉBONNAIRE**, est couronné roi d'Aquitaine. 420 (780). — Sa conduite peu réglée, lorsqu'il n'était que roi d'Aquitaine; son association à l'empire; son avènement. 426 (814). — Faute qu'il commet en partageant ses états entre ses fils. 427 (817). — Son caractère; puissance du trône à son avènement. 427 (814). — Réformes qu'il introduit dans le clergé. 427 (816). — Sa cruauté envers son neveu Bernard; son repentir. 428 (818). — Ascendant qu'il laisse prendre à ses fils; dangers que lui cause la composition de sa cour. 429 (829). — Ses fils se révoltent contre lui, et l'enferment dans un cloître. 429 (834). — Est délivré de sa captivité, et pardonne à ses fils. 430 (834). — Il enlève à Pépin la couronne d'Aquitaine, et la donne à Charles; nouvelle guerre de ses fils contre lui. 434 (852). — Est déclaré déchu de la couronne; Lothaire le fait condamner à une punition publique. 434 (854). — Est enfoncé dans Aix-la-Chapelle, après cette humiliante cérémonie. 432 (834). — Rendu à la liberté, il reprend sa couronne et pardonne à Lothaire. 432 (835). — Fait un nouveau partage de ses états. 435 (836). — Donne l'Aquitaine à Charles-le-Chauve; sa guerre contre son fils Louis-le-Germanique; sa mort. 435 (836). — Appréciation de ce règne. 434 (840).
- LOUIS-LE-GERMANIQUE**; son père, Louis-le-Débonnaire, lui donne la Bavière. 428 (817). — Il se décide à faire rendre la couronne à son père. 430 (834). — Il s'unit à Lothaire contre son père. 431 (835). — L'arme de nouveau pour son père contre Lothaire. 432 (834). — Déclare la guerre à son père, et marche contre lui. 433 (839). — Expédition de Lothaire contre lui. 435 (844). — Il s'unit à Charles-le-Chauve, et marche contre Lothaire, qu'ils battent à Fontenay. 436 (844). — Il est confirmé roi de Germanie, au partage de Thionville. 437 (845). — Il essaie de dépouiller Charles-le-Chauve de ses états. 439 (856). — Sa mort. 441 (876). — Son serment lors du traité conclu avec son frère contre Lothaire. 454 (871).
- LOUIS II**, empereur d'Italie, à la mort de son père Lothaire. 440 (862). — Il réclame la Lorraine, qui appartenait à son frère Lothaire. 440 (870). — Meurt sans enfants mâles. 441 (875). — Louis, dit de Germanie, fils de Louis-le-Germanique, obtient la Germanie à la mort de son père. 441 (876). — Est attaqué par Charles-le-Chauve. 441 (876). — Marche contre ses neveux, Louis III et Carloman; se joint à eux contre les Normands; sa mort. 444 (880).
- LOUIS II** (le Bègue) demande un apanage à son père, Charles-le-Chauve, et le combat. 459 (863). — Son avènement n'a pas lieu sans opposition de la part des grands. 443 (877). — Sa mort; est mis au rang des
- rois fainéants; il avait épousé Ansgarde, puis Alix ou Adélaïde. 444 (879).
- LOUIS III** reçoit la Neustrie pour sa part. 444 (879). — Son avènement; doutes sur sa légitimité. 444 (879). — Attaqué par son oncle Louis II, de Germanie. 444 (880). — Il meurt. 445 (883).
- LOUIS IV** (dit d'Outremer); son avènement. 450 (996). — Ses projets sur la Normandie. 450 (945). — Sa captivité chez les Normands; il se réconcilie avec Hugues-le-Grand; ses courses dans les provinces. 451 (945). — Assiste au concile d'Ingelheim. 454 (948). — Il meurt. 454 (949).
- LOUIS V** (dit le Fainéant); son règne. 453 (986), et 454 (987).
- LOUIS VI**, fils de Philippe I^{er} et de Berthe; sa naissance. 465 (1087). — Son père le fait sacrer; sa guerre contre les seigneurs. 469 (1104). — Son activité, son courage; épouse Adélaïde, fille de Humbert II; suscite des embarras à Henri I^{er}. 470 (1109). — Sa guerre contre Henri I^{er}. 471 (1116). — Son administration; sa piété; son caractère; but de ses guerres. 475 (1128). — Il meurt; coup d'œil sur son règne. 474 (1157).
- LOUIS VII** (dit le Jeune), fils de Louis VI; son père le fait sacrer. 475 (1129). — Il épouse Éléonore, duchesse d'Aquitaine. 474 (1130). — Résistance qu'il éprouve en arrivant au trône. 474 (1137). — Son royaume est mis en interdit; sa guerre contre le comte de Champagne. 475 (1144). — Motifs qui l'engagent à se croiser; son départ pour la Palestine; souffrances de son armée en route. 476 (1146). — Son courage contre les Sarrasins. 477 (1148). — Son séjour à Antioche; il visite Jérusalem; son retour en France. 477 (1149). — Il répudie Éléonore. 478 (1152). — Épouse Constance, fille d'Alphonse de Castille. *Id.* (1154). — Se remarie à Alix, fille de Thibault-le-Grand, comte de Champagne. 479 (1160). — En guerre contre Henri II, roi d'Angleterre. 479 (1164). — Associe son fils Philippe à la couronne. 484 (1179). — Sa mort; ses qualités; son caractère. 484 et 482 (1180).
- LOUIS VIII** bat Jean-sans-Terre à Châlon, en Poitou. 495 (1214). — Les Anglais lui offrent la couronne de Jean-sans-Terre; son expédition; il est couronné roi d'Angleterre. 496 (1215). — Son excommunication, il abdique la couronne d'Angleterre. 496 (1216). — Son avènement au trône de France; réception que lui fait la ville de Paris au retour du sacre. 498 (1225). — Son courage; il se met à la tête d'une nouvelle croisade contre les Albigeois. 499 (1225). — Son caractère; sa mort. 200 (1225).
- LOUIS IX**; son avènement au trône. 200 (1226). — Les mécontents essaient de l'enlever. 204 (1227). — Il épouse Marguerite de Provence. 203 (1233). — Sa piété; protection qu'il donne à l'instruction. 202 (1236). — Ses lois contre les usuriers, les juifs et les prostituées. 205 (1240). — Il marche contre Hugues de Lusignan et contre Henri III d'Angleterre. 203 (1241). — Il les défait à Taillebourg. 204 (1241). — S'oppose à ce que son frère Robert accepte l'empire. 204 (1245). — Sa politique à l'égard des Anglais; calme dont il fait jouir les peuples; sa piété; il rend la justice lui-même. 204 (1245). — Il fait vœu de prendre la croix. 205 (1248). — Part avec la croisade qu'il a formée; son séjour à Chypre. 205 (1249). — Son portrait 206 (1249). — Il se décide à attaquer l'Égypte plutôt que la Palestine. 206 (1249). — Il bat les Sarrasins et s'empare de Damiette. 206 (1249). — Il est fait prison-

wien par les Sarrasins. 207 (1230). — Sa captivité; traité qu'il signe pour sa délivrance. 208 (1238). — Son séjour en Palestine. 209 (1234). — Est respecté par les assassins du Vieux de La Montagne. 209 (1234). — Son retour en France; sa générosité et son humilité. 209 (1234). — Tranquillité des quinze dernières années de son règne. 211 (1234). — Anecdotes sur lui. 211 (1234). — Il restitue impolitiquement plusieurs provinces à l'Angleterre; services qu'il rend à Henri III. 212 (1233). — Provinces qu'il remet aux Anglais pour conserver la paix. 212 (1236). — Son esprit de conciliation; particularités sur son caractère; ses établissements. 213 (1237). — Encouragements qu'il donne aux savants, ses fondations pieuses; attachement que lui porte le peuple. 213 (1200). — Il projette une nouvelle croisade. 215 (1260). — Son testament; ses préparatifs pour la croisade; son départ. 216 (1269). — Sa mort; ses conseils à son fils, Philippe III. 217 (1270). — La vénération générale lui donne le nom de *saint*; jugement du président Hénault sur ce monarque. 217 (1270). — Son éloge. 218 (1270). — Ses funérailles. 219 (1270).

LOUIS X (dit le Hutin) épouse Marguerite de Bourgogne. 234 (1313). — Il épouse Clémence de Hongrie, après avoir fait étrangler Marguerite de Bourgogne. 239 (1313). — Il monte sur le trône; événements qui marquent son règne. 239 (1313). — Ses préparatifs contre les Flamands; innovations de son règne. 241 (1313). — Il échoue dans son expédition contre les Flamands. 242 (1313). — Sa mort; ses qualités; aperçu de son règne; son portrait. 242 (1316). — Il s'était croisé. 244 (1320).

LOUIS XI. Mort de sa femme Marguerite d'Écosse; caractère de la dauphine. 390 (1446). — Son complot contre son père; sa confrontation avec Chabannes, son accusateur; sa retraite en Dauphiné. 391 (1446). — Il réclame le gouvernement de la Normandie; refus du roi; son mariage avec Charlotte de Savoie. 392 et suiv. (1451). — Son père refuse son concours contre la Guienne. 393 (1453). — Conditions qu'il impose à son père pour son retour à la cour; il se sauve en Bourgogne; honneurs qui lui sont rendus. 397 (1456). — Dissensions entre le comte de Charolais et lui; accouchement de sa femme à Bruxelles; intention du roi de le légitimer. 398 (1459). — Monte sur le trône à l'âge de trente-huit ans. 400 (1461). — Révision du procès de la Pucelle d'Orléans. 382 (1461). — Son sacre à Rheims; amnistie; restrictions qu'il y met; opinion du duc de Bourgogne sur son règne. 400 (1461). — Signe secrètement un traité avec les Liégeois. 401 (1461). — Ses adieux au duc de Bourgogne; son amitié pour le comte de Charolais; les présents qu'il lui fait; il lui accorde le gouvernement de la Normandie. 401 (1461). — Abolition la pragmatique; sa lettre au pape à ce sujet; il ne veut pas être conseillé. 401 et suiv. (1461). — Le pape lui refuse de protéger le duc de Calabre dans la conquête du trône de Naples; il laisse les tribunaux juger les affaires suivant la pragmatique, et enjoint au procureur-général d'appeler au concile des entreprises vexatoires du saint-siège. 402 (1461). — Accorde des secours insuffisants à la femme de Henri VI pour reconquérir le trône d'Angleterre. 403 (1462). — Il favorise d'abord le roi de Castille contre celui d'Aragon; et finit par vendre à ce dernier ses secours. 403 (1462). — Ses mésintelligences avec la cour de Bourgogne; il est proclamé, par le duc, auteur ou instigateur de son empoisonnement;

ses intrigues à la cour de Bourgogne. 403 (1463). — Arbitre entre les rois de Castille et d'Aragon; sa sentence; son entrevue avec Henri IV, roi de Castille, sur la Bidassoa. 403 (1462). — Il se fait restituer les villes sur la Somme, engagées par Charles VII au duc de Bourgogne pour 400,000 écus d'or. 403 et suiv. (1463). — Il reçoit d'une manière séduisante l'hommage du duc de Bretagne, et se rend avec une armée sur la frontière; conditions qu'il prétend lui imposer. 404 (1463). — Il veut exiger la levée des droits de gabelle en Bourgogne; refus du duc; belle réponse que son envoyé fait au roi. 404 (1463). — Soupçonne d'intrigues contre lui le duc de Bretagne; envoie le bâtard de Ruempre pour s'en assurer; suite de cette affaire. 405 (1464). — Fait ce qu'il peut pour se disculper du grief à lui imputé par le comte de Charolais; il envoie une députation en Bourgogne; conférences. 405 et suiv. (1464). — Il assemble à Tours les princes du sang et les principaux seigneurs; fait devant cette assemblée son apologie; sa colère contre le duc d'Orléans. 406 (1465). — Il surprend le duc de Bourbon, chef de la ligue du bien public, et traite avec lui; conditions du traité. 407 (1465). — Son activité quand il perd l'espoir de rompre par ruse la ligue du bien public. 408 (1465). — Il se conduit vaillamment à la bataille de Montléri; ses troupes le croient prisonnier et se débâtent; les ligues le croient mort. 408 (1465). — Il s'étudie à gagner l'amour des Parisiens; ses manœuvres pour y réussir; son départ pour la Normandie. 409 (1465). — Son retour à Paris pour déjouer les trames des princes ligues; il punit les bourgeois qui négocient avec eux. 409 (1465). — Il cherche à rebuter les Bourguignons par la longueur du siège de Paris; sa réponse à un procureur au parlement. 409 (1465). — Sa politique dans les traités arrachés par la nécessité. 410 (1465). — Son entrevue avec le comte de Charolais; ses flatteries à son égard. 410 (1465). — Il reconduit le comte de Charolais jusqu'à Villiers-le-Bel; fêtes à cette occasion. 411 (1465). — Sa politique à l'égard des Parisiens après la guerre du bien public; il s'empare de la Normandie; il assiste aux exécutions. 411 et suiv. (1465). — Reprend en sous-œuvre le traité de Conflans; serments que lui prêtent les grands, les magistrats, les villes; formule de ces serments. 412 (1466). — Comment il tranquillise sa conscience sur la violation des traités de Saint-Maur et Conflans; nomination de trente-quatre notables pour la réforme des abus; il donne asile dans Paris à toutes sortes de personnes après la peste. 413 (1466). — Assiste au mariage du frère de Labaluc; il anoblit Jean Bureau, homme de basse extraction; pourquoi il aimait à prendre pour ministres des hommes nouveaux. 414 (1466). — Ses intrigues auprès du duc de Berri, son frère, pour le détacher des ducs de Bretagne et de Bourgogne, ses protecteurs. 414 (1467). — Il convoque les états-généraux à Tours; se fait adjuger par eux la Normandie, cédée à son frère par le traité de Conflans. 415 (1468). — Il attaque la Bretagne, et traite avec le duc à Ancenis, avant l'arrivée du duc de Bourgogne. 415 (1468). — Son entrevue à Péronne avec le duc de Bourgogne; propos sur cette démarche; ses suites; perplexités. 416 (1468). — Retenu prisonnier dans le château de Péronne, fait un traité avec le duc de Bourgogne; singulière clause de ce traité. 417 (1468). — Accompagne le duc de Bourgogne au siège de Liège; il assiste au sac de cette ville. 417 (1468). — Il se sépare du duc de Bourgogne; ses dispositions

à tenir les conditions du traité qu'ils ont fait ensemble. 418 (1468). — Il fait enregistrer le traité de Péronne hors de Paris, par le parlement; sa répugnance à entendre parler de Péronne. 418 (1468). — Son entrevue avec son frère à Saintes; précautions prises à ce sujet; serment que lui prête son frère. 419 (1469). — Sa sollicitude au sujet du mariage de son frère avec Marie de Bourgogne; il veut lui donner une princesse de Castille; avantages qu'il retire du don du duc de Guienne à son frère. 419 et suiv. (1469). — Il crée l'ordre de Saint-Michel; composition de cet ordre; ses statuts. 421 (1469). — Ruse qu'il met en œuvre pour engager la foi du duc de Bretagne; les grands seigneurs de ce duché sont garants de la parole de leur souverain; traité qui intervient. 421 (1470). — Il négocie par ambassadeurs avec le duc de Bourgogne, qui se plaint de la non exécution des traités. 421 (1470). — Convoque les états-généraux à Tours; il fait annuler le traité de Péronne; déclare la guerre au duc de Bourgogne. 422 (1470). — Se refuse à livrer bataille au duc de Bourgogne, qu'il réduit à une position critique par la famine; trêve qu'il lui accorde; soupçons qu'on élève sur son courage. 423 et suiv. (1471). — Une nouvelle ligue se forme contre lui; il la découvre par hasard; détails du complot. 424 (1471). — Intrigue pour empêcher le mariage du duc de Guienne, son frère, avec Marie de Bourgogne; il flatte le pape pour qu'il refuse les dispenses; il est soupçonné d'avoir empoisonné son frère; institue l'*Angelus* à l'occasion de sa maladie; sa lettre au général qui commande ses troupes en Guienne. 424 (1471). — Traite avec le duc de Bourgogne pour les villes sur la Somme; bonne foi que les deux princes apportent à ce traité. 425 (1472). — Est chargé par les dépositions des personnes accusées de l'empoisonnement de son frère; fait étrangler en prison l'une d'elles, et sauver l'autre. 425 (1472). — Porte la guerre en Roussillon; assiège le roi d'Aragon dans Perpignan, et traite avec lui; conditions de ce traité. 426 (1473). — Il fait arrêter et conduire à Paris le duc d'Alençon; attaque le comte d'Armagnac, et assiège Lectoure; s'empare par ruse de sa fille; mort du comte et de sa femme; captivité de Charles d'Armagnac. 426 (1473). — Il fait faire le procès du duc d'Alençon; lui fait grâce, mais le retient prisonnier; ses conventions avec le duc de Bourgogne touchant le comte de Saint-Paul; son entrevue avec ce dernier. 428 (1474). — Engage l'empereur de se déclarer contre le duc de Bourgogne; il suscite les Suisses contre lui; les réconcilie avec Sigismond, duc d'Autriche; traité qu'il fait avec eux; subsides convenus. 429 (1474). — Il s'empare par surprise de Perpignan et du Roussillon; instructions données de sa main à ses généraux concernant cette province. 430 (1473). — Il négocie avec les Anglais débarqués à Calais; présents qu'il fait au roi; pensions qu'il accorde; ses largesses à l'armée anglaise; traité qui intervient; entrevue entre les deux rois. 431 (1475). — Divers traités qu'il passe; il abandonne René de Lorraine qu'il avait poussé à indisposer le duc de Bourgogne, et auquel il avait promis des secours. 433 (1475). — Ruse qu'il emploie pour perdre le comte de Saint-Paul aux yeux du duc de Bourgogne; sa duplicité avec le comte; il obtient qu'il lui soit livré; le fait juger et décapiter. 433 (1475). — Contribue aux troubles de l'Alsace; suscite des embarras au duc de Bourgogne; renoue alliance avec le duc de Milan. 435 (1476). — Se refuse à tenir les conditions du traité fait avec les Suisses; propose ses scrupules à des théologiens. 436 (1476). — Vexations qu'il emploie envers René, son oncle; demandes qu'il lui fait; il défère leurs différends au parlement de Paris; arrêt du parlement contre René; accommodement qui s'en suit. 436 (1476). — Excite les Suisses à continuer la guerre contre le duc de Bourgogne; il leur envoie pour les commander le duc de Lorraine. 437 (1476). — Profite des malheurs du duc de Bourgogne pour l'isoler de ses alliés; il délivre Yolande, douairière de Piémont, et traite avec elle. 437 (1476). — Enlève au duc de Bourgogne l'alliance du duc de Bretagne; il engage par ruse Charles-le-Téméraire à donner sa confiance à l'aventurier Campo Basso, qui lui est vendu. 438 (1476). — Manifeste une joie indécente à la nouvelle de la mort du duc de Bourgogne; pèlerinage et vœux qu'il fait à cette occasion. 438 (1477). — Il séduit les conseillers de Marie de Bourgogne. 439 (1477). — Réclame les deux Bourgognes comme fiefs masculins; il acquiesce à toutes les demandes des états. 439 (1477). — Fait semblant de vouloir marier le dauphin son fils avec Marie de Bourgogne; raisons pour lesquelles il lui faut des conseillers peu scrupuleux. 440 (1477). — Abuse de la confiance de Marie de Bourgogne; suites de cette trahison; il s'empare de l'Artois. 440 (1477). — Prend d'Arras; cruautés qu'il commet contre les habitants; tente inutilement de changer le nom de la ville. 441 (1477). — S'empare de la correspondance du duc de Bretagne et du roi d'Angleterre; usage qu'il en fait. 441 (1477). — Se saisit des possessions du duc de Bretagne au cœur de la France; il lui impose de dures conditions; et se refuse à jurer sur la croix de Saint-Lô d'Angers. 442 (1477). — Sa lettre au parlement à l'occasion du procès de Jacques d'Armagnac; il porte une loi qui punit de mort les non délateurs de complots contre le roi, la reine ou le dauphin. 443 (1477). — Conclut une trêve avec Maximilien; offres séduisantes qu'il fait au roi d'Angleterre pour l'attirer à son parti; ses libéralités à l'égard des Suisses et des seigneurs bourguignons; remontrances du parlement dont il ne tient pas compte. 444 (1478). — Il traduit devant la cour des pairs, pour crime de félonie, Charles-le-Téméraire, mort à Nancy; il est forcé de rendre Cambrai; il assure sa tranquillité par divers traités; le procès de Charles est abandonné. 444 (1478). — Se rend favorable Édouard d'Angleterre; traite pour le Roussillon et la Cerdagne; il consent à des conférences pour la paix entre Marie de Bourgogne et lui; étrange déclaration de ses commissaires. 445 (1478). — Prend sous sa protection les Florentins; convoque à Lyon un concile national. 445 (1478). — Guerre avec Maximilien; soins de Louis pour la discipline des troupes; compagnies d'ordonnance; cavalerie supprimée; infanterie instituée. 445 (1479). — Perd Cambrai; prend la Franche-Comté; ses maréchaux sont battus à Guinegate; causes de la défaite; ses ordonnances concernant les prisonniers. 446 (1479). — Exerce de sanglantes représailles sur des prisonniers; il établit des *campes de paix* pour exercer les troupes; il apure lui-même les comptes du maréchal des guerres. 446 (1479). — Suscite à Édouard IV une guerre avec l'Ecosse; il achète de Madeleine de Penthièvre ses droits sur la Bretagne; sa colère contre le duc de Bourbon; vengeance qu'il en tire. 447 (1480). — Prétend à une partie de l'héritage du roi René; instructions qu'il donne à ses négociateurs; il s'empare du Barrois. 447 (1480). — Son astuce dans un traité de paix passé par son ambassadeur avec le roi d'Angle-

pules à des théologiens. 436 (1476). — Vexations qu'il emploie envers René, son oncle; demandes qu'il lui fait; il défère leurs différends au parlement de Paris; arrêt du parlement contre René; accommodement qui s'en suit. 436 (1476). — Excite les Suisses à continuer la guerre contre le duc de Bourgogne; il leur envoie pour les commander le duc de Lorraine. 437 (1476). — Profite des malheurs du duc de Bourgogne pour l'isoler de ses alliés; il délivre Yolande, douairière de Piémont, et traite avec elle. 437 (1476). — Enlève au duc de Bourgogne l'alliance du duc de Bretagne; il engage par ruse Charles-le-Téméraire à donner sa confiance à l'aventurier Campo Basso, qui lui est vendu. 438 (1476). — Manifeste une joie indécente à la nouvelle de la mort du duc de Bourgogne; pèlerinage et vœux qu'il fait à cette occasion. 438 (1477). — Il séduit les conseillers de Marie de Bourgogne. 439 (1477). — Réclame les deux Bourgognes comme fiefs masculins; il acquiesce à toutes les demandes des états. 439 (1477). — Fait semblant de vouloir marier le dauphin son fils avec Marie de Bourgogne; raisons pour lesquelles il lui faut des conseillers peu scrupuleux. 440 (1477). — Abuse de la confiance de Marie de Bourgogne; suites de cette trahison; il s'empare de l'Artois. 440 (1477). — Prend d'Arras; cruautés qu'il commet contre les habitants; tente inutilement de changer le nom de la ville. 441 (1477). — S'empare de la correspondance du duc de Bretagne et du roi d'Angleterre; usage qu'il en fait. 441 (1477). — Se saisit des possessions du duc de Bretagne au cœur de la France; il lui impose de dures conditions; et se refuse à jurer sur la croix de Saint-Lô d'Angers. 442 (1477). — Sa lettre au parlement à l'occasion du procès de Jacques d'Armagnac; il porte une loi qui punit de mort les non délateurs de complots contre le roi, la reine ou le dauphin. 443 (1477). — Conclut une trêve avec Maximilien; offres séduisantes qu'il fait au roi d'Angleterre pour l'attirer à son parti; ses libéralités à l'égard des Suisses et des seigneurs bourguignons; remontrances du parlement dont il ne tient pas compte. 444 (1478). — Il traduit devant la cour des pairs, pour crime de félonie, Charles-le-Téméraire, mort à Nancy; il est forcé de rendre Cambrai; il assure sa tranquillité par divers traités; le procès de Charles est abandonné. 444 (1478). — Se rend favorable Édouard d'Angleterre; traite pour le Roussillon et la Cerdagne; il consent à des conférences pour la paix entre Marie de Bourgogne et lui; étrange déclaration de ses commissaires. 445 (1478). — Prend sous sa protection les Florentins; convoque à Lyon un concile national. 445 (1478). — Guerre avec Maximilien; soins de Louis pour la discipline des troupes; compagnies d'ordonnance; cavalerie supprimée; infanterie instituée. 445 (1479). — Perd Cambrai; prend la Franche-Comté; ses maréchaux sont battus à Guinegate; causes de la défaite; ses ordonnances concernant les prisonniers. 446 (1479). — Exerce de sanglantes représailles sur des prisonniers; il établit des *campes de paix* pour exercer les troupes; il apure lui-même les comptes du maréchal des guerres. 446 (1479). — Suscite à Édouard IV une guerre avec l'Ecosse; il achète de Madeleine de Penthièvre ses droits sur la Bretagne; sa colère contre le duc de Bourbon; vengeance qu'il en tire. 447 (1480). — Prétend à une partie de l'héritage du roi René; instructions qu'il donne à ses négociateurs; il s'empare du Barrois. 447 (1480). — Son astuce dans un traité de paix passé par son ambassadeur avec le roi d'Angle-

terre. 447 (1480). — Met tous les moyens en œuvre pour circonvenir le légat du pape; il lui livre le cardinal de la Balue; fait une trêve avec Maximilien; ses lettres aux plénipotentiaires. 448. (1480). — Est atteint d'une attaque d'apoplexie; ses efforts pour déguiser son état; précautions qu'il prend pour sa sûreté; il passe une revue au Pont-de-l'Arche. 449 (1481). — Fait plusieurs règlements sur la discipline des troupes; il rend des ordonnances utiles; parti qu'il prend dans la querelle des métaphysiciens dits les réalistes et les nominaux. 449 (1481). — Veut réunir les us et coutumes et en former un code général; ses encouragements au commerce; il établit des manufactures; on lui doit le bienfait des postes. 450 (1482). — Est soupçonneux pendant sa maladie; procès fait au comte du Perche; il s'empare de ses châteaux; le comté de Provence est réuni à la couronne. 450 (1482). — Mort de Marie de Bourgogne; traité qu'il fait avec les Gantais, tuteurs de la fille de Marie; cette princesse, destinée à épouser le dauphin de France, lui est livrée. 451 (1482). — Sa position avec les puissances voisines à la fin de son règne. 451 (1482). — Education qu'il fait donner au dauphin son fils; conseils qu'il lui adresse avant sa mort; — Ecrits qu'il fait pour lui. 451 (1482). — Préservatifs auxquels il a recours pendant sa dernière maladie; prières, pèlerinages qu'il fait faire; reliques dont il se couvre; ermite qu'il appelle; il ne peut souffrir qu'on prononce le mot de mort. Ses dernières instructions; sa mort. 452 (1483). — La conduite qu'il tenait avec sa femme; sa postérité; son inhumation; opinion de Scipion Duplex sur son compte; ses qualités; avantages qu'il procure à la France et à la couronne. 453 (1483).

Louis XII (fils du duc d'Orléans) est fiancé en naissant à la fille de Louis XI. 406 (1465). — Prétend à la tutelle de Charles VIII; son portrait; ligue qui se forme en sa faveur; il est nommé à divers gouvernements. 435 (1483). — Est nommé président du conseil en l'absence du roi Charles VIII. 437 (1484). — Forme le projet d'enlever le jeune roi; il cherche à soulever Paris; ses plaintes au parlement contre Anne de France; mémoire qu'il adresse à l'Université. 438 (1484). — Se sauve à Verneuil pour échapper aux embûches d'Anne de France; il perd le commandement de Paris; licenciement de ses compagnies d'ordonnance; il est forcé de se réconcilier avec la cour. 459 (1485). — Forme une nouvelle ligue contre Anne de France; il est obligé de se soumettre. 460 (1485). — Conspiration tramée par Dunois en sa faveur; il se sauve d'Orléans et s'enfuit en Bretagne. 461 (1486). — Est poursuivi par Anne de France; les conditions d'un traité qu'il propose sont rejetées. — 463 (1487). — Est crié à la table de marbre et ajourné à deux mois. 465 (1488). — Prévient un complot contre sa vie, tramé par le sire d'Albret; il est fait prisonnier à la bataille Saint-Aubin; sa détention à Bourges. 466 (1488). — Intercession en sa faveur auprès du roi, par sa femme; Charles VIII lui rend la liberté. 469 (1491). — Est nommé par Charles VIII gouverneur de la Normandie. 469 (1491). — Oblige la flotte du roi Alphonse à rentrer dans Naples. 485 (1494). — Il amène des troupes au roi; s'empare de Novarre; il y est assiégé; le roi vient à son secours; trêve convenue; il sort avec la garnison; mortalité des troupes. 480 (1495). — Monte sur le trône; son sacre; sa réponse concernant la Trémouille. 483 (1498). — Sa conduite en prenant les rênes de l'état; sa réputation de justice; il est soupçonné de parcimonie. 484 (1498). — Ses con-

seillers; ses égards pour la veuve de Charles VIII; moyens qu'il emploie pour rompre son mariage avec Jeanne de France; procédure à ce sujet. 484 (1498). — Son mariage avec Jeanne est annulé; il lui cède le Berry; punition de plusieurs docteurs et prédicateurs qui parlent sur son divorce. 485 (1498). — Son mariage avec Anne de Bretagne; stipulations du contrat concernant la reine et la Bretagne; fêtes à Paris à l'occasion de son mariage; diminution des impôts. 486 (1499). — Règlements dans l'intérêt public; il assure la solde des troupes; règlements sur la discipline. 486 (1499). — Assure un traitement aux magistrats; examen des candidats à la magistrature; établissement d'un tribunal de censure pour les mœurs. 486 (1499). — Ses règlements lui font donner le surnom de père du peuple; ses projets sur Naples et Milan. 487 (1499). — Ses coffres sont épuisés; vente des offices des finances, emprunts aux traitants, il se repend d'avoir eu recours à ce moyen. 487 (1499). — Son armée s'empare du Milanais; son entrée triomphante à Milan; ses dispositions pour le gouvernement de ce duché; son retour en France. 487 (1499). — Fermentations sourdes contre les Français dans le daché de Milan; la discipline de son armée se relâche; la galanterie des officiers provoque la jalousie et la haine des Italiens. 488 (1500). — Envoie, sous la Trémouille, une armée au secours du gouverneur de Milan; Sforce est pris; son autorité est de nouveau reconnue dans tout le duché; il y envoie le cardinal d'Amboise. 488 (1500). — Lève une partie de ses troupes aux Florentins; siège de Pise; moyens employés par les habitants pour attendre les Français; désertion dans l'armée; le siège est levé. 489 (1500). — Pour se rendre le pape favorable, prête ses troupes à César Borgia; George d'Amboise est envoyé à Rome. 490 (1500). — Traite avec le roi d'Aragon, et partage avec lui le royaume de Naples; sa générosité envers Frédéric. 491 (1504). — Perd les vaisseaux qu'il avait sur les côtes d'Italie dans une tempête; il traite avec Ferdinand-le-Catholique, Maximilien et son fils; conditions de ce traité désavantageux à la France. 493 (1504). — Passe en Italie pour juger par lui-même des plaintes portées contre César Borgia; il se laisse séduire aux discours d'un envoyé de ce dernier; sa tournée dans le Milanais; son retour en France. 494 (1502). — Congédie brusquement les envoyés de la ligue formée en Italie contre les Borgia; crimes qu'il laisse commettre à cette famille. 495 (1502). — Contestations au sujet du traité de partage du royaume de Naples; guerre qui s'ensuit entre les Français et les Espagnols. 496 (1502). — Se laisse endormir par une proposition de traité que lui apporte Philippe, archiduc d'Autriche; allégresse à la cour à l'occasion de ce traité; mauvaise foi insigne de Ferdinand-le-Catholique; belles paroles de Louis XII à ce sujet; il laisse partir l'archiduc. 497 (1503). — Prend le parti de pousser avec vigueur la guerre contre les Espagnols; grands préparatifs; leur sort; il demande la paix à Ferdinand; trêve de trois ans, sans y comprendre l'Italie. 499 (1503). — Maladie de la Trémouille, général en Italie; Jean-François Gonzagues le remplace; fautes de ce nouveau général; revers en Italie. 504 (1503). — Apprend avec colère l'abandon du royaume de Naples; nouvelles défavorables du duché de Milan; sa maladie; soins que lui prodigue la reine; son rétablissement; procès fait au maréchal de Rohan-Gié. 505 (1504). — Permet le retour en France de l'armée de Naples; sa sévérité envers les commissaires des vivres et les tré-

sortiers de cette armée. 505 (1504). — Commande aux ambassadeurs du roi d'Aragon de sortir du royaume, et leur reproche la perfidie de leur maître; il dévoile à l'archiduc Philippe la mauvaise foi de son beau-père, traité entre cet archiduc, Maximilien et lui; stipulation de ce traité défavorable à la France; ligue contre les Vénitiens. 506 (1504). — Rend hommage à l'empereur pour le duché de Milan; sa maladie, son testament, sa guérison. 507 (1505). — Consent au mariage de Germaine de Foix avec Ferdinand-le-Catholique; il donne en dot la partie du royaume de Naples qu'il s'était réservée. 508 (1505). — Convoque les états-généraux de Tours; il y est appelé *le Père du peuple*; il envoie dans toutes les cours de l'Europe le procès-verbal des séances. 508 (1506). — Révolte de Gênes; il s'y rend à la tête de son armée; s'en empare; punition des principaux révoltés; il fait grâce aux habitants; sa parcimonie tournée en ridicule par des comédiens; belles paroles à ce sujet. 509 (1507). — Traité de Cambrai; ses stipulations. 511 (1508). — On lui prête le projet d'avoir voulu enlever le pape et de le déposer; il visite le duché de Milan; fête magnifique que lui donne Trivulce; son entrevue avec Ferdinand V. 511 (1507). — Passe en personne en Italie à la tête d'une armée et marche contre les Vénitiens; bataille d'Aguedel gagnée par les Français; sang-froid et courage de Louis XII; création d'un corps d'infanterie; fanfaronnade contre Venise; son retour en France. 512 (1509). — La haine du pape lui suscite des ennemis; ses projets contre lui; sa position à la mort du cardinal d'Amboise. 514 (1510). — Perd l'alliance des Suisses; il convoque un concile à Tours; décisions de ce concile, appelées les *libertés de l'église gallicane*; sa patience avec la reine. 516 (1510). — Fait des démarches pour la réunion d'un concile général; il échoue; convocation par l'empereur et lui de ce concile à Pise; il rejette les propositions du pape. 517 (1511). — Son alliance avec Maximilien est rompue par le pape; plaintes de ce dernier; trahison d'un agent du pape qui lui fait reconnaître ses véritables ennemis. 517 (1511). — Excite une révolte dans Rome; ses projets contre le pape; médaille qu'il fait frapper à cette occasion. 518 (1512). — Envoie une armée en Italie sous les ordres de Gaston de Foix; ses instructions contre le pape; bataille de Ravenne; sa douleur en apprenant la mort de Gaston. 518 (1512). — Malheurs qui fondent sur lui; la ligue de la sainte union se ranime; l'Angleterre lui déclare la guerre; Ferdinand V s'empare de la Navarre; les généraux de Louis XII reprennent presque tout ce royaume, mais ils sont arrêtés devant Pampelune. 519 (1512). — Son armée est forcée d'évacuer l'Italie, sauf quelques places conservées dans le Milanais. 519 (1512). — Les Suisses se refusent à une négociation; il traite avec les Vénitiens et conclut une trêve avec Ferdinand V le Catholique, et Marguerite, gouvernante des Pays-Bas. 520 (1513). — Proposition qu'il fait à Léon X; il envoie une nouvelle armée en Italie; elle est battue et évacue toute l'Italie; irruption des Anglais et des Suisses; ligue contre la France. 520 (1513). — Sa lettre à Marguerite des Pays-Bas; il rappelle dans l'Océan ses galères de la Méditerranée; engagements sur mer avec les Anglais; augmentation des impôts; vente des biens de la couronne; conditions qu'y met le parlement; il défend à ses généraux de livrer bataille. 521 (1513). — La France est attaquée par les confédérés; journée dite des *éperons*; Henri VIII repasse en Angleterre. 522 (1513). — État

pénible dans lequel il se trouve; mort de sa femme. 523 (1514). — Dissout la ligue de Malines; ses divers traités avec les confédérés; il épouse la sœur du roi d'Angleterre; dot de cette princesse; il refuse de remettre à Henri VIII le duc de Suffolk. 524 (1514). — Fêtes à l'occasion de son second mariage; sa mort; retour sur son règne; opinion des écrivains contemporains; son amour de la justice, sa politique; deuil général occasionné par sa mort. 524 (1515).

Louis XIII sacré à Reims. 874 (1614). — Conclusion, dans le conseil, de son mariage avec l'infante d'Espagne, et de sa sœur avec l'infant. 875 (1612). — Après sa majorité les états s'assemblent à Paris; préjugés du temps; prétentions des trois ordres. 879 (1614). — Part de Paris avec sa cour, suivi du singulier cortège de deux armées ennemies. 885 (1615). — Se marie à Bordeaux. 886 (1615). — Anne d'Autriche et lui sont victimes, dans leur mariage, de l'ambition des courtisans. 886 (1615). — De retour à Paris, après son hymen, renvoie les anciens ministres. 887 (1616). — Dans son lit de justice expose au parlement les motifs de sa sévérité à l'égard de Condé. 889 (1616). — Reçoit clandestinement des témoignages de soumission de Soissons; il est indisposé par la conduite impérieuse de sa mère et par l'arbitraire du maréchal d'Ancre. 891 (1616). — Conçoit des soupçons sur l'affection de sa mère. 891 (1616). — Signe l'ordre de tuer le maréchal d'Ancre. 892 (1617). — Convoque une assemblée des notables à Rouen, pour calmer la nation inquiète de la puissance de son jeune favori, de Luynes; décisions de cette assemblée. 896 (1617). — Se plaint des relations entretenues par sa mère dans son exil. 897 (1618). — Part inopinément pour Angers; dans quelles dispositions il trouve les provinces qu'il traverse. 908 (1620). — Son entrevue à Angers avec sa mère; elle l'accompagne en Poitou et en Guienne pour pacifier ces provinces. 909 (1620). — Soumet et pacifie le Béarn; son entrée triomphante à Paris. 909 (1620). — Met à exécution son édit sur les biens ecclésiastiques du Béarn; plaintes et résistances des réformés dans toute la France. 912 (1621). — Sa capacité et son aptitude militaire; ses succès en personne contre les réformés. 914 (1622). — Se laisse déterminer à la paix avec les calvinistes et la conclut à Montpellier. 914 (1622). — Part pour l'Italie, triomphe rapidement, et revient pour achever de réduire les religionnaires qui tenaient bon dans quelques provinces. 929 et 930 (1629). — Entreprend une seconde campagne d'Italie; divers incidents de cette guerre. 931 (1630). — Après la conquête de la Savoie revient en France; une grave maladie fait craindre pour ses jours. 933 (1630). — Au milieu de l'hiver, va surprendre Charles, duc de Lorraine, il le force à un traité onéreux, et oblige Gaston à quitter les états du duc. 940 (1631). — Étant à Toulouse, il ordonne de faire le procès au duc de Montmorency. 945 (1632). — Contribue par l'argent de la France à la révolution qui s'opère en Allemagne. 955 (1635). — Avec le duc d'Orléans va assister en personne au siège de Corbie. 957 (1636). — Ses inclinations pour quelques dames de la cour; son caractère inégal avec ses gens. 959 et 960 (1637). — Rend des soins à mademoiselle La Fayette dans le couvent de la Visitation; ses visites sont empêchées par Richelieu. 964 (1637). — Souffre du peu d'affection de son épouse, de l'exil de sa mère, de la tyrannie de son ministre et des plaintes des peuples. 975 (1642). — Part pour la prise de possession de la Cata-

logne et pour la conquête du Roussillon, avec son frère et Richelieu. 975 (1642). — Donne la barrette de cardinal à Mazarin; il fait deux maréchaux de France. 976 (1642). — Approche de sa fin; il nomme sa femme régente, et le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume; sa mort; jugement qu'on porte sur lui. 982 et 985 (1645).

LOUIS XIV. Sa naissance; réjouissances troublées par les revers des armes. 962 (1638). — Il est visité la nuit par le peuple, qui craignait que la régente ne l'enlevât de Paris. 1042 (1651). — Tient un lit de justice, dans lequel il reconnaît solennellement l'innocence du prince de Condé. 1049 (1651). — Court le risque d'être enlevé par un parti de rebelles, à Gergeau; Turenne le délivre. 1057 (1652). — Reçoit à Saint-Germain diverses députations de la ville de Paris, qui l'engagent à y rentrer. 1069 (1652). — Rentre dans Paris; sa clémence envers les frondeurs; il tient un lit de justice. — Amnistie générale. 1070 (1652). — Est sacré; il se renferme dans la compagnie des sept nièces de Mazarin. 1075 (1654). — Au milieu de la galanterie, sait s'appliquer à acquérir les connaissances qui font les rois; il fait ses premières armes durement. 1075 (1654). — Carroubels, cavalcades, courses de bagues qui suivent son retour de l'armée. 1075 et 1076 (1654). — Sa vigoureuse sortie contre le parlement. 1077 (1655). — Il tombe malade à Calais, très-dangereusement; sa piété, sa résignation. 1079 (1658). — Ses intrigues avec les nièces du cardinal; réponse de la régente à ce dernier, qui la condait sur un mariage du roi avec Marie Mancini. 1079 (1658). — La reine songe à le marier, événement qui dérange les négociations entamées à ce sujet avec la duchesse de Savoie; négociation pour ce mariage avec l'Espagne. 1080 (1658). — Fait élever une forteresse à Marseille et démolir les fortifications d'Orange; son passage à Avignon; son entrevue avec le prince de Condé; amabilité du roi. 1084 (1659). — Célébration de son mariage; fêtes et réjouissances; entrée du roi dans Paris. 1085 (1660). — Sa réponse au président de l'assemblée du clergé concernant l'expédient des affaires après la mort de Mazarin. 1086 (1661). — Force Innocent X à lui faire des excuses; il s'empare d'Avignon et du comtat. 1089 (1662). — Ses occupations ordinaires et ses distractions. 1089 (1663). — Assiège Marsal; il transige avec le duc de Lorraine, qui rentre dans le reste de ses états. 1094 (1666). — Est institué héritier du duc de Lorraine; ce dernier, lui livre Marsal pour gage du traité. 1094 (1666). — Guerre avec les Anglais et les Hollandais; ses résultats. 1094 (1666). — Ses regrets de la perte d'Anne d'Autriche, sa mère; notes sur son enfance. 1092 (1666). — Sa liaison avec madame de Montespan. 1092 et 1093 (1667). — Lutte entre la France et le Portugal. 1093 (1667). — Guerre avec l'Espagne contre Charles II. 1093 et 1094 (1667). — Accepte la paix avec la triple alliance; traité qui est conclu; principaux articles. 1094 (1668). — Déclare au pape qu'il est satisfait des prélats, à propos de l'ouvrage de Jansénius. 1097 (1668). — Fait repentir les Hollandais de leurs intrigues, et leur fait la guerre. 1097 (1669-70). — Offre de l'argent à Charles II, pour que celui-ci reste nul dans la guerre des Hollandais et des Français. 1097 (1670). — Négociation avec le roi d'Angleterre. 1099 (1672). — Motifs de la guerre contre les provinces unies; détails de cette guerre. 1099 et 1100 (1672). — Refuse les propositions de la députation des états de Hollande; conséquences

de cette faute. 1101 (1672). — Donne à Turenne les pleins pouvoirs. 1103 (1672). — Rompt avec ses alliés; conséquences de cette rupture. 1103 et 1104 (1674). — Donne l'ordre à Turenne d'opérer sa retraite de l'Alsace. 1107 (1674). — Commence la campagne de Flandre; détails de cette campagne. 1111 et 1112 (1676). — Rupture de l'alliance avec l'Angleterre. 1115 (1677). — Traité avec la Hollande à Nimègue; stipulations de ce traité. 1115 (1679). — Étendue du droit de Régale; il rend un édit qui soumet à ce droit toutes les églises du royaume. 1116 (1681). — Traité avec les évêques pour le droit de Régale. 1117 (1681). — Établit une chambre souveraine à Besançon, et deux conseils à Brisach et à Metz. 1119 (1684). — Rupture du mariage avec l'infante d'Espagne. 1120 (1684). — Notes sur sa vie. 1120 et 1121 (1684). — Sa liaison avec madame de Fontanges. 1122 (1684). — Rupture avec madame de Montespan. 1122 (1684). — Mariage avec madame de Maintenon. 1122 (1625). — Renonce aux droits de franchise et rend Avignon au pape. 1127 (1687). — Excursion en Allemagne. 1127 et 1128 (1688). — Ravages en Allemagne; ce qu'il en résulte. 1128 (1689). — Fin de la campagne de Hollande. 1131 (1691). — État des finances en 1689; expédients. 1131 et 1132 (1691). — Assiège Namur. 1132 (1692). — Création de l'ordre de Saint-Louis. 1134 (1695). — Campagne de Bruxelles; détails. 1134, 1135 et 1136 (1695). — Propose la paix, qui est refusée par Guillaume. 1136 (1694). — Propose au duc de Savoie des négociations. 1136 (1694). — Expédients pour fournir aux besoins de la France. 1137 (1695). — Projets de paix. 1138 (1695). — Dernière tentative en faveur de Jacques d'Angleterre. 1138 (1696). — Traité de paix avec le duc de Savoie. 1138 (1696). — Paix générale; ses conséquences. 1138, 1139 et 1140 (1697). — Union avec l'Espagne; ses résultats. 1141 (1700). — Campagnes des deux continents; leurs suites. 1142, 1143 et 1144 (1701-2). — Rupture avec le Portugal. 1148 (1703). — Discussions théologiques; troubles à ce sujet. 1150 et 1151 (1705). — Introduction du papier-monnaie. 1156 (1704). — Fait des propositions de paix; elles sont refusées. 1158 et 1159 (1709). — Fait de nouvelles propositions de paix; elles sont encore refusées; il se résout à continuer la guerre. 1162, 1163, 1164 et 1165 (1710). — Fait la paix avec diverses puissances; les traités d'Utrecht sauvent la France. 1168, 1169 et 1170 (1712-13). — Dernière année de sa vie; sa mort; notes diverses le concernant. 1175, 1176 et 1177 (1715).

LOUIS XV. — Son sacre à Reims; il prend les rênes du gouvernement. 1199 (1722-23). — Fait le prince de Condé, duc de Bourbon, premier ministre; son gouvernement. 1199 et 1200 (1723-24). — Son mariage avec la fille du roi de Pologne; déclaration contre les protestants. 1200 (1725). — État des finances; expédients pour les rétablir; divers édits. 1200 (1725). — Venge son beau-père et prend la Lorraine; alliance avec l'Espagne et la Sardaigne. 1208 et 1209 (1735). — Fin des hostilités; traité de paix et d'alliance générale. 1210 (1735). — Ses débordements. 1210 (1735). — Ses liaisons avec la comtesse de Mailly et autres. 1210 et 1211 (1735). — Intervention de la France en la Corse. 1211 (1736). — Violation du traité qui assure la pragmatique. 1213 (1741). — Guerre contre l'Angleterre; son issue. 1219, 1220, 1221, 1222 et 1223 (1744). — Sa maladie à Metz; sa guérison. 1224 (1746). — Sa

- rupture avec la duchesse de Châteauroux ; son retour à la foi conjugale. 4221 (1746). — Projets d'alliance ; les Français sont surpris. 4236 (1726). — Ruine de la marine française. 4229 (1747). — Paix générale. 4229 et 4250 (1748). — Sa liaison avec la marquise de Pompadour ; ses suites fâcheuses. 4250 et 4251 (1748). — Ses débordements ; son irrégularité. 4251 (1748). — Édit de main-morte ; ses effets. 4251 et 4252 (1748). — Nouveaux troubles à propos du jansénisme ; démission du parlement ; tentative d'assassinat contre lui ; fin des querelles religieuses. 4254 (1748). — Nombreux changements dans les emplois du gouvernement ; disgrâces et faveurs. 4255 (1753). — Discussion entre la France et l'Angleterre. 4255 (1753). — Guerre avec l'Angleterre. 4256 (1755). — État des affaires dans l'Inde quand la guerre éclate. 4242 (1757). — Continuation de la guerre d'Angleterre ; suites désastreuses ; destruction de la marine ; perte de l'Inde ; traité de paix. 4243 à 4254 (1758-53). — Traité d'alliance avec l'Espagne, dit le pacte de famille. 4252 (1764). — Termes du traité de paix avec l'Angleterre ; conditions onéreuses pour la France. 4255 et 4256 (1765). — Expulsion des jésuites et du parlement. 4256 (1764). — Sa liaison avec la comtesse Dubarry. 4259 (1764). — Est proclamé roi de Corse ; insurrection de cette nation. 4261 (1768). — Maintient les impôts ; ses discussions avec le parlement. 4263 et 4264 (1765). — Amélioration dans les charges de l'état. 4263 et 4264 (1765). — Destitue le duc d'Aiguillon et rappelle le parlement de Bretagne. 4266 (1774). — Les dernières années de son règne ; sa mort ; notes sur son caractère. 4271 et 4272 (1774).
- Louis, dauphin de France ; sa mort ; mort de son épouse. 4259 et 4260 (1765-66).
- Louis XVI (dauphin) ; son mariage avec Marie Antoinette. 4267 (1774). — Son avènement au trône ; premiers temps de son règne ; changement. 4272 à 4280 (1774 à 79). — Traité d'alliance et de commerce avec l'Angleterre ; rupture ; guerre qui s'ensuit. 4277 à 4294 (1778 à 83). — Alliance avec l'Espagne ; siège de Gibraltar. 4279 et 4280 (1779). — Traité de paix avec l'Angleterre. 4294 (1783). — Traité de commerce avec l'Angleterre. 4295 (1783). — État des finances ; Remèdes inutiles ; leur dépârissement. 4295 et 4296 (1783). — Avilissement politique de la France. 4296 et 4297 (1783). — Il nomme Calonne au ministère des finances. 4296 (1787). — Il abandonne le parti républicain de Hollande. 4296 (1787). — Exile Necker. 4298 (1787). — Il fait convoquer la première assemblée des notables. 4296 (1787). — Renouvellement du ministère. 4298 (1787). — Le parlement refuse d'enregistrer les impôts, il tient un lit de justice. 4299 (1788). — Il adopte les lois de Calonne pour dissoudre le parlement. 4299 (1788). — Alarmes et protestation du parlement ; suspension des paiements. 4301 (1788). — Louis XVI rappelle Necker ; ivresse des Parisiens. 4301 (1788). — Convocation de la seconde assemblée des notables. 4302 (1788).
- Louise (madame) prend le voile dans l'ordre des carmélites. 4259 (1770).
- Loup, duc de Champagne, favori de Brunehaut. 95 (580).
- Louver (le président), chargé d'une négociation en Bretagne par Charles VII, en est renvoyé sans être entendu. 370 (1425). — Son éloignement de la cour ; est demandé par le duc de Bretagne. 374 (1425).
- Louvois, fils de Letellier, ministre, interrompt la pro-
- périté de l'état. 4090 (1666). — Prise de Strasbourg. 4449 (1684). — Sa mort ; sa vie. 4452 (1694).
- Louvain ; Philippe II bâtit le palais de ce nom, autour de la grosse tour. 497 (1217).
- LOWENHAHL (le comte de). Siège et prise de Berg-op-Zoom ; il est fait maréchal. 4229 (1747).
- LUAN (Jean de), ami de Dunois ; son dévouement pour le parti d'Anne de Bretagne. 468 (1491).
- LODE (comte du), arrête le comte du Perche, et le mène au château de Chinon. 450 (1482).
- LUITPRAND, roi des Lombards, allié de Charles-Martel ; ses démêlés avec le pape Grégoire III. 409 (737).
- LUXE (Pierre, cardinal de) est élu précipitamment pape à Avignon, sous le nom de Benoît XIII. 531 (1594).
- LUSIGNAN (Guy de), perd le trône de Jérusalem. 484 (1187). — Richard Cœur-de-Lion lui rend le royaume de Chypre. 486 (1192).
- LUTHÈR ; son hérésie ; ses motifs ; sa doctrine ; son mariage ; sa mort ; réformateurs après lui. 526 et suiv. (1517).
- LUXEMBOURG (François de), duc de Piney, ambassadeur des seigneurs catholiques auprès du pape ; résultats de sa mission. 776 (1590). — Il fait de vaines démarches auprès du pape en faveur d'Henri IV. 789 (1594).
- LUXEMBOURG (duc de), tente d'aller prendre La Haye, en marchant sur la glace ; le dégel lui fait éprouver un grand danger ; la lâcheté du commandant d'un fort le sauve. 4405 (1674). — Il est mis en prison ; motifs de cette mesure ; il tombe en disgrâce. 4446 (1682). — Sa campagne de Flandre ; ses détails. 4450 (1690). — Il meurt d'une attaque d'apoplexie. 4457 (1695).
- LYNES (Albert de), gagne la confiance de Louis XIII. 886 (1645). — Il appelle près de lui ses frères Brantes et Cadenet ; sa conduite avec le roi sous les yeux de la reine-mère, et en son absence. 894 (1646). — Son mariage ; son ascendant sur Louis XIII. 896 (1648). — Son habile politique à l'égard de Condé en prison et de la reine-mère exilée ; ses précautions pour surveiller l'ex-régente. 897 (1648). — Il use de modération vis-à-vis de la reine-mère ; moyens qu'il met en œuvre pour l'amener à une réconciliation. 897 (1648). — Difficultés et insinuations auxquelles il est en butte. 898 (1648). — Appuie puissamment les jésuites à Paris et le clergé catholique en Béarn. 898 (1648). — Son avis concernant la reine et ses partisans retirés à Angoulême. 902 (1649). — Il excite des murmures universels en poussant à la guerre, dont un cri public annonce la funeste issue ; il essaie de semer la division dans la cour de la reine. 903 (1649). — Il s'alarme de la désertion de plusieurs grands personnages de la cour du roi ; offres qu'il fait en vain à la reine. 907 (1620). — Il cherche à gagner par des largesses les partisans de la reine. 908 (1620). — Comment il traite ceux qui entrent trop avant dans la faveur du roi. 940 (1621). — Il devient connétable ; arrive au comble de la fortune ; il meurt d'une fièvre violente en Quercy ; son portrait. 945 (1622).
- LYNES (le duc de) embrasse le parti de la Fronde, par dévotion. 4048 (1649).
- Luz (baron de), nouveau confident de Biron. 840 (1602). Est envoyé à la cour pour sonder le terrain, à l'égard de Biron ; Henri IV lui parle de celui-ci en termes obligeants. 844 (1602). — Dévoile le projet qu'avait formé le chevalier de Guise de tuer le marquis d'Arcere ; il est tué par le chevalier de Guise. 876 (1643). — Son fils, qui veut le venger, éprouve le même sort. *Ibid.*

LYON (ville de), est fondée par Munatius Plancus. 42 (A. J. 44). — Combats d'éloquence institués dans cette ville par Caligula. 47 (57). — Néron contribue à sa reconstruction, après un incendie. 47 (44). — Est brûlé et saccagé par Septime Sévère. 56 (493). — Revient à la France, après en avoir été distrait sous Lothaire. 235 (4345). — Le massacre des huguenots y est horrible. 690 (4572). — Les deux reines y viennent au-devant de Louis XIII, après ses victoires. 944 (4624).
LYONNAISE (seconde), appartient à Mérovée, à sa mort. 85 (457).

M

MACRIA (l'empereur) fait assassiner Caracalla; il lui succède, est battu, et perd la vie. 56 (217).
MADELINE DE FRANCE, fille de François I^{er}, est donnée en mariage à Jacques V, roi d'Ecosse. 567 (1537).
MADRID (traité de). François I^{er} accepte des conditions tout-à-fait déshonorantes. 554 (4526).
MAGENCE est assiégé dans Lyon et se tue. 67 (352).
MAHAUD est déclarée par la cour des pairs seule héritière de l'Artois. 242 (1546).
MAHOMET et Mahométants. 401 (623).
MAHOMET II fait une irruption en Italie. 448 (1480).
MAILLARD (Simon) tue Étienne Marcel et fait avorter ses projets. 282 (1538).
MAILLEBOIS (maréchal de) est battu par les Autrichiens. 426 (4746). — Bat les Anglais; sa disgrâce. 429 (1757).
MAILLOTIN (révolte des). 314 (1582).
MAINE, réuni aux états de Clovis. 87 (496). — Donné en apanage par Pépin à son frère Grifon. 410 (750). — Est conquis par Philippe II. 497 (1217). — Est donné par Louis VIII à son fils Charles. 200 (1225).
MAINE (comte du), confédéré contre Louis XI. 407 (1465). — Est le compétiteur de Louis XI à l'héritage du roi René. 447 (1480). — Laisse à Louis XI, par testament, la Provence et ses droits sur le royaume de Naples. 450 (1481).
MAINE (la Roche du), otage de la France; ses réparties et plaisanteries à Charles-Quint. 564 (1536).
MAINE (duc du), son mariage avec mademoiselle Louise-Bénédicte de Bourbon. 4452 (1692).
MAINFROI, frère de Conrad IV, l'empoisonne et prend le titre de roi de Naples; Charles d'Anjou le défait, il est tué dans la bataille. 214 (4253).
MAINTENON (madame de), son mariage avec Louis XIV. 4422 (1684). — Dernière année de sa vie; sa mort; notes sur elle. 4475 (1715).
MAIRES DU PALAIS, leur pouvoir sous Childéric I^{er}. 94 (575). — Leur toute-puissance. 98 (598). — Rendus inamovibles par Clotaire II; les seigneurs revendiquent et obtiennent leur nomination; deviennent héréditaires. 400 (644).
MAJONIEN, élu empereur. 83 (457). — Il est assassiné. 84 (463).
MAJORITÉ des rois fixée à quatorze ans par Charles V. 502 (1375).
MALATESTA (les) se démettent, par crainte, de la seigneurie de Rimini en faveur de César Borgia. 490 (1500).
MALP^{er} (Louis de), comte de Flandre; sa tyrannie. 514 et 515 (1382). — Chassé de Bruges, il réclame les secours de la France. 515 (1382).

MALEC SALA (le sultan), sa puissance en Égypte. 206 (1249).
MALTE (siège de) soutenu glorieusement par un Français, Jean Périnet de la Valette. 657 (1565).
MANSFELD (Charles de) conduit des troupes espagnoles à Mayenne. 815 (1594).
MANFREDI (Astor) se rend à César Borgia sous condition; il est envoyé à Rome; le pape le fait mourir. 490 (1500).
MANICHÉENS, le roi Robert en fait brûler une troupe. 460 (1025).
MANTES est incendiée par Guillaume-le-Conquérant. 463 (1087). — Est assiégée par l'armée française sous Charles VIII; levée du siège. 463 (1487). — Henri IV manque d'y être enlevé par les ligueurs. 787 (4591).
MANTOU (marquis de), Jean-François II de Gonzague, commande l'armée des alliés qui s'oppose au retour de Charles VIII en France; il est battu à Fornoue. 479 (1495).
MARC d'or fin et d'argent; variations diverses de sa valeur. 293 (1565).
MARCEL (Étienne), prévôt des marchands; son grand crédit sur les états-généraux. 275 (1556). — Nomme une commission dans les états, et en fait exclure les membres du conseil du roi. 275 (1556). — Fait prohiber les nouvelles monnaies; terreur qu'il inspire. 276 (1556). — Paralyse complètement l'autorité du lieutenant-général du royaume, Charles V. 277 (1557). — Sa puissance; son entrevue avec le dauphin. 277 (1557). — Demande aux états la liberté de Charles-le-Mauvais; son union avec ce prince. 278 (1557). — Ses instances font céder Charles V aux demandes de Charles-le-Mauvais. 279 (1557). — Seconde Charles-le-Mauvais dans ses prétentions à la couronne. 279 et 280 (1558). — Massacres qu'il ordonne sous les yeux du dauphin. 280 (1558). — Commence la Bastille. 280 (1558). — Son dessein de renvoyer Charles-le-Mauvais à Paris. 281 (1558). — Est tué par son parent Maillard. 282 (1558).
MARCEL, prévôt des marchands sous Charles IX; il repoit de Tavennes l'ordre de faire armer les compagnies bourgeoises pour la nuit de la Saint-Barthélemy; son refus; on l'intimide, il se prête aux ordres du roi. 687 (1572).
MARCELLUS, ses triomphes. 40 (A. J. 222).
MARCELLUS, maître de la cavalerie, trahit Julien. 68 (357).
MARCHE (Charles, comte de la), frère de Philippe V, s'oppose à son sacre. 245 (1517).
MARCHE (le comte de la) se soulève contre Charles VII; leur réconciliation. 374 (1427).
MARCEN, époux de Pulchérie. 85 (455).
MARCOMANS battus par Aurélien. 59 (270).
MARCOMIR, chef de France. 74 (392).
MAREUIL (Bernard de), maréchal de France, devient le précepteur du second fils de Philippe VI. 255 (1550).
MARCK (Robert de la), devenu maréchal de Fleuranges, délivre Péronne. 567 (1556).
MARGUERITE (épouse de Louis IX, reine de France), sa désolation pendant la captivité du roi. 218 (1521). — Refuse la régence que Louis IX lui offre. 216 (1269). — Son éloge. 218 (1170).
MARGUERITE (reine d'Angleterre), sœur de Philippe IV, épouse Édouard I^{er}; ses tentatives pour ramener la paix. 225 (1298).
MARGUERITE DE BOURGOGNE (épouse de Louis X) est ren-

- fermée et étranglée dans la forteresse de Château-Gail-
lard, pour infidélité. 234 (1315). — Sa mort. 239 (1315).
- MARGUERITE DE FLANDRE (veuve du duc de Bourgogne),
renonce à la communauté de biens de son mari, selon
l'usage humilant de ce temps. 557 et 558 (1401).
- MARGUERITE D'ÉCOSSE, sa mort, son caractère. 590 (1446).
- MARGUERITE (gouvernante des Pays-Bas), préside à la
ligue contre la France; lettre de Louis XII. 521 (1515).
- MARGUERITE (reine de Navarre), sœur de François I^{er},
adopte le luthéranisme et favorise ses co-réligionnaires.
564 (1535).
- MARGUERITE DE VALOIS (épouse de Henri IV), est mariée
à Henri huit jours avant la Saint-Barthélemy. 688
(1572). — Sa séparation de sa famille la veille de la
Saint-Barthélemy; sa frayeur causée le lendemain par
un huguenot ensanglanté. 688 (1572). — Forme des
liaisons peu décentes sous les yeux de son mari et de sa
famille; son inconstance. 698 (1574). — Se venge de
du Gua, qu'elle croit l'avoir desservi dans l'esprit
de son frère. 712 (1575). — Fait poignarder du Gua,
favori de Henri III. 745 (1575). — Excite la jeunesse
aux combats. 728 (1580). — Par ses liaisons avec le
duc d'Anjou est suspecte au roi, dont les archers fouil-
lent sa litière. 755 (1585). — Ne veut point se prêter
au divorce du vivant de Gabrielle d'Estrées. 829
(1599). — Son mariage avec Henri IV est annulé par
le pape. 857 (1600).
- MARGUERITE DE FRANCE (duchesse de Savoie), conseille
au doge de Venise, la paix avec Henri III. 709 (1574).
- MARIE DE BRABANT, son crédit sur le roi. 220 (1277). —
Accusation calomnieuse de La Brosse contre elle. 220
et 221 (1278).
- MARIE DE BRETAGNE est recommandée honorablement en
Angleterre, où elle se remarie. 550 (1515).
- MARIE D'ANGLETERRE, sœur d'Édouard VI, lui succède;
son mariage avec le fils aîné de Charles-Quint. 598
(1554). — Elle déclare la guerre à Henri II. 607
(1557).
- MARIE STUART, circonstances de sa mort. 747 (1587).
- MARIE DE MÉDICIS (reine de France), épouse Henri IV.
837 (1600). — Elle est mère d'un dauphin. 838 (1604).
— Son caractère d'après les plaintes de Henri lui-même.
854 (1604). — Est déclarée régente. 870 (1610). — Motifs
qui la font nommer; sa circonspection au commencement
de sa régence. 874 (1610). — S'engage en promesses à
l'égard de tout le monde; sa funeste prédilection pour
Concinni et sa femme. 872 (1610). — Abus criants et exac-
tions inouïes des courtisans pendant les premières années
de sa régence. 875 (1610). — Inquiétude des calvinistes.
874 (1611). — Gaspillage des trésors déposés à la
Bastille. 875 (1614). — Laisse deux factions se former
dans sa cour. 876 (1612). — Ne dédaigne pas les jeux
et les plaisirs pendant sa régence. 876 (1612). — Déta-
che les Guise et le duc d'Épernon du parti du prince de
Condé en les accablant de faveurs. 876 (1615). — Cabale
de plusieurs dames de sa cour et de jeunes gens contre
elle. 877 (1615). — Fait reconnaître Louis XIII ma-
jeur, au parlement de Paris. 879 (1614). — Préfère
la négociation à la violence, vis-à-vis des confédérés;
traité de Sainte-Ménéhould. 879 (1614). — S'oppose à
la réunion des pairs avec le parlement. 881 (1615). —
Son caractère. 886 (1615). — Tire de la Bastille le
comte d'Auvergne. 889 (1616). — Fait résoudre dans
un conseil secret le siège de Soissons. 892 (1617). —
Est exilée de la cour. 893 (1617). — Proteste à la face
de toute la nation de la rigueur dont on l'accable; elle
proclame qu'elle a des secrets importants à commu-
niquer à son fils. 897 (1618). — Signe, jure tout ce
qu'on veut dans le but d'abréger son exil. 898 (1618).
— Concessions qui lui sont faites à Angoulême; son
entrevue avec le roi son fils. 905 (1619). — Se chagrine
fort de la disgrâce de ses amis, et des faveurs accordées
à ceux dont elle croit avoir à se plaindre. 905 (1619). —
De quels artifices usent ses favoris à Angers pour le
conservier sous leur influence. 907 (1620). — Joint sa
cour à celle de sa belle-sœur. 909 (1620). — Elle dés-
approuve, ainsi que les ministres, la guerre qui éloigne
Louis de leur influence. 914 (1622). — Sa froideur
envers Richelieu se change en haine. 950 (1629). — Elle
obtient du roi, avec la jeune reine, la promesse de ren-
voyer Richelieu. 955 (1630). — Sa violente sortie contre
Richelieu et sa nièce, en présence du roi; journée des
Dupes. 954 et 955 (1630). — Sa chute, et disgrâce de
ses principaux partisans; négociations qui durent cinq
mois. 958 et suiv. (1634). — Elle se retire en Flandre.
939 (1634). — A quelles dures conditions elle est ac-
cueillie en France. 940 (1634). — Réfugiée en Angle-
terre depuis la guerre avec les Espagnols, est obligée de
quitter ce séjour; elle se retire à Cologne. 969 et 970
(1644). — Y meurt dans le dénuement; elle pardonne
au cardinal. 980 (1642).
- MARIE (duchesse de Yorck), son mariage avec Guillaume,
prince d'Orange. 1115 (1677).
- MARIE-THÉRÈSE tente de reconquérir le trône d'Autri-
che; suite de cette tentative et son dénouement. 1215 et
1216 (1741). — Ses projets d'alliance. 1257 (1756). —
Expédie une armée contre Frédéric; issue de la guerre.
1238 et 1239 (1756). — Institution de l'ordre, dit
de Marie-Thérèse. 1240 (1757).
- MARIE-JOSÈPHE (de Pologne), son mariage avec le dau-
phin. 1227 et 1228 (1747).
- MARIE-ANTOINETTE, son mariage avec le dauphin; acci-
dent arrivé lors des fêtes de son mariage. 1270 (1770).
Elle devient reine de France. 1272 (1774). — C'est elle
qui gouverne d'une manière occulte. 1285 (1781). —
Fastes et prodigalité de sa cour. 1295 (1785).
- MARIGNAN (bataille de). 552 (1515).
- MARIGNAN (Médequin, marquis de), fait capituler Sienna.
599 (1554). — Sa générosité à l'égard de Montluc et de
ses soldats. 600 (1555).
- MARIGNY (Enguerrand de), haine de Charles de Valois
contre ce ministre. 226 (1299). — Il introduit le tiers-
état dans les états-généraux. 229 (1505). — Est chargé
de s'arranger avec les Flamands. 236 (1515). — Son
crédit et sa puissance sous Philippe-le-Bel. 258 (1514).
— Sa discussion avec Charles de Valois; son arresta-
tion. 259 (1515). — Son procès; sa condamnation;
réparation à sa mémoire. 240 et 241 (1515).
- MARILLAC (François), avocat, défend Du Bourg très-élo-
quemment. 619 (1559).
- MARILLAC (Michel de) propose la délibération qui amène
l'arrêt du 28 juin. 808 (1594).
- MARILLAC (Louis, maréchal de), son procès, sa condamna-
tion. 941 (1632).
- MARINE, sous Charlemagne. 426 (804).
- MARINUS est opposé à Gordien-le-Jeune. 56 (256).
- MARIUS, élu consul, marche contre les Cimbres. 44 (A.
J. 105). — Sa politique et ses mesures pour amener sa
victoire sur les Teutons. 45 (A. J. 102). — Mesures
qu'il prend pour assurer le succès de la bataille de
Vercell. 46 (A. J. 101).
- MARLBOROUGH (général anglais), sa descente en Irlande; ses

- conquêtes. 1150 (1690). — Combat d'Ekeren. 1147 (1704). — Il gagne la bataille de Hochtœdt. 1148 et 1149 (1704). — Les dispositions prises par Villars à Sirk le font renoncer à l'attaquer; il se retire. 1152 (1705). — Bat Villeroy; revers de la France. 1153 et 1154 (1706). — Battu en Flandre par Vendôme. 1156 (1707). — Campagne de Flandre. 1157 (1708).
- MARMOUTIERS (le monastère de), sa fondation. 73 (374). — Saint Martin, son fondateur, s'y retire. 73 (385).
- MARSAL (ville de), est prise par Louis XIV. 1091 (1666).
- MARSEILLAIS, se portent contre César. 41 (A. J. 49).
- MARSEILLE, sa fondation. 6 (A. J. 399). — Sa puissance et sa prospérité. 41 (A. J. 154). — A recours à l'appui de Rome. 42 (A. J. 125). — Est réunie à la domination des Francs. 91 (353). — Est disputée entre Gontran et Sigebert. 93 (370). — Est assiégée par les impériaux. 346 (1524). — Entrevue et conférences de François I^{er} et du pape Clément VII. 359 (1535). — Peste et famine qui la désolent. 1194 et 1195 (1720).
- MARSIN (le comte de) ravaille Barcelonne. 1024 (1649).
- MARSIN (maréchal de) est battu par Marlborough. 1148 et 1149 (1704). — Sa mort devant Turin. 1154 (1706).
- MARTIAL vient prêcher la foi à Limoges, sous le règne de Déce. 57 (236).
- MARTIGNI (Charles de), évêque d'Elne, ambassadeur de Louis XI auprès d'Édouard, pour la prolongation de la trêve; il est cité au parlement. 447 (1480).
- MASQUE DE FER. Carte trouvée à la prise de la Bastille qui attribue ce masque à Fouquet. 1088 (1660).
- MATHIEU, abbé de Saint-Denis, est nommé régent par Louis IX. 216 (1269).
- MATHIEU (le père), jésuite, est dévoué à la ligue. 756 (1585).
- MATHIGNON se refuse à exécuter les ordres sanguinaires de Charles IX. 690 (1572).
- MATHILDE, fille de Henri I^{er}, roi d'Angleterre, mariée à l'empereur Henri V. 171 (1120). — Remariée à Geoffroy Plantagenet. 172 (1125).
- MATIGNON (gentilhomme normand), avertit François I^{er} du complot de Bourbon et de Charles-Quint. 314 (1523).
- MAUCLERC (Pierre), duc de Bretagne, s'allie à Henri III d'Angleterre contre Blanche de Castille; il est obligé de se soumettre. 202 (1230).
- MAUDELAT (gouverneur de Lyon) se refuse à exécuter les ordres sanguinaires de Charles IX. 690 (1572).
- MAUPELOU (le chancelier) casse le parlement et le remplace. 1268 et 1269 (1771).
- MAUREPAS (Jean-Frédéric-Philippe, comte de), expédition contre l'Angleterre; son issue. 1219 (1744).
- MAURES, harcèlent les croisés campés à Carthage. 217 (1270). — Chassés d'Espagne; leur infortune, leur demande à Henri IV. 812 (1609).
- MAURICE DE SAXE (le comte), notes sur sa vie. 1209 (1731).
- MAURICE (électeur de Saxe), sollicite les secours de la France contre Charles-Quint. 590 (1552). — Il envahit la Souabe et le Tyrol, dissipe le Concile de Trente, et manque de surprendre Charles-Quint à Inspruck. 593 (1552). — Il signe le traité de Passau, duquel date la liberté des protestants en Allemagne. 594 (1552).
- MAURIVEL (le tueur du roi) assassine à Niort le seigneur de Morny. 682 (1572). — Il tire sur Coligni un coup d'arquebuse et le blesse. 684 (1572).
- MAXIME se fait proclamer auguste, et appelle Maximien son père à son aide. 63. — Il est défait par Constantius sa mort. 65 (312).
- MAXIME, révolté contre Gratien, le défait. 72 (380). — Son ambition. 74 (387).
- MAXIME (soldat obscur), Géronce le fait proclamer empereur. 79 (411).
- MAXIME (Pétrone) excite Valentinien contre Aétius. 82 (454). — Il est proclamé empereur. Sa lâcheté, sa mort. 83 (455).
- MAXIMIN est associé à l'empire par Dioclétien. — Il fait égorger une légion chrétienne, dite *Thébénne*, qui ne veut pas lui prêter serment à cause des pratiques d'idolâtrie usitées dans cet acte. 60 (286). — Il disperse les Bagaudes, et en fait un grand carnage; il bat les Bourguignons et les Allemands, et les force à demander la paix; il établit sa résidence à Trèves, qui devient une seconde Rome. 60 (286). — Il associe Constance-Chlore à l'empire, et lui donne Théodora, sa belle-fille. 64 (292). — Il renonce à l'empire et abdique malgré lui. 62 (305). — Reprend la pourpre. 63 (306). — Devient le beau-père de Constantin. 64 (307). — Essie d'enlever la pourpre à son fils. 64 (307). — Sa révolte contre Constantin, et sa mort. *Ibid.* 64. (308).
- MAXIMIN, empereur romain après Alexandre. 56 (217).
- MAXIMIN-DALA est nommé César par Galère, son oncle. 62 (305). — Il réclame le titre d'auguste et l'obtient. 64 (308). — Il est vaincu par Licinius, et fait mettre à mort un grand nombre de prêtres romains; il est cerné dans Tarse et s'empoisonne. 66 (313).
- MAXIMILIEN, archiduc d'Autriche, fils de l'empereur Frédéric, est sur le point d'épouser la fille du duc de Bourgogne. 428 (1473). — Enlève cette princesse et l'épouse. Oppositions qu'il met à l'exécution des projets de Louis XI sur la Bourgogne. 443 (1477). — Envoie des ambassadeurs à Louis XI pour se plaindre de ses empiètements sur les états de Marie de Bourgogne, sa femme; trêve conclue; efforts qu'il fait pour se rendre le roi d'Angleterre favorable. 444 (1478). — Surprend Cambrai et s'en empare; perd la Franche-Comté; gagne la bataille de Guinegate sur les Français; cause de cette victoire; prisonniers. 446 (1479). — Obtient de Louis XI une trêve de quatre mois; il cherche à lui susciter des ennemis; n'y pouvant réussir, il demande une prolongation de trêve. 448 (1480). — Les Gantois lui enlèvent la tutelle de sa fille; traité conclu entre Louis XI et les Gantois, contre sa volonté. 451 (1482). — Traite avec le duc de Bretagne; vicissitudes qu'il éprouve à Gand; déclaration de guerre à la France; cette guerre n'a pas de résultat. 464 (1486). — Envoie quinze cents hommes de troupes au secours de Nantes. 463 (1487). — Blessé du mariage d'Anne de Bretagne avec le roi de France, lui déclare la guerre. 471 (1494). — Il succède à son père; il traite avec Louis XII et Ferdinand-I^{er} catholique; conditions du traité. 493 (1504). — Fomenté des troubles dans le Milanais. 503 (1504). — Traité passé entre l'archiduc Philippe, Louis XII et lui; stipulations de ce traité; ligue contre les Vénitiens. 506 (1504). — Ses prétentions sur l'Italie. 512 (1509). — Met le siège devant Padoue; il est rejoint par les Français; propositions qu'il fait aux chevaliers éludées par le conseil de Bayard; désertion de ses troupes; il abandonne le siège et son armée. 513 (1509). — Projet de ligue avec Louis XII contre le pape; il veut le devenir lui-même; sa lettre à sa fille à ce sujet. 514 (1510). — Rompt son alliance avec Louis XII; plaintes qu'il expose. 517 (1514). —

Ligue formée contre Louis XII; irruption en France; ses projets sur le duché de Milan. 524 (1543). — Ses desseins sur l'Italie, concernant son petit-fils. 524 (1543). — Sa conduite étourdie devant Milan. 534 (1546). — Sa mort. 535 (1549).

MATHEUX (le duc de) à la tête d'une armée royale suit la marche de Casimir et de Condé. 746 (1576). — A le commandement de l'armée de Henri III pour faire exécuter ses différents édits. 750 (1587). — Appuie les conjurés; plan d'envahir la Bastille et de renverser le gouvernement. 746 (1587). — Se retire voyant la conjuration découverte; Henri le laisse partir. 746 (1587). — Marche vers le Languedoc contre Montmorency. 760 (1588). — Confirme l'autorité des Seize. 766 (1589). — Créé lieutenant-général de l'état. 766 (1589). — Est battu par Henri III à Tours. 769 (1589). — S'embusque dans Paris avec la duchesse de Guise et la duchesse de Montpensier. 770 (1589). — Son portrait; il est mis à la tête de la ligue; situation de Paris; il proclame roi le cardinal de Bourbon; sa sortie de Paris avec une armée. 773 (1589). — Il prend le titre de lieutenant-général du royaume. 775 (1589). — Cerce l'armée d'Henri IV à Dieppe; combat d'Arques; escarmouches désavantageuses; il se retire. 774 (1589). — Bruits qu'il fait répandre à Paris; il refuse la bataille que lui offre Henri IV; ses irrésolutions; il fait rendre un arrêt par le parlement de Paris, pour la reconnaissance de Charles X. 775 (1589). — Ses dispositions pour la couronne; il casse le conseil de l'Union et en compose un nouveau. 777 (1590). — Décret de la Sorbonne; renouvellement du serment de la ligue; bataille d'Ivry; fautes qu'il y commet. 708 (1590). — Situation de la ligue après la bataille d'Ivry; ses lettres au roi d'Espagne; instances auprès du pape; pourparlers avec Henri IV pour gagner du temps; mort du cardinal de Bourbon; son voyage en Flandre auprès du duc de Parme; investissement de Paris; famine; procession militaire dans cette ville. 780 (1590). — Prend un corps de dix mille hommes de l'armée du duc de Parme pour aller relever le courage des Parisiens bloqués. 781 (1590). — Se rend à l'assemblée convoquée à Reims par le nonce du pape; résolutions adoptées par cette assemblée; commission secrète qu'il donne à Jeannin pour le roi d'Espagne. 789 (1591). — Est rejoint par les troupes du pape; indispositions des lieutenants contre lui; le duc de Guise s'échappe de Tours et vient à Paris; suites de cette évasion; le parlement s'attache à lui. 790 (1591). — Découvre, par Jeannin, le but du roi d'Espagne; il insiste auprès du duc de Parme pour des secours; il permet, contre son gré, que les Espagnols mettent garnison dans Laferrière; Crime qu'il avait commis en cette ville. 792 (1591). — Cherche à miner l'autorité des Seize; il leur promet satisfaction de l'affaire Brigard. 792 (1591). — Revient à Paris à la nouvelle de l'assassinat de Brissac; il fait exécuter ses meurtriers et détruit la puissance des Seize. 794 (1591). — Se méfie des Espagnols et contrarie leurs projets; il décide le duc de Parme à aller faire lever le siège de Rouen. 795 (1592). — La mésintelligence éclate entre le duc de Parme et lui; il tombe malade à Caudebec. 797 (1592). — Négocie avec le roi; ses prétentions sont rejetées. 799 (1592). — Engage les seigneurs royalistes à se trouver aux états généraux; son entrevue à Soissons avec les ministres espagnols; scène très-vive qui a lieu entre eux. 802 (1593). — Se réconcilie avec les ministres espagnols; il s'empare de Noyon; il nomme

quatre maréchaux de France. 803 (1593). — Sa conduite inexplicable pendant les conférences de Surène. 806 (1593). — Le parlement lui signifie l'arrêt du 28 juin; il menace de le casser. 808 (1593). Conditions extraordinaires qu'il impose aux Espagnols; il projette de relever le tiers-parti; propose l'élection aux états; dénouement ridicule des délibérations des états généraux 809 (1593). — Demande une suspension d'armes; il fait renouveler le serment de l'union; il propose les états; arrestation de son frère le duc de Nemours; la guerre s'éteint. 814 (1593). — Envoie une ambassade et un agent secrets auprès du pape; ses projets; refus de secours du roi d'Espagne. 815 (1594). — Nomme le comte de Brissac gouverneur de Paris; sa confiance en lui; causes qui l'empêchent de traiter avec Henri IV; ses irrésolutions; il emmène en Champagne sa femme et ses enfants. 814 (1594). — Mot d'Henri IV sur lui; risques qu'il court de la part des Espagnols; sa trahison à leur égard. 817 (1594). — Fait la paix avec Henri IV. 821 (1595). — Traite avec lui; avantages qui lui sont faits. 822 (1596). — Sert vaillamment Henri IV au siège d'Amiens. 825 (1597).

MAZARIN (Jules, cardinal de). Son origine, ses études, ses premières missions; vient en France. 970 (1644). — Succède à Richelieu, d'après le conseil de celui-ci à Louis XIII; débuts de son ministère. 982 (1645). — Intrigues qu'il fait jouer auprès de la reine. 985 (1645). — S'attire la haine du peuple et de la cour. 993 et suiv. (1648). — Le peuple parle de le prendre pour otage, et de le rendre l'objet de représailles. 1003 (1648). — Arrêt du parlement, qui l'exile du royaume. 1015 (1648). — Son ingratitude envers le prince de Condé. 1023 (1649). — Fournit les témoins pour prouver la tentative d'assassinat sur le prince de Condé. 1029 (1650). — Déjoue la ruse des Espagnols, qui voulaient lui laisser la responsabilité de la continuation de la guerre. 1034 (1650). — Excite la jalousie des frondeurs, et unit au coadjuteur dans l'esprit du duc d'Orléans. 1035 (1650). — Assiste à la bataille de Rhétel, dans laquelle Turenne est battu. 1038 (1650). — Sa conduite inconcevable avec les frondeurs. 1039 (1651). — Détourne la reine du projet de s'environner de troupes, et de s'enfermer dans le Palais-Royal, et quitte Paris pour aller à Saint-Germain. 1041 (1651). — Se rend lui-même au Havre pour faire mettre les princes, qui y étaient détenus, en liberté. 1042 (1651). — Exilé, cherche à jeter la division parmi les frondeurs. 1045 (1651). — Empêche, par le prince de Condé, la réunion des états généraux. 1045 (1651). — Écrit à la reine pour la détourner d'accorder le gouvernement de la Guienne au prince de Condé; son désintéressement. 1045 (1651). — Lève, à ses frais, une armée de huit mille hommes, et l'offre au roi. 1053 (1651). — Sa tête est mise à prix, par arrêt du parlement. 1054 (1651). — Rentre au conseil; le roi va au devant de lui, à deux lieues de Poitiers; il cherche à gagner sa confiance. 1055 (1652). — N'est pas aimé du pape, et méprisé à Rome. 1056 (1652). — Déploie beaucoup de finesse dans les négociations qui se traitent entre la cour et les princes. 1062. (1652). — Est soupçonné d'avoir fomenté le massacre de l'Hôtel-de-Ville. 1066 (1652). — Est obligé une seconde fois de quitter la France; ruse qu'il met en œuvre pour empêcher l'armée espagnole de joindre le prince de Condé. 1068 (1652). — Rentre à Paris; espèce d'amende honorable des Parisiens à son égard; mépri-

- qu'il conçoit pour la nation. 4074 (1655). — Éteint la guerre civile. 4072 (1655). — Embarras des finances; édits burseaux. 4077 (1655). — Ébranlé par la maladie du roi, s'affermir dans le pouvoir, quand celui-ci est hors de danger, et punit ses ennemis. 4079 (1658). — Sa mort; ses scrupules; don que lui fait le roi; parallèle entre lui et Richelieu. 4085 (1660).
- MEADUX**, le massacre des calvinistes y est horrible. 930 (1572).
- MÉCONTENTS** (les) envoient leurs députés en Allemagne porter les paroles des confédérés au prince de Condé. 743 (1575).
- MÉDECINE**, état de cette science sous Charlemagne. 425 (789).
- MÉNÉCIS** (Laurent de). Sa confiance dans le roi de Naples; il ramène le calme à Florence. 445 (1478).
- MÉDICIS** (Pierre de), traite avec Charles VIII, et lui livre toutes les forteresses des Florentins. 476 (1494). — Est submergé avec la grosse artillerie française qu'il s'était chargé de remettre, par mer, à Gênes. 502 (1505).
- MÉNÉCIS** (le cardinal de) est fait prisonnier à la bataille de Ravenne. 548 (1512). — Est élu pape, sous le nom de Léon X; propositions que lui fait Louis XII. 521 (1513).
- MÉDICIS** (Jules de) succède à Adrien VI, sous le nom de Clément VII. 546 (1524).
- MÉDICIS** (Alexandre de) est nommé légat du pape; ses dispositions en faveur d'Henri IV; il jette les fondements de la paix avec l'Espagne. 823 (1596).
- MÉDICIS** (Catherine de), veuve de Henri II, se venge de ses ennemis. 646 (1559).
- MÉDICIS**. Voy. MARIE.
- MEILLERAIE** (le maréchal de la) prend Aire qu'il est bientôt forcé d'abandonner. 969 (1644). — Il occasionne de tristes représailles, en faisant pendre un officier bordelais. 4034 (1650).
- MEILLERAIE** (le duc, fils du maréchal de la), épouse Hortense Mancini, nièce de Mazarin. 4085 (1660).
- MEINIER** (Jean) (Appède, baron d'); sa barbarie contre les calvinistes. 580 (1545).
- MELCHTHAL** (Arnould de), l'un des libérateurs de la Suisse. 238 (1544).
- MELUN** (le comte de), convaincu de trahison, est condamné à mort par une commission; il a la tête tranchée; ses défauts. 445 (1468).
- MENDOZA HUSTADO** (général espagnol) surprend Sienne. 594 (1552).
- MENDOZE** (ambassadeur d'Espagne) se rend à Paris avec Mayenne. 764 (1589). — Il l'excite contre Henri IV. 775 (1589). — Il fait valoir, aux états généraux, les droits de l'infante Isabelle au trône de France. 807 (1595).
- MENESTRELS**, leur apparition. 468 (1403).
- MERCOEUR** Philippe-Emmanuel de Vaudemont (duc de), veut profiter de la guerre civile, pour se rendre indépendant en Bretagne. 786 (1594). — Fait sa soumission à Henri IV; avantages qui lui sont assurés. 825 (1598).
- MERCOEUR** (duc de) recherche la main de Laure Mancini, nièce de Mazarin. 4026 (1649).
- MERCURIALES** (les). Henri II y assiste; arrestations qu'il y fait faire. 644 (1559).
- MÉNÉZ** (Jean Poltrot de) blesse mortellement Guise, d'un coup de pistolet tiré en traître; personnes que l'assassin implique. 649 (1563).
- MÉRINDOT**. Louis XI le fait servir de héraut d'armes; discours qu'il adresse au roi d'Angleterre. 431 (1475).
- MÉRONAUD** bat les Quades. 74 (575). — Accompagne l'empereur Gratien dans sa fuite. 72 (380).
- MÉROVÉE**. Avènement de ce prince. 84 (448). — Marche avec les alliés contre Attila et le défait. 82 (451). — Accroissement de ses états à sa mort. 83 (457).
- MÉROVÉE**, fils de Chilpéric, épouse Brunehaut; son père le confine dans un cloître. 94 (575). — Est assassiné sous les yeux de son père par des soldats de celui-ci. 95 (580).
- MÉROVINGIENS** (race des). 80 (420). — leur faiblesse. 402 (628). — Fin de cette branche de rois. 444 (752). — Germes de destruction qui existaient dans cette race royale. 456 (987).
- MERVILLE** (agent secret de François I^{er}) est assassiné à Milau. 560 (1554).
- MESME** (de), sa réponse au cardinal Mazarin. 4022 (1649).
- MÉTÉLIN** (île de) est attaquée par les Français qui sont repoussés. 495 (1604).
- METZ** (ville de), enlevée à Ægidius, par Chlodéric. 84 (465). — Est la capitale de l'Antrasie, sous Thierry I^{er}. 89 (542). — Est attaquée par Charles Quint. 595 (1552). — Cédée à la France, au congrès de Munster. 4044 (1648).
- METZ** (les deux frères de) reçoivent la régence, sous Philippe-Auguste. 482 (1480).
- MEZERAY**, son opinion sur la clémence de Louis XI; sur le siège de Paris, par les princes. 409 (1465). — Jour sous lequel il présente les traités de Conflans et de Saint-Maur; portrait qu'il trace de Louis XI. 440 (1465).
- MICHEL** III, empereur d'Orient, protège le schisme de Photius 442 et 443 (87C).
- MIGBOXS**, décorés par Henri III des titres vacants. 740 (1574). — Leurs noms. 747 (1576).
- MILAN** (le duc de) envoie à Louis XI toutes les troupes qu'il peut. 408 (1465).
- MINERVIN** est répudiée par Constantin. 64 (507).
- MOINES**; leur bonne réputation au commencement du onzième siècle. 464 (1057).
- MOLAND** (de), gentilhomme dauphinois, est regardé comme le créateur de l'infanterie. 545 (1509). — Est tué à Ravenne. 549 (1512).
- MOLAT** (Jacques de), grand-maitre des Templiers; son arrestation. 232 (1507). — Est présenté au peuple sur un échafaud; son supplice. 235 et 234 (1513).
- MOLÉ** (Édouard); ses conclusions dans l'arrêt du 23 juin, qui enjoint à Mayenne de veiller à ce que la couronne ne passe pas à un étranger. 808 (1595). — Favorise l'entrée de Henri IV dans Paris. 844 (1594). — Ses intelligences avec le roi pendant la ligue. 846 (1594).
- MOLÉ** (Mathieu de), premier président, mal vu de la cour et de la fronde; son portrait. 958 (1648). — Menacé d'être massacré, retourne auprès de la régente pour en obtenir la liberté de Broussel, 4005 (1648). — Son courage et son sang-froid dans l'émeute soulevée par le traité qui termine la guerre de la fronde. 4023 (1649). — Requête présentée au parlement, dans le but de le récuser. 4026 (1650). — Il dresse la requête pour la délivrance des princes. 4038 (1650). — Sa douleur de la violence faite à la volonté de la régente. 4042 (1654). — Est nommé garde-des-sceaux. 4044 (1654). — Fait ouvrir les portes de son hôtel, assiégé par des mutins; s'offre à eux et les menace de les faire pendre; il part de Paris; ses paroles remarquables. (4054 (1654)).
- MONARQUES**; leur autorité sur leurs grands vassaux. 442 (752).
- MONASTÈRES**; nombreuses fondations de ces établisse-

ments sous Dagobert I^{er}; leur utilité. 403 et 404 (638).

MORCEAUX (château de); la cour y apprend la levée de boudiers des calvinistes; elle s'enfuit à Meaux. 664 (1567).

MORIM (Tristan de), massacré par la populace. 587 (1548).

MORNAIES ROMAINES. 59 (A. J. 50).

MORNAIES; leur altération sous Philippe-le-Bel. 227 (1504).

MORTAIGU, surintendant des finances, est jugé et exécuté. 544 (1409).

MONTARGIS (ville de); sa défense contre les Anglais; reconnaissance de Charles VII; armoiries de la ville. 575 (1427).

MONTAUBAN (ville de); affaire entre les réformés et les calvinistes. 913 (1621).

MONTAUBAN (Philippe de) fait opposition à la dispense demandée au pape par le sire d'Albret, pour son mariage avec l'héritière de Bretagne. 467 (1488). — Conduit secrètement Anne de Bretagne au château de Langeais, où elle épouse Charles VIII. 470 (1494).

MONTAISON (duchesse de), fait amende honorable à la duchesse de Longueville. 989 (1645).

MONTREL (Jacqueline de), dame d'Entremont, épouse le vieux Coligni. 680 (1574).

MONTREUX, gentilhomme dauphinois; son insolence envers le roi; il est fait prisonnier et perd la vie. 740 (1574).

MONTCONTOUR (bataille de); pertes, massacre et défaite des calvinistes; leur découragement. 675 (1569).

MONTZ (Jean Marie del) est élu pape sous le nom de Jules III; il fait diverses promesses à la France, à l'Espagne et aux Farnèse. 589 (1554).

MONTÉCULLI (Sébastien); son procès à Lyon; son supplice, pour avoir empoisonné le dauphin. 555. (1566).

MONTÉCULLI dirige seul les opérations sur le Rhin contre la France 1409 (1675). — Ruses de guerre qu'il emploie pour éloigner l'armée française de Strasbourg. 1409 (1675). — Hommage qu'il rend à Turenne. 1409 (1675). — Est obligé de se retirer devant Turenne, faute de vivres. 1409 (1675). — Oblige les Français à repasser le Rhin. 1410 (1675). — Fin de la campagne d'Alsace; ses infirmités le forcent à quitter la carrière militaire. 1410 (1675).

MONTÉ-FELTRE (Gui Ubalde), duc d'Urbin, est désarmé par surprise par César Borgia, et perd son duché. 494 (1502).

MONTENART (Hector de) est envoyé à Pise, pour la sommer de se rendre. 489 (1500).

MONTREAU (ville de), est prise par Charles VII sur les Anglais. 585 (1437).

MONTESPAN (duchesse de); sa liaison avec Louis XIV. 1092 et 1093 (1667). — Va chercher des consolations auprès de madame de la Vallière aux Carmélites. 1124 (1684). — Notes sur sa vie. 1121 (1684). — Sa retraite de la cour; sa mort. 1122 (1684).

MONTESQUIEU tue le prince de Condé à Jarnac. 674 (1569).

MONTFORT L'AMAURI (Simon, comte de), prend le commandement des croisés contre les Albigeois. 492 (1209). — Est tué à un assaut; est mis au rang des saints. 495 (1212).

MONTFORT, duc de Bretagne, s'empare des trésors et des places fortes à la mort de Jean-le-Bon, et se proclame duc de Bretagne. 259 (1341). — Dispute la Bretagne à

Charles de Blois, et appelle Édouard III à son aide. 259 (1342). — Est fait prisonnier. 259 (1342). — Il meurt. 260 (1343).

MONTFORT (Jean de); sa réconciliation avec Charles V. 292 (1365). — Se prononce pour l'Angleterre, malgré le vœu des seigneurs bretons. 500 (1373). — Va dans cette île pour hâter les secours qu'il en attend. 504 (1373). — Reçoit des secours avec lesquels il remporte plusieurs succès. 504 (1374). — Est rappelé par les Bretons; porte la guerre en Normandie. 507 (1379). — Confiscation de son duché par Charles V; effet qu'elle produit sur les seigneurs bretons. 506 (1379). — Se soumet à la France; restriction qu'il apporte à cette soumission. 511 (1381). — Son mot fameux sur Charles VI, projetant une guerre contre Rome. 526. (1394) — A une conférence avec Charles VI à Tours; ses gens sont maltraités; lui-même méprisé dans la cour du roi. 527 (1394). — Se réconcilie avec Clisson; leur entrevue à Vannes. 534 (1394). — Meurt, en confiant sa femme et ses enfants à Clisson. 536 (1399).

MONTGOMMERY, condamné par le parlement de Paris, et exécuté en effigie. 674 (1569). — Il est condamné comme rebelle et complice de la conspiration de l'amiral. 708 (1574).

MONTHERY (bataille de); ses détails. 408 (1465).

MONTLUC (Blaise de) va demander à François I^{er} la permission de se battre en Italie. 576 (1544). — Sa noble conduite à l'égard des réfugiés politiques à Sienné. 599 (1555). — Obtient le collier de l'ordre de Saint-Michel. 600 (1555). — Ses cruautés et sa haine contre les calvinistes. 654 (1563).

MONTLUC, évêque de Valence, fait élire le duc d'Anjou roi de Pologne. 696 (1575).

MONTMAIL. Entrevue de Louis VII et du roi Henri II dans cette ville. 179 (1169).

MONTMORENCY prend la croix lors de la dernière croisade. 216 (1270).

MONTMORENCY (Anne, connétable de) s'oppose à la poursuite de l'armée espagnole fuyant de la Provence. 566 (1536). — Force le pas de Suze; ravitaille Pignerol et Turin. 568 (1537). — Devient connétable; son austère probité; son ascendant sur François I^{er}. 569 (1539). — Exilé avec ses partisans. 574 (1539). — Ses cruautés contre les révoltés de Bordeaux et des autres provinces. 587 et 588 (1548).

MONTMORENCY (François, connétable de), fait prisonnier à Thérrouenne. 597 (1553). — Épouse la duchesse d'Angoulême, fille naturelle du roi. 607 (1557). — Est battu, blessé et fait prisonnier. 608 (1558). — Rentre à jour fixe chez l'ennemi, qui l'avait relâché sur parole. 611 (1559). — Sa rançon. 612 (1559). — Tâche de conserver quelque part dans le pouvoir. 616 et 617 (1559). — Rentre dans la cour de Charles IX, après sa disgrâce. 629 (1560). — Sa protestation à Charles IX; il concilie la régente et le roi de Navarre. 630 (1560). — Il est blessé et fait prisonnier à Dreux, et gardé à Orléans. 647 et 648 (1562). — Mécontent, prépare une émeute dans la capitale; la présence du roi la prévient. Il se retire à Chantilly. 654 (1563). — Est blessé mortellement à la bataille de Saint-Denis, et apporté vivant dans Paris, où le roi et la reine le visitent; son portrait; sa mort. 664 (1567).

MONTMORENCY (le maréchal de) est enfermé à la Bastille, pour avoir fait partie des politiques. 699 (1574). — Traite avec le roi de Naples pour le soutenir. 735 (1584). — Est fait connétable, pour prix de sa soumission.

- don à Henri IV. 848 (1591). — Prend des engagements avec Gaston pour renverser Richelieu ; il tente en vain de soulever le Languedoc. 945 (1652). Il rejette des propositions d'accommodement , et livre bataille ; il est blessé et fait prisonnier près de Castelnaudary. 944 (1652). — Est condamné à mort ; sa résignation chrétienne ; sa piété ; douleur des Toulousains. 945 (1652).
- MONTMORRENCY** (les), quoique catholiques, protègent les calvinistes. 693 (1572).
- MONTMORRENCY** (Henriette-Charlotte de) est aimée de Henri IV, et est cause de quelques faiblesses du roi. 865 et 864 (1609).
- MONTPELLIER** (comté de), est vendu à la France par don Jaime II, roi de Majorque. 260 (1343). — Est donné par Charles V à Charles-le-Mauvais. 292 (1365). — Est confisqué sur Charles-le-Mauvais. 297 (1370).
- MONTPESSIER** prend la croix, lors de la dernière croisade. 246 (1270).
- MONTPESSIER** Gilbert de Bourbon (comte de), ne peut conserver le royaume de Naples ; sa capitulation ; sa sortie de ce royaume. 484 (1495). — Est pressé par Ferdinand ; il s'enferme dans Attella ; sa capitulation ; elle n'est pas exécutée ; il meurt dans une petite île, où Ferdinand le jette avec son armée. 484 (1496).
- MONTPESSIER** (Louis de Bourbon duc de), est l'un des plus furieux catholiques contre les calvinistes. 669 (1568). — Il propose au roi de Navarre de se prêter à la paix. 721 (1577). — Accomagne Henri IV en Normandie. 775 (1589). — Commande l'avant-garde de l'armée de Henri IV aux environs de Dieppe. 797 (1592).
- MONTPESSIER** (la duchesse de) dresse des embuscades au roi, dans le faubourg Saint-Antoine. 754 (1588). — Sa conduite à la nouvelle de la mort de Henri III. 772 (1589). — Ses fureurs contre Henri IV. 775 (1589). — Conseille à Mayenne de tout risquer, et de se faire roi. 775 (1589). — Approuve la composition d'un pain fait avec la farine des ossements des cadavres ; ce pain prend son nom. 782 (1590).
- MONTPEZAT** (marquis de), fait une honorable capitulation à Fossano. 564 (1556).
- MONTRESON**, chef de la cabale dite des Importants. 984 (1645).
- MORAT** (ville de), est assiégée par le duc de Bourgogne ; bataille qui porte ce nom ; assailli fait avec les dépouilles des Bourguignons. 457 (1476).
- MORHAY** ; son adresse à se tirer d'un mauvais pas devant Mantes. 698 (1594).
- MOROSINI**, nonce du pape ; conseils qu'il donne au légat du pape. 774 (1590). — Tente en vain de désarmer Mayenne. 767 (1589).
- MORVILLIERS**, chancelier, membre de la députation envoyée en Bourgogne par Louis XI, porte la parole ; son discours. 403 (1464).
- MOULINS** (ville de), appelée Gergovie des Boiens, attaquée par Vercingétorix. 34 (A. J. 52). — Les notables s'y rassemblent sous Charles IX. 657 (1565).
- MAORY** (de), général du roi d'Angleterre, Édouard III, au siège de Calais. 265 (1347).
- MOUY** (seigneur de), tué à Niort. 682 (1572).
- MOURS DES FRANÇAIS**, sous Philippe de Valois. 268 (1530).
- MURZER**, réformateur de la religion après Luther ; sa doctrine. 528 (1545).
- MUNSTER** (congrès de) ; nom des plénipotentiaires des diverses puissances ; conventions qui y sont arrêtées. 4010 et suiv. (1648).
- MYSTÈRES** (les) sont représentés à l'entrée de Charles V à Paris. 586 (1457).

N

- NANCY** (ville de), ses habitants soutiennent vaillamment un siège contre les Bourguignons ; singulier arc de triomphe qu'ils élèvent à leur duc victorieux. 438 (1477). — Elle est assiégée par ordre de Richelieu ; négociations et pourparlers. 948 (1633).
- NANTES**, prise et brûlée par les Normands. 437 (844).
- NANTES** (édit de), rendu par Henri IV ; ses dispositions. 826 et suiv. (1598). — Sa révocation ; auteurs et causes présumées de ce coup d'état. 1422-1423 et suiv. (1685).
- NANTILDE**, mère de Clovis ; ses vertus. 104 (644).
- NAPLES** (ville de), sa possession est disputée par Ferdinand, fils d'Alphonse V, et Jean, duc de Calabre. 402 (1484). — Se rend au général d'Aubigny ; traité. 492 (1501). — Est enlevée à Philippe par les alliés. 456 (1707).
- NAPLES** (les *bravi* de) sont détruits par Brissac. 600-661 (1535).
- NARBONNAISE** (province la), est affranchie de tout tribut par Claude ; en reçoit le droit de cité romaine. 57 (41).
- NARBONNE** (ville de), devient la capitale des états romains, dans le midi de la Gaule. 42 (A. J. 448). — Elle est restaurée sous Antonin. 54 (450). — Embellie par Septime Sévère. 56 (493). — Prise et évacuée par Ataulphe. 80 (445). — Est cédée par Vibius Sévère à Théodoric. 84 (463). — Elle tombe au pouvoir des Sarrasins. 408 (727). — Est prise par Pépin, qui les en chasse. 44 (764).
- NARBONNE** (vicomte de), ses exploits à Bauge. 567 (1421).
- NARBONNE** Jean de Foix (le vicomte de), se ligue avec d'autres seigneurs pour faire obtenir au duc d'Orléans la tutelle de Charles VIII. 455 (1485).
- NARBONNE** (l'archevêque de) est membre de la députation envoyée par Louis XI en Bourgogne. 405 (1464).
- NARSÈS** (l'eunuque) chasse les Ostrogoths d'Italie ; sa réponse à Sophie ; sa mort. 98 (566).
- NASSAU** (Henri, comte de), ravage la Picardie, assiège Péronne. 566 (1538).
- NAVARRI**, formation du royaume de ce nom. 428 (824). — Philippe de Valois la rend à Jeanne, fille de Philippe-le-Bel. 254 (1328).
- NAVARRI** (Pierre) défend vaillamment Canose contre les Français ; il est l'inventeur des mines. 496 (1502). — Introduit un renfort dans Rocca-Secca, assiégée par les Français. 502 (1503). — Est fait prisonnier à la bataille de Ravenne. 548 (1542). — Dirige habilement les Français au passage des Alpes. 554 (1545).
- NEMOUS** Jacques d'Armagnac (duc de), confédéré contre Louis XI. 407 (1465).
- NEMOUS** (Louis d'Armagnac le duc de) est nommé, par Louis XII, vico-roi de Naples ; jalousie des autres généraux ; blocus de Barlette. 496 (1502). — Est forcé de faire tête à deux armées en Italie. 498 (1503). — Arra-

- que contre son opinion les Espagnols à Cérignolles, et perd la bataille; sa mort. 499 (1503).
- NEMOUS** (Gaston de Foix, duc de) commande l'armée de Louis XII en Italie; ses succès; bataille de Ravenne gagnée par lui; sa mort; deuil de l'armée. 518 (1542).
- NEMOUS** (le duc de) assiste à la procession du clergé; serment qui y fut prononcé. 782 (1590). — Se prend à l'amorce jetée par les ministres espagnols pour faire élire l'infante reine de France. 807 (1593). — Est enfermé à Pierre-Encise par ordre de Mayenne. 844 (1595).
- NEMOUS** (le duc de) entre en France à la tête d'une armée de douze mille hommes, composée d'étrangers, pour soutenir Condé. 1056 (1632).
- NERVOUS** (madame de) soupçonne Brissac de trahison; elle engage Mayenne, son fils, à traiter de Paris avec Henri IV. 814 (1594).
- NÉPOS** (Julien), élu empereur par Léon de Thrace; renonce à la pourpre. 85 (474).
- NÉRAC** (conférences de), elles étendent les droits des réformés. 727 (1579).
- NÉRON** (empereur), son règne. 47 (44).
- NERVA** (Cocœlus), gouverne avec aménité les Gaules. 54.
- NERVIENS** (les) livrent aux Romains une sanglante bataille, et sont défaits par eux. 24-22 (A. J. 57).
- NESLE** (le connétable de) est nommé régent par Louis IX. 216 (1269). — Est tué à la bataille de Courtray. 228 (1304).
- NESLE** (Raoul, comte d'Eu, connétable de) laisse prendre Caen par les Anglais. 263 (1546). — Jean II le fait exécuter sur des soupçons de trahison. 268 (1549).
- NEUROFF** (le baron de) est proclamé roi de Corse, sous le nom du roi Théodore. 1211 (1739).
- NEUSTRAIS**: elle est donnée en partage à Clodomir par Clovis. 89 (514). — Est partagée entre Charles et Carloman, à la mort de Pépin-le-Bref. 416 (768). — Charlemagne en est couronné roi. 447 (768).
- NEUVILLE**, sieur de Villeroi (Nicolas de), ministre de Henri IV. 833 (1604).
- NEVERS** (Louis de) duc de Flandre; haine que lui portent ses sujets; il engage Philippe VI à marcher contre eux. 251 (1328).
- NEVERS** (Jean, comte de) fils du duc de Bourgogne, commande l'armée envoyée à S. gismond; ses succès, sa défaite et sa captivité. 333 (1596).
- NEVERS** (duc de), est du conseil secret qui désigna le jour de la Saint-Barthélemy. 686 (1572). — Conseils qu'il donne au légat du pape. 776 (1590). — Ambassadeur d'Henri IV à Rome; tracasseries qu'il y éprouve. 843 et suiv. (1593-94).
- NICE** (siège de) par les Français sur terre, et par les Turcs sur mer; la ville est prise, mais non le château. 574 (1543).
- NICÉ** tombe au pouvoir des croisés. 467 (1095).
- NICOLAS I^{er}** (le pape) excommunie Valdrade. 140 (862). — Déclare Photius intrus. 442 (876).
- NICOLAS V** (pape). Son élection par le conclave est confirmée par le concile de Lyon. 591 (1447).
- NICOPOLIS** (siège de) par les Turcs. 535 (1596).
- NIMES** est embellie par Antonin. 54 (150).
- NOAILLES** (maréchal duc de) bat les miquelets en Catalogne, et s'empare de Campredon. 4128 (1689). — Il prend plusieurs villes de la Catalogne. 4136 (1694). — Succède à Berwick. 4209 (1754). — Campagne du Mein. 4247 et suiv. (1745).
- NOAILLES** (cardinal de). Résurrection du jansénisme; discord entre les membres de l'église. 4472 et suiv. (1714). — Occasionne de nouveaux troubles entre les membres de l'église. 4495 et suiv. (1720). — Nouveaux troubles jansénistes. 4197 (1720). — La constitution *unigenitus* occasionne encore de nouveaux embarras. 4204 (1752). — Sa mort et sa rétractation. 4203 et suiv. (1752).
- NOBLESSE**, son origine est dans les fondateurs du royaume. 457 (987).
- NOGARET** (Guillaume de) est chargé d'arrêter le pape Boniface VIII. 229 (1502). — Il l'arrête. 250 (1503). — Peine que le pape Clément V prononce contre lui. 252 (1503).
- NOIRMOUTIER** (île de). Les Normands s'en emparent. 428 (824).
- NORDLINGUE** (bataille de), est gagnée par le duc d'Enghien; ses détails. 992 (1645).
- NORMANDIE** (duché de) est donné à Rollon, par Charles-le-Simple. 447 (912). — Sa réunion à la France est prononcée par la cour des pairs. 470 (1203). — Est conquise par Philippe II. 497 (1247). — Est ravagée par Édouard III. 262 (1546).
- NORMANDIE** (duc de). 456 (987).
- NORMANDS**, leur excursion en Austrasie, sous la conduite de Cochiliac. 90 et 94 (584). — Leurs excursions en France. 426 (804). — Ils s'emparent de l'île de Noirmoutier. 428 (824). — Leurs descentes et leurs ravages. 434 (840). — Dévastations causées par eux dans une grande partie de la France; Charles-le-Chauve les y fixe. 457 (844). — Ils s'y établissent de la même manière que les Francs. 458 (844). — Succès de Robert-le-Fort contre eux. 459 et 440 (865). — Leur irruption furieuse sous Louis III et Carloman. 444 (880). — Assiégent Paris, et pénétrant jusqu'en Bourgogne. 445 (885). — Leur multiplication en France. 446 (912). — Font quelques descentes partielles sur les côtes de l'Angleterre. 257 (1538).
- NORWICK**, sa défense d'Anjouleme. 262 (1545).
- NOTABLES**, assemblés à Moulins, par Charles IX. 657 (1566).
- NOTRE-DAME-DE-PARIS**. Philippe-Auguste contribue à son édification. 497 (1247).
- NOUE** (la). Sa bravoure, sa probité à toute épreuve; ministre, ambassadeur du roi, et défenseur tout à la fois de la Rochelle assiégée par l'armée royale. 693 et 694 (1572). — Abandonne la défense de La Rochelle et passe dans l'armée du roi où il rend un grand service. 695 (1573). — Propose au duc de Guise de s'unir aux calvinistes contre Henri III. 774 (1587). — Tient seul en échec le duc de Mercœur en Bretagne; son éloge; sa mort au siège de Lamballe. 791 (1594).
- NOVARS** (ville de), tombe au pouvoir du duc d'Orléans, qui la prend par surprise. 480 (1495).
- NOVENPOPULANIE**, cédée aux Barbares par Constantin. 79 (444).
- NOVIANT**, ministre de Charles VI, est poursuivi criminellement par les oncles du roi; comment il est sauvé. 529 et 530 (1392).
- NOVICE**, est le candidat en chevalerie. 499 (1225).
- NOYON** (ville de). Traité qui y est passé entre François I^{er}, Charles d'Autriche et Charles-Quint. 554 (1546). — Est prise par Henri IV. 790 (1594).
- NUMÉRIEN** est associé à l'empire par son père; il s'empare de Séleucie ou Babylone; sa mort. 60 (283).

O

O (François d'), favori de Henri III, surintendant, incapable, des finances. 848 (403).

OCTAVE se fait nommer consul à seize ans; triumvirat. 42 (A. J. 44). — Il institue la garde prétorienne; il reçoit le surnom d'Auguste. 45 (A. J. 27).

ODOACRE est proclamé roi d'Italie. 85 (475).

ODETTE DE CHAMPELVERS soignait Charles VI, quand dans sa frénésie il demandait la reine. 334 (4397).

OGMIUS (l'hercule gaulois); ses conquêtes. 5 (A. J. 600).

OLIVIER (le chancelier) meurt de chagrin, à Amboise. 625 (4560).

OLIVIER-LE-ROUX découvre par hasard, chez le comte de Foix, un complot contre Louis XI. 424 (4474).

OLIVIER-LE-DAIM, barbier de Louis XI, est fait comte de Meulan, et envoyé en ambassade auprès des Gantois pour les séduire; fêtes qu'il donne; il est hué, et s'enfuit. 440 (4477). — Convaincu de meurtre, il est pendu. 435 (4483).

OLIVIER (Séraphin); auditeur de Rote; lettres que lui adresse Henri IV; son portrait; adresse avec laquelle il amène le pape à recevoir l'envoyé de Henri IV; il sert le roi de tous ses moyens. 842 (4594). — Il décide le pape à lui donner l'absolution. 824 (4595).

OLYBRUS, épouse une fille d'Eudoxie. 85 (453). — Il est proclamé empereur par Ricimer. 84 (472). — Sa mort. 85 (475).

OLYMPIUS, s'empare de la faveur d'Honorius. 78 (408).

OMAR, roi de Tunis; ses avances à Louis IX poussent celui-ci à sa seconde croisade. 245 (4269). — Sa réponse à la sommation de Louis IX. 246 (4270). — Traité qu'il fait avec les croisés. 248 (4274).

OMIADÈS (dynastie des). 449 (777).

ORANGE (le prince d'); son énergique protestation devant Henri V, roi d'Angleterre. 566 (4420). — Est battu par le prince de Condé. 4404 (4674).

ORBITELLO. Siège de cette place par les Français. 992 (4646).

ORCHIÈS reste à la France. 254 (4504).

ORDONNANCES CAROCHIERNES. 554 (4442).

ORDRE DU SAINT-ESPRIT; sa création; sa destination. 497 (4247).

ORDRE DE LA TRINITÉ; sa création par Philippe II. 497 (4247).

ORDRES (religieux). Le cardinal d'Amboise opère leur réformation; difficultés que certains ordres élèvent. 494 (4500).

ORÉSTES (le patrice) tourne ses armes contre Népès; fait proclamer Romulus Augustus; il est tué. 85 (475).

ORÉMORT (Guillaume d'), chef de la conspiration bourguignonne de Paris. (558 (4446).

ORGÉTORIX, excite les Helvétiens à la conquête de la Gaule celtique. 48 (A. J. 59).

ORGUE. Apparition de cet instrument en France, sous Pépin. 445 (758).

ORIFLAMME de Saint-Denis, devient la bannière de la France. 474 (4437).

ORLÉANS (Genabum), pris par Vercingétorix. 30 (A. J. 52). — Est repris par les Romains. 54 (A. J. 52). — Est pris par Attila. 82 (454). — Un concile est convoqué par Clovis. 89 (544). — Est la capitale de la Neustrie, sous

Clodomir. 89 (544). — Le siège en est fait par les Anglais; belle défense des habitants. 574 (4428). — Moyen qu'ils prennent pour ne pas tomber au pouvoir des Anglais. 575 (4429). — Les états-généraux y sont assemblés par François II et continués sous Charles IX. 630 (4564). — Est évacué par les calvinistes. 650 (4565). — Ils y sont massacrés horriblement à l'époque de la Saint-Barthélemy. 690 (4572).

ORLÉANS (Louis, duc d'), second fils de Charles V; sa naissance. 299 (4374). — Il épouse Valentine Visconti; dot de la princesse; stipulations du contrat de mariage. 524 (4389). — Est nommé régent par le roi lui-même. 530 (4392). — Ses prodigalités; dissolution de ses mœurs; son différend avec le duc de Bourgogne. 565 (4404). — Favorise le pape Benoît XIII. 557 (4402). — Ses imprudences à l'égard de l'opinion publique. 558 (4405). — Se réconcilie avec Jean-sans-Peur. 559 (4405). — Est assassiné par les gens de ce duc. 540 (4407).

ORLÉANS (le duc d'); sa rançon est payée par Philippe-le-Bon; craintes qu'il inspire à Charles VII; conciliation entre eux. 588 (4440). — Il excite la colère de Louis XI à l'assemblée de Tours; le chagrin qu'il en éprouve occasionne sa mort. 406 (4465).

ORLÉANS (Charles, duc d'), est l'auteur de quelques poésies agréables. 450 (4482).

ORLÉANS (François, duc d'), fils de François I^{er}, meurt de la peste. 580 (4546).

ORLÉANS (Henri, duc d'), épouse une parente de Clément VII. 559 (4553).

ORLÉANS (GASTON, frère du roi Louis XIII, duc d') a plusieurs gouverneurs qui modifient diversement ses dispositions. 945 (4426). — Difficultés contre son mariage; suggestions qu'on lui fait au sujet de Richelieu. 920 (4626). — Il épouse mademoiselle de Montpensier. 925 (4626). — Il devient veuf, après neuf mois de mariage; agitation de toute la cour au sujet d'une nouvelle union. 926 (4627). — Son amour pour Marie de Gonzague, fille du duc de Nevers, traversé par la reine-mère. 929 (4629). — Se vautre dans la débauche en l'absence du roi, qu'il n'ose voir, après son retour d'Italie; le duc de Lorraine l'invite à sa cour, où il se lie à Marguerite, sœur du duc. 950 (4629). — Fuit de Paris après une singulière équipée auprès de Richelieu. 955 et 956. (4634). — Il se retire à Orléans; ses menaces en apprenant le sort de sa mère; il fuit à travers la Bourgogne. 959 (4654). — Réfugié dans la cour de Lorraine, se marie clandestinement avec Marguerite. 950 (4634). — Entre en France à la tête d'une armée composée de diverses nations, rebute de l'armée espagnole; il est mal reçu partout; il se jette imprudemment dans le Languedoc. 945 (4632). — Il est à Béziers, abattu, sans argent; il part pour Tours, où l'on fixe sa résidence. 944 (4652). — Son mariage avec la sœur du duc de Lorraine est déclaré nul par le parlement de Paris et par le clergé de France. 949 (4634). — S'enfuit de Bruxelles; comment il est reçu par Louis XIII et par Richelieu. 950 (4634). — Entre en accommodement avec Richelieu; à quelles conditions. 958 (4657). — Après avoir brûlé le traité qui devait perdre Cinq-Mars et de Thou, a la lâcheté de les accuser horriblement par ses aveux. 978 (4642). — Confiné à Blois. 980 (4642). — S'interpose entre la reine et les frondeurs. 999 (4648). — Demande le chapeau de cardinal pour le coadjuteur de Paris. 4036 (4650). — Sa querelle avec la reine, à l'occasion de

oadjuteur. 1039 (1634). — Ses perplexités sur le projet d'enlever la reine, que lui suggère Boni. 1040 (1634). — Refus, sur la délibération du parlement, d'assister à une entrevue entre la reine, Mazarin et lui. 1044 (1634). — Sa femme donne en son nom l'ordre de s'opposer au départ de la régente. 1044 (1634). — Sa faiblesse de caractère; conséquences de ce défaut 1049 (1634). — Envoie sa fille à Orléans, qui en refuse les portes au roi, et fait tirer sur le conseil. 1057 (1632). — Veut se faire nommer par le parlement lieutenant-général pour le roi. 1066 (1632). — Sa mort. 1085 (1639).

ORLÉANS (frère de Louis XIV, le duc d') reçoit l'apanage d'Orléans. 1085 (1639). — Mort de sa femme. 1099 (1674). — Son second mariage avec Élisabeth Charlotte. 1099 (1671).

ORLÉANS (fils du précédent, duc d'); son mariage avec mademoiselle de Blois. 1132 (1692). — Campagne de Piémont; suites désastreuses. 1134 (1706). — Priso de Lérda. 1136 (1708). — Liquidation de la dette de l'état; abus d'autorité. 1197 (1724). — Malheurs dans l'intérieur de la France; peste, incendies. 1199 (1720). — Projets de paix et d'alliance avec l'Espagne. 1191 (1720). — Sa haine contre Alberoni; guerre entre la France et l'Espagne. 1190 (1719). — Découvert d'une conspiration tramée contre lui. 1188 (1719). — Arrestations nombreuses à propos de cette conspiration; suites. 1188 (1719). — Autres actes de la régence; conseil de justice. 1182 (1718). — Traité dit la triple alliance; ses résultats. 1180 (1717). — Sa régence. 1179 (1715). — Est nommé régent du royaume; créations et réglemens divers qu'il fait. 1177 (1715). — Campagne d'Espagne. 1138 (1708). — Il est fait premier ministre; sa conduite louable; sa mort. 1199 (1723).

ORLÉANS (duchesse d') ; sa requête contre le duc de Bourgogne. 545 (1408).

ORLÉANS (duchesse d'), régente, contracte un traité d'alliance offensive et défensive avec Henri VIII. 550 (1523).

ORLÉANS (Mademoiselle d') épouse le duc de Lauzun, qui la méprise. 1073 (1633).

ORLÉANS (Henriette, duchesse d'), sollicite son frère de se charger des négociations pour la France. 1097 (1669). — Sa mort; soupçons d'empoisonnement. 1098 (1670).

ORLÉANS (la Pucelle d'). Voyez JEANNE D'ARC.

ORLÉANS (Philippe duc d', d'abord duc de Chartres et ensuite connu sous le nom de Philippe-Égalité). Il commande l'arrière-garde au combat d'Ouessant, assisté du brave Duchaffaud; le courage qu'il y déploie, vanté d'abord avec excès, fut mis en doute; la cour l'accuse d'irrésolution et de lâcheté, et lui impute le peu de succès de ce combat; il est éloigné du service de mer, par la charge de colonel-général des husards; cet affront fut le premier germe de la haine qu'il manifesta contre la famille royale. 1279 (1779). — Ses anciens ressentiments s'aggravent encore de l'opposition que met la reine, au mariage de sa fille avec le fils aîné du comte d'Artois. 1299 (1787). — Il s'exprime avec tant de véhémence dans le parlement que le roi est tenté de le faire arrêter; il est exilé dans un de ses châteaux. 1299 (1787).

ORRI (Mathieu), inquisiteur de la foi, nommé par le pape. 602 (1535).

ORTIEZ (vicomte d'), commandant à Bayonne, se refuse

d'exécuter les ordres barbares de Charles IX; lettre généreuse et honorable qu'il adresse au roi. 690 (1572). OSSAT (Arnaud d') sert Henri IV à la cour de Rome. 812 (1593).

OSTROGOTHS; Narcès leur enlève l'Italie. 93 (566).

OTHON; son règne. 48 (69).

OTHON I^{er} (l'empereur); son crédit à la cour de France. 152 (957).

OTHON II, surpris par Lothaire dans Aix-la-Chapelle, marche contre lui; il se retire sans combattre. 133 (979).

OTHON, fils de Charles, duc de Lorraine, lui succède dans ce duché; sa mort. 158 (984).

OTHON IV (l'empereur) s'allie à Jean-sans-Terre contre Philippe-Auguste; il livre à ce dernier la bataille de Bouvines. 194 (1214).

OTHMAN fonde l'empire des Turcs; ses successeurs. 393 (1500).

OTT (Guillaume) combat contre le roi Robert pour le duché de Bourgogne, et en reçoit le comté de Dijon. 159 (1101)

P

PAIRS DE FRANCE. Fixation de leur nombre sous Louis-le-Gros. 173 (1129). — Assistent au sacre de Philippe II; leurs attributs. 181 (1179). — Condamnent Jean-sans-Terre à mort par contumace, et prononcent la confiscation de ses terres situées dans le royaume. 190 (1203).

PAIX (camps de) établis par Louis XI pour exercer les troupes aux évolutions en grand. 146 (1479).

PAIX DE DIEU. 183 (1183).

PALATIN (le comte) montre au roi, dans une galerie de portraits, celui de l'amiral assassiné. 707 (1574).

PALÉOLOGUES. Leur domination. 194 (1206).

PALICE (Chabannes de la); sa belle défense de Rouva, en Italie; son dévouement; il a la vie sauve. 198 (1503). — Prend le commandement des Français à la mort de Gaston de Foix. 519 (1513). — Ne se croyant pas en état de résister aux troupes qui s'approchent pour l'attaquer, évacue l'Italie, sauf quelques places fortes. 519 (1513).

PANPELUNE est prise par Charlemagne. 119 (778).

PANDECTES DE JUSTINIEN. Leur découverte et leur introduction dans notre jurisprudence. 233 (1137).

PAOLI se met à la tête du parti corse; suites de l'insurrection. 1261 et 1262 (1768).

PARDAILLAN, tué à Amboin par la Renaudie. 623 (1560). — Ses imprudens propos après la blessure de Coligni. 683 (1572).

PARIS devient la capitale des états de Clovis. 88 (482). — Assiégé par les Normands. 145 (855). — Embellissemens qu'il doit à Philippe-Auguste. 182 (1182). — Charles-le-Mauvais obtient du régent Charles V qu'il en lève le siège. 281 (1558). — Brillantes fêtes que cette ville donne à Charles V lors du couronnement de la reine. 324 (1389). — Est attaqué sans succès par Charles VII. 379 (1429). — Sa reddition à Charles VII. 385 (1436). — Sa consternation aux approches de Charles-Quint. 378 (1544). — Fêtes qu'il donne à Henri II; tragi-comédie du poète Jodelle à l'Hôtel-de-Ville. 610 (1558). — Assiégé par Henri IV; famine qui la désole. 782 (1590). — Le siège en est levé à

- l'arrivée d'une armée espagnole, conduite par le duc de Parme. 785 (1590).
- PARIS (le diacre). Culte rendu sur son tombeau; crédulité, fanatisme. 4206 (1752).
- PARISIENS. Leurs instances pour faire revenir Charles V dans leur ville. 277 (1537). — Mesures qu'ils prennent pour soutenir les projets de Marcel. 277 (1537). — Sont battus par les Anglais que Charles-le-Mauvais a retirés dans leurs murs. 281 (1538). — Ne veulent point souffrir d'impôts. 344 (1582). — Leur nouvelle sédition; manière dont Charles VI s'en venge. 516 et 517 (1585). — Ce qu'ils étaient dans l'origine. 254 (1502).
- PARLEMENT. Première assemblée de ce nom. 176 (1446). — Il est rendu sédentaire à Paris; son organisation. 255 (1502). — Il prononce l'incapacité des femmes à porter la couronne. 242 (1516). — Fait des remontrances à Louis XI sur ses libéralités excessives envers les Suisses et les seigneurs bourguignons. 444 (1478). Charles VIII veut le faire contribuer aux charges de l'état; remontrances au roi par le président. 482 (1498). — S'oppose à la donation du Maine, faite par Louis XII au roi de Naples. 495 (1501). — Opposition qu'il met à l'aliénation des biens de la couronne. 522 (1515). — Fait des remontrances à Henri II contre l'inquisiteur Orri et les évêques. 602 (1555). — Sa composition; première modification qu'il subit. 605 (1555). — Nouvelles modifications. 614 (1558). Procès fait à quelques-uns de ses membres accusés d'hérésie. 615 (1559). — Condamne Coligni, Ferrières et Montgomeri. 674 (1569). — Son arrêt contre Coligni et ses descendants. 692 (1572). — Rend un arrêt qui ordonne de reconnaître le duc de Bourbon pour roi, sous le nom de Charles X, et Mayenne son lieutenant, général; cet arrêt est cassé par le parlement réuni à Tours par Henri IV. 775 (1589). — Contredit l'arrêt rendu par les parlements de Tours et de Châlons. 790 (1591). — Rend un arrêt qui recommande à Mayenne de veiller à ce que la couronne ne tombe pas entre les mains d'un étranger. 808 (1595). — Malgré sa répugnance, il enregistre un édit qui déclarait le prince de Condé et ses adhérents criminels de lèse-majesté. 885 (1615). — Création de la chambre dite de Saint-Louis. 996 (1648). — Il se rend en corps auprès de la reine pour demander la liberté du conseiller Broussel. 1004 (1648). — Ses conférences à Saint-Germain avec le prince de Condé et le duc d'Orléans, pour régler à l'amiable ses différends avec la cour. 1008 (1648). — Grandes difficultés qu'il éprouve pour borner l'exercice du pouvoir absolu sur la liberté des citoyens. 1008 (1648). — Édits et arrêts portant diminution des tailles, suppression des droits de tarif, et restrictions aux lettres de cachet. 1009 (1648). — Rend un arrêt qui oblige Mazarin, ses parents et domestiques, à sortir du royaume dans quinze jours. 1041 (1651). — Scandales, violences qui ont lieu dans son sein entre le prince de Condé, le coadjuteur et leurs partisans armés. 1048 (1651). — Rend un arrêt qui met à prix la tête de Mazarin. 1054 (1651). — Est insulté par la populace, amenée par les princes. 1062 (1652). — Est transféré à Pontoise par ordre du roi. 1067 (1652). — Il proteste contre l'enregistrement forcé du lit de justice tenu par Louis XVI. 1209 (1788).
- PARLEMENT DE TOULOUSE. Sa création. 255 (1502). — Le procès du maréchal de Rohan-Gié lui est délégué; son arrêt. 304 (1504).
- PARLEMENT DE POITIERS (le) rend un arrêt contre les bulles du pape; dispositions de cet arrêt. 789 (1591).
- PARLEMENT D'AIX (le) déclare le duc de Savoie gouverneur et protecteur de la Provence. 786 (1591).
- PARLEMENT DE TOURS (le) Rend un arrêt contre les bulles du pape; dispositions de cet arrêt. 789 (1591).
- PASSAU (traité de). Clausus de ce traité, qui fut appelé la liberté de Passau. 594 (1552).
- PASTOUREAUX (guerre des). 183 (1485). — Leurs nouveaux désordres. 210 (1524). — Leurs mouvements et leurs violences sous Philippe V. 244 et 245 (1520).
- PASTRANE (duc de), ministre d'Espagne, demande Elisabeth, sœur du roi, en mariage. 875 (1612).
- PAU (éclats et parlement de). Résistent à la restitution des biens du clergé; sont le théâtre de violentes agitations. 898 (1618).
- PAUL vient prêcher la foi à Narbonne sous le règne de Déce. 57 (250).
- PAUL II, pape, sollicite de Louis XI l'exécution de l'édit qui supprime la pragmatique; il donne le chapeau de cardinal à La Balue à cette occasion. 413 (1466).
- PAUL III, s'efforce auprès de Charles-Quint de conjurer l'orage qui menaçait la France. 564 (1536). — Essai de réunir à Nice l'empereur et François I^{er}; il ne peut opérer leur entrevue; il obtient une trêve de dix ans. 569 (1539). — Sa mort. 589 (1554).
- PAUL IV, pape, entreprend d'abolir le désordre et les abus des barons romains; il dote quatre de ses neveux pour s'en aider. 604 (1555). — Troubles et menées diverses à Rome sous ce pontificat. 605 (1555). — Déclare Philippe, roi d'Espagne, rebelle envers son suzerain. 606 (1556). — Coup d'autorité contre les barons romains et un envoyé espagnol. 606 (1556). — Envoie une ambassade à la cour de France pour la prier de recevoir le concile de Trente; réponse évasive du roi. 635 (1564).
- PAUL V, pape; son différend avec les Vénitiens. 862 (1609).
- PAULE (François de) est appelé par Louis XI lors de sa dernière maladie; son éloge par Commines. 452 (1483).
- PAULETTE (droit de) soulève l'indignation de toute la magistrature. 996 (1648).
- PAVIE (siège de), par François I^{er}; bataille qu'il y livre; y est fait prisonnier; seigneurs qui y sont tués. 547 (1525).
- PAYS-BAS (les) révoltés contre l'Espagne. 680 (1571).
- PÈDRE D'ARAGON (don) dispute la Sicile à Charles d'Anjou. 222 (1282).
- PÈLERINAGES. Leur fréquence. 160 (1025).
- PÉLISSON. Son attachement à Fouquet; ses mémoires en sa faveur; moyen qu'il emploie pour lui faire savoir que des papiers dangereux ont été détruits. 1087 (1664).
- PELLETIER, curé de Saint-Jacques-de-la-Boucherie. Férocités discours qu'il prononce. 795 (1591).
- PELLEVÉ (le cardinal de) s'élève contre le duc de Féria en pleins états-généraux. 804 (1593).
- PEMBROKE (Jean Hastings, comte de), repoussé par les Rochellois, est battu par une flotte castillane. 298 (1371).
- PÉNITENCE CANONIQUE, sa rigueur. 196 (1216).
- PÉNITENTS, procession qu'ils font à Avignon, à laquelle assiste le roi. 710 (1574). — Ils vont proposer au roi de revenir à Paris, du consentement du duc de Guise. 753 (1588).
- PENTHIEVRE (le comte de) commande les Français à Castillon. 593 (1453).

- PENTHÉVÈRE** (Madeleine de) vend à Louis XI ses droits sur la Bretagne. 447 (1479).
- PÉPIN** (de Landen, dit le Vieux) retourne auprès de Clotaire II. 400 (644). — Nommé maire du palais par Clotaire II. 401 (622). — Il meurt; sa réputation. 404 (638).
- PÉPIN DE HÉRISTAL**, chef et duc des Austrasiens, est défait par Thierry III, qu'il défait à son tour; sa puissance comme maire du palais de ce prince. 406 (684). — Son autorité. 407 (695). — Sa mort. 407 (734).
- PÉPIN**, dit le Bref, fils de Charles-Martel, reçoit la Neustrie de celui-ci. 440 (744). — Travaille à réunir entre ses mains la souveraine puissance tout entière. 440 (780). — Nommé roi à la place de Childébert III. 444 (751). — Son courage et ses bonnes qualités. 442 (752). — Attention qu'il porte à l'Italie. 443 (752). — Se fait sacrer par le pape Clément III. 445 (752). — Ses projets contre Astolphe; guerre qu'il lui fait. 444 (752). — Appré par le pape, repasse en Italie contre Didier. 444 (756). — Ses plaintes, son manifeste, et ses guerres contre Gaifre, duc d'Aquitaine. 445 (760). — Conquiert l'Aquitaine. 445 (764). — Sa mort; jugement sur ce prince. 446 (768).
- PÉPIN**, fils de Charlemagne, est couronné roi d'Italie. 420 (780). — Conspire contre son père Charlemagne, et est enfermé dans un monastère. 424 (793). — Sa mort. 426 (810).
- PÉPIN**, fils de Louis-le-Débonnaire; son père lui donne l'Aquitaine. 428 (847). — Se met à la tête des mécontents contre son père; se décide à faire rendre la couronne à son père. 430 (834). — Ses nouvelles intrigues contre son père, celui-ci le prive de sa couronne. 434 (833). — Arme de nouveau pour son père contre Lothaire. 432 (835). — Meurt. 435 (836).
- PÉPIN**, fils de Pépin, roi d'Aquitaine, est privé de son héritage par Louis-le-Débonnaire. 435 (839). — Lothaire embrasse ses intérêts; plus tard il l'abandonne. 435 (844). — Charles-le-Chauve le poursuit. 436 (842). — Ses luttes contre lui; il meurt dans un cloître. 437 (845).
- PÉNALTE** (le capitaine) défend vaillamment Canosc contre les Français; sa loyauté. 496 (1502).
- PÉRICOR** (le comte de) amène des secours au roi de France. 369 (1424).
- PÉRIKET-LE-CLERC**, opère le renversement des Armagnacs. 364 (1448).
- PÉRONNE** (siège de), courage et dévouement de ses habitants. 567 (1557).
- PERPIGNAN** (siège de) par le dauphin, fils de François I^{er}; vigoureuse résistance; épidémie parmi les assiégés. 572 (1542).
- PERRON** (du) gagne la confiance d'Henri IV et contribue à son abjuration. 805 (1595).
- PERTHARIT**, roi des Lombards, accueilli qu'il reçoit de Clotaire III. 405 (687).
- PERTINAX**, empereur romain; ses soldats le mettent à mort. 56 (193).
- PERRINC**, aventurier qui se disait fils d'Édouard IV; accueil que lui fait Charles VIII. 474 (1492).
- PESCAIRE**. Est fait prisonnier à la bataille de Ravenne. 518 (1512). — Défend Pavie contre les Français. 547 (1525). — Prêt à trahir Charles-Quint, en passant à la ligue sainte, meurt subitement. 552 (1526).
- PESTE** du quatorzième siècle, ses ravages. 246 (1348). — Ce fléau frappe de mort plus de quarante mille personnes dans Paris. 445 (1466).
- PÉTERBOROUGH**. Assiégé Barcelone; singulière conduite qu'il y tient. 4455 (1705).
- PÉTIKIANE**, général des troupes Vénitiennes, perd la bataille d'Aguadol; il sauve les débris de l'armée et la réunit à Brescia. 545 (1509).
- PHARAMOND**, son règne. 84 (420).
- PHARSALE** (bataille de). 42 (A. J. 42).
- PHILIPPE** (l'Arabe); Gordien l'associe à l'empire; il s'en défait. 56 (236).
- PHILIPPE I^{er}**; son père, Henri I^{er}, le fait sacrer. 463 (1059). — Son caractère. 465 (1064). — Sa première guerre. 464 (1066). — Il répudie Berthe. 465 (1087). — Enlève Bertrade, femme de Foulques le Réchin. 465 (1089). — Il est excommunié par le concile de Clermont pour son mariage avec Bertrade. 466 (1095). — Humiliation que son excommunication lui cause. 468 et 469 (1104). — Son excommunication est levée; sa mort, son caractère. 469 (1108).
- PHILIPPE**, fils de Louis IV; son sacre, sa mort. 473 (1129).
- PHILIPPE D'ALSACE**, comte de Flandre, régent sous Philippe-Auguste. 482 (1180). — Abandonne la régence. 482 (1184). — Défend le Vermandois contre Philippe II, qui le lui enlève. 483 (1184).
- PHILIPPE II** (Auguste), sa naissance. 479 (1168). — Sa maladie. 481 (1178). — Son père, Louis VII, le fait couronner. 484 (1179). — Épouse Isabelle de Hainaut; la maladie de son père lui fait supporter tout le poids du gouvernement. 484 (1179). — Son avènement. 482 (1180). — Prend les rênes du gouvernement; embellissement que Paris lui doit. 482 (1182). — Expulse les Juifs de France. 485 (1182). — Attaque Philippe d'Alsace, et lui prend le Vermandois. 485 (1184). — Projette, avec le roi d'Angleterre, une nouvelle croisade. 484 (1187). — Attaque, en Angleterre, Henri II. 484 (1186). — Sa guerre contre Richard Cœur-de-Lion; engagement qu'ils prennent ensemble au sujet de la croisade. 485 (1187). — Ses démêlés avec Richard Cœur-de-Lion en Sicile, et au sujet de la princesse Alix, sa sœur. 485 et 486 (1192). — Sa mésintelligence avec Richard. 486 (1190). — Reprend les terres du Vexin données à Richard. 487 (1195). — Se remarie à Ingelburge; divorce, et épouse Agnès de Méranie. 488 (1195). — Condamné à reprendre Ingelburge, et excommunié, reprend cette princesse. 488 (1195). — Ses guerres contre Richard; son courage. 483 (1194). — Les craintes d'une agression de Jean-sans-Terre l'empêchent de marcher contre les Albigeois. 492 (1207). — Marche contre l'armée d'Othon IV, et le bat à Bouvines. 494 et 495 (1214). — Ses conquêtes, ses occupations, ses constructions, son caractère. 497 (1217). — Ses qualités, sa mort, son testament. 498 (1225).
- PHILIPPE**, évêque de Beauvais, se distingue à la bataille de Bouvines. 495 (1214).
- PHILIPPE**, comte de Boulogne, aspire à la régence. 200 (1226). — Blanche le détache des mécontents. 204 (1226).
- PHILIPPE III**, dit le Hardi, épouse Isabelle d'Aragon. 245 (1269). — Son avènement. 248 (1274). — Sa guerre contre l'Espagne. 249 (1272). — Se fait sacrer; marche contre Roger, comte de Foix, et le soumet. 249 (1272). — Se remarie à Marie de Brabant. 220 (1275). — Provinces qu'il réunit à la couronne. 220 (1275). — Assure l'intégrité de la monarchie. 223 (1285). — Son expédition contre l'Aragon; sa mort. 222 (1285).

- PHILIPPE IV, dit le Bel**, épouse Jeanne, reine de Navarre. 222 (1285). — Se fait sacrer. 223 (1286). — Grandes affaires que Philippe III, son père, lui laisse à terminer. 223 (1286). — Sa guerre contre Édouard I^{er}. 224 (1296). — Ses démêlés avec le pape Boniface VIII. 225 (1297). — Il conclut la paix avec Édouard I^{er}. 225 (1297). — Fait emprisonner Guy de Dampierre, et réunit la Flandre à la couronne. 226 (1299). — Émeutes sous son règne à l'occasion de l'altération des monnaies. 227 (1304). — Date de sa haine contre les templiers. 227 (1304). — Ses démêlés avec Boniface VIII s'enveniment. 228 (1302). — Embarras qu'il suscite à Boniface VIII. 229 (1305). — Il est forcé de continuer la guerre contre les Flamands. 230 (1304). — Il défait les Flamands à Mon-sen-Puelle; part qu'il a à ce succès. 231 (1304). — Coup d'état qu'il frappe contre les templiers. 232 (1306). — S'empare d'un partie de leur mobilier et de leur argent. 233 (1312). — Coup d'œil sur les institutions de son règne. 234 et 235 (1313). — Magnificence de ses fêtes. 236 (1313). — Ses lois sompueuses. 236 (1313). — Sa maladie, ses inquiétudes, sa mort, son portrait, ses qualités. 237 (1314). — Aperçu de son règne. 237 et 238 (1314).
- PHILIPPE V, dit le Long**, épouse Jeanne de Bourgogne. 234 (1313). — Est proclamé régent pendant la grossesse de la reine. 242 (1316). — Son avènement. 243 (1316). — Son sacre; il convoque régulièrement les premiers états-généraux. 243 (1317). — Condescendance des Artésiens et des Flamands à ses desirs. 244 (1319). — Ses ordonnances. 246 (1324). — Sa mort. 246 (1322). — Jugement de Velly sur ce monarque. 247 (1322).
- PHILIPPE VI, dit de Valois**, est déclaré régent. 249 (1328). — Est proclamé roi. 250 (1328). — Bat les Flamands et prend Cassel. 252 (1328). — Commencement de son administration. 253 (1334). — Sa flotte perd le combat de l'Écluse. 258 (1340). — Il remédie aux désordres de la guerre, et s'attache quelques alliés d'Édouard III. 258 (1340). — Il acquiert le Dauphiné et Montpellier; il établit la gabelle. 260 (1344). — Son luxe et sa magnificence; il ordonne l'arrestation et l'exécution de douze chevaliers bretons et normands; motifs de cette mesure. 261 (1344). — Changement dans son caractère. 264 (1345). — Il est battu à la bataille de Créci. 265 et 264 (1346). — Arrivé devant Calais ne tente pas d'en faire lever le siège. 265 (1347). — Trêve qu'il fait avec l'Angleterre. 266 (1347). — Épouse Blanche de Navarre. 267 (1349). — Sa mort; jugement sur ce prince; son caractère. 267 et 268 (1350).
- PHILIPPE DE HAINAUT**, reine d'Angleterre; ses succès contre l'Écosse. 265 (1347). — Elle meurt. 298 (1370).
- PHILIPPE** (quatrième fils de Jean II), sa vaillance à la bataille de Poitiers. 274 (1356). — Cessation de sa captivité; affection de Jean II pour ce prince. 287 (1364). — Reçoit de son père le duché de Bourgogne. 288 (1364). — Épouse l'héritière de Flandre. 290 (1369). — Accroissement de ses états par la mort du comte de Flandre. 318 (1383).
- PHILIPPE**, archiduc d'Autriche, sert innocemment la mauvaise foi de son beau-père Ferdinand V; réception que Louis XII lui fait; sa sortie de France. 497 (1503). — Traité consenti entre Louis XII, Maximilien et lui; stipulation de ce traité; ligue contre les calvinistes. 506 (1504). — Sa mort à l'âge de vingt-huit ans. 509 (1507).
- PHILIPPE II, roi d'Espagne**; son peu d'empressement, ses mauvaises dispositions à remplir les clauses des traités. 606 (1556). — Ne sait pas profiter de la victoire de Saint-Quentin. 607 (1556). — Il voit la Saint-Barthélemy avec plaisir, par l'avantage qui doit lui en revenir. 693 (1572). — Aide la ligue de tous ses moyens. 749 (1576). — Suscite des troubles dans la France, qui mettent le roi hors d'état de secourir les Flamands et le duc d'Anjou. 730 (1582). — Propose à Henri de Navarre de rompre son mariage avec son épouse déshonorée, de lui donner sa fille, et d'épouser lui-même la princesse de Navarre. 753 (1584). — Il offre au roi de Navarre et aux calvinistes de l'argent et des troupes pour renouveler la guerre en France. 753 (1584). — Se lie au duc de Bourbon et au duc de Guise par un traité qui exclut du trône les protestants. 755 (1584). — Sa politique à l'égard de la France; Henri IV lui déclare la guerre. 819 (1595).
- PHILIPPE IV, roi d'Espagne**, guerre entre la France et le Portugal. 1093 (1668). — Sa mort. 1093 (1668).
- PHILIPPE V** est reconnu roi d'Espagne; premiers temps de son règne. 1141 (1704). — Son union avec la France; ses résultats. 1141 (1704). — Campagne d'Espagne; siège de Barcelonne. 1154 (1706). — Prise de Naples par les alliés. 1156 (1707). — Projets de paix et d'alliance avec la France. 1194 (1720).
- PHILISBOURG** (ville de). Le droit d'y tenir garnison est cédé à la France, au congrès de Munster. 1011 (1648). — Est investie par le marquis d'Asfeld. 1209 (1734).
- PHOCÉENS** (les) fondent Marseille. 6 (A. J. 599).
- PHOTIUS** (schisme de). 142 et 143 (877).
- PICARDIE**, est conquise par Philippe II. 197 (1217). — Elle est saccagée, brûlée par les troupes de la gouvernante des Pays-Bas. 596 (1552). — Elle est envahie par une forte armée espagnole; consternation des Parisiens. 956 (1636).
- PICOTÉ**, avocat d'Orléans, son esprit insinuant, sa faveur auprès du baron de Luz et de Biron. 833 (1599).
- PICTIS**, leurs courses désolent la Bretagne. 62 (303).
- PIE II**, manière dont il s'y prend pour engager Louis XI à abolir la pragmatique. 404 (1464). — Sa réponse à l'envoyé français qui le somme d'accorder satisfaction à Louis XI dans la guerre soulevée par l'héritage du trône de Naples. 402 (1464).
- PIE III** (Picolomini), pape, élu par les intrigues de Julien de la Rovère. 500 (1503).
- PIE IV**, lance ses foudres contre plusieurs évêques et Jeanne d'Albret; sur les plaintes de l'ambassadeur français, il retire sa bulle. 654 (1563).
- PIENNES** commande l'armée française à la journée des Éperons. 522 (1513).
- PIERRE**, fils de Louis IX, en reçoit les comtés d'Alençon et du Perche. 216 (1269).
- PIERRE L'ERMITE** conçoit le plan des croisades et le fait adopter. 466 (1094). — Il est général d'une troupe de croisés. 467 (1095).
- PIERRE**, roi d'Aragon, s'allie à Raymond VI, comte de Toulouse; est tué dans une bataille. 493 (1213).
- PIERRE-LE-CRUEL** est détrôné par Henri de Transtamare, et le détrône à son tour. 294 (1367). — Il est déposé par Transtamare. 295 (1368).
- PIERRE III** succède à Elisabeth Pétrowna. 1253 (1762). — Son abdication et sa mort. 1254 (1762).
- PICERNO** (ville de) cédée à la France au congrès de Munster. 1011 (1648).
- PILATE** (Ponce) exilé à Vienne. 46 (53).
- PILES** (seigneur de) défend glorieusement Saint-Jean-

- d'Angely. 676 (1569). — Ses propos hardis en présence du roi, après la blessure de Coligni. 685 (1572).
- PILLE-BADAUD**, nom donné à un fort bâti par Henri IV, à quatre lieues de Paris, pour intercepter les convois. 800 (1592).
- PISE** (la ville de) est assiégée par les Français au service de Florence; singulier moyen que les Pisans emploient pour attendrir les assiégeants; désertion des Français; le siège est levé. 489 (1500).
- PISSLEU** (Anne de), la même que la duchesse d'Étampes, intrigue en faveur de Charles-Quint. 578 (1544).
- PLACIDIE**, fille de Théodose, prisonnière d'Alaric. 79 (440). — Amour de Constance et d'Ataulphe pour cette princesse. 79 (444). — Elle cède à l'amour d'Ataulphe. 80 (444). — Honorius donne sa main à Constance. 80 (448). — Elle est renvoyée à son frère par Wallia. 80 (445). — Ses démêlés avec son frère. 84 (425).
- PLAISANCE**, est brûlée par les Gaulois. 44 (A. J. 200).
- PLANTAGENET** (Geoffroy) épouse Mathilde, veuve de l'empereur Henri V, et fille de Henri I^{er} d'Angleterre. 172 (1125).
- PLECTRUDE**, femme de Pépin d'Héristal, essaie vainement de lui succéder au pouvoir. 407 (745).
- POÉSIE**; goût qui se manifeste pour ce talent sous Charlemagne. 422 (789). — Ses premiers essais lors de la première croisade. 468 (1100).
- POIDS ET MESURES**. Philippe V tente vainement d'en établir l'égalité dans tout le royaume. 246 (1324).
- POISSY** (colloque de); sa composition; harangues et discussions diverses sans utilité. 635 et 654 (1561).
- POITIERS** (comté de); Hugues-le-Grand l'enlève à Guillaume Tête-d'Étoupes. 452 (954).
- POITIERS** (ville de); bataille de ce nom. 274 (1556). — Édit qui y est rendu; cet acte réunit les intéressés dans un même sentiment. 722 (1577). — Autre édit de ce nom qui ménage la religion romaine et ne fait perdre aucun avantage aux réformés. 722 (1577). — Son siège par les calvinistes sous Coligni, très-meurtrier et sans résultat. 674 (1569).
- POITOU**, est conquis par Philippe II. 497 (1247). — Est donné par Louis VII à son fils Alphonse. 209 (1225). — Est réuni à la couronne par Philippe III. 220 (1275).
- POLITIQUES**. Cabale des mécontents de la Saint-Barthélemy; personnages qui sont de cette cabale; leur projet mal exécuté. 698 (1574). — S'engagent à ne pas quitter les armes jusqu'à la réforme du gouvernement. 708 (1574). — Ce nom est donné par les factieux à ceux qui parlent de s'accommoder avec Henri IV. 800 (1592).
- POLLENTIA** (bataille de). 77 (403).
- POLOGNE** (la) a pour roi un prince français, le duc d'Anjou. 697 (1574).
- POMPADOUR** (Geoffroi de), grand aumônier, est arrêté sur l'ordre d'Anne de France. 462 (1437).
- POMPADOUR** (la marquise de); ses intrigues contre divers maréchaux et leur résultat. 4259 (1756). — Sa mort. 4259 (1768).
- POMPÉE**; influence que lui donnent ses victoires. 48 (Av. J. 58). — Reçoit le gouvernement de l'Espagne et de l'Afrique. 24 (Av. J. 55). — Envoie trois légions au secours de César, menacé. 29 (Av. J. 53). — Traverse les vues ambitieuses de César. 59 (Av. J. 59). — Est révoqué de son gouvernement des Espagnes, dans lequel il avait été prorogé précédemment. 46 (A. J. 48).
- Se retire en Macédoine, devant César. 41 (A. J. 49). Ses partisans sont défaits en Espagne par César. 41 (A. J. 49).
- PONCHER** (Étienne), évêque de Paris, est le conseil en politique de Louis XII. 484 (1498).
- PONTIOWSKI** (Stanislas-Auguste), roi de Pologne; guerre avec la Russie; ses suites. 469 (1774).
- PONTBRIANT**, chambellan du duc d'Angoulême; ses dépositions dans le procès de Rohan-Gié; démenti que lui donne le maréchal. 504 (1504).
- PONTHIEU**; ses habitants secouent le joug de l'Angleterre. 296 (1569).
- PONTOISE** (conférence de), stipulations de cette conférence. 552 (1412).
- PONTORSON** (ville de) prise par les Anglais et reprise par le connétable de Richemond, sous Charles VII. 574 (1426).
- PORTS** (duc des Deux-); après avoir traversé plusieurs provinces de France, meurt de la fièvre près de Limoges; il désigne son successeur. 672 (1569).
- POOLE** (cardinal), entreprend de réconcilier Henri II et Charles-Quint; accueil qu'il reçoit en traversant les populations de la France. 598 (1554).
- PORTO CARRERO** est découvert portant des dépêches pour l'Espagne. 1488 (1719).
- PORTUGAL** (révolution de) qui le détache de l'Espagne. 968 (1644). — Rupture avec la France; résultat. 1447 et 1448 (1704).
- POSTRUME**, est donné pour conseil au jeune Gallien. 56 (254). — Est proclamé empereur des Gaules. 58 (264).
- POTHIN**, évêque de Lyon, meurt dans les prisons. 55 (177).
- POTIER** (Augustin), évêque de Beauvais; la reine veut en faire un ministre; son portrait. 984 (1643).
- POUILLY-LE-FORT**; le dauphin et le duc de Bourgogne s'y réconcilient dans une entrevue. 564 (1449).
- POULAIN** (Nicolas), lieutenant du prévôt, emploie divers stratagèmes pour sauver la vie d'Henri III. 746 (1587). — Renverse tous les projets du duc de Mayenne. 746 (1587). — Arrête le complot des seize. 753 (1588). — Sauve le roi des embuscades de la duchesse de Montpensier. 754 (1588).
- POVER** (chancelier); sa fortune rapide; quelle en fut la cause; motif de sa disgrâce. 755 (1563).
- PRAGMATIQUE SANCTION**; elle est décrétée sous Charles VII; ses principaux articles. 586 (1458). — Son abolition et les causes qui l'amènent; conditions imposées au pape à cette occasion. 404 (1461). — La cour de Rome cherche à y faire renoncer le roi de France. 535 (1517).
- PRASLIN**, est envoyé par Henri VI pour s'emparer du prince et de la princesse de Condé. 865 (1609).
- PRAGUERIE** (complot de la); ligue formée par le dauphin avec les principaux seigneurs, contre Richemond; origine de ce nom. 587 (1440).
- PRÉFECTURES**. Division de l'empire; Constantin le divise en quatre. 43 (Av. J. 27).
- PRÉJEAN**, vice-amiral, amène les galères françaises de la Méditerranée dans l'Océan; passage du détroit; il repousse les vaisseaux anglais jusqu'en Angleterre; y descend; meurt de ses blessures. 522 (1545).
- PRÉMONSTRÉS**; fondation de cet ordre, par saint Norbert. 468 (1100).
- PRÉTEXTAT**, évêque de Rouen, marie Mérovée à Brunehaut. 94 (575). — Frédégonde le fait déposer. 91 (580). — Elle le fait assassiner. 97 (583).

PRÉTORIENNE (garde), instituée par Octave. 45 (Av. J. 27).
PRÉVÔT DES MARCHANDS; Charles VI abolit cette charge. 548 (1583).
PRIMAUDET, capitaine breton, commande vingt gros vaisseaux; il a un engagement avec la flotte anglaise; sa mort héroïque. 522 (1515).
PRISCILLIEN, fauteur d'hérésie. 73 (581).
PRISCILLIANISTES. Disciples de cette secte; extirpation sanglante de leur hérésie. 72 et 73 (581).
PROBUS délivre les Gaules des Barbares. 59 (476).
PROCESSIONS BLANCHES; cérémonies pratiquées par les ligueurs. 747 (1587).
L'PROCESSION burlesque et militaire faite par les ligueurs. 784 (1590).
PROCIUS (Jean de) organise la révolte contre les Français. 224 (1282).
PROCLUS se fait proclamer empereur des Gaules. 59 (276).
PROSTITUÉES; lois sévères portées contre elles par Philippe-Auguste. 482 (1182) — Lois de Louis IX contre elles. 203 (1211).
PROTESTANTS. Commencements de leur longue guerre en Allemagne avec les catholiques; défiance réciproque des deux partis en France. 944 (1624).
PROVENCE, donnée par l'empereur Lothaire à son fils Charles. 459 (855). — Massacres des calvinistes qui y ont lieu. 580 (1546).
PROVENCE (le comte de), devenu Louis XVIII; son mariage avec la princesse de Savoie. 4270 (1774).
PULCHÉRIE, prend Marcien pour époux. 85 (455).
PUYLAURENS, est caressé par Richelieu, pour qu'il influence MOXSIKUR à Bruxelles. 950 (1654). — Il épouse mademoiselle de Pont-Château, nièce de Richelieu; sa prospérité; sa chute et sa mort. 974 (1635).
PYTHÉAS, astronome, détermine la latitude de Marseille; ses découvertes sur mer. 44 (Av. J. 454).

Q

QUADES, battus par les Romains. 74 (575).
QUENTIN, martyr à Saint-Quentin. 64 (286).
QUINZE-VINGTS (hôpital des), est fondé par Louis IX. 213 (1268).
QUENCY, cédé à Philippe IV, par Édouard 1^{er}. 223 (1290).
QUESNEL (le Père) fait paraître ses *Reflexions morales* sur l'Évangile; la quatrième édition de ce livre occasionne des troubles dans l'Église. 4472 (1714).

R

RADON, maire du palais, en Austrasie. 400 (614).
RAGAVE, roi franc, livré aux bêtes par l'ordre de Constantin. 63 (506).
RAGACABRE, massacré par son parent Clovis. 88 (510).
RAIMONT (le cadet) arrête l'armée de Maximilien, pendant

trois jours, avec soixante Gascons; ils sont pendus, malgré la capitulation. 446 (1480).
RAINFRY, maire du palais en Neustrie. 107 (714). — Fait proclamer Chilpéric II. 107 (716). — Est défait par Charles-Martel; reçoit l'Anjou de celui-ci. 408 (746).
RAOUL, duc de Bourgogne, couronné roi de France par Hugues-le-Grand. 448 (924) — Guerre contre Herbert et les Normands; a une guerre vive avec l'empereur de Germanie, au sujet de la Lorraine. 448 (929). — Il fait la conquête de la haute Lorraine; son caractère; il meurt sans postérité. 448 (929). — Sous son règne s'éteint en Allemagne, en la personne de Louis IV, la postérité de Louis-le-Germanique et de Charlemagne. 448 (929).
RAOUL, comte de Vermandois; troubles que cause son divorce. 475 (1441).
RANTAU (comte de), est battu et fait prisonnier. 938 (1643).
RAPIN, condamné par le parlement de Toulouse. 677 (1570).
RAVAILLAC, natif d'Angoulême, assassine Henri IV; son procès; son supplice. 869 et 870 (1640).
RAVENNE (bataille de) gagnée par les Français, sous les ordres de Gaston de Foix, contre les troupes de la *sainte-union*. Détails sur cette affaire. 518 (1512).
RAYMOND DE SAINT-GILLES, comte de Toulouse, l'un des chefs de la première croisade. 466 (1095).
RAYMOND DE POITIERS, prince d'Antioche, reçoit Louis VII; ses amours avec la reine Éléonore, épouse de celui-ci. 477 (1448).
RAYMOND VI fait abjuration et marche contre les Albigeois. 492 (1209); — Appui qu'il donne aux Albigeois; il est excommunié. 492 (1208). — Son voyage à Rome; il demande merci au pape. 492 (1211). — Se prononce de nouveau pour les Albigeois; perd ses états. 493 (1212). — En recouvre une partie. 493 (1212).
RAYMOND VII; Philippe-Auguste lui rend le comté de Toulouse. 497 (1218). — Ses mesures défensives dans la guerre de Louis VIII contre les Albigeois. 200 (1225). Battu par Blanche de Castille, demande la paix; à quelles conditions il l'obtient. 200 et 201 (1227).
RAZIS, ancien ligueur, fait connaître la malversation de L'Hoste; sa suite opportune de Madrid à Paris. 855 (1604).
RÉ (île de); vigoureuse défense contre la flotte anglaise. 927 (1627).
RÉFÉRENDARIE. Ses fonctions sous Chilpéric 1^{er}. 94 (575).
RÉCALE (droit de); sa fondation. 89 (514). — Étendue de ce droit; ses conséquences. 4416 (1582).
RÉCULUS (Attilius) défait les Gaulois à Pise, et réduit la Gaule cisalpine en province Romaine. 40 (Av. J. 217).
REIGNIEN, parent de Clovis, est massacré par lui. 88 (510).
REIGNIER, calviniste, sauvé du massacre par Vezius, catholique, et son plus grand ennemi. 689 (1572).
REIMS (ville de); le privilège exclusif du sacre du roi est annexé à cette ville. 481 (1479). — Reçoit Charles VII avec enthousiasme. 578 (1429).
RELIGIEUX (mendiants). 258 (1514).
RENAUD, comte de Boulogne, s'allie à Othon contre Philippe II. 494 (1215). — Il est fait prisonnier à la bataille de Bouvines. 495 (1214).
REANUDIE (de la), chef des conjurés d'Amboise; il convoque les principaux à Nantes. 624 (1559). — Son discours aux conjurés, à Nantes; son imprudence auprès

de l'avocat *Avenelles*. 624 (1560). — Ses mouvements devant Amboise ; sa mort. 625 (1560).

RENAZI, secrétaire de la Fin, porteur des avis secrets de Biron aux chefs ennemis. 836 (1600). — Il est arrêté en Savoie et emprisonné. 840 (1602).

RÉNÉ II, héritier de la Lorraine, est enlevé par le duc de Bourgogne. 428 (1475).

RENÉ-LE-BOIS est traduit par Louis XI au parlement de Paris ; la défaite du duc de Bourgogne à Granson le prive des secours de ce prince ; il traite avec Louis XI. 456 (1476). — Il est l'auteur de quelques poésies agréables ; il s'occupa aussi de peinture. 450 (1482).

RÉNÉ (d'Alençon, comte du Perche), son arrestation, son procès, sa grâce ; confiscation de ses biens. 450 (1484).

RETTES perpétuelles et à vie ; date des premières lois sur cette matière. 246 (1324).

RETTI (château de) ; combat meurtrier dans ce château. 598 (1554).

REPRÉSENTATIONS dramatiques sous Philippe-le-Bel 236 (1315).

RETZ (le baron de) est député pour confier au roi de quel les mains était parti le coup qui avait frappé Coligny. 685 (1572). — Était du conseil secret qui désigna le jour de la Saint-Barthélemy. 686 (1572).

RETZ (le cardinal, Pierre de), l'un des députés envoyés par la ligue à Henri IV lors du siège de Paris ; conférences. 785 (1590). — Est forcé, par les intrigues du légat, à se sauver de Paris. 795 (1594). — Porte des espérances du côté de Rome à Henri IV. 848 (1594).

RETZ (cardinal de), neveu du précédent, est à la tête des mécontents. 998 (1648). — Ses intrigues pour s'attirer des partisans ; son portrait. 1000 (1648). — Il se charge de haranguer le peuple soulevé. 1002 (1648). — Imagine de renouveler les barricades de la ligue. 1003 (1648). — Prend le parti de se mettre sous l'étendard du prince de Condé. 1006 (1648). — Amène les Parisiens à des sacrifices pécuniaires, et forme à ses dépens un régiment de cavalerie. 1017 (1649). — Son admission aux séances du parlement. 1019 (1649). — Ruse dont il se sert pour réchauffer le zèle des frondeurs. 1020 (1649). — Accusé d'avoir tenté de faire assassiner le prince de Condé. 1028 (1649). — Se réconcilie avec la reine et Mazarin. 1030 (1650). — Sa position après la reddition de Bordeaux. 1035 (1650). — Intrigue dans le parlement contre Mazarin. 1039 (1654). — Suite de ses intrigues au parlement contre Mazarin. 1040 (1654). — Message de la reine au parlement pour diminuer son influence ; son allocution. 1040 (1654). — Met obstacle à la fuite projetée de la régente. 1041 (1654). — Conseille au duc d'Orléans de faire enlever de force les sceaux au premier président Molé. 1044 (1654). — Craignant d'être sacrifié par le duc d'Orléans, fait le semblant de renoncer aux affaires publiques. 1044 (1654). — Son entrevue avec la régente, et ce qui fut convenu entre eux. 1046 (1654). — Lance divers écrits contre la petite fronde, et sort de sa retraite. 1046 (1654). — Sa lutte avec le prince de Condé pour la domination du parlement. 1047 (1654). — Gourville, homme dévoué à La Rochefoucault, tente de l'enlever ; il pardonne à ses complices, tombés en son pouvoir. 1054 (1654). — Ses perplexités à la nouvelle du projet de rappel de Mazarin. 1053 (1654). — Ses intrigues pour empêcher le retour de Mazarin. 1053 (1654). — Est préconisé cardinal par le pape dans un consistoire tenu secret à l'am-

bassadeur français. 1056 (1652). — Lève le premier la tête contre les princes ; situation de Paris et du parti des princes à cette époque. 1067 (1652). — Entame une négociation avec la cour ; amnistie accordée par le roi. 1068 (1652). — Refuse de la régente l'ambassade de Rome ; son arrestation. 1071 (1652). — Devient archevêque de Paris, par la mort de son oncle ; à quelles conditions on lui offre sa liberté ; manœuvres d'un de ses grands-vicaires ; il s'enfuit à Rome. 1075 (1655). — Transige avec la cour ; donne sa démission après la mort de Mazarin ; reçoit de grosses abbayes en échange ; paye ses dettes ; fixe sa demeure en Lorraine, et obtient de terminer ses jours à Paris. 1074 (1655).

RHÉTIE (royaume de) ; sa fondation et sa composition sous Louis I^{er}. 429 (829). — Donné à Lothaire dans un nouveau partage. 455 (856).

RHIN (passage du) par l'armée française. 4004 (1672).

RHODES (prise de) par Soliman II. 540 (1525).

RICHARD-LE-BOIS, duc de Normandie ; Louis IV essaie de le dépouiller de son duché. 450 (945). — Tentative de Lothaire pour le dépouiller ; il appelle à son aide Hugues Capet. 452 (957). — Prête le secours de ses armes au roi Robert. 459 (1005).

RICHARD CŒUR-DE-LION. Éléonore se défait de l'Aquitaine en sa faveur. 479 (1169). — Il prête hommage à Louis VII. 479 (1169). — Il se révolte contre Henri II, son père. 480 (1172). — Projette une croisade avec Philippe-Auguste ; sa guerre contre celui-ci ; engagement qu'ils prennent ensemble pour la croisade. 485 (1187). — Ses démêlés avec Philippe-Auguste en Sicile. 485 (1190). — Sa querelle au sujet d'Alix, sœur de Philippe. 486 (1191). — Détrône Isaac Comnène, roi de Chypre ; aborde en Palestine ; sa mésintelligence avec Philippe ; sa conduite hautaine. 486 (1194). — Bat Saladin ; sa captivité au retour de la Palestine. 487 (1192). — Est mis en liberté ; son ressentiment contre Philippe-Auguste et Jean-sans-Terre. 487 (1195). — Ses guerres contre Philippe-Auguste ; sa mort. 489 (1199).

RICHARD II, roi d'Angleterre, envoie ses oncles à sa place pour traiter avec Charles VI ; inutilité de cette conférence. 527 (1392). — Sa méchanceté, ses crimes révoltent le peuple ; il est déposé, emprisonné, et peu après trouvé mort. 535 (1399).

RICHELIEU (le cardinal de), favori du maréchal d'Ancre, déjà évêque de Luçon, est appelé au conseil. 887 (1646). — Prend un grand ascendant dans le conseil, après l'arrestation de Condé. 890 (1646). — Partage la disgrâce commune aux amis du maréchal d'Ancre. 895 (1647). — Sa mission secrète dans la cour de la reine, son arrestation à Lyon ; son adresse dans la cour d'Angoulême. 903 (1649). — Son rôle auprès de la reine-mère ; motifs de son influence sur la cour de Louis XIII. 906 (1620). — On lui promet le bonnet de cardinal dans les stipulations secrètes d'Angers. 909 (1620). — Par quelles menées secrètes sa promotion au cardinalat est empêchée ; conduite qu'il tient à l'égard de ses adversaires. 940 (1620). — Est fait cardinal. 944 (1622). — Entre dans le conseil ; premières affaires dans lesquelles il capte la bienveillance et l'estime du roi. 946 (1624). — Sa politique, sa vigueur et sa fermeté auprès des puissances voisines et auprès du nonce du pape. 946 et 947 (1624). — Marie Madame, sœur du roi, à Charles I^{er} d'Angleterre, duc d'York ; sa retenue, sa discrétion au sujet des affaires, lui aliène les dames et les

- hommes de la cour, accusations contre lui. 918 (4625). — Puissante conspiration contre sa vie. 924 (4626). — Inspire à Louis XIII de la défiance contre tout le monde, et s'empare exclusivement de sa confiance. 925 (4626). — Convoque aux Tuileries l'assemblée des notables; actes de cette assemblée. 925 (4626). — Sa politique au sujet des Rochellois, de l'Espagne et de l'Angleterre. 926 (4627). — Inflige de nouveau des punitions exemplaires contre les traîtres et contre deux grands seigneurs coupables de duel. 927 (4627). — Obtient de Louis XIII le pouvoir le plus étendu sous La Rochelle, que le roi quitte pour cause de santé; assiège cette ville, après avoir construit la fameuse digue. 928 (4628). — Ses premières brouilleries avec la reine-mère; plan de campagne pour l'Italie, qu'il fait adopter par le roi. 928 et 929 (4628). — Son entrevue à Versailles avec Louis XIII; moyens secrets qu'ils concertent; personnages qui sont punis. 935 (4630). — Est sur le point d'être renversé; il ose se promener dans les rues de Paris; comment il rassure les Parisiens. 936 (4634). — Sa harangue chaleureuse et persuasive au roi dans un grand conseil. 936 (4634). — Fait décider dans le conseil du roi qu'on ait à user de sévérité à l'égard de tous les complices de Montmorency et de Gaston. 946 (4632). — Après sa maladie, il fait payer bien cher les propos qu'on s'est permis pendant sa maladie. 946 et 947 (4633). — Fait mourir deux domestiques de la reine-mère, et quelques autres personnages dévoués à cette princesse. 949 (4634). — Fonde l'Académie française; la dote de revenus; lui impose la critique du *Cid*; il encourage le commerce maritime. 952 (4635). — Annule le traité de Ratishonne et fait commencer de nouvelles négociations. 952 (4635). — Déclare la guerre aux deux branches de la maison d'Autriche; lenteurs des alliés de la France; commencements de cette guerre. 954 (4635). — Terrible conspiration contre sa vie; il devient plus puissant que jamais. 957 (4636). — Nouveau complot contre sa puissance; comment il en est instruit. 963 (4638). — Négociations au sujet de la Savoie; ses manœuvres; divers exploits militaires. 966 et 967 (4639). — Ses projets, dans le cas où le roi viendrait à mourir. 974 (4644). — Cherche à perdre tout-à-fait le comte de Soissons, réfugié à Sedan; il dirige une armée contre cette ville. 972 (4644). — Comment il rentre en grâce avec Louis, et fait arrêter Cinq-Mars et de Thou. 977 (4642). — Son départ de Lyon; son arrivée à Paris. 980 (4642). — Meurt après une longue maladie; ses travaux; conséquences de sa mort à l'égard des exilés et des prisonniers, ses ennemis. 984 et 982 (4642).
- RICHÉLIEU** (le d. c. de) continue, en remplacement de Boufflers, la guerre en faveur de Gènes contre l'Autriche et le Piémont. 4228 (1747). — Siège du fort Saint-Philippe. 4236 (1756). — Succède à Maillebois; ses exploits; fin de la guerre avec l'Angleterre. 4239 (1757).
- RICHMOND** (le comte de), attaché à la France; le duc Bedford le rend favorable aux Anglais par un mariage. 369 (1423). — Propositions qui lui sont faites de la part de Charles VII; négociation à ce sujet; il est fait connétable de France. 370 (1425). — Reprend Ponterson sur les Anglais; désertion dans son armée; intrigues contre lui; il échoue devant Saint-James de Beuvron; propos à la cour. 372 (1426). — Intrigue contre le ministre Giac; il le fait prendre et exécuter; fait nommer le sire de la Trémouille ministre à sa place; il fait assassiner le comte de Beaulieu. 373 (1427). — Intrigues à la cour contre lui; alliance de son frère, le duc de Bretagne, avec les Anglais; haine que le roi lui porte; sa pension et ses appointements lui sont supprimés. 373 (1427). — Se soulève contre Charles VII avec les comtes de la Marche et de Clermont; prise de Bourges; arrivée du roi; sa retraite à Partenay. 373 (1427). — Arrive avec des troupes au secours du roi; il brave la défense de Charles VII; son entrevue avec la Pucelle d'Orléans. 377 (1429). — Défiance du roi à son égard; il s'en venge héroïquement. 378 (1429). — Fait saisir la Trémouille, et le retient prisonnier; il fait nommer ministre Charles d'Anjou; avantage que Charles VII en retire. 383 (1434). — Paris lui ouvre ses portes; la garnison anglaise capitule. 385 (1436). — Complot qui se forme contre lui, le dauphin en est le chef; conseil qu'il donne au roi. 387 (1440). — Remontrances qu'il fait à Charles VII sur sa faiblesse; succès qu'il en obtient. 389 (1443). — Son arrivée rétablit le combat à Formigny; sa grandeur d'âme à l'égard du comte de Clermont. 392 (1450). — Son avènement au duché de Bretagne; amitié qu'il conserve à Charles VII. 397 (1456). — Refuse l'hommage-lige à son avènement au duché de Bretagne. 404 (1463).
- RICHMOND** (Henri Tudor, comte de), bat Richard III dans une bataille; il monte sur le trône d'Angleterre sous le nom de Henri VII. 463 (1488).
- RICHILDE**, maîtresse et puis femme de Charles-le-Chauve. 442 (876). — Contraire d'abord à Louis-le-Bègue, lui devient favorable. 443 (878).
- RICHIER**, bat Avitus. 85 (455). — Fait élire Majorien. 83 (457). — Fait assassiner Majorien. 85 (457). — Il épouse la fille d'Anthemius. 84 (467). — Il fait proclamer Olybrius. 84 (472). — Il meurt. 85 (472).
- RICTIOVARZ** (le préfet); atrocités qu'il commet contre les chrétiens. 61 (286).
- RIEUX** (le maréchal de), principal auteur de la ligue des tritons, rompt avec Anne de France; il rentre en faveur auprès du duc de Bretagne. 463 (1487). — Consent au mariage de sire d'Albret avec la duchesse de Bretagne; motifs qui l'y déterminent. 465 (1487). — Est investi de l'autorité pendant la minorité des filles du duc de Bretagne. 467 (1488). — S'oppose à l'entrée, dans Nantes, d'Anne de Bretagne. 468 (1489). — Commande l'armée qui doit attaquer le Roussillon; il tombe malade au siège de Salces; retraite de cette armée. 499 (1505).
- RIO-JANEIRO**, colonie de matelots français qui y est envoyée. 604 (1535).
- RIVIÈRE** (la), ministre de Charles VI, est poursuivi criminellement par les oncles du roi; comment il est sauvé. 529 et 530 (1392).
- ROBERT-LE-FORT**; Charles-le-Chauve lui donne le duché de France; sa fidélité à ce monarque. 439 (862). — Est tué dans un combat. 440 (861).
- ROBERT**, fils de Robert-le-Fort, défend Paris contre les Normands. 445 (885). — Est à la tête des mécontents contre Charles III. 447 (922). — Se fait déclarer roi. 447 (922). — Marche contre Charles III, et est tué à la bataille de Soissons. 448 (923).
- ROBERT**, roi de France; Hugues Capet, son père, le fait couronner. 457 (988). — Son avènement; il est excommunié à l'occasion de son mariage avec Berthe, fille de Conrad. 458 (996). — Fait la guerre à l'empereur Henri II. 459 (1003). — Attaque le comte de Champagne, et Ott. — Guillaume, qui lui dispute le duché

de Bourgogne. 459 (1004). — Se fait relever de l'excommunication, et épouse Constance, fille de Guillaume Taillefer, comte de Toulouse. 459 (1000). — Sa patience devenue proverbiale; sa pitié; son caractère. 460 (1024). — Il meurt; parallèle entre lui et Charlemagne; il protégeait les lettres et les sciences. 460 (1050).

ROBERT, duc de Bourgogne; embarras qu'il cause à son frère Henri 1^{er}; il en reçoit le duché de Bourgogne. 461 (1053).

ROBERT, comte de Frise, ses guerres contre Richilde et contre Philippe 1^{er}. 464 (1067).

ROBERT, fils de Guillaume-le-Conquérant, se révolte contre son père; sa lutte contre lui. 464 (1076). — L'un des chefs de la première croisade. 466 (1095).

ROBERT, comte de Flandre, l'un des chefs de la première croisade. 466 (1095).

ROBERT est fait comte d'Artois par le testament de son père, Louis VII. 200 (1225). — Épouse Mathilde de Brabant. 202 (1235). — Prend la croix. 205 (1248). — Son courage imprudent; il est tué. 206 et 207 (1250).

ROBERT (tiges de Bourbons) reçoit de Louis IX le comté de Clermont en Beauvoisis. 216 (1269).

ROBERT, fils aîné du comte Guy de Dampierre; Philippe IV le fait emprisonner. 226 (1299). — Il est mis en liberté et recouvre le comté de Flandre. 234 (1304).

ROBERT II, comte d'Artois, bat les Flamands à Furnes. 224 (1296). — Marche de nouveau contre les Flamands, est battu et tué. 227 et 228 (1302).

ROBERT III, sa lutte contre Mahaud, pour reconquérir l'Artois. 244 (1319). — Repousse, dans les états-généraux, les prétentions d'Édouard III à la couronne de France. 250 (1328). — Nouveaux titres qu'il prétend avoir pour la possession de l'Artois. 254 (1334). — Se brouille avec Philippe V; les pièces qu'il produit contre Mahaud sont déclarées fausses par la cour des pairs. 255 (1334). — Est condamné à mort par la cour des pairs. 255 (1332). — Proclamé criminel par la cour des pairs, se sauve en Angioterre. 255 (1332). — Est bien accueilli par Édouard II. 256 (1334). — Conseille à Édouard II de réclamer la couronne de France. 256 (1334). — Ravage les provinces françaises. 257 (1339). — Assiège et prend Vannes; il meurt de ses blessures. 260 (1345).

ROBERT (Florimond) est placé à la tête des finances par Louis XII. 484 (1498).

ROBERT D'ARRISSEL, fondateur des monastères pour les femmes. 468 (1099).

ROCCASECCA (la ville de) est assiégée par les Français et sauvée par un renfort que lui amène Pierre de Navarre. 502 (1503).

ROCHE (Henri de la), soupçonné coupable d'empoisonnement sur le duc de Guienne, est arrêté; conduit en Bretagne, il s'échappe de prison. 425 (1472).

ROCHE-L'ABAILLE (bataille de la), entre les armées royaliste et calviniste, gagnée par celle-ci. 675 (1569).

ROCHEFORT (Guy de), seigneur de Gournai, sa guerre contre Louis VI. 470 (1109).

ROCHEFORT (Guillaume de), son discours au conseil d'état, délibérant si l'on s'emparerait de la Bretagne. 466 (1488).

ROCHEFORT (Gui de) est confirmé dans sa charge de con-

seiller par Louis XII. 484 (1498). — Est président du tribunal chargé de juger le maréchal de Rohan-Gié; sauve le maréchal. 504 (1504).

ROCHEFOUCAULD (le duc de la) fait partie des Frondeurs. 4047 (1649). — Se déclare en faveur des princes, et prend les armes. 4052 (1650). — Déteste le coadjuteur, et fait tout ce qu'il peut pour lui nuire auprès du prince de Condé. 4045 (1654).

ROCHELLE (la ville de la) repousse les Anglais de ses murs. 298 (1374). — Est rendue à la France. 299 (1372). — Se révolte au sujet de l'impôt sur le sel. 374 (1543). — Importance de cette ville. 676 et 677 (1570). — Ses habitants ont le plaisir de voir mourir sous leurs murs Coscins et quelques autres exécuteurs de la Saint-Barthélemy. 695 (1575). — Traité avantageux qu'obtient cette ville après une honorable résistance. 696 (1575). — Refuse de recevoir une flotte formidable que l'Angleterre lui envoyait sans l'avoir prévenue. 927 (1627). — En proie à la famine, se rend à Louis XIII, appelé de nouveau par Richelieu; conditions de cette reddition. 928 (1628).

ROCROY (la ville de) est assiégée par les Espagnols. 607 (1557). — Bataille de ce nom; ses détails. 987 (1645).

ROGATIEN, martyr à Nantes. 64 (286).

ROGER (Bernard, comte de Foix), s'unit à Géraud, comte d'Armagnac, pour dépouiller le seigneur de Sompany. 249 (1272). — Philippe III marche contre lui et le soumet. 249 (1272).

ROHAN-GIÉ (maréchal de), indispose Anne de Bretagne, reine de France; son procès après la guérison du roi; sa conduite à l'égard des témoins; son jugement. 505 (1504).

ROHAN Jean II, vicomte de), aspire pour son fils à la main d'Anne de Bretagne. 467 (1489). — Est, par Louis XI, détaché du service du duc de Bretagne. 424 (1470).

ROHAN (duc de) excite les calvinistes à se joindre à Condé. 886 (1645).

ROI (Pierre le), artisan de Bruges; part qu'il prend à la révolte des Flamands sous Philippe IV. 227 (1300).

ROIS FRANÇAIS, leur pouvoir du temps de Dagobert 1^{er}. 402 (628). — Leur élection par leurs sujets résulte de la formule de leur installation. 457 (988). — Leur faiblesse et l'exiguité de leurs états au commencement du onzième siècle. 464 (1036). — Leur autorité s'établit dans les villes. 472 (1156). — Prennent le titre de rois de Navarre. 244 (1348).

ROLAND, dit l'invulnérable, neveu de Charlemagne, est tué à Roncevaux. 449 (778).

ROLLON, chefs des Normands, assiège Paris. 445 (885). — fixe le siège de sa domination à Rouen. 446 (942). — Police les Normands; son caractère; Charles-le-Simple lui donne une de ses filles et le duché de Normandie. 447 (942).

ROMAINS, leur première expédition au-delà des Alpes. 42 (A. J. 454).

ROME, assiégée et mise à contribution par Alaric. 78 (468). — Prise et livrée aux Flamands, et au pillage par Alaric. 79 (469). — Affaiblissement de sa domination. 84 (448). — Pillée par Genséric. 83 (455). — Anéantissement de sa puissance. 85 (476). — (Traité de) entre Paul IV et Henri II. 605 (1555).

ROMONT (le comte de) est la cause de la guerre entreprise

contre les Suisses par le duc de Bourgogne. 455 (1476).

ROMULUS-AUGUSTULUS proclamé empereur. 85 (475).

ROOK, combat de Gibraltar. 1449 (1704).

ROQUEFLEU (le comte de), expédition contre l'Angleterre; son issue. 1219 (1744).

ROSBEC (bataille de) gagnée par les Français sur les Flamands. 316 (1382).

ROSEY (de), réfugié auprès des Espagnols, ne participe pas aux faveurs du roi; il contribue au succès de ces étrangers; sa mort. 818 (1594). — Est cause de la prise de Calais par les Espagnols. 825 (1596).

ROSEY (château de), Henri IV s'y arrête le soir de la bataille d'Ivry. 778 (1590).

ROTHOU, comte du Perche, l'un des chefs de la première croisade. 466 (1095).

ROUX est brûlé par les Normands. 437 (844). — Les Normands y fixent le siège de leur domination. 446 (912). — Se révolte pendant la minorité de Charles VI. 344 (1382). — Le procès, le jugement, la condamnation et l'exécution de Jeanne-d'Arc ont eu lieu dans cette ville. 580 (1434). — Est reprise sur les Anglais par Charles VII. 592 (1448). — Est assiégée par les catholiques; pillage et massacre horrible. 644 et 645 (1562). — Le massacre des calvinistes s'y fait impitoyablement. 690 (1572).

ROUTIER: bande aux ordres de Henri II, roi d'Angleterre. 480 (1175).

ROUVRAI-SAINT-DENIS, lieu où se donna le combat dit la journée des harangs. 375 (1429).

ROVÈRE (Julien de la), neveu du pape Sixte IV, est nommé légat en France et en Flandre; son caractère; il est dupe des flatteries de Louis XI. 448 (1480).

ROZE (Guillaume), évêque de Senlis, est à la tête de la procession militaire faite par les ligueurs. 784 (1590). — Sa sortie contre le duc de Feria, qui proposait l'élection de l'infante d'Espagne au trône de France. 806 (1595).

RUBENPRÉ (le bâtard de), envoyé par Louis XI pour s'emparer du vice-chancelier de Bretagne, est arrêté par le duc de Bourgogne. 405 (1464).

RUCCELAI, riche florentin; il reçoit l'abbaye de Signy; faste de sa maison; il suit la reine Marie de Médécis dans son exil. 899 (1618). — Son énergie; il délivre la reine. 900 (1619). — Accusation portée contre lui; comment il la conjure. 906 (1620).

RUVIN, ministre d'Arcades; son ambition. 76 (395). — Massacré par les soldats de Gainas. 76 (395).

RUCORRAI (Cosme), Florentin, astrologue; passe pour habile empoisonneur. 736 (1574).

S

SABINUS se fait proclamer empereur; sa mort ordonnée par Vespasien. 52 (69).

SACROVIR soulève les Gaulois contre les Romains, sous Tibère. 45 (21). — Il est défait, et se tue. 46 (21).

SAGUE (La); il est arrêté et soumis à la torture; il avoue aux Guise une conjuration nouvelle qui se prépare. 627 (1560).

SAINT-AMBRIOISE éconduit les Préscliliants. 73 (1386). — Il retourne dans les Gaules. 74 (587).

SAINT-ANDRÉ (Jacques d'Alban, le maréchal de); son mérite; sa fortune. 634 (1564). — Est fait prisonnier à Dreux et tué à bout portant. 647 (1562).

SAINT-ANTOINE-DES-CHAMPS (abbaye de), lieu où se tint une conférence entre Henri IV et les députés des ligueurs. 783 (1590).

SAINT-ATHANASE est relégué à Trèves par les Ariens. 69 (360).

SAINT-AUBIN-DU-CORMIER; lieu où se donna la bataille de ce nom, gagnée par les Français sur les Bretons. 466 (1448).

SAINT-BARTHÉLEMY (la). Incertitudes et obscurités concernant ce massacre. 679 (1570). — Le jour est désigné en conseil; personnages qui y prennent part. 686 (1572). — Horrible boucherie qui dure trois jours; hommes marquants qui en sont victimes. 688 et 689 (1572). — Opinion la plus probable sur le projet de ce massacre. 682 (1572). — Est attaqué en Allemagne par une infinité d'écrivains qui la représentent comme le crime le plus noir, le plus exécrable de la tyrannie. 692 (1572). — Le pape en verse des larmes de joie; la politique de l'Espagne l'approuve. 692 (1572).

SAINT-BERNARD réforme l'ordre de Cluni et fonde Clairvaux, dont il est abbé. 475 (1122). — Sa puissance. 478 (1151).

SAINT-CANDIDE est mis à mort par Maximien. 60 (286).

SAINT-DENIS vient prêcher la foi à Paris, sous le règne de Déce. 57 (256).

SAINT-DENIS (ville de); son église devient la sépulture de Hugues Capet, et celle des rois de France. 458 (996). — Anne de Bretagne y est couronnée reine de France. 471 (1492). — Tombe au pouvoir des calvinistes; Charles IX leur envoie un héraut, avec une signification qui les embarrasse. 663 (1567). — Bataille de ce nom; les calvinistes sont vaincus, après s'être défendus vaillamment. 664 (1567).

SAINT-DIZIER (ville de), est prise de ruse par Charles Quint. 577 (1544).

SAINT-EXUPÈRE est mis à mort par Maximien. 60 (286).

SAINT-FRANÇOIS-D'ASSISE fonde l'ordre des Cordeliers. 498 (1225).

SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS. Les cloches de cette église sonnent le tocsin de la Saint-Barthélemy. 687 (1572).

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Traité de paix entre Charles IX et les calvinistes, conclu en cette ville; dispositions de ce traité. 678 et 679 (1578). — La cour en fut brusquement pour se rendre à Paris; Charles IX, très-malade, est porté en litière. 699 (1574).

- SAINT-HÉRAUD**, en Auvergne, se refuse à exécuter les ordres sanguinaires de Charles IX. 690 (1572).
- SAINT-ISAL** est le chef de la cabale dite des *importants*. 984 (1643).
- SAINT-JAMES-DE-BEUVRON** est prise par les Anglais; le comté de Richemont ne peut la reprendre. 572 (1426).
- SAINT-JEAN-D'ANGELY** (siège de); il est soutenu par Piles, contre l'armée royale. 676 (1569).
- SAINT-LÉON**; ses supplications arrêtent Attila, marchant contre Rome. 82 (453).
- SAINT-LUC**, favori de Henri III; profusions scandaleuses de ses noces; le duc d'Anjou refuse d'y assister. 724 (1578). — Il entreprend de convertir Henri III; moyen qu'il emploie. 729 (1581). — Il doit son salut au duc de Guise. 730 (1581).
- SAINT-MALO**. Les armateurs de cette ville, sous la conduite de Beaulieu, vont détruire les vaisseaux turcs. 863 (1605).
- SAINT-MARTIN**. Sulpice Sévère a fait sa biographie. 74 (386).
- SAINT-MAUR** (village de). Traité qui y est signé par Louis XI et le duc de Bretagne, ses stipulations. (410) 1463).
- SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS** (abbaye de). Origine de son nom. 60 (1286).
- SAINT MAURICE** est le chef de la légion Thébéenne; il se refuse à prêter le serment exigé par Maximien. 60 (286).
- SAINT-MESGRIN**, favori du roi, amant de la duchesse de Guise, est assassiné à la porte du Louvre. 726 (1578).
- SAINT-NICAISE**, martyr à Reims. 59 (262).
- SAINT-OMER** (ville de), est assiégée par Robert d'Artois. 258 (1340).
- SAINT-PAUL** (le comte de) est à la tête des Bourguignons, et gouverneur de Paris. 547 (1414).
- SAINT-PAUL** (le comte de) épouse Marguerite de Savoie, sœur de la reine. 412 (1466). — Intrigues qu'il fait jouer pour se rendre indépendant du duc de Bourgogne et du roi de France. 423 (1474). — Commande avec Chabannes l'armée du roi contre le duc de Bourgogne. 425 (1474). — Ses trahisons envers Louis XI et le duc de Bourgogne; conventions entre eux arrêtées contre lui; son entrevue avec Louis XI. 428 (1474). — Ses trahisons sont découvertes; il est livré au roi par le duc de Bourgogne; son procès; sa sentence; son exécution. 433 (1475).
- SAINT-PAUL** (comte de), est battu et fait prisonnier près de Pavie. 556 (1529).
- SAINT PEREGRIN** vient prêcher la foi à Auxerre sous le règne de Déce. 57 (250).
- SAINT-QUENTIN** (ville de), est prise et la garnison faite prisonnière. 608 (1557).
- SAINT REMI**, évêque de Reims, instruit Clovis dans la foi chrétienne. 86 (496).
- SAINT RIVAT**, martyr à Mende. 59 (276).
- SAINT-SIMON**, calme Louis XIII, et appuie indirectement la cause de Richelieu. 934 (1650).
- SAINT-SORLIN** (Henri, marquis de), se rend à Henri IV. 823 (1596).
- SAINTE-CHAPELLE**; est fondée par Louis IX. 215 (1268).
- SAISSY** (Bernard de), légat du pape et évêque de Pamiers; sa captivité. 228 (1502).
- SALADIN** prend Jérusalem à Guy de Lusignan. 184 (1187). — Il est battu par Richard-Cœur-de-Lion; son traité avec ce prince. 487 (1192).
- SALCÈDE**; il conspire avec le duc de Guise contre Henri III. 734 (1582). — Il a pour but d'allumer la guerre dans tout le royaume; d'empêcher le duc d'Anjou de rentrer en France; de faire la loi à Henri III. 731 (1582). — Il est arrêté en Flandre par le duc d'Anjou; Henri III le fait condamner au supplice des criminels de lèse-majesté. 731 (1582).
- SALISBURY** (Montaigu, comte de), commande les Anglais à la bataille de Cravant. 569 (1425). — Siège d'Orléans; Journée des harengs. 574 (1428).
- SALUCES** (Louis, marquis de), prend le commandement de l'armée française; il est surpris par Gonzague sur les bords du Garillan; sa retraite sur Gaëte. 502 (1503).
- SALUCES** (Michel-Antoine, marquis de), succède à Lautrec; est forcé à une capitulation dure, mais nécessaire; Il meurt d'une blessure au genou. 556 (1528).
- SALUCES** (François, marquis de), nommé lieutenant-général de François I^{er} en Italie; le trahit en passant aux Espagnols. 564 (1536).
- SANCERRE** (siège de); courageuse résistance de ses habitants; horrible famine qui désole cette ville; elle est prise et démantelée. 696 (1573).
- SANCHE DE CASTILLE**. Les états de ce royaume l'en reconnaissent héritière. 219 (1272). — Son ingratitude envers son père. 220 (1273).
- SANEY** a une dispute avec Rosny, en présence du roi. 849 (1605).
- SAPOR**, roi de Perse; sa perfidie envers Valérien. 57 (251).
- SARMATES** (apparition et incursions des). 57 et 58 (260).
- SARRASINS**; leur irruption en France. 408 (727). — Sont défaits par Charles-Martel. 409 (732). — Conservent Narbonne, d'où ils menacent le Languedoc. 412 (752). — Chassés de France par la prise de Narbonne. 415 (761). — Leur expulsion complète de la France; ils l'ont envahie sept fois. 409 (761). — Leur députation à Charlemagne. 419 (773). — En guerre contre les Français. 428 (824). — Sont mis en déroute par les Français au passage du Méandre. 477 (1148). — Sont défaits par les croisés. 206 (1249).
- SARUS**, bat les lieutenants de Constantin; est contraint de repasser les Alpes; sa trahison envers Silicon. 78 (408).
- SATURNIN** vient prêcher la foi à Toulouse, sous le règne de Déce. 57 (250).
- SAUMUR** (Traité de) passé entre Charles VII et le duc de Bretagne; Stipulations onéreuses à Charles. 572 (1426).
- SAUVRE** (Gilles de), par ses remontrances sauve la vie aux proscrits. 715 (1575).
- SAVOIE** (le duc de) demande l'hommage du marquisat de Saluces. 462 (1486).
- SAVOIE** (Charles Emmanuel, duc de); ses prétentions à la couronne de France; il veut les échanger contre le marquisat de Saluces. 777 (1590). — Il entre en Provence; le parlement d'Aix l'en nomme gouverneur et protecteur. 786 (1591). — Son portrait; il gagne la confiance de Biran. 853 (1599). — Vient à la cour de

- HENRI IV**, qui devine juste ses intentions ; son habileté et ses menées. 834 (1599). — Sa soumission à la cour d'Espagne ; il envoie son fils lui demander publiquement pardon. 874 (1610).
- SAVOIE** (duc de). Négociation avec la France ; sa politique. 4138 (1696). — Traité de paix avec Louis XIV. 4138 (1697). — Campagne de Provence. 4156 (1708).
- SAVOIE** (Charlotte de) ; n'est pas heureuse avec Louis XI. 455 (1485). — Elle aspire à la tutelle de Charles VIII ; elle meurt peu de temps après Louis XI. 454 (1485).
- SAVOIE** (dauphine de France, princesse de) ; sa mort ; le duc d'Orléans en est accusé. 4165 (1742).
- SAVOIE** (la princesse de) ; son mariage avec le comte de Provence. 4270. (1774).
- SAVOIE** (la princesse de) ; son mariage avec le comte d'Artois. 4270 (1774).
- SAVOIS**, chambellan du roi, est condamné à une forte amende, parce que ses gens avaient troublé une procession de l'Université. 538 (1405).
- SAXE** (maison de) ; splendeur des Allemands sous son règne. 449 (929).
- SAXE** (Maurice, comte de), est élevé à la dignité de maréchal de France ; il est chargé de couvrir les sièges des places de l'Alsace. 4220 (1744). — Ses habiles manœuvres en Flandre. 4220 (1744). — Gagne la célèbre bataille de Fontenoy, quoique bien malade. 4223 (1745). — Ses savantes manœuvres lui livrent les principales places de la Flandre et du Brabant. 4226 (1746). — Il gagne la bataille de Liège, et force le prince Charles à repasser la Meuse. 4227 (1746). — La gloire dont il se couvre facilite le mariage de la fille de l'électeur de Saxe avec le dauphin. 4227 (1747). — Il gagne la bataille de Laufeldt ; ses résultats. 4229 (1747). — Il investit Maëstricht et prépare la paix d'Aix-la-Chapelle. 4250 (1748). — Sa mort, causée par son intempérance, est une grande perte pour la France. 4259 (1750). — Cet illustre guerrier n'était grand qu'à la tête des troupes. 4259 (1750).
- SAXONS** (les) infestent les côtes de la Belgique 64 (287). — Ils envahissent les deux Germaniques et la Belgique. 77 (407). — Leur établissement dans l'Armorique. 84 (467). — Ils sont battus à plusieurs reprises par Charles-Martel. 408 (721). — Repoussés de nouveau par Charles-Martel. 409 (734). — Sont chassés par Pépin. 415 (752). — Ils paient un tribut annuel à la France. 445 (756). — Luttres des rois français contre ces peuples ; Charlemagne marche contre eux et les met en déroute. 447 et 448 (772). — Attaquent de nouveau la France ; ils se soumettent à Charlemagne et se convertissent. 448 (775). — Les lois par lesquelles Charlemagne veut les soumettre ne font que les irriter contre lui. 420 (779). — Soulevés encore contre Charlemagne ; pertes qu'ils essuient ; quatre mille d'entre eux sont suppliciés. 420 (783). — Ils sont transplantés en Flandre par Charlemagne. 424 (793). — Un grand nombre d'entre eux sont transportés dans l'Helvétie. 428 (809).
- SCARRON** (madame). Notes sur sa vie. 4424 (1681). Voyez **MAINTENON**.
- SCHANIM-GUERAT**, kan des Tartares de Crimée ; sa transaction avec la Russie. 4295 (1785).
- SCHNERER** (le cardinal de Sion), est appelé le *général Tondu* ; il soulève et conduit les Suisses contre les Français en Italie. 519 (1514). — Prêche contre les Français. 534 et 532 (1515).
- SCHISMES** papal ; ses funestes effets. 530 (1393). — Nouvelle occasion et nouvelles démarches pour le détruire. 539 (1406). — Incidents qui le vivifient ; sa fin. 534 et 535 (1414).
- SCHOMBERG** (Théodore de). Réparation que lui fait Henri IV ; sa mort à la bataille d'Ivry. 778. (1590).
- SCHOMBERG**, conseiller, l'un des auteurs de l'édit de Nantes. 826 (1598).
- SCIENCES** ; leur état en France, sous Charlemagne. 422 et 423 (789). — Leur état sous Louis-le-Gros. 476 (137).
- SCIPION NASICA** est vainqueur des Gaulois 44 (Av. J. 200).
- SCUDÉRY** (mademoiselle de) continue ses relations avec Fouquet, après son arrestation. 4087 (1661).
- SÉCA** (Philippe), évêque de Plaisance, est nommé légat du pape en France, en remplacement du cardinal Gaétan ; son dévouement à la ligue. 786 (1591). — Est confirmé légat en France ; il devient maître du spirituel dans Paris par la fuite de l'évêque. 792 (1591).
- SÉGUIER** (le président) ; son discours à Henri II au sujet des calvinistes. 644 (1559).
- SÉGUIER**, doyen de l'église de Paris ; tracasseries qu'il éprouve dans son ambassade à Rome. 813 (1594).
- SÉGUIER** (chancelier de), perd la confiance du public. 994 (1648). — Court le risque d'être assassiné par le peuple. 4003 (1648). — Est nommé ministre de la justice par Louis XIV. 4086 (1664).
- SEIGNEURIAUX** (marquis de). Bombarde Gênes 4418 (1684).
- SEIZE** (les) ; leur conseil s'occupe des intérêts de la sainteunion. 75 (1588). — Ils prétendent, dans leurs délibérations, que Henri en veut à la religion catholique. 755 (1588). — Abandonnés du duc de Guise, ils l'appellent à leur secours. 755 (1588). — Soutenus par les factieux, ils s'assemblent à l'Hôtel-de-Ville. 764 (1589). — Ils tentent d'asservir le parlement. 765 (1589). — Ils font augmenter de quatre mille hommes la garnison espagnole de Paris ; dissensions qui éclatent entre eux et Mayenne. 791 (1591). — Se plaignent de Mayenne ; requête qu'ils lui adressent ; ils prennent le parti de se défaire de Brisson, président du parlement ; ils l'assassinent. 795 (1591). — Sont effrayés du peu de sympathie du peuple pour l'exécution de Brisson ; ils cherchent des appuis ; Mayenne en fait exécuter plusieurs et détruit leur autorité. 794 (1591). — Mesures que prennent contre eux les principaux de Paris. 800 (1592). — Tiennent Paris en alarmes. 845 (1594).
- SRL** (impôt sur le) établi par François Ier, est cause de l'insurrection de presque toutes les villes bordant la Garonne et la Dordogne. 573 (1542).
- SÉLIM II**, empereur des Turcs, attaque Lépante. 679 (1570).
- SEMAINES-LE-ROI**. Jours pendant lesquels les guerres particulières sont suspendues. 243 et 244 (1255).
- SENAUPONT**, gouverneur de Boulogne, prend le plan de Calais en plusieurs fois. 608 (1558).
- SÉNÉGAL**. Son embouchure est reconnue par Euthymème. 44 (A. J. 350).
- SENILIS** (Bernard, comte de) contrarie le projet de Louis IV de dépouiller Richard, duc de Normandie. 450 (945).
- SÉQUANAIS** (les) s'unissent aux Arvernes contre les Eduens. 20 (A. J. 58).

- SÉVERAC** (le maréchal de) commande les Français à Cravant avec Jean Stuart. 369 (1423).
- SÉVÈRE** (Septime), empereur, bat Albinus dans les Gaules, et brûle Lyon. 36 (195).
- SÉVÈRE**, est fait César. 62 (305). — Il est reconnu Auguste par Galère. 63 (306). — Il assiège Maxence dans Rome. 63 (307).
- SÉVÈRE** (Vibius) cède Narbonne à Théodoric; son règne. 84 (465).
- SFORCE** (le duc) n'ose attenter aux jours de ses neveux pendant la vie de Louis XI; il conclut sous main une alliance avec le roi de Naples. 451 (1482).
- SFORCE** (Ludovic, dit le Maure), désire l'entrée des Français en Italie; ses raisons pour cela. 474 (1493). — Inquiétudes qu'il conçoit de l'arrivée en Italie du roi de France; description des fêtes qu'il lui donne. 475 (1494). — Cherche à conjurer l'orage qui le menace; ses démarches auprès des princes italiens, du pape et du roi d'Angleterre, dans le but d'empêcher l'expédition de Louis XII contre lui. 487 (1499). — Pressé par les Français, il s'adresse en vain au peuple; craignant d'être livré, il s'enfuit. 487 (1499). — Conçoit l'espoir de rentrer dans le duché de Milan; troupes qu'il enrôle; composition de son armée. 488 (1500). — Révolution dans Milan en sa faveur; il se porte au-devant de la Trémoille; il est fait prisonnier et conduit en France; sa captivité; sa mort. 488 (1500).
- SFORCE** (Jean) se démet de son autorité sur la ville de Pezaro en faveur de César Borgia. 490 (1500).
- SFORCE** (Maximilien) cause la guerre civile dans le Milanais. 520 (1513). — Il renonce au duché de Milan en faveur de François I^{er}, et se retire en France. 543 (1517).
- SFORCE** (François-Marie), frère puîné de Maximilien, bat les Français et les Suisses devant Milan. 538 (1522). — Meurt sans enfants. 562 (1535).
- SICILE** (la), est pendant deux siècles le théâtre de guerres entre les Français et les Espagnols. 222 (1282). — Les Français sont obligés de l'évacuer après le massacre des vèpres siciliennes. 222 (1282).
- SICILIENS** (les), massacrent les Français dans leur île. 224 (1282).
- SIZENNE**, tombe au pouvoir de Mendoza; et puis se livre aux Français. 594 (1552). — Assiégée; sa capitulation. 599 (1555).
- SIGEBERT**, roi de Cologne. Clovis le fait tuer. 87 (508).
- SIGEBERT**, fils de Clotaire, engage son frère Chilpéric à cesser ses dérèglements. 92 (562). — Il bat ses deux frères Gontran et Chilpéric. 95 (570). — Il est assassiné par l'ordre de Frédégonde. 93 (595).
- SIGEBERT II** est fait roi d'Austrasie par Dagobert son père. 402 (637). — Sa mort. 404 (650).
- SIGERIC**. Il assassine Ataulphe. 80 (444).
- SIGISMOND**, roi de Bourgogne, est attaqué et mis à mort par les fils de Clovis. 89 (512).
- SIGISMOND**, roi de Hongrie, demande des secours contre Bajazet. 333 (1396).
- SIGISMOND**, duc d'Autriche, cède à prix d'argent, au duc de Bourgogne, le comté de Ferrète et le landgraviat d'Alsace. 427 (1475). — Reçoit en prêt des Suisses 80,000 florins pour dégager le comté de Ferrète des mains du duc de Bourgogne. 429 (1474).
- SIGOVÈSE**. Son expédition en Germanie. 6 (Av. J. 600).
- SILHOUETTE** (de) remplace M. de Boulogne aux finances; il réduit de moitié les profits des fermiers-généralistes; il fait enregistrer un édit qui soumet à l'impôt les corps privilégiés; haine que cet édit suscite contre lui. 1249 (1760). — Les ressources qu'il emploie ne répondent pas à ses vues; il cède sa place à M. Bertin. 1249 (1760).
- SILLÉRI**, chancelier, expose, aux députés que ce corps avait envoyés auprès de Louis et en présence du roi, sa doctrine sur les pouvoirs du parlement. 882 (1615).
- SIXTE IV** (le pape) est dans les intérêts de Louis XI. 451 (1482).
- SIXTE V** (le pape) excommunie les Bourbons. 740 (1585). — Inflexible pour absoudre Henri de la mort du duc de Guise. 766 (1589). — Nomme le cardinal Gaston son légat en France; instructions qu'il lui donne. 776 (1590). — Se montre moins prévenu contre Henri IV. 780 (1590). — Sa mort. 786 (1594).
- SMALKALDE** (ville de). C'est là que se liguèrent les électeurs allemands, les rois de Suède et de Danemarck, et quelques villes considérables. 558 (1531).
- SOBOLES** (les frères), après avoir été élevés par le duc d'Épernon, sont disgraciés; ils lèvent des troupes; le roi Henri IV les désavoue. 854 (1603).
- SOCIN**, réformateur après Luther. 528 (1545).
- SOISSONS** (ville de) est le centre des états de Syagrius. 86 (482). — Elle est la capitale des états de Lothaire. 89 (512). — Tombe au pouvoir de Sigebert. 93 (563). — Est prise et pillée horriblement par les Armagnacs. 554 (1414).
- SOISSONS** (le comte de), intrigues pour lui faire épouser Catherine, sœur de Henri IV. 788 (1591). — Ses prétentions à la régence. 870 (1610). — Agrandit son gouvernement de Normandie en s'emparant de places voisines que la reine s'était réservées. 875 (1612). — Retiré à Séilan, demande à Louis XIII à n'être pas forcé de revenir à la cour, ni dans aucun lieu où le cardinal aurait de l'autorité. 959 (1657). — Sa victoire sur l'armée royale; sa mort violente; punition de ses complices. 973 (1644).
- SOISSONS** (la comtesse de). Elle est impliquée dans le procès de la Brinvilliers; elle se sauve en Espagne, y empoisonne la reine et s'enfuit en Allemagne; elle meurt à Bruxelles, méprisée de tout le monde. 116 (1682).
- SOLDE DES TROUPES**. Son origine. 472 (1456).
- SOLIMAN** (le sultan). Sa valeur contre les croisés; il est défait. 467 (1099).
- SOLIMAN**, envoie un ambassadeur à François I^{er}, qui le reçoit bien; insinuations de Charles-Quint à ce sujet; réponse de François I^{er}. 564 (1535).
- SOLO** (Denis), conseiller au parlement, est le créateur du *Journal des savants*. 1089 (1664).
- SORBONNE**. Doit son établissement à Louis IX. 202 (1236). — Elle rend un décret qui délie tous les Français de leur serment de fidélité à Henri III. 765 (1589). — Elle rend un décret contre Henri IV; ses dispositions. 777 (1590).
- SOREL** (Agnès). On lui attribue la résolution que prit Charles VII de ne pas se retirer dans le midi. 375 (1429). Sa mort; causes présumées; elle est la première qui porte publiquement le titre de maîtresse du roi; morale qu'elle adresse, au lit de mort, aux demoiselles de son service. 392 (1449).
- SORAUER** (maison de), décadence de l'Allemagne sous son

- régné. 449 (929). — Son extinction par la main du bourreau. 214 (1268).
- BOULTEAUX** (combat naval de), le comte d'Estrées y commande la flotte française. 1002 (1672).
- BOURDIS**, archevêque de Bordeaux, échoue devant Terragone. 968 (1641).
- SPAIN** (ville de); les princes allemands y protestent contre la décision de la diète de Worms, de là vient nom de *protestants*. 558 (1550). — Diète qui y est tenue; Charles-Quint y exaspère les princes confédérés contre François I^{er}. 575 (1540).
- STANISLAS LECZYNSKI** fait des vaines tentatives pour remonter sur le trône de la Pologne. 1207 (1755). — Sa fuite de la Pologne. 1208 (1755). — Sa mort occasionnée par le feu. 1260 (1768).
- STENAI** (siège de). 1076 (1654).
- STILICON**, commande les Goths et les Vandales dans l'armée de Théodose. 75 (394). — Est nommé tuteur d'Honorius par Théodose. 76 (395). — Repousse les Barbares de la Grèce; singularité de sa conduite. 76 (395). — Sa politique; il bat Alarie à Pollentia. 77 (403). — Fait épouser successivement ses deux filles à Honorius. 77 (406). — Il est mis à mort par son ordre. 78 (408).
- STRASBOURG**, résiste à Henri II. 594 (1552).
- STROMBOLI** (combat naval de), Duquesne y résiste à l'amiral Ruyter. 1111 (1675).
- STROZZI** (Pierre), demeure longtemps disgracié malgré ses campagnes et ses blessures. 600 (1555). — Il est fait prisonnier par les calvinistes; danger qu'il court. 675 (1569).
- STROZZI** (Philippe), commande la flotte du prieur Croto; il est attaqué par le marquis de Sainte-Croix, massacré à coups de hallebardes et jeté à la mer. 752 (1582).
- STUART** (Jean), amène au dauphin Charles six mille Écosais; il devient connétable. 567 (1421).
- STUART**, tue le connétable de Montmorency d'un coup de feu, presque à bout portant. 661 (1569). — Il est fait prisonnier à Jarnac, et tué à coups de poignards. 674 (1569).
- STUART** (Marie) épouse le dauphin, fils de Henri II. 610 (1558). — Veuve de François II, revient en Écosse; ses vifs regrets en quittant la France. 635 (1564).
- SUAVES** (les) sont appelés en Gaule par les Arvernes; ruinent la puissance des Éduens. 20 (A. J. 58). — Leur seconde expédition contre la Gaule est comprimée par Carinas, préfet de la Belgique. 43 (A. J. 42). — Envahissent ses deux Germaniques et la Belgique. 77 (407). — Réduits par Wallia. 80 (418). — Leur progrès en Espagne. 81 (448).
- SUFFOLK** (le duc de); Henri VIII ne peut obtenir du roi de France la remise de ce personnage. 524 (1514).
- SUGER**, abbé de Saint-Denis, appelé par Louis VI à ses conseils. 173 (1129). — Il s'oppose à la croisade. 178 (1150). — Il raccommode Louis VII et Éléonore; il meurt. 178 (1152).
- SUISSES** (les). Guerre avec la France; *journée de Saint-Jacques*; conclusion de la paix. 589 (1414). — Apparaissent pour la première fois dans les armées françaises. 409 (1465). — A l'instigation de Louis XI, entrent en guerre avec le duc de Bourgogne; traité qu'ils font avec le roi. 429 (1474). — Sont attaqués par le duc de Bourgogne; ils lui envoient des députés pour la paix; ils remportent sur lui une victoire mémorable à Granson. 436 (1476). — Continuent la guerre avec la Bourgogne; ils taillent en pièces l'armée du duc à Morat. 457 (1476). — Sont congédiés du service de France par Anne de France. 455 (1485). — Accourent en grand nombre, en Italie, au secours de Charles VIII; à l'instigation du duc d'Orléans, ils se révoltent; otages qui leur sont donnés en garantie du paiement de leur solde. 480 (1495). — S'engagent au service de Ludovic Sforza; ils le trahissent à Novarre et passent dans les rangs français; s'emparent de Bellinzona dans le Milanais. 488 (1500). — Occasionnent la bataille des Cérignolles, et y font des prodiges de valeur. 499 (1505). — Bloquent les Français à Novarre; ils font une irruption en France. 521 (1515). — Inondent la Bourgogne de leurs troupes. 522 (1515). — Investissent Dijon; Traité qu'ils font avec la Trémouille. 525 (1515).
- SUISSES** (les), gardes de Henri III; sont massacrés au milieu du tumulte. 756 (1588).
- SULLY** (Rosny, sire de), engage Henri IV à ne point brusquer le jeune cardinal de Bourbon. 788 (1591). — Représentations qu'il adresse au roi au combat d'Amale. 795 (1591). — Conseils qu'il donne à Henri IV sur la conduite qu'il doit tenir à l'égard des divers partis. 801 (1592). — Il engage Henri IV d'abjurer le calvinisme. 805 (1595). — Il est le seul confident des peines d'Henri IV. 827 (1599). — Son entretien avec Henri IV sur Gabrielles d'Estrées; il le détourne de l'épouser. 828 (1599). — Sa conduite énergique avec Henri IV; il déchire une promesse de mariage faite à Henriette d'Entragues. 851 (1599). — Sa prévoyance contre le duc de Savoie; une campagne suffit pour se rendre maître du marquisat de Saluces. 856 (1600). — Est nommé surintendant des finances; ses travaux, ses recherches. 849 (1603). — S'occupe de l'amélioration des finances, d'après l'ordre exprès du Henri IV; moyen qu'il propose au roi. 849 (1603). — Ses premières mesures financières le font bénir du peuple et détester des grands. 850 (1603). — Soutient avec fermeté une sortie du duc d'Épernon; le roi lui écrit pour l'en féliciter. 850 (1603). — Autres mesures financières très-utiles qu'il adopte, malgré les clameurs des intéressés. 850 et 851 (1603). — Est envoyé complimenter Jacques I^{er}, devenu roi d'Angleterre; il obtient un traité de secours contre la Hollande. 852 (1604). — A toute la confiance du roi. 853 (1604). — Une puissante cabale est sur le point de priver Henri IV d'un aussi bon ministre; intrigues et moyen dont elle use. 859 et 860 (1605). — Remet l'administration des finances et le gouvernement de la Bastille. 874 (1611). — Donne d'utiles avertissements à la reine-mère. 889 (1616).
- SUNNON**, chef des Francs, est forcé de rendre les dépouilles faites sur les Romains. 74 (392).
- SURESNE** (le village de) est choisi pour une conférence, entre les députés des ligueurs et les députés des seigneurs catholiques. 802 (1593). — assemblées qui s'y tiennent; personnages qui y figurent, pour les catholiques et pour les ligueurs. 804 (1593).
- SYAGRIUS**, fils d'Ægidius; faible héritage que lui laisse celui-ci. 81 (465). — États qu'il s'était formés; mis à mort par Clovis. 86 (482).
- SYLVAIN** se révolte contre Constance; il se fait proclamer auguste; il est assassiné par Ursicin. 67 (334).
- SYKODE**, national des calvinistes; le premier est tenu

par les ministres de diverses églises, dans le faubourg Saint-Germain. 643 (1559).

T

TACITE (Claude), est élu empereur par le Sénat. 59 (273).

TACTIQUE. Ses progrès sous Philippe II. 197 (1217).

TALBOT, prend les villes du Mans et Laval. 574 (1427). — Il reçoit des secours du duc de Bedford; il est battu; est fait prisonnier par Xaintrailles; son renvoi sans rançon. 577 (1429). — Le dauphin le force à lever le siège de Dieppe. 589 (1445). — Il reprend Bordeaux et toute la Guienne. 595 (1452). — Il perd la vie au combat de Castillon; déroute de son armée. 594 (1453).

TALLARD (le maréchal de) conduit une armée au secours de l'électeur de Bavière; ses manœuvres en Suisse forcent les alliés à repasser le Danube. 1148 et 1149 (1704). — Est cause de la déroute de Stochoffen; il est fait prisonnier. 1149 (1704).

TALSY (conférence de), entre les protestants et les catholiques. 644 (1562).

TANCÈDE, l'un des chefs de la première croisade. 167 (1095).

TANNÉGUY-DU-CHATL. Charles V se l'attache par des dons et des promesses. 292 (1365). — Le duc de Bourgogne demande son exil à Charles VII; son dévouement. 574 (1425). — Il fait les frais des obsèques de Charles VII. 400 (1460).

TANNÉGUY-LE-VENEUR, se refuse à exécuter les ordres sanguinaires de Charles IX. 690 (1572).

TARASCON (ville de). Le roi y va rendre visite à Richelieu. 978 (1642).

TARDIF (Jean) est exécuté par les Seize en même temps que Brisson. 794 (1591).

TASSILON, duc de Bavière, fait hommage à Pépin. 113 (760). — Il s'évade de la cour de Pépin. 116 (764). — Attaqué par Charlemagne, il est forcé de se soumettre; il est enfermé dans un monastère 121 (788).

TAVANES (le maréchal de) a l'ordre d'arrêter Condé et Coligny; ruse dont il se sert pour les faire évader. 668 (1568). — Ses prompts travaux devant Jarac. 670 (1569). — Sa réplique énergique au cardinal de Lorraine. 675 (1569). — Il demande et obtient son congé. 676 (1569). — Il est du conseil secret qui désigne le jour de la Saint-Barthélemy 686 (1672). — Son discours haineux et menaçant à Jean Charron et à Marcel, prévôts-des-marchands de Paris. 687 (1572). — Il crie : « Saignez, saignez ! » pendant les massacres de la Saint-Barthélemy. 689 (1572).

TAVERNY se défend avec courage contre les exécuteurs de la Saint-Barthélemy. 691 (1572).

TAXIS (Jean-Baptiste), agent espagnol à Paris; ses vues. 792 (1591).

TÉLIGNY, simple gentilhomme, épouse la fille de Coligny. 663 (1571).

TELL (Guillaume), un des libérateurs de la Suisse. 258 (1314).

TELLIER (Le), nommé par Louis XIV ministre de la guerre. 1086 (1661).

TELLIER (le père Le) succède au père La Chaise dans la place de confesseur du roi. 1161 (1709).

TEMPLIERS. Fondation de leur ordre. 168 (1099). — Leurs dissentiments avec les hospitaliers. 208 (1251). — Date de la haine de Philippe IV contre eux. 227 (1301). — Coup-d'état frappé contre eux par Philippe-le-Bel. 232 (1306). — Crimes dont on les accuse, leur procès; exécution des chefs. 232 (1307). — Sont déclarés innocents par le concile de Salamanque. 233 (1421). — Clément V prononce l'abolition de leur ordre. 233 (1314). — Le peuple croit à leur innocence; jugement sur eux. 234 (1315).

TERDES (le comte de), se refuse à exécuter, en Provence, les ordres sanguinaires de Charles IX. 690 (1572).

TESSÉ (maréchal de). Il assiège Barcelonne. 1154 (1706). — Il défend la Provence. 1155 (1707).

TÉTRICUS est proclamé empereur par ses légions. 58 (267). — Il abandonne le trône et se rend à Aurélien. 59 (274).

TEUTOBS. Leurs guerres contre Marius; leur défaite. 45 et 46 (Av. J. 104).

THÉBÉRIUS (la légion) est massacrée tout entière par ordre de Maximien. 60 (286).

THÉODEBALDE, roi d'Austrasie. Son règne. (554)

THÉODEBERT, fils de Thierry, épouse Deutérie et succède à son père. 90 (534). — Sa mort; sa réputation équivoque; son gouvernement. 91 (554).

THÉODEBERT II, roi d'Austrasie. 98 (598). — S'allie à Thierry contre Clotaire. 98 (606). — Victime de la haine que lui porte Brunehaut; il est vaincu et détrôné par son frère. 99 (614).

THÉODORIC, roi des Visigoths, marche avec ses alliés contre Attila, et est tué aux plaines catalanniques. 82 (451). — Il bat les Suèves et fonde la puissance des Goths en Espagne. 85 (455). — Il étend ses possessions dans les Gaules. 84 (465). — Il est roi d'Italie et épouse une fille de Chilpéric. 85 (467). — Il bat Thierry à Arles. 87 (508).

THÉODORE (le comte) bat les Francs. 70 (566). — Sa mort. 72 (580).

THÉODOSE-LE-GRAND est placé par Gratien à la tête des légions, et fait empereur. 72 (380). — Épouse Galla, sœur de Valentinien. 74 (387). — Marche contre Arbogastet Eugène. 75 (392). — Battu par Arbogast, il le bat à son tour le lendemain. 75 (394). — Réunit l'empire d'Orient et celui d'Occident. 76 (395).

THERMES (de la Barthe, maréchal de), obtient des succès en Corse. 597 (1553). — Il ravage la Flandre et est battu près de Gravelines. 614 (1559).

THÉOUENNE (ville de), prise et ruinée par les Anglais. 522 (1343). — Elle est assiégée par l'empereur d'Autriche; elle est prise et démolie. 597 (1553).

THIBAUT II, comte de Champagne. Sa guerre contre Louis VII. 175 (1141).

THIBAUT IV, comte de Champagne; Blanche le déclare du parti des mécontents. 204 (1227). — Son amour pour elle; concessions que cette passion lui arrache. 201 (1227). — Son comté est revendiqué par les mécontents; conditions auxquelles il se soumet. 201

- (1227). — Se met à la tête d'une croisade; triste résultat de cette expédition. 205 (1248).
- THIBAUT II**, roi de Navarre, épouse Elisabeth, fille de Louis IX. 225 (1265). — Sa mort 218 (1270).
- THIBAUT** est battu par Théodoric à Arles. 87 (508). — Il devient roi d'Austrasie. 89 (514). — Il s'agrandit au loin en Allemagne. 90 (533). — Sa réputation équivoque. 94 (534). — Il s'allie à Théodebert contre Clotaire. 98 (606).
- THIERRY II**, roi de Bourgogne. 98 (598). — Il bat et dépossède Théodebert son frère; meurt à la suite d'une querelle avec Brunehaut. 99 (614).
- THIERRY III**. Mis sur le trône par Ébroin, est détrôné. 105 (668). — Il est proclamé par Léger, après la mort de Childéric II. 105 (674). — Il marche contre Pepin-d'Héristal; sa nullité; sa mort. 107 (690).
- THIERRY IV**, mis sur le trône par Charles-Martel. 108 (694). — Sa mort. 109 (737).
- THIONVILLE** (ville de) est assiégée et prise par le duc de Guise. 641 (1559). — Est prise par le duc d'Enghien; avantages de la possession de cette place. 988 (1643).
- THONÉ**, frère du duc de Montmorency, pénètre en France pour joindre les confédérés. 714 (1575). — Il est battu près de Langres par Guise, gouverneur de Champagne. 714 (1575).
- THOU** (président de). Sa courageuse résistance à Charles IX dans le lit-de-justice qui suivit la Saint-Barthélemy. 690 (1572). — Est l'un des auteurs de l'édit de Nantes. 826 (1598).
- THOU** (de), confident de Cinq-Mars; lui conseille de ne pas user de violence à l'égard de Richelieu. 976 (1642). — Est jugé, condamné; sa résignation; son exécution à Lyon. 979 et 980 (1642).
- THOUARS**. Siège de cette ville par Duguesclin. 279 (1372).
- TIBÈRE**. Son expédition en Germanie sous Auguste. 44 (Av. J. 18). — Il est adopté par Auguste. 45 (1). Il est placé à la tête d'une levée contre les Germains. 45 (8).
- TIBRAS-ÉTAT**. Sa première apparition. 229 (1502).
- TIBRAS-PARTI** (la faction dite), est formée de catholiques mécontents de l'emprisonnement des maréchaux Montmorency et Cosé. 708 (1574).
- TIBERGE** épouse Lothaire, roi de Lorraine; ce prince la répudie et la reprend. 140 (862).
- TICHALETTE**, gendarme; son courage et son dévouement sauvent l'armée française. 540 (1525).
- TIGNOUVILLE** (Guillaume), prévôt de Paris, fait des recherches dans l'hôtel de Jean-sans-Peur lors de l'assassinat du duc d'Orléans. 541 (1407).
- TITE**, fils de Vespasien, prend Jérusalem et entre à Rome en triomphe. 49 (68).
- TOLBIAC** (bataille de). Clovis y fait vœu d'embrasser le christianisme. 86 (493).
- TOLÉT** (le cardinal) est favorable à Henri IV. 812 (1595).
- TOUL** (évêché de), cédé à la France au congrès de Munster. 1011 (1648).
- TOULONGEON**, commande les Bourguignons à Cravant. 569 (1423).
- TOULOUSE**, est enlevée aux Cimbres par les Romains. 13 (A. J. 109). — Elle est la capitale des Goths. 80 (418). — Son siège par Henri II, roi d'Angleterre. 479 (1464). — Elle est élevée en archevêché par Jean XXII. 247 (1317). — Le parlement de cette ville est créé par Charles VII. 389 (1413). — Cruauté des calvinistes, surtout à l'égard des membres du parlement. 677 (1570). — Rabin y est condamné par le parlement. 677 (1570). — Horrible massacre qu'on y fait des huguenots. 690 (1572).
- TOULOUSE** (comté de), est réuni à la couronne par Philippe III. 220 (1277). — Sa réunion définitive à la France. 288 (1561).
- TOURAINNE** réunie aux états de Clovis. 87 (496). — Elle est conquise par Philippe II. 197 (1217).
- TOURNAI** (ville de) est assiégée par Édouard III. 238 (1340). — Elle est prise par les Anglais; reçoit garnison anglaise. 525 (1515).
- TOURNON** (cardinal de) forme une ligue à Venise de plusieurs princes italiens. 594 (1552).
- TOURS** (ville de); il s'y tient un concile qui consacre les libertés de l'église gallicane. 516 (1540).
- TOURVILLE** (Guérin de), amiral; il commande avec Châteauneuf-Renaud la formidable flotte que Seignelay avait fait amener à Brest. 1129 (1690). — Il est chargé de remplir les intentions du ministre contre l'Irlande et l'Angleterre. 1129 (1690). — Il livre le combat de Beachy. 1129 (1690). — Reprend la mer, et rentre à Brest chargé des dépouilles de l'ennemi. 1129 (1690). — Il attaque l'escadre anglaise quoique double de la sienne; son courage dans ce glorieux combat. 1133 (1692). — Une partie de ses vaisseaux est brûlée à la Hogue. 1134 (1692). — Il est élevé à la dignité de maréchal de France. 1134 (1693). — Mal qu'il fait aux Anglais dans les mers de Portugal. 1135 (1695).
- TURCS** (les). Leur origine; diverses monarchies qu'ils fondent. 594 (1500).
- TRANSTAMARE** (Henri de) prend les grandes compagnies à sa solde contre Pierre-le-Cruel. 289 (1362). — Son expédition contre ce prince. 293 et 294 (1367). — Est défait par Pierre-le-Cruel. 294 (1367). — Prépare une nouvelle expédition contre lui. 295 (1368). — Il le tue; il est proclamé roi de Castille. 295 (1368). — Envoie une flotte à la France contre l'Angleterre. 298 (1371).
- TRAJAN** (Ulpian) étend la domination romaine au-delà du Danube et de l'Euphrate. 54 (79).
- TRÉBONIUS**, lieutenant de César, assiège et prend Marseille. 41 (Av. J. 49).
- TREMBLAY** (Joseph du). De quelle utilité il est à Richelieu. 906 (1620). — Sa mort; son portrait; ses travaux. 964 et 965 (1638).
- TRÉMOUILLE** (Georges de la) manque d'être massacré par les satellites de Jacquesville. 352 (1412).
- TRÉMOUILLE** (Georges, sire de la), fils du précédent, est appuyé auprès de Charles VII par Richemond; scène entre lui et Giac; son exil; son rappel; il est fait surintendant des finances. 372 (1427). — Il intrigue contre le connétable de Richemond. 373 (1427). — S'oppose à sa réconciliation avec le roi. 377 (1429). — Est saisi par ordre du duc de Richemond, et reste prisonnier. 383 (1434).
- TRÉMOUILLE** (Georges, fils du sire de la) est l'un des commandants de l'armée de Louis XI sur les frontières de la Bourgogne. 439 (1477).
- TRÉMOUILLE** (Louis de la) est nommé commandant de l'armée levée par Anne de France. 460 (1485). — Il gagne, contre les Bretons, la bataille de Saint-Aubin; sa conduite envers les prisonniers. 466 (1488). — Sauve l'armée au passage des Apennins; il commande le corps

de bataille à Fernone. 478 (1495). — Marche au secours du gouverneur de Milan; prend Sforco et rétablit l'autorité du roi. 488 (1500). — Commande l'armée qui doit entrer en Italie. 490 (1505). — S'avance en Italie; confère avec les Borgia pour son passage sur les États-Romains. 500 (1505). — Tombe malade en Italie; il cède le commandement de l'armée. 504 (1505). — Est envoyé en négociation auprès des Suisses; il ne peut accepter les conditions onéreuses qu'ils proposent. 520 (1515). — Accepte le commandement d'une armée en Italie; ses succès au début; il est battu et évacue ce pays. 521 (1515). — Défend Dijon contre les Suisses, traité qu'il passe avec eux. 523 (1515). — Meurt à Marignan; ses services dans cette bataille. 532 (1515).

TRÉMOUILLE (la), chef des calvinistes suscite des embarras à Henri IV. 824 (1596).

TRÉVIZ (ville de), se rend aux Français et aux Espagnols combinés. 495 (1504). — Il s'y conclut un traité entre Louis XII, Ferdinand-le-Catholique et l'empereur Maximilien; conditions du traité. 495 (1504). — Un concile y est convoqué par le pape. 565 (1548). — Le concile de 1548 y est repris, confirmé et clôturé. 654 (1565).

TRÉPORT (ville de), est réduite en cendres par les Anglais. 258 (1540).

TRÈVE du Seigneur (institution de la); elle est établie sous Henri I^{er}. 462 (1059).

TRÈVES (ville de), est attaquée par Classicus et Civilis. 55 (69). — Elle est embellie par Constantin. 65 (311). — Childéric l'enlève à Ægidius. 84 (465). — Est investie par le vicomte de Turenne. 992 (1646).

TRÉVIRS, soulevés contre les Romains, sont soumis par la clémence de Cerialis. 52 et 53 (69).

TRÉVOUXAT, fou de la cour de François I^{er}; conseil fort sage qu'il donne au roi en plaisantant. 370 (1550).

TRISTAN l'ERMITE, est le bourreau du roi Louis XI. 412 (1465).

TRIUMVIRAT (le) se compose de César, Pompée et Crassus. 48 (A. J. 58). — Est formé par Octave, Lépide et Antoine. 42 (A. J. 44). — On appelle ainsi la réunion de Montmorency, duc de Guise et du maréchal de Saint-André; ce triumvirat n'a pas de couleur religieuse. 632 (1562).

TRIUMVIRS (les) vont à Fontainebleau s'emparer du roi Charles IX, qu'ils amènent à Melun, à Vincennes et à Paris. 638 (1562).

TRIVULCE (Jean-Jacques, maréchal de), est nommé gouverneur du Milanais par Louis XII. 488 (1499). — Est assiégué dans l'hôtel-de-ville par les Milanais révoltés; il se sauve à Montoro. 488 (1500). — Donne une fête magnifique à Louis XII. 514 (1508). — Succède à Bourmont dans le commandement des troupes; il gagne une bataille sur le général des Ursins; il renvoie au roi des propositions que lui fait le pape. 517 (1511). — Accepte le commandement de l'armée d'Italie; succès; perte d'une bataille; l'Italie est évacuée. 521 (1515).

TRIVULCE (Théodore), commandant pour les Français à Gênes, est obligé de céder. 556 (1528).

TRUCCO, agent secret de César Borgia, envoyé à Louis XII; ses raisons séduisent le roi. 494 (1502).

TRUCHEMERE (château), construit par Charles VII pour contenir Bordeaux. 594 (1455).

TRUCHSE, vient prêcher la foi à Arles, sous le règne de Dèce. 57 (250).

ANQUETIL.

Trouvènes, leur apparition. 168 (1099).

TROYES (ville de); sommation que lui envoie la Pucelle d'Orléans; elle ouvre ses portes. 578 (1429).

TUNIS (ville de), est assiégée par les croisés. 216 (1270). — Les vaisseaux des pirates turcs y sont brûlés courageusement par Beaulieu. 865 (1609).

TURANNE (Henri de la Tour-d'Auvergne, vicomte de), l'horreur de la Saint-Barthélemy le porte à se faire calviniste. 691 (1572). — Il conçoit le même projet que le duc d'Alençon, et de concert avec celui-ci. 695 (1575). — Est nommé, par Henri IV, ambassadeur auprès de diverses cours. 786 (1594). — Amène une armée allemande au secours d'Henri IV; il épouse en récompense, l'héritière du duché de Bouillon. 790 (1594).

TURENNE (vicomte de) commence à se signaler. 954 (1635). — Maréchal de France à trente-deux ans. 988 (1645). — Il est battu à Mariendal. 991 (1645). — Commande l'arrière-garde à Caudebec. 997 (1648). — Bat les impériaux à Summerhausen. 1009 (1648). — Se déclare pour la Fronde; son armée est gagnée par l'argent de Mazarin; il est obligé de se sauver en Allemagne. 1024 (1649). — Se soulève contre la régente, en faveur des princes, et lève une petite armée. 1034 (1650). — Bat les troupes du marquis D'Hocquincourt, et campe à Dammartin. 1034 (1650). — Est battu près de Sommepey, et s'enfuit à Montmédy. 1038 (1650). — Sauve les débris de l'armée de D'Hocquincourt, et protège le retour du roi à Paris. 1059 (1652). — Surprend l'armée du prince de Condé en avant d'Étampes; il l'assiège dans cette ville. 1060 (1652). — Attaque l'armée du prince de Condé dans les faubourgs de Paris; elle lui échappe et se réfugie dans la ville. 1063 (1652). — Harcelle le prince de Condé, et le jette dans le Luxembourg; il reprend plusieurs places tombées au pouvoir des ennemis. 1071 (1652). — Sa savante et habile campagne contre les Espagnols, commandés par Condé. 1074 (1655). — S'empare de Maubeuge, de Saint-Guilain et de Condé. 1077 (1655). — Se rencontre de nouveau avec Condé, ayant l'avantage du nombre cette fois. 1077 (1655). — Prend Mardik, qui est cédé aux Anglais. 1078 (1657). — Son éloge par le roi d'Espagne. 1085 (1660). — Réponse tranchante qu'il fait aux ministres au sujet de la condamnation de Fouquet. 1088 (1664). — Avoue son indiscrétion au roi, qui la lui pardonne. 1097 (1669). — Prend le commandement à la place de Condé, blessé. 1101 (1672). — Traverse le Rhin à Wesel, et entre dans le comté de Lamarch. 1102 (1675). — Reçoit du roi des pleins pouvoirs pour traiter. 1105 (1675). — Sa campagne en Alsace et en Lorraine; passage du Rhin. 1105 (1674). — Son refus de se conformer aux ordres du roi. 1107 (1674). — Gagne la bataille d'Enshein. 1107 (1674). — Sa nouvelle campagne d'Alsace; sa mort. 1109 (1675).

TURIN (ville de) est prise par les Français. 968 (1641).

TRANS (époque des trente). 57 (251).

U

- URSINES**; leur première alliance avec les Romains. 44 (Av. J. 48).
- UNION** (Ligue de la sainte-) formée par le pape contre Louis XII. 517 (1511).
- UNION** (Arrêt de l'), rendu par le parlement contre le ministère. 996 (1648).
- UNIVERSITÉ**; sa création; privilège que lui donne Philippe-Auguste. 197 (1217). — Faveur qu'elle reçoit de Louis IX; ses divisions. 202 et 205 (1242). — Embarras qu'elle cause à Saint-Louis. 210 et 211 (1254). — Coup-d'état du régent contre elle; il lui abandonne Hugues Aubriot, prévôt de Paris. 315 (1581). — Elle s'élève contre le clergé d'Avignon. 551 (1594). — Son conseil à Charles VI pour terminer le schisme. 554 (1597). — Son influence sur le peuple; elle présente un Mémoire vigoureux contre les désordres de la cour. 558 (1404). — Son entêtement à soutenir la non-obéissance aux deux papes. 543 (1408). — Querelle entre ses écoliers et les apprentis, fils de marchands et artisans; troubles de la capitale. 602 (1555). — Intente un procès aux jésuites, et le gagne. 662 (1586).
- UPHILAS**, inventeur des lettres gothiques, obtient pour les Goths la permission de passer le Danube. 74 (379).
- URBAIN II**, pape, proclame la première croisade. 466 (1095).
- URBAIN IV** (le pape) offre le royaume de Naples à Charles d'Anjou, et le couronne. 214 (1260).
- URBAIN VI**; son élection. 505 (1378). — Troubles et schisme qu'elle fait naître. 505 (1378). — L'Angleterre le reconnaît seul pape. 596 (1378).
- URBAIN VII** (le pape) succède à Sixte V; sa mort treize jours après. 768 (1591).
- URSINS** (famille des); son influence à Rome; elle lutte contre les Cajetans. 251 (1503). — Se laisse prendre aux ruses de César Borgia et du pape; les Ursins perdent leurs biens et la vie. 495 (1502).
- USURERS**; lois portées contre eux par Louis IX. 205 (1241).
- UXELLODUNUM** (aujourd'hui Cap-de-Nac, ville de Quercy), est assiégée et prise par César. 58 (Av. J. 49).

V

- VALA**, abbé de Corbie. Part qu'il a aux troubles sous Louis-le-Débonnaire. 428 (848). — Il est relégué dans un château. 450 (851).
- VALDRADE** Lothaire, roi de Lorraine, l'épouse après avoir

répudié Tielberge; elle est excommuniée par Nicolas I^{er}. 440 (862).

VALENCIENNES (ville de). François I^{er} et l'empereur s'y rencontrent; suite de cette entrevue. 556 (1521).

VALES, est fait empereur d'Orient par son frère Valentinien. 70 (364). — Ses généraux sont battus par les Huns et les Alains. 74 (375). — Marche contre les Barbares. 74 (375). — Défait les Germains. 74 (375). — Sa mort (375).

VALENTIN, général gaulois, est fait prisonnier à Trèves. 83 (69).

VALENTINEN, est cassé de la charge de tribun par Barba-tion. 68 (357). — Il est fait empereur d'Occident; succède à Jovien. 70 (364).

VALENTINEN II, se réfugie à la cour de Théodose. 74 (387). — Ses démêlés avec Arbogast; sa mort. 74 (392).

VALENTINEN III, arrive au trône. 84 (425). — Il poignarde Aëtius de sa main; il est assassiné lui-même quelques jours après. 82 (454).

VALÉRIEN, est enlevé par Sapor, roi des Perses, et écorché tout vif. 87 (259).

VALETTE (Jean Parisot de La) s'immortalise en défendant Malte, assiégée par les troupes de Soliman. 657 (1565).

VALETTE (duc de la). Il devint odieux au cardinal; son procès illégal, contre lequel les membres du parlement protestent fortement; sa condamnation; disgrâce de ses frères. 965 et 966 (1639).

VALLETTE (le père La). Motifs de l'expulsion des jésuites; leurs procès; suites. 1256 et suiv. (1764).

VALLEZAR (mademoiselle de La) fait connaissance du roi. 1089 (1664). — Prend le voile aux Carmélites; notes sur sa vie. 1120 (1684).

VALOIS (branche des). Coup d'œil sur ce rameau de la famille capétienne. 155 (987).

VALOIS (comté de) est donné par Louis IX à son fils Jean, dit Tristan. 216 (1269).

VALOIS (Charles de); son altercation avec Enguerrand de Marigny. 239 (1515). — Il fait condamner Enguerrand de Marigny à mort. 241 (1515).

VALOIS (le duc de) commande les Français envoyés au secours de don Juan de Navarre. 519 (1512).

VALTELINE (la) est disputée par la France et par l'Espagne. 911 (1624).

VANDALES. Leurs apparitions et incursions. 57 (260). — Ils sont battus par Aurélien. 59 (274). — Ils sont chassés des Gaules par Probus. 59 (276). — Auxiliaires de Théodose contre Eugène. 75 (394). — Battus par les Francs et par les Armoriques, ils se réfugient en Espagne. 97 (441). — Réduits par Vallia. 80 (448). — Conduits par Genserik, se rendent maîtres de l'Afrique. 81 (448). — Ils pillent Rome. 85 (455). — Fin du royaume qu'ils avaient fondé en Afrique. 89 (512).

VANDERESSE (le chevalier), se dévoue pour l'instruction et le commandement des milices. 515 (1509).

VANNES (ville de), est assiégée et emportée par Robert d'Artois. 260 (1545).

VAQUERIE (Jacques de la), premier président du parlement, répond au mémoire adressé par le duc d'Orléans. 459 (1484).

VARENNE (La) découvre le plan de la cour d'Espagne. 815 (1594).

VARLET, grade que devait prendre l'aspirant à la chevalerie. 199 (1225).

- VANNACHAIRE**, maire de Bourgogne, menacé par Brunchaut, s'allie à Clotaire. 99 (615).
- VARNAS** (les) infestent les côtes de la Belgique. 64 (287).
- VARUS** (Quintilius), est défait par les Germains. 43. (8).
- VASSALITÉ**; serment et obligations auxquels elle se soumettait. 442 (752).
- VASSAUX** (les grands); leurs obligations. 457 (987). — Autorité des monarques sur eux; leurs droits. 442 (752).
- VASSY** (ville de); les religieux y sont massacrés par les gens du duc de Guise, malgré lui; plaintes au roi à ce sujet. 657 (1562).
- VAUCHELLES** (ville de); trêve qui y est conclue pour cinq ans entre Philippe, fils de Charles-Quint, et Henri II. 604 (1555).
- VELASCO** (don), connétable de Castille, entre en France avec une armée. 819 (1595).
- VÉNALITÉ** (la) des charges commence sous Louis X, qui fait vendre des offices de judicature. 244 (1415).
- VENCESLAS**, empereur d'Allemagne, est déposé. 595 (1599).
- VENDÔME** (ville de); les princes du sang s'y réunissent avec les amis des Montmorency; leurs délibérations. 647 (1559).
- VENDÔME** (duc de), arrive au secours de Péronne. 567 (1556).
- VENDÔME** (Antoine de Bourbon, duc de), épouse Jeanne d'Albret. 588 (1548).
- VENDÔME** (François de), jeté dans la Bastille et fort maltraité; sa mort; soupçon de poison. 627 (1560).
- VENDÔME** (duc de), gouverneur de Bretagne, se soumet à Marie de Médicis, qui se présente avec son fils, à la tête d'une armée. 879 (1644). — Prend les armes en faveur de Condé. 886 (1615). — Accusation portée contre lui; sa fuite; son procès. 970 (1644). — Recherche l'appui de Mazarin. 4026 (1649). — Bat sans utilité la flotte espagnole sous Barcelone. 4078 (1635).
- VENDÔME** (duc de), prend le commandement de l'armée française en Catalogne; ses premiers services. 4437 (1695). — Sa campagne du Piémont; il est appelé en Flandre. 4454 (1706). — Campagne de Flandre. 4456 (1707). — Il est battu en Flandre. 4457 (1708).
- VENISE**; origine de cette ville. 82 (453). — Le parlement et le doge sont excommuniés; ils sont raccommodés avec le pape par Henri IV. 862 (1609).
- VÉNITIENS**; leur conduite avec les croisés. 490 (1204). — Ils s'emparent de l'île de Candie. 499 (1204). — Engagent les Français à la conquête des îles de l'Archipel, et les secondent mal. 493 (1501). — Ligue formée contre eux; leur résolution de soutenir la guerre; réponse du doge. 514 (1507). — Perdent la bataille d'Agynades, contre Louis XII. 515 (1509). — Traitent de la paix avec Louis XII; causes de la guerre qui existait entre eux. 520 (1515).
- VÉPRES SICILIENNES**; massacre des Français à Palerme. 224 (1282).
- VERBERIE** (ville de); Pepin y tient un concile, qui porte une loi contre les excommuniés; dispositions de cette loi. 458 (755).
- VERCEL** (bataille de), gagnée par Marius sur les Cimbres. 46 (Av. J. 101).
- VERCEL** (ville de), où se fit le traité entre Charles VIII et Ludovic Sforce. 480 (1495).
- VERCINGÉTORIX** se met à la tête des Gaulois, soulevés contre les Romains. 50 (Av. J. 52). — Surpris par la marche rapide de César. 54 (Av. J. 52). — Tactique nouvelle par laquelle il veut vaincre les Romains. 54 (Av. J. 52). — Sa réputation s'accroît, malgré la prise de Bourges par les Romains. 52 (Av. J. 52). — Repoit le commandement général de la ligue des Gaulois contre les Romains. 54 (Av. J. 52). — Attaque César, qui le défait. 54 (Av. J. 52). — Accablé par le sort, se dévoue pour les Gaulois. 56 (Av. J. 52).
- VERDUN** (ville de), tombe au pouvoir de Clovis. 87 (496). — Son évêché est cédé à la France au congrès de Munster. 4044 (1648).
- VERDUN** (Guillaume, évêque de), est rendu à la liberté, sur la demande du légat du pape. 448 (1480).
- VERDUN** (premier président) répond à la harangue de Siléri. 882 (1645).
- VERGY** (Gabrielle de); son amour romanesque pour Raoul de Couci. 212 (1235).
- VERMANDOIS** (comtes de); étendues de leurs états. 456 (987).
- VERMANDOIS** (comté de); le régent Philippe d'Alsace le retient. 482 (1480). — Philippe II le réclame et le lui fait rendre. 485 (1484).
- VERNEUIL** (bataille de), gagnée par les Anglais sur Charles VII et ses alliés; ses détails. 569 (1424).
- VERNIER STOUFFACHE**, l'un des libérateurs de la Suisse. 258 (1514).
- VERNON** (ville de); un concile y est convoqué. 444 et 445 (757).
- VERSAILLES**. Fondation du château par Colbert. 4089 (1664).
- VERSOIS** (Jean Faure de), abbé de Saint-Jean-d'Angély; le duc de Guienne est empoisonné chez lui, en mangeant une orange. 424 (1472). — Soupçonné d'empoisonnement sur la personne du duc de Guienne, est arrêté avec son complice; il est amené en Bretagne; scènes qui précèdent sa mort; il est étranglé en prison. 425 (1472).
- VERVINS** (traité de), conclu le 2 mai en cette ville pour la paix générale. 826 (1598).
- VESPASIE**; sa rupture avec Vitellius; il entre à Rome. 47 (68).
- VÉTÉRA** (camp de) attaqué et bloqué par Civilis; les braves qui le défendaient reconnaissent l'empire des Gaules, et sont massacrés. 50 et 51 (69).
- VEZINS**; trait de générosité de ce gentilhomme envers un calviniste, son mortel ennemi. 689 (1572).
- VIC** (le comte de) sauve la ville de Saint-Denis par sa valeur. 787 (1594).
- VICTOR**, martyr à Marseille. 64 (286).
- VICTOR** (le pape); ses violences contre ceux qui ne sont pas de sa communion; sa mort. 70 (560).
- VICTOR AMÉDÉE**, roi de Sardaigne; ses dernières années; sa mort. 4208 (1754).
- VIERRE** (ville de); le pape Clément y convoque un concile; but de cette assemblée. 255 (1544).
- VIERGES** (sur le massacre dit des onze mille). 59 (376).
- VIEUVILLE** (Charles, marquis de la), est renvoyé et emprisonné à Amboise. 946 (1624). — Son portrait; ascendances qu'il prend sur Louis XIII. 945 (1624).
- VREUX** de la Montagne; craintes qu'il inspire dans tout l'Orient; il épargne Louis IX à cause de sa vertu. 209 (1251).

VIGOUAREUX (le) ; ses crimes ; sa punition et celle de ses complices. 446 (4680).

VILLART ; son opinion sur le règne de Louis XI. 404 (464).

VILLARS-BRANCAS, tente d'enlever Henri IV à Mantes. 787 (4591). — Défend Rouen contre Henri IV. 795 (4594). — Rend Rouen à Henri IV, et conserve sa charge d'amiral. 818 (4594).

VILLARS (le maréchal de) ; succès qu'il obtient successivement ; avantages qui en résultent. 445 (4705). — Fait avorter les projets d'invasion en France. 4451 (4705). — Campagne d'Alsace. 4454 (4706). — Campagne de Provence. 4456 (4708). — Est envoyé en Flandre. 4459 (4709). — Est blessé à Malplaquet ; sa retraite. 4460 (4709). — Bataille de Denain, gagnée par lui ; ses détails. 4467 (4742). — Campagne d'Alsace ; siège de plusieurs villes. 4470 (4745). — Fin de la campagne d'Alsace ; traité de paix. 4474 (4745). — Ses remontrances au duc d'Orléans, régent ; leur résultat. 4479 (4746). — Sa dernière campagne ; sa mort. 4209 (4754).

VILLE-HARDOUIN, est le premier qui ait écrit en français. 215 (4269).

VILLENEUVE, se refuse à exécuter les ordres sanguinaires de Charles IX. 690 (4572).

VILLEQUIN, tue à la chasse, par ordre de Charles IX, Lignerolles, favori du duc d'Anjou. 682 (4572).

VILLEROY ; la reine-mère et lui penchent pour la ligue. 745 (4587). — Conseille à Mayenne de traiter avec Henri IV. 775 (4580). — Négociations qu'il entretient avec Henri IV ; elles sont sans résultat. 780 (4590). — Sa politique ministérielle. 874 (4640). — Sa mort, son mérite, ses défauts. 895 (4647).

VILLEROY (le maréchal de) assiège Namur. 4457 (4695). — Éprouve des revers. 4455 (4706). — Succède à Luxembourg ; continuation de la campagne de Flandre contre Guillaume. 4457 (4708).

VILLIERS, frère de Jumonville, est envoyé pour le venger ; sa conduite généreuse. 4235 (4754).

VINCENT DE BEAUVAIS, écrit sous Louis IX le *Miroir historique*. 245 (4269).

VINDEX (Julius) soulève les Gaulois contre Néron. 47 (41). — Sa mort. 48 (67).

VISCONTI (Valentine), fille de Jean Galéas, duc de Milan, est couronnée reine de France. 524 (4589).

VISIGOTHES (les), conduits par Théodoric, contribuent à la défaite d'Attila. 82 (454). — Sont battus à Vouillé par Clovis ; inquiétudes que lui causent leurs progrès ; guerre et victoire de ce prince contre eux. 87 (497). — Sont chassés de l'Aquitaine. 90 (548).

VITELLIVS, proclamé empereur, ravage les Gaules ; son règne. 48 et 49 (68).

VITIKIND, conduit les Saxons contre la France. 418 (775). — Attaque de nouveau Charlemagne. 449 (779). — Soulève encore une fois les Saxons ; sa conversion. 420 (785).

VITRY, capitaine des gardes, arrête Biron. 842 (4602).

VOCULA, général romain dans les Gaules ; il est assassiné. 50 et 51 (69).

VOISIN (la) ; ses crimes ; sa punition et celle de ses complices. 4446 (4680).

VOLTAIRE ; son retour en France. 4274 (4777). — Écrit contre la religion. 4282 (4781).

VOUGLÉ ou VOULLÉ (bataille de) gagnée par Clovis sur Alaric II. 87 (479).

W

WALLIA, élu roi des Goths. 80 (445). — Il réduit les Alains, les Suèves et les Vandales. 80 (448).

WARWICK (le comte de) est envoyé contre la Bretagne par le duc de Bedford ; il prend Pontorson et Saint-James de Beuvron. 572 (4426). — Assiège Montargis ; les Anglais sont battus par La Hire et Dunois ; levée du siège. 575 (4427).

WESTPHALIE (paix de) signée à Munster ; victoires qui en amènent la conclusion 4009 (4648).

WINCHESTRA (le cardinal de), préside les plénipotentiaires anglais au congrès d'Arras ; propositions desquelles il ne veut pas démordre ; il quitte le congrès mécontent. 584 (4452). — Sacre, comme roi de France, Henri VI, roi d'Angleterre. 585 (4454).

WIRTEMBERG (Frédéric de) ; Wolfgang, comte d'Isenbourg, et lui, vont en ambassade auprès de Henri III, avant d'entreprendre la guerre. 742 (4586).

WOLSEY (cardinal de), ministre et favori de Henri VII, d'Angleterre. 555 (4520).

WITSTOCK (ville de) ; les impériaux et les Saxons y sont défaits par les Français ; divers autres avantages des Français. 957 et 958 (4656).

WOUDRETON (Robert), Anglais, est dressé à employer l'arsenic ; est envoyé à Paris, par Charles-le-Mauvais, pour empoisonner toute la famille royale. 524 (4587). — Il achète de l'arsenic à Bayonne ; est arrêté de suite après être arrivé à Paris ; sa condamnation ; son supplice. 522 (4587).

X

XAINTRAILLES, se jette dans Orléans lors du siège de cette ville par les Anglais. 374 (4428). — Il fait Talbot prisonnier et le renvoie sans rançon. 577 (4429). — Il bat les Anglais à Germigny. 380 (4430).

Y

YORCK (Richard duc d') remplace le duc de Bedford dans l'emploi de lieutenant-général de France ; intrigues que cause son inaction. 885 (4456).

Z

ZACHARIE. Décision de ce pape en faveur de Pépin-le-Bref. 444 (754).

Zénoquin, chef des Flamands, attaque le camp des Français et est défait. 232 (1503).

Zénobie, reine de Palmyre, est vaincue et faite prisonnière par Aurélius. 59 (274).

Zémi, est empoisonné par le pape Alexandre VII. 477 (1494).

Zwingli, curé du canton de Zurich, réformateur de la doctrine de Luther ; sa doctrine, sa mort. 527 (1515).

Zuniga (don Balthazar de), ambassadeur à la cour de Henri IV ; achète les secrets du conseil de France. 853 (1604). Il gagne Léonora et Concini, et, par leur canal, il inspire des craintes à Marie de Médicis. 854 (1604). — Il s'attache Henriette d'Entragues et tous ses parents. 855 (1604).

FIN DE LA TABLE D'ANQUETIL.

TABLE

ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1789 JUSQU'À CELLE DE 1830,

Par M. Léonard Gallois.

A

ABANECOURT, ancien ministre de Louis XVI, est massacré à Versailles. 485 (1793).

ABATUCCI (le général) défend avec gloire le fort d'Huningue; sa mort héroïque. 490 (An V).

ABO (ville d'). L'empereur Alexandre et Bernadotte y ont une entrevue. 679 (1812).

ABOVILLE, réorganise avec Marescot le génie et l'artillerie. 584 (An VIII).

ABOUKIR (ville d'), rade d'Égypte où s'embossa l'escadre française sous les ordres de Brueys; combat naval qui y est livré; destruction de l'escadre française. 544 (An VI.). — L'armée turque y est totalement détruite par Bonaparte. 564 (An VIII).

ACADÉMIE DES SCIENCES. Elle propose les systèmes décimal et métrique. 210 (An I).

ACADÉMIE FRANÇAISE. Le directeur demande une audience au roi, laquelle lui est refusée. 888 (1827). — Elle vote, à l'unanimité, une supplique au roi en faveur de la presse. 888 (1827).

ACCAPAREURS, rage que ce mot excite au milieu du peuple. 50 (1789). — Leur tactique; peines prononcées contre eux. 295 (An II).

ACLOQUE est avec le roi pendant l'invasion des Tuileries par le peuple, lors du 20 juin, 161 (1792).

ACOSTA (d'), général espagnol, est mis en déroute par Soult, près Tarbes. 710 (1814).

ACTE ADDITIONNEL publié par Napoléon; nature de cet acte. 748 (1815).

ACTON, favori de la reine de Naples, lui conseille de se retirer en Sicile pour échapper aux Français. 547 (An VII).

ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE. Projet de loi sur cette matière; sort de ce projet. 918 (1829).

ADMIRAL (I'), ancien domestique d'émigré, tente d'assassiner Collot-d'Herbois. 364 (An II).

ADRESSE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DE LA SESSION DE 1827; sa discussion est très-orageuse. 884 et 885 (1826). — De 1830, dite des *deux cent vingt-un*. 954 (1830).

AFFRY (d') reçoit de l'assemblée l'ordre de veiller au maintien de la tranquillité publique. 405 (1791).

AGIER. Fraction de la chambre des députés qui porte son nom. 905 (1828). — Le résultat du scrutin pour la présidence de la chambre constate sa défection. 954 (1830).

AGIOTEURS. Leur tactique; peine prononcée contre eux. 295 (An II).

AGOUST (d'), député de la noblesse du Dauphiné, se joint à l'assemblée nationale. 3 (1789). — Il demande l'abolition des privilèges des provinces. 45 (1789).

AGRA (évêque d'). Un aventurier prend cette qualité auprès des Vendéens; il bénit leurs drapeaux. 285 (An II).

AIDE-TOI, LE CIEL T'AIDERA (société de). Services qu'elle rend à la cause libérale. 938 (1830).

AIGUILLON (le duc d') donne encore plus d'étendue à la

¹ Les premiers chiffres marquent la page; ceux entre () indiquent l'année.

- motion de Noailles, dans la séance du 4 août 1789; projet d'arrêté qu'il soumet. 38 et 39 (1789).
- AISSEUX** (projet de loi sur le droit d'). Discussions y relatives. 878, 879, 880 (1836). — Est rejeté par les deux chambres. 880 (1836).
- ALGER** (ville d'). La France en proclame le blocus; motif de cette mesure. 925 (1828). — L'expédition contre le dey est décidée. 926 (1829). — Le ministère fait d'immenses préparatifs contre cette ville. 935 (1830). — Elle capitule et se rend aux Français; jubilation des royalistes en apprenant cette nouvelle; *Te Deum* chanté à cette occasion. 940 (1830).
- ALLIÉS**. Leurs forces; contingent de diverses puissances; leurs succès. 237 (An I). — Nombre d'hommes qu'ils ont sous les armes en 1815. 697 (1815). — Développement des forces immenses pour l'invasion de la France; ils violent la neutralité de la Suisse; Berne leur vend le passage. 703 (1815). — Sont introduits à Genève par les bourgeois; ils passent le Rhin; immensité numérique de leur armée. 704 (1815). — Battus par Napoléon, ils brûlent les ponts sur la Marne. 706 (1814). — S'emparent des hauteurs qui dominent Paris. 711 (1814). — Causes qui les portent à croire que la France est contre Napoléon; ils déclarent qu'ils ne traiteront plus avec lui. 713 et 714 (1814). — Ils adressent une proclamation aux Parisiens. 712 (1814). — Leur entrée dans Paris; accueil que leur fait le peuple; réception que leur font les royalistes, les intrigants et les courtisanes. 712 (1814). — Conventions de Paris; principaux articles. 726 (1814). — Ils signent le traité de paix du 30 mai. 728 (1814). — Leur haine, leurs proclamations incendiaires contre la France. 746 (1815). — Leur imprudence en marchant sur Paris. 759 (1815). — Leur position respective devant Paris. 764 (1815). — Leur brutalité et leurs dédains dans Paris. 764 (1815). — Veulent détruire les monuments de leurs défaites. 775 (1815). — Contenance des souverains à Paris. 775 (1815). — Leur perfidie. 781 et 782 (1815). — Traité dit de la sainte alliance. 784 (1815).
- AIX** (l'archevêque d'). Son opposition à la constitution civile du clergé. 90 (1790).
- AIX** (ville d') est le théâtre d'assassinats et d'autres malheurs. 85 (1790). — Est prise par Cartaux aux insurgés fédéralistes. 297 (An II). — Elle envoie des volontaires à l'armée d'Italie. 308 (An II). — Devient le théâtre des plus sanglantes représailles contre les patriotes. 431 (An III).
- AIX-LA-CHAPELLE** (ville d'). Les Français y sont mis en déroute; la nouvelle en arrive à Paris et y répand la plus vive agitation. 240 (An I).
- AIX-LA-CHAPELLE** (congrès d'), pour la délivrance du territoire français; obstacles suscités. 801 (1818).
- ALBA DE TORMES** (bataille d'), gagnée par Kellermann. 662 (1809).
- ALBERG** (le duc d') est membre du gouvernement provisoire. 715 (1814). — Il est excepté de l'amnistie de Napoléon. 759 (1815).
- ALBITTE** aîné, conventionnel, appuie la mise en jugement des girondins; son allocution à ce sujet. 341 (An II). — Est arrêté et décrété d'accusation le 4^{er} prairial. 428 (An II). — S'évade des prisons. 429 (An III).
- ALEXANDRE** assiste à un comité secret chez Santerre, la nuit du 49 au 20 juin 1792. 133 (1792). — Est adjoint aux membres du comité insurrectionnel. 169 (1792).
- ALEXANDRE**, empereur de Russie. Son avènement; accusations qui pèseront toujours sur sa mémoire. 601 (An IX). — Il s'allie à l'Angleterre et à l'Autriche contre la France; traité dit *de concert*. 619 (1805). — Assiste en personne à la bataille d'Austerlitz. 621 (1805). — Napoléon protège sa fuite; trêve qui lui est accordée. 621 (1805). — Il déclare la guerre à la France. 624 (1806). — Arrivé à son armée avec des renforts, il prend l'offensive; escarmouches; bataille de Friedland. 632 (1807). — Conférences sur le Niémen; la paix est signée. 635 (1807). — Annule ses traités avec l'Angleterre, et lui ferme tous les ports de la Russie. 635 (1807). — Son entrevue à Erfurth avec Napoléon; amitié qu'il lui témoigne; lettre qu'il écrit au roi d'Angleterre. 650 (1808). — Déclare la guerre à l'Autriche en 1809; les Russes entrent en Gallicie. 653 (1809). — Des ouvertures lui avaient été faites à Erfurth concernant le mariage de Napoléon; opposition de sa mère. 665 (1809). — Viole le système continental; ses prétentions; il fait porter ses troupes en Pologne. 668 (1810). — Se prépare à la guerre contre la France; il signe un traité d'alliance avec l'Angleterre et la Suède; paix avec la Porte à Bucharest. 672 (1812). — Se rend à l'armée; il rejette les propositions de paix que lui porte le comte Louis de Narbonne. 675 (1812). — Refuse de recevoir le général Lauriston; cause de sa persistance à la guerre. 675 (1812). — Ouvertures qu'il fait faire à Napoléon après le passage du Niémen. 674 (1812). — Composition de son armée en 1812. 674 (1812). — Se rend à Moscou; il cherche à fanatiser les habitants contre les Français; conseils qu'il reçoit de Bernadotte; il lui propose une entrevue en Finlande. 677 (1812). — Son entrevue à Abo avec Bernadotte; conseils qu'il en reçoit. 679 (1812). — Fait alliance avec la junte-suprême de Cadix; engagements qui sont pris contre la France dans ce traité. 683 (1812). — S'allie avec la Prusse; principes libéraux qu'il affecte dans ses proclamations. 691 (1812). — Signe un traité d'alliance avec la Prusse à Kalisch; la Suède accède à ce traité. 693 (1813). — Assiste en personne à la bataille de Lutzen. 694 (1813). — Réunit son armée à celle du roi de Prusse à Bautzen; bataille de ce nom. 695 (1813). — Dispositions qu'il apporte au congrès de Prague. 696 (1815). — Anxiété qu'il éprouve pendant la campagne de France. 710 (1814). — Fait son entrée dans Paris. 712 (1814). — Est sur le point d'accepter l'abdication de Napoléon en faveur du roi de Rome, quand il apprend la défection de Marmont; cette défection lui fait rejeter toute proposition. 716 (1814). — Insiste auprès de Louis XVIII pour qu'il donne une constitution libérale. 727 (1814). — Ternit sa gloire en ne sauvant pas le maréchal Ney. 786 (1815). — Sa mort. 869 (1825).
- ALLARD**, député, est décrété d'arrestation. 430 (An III).
- ALLEMANDS** (les) composent, avec les émigrés, l'expédition de Quiberon. 432 (An III).
- ALMEIDA** (la ville d') se rend au maréchal Masséna. 664 (1810).
- ALPES JULIENNES** (les) sont franchies par Bonaparte et son armée. 540 (An V).
- ALTERKIRCHEN** (combat d'). Le général Kléber y bat les Autrichiens. 474 (An IV).
- ALVINZI** (le maréchal) prend le commandement des Autrichiens en Italie; forces dont il dispose; son plan de campagne. 485 (An IV). — Avantages qu'il a sur l'armée française; il se proclame déjà vainqueur, et croit délivrer toute l'Italie; bataille d'Arcole. 486 et 487 (An IV). — Fait attaquer de nouveau Arcole; deux de

- ses divisions y sont encore battues. 488 (An IV). — Est en retraite; son armée est en déroute; il n'inspire plus de crainte à Bonaparte. 488 (An IV). — Commande la troisième armée autrichienne qui doit agir contre Bonaparte. 498 (An V). — Ses forces dans cette la seconde campagne contre Bonaparte. 500 (An V). — Attaques préliminaires qu'il fait faire sur Rivoli 500 (An V). — Perd la bataille de Rivoli; détails de cette affaire; son armée y est dispersée. 500 et 504 (An V).
- AMAR**, conventionnel; reproches qu'il adresse aux girondins. 252 (An I). — Réponse qu'il fait à Bezot au sujet du tribunal révolutionnaire. 244 (An I). — Est nommé membre du comité de sûreté générale. 506 (An III). — Son rapport sur les girondins; arrestations qu'il demande; preuves qu'il fournit de leur culpabilité. 544 (An II). — Le tribunal révolutionnaire se sert de l'acte d'accusation qu'il avait porté contre les girondins. 525 (An II). — Accuse Fabre d'Églantine d'être l'auteur de la falsification d'un décret de la convention. 545. (An II). — Est le rapporteur de la conspiration Chabot. 554 (An II). — Lecointre demande sa mise en accusation. 579 (An II). — Presse Robespierre de nommer ceux qu'il accuse. 575 (An II). — Forme une coalition pour renverser Robespierre. 575 (An II). — Est mis hors d'accusation par le rapport de Merlin, de Douai. 412 (An III). — Son arrestation est demandée; la convention l'ordonne. 420 (An III). — Il fait partie de la conspiration Babeuf. 466 (An IV).
- AMBERG** (combat d'). Jourdan y est battu par les Autrichiens. 477 (An IV).
- AMBY** (d') menace Mirabeau de sa canne. 94 (1794).
- AMÉRIQUE ESPAGNOLE** (l') se soulève et déclare son indépendance. 664 (1810). — Secoue le joug de l'Espagne et se constitue en république. 848 (1824).
- AMIENS** (ville d'). Des troubles y sont suscités par les aristocrates. 240 (An I).
- AMIENS** (traité d'). Ses clauses, ses conditions. 605 (1804).
- AMIS DE LA PRESSE** (société des). Son organisation; elle est poursuivie par le ministère. 815 (1819).
- AMNISTIE**; elle est sollicitée par Neckér en faveur de ses amis; la commune la proclame; Bailly se refuse à la signer 36 (1789). — Est décrétée par Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe. 759 (1815).
- AMNISTIE** (loi dite d'); discussions qu'elle occasionne dans la chambre des députés. 787 (1816). — Exceptions qu'elle admet. 787 et 788 (1816). — Propositions des bureaux sur cette loi. 788 (1816).
- AMORTISSEMENT** (caisse d'); est maintenue par Bonaparte. 658 (1807).
- AMSTERDAM** (ville d'), tombe au pouvoir des Prussiens. 702 (1815).
- ANCARD**, est arrêté comme agent de l'étranger; il est condamné à mort. 550 (An II).
- ANCIENS** (ville d'); les Vendéens tentent inutilement d'y passer la Loire. 559 (An II).
- ANCONA** (ville d'), est occupée par les Français, en vertu de l'armistice signé avec le pape. 475 (An IV). — Est prise par Bonaparte. 507 (An V). — Est laissée aux Français jusqu'à la paix générale, par le traité de Tolentino. 507 (An V). — Arbre le drapeau tricolore, et fait partie de la république romaine. 540 (An VI). —
- Est occupée par les troupes de Murat, tournées contre les Français. 702 (1815).
- ANDALOUSIE** (l') se déclare pour le constitution. 825 (1820).
- ANDJONÉ** (d') est présenté à Bonaparte comme agent royaliste, à Paris; réponse que lui fait Bonaparte. 584 (An VIII).
- ANDRÉ**, député au conseil des cinq-cents, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- ANDRÉ** est mis en jugement. 544 (An II).
- ANDRÉOSSY** (général) porte avec Joubert le magnifique drapeau donné par le directoire à l'armée d'Italie. 558 (An VI). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI).
- ANDRIEUX** prend part à la supplique au roi de l'Académie française, en faveur de la presse. 888 (1827).
- ANDUJAR**. Ordonnance d'Andujar. 845 (1825).
- ANSTREFFER** (major impérial), est délivré des prisons d'Olmütz, par les soins de Bonaparte. 554 (An VI).
- ANGERS** (ville d'); les Vendéens en sont repoussés. 859 (An II).
- ANGLAIS**; une députation de démocrates anglais vient saluer la convention; don qu'elle fait à la France. 214 (An I). — Paoli veut leur donner la Corse. 285 (An II). — Ils convoient Dunkerque. 284 (An II). — Évacuent la rade de Toulon, après la prise du Petit-Gibraltar; ils abandonnent la ville, moins le fort la Malue. 559 (An II). — Mettent le feu à l'arsenal et aux vaisseaux français en quittant Toulon. 559 (An II). — Charette leur porte la plus vive haine; il les accuse de sa mort. 454 (An IX). — Tentent un débarquement d'émigrés en Vendée; ils sont repoussés. 455 (An IV). — Intrigue et astuce de leur cabinet en 1815. 700 (1815).
- ANGLETERRE** (l') fait un armement général contre l'Espagne. 77 (1790). — Ses dispositions équivoques à l'égard de la France. 467 (1792). — Ses dispositions à l'égard de la révolution française; mesures qu'elle prend. 228 (An I). — Ses projets contre la révolution française. 254 (An I). — Énumération des échecs que lui a fait supporter Bonaparte de 1799 à 1800. 594 (An VIII). — Son commerce éprouve de grandes pertes par nos corsaires; Nielly lui prend un vaisseau de 74. 410 (An III). — La France s'allie contre elle avec les Provinces-Unies. 450 (An III). — S'engage à fournir des armes et des munitions pour l'expédition de Quiberon. 452 (An III). — L'Espagne lui déclare la guerre; sa situation à l'époque du directoire. 497 (An V). — Position dans laquelle sa guerre avec la France l'a placée; crise financière qui la travaille. 545 et 546. (An V). — Mesures patriotiques qu'emploient ses habitants pour conjurer la crise financière qui la menace. 516 (An V). — Ses inquiétudes au sujet des armements de la France contre elle. 559 (An VI). — Tente une diversion en faisant une descente sur les côtes d'Ostende; ses troupes sont repoussées avec perte. 542 (An VI). — Cherche sur le continent des ennemis à la France; elle suscite une nouvelle coalition contre elle 545 (An VI). — S'engage à fournir des subsides à l'Autriche dans la guerre avec la France. 546 (An VII). — Il ne lui reste plus que la cour de Lisbonne pour allié sur le continent; elle déclare la guerre à la Russie; ses armements. 599 (An IX). — Traite avec la Russie, le Danemarck et la Suède, qui renoncent au traité de

- neutralité. 604 (An IX). — Ses mauvaises dispositions pour l'observation du traité d'Amiens; ses plaintes contre la France; ses prétentions amènent une rupture; embargo mis sur tous les bâtiments français et bataves. 406 (An XI). — Ses dispositions militaires et ses craintes après la rupture du traité d'Amiens; conspiration ourdie contre Bonaparte. 607 (An XI). — Sa réponse à Napoléon, au sujet de la paix; elle déclare la guerre à l'Espagne. 617 (1805). — S'allie à la Russie et à l'Autriche contre la France; traité dit *de concert*. 619 (1805). — Bombardement de Copenhague; le Danemark et la Russie ferment leurs ports à son commerce; ses vaisseaux sont chassés des ports de l'Amérique. 655 (1807). — Déclaration inique contre la France; décret de Napoléon en représailles. 656 (1807). — Démarche collective de Napoléon et d'Alexandre pour la paix; sa réponse évasive. 650 (1808). — Envoie une armée en Espagne, commandée par Moore. 652 (1809). — Brûle plusieurs vaisseaux français dans la rade de l'île d'Aix. 657 (1809). — Son expédition contre Anvers; ses troupes sont obligées de se embarquer. 660 (1809). — Embarras qu'elle occasionne à Napoléon; intrigues qu'elle noue avec ses alliés contre lui. 667 (1810). — Fait un traité d'alliance avec la Suède et la Russie contre la France. 672 (1812).
- ANGLO-RUSSES; ils s'emparent de toute la marine hollandaise et d'une partie du territoire. 558 (An VII). — Ils sont battus à Berghen et à Castricum par le général Brune. 559 (An VII). — Capitulation avantageuse que le général Brune leur accorde. 559 (An VII).
- ANCOULÈME (le duc d') débarque à Saint-Jean-de-Luz. 707 (1814). — Se porte sur Bordeaux, avec la division du général Hill. 710 (1814). — Partisans qu'il trouve dans le Midi. 745 (1815). — Sa marche imprudente sur le Dauphiné. 745 (1815). — Est fait prisonnier et renvoyé de France; son armée est licenciée; il passe en Espagne. 745 (1815). — Se rend de Puyecorda à Toulouse; son escorte. 777 (1815). — Encourage par sa présence les excès des royalistes; il se fait appeler le héros du Midi. 777 et 778 (1815). — Entre en Espagne à la tête de plus de cent mille Français; sa marche facile jusqu'à Madrid. 842 (1823). — Ses efforts pour empêcher la réaction des royalistes espagnols; son ordonnance d'Andujar. 645 (1825). — Fêtes qui lui sont données à Paris, à son retour d'Espagne. 845 (1825). — Va jusqu'à Cherbourg; but de cette tournée. 925 (1829). — Il influence sur la nomination de Bourmont au commandement de l'armée d'Alger. 935 (1830). — Se rend à Toulon; il assiste à un simulacre de débarquement. 936 (1830).
- ANCOULÈME (duchesse d'); elle est échangée; sa sortie du Temple; elle est conduite en Suisse; remise à l'Autriche. 454 (An IV). — Ses efforts; son courage à Bordeaux; son départ pour l'Angleterre. 745 (1815). — Visite la Seine-Inférieure; but de son voyage. 923 (1829). — Elle chasse la cour royale de sa présence, le jour de l'an. 929 (1830).
- ANJOU (les habitants de l') se lient par une fédération armée. 78 (1790).
- ANNÉE FINANCIÈRE; le ministère propose de la modifier. 808 (1819).
- ANSELME (le général) s'empare de Nice et des Alpes maritimes. 497 (An I). — Est destitué du commandement de l'armée des Alpes maritimes. 505 (An II).
- ANSPACH (le pays d') est cédé par la Prusse à la France. 622 (1806).
- ANTIBOUL, conventionnel, est mis en jugement. 511 (An II). — Comparet au tribunal révolutionnaire. 556 (An II).
- ANVERS (ville d'), est prise par les Français. 570 (An II).
- APPEL au peuple (procès de Louis XVI); est demandé par les girondins et repoussé par les montagnards. 224 et 225 (An I). — Agitation qu'il cause dans Paris. 227 (An I). — Conventionnels qui le votent ou qui le rejettent. 229 (An I).
- ARABES; ils attaquent les Français à Sidi-Ferruch; ils sont repoussés. 959 (1830). — Ils reçoivent journellement des renforts d'Oran et de Constantine; ils attaquent les Français à Staouelli; ils y sont battus. 959 (1830).
- ARAGON (l') est envahi par les Français. 582 (An II).
- ARAPILES (bataille des), est gagnée par Wellington sur les Français; ses conséquences. 688 (1812).
- ARCOLE (bataille d'); elle est gagnée par Napoléon sur le maréchal Alvinzi; ses détails écrits par Napoléon. 486 et 487 (An IV).
- ARÇON (le général d') fait capituler Bréda; il prend la place de Gertruydenberg. 257 (An I).
- ARÈNA, conventionnel, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII). Complice de Ceracchi; il est condamné à mort. 597 (An VIII).
- ARGENTEAU (le général) attaque les redoutes de Montélegino; il est repoussé. 461 (An IV).
- ARCOUT (d'), pair, s'oppose à la réélection des députés nommés à quelque emploi. 908 (1828).
- ARIGÈ (département d'); tous ses représentants votent la peine de mort. 229 (An I).
- ARISTOCRATES (les); personnes qu'on qualifiait ainsi. 29 (1789). — Leurs funestes menées. 29 (1789). — Violences exercées contre leurs personnes et leurs habitations. 53 (1789). — Mauvais traitements qu'on leur fait subir. 57 (1789). — Ils remplissent de nouveau les prisons. 185 (1792). — Leurs espérances; démarches ridicules de ceux d'entre eux qui sont restés en France. 211 (An I). — Déguisés en patriotes, ils somentent, avec leurs agents, des troubles et des émeutes à Paris. 258 (An I). — Leur coopération probable dans les troubles de Paris et des autres localités. 259 et 240 (An I). — Troubles qu'ils suscitent à Monbrison, à Amiens, et surtout à Lyon. 240 (An I). — Leur audace renaissante; troubles qu'ils somentent. 223 (An I). — Mouvement qu'ils tentent à Paris au commencement de septembre; émeute qu'ils soulèvent tourne contre eux. 298 (An II). — Joie qu'ils éprouvent à la chute des Hébertistes. 551 (An II).
- ARLES (ville d') est le théâtre d'assassinats et d'autres malheurs. 85 (1790). — Elle est en guerre avec les patriotes de Marseille. 145 (1792).
- ARLON (ville d') est prise par Jourdan; son importance pour les opérations militaires. 564 (An II).
- ARNAND, est condamné à mort avec les Hébertistes. 550 (An II).
- ARMÉE DE L'ANIGÈ; elle est en pleine retraite. 550 (An VII).
- ARMÉE DE ALPES; sa position fâcheuse entre les Piémontais et les révoltés de Lyon. 285 (An II). — Elle repousse les Piémontais sur le col de l'Argentière. 559 (An II). — Ses succès sous Masséna et Dumerbion. 560 et 561 (An II). — Elle force le passage du mont Cénis. 569 (An II).

ARMÉE DES ARDENNES, force le passage de Bossu. 561 (An II).

ARMÉE DU DANUBE; elle rentre sur nos frontières, battu et affaibli. 550 (An VII).

ARMÉE D'ITALIE; elle manque de tout du côté de Nice, et ne peut plus être ravitaillée. 285 (An II). — S'empare de la vallée de la Stura et de la position des Barricados. 569 (An II). — Elle est dans le plus grand dénuement; Schérer, qui la commande, est remplacé par Bonaparte. 460 (An IV). — Haine qu'elle porte aux royalistes; proclamation qui lui est adressée par Bonaparte le 4 juillet. 524 (An V). — Position qu'elle occupe; son infériorité en nombre à celle des ennemis; confiance que lui inspire son général; ses belles campagnes. 550 (An VII).

ARMÉE DE LA LOIRE; son dévouement exclusif pour la patrie. 773 (1815). — Est désignée par les absolutistes sous le nom de *Brigands de la Loire*. 773 (1815). — Sa résignation après son licenciement. 774 (1815).

ARMÉE DE L'OUEST; la convention lui adresse une proclamation et lui ordonne d'exterminer tous les Vendéens. 517 (An II).

ARMÉE DE LA VENDÉE; avantages qu'elle remporte sur les insurgés. 558 (An II).

ARMÉE DE LA MEUSE; sa composition, ses cantonnements, sa force inférieure en nombre, ses désastres. 257 (An I).

ARMÉE DE LA MOSELLE; elle éprouve un échec à Pirmasens. 504 (An II). — Elle échoue dans une attaque contre les Prussiens. 520 (An II). — Elle obtient des succès sur les Prussiens; forcée de battre en retraite, elle se joint à celle du Rhin. 557 (An II). — Ses succès sur les ennemis; villes et pays dont elle s'empare. 582 (An II). — S'empare du poste de Trabach et prend la ville de Kreutznach. 409 (An III).

ARMÉE DE NAPLES; elle se retire pour ne pas être coupée de la France. 550 (An VII).

ARMÉE DU NORD; mouvements séditieux qui y sont produits par l'arrestation de Custine; ils sont calmés par le représentant Levasseur. 288 (An II). — Elle gagne la bataille de Watignies; la convention déclare qu'elle a bien mérité de la patrie. 520 (An II). — Elle obtient quelques succès partiels. 557 (An II). — Ses succès contre les Autrichiens; elle entre en communication avec celle des Ardennes. 564 (An II).

ARMÉE DES PYRÉNÉES-OCIDENTALES obtient des succès contre les Espagnols. 544 (An II). — Bat les Espagnols; s'empare de la vallée du Bastan, et de plusieurs villes. 582 (An II).

ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES; elle est battue par les Espagnols; son camp est pris; elle se sauve en déroute. 273 (An II). — Est réorganisée par Fabre de l'Hérault et Gaston, représentants. 543 (An II). — Ses succès contre les Espagnols; résultat de ses victoires. 564 (An II). — Elle prend les redoutes des Aldules et du col d'Ispey. 569 (An II).

ARMÉE DU RHIN; renforts qu'elle reçoit; attaque les Autrichiens, et s'empare de la position de Bodenhal. 504 (An II). — Est forcée par les Prussiens et les Autrichiens dans les lignes de Weißenbourg. 520 (An II). — Obtient des succès contre les Autrichiens. 545 (An II).

ARMÉE DU RHIN ET MOSELLE; échecs qu'elle éprouve dans le Palatinat. 598 (An II). — Son adresse contre les Clichéens. 522 (An V).

ARMÉE DE SAVOIE; s'empare des redoutes élevées par les Piémontais sur le Saint-Bernard. 564 (An II).

ARMÉES FRANÇAISES; leur infériorité numérique auprès des armées coalisées. 484 (1792). — Elles se recrutent comme par enchantement dans les villes et dans les campagnes. 448 (1792). — On craint qu'elles ne veuillent pas approuver les événements du 40 août. 479 (1792).

ARMEMENT GÉNÉRAL; inconvénients et avantages qui en résultent. 53 et 54 (1789).

ARMOIRE DE FER trouvée dans les Tuileries. 245 (An I). — Pièces qu'elle contient, et preuves qu'elle fournit contre le roi et ses courtisans. 249 (An I). — On y trouve les preuves de la trahison de Mirabeau. 535 (An II).

ARQUATO (ville d'), est forcée et prise par Lannes. 472 (An IV).

ARRIAZAGA (le général d') commande les Espagnols à la bataille d'Ocana. 662 (1809).

ARREHAUX (les); les travaux y sont vigoureusement activés. 945 (1828).

ARTILLERIE; ses prodiges dans la fabrication des armes à feu. 747 (1845).

ASCOLI (ville d'); les Napolitains y sont battus par les Français. 546 (An VII).

ASSEMBLÉE CENTRALE de salut public; son but, sa composition, craintes qu'elle inspire; tous les partis blâment ou accusent cette société. 256 (An I).

ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE; sa constitution; divers arrêtés qu'elle prend. 5 (1789). — Prête un serment solennel dans la salle du *Jeu de Paume*. 5 (1789). — Se réunit dans l'église Saint-Louis; honorable accueil qu'elle y fait aux députés du clergé. 8 (1789). — Nom que prennent les députés du tiers. 9 (1789). — Adopte la motion de Camus. 40 (1789). — Adopte la motion de Mirabeau et vote une adresse au roi. 43 (1789). — Sa déclaration énergique. 48 (1789). — Quatre-vingts députés, ayant le président à leur tête, se rendent auprès du roi. 48 (1789). — Se déclare en permanence. 48 (1789). — Commission qu'elle nomme pour la constitution; membres qui en font partie. 23 (1789). — Envoie successivement deux députations au roi. 24 (1789). — Envoie à Paris une députation de cent membres. 25 (1789). — Enthousiasme avec lequel sa députation est reçue à Paris. 26 (1789). — Vote des remerciements au roi. 28 (1789). — Envoie une députation pour calmer le peuple de Saint-Germain. 30 (1789). — Son opinion sur les vengeances du peuple. 32 (1789). — Arrêté contre les coupables de lèse-nation. 52 (1789). — Établit un comité de recherches. 54 (1789). — Délibère si elle doit ouvrir des lettres interceptées. 54 (1789). — Sa mémorable séance du 4 août. 57 et suiv. (1789). — Accueille avec enthousiasme les offres généreuses des divers opinants de la noblesse. 59, 40 et 41 (1789). — Enthousiasme et applaudissements excités par les membres du clergé. 42 (1789). — Proclame Louis XVI le restaurateur de la liberté française. 44 (1789). — Une médaille est frappée en l'honneur de la séance du 4 août. 46 (1789). — Sa proclamation contre les perturbateurs et les séditieux. 47 (1789). — Décrète un emprunt de 50 millions, à 5 p. %. 47 (1789). — Se divise en divers partis : *côté droit*, *côté gauche*. 48 (1789). — Vote la contribution du quart du revenu. 48 (1789). — Se décide pour le veto suspensif; effets de cette décision. 50 (1789). — Vote l'inviolabilité du roi; la liberté de la presse; la permanence de l'assemblée. 50 (1789). — Serment de tous ses membres, relatif à la défense du roi. 60 (1789). — Prend une mesure qui déconcerte les déserteurs contre-révolutionnaires. 66

(1789). — Arrête la formule de promulgation royale pour les lois. 66 (1789). — Se transporte à Paris, où elle se réunit dans l'archevêché. 67 (1789). — Mesure qu'elle prend concernant le costume. 67 (1789). — Vote la *loi martiale*; dispositions de ce décret. 67 et 68 (1789). — Attribue provisoirement au Châtelet la connaissance des crimes de lèse-nation. 68 (1789). — Établit un *comité de recherches*. 68 (1789). — Dangers qui la menacent; comment elle les conjure. 70 (1789). — Déclare les biens ecclésiastiques *la propriété de l'état*. 70 (1789). — Abolit les ordres religieux, et attribue leurs biens à l'état. 70 (1789). — Proroge les vacations du parlement. 70 (1789). — Son arrêt contre la réunion des états provinciaux. 70 (1789). — Tactique qu'y suivent le côté droit, le clergé et la noblesse. 70 (1789). — Établit les municipalités. 74 (1789). — Divise la France en départements. 74 (1789). — Ses mesures et ses travaux pour consolider la révolution. 74 (1789). — Reçoit des adresses approbatives des municipalités du royaume. 72 (1789). — Vote des remerciements au roi; serment qu'elle décrète. 75 (1790). — Décrète la vente de 400,000,000 des biens du clergé. 76 (1790). — Attache la Corse à la France, en l'appelant à la liberté. 78 (1790). — Ses travaux concernant l'administration et la justice. 78 (1790). — Exige l'exhibition du *livre rouge*; révélations qu'elle y puise. 78 et 79 (1790). — Propose des indemnités aux étrangers qui possédaient des droits féodaux en France. 78 (1790). — Exige de Necker qu'il exhibe le *registre des décisions*. 79 (1790). — Reçoit une députation composée de tous les peuples connus. 79 (1790). — Décret relatif aux députés des départements pour la fête nationale. 80 (1790). — Joint le cortège des fédérés à la place Louis XV. 83 (1790). — Porte deux arrêtés contre les insurgés de Nancy. 86 (1790). — Imprime les actes du comité de Jales, et en livre les membres à la justice. 87 (1790). — Décret qu'elle porte concernant le clergé (*Constitution civile du clergé*). 90 (1790). — Décrète la formule du serment obligatoire pour tous les membres du clergé. 90 (1790). — Sa séance orageuse sur la prestation du serment des membres du clergé. 94 (1791). — Ses membres sont divisés par le club des *jacobins* et par celui de *quatre-vingt-neuf*. 93 (1791). — Agitation et désordre extrême dans son sein. 94 (1791). — Envoie une députation pour avoir des nouvelles de la maladie du roi. 98 (1791). — Vote la loi de *régence*. 99 (1791). — Tumulte qui y a lieu. 99 (1791). — Son décret relatif aux fonctionnaires publics. 100 (1791). — Est informée de la fuite du roi; proclamation qu'elle publie; mesures de sûreté qu'elle prend. 103 (1791). — Mande à sa barre les ministres Bailly, La Fayette et Gouviou. 103 (1791). — Envoie une députation au roi, en lui recommandant tout le respect et toute la dignité convenables. 111 (1791). — Crée un gouvernement presque républicain, après la fuite du roi. 111 (1791). — Est divisée en trois partis à l'égard du roi. 113 (1791). — Décrète l'apothéose de Voltaire. 114 (1791). — Entend le rapport relatif à la fuite du roi. 115 (1791). — Reconnaît l'innocence du roi. 115 (1791). — Perd sa popularité. 116 (1791). — Ordonne des mesures sévères de répression contre les attroupements du Champ-de-Mars. 116 (1791). — Elle approuve la conduite de Bailly au Champ-de-Mars. 117 (1791). — Annonce au roi, par une nombreuse députation, la fin de ses travaux. 118 (1791). — Appréciation de ses travaux; heureux résultats de la révolution. 119 (1791). — Son président lui

annonce que ses travaux sont finis, et ses séances terminées. 119 (1791). — Partis qu'elle laisse en France; sa comparaison avec la législative. 120 (1791).

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; elle se constitue; esprit de ses membres. 120 (1791). — Sa comparaison avec la constituante; partis qu'elle trouve en France. 120 (1791). — Double serment qu'elle prête. 120 (1791). — Le côté droit est occupé par les constitutionnels, et le côté gauche par les *girondins*. 120 (1791). — Son décret sur les titres de *sire* et de *majesté*; il est révoqué le lendemain. 121 (1791). — Circonstances qui devaient rendre sa session orageuse. 121 (1791). — Sa députation éprouve des retards aux Tuileries; vengeance qu'elle en tire. 121 (1791). — Discute une loi sur l'émigration. 126, 127 et 128 (1791). — Son décret y relatif. 129 et 130 (1791). — Son décret concernant les prêtres insermentés. 131 (1791). — Députation qu'elle envoie au roi, relativement aux émigrés. 134 (1792). — Elle entre en guerre ouverte avec l'administration. 136 (1792). — Principaux émigrés qu'elle met en accusation; elle met le séquestre sur leurs biens et en attribue les revenus à l'état. 137 (1792). — Décrète la formation d'une haute cour de justice à Orléans, et un comité de surveillance dans son sein. 137 (1792). — Elle décrète la fermeture du club des Feuillants. 138 (1792). — Elle déclare trahire à la patrie tout Français qui concourra à modifier ou détruire la constitution de 91. 138 (1792). — Sa déclaration en faveur de Narbonne et contre les ministres restants. 139 (1792). — Son décret relatif à la manière dont Louis XVI doit traiter avec l'empereur. 139 (1792). — Elle rend un décret d'accusation contre Delessart. 140 (1792). — Son indignation en apprenant la note de l'Autriche; sa députation au roi. 143 (1792). — Elle délibère sur la guerre; son décret appuyé par des motifs à jamais mémorables. 146 (1792). — Elle décrète l'armement des quarante-huit sections de Paris. 149 (1792). — Met sous la sauvegarde de la nation les prisonniers de guerre; elle porte une *loi martiale* contre l'insubordination militaire. 149 (1792). — Sa sage conduite relativement aux déroutes de Tournay et de Quivrain. 149 (1792). — Se déclare en permanence; séance orageuse. 151 (1792). — Elle décrète le licenciement de la garde et l'accusation de Brissac. 152 (1792). — Porte un second décret contre les prêtres réfractaires; dispositions de ce décret. 152, 153 (1792). — Elle adopte la motion de Servan. 153 (1792). — Elle est vivement émue par la lettre de La Fayette; elle décide que cette lettre ne sera point envoyée aux départements. 156, 157 (1792). — Elle passe d'abord à l'ordre du jour, et bientôt décide que la pétition des Marseillais sera envoyée aux départements. 158 (1792). — Sa séance orageuse du 30 juin; elle autorise l'introduction des pétitionnaires armés, commandés par Santerre. 159 et 160 (1792). — Elle envoie deux députés s'informer de l'état des choses aux Tuileries, à la fin de la journée du 30 juin. 163 (1792). — Elle décrète que les fédérés des départements passeront par Paris pour s'y faire inscrire; elle détruit ainsi le veto du roi concernant le camp sous Paris. 165 (1792). — Elle nomme une commission qui s'occupe des moyens de sauver la patrie en danger. 165 (1792). — Pétitions nombreuses qu'elle reçoit de toute la France sur le danger de la patrie. 165 (1792). — Reçoit avis de la part du roi de l'imminence des hostilités; le côté gauche rit de ce message tardif. 166 (1792). — Décide que le décret qui doit proclamer la

patrie en danger ne sera pas soumis à la sanction royale. 466 (1792). — Pétition démocratique que lui envoie la ville de Marseille. 467 (1792). — Elle déclare *la patrie en danger*, après avoir entendu le rapport du ministre de la guerre et celui de Hérault de Séchelles. 467 (1792). — Enthousiasme avec lequel elle accueille la proposition de se réconcilier avec le roi. 467 (1792). — Ses décrets relatifs aux fédérés arrivés à Paris. 468 (1792). — Elle annule les arrêtés de deux sections relatifs à la déchéance du roi. 470 (1792). — Elle porte un décret d'absolution en faveur de Lafayette. 477 (1792). — Elle est jetée dans une agitation fort orageuse par l'annonce de l'attitude menaçante du peuple. 478 (1792). — Elle se réunit à deux heures après minuit; elle apprend que Pétion est prisonnier aux Tuileries; elle le mande à sa barre pour le délivrer. 478 (1792). — Ses mesures insuffisantes, au 40 août. 478 (1792). — Elle crée un *conseil exécutif*; membres du ministère qu'elle nomme. 476 (1792). — Elle décrète la suspension du roi; elle approuve tous les actes de la commune; elle anéantit le *veto* sur tous les décrets déjà portés. 476 (1792). — Sa sollicitude pour les Suisses; elle est forcée de porter un décret d'accusation contre eux; elle vote un projet sur les élections pour la convention. 477 (1792). — Elle envoie trois commissaires avertir l'armée des événements du 40 août. 479 (1792). — Elle attribue la police de sûreté générale aux départements, aux districts et aux municipalités. 479 (1792). — Tente en vain de s'opposer aux empiétements de la commune; elle refuse l'érection d'un tribunal extraordinaire. 480 (1792). — Envoi de nouveaux commissaires pour flatter les premiers; déclare Lafayette traître à la patrie; son décret contre le département des Ardennes. 480 (1792). — Elle informe Dumouriez des événements du théâtre de la guerre. 484 (1792). — Elle est forcée de créer un tribunal extraordinaire, après des refus réitérés. 484 (1792). — Son décret de mort contre celui qui parlera de fuir; autre décret pour la levée de vingt mille hommes dans le département de la Seine et les départements voisins. 482 (1792). — Elle ne peut empêcher les journées de septembre 483 (1792). — Elle ne conserve plus qu'un simulacre d'autorité. 485 (1792). — Elle cède l'arène à la convention nationale. 487 (1792).

ASSEMBLÉES PRIMAIRES; leurs envoyés arrivent à Paris, prévenus contre les jacobins; ils se réconcilient avec eux; la salle des jacobins est mise à leur disposition; adresse toute républicaine votée à la séance du 6 août à la commune. 288 (An II). — Leurs envoyés assistent à la fête du 40 août. 289 (An II). — Leurs envoyés ajournent les élections, qu'ils pensent être dangereuses pour la république; mesures énergiques qu'ils proposent, de concert avec les jacobins. 291 (An II).

ASSIGNATS (les); opposition qu'ils rencontrent; une émission de 400 millions est décrétée. 77 (1790). — Leur valeur relative diminue progressivement; difficultés que rencontre leur circulation. 423 (1794). — Leur discrédit augmente la misère du peuple. 237 (An I). — Il en est fait une émission de 800 millions. 336 (An I). — Nouvelle émission de 1,200 millions de fr. par la convention. 264 (An II). — Par leur moyen, la république soutient la guerre; ils remplacent le numéraire, qui est très-rare. 265 (An II). — Ceux qui portent la face royale sont démonétisés; les nationaux ont un cour forcé; peines portées contre ceux qui les refusent. 295 (An II). — Sont dépréciés tous les jours davantage, à cause du

système adopté par la convention. 445 (An III). — Somme pour laquelle il en a été émis avant le directoire. 454 (An IV). — Le conseil des cinq-cents propose une dernière émission de 40 milliards; il veut affecter 4 milliard numéraire au remboursement de 30 milliards assignats; ils ne doivent plus être reçus qu'au cours par les caisses publiques. 452 (An IV). — Sont réduits au centième de leur valeur par une loi; dépréciation qu'ils éprouvent. 452 (An IV). — Sont retirés de la circulation par le moyen des *mandats*. 468 (An IV). — Ce qui en reste en circulation est reçu au cours aux caisses publiques et annulé. 500 (An V).

ASSOCIATION bretonne pour le refus de l'impôt; clauses principales de cette association. 924 (1829). — Les journaux qui en publient le prospectus sont poursuivis. 924 (1829).

ASTORGA (la ville d') se rend à Masséna. 664 (1840).

ATH (ville d'), est prise par les Français. 250 (An II).

AUBERT-DUBAYET (le général); il commande avec Kléber et Meunier la garnison laissée à Mayence. 285 (An II). — Voit avec peine la nomination de Rossignol dans la Vendée. 505 (An II). — Est nommé ministre de la guerre. 450 (An IV).

AUBRY, conventionnel, rentre à la convention, le cœur ulcéré contre les montagnards. 407 (An III). — Est arrêté pour la révolte des sections; reproches qu'il mérite. Bonaparte est une des victimes de sa réaction. 445 (An III). — Est compris dans la liste de proscription dressée le 18 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guiano; il parvient à s'évader. 550 (An VI).

AUDOUIN, conventionnel, engage la convention à s'occuper des lois organiques de la constitution de 95. 445 (An III).

AUDOUIN (Xavier), président du club des jacobins, est arrêté et mis en accusation comme jacobin. 450 (An III).

AUGERAU (général de la république), prend le fort de San-Fernando. 440 (An III). — Commande une division de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — Part glorieux qu'il prend à la bataille de Montenotte. 464 (An IV). — S'empare des gorges de Millésimo. 464 (An IV). — Conseille à Bonaparte de détrôner le roi de Piémont. 463 (An IV). — Saisit un drapeau et s'avance le premier sur le pont de Lodi. 470 (An IV). — Se distingue au combat de Borghetto. 472 (An IV). — Occupe Ferraro et Bologne avec sa division. 475 (An IV). — Est le seul des généraux de Bonaparte qui opine contre la retraite devant Wurmser. 480 (An IV). — Reprend Brescia et y fait des prisonniers; il s'empare des hauteurs de Castiglione; il se distingue à la bataille de Lonato. 480 et 484 (An IV). Contribue puissamment au gain de la bataille de Castiglione; il est chargé de la poursuite de Wurmser. 482 (An IV). — Services qu'il rend au combat de San-Marco et à la bataille de Rovérèdo. 483 (An IV). — Il prend part à la bataille de Bassano. 484 (An IV). — Fait à Legnago quinze cents Autrichiens prisonniers; il contribue à battre Wurmser devant Mantoue. 484 (An IV). — Contribue au gain de la bataille d'Arcole. 487 (An IV). — Prend Dolce et fait quinze cents prisonniers. 489 (An IV). — Se laisse surprendre le passage de l'Adige par Provera; il le poursuit et assiste à la bataille de la Favorite. 502 et 503 (An V). — Le directoire décrète que le drapeau qu'il portait à Arcole lui sera donné à titre de récompense nationale. 504 (An V). — Est envoyé à Paris porter les drapeaux pris sur l'ennemi. 509 (An V). — Est en concurrence avec Barthès

- lenny pour entrer au directoire ; il échoue. 519 (An V). — Est envoyé par Bonaparte à Paris pour servir le directoire ; il est nommé commandant de la capitale. 522 (An V). — Adresse de sa division contre les Clichien. 522 (An V). — Part qu'il prend à la journée du 18 fructidor, contre les Clichien. 526 et 527 (An VI). — Nombre de voix qu'il obtient comme candidat au directoire. 530 (An VI). — Sa lettre à Bonaparte au sujet du coup d'état du 18 fructidor. 534 (An VI). — Est nommé général de l'armée d'Allemagne à la mort de Hoche ; ses prétentions aux fonctions de directeur. 534 (An VI). — Fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 534 (An VII). — Son exclamation au sujet de la proposition de Joubert sur les dangers de la patrie. 538 (An VII). — Se retire de la société de Bonaparte ; il communique ses craintes au conseil des cinq cents. 565 (An VIII). — Attend à Saint-Cloud le moment favorable pour ramener les troupes ; il raille Bonaparte. 568 (An VIII). — Est nommé commandant de l'armée de Hollande. 581 (An VIII). — Remplace Brune au commandement de la Hollande. 585 (An VIII). — Son entrée à Mayence. 594 (An VIII). — Gagne sur les Autrichiens la bataille de Nuremberg. 595 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 615 (1804). — Est chargé d'envahir le Vorarlberg. 619 (1805). — Ses succès dans le Vorarlberg. 620 (1805). — Force le camp de Golymin ; les Russes se retirent sur Ostrolenka. 629 (1806). — Reprend Gironne. 662 (1809). — Perd, par de fausses manœuvres, l'occasion de sauver la France. 709 (1814).
- DAVOUS (conventionnel)** Les jacobins lui imputent les désordres de Marseille. 592 (An II). — Son caractère de représentant est méconnu dans les troubles de Marseille. 595 (An II). — Est adjoint à Pichegru dans le commandement de la force armée de Paris. 420 (An III). — Amène des secours à la convention le 1^{er} prairial. 428 (An III).
- DAVOUT (le général d')** est nommé commandant de la milice parisienne ; il demande vingt-quatre heures pour réfléchir. 46 (1789).
- AUSTERLITZ (bataille d')** est gagnée par Davoust sur les Prussiens ; ses détails ; généraux qui y commandent. 626 (1806).
- AUSTERLITZ (bataille d')** gagnée par Napoléon sur les Russes et les Autrichiens ; ses détails ; ses résultats. 624 (1805).
- AUTEL DE LA PATRIE (l')**, dans le Champ-de-Mars. 446 (1794).
- AUTICAMP (Charles d')**. Sa soumission. 582 (An VIII). — S'adjuge le commandement d'Angers. 707 (1814).
- AUTORITÉS RÉVOLUTIONNAIRES.** Elles demandent pour la dernière fois l'arrestation des factieux ; la convention passe à l'ordre du jour. 275 (An II).
- AUTRICHE.** Elle envoie à la France une note arrogante et inexécutable. 445 (1792). — Elle a des intentions hostiles contre la France. 467 (1792). — Ses dispositions relativement à la révolution française. 235 (An I). — Ses derniers succès lui donnent l'espoir de rentrer dans ses possessions des Pays-Bas. 459 (An IV). — Encourage à la guerre le roi de Piémont, et lui promet une puissante armée. 460 (An IV). — Est abandonnée à ses propres forces par le roi de Prusse et les petits princes d'Allemagne ; elle reste seule contre la république ; elle demande un armistice, qui est refusé. 476 (An IV). — Prépare une troisième armée contre Bonaparte. 498 (An V). — Refuse l'entrée de Vienne aux négociateurs envoyés par le directoire. 498 (An V). — Lenteurs qu'elle apporte à la conclusion de la paix avec la France ; motifs de ces retards. 525 (An V). — Apporte des lenteurs dans la conclusion de la paix, dans l'espoir de voir renverser le directoire ; elle est effrayée en apprenant qu'il se prépare à la guerre. 533 (An VI). — Ses mauvaises dispositions pour la paix au congrès de Rastadt ; elle promet de se joindre à la nouvelle coalition contre la France. 545 (An VIII). — Entre dans la coalition ; engagements respectifs des puissances pour la guerre ; l'Angleterre lui promet des subsides. 546 (An VII). — Ses préparatifs contre la France ; force numérique de son armée et de celle des coalisés. 549 (An VII). — Toutes les apparences l'accusent de l'assassinat des plénipotentiaires français ; le directoire, le caractère de l'empereur et du prince Charles repoussent cette idée. 554 (An VII). — Reprise des hostilités ; détails de la campagne ; bataille de Hohenlinden ; ses résultats ; armistice conclu à Steyer. 594 (An VIII). — S'allie à l'Angleterre et à la Russie contre la France ; traité dit de concert. 619 (1805). — Ses prétentions sur les frontières françaises. 782 (1815).
- AUTRICHIENS.** Ils assiègent Lille. 497 (An I). — Ils s'installent sur une crête de Mons à Tournay ; leur défense ; leurs forces. 207 (An I). — Ils veulent s'emparer de Valenciennes et de Condé. 284 (An II). — Ils s'emparent de Condé et de Valenciennes. 288 (An II). — Ils sont battus par les Français à Bodenthal. 504 (An II). — Sont en mésintelligence avec les Prussiens ; ils leur reprochent leur inaction ; l'armée du Rhin leur enlève les redoutes d'Haguenau. 559 (An II). — Sont battus à Geisberg ; ils se retirent en désordre sur Mayence. 545 (An II). — Sont battus à Juliers par les Français ; résultat de cette victoire. 599 (An II). — Sont battus dans leurs retranchements sur la Renchen, par Moreau. 475 (An IV). — Ils n'osent pas poursuivre les Français après la bataille de Stockach. 550 (An VII). — Supériorité numérique de leur armée d'Italie sur celle des Français ; Kray les commande provisoirement. 550 (An VII). — Envahissent la Bavière ; ils en sont chassés par les Français. 620 (1805). — Perdent la bataille d'Austerlitz. 624 (1805).
- AUXERRE (ville d').** Quelques-uns de ses citoyens demandent, par pétition, la mise en accusation de Louis XVI. 206 (An I).
- AVIGNON (ville d')** est en guerre avec les patriotes de Marseille. 445 (1792). — Envoie des volontaires à l'armée d'Italie. 508 (An II). — Les patriotes y sont jetés dans le Rhône. 454 (An III). — Le maréchal Brune y est égorgé par la populace. 777 (1815).
- AXEL (ville d')** est prise par les Français. 408 (An III).
- AYMAR (l'abbé d')** combat la motion de Talleyrand sur les biens ecclésiastiques. 69 (1789).

B

BABOUY (dit Græchus), journaliste, est à la tête du parti démocrate; son caractère; son but; sa conspiration; il échoue; son arrestation; sa lettre au directoire; son jugement; sa condamnation; sa mort. 465 et suiv. (An IV).

BABOUY fils, âgé de douze ans; il s'élance au milieu des gendarmes, et remet à son père le poignard dont il se frappe. 467 (An IV).

BACHER (le citoyen), ramène la fille de Louis XVI d'Huningue à Richen, où elle est échangée. 454 (An IV).

BACOT DE ROMANS; sa motion à la chambre des députés. 906 (1828).

BADAJOS (la ville de), est assiégée par Wellington; Soult et Marbot la délivrent. 669 (1810).

BADÉ (le Margrave de) signe la paix avec le directoire. 497 (An IV). — Fait prévenir Napoléon de la défection de ses troupes. 700 (1815).

BAGRATON (le général) est battu par Davoust à Mohilow. 678 (1812).

BAILLEUL (conventionnel) combat le décret d'exclusion des députés mis hors la loi. 444 (An III). — Compte qu'il rend du dénûment dans lequel s'est trouvé le directoire à son installation. 449 (An IV). — Fait paraître un écrit intitulé : *Déclaration à mes Concitoyens*; faits qu'il y expose. 525 (An V). — Fait le rapport sur le 18 fructidor. 550 (An V).

BAILLY, constituant, est nommé doyen du tiers-état. 4 (1789). — Sa conduite pleine de sagesse, en trouvant la salle commune fermée et bien gardée. 6 (1789). — Préside à la séance du jeu de Paume. 7 (1789). — Sa réponse à M. Brézé. 9 (1789). — Trouvant des gardes-françaises à la porte de la salle, leur demande quelle est la consigne. 10 (1789). — Sa réponse à M. de Clermont-Tonnerre et aux autres nobles de la minorité. 14 (1789). — Sa réplique généreuse aux minorités du clergé et de la noblesse. 44 (1789). — Est nommé premier maire de Paris. 26 (1789). — Ses travaux; son zèle dans ses nouvelles fonctions de maire. 27 (1789). — S'efforce de calmer le peuple, qui demande à grands cris la mort de Foulon. 34 (1789). — Fait tous ses efforts pour purger Paris des mauvais sujets. 55 (1789). — Se refuse à signer l'arrêté d'amnistie. 56 (1789). — Reçoit le roi à la barrière, et l'accompagne à l'Hôtel-de-Ville. 65 (1789). — Le supplie de fixer sa résidence à Paris. 64 (1789). — Son zèle et ses efforts pour approvisionner la ville. 67 (1789). — Demande à l'assemblée un décret sur les attroupements. 67 (1789). — A la tête de soixante membres de la municipalité, va féliciter Louis XVI. 76 (1790). — Sa proposition relative au papier municipal. 77 (1790). — Préside la députation des districts, lors de la demande de la fête nationale. 80 (1790). — En qualité de maire de Paris, écrit une lettre à toutes les municipalités de France. 84 (1790). — Se sépare des jacobins et entre dans les 89. 93 (1791). — Sauve les monarchiens de la fureur du peuple. 94 (1791). — Va à la tête d'un nombreux cortège

prier Louis XVI d'empêcher le départ pour l'étranger de ses tantes. 95 (1791). — Fait connaître les mesures prises vainement pour empêcher l'évasion du roi. 106 (1791). — Un coup de pistolet lui est tiré; il perd sa popularité. 117 (1791). — Sa conduite au Champ-de-Mars; elle est approuvée par l'assemblée. 117 (1791). — Dépose son écharpe de maire de la ville de Paris. 125 (1791). — Est condamné par le tribunal révolutionnaire; son exécution. 526 (An II).

BAILLY (député des cinq-cents) est exclu de la représentation nationale. 375 (An VIII).

BALLAND (le général); ses réclamations à Venise contre les excès commis sur des Français par des Montagnards; réponse évasive qui lui est faite. 515 (An V). — Attaqué dans Véronne, il se retire au fort; sa garnison fait feu sur Véronne. 515 (An V).

BALLE, est nommé professeur de l'école normale. 599 (An II).

BALLESTÉROS, décide Ferdinand VII à reconnaître la constitution. 825 (1820). — Traite avec le duc d'Angoulême. 842 (1823).

BANBERKE (ville de); les Français s'en emparent. 505 (An II).

BANCAL-DES-ESSARTS, est député pour informer l'assemblée nationale de l'état de Paris. 22 (1789). — Est échangé contre la fille de Louis XVI; il prend place au conseil des cinq-cents. 454 (An IV).

BANOS (Lopès), est un des chefs de la révolution espagnole. 825 (1820).

BANQUE DE FRANCE; est créée sous le consulat. 581 (An VIII).

BANTRY (baie de). L'escadre française portant l'expédition d'Irlande y fait son entrée le 4 nivôse. 498 (An V).

BAR (ville de), est occupée par les Français, après un combat contre les Prussiens. 704 (1814).

BARAGUAT-D'HILLIERS; sa division accourt à Véronne pour venger les Français massacrés. 514 (An V).

BARAILLON; il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I).

BARANTE (de), soutient chaudement la proposition de M. de Conny. 908 (1828).

BARBAROUX, conventionnel; sa jactance rend impossible tout rapprochement entre les jacobins et les girondins. 187 (1792). — Son accusation contre Robespierre. 194 (An I). — Il accepte le défi de Robespierre de l'accuser en face. 200 (An I). — S'efforce en vain d'insister sur l'accusation de Robespierre. 204 (An I). — Il complète l'acte d'accusation du roi, par l'acte énonciatif des crimes attribués à Louis XVI. 220 (An I). — Il combat le suris avec énergie. 250 (An I). — Il vote l'appel au peuple. 250 (An I). — Il est déclaré traître à la patrie par plusieurs sections. 245 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est dénoncé avec ses amis, par la section de Bon-Conseil, comme complice de Dumouriez. 255 (An I). — La commune demande sa mise en accusation. 274 (An II). — Veut mourir à son poste, plutôt que de cesser volontairement ses fonctions. 276 (An II). — Repousse la proposition des otages faite par la commune, pour cautionner la sûreté des Girondins. 277 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Proclame l'insurrection dans le département de l'Eure. 281 (An II). — Est décrété d'accusation; il se sauve. 282 (An II). — Saint-Just propose de le déclarer traître.

- tre à la patrie. 283 (An II). — Quitte Evreux, et se rend à Caen. 285 (An II). — Est soupçonné d'avoir eu des liaisons intimes avec Charlotte Corday. 286 (An II). — Les girondins le chargent des griefs qu'on leur impute. 323 (An II).
- BARRÉ-MARBOIS**, fait partie des clichyens. 318 (An V). — Est nommé président du conseil des anciens. 318 (An V). — Est arrêté le 18 fructidor. 328 (An VI). — Est proscrit le 48 fructidor. 329 (An VI). — Est déporté à la Guyane; il rentre en France au 48 brumaire. 330 (An VI). — Son rappel en France sous le consulat. 384 (An VIII). — Garde-des-seaux; est partisan de la modération. 787 (1816). — Prédit les malheurs devant résulter de la motion de Barthélemy. 809 (1819).
- BARRÈTS** (les). Ils infestent les routes; Bonaparte prend des mesures pour les détruire. 472 (An IV).
- BARCLAY-DE-TOLLY** (le général), abandonne le camp retranché de Driss. 676 (1812). — Commande en chef les Russes à la bataille de Smolensk; il y est battu, et évacue la ville pendant la nuit. 678 (1812). — Est aux prises avec le corps de Lauriston, à Bautzen. 693 (1813).
- BANAME** (village de). Napoléon y passe à son retour de l'île d'Elbe. 736 (1814).
- BARNTIN**, garde-des-seaux, lit un discours sur la question du vote, soumise aux états. 4 (1789).
- BARÈRE**, député; son avis relatif sur la constitution. 23 (1789). — Il fait partie du côté gauche de la législative. 120 (1791). — Il est également étranger aux jacobins et aux girondins. 187 (1792). — Il demande le rappel des membres de la commune et du pouvoir exécutif; motifs de sa proposition, et effets qui la suivirent. 210 (An I). — Ses paroles à la convention, au moment où Louis XVI allait y comparaître. 220 (An I). — Il combat l'appel au peuple; son discours remarquable. 226 et 227 (An I). — Son vote sur l'appel au peuple. 230-234 (An I). — Il entraîne la convention contre le suris. 230 (An I). — Appuie la motion d'Amar; son amendement; ses paroles pacificatrices. 232 (An I). — Sa motion contre les instigateurs des désordres de Paris. 239 (An I). — Opine pour la publicité du rapport sur l'état de l'armée de Belgique; ses paroles. 244 (An I). — Fait un rapport sur la déclaration de guerre à l'Espagne; son discours à ce sujet. 242 (An I). — Il répond à la dénonciation de Gamon et entraîne l'assemblée. 243 (An I). — Il demande que le tribunal révolutionnaire soit entouré de la garantie du jury; sa motion est adoptée. 444 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est confirmé membre de ce comité dans la réorganisation définitive. 253 (An I). Il dénonce à la convention l'assemblée centrale. 256 (An I). — Combat les propositions de Guadet; il demande l'établissement d'une commission de douze membres pour connaître des conspirations; cette motion est adoptée. 267 (An II). — Propose la suppression de la commission des douze. 274 (An II). — Sur sa motion, la convention lève la séance et va fraterniser avec les sections. 274 (An II). — Propose et fait adopter une adresse au peuple en faveur des événements du 31 mai. 274 (An II). — Engage la convention à s'assurer si elle est libre, en se rendant en corps au milieu du peuple. 276 (An II). — Propose comme terme moyen un décret pour inviter les girondins à se suspendre volontairement de leurs fonctions. 276 (An II). — Appuie la constitution de 1793; il pense qu'elle sera d'une grande influence sur la république. 281 (An II). — Est conservé au comité de salut public. 286 (An II). — Fait décréter la formation de greniers d'abondance dans chaque district. 294 (An II). — Son rapport sur la levée en masse. 292 (An II). — Son rapport sur les revers éprouvés par les armées; il en dénonce les causes; il défend le ministère attaqué par les modérés. 306 (An II). — Son magnifique rapport sur la Vendée; mesures qu'il propose pour terminer cette guerre. 317 (An II). — Obtient de la convention un vote de confiance pour le comité de salut public. 329 (An II). — Sollicite le rapport du décret d'inviolabilité. 330 (An II). — Fait un rapport sur la situation de la république; fragments de son discours; enthousiasme de la convention. 336 (An II). — Présente, au nom du comité de salut public, un rapport sur les ressources de la France; quelques phrases de ce rapport. 346 (An II). — Porte une accusation contre les ultra-révolutionnaires; mesures qu'il propose à la convention. 349 (An II). — Son rapport à la convention pour l'organisation de secours nationaux. 363 (An I). — Signe l'arrêté du 2 prairial. 364 (An II). — Présente et fait décréter une loi sur les rentes viagères. 368 (An II). — Prouve la nécessité de la continuation du gouvernement révolutionnaire; son discours. 370 (An II). — Présente une proclamation contre Robespierre; sensation qu'elle produit. 373 (An II). — Demande le remplacement de trois membres du comité; il en présente une liste; fait rapporter le décret qui donnait au comité le droit de présentation. 378 (An II). — Lecoindre demande sa mise en accusation. 379 (An II). — Est remplacé au comité de salut public. 380 (An II). — Est journellement calomnié par les thermidoriciens. 389 (An II). — Son discours en faveur des jacobins et des sociétés populaires. 390 (An II). — Legendre le dénonce comme robespierriste; il invoque le témoignage de Carnot pour sa justification. 394 (An II). — Demande qu'on remplisse les lacunes existantes dans la législation civile. 399 (An II). — Une commission est nommée pour examiner sa conduite pendant la terreur; son discours. 412 (An II). — Propose à la convention de s'occuper des lois organiques de la constitution de 1793. 415 (An II). — Son procès; discussion qu'il amène; députés qui le défendent; son discours de justification. 416 et 417 (An II). — La convention décrète qu'il sera chassé du territoire français. 419 (An II). — Est enfermé dans la prison de Saintes; il recouvre sa liberté, et passe plus tard vingt ans de sa vie dans l'exil. 420 (An II).
- BARÈUTH** (le pays de), est cédé à la France par la Prusse. 622 (1806).
- BARNAVE** (député); mots qui lui échappent dans la chaleur de la discussion. 32 (1789). — Se place au côté gauche de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Combat l'opinion de Mirabeau. 77 (1790). — Provoque énergiquement des mesures contre l'obstination du clergé. 90 (1790). — Est à la tête des jacobins. 93 (1791). — Joint le roi à Épernay, sa conduite en faveur d'un prêtre; il gagne l'estime de la reine pendant le voyage. 113 (1791). — Séduit par la cour, entraîne l'assemblée à reconnaître l'innocence du roi; son discours. 113 (1791). — Perd sa popularité (1791). — Fonde le club des fouillants. 117 (1791). — Est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 342 (An II).
- BARRAL** (de), archevêque de Tours; paroles que lui adresse Napoléon pour les rapporter au pape. 670 (1814).

BARRAS (conventionnel), est envoyé pour presser le siège de Toulon. 318 (An II). — Est dépêché par la convention, à Marseille. 327 (An II). — Est forcé d'approuver silencieusement l'accusation des modérés. 353 (An II). — La convention lui donne le commandement de la force armée, et lui adjoint plusieurs représentants. 375 (An II). — Déclare que la convention ne veut point dissoudre les sociétés populaires; applaudissements que sa déclaration provoque. 387 (An II). — Est accusé par les jacobins de dilapidations dans le Midi. 392 (An II). — Est adjoint à Picbegr dans le commandement de la force armée de Paris. 420 (An III). — Est chargé de pourvoir à la sûreté des subsistances. 422 (An III). — Est nommé commissaire pour le désarmement des faubourgs. 420 (An III). — Est membre du comité, qui concentre tous les pouvoirs de la convention. 439 (An III). — Est nommé à la place de Menou, contre les sections; il se fait adjoindre Bonaparte. 440 (An III). — Se réconcilie avec la Montagne. 443 (An III). — Est d'avis d'attaquer les élections. 444 (An III). — S'entend avec Tallien pour dénoncer les députés royalistes accusés de royalisme. 445 (An III). — Son rapport sur les événements du 15 vendémiaire; il jette l'alarme dans le côté droit de la convention. 446 (An III). — Fait créer une commission chargée de présenter les mesures réclamées par les circonstances; les montagnards y sont en majorité. 446 (An III). — Est nommé membre du directoire. 449 (An IV). — A la direction de la police. 450 (An IV). — Vent que la république humilie les puissances. 515 (An V). — Parle de monter à cheval et de sabrer les royalistes. 521 (An V). — Demande en particulier, à Hoche, son intervention dans les événements qui se préparent. 522 (An V). — Arrête, avec ses collègues, de comprendre Carnot dans le coup d'état. 524 (An V). — Est dénoncé à ses collègues comme traitant avec le prétendant; il les rassure en leur faisant connaître les dispositions qu'il a prises contre les royalistes; il est prêt à agir dans trois ou quatre jours. 526 (An V). — Louanges outrées qu'il donne à Bonaparte. 538 (An VI). — Ses grandes dépenses font présumer qu'il participe aux dilapidations des fournisseurs par des cadeaux qu'il reçoit; il est le seul des directeurs qui n'en soit pas soupçonné par les patriotes. 553 (An VII). — Il engage Lareveillère à se retirer du directoire; il se déchaine contre Merlin. 554 (An VII). — Est attiré par Siéyes dans le parti dit réorganisateur; les patriotes le dénigrent dans leurs journaux, et l'appellent *pourri*; il contribue aux mesures prises contre la presse. 558 (An VII). — La révolution du 18 brumaire le surprend dans son bain. 564 (An VIII). — Talleyrand et Bruix lui sont dépêchés pour lui demander sa démission. 566 (An VIII). — Cède aux instances de Talleyrand, et donne sa démission; sa lettre. 566 (An VIII). — Part pour sa terre de Groe-Bois, le 18 brumaire. 567 (An VIII).
BARRICADES (position des); l'armée d'Italie s'en empare. 569 (An II).
BARRICADES faites à Paris sans aucun empêchement de la police; barbare répression. 904 (1828).
BARRIKES de Paris (les), sont démolies et incendiées. 46 (1769).
BARRON, est membre de la commission qui condamne le duc d'Enghien. 612 (An XII).
BARTHELEMY (député aux anciens), est nommé membre du directoire; il y est porté par les royalistes. 519 (An V). — Sa nullité au directoire. 521 (An V). — Est

arrêté dans son lit; il refuse l'offre qu'on lui fait de s'évader; il est mis au Temple. 527 (An VI). — Est proscrit, le 18 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane; il parvient à s'évader. 550 (An VI). — Attaque la loi électorale dans la chambre des pairs; sa motion est prise en considération. 809 (1819). — Il la développe; agitation occasionnée dans Paris et les départements. 810 (1819).

BASCULE (système de); le directoire l'adopte après le 18 fructidor. 542 (An VI).

BASOCHER (les clercs de la), demandent des armes et rendent de grands services à la ville de Paris. 47 (1789).

BASSAL (représentant), est obligé de négocier avec les paysans du Jura, révoltés. 284 (An II). — Se déchaine contre le système des thermidoriens. 386 (An II). — Revient aux opinions des jacobins; motifs de ce changement. 390 (An II).

BASSANO, bataille que les Français y gagnent. 484 (An IV). — Est érigée en duché. 625 (1806).

BASSANO (duc de). Voyez **MARET**.

BASTAN (vallée du), est envahie par les Français. 582 (An II).

BASTILLE (la). Détails sur cette citadelle. 19 et 20 (1789). — Description de l'attaque, de sa défense et de sa prise. 20, 21, 22 et 25 (1789). — Elle est démolie. 25 (1789). — Désaugiers fait un mélodrame sur la prise de cette forteresse. 82 (1790).

BATTAGLIA (Podestà de Brescia), s'oppose inutilement à la révolution de Brescia. 311 (An V).

BATAVES (les). Les représentants en mission leur adressent une proclamation. 408 (An III).

BAUDAN, maire de Châlons; sa belle conduite avec le roi et la famille royale après leur arrestation. 412 (1794).

BAUDIN, des Ardennes, est nommé secrétaire du conseil des anciens. 450 (An IV).

BAUTZEN (bataille de), est gagnée par Napoléon sur les alliés; ses détails; ses résultats. 695 (1813).

BAVALITSCH (le général) perd, avec Limptay, la bataille de Lonato, contre Bonaparte. 481 (An IV). — Est détaché par le prince Charles pour couvrir le col de Tarwis. 509 (An V). — Sa division est détruite ou prisonnière. 510 (An V).

BAYARD, député, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).

BAYLE (Moïse), conventionnel, est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 295 (An II). — Entre au comité de sûreté générale. 306 (An II). — Est remplacé au comité de surveillance. 380 (An II).

BAYLEN (capitulation de), est consentie par le général Dupont; détail des événements qui l'amènent; son influence sur le sort de l'Espagne. 648 (1808).

BAZANCOURT est membre de la commission qui condamne le duc d'Enghien. 642 (An XII).

BAZIRE, conventionnel, fait un discours très-violent contre la garde constitutionnelle du roi. 450 (1792). — Propose le licenciement de cette garde. 451 (1792). — Est du comité insurrectionnel. 469 (1792). — Son rapport sur Paris, contraire aux girondins. 204 (An I). — Sa proposition relative au jugement de Louis XVI. 222 (An I). — Demande l'exécution des mesures proposées contre les aristocrates. 299 (An II). — Demande une définition catégorique des suspects; il se déchaine contre plusieurs classes d'hommes. 500 (An II). — Appuie le rejet de l'ordre du jour sur les attaques dirigées con-

- tre le comité de salut public. 508 (An II). — Se récrie contre une motion de Philippeaux. 550 (An II). — Attaque indirectement le comité de salut public. 550 (An II). — Les jacobins doivent examiner sa conduite. 550 et 551 (An II). — Dément ses paroles sur la loi d'inviolabilité. 551 (An II). — Dénonce une conspiration; il est arrêté; convaincu de la falsification d'un décret. 540 (An II). — Est de nouveau dénoncé par Hébert et Vincent. 549 (An II). — Est renvoyé avec ses co-accusés devant le tribunal révolutionnaire. — Est mis en jugement avec les dantonistes. 554 (An II). — Sa condamnation et son exécution. 554 (An II).
- BRUGAIRE** (ville de). Les patriotes y sont jetés dans le Rhône. 431 (An III).
- BRAUDOT**, député, est décrété d'arrestation. 450 (An III).
- BRUNARNAIS** (le vicomte de) demande l'égalité des peines et l'admissibilité à tous les emplois. 44 (1789).
- BRULIET** (général autrichien), commande soixante mille Autrichiens opposés à Bonaparte. 460 (An IV). — Accourt au secours de Gènes; son quartier-général est à Novi; il divise son armée en trois corps. 460 (An IV). — Débouche sur Gènes; le centre de son armée est mis en déroute; il se replie en toute hâte sur le Piémont. 461 (An IV). — Est séparé des Piémontais; il se porte à Acqui pour couvrir le Milanais. 464 (An IV). — Se laisse tromper par Bonaparte sur le point où doit s'effectuer le passage du Pô. 469 (An IV). — Tombe, la nuit, au milieu des corps français; il est obligé de battre en retraite. 469 (An IV). — Est battu par Bonaparte à Lodi; il se retire en désordre sur la Créma. 470 (An IV). — Tombe en disgrâce; il est remplacé par intérim par le général Mélas. 472 (An IV). — S'établit derrière le Mincio pour empêcher le blocus de Mantoue. 472 (An IV).
- BRUMONT** (le général), contribua à la victoire de Lodi. 470 (An IV).
- BRUPRÉAU** (ville de) est prise par les Vendéens. 344 (An II).
- BUC-D'AMBÈS**, nom donné au département de la Gironde par la convention. 327 (An II).
- BUCKER** (le général) fait quatre mille Prussiens prisonniers. 627 (1806).
- BEFORT** (complot de). 840 (1822).
- BELGIQUE** (la). Dumouriez en médite l'invasion, qu'il confie à Lafayette. 148 (1792). — Elle est tout entière sous le pouvoir de l'armée républicaine, après la bataille de Jemmapes. 208, 209 (An I). — Divers partis qui s'y agitent lors de l'invasion française. 209, 210 (An I). — Les assemblées primaires y sont convoquées par Dumouriez pour une convention nationale. 210 (An I). — Ses conventions provinciales émettent le vœu de la réunion de ce pays à la France. 236 (An I). — Est reconquise par l'armée française; elle est révolutionnée. 370 (An II). — Est détachée de la France par le traité du 30 mai. 729 (1814).
- BELLARD** (l'avocat), préside le conseil général de la Seine, qui injurie Napoléon. 715 (1814). — Est excepté de l'amnistie. 759 (1815). — Son réquisitoire contre le *Constitutionnel* et le *Courrier français*. 870 et 871 (1825).
- BELLEGAUDE** (représentant), adresse, avec ses collègues en mission, une proclamation aux Bataves. 408 (An II).
- BELLEGAUDE** (le comte de) propose, de la part du prince Charles, un armistice à Bonaparte. 512 (An V).
- BELLEGAUDE** (ville de) est bloquée par les Espagnols. 284 (An II). — Est investie par Dugommier. 569 (An II). — Tombe au pouvoir de Dugommier; elle prend le nom de Sud-Libre. 398 (An II).
- BELLÉOPHON** (vaisseau anglais), surveille avec une frégate les mouvements de nos vaisseaux, reçoit l'empereur Napoléon; protestation qu'y rédige Napoléon. 766 (1815). — Part de Plymouth pour la baie de Start, où l'attendait le Northumberland, capitaine Cockburn. 767 (1815).
- BELLIARD** (le général), est blessé à Arcole. 487 (An IV). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An V). — Bat les Turcs près de Damiette, et s'empare de cette ville. 591 (An VIII). — Fait mettre bas les armes au prince de Hohenlohe et à ses troupes. 627 (1806). — Contribue à la défense de Paris. 710 (1814). — Apporte à Napoléon la nouvelle de la capitulation de Paris; il l'empêche de se porter sur cette ville. 711 (1814).
- BELLURE** est érigé en duché. 625 (1806).
- BELVÈDÈRE** (ville de), est prise par les Français. 360 (An II).
- BENNECH** est nommé ministre de l'intérieur. 450 (An IV). — Est renvoyé du ministère à cause de la faiblesse de son opinion. 525 (An V).
- BÉNÉFICES**. Proposition d'en abolir le cumul. 44 (1789).
- BENOIT**, attaché à la police, est condamné à mort et exécuté avec Fouquier-Tinville. 424 (An III).
- BERTABOLLE**, conventionnel, est envoyé dans le Nord pour y surveiller les opérations militaires et les généraux. 505 (An II). — Est forcé d'approuver silencieusement l'accusation des modérés. 555 (An II). — Impute la tentative d'assassinat sur Tallien aux jacobins; il demande leur dissolution. 587 (An II). — Accuse le comité révolutionnaire de vouloir continuer Robespierre. 593 (An II). — Appuie la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 596 (An II). — Est dénoncé par les jacobins comme réactionnaire. 402 (An II). — Préside la convention; sa partialité. 414 (An III). — Se distingue parmi ceux qui demandent la tête des membres des anciens comités. 412 (An III). — Se rapproche de la montagne et rentre dans ses rangs. 445 (An III).
- BÉRANGER**. Son opinion sur les coups-d'état médités par le ministère Polignac. 936 (1850).
- BEBIS** (de) déclame contre les révolutionnaires à l'occasion de l'adresse des 221; ses conseils au roi. 953 (1850).
- BÉRÉSINA**, passage de cette rivière par l'armée française; désastres. 686 (1812).
- BERG** (le duché de), est cédé par la Prusse à la France. 622 (1806).
- BERGANE** (ville de), se soulève et se déclare libre. 540 (An V).
- BERGAMI** (Barthélemy), favori de Caroline de Brunswick, reine d'Angleterre. 829 (1820).
- BERGASSE**, est nommé membre de la commission de la constitution. 25 (1789). — Est exclu de la représentation nationale. 373 (An VIII).
- BERCHEN** (bataille de). Elle est gagnée par Brune sur les Anglo-Russes. 559 (An VII).
- BERGOING**, conventionnel, fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Saint-Just propose de le déclarer traître à la patrie. 285 (An II). Amène des secours à la convention le 4^e prairial. 428 (An III). — S'oppose à ce qu'on attaque les élections. 444 (An III). — Défend les députés roya-

Notes démontées par Tallien. 445 (An III). — Fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 554 (An VII).

BRACUN (ville de), est investie par le duc d'York. 505 (An II).

BRALIN, représentant, est envoyé à Dunkerque, et s'y enferme pendant le siège. 505 (An II). — Est nommé membre de la commission chargée de réviser la constitution de 1793. 425 (An II). — Éclaire de ses lumières la discussion de la constitution de l'an III. 455 (An III).

BRALIN (ville de). Napoléon y fait son entrée. 627 (1806).

BRUNADOTTE (le général), est envoyé avec sa division à l'armée d'Italie. 505 (An V). — Prend part à la bataille de Tagliamento; son allocution aux soldats du Rhin; détails. 509 (An V). — Somme Gradisca de se rendre; ses soldats demandent l'assaut; la garnison se rend prisonnière. 509 (An V). — Est chargé de porter à Paris les drapeaux pris sur les Autrichiens; il se met à la disposition du directoire contre les royalistes. 524 (An V). — Opinion qu'il exprime à Bonaparte sur le 18 fructidor. 552 (An VI). — Nommé ambassadeur à Vienne il y reçoit des insultes graves; il est obligé de quitter cette ville; refuse l'ambassade de Hollande. 542 (An VI). — Refuse de succéder à Joubert au commandement de l'armée d'Italie; il est nommé général de celle du Rhin. 549 (An VII). — Est nommé ministre de la guerre. 555 (An VII). — Pense qu'il faut déployer toute l'énergie révolutionnaire pour sauver la France. 555 (An VII). — Il fréquente le club du Manège; sa correspondance ranime et encourage les autorités civiles et militaires; services qu'il rend à la patrie pendant son ministère. 555 (An VII). — Est renvoyé du ministère de la guerre. 558 (An VII). — Se retire de la société de Bonaparte, et communique ses craintes au conseil. 565 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 645 (1804). — Délivre Munich. 620 (1805). — Commande le centre à Austerlitz. 624 (1805). — Se distingue au combat de Schleitz. 625 (1806). — Bat cinquante mille Prussiens à Halle avec quinze mille hommes. 627 (1806). — Avec Soult et Murat, anéantit le reste de l'armée prussienne à Lubeck. 627 (1806). — Bat les Russes à Brunsborg. 634 (1807). — Se laisse tromper par la Romana, qui s'embarque et revient en Espagne. 650 (1808). — Commande les troupes à Anvers; il force les Anglais à se rembarquer. 660 (1809). — Élu par les états de Suède, est adopté par le roi Charles XIII; il demande le consentement de l'Empereur; jugement porté sur lui par Napoléon. 665 (1810). — Ne peut pas s'entendre avec Napoléon; ses menaces en apprenant l'entrée des Français en Poméranie; ligue qu'il forme avec l'Angleterre et la Russie; jugement de sa conduite par Napoléon. 671 (1812). — Passage d'une de ses lettres à Napoléon; il amène la paix entre la Porte et la Russie. 672 (1812). — Accepte une entrevue avec Alexandre en Finlande; conseils qu'il émet contre les Français. 677 (1812). — Son entrevue avec Alexandre à Abo; conseils qu'il lui donne; lettre qu'il lui écrit lors de l'occupation de Moscou. 679 (1812). — Bat l'armée française qui marche sur Berlin. 698 (1813). — Devient roi de Suède à la mort de Charles XIII, son père adoptif; qualités et défauts de Bernadotte. 808 (1819).

BERNARD DE SAINTES, conventionnel, est présenté par Barrère pour remplacer un membre du comité de salut public. 578 (An II). — Il est décrété d'arrestation. 450 (An III).

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE est nommé professeur de l'École normale. 599 (An II).

BRUNN (ville de); il doit s'y rassembler un congrès pour traiter de la paix entre la France et l'empereur d'Autriche. 542 (An V). — Résiste à l'insurrection du pays de Vaud, qui se constitue en république. 540 et 541 (An VI). — Est forcé d'ouvrir ses portes au général Brune. 541 (An VI). — Vend aux alliés le passage sur son territoire. 705 (1815).

BRUNIA (le curé) accompagne Stofflet partout; on croit qu'il contribue à le livrer à Heche. 457 (An IV). — Sa soumission. 582 (An VIII).

BRUNON (le général) s'empare en peu de jours du fort de Klundert. 257 (An I).

BURAY (le duc de) se présente dans l'île de Jersey. 707 (1814). — Jure fidélité au roi et à la charte. 744 (1815). — Prend le commandement des troupes rassemblées à Paris; il marche contre Napoléon; ses troupes l'abandonnent. 744 (1815). — Il est assassiné par Louvel. 849 (1819).

BRAYNA fils, avocat, est nommé député dans la Haute-Loire. 950 (1850). — Se révèle comme un grand orateur dans la discussion de l'adresse des 221. 955 (1850).

BRAYNA (le général); sa division éprouve de grandes pertes à Alger. 959 (1850).

BRAYNA DE SAUVIGNY, gendre de Feulon, est massacré malgré les efforts des électeurs, de Bailly et de La Fayette. 54 (1789).

BRAYNA, chef d'état-major, de la garde nationale de Versailles, est traduit à la barre de la convention. 288 (An II). — Commande une division de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — Devenu général, il prend le commandement de l'avant-garde à l'armée d'Italie. 469 (An IV). — Contribue à la victoire de Rivoli. 500 et 504 (An V). — Est envoyé par Bonaparte à Paris pour porter au directoire le traité de Campo-Formio. 557 (An VI). — Reçoit l'ordre de marcher sur Rome. 540 (An VI). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI). — Escorte Bonaparte le 18 brumaire. 565 (An VIII). — Remplace Dubois-Crancé au ministère de la guerre. 578 (An VII). — France. 645 (1804). — Est 625 (1806). — Est fait prince — Conseille à Napoléon de (1812). — Part pour Vienne, veut demander la main de Léon. 663 (1809). — Empê sur Paris. 744 (1814).

BRETHOLET, savant, fait un cours sur la fabrication de la poudre. 545 (An II). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI).

BREVIN DE VAUX, écrivain, excite les sections contre la convention. 458 (An III). — Révélation qu'il fait à la chambre des députés pendant la discussion de la loi de conversion des rentes. 862 (1825).

BRETOW, général; son insurrection; son exécution. 840 (1822).

BREYARD, conventionnel, est décrété d'arrestation. 277 (An II).

BREYARD, de Calvados, excite les conseils contre le directoire. 555 (An VII). — Est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).

BREYARD (le général), fait jeter les ponts pour passer le

- Danube. 655 (1809).** — Accompagne Napoléon à l'île d'Elbe. 720 (1814). — Sa femme, ses trois enfants et lui, sont admis à l'honneur de partager l'exil de Napoléon à Sainte-Hélène. 767 (1815).
- BESSIANS (le maréchal),** est nommé maréchal de France. 645 (1804). — Est fait duc d'Istrie. 625 (1806). — Commande vingt mille hommes en Espagne; sa position. 646 (1808). — Bat les Espagnols à Medina-del-Rio-seco; avantages qu'il obtient. 647 (1808). — Gagne la bataille de Burgos. 654 (1808). — Est tué à la bataille de Lutten; il est regretté par Napoléon; le roi de Saxe lui fait élever un monument. 684 (1815).
- BEUVOIR** est nommé ministre de la police 728 (1814). — Publie une ordonnance sur l'observation du dimanche. 732 (1814). — Son rapport contre la résolution des pairs. 845 (1819).
- BEUVRONVILLE (le général);** il lit, au comité de défense générale, une lettre de Dumouriez. 252 (An I). — Commande dix mille hommes de l'armée du Nord; il joint Dumouriez. 485 (1792). — Il est placé par celui-ci à la droite de son armée. 287 (An I). — Est obligé de se replier sur la Lorraine, et ne peut porter du secours à Custine. 207 (An I). — Il s'illustre par sa conduite à Jemmapes. 208 (An I). — Fait une malheureuse tentative contre l'électorat de Trèves. 246 (An I). — Est nommé ministre de la guerre. 254 (An I). — Commande l'armée de Sambre-et-Meuse; il la réorganise. 490 (An V). — Est remplacé par Hoche au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. 499 (An V). — Est nommé membre du gouvernement provisoire. 745 (1814). — Est excepté de l'amnistie. 759 (1815).
- BEYS,** est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- BÉZIAS (ville de);** des assassinats et autres malheurs s'y commettent. 85 (1799).
- BIANCHI (le général),** est battu par Napoléon à Monterau. 706 (1814).
- BLAUZAT,** propose la responsabilité ministérielle. 48 (1789).
- BIBERAC (ville de);** Moreau y bat le général Latour. 478 (An IV).
- BIBLIOTHÈQUES (les);** la convention leur restitue tous les monuments des sciences et des arts, échappés aux dégradations. 400 (An II). — Sont dévastées par les alliés. 776 (1815).
- BIDASSOA (la rivière de la),** est franchie par Wellington. 699 (1815).
- BIEKS NATIONAUX;** leur produit met la république à même de soutenir la guerre. 265 (An II). — Ils sont affectés au remboursement d'un emprunt fait sur les riches. 266 (An II). — Motion de Gaston pour les utiliser au profit de la nation. 586 (An II). — Valeur métallique qu'ils représentent à l'installation du directoire. 452 (An IV). — Les acquéreurs sont soumis à faire des obligations payables à l'échéance des paiements qu'ils ont à faire. 500 (An V).
- BIGNET,** député aux cinq-cents; son interpellation à Bonaparte, le 18 brumaire, en le repoussant. 570 (An VIII). — Est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- BIGNON,** rentre dans la chambre des députés. 900 (1827).
- BILLAUD-VARENNE,** conventionnel, est élu membre de la convention à Paris. 486 (1792). — Propose une éro nouvelle. 492 (1792). — Son amendement relatif à l'organisation du tribunal révolutionnaire. 244 (An I).
- Il prend la défense de Dumouriez; son opinion relativement à l'expulsion des girondins. 246 (An I). — Combat la proposition du comité de salut public, concernant les girondins; il demande leur mise en accusation. 276 (An II). — Accusation qu'il porte contre les traitres; compte rendu de l'esprit public dans les provinces du Nord. 297 (An II). — Demande l'exécution immédiate des mesures proposées contre les aristocrates. 299 (An II). — Appuie la pétition du peuple de Paris; il propose des mesures plus efficaces contre les ennemis de la république; péroraison de son discours. 299 (An II). — Fait rendre un décret qui autorise les arrestations de nuit. 500 (An I). — Est adjoint au comité de salut public. 506 (An II). — Demande que la convention entende un rapport du comité de salut public sur les désastres des armées. 506 (An II). — Défend le comité de salut public; il rassure la convention sur la crise dans laquelle se trouve la république; il annonce que ce sera la dernière. 507 (An II). — Anathème qu'il prononce contre les girondins. 510 (An II). — Propose d'envoyer le duc d'Orléans devant le tribunal révolutionnaire. 544 (An II). — Trace le mode du gouvernement révolutionnaire; péroraison de son discours. 544 (An II). — Accuse Dubois-Crancé de s'être opposé à l'attaque de vive force de Lyon. 548 (An II). — Appuie la motion pour le rapport du décret d'inviolabilité. 550 (An II). — Fait appeler révolutionnaire le tribunal qui juge les ennemis du peuple. 526 (An II). — Présente à la convention un rapport sur l'organisation du gouvernement révolutionnaire. 557 (An II). — Décide Robespierre à attaquer les modérés de la convention. 559 (An II). — Son rapport à la convention sur la théorie du gouvernement démocratique. 562 (An II). — Signe l'arrêt du 2 prairial. 564 (An II). — Est en hostilité avec Robespierre. 574 (An II). — Saint-Just demande son éloignement du comité de salut public. 572 (An II). — Presse Robespierre de nommer ceux qu'il accuse dans son discours du 8 thermidor. 575 (An II). — Fait décréter l'arrestation de plusieurs chefs des jacobins. 574 (An II). — Signale à la convention le danger où elle se trouve; il accuse Robespierre et Henriot. 574 (An II). — Son allocution à la convention contre Robespierre. 576 (An II). — Fait rapporter le décret qui suspend le tribunal révolutionnaire. 577 (An II). — Défie Lecoindre d'appuyer son accusation; son apostrophe à ce sujet. 579 (An II). — Lecoindre demande sa mise en accusation. 579 (An II). — Donne sa démission de membre du comité de salut public. 580 (An II). — Est chargé avec Carrier, de la rédaction d'une adresse énergique à la convention, de la part des jacobins. 584 (An II). — Est appelé au comité de correspondance des jacobins. 585 (An II). — S'oppose à la démarche, en masse, des jacobins auprès de la convention; il appuie l'envoi d'une députation; son discours. 586 (An II). — Est journellement calomnié par les thermidoriens. 589 (An II). — Est dénoncé par Legendre, comme robespierriste. 594 (An II). — Son discours aux jacobins, qui se plaignent de son silence; il soutient son discours à la convention. 404 (An II). — Une commission est nommée pour examiner sa conduite pendant la terreur. 442 (An III). — Son procès à la convention; discussion qu'il amène; députés qui prennent sa défense. 446 et 447 (An II). — La convention décrète qu'il sera exilé du territoire français. 449 (An III). — Est embarqué pour la Guyane. 420 (An III).

BIVASCO (village de), est pris et brûlé par les Français. 474 (An IV).

BIJON (ville de), est prise par les Français. 408 (An III).

BIGNARD, empêche de Launay de faire sauter la Bastille; il n'en pérît pas moins. 22 (1789).

BIRON (le général) entre à Quivrain; fuite de ses troupes. 148 (1792). — Commande l'armée de La Rochelle contre la Vendée, 282 (An II). — Marat le dénonce à la convention. 286 (An II). — Est traduit à la barre de la convention. 288 (An II). — Voit avec peine la nomination de Rossignol dans la Vendée. 503 (An II).

BIROTAUD, conventionnel, fait la malheureuse motion de suspendre l'inviolabilité des conventionnels suspects. 254 (An I). — Est décrété d'accusation. 277 (An II). Saint-Just propose de le déclarer traître à la patrie. 285 (An II). — Dirige les partisans des girondins à Lyon; il sert les royalistes sans s'en douter; il quitte Lyon, voyant que cette ville ne veut pas se soumettre. 296 (An II).

BISCAYE (la) est envahie par les Français. 582 (An II).

BITCHE (ville de) est prise par Hoche. 557 (An II).

BIZANET, général, détruit un corps de quatre mille Anglais à Berg-op-Zoom. 709 (1844).

BLACAS D'AULPS (le comte de), est nommé ministre de la maison du roi. 728 (1844).

BLACONS (le marquis de), député de la noblesse du Dauphiné, se joint à l'assemblée nationale. 8 (1789).

BLAIN, député, est pros crit le 18 fructidor. 529 (An VI).

BLIN, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).

BLOCH, général prussien, subterfuge déloyal qu'il emploie auprès de Davoust; il est battu et fait prisonnier à Lubeck. 627 (1806). — Bat les Français en Silésie. 698 (1813). — Est battu par Napoléon en Silésie. 698 (1813). — Est battu par Napoléon à Brienne. 703 (1844). — Est battu par Napoléon à Champ-Aubert. 705 (1844). — Est battu à Vauchamps par Napoléon; son armée est dispersée ou détruite. 706 (1844). — Il est battu à Montoreau, par Napoléon. 707 (1844). — Est dans une sécurité parfaite pendant les premiers mouvements de l'armée française. 750 (1845). — Perd la bataille de Fleurus; il manque d'y être fait prisonnier. 751 (1845). — Il arrive en ligne à Waterloo à sept heures. 753 (1845). — Il refuse, avec Wellington, un armistice, demandé par Davoust. 764 (1845). — Il prend position sur les hauteurs de Meudon; il refuse de nouveau un armistice; il le signe de 3 juillet. 764 (1845). — Il entre à Paris avec ses troupes. 764 (1845). — Il dégrade les monuments qui rappellent nos triomphes; il veut faire sauter le pont d'Iéna. 775 (1845).

BODENHALL (ville de); les Français en chassent les Autrichiens, et s'en emparent. 504 (An II).

BONIN; son rapport sur la libre exploitation des voitures publiques. 400 (An II).

BONPOURON, est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 527 (An II).

BONRAU (conventionnel); il dénonce un pamphlet de Marat. 494 (An I). — Fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est mis en jugement. 544 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire. 525 (An II). — Achève de perdre ses co-accusés, en avouant l'existence d'une conspiration; il est condamné à mort. 525 (An II).

BONSAULX (de), archevêque d'Alix; sa motion dans la séance du 4 août. 42 (1789).

BOIS-LE-DUC (ville de), se rend à Pichegru. 507 (An II).

BOISSIEU, accuse le parti brissotin de vouloir se reconnaître à la convention. 508 (An II).

BOISSIER, est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 295 (An II).

BOISSIER, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).

BOISSIS, blessé impunément d'un coup de pistolet le général Lagarde. 784 (1845).

BOISSY D'ANGLAS (conventionnel), est également étranger aux jacobins et aux girondins. 487 (1792). — Vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Son vote pour le sur-sis. 239 (An I). — Remplace Thuriot au comité de salut public. 444 (An II). — Est appelé par le peuple Boissy-Famine; il préside la convention à la séance du 42 germinal. 448 (An II). — Est nommé membre de la commission chargée de réviser la constitution de 1793. 423 (An II). — Sa conduite énergique et son impassibilité pendant la séance du 4^{er} prairial. 427 (An II). Son rapport sur la constitution de 1795; critique qu'il en fait; nouveau projet de constitution qu'il présente; articles de ce projet. 433 (An II). — Favorise toujours le mouvement réactionnaire. 436 (An II). — S'oppose au décret sur la composition du directoire. 437. (An II). — Appuie la demande faite par le parlementaire des sections insurgées. 440 (An II). — Est dénoncé par Tallien comme royaliste. 445 (An II). — Fait partie des clichyens. 548 (An V). — Est pros crit le 18 fructidor. 529 (An VI).

BOISSY D'ANGLAS (fils du président), est élu député. 906 (1828).

BOLLENOT (le général), commande l'artillerie au siège de Maëtricht. 409 (An II).

BOLOGNE (ville de), est occupée par Augereau; elle reçoit les Français avec enthousiasme; elle leur est cédée par l'armistice conclue avec le pape. 475 (An IV). — Ses habitants sont en état de résister aux troupes du pape. 485 (An IV). — Est la capitale de la république Cispadane. 489 (An V). — Est cédée aux Français par le traité de Tolentino. 507 (An V).

BONALD (de), député; le sacrilège est adopté. 8 losier; il attaque La tenté par les descendu

BONAPARTE (Napoléon), à Toulon; détails de l'commence sa réputation dable la ligne de defen met à la disposition de adjoint à Barras cont amener quarante pièce laient enlever aux Sablons. 440 (An II). — Disperse à coups de canons une colonne de sectionnaires engagés dans la rue Saint-Honoré; il bat les insurgés sur tous les points. 440 (An II). — Il réorganise l'armée de l'intérieur; il établit la garde du directoire et des conseils. 454 (An IV). — Remplace Schérer au commandement de l'armée d'Italie; situation de son armée; difficultés qu'il rencontre. 460 (An IV). — Passe la revue de départ; proclamation qu'il adresse à ses soldats. 460 (An IV). — Sépare les deux armées; combat de Dego. 464 (An IV). — Enveloppe le centre de l'armée de Beaulieu, et le disperse. 464 (An IV). — Contrairement à ses instructions, se décide à attaquer l'armée piémontaise; ses dispositions (An IV). — Tourne les Alpes.

462 (An IV). — Gagne la bataille de Mondovì sur les Piémontais. 462 (An IV). — Accorde un armistice au roi de Sardaigne; à quelles conditions. 462 (An IV). — Poursuit ses succès en Italie; il s'empare de Fossano, de Cherasque; il reçoit de l'artillerie et des renforts. 462 (An IV). — Rejette l'avis de quelques généraux, qui veulent détrôner le roi de Sardaigne; raisons qui le font agir ainsi. 465 (An IV). — Récapitulation de ses succès; il envoie Murat porter les drapeaux pris sur l'ennemi; sa proclamation à l'armée. 465 (An IV). — Marche en avant en Italie; ressources qu'il peut attendre des peuples de ce pays; il leur adresse une proclamation. 469 (An IV). — Passe le Pô; il bat à Fombio une division autrichienne; il signe un armistice avec le duc de Parme. 469 (An IV). — Bataille de Lodi; les soldats le nomment le *petit Caporal*. 470 (An IV). — Reçoit une députation du Milanais pour la soumission de la Lombardie; il fait son entrée à Milan. 470 (An IV). — En fait investir le château; contribution qu'il frappe sur le Milanais; usage qu'il fait des fonds qui en proviennent. 470 (An IV). — Organise provisoirement la Lombardie; il signe un armistice avec le duc de Modène. 470 (An IV). — Contrarié par le plan du directoire sur l'Italie, donne sa démission; le directoire adopte ses vues; il reste à la tête de l'armée. 474 (An IV). — Révolte de Milan et de Pavie, il prend cette dernière ville, et la livre au pillage. 474 (An IV). — Son intégrité; sa haine pour les dilapidateurs; sa continence; il fait une révolution dans la conduite, les manières et le langage des militaires. 474 (An IV). — S'empare de Brescia; les Vénitiens lui font réclamer le respect de leur territoire; griefs qu'il a à leur reprocher; ménagements qu'il doit garder avec eux. 474 (An IV). — Presse le directoire de faire entrer en campagne les armées du Rhin; ses motifs pour cela. 472 (An IV). — Passage du Mincio; combat de Borghetto; il manque d'être fait prisonnier à Vallegio. 472 (An IV). — Fait ouvrir la tranchée devant la citadelle de Milan; il prend des mesures pour détruire les *barbets*, qui infestent les routes. 472 (An IV). — Reddition du château de Milan; arrivée de Wurmser en Italie. 472 (An IV). — Force le pape à signer un armistice; il s'empare de Livourne. 473 (An IV). — Position de son armée à l'ouverture de la campagne contre Wurmser. 479 (An IV). — Dispositions qu'il prend pour recevoir l'armée de Wurmser. 479 (An IV). — Les Italiens s'attendent à sa défaite à l'arrivée de Wurmser; ils répètent que *l'Italie est le tombeau des Français*; le roi de Naples et le pape rompent l'armistice. 480 (An IV). — Wurmser a quelques succès sur lui; il assemble un conseil de guerre; tous ses généraux, sauf Augereau, opinent pour la retraite; plan de campagne qu'il adopte. 480 (An IV). — Met en exécution son plan contre Wurmser; mouvements qu'il fait faire à ses divisions; il gagne la bataille de Lonato. 480 et 484 (An IV). — Il est surpris par une colonne autrichienne à Lonato; sa présence d'esprit; il la fait prisonnière. 484 (An IV). — Gagne sur le général Wurmser la bataille de Castiglione; il le fait poursuivre jusqu'aux montagnes du Tyrol. 482 (An IV). — Résultat de sa campagne de six jours contre Wurmser; les vieux soldats le nomment *sergent* à Castiglione; effet moral de ses victoires sur les peuples et les puissances de l'Italie. 482 (An IV). — Permet aux habitants de la Lombardie de lever une légion; il leur donne des armes; les *Potonais* proscrits s'enrôlent sous ses ordres; il de-

mande des secours au directoire; il remonte le Tyrol. 482 (An IV). — Ses dispositions contre Dawidovich; il gagne la bataille de Roveredo; son entrée à Trente, capitale du Tyrol italien. 485 (An IV). — Descend du Tyrol contre Wurmser; bataille de Bassano. 485 et 484 (An IV). — Poursuit vigoureusement Wurmser; il ne peut l'empêcher de s'enfermer dans Mantoue; combat de Saint-Georges; résultat de la campagne; la France est transportée d'admiration. 484 (An IV). — Il attaque l'armée d'Alvinzi; la retraite de Vaubois met son armée dans une position critique; il change son plan. 485 (An IV). — Reproches qu'il adresse aux troupes de Vaubois; position critique de son armée avant la journée d'Arcole; bataille de ce nom, racontée par lui-même. 486 et 487 (An IV). — Plante un drapeau sur le pont d'Arcole; danger qu'il court; dévouement de ses officiers et des soldats. 487 (An IV). — Dispositions qu'il prend pour secourir Vaubois après la bataille d'Arcole. 488 (An IV). — Fait poursuivre Alvinzi; il rentre triomphant dans Vérone; enthousiasme des Italiens pour les Français. 488 (An IV). — Son armée est affaiblie par ses victoires; il cesse toute opération contre Alvinzi; il organise la Lombardie en république. 489 (An IV). — Nouveaux préparatifs de l'Autriche contre lui; travaux dont il s'occupe pendant son inaction; plaisirs qu'il laisse prendre à ses troupes. 490 (An V). — Sa situation périlleuse, en Italie, lui fait demander des secours au directoire. 493 (An V). — Force de son armée; positions qu'il occupe à l'arrivée du maréchal Alvinzi. 500 (An V). — Dispositions qu'il prend pour résister à Alvinzi; il arrive à deux heures du matin à Rivoli. 500 (An V). — Gagne la bataille de Rivoli. 504 et 502. (An V). — Se porte à Mantoue après cette bataille; ses dispositions; il bat l'ennemi à la Favorite. 502 (An V). — Résultat des victoires de Rivoli et de la Favorite. 503 (An V). — Son discours au plénipotentiaire du général Wurmser; conditions qu'il accorde pour la reddition de Mantoue; capitulation de cette place; il se dérobe à son triomphe. 504 (An V). — Le directoire décrète que le drapeau porté par Bonaparte à Arcole, lui est donné à titre de récompense nationale. 504 (An V). — A le projet de franchir les Alpes Juliennes et de marcher sur Vienne; il demande pour cela trente mille hommes de renfort au directoire. 505 (An V). — Prend Loretto; il trouve le trésor de la Vierge dévalisé; il envoie la Madonne à Paris. 507 (An V). — Attaque Colli, retranché devant Ancône; il met son armée en déroute; rend la liberté aux prisonniers; il s'empare d'Ancône. 507 (An V). — Se rend à Bologne pour punir le pape; il met en déroute son armée; conduite qu'il adopte dans cette guerre; son arrière-pensée. 506 et 507 (An V). — S'arrête à Tolentino; il a une conférence avec le général des Camaldules; le pape est rassuré sur ses dispositions. 507 (An V). — Fait un traité de paix avec le pape; conditions qu'il lui impose. 507 (An V). — Force les convents des états romains à recevoir et pensionner les prêtres français émigrés; lettre qu'il écrit à ce sujet au directoire. 508 (An V). — Adresse une proclamation à son armée; dévouement qu'il inspire aux soldats; leurs bonnes dispositions. 508 (An V). — Se porte sur l'Adige; dispositions qu'il prend pour sa campagne sur Vienne; trois routes l'y conduisent; son plan de campagne. 508 (An V). — Passage de la Piave; Bataille du Tagliamento. 509 (An V). — Poursuit l'archiduc Charles; il s'empare de magasins immenses à Palma-

Nova; prise de Gradisca 509 (An V). — Poursuit la division de Bayalitsch, et la détruit. 510 (An V). — Résultat de sa campagne contre le prince Charles; insurrection de l'Italie. 510 (An V). — Peine que lui cause le soulèvement des patriotes italiens; il se plaint au directoire de l'inactivité des armées du Rhin. 511 (An V). — Écrit une lettre foudroyante au sénat de Venise; il descend des alpes Noriques dans la vallée de la Murr; son irritation contre le directoire, qui laisse les armées du Rhin inactives. 511 (An V). — Son entrevue avec les envoyés de Venise; discours qu'il leur tient; menace qu'il leur adresse. 511 (An V). — Sa lettre au directoire; il concentre ses forces à Klagenfurth; il fait des propositions de paix au prince Charles. 512 (An V). — Signe un armistice de cinq jours avec le prince Charles. 512 (An V). — Poursuit le prince Charles; il le bat dans les gorges de Neumark et à Unzemark; il fait son entrée à Léoben. 512 (An V). — Signe des préliminaires de paix avec l'Autriche, à Léoben. 512 (An V). — S'occupe, à Milan, de l'organisation de tous les gouvernements de l'Italie; sa conduite à leur égard. 514 (An V). — Déclare la guerre à Venise. 514 (An V). — Signe à Milan, avec les plénipotentiaires vénitiens, un traité conforme à la révolution qui s'y est opérée. 514 (An V). — Demande des renforts au directoire; il fait fortifier ses positions; avantages que la république a tirés de ses succès en Italie. 515 (An V). — Sa position; il y appelle l'amiral Bruëys pour aller prendre possession des îles vénitiennes de la Grèce; son opinion sur Malte; ses projets sur l'Égypte. 515 (An V). — Trouve à Venise la preuve complète de la trahison de Pichegru. 520 (An V). — Il est attaqué dans le conseil des cinq-cents, à l'occasion des révolutions de Venise et de Gènes. 520 (An V). — Haine qu'il porte aux royalistes des conseils; motifs de cette haine; proclamation qu'il adresse à son armée, à l'occasion de l'anniversaire du 14 juillet. 521 (An V). — Écrit au directoire qu'il est prêt à faire marcher vingt mille hommes sur Paris; il lui offre 2 millions pour se tirer de la crise où il est; il fait partir Augereau pour Paris. — 522 (An V). — Représente la France avec Clarke, aux conférences de Montebello, pour la paix avec l'Autriche. 523 (An V). — S'impatiente des lenteurs apportées par l'Autriche à la conclusion de la paix; il fait remettre à M. de Meerveld une note vigoureuse; il rend compte des négociations au directoire. 523 (An V). — Félicite le directoire à l'occasion du 18 fructidor; fin de sa lettre. 522 (An V). — Mécontentement qu'il éprouve en recevant l'ultimatum du directoire concernant l'Italie; il donne sa démission; elle n'est pas acceptée; il reprend ses projets d'organisation des républiques italiennes; 453 (An VI). Il crée la république cisalpine; il inspire à ses habitants le goût des armes. 533 (An VI). — Les Valtelins le prennent pour arbitre dans leur révolte contre les Grisons, grande maxime qu'il prononce à cette occasion. 533 (An VI). — Est consulté par la ville de Gènes sur le choix d'une constitution. 533 (An VI). — Difficultés qu'il éprouve pour obtenir la délivrance de Lafayette; sa fermeté en vient à bout. 534 (An VI). — Il répond avec énergie aux notes dilatoires de l'Autriche; il envoie son ultimatum à M. Cobentzel; insultante apostrophe de ce dernier; réponse qui lui est faite, en brisant un cabaret de porcelaine. 536 (An VI). — Ne se conforme pas aux instructions du directoire pour le traité de Campo-Formio; raisons qui l'y engagent; inquiétudes qu'il

éprouve à ce sujet; elles sont détruites par la joie avec laquelle la paix est accueillie. 537 (An VI). — Met la dernière main à l'organisation des gouvernements de l'Italie; sa proclamation aux peuples de ce pays. 537 (An VI). — Il quitte l'Italie; insinuations calomnieuses sur son compte; réfutation de ces calomnies; son éloge; empressement des populations sur son passage; son arrivée à Rastadt, il en part pour Paris. 537 (An VI). — Est nommé général en chef de l'armée contre l'Angleterre; et plénipotentiaire au congrès de Rastadt. 537 (An VI). — Son arrivée incognito; tout Paris accourt pour le voir; sa simplicité; sa présentation aux directeurs; sa déférence pour eux; fête qui lui est donnée; détails et description de cette fête; son discours à cette occasion. 537 et 538 (An VI). — Banquet qui lui est offert par les conseils; il est nommé membre de l'institut; la rue Chantierine, qu'il habite, est appelée rue de la Victoire. 539 (An VI). — Propose au directoire l'expédition d'Égypte. 539 (An VI). — Il quitte Paris; son départ de Toulon pour l'Afrique; il s'empare de Malte; il aborde en Égypte. 544 (An VI). — Ce qu'il dit sur l'indifférence des Français, en matière de religion, sous le directoire. 544 (An VIII). — S'empare d'Alexandrie et marche sur le Caire; inexécution des ordres qu'il donne concernant la flotte; désastre d'Aboukir. 544 et 545 (An VII). — Gagne la bataille des Pyramides, et s'ouvre la route du Caire. 545 (An VII). — L'Égypte est conquise en moins d'un an; gouvernement mixte qu'il y organise. 564 (An VIII). — Prend le parti d'aller attaquer les Turcs en Syrie, pour s'ouvrir la route de l'Asie et le passage des Indes; il prend El-Arich, Gaza et Jaffa. 564 (An VIII). — Conquiert la Palestine; il met le siège devant Saint-Jean-d'Acre; les Français en sont repoussés. 564 (An VIII). — Laisse des troupes autour de Saint-Jean-d'Acre, et se porte au mont Thabor; il défait les Turcs et les Mameloucks à la bataille de Thabor. 564 (An VIII). — Reprend les opérations du siège de Saint-Jean-d'Acre; il donne inutilement dix-sept assauts consécutifs; le siège est levé; il retourne en Égypte. 564 (An VIII). — Ses dispositions à l'arrivée des Turcs; bataille d'Aboukir; l'armée turque est totalement anéantie. 564 (An VIII). — Reçoit des nouvelles de France; il se décide à quitter l'Égypte; il laisse le commandement à Kléber; s'embarque à Darniette et arrive à Fréjus. 562 (An VIII). — Situation de la France à son retour; espérances que la nation fonde sur lui. 562 (An VIII). — Comment il est entraîné à s'emparer du pouvoir; sa visite à Gohier; il lui donne les raisons qui l'ont déterminé à revenir à Paris; réponse de Gohier. 562 (An VIII). — Il fonde l'espoir de s'emparer du gouvernement sur la désunion du directoire et des conseils. 562 (An VIII). — Sa présentation au directoire; son allocution; cour de militaires et de mécontents qui se forme autour de lui; ses prévenances pour Moreau. 563 (An VIII). — Déférences des directeurs à son égard; il est consulté sur toutes les affaires; il gouverne de fait; de tous côtés, il lui est fait des offres de service. 563 (An VIII). — Ses amis lui forment un parti dans les conseils; négligence calculée du ministre de la police; crainte des patriotes au sujet de ses projets; le conseil des cinq-cents lui refuse un banquet. 563 (An VIII). — On lui en offre un par souscription; il sort pour arrêter avec Siéyès le plan de la conspiration contre la constitution; leur projet; moyens qu'ils doivent employer. 563

(An VIII). — On lui propose le commandement d'une armée à son choix ; il refuse, sous prétexte de sa santé ; ses égards et ses déférences trompent le directoire. 363 (An VIII). — Son ambition se borne d'abord à entrer au directoire ; nom qu'il donne aux directeurs ; ses ouvertures à Gohier et Moulins ; il change son plan. 365 (An VIII). — Se décide à s'aboucher avec Sièyes ; ils arrêtent ensemble le renversement de la constitution. 365 (An VIII). — Il s'assure de la disposition des troupes ; il séduit le général Lefebvre ; il s'invite à dîner chez Gohier, le 48 brumaire, pour mieux le tromper. 364 (An VIII). — Confiance générale qu'il inspire ; les patriotes craignent qu'il ne commette un grand attentat. 364 (An VIII). — Est nommé au commandement des troupes de la capitale ; il se rend aux Tuileries ; déclamations et menaces auxquelles il se livre ; son allocution aux soldats. 365 (An VIII). — Suspend les municipalités ; proclamations qu'il adresse aux Français ; courriers qui partent pour les départements ; promesses d'une meilleure république. 366 (An VIII). — Il se rend à la commission du conseil des cinq-cents ; Cambacérès et Fouché l'y rejoignent ; il distribue le commandement des troupes. 366 (An VIII). — Son autorité est reconnue partout ; colloque entre Gohier et lui. 366. (An VIII). — Quitte les directeurs ; il s'entoure des ministres, et réunit toutes les forces dans ses mains. 367 (An VIII). — S'oppose aux arrestations que veut faire Sièyes ; il prend la résolution de se présenter aux conseils le 49 brumaire ; raillerie d'Angereau ; réponse de Bonaparte. 367 (An VIII). — Son discours au conseil des anciens à Saint-Cloud ; il est souvent interrompu. 368 et suiv. (An VIII). — Se présente au conseil des cinq-cents ; danger qu'il y court ; interpellations qu'on lui adresse ; ses grenadiers le dégagent. 370 (An VIII). — Se refuse à employer la force contre le conseil des cinq-cents ; il craint pour son frère ; le général Lefebvre va le chercher et l'emmène hors la salle ; son allocution aux soldats ; il fait évacuer la salle de l'Orangerie. 374 (An VIII). — Besoin qu'il a du conseil des cinq-cents, qu'il vient de dissoudre ; comment il apprécie sa position à Saint-Cloud ; expédient qu'il adopte. 374 (An VIII). — Est nommé consul. 375 (An VIII). — S'annonce comme le restaurateur de la liberté ; son retour à Paris. 375 (An VIII). — Est nommé président de la commission consulaire ; mort de Sièyes sur son compte. 378 (An VIII). — Est nommé premier consul ; prérogatives et émoluments attachés à cette charge. 379 (An VIII). — État du Trésor à son événement au consulat ; mesures qu'il prend pour la rentrée des contributions ; cautionnement des receveurs-généraux ; établissement des préfectures. 380 (An VIII). — Ouverture des églises ; rappel des prêtres ; émigrés rayés de la liste ; rappel des déportés ; liberté rendue à quelques émigrés royalistes. 380 (An VIII). — Fait fermer tous les cercles constitutionnels ; réduit le nombre des journaux. 380 (An VIII). — Il abolit le serment de haine à la royauté ; la fête du 24 janvier est supprimée ; nomination aux commandements militaires ; démarches des Bourbons auprès de lui 384. (An VIII). — Première lettre de Louis XVIII ; deuxième lettre ; réponse ; il consent à ce que la Prusse reprenne les Bourbons. 384 (An VIII). — Essai de traiter de la paix directement avec le roi d'Angleterre ; lettre qu'il lui adresse ; réponse du ministre d'Angleterre ; lettre de Talleyrand. 385 (An VIII). — Négociations pour la paix entamées avec l'Autriche et la Prusse ; réponse de ces puissances 384 (An VIII).

à la guerre ; création de la Banque de France, des octrois, du timbre, des patentes, des cautionnements, de corps des inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues ; réorganisation du génie et de l'artillerie. 384 (An VIII). — État de désordre de l'armée d'Italie en 1800 ; proclamation qu'il adresse aux armées. 385 (An VIII). — Passage du grand Saint-Bernard. 387 (VIII). — Son entrée à Milan ; sa proclamation ; rétablissement de la république cisalpine. 387 (An VIII). — Bataille de Marengo ; détails ; jugement qu'il porte sur cette bataille ; suspension d'armes. 388 (An VIII). — Intrigues à Paris sur une fausse nouvelle de la perte de la bataille de Marengo ; joie à Paris et en Italie. 389 (An VIII). — Ouvre l'université de Pavie ; réorganise les républiques cisalpine et ligurienne ; son retour à Paris ; illumination générale. 389 (An VIII). — Traite avec l'Espagne pour le recouvrement de la Louisiane ; il renvoie huit mille prisonniers russes, armés, habillés et équipés ; traité avec la Russie ; avantages procurés par Bonaparte à la France, en une année. 393 (An VIII). — Récompenses qu'il accorde aux généraux qui ont combattu sous ses ordres ; Latour-d'Auvergne. 395 (An VIII). — Complot de Ceracchi ; machine infernale. 396 (An VIII). — Les deux conspirations qui ont éclaté contre lui secondent ses projets ; il annihile le jury ; les crimes de haute trahison sont soumis aux conseils de guerre. 398 (An IX). — Signe la paix avec l'Autriche et le corps germanique ; conditions de cette paix. 398 (An IX). — A détaché de l'alliance de l'Angleterre toutes les puissances du continent, moins la cour de Lisbonne ; une armée est envoyée en Portugal. 399 (An IX). — Il signe la paix avec le Portugal et la Bavière ; état de la France à la fin de 1804. 602 (An IX). — Prépare les esprits à la nouvelle dignité qu'il ambitionne ; fondation de Saint-Cyr, des lycées ; il achève le Code civil ; concordat de 1804. 602 (An IX). — Prend la résolution de porter la guerre à Saint-Domingue ; jugement sur cette expédition. 605 (An IX). — Il forme le camp de Boulogne ; attaque de Nelson contre la flotte ; note de l'Angleterre ; paix d'Amiens ; stipulations convenues. 605 (An IX). — Décret du sénat qui le réélit consul pour dix ans ; arrêté des consuls qui porte que le peuple sera consulté sur le consulat à vie. 604 (An X). — Présente la constitution du 4 août 1802 ; elle est acceptée par le sénat. 605 (An X). — Il crée l'ordre de la Légion-d'Honneur ; distinctions dans cet ordre ; son opinion sur ces distinctions. 605 (An X). — Ses réclamations sur l'Angleterre sur l'inobservation du traité d'Amiens ; rupture avec cette puissance ; représailles exercées sur les sujets anglais. 606 (An XI). — Prospérité du commerce et des arts ; route de Genève à Milan ; expulsion des jésuites ; l'île d'Elbe et le Piémont sont réunis à la France. 606 (An XI). — Activité qu'il déploie à la rupture de la paix avec l'Angleterre ; réformation du camp de Boulogne ; armements de toutes les côtes. 607 (An XI). — Conspiration contre sa vie, par Georges Cadoudal et autres ; détails. 607 (An XI). — État de la France après la conspiration de Cadoudal ; procès du duc d'Enghien. 644 (An XII). — Proposition du tribunal pour sa nomination à l'empire ; sanction donnée par le sénat ; il est proclamé empereur. 645 (An XI). Organise la cour impériale ; crée des maréchaux de France et rétablit l'étiquette des anciennes cours ; but qu'il se propose en créant une nouvelle noblesse. 645 (1804). — Son sacre ; le pape se rend à Paris pour la cérémonie ; détails ; fêtes à Paris ;

met du maréchal Lannes. 616 (1804). — Adulations que lui adresse le clergé; il s'entoure d'hommes distingués; impulsion immense donnée aux travaux publics; vote du peuple en faveur de l'hérédité de l'empire. 616 (1804). — Sa lettre au roi d'Angleterre pour la paix. — Réponse; déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Espagne; levée de soixante mille hommes; l'Italie le nomme roi. 617 (1805). — Se rend à Milan; il est sacré roi d'Italie; il donne à son beau-frère la principauté de Lucques et de Piombino; il institue l'ordre de la Couronne-de-Fer; Gènes et la république ligurienne sont incorporées à l'empire. 617 (1805). — Décret rigoureux pour la conscription; lois concernant la caisse des dépôts et consignations; lois des douanes; création des droits réunis. 617 (1805). — Ses dispositions pour assurer la descente en Angleterre. 618 (1805). — Coalition de la Russie, l'Autriche et l'Angleterre; ses mesures; il entre en Allemagne avec la grande armée. 619 (1805). — *Te Deum* chanté par le clergé à son départ pour la campagne de 1805; il substitue le calendrier grégorien au calendrier républicain. 619 (1805). — Début de la campagne; combat de Wertingen; prise d'Augsbourg, de Munich; la Bavière est reconquise. 620 (1805). — Attitude équivoque du cabinet de Berlin; il ne veut pas prendre connaissance de son ultimatum; il envoie le ministre, comte d'Haugwitz, à Vienne. 620 (1805). — Force le général Mack à s'enfermer dans Ulm avec trente mille hommes; capitulation de ce général, qui reste prisonnier avec son armée. 620 (1805). — Après plusieurs combats glorieux, fait son entrée à Vienne. 620 (1805). — Bataille d'Austerlitz, ses détails; ses résultats. 621 (1805). — Signe un sauf-conduit pour assurer la fuite de l'empereur Alexandre; l'empereur d'Autriche vient à son bivouac lui demander la paix; influence de cette démarche sur son caractère. 621 (1805). — Trêve avec la Russie; félicitations de la Prusse; traité de Vienne avec cette puissance; ses stipulations; paix de Strasbourg. 622 (1806). — Basses adulations du tribunal, du sénat et du clergé après Austerlitz. 622 (1806). — Il est reçu avec enthousiasme à Paris; mort de Pitt; son opinion sur Fox; négociations entamées avec l'Angleterre. 623 (1806). — Refonte de l'Italie; création de principautés et de duchés en faveur des grands dignitaires de l'empire. 623 (1806). — Son activité prodigieuse; grands travaux qu'il entreprend; publication du code de procédure civile; fondation de l'université impériale. 624 (1806). — Nouvelle guerre qui lui est suscitée par l'Angleterre; proclamation du prince de la Paix aux Espagnols; notes diplomatiques à cette occasion; il prend la résolution de renverser les Bourbons d'Espagne. 624 (1806). — Composition de la grande armée; commandements; réunion des divers corps; son départ de Paris pour l'armée. 625 (1806). — Combats de Schleitz, de Saalfeld; il tourne l'armée prussienne; bataille d'Iéna. 625 (1806). — Résultats de la bataille d'Iéna; il fait son entrée à Berlin. 627 (1806). — Réjouissances en France à l'occasion de la campagne de Prusse; système continental; décret de Berlin qui le proclame. 627 (1806). — Réorganisation de la garde nationale; but auquel il la destine. 628 (1806). — Entraves qu'il suscite à la Russie; son entrée à Varsovie; espoir des Polonais. 629 (1806). — Loele les divers corps de l'armée Russe; combats de Pultusk et de Golymin; il met l'armée en quartiers d'hiver. 629 (1806). — Occupe toutes les villes maritimes du

nord; les effets du système continental se font sentir à Londres; préliminaires de la campagne de 1807; bataille de Preussich-Eylan. 630 (1807). — Combats par ses lieutenants, d'Ostrolenka et de Bamberg; siège et prise de Dantzick. 631 (1807). — Nouvelle conscription; murmures à ce sujet; préludes de la campagne; bataille de Friedland. 632 (1807). — Conférences sur le Niémen; paix avec la Russie et avec la Prusse; ses frères sont reconnus rois. 633 (1807). — Enthousiasme qui éclate en France à la nouvelle du traité de Tilsitt; magnificence de sa cour; sa composition; il parle en maître du monde; guerre avec la Suisse. 634 (1807). — Coup d'œil sur la France après la paix de Tilsitt; prospérité de l'empire; grands travaux entrepris; son système financier; budget; cadastre; son ingratitude envers la liberté. 636 (1807). — Décret de Milan; ses dispositions principales; représailles de l'Angleterre. 636 (1807). — Trésor qu'il a amassé; usage qu'il en fait; suspension du tribunal; commissions qui le remplacent; établissement d'une commission de censure; il attaque l'indépendance des juges. 637 (1807). — Traité avec l'Espagne pour le démembrement du Portugal; méintelligence qui éclate entre le roi d'Espagne et son fils; situation de la cour d'Espagne. 639. (1807). — Envahissement du Portugal par Junot; départ de la maison de Bragance pour le Brésil. 640 (1808). — Il commence la réalisation de ses projets sur l'Espagne; ses troupes envahissent ce pays sous divers prétextes. 641 (1808). — S'empare de Rome; ses demandes au pape; elles sont rejetées; notes échangées; excommunication contre lui; démembrement des états romains. 642 (1808). — Institution des titres honorifiques; il se rend à Bayonne; sa lettre à Murat; incertitude dans ses projets sur l'Espagne. 643 (1808). — Son opinion sur la cour d'Espagne; jugement qu'il porte sur l'invasion de ce pays. 643 (1808). — Le roi d'Espagne lui cède ses droits à la couronne; il établit un gouvernement provisoire à Madrid; insurrection de cette ville; adresse de la junte suprême. 645 (1808). — Insurrection générale en Espagne; dénombrement de ses troupes dans ce pays; leur position; capitulation de Baylen. 646 (1808). — Son retour à Paris; insurrection de Portugal. 647 (1808). — Suite de la capitulation de Baylen; état des armées françaises en Espagne; son frère quitte Madrid; retraite de l'armée; à quoi se réduit alors l'occupation; orages dans le Nord. 649 (1808). — Démarche qu'il fait auprès du roi d'Angleterre pour la paix; discours au corps législatif avant son départ pour l'Espagne. 650 (1808). — L'Autriche fait des armements; il conclut un nouveau traité avec la Prusse; entrevue d'Erfurth; détails. 650 (1808). — Son entrée en Espagne; bataille de Burgos; bataille d'Espinosa; bataille de Tudéla; décrets rendus à San-Martin; il abolit l'inquisition; arrivée d'une armée anglaise; proclamation aux Espagnols; réinstallation de Joseph. 651 (1808). — Ses menaces aux Espagnols; position avantageuse des français en Espagne; retraite de l'armée anglaise; destruction de cette armée. 652 (1809). — Prescriptions qu'il donne à ses lieutenants en quittant l'Espagne; fautes de ces derniers; son opinion à Sainte-Hélène sur la guerre d'Espagne. 653 (1809). — Préparatifs hostiles de l'Autriche; il se porte sur le Rhin; la Bavière est envahie par l'Autriche. 653 (1809). — Combats avantageux qui commencent la campagne; bataille d'Eckmühl; prise de Ratisbonne; il y est légèrement blessé. 654 (1809). — Fait passer le Danube à l'armée française; bataille

d'Éaling ; position critique de l'armée française ; résultats moraux de cette bataille. 655 (1809). — Fait marcher son armée sur Vicence, bombardement de cette ville ; sa reddition ; succès en Italie. 655 (1809). — Est excommunié par le pape ; il le fait enlever de Rome ; sa justification de cette violence ; intrigue qui le force à l'amener à Fontainebleau. 657 (1809). — Succès du prince Eugène en Italie ; jonction de la grande armée avec celle d'Italie ; revers en Portugal ; l'insurrection espagnole se ranime ; échec arrivé à la marine ; mauvaises dispositions de la Prusse. 657 (1809). — Ses projets sur l'Italie ; combats qui précèdent la bataille de Wagram ; bataille de Wagram ; armistice conclu ; généraux récompensés. 658 (1809). — Expédition de l'Angleterre contre Anvers ; les Anglais sont forcés à se rembarquer ; il manque d'être assassiné à Schombrunn ; interrogatoire et condamnation de l'assassin ; la paix est signée ; son retour en France. 660 (1809). — Fêtes qu'on lui donne à Paris ; mauvaises dispositions à son égard du faubourg Saint-Germain ; causes qui amènent son divorce avec Joséphine ; son divorce. 664 (1809). — Revers en Espagne ; quelques corps de la grande armée y rétablissent les affaires ; bataille d'Ocana ; bataille d'Alba de Tormes ; prise de Gironne. 662 (1809). — Négociations entamées pour son mariage ; il choisit l'archiduchesse Marie-Louise ; son mariage ; ses pressentiments à l'occasion de l'incendie de la salle de bal chez M. de Schwartzemberg. 665 (1809). — Son voyage avec Marie-Louise dans les provinces du nord ; fêtes qui les accueillent. 665 (1809). — La guerre d'Espagne décime et fatigue ses troupes ; combat de Vich ; prise de Lérida de Méquinenza. 664 (1810). — Remplace Fouché à la police par Savary, il joint à l'empire deux départements de la Hollande ; abdication de son frère Louis ; la Hollande est réunie à l'empire français. 665 (1810). — Consent à l'élection de Bernadotte au trône de Suède ; son opinion sur lui et sur son élection. 666 (1810). — Complément du système continental ; les marchandises anglaises sont brûlées ; il institue des cours prévôtales et des tribunaux de douane ; changement observé dans son caractère ; publication du code pénal ; asservissement de la presse ; suspension de la liberté individuelle. 666 (1810). — Mesures qu'il prend pour recréer une marine ; résultats de ces mesures connus en 1814. 668 (1810). — Demande de nouvelles levées ; le sénat les vote et l'encourage à la guerre ; réunion du Valais à l'empire ; étendue de la France en 1814 ; coup d'œil sur les finances. 668 (1810). — Naissance du roi de Rome ; ses inquiétudes pendant l'accouchement ; sa réponse à Dubois ; ses projets sur son fils. 668 (1814). — Prend possession du duché d'Oldembourg ; mésintelligence qui éclate à cette occasion entre Alexandre et lui. 669 (1814). — Embarras que lui suscite le clergé ; son opinion sur cet ordre ; couvents qu'il rétablit ; justification qu'il donne de cette mesure, il se refuse à l'introduction des jésuites. 670 (1814). — Convoque un concile à Paris ; décisions qui y sont adoptées ; paroles qu'il adresse à l'archevêque de Tours pour les rapporter au pape. 670 (1814). — Préparatifs pour la guerre de Russie ; opinion qu'il émet à Sainte-Hélène sur cette guerre. 674 (1812). — Fait envahir la Poméranie suédoise ; son arrière instinct contre Bernadotte. 671 (1812). — Traité qu'il renouvelle avec la Prusse et l'Autriche ; sa confiance à l'égard de son beau-père ; formation des cohortes ; leur destination. 672 (1812). — Envoie le comte Louis de Narbonne faire des pro-

positions de paix à l'empereur Alexandre. 675 (1812). — Son départ pour Dresde ; trahison d'un employé du ministère de la guerre qui dévoile son plan de campagne ; séjour à Dresde ; sa magnificence ; son départ pour l'armée. 675 (1812). — Décrète la réunion de la Catalogne à l'empire. 675 (1812). — Composition de son armée avant le passage du Niémen. 674 (1812). — Sa proclamation à l'armée ; passage du Niémen ; premiers succès ; il rejette les ouvertures que lui fait faire Alexandre. 674 (1812). — Députation de la diète de Varsovie ; sa réponse ; jugement de sa conduite à cette époque. 674 (1812). — Envoie le général Lauristas auprès d'Alexandre pour l'amener à la paix ; cette ambassade n'est pas reçue. 675 (1812). — L'armée russe fuit dans toutes les directions ; le camp retranché de Drissa est abandonné ; combat d'Ostrowno ; prise de Witepsk ; les villes sont dévastées par les Russes. 676 (1812). — Établit un gouvernement provisoire en Lithuanie ; il y organise la garde nationale ; ses troupes avancent rapidement en Russie ; interruption dans les subsistances ; 676 (1812). — Bèvole à Sainte-Hélène la cause du non rétablissement de la Pologne. 676 (1812). — Prend la résolution de s'arrêter en Lithuanie ; il parle de réorganiser la Pologne ; opposition de ses généraux ; il apprend la paix de Bukarest, et se porte sur Smolensk. 677 (1812). — Concentre son armée sur le Borysthène ; il attaque Smolensk ; bataille de ce nom. 678 (1812). — Se décide à marcher sur Moscou ; circonstances qui auraient dû l'en détourner ; combat de Valentina. 678 (1812). — Continue sa marche sur Moscou ; bataille de la Moskowa ; son entrée à Moscou. 679 (1812). — Incendie de Moscou ; considérations sur cet événement ; fautes qu'on lui reproche ; il se décide à la retraite. 682 (1812). — Sort de Moscou et se dirige sur Smolensk ; combat de Malo-Jarslawetz. 684 (1812). — Espère prendre des quartiers d'hiver en Lithuanie avant les froids ; le 7 octobre la gelée commence ; pertes de la cavalerie. 684 (1812). — L'intensité du froid augmente à la sortie de Smolensk ; perte de toute la cavalerie ; combat de Krasnoï. 684 (1812). — Position critique où se trouve l'armée par la trahison des Autrichiens ; Oudinot s'empare du pont de Brisow sur la Bérésina ; passage de la Bérésina. 685 (1812). — Son départ de l'armée ; il en laisse le commandement à Murat ; conspiration Mallet. 686 (1812). — Voyage sous le nom du duc de Vicence ; son entrée à Paris. 687 (1812). — Exactions de ses employés en Espagne ; ses craintes sur l'hérédité du trône impérial ; activité qu'il déploie pour réparer les désastres de Moscou. 689 (1812). — Se prépare à la guerre ; il signe un concordat avec le pape ; son discours au corps législatif ; travaux entrepris depuis 1804 ; situation de la France en 1812. 691 (1812). — Avoue qu'il fait à Sainte-Hélène sur sa position en 1812 ; il réunit une armée en Saxe pour la campagne de 1813. 692 (1813). — Pourparlers avec la cour de Lisbonne ; il lui déclare la guerre ; Junot en est chargé. 639 (1807). — Décrète de nouvelles levées ; formation de quatre régiments de gardes-d'honneur ; travaux qu'il a faits en quatre mois ; ses projets pour la campagne. 693 (1813). — Son départ de Paris pour la campagne de 1813 ; bataille de Lutzel. 694 (1813). — Ramène le roi de Saxe en triomphe dans Dresde ; ses adieux au prince Eugène ; bataille de Bautzen ; mort de Duroc ; regrets qu'il lui donne. 695 (1813). — Accorde une suspension d'armes aux alliés ; l'Autriche se joint à la coalition ; congrès de

Prague. 695 (1815). — Revers en Espagne; mécontentement de la France; intrigues des royalistes. 696 et suiv. (1815). — Rupture des conférences de Prague; situation de l'Europe à cette époque; dénombrement des armées coalisées; ressources de la France. 697 (1815). — Prend l'offensive contre les armées de la coalition; Dresde est la clef de sa position. 697 (1815). — Ouverture de la campagne; ses plans sont dévoilés par un traître; il attaque et bat Blücher; son retour à Dresde; bataille de ce nom. 698 (1815). — S'attend à une paix honorable après la bataille de Dresde; événements malheureux qui changent sa position; on le croit empoisonné; défections qui le forcent à rétrograder vers le Rhin. 698 (1815). — Bruits sinistres qui se répandent à l'intérieur; revers en Espagne et en Italie; bataille de Leipzig. 699 (1815). — Bataille d'Hannau; il repasse le Rhin; son opinion à Sainte-Hélène sur la campagne de Saxe. 700 et suiv. (1815). — Se prépare à combattre; activité inouïe qu'il déploie à son retour à Paris; levée de trois cent mille hommes; il met son trésor à la disposition des ministres. 704 (1815). — Malgré ses désastres, continue de parler en maître; propositions de paix que lui porte le comte de Saint-Aignan; il envoie son acceptation par le duc de Vincennes; rupture du congrès de Francfort. 704 (1815). — Désagréments qu'il éprouve à l'intérieur; adresse du corps législatif; il ajourne ce corps; le dissout; son discours au conseil-d'état. 702 et suiv. (1815). — Son obstination à ne pas faire de sacrifices lui est funeste. 702 (1815). — Déploie une activité extraordinaire; dispositions qu'il prend pour la campagne de 1814. 703 (1815). — Nomme Carnot gouverneur d'Anvers; il confie la régence à Marie-Louise; son frère Joseph est nommé lieutenant-général; son discours aux officiers de la garde nationale; on le détourne de faire arrêter Talleyrand. 704 (1814). — Les alliés passent le Rhin; plusieurs départements sont envahis; disproportion de son armée avec celle des alliés; il cherche en vain à ranimer le patriotisme; il traite avec Ferdinand VII. 704 (1814). — Part pour l'armée; combats de Saint-Dizier et de Bar; combat de Brienne; il est forcé à la retraite; ouverture du congrès de Châtillon; rupture des négociations. 705 (1814). — Sacrifices qu'il est disposé à faire pour la paix; bataille de Champ-Aubert; bataille de Montmirail. 705 (1814). — Bataille de Vauchamp; résultat moral des dernières victoires; il bat les Autrichiens. 706 (1814). — Écrit lui-même à l'empereur d'Autriche; il lui envoie une lettre de Marie-Louise; il refuse de suspendre les hostilités; bataille de Monterau. 706 (1814). — Les victoires qu'il vient de remporter relèvent ses prétentions; sa réponse à M. de Saint-Aignan; il est trahi par les émigrés qu'il a mis à la tête des préfetures; confédération royaliste. 707 (1814). — Projets des royalistes; il craint un soulèvement en Vendée; des nobles se montrent avec la croix de Saint-Louis; proclamation de Louis XVIII. 707 (1814). — Décrète la levée en masse des départements de l'Est; il organise des corps de partisans; il inflige le supplice des traîtres aux maires et adjoints qui arrêteront l'élan de leurs communes. 708 (1814). — Est décidé à la paix; projet du traité préliminaire proposé à Châtillon; il le soumet à un conseil extraordinaire; conditions humiliantes qu'on veut lui imposer. 708 (1814). — Talents militaires qu'il déploie dans la campagne de France; menaces de Schwartzemberg contre les paysans révoltés. 708 (1814). — Essai de rendre la guerre nationale;

bataille de Craonne. 709 (1814). — la retraite; bataille de Reims. 709 (1814). — Situation de l'empire après la bataille de Reims. 709 (1814). — Consent à quelque traité que ce soit, pourvu que les alliés évacuent le territoire; inquiétudes qu'il donne à Alexandre; rupture du congrès de Châtillon. 710 (1814). — Envoie vainement le duc de Vincennes aux alliés; Bordeaux proclame les Bourbons; combat de Saint-Dizier; il est sur les derrières des alliés; note que lui envoie Lavallette. 710 (1814). — Revient sur Paris; attaque de cette ville par les alliés; Joseph et l'impératrice se sauvent, emmenant le roi de Rome; considérations sur la prise de Paris. 710 et 711 (1814). — Arrive quelques heures trop tard; Belliard lui annonce la capitulation de Paris; il veut marcher sur la capitale; on l'en empêche; il se retire à Fontainebleau. 711 (1814). — Entrée des alliés dans Paris; considérations sur la réception qui leur est faite; les alliés déclarent qu'ils ne veulent plus traiter avec lui. 712 et 713 (1814). — Est injurié dans une proclamation du conseil général de la Seine; gouvernement provisoire; le sénat prononce sa déchéance; considérants de ce décret. 713 (1814). — Il rallie son armée; ne sait quel parti prendre; il envoie Caulaincourt à Alexandre. 713 (1814). — Ses propositions sont rejetées par les alliés; on lui conseille d'abdiquer en faveur de son fils; il s'y résigne. 713 (1814). — Ordre du jour qu'il publie à Fontainebleau; teneur de son abdication. 716 et suiv. (1814). — Peines que lui occasionnent les défections de ses créatures; traité de Fontainebleau; causes qui le portent à le signer. 718 et suiv. (1814). — Tente de s'empoisonner; il résiste au poison; son départ pour l'île d'Elbe est retardé par les royalistes; ses adieux à la garde impériale; son départ. 719 et suiv. (1814). — Facultés dont l'avait doué la nature; sa facilité pour le travail; sa connaissance des hommes; sa probité; exactitude et régularité de ses finances. 720 et suiv. (1814). — Complots pour l'assassiner en route; son arrivée à Fréjus; son embarquement; quels généraux l'accompagnent; réflexions sur sa chute; retour sur son règne. 720 (1814). — Travaux qu'il a entrepris; son caractère dans son intérieur; ses qualités domestiques; causes de sa chute. 722 (1814). — Justification de sa conduite, qu'il donne à Sainte-Hélène; réfutation de ses raisons. 724 (1814). — Est regretté par l'armée et par la population. 722 (1814). — Les fautes des Bourbons lui donnent l'espoir de les renverser. 723 (1814). — Refuse de seconder le projet de Murat contre les Bourbons; il fait encore trembler les rois. 724 (1815). — A la connaissance exacte de la disposition des esprits en France; il forme le projet de revenir en France. 724 (1815). — Motifs qui le déterminent à hâter son retour; son débarquement à Cannes. 725 (1815). — Fait imprimer deux proclamations à Gap; leur teneur; il marche sur Grenoble. 726 (1815). — Déjoue les volontaires royaux; impression que fait à Paris son retour; joie des militaires; dispositions de la population. 726 (1815). — Sa marche rapide et son retour de l'île d'Elbe. 726 (1815). — Sa rencontre avec le 7^e de ligne; sa conduite; allocution à un vétéran; réponse de celui-ci; son entrée à Grenoble. 727 (1815). — Embrasement des Dauphinois à le voir; acclamations de la population; fautes du gouvernement de Louis XVIII. 727 (1815). — Marche sur Lyon; mesures adoptées par Louis XVIII pour l'arrêter. 728 (1815). — Son entrée à Lyon; divers décrets qu'il rend en cette ville. 729 (1815). — Quitte Lyon aux

acclamations de toute la population; il enjoint à Ney de le venir joindre avec ses troupes; jugement qu'il porte à Ste-Hélène sur la position de ce maréchal. 740 (1815). — Continue sa marche sur Paris; son armée grossit chaque jour; son entrevue avec Ney à Auxerre; leur réconciliation. 740 et suiv. (1815). — Contradictions qui existent dans ses décrets de Lyon; il reprend ses habitudes de despotisme; les républicains espèrent en l'assemblée du Champ-de-Mai. 740 (1815). — Le peuple recherche avec avidité les nouvelles; des troupes accueillent les Bourbons avec un morne silence; les cris de vive l'empereur se font entendre à Paris. 744 (1815). — Entre à Paris à neuf heures; il est porté en triomphe aux Tuileries; réception que lui font les patriotes et les militaires. 744 et suiv. (1815). — Motifs de sa détermination concernant la guerre; recompose le ministère, sa cour et la maison de l'impératrice. 745 (1815). — Renouvelle la chambre des pairs et celle des députés. 744 (1815). — Annonce le couronnement de l'impératrice au prochain Champ-de-Mai. 744 (1815). — Premier fruit qu'il recueille de la liberté de la presse. 745 (1815). — Donne des ordres pour faciliter la sortie du territoire français à tous les membres de la famille royale dont il pouvait s'assurer. 745 (1815). — Déclare et fait publier les dispositions pacifiques de la France. 745 (1815). — Ses préparatifs pour la guerre. 745 (1815). — Réponse qu'il fait publier au manifeste des puissances. 746 (1815). — Son activité, son énergie prodigieuse malgré les obstacles qu'il rencontre. 746 (1815). — Ressources qu'il sait trouver; divers plans qu'il médite sur la guerre qui le menace. 747 (1815). — Indispose les patriotes français en présentant l'*acte additionnel* comme un pur don. 748 (1815). — Fait une grande promotion de pairs. 749 (1815). — Substance du discours qu'il prononce à l'ouverture de la chambre des députés. 749 (1815). — Sa dernière allocution à cette chambre; son départ de Paris; état et disposition de ses forces. 750 (1815). — Ses premières actions; ses succès; distribution de ses corps d'armée. 754 (1815). — Bataille de Ligny. 754 (1815). — Bataille de Waterloo. 752 et 753. (1815). — Indique Laon pour lieu de réunion aux débris de son armée. 754 (1815). — Revient à Paris; motifs de ce retour. 754 (1815). — Justification des reproches qu'on lui a faits concernant la bataille de Waterloo. 754 (1815). — Convoque un conseil des ministres dans le palais de l'Élysée; mesures qui y sont concertées. 755 (1815). — Envoie Lucien et ses ministres à la chambre des députés pour gagner du temps. 756 (1815). — Abdique, par une déclaration adressée au peuple français, en faveur de Napoléon II, son fils. 757 (1815). — Son abdication encourage les alliés, qui marchent sur Paris sans obstacles. 758 (1815). — Voyant l'imprudence des alliés, offre ses services au gouvernement provisoire; on les refuse. 760 (1815). — S'exile pour toujours de la France malgré les immenses ressources qu'elle lui offrait encore pour se relever. 760 (1815). — Son séjour à Rochefort; projets et divers plans qu'on lui propose pour résister. 766 (1815). — Est retenu par l'inactivité des capitaines des frégates mises à sa disposition. 766 (1815). — Refuse les offres généreuses qu'on lui fait de le sauver des croisières anglaises. 766 (1815). — Lettre qu'il écrit au régent d'Angleterre. 766 (1815). — Entre, avec toute sa suite, à bord du *Bellérophon*; ses paroles au capitaine Maitland. 767 (1815). — Reçoit la notification de la résolution des puissances de l'envoyer à Sainte-Hélène. 767 (1815). — En quels termes et

avec quelle dialectique il proteste contre la décision des puissances. 767 (1815). — Son arrivée à Torbay et à Plymouth; affluence d'Anglais pour voir le héros et lui témoigner de la faveur et de l'admiration. 767 (1815). — Est dépourvu de ses objets les plus précieux; signification inhumaine que lui fait le ministère anglais. 768 (1815). — Arrive en soixante-dix jours à Sainte-Hélène. 768 (1815). — Meurt à Sainte-Hélène; sensation produite en Europe par cet événement. 837 (1821).

BONAPARTE (Joseph) est ambassadeur à Rome lors de l'organisation des états du pape en république. 340 (An VI). — Représente la France au traité d'Amiens. 603 (1804). — Est nommé roi de Naples. 622 (1806). — Est reconnu roi de Naples aux conférences du Niémen. 633 (1807). — Règne paisiblement sur le royaume de Naples. 642 (1808). — Fait son entrée dans Madrid; les insurgés s'approchent de la capitale. 646 (1808). — Quitte Madrid et se retire à Victoria. 649 (1808). — Est réinstallé à Madrid; sa cour. 652 (1809). — Son armée bat les Espagnols à Grenade. 664 (1810). — Perd ses voitures à la bataille de Victoria. 696 (1815). — Perd définitivement la couronne d'Espagne. 666 (1815). — Est adjoint à la régence sous le titre de lieutenant-général. 704 (1814). — Quitte Paris avec Marie-Louise et le roi de Rome. 714 (1814).

BONAPARTE (Louis) est reconnu roi de Hollande aux conférences du Niémen. 634 (1807). — Entame des négociations avec l'Angleterre pour la paix générale; elles sont sans résultat; il abdique la couronne de Hollande. 665 (1810).

BONAPARTE (Lucien) fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 354 (An VII). — Son discours remarquable au sujet des craintes qu'inspire le directoire sur l'inviolabilité des députés. 358 (An VII). — Forme à son frère un parti dans le conseil des cinq cents. 363 (An VIII). — Fait lever au conseil des cinq cents la séance du 18 brumaire, en leur rappelant la constitution. 566 (An VIII). — Préside le conseil des cinq cents à Saint-Cloud, le 49 brumaire. 568 (An VIII). — Défend son frère; il combat de toutes ses forces la proposition de mettre son frère hors la loi; il dépose les insignes de sa magistrature à la tribune. 570 (An VIII). — Il défend son frère au conseil des anciens; il les conjure de sauver la patrie. 574 (An VIII). — Le général Lefebvre protège sa sortie de la salle du conseil des cinq cents; harangue qu'il adresse aux troupes. 574 (An VIII). — Réunit une trentaine de membres du conseil des cinq cents après leur dispersion; il les forme en assemblée; discours qu'il leur adresse. 572 (An VIII). — Son discours aux députés à Saint-Cloud après l'adoption de la constitution de l'an VIII. 575 et 574 (An VIII). — Parti violent qu'il propose à Napoléon. 756 (1815).

BONAPARTE (Jérôme) est reconnu roi de Westphalie aux conférences du Niémen. 634 (1807).

BONCHAMP, commande un corps de Vendéens. 263 (An II). — Est blessé mortellement; sa mort. 524 (1795).

BOIN. Son amendement est voté. 827 (1820).

BONNEMER se signale lors de la prise de la Bastille. 25 (1789).

BONNET, conventionnel, est mis en accusation avec les girondins. 544 (An II).

BONNET (le général) se distingue au passage de l'Ayvalle. 567 (An II). — Bat, à Bautzen, le corps prussien de Kleist. 695 (1815).

- BOUDET**, est nommé professeur de l'école normale. 599 (An II).
- BOUDET**, avocat, est nommé d'office pour défendre Louvol. 827 (1820).
- BOUDET ROUGE**. Sa première apparition; son origine; sa vogue. 144, 145 (1792).
- BOUFIER**, remplace, avec Treillard, les commissaires français aux conférences de Lille. 516 (An V). — Est nommé plénipotentiaire au congrès de Rastadt. 557 (An VI). — Reçoit, ainsi que ses collègues, l'ordre de quitter Rastadt dans les vingt-quatre heures; ils partent le soir même, et sont égorgés par les hussards de Szecklers. 550 (An VII).
- BORDAS**, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- BORDEAUX** (l'archevêque de), est membre de la commission de la constitution. 25 (1789).
- BORDEAUX** (ville de); elle est entièrement dévouée aux girondins. 262 (An II). — Sa pétition menaçante à la convention, en faveur des girondins. 265 (An II). — Persiste dans la révolte. 282 (An II). — Se rallie à la convention. 288 (An II). — Est en armes; elle chasse les représentants Matthieu et Treillard; les fonds publics sont employés à des levées d'hommes; son avant-garde est à Langon. 285 (An II). — Envoie sa cavalerie à l'armée des Pyrénées-Occidentales. 508 (An II). — Devient le théâtre des plus sanglantes représailles contre les patriotes. 431 (An III). — Reçoit le duc d'Angoulême, et proclame les Bourbons. 740 (1814).
- BORDEAUX** (le duc de); rumeurs vagues concernant la grossesse de sa mère; sa naissance. 832 (1820).
- BORDESOLLE**, accusé de dilapidation, au sujet de la guerre d'Espagne. 881 (1826).
- BORGHESE** (combat de); les Autrichiens y sont battus par les Français; la cavalerie française s'y distingue. 472 (An IV). — Les Napolitains y sont battus par les Français. 546 (An VII).
- BORIS**, député, est arrêté et décrété d'accusation le 4^e prairial. 428 (An III).
- BORNEVILLE**, électeur de Paris; proposition qu'il fait. 44 (1789).
- BORRE**, député, est pros crit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- BORY DE SAINT-VINCENT** dénonce un complot royaliste contre la chambre. 765 (1815).
- BOSSU** (passage de), est forcé par l'armée des Ardennes. 561 (An II).
- BOSSU** (le peintre), sert d'intermédiaire aux principaux girondins, pour transmettre leurs conseils conciliateurs au roi. 468 (1792). — Sa déposition à la barre de la convention, en faveur des quatre girondins dénoncés par Gasparin. 225 (An I).
- BOUCHER-SAINTE-SAUVIN**, entre au comité de sûreté générale. 506 (An II).
- BOUCHER**, s'élève contre le projet de conversion des rentes à trois pour cent. 861 (1825).
- BOUCHOTTE**; les agents qu'il envoie à l'armée de l'Ouest y mettent l'anarchie et le chaos, par excès de zèle. 282 (An II). — Est attaqué dans un rapport de Phelippeaux; il est dénoncé à la convention par Fabre d'Églantier. 541 (An II). — Est arrêté; il est mis en accusation. 434 (An III).
- BOUILLÉ** (le général), est un des chefs de la contre-révolution. 51 (1789). — Commande une grande partie de l'armée de Metz. 76 (1790). — Marche sur Nancy; prend cette ville et la soumet. 86 (1790). — Est mis dans le secret du plan d'évasion du roi. 95 (1791). — Instructions qu'il envoie à Louis XVI pour son évasion. 105 (1791). — Arrive trop tard pour délivrer le roi à Varcones; il donne sa démission et émigre. 110 (1791). — Ses tentatives d'embauchage pour grossir les forces des émigrés. 144 (1791).
- BOUILLERIE** (le baron de la), rapporte le trésor impérial de Blois à Paris. 725 (1814).
- BOVIN**, se déchaine contre le système des thermidorien; fin de son discours. 586 (An II).
- BOULANGER**, représentant; la convention décrète son arrestation. 574 (An II).
- BOULANGERS** (les); mauvais traitements que quelques-uns subissent à Paris. 56 (1789). — Bruits qu'on fait courir sur leur compte. 67 (1789). — Un d'eux, nommé François, est pendu à la lanterne, malgré les efforts de la municipalité pour le sauver. 67 (1789).
- BOULAY**, de la Meurthe, est nommé membre de la commission proposée par Poulain-Grandpré le 18 fructidor. 529 (An VI). — Son rapport au nom de la commission pour légaliser le coup-d'état du 18 fructidor. 529 (An VI). — Violence de son accusation contre Merlin et Lareveillère; son discours à ce sujet. 554 (An VII). — Il fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 554 (An VII). — Embrasse le parti de Bonaparte. 565 (An VIII). — Est chargé de la rédaction du projet de loi qui doit être présenté aux conseils pour sanctionner la révolution de Saint-Cloud. 573 (An VIII).
- BOULAY-PATR**, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- BOULOGNE** (camp de) se reforme à la rupture du traité d'Amiens. 607 (An XI).
- BOURBON** (duc de), ne trouve que froideur dans l'Ouest et dans la Vendée; il s'embarque pour l'Angleterre. 745 (1815).
- BOURBONS**; leur déportation et ordonnée, sauf celle de Marie-Antoinette et de ses enfants. 294 (An II). — Aux conférences de Lille, l'Angleterre est décidée à les abandonner. 516 (An V). — Intrigues de salon qui les ont ramenés en France. 711 (1814). — La défection de Marmont assure leur retour. 716 (1814). — N'exécutent pas la promesse concernant la conscription et les droits réunis. 728 (1814). — Les Français commencent à comprendre qu'ils n'ont rien gagné avec eux. 751 (1814). — Mécontentements qu'ils soulèvent. 752 (1814). — Napoléon décrète que le séquestre sera mis sur leurs biens. 759 (1815). — L'échec de la tentative des généraux Lallemand leur redonne de la confiance. 741 (1815).
- BOURBONS de Naples** (les); ils se retirent en Sicile. (1806).
- BOURBOTTE**, conventionnel se rend à la convention avec le général Roussignol pour le faire réintégrer. 508 (An II). — Presse les opérations de la guerre en Vendée. 520 (An II). — Est adjoint à Barras pour le commandement de la force armée. 575 (An II). — Se met à la tête du mouvement projeté contre les thermidiens. 425 (An III). — Est arrêté le 4^e prairial, et décrété d'accusation. 428 (An III). — Son jugement, sa condamnation, son suicide; services qu'il avait rendus. 429 (An III).

TOURNAU, député, combat la loi du *sacrilège*. 855 (1824). — Sa vive et forte opposition à la conversion des rentes. 864 (1825). — Son discours au sujet des empiétements du clergé. 877 (1826). — Devient ministre de la justice. 920 (1829).

BOURDON (Léonard), conventionnel, revient aux opinions des jacobins; motifs de ce changement. 390 (An II). — Est adjoint à Barras pour le commandement de la force armée. 375 (An II). — Entre à la tête de quelques gendarmes dans la salle de la maison commune, et y surprend Robespierre et ses amis; il les arrête. 376 (An II). — Son arrestation est demandée; la convention l'ordonne. 420 (An III).

URDOR, de l'Oise, conventionnel, suspend, avec Goupilleau, le général Rossignol. 305 (An II). — Est à la tête du parti opposé au comité de salut public; il lui reproche le silence qu'il a gardé sur les désastres des armées. 506 (An II). — Dénonce à la convention Ronsein et Vincent; les jacobins tonnent contre lui. 344 (An II). — Attaque de nouveau Bouchotte, et fait décréter une nouvelle organisation ministérielle. 342 (An II). — Perd la confiance des cordeliers. 545 (An II). — Est assigné à jour fixe par les jacobins. 545 (An II). — S'oppose inutilement à l'élargissement de Vincent, Ronsein et Mazurier. 548 (An II). — Est de nouveau dénoncé par Vincent et Hébert. 549 (An II). — Ne cesse de dénoncer des ultra-révolutionnaires. 551 (An II). — Est forcé d'approuver silencieusement l'accusation des modérés. 553 (An II). — Rappelle à Robespierre le mot de Mirabeau : *que la roche Tarpéienne est près du capitol*. 566 (An II). — Ses amis et lui attaquent, au sujet d'un article, la loi du 22 prairial; Merlin, de Douai, fait adopter la question préalable. 567 (An II). — Devient un ennemi implacable de Robespierre. 568 (An II). — Attaque de nouveau la loi du 22 prairial; Robespierre la défend avec aigreur; péroraison de son discours. 568 (An II). — Saint-Just demande sa punition. 572 (An II). — Part qu'il prend à la séance du 9 thermidor. 574 (An II). — Est adjoint à Barras pour le commandement de la force armée. 575 (An II). — Propose d'imprimer, en regard des noms des individus mis en liberté, les noms de leurs dénonciateurs. 578 (An II). — Est réintégré aux jacobins. 579 (An II). — Entre au comité de surveillance. 580 (An II). — Se déchaîne contre les robespierristes. 595 (An II). — Appuie la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 596 (An II). — Demande un décret d'accusation contre plusieurs anciens jacobins. 450 (An III). — Est arrêté le 48 fructidor. 527 (An VI). — Est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane. 550 (An VI).

BOURDON, est nommé ministre de la marine. 555 (An VII). — Est remplacé par Forfait, au ministère de la marine. 578 (An VII).

BOURBOIS, est arrêté comme agent de l'étranger; il est condamné à mort. 550 (An II).

BOUCHET (le); les voitures destinées à l'approvisionnement de Paris y sont arrêtées. 448 (An III).

BOURGOIGNON, est nommé ministre de la justice. 555 (An VII).

BOURRIENNE (de), est excepté de l'amnistic. 759 (1845).

BOUMONT, général; sa soumission; il vient à Paris. 392 (An VIII). — Trahit et passe à l'ennemi. 750 (1845). — Devient ministre de la guerre. 921 (1829). — Est nommé commandant de l'expédition d'Alger; persona-

ges qui influencent sa nomination; il pousse avec vigueur les préparatifs. 935 (1830). — Son départ pour Toulon; le ministre de la marine l'accompagne; il laisse l'intérim et son portefeuille à M. de Polignac. 936 (1830). — Son indécision après le débarquement; il est attaqué par les Arabes; la journée de Staonelli est décidée par un mouvement heureux de la division Descars. 939 (1830).

BOURSAULT, représentant, emploie en Vendée un système de douceur qui réussit. 444 (An III).

BOUVET, contre-amiral, rallie la flotte portant l'expédition d'Irlande, après la tempête qui l'avait séparée; il entre dans la baie de Bantry; n'ayant pas de nouvelles de Hoche, général en chef, il revient en France. 498 (An V).

BOUVIER, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).

BOXTEL (combat de); les Anglo-Hollandais y sont battus par Pichegru; cette ville tombe au pouvoir des Français. 597 (An II).

BOYENVAL, tailleur, est condamné à mort, et exécuté avec Fouquier-Tinville. 424 (An III).

BOYER-FONTAINE. Voy. FONTAINE.

BRANDENBOURG (ville de), est occupée par les Français. 627 (1806).

BRASCHI (le duc de), neveu du pape, est envoyé par son oncle à Bonaparte pour traiter de la paix. 507 (An V).

BRASSER (combat de); les Russes y sont battus par Bernadotte. 654 (1807).

BRÉARD, conventionnel; il propose l'ajournement de la motion de Buzot. 247 (An I). — Sa motion relative aux visites domiciliaires. 232 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est confirmé membre du comité de salut public, dans la réorganisation définitive. 255 (An I). — Est chargé avec Jean-Bon-Saint-André de la réorganisation de la marine. 529 (An II). — Presse Robespierre de nommer ceux qu'il accuse. 375 (An II). — Rentre au comité de salut public; il y est remplacé par Dubois-Crancé, un mois après. 444 (An III). — Est nommé secrétaire du conseil des anciens. 450 (An IV).

BRÉDA (ville de), réputée imprenable, est forcée de se rendre à l'armée républicaine. 257 (An I).

BRESCIA (ville de); les Français y font leur entrée. 474 (An IV). — Les Autrichiens s'en emparent; elle est reprise par Augereau. 480 (An IV). — Se soulève et se déclare libre. 544 (An V).

BRESSON, conventionnel, est mis en jugement avec les girondins. 544 (An II).

BRESSUIRE (ville de); elle est prise par les Vendéens. 263 (An II). — Les Vendéens y sont battus par Westermann. 286 (An II).

BREST; des troubles y éclatent. 88 (1790).

BRETAGNE; ses habitants se lient par une *fédération armée*. 78 (1790). — Elle laisse entrevoir un esprit de royalisme. 262 (An II). — Est soumise, désarmée et pacifiée par Hoche. 458 (An IV). — Les départements qui la composent forment une association pour le refus de l'impôt; clauses principales de cette association. 924 (1829).

BRETZEL, fait partie du conseil de Louis XVI, après l'exil de Necker. 45 (1789). — Est le principal moteur du plan contre-révolutionnaire. 54 (1789).

BRETEUIL (de), rapporteur de la chambre des pairs, va plus loin que le ministère. 855 (1824).

- BEYRON**, député; son discours au sujet des empiétements du clergé; réponse que lui fait Mirabeau. 377 (1826).
- BAÏZÉ** (de), grand-maître des cérémonies; ses paroles à Bailly; réponse que lui fait Mirabeau. 9 (1789).
- BAICHET**, fait aux jacobins la motion d'engager la convention à s'épurer elle-même; il est chassé du club sur la demande de Robespierre. 548 (An II).
- BAICHET**, est exclus de la représentation nationale. 375 (An VIII).
- BRIENNE** (ville de); Napoléon y livre deux combats; il est forcé à la retraite. 705 (1814).
- BAIZZ**, conventionnel, est adjoint au comité de salut public. 506 (An II). — Donne sa démission. 507 (An II).
- BRIGANDS** (les) répandent la terreur aux environs de Paris. 55 (1789).
- BAJOT**, est exclus de la représentation nationale. 375 (An VIII).
- BRISCHÉ**, est exclus de la représentation nationale. 373 (An VIII).
- BAISSAC** (le duc de); commandant de la garde du roi, est décrété d'accusation. 451 et 452 (1792). — Est massacré à Versailles. 485 (1792).
- BAISSOT**, conventionnel, acquiert une grande popularité. 416 (1794). — Est du côté gauche de la législative. 420 (1794). — Son discours où il développe les mesures répressives de l'émigration. 426 (1794). — Prend la défense de Narbonne. 439 (1792). — Attaque Delessart dans un long discours. 459 (1792). — Son audace dans l'exposition des motifs qui lui font adopter la guerre. 447 (1792). — Demande le renvoi du ministère et l'épuration des armées. 467 (1792). — Rebuté par le roi, se tourne du côté de la république. 468 (1792). — Déteste Robespierre. 486 (1792). — Est accusé par Gasparin. 225 (An I). — Vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Son vote sur le sursis à l'exécution de Louis XVI; il l'appuie de toutes ses forces. 230 (An I). — Fait son rapport sur nos relations diplomatiques; il prouve les projets contre-révolutionnaires du roi et des ministres d'Angleterre. 254 (An I). — Est le principal rédacteur du journal de Gorsas. 243 (An I). — Est déclaré traître à la patrie par plusieurs sections. 245 (An I). — Est dénoncé avec ses amis comme complice de Dumouriez. 255 (An I). — Est accusé par Robespierre, de complicité avec ce général. 258 (An I). — L'Huillier demande sa mise en accusation. 274 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est mis en jugement. 511 (An II). — Est amené devant le tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 523 (An II).
- BAOÉ**, avocat-général, soutient l'accusation contre le *Constitutionnel* et le *Courrier-Français*. 874 (1825).
- BAOULUX** (le maréchal de) commande les régiments réunis autour de Paris. 42 (1789). — Fait partie du conseil de Louis XVI, après l'exil de Necker. 45 (1789).
- BAOULUX** (de) combat la loi du sacrilège. 854 (1824). — Soutient la proposition de M. de Conny. 908 (1828).
- BAOTTEA** (André-Charles), est l'un des commissaires royalistes à Paris; il conspire avec Duverne de Presle; son arrestation. 493 (An V). — Est réintégré dans la prison du Temple, après le jugement du conseil de guerre; il est traduit devant les tribunaux pour avoir conspiré contre la république, il en est quitte pour la détention. 493 (An V). — Est condamné à dix ans de réclusion. 495 (An V).
- BAOTTEA**, député des cinq-cents, est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane. 550 (An VI).
- BROUSSIER** (le général), est blessé à Pultusk. 629 (1806).
- BRUEYS** (l'amiral), est appelé en Italie par Bonaparte, pour aller prendre possession des îles vénitiennes de la Grèce. 545 (An V). — N'exécute pas en Égypte les ordres de Bonaparte; sa flotte est détruite à Aboukir par celle de Nelson. 544 (An VII). — Quitte le ministère de la marine. 555 (An VII).
- BRUGES** (ville de), est prise par Pichegru. 570 (An II).
- BRUX** (l'amiral) devient partisan de Bonaparte au retour d'Égypte. 563 (An VIII). — Seconde les projets de Bonaparte. 565 (An VIII). — Est dépêché avec Talleyrand auprès de Barras pour l'engager à donner sa démission. 566 (An VIII).
- BAULART**. Voy. SILLERY.
- BRUNE** (le général) prend le commandement de l'armée de Suisse; il s'empare de Soleure, Fribourg et Berne; la république helvétique est constituée. 544 (An VI). — Défend la Hollande. 549 (An VII). — Est obligé de se retirer devant les Anglo-Russes; il se concentre sur Amsterdam, après un combat opiniâtre. 558 (An VII). — Gagne la bataille de Berghen sur les Anglo-Russes; victoire de Castricum; ses détails, ses résultats; conditions qu'il impose au duc d'York. 559 (An VII). — Est nommé commandant de l'armée de l'Ouest. 585 (An VIII). — Détruit les bandes de Sommariva en Italie; il prend Arrezzo et Livourne. 595 (An VIII). — Divers combats qu'il livre en Italie; il conclut une trêve; reprise des hostilités; armistice de Lunéville. 595 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 615 (1804). — Prend Stralsund en Suède, et occupe l'île de Rugen. 635 (1807). — Est assassiné à Avignon. 777 (1815).
- BRUNEL**, conventionnel, à son retour de Lyon, il est décrété d'accusation pour actes fédéralistes. 294 (An II).
- BRUNET** (le général) remplace Anselme au commandement de l'armée des Alpes maritimes; il est destitué et renvoyé devant le tribunal révolutionnaire. 305 (An II). — Est condamné à mort par ce tribunal. 327 (An II).
- BRUNSWICK** (le duc de); son manifeste contre Paris et la France. 469 (1792). — Est en mésintelligence avec Vurmser. 559 (An II).
- BRUNSWICK-ORLS** (le duc de), est blessé à la bataille d'Iéna. 626 (1806). — Est fait prisonnier au combat de Lubeck. 627 (1806).
- BRUXELLES** (ville de); lieu de ralliement des émigrés. 414 (1794). — Est prise par les Français. 570 (An II).
- BUDGET**; sa quotité; amélioration que le directoire y introduit. 499 (An V). — Sa fixation; sa quotité en l'an VI. 555 (An VI). — Sa quotité sous Napoléon. 658 (1807). — Somme à laquelle il s'élève en 1814. 668 (1810). — De 1814-15 et 16. 790 (1816). — Vives discussions qu'il occasionne dans la chambre. 920 (1820).
- BULOW** (le général), prend Amsterdam et Utrecht; il envahit toute la Hollande. 702 (1815).
- BUREAU-DE-PUZY**, est délivré des prisons d'Olmütz par l'assistance de Bonaparte aux négociations d'Udine. 534 (An VI). — Sa rentrée en France sous le consulat. 580 (An VIII).
- BRUCOS** (bataille de), est gagnée par Bessières; ses résultats. 654 (1808).
- BUSCA**, conseiller d'état, le pape le renvoie comme canonisé des Français. 507 (An V).

Buzor, son avis relatif à la constitution. 25 (1789). — combat l'inviolabilité du roi. 115 (1791). — Est en opposition avec les jacobins. 486 (1792). — Sa proposition relative à une garde conventionnelle. 495 (An I). — Répond au discours de Danton. 494 (An I). — Son rapport relatif à la garde départementale de la convention. 498 (An I). — Son rapport à la loi sur les provocations. 499 (An I). — Il interrompt Robespierre parlant contre la responsabilité royale. 215 (An I). — Accuse Pache, ministre de la guerre. 216 (An I). — Ses raisons captieuses pour entendre Louis XVI. 216 (An I). — Sa proposition pour l'expulsion de Thuriot et de la famille d'Orléans; suite de cette proposition. 217 (An I). — Tâche de prouver l'incompétence de la convention dans le procès de Louis XVI. 225 (An I). — Vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Demande le sursis de toutes ses forces. 250 (An I). — Son opinion relative à l'accusation de Marat; il est interrompu dans son discours. 259 (An I). — Fait ressortir les inconvénients d'un tribunal révolutionnaire. 244 (An I). — Est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Est dénoncé avec ses amis, par la section de Bon-Conseil, comme complice de Dumouriez. 255 (An I). — Dénonce les causes du retard de la conspiration des montagnards. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Proclame l'insurrection contre la convention, dans le département de l'Eure. 284 (An II). — Est décrété d'accusation. 282 (An II). — Quitte Evreux et se rend à Caen. 285 (An II). — Saint-Just propose de le déclarer traître à la patrie. 285 (An II).

BYALYSTOCK, (ville de), un corps d'armée s'en empare dans la campagne de 1812. 674 (1812).

C

CABANIS, embrasse le parti de Bonaparte. 565 (An VIII).

CABINET-NOIR (le). La Chambre des députés en demande l'abolition. 906 (1828).

CADIX (ville de), est assiégée et bloquée par le maréchal Victor. 664 (1810).

CADORE, est érigé en duché. 625 (1806).

CADODUAL (Georges); la division qu'il commande se révolte contre Puisaye. 456 (An IV). — Refuse d'adhérer au traité de Montlucçon; il se rend au général Brune; il se rend à Paris. 582 (An VIII). — Est le directeur de la conspiration de la machine infernale. 597 (An VIII). — Conspire de nouveau contre Bonaparte; il est arrêté; détails du procès; sa condamnation; il refuse de demander sa grâce à Bonaparte; son exécution. 618 et suiv. (1804).

CADROY (député), est pros crit le 18 fructidor. 529 (An VI).

CAEN (ville de), persiste dans la révolte contre la convention. 282 (An II).

CAPARELLI (le général), fait partie de l'expédition d'É-

gypte. 541 (An VI). — Ce qu'il pense des fortifications de Malte. 541 (An VI).

CAPÉ FOY, foyer de la réunion dite du Palais-Royal. 49 (1789).

CARNIER DE GERVILLE (député); est nommé ministre de l'intérieur; il est patriote prononcé. 455 (1792). — Est excepté de la déclaration de la législative contre les ministres. 459 (1792). — Donne sa démission. 440 (1792).

CAIRE (ville du); les savants français y forment un institut. 564 (An VIII).

CAIRO (combat de); les Sardes et les Autrichiens y sont battus par les Français. 598 (An II).

CALDIERO (bataille de); elle est gagnée par Bonaparte sur Alvinzi. 487 et 488 (An IV).

CALESDRIER RÉPUBLICAIN. Romme présente à la convention le travail fait à ce sujet par le comité d'instruction publique. 509 (An II).

CALLIANO (défilé de); il est forcé par Bonaparte. 485 (An IV).

CALMON, est destitué de sa place de directeur des domaines 935. (1850).

CALONNE (ex-ministre); est mis par la législative en état d'accusation. 457 (1792).

CALVADOS (département du); plusieurs gendarmes y sont arrêtés. 284 (An II).

CAMBRACIENS (conventionnel); son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 250 (An I). — Il insiste sur l'organisation du ministère et du tribunal révolutionnaire. (244 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est nommé suppléant au comité d'exécution. 255 (An I). — Présente le Code civil à la convention. 296 (An II). — Est le rapporteur du comité de législation. 399 (An II). — Fait décréter une amnistie pour tous les faits qui ne sont pas répétés dedit par le Code pénal. 407 (An III). — Son discours sur le reste de la famille Capet, détenue dans les prisons; il conclut à ce que le jeune Capet soit gardé au Temple. 415 (An III). — Son rapport sur la constitution de 1795; il la critique, et propose des mesures qui tendent à son renversement; il est nommé membre de la commission qui doit la réviser. 425 (An III). — Éclaire de ses lumières la discussion de la constitution de l'an III. 435 (An III). — Est nommé secrétaire du conseil des cinq-cents. 450 (An IV). — Remplace Lam brechts au ministère de la justice. 555 (An VII). — Joint Bonaparte au conseil des cinq-cents, le 13 brumaire. 566 (An VIII). — Est nommé consul; ses attributions; son traitement; son caractère. 579 (An VIII). — Est nommé archi-chancelier de l'empire. 615 (1804).

CAMRON (conventionnel); il propose une épuration dans toutes les administrations. 209 (An I). — Sa motion révolutionnaire, relativement aux peuples étrangers et aux biens des émigrés et des prêtres. 255 et 256 (An I). — Il demande que le tribunal révolutionnaire soit entouré de la garantie du jury; sa motion est adoptée. 244 (An I). — Calme la convention en lui annonçant un rapport du comité de salut public sur les mesures que l'état des choses nécessite. 276 (An II). — Son rapport sur les malversations des fournisseurs; il fait décréter la liquidation de la dette publique et la création du grand-livre. 295 (An II). — Il propose un mode de remboursement de l'emprunt forcé, qui s'élève contre les émigrés et leurs adhérents. 295 (An II). — Est élu

- comme témoin, prouve la falsification du décret de la compagnie des Indes, par Chabot et ses complices. 534 (An II). — Présente à la convention le compte des recettes et dépenses depuis 1789. 559 (An II). — Propose divers décrets pour régulariser les finances; il fait réduire les appointements des employés. 559 (An II). — Se détache par amour-propre du comité de salut public. 568 (An II). — Est en hostilité avec Robespierre. 574 (An II). — Se plaint de Robespierre, et l'attaque le 8 thermidor; sa sortie ranime les amis de Robespierre. — 575 (An II). — Son discours pour faire rejeter l'accusation de Lecointre. 579 (An II). — S'applaudit de la fausseté de l'accusation de Lecointre, et fait rendre un décret qui la déclare calomnieuse. 580 (An II). — Cherche à ramener les divers partis qui s'accusent mutuellement à la convention. 594 (An II). — Le grand-livre de la dette publique est confectionné sur son rapport. 400 (An II). — Fait rendre un décret contre les agitateurs de la Bourse. 405 (An III). — Reproche à Tallien d'avoir été l'un des organisateurs de la terreur; il cite ses paroles et ses actions à cette époque. 406 (An III). — Tallien demande sa mise hors la loi; il est rayé du comité des finances; il est décrété d'arrestation. 428. (An III).
- AMBAI** (ville de), les ennemis s'en approchent et l'assiègent; elle est livrée par trahison. 297 (An II).
- CAMPOMORE** (le général), accompagne Napoléon à l'île d'Elbe. 720 (1814). — Sa réponse héroïque. 755 (1815).
- CAMPBELL** (le colonel), laisse Napoléon s'échapper de l'île d'Elbe. 755 (1814).
- CAMPO-FORMIO** (traité de); il est conclu entre la France et l'Autriche; ses stipulations, 556 (An VI).
- CANUS** (conventionnel); sa motion pour que l'assemblée législative persiste dans ses décrets. 40 (1789). — Sa proposition concernant le serment des députés, adoptée avec enthousiasme. 75 et 76 (1790). — Accusation qu'il porte contre Necker. 87 (1790). Est absent pour commission, lors de l'appel nominal sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est interpellé de dire ce qu'il pense de Dumouriez; son rapport plein d'indulgence. 250 (An I). — Est l'un des quatre commissaires arrêtés par Dumouriez et livrés aux Autrichiens. 252 (An I). — Il présente un projet de décret au nom des jacobins, projet qui est adopté. 252 (An I). — Est échangé contre la fille de Louis XVI; il prend place au conseil des cinq-cents. 424 (An IV).
- CANCLAUX** (général), commande l'armée de Brest, contre la Vendée. 282 (An II). — Voit avec peine la nomination de Rossignol dans la Vendée. 505 (An II). — Est forcé par les Vendéens de rentrer à Nantes. 506 (An II). — Est nommé général en chef de l'armée de l'Ouest. 599 (An II).
- CANNING** (premier ministre anglais); sa politique. 897 (1827). Sa mort. 942 (1828).
- CANUEL** (général) se signale par ses rigueurs, à Lyon. 797 (1847).
- CAP DE BONNE-ESPÉRANCE**; sa possession est cause que la France et l'Angleterre ne peuvent s'entendre pour la paix. 546 (An V).
- CARLIS** (le préfet), abandonne Genève, à l'approche des Autrichiens. 704 (1815). — Entre au ministère; motifs de cette faveur. 936 (1830).
- CAPO-D'ISTRIA**, président des chefs Hellènes. 945 (1822).
- CAPOUR** (ville de). Championnet y signe un armistice avec les Napolitains; à quelles conditions. 547 (An VII).
- CARAFFA**, demande la radiation de la liste des jacobins de Tallien, Lecointre et Fréron. 885 (An II).
- CARBON**, est convaincu de complicité dans la conspiration de la machine infernale; sa condamnation; son exécution. 598 (An IX).
- CARLETTI** (ambassadeur toscan), demande à faire une visite au Temple, à la fille de Louis XVI; il est désavoué par sa cour; et remplacé par Néri Corsini. 454 (An IV).
- CARMONA** (la ville de), se rend au maréchal Soult. 664 (1810).
- CARNOT**, conventionnel. Système de guerre admirable qu'il établit. 255 (An I). — Remplace Thuriot au comité de salut public. 506 (An II). — Se rend à l'armée du Nord pour faire exécuter le nouveau système de guerre arrêté par le comité de salut public. 548 (An II). — Charge, à la tête des colonnes, à la bataille de Wattignies. 520 (An II). — Son rapport sur l'organisation du gouvernement révolutionnaire. 558 (An II). — Signe l'arrêté du 2 prairial. 564 (An II). — Est brouillé avec Robespierre. 574 (An II). — Est remplacé au comité de salut public. 580 (An II). — Repousse l'accusation portée contre Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois. 594 (An II). — Défend Barrère et ses collègues accusés; son discours. 447 (An III). — Est nommé membre du directoire en remplacement de Siéyès, qui refuse. 449 (An IV). — Il est chargé du département de la guerre. 450 (An IV). — Plan de campagne qu'il prépare; il veut porter la guerre au milieu des états ennemis. 455 (An IV). — Fait adopter pour la paix définitive les bases du traité de Léoben. 545 (An V). — Se sépare d'opinion de ses collègues et se met à la tête des constitutionnels; Letourneur lui donne sa voix. 448 (An V). — Se laisse entraîner par amour-propre dans une fausse direction. 548 (An V). — Sa position au directoire. 520 (An V). — Calme les constitutionnels et les ramène à employer des voies légales contre le directoire. 525 (An V). — Désappointement qu'il éprouve au sujet du changement des ministres. 525 (An V). — Sa position singulière; son amour-propre l'empêche de se réconcilier avec ses collègues; son obstination; il est sur le point de passer pour traître à la république. 524 (An V). — Averti à temps qu'on vient l'arrêter, se sauve du Luxembourg; il se retire en Suisse. 527 (An VI). — Est pros crit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Les républicains ne veulent pas croire à sa culpabilité. 550 (An VI). — Son rappel en France sous le consulat. 584 (An VIII). — S'oppose seul au projet d'ériger la république en empire; passages de l'écrit qu'il fait paraître. 645 (An XII). — Est nommé gouverneur d'Anvers. 704 (1814). — Repousse les attaques des Anglais contre cette ville. 709 (1814). — Est d'avis d'accepter les offres de Napoléon. 760 (1815).
- CARRY**, fait un cours sur la fabrication de la poudre. 545 (An II).
- CAROLINE DE BRUNSWICK** (reine d'Angleterre). Séparée de son mari; ses voyages; bruits contre sa moralité; son retour en Angleterre; son procès. 829 et 850 (1820).
- CAROLINE**, reine de Naples, commence, la première, la lutte contre la France; elle presse les levées, fait des nouvelles et décide son mari à attaquer les Français. 546 (An VII). — Acton, son favori, lui conseille de se retirer

- en Sicile; elle décide son mari à prendre ce parti. 547 (An VII). — Preuves qui assument sur sa tête l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt; personnages qui confirment ce fait. 554 (An VII).
- CARRA-SAINT-CYR** (le général), se distingue à Marengo; détails. 589 (An VIII).
- CARRA**, journaliste, est adjoint aux membres du comité insurrectionnel. 469 (1792). — Il établit avec ses amis un comité pareil aux cordeliers. 472 (1792). — Est décrété d'accusation pour avoir cherché à mettre le duc d'York sur le trône de France. 294 (An II). — Est mis en jugement. 544 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).
- CARRÈRE-LACARRIÈRE** est exclus de la représentation nationale. 573 (An VIII).
- CARRIÈRE**, conventionnel. Ses cruautés à Nantes; Robespierre demande son rappel; il est défendu au comité de salut public. 549 (An II). — Saint-Just demande sa punition. 572 (An II). — Propose que les jacobins et les tribunes se rendent en masse à la convention pour appuyer une pétition; cette mesure est rejetée; il est chargé de la rédaction d'une adresse énergique. 584 (An II). — Est nommé membre des comités des jacobins. 585 (An II). — Demande la radiation de la liste des jacobins de Tallien, Lecointre et Fréron. 585 (An II). — Se déchaine contre le système des thermidoriens; il reproduit sa proposition aux jacobins de se rendre en masse à la convention, accompagnés par les tribunes. 586 (An II). — Est journellement attaqué par les thermidoriens; ils font retomber sur lui l'odieuse du procès des cent trente-deux Nantais traduits au tribunal révolutionnaire; sa défense. 589 (An II). — La convention suspend toute décision à son égard jusqu'à ce que le rapport sur sa conduite soit présenté. 590 (An II). — Est décrété d'accusation par la convention. 405 (An II'). — Est condamné à mort. 444 (An III).
- CARROUSEL** (place du). Elle est envahie par les insurgés. 475 (1792). — Le quadrigue de l'arc-de-triomphe qu'y a fait ériger Napoléon, est enlevé par les alliés. 775 (1815).
- CARTAUX** (le général) met en fuite les Nimois. 288 (An II). — Succès qu'il obtient contre les insurgés du Midi. 297 (An II). Remplace Brunet au commandement de l'armée des Alpes-Maritimes; il se défend sur le versant des Alpes. 505 (An II). — Commande le corps de droite de l'armée qui assiège Toulon; il s'empare des hauteurs opposées au fort Malbouquet et du fort des Pomettes. 549 (An II). — Est remplacé au siège de Toulon par Dugommier. 528 (An II). — Se retire du Pont-Neuf devant les forces supérieures des sectionnaires. 440 (An III).
- CARTES** à jouer (les) prennent des noms républicains. 553 (An II).
- CARTHELY**, garde national. Sa proposition à ses camarades relative aux travaux du Champ-de-Mars. 84 (1790).
- CASA-BIANCA** (le général), bat les Napolitains à Ascoli. 546 (An VII).
- CASALÈS**, député, dénonce les ministres à l'Assemblée constituante. 88 (1790). — Déclaration qu'il fait au sujet de la prééminence de la royauté. 99 (1794).
- CASSANO** (bataille de); Moreau y est battu, et forcé à la retraite; ses résultats. 556 (An VII).
- CASTAING**, du Var, est exclus de la représentation nationale. 573 (An VIII).
- CASTANOS** (le général), perd, avec Palafox, la bataille de Tudela. 654 (1808).
- CASTEL-BAJAC**; sa violente philippique contre la presse. 886 (1827).
- CASTELLANE** (le comte de), est condamné à mort par le conseil de guerre, après le 1^{er} brumaire; il n'est pas inquiété, et se montre publiquement. 444 (An III).
- CASTIGLIONE** (bataille de); elle est gagnée par Bonaparte sur le général Wurmsier; ses détails; ses résultats. 452 (An IV).
- CASTLEREAUGH**, ministre anglais, se suicide. 844 (1825).
- CASTRICUM** (bataille de); elle est gagnée par le général Brune sur les Anglo-Russes; ses résultats. 559 (An VII).
- CASTRIES** (de) blessé en duel Charles Lameth; son hôtel est envahi et saccagé par la foule. 88 (1790).
- CASUEL** (le), est offert à l'Assemblée constituante par le clergé. 42 (1789).
- CATRAU-CAMBRÉSIS** (ville de), tombe au pouvoir des ennemis. 505 (An II).
- CATELAN** (de) combat le projet de loi sur les communautés religieuses. 852 (1824).
- CATHERINEAU** commande un corps de Vendéens. 265 (An II). — Est tué à l'attaque de Nantes. 286 (An II).
- CAULAINCOURT** (le général) conseille à Napoléon de s'arrêter à Witepsk. 678 (1812). — Est envoyé à Francfort pour la paix. 704 (1815). — Est envoyé par Napoléon, avec carte blanche, au congrès de Châtillon. 705 (1814). — Se présente aux avant-postes pour traiter de la paix; il est refusé. 710 (1814). — Empêche Napoléon de se porter sur Paris. 714 (1814). — Est envoyé par Napoléon vers Alexandre; il n'est pas admis. 715 (1814). — Est joint aux maréchaux qui vont proposer l'abdication aux alliés. 716 (1814). — Sa fidélité envers Napoléon ne s'est jamais démentie. 719 (1814).
- CAUTIONNEMENTS** (les) des fonctionnaires sont créés sous le consulat. 584 (An VIII).
- CENSURE EUROPEENNE** (le); son apparition; Comte et Darnoyer le rédigent. 752 (1814).
- CENSURE** (la), est établie par Napoléon. 659 (1807). — Frappe les brochures et les journaux. 752 (1814). — Elle est exercée par une commission à Paris, et par les préfets dans les départements. 775 (1815). — Est abolie temporairement. 815 (1819). — Est rétablie pour les journaux littéraires, par un amendement. 856 (1831). — Est rétablie pour toute sorte d'écrits. 896 (1827). — La commission qui censure les journaux est abolie. 907 (1828).
- CERACCHI**; sa conspiration contre Bonaparte; détails; nom de ses complices. 596 (An VIII). — Est condamné à mort par le tribunal criminel de la Seine. 597 (An VIII).
- CÉZENON** (village de); Napoléon y couche au retour de l'île d'Elbe. 756 (1815).
- CÉRUTTI**, est nommé l'un des secrétaires de la législative. 420 (1794).
- CERVONI** (le général) contribue puissamment au succès du combat de Cairo. 598 (An II).
- CÈSÈNE** (ville de), est prise par Bonaparte. 507 (An V).
- CETTE** (une société populaire de), cette ville propose à la convention de mettre la mort à l'ordre du jour. 557 (An II).

CAVA (ville de), est remise aux Français en vertu de l'armistice signé à Cherasque. 463 (An IV).

CHABOT, conventionnel, rassemble le peuple dans l'église des Enfants-Trouvés, et y prêche l'insurrection. 457 (1792). — Est du comité insurrectionnel. 469 (1792). — Sa motion en présence de Louis XVI. 474 (1792). — Il accuse la majorité des députés, tantôt à la tribune, tantôt aux jacobins. 478 (1792). — Prononce aux jacobins un discours contre Louvet et les girondins. 201 (An I). — Il accuse Marat. 218 (An I). — Il accuse les girondins de l'agitation qui règne partout. 223 (An I). — Il prend la défense des septembriseurs. 234 (An I). — Est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 293 (An II). — Se récrie avec l'opposition contre une mesure proposée par Philippeaux; proposition qu'il fait adopter; son discours. 330 (An II). — Les jacobins doivent examiner sa conduite. 330 et 331 (An II). — Dément ses paroles sur la loi d'inviolabilité. 334 (An II). — Fait décréter que tout citoyen est dispensé de payer un culte auquel il ne croit pas; but de cette mesure. 334 (An II). — Dénonce une conspiration; il se constitue prisonnier; convaincu d'avoir falsifié un décret pour s'enrichir. 340 (An II). — Est de nouveau dénoncé par Hébert et Vincent. 349 (An II). — Est renvoyé avec ses co-accusés devant le tribunal révolutionnaire. 351 (An II). — Est mis en jugement avec Danton et ses amis; sa condamnation, son exécution. 354 (An II).

CHABROUD, conseiller au Châtelet, fait un rapport perfide contre le duc d'Orléans et Mirabeau. 89 (1790).

CHABRAND (le général); ses bataillons accourent pour venger les Français massacrés à Véronne; il entre dans cette ville et la met au pillage. 314 (An V). — Prend part à la bataille de Zurich. 359 (An VIII).

CHABROL (préfet du Rhône); se signale à Lyon par son zèle outré. 797 (1817). — Est fait ministre de la marine; il est conservé sous M. de Martignac. 904 (1828). — Donne sa démission. 906 (1828). — Devient ministre des finances. 921 (1826).

CHALIER, président du club des jacobins, à Lyon; les sections lui font son procès. 281 (An II).

CHALLANS (ville de); elle est prise par les Vendéens. 263 (An II).

CHALMEL, est exclus de la représentation nationale. 373 (An VIII).

CHALONS-SUR-SAÔNE (ville de); énumération des dons que la Société populaire de cette ville fait à la république. 345 (An II).

CHAMBON (maire de Paris); il est tout dévoué à la Gironde; sa démarche au nom des sections. 216 (An I). — Son rapport sur cette ville, favorable aux habitants et impartial, malgré son dévouement aux Girondins. 227 (An I). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II).

CHAMBRONAS est nommé ministre des affaires étrangères. 157 (1792).

CHAMBRE DES PAIRS: elle est formée du sénat de l'empire et d'anciens nobles; elle est dissoute par un décret de Napoléon en date de Lyon. 759 (1815). — Elle est reconstituée dans les cent-jours. 748 (1815). — Elle prête serment à Napoléon II. 757 (1815). — Vingt-neuf membres en sont exclus par Louis XVIII. 772 (1815). — Rases sur lesquelles elle est reconstituée. 776 (1815). — Constituée en haute cour, elle condamne à mort le maréchal Ney. 786 (1815). — Une partie de ses mem-

bres se déclarent pour la loi électorale projetée en 1816. 794 (1816). — Elle est augmentée de soixante membres pour mettre un terme à l'exigence des royalistes. 812 (1819). — Sa résolution sur la proposition Barthélemy. 812 (1819). — Création de huit nouveaux pairs. 817 (1819). — Huit archevêques ou évêques y sont appelés. 817 (1823). — Création de vingt-sept pairs royalistes. 843 (1823). — Principaux membres de cette chambre qui appuient la loi du sacrilège. 854 (1824). — Elle adopte cette loi barbare. 855 (1824). — Adopte la loi de la conversion des rentes. 862 (1825). — Elle rejette le projet de loi sur le droit d'aînesse. 880 (1826). — Se montre contraire à la loi sur la police de la presse, dite *loi d'amour*. 891 (1827). — Sa réponse au discours du roi. 934 (1830).

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS: sa composition dans les cent-jours; elle se montre hostile à Napoléon. 749 (1815). — Discours que La Fayette y prononce sur les dangers de la patrie; elle se déclare en permanence. 756 (1815). — Napoléon veut la dissoudre. 757 (1815). — Elle nomme une commission exécutive provisoire. 757 (1815). — Elle accepte l'abdication de Napoléon; elle proclame Napoléon II. 758 (1815). — Elle se montre digne de la France; déclaration de ses principes. 765 (1815). — Le lieu de ses réunions et fermé par les royalistes et gardé. 765 (1815). — Elle se réunit chez son président et proteste contre la violence qui lui est faite. 765 (1815).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS: elle prête serment à la charte. 780 (1815). — Actes de celle de 1815, et jugement porté sur elle. 790 et 791 (1816). — Dissolution de celle de 1815. 792 (1816). — Elle est reconstituée. 792 (1816). — Ouverture de la session de 1816. 793 (1816). — Elle vote la loi des élections de 1817. 794 (1817). — Sa session de 1817. 798 (1817). — Elle vote la loi pour le recrutement de l'armée. 799 (1818). — Sa session de 1818. 804 (1818). — Elle rejette la proposition de Barthélemy, pour changer la loi des élections. 813 (1819). — Sa situation à l'ouverture de la session de 1819. 817 (1819). — Ouverture de sa session de 1819. 818 (1818). — Elle expulse de son sein le député Grégoire. 819 (1820). — Elle vote les lois de circonstance proposées après l'assassinat du duc de Berry. 822 (1820). — Grands débats qui ont lieu dans son sein, relativement à la nouvelle loi des élections; rassemblements qui ont lieu autour de cette chambre pendant ces débats. 823 (1820). — Elle vote la nouvelle loi des élections. 828 (1820). — Sa session de 1821. 844 (1822). — Elle exclut Manuel. 842 (1823). — Elle devient septennale. 844 (1823). — Sa session de 1823. 844 (1823). — Elle adopte la loi du sacrilège. 854 (1824). — Elle vote le milliard d'indemnité. 860 (1825). — Elle est prorogée après le sacre de Charles X. 867 (1825). — Sa session de 1825. 874 (1826). — Sa session de 1826. 884 (1826). — Elle vote le projet vandale sur la police de la presse. 890 (1827). — Sa dissolution. 898 (1828). — Sa recomposition est favorable aux libéraux. 902 (1828). — Sa session de 1828. 905 (1828). — Immense intérêt qui s'attache à son adresse. 934 (1830). — Vote l'adresse des *deux-cent-vingt-un*. 935 (1830). — Sa prorogation et sa dissolution. 934 (1830).

CHAMP-AUBERT (bataille de); ses détails; ses résultats. 703 (1814).

CHAMP-D'ASILE. Histoire de cette colonie. 807 (1819).

CHAMP-DE-MAI (assemblée de), est convoquée par un dé-

- cret de Lyon. 759 (1815). — Il y est prêté serment de fidélité aux constitutions de l'empire; distribution des aigles et des drapeaux tricolores. 749 (1815).
- CHAMP-DE-MARS (le), est désigné pour le lieu de réunion de la fête nationale. 81 (1790). — Prodiges de travail des personnes de tout rang, de tout âge et de tout sexe. 81 et 82 (1790). — Les travaux de la fête nationale sont terminés. 82 (1790). — Multitude de spectateurs attirés pour la fête nationale. 83 (1790). — Les fédérés y arrivent. 84 (1790). — Prêtent le *serment national* avec le roi. 845 (1790). — Un service y a lieu pour les gardes nationaux tués dans l'affaire de Nancy. 87 (1790). — La multitude s'y rassemble pour signer la pétition de *déchéance*. 116 (1791). — Massacres qui y ont lieu, le 17 juillet. 117 (1791). — La première exposition des produits de l'industrie y a lieu sous le directoire; détails. 545 (An VII).
- CHAMIS-ÉLYSIÉES; un grand repas y est donné par les girondins; toast de ce repas. 457 (1792). — Un repas y est donné aux fédérés de Marseille. 469 (1792).
- CHAMPION DE CICÉ, archevêque de Bordeaux; devient garde-des-sceaux. 57 (1789).
- CHAMPIONNET (le général), passe le Rhin à Dusseldorf. 515 (An V). — Prononce l'éloge funèbre de Hoche. 534 (An VI). — Commande l'armée française à Rome; dispositions qu'il prend contre l'armée napolitaine; il se retire à Civita-Castellana et Civita-Ducale. 546 (An VII). — Bat le général Marck à Civita-Castellana et à Terni; il se met à sa poursuite, et rentre dans Rome. 546 (An VII). — Prend le parti de faire la conquête du royaume de Naples; il poursuit le général Mack, et le bat dans toutes les rencontres; armistice de Capoue; conditions qu'il impose. 547 (An VII). — S'approche de Naples; défense des lazaroni; sa clémence envers un de leurs chefs; il se rend maître de Naples et du royaume; il proclame la création de la république *Parthénopeienne*. 547 (An VII). — Résultat de sa campagne contre les Napolitains; son armée prend le nom d'*armée de Naples*; il devient indépendant de Joubert. 547 (An VII). — Chasse les commissaires du gouvernement; il est destitué par le directoire, et livré à une commission militaire. 589 (An VII). — Est rendu aux armées; il reçoit le commandement de celle qui doit se former dans les Alpes. 555 (An VII).
- CHAMPY (savant), fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI).
- CHANTELAUX (député), combat les paragraphes de l'adresse. 932 (1830). — Il réclame un *cinq septembre monarchique*. 932 (1830). — Passe au ministère de la justice. 936 (1830). — Son exposé des motifs des ordonnances. 944 (1830). — Son dialogue avec M. Sauvo, en lui remettant les ordonnances. 942 (1830).
- CHARENTIERE (rue); elle est nommée rue de la Victoire, en l'honneur de Bonaparte. 559 (An VI).
- CHANT DU DÉPART (le), est composé par Chénier; et mis en musique par Méhul. (An II).
- CHAPLIER (député), est nommé membre de la commission de la constitution. 25 (1789). — Invite les députés du clergé à demander la parole, s'ils le désirent. 41 et 42 (1789). — Se range du côté gauche de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Quitte les jacobins et fait partie des *quatre-vingt-neuf*. (1791). — Perd sa popularité. 416 (1791).
- CHAPPE, invente le télégraphe. 296 (An II).
- CHARBONNIER (député), est décrété d'arrestation. 489 (An III).
- CHARLEBOI (ville de), est assiégée et prise par Jourdan, assisté de Saint-Just. 369 (An II). — Napoléon y entre le 15 juin. 750 (1815).
- CHARLES IV, roi d'Espagne; il promet la neutralité si l'on sauve la vie à Louis XVI. 227 (An I). — Méintelligence qui éclate entre son fils et lui; état des partis de sa cour à cette époque. 639 (1807). — Son projet de départ pour l'Amérique; le peuple y met obstacle; arrestation de Godoi; pillage de l'hôtel de ce favori; soulèvement de Ferdinand; son abdication. 644 (1808). — Proteste contre son abdication; il est engagé par Godoi à se rendre à Bayonne; il fait ce voyage. 644 (1808). — Dshérîte son fils Ferdinand VII, et cède la couronne d'Espagne à Napoléon; il se retire avec sa femme et son favori à Compiègne. 645 (1808).
- CHARLES-AMÉDÉE, roi de Sardaigne. Ses irrésolutions après la défaite de ses armées; il refuse de livrer ses places fortes aux Autrichiens; il envoie des plénipotentiaires à Bonaparte; un armistice est conclu. 462 (An IV). — Rompt avec l'Autriche; il envoie des plénipotentiaires à Paris; la paix y est conclue; conditions qu'il reçoit. 465 (An IV).
- CHARLES XIII, roi de Suède, adopte Bernadotte, et lui assure la couronne. 665 (1810).
- CHARLES (le prince), archiduc d'Autriche. Forces dont il dispose sur le Rhin; avantages qu'il a sur les généraux français. 474 (An IV). — Attaque Jourdan à Wetzlar; l'extrême gauche de Jourdan est battue; ce dernier repasse le Rhin. 474 (An IV). — Arrive au secours du général Latour; bataille de Rastadt; il opère sa retraite pour ne pas compromettre la monarchie. 475 (An IV). — Se retire sur le Danube; il profite d'une faute faite par Jourdan, et rejette les armées françaises sur le Rhin. 476 (An IV). — Repoit des renforts et reprend l'offensive; il attaque Jourdan et le bat; il le poursuit jusqu'au Rhin. 477 (An IV). S'opiniâtre à enlever les têtes de pont de Kell et d'Huningue. 489 (An IV). — Est blâmé pour avoir perdu du temps à attaquer Kell et Huningue. 490 (An V). — Prend le fort de Kell après un siège extrêmement meurtrier; il prend Huningue vingt-cinq jours après. 504 (An V). — Prend le parti de se porter en Italie; il perd un temps précieux à couvrir la ville de Trieste. 505 (An V). — Perd la bataille de Tagliamento contre Bonaparte. 509 (An V). — Fait couvrir le col de Tarwis par une division de son armée; il se retire vers le Frioul. 509 (An V). — Surprend la position du col de Tarwis; Masséna l'y attaque, et finit par l'en chasser. 510 (An V). — Bonaparte lui fait des propositions de paix; il les soumet à Vienne. 512 (An V). — Est renforcé par des divisions du Rhin; il est battu à Neumark et à Unemark; il obtient un armistice. 512 (An V). — Passe le Lech. 519 (An VII). — Force Jourdan à battre en retraite; ce dernier reprend l'offensive; bataille de Stockach. 519 (An VIII). — Reprend le commandement de l'armée autrichienne. 595 (An VIII). — Commande l'armée autrichienne en 1809; sa proclamation; il envahit la Bavière. 654 (1809). — Perd la bataille d'Eckmühl contre Napoléon. 654 (1809). — Se retire sur Vienne; bataille d'Essling. 655 (1809). — Ses préparatifs de défense; il perd la bataille de Wagram. 656 (1809).

CHARLES X (comte d'Artois), suit partie du conseil. 8 (1789). — Il émigre et se rend à Turin; il y a une romanesque cour. 65 (1789). — Est mis par la législative en état d'accusation; ses biens sont séquestrés et ses revenus attribués à l'état. 457 (1792). — Son hésitation fait manquer un soulèvement général en Vendée; il n'ose débarquer. 455 (An IV). — Les nouvelles de l'intérieur de la France le comblent de joie. 520 (An V). — Fait son entrée à Paris; un décret du sénat lui confère le gouvernement provisoire. 723 (1814). — S'entoure d'émigrés; dilapidation du trésor impérial. 725 (1814). — Signe les conventions de Paris avec les alliés; blâme qui en retombe sur lui. 726 (1814). — Est envoyé à Lyon pour arrêter Napoléon. 738 (1815). — Inutilité de ses dispositions à Lyon contre l'empereur. 739 (1815). — Son retour de Lyon. 740 (1815). — Jure fidélité au roi et à la charte. 741 (1815). — Il est obligé de quitter Lille et d'aller à l'étranger. 745 (1815). — Les autres princes et lui, présents à l'ouverture de la session, prêtent serment de fidélité à la charte. 780 (1815). — Est le chef du gouvernement occulte. 824 (1820). — Son avènement au trône; son premier acte est une ordonnance qui supprime la censure. 847 (1824). — Acquiert quelque popularité par l'abolition de la censure et par quelques mots adressés à la garde nationale. 848 (1824). — Ouvre la session de 1825; son discours paraît, aux gens réfléchis, d'une bien haute importance. 848 et 849 (1824). — Est sacré à Reims. 868 (1825). — Ses largesses pour les grands après son sacre; il signe quelques grâces. 868 (1825). — Son entrée à Paris. 869 (1825). — Il ouvre la session de 1826. 875 (1826). — Ouvre la session de 1827; son discours jette l'alarme parmi les libéraux. 884 (1826). — Passe en revue la garde nationale de Paris; il la licencie. 895 (1827). — Ouvre la session de 1828; substance de son discours. 905 et 906 (1828). — Se complait dans un ministère selon son cœur. 932 (1829). — Doit visiter la Normandie; motifs qui font manquer cette tournée. 923 et 924 (1829). — Son aveuglement et celui de sa cour amènent la révolution de 1830. 929 (1830). — Il s'irrite de l'insolence des journaux; il s'adresse la cour royale le jour de l'an. 929 (1830). — Il fait l'ouverture des chambres; son discours; réflexions sur cette œuvre. 930 (1830). — Il se montre mécontent de l'adresse de la chambre des pairs. 934 (1830). — Son conseil agite la question de savoir s'il recevra l'adresse; il s'y décide. 935 (1830). — Sa réponse à la députation qui lui présente l'adresse des députés; il prérège la chambre. 934 (1830). — Ses ministres le font descendre dans l'arène des élections; sa proclamation aux Français; effet qu'elle produit. 937 (1830). — Sa volonté surmonte la résistance des ministres contraires au coup-d'état résolu; il rend les ordonnances de juillet. 941 (1830). — Son trône est brisé; il est chassé de la France avec sa famille. 942 (1830).

CHARLOT, chef-d'escadron de gendarmerie, arrête le duc d'Enghien à Mannheim. 642 (An XII).

CHARLOTTE CORDAY, assassine Marat; motifs qui l'y portent. 236 (An II). — Son procès; sa condamnation, sa mort; son exécution. 237 (An II).

CHARTIER (le général) est fait prisonnier à Leipzig. 700 (1815).

CHARTRE, commande une armée vendéenne. 265 (An II). — Son armée est confinée dans l'île de Noirmoutier. 521 (An II). — Son armée est battue et dispersée dans

les bois. 559 (An II). Manime l'insurrection de la Vendée; il s'empare, avec les. 544 (An II). — R. plusieurs villes, dont (An II). — Donne de no salut public. 598 (An II) déne 452 (An III). — l cherche à protéger le d il est attaqué par Hoc (An IV). — Est furieux au cherche à se réunir à St rais. 435 (An IV). — E demande à passer à l'étr sa cruauté quand il est : ant de l'assassinat du curé de la Rabatelière. 437 (An IV). — Il est surpris par la colonne de Travot; il est blessé et fait prisonnier; sa tranquillité d'âme; il est condamné par la commission militaire; il meurt avec courage. 457 (An IV). — Son portrait; ses qualités; ses défauts; reproches qu'on lui adresse; sa mort termine la guerre de la Vendée. 458 (An IV).

CHARRIN, ex-constituant, est pris à la tête des révoltés de la Lozère. 285 (An II).

CHARTON (le général) veut s'opposer à la retraite de Wurmser sur Mantoue; il est tué. 434 (An IV).

CHARLES, conventionnel, est envoyé dans le Nord pour y surveiller les opérations militaires et les généraux. 503 (An II). — Est grièvement blessé dans un combat contre les Hollandais. 504 (An II). — Qualifications qu'il donne à la loi de grande police; il s'oppose à son adoption. 416 (An III). — André Dumont demande son arrestation; la convention l'ordonne. 449 (An III).

CHASSE (droit de). En quoi il consistait; son abolition est proposée. 42 (1789).

CHASSY, conventionnel, quitte Lyon quand il est convaincu que cette ville va devenir coupable. 296 (An II).

CHAYAN (lord), commande la flotte qui tente l'expédition d'Alger. 660 (1809).

CHATEAU (le général), attaque l'ennemi à Montecau; il est repoussé. 706 (1814).

CHATEAUBRIAND (de), fait paraître un écrit contre Napoléon. 745 (1814). — Se retire à Gand au retour de Bonaparte. 747 (1815). — Attaque l'ordonnance du 5 septembre; sa disgrâce. 793 (1817). — Ambassadeur à Londres. 840 (1822). — Ennemi de la révolution espagnole, devient ministre des affaires étrangères. 844 (1823). — Est destitué; cause présumée de cette disgrâce. 844 (1824). — Plaide la cause des lettres contre la loi de la surtaxe. 886 (1827). — Prend part à la supplique, de l'Académie française en faveur de la presse. 888 (1827). — Se démet de son ambassade à Rome. 925 (1829). — Son discours sur l'adresse de la chambre des pairs. 934 (1830).

CHATEAU-GONTIER (ville de); les Vendéens s'en emparent. 528 (An II).

CHATEAU-NEUF-RANDON, conventionnel, est envoyé pour faire des levées dans les départements qui entourent Lyon; il disperse les fédéralistes de Montbrison. 504 (An II). — Est adjoint à Dubois-Grancé pour terminer le siège de Lyon; il y arrive avec des masses de volontaires; son entrée en cette ville. 548 (An II). — Est remplacé à Lyon par Collot-d'Herbois et Fouché. 527 (An II).

CHATEL, est massacré à Saint-Denis. 54 (1789).

- CHATELET** (le duc de) appuie les motions de Noailles et d'Aiguillon, sur le rachat des droits féodaux. 44 (1789).
- CHATELET** (Achille du), colonel; son discours contre le roi. 445 (1789).
- CHATELET**, est condamné à mort, et exécuté avec Fouquier-Thinville. 424 (An III).
- CHATELET** (tribunal du), décrète Mirabeau et le duc d'Orléans. 64 (1789).—La connaissance des crimes de lésation lui est attribuée. 68 (1789).—Absent Besenval; agitation populaire qui en résulte. 75 (1790).—Condamne à mort le marquis de Favras. 76 (1790).—Poursuit la procédure, plusieurs fois commencée et abandonnée, contre le duc d'Orléans et Mirabeau. 89 (1790).
- CHATILLON**, général vendéen, prend Nantes. 582 (An VIII).—Sa soumission. 582 (An VIII).
- CHATILLON** (ville de); les Vendéens y sont battus; elle est reprise par eux le lendemain, et Westermann y perd toute son artillerie. 286 (An II).—Les républicains s'en emparent. 520 (An II).
- CHATILLON-SUR-SEINE** (ville de), est désignée par les alliés pour y tenir un congrès. 704 (1815).
- CHATONNAY** (ville de); elle est prise par les Vendéens. 265 (An II).
- CHAUDRON-ROUSSEAU**, conventionnel, s'oppose avec énergie à la mise en liberté des *soixante-treize*; son discours. 406 (An III).
- CHAUFFEURS** (compagnies des), portent la désolation et l'effroi dans les campagnes; ils pénètrent jusque dans Paris; mesures adoptées contre eux. 491 (An V).
- CHAUMETTE**, procureur de la commune; il aide Pache à calmer l'effervescence des sections. 245 (An I).—Fait casser le premier arrêté de l'*Assemblée centrale*. 256 (An I).—Est le disciple de Marat. 287 (An II).—Lit à la convention une pétition du peuple de Paris, extrêmement violente. 299 (An II).—Seconde le comité de salut public pour l'amélioration des mœurs; il poursuit les tripots, les femmes de mauvaise vie; il proscriit l'oisiveté. 309 (An II).—C'est à lui qu'on doit les heureux changemens opérés dans les cimetières, Médite une révolution religieuse; il veut établir le culte de la raison; son caractère; mesures qu'il fait adopter. 331 et 332 (An II).—Présente le clergé de Paris à la convention, pour l'abjuration du catholicisme. 333 (An II).—Prend le prénom d'Anaxagoras; il est imité par la plupart des Français, qui prennent des prénoms grecs ou latins. 334 (An II).—Célèbre la chute du fanatisme, et fait l'éloge du culte de la raison. 334 (An II).—Est à la tête des *ultra-révolutionnaires*. 337 (An II).—Dirige la commune de Paris. 340 (An II).—Prêche à la commune la morale la plus pure. 346 (An II).—Est exécuté pour avoir trempé dans la conspiration dite des prisons. 357 (An II).
- CHAUVELIN** (le marquis de), député, est accompagné chez lui par une nombreuse jeunesse, aux cris de *vive la charte! vive la liberté!* 825 (1820).—Est rappelé à la chambre des députés. 900 (1827).
- CHAZAL**, est nommé membre de la commission proposée par Poulain-Grandpré, le 18 fructidor. 529 (An VI).—Embrasse le parti de Bonaparte. 565 (An VIII).
- CHENBLÉ**, est nommé par le département du Haut-Rhin. 318 (An V).
- CHENILLÉ** (ville de); elle est prise par les Vendéens. 265 (An II).
- CHÉNIER**, conventionnel, compose des hymnes pour la Rte de la Liberté. 444 (1792).—Son discours sur l'instruction publique. 536 (An II).—Compose l'hymne chanté en l'honneur de l'Être suprême. 565 (An II).—Compose le *Chant du départ*, qui est mis en musique par Méhul. 569 (An II).—Célèbre affaire navale du *Vengeur*. 574 (An II).—S'occupe spécialement des fêtes nationales. 599 (An II).—Fait son rapport sur les fêtes décadaires. 445 (An III).—Son rapport contre les émigrés et contre les terroristes. 423 (An III).—Amène des secours à la convention le 1^{er} prairial. 428 (An III).—Éclaire de ses lumières la discussion de la constitution de l'an III. 435 (An III).—Appuie vivement les décrets des 5 et 15 fructidor, concernant les élections et le directoire; il devient l'objet des invectives des royalistes. 457 (An III).—S'élève avec force contre les propositions faites par les sections insurgées; son discours. 440 (An III).—Se rapproche de la montagne et rentre dans ses rangs. 445 (An III).—Est d'avis d'attaquer les élections. 444 (An III).—Est nommé secrétaire du conseil des cinq-cents. 450 (An IV).—Embrasse le parti de Bonaparte. 565 (An VIII).
- CHER** (département du), refuse de recevoir, à Bourges, les envoyés des girondins. 258 (An II).
- CHERASQUE** (ville de), est prise et armée par les Français; un armistice y est signé entre le roi de Sardaigne et la république. 462 (An IV).
- CHÉRIX**, chef d'état-major de l'armée de Sambre-et-Meuse, se met à la disposition du directoire contre les royalistes. 324 (An V).
- CHIFFLET**, rapporteur de la commission de la chambre des députés; conclut à l'adoption de la loi du sacrilège. 855 (1824).
- CHILI** (déclaration de l'indépendance du). 806 (1819).
- CHOUSEUL** (le duc de) tente en vain de délivrer Louis XVI. 409 (1791).—Est rendu à la liberté sous le consulat. 584 (An VIII).
- CHOLLET** (ville de), est prise par les Vendéens. 282 (An II).—Est attaquée par les Vendéens, qui sont repoussés. 524 (An II).—Convention qui y est passée entre Sapinaud et l'armée pacificatrice. 759 (1815).
- CHOUVANS** (les) arrivent à Paris sous le prétexte de se faire rayer des listes de l'émigration. 492 (An V).—Se rendent en foule dans la capitale, pour être prêts à un coup de main. 520 (An V).—Recommencent leurs brigandages; les nobles seuls n'ont rien à craindre d'eux. 535 (An VII).—Infestent les environs de Paris; mesures prises contre leurs brigandages. 598 (An IX).
- CHOUDEUX**, conventionnel; sa motion relative aux volontaires des départements qui se trouvent à Paris. 240 (An I).—Presse la guerre en Vendée. 320 (An II).—Dément les assertions de Philippeaux. 343 (An II).—Propose de décréter Philippeaux d'accusation, ou de l'envoyer aux petites-maisons. 348 (An II).—André Dumont demande son arrestation; la convention l'ordonne. 419 (An III).—Fait partie de la conspiration Babeuf. 466 (An IV).
- CHRISTOPHE**, roi des petit-états de Saint-Domingue; sa tyrannie. 806 (1819).
- CHRONIQUE** (la), journal; ses presses sont brisées. 245 (An I).
- CINETIÈRES** (les). Les cyprès en sont proscrius; ils sont ornés de fleurs. 552 (An II).

CITADELLA, membre des conseils, est exclus de la représentation nationale. 573 (An VIII).

CITOYEN (le mot de) remplace celui de monsieur. 334 (An II).

CIUDAD-RODRIGO (la ville de), se rend au maréchal Ney. 664 (1810).

CLAISENFURT (ville de); deux armées françaises y font leur jonction en 1805. 620 (1805).

CLAIRFAYT (général autrichien), est battu par Souham et Moreau. 564 (An II). — Attaque le corps du blocus de Mayence, et le force à la retraite. 452 (An IV). — Ses dernières victoires empêchent la coalition de demander la paix. 459 (An IV).

CLAPARÈDE (le général), est blessé à Pultusk. 629 (1806).

CLARK (le général), est envoyé en Autriche par le directoire, pour faire des propositions de paix; on lui refuse l'entrée de Vienne; il se retire à Turin. 498 (An V). — Représente, avec Bonaparte, la France aux conférences de Montebello, pour la paix avec l'Autriche. 525 (An V). — Remplace le maréchal Soult au ministère; inutilité des mesures qu'il prend contre Napoléon. 738 (1815). — Ministre de la guerre, range les militaires en catégories. 780 (1815). — Appuie les extravagances de la chambre de 1815. 787 (1816).

CLAUSEN (combat de); Joubert y bat les Autrichiens. 510 (An V).

CLAUZEL (conventionnel), entre au comité de surveillance. 580 (An II). — Demande, à l'occasion des troubles de Marseille, que la convention se prononce contre les continuateurs de Robespierre. 593 (An II). — Préside la convention; sa partialité. 444 (An III). — Accuse les patriotes de vouloir réorganiser la terreur; il est menacé d'être assassiné par Duhem. 412 (An III). — Appuie le décret d'exclusion des députés mis hors la loi (An III). — Sollicite un décret d'accusation contre plusieurs anciens jacobins. 450 (An III).

CLAVIERES se joint aux quatre-vingt-neuf. 95 (1794). — Est nommé ministre des finances; son portrait, par madame Roland. 440 et 441 (1792). — Est confirmé aux finances dans la formation du conseil exécutif. 476 (1792). — Il est attaqué par les jacobins, cependant il reste aux finances. 255 et 254 (An I). — La commune demande sa mise en accusation. 274 (An II). — Couthon demande son arrestation (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est remplacé aux finances par Destournelle. 279 (An II). — Se tue à la Conciergerie. 527 (An II).

CLAISSENCES, est arrêté comme jacobin; il est mis en accusation. 450 (An III).

CLAMART (le général), apporte à Paris les drapeaux pris sur les Anglo-Russes, à Berghen; son discours. 559 (An VII).

CLAROT; différends de ses députés avec ceux du tiers-état. 4 (1789). — Réponse qu'il fait à la sommation de Mirabeau. 4 (1789). — Neuf de ses députés se réunissent au tiers-état. 5 (1789). — Il décide qu'il procédera à la vérification des pouvoirs en commun avec le tiers-état. 6 (1789). — Accueil honorable qu'il reçoit de l'assemblée nationale. 8 (1789). — Ceux d'entre ses députés qui refusent de se réunir au tiers-état sont insultés par le peuple. 40 (1789). — Il excite les applaudissements de l'assemblée constituante. 42 (1789). — Ses biens sont proposés en garantie des dettes de la France. 47 (1789). — Se déclare contre la motion de Talleyrand,

qui veut mettre ses biens à la disposition de la nation. 69 (1789). — Sa conduite à l'assemblée lui attire la haine du peuple. 74 (1789). — Un décret qui ordonne la vente de 400 millions de ses biens est rendu. 76 (1790). — Ses intrigues et ses efforts dans les prédications et dans les confessionnaux. 77 (1790). — Sa constitution civile est votée. 90 (1790). — Son opposition à cette mesure. 90 (1790). — Il la défère au pape. 90 (1790). — Formule du serment auquel sont obligés tous ses membres. 90 (1790). — Une partie prête le serment, l'autre le refuse. 94 (1794). — Il obtient du pape un bref, déclarant que l'assemblée a dépassé ses pouvoirs dans la constitution civile du clergé. 92 (1794). — Sa scission devient complète dans l'assemblée constituante. 92 (1794). — Il accable Mirabeau d'invectives. 94 (1794). — Protestation de ceux de ses membres insermentés; troubles religieux qu'ils occasionnent. 125 et 124 (1794). — Il abjure presque en masse le culte catholique. 555 (An II). — Ses basses adulations à Napoléon. 646 (1804). — Ses basses flatteries à Napoléon, après Austerlitz. 625 (1806). — Appelle le retour des jésuites. 755 (1814). — Il erie à la persécution et repousse les ordonnances contre les petits séminaires 940 et 944 (1828). — Il publie un Mémoire contre les ordonnances sur les petits séminaires. 944 (1828). — Son triomphe, lors de la nomination du ministère Polignac. 923 (1829). — Il exerce toute son influence sur les élections. 937 (1830). — Il chante un *Te Deum* pour la prise d'Alger. 940 (1830).

CLERMONT-TONNERRE; ses qualités; n'est pas de l'avis de la majorité de la noblesse. 8 (1789). — Son discours à l'assemblée nationale. 44 (1789). — Est président et successeur de Bailly; il porte au roi l'adresse de l'assemblée constituante. 45 (1789). — Est nommé membre de la commission de la constitution. 25 (1789). — Fait partie du côté droit de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Fonde le club des impartiaux; et puis celui dit monarchique. 93 (1791). — Chef des monarchiens; sa vive altercation avec Bailly à ce sujet. 94 (1791). — Ministre de la marine. 859 (1822).

CLERMONT-TONNERRE (le cardinal de), archevêque de Toulouse; refuse d'obéir aux ordonnances des petits séminaires. 944 (1828). — Publie un mandement à l'avènement du ministère Polignac. 925 (1829).

CLÉRY (fidèle domestique de Louis XVI), obtient seul la permission de servir la famille royale. 218 (An I).

CLÈVES (ville de), est prise par Marceau. 409 (An III).

CLÈVES (le pays de), est cédé à la France par la Prusse. 623 (1806).

CLICHY (club de); sa composition; ses vues; ses moyens. 517 (An V).

CLICHYENS (députés des conseils, fréquentant le club de Clichy); leurs projets contre la révolution; tactique qu'ils adoptent; moyens qu'ils emploient pour mécontenter les citoyens contre le directoire. 549 (An V). — S'opposent à ce que Letourneur donne sa démission de membre du directoire; le hasard décide qu'il doit se retirer. 549 (An V). — Traitent la convention avec amertume, à l'occasion des colonies; leur rapport est renvoyé à la commission. 549 (An V). — Ont l'espoir de se renforcer aux prochaines élections; influence qu'ils exercent sur elles. 547 (An V). — Entraînent les nouveaux élus à leur club; se renforcent d'une grande partie d'entre eux; nom des nouveaux affiliés. 548 (An V). — Dépassent les constitutionnels, et les entraînent

après eux. 518 (An V). — Leur arrogance; ils espèrent dans peu être maîtres du gouvernement. 520 (An V). — Vexations qu'ils emploient contre le directoire, à l'occasion des finances; ils attaquent Bonaparte. 520 (An V). — Projets du directoire contre eux. 524 (An V). — Les adresses des armées jettent l'effroi dans leurs rangs; ils attaquent le directoire avec plus d'ardeur. 522 (An V). Leurs plaintes au sujet de l'approche des troupes; ils obtiennent du directoire une réponse évasive. 522 (An V). — Les événements qui se passent sous leurs yeux les avertissent des projets du directoire. 525 (An V). — Lois anti-révolutionnaires qu'ils font décréter; ils font nommer Pichegru et Villot inspecteurs de la salle. 525 et 524 (An V). — Font décréter la suppression de tous les clubs, et font le sacrifice de celui de Clichy. 525 (An V). — Veulent ôter la police au directoire, et la donner au corps législatif; ils décident de demander l'organisation de la garde nationale. 525 (An V). — La fermeté du directoire les intimide; ils reprennent le projet de le mettre en accusation; ils proposent aux inspecteurs de la salle d'attaquer le directoire et de mettre de côté la constitution. 524 (An V). Pousent Pichegru à agir contre le directoire; ils voudraient ne pas être prévenus. 524 (An V). — Ils sont contrariés par les plaintes que Baillien élève contre eux dans un écrit qu'il publie. 525 (An V). — Organisent une police autour du directoire; agents qu'ils emploient; ils sont trahis. 526 (An V). — Rapports inquiétants qui leur sont faits; ils pressent Pichegru d'agir. 526 (An V). — La journée du 18 fructidor leur est funeste. 526 et suiv. (An VI).

CLOOTZ (Anacharsis, Prussien), il est à la tête de la députation du *genre humain*; son discours à l'assemblée. 79 (1790). — Présente le clergé de Paris à la convention pour l'abjuration du catholicisme. 535 (An II). — Est condamné à mort. 550 (An II).

CLOUET (le colonel), trahit et passe à l'ennemi. 750 (1815).

CLUBS; leur formation; sujets qu'on y agite. 2 (1789). — Leur prépondérance à Paris; ils jettent la désunion entre les membres de l'assemblée constituante. (95 1791). — Leurs chefs instituent un *comité insurrectionnel*. 469 (1792). — Leurs sentiments et leur politique après le 10 août. 178 (1792). — Ils possèdent, de fait, toute l'autorité du gouvernement. 185 (1792). — Ils font faire à Paris des choix républicains pour la convention. 186 (1792). — Leur irritation contre la gironde. 196 (An I). — Les girondins se préparent à les renverser. 266 (An II). — Ils se relèvent et épouvantent les royalistes; les clichyens les font fermer. 525 (An V). — Leur réouverture est autorisée. 535 (An VII).

CLUB DES AMIS DE LA LIBERTÉ ET DE L'ÉGALITÉ. Voy. JACOBINS.

CLUB DES DROITS DE L'HOMME. Voy. CORDELIERS.

CLUB dit de QUATRE-VINGT-NEUF; son personnel. 95 (1791). — Ses affiliations dans les départements. 95 (1791).

CLUB DES CONSTITUTIONNELS. Voy. FEUILLANTS.

CLUB DES IMPARTIAUX; sa fondation; son existence éphémère. 95 (1791).

CLUB MONARCHIQUE; sa constitution; son but; ses membres sont appelés *monarchiens*. 95 (1791).

CLUB DU MARIAGE. Généraux qui en font partie; sentiments qui y sont professés. 555 (An VII).

CLUB DE CLICHY. Voy. CLICHYENS.

COALISÉS de l'Europe (les); leurs forces. 447 et 418 (1792).

COALITION; ses forces; contingent des diverses puissances, ses succès. 257 (An I). — Sa situation dans la guerre contre la république. 459 (An IV).

COBENZEL, ministre d'Autriche; sa note à la France; contenu de ce manifeste. 145 (1792). — Rejette l'ultimatum de Bonaparte pour la conclusion de la paix; il est effrayé de sa réponse et de l'éclat qui est fait à cette occasion; il signe la paix à Campo-Formio. 556 (An VI).

COBERTZ (ville de); lieu de ralliement des émigrés; bruits de guerre que ceux-ci y répandent. 414 (1794). — Est prise par le général Marceau. 409 (An III).

COBOURG (le prince de), passe la Roër avec soixante-dix mille hommes. 257 (An I). — Insure l'accusé de fomenter l'irritation de Paris. 267 (An II). — Il est renforcé par Clairfayt, et perd la bataille de Watignies. 520 (An II). — Vient au secours de Charleroi; il est battu par Jourdan, à Fleurus. 570 (An II).

COCARDE NATIONALE; chaque citoyen doit la porter. 535 (An II).

COCHON (conventionnel), entre au comité de salut public. 380 (An II). — Il y est remplacé un mois après par André Dumont. 411 (An III). — Est remplacé à la police par Lenoir-Laroche. 525 (An V). — Est proscrit, le 18 fructidor 529 (An VI).

CODE CIVIL. La convention le décrète; il est présenté par Cambacérès. 296 (An II).

CODE FORESTIER; il est voté dans la session de 1827. 895 (1827).

CODE MILITAIRE; il est voté dans la session de 1827. 895 (1827).

CODE PÉNAL; publication de ses dernières dispositions. 667 (1810).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE, est publié par Napoléon. 624 (1806).

CODRINGTON, amiral anglais; commande au combat de Navarin. 897 (1827). — Obtient l'évacuation de la Morée par les Turcs. 914 (1828).

COFFINHAL, président du tribunal révolutionnaire, délivre Hanriot, arrêté par ordre de la convention. 575 (An II). — Furieux de la lâcheté de Hanriot, le jette par la fenêtre; il est arrêté; son exécution le 10 thermidor. 576 (An II).

CORBOTES (les); leur formation, leur composition, leur destination. 672 (1812).

COL DE TARWIS, est pris et repris plusieurs fois par le prince Charles et Masséna. 510 (An V).

COLLAUD (le général) seconde les succès d'Houchard. 503 (An II).

COLLI, général piémontais, commande trente mille Piémontais opposés à Bonaparte. 460 (An IV). — Est séparé de Beaulieu par Bonaparte; il se porte à Ceva pour garantir Turin. 464 (An IV). — Abandonne le camp retranché de Ceva; il se retire derrière la Cursaglia. 464 (An IV). — Est battu par Bonaparte à Mondovì; pertes qu'il éprouve. 464 (An IV). — Commande l'armée du pape; il est battu et mis en déroute par Bonaparte. 507 (An V). — Se retranche devant Ancône; il est enveloppé et mis en déroute par Bonaparte; il se sauve à Rome avec ses officiers. 507 (An V).

COLLIJOUR (ville de), est reprise par les Français. 561 (An II).

COLLOT-D'HERBOIS, conventionnel, est élu représentant à Paris. 486 (1792). — Sa motion contre la royauté. 492 (1792). — Pareles qu'il adresse à Dumouriez. 497 et 498 (An I). — Traite Pétion de calomniateur. 255 (An I). — Présente une loi contre les accapareurs. 293 (An II). — Est adjoint au comité de salut public. 506 (An II). — Est envoyé par la convention à Lyon; sa cruauté. 527 (An II). — Organise avec son collègue les fusillades en masse, à Lyon; il est menacé d'un décret d'accusation; il est rappelé à Paris, et se justifie. 540 (An II). — Prend parti pour les montagnards. 541 (An II). — Demande aux jacobins l'expulsion de Philippeaux, et la censure du journal le *Vieux-Cordelier*. 542 (An II). — Se plaint des attaques des modérés; il les menace. 554 (An II). — Signe l'arrêté du 2 prairial. 564 (An II). — Manque d'être assassiné par le domestique d'un émigré. 564 (An II). — Est en hostilité avec Robespierre. 574 (An II). — Saint-Just demande son éloignement du comité de salut public. 572 (An II). — Part qu'il prend à la séance du 9 thermidor. 575 (An II). — Son allocution à la convention, en lui annonçant la mise en liberté de Robespierre et ses amis. 575 (An II). — Lecointre demande sa mise en accusation. 579 (An II). — Son discours contre l'accusation de Lecointre. 580 (An II). — Donne sa démission de membre du comité de salut public. 580 (An II). — Cherche à réveiller la sévérité de la convention contre les ennemis de la république; son discours. 584 (An II). — Est appelé au comité des jacobins. 585 (An II). — Dévoile les manœuvres des contre-révolutionnaires; son discours. 588 (An II). — Est journellement calomnié par les thermidoriens. 589 (An II). — Legendre le dénonce comme robespierriste; il invoque le témoignage de Carnot, pour sa justification; son discours. 594 (An II). — Une commission est nommée pour examiner sa conduite pendant la terreur; son discours. 442 (An III). — Son procès; discussion qu'il amène; députés qui le défendent. 416 et 417 (An III). — La convention décrète qu'il sera exilé du territoire. 449 (An III). — Est embarqué pour la Guyane. 420 (An II).

COLOGNE (ville de), est prise par Jourdan. 598 (An II).

COLOMBELLE, conventionnel, entre au comité de sûreté générale. 580 (An II). — Est membre du comité qui concentre tous les pouvoirs de la convention. 459 (An III). — Se déchaîne contre les thermidoriens; les tribunes l'applaudissent. 442 (An III). — Est exclus des conseils. 573 (An VIII).

COLOMBIER (droit de); sa suppression est proposée. 42 (1789).

COLONIES; les hommes de couleur demandent à l'assemblée une représentation particulière. 68 (1789). — Des troubles ont lieu dans les colonies. 85 (1790). — Une partie est rendue à la France par le traité du 30 mai. 729 (1814).

COLOMBE INFERNALE (la) s'égare en route, et fait manquer, par ce retard, la prise de l'armée espagnole. 410 (An III).

COMITÉ DE QUINZE ANS (la); ce nom est donné aux professions de foi des partis pendant la restauration; elle approche de son dénouement. 929 (1830).

COMITÉ AUTRICHIEN (le), réunion des contre-révolutionnaires chez la reine. 78 (1790). — Est dénoncé par les jacobins; composition mystérieuse de ce comité; ses intelligences. 449 et 450 (1792).

COMITÉS DIVERS établis par la convention. 496 (An I).

COMITÉ CENTRAL RÉVOLUTIONNAIRE; il est créé par la commune de Paris; sa composition; ses attributions. 266 (An II). — Casse toutes les autorités de Paris; il réintègre la municipalité et le conseil général; il nomme Hanriot au commandement de toute la force armée; il vote une indemnité de 2 fr. par jour pour les nécessaires qui font le service. 275 (An II).

COMITÉ DE DÉFENSE GÉNÉRALE; son établissement; services qu'il rend; tous les membres de la convention ont le droit d'assister à ses délibérations. 255 (An I). — Est réuni sur-le-champ après la nouvelle des désastres de l'armée de Belgique. 244 (An I). — Ordonne à Dumouriez de quitter la Hollande pour revenir en Belgique. 247 (An I). — Envoie deux commissaires chargés de ramener Dumouriez au devoir et de le surveiller. 248 (An I). — Reçoit une lettre de Dumouriez dans laquelle il cherche à se disculper. 250 (An I).

COMITÉ DIRECTEUR, il est dénoncé par les royalistes. 846 (1849).

COMITÉ INSURRECTIONNEL; sa création; son but; sa composition. 469 (1792). — Fixe au 4^e août l'attaque du château, et, faute de prétexte ce jour-là, l'ajourne au 5. 470 (1792). — Plan détaillé de ses projets ajournés encore une fois. — Se prépare à une nouvelle journée contre les girondins. 275 (An II).

COMITÉ D'INSTRUCTION PUBLIQUE (le) propose à la convention ses vues sur l'éducation. 555 (An II).

COMITÉ DE LÉGISLATION (le); ses rapports sur les relations des citoyens avec la société; sur l'organisation des corps administratifs; il est chargé de la police. 599 (An II).

COMITÉ PERMANENT; sa formation. 46 (1789).

COMITÉ DE SALUT PUBLIC. Sa création; liste des membres de toutes opinions qui le composent. 249, 250 (An I). — Son organisation et son personnel déplaisent au côté gauche. 250 (An I). — Il est reconstitué définitivement; ses attributions; ses membres; sa durée doit être d'un mois. 255 (An I). — Il est prorogé. 266 (An II). — Il se met en relation avec les autorités constituées. 274 (An II). — Il ne veut pas se prêter à l'arrestation des députés girondins. 276 (An II). — Ses membres s'offrent en otage pour la sûreté des girondins. 279 (An II). — Mesures qu'il prend pour arrêter l'insurrection des départements du Midi; il propose la suppression des comités révolutionnaires. 279 (An II). — Il est conservé tel qu'il était à la journée du 2 juin; il est chargé de présenter un projet de constitution démocratique. 279 (An II). — Il enjoint à Custine d'aller débloquer Mayence. 283 (An II). — Il travaille nuit et jour à renforcer les armées. 284 (An II). — Il concentre en ses mains toute l'action exécutive; activité qu'il déploie; il est renouvelé; noms des nouveaux membres qui le composent. 286 (An II). — Il ordonne aux représentants en mission de diriger des troupes sur Lyon et Marseille. 286 (An II). — Il présente son rapport sur la levée en masse; le décret qui l'ordonne est rendu. 292 (An II). — Pouvoirs dont il est investi. 294 (An II). — Il est chargé de la fabrication des armes; mesures qu'il prend à ce sujet. 295 (An II). — Il demande à mûrir son rapport sur les mesures proposées contre les aristocrates. 299 (An II). — Il propose de mettre la terreur à l'ordre du jour. 300 (An II). — Situation de nos armées; mesures qu'il met à exécution pour repousser les ennemis. 303 (An II). — Sa sévérité à l'égard des généraux; il les tire parfois des derniers rangs de l'armée; récompenses qu'il accorde à ceux

dont il est satisfait; pouvoirs qu'il donne aux représentants en mission aux armées. 504 (An II). — Ses mesures deviennent plus énergiques à cause des revers éprouvés par nos armées; ses ennemis lui reprochent son silence sur ces désastres; la convention lui adjoint Bricas, son dénonciateur. 506 (An II). — La trahison de Toulon et les revers éprouvés par nos armées sont le prétexte d'attaques contre lui. 506 (An II). — Il est prorogé pour un mois; nouveaux membres qui y entrent. 506 (An II). — Il pourvoit à l'armement des volontaires. 508 (An II). — Il s'occupe d'améliorer les mœurs. 509 (An II). — Il propose l'organisation du gouvernement révolutionnaire. 512 (An II). — Il est investi de l'autorité gouvernementale. 514 (An II). — Il porte toute son attention sur les armées de la république; son rapport sur la Vendée. 517 (An II). — Il réorganise les armées de la Vendée; il les fonde en une seule sous les ordres de Léchelle; il nomme Jourdan au commandement de celle du Nord; il presse les sièges de Toulon et de Lyon. 518 (An II). — Il rappelle du siège de Lyon Dubois-Grancé, dont il est mécontent. 518 (An II). — Il ménage les troupes au siège de Toulon jusqu'à ce qu'il ait la certitude du succès. 519 (An II). — Il se montre implacable envers les contre-révolutionnaires; excellence de ce système. 519 (An II). — Heureux résultat de son système de guerre en Vendée. 520 (An II). — Son rapport à la convention sur la Vendée. 524 (An II). — Donne l'ordre à Fouquier de presser le procès des girondins. 525 (An II). — Confiance qu'il inspire à la convention. 529 (An II). — Opposition qui se forme contre lui dans la convention; Bazire l'attaque indirectement. 530 (An II). — Il est maintenu à l'unanimité; il fait rapporter le décret d'inviolabilité des députés. 530 (An II). — Robespierre y acquiert une grande influence; fragments du discours de Barrère, son rapporteur. 536 (An II). — Se saisit de la dictature, avec l'agrément du peuple. 537 (An II). — Fait présenter à la convention le projet d'organisation du gouvernement révolutionnaire. 537 (An II). — Rappelle à Paris le représentant Collet-d'Herbois; et Ronsin. 540 (An II). — Fait condamner à mort Bazire et Chabot pour falsification d'un décret. 540 (An II). — Attaques dirigées contre lui par les modérés. 540 (An II). — Intrigues contre lui; il est prorogé; attaques de Philippeaux. 544 (An II). — Agrandit le cercle des suspects; quels sont ceux qu'il met dans cette catégorie; il surveille aussi les patriotes exaltés. 542 (An II). — Est embarrassé par les querelles qu'on lui suscite; il blâme, dans son journal, les exaltés et les modérés; Robespierre se fait son organe à la convention. 542 (An II). — Rejette les propositions insidieuses de Pitt; il présente un rapport sur les ressources de la France. 546 (An II). — La haine des modérés et des ultra-révolutionnaires se tourne contre lui. 549 (An II). — Fait acte de puissance contre les ultra-révolutionnaires; rapport de Barrère en son nom; mesures qu'il propose à la convention. 549 (An II). — Appréciation de la faute qu'il commet en frappant les hébertistes. 554 (An II). — Est forcé de sévir contre les modérés. 554 (An II). — Se décide à attaquer les modérés. 552 (An II). — Motifs qui le portent à mettre en accusation Danton et ses amis. 555 (An II). — Il se décide à faire tomber les têtes de Danton et de ses amis. 557 (An II). — Présente la loi du 2 prairial dans le but de suspendre l'action du tribunal révolutionnaire. 564 (An II). — Est rejeté dans des voies de rigueur par deux tentatives

d'assassinat sur Robespierre et Collet-d'Herbois. 564 (An II). — Tous les membres sont confirmés dans leurs fonctions. 567 (An II). — Prend un arrêté qui prohibe l'exportation des soies non ouvrées, et répand les héliomérinos. 568 (An II). — Jalousie du comité de surveillance générale contre lui; effet déplorable de la scission qui en résulte; Robespierre se retire de ce comité. 568 (An II). — Pourvoit, par des réquisitions, aux moyens de transport, et approvisionne les armées. 574 (An II). — Les dissensions parmi ses membres se développent. 571 et 572 (An II). — Rejette l'ultimatum qui lui est présenté par Saint-Just. 572 (An II). — Présente une adresse au peuple français contre Robespierre. 575 (An II). — Propose plusieurs épurations après le 10 thermidor; il engage la convention à se tenir en garde contre le modérantisme; il annonce la détermination de continuer le système révolutionnaire. 577 (An II). — Propose la mise en liberté de tous les bons citoyens; son but est dépassé par les thermidoriens. 578 (An II). — Est violemment attaqué par Tallien et Jean de Bry, qui le représentent comme le continuateur de Robespierre. 579 (An II). — Se trouve rempli de thermidoriens. 580 (An II). — Énumération des services qu'il a rendus à la république en moins d'un an. 582, 583 et suivantes. (An II). — Présente, par l'organe de Robert Lindet, un rapport sur la situation de la république; teneur de ce rapport; décrêts qui le complètent. 591 et 592 (An II). — Charrette lui donne de nouvelles inquiétudes; il adopte, pour pacifier la Vendée, un système différent de celui qui avait été précédemment employé. 598 (An II). — Est rempli tout entier de thermidoriens par les remplacements successifs qui s'opèrent. 411 (An III). — Mesures qu'il prend pour arrêter la réaction; sa note à l'ambassadeur de la république en Suisse, concernant les émigrés. 414 (An III). — Déclare que les députés mis hors la loi ne peuvent plus rentrer à la convention tumultueuse à cette occasion; membres qui prennent part à la discussion. 414 (An III).

COMITÉ DES SUBSISTANCES. Son zèle et ses efforts. 67 (1789).

COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE. Sa fondation; ses attributions et son importance. 452 (1792). — Il est renouvelé et composé de montagnards. 235 (An II). — Il est renouvelé tout entier; membres qui font partie de sa composition. 306 (An II). — Son embarras pour faire son rapport sur les girondins; il s'arrête à l'idée d'un nouveau coup d'état; Robespierre s'y oppose. 341 (An II). — Publie un arrêté dans le but de suspendre l'action du tribunal révolutionnaire. 564 (An II). — Sa jalousie contre le comité de salut public; parti qui se joint à lui; déplorable effet de cette scission. 568 (An II). — Son rapport sur la prétendue conspiration de la montagne pour ramener le régime de la terreur. 420 (An III).

COMITÉ DE SURVEILLANCE; il est établi par la commune; il ordonne plusieurs arrestations. 479 (1792). — Son activité inépuisable. 485 (1792).

COMITÉ DE RECHERCHES, établi dans l'assemblée constituante. 54 (1789).

COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES. Le comité de salut public demande leur suppression. 279 (An II). — La convention ordonne leur épuración. 414 (An III).

COMMENCE (journal du), est poursuivi et condamné. 876 (1826).

COMMISSAIRES (des) sont envoyés dans les départements pour la taxe des denrées. 210 (An I). — Font à la convention un rapport peu rassurant. 215 (An I).

COMMISSION CONSULAIRE. Bonaparte, Siéyes et Roger Ducos sont nommés membres de cette commission. 577 (An VII). — Recomposition du ministère ; noms des ministres remplacés ; noms de ceux qui les remplacent. 578 (An VII). — Rend un arrêt de proscription contre les républicains des deux conseils ; causes de l'inexécution de cet arrêt. 578 (An VII). — Retrait de l'emprunt forcé ; établissement de l'impôt de 25 centimes par franc ; retrait de la loi des otages ; arrêté contre les communes rebelles. 579 (An VIII).

COMMISSION DES DOUZE ; sa formation devient une source de dissensions. 268 (An II). — Effets produits par sa création. 270 (An II). — Elle requiert trois sections, avec leurs armes. 270 (An II). — Les sections demandent que la convention en fasse justice. 270 (An II). — Les sections en masse demandent sa suppression ; elle est supprimée. 272 (An II).

COMMISSION SPÉCIALE ; elle est nommée pour s'occuper de la proposition des mesures de salut public ; membres qui la composent. 554 (An VII). — Son rapport. 555 (An VII).

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES de femmes ; une loi sur cette matière est adoptée à la chambre des pairs et à la chambre des députés. 852 et 855 (1824). — Esprit de cette loi ; conséquences nécessaires. 852 et 855 (1824).

COMMUNE DE PARIS ; elle supplie La Fayette de retirer sa démission. 52 (1789). — Envoie une adresse patriotique à toutes les communes du royaume. 80 (1790). — Prête le serment décrété le 4 février. 80 (1790). — Ses représentants arrêtent que les fédérés départementaux seront logés par les citoyens. 81 (1790). — Demande à la barre le renvoi des ministres. 89 (1790). — Porte un arrêté motivé de dissolution des *monarchiens*. 94 (1794). — Son audace ; elle change tous les administrateurs dévoués au roi ; elle envoie une députation à la législative. 176 (1792). — Énergie de son conseil général ; principaux membres qui le composent. 178 (1792). — Sa politique ; ses sentiments 178 (1792). — Elle s'empare de la police. 179 (1792). — Elle demande à la législative l'érection d'un tribunal extraordinaire ; ses menaces en cas de refus. 180 (1792). — Elle propose aux communes du royaume d'imiter les massacres de septembre. 185 (1792). — Elle s'empare de valeurs immenses de la liste civile ; usage qu'elle fait de ces biens. 185 (1792). — Reproches qu'elle fait aux girondins. 187 (1792). — Son irritation causée par les provocations de la gironde. 196 (An I). — Elle est soumise à une nouvelle réélection. 198 (An I). — Son opinion bien arrêtée, relativement à l'ex-roi Louis XVI. 211 (An I). — Elle fait exercer une grande surveillance sur les prisonniers du Temple. 218 (An I). — Mesures rigoureuses qu'elle arrête relativement à Louis XVI. 221 (An I). — Elle fait fermer les théâtres. 224 (An I). — Elle craint les résultats du *maximum*, quoique dévouée au peuple. 238 (An I). — Comment elle calme l'effervescence du peuple et des sections. 245 (An I). — Elle improuve l'assemblée centrale et casse son premier arrêté. 256 (An I). — Elle réclame par une pétition l'exclusion des girondins. 260 (An II). — Les girondins dénoncent à la convention son arrêté, par lequel elle se déclare en révolution ; principaux articles de cet arrêté. 261 (An II). — Des moyens extrêmes y sont proposés contre les girondins. 266 (An II). — Elle crée un comité central révo-

lutionnaire ; attributions et composition de ce comité. 266 (An II). — Les girondins se préparent à la renverser. 266 (An II). — Guadet propose de la casser et de la remplacer par les présidents des sections. 267 (An II). Craintes que lui inspire la commission des Douze ; l'assemblée des sections se réunit à elle ; séance du 19 mai. 268 (An II). — Elle se déclare en permanence ; elle arrête qu'on ira chercher, de quart d'heure en quart d'heure, des nouvelles d'Hébert, arrêté. 269 (An II). — Elle propose une pétition aux sections contre les girondins ; elle est adoptée ; une députation la porte à la convention. 269 (An II). — Modération de ses députés en réponse aux menaces d'Isnard ; elle se prépare à une lutte décisive contre les girondins. 270 (An II). — Elle envoie trois députations à la convention ; Lhuillier, son orateur, demande la mise en accusation des Douze ; ses administrateurs sont admis aux honneurs de la séance. — Elle offre des otages pour répondre de la sûreté des girondins. 277 (An II). — Elle se renferme dans ses attributions, et seconde le comité de salut public. 346 (An II). — Se prépare à attaquer le comité de salut public. 340 (An II). — Seconde les vœux de la convention pour améliorer les mœurs du peuple. 346 (An II). — Proclame l'insurrection contre la convention, le 9 thermidor ; elle convoque les sections ; appelle les jacobins ; fait battre la générale et sonner le tocsin. 375 (An II).

COMMUNES ; leurs députés prennent le nom de députés du tiers-état. 4 (1789). — Leur ardeur pour la défense de la patrie. 508 (An II). — Projet de loi sur leur administration ; discussions qu'il suscite. 948 (1829).

COMPANS (le général), se distingue à la bataille de Lutten. 694 (1815). — Sa division enlève, par escalade, la ville de Bantzen. 695 (1815). — Est blessé à Leipzig. 700 (1815).

COMTAT (le). Les insurgés royalistes en sont chassés par Cartaux. 297 (An II).

COMTÉ (savant), fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI).

COMTE (avocat), rédige le *Censeur européen*, avec Du-noyer. 752 (1844).

CONCRAT (traité dit de) ; il est passé entre l'Angleterre et la Russie ; ses clauses ; ses dispositions. 619 (1805).

CONCILE DE PARIS (le), est convoqué par Napoléon ; décisions qu'il adopte. 670 (1844).

CONCORDAT de 1804 ; il est signé entre Bonaparte et Pie VII ; ses dispositions. 602 (An IX). — Il en est passé un nouveau ; difficultés qu'il soulève. 798 (1847).

CONDÉ (le prince de), est appelé à faire partie du conseil. 8 (1789). — Est mis par la législative en état d'accusation ; ses biens sont séquestrés et ses revenus attribués à l'état. 457 (1892). — N'ose commencer l'invasion avant que Pichegru n'ait fait arborer le drapeau blanc à son armée ; il n'ose passer le Rhin. 455 (An IV). — Il se retire, avec son corps, en Pologne ; les nouvelles de l'intérieur de la France le combient de joie. 520 (An V). — Preuves données par le directoire de sa correspondance avec Pichegru. 529 (An VI). — Jure fidélité au roi et à la charte. 744 (1845).

CONDÉ (ville de) ; elle est prise par les Autrichiens. 288 (An II). — Se rend, sur une sommation énergique de la convention. 584 (An II). — Est nommée par la convention Nord-Alsace. 598 (An II).

CONDORCET (député), se joint aux 89, 93 (1784). — Il est républicain, et se place au côté gauche. 420 (1791). — Est nommé l'un des secrétaires de la législative. 420 (1794). — Demande l'ajournement des mesures répressives de l'émigration; sa proposition postérieure concernant les émigrés. 427 (1791). — Exposé admirable qu'il fait des motifs du décret de guerre contre les puissances. 446 (1792). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI pour les fers. 229 (An I). — Il appuie le surcis de toutes ses forces. 230 (An I). — Lit le projet de constitution, qui est rejeté. 240 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Demande que les assemblées primaires procèdent à de nouvelles élections; sa motion n'est pas appuyée. 262 (An II). — Prend part à la discussion de la constitution. 262 (An II). — La convention vote son arrestation pour ses écrits contre la constitution. 226 (An II). — Est mis en jugement. 344 (An II).

CONSOLEMANO, est érigé en duché. 625 (1806).

CONFÉDÉRATION DU RHIN; est formée après la bataille d'Austerlitz. 722 (1806). — Royaumes, principautés et duchés qui la composent; siège de la diète, contingents en hommes qu'elle doit fournir. 624 (1806). — Est déclarée indépendante, par le traité du 30 mai. 729 (1814).

CONFÉDÉRATION ROYALISTE; elle est formée sous l'empire; ses membres; lieu de leur réunion; leurs projets. 707 (1814). — Intrigues qu'elle fait jouer pour la reddition de Paris. 744 (1814).

CONGRÈS DE FRANCKFORT; il est rompu, par la mauvaise foi des alliés. 704 (1815).

CONGRÈS DE CHATELON-SUR-SEINE (le) n'a pas de résultat, par la mauvaise volonté des alliés; noms des plénipotentiaires. 705 (1814).

CONGRÈS DE VIENNE (le), impose à Louis XVIII l'établissement de la censure. 752 (1814). — Les décisions qui y sont prises révoltent les peuples. 753 (1814). — On s'y occupe d'éloigner Napoléon des côtes d'Italie. 754 (1815).

CONGRÈS D'AIX-LA-CHAPELLE. 804 (1818).

CONGRÈS DE LAYBACH. 856 (1824).

CONGRÈS DE TROPPAU. 832 (1820).

CONGRÈS DE VÉNOISE. 841 (1825).

CONI (ville de), est livrée à l'armée française, en vertu de l'armistice conclu à Cherasque. 453 (An IV).

CONNY (de), député; sa motion dans un comité secret pour soumettre à la réélection les députés nommés à quelque emploi. 906 (1828). — Elle est adoptée par les députés. 907 (1828). — La chambre des pairs la rejette. 908 (1828). — Il déclame contre les révolutionnaires, à l'occasion de l'adresse des 224; ses conseils au roi. 932 (1830).

CONSCRIPTION. Le général Jourdan la propose aux conseils, et la fait adopter. 345 (An VII). — Elle fournit en moins d'un mois cent mille hommes. 586 (An VII). — Loi rigoureuse qui la régle. 647 (1805). — Est conservée par les Bourbons. 728 (1814).

CONSEILS; leurs tentatives pour exclure du directoire La Revellère et Merlin; message de ces derniers; loi rendue, dans la crainte d'un nouveau 48 fructidor, qui consacre l'inviolabilité du corps législatif. 553 (An VII). — Ils rejettent des propositions de réconciliation avec le directoire. 553 (An VII). — Leur but en dissolvant la majorité du directoire. 554 (An VII).

CONSEIL DES ANCIENS. Sa composition; il siège aux Tuileries; il nomme les directeurs. 449 (An IV). — Il accorde un emprunt forcé de 600 millions. 452 (An IV). — Ses travaux. 468 (An IV). — Il nomme Bonaparte au commandement des troupes, et ordonne le transfert des conseils à Saint-Cloud; son décret. 465 (An VIII). — Son embarras à Saint-Cloud, le 49 brumaire; plusieurs membres demandent que le directoire soit reconstitué. 568 (An VIII). — Il apprend la nouvelle de la dispersion du conseil des cinq-cents; sur la demande de Lucien Bonaparte, il se forme en comité général. 574 (An VIII). — Il a les mains liées, n'ayant pas l'initiative des lois. 574 (An VIII). — Son ajournement après le 48 brumaire; commission qui le re-présente. 577 (An VIII).

CONSEIL DES CINQ-CENTS. Sa composition; il siège au Manège; il dresse la liste des candidats au directoire. 449 (An IV). — Il accorde l'emprunt forcé de 600 millions. 452 (An IV). — Il propose une dernière émission de 40 milliards d'assignats; il veut créer des *cédules hypothécaires*. 452 (An IV). — Ses travaux. 468 (An IV). — Mesure dérisoire qu'il adopte pour réprimer les abus des journaux. 493 (An V). — Il décrète que l'armée d'Italie a bien mérité de la patrie et de l'humanité. 443 (An V). — Lois des finances qu'il fait adopter, pour gêner les ministres et le directoire. 523 (An V). — Il nomme dix candidats pour l'élection de deux directeurs. 530 (An VI). — Il décrète la déportation des propriétaires et des rédacteurs des journaux royalistes; opportunité de cette mesure. 530 (An VI). — Il attaque l'élection de Tiellhard, directeur, pour vice de forme; il la fait annuler. 535 (An VII). — Il adresse un message au directoire pour lui demander un rapport sur la situation de l'intérieur; il le harcèle pour cela; se déclare en permanence. 535 (An VII). — Il nomme une commission spéciale chargée de proposer l'exclusion de deux directeurs. 534 (An VII). — Honneurs qu'il rend aux plénipotentiaires du congrès de Rastadt, assassinés. 531 (An VII). La majorité ignore ce qui se prépare le 18 brumaire. 564 (An VIII). — Il s'assemble en tumulte; message du conseil des anciens; décret de sa translation à Saint-Cloud. 565 (An VIII). — Tumulte qui s'y élève à la lecture du décret de translation à Saint-Cloud; les députés sortent de leurs salles et forment des conciliabules. 566 (An VIII). — Il se montre très-irrité contre celui des anciens; reproches qu'il lui adresse; il s'assemble sous la présidence de Lucien Bonaparte, à Saint-Cloud, le 49 brumaire; serments qu'il prête à la constitution et à la république. 568 (An VIII). — Tumulte qui s'y élève à l'entrée de Bonaparte; menaces, interpellations qui lui sont adressées. 570 (An VIII). — Le tumulte s'y accroît au départ de Bonaparte; il se déclare en permanence; le décret du 48 brumaire, du conseil des anciens, est annulé; il veut mettre Bonaparte hors la loi; Lucien s'y refuse, et dépose ses insignes sur la tribune. 570 (An VIII). — Il délibère s'il se rendra de Saint-Cloud à Paris en costume; le pas de charge des soldats se fait entendre; sa réponse aux sommations de Murat et de Leclerc; les grenadiers s'avancent baïonnette croisée, et font évacuer la salle. 571 (An VIII). — Lucien le reconstitue, au moyen de trente membres qu'il réunit; décret rendu par cette minorité pour changer la constitution. 572 et 575 (An VIII). — Son ajournement; il est représenté par une commission. 577 (An VIII).

CONSEIL D'ÉTAT (le), est créé par le sénat; sa composition.

879 (An VIII). — Ses attributions. 621 (1806). — Discours que Napoléon lui adresse contre le corps législatif. 703 (1813). — Noms des principaux membres qui donnent leur démission. 925 (1829).

CONSEIL EXÉCUTIF, sa création; ses attributions. 476 (1792). — Il est soupçonné de favoriser le projet de transporter le siège du gouvernement au-delà de la Loire. 184 (1792). — Il ne peut empêcher les massacres de septembre. 485 (1792). — Ses travaux, depuis le 10 août. 208 (An I).

CONSEILS DE GUERRE; noms des principaux administrateurs et généraux qui sont traduits devant eux. 774 (1815).

CONSERVATEUR (le), cesse ses publications. 825 (1820).

CONSPIRATION (dite des prisons); son existence; ses fauteurs; leur condamnation. 557 (An II).

CONSPIRATION DES ŒUFS ROUGES; elle est attribuée aux jacobins; projets des conspirateurs; elle n'a aucun résultat; le peuple n'y croit pas. 422 (An III).

CONSPIRATION BABOUF; ses détails; son but; noms des conjurés; sa découverte. 465 et suiv. (An IV).

CONSPIRATION DEVERRE DE PRESLE; son but; ses moyens. 494 (An V).

CONSPIRATION DE CADOUDAL; ses détails; noms des conspirateurs; leur procès; leur jugement; leur exécution. 607 (An XI).

CONSPIRATION MALLÉT; ses détails. 687 (1812).

CONSPIRATION MILITAIRE découverte à Paris. 852 (1820).

CONSTANT (Benjamin), est à la tête des patriotes constitutionnels. 521 (An V). — Est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII). — Est élu député. 844 (1819). — Réfute M. Lainé. 819 (1819). — Se plaint des insultes faites aux députés libéraux. 826 (1820). — Réclame vivement une enquête. 826 (1820). — Combat la loi du sacrilège. 855 (1824). — Attaque le projet du ministère sur la surtaxe des journaux. 885 (1827). — Est nommé député, à Paris. 900 (1827). — Sa motion à la chambre des députés. 906 (1828). — Attaque le projet de loi sur les écrits périodiques. 909 (1828). — Il défend l'adresse des 221, et signale la cause de la dé fiance que le ministère inspire; son discours. 932 (1850).

CONSTANTIN (le grand-duc), manque d'être fait prisonnier à Austerlitz. 621. (1805). — Reconnaît la légitimité de son frère. 874 (1825).

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ; effervescence et troubles qu'elle occasionne. 94 et suivantes (1790).

CONSTITUTION DE 1795. La convention s'occupe de la discussion de ses articles; les événements commandent son ajournement. 262 (An II). — Elle est discutée et votée en moins de quinze jours. 284 (An II). — Les montagnards la votent de bonne foi; son apologie; urgence de sa publication. 284 (An II). — Le peuple la réclame à grands cris. 418 et 419 (An II). — Cambacérès la critique dans un rapport; une commission est nommée pour sa révision. 425 (An II). — La convention l'annule complètement par celle de l'an III. 453 et suiv. (An III).

CONSTITUTION DE L'AN III; elle est votée par la convention. 454 (An III).

CONSTITUTION DE L'AN VIII; elle est décrétée à Saint-Cloud; sa teneur. 575 (An VIII). — Elle crée le consulat et le sénat; sa comparaison avec la précédente. 579 (An VIII).

CONSTITUTION DE 1802; ses dispositions. 605 (An X).

CONSTITUTIONNEL (journal), est poursuivi et acquitté; effets de ce jugement. 874 (1825).

CONSTITUTIONNELS (les), recherchent l'alliance du côté droit. 114 (1791). — Ils créent le club des fédérants. 117 (1791). — Occupent le côté droit dans la législative; principaux membres de ce parti. 420 (1794). — Ils désirent la guerre. 456 (1792). — Ils organisent une fête en l'honneur de Simoneau, maire d'Étampes. 456 (1792). — Ils sont très-affectés des événements du 20 juin. 164 (1792). — Ils sont disposés à favoriser la fuite du roi, seul moyen de le sauver. 474 (1792). — Quelques-uns d'entre eux sont élus conventionnels dans les départements. 486 (1792). — Forment un parti mixte entre les républicains et les cli chyens; ligne politique qu'ils suivent. 518 (An V). — Sont dépassés et entraînés par les cli chyens. 518 (An V). — Carnot veut se mettre à leur tête et les diriger. 519 (An V). — Ils s'unissent aux républicains pour écarter des propositions dirigées contre le directoire par les cli chyens. 520 (An V). — Ils se réunissent et avancent les propositions les plus violentes contre le directoire; Carnot et Thibeaudeau les ramènent aux moyens constitutionnels; ils arrêtent de demander la responsabilité des ministres et l'organisation de la garde nationale. 523 (An V). — Ils s'alarment de la position des partis; ils font des vœux pour le directoire, et regrettent d'avoir fait de l'opposition contre lui. 524 (An V).

CONSULAT; son établissement, ouverture de registres pour l'émission du vœu du peuple. 579 (An VIII).

CORTI (le prince de), fait partie du conseil. 8 (1789).

CONTRAINTÉ PAR CORPS; elle est abolie. 245 (An I).

CONTRIBUTION FORCÉE; son produit sous le directoire. 499 (An V). — Elle est diminuée. 535 (An VI).

CONTRIBUTION PERSONNELLE; à combien elle est fixée sous le directoire. 499 (An V). — Elle est diminuée. 535 (An VI).

CONTRIBUTION DU QUART DU REVENU (la), est proposée par Necker, soutenue par Mirabeau, et votée par l'assemblée constituante. 48 (1789).

CONVENTION. Espérances qu'on place en elle. 486 (1792). Elle renferme trois partis. 486, 487 (1792). — Se constitue provisoirement le 20 septembre. 487 (1792). — Énumération des travaux qu'elle a à faire. 494 (1792). — Elle commence ses travaux. 494, 492 (1792). — Elle convertit en décret chaque proposition du discours de Danton. 492 (1792). — Elle abolit la royauté. 492 (1792). — Elle établit l'ère républicaine. 492 (1792). — Elle permet l'élection absolue des juges. 492 (1792). — Elle établit des commissions permanentes qui prennent le nom de comités, et des commissions éventuelles. 496 (An I). — Elle décrète que les Lillois ont bien mérité de la patrie. 497 (An I). — Accueil qu'elle fait à Dumouriez. 497 (An I). — Elle demande au ministre Roland un rapport sur l'état de Paris. 499 (An I). — Elle ordonne l'impression du rapport de Roland, mais elle en ajourne l'envoi aux départements. 200 (An I). — Elle passe à l'ordre du jour après la justification de Robespierre. 204 (An I). — Elle applaudit le rapport de Mailhe; elle en ordonne la traduction dans toutes les langues et l'envoi dans les départements. 207 (An I). — Elle institue des fêtes pour célébrer le succès de nos armées. 208 (An I). — Elle promet fraternité et secours à toutes les nations désireuses de la liberté. 208 (An I). — Motifs pour lesquels elle met en accusation un grand

nombre de fournisseurs. 209 (An I). — Elle envoie à Dumouriez une députation qui annule ses marchés et le force à livrer les fournisseurs, ses protégés. 209 (An I). — Elle alloue des secours aux familles des défenseurs de la patrie, et aux villes qui ont souffert de la présence des troupes étrangères. 240 (An I). — Elle s'occupe des subsistances pour Paris et les départements. 240 (An I). — Elle envoie des commissaires dans les principales localités pour la taxe des denrées. 240 (An I). — Elle vote d'enthousiasme la réunion de la Savoie à la France. 244 (An I). — Elle commence les débats du procès de Louis XVI. 244 et suiv. (An I). — Elle fait imprimer, et envoie à tous les départements, le discours de la députation anglaise. 244 (An I). — Elle décrète que Louis XVI sera jugé par elle. 245 (An I). — Elle porte un décret d'expulsion contre tous les Bourbons, moins les prisonniers du Temple. 247 (An I). — Elle refuse l'établissement du *maximum*. 248 (An I). — Elle vote la suspension du décret d'expulsion des Bourbons. 248 (An I). — Elle décrète la peine de mort de tout émissaire qui arrêtera ou détournera les denrées destinées à Paris. 248 (An I). — Formes qu'elle adopte pour le jugement de Louis XVI. 249 (An I). — Décret qu'elle porte contre la mémoire de Mirabeau. 249 (An I). — Elle écoute l'acte d'accusation du roi avec un silence religieux. 249, 250 (An I). — Elle décrète la proposition de Legendre, relative au jugement de Louis XVI. 250 (An I). — Elle accorde deux défenseurs à Louis XVI. 252 (An I). — Elle ordonne qu'il soit donné une copie de l'acte d'accusation et des pièces à charge aux défenseurs du roi; elle leur adjoint de Sèze. 254 (An I). — Elle casse les mesures trop rigoureuses contre le roi et sa famille. 281 (An I). — Elle décrète que la discussion est ouverte sur le jugement de Louis Capet, jusqu'à la prononciation de son jugement. 225 (An I). — Les girondins tâchent de prouver son incompétence dans le procès du roi. 225 (An I). — Elle ferme la discussion sur le jugement de Louis XVI. 227 (An I). — Elle fixe le jour de la position des questions et de l'appel nominal. 227 (An I). — Elle fait une explosion générale contre Roland, et lui refuse la lecture d'un rapport. 227 (An I). — Elle s'occupe des dispositions de l'Angleterre; rapport qu'elle entend de Kersaint à ce sujet. 227, 228. (An I). — Elle demande des explications à l'Angleterre. 228 (An I). — Armement maritime qu'elle ordonne, et levées qu'elle fait pour défendre les côtes. 228 (An I). — Elle adopte trois questions pour le jugement de Louis XVI: 1^o culpabilité; 2^o appel au peuple; 3^o peine. 228 (An I). — Chacun de ses membres prononce son vote du haut de la tribune, lors du jugement du roi. 228 (An I). — Elle fait l'appel nominal sur la première question relative au jugement du roi; nombre de ses membres présents et absents. 228 (An I). — Six cent quatre-vingt-quatre membres votent pour la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Elle lit une lettre de l'ambassadeur d'Espagne, relative au salut de Louis XVI. 229 (An I). — Elle décrète qu'elle écoutera les défenseurs du roi après le recensement des votes. 229 (An I). — Avant l'appel nominal sur la troisième question, elle s'occupe de plusieurs objets incidents. 229 (An I). — Trois cent quatre-vingt-sept voix prononcent la peine de mort contre Louis XVI; son président prononce l'arrêt d'une voix altérée. 230 (An I). — Ce qu'il faut penser de son jugement relativement au roi. 230 (An I). — Trois cent quatre-vingts voix se prononcent contre le sursis, ou l'appel au peu-

ple, en faveur de Louis XVI; son exécution dans vingt-quatre heures est ordonnée. 234 (An I). — Elle rédige en décret le résultat des appels nominaux. 234 (An I). — Refuse à Louis XVI un sursis de trois jours qu'il demande; elle lui permet de choisir tel ministre du culte qu'il voudra. 234 (An I). — Elle siège, comme à l'ordinaire, le jour de l'exécution de Louis XVI. 235 (An I). — Elle accorde les honneurs du Panthéon à Michel Lepeletier de Saint-Fargeau. 235 (An I). — Elle fait suspendre les poursuites commencées contre les septembriseurs. 234 (An I). — Elle porte un décret contre les jeux. 234 (An I). — Elle déclare que la guerre existe entre le peuple français et les gouvernements d'Angleterre et de Hollande. 234, 235 (An I). — Mesures guerrières qu'elle prend. 235 (An I). — Elle met la guerre et les finances à l'ordre du jour; elle établit un comité de défense générale. 235 (An I). — Elle s'occupe de la marine. 236 (An I). — Elle décrète une émission d'assignats de huit cents millions. 236 (An I). — Elle accueille avec empressement le vote de la Belgique d'être réunie à la France. 236 (An I). — Conseils qu'elle adresse aux riches; ses proclamations au peuple. 238 (An I). — Elle s'occupe des désordres de la rue des Lombards; sa séance orageuse à ce sujet. 239 (An I). — Elle renvoie Marat et les instigateurs de trouble devant les tribunaux ordinaires. 239 (An I). — Elle envoie à Lyon des commissaires investis de pleins pouvoirs; elle ordonne des visites domiciliaires dans toute la France. 240 (An I). — Elle ordonne le recensement de toutes les sections de Paris. 240 (An I). — Elle renvoie à un autre examen le projet de constitution lu par Condorcet. 240 (An I). — Elle apprend la nouvelle des désastres de l'armée de la Meuse. 240 (An I). — Elle porte un décret relativement aux volontaires des départements. 244 (An I). — Elle adopte avec acclamations les diverses motions de Danton; accord et union des divers membres. 242 (An I). — Elle décrète la réunion de Namur et de Louvain à la France. 242 (An I). — Elle décrète la guerre contre l'Espagne; grandeur et patriotisme de cette assemblée nationale. 242 (An I). — Elle décrète la création d'un tribunal révolutionnaire. 243 (An I). — Divers décrets de salut public qu'elle porte; elle abolit la contrainte par corps. 243 (An I). — Elle vote l'organisation du tribunal révolutionnaire. 244 (An I). — Elle adjoint le jury au tribunal révolutionnaire. 246 (An I). — Elle décrète l'arrestation de Fournier dit l'Américain. 246 (An I). — Agitation, querelles interminables de ses séances; causes de cette agitation. 247 (An I). — Son énergie en apprenant les désastres de Nerwinde; elle établit le comité de salut public. 249 (An I). — Elle rejette la motion de Robespierre relative au bannissement des d'Orléans. 250 (An I). — Elle porte plusieurs décrets d'utilité générale, et ordonne le désarmement des prêtres et des nobles. 251 (An I). — Elle décrète la peine de mort contre les écrivains séditieux, et contre les provocateurs au meurtre et à la violation de la propriété. 251 (An I). — Elle envoie quatre commissaires à l'armée du Nord; ils signifient à Dumouriez le décret qui l'appelle à la barre; ils sont arrêtés. 252 (An I). — Elle décide qu'elle sauvera la patrie et s'occupera de la constitution. 252 (An I). — Elle mande Dumouriez à sa barre; elle envoie le ministre de la guerre et quatre de ses membres à l'armée du Nord, avec pouvoir d'arrêter les généraux suspects. 252 (An I). — Son décret favorable de suspension d'inviolabilité de ses membres sus-

poets. 254 (An I). — Elle décrète l'arrestation du duc d'Orléans et de sa famille, et leur emprisonnement au fort Saint-Jean, à Marseille. 254 (An I). — Elle ordonne aux municipalités de garder pour otages des femmes et des enfants des officiers dévoués à Dumouriez. 254 (An I). — Son décret en faveur des ouvriers et des pauvres; elle nomme Dampierre général en chef, en remplacement de Dumouriez. 254 (An I). — Elle décrète la formation d'une armée de quarante mille hommes, de laquelle elle exclut tous les privilégiés; armée qui doit protéger Paris. 254 (An I). — Elle envoie huit commissaires aux armées du Nord et des Ardennes. 254 (An I). — Elle adopte le projet d'Isnard pour la réorganisation du comité de salut public. 255 (An I). — Elle adopte l'ordre du jour pour la pétition de la section de Bon-Conseil. 255 (An I). — Elle passe à l'ordre du jour sur la dénonciation de l'assemblée centrale. 256 (An I). — Elle est taxée de mollesse, et perd la confiance de beaucoup de patriotes. 256 (An I). — Son énergie la réhabilite dans l'opinion publique. 256 (An I). — Elle met Marat en état d'arrestation, et le décrète d'accusation devant le tribunal révolutionnaire. 259 (An I). — Pache lui présente, au nom de la commune, une pétition qui réclame l'exclusion des girondins. 260 (An II). — Elle s'occupe de l'arrêté pris par la commune; dispositions de cet arrêté. 261 (An II). — Discussion des articles de la constitution; les événements la forcent à l'ajourner. 262 (An II). — Elle décrète le maximum et la loi de civisme. 264 (An II). — Elle décrète l'émission d'un milliard deux cent millions d'assignats. 264 (An II). — Elle décrète l'envoi de commissaires dans les départements; le comité de salut public est prorogé pour un mois; elle règle la distribution des armées autour des frontières. 266 (An II). — Elle vote un emprunt d'un milliard à remplir par les riches; elle leur donne la faculté de prendre en paiement des biens nationaux. 266 (An II). — Elle est privée de l'appui des plus ardents révolutionnaires partis pour les armées. 266 (An II). — Elle décrète l'impression de la dénonciation d'Isnard et son envoi dans les départements. 267 (An II). — Elle adopte les mesures proposées par les girondins. 269 (An II). — Elle se croit assiégée; elle demande au ministre de l'intérieur un rapport sur la situation de la capitale. 271 (An II). — Elle décrète la suppression de la commission des douze en l'absence des jacobins. 271 (An II). — Elle ne peut prononcer la suppression de la commission des douze, n'étant pas en nombre le 30 mai. 272 (An II). — Ses banes se garnissent de bonne heure. Elle mande à sa barre les autorités. Rapport de Garat; discussions au sujet de la commission des douze; elle vote sur la proposition de Vergniaud que Paris a bien mérité de la patrie. 275 (An II). — La commune lui envoie trois députations; elle admet les administrateurs aux honneurs de la séance; discussion soulevée par la motion de la mise en accusation des douze; elle va fraterniser avec les sections, et fait une promenade aux flambeaux. 274 (An II). — Duperré lui annonce l'attentat commis sur sa personne par un soldat de garde; elle se lève en masse et mande à sa barre les commandants de la force armée; elle se rend en corps au milieu du peuple pour l'assurer qu'elle est libre. 276 (An II). — Son décret de mise en arrestation des girondins. 277 (An II). — Elle ne s'ouvre pour elle après le coup d'état du 2 juin. 278 (An II). — Elle prend l'engagement de sauver la patrie sans les girondins. 278 (An II). — Elle

décrète une fête nationale pour le 10 août; ses craintes sur l'effet du coup d'état du 2 juin dans les départements. 279 (An II). — Est dans la nécessité de se servir du peuple pour accélérer les affaires publiques; elle renouvelle les comités, sauf celui de salut public; réorganisation du ministère; elle travaille à une constitution. 279 (An II). — Elle rejette le projet modérateur du comité de salut public; elle vote la constitution de 1793; elle adopte la déclaration des droits de l'homme. 280 (An II). — Les départements pensent qu'elle a été asservie par la commune au 2 juin. 281 (An II). — Les commissaires qu'elle envoie aux armées de l'Ouest ne s'entendent pas, se contrarient et contrarient les généraux. 282 (An II). — Ses mesures énergiques contre l'insurrection la concentrent dans quelques villes. 282 (An II). — Mesures vigoureuses qu'elle adopte contre la Vendée. 282 (An II). — Discussion soulevée par l'insurrection des départements; elle décrète que les journées du 31 mai et des 1, 2 et 3 juin ont sauvé la république; elle envoie des représentants dans les villes insurgées; des troupes partent pour Evreux. 282 (An II). — Elle envoie des commissaires dans les départements pour hâter la levée de trois cent mille hommes. 284 (An II). — Activité qu'elle déploie contre les dangers qui entourent la république. 284 (An II). — Les résistances organisées par les girondins l'irritent; elle ne voit plus en eux que des ennemis de la république. 285 (An II). — Elle adopte les conclusions du rapport de Saint-Just contre les girondins; elle fait arrêter de plus Condorcet et Deverité; des troupes sont dirigées sur Lyon et Marseille. 286 (An II). — Elle se repose sur le comité de salut public pour l'exécution des grandes mesures; elle exerce toujours l'autorité suprême par ses décrets. 286 (An II). — Elle acquiert la preuve, par les aveux de Duperré, que les girondins ont des intelligences dans Paris; elle fait marcher des troupes contre le Calvados; les fédéralistes sont battus et dispersés. 287 (An II). — Elle est exaspérée contre les girondins par l'assassinat de Marat; elle assiste en corps à ses funérailles. 287 (An II). — Craintes que lui inspire la Vendée; généraux qu'elle traduit à sa barre; désastres éprouvés par nos armées. 288 (An II). — Troisième anniversaire de la Fédération au 10 août; détails de la fête qu'elle ordonne à cette occasion. 289 (An II). — Elle décrète des greniers d'abondance dans chaque district; elle défend les illuminations aux fêtes nationales. 291 (An II). — Elle décrète le recensement des denrées dans toutes les communes de la république. 291 (An II). — Elle laisse agir les jacobins. 291 (An II). — Elle proclame le principe de la levée en masse; sur le rapport de Barrère, elle la décrète; premier article de ce décret. 292 (An II). — Elle décrète l'arrestation des suspects; pouvoirs qu'elle confère aux envoyés des assemblées primaires. 292 (An II). — Pouvoirs dont elle investit ses représentants en mission, mesures qu'elle prend pour la défense de la république. 293 (An II). — Ses immenses travaux; pouvoirs qu'elle donne au comité de salut public; décrets d'urgence qu'elle rend dans l'intérêt de la patrie. 294 (An II). — Embarras que lui suscitent les insurrections royalistes. 296 (An II). — Dangers qui menacent la république à la fin de l'an II; accusation de Billard-Varennes contre les traitres; excellence de l'esprit public; motifs qui la portent à se défier des nobles. 297 (An II). — Raisons qui l'engagent à étendre la surveillance qu'elle exerce sur les nobles aux généraux républicains. 298

(An II). — Elle décrète l'arrestation des suspects la nuit comme le jour; un salaire de 2 fr. par jour est alloué aux hommes du peuple qui s'occupent des affaires publiques. 500 (An II). — Elle décrète les mesures qui mettent la terreur à l'ordre du jour. 500 (An II). — Justification des mesures révolutionnaires qu'elle est forcée de prendre. 504 (An II). — Elle décrète que la France est en révolution, et que son gouvernement sera révolutionnaire. 505 (An II). — Elle réorganise les comités de salut public et de surveillance générale; composition de ces comités. 506 (An II). — Elle se lève spontanément en masse, et proclame que le comité de salut public a toute sa confiance. 508 (An II). — Son ardeur pour la défense de la patrie; elle annule les engagements des *muscadins* dans les charrois. 508 (An II). — Elle prend des mesures pour que l'agriculture ne souffre pas des bras qui lui sont enlevés pour les armées. 508 (An II). — Elle étend la loi du maximum à tous les objets de première nécessité; justification de cette mesure. 509 (An II). — Elle adopte le nouvel acte de navigation française; elle décrète la liberté des mers. 509 (An II). — Elle exige la plus grande probité des administrateurs. 509 (An II). — Elle adopte le projet de publication d'un journal destiné à recueillir les traits de vertu; Grégoire en est chargé. 509 (An II). — Pétition qui lui est adressée par les jacobins pour la mise en jugement des girondins. 510 (An II). — Elle fait poursuivre impitoyablement les fournisseurs fripons; elle fait même condamner un de ses membres qui a entrepris une fourniture; elle parvient à purifier les administrations. 510 (An II). — Elle envoie les girondins devant le tribunal révolutionnaire. 511 (An II). — État de la France après la mise en jugement des girondins; effet de la terreur dans toute la France. 512 (An II). — Elle adopte à l'unanimité le décret proposé par Saint-Just pour l'organisation du gouvernement révolutionnaire; elle place l'autorité gouvernementale entre les mains du comité de salut public. 514 (An II). — Elle décrète à l'unanimité les bases, l'organisation, le mode d'action et les principes du gouvernement révolutionnaire. 516 (An II). — Elle adresse une proclamation à l'armée de l'Ouest; elle lui ordonne d'exterminer les Vendéens avant la fin d'octobre. 517 (An II). — Décret de colère qu'elle rend contre Lyon. 519 (An II). — Elle décrète que l'armée du Nord a bien mérité de la patrie. 520 (An II). — Nécessité où elle est de frapper les grands coupables. 521 (1793). — Lettre des représentants du peuple envoyée en Vendée. 521 (1793). — Rend une loi qui confère au jury le droit de clore les débats judiciaires. 525 (An II). — Système de rigueur qu'elle déploie contre les villes rebelles. 526 (An II). — Rappelle les commissaires envoyés dans les départements. 527 (An II). — Ses commissaires réorganisent l'armée républicaine à Angers et à Rennes; ils appellent les citoyens du Nord aux armes. 528 (An II). — Se dispose à reprendre Toulon; importance de cette place pour les coalisés; elle met au concours le plan d'attaque. 528 (An II). — Son activité, son dévouement à la chose publique. 529 (An II). — Met en réquisition tous les navires marchands; elle crée de nouveaux officiers de marine; mésintelligence qui éclate entre ceux-ci et les anciens officiers de cette arme. 529 (An II). — Sa confiance dans le comité de salut public. 529 (An II). — Rend une loi contre les étrangers. 529 (An II). — Adopte une motion de Chabot sur l'inviolabilité des députés; elle rapporte ce dé-

cret le lendemain. 530 (An II). — Rigueur qu'elle déploie contre les détenus. 530 (An II). — Reçoit une adresse d'adhésion des jacobins; articles de cette adresse. 531 (An II). — Spoliation des églises; évaluation des objets en provenant. 532 (An II). — Abjuration du culte catholique; établissement du culte de la Raison. 533 (An II). — Décrète que les citoyens sont libres de ne pas se tutoyer. 534 (An II). — Décrète que l'église de Notre-Dame sera consacrée au culte de la Raison. 534 (An II). — Décrète que les cendres de Jean-Jacques Rousseau seront déposées au Panthéon; elle en rejette celles de Mirabeau, et les remplace par celles de Marat. 535 (An II). — Proclame la nécessité d'une éducation nationale; plans qui lui sont présentés à ce sujet; elle reconnaît la nécessité d'une éducation physique. 535 (An II). — Abolit les jeux, la loterie; livres qu'elle fait imprimer pour la jeunesse; institution de fêtes de et récompenses nationales. 535 (An II). — Décrète que chaque citoyen est libre de se vêtir à sa manière. 535 (An II). — Une scission s'opère parmi les montagnards. 537 (An II). — Décrète que l'armée de Toulon a bien mérité de la patrie. 539 (An II). — Décrète que Toulon sera appelé Port-de-la-Montagne; vengeances qu'elle exerce sur cette ville. 540 (An II). — Elle continue ses pouvoirs au comité de salut public; elle décrète l'arrestation de Vincent et Ronsin, députés; de Mazuel, chef de cavalerie; démarches faites auprès d'elle pour leur mise en liberté. 541 (An II). — Décrète que le faux dénonciateur sera puni de mort. 542 (An II). — Fait relâcher la municipalité de Fontainebleau et de Neuf-Brissac; elle organise une commission des mises en liberté. 542 (An II). — Réorganise la marine, l'armée de terre, l'artillerie; elle simplifie la fabrication de la poudre; établit de nouvelles manufactures d'armes. 544 (An II). — Méliore les routes; crée le conservatoire du musée des arts; loi qu'elle rend sur l'instruction publique. 545 (An II). — Décrète l'abolition de l'esclavage des hommes de couleur. 546 (An II). — Rend un décret dirigé contre les ultra-révolutionnaires. 549 (An II). — Est plongée dans la stupeur à la nouvelle de l'arrestation de Danton; Robespierre défend cette mesure. 552 (An II). — Repousse une pétition qui demande que la mort soit mise à l'ordre du jour. 557 (An II). — Régénère les mœurs du peuple; sa sollicitude pour l'instruction publique, les sciences et les arts. 558 (An II). — Décrète la suppression des ministères, et les remplace par des commissions. 558 (An II). — Ses mesures contre les nobles et les prêtres; encouragements au commerce; elle nomme deux commissions pour s'occuper d'un code de commerce et d'instruction civile. 559 (An II). — Rend le décret qui reconnaît l'existence de l'Être suprême; fêtes qu'elle institue; elle proclame la liberté des cultes; justification de ce décret. 560 (An II). — Surveillance qu'elle exerce sur les généraux; rapport de Billaud-Varennes sur la théorie du gouvernement démocratique. 561 (An II). — Décrète que les armées ont bien mérité de la patrie. 561 (An II). — Décrète qu'elle fera triompher la république démocratique. 562 (An II). — Elle décrète l'organisation de secours nationaux. 562 (An II). — Son décret qui rend la langue française générale dans toute la république. 563 (An II). — Décrète l'organisation d'une école de Mars. 563 (An II). — Deux tentatives d'assassinat sur Collot-d'Herbois et Robespierre la rejettent dans des voies de rigueur. 564 (An II). — Célèbre la fête de l'Être su-

prévue, description de cette fête. 544 et 565 (An II). — Décrète la loi du 22 prairial contre les ennemis de la république; dispositions de cette loi. 566 et 567 (An II). — Mesures populaires qu'elle adopte sur le rapport de divers membres; leurs noms. 568 (An II). — Décrète que les armées du Nord, des Ardennes et de la Moselle ont bien mérité de la patrie; elle les réunit sous le nom d'armées de Sambre-et-Meuse. 570 (An II). — Commet la faute de lever la séance le 9 thermidor; elle se rassemble à sept heures du soir; allocution de Collot-d'Herbois. 575 (An II). — Met hors la loi Robespierre, Hanriot et les autres insurgés. 575 (An II). — Ordonne le désarmement de l'école de Mars; allocutions que lui adresse, contre Robespierre, Tallien et Billaud-Varennes. 576 (An II). — Se divise en deux partis après le 10 thermidor: parti des comités, parti des réactionnaires ou thermidoriens; quels sont les appuis de chacun d'eux; leurs projets respectifs. 577 (An II). — Arrête qu'elle nommera elle-même, par appel nominal, les membres à remplacer aux deux comités. 578 (An II). — Rapporte divers décrets rigoureux, et notamment la loi du 22 prairial sur l'organisation du tribunal révolutionnaire. 578 (An II). — Suite des mesures réactionnaires qu'elle adopte. 578 (An II). — Ouvre les prisons; résultat de cette mesure. 578 (An II). — Tumulte qui s'élève dans son sein à la lecture de l'accusation de Leconte contre les membres des comités. 579 (An II). — Répond à la demande de la liberté illimitée de la presse. 579 (An II). — Belle conduite de ses membres lors de l'explosion de la poudrière de Grenelle; décrets qu'elle rend à cette occasion. 580 (An II). — Somme qu'elle fait faire aux places fortes occupées par l'ennemi; ces places se rendent. 581 (An II). — Plusieurs sociétés populaires lui envoient des adresses contre le modérantisme et l'aristocratie; elle admet aux honneurs de la séance une députation des jacobins. 581 (An II). — Changements opérés dans sa physionomie. 585 (An II). — Renouvelle les lois sur l'émigration, et y ajoute des dispositions plus positives. 586 (An II). — Motion de Gaston sur les biens nationaux; elle la renvoie aux comités. 586 (An II). — Ses correspondances lui signalent le danger que court la république par l'élargissement de ses ennemis et l'incarcération des patriotes. 587 (An II). — Envoie à ses comités la proposition qui interdit aux sociétés populaires de correspondre et de s'affilier entre elles. 587 (An II). — Elle assiste tout entière à la translation des cendres de Jean-Jacques Rousseau et de Marat au Panthéon. 591 (An II). — Rapport de Robert-Lindet sur la situation de la république; décrets qu'elle vote pour le compléter. 591 et 592 (An II). — Décrète que le nom de tous les membres de toutes les sociétés populaires sera affiché et envoyé à l'agent national du district. 595 (An II). — Ordonne aux jacobins de procéder à une épuration sévère de leur société. 595 (An II). — Adopte une loi destructive des sociétés populaires. 595 (An II). — Reçoit les clefs de diverses villes prises par l'armée du Nord; elle décrète que cette armée a bien mérité de la patrie. 596 (An II). — Décrète que l'armée des Pyrénées-Orientales a bien mérité de la patrie. 598 (An II). — S'occupe à améliorer le sort des masses; décrets qu'elle rend dans ce but. 599 (An II). — Rend divers décrets d'utilité publique; détail de ces décrets. 400 (An II). — Fait confectionner le grand-livre de la dette publique; elle décide que les cultes ne seront plus salariés. 400 (An II). — Enrichit le

muséum des tableaux de la Belgique; elle rend aux bibliothèques les livres échappés à la dégradation. 400 (An II). — Vote des encouragements aux gens de lettres et aux artistes. 400 (An II). — Décrète la création du conservatoire des arts et métiers; elle favorise le commerce. 400 (An II). — Sa situation embarrassante entre les jacobins et les thermidoriens; son décret contre les agitateurs; elle met Carrier en accusation. 403 (An II). — Décrète la dissolution des jacobins, après une séance très-orageuse. 404 (An II). — Rend un décret qui réintègre dans son sein les *soixante-treize* députés, mis en arrestation le 2 juin. 407 (An II). — Décrète que les trois comités réunis, examineront toute dénonciation contre les représentants. 407 (An II). — Rapporte la loi du 27 germinal, sur la police de la république. 407 (An II). — Appelle Moreau au commandement de l'armée de la Moselle. 409 (An II). — Décrète que les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse ne cessent de bien mériter de la patrie. 409 (An II). — Accorde une amnistie aux Vendéens. 411 (An II). — Sa présidence est dévolue aux plus fougueux des thermidoriens. 411 (An II). — Est dans une grande agitation au commencement de nivôse; pour quel motif. 412 (An II). — Nomme la commission qui doit examiner la conduite des membres des anciens comités, pendant la terreur; elle se sépare au milieu de la nuit, dans la plus vive agitation. 413 (An II). — Son système de bureau donne naissance à deux partis, qui agitent tout Paris, et tendent à la renverser. 414 et 415 (An II). — Désastres occasionnés par le retrait de plusieurs lois républicaines. 415 (An II). — Demande à ses comités réunis un rapport sur les individus restants de la famille Capet, détenus dans les prisons. 415 (An II). — Son décret, qui divise la commune de Paris en douze municipalités; elle rend les biens aux héritiers de ceux qui ont été condamnés pendant la terreur. 416 (An II). — Adopte, sur la proposition de Siéyès, la loi de *grande police*, destinée à réprimer les rixes. 416 (An II). — Une troupe de femmes, exaspérées par la disette, vient lui demander du pain. 417 (An II). — Elle est envahie par le peuple, qui demande du pain et la constitution; discours de Van-Heck, orateur des sections. 418 (An II). — Déclare, le 12 germinal, qu'il y a attentat à la liberté de ses délibérations; elle charge le comité de sûreté générale de traduire à sa barre les chefs des agitateurs. 419 (An II). — Rend un décret qui chasse du territoire Barrère, Collot-d'Herbois et Billaud-Varennes. 419 (An II). — Ordonne l'arrestation de plusieurs députés montagnards; elle charge Pichegru de l'exécution de cette mesure, et le nomme commandant de la force armée de Paris. 420 (An II). — Annule les décrets qui mettent hors la loi les girondins échappés à la mort; elle les réintègre dans son sein; elle rapporte ses décrets contre les ennemis de la révolution. 421 (An II). — Ordonne l'arrestation de Montaut, pour la conspiration dite des *œufs rouges*. 422 (An II). — Resserre son alliance avec la Toscane et la Suède. 422 (An II). — Signe un traité de paix avec le roi de Prusse; avantages de ce traité pour la république. 422 (An II). — Décrète que ceux qui ont participé au régime de la terreur seront désarmés. 422 (An II). — Nomme une commission pour réviser la constitution de 1793; nom des membres de cette commission. 423 (An II). — Prend en considération des mesures proposées contre les émigrés, et les renvoie au comité de salut public. 423 (An II). — Avantages qu'elle accorde aux Vendéens et aux chouans, pour

amener leur soumission. 425 (An III). — Rassemblements et menaces contre elle. 424 (An III). — Insurrection des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau ; placard concernant les griefs et la volonté du peuple. 425 (An III). — Mesures qu'elle prend contre l'insurrection des faubourgs ; ses tribunes sont envahies par des femmes demandant du pain ; allocution ferme du président Vernier. 426 (An III). — Secours que lui amènent quelques députés ; elle a le dessus sur les faubourgs révoltés ; décrets qu'elle rend contre les députés qui ont appuyé l'insurrection. 428 (An III). — Soutenue par les sections contre les faubourgs, elle les fait désarmer. 428 (An III). — Elle dissout par un décret les sans-culottes rassemblés à la commune le 2 prairial. 429 (An III). — Son inhumanité envers les députés qui s'étaient suicidés en plein tribunal. 429 (An III). — Elle ordonne le désarmement des sections ; elle décrète d'accusation plusieurs anciens jacobins, et fait arrêter nombre de conventionnels. 430 (An III). — Son décret, qui ordonne l'expulsion des terroristes du sein des sections. 430 (An III). — Traite avec les Provinces-Unies ; stipulations de ce traité. 430 (An III). — Accorde la paix à l'Espagne ; à quelles conditions. 431 (An III). — Ordonne que les prisonniers de Quiberon seront traduits devant une commission militaire ; ils sont tous condamnés à mort. 432 (An III). — Décrète la constitution de l'an III. 433 (An III). — Décrète la suppression du tribunal révolutionnaire. 433 (An III). — Dirige, par les décrets des 5 et 13 fructidor, les élections prochaines ; sagesse de cette mesure ; résultats qu'elle obtient. 436 et 437 (An III). — Les royalistes l'accusent de vouloir se perpétuer au pouvoir. 437 (An III). — Est en lutte avec les sections ; elle n'ose réclamer l'appui du peuple. 438 (An III). — Rend la commune de Paris responsable de la sûreté des représentants ; elle concentre tous ses pouvoirs dans un comité de cinq membres. 438 (An III). — Se déclare en permanence ; elle casse l'assemblée des électeurs réunis au Théâtre-Français, et fait dissoudre par Menou cette réunion. 439 (An III). — Décrète la dissolution de la section Lepelletier. 439 (An III). — Armes et forces dont elle peut disposer contre les sections ; elle envoie Menou contre elles ; il hésite à les attaquer ; elle le destitue. 439 (An III). — Remplace Menou par Barras, et lui adjoint plusieurs de ses membres, ainsi que Bonaparte. 440 (An III). — Les sections insurgées lui envoient un parlementaire ; propositions qui lui sont faites. 440 (An III). — La journée du 15 vendémiaire produit une révolution dans son sein ; elle s'aperçoit qu'elle a rapproché d'elle beaucoup de royalistes ; il y a scission entre ses membres. 441 (An III). — Sa modération après le 15 vendémiaire ; les insurgés ne sont pas inquiétés. (An III). — Renvoie la demande de Thirion au comité de législation ; elle rejette la réintégration des conventionnels patriotes mis en arrestation ; elle décrète qu'il ne sera rien changé aux élections. 442 et 443. (An III). — Dénonciation de Tallien contre des députés royalistes ; elle passe à l'ordre du jour sur cette motion. 445 (An III). — Adopte un décret contre les prêtres, les royalistes et les émigrés, dans le but de les écarter des fonctions publiques ; elle rejette le rétablissement du maximum. 448 (An III). — Elle termine sa session par un décret sur les moyens de finir la révolution ; la clôture en est prononcée aux cris de vive la république. 448 (An III). — Retour sur ses actes ; reconnaissance que lui doit la patrie. 448 (An III).

CONVENTIONS DE PARIS. Articles principaux ; blâme qu'elles attirent sur le comte d'Artois. 726 (1814).

CORNNAGUE (ville de) ; son bombardement par les Anglais. (An IX). — Est bombardée par les Anglais pendant trois jours. 635 (1807).

CORPET (château de), appartenant à Necker, et illustré par sa fille, madame de Staël. 88 (1790).

CORSEBAUX (député), est nommé rapporteur de la commission des catégories. 788 (1816). — Tâche de suppléer le ministère. 794 (1816). — Est nommé ministre d'état et membre du conseil privé. 835 (1824). — Donne sa démission de ministre d'état ; il va préparer les élections de son pays ; 838 (1821). — Ministre de l'intérieur. 839 (1822). — Son portrait. 859 (1822).

CORCELLES (de), est élu député. 844 (1819).

CORDELIERS (le club des) ; discours que Danton y prononce contre Louis XVI. 145 (1791). — Combat l'inviolabilité du roi. 145 (1791). — Tâche de rivaliser avec les jacobins. 122 (1791). — Il ne veut pas la guerre. 156 (1792). — On le suppose vendu au duc d'Orléans. 156 (1792). — Se réunit avec les jacobins dans le faubourg Saint-Antoine, et arrête l'insurrection. 170 (1792). — Un comité général d'insurrection y est établi. 172 (1792). — Il foment l'irritation générale contre les girondins. 245 (An I). — Il propose des moyens extrêmes contre les girondins ; ses menaces contre eux. 266 (An III). — Agitation et mesures de ce club contre les girondins. 268 (An II). — Demande à la convention la liberté des patriotes incarcérés. 344 (An II). — Déclare que Camille Desmoulins a momentanément perdu sa confiance ; il se prononce contre Philippeaux, Bourdon et Fabre. 345 (An II). — Se grossit de toutes les petites sociétés populaires, et de l'appui des généraux patriotes. 349 (An II). — Est furieux de la non admission de Vincent aux jacobins ; il tonne contre ce club et les modérés. 349 (An II). — Se perd dans la fameuse séance du 11 ventose. 349 (An II). — Sa joie lors de la translation des cendres de J.-J. Rousseau et de Marat au Panthéon. 391 (An II).

CORDOUE (la ville de), se rend au maréchal Soult. 664 (1810).

CORFOU (île de) ; Bonaparte charge l'amiral Bruëys de s'en emparer. 545 (An V). — Est cédée à l'Angleterre par le traité du 30 mai. 750 (1814).

CORMEIL (de), est élu député. 906 (1828).

CORNET (président de la commission des anciens), travaille les membres du conseil pour les rendre favorables à Bonaparte ; ruse dont il se sert pour écarter les patriotes. 564 (An VIII). — Harangue le conseil des cinquante sur les dangers de la république ; il désigne Bonaparte comme capable d'assurer la tranquillité de la capitale ; il demande que les conseils soient transférés à Saint-Cloud. 564 (An VIII). — Veut parier des périls de la république, le 19 brumaire ; il n'est pas écouté.

CORNUDET, embrasse le parti de Bonaparte. 565 (An VIII).

CORNWALLIS (lord), fait prisonnières les troupes du général Humbert descendues en Irlande. 345 (An VI). — Représente l'Angleterre au traité d'Amiens. 603 (An IX).

CORREY (Éthis de), procureur de la ville de Paris, conduit le peuple à l'Hôtel-des-Invalides. 49 (1789).

CORON (ville de) ; les républicains y sont battus par les Vendéens. 305 (An II).

CORONA (village de), est forcé par les Autrichiens. 480 (An IV).

CORPS LÉGISLATIF. La convention décide qu'il ne sera rien

- changé à l'époque de sa formation. 445 (An III).
Ouverture de ses séances par Napoléon. 625 (1806). — Napoléon le modifie; l'âge de ses membres est fixé à quarante ans. 658 (1807). — Son adresse à Napoléon; il est prorogé et dissout. 702 et suivantes (1815). — Déclare que la charte a l'assentiment de tous les Français. 751 (1814).
- CORREA DE CASTRO, se met à la tête des insurgés de Porto. 831 (1820).
- CORSE (île de), est attachée à la France par les liens de la liberté. 78 (1790). — Elle est en pleine insurrection. 285 (An II).
- CORSIN (le général), fait arrêter vingt-cinq grenadiers de l'île d'Elbe. 755 (1815).
- CORTES (les), vont de Madrid à Séville, et enfin à Cadix, où elles entraînent le roi. 842 (1825).
- COUVERTO (ministre des finances), ses opérations financières. 787 (1816).
- COSTA (le cardinal), décide le roi de Sardaigne à traiter avec Bonaparte. 462 (An IV).
- COSTAS (savant), fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI).
- COSTUME (le), qui est adopté par les républicains 555 (An II).
- CÔTÉ DROIT (le) de l'assemblée constituante, est qualifié d'*aristocrate*. 48 (1789). — Refuse l'alliance des constitutionnels. 444 (1791).
- CÔTÉ DROIT (le) de la législative, repousse la pétition des Marseillais. 458 (1792).
- CÔTÉ GAUCHE (le), forme un comité contre le *veto*; démarches de ce comité. 49 (1789).
- COUCHERY (député), est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- COUP D'ÉTAT, du 18 fructidor. Réflexions qui le justifient; opinion des divers partis; bien qu'il a produit. 554 (An VI).
- COUP D'ÉTAT du 25 juillet. Plan arrêté par Charles X et ses ministres. 941 (1830).
- COUPÉ (de l'Oise, conventionnel); accuse le parti brissotin de vouloir se reconstituer. 508 (An II). — Accuse Danton de *modérantisme*, à la tribune des jacobins. 558 (An II).
- COURPÉ (des Côtes-du-Nord), est rappelé dans la convention 407 (An III).
- COUR DE LOUIS XVI; elle est atterrée de la conduite du tiers. 6 (1789). — Décide la dissolution de l'*assemblée nationale*; mesures qu'elle prend. 41 et 42 (1789). — Se livre à la joie, dans l'espoir de la dissolution de l'assemblée constituante. 24 (1789). — Son plan contre-révolutionnaire; ses appels à l'extérieur. 51 (1789). — Prétend que elle se prévaut pour s'entourer de forces militaires. 52 (1789). — Méprise l'habit national et la cocarde tricolore. 54 (1789). — Tente inutilement de s'échapper de Versailles. 58 (1789). — Ses alarmes, en apprenant la marche de l'armée parisienne. 60 (1789). — Son désappointement, relativement au ministère *sans-culotte*. 144 (1792). — Espérances que lui inspire la coalition 465 (1792). — Pauvres ressources qu'elle emploie; elle tente le moyen de la corruption. 468 (1792). — Son plan de défense, le 40 août. 472 (1792).
- COURS PRÉVOTALES; instituées par Napoléon pour assurer l'exécution du système continental; leurs droits; leur juridiction. 667 (1810). — Elles sont établies par la majorité royaliste de la chambre des députés. 785 (1815).
- COUR ROYALE; son arrêt au sujet des troubles et des massacres dans les rues de Paris. 908 (1828). — Charles X la révoque le jour de l'an, à cause de son indépendance; la duchesse d'Angoulême la chasse de sa présence. 929 (1850).
- COURONNE DE FER (l'ordre de la), est créé par Bonaparte, après le sacre de Milan. 647 (1805).
- COURRIER FRANÇAIS (journal le), est poursuivi et acquitté; effets de ce jugement. 874 (1825). — Son opinion sur le ministère Polignac. 922 (1829).
- COURSES À PIED; elles sont instituées par le directoire. 490 (An V).
- COURSES À CHEVAL; elles sont instituées par le directoire. 490 (An V).
- COURTRAY (ville de), est prise par les Français; bataille de ce nom; ses résultats. 561 (An II).
- COURVOISIER, essaie de remplir les lacunes du projet de loi sur la *responsabilité ministérielle*. 808 (1819). — Devient ministre de la justice. 921 (1829). — N'accepte le ministère de la justice qu'avec certaines conditions. 923 (1829).
- COUSTARN (ex-lieutenant des maréchaux de France); il est mis en jugement. 511 (An II). — Est condamné par le tribunal révolutionnaire. 527 (An II).
- COUTRON (conventionnel), fait partie du *côté gauche* de la législative. 420 (1794). — Sa motion motivée, relativement au jugement de Louis XVI. 925 (An I). — Il demande, au nom de la montagne, que la guerre et les finances soient mises à l'ordre du jour. 254 (An I). — Réfute le blâme que Guadet a jeté sur l'insurrection. 275 (An II). — Demande la mise en arrestation des girondins dans leur domicile; il comprend dans cette mesure Clavière et Lebrun, ministres. 276 (An II). — S'offre pour aller en otage à Bordeaux, pour répondre de la sûreté des girondins. 279 (An II). — Demande un décret d'accusation contre les administrateurs qui ont trempé dans la révolte des départements. 282 (An II). — Est adjoint au comité de salut public; il y est conservé au renouvellement. 286 (An II). — Est envoyé pour faire des levées dans les départements qui entourent Lyon; il soulève les populations de ces départements. 504 (An II). — Fait prévaloir au siège de Lyon le système de l'attaque en masse. 548 (An II). — Est adjoint à Dubois-Clancé pour terminer le siège de Lyon; il y amène les volontaires du Puy-de-Dôme, du Cantal et des départements voisins; son entrée en cette ville. 548 (An II). — Est remplacé à Lyon par Collot-d'Herbois et Fouché. 527 (An II). — Signe l'arrêt du 2 prairial. 564 (An II). — Est chargé de motiver la loi du 22 prairial; dispositions de cette loi. 566 et 567 (An II). — Demande le renouvellement du comité de salut public; tous les membres sont confirmés dans leurs fonctions. 507 (An II). — Repousse les attaques de Bourdon (de l'Oise), et défend le comité de salut public. 568 (An II). — Ne peut réussir à prendre la parole le 9 thermidor; il est décrété d'accusation, et arrêté. 274 (An II). — Les officiers de police refusent de l'écrouer; il est relâché. 375 (An II). — Ses co-accusés et lui se croient assez forts pour dicter la loi, après leur mise en liberté. 375 (An II). — Est blessé dangereusement au moment de son arrestation; il est exécuté le 10 thermidor. 576 (An II).
- COUTURAIN (conventionnel), est absent pour commission

tors de l'appel nominal sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I).

CONVENT DU MONT CANTU (le), est rétabli par Napoléon. 671 (1842).

CANOUKE (bataille de), est gagnée par Napoléon sur les alliés; ses détails; ses résultats. 709 (1844).

CASSOUX (conventionnel), s'oppose à la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 396 (An II). — Est décrété d'arrestation. 424 (An III).

CATINA-COEUR (le fort de), se rend au général Delmas. 597 (An II).

CARUÉ-LATOCHE, est nommé membre de la commission chargée de réviser la constitution de 1793. 425 (An III).

CARLON (le comte de); son avis sur la réponse de Louis XVI. 14 (1789).

CAISE FINANCIÈRE. Quelles en furent les causes; sa fin. 303 (1818).

CROSNE (lieutenant de police), donne d'utiles renseignements aux électeurs. 47 (1789).

CUBIAT (la montagne de). Soult y est repoussé dans une attaque. 696 (1843).

CULTE CATHOLIQUE. Il est abjuré par l'évêque de Paris et d'autres membres du clergé. 533 (An II).

CUMBERLAND (le duc de). Son voyage à la cour de Charles X. 869 (1825).

CURÉE (tribun) fait la motion d'ériger la république en empire. 615 (An XII).

CURÉS (les) excitent au mécontentement. 85 (1790). — La plupart se refusent au serment constitutionnel. 92 (1794). — Leurs intrigues et leurs menées inutiles pour intéresser le peuple à leur cause. 92 (1794).

CURTUIS (salon de). 43 (1789).

CUSSET (ex-conventionnel) fait partie d'un complot contre le directoire. 467 (An IV).

CUSSY (Gabriel) est condamné par le tribunal révolutionnaire. 327 (An II).

CUSTINE, général. Sa proposition dans la séance du 4 août. 42 (1789). — Attaque les Prussiens; s'empare de Spire, de Worms et de Mayence. 497 (An I). — Il s'empare de Francfort-sur-le-Main; il indispose la population; sa position critique. 207 (An I). — Est forcé d'évacuer Francfort; il repasse le Rhin. 246 (An I). — Il est rejeté dans Mayence. 256 (An I). — Il se plaint des opérations de Beurnouville. 236 (An I). — Il est poursuivi par les Prussiens et se retire à Wissembourg; il laisse vingt mille hommes dans Mayence 285 (An I). — Il lui est enjoint de débloquer cette place; il en laisse échapper l'occasion; son armée est mise en déroute. 285 (An I). — Est nommé au commandement de l'armée du Nord. 285 (II). — Marat le dénonce à la convention. 286 (An I). — Soupçons qui planent sur lui; reproches qu'on lui fait; dénonciations de Marat et de Camille Desmoulles; il est décrété d'arrestation; il est mis en accusation. 288 (An I). — Il est renvoyé devant le tribunal révolutionnaire; son procès; sa condamnation à mort. 302 (An II).

CYRILLETTI (aide-de-camp d'Alexandre), séduit un employé, qui lui livre le plan de campagne. 675 (1842).

DAMADIE (le capitaine) refuse à un commissaire de police de faire feu sur le peuple. 904 (1827).

DAGOBERT (le général) se maintient sur le champ de bataille au Mas-d'Eu. 285 (An II). — Épreuve de grands revers dans les Pyrénées-Orientales; il reprend la ligne de la Tet. 306 (An II). — Poursuit le cours de ses succès dans la Cerdagne; il force le cabinet de Madrid à envoyer une division de l'armée de Biscaye pour s'opposer à sa marche. 320 (An II). — Envahit la Cerdagne Espagnole, il prend Puycerda; sa mort. 361 (An II).

DALLEMACHE (le général) fait partie de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — Contribue à la défaite de la division Litpay à Fombio. 469 (An IV).

DALMATIE (la), est érigée en duché. 623 (1806).

DAMAS (Régér de), général, envahit les États-Romains. 593 (An VIII).

DAMAS (le baron de) établit une espèce de gouvernement royaliste à Toulouse. 745 (1845). — Devient ministre de la guerre. 843 (1823).

DAMERAY, est nommé ministre de la justice. 728 (1844). — Se montre l'ennemi des principes de la révolution. 738 (1844).

DAMIETTE (ville de). Bonaparte s'y embarque en quittant l'Égypte. 362 (An VIII).

DANMARTIN (le général), est chargé de commander l'artillerie de la dix-septième division militaire, qui comprend Paris. 522 (An V).

DAMPIERRE (le général). Il mérite un éloge universel par sa conduite à Jemmapes. 208 (An I). — Il se prononce pour la république contre Dumouriez; son exemple entraîne plusieurs chefs. 252 (An I). — Il devient général en chef en remplacement de Dumouriez. 254 (An I). — Les trahisons rendent sa position très-difficile. 262 (An II). — Il meurt d'un coup de canon; sa perte est un malheur pour la république. 266 (An II).

DANEMARCK. Il promet une franche neutralité à la France. 467 (1792). — Il garde la neutralité dans la guerre entre les puissances et la république française. 255 (An I). — Il propose au directoire un congrès européen pour traiter de la paix. 459 (An IV).

DANICAN (le général) commande les sections insurgées. 440 (An III).

DANTON, conventionnel. Son premier exploit révolutionnaire. 27 (1789). — Son accusation contre tous les ministres. 89 (1790). — Chef du club des cordeliers. 122 (1794). — Établit un comité insurrectionnel aux cordeliers; son énergique allocution aux insurgés. 472 (1792). — Il harangue la législative au nom de la commune. 476 (1792). — Est nommé ministre de la justice dans la formation du conseil exécutif. 476 (1792). — Est membre du conseil-général de la commune, ainsi que du conseil exécutif, dont il cherche à s'emparer; sa politique et sa popularité. 478 (1792). — Sa ferme résolution d'attendre les Prussiens à Paris; ses énergi-

ques paroles à ce sujet. 181, 182 (1792). — Est justifié d'avoir conçu le projet d'immoler les détenus. 782 (1792). — Peint les périls et les ressources de la France. 182 (1792). — Combat la proposition de quitter Paris; ses énergiques paroles au nom des républicains. 182 (1792). — Est élu conventionnel à Paris. 186 (1792). — Quoique opposé aux girondins, travaille à les rapprocher des jacobins. 187 (1792). — Son beau discours, dont chaque proposition est convertie en décret. 192 (1792). — Son discours sage et conciliateur. 193, 194 (An I). — Motif qui lui fait quitter le ministère. 198 (An I). — Il anéantit d'un seul mot la loi sur les provocations. 199 (An I). — Sa vive altercation avec Marat; leur réconciliation. 206 (An I). — Il demande la mise en accusation du roi comme urgente. 213 (An I). — Il s'efforce de rétablir le calme parmi les membres de la convention; sa motion sur le ministère. 233 (An I). — Arrivant de Belgique, fait un discours sur l'urgence des secours à envoyer à Dumouriez; ses autres motions. 241, 242 (An I). — Il fait abolir la contrainte par corps. 243 (An I). — Son beau discours au sujet du tribunal révolutionnaire. 244 (An I). — Son discours sur l'imminence des dangers de la patrie, et sur l'urgence des mesures de salut public. 244, 245 (An I). — Il prend la défense de Dumouriez; son opinion relativement à l'expulsion des girondins. 245 (An I). — Il est envoyé auprès de Dumouriez pour le ramener au devoir et le surveiller; son entrevue avec ce général. 248, 249 (An I). — Il est interpellé de dire ce qu'il pense de Dumouriez; son rapport plein de modération. 250 (An I). — Il fait une harangue pleine de patriotisme; il adresse de vifs reproches aux girondins; il prédit le sort des récalcitrants. 250 (An I). — Il réplique longuement aux girondins; il fait son rapport relatif à l'armée du Nord; nouvelle accusation de la part des girondins. 253 (An I). — Sa belle justification; il pulvérise, en improvisant, toutes les imputations articulées par Lasource contre lui et le côté gauche; effets de son discours. 253, 254 (An I). — Il est membre du comité de salut public dans sa réorganisation définitive. 255 (An I). — Sa réponse à Pétion relativement à la pétition de la Halle-aux-Blés; il engage l'assemblée à l'union, à la paix. 257 (An I). — Prend part à la discussion de la constitution. 262 (An II). — Ce qu'il dit sur la répartition de l'impôt. 265 (An II). — S'oppose à l'article premier du décret présenté par la commission des Douze. 269 (An II). — Son apostrophe à Isnard. 270 (An II). — Paroles menaçantes qu'il adresse aux girondins. 274 (An II). — Combat les principes de la pétition de la section des Gardes Françaises; son allocution provoque l'insurrection. 274 (An II). — Recule devant l'insurrection; il voudrait qu'on se contentât d'exiger la suppression de la commission des Douze. 272 (An II). — Appuie la motion de Thuriot pour la suppression du comité des Douze; il demande un exemple terrible de ce comité, s'il est reconnu coupable. 275 (An II). — Les chefs de l'insurrection se plaignent de ce qu'il fléchit. 274 (An II). — S'offre pour être envoyé en otage dans les départements. 279 (An II). — Appuie les propositions énergiques de Lejeune et de Robespierre; son discours. 280 (An II). — Appuie la demande de la mise en accusation des administrateurs en révolte; ses allocutions à ce sujet. 282 (An II). — Appuie fortement le recensement des denrées dans toutes les communes de la république. 291 (An II). — Appuie les propositions éner-

giques présentées à la convention par les jacobins. 292 (An II). — Appuie la levée en masse; propositions qu'il fait adopter. 292 (An II). — Propose d'ériger le conseil exécutif en gouvernement provisoire; son projet est rejeté; la convention y revient plus tard. 294 (An II). — Sa harangue sur les mesures à prendre contre les ennemis de la république; il propose d'allouer 2 fr. par jour aux hommes du peuple qui consacreront leur temps à la république. 300 (An II). — Est adjoint au comité de salut public; il refuse d'y entrer; il demande un congé pour aller visiter sa famille; il fait adjoindre, avant son départ, Billard-Varennes et Coffin d'Herbois au comité de salut public. 306 (An II). — Est à la tête du parti des modérés. 357 (An II). — Est accusé de modérantisme par Coupé; Robespierre le défend vivement; sa popularité est ébranlée par cette accusation. 358 (An II). — Est le chef du parti modéré. 340 (An II). — Défend faiblement Fabre d'Églantine. 345 (An II). — Prononce un discours de conciliation à l'occasion de l'élargissement des patriotes. 348 (An II). — Dénonce à la convention des ultra-révolutionnaires. 354 (An II). — Sa sécurité au milieu des dangers qui le menacent; il dit que *jamais on n'osera l'arrêter*; il est arrêté avec ses amis politiques. 352 (An II). — Motifs qui décident le comité de salut public à l'attaquer. 352 (An II). — Est décrété d'accusation sur le rapport de Saint-Just. 353 (An II). — Motifs qui le rendent suspect au comité, et qui causèrent son arrestation. 354 (An II). — Son courage devant le tribunal révolutionnaire; ses réponses à l'accusation de Saint-Just; sa condamnation; son exécution. 354, 355 et suiv. (An II).

DARTICE (la ville de) est assiégée et prise par Lefebvre. 631 (1807).

DARIMAJOU, membre du comité des électeurs; son dévouement. 25 (1789).

DARTHE, est condamné à mort pour sa complicité dans la conspiration Babœuf; son exécution. 467 (An IV).

DARTICOTTE, conventionnel, est nommé commissaire pour l'exécution du décret le la levée en masse. 292 (An II). — Est décrété d'arrestation. 430 (An II).

DARU, conseiller à Napoléon de s'arrêter à VVitepsk. 678 (1812).

DAUBERTON, est nommé professeur de l'école normale. 39 (An II).

DAUBERMESNIL, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).

DAUBIGNY est arrêté comme jacobin; il est mis en accusation. 430 (An III).

DAUCHY (le député) est arrêté le 18 fructidor. 327 (An VI).

DAUVOU, conventionnel. Son vote sur la troisième question. 250 (An I). — Est nommé membre de la commission chargée de réviser la constitution de 1793. 425 (An III). — Éclaire de ses lumières la discussion de la constitution de l'an III. 435 (An III). — Appuie vivement les décrets des 5 et 13 fructidor, concernant les élections et le directoire; il devient l'objet des invectives des royalistes. 437 (An III). — Est membre du comité qui concentre tous les pouvoirs de la convention. 439 (An III). — S'oppose à ce qu'on attaque les élections. 444 (An III). — Est nommé président du conseil des cinq cents. 450 (An IV). — Embrasse le parti de Bonaparte. 565 (An VIII). — Est élu député. 814 (1812). — Est réélu député. 906 (1823).

DAUMONT (les bruts du), réunis, allaient protester contre les décrets de l'assemblée constituante. 70 (1785).

DAURANCOURT, commandant de gendarmerie d'élite, est rapporteur dans le procès du duc d'Enghien. 612 (An XII).

DAVID, conventionnel, est élu représentant à Paris. 186 (1792). — Est l'ordonnateur de la fête pour le troisième anniversaire de la fédération; détails de cette fête. 289 (An II). — Entre au comité de sûreté générale. 306 (An II). — Est éliminé du comité de sûreté; il est mis en arrestation comme complice de Robespierre; reproches qu'on lui fait. 378 (An II). — Lecomte demande sa mise en accusation. 379 (An II). — Est arrêté. 411 (An III). — Est mis hors d'accusation sur le rapport de Merlin, de Douai. 412 (An III). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).

DAVIDOVICH (le général), est laissé par Vurmser pour garder le Tyrol. 483 (An IV). — Perd la bataille de Roveredo contre Bonaparte; son armée est mise en déroute. 483 (An IV). — Force Vaubois à la retraite, et prend la Corona et Rivoli. 488 (An IV). — Ignore la déroute de l'armée d'Alvinzi; les Français se portent sur lui; il est forcé à la retraite. 489 (An IV).

DAVOUST (le général) chasse les Espagnols du camp de Peyrestorte. 520 (An II). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI). — Est nommé maréchal de France. 615 (1804). — Commande à Austerlitz un corps d'observation. 621 (1805). — Gagne la bataille d'Austerlitz. 626 (1806). — Prend Custring, sa garnison et son parc d'artillerie. 627 (1806). — S'empare de Leipzig; déloyauté de Blücher. 627 (1806). — Bat les Autrichiens à Pfaffenhofen et à Thann. 634 (1809). — L'armée française est sous ses ordres après Vagram. 660 (1809). — Bat le général russe Bagration à Mohilow. 678 (1812). — Sa conduite admirable à Krasnoï. 685 (1812). — Défend vaillamment Hambourg. 702 (1813). — Est mis à la tête des soldats français sous Paris; caractère de Davoust. 739 (1815). — Négocie un armistice, qui est refusé. 764 (1815).

DESAR, chef de la légion de police, est arrêté pour une conspiration royaliste; il est acquitté. 494 et 495 (An V).

DÉBATS (journal des). Son énergique protestation lors de la nomination du ministère Polignac. 921 et 922 (1829).

DEBILLYME, magistrat estimé, est nommé préfet de police sous le ministère Martignac. 904 (1828). — Réhabilite cette administration odieuse. 904 (1828). — Est remplacé à la préfecture de police par Mengin. 921 (1829). — Est nommé président du tribunal civil de la Seine. 921. (1829).

DEBRAY, de la Drôme, est du comité insurrectionnel. 469 (1792).

DEBRAY (Jean), conventionnel, fait le rapport de la commission qui indique les moyens de sauver la patrie; teneur de ce rapport; il motive ce rapport. 165, 166 (1792). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public dans sa réorganisation définitive. 253 (An I). — Appuie la sortie de Tallien contre l'ancien comité. 379 (An II). — Sur sa motion, il est institué une fête nationale en mémoire de la cessation des hostilités; un monument est décrété pour en conserver le souvenir. 315 (An V). — Est adjoint à Roberjot

au congrès de Rastadt. 542 (An VI). — Rapoit, ainsi que ses collègues, l'ordre de quitter Rastadt dans les vingt-quatre heures; ils partent le soir même, et sont égorgés par les hussards de Saxons; il fait le mort et échappe à ses assassins. 550 (An VII).

DÉCADE. Est instituée pour remplacer le dimanche. 333 (An II).

DECAUX, député, devient ministre de la guerre. 904 (1828).

DECAZES (le duc de), est ministre de la police; il se déclare partisan de la modération. 787 (1816). — Après de grands efforts, fait rejeter, à une faible minorité, les catégories. 788 et 789 (1816). — Encourt la haine des royalistes comme principal auteur de l'ordonnance du 5 septembre. 792 (1816). — Inspire seul, parmi les ministres, quelque confiance à la France. 795 (1817). — Recompose le ministère, et garde pour lui le département de l'intérieur. 805 (1819). — S'oppose à la motion de Barthélemy. 809 (1819). — Bruit de ses projets anti-libéraux. 815 (1819). — Est chargé de recomposer un autre ministère. 817 (1819). — Son indécision: ses menées corruptrices à l'égard des centres. 818 (1819). — Indispose à la fois les royalistes et les libéraux. 818 (1819). — Fait écarter les pétitions pour le maintien de la loi électorale. 819 (1819). — Décidé à la dissolution, n'ose la tenter. 819 (1819). — Ses projets. 819 (1819). — Les royalistes l'accusent de complicité dans l'assassinat du duc de Berry. 820 (1819). — Communique trois projets de loi liberticides. 821 (1820). — Donne sa démission et se retire à Libourne. 821 (1820). — Jugement critique de ce ministre. 821 (1820).

DÉCRÉANCE de Louis XVI. Ce mot commence à être mis en avant par les journaux; il est répété dans des placards. 465 (1795). — Est demandée par grand nombre de pétitions. 468 (1792). — Est vivement demandée par les patriotes. 170 (1792).

DÉCIMAL (le système) est proposé par une députation de l'Académie des sciences. 210 (An II).

DECLERCQ, député, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).

DÉCÈS (l'amiral) fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI).

DEFAMON, député. Le décret de mise hors la loi contre lui est rapporté; il est rappelé à la convention. 421 (An III).

DEGALONNIER, est nommé membre de la commission instituée par l'arrêté du 2 prairial. 564 (An II).

DEGELMANN, est joint aux négociateurs autrichiens par le cabinet de Vienne. 536 (An VI).

DÉGO (village de). Une colonne d'Autrichiens égaré s'en empare; il est repris par Bonaparte, qui fait cette colonne prisonnière. 464 (An IV).

DEGRAVE, est conservé au ministère de la guerre; son portrait par Mme Roland. 440 (1792). — Se retire du ministère de la guerre, et est remplacé par Servan. 440 (1792).

DELABORDE (le général) commande la colonne appelée *infanterie* à l'armée des Pyrénées-Occidentales. 410 (An III). — Obtient des alliés que la garde nationale conservera ses postes. 712 (1814).

DELAUROIX, est renvoyé du ministère dans l'intérêt du service. 525 (An V). — Est nommé ministre des relations extérieures. 450 (An IV).

DELAHAYE, conventionnel, est mis en accusation avec les

- girondins. 514 (An II). — Propose la rentrée de Lacoste (Jean-Baptiste) à la convention; cette motion est écartée par l'ordre du jour. 442 (An III). — Il est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- DELAUNEY**, député, fait partie des clihyens. 518 (An V). — Est arrêté le 18 fructidor. 527 (An VI). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane; il parvient à s'évader. 530 (An VI).
- DELASALLE** est nommé commandant en second de la garde qui fut appelée nationale. 46 (1789).
- DELAUNAY**, d'Angers, conventionnel. Sa motion relative à la dictature de la législative. 466 (1792). — Son rapport sur la situation de Paris; contenu et effets de ce rapport. 496, 497 (1792). — Dénonce le général Rosignol. 506 (An II). — Est renvoyé avec ses co-accusés devant le tribunal révolutionnaire. 534 (An II). — Est mis en jugement avec les Dantonistes. 534 (An II).
- DELAVERAUX**, préfet de police, est renvoyé par la cour royale de l'accusation d'avoir fait provoquer les troubles de 1828. 902 (1828). — Est destitué, à la satisfaction du public. 904 (1828).
- DELBECQ** (le général) est destitué pour soupçon de trahison à l'attaque de la Bidassoa. 520 (An II).
- DELBERT**, conventionnel, est chargé de surveiller les opérations militaires et les généraux dans le Nord. 305 (An II). — Sa lettre à la convention au sujet de l'attaque de la Montagne-Noire. 409 (An II). — S'étonne de la reddition de Figuières à la vue des ressources qu'elle renfermait; réponses que lui fait le général espagnol. 440 (An II). — Propose au conseil des cinquante, le 49 brumaire, de renouveler le serment de la constitution. 568 (An VIII). — Est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- DELESSART** passe de l'intérieur au ministère des affaires étrangères. 455 (1792). — Lit à la législative la réplique de Louis XVI à l'empereur Léopold. 457 (1792). — Est mandé à la barre de la législative; sa correspondance anti-nationale avec l'Autriche. 459 (1792). — Comment cette correspondance est jugée par Ferrières. 459 (1792). — Est mis en accusation et renvoyé devant la haute-cour d'Orléans. 440 (1792). — Il est massacré à Versailles. 485 (1792).
- DEJOLIE**, savant, fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI).
- DELMAS**, conventionnel, est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est conservé membre du comité de salut public dans sa réorganisation définitive. 255 (An I). — Est adjoint à Barras pour le commandement de la force armée. 575 (An II). — Rentre au comité de salut public. 580 (An II). — Revient aux opinions des jacobins, et fait cause commune avec eux; motifs de ce changement. 590 (An II). — Est nommé commissaire pour le désarmement des faubourgs. 429 (An III). — Se réconcilie avec la montagne. 445 (An III).
- DELMAS** (le général) fait capituler le fort Crève-Cœur. 597 (An II). — Rétablit la discipline parmi les troupes républicaines en Vendée. 414 (An III). — Est chargé de la direction de la force armée le 4^{or} prairial. 426 (An III). — Est envoyé avec sa division à l'armée d'Italie. 505 (An V). — Est tué à Leipzig. 700 (1813).
- DEMERSAN**, fait partie des clihyens. 518 (An V).
- DEMERVILLE**, est condamné à mort pour la conspiration Cérarchi. 597 (An VIII).
- DEMOON**, député aux cinq-cents, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- DEMON**, savant, fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI).
- DENTZEL** est absent pour commission lors de l'appel nominal sur la première question. 228 (An I).
- DÉPARTEMENTS**. La France est divisée en départements. 74 (1789). — Ils remplacent les évêques réfractaires. 92 (1794). — Se prononcent contre le *veto*; dans certains d'entre eux on exécute les décrets non sanctionnés. 454 (1792). — Des troubles, des émeutes ont lieu dans quelques-uns. 445 (1792). — Leurs corps administratifs sont investis de pouvoirs judiciaires pour l'information des délits de haute trahison. 452 (1792). — Levées spontanées de soldats qui s'y font. 465 (1792). — La police de sûreté générale leur est confiée. 479 (1792). — Leur agitation; leur patriotisme. 479 (1792). — Ils sont remplis d'indignation en apprenant les excès de Paris. (1792). — Ils élisent des constitutionnels, des girondins et des hommes moins exaltés que les députés de Paris. 486 (1792). — Quelques-uns adoptent avec ardeur le projet de former une garde départementale à la convention. 498 (An I). — Ils croient que la convention a été asservie par la commune, lors des événements du 2 juin. 284 (An II). — Ils félicitent le directoire du coup-d'état du 18 fructidor. 532 (An VI). — Projet de loi sur leur administration; discussion qu'il suscite. 918, 949 et 920 (1829).
- DÉPUTÉS**. Quelques-uns s'élèvent avec force contre la tendance et les actes de la chambre. 784 (1815). — Élection des membres les plus dévoués aux libertés publiques. 749 (1815). — Leur énergique réponse à Napoléon, qui en est alarmé; présidence et vice-présidence. 749 (1815). — Fermentation qui se manifeste parmi eux. 755 (1815). — Ils adoptent les mesures proposées par Lafayette; on les fait connaître à l'empereur par un message. 756 (1815). — Ils lui votent des remerciements pour son abdication. 756 (1815). — Quels sont ceux qui veulent la loi électorale projetée en septembre; leurs adversaires. 794 (1817). — Les patriotes sont insultés en sortant de la chambre. 825 (1820). — Quels sont ceux qu'on appelle *impatiens*. 906 (1828). — Ovation qui est faite à ceux qui font partie des deux cent vingt-et-un. 938 (1830). — Parallèle entre les ministériels et les littéraires. 833 (1824). — Énormité des sommes votées par les royalistes. 850 (1824).
- DÉRICHEZ**, représentant, propose de rendre la justice gratuite. 42 (1789).
- DERUMARE**, député, est arrêté le 18 fructidor. 524 (An VI).
- DESAIX** (le général) commande la gauche de l'armée de Moreau. 475 (An IV). — S'immortalise par sa belle défense de Kell. 489 (An V). — Exécute le passage du Rhin en présence des Autrichiens; résultat de cette manœuvre hardie. 515 (An V). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Est appelé *le Sultan-Juste* par les habitants de la Haute-Égypte. 564 (An VIII). — Son arrivée à l'armée d'Italie; il y prend un commandement; bataille de Marengo; sa mort. 588 (An VIII).
- DÉSAUGIERS**, compose un mélodrame dont le sujet est la prise de la Bastille. 82 (1790).
- DESCOMBES** est condamné à mort. 550 (An II).
- DESCOURTELS**, député, est arrêté le 18 fructidor. 527 (An VI).

- DESÈZE**, est adjoint aux deux défenseurs de Louis XVI ; il est chargé de rédiger la défense sur les matériaux fournis par ses collègues. 221 (An I). — H prend la parole pour la défense du roi ; analyse de son plaidoyer. 221, 223 (An I). — Il donne lecture d'une lettre du roi à la convention ; observation qu'il fait relativement aux votes. 230 (An I).
- DESFIGEUX** accuse, aux Jacobins, Miranda et Brissot de trahison. 243 (An I). — Est signalé par Robespierre comme agent de l'étranger ; il est exposé des Jacobins. 338 (An II). — Est condamné à mort. (An II).
- DESFORGES**, remplace Lebrun aux affaires étrangères. 279 (An II).
- DESGENETTES**, fait partie de l'expédition d'Égypte. 344 (An VI).
- DESHORTIS**, refuse de faire feu sur le peuple sur l'ordre d'un commissaire de police. 904 (1827).
- DESHUCHETTES**, est écrasé par la foule dans le château de Versailles ; sa tête est portée sur une pique. 64 et 62 (1789).
- DESMOULINS** (Camille). Son patriotisme ; sa harangue au Palais-Royal ; il entraîne de la foule. 43 (1789). — Il est l'orateur du Palais-Royal. 49 (1789). — Écrit avec force contre la loi martiale, 68 (1789). — Est l'écrivain principal des cordeliers. 122 (1791). — Adjoint aux membres du comité insurrectionnel. 169 (1792). — Il établit, avec ses amis, un comité insurrectionnel aux Cordeliers. 172 (1792). — Est élu conventionnel à Paris. 186 (1792). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il demande l'exclusion volontaire des girondins du sein de la convention. 260 (An II). — Dénonce à la convention Custine et Biron. 286 (An II). — Ce qu'il dit de Marat à sa mort. 287 (An II). — Est à la tête du parti des modérés. 337 (An II). — Est accusé de modérantisme ; il doit à Robespierre de ne pas être exclu des Jacobins. 338 (An II). — Dirige toujours le parti modéré. 340 (An II). — Continue la publication du *Vieux Cordelier* ; ses attaques contre les montagnards produisent une réaction en leur faveur ; les jacobins tonnent contre lui. 344 (An II). — Sa querelle avec Hébert se ranime ; Collet-d'Herbois demande aux jacobins la censure de son journal ; Robespierre termine cette discussion ; il l'en remercie. 342 (An II). — Réclame un comité de clémence. 342 (An II). — Les cordeliers déclarent qu'il a momentanément perdu leur confiance. 373 (An II). — Est assigné à jour fixe par les jacobins. 343 (An II). — Opinion que Robespierre émet sur son compte à la convention ; il est rayé de la liste des jacobins ; il y est rétabli sur la demande de Robespierre. 343 (An II). — Est de nouveau dénoncé par Vincent et Hébert ; il s'en moque spirituellement dans le *Vieux Cordelier*. 349 (An II). — Ne cesse de dénoncer des ultra-révolutionnaires. 334 (An II). — Motifs qui décident le comité de salut public à le faire arrêter. 352 (An II). — Est arrêté avec ses amis politiques ; Saint-Just les fait décréter d'accusation. 352 (An II). — Causes de sa mise en jugement. 354 (An II). — Son courage au tribunal révolutionnaire ; ses réponses à l'accusation de Saint-Just ; sa condamnation ; son exécution. 354, 355 et suiv. (An II). — Sa veuve est exécutée à l'occasion de la conspiration dite des prisons. 357 (An II).
- DESPAGNAC** (l'abbé d'). Sa réputation d'improbité ; il conclut des marchés de fournitures à Mons. 208 (An I).
- DESPINASSE**, est rappelé à la convention. 407 (An III).
- DESSAIX**, est exclu de la représentation nationale. 373 (An VIII).
- DESSOLLES** (le général) bat les Autrichiens à Nauders. 330 (An VII). — Est nommé commandant de la garde nationale et du département de la Seine. 743 (1814). — Devient président du conseil. 805 (1819). — Son discours contre la motion de Barthélemy. 840 (1819).
- DESTREM**, député. Son interpellation à Bonaparte, le 19 brumaire. 370 (An VIII). — Est exclu de la représentation nationale. 375 (An VIII). — Est condamné à la déportation à l'occasion de la machine infernale. 397 (An VIII).
- DESTOURNELLES**, remplace Clavières au ministère des finances. 279 (An II).
- DETTE FLOTTANTE** créée par l'émission de cent cinquante millions de bons royaux. 370 (1825).
- DETTE PUBLIQUE**. Mesures prises par la convention pour liquider celle qui est arriérée. 295 (An II). — Création du grand-livre ; importance des inscriptions à y faire. 295 (An II). — Dispositions prises par le directoire pour son remboursement. 355 (An VI). — Sa fixation par Napoléon. 637 (1807). — Ne se monte pas à quatre-vingts millions de rente en 1814 ; cours de la rente à cette époque. 668 (1810).
- DETTE VIAGÈRE**. Elle est régularisée et uniformisée sur la proposition de Cambon ; quotité de cette dette. 339 (An II).
- DÉTENUIS**. Le bruit se répand dans Paris qu'ils doivent faire une autre Saint-Barthélemy contre les révolutionnaires. 182 (1792). — Ils sont massacrés dans toutes les prisons. 183 (1792).
- DEVAL**, consul français. Injure qu'il repart du dey d'Alger. 925 (1829).
- DEVÉRATRE**, conventionnel. La convention vote son arrestation pour ses écrits contre la constitution. 286 (An II). — Est mis en accusation. 344 (An II). — Il est rappelé à la convention. 407 (An III).
- DEY d'Alger**. Il donne l'ordre de faire sauter le fort l'Empereur ; sa capitulation ; conditions qui lui sont accordées. 939 (1830).
- DIDIER**, chef des paysans de l'Isère, est livré par le roi de Sardaigne, et condamné à mort. 794 (1816).
- DIEDERICKSEN**, est mis en jugement avec les dantonistes. 354 (An II).
- DIGNE** (ville de). Napoléon y passe à son retour de l'île d'Elbe. 736 (1815).
- DILLON** (le général) attaque Tournay ; fuite et déroute de ses soldats, qui le massacrent à Lille. 438, 449 (1792).
- DILLON** (Arthur) est exécuté à l'occasion de la conspiration des prisons. 337 (An II).
- DIMARTINELLI**, est exclu de la représentation nationale. 373 (An VIII).
- DIMES**. Leur suppression. 43 (1789).
- DINAN** (la ville de) est prise par Jourdan. 369 (An II).
- DIRECTOIRE** (le) du département de la Seine demande, par Pétion, le veto contre les décrets des émigrants et des prêtres réfractaires. 432 (1792). — Envoie Roderer avertir la législative de la fermentation des esprits dans la capitale. 437 (1792). — Ordonne une information contre Pétion et Manuel au sujet du 20 juin. 464 (1792).
- DIRECTOIRE EXÉCUTIF**. Membres qui le composent. 449 — Il fait annoncer aux conseils son installa-

tion; dénûment dans lequel il se trouve. 449 (An IV). — Tableau de la situation de la France à son avènement au pouvoir. 450 (An IV). — Il se partage le travail; il nomme aux divers ministères. 450 (An IV). — Rapport de la commission des finances sur les assignats en circulation; quotité de leur émission; somme représentée par les biens nationaux inventus. 451 (An IV). — Mesures qu'il prend dans l'intérêt de l'état; il s'occupe des finances; demande encore trois milliards d'assignats pour les besoins de l'état. 454 (An IV). — Des nouvelles allarmantes des armées l'engagent à demander un emprunt forcé de six cents millions; les assignats sont reçus pour le centième de leur valeur. 452 (An IV). — Est en mesure de faire face à toutes les dépenses; loi sur la désertion et sur la nomination des fonctionnaires. 455 (An IV). — Il conçoit des soupçons sur Pichegru; il le remplace par Moreau. 455 (An IV). — Il gagne en considération par la bataille de Loano; il marche franchement malgré ses ennemis. 454 (An IV). — Il échange la fille de Louis XVI. 454 (An IV). — La république semble prendre sous lui un nouvel essor; pacification de la Vendée. 455 (An IV). — Il approuve les vœux de Hoche pour le soulèvement de l'Irlande; il charge le ministre de la marine de seconder ce général. 459 (An IV). — Il refuse la proposition d'un congrès européen faite par le Danemark. 459 (An IV). — Il ne peut réunir que deux mille louis pour la campagne d'Italie. 460 (An IV). — Organise deux armées nombreuses sur le Rhin, malgré les tracasseries de l'intérieur. 460 (An IV). — Il se propose de porter la guerre en Allemagne; d'envahir l'Italie et de soulever l'Irlande; nomenclature des généraux qu'il a à sa disposition. 460 (An IV). — Il décrète trois fois que l'armée d'Italie a bien mérité de la patrie; fête de la Reconnaissance et des Victoires. 463 (An IV). — Il signe la paix avec le Piémont sur les bases de l'armistice conclu avec Bonaparte; conditions qu'il impose. 465 (An IV). — Il découvre et fait avorter deux conspirations démocratiques ourdies contre lui. 465 et suiv. (An IV). — Embarras que lui donnent les jacobins et les royalistes. 465 (An IV). — Détresse dans laquelle il se trouve; il reçoit quelques millions de l'armée d'Italie; mesures qu'il prend pour faire rentrer du numéraire. 468 (An IV). — Il veut diviser l'armée d'Italie; Bonaparte s'y oppose; il se rend à ses vœux. 474 (An IV). — Il ne peut, faute de fonds, faire entrer en campagne les armées du Rhin. 475 (An IV). — Défectuosité du plan de campagne ordonné aux armées du Rhin. 476 (An IV). — Positions occupées par les armées en Italie et en Allemagne vers le milieu de l'été. 476 (An IV). — Il ne peut envoyer des secours à l'armée d'Italie. 485 (An IV). — Fêtes qu'il donne; il célèbre l'anniversaire du 40 août; il institue des courses à pied et à cheval; fête de la vieillesse. 490 et 494 (An V). — État affligeant de l'intérieur de la république. 494 et 492 (An V). — La Porte-Ottomane lui envoie un ambassadeur; l'Angleterre essaie de traiter de la paix. 492 (An V). — Demande un rapport sur la situation de l'intérieur; teneur de ce rapport. 492 (An V). — Demande au conseil des cinq cents le moyen de réprimer les abus; mesure dérisoire adoptée par ce conseil. 495 (An V). — Fait réintégrer à la prison du Temple les chefs de la conspiration royaliste; il les traîne devant les tribunaux ordinaires; motifs de ces mesures. 495 (An V). — Peinture des mœurs françaises de son temps. 496 (An V). — Inutilité des efforts qu'il

fait pour améliorer les mœurs; formaté de son administration à l'intérieur. 496 (An V). — Il signe la paix avec le Wurtemberg et le margrave de Bade. 497 (An IV). — Il envoie un négociateur à Vienne pour la paix; il demande un armistice de six mois; les hostilités commencées en Italie rendent cette démarche inutile. 498 (An V). — Il tente une descente en Irlande; le mauvais temps disperse l'escadre; son projet est manqué. 498 (An V). — Il signe la paix avec le roi de Naples; conditions qu'il impose; il traite avec Gênes; stipulations du traité. 498 (An V). — Il exige de lord Malmebury la remise de son ultimatum; il le congédie. 498 (An V). — Il ne renonce pas au projet d'une descente en Irlande; il tourne toute son attention sur le continent. 499 (An V). — Améliorations qu'il apporte au budget; produit présumé des contributions. 499 (An V). — Message alarmant sur l'état des finances, qu'il adresse aux conseils et qu'il fait imprimer; ressources qu'il met en œuvre pour faire marcher l'administration. 499 (An V). — Situation intérieure et financière de la république; il redoute les prochaines élections; moyen qu'il emploie pour en éloigner les royalistes. 499 (An V). — Mesure qu'il adopte pour obtenir des fonds des acquéreurs de biens nationaux. 500 (An V). — Décrète que les drapeaux portés par Bonaparte et Augereau à Arcole leur seront donnés à titre de récompense nationale. 504 (An V). — Il se décide à envoyer des secours à Bonaparte; allégresse publique à l'occasion des victoires de Bonaparte. 504 (An V). — Il veut que Bonaparte renverse la puissance temporelle du pape. 506 (An V). — Il publie la lettre de Bonaparte concernant les prêtres émigrés. 508 (An V). — Il n'est pas satisfait des conditions imposées à l'Autriche; cependant il adopte les bases établies à Léoben. 516 (An V). — Avantages que la république a tirés des succès de Bonaparte en Italie. 515 (An V). — Nomme des commissaires pour traiter de la paix avec l'Angleterre; il indique la ville de Lille pour les négociations. 516 (An V). — Ses commissaires ne peuvent s'entendre pour la paix avec l'Angleterre, à cause du cap de Bonne-Espérance. 516 (An V). — Il montre la plus grande faiblesse à l'intérieur; les royalistes conspirent sous ses yeux. 517 (An V). — Parti qu'il appelle dans les conseils; craintes que lui inspirent les prochaines élections; les armées lui sont dévouées. 517 (An V). — Il ne se mêle pas des élections par délicatesse. 518 (An V). — Il ne peut obtenir aucune place pour les députés de son opinion dans la formation des bureaux. 518 (An V). — Il veut faire donner sa démission à Letourneur; les conseils s'y opposent. 519 (An V). — Sa situation particulière au moment du renouvellement d'un de ses membres. 519 (An V). — Il surveille activement le complot tramé par les royalistes; il acquiert la preuve de la trahison de Pichegru; il s'assure l'appui des troupes, décidé à agir contre les clichyens. 520 (An V). — Appuis sur lesquels il peut compter. 524 (An V). — Divisions qui existent dans son sein; la majorité s'unit contre les projets des royalistes; il s'arrête au projet d'un coup-d'état; son plan. 514 (An V). — Motifs qui le déterminent à préférer le général Hoche pour le coup-d'état qu'il prépare. 522 (An V). — Offres que lui fait Bonaparte contre les Clichyens; il nomme Augereau au commandement de Paris. 522 (An V). — Il n'ose publier les adresses des armées contre les royalistes; il s'y décide; fureur des royalistes; ils travaillent avec plus d'ardeur à le détruire. 522 (An V). — Changements qu'il fait

dans le ministère. 523 (An V). — Il prend une attitude menaçante; généraux qui se sont mis à ses ordres. 524 (An V). — Sa fermeté en impose aux clichyens; mesures agitées contre lui dans cette société. 525 (An V). — Motif honorable qui l'arrête dans la conclusion de la paix avec l'Angleterre; il en réfère à ses alliés; attaques des royalistes à ce sujet. 525 (An V). — Sa position, embarrassante à cause des royalistes, compromet la conclusion de la paix; tergiversations de l'Autriche, qui s'attend au triomphe de Pichegru. 525 (An V). — Est averti par Veyriat des projets des clichyens; il est forcé d'agir pour sauver la constitution. 526 (An V). — Il veut prévenir les clichyens, qui le menacent; journée du 18 fructidor; ses détails. 526 et 527 (An VI). — Sa proclamation au peuple le 18 fructidor. 527 (An VI). — Son message sur la conspiration des clichyens; détails qu'il en donne. 529 (An VI). — Son adresse aux Français pour justifier le coup-d'état du 18 fructidor; il est remercié et félicité par la population. 530 (An VI). — Il reçoit de Moreau des papiers confirmant la trahison de Pichegru. 530 (An VI). — Il choisit, parmi les proscriés du 18 fructidor, les quinze qu'il suppose les plus dangereux; il les fait déporter. 530 (An VI). — Il purge le gouvernement et les administrations de tous les hommes qui inclinent au royalisme. 541 (An VI). — Ote le commandement de l'armée à Moreau, et le rappelle à Paris; motifs de sa rigueur. 552 (An VI). — Il réunit l'armée de Moreau à celle de Hoche, et nomme ce dernier au plus vaste commandement de la république. 552 (An VI). — Diverses mesures qu'il prend pour consolider le gouvernement; il se montre plus ferme dans les négociations avec les puissances étrangères; son ultimatum rompt les conférences entamées avec l'Angleterre. 552 (An VI). — Conditions qu'il veut imposer à l'Autriche concernant l'Italie; Bonaparte en est mécontent, et donne sa démission; elle n'est pas acceptée. 552 (An VI). — Il ordonne aux militaires de rejoindre leur corps pour forcer l'Autriche à la paix. 553 (An VI). — Il célèbre l'ouverture de l'an VI de la république par une fête magnifique; invocation de Lareveillère-Lépeaux; cette fête est troublée par la nouvelle de la mort de Hoche. 553 (An VI). — Il fait des obsèques magnifiques au général Hoche. 554 (An VI). — Il porte toute son attention sur les finances; il fixe le budget de l'an VI. — Les contributions foncière et personnelle sont diminuées; établissement de la loterie; création du tiers-consolidé; remboursement de la dette publique. 555 (An VI). — Difficultés qu'il éprouve pour le remboursement de la dette publique; débats dans les conseils à ce sujet; raisons données par les adversaires du projet; justification du remboursement. 555 (An VI). — Il approuve le traité de Campo-Formio; il nomme Bonaparte général-en-chef de l'armée dite d'Angleterre; il le nomme en même temps plénipotentiaire au congrès de Rastadt. 557 (An VI). — Bonaparte lui est présenté; fête qu'il donne à cette occasion. 558 (An VI). — Enthousiasme qu'excite dans la population son projet de descente en Angleterre; il adopte le plan de l'expédition d'Égypte proposé par Bonaparte. 559 (An VI). — Il impose son système républicain à tous les pays sur lesquels il a de l'influence. 540 (An VI). — Il influence les élections de l'an VI; il les trouve trop démocratiques; système de bascule qu'il adopte; il annule une partie des élections; opposition qui se forme contre lui dans les conseils. 542 (An VI). — Il fait nommer Treil-

hard directeur en remplacement de François de Neufchâteau. 542 (An VI). — Insultes faites à son ambassadeur à Vienne; explications qu'il demande; il nomme François de Neufchâteau ministre de l'intérieur, et Bernadotte ministre de la guerre; ambassadeurs qu'il accrédite en Prusse et en Hollande. 542 (An VI). — Tentatives malheureuses qu'il fait sur l'Irlande; il renonce à y faire de nouvelles expéditions. 543 (An VI). — Sa position à l'égard des puissances étrangères; ouverture de la septième année de la république; première exposition des produits de l'industrie, au Champ-de-Mars. 543 (An VI). — Il protège l'association des théophilanthropes; bases et but de cette association. 543 et 544 (An VII). — Se prépare à résister à la nouvelle coalition; il demande au général Jourdan un rapport sur le recrutement de l'armée; création de la conscription. 545 (An VII). — Mauvaise volonté de l'Autriche au congrès de Rastadt pour la conclusion de la paix. 545 (An VII). — Les conseils lui accordent une levée de deux cent mille hommes; il obtient de plus un vote de cent quinze millions pour les armées de terre et de mer. 546 (An VII). — Situation de la république à l'ouverture de la campagne de l'an VII. — Il destitue Championnet et le livre à une commission militaire. 548 (An VII). — Il détache, par la force des armes, les rois de Naples et du Piémont de la coalition contre la France; sa confiance dans les armées françaises. 548 (An VII). — Observations que lui font les généraux sur l'infériorité de leurs forces; il compte sur la levée de deux cent mille hommes pour renforcer ses armées; note qu'il adresse à l'Autriche concernant la marche des armées russes. 549 (An VII). — Les débuts de la campagne le confirment dans l'idée que les armées françaises sont invincibles. 549 (An VII). — Revers qu'éprouvent ses armées; elles sont toutes en retraite. 550 (An VII). — Ses plénipotentiaires reçoivent l'ordre de quitter Rastadt dans les vingt-quatre heures; ils sont égoysés par les hussards de Szecklers; les papiers de la légation sont enlevés. 550 (An VII). — Il est accusé de l'assassinat des plénipotentiaires du congrès de Rastadt; absurdité de cette assertion. 551 (An VII). — Il accuse le cabinet de Vienne de l'assassinat des plénipotentiaires français; indignation que cette nouvelle soulève en France; oriflamme qu'il fait distribuer aux armées à ce sujet. 551 (An VII). — Explosion générale soulevée contre lui par les malheurs de nos armées, et l'exil de Bonaparte; reproches injustes qu'on lui adresse; sa justification. 551 et 552 (An VII). — Les élections de l'an VII se font dans un esprit patriotique; il n'ose plus essayer son système d'épuration. 552 (An VII). — Il déploie la plus grande activité pour réparer les revers essayés au début de la campagne; mesures qu'il adopte dans ce but. 553 (An VII). — Il est attaqué par les patriotes de l'intérieur; on lui enlève la surveillance de la presse; il est tracassé pour le renvoi des ministres. 553 (An VII). — Le conseil des cinq cents lui demande un rapport sur la situation intérieure; il ne peut le présenter de suite; les conseils le harcèlent; il se déclare en permanence; calomnies répandues sur son compte. 553 (An VII). — Trois de ses membres, Lareveillère, Merlin et Treilhard sont attaqués par les patriotes. 553 (An VII). — Il perd deux de ses membres, qui donnent leur démission; travaux qu'il a faits; il est complété par Roger-Ducos et Moulins; sa faiblesse. 554 (An VII). — Nouvelle marche qu'il adopte après le 30 prairial; changement du mini-

tère. 554 et 555 (An VII). — Il s'occupe de repousser les ennemis extérieurs; son message aux conseils à ce sujet. 556 (An VII). — Armements qu'il opère. 556 (An VII). — Mesures qu'il prend pour s'opposer aux patriotes. 558 (An VII). — Fermentation produite à Paris par le désastre des armées; mesures proposées par les patriotes. 558 (An VII). — Sa désunion avec les conseils donne l'espoir à Bonaparte de s'emparer du gouvernement. 562 (An VIII). — Ses déférences à l'égard de Bonaparte; il le consulte sur toutes les affaires. 565 (An VIII). — Bonaparte appelle ses membres des *Sires à terme*. 565 (An VIII). — Plusieurs membres des anciens demandent sa reconstitution, le 49 brumaire. 568 (An VIII). — Il est détruit, le 49 brumaire, par la violence et par la trahison. 573 (An VIII). — Il est remplacé par une commission consulaire. 577 (An VIII).

DISTRICTS (les); leurs députés demandent à l'assemblée une fête nationale et une fédération générale. 80 (1790). — Supplie Lafayette de retirer sa démission. 52 (1789). — Division de Paris en 60 districts. 56 (1789). — La police de sûreté générale leur est attribuée. 479 (1792).

DISTRICT DU PALAIS-ROYAL; sa composition. 49 (1789).

DISTRICT DES CORDELIERS; fait scission avec la municipalité. 74 (1790).

DIX-AOUT (fête du); le directoire l'institue en commémoration de cette journée. 490 (An V).

DJESAR (pacha de Syrie); il est assiégé par Bonaparte dans Saint-Jean-d'Acre; sa défense. 561 (An VIII).

DOCHE-DELSILE, est exclus de la représentation nationale. 573 (An VIII).

DOLCE (ville de); Augereau y fait quinze cents prisonniers. 489 (An IV).

DONNADIEU (le général), réprime l'insurrection patriotique de Grenoble; ses excès. 794 (1846). — Sa sortie contre le ministère, et son alliance avec Villèle et Corbière. 855 (1821).

DON MIGUEL (l'infant), trahit les constitutionnels de Portugal. 842 (1823).

DONS PATRIOTIQUES; leur importance. 47 (1789).

DOPPET (médecin savoyard), remplace le général Kellermann au siège de Lyon. 304 (An II). — Est remplacé au siège de Toulon par Dugommier. 328 (An II).

DORDOGNE (département de la); tous ses représentants, moins un, votent la peine de mort contre Louis XVI. 229 (An I). — L'irritation qui s'y manifeste en faveur des girondins est calmée par les représentants. 285 (An II).

DOSSENVILLE (agent de police), est sous les ordres de Rovére pour espionner le directoire. 526 (An V). — Est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane; il parvient à s'évader. 550 (An VI).

DOUANES (tribunaux des); créés par Napoléon, pour assurer l'exécution du système continental; leur juridiction; leurs droits. 667 (1840).

DOULCET-PONTÉCOULANT (conventionnel); son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — S'oppose au décret d'accusation demandé contre les administrateurs en révolte. 282 (An II). — Est mis en jugement. 544 (An II). — Les thermidoriens sollicitent sa réintégration. 414 (An III). — Le décret de sa mise hors la loi est rapporté; il est rappelé à la convention. 424 (An III).

DOUMÈRE (député), est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI).

DRAPEAU NOIR (le), est arboré à l'Hôtel-de-Ville. 242 (An I).

DRAPEAU-BLANC (journal); il fait connaître l'existence de la congrégation. 870 (1825).

DRESDÉ (bataille de), est gagnée par Napoléon sur les alliés. — Ses résultats. — Mort du général Morcau. 698 (1815).

DRISSA (ville de); les Russes y avaient fortifié un camp, qu'ils abandonnent à l'approche des Français. 676 (1812).

DROITS DE L'HOMME; Lafayette en présente la déclaration; elle est renvoyée à l'examen des bureaux. 44 (1789). — La discussion en est interrompue par un message du roi. 37 (1789). — Elle est reprise, discutée et placée en tête de la constitution. 48 (1789). — La déclaration, refaite par la commission, est présentée à la convention par Hérald de Séchelles, le 23 juin; elle est adoptée par acclamation. 284 (An II).

DROITS RÉUNIS; leur création; employés. 647 (1805). — Prennent le nom de contributions indirectes. 728 (1844).

DROUET (maître de poste), reconnaît Louis XVI et la reine à leur passage à Sainte-Ménéhould; il va à Varennes avertir les autorités. 404 (1794). — Il arrive à Varennes. 407 (1794). — Mesures qu'il prend pour l'arrestation du roi. 408 (1794). — Membre de la convention, il appuie la réintégration du général Rossignol. 505 (An II). — Est échangé contre la fille de Louis XVI; il prend place au conseil des cinq-cents. 454 (An IV). — Il fait partie de la conspiration Babœuf. 466 (An IV).

DROUOT (général), commande l'artillerie de la garde à Weissenfeld; il se distingue à la bataille de Lutzel. 694 (1845). — Décide, par son artillerie, le gain de la bataille de Mormant. 706 (1844). — Part glorieuse qu'il prend à la bataille de Craonne. 709 (1844). — Accompagne Napoléon à l'île d'Elbe. 720 (1844).

DUBARRAN (conventionnel); signe l'arrêté du 2 prairial. 364 (An II). — S'oppose à la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 596 (An II). — Est décrété d'arrestation. 450 (An II).

DUBARRI (la), est condamnée à mort par le tribunal révolutionnaire. 542 (An II).

DUBOIS, savant; fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI).

DUBOIS-CRANCÉ (conventionnel), défend la liberté commerciale. 238 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est nommé suppléant au comité d'exécution. 255 (An I). — Sa présence et celle de Gauthier empêche Grenoble d'envoyer des troupes au secours de Lyon. 284 (An II). — Dirige des troupes vers Lyon et Marseille, sur l'ordre de la convention. 286 (An II). — Entoure Lyon avec vingt mille hommes, sous les ordres de Kellermann; il ordonne le bombardement de cette ville, après avoir essayé inutilement de la ramener au devoir. 296 (An II). — Haine qu'il s'attire en faisant bombarder Lyon. 304 (An II). — Est attaqué par Robespierre à la tribune des jacobins; il est rayé de leur liste. 592 (An II). — Fait adopter le principe du renouvellement mensuel et par quart du comité de salut public. 578 (An II). — Est réintégré sur la liste des jacobins. 579 (An II). — De mande, à l'occasion des troubles de Marseille, que la convention se prononce contre les continuateurs de

- Robespierre.** 395 (An II). — Remplace Bréard au comité de salut public. 444 (An II). — Son rapport sur les conventionnels mis en arrestation, met en question les opérations électorales, déjà presque terminées. 442 (An III). — Se réconcilie avec la montagne. 443 (An III). — Dénonce aux directeurs la conspiration de Bonaparte; ils ne veulent pas y croire. 564 (An VIII). — Est remplacé par Berthier au ministère de la guerre. 578 (An VIII).
- DUBOUCHÉ** (le vicomte), ministre de la marine, appuie les violences de la majorité royale. 787 (1816).
- DUBOISSON**, est signalé par Robespierre comme agent de l'étranger; il est expulsé des jacobins. 538 (An II). — Est condamné à mort. 550 (An II).
- DUBZ**; projet de loi relatif à sa répression; sort de ce projet. 917 et 948 (1829).
- DUDON** (le baron), est destitué et arrêté; proclamation affichée par un de ses employés. 689 (1812). — Est élu député dans la Loire-Inférieure. 930 (An II).
- DUCHASTEL** (conventionnel); quoique malade, il se rend à l'assemblée pour sauver le roi par son vote; il se prononce pour le bannissement. 229 (An I). — Est mis en jugement. 344 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).
- DUCHESNE** (le général), s'empare de Lodi. 587 (An VIII).
- DUCCOS** (conventionnel), est du côté gauche de la législative. 420 (1794). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — Marat le fait rayer du décret d'arrestation rendu contre les girondins. 277 (An II). — La montagne l'empêche de parler sur la proposition de mise en jugement des girondins; il est mis en jugement lui-même. 344 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).
- DUCROQUET**, est condamné à mort. 350 (An II).
- DUNOT**, se plaint à la convention de l'attaque du club des jacobins; son discours contre l'aristocratie; il demande que le comité de sûreté générale soit renouvelé. 404 (An III). — Est condamné à mort, après les journées de prairial; il se suicide. 429 (An III).
- DUPOURNAY**, fait un cours sur la fabrication de la poudre. 345 (An II). — S'oppose à l'admission de Vincent aux jacobins. 349 (An II).
- DUFRAISSE**; la convention décrète son arrestation, le 9 thermidor. 374 (An II).
- DUFRIÈRE-VALAZÉ**. Voyez VALAZÉ.
- DUGOMMIER** (le général) remplace Cartaux et Doppet au siège de Toulon. 528 (An II). — Comprend Bonaparte, et s'entend avec lui pour la prise de Toulon. 559 (An II). — Bat les Espagnols, commandés par La Union; résultats de sa victoire. 564 (An II). — Investit Bellegarde. 569 (An II). — Bat le général La Union, et lui tue six cents hommes. 598 (An II). — Prend Bellegarde, et repousse l'armée espagnole. 598 (An II). — Attaque les Espagnols, retranchés dans la montagne Noire; il s'empare de leurs redoutes, et les met en fuite; il y est tué sur le champ de bataille. 409 et 440 (An III).
- DUGUA** (le général) exécute une brillante charge à la bataille du Tagliamento. 509 (An V).
- DUREM**, conventionnel; sa proposition relative au jugement de Louis XVI. 222 (An I). — Est exclu du club des Jacobins; il y est réintégré plus tard. 338 (An II). — Est nommé membre du comité des Jacobins. 385 (An II). — Se déchaîne contre le système des thermidoriens. 586 (An II). — S'oppose à la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 396 (An II). — Son allocation contre la motion qui défend aux députés de faire partie des sociétés populaires. 408 (An II). — Dénonce à la Convention l'attaque tentée contre le club des Jacobins. 408 (An III). — Combat le rapport de Rewbel dirigé contre les jacobins. 404 (An III). — Traite Clausel de calomniateur; il le menace de l'assassiner, s'il ne prouve pas son accusation contre les patriotes. 442 (An III). — Dénonce à la Convention un écrit royaliste inséré dans *le Spectateur français*. 444 (An III). — Est appelé par les patriotes *le palladium de la sans-culotterie*; le comité de sûreté générale demande son arrestation; la Convention l'ordonne. 428 (An III).
- DURESNE** (le général), commande quinze mille hommes en Espagne; sa position. 646 (1808).
- DUBOIS**, commande une colonne de sectionnaires contre la Convention. 440 (An III).
- DULAUDE** (conventionnel); il est également étranger aux jacobins et aux girondins. 487 (1792). — Est rappelé dans la Convention avec les soixante-troize. 487 (An III). — Son opinion comme historien sur la cause des nombreuses conspirations qui ont désolé la république. 454 (An IV). — Son opinion sur ce coup d'état du 18 fructidor. 534 (An VI). — Ce qu'il dit de l'association des théophilantropes. 544 (An VI).
- DUMAS** (le général) prend le commandement de l'armée des côtes de Brest. 599 (An II). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI).
- DUMAS** (président du tribunal révolutionnaire); la Convention décrète son arrestation. 574 (An II). — Est arrêté et exécuté le 9 thermidor. 376 (An II).
- DUMAS** (Matthieu), est un des principaux membres du côté droit de la législative. 420 (1794). — Combat les propositions de Brissot. 427 (1794). — Défend La Fayette dont on demande la mise en accusation. 474 (1792). — Fait partie des clichyens. 548 (An V). — Est proscrit; son exécution le 10 fructidor. 529 (An VI).
- DUMANGIN** (médecin) fait l'autopsie du corps du dauphin dit Louis XVII. 452 (An III).
- DUMERBION** (le général) chasse les Piémontais de diverses villes, qu'il prend; il enlève le poste de Seorgio. 560 et 564 (An II). — Bat les Sardes et les Autrichiens à Cairo, et les rejette vers Alexandrie. 598 (An II). — Ses infirmités l'empêchent de continuer à servir la république; il est remplacé par Schérer. 409 (An III).
- DUMETS**, aspire à la popularité parmi les jacobins. 95. (1791)
- DUMOLARD**, député, repousse l'introduction des pétitionnaires armés. 459 (1792). — Défend La Fayette, dont la mise en accusation est demandée. 474 (1792). — A l'occasion des révolutions de Venise et de Gènes, attaque Bonaparte. 598 (An V). — Est proscrit le 18 fructidor. 529. (An VI) — Dénonce un complot royaliste contre la chambre des représentants. 765 (1843).
- DUMONT** (André), conventionnel, est envoyé par la convention à Beauvais et Abbeville. 527 (An II). — Saint-Just demande sa punition. 572 (An II). — Se porte l'accusateur de David. 578 (An II). — Fait adopter le renvoi à la commission d'une adresse des jacobins en faveur des patriotes persécutés. 58 (An II). — Son discours contre les jacobins dans la section Guillaume-Tell. 593 (An II). — Vote l'adoption d'une commission qui

doit vérifier la conduite des anciens membres du comité de salut public ; il lève la séance. 394 (An II). — Remplace Cochon au comité de salut public ; il préside la convention ; sa partialité. 444 (An III). — Se distingue parmi ceux qui demandent la tête des membres des anciens comités. 442 (An III). — Propose de chasser du territoire français Barrère et ses deux collègues ; sa motion adoptée d'enthousiasme, et convertie en décret. 449 (An III). — Demande l'arrestation de Chasles, Choudieu, Foussedoire et Huguet. 449 (An III). — Mesure qu'il propose contre les émigrés. 425 (An III). — S'oppose à la rentrée dans la convention des patriotes mis en accusation. 443 (An III).

DUMOURIEZ (le général) est nommé ministre des affaires étrangères ; son portrait d'après M^{me} Roland. 440 et 434 (1792). — Sa saillie au sujet de la qualification de sans-culotte. 441 (1792). — Réponse qu'il fait à la reine relativement à la constitution. 442 (1792). — Son entrevue avec la reine ; résultat de cette entrevue. 442, 443 (1792). — Est chargé de faire à la législative un rapport sur le différend avec l'Autriche ; il lit ce rapport. 445 (1792). — Cause de son premier différend avec les girondins. 445. (1792). — Son plan de guerre offensive et défensive. 448 (1792). — Chef d'une fraction du ministère ; sa politique. 452 (1792). — Demande en plein conseil une explication à Servan relativement au camp des vingt mille hommes. 453 (1792). — Conseils qu'il donne à Louis XVI. 454 (1792). — Promet à Louis XVI de remplacer les ministres girondins ; à quelles conditions. 455 (1792). — Ses nouvelles instances auprès du roi. 455 (1792). — Est élu par la législative ; motifs pour lesquels il donne sa démission : il se rend à l'armée de Luckner. 455, 456 (1792). — Dans le camp de Maulde cherche à gagner la faveur du gouvernement nouveau. 479 (1792). — Au lieu d'envahir les Pays-Bas, revient à Sedan ; son plan de campagne, marqué au coin du génie. 484 (1792). — Reçoit de Roland une lettre de protestation d'amitié ; il est l'espoir de la patrie. 485. (1792). S'empare des défilés de l'Argonne avant les Prussiens, et leur ferme le passage ; il écrit qu'il répond de tout. 485 (1792). — Prend une position très-forte ; livre la bataille de Valmy. 487 (1792). — Son retour à Paris ; accueil qu'il y reçoit de la part de la convention et des sociétés patriotiques. 497 (An I). — Il a une altercation avec Marat ; il repart pour l'armée. 497 (An I). — Prépare l'exécution de son plan d'invasion de la Belgique ; il bat les coalisés à Jemmapes. 207 (An I). — Il est porté aux nues par tous les partis. 208 (An I). — Son tort après la bataille de Jemmapes ; il tolère des marchés de gaspillage. 209 (An I). — Sa lettre hautaine au ministre de la guerre ; il refuse de livrer les fournisseurs de son armée, malgré l'ordre de la convention. 299 (An I). — Causes qui lui font perdre de sa popularité en France ; comment il parvient à s'allier l'esprit des Belges ; son ambition, qui le fait appeler César-Dumouriez. 209, 210 (An I). Il convoque les assemblées primaires en Belgique, pour former une convention nationale. 240 (An I). — Ses torts en Belgique ; ses querelles avec le ministre de la guerre. 246 (An I). — Il transporte son quartier-général à Saint-Amand. 252 (An I). — Sa conduite vis-à-vis des patriotes de la Belgique ; ses vues secrètes sur ce pays ; son invasion en Hollande ; ses succès au commencement. 256—257 (An I). — Il est déclaré traître à la patrie par plusieurs sections. 245 (An I). — Est accusé de trahison aux ja-

cobins ; membres qui prennent sa défense. 246 (An I). — Il revient de Hollande en Belgique ; son orgueil ; son langage à Camus ; menaces qu'il profère, si on le pousse à bout ; mépris qu'il professe pour le jacobinisme. 247, 248 (An I). — Sa lettre au conseil exécutif ; effets qu'elle produit ; il obtient quelques avantages qui encouragent les volontaires. 248 (An I). — Bataille qu'il donne ; il bat en retraite, après une victoire presque complète ; ses projets pleins de folie ; ses menaces à la convention ; armistice qu'il conclut avec le colonel Mack. 248, 249 (An I). — Il est défait à Nerwinde ; détails de ses intrigues contre-révolutionnaires ; il conspire en faveur du jeune duc de Chartres. 249 (An I). — Il a une seconde entrevue avec le colonel Mack. 249. An I). — Il écrit une seconde lettre au comité de défense générale. 250 (An I). — Il témoigne une affection toute particulière au jeune Égalité. 249, 250. (An I). — Ses fausses espérances sur les villes de Lille, Valenciennes et Condé. 252 (An I). — Sa trahison est consommée ; il arrête et livre aux Autrichiens le ministre de la guerre et les quatre commissaires de la convention. 252 (An I). — Sa proclamation de trahison ; effets qu'elle produit dans l'armée ; sa conduite à Condé ; il est poursuivi par les volontaires ; sa fuite à l'ennemi ; son portrait. 253 (An I). — Les femmes et les enfants des officiers dévoués à ce traître sont gardés pour otages, par les municipalités, d'après les ordres de la convention. 254 (An I). — Il est remplacé par Dampierre. 254 (An I). — Sa trahison est cause de nos malheurs dans le Nord, et de la désorganisation de l'armée, 283 (An II). — Dirige, de Londres, les mouvements de Wellington en Espagne ; il lui fait passer les plans de campagne. 669 (1840).

DUMOREY (avocat) rédige avec M. Comte *la Censeur Européen*. 752 (1844).

DUNKERQUE (ville de) ; elle est convoitée par les Anglais. 284 (An II). — Le duc d'York veut s'en emparer ; elle est défendue par Souham et Hoche. 505 (An II).

DUPRÉ (l'amiral) commande la flotte de l'expédition d'Alger. 935 (1830). — Diversion favorable qu'il fait en attaquant Alger par mer. 939 (1830).

DUPRENT (conventionnel) veut sortir de la salle de la convention le 2 juin ; deux soldats s'y opposent, et menacent de l'arrêter. 276 (An II). — Est impliqué dans le procès de Charlotte Corday ; il nie toute participation au crime ; il avoue avoir répandu les écrits de Barbaroux, et avoir projeté d'aller rejoindre les girondins à Caen. 287 (An II). — Est mis en jugement. 344 (An II). — Comparait devant le tribunal révolutionnaire ; sa condamnation. 323 (An II).

DUPHOT (le général), repousse les troupes papales qui ont poursuivi des séditieux dans l'enceinte du palais de la légation française ; il les poursuit seul : il est massacré. 340 (An VI).

DUPIN (conventionnel) vote, dans le procès de Louis XVI pour les fers. 229 (An I).

DUPIN (ainé, député) défend *le Constitutionnel*. 874 (1825). — Combat le projet de loi sur la surtaxe pour le transport des imprimés. 885 (1827). — Son discours pour la défense de l'adresse des deux cent vingt-un. 933 (1830).

DUPONTIER (député), est pros crit le 48 fructidor. 329 (An VI). — Est exclus de la représentation nationale. 573 (An VIII).

DUPLESSIS-GRÉNEAU, demande la formation de *catégories* pour les Français. 738 (1816).

DUROMINA (attaché à la police), est condamné à mort, et exécuté avec Fouquier-Thinville. 424 (An III).

DUPONT (le général) commande vingt mille hommes en Espagne; sa capitulation à Baylen. 646 (1808). — Événements qui amènent cette capitulation; acte d'accusation porté contre lui. 648 (1808). — Est nommé ministre de la guerre. 723 (1814). — Excite le mécontentement de l'armée. 732 (1814).

DUPONT-DE-NEMOURS, expose à la constituante les inconvénients des mesures qu'il conseille lui-même. 44 (1789). — Appuie la motion de Talleyrand. 69 (1789). — Excite les sections contre la convention. 458 (An III). — Est nommé secrétaire-général du gouvernement provisoire. 745 (1814).

DUPONT (de l'Eure, député), est élu vice-président de la chambre des députés. 750 (1815). — Son énergique protestation en votant le dernier article de la loi des élections. 828 (1820). — Est nommé scrutateur à Paris. 900 (1827).

DUPORTAIL, devient ministre de la guerre; il restreint le pouvoir de Bouillé. 89 (1790).

DUPORT (Adrien), fait à l'assemblée constituante un rapport sur les dispositions pacifiques de la population parisienne. 405 (1791).

DUPORT-DUTERTRE (avocat) devient garde des sceaux. 89 (1790). — Il est menacé d'accusation; il se justifie; sa démission. 440 (1792). — Est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 542 (An II).

DUPRAT (conventionnel), est mis en accusation avec les girondins. 514 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).

DUPRAT (député) dénonce aux conseils un écrit de Bailleur; il propose de renvoyer cet écrit à une commission; on passe à l'ordre du jour. 525 (An V). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).

DUQUESNOY (conventionnel), est chargé de veiller à l'approvisionnement des places du nord. 305 (An II). — Charge à la bataille de Watignies. 520 (An II). — Attaque le rapport de Rewbel, dirigé contre les jacobins. 404 (An III). — Est arrêté et décrété d'accusation le 4^{er} prairial. 428 (An III). — Sa condamnation; son suicide; services qu'il avait rendus. 429 (An III).

DUQUESNOY (le général); sa manœuvre hardie décide le gain de la bataille de Watignies. 520 (An II).

DURAND-MAILLANE (conventionnel) s'oppose au décret qui proclame que la république a été sauvée par l'insurrection de juin. 282 (An II). — Appuie la motion de Merlin pour la dissolution des jacobins. 587 (An II). — Demande que toute association et correspondance entre les sociétés populaires soient défendues. Cette motion est renvoyée aux comités, malgré l'opposition des patriotes. 587 (An II).

DURANTHON, est nommé ministre de la justice; son portrait par madame Roland. 440 (1792). — Ses instances auprès du roi pour lui faire sanctionner le décret contre les prêtres réfractaires; il donne sa démission. 455-456 (1792).

DURAS (le duc de); motif de sa démission; son émigration. 98 (1791). — Est membre de la confédération royaliste; il s'adjuge le commandement d'Orléans et de Tours. 707 (1814).

DURATEAU (l'adjudant-général) se défend dans le Caire

avec deux cents hommes seulement. 591 (An VIII).

DUNBACH (de la Moselle), proteste contre l'octroi de la charte. 750 (1814).

DUROC (maréchal); traité qu'il signe pour la France, avec Izquierdo, concernant le Portugal. 659 (1807). — Conseille à Napoléon de s'arrêter à Vitespk. 678 (1812). — Est tué le lendemain de la bataille de Bautzen; douleur que Napoléon ressent de sa mort. 695 (1815).

DUROSOY; publie une gazette monarchique et nobiliaire. 85 (1790).

DUROV (le député), est décrété d'accusation le 4^{er} prairial. 428 (An III). — Sa condamnation; son suicide; services qu'il avait rendus. 429 (An III).

DUSSAULX (conventionnel), est élu à Paris. 486 (1792). — Ne vote pas la peine de mort, lui troisième. 250 (An I). — Consent à cesser volontairement ses fonctions de représentant pendant un temps déterminé. 276 (An II). — Marat le fait rayer du décret d'arrestation rendu contre les girondins. 277 (An II). — Son discours lors de sa réintégration à la convention. 407 (An III).

DUVAL (conventionnel), est mis en accusation comme girondin. 514 (An II). — Est présenté par Barrère pour remplacer un membre du comité de salut public. 578 (An II).

DUVERNE DE PARSLE; sa conspiration dans l'intérêt de la royauté; il est arrêté. 495 (An V). — Sa défense devant le conseil de guerre; ses révélations; il est condamné à dix ans de réclusion. 494 et 495 (An V). — Est réintégré dans la prison du Temple après le jugement du conseil de guerre; il est traduit devant les tribunaux; il n'est condamné qu'à la détention. 495 (An V).

E

ECCLÉSIASTIQUES (les biens), sont déclarés *la propriété de l'État*. 70 (1789).

ECCLÉSIASTIQUES (écoles secondaires). Voyez *séminaires* (petite).

ECCLÉSIASTIQUES (ministère des affaires); est joint à celui de l'instruction publique; il est donné à M. de Fraysinoux. 845 (1824).

ÉCOLE DE MARS (I^{re}), est décrétée par la convention; sa destination. 563 (An II). — Les élèves assistent à la translation des cendres de J.-J. Rousseau, et de Marat au Panthéon. 591 (An II). — Est licenciée. 408 (An III).

ÉCOLES DE MÉDECINE; rapport de Fourcroy sur leur organisation; leur but; lieux où elles doivent être établies. 400 (An II).

ÉCOLE NORMALE; elle est fondée par la convention; sa destination; ses professeurs. 599 (An II).

ÉCOLES NORMALES des départements; la convention décrète leur organisation. 296 (An II).

ÉCOLE POLYTECHNIQUE, est appelée d'abord école Central des travaux publics; rapport de Fourcroy sur son organisation. 599 (An II). — Les élèves contribuent à la défense de Paris. 710 (1814).

- ÉCOLES PRIMAIRES**; la convention les organise. 296 (An II).
- ÉCOSSE** (I), se soulève; il s'y forme un comité qui se dit chargé d'organiser un gouvernement provisoire. 828 (1820).
- ÉCUMULE** (bataille), gagnée par Napoléon, sur le prince Charles; ses détails; ses résultats. 654 (1809).
- ÉDUCATION PUBLIQUE**; elle attire les regards de la convention; mesures qui sont prises à ce sujet par cette assemblée. 296 (An II).
- ÉGLISES** (les), sont dépouillées par le peuple, en vertu d'un décret. 332 (An II). — La convention défend d'y ensevelir les morts. 332 (An II).
- ÉGYPTE**; Bonaparte en propose la conquête aux directeurs, qui adoptent son plan. 359 (An VI). — L'armement destiné à l'expédition, se réunit à Toulon; composition de la flotte; de l'armée; généraux qui la commandent. 544 (An VI). — Départ de l'armée expéditionnaire; elle échappe aux Anglais; aborde en Afrique un mois après son départ. 544 (An VI). — Cette contrée est conquise par Bonaparte en un an. 564 (An VIII). — Elle est délivrée des Mameloucks; les savants vont l'explorer. 564 (An VIII). — Est abandonnée par l'armée française, qui capitule avec les Anglais. 610 (An IX).
- EL-ANISCH** (le fort d'), est pris par Bonaparte. 551 (An VIII). — Convention qui y est conclue entre Kléber et la Porte, pour l'évacuation de l'Égypte. 590 (An VIII).
- ELNE** (l'île d'), est donnée en souveraineté à Napoléon. 749 (1814). — Il la quitte pour retourner en France. 759 (1815).
- ELBÉE** (d'), commande un corps de Vendéens. 265 (An II). — Est dangereusement blessé. 521 (1793).
- ÉLECTIONS** (de 1789), sont ensanglantées par des troubles dans le faubourg Saint-Antoine. 3 (1789). — Elles durent un mois. 3 (1789).
- ÉLECTIONS** (1792) pour la convention. 186 (1792).
- ÉLECTIONS** (de l'An III); leur résultat est connu; il menace la république. 446 (An III).
- ÉLECTIONS** (de l'An VII); elles se font dans un esprit patriotique. 552 (An VII).
- ÉLECTIONS** (de 1815); circonstances déplorables dans lesquelles elles se font. 777 (1815).
- ÉLECTIONS** (de 1818); second résultat de la loi sur les élections. 802 (1818).
- ÉLECTIONS** (de 1819); efforts des libéraux et des royalistes lors de ces élections. 816 (1819).
- ÉLECTIONS** (de 1820); premier essai de la *Loi électorale*, naguère modifiée. 852 (1820).
- ÉLECTIONS** (de 1821), favorables aux ultra-royalistes. 858 (1821).
- ÉLECTIONS** (de 1827), sont à l'avantage des libéraux, surtout à Paris. 900 (1827).
- ÉLECTIONS** (de 1830); elles sont retardées d'une vingtaine de jours, dans vingt départements; motifs de ce retard. 958 (1830). — Majorité qu'elles donnent à l'opinion libérale. 940 (1830).
- ÉLECTEURS** (les); mesures qu'ils proposent au roi. 44 (1789). — Leur comité fait distribuer les armes de l'Hôtel-de-Ville. 45 (1789). — Mesure qu'ils adoptent pour armer les citoyens. 46 (1789). — Activité de ce comité et services qu'il rend. 22 (1789). — Arrêté qu'ils prennent pour sauver Foulon de la fureur du peuple 31 (1789). — Ils expliquent leur arrêté d'amnistie et dissolvent leur assemblée. 36 (1789). Se réunissent au Théâtre-Français; ils sont dispersés par ordre de la convention. 459 (An III). — Leurs lumières et leur patriotisme. 749 (1815). — Ils célèbrent par des banquets et des ovations le retour des 224 dans leurs départements. 958 (1830).
- ÉLIE**; se signale lors de la prise de la Bastille. 23 (1789).
- ÉLIGIBILITÉ**. Discussion sur cette matière; comment elle est fixée. 72 et 75 (1789).
- ÉLISABETH** (Madame, sœur du roi). Sa condamnation; son exécution. 357 (An II).
- ELLIS** (plénipotentiaire anglais à Lille). S'en retourne en Angleterre, les négociations étant rompues. 552 (An VI).
- ÉLYSÉE** (palais de l'). Conseil qu'y tient Napoléon; mesures qu'il y concerte. 755 (1815).
- ÉMERV** (chef de chouans); est convaincu de l'assassinat du gouverneur de la Bastille et de la princesse de Lamballe. 494 (An V).
- ÉMIGRATION** (l') fait de grands progrès. 65 (1789). — Projet de loi sur cette matière; ajournement de ce projet. 400 et 401 (1791). — Elle devient générale parmi les nobles. 425 (1791). — Elle est dénoncée à l'assemblée législative. 425 (1791).
- ÉMIGRÉS** (les); leurs intrigues et leurs fausses imputations. 66 (1789). — Bruits qu'ils répandent sur une guerre imminente des puissances contre la France. 414 (1791). — Leur protestation contre l'acceptation de la constitution par le roi; leurs préparatifs et leurs menées hostiles. 424 et 425 (1791). — Décret de la législative contre eux. 429 et 430 (1791). — Motifs de ce décret. 452 (1792). — Ils redoublent leurs efforts contre-révolutionnaires. 453 (1792). — Plusieurs rentrent en France et contribuent à l'agitation générale. 223 (An I). — Il est juste qu'ils supportent les frais de la guerre. 264 (An II). — Sont à portée de secourir les Lyonnais. 288 (An II). — Les lois contre eux sont renouvelées avec des dispositions plus positives. 586 (An II). — Quatre cents d'entre eux sont exceptés de la capitulation de Bois-le-Duc, et fusillés. 597 (An II). — Rentrent en France à l'occasion de l'amnistie accordée aux Vendéens; ils viennent intriguer à Paris contre la république. 444 (An III). — Mesures proposées contre eux à la convention; décret qui les frappe. 423 (An III). — Composent avec les Allemands l'expédition de Quiberon. 452 (An III). — La convention les éloigne des fonctions publiques par un décret. 448 (An III). — Rentrent furtivement en France, et déconsidèrent le gouvernement. 547 (An V). — Leurs successions ne s'ouvrent plus au profit de l'État, mais à celui de leurs parents. 525 (An V). — Ceux qui ne sont pas rayés de la liste sont tenus de quitter la France dans quinze jours. 529 (An VI). — Ils sont accusés de l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt; Jean Debry les défend lui-même de cette imputation. 551 (An VII). — Sont congédiés du service de Russie, et passent à la solde de l'Angleterre. 584 (An VIII). — Pitoyables raisons dont les émigrés-députés appuient la loi d'indemnité. 858 et 859 (1825).
- EMMENDINGEN** (combat de); il a lieu entre l'armée de Moreau et les Autrichiens. 478 (An IV).
- EMPIRE FRANÇAIS**. Son étendue, ses bornes en 1814. 668 (1810).
- EMPRUNT** DE TRENTE MILLIONS demandé par Necker, et décrété par l'assemblée constituante. 46 et 47 (1789).

- EMPRUNT FORCÉ.** Il est retiré par la commission consulaire. 379 (An VIII.)
- ESCHIER (le duc d').** Son arrestation; son arrivée à Vincennes; nom des commissaires qui le jugent; sa condamnation; son exécution. 642 (An XII.)
- ENTRAIGUES (le comte d').** on trouve dans ses papiers, à Venise, la preuve de la trahison de Pichegru. 520 (An V).
- ÈRE RÉPUBLICAINE;** elle est décrétée. 492 (1792).
- ENTRATH (ville d'),** se rend à Murat. 627 (1806). — Entrevue qui y a lieu entre Napoléon et les souverains du Nord; détails. 630 (1808).
- ENTONÉ (ville d'); les républicains y sont battus par les Vendéens.** 505 (An II).
- ENTON (comte d'); le corps commandé par lui perd son temps en courses inutiles, après la bataille de Ligny.** 784 (1815).
- ESCARS (le comte d'); sa division décide le gain de la journée de Staouelli; elle éprouve de grandes pertes.** 959 (1860).
- ESCHASSÉRIALUX, est présenté par Barrère pour remplacer un membre du comité de salut public.** 578 (An II).
- ESSLING (bataille d'); ses détails; dangers qu'y court l'armée française; effets que produit cette affaire.** 655 (1809).
- ESPAGNE.** Ses dispositions équivoques à l'égard de la France. 467 (1792). — Comment elle voit la révolution française. 235 (An I). — La guerre contre cette puissance est décrétée par la convention. 242 (An I). — Sollicite de la république et obtient la paix; conventions qui sont arrêtées. 431 (An III). — Déclare la guerre à l'Angleterre. 497 (An V). — S'interpose comme médiatrice entre la France et la coalition. 546 (An VII). — Est abandonnée de ses colonies d'Amérique, qui s'insurgent contre elle. 664 (1810).
- ESPAGNAC (ex-abbé d'), est mis en jugement avec les dantonistes.** 354 (An II).
- ESPAGNOLS (les), saisissent quelques vaisseaux anglais, ce qui occasionne un armement général en Angleterre.** 77 (1790). — Ils obtiennent des succès contre la France. 262 (An II). — Ils battent les Français, et s'emparent de leur camp. 272 (An II). — Ils s'avancent jusques sous les murs de Perpignan. 285 (An II). — Ils repoussent l'attaque des Français à la Bidassoa. 520 (An II). — Sont repoussés par l'armée des Pyrénées-Occidentales; ils sont battus par celle des Pyrénées-Orientales; pertes qu'ils éprouvent. 564 (An II). — Sont attaqués dans la montagne Noire, et mis en déroute par Dugommier. 409 et 410 (An III). — S'insurgent contre les Français. 645 (1808). — Insurrection générale du 27 mai; leur situation à cette époque. 646 (1808).
- ESPIGOSA (bataille d'); gagnée par Victor sur les Espagnols commandés par La Romana; ses résultats.** 651 (1808).
- ESPÉRANVILLE (d'), conseiller au parlement, partisan de la réforme; sa théorie monarchique; son indignation au sujet de la constitution.** 93 (1794). — Fait ses réserves contre la mise hors d'accusation du duc d'Orléans et de Mirabeau. 89 (1790). — Rédige une protestation contre la constitution. 444 (1794).
- ESSER (le général), est battu par Suchet et Oudinot à Ostrolenka.** 651 (1807).
- ÉTATS-GÉNÉRAUX;** leur ouverture. 5 (1789).
- ÉTATS-UNIS.** Ils sont les seuls alliés sûrs de la France. Leur éloignement les rend inutiles. 467 (1792). — Ferment leurs ports aux vaisseaux anglais. 656 (1807).
- ÉTIERRE (député), tableau qu'il fait de la mauvaise administration des ministres.** 854 (1824). — Rentre dans la chambre des députés. 900 (1827). — Est le rapporteur de l'adresse en réponse au discours du trône. 954 (1830).
- ÉTRANGERS.** Ils envoient une députation à l'assemblée nationale, à la suite d'Anacharsis Cloots. 79 (1790). — La convention décrète l'arrestation de ceux nés sur le territoire des ennemis de la république; exceptions en faveur des artistes. 294 (An II).
- ÊTRE-SUPRÊME (fête de l').** Description de la fête qui y est consacrée. 364 et 365 (An II).
- ÉVÈQUE (le roi d') échange son royaume contre une souveraineté en Portugal.** 659 (1807).
- ÉTUDIANTS (les) demandent des armes et rendent de grands services à la ville de Paris.** 47 (1789). — Défendent les députés libéraux au sortir de la chambre. 825 (1820).
- EUGÈNE (Beauharnais, le prince), est nommé vice-roi d'Italie; il épouse la fille du roi de Bavière.** 623 (1806). — Ses succès en Italie. 656 (1809). — Atteint l'archiduc Jean sur le Danube, et le défait complètement; la ville de Raab capitule. 658 (1809). — Demande pour Napoléon la main de Marie-Louise, au prince Schwarzenberg. 663 (1809). — Commande un corps d'armée, à la campagne de Russie. 674 (1812). — Bat les Russes à Malo-Jaroslavets. 684 (1812). — Sa conduite admirable au combat de Krasnoé. 685 (1812). — Est mis à la tête de l'armée, et s'occupe de sa réorganisation. 694 (1812). — Se distingue à la bataille de Lutzen. 694 (1813). — Part pour Milan; il ne revoit plus Napoléon. 695 (1813). — Est vivement menacé en Italie; son armée n'a plus la même ardeur. 699 (1813). — Est réduit à reculer par la défection de Murat. 709 (1815).
- EURE (département de l').** Les girondins y proclament l'insurrection contre la convention. 284 (An II). — Ses administrateurs sont décrétés d'accusation; des troupes y sont envoyées par la convention. 282 (An II).
- EURE-ET-LOIR (département d'); pourquoi la pénurie s'y fait sentir, malgré l'abondance des récoltes.** 240 (An I).
- ÉVARISTE SAN-MICHEL, est un des chefs de la révolution espagnole.** 823 (1820).
- ÈVÈCHÉ (les bâtiments de l') sont réunis à l'Hôtel-Dieu.** 358 (An II).
- ÈVÊQUES;** les réfractaires sont remplacés dans plusieurs départements. 92 (1794).
- ÈVREUX (ville d'); les subsistances destinées à l'approvisionnement de Paris y sont arrêtées et pillées.** 423 (An III).
- EXCELMANS (le général), surprend douze mille Prussiens à Versailles; sa rentrée triomphante à Paris.** 764 (1815).
- EXCOMMUNICATION (bulle d'), est lancée par Pie VII contre Napoléon.** 657 (1809).
- EXIL (ville de); le directoire exige que ses fortifications soient démolies.** 465 (An IV).
- EXPÉDITION D'ALGER;** elle met à la voile; elle débarque à Sidi-Ferruch. 938 (1830). — Combats qu'elle soutient après son débarquement; orage qui assaillit la flotte; sa situation devient critique. 959 (1830). — Les Arabes sont battus à Staouelli; nouveaux combats qu'elle soutient contre eux; arrivée de la grosse artillerie; le roi l'Empereur est investi. 759 (1830). — Siège du fort l'Empereur; les Turcs le font sauter; capitulation

d'Alger. 939 (1830). — Conditions faites au dey. 940 (1830).

EXPOSITION DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE; la première a lieu au Champ-de-Mars, pendant le ministère de François de Neufchâteau; détails sur cette exposition. 545 (An VII).

EYLAU (bataille d'); ses détails; ses résultats; divergence des opinions sur le gain de cette bataille; réfutation de quelques bruits sur la mésintelligence qui aurait éclaté entre les maréchaux; mot de Lannes sur cette bataille. 650 (1807).

EYMERV, fait partie des clichyens. 518 (An V).

F

FABRE (des Pyrénées-Orientales), conventionnel, étouffe l'insurrection de la Lozère. 285 (An II). — Stimule l'ardeur de l'armée des Pyrénées-Orientales; il chasse les Espagnols du camp de Peyrestore. 320 (An II). — Réorganise l'armée de Perpignan; il y est tué. 544 (An II).

FABRE D'ÉGLANTINE (conventionnel), est élu à Paris. 486 (1792). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Appuie la motion de Danton, concernant le salaire à accorder aux hommes du peuple. 300 (An II). — Dénonce à la convention Ronsin et Vincent; il dénonce aussi Bouchotte et Mazaré, chef de la cavalerie; les jacobins tonnent contre lui. 544 (An II). — Perd la confiance des cordeliers; il est arrêté, et reconnu l'auteur de la fausseté d'un décret. 545 (An II). — Est renvoyé avec ses co-accusés devant le tribunal révolutionnaire; il est condamné. 554 (An II). — Sur le rapport de Saint-Just, est décrété d'accusation. 555 (An II). — Est mis en jugement, avec Danton et ses amis; sa condamnation; son exécution. 554 (An II).

FABIER (le colonel) va prendre le commandement de la légion régulière en Morée. 875 (1825).

FADATTE DE SAINT-GEORGES, rapporteur de la commission des comptes de 1823; son discours. 865 (1824)

FABREA (ville de); les Français y entrent pélo-mêle avec les troupes du pape, et s'en emparent. 507 (An V).

FAMILLE ROYALE (la); elle fuit de Paris. 104 (1791). — Elle est arrêtée à Varennes. 408 (1791). — Elle est ramenée à Paris. 412 (1791).

FARGUES (député) embrasse le parti de Bonaparte. 565 (An VIII). — Excuse la conduite de Bonaparte à l'égard du conseil des cinq cents. 574 (An VIII).

FARGUES (maire de Lyon) se signale par son excessif royalisme. 797 (1847).

FAUBOURG SAINT-ANTOINE; agitation et placards insurrectionnels dans ce faubourg. 487 (1792). — L'insurrection y est proclamée; puis elle est ajournée. 469 (1792). — Il adresse à la convention une pétition pleine de modération. 228 (An I). — Il demande la fixation du *maximum*. 265 (An II). — Il est prêt à attaquer la section de la butte des Moulins; des explications ont lieu; il fraternise avec elle. 275 (An II). — Envoie une députation à la convention; discours de son orateur.

418 (An III). — Reste en insurrection; il s'oppose au départ des députés proscrits; inutilité de ses efforts. 420 (An III). — Ses sections se déclarent en permanence le 40 floréal. 425 (An III). — Il s'insurge contre la convention; la générale y met; placard qui est affiché, exposant ses griefs. 425 (An III). — S'insurge de nouveau le 2 prairial; il est désarmé. 428 et 429 (An III).

FAUBOURG SAINT-MARCAU; agitation et placards insurrectionnels dans ce faubourg. 457 (1792). — Il adresse à la convention une pétition pleine de modération. 228 (An I). — Il s'insurge contre la convention; placards affichés partout contenant ses griefs et ses désirs. 425 (An III). — S'insurge de nouveau le 2 prairial; il est désarmé. 428 et 429 (An III).

FAUCHET (évêque et conventionnel); il invoque l'inviolabilité du roi; son discours insinuant. 241 et 242 (An I). — Il vote seulement comme législateur sur la peine à infliger à Louis XVI. 228 (An I). — Consent à cesser volontairement ses fonctions pendant un temps déterminé. 276 (An II). — Est impliqué dans le procès de Charlotte Corday; le témoignage qui le charge est reconnu faux. 287 (An II). — Est mis en jugement. 514 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).

FAVORITE (bataille de la); elle est gagnée par Bonaparte sur le général Provéra; ses détails; ses résultats. 505 (An V).

FAYRAS (le marquis de); son arrestation; son procès; son exécution. 74 et 76 (1790).

FAYAU (conventionnel), est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 295 (An II). — S'oppose à la comparaison à la barre de la convention de Danton et de ses amis. 532 (An II). — Est nommé membre des comités des jacobins. 369 (An II). — Demande la radiation, de la liste des jacobins, de Tallien, Lecoq et Fréron. 585 (An II). — Est journellement calomnié par les thermidorien. 589 (An II). — Est arrêté, et décrété d'accusation le 4 prairial. 428 (An III).

FAYOLLE (conventionnel) rentre à la convention le cœur ulcéré contre les montagnards. 407 (An III). — Est arrêté le 18 fructidor. 527 (An VI).

FAYPOULT, est nommé ministre des finances. 450 (An IV).

FÉCAMP (ville de); les Anglais s'y présentent, et sont repoussés. 542 (An VI).

FÉDÉRATION (la), est permise par le roi, même aux soldats. 78 (1790). — Grande fête pour célébrer la fédération générale. 80 (1790). — Détails de la fête ordonnée par la convention pour son troisième anniversaire. 289 (An II).

FÉDÉRÉS; leur ordre et leur marche vers le Champ-de-Mars. 85 (1790). — Leur arrivée au Champ-de-Mars; leur tenue. 84 (1790). — Ils y prêtent le serment national. 84 (1790). — Il en arrive en grand nombre des départements pour se faire inscrire à Paris, et se faire affilier aux jacobins. 468 (1792). — Fête qu'on leur donne à Paris. 469 (1792). — Les Marseillais demandent la déchéance du roi, dans une pétition à la législative. 170 (1792). — Leur vie licencieuse à Paris. 499 (An I). — Leurs différends avec les sections; leurs chants de proscription contre les chefs des jacobins. 204 (An I).

FÉDÉRALISME; craintes qu'il inspire aux républicains. 223 (An I). — Une foule d'actes en révélant la réalité; il est dénoncé à la tribune par Thuriot. 297 (An II)

FELDERICH (combat de); Masséna y éprouve un échec. 550 (An VII).

FELTRE, est érigée en duché. 625 (1806).

FEMMES (un attroupement de), commet des violences à l'Hôtel-de-Ville; leur marche sur Versailles, 56 et 57 (1789). — Arrivent à Versailles; leur députation à l'assemblée; autre députation au roi. 58 et 59 (1789). — Leur maintien dans l'assemblée; leurs insultes à l'évêque de Langres. 60 (1789). — Elles se rassemblent dans le jardin des Tuileries; motif qui les y amène. 65 (1789). — Leurs imprécations contre les accapareurs; leurs députations aux jacobins. 258. (An I). — Indécence de leur mise sous le directoire. 496 (An V).

FEMMES PUBLIQUES; elles sont atteintes par la loi des suspects. 504 (An II).

FENESTRANGES (la baronnie de), redemandée pour la famille de Polignac. 795 (1816).

FERRAUD, empêche de Launay de faire sauter la Bastille; il n'en est pas moins égorgé. 22 (1789).

FÉRAUD (représentant), stimule l'ardeur de l'armée des Pyrénées-Occidentales. 520 (An II). — Est adjoint à Barras, et à d'autres représentants, pour le commandement de la force armée. 575 (An II). — Sa belle conduite contre les insurgés, à la séance du 4^e prairial; sa tête est portée en triomphe au bout d'une pique. 426 (An III). — Son assassin, d'abord délivré par le peuple, est remis entre les mains de la justice. 429 (An III).

FERDINAND (roi de Naples), conclut un armistice avec Bonaparte; ses troupes abandonnent les Autrichiens; il fait la paix avec le directoire. 472 (An IV). — Rompt l'armistice à l'arrivée de Wurmsér; il fait marcher ses troupes contre les Français. 480 (An IV). — Signe la paix avec le directoire; conditions qui lui sont imposées. 498 (An V). — Accueil magnifique qu'il fait à l'amiral Nelson; il fait des armements; il donne le commandement de son armée au général Mack. 545 (An VII). — Accompagne son armée dans l'expédition contre les Français dans les États romains; son entrée triomphale à Rome; il invite le pape à venir reprendre ses états. 546 (An VII). — S'enfuit de Rome à la nouvelle de la retraite de son armée. 546 (An VII). — Son retour dans sa capitale y répand la consternation; il arme les *lazzaroni*; la reine lui conseille de se retirer en Sicile; il adopte cette idée. 547 (An VII). — Abdiqne en faveur de son fils, le duc de Calabre. 831 (1820).

FÉRDINAND VII (le prince des Asturies); mésintelligence qui éclate entre son père et lui; son parti à la cour; ses instances auprès de Napoléon. 639 (1807). — Arrêté pour conspiration contre son père, il est acquitté par le conseil de Castille; disposition du peuple espagnol en sa faveur. 640 (1808). — Profite du soulèvement du peuple, et force son père à abdiquer. 644 (1808). — Fait son entrée à Madrid, au milieu de l'ivresse du peuple. 642 (1808). — Son précepteur l'engage à se rendre à Bayonne; il exécute ce voyage. 644 (1808). — Est déshérité de la couronne d'Espagne par son père; il se retire à Valençay. 645 (1808). — Conclut un traité avec Napoléon; conditions qu'il accepte. 704 (1814). — Reconnaît et fait proclamer à Madrid la constitution. 823 (1820). — Par son despotisme provoque une révolution en Espagne. 823 (1820). — Est relâché par les constitutionnels; il se réunit au duc d'Angoulême. 845 (1825). — Une fois libre, déclare nul

tout ce qui a été fait depuis qu'il avait reconnu la constitution. 845 (1825).

FÉRDINAND (l'archiduc d'Autriche), perd contre Morano la bataille de Hohenlinden. 594 (An VIII). — Évacue Varsovie, et se retire du grand-duché. 637 (1809).

FÉRINO (le général), commande la droite de l'armée de Moreau; il suit les Souabes et le corps de Condé. 475 (An IV). — Sa division ne se laisse pas entamer à la bataille de Stockach. 550 (An VII).

FERRAND, est membre de la confédération royaliste. 707 (1814). — Traite les Français de rebelle dans l'exposé de motifs de la loi des émigrés. 732 (1814).

FERRARE (ville de), est occupée par Augereau. Elle est cédée aux Français par l'armistice conclu avec le pape. 473 (An IV). — Fait partie de la république *cispadane*. 489 (An V). — Est cédée aux Français par le traité de Tolentino. 507 (An V).

FERRAUD (le général), commande à Valenciennes; sa fidélité à la république, lors de la trahison de Dumouriez. 252 (An I).

FERRIÈRES (le marquis de); son opinion sur les sentiments de Louis XVI, de la reine et du peuple. 96 (1791). — Jugement qu'il porte de la dignité de l'assemblée après la fuite du roi. 407 (1791). — Il expose quel était le plan des ministres de Louis XVI au sujet de la guerre. 456 (1792). — Jugement qu'il porte sur la correspondance diplomatique de Deslessart avec l'Autriche. 459 (1792). — Son opinion sur la journée du 20 juin. 465 (1792).

FERRY. Son avis sur la manière de procéder dans le jugement de Louis XVI. 219 (An I).

FERNER (de), est envoyé par la Suède au congrès de Rastadt; Bonaparte le refuse, à cause de ses liaisons avec l'ancienne cour de France. 557 (An VI).

FÊTES NATIONALES, sont instituées sur le rapport de Chénier. 555 (An II).

FÊTE de la Reconnaissance et de la Victoire. Elle est célébrée le 40 prairial; ses détails. 464 (An IV).

FÊTE de la Liberté; cérémonies et apparat de cette fête. 444. (1792). — Elle déplaît à la cour. 445 (1792).

FÉVILLANTS (le club des), est fondé par les modérés. 447 (1791). — Récrimination des membres qui le composent contre les patriotes. 422 (1791). — Son peu d'influence; l'opinion publique l'abandonne. 422 (1791). — Est le seul appui des ministres; il est fermé par un décret de la législative. 438 (1792).

FÉUTRIER (évêque de Beauvais), devient ministre des affaires ecclésiastiques. 906 (1828).

FIÈVÈS (écrivain), excite les sections contre la convention. 458 (An III).

FIGUÈRE (le fort de), se rend aux Français avec sa garnison. 410 (An III).

FILSBACH (ville de) est forcée par les Autrichiens. 569 (An II).

FINANCES. Leur état sous la constituante. 46 (1789). — Leur situation; ressources de la république. 255 (An I). Mesures financières adoptées par la chambre. 796 (1847). — Loi sur cette matière. 800 (1848). — Leur situation. 800 (1848).

FITZ-JAMES (le duc de), est membre de la confédération royaliste. 707 (1814).

FITZ-JAMES (le colonel). Sa conduite atroce envers le peuple. 904 (1827).

FITZ-PATRICK. Ses motions au parlement anglais pour la liberté de La Fayette. 534 (An VI).

FLAUGERGUES, député, fait partie de la commission qui présente à Napoléon un rapport qui l'indispose. 702 (1843). — Est élu vice-président de la chambre des députés. 730 (1843).

FLESSILLES, Prévôt des marchands de Paris. 46 (1789). — On l'accuse de trahison; il est tué d'un coup de pistolet. 23 (1789).

FLESSINGUE (ville de). Les Anglais en sont repoussés. 345 (An VI). — Les Anglais démoliennent ses chantiers et ses arsenaux. 660 (1809).

FLEURIOT, maire de Paris, convoque le conseil-général de la commune à la nouvelle de l'arrestation de Robespierre. 375 (An II). — Son arrestation; son exécution le 40 thermidor. 376 (An II).

FLEURY (ville de). Jourdan y bat le prince de Cobourg; détails et résultats de cette bataille. 370 (An II). — Napoléon y bat les Prussiens. 754 (1815).

FLORENCE (ville de). Pie VI se retire à la grande Chartreuse après l'établissement de la république romaine. 540 (An VI). — Le pape y est conduit après son enlèvement. 658 (1809).

FLORIDES (les), appartenant à la France, sont envahies par le général Jackson. 806 (1819).

FONFRAÏDE (Boyer), siège au côté gauche de la législative. 420 (1794). — Trois questions qu'il propose sont adoptées pour le jugement de Louis XVI. 228 (An I). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — Il est nommé suppléant au comité de salut public. 255 (An I). — Combat la pétition qui demande l'exclusion des jacobins. 260 (An II). — Sa réponse, comme président de la convention, à la députation de Bordeaux. 265 (An II). — Fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Il lève la séance; les montagnards la font continuer par Hérault de Séchelles. 274 (An II). — Sur la motion de Legendre, il est rayé de la liste d'arrestation. 277 (An II). — S'oppose au décret qui proclame que l'insurrection de juin a sauvé la république. 282 (An II). — La montagne l'empêche de parler sur la proposition de la mise en jugement des girondins; il est mis en jugement. 344 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 325 (An II).

FONSECA (Antoine-Sylveira da) est président de la junte de Porto. 834 (1820).

FONTAINEBLEAU (ville de). La municipalité, incarcérée, est mise en liberté par ordre de la convention. 342 (An II). — Il y est passé un traité entre la France et l'Espagne pour le démembrement du Portugal; ses stipulations. 639 (1807). — Le pape Pie VII y séjourne jusqu'en 1814. 658 (1809). — Napoléon s'y rend après la capitulation de Paris. 744 (1814). — Raisons qui portent Napoléon à signer le traité de ce nom. 749 (1814).

FONTANES, écrivain, excite les sections contre la convention. 458 (An III).

FONTARABIE (la ville de) est prise par les Français. 582 (An II).

FORTENAY (ville de). Les Vendéens s'en emparent. 272 (An II).

FORBIS-JANSON, évêque de Nancy; son mandement est poursuivi et condamné par la cour royale. 884 (1826).

FORESTIER, député, est condamné à la réclusion. 429 (An III). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).

FORFAIT, remplace Bonrdon au ministère de la marine. 578 (An VII).

FORLI (la ville de) est prise par les Français. 307 (An V). **FORMALAGUEZ**. Les thermidoriens et les députés royalistes se réunissent chez lui; il est traité d'espion par Tallien. 443 (An III).

FORMONT (de). Son discours contre le projet de loi d'administration départementale et communale. 948 (1823).

FOSSANO (la ville de) est prise par les Français. 462 (An IV).

FOUCAULT (le marquis de). Sa proposition au nom de la noblesse. 44 (1789). — Son offre généreuse. 47 (1789).

FOUCAULT, président du tribunal révolutionnaire, est condamné à mort et exécuté comme terroriste. 424 (An III).

FOUCHÉ, conventionnel, est envoyé à Lyon; sa cruauté. 527 (An II). — Organise, avec son collègue, les fusillades en masse à Lyon. 340 (An II). — Est forcé d'approuver silencieusement l'accusation des modérés. 353 (An II). — Est attaqué par Robespierre à la tribune des jacobins; il est rayé de leur liste; Saint-Just demande sa punition. 372 (An II). — Forme une coalition pour renverser Robespierre. 375 (An II). — Est réintégré aux jacobins. 379 (An II). — Revient aux opinions des jacobins, et fait cause commune avec eux; motifs qui l'y déterminent. 390 (An II). — Tallien demande sa mise hors la loi. 420 (An III). — Est envoyé à La Haie. 555 (An VII). — Est placé à la tête de la police. 558 (An VII). — Devient partisan de Bonaparte à son retour d'Égypte. 565 (An VIII). — Rejoint Bonaparte au conseil des cinq cents, le 48 brumaire. 566 (An VIII). — Proclamation qu'il fait afficher à Paris; après le coup-d'état du 48 brumaire. 574 (An VIII). — Signale à la proscription les républicains des conseils. 578 (An VII). — Son rapport aux consuls, concernant la machine infernale. 597 (An VIII). — Son rapport à Napoléon sur la noblesse du faubourg Saint-Germain. 664 (1809). — Est remplacé au ministère de la police par le général Savary. 665 (1810). — Est nommé ministre de la police par Napoléon; effets que produit sa nomination. 745 (1815). — Est président de la commission exécutive provisoire; trahison de ce ministre. 757 (1815). — Fait rejeter les propositions de Napoléon; prétextes sur lesquels il se fonde. 760 (1815). — A tout disposé pour la restauration. 764 (1815). — Conseille en vain à Louis XVIII de conserver les couleurs nationales. 764 (1815). — Obtient le portefeuille de la police. 772 (1815). — Reçoit sa démission; son ambassade à Dresde; sa disgrâce; son improbité; sa mort. 779 (1815).

FOURON, fait partie du conseil de Louis XVI, après l'exil de Necker. 45 (1789). — Historique de sa vie; sa fuite; son arrestation; son supplice. 30 et 54 (1789).

FOQUIER-TINVILLE, accusateur public, soutient l'accusation contre Custine. 302 (An II). — Acte d'accusation qu'il porte contre Marie-Antoinette. 322 (1793). — Soutient cette accusation. 322 (An II). — Reçoit l'ordre de presser le procès des girondins. 523 (An II). — Fait arrêter les chefs du parti ultra-révolutionnaire. 530 (An II). — Est mis en arrestation. 578 (An II). — Fournit des déclarations à Lecointre pour perdre divers membres des comités, dans le but de se sauver lui-même. 580 (An II). — Son procès; sa défense; sa condamnation; son exécution; son caractère. 424 (An III).

FOURNIOY, conventionnel, fait un cours sur l'art de sim-

- philer la fabrication de la poudre. 545 (An II). — Entre au comité de salut public. 580 (An II). — Son rapport sur l'école centrale des travaux publics, qui devint plus tard l'école polytechnique. 599 (An II). — Présente un rapport sur l'organisation des trois écoles de médecine. 400 (An II).
- FORANEROT**, est nommé membre de la commission instituée par l'arrêté du 2 prairial. 564 (An II).
- FORANIER**, dit l'Américain, travaille les faubourgs, et tient des réunions nocturnes avec ses amis. 157 (1792). — Est adjoint aux membres du comité insurrectionnel. 469 (1792). — Quelques jacobins et lui établissent le comité insurrectionnel du faubourg Saint-Marcou. 472 (1792). — Son arrestation est décrétée; agitation produite par ce décret. 246 (An I).
- FOURMISSEURS DES ARMES**; leurs malversations; leur mise en accusation. 309 (An I). — Ils sont le fléau de la république; la convention les fait poursuivre impitoyablement. 309 (An II).
- FOURNIER**, savant, fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI).
- FOUSSERON**, conventionnel; André-Dumont demande son arrestation; la convention l'ordonne. 449 (An III).
- FOX**, chef de l'opposition dans le parlement d'Angleterre, demande compte à Pitt des sommes dépensées pour exciter des ennemis à la France. 459 (An IV). — Ses motions au parlement anglais pour la mise en liberté de La Fayette. 554 (An VI). — Est nommé ministre en Angleterre; sa mort. 623 (1806).
- FOY** (le général) arrêté à Tolosa l'aile droite de Wellington, victorieuse. 696 (1815). — Sa protestation et son discours au sujet de la loi d'indemnité. 859 (1825). — Son énergique interpellation au ministre, au sujet du voyage de Metternich. 864 (1825). — S'élève avec force contre la radiation de cent cinquante officiers-généraux; son discours. 866 (1825). — Sa mort; ses obèques; regrets universels. 872 (1825). — Une forte souscription nationale est ouverte en faveur de sa veuve et de ses enfants. 872 (1825).
- FRAÇAIS DE NANTES**, représentant; en réponse aux pétitionnaires armés. 460 (1792). — Fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 554 (An VII).
- FRAÇAIS** (les); ils sont égorgés dans Vérone; les malades et pas de quartier. 545 (An V).
maîtres de religion, sous le
premier les opérations militai-
(). — La commission suspend
jusqu'à la présentation d'un
90 (An II).
s'arment pour repousser les
vissances étrangères qu'elle a
2). — Est dans une grande
nt de nivôse; pour quel mo-
tuation fâcheuse. 794 et 792
ans. 796 (1817). — Disette
rappent; troubles; insurrec-
. — Énumération des causes
15 (1819).
le), est prise par l'armée ré-
- FRAÇOIS II**, empereur d'Autriche, succède à l'empereur Léopold. 444 (1792). — Publie un manifeste de guerre, exclusivement contre les jacobins. 449 (1792). — Importance qu'il attache à la conservation de l'Italie; nouveaux secours qu'il y envoie. 490 (An V). — Ses dispositions contre la France, sur le Rhin et en Italie. 565 (An VIII). — Assiste en personne à la bataille d'Ansterlitz. 524 (1805). — Napoléon lui accorde la paix à Presbourg; conditions qui lui sont imposées. 622 (1806). — Ses préparatifs de guerre; proclamation à ses sujets: son armée envahit la Bavière. 635 (1806). — La Russie lui déclare la guerre. 686 (1809). — Signe la paix avec Napoléon, à Vienne; conditions qui lui sont imposées. 660 (1809). — Accorde sa fille Marie-Louise à Napoléon. 665 (1809). — Renouvelle ses traités avec Napoléon; le trahit soudainement. 672 (1812). — Arme, et se tient prêt à se déclarer pour le plus fort. 693 (1815). — Obtient de Napoléon une suspension d'armes en faveur des alliés; sa duplicité envers son gendre; il entre dans la coalition contre la France; congrès de Prague. 695 (1815). — Son alliance fait pencher la balance en faveur de la coalition. 697 (1815). — Envoie un agent à Napoléon, après la bataille de Dresde. 698 (1815). — Traite avec Murat, et lui garantit son trône. 702 (1815). — Part qui lui est adjugée par le traité du 50 mai. 729 (1815). — Refuse à Louis XVIII le passage de ses troupes en Italie; motifs de ce refus. 734 (1815). — Refuse à Murat le passage de ses troupes sur ses états. 734 (1815).
- FRANKENDAL** (la ville de), est occupée par le général Michaud. 409 (An II).
- FRAVASSINUS**, évêque, est nommé ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. 845 (1824). — Dans son oraison funèbre de Louis XVIII, fait connaître les vœux et les antipathies du ministère. 848 (1824). — Présente à la chambre des pairs un projet de loi sur les communautés religieuses. 851 (1824). — Réduit aux seules affaires ecclésiastiques, est conservé dans le ministère Martignac. 904 (1828). — Donne sa démission. 906 (1828).
- FRAÏNÉRIC**, grand-duc de Wurtemberg, est créé roi par Napoléon. 622 (1806). — Est forcé de se joindre aux alliés contre la France. 699 (1815). — Fait prévenir Napoléon qu'il n'est plus maître de ses troupes. 700 (1815).
- FRAÏNÉRIC-AUGUSTE**, roi de Saxe, fait élever un monument au maréchal Bessières. Napoléon le ramène en triomphe dans sa capitale. 694 (1815). — Justice que Napoléon lui rend à Sainte-Hélène. 700 (1815).
- FRAÏNÉRIC GUILLAUME III**, roi de Prusse, marche vers le cœur de la France; il se rend maître de Longwi. 484 (1792). — Bloque la ville de Mayence. 234 (An II). — Capitulation honorable qu'il accorde à la garnison de Mayence. 235 (An II). — Vout abandonner la coalition contre la France; Pitt lui fait accorder des subsides par la Hollande et l'Angleterre. 569 (An II). — Traite de la paix avec la convention; stipulations de ce traité. 422 (An III). — Abandonne l'Autriche à ses propres forces contre les Français. 476 (An IV). — Perte de la bataille d'Iéna et d'Austerlitz; dispersion et prise de ses armées; envahissement de son royaume par les Français. 626 (1806). — Récapitulation de ses pertes pendant la campagne de 1806; il se sauve avec la reine à Königsberg. 627 (1806). — Est admis aux conférences de Niemen; paix avec la France; dures conditions qui lui sont imposées. 635 (1807). — Renouvelle ses traités avec Napoléon; secours qu'il doit fournir. 672 (1812).

— Amiste en personne à la bataille de Lutzen. 694 (1815). — Concentre son armée avec celle de Russie à Bautzen; bataille de ce nom. 695 (1815). — Dispositions qu'il apporte au congrès de Prague. 696 (1815). — Fait son entrée dans Paris. 752 (1814). — Il est fêté par la cour de Charles X. 869 (1825).

FRIÉDRIC-GUILLAUME, prince royal de Prusse, est tué au combat de Saafeld. 625 (1806).

Faïrus (ville de); Bonaparte y débarque en revenant d'Égypte. 562 (An VIII). — Napoléon s'y embarque pour l'île d'Elbe. 720 (1814).

Faïroux, est élu conventionnel à Paris. 486 (1792). — Est envoyé pour presser le siège de Toulon. 518 (An II). — Est envoyé à Marseille par la convention. 527 (An II). — Marche à la tête des colonnes contre le Petit-Gibraltar. 539 (An II). — Rigueurs excessives qu'il exerce à Toulon. 540 (An II). — Est forcé d'approuver silencieusement l'accusation des modérés. 555 (An II). — Forme une coalition contre Robespierre. 572 (An II). — Ses amis et lui décident la perte de Robespierre; Saint-Just demande sa punition. 572 (An II). — Part qu'il prend à la séance du 9 thermidor. 575 (An II). — Est adjoint à Barras pour le commandement de la force armée. 575 (An II). — Est vivement attaqué à la tribune des jacobins; il est expulsé de la société. 585 (An II). — Est accusé par les jacobins de dilapidation dans le midi. 592 (An II). — Accuse le comité révolutionnaire de vouloir continuer Robespierre. 595 (An II). — Enrégimente les ennemis des jacobins. 402 (An II). — Est nommé commissaire pour le désarmement des faubourgs. 429 (An III).

Faïr (les deux frères) sont mis en jugement avec les Dantonistes. 554 (An II).

Faïroux (ville de), est prise d'assaut par le général Brune. 544 (An VI).

Faïrland (bataille de); ses détails; ses résultats; généraux qui s'y sont distingués. 652 (1807).

Faïmont (le général autrichien) soumet les constitutionnels de Naples en quinze jours. 858 (1824).

Faïoul (le), est érigé en duché. 625 (1806).

Faïson, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).

Faïrentin (le général), est battu par les Autrichiens, qui s'emparent de Landrecies. 564 (An II).

Faïrté; il refuse d'adhérer au traité de Montlupen; Guidat le livre; il est passé par les armes. 582 (An VIII).

Faïranzas; leur mode est changé; nouvel usage adopté; elles n'ont plus lieu dans les églises; les cimetières sont ornés de fleurs. 552 (An II).

Faïrme (ville de) tombe au pouvoir des Français. 564 (An II).

Faïr (le général), fait partie de la conspiration Babouf; il prend part à un complot, qu'il organise après; il est arrêté, et envoyé devant la haute cour de justice, étant à Vendôme. 460 (An IV).

GAMMA (la), est supprimée avec d'autres impôts onéreux. 78 (1790).

GALICE (la), province espagnole, se déclare pour la constitution. 825 (1820).

GALLISSIAN (la), fait partie du conseil de Louis XVI après l'exil de Necker. 45 (1789).

GALLIS (Morard, l'amiral de), est séparé, par la tempête, de son escadre, portant l'expédition d'Irlande. 498 (An V).

GALLO (le marquis de), est le plénipotentiaire de l'empereur d'Autriche à Leoben. 542 (An V). — Représente l'Autriche aux conférences de Montebello pour la paix avec la France. 525 (An V).

GALLOIS, législateur, est envoyé dans la Vendée; son sage rapport à la législative. 125 (1794). — Il fait partie de la commission qui présente à Napoléon un rapport qui le courrouce. 702 (1813).

GAMON (conventionnel); il dénonce une prétendue conspiration contre quelques membres de la convention. 245 (An I). — Il contribue au discrédit de la convention. 256 (An I). — Est décrété d'accusation avec les girondins. 544 (An II).

GAND (ville de), est prise par les Français. 570 (An II).

GANILE, est député pour informer l'assemblée nationale de l'état de Paris. 22 (1789).

GANTHRAUME (l'amiral), fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Prépare deux frégates pour le retour de Bonaparte en France. 562 (An VIII).

GAR (ville de). Napoléon y fait imprimer deux proclamations à son retour de l'île d'Elbe. 756 (1815).

GARAN-DE-COULON, est nommé l'un des secrétaires de la législative. 420 (1794).

GARAT (constituant), fait un discours éloquent en faveur de l'amnistie. 56 (1789). — Son opinion concernant les biens ecclésiastiques 60 (1789). — Combat le vote de l'éligibilité. 72 (1789). — Remplace Danton au ministère. 498 (An I). — En justice, est chargé de notifier au roi, et de veiller à son ex-portrait; ses ménagements — Accourt à la convention peuple; rapport qui lui est fait. 274 (An II). — So-tribue les troubles à la com-par en demandant la suppression Danton sur le motif il accuse à la convention la cause de l'insurrection qu-surveillance et à l'ordre qu-de cette insurrection. 275 (pose pour ramener la con-Robespierre fait rejeter ce pour la république. 275 (qu'il obtient pour la candidature au directoire. 550 (An VI). — Est nommé professeur à l'école normale. 599 (An II).

- GABAU**, est exclus de la représentation nationale. 373 (An VIII).
- GARDE CONSTITUTIONNELLE DU ROI (la)** : sa composition, sa conduite, 450, 451 (1792) — Elle est licenciée. 451 (1792).
- GARDE IMPÉRIALE**. Adieux que Napoléon lui adresse à Fontainebleau. 749 (1814). — Un bataillon accompagne Napoléon à l'île d'Elbe. 720 (1814).
- GARDE NATIONALE** ; origine de celle de Paris. 46, 47 (1789). — Elle prête serment de fidélité à l'assemblée, après la fuite du roi. 407 (1791). — La division se met entre elle et le peuple. 417 (1794). — Court aux armes dans toute la France et se joint à l'armée. 448 (1795). — Elle envoie deux pétitions à la législative, qui les rejette fort légèrement. 455 (1792). — 20,000 hommes investissent la convention dans la journée du 4^e brumaire. 440 (An III). — Elle se prononce contre la convention. 458 (An III). — Sa réorganisation ; son emploi. 628 (1806). — Est appelée à remplacer les garnisons de l'intérieur. 705 (1815). — Contribue à la défense de Paris 710 (1814). — Elle est mise en activité au retour de Napoléon. 738 (1815). — Jure de garder la cocarde tricolore. 763 (1815). — Elle est passée en revue par Charles X ; ses manifestations ; sa dissolution. 894, 895 (1827).
- GARDES-DU-CORPS** ; leurs efforts pour repousser la multitude de Versailles. 64, 62 (1789). — Quelques-uns sont poursuivis et massacrés dans les cours du château. 62 (1789). — Plusieurs d'entre eux se montrent aux Parisiens, et sont bien accueillis en public. 65 (1789).
- GARDES D'HONNEUR (les)**, se distinguent à la bataille de Reims. 709 (1814).
- GARDES FRANÇAISES (les)**, font feu sur le Royal-Allemand. 46 (1789). — Elles contribuent puissamment à la prise de la Bastille. 21 (1789). — Sauvent le roi et sa famille dans le château de Versailles. 62 (1789).
- GARDIEN (conventionnel)**, fait partie de la commission des Douze. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Saint-Just demande sa mise en accusation. 285 (An II). — Est mis en accusation avec les girondins. 511 (An II). — Comparet devant le tribunal révolutionnaire ; sa condamnation ; son exécution. 525 (An II).
- GARNIER (de Troyes, conventionnel)**. Il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Est obligé de négocier avec les paysans du Jura révoltés. 284 (An II).
- GARNIER (de Saintes, conventionnel)**. Il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Revient aux opinions des jacobins ; motifs de ce changement. 390 (An II).
- GARNIER-LAUNAY (ex-juge au tribunal révolutionnaire)**, est condamné à mort et exécuté comme terroriste. 424 (An III).
- GARRAU (conventionnel)**, stimule l'ardeur de l'armée des Pyrénées-Occidentales. 520 (An II). — Est envoyé en Vendée avec des pouvoirs illimités. 544 (An II). — Fait un rapport sur l'organisation des corps administratifs. 599 (An II). — Attaque le système des thermidorien ; les tribunes l'applaudissent. 442 (An III).
- GASPARIN (conventionnel)**, dénonce quatre chefs de la Gironde. 225 (An I). — Fait partie du comité de salut public. 286 (An II). — Est envoyé pour presser le siège de Toulon. — 348 (An II). — Il protège Bonaparte. 359 (An II).
- GASTON (conventionnel)**, demande l'exécution immédiate des mesures proposées contre les aristocrates. 299 (An II). — Appuie la réintégration du général Rossignol. 305 (An II). — Réorganise l'armée de Perpignan. 344 (An II). — Fait à la convention une motion sur les biens nationaux ; son discours. 586 (An II). — Court sur Legendre, le bâton levé ; à quelle occasion. 412 (An III). — Se plaint de la soumission de la convention aux réactionnaires ; son allocution au peuple ; serment qu'il prononce. 443 (An III).
- GAU (député)**, est arrêté pour la révolte des sections. 445 (An III). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- GAUDIN (conventionnel)** ; il vote seulement, comme législateur, sur la culpabilité de Louis XVI. 227 (An I). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — Embrasse le parti de Bonaparte. 565 (An VIII). — Veut parler des périls de la république, le 19 brumaire ; il n'est pas écouté. 568 (An VIII). — Remplace Robert-Lindet au ministère des finances. 578 (An VIII).
- GAUTHIER, conventionnel** ; sa présence et celle de Dubois-Grancé empêche Grenoble d'envoyer des troupes au secours de Lyon. 284 (An II). — Dirige des troupes sur Lyon et Marseille, d'après l'ordre de la convention. 286 (An II). — Entoure Lyon avec vingt mille hommes, sous les ordres de Kellermann. 297 (An II).
- GAZA (ville de)**, est prise d'assaut par Bonaparte. 564 (An VIII).
- GAZAR (le général)**, prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VII).
- GAZETTE DE FRANCE (la)**, approuve la nomination du ministère Polignac. 923 (1829).
- GEISBROG (la bataille de)**, est gagnée par Hoche sur les Autrichiens. 345 (An II).
- GENÈS (ville de)** ; ses communications avec la France sont rétablies, par la bataille de Loano. 455 (An IV). — Elle est menacée par l'armée d'Italie. 460 (An IV). — Sur la demande de Murat, expulse les agents de l'Autriche. 475 (An IV). — Signe un traité avec le directoire, conditions qui lui sont imposées. 498 (An V). — Révolte du peuple contre les bourgeois ; ceux-ci, maltraités d'abord, l'emportent à la fin ; on y installe un gouvernement provisoire. 514 (An V). — Prend Bonaparte pour conseiller sur le choix d'une constitution. 553 (An VI). — Est bloquée par les Autrichiens ; détresse de la ville ; diversion opérée par Bonaparte ; Masséna y capitule. 586 (An VIII). — Devient un département français. 647 (1805).
- GENÈVE (ville de)**, est réunie à la France. 541 (An VI).
- GENSIEUX (conventionnel)** ; son vote, avec un amendement sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I).
- GENSONNÉ (conventionnel)**, est du côté gauche de la législative. 420 (1791). — Est envoyé dans la Vendée ; rapport qu'il fait à la législative. 425 (1794). — Fait à la législative le rapport de la commission diplomatique relatif au dernier office de Léopold. 458 (1792). — Personnages qu'il propose à Louis XVI pour le ministère girondin. 440 (1792). — Sacrifie ses idées républicaines, et correspond avec Louis XVI. 442 (1792). — Se tourne du côté de la république. 468 (1792). — Il est accusé par Gasparin ; motif de cette accusation. 225 (An I). — Il attaque violemment la montagne. 225 (An I). — Son vote sur la peine à infliger au roi. 230

(An I). — Il est déclaré traître à la patrie par plusieurs sections. 245 (An I). — Il est nommé membre du comité du salut public. 250 (An I). — Il est dénoncé avec ses amis, par la section de Bon-Conseil, comme complice de Dumouriez. 255 (An I). — Robespierre renouvelle cette accusation contre lui. 258 (An I). — Demande le renouvellement de la convention. 259 (An II). — Il propose de nouvelles la dissolution de la convention. 260 (An II). — La commune demande sa mise en accusation. 274 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Saint-Just demande sa mise en accusation. 285 (An II). — Il est mis en jugement. 314 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 325 (An II).

GEOFFROY, savant, fait partie de l'expédition d'Égypte. 444 (An VI).

GEORGES III, roi d'Angleterre, médite la guerre contre le peuple français. 234 (An I). — S'oppose avec sa famille à la paix avec la France. 346 (An V). — Sa mort. 828 (1820).

GEROLA, ambassadeur autrichien à Gênes; il organise les *barbets*; Murat demande et obtient son expulsion de Gênes. 472 (An IV).

GIRARD est condamné à mort et exécuté avec Fouquier-Tinville. 424 (An III).

GIRARD, savant, fait partie de l'expédition d'Égypte. 344 (An VI).

GIRARDIN, député, est un des principaux constitutionnels de la législative. 420 (1794). — Son discours à la législative sur la situation de la France. 454 (1792). — Défend La Fayette, dont la mise en accusation est demandée. 474 (1792). — Propose aux députés émigrés de se récuser pour la loi de l'indemnité. 857 (1825). — Récapitulation qu'il fait des torts du ministère. 864 et 865 (1825).

GIRY-DUPRÉ, littérateur, est condamné par le tribunal révolutionnaire. 327 (An II).

GILBERT-DESVOISINS, ex-président au parlement, est condamné par le tribunal révolutionnaire. 327 (An II).

GILBERT-DESNOZIERES, député, est proscrit, le 18 fructidor. 329 (An VI).

GILLET, envoie à la convention les clefs de diverses villes tombées au pouvoir de l'armée du Nord. 398 (An II).

GIRONDE (département de la); deux représentants y sont envoyés. 282 (An II). — Est nommé *Bec-d'Ambès*, en haine des girondins. 327 (An II).

GIRONDINS (les) occupent le côté gauche dans la législative; principaux d'entre eux. 420 (1794). — Ils déclament dans les réunions, dans leurs journaux, contre le droit du veto. 453 (1792). — Ils prennent des dispositions favorables à l'égard de Louis XVI. 455 (1792). — Leur manière de voir au sujet de la guerre; obstacles qu'ils rencontrent. 456 (1792). — Ils comptent sur le patriotisme des masses pour la défense de la patrie. 457 (1792). — Cherchent à renverser le ministère feuillant. 458 (1792). — Motifs pour lesquels ils soutiennent la constitution sans l'aimer. 458 et 459 (1792). — Ils prennent la défense du ministre Narbonne. 459 (1792). — Réunissent à grand-peine des fonds pour la publication de la *Sentinelle*. 445 (1792). — Raisons qu'ils opposent aux jacobins relativement à la guerre. 447 (1792). — Ils saisissent l'occasion d'armer les habitants de Paris et des grandes villes. 449 (1792). — Ils sont confondus généralement avec les républicains; leur puissance. 452 (1792). — Ils font établir le comité

de sûreté générale; ils font rendre un décret contre les prêtres. 452 (1792). — Leurs menées pour forcer le roi à reprendre les trois ministres patriotes; repas qu'ils donnent aux Champs-Élysées. 457 (1792). — Ils dirigent la majorité des membres de la législative restés à Paris après le 40 août. 479 (1792). — Encourent le soupçon de trahison auprès des Parisiens. 484 (1792). — Se réconcilient franchement avec Dumouriez, le seul espoir de la patrie. 485 (1792). — Leur irritation, leur haine contre les héritiers de leur popularité. 486 (1792). — Ils arrivent seuls à la convention avec un système arrêté; causes qui ont ruiné leur popularité. 486 (1792). — Ils sont élus conventionnels par les départements. 486 (1792). — Ils obtiennent toutes les voix dans la constitution provisoire de la convention. 487 (1792). — Reproches qu'ils font à la commune. 487 (1792). — Les modérés d'entre eux adoptent Pétion pour chef. 487 (1792). — Ils ont pour eux le conseil exécutif, moins Danton. 487 (1792). — Ils accusent la montagne. 493 (An I). — Ils obtiennent un premier succès contre la montagne. 493 (An I). — Leur acharnement impolitique à accuser la montagne, et surtout Marat. 495-94-95-96 (An I). — Leur imprudente motion relative aux députés fonctionnaires. 499 (An I). — Leur haine contre les septembriseurs et la commune de Paris. 499 (An I). — Leurs lenteurs, leurs craintes au sujet du procès du roi. 215 (An I). — Ils sont attaqués par Robespierre. 217 (An I). — Leur querelle avec les montagnards est ravivée. 223 (An I). — Ils sont très-portés à l'indulgence à l'égard de Louis XVI. 224 (An I). — Ils attaquent la compétence de la convention dans le procès du roi. 225 (An I). — Ils commencent à être traités de minorité factieuse par les jacobins. 230 (An I). — Reproches que leur adressent les montagnards; la querelle des deux partis se ravive. 232 (An I). — Ils attaquent et renversent Pache, l'ami des jacobins. 233 (An I). — Ils obtiennent un décret contre les septembriseurs; ils font commencer des poursuites. 234 (An I). — Ils éprouvent un échec dans le rejet du projet de constitution présenté par eux. 240 (An I). — Les républicains cherchent à débarrasser d'eux la convention. 240 (An I). — Ils demandent de nouveau, sans résultat, la formation d'une garde conventionnelle. 240 (An I). — Ils insistent sur la nécessité de conserver à Paris les volontaires départementaux. 240 (An I). — On les nomme *appelants*. 240 (An I). — Leur accord avec les autres partis, et leur zèle pour porter le peuple à la défense de la patrie, après les désastres de Belgique. 242. (An I). — Cris de mort proférés contre eux par le peuple de Paris. 243 (An I). — Ils s'élèvent contre l'établissement d'un tribunal révolutionnaire. 243 (An I). — Leur indignation en entendant la lecture du projet d'organisation du tribunal révolutionnaire. 244 (An I). — Accusations portées contre les principaux membres du parti des girondins. 245 (An I). — Leurs craintes; leur projet d'employer les armes pour se défendre s'ils étaient attaqués dans l'assemblée. 246 (An I). — Ils reviennent sur un vote donné la veille; ils se font accuser de conspiration; ils font décréter l'arrestation de Fournier. 246 (An I). — Leur conduite impolitique entretient l'agitation et l'aigreur dans la convention. 247 (An I). — Ils provoquent des mesures contre-révolutionnaires, toutes les fois que la montagne obtient un décret favorable à la révolution. 254 (An I). — Ils accusent de nouveau les Parisiens; ils cherchent

à les rendre odieux aux départements. 254 (An I). — Ils attaquent Danton relativement à ses missions aux armées. 255 (An I). — Le peuple les prend en haine, et hâte ainsi la chute de ce parti. 254 (An I). — Ils éclatent en murmures, et demandent l'expulsion des pétitionnaires de la section de Bon-Conseil. 255 (An I). — Ils insistent pour faire poursuivre les auteurs de la pétition de la Halle-aux-Blés. 257 (An I). — Ils sont étourdis du coup que leur a porté Robespierre. 258 (An II). — Leur faute en accusant Marat doit leur devenir funeste à eux-mêmes. 259 (An II). — Efforts tentés pour les réconcilier avec la montagne. 259 (An II). — Faute qu'ils commettent en faisant décréter Marat d'accusation; précèdent funeste qu'ils établissent en l'envoyant devant le tribunal révolutionnaire. 259 (An II). — Camille Desmoulins demande leur exclusion volontaire; ils s'y refusent; pétition de la commune de Paris, qui la réclame. 260 (An II). — Dépit qu'ils éprouvent de l'acquiescement de Marat. 262 (An II). — Ils repoussent la demande du *maximum*. 265 (An II). — Leurs accusations contre la montagne à l'occasion du décret du *maximum*. 264 (An II). — Ils tentent de renaisir leur influence sur les sections; leur projet est de renverser les clubs, la commune et la montagne. 266 (An II). — Font nommer Isnard président de la convention; conséquences funestes pour eux de cette nomination; mesures qu'ils font adopter à la convention. 267 (An II). — Ils adoptent la nomination d'une commission de douze membres pour la recherche des conspirateurs. 468 (An II). — Ils mandent le ministre de l'intérieur à la barre; pétition de trois sections en leur faveur. 268 (An II). — Ils réclament de grandes mesures contre le comité central révolutionnaire. 268 (An II). — Ils font arrêter plusieurs présidents de section; Hébert est aussi incarcéré. 269 (An II). — Décrets qu'ils proposent pour l'organe de la commission des douze. 269 (An II). — Ils s'opposent à l'adoption d'une pétition votée contre eux dans les sections. 269 (An II). — Ils font rapporter le décret qui supprime la commission des douze. 274 (An II). — Ils ne se rendent pas à la séance du 30 mai, instruits des dispositions des sections. 272 (An II). — Philippique de Robespierre contre eux. 274 (An II). — Ils se réunissent la nuit du 4^{er} au 2 juin, et se séparent sans rien arrêter. 275 (An II). — L'insurrection du 2 juin décide les montagnards à agir contre eux. 275 (An II). — Couthon demande leur mise en arrestation chez eux; la convention rend un décret dans ce sens. 276 et 277 (An II). — L'entêtement et l'amour-propre de leurs chefs ont amené l'insurrection du peuple. 277 (An II). — Considérations sur le coup d'état qui frappe les principaux d'entre eux; causes de la fin tragique qui les atteint plus tard. 277 (An II). — Ils s'échappent de leur prison et se rendent dans leurs départements pour les exciter à la révolte. 279 (An II). — Les faits qui s'accomplissent des accusent d'être les fauteurs du fédéralisme. 280 (An II). — La guerre civile s'allume entre leurs partisans et les montagnards. 284 (An II). — Ils se dirigent sur les villes insurgées pour les exciter. 284 (An II). — Situation dans laquelle ils laissent la république. 284 (An II). — Ils forment à Caen, au moyen d'envoyés de plusieurs départements, une *assemblée centrale de résistance à l'oppression*. 285 (An II). — Ils décident que chaque département fournira son contingent pour marcher sur Paris; Wimpfen est nommé général-en-chef de cette armée. 285 (An II). — Ils dé-

signent Évreux pour rendez-vous général des forces fédéralistes. 285 (An II). — Ils repoussent avec horreur les propositions de Wimpfen, qui veut les aboucher avec les Anglais; ils se rendent dans les environs de Brest, et s'y cachent. 288 (An II). — Les jacobins demandent leur mise en jugement; anathème lancé contre eux par Billaud-Varennes; pétition présentée à la convention pour hâter leur jugement. 340 (An II). — L'accusateur public reçoit l'ordre de presser leur procès; leur acte d'accusation. 325 (An II). — Opinion d'un ancien montagnard sur leur procès. 324 (An II). — Raisons pour lesquelles les témoins se posèrent comme leurs accusateurs. 324 (An II). — Une députation de quatre cents sociétés populaires demande leur condamnation. 325 (An II). — Ils se perdent par leur système de défense. 325 (An II). — Sont condamnés à mort; scène déchirante et sublime. 325 (An II). — Marchent à la mort en chantant la Marseillaise. 326 (An II).

GIROUX (ville de), est prise par Angereau; troupes et matériel tombés au pouvoir des Français. 662 (1809).

GIROUX; il vote, seulement comme législateur, sur la première question. 229 (An I).

GÉRARD (le général), se distingue à la bataille de Morment. 706 (1844). — Soutient le combat de Montoreau, toute la matinée. 706 (1844).

GÉRAULT, rentre à la convention, le cœur ulcéré contre les montagnards. 407 (An III).

GERAL (dom), chartreux; sa motion relative à la communion catholique. 76 (1790).

GLOBE (journal le), est condamné par la cour royale. 354 (1830).

GOREL, évêque de Paris; son discours à la convention; il abjure le catholicisme. 333 (An II). — Est exécuté, à l'occasion de la conspiration dite des prisons. 337 (An II).

GODFRAY, conventionnel, est absent pour commission, lors de l'appel nominal sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I).

GODOI (prince de la Paix, premier ministre espagnol); son impétuosité et son animosité contre la révolution française. 235 (An I). — Appelle les Espagnols aux armes par une proclamation. 624 (1806). — Le traité de Fontainebleau lui adjuge une partie du Portugal en souveraineté; son parti à la cour d'Espagne. 639 (1807). — Dangers qu'il court dans un soulèvement; pillage de son hôtel. 644 (1808).

GOGUELAT (le baron de), tente inutilement de défilver le roi; il est blessé d'un coup de pistolet. 409 et 410 (1791).

GONIA (de la Sarthe, député); nombre de voix qu'il obtient comme candidat au directoire. 530 (An VI). — Accuse dans ses Mémoires la reine de Naples, de l'assassinat des plénipotentiaires français. 534 (An VII). — Remplace Treillard au directoire; ses qualités; ses défauts. 535 (An VII). — Sa médiation entre les conseils et Lareveillère; il n'obtient pas de résultat. 534 (An VII). — Appuie les motions des patriotes à la nouvelle du désastre des armées. 538 (An VII). — Réception froide qu'il fait à Bonaparte, à son retour d'Égypte. 562 (An VIII). — Propose le commandement d'une armée à Bonaparte, dans le but de l'éloigner; il est refusé; Bonaparte endort sa défiance par ses égards et ses déférences. 565 (An VIII). — Se refuse à violer

la constitution pour faire entrer Bonaparte au directoire. 363 (An VIII). — Ne veut pas croire à la conspiration tramée par Bonaparte. 364 (An VIII). — Bonaparte l'invite à dîner chez lui le 18 brumaire, pour mieux le tromper sur ses projets. 364 (An VIII). — Se refuse à reconnaître l'autorité de Bonaparte; il va avec Moulins somnager ses autres collègues de se joindre à eux; son colloque avec Sièyes et Bonaparte; il revient au Luxembourg, où il est prisonnier. 366 (An VIII).

GOLTYMIN (le combat de); ses détails; acharnement des combattants; les Russes se retirent sur Ostrolenka. 629 (1806).

GOMMAIRE, conventionnel, fait partie de la commission des Douze. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II).

GONOR, un des vainqueurs de la Bastille, agitateur en sous-ordre dans les faubourgs. 457 (1792).

GORAND (député des cinq-cents), est exclus de la représentation nationale. 375 (An VIII).

GONSAS (journaliste); ses dénonciations; effets qu'elles produisent. 55 (1789). — Il est adjoint aux membres du comité insurrectionnel. 469 (1792). — Les presses de son journal sont brisées. 245 (An I). — Il est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Proclame l'insurrection dans le département de l'Eure. 284 (An II). — Saint-Just propose de le déclarer traître à la patrie. 285 (An II).

GOSSEC, met en musique les Hymnes de Chénier pour la fête de la Liberté. 444 (1792).

GOSSEN (conventionnel), fait un rapport remarquable sur les services que Voltaire a rendus à l'humanité. 414 (1791). — Son rapport sur l'acceptation de la constitution par toutes les communes de France. 289 (An II). — Dénonce les brigandages des chauffeurs et de la compagnie de Jéhu. 491 (An V).

GOUCES (Olympe de), est condamnée par le tribunal révolutionnaire. 527 (An II).

GOUVON, conventionnel, s'oppose à la présentation du rapport sur les *soixante-treize*; son discours. 407 (An III). — Se met à la tête du mouvement projeté contre les thermidorien. 425 (An III). — Est arrêté et décrété d'accusation le 4^e prairial. 428 (An III). — Sa condamnation; son suicide; services qu'il avait rendus. 429 (An III).

GOUPIL DE PRÉFALIN, député, est arrêté le 18 fructidor. 528 (An VI).

GOUPILLAU, conventionnel; son allocution aux prêtres et aux nobles qui murmurent dans l'assemblée. 89 (1790). — Il est à la tête du parti opposé au comité de salut public; il lui reproche le silence qu'il a gardé sur les revers des armées. 506 (An II). — Est exclus de la représentation nationale le 19 brumaire. 575 (An VIII).

GOUGAUD (le général), est admis à partager l'exil de Napoléon à Sainte-Hélène. 767 (1815).

GOVERNEMENT OCCULTE. Il est au pavillon Marsan. 787 (181). — Ses actes; ses manœuvres. 824 (1820).

GOVERNEMENT PROVISOIRE. Son adresse au peuple français; il rassure les amis de la liberté; les royalistes en sont mécontents. 714 (1814). — Présente au sénat un projet de constitution. 716 (1814). — Décrète le port de la cocarde blanche; craintes de la population sur le retour des Bourbons. 717 et suiv. (1814). — Rend ses actes au nom du peuple français, après avoir proclamé Napoléon II. 758 (1815). — Il espère la paix;

il s'efforce vainement d'empêcher l'entrée des alliés sur le territoire français. 758 (1815). — Quel motif l'empêche de se transporter au-delà de la Loire. 765 (1815). Son message à la chambre des représentants. 765 (1815).

GOVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE. Son organisation, son mode d'action, ses principes, sont décrétés par la convention. 346 (An II).

GOUVION, chef d'état-major de La Fayette, fait connaître à l'assemblée les mesures prises en vain pour empêcher l'évasion du roi. 406 (1794). — Il est tué par le canon ennemi; honneurs que lui rend la garde nationale de Paris. 456 (1792).

GOUVION-SAINT-CYR, général de la république, prend le camp des Piémontais, à la baïonnette. 598 (An II). — Ses belles manœuvres sauvent le corps qui bloquait Mayence; il opère sa retraite en bon ordre; il se replie sur l'armée du Nord. 455 (An IV). — Commande le centre de l'armée de Moreau sur le Rhin; il est dirigé sur la montagne Noire; il rejoint Moreau à Rastadt, et prend part à cette bataille. 475 (An IV). — S'illustre à la défense de Kell contre le prince Charles. 504 (An V). — Ne peut pas prendre part à la bataille de Stockack; son corps reste intact. 549 (An VII). — Est nommé premier lieutenant de l'armée d'Italie. 584 (An VIII). — Avantages qu'il remporte en Espagne. 652 (1809). — Bat l'armée russe à Polotsk; il est fait maréchal d'empire. 679 (1812). — Repousse les attaques des Russes; il est grièvement blessé. 685 (1812). — Est laissé dans Dresde avec plus de 50,000 hommes. 699 (1815). — Conclut une convention avec le général Kleinau; le prince Schwartzemberg refuse de la ratifier; il est prisonnier avec ses troupes. 702 (1815). — Remplace au ministère de la guerre le duc de Feltre. 797 (1817). — Sa belle organisation des *vétérans*. 800 (1818). — Conserve le portefeuille de la guerre. 805 (1819).

GOUT D'ARCY, propose des moyens de répression contre les meurtriers. 54 (1789).

GRANDE ARMÉE. Nom des princes, maréchaux ou généraux qui la commandent à la campagne de 1806. 625 (1806). — Sa composition à la campagne de 1812; généraux qui la commandent. 674 (1812).

GRADISCA (ville de), est prise par Bonaparte. 509 (An V).

GRAFFAN, égorge les prisonniers d'Uzès. 779 (1815).

GRANMONT, père et fils, sont exécutés à l'occasion de la conspiration dite des prisons. 557 (An II).

GRANGENEUVE, conventionnel; son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 250 (An I). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est mis en jugement. 514 (An II).

GRANDMAISON, député, le 19 brumaire, il demande que le conseil des cinq-cents jure de s'opposer à toute espèce de tyrannie; cette motion est accueillie avec transport. 568 (An VII). — Est exclus de la représentation nationale le 19 brumaire. 575 (An VIII).

GRANVILLE (ville de), les Vendéens y sont repoussés. 529 (An II).

GRAVINA, commandant l'escadre espagnole à Trafalgar, y est blessé. 618 (1805).

GRÈCE. Son salut intéresse vivement tous les cœurs généreux. 869 (1825).

GRÉGOIRE (l'abbé), député, est un des curés qui se réunissent au tiers. 5 (1789). — Dénonce les outrages faits par la cour à la cocarde tricolore. 54 (1789). — Son opinion sur les biens du clergé. 69 (1789). — Combat

le cens de l'éligibilité. 72 (1789). — Sa profession de foi relative à la *constitution civile du clergé*. 91 (1794). — Combat l'inviolabilité du roi. 115 (1791). — Il appuie la motion de Collot; son discours énergique contre la royauté. 492 (1792). — Répond qu'il fait à Lalande, président de la députation de l'académie des sciences. 240 (An I). — Il fait à la convention son beau rapport sur la légitimité de la réunion de la Savoie à la France. 244 (An I). — Il combat l'inviolabilité du roi; son discours. 242, 245 (An I). — Il est en commission lors de l'appel nominal sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Préside la convention le 30 mai; il invite les administrateurs de la commune aux honneurs de la séance. 274 (An II). — Est chargé de la publication d'un journal destiné à recueillir les traits de vertu. 309 (An II). — Refuse d'abjurer le culte catholique. 335 (An II). — Son rapport sur la nécessité de rendre la langue française générale pour toute la république. 563 (An II). — Ses rapports sur les bibliothèques, et les encouragements aux gens de lettres et aux artistes. 400 (An II). — Demande le libre exercice de tous les cultes. 415 (An II). — S'oppose au décret du sénat qui nomme Bonaparte empereur. — Est élu député à Grenoble. 816 (1819). — Son élection est attaquée; noms des principaux adversaires de ce député. 819 (1819). — Son exclusion de la chambre ne satisfait aucun parti. 819 (1819).

GRENADE (la ville de), se rend à Sébastiani. 664 (1810).

GRENIER (le général). Sa division est mise en déroute à la bataille de Magnano. 550 (An VII). — Est élu vice-président de la chambre des représentants. 750 (1815).

GRENOBLE (la ville de), est disposée à lever des troupes pour les envoyer au secours de Lyon. 284 (An II). — Arrivée de Napoléon dans cette ville lors de son retour de l'île d'Elbe; décrets qu'il y rend. 720 (1815). — Révolte des paysans de ses environs. 794 (1816).

GREENVILLE (lord). Sa réponse à la lettre de Bonaparte au roi d'Angleterre; sa réponse à Talleyrand. 585 (An VIII).

GRIGNON (le général), est décrété d'accusation. 390 (An II).

GRISONS (les). Les vallées de la Valteline se révoltent contre eux et se joignent à la république cisalpine. 535 (An VI).

GROCCASSAND-DORIMOND, membre des conseils, sous le directoire exécutif, est exclus de la représentation nationale, après le coup d'état du 18 brumaire. 575 (An VIII).

GROUCHY (le général). Part glorieuse qu'il prend à la bataille de Vauchamp. 706 (1814). — Consulte l'empereur concernant la capitulation du duc d'Angoulême. 745 (1815). — Ne reçoit pas assez tôt les ordres de Napoléon. 752 (1815). — On blâme son immobilité le jour de la bataille de Waterloo; son irrésolution. 755 (1815). — Sa retraite; il arrive à Laon. 755 (1815).

GUADELOUPE (l'île de), est rendue à la France par le traité du 30 mai; à quelles conditions. 729 (1814).

GUADET, député girondin, fait partie du côté gauche de la législative. 120 (1791). — Son discours à la législative; sa proposition adoptée avec enthousiasme. 458 (1792). — Sacrifie ses idées démocratiques et correspond avec Louis XVI. 442 (1792). — Appuie la motion de Bazire, et demande l'accusation de Brissot. 131 (1792). — Partage l'avis de Vergniaux relativement à

la lettre de La Fayette. 137 (1792). — Prend la défense de Santerre et des pétitionnaires armés. 460 (1692). — Son énergique réponse à La Fayette de retour de son armée. 464 (1692). — Se tourne du côté de la république. 468 (1792). — Combat la proposition de Servan. 482 (1792). — Il est accusé par Gasparin; motifs de cette accusation. 225 (An I). — Il vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Son vote avec un amendement sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — Il combat la création d'un tribunal révolutionnaire. 245 (An I). — Est déclaré traître à la patrie par plusieurs sections. 245 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est dénoncé avec ses amis par la section de Bon-Conseil, comme complices de Dumouriez. 255 (An I). — Il est dénoncé par Robespierre comme complice de Dumouriez. 258 (An I). — Il est accusé par Robespierre; il accuse lui-même Marat; son discours. 258, 259 (An I). — Repousse l'accusation de Robespierre; son discours atténue l'effet produit par celui de Vergniaux; il accuse Marat de complicité avec Dumouriez. 259 (An II). — Demande que la convention casse un arrêté de la commune, par lequel elle se déclare en révolution. 264 (An II). — Appuie la pétition menaçante des Bordelais; il dénonce les montagnards comme coupables de conspiration; il compare Legendre à Catilina. 265 (An II). — Sa motion contre l'unité de la république n'est pas improvisée; elle a été élaborée dans le club de la gironde. 267 (An II). — Il s'empporte contre le peuple; allocution qu'il lui adresse; décrets qu'il propose tendant à dissoudre l'unité de la république. 267 (An II). — Demande le rapport du décret de la suppression de la commission des douze; raisons sur lesquelles il se fonde. 274 (An II). — Irrite les montagnards en se déchaînant contre l'insurrection; il traite les montagnards de scélérats; il prétend que la convention n'est pas libre; il demande qu'on informe contre ceux qui ont soulevé le peuple. 275 (An II). — La commune demande sa mise en accusation. 274 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Quitte Evreux et se rend à Caen. 285 (An II). — Saint-Just demande sa mise en accusation. 285 (An II). — Les girondins le chargent des griefs qu'on leur impute. 525 (An II).

GUASTALLA, principauté, est érigée en duché, et donnée à la princesse Borghèse. 623 (1806).

GUFFROY, entre au comité de sûreté générale. 506 (An II).

GUERMESHEIM (ville de), est prise par les Français. 543 (An II).

GUERNOX-RANVILLE (député); devient ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. 927 (1829). — Combat les derniers paragraphes de l'adresse des 224; il parodie les belles paroles de Mirabeau au Jeu de Paume. 932 (1830). — Est élu député dans le département de Maine-et-Loire. 934 (1830).

GUERRE CIVILE; elle s'allume entre les partisans des girondins et les montagnards, qu'on appelle maratistes. 281 (An II).

GUERRE D'ESPAGNE. Sommes qu'elle a coûtées à la France pour le rétablissement de l'absolutisme. 880 (1826).

GUESDON, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).

GUDIN (le général); part qu'il prend à la bataille de Zurich. 559 (An VIII). — Se distingue aux combats de

Pfaffenhofen et de Thaur. 654 (1809). — Est tué sur le champ de bataille de Valontina. 679 (1812).

GUICHÉ (le duc de); ses offres à l'assemblée constituante. 41 (1789).

GUIDAL (le général); part qu'il prend à la conspiration Mallet; son exécution. 687 (1812).

GUILLAUME, seconde Dron x pour opérer l'arrestation du roi. 408 (1791). — Est membre du comité insurrectionnel. 469 (1792).

GUILLAUME (le prince de Prusse), défend inutilement les faubourgs de Château-Thierry. 706 (1814).

GUILLEMINOT (le général), accusé de dilapidation au sujet des marchés de la guerre d'Espagne. 381 (1826).

GUILLIOTIN, propose la salle du Jeu de Paume pour le lieu de la réunion de l'assemblée nationale. 6 (1789).

GUITION, est membre de la commission militaire qui condamne le duc d'Enghien. 645 (An XII).

GUIZOT, émigre à Gand avec Louis XVIII. 747 (1815). — Parle contre l'amendement de Lorgueil. 935 (1830).

GUYOMARD, conventionnel, combat le décret sur les députés mis hors la loi. 414 (An III).

GUSMAN, Espagnol, est mis en jugement avec les dantonistes. 354 (An II).

GUSTAVE III, roi de Suède, doit être le généralissime de la coalition contre la France; ardeur qu'il met à cette entreprise. 455 (1792). — Est assassiné à Stockholm, au moment de devenir généralissime des coalisés. 445 (1792).

GUSTAVE IV, roi de Suède, envoie des députés à la convention pour resserrer son alliance avec la France. 422 (An III). — Fait la guerre à la France. 655 (1807).

GUYANE (la); Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois y sont déportés. 420 (An III). — Est rendue à la France par le traité du 30 mai; à quelles conditions. 729 (1814).

GUYEUX (le général), s'enferme dans un vieux bâtiment et refuse de se rendre, quoiqu'il n'ait ni pain, ni eau. 480 (An IV). — Est dégagé par Sauret; il est envoyé à Salo pour reprendre cette ville et contenir Quasdanowich. 480 (An IV). — Contribue au gain de la bataille d'Arcole. 487 (An IV). — Remplace Augereau dans le commandement de sa division. 509 (An V). — Prend part à la bataille du Tagliamento; conduite qu'il y tient. 509 (An V). — Contribue à la défaite de la division de Bayalitsch. 540 (An V).

GUTTON DE MORVEAU (représentant), est nommé l'un des secrétaires de la législative. 420 (1794). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 250 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est confirmé membre du comité de salut public, dans sa réorganisation définitive. 255 (An I). — Fait un cours sur l'art de fabriquer la poudre. 345 (An II).

GYNASTIQUE (la) est introduite dans l'éducation; opinion émise par Chenier sur cet art. 555 (An II).

H

HALEMBROT (ville d'), est occupée par les Français. 627 (1806).

HALLE (combat de); Bernadotte y bat l'armée de réserve prussienne. 627 (1806).

HAMBOURG (ville de); La Fayette et ses compagnons de captivité y sont fêtés à leur sortie des prisons d'Olmütz. 554 (An VI). — Est défendue par Davoust. 702 (1815).

HANAU (bataille d'), est gagnée par Napoléon sur les Austro-Bavarois; ses résultats. 700 (1815).

HANOVER (l'électorat du), est cédé à la Prusse par la France. 622 (1806). — Est occupé par la Prusse. 624 (1806).

HARRIOT, commandant-général de toute la force armée de Paris. 275 (An II). — Fait tirer le canon d'alarme, malgré le décret qui prononce la peine de mort pour ce fait. 275 (An II). — Empêche Hérault de Séchelles de sortir de la convention. 276 (An II). — Est confirmé dans le commandement de la force armée. 279 (An II). — Est accusé par Billaud-Varennes et Tallien; la convention ordonne son arrestation. 374 (An II). — Est délivré par Coffinhal. 375 (An II). — Est mis hors la loi par la convention. 375 (An II). — Robespierre et ses co-accusés se reposent sur lui du soin de contenir leurs ennemis. 375 (An II). — Se laisse prévenir par la convention, dans la nuit du 9 thermidor; il agit trop tard. 376 (An II). — Reproches de lâcheté que lui adresse Coffinhal; il le jette par une fenêtre; son exécution, le 40 thermidor. 376 (An II).

HARDY, conventionnel girondin, est mis en jugement. 344 (An II).

HASSENFRATZ, fait un cours sur la fabrication de la poudre. 345 (An II). — Est arrêté comme ancien jacobin; il est mis en accusation. 450 (An III).

HAUSSEZ (d'), est nommé ministre de la marine, à la place de M. de Rigny. 925 (1829).

HAUSSMANN, conventionnel, adresse, avec ses collègues en mission, une proclamation aux Bataves. 408 (An III).

HAYEN, (ville du); les Anglais s'y présentent, et sont repoussés. 542 (An VI).

HÉBERT, rédacteur du journal le *Père Duchêne*, devient procureur de la commune de Paris; il aide Pache à calmer l'effervescence des sections. 245 (An I). — Les girondins le font arrêter. 269 (An II). — Les sections vont demander son élargissement à la convention. 270 (An II). — Les sections demandent sa mise en jugement immédiate. 270 (An II). — Est le disciple de Marat. 287 (An II). — Appelle l'attention des jacobins sur le procès des girondins. 525 (An II). — Demande aux jacobins l'expulsion de Thuriot, et l'examen de la conduite de Bazire et Chabot. 550 (An II). — Fait adopter un arrêté qui ordonne la destruction des simulacres des rois et de tous les signes religieux. 552 (An II).

- Est à la tête des ultra-révolutionnaires. 337 (An II). — Dirige la commune de Paris. 340 (An II). — Fait une longue diatribe contre les députés modérés; il demande leur expulsion du club; il réclame le jugement des complices de Brissot. 344 (An II). — Sa querelle avec les modérés se ranime. 342 (An II). — Dénonce les modérés; il attaque même Robespierre. 349 (An II). — Est arrêté comme agent de l'étranger; sa défense; il est condamné à mort. 250 (An II). — Ses attaques contre Danton et Robespierre prouvent qu'il n'était pas un lâche. 350 (An II). — Sa veuve est exécutée à l'occasion de la conspiration dite des prisons. 357 (An II).
- HÉBERTISTES** (les); considérations sur leur mise en jugement et leur condamnation. 350 (An II).
- HÉRON** (bataille d'); Hoche y bat les Autrichiens; ses résultats. 515 (An V).
- HÉROUVILLE** (le général) seconde les succès d'Houchard. 593 (An II). — Est destitué, comme suspect, lors de la déroute de Menin. 504 (An II). — Témoigne toute sorte d'égards à Charette. 458 (An IV). — S'entremet pour un traité entre les chefs vendéens et la république. 582 (An VIII).
- HERLÈRES** (les); leurs progrès; intérêt qu'ils inspirent aux peuples; serment des divers chefs de leur insurrection. 872 (1825). — Leur espoir est dans le traité du 6 juillet. 896 (1827). — Intérêt qu'ils inspirent à la nation française. 913 (1828). — Ont pour président Capo-d'Istria. 913 (1828).
- HERR**, prince de Prusse, est blessé à la bataille d'Iéna. 626 (1806).
- HERTZ**, conventionnel, est chargé de veiller à l'approvisionnement des places du nord. 505 (An II). — Est envoyé en Vendée avec des pouvoirs illimités. 544 (An II). — La convention suspend toute décision à son égard jusqu'à la présentation d'un rapport sur sa conduite. 590 (An II). — Est décrété d'arrestation. 421 (An III).
- HÉRAULT** (département de l'); il arrête une levée de six mille hommes, et s'impose six millions pour fournir à leurs dépenses. 265 (An II).
- HÉRAULT DE SÉCHÈLLES**, conventionnel; son rapport, qui détermine la législative à déclarer la patrie en danger. 467 (1793). — Il est absent pour commission, lors de l'appel nominal sur la culpabilité de Louis XVI. 328 (An II). — Il est appelé à présider la séance, levée par Fonfrède. 294 (An II). — Est empêché par Hanriot de franchir l'enceinte des Tuileries, jusqu'à ce que les girondins soient éliminés. 276 (An II). — Est le rapporteur de la constitution de 1793; il présente aussi la déclaration des droits de l'homme. 280 (An II). — Fait partie du comité de salut public. 286 (An II). — Son allocution à la statue de la Nature, pour le troisième anniversaire de la fédération. 289 (An II). — Est obligé de protester de son attachement à la révolution. 348 (An II). — Est arrêté; motifs de son arrestation. 354 (An II). — Est exécuté avec les dantonistes. 260 (An II).
- HÉRAULE** (le chef d'escadron) exécute une brillante charge à Arcole. (An IV).
- HERMANN** résume les débats du procès de Marie-Antoinette; son allocution au jury. 522 (An II). — Préside le tribunal qui juge les girondins. 523 (An II). — Est condamné à mort, et exécuté avec Fouquier-Tinville. 424 (An III).
- HERMANN**, est élu député. 906 (1828).
- HÉRON**, est arrêté comme jacobin; il est mis en accusation. 450 (An II).
- HERSELLE** (ville d'); les Français s'en emparent. 505 (An II).
- HIDES** (Thomas) dénonce les conspirateurs de Londres, ses complices. 828 (1820).
- HIGONET** (le général) ramène en France le tiers de l'expédition de Morée. 914 (1828).
- HILL** (le général), est détaché de l'armée de Wellington, et se porte sur Bordeaux. 710 (1814).
- HISTRIA** (Corse), est assassiné à Lyon, par la compagnie de Jésus. 495 (An V).
- HOCH**, général, chasse les Prussiens, et délivre le fort de Bitche; il se réunit à l'armée du Rhin; il s'empare, avec Pichegru, des redoutes d'Haguenau. 358 (An II). — Gagne la bataille de Geisberg. 545 (An II). — Est remplacé par Pichegru. 561 (An II). — Commande les républicains à Quiberon; son plan; son attaque; résultats qu'il obtient. 432 (An III). — Reçoit le commandement en chef des armées de Cherbourg, de Brest et de l'Ouest réunies; il doit agir en Vendée, et repousser les débarquements. 455 (An IV). — Son caractère; ses qualités; ses dispositions font manquer le débarquement du comte d'Artois; il disperse l'armée de Charrette. 453 (An IV). — Rejette Charrette dans les marais; il organise des colonnes mobiles; moyens efficaces qu'il met en œuvre pour le désarmement des paysans. 456 (An IV). — Il menace Stofflet, qui lève des contributions, et enrôle des paysans; il le fait attaquer; ce chef lui est livré. 457 (An IV). — Ressaie Charrette; il reçoit l'ordre de ne lui accorder aucune transaction. 457 (An IV). — Il quitte la Vendée; ses mesures amènent la soumission de Scépeaux; il accueille les chouans à la mer; il force les chefs à s'embarquer, et pacifie la Bretagne. 458 (An IV). — Accuse Charrette de l'assassinat de deux émigrés qui lui avaient porté 40,000 fr. d'Angleterre. 458 (An IV). — Le gouvernement déclare qu'il a bien mérité de la patrie; il forme le projet de soulever l'Irlande; ses vues sont approuvées par le directoire. 458 (An IV). — Tente une expédition en Irlande; elle manque par l'effet d'une tempête; il retourne en France. 498 (An V). — Remplace Beurnonville au commandement de l'armée de Sambre et Meuse. 499 (An V). — Écrit une lettre de félicitations à Bonaparte, en lui envoyant la division Bernadotte. 506 (An V). — Passe le Rhin à Neuwied; il bat les Autrichiens à Heddernsdorf; il poursuit vivement le général Kray; il est arrêté par les préliminaires de paix de Léoben. 515 (An V). — Sa lettre au directoire au sujet des préliminaires de Léoben. 515 (An V). — Ses projets de descente en Angleterre; il se rend inconnu en Hollande à ce sujet. 516 (An V). — Offre au directoire son bras et sa vie pour sa défense; motifs qui déterminent le directoire à se servir de lui pour appuyer son coup d'état; il envoie vingt mille hommes aux environs de Paris, sous un prétexte. 522 (An V). — Malgré son jeune âge, est nommé ministre de la guerre. 523 (An V). — Vient à Paris, et refuse le ministère de la guerre; il retourne à son quartier-général très-affecté de la situation des affaires; il envoie au directoire la majeure partie de la dot de sa femme; il est décidé à quitter la France, si le directoire succombe. 524 (An V). — Le coup d'état du 18 fructidor le comble de joie; il est nommé au plus vaste commandement de la répu-

blague; un mal inconnu le consume. 552 (An VI). — Son éloge; son portrait; progrès de sa maladie; sa mort; honneurs funéraires qui lui sont rendus; opinion des médecins sur la cause de son mal; il est inhumé à Pétersberg, à la même place où est Marceau. 555 et 554 (An VI).

Hochsper (ville de), est forcée par les Autrichiens. 569 (An II).

Hocue (ville de La); les Anglais s'y présentent, et sont repoussés. 542 (An VI).

Hohenlinden (bataille de), gagnée par Moreau sur l'archiduc Ferdinand; ses résultats. 595 (An VII).

Hohenloer (le prince de) n'ose rien entreprendre contre le général Ligneville. 285 (An II). — Se rend, avec seize mille hommes, à Murat et à Belliard. 627 (1806).

HOLLANDE (la) accède à la coalition contre la France. 455 (1792). — Sur la demande de Hoche, prépare une flotte pour une descente en Angleterre. 546 (An V). — Les Anglo-Russes s'emparent de sa marine et d'une partie du territoire. 558 (An VII). — Est réunie à l'empire français. 665 (1810). — Est perdue pour Napoléon. 702 (1815). — Est détachée de la France par le traité du 30 mai. 729 (1814).

Hondscoot (bataille d'); elle est gagnée par les Français. 505 (An II).

Hood, amiral anglais; les fédéralistes lui livrent Toulon; il en prend possession au nom de Louis XVII, et y arbore le drapeau blanc. 297 (An II).

Hoppe et Bakink (la maison) obtient la cession de l'emprunt de 50 millions. 796 (1817).

Hôtel-Dieu; les bâtiments de l'évêché y sont réunis. 555 (An II).

Hôtel-de-Ville (les électeurs de Paris se réunissent à l') 42 (1789).

Hotze, général autrichien, est tué à la bataille de Zurich. 560 (An VIII).

Houchard (le général), est nommé au commandement de l'armée du Rhin. 266 (An II). — Est fait général en chef de l'armée du Nord; il part de Cassel pour secourir Dunkerque; ses débuts sont heureux. 505 (An II). — Il s'empare de plusieurs villes, et force les ennemis à reculer; son indécision occasionne la bataille d'Hondscoot; les ennemis y sont battus. 505 (An II). — Son irrésolution sauve l'armée anglaise d'une destruction totale; il débloque Dunkerque. 504 (An II). — Il ne conserve pas ses avantages; combats meurtriers qu'il soutient contre les Hollandais; places qu'il prend; une terreur panique saisit son armée; il se retire au camp de Gavarelle. 504 (An II). — Est destitué, et traduit devant le tribunal révolutionnaire; il est condamné à mort pour trahison. 504 (An II).

Houssier, est exclus de la représentation nationale. 375 (An VIII).

Howe, amiral anglais; son engagement avec la flotte française. 574 (An II).

Huard, sa motion relative à la formation du comité de salut public. 259 (An I).

Huchet (le général), est décrété d'accusation. 590 (An II).

Huguenin, orateur des pétitionnaires armés; son discours à la législative. 460 (1792). — Pétition qu'il lit au roi, 462 (1792).

Huguet, député; André Dumont demande son arrestation; la convention l'ordonne. 420 (An III). — Fait

partie d'un complot contre le directoire; il est arrêté et condamné à mort. 467 (An IV).

Hullin se signale lors de la prise de la Bastille. 28 (1789). — Devenu général, il est membre de la commission militaire qui condamne le duc d'Enghien. 642 (An XII).

Humbert (le général) se met à la disposition du directoire contre les royalistes. 524 (An V). — Opère une descente en Irlande; les secours qu'on lui envoie sont dispersés; son expédition n'a pas de succès. 545 (An VI). — Prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VIII).

Hyde de Neuville, est présenté à Bonaparte comme agent royaliste à Paris; réponse que lui fait Bonaparte. 584 (An VIII). — Remplace M. de Chabrol au département de la marine. 906 (1828).

I

IBRAHIM, gendre du dey d'Alger; il attaque les Français à Staouelli; il y est battu. 929 (1830).

IBRAHIM-PACHA s'empare de Navarin. 875 (1825). — Son entrevue avec le général Maison; son instruction et son habileté. 944 (1828).

IDÉES FRANÇAISES. Leur progrès en Europe; leur influence, leurs effets. 770 (1815).

IÉNA (bataille d'). Ses détails; ses immenses résultats; généraux français ou prussiens qui y commandent. 226 (1806).

ILE-DE-FRANCE. Des troubles y ont lieu. 85 (1790).

IMBERT-COLOMBES est nommé député par la ville de Lyon; il est l'un des agents royalistes du Midi. 548 (An V). — Preuves données par le directoire, de sa correspondance avec Blackembourg. 529 (An VI). — Est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI).

IMPARTIAUX; ils se joignent au côté droit pour mettre La Fayette hors d'accusation. 474 (1792). — Ils reviennent au côté gauche, effrayés par l'attitude menaçante de la multitude. 474 (1792). — Quelques-uns d'entre eux passent au parti de la montagne. 248 (An I).

IMPÔT de vingt-cinq centimes par franc, établi par la commission consulaire. 579 (An VIII).

INBENIITÉ des émigrés. Un projet de loi sur cette matière est présenté; il est renvoyé par la chambre des députés à une commission; adoption du projet par cette commission. 857 (1825). — La loi est votée et adoptée après une longue et tumultueuse discussion. 860 (1825).

INGOLSTAD (la ville d'), est remise aux troupes françaises; les fortifications sont rasées. 595 (An VIII).

INGRAND, conventionnel, est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 295 (An II). — Parle dans le même sens que Collot-d'Herbois contre les thermidorien. 588 (An II).

INGRANDE (ville d'). Les Vendéens s'en emparent. 528 (An II).

INSPECTEURS (aux revues, le corps des) est créé sous le consulat. 584 (An VIII).

INSTITUT (l') organisé par la convention, nommé Bonaparte à la place vacante dans ses rangs par la déportation de Carnot. 559 (An VI). — Est modifié par Vaublanc. 789 (1846).

INSTRUCTION PUBLIQUE. Elle doit avoir lieu dans des maisons communes; le comité d'instruction s'y oppose. 555 (An II).

INSURGÉS. Leur marche sur les Tuileries; ils investissent le château de toute part. 475 (1792).

INTERÈNE depuis l'emprisonnement du roi jusqu'à la réunion de la convention. 477, 478 (1792).

INVALIDES (Hôtel-des-). Le peuple y enlève des armes; accidents que la foule y cause. 49 (1789). — Le lion de Saint-Marc placé sur la fontaine est abattu. 775 (1845).

IRLANDE. Hoche forme le projet de la soulever; le gouvernement l'y autorise. 459 (An IV). — Est en pleine insurrection contre le gouvernement anglais. 542 (An VI). — Mauvais succès de deux expéditions successives tentées par les Français. 544 (An VI). — Les paysans s'y révoltent encore; leur punition. 828 (1820).

IRUN (ville d'), est prise par les Français. 382 (An II).

ISABEAU, conventionnel, est envoyé à Bordeaux par la convention. 527 (An II).

ISÈRE (département de l'). Les paysans s'y insurgent; vingt-et-un sont envoyés à l'échafaud. 794 (1846).

ISLAND, représentant. Son discours au roi, relatif aux émigrés. 454 (1792). — Son projet concernant la réorganisation du comité de salut public est adopté sur une nouvelle rédaction. 255 (An I). — Il est nommé suppléant au comité de salut public. 255 (An I). — Prend part à la discussion de la constitution. 262 (An II). — Est nommé président de la convention; il dénonce une prétendue conspiration contre la république. 267 (An II). — Sa réponse fougueuse aux députés de la commune; menaces qu'il fait entendre contre Paris. — 270 (An II). — Son discours à la députation de la section de la Cité; apostrophe de Danton. 270 (An II). — L'Huillier demande sa mise en accusation. 274 (An II). — Consent à cesser volontairement ses fonctions pendant un temps déterminé. 276 (An II). — Est mis en jugement. 344 (An II). — Le décret qui le met hors la loi est rapporté. 407 (An III). — Les thermidoriens sollicitent sa réintégration. 414 (An III). — Il est rappelé à la convention. 421 (An III).

ISTRIE (l'), est érigée en duché. 625 (1806).

ITALIE (l') est morcelée par le traité du 30 mai. 729 (1844).

IZQUIERDO, plénipotentiaire espagnol, signe avec Duroc un traité concernant le Portugal. 659 (1807). — Avise la cour d'Espagne des projets de Napoléon. 641 (1808).

JACOBINS. Fondation de leur club; sa composition. 93 (1794). — Leurs affiliations dans les départements. 93 (1794). — Ils combattent l'inviolabilité du roi. 445 (1794). — Ils acquièrent plus de puissance et d'ascendant. 422 (1794). — Leurs attaques contre les feuillants. 422 (1794). — Leurs récriminations contre le veto que le roi a apposé aux deux décrets de la législative. 453 (1792). — Ils n'approuvent et ne désirent pas la guerre. 456 (1792). — Motifs pour lesquels ils soutiennent la constitution, sans l'aimer. 458 et 459 (1792). — Motif qui éloigne de la guerre les plus ardents d'entre eux. 447 (1792). — Coup d'œil imposant de leurs réunions; leur puissance. 449 (1793). — L'empereur leur déclare exclusivement la guerre; ils sont poursuivis en calomnie devant les tribunaux, comme dénonciateurs. 449 et 450 (1792). — Ils sont dénoncés à la législative par La Fayette; leur pétulance est un moment contenue. 456 et 457 (1792). — Ils affilient la plupart des fédérés. 468 (1792). — Ils n'aspirent plus qu'à la république. 468 (1792). — Ils se décident à agir sans la gironde, dont ils improuvent la mollesse. 469 (1792). — Les chefs se réunissent dans le faubourg Saint-Antoine, et arrêtent l'insurrection. 470 (1792). Ils appuient le choix de républicains pour la convention. 486-487 (1792). — Reproches qu'ils adressent aux girondins. 4792). — Ils adoptent Robespierre pour drapeau. 487 (1792). — Accueil qu'ils font à Dumouriez. 497 (An I). — Leur indignation, leur haine contre les girondins. 204 (An I). — Leur force; leurs séances nombreuses; leurs circulaires aux frères et amis des départements. 204 (An I). — Leur opinion bien arrêtée, relativement à l'ex-roi Louis XVI. 214 (An I). — Accusent les lenteurs de la convention relativement à la mise en jugement du roi. 215 (An I). — Ils envoient une circulaire à leurs affiliés des départements, où ils excusent la violence de Marat. 245 et 246 (An I). — Leur conduite habile à l'égard des fédérés et des étrangers présents à Paris; ils traitent les girondins de *minorité* factieuse. 230 (An I). — Leur joie, leurs espérances révolutionnaires après la condamnation du roi. 251 (An I). — Ils se déclarent en permanence, après l'assassinat de Lepelletier-Saint-Fargeau; députations qu'ils envoient aux autorités, aux différents corps. 251 (An I). — Ils se proposent de se débarrasser des contre-révolutionnaires et de les priver de tout emploi. 253 (An I). — Ils envoient une députation, qui demande à la convention le rappel du décret contre les *septembriseurs*. 254 (An I). — Reproches qu'ils font à Dumouriez. 256 (An I). — Ils combattent l'établissement du *maximum*, pour conserver la liberté du commerce. 258 (An I). — Ils reçoivent plusieurs députations de femmes; manière dont ils les accueillent. 258 (An I). — Séance très-bruyante dans leur club. 259 (An I). — Ils cherchent à se débarrasser des conventionnels girondins. 440 (An I). —

Leur séance orageuse, après la nouvelle de la déroute d'Aix-la-Chapelle. 244 (An I). — Ils se rendent exactement à la convention, pour y discuter l'établissement du tribunal révolutionnaire. 245 et 244 (An I). — Accusations portées dans leur club contre quelques girondins. 245 (An I). — Dumouriez y est accusé de trahison; membres qui prennent sa défense. 246 (An I). — Agitation extrême d'une de leurs séances. 246 (An I). — Ils envoient trois commissaires à l'armée pour surveiller Dumouriez; 249 (An I). — Rapport de leurs émissaires sur l'armée; ils chargent Camus de porter un projet de décret à la convention. 252 (An I). — Ils improuvent l'assemblée centrale. 256 (An I). — Ils fêtent l'acquiescement de Marat. 262 (An II). — Leur énergie; leur action sur les départements. 265 (An II). — Des mesures extrêmes sont proposées dans leur club contre les girondins. 266 (An II). Ils secondent la montagne de tous leurs efforts. 278 (An II). Leur club est fermé à Lyon. 284 (An II). — Préventions contre eux des envoyés des assemblées primaires; leur réconciliation; ils mettent la salle de leurs séances à leur disposition. 288 (An II). — La convention les laisse agir dans l'intérêt de la république; parti qu'ils tirent de l'enthousiasme des envoyés des assemblées primaires. 294 (An II). — Mesures énergiques qu'ils proposent à la convention, de concert avec les envoyés des assemblées primaires. 292 (An II). — Ils ne cessent de demander la levée en masse. 292 (An II). — Les revers éprouvés en Vendée désunissent davantage les généraux de leur parti avec les modérés. 306 (An II). — Ils prennent la défense du comité de salut public. 308 (An II). Ils demandent la mise en jugement des girondins; pétition qu'ils présentent à la convention à ce sujet. 340 (An II). — Ils s'attachent au gouvernement révolutionnaire de toute leur ardeur; ils surveillent les généraux et les administrations. 346 (An II). — S'impatientent de la longueur du procès fait aux girondins. 325 (An II). — Sollicitent de la convention une loi qui confère au jury le droit de clore les débats. 325 (An II). — Sont mécontents du décret d'inviolabilité des députés; mesures qu'ils prennent contre Bazire, Chabot et Thuriot. 350 (An II). — Apportent à la convention une adresse d'adhésion; principaux articles de cette adresse. 354 (An II). — Font changer le nom des rues; ils se donnent des prénoms grecs ou latins. 354 (An II). — Adoptent le scrutin épuratoire proposé par Robespierre. 358 (An II). — Tonnent contre les modérés; ils arrêtent que les députés accusés par Hébert se défendront à la tribune. 344 (An II). — Raient Camille Desmoulins de la liste de leur club; ils l'y rétablissent, sur la demande de Robespierre. 345 (An II). — Assignent à jour fixe Phélippeaux, Bourdon (de l'Oise) et Camille Desmoulins. 345 (An II). — Se privent de souliers pour les envoyer aux armées. 345 (An II). — Apprennent avec plaisir l'arrestation des chefs des cordeliers. 350 (An II). — Vont renforcer la commune, le 9 thermidor. 375 (An II). — Volent avec joie l'accusation de Lecointre, contre des membres des comités, déclaré calomnieuse. 380 (An II). — Sont alarmés de la persévérance réactionnaire des thermidoriens; ils votent une adresse énergique à la convention. 384 (An II). — Merlin de Thionville les attaque vivement à la convention; ils y envoient une députation pour leur défense; discours de leur orateur; la députation est admise à la séance. 384 (An II). — Conspiration des thermidoriens contre eux; moyens qu'ils emploient pour leur défense. 384

(An II). — Profession de foi qu'ils adoptent. 385 (An II). — Chassent de leur sein Tallien, Lecointre et Fréron; motifs de cette mesure. 385 (An II). — Se rallient à leurs anciens principes; correspondances qu'ils reçoivent des provinces. 385 (An II). — Se reconstituent et rappellent dans leurs comités de correspondance et de présentation, les patriotes les plus prononcés; nom des membres qui en font partie. 385 (An II). — Demandent que l'on utilise les biens des émigrés et du clergé, laissés entre les mains des dilapidateurs. 386 (An II). — Votent l'envoi d'une députation à la convention pour y blâmer le système des thermidoriens. 386 (An II). — Sont attaqués par les thermidoriens, qui demandent leur dissolution; détails de la séance. 387 (An II). — La convention admet leurs députés; lecture de l'adresse; les honneurs de la séance sont accordés à leur députation: les thermidoriens paralysent l'effet que leur adresse a produit. 388 et 389 (An II). — Apprennent avec douleur les dénonciations que l'on a faites contre eux; ils nomment douze commissaires pour aller demander à la convention le maintien du gouvernement révolutionnaire. 388 (An II). — Reprennent courage, et répètent le cri de Collot-d'Herbois: *Mort aux contre-révolutionnaires!* 389 (An II). — Leur joie lors de la translation des cendres de J.-J. Rousseau et de Marat au Panthéon. 390 (An II). — Se défendent par la comparaison de la prospérité de la France sous leur système, avec l'état dans lequel les réactionnaires l'ont placée. 390 (An II). — Les thermidoriens tirent parti contre eux de l'acquiescement des cent trente-deux Nantais; la séance est levée aux cris de *à bas les jacobins!* 390 (An II). — Imputent les désordres de Marseille aux représentants Auguis et Serres, envoyés en mission; ils dénoncent Barras et Fréron pour dilapidations dans le Midi. 392 (An II). — Reçoivent un coup mortel par le décret qui défend les affiliations et les adresses des sociétés populaires. 395 (An II). — La convention leur ordonne de faire une épuration sévère de leur société; ils s'y refusent. 395 (An II). — Se soumettent à la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 396 (An II). — Les thermidoriens leur jurent une guerre à mort; ils luttent avec vigueur contre eux. 404 (An II). — Leurs rixes avec la *jeunesse dorée*, lancée contre eux par les thermidoriens. 405 (An II). — Sont attaqués dans leur club par les thermidoriens; leur défenseur; ils sont battus; mauvais traitements qu'ils essuient. 405 (An II). — La convention, sur le rapport de Laignelot, prononce la dissolution de leur club. 404 (An II). — Sollicitent la mise en activité de la constitution de 1793, qui est leur dernière espérance. 416 (An II). — Sont exaspérés par les mesures réactionnaires de la convention. 422 (An II). — Organisent un mouvement pour la conservation de la constitution de 1793. 425 (An II). — Se décident à profiter des émeutes occasionnées par le défaut de subsistances pour renverser les thermidoriens. 424 (An II). — Perdent tout espoir par le désarmement des faubourgs. 429 (An II). — Se reforment sous le nom de la *société du Panthéon*; ils tracent le directoire. 460 (An IV). — Entravent le directoire par peur de la contre-révolution. 465 (An IV). — Mesure qui les éclaire sur le caractère de Bonaparte. 578 (An VII).

JACOBINS BLANCS (les), égorgeurs soudoyés par les ultraroyalistes; horreurs qu'ils commettent. 777, 778 (1845).

JACQUEMINOT, est élu député. 906 (1828).

- JACQUINET DE PAMPELUNE.** Son réquisitoire contre les munitionnaires d'Espagne. 884 (1826).
- JACKSON (le général),** entre à main armée dans les Florides; négociations avec le cabinet des Tuileries. 806 (1819).
- JAKK (la ville de),** se rend au maréchal Soult. 664 (1810).
- JAFFA (ville de),** est prise par Bonaparte. 564 (An VIII).
- JAGOT (conventionnel),** il est absent pour commission lors de l'appel nominal sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).
- JAKKS.** Conjunction contre-révolutionnaire qu'il organise; détails. 87 (1790).
- JARRY (le député),** est arrêté le 18 fructidor. 527 (An VI).
- JAUCOURT (le sénateur de),** est membre du gouvernement provisoire. 745 (1814). — Est excepté de l'amnistie. 759 (1815).
- JAVOQUES (député),** est décrété d'arrestation. 460 (An III).
Fait partie d'un complot contre le directoire; il est arrêté, et condamné à mort. 467 (An IV).
- JEAN (l'archiduc d'Autriche),** commande l'armée autrichienne en Italie en 1809. 654 (1809). — Quitte l'Italie après avoir été battu sur la Piave. 655 (1809). — Est battu par le prince Eugène. 658 (1809).
- JEAN-DE-ROI (médecin),** fait l'autopsie du corps de Louis XVII. 482 (An III).
- JÉHU (compagnies de),** bandes sous ce nom, formées par les royalistes du Midi, après le 9 thermidor; elles portent la terreur dans le pays; crimes, assassinats qu'elles commettent. 454 (An II). — Portent l'effroi dans tout le Midi. 494 (An V).
- JEMAPES (bataille de).** Elle est gagnée par les Français, au chant de *la Marseillaise*. 208 (An I).
- JEMAPES (ville de),** est prise par les Français. 570 (An II).
- JERSEY (île de);** le duc de Berry s'y présente en 1814. 707 (1814).
- JÉSUITES (les),** sollicitent inutilement leur rétablissement en France; Napoléon ne veut pas en entendre parler. 674 (1812). — Le clergé et les royalistes demandent leur rappel. 735 (1814). — Ils sont ouvertement protégés; ils favorisent les idées rétrogrades. 850 (1824). — Se retirent en Suisse, en Piémont et en Espagne. 912 (1828).
- JEU-DE-PAUME.** Serment qui y est prêté à l'unanimité, moins un, par les membres des états-généraux. 7 (1789). Cette salle est louée par le comte d'Artois, pour empêcher les séances du tiers-état. 8 (1789).
- JEUX (les),** sont abolis par la convention. 335 (An II).
- JEUENNE DORKE, ou mouscadins;** ses rixes avec les jacobins. 402 (An II). — Les citoyens qui soutiennent les thermidorien sont désignés par ce nom; leur costume; leurs projets; leur but. 403 (An II). — Pour-suivent et maltraitent partout les patriotes. 422 (An III).
- JOS-AIMÉ (député),** est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- JOHINY (le général),** passe aux ennemis, emportant les plans de campagne. 698 (1815). — Contribue à faire livrer aux alliés le passage par la Suisse. 705 (1815).
- JORDAN (CAMILLE), député,** est nommé par la ville de Lyon. 518 (An V). — Fait partie des clichéens. 518 (An V). — Sa motion sur la liberté des cultes; sur l'abolition du serment exigé des prêtres; sur les cimetières; sur la faculté d'avoir des cloches pour appeler aux exercices religieux; ces propositions sont écartées; il est appelé *Jordan des cloches*. 519, 520 (An V). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Est élu député dans le Rhône. 803 (1818). — Son amendement obtient la priorité. 825 (1820). — Interpelle le ministre sur les désordres qui ont lieu. 826 (1820). — Son discours énergique à l'occasion du pétard des Tuileries. 854 (1821).
- JOSEPHINE (l'impératrice).** Son divorce est résolu; causes qui l'amènent; il est prononcé. 664 (1809). — Son portrait tracé par Napoléon. 665 (1809).
- JOUBERT (le général),** commande une division de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — S'empare, avec Menars, des hauteurs du Blesio; il fait capituler le général Provera. 464 (An IV). — Résiste avec 10,000 hommes à toutes les forces d'Alvinzi. 504 (An V). — Prend une part glorieuse à la bataille de Rivoli; il est chargé de la poursuite des fuyards. 502 (An V). — Prisonniers qu'il fait à la poursuite d'Alvinzi. 505 (An V). — Repoit l'ordre de battre les généraux Laudon et Karpin, et de rejoindre l'armée en Carinthie. 508 (An V). — Bat les Autrichiens au combat de Saint-Michel; il leur fait 4,000 prisonniers; il balaie le Tyrol, et vient joindre Bonaparte. 510 (An V). — Rejoint l'armée du centre à Leoben. 512 (An V). — Adresse de sa division contre les royalistes, en faveur du directoire. 522 (An V). — Porte, avec Andréossy, le drapeau magnifique donné par le directoire à l'armée d'Italie. 538 (An VI). — Il favorise une révolution en Piémont. 547 (An VII). — Aide les républicains piémontais à conquérir plusieurs villes; il se fait remettre la citadelle de Turin; le roi de Piémont se retire en Sardaigne. 548 (An VII). — Donne sa démission. 549 (An VII). — Fréquente le club du manège. 555 (An VII). — Pense qu'il faut déployer toute l'énergie républicaine pour sauver la France. 555 (An VII). — Est nommé au commandement de l'armée d'Italie; il est remplacé par Marbot à celui de la dix-septième division militaire. 556 (An VII). — Il perd près d'un mois à Paris; mot qu'il dit à son épouse en partant pour l'armée; il trouve son armée en mesure et bien disposée par les soins de Moreau. 557 (An VII). — Il repasse l'Apennin, et se range en avant de Novi; bataille de ce nom; il y est blessé mortellement. 557 (An VII).
- JOUBERT (de l'Hérault, député),** fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 554 (An VII). — Est exclus de la représentation nationale. 573 (An VIII).
- JOERIN, député,** est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- JOURDAIN, député,** est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- JOURDAN-COUPRE-TÊTE.** Son portrait; sa férocité. 62 (1789).
- JOURDAN (le général)** seconde Houchard; son intrépidité décide le gain de la bataille d'Honcourt. 505 (An II). — Est nommé au commandement de l'armée du Nord. 518 (An II). — Gagne la bataille de Watignies sur le prince Cobourg et Clairfayt. 520 (An II). — Perd les avantages de la victoire de Watignies. 528 (An II). — Est remplacé par Pichegru. 545 (An II). — Bat les Autrichiens et s'empare d'Arlon; il sépare les deux armées ennemies. 564 (An II). — S'empare de Dinan et assiège Charleroi. 569 (An II). — Force le passage de Laywaille et bat l'ennemi. 597 (An II). — Gagne la bataille de Juliers; il s'empare du camp et de la ville de ce nom;

Il se rend maître de Cologne. 397 (An II). — S'empare du fort Stephenwertl; il charge Kléber d'investir Maëstricht. 409 (An III). — Passe le Rhin; il est compromis par la trahison de Pichegru, et obligé de repasser ce fleuve. 433 (An IV). — Force numérique de son armée; avantages que le prince Charles a sur lui; ligne qu'il occupe. 474 (An IV). — Passe le Rhin à Dusseldorf; combat d'Altenkirchen; il arrive avec quarante-cinq mille hommes sur le Lahn. 474 (An IV). — Il est attaqué par le prince Charles à Weizlau; son extrême gauche est battue; il opère sa retraite. 474 (An IV). — Passe de nouveau le Rhin; il bat les Autrichiens à Neukirchen; détail de sa marche donné par lui-même. 477 (An IV). — S'empare de Wurtzbourg et débouche au-delà des montagnes de Souabe. 476 (An IV). — Pousse ses avantages sur le Haut-Mein; il laisse son flanc droit à découvert; conséquences de cette faute. 476 (An IV). — Affaiblit son armée par les corps d'observation qu'il laisse auprès des places fortes; mauvaise direction donnée à cette campagne par le directoire. 476 (An IV). — Est battu par le prince Charles; il opère sa retraite; bataille de Wurtzbourg. 477 (An IV). — Donne sa démission de général de l'armée de-Sambre-et-Meuse. 499 (An V). — Est nommé député. 518 (An V). — Les républicains le portent pour secrétaire du conseil des cinq-cents; il échoue. 518 (An V). — Son rapport sur le recrutement de l'armée; il fait adopter la conscription. 545 (An VII). — Franchit le Rhin; il a ordre de laisser tirer les premiers coups de fusil aux Autrichiens. 549 (An VII). — Il est attaqué par le prince Charles; sa retraite; il reprend l'offensive; bataille de Stockach. 549 (An VII). — Il a sous ses ordres l'armée dite du Danube. 549 (An VII). — Prend position aux défilés de la montagne Noire; il se rend à Paris pour demander des renforts. 550 (An VII). — Fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 554 (An VII). — Fait partie du club du Manège. 555 (An VII). — Pense qu'il faut déployer toute l'énergie républicaine pour sauver la France. 555 (An VII). — Propose de mettre à la disposition du gouvernement tous les conscrits en activité de service; il propose aussi le vote de cent millions pour les besoins des armées; ces mesures sont adoptées. 556 (An VII). — Fait la proposition de déclarer la patrie en danger; cette motion est écartée; discussion qu'elle soulève. 558 (An VII). — Se retire de la société de Bonaparte; il communique ses craintes au conseil des cinq-cents. 565 (An VIII). — Attend à Saint-Cloud un moment favorable pour ramener les troupes. 568 (An VIII). — Est exclus de la représentation nationale. 573 (An VIII). — Est compris dans l'arrêt de proscription rendu par la commission consulaire. 578 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 645 (1804). — Commande les Français sur l'Ebre; il perd la bataille de Vittoria; pertes qu'y éprouvent les Français. 696 (1808).

JOURDAN, député des Bouches-du-Rhône, fait partie des clichéens. 548 (An V). — Est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI).

JOURNAL DE PARIS. La nouvelle feuille de ce nom est condamnée par la cour royale. 934 (1830).

JOURNAUX (les) combattent le cens de l'éligibilité. 72 (1789). — Récit qu'ils font de la journée du 20 juin. 165 et 164 (1792). — Ils commencent à parler de déchéance et d'abdication. 165 (1792). — Loi sur leur esprit et leur tendance. 840 (1822). — Rendus à la li-

berté, ils articulent une infinité de griefs contre le ministère. 899 (1827). — Leur opinion sur le ministère Polignac. 924 et 922 (1829). — Ils témoignent leur indignation contre le discours d'ouverture des chambres; ils engagent les députés à dire la vérité au roi sur son ministère. 930 (1830).

JOURNAUX MONARCHIQUES (les). Leurs sophismes et leurs calomnies au sujet de la constitution civile du clergé. 91 (1790). — Leur licence et leur effronterie sous le directoire. 492 (An V). — Leurs propriétaires et leurs rédacteurs sont condamnés à la déportation. 530 (An VI). — Conseils qu'ils donnent au trône. 933 (1830). — Les tribunaux prononcent en leur faveur des acquittements scandaleux. 934 (1830).

JOURNÉES DES 42, 43 ET 44 JUILLET, à Paris. 45 et suiv. (1789).

JOURNÉES DES 5 ET 6 OCTOBRE. Détails. 38 et suiv. (1789).

JOURNÉE DU 20 JUIN. Ses détails. 275 et suiv. (An II). — Violence du peuple dans les Tuileries. 459 et suiv. (1792). — Jugement qu'en porte Ferrières; récit qu'en font les journaux patriotes; ses suites. 165, 164 (1792).

JOURNÉE DU 10 AOÛT. Ses détails. 172 à 177 (1792). — Pertes qu'elle occasionne. 177 (1792).

JOURNÉES DE SEPTEMBRE. 183 (1792).

JOURNÉE DU 29 MAI. Ses détails. 272 (An II).

JOURNÉE DU 30 MAI. Ses détails. 272 (An II).

JOURNÉES DE GERMINAL. 418 (An III).

JOURNÉES DE FRAIRIAL. 425 (An III).

JOURNÉE DU 15 VENDÉMIAIRE. (An IV).

JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR. Ses détails. 326 et 327 (An VI).

JOURNÉE DU 18 BRUMAIRE. Ses détails; ses résultats. 364 et suiv. (An VIII).

JOURNÉE DU 19 BRUMAIRE. Ses détails. 368 suiv. et. (An VIII).

JUBILÉ DE L'ANNÉE SAINTÉ. 882 (1826). — Il s'ouvre avec une grande solennité dans toute la France; le peuple en trouble les exercices dans plusieurs villes. 885 (1826).

JUGNÉ (de), archevêque de Paris; sa déclaration au nom du clergé. 45 (1789). — Offre un *Te Deum* à la séance du 4 août. 45 (1789).

JUILLET (le 14), l'anniversaire de la prise de la Bastille est célébré au Champ-de-Mars. 168 (1792).

JULIEN, conventionnel. Reproches qu'il adresse à Pétion. 352 (An I). — Il se récrie contre une motion de Phélippeaux. 530 (An II). — Il est renvoyé avec ses co-accusés devant le tribunal révolutionnaire; il est condamné. 534 (An II).

JULIENS (bataille de). Jourdan y bat les ennemis et s'empare du camp retranché et de la ville de ce nom. 597 (An II).

JUNOT (le général). Part glorieuse qu'il prend à la bataille de Lonato. 484 (An IV). — Est porteur de la lettre de Bonaparte au sénat de Venise. 544 (An V). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Commande l'armée de Portugal; il franchit les Pyrénées à Bayonne. 659 (1807). — Fait la conquête du Portugal; met en fuite la maison de Bragance; entrée des Français à Lisbonne; contribution qu'il frappe sur ce pays. 640 (1808). — Insurrection du Portugal; débarquement des Anglais; bataille de Vimeiro; convention de Cintra. 647 (1808). — Commande sous Masséna une division de l'armée expéditionnaire du Portugal.

- 664 (1810). — Part qu'il prend au combat de Valentin. 679 (1812).
- JUNTE DE PORTO.** Son établissement. 834 (1820).
- JUNTE SUPRÊME d'Espagne.** Adresse qu'elle fait à Napoléon pour lui demander Joseph pour roi. 645 (1808).
- JUNTE DE SÉVILLE.** Se forme la première et est suivie de beaucoup d'autres qui régularisent l'insurrection. 646 (1808). — Quitte Séville et va s'enfermer à Cadix ; elle y travaille à la constitution. 664 (1810). — Signe un traité d'alliance avec la Russie contre la France. 688 (1812).
- JUNTES (les)** organisées sur tous les points de l'Espagne ; elles alimentent l'insurrection. 654 (1808).
- JURA** (département du). Les paysans révoltés forcent les représentants à négocier avec eux. 284 (An II).
- K**
- KAIM**, général autrichien, joint le prince Charles avec sa division. 512 (An V).
- KAISERSLAUTERN** (ville de), est prise par les Français. 545 (An II). — Est forcée par les Autrichiens. 569 (An II). — Est reprise par les Français. 570 (An II).
- KAUNITZ**, ministre de l'empereur d'Autriche. 459 (1792).
- KEITH** (l'amiral) s'honore en n'exécutant pas contre Napoléon les ordres rigoureux qu'il avait reçus. 768 (1815).
- KELL** (le fort de), est pris par le prince Charles, après un siège très-meurtrier. 504 (An V).
- KELLERMANN** (le général) ; son habileté et son courage à Valmy ; les honneurs de cette bataille lui reviennent tout entiers. 488 (1792). — Commande les républicains au siège de Lyon. 296 (An II). — Chasse les Piémontais de la Savoie. 504 (An II). — Donne sa démission. 504 (An II). — Facilite le passage des Alpes aux deux divisions envoyées au secours de l'armée d'Italie. 506 (An V). — Exécute une brillante charge à la bataille du Tagliamento. 509 (An V). — Est nommé maréchal de France. 615 (1804).
- KELLERMANN**, général de cavalerie, fils du précédent ; exécute à Marengo une charge qui décide du gain de la bataille. 580 (An VIII). — Bat les Espagnols à Albadetortines. 662 (1809).
- KÉRATRY**, député, combat énergiquement le projet de loi sur les écrits périodiques. 908 (1826).
- KERKEN** (le général), est battu par Joubert au combat de Saint-Michel, à Clausen ; il se retire au-delà du Brenner. 510 (An V).
- KERSANT**, conventionnel, accuse la députation de Paris de tendre à la dictature. 195 (An I). — Son rapport sur l'Angleterre ; motion qu'il fait contre les assemblées patriotiques. 228 (An I). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 250 (An I). — Est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 342 (An II).
- KEVELÉGAN**, conventionnel, fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Est décrété d'accusation. 277 (An II). — Il proclame l'insurrection dans le département de l'Eure. 281 (An II). — Amène des secours à la convention, le 4^{er} prairial. 428 (An III).
- KERVILLER** (ville de) tombe au pouvoir des Français. 570 (An II).
- KILMAINE** (le général) marche à la tête de trente mille hommes contre les faubourgs. 429 (An III). — Est laissé en observation à Vérone, avec trois mille hommes. 482 (An IV). — Résiste à Wurmser, dans Vérone. 485 (An IV). — Repoit le commandement de la Haute-Italie. 508 (An V). — Sa position embarrassante ; il en fait part à Bonaparte. 514 (An V). — Dispositions qu'il prend pour s'opposer aux montagnards vénitiens, armés par les moines contre les Français. 514 (An V). — Fait tout ce qu'il peut pour empêcher le pillage de Vérone. 514 (An V).
- KINGLIN**, général émigré ; Moreau trouve dans ses fourgons la preuve de la trahison de Pichegru. 552 (An VI).
- KLAGENFURTH** (ville de) ; les prisonniers français y célèbrent l'anniversaire du 10 août ; détails de cet acte de patriotisme. 508 (An V). — Est occupée par les Français. 512 (An V).
- KLEBER**, général de la république, commande, avec Menudier et Aubert-Dubayet, la garnison laissée à Mayence. 285 (An II). — Combat à la bataille de Juliers. 397 (An II). — Est chargé d'investir Maëstricht ; cette ville tombe en son pouvoir. 409 (An III). — Débouche en Allemagne par Dusseldorf ; il bat les Autrichiens à Alterkirchen. 474 (An IV). — Opère sa retraite sur Dusseldorf ; il fait volte-face, bat l'ennemi, et se retire tranquillement. 474 (An IV). — Bat avec Lefebvre les Autrichiens, à Neukirchen ; sa lettre à Grouchi. 476 (An IV). — Est en concurrence avec Barthélemy pour entrer au directoire ; il échoue. 519 (An V). — Se met à la disposition du directoire contre les royalistes. 524 (An V). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI). — Fait des prodiges de valeur à la bataille du Mont-Thabor. 564 (An VIII). — Prend part à la bataille d'Aboukir ; mots qu'il adresse à Bonaparte en l'embrassant, après la déroute des Turcs. 564 (An VIII). — Bonaparte lui laisse en partant le commandement de l'Égypte. 562 (An VIII). — Situation de l'armée d'Égypte ; convention d'El-Arich ; sir Sydney-Smith refuse de l'exécuter ; proclamation à l'armée. 596 (An VIII). — Bataille d'Héliopolis ; détails. 591 (An VIII). — Siège du Caire ; reprise de cette ville ; conventions avec les Turcs ; contribution qu'il frappe ; il confie à Mourad-Bey le gouvernement de la Haute-Égypte. 501 (An VIII). — Lève une légion de Coptes ; il tombe sous les coups d'un assassin ; réflexions sur les suites de sa mort. 592 (An VIII).
- KLEIN**, général de la république, prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VIII).
- KLEIST** (le général), est chassé des hauteurs de Bautzen par le général Bonnet. 695 (1815).
- KLEINAU** (le général) conclut avec Gouvion-Saint-Cyr une convention, qui n'est pas ratifiée par Schwartzemberg. 702 (1815).
- KLUEDERT** (le fort de), est pris en peu de jours par l'armée républicaine. 257 (An I).
- KOCH**, conseiller aulique, assure que la reine de Naples donna l'ordre, au nom de l'empereur, d'asseoir les plénipotentiaires français. 551 (An VII).

KOCK, banquier, est arrêté comme ultra-révolutionnaire ; il est condamné à mort. 350 (An II).

KOFF (madame de), baronne russe, prête son nom à la famille royale pour lui faciliter son évasion. 404 (1794).

KORSACOFF (le général) occupe Zurich et la Limmat ; il est attaqué par les Français ; son corps d'armée est à moitié détruit. 359 (An VIII).

KOSCUSKO ; sa mort en Helvétie. 798 (1817).

KRASINSKI (le général), est fait prisonnier à Leipsick. 700 (1845). — Coupe la retraite aux alliés à la bataille de Reims. 709 (1844).

KRASNOE (combat de), les Russes y sont battus ; rapport de Kutusow ; les Anglais appellent ce combat *la bataille des héros*. 685 (1842).

KRAY (le général autrichien), est battu et vivement poursuivi par Hoche ; la nouvelle des préliminaires de paix de Léoben le sauve. 513 (An V). — Commande provisoirement l'armée autrichienne en Italie ; il est l'un des meilleurs généraux de l'empereur. 550 (An VII). — Repousse la division Serrurier au passage de l'Adige ; il fait quinze cents prisonniers ; il gagne la bataille de Magnano. 550 (An VII). — Opère sa jonction avec Souwarow. 557 (An VII).

KREUTZNACH (ville de), est prise par les Français. 409 (An III).

KUSTRIK (la ville de) se rend au maréchal Davoust. 627 (1806).

KUTUSOW (le général) commande les armées alliées à Austerlitz. 625 (1805). — Commande en chef les Russes à la bataille de la Moskowa ; il fait chanter des *Te Deum* après la bataille. 680 (1842).

L

LABARTHE (de), commandant des volontaires du Palais-Royal. 26 (1789).

LABARRIÈRE, chef de brigade, est arrêté comme fauteur d'une conspiration royaliste ; il est acquitté. 494, 495 (An V).

LABBEY DE POMPIÈRES parle le premier contre la loi *d'indemnité* ; son savant et énergique discours. 857, 858 (1825). — Retire sa proposition concernant l'accusation des ministres. 917 (1829).

LABÉDOLÈRE (le colonel), commande le 7^e de ligne, envoyé contre Napoléon ; il se joint à l'empereur. 757 (1815). — Sa violente sortie contre les pairs indécis à reconnaître Napoléon II. 757 (1815).

LABITTE (représentant), prévient les ennemis à Cairo, en Italie, et contribue à les battre. 598 (An II).

LABOISSIERE, député, demande une commission contre les journalistes. 893 (1827).

LABOULAYE (de), déclame contre les révolutionnaires, à l'occasion de l'adresse des 221 ; ses conseils au roi, 952 (1830).

LABOURDONNAIS (le général), commande la gauche de l'armée de Dumouriez ; sa funeste lenteur. 207 (An II).

LABOURDONNAÏE, député, organe du *pavillon de Marsan*, est le coryphée des plus ultra-royalistes. 785 (1845). — Demande la formation de *catégories* innouées. 788 (1846). — Se plaint des dilapidations des deniers publics. 865 (1825). — Prend la défense de la presse et du système *représentatif*. 876 (1826). — Devient ministre de l'intérieur. 921 (1829). — N'est pas de l'avis du prince Polignac pour un coup d'état ; il donne sa démission. 926 (1829).

LABOUREAU, médecin, est acquitté dans le procès des ultra-révolutionnaires. 550 (An II).

LABRETTONNIÈRE (le contre-amiral), entre en parlementaire dans la baie d'Alger. 926 (1829).

LABRUETTE (ville de) ; le directoire exige que ses fortifications soient démolies. 465 (An IV).

LACARRIÈRE, député, est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI).

LACASSE, est mis en jugement. 544 (An II).

LACAZE, girondin, comparait au tribunal révolutionnaire. 525 (An II).

LACÉPÈDE, est nommé l'un des secrétaires de la législative. 420 (1794).

LACHAUSSÉE (l'architecte), est arrêté comme complice d'une conspiration royaliste ; il est acquitté. 494 (An VI).

LACLOS, rédige une pétition contre le roi. 416 (1791). — Rédige une seconde pétition, plus énergique, pour la déchéance du roi. 416 (1791). — Va exciter à l'insurrection le faubourg Saint-Antoine, après le repas des Champs-Élysées. 457 (1792).

LACOMBE SAINT-MICHEL, conventionnel ; son vote, avec un amendement, sur la peine à infliger à Louis XVI. 256 (An I). — Adresse avec ses collègues une proclamation aux Bataves. 408 (An III).

LACOMBE, est exécuté à l'occasion de la conspiration dite des prisons. 557 (An II).

LACOSTE, ministre ; propose de donner les biens du clergé en gage aux créanciers de l'état. 47 (1789). — Ses instances auprès du roi relatives au décret contre les prêtres réfractaires ; il donne sa démission. 455, 456 (1792).

LACOSTE (Jean-Baptiste), conventionnel, est décrété d'arrestation. 450 (An III). — Delahaye propose sa rentrée à la convention ; cette proposition est écartée par l'ordre du jour. 442 (An III).

LACOSTE (Élie), conventionnel, est remplacé au comité de surveillance. 580 (An II). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).

LACOSTE (le colonel) ; est le plénipotentiaire du roi de Sardaigne auprès de Bonaparte ; il signe un armistice. 462 (An IV).

LACRETELLE jeune, journaliste, se déchaîne contre la convention au sujet de la composition du directoire. 457 (An II). — Excite les sections contre la convention. 458 (An III). — Blâme dans l'académie française le projet de loi sur la police de la presse ; est destitué de ses fonctions. 888 (1827).

LACROIX, conventionnel, fait connaître tous les malheurs de la Belgique. 241 (An I). — Il est envoyé auprès de Dumouriez pour tâcher de le ramener au devoir et le surveiller ; son entrevue avec ce général. 248, 249 (An I). — Il est accusé par des orateurs girondins d'être le complice de Dumouriez. 255. (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public dans la réorganisation

définitive. 255 (An II). — Fait la motion qu'il soit ordonné à la force armée de s'éloigner du lieu des séances; sa proposition est adoptée. 276 (An II). — Est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 295 (An II). — Est obligé de repousser une accusation de dilapidation portée contre lui. 348. (An II). — Est arrêté avec ses amis politiques; Saint-Just les fait décréter d'accusation. 352 (An II). — Sa réponse à Fouquier-Tinville, qui refuse d'appeler des membres de la convention comme témoins à décharge; sa condamnation; son exécution avec Danton. 355 et suiv. (An II).

LACROIX (Charles), est nommé secrétaire du conseil des anciens. 450 (An IV).

LACROSSE (capitaine du vaisseau *les Droits-de-l'Homme*). Honorable combat qu'il soutient contre deux vaisseaux anglais 449 (An V).

LAFARE (de), évêque de Nanci; ses paroles pleines de charité. 42 (1789).

LAFAYETTE (le général marquis de) compromet en vain sa popularité au Palais-Royal. 5 (1789). — Présente à l'assemblée nationale la fameuse *déclaration des droits de l'homme*. 14 (1789). — Reprend la motion de Biazat. 48 (1789). — Est nommé commandant-général de la garde nationale. 26 (1789). — Son discours à l'Hôtel-de-Ville. 26 (1789). — Présente au roi une cocarde tricolore, et lui prédit qu'elle fera le tour du monde. 28 (1789). — Accourt à l'Hôtel-de-Ville; sa présence d'esprit aurait sauvé Foulon, sans l'imprudence de celui-ci. 51 (1789). — Donne sa démission de commandant-général de la garde nationale. 52 (1789). — Est supplié, par la commune et les districts, de retirer sa démission; il se rend à leurs vœux. 52 (1789). — Fait des efforts pour purger Paris de tous les mauvais sujets. 55 (1789). — Informe les ministres et l'assemblée de l'état de Paris; il est forcé d'aller à Versailles à la tête de plusieurs gardes nationaux. 57 (1789). — Arrive à Versailles; serment qu'il fait prêter à l'armée parisienne. 60 (1789). — Accablé de fatigue, se repose à Versailles sur un lit; malheurs qui résultent de son absence. 64 (1789). — Est reçu froidement par le roi, à qui il donne de la sécurité après un entretien secret. 64 (1789). — Envoie les gardes-françaises au secours du roi, dans le château de Versailles. 62 (1789). — Son sang-froid dans la place d'armes du château de Versailles. 62 (1789). — Sa réception par la famille royale; sa présence d'esprit à l'égard de la reine et des gardes-du-corps. 62 et 63 (1789). — Est pleinement justifié des excès du 6 octobre. 64 (1789). — Engage le roi à fixer sa résidence à Paris. 64 (1789). — Sa faveur auprès du peuple. 65 (1789). — Demande à l'assemblée un décret contre les attroupements. 67 (1789). — Proclame l'insurrection *le plus saint des devoirs*, dans certains cas. 70 (1790). — Manie la bêche et traîne la brouette dans les travaux du Champ-de-Mars. 82 (1790). — Est élu président de toutes les gardes nationales du royaume. 82 (1790). — A la tête des députations des fédérés, prête le serment décrété. 84 (1790). — Dissuade la multitude de se rendre auprès du roi, à Saint-Cloud. 87 (1790). — Fait avertir Necker du danger qu'il court à Paris. 88 (1790). — Se sépare des jacobins, et concourt à la formation du club de *Quatre-vingt-neuf*. 95 (1791). — Tente de réunir les jacobins et les quatre-vingt-neuf. 95 (1791). — Sa prudence et son habileté réussissent à disperser la multitude attroupée dans les Tuileries. 96 (1791). — Disperse les démolisseurs du château de Vincennes. 97

(1791). — Sa conduite dans la journée des *poignards* 97 (1791). — Mesures qu'il prend en apprenant l'évasion du roi; il est mandé à la barre de l'assemblée. 103 (1791). — Fait connaître à l'assemblée les mesures qu'il a prises en apprenant la fuite du roi. 103 (1791). — Perd sa popularité. 146-147 (1791). — Fait tirer sur les attroupements du Champ-de-Mars. 117 (1791). — Profite du retour des esprits vers Louis XVI pour proposer une amnistie. 118 et 119 (1791). — Dépose le commandement général de la garde nationale parisienne; témoignages d'estime qu'il reçoit. 125 (1791). — Est envoyé aux frontières; réorganise son armée; épurations. 156 (1792). — Est préféré à Rochambeau pour tenter l'invasion de la Belgique. 148 (1792). — Sa marche sur Givet et sur Bouvines; son retour à Valenciennes. 149 (1792). — A la douleur de perdre Gouvion, son chef d'état-major. 156 (1792). — Dénonce les jacobins à l'Assemblée législative; il se plaint également de Dumouriez. 156 (1792). — Arrive de son armée à Paris; son discours à la législative; sa proposition est renvoyée à un comité spécial; il est mal accueilli par la cour; il risque sa popularité; il repart pour son armée. 164-165 (1792). — Plusieurs pétitions demandent sa mise en accusation; le côté droit de la législative le défend avec succès. 171 (1792). — Est disposé à risquer sa vie pour favoriser la fuite de Louis XVI, seul moyen de le sauver. 171 (1792). — Sa popularité est totalement détruite. 171 (1792). — Fait arrêter à Sedan les trois commissaires chargés de lui apprendre les événements du 40 août. 179 (1792). — Son plan de résistance à la révolution du 40 août; il est déclaré traître à la patrie; il s'exile; ses sentiments; il est enfermé plusieurs années dans les cachots d'Olmütz. 180 (1792). — Est délivré des prisons d'Olmütz par les négociations d'Udine; Bonaparte a beaucoup de peine à obtenir sa mise en liberté; fêtes qui lui sont données à son passage à Hambourg; il se retire dans le Holstein pour rétablir sa santé. 554 (An VII). — Sa rentrée en France, sous le consulat. 580 (An VIII). — Après quinze années d'éloignement, reparaît sur la scène politique. 749 (1815). — Est élu vice-président de la chambre des représentants. 750 (1815). — Sa belle réponse à Lucien dans le sein de la chambre. 756 (1815). — Son énergique allocation aux députés; mesures qu'il leur propose et auxquelles ils adhèrent. 756 (1815). — Est élu député dans la Sarthe. 802 (C. 4). — Visite les États-Unis; brillante réception et fêtes nationales dont il est l'objet de la part des Américains. 848 (1821). — Est rappelé à la chambre des députés. 900 (1827). — Accueil qu'il reçoit en Auvergne; enthousiasme que sa présence produit; dans toutes les villes où il passe. 924 (1829). — Son entrée à Lyon est une véritable triomphe. 934 (1829).

LAFERRONATS (ambassadeur en Russie), devient ministre des affaires étrangères. 904 (1828). — Se retire du conseil, pour maladie; effets de cette retraite. 945 (1829).

LAFERRÉ; pension qu'il recevait, d'après le *livre-rouge*. 78 (1790).

LAFITTE (le général), communique son patriotisme, en gardant les vallées de l'Ariège. 747 (1815).

LAFITTE, député; sa proposition contre la motion de Barthélemy. 815 (1819). — Lit une lettre qui dénonce les excès de la force armée. 827 (1820). — Est nommé député, à Paris. 900 (1827).

LAFOND-LADEBAT (président du conseil des anciens; sa

- conduite courageuse, le 18 fructidor : il est arrêté. 529 (An VI). — Est proscrit, le 18 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guiane; il rentre en France au 48 brumaire. 550 (An VI).
- LAFONT**, conventionnel; il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Il refuse de voter sur l'appel au peuple. 229 (An I).
- LAFOS**, commande une colonne de sectionnaires contre la convention. 440 (An III). — Est condamné et exécuté après le 4^e brumaire. 444. (An III).
- LAGARDE**, est remplacé par Maret au secrétariat de la commission consulaire. 378 (An VII).
- LAGARDE** (le général), est blessé dangereusement à Nîmes. 784 (1815).
- LAGRANGE**, est nommé professeur de l'école normale. 599 (An II).
- LAHARPE** (le général), contribue puissamment au succès de Cairo. 598 (An II). — Commande une division de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — Part glorieuse qu'il prend à la bataille de Montenotte. 461 (An IV). — Enlève la ville de Dégo et en chasse les Autrichiens. 464 (An IV). — Sa mort en Italie. 469 (An IV).
- LAHARPE**, journaliste, se déchaîne contre la convention, au sujet de la composition du directoire. 457 (An III). — Excite les sections contre la convention. 458 (An III).
- LAHOS** (le général), attaque le pont du Sénio et met en déroute l'armée du pape. 507 (An V). — Accourt avec sa légion pour venger les Français massacrés à Vérone. 514 (An V).
- LAHORIE** (le général); part qu'il prend à la conspiration Maillet. — Son exécution. 687 (1812).
- LAHOSDINIÈRE**, conventionnel, fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II).
- LAIGNELOT**, conventionnel, propose le décret qui dissout la société des jacobins; son exposé des motifs. 404 (An III). — Est décrété d'arrestation. 430 (An III).
- LAINE**, député, fait partie de la commission qui présente à Napoléon un rapport, qui l'indispose. 702 (1815). — Seconde la confédération royaliste, à Bordeaux. 707 (1814). — Son zèle pour la duchesse d'Angoulême et son parti, à Bordeaux. 745 (1815). — Ministre de l'intérieur, il fait cesser les assassinats dans le Gard. 784 (1815). — Il succède à Vaublanc; rétablit l'école polytechnique, en la modifiant. 790 (1816). — Attaque l'élection de Grégoire à cause de l'indignité de l'élu. 818 (1819). — Fait son rapport sur le projet de loi électorale, et conclut à l'adoption. 825 (1820). — Rentre au ministère, et est membre du conseil privé. 835 (1821). — Combat le projet de loi sur les communautés religieuses. 852 (1824).
- LAJARD** (de), est nommé ministre de la guerre. 157 (1792). — Mesure qu'il prend pour protéger la reine contre le peuple, au 20 juin. 465 (1792). — Fait connaître à la législative les dispositions des puissances étrangères. 467 (An I).
- LALANDE**; il préside la députation de l'académie des sciences qui propose à la convention les systèmes décimal et métrique. 210 (An I).
- LALANDE**, conventionnel; il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I).
- LALLEMAND**, étudiant en droit, est tué par un soldat de la garde. 826 (1820).
- LALLEMAND** (le général), est empêché d'accompagner Na-
- poléon à Sainte Hélène. 767 (1815). — Il tente, avec son frère, un mouvement libéral dans le département de l'Aisne; le général Lyons fait avorter ce mouvement. 744 (1815).
- LALLY-TOLLENDAL**, est nommé membre de la commission de la constitution. 25 (1789). — Son opinion modérée et philanthropique. 52 (1789). — Sa proposition relative au roi. 44 (1789). — Est du côté droit de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Opine pour le rejet de la loi du sacrilège. 854 (1824).
- LAMARCHE**, directeur de la fabrication des assignats, est condamné par le tribunal révolutionnaire. 327 (An II).
- LAMARCHE** (le général), prend le commandement de l'armée du Nord, à la mort de Dampierre; il est battu à Valenciennes, et vient se retrancher au camp de César. 285 (An II).
- LAMARQUE**, conventionnel; ses paroles remarquables à la convention après l'exécution du roi. 232 (An I). — Opine pour la publicité du rapport sur l'état de l'armée de Belgique. 241 (An I). — Il s'oppose au bannissement des d'Orléans. 251 (An I). — Son rapport sur les écrits royalistes. 251 (An I). — Est livré par Darnouriez aux Autrichiens. 252 (An I). — Est échangé contre la fille de Louis XVI; il prend place au conseil des cinq-cents. 454 (An IV).
- LAMARQUE** (le général), contient la Vendée. 748 (1815). — Son habileté, sa philanthropie en pacifiant la Vendée. 759 (1815). — Est élu député. 906 (1828).
- LAMBESC** (le prince de), fait charger les citoyens par ses husards. 45 (1789).
- LAMBEL**, demande l'abolition des titres de noblesse, des livrées. 80 (1790).
- LAMBRECHTS** (député), quitte le ministère de la justice. 555 (An VIII). — S'oppose au décret du sénat qui nomme Bonaparte empereur. 614 (An XII).
- LAMETH** (Alexandre). Ses qualités; il s'oppose à la majorité de la noblesse. 8 (1789). — Sa proposition relative aux biens du clergé. 47 (1789). — Est du côté gauche de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Son défi à Mounier. 49 (1789). — Sa motion relative à la paix et à guerre. 77 (1790). — Est porté avec son frère sur le *Livre rouge*, pour 60,000 francs. 79 (1790). — Demande qu'on enlève les quatre symboles de l'esclavage de la place des Victoires. 80 (1790). — Il est à la tête des jacobins. 95 (1791). — Sa vigoureuse allocution aux nobles et au clergé. 94 (1791). — Sa théorie touchant la royauté. 99 (1791). — Il perd sa popularité. 416 (1791).
- LAMETH** (Charles). Ses qualités; il s'oppose avec son frère à la majorité de la noblesse. 8 (1789). — Est du côté gauche à la constituante. 48 (1789). — Est porté avec son frère sur le *Livre rouge*, pour 60,000 francs. 79 (1790). — Est blessé en duel; le peuple épouse sa querelle. 88 (1790). — Il est un des chefs des jacobins. 95 (1791). — Il perd sa popularité. 416 (1791).
- LAMI** (le général), fait partie de la conspiration Babeuf. 466 (An IV).
- LAMOURETTE** (l'évêque), essaie de réconcilier les patriotes avec le roi; cette réconciliation ne dure qu'un jour. 167 (1792).
- LANDAU** (ville de), est assiégée par les Prussiens. 539 (An II).
- LANDRECHES** (ville de), est assiégée et incendiée par les Autrichiens. 564 (An II). — Se rend, sur une sommation énergique de la convention. 581 (An II).

LANGLOIS, écrivain, excite les sections contre la convention. 438 (An III).

LANJUNAIS, conventionnel; violente sortie qu'il fait contre la montagne. 217 (An I). — Son discours relatif au jugement de Louis XVI; tumulte qui en résulte. 222 et 223 (An I). — Il vote seulement, comme législateur, sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Il vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Son vote sur la peine à infliger au roi. 230 (An I). — Il prend la parole contre les septembriseurs; il est interrompu et traité de calomniateur. 234 (An I). — Combat la création d'un tribunal révolutionnaire. 243 (An I). — Demande le rapport du décret qui supprime la commission des douze. 271 (An II). — Il dénonce la nouvelle insurrection, et parle en faveur des girondins; les montagnards veulent en vain l'arracher de la tribune. 273 (An II). — Ne veut pas consentir à cesser volontairement ses fonctions. — Sa réponse aux interrupteurs. 276 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Accepte des otages pour cautionner la sûreté des girondins. 277 (An II). — Saint-Just propose de le déclarer traître à la patrie. 285 (An II). — Le décret qui le met hors la loi est rapporté. 407 (An III). — Les thermidorien s'efforcent sa réintégration. 414 (An III). Il est rappelé à la convention. 421 (An III). — Part qu'il prend la discussion de la constitution de l'an III. 433 (An III). — Favorise toujours le mouvement réactionnaire. 437 (An III). — S'oppose au décret du 13 fructidor sur la composition du directoire. 437 (An III). — Appuie la demande faite par le parlementaire des sections insurgées. 440 (An III). — Traite la journée du 13 vendémiaire d'horrible massacre. 443 (An III). — Est dénoncé par Tallien, comme royaliste. 443 (An III). — Il est protégé avec ses amis par Louvet et Legendre. 446 (An III). — Est nommé secrétaire du conseil des anciens. 450 (An IV). — Est élu président de la chambre des députés. 749 (1815). — Son mémorable discours contre la proposition de Barthélémy. 841 et 842 (1819). — Combat le projet de loi sur les communautés religieuses. 852 (1824).

LANN, ex-juge au tribunal révolutionnaire, est condamné à mort, et exécuté avec Fouquier-Tinville. 424 (An III).

LANNES (le général) passe le premier le Pô; il contribue à la défaite de la division Litpay, à Fombio. 469 (An IV). — Est dirigé contre les fiefs impériaux; il entre de vive force dans Arquato, et passe par les armes tous les barbeta qu'il y trouve; il fait raser le château du marquis de Spinola. 472 (An IV). — Son dévouement pour Bonaparte, à la bataille d'Arcole. 487 (An V). — Fait couper la retraite à l'armée du pape, et la sabre. 507 (An V). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI). — Escorte Bonaparte, le 18 brumaire. 565 (An VII). — Prend la ville et la citadelle d'Ivrée, en Piémont. 587 (An VIII). — S'empare de Pavie. 587 (An VIII). — Gagne la bataille de Montebello. 588 (An VIII). Bataille de Marengo. 588 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 613 (1804). — Mot de lui sur le sacre de Napoléon. 616 (1804). — Met les Autrichiens en déroute à Wvtingen. 620 (1805). — Commande la droite de l'armée à Austerlitz. 621 (1805). — Force le camp des Russes à Pultask; il est touché d'une balle. 629 (1806). — Mot de lui à Napoléon après la bataille d'Eylau. 654 (1807). — Gagne sur les Espagnols la bataille de Tudéja; trophées de sa victoire. 654 (1808). — Part qu'il prend à la bataille d'Eckmül.

654 (1809). — Sa belle conduite à Easing; il y est tué. 656 (1809).

LANOT (de la Corrèze; conventionnel), est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 293 (An II). — Son discours contre la motion de Léquino, qui défend aux députés de faire partie des sociétés populaires. 403 (An II).

LANTERNE. Mot de proscription et de mort. 57 (1789).

LANTHÉAS, conventionnel, consent à cesser volontairement ses fonctions pendant un temps déterminé; ses paroles à la convention, à ce sujet. 276 (An II). — Marat le fait rayer du décret d'arrestation rendu contre les girondins. 277 (An II).

LANTOSCA (ville de), est prise par l'armée des Alpes. 361 (An II).

LAPÈTRE (savant), fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI).

LAPLACE; remplace Quinette au ministère de l'intérieur. 578 (An VII).

LA PLANCHE (de la Nièvre), est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 293 (An II).

LAPORTE, intendant de la liste civile, fait partie du conseil de Louis XVI, après l'exil de Necker. 5 (1789). — Reçoit l'ordre de prodiguer l'or pour acheter des partisans au roi. 98 (1794). — Il est mandé à la barre de l'assemblée; il donne au président une déclaration du roi, faite avant sa fuite. 406 (1894). — Est compromis par les papiers de l'armoire de fer. 219 (An I).

LAPORTE, conventionnel, est adjoint à Dubois-Grancé pour terminer le siège de Toulon; son entrée en cette ville. 518 (An II). — Formule une accusation contre les robespierristes. 593 (An II). — Est nommé commissaire pour le désarmement des faubourgs. 429 (An III).

LAPOTTE, député de la Franche-Comté, renchérit sur la proposition faite le 4 août par Leguen de Kérendal. 41 (1789).

LAPOTTE, commande le corps de gauche à l'armée qui assiège Toulon. 519 (An II).

LAQUILLE, est mis, par la législative, en état d'accusation. 157 (1792).

LA RÔLE, se signale lors de la prise de la Bastille. 23 (1789).

LA REYVILLÈRE-LÉPAUX, conventionnel; son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — Est nommé suppléant au comité de salut public. 255 (An I). — Est nommé membre de la commission chargée de réviser la constitution de 1793. 423 (An III). — Eclaire de ses lumières la discussion de la constitution de l'an III. 433 (An III). — Appuie vivement les décrets des 5 et 13 fructidor, concernant les élections et le directoire. 437 (An III). — Est nommé membre du directoire. 449 (An IV). — L'éducation, les sciences, les arts et les manufactures sont dans ses attributions. 450 (An IV). — Est nommé président du conseil des anciens. 450 (An IV). — Prononce un discours sur l'autel de la patrie, en l'honneur de la liberté et de la vertu. 490 (An V). — Ne veut pas faire couler le sang dans le coup-d'état qui se prépare contre les clihéens. 524 (An V). — Inutilité de ses efforts pour amener Carnot à se réconcilier avec ses collègues. 524 (An V). — Arrête avec ses collègues de comprendre Carnot dans le coup-d'état qu'ils préparent. 524 (An V). — Remplace Carnot à la présidence du directoire; son discours à Visconti, envoyé de la république cisalpine, répond à une assertion de Thibaudau. 525 (An V). — Ses alarmes au sujet d'une prétendue trahison de Barras; il dé-

œuvre la fausseté de cette nouvelle. 526 (An V). — Son invocation à l'Être suprême pour l'anniversaire de l'établissement de la république. 555 (An VI). — Est soupçonné d'être l'auteur de la Théophilantropie; il ne paraît à aucune assemblée des théophilantropes. 544 (An VII). — Attaqué par les patriotes, il se refuse à donner sa démission de directeur. 555 (An VII). — Les conseils veulent l'arracher du directoire; il est menacé d'accusation. 555 (An VII). — Instances de Barras pour obtenir sa démission; sa réponse à ceux qui l'en pressent; il cède et résigne ses fonctions de directeur. 554 (An VII).

LA REYRIE. Sa déposition et ses révélations devant un juge de paix, relativement à une réunion nocturne de patriotes. 458 (1792).

LARIVIÈRE (Henri), conventionnel. Il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Se prononce pour l'appel au peuple. 229 (An I). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — Fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Proclame l'insurrection dans le département de l'Eure. 284 (An II). — Les thermidoriens sollicitent sa réintégration. 444 (An III). — Le décret qui le mettait hors la loi est rapporté; il est rappelé à la convention. 424 (An III). — Favorise le mouvement réactionnaire. 436 (An III). — Appuie la demande faite par le parlementaire des sections insurgées. 440 (An III). — Est dénoncé par Tallien, comme royaliste. 444 (An III). — Fait partie des clichyens. 548 (An V). — Est nommé secrétaire du conseil des cinq cents. 548 (An V). — Est proscrit, le 18 fructidor. 529 (An VI).

LAROCHEFOUCAULD-LIANCOURT; ses qualités; n'est pas de l'avis de la majorité de la noblesse. 8 (1789). — Énumère à l'assemblée les bienfaits de Louis XVI. 445 (1794). — Sa mort; honneurs que le public lui rend; scandale de la police à ses obsèques. 894 (1827).

LAROCHEFOUCAULD (le cardinal de); expose les motifs qui amènent à l'assemblée nationale la minorité du clergé. 44 (1789).

LAROCHEFOUCAULD (Alexandre de), est élu député. 906 (1828).

LAROCHEJAQUELIN (marquis de); commande un corps de Vendéens. 262 (An II). — Se met à leur tête; il bat les républicains. 528 (An II). — Ranime l'insurrection de la Vendée; il s'empare de plusieurs villes. 544 (An II). — Reparaît à la tête des Vendéens. 452 (An III). Est membre de la confédération royaliste. 707 (1814). — Est excepté de l'amnistie. 759 (1815). — Il est blessé; son frère est tué. 759 (1815).

ROCHELLE (La). Conspiration qui y est tramée; victimes de cette affaire. 84 (1822).

LA ROMANA, général espagnol; perd la bataille d'Espinoso. 654 (1808).

LARREY, chirurgien en chef; fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI).

LASAGNY, est envoyé à Rome pour expliquer au pape le but des ordonnances contre les petits séminaires. 914 (1828).

LAS CASES et son fils, sont admis à l'honneur de partager l'exil de Napoléon. 767 (1815).

LASOURCE, conventionnel; accuse la montagne, Danton et Lacroix d'être les complices de Dumouriez. 253 (An I). — Il est nommé suppléant au comité de salut public. 255 (An I). — Combat la pétition qui demande l'exclu-

sion des girondins. 260 (An II). — Dit que les conjurés ont voulu l'assassiner. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est mis en jugement. 544 (An II). — Comparet au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).

LASSALLE (le général); se distingue à la bataille de Rivoli. 402 (An V). — Prend Stetin, avec douze cents husards. 627 (1806). — Passe le premier le Danube, à la bataille d'Erling. 655 (1809).

LASSUS (médecin); fait l'autopsie du corps de Louis XVII. 452 (An III).

LATIL (de, archevêque de Reims); son mandement avant le sacre de Charles X. (867 et 868 (1825). — Est chargé de communiquer aux prélats français la réponse du pape. 914 (1828).

LATOUR (général autrichien), est le plénipotentiaire du roi de Sardaigne auprès de Bonaparte; il signe un armistice. 462 (An IV). — Est attaqué par Moreau à Rastadt; il résiste, secouru par le prince Charles; il est attaqué de nouveau et opère sa retraite. 475 (An IV). — Attaque inutilement Moreau dans sa retraite; il est battu par lui à Biberach. 478 (An IV).

LATOUR-D'AUVERGNE, premier grenadier de la république française, aide Moncey à chasser les Espagnols de la Bidassoa; ils échouent par défaut d'ensemble. 520 (An II). — Ses services; sa rentrée dans les cadres de l'armée; sa mort héroïque; regrets de la France; son nom figure toujours aux appels. 595 (An VIII).

LA TOUR-DU-PIN; devient ministre de la guerre. 57 (1789).

LATOUR-MAUBOURG, député; joint le roi à Épernay. 442 (1794). — Est délivré des prisons d'Olmütz avec La Fayette, par l'insistance de Bonaparte. 554 (An VI). — Sa rentrée en France sous le consulat. 580 (An VIII).

LATOUR-MAUBOURG (le général), se distingue à la bataille de Lutzen. 604 (1815). — Est blessé à Leipsick. — 700 (1815). — Est nommé ministre de la guerre sous la restauration. 880 (1818).

LAUDON (le général), est battu par Joubert au combat de Saint-Michel. 540 (An V). — Est battu par le général Lecourbe en Suisse. 549 (An VII).

LAUMUR (le colonel), est condamné à mort. 550 (An II).

LAURAY (de), gouverneur de la Bastille; s'obstine à défendre la Bastille contre le peuple. 20 et 24 (1789). — Est sur le point de faire sauter la Bastille; sa mort. 22 (1789).

LA UNION (général espagnol); est battu par Dugommier; pertes qu'il éprouve. 564 (An II). — Est battu de nouveau par Dugommier. 598 (An II). — Est tué à l'attaque des hauteurs de la Lune. 440 (An II).

LAURENT, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).

LAURISTON (le général); part glorieuse qu'il prend à la bataille de Bautzen. 695 (1815). — Est fait prisonnier à Leipsick. 700 (1815). — Est nommé ministre de la maison du roi. 859 (1822).

LAVAL (ville de); les Vendéens s'en emparent. 528, (An II).

LAVALLETTE (de); note qu'il adresse à Napoléon sur la situation de Paris. 745 (1814).

LAWATER, est tué dans Zurich. 560 (An VII).

LAVEDY, ex-contrôleur des finances; est condamné par le tribunal révolutionnaire. 527 (An II).

LAVEYRON, cultivateur, à Crétuy; est nommé membre de la commission instituée par l'arrêté du 2 prairial. 364 (An II).

LAVOUMIERE, conventionnel; il est élu à Paris. 486 (1792). — Entre au comité de sûreté générale. 506 (An II). — Est nommé membre des comités des jacobins. 583 (An II). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).

LAVILLEHURNOY (Berthelot de), trempe dans la conspiration de Duverne de Presle. 493 (An IV). — Son arrestation; sa mise en jugement. 494 (An IV). — Il est condamné à un an de prison. 495 (An IV). — Est proscrit le 48 fructidor. 559 (An VI). — Est déporté à la Guiane. 550 (An VI).

LAVOISIER, chimiste; sa condamnation; son exécution. 537 (An II).

LAVARONI (napolitains); ils sont furieux en apprenant l'armistice de Capoue; excès qu'ils commettent. 547 (An VII). — La cour de Naples leur donne des armes; ils se rendent maîtres de la ville. 547 (An VII). — Leur fureur à l'approche des Français; leur défense dans Naples; ils sont calmés par un de leurs chefs, et désarmés. 557 (An VI).

LAZOUSKI, est adjoint aux membres du comité insurrectionnel. 469 (1792).

LAYBACH. Voy. **CONGRÈS**.

LEBAS, représentant, est chargé de veiller à l'approvisionnement des places du Nord. 303 (An II). — Il entre au comité de sûreté générale. 506 (An II). — Réunit l'armée du Rhin dispersée, et sauve Strasbourg. 520 (An II). — Est envoyé avec Saint-Just à Strasbourg; leurs mesures; ils réorganisent l'armée. 527 (An II). — Veut prendre la parole le 9 thermidor; Thuriot lui impose silence; il demande à être décrété d'accusation avec Robespierre; il est arrêté. 574 (An II). — Des officiers de police refusent de l'écrouer; il est relâché. 575 (An II). — Ses amis et lui se croient assez forts pour dicter la loi après leur mise en liberté. 575 (An II). — Son arrestation; sa réponse à Saint-Just qui le prie de le tuer; il se fait sauter la cervelle; on exécute son cadavre le 40 thermidor. 576 (An II).

LEBLANC, maître de poste, arrêté à Varennes les voitures du roi. 408 (1794).

LEBOIS, président de section, est condamné à mort, et exécuté après le 45 vendémiaire. 444 (An III).

LEBON, conventionnel, entre au comité de sûreté générale. 506 (An II). — Est mis en arrestation. 578 (An II). — Est condamné à mort. 455 (An III).

LEBRUN (de), devient ministre des affaires étrangères dans le conseil exécutif. 476 (1792). — Substance de son rapport sur nos relations avec les puissances étrangères. 497 (An I). — Il est attaqué par les jacobins; cependant il reste aux affaires étrangères. 253, 254 (An I). — La commune demande sa mise en accusation. 274 (An I). — Couthon propose son arrestation. 277 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est remplacé par Desforgues aux affaires étrangères. 279 (An II). — Son évasion; les jacobins s'en appuient pour hâter la mise en jugement des girondins; il est repris. 510 (An II). — Est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 544 (An II).

LEBRUN, est nommé consul; ses attributions; son traitement; son caractère. 579 (An VIII). — Est nommé archi-trésorier de l'empire. 615 (1804).

LEBRUN, poète, célèbre l'affaire navale du *Vengeur*.

LECARPENTIER, conventionnel, est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 395 (An II). — Est arrêté et décrété d'accusation le 4^e prairial. 428 (An III).

LECHELLE, général, est nommé au commandement de l'armée de l'Ouest. 518 (An II). — Succès qu'il obtient contre les Vendéens. 520 (An II).

LECLERC, est arrêté comme agent de l'étranger; il est condamné à mort. 550 (An II).

LECLERC (le général), se distingue à la bataille de Rivoli. 502 (An V). — Escorte Bonaparte le 48 brumaire. 563 (An VIII). — Somme le conseil des cinq cents de se retirer. 574 (An VIII). — Son débarquement à Saint-Domingue; les maladies détruisent son armée; il fait arrêter Toussaint-l'Ouverture; sa mort. 604 (An X).

LECLERC-SCHREPPERS, est exclus de la représentation nationale. 475 (An VIII).

LECOINTRE-PUTYRAUX, conventionnel, appuie la pétition des Marseillais. 438 (1792). — Une demande d'accusation est portée contre lui à la convention. 530 (An II). — S'oppose inutilement à l'élargissement des ultrarévolutionnaires. 548 (An II).

LECOINTRE de Versailles, conventionnel; ses amis et lui attaquent vivement la loi du 22 prairial; Merlin (de Douai) fait adopter la question préalable. 567 (An II). Demande la mise en accusation des principaux membres des comités; noms de ces membres; motifs sur lesquels il base son accusation. 579 (An II). — Ne peut prouver son accusation contre les membres des comités; il est honni et bafoué; son accusation est déclarée calomnieuse. 580 (An II). — Est violemment attaqué à la tribune des jacobins, il est expulsé de la société. 585 (An II). — Fait imprimer son acte d'accusation contre les membres des anciens comités. 412 (An III). — Demande la mise en activité de la constitution de 1793; son discours. 416 (An III). — Tallien demande sa mise hors la loi; il est décrété d'arrestation. 420 (An III).

LECOUREUX (le général), envahit la vallée de Lian, et maltraite le corps du général Laudon. 549 (An VII). — Bat les Autrichiens à Taufers. 550 (An VII). — Prend part à la bataille de Zurich; et s'y distingue. 559 (An VIII).

LEFEVRE (l'abbé d'Ormesson); son dévouement; sa présence d'esprit à l'Hôtel-de-Ville. 47 (1789).

LEFEVRE (le général); sa division est battue à VVetzlau par le prince Charles. 474 (An IV). — Bat avec Kléber les Autrichiens à Neukirchen. 476 (An IV). — Se met à la disposition du directoire contre les royalistes. 524 (An V). — Prononce l'éloge funèbre de Hoche. 534 (An VI). — Bonaparte le détache du parti du directoire, et le séduit. 564 (An VIII). — Escorte Bonaparte le 48 brumaire. 565 (An VIII). — Va prendre Lucien dans la salle du conseil des cinq cents, et protège sa sortie. 574 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 615 (1804). — Assiège et prend Dantzick; il est fait duc. 654 (1807). — Propose, avec d'autres généraux, l'abdication en faveur du roi de Rome; son insistance décide la chambre des pairs; il est envoyé aux alliés pour leur faire accepter cette abdication. 715 (1814).

LEFEVRE-DESNOUETTES, général, tente un mouvement libéral dans l'Aisne; le général Lyons le fait avorter. 741 (1815).

LEGENDRE, boucher, travaille les faubourgs et tient des réunions nocturnes avec ses amis. 457 (1792). — Arrive en présence du roi, à la tête d'un attroupement armé;

- paroles énergiques qu'il adresse à Louis XVI. 462 (1792). — Est élu conventionnel à Paris. 486 (1792). — Il insiste pour une prompté décision au sujet du roi. 215 (An I). — Sa proposition relative au jugement de Louis XVI. 220 (An I). — Reproches qu'il adresse aux girondins. 232 (An I). — Il repousse une pétition menaçante des Bordelais. 265 (An II). — Combat les motions incendiaires faites aux cordeliers. 268 (An II). — Essai de calmer l'exaltation des jacobins; il est traité d'*endormeur*. 282 (An II). — Vout arracher Lanjuinais de la tribune; il n'y parvient pas. 275 (An II). — Fait effacer de la liste d'arrestation les noms de Boyer-Fonfrède et Saint-Martin. 277 (An II). — S'oppose inutilement à l'élargissement des ultra-révolutionnaires. 348 (An II). — Prend la défense de Danton et de ses amis; sur un discours de Robespierre, il rétracte ses paroles. 352 (An II). — Est forcé d'approuver silencieusement l'accusation des dantonistes. 355 (An II). — Paroles qu'il adresse à Robespierre après la fête de l'Éto-Suprême. 366 (An II). — Ses amis et lui attaquent, sous un prétexte, la loi du 22 prairial; Merlin (de Douai) fait adopter la question préalable. 367 (An II). — Devient un ennemi implacable de Robespierre. 368 (An II). — Part qu'il prend à la séance du 9 thermidor. 375 (An II). — S'empare de la salle des jacobins, et la ferme. 376 (An II). — Abandonne les jacobins, et se met à la tête des thermidoriens. 392 (An II). — Reprend l'accusation portée par Lecointre contre les jacobins; son discours; il dénonce Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois et Barrère. 395 (An II). — Préside la convention le jour où elle prononce la dissolution des jacobins; sa partialité contre ce club. 404 (An III). — Préside la convention; sa partialité. 411 (An III). — Se distingue parmi ceux qui demandent la tête des membres des anciens comités; son allocution à la convention. 412 (An III). — Taxe les montagnards de fripons; il se rétracte. 412 (An III). — Appuie le décret d'exclusion des députés mis hors la loi. 414 (An III). — Amène des secours à la convention le 4^{er} prairial. 428 (An III). — Son allocution aux conventionnels pendant l'action du 15 vendémiaire. 440 (An III). — Se rapproche de la montagne, et rentre dans ses rangs. 445 (An III). — Il protégé avec Louvet, Lanjuinais et ses amis. 446 (An III).
- LEGENDRE**, de la Nièvre, est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 295 (An II).
- LÉGION-D'HONNEUR** (ordre de la). Sa création; sa destination; opinion de Bonaparte; cause de sa décadence. 605 (An X).
- LEGNAGO** (ville de). Wurmsér y passe l'Adige, et se retire à Mantoue. 484 (An IV).
- LÉCOT**, député, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- LEGRAND**, constituant, propose aux députés du tiers de prendre la dénomination d'assemblée nationale. 5 (1789). — Distingue, d'une manière précise, les droits féodaux. 40 (1789).
- LEGRIS**, député, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- LEGUEN DE KÉRENDAU**, constituant. Son énergique discours; abus qu'il dénonce. 39 et 40 (1789).
- LEHARDY**, conventionnel, est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est mis en jugement. 514 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).
- LEIPZICK** (la bataille de), est perdue par Napoléon; ses détails; pertes des Français. 699 (1815).
- LEJEUNE**, conventionnel. Mesures énergiques qu'il propose pour le salut de la république. 280 (An II). — Il précise l'accusation portée par Thuriot contre les fédéralistes; son discours. 280 (An II). — Demande l'arrestation du député Sillery. 295 (An II). — S'oppose à la loi contre l'affiliation des sociétés populaires; son discours. 395 (An II). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).
- LEMAÎTRE** (Pierre-Jacques), agent du comité royaliste, se déchaîne contre la convention au sujet de la composition du directoire. 457 (An III). — Est condamné à mort pour la conspiration du 15 vendémiaire. 454 (An IV).
- LEMARCHANT-GOMICOURT**, député, est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI).
- LEMERCIER** embrasse le parti de Bonaparte. 563 (An VIII). — Prend part à la supplique de l'académie française en faveur de la presse. 888 (1827).
- LEMERER**, député, fait partie des clichyens. 548 (An V). — Est accusé d'embaucher des députés pour les royalistes. 529 (An VI). — Est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI).
- LEMOINE** (le général) enlève un colonel napolitain avec son régiment. 546 (An VII). — Contribue à la déroute des Napolitains à Terni. 546 (An VII). — Se met à la disposition du directoire contre les royalistes. 524 (An V).
- LEMONNIER** (l'abbé), est couronné le jour de la fête de la vieillesse. 494 (An V).
- LEMONTEY**, député à la législative, s'élève contre les mesures répressives de l'émigration. 426 (1791).
- L'EMPEREUR** (le château de). Il est assiégé par les Français; les Turcs s'y défendent avec courage; ils le font sauter. 959 (1850).
- LEMOIN-LAROCHE**, remplace Cochon à la police. 525 (An V).
- LÉOPOLD**, empereur d'Autriche. Sa réponse relative aux événements de France. 457 (1792). — Sa mort; ses qualités. 445 (1722).
- LIÈREN** (la ville de), est prise par Bonaparte. 542 (An V).
- LIÈREN** (le traité de), est signé par Bonaparte et les plénipotentiaires de l'Autriche; ses stipulations. 542 (An V).
- LEPILLETIER SAINT-FARGEAU**. Il combat la loi sur les provocations. 499 (An I). — Est assassiné la veille de l'exécution du roi; consternation que cet événement cause dans Paris et parmi les patriotes. 254 (An I). — Obtient les honneurs du Panthéon. 235 (An I). — Sa statue remplace les images de la Vierge et des saints. 554 (An II). — Son plan pour l'instruction publique. 555 (An II).
- LEPILLETIER** (Félix), est condamné à la déportation à l'occasion de la machine infernale. 597 (An VIII).
- LÉPIN** (de) déclame contre les révolutionnaires à l'occasion de l'adresse des 224; ses conseils au roi. 952 (1850).
- LEQUINIO**, conventionnel. Son opinion contraire au droit de réprimer l'émigration. 426 (1794). — Est nommé membre des comités des jacobins. 585 (An II). — Fait une motion qui défend aux députés de faire partie des sociétés populaires. 402 (An II).
- LÉNAIDA** (la ville de) capitule et se rend à Suchet. 664 (1810).
- LEROI**, dit Dix-Août, est condamné à mort et exécuté avec Fouquier-Tinville. 424 (An III).

- LESCLAP (de)** commande un corps de Vendéens. 262 (An II).
- LESAGE-SÉRAULT**, conventionnel, entre au comité de surveillance. 580 (An II). — Se plaint de la soumission de la convention aux réactionnaires. 412 (An III). — Appuie la demande faite par le parlementaire des sections insurgées. 440 (An III). — S'oppose au décret sur la composition du directoire. 457 (An III). — Est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- LESAGE**, d'Eure-et-Loir, est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est nommé membre de la commission chargée de réviser la constitution de 1795. 425 (An III). — Est dénoncé par Tallien comme royaliste. 445 (An III).
- LESSÈS** (le contre-amiral) perd cinq vaisseaux de ligne dans un combat naval à Santo-Domingo. 618 (1805).
- LESTRAU-BEAUVAIS**, conventionnel, est mis en jugement. 514 (An II). — Comparet au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).
- LETOURNEUR**, conventionnel, est membre du comité qui concentre tous les pouvoirs de la convention. 459 (An III). — A la direction de la marine et des colonies. 450 (An IV). — Est membre du directoire. 449 (An IV). — Est nommé commissaire français pour traiter de la paix avec l'Angleterre à Lille. 516 (An V). — Reste attaché à Carnot, et continue de lui donner sa voix; le bruit court qu'il a donné sa démission; les Clichyens s'y opposent; il est désigné par le sort pour céder sa place. 519 (An V). — Est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- LEVASSEUR** (de la Sarthe); son opinion dans ses Mémoires sur la querelle des montagnards et des girondins. 260 (An II). — S'oppose au rapport du décret qui supprime la commission des douze. 274 (An II). — Calme les mouvements séditieux produits à l'armée du Nord par l'arrestation de Custine. 288 (An II). — Somme le général Houchard d'exécuter les ordres du comité de salut public; il charge à la tête des colonnes, à la bataille d'Hondscote. 505 (An II). — Est envoyé dans le nord pour y surveiller les opérations militaires et les généraux. 505 (An II). — Son opinion sur le procès des girondins. 524 (An II). — Demande la radiation de la liste des jacobins de Tallien, Lecointre et Fréron. 585 (An II). — Se déchaîne contre le système appuyé par les thermidoriens; péroraison de son discours. 586 (An II). — S'oppose inutilement au renvoi aux comités de la proposition qui défend aux sociétés populaires de correspondre et de s'affilier. 587 (An II). — Est journellement calomnié par les Thermidoriens. 539 (An II). — S'oppose à la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 596 (An II). — Est décrété d'arrestation. 424 (An III).
- LEVÉE EN MASSE**; elle est proposée à la convention par les jacobins. 292 (An II). — Elle est décrétée sur le rapport de Barère; commissaires conventionnels nommés pour son exécution. 293 (An II).
- LEIS-WATSON** (crime de); décret rendu par la constituante à ce sujet. 52 (1789). — Ces sortes de crimes sont attribués provisoirement à la juridiction du Châtelet. 61 (1789).
- LEULLIER**, procureur du département de Paris; annonce, au nom de l'administration du département, que l'insurrection du 29 mai est toute morale. 275 (An II). — Porte la parole au nom de la commune; il demande à la convention la mise en accusation des Douze. 274 (An II). — Présente le clergé de Paris à la convention pour l'abjuration du catholicisme. 553 (An II).
- LINDAUX**; leur espoir. 805 (1819). — Ils triomphent dans les élections. 816 (1819). — Regardent la révolution ministérielle comme de mauvais augure. 817 (1819). — Leurs projets utiles et honorables. 817 (1819). — Leurs énergiques discours. 834 (1821). — Leurs efforts et leurs publications philosophiques pour s'opposer au parti prêtre. 884 (1826). — Se concertent sur les moyens de publier les articles censurés. 896 (1827). — Désirent la conservation du ministère Martignac. 915 (1829). — Conseils qu'ils donnent au ministère Martignac. 917 (1829). — Rejettent le projet d'administrations départementale et communale. 919 (1829). — Ce qu'ils pensent des vues du ministère Polignac remanié. 926 (1829). — Leur position à la chambre vis-à-vis du ministère Polignac. 950 (1830). — Ils sont en majorité dans la composition des bureaux. 954 (1830). — Ils se réjouissent de la prorogation des chambres; motifs de leur jubilation. 954 (1830). — Ils sont en mesure d'entrer en lutte, quand paraît l'ordonnance de convocation des collèges. 958 (1830).
- LIBERTÉ** (fête de la); cérémonies et apparat de cette fête à Paris. 444 (1793).
- LIBERTÉ DE LA PRESSE** (la), est anéantie par Napoléon. 667 (1810).
- LIBERTÉ INDIVIDUELLE** (la), est suspendue par Napoléon. 667 (1810). — Sa suspension est votée, malgré la vive opposition du côté gauche. 822 (1820).
- LIDA** (l'évêque de), devenu archevêque constitutionnel de Paris; ses mesures administratives. 400 (1791).
- LIDON**, conventionnel, est décrété d'arrestation. 277 (An II).
- LICHEVILLE** (le général), se tient sur la défensive vers la Moselle. 285 (An II).
- LIGES** (les hauteurs de) sont prises par les Français. 410 (An III).
- LILLE** (ville de), est assiégée par les Autrichiens. 197 (An I). — Ses habitants se montrent dévoués à la république, et contraires à Dumouriez. 252 (An I). — Est désignée par le directoire pour le lieu où doit se traiter la paix avec l'Angleterre. 516 (An V).
- LILLOIS**; et leur courage, leur patriotisme les couvrent de gloire et sauvent leur ville. 197 (An I). — Ils sont honorés du décret d'avoir bien mérité de la patrie. 197 (An I).
- LINGLET**, interrompt le discours de Bonaparte à Saint-Cloud, et lui rappelle la constitution. 569 (An VIII).
- LIPTAY**, général autrichien; est battu par Bonaparte à Fombio; sa division est détruite. 469 (An IV). — Perd, avec Bayalitch, la bataille de Lonato contre Bonaparte. 481 (An IV). — Prend part à la bataille de Rivoli. 500 et 504 (An V).
- LISBONNE** (capitale du Portugal), passe aux constitutionnels; une junte s'y forme. 831 (1820). — La contre-révolution s'y opère. 842 (1825).
- LISTE CIVILE** (projet de loi sur la). 850 (1824).
- LITTÉRATURE**. La convention assure la propriété littéraire. 296 (An II).
- LIVRE ROUGE**; révélations que l'assemblée y puise. 78 et 79 (1790).
- LOANO** (bataille de), est gagnée par Schérer et Mandas, sur les Austro-Sardes; résultats avantageux qu'elle procure à la France. 455 (An IV).
- LOAN** (le général), conseille à Napoléon de s'arrêter à

Vitepsk. 678 (1813). — Est élu député. 906 (1828).

LOUI (bataille de). Ses détails, ses résultats. 470 (An IV).

LOI sur l'administration communale et départementale. 835 (1821).

LOI (projet de) pour la conversion des rentes, adopté à la chambre des députés, repoussé à celle des pairs. 844 (1824).

LOI ÉLECTORALE. Sa nature; sa discussion; ses effets. 794 (1816). — Son premier essai; bonté des choix qui en résultent. 798 (1817). — Une nouvelle loi électorale est votée. 828 (1820). — Une autre est adoptée par les deux chambres; ses dispositions. 907 (1828).

LOI contre les étrangers, est rendue par la convention; ses dispositions; elle encombre les prisons. 529 (An II).

LOI sur les grains. 835 (1821).

LOI contre la liberté personnelle. Ses effets. 780 (1815).

LOI temporaire contre la liberté individuelle, proposée et adoptée. 796 (1817).

LOI DES OTAGES. Elle est rendue pour arrêter les crimes de la chouannerie; justification de cette loi. 356 (An VII). — Elle est rapportée par la commission consultative. 579 (An VII).

LOI MARTIALE, est rendue contre les attroupements. 67 (1789). — Est publiée lors des troubles du Champ-de-Mars. 447 (1791).

LOI du 22 prairial. Elle est rendue par la convention, sur le rapport de Couthon; ses dispositions; elle est attaquée par Ruamps, qui en demande l'ajournement; Robespierre la fait adopter. 366 et 367 (An II).

LOI sur les pensions ecclésiastiques. 856 (1824).

LOI DE GRANDE POLICE. Elle est adoptée sur la proposition de Sieyès. 446 (An III).

LOI sur les écrits séditieux. 788 (1845).

LOI temporaire contre la presse; elle est proposée et adoptée. 796 (1817). — Elle termine la session de 1817. 799 (1818).

LOI sur le recrutement de l'armée. Ses dispositions. 799 et 800 (1818). — Elle est adoptée. 800 (1818).

LOI DES SUSPECTS. Ses dispositions. 504 (An II).

LOIN-ET-CHER (département de). La disette s'y fait sentir, malgré l'abondance des récoltes. 210 (An I).

LOIRE (Haute-). Le département fait une proclamation hostile aux montagnards et à Paris. 225 (An I).

LOMBARDIE (la), se montre disposée à seconder les vues de la république. 469 (An IV). — Elle est organisée par Bonaparte en république. 489 (An IV).

MONARDS (rue des), est le quartier des épiciers en gros; elle retentit de cris de mort; les marchands sont forcés de livrer les denrées au taux fixé par le peuple; pillage qui y a eu lieu. 238-239 (An I).

LOMONT, conventionnel. Il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Est arrêté comme fauteur de la révolte des sections; il est compromis par les papiers de Lemaître. 445 (An III). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).

LOKATO (ville de). Bonaparte y est surpris par une colonne autrichienne; présence d'esprit de ce général. 481 (An IV).

LOKATO (bataille de), est gagnée par Bonaparte sur les généraux Bayalitch et Liptay; ses détails; ses résultats. 481 (An IV).

LORDANS (ville de). Une députation des démocrates de

cette ville vient féliciter la convention; don qu'elle fait à la France. 214 (An I). — Conspiration qui y est découverte. 828 (1820).

LOACWI (ville de), est prise par les Prussiens; cet échec est attribué à la trahison par les Parisiens. 181 (1792).

LOPEZ-BAROS, est un des chefs de la révolution espagnole. 825 (1820).

LORETTE (ville de), est prise par Napoléon; la madone est envoyée à Paris. 507 (An V).

LONG (le général), prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VIII).

LONGREIL, député, propose un amendement à l'adresse des 221, qui est rejeté. 935 (1850).

LOT-ET-GARONNE (département de). L'irritation qui s'y manifeste en faveur des girondins est calmée par les représentants. 385 (An II).

LOTREUX. Elle est abolie par la convention. 535 (An II). — Son rétablissement par le directoire. 535 (An VI).

LOUCHET, conventionnel, demande l'arrestation de Robespierre le 9 thermidor. 575 (An II). — Est nommé membre des comités des jacobins. 385 (An II). — Revient aux opinions des jacobins; motifs de ce changement. 590 (An II).

LOUIS (le baron), est nommé ministre des finances. 728 (1814). — Redevient ministre des finances. 805 (1819).

LOUIS XVI; pour quels motifs il réunit les états-généraux à Versailles. 5 (1789). — Ouvre la session des états-généraux. 5 (1789). — Écrit au clergé pour lui demander la reprise des mesures conciliatrices. 4 (1789).

— Fait annoncer une séance royale, et suspend la réunion de l'assemblée nationale, sous prétexte de réparations à faire dans la salle. 6 (1789). — Assiste aux états-généraux réunis; ses actes et sa doctrine; son discours et ses ordres. 9 (1789). — Sa réponse à l'adresse de l'assemblée nationale. 15 et 14 (1789). — Forme un conseil contre-révolutionnaire, après l'exil de Necker. 15 (1789). — Fait partir clandestinement Necker. 15 (1789). — Sa réponse à la députation de l'assemblée nationale. 18 (1789). — Sa réponse aux deux députations de l'assemblée nationale. 24 (1789).

— Se rend à l'assemblée constituante sans escorte et sans appareil; son discours. 25 (1789). — Sa frayeur; son indécision. 27 (1789). — Envoie à l'assemblée constituante une lettre de rappel pour Necker. 28 (1789). — Se rend à Paris; son émotion à l'hôtel-de-ville; il approuve ce qui a été fait. 28 (1789). — Place la cocarde tricolore à son chapeau; enthousiasme que cet emblème excite. 28 et 29 (1789). — Modifie le ministère; membres constituants qu'il y appelle. 37 (1789). — Est proclamé le restaurateur de la liberté française. 44 (1789). — Renonce au veto absolu. 50 (1789). — Donne sa sanction aux arrêtés de la séance du 4 août. 50 et 51 (1789). — Donne son accession à quelques articles de la constitution. 54 (1789). — Ses paroles aux femmes de Paris. 59 (1789). — Se détermine à se rendre à Paris; son départ; son cortège. 62 et 63 (1789). — Son entrée à Paris avec sa famille. 65 (1789).

— Déclare qu'il fixera sa résidence à Paris. 64 (1789). — Donne des bons aux indigents pour retirer leurs effets du Mont-de-Piété. 65 (1789). — Sa présence ramène l'abondance et la sécurité dans Paris. 67 (1789).

— Son inaction; sa torpeur. 72 (1789). — Se rend à l'assemblée constituante; son discours; il est reconduit aux Tuileries par les députés et le peuple. 75 (1790).

— Fait notifier à l'assemblée l'équipement qu'une

vaissaux de ligne; effets de cette notification. 77 (1790). — Permet la fédération. 78 (1790). — Passe en revue les députations de tous les départements. 82 (1790). — Visite les travaux du Champ-de-Mars. 82 (1790). — Charge Malesherbes de rétablir la paix et la subordination à Nancy. 86 (1790). — Compose un autre ministère. 89 (1790). — Sanctionne la *constitution civile du clergé*. 90 (1790). — Sanctionne, après beaucoup de lenteurs, le décret relatif au *serment* du clergé. 94 (1790). — Songe de nouveau à son évasion; il consulte ses amis et ses confidentes. 95 (1791). — Craignant le sort de Charles I, roi d'Angleterre, s'était toujours opposé aux projets d'évasion. 99 (1791). — Causes d'une maladie qu'il essuie. 98 (1791). — Est empêché par le peuple d'aller à Saint-Cloud; il s'en plaint à l'assemblée; ses protestations dénuées de bonne foi. 103 (1791). — S'échappe de Paris, avec sa famille et se dirige vers la frontière; accidents qui lui arrivent. 104 (1791). — Sa déclaration avant sa fuite. 106 (1791). — Est arrêté à Varennes, avec sa famille. 108 et suiv. (1791). — Est forcé d'abandonner l'incognito à Varennes. 109 (1791). — Arrive, avec sa famille, de Varennes aux Tuileries. 112 (1791). — Est suspendu provisoirement des fonctions de la royauté. 113 (1791). — Est absous par l'assemblée constituante. 115 (1791). — Sa réponse à la députation qui lui apporte l'acte constitutif. 118 (1791). — Il prête le *serment constitutionnel*; ses démarches clandestines et parjures. 119 (1791). — Son discours à l'assemblée, avant sa clôture. 119 (1791). — Son discours à la législative. 121 (1791). — Approuve le décret contre les émigrés, pour ce qui concerne son frère, Monsieur. 131 (1791). — Ne veut point consentir à éloigner de lui les prêtres *insermentés* qui avaient sa confiance. 132 (1791). — Oppose son *veto* sur les décrets contre les émigrés et les prêtres *insermentés*. 132 (1792). — Modifie le ministère dans le sens de la liberté. 133 (1792). — Se rend à la législative; froid accueil qu'il y reçoit; son discours excite de vifs applaudissements. 134-135 (1792). — Il proteste contre ses actes patents en rentrant aux Tuileries. 135 (1792). — Sa réplique à l'empereur Léopold; effets qu'elle produit dans l'assemblée. 137 (1792). — Nomme un ministère *girondin*; membres de ce ministère. 140 (1792). — Sa mauvaise volonté trahie par ses lenteurs et par ses détours dans le conseil des ministres. 142 (1792). — Approuve les économies du nouveau ministère; sa conduite équivoque relativement à la constitution. 142 (1792). — Tente inutilement de gagner Pétion. 143 (1792). — Se rend à la législative; son discours concernant les prétentions de l'Autriche; il propose la guerre. 145-146 (1792). — Est vivement affecté du licenciement de sa garde et de la mise en accusation de Brissac. 152 (1792). — Use de son système de temporisation et de lenteur à l'égard du décret contre les prêtres réfractaires. 153 (1792). — Entend avec impatience la lecture du mémoire de Roland; il charge Dumouriez de remplacer les trois ministres girondins. 154 (1792). — Résiste aux avis de son ministère et de Dumouriez lui-même. 154 (1792). — Sanctionne le décret du camp de vingt mille hommes, et s'obstine à rejeter celui contre les prêtres réfractaires. 155 (1792). — Nomme des successeurs aux ex-ministres Dumouriez, Lacoste et Duranton. 157 (1792). — Fait ouvrir les portes au peuple, qui envahit les Tuileries; il est, avec quelques amis, sous la protection des gardes nationaux. 161 (1792). — Sa réponse courageuse à

Pétion, au milieu de la multitude qui l'entoure. 163 (1792). — Suffoqué par la chaleur et par la réunion de la multitude, boit à même dans une bouteille que lui offre un des pétitionnaires. 162 (1792). — Sa réponse courageuse au peuple, qui inonde le château; il reçoit un bonnet rouge des mains de Legendre. 162 (1792). — Son indignation quand Legendre l'interpelle; sa réponse à la pétition de Huguenin. 162 (1792). — Se réunit avec tous les membres de sa famille, après les tristes scènes des Tuileries. 162 (1792). — Les journaux et des placards incendiaires commencent à parler d'abdication. 165 (1792). — Lui et la reine accueillent froidement Lafayette, de retour de son armée. 165 (1792). — Envoie un message tardif à la législative, sur l'imminence des hostilités avec les coalisés. 166 (1792). — Notifie à la législative la suspension de Manuel et de Pétion par le directoire du département. 167 (1792). — Sa déchéance est demandée par un grand nombre de pétitions. 168 (1792). — Repousse les conseils des principaux girondins. 168 (1792). — Jure de nouveau le maintien de la constitution; on ne croit pas à la sincérité de son serment. 168 (1792). — Sa déchéance est vivement demandée par les patriotes. 170 (1792). — Obtient de Pétion l'ordre de repousser la force par la force. 172 (1792). — Passe ses défenseurs en revue; froideur de quelques bataillons. 173 (1792). — Son irrésolution; il se réfugie avec sa famille dans le sein de l'assemblée législative, où il entend les divers décrets, et notamment celui de sa déchéance. 174-176 (1792). — Est transféré de la salle de la législative au Temple, avec sa famille. 177 (1792). — Est décrété d'accusation. 215 (An I). — Surveillance rigoureuse à laquelle il est soumis dans la prison du Temple; il subit son sort avec résignation et courage. 218-219 (An I). — Formes qui sont adoptées pour son jugement. 219 (An I). — La lecture de son acte d'accusation est faite; il comparait devant la convention. 219-220 (An I). — Il est conduit aux Tuileries, devant la convention, escorté militairement. 220 (An I). — Nombreux chefs d'accusation portés contre lui; son interrogatoire. 220-221 (An I). — Deux défenseurs lui sont accordés; il choisit Target et Tronchet; sur le refus du premier, il donne la préférence à Lamoignon de Malesherbes. 224 (An I). — Ses dénégations; il demande qu'il lui soit accordé des conseils pour sa défense. 224 (An I). — Est reconduit aux Tuileries, toujours escorté militairement. 224 (An I). — Énumération de ses bienfaits d'après la défense de Desèze; il prend lui-même la parole; substance de son discours. 222 (An I). — Questions posées pour son jugement. 223 (An I). — Les divers votes des conventionnels, lors de son jugement. 228-229-30-31 (An I). — Ses défenseurs sont introduits, et obtiennent les honneurs de la séance, après sa condamnation. 230 (An I). — Sa protestation; son appel à la nation; sa lettre à la convention. 230 (An I). — Le ministre de la justice lui notifie au Temple sa condamnation; il l'entend avec calme; il demande trois jours, et le libre choix d'un ministre du culte. 234 (An I). — Son départ du Temple; son escorte; son exécution. 234 (An I).

LOUIS XVII (dauphin), meurt au Temple; médecins qui font son autopsie; maladie qui occasionne sa mort; il est inhumé dans le cimetière de Sainte-Marguerite. 432 (An II).

LOUIS XVIII, comte de Lille, frère de Louis XVI, désigné d'abord par la qualification de Monsieur.

Opinion libérale du bureau qu'il préside à l'assemblée des notables. 4 (1789). — Accusation portée contre lui; son discours à l'assemblée; patriotisme dont il y fait étalage. 74 et 75 (1790). — Bruits, dans Paris, de sa fuite prochaine; effets de ces bruits; son allocution au public. 96 (1791). — Il part de Paris avec sa femme, et arrive heureusement à Bruxelles. 104 (1791). — Est mis par la législative en état d'accusation; ses biens sont séquestrés. 157 (1792). — Les nouvelles de l'intérieur de la France le comblent de joie. 520 (An V). — Preuves données par le directeur de sa correspondance avec Pichogru. 529 (An VI). — Sa lettre à Bonaparte. 581 (An VIII). — Sa seconde lettre à Bonaparte; réponse de celui-ci. 582 (An VIII). — Alexandre lui offre de lui continuer la pension de deux cent mille roubles qu'il avait abandonnée. 604 (An IX). — Adresse une proclamation aux Français, datée d'Hartwel. 694 (1812). — Sa nouvelle proclamation aux Français. 708 (1814). — Les royalistes proclament son nom partout; impassibilité du peuple, qui en impose aux alliés. 714 (1814). — Son entrée solennelle à Londres; honneurs qui lui sont rendus; sa réponse au prince régent; fâcheuse impression que ses paroles produisent en France. 727 (1814). — Débarque à Calais; son arrivée à Compiègne; députations qu'il reçoit; bassesses des maréchaux de l'empire; conseils que lui donnent les émigrés touchant la constitution. 727 (1814). — Alexandre le détermine à promettre une constitution libérale; déclaration de Saint-Onen; sa teneur. 727 (1814). — Son entrée dans Paris; nomination de son ministère; choix malheureux. 728 (1814). — Signe le traité de paix du 30 mai; conditions honteuses qui sont imposées à la France. 728 (1814). — Présente, au corps-législatif et au sénat, la charte octroyée; son discours. 750 (1814). — Ordonnance sur la garde nationale. 751 (1814). — Établit la censure sur les brochures et les journaux. 752 (1814). — Ses ministres excitent le mécontentement de la nation; sa cour humilie les maréchaux de l'empire. 752 (1814). — Dispositions de la nation à son égard. 753 (1814). — Rassemble une armée contre Murat; l'Autriche lui refuse le passage en Italie. 754 (1815). — Sécurité de la cour à la nouvelle du retour de Napoléon; moyens mis en usage pour repousser son agression. 756 (1815). — Convocation des chambres; Napoléon est mis hors la loi; dispositions contre les militaires de sa suite. 757 et suiv. (1815). — Tient un langage libéral; il espère beaucoup de l'ouverture de la session des chambres; il compte sur la bravoure et la fidélité de Ney. 740 (1815). — Fait l'ouverture des chambres; péroraison de son discours; les princes du sang jurent fidélité au roi et à la charte; cette cérémonie ne produit pas l'effet qu'on en attendait. 741 (1815). — Quitte Paris à minuit un quart; les ministres et les princes le suivent à Gand. 741 (1815). — Affluence de ses partisans auprès de lui. 747 (1815). — Autre proclamation au peuple français lancée de Cambrai. 759 (1815). — Quitte Gand; arrive à Cateau-Cambrésis, d'où il adresse une proclamation au peuple français. 759 (1815). — Entre dans Paris quelques heures après la fermeture du corps législatif. 765 (1815). — Son entrée à Paris; son cortège. 772 (1815). — Forme son ministère; quels sont les membres de ce ministère. 772 (1815). — Mesures qu'il prend pour préparer le licenciement de l'armée. 773 (1815). — Reconstitue les chambres sur d'autres bases. 776 (1815). — Crée un autre ministère. 779 (1815).

—Ouvre la session de 1815; son discours. 780 (1815). — Adhère au traité de la Sainte-Alliance. 785 (1815). — Serange parmi les modérés de son conseil. 787 (1816). — Signe, avec les cantons suisses, des stipulations militaires humiliantes pour la France. 789 (1816). — Son discours à l'ouverture de la session. 795 (1816). — Sent la nécessité de quelques concessions. 794 (1816). — Ouvre la session de 1817; il annonce de grandes améliorations. 798 (1817). — Ouvre une des sessions les plus remarquables; une phrase de son discours inspire de l'inquiétude. 804 (1818). — Ouvre la session; son discours est entendu froidement. 818 (1819). — En ouvrant la session, il laisse pressentir la guerre d'Espagne; effets de son discours. 841 (1823). — Aggravation de sa maladie; il signe une ordonnance qui rétablit la censure; son portrait; sa mort. 845 (1824). — Ses obsèques. 847 (1824).

LOUVAIN (ville de). Sa réunion à la France est décrétée. 242 (An I). — Est prise par les Français. 570 (An II). LOUVET (Louis-Pierre) assassine le duc de Berry. 819 (1819). — Son interrogatoire. 819 et 820 (1819). — Son procès é instruit immédiatement. 820 (1819). — Sa condamnation; son exécution. 827 (1820).

LOUVET DU LOUVRE, conventionnel, est chargé de la rédaction du journal patriote *la Sentinelle*. 445 (1792). — Est l'ennemi de Robespierre. 182 (1792). — Il accepte le défi de Robespierre de l'accuser en face; il lit un discours depuis long-temps préparé. 200, 204 (An I). — Il veut insister après la réponse de Robespierre. 204 (An I). — Soutient la motion de Buzot. 217 (An I). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — Il est déclaré traître à la patrie par plusieurs sections. 245 (An I). — Il est dénoncé, avec ses amis, par la section de Bon-Consell, comme complice de Danton. 255 (An I). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Saint-Just propose de le déclarer traître à la patrie. 285 (An II). — Quitte Evreux et se rend à Caen. 285 (An II). — Est nommé membre de la commission chargée de réviser la constitution de 1795. 423 (An III). — Appuie vivement les décrets des 5 et 13 fructidor concernant les élections et le directoire; il devient l'objet des invectives des royalistes. 437 (An III). — Est d'avis d'attaquer les élections. 444 (An III). — Protège, avec Legendre, Lanjumeau et ses amis. 446 (An III).

LOVS, se déchaîne aux jacobins contre le système des thermidorien. 586 (An II).

LOZÈRE (département de la). Un soulèvement y éclate en faveur des girondins; Fabre le comprime; Charrier, chef des révoltés, est pris. 285 (An II).

LUXEM (combat de). Le reste de l'armée prussienne y est anéanti ou fait prisonnier. 627 (1806).

LUXEMAS (de), évêque de Chartres, appuie les offres gênereuses du clergé; il demande et motive l'abolition du droit de chasse. 42 (1789).

LUCKNER (le général), est promu maréchal. 453 (1791). — Est envoyé aux frontières. 456 (1792). — S'empare de Menin et de Courtrai, et ramène bientôt son armée au camp de Famars, sous Valenciennes. 468 (1792). — Apprend à Metz la révolution du 10 août; après quelque hésitation, il adhère aux décrets rendus dans cette journée. 479, 480 (1792).

LUÇON (ville de). Les Verdécens y sont battus par Westermann. 286 (An II).

LUÇQUES (la principauté de), est donnée par l'empereur à son beau-frère. 647 (1805).

LUMIGNAN (le général). Il est chargé de couper la retraite à l'armée française à Rivoli; il est fait prisonnier avec sa division. 502 (An V).

LUSIGNY (ville de). Des commissaires s'y rendent pour une suspension d'armes. 708 (1844).

LUTZEN (bataille de), gagnée par Napoléon sur les alliés; ses détails; ses résultats. 694 (1815).

LUXEMBOURG (le duc de) expose les motifs qui amènent la minorité de la noblesse à l'assemblée nationale. 44 (1789).

LUXEMBOURG (le palais du), est converti en prison; quels prisonniers y sont détenus. 530 (An II).

LUXEMBOURG (la ville de), est investie par les Français. 409 (An III).

LYCÉES. Leur fondation par Bonaparte. 604 (An IX).

LYON, maire de Bordeaux, seconde la confédération royaliste; ses protestations de fidélité à l'empereur. 707 (1844). — Est excepté de l'amnistie. 759 (1845).

LYON (ville de). Désordres qu'y suscitent les aristocrates; des commissaires investis de pleins pouvoirs y sont envoyés. 240 (An I). — Situation des partis; engagements qui y ont lieu entre les sections et les jacobins. 262 (An II). — Est en hostilité avec les montagnards; elle se refuse à voter des levées et des impositions. 266 (An II). — Sa situation est alarmante; les sections s'emparent de l'autorité; le club des jacobins y est fermé; le procès est fait à Chabrier, son président; l'autorité des représentants y est méconnue. 284 (An II). — Persiste dans la révolte. 282 (An II). — Des troupes sont dirigées contre elle par la convention. 286 (An II). — Elle proteste de son dévouement à la république; les royalistes s'emparent du mouvement; la convention l'isole des autres insurrections. 288 (An II). — La garnison de Valenciennes est envoyée contre elle. 294 (An II). — Efforts tentés pour la ramener au devoir; les royalistes en dirigent l'insurrection; son bombardement; détails du siège. 296 (An II). — Son bombardement ne fait qu'irriter la population contre les assiégeants. 304 (An II). — Plusieurs représentants sont adjoints à Dubois-Crancé pour en terminer le siège; masses de volontaires qui la serrent de près. 348 (An II). — Les républicains s'emparent des postes les plus importants; Fourvières est enlevé à la baïonnette; le faubourg de Saint-Just est pris. 348 (An II). — Les sections prennent le parti de se rendre; quinze cents royalistes, conduits par Précý, s'en échappent la nuit; une députation est envoyée aux représentants pour leur faire la remise de la ville. 348 (An II). — Les représentants du peuple y font leur entrée; décret de colère porté contre elle; son nom est changé en celui de Commune-Affranchie. 348 et 349 (An II). — Est décimée par Collot-d'Herbois et Fouché. 327 (An II). — Cruautés qu'y exercent Fouché et Collot-d'Herbois. 340 (An II). — De vient le théâtre de sanglantes représailles contre les patriotes. 451 (An III). — Insurrection dans les communes voisines; rigueurs qu'elle attire sur ses auteurs. 797 (1847). — Troubles graves pendant les élections. 844 (1825).

LYONS (le général) s'oppose au mouvement libéral tenté par les frères Lallemand. 744 (1815).

M

MACDONALD (le général), est chargé, avec Souham, de soumettre la Flandre hollandaise; ses succès dans ce pays. 408 (An III). — Contribue à la déroute des Napolitains. 546 (An VII). — Reçoit l'ordre d'évacuer le royaume de Naples, et de se retirer par la Toscane. 350 (An VII). — Sa retraite de Naples; il s'arrête trop longtemps en Toscane; Souvarow lui barre le chemin. 357 (An VIII). — Ses divers combats contre les Austro-Russes; bataille de la Trebbia; il est forcé à la retraite; il se replie sur Gènes. 357 (An VII). — Escorte Bonaparte le 18 brumaire. 365 (An VIII). — Franchit avec l'armée de réserve le Splügen; il tient en échec quarante mille hommes. 594 (An VIII). — Fait capituler le comte de Meerweldt à Leybac. 656 (1809). — Est fait maréchal de France après Wagram. 659 (1809). — Est forcé à la retraite par le désastre de Mosca; trahison des Prussiens. 690 (1812). — Se distingue à la bataille de Lutzen. 694 (1813). — Chasse des hauteurs de Bautzen le corps russe de Miloradowitch. 695 (1815). — Est chargé, avec soixante, dix mille hommes, de contenir Blücher en Silésie. 698 (1815). — Est battu par Blücher en Silésie; il perd vingt-cinq mille hommes. 698 (1815). — Refuse la faculté de rentrer en France. 702 (1815). — Propose à Napoléon d'abdiquer en faveur de son fils; il est envoyé aux alliés pour leur faire accepter cette abdication. 715 (1814). — Accompagne le comte d'Artois, envoyé contre Napoléon. 758. (1815). — Fait barricader le pont de la Guillotière; il est abandonné par ses soldats. 759 (1815). — Est chargé de licencier l'armée de la Loire. 775 (1815).

MACHINE INFERNALE (conspiration de la). Son explosion; les républicains en sont accusés; Fouché en signale les auteurs; leurs noms. 596 (An VIII).

MACMOROU (ville de); elle est prise par les Vendéens. 265 (An II).

MAX, général autrichien, est le confident de Célour; son entrevue secrète avec Dumouriez; armistice qu'ils arrêtent; seconde entrevue avec le général français. 249 (An I). — Est nommé au commandement de l'armée napolitaine. 545 (An VII). — Fait ses dispositions pour attaquer les Français à Civita-Castellana; il en est repoussé avec perte; il éprouve un nouvel échec à Torni; sa retraite précipitée sur Rome. 546 (An VII). — Divise son armée en six colonnes, et marche sur Rome. 546 (An VII). — Est poursuivi vigoureusement par Championnet; il est battu dans toutes les rencontres; il obtient une armistice à Capoue. 547 (An VII). — Est accusé de trahison par les Napolitains; il se sauve auprès des Français. 547 (An VII). — Est le général en chef de l'armée autrichienne d'Allemagne, dans

- La campagne de 1805.** 619 (1805). — Capitule à Ulm, et se rend prisonnier avec trente mille hommes. 620 (1805).
- MADIER**, député, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- MADIER DE MONTJAU**, dénonce à la chambre des députés les menées du gouvernement occulte. 823 (1820).
- MADRID** (ville de). Insurrection qui y éclate contre les Français; détails. 645 (1808). — La constitution des cortès y est proclamée. 825 (1820). — Traité qui y est signé entre la France, la Russie et l'Espagne. 848 (1824).
- MAESTRICHT** (ville de), est assiégée par l'armée républicaine; ce siège est abandonné. 257 (An I). — Se rend au général Kléber. 409 (An III).
- MAGNABO** (bataille de), est gagnée par le général Kray sur les Français; ses détails; ses résultats. 550 (An VII).
- MAIGNET**, conventionnel; est adjoint à Dubois-Grancé pour terminer le siège de Lyon; son entrée en cette ville. 518 (An II). — Est remplacé à Lyon par Collot-d'Herbois et Fouché. 527 (An II). — Est décrété d'arrestation. 424 (An III).
- MAILLARD**, est le chef des femmes attroupées. 56 et 57 (1789). — Porte la parole à l'assemblée pour la députation des femmes. 58 et 59 (1789). — Commande les septembriseurs. 485 (1792). — Est arrêté par ordre de la convention. 544 (An II).
- MAILLARD**, député, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- MAILHE**, conventionnel. Est le rapporteur du comité de législation, pour demander la mise en accusation de Louis XVI. 206-207 (An I). — Il est appelé le premier, et vote pour la mort du roi; important amendement qu'il propose relativement au temps de l'exécution. 229 (An I). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- MAIRIE-BIRAN**, fait partie de la commission qui présente à Napoléon une adresse qui l'indispose. 703 (1815).
- MAIRVILLE**, conventionnel, est mis en jugement avec les girondins. 544 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).
- MAISON** (le général), se distingue au combat de Schleitz. 625 (1806). — Se distingue à la bataille d'Espinosa. 634 (1808). — Est blessé à Leipzig. 700 (1815). — Contient l'ennemi au nord de l'empire. 709 (1814). — Commande l'expédition de Morée. 915 (1828). — Son entrevue avec Ibrahim-Pacha. 914 (1828).
- MAISON DU ROI** (la), est licenciée par Napoléon. 759 (1815).
- MAISONS COMMUNES** (les), doivent servir à l'instruction publique; elles sont formées après une discussion à la convention. 555 (An II).
- MAITLAND** (le capitaine), offre à Napoléon de l'embarquer pour l'Angleterre. 766 (1815).
- MAJORITÉ ROYALISTE**. Elle est formée à la chambre des députés de deux fractions; but de ces deux fractions. 785 (1815). — Demande *perfidement* la liberté de la presse. 785 (1815). — Propositions extravagantes de certains de ses membres. 788 (1816).
- MALAGA** (la ville de) se rend à Sébastiani. 664 (1810).
- MALHERBES** (Lamoignon de), accepte les fonctions de défenseur de Louis XVI; sa lettre au président de la convention. 224 (An I). — Son émotion l'empêche de parler après la condamnation du roi. 250 (An I).
- MALGUE** (le fort de la), est le dernier que les Anglais évacuent en quittant Toulon. 559 (An II).
- MALINES** (ville de), est prise par les Français. 570 (An II).
- MALLARMÉ**, conventionnel; il soutient les pétitionnaires de la section de Bon-Conseil; ses paroles à ce sujet. 255 (An I). — Est nommé commissaire pour l'exécution de la levée en masse. 295 (An II). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).
- MALLET**, général républicain, conspire contre Napoléon; ses complices; son exécution. 687 (1812).
- MALMESBURY** (lord), est envoyé par l'Angleterre au directoire pour traiter de la paix. 492 (An V). — Difficultés qu'il apporte aux négociations; il semble avoir la mission d'espionner la république. 497 (An V). — Le directoire lui réclame la remise de son ultimatum; il ne peut le faire dans le délai fixé; il repart pour l'Angleterre. 498 (An V). — Est envoyé une seconde fois pour traiter de la paix avec la France. 516 (An V). — L'ultimatum du directoire le force à rompre les négociations, presque achevées; il retourne en Angleterre, avec M. Ellis. 552 (An VI).
- MALO**, chef du 24^e régiment de dragons; les royalistes lui font des propositions; il fait arrêter trois commissaires royaux. 495 (An V).
- MALO-JAROSLAVITS** (combat de). Kutusoff y est battu par le prince Eugène; belle conduite des troupes italiennes. 684 (1812).
- MALOUET** (le baron), est nommé ministre de la marine. 728 (1814).
- MALPLAQUET** (déclaration de), dans laquelle Wellington fait des promesses fallacieuses au nom des alliés. 758 (1815).
- MALSKIONE**; dangers qu'il court à Nancy. 86 (1790).
- MALTE** (île de). Bonaparte s'en empare; mort de Caffarelli en visitant les fortifications. 544 (An VI). — Est cédée à l'Angleterre par le traité du 30 mai. 729 (1814).
- MALUS** (l'ordonnateur); sa réputation d'improbité; marchés qu'il conclut à Mons. 209 (An I).
- MANILOCUES**; ils sont battus à la bataille du Mont-Thabor. 561 (An VIII). — Ils sont chassés de la Haute-Egypte. 561 (An VIII).
- MANDAT**, chef de la garde nationale parisienne, est auprès du roi pendant l'invasion des Tuileries par le peuple, lors du 20 juin. 464 (1792). — Est mandé à la barre de la nouvelle municipalité, le 40 août; il est mis en pièces par le peuple. 472. 475 (1792).
- MANDATS** (les), sont créés en remplacement des assignats; leur discrédit. 468 (An IV). — Ils sont reçus au cours aux caisses publiques, et annulés. 500 (An V).
- MANDÈMENTS** des évêques et archevêques de France pour le Jubilé; insinuations qu'ils renferment contre la presse. 882 (1826).
- MARÉCHÉ** (le club du); le directoire redoute son patriotisme; il est fermé. 558 (An VII).
- MARGIN**, chirurgien à Varennes, est envoyé à Paris pour y annoncer l'arrestation du roi. 440 (1794).
- MARON**, préfet de police sous la restauration. 924 (1829).
- MARS** (ville de); les Vendéens s'en emparent; ils y sont battus. 559 (An II).
- MARTOUR** (ville de). Serrurier en forme le blocus. 472 (An IV). — Le blocus en est abandonné pour aller renforcer l'armée de Bonaparte. Wurmser y fait une entrée triomphale. 480 (An IV). — Est de nouveau bloquée

- par le général Sahuguet. 485 (An IV). — Wurmer la rend aux troupes françaises. 504 (An V). — Est cédée à la France par le traité de Campo-Formio. 557 (An VI). — Elle se rend aux Autrichiens. 557 (An VII).
- MARUZE**, conventionnel, assiste à un comité secret chez Santerre, la nuit du 49 au 20 juin 1792. 458 (1792). — Est adjoint aux membres du comité insurrectionnel. 469 (1792). — Est l'orateur de la commune de Paris. 478 (1792). — Est élu membre de la convention. 486 (1792). — Sa proposition relative au jugement de Louis XVI ; orage qu'elle suscite. 222 (An I). — Il vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Ne vote pas la peine de mort, lui troisième. 229 (An I). — Est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 327 (An II).
- MANUEL**, représentant, décide la chambre des *cent jours* à reconnaître Napoléon II. 758 (1815). — Renouvelle l'énergique protestation de Mirabeau. 765 (1815). — Est élu député dans la Vendée et le Finistère. 802 (1818). — Réfute victorieusement Lainé, sur l'élection de Grégoire. 849 (1819). — Réclame vivement une enquête. 826 (1820). — S'élève contre les vaines promesses des souverains ; il est rappelé à l'ordre et exclu ; sa protestation. 843 (1825). — Sa mort ; son éloge. 897 (1827).
- MANUSCRITS**. Bonaparte envoie une grande quantité pris en Italie. 545 (An V).
- MARAS** (le). Nom de mépris donné à la partie de la convention qui siégeait au bas de la montagne. 492 (1792).
- MARAT**, fameux journaliste démocrate. 55 (1789). — Ne cesse d'injurier la législative. 478 (1729). — Est nommé président du comité de surveillance. 479 (1792). — Est élu conventionnel à Paris. 486 (1792). — Il donne prise aux accusations des girondins. 493 (An I). — Est l'objet d'une multitude d'accusations portées par divers membres de la gironde. 493, 94, 95 (An I). — Sa justification pleine d'énergie. 494 (An I). — Son altercation avec Dumouriez ; qualification qu'il lui donne. 498 (An I). — Il a une vive altercation avec Danton ; leur réconciliation. 206 (An I). — Il blâme seul Dumouriez d'avoir caché nos pertes à Jemmapes. 208 (An I). — Il se plaint des retards apportés au jugement de Louis XVI. 248 (An I). — Ne cesse de déclamer dans son journal contre les accapareurs, les marchands de luxe, les monopoleurs, les aristocrates. 258 (An I). — Il est accusé d'être l'instigateur des troubles de Paris ; il est renvoyé devant les tribunaux ordinaires. 359 (An I). — Il se défend contre ceux qui l'accusent de susciter des troubles. 239 (An I). — Il prêche le bon ordre aux jacobins, après avoir prêché le pillage dans son journal. 239 (An I). — Il prend la défense de Dumouriez. 246 (An I). — Il avoue une conspiration permanente contre Roland et ses partisans. 246 (An I). — Il dénonce les membres indignes de la confiance du peuple. 254 (An I). — Il fait la motion de suspendre l'inviolabilité des conventionnels suspects. 254 (An I). — Il dénonce l'assemblée centrale comme illégale. 956 (An I). — Préside la section de la Halle-aux-Blés, et rédige une pétition contre Roland et les girondins. 256, 257 (An I). — Sa réponse à Guadet ; il est décoré d'arrestation ; le lendemain il est mis en accusation, malgré les efforts de Robespierre et de la montagne. 259 (An II). — Son acquittement ; il est ramené en triomphe à la convention ; dépit des girondins ; joie des montagnards. 262 (An II). — Il menace les girondins de la colère du peuple. 267 (An II). — S'oppose inutilement aux décrets proposés par la commission des douze. 269 (An II). — Demande la suppression de la commission des douze ; il est appuyé par la section de la Cité. 270 (An II). — Combat la proposition du comité de salut public concernant les girondins ; il demande contre eux un décret d'accusation. 276 (An II). — Il fait rayer du décret d'arrestation Dussaulx, Lanthénas et Duccos ; il y fait ajouter Valazé. 277 (An II). — Sa maladie ; il continue la rédaction de son journal ; il dénonce Custine et Biron ; il est assassiné par Charlotte Corday ; détails ; son caractère, ses défauts ; ses qualités ; obèques qui lui sont faites. 286 (An II). — Sa statue remplace les images de la Vierge et des saints. 334 (An II). — Ses cendres sont portées au Panthéon ; culte que lui voue le peuple. 335 (An II).
- MARATISTES**. Nom sous lequel on désignait les montagnards ; la guerre civile s'établit entre eux et les partisans des girondins. 284 (An II).
- MARBOT** (le général). Taillefer lui confie le commandement des troupes dans la Lozère. 527 (An II). — Fait partie du club du Manège. 555 (An VII). — Est nommé au commandement de la 47^e division militaire, dont Paris est le centre. 556 (An VII). — Perd le commandement de la 47^e division militaire. 558 (An VII).
- MARCO-CARTAIN** (député), est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- MARCAU** (le général) ; se distingue au passage de Lay-waile. 397 (An II). — S'empare de Coblenz et de Clèves. 409 (An III). — Est laissé devant Mayence avec quinze mille hommes. 474 (An IV). — Reçoit l'ordre d'abandonner le blocus de Mayence ; il est tué dans la retraite. 477 (An IV).
- MARCHAND**, est arrêté comme ancien jacobin ; il est mis en accusation. 420 (An III).
- MARCHAND** (le général), envoie le 7^e de ligne contre Napoléon. 737 (1815).
- MARENGO** (bataille de), est gagnée sur les Autrichiens par Bonaparte ; détails de cette bataille. 588 (An VII).
- MARESCOT** (général), commande l'artillerie au siège de Maëstricht. 409 (An III). — Réorganise avec Aboville le génie et l'artillerie. 584 (An VIII).
- MARÉ** (ambassadeur), est échangé contre la fille de Louis XVI ; accueil qu'il reçoit à Paris. 454 (An IV). — Est nommé commissaire par le directoire pour traiter de la paix avec l'Angleterre, à Lille. 516 (An V). — Remplace Lagarde au secrétariat du consulat. 578 (An VII). — Devient ministre secrétaire d'état de l'empire, sous le nom de duc de Bassano. 646 (1804). — Mêmes fonctions dans les cent jours. 743 (1815).
- MARIE-ANTOINETTE** (reine de France) ; elle propose au roi de se passer des états-généraux. 6 (1789). — Elle fait appeler Necker, et le rapproche du roi. 55 (1789). — Elle appuie le plan formé par des courtisans pour dissoudre violemment les états-généraux. 42 (1789). — Elle conseille au roi de quitter Versailles avec les troupes ; elle ramasse tous ses diamants et fait brûler quantité de papiers. 27 (1789). — Elle pleure de dépit de voir le roi rester à Versailles. 28 (1789). — Son confesseur émigre. 28 (1789). — Elle n'aime pas La Fayette, et a pour lui la plus grande répugnance. 52 (1789). — Elle accueille avec bienveillance Necker, à son retour. 53 (1789). — Elle est appelée par le peuple *madame Veto*. 49 (1789). — Elle propose au roi d'aller se présenter avec le dauphin au banquet de la garnison de Versailles. 55 (1789). — Ses paroles à une députation de la garde nationale de Versailles. 54 (1789). — C'est à elle principalement qu'en veulent les femmes de Paris. 56 (1789).

— Elle prévient Louis XVI du danger qui menace la famille royale. 58 (1789). — Les femmes ameutées par Maillard ne cessent de proférer des menaces contre elle. 59 (1789). — Ses pleurs en entendant les imprécations du peuple dans le château de Versailles. 64 (1789). — Déclare qu'elle suivra le roi partout. 64 (1789). — N'espère plus que du côté de l'Autriche. 72 (1789). — Conseille aux tantes du roi de se retirer à Rome, au sein de la chrétienté. 95 (1794). — Est jugée incapable d'exercer la régence. 99 (1794). — Se trouve mal en rentrant à Paris, après l'arrestation de Varennes. 112 (1791). — Son aversion pour le ministère sans-culotte. 142 (1792). — Confiance qu'elle fait à Dumouriez. 142 (1792). — Déteste Dumouriez plus que les autres ministres. 142 (1792). — Elle se réconcilie avec lui après une conférence secrète. 142 et 145 (1792). — Elle fonde ses espérances sur les hordes étrangères; haine qu'on lui porte dans Paris. 145 (1792). — Dangers qu'elle court, le 20 juin 1792. 165 (1792). — Arrache avec indignation le bonnet rouge dont le roi est couvert, après les scènes du 20 juin. 165 (1792). — Met un pistolet entre les mains du roi, avant la revue du 10 août. 175 (1792). — Elle est exceptée avec ses enfants du décret de déportation rendu contre les Bourbons. 294 (An II). — Les jacobins prennent l'engagement de s'occuper de sa mise en jugement. 510 (An II). — Est au premier rang des grands coupables; son acte d'accusation; principaux crimes qui lui sont reprochés. 522 (1795). — Comparait devant le tribunal révolutionnaire; les témoins déposent contre elle avec haine; elle nie les faits graves. 523 (An II). — Est condamnée à mort; son exécution; opinion de Toulangeon sur elle. 522 (An II).

MARIE-LOUISE; son mariage avec Napoléon. 665 (1840). — Son portrait tracé par son mari. 665 (1840). — Donne un fils à l'empereur; dangers qu'elle court dans l'accouchement. 668 (1841). — Est nommée régente. 704 (1844). — Elle quitte Paris à l'approche des ennemis. 714 (1844).

MARINE. Impulsion qu'elle reçoit; mesures prises pour réparer ses pertes; ses administrations sont épurées. 508 (An II). — Est réorganisée par la convention nationale. 529 (An II). — Elle fait de riches prises sur les Anglais. 544 (An II). — Pertes qu'elle occasionne au commerce anglais. 582 (An II).

MARINO. Les girondins le font arrêter. 269 (An II).

MARMONT (le général), fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Ses succès en Italie. 657 (1809). — Se distingue à Wagram, et est fait maréchal de France. 658 (1809). — Prend le commandement de l'armée qui revient du Portugal; il fait lever le siège de Badajoz, avec l'aide de Soult. 669 (1840). — Perd la bataille des Arapiles; il y est grièvement blessé. 688 (1842). — Se distingue à la bataille de Lutzen. 694 (1843). — Éprouve un échec à la bataille de Leipsick. 699 (1845). — Est blessé à Leipsick. 700 (1845). — Sa conduite glorieuse à Champ-Aubert. 705 (1844). — Contribue à la victoire de Vauchamp. 706 (1844). — Commande l'avant-garde à la bataille de Roims; part qu'il prend à l'action. 709 (1844). — Est refoulé sur Paris, avec le corps de Mortier; conventions qu'il fait avec l'ennemi. 710 et 711 (1844). — Traite avec le généralissime Schwartzemberg. 716 (1844). — Sa défection laisse Napoléon à découvert, à Fontainebleau. 747 (1844). — Est excepté de l'Amnistie des cent jours. 759 (1815). — Sa généreuse conduite à Lyon. 797 (1817).

MARMORTIL; se joint aux 89. 95 (1791).

MARQUEZ; est exclus de la représentation nationale. 577 (An VIII).

MARSEILLAIS; leur pétition à l'assemblée législative; sensation que produit cette pétition. 457 et 458 (1792). — Entrent à Paris, en chantant *La Marseillaise*; repas qui leur est donné aux Champs-Élysées. 469 (1792). — Ils en viennent aux mains avec un bataillon de gardes nationaux royalistes. 469 (1792). — Ils sont du comité insurrectionnel des Cordeliers. 472 (1792). — Ils enlèvent l'entrée du château des Tuileries. 474 (1792). — **MARSEILLAISE** (la); hymne fameux de Rouget de Lille, que chantaient dans leur marche sur Paris les fédérés de Marseille. 469 (1792). — Est proscrire dans l'intérieur de la république. 422 (An II). — Est de nouveau chantée par le peuple, après le 13 vendémiaire. 444 (An II).

MARSEILLE (ville de); est en guerre avec Arles et Avignon, villes aristocrates. 145 (1792). — Son conseil-général envoie à la législative une pétition démocratique. 167 (1792). — Le projet de se débarrasser des girondins est conçu dans cette ville. 240 (An I). — Elle épouse la querelle des girondins; sa situation est alarmante. 262 (An II). — Elle est en révolte contre la municipalité; elle cherche à former une fédération avec les autres villes du département. 266 (An II). — Les sections y déposent la municipalité; un club central est investi de l'autorité; les patriotes y sont poursuivis. 284 (An II). — Persiste dans la révolte. 282 (An II). — Son comité central est cassé par la convention. 282 (An II). — Elle rompt avec la convention; fait arrêter les commissaires conventionnels; elle envoie une armée de six mille hommes au pont Saint-Esprit pour marcher sur Lyon. 284 (An II). — Elle organise une assemblée sous le nom de *Commission populaire et républicaine du salut public de Rhône-et-Loire*; cette commission décrète des levées en faveur des girondins. 284 (An II). — Des troupes sont dirigées contre elle par la convention. 286 (An II). — Ses troupes sont repoussées derrière la Durance. 288 (An II). — Est prise par Cartaux sur les fédéralistes. 297 (An II). — Envoie des volontaires à l'armée d'Italie. 508 (An II). — Les représentants Barras et Fréron y sont envoyés. 527 (An II). — Troubles qui y surviennent. 595 (An II). — Devient le théâtre de sanglantes représailles; les royalistes renouvellent les assassinats de septembre au fort Saint-Jean. 454 (An III). — Un escadron de l'armée impériale y est massacré, ainsi que les *bonapartistes*. 759 (1815).

MARTIGNAC; zèle qu'il déploie à Bordeaux pour la duchesse d'Angoulême. 745 (1815). — Présente le projet de loi d'indemnité. 856 (1825). — Devenir ministre de l'intérieur et président du conseil. 904 (1828). — Membres qui entrent au ministère avec lui. 904 (1828). — Jugement que portent le public, les divers partis et les journaux sur son ministère. 904 et 905 (1828). — Il remplace quelques préfets et répare quelques injustices. 905 (1828). — Nomme une commission concernant les petits séminaires. 905 (1828). — Propose un projet de loi électorale, qui est adopté; principales dispositions de cette loi. 907 (1828). — Passe dans l'opinion publique pour être sous l'influence du parti Villèle. 909 (1828). — Envoie à Rome pour pré-munir le pape contre les plaintes des jésuites et du clergé de France. 911 (1828). — Menace de donner sa démission si Polignac lui est adjoint. 916 (1829). — Décide l'expédition de Morée. 912 et 915 (1828). — Demande et obtient l'émission de 4 millions de rentes pour les se-

mements de terre et de mer. 915 (1828). — Ses qualités et défauts. 915 (1829). — Aurait dû se retirer; il reste néanmoins. 920 (1829). — Modification insignifiante du ministère. 920 (1829). — Est remplacé. 921 (1829).

MARTIN (d'Auch); le seul opposant au serment du jeu de paume; dangers qu'il court; sa fuite. 7 (1789).

MARTINET, accuse le parti brissotin de vouloir se reconstituer à la convention. 508 (An II).

MARTINVILLE, écrivain royaliste, excite les sections contre la convention. 458 (An III).

MAS D'EU (combat du); les Français, en petit nombre, y résistent à l'armée espagnole. 235 (An II).

MASSA-CARRARA, est érigé en duché. 623 (1806).

MASSÉNA (le général), force les Piémontais à se réfugier dans les montagnes du Var. 558 (An II). — Prend Onelle et le fort Orméa. 560 (An II). — Part glorieuse qu'il prend au combat de Cairo. 598 (An II). — Gagne avec Schérer la bataille de Loano, contre les Austro-Sardes. 455 (An IV). — Est envoyé à Valenza pour tromper Beaulieu sur le point où doit s'effectuer le passage du Pô. 469 (An IV). — Commande une division de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — Enlève la ville de Dego aux Autrichiens. 461 (An IV). — Part glorieuse qu'il prend à la bataille de Montenotte. 461 (An IV). — Bat les Autrichiens à Vallegio; il occupe Vérone. 472 (An IV). — Contribue au gain de la bataille de Castiglione; il est chargé de la poursuite de Wurms. 482 (An IV). — Se distingue au combat de San-Marco et à la bataille de Roveredo. 485 (An IV). — Prend part à la bataille de Bassano; il contribue à battre Wurms devant Mantoue. 484 (An IV). — Part glorieuse qu'il prend aux journées d'Arcole. 487 (An IV). — Place son chapeau au bout d'une épée, en guise de drapeau, et cultive une division autrichienne. 488 (An IV). — Se joint à Vaubois, et force Davidowick à se retirer précipitamment. 489 (An IV). — Intrépidité qu'il déploie à la bataille de Rivoli. 500, 501 (An V). — Attaque l'avant-garde du général Provera, et la cultive. 501 (An V). — Contribue au gain de la bataille de la Favorite. 505 (An V). — Gloire qu'acquiert sa division. 505 (An V). — S'empare de Feltre et Bellune, et fait des prisonniers. 509 (An V). — Est chassé du col de Tarvis par le prince Charles; il le reprend après la plus vive résistance; il contribue à la défaite de Bayalisch. 510 (An V). — Occupe le Soméring en vue de Vienne. 512 (An V). — Porte au directoire le traité de Léoben. 512 (An V). — Est en concurrence avec Barthélemy pour entrer au directoire; il échoue. 519 (An V). — Nombre de voix qu'il obtient pour la candidature au directoire. 550 (An VI). — Commande l'armée d'Helvétie. 549 (An VII). — Somme les Autrichiens d'évacuer le pays des Grisons; il franchit le Rhin et fait 5,000 prisonniers. 559 (An VIII). — Se maintient contre les ennemis; les désastres des autres armées le forcent à la retraite; il se replie sur l'intérieur de la Suisse dans une attitude imposante. 550 (An VII). — Conserve sa supériorité sur les Autrichiens dans les Hautes-Alpes; il éprouve un échec à Feldkirch; mais il bat les ennemis à Taufers et à Neuders. 550 (An VII). — Appelle à lui le général Lecourbe, et s'établit solidement sur la ligne de la Limmat. 555 (An VII). — Réunit sous ses ordres toutes les troupes qui se trouvent depuis Dusseldorff jusqu'au Saint-Gothard. 555 (An VII). — Bataille de

Zurich; avantages qu'il en retire. 556 (An VIII). — Grands talents militaires qu'il déploie aux journées de Zurich. 560 (An VIII). — Est nommé commandant de l'armée d'Italie. 581 (An VIII). — Il réorganise cette armée. 585 (An VIII). — Sa belle défense de Gènes; il est forcé de capituler; il arrive à Antibes. 586 (An VIII). — Est nommé général en chef de l'armée d'Italie au départ de Bonaparte pour Paris. 589 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 675 (1804). — Est envoyé en Italie à la tête de 80,000 hommes. 619 (1805). — Avantages qu'il remporte en Italie; il fait sa jonction avec la grande armée à Clagenfurt. 620 (1805). — Son intrépidité à la bataille d'Essling. 656 (1809). — Se distingue à la bataille de Wagram. 658 (1809). — Est fait prince d'Essling. 659 (1809). — Commande une nouvelle expédition contre le Portugal. 664 (1810). — Prend Astorga, Ciudad-Rodrigo, Almeida, et marche sur Lisbonne. 664 (1810). — Attaque la position de Busaco, et est battu; il tente inutilement de forcer les lignes de Torres-Védras; sa retraite du Portugal; mésintelligence entre lui et Ney. 666 (1810). — Commande à Marseille lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe. 756 (1815). — Échappe à un complot royaliste. 777 (1815). — Sa mort. 497 (1817).

MASSIEU, conventionnel, se déchaîne contre le système des thermidoriens. 586 (An II).

MATAVEOU; nom de proscription que l'on donnait en Provence aux patriotes. 431 (An III).

MATHIEU, conventionnel, est renvoyé de Bordeaux avec Treillard; ils isolent l'insurrection dans cette ville. 285 (An II). — Entre au comité de surveillance. 580 (An II).

MAUREUGE (ville de); elle est assiégée par les ennemis. 297 (An II). — Elle est débloquée par suite de la bataille de Watignies. 520 (An II).

MAUREUIL, se charge d'assassiner Napoléon. 720 (1814). — Enlève l'argent et les pierres de la reine de Westphalie. 725 (1814).

MAULEVRIER (le comte), commande, sous les ordres de Dancican, une colonne d'attaque contre la convention. 440 (An II).

MAURY (l'abbé), est maltraité par le peuple en se rendant à l'assemblée nationale. 6 (1789). — Se range du côté droit de l'assemblée constituante. 48 (1790). — Combat la motion de Talleyrand. 69 (1789). — Reproches qu'il adresse à une partie de ses collègues. 76 (1789). — Combat intempestivement la proposition de Lameth. 80 (1790). — Repousse la motion du vicomte de Montmorency. 80 (1790). — Défend le clergé, espérant en vain occasionner du scandale. 90 (1790). — Rédige une protestation contre la constitution. 414 (1791).

MAURE, conventionnel; reproches qu'il adresse aux girondins. 252 (An I). — Le comité de sûreté générale est renouvelé sur sa demande. 506 (An II).

MAXIMILIEN (Joseph), électeur de Bavière, signe la paix avec la France. 605 (An IX). — Est créé roi par Napoléon, à Presbourg. 623 (1806). — Fait tourner ses troupes contre les Français. 698 (1815). — Fait prévenir Napoléon de la défection de ses troupes. 700 (1815).

MAXIMILIEN (l'archiduc) veut défendre Vienne; il l'évacue après un bombardement de trente-six heures. 655 (1809).

MAXIMUM (le), est demandé par les sections de Paris. 218 (An I). — Il est réclamé par le faubourg Saint-Antoine;

- Il est décrété par la convention. 265 (An II). — La loi est rendue; avantages qu'elle procure au peuple; justification de cette mesure extraordinaire. 309 (An II). — Devient une règle commune pour toute la république. 382 (An II). — La loi est rapportée. 415 (An III). — La loi qui le rapporte favorise les agioteurs et les accapareurs. 445 (An III). — On demande qu'il soit rétabli; la convention rejette cette proposition. 448 (An III).
- MAYENCE** (ville de), tombe au pouvoir de l'armée républicaine. 497 (An I). — Est bloquée par les Prussiens. 284 (An II). — Sa garnison capitule, et la rend aux Prussiens. 288 (An II). — Elle est bloquée par le général Marceau. 474 (An IV). — Est rendue à la France par le traité de Campo-Formio. 557 (An VI).
- MAXIAU** (le colonel), est condamné par la cour des pairs pour la conspiration de 1820. 852 (1820).
- MAYUEL** (chef de la cavalerie), est dénoncé par Fabre d'Églantine; la convention décrète son arrestation. 344 (An II). — Est élargi. 548 (An II). — Est arrêté comme agent de l'étranger; il est condamné à mort. 550 (An II).
- MAYUTER**, conventionnel girondin, est mis en jugement. 544 (An II).
- MEADILLE**, conventionnel; sa motion à l'égard de l'accusation de Marat et des instigateurs de troubles est adoptée par la convention. 259 (An I). — Entre au comité de surveillance. 580 (An II). — Demande inutilement qu'il soit pris de suite des mesures à l'égard des contre-révolutionnaires. 589 (An II).
- MÉCHIN**, député; son remarquable discours contre la loi sur les communautés religieuses de femmes. 852-853 (1824). — Prend vigoureusement la défense de la presse. 876 (1826).
- MEDINA-DEL-RIO-SECO** (bataille de), est gagnée par Bessières sur les Espagnols; ses résultats. 647 (1808).
- MÉNUT**, compose la musique du *Chant du départ*. 369 (An II).
- MÉLAS** (le général autrichien) remplace Beaulieu au commandement des Autrichiens en Italie; il réorganise l'armée à Trente. 472 (An IV). — Commande l'armée autrichienne en Italie; secours qu'il attend. 585 (An VIII). — Perd contre Bonaparte la bataille de Marengo; détails de cette bataille; suspension d'armes. 588 (An VIII).
- MELAI**, vice-président de la république cispaline, vient en députation offrir la couronne de fer à Napoléon. 647 (1805).
- MÉSARS** (le général), fait partie de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — S'empare, avec Joubert, des hauteurs de Biestro; il fait capituler le général Provera. 464 (An IV). — Commande une armée destinée à protéger l'insurrection suisse; il éprouve de la résistance. 544 (An VI). — Prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VIII).
- MESCAUD** (le général) se replie avec sa division sur l'armée de Sambre et Meuse. 455 (An IV).
- MEXIN** (ville de); elle est prise par les Français. 504 (An II). — Retombe au pouvoir des Français, à qui elle avait été enlevée. 564 (An II).
- MEXOU**, général et député; sa réponse à la députation des étrangers, en sa qualité de président de la constituante. 79 (1790). — Son rapport et sa motion contre les ministres. 88 (1790). — Disperse, par ordre de la convention, les électeurs réunis au Théâtre-Français. 459 (An II). — Est chargé, par la convention, d'attaquer les sections révoltées; il hésite, partement, et se retire; la convention le destitue. 459 (An II). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Commandant l'armée d'Égypte, capitale avec les Anglais; l'armée est débarquée à Toulon et à Marseille. 604 (An IX).
- MEXTON**, membre des conseils, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- MÉQUIERRE** (ville de), est prise par Suchet. 664 (1810).
- MERCANTIN** (le général), renforce le prince Charles avec sa division. 512 (An V).
- MERCI** (le comte de), ambassadeur d'Autriche à la cour de Louis XVI, est un des chefs de la contre-révolution. 54 (1789).
- MERFELD**, général autrichien, est envoyé par le prince Charles pour demander un armistice à Bonaparte. 512 (An V). — Est envoyé par l'empereur d'Autriche pour signer les préliminaires de la paix, à Léoben. 512 (An V). — Remplace Gallo aux conférences de Montebello. 526 (An V).
- MÉRAIBOU**, avocat, défend le *Courrier Français*. 874 (1825).
- MERLIN** (le général), prend plusieurs bataillons de Landwehr à la bataille de Reims. 709 (1814).
- MERLIN** (de Douai), conventionnel. Son rapport sur la loi des suspects. 504 (An II). — Entre au comité de salut public. 580 (An II). — Demande, à l'occasion des troubles de Marseille, que la convention se prononce contre les continuateurs de Robespierre. 595 (An II). — Son rapport, à la suite duquel les *soixante-treize* sont réintégrés dans la convention. 407 (An III). — Son discours pour démentir les bruits de paix propagés par les royalistes. 408 (An III). — Son rapport sur la conduite des sept membres des anciens comités. 412 (An III). — Est le rapporteur du décret d'exclusion des députés mis hors la loi; son allocution aux thermidoriens qui combattent ce décret. 414 (An III). — Est nommé membre de la commission qui doit réviser la constitution de 1795. 425 (An III). — Éclaire de ses lumières la discussion de la constitution de l'an III. 455 (An III). — Est membre du comité qui concentre tous les pouvoirs de la convention. 459 (An III). — Est nommé ministre de la justice. 450 (An IV). — Est nommé directeur, et solennellement installé. 550 (An VI). — Attaqué par les patriotes, il se refuse à donner sa démission. 553 (An VII). — Les conseils veulent l'arracher du directoire; il est menacé d'accusation. 555 (An VII). — Résigne ses fonctions de directeur en même temps que Lareveillère. 554 (An VII).
- MERLIN** (de Thionville), conventionnel. Sa dénonciation à la législative contre le club des feuillants. 458 (1792). — Dénonce les Suisses à la législative. 450 (1792). — Verse des larmes en entendant, de la bouche de la reine, le récit de ses angoisses; sa protestation républicaine. 465 (1792). — Sa sommation à Lasource. 495 (An I). — Absent pour commission, lors de l'appel nominal sur la première question. 228 (An I). — Il est nommé suppléant au comité de salut public. 258 (An I). — Assiste les généraux qui commandent à Mayence. 285 (An II). — Dénonce Rossignol. 506 (An II). — Appuie la motion pour le rapport du décret d'inviolabilité. 550 (An II). — Approuve le scrutin épuratoire proposé par Robespierre; ce qu'il dit sur cette mesure. 538 (An II). — Ne cesse de dénoncer des ultra-révolutionnaires. 554 (An II). — Prononce l'ordre du jour; et lève la séance du 12 fructidor dans l'intérêt des thermidoriens. 579 (An II). — Des plaintes sont portées contre sa partialité; il est forcé de prononcer le

- rapport de l'ordre du jour, prononcé à l'occasion de l'accusation de Lecointre. 580 (An II). — Dénonce à la convention la séance des jacobins du 23 fructidor, et l'adresse votée; attaque vivement les jacobins. 584 (An II). — Dénonce les jacobins à la convention, et demande leur dissolution; allocation qu'il adresse au peuple à ce sujet. 587 (An II). — Demande le renvoi de l'adresse des jacobins à la commission. 589 (An II). — Propose la nomination d'une commission pour vérifier la conduite des anciens membres du comité de salut public. 594 (An II). — Appaie la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 596 (An II). — Il préside la convention; sa partialité. 441 (An III). — Est adjoint à Pichegru dans le commandement de Paris. 420 (An III).
- MERASIN.** Le directoire l'accuse d'embaucher des députés pour les royalistes. 529 (An VI). — Est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI).
- MESDAMES** (tantes de Louis XVI), tentent d'émigrer; elles rentrent à Paris; elles partent enfin pour Rome. 95 et 96 (1794).
- METTERNICH** (le prince de). Le chef des diplomates du congrès de Vienne. 769 (1815). — Son voyage en France; motif présumé de ce voyage. 864 (1825).
- METZGER** (de la), député, est arrêté le 48 fructidor. 527 (An VI).
- MÉTRIQUE** (le système) est proposé par une députation de l'académie des sciences. 240 (An I). — La convention proclame son adoption. 296 (An II).
- METZ** (ville de). Le parlement y montre de l'audace. 74 (1789). — Sa garde nationale marche contre Nancy, sous les ordres de Bouillé. 86 (1790). — Fournit deux mille volontaires à l'armée du Nord. 328 (An II).
- METSCH**, général napolitain, est obligé de mettre bas les armes avec sa division, à Calvi. 546 (An VII).
- MEUNIER** (le général), commande, avec Kléber et Aubert-Dubayet, la garnison laissée à Mayence. 283 (An II).
- MICHAUD** (le général), fait capituler le fort de Reinzel; il occupe Frankendal et Worms. 409 (An III). — Se distingue au combat de Saint-Dizier. 740 (1814).
- MICHAUD**, écrivain royaliste, excite les sections contre la convention. 438 (An III). — Il prend part à la supplique de l'académie française au roi, en faveur de la presse; il est destitué de ses fonctions de lecteur du roi. 888 (1827).
- MICHEL.** Les girondins le font arrêter. 269 (An II).
- MIDI.** Conflagration et guerre civile qui y a lieu. 85 (1790). — Quelques communes y imitent les excès de Paris. 184 (1792). — Les royalistes y commettent toutes sortes d'horreurs. 777 et 778 (1815). — Il est mis en effervescence par la motion de Barthélemy. 814 (1819).
- MIGNET**, écrivain libéral. Tableau qu'il fait de la France au commencement du directoire. 450 (An IV).
- MILAN** (ville de), renferme beaucoup de patriotes qui désirent la régénération des peuples. 469 (An IV). — Se soumet aux Français; Napoléon y fait son entrée. 470 (An IV). — Se révolte contre les Français; le calme y est rétabli le soir même. 471 (An IV). — Le château se rend aux Français. 475 (An IV). — Elle est évacuée par les Français. 557 (An VII).
- MILHAUD** (le général), prend, avec seize cents dragons, cinq mille Prussiens. 627 (1806). — Attaque Brienne avec sa cavalerie. 705 (1814). — Se distingue à la bataille de Mormant. 706 (1814). — Sabre la cavalerie anglaise à la tête de ses cuirassiers. 732 (1815).
- MILICE PARISIENNE** (formation de la). 46 (1789).
- MILORADOWITCH** (général russe), est chassé des hauteurs de Bautzen par le maréchal Macdonald. 695 (1815).
- MINA**, général espagnol, entre dans la Navarre. 825 (1820). — Après une héroïque défense, traite avec le duc d'Angoulême. 842 (1825).
- MINISTÈRE DE LOUIS XVI.** Sa tactique et ses espérances. 73 (1789). — Efforts contre-révolutionnaires qu'il fait au moyen de la presse. 72 (1789). — Fomenta les troubles et s'obstine à rester. 88 (1790). — Les membres qui le composent donnent successivement leur démission. 89 (1790).
- MINISTÈRE FEUILLANTIN** (le), est l'objet de la défiance et des plaintes du peuple. 458 (1792). — Sa conduite contre-révolutionnaire. 456 (1792). — La division régnait entre ses membres; il est remplacé. 458 (1792).
- MINISTÈRE GIRONDIN.** Comment il est jugé par Mme Roland. 440 et 441 (1792). — Il est surnommé sans-culotte par les courtisans. 441 (1792). — Son activité, ses espérances. 242 (1792). — Il opine pour la guerre. 445 (1792). — Il se divise en deux partis. 452 (1792). — Conseils qu'il donne à Louis XVI. 454 (1792). — Il fait dire à l'assemblée législative qu'il n'y a plus de sûreté pour le roi que dans son sein. 475 (1792).
- MINISTÈRE RÉPUBLICAIN.** Il est favorable aux girondins, excepté Monge et Pache. 246 (An I). — Rapport qu'il fait à l'assemblée. 227, 228 (An I).
- MINISTÈRES DE LA RESTAURATION.** Ministère de Clarke. 728 (1814). — Ministère de cent jours. 743 (1815). — Ministère Talleyrand. 772 (1815). — Ministère Richelieu. 779 (1816). — Ministère Decazes. 805 (1818). — Nouveau cabinet Decazes. 816 (1819). — Nouveau ministre Richelieu. 821 (1820). — Ministère Villèle. 859 (1821). — Ministère Martignac. 905 (1828). — Ministère Polignac. 924 (1829).
- MINNEVER** (la), ouvrage périodique qui échappe à la censure et produit d'excellents effets. 802 (1818). — Il cesse de paraître. 625 (1820).
- MINICHINI** (le prêtre), commence la révolution de Naples. 850 (1820).
- MIOLIS** (le général), repousse à coups de canon Provera, qui le somme de se rendre; il contribue au gain de la bataille de la Favorite. 505 (An V). — Tient tête aux troupes napolitaines; il les repousse et prend Sienna. 599 (An IX). — Commande à Rome et enlève le pape Pie VII. 657 (1809).
- MIOMANDRE**, garde du corps. Son courage; sa lutte avec le peuple dans le château de Versailles. 64 (1793).
- MIRABEAU**, député à la constituante, est élu par le tiers-état en Provence. 5 (1789). — Somme qu'il fait porter au clergé. 4 (1789). — Ses mémorables paroles à Brézé. 9 (1789). — Propose de déclarer les députés inviolables; cette proposition est adoptée. 40 (1789). — Sa motion relative à la concentration des troupes; son discours éloquent; son adresse au roi. 15 (1789). — Motive son opinion sur la réponse du roi relative à l'agglomération des troupes. 14 (1789). — Combat la motion de Gouy; ses paroles. 34 (1789). — Est présumé être l'auteur des alarmes qui se répandirent simultanément dans toute la France. 55 (1789). — Fait consacrer par l'assemblée le secret des lettres. 34 (1789). — Son injuste sortie contre les électeurs. 56 (1789). — Fait un discours habile et énergique contre l'amnistie. 56 (1789). — Son opinion sur les dîmes. 45

- (1789). — Il s'élève contre le faste de la royauté. 47 (1789). — Est du côté gauche de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Ses énergiques protestations en faveur de la contribution du quart du revenu. 48 (1789). — Son offre relative à la motion de Pétion. 55 (1789). — Est accusé d'avoir provoqué les désordres du 6 octobre; sa défense. 65 et 64 (1789). — Se montre jaloux de la puissance et de la faveur de La Fayette. 65 (1789). — Jugement qu'il porte sur le duc d'Orléans. 65 (1789). — Son unique but. 65 (1789). — Présente un projet de loi sur les attroupements. 66 (1789). — Son amendement touchant les biens ecclésiastiques; il est adopté. 70 (1789). — Combat le cens de l'éligibilité. 72 (1789). — Sa terrible apostrophe, où il rappelle la Saint-Barthélemy. 76 (1790). — Est bien accueilli à la cour; relations qu'il y entretient. 76 (1790). — Opine pour la prérogative royale relative sur la paix et sur la guerre; son opinion prévaut. 77 (1790). — Se justifie de l'attentat du 6 octobre. 89 (1790). — Prend la parole pour faire improviser une affiche hostile au clergé. 94 (1791). — Foudroie la doctrine ultramontaine. 92 (1791). — Devient l'arbitre entre les jacobins et les quatre-vingt-neuf. 95 (1791). — Est invectivé dans l'assemblée par les nobles et le clergé; le vieux d'Amby le menace de sa canne. 94 (1791). — Se vend secrètement à la cour; son plan d'évasion pour le roi. 95 (1791). — Commence à combattre les principes démocratiques; sa protestation relative à la loi sur l'émigration. 100 et 104 (1791). — Sa maladie; témoignages d'intérêt que lui donne le peuple. 104 (1791). — Ses paroles avant de mourir; ses horribles souffrances; sa mort; honneurs qu'on lui rend. 102 (1791). — Historique de sa vie; ses travaux; son portrait. 103 (1791). — Sa mémoire est compromise par les papiers de l'armoire de fer; décret de la convention qui exclut ses dépouilles du Panthéon. 249 (An I). — Ses cendres sont rejetées du Panthéon. 535 (An II).
- MIRABEAU JEUNE**, est mis en état d'accusation par la législative. 457 (1792).
- MIRANDA** (le général). Il fait le siège de Maëstricht; il l'abandonne; pertes qu'il éprouve; il se retire à Tirlemont. 257 (An I). — Est arrêté pour la révolte des sections; fautes qu'on lui reproche. 445 (An III). — Est proscriit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- MISSIONS DE FRANCE** (la société des), est autorisée. 795 (1816).
- MOÛTEAU** (le duc de), signe un armistice avec Bonaparte; les négociations pour la paix définitive languissent et sont rompues; il se retire à Venise; il y meurt. 470 (An IV).
- MODÈNE** (ville de), est prise par les Français. 475 (An IV). — L'esprit public s'y améliore; elle est en état de résister aux troupes du pape. 485 (An IV). — Fait partie de la république *cispadane*. 489 (An V).
- MONIÉS** (les nouveaux). Ils ont pour chefs Camille Desmoulins, Fabre d'Églantine, Danton, etc.; ils se séparent des montagnards. 557 (An II). — Se disposent à attaquer le comité de salut public. 540 (An II). — Sont menacés dans un discours de Robespierre. 541 (An II). — Sont attaqués dans un rapport de Robespierre; Saint-Just les dénonce comme aristocrates. 547 (An II). — Se séparent de plus en plus des ultra-révolutionnaires. 548 (An II). — Éprouvent un échec à la convention; Danton prend leur défense. 548 (An II). — La non admission de Vincent aux jacobins fait tonner les cordeliers contre eux. 549 (An II). — Joie qu'ils éprouvent à la chute des ultra-révolutionnaires; leurs démarches postérieures. 551 (An II). — Sont arrêtés et décrétés d'accusation. 552 (An II). — Morts qui ont amené leur arrestation. 555 (An II). — Leur jugement, leur courage, leur condamnation, leur exécution. 554-555 et suivantes (An II).
- MOULLENDORF** (le maréchal); est blessé à la bataille d'Iéna. 626 (1806).
- MOÛRES ITALIENS** (les), arment les montagnards vénitiens, et les excitent contre les Français 544 (An V). — Ils ne cessent d'exciter les populations contre les Français; nouvelles absurdes qu'ils répandent contre eux. 545 (An V).
- MOLÉ** (pair de France). Son remarquable discours contre la loi du sacrilège. 854 (1824). — Son discours contre le projet de loi sur le droit d'aînesse. 878 et 879 (1826).
- MOLITOR** (le général); prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VIII). — Ne peut empêcher Bulow de s'emparer d'Amsterdam et d'Utrecht. 702 (1815).
- MOLLEVULT**, conventionnel, fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Saint-Just demande sa mise en accusation. 285 (An II). — Est mis en jugement. 514 (An II).
- MOLLEVILLE** (Bertrand de), conserve le portefeuille de la marine. 455 (1792). — Il est dénoncé comme membre du comité autrichien; il poursuit les jacobins en calomnie. 450 (1792).
- MONSIEUR**, constituant. Sa demande relative à la motion de Pétion. 55 (1789).
- MONMORO**. Son discours à la convention, en lui présentant le clergé de Paris. 555 (An II). — Sa femme représente la déesse de la raison, à la première décade. 535 (An II). — Est arrêté comme agent de l'étranger; il est condamné à mort. 550 (An II).
- MONARCHIENS** (les membres du club monarchique). Le lieu de leurs séances est envahi. 95 (1791). — Cherchent à corrompre l'assemblée constituante. 94 (1791). — Leur société est dissoute par ordre de la commune de Paris. 94 (1791). — Leur nombre s'accroît. 217 (An I).
- MONCEY** (le général). Tente de chasser les Espagnols de la Bidassoa; il échoue par défaut d'ensemble. 520 (An II). — Envahit les provinces du nord de l'Espagne. 598 (An II). — Attaque les Espagnols, et met leur armée dans le plus grand danger; il conquiert la Navarre. 440 (An III). — Amène à Bonaparte dix-huit mille hommes le l'armée du Rhin. 587 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 645 (1804). — Commande vingt mille hommes en Espagne; sa position. 646 (1808). — Est battu devant Valence par les Espagnols insurgés. 647 (1808). — Commande la garde nationale à la défense de Paris. 710 (1814). — Est président du conseil de guerre qui se déclare incompetent sur le procès de Ney; sa lettre immortelle à Louis XVIII. 785 et 786 (1815).
- MONDOVI** (bataille de). Elle est gagnée par Bonaparte sur les Piémontais; ses détails; ses résultats. 462 (An IV).
- MONESTIER** (du Puy-de-Dôme), conventionnel; est décrété d'arrestation. 450 (An III). — Est nommé membre des comités des jacobins. 585 (An II). — Se déchaîne contre le système des thermidoriens. 586 (An II).
- MONCEY** (de); est nommé ministre de la marine, dans la formation du conseil exécutif. 476 (1792). — Fait un cours sur la fabrication de la poudre. 545 (An II). — Est

- adjoint à Berthier pour porter au directoire le traité de Campo-Formio. 557 (An VI). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Il est placé par Bonaparte à la tête de l'école polytechnique. 602 (An IX).
- MONTREUR.** Gazette nationale, dont la publication date du commencement de la révolution; il publie le *Mémoire de Pétion sur la révolution française*. 204-205-206 (An I).
- MONS** (ville de). C'est sous ses murs que se donne la bataille de Jemmapes; gaspillages qu'y commettent les fournisseurs des armées. 209 (An I). — Est prise par les Français. 570 (An II).
- MONT-NAPOLÉON** (de Milan); est doté de douze cent mille francs de rente. 625 (1806).
- MONTAGNARDS VÉRITIERS** (les), égorgent la garnison du fort de la Chiusa et tous les détachements qu'ils trouvent autour de Vérone. 544 (An V). — Sont armés contre les Français par les moines; assassinats qu'ils commettent. 544 (An V). — S'arment de nouveau; ils menacent les Français. 545 (An V).
- MONTAGNARDS** (conventionnels); nom donné aux républicains ardents. 192 (1792). — Ils insistent pour envoyer aux frontières les volontaires qui se trouvent à Paris. 440 et 441 (An I). — Leurs sentiments républicains; leur haine contre le roi et les girondins. 245 (An I). — Ils prennent la défense du duc d'Orléans, Philippe-Égalité. 247 (An I). — Ils accusent les girondins d'être cause de la disette. 248. (An I). — Ils ne cessent de demander la mort de Louis XVI. 225 (An I). — Leur querelle avec les girondins est ravivée. 225 (An I). — Ils sont furieux contre les girondins; ils dénoncent les principaux d'entre eux. 225 (An I). — Noms de ceux qui sont absents lors de l'appel nominal sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Ils deviennent menaçants contre les girondins, et les accusent à leur tour. 252, 253 et 254. (An I). — Le comité de sûreté générale est confié en entier aux montagnards. 255 (An I). — Ils deviennent tout-puissants; ils font un patriotique usage de leur influence. 255 (An I). — Ils demandent que la guerre et les finances soient mises à l'ordre du jour. 254 (An I). — Ils n'approuvent pas le projet des jacobins de se débarrasser de la gironde. 240 (An I). — Plusieurs demandent qu'on prenne en considération le vœu des sections, relativement au tribunal révolutionnaire. 243 (An I). — Ils se rendent exactement à la convention le jour où devait se discuter l'établissement du tribunal révolutionnaire. 245 et 244 (An I). — Ils sont mécontents du personnel du comité de salut public, d'où ils veulent exclure les girondins. 250 (An I). — Ils s'opposent à la motion de bannir les d'Orléans. 254 (An I). — Quelques orateurs girondins les accusent d'être complices de Dumouriez. 253 (An I). — Ils se regardent comme maîtres de leurs rivaux les girondins, après le discours de Danton. 254 (An I). — Presque tous les membres du comité de salut public appartiennent à leur opinion. 255 (An I). — Ils repoussent la réconciliation tentée entre eux et les girondins; motifs de leur défiance. 259 (An II). — Ils sont disposés à se rallier au décret conciliateur de Philippeaux. 264 (An II). — Ils félicitent Marat de son acquittement. 262 (An II). — La situation critique de la république les irrite contre les obstacles soulevés par les girondins. 263 (An II). — Ils ne sont pas la cause de la dépréciation des assignats. 265 (An II). — Leur but est d'écraser l'étranger et les ennemis de l'intérieur; ils emploient tous les moyens qui doivent amener ce résultat. 265 (An II). — Leurs motions pour le salut de la patrie passent sans opposition. 266 (An II). — Les girondins se préparent à les renverser. 266 (An II). — Ils sont atterrés un moment par la hardiesse des propositions de Guadet; ils les repoussent de toute leur violence. 267 (An II). — Ils votent pour l'établissement d'une commission de douze membres, qui doit rechercher les conspirations. 268 (An I). — Craintes que leur inspire la composition de la commission des douze. 268 (An II). — Ils accusent en masse la commission des douze; ils demandent la suppression; les girondins font lever la séance; ils la continuent. 274 (An II). — Ils font décréter la suppression de la commission des douze et l'élargissement des patriotes arrêtés. 274 (An II). — Ils accueillent avec des applaudissements la motion de Danton, concernant le comité des douze. 275 (An II). — L'insurrection du 2 juin les décide à agir contre les girondins. 275 (An II). — Ils laissent agir le peuple pour se débarrasser des girondins. 277 (An II). — La plaine se rallie à eux; ils déploient le système nécessaire pour affermir la révolution; les jacobins les secondent. 278 (An II). — Impulsion qu'ils donnent aux affaires publiques. 279 (An II). — Ils rejettent les mesures conciliatrices du comité de salut public, et se décident à déployer toute leur énergie. 280 (An II). — On les appelle *maratistes*; la guerre civile s'allume entre eux et les partisans des girondins. 284 (An II). — Ils appuient la pétition des jacobins pour la mise en jugement des girondins. 344 (An II). — Ils décident l'accusation de Marie-Antoinette. 322 (1793). — Une scission s'opère entre eux; parti des *modérés*; parti des *ultra-révolutionnaires*. 537 (An II). — Ils sont anéantis par l'arrestation des derniers députés de leur opinion. 428 (An III). — Propositions diverses qu'ils font à la convention après le 13 vendémiaire. 442 (An III). — Ils se relèvent menaçants dans la convention. 445 (An III). — Ils échouent dans leurs attaques contre des conventionnels réactionnaires. 446 (An III). — Prennent le parti de rappeler les conventionnels patriotes exclus, d'annuler les élections, d'ajourner l'exécution de la constitution de l'an III. 446 (An III).
- MONTAGNE NOIRE** (la), est prise par les Français. 409 et 410 (An II).
- MONTAIGU** (ville de); les républicains y sont battus par les Vendéens. 505 (An II).
- MONTAIGU** (conventionnel), est nommé membre des comités des jacobins. 585 (An II). — Est décrété d'accusation, à l'occasion de la conspiration dite des *coufs rouges*. 422 (An III).
- MONTREZ** (de, député), devient ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. 924 (1829). — Passe à l'intérieur. 927 (1829). — Combat les derniers paragraphes de l'adresse des 221. 952 (1850). — Menaces qu'il adresse aux fonctionnaires de son ressort, dans sa circulaire. 956 (1850). — Son dialogue avec M. Sauvo, en lui remettant les ordonnances de juillet. 949 (1850).
- MONTREISON** (ville de); des troubles y sont suscités par les aristocrates. 240 (An I).
- MONTREUX** (le général), commande la cavalerie envoyée contre le Portugal. 664 (1840). — Meurt sur le champ de bataille, à la Moskowa. 680 (1812).
- MONT-CENIS** (le), est forcé par l'armée des Alpes. 369 (An I).

- MONTBALDO** (village de), est occupé par les Français. 472 (An IV).
- MONTBELLIO** (village de); les plénipotentiaires français et autrichiens s'y réunissent pour traiter de la paix. 525 (An V). — Bataille de ce nom gagnée par le général Lannes. 588 (1800).
- MONTBELLINO** (redoutes de); elles sont défendues vigoureusement par le colonel Rampon. 461 (An IV).
- MONTBLOTTE** (bataille de); le centre de l'armée autrichienne y est enveloppé et dispersé; ses résultats. 464 (An IV).
- MONTBON** (bataille de); est gagnée par Napoléon; ses détails; ses résultats. 706 (1814).
- MONTESQUIOU** (le général); ses succès en Savoie. 497 (An I). Motifs qui le font s'exiler. 207 (An I).
- MONTESQUIOU** (l'abbé de); défend la cause du clergé. 90 (1790). — Est membre du gouvernement provisoire. 715 (1814). — Est nommé ministre de l'intérieur. 728 (1814). — Fait un rapport au roi sur l'intérieur du royaume; sa mauvaise foi; but de ce rapport. 734 (1814). — Se fait l'apologiste de la censure. 732 (1814). — Propose la loi qui établit la censure. 752 (1814). — Est excepté de l'amnistie accordée par Napoléon au retour de l'île d'Elbe. 759 (1815).
- MONTAIGLARD** (l'abbé); son opinion sur la révolution de 1814. 718 (1814).
- MONTLOUX**. Sa femme, ses enfants et lui sont admis à l'honneur de partager l'exil de Napoléon 767 (1815).
- MONTLOSIER** (comte de), dénonce la congrégation. 870 (1825). — Dénonce les jésuites une seconde fois; son fameux *Mémoire à consulter*. 882 (1826). — Publie un second Mémoire contre les jésuites revêtu d'une Consultation du barreau de Paris; la cour royale en délibère. 883 (1826).
- MONTLUÇON** (traité de) passé entre les chefs Vendéens et le gouvernement; soumission de d'Autichamp, de Châtillon et de l'abbé Bernier. 582 (An VIII).
- MONTMAYON**, conventionnel; entre au comité de surveillance. 380 (An II). — Mesures qu'il propose contre les émigrés. 423 (An III).
- MONTMIRAIL** (bataille de). Les Prussiens y sont battus par Napoléon; ses résultats. 705 (1814).
- MONTMORENCY** (le vicomte Matthieu de); sa motion à l'assemblée constituante. 44 (1786). — Demande l'abolition des armoiries. 80 (1790). — Est rendu à la liberté sous le consulat. 581 (An VIII).
- MONTMORENCY** (Adrien de), est membre de la confédération royaliste. 707 (1814). — Est fait ministre des affaires étrangères. 859 (1822).
- MONTMORIN**, ministre; sa modération. 88 (1790). — Reste seul du ministère Necker. 89 (1790). — Cherche à gagner des partisans au roi, à force d'or. 98 (1794). — Est dénoncé comme membre du comité autrichien; il poursuit les jacobins en calomnie. 480 (1792). — Est absous par le tribunal extraordinaire. 482 (1792). — Il est compromis par les papiers de l'armoire de fer. 219 (An I).
- MONTPELLIER**, membre des conseils; est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- MONTPELLIER** (ville de); elle menace de marcher sur Paris si les girondins ne sont pas réintégrés à la convention. 281 (An II). — Est dotée d'une école de médecine par la convention. 400 (An II). — Réaction royaliste; excès de la populace contre les *bonapartistes*. 759 (1815).
- MONTREVAULT** (ville de), est prise par les Vendéens. 544 (An II).
- MONT-THABON** (bataille de). Bonaparte y défait les Turcs, et les Mameloucks. 561 (An VIII).
- MOORE** (le général), commande l'armée anglaise envoyée au secours des insurgés espagnols. 652 (1809). — Sa retraite précipitée; il surprend un régiment des chasseurs de la garde; son armée est détruite par Soult devant la Corogne; il est tué. 652 (1809).
- MORAND** (le général), se distingue aux combats de Phalsenhofen et de Thann; part qu'il prend à la bataille d'Eckmül. 634 (1809).
- MORHAU** (le général), aidé de Souham, prend Courtrai; ils battent Clairfayt; prend Furnes et Menin. 561 (An II). — Éprouve un échec sur le Rhin; il le répare promptement. 569 (An II). — Poursuit le cours de ses succès. 408 (An III). — Est appelé au commandement de l'armée de la Moselle. 409 (An III). — Remplace Pichegru au commandement de l'armée du Rhin. 455 (An IV). — Bonaparte lui envoie 4 millions de francs par la Suisse. 470 (An IV). — Force numérique de son armée; ligne qu'il occupe. 474 (An IV). — Ses manœuvres pour passer le Rhin à Strasbourg; il prend Kell. 474 (An IV). — Faute qu'il commet après avoir passé le Rhin; il attaque les Autrichiens retranchés sur la Renchen, et les bat. 475 (An IV). — Attaque les Autrichiens à Rastadt; la victoire est indécise; renforcé par Gouvion Saint-Cyr, il les attaque de nouveau, et couche sur le champ de bataille. 475 (An IV). — Combat de Canstadt; il débouche sur la vallée du Danube. 476 (An IV). — Bat complètement le général Latour; la retraite de Jourdan le force à se replier. 477 (An IV). — Livre inutilement la bataille de Emmendingen; il repasse le Rhin sur le pont de Briisac; honneur que lui fait sa retraite. 478 (An IV). — Sa position devient alarmante après la défaite de Jourdan; il opère sa retraite; détails. 478 (An IV). — Réorganise son armée; faute qu'on lui reproche. 490 (An V). — Se conduit en bon camarade à l'égard de Bonaparte; il épuise ses magasins pour équiper ses meilleures troupes, qu'il lui envoie. 506 (An V). — Succès qu'il obtient contre les Autrichiens; lettre qu'il écrit au directoire au sujet des préliminaires de Léoben. 515 (An V). — Envoie au gouvernement des papiers confirmant la trahison de Pichegru. 530 (An VI). — Sa lettre au directoire pour le féliciter du coup d'état du 18 fructidor; le directoire lui ôte le commandement de l'armée et l'appelle à Paris; motifs de cette rigueur. 552 (An VI). — Défiance qu'il inspire au directoire. 549 (An VII). — Remplace Schérer au commandement de l'armée d'Italie. 555 (An VII). — Par dévouement à la république, il accepte le commandement de l'armée d'Italie, en pleine retraite. 556 (An VIII). — Essaie de résister à Souwarow, près de Cassano; il est forcé à la retraite; la division Serrurier est obligée de se rendre. 556 (An VII). — Sa belle retraite en Italie; il se fixe dans la rivière de Gènes. 557 (An VII). — Remplacé par Joubert, il ne peut rien entreprendre contre les Austro-Russes. 557 (An VII). — Prend le commandement de l'armée après la mort de Joubert; il ordonne la retraite et se retire sur Gavi. 557 (An VII). — Avances que lui fait Bonaparte; ils se lient d'amitié. 565 (An VIII). — Escorte Bonaparte se rendant au conseil des cinq-cents, le 18 brumaire. 565 (An VIII). — Bonaparte lui confie la garde du Luxembourg et des directeurs. 566 (An VIII). — Est exclu de la représentation nationale. 573 (An VIII). — Est nommé au commandement de l'armée du Rhin. 581 (An VIII). — Commande l'armée du Rhin, quels

- éléments la composent. 585 (An VIII). — Passe le Rhin; ses succès. 586 (An VIII). — Gagne la bataille de Hohenlinden; résultat de cette bataille; armistice de Stéyer. 595 (An VIII). — Sa complicité dans la conspiration de Georges Cadoudal; son arrestation; sa condamnation; son exil. 608 (An XI). — Est tué à la bataille de Dresde; dans les rangs des ennemis de la France. 698 (1815).
- MOREAU DE SAINT-MÉRY**, se signale lors de la prise de la Bastille. 23 (1789).
- MORÉA**. Expédition qui y est envoyée sous les ordres de Maison. 915 (1828). — Causes qui rendent inutile cette campagne. 915 et 914 (1828). — Les places fortes de ce pays sont rendues aux Grecs. 914 (1828). — Fin de l'expédition. 914 (1828).
- MORELLET**, écrivain royaliste, excite les sections contre la convention. 458 (An III).
- MORELLI** (Michel), commence la révolution de Naples. 830 (820).
- MORGAN** (le général), est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- MORILLO**, général espagnol, traite avec le duc d'Angoulême. 842 (1823).
- MORISSON**, conventionnel; il invoque l'inviolabilité du roi; son discours adroit et insinuant. 244, 242 (An I). — Il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Il refuse de voter sur l'appel au peuple. 229 (An I).
- MORANT** (bataille de), est gagnée par Napoléon sur le prince Schwartzemberg; ses détails; ses résultats. 706 (1814).
- MONTAGNE** (ville de); les républicains s'en emparent. 520 (An II). — Est attaquée par les Vendéens qui sont repoussés. 521 (An II). — Sapinaud en surprend la garnison et s'en rend maître. 456 (An IV).
- MORTEMART** (le duc de); ses offres à l'assemblée constituante. 44 (1789).
- MONTIZA** (le général), prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 645 (1804). — S'empare de l'électorat de Hesse-Cassel. 627 (1806). — Gagne la bataille d'Ocana contre les insurgés espagnols. 662 (1809). — Se distingue à la bataille de Lutzen. 694 (1815). — Est refoulé sur Paris avec le corps de Marmont; défense de la capitale; capitulation. 710, 714 (1814).
- MOSCOU** (ville de); l'armée française y fait son entrée; les habitants l'ont abandonnée. 684 (1812). — Considérations sur son incendie. 682 (1812).
- MOSKOWA** (bataille de la), est gagnée par Napoléon, sur le général Kutusoff; ses détails; ses résultats; noms des généraux qui s'y distinguent. 680 (1812).
- MOUCHY** (le maréchal de), est avec le roi pendant l'invasion des Tuileries par le peuple, lors du 20 juin. 464 (1792).
- MOULINS**, général et membre des conseils, entre au directoire le 30 prairial. 554 (An VII). — Appuie les motions des patriotes à la nouvelle du désastre des armées. 558 (An VII). — Propose le commandement d'une armée à Bonaparte, dans le but de l'éloigner; il est refusé. Bonaparte endort sa défiance par des égards et des déférences. 565 (An VIII). — Refuse de croire à la conspiration tramée par Bonaparte. 564 (An VIII). — Refuse, avec Gohier, de reconnaître l'autorité de Bonaparte; ils vont sommer leurs collègues de se joindre à eux; sur leur refus, ils retournent au Luxembourg, où ils sont prisonniers. 566 (An VIII).
- MOUVIER**, constituant; propose le serment dans la salle du Jeu-de-Paume. 7 (1789). — Propose une députation au roi pour lui demander la liberté des séances. 10 (1789). — Propose et motive une adresse au roi. 17, 18 (1789). — Est nommé membre de la commission de la constitution. 25 (1789). — Se range du côté droit de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Est auprès du roi, lors de l'invasion du château de Versailles. 60 (1789). — Provoque l'assemblée des états du Dauphiné. 70 (1789).
- MOURAD BEY**, est nommé, par Kléber, gouverneur de la Haute-Égypte. 594 (An VIII).
- MOÛRAS**; fêtes instituées par le directoire pour les épurer. 494, 491 (An V). — Leur changement et leur corruption sous le directoire. 495 (An V).
- MUFFLING**, général prussien, gouverneur de Paris; ordres très-sévères qu'il donne à ses soldats contre les habitants de Paris. 772 (1815).
- MUGENT DE NANTHOU**; rapport qu'il fait sur la fuite du roi; esprit de ce rapport. 145 (1794).
- MUIRON**, aide-de-camp du général Bonaparte, le couvre de son corps à la bataille d'Arcole; il est tué. 487 (An IV).
- MULGRAVE** (le fort), dit le Petit-Gibraltar; Bonaparte fait diriger l'attaque de ce côté; importance de cette position. 559 (An II).
- MULHAUSEN** (ville de), est réunie à la France. 544 (An VII).
- MUNICIPALITÉ DE PARIS**. Son établissement. 46 (1789). — Publie la loi martiale, et arbore à l'Hôtel-de-Ville le drapeau rouge. 447 (1794). — Traduit Mandat à sa barre. 472 (1892). — Elle est réintégrée par le comité central de l'Évêché. 275 (An II).
- MUNICIPALITÉS**; leur formation élective. 71 (1789). — Elles envoient des adresses approbatives à l'assemblée constituante. 72 (1789). — Leurs adresses aux députés concernant le veto. 50 (1789). — Elles prêtent le serment décrété le 4 février, et établissent des fêtes et des fédérations. 80 (1790). — Sont investies de pouvoirs judiciaires pour l'information des délits de haute trahison. 452 (1792). — Reçoivent l'acte qui déclare la patrie en danger. 467 (1792). — La police de sûreté générale leur est attribuée. 479 (1792). — Le pouvoir est tout entier entre leurs mains. 485 (1792). — Elles reçoivent de la convention l'ordre de garder pour otages les femmes et les enfants des officiers dévoués à Dumouriez. 254 (An I).
- MURAIN**, membre des conseils, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- MURAT** (le général), est envoyé par Bonaparte pour amener à Paris quarante pièces de canon qui sont aux sablons. 440 (An III). — Remplace le général Stengel au commandement de la cavalerie; il ne laisse aucun répit aux Piémontais après la bataille de Mondovi. 462 (An IV). — Apporte à Paris les drapeaux pris sur l'ennemi. 465 (An IV). — Présente au milieu de l'ivresse de la population de Paris, les drapeaux pris à l'ennemi. 464 (An IV). — Entraîne la cavalerie française à Borghetto, et défait les escadrons autrichiens. 472 (An IV). — S'empare de Livourne. 475 (An IV). — Demande et obtient l'expulsion de Gènes des agents de l'Autriche. 475 (An IV). — Essaie inutilement de barrer le passage à Wurms. 484 (An IV). — Fait partie de l'expédition

HISTOIRE DE FRANCE.

N

d'Égypte. 344 (An VI). — Fait des prodiges de valeur aux batailles du Mont-Thabor et d'Aboukir. 364 (An VIII). — Escorte Bonaparte le 18 brumaire. 465 (An VIII). — Bonaparte lui donne le commandement des troupes de Saint-Cloud, le 18 brumaire. 366 (An VIII). — Sommé le conseil des cinq cents de se retirer. 374 (An VIII). — Il s'empare de Plaisance, 387 (An VIII). — Remplace les États de l'église sous la domination du Pape; il prépare la paix entre Naples et la France. 395 (An VIII). — Passe les Alpes à la tête d'une armée; sa mission; il signe la paix avec le général Roger de Damas. 399 (An IX). — Il nomme la commission qui juge le duc d'Enghien. 642 (An XII). — Est nommé maréchal de France. 643 (1804). — Commande la cavalerie à Austerlitz. 624 (1805). — Reçoit le duché de Berg en apanage, et est fait grand-duc. 622 (1806). — S'empare d'Erfurt, et y fait 44,000 prisonniers. 627 (1806). — Prend le prince de Hohenlohe avec 16,000 hommes. 627 (1806). — Avec Soult et Bernadotte anéantit le reste de l'armée prussienne à Lubeck. 627 (1806). — Fait son entrée à Madrid. 642 (1808). — Est forcé d'user de sévérité contre les Espagnols insurgés; il en fait fusiller plus de cent. 645 (1808). — Son désappointement en apprenant la nomination de Joseph Napoléon au trône d'Espagne; il quitte la Péninsule. 646 (1808). — Devenu roi de Naples, il échoue dans une expédition contre la Sicile. 666 (1810). — Décide Napoléon à marcher sur Moscou. 677 (1812). — Est surpris à Winkowna par les Russes, et est battu. 685 (1812). — Fautes qu'il commet dans la retraite; il laisse désorganiser l'armée à Wilna; nouveaux désastres. 689 (1812). — Napoléon lui ôte le commandement de l'armée; le prince Eugène le remplace. 694 (1812). — Est soupçonné de traiter avec l'Autriche. 699 (1813). — Abandonne la cause de Napoléon; l'Autriche lui garantit son trône; il occupe Ancône. 702 (1813). — Proposition qu'il fait faire à Napoléon. 754 (1815). — Veut attaquer la France; l'Autriche lui refuse le passage sur ses états. 754 (1815). — Son entreprise inopportune et funeste contre les Autrichiens; sa défaite à Tolentino; son départ pour Toulon. 748 (1815). — Est condamné et exécuté en Calabre dans le même temps que Ney l'est à Paris. 787 (1815).

MURINAIS, député, est proscrit le 18 fructidor. 329 (An VI). — Est déporté à la Guyane. 330 (An VI).

MUSCADIENS. Ils cherchent à se soustraire au devoir de défendre la république; ils s'enrôlent dans les charrois; la convention annule leurs engagements. 508 (An II). — Leur alliance avec les thermidoriens; détachent de ce parti plusieurs députés qui avaient renversé Robespierre. 590 (An II). — Soutiennent les thermidoriens. 590 (An II). — Rixes qui s'élèvent entre eux et les patriotes; à quelle occasion. 590 (An II).

MUSIS. La convention décrète son ouverture. 296 (An II). — Il est enrichi des tableaux de la Belgique. 400 (An II). — Il s'augmente des tableaux pris en Italie, et des productions des plus célèbres sculpteurs de l'antiquité. 315 (An V). — Il est dévasté par les ennemis de la France. 775, 776 (1815).

NAMUR (la ville de). Sa réunion à la France est décrétée. 242 (An I). — Est prise par les Français. 570 (An II).

NANCY (la ville de). Une révolte militaire et des massacres y ont lieu. 85 et 86 (1790). — Les insurgés sont sévèrement punis. 87 (1790). — Fournit, en vingt-quatre heures, six cents volontaires. 328 (An II).

NANSOUTY (le général), est chargé de la poursuite des Prussiens à Champ-Aubert. 705 (1814). — Est envoyé à leur poursuite sur Montmirail. 705 (1814). — Les enveloppe et sabre leur arrière-garde à Château-Thierry. 706 (1814). — Prend une part glorieuse à la bataille de Craonne. 709 (1814).

NANTES (ville de). Elle est attaquée par cinquante mille Vendéens, la garde nationale les repousse. 286 (An II). — Cruautés que Carrier y exerce. 540 (An II). — Charrette y est condamné à mort et exécuté. 458 (An IV). — Complot qui y est tramé. 840 (1822).

NANTIL (le capitaine), regardé comme chef de la conspiration militaire de Paris; sa fuite. 852 (1820).

NAPLES (le royaume de). Nelson va s'y radouber à la suite du combat d'Aboukir; on y prêche une croisade contre la république française; le général Championnet s'en empare. 345 et 46 (1798). — Macdonald l'évacue. 556 (1799). — Est donné au nouveau roi Joseph Napoléon. 654 (1807). — Est cédé à Joachim Murat. 646 (1808). — Tombe au pouvoir des Autrichiens. 748 (1813). — Révolution qui y est opérée. 830 et 831 (1820). — Les constitutionnels sont défaits et dispersés par les Autrichiens. 836 (1824).

NAPOLITAINS. Ils sont repoussés d'Ascoli par le général Casa-Bianca. 546 (An VII).

NARBONNE (de) devient ministre de la guerre. 435 (1792). — Fait part à l'assemblée des dispositions que font les ennemis de la constitution. 435 (1792). — Sa tournure en France; son rapport à la législative, relatif aux places fortes et à l'armée. 436 (1792). — Est renvoyé du ministère; motifs et suites de ce renvoi. 439 (1792).

NARBONNE (Louis, comte de), est chargé par Napoléon de porter des propositions de paix à Alexandre. 675 (1812).

NATION. Premier serment de fidélité qui lui est prêté. 45 (1789).

NATIONAL (le journal le), est condamné par la cour royale. 954 (1850).

NAUDENS (combat de). Lecourbe y bat les Autrichiens. 550 (An VII).

NAVARRIN (ville de). Les amiraux alliés s'emparent du port. 897 (1827). — Combat naval qui s'y livre. 897 (1827). — Critique de cette affaire meurtrière. 897 (1827).

NECKER, ministre. Son rapport sur la fixation du nombre des députés aux états-généraux. 4 (1788). — Cette pièce lui vaut la reconnaissance publique. 4 (1788). — Lit un discours sur la question financière. 4 (1789). — N'est plus maître du conseil. 8 (1789). — Doit aux manifestations publiques de rester en faveur. 40 (1789). — Par ordre du roi, se retire clandestinement à Bruxelles. 45 (1789). — Consternation que sa retraite cause à

- Versailles; troubles qu'elle occasionne à Paris. 45 (1789). — Son buste est promené dans Paris avec un crêpe noir; malheurs qui en résultent. 45 (1789). — Est rappelé. 28 (1789). — Rentre au ministère; accueil que lui fait la cour; son entrée triomphante à Paris. 55 (1789). — Demande la grâce de Besenval et une amnistie générale. 55 et 56 (1789). — Insinuation impopulaire faite contre lui. 56 (1789). — Expose l'état des finances; emprunt qu'il propose. 46 (1789). — Demande le quart du revenu de chaque citoyen. 47 et 48 (1789). — Se range du côté droit de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Perd la confiance à la cour et sa popularité au dehors. 78 (1790). — Est privé de la confiance du roi et de sa popularité; sa réponse à l'accusation de Camus. 87 (1790). — Quitte Paris; il donne sa démission de Saint-Ouen; et se rend en Suisse après avoir été arrêté à Arcis-sur-Aube. 88 (1790). — Jugement porté sur ce ministre. 88 (1790).
- NELSON, amiral anglais, est trompé sur la destination de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Détruit la flotte française à Aboukir. 545 (An VII). — Va radoubier ses vaisseaux à Naples après la bataille d'Aboukir; accueil magnifique qu'il reçoit de la cour. 545 (An VII). — Transporte sur sa flotte la cour de Naples en Sicile. 547 (An VII). — Disperse le convoi allant au secours de Malte. 595 (An VIII). — Sa coopération au bombardement de Copenhague. 600 (An IX). — Attaque inutilement, à deux reprises, la flottille réunie à Boulogne. 695 (An IX). — Commande la flotte anglaise à Trafalgar; il y est tué. 618 (1805).
- NIZI (combat de). Les Français y battent les Napolitains. 546 (An VII).
- NERI-CONSIKI remplace l'ambassadeur toscan Carloti auprès du directoire. 454 (An IV).
- NEUFBRISAC (la municipalité de), est mise en liberté par ordre de la convention. 542 (An II).
- NEUFCHATEAU (François de), homme de lettres, nommé secrétaire de la législative. 420 (1794). — Est nommé ministre de l'intérieur; il est franc républicain. 525 (An V). — Il est élu directeur, et solennellement installé. 530 (An VI). — Est remplacé au directoire par Treillard; il est envoyé à Vienne pour demander raison des insultes faites à l'ambassadeur français; il est nommé ministre de l'intérieur à son retour. 542 (An VI). — La première exposition des produits de l'industrie a lieu pendant son ministère. 545 (An VII).
- NEULLY (le général) commande à Condé; il est tout dévoué aux intérêts de Dumouriez. 252 (An I).
- NEUMARCK (combat de). Le prince Charles y est battu par Napoléon. 512 (An V).
- NEUKIRCHEN (combat de). Les Autrichiens y sont battus par les Français. 476 (An IV).
- NEUSTADT (la ville de), est prise par les Français. 545 (An II). — Retombe en leur pouvoir. 570 (An II).
- NET (le général), est nommé maréchal de France. 645 (1804). — Repousse l'archiduc Ferdinand loin de Guntzbourg. 620 (1805). — Combat d'Elchingen; passage du Danube. 720 (1805). — Fait capituler Magdebourg; il prend dix-huit mille hommes et six cents pièces de canon. 627 (1806). — Commande sous Masséna les troupes d'expédition contre le Portugal. 664 (1810). — Fait capituler Ciudad-Rodrigo. 664 (1810). — Protège la retraite du Portugal; mésintelligence entre Masséna et lui. 666 (1810). — Commence l'engagement à
- Valentia. 678 (1812). — Est coupé avec l'arrière-garde; sa belle manœuvre; attachement que Napoléon lui porte. 685 (1812). — Protège la retraite de l'armée; les débris de ces braves lui doivent leur salut. 690 (1812). — Bat les Prussiens au combat de Weissenfeld. 694 (1815). — Se distingue à la bataille de Lutzen. 694 (1815). — Part glorieuse qu'il prend à la bataille de Bautzen. 695 (1815). — Est blessé à Leipzig. 700 (1815). — Attaque les Prussiens, qui sont maîtres de Brienne. 705 (1814). — Prend une part glorieuse à la bataille de Craonne. 709 (1814). — Propose à Napoléon d'abdiquer en faveur de son fils; son insistance le décide; il est envoyé aux alliés pour leur faire accepter cette abdication. 715 (1814). — Confiance qu'il inspire à Louis XVIII; il est chargé du commandement des troupes en Franche-Comté; il promet au roi bonne justice de l'attentat de Napoléon. 740 (1815). — Joint Napoléon à Auxerre; leur entrevue; leur réconciliation. 740 et suiv. (1815). — Sa lenteur préjudiciable à s'emparer des Quatre-Bras. 754 (1815). — Sa consternation; son projet de se retirer en Amérique. 758 (1815). — Est traduit devant un conseil de guerre, qui se déclare incompetent. 785 (1815). — Son procès; sa condamnation inique; son exécution. 786 et 787 (1815).
- NICOLAS (le sapeur). Agitateur en sous-ordre dans les faubourgs. 457 (1792).
- NICOLAS I^{er}, empereur de Russie, succède à son frère Alexandre. 875 (1825). — Est reconnu par les puissances de l'Europe. 874 (1825).
- NICE, tombe au pouvoir de l'armée républicaine du Midi. 497 (An I).
- NIELLY (le contre-amiral) prend un vaisseau anglais de soixante-quatorze, et le conduit en triomphe à Brest. 440 (An III).
- NIEMEN (fleuve de). Conférence qui ont lieu entre Napoléon, Alexandre et le roi de Prusse. 655 (1807). — La grande armée passe ce fleuve. 674 (1812).
- NIEUPORT (la ville de), est prise par Pichegru. 570 (An II).
- NIMÈVE (la ville de) tombe au pouvoir des Français. 409 (An III).
- NIMES (ville de). Des assassinats et autres malheurs y ont lieu. 85 (1790). — Menace de marcher sur Paris si les girondins ne sont pas réintégrés à la convention. 281 (An II). — Ses habitants insurgés sont mis en fuite par Cartaux. 288 (An II). — Troubles et assassinats dans cette ville. 759 (1815). — Se signale par l'assassinat de plusieurs patriotes et protestants. 778 (1815). — L'ouverture du temple des protestants y occasionne de nouveaux assassinats. 784 (1815).
- NIVELLE (la ville de), est prise par les Français. 570 (An II).
- NIVERNAIS (le duc de), préside les électeurs réunis au Théâtre-Français. 459 (An III). — Est couronné à l'Opéra le jour de la fête de la vieillesse. 494 (An V).
- NOAILLES (le vicomte de) annonce à l'assemblée nationale les troubles de Paris. 24 (1789). — Son discours à l'assemblée constituante; son généreux désintéressement. 58 (1789). — Son élan patriotique au sujet de l'abolition de la noblesse. 80 (1790).
- NOAILLES (de), ambassadeur français à Vienne, fait parvenir au ministère la note de l'Autriche relative au rétablissement de la monarchie. 445 (1792).

NOAILLES, député au conseil des cinq-cents, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).

NOAILLES (Alexis de), est excepté de l'amnistie promulguée par Napoléon. 739 (1815).

NOBLES (les). Ils se bercent encore de l'espoir d'opérer la contre-révolution. 114 (1791). — Émigrent en masses 125 (1791). — Leur désarmement est ordonné et mis à exécution sans difficulté. 251 (An I). — Les jacobins demandent leur exclusion de tous les emplois publics. 292 (An II). Justes motifs de la défiance générale à leur égard. 297 (An II). — Mesures qui sont proposées contre eux par les républicains ; formalités auxquelles ils sont soumis pour rester en France ; exceptions en faveur de ceux d'entre eux qui ont servi la république. 356 (An VI). — Ils sont seuls à l'abri des brigandages des chouans ; la loi *des otages* est rendue contre eux. 356 (An VII). — Leurs efforts pour reconquérir leur ancienne prépondérance. 795 (1816).

NOBLESSE DE FRANCE (la), est attérée de la conduite du *tiers-état*. 6 (1789). — Différends des députés de cet ordre avec le tiers-état. 4 (1789). — Conseils qu'elle donne au roi. 8 (1789). — La minorité se rend à l'assemblée nationale. 10 (1789). — Son dévouement et sa générosité excitent les plus vifs applaudissements. 39, 40 et 41 (1789). — Se joint au clergé pour repousser la motion de Talleyrand. 69 (1789). — Ses intrigues contre-révolutionnaires lui attirent la haine du peuple. 74 (1789). — Demande l'ajournement de la motion de Lambesc. 80 (1790). — Son exaspération. 85 (1790). — Accable Mirabeau d'injures. 94 (1791). — Est abolie par un décret de la constituante. 72 (1789). — Est rétablie par la charte. 723 (1814). — Est de nouveau abolie par un décret de l'empereur, daté de Lyon, à son retour de l'île d'Elbe. 759 (1815).

NOIX, conventionnel. Il refuse de voter sur la culpabilité de Louis XVI. 229 (An I). — Est mis en jugement. 514 (An II).

NOIRMOUTIER (île de). Elle est au pouvoir des Vendéens. 263 (An II). — Est attaquée par les républicains ; elle est prise, et les Vendéens y sont passés par les armes. 514 (An II).

NORMANDIE (ancienne province de). Elle laisse entr'voir un esprit de royalisme. 262 (An II).

NORTHUMBERLAND (le duc de) donne une fête magnifique à Charles X. 869 (1825).

NORTHUMBERLAND (le vaisseau le) appareille pour Saint-Hélène, ayant Napoléon à son bord. 768 (1815).

NOTABLES. Leur seconde assemblée ; leur esprit. 4 (1788).

NOTE SECRÈTE. Œuvre des royalistes absolus. 804 (1818).

NOTRE-DAME (église de). La convention décrète qu'elle sera dédiée au culte de la Raison. 534 (An II).

NOUÉ (de), est emprisonné par la garnison de Nani ; sa mise en liberté. 86 (1790).

NOVI (bataille de). Les Français y sont battus par les Austro-Russes. 537 (An VII).

NUMÉRIQUE. Il reparaît dans la circulation ; sa quantité a augmenté pendant la révolution. 468 (An IV).

O

OCANA (bataille d'), gagnée par Mortier sur les Espagnols ; ses résultats. 662 (1809).

OCTOBRE (journées des 5 et 6) ; causes probables de cette insurrection. 64 (1789).

OCTAÏDIS (municipaux), sont créés sous le consulat. 584 (An VIII).

O'DONNELL, général espagnol, traite avec le duc d'Angoulême. 842 (1825).

OLDENBOURG (le duc de), est envahi par les Français ; cet acte occasionne de la méintelligence entre Alexandre et Napoléon. 669 (1810).

OLIVIER GERANTE, rentre à la convention le cœur ulcéré contre les montagnards. 407 (An III).

ONELLE (ville d'), est canonisée par une escadre française. 207 (An I). — Est prise par Masséna. 560 (An II).

ON ; agiotage exercé sur cette matière par les agents de Pitt. 295 (An II).

ORANGE (le prince d'), renforce le prince Charles avec sa division. 512 (An V).

ORATEUR DU PEUPLE (l'), journal des thermidoriens, attaque et calomnie tous les jours les jacobins. 402 (An II).

ORDONNANCE DU 3 SEPTEMBRE ; ses effets sur l'esprit public. 792 (1816).

ORDONNANCES DE 1850 ; elles sont proclamées le 25 juillet ; elles amènent une révolution. 942 (1850).

ORDRES RELIGIEUX (les), sont abolis ; leurs biens sont retournés à l'état. 70 (1789).

ORDRELLÉ (ville de) ; Houchard s'en empare. 505 (An II).

ORCON (ville d') ; Napoléon manque d'y être assassiné. 720 (1814).

ORLÉANISTES (les), demandent la déchéance de Louis XVI. 115 (1791).

ORLÉANS (les prisonniers dits d'), sont massacrés à Versailles, où ils avaient été transférés. 185 (1791).

ORLÉANS (le duc d') ; son portrait ; comment il sert la cause populaire. 2 (1789). — Se rend à l'assemblée constituante, à la tête de la minorité de la noblesse. 40 (1789). — Se range du côté gauche de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Est accusé d'avoir provoqué les excès du 6 octobre. 65 et 64 (1789). — Son portrait ; son exil. 65 (1789). — Retour de son exil à Londres. 82 (1790). — Est mis hors d'accusation. 89 (1790). — Son impopularité commence ; il a une longue conférence avec le roi ; il est insulté par les courtisans. 156 (1792). — Se fait appeler Philippe-Égalité ; il est élu conventionnel à Paris. 185 (1792). — Donne prise aux accusations des girondins. 195 (An I). — Il est défendu par les montagnards. 217 (An I). — Son remarquable vote pour la mort du roi. 229 (An I). — Sa famille et lui sont décrétés d'arrestation. 254 (An I). — En mai

- en jugement. 544 (An II). — Est condamné par le tribunal révolutionnaire; il marche à la mort sans faiblesse. 327 (An II).
- ORLÉANS** (duc de Chartres, Louis-Philippe d'); sa conduite honorable à Jemmappes. 208 (An I). — Affection que lui témoigne Dumouriez. 249-250 (An I). — Escorte Dumouriez dans la conférence où celui-ci arrête, avec le colonel Mack, sa trahison. 235 (An I). — Son débarquement en Espagne; il est forcé d'en partir sur les réclamations de Wellington. 688 (1812). — Jure fidélité au roi et à la Charte. 742 (1815). — Est envoyé à Lyon contre Napoléon. 738 (1815). — Est obligé de quitter Lille, et de se réfugier chez l'étranger. 745 (1815). — Discussions relatives à sa maison. 834 (1824).
- ORMÉA** (ville d'), est prise par Masséna. 568 (An II).
- ORTHEZ** (bataille d'), est livrée par Soult et Wellington; les pertes y sont balancées. 740 (1814).
- OSSELM**, conventionnel, défend la députation de Paris et la montagne. 495 (An I). — S'oppose au rapport du décret qui supprime la commission des douze. 274 (An II).
- OSTENDE** (ville d'), est prise par les Français. 574 (An II). — Les Anglais y tentent un débarquement, et la bombardent; ils sont repoussés avec perte. 542 (An VI).
- OSTROLENKA** (combat d'); Suchet et Oudinot y battent les Russes. 634 (1807).
- OSTROWO** (combat d'), est à l'avantage des Français; noms des généraux qui s'y distinguent. 676 (1812).
- OTTOMANE** (la Porte), entre dans une coalition contre la France. 544 (An VII).
- OTT**, général autrichien, commandant au blocus de Gênes. 586 (An VIII).
- OTTOTINI**, podesta de Bergame, saisit la correspondance des patriotes de Bergame et de Brescia; il les menace; il est chassé par eux de Bergame. 510 (An V). — Arme les montagnards contre les patriotes vénitiens. 544 (An V).
- OUDEGARDE** (ville d'), est prise par les Français. 370 (An II).
- ODINOT** (le général), met les Autrichiens en déroute, à WVertingen. 620 (1805). — Commande la réserve à Austerlitz. 624 (1805). — Bat les Russes à Ostrolenka. 634 (1807). — Se distingue à Wagram, et est fait maréchal de France. 638 (1809). — A un engagement avec le général Wittgenstein; il lui fait éprouver une perte de sept mille hommes. 678 (1812). — S'empare du pont de Brissow; il rejette les Russes sur la rive droite de la Bérésina. 655 (1812). — Part glorieuse qu'il prend à la bataille de Champ-Aubert. 705 (1814). — Propose à Napoléon d'abdiquer en faveur de son fils; il est envoyé aux alliés pour leur porter cette abdication. 715 (1814).
- OUVRARD**, munitionnaire-général de l'armée d'Espagne; ses dilapidations. 865 (1825).
- PACCA** (le cardinal), signe la bulle d'excommunication contre Napoléon. 657 (1809).
- PACHE**, ministre de la guerre sous la république; demande qu'il fait à la convention. 499 (An I). — Ses travaux; son mérite; il fait décréter d'accusation plusieurs fournisseurs des armées. 208 et 209 (An I). — Prouve qu'il a envoyé à Dumouriez tout l'argent nécessaire; il est accusé par Buzot; il se retire du ministère. 246 (An I). — Il est attaqué et renversé par les girondins. 255 (An I). — Est élu maire de Paris; il réussit à calmer l'effervescence des sections. 245 (An I). — Il dénonce à la convention la pétition de la section de la Halle-aux-Blés. 256 (An I). — Présente la pétition de la commune, qui réclame l'exclusion des girondins; il fait un rapport sur les subsistances. 260 (An II). — Est absent de la commune à la séance du 49 mai; à celle du lendemain, il improuve les mesures de proscription. 268 (An II). — Rétablit dans une lettre les faits favorables aux montagnards. 269 (An II). — Il accourt à la convention, la croyant assiégée par le peuple. 274 (An II). — Accuse la commission des douze; il est interrompu par la levée de la séance. 274 (An II). — Informe la commission des douze du mouvement préparé par les sections, le 30 mai. 272 (An II). — Rend compte à la convention des mesures qu'il a prises, et l'assure qu'il a ordonné de ne pas tirer le canon d'alarme. 273 (An II). — Présente le clergé de Paris à la convention, pour l'abjuration du catholicisme. 535 (An II). — Est arrêté et mis en accusation, comme jacobin. 450 (An II).
- PACTHON** (le général); se distingue à la bataille d'Espinosa. 654 (1818).
- PADOUE** (ville de); sa révolte contre les Français; les révoltés s'y barricadent; les portes sont forcées à coups de haches; elle est livrée au pillage. 474 (An IV). — Est érigée en duché. 623 (1806).
- PAGANEL**, conventionnel, est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 295 (An II).
- PAJOL**, général; il apporte à la convention les drapeaux pris à Maëstricht. 409 (An III). — Charge intrépidement les alliés à Montreau. 706 (1814).
- PALAPOX** (le général), perd avec Castanos la bataille de Tudela. 654 (1808).
- PALAI**-ROYAL (réunion du); elle va délivrer à l'Abbaye les gardes-françaises. 42 (1789). — Décide que les spectacles doivent être fermés, et le buste de Necker promené avec un crêpe noir. 45 (1789). — Se déclare contre l'amnistie. 56 (1789). — Composition du district. 49 (1789). — Député Saint-Hurugue à Versailles. 49 (1789). — Exaspération qu'y cause la nouvelle du repas de Versailles. 54 (1789). — Motions violentes qui y sont faites par divers orateurs. 55 (1789). — Agitation; scènes qui

s'y passent après la fuite du roi. 406 et 407 (1791). — Des rassemblements s'y forment. 437 (1792).

PALATINAT (le), est complètement occupé par les Français. 409 (An III).

PALERME (ville de); révolution qui y a lieu. 831 (1820).

PALESTINE; elle est conquise par Bonaparte. 564 (An VIII).

PALMA-NOVA (ville de); elle est prise par Bonaparte. 509 (An V).

PARIS, conventionnel; est élu à Paris. 486 (1792). — Entre au comité de sûreté générale. 506 (An II). — Presse Robespierre de nommer ceux qu'il accuse dans son discours du 8 thermidor. 273 (An II). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).

PANTHÉON (le), reçoit la dépouille mortelle de Mirabeau. 402 (1794). — Les cendres de Mirabeau en sont exclues. 835 (1793). — Les cendres de J.-J. Rousseau et de Marat y sont transférées. 535 (An II).

PANTHÉON (Société du); elle est composée de jacobins; leur but; le directoire fait fermer ce club. 463 et suiv. (An IV).

PAOLI, cherche à donner la Corse aux Anglais, insurgée contre la France. 285 (An II).

PAPIER MUNICIPAL. Son émission. 77 (1790).

PAQUES VÉNITIENNES. Nom donné à l'insurrection des montagnards et des paysans vénitiens contre les Français; détail de cette insurrection. 515 et 514 (An V).

PARADIS (député), est pros crit le 18 fructidor. 529 (An VI).

PARDESSUS; déclare contre les révolutionnaires, à l'occasion de l'adresse des 224; ses conseils au roi. 932 (1830).

PARIS, ex-garde-du-corps; assassine Lepelletier Saint-Fargeau la veille de l'exécution du roi. 251 (An I).

PARIS (l'archevêque de), fait chanter un *Te Deum*, à l'occasion de l'établissement de la garde nationale. 26 (1789).

PARIS (ville de); fait des choix favorables à la liberté; noms de ses députés. 5 (1789). — Troubles et effusion de sang dans le faubourg Saint-Antoine. 5 (1789). — Enthousiasme qui y éclate en apprenant les arrêtés mémorables de l'assemblée nationale. 5 et 6 (1789). — Enthousiasme de la population après le serment du Jeu de Paume. 7 (1789). — Désordres; rixes devant les boutiques des boulangers. 55 (1789). — Les enfants s'y livrent à des jeux quelquefois meurtriers, simulant des combats entre les patriotes et les aristocrates. 73 (1789). — Grands travaux qui y sont exécutés; son zèle et ses services. 75 (1789). — Les districts font scission avec la municipalité. 74 (1790). — Effervescence du peuple; cris de proscription contre les ministres et contre Bouillé. 87 (1790). — Ses faubourgs s'agitent, s'insurgent au son du tocsin. 472 (1792). — Fureur qui y règne; le bruit du projet d'immoler les détenus s'y répand. 484 (1792). — Le canon d'alarme y gronde, et le tocsin y répand l'alarme. 485 (1792). — Fait des choix républicains pour la convention. 486 (1792). — Éprouve une pénurie de subsistances; comment on y remédie. 210 et 214 (An I). — Tous ses députés, moins trois, votent la mort du roi. 229 (An I). — Émeutes et disette du peuple. 257 et 238 (An I). — On y reçoit la nouvelle des échecs de l'armée de la Meuse. 240 (An I). — Elle vote une levée de douze mille hommes et un emprunt de 12 millions. 265 (An II). — Ordre admirable qu'on y voit pendant l'insurrection du 30 mai. 273 (An II). — Disette qui y règne; mesures prises par la commune pour son approvisionnement. 294 (An II). — Indignation qui s'y manifeste à la nouvelle de la trahison de

Toulon; émeute tentée par les aristocrates; bon sens de la population. 298 (An II). — Députation qu'elle envoie à la convention; lecture de sa pétition. 299 (An II). Fournit vingt-six mille volontaires. 508 (An II). — La convention y établit une école de médecine. 400 (An II). — Est dans une grande agitation au commencement de nivôse; pour quel motif. 442 (An III). — Le peuple est taxé à une petite ration de pain, et attend plusieurs heures à la porte des boulangers pour l'avoir. 445 (An III). — Quatre-vingt mille républicains sont partis de son sein pour aller aux armées; les émigrés et les Vendéens amnistiés s'y donnent rendez-vous pour renverser la république. 415 (An III). — Exiguité des distributions de subsistances qui sont faites à ses habitants, le 21 floréal. 424 (An III). — Reçoit avec enthousiasme la nouvelle du traité de Léoben. 515 (An V). — Tableaux, sculptures, manuscrits dont le général Bonaparte enrichit son musée. 545 (An V). — Il demeure tranquille pendant la journée du 48 fructidor. 550 (An VI). — Ses habitants apprennent avec joie la conclusion de la paix avec l'Autriche. 537 (An VI). — Fermentation qui y a lieu à la nouvelle des désastres de nos armées; mesures proposées par les patriotes. 538 (An VII). — Mouvement extraordinaire qui s'y manifeste le 48 brumaire, au matin. 564 (An VIII). — Il demeure tranquille pendant la révolution de Saint-Cloud. 574 (An VIII). — Il est attaqué par les alliés; sa capitulation; moyens de défense qu'on eût dû employer; dévouement des ouvriers; désertion et lâcheté de la haute classe. 714 (1814). — Ses fortifications au nord; les travaux sont inachevés au midi. 764 (1815). — Quels points de cette ville les alliés occupaient à la rentrée de Louis XVIII. 774 (1815). — Agitations du peuple et de la jeunesse éclairée au moment des débats sur la loi électorale. 824 et 825 (1820). — Donne une fête magnifique à Charles X, après son sacre. 869 (1825). — Démonstrations du peuple; illuminations en apprenant le résultat des élections. 700 (1829). — Misère qui s'y manifeste pendant l'hiver de 1829. 929 (1830). — Ses élections sont hostiles au ministère; elles donnent une immense majorité aux libéraux. 940 (1830).

PARIS (Traité de), conclu entre Louis XVIII et les alliés; ses articles patents; ses articles secrets. 728 et suiv. (1814). — Principales conditions de ce traité. 782 (1815). — Est signé par les ministres de Louis XVIII; détails de ce traité. 782 et 785 (1815).

PARISIENS (les), demandent des armes et enfoncent les boutiques des armuriers. 46 (1789). — Reçoivent avec enthousiasme la députation de l'assemblée constituante. 26 (1789). — Leurs inquiétudes après la prise de la Bastille. 29 (1789). — Leurs alarmes à l'approche de la fête du Champ-de-Mars. 82 (1790). — Ils apprennent l'évasion du roi; sentiments qu'elle leur inspire; agitation générale. 405 (1791). — Ils anéantissent les armoiries, les enseignes royales, les bustes du roi et de la famille royale. 406 (1791). — Prêtent serment de fidélité à l'assemblée constituante, après la fuite du roi. 407 (1791). — S'attroupent et demandent la déchéance de Louis XVI; leurs cris furieux. 446 (1791). — Leurs dispositions défavorables à Louis XVI. 448 (1791). — Leurs craintes aux approches des Prussiens. 484 (1792). — Ils se livrent à la fureur; ils attribuent la prise de Longwi à la trahison. 484 (1792). — Leur patriotique dévouement leur vaut les félicitations de Vergniaud. 485 (1792). — Avant de partir pour les frontières, ils croient qu'il est de leur devoir de se débarrasser des aristocrates.

- crates détenus dans les prisons; les massacres commencent. 485 (1792). — Ils sont accusés de nouveau par les girondins, qui cherchent à les rendre odieux aux départements. 254 (An I).
- PARISOT, député, est nommé secrétaire du conseil des cinq-cents. 518 (An V.)
- PARLEMENT; sa déclaration libérale. 4 (1788). — Ses vacations sont prorogées. 70 (1789). — Ceux de Metz, de Rennes et de Rouen protestent contre les décrets de l'assemblée nationale. 74 (1789).
- PARME (le duc de), signe un armistice avec Bonaparte. 469 (An IV). — Infant d'Espagne, est nommé roi d'Etrurie par Bonaparte. 599 (An IX). — Est érigé en duché. 625 (1806).
- PARRAIN (le général), fait partie de la conspiration Babeuf. 466 (An IV).
- PARTHENAY (ville de); elle est assiégée par les Vendéens. 286 (An II). — Les Vendéens y sont battus par Westermann. 286 (An II).
- PARKER (l'amiral), commande la flotte anglaise au bombardement de Copenhague. 600 (An IX).
- PAS-DE-BEAULIEU, député, déclame contre les révolutionnaires à l'occasion de l'adresse; ses conseils au roi. 932 (1850).
- PASQUIER, pair, combat le projet de loi sur le droit d'asile. 879 (1826).
- PASTORET, député, est nommé président de la législative. 420 (1794). — Sa réponse au roi dans l'assemblée législative. 421 (1794). — Excite les sections contre la convention. 458 (An III). — S'oppose à ce que les conspirateurs royalistes soient jugés par une commission militaire. 494 (An V). — Fait partie des clichyens. 518 (An V). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- PASTRENGO (ville de); le camp des Autrichiens y est forcé par les Français. 550 (An VII).
- PATENTES (l'impôt des), est créé sous le consulat. 584 (An VIII).
- PATRIOTES (les); bruits qu'ils sèment parmi le peuple. 29 (1789). — Ne cessent de demander le retour de Louis XVI à Paris. 52 (1789). — Ils doutent de la bonne foi du roi. 85 (1790). — Ils demandent à la législative le transfèrement des prisonniers d'Orléans à Paris; ils partent pour aller enlever les prisonniers d'Orléans. 481 (1792). — Ils s'effraient à la vue de la réaction tentée par les girondins. 266 (An II). — Ils sont poursuivis à Marseille. 284 (An II). — Craintes qu'ils conçoivent après le 10 thermidor. 577 (An II). — Mesures qu'ils proposent pour mettre un terme à l'élargissement des aristocrates. 578. (An II). — Se rallient et se plaignent de la mise en liberté des ennemis de la révolution; pétition qu'ils adressent à la convention à ce sujet. 579 (An II). — Essaient de remettre en vigueur la terreur. 580 (An II). — Sont poursuivis dans toutes les communes de France sous le nom de terroristes. 585 (An II). — Rixes entre eux et les muscadins; les thermidoriens les occasionnent. 590 (An II). — Leurs plaintes contre la partialité des présidents de la convention. 444 (An III). — La terreur plane sur eux par suite des mesures adoptées par la convention. 422 (An III). — Veulent profiter de la victoire du 13 vendémiaire; ils font les motions les plus vigoureuses. 442 (An III). — Fermentation qu'ils éprouvent à Paris, en apprenant les désastres des armées; mesures qu'ils provoquent; ils sont soutenus par Gohier et Moulins au directoire. 558 (An VII). — Craintes qu'ils conçoivent des projets de Bonaparte. 565 (An VIII). — Ils s'agitent dans les faubourgs le 18 brumaire. 566 (An VIII).
- PAUL I^{er}, empereur de Russie, se présente pour allié à la France; il congédie de son service les émigrés. 584 (An VIII). — Ordonne à ses troupes de repasser la Vistule. 585 (An VIII). — Est séduit par la générosité de Bonaparte; il traite avec lui. 594 (An VIII). — Déclare la guerre à l'Angleterre. 599 (An IX). — Sa mort; réflexions du *Moniteur*; causes probables de son assassinat; détails. 604 (An IX).
- PAUTRIER, conventionnel, est décrété d'arrestation. 459 (An III).
- PAVÉE, député, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- PAVILLON DE MARSAN (le), était le siège de la faction ultraroyalistes. 780 (1815).
- PAYAN, agent national, donne au peuple une direction morale; son opinion sur les théâtres. 569 (An II). — Propose à Robespierre d'aller attaquer pendant la nuit les comités de salut public et de surveillance. 573 (An II). — Convoque avec Fleuriet le conseil-général de la commune, à l'occasion de l'arrestation de Robespierre. 575 (An II). — Son arrestation; son exécution le 40 thermidor. 576 (An II).
- PAYNE (Thomas), est élu conventionnel à Paris. 436 (1792). — Appuie le surris de toutes ses forces. 250 (An I). — Est rappelé à la convention. 407 (An III).
- PEINTURE; encouragements donnés aux élèves par la convention. 295 (An II).
- PELLÉ, conventionnel; il vote seulement comme législateur, sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I).
- PELET, conventionnel, demande l'ajournement de la loi sur l'affiliation des sociétés populaires. 595 (An II). — Son rapport sur la situation intérieure et extérieure de la république; il attaque la constitution de 1795; son discours. 421 (An III).
- PELLETAN, médecin, fait l'autopsie du corps de Louis XVII. 452 (An III).
- PÉNIBLES, conventionnel; lui seul vote contre la réunion de la Savoie à la France. 244 (An I). — Combat le décret d'exclusion des députés mis hors la loi. 444 (An III).
- PÉPÉ, général napolitain, se joint aux constitutionnels de Naples. 830 (1820). — Commande l'armée napolitaine. 851 (1820).
- PÉRARD, député; sa motion et son discours contre les royalistes. 442 (An III).
- PÉRÉE, député, est arrêté le 18 fructidor. 527 (An VI).
- PERETTI (l'abbé), député de la Corse; sa correspondance, dévoilée à l'assemblée, provoque une indignation profonde. 94 (1794).
- PÉRYEA, est signalé par Robespierre comme agent de l'étranger; il est expulsé des jacobins. 558 (An II). — Est condamné à mort. 550 (An II).
- PERIER (Casimir), député, se plaint des insultes faites aux députés libéraux. 826 (1820). — Est nommé député à Paris. 900 (1827). — Est élu candidat à la présidence de la chambre des députés. 954 (1830).
- PÉRIGNON (le général), succède à Dugommier; il poursuit les Espagnols; s'empare des hauteurs de Lhers, et prend le fort de San-Fernando et Figuières. 440 (An III). — Est nommé maréchal de France. 645 (1804).
- PERRAULT VAILLANT, député, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).

PERRÉAUX (le banquier), est mis en liberté par ordre de la convention. 542 (An II).

PERRIER, fait un cours sur la fabrication de la poudre. 545 (An II).

PERRIN, est condamné à deux ans de détention, pour complicité dans la conspiration Lemaitre. 454 (An IV).

PERRUQUES à la jacobite (les), sont prosrites. 535 (An II).

PETRASCH (le général), est battu par Soult sur la Lint; ses pertes; sa retraite. 560 (An VIII).

PEAY (le général); la division italienne qu'il commande est enfoncée à Bautzen. 695 (1815).

PETERSBERG (fort de); le corps du général Hoche y est transporté, et inhumé à la même place que celui de Marceau. 554 (An V).

PÉTERSBOURG (ville de Saint-); insurrection militaire qui y a lieu; projets des insurgés; leur défaite et leur punition. 875, 874 (1825).

PETIT, ministre de la guerre, est remplacé dans ses fonctions à cause de la tiédeur de son opinion. 525 (An V).

PÉTIION, président de la république de Saint-Domingue; sa mort; ses qualités. 806 (1819).

PÉTION DE VILLENEUVE, député; sa proposition à l'assemblée nationale. 25 (1789). — Sa motion. 84 (1789). — Ses plaintes touchant la conduite de la cour. 54 (1789). — Combat le cens pour l'éligibilité. 72 (1789). — Aspire à la popularité parmi les jacobins. 95 (1794). — Sa théorie sur la royauté. 99 (1794). — Est désigné par l'assemblée pour aller escorter le roi. 111 (1794). — Joint le roi à Épernay; sa conduite réservée pendant le voyage. 112 (1794). — Se prononce contre l'inviolabilité du roi. 115 (1794). — Sa popularité augmente. 116 (1794). — Est élu maire de Paris. 125 (1794). — A la tête de la municipalité félicite la législative d'avoir mis Délessart en accusation. 140 (1792). — Demande et obtient des fonds pour la police de Paris. 145 (1792). — Son entrevue avec le roi; sa fermeté. 145 (1792). — Son ordre pour prévenir l'évasion du roi; résultats de cet ordre. 150 (1792). — Annonce à la barre de la législative la résolution des sections. 151 (1792). — Fait doubler la garde des Tuileries. 158 (1792). — Assiste à un comité secret chez Santerre; sa démarche auprès du directoire du département. 158 (1792). — Son allocution au roi au milieu de la multitude; il engage le peuple à évacuer le château des Tuileries. 162 (1892). — Il publie des observations relatives à la journée du 20 juin. 164 (1792). — Est suspendu par le directoire du département, avec l'approbation du roi; la législative le réintègre. 167, 168 (1792). — Le peuple le salue par ses acclamations après sa réintégration. 168 (1792). — Promet aux membres du comité de favoriser l'insurrection. 169 (1792). — Au nom de Paris et des sections demande et motive la déchéance du roi. 170 (1792). — Motifs qui lui font préférer la déclaration de déchéance par l'assemblée, à l'insurrection. 171 (1792). — Retenu prisonnier et comme otage par les défenseurs des Tuileries; il est délivré par la législative qui le demande à sa barre. 175 (1792). — Préside le conseil-général de la commune de Paris. 178 (1792). — Ne peut s'opposer aux septembriseurs. 183 (1792). — Est haï des jacobins. 186 (1792). — Est adopté pour chef des girondins modérés. 187 (1792). — Quoique opposé aux jacobins, travaille à les rapprocher des girondins. 187 (1792). — Préfère la représentation aux fonctions mu-

nicipales; est nommé député à la convention. 196 (An I). — Il fait publier un excellent mémoire sur les journées de septembre. 204, 205 (An I). — Il propose de juger l'ex-roi sans désespérer. 219 (An I). — Il vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Son vote, avec un amendement, sur la troisième question. 230. (An I). — Son discours est interrompu par plusieurs montagnards; il est étourdi par leurs accusations. 232, 235 (An I). — Il est déclaré traître à la patrie par plusieurs sections. 245 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il contribue au discrédit de la convention. 256 (An I). — Il prend vigoureusement la défense de Roland, dénoncé par la Halle-aux-Blés; sa motion contre les auteurs de la pétition. 257 (An I). — Essai de ramener la concorde entre les conventionnels. 259 (An II). — Est décrété d'arrestation. (277) (An II). — Quitte Évreux, et se rend à Caen. 285 (An II). — Saint-Just propose de le déclarer traître à la patrie. 285 (An II). — Les girondins le chargent des griefs qu'on leur impute. 325 (An II).

PETIOT, député, fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 554 (An VII).

PETIT (le général), reçoit les adieux de Napoléon, lors de son départ de Fontainebleau. 719 (1814).

PETIT-JEAN, l'un des fournisseurs de l'armée de Dumouriez, à Mons. 209 (An I).

PEYRONNET; son zèle pour la duchesse d'Angoulême et son parti, à Bordeaux. 745 (1815). — Est nommé ministre de la justice. 859 (1822). — Son portrait. 959 (1822). — Présente le projet de loi sur le sacrilège aux deux chambres. 855 (1824). — Motifs dont il appuie son projet de loi sur le sacrilège. 863 (1824). — Communique à la chambre des pairs le projet de loi sur le droit d'aînesse; il en expose les motifs. 878 et 880 (1826). — Présente un projet de loi sur la police de la presse; motifs qu'il expose. 886 et 887 (1829). — Échoue aux élections de Bordeaux. 925 (1829). — Est nommé ministre de l'intérieur. 936 (1850). — Organise, par sa circulaire sur les élections, un système de délation; activité de sa correspondance; il signillonne les autres ministres. 956 (1850).

PEYSSARD, conventionnel, est arrêté, et décrété d'accusation le 1^{er} prairial. 428 (An III). — Est condamné à la déportation. 429 (An III).

PEZARO (ville de), est prise par Bonaparte. 507 (An V).

PHARAMOND (l'opéra de), est composé pour fêter Charles X. 869 (1825).

PHILHELLÈNES (les); Français amis des Hellènes; ils organisent des comités qui envoient en Grèce toute sorte de secours. 875 (1825).

PHILIPPE, député, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).

PHILIPPRAUX, conventionnel; il rompt avec la gironde et passe à la montagne. 218 (An I). — Il demande la permanence de la convention, jusqu'après le jugement de l'ex-roi. 219 (An I). — Appuie la pétition qui réclame l'exclusion des girondins; décret conciliateur qu'il propose. 260 (An II). — Son admiration pour la déclaration des droits de l'homme. 281 (An II). — Fait une proposition concernant la fortune des représentants. 550 (An II). — Est à la tête du parti modéré. 540 (An II). — Fait imprimer un rapport sur la Vendée et contre le comité; les jacobins tennent contre lui. 544 (An II). — Persiste dans ses accusations contre les montagnards;

- 344 (An II). — Son expulsion des jacobins est demandée par Collot-d'Herbois; il renouvelle ses accusations contre les patriotes; Choudieu l'accuse de s'être prêté à une intrigue contre le comité de salut public. 348 (An II). — Perd tout-à-fait la confiance des cordeliers. 343 (An II). — Est assigné à jour fixe par les jacobins. 345 (An II). — S'oppose inutilement à l'élargissement des ultra-révolutionnaires. 348 (An II). — Est attaqué violemment par Choudieu, à la convention. 348 (An II). — Est de nouveau dénoncé par Vincent et Hébert. 349 (An II). — Est arrêté avec ses amis politiques; Saint-Just les fait décréter d'accusation. 352 (An II). — Son courage au tribunal révolutionnaire; réponse qu'il adresse à Fouquier-Thinville; sa condamnation; son exécution. 355 et suiv. (An II).
- PHILISBOURG (ville de), est remise aux troupes françaises; ses fortifications sont rasées. 593 (An VIII).
- PHILOSOPHES FRANÇAIS (les); leur opinion sur les lois appropriées à l'Amérique. 69 (1789).
- PHYNGIN (le bonnet), remplace les chapeaux. 535 (An II).
- PICZKEG, général, bat les Autrichiens, et s'empare des redoutes d'Hagenau. 539 (An II). — Remplace Jourdan. 545 (An II). — Succède à Hoche; il commence l'invasion de la Flandre maritime. 564 (An II). — S'empare d'Ypres. 569 (An II). — Bat le général Clairfayt, et le repousse jusqu'à Gand. 570 (An II). — Prend plusieurs villes dans la West-Flandre, et poursuit les Autrichiens, qui ne savent où se rallier. 570 (An II). — Envahit la Hollande, et chasse devant lui le duc d'York; il le bat à Bostel, et s'empare de Boisdue-Duc. 597 (An II). — Poursuit le cours de ses succès. 408 (An III). — Est nommé commandant de la force armée de Paris. 420 (An III). — Attaque les patriotes du faubourg Saint-Antoine, et protège le départ des députés pros crits. 420 (An III). — Sa trahison; il fait battre ses troupes par l'ennemi. 444 (An III). — Il est attaqué par Wurmser, et se replie sous les murs de Manheim; il se flatte que le prince de Condé va commencer l'invasion. 453 (An IV). — Sa trahison à l'armée du Rhin compromet Jourdan, qui est obligé de repasser le fleuve. 455 (An IV). — Soupçonné par le directoire, il est remplacé par Moreau; il refuse l'ambassade de Suède, et se retire à Arbois. 455 (An IV). — Est élu par le département du Jura; son élection contrarie le directoire; il est soupçonné de trahison en faveur des royalistes. 518 (An V). — Fait partie des clichyens. 518 (An V). — Est élu président du conseil des cinq cents. 518 (An V). — La preuve complète de sa trahison est découverte à Venise, dans les papiers du comte d'Entraigues; le directoire est fixé sur ses projets, et le surveille. 520 (An V). — Le directoire se décide à le faire arrêter, avec ses complices, et à le faire bannir par une loi, sans jugement. 524 (An V). — Est chargé par les clichyens de faire un rapport sur l'organisation de la garde nationale; son projet; la majorité l'adopte. 525. (An V). — Est nommé inspecteur de la salle; attributions de cette charge; forces dont il peut disposer. 524 (An V). — Les clichyens le poussent à agir contre le directoire; il attend pour cela l'organisation de la garde nationale; rôle qu'il joue à cette époque. 524 (An V). — Les clichyens, inquiets des mesures prises par le directoire, le pressent d'agir; il le promet. 526 (An V). — Est obligé de remettre son épée à Augereau; il est envoyé au Temple. 527 (An VI). — Est pros crit le 48 fructidor. 529 (An VI). — Preuves données par le directoire de sa correspondance avec le prince de Condé et le prétendant. 529 (An VI). — Chacun croit à sa trahison; Moreau envoie des lettres qui la confirment. 530 (An VI). — Est déporté à la Guyane. 530 (An VI). — Part qu'il prend à la conspiration de George Cadoudal; son arrestation; son suicide. 609 (An XI).
- PICOT-DÉSORMAUX, est élu député. 1814 (1819).
- PIX VI, pape; sa lettre à Louis XVI, relative à la constitution civile du clergé. 90 (1790). — Envoie aux évêques de France un bref déclarant que l'assemblée a dépassé ses pouvoirs dans la constitution civile du clergé. 92 (1791). — Un mannequin le représentant est brûlé avec le bref, au Palais-Royal. 92 (1792). — Il conclut un armistice avec Bonaparte; conditions de cet armistice. 475 (An IV). — Réunit des troupes en Romagne contre les Français. 489 (An IV). — Enhardi par l'arrivée de Wurmser, fait rétrograder le premier à-compte de la contribution qu'il doit payer aux Français. 480 (An IV). — Mauvaises dispositions de son gouvernement envers les Français; Bonaparte attaque son armée et la défait. 506 et 507 (An V). — Effrayé des succès de Bonaparte, il se prépare à quitter Rome; le général des Camaldules le rassure. 507 (An V). — Il éloigne de lui tous les conseillers ennemis des Français; le secrétaire d'état Buscha est renvoyé; il envoie son neveu à Bonaparte; il signe la paix; conditions qui lui sont imposées. 507 (An V). Émeute de Rome; ses troupes poursuivent les séditieux jusqu'à la légation française; le général Duphot est massacré; Berthier marche sur Rome; ses états se constituent en république; il abdique sa puissance temporelle; il se retire à Florence où il meurt. 540 (An VI).
- PIX VII, pape, n'étant que cardinal se montre le partisan de la république romaine; son homélie célèbre à ce sujet. 540 (An VI). — Est élu à Venise. 584 (An VIII). — Signe avec Bonaparte le concordat de 1804. 602 (An IX). Se rend à Paris pour sacrer Napoléon; cérémonie. 616 (1804). — Lutte avec Napoléon, dont il rejette les prétentions. 642 (1808). — Lance une bulle d'excommunication contre Napoléon; il est enlevé de Rome; Son séjour en diverses villes, enfin à Fontainebleau. 657 (1809). — Signe un concordat avec Napoléon. 694 (1812). — Les prétentions énoncées dans la bulle qu'il lance indisposent la plupart des Français. 799 (1818). — Sa réponse au sujet des ordonnances contre les petits séminaires. 944 (1828).
- PIET (la société), est composée de députés dévoués aux ministres. 905 (1828).
- PIETRA (château de la); il défend l'entrée du défilé de Calliano; il est emporté par les Français. 483 (An IV).
- PIÉMONT. Ses dispositions relativement à la révolution française. 235 (An I). — La bataille de Loano ouvre le passage aux Français. 453 (An IV). — Est réuni à la France. 606 (An XI). — Révolution libérale qui y a lieu. 836 (1821).
- PIÉMONTAIS. Ils sont à portée de secourir les Lyonnais. 288 (An II). — Espoir que fondent sur leur secours les révoltés de Lyon; ils entrent en Savoie, et s'avancent vers le Dauphiné. 297 (An II). — Ils sont chassés de la Savoie par Kellermann. 504 (An II). — Sont battus par l'armée des Alpes; ils sont chassés des redoutes élevées sur le Saint-Bernard. 564 (An II).
- PICRON (le général), essaye inutilement de barrer le passage à Wurmser. 484 (An IV).
- PIGNATELLI (Belmonte de), vient demander à Bonaparte un armistice de la part du roi de Naples. 472 (An IV).

PIGUALS, annonce à l'Hôtel-de-Ville les bonnes dispositions du roi. 26 (1789).

PIANT, est délivré des prisons d'Olmütz par les soins de Bonaparte. 554 (An VI).

PIRNITZ, traité contre la France qui a lieu dans cette ville; parties contractantes, et teneur de cette convention. 448 (1794).

PIKET, conventionnel; est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 293 (An II). — Est arrêté et décrété d'accusation, le 4^{er} prairial. 428 (An III).

PIOMBINO (la principauté de), est donnée par l'empereur à son beau-frère. 647 (1803).

PIRMASSEN (défilé de). Les Français y sont battus. 304 (An II).

PITT, premier ministre du roi d'Angleterre, George III; médite la ruine de la constitution française. 424 (1794). — Sa politique à l'égard des peuples étrangers. 455 (1792). — Médite la guerre contre le peuple français. 234 (An I). — Isaard l'accuse de fomenter l'irritation de Paris. 267 (An II). — Ses agents tentent d'incendier nos établissements militaires. 294 (An II). — Ordres qu'il donne à ses agents en France pour discréditer les assignats. 295 (An II). — Fait faire à la France des propositions de paix qui sont rejetées. 546 (An II). — Rattache à la coalition contre la France le roi de Prusse découragé; subsides qu'il lui fait allouer par la Hollande et l'Angleterre. 569 (An II). — Se venge de nos victoires en entretenant la guerre civile en Vendée. 444 (An III). — Assemble le parlement, pour lui demander de nouveaux subsides; le peuple anglais est fatigué de la guerre; il est poursuivi jusqu'à son hôtel et couvert de boue. 459 (An IV). — Représente la république comme étant aux abois; les subsides qu'il demande lui sont accordés; il ne pense plus à la paix. 459 (An IV). — Propositions de paix inadmissibles qu'il fait à la France. 497 (An V). — Ses alarmes à la nouvelle d'un projet de descente en Irlande par les Français; armements qu'il fait pour s'y opposer. 498 (An IV). — Sa position embarrassante dans la crise où se trouve l'Angleterre par suite de la guerre avec la France; il se décide à traiter sérieusement de la paix. 546 (An V). — Vent franchement la paix aux conférences de Lille; causes qui en arrêtent la conclusion. 525 (An V). — Son opposition constante à la mise en liberté de La Fayette; mot de lui à ce sujet. 554 (An VI). — Est accusé de l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt; on rejette cette idée. 554 (An VII). — Son discours à la chambre des communes, au sujet de la négociation entamée avec Bonaparte; ses vœux contre la France. 585 (An VIII). — Quitte les affaires; son portrait; il fait bombarder Copenhague. 600 (1804). — Forme une coalition contre la France. 649 (1805). — Sa mort; jugement porté sur son ministère. 623 (1806).

PIZZICATTONE (la forteresse de); se rend aux Français après la bataille de Lodi. 470 (An IV).

PLAIN; nom donné au centre de la convention. 492 (1792). — Plusieurs de ses membres se joignent aux montagnards, avant le procès du roi. 245 (An I). — Quelques-uns de ses membres se rapprochent des montagnards. 248 (An I). — Elle s'effraie des dispositions du peuple, et demande l'arrestation des députés dénoncés. 275 (An II). — Elle s'allie de bonne foi à la montagne. 278 (An II).

PLAISANCE (ville de); Bonaparte y effectue le passage du Pô. 469 (An IV). — Est érigée en duché. 625 (1806).

PLANCHENOIT (village de); vicissitudes qu'y éprouve l'armée française. 532 (1815).

PLÉVILLE-LEPELIER, député, est nommé commissaire par le directoire pour traiter de la paix avec l'Angleterre, à Lille. 546 (An V). — Remplace Truguet au ministère de la marine. 525 (An V).

PLUVINET, fait un cours sur la fabrication de la poudre. 545 (An II).

Pô (fleuve du). L'armée française le passe à Plaisance. 469 (An IV).

POIGNARDS (la journée des). Détails sur cette levée de boucliers des monarchiens. 97 et 98 (1794).

POINTE (Noël). Conventionnel; son discours sur les dangers qui menacent la république; tempête qu'il soulève dans la convention. 442 (An III).

POLICE DE SURETÉ GÉNÉRALE. Elle est attribuée aux départements, aux districts et aux municipalités. 479 (1792).

POLICES (diverses) établies dans le royaume. 780 (1815).

POLICE (les agents de) provoquent quelques rixes près de la chambre des députés. 825 (1820).

POLIGNAC (la famille de). Sommes qu'elle absorbait au Trésor. 78 (1790).

POLIGNAC (Jules de); est membre de la confédération royaliste. 707 (1814). — Il est envoyé en ambassade à Londres; son retour à Paris; sa conférence avec Charles X. 945 (1829). — Sa profession de foi politique à la chambre des pairs; il repart pour l'Angleterre. 946 (1829). — Réprobation qui se manifeste contre lui dans l'esprit du public. 946 (1829). — Revient à Paris; est nommé ministre des affaires étrangères. 924 (1829). — Impopularité de son ministère; indignation publique à la nouvelle de sa création. 924 (1829). — Programme de ce ministère. 922 (1829). — Il use de prudence dans le principe. 925 (1829). — Fait publier par tous les journaux une profession de foi hypocrite. 925 (1829). — Fait saisir et poursuivre les journaux qui publient l'association bretonne. 925 (1829). — Fait demander énergiquement les réparations dues par le dey d'Alger. 926 (1829). — Prépare l'expédition d'Alger. 926 (1829). — Se brouille avec Labourodannaye. 926 (1829). — Est nommé président du conseil, 926 (1829). — Connait mal les sentiments de la nation. 927 (1829). — Engagement qu'il prend avec l'Angleterre au sujet d'Alger. 928 (1829). — Il n'ose entrer pleinement dans la voie contre-révolutionnaire. 929 (1830). — Il convoque les chambres pour le 2 mars; son plan pour la session; il crée sept nouveaux pairs; leurs noms. 929 (1830). — Échec qu'il reçoit par l'adresse de la chambre des pairs. 934 (1830). — Sa désaite au vote de l'adresse des 224. 935 (1830). — Il est lancé dans les coups d'état; protection qu'il accorde aux écrivains qui prêchent la contre-révolution. 934 (1830). — Il destitue impitoyablement les fonctionnaires hostiles à son système. 935 (1830). — Espoir qu'il fonde sur l'expédition d'Alger. 935 (1830). — Il prend l'intérim du ministère de la guerre, au départ de Bourmont pour Alger. 936 (1830). — Il ne rêve plus que coups d'état; changements opérés dans le ministère. 936 (1830). — Il s'occupe d'influencer les élections; circulaires publiées à ce sujet. 936 (1830). — Il fait intervenir le nom de Charles X dans les élections; proclamation du roi. 937 (1830). Il fait connaître ses sympathies par le choix des présidents des collèges électoraux; ordonnance qui retarde

- de vingt jours les élections de plusieurs départements. 958 (1850). — Les élections accomplies lui sont plus défavorables qu'à aucune autre époque; il se flatte de réparer cet échec dans les collèges du double vote; il est encore déçu dans cet espoir. 958 (1850). — Il est stupéfait du résultat des élections. 940 (1850). — Il prépare son coup d'état; mesures qui précèdent les ordonnances; les ordonnances du 25 juillet sont rendues. 940 (1850).
- POLISSARD**, député, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- POLONAIS** (les). Leur espoir en Napoléon est déçu; leurs plaintes. 675 (1812).
- POLOTSK** (combat de). Les Russes y sont battus et mis en déroute. 679 (1812).
- POLY** (le baron de) fait partie de la conspiration de Duverne de Presle; il est arrêté. 495 (An V). — Est condamné à cinq ans de réclusion. 495 (An V). — Est réintégré dans la prison du Temple après le jugement du conseil de guerre; il est traduit devant les tribunaux; il en est quitte pour la détention. 495 (An V). —
- POMMARD** (la), est proscrite par les jacobins. 555 (An II).
- PONARY** (montagne de). L'armée française y perd ses dernières ressources; le trésor est abandonné sur la route. 690 (1812).
- PONIATOWSKI**, maréchal de l'empire français, se noie dans l'Elster. 700 (1815).
- PONS DE VERDUN**, conventionnel, propose d'étendre à tous les étrangers la loi d'arrestation rendue contre les Anglais. 529 (An II).
- PORRETRUI** (la ville de), est réunie à la France. 544 (An VI).
- PORT-VERDRE** (la ville de), est reprise par Dugommier. 564 (An II).
- PORTALIS**, député, fait partie des Clichyens. 518 (An V). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Son rappel sous le consulat. 584 (An VIII). — Ministre des cultes sous l'empire.
- PORTALIS**, fils du précédent, pair de France, fait un premier rapport sur les marchés de la guerre d'Espagne; puis un second. 884 (1826). — Est fait pair de France, et devient ministre de la justice. 904 (1828). — Passe au ministère des affaires étrangères. 920 (1829).
- PORTE**, député, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- PORTE-OTTOMANE**. Elle envoie un ambassadeur au directoire. 492 (An V). — Réunit une nombreuse armée en Syrie contre les Français. 564 (An VIII). — Signe la paix avec la Russie à Bacharest. 972 (1812).
- PORTO** (ville de). L'insurrection des Portugais contre les Français éclate en cette ville. 647 (1808). — La révolution libérale de Portugal commence en cette ville. 854 (1820).
- PORTUGAIS** (les) s'insurgent contre les Français. 647 (1808). — Signent la paix avec la France. 602 (An IX). — Révolution qu'ils opèrent; ses causes. 854 (1820).
- POSTAL** (la ville de), est occupée par les Français. 627 (1806).
- POUDRAN A FRISER** (la), est proscrite par les jacobins. 535 (An II).
- POUDRANNE** (la) de Grenelle, saute le 14 fructidor; effet que l'explosion produit; consternation dans Paris. 580 (An II).
- POULAIN-GRANDPRÉ**. Son discours après le 18 fructidor; sa motion; il est membre de la commission chargée de présenter un rapport sur les mesures à prendre après le 18 fructidor. 528 (An VI). — Fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 554 (An VII). — Est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- PRADT** (de) donne sa démission de député; ses motifs. 906 (1828).
- PRAGUE** (le congrès de), est proposé par Metternich; Napoléon y consent. 696 (1815). — Les plénipotentiaires se séparent sans résultat. 697 (1815).
- PRABRE-MONTAUT**, député, est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).
- PRÉCY**. Il cherche à faire tourner l'insurrection de Lyon en faveur de la royauté. 285 (An II). — Se met à la tête de cette insurrection dans l'intérêt des royalistes. 288 (An II). — S'empare de Lyon au départ des représentants; espoir qu'il fonde sur les Piémontais pour étouffer l'insurrection. 297 (An II). — Se sauve de Lyon, avec ses amis, pendant la nuit. 518 (An II).
- PRÉFETS**. Plusieurs d'entre eux donnent leur démission à la nomination du ministre Polignac. 925 (1829).
- PRIMOURG** (paix de), signée entre la France et l'Autriche; ses conditions. 622 (1806).
- PRESBYTÈRES** (les) sont supprimés; ils sont convertis en hôpitaux ou consacrés à l'instruction publique. 554 (An II).
- PRESSE**. Efforts de la presse contre-révolutionnaire. 72 (1789). — Sa liberté est proclamée. 555 (An VII). — Est rendue libre par Napoléon à son retour de l'île d'Elbe. 744 (1815). — Présentation de trois projets de loi la concernant. 844 et 845 (1819). — Une loi contre elle est adoptée. 822 (1820). — La censure est supprimée à l'avènement de Charles X; la presse tourmente le gouvernement. 865 (1825). — Un projet de loi de surtaxe des journaux est adopté. 886 (1827). — Projet de loi sur la police à laquelle on veut la soumettre; ses dispositions. 887 et 888 (1827). — Indignation que ce projet soulève dans la chambre et dans le public. 888 (1827). — Cette loi est appelée, par dérision loi de *Justice et d'Amour*; on la discute; membres des deux oppositions qui la combattent; noms de ceux qui l'appuient. 889 et 890. (1827). — Elle passe à la chambre des députés. 890 (1827). — Elle est retirée. 892 (1827). — Un projet de loi sur les écrits périodiques est présenté; critique de ce projet. 908 (1828). — Il passe à la chambre des députés. 909 (1828).
- PRÊTRES**. On les distingue en jureurs (*schismatiques*) et réfractaires; quelles sont ces diverses classes? 92 (1794). — Leur joie, leur espoir en la contre-révolution. 414 (1794). — Plusieurs se joignent aux jacobins pour empêcher la publication de la constitution. 418 (1794). — Troubles et divisions que causent en France ceux qui sont insermentés. 424 (1794). — Décret de la législative contre eux. 434 (1794). — Ils sont égorgés au nombre de vingt-quatre. 485 (1792). — Leur désarmement est ordonné et mis à exécution. 251 (An I). — La convention fait déporter les réfractaires en Italie. 296 (An II). — Leurs tentatives contre la révolution. 551 (An II). — La convention leur enlève l'éducation publique. 553 (An II). — La convention rend un décret contre eux. 447 (An III). — Bonaparte fait accorder à ceux qui ont émigré en Italie, une pension par les moines des États-Romains. 508 (An V). — Ils rentrent furtivement en France et méconnaissent le

- gouvernement. 517 (An V). — Toutes les lois pénales contre eux sont abolies; la forme du serment est changée. 525 (An V). — La loi du 7 fructidor, les concernant, est révoquée. 529 (An VI). — Leurs efforts pour reconquérir leur ancienne prépondérance. 793 (1816). — Leurs prédications incendiaires à l'ouverture du jubilé. 882 (1826). — Esprit d'envahissement qui les dirige dans toutes leurs actions. 870 (1825).
- PRÉVÊLATE (la).** Sa soumission; il vient à Paris. 582 (An VIII).
- PRIMAUX, de la Côte-d'Or,** combat le cens de l'éligibilité. 72 (1789). — Est arrêté dans le Calvados. 281 (An II). — Se déchaîne contre les fournisseurs et les généraux. 299 (An II). — Entre au comité de salut public. 506 (An II). — Fait approuver par la convention la destitution du général Hédouville. 506 (An II). — Invente une nouvelle manière de fabriquer la poudre. 544 (An II). — Signe l'arrêté du 2 prairial. 564 (An II). — Repousse l'accusation portée contre Barrère, Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois. 594 (An II).
- PRIMAUX, de la Marne;** il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Est arrêté dans le Calvados par les partisans des girondins. 281 (An II). — Est maintenu au comité de salut public. 286 (An II). — Est arrêté et décrété d'accusation le 1^{er} prairial. 428 (An III). — S'évade des prisons. 429 (An III).
- PRIMAUX, juré au tribunal révolutionnaire,** est condamné à mort et exécuté avec Fouquier-Thinville. 424 (An III).
- PRIMOGLIANO (défilé de).** Il est forcé par Bonaparte. 485 (An VI).
- PRISONS.** Elles se remplissent de détenus coupables ou suspects. 481 (1792). — Elles sont de nouveau encombrées de suspects et d'aristocrates. 485 (1792). — Régime des prisons pendant la terreur; conspiration dite des prisons. 557 (1795).
- PRIVILÈGES.** Leur abolition. 45 (1789).
- PRIVILÉGIÉS.** Efforts qu'ils font au moyen de la presse. 72 (1789).
- PROLY, est condamné à mort avec Hébert.** 550 (An II).
- PROVENCE.** Troubles qui y ont lieu pour la nomination de Mirabeau. 5 (1789).
- PROVENCE (le vaisseau la), est canonné par les Algériens.** 926 (1829).
- PROVERA, général piémontais,** capitule et se rend aux généraux Ménars et Joubert. 464 (An IV). — Ses démarches pour débloquer Mantoue et se joindre à Wurmsier; il est battu à la Favorite, et se rend prisonnier avec son corps d'armée. 502 et 505 (An V).
- PROVINCES (députés des).** Sacrifices que font les députés de quelques provinces. 43 (1789).
- PROVINCES-UNIES (les)** traitent de la paix avec la France; stipulations de ce traité. 450 (An III).
- PRUDHON, membre des conseils,** est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- PRUSSE (la).** Elle accède à la coalition contre la France. 465 (1792). — Son armée se rend à Coblenz auprès des émigrés, et se dispose à envahir la France. 466 (1792). — Elle est entraînée par l'Autriche dans les hostilités contre la France. 467 (1792). — Ses dispositions relativement à la révolution française. 255 (An I). — N'entre pas dans la coalition de 1805; sa neutralité armée est fort dangereuse pour la France. 619 (1805). — Félicitations qu'elle adresse à Napoléon sur la victoire d'Austerlitz; traité de Vienne; ses stipulations. 622 (1806). — Ses dispositions équivoques avant la bataille d'Austerlitz. 620 (1805). — Déclare la guerre à la France. 624 (1806). — Veut s'emparer du Hanovre; opposition de l'Angleterre; elle l'occupe. 624 (1806). — Faute qu'elle commet au début de la campagne de 1806; invasion de la Saxe; force numérique de son armée. 625 (1806). — Fait un nouveau traité avec la France; elle lui livre trois places fortes jusqu'au parfait paiement des contributions. 650 (1808). — Son alliance avec la Russie et les cortès. 691 (1812). — Signe un traité d'alliance avec la Russie; sa conduite déloyale avec Napoléon. 695 (1815). — Ses prétentions sur les frontières françaises. 782 (1815).
- PRUSSIENS.** Ils marchent sur la France; s'emparent de Longwi; frayeur qu'ils inspirent aux Parisiens. 481 (1792). — Sont contenus par Dumouriez et battus à Valmy; leur honteuse retraite. 488 (1792). — Ils obtiennent un avantage sur l'armée de la Moselle. 520 (An II). — Sont battus par Hoche; ils sont en mésintelligence avec les Autrichiens. 557 (An II).
- PUISSANCES ÉTRANGÈRES (les)** voient de mauvais œil les progrès de la révolution française. 49 (1790). — Leurs dispositions relativement à la révolution française. 254, 255 (An I).
- PULTUSK (le combat de), est très-acharné;** les Russes se retirent pendant la nuit sur Ostrolenka. 629 (1806).
- PUYGERDA (la ville de), est prise par Dagobert.** 561 (An II).
- PUYSAIE (le marquis de), est adjoint par Vivimphen au commandement des fédéralistes;** il entend servir la cause de la royauté. 285 (An II). — Est battu à Vernon par les républicains; son armée est dispersée. 287 (An II). — Quitte le masque de républicanisme; il propose et prépare l'expédition de Quiberon. 452 (An III). La légion du Morbihan se révolte contre lui. 456 (An IV).
- PYRAMIDES (la bataille des), est gagnée par Bonaparte sur les Mamelouks.** 545 (An VII).
- PYRÉNÉES (cordon sanitaire des).** Un corps d'armée est réuni aux frontières d'Espagne sous ce prétexte. 841 (1823).

Q

QUARTE (le camp de), capitule et se rend au maréchal Sauret. 670 (1811).

QUASDANOVICH, général autrichien, s'empare de Salo et chasse le général Sauret. 480 (An IV). — Opère une retraite pénible après la bataille de Castiglione; il est battu à Rocca-d'Anfo. 482 (An IV). — Se retire en désordre sur le Frioul. 484 (An IV).

QUATREMAIRE DE QUINCY, écrivain royaliste; excite les sections contre la convention. 458 (An III). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).

QUESNOY (ville du), est investie et prise par le duc d'York. 505 (An II). — Se rend, sur une sommation énergique de la convention. 581 (An II).

JUSTINEAU (la femme), est condamnée à mort, comme agent de l'étranger. 550 (An II).

QUISENON (Expédition de); ses détails; ses résultats. 452 et 455 (An III).

QUIÉVRAIN (ville de); déroute d'un corps d'armée française qui y a lieu. 448 (1792).

QUINETTE, conventionnel; sa proposition relative à la création du comité de salut public. 249 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Est livré par Dumouriez. 252 (1793). — Est échangé contre la fille de Louis XVI; il prend place au conseil des cinq-cents. 454 (An IV). — Est remplacé par Laplace au ministère de l'intérieur. 578 (An VII).

QUIRAULT, membres des conseils, fait partie d'une commission spéciale pour des mesures de salut public. 554 (An VII).

QUIROGA, est un des chefs de la révolution espagnole. 825 (1820). — Est forcé de quitter la Galice, après une vigoureuse lutte. 845 (1823).

QUIROT, est exclus de la représentation nationale. 575 (An VIII).

QUOTIDIENNE (la), expose les doctrines royalistes après la nomination du ministère Polignac. 922 (1829).

R

RABAUT SAINT-ÉTIENNE, constituant; son mot au sujet de l'unité des chambres. 48 (1789). — Il tâche de prouver l'incompétence de la convention dans le procès de Louis XVI. 225 (An I). — Vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 250 (An I). — Fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Donne sa démission de membre de la commission des douze. 274 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 542 (An II).

RABE, colonel, est membre de la commission militaire qui condamne le duc d'Enghien. 642 (An XII).

RAISON (culte de la); est adopté par le clergé et les sections de Paris. 553 (An II). — La première fête a lieu à Paris, à Notre-Dame; la femme de Momoro représente la déesse; détails de la cérémonie. 555 (An II).

RAISSON, président des jacobins; pétition qu'il propose contre les mises en liberté prononcées par le comité de sûreté générale. 579 (An II). — Demande la radiation de la liste des jacobins, de Tallien, Lecointre et Fréron. 585 (An II).

RAMAUD, se met à la tête de l'insurrection lyonnaise, dans l'intérêt des royalistes. 288 (An II). — S'empare, avec Précé, de Lyon, au départ des représentants; espoir

qu'ils fondent sur les Piémontais pour étendre l'insurrection. 297 (An II).

RAMEAU, conventionnel; il vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I).

RAMEL, conventionnel et ministre des finances sous le directoire; est remplacé au ministère des finances par Robert-Lindet. 555 (An VII).

RAMEL, commandant de la garde du corps législatif; les agents royalistes cherchent à le séduire. 495 (An V). — Il s'oppose à la journée du 48 fructidor contre les clichyens; il est arrêté et mis au Temple. 527 (An VI). Est proscriit le 48 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane; il parvient à s'évader. 550 (An VI). — Est assassiné par les royalistes de Toulouse. 778 (1815).

RAMON, représentant, est l'un des principaux royalistes de la législative. 420 (1794). — S'oppose au licenciement de la garde du roi. 454 (1792). — Insiste pour que la législative ferme la porte à Santerre et aux pétitionnaires armés. 460 (1792). — Il défend La Fayette, dont la mise en accusation est demandée. 474 (1792).

RAMON (le colonel), commande les Français aux redoutes de Montelegrino; il leur fait jurer de mourir plutôt que de les abandonner; il repousse trois fois les Autrichiens. 464 (An IV).

RAPP (le général), est blessé grièvement à Golymin. 650 (1807). — Fait arrêter le jeune Allemand qui voulait assassiner Napoléon. 660 (1809). — Phrase de ses Mémoires sur le faubourg Saint-Germain. 664 (1809). — Est nommé gouverneur de Dantzig. 694 (1812).

RASTADT (bataille de); elle est indécise entre le prince Charles et Moreau. 475 (An IV).

RASTADT (congrès de). Les conférences ne sont pas rompues, malgré la reprise des hostilités avec l'empereur. 550 (An VII).

RASTIGNEAC (l'abbé de); combat la motion de Talleyrand. 69 (1789).

RATISBONNE (Congrès de). La paix y est signée le 7 mars 1804. 599 (An IX). — Tombeau pouvoir des Français, après un combat opiniâtre; Napoléon y est blessé. 655 (1809).

RAVEZ; avocat royaliste de Bordeaux; se prononce chaleureusement pour la duchesse d'Angoulême et son parti. 745 (1815). — Il préside la chambre des députés; sa partialité contre Grégoire. 809 (1819).

RAVIER, est membre de la commission qui condamne le duc d'Enghien. 642 (An XII).

RAYNOUARD, prend part à la supplique au roi de l'Académie française, en faveur de la presse. 888 (1827).

RAZUMOWSKI (le comte), est le plénipotentiaire russe au congrès de Châtillon. 705 (1814).

RÉAL, conventionnel; son vote sur l'appel au peuple. 230 (An I). — S'oppose au décret qui proclame que l'insurrection de juin a sauvé la république. 282 (An II). — Fréquente la maison de Bonaparte à son retour d'Égypte. 565 (An VIII). — Seconde les projets de Bonaparte. 565 (An VIII).

REBECCOT, conventionnel; l'un des principaux girondins. 486 (1792). — Son accusation contre les députés de Paris. 495 (An I). — Il accepte le défi de Robespierre de l'accuser en face. 200 (An I).

RÉCOMPENSES NATIONALES; sont instituées par la convention; en quoi elles consistent. 555 (An II).

- RECRUTEMENT.** La loi sur cette matière est dénaturée. 845 (1824).
- REDOUTÉ, peintre;** fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI).
- RÉGENCE** (la loi de), est votée. 99 (1791).
- REGGIO** (ville de). L'esprit public s'y améliore; elle est en état de résister aux troupes du pape. 485 (An IV) — Fait partie de la république *cispadane*. 489 (An V).
- RÉGICIDES;** leur bannissement adopté par toutes les fractions de la majorité. 789 (1816).
- RENAULT DE SAINT-JEAN D'ANGÉLY,** procureur-général impérial près la haute cour, est chargé de soutenir l'accusation contre le général Dupont. 649 (1808).
- RÉNIER** (le général), fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Est fait prisonnier à Leipzig. 700 (1815).
- REILLE** (le général), commence la canonnade contre les Anglo-Hollandais à la bataille de Waterloo. 752 (1815).
- REINHARD,** remplace Talleyrand aux affaires étrangères; ses qualités. 555 (An VII). — Est remplacé par lui-même au ministère. 578 (An VII).
- REINZELD** (le fort de), se rend au général Michaud. 409 (An III).
- RENAUD,** domestique de Dumouriez; est récompensé de son intelligence, à Valmy. 208 (An I).
- RENAUD** (le général), se replie avec sa division sur l'armée de Sambre-et-Meuse. 453 (An IV).
- RENAUDIN,** accuse le parti brissotin de vouloir se reconstituer à la convention. (An II). — Est condamné à mort et exécuté avec Fouquier-Thénville. 424 (An II).
- RENAULT,** conventionnel; est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 293 (An II).
- RENAUD** (Cécile), tente d'assassiner Robespierre. 364 (An II).
- RENNES** (le parlement de), montre de l'audace. 64 (1789).
- RENNES** (la ville de), menace de marcher sur Paris si les girondins ne sont pas réintégrés à la convention. 281 (An II).
- RENOUARD,** fait partie de la commission qui présente à Napoléon un rapport qui l'indispose. 702 (1815).
- RENTES SUR L'ÉTAT.** Projet de loi pour les réduire en 5 pour 0/0; principales dispositions. 860 et 864 (1825). — Il est adopté par la commission. 864 (1825). — Il est voté par les députés. 862 (1825). — Embarras que cette loi suscite à Villèle. 869 et 870 (1825).
- REPRÉSENTANTS en mission;** ils sont chargés d'une véritable dictature; leur pouvoir. 295 (An II).
- RÉPUBLICAINS;** ils demandent la déchéance de Louis XVI. 445 (1894). — Leurs récriminations contre le roi et l'assemblée. 448 (1794). — Leurs orateurs distingués; reproches qu'ils adressent aux girondins. 486 (1792). Ils ne cessent de demander la mort de Louis XVI. 223 (An I). — Gernent les Vendéens au Mans; ils détruisent l'armée des insurgés. 539 (An II). — Prennent l'île de Noirmontiers, et passent les Vendéens par les armes. 542 (An II). — Les thermidoriens travaillent à les faire désarmer. 408 (An III). — Ils échouent dans la nomination de Jourdan au bureau du conseil des cinq-cents. 548 (An V). — Ils ne veulent pas croire à la culpabilité de Carnot. 550 (An VI). — Ils approuvent le 18 fructidor; ils blâment l'intervention de la force armée. 554 (An VI). — Mesures qu'ils proposent contre les nobles; elles sont adoptées avec des modifications. 556 (An VI). — Ils forment dans les conseils une oppo-
- sition qui ruine peu à peu le directoire. 542 (An VI). — Ils voient avec plaisir le retour de Bonaparte; espérances qu'ils fondent sur lui. 562 (An VIII).
- RÉPUBLIQUE FRANÇAISE;** elle est proclamée à l'unanimité par la convention nationale. 492 (1792). — Son unité est menacée par l'attitude de la Vendée et l'insurrection départementale. 259 (An II). — Coup d'œil sur la situation intérieure et extérieure; il est alarmant. 262 (An II). — Sa situation financière. 264 (An II). — La crise dans laquelle elle se trouve est terminée par l'arrestation des girondins. 277 (An II). — Amélioration sensible de sa situation. 308 (An II). — Succès obtenus par ses armées. 538 (An II). — Coup d'œil sur les opérations militaires. 538 et 539 (An II). — Ses ennemis essaient de la perdre par la paix; ils demandent l'abolition du gouvernement révolutionnaire. 570 (An II). — Sa situation à l'égard des puissances étrangères. 545 (An V). — Sa position imposante. 545 — (An VI). — Formation d'une nouvelle coalition contre elle; puissances qui la forment. 544 (An VIII). — Sa situation à l'ouverture de la campagne de l'an VII 548 (An VII). — Position dans laquelle elle se trouve au retour d'Égypte de Bonaparte. 562 (An VIII). — Se fond dans l'empire français. 645 (1804).
- RÉPUBLIQUE RATAVE;** elle fait son 48 fructidor; expulsion de vingt-deux députés attachés au stathouder. 544 (An VI).
- RÉPUBLIQUE CISALPINE;** sa création; son organisation; états qui la composent; sa population; Bonaparte lui inspire le goût des armes. 555 (An VI).
- RÉPUBLIQUE CISPADANE.** Elle est organisée par Bonaparte, et se compose des peuples de la Lombardie; Bologne en est la capitale. 489 (An V).
- RÉPUBLIQUE LIGURIENNE** (la), est incorporée à l'empire français. 647 (1805).
- RÉPUBLIQUE PARTHÉNOPÉENNE.** Elle est fondée sur les débris du royaume de Naples. 547 (An VII).
- RÉPUBLIQUE ROMAINE.** Sa création; troubles qui la précèdent; abdication de la puissance temporelle du pape; le cardinal Chiaramonti s'en proclame le partisan; son discours. 540 (An VI).
- RÉPUBLIQUE DES SEPT-ÎLES.** Se forme sous la protection de la Porte et de la Russie. 584 (An VIII).
- RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE** (présentation de la loi sur la). Défectuosité de cette loi; son retrait. 808 (1819).
- RESTAURATION DES BOURBONS,** a lieu à la suite de l'invasion de la France. 726 (1814). — Sous quels auspices s'accomplit la seconde. 774 (1815).
- RETRAITÉS.** La convention en accorde aux officiers des diverses armes. 296 (An II).
- REWBEL,** conventionnel, assiste les généraux qui commandent à Mayence. 283 (An II). — Appuie la motion de Merlin pour la dissolution du club des jacobins. 587 (An II). — Fait adopter le renvoi de l'adresse des jacobins à la commission. 589 (An II). — Appuie la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 596 (An II). — Prononce une diatribe contre les jacobins, et propose un décret qui ferme leur club. 404 (An III). — Préside la convention; sa partialité. 444 (An III). — Ses alarmes au sujet d'une prétendue trahison de Barras; il est rassuré par les dispositions de ce dernier contre les royalistes. 426 (An V). — Est membre du directoire. 449 (An IV). — Doit surveiller les finances, la justice et les relations extérieures. 450 (An IV). — Est nommé secrétaire du conseil des cinq-cents. 459

- (An IV). — Ne veut pas faire couler le sang dans le coup d'état qui se prépare contre les clichyens. 524 (An V). — Arrête, avec ses collègues, de comprendre Carnot dans le coup d'état qu'ils préparent. 524 (An V). Est désigné par le sort pour sortir du directoire; il est remplacé par Syeyès. 553 (An VII).
- RÉVILLON**, fabricant de papiers. Sac de sa maison. 5 (1789).
- REVERCHON**, conventionnel, est envoyé pour faire des levées dans les départements qui entourent Lyon; il disperse les fédéralistes de Saint-Étienne. 504 (An II).
- RÉVOLUTION FRANÇAISE**. Ses heureux résultats pendant les premières années. 449 (1794).
- RÉVOLUTION ESPAGNOLE** (la) est opérée par les officiers de l'île de Léon. 825 (1820).
- RÉVOLUTION** (place de la). Louis XVI y est exécuté. 254 (An I).
- REXPOUX** (ville de); elle est abandonnée par les ennemis à l'approche des Français. 505 (An II).
- REY** (le général); contribue à la prise de la division autrichienne de Lusignan; il est chargé de la poursuite des fuyards. 502 (An V).
- REYHER** (le général); commande un corps de l'armée envoyée contre le Portugal. 664 (1810).
- ROBERGER**, quitte les jacobins et fait partie des quatre-vingt-neuf. 95 (1794). — Est envoyé à la législative; sa proposition, qui n'est point accueillie. 457-459 (1792). — Donne l'ordre de défendre le château. 475 (1792). — Se met du parti de Bonaparte à son retour d'Égypte. 565 (An VIII).
- REIMS** (bataille de). Les Russes y sont battus par Napoléon; ses détails; ses résultats. 709 (1814).
- REIMS** (ville de). Charles X y est sacré. 868 (1825).
- RHÔNE** (Bouches-du-). Tous ses représentants, moins deux, votent la mort du roi. 229 (An I).
- RICARD**, ex-conventionnel. Il fait partie de la conspiration Babœuf. 466 (An IV).
- RICARD** (le général); se distingue à la bataille de Lutze. 694 (1815).
- RICARDO** (le général); attaque Servan au *Mas-d'Eu*; il est repoussé. 285 (An II). — Rétrograde pour bloquer Bellegarde. 284 (An II).
- RICHARD** (le député); dénonce les brigandages commis dans les départements par des bandes d'assassins. 491 (An V).
- RICHELIEU** (duc de); devient président du ministère. 779 (1815). — Il préfère la modération aux emportements de la majorité. 787 (1816). — Est autorisé à former un autre cabinet; obstacles qu'il rencontre; sa démission est acceptée. 804 et 805 (1818). — Un majorat lui est accordé; quoique pauvre, il en fait don aux hospices de Bordeaux. 805 (1819). — Sa mort. 844 (1825).
- RICHEN** (bourg de), est désigné pour l'échange de la fille de Louis XVI avec les prisonniers français. 454 (An IV).
- RICHEN** (le bailli de), annonce aux prisonniers français échangés contre la fille de Louis XVI, qu'ils sont libres. 454 (An IV).
- RICHEN-SERIN**, journaliste, se déclaine contre la convention au sujet de la composition du directoire. 437 (An III). — Excite les sections contre la convention. 458 (An III).
- RICORD**, conventionnel, est envoyé pour presser le siège de Toulon. 548 (An II). — Marche à la tête des colonnes contre le Petit-Gibraltar. 559 (An II).
- RIZZO**; est un des chefs de la révolution espagnole. 825 (1820). — Est pris par les Français et livré à Ferdinand VII, qui le fait périr misérablement. 845 (1825).
- RICHAMO** (combat de). Les Français y battent les Napolitains. 546 (An VII).
- RIGNY** (le contre-amiral de); est nommé ministre de la marine. 924 (1829). — Il refuse d'entrer au ministère. 925 (1829).
- RIMINI** (ville de), est prise par Bonaparte. 507 (An V).
- RIVIERE** (le marquis de), agent royaliste, s'adjuge le commandement du Berri. 707 (1814).
- RIVOLI** (ville de); est forcée par les Autrichiens. 480 (An IV).
- RIVOLI** (bataille de); elle est gagnée par Bonaparte sur Alvinzi; ses détails; ses résultats. 504 et 505 (An V).
- ROBERJOT**, plénipotentiaire à Rastadt, est nommé ambassadeur en Hollande. 542 (An VI). — Reçoit, ainsi que ses collègues, l'ordre de quitter Rastadt dans les vingt-quatre heures; ils partent le soir même, et sont égorgés par les hussards de Szecklera. 550 (An VII).
- ROBERT** (le général), est tué à la bataille d'Arcole. 487 (An IV).
- ROBERT-LINDET**, conventionnel, opine contre l'inviolabilité du roi; son discours à ce sujet. 212 (An I). — Fait l'acte d'accusation de Louis Capet; détails de cet acte circonstancié. 249 (An I). — Lit le projet de décret pour l'organisation du tribunal révolutionnaire; sévères dispositions de ce projet. 244 (An I). — Il est nommé suppléant au comité de salut public. 255 (An I). — Est envoyé à Lyon. 282 (An II). — Est bien reçu à Lyon; mais il n'obtient rien. 284 (An II). — Fait partie du comité de salut public. 286 (An II). — Signe l'arrêté du 2 prairial. 564 (An II). — Est remplacé au comité de salut public 580 (An II). — Son rapport sur la situation de la république. 594 et 592 (An II). — S'oppose avec énergie à la mise en liberté des *soixante-treize*; son discours. 406 (An III). — Demande à partager la solidarité des actes de Barrère, Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois, accusés. 416 (An III). — Est décrété d'arrestation. 430 (An III). — Est nommé ministre des finances; son caractère; considération dont il jouit; réponse qu'il avait faite à un de ses collègues pendant la terreur. 555 (An VII). — Est remplacé par Gaudin au ministère des finances; causes de son remplacement. 578 (An VII).
- ROBESPIERRE**. Ses paroles à l'assemblée constituante, relatives aux massacres dans Paris. 52 (1789). — Son opinion sur le roi. 54 (1789). — Seul il s'oppose à la loi martiale; ses paroles à cette occasion. 67, 68 (1789). — Aspire à la popularité parmi les jacobins. 95 (1794). — Combat l'inviolabilité du roi; son énergique discours à ce sujet. 415 (1791). — Ses paroles au peuple attroupé, relativement au roi *innocenté* de sa fuite. 416 (1794). — Popularité et ascendant qu'il acquiert. 416 (1794). — Son discours aux jacobins, relatif au décret d'absolution du roi. 416 (1794). — Est surnommé *l'incorruptible*. 422 (1794). — Son discours relatif à la déclaration de guerre; ses craintes à ce sujet. 447 (1792). — Assiste à un comité secret chez Santerre, la nuit du 19 au 20 juin 1792. 478 (1792). — Son influence domine le conseil de la commune; sa réputation de talent, de moralité. 478 (1792). — Porte la parole, au nom de la commune, pour demander à la législa-

dre l'érection d'un tribunal extraordinaire. 480, 484 (1792). — Est élu conventionnel à Paris. 486 (1792). — Se sépare de Brissot. 486 (1792). — Il est adopté pour drapeau par les jacobins. 487 (1792). — Il se disculpe du reproche d'ambition. 494 (An I). — S'oppose à l'impression du rapport de Roland, et défie ses ennemis de l'accuser en face. 409 (An I). — Demande à répondre à jour fixe aux accusations de Louvet. 204 (An I). — Répond victorieusement aux accusations que Louvet avait accumulées sur sa tête; son triomphe; sa réception aux jacobins. 202, 203, 204 (An I). — Son discours pour la mise en accusation du roi; il est interrompu par Bazot. 245 (An I). — Son discours pour prouver l'inutilité d'un procès au roi. 244, 245 (An I). — Accusations qu'il accumule contre les girondins. 217, 218 (An I). — Il combat l'appel au peuple. 226 (An I). — Son frère et lui défendent la liberté commerciale. 238 (An I). — Tout en conseillant le bon ordre, il prend chaudement le parti du peuple. 259 (An I). — Discours conciliateur qu'il adresse à la convention; sa motion relative à la police. 252 (An I). — Motifs pour lesquels il s'oppose aux projets des jacobins contre la gironde. 240 (An I). — Il fait ressortir les ressources de la France, après les désastres de Belgique; il dénonce les états-majors et les contre-révolutionnaires. 241 (An I). — Il ouvre la discussion sur le tribunal révolutionnaire; il demande un gouvernement régulier, uniforme et fort. 244 (An I). — Il prend la défense de Dumouriez; son opinion relativement à l'expulsion des girondins. 246 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Son opinion au sujet de Dumouriez; il suppose que le général agit en faveur du jeune Égalité. 250 (An I). — Son discours, sa motion contre les membres de la famille des Bourbons; autre motion contre Marie-Antoinette. 250, 251 (An I). — Il dénonce l'assemblée centrale comme illégale. 256 (An I). — Terrible attaque qu'il dirige contre les girondins; principaux chefs d'accusation; ses conclusions; effets de son discours. 257, 258 (An I). — Personnages contre lesquels il demande un décret d'accusation. 258 (An I). — Éclaire la discussion de la constitution. 262 (An II). — Prêche la modération et la sagesse aux jacobins. 267 (An II). — Recommande au peuple de s'unir avec la commune. 272 (An II). — Sa philippique contre Vergniaud et les girondins. 274 (An II). — Fait rejeter, comme dangereuse pour la république, une mesure proposée par Garat pour ramener la concorde dans la convention. 275 (An II). — S'oppose à la suppression de comités révolutionnaires; son discours. 280 (An II). — Demande que la discussion sur la constitution de 1795 s'établisse de suite après sa lecture; l'appuie. 280 (An II). — Il soutient le décret qui proclame que l'insurrection de juin a sauvé la république. 282 (An II). — Appuie les propositions énergiques présentées par les jacobins. 292 (An II). — Sa réponse à la pétition du peuple de Paris, présentée par Chaumette. 299 (An II). — Est maintenu au comité de salut public. 306 (An II). — Discours qu'il prononce pour la défense de ce comité. 307 (An II). — S'oppose à l'ordre du jour sur les attaques dirigées contre le comité de salut public; il demande que la convention proclame que ce comité a toute sa confiance. 308 (An II). — S'oppose à l'arrestation de tous les signataires de la protestation du 2 juin. 314 (An II). — Prend la défense des soixante-treize. 312 (An II). — Fixe les principes du gouvernement révolutionnaire; son rapport à ce sujet.

315 (An II). — Opinion qu'il émet sur la loi des étrangers. 329 (An II). — Défend le culte catholique aux jacobins; quelques parties de son discours. 334 (An II). Appuie le plan d'éducation proposé par Lepelletier. 335 (An II). — Présente à la convention le bilan politique de l'Europe; fragments de son discours; il acquiert une grande influence. 336 (An II). — Proclame la liberté des cultes, et la croyance à l'Être-Suprême; il demande aux jacobins l'expulsion des agents de l'étranger; il les signale. 337 (An II). — Demande un scrutin épuratoire fait à la tribune; cette mesure est adoptée; résultats de l'épuration; il défend Danton et Camille Desmoulins. 338 (An II). — Demande le rappel de Carrier, qui décime Nantes. 340 (An II). — Demande que l'on écoute avec tranquillité Phélippeaux et le comité de salut public. 341 (An II). — Est l'organe du comité de salut public; il menace dans un rapport les ultra-révolutionnaires et les modérés. 342 (An II). — Fait organiser un comité des mises en liberté. 342 (An II). — Termine la discussion entre les modérés et les ultra-révolutionnaires. 343 (An II). — Dénonce Fabre d'Églantine à la convention; opinion qu'il y émet sur Camille Desmoulins; il le fait réintégrer sur la liste des jacobins. 343 (An II). — Fait un rapport sur les principes de la politique intérieure de la république; il attaque dans son discours les modérés et les ultra-révolutionnaires. 347 (An II). — Répond avec colère une proposition d'épuration de la convention; il fait chasser des jacobins Bréchet, auteur de la proposition. 348 (An II). — Est dénoncé par Hébert et Vincent. 349 (An II). — Se plaint des attaques des modérés contre les ultra-révolutionnaires; il annonce hautement leur punition prochaine. 354 (An II). — Hésite à attaquer les modérés; motifs qui l'y décident. 352 (An II). — Accuse à la convention Danton et ses amis; son discours; considérations qu'il fait valoir. 352 (An II). — Prononce son discours sur le rapport des idées religieuses et morales avec les principes républicains; décret à ce sujet: ses dispositions. 359 (An II). — Préside la convention à la fête de l'Être-Suprême; son discours à cette occasion; haines et jalousies qu'il s'attire. 364, 365 et suiv. (An II). — Signe l'arrêté du 2 prairial. 364 (An II). — Cécile Renaut cherche à s'introduire auprès de lui pour l'assassiner. 364 (An II). — Les menaces et les sarcasmes qu'on lui adresse après la fête de l'Être-Suprême l'affectent beaucoup. 366 (An II). — Fait repousser l'ajournement de la loi du 22 prairial, demandé par Ruamps, et la fait adopter. 367 (An II). — Répond aux attaques de Bourdon (de l'Oise) contre le comité de salut public; il l'attaque lui-même; péroraison de son discours. 368 (An II). — Sur la qualification de tyran, que lui adresse Vadier, se retire des affaires. 368 (An II). — Se fait des ennemis implacables de Bourdon, de Tallien, de Legendre et autres montagnards. 368 (An II). — Retiré volontairement du comité de salut public, est en butte à la haine de ses ennemis; loin de les craindre, il les provoque. 371 (An II). — Fréquente les jacobins, et attaque à la tribune divers membres de la convention. 372 (An II). — Ses ennemis travaillent à le rendre odieux. 372 (An II). — Monte à la tribune le 8 thermidor, et lit son discours, qu'il appelle son testament politique. 372 (An II). — Est applaudi aux jacobins le 8 thermidor; on lui propose d'attaquer les comités de salut public et de surêté; il refuse; faute qu'il commet. 375 (An II). — La convention rapporte son décret qu'il ordonne

- naît l'impression de son discours du 8 thermidor. 373 (An II). — Une coalition se forme dans la nuit du 8 thermidor pour le renverser. 375 (An II). — Son allocution au président Thuriot, qui ne veut pas lui accorder la parole le 9 thermidor. 375 (An II). — Essaie inutilement de monter à la tribune; il est interrompu par les cris : *À bas le tyran !* 374 (An II). — Est mis hors la loi, avec ses amis, par la convention. 375 (An II). — Les officiers de police refusent de l'écrouer; il est relâché. 375 (An II). — Est peiné de l'ovation que lui fait le peuple; il demande à aller devant le tribunal révolutionnaire. 375 (An II). — Au lieu d'agir après sa mise en liberté, se croit assez fort pour dicter la loi; il écrit une proclamation. 375 (An II). — Après de longues hésitations, se décide à agir contre la convention; il n'est plus temps. 376 (An II). — Proclamation présentée par Barrère contre lui; cette pièce produit une profonde sensation. 375 (An II). — Sur le point d'être arrêté, se tire un coup de pistolet et se fracasse la mâchoire; il est porté dans la salle du comité de salut public à trois heures du matin. 376 (An II). — Injures qu'on lui adresse; son calme stoïque; trait d'humanité d'un garçon de bureau; on panse sa blessure; il est exécuté le 10 thermidor. 376, 377 (An II).
- ROBESPIERRE** jeune, est élu conventionnel à Paris. 486 (1792). — Défend la liberté du commerce. 238 (An I). — Il défend l'arrêté de la commune par lequel elle se déclare en révolution. 264 (An II). — Est envoyé pour presser le siège de Toulon. 348 (An II). — Marche à la tête des colonnes qui attaquent le Petit-Gibraltar. 359 (An II). — Demande à être décrété d'accusation avec son frère; il est mis en accusation. 375 (An II). — Les officiers de police se refusent à l'écrouer; il est relâché. 375 (An II). — Veut se sauver sur la corniche de la façade de l'Hôtel-de-Ville; il tombe sur les baïonnettes des soldats; son arrestation; son exécution. 376 (An II).
- ROCCA-D'ARFO** (combat de); le général autrichien Quasda-rovick y est battu par les Français. 482 (An IV).
- ROCANILIERA** (village de), est pris par l'armée des Alpes. 560 (An II).
- ROCHAMBEAU** (le général); ordre qu'il reçoit de l'assemblée après la fuite du roi. 405 (1794). — Est promu maréchal. 455 (1792). — Est envoyé aux frontières. 456 (1792). — Sa démission; quelle en est la cause. 456 (1792).
- ROCHAMBEAU**, général de l'empire, est tué à Leipzig. 700 (1815).
- ROCHE** (le général), représentant du comité philhellénique de Paris, se rend en Morée. 373 (1823).
- ROCHERFORT** (ville de). Billaud-Varennes et Collot d'Herbois, pros crits par la convention, y sont amenés. 420 (An III).
- ROCHOUCAUD** (Sosthène de la), est membre de la confédération royaliste. 707 (1814). — Est excepté de l'amnistie proclamée par Napoléon à son retour. 759 (1815). — Déclame contre les révolutionnaires à l'occasion de l'adresse; ses conseils au roi. 952 (1830).
- ROCHE-DUCOS**, entre au directoire, le 30 prairial. 554 (An VII). — Contribue aux mesures prises contre la presse. 558 (An VII). — Monte à cheval, et se rend aux Tuileries le 48 brumaire. 564 (An VIII). — Donne sa démission de directeur. 560 (An VIII). — Est nommé consul. 575 (An VIII). — Salue Bonaparte président de la commission consulaire. 578 (An VII).
- ROI DE ROME** (le). Sa naissance; fêtes à cette occasion; poésies; projets de Napoléon sur lui. 663 (1814).
- ROLAND DE LA PLATRE**, est nommé ministre de l'intérieur; son portrait d'après sa femme et des écrivains contemporains. 440, 441 (1792). — Scandale que la simplicité de sa mise cause parmi les courtisans. 441 (1792). — Son mémoire au roi; il offre sa démission. 454 (1792). — Est nommé ministre de l'intérieur dans la formation du conseil exécutif. 476 (1792). — Il écrit une lettre de dévouement à Dumouriez. 485 (1792). — Fait un rapport sur la situation et les finances de la France; il accuse la montagne. 493 (An I rép.). — Son rapport sur Paris et la commune, appuyé de quelques pièces. 499, 200 (An I). — Il fait un rapport sur les moyens onéreux que prend la commune pour remédier à la disette. 240 241 (An I). — Il fait un rapport imaginaire sur un prochain soulèvement de Paris. 245 (An I). — Il prend le premier connaissance des pièces contenues dans l'*Armoire de fer*. 245 (An I). — Sa grande tâche dans le ministère; il est tout dévoué aux girondins. 246 (An I). — Il rejette sur les municipalités voisines la faute du manque d'approvisionnement de Paris. 248 (An I). — Sa partialité et sa conduite déloyale contre Robespierre. 248 (An I). — Explosion générale de la convention contre lui; il propose en vain la lecture d'un rapport. 227 (An I). — Il donne sa démission. 233 (An I). — Est déclaré traître à la patrie par plusieurs sections. 245 (An I). — La section de la Halle-aux-Blés demande sa mise en accusation. 256 (An I). — La commune la demande aussi. 274 (An II). — Il se tue en apprenant l'exécution de sa femme. 527 (An II).
- ROLAND** (madame); jugement qu'elle porte sur les divers membres du ministère girondin. 440, 441 (1792). — Est condamnée par le tribunal révolutionnaire; son courage. 527 (An II).
- ROMAGNE** (province de la), est cédée aux Français par le traité de Tolentino. 507 (An V). — Arbore le drapeau tricolore, et fait partie de la république romaine. 540 (An VI).
- ROMANA** (le général), trompe Bernadotte, en Fionie, et s'embarque avec ses soldats pour l'Espagne. 650 (1808).
- ROMANZOFF** (de), est la cause de la persistance d'Alexandre à refuser la paix. 675 (1812).
- ROMÉ**, est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 527 (An II).
- ROME** (ville de), est abandonnée par l'armée française; le roi de Naples y fait une entrée triomphale. 546 (An VII). — Elle est évacuée par les Napolitains; les Français y font leur rentrée. 546 (An VII).
- ROMEUF**, aide-de-camp, envoyé par La Fayette; il arrive à Varennes; il montre à la reine le décret d'arrestation. 440 (1794). — Obtient sa liberté par l'insistance de Bonaparte. 554 (An VI).
- ROMME**, conventionnel, est arrêté dans le Calvados par les fédéralistes. 284 (An II). — S'oppose à ce qu'on accorde un salaire aux hommes du peuple qui consacrent leur temps à la république. 300 (An II). — Présente le travail du comité d'instruction publique sur le nouveau calendrier républicain. 509 (An II). — S'oppose à la loi contre l'affiliation des sociétés populaires. 596 (An II). — Sa condamnation; son suicide; services qu'il avait rendus. 429 (An III).
- ROSSIN**, est envoyé à Paris pour dénoncer l'aristocratie des armées de Brest et de Mayence. 506 (An II). — Est à la

tête des ultra-révolutionnaires. 337 (An II). — Dirige la commune de Paris. 340 (An II). — Est dénoncé à la convention par Fabre d'Églantine; il est arrêté; les sections réclament sa mise en liberté. 344 (An II). — Est élargi. 348 (An II). — Est de nouveau arrêté comme agent de l'étranger; sa défense; il est condamné à mort. 350 (An II).

OSIGNOZ, se signale lors de la prise de la Bastille. 23 (1789). — Prend part à tous les mouvements des faubourgs. 137 (1792). — Est traduit à la barre de la convention. 288 (An II). — Sa nomination au commandement dans la Vendée mécontente des autres généraux; il est destitué par deux représentants; la convention l'acquitte et le réintègre. 305 (An II). — Son avis n'est pas adopté au conseil de guerre de Saumur; il est battu à Luçon. 305 (An II). — Est accusé de trahison; il allègue le vice du plan de campagne pour sa justification. 306 (An II). — Est de nouveau dénoncé par Merlin (de Thionville) et Delaunay. 306 (An II). — Est mis en arrestation. 378 (An II). — Est arrêté comme jacobin; il est mis en accusation. 430 (An III). — Il fait partie de la conspiration Babœuf. 466 (An IV).

ROSTOPCHINE, gouverneur de Moscou, est accusé d'avoir ordonné l'incendie de Moscou; il repousse cette accusation. 682 (1812).

ROTHSCHILD (le général), est fait prisonnier à Leipzig. 700 (1813).

ROUX (parlement de), montre de l'audace. 74 (1789).

ROUX (ville de); insurrection royaliste qui y éclate; les couleurs nationales sont foulées aux pieds et remplacées par la cocarde blanche; 223 (An I).

ROUGET DE LISLE, auteur de la *Marseillaise*. 169 (1792).

ROUILLE, conventionnel, est décrété d'accusation pour actes fédéralistes, à Lyon. 294 (An II).

ROUSSEAU (Jean-Jacques). Décret portant que ses cendres seront placées au Panthéon. 335 (An II). — Ses cendres sont transférées au Panthéon; cérémonie. 390 (An II).

ROUX-FASSILLAC, est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 293 (An II).

ROUYER, conventionnel, est mis en jugement. 344 (An II).

ROVÈRE, conventionnel. Saint-Just demande sa punition. 372 (An II). — Est adjoint à Barras pour le commandement de la force armée. 375 (An II). — Se distingue parmi ceux qui demandent la tête des membres des anciens comités. 412 (An III). — Dénonce un complot formé par les jacobins; détails qu'on en donne. 422 (An III). — Est arrêté comme fauteur de la révolte des sections; reproches qu'il a encourus. 445 (An III). — Est chargé de la police des clichyens autour du directoire. 526 (An V). — Est arrêté. 527 (An VI). — Est pros crit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane. 530 (An VI).

ROVÉNKO (bataille de); elle est gagnée par Bonaparte sur le général Davidovich; ses détails; ses résultats. 483 (An IV).

ROVICO (ville de), est érigée en duché. 623 (1806).

ROY, ministre des finances; il s'efforce d'apaiser la crise financière. 805 (1818). — Est de nouveau ministre des finances. 904 (1828).

ROYALISTES; ils font circuler des pétitions afin de demander la punition des excès du 20 juin. 164 (1792). — Leurs forces insignifiantes; ils fondent un nouveau club. 168 (1792). — Ils préparent de nouveau la fuite du roi; cet unique moyen de le sauver leur échappe. 174 (1792). — Leur plan de défense des Tuileries. 172

(1792). — Leurs menées pour perdre la révolution. 215 (An I). — Secondent les thermidoriens de tout leur pouvoir; moyens qu'ils emploient pour en venir à leurs fins. 408 (An III). — Les mesures proposées par les thermidoriens les enhardissent; ils mettent en doute si le peuple veut le gouvernement républicain. 414 (An III). — Sont renforcés par les émigrés et des Vendéens amnistiés. 415 (An III). — Lèvent une tête orgueilleuse. 415 (An III). — Sont irrités de la décision adoptée par la convention au sujet du jeune Capet; ils font la chasse aux jacobins. 415 (An III). — Brisent le buste de Marat; il est rétabli; ils le brisent de nouveau. 416 (An III). — Relèvent la tête, et chantent le *Domine salvum*; la convention s'en alarme; mesures qu'y sont proposées contre les émigrés. 25 (An III). — Abusent du décret sur l'expulsion des terroristes du sein des sections. 430 (An III). — S'emparent du fort de Penthievre, à l'entrée de la presqu'île de Quiberon. 432 (An III). — Ils s'allient de l'alliance des thermidoriens avec les montagnards; parti qu'ils adoptent. 446 (An III). — Affectent le sans-culotisme, pour parvenir à renverser la république. 465 (An IV). — Ne cessent de conspirer; obstacles qu'ils rencontrent. 467 (An IV). — Trouvent des défenseurs dans les conseils. 492 (An V). — Infestent les départements de l'intérieur de leurs brigandages. 492 (An V). — Intrigues qu'ils font jouer dans l'intérêt de la royauté; conspiration de Duverne de Presle. 495 (An V). — Leurs nouvelles intrigues à l'intérieur; ils rêvent toujours le renversement de la république. 517 (An V). — Portent Barthélemy au directoire. 519 (An V). — Reproches qu'ils adressent au directoire pour le coup d'état du 18 fructidor. 534 (An VI). — Leur espoir en Bonaparte; ils sont dé trompés. 579 (An VIII). — Sont mécontents de l'adresse du gouvernement provisoire; ils s'agitent; écrits qu'ils répandent. 715 (1814). — Proclament la légitimité de Louis XVIII. 717 (1814). — Tentent de faire assassiner Napoléon en route. 720 (1814). — Assiégent le comte d'Artois; ils dilapident le trésor impérial; ils se partagent l'or et les diamants enlevés à la reine de Westphalie. 725 (1814). — Supplient Louis XVIII de rejeter la constitution. 727 (1814). — Affichent du mépris pour la Charte. 733 (1814). — Ouvrent une souscription pour le monument de Quiberon; ils exhument les cendres de Louis XVI et de Marie-Antoinette. 735 (1814). — N'ont pas le temps de s'opposer à Napoléon. 736 (1815). — Sont attirés par la défection des troupes; ils sont obligés de fuir en toute hâte. 741 (1815). — Leur minorité dans la plus grande partie de la France. 745 (1815). — Leurs prétentions et leurs projets anti-nationaux. 775 (1815). — Enrôlent des sicaires dans le Midi, et commettent mille horreurs. 777 (1815). — Se séparent de Louis XVIII et de son ministère, qu'ils trouvent trop modérés. 777 (1815). — Leurs ruses, leurs calomnies, leur ambition. 790, 791 (1816). — Se déchangent contre le ministère, et surtout contre le favori de Cazes. 792 (1816). — S'opposent à la restriction de la liberté de la presse. 796 (1817). — Présentent la note secrète au congrès d'Aix-la-Chapelle. 804 (1818). — Leur désappointement et leurs plaintes amères. 802 (1818). — S'appliquent à détacher les libéraux du ministère. 815 (1819). — Leurs clameurs, leurs intrigues. 816 (1819). — Veulent exclure Grégoire de la chambre. 818 (1819). — Se réjouissent de leur triomphe. 828 (1820). — Veulent tous l'abolition de la

- Charte**; ils diffèrent sur les moyens. 848 (1825). — Leur fortune. 856 (1825). — Les députés de ce parti sont divisés en trois fractions. 905 (1828). — Espérances des députés de cette faction. 945 (1829). — Se déclarent ouvertement contre le ministère Martignac. 947 (1829). — Récriminations qu'ils font contre le ministère Martignac. 947 (1829). — Rejetent le projet de loi d'administration départementale et communale. 948, 949 (1829). — Efforts des diverses nuances de ce parti; les ultra l'emportent. 924 (1829). — La lecture de l'adresse les met en fureur; ils déclament contre les révolutionnaires. 952 (1830). — Ils célèbrent la prorogation de la chambre comme une victoire. 954 (1830). — Leur jubilation à la nouvelle de la prise d'Alger. 940 (1830).
- ROYAUTÉ**. Elle est abolie en France par l'unanimité de la convention nationale. 492 (1792).
- ROYER-COLLARD**, député, est à la tête de la minorité constitutionnelle de la chambre des députés. 785 (1845). — Combat la loi du sacrilège. 855 (1824). — Est élu président de la chambre des députés. 917 (1829). — Est de nouveau élu président de la chambre. 954 (1830).
- ROYOT**. Sa gazette monarchique et nobiliaire. 85 (1790).
- RUAMPS**, conventionnel, demande l'ajournement de la loi du 22 prairial. 567 (An II). — Combat le rapport de Rewbell dirigé contre les jacobins. 404 (An III). — Son arrestation est demandée; la convention l'ordonne. 420 (An III).
- RULE**, conventionnel. Il donne lecture d'une infinité de pièces contenues dans l'Armoire de fer. 249 (An I). — Est en commission lors de l'appel nominal sur la première question pour le procès de Louis XVI. 228 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Est arrêté dans le Calvados par les insurgés. 284 (An II). — Entre au comité de sûreté générale. 306 (An II). — Se plaint de la soumission de la convention aux réactionnaires; son exclamation à ce sujet. 445 (An III). — Monte à la tribune, et demande la mise en activité de la constitution de 1795. 427 (An III). — Est arrêté et décrété d'accusation le 4^{er} prairial. 428 (An III). — Se donne la mort en prison. 429 (An III).
- RUSSIE**. Elle est hostile à la France. 467 (1792). — Ses dispositions relativement à la révolution française. 255 (An I). — Entre dans une nouvelle coalition contre la France. 544 (An VII). — Doit fournir cent cinquante mille hommes contre la France. 546 (An VII). — Est en guerre avec la Turquie. 912 (1828).
- SAAFFELD** (combat de). Le prince royal de Prusse y est tué. 625 (1806).
- SAAS-DE-GAND** (ville de), est prise par les Français. 408 (An II).
- SARON** (plaine de), lieu où était établie l'Ecole de Mars décrite par la convention. 565 (An II).
- SACRE** de Charles X. Jugement de l'auteur sur cette cérémonie; ses préparatifs; son accomplissement. 867 et 868 (1825). — Détails sur les cérémonies du sacre. 868 (1825). — Enormité des dépenses qu'il occasionne. 868 (1825).
- SACRILÈGE**. Projet de loi sur cette matière; dispositions et esprit de ce projet de loi. 855 (1824). — La loi est adoptée par la chambre des députés. 855 (1824). — Elle est votée par la chambre des pairs. 855 (1824).
- SACKEN**, général prussien, est battu par Napoléon à Montmirail. 705 (1814). — Est battu par Napoléon à Craonne. 709 (1814).
- SAGOTTE** (la ville de), se rend au maréchal Suchet; son importance pour l'armée française. 670 (1814).
- SARAGUET** (le général), bloque Mantoue avec huit mille hommes. 482 (An IV).
- SAINT-AIGNAN** (de), est envoyé à Francfort pour y traiter de la paix. 704 (1815).
- SAINT-AMAND** (village de). Dumouriez y transporte son quartier-général. 252 (An I).
- SAINT-ANDRÉ** (Jean-Bon), conventionnel, insiste pour une prompté décision relativement au procès du roi; son discours. 245 et 244 (An I). — Reproches qu'il adresse aux girondins. 252 (An I). — Il blâme la procédure commencée contre les septembriseurs. 234 (An I). — Ses belles paroles sur la marine française. 256 (An I). — S'oppose au rapport du décret qui supprime la commission des douze. 274 (An II). — Est adjoint au comité de salut public; il y est conservé au renouvellement. 286 (An II). — Se déchaîne contre les fournisseurs et les généraux; son allocution en faisant allusion au procès de Custine. 299 (An II). — Propose d'étendre aux femmes publiques la loi des suspects. 304 (An II). — Prend la défense du comité de salut public; il indique la cause des attaques dont ce comité est l'objet. 307 (An II). — Est chargé avec Bréard de la réorganisation de la marine. 529 (An II). — Réorganise la marine de la république. 544 (An II). — Essaie de rapprocher les cordeliers et les jacobins. 549 (An II). — Sort de Brest avec la flotte française pour protéger l'arrivée d'un convoi de grains. 574 (An II). — Il assiste au combat du 12 prairial. 574 (An II). — Est décrété d'arrestation. 430 (An II).
- SAINT-ANDRÉ** (fort de); il tombe au pouvoir des Français. 408 (An II).
- SAINT-ANTOINE** (le faubourg). Voy. FAUBOURG.
- SAINT-ANTOINE** (la porte); rassemblements qu'y s'y forment. 457 (1792).
- SAINT-CLOUD** (château de); les conseils y sont transférés le 48 brumaire. 568 (An VIII).
- SAINT-CRIQ**, est nommé ministre du commerce et des manufactures. 904 (1828).
- SAINT-CYR** (l'école de), est fondée par Bonaparte. 602 (An IX).
- SAINT-DENIS**; le peuple massacre Châtel, son maire. 54 (1789).
- SAINT-DENIS** (église de); la convention ordonne que les tombeaux et les mausolées des rois en seront enlevés. 294 (An II).
- SAINT-DIZIER** (ville de), est occupée par Napoléon, après un combat contre les Prussiens. 704 (1814).
- SAINT-DIZIER** (combat de); les Russes y sont battus par Napoléon. 710 (1814).
- SAINT-DOMINGUE** (île de); des troubles y ont lieu.

- (1796). — La partie espagnole est cédée à la république par l'Espagne. 451 (An III). — Expédition du général Leclerc; ses résultats. 605 (An IX). — Ses représentants font un traité onéreux avec la France. 865 (1825). — Ordonnance royale portant concession d'indépendance de cette colonie; cette ordonnance est attaquée par les deux oppositions. 877 (1826).
- SAINT-ELME** (le fort), tombe au pouvoir des Français. 564 (An II).
- SAINT-FULGENT** (ville de), est prise par les Vendéens. 544 (An II).
- SAINT-GEORGES** (le mulâtre); il commande à Lille; sa fidélité à la république, lors de la trahison de Dumouriez. 252 (An I).
- SAINT-GEORGES** (combat de); Wormser y est battu par Bonaparte; résultats de ce combat. 484 (An IV).
- SAINT-GERMAIN** (ville de), est le théâtre de scènes sanglantes. 50 (1789).
- SAINT-GERMAIN** (abbaye de), est incendiée; soupçons que cet événement inspire contre les aristocrates. 580 (An II).
- SAINT-HILAIRE** (le général), fait partie de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — Met la cavalerie autrichienne en déroute, à la bataille d'Eckmühl. 655 (1809). — Est tué à la bataille d'Eeeling. 656 (1809).
- SAINT-HURUGUE** (le marquis de), est député à Versailles; il est arrêté aux barrières par la garde nationale. 49 (1789).
- SAINT-JEAN-D'ACRE** (ville de); Bonaparte en fait le siège; il en est repoussé. 564 (An VIII).
- SAINT-JEAN-DE-LUZ** (ville de); le duc d'Angoulême y débarque en 1814. 707 (1814).
- SAINT-JUST**, conventionnel, débute à la convention par son beau discours contre l'inviolabilité royale. 242 (An I). — Son énergique discours contre Louis XVI. 224 (An I). — Prend part à la discussion de la constitution. 262 (An II). — Son rapport contre les girondins; conclusions qu'il prend contre eux. 285 (An II). Est adjoint au comité de salut public; il y est conservé au renouvellement. 286 (An II). — Ce qu'il dit de Marat, à sa mort. 287 (An II). — Son rapport sur l'organisation du gouvernement révolutionnaire. 545 (An II). — Réunit l'armée du Rhin dispersée. 520 (An II). — Est envoyé à Strasbourg par la convention, avec Lebas; ils sauvent cette ville; contributions qu'ils frappent; ils réorganisent l'armée. 527 (An II). — Provoque une loi contre les étrangers. 529 (An II). — Attaque vivement les modérés; raisons qu'il donne contre eux; il soumet à la convention un projet de décret contre les aristocrates. 547 (An II). — Fait décréter que les biens des aristocrates seront donnés aux patriotes malheureux. 547 (An II). — Fait, le 22 ventôse, un rapport à la convention dirigé contre les ultra-révolutionnaires; dispositions du décret qu'il sollicite. 549 (An II). — Décide Robespierre à attaquer les modérés. 552 (An II). — Fait un rapport contre Danton et ses amis; crimes dont il les accuse. 553 (An II). — A l'occasion du procès de Danton, fait rendre un décret qui donne au président du tribunal révolutionnaire le droit de faire mettre les accusés hors des débats. 556 (An II). — Son discours à la convention relatif à l'organisation de la police. 558 (An II). — Sa réponse au général qui commande à Charleroi, demandant à capituler. 569 (An II). — Présente au comité de salut public un ultimatum, qui est rejeté: la teneur de cette pièce. 572 (An II).
- Commence un discours le 9 thermidor, qu'il ne peut terminer, étant interrompu; il est décrété d'accusation et arrêté. 574 et 575 (An II). — Est délivré par le peuple des mains des huissiers qui le mènent à la Force. 575 (An II). — Se croit assez fort après sa mise en liberté, et écrit des proclamations au lieu d'agir. 575 (An II). — Est arrêté; il prie Lebas de le tuer; il est exécuté le 10 thermidor. 576 (An II).
- SAINT-MARTIN-VALOGNE**, conventionnel, fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Legendre le fait rayer du décret d'arrestation rendu contre les girondins. 277 (An II).
- SAINT-MARTIN** (ville de), est prise par les Français. 564 (An II).
- SAINT-MICHEL** (combat de); Joubert y bat les Autrichiens. 510 (An V).
- SAINT-OVEN** (déclaration de), est publiée par Louis XVIII; sa teneur; elle rallie beaucoup de Français aux Bourbons. 727 (1814).
- SAINT-PIERRE**, ministre de Louis XVI; sa réponse aux femmes, qui, le 6 octobre, lui demandaient du pain. 59 (1789).
- SAINT-PIERRE**, général de l'empire russe, commande les Russes à la bataille de Reims; il est battu. 709 (1814).
- SAINT-REJAINT**, est l'auteur de la conspiration de la machine infernale; sa condamnation, son exécution. 597 (An VIII).
- SAINT-SÉBASTIEN** (ville de), est prise par les Français. 582 (An II). — Est prise par Wellington. 699 (1815).
- SAINT-SULPICE** (le général), met la cavalerie autrichienne en déroute, à la bataille d'Eckmühl. 655 (1809).
- SAINT-ALLIANCE**. Opinion qu'en a le vulgaire. 785 et 784 (1815). — Quelles sont les causes qui l'ont amenée. 785 (1815). — Est maîtresse dans toute l'Europe. 849 (1824).
- SAINT-FOIX**; il est compromis par les papiers de l'armoire de fer. 249 (An I).
- SAINT-GENEVIÈVE** (l'église de), est convertie en Panthéon. 402 (1794).
- SALABERRY**, dénonce à la chambre des députés le *Journal du Commerce*. 876 (1826).
- SALADIN**, conventionnel, rentre à la convention, le cœur ulcéré contre les montagnards. 407 (An III). — Combat le décret d'exclusion des députés mis hors la loi. 444 (An III). — Est arrêté pour la révolte des sections; réputation de royaliste qu'il mérite. 445 (An III). — Est proscrit le 48 fructidor. 529 (An VI).
- SALERNE** (le prince de); réception qu'il reçoit à la cour de Charles X. 869 (1825).
- SALICETTI**, conventionnel, est envoyé pour presser le siège de Toulon. 518 (An II). — Marche à la tête des colonnes contre le petit Gibraltar. 559 (An II). — Préviend les desseins des ennemis à Cairo, en Italie. 598 (An II).
- SALLES**, représentant, aspire à la popularité parmi les jacobins. 95 (1794). — Son discours touchant l'exécution de Louis XVI, pour demander l'appel au peuple. 224 et 225 (An I). — Il vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Il appuie la motion de Barrère. 259 (An I). — Prend part à la discussion de la constitution. 262 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Quitte Evreux et se rend à Caen. 285 (An II). — Saint-Just propose de le déclarer traître à la patrie. 285 (An II).
- SALO** (ville de); le général Sauret en est chassé par les

- Autrichiens, qui s'en emparent; elle est reprise par Sauret, qui l'abandonne encore; le général Guyeux s'y établit. 480 (An IV). — Se soulève et se déclare libre. 514 (An V).
- SALVERTZ**, député, renouvelle la proposition de Labbey de Pompières, au sujet de la mise en accusation du ministère Villèle; sort de cette proposition. 947 (1829).
- SAMICOURT**, membre du comité des électeurs, s'offre pour aller s'assurer de la position des troupes royales. 25 (1789).
- SAN-FERNANDO** (le fort de), est pris par les Français. 410 (An III).
- SAN-MARCO** (combat de); les Autrichiens y sont battus par Bonaparte. 485 (An IV).
- SAN-MARTIN** (village de); Napoléon y rend plusieurs décrets favorables aux Espagnols. 654 (1808).
- SAN-MIGUEL**, est un des chefs de la révolution espagnole. 823 (1820).
- SANS-CULOTTES** (les); qualification donnée aux patriotes par la cour; ils l'adoptent et s'en font honneur. 79 (1700). — Se constituent à la maison commune, sous le nom de *convention nationale du souverain*; un décret les dissout. 429 (An III).
- SANTA-CASA** (le trésor de la), est dévalisé quand les Français s'emparent de Loretto. 507 (An V).
- SANTERRE** annonce aux électeurs que le faubourg Saint-Antoine l'a nommé son commandant-général. 25 et 26 (1789). — Travaille les faubourgs et tient des réunions nocturnes avec ses amis. 437 (1792). — Comité secret qui se tient chez lui, la nuit du 49 au 20 juin 1792; personnages qui y assistent. 458 (1792). — A la tête d'un rassemblement immense, se rend à la législative, le 20 juin 1792. 459 (1792). — Sa lettre à la législative; ce qu'il fait dire au président de la législative. 460 (1792). — A la tête de la multitude, demande à parler au roi dans le château des Tuileries; la foule force l'entrée. 464 (1792). — Son allocution à la reine; il la délivre en faisant sortir le peuple du château. 465 (1792). — Est adjoint aux membres du comité insurrectionnel. 469 (1792). — Fait donner un repas aux fédérés de Marseille dans les Champs-Élysées. 469 (1792). — Établit son comité insurrectionnel dans le faubourg Saint-Antoine. 472 (1792). — Il exerce une sévère surveillance sur les prisonniers du Temple. 249 (An I). — Son rapport sur les bonnes dispositions des citoyens. 240 (An I). — Il aide la commune à calmer l'effervescence du peuple et des sections; il répond à la convention de la tranquillité publique. 245 (An I). — Commande une armée, qui s'organise à Orléans pour aller en Vendée. 282 (An II).
- SAORGIO** (ville de), est prise par Dumerbion; pertes qu'y font les Piémontais. 564 (An II).
- SAPINAUD**, général vendéen, surprend la garnison de Mortagne, et s'empare de cette ville. 456 (An IV). — Fait une convention honorable pour lui et les autres Vendéens à Chollet. 759 (1813).
- SARDAIGNE**; elle est en guerre presque ouverte avec la France. 467 (1792). — Est envahie par l'armée d'Italie sous les ordres de Bonaparte. 564 (An IV). — Signe l'armistice de Cherasco. 462 (An IV).
- SARTHE** (département de la). Pourquoi la pénurie s'y fait sentir, malgré l'abondance des récoltes. 240 (An I).
- SAUMUR** (ville de); elle tombe au pouvoir des Vendéens. 283 (An II). — Les Vendéens en sont chassés. 539 (An II). — Complot qui y éclate sous la direction du général Berton. 840 (1822).
- SAURET** (le général), est chassé de Salo par les Autrichiens, qui s'en emparent. 480 (An IV). — Va dégager le général Guyeux; il abandonne de nouveau Salo. 480 (An IV).
- SAUSSE**, procureur de la commune de Varennes, arrête Louis XVI; reçoit chez lui la famille royale; fermeté et patriotisme qu'il montre. 408 (1794).
- SAUVAGE**, est massacré à Saint-Germain comme *accapareur* de blés. 50 (1789).
- SAUVIGNY**, va exciter à l'insurrection le faubourg Saint-Antoine, après le repas des Champs-Élysées. 457 (1792).
- SAUVO**, rédacteur en chef du *Moniteur*; sa conversation avec les ministres Peyronnet et de Montbel en recevant les ordonnances du 25 juillet 1830. 942 (1850).
- SAVARY**, conventionnel, est mis en jugement. 514 (An II).
- SAVARY** (le général), est envoyé par Napoléon à Madrid, pour lui rendre compte de ce qui s'y passe. 644 (1808). — Remplace Fouché à la police. 665 (1840). — On l'empêche de suivre Napoléon à Sainte-Hélène. 767 (1815).
- SAVERAY** (ville de); les Vendéens tentent inutilement d'y passer la Loire. 559 (An II).
- SAVOIE**; elle est sur le point de s'adoindre solennellement à la république française. 207 (An I). — Les assemblées primaires y sont réunies, et les communes conquises par nos armes décrètent leur réunion à la France. 240 (An I). — Elle est réunie à la France, d'après ses vœux. 214 (An I).
- SAVONNE** (ville de); le pape Pie VII y séjourne longtemps après son enlèvement. 658 (1809).
- SAVOYARDS**; leur expulsion est réclamée par les divers corps d'état de Paris. 75 (1789).
- SAXE** (Teschen, duc de) lève le siège de Lille. 497 (An I).
- SAXONS** (les), passent à l'ennemi pendant la bataille de Leipzig. 699 (1813).
- SCHELLER**, ex-président au tribunal révolutionnaire, est condamné à mort et exécuté, comme terroriste. 424 (An III).
- SCHEPEAUX**, chef vendéen, n'ose aller au secours de Charrette. 456 (An IV).
- SCHÉRER**, général de la république, reçoit l'ordre de sommer plusieurs places fortes, qui se rendent sans coup férir. 584 (An II). — Commande l'aile droite à la bataille de Juliers. 597 (An II). — Se distingue au passage de Laywaille. 597 (An II). — Remplace Dumerbion à l'armée d'Italie. 409 (An III). — Gagne, avec Masséna, la bataille de Loano contre les Austro-Sardes. 455 (An IV). — Est remplacé à l'armée d'Italie par Bonaparte. 460 (An IV). — Est nommé au ministère de la guerre en remplacement de Hoche, qui refuse ce poste. 524 (An V). — Est nommé général de l'armée d'Italie; il n'est pas aimé des soldats. 549 (An VII). — Défiance qu'il inspire à ses soldats; il prend l'initiative; premiers succès qu'il obtient; il tente de passer l'Adige; la division Serrurier est abîmée; il perd la bataille de Magnano; sa retraite. 550 (An VII). — Moreau est nommé à sa place au commandement de l'armée d'Italie. 555 (An VII). — Il cède le commandement à Moreau. 556 (An VII).
- SCHOENBRUNN**. Napoléon manque d'y être assassiné. 660 (1809).

SCHILL (le major), lève un corps de partisans prussiens qui effraie la Westphalie. 657 (1809). — Son corps de partisans est totalement dispersé. 660 (1809).

SCHLEITZ (le combat de), ouvre la campagne de 1806 contre la Prusse. 625 (1806).

SCHLIENGEN (combat de); il reste indécis entre les Français et les Autrichiens. 478 (An IV).

SCHNEIDER, accusateur public à Strasbourg, est attaqué dans un rapport de Robespierre. 347 (An II).

SCHONEN (de), est élu député à Paris. 900 (1827).

SCHWARTZEMBERG (le prince de), donne un bal à l'occasion du mariage de Napoléon; incendie de la salle. 665 (1809). — Commande les Autrichiens dans la campagne de Russie. 674 (1812). — Refuse de signer la convention de Dresde. 702 (1813). — Court au secours des Prussiens, battus à Brienne; bataille de ce nom. 705 (1814). — Est attaqué par Napoléon et mis en déroute; il propose une suspension d'hostilités. 706 (1814). — Menace les paysans révoltés de la potence. 708 (1814). — Adresse une proclamation aux habitants de Paris; son entrée dans Paris. 712 (1814). — Traite avec Marmont. 716 (1814).

SÉANCE ROYALE de l'assemblée constituante; ses effets. 9 (1789).

SÉANCE du 4 août, de l'assemblée constituante. 57 et suiv. (1789). — Qualification que lui donnent les divers partis. 45 (1789). — Une médaille est frappée en l'honneur de cette séance. 46 (1789).

SÉANCE du 8 thermidor; ses détails. 572 et 575 (An II).

SÉANCE du 9 thermidor; ses détails. 574 (An II).

SÉANCE du 12 thermidor; ses détails. 579 et 580 (An II).

SÉANCE du 25 thermidor; ses détails; orateurs qui ont pris la parole; leurs discours. 588 (An II).

SÉANCE du 12 germinal; le peuple envahit la convention; détails; mesures qui y sont adoptées. 418 et 419 (An III).

SÉANCE du 1^{er} prairial; ses détails. 426 et 427 (An III).

SÉANCE du 5 nivôse. Discours de Niel-Pointe; tempête qui s'élève à cette occasion. 412 (An III).

SÉANCE du 5 nivôse. Tumulte occasionné par Clausel; menaces de Duhem à ce dernier. 412 (An III).

SÉANCE du 15 vendémiaire (convention nationale); ses détails. 447 (An III).

SÉBASTIANI, général, bat les Espagnols à Grenade. 664 (1810). — Est surpris par les Russes et perd du monde. 676 (1812). — Prend une part glorieuse à la bataille de Reims. 709 (1814). — Se distingue au combat de Saint-Dizier. 710 (1814). — Proteste contre le message du gouvernement provisoire. 765 (1815). — Son énergique discours contre le ministère Villèle. 876 (1826). — Est élu candidat à la présidence de la chambre des députés. 931 (1830). — Parle contre l'amendement de l'Orgeril. 933 (1830).

SECTIONS (les) de Paris s'élèvent contre le veto sur les deux décrets de la législative. 432 et 433 (1792). — Elles sont armées de piques. 449 (1792). — Se déclarent en permanence. 454 (1792). — Elles instituent un comité insurrectionnel. 469 (1792). — Plusieurs demandent à la législative la prompte déchéance du roi. 470 (1792). — Elles changent la municipalité. 472 (1792). — Causes de leur irritation contre la Gironde. 496 (An I). — Elles s'opposent à la formation de la garde départementale. 498 (An I). — Leur insurrection; discours de leur députation à la convention. 498, 499

(An I). — Leurs différends avec les fédérés des départements. 204 (An I). — Leur opinion bien arrêtée relativement à l'ex-roi Louis XVI. 211 (An I). — Elles demandent l'établissement du maximum; discours de leur députation. 218 (An I). — Elles demandent de nouveau la taxe forcée, ou le maximum. 237, 238 (An I). — Leur recensement est ordonné et fait. 240 (An I). — Leur zèle et leur enthousiasme pour les enrôlements et la défense de la patrie. 242 (An I). — Elles demandent un tribunal révolutionnaire. 243 (An I). — Elles entretiennent la plus grande fermentation; personnages qu'elles déclarent traitres à la patrie; elles se calment. 245 (An I). — Plaintes qu'elles adressent à la convention. 252 (An I). — Elles envoient des commissaires qui se constituent en assemblée centrale de salut public. 256 (An I). — Elles proposent des moyens extrêmes contre les girondins. 266 (An II). — Pétition qu'elles adressent à la convention contre les girondins. 269 (An II). — Elles arrêtent d'aller demander l'éclairement d'Hébert. 270 (An II). — Mesures qu'elles prennent contre les girondins; leur insurrection; elles se constituent en sociétés patriotiques. 272 (An II). — Leur plan pour la journée du 30 mai; députation qu'elles envoient à la convention. 272 (An II). — La convention fraternise avec elles. 274 (An II). — Elles vont demander à la convention des mesures rigoureuses contre les aristocrates. 298 (An II). — Leur ardeur pour la défense de la patrie. 308 (An II). — Abjurent le catholicisme; brûlent les confessionnaux et adoptent le culte de la Raison; les églises catholiques en sont les temples. 353 (An II). — On les convoque le 9 thermidor pour délibérer sur le danger de la patrie. 375 (An II). — Se remplissent de contre-révolutionnaires après l'ouverture des prisons. 378 (An II). — On cherche à les amener contre les jacobins. 390 (An II). — La convention décrète leur désarmement. 450 (An III). — Sont en permanence et délibèrent en armes. 438 (An III). — Leurs forces contre la convention. 439 (An III). — Sont battues par les troupes de la convention. 440 (An III). — Trente-deux ont fourni leur contingent à l'insurrection contre la convention. 440 (An III).

SECTION DE BON-CONSEIL (la), dénonce à la convention les ennemis de la république comme les auteurs des troubles de Paris. 239 (An I). — Sa pétition à la convention contre les girondins. 255 (An I).

SECTION DU BONNET DE LA LIBERTÉ. Révolte qui a lieu dans son sein à cause du défaut de subsistances; cette révolte est comprimée. 425 (An III).

SECTION DE LA BUTTE-DES-MOULINS. Elle adhère à la pétition de celle de la Fraternité contre les montagnards. 269 (An II). — Elle se retranche dans le Palais-Royal, prête à se défendre en cas d'attaque; le bruit court qu'elle a arboré la cocarde blanche; elle fraternise avec le faubourg Saint-Antoine. 275 (An II). — Les thermidoriens y dominent. 408 (An III). — Soutient la convention le 1^{er} et le 2 prairial. 428 (An III).

SECTION DE LA CITÉ. Elle demande la suppression de la commission des douze; avertissement qu'elle donne à la convention. 270 (An II).

SECTION DES CHAMPS-ÉLYSÉES. Les thermidoriens y dominent. 408 (An III). — Elle demande l'éloignement des troupes de Paris. 438 (An III).

SECTION DES GARDES-FRANÇAISES. Elle présente une pétition contre la montagne. 271 (An II).

- SECTION DES GRAVILLIERS.** Elle est envahie par des femmes exaspérées par la disette. 418 (An III).
- SECTION DE LA FONTAINE-DE-GRAVELLE.** Les thermidoriens y dominent. 408 (An III). — Ses membres défendent la convention le 1^{er} prairial. 426 (An III). — Soutient la convention le 4^{er} et le 2 prairial. 428 (An III).
- SECTION DES FILLES-SAINT-THOMAS.** Les thermidoriens y dominent. 408 (An III).
- SECTION DE LA FRATERNITÉ.** Sa pétition en faveur des girondins. 268 (An II). — Les autres sections demandent que cette pétition soit livrée à l'accusateur public. 269 (An II).
- SECTION DE LA HALLE-AUX-BLÉS.** Sa pétition particulièrement dirigée contre les girondins ; elle demande l'accusation de Roland. 250, 251 (An I). — Elle suspecte la bonne foi des commissaires chargés de dépouiller le scrutin sur l'adoption du décret du 13 fructidor ; elle demande un éclaircissement. 458 (An III).
- SECTION LEPELLETIER (la),** soutient la convention le 4^{er} et le 2 prairial. 428 (An III). — Elle se déclare en révolte contre la convention ; mesures qu'elle arrête concernant les élections. 459 (An III). — Proteste contre sa dissolution ; elle appelle les autres sections aux armes ; se rassemble à l'église des Filles-Saint-Thomas ; Menou n'ose l'attaquer. 459 (An III).
- SECTION DU MAIL.** Elle demande l'éloignement des troupes de Paris. 458 (An III).
- SECTION DE MONTREUIL.** Elle appuie la motion de Lecointre en faveur de la constitution de 1795. 416 (An III).
- SECTION DES PIQUES.** Elle soutient la convention le 1^{er} et le 2 prairial. 428 (An III).
- SECTION DES QUINZE-VINGTS (la),** se compose des anciens jacobins ; elle demande la mise en activité de la constitution de 1795. 415 (An III). — Elle appuie la motion de Lecointre en faveur de la constitution de l'an 4^{er}. 416 (An III).
- SECTION DES TUILIERIES.** Elle adhère à la pétition de celle de la Fraternité contre les montagnards. 269 (An II).
- SIÈGE (ville de).** Les Vendéens s'en emparent. 528 (An II).
- SÉGUR** prend part à la supplique au roi de l'Académie française en faveur de la presse. 888 (1827).
- SÉMINAIRES (petite).** Une commission est nommée pour chercher les moyens de les soumettre aux lois du royaume. 905 (1828). — Rapport de la commission sur la loi qui les concerne ; teneur de ce rapport. 910 (1828). — Deux ordonnances royales sont rendues pour leur organisation ; dispositions de ces ordonnances. 910 (1828).
- SÉMONVILLE,** ambassadeur, est échangé contre la fille de Louis XVI ; accueil qu'il reçoit à Paris. 454 (An IV).
- SÉNAT (le) ;** sa création par la constitution de l'an VIII ; — Réélit Bonaparte consul pour dix ans. 604 (An X). — Rend un décret qui nomme Bonaparte consul à vie. 605 (An X). — Sa corruption ; faveurs que Bonaparte distribue à ses membres. 606 (An XI). — Sanctionne la proposition du tribunat pour l'élévation de Bonaparte à l'empire ; il le proclame empereur ; bassesse de ce corps. 615 (An XII). — Ses basses adulations à Napoléon après Austerlitz. 622 (1806). — Vote toutes les levées d'hommes que lui demande Napoléon ; il l'encourage à la guerre. 668 (1810). — Est assemblé sous la présidence de Talleyrand ; il nomme un gouvernement provisoire ; il prononce la déchéance de Napoléon ; considérants de ce décret. 715 (1814). — Se
- hâte de voter le projet de constitution ; son avidité excite l'indignation générale. 716 (1814).
- SENTINELLE (la),** journal patriotique ; sa fondation ; son but. 445 (1792).
- SEPTEMBRIERS.** Nom donné aux hommes qui ont participé aux massacres des aristocrates détenus ; un décret est rendu contre eux et des poursuites commencent, lesquelles sont bientôt suspendues. 254 (An I).
- SEPTENNALITÉ.** La loi qui l'établit est adoptée par les deux chambres. 844 (1824). — La chambre qui l'a votée était sans mandat exprès. 844 (1824).
- SERGEANT,** conventionnel, est élu à Paris. 486 (1792). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).
- SERMENT de fidélité à la nation, à la loi et au roi ;** le premier des serments prêtés depuis la révolution. 47 (1789).
- SERMENT décrété par l'assemblée constituante.** 75 (1790).
- SERMENT du Champ-de-Mars ;** ses résultats. 84 (1790).
- SERMENT de fidélité à la Charte par les chambres et les princes ;** ce qu'il faut penser de ce serment. 780 (1815).
- SERRA,** conventionnel. Il combat l'inviolabilité du roi. 212 (An I). — Les jacobins lui imputent les désordres de Marseille. 592 (An II). — Son caractère de représentant est méconnu dans les troubles de Marseille. 592 (An II).
- SERRA (de),** est à la tête de la minorité constitutionnelle de la chambre des députés. 785 (1815). Il devient ministre de la justice. 805 (1819). — Soumet trois projets de loi distincts sur la presse. 814 et 815 (1819). — Est nommé ambassadeur à Naples. 840 (1822).
- SERRAVERIE (le général),** commande une division de l'armée d'Italie. 460 (An IV). — Il décide le gain de la bataille de Mondovi par la prise de la redoute la Bicoque. 462 (An IV). — Se distingue à Borghetto. 472 (An IV). — Bloque Mantoue. 472 (An IV). — Enlève les têtes des chaussées et resserre le blocus de Mantoue. 472 (An IV). — Contribue au gain de la bataille de Castiglione. 482 (An IV). — Repousse avec sang-froid la sortie de Wurmser devant Mantoue. 505 (An V). — Contribue à la reddition de Gradisca. 509 (An V). — Prend part à la défaite de Bayalitzek. 510 (An V). — Veut franchir l'Adige sur le pont de Polo ; il est repoussé et perd quinze cents hommes. 550 (An VII). — Sa division est prise par Souwarow à Cassano. 556 (An VII). — Occupe avec des troupes le poste du Point-du-Jour le 18 brumaire. 566 (An VIII). — Est nommé maréchal-de-France. 615 (1804).
- SERRAN,** remplace Degrave au département de la guerre ; son portrait par madame Roland. 440 (1792). — Son entrée au ministère de la guerre ; jette la division parmi les membres du conseil. 452 (1792). — propose la formation autour de Paris d'un camp de vingt mille hommes pris dans tous les cantons de la France. 455 (1792). — Agitation causée par sa proposition ; cette motion est décriée. 455 (1792). — Sa proposition de quitter Paris et de se transporter à Saumur. 482 (1792). — Il quitte le ministère et va commander l'armée d'observation des Pyrénées. 498 (An I). Attend les Espagnols au Mas-d'Eu ; il y est attaqué et repousse l'ennemi ; la nuit, une terreur panique s'empare des Français, qui se sauvent à Perpignan. 285 (An II).
- SERMAISONS (de),** est membre de la confédération royaliste. 707 (1814).
- SESSION de 1815.** Ouverture de la session pendant les cent jours. 749 (1815). — Sa clôture forcée. 762 (1815). —

- Son ouverture par Louis XVIII.** 779 (1815). — Sa clôture. 790 (1816). — De 1816. 795 (1816). — De 1817. 798 (1817). — De 1818. 804 (1818). — De 1819. 818 (1819). — De 1820. 835 (1820). — De 1821. 858 (1821). — De 1822. 841 (1823). — De 1824. 844 (1824). — De 1825. 850 (1825). — De 1826. 875 (1826). — Ses derniers travaux. 880 (1826). — De 1827. 884 (1827). — De 1828. 905 (1828). — Sa clôture. 921 (1829). — De 1829. 935 (1829). — De 1830; son ouverture.
- SÉRARDAN**, célèbre membre du parlement d'Angleterre, demande compte des sommes mises à la disposition des ministres anglais pour faire la guerre à la France; sa belle réponse à Pitt au sujet de Quiberon. 459 (An IV).
- SIDI-FERRUCH** (baie de). L'expédition d'Alger y débarque. 958 (1850).
- SIDNEY-SMITH** (l'amiral), défend Saint-Jean-d'Acre contre Bonaparte. 561 (An VIII). — Fait parvenir à Bonaparte les journaux français. 562 (An VIII). — Refuse d'exécuter la convention d'El-Arich; sa lettre à Kléber. 594 (An VIII).
- SIVÈS** (l'abbé), membre de l'assemblée constituante, rédige l'arrêté de constitution des députés du tiers. 5 (1789). — Ses belles paroles à l'assemblée nationale après le départ du roi. 40 (1789). — Est nommé membre de la commission de la constitution. 25 (1789). — Est du côté gauche de l'assemblée constituante. 48 (1789). — Donne le plan de la division de la France en départements. 74 (1789). — Quitte les jacobins et fait partie des quatre-vingt-neuf. 93 (1791). — Également étranger aux jacobins et aux girondins. 187 (1792). — Son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 230 (An I). — Il est chargé d'un rapport sur le ministère. 235 (An I). — Est nommé membre de la commission qui doit reviser la constitution de 1795. 425 (An III). — Éclaire de ses lumières la discussion de la constitution de l'an III. 435 (An III). — Se rapproche de la montagne et rentre dans ses rangs. 445 (An III). — Est nommé membre du directoire; il refuse; on le remplace par Carnot. 449 (An IV). — Est créé membre de la commission chargée de présenter les mesures les plus efficaces pour préserver la constitution. 528 (An VI). — Est nommé ambassadeur à Berlin. 542 (An VI). — Remplace Rewbel au directoire; les patriotes se repentent de l'avoir nommé; il est surveillé par eux. 552 (An VII). — Redoute l'énergie des patriotes; il fait fermer le club du manège; il fait renvoyer Bernadotte et Marbot; attire Barras à son opinion; mesures qu'ils prennent contre la presse. 558 (An VII). — Il est la *bête noire* de Bonaparte; les *politiques*, ou modérés, le font leur chef; il s'abouche avec Bonaparte et arrête avec lui le renversement de la constitution. 565 (An VIII). — Son entrevue avec Bonaparte pour arrêter le plan de la conspiration contre la constitution; leur projet; mesures qu'ils doivent employer. 565 (An VIII). — Monte à cheval et se rend aux Tuileries le 18 brumaire. 564 (An VIII). — Donne sa démission de directeur. 566 (An VIII). — Veut qu'on fasse arrêter quarante membres des conseils; Bonaparte s'y oppose. 568 (An VIII). — Est nommé consul. 573 (An VIII). — Son désappointement en voyant Bonaparte président de la commission consulaire; mot de lui sur Bonaparte. 578 (An VII). — Son plan de constitution; son entrée au sénat. 579 (An VIII).
- SIVAS**, chef des jacobins; la convention décrète son arrestation. 574 (An II).
- SILLERY**, conventionnel, assiste à un comité secret chez Santerre, la nuit du 19 au 20 juin 1792. 158 (1792). — Son renvoi devant le tribunal révolutionnaire est demandé par Robespierre. 258 (An I). — Lejeune demande son arrestation. 295 (An II). — Est mis en jugement. 314 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire. 325 (An II). — Condamné à mort, s'écrie que c'est le plus beau jour de sa vie. Son exécution. 525 (An II).
- SIMÉON**, député, accusé de complicité dans une conspiration royaliste, s'élève contre ses accusateurs. 494 (An V). — Fait partie des clichyens. 518 (An V). — Est nommé secrétaire du conseil des cinq-cents. 518 (An V). — Président du conseil des cinq-cents, il se rend à la salle des séances le 18 fructidor; il en est chassé par un officier; il s'y rend de nouveau; on lui refuse l'entrée; il est arrêté. 528 (An VI). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Présente un projet de loi pour la prorogation de la censure. 856 (1821). — Combat le projet de loi sur les communautés religieuses. 852 (1824).
- SIMON**, membre du comité insurrectionnel du 10 août. 169 (1792). — Est exécuté le 10 thermidor. 576 (An II).
- SIMON** de Monthlanc, conventionnel, est arrêté; motifs de son arrestation. 551 (An II).
- SIMONEAU** (Henri), maire d'Étampes, est massacré pour s'être efforcé de faire respecter la loi; cérémonie en son honneur. 456 (1792).
- SINOAGLIA** (la ville de), est prise par Bonaparte. 507 (An V).
- SOCIÉTÉS POPULAIRES**. Services qu'elles rendent à la république. 297 (An II). — Elles vont demander à la convention des mesures rigoureuses contre les aristocrates. 298 (An II). — Elles montrent la plus vive ardeur pour la défense de la patrie. 508 (An II). — Robespierre acquiert une grande influence sur elles. 556 (An II). — Se rendent à la convention pour réclamer la mise en liberté des députés patriotes. 541 (An II). — Ne cessent de faire des dons à la république. 545 (An II). — Elles assistent en masse à la translation des cendres de Jean Jacques Rousseau et de Marat au Panthéon. 594 (An II).
- SOIXANTE-TREIZE** (les). On désigne par ce mot les députés signataires de la protestation du 2 juin; ils sont placés en état d'arrestation chez eux; les scellés sont mis sur leurs papiers. 544 (An II). — Les montagnards veulent qu'on les mette en accusation; Robespierre prend leur défense. 542 (An II). — Les thermidoriens hâtent le rapport de leur affaire; orage qui s'élève à cette proposition. 406 (An III). — La convention les rappelle dans son sein par un décret du 18 brumaire. 407 (An III).
- SOLEIL** (Compagnies du). Bandes de brigands, organisées par les royalistes du Midi; crimes, assassinats qu'ils commettent. 454 (An III).
- SOLEURE** (ville de), capitule, et se rend au général Brune. 541 (An VI).
- SOMMERVILLE** (de), gouverneur des Invalides. 19 (1789).
- SOMMERVILLE**, jeune émigré, commande les émigrés à Quiberon. 452 (An III).
- SOMMERING** (le), est occupé par l'avant-garde de Masséna. 512 (An V).
- SOMMARIVA** (le marquis de), soulève vingt mille paysans en Italie et attaque les Français. 593 (An VIII).

GOSPELLO (ville de), est reprise par les soldats républicains des Alpes-Maritimes. 207 (An I).

SOUBEYRAC, vice-président du tribunal révolutionnaire, est nommé membre de la commission instituée par l'arrêté du 2 prairial. 564 (An II).

SOUBRAY, conventionnel; le peuple des faubourgs le demande pour général; il est arrêté et décrété d'accusation. 427 (An III). — Sa condamnation; son suicide; services qu'il avait rendus. 429 (An III).

SOUDAM (le général), aide de camp de Moreau, prend Courtray; il bat les Autrichiens; prend Furnes et Menin. 564 (An II). — Est chargé avec Macdonald de soumettre la Flandre hollandaise; ses succès dans ce pays. 408 (An III). — Sa division n'est pas entamée à la bataille de Stockach. 550 (An VII). — Se distingue au combat de Vick; il y est blessé. 664 (1810). — Se distingue à la bataille de Lutzen. 694 (1815). — Est blessé à Leipzig. 700 (1815). — Est chargé d'exécuter la convention conclue par Marmont; il laisse Napoléon à découvert à Fontainebleau. 717 (1814).

SOULLÉ, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).

SOULT (le général); part glorieuse qu'il prend à la bataille de Stockach. 549 (An VII). — Prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VIII). — Bat les généraux Hotze et Pertrach. 560 (An VIII). — Est nommé maréchal de France. 615 (1804). — Entre à Augsbourg. 620 (1805). — Commande l'aile gauche à Austerlitz. 621 (1805). — Est fait duc de Dalmatie. 625 (1806). — Écrase les Prussiens à Groussen. 627 (1806). — Avec Murat et Bernadotte, anéantit le reste de l'armée prussienne à Lubeck. 627 (1806). — Détruit l'armée anglaise devant la Corogne; prend la Corogne et Vigo. 652 (1809). — Entre à Lisbonne, et soumet tout le Portugal. 652 (1709). — Évacue le Portugal, et perd son artillerie. 657 (1809). — Occupe toute l'Andalousie. 664 (1810). — Aidé de Marmont, force Wellington à lever le siège de Badajoz. 669 (1810). — Est envoyé en Espagne pour y prendre le commandement supérieur. 696 (1815). — Prend le commandement de l'armée d'Espagne; il envoie quarante mille hommes dans le Nord; il échoue dans la tentative qu'il fait pour ravitailler Pampelune; il rentre en France. 696 (1815). — Défend le terrain pied à pied contre Wellington, 699 (1815). — Est forcé de se retirer devant l'armée de Wellington; il opère sa retraite sur Toulouse; il livre la bataille d'Orthez; il met en déroute l'armée portugaise à Tarbes. 709, 710 (1814). — Bataille de Toulouse; il conclut à Castelnau d'un armistice avec Wellington; il remet le commandement à Suchet; il envoie son adhésion au nouveau gouvernement. 725 et suiv. (1814). — Est nommé ministre de la guerre par les Bourbons, peu de temps avant le débarquement de Napoléon de l'île d'Elbe; est remplacé par Clarke au ministère; accusation que les royalistes portent contre lui. 758 (1815).

SOUSCRIPTION NATIONALE. Elle est faite en faveur de la veuve et des enfants du général Foy. 872 (1825).

SOUDAROW, général russe, commande l'armée russe en Italie. 549 (An VII). — Commande l'armée austro-russe en Italie, forte de cent dix mille hommes. 556 (An VII). — Il bat l'armée de Moreau à Cassano; la division Serrurier est prise par lui. 556 (An VII). — Bataille de la Trebbia; il poursuit les Français; la jonction des armées françaises le force à s'arrêter. 557

(An VII). — Macdonald lui donne le temps de se placer entre les deux armées françaises. 557 (An VII). — Il fait sa jonction avec le général Kray; bataille de Novi; retraite de l'armée française. 557 (An VII). — Sa lenteur à la poursuivre sauve l'armée française d'Italie. 557 (An VII). — Il s'avance en Suisse, et s'annonce comme le libérateur, le rédempteur de ce pays. 559 (An VII). — Se trouve enfermé dans la vallée de la Reuss; il pénètre par un chemin affreux dans celle de Moctenthal; il est attaqué de tous côtés par Masséna; il perd la moitié de son armée. 560 (An VIII).

SOUVERAINETÉ DU PEUPLE. Elle est proclamée. 492 (1792).

SMOLENSK (bataille de), est gagnée par Napoléon; ses détails; noms des généraux qui s'y sont distingués. 678 (1812).

SPANDAU (ville de), capitule et se rend à Lannes. 620 (1806).

SPINOLA (le marquis de); il est le principal organisateur des rassemblements des *barbets*; son château est rasé. 472 (An IV).

SPIRE, tombe au pouvoir de l'armée républicaine. 497 (An I). — Est reprise par les Français. 543 (An II).

STAEL (madame de), fille de Necker; elle se retire à Coppet avec son père. 88 (1790).

STADION (le comte de), est le plénipotentiaire russe au congrès de Châtillon. 705 (1814).

STANHOPE (le pair, lord); son opinion inhumaine concernant la France. 804 (1818).

STAQUELLI (bataille de); les Arabes y sont battus par les Français. 959 (1830).

STENGEL (le général), est tué à la bataille de Mondovi. 462 (An IV).

STEPHENWERTH (le fort de), est pris par Jourdan. 409 (An III).

STEVENOTTE, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).

STOCKACH (bataille de); elle est gagnée par le prince Charles sur l'armée française; ses détails; ses résultats. 549 (An VII).

STOFFLET, commande un corps de Vendéens. 265 (An II). — Ranime l'insurrection de la Vendée; il s'empare, avec les autres chefs, de plusieurs villes. 544 (An II). — Recrute de nouvelles forces; son hésitation compromet l'armée de Charrette, qui est dispersée. 455 (An IV). — Recueille tous les officiers qui abandonnent Charrette et Sapinaud; il adresse une proclamation aux Vendéens; lettre qu'il écrit aux princes. 456 (An IV). — Voit avec plaisir la destruction de l'armée de Charrette, son rival. 456 (An IV). — Est attaqué par Hoche; ses troupes sont dispersées; il est livré par les siens. 457 (An IV). — Ses qualités; importance de sa prise; il est livré à une commission militaire; sa condamnation; sa mort. 457 (An IV).

STOKOLM, Gustave, roi de Suède, y est assassiné. 445 (1792).

STRANFORD (lord), est l'ambassadeur anglais en Portugal. 639 (1807).

STRASBOURG (ville de), manque d'être livrée aux ennemis. 520 (An II). — Fournit des volontaires à l'armée du Nord. 529 (An II). — Est dotée d'une école de médecine par la convention. 400 (An II).

STURA (vallée de la); l'armée d'Italie s'en empare. 369 (An II).

STUARD, écrivain royaliste, excite les sections contre la

convention. 438 (An III). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI).

SUCCESSIONS ET SUBSTITUTIONS, sont proposées par Peyronnet, garde des sceaux. 877 (1826).

SUCHET (le général), contient le général Mélas sur le Var. 560 (An VIII). — Se distingue au combat de Saalfeld. 625 (1806). — Bat les Russes à Ostrolenka. 634 (1807). — Prend Lérida et Méquinenza. 664 (1810). — Prend Tarragone; la garnison est passée au fil de l'épée; il bat le général Black; Sagonte se rend à lui; importance de ce poste; capitulation de Valence et du camp de Quarte; il est fait maréchal et duc d'Albufera. 670 (1811). — Fait lever le siège de Tarragone au général Murray; il est forcé d'évacuer le royaume de Valence; il s'établit dans l'Aragon et la Catalogne. 696 (1813). — Reproche qu'on lui adresse au sujet de la bataille de Toulouse; il prend le commandement de l'armée de Soult; sa soumission au nouveau gouvernement des Bourbons. 726 (1814).

SUÈDE. Elle n'a pas des dispositions très-sûres à l'égard de la France. 167 (1792). — Elle demeure neutre dans la guerre entre les puissances et le peuple français. 255 (An I). — Accède au traité d'alliance conclu entre la Prusse et la Russie; troupes qu'elle s'engage à fournir; dédommagements qui lui sont promis. 693 (1813).

SUISSE. Elle demeure neutre dans la guerre entre les rois et la république française. 235 (An I). — Fait sa révolution; elle s'organise en république helvétique. 540, 544 (An VI). — Est déclarée indépendante par le traité du 30 mai. 729 (1814).

SUISSES (les). Ils sont dénoncés à la législative. 450 (1792). — Ils sont massacrés aux Tuileries. 744 (1792). — Sont licenciés par Napoléon. 759 (1815).

SURIS DE L'EXÉCUTION DU ROI (le), est discuté; résultat des votes. 250, 254 (An I).

SURVEILLANCE (comité de), formé dans le sein de la législative; ses attributions. 457 (1792).

SUSPECTS. Un comité est établi pour empêcher leur évasion. 179 (1792). — Leur désarmement et leur incarcération sont arrêtés. 182 (1802). — Ils remplissent de nouveau les prisons. 185 (1792). — Leur arrestation est proposée par les jacobins. 292 (An II). — Leur définition; leurs catégories; listes qui doivent en être dressées; garanties qui leur sont données. 504 (An II). — Leur alliance avec les thermidoriens détache de ce parti plusieurs députés qui avaient voté pour le renversement de Robespierre. 599 (An II).

SUZANNET (le comte); s'adjuge, pour le roi, le commandement du Bas-Poitou. 707 (1814).

SUZÈ (ville de); le directoire exige que ses fortifications soient démolies. 463 (An IV).

SYSTÈME CONTINENTAL. Un décret, daté de Berlin, le proclame; justification de cette mesure; ses effets probables contre l'Angleterre. 628 (1806). — Mesures prises par Napoléon pour son complément. 667 (1810).

SZECKLERS (les hussards de), égorgent les plénipotentiaires français; les caissons de la légation sont pillés et les papiers enlevés. 550 (An VII). — Sont exterminés dans un combat par les Français. 554 (An VII).

T

TAGLIAMENTO (bataille du). Elle est gagnée par Bonaparte sur le prince Charles; ses détails. 509 (An V).

TALLEFER, conventionnel, est nommé commissaire pour l'exécution du décret de la levée en masse. 295 (An II). — Fait cesser les troubles de la Lozère. 527 (An II).

TALLEYRAND, évêque d'Autun, est nommé membre de la commission de la constitution. 25 (1789). — Fait une motion importante sur les biens ecclésiastiques. 66 (1789). — Teneur de cette motion; il la développe. 69 (1789). — Fait son rapport relatif à la demande des districts et de la commune de Paris. 80 (1790). — Célèbre la messe, en habits pontificaux, dans le Champ-de-Mars. 84 (1790). — Les ecclésiastiques amis des libertés publiques et lui prêtent serment à la constitution civile du clergé. 94 (1790). — Est nommé ministre des affaires étrangères. 525 (An V). — Présente Bonaparte aux directeurs; il le peint comme un homme sans ambition dans le discours qu'il prononce à la fête donnée par le directoire. 538 (An VI). — Est remplacé aux affaires étrangères par Reinhard. 555 (An VII). — Fréquente la maison de Bonaparte à son retour d'Égypte. 565 (An VIII). — Est dépêché, avec l'amiral Bruix, auprès de Barras pour l'engager à donner sa démission. 566 (An VIII). — Remplace Reinhard au ministère des affaires étrangères. 578 (An VII). — Sa lettre à lord Granville, concernant les négociations entamées entre Bonaparte et l'Angleterre. 585 (An VIII). — Napoléon veut s'assurer de lui avant son départ pour l'armée. 704 (1814). — Préside le sénat pour la nomination d'un gouvernement provisoire et la déchéance de Napoléon; il fait partie du gouvernement provisoire. 715 (1814). — Est nommé ministre des affaires étrangères. 728 (1814). — Soutient le principe de la légitimité au congrès de Vienne. 754 (1815). — Est excepté de l'amnistie. 759 (1815). — Préside le conseil des ministres. 772 (1815). — Donne sa démission. 779 (1815).

TALLIEN, conventionnel. Reproches qu'il adresse à Pétion. 232 (An I). — Son opinion relative à l'accusation portée contre Marat. 239 (An I). — Est nommé commissaire pour le décret de la levée en masse. 295 (An II). — Appuie la réintégration du général Rossignol. 505 (An II). — Est envoyé à Bordeaux par la convention. 527 (An II). — Est forcé d'approuver silencieusement l'accusation des modérés. 553 (An II). — Ses amis et lui attaquent, sous un prétexte, la loi du 22 prairial; Merlin (de Douai) fait adopter la question préalable. 567 (An II). — Devient un ennemi implacable de Robespierre. 568 (An II). — Il jure avec ses amis la perte de Robespierre; Saint-Just demande sa punition. 572 (An II). — Est attaqué par Robespierre à la tribune des jacobins. 572 (An II). — Organise, dans la nuit du 8 thermidor, une coalition pour renverser Robespierre. 573 (An II). — Interrompt, le premier, le discours de

Saint-Just, le 9 thermidor; il monte à la tribune après Billaut-Varennes; il fait ordonner l'arrestation d'Hanriot et décrète la permanence de la convention. 374 (An II). — Engage les représentants mis à la tête de la force armée à agir de suite contre Robespierre. 376 (An II). — Demande des mesures extraordinaires contre les restes de la faction de Robespierre. 378 (An II). — Sa sortie contre le comité de salut public; on rejette l'impression de son discours. 379 (An II). — Est réintégré sur la liste des jacobins. 379 (An II). — Est attaqué à la tribune des jacobins pour ses discours à la convention; il est expulsé de la société. 383 (An II). — Un inconnu lui tire un coup de pistolet; parti que ses amis tirent de cet attentat. 387 (An II). — Repousse le décret contre les agitateurs. 403 (An III). — Est dénoncé par les jacobins pour dilapidations. 402 (An II). — Cambron lui reproche d'avoir été l'un des organisateurs de la terreur; on lui reproche ses actes et ses paroles à cette époque. 406 (An III). — Demande la suppression des comités révolutionnaires. 443 (An III). — Demande la mise hors la loi de plusieurs députés. 420 (An III). — Appuie vivement les décrets des 5 et 15 fructidor concernant les élections et le directoire. 437 (An III). — Entre en fureur en entendant Lanjuinais traiter la journée du 13 vendémiaire d'horrible massacre; il se rapproche de la montagne et se place au sommet. 443 (An III). — S'oppose à la rentrée dans la convention des patriotes mis en accusation. 443 (An III). — Est d'avis d'attaquer les élections. 444 (An III). — Sa dénonciation contre les députés royalistes; son discours. 444 (An III). — Son attitude et ses discours prouvent qu'il s'est sincèrement rallié aux montagnards; le côté droit s'en alarme. 446 (An III). — Fait créer une commission de cinq membres chargée de présenter les mesures réclamées par les circonstances; les montagnards y ont la majorité. 446 (An III). — Au lieu d'attaquer, ne peut faire autre chose que se défendre à la séance du 4^{or} brumaire. 447 (An III). — Est soupçonné d'avoir trempé dans une conspiration royaliste; il le nie. 494 (An V).

TALMONT, est rendu à la liberté sous le consulat. 584 (An VIII).

TALON cherche à gagner des partisans au roi à force d'or. 98 (1791). — Est compromis par les papiers de l'armoire de fer. 219 (An I). — Demande inutilement qu'il soit pris de suite des mesures à l'égard des contre-révolutionnaires. 589 (An II).

TALOT, est exclu de la représentation nationale. 373 (An VIII). — Est condamné à la déportation à l'occasion de la machine infernale. 597 (An VIII).

TARASCON (la ville de), devient le théâtre de sanglantes représailles contre les patriotes; on les précipite de haut de la tour. 434 (An III).

TARBES (ville de). Soult y met en déroute l'armée portugaise. 710 (1814).

TARGET, député, porte au clergé la sommation de Mirabeau. 4 (1786). — Fait la lecture de la proclamation de pacification. 57 (1789). — Combat le *cens* de l'éligibilité. 72 (1789). — Est choisi pour défenseur de Louis XVI; il refuse cette tâche. 224 (An I).

TARRAGONE (la ville de), est prise d'assaut par Suchet; la garnison est passée au fil de l'épée. 670 (1814).

TAUERN (combat de). Lecourbe y bat les Autrichiens. 530 (An VII).

TÉLÉGRAPHES. Il est inventé par Chappe; la convention en décrète l'établissement. 296 (An II).

TEURN (combat de). Les Napolitains y sont battus par les Français. 546 (An VII).

TEARNIX de Montciel, est nommé ministre de l'intérieur. 437 (1792).

TEARUA (la). Elle est mise à l'ordre du jour par la convention; le peuple de Paris ne s'en aperçoit pas. 569 (An II).

TEARONISTES. Ce nom est donné aux patriotes après le 9 thermidor. 385 (An II). — Ce parti se compose de tous les républicains ardents. 445 (An III).

THÉÂTRES. Ils deviennent une arène pour le parti royaliste et le parti républicain; ils sont fermés. 224 (An I).

THÉOPHILANTHROPES. Le directoire protège leur association; bases de cette institution; but qu'elle se propose. 543 (An VII).

THÉOS ou Théot (Catherine), se disant la mère de Dieu, est arrêtée. 568 (An II).

THERMIDOR, séance du 8. Ses détails. 572 et 573 (An III).

— Séance du 9. Causes qui la préparent. 534 (An II).

— Ses détails. 574 (An II).

THERMIDORIENS. Ils échouent dans leur première attaque contre le comité de salut public. 308 (An II). — Font exécuter soixante-dix membres de la commune et des jacobins; ils s'emparent du pouvoir. 377 (An II). — Projettent un *dix fructidor* contre le reste des montagnards. 379 (An II). — Ne peuvent plus compter sur les jacobins pour s'associer à leurs vues réactionnaires. 379 (An II). — Chargent Lecointre, de Versailles, de demander la mise en accusation des principaux membres des comités. 379 (An II). — Partialité du président Merlin, de Thionville, en leur faveur. 379 (An II). — Arrêtent l'anéantissement des jacobins; appuient sur lesquels ils comptent; mesures qu'ils emploient. 384 (An II). — N'osent pas s'opposer à la motion de Gaston sur les biens nationaux; ils éludent la mesure proposée. 386 (An II). — Le système qu'ils appuient est dénoncé à la tribune des jacobins, et attaqué par divers membres. 386 (An II). — Dénoncent les jacobins à la convention, et demandent leur dissolution. 387 (An II). — Paralyse l'effet produit par la lecture de l'adresse des jacobins. 389 (An II). — Déconsidèrent dans leurs journaux les patriotes les plus énergiques; les chefs des jacobins sont chaque jour en butte à leurs attaques. 389 (An II). — Accusent les généraux jacobins d'avoir laissé réorganiser l'armée de Charrette. 389 (An II). — Leur alliance avec les muscadins et les suspects détache d'eux plusieurs députés qui les avaient aidés à renverser Robespierre. 390 (An II). — Tirent parti contre les jacobins de l'acquiescement des cent trente-deux Nantais; aux cris de *vive la convention*! ils joignent celui de *à bas les jacobins*! 390 (An II). — Ils sont mécontents du rapport sur la situation de la république présenté par Robert Lindet. 392 (An II). — Accusent les jacobins d'avoir voulu renouveler les journées de septembre à Marseille. 392 (An II). — Cherchent à se renforcer dans la convention par le rappel des soixante-treize députés mis en accusation. 393 (An II). — Font traduire au tribunal révolutionnaire le comité de surveillance de Nantes. 395 (An II). — Travaillent à défaire le gouvernement révolutionnaire; ils jurent une guerre à mort aux jacobins. 404 (An II). — Attaquent le club des jacobins; défense de ceux-ci; effusion de sang. 403 (An III). — S'introduisent dans les comités du gouvernement à chaque renouvellement mensuel. 403 (An III). — A leur instigation, la dissolution du club

des jacobins est décrétée. 405 (An II). — Causes de leur triomphe sur les jacobins. 403 (An II). — Hâtent le rapport sur les soixante-treize représentants girondins mis en accusation; orage soulevé à cette proposition. 406 (An II). — Obtiennent qu'il sera fait un rapport sur les soixante-treize. 407 (An II). — Proposent de suspendre la vente des biens, et de réviser le procès des condamnés. 411 (An II). — S'acharnent contre les anciens membres des comités, et demandent chaque jour leurs têtes. 414 (An II). — Diverses motions réactionnaires qu'ils font. 415 (An II). — Sollicitent la réintégration des députés mis hors la loi; noms de ces députés. 414 (An II). — S'opposent avec chaleur à l'adoption du décret d'exclusion des députés mis hors la loi; ils sont accusés de vouloir rétablir le petit Capet. 414 (An II). — Entament le procès de Billaud-Varennes, Collot d'Herbois et Barrère. 416 (An II). — Sont stupéfaits par la motion de Lecointre, qui demande la mise en activité de la constitution; leurs reproches à ce député; mesure évasive qu'ils font adopter. 416 (An II). — Accusent le reste de la montagne de l'insurrection du peuple. 419 (An II). — Abandonnent leurs bancs le 42 germinal, lors de l'invasion de la salle des séances par le peuple. 419 (An II). — Demandent d'autres proscriptions. 420 (An II). — Conspiration contre eux, formée par les jacobins. 424 (An II). — Leur alliance avec les soixante-treize conventionnels réintégrés leur donne la majorité. 443 (An II). — Leur rupture avec les soixante-treize est complète. 446 (An II).

THÉODORE (la demoiselle). Son ardeur patriotique. 75 (1789).

THIBAUT, curé de Souppes, offre de sacrifier le casuel. 42 (1789).

THIBAUDEAU, conventionnel, demande l'ajournement de la loi sur l'affiliation des sociétés populaires. 396 (An II). — Son opinion dans ses Mémoires sur le procès fait à Barrère et à ses collègues. 417 (An II). — Est nommé membre de la commission chargée de réviser la constitution de 1793. 423 (An II). — Sa vive allocution aux députés pendant les orages de la séance du 4^{er} prairial. 426 (An II). — Excès qu'il reproche dans ses Mémoires aux royalistes du Midi. 431 (An II). — S'oppose au décret sur la composition du directoire. 437 (An II). — S'oppose à la motion de Pérard contre les royalistes. 442 (An II). — Les royalistes lui donnent le nom de *Barre-de-Fer*, dont il s'enorgueillit. 443 (An II). — Est entré au comité de salut public, au moyen d'une coalition des thermidoriens avec les soixante-treize députés réintégrés. 445 (An II). — Gêne les montagnards au comité de salut public. 446 (An II). — Attaque Tallien à la séance du 4^{er} brumaire; son discours. 447 (An II). — Est nommé secrétaire du conseil des cinq-cents. 550 (An IV). — Ramène les constitutionnels aux voies légales contre le directoire. 525 (An V). — Ce qu'il dit de la journée du 48 fructidor. 527 (An VI).

THIBAUT, conventionnel, demande que tous les jacobins soient condamnés. 387 (An II).

THIBOLOT, greffier de la municipalité de Vitry, est nommé membre de la commission instituée par l'arrêté du 22 prairial. 564 (An II).

THIERS, écrivain libéral, auteur de *Histoire de la Révolution*. Peinture qu'il fait de l'état de la France à l'époque du directoire. 503 (An V).

THIRION, conventionnel, appuie la pétition qui demande l'exclusion des girondins. 260 (An II). — S'oppose inutilement aux décrets proposés par la commission des douze. 269 (An II). — Il se déchaîne contre les fournisseurs et les généraux. 299 (An II). — Presse Robespierre de nommer ceux qu'il accuse. 573 (An II). — Est décrété d'arrestation. 430 (An II). — Demande sa mise en liberté ou son jugement. 442 (An II).

THISTLEWOOD (Arthur), chef de la conspiration de Londres. 828 (1820). — Lui et ses complices sont arrêtés, jugés et exécutés. 828 et 829 (1820).

THOMAS, conventionnel, ne vote pas la peine de mort, lui troisième de son département. 230 (An I).

THOMASSIN, est sauvé par l'évêque de Chartres de la rage du peuple. 50 (1789).

THOMÉ, grenadier, ne reçoit pas de blessure en défendant Bonaparte au conseil des cinq-cents. 370 (An VIII).

THOURRET, député, se joint au *côté gauche*, et développe les avantages de la motion de Talleyrand. 69 (1789). — A la tête de la députation, offre au roi l'acte constitutif. 148 (1791).

THOUM, est nommé professeur de l'École normale. 399 (An II). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 541 (An VI).

THOUVENOT, général de la république; il se couvre de gloire à Jemmapes. 208 (An I). — Il escorte Dumouriez dans la conférence où celui-ci arrête sa trahison. 253 (An I).

THUMERY (le marquis de), est arrêté avec le duc d'Enghien, à Mannheim. 642 (An XII).

THURIOT, conventionnel; il demande la peine de mort contre quiconque proposera de diviser l'unité de la république. 216 (An I). — Rompt avec la gironde et passe à la montagne. 218 (An I). — Il combat le sursis énergiquement. 230 (An I). — Reproche qu'il adresse aux girondins. 232 (An I). — Accusation qu'il porte contre Pétion. 252 (An I). — Défend la liberté commerciale. 258 (An I). — Il est nommé suppléant au comité de salut public. 255 (An I). — Ses conseils aux patriotes et aux sections. 256 (An I). — S'oppose à la présentation d'un rapport du comité des douze; il demande la suppression de ce comité; il est appuyé par Danton. 275 (An II). — Fait partie du comité de salut public. 286 (An II). — Dénonce le fédéralisme à la tribune; son discours. 279 (An II). — Donne sa démission de membre de comité du salut public. 306 (An II). — Se met à la tête du parti opposé au comité de salut public. 306 (An II). — Est obligé de se justifier et d'affirmer qu'il est bon patriote. 308 (An II). — Demande, pour la commission des fournitures, la faculté de faire arrêter les prévaricateurs. 309 (An II). — Fait adopter la publication d'un journal destiné à recueillir les traits de vertu. 309 (An II). — Son allocution pour la mise en jugement des girondins. 314 (An II). — Appuie la motion sur le rapport du décret d'inviolabilité. 350 (An II). — Est expulsé du club des jacobins. 330 et 331 (An II). — Dément ses paroles sur la loi d'inviolabilité. 334 (An II). — Fait décréter que tout citoyen est dispensé de payer un culte auquel il ne croit pas; but de cette mesure. 334 (An II). — Est président de la convention; sa partialité contre Robespierre et ses amis, à la séance du 9 thermidor. 374 (An II). — Est réintégré sur la liste des jacobins. 379 (An II). — Fait décréter l'ordre du jour motivé sur l'accusation de Lecointre,

- 580 (An II). — Demande inutilement qu'il soit pris de suite des mesures à l'égard des contre-révolutionnaires. 589 (An II). — Se déchaîne contre les robespierristes. 595 (An II). — Apostrophe durement Rewbel, et défend les jacobins. 404 (An III). — S'oppose avec énergie à la mise en liberté des *soixante-treize*; son discours. 406 (An III). — Remplace un député montagnard au comité de salut public; il est remplacé par Boissy-d'Anglas un mois après. 411 (An III). — Tallien demande sa mise hors la loi; il est décrété d'arrestation. 420 (An III).
- TIERES-ÉTAT**; ce que demandent ses cahiers. 2 (1789). — Son activité pour les élections. 5 (1789). — Humiliation que la cour lui fait subir. 5 (1789). — Ses députés prennent le nom de *députés des communes*. 4 (1789). — Détermination énergique qu'ils prennent. 4 (1789). — Nomment Bailly doyen 4 (1789). — Arrêté énergique qu'ils adoptent. 5 (1789). — Prennent le nom d'*assemblée nationale*. 5 (1789). — Se rendent au Jeu-de-Paume, précédés de leur président. 6 (1789). — Restent avec quelques membres du clergé et de la noblesse, après le discours du roi. 9 (1789).
- TIERES CONSOLIDÉ**; sa création par le directoire. 555 (An VI).
- TILLY** (le général), fait manquer le coup de main tenté par Wimpfen sur Cherbourg. 285 (An II).
- TILSITT** (traité de). La Prusse y perd le tiers de ses états. 654 (1807).
- TIMBRE** (l'impôt du), est créé sous le consulat. 584 (An VIII).
- TIRLEMONT** (ville de), est prise par les Français. 570 (An II).
- TOCVIN** (le), sonne à Paris, de grand matin, dans la journée du 14 juillet. 16 (1789).
- TOLÉNTINO** (ville de). Bonaparte s'en empare. 507 (An V).
- TOLÉNTINO** (traité de). Il est passé entre le pape et Bonaparte; ses stipulations. 507 (An V).
- TOLÉNTINO** (bataille de). 748 (1815).
- TOLOSA** (ville de), tombe au pouvoir des Français. 582 (An II).
- TOPINO-LEBAUN**, complice de Ceracchi, est condamné à mort. 597 (An VIII).
- TOSCANE** (le grand-duc de), envoie des députés à la convention pour resserrer son alliance avec la France. 422 (An III).
- TOULON** (ville de); les fédéralistes s'en emparent et la livrent aux Anglais. 297 (An II). — Le comité de salut public en presse le siège; divers représentants y sont envoyés. 518 (An II). — Les troupes du siège de Lyon y sont envoyées; dispositions arrêtées pour la prise de cette place. 519 (An II). — Forces des Anglo-Espagnols dans cette ville. 528 (An II). — Est reprise par les républicains. 559 (An II). — Position pénible de ceux qui l'ont livrée; influence de sa prise sur les armées. 559 (An II). — L'armement pour l'expédition d'Égypte y est réuni. 544 (An VI). — Conspiration qui y éclate. 840 (1822). — L'expédition d'Alger y est réunie. 935 (1830).
- TOULONGNON** (le général); son opinion, comme historien, sur Marie-Antoinette et sur sa condamnation. 525 (An II).
- TOULOUSE** (ville de); elle est comprimée par les représentants. 285 (An II). — Devient le centre d'une espèce de gouvernement royaliste. 745 (1815). — Réaction royaliste; excès de la populace et des verdicts contre les patriotes et les *bonapartistes*. 759 (1815). — Le général Ramel y est assassiné par les royalistes. 778 (1815).
- TOULOUSE** (bataille de). Ses détails; ses résultats. 725 (1814).
- TOURNAY**. Un corps d'armée français se met en déroute sous les murs de cette ville. 448 (1792). — Est prise par Pichegru. 570 (An II).
- TOURTON**, obtient des alliés que la garde nationale conservera ses postes. 712 (1814).
- TOUSSAINT-LOUVERTURE**. Il est à la tête des noirs; ses propositions à la France; il est arrêté par Leclerc et envoyé en France; sa détention; sa mort. 605 (An IX).
- TRABACH** (ville de), tombe au pouvoir des Français. 409 (An III).
- TRACY**, prend part à la supplique au roi, de l'Académie française, en faveur de la presse. 888 (1827).
- TRAFALGAR** (bataille de). Détails de ce désastre. 618 (1805).
- TRAITÉ** (dit de concert), passé entre l'Angleterre et la Russie; ses clauses; ses dispositions. 649 (1805).
- TRAITÉ DE PARIS** (le). Il est conclu entre Louis XVIII et les alliés; ses articles patents; ses articles secrets. 728 et suiv. (1814).
- TRAPPISTES** (les), sont rétablis par Napoléon; pour quelle raison. 674 (1812).
- TRAVOT** (le général), surprend Charrette et le fait prisonnier; égards qu'il a pour lui. 457 (An IV). — Il contient la Vendée. 748 (1815).
- TREBIA** (bataille de la). Les Français y sont battus par Souwarow; ses détails. 557 (An VII).
- TREILHARD**, conventionnel; son vote sur la peine à infliger à Louis XVI. 250 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public, dans la réorganisation définitive. 255 (An I). — Est renvoyé de Bordeaux avec Mathieu; ils isolent l'insurrection dans cette ville. 285 (An II). — Remplace avec Bonnet les commissaires français aux conférences de Lille. 516 (An V). — Est nommé plénipotentiaire au congrès de Rastadt. 557 (An VI). — Remplace François de Neuf-Château au directoire. 542 (An VI). — Les patriotes auxquels il est suspect veulent lui faire résigner ses fonctions de directeur; il ne veut pas donner sa démission; son élection est attaquée, et annulée; il est remplacé par Gohier, de la Sarthe. 555 (An VII).
- TREILLARD** (le général), est blessé à Pultusk. 629 (1806). — Se distingue à la bataille de Mormant. 706 (1814).
- TRÉMOUILLE** (le duc de la), est membre de la confédération royaliste. 707 (1814).
- TRENTÉ** (ville de). Les Français s'en emparent après la bataille de Rovérado. 483 (An IV).
- TRÉSOR PUBLIC**. Sa détresse sous le directoire; motifs de cette pénurie. 499 (An V).
- TRESTAILLONS**, sicaire royaliste, à Nîmes. 779 (1815). — Il est arrêté, et acquitté par la Cour d'assises du Gard. 781 (1815).
- TRÈVES** (ville de), est prise par l'armée de la Moselle. 583 (An II).
- TRÉVISE** (ville de), est érigée en duché. 625 (1806).
- TRIBUNAL EXTRAORDINAIRE**; il est établi contre les traîtres et les royalistes du 10 août. 181 (1792). — Acquitte l'ex-ministre Montmorin; fureur du peuple. 482 (1792).
- TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE**; il est appelé *extraordinaire* à sa création. 245 (An I). — Le jury lui est adjoint.

- motifs de l'établissement de ce tribunal; but de ses créateurs. 246 (An I). — Il condamne Mario-Antoinette à la mort. 523 (An II). — Condamne les girondins à mort. 525 (An II). — Son action. 526 (An II). — Condamne à mort les têtes les plus élevées; nom de quelques-unes de ses victimes. 544 (An II). — Prononce quelquefois des acquittements. 542 (An II). — Redouble d'activité et envoie tous les jours de nombreuses victimes à la mort; la convention veut suspendre son action. 565 (An II). — Son personnel est changé; il est réorganisé. 445 (An III). — La convention décrète sa suppression. 453 (An III).
- TRIBUN DU PEUPLE**, journal démocratique, rédigé par Babouf. 465 (An IV).
- TRIBUNAT** (le), est créé par le sénat. 579 (An VIII). — Nom des membres qui s'opposent aux empiétements de pouvoir de Bonaparte; ils sont éliminés par le sénat. 598 (An IX). — Propose de convertir la république en empire, et de donner le trône à Bonaparte et à ses descendants. 645 (An XII). — Ses basses adulations à Napoléon, après Austerlitz. 622 (1802). — Est supprimé par Napoléon. 638 (1807).
- TRIUMVIRAT**; Villèle, Corbière et Peyronnet; combien il fut désastreux pour les libertés publiques. 859 (1822).
- TROCADERO** (prise du). 843 (1823).
- TROCHET**, est choisi pour défenseur par Louis XVI. 224 (An I). — Observations qu'il fait sur la manière dont la convention a compté les voix. 250 (An I).
- TROÇON-DUCOUDRAY**, fait partie des clichyens. 548 (An V). — Il est arrêté le 48 fructidor. 528 (An VI). — Est proscrit à la suite du 48 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane. 550 (An VI).
- TROPPAU** (congrès de). 832 (1820).
- TROTES** (ville de). Les nobles s'y montrent avec la croix de Saint-Louis. 707 (1814).
- TRUCK**, membre des conseils, est exclu de la représentation nationale. 575 (An VIII).
- TRUGUET** (l'amiral), rentre à Toulon après une expédition désastreuse sur la Sardaigne. 283 (An II). — Est nommé ministre de la marine. 450 (An IV). Est chargé de seconder Hoche dans le projet de soulever l'Irlande. 459 (An IV). — Seconde Hoche dans son projet de descente en Irlande. 498 (An V). — Est renvoyé du ministère, dans l'intérêt du service; il va en Espagne pour engager cette puissance à concourir à ses projets sur l'Inde. 525 (An V).
- TRULON**, représentant; il est envoyé à Dunkerque, et s'y enferme pendant le siège. 505 (An II).
- TRUPHEMY**, sicaire royaliste, à Beaucaire. 779 (1815).
- TUDÉLA** (bataille de), est gagnée par Lannes sur Castanos et Palafox; ses résultats. 654 (1808).
- TUILIERES**. Le peuple s'y attroupe. 96 (1794). — Sont le théâtre de la *journée des poignards*. 97 et 98 (1794). — Le jardin se remplit de peuple, qui s'y réunit journellement pour proférer des injures contre la reine. 445 (1792). — Leurs alentours sont envahis par le peuple; scènes qui se passent dans le château, le 20 juin. 464, 462 et 463 (1792). — La consternation s'y répand par la nouvelle de la mort de Mandat. 475 (1792). — Le château est attaqué et pris par le peuple le 10 août. 744 (1792).
- TULOT** fait partie d'une commission spéciale, pour des mesures de salut public. 554 (An VII).
- TURCKENBUND** (société de la); influence qu'elle exerce sur les peuples de l'Allemagne et de la confédération. 696 et 697 (1813).
- TUPINIER**, député, est arrêté le 48 fructidor. 527 (An VI).
- TURCS**. Ils sont battus à la bataille du Mont-Thabor. 564 (An VIII). — Ils débarquent à Aboukir; bataille de ce nom; leur armée est totalement anéantie par Bonaparte. 564 (An VIII). — Ils se défendent courageusement dans le fort l'Empereur; ils le font sauter. 939 (1830).
- TURRAU**, représentant, presse les opérations de la guerre en Vendée. 520 (An II).
- TURIN** (ville de). Joubert se fait remettre la citadelle. 548 (An VII). — Moreau, dans sa retraite, arme sa citadelle. 557 (An VII). — Révolution qui y a lieu; sa fin. 830 et 837 (1824).
- TURQUIE** (la), est en guerre avec la Russie. 912 (1828).
- TURRAU**, général en chef de l'armée de la Vendée, est décrété d'accusation. 590 (An II). — Déploie des rigneurs inutiles en Vendée, et exaspère les habitants. 598 (An II). — Prend part à la bataille de Zurich. 559 (An VIII).

U

- ULM** (ville d'), est remise aux troupes françaises; ses fortifications sont rasées. 593 (An VIII).
- ULM** (capitulation d'); elle est consentie par le général Mack, qui se rend prisonnier avec trente mille hommes. 620 (1805).
- UNIVERSITÉ IMPÉRIALE** (l'), est fondée par Napoléon. 624 (1806).
- UNZEMARK** (combat de). Le prince Charles y est battu avec sa division. 542 (An V).
- URBIN** (le duché d'), arbore le drapeau tricolore et fait partie de la république romaine. 540 (An VI).
- USSÉ** (château d'); lieu où se réunit la confédération royaliste. 707 (1814).
- UTRECHT** (ville d'), tombe au pouvoir des Prussiens. 702 (1813).
- UZÈS** (l'évêque d'); sa déclaration dans la séance du 4 août. 45 (1789).
- UZES** (ville d'); des désordres y ont lieu. 85 (1790).

V

- VADIER**, conventionnel, entre au comité de sûreté générale. 506 (An II). — Signe l'arrêté du 22 prairial. 564 (An II). — Présente, au nom du comité de surveillance, un rapport sur la conspiration de Catherine Théas, qui se disait la mère de Dieu; il traite Robespierre de tyran. 568 (An II). — Saint-Just demande sa punition. 572 (An II). — Forme une coalition pour renverser Robespierre. 575 (An II). — Réfute le discours de Robespierre au 8 thermidor. 575 (An II). — Part qu'il prend à la séance du 9 thermidor. 574 (An II). — Lecoindre demande sa mise en accusation. 579 (An II). — Est remplacé au comité de surveillance. 580 (An II). — Veut se brûler la cervelle à la tribune; il en est empêché par ses amis. 580 (An II). — Est journellement attaqué par les thermidoriens. 589 (An II). — Une commission est nommée pour examiner sa conduite pendant la terreur. 412 (An III). — Prend la fuite et se sauve de la déportation. 420 (An III). — Est membre du comité insurrectionnel de salut public organisé contre le directoire. 466 (An IV).
- VAIDEL**. Son projet de loi relatif à la résistance du clergé. 90 (1790).
- VALADY**, conventionnel; il vote seulement comme législateur sur la première question. 228 (An I).
- VALAIS** (le), est uni à l'empire français par un sénatus-consulte. 668 (1810).
- VALAZÉ**, conventionnel. Il combat la création d'un tribunal révolutionnaire. 245 (An I). — Demande que Hanriot soit mandé à la barre. 275 (An II). — Marat le fait ajouter au décret d'arrestation rendu contre les girondins. 277 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est mis en jugement. 514 (An II). — Comparait au tribunal révolutionnaire. 525 (An II). — Condamné à mort, se tue à l'audience. 525 (An II).
- VALAZÉ** (le général), trace un camp retranché à Sidi-Feruch. 959 (1850).
- VALENCE** (le général). Marche que lui prescrit Dumouriez; sa funeste lenteur. 207 (An I).
- VALENCE** (la ville de), capitule et se rend à Suchet. 670 (1814).
- VALENCIENNES** (ville de). Ses habitants sont dévoués à la république et contraires à Dumouriez. 252 (An I). — Elle capitule et se rend aux Autrichiens. 288 (An II). — Les anglais qui l'occupent se rendent sur une sommation énergique de la convention. 584 (An II).
- VALETTE** (le général), est destitué à la tête de l'armée pour avoir abandonné les hauteurs de Castiglione. 481 (An IV).
- VALENZ**, conventionnel. Il refuse de voter sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Est mis en jugement. 511 (An II).
- VALLEGIO** (village de). Bonaparte manque d'y être pris par des coureurs autrichiens. 472 (An IV).
- VALMY** (bataille de). Elle démoralise les Prussiens et les coalisés; elle redouble le courage de nos soldats, et rend l'espoir à la nation. 488 (1792).
- VALONTINA** (le combat de), est un des beaux faits d'armes de la campagne de 1812; ses détails; pertes des Russes et des Français. 679 (1812).
- VALTELINE** (les vallées de), prennent Bonaparte pour arbitre contre les Grisons; il les laisse libres de se réunir à la république cisalpine. 533 (An VI).
- VANDAMME** (le général), seconde les succès d'Houchard. 505 (An II). — Est fait prisonnier avec tout son corps d'armée. 698 (1815). — Sa retraite sur Laon. 735 (1815). — Remplace le maréchal Grouchy à Montrouge. 764 (1815).
- VANDENYVER**, banquier, est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. 542 (An II).
- VARLOO** (la ville de), tombe au pouvoir des Français. 409 (An III).
- VARENNES** (ville de). Les Vendéens s'en emparent. 528 (An II).
- VARENNES** (ville de). Louis XVI et la famille royale y sont arrêtés. 408 et suivantes (1794).
- VARICOURT**, garde du corps, est écrasé par la foule dans le château de Versailles; sa tête est portée sur une pique. 61 et 62 (1789).
- VARLET**, jacobin et agitateur des sections. Il accuse le tribunal révolutionnaire, Dumouriez et les girondins de conniver pour perdre la république. 246 (An I). — Présente aux cordeliers un projet d'insurrection contre la convention pour qu'elle livre les girondins. 268 (An II). — Les girondins le font arrêter. 269 (An II). — Est condamné à mort par le tribunal révolutionnaire pour dilapidations. 542 (An II).
- VATISMENIL** (de), est nommé à l'instruction publique dans le ministère Martignac. 905 (1828).
- VAUBAN** (le fort de), tombe au pouvoir des Français. 545 (An II).
- VAUBLANC**, est un des principaux constitutionnels de la législative. 420 (1791). — Défend avec succès La Fayette, dont on demande la mise en accusation. 474 (1792). — Excite les sections contre la convention. 458 (An III). — Est nommé secrétaire du conseil des cinq-cents. 518 (An V). — Est pros crit le 43 fructidor. 529 (An VI). — Est nommé ministre de l'intérieur; il appuie les violences de la majorité. 787 (1816). — Porte atteinte à la constitution de l'institut. 789 (1816). — Licencie l'école polytechnique. 790 (1816).
- VAUBOIS** (le général), repousse les Piémontais et prend leurs camps retranchés. 598 (An II). — S'empare de Modène. 475 (An IV). — Est laissé par Bonaparte à la garde du Tyrol. 485 (An IV). — Livre plusieurs combats aux Autrichiens avant la bataille de Roverédo; il enlève le camp de Movi; il se distingue à la bataille de Roverédo. 483 (An IV). — Est forcé par Davidowich à battre en retraite; il prend position à Bassolingo; danger que court l'armée s'il y est forcé. 488 (An IV). — Rejoint par Masséna, attaque Davidowich et le force à se retirer précipitamment. 489 (An IV). — Fait partie de l'expédition d'Égypte. 544 (An VI). — Est nommé au commandement de l'île de Malte. 544 (An VI). — Sa belle défense à Malte; sa capitulation. 592 (An VII).
- VAUCHAMP** (bataille de). Les Prussiens y sont de nouveau battus par Napoléon; ses résultats. 706 (1814).

VAUD (le canton de) commence l'insurrection suisse; il se constitue en république *lémanique*, sous la protection de la France; il entre dans la composition de la république helvétique. 540 et 544 (An VI).

VAUXOIS, grand-vicaire, est membre du comité insurrectionnel du 40 août. 469 (1792).

VAUVILLIERS, est victime de voies de fait de la part du peuple. 67 (1789). — Est arrêté pour avoir trempé dans une conspiration royaliste; il est acquitté. 494 (An V).

VAUVILLIERS, député, est proscrit le 48 fructidor. 539 (An VI).

VEAU, conventionnel, revient aux opinions des jacobins; motifs de ce changement. 590 (An II).

VEDER (le général), est blessé à Paltusk. 629 (1806). — Il est compris avec sa division dans la capitulation de Baylen. 648 (1808).

VENDES (la), est sur le point d'être en conflagration. 424 (1794). — Elle devient de jour en jour plus menaçante. 279 (An II). — La guerre de cette contrée ronge la république; mesures rigoureuses adoptées contre elle par la convention. 282 (An II). — Elle donne de grandes inquiétudes à la convention. 288 (An II). — Des matières combustibles y sont envoyées pour brûler les bois, les genêts et toutes les retraites des royalistes; la garnison de Mayence y est envoyée. 295 (An II). — Elle est le théâtre d'événements désastreux. 305 (An II). — Rapport de Barrère; mesures proposées contre elle; proclamation de la convention qui ordonne à l'armée de l'Ouest d'exterminer les Vendéens. 347 (An II). — Se relève; succès qu'elle obtient. 328 (An II). — Donne de nouvelles inquiétudes au comité de salut public. 589 (An II). — Est un instant pacifiée; avantages accordés aux Vendéens et aux chouans. 423 (An III). — Semble pacifiée après le désastre de Quiberon. 452 (An III). — La prise et l'exécution de Charrette amènent sa pacification. 458 (An IV). — Sa situation au commencement du consulat; les chefs traitent avec le gouvernement républicain. 582 (An VIII). — Ne montre que de la répugnance pour la guerre civile au lieu de l'enthousiasme qu'on y supposait. 745 (1815). — Menace d'entrer en conflagration à la voix de ses anciens chefs. 747 et 748 (1815).

VENDÉENS. Cause de leur insurrection; villes et territoires dont ils s'emparent; importance de leurs armées. 263 (An II). — Ils font tous les jours de nouveaux progrès; ils assiègent Parthenay. 266 (An II). — Ils s'emparent de Fontenay. 272 (An II). — Masses qui vont agir contre eux; avantages que la localité leur donne sur les républicains. 282 (An II). — Ils s'emparent de Saumur; importance de cette place. 283 (An II). — La prise de Thouars et de Fontenay leur fournit des armes et des munitions; ils s'organisent; un aventurier, se disant légat du pape, bénit leurs drapeaux. 285 (An II). — Ils attaquent Nantes; sont repoussés et dispersés; ils sont battus à Lupon, à Parthenay, à Bressuire et à Châtillon; ils s'emparent de cette dernière ville et prennent l'artillerie de Westermann. 286 (An II). — Ils se portent par masses contre les colonnes isolées des républicains et les battent en détail. 305 (An II). — Echec qu'ils éprouvent; les républicains leur reprennent plusieurs villes. 320 (An II). — Attaquent Chollet et Mortagne; ils sont repoussés et se retirent sur Beaupréau; ils passent la Loire. 521 (1795). — Reprennent les armes avec Larochejaquelin; leurs succès; villes dont ils

s'emparent; ils cherchent à donner la main aux Anglais. 528 (An II). — Sont repoussés de Granville avec perte; ils sont battus à Dol; repoussés d'Angers et de Saumur, ils sont cernés par les républicains et exterminés. 539 (An II). — Sont battus au Mans; leurs pertes; ils tentent inutilement de repasser la Loire; leur armée est détruite. 539 (An II). — Se raniment encore et prennent Beaupréau, Montevault et Saint-Fulgens. 544 (An II). — Sont forcés dans l'île de Noirmoutier; ils se rendent à discrétion et sont presque tous fusillés. 544 (An II). — La convention leur accorde une amnistie. 444 (An III). — Reprennent leurs armes sous Charrette et Larochejaquelin. 452 (An III). — Recomencent la guerre avec les chouans. 455 (An IV).

VÉNIZUÉLA (ville de). Les provinces espagnoles insurgées y proclament leur indépendance. 664 (1810).

VENGEUR (combat du). Conduite héroïque des marins qui montaient le vaisseau de ce nom. 574 (An II).

VENISE, promet une franche neutralité à la France. 467 (1792). — S'alarme à l'approche des troupes de la république française, et envoie des providiteurs à Bonaparte pour réclamer le respect dû à son territoire. 474 (An IV). — Ses mauvaises dispositions pour les Français; elle fait des levées d'Esclavons. 489 (An IV). — Envoie des ambassadeurs à Bonaparte pour le sonder sur le soulèvement de quelques villes de son territoire; menaces que lui adresse Bonaparte. 544 (An V). — Agitation qui continue à régner dans ses états; nouvelles défavorables aux Français qui y sont répandues; armement des montagnards; réclamation du général Baland; réponse évasive du sénat. 543 (An V). — Un bâtiment français y est canonné par les batteries du Lido; Bonaparte lui déclare la guerre; situation de son gouvernement à cette époque. 544 (An V). — Abdication de son grand conseil; révolte du peuple contre les bourgeois; ceux-ci l'emportent et nomment un gouvernement démocratique provisoire; son aristocratie est renversée. 544 (An V). — Ses états sont réunis au royaume d'Italie. 623 (1806).

VERDETS; troupes de sicaires organisées par les royalistes du Midi. 777 (1815).

VERDIÈRES (le général) est chargé du commandement temporaire de la ville de Paris. 523 (An V).

VERDUN. Trente-un de ses habitants sont exécutés, pour intelligences avec les étrangers. 537 (An II).

VERGNAUD, député, siège au côté gauche de la législative. 420 (1794). — Son discours contre les émigrés; impression qu'il produit. 427, 428 et 429 (1794). — Attaque le ministre Désessarts. 439 et 440 (1792). — Membres qu'il propose à Louis XVI pour le ministère girondin. 440 (1792). — Sacrifie ses idées démocratiques et correspond avec Louis XVI. 442 (1792). — Son discours, souvent applaudi, fait décréter le licenciement de la garde et l'accusation de Brissac. 452 (1792). — Son opinion sur la lettre et les imputations de Lafayette, dont il reconnaît la pureté d'intention. 456 et 457 (1792). — Parle pour l'introduction des pétitionnaires armés, qu'il appuie sur des antécédents. 459 (1792). — Appuie éloquentement la motion de Delaunay d'Angers; il accuse le roi et parle de déchéance. 466 (1792). — Se tourne du côté de la république. 468 (1792). — Projet de décret qu'il soumet à la législative. 475 (1792). — Combat la proposition de quitter Paris. 482 (1792). — Est en opposition avec les jacobins. 486 (1792). — Il est accusé par Gasparin; motifs

de cette accusation. 223 (An I). — Tâche de prouver l'incompétence de la convention dans le procès de Louis XVI; son discours. 225 (An I). — Annonce la déclaration pure et simple de cent quatre-vingt quatre votes sur la culpabilité de Louis-Capet relativement à la première question. 228 (An I). — Il vote l'appel au peuple. 229 (An I). — Son vote avec un amendement sur la troisième question. 250 (An I). — Sa protestation en entendant la lecture du projet d'organisation du tribunal révolutionnaire. 244 (An I). — Il est nommé membre du comité de salut public. 250 (An I). — Il est dénoncé avec ses amis par la section de Bon-Conseil, comme complice de Dumouriez. 255 (An I). — Son éloquent improvisation, dans laquelle il se justifie, lui et les siens, des accusations portées par la Halle-aux-Blés, et soutenues par Robespierre. 258 et 259 (An I). — Répond avec énergie à l'accusation portée par Robespierre contre les girondins. 258 (An I). — Robespierre le dénonce comme complice de Dumouriez. 258 (An I). — Il produit un excellent effet sur la convention par son discours aussi modéré qu'il est remarquable. 259 (An I). — Soulève les murmures de la convention en continuant à attaquer la montagne. 264 (An II). — Prend part à la discussion de la constitution. 262. (An II). — Son discours en faveur du décret proposé par la commission des deux. 269 (An II). — Demande la parole pour une motion d'ordre; il invite tous les citoyens à se rallier, et propose de voter que Paris a bien mérité de la patrie; cette motion est accueillie avec enthousiasme. 275 (An II). — Demande qu'Henriot soit mandé à la barre. 275 (An II). — La commune demande sa mise en accusation. 274 (An II). — S'écrie que la convention n'est pas libre, et se précipite hors de la salle; il rentre, n'étant suivi que d'un petit nombre de ses amis; il interrompt Robespierre, et lui crie de conclure. 274 (An II). — Philippique de Robespierre contre lui. 274 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Écrit à la convention pour demander le rapport sur les girondins détenus. 279 (An II). — Saint-Just demande sa mise en accusation. 285 (An II). — Est mis en jugement. 311 (An II). — Nie constamment la conspiration dont on l'accuse; sa condamnation; son exécution. 325 (An II). — La révolution réalise sa prophétie. 342 (An II).

VÉRIFICATION (la) des pouvoirs des députés des trois ordres; difficultés qu'elle rencontre. 4 (1789).

VERMORD (l'abbé), confesseur de la reine; son influence à la cour. 28 (1789).

VERNEY, ex-géolier, est condamné à mort et exécuté avec Fouquier-Tinville. 424 (An III).

VERNET, conventionnel, essaie de réconcilier les montagnards et les girondins. 259 (An II). — Préside la convention le 4^e prairial; son allocution aux agitateurs. 426 (An II).

VERNON (ville de). Les subsistances destinées à l'approvisionnement de Paris y sont pillées. 422 (An III).

VÉRONNE (ville de); elle est occupée par Mamea. 472 (An IV). — Des bandes de paysans s'en emparent et font main basse sur les Français; les Français renfermés dans le fort le mitraillent. 545 (An V). — Est prise et livrée au pillage par les Français. 544 (An V).

VÉRONNE (congrès de). La Sainte-Alliance y décide que la France doit étouffer la révolution espagnole en envoyant dans la Péninsule cent mille hommes. 844 (1823).

VERSAILLÉS (ville de). Les états-généraux y sont ouverts.

5 (1789). — Enthousiasme de la population après le serment du Jeu de Paume. 7 (1789). — Transports de joie du peuple de cette ville; il demande le roi; se rend chez Necker; chez le duc d'Orléans et chez M. Montmeria. 41 (1789). — Repas donné par la cour à tous les corps de la garnison; ivresse; orgies qui ont lieu dans ce repas. 55 (1789). — Les hostilités y commencent entre les gardes-du-corps et le peuple. 60 (1789). — Description de l'invasion des femmes et du peuple dans le château. 64 (1789). — Les prisonniers y sont assassinés, comme à Paris. 485 (1792).

VETRO. Discussion de l'assemblée constituante au sujet du veto royal. 48 (1789). — Agitation qu'il occasionne au milieu du peuple de Paris. 49 (1789). — Sa mise à exécution par le roi contre les décrets des émigrés et des prêtres réfractaires, occasionne une grande agitation à Paris et dans toute la France. 452 et 453 (1792).

VETRAAT, est employé dans la police des clichés auprès du directoire; il les trahit et fait connaître aux directeurs leurs projets contre le gouvernement. 526 (An V).

VIAL (le général) est tué à Leipzig. 700 (1813).

VICKERS (ville de), est érigée en duché. 625 (1806).

VICTON (le général) contribue au gain de la bataille de la Favorite. 505 (An V). — Sa division accourt au secours des Français enfermés dans le fort de Véroenne. 544 (An V). — Sa division est mise en déroute à la bataille de Magnano. 550 (An VII). — Sa division est détruite après la bataille de la Trebbia. 557 (An VII). — Bataille de Marengo; ses détails; 588 (An VIII). — Est fait maréchal et duc de Bellune après la bataille de Friedland. 655 (1807). — Gagne la bataille d'Espinoza sur les Espagnols. 654 (1808). — Sa belle défense au passage de la Bérésina. 686 (1812). — Part glorieuse qu'il prend à la bataille de Craonne. 709 (1814). — Est fait ministre de la guerre. 859 (1823). — Est remplacé à la guerre par un des frères Damas. 845 (1823).

VICTOR-ARÉDÉE, roi de Piémont, abandonne ses états d'Italie et se retire en Sardaigne. 548 (An VII).

VIDAL, représentant. Sa lettre à la convention, au sujet de la prise de la Montagne-Noire. 409 (An II).

VILLARDS INDIGENTS. Secours que leur accorde la convention. 296 (An II).

VILLELLESSE (Fête de la). Elle est instituée par le directoire; description de cette fête. 494 (An V).

VIERNE (l'archevêque de), est chargé de la feuille des bénéfices. 37 (1789). — Répond au roi avec dignité. 25 (1789).

VIERNE (département de la); l'irritation qui s'y manifeste en faveur des girondins est calmée par les représentants. 285 (An II).

VIERNE, capitale de l'Autriche. Les volontaires de cette ville se battent avec acharnement à la Favorite; ils y sont faits prisonniers, et perdent leur drapeau, brodé par l'impératrice. 505 (An V). — Bonaparte y jette le terreur; elle demande la paix. 542 (An V). — Napoléon y fait son entrée en 1805. 620 (1805). — Traité qui y est passé entre la France et la France; ses stipulations. 622 (1806). — Se rend aux Français après un bombardement de trente-six heures. 655 (1809). — La paix y est signée le 14 octobre 1809; conditions qui sont imposées à l'Autriche. 660 (1809). — Déclaration des puissances contre Napoléon qui y est publiée. 744 (1815). — Il y est signé un traité confirmatif de celui de Chaumont; engagements qu'y contractent les

- puissances. 745 (1815). — Célèbre congrès tenu dans cette ville; ses iniquités; ambition dévergondée des principales puissances. 768 (1815). — Le partage de l'Europe est sanctionné par ce congrès. 769, 770 (1815).
- Vais**, conventionnel, fait partie de la commission des douze. 268 (An II). — Annonce qu'il tient le fil de la conspiration des montagnards. 268 (An II). — Dénonce une trame contre la république; il réclame de grandes mesures; projet de décret qu'il propose. 269 (An II). — Est décrété d'arrestation. 277 (An II). — Est mis en jugement. 511 (An II). — Comparet au tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 525 (An II).
- VIGNOLLES** (le général), est envoyé par Bonaparte à Vérone, pour réunir toutes les troupes qu'il pourra. 485 (An IV). — Est blessé à Arcole. 487 (An IV).
- VILLABRY** (l'amiral). Son engagement avec la flotte anglaise sous les ordres de Howe; détails de cet engagement. 571 (An II). — Est nommé député par la ville de Brest; il est brouillé avec Hoche. 518 (An V). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Il commande la flotte qui porte l'expédition de Saint-Domingue. 604 (An X).
- VILLAT**, juré au tribunal révolutionnaire, est condamné à mort et exécuté avec Fouquier-Tinville. 424 (An III).
- VILLELLÉ** (de), est le chef de la fraction la moins emportée de la majorité des royalistes. 785 (1815). — Tâche de supplanter le ministère. 794 (1816). — Se contente de la modification du cabinet; politique de ce député. 847 (1819). — Est nommé ministre d'état et membre du conseil privé. 835 (1821). — Donne sa démission de ministre d'état; il va préparer les élections de son pays. 838 (1821). — Est nommé ministre des finances. 839 (1822). — Son portrait. 839 (1822). — Son plan; il change le Panthéon en église; il favorise les jésuites. 840 (1822). — Ses roueries de police pour diviser les libéraux. 840, 841 (1822). — Devient président du conseil. 844 (1825). — Son plan de détruire la charte par la ruse est adopté. 845 (1825). — Dissout la chambre des députés. 845 (1825). — Fait une promotion de vingt-sept pairs. 845 (1825). — Divers projets de loi sur la navigation, sur les crimes et délits dans les églises sont retirés. 844 (1824). — Ses manœuvres, son astuce pour influencer les élections; son triomphe complet. 844 (1824). — Est autorisé à négocier pour cent quarante-cinq millions de bons royaux. 845 (1824). — Son ministère reçoit une modification insignifiante. 845 (1824). — Présente un projet de loi pour la conversion des rentes à 5 pour 100. 860 (1825). — Sa position à l'égard de la nation et des classes privilégiées; ses partisans. 862, 865 (1825). — Emploi des agents pour l'amortissement des journaux. 865 (1825). — Fait rendre l'ordonnance de reconnaissance de la république d'Haïti; clauses de cette ordonnance. 865 (1825). — Sa réponse au général Foy qui avait foudroyé le ministère. 864 (1825). — Rôle du cadre de l'armée cent cinquante officiers généraux. 866 (1825). — Embarras que lui suscite la conversion des rentes; mesures iniques qu'il prend. 869, 870 (1825). — Plaintes qu'il provoque par ses mesures financières. 870 (1825). — Crée le syndicat des recouvreurs généraux; il fait autoriser l'émission de 450 millions de bons royaux, sous le nom de dette flottante. 870 (1825). — Résumé de son système contre-révolutionnaire. 875 (1825). — Ses me-
- sures préparatoires pour l'abolition de la liberté de la presse. 885 (1827). — Propose un projet pour l'augmentation des frais de transport des journaux. 885 (1827). — Fait refuser une audience au roi à l'académie française; il punit plusieurs membres de ce corps. 886 (1827). — Motifs qui le décident à retirer le projet de loi contre la presse. 892 (1827). — Ne garde plus de ménagements. 896 (1827). — Dissout la chambre des députés; fixe l'époque des élections et l'ouverture de la session de 1828. 899 (1827). — Supprime la censure. 899 (1827). — Crée soixante-seize pairs, parmi lesquels cinq archevêques. 899 (1827). — Motifs qui le portent à laisser le peuple s'engager dans des démonstrations blâmables. 904 (1827). — Exploite utilement les troubles de Paris auprès des grands collèges. 902 (1827). — Fait de vaines avances aux deux fractions royalistes. 905, 904 (1828). — Son ministère est dissous, et est remplacé par le ministère Martignac. 904 (1828).
- VILLEMAIN**, prend part à la supplique au roi, de l'académie française, en faveur de la presse; sa disgrâce. 888 (1827).
- VILLENEUVE** (l'amiral), livre et perd la bataille navale de Trafalgar; il y est fait prisonnier. 618 (1805).
- VILLEQUIN** (le duc de), donne sa démission; son émigration. 98 (1791).
- VILLERS**, est nommé membre de la commission réclamée par Poulain-Grandpré le 18 fructidor. 528 (An VI).
- VILLES LIBRES**. Quatre seulement sont maintenues par le congrès de Vienne. 770 (1815).
- VILLETTE** (la); les voitures destinées à l'approvisionnement de Paris y sont arrêtées. 418 (An III).
- VILLEHURNOT** (Berthelot de la), marin, est commissaire royal à Paris; sa conspiration avec Deverne de Prose et Brottier; il est arrêté. 495 (An V). — Sa défense devant le conseil de guerre; il est condamné à un an de prison. 494, 495 (An V). — Est réintégré dans la prison du Temple après le jugement du conseil de guerre; il est traduit devant les tribunaux ordinaires; il en est quitte pour la détention. 495 (An V).
- VIMEIRO** (bataille de), entre Junot et Wellington; résistance des Français. 647 (1808).
- VINCENNES** (le château de); une multitude de Parisiens commencent à le démolir. 67 (1791).
- VINCENT**, jacobin de la faction d'Hébert, est à la tête des ultra-révolutionnaires. 537 (An II). — Est attaqué dans un rapport de Phéippeaux; il est dénoncé à la convention par Fabre d'Églantine, et arrêté; les sections réclament sa mise en liberté. 541 (An II). — Il est élargi. 548 (An II). — Se présente aux jacobins en sortant de prison, et n'est pas admis. 548 (An II). — Dénonce les modérés. 549 (An II). — Est arrêté de nouveau comme agent de l'étranger; sa défense; il est condamné à mort. 550 (An II).
- VIRIEU** (le comte de), demande la suppression du droit de colombier. 42 (1789). — Fait partie du côté droit de l'assemblée constituante. 48 (1789).
- VISITES DOMICILIAIRES**. Elles sont organisées d'une manière très-sévère. 482 (1792). — Elles sont ordonnées dans toute la France. 240 (An II).
- VITTORIA** (bataille de), est gagnée par Wellington sur le maréchal Jourdan; ses détails; désastres de l'armée française. 696 (1815).
- VITROLLES** (le baron de), est excepté de l'amañette. 607

- (1815). — Établit une espèce de gouvernement royaliste à Toulouse. 745 (1815).
- VIVIER**, président des jacobins. La convention décrète son arrestation. 574 (An II).
- VOLONTAIRES**. Il s'en organise des compagnies et des bataillons armés, comme par enchantement, 185 (1792). — Ils sont mis à la disposition du ministre de la guerre. 24 (An I). — Conditions qu'ils imposent pour quitter Paris, et se rendre aux frontières. 245 (An I). — Leur indignation en apprenant la trahison de Dumouriez; ils tirent sur lui. 255 (An I).
- VOLTAIRE**. Son apothéose. Fête extraordinaire à ce sujet; détails de cette fête. 114, 115 (1791).
- VOULLAND**, conventionnel, entre au comité de sûreté générale. 506 (An II). — Lequintré demande sa mise en accusation. 379 (An II). — Est remplacé au comité de surveillance. 580 (An II). — Est mis hors d'accusation par le rapport de Merlin, de Douai. 442 (An III). — Est décrété d'arrestation. 450 (An III).
- W**
- WESTERMANN**. Se signale lors de la prise de la Bastille. 23 (1789). — Est adjoint aux membres du comité insurrectionnel au 10 août. 469 (1792). — Avec Santerre, établit son comité insurrectionnel dans le faubourg Saint-Antoine. 472 (1792). — Devenu général dans les armées républicaines, il bat les Vendéens en plusieurs rencontres; il est surpris par eux dans Châtillon, et perd toute son artillerie. 286 (An II). — Est traduit devant le tribunal révolutionnaire, il est acquitté. 288 (An II). — Est l'objet de la haine des jacobins; malgré ses lettres de justification, il est rangé parmi les modérés. 548 (An II). — Est dénoncé par Hébert et Vincent. 549 (An II). — Est décrété d'accusation, sur le rapport de Saint-Just. 555 (An II). — Son jugement par le tribunal révolutionnaire; sa condamnation; son exécution. 555 et suiv. (An II).
- WETLAR** (ville de), Hoche y rend le dernier soupir. 354 (An V).
- WETZLAU** (ville de). Le prince Charles y bat l'extrême gauche de Jourdan. 474 (An IV).
- WIERICKI**. Porte la parole à Napoléon, au nom de la diète de Varsovie. 674 (1812).
- WILLOT** (le général) est destitué pour soupçon de trahison à l'attaque de la Bidassoa. 520 (An II). — Est nommé député par la ville de Marseille; on le soupçonne d'être gagné par les royalistes du Midi. 518 (An V). — Est nommé inspecteur de la salle; attributions de cet emploi; forces dont il peut disposer. 524 (An V). — Est désarmé par Augereau, et envoyé au Temple. 527 (An V). — Est proscrit le 18 fructidor. 529 (An VI). — Est déporté à la Guyane; il parvient à s'évader. 550 (An VII).
- WILNA** (ville de), est prise par l'armée française. 674 (1812). — Ressources que pouvait y trouver l'armée française lors de sa désastreuse retraite; elle est évacuée sans coup férir. 689 (1812).
- WIMPHEN** (le général) annonce à l'assemblée nationale les troubles de Paris. 24 (1789). — Commande l'armée de Cherbourg contre la Vendée; il ne tarde pas à se faire proclamer général en chef de l'insurrection fédéraliste. 882 (An II). — Il s'adjoint le marquis de Puysaie; il écrit aux généraux de la république de se rallier à lui; il tente un coup de main sur Cherbourg; il y échoue et est mandé à la barre de la convention; sur son refus, il est décrété d'accusation. 285 (An II). — Il cherche à faire tourner l'insurrection en faveur de la royauté. 285 (An II). — Propositions qu'il fait aux girondins; ils les rejettent avec horreur. 287 (An II).
- WINKOWO** (combat de). Les Russes y surprennent les Français, et leur font éprouver des pertes. 685 (1812).
- WITBEPSK** (la ville de). Les Français y font leur entrée, à la poursuite des Russes. 676 (1812).
- WITTOENSTEIN** (le général) surprend le général Sébastiani et lui fait des prisonniers. 676 (1812). — Est battu par Oudinot. 678 (1812). — Est battu par Gouvion-Saint-Cyr à Polotsk; son armée y est mise en déroute. 679 (1812). — Est battu par Napoléon à Saint-Dizier. 710 (1814).
- WITZINGERODE**, général russe, est battu par Napoléon à Craonne. 709 (1814).
- WORKS** (ville de), est prise par l'armée républicaine. 197 (An I). — Est occupée par le général Michaud. 409 (An III).
- WURMSER**, général autrichien, est en mésintelligence avec Brunswick. 559 (An II). — Attaque Pichegru et le force à se retirer sous les murs de Mannheim. 455 (An IV). — Est détaché avec trente mille hommes de l'armée autrichienne du Rhin pour se porter en Italie. 473 (An IV). — Arrive en Italie; sa présence établit l'équilibre entre les forces numériques des Français et des Autrichiens. 475 (An IV). — Force numérique de son armée à son entrée en campagne; différence en sa faveur sur l'armée de Bonaparte. 479 (An IV). — L'imagination italienne grossit son armée. 480 (An IV). — Vigueur de sa première attaque contre Bonaparte; il force diverses positions; ferme la retraite à l'armée française sur Milan; il est en mesure de passer l'Adige. 480 (An IV). — Va débloquer Mantoue; il s'imagina, trouvant le siège levé, que les Français ont fui pour l'éviter. 480 (An IV). — Perd la bataille de Castiglione contre Bonaparte; son armée est mise en déroute; il est poursuivi par Masséna jusqu'aux montagnes du Tyrol. 482 (An IV). — Reçoit des renforts; laisse Davidovich à la garde du Tyrol et va tenter le passage de l'Adige avec le reste de ses troupes. 485 (An IV). — Perd la bataille de Bassano; il se retire en désordre sur l'Adige; il la passe à Lagnano; il se renferme dans Mantoue. 484 (An IV). — Fait quelques sorties de Mantoue; il se laisse attirer dans la plaine; il est battu et rejeté dans la place; il y est étroitement bloqué. 484 (An IV). — Sort de Mantoue pour soutenir l'expédition du général Provera; il est repoussé par Serrurier. 505 (An V). — Demande à capituler; il envoie le général Klénau en parlementaire; conditions honorables que lui fait Bonaparte; sa capitulation. 505 et 504 (An V).
- WURTZBOURG** (ville de), est prise par Jourdan. 476

(An IV). — Bataille de ce nom gagnée par le prince Charles sur Jourdan; ses détails; ses résultats 477 (An IV).

WUKASSOVICH (le général), est fait prisonnier dans Dego avec sa colonne. 464 (An IV). — Le défilé de San-Marco, qu'il défend, est forcé par Bonaparte; ses troupes sont battues 485 (An IV). — Prend part à la bataille de Rivoli. 500 et 504 (An V).

VOYER-D'ARGENSON, député libéral. Sa courageuse dénonciation contre les assassins royalistes du Midi; la majorité le rappelle à l'ordre. 784 (1815).

WAGRAM (la bataille de), est gagnée par Napoléon; ses détails; ses résultats; nom des généraux français et autrichiens qui y prennent part. 658 (1809).

WALCHEREN (île de). Les Anglais s'en emparent lors de leur expédition sur Anvers 660 (1809).

WANDELAINCOURT, conventionnel; vote seulement comme législateur sur la culpabilité de Louis XVI. 228 (An I). — Il refuse de voter sur l'appel au peuple. 229 (An I).

WARTENSLIEDEN (le général) commande quinze mille Autrichiens opposés à Jourdan; il est battu à Neukirchen. 476 (An IV).

WARWICK (la ville de), elle est prise par les Français. 504 (An II).

WATERLOO (bataille de). Ses détails; désastre de l'armée française. 752 et 755 (1815). — Pertes des Français et des ennemis; résultats de cette bataille. 754 (1815).

WATIGNIES (bataille de). Elle est gagnée par les Français, sous les ordres de Jourdan et de Carnot. 520 (An II).

WEISSENBOURG (ligne de). Les Français y sont forcés par les Prussiens et les Autrichiens. 520 (An II).

WELLINGTON, général anglais. Débarque en Portugal; il attaque les Français; vive résistance qu'il éprouve; convention de Cintra; il est censuré par le parlement. 647 (1808). — Commande les troupes anglaises envoyées au secours de l'Espagne. 662 (1809). — Assiège Badajoz; Soult et Marmont le forcent à lever le siège; il est guidé dans ses opérations par Dumouriez; il cherche à faire lever le siège de Cadix. 669 (1810). — Gagne la bataille des Arapiles; ses hésitations sauvent l'armée française; parti qui veut le nommer roi d'Espagne; jalousie qu'il montre contre le duc d'Orléans. 668 (1812). — Gagne sur les Français la bataille de Vittoria; des traitres le tiennent avisé des mouvements de l'armée. 696 (1813). — Prend Saint-Sébastien et passe la Bidassoa; Soult défend le terrain pied à pied. 699 (1813). — Livre la bataille d'Orthez; les pertes y sont compensées. 710 (1814). — Bataille de Toulouse; il conclut un armistice avec Soult. 725 (1814). — Est dans une sécurité parfaite pendant les premiers mouvements de l'armée française. 750 (1815). — Sa déclaration adressée de Malplaquet au peuple français. 758 (1815). — Fait spolier le Musée français, et dépose contre le maréchal Ney. 786 (1815). — Suc-

cède à Canning; changement de politique en Angleterre. 942 (1828). — Protège et provoque toutes les mesures libéricides; il entretient des relations intimes avec M. de Polignac, et le pousse aux coups d'état. 945 (1850).

WENTINGEN (le combat de) ouvre la campagne de 1803. 620 (1803).

Y

YONCK (le duc d') cherche à s'emparer de Dunkerque; il investit Bergue et le Quesnoy. 505 (An II). — Danger que court son armée devant Dunkerque; l'irrésolution d'Houchard le sauve; il abandonne son artillerie de siège et une partie de ses bagages. 504 (An II). — Est chassé de la Hollande par Pichegru; il est battu à Boxtel. 597 (An II). — Est battu par Brune à Berghen et à Castricum; capitulation honorable qui lui est accordée. 559 (An VII).

YONCK, général prussien. Sa trahison envers les Français. 694 (1812). — Attaque le corps de Lauriston à Bautzen. 695 (1815). — Est battu par Napoléon à Montmirail. 705 (1814).

YVES (la ville d'), est prise par Pichegru. 569 (An II).

Z

ZACH, chef d'état-major autrichien, est chargé par Mélas, qui croit la bataille de Marengo gagnée, d'achever la défaite des Français; cruel désappointement qu'il éprouve. 589 (An VIII).

ZUNICH (bataille de). Elle est gagnée par les Français sur les Austro-Russes; détails de ces journées mémorables, et résultats obtenus par Masséna. 559 et 560 (An VIII).

